Southern Evangelical Seminary

3000 Tilley Morris Road
Matthews, NC 28105

Given by Rt Rev. B. J. Mac Quaid
Reference Library.
Room Dogm. & General Theol.
Department

37387000488591

THEOLOGIÆ

CURSUS COMPLETUS.

AVIS IMPORTANT.

D'après une des lois providentielles qui régissent le monde, rarement les œuvres au-dessus de l'ordinaire se font sans contradictions plus ou moins fortes et nombreuses. Les *Ateliers Catholiques* ne pouvaient guère échapper à ce cachet divin de leur utilité. Tantôt on a nié leur existence ou leur importance; tantôt on a dit qu'ils étaient fermés ou qu'ils allaient l'être. Cependant ils poursuivent leur carrière depuis 24 ans, et les productions qui en sortent deviennent de plus en plus graves et soignées : aussi paraît-il certain qu'à moins d'événements qu'aucune prudence humaine ne saurait prévoir ni empêcher, ces Ateliers ne se fermeront que quand la *Bibliothèque du Clergé* sera terminée en ses 2,000 volumes in-4°. Le passé paraît un sûr garant de l'avenir, pour ce qu'il y a à espérer ou à craindre. Cependant, parmi les calomnies auxquelles ils se sont trouvés en butte, il en est deux qui ont été continuellement répétées, parce qu'étant plus capitales, leur effet entraînait plus de conséquences. De petits et ignares concurrents se sont donc acharnés, par leur correspondance ou leurs voyageurs, à répéter partout que nos Editions étaient mal corrigées et mal imprimées. Ne pouvant attaquer le fond des Ouvrages, qui, pour la plupart, ne sont que les chefs-d'œuvre du Catholicisme reconnus pour tels dans tous les temps et dans tous les pays, il fallait bien se rejeter sur la forme dans ce qu'elle a de plus sérieux, la correction et l'impression; en effet, les chefs-d'œuvre même n'auraient qu'une demi-valeur, si le texte en était inexact ou illisible.

Il est très-vrai que, dans le principe, un succès inouï dans les fastes de la Typographie ayant forcé l'Editeur de recourir aux mécaniques, afin de marcher plus rapidement et de donner les ouvrages à moindre prix, quatre volumes du double *Cours d'Ecriture sainte et de Théologie* furent tirés avec la correction insuffisante donnée dans les imprimeries à presque tout ce qui s'édite; il est vrai aussi qu'un certain nombre d'autres volumes, appartenant à diverses Publications, furent imprimés ou trop noir ou trop blanc. Mais, depuis ces temps éloignés, les mécaniques ont cédé le travail aux presses à bras, et l'impression qui en sort, sans être du luxe, attendu que le luxe jurerait dans des ouvrages d'une telle nature, est parfaitement convenable sous tous les rapports. Quant à la correction, il est de fait qu'elle n'a jamais été portée si loin dans aucune édition ancienne ou contemporaine. Et comment en serait-il autrement, après toutes les peines et toutes les dépenses que nous subissons pour arriver à purger nos épreuves de toutes fautes? L'habitude, en typographie, même dans les meilleures maisons, est de ne corriger que deux épreuves et d'en conférer une troisième avec la seconde, sans avoir préparé en rien le manuscrit de l'auteur. •

Dans les *Ateliers Catholiques* la différence est presque incommensurable. Au moyen de correcteurs blanchis sous le harnais et dont le coup d'œil typographique est sans pitié pour les fautes, on commence par préparer la copie d'un bout à l'autre sans en excepter un seul mot. On lit ensuite en première épreuve avec la copie ainsi préparée. On lit en seconde de la même manière, mais en collationnant avec la première. On fait la même chose en tierce, en collationnant avec la seconde. On agit de même en quarte, en collationnant avec la tierce. On renouvelle la même opération en quinte, en collationnant avec la quarte. Ces collationnements ont pour but de voir si aucune des fautes signalées au bureau par MM. les correcteurs, sur la marge des épreuves, n'a échappé à MM. les corrigeurs sur le marbre et le métal. Après ces cinq lectures entières contrôlées l'une par l'autre, et en dehors de la préparation ci-dessus mentionnée, vient une révision, et souvent il en vient deux ou trois; puis l'on cliche. Le clichage opéré, par conséquent la pureté du texte se trouvant immobilisée, on fait, avec la copie, une nouvelle lecture d'un bout de l'épreuve à l'autre, on se livre à une nouvelle révision, et le tirage n'arrive qu'après ces innombrables précautions.

Aussi y a-t-il à Montrouge des correcteurs de toutes les nations et en plus grand nombre que dans vingt-cinq imprimeries de Paris réunies ! Aussi encore, la correction y coûte-t-elle autant que la composition, tandis qu'ailleurs elle ne coûte que le dixième ! Aussi enfin, bien que l'assertion puisse paraître téméraire, l'exactitude obtenue par tant de frais et de soins, fait-elle que la plupart des Editions des *Ateliers Catholiques* laissent bien loin derrière elles celles même des célèbres Bénédictins Mabillon et Montfaucon et des célèbres Jésuites Petau et Sirmond. Que l'on compare, en effet, n'importe quelles feuilles de leurs éditions avec celles des nôtres qui leur correspondent, en grec comme en latin, on se convaincra que l'invraisemblable est une réalité.

D'ailleurs, ces savants éminents, plus préoccupés du sens des textes que de la partie typographique et n'étant point correcteurs de profession, lisaient, non ce que portaient les épreuves, mais ce qui devait s'y trouver, leur haute intelligence suppléant aux fautes de l'édition. De plus les Bénédictins, comme les Jésuites, opéraient presque toujours sur des manuscrits, cause perpétuelle de la multiplicité des fautes, pendant que les *Ateliers Catholiques*, dont le propre est surtout de ressusciter la Tradition, n'opèrent le plus souvent que sur des imprimés.

Le R. P. De Buck, Jésuite Bollandiste de Bruxelles, nous écrivait, il y a quelque temps, n'avoir pu trouver en dix-huit mois d'étude, *une seule faute* dans notre *Patrologie latine*. M. Denzinger, professeur de Théologie à l'Université de Wurzbourg, et M. Reissmann, Vicaire Général de la même ville, nous mandaient, à la date du 19 juillet, n'avoir pu également surprendre *une seule faute*, soit dans le latin soit dans le grec de notre double *Patrologie*. Enfin, le savant P. Pitra, Bénédictin de Solesme, et M. Bonetty, directeur des *Annales de philosophie chrétienne*, mis au défi de nous convaincre d'une seule erreur typographique, ont été forcés d'avouer que nous n'avions pas trop présumé de notre parfaite correction. Dans le Clergé se trouvent de bons latinistes et de bons hellénistes, et, ce qui est plus rare, des hommes très-positifs et très-pratiques, eh bien ! nous leur promettons une prime de 25 centimes par chaque faute qu'ils découvriront dans n'importe lequel de nos volumes, surtout dans les grecs.

Malgré ce qui précède, l'Editeur des *Cours complets*, sentant de plus en plus l'importance et même la nécessité d'une correction parfaite pour qu'un ouvrage soit véritablement utile et estimable, se livre depuis plus d'un an, et est résolu de se livrer jusqu'à la fin à une opération longue, pénible et coûteuse, savoir, la révision entière et universelle de ses innombrables clichés. Ainsi chacun de ses volumes, au fur et à mesure qu'il les remet sous presse, est corrigé mot pour mot d'un bout à l'autre. Quarante hommes y sont ou y seront occupés pendant 10 ans, et une somme qui ne saurait être moindre d'un demi million de francs est consacrée à cet important contrôle. De cette manière, les Publications des *Ateliers Catholiques*, qui déjà se distinguaient entre toutes par la supériorité de leur correction, n'auront de rivales, sous ce rapport, dans aucun temps ni dans aucun pays; car quel est l'éditeur qui pourrait et voudrait se livrer APRES COUP à des travaux si gigantesques et d'un prix si exorbitant? Il faut certes être bien pénétré d'une vocation divine à cet effet, pour ne reculer ni devant la peine ni devant la dépense, surtout lorsque l'Europe savante proclame que jamais volumes n'ont été édités avec tant d'exactitude que ceux de la *Bibliothèque universelle du Clergé*. Le présent volume est du nombre de ceux révisés, et tous ceux qui le seront à l'avenir porteront cette note. En conséquence, pour juger les productions des *Ateliers Catholiques* sous le rapport de la correction, il ne faudra prendre que ceux qui porteront en tête l'avis ici tracé. Nous ne reconnaissons que cette édition et celles qui suivront sur nos planches de métal ainsi corrigées. On croyait autrefois que la stéréotypie immobilisait les fautes, attendu qu'un cliché de métal n'est point élastique; pas du tout, il introduit la perfection, car on a trouvé le moyen de le corriger jusqu'à extinction de fautes. L'Hébreu a été revu par M. Drach, le Grec par des Grecs, le Latin et le Français par les premiers correcteurs de la capitale en ces langues.

Nous avons la consolation de pouvoir finir cet *avis* par les réflexions suivantes : Enfin, notre exemple a fini par ébranler les grandes publications en Italie, en Allemagne, en Belgique et en France, par les *Canons grecs* de Rome, le *Gerdil* de Naples, le *Saint Thomas* de Parme, l'*Encyclopédie religieuse* de Munich, le recueil des *déclarations des rites* de Bruxelles, les *Bollandistes*, le *Suarez* et le *Spicilége* de Paris. Jusqu'ici, on n'avait su réimprimer que des ouvrages de courte haleine. Les in-4°, où s'engloutissent les in-folio, faisaient peur, et on n'osait y toucher, par crainte de se noyer dans ces abîmes sans fond et sans rives; mais on a fini par se risquer à nous imiter. Bien plus, sous notre impulsion, d'autres Editeurs se préparent au *Bullaire* universel, aux *Décisions* de toutes les Congrégations, à une *Biographie* et à une *Histoire* générale, etc., etc. Malheureusement, la plupart des éditions déjà faites ou qui se font, sont sans autorité, parce qu'elles sont sans exactitude; la correction semble en avoir été faite par des aveugles, soit qu'on n'en ait pas senti la gravité, soit qu'on ait reculé devant les frais; mais patience ! une reproduction correcte surgira bientôt, ne fût-ce qu'à la lumière des écoles qui se sont faites ou qui se feront encore.

THEOLOGIÆ

CURSUS COMPLETUS,

EX TRACTATIBUS OMNIUM PERFECTISSIMIS UBIQUE HABITIS, ET A MAGNA PARTE EPISCOPORUM NECNON THEOLOGORUM EUROPÆ CATHOLICÆ, UNIVERSIM AD HOC INTERROGATORUM, DESIGNATIS, UNICE CONFLATUS,

PLURIMIS ANNOTANTIBUS PRESBYTERIS
AD DOCENDOS LEVITAS PASCENDOSVE POPULOS ALTE POSITIS.

ANNOTAVIT VERO SIMUL ET EDIDIT

J.-P. MIGNE,

BIBLIOTHECÆ CLERI UNIVERSÆ,

SIVE

CURSUUM COMPLETORUM IN SINGULOS SCIENTIÆ ECCLESIASTICÆ RAMOS EDITOR.

TOMUS VIGESIMUS QUINTUS.

DE ORDINE. — DE ORDINATIONIBUS ANGLICANIS. — DE CÆLIBATU ECCLESIASTICO. DE OFFICIIS SACERDOTALIBUS ET PASTORALIBUS. — DE MATRIMONIO. COMPENDIUM ALPHABETICUM TRACTATUS SANCHEZ DE MATRIMONIO. — DE IMPEDIMENTIS MATRIMONII. VARIÆ APPENDICES DE MATRIMONIO. — DE SYNODO DIŒCESANA LIBRI TREDECIM.

28 VOLUMINA : 138 FRANCIS.

EXCUDEBATUR ET VENIT APUD J.-P. MIGNE EDITOREM,
IN VIA DICTA *D'AMBOISE*, OLIM PROPE PORTAM LUTETIÆ PARISIORUM VULGO *D'ENFER* NOMINATAM, SEU *PETIT-MONTROUGE*, NUNC VERO INTRA MŒNIA PARISINA.

1863

ELENCHUS

AUCTORUM ET OPERUM QUI IN VIGESIMO QUINTO THEOLOGIÆ VOLUMINE CONTINENTUR.

PERRONE.

Tractatus de Ordine. *col.* 9

KENRICK.

Tractatus de Ordinationibus Anglicanis. 59

PERRONE.

De Cœlibatu Ecclesiastico, seu de continentia lege sacris ministris imposita. 63

SOETTLER.

De Officiis Sacerdotalibus et Pastoralibus. 101
Monita prævia ad eos qui ad statum ecclesiasticum, et munus pastorale aliquand suscipiendum anhelant. *ibid.*
Monita generalia de Ecclesiæ ministrorum et inprimis pastorum dignitate eorumque ministerii præstantia ac difficultate. 107

PERRONE.

Tractatus de Matrimonio. 229

SOAREZ.

Compendium totius Tractatûs de S. Matrimonii Sacramento R. P. Thomæ Sanchez, ordine alphabetico dispositum. 387

MOSER.

De Impedimentis Matrimonii. 601
Collectio declarationum ac decretorum Romanorum pontificum circa varia dubia Matrimonium concernentia. 679

DROUIN.

De Bonitate et Licitate Matrimonii. 711
De Solemnitatibus ad contractum Matrimonii requisitis. 741
De Ritibus Matrimonii conferendi. 755

THEOLOGIA NANCEIENSIS.

De Monogamiâ. 757

BILLUART.

De Consensu ad Matrimonium requisito. 760

THOMAS EX CHARMES.

De Castitate in usu Matrimonii servanda. 785

THEOLOGIA NANCEIENSIS.

De Ministro, Materiâ, Formâ et Effectibus Sacramenti Matrimonii. 789

BENEDICTUS XIV.

De Synodo Diœcesanâ Libri tredecim. 799

Index rerum. 1630

Parisiis. — Ex typis MIGNE.

TRACTATUS DE ORDINE.

(AUCTORE R. P. PERRONE.)

Proœmium.

1. Si qua est in re theologicâ disputatio quæ *ad nos* qui in sortem Domini vocati sumus, et facti ministri Christi et dispensatores mysteriorum Dei maximè spectet, ea profectò est quam ordimur. Agendum est enim de Ordine, de eo scilicet ritu quo segregati à fidelium cœtu constituimur in ecclesiasticâ hierarchiâ et ad ecclesiastica munia obeunda ut totius Ecclesiæ utilitati, atque æternæ animarum saluti pro virili inserviamus.

2. Ordinis nomen bifariàm à Patribus accipitur, vel pro ipsâ sacrâ ordinatione, seu ritu quo Ecclesiæ ministri inaugurantur, vel pro ecclesiasticâ hierarchiâ, sive Ecclesiæ ministrorum gradu ac dispositione juxta nativam hujus vocis significationem (1). Primo sensu propriè à Latinis *ordinatio* vocatur, seu *sacra ordinatio*, a Græcis χειροτονία seu *manuum extensio* aut *porrectio*, interdùm verò χειροθεσία seu *manuum impositio* dicitur (2).

3. De Ordine in priori sensu accepto agere nobis propositum est. Hinc quatenùs Ordo sacram inaugurationem significat, nos ducit ad statuendam Sacramenti veritatem, atque ad investigandum quibus potissimùm ritibus et gradibus tanta hæc dignitas competat et quænam sit uniuscujusque materia, forma, subjectum et minister. Quibus aliud caput subnectimus ad præcipuum ecclesiastici ordinis decus vindicandum, quod in continentiæ professione consistit.

CAPUT PRIMUM.

DE SACRAMENTI ORDINIS VERITATE.

4. Ordo seu sacra ordinatio definiri consuevit: « Ritus sacer seu Sacramentum novæ legis à Christo institutum, quo spiritualis potestas confertur Sacramenta conficiendi et ministrandi, cæteraque ecclesiastica munia pro jure obeundi. » Prout ordo dicitur *ritus sacer* omnes omninò gradus seu ordines complectitur, etiam eos in quibus ex plurimorum sententiâ, Sacramenti ratio desideratur; prout verò dicitur Sacramentum ad eos tantùm gradus atque ordines refertur in quibus vera Sacramenti ratio dignoscitur.

5. Omnium primi seculi XVI novatores hujus Sacramenti veritatem convellere ausi sunt, licèt verbis ad fallendum compositis cùm de eo disserunt, interdùm utantur (1). Quamobrem, etsi pastoribus suis à regibus aut magistratibus electis ac approbatis manus imponant, negant tamen, si Anglicanos excipias, sacram ejusmodi actionem veri nominis Sacramentum esse, quod conferendæ gratiæ vim habeat, quo spiritualis nota imprimatur atque indelebilis character, quo denique potestas tribuatur docendi, conficiendi atque administrandi Sacramenta, sed veluti nudam cæremoniam habent, quâ delecto pastori sacrum munus committi declaratur, assignarique stipendium. Ex istorum enim placitis fideles omnes Baptismi vi sacerdotio sunt instructi nec egent nisi publicâ deputatione ut sacerdotii munere fungantur. Adversùs quem errorem sit

PROPOSITIO. — *Ordo sive sacra ordinatio est verè et propriè Sacramentum à Christo Domino institutum.*

6. De fide est, quam his verbis Tridentina synodus, sess. 23, can. 3, definivit: *Si quis dixerit, Ordinem, sive sacram ordinationem non esse verè et propriè Sacramentum, à Christo Domino institutum, vel esse figmentum quoddam humanum, excogitatum à viris rerum ecclesiasticarum imperitis, aut esse tantùm ritum quemdam eligendi ministros verbi Dei, et Sacramentorum; anathema sit.*

7. Hæc autem veritas tum ex verbo Dei scripto, tum ex verbo Dei tradito luculentissimè constat. Scribens enim Apostolus de Timothei ordinatione, in priori ad ipsum datâ Epistolâ 4, 14: *Noli*, inquit, *negligere gratiam quæ in te est, quæ data est tibi per prophetiam cum impositione manuum presbyterii*, ac iterùm in posteriori ad eumdem Epistolâ, 1, 6, scribit: *Admoneo te ut resuscites gratiam Dei, quæ est in te per impositionem manuum mearum.* Exponens porrò cujusmodi hæc gratia sit, ita ibidem immediatè subdit: *Non enim dedit nobis Deus spiritum timoris, sed virtutis, et dilectionis, et sobrietatis.* Ex his autem tria illa habemus quæ adversariis ipsis fatentibus, requiruntur ac sufficiunt ad verè ac propriè Sacramentum constituendum, ritum nempe externum in manuum impositione, gratiæ promissionem ritui illi annexam, ac propterea Dei mandatum seu divinam institutionem, quæ ex ipsâ gratiæ promissione profluit. Solius enim Dei est ejusmodi ri-

(1) Juxta hanc significationem S. Augustinus de Civit. Dei, l. 19, cap. 13, n. 1: « Ordo, inquit, est parium dispariumque rerum sua cuique loca tribuens dispositio... »

(2) Cf. Witasse, tract. de Sacram. Ordinis, p. 1, q. 1, art. 1. Notandum porrò est cum Petavio de eccles. Hierarchiâ, lib. 1, cap. 8, n. 10, vocem χειροτονίας ambiguè usurpari; ac sæpè Ordinationis Sacramentum, id est, consecrationem significare; interdùm verò nudam electionem, quæ populariibus suffragiis olim fiebat. Hâc autem vocis ambiguitate, ut inferiùs videbimus, novatores sæpè abusi sunt.

(1) Cf. Witasse, l. cit., art. 2.

(Une.)

tum externum instituere, qui gratiæ non solùm significandæ, sed et conferendæ vim habeat.

8. Id ipsum præterea constat ex perpetuâ Ecclesiæ traditione, cujus testes locupletissimi Patres sunt, ex quibus alii sacram ordinationem *Sacramentum* appellant, ut Leo M. (1), et Gregorius item M. (2); alii etiam *invisibilem gratiam* à Deo concedi in hoc Sacramento docent, ut Ambrosius (3), et Gregorius Nyssenus (4); alii denique non dubitârunt Ordinem cum Baptismo ita conferre, ut explorati principii loco sumerent utrumque esse veri nominis Sacramentum, eamdemque esse utriusque rationem; in his Hieronymus in Dialogo adversùs Luciferianos contendit iterùm ordinandos non esse quos hæretici jam ordinaverant, quia baptizati ab hæreticis non rebaptizantur; sic enim disputat : « Si in fide suâ baptizato baptizans nocere non potuit, et in fide suâ sacerdotem constitutum constituens non inquinavit, » n. 11, ad Vallars. Similia habet S. Augustinus in lib. 2. cont. Epist. Parmeniani, ubi ita invictè Donatistas perstringit : « Nulla ostenditur causa cur ille qui ipsum Baptismum amittere non potest, jus dandi potest amittere. Utrumque enim Sacramentum est; et quàdam consecratione utrumque homini datur, illud cùm baptizatur, istud cùm ordinatur (5). »

9. Testes insuper hujus traditionis sunt œcumenicæ synodi Chalcedonensis, et Nicæna II (6), tum synodi particulares cujusmodi sunt tum Constantinopolitana, an. 459, à Gennadio coacta (7), tum Bracharensis I (8) et Toletana VIII (9), quæ omnes declarant gratiam esse ordinationis effectum, atque adeò ordinationis ritum in Sacramentorum loco et numero habitum fuisse. Sic enim inter cæteras loquitur œcumenica synodus Chalcedonensis : « Si quis episcopus propter pecunias ordinationem fecerit, et non venalem gratiam vendiderit... de proprio gradu in periculum veniat. »

(1) Epist. 12 ad episc. provinciæ Mauritaniæ Cæsar., cap. 3, ed. Baller.: « Quis igitur, dicens, tolerare audeat quod in tanti *Sacramenti* perpetratur injuriam? » Loquitur autem de ordinationibus per tumultum factis.

(2) Lib. 4, in 1 Regum, cap. 5, num. 1 : « Is, inquit, qui promovetur, benè foris ungitur, si intùs virtute Sacramenti roboretur ».

(3) Lib. 1 de Spiritu sancto, cap. 5, n. 71, et serm. 10 in ps. 118, n. 17.

(4) Orat. in Baptismum Christi, Opp. edit. Paris. 1615 tomo 2, p. 802 : « Eadem verbi (Christi) vis, scribit, sacerdotem augustum ac honorandum facit, novitate benedictionis à communitate vulgi segregatum. Cùm enim heri ac tempore superiori unus è multitudine ac plebe esset, repentè redditur præceptor, præses, doctor pietatis, mysteriorum latentium præsul; eaque contingunt ei, cùm nihil vel corpore vel formâ mutatus, sed quod ad speciem externam attinet, ille sit qui erat, *invisibili quâdam vi ac gratiâ invisibilem animam in melius transformatam gerens.* »

(5) N. 28. Alia testimonia PP. Cf. apud Bellarm., de Sacram. Ord., cap. 3, et apud Witasse, l. c., q. 1, art. 2.

(6) Synod. Chalced., can. 2, apud Hard., Acta conc., tomo 4, col. 601. Nicæna, can. 5, ibid. tomo 4, col. 490.

(7) Ibid., tomo 2, col. 783.

(8) Can. 3, ibid. tomo 3, col. 386.

(9) Cap. 3, ibid. col. 961.

10. Luculentissimum denique divinæ hujus traditionis testimonium est eadem Ecclesiarum omnium et ipsorummet hæreticorum de quorum societate et origine heterodoxi nostri gloriantur consensio. Morinus in toto suo Commentario de sacris Ordinationibus, et Renaudotius, tomo 5 operis quod inscribitur : *Perpetuitas fidei catholicæ*, omni monumentorum genere ostenderunt septenarium Sacramentorum numerum à Græcis et Orientalibus semper agnitum, et propugnatum fuisse, atque ordinationem in septenario illo numero constantissimè recensitam fuisse (1). Bossuetius autem, in historiâ Variationum, demonstravit nec Waldenses nec Wiclefitas, neque Hussitas in hoc doctrinæ articulo à fide Catholicorum recessisse. Est igitur perpetua et constans omnium Ecclesiarum, omniumque temporum, atque ab hæreticis ipsis confirmata traditio, ordinationem esse veri nominis Sacramentum.

11. Ad probationum verò cumulum jam accedit recentiorum Protestantium confessio, qui non dubitârunt sacro huic ordinationis ritui gratiæ divinæ collationem ascribere (2). Tanta scilicet est veritatis vis, ut ab adversariis ipsis consensum extorqueat.

Difficultates.

12. Obj. 1° Impositio manuum quam allata Scripturarum loca commemorant familiaris erat veterum Hebræorum ritus, quo apostoli modò ad morbos curandos, modò ad preces Deo fundendas, modò in alios etiam fines deinceps uti cœperunt. Ergo nullâ ratione traduci potest ad peculiare aliquod Sacramentum. 2° Præsertim cùm nuspiam in Scripturis appareat hanc manuum impositionem adhibitam fuisse à Christo, cùm apostolos suos sacerdotes instituit aut Ecclesiæ præfecit. 3° Gratia verò quam Apostolus narrat se contulisse Timotheo per impositionem manuum suarum non est gratia sanctificans, sed gratia miraculorum et prophetiæ, quæ *gratis data* vulgò appellatur, quam propterea χάρισμα vocavit ad discrimen alterius gratiæ sanctificantis, quæ ab eodem Apostolo plerùmque designari consuevit vocabulo χάρις. 4° Hoc sanè expressè affirmat ibidem Apostolus, dùm ait gratiam Timotheo datam fuisse *per prophetiam*, quæ est donum gratis datum. 5° Quamobrem rectè Ecclesiæ Patres utrumque Pauli testimonium

(1) Cf. etiam Joseph. Simon. Assemanum, Biblioth. Orient. tomo 3, parte 1, pag. 356 et 373.

(2) Id apertè ex recentioribus fatentur D. Marheineke, in Systemate catholico, vol. 3; Kaiser in Theologiâ biblicâ, seu Judaismo et Catholicismo, Erlangen, 1814; Fessler, qui in suo Manuali liturgico hanc proponit ordinationis formulam : « Ordinans unà cum omnibus assistentibus ambas manus extendens super caput ordinandi dicat : Accipe Spiritum sanctum ad ministerium operis, seu officii sacerdotii, quem nos manuum impositione tibi conferimus; quorum remiseris peccata remittentur eis, et quorum retinueris, retenta erunt. Vi potestatis mihi Dei nomine traditæ mediante, et in Ecclesiâ, ego te consecro et ordino sacerdotem Ecclesiæ evangelicæ, præconem Evangelii J. C. et dispensatorem sanctorum Sacramentorum suorum in nomine Patris, etc. » Apud Esslinger, *Apologie de la religion catholique*, etc., 1832.

explicârunt vel de gratiâ miraculorum, vel prophetiæ, vel de facultate docendi. 6° Denique utcumque apostoli Pauli testimonia accipiantur, Ordinis tamen Sacramentum minimè probant. Ille enim loquitur de impositione manuum *presbyterii;* Catholicorum autem constans sententia est, non presbyteros, sed episcopos tantùm Ordinis Sacramentum administrare posse. 7° Accedit quòd Sacramentum novæ legis Christianis omnibus debet esse commune, ordo autem peculiaris est clericorum. Ergo.

13. R. ad 1. D. Ritus materialis, Tr. vel C. prout à Christo instructus est gratiâ sacramentali, seu prout Christus eidem ritui alligavit gratiæ collationem, N. Alioquin et ipsum Baptisma ex albo Sacramentorum esset expungendum, cùm non minùs hic baptizandi ritus apud veteres Hebræos obtinuerit (1).

14. Ad 2. N. C. Potuit enim Christus pro supremâ quâ pollebat auctoritate absque peculiari ritu sacerdotalem dignitatem apostolis conferre, et ipsis interea præcipere ut ad inaugurandos sacerdotes impositione manuum uterentur. Nec enim tantùm ex iis quæ Christus fecit, sed ex iis quæ ipse facienda mandavit thesim nostram astruimus.

15. Ad 3. N. Est enim gratia *virtutis* et *dilectionis*, ut ipsemet exposuit. Id porrò quod additur de voce χάρισμα collatâ cum voce χάρις nullius prorsùs ponderis esse reponimus, tùm quia idem Apostolus, Rom. 5, 15, hâc eâdem voce utitur ad gratiam sanctificantem significandam dùm ait : *Non sicut delictum, ita et* DONUM, Gr., χάρισμα, tum quia vetustissimi Græcorum Patres gratiam quâ filii Dei nominamur et sumus χάρισμα appellant, ut Clemens Alex. (2), Gregorius Nazianz. (3) atque Theodoretus (4). Hinc etiam Pauli interpres Joannes Chrysost. quod Paulus in objecto loco χάρισμα vocaverat, ipse χάριν exposuit, hom. 1 in 2 Tim., c. 1, n. 2. Ideò autem Paulus impertitam gratiam Timotheo dicere maluit χάρισμα quàm χάριν quia scilicet ordo tum gratiâ sanctificante initiatos auget et cumulat, tum eosdem multis præterea donis exornat ad aliorum utilitatem et salutem. Appositè Chrysostomus ita verba posterioris Epistolæ ad Timotheum enarrat : « *Admoneo te ut resuscites gratiam Dei;* hoc est, gratiam spiritûs, quam accepisti ut præsis Ecclesiæ, ut signa edas et cultum omnem exhibeas. Penes non enim est illam vel extinguere, vel accendere (homil. 1 in 2 Tim.). » Quibus verbis *gratiam gratis datam* S. doctor ita commemorat, ut gratiam sanctificantem minimè excludat. Atque hoc modo explicandi sunt cæteri Ecclesiæ Patres, qui Pauli verba vel de gratiâ miraculorum, vel prophetiæ, vel de facultate docendi quoquomodò explicâsse videntur. Ab hâc autem expositione nec ipsi recentiores Protestantes abhorrere videntur (1).

16. Ad 4. D. *Per prophetiam* de futurâ Timothei ordinatione, C.; per donum prophetiæ, vel N. vel subd.; præter gratiam sanctificantem, Tr.; ad hujus exclusionem, N. Illorum porrò expositio nobis verisimilior videtur, qui ea Pauli verba non de effectu manuum impositionis interpretantur, sed de prophetiâ, sive revelatione, quâ admonitus Paulus Timotheo manus imposuerat, et episcopum consecraverat cohærenter ad ea quæ 1 Epist. ad eumdem Timotheum 1, 18, ipse Apostolus scripserat : « Hoc præceptum commendo tibi, fili Timothee, secundùm præcedentes in te prophetias (2). »

17. Ad 5. Responsio patet ex iis quæ dicta sunt ad 3.

18. Ad 6. D. Id est, episcopi, C.; simplicis presbyteri, N. Vox enim *presbyteri* seu *presbyterii* ab initio, ut suo loco ostendemus, æquivoca fuit, atque usurpabatur ad designandos sacerdotes sive primi, sive secundi ordinis, id est, tum episcopos tum presbyteros propriè dictos; hìc porrò ab Apostolo adhibitam esse ad significandos episcopos patet tum ex S. Joan. Chrys., qui Homil. in hunc locum declarat Apostolum id dicere : « Non de presbyteris hic loquitur, sed de episcopis; neque enim presbyteri episcopum ordinabant; » tum ex antiquissimis versionibus, quæ verba illa reddunt : « Per impositionem manuum episcopi (3); » tum denique ex Apostolo ipso, qui 2 ad eumdem Timoth. Epistolâ scribit : *Per impositionem manuum mearum.* Non desunt qui contendunt vocem illam *presbyterii* non ad Ordinis ministrum, sed ad subjectum, seu ad ordinatum ipsum referri atque adeò significare officium presbyteri, vel episcopi, ut sensus sit : Per impositionem manuum quâ creatus es presbyter. Hæc autem interpretatio quam Calvinus ipse probavit (4), difficultatem omnem de medio tollit.

19. Ad 7. D. Quoad utilitatem, Tr. vel C.; quoad perceptionem, N.

CAPUT II.

DE MULTIPLICI ORDINUM NUMERO ET DIGNITATE.

20. Loquens Tridentina synodus, sess. 23, cap. 2,

(1) Cf. Lightfoot, Harmonia quat. evangel., p. 5, in Joan. 3, 23, Opp. ed. Ultrajecti 1692 vol. 1, pag. 446, seqq.

(2) Pædagogi lib. 1, c. 6, p. 931.

(3) Orat. 40, p. 638.

(4) Epist. Græcor. decretorum, cap. 28, tom. 4, p. 516. Hæc aliaque exempla cf. apud Suicerum in Thesauro Eccles., tomo 2 ad vocem χάρισμα, § 3.

(1) Cf. Rosenmüller, schol. in hunc loc.

(2) Hanc expositionem sequitur ipse Calvinus in Comment. in 1 ad Timoth. 4, 14, ubi scribit : « Dicit (Apostolus) gratiam illi *datam esse per prophetiam.* Quomodò? Quia scilicet Spiritus sanctus oraculo Timotheum destinaverat, ut in ordinem pastorum cooptarent. Neque enim delectus tantùm fuerat hominum judicio, ut fieri solet; sed præcesserat Spiritûs sancti nuncupatio... Itaque sensus est Timotheum, cùm prophetarum voce adscitus fuit in ministerium, et deinde solemni ritu ordinatus, simul gratiâ Spiritûs sancti instructum fuisse ad functionem suam exsequendam. Unde colligimus non inanem fuisse ritum, quia consecrationem quam homines impositione manuum figurabant, Deus Spiritu suo implevit. » Quid clarius?

(3) Sanè versio Æthiopica ita reddit Apostoli verba : *Cum impositione manuum episcoporum.* Cf. Polygl. Walt.

(4) Tum in Comment. in hunc loc., tum Instit. lib. 4, cap. 3, § 16.

de sacris Ordinibus, hæc habet : *Cùm divina res sit tam sancti sacerdotii ministerium; consentaneum fuit, quò dignius et majori cum veneratione exerceri posset, ut in Ecclesiæ ordinatissimâ dispositione plures et diversi essent ministrorum ordines, qui sacerdotio ex officio deservirent, ita distributi, ut qui jam clericali tonsurâ insigniti essent, per minores ad majores ascenderent. Nam non solùm de sacerdotibus, sed et de diaconis sacræ litteræ apertam mentionem faciunt; et quæ maximè in illorum ordinatione attendenda sunt, gravissimis verbis docent, et ab ipso Ecclesiæ initio sequentium ordinum nomina, atque uniuscujusque eorum propria ministeria, subdiaconi, scilicet, acolythi, exorcistæ, lectoris et ostiarii in usu fuisse cognoscuntur, quamvis non pari gradu. Nam subdiaconatus ad majores ordines à Patribus et sacris conciliis refertur, in quibus et de aliis frequentissimè legimus.* Can. autem 2, sic eamdem doctrinam sanxit : *Si quis dixerit, præter sacerdotium non esse in Ecclesiâ catholicâ alios ordines, et majores, et minores, per quos, velut per gradus quosdam in sacerdotium tendatur; anathema sit.* »

21. Quæ verba singula mirâ sapientiâ referta, si quis attentè perpendat intelliget ita Tridentinum doctrinam catholicam tradidisse, quin vel Ecclesiæ Græcæ, vel diversis scholarum placitis quidpiam detraxerit, vel uni potiùs quàm alteri sententiæ adhærere videatur. Hoc enim unum definivit de fide, nempe in Ecclesiâ catholicâ præter sacerdotium alios esse ordines et majores et minores, minimè verò 1° quot sint et quinam sint; 2° an omnes divinitùs fuerint instituti necne; 3° an omnibus et singulis ratio competat Sacramenti vel quibus in particulari; 4° an omnes æquè imprimant characterem; 5° an iidem semper viguerint, an alii præterea.

22. Porrò omnes catholici consentiunt : 1° præter sacerdotium alios esse ordines et majores et minores, quod fides docet; 2° ex his episcopatum, presbyteratum et diaconatum divinitùs institutos esse; 3° presbyteratûs ordinationem veri nominis esse Sacramentum.

23. Dissentiunt autem Græci à Latinis 1° circa ordinum numerum; Latini enim septem ad minimum ordines agnoscunt : sacerdotium, diaconatum, subdiaconatum, lectoratum, acolythatum, exorcistatum, et ostiariatum; Græci vero nonnisi quatuor numerant, sacerdotium videlicet, diaconatum, hypodiaconatum et lectoratum. 2° Dissentiunt iterum Græci à Latinis in eo quòd isti subdiaconatum inter ordines majores, saltem à pluribus seculis recenseant, illi verò inter ordines minores, quem propterea extra sanctuarium conferunt perinde ac lectoratum.

24. Ast neque inter se conveniunt Latini 1° circa ordinum numerum; canonistæ enim plerique, præsertim ex antiquioribus, novem esse contendunt eò quòd in his recenseant et episcopatum et clericalem tonsuram, quam quidem tanquàm nudam cæremoniam ac dispositionem ad ordines theologi communiter habent; qui præterea 2° inter se disceptant num episcopatus sit ordo specie distinctus à presbyteratu, an verò ejusdem presbyteratûs ejusque characteris extensio. 3° Disputant utrùm omnes ordines tam majores quàm minores divinitùs fuerint instituti, an verò tres hierarchici tantùm, episcopatus videlicet, presbyteratus et diaconatus; 4° ac propterea num omnibus ex æquo ordinibus dignitas Sacramenti competat necne.

25. Nos methodo quam sectari cœpimus insistentes, priùs quæ ad fidem pertinent vindicabimus, postea astruemus quæ nunc penes theologos certa ac rata sunt, demùm nonnulla adjiciemus scholia ad ea illustranda de quibus adhuc theologi inter se decertant.

PROPOSITIO PRIMA. — *Est in N. T. sacerdotium visibile et externum à Christo Domino institutum, quod non est omnibus commune, sed apostolorum proprium externo ritu in Ecclesiâ propagandum, cui competit vera Sacramenti ratio.*

26. Quatuor partes complectitur propositio, institutum nempe à Christo fuisse in novâ lege externum ac visibile sacerdotium; hoc verò sacerdotium non esse commune omnibus christianis; idem sacerdotium externo ritu esse propagandum in Ecclesiâ; et demùm huic ritui competere dignitatem Sacramenti.

27. Prima pars de fide est à conc. Tridentino sess. 23, hoc can. 1, definita : *Si quis dixerit non esse in novo Testamento sacerdotium visibile et externum; vel non esse potestatem aliquam consecrandi et offerendi verum corpus et sanguinem Domini, et peccata remittendi et retinendi, sed officium tantùm et nudum ministerium prædicandi Evangelium, vel eos qui non prædicant, prorsùs non esse sacerdotes; anathema sit.* Reliquæ autem partes ad eamdem fidem pertinent, utpote totidem corollaria, quæ arctissimo nexu cum primâ connectuntur, et ex eâ necessariò profluunt.

28. I. Sic verò primam partem evincimus cum Tridentinis Patribus qui, in cit. sess., cap. 1, hæc præclarè habent : *Sacrificium et sacerdotium ita Dei ordinatione conjuncta sunt, ut utrumque in omni lege extiterit... Hoc autem ab eodem divino Salvatore nostro institutum esse, atque apostolis eorumque successoribus in sacerdotio potestatem traditam consecrandi, offerendi et ministrandi corpus et sanguinem ejus, necnon et peccata dimittendi, et retinendi sacræ litteræ ostendunt, et catholicæ Ecclesiæ traditio semper docuit.* Unde sic : Christus instituit verum et propriè dictum sacerdotium, visibile nempe atque externum, si verum et propriè dictum instituit sacrificium. Atqui Christus, ut constat ex iis omnibus quæ suo loco disseruimus, instituit Eucharistiam tanquàm verum et propriè dictum sacrificium (1). Ergo.

29. Major porrò propositi argumenti propositio facilè ostenditur ex intimâ ac necessariâ connexione ac relatione, quæ intercedit inter sacerdotium et sacrificium, quæ tanta est, ut alterum sine altero nunquàm extiterit; unde Apostolus, Hebr. 5, 1, principii loco

(1) In tract. de Eucharist., n. 244, seqq.

ponit quòd *omnis pontifex ex hominibus assumptus pro hominibus constituitur in iis quæ sunt ad Deum, ut offerat dona et sacrificia pro peccatis.* Et sanè sui erant in lege naturæ sacerdotes, familiarum nempe principes et filii natu majores, qui sacrificia facerent; in lege etiam Moysis sacrificiis offerendis sacerdotalem ordinem designavit ipsemet Deus ex familiâ Aaron; ergo cùm Christus in novâ lege Eucharistiam instituerit tanquàm verum ac propriè dictum sacrificium, consequens est verum pariter ac propriè dictum sacerdotium ipsum instituisse.

30. II. Istud porrò verum ac proprium sacerdotium externum atque visibile non esse omnibus fidelibus commune secùs ac cum suis Lutherus contenderit, sed apostolorum proprium Christum instituisse, quæ est altera propositionis pars quam plurimis canonibus sancivit Tridentina synodus (1), luculentissimè ostenditur.

31. Eos enim tantùm sacerdotes Christus instituit ad quos ea verba pertinent: *Hoc facite in meam commemorationem;* atqui hæc ad solos præsentes certissimè pertinent, nempe ad apostolos, quos Eucharisticæ mensæ voluit esse participes, ut Matthæus 26, Marcus 14, Lucas 22, unanimiter et accuratè describunt. Ergo solos apostolos sacerdotes Christus instituit. Et verò, si imperfecta et egena elementa, cujusmodi ex Apostolo erant legis naturæ ac Mosaicæ sacrificia, à proprio et peculiari ministro oblata fuerunt, consentaneum etiam videbatur ut sacrificium eucharisticum omnium prætantissimum Deoque plenum non ab omnibus indiscriminatim offerretur, sed ab iis tantùm quibus id muneris peculiariter tributum fuisset. Id ipsum conficitur ex potestate alterâ christiani sacerdotii propriâ, dimittendi scilicet ac retinendi peccata, quam Christus nonnisi apostolis contulit, Joan. 20, illis verbis: *Accipite Spiritum sanctum; quorum remiseritis peccata remittuntur eis, et quorum retinueritis retenta sunt,* ut suo loco ostendimus.

32. Accedit Ecclesiæ totius auctoritas, quæ universali et publico usu constanter adeò et semper ostendit sacerdotium à Christo tributum apostolis solis fuisse, et ab ipsis deinceps in eos tantùm descendisse qui ab iisdem apostolis certo ordine et ritu initiati fuissent, ut nunquàm, ne sæviente quidem tyrannorum persecutione, permiserit, ut qui sacerdotes non essent, jura et officia sacerdotii propria affectarent. Ex Patribus integri exscribendi essent tractatus qui hanc veritatem confirmant. Nobis propterea satis sit describere quæ S. Joan. Chrysostomus, lib. 3 de Sacerdotio, habet: « Sacerdotium enim in terrâ quidem peragitur, sed cœlestium ordinum classem obtinet; et jure quidem merito. Non enim homo, non angelus, non archangelus, non alia quæpiam creata potestas; sed ipse Paracletus hoc officium ordinavit, qui manentibus in carne auctor fuit ut angelorum ministerium animo conciperent. » Qui exinde concludit sacerdotes angelis ipsis, nedùm principibus ac regibus dignitate præstare.

33. III. Nec minùs luculenter astruitur tertia propositionis pars: sacerdotium enim ex dictis ad sacrificium refertur; atqui sacrificium quod Christus instituit, voluit in Ecclesiâ esse perpetuum, ergo et sacerdotium. Cùm rursùm Christus sacerdotibus facultatem commiserit remittendi aut retinendi peccata, tamdiù debet hæc facultas perdurare, quamdiù peccata erunt in mundo remittenda aut retinenda, nempe usque ad consummationem seculi, ideòque et sacerdotes qui eamdem exerceant. Voluisse insuper Christum, ut ritu externo à se instituto sacerdotium propagaretur, id facto suo ostenderunt apostoli; Act. enim 13, 2, legimus eos qui Antiochiæ commorabantur jussos à Spiritu sancto fuisse ut segregarent Saulum et Barnabam in opus ministerii ad quod assumpserat eos: *Tunc jejunantes et orantes, imponentesque eis manus dimiserunt illos.* Sic ibid. 14 iterùm legimus à Saulo et Barnabâ per singulas Lystriensium, Antiochenorum, aliarumque gentium ecclesias creatos fuisse presbyteros per manuum impositionem, ut habet Græcus textus, v. 23, ubi illi perhibentur χειροτονήσαντες, seu *extendentes manus* ad creandos presbyteros. Idem præterea apostolus Paulus Cretensibus Titum præfecit episcopum, Ephesiis autem Timotheum; Tito insuper præcepit ut constitueret per civitates presbyteros; Timotheo autem ne citò cuique manus imponeret. Qui ergo à Christo instituti sacerdotes fuerant apostoli, iidem sacerdotium in alios propagârunt, quod perpetuâ deinceps successione eodemque ritu ad nos usque propagatum est, ut omnia publica ecclesiastica documenta demonstrant, omnia Græcorum et Orientalium Euchologia, omnesque rituales Latinorum libri testantur.

34. IV. Denique quod probandum ultimo loco assumpsimus, competere scilicet huic ritui externo quo propagatum est sacerdotium Sacramenti dignitatem prout apertè docet Tridentina synodus, laudatâ sess., can. 4: *Si quis dixerit, per sacram ordinationem non dari Spiritum sanctum, ac proinde frustra episcopos dicere: Accipe Spiritum sanctum, aut per eam non imprimi characterem; vel eum qui sacerdos semel fuit, laicum rursùm fieri posse; anathema sit,* ex dictis facilè colligimus. Etenim quod Christus ipse in apostolis primùm instituit, quod voluit in Ecclesiâ suâ esse perpetuum, atque ab apostolis in alios propagari certo aliquo et constanti ritu divinitùs instituto, atque præcepto, qui non modò significandæ, verùm etiam efficiendæ justitiæ et sanctitatis vim habet, illud profectò veri nominis Sacramentum appellari et esse debet; atqui tale est sacerdotium, seu si placet, ritus ille quo sacerdotium confertur; ergo.

35. Et sanè si de fide est aliquam ordinationem esse Sacramentum, vel dicendum sacerdotium omnium ordinum nobilissimum ac præstantissimum, et ad quod tanquàm ad commune principium et finem reliqui omnes ordines referuntur, Sacramenti dignitate gaudere, vel nutare istud fidei nostræ dogma. Atque hinc factum est ut nullus unquàm catholicus hanc veritatem in dis-

(1) Tum can. 1, et can. 3, sess. 23, et can. 2, sess. 22, can. 4, sess. 14.

putationem vocaverit, imò nec ullus hæreticus; hæretici enim aut negant ordinationem esse Sacramentum, aut si illam Sacramentum esse tenent, in sacerdotio eam inveniri concedunt.

36. Ex his porro sequitur optimè sacerdotium definiri posse ita ut sit : *Ordo sacer et Sacramentum divinitùs institutum, quo tribuitur potestas consecrandi corpus et sanguinem Domini necnon remittendi ac retinendi peccata* (1).

Difficultates.

37. Obj. Adversùs primam part. : Nullibi in Evangelio aut scriptis apostolorum sacerdotum mentio fit, vel nomen occurrit sacerdotii propriè dicti. 2° Apostolus, Hebr. 7, 24. eos apertè excludit, cùm nullum alium sacerdotem in N. T. admittat præter Christum, qui *eò quòd maneat in æternum, sempiternum habet sacerdotium.* 3° Quod quidem ex ipsis Catholicorum principiis planè conficitur : cujusmodi enim est sacrificium, ejusmodi est sacerdotium, cùm mutuò ad se hæc referantur; atqui in conficiendâ Eucharistiâ non verum, sed mysticum tantùm sacrificium offertur atque repræsentativum; siquidem non verè separatur sanguis à corpore in Christo. Ergo nonnisi mysticum et repræsentativum esse potest in novâ lege sacerdotium.

38. R. Ad. 1. D. Si vocem spectes, C. ; si rem per illam vocem significatam, N. Jam verò controversia nostra non est de nomine, sed de re; quoniam verò adversarii nostri non rejiciunt *Trinitatem*, aut Filii seu Verbi cum Patre *consubstantialitatem*, aliaque religionis nostræ dogmata, licèt hæc nomina in Scripturis minimè reperiantur, sic neque rejicere possunt sacerdotium, licèt sacerdotii nomen in novo Testamento non reperiatur, quando aliunde ex rebus ipsis necessariò colligitur sacerdotii dignitatem à Christo fuisse institutam atque apostolis collatam. Cæterùm, quare altaris ministri ab initio sacerdotis nomine insigniti non fuerint, ratio esse potuit, prout observat card. Roffensis, ne confunderentur cum sacerdotibus Mosaicis (1).

39. Ad 2. D. Excludit Apostolus alios sacerdotes, qui Christo in sacerdotio succedant, uti alii aliis succedebant sacerdotes Aaronici, C.; qui ejus vices gerant, seu ministerium ei præstent in sacrificio offerendo, N. (2).

40. Ad 3. D. Sacrificium eucharisticum est mysticum et repræsentativum ratione modi quo offertur, C.; ratione rei quæ offertur, seu in se, N. Verum enim et reale quoad essentiam est sacrificium quod in altari offertur, cùm in Eucharistiâ verè offeratur corpus et sanguis Christi, et non in figurâ, ut suo loco ostendimus, ideòque verum quoque ac reale debet esse sacerdotium, et non mysticum tantùm ac repræsentativum.

41. II. Obj. Adversùs alteram prop. partem : 1° Scripturæ passim Christianos omnes sacerdotio insignitos exhibent : Apostolus enim Petrus, 1 ep. 2, 5, Christianos vocat *sacerdotium sanctum*, et ibid., v. 9, eosdem dicit *regale sacerdotium*, et Joannes, Apocalyps. 1, 5 et 6, refert Christum ipsum nobis omnibus hanc prærogativam contulisse dùm *lavit nos à peccatis nostris in sanguine suo, et fecit nos regnum et sacerdotes Deo et Patri suo.* 2° Patres propterea idem sacerdotium fidelibus indiscriminatim omnibus pariter tribuunt, inter quos S. Hieronymus, qui, dial. adversùs Lucif., n. 4, memorat *sacerdotium laici.* 3° Præcipuè verò Tertullianus, qui, in lib. de Exhortatione castitatis, c. 7, hoc sacerdotio propriè dicto omnibus communi tanquàm principii loco constituto, recte infert secundas nuptias vetitas esse omnibus indiscriminatim Christianis, eò quòd vetitæ sint sacerdotibus; ait enim : « Vani erimus, si putaverimus quod sacerdotibus non licet, laicis licere. Nonne et laici sacerdotes sumus? Scriptum est : *Regnum quoque nos et sacerdotes Deo et Patri suo fecit.* Differentiam inter ordinem et plebem constituit Ecclesiæ auctoritas, et

(1) In Pontificali Romano additur : « Sacerdotem oportet offerre, benedicere, præesse, prædicare et baptizare. » In quibus singulis profectò tanta nobilitas est atque excellentia, ut sacerdotes in Scripturis et Patribus non modò Dei interpretes, internuntii atque legati, sed angeli, sed dii etiam appellentur, propterea quòd Dei personam in terris gerant, et Dei vicem et numen apud nos teneant. Quare S. Joan. Chrysostomus, loco cit., concludebat : « Idcircò sacerdotium obeuntem ita purum esse decet, ac si in cœlis inter potestates illas collocatus esset. Cùm enim videris Dominum immolatum et jacentem, et sacerdotem sacrificio incumbentem ac precantem, omnesque pretioso illo sanguine rubentes, an putas te adhuc cum hominibus et in terrâ esse? Annon potiùs in cœlos translatus, omnique carnali cogitatione eliminatâ, modò animo menteque purâ, quæ in cœlis sunt circumspicis? Quapropter cum magno timore (ita sermonem ad initiandos convertit consecrans antistes) ad tantum gradum ascendendum est, ac providendum ut cœlestis sapientia, probi mores, et diuturna justitia, ad id electos commendent... Nempe tales esse studere debent, ut in adjutorium Moysis et duodecim apostolorum, episcoporum videlicet, qui per Moysem et apostolos figurantur, dignè per gratiam Dei eligi valeant. » Atque hæc quidem ferventissima vota sunt Ecclesiæ catholicæ quæ propterea in conc. Tridentino, sess. 23, cap. 14, de Ref., decrevit ut ad presbyteratûs ordinem assumantur qui *ad docendum populum, et administranda Sacramenta, diligenti examine præcedente, idonei comprobentur, atque ita pietate ac castis moribus conspicui, ut præclarum bonorum operum exemplum, et vitæ monita ab eis possint expectari.* Atque hæc quidem sapientissimè à Tridentinâ synodo constituta sunt, quæ tamen ulteriùs progressa non est.

Verùm intra hos fines minimè se continuêre Pistorienses : eò enim temeritatis devenerunt, ut, prop. 53, ecclesiasticæ disciplinæ corruptelam, quâ vetus ecclesiastici ordinis decus, propemodùm, ut ii quidem aiunt, extinctum est, cùm aliis causis, tùm illi etiam tribuant, *quòd recessum sit à veteri instituto, quo* (ut ait synodus, § 3) *Ecclesia insistens Apostoli vestigiis neminem ad sacerdotium admittendum statuerat, nisi qui conservâsset innocentiam baptismalem.* Quæ propositio meritò à Pio VI, in const. *Auctorem fidei*, damnatur ut *falsa, temeraria*, etc.

(1) In op. : *Sacri sacerdotii defensio contra Lutherum;* Colon. 1525. Congressus tertius, n. 13. Cf. etiam Nat. Alexand., diss. 13 in Hist. eccl. sec. 13 et 14, § 32.

(2) Cf. quæ scripsimus in tract. de Eucharist., n. 260, seqq., quæ hùc pariter referuntur.

honor per ordinis consessum sanctificatus à Deo (seu ut alii legunt *adeo*). Ubi ecclesiastici ordinis non est consessus, et offers et tinguis, et sacerdos es tibi solus.... Igitur si habes jus sacerdotis in temetipso..... digamus tinguis, digamus offers (1)? » 4° Nec facta desiderantur ex historiâ ecclesiasticâ ex quibus discimus laicos in necessitatis casu munia sacerdotalia obiisse. Refert enim Theodoretus, Hist. eccl., l. 1, c. 23, S. Frumentium, hominem laicum, auctorem fuisse iis quos ad Christi fidem apud Indos, seu Æthiopas converterat, ut quemadmodùm sub Romano imperio fieri solebat, et convenirent, et *sacra celebrarent*: at nemo ibi tunc episcopus erat, nemo presbyter, cùm S. Athanasius Frumentium Alexandriam reversum primum illarum gentium episcopum renuntiaverit (2). Ergo.

42. R. ad 1. D. Exhibent Scripturæ commune Christianis omnibus sacerdotium internum, mysticum et impropriè dictum, C.; externum, reale et propriè dictum, N. Aliud enim est sacerdotium externum, visibile et propriè dictum, quod videlicet refertur ad sacrificium Eucharistiæ, atque ad potestatem remittendi vel retinendi peccata, de quo nos loquimur; aliud autem sacerdotium internum, mysticum ac impropriè dictum, quod refertur ad potestatem offerendi *spirituales hostias;* ut loquitur Petrus, l. c., seu *hostiam laudis Deo*, ut inquit Paulus, Hebr. 13, 15, ejusmodi sunt orationes, et omnia opera bona, quæ justi præsertim charitate inflammati in altari mentis suæ Deo immolant. Hoc quidem commune est omnibus Christianis, qui abluti aquâ salutari sacerdotes dicuntur, quia, ut inquit S. Augustinus, *membra sunt unius sacerdotis* (3). Ast sacerdotium propriè dictum nullibi Scripturæ omnibus promiscuè fidelibus tribuunt, cùm nullibi fidelibus vel potestatem conficiendi et consecrandi, vel remittendi ac retinendi peccata tradant; atque exinde responsio patet ad singula testimonia ex Scripturis prolata, quin diutiùs in his immorari debeamus (4).

(1) Edit. Rigaltii; paulò autem aliter hunc textum præ se ferunt editio Pamelii et edit. B. Rhenani.

(2) Ita Grotius apud Petav., de Potestate consecrandi, cap. 3.

(3) Ut magis pateat quo sensu veteres objecta Scripturarum loca acceperint, juverit integrum textum S. Augustini in medium afferre: cùm enim S. doctor, lib. 20, de Civit., cap. 10, adduxisset verba Joannis ex Apoc. 20, 20: *Sed erunt sacerdotes Dei et Christi, et regnabunt cum eo mille annis*, addit: « Non utique de solis episcopis et presbyteris dictum est, qui *propriè* jam vocantur in Ecclesiâ sacerdotes; sed sicut omnes Christianos dicimus propter mysticum chrisma, sic omnes sacerdotes, quoniam membra sunt unius sacerdotis. De quibus Apostolus Petrus: *Plebs*, inquit, *sancta, regale sacerdotium.* »

(4) Nec illud omittendum est quod observat cit. Joan. Roffensis, strenuus catholicæ doctrinæ propugnator adversùs Lutheranos op. et loco cit., apostolum nempe Petrum usurpâsse verba Exodi 19, 6, ad universum populum dicta: *Vos eritis mihi in regnum sacerdotale et gens sancta*, eaque applicâsse populo christiano. Itaque cùm nec Hebræa gens unquàm singulos de populo verè sacerdotes aut reges fuisse censuerit, nec cuipiam in mentem venerit omne sacerdotium peculiare, visibile, atque externum à Deo ipso in familiâ Aaron constitutum esse excludendum, sic nemo sanus secum animo reputaverit omnes Christianos ita sacerdotes nuncupari, ut excludatur sacerdotium externum ac propriè dictum à Christo in apostolis eorumque successoribus constitutum.

43. Dices: Illis omnibus Christus facultatem dedit conficiendi Eucharistiam quibus dixit: *Hoc facite in meam commemorationem;* jam verò non solis apostolis hæc Christus dixit, sed omnibus fidelibus quos Apostoli repræsentabant, cùm et ipsi debeant Christi passionem commemorare. Ergo.

44. Resp. Neg. apostolos omnes fideles repræsentâsse cùm ad eos Christus ea verba protulit. Apostoli enim multiplicem personam gerebant; interdùm enim omnes fideles, interdùm presbyteros, interdùm episcopos referebant; quando autem unam aut alteram personam referrent ex subjectâ materiâ atque ex sensu traditionali dignosci debet; cùm igitur constet tum ex facto ipso apostolorum, tum ex constanti Ecclesiæ praxi nunquàm alios quàm ad id ordinatos, Eucharistiam confecisse, evidenter constat apostolos in illâ actione non omnes promiscuè fideles, sed solos in eorum sacerdotio successores repræsentâsse. Neque obstat quòd etiam fideles debeant Christi passionem commemorare; alia enim in eâ re sacerdotum, alia fidelium est ratio, siquidem fideles laici commemorant passionem Christi Eucharistiam sumendo, sacerdotes verò eam commemorant præterea conficiendo (1).

45. Ad 2. D. Sacerdotium Patres tribuunt fidelibus omnibus *internum* de quo paulò ante diximus, C.; externum et propriè dictum, N. Quodnam autem sit *sacerdotium laici* de quo loquitur S. Hieronymus aliàs exposuimus (2), nempe de sacerdotio agit quod vi Baptismi fideles consequuntur, scilicet spirituale ac mysticum.

46. Ad 3. N. Plura enim sunt quæ Tertullianum de sacerdotio sensisse evincunt, quod cæteri Patres cum universâ Ecclesiâ sensêre. In ipso enim objecto loco sæpiùs agnoscit ejusdem generis nunc apud nos ac olim fuerit apud Hebræos sacerdotium reperiri, verum nempe et externum. In libro autem de Præscriptionibus hæreticorum, cap. 41, ideò eorum ordinationes temerarias, leves et inconstantes dicebat, quia apud illos *alius hodiè episcopus, cras alius; hodiè diaconus qui cras lector; hodiè presbyter qui cras laicus* (3). At si omnes indiscriminatim Christi

(1) Cf. Petav. in Diatribâ de Potest. consecrandi, cap. 2.

(2) In tract. de Euchar., n. 369, seq., ubi alia præterea refelluntur, quæ hùc spectâre possunt. Consultò omisi quæ ex actis S. Petronillæ objici solent, quasi ipsa consecraverit Eucharistiam. Etenim totam hanc narrationem fabulosam esse ostendit Henricus Dodwellus in dissert. de Jure laicorum sacerdotali et sententiâ Tertulliani, cap. 5, p. 312. Quoad reliquas difficultates minoris momenti, cf. Petavium in Diatribâ cit., cap. 3.

(3) Quàm benè hæc Tertulliani exprobratio in hæreticos protestantes quadrat! Nam et ipsi non solùm hanc inconstantiam produnt in suis ministris, sed præterea *et laicis sacerdotalia munia injungunt*, ut de hæreticis sui temporis immediatè subdit Tertullianus.

stiani veri nominis sacerdotio fruuntur, inepta sanè est episcopi, diaconi, lectoris, presbyteri et laici differentia. In libro denique de Monogamiâ, cap. 12, hæc de laicis hominibus habet : « Cùm extollimur, et inflamur adversùs clerum, tunc unum omnes sumus; tunc omnes sacerdotes, quia sacerdotes nos Deo et Patri fecit; cùm ad perœquationem disciplinæ sacerdotalis provocamur, deponimus infulas, et impares sumus, » id est alios laicos, alios sacerdotes esse palàm confitemur. De sacerdotio itaque interno ac impropriè dicto Tertulliani sententia in cit. loco exponi debet. Ideò enim probat laicos sacerdotes esse, quia scriptum est : *Regnum quoque nos et sacerdotes Deo et Patri suo fecit ;* tale igitur sacerdotium designat, quale designat regnum. Atqui nemo dicet Tertullianum concessisse Christianis omnibus verum regnum, ergo nec sacerdotium. Sed jam directè ad singulas adducti testimonii partes.

47. *Nonne et laici sacerdotes sumus?* D. Lato sensu, juxta dicta, C. ; stricto sensu seu propriè, N.

48. *Differentiam inter ordinem et plebem constituit Ecclesiæ auctoritas*, D. Differentiam externam, qualis oritur prout ipse ibid. subdit *per ordinis consessum*, C.; internam et propriè dictam, N. (1).

49. *Ubi ordinis non est consessus et offers ;* D. Domi Eucharistiam jam consecratam, prout disciplina illius temporis ferebat, C. ; conficis, N. (2). Sic etiam : *et tinguis*, D. ; in necessitatis casu, C. ; ex officio, N. ; et sic de cæteris muniis sacerdotalibus dicatur, prout ea laici obire possunt.

50. *Igitur si habes jus sacerdotis in temetipso*, D. ; in potentiâ nempe ad ordinationem, C. ; in actu (3), N.; vel etiam : jus sacerdotii impropriè dicti, C. ; propriè dicti, N. Et hæc de insigni hoc Tertulliani loco dicta sufficiant; neque verò prætermittendum est totam Tertulliani argumentationem juxta consilium quod ipse Montanista factus sibi ipsi proposuerat, deterrendi Christianos à secundis nuptiis, esse planè sophisticam (1).

51. Ad 4. N. Nam nulla ejusmodi exempla proferri possunt. Theodoretus verò loquitur de conventibus in quibus Romanorum more preces Deo fundebant gentes illæ recens Christi fidem amplexæ, et mercatores illùc appulsi. Nec obstat vox *liturgiæ*, cùm constet vocem hanc interdùm minùs pressè usurpari, perinde ac sæpenumerò usurpatur vox *synaxis*. Mens Theodoreti meliùs colligitur ex Ruffino, Hist. eccl., lib. 1, cap. 9, ex quo hanc historiam Theodoretus et Socrates mutuati sunt (2).

52. III. Obj. adversùs tertiam propositionis partem : 1° Nuspiam legimus in Scripturis Christum externum manum impositionis ritum ad sacerdotii propagationem instituisse aut præcepisse. 2° Accedit quòd Apostolus, Heb. 5, 4, scribat : *Nec quisquam sumit sibi honòrem, sed qui vocatur à Deo tanquàm Aaron.* Quânam igitur ratione, inquit Calvinus, qui apud nos sunt, sacerdotes dici possunt, cùm eorum neminem Deus tanquàm Aaron vocaverit (3) ? Ergo.

53. R. Ad 1. D. Explicitè, C.; implicitè N. Nam eo ipso quòd Christus huic ritui gratiam conferendi vim tribuit, ut paulò ante ostendimus, etiam servandum præcepit, quin necesse sit ut nos adjuncta in quibus id præceperit assignare debeamus, cùm non omnia fuerint litteris consignata quæ ipse fecit. Potuit igitur hunc ritum instituere atque præcipere eo tempore quod inter resurrectionem atque ascensum ejus in cœlos medium intercessit, potuit etiam alio tempore.

54. Ad 2. D. Nisi vocetur à Deo sive immediatè, sive mediatè, C.; immediatè semper, N. Alioquin solus Aaron verus fuisset sacerdos in V. T. Itaque illi omnes censentur à Deo vocati, qui à legitimo ministro ordinationem accipiunt. Si enim Christus præcepit apostolis ut per manuum impositionem propagarent sacerdotium, illos certè vocat quos apostoli eorumque legitimi successores dignos tali dignitate judicaverint.

Propositio II. — *Præter sacerdotium sunt in Ecclesiâ catholicâ alii ordines et majores et minores, per quos velut per gradus quosdam in sacerdotium tenditur.*

55. Est de fide totidem verbis à Tridentino definita

(1) Animadvertendum hìc est differentiam inter ordinem et plebem aliam *internam esse*, aliam *externam*. Interna est illa quæ oritur ex ordinis charactere; externa illa est quæ in specie quâdam dignitatis consistit, vi cujus stabant olim in templo laici, sedebant episcopi et sacerdotes. Priorem illam callidè Tertullianus dissimulat, ut assequatur quod maximè contendit, atque posteriorem tantùm commemorat. De externâ autem hujusmodi differentiâ loqui Tertullianum ipsius verba demonstrant : *et honor per ordinis consessum sanctificatus*. Notandum est etiam in hoc loco quòd verbum *constituit* idem valet atque *exigit, requirit, postulat*, cùm reipsà Ecclesiæ auctoritas postulet ut ordo à plebe jure divino secernatur.

(2) Alludit nempe Tertullianus ad usum qui tunc temporis obtinebat ut Christiani, qui in cryptis et carceribus sæviente persecutione detinebantur, Eucharistiam jam consecratam quam secum detulerant, absente sacerdote, Deo offerrent, certis ad id precibus adhibitis quas in synaxibus audire consueverant, ac inter se distribuerent. Cf. Petav., de ecclesiast. Hierarchiâ, lib. 3, cap. 3.

(3) Hic sensus aperte colligitur ex ipsâ orationis serie ; subdit enim, ibid. : « Omnes nos Deus ita vult dispositos esse, ut ubique Sacramentis ejus obeundis apti simus... Usque adeò nisi et laici ea observent, per quæ presbyteri alleguntur, quomodò erunt presbyteri, qui de laicis alleguntur? Ergo pugnare debemus ante laicum justum, à secundo matrimonio abstinere, dùm presbyter esse non alius potest quàm laicus qui semel fuerit maritus. »

(1) Cf. de hoc Tertulliani testimonio præter Petavium, ll. citt., Harduinum, de Potest. consecrandi, cap. 2, qui tamen censet contra communem sententiam librum hunc à Tertulliano adhuc juniore, ideòque catholico et laico fuisse conscriptum, in Operibus selectis, Amstelod. 1709. Cf. etiam Georg. Matth. Leopoldum Durckeim, in Dissert., Ienæ editâ 1747 de sacrâ Cœnâ à laicis administrandâ, in quâ, p. 8, seqq., exponit non levem contentionem, quæ de hoc testimonio orta est inter Rigaltium et Albaspinæum. Cf. præterea Zornium, Opusc. sacr., tomo 1, p. 734.

(2) Cf. Petav., in Diatribâ cit., cap. 3, ubi etiam exponit canones Nicænum, Laodicenum et Ancyranum, qui objici solent.

(3) Instit. lib. 4, cap. 18, § 9.

can. 2 superiùs descripto : *Si quis dixerit præter sacerdotium*, etc. (1).

56. Præter sacerdotium de quo hucusque egimus numerat Ecclesia diaconatum, subdiaconatum ac reliquos minores ordines superiùs recensitos. Ad mentem concilii Tridentini ostendendum nobis est de diaconatu præter traditionem sacras Litteras mentionem facere, de reliquis autem antiquissima ecclesiastica documenta, quæ eos ordines veluti totidem gradus exhibent per quos ascenderetur ad sacerdotium.

57. Ac primò quidem ad diaconatum quod spectat, nota sunt quæ Act. 6, 1, seqq., leguntur de institutione diaconorum ex occasione quâ excitatum est murmur Græcorum adversùs Hebræos; apostoli enim convocatâ multitudine dixerunt : *Non est æquum nos derelinquere verbum Dei et ministrare mensis. Considerate ergo, fratres, viros ex vobis boni testimonii septem, plenos Spiritu sancto et sapientiâ, quos constituamus super hoc opus... Et elegerunt Stephanum virum plenum fide et Spiritu sancto, et Philippum... Hos statuerunt ante conspectum apostolorum : et orantes imposuerunt eis manus.* Hos porrò juxta Christi institutionem electos et ordinatos esse patet tum ex ipso ordinationis ritu, tum ex ordinatorum virtutibus, tum denique ex ipsorum officiis; uti ex adductis verbis palàm fit. Ac 1° quidem manuum impositione initiati sunt, non secùs ac episcopi et presbyteri : *Orantes* (apostoli) *imposuerunt eis manus.* 2° Ad virtutes quod spectat electi sunt ex universâ multitudine viri septem *boni testimonii, pleni Spiritu sancto et sapientiâ :* certè apostolus, 1 Timoth. 3, easdem ferè in diaconis virtutes requirit ac in episcopis, et cum iisdem præterea conjungit in epist. ad Philipp. 1. Quorsùm verò tot eximiæ virtutes, tanta Spiritûs sancti plenitudo, nisi ad ordinem sacrum electi fuissent? 3° Id clariùs adhuc constat ex officiis quæ mox ab ipsorum ordinatione diaconi exercuerunt; Stephanus enim in Actis apostolicis exhibetur plenus gratiâ et fortitudine, faciens prodigia et signa magna in populo, Evangelium prædicans, disputans in synagogâ, ita ut Hebræi resistere non possent sapientiæ et spiritui qui loquebatur; quod et fecisse perhibetur diaconorum alter Philippus, à quo præterea (Act. 6) multi sunt baptizati.

58. Hinc factum est ut Patres antiquissimi et apostolici, cujusmodi fuerunt S. Polycarpus et S. Ignatius M., affirment diaconos esse ministros Christi et Ecclesiæ Dei, non hominum, non ciborum, non potuum; ille in Epist. ad Philippenses, cap. 5, iste in Epistolis ad Trallianos et ad Magnesianos (1). Clemens item Romanus, in Ep. 1 ad Corinth. (2), non obscurè indicat ex Christi ordinatione ab apostolis diaconos fuisse constitutos, quod confirmat etiam S. Ignatius scribens ad Smyrnæos, cap. 8 : *Omnes episcopum sequimini, ut Jesus Christus Patrem; et presbyterium ut apostolos; diaconos autem revereamini ut Dei mandatum.* Factum præterea est, ut à conciliis passim diaconi vocentur manus, oculi, pedes episcoporum, quorum munus perpetuò fuit assistere episcopis vel sacerdotibus rem sacram ad altare facientibus, et Eucharistiam ad absentes deferre, ut ex omnibus veteribus monumentis constat.

59. Quare vel doctiores ipsi inter Protestantes manus victas veritatis luce compulsi dare coacti sunt. Pearsonius enim Cestriensis in Anglià Calvinianorum episcopus (3), Guillelmus Beveregius (4), Grotius tum ex Actorum historiâ, tum ex Patrum auctoritate, atque universæ Ecclesiæ consensione fassi sunt *primos diaconos*, ut inter cæteros loquitur Beveregius, *per apostolicam ordinationem non mensarum tantummodò, sed totius Ecclesiæ ministros constitutos esse*, atque, ut subdit Pearsonius, *et ad sacrum officium fuisse electos et ordinatos, cùm mensæ discipulorum tunc temporis communes et sacræ etiam essent, eò quòd Eucharistiam in communi convictu celebrarent* (5).

60. Quod spectat ad reliquos ordines, antiquissima ecclesiastica monumenta de iis loqui tanquàm de re jam communiter acceptâ nullo negotio evincitur. Etenim Cornelius, Romanus pontifex, in epist. ad Fabium Antiochenum, anno circiter 252, de Novatiano sic loquitur : « Ergo ille Evangelii vindex ignorabat unum episcopum esse oportere in Ecclesiâ catholicâ, in quâ tamen sciebat presbyteros esse quatuor et quadraginta, septem autem diaconos, totidemque subdiaconos, acolythos duos et quadraginta exorcistas, et lectores cum ostiariis quinquaginta duos (6)? » Refert præterea Anastasius Bibliothecarius cautum fuisse à Caio Rom. pontifice, an. circiter 283, ne quis constitueretur episcopus qui non antea fuisset *ostiarius*, *lector*, *exorcista*, *sequens* (acolythus), *subdiaconus*, *dia-*

(1) Non semel monuimus canonem esse dogmaticum, etiamsi ejusdem directum objectum sit de re ab Ecclesiâ institutâ, quia agitur de facto cum jure conjuncto, ac propterea agitur indirectè de potestate à Christo Ecclesiæ collatâ. Quamvis proinde ordines diaconatu inferiores ab Ecclesiâ instituti fuerint, jure potuit Tridentinum anathema iis dicere, qui præter sacerdotium negant alios esse in Ecclesiâ ordines et majores et minores, per quos velut per gradus quosdam in sacerdotium tendatur. Hos enim ordines Ecclesia instituit juxta datam sibi à Christo potestatem, quapropter si quis negaret hosce ordines in Ecclesiâ esse, perinde faceret, ac si talem facultatem Ecclesiæ fuisse à Christo attributam denegaret.

(1) Ep. ad Trall., cap. 2; epist. ad Magn., cap. 6.

(2) Cap. 42. Scribit enim S. Pontifex : Καὶ τοῦτο οὐ καινῶς· ἐκ γὰρ δὴ πολλῶν χρόνων ἐγέγραπτο περὶ ἐπισκόπων καὶ διακόνων. Οὕτως γάρ που λέγει ἡ γραφή. Καταστήσω τοὺς ἐπισκόπους αὐτῶν ἐν δικαιοσύνῃ, καὶ τοὺς διακόνους ἐν πίστει. Neque hoc novè : à multis enim temporibus de episcopis et diaconis scriptum fuerat : sic enim alicubi dicit Scriptura : *Constituam episcopos eorum in justitiâ, et diaconos eorum in fide.* De quo textu Scripturæ cf. Cotelerium in h. loc. Millius suspicatur locum istum Clementis respexisse Irenæum dùm scriberet, lib. 4, cap. 44 (in ed. Massueti, cap. 26, n. 5): « Tales presbyteros novit Ecclesia; de quibus et prophetа ait : *Et dabo principes tuos in pace et episcopos tuos in justitiâ.* »

(3) Lection. in Acta apostol., pag. 53.

(4) In Canon. apostol., in can. 2 apud Coteler. Patr. apost. tomo 1, pag. 456.

(5) Loco cit.

(6) Apud Euseb., Hist. eccl. lib. 6. cap. 43.

conus, *presbyter* (1). Accedunt antiquissimi Patres, Tertullianus, Cyprianus, Firmilianus, Hieronymus, Augustinus et alii passim, qui modò conjunctim, modò divisim de majoribus, minoribusque ordinibus ita loquuntur, ut idem septenarius numerus, eadem deprehendatur antiquitas, quod inter cæteros eruditus ostendit Witassius (2).

61. Cùm verò laudati pontifices et sancti Patres necnon synodus Carthaginiensis IV, aliaque antiqua concilia sive particularia sive generalia de his ordinibus loquantur tanquàm de re omnibus cognitâ et exploratâ, non defuerunt propterea theologi qui censuerint omnium ordinum sive majorum sive minorum institutionem à Christo, vel saltem ab apostolis repetendam esse juxta notissimam Augustini regulam : « Quod universa tenet Ecclesia, nec conciliis institutum, sed semper retentum est, nonnisi auctoritate apostolicâ traditum rectissimè creditur (3). » Quidquid porrò sit de hâc sententiâ, quam paulò post expendemus, non est omittendum in Ecclesiâ Græcâ, aliisque orientalibus non eosdem ac apud Ecclesiam occidentalem viguisse ordines minores, neque vigere. Græci enim, ut patet ex eorum euchologiis et pontificalibus libris, non videntur agnoscere nisi solum lectoratum; cùm insuper, generale concilium VIII an. 869, adversùs Photium coactum declarâsset, act. 10, can. 5, episcopos creari non posse, qui cunctis aliis ordinibus initiati non fuissent, ibidem tamen quatuor tantùm gradus enumerat, lectoratum scilicet, subdiaconatum, diaconatum et sacerdotium (4). Ostendit autem Renaudotius nec Jacobitas Ægyptios, nec Nestorianos Syros à Græcis in ordinum numero definiendo dissentire (5).

62. Ex iis igitur quæ sive ex Scripturâ sive ex traditione attulimus constat quod ostendere nobis proposuimus, præter sacerdotium esse in Ecclesiâ ordines et majores et minores per quos veluti per gradus quosdam in sacerdotium tenditur.

Difficultates.

63. I. Obj. Ex catholicorum doctrinâ eâ ratione quâ in episcopatu habetur plenitudo sacerdotii, sic in diaconatu habetur plenitudo ministerii, in quo proinde ordines reliqui includuntur. Jam vero 1° diaconatus non est ordo propriè dictus, sed mera deputatio ad aliquod ministerium et quidem profanum; primi enim diaconi, ut legitur in Actis apostolicis, ideò creati sunt, quia æquum non erat apostolos *derelinquere verbum Dei*, *et ministrare mensis*; 2° et constituti præterea ibidem dicuntur super illud opus ob quod antea factum fuerat murmur Græcorum adversùs Hebræos; at istud opus erat *ministerium quotidianum*, ideòque profanum. 3° Quare S. Hieronymus, in epist. ad Evangelum : « Quid patitur, scribebat, mensarum et viduarum minister, ut supra eos se tumidus efferat, ad quorum preces Christi corpus sanguisque conficitur?... Sciant quare diaconi constituti sint, legant Acta apostolorum, recordentur conditionis suæ (1). » 4° Neque hæc fuit singularis Hieronymi opinio, idem namque tradiderunt Chrysostomus, Theophylactus, Œcumenius (2) et Neocæsariense concilium (3), 5° quorum auctoritate permoti Trullani concilii Patres eumdem Actorum locum de profano tantùm munere diaconis imposito explicârunt can. 16 (4). Quanquàm etsi daretur diaconos ad spirituale munus obeundum electos esse, non tamen inde sequitur ordinatione propriè dictâ eos esse consecratos, 6° cùm manuum illa impositio quâ initiati sunt, non fuerit nisi nuda cæremonia, quæ et in consecratione diaconissarum in usu erat, quin tamen catholici concedant eam fuisse ordinationem propriè dictam. Ergo.

64. R. Ad 1. N. Nec obest primos diaconos institutos dici ad mensarum ministerium; illìc enim S. Lucas sibi tantùm proposuit exponere occasionem, vel causam quâ permoti sunt apostoli, ut ordinationem divinâ jam voluntate sancitam accelerarent, uti ex dictis in probationibus patet; præsertim si addatur causam illam non fuisse nisi temporariam ac peculiarem Ecclesiæ Hierosolymitanæ, et diaconatûs tamen institutio deberet esse in Ecclesiâ universali, et quidem perpetuâ, ut constat ex facto.

65. Ad 2. D. Quod tamen ministerium quotidianum civile simul et sacrum erat, C.; civile tantùm et profanum, N. Id enim, ut vidimus, fatentur ipsimet Protestantes.

66. Ad 3. D. Hæc scribit Hieronymus occasione sumptâ ex diaconorum institutione, C.; ad exclusionem ministerii sacri et quidem primarii, N. Idem enim S. Doctor in hâc ipsâ epistolâ affirmat diaconos vindicare sibi in Ecclesiâ id quod Levitæ fuerant in templo (5); in epistolâ verò ad Heliodorum diaconatum appellat *tertium sacerdotii ordinem* (6). Dùm igitur S. Hieronymus in objecto loco diaconos vocat mensarum viduarumque ministros, ad cohibendam quorumdam diaconorum audaciam atque impudentiam tendit, minimè verò ad ipsum diaconatûs ordinem deprimendum. Nonnulli enim diaconorum propter eo-

(1) De Vitis Rom. pontificum cum notis varior. edit. Blanchinii, Romæ, 1723, tomo 2, pag. 249, seqq.
(2) Tract. de Ord., parte 1, quæst. 2, art. 1.
(3) De Baptismo, lib. 5, cap. 24.
(4) Apud Harduin. Acta concil., tomo 5, col. 904.
(5) *Perpétuité de la foi*, tome 5, liv. 5, ch. 6.

(1) Epist. 146, edit. Vallars.
(2) In Homil. vel comment. in cap. 6 Act. apost.
(3) Can. 14, apud Hard. Acta conc., tom. 1, col. 286.
(4) Ibid., tomo 3, col. 1667.
(5) En ejus verba quibus concludit epistolam : « Et ut sciamus traditiones Apostolorum sumptas de veteri Testamento, quod Aaron et filii ejus atque Levitæ in templo fuerunt, hoc sibi episcopi et presbyteri et diaconi vindicent in Ecclesiâ. » Cf. in hanc epist. annotationes Vallarsii. Scripta est autem hæc epistola à S. Doctore adversùs quemdam Falcidium, qui diaconos presbyteris coæquabat, aut etiam anteferebat, atque ambitionem diaconorum Romanæ Ecclesiæ tuebatur.
(6) Ep. 16, n. 8, ed. Vallars. Alia similia ejusdem S. Doctoris cf. in epist. 52 ad Nepotianum, 22 ad Eustochium, et in aliâ ad Theophilum; item in comm. in cap. 7 Michææ, et cap. 60 Isaiæ.

rum paucitatem, episcoporum favorem et gratiam quâ plurimùm valebant, potissimùm verò propter bonorum temporalium dispensationem iis concreditam eò arrogantiæ ac superbiæ devenerant, ut suæ conditionis immemores atque gradûs presbyteros posthaberent, seque illis anteferrent. Hinc S. Doctor consultò eos mensarum viduarumque ministros vocavit, ut vilioris officii (quod diaconos instituendi occasio fuit) admoniti, desisterent se comparare cum presbyteris ad quorum preces Christi corpus sanguisque conficitur.

67. Ad 4. N. Atque inprimis non id tradidit Chrysostomus; cujus mens, ut patet ex orationis serie, est, quòd nonnisi seriùs *nomen* diaconorum, sicut et presbyterorum et episcoporum in Ecclesiâ introductum fuerit, licet ad id quod per nomen significatur *fuerint ordinati*, ut ipse loquitur in loco qui objicitur; nec alia mens fuit Theophylacto et Œcumenio Chrysostomi epitomatoribus (1). Neocæsariense autem concilium id unum affirmat, can. 14, quòd *diaconi septem esse debent ex canone, etiamsi sit magna civitas, ejus autem fidem facit liber Actorum* (2). » In quibus verbis nihil est quod adversariis patrocinetur.

68. Ad. 5. D. Ita tamen ut non excluderent diaconos ad sacra ministeria destinatos, C.; ad illorum exclusionem, N. Singularis enim fuit Patrum synodi Trullanæ sententia toti antiquitati contraria, ideòque commentitia, de duplici diaconorum classe, quorum alii vulgarium mensarum tantùm ministri essent, et bonorum temporalium œconomi, ut septem priores illi à S. Lucâ memorati; alii mysterii servientes de quibus loquitur Paulus ad Timotheum. Agnoscunt igitur Trullani Patres quosdam ab apostolis diaconos ordinatos fuisse ut operarentur sacris, quod nobis satis est (3). Cæterùm concilium istud illegitimum est atque ab Ecclesiâ minimè receptum.

69. Ad 6. N. Cùm adhibita fuerit, et adhuc usurpetur, uti ostendimus, ad veram conferendam potestatem, et quidem, ut certum videtur, saltem ex traditione, ex institutione divinâ. Nec obest quòd eadem manuum impositio adhibita fuerit in diaconissarum inauguratione; nam eadem quidem fuit si materialiter, ut dicitur, spectetur, non autem eadem formaliter, cùm ex mente Ecclesiæ ea non fuerit nisi mera cæremonia quâ suis officiis diaconissæ addicebantur (4).

(1) Hom. 14 in Acta apost., n. 3; en ejus verba : « Unde puto nec diaconorum, nec presbyterorum tunc fuisse *nomen* admissum nec manifestum. Sed jam ad hoc ordinati sunt; nec simpliciter hoc munus illis concreditum est; sed precati sunt ut potestas illis concederetur, » et paulò ante jam scripserat referre S. Lucam quòd *ordinati sint per orationem. Hoc enim est ordinatio. Manus viro superponitur; totum verò Deus operatur, ejusque manus est, quæ tangit caput Ordinati.* » Quibus certè nihil luculentius ad rem nostram dici poterat.

(2) Cf. loc. cit.

(3) Cf. Christ. Lupum, schol. in hunc can., Opp. edit. Venet. t. 3, p. 73.

(4) De diaconissarum inauguratione agit Morinus in comment. de sacris Ordinationibus, p. 3, exercit. 10. Postquàm verò, c. 1, n. 1, scripserat : « Tres illi antiquissimi rituales Græci uno consensu, et eodem tenore nobis tradunt diaconissæ ordinationem et similibus propè ritibus et verbis quibus diaconi, administratam. Utraque enim ordinatio χειροτονία et χειροθεσία, dicitur. Utraque ad altare à pontifice celebratur, et eodem liturgiæ loco; in utrâque manus imponitur dùm apprecatur pontifex; in utrâque stola collo apponitur, in altari ordinatus et ordinata communicantur. Calix sanguine Christi plenus ut ex eo degustent, in manus traditur. » Postquàm, inquam, hæc retulisset, in theologos insurgit, qui negant ordinationem ullam mulieribus competere posse. Atverò in hoc latet æquivocatio; si enim sermo sit de ordinatione propriè dictâ, quâ initiati velut per gradum in sacerdotium tendant, rectissimè theologi ac jure negant ordinationem mulieribus competere posse, ut nos ipsi paulò post ostendemus; si verò sit sermo de quâdam inauguratione seu ritu quo ad officia, quæ diaconissis committebantur, deputarentur, certè nihil obstat quominùs feminis conferatur; sed hic ritus totus cæremonialis est, qualis censetur ille quo sanctimonialibus velum confertur, seu virgines consecrantur. Cf. Baronium ad an. Christi 34, n. 283. Hinc in laicorum censu diaconissæ habebantur, quidquid asserat Morinus.

Hæ autem diaconissæ, licèt antiquissimæ institutionis, nempe apostolicæ, ut patet ex Apostolo, Rom. 16, 1, et ex 1 ad Timoth. 5, 9, quas ipse Plinius memorat in celebri suâ ad Trajanum epistolâ, sive ob glisccntia in dies earum vitia, sive etiam ob antiquatam consuetudinem conferendi Baptisma per immersionem, sensim sine sensu desierunt in universâ Ecclesiâ, adeò ut sec. X labente vix ullibi earum vestigium supersit (1).

70. II. Obj. 1° Saltem quos Catholici minores ordines vocant, non fuerunt ab initio nisi officia seu ministeria, quæ delectis hominibus committebantur absque ullâ initiatione ab episcopo vel sacerdote, prout 2° non obscurè colligitur ex S. Ambrosio, lib. 1, de Officiis, scribente : « Alius distinguendæ lectioni aptior, alius psalmo gratior, alius exorcizandis, qui malo laborant spiritu sollicitior, alius sacrario opportunior habetur. Hæc omnia spectet sacerdos, et quid cuique congruat, id officii deputet (2). » 3° Hæc autem officia prout ad episcopi vel sacerdotis nutum delecti exercebant, sic ad eorumdem nutum ab iisdem exercendis hi ipsi removebantur, uti de cantoribus seu psalmistis, atque fossariis contigisse novimus.

(1) Cf. card. Bona, Rerum liturg. lib. 1, cap. 25, § 15, cum notis Roberti Sala. Præcipua diaconissarum officia erant 1° episcopo vel presbytero feminas baptizanti adesse, ut universa actio quâ par erat honestate et decentiâ perageretur; 2° easdem inungere oleo sacro ante baptismum, quæ nonnisi in fronte à diacono inungebantur; 3° easdem præterea adhuc catechumenas privatim instituere in necessariis doctrinæ christianæ capitibus; 4° ægrotantes feminas invisere, et martyribus et confessoribus in carcere detentis ministrare; 5° in ecclesiis in quibus peculiaris ac propria erat feminarum janua, assistere ad introitum mulierum custodiendum; 6° in Ecclesiâ ipsâ suum cuique locum feminis assignare; 7° tandem reliquis viduis præesse et earum necessitatibus, ubi opus esset subvenire, quare in quibusdam canonibus *præsidentes* et *gubernantes* vocabantur. Cf. Goarium in Euchologio, in not. ad earum ordinationem; necnon Theoph. Raynaudum S. I. in op. de sobriâ alterius sexûs Frequentiâ, cap. 8, ubi plura de diaconissis earumque officiis disserit.

(2) Tomo 2 edit. Maur., cap. 44.

4° Accedit hos ordines perinde ac subdiaconatum primitivæ Ecclesiæ incognitos prorsùs fuisse, adeò ut 5° recte Calvinus de Catholicis scripserit : « Quæcumque de *minutulis* suis ordinibus balbutiunt (Catholici) conflata esse ex inscitis insulsisque mendaciis, doctrinamque de ordinibus ecclesiasticis novitium esse inventum, de quo nunquàm alibi, quàm apud ineptos canonistas legitur, » Instit. lib. 4, c. 19, § 24; qui deinde pergit ostendere 1° quàm novæ, ineptæ et nugatoriæ sint cæremoniæ quæ in ordinatione clericorum à Romanâ Ecclesiâ adhibentur; 2° quàm insulsè in scholis et canonibus minores istos ordines Sacramenta Catholici faciant; 3° quòd in singulorum ordinum officiis Christum sibi collegam scholastici efficiant; 4° quòd acolythum alio etiam nomine vocent *ceroferarium*, verbo, ut ipse arbitratur, magico, certè inaudito gentibus et linguis omnibus, cùm acolythus Græcis pedissequum simpliciter significet. Addit præterea creari apud nos eximiâ pompâ et solemnitate lectores, ostiarios, acolythos ad ea ministeria exequenda, quibus vel pueros laicos præficimus, « Quis enim, inquit, ibid., §§ 23, 24, cereos ut plurimùm accendit, quis urceolo vinum et aquam infundit, nisi puer aut ex laicis sordidulus aliquis, qui ex eâ re quæstum facit? Nonne iidem canunt, nonne templorum januas claudunt et aperiunt? Quis enim in eorum templis unquam vidit vel acolythum vel ostiarium suis partibus fungentem?..... Exorcistas verò in quem tandem finem consecrant? Fingitur illis potestas data imponendi manus super dæmoniacos, sed tali se potestate præditos dæmonibus persuadere non possunt, quia eorum imperiis non cedunt dæmones. Ergo fateantur, concludit, nullum hodiè esse in Ecclesiâ usum nec fructum sacrorum suorum ordinum, totamque Ecclesiam suam anathemate plenam. » 6° Hoc tandem agnovisse visa est synodus Pistoriensis, quæ in prop. 55 « vehementer optare se profitetur, ut aliqua ratio inveniretur *minutuli* cleri (quo nomine inferiorum ordinum clericos designat) à cathedralibus et collegiatis submovendi, providendo aliter, nempe per probos et provectioris ætatis laicos, congruo assignato stipendio, ministerio inserviendi missis et aliis officiis velut acolythi, etc., ut olim, inquit, fieri solebat quando ejus generis officia non ad meram speciem pro majoribus ordinibus suscipiendis reducta erant. » Ergo.

71. R. Ad 1. N. Si enim ordinis nomine, prout hic ad minores ordines restringitur, venit ritus sacer quo spiritualis potestas traditur ad ecclesiastica munia pro jure obeunda, quemadmodùm ab initio tradidimus, relatè præsertim ad sacerdotium, cùm recensiti ordines præter subdiaconatum à laudatis pontificibus Cornelio et Caio recenseantur tanquàm gradus quidam ad sacerdotium, cùm præterea concilium Carthag. IV, an. 398 celebratum, singulorum tradendorum ritus et munia singillatim describat atque declaret, eorumque omnium collationem episcopo tribuat, jure concludimus non ut nuda ministeria et officia, sed tanquàm totidem ordines verè et propriè à veteribus habitos fuisse.

72. Ad 2. N. Ad prob. autem D. ex S. Ambrosio debet episcopus cuique officium deputare per legitimam ordinationem, C.; absque ordinatione subd.; committendo aliquod ex illis officiis uni vel alteri ex jam ordinatis, C.; secùs, N. Aliquam enim ordinationem S. Ambrosius in objecto loco supponit, cùm loquatur de clericis. Sacerdotis autem nomine episcopum designari ostendunt Maurini editores in annot. in loco citato.

73. Ad 3. D. Id est, officia seu ministeria peculiaria ad quæ per ordinationem deputati erant ad nutum episcopi, vel sacerdotis, exercebant vel non exercebant, C.; ordines ipsi ex nutu episcopi pendebant, N. Ad cantores autem seu psalmistas, et fossarios aut alio nomine *copiatas* aut *laborantes* nuncupatos quod attinet, dicimus aut ordines non fuisse propriè dictos, sed nuda officia ac ministeria quæ aliquibus clericis committebantur, aut saltem non fuisse ordines in universâ Ecclesiâ receptos (1).

74. Ad 4. D. Ita ut ad summum ex his colligatur horum ordinum institutionem non posse ex apostolis repeti, Tr.; Ecclesiam ab antiquissimis temporibus, crescente Christianorum multitudine, hos ordines non constituisse, N. Hoc porrò nobis in præsentiarum sufficit.

75. Ad 5. Resp. perperàm Calvinum in minores ordines insurgere, cùm partim falsa sint et calumniosa, quæ ipse affirmat, partim à scopo prorsùs aliena : etenim ex dictis mala ejus fides patet, dùm 1° de minoribus ordinibus affirmat de iis non legi nisi apud ineptos canonistas, uti ex adductis probationibus abundè liquet; dùm 2° appellat novas, nugatorias, etc., cæremonias illas majestatis plenissimas quas ad nos usque transmisit antiquitas. Eas enim describunt non solùm Ordo Romanus, Isidorus, Rabanus Maurus, sed et concilium Carthaginiense IV, et Carthagin. III; dùm 3° omnibus indiscriminatim Catholicis tribuit sententiam illam, quæ non est nisi peculiaris opinio privatorum theologorum, quòd ordines minores sint Sacramenta, quæ opinio sicut liberè ab his defenditur, sic ab aliis tutò rejici potest; dùm 4° pariter omnibus scholasticis ascribit quod non est nisi paucorum, qui etiam impropriâ ratione, seu latiore sensu docent Christum exercuisse officia illa, quæ minoribus ordinibus insigniti exercent; dùm 5° Ecclesiam Romanam carpit eò quòd *ceroferarii* vocem adhibere cœperit, quam quidem antiquissimam esse constat ex concilio Carthag. IV, quod eam jam usurpaverat (2); dùm 6° Ecclesiæ crimini vertit quod ex ministrorum incuriâ repeti debet; nunquàm enim Ecclesia officii sui clericos admonere desiit, quæ solemni decreto sanxit in Tridentino concilio, sess. 23, de Reformat., cap. 11, ut minores ordines per temporum interstitia,

(1) Cf. Morinum, op. cit. exercit. 11, cap. 2. Verùm de hoc paulò infra.

(2) Capitulo 6. Cf. apud Harduin. Acta concil. tom. 1, col. 979, ubi invenientur cætera capitula in quibus singulorum ordinum majorum et minorum tradendorum ritus describuntur.

nisi aliud episcopo expedire magis videatur, conferantur, ut eò accuratiùs in unoquoque munere juxta præscriptum episcopi se exerceant. Postmodùm verò in eâdem sess., cap. 17, decrevit ut sanctorum ordinum à diaconatu ad ostiariatum functiones ab apostolorum temporibus in Ecclesiâ laudabiliter receptæ et pluribus in locis aliquandiù intermissæ in usum juxta sacros canones revocentur, utque in posterum hujusmodi ministeria nonnisi per constitutos in dictis ordinibus exerceantur, uti reipsà pluribus in locis ejusmodi disciplina viget, nisi necessitas quandoque exigat ut ab aliis quàm à clericis hæc ministeria exerceantur(1); dùm 7° exorcistarum potestati tribuit defectus qui aut ab infirmâ ipsorum vel energumenorum fide tantùm oriuntur. Sæpè enim tum antiquis, tum recentioribus temporibus exorcistarum imperio dæmones cessisse innumeris propè exemplis ostendit Martenius, de antiq. eccles. Rit., lib. 3, cap. 9.

76. Ad 6. D. Hoc agnovisse visa est Pistoriensis synodus temerario ac hæretico spiritu ducta, C.; catholico, N. Illa propterea propositio à Pio VI in constit. *Auctorem fidei* proscripta fuit tanquàm *suggestio temeraria, piarum aurium offensiva, ecclesiastici ministerii perturbativa, servandæ, quoad fieri potest, in celebrandis mysteriis decentiæ imminutiva, in minorum ordinum munera et functiones, tum in disciplinam per canones, et speciatim per Tridentinum probatam injuriosa, favens hæreticorum in eam conviciis et calumniis.*

In doctrinam capitis superioris scholia.

77. Horum scholiorum seu animadversionum objectum sunt : 1° sacramentalis dignitas, quatenùs nempe et quibus ex recensitis ordinibus competat; 2° ordinum numerus, institutio, munia; 3° gradus, varietas, vicissitudo. De his enim singillatim controversia aliqua viget inter theologos et eruditos homines. Cùm nobis proposuerimus nullam domesticam quæstionem agitare, idcircò, deposito omni contentionis studio, quid verisimilius juxta communiorem doctrinam de illis sentiendum nobis videatur, quâ fieri poterit brevitate et perspicuitate aperiemus.

78. I. Circa dignitatem sacramentalem prima quæ sese offert controversia est de episcopatu, utrùm nempe spectari debeat prout à presbyteratu distinguitur tanquàm ordo ac sacramentum necne. Si ordinis nomine significetur *gradus*, nulla potest esse contentio, cùm de fide sit definitum dari *in Ecclesiâ catholicâ hierarchiam divinâ ordinatione institutam quæ constat ex episcopis, presbyteris et ministris*, sess. 23, can. 6; controversia itaque viget, seu potiùs viguit de episcopatu, quatenùs nomine Ordinis significatur ipse ritus consecrationis. Veteres plerique scholastici censuerunt episcopatum neque ordinem esse propriè dictum neque proinde Sacramentum, sed solam extensionem presbyteratûs (1), seu, ut alii loquuntur, simplicem deputationem extrinsecam ad aliquas functiones seu ministeria, quibus peragendis non erat idoneus presbyter (2). Verùm sententia nunc temporis communis et omninò tenenda, est episcopatum et ordinem esse specie distinctum à presbyteratu, et Sacramentum. Si enim res ad scripturam exigatur, nullum dubium superesse posse videtur. Nam si ad ordinem et ad sacramentum constituendum ritus externus requiritur, gratiæ collatio et divina institutio, cùm hæc omnia, ut ex dictis patet, in episcopatum concurrant, dubitari profectò nequit quin episcopatus sit ordo et Sacramentum. Rursùm, si ubi distincta habetur materia, forma peculiaris, distincta item ac peculiaris confertur potestas, distinctus habetur ordo sacramentalis, cùm episcopatus distinctam habeat materiam, formam ac potestatem à presbyteratu, rectè colligitur ipsum distinctum ordinem esse et Sacramentum (3). Hinc definiri potest episcopatus : *Ordo supremus et sacramentum, quo presbytero potestas tribuitur conferendi sacramenta confirmationis et ordinis, regendique Ecclesiam sibi commissam.* Ex

(1) Nec enim omittendum est in ecclesiis quæ in oppidis ac villulis reperiuntur paucos admodùm, quandoque verò nullos clericos inveniri, quo fit ut officia quæ essent clericorum propria laicis demandentur. Cæterùm minùs cautè recens quidam auctor absolutè pronuntiat : « Hodiè ab omnibus quidem suscipiuntur ordines illi, sed vix unquàm ab iis qui eos suscipiunt exercentur. Nemo jam ostiarii officiis fungitur, nisi viles personæ mercede conductæ; nulla est lectoris functio, nullus exorcistarum in Ecclesiâ usus. Acolythi functio manet quidem, sed eam exercent laici aut simplices clerici, » etc. Quæ quidem universim sumpta sunt falsa. Conferantur hæc cum iis quæ ex Calvino attulimus, et ex synodo Pistoriensi. Hic ipse affirmat « minores ordines in veteri Ecclesiâ magis officia fuisse quàm ordines. »

(1) S. Th. in 4 Sent., dist. 24, q. 2, art. 2, ad quæstionem utrùm episcopatus sit ordo, resp. : *Episcopatus non est ordo.* Sic etiam S. Bonaventura in eamdem dist., q. 3, concludit : *Episcopatus propriè non est ordo*, et in corp. artic. : *Episcopatus*, inquit, *prout distinguitur contra sacerdotium, dicit dignitatem quamdam vel officium episcopi annexum, et non est propriè nomen ordinis, nec novus character imprimitur, nec nova potestas datur, sed potestas data ampliatur.* Opp. edit. Rom. 1596, tom. 5, p. 369. Card. autem Raymundus Capisucchius, ord. Pr., in Controvers. theolog. selectis, Romæ 1670, controvers. 28, de Episcopatu, § 2, affert octoginta auctores quos ipse profitetur ferè omnes vidisse, qui negant episcopatum esse ordinem, et singulorum loca distinctè apponit. Hoc ipsum argumentum fusè prosequitur. Adeò verum est quod scripsit Canus, theologorum numerum obruere neminem debere! Adderem et pondus, siquidem præter Magistrum Sententiarum, S. Thomas, ut vidimus, S. Bonaventura, Scotus, Innocentius V, Estius, etc., sententiam negativam tuentur. In hoc etiam nostro collegio Romano paulò ante societatis extinctionem adhuc eadem sententia publicè propugnabatur, ut constat ex thesibus per id temporis evulgatis; adhuc astruitur in thesibus circa quas examen instituitur iis qui cooptari cupiunt in collegium S. Bonaventuræ in urbe ex FF. ord. Min. conv. denuò recusis an. 1833, diss. 14, thes. 4. Attamen, nedùm probabilis nunc hæc sententia censetur, sed jam à nonnullis censura notatur.

(2) Confer Morinum, op. cit. exercit. 3, cap. 1, seqq.

(3) In Constit. apostol., quas nemo inficiabitur antiquissimas esse, lib. 8, cap. 5 et 6, non solùm sermo fit de ordinatione episcoporum, sed præterea peculiaris forma, seu oratio præscribitur recitanda in ipsorum consecratione.

quâ definitione patet presbyteratum esse fundamentum et initium sacerdotii, episcopatum verò ipsius apicem et complementum, atque in ordinatione episcopali perfici quod in ipsâ presbyterali ordinatione jam fuerat inchoatum, atque adeò ita se habere episcopatum cum presbyteratu, ut fastigium domûs cum fundamento.

79. Verùm quid dicendum de chorepiscopis, seu episcopis agrorum et pagorum, quique interdùm alio nomine vocabantur *episcopi villani* seu *vicani* aut *oppidani?* Reponimus satis implicatam hanc esse quæstionem. Illud certum videtur, 1° jam inde à sec. IV initio in Oriente eos viguisse, ut patet ex can. 13 concilii Neocæsariensis (1) et ex can. 12 concilii Ancyrani (2), in Occidente verò sec. V, ut constat ex conc. Regiensi in Galliis an. 439 celebrato (3). 2° Certum pariter videtur quandoque chorepiscopos fuisse dignitate episcopali insignitos, ut plurimùm autem solo presbyteratu (4). Nobis videntur chorepiscopi ordinario jure non fuisse nisi episcoporum adjutores, ministri atque vicarii, eâ ferè ratione quâ vicarii foranei apud nos sunt (5).

80. Diaconatum Sacramentum esse communis et certa est theologorum sententia (6), quia in ipsum conveniunt divina institutio, gratiæ promissio et ritus externus, uti ex paulò ante disputatis apertè liquet. In ordinatione enim diaconorum dicitur : *Accipe Spiritum sanctum*, quod non frustra proferri definivit Tridentina synodus, can. 4. Ipsis in ordinatione manus imponitur; de divinâ denùm institutione diaconatûs Patres antiquissimi superiùs adducti nos docuerunt, quod et Tridentinum non obscurè tradit in cit. can. 6. Quare diaconatus definiri potest : *Ordo sacer et Sacramentum, quo potestas tribuitur proximè inserviendi presbytero rem sacram facienti.* Neque obest septenario Sacramentorum numero, si dignitas sacramentalis tribuatur etiam episcopatui ac diaconatui; omnes enim nôrunt hos ordines non esse nisi Sacramenta partialia, seu partes unius ejusdemque Sacramenti quod est Ordo (7).

(1) Apud Hard., Acta, etc., tom. 1, col. 486; celebratum porrò est hoc concilium an. 314.

(2) Ibid., col. 275, ex vers. Dionysii Exigui; nam in Collect. Isidori est, n. 13. Eodem anno hoc concilium celebratum est ac Neocæsar

(3) Can. 3, ibid., col. 1749.

(4) Cf. Morinum, op. cit. exercit. 4, capite 2. Nat. Alexandrum in Appendice ad diss. 44 in sec. IV; Witasse de Sacram. Ordin., p. 2, in Append. ad quæst. 1, art. 3; Joan. Assemanum, Bibl. Orient. tom. 3, p. 2, pag. 826, seqq.

(5) Præter citt. AA., cf. Thomassinum de vetere et novâ Discipl., p. 1, lib. 2, cap. 1, § 10; Aloysium Nardi in excellenti op. Dei parrochi, Pesaro 1829, t. 1, cap. 16, qui invictè præterea insurgit in Juvenimum, Van Espenium, aliosque qui contendunt parochos juris esse divini, ac successores septuaginta discipulorum; ac multa corrigit ex iis quæ Morinus scripsit de chorepiscopis.

(6) Negant diaconatum esse Sacramentum Durandus in 4, d. 24, quæst. 2, n. 6, et Cajetanus, tom. 1 opusculorum, aliique pauci.

(7) Exinde patet Calvini inscitia, dùm Instit. lib. 4, capite 19, § 22, scribit : *Est verò istud perquàm ridiculum quod affirment* (Catholici) *septem esse Sacramenta, dùm si recensere ipsa volunt, tredecim enumerant.*

81. At competitne eadem Sacramenti dignitas subdiaconatui ac reliquis minoribus ordinibus? Graves theologi affirmant, sed alii æquè docti et majores etiam numero negant. Quatuor porro argumenta, seu potiùs argumentorum classes quas affert Morinus nos inclinant, imò et trahunt in sententiam negantem. Hic enim eruditus auctor, productis antiquorum testimoniis et veteribus documentis, ostendit neque subdiaconatum, neque minores ordines esse divinitùs institutos, sed ab Ecclesiâ adjectos, idque evincit 1° ex illorum veterum testimoniis, qui expressè affirmant, crescente fidelium multitudine, ab Ecclesiâ pro opportunitate præfatos ordines institutos esse (1). 2° Ex istorum ordinum modò unius, modò alterius, aut etiam plurium cessatione, additione, imminutione, abrogatione et instauratione, quæ certè in rem divinitùs institutam cadere non possunt (2). 3° Ex monumentis et testimoniis quæ probant istorum ordinum respectivam subordinationem in altiorum ordinum promotione sæpè non fuisse servatam, ita ut lectores, e. g., creati fuerint quin priùs fuerint ostiarii, acolythi quin unquàm fuerint ostiarii, lectores, exorcistæ : diaconi quin priùs fuerint subdiaconi (3); quæ rursùm pro arbitrio non fecisset Ecclesia, nisi censuisset ad divinam institutionem hos ordines minimè pertinere. 4° Demùm ex fine quem juxta Romanorum pontificum et conciliorum testimonia sibi potissimùm præstituit Ecclesia in his ordinibus instituendis et conferendis, ne scilicet neophyti sacrorum rudes et tyrones statim presbyterio inaugurarentur antequàm fidei dogmata, et Sacramentorum cæremonias didicissent (4). Jam verò si deest his ordinibus divina institutio, evidens est ipsis nullâ ratione dignitatem sacramentalem et collationem gratiæ ex opere operato posse competere.

82. II. Ex his porrò quatuor argumentorum classibus pronum est inferre quid sentiendum sit de ordinum numero atque institutione. Si enim Ecclesia lapsu temporis instituit sibi ordines diaconatu inferiores, mirum esse non debet si neque constans neque universalis sit horum ordinum numerus. Duos siquidem tantùm agnoscit Ecclesia Græca, uti superiùs vidimus, subdiaconatum nempe et lectoratum; Syri et Maronitæ habent præterea *cantoratum* seu *psalmistatum*, qui apud ipsos requiritur tanquàm gradus ad lectoratum suscipiendum (5); sed neque constans ipse ordinum numerus fuit in utràque Ecclesiâ, Occidentali nempe ac Orientali. Etenim olim in Ecclesiâ Latinâ, ut ex certis documentis constat, in usu pariter erat cantoratus, uti patet ex conc. Carthaginiensi III (6).

(1) Op. cit. exercit. 11, cap. 1, § 4, seqq.

(2) Ibid., § 7, seqq.

(3) Ibid., cap. 2, § 1, seqq.

(4) Ibid., cap. 3.

(5) Cf. ibid., cap. 4, § 8; Joseph. Sim. Assemanum, Biblioth. Orient. tom. 3, part. 1, p. 575; alii tamen contendunt non esse nisi officium, non autem gradum peculiarem ad sacerdotium.

(6) Apud Hard., Acta concil., tom. 1, col. 965. Attamen in conc. 10 statuitur : « Psalmista, id est, can-

Quinimò in nonnullis ecclesiis particularibus videntur viguisse aliqui ordines, qui nunc desierunt, contra verò nonnulli, qui in quibusdam ecclesiis obtinebant, in usu apud alias non erant, ut fidem facit auctor epistolæ S. Hieronymi nomine vulgatæ ad Rusticum Narbonensem, in quâ legitur : « Primus in clericis *Fossariorum ordo* est (1), » cæteros autem ordines recensens exorcistatum et acolythatum omninò prætorit. Idem fossariorum ordo, ut jam adnotavimus, viguit apud Syros, à quibus *laborantes* dicebantur, et alicubi *copiatæ*, ut liquet ex epistolâ ad Antiochenos S. Ignatii nomine inscriptâ (2), ut alia documenta prætermittam. Cæterùm in Ecclesiâ Romanâ constans ac perpetuus fuit septenarius ordinum numerus, qui ab initio in eâ viguit atque ad nos usque pervenit.

83. Longa res esset omnia singulorum ordinum munia recensere; præcipua tamen ac magis uniuscujusque ordinis propria ex illorum definitione quam jam subjecimus colligi possunt.

84. Subdiaconatus itaque ex dictis definiri potest : *Ordo seu ritus sacer quo potestas tribuitur ministrandi diacono et sacerdoti in missæ sacrificio.* In Græcâ Ecclesiâ manuum impositione et extra sanctuarium conferri solet, in Ecclesiâ Latinâ per traditionem calicis vacui cum patenâ vacuâ superpositâ cum formâ annexâ.

85. Acolythatus *est ordo quo traditur potestas ministrandi subdiacono et diacono in missæ sacrificio.* Confertur autem per traditionem ceroferarii cum cereo, necnon et urceoli vacui cum respectivâ formâ eam comitante.

86. Exorcistatus *est ordo quo potestas traditur nomen Domini invocandi super eos qui ab immundis spiritibus obsessi* ENERGUMENI SEU ARREPTITII *dicuntur.* Quare episcopus in exorcistarum inauguratione librum illis porrigit in quo exorcismi continentur, aut Missale vel Pontificale, et eâ utitur formâ quæ exprimit ejusmodi potestatis collationem.

87. Lectoratus autem *est ordo quo confertur potestas divinos utriusque Fœderis libros et sanctorum Patrum scripta publicè in ecclesiâ legendi;* qui ordo apud Græcos per manuum pariter impositionem et adjunctam precem, apud Latinos verò per sacri codicis traditionem cum prece annexâ confertur.

88. Ostiariatus denique definiri solet : *Ordo quo clericus, tum templo et sacris rebus asservandis præficitur, tum ut divinis mysteriis quæ in eo peraguntur reverentiam concîliet.* Hujus materia ex concilio Carthagin. IV et Pontificali Romano sunt claves Ecclesiæ, quæ ab episcopo clerico initiando traduntur, forma verò verba quæ clavium traditionem comitantur.

89. Posuimus autem in postremi hujus ordinis definitione verba *quo clericus;* quia receptus in Ecclesiâ mos est ut nemo ad ordines promoveatur, quin priùs fuerit clericali tonsurâ insignitus per quam in clerum quisque cooptatur. Definiri enim passim tonsura solet : « Cæremonia ab Ecclesiâ instituta quâ laicus baptizatus et Sacramento Confirmationis consignatus sacro ritu in clerum instituitur. » Dixi ita passim definiri tonsuram clericalem, quia non defuerunt ex veteribus scholasticis et canonistis, qui pluribus argumentis persuadere conati sunt clericalem tonsuram et ordinem esse, et Sacramenti quoque dignitatem obtinere, quæ quisque expendere poterit apud Prosperum Fagnanum, qui ea collegit (1).

90. Nobis satis sit adnotare 1° adversùs Calvinum, qui tonsuræ ritum ludibrio habet velut superstitionis ac vanitatis plenum, eum antiquissimum esse; ex vetustissimis enim Ecclesiæ Divionensis Actis refert Martenius S. Benignum presbyterum, sancti Polycarpi discipulum, tonsuræ clericalis indicio deprehensum, et à Terentio comite, sec. II labente, morte mulctatum (2). Impius Christianorum irrisor Lucianus, seu quisquis est auctor dialogi inscripti *Philopatris*, Trajano coævus, clericum describit è montibus ad ecclesiam venientem detonsâ comâ (3). Sic etiam Ammianus Marcellinus scribit Diodorum quemdam ab ethnicis Alexandriæ sub Juliano Apostatâ, qui sec. IV imperabat, extremo supplicio fuisse addictum, quòd pueruros tondens, illos clericatu initiaret (4). Prudentius quoque, egregius sec. IV poeta, S. Cypriani attonsionem in clericum describebat his verbis : « Deflua cæsaries compescitur ad breves capillos (5). » Et hæc sufficiant, omissis concilio Carthag. IV et Toletano II (6), aliisque non paucis monumentis antiquissimis (7), ad ostendendum adversùs Calvinum clericalis

tor potest absque scientiâ episcopi, solâ jussione presbyteri, officium suscipere cantandi, dicente sibi presbytero : Vide, ut quod ore cantas, corde credas; et quod corde credis operibus comprobes. » Sed cf. Martenium, de antiq. eccles. Ritib., lib. 1, part. 2, cap. 8, art. 1, § 1.

(1) Apud Morin., l. cit., § 9.

(2) Apud Coteler. Patr. apost. tom. 2, p. 112. Cf. ejusdem annotat.

(1) Commentaria in secund. parte primi libri Decretalium, Romæ 1661, tit. de Ætate et Qualitate, cap. *Cùm contingat*, n. 44, seq., ubi viginti duo pro suâ sententiâ argumenta urget. Deinde se expedire nititur ab argumentis theologorum qui contrario placito adhærent.

(2) Op. cit. sec. part., lib. 1, cap. 8, art. 7, § 2. Si tamen fides hujus S. martyris actis adhibenda est.

(3) Cf. edit. Frid. Reitzii, Amstelod., 1743, tomo 3, pag. 608, seq. 21 : « Ostendit mihi malè vestitus aliquis è montibus hùc advenions, comam detonsus, insculptum in theatro hieroglyphicis litteris illius nomen : hunc auro viam inundaturum. »

(4) Lib. 22, cap. 11 edit. Henr. Valesii; Paris, 1681, pag. 326, ubi cf. notam editoris. Cf. etiam Sirmondum in notis ad Sidonium, pag. 52, ad verba Sidonii : *Coma brevis, barba prolixa.*

(5) Hymn. 13 *Peristephan.*, v. 30 edit. Faustini Arevali, S. I., tomo 2, pag. 1206, ad quem locum cf. annot. Arevali viri doctissimi.

(6) Conc. Carthag., apud Hard. Acta concil., tomo 1, col. 962, can. 44, statuit : *Clericus nec comam nutriat, nec barbam.* Nonnulli codices addunt : Nec barbam radat, aut tondeat. Cf. ibid. conc. Toletan., can. 1. apud Hard., tomo 2, col. 1139.

(7) Cf. apud Pelliciam, op. cit., de christianæ Ecclesiæ primæ, mediæ et novissimæ Politiâ, lib. 6, Venet., 1782, ubi prudenter observat hic auctor putandum propterea non esse eam tonsuræ formam primis seculis obtinuisse quæ postea inducta est, sed eò referri ut coma tonderetur neve cirri diffluerent, adeò ut qui clero accensebantur tenerentur breviores de-

tonsuræ ritum priori Ecclesiæ ævo obtinuisse, ideòque vacare illum vanitate omni atque superstitione ex ipsius Calvini principiis. 2° Annotare præterea juverit variam pro diversis Ecclesiis et temporibus fuisse clericalis tonsuræ formam atque figuram, ut videre est apud cit. Martenium (1) et Morinum (2).

91. Ad ordinum demùm gradum quod spectat, certum est, uti jam innuimus, subdiaconatum à Græcis et olim atque nunc etiam, inter minores ordines recenseri; à Latinis verò nonnisi sec. XII cœpisse inter ordines majores seu sacros connumerari. Insigne hujus rei documentum habemus ex synodo Beneventanâ an. 1091 celebratâ sub Urbano II, quæ, can. 1, decrevit ut nullus in episcopum eligatur, nisi in sacris ordinibus religiosè vivens fuerit inventus. « Sacros autem ordines dicimus diaconatum et presbyteratum: hos siquidem solos primitiva legitur Ecclesia habuisse (3). » De gradu autem episcopatûs relatè ad presbyteratum sequenti capite ob rei gravitatem jam agere aggredimur.

CAPUT III.

DE EPISCOPORUM PRÆSTANTIA SUPRA PRESBYTEROS.

92. Magni momenti controversia est, quam adversùs Presbyterianos suscipimus, qui Aerii seculi IV novatoris, et Wiclefitarum ac Waldensium hæresim renovârunt de omnimodâ episcoporum cum presbyteris æqualitate sive quoad potestatem ordinis, sive quoad potestatem jurisdictionis. Cùm verò de potestate ordinis, seu ordinem conferendi peculiaris disputatio instituenda sit, hìc de præstantiâ tantùm agemus, quæ episcopis competit super presbyteros quoad dignitatem, gradum ac potestatem, quæ omnia sub generali jurisdictionis nomine comprehendi solent. Sit igitur

PROPOSITIO. — *Episcopi sunt presbyteris superiores jure divino.*

93. Prior propositionis pars est de fide utpote his verbis definita à Tridentinâ synodo, sess. 23, can. 7: *Si quis dixerit episcopos non esse presbyteris superiores.., anath. sit.* Pars verò posterior quâ hæc præstantia jure divino asseritur licèt de fide non sit, cùm Tridentinum id noluerit expressè definire (4), attamen certa ac rata est apud Catholicos adversùs Lutheranos; atque, ut videbimus ex iisdem fontibus quibus astruitur episcoporum præstantia supra presbyteros, evincitur ex divino jure eam descendere.

94. Sic igitur adversùs Blondellum, Salmasium ac Presbyterianos reliquos assertam propositionem astruimus. Vix IV Ecclesiæ seculo Aerius *dogma supra hominis captum furiosum* ut illud vocat S. Epiphanius (1), in Ecclesiam invexit, illis verbis: « Quânam in re presbyteros episcopus antecellit? Nullum inter utrumque discrimen est. Est enim amborum unus ordo, par et idem honor, ac dignitas; » vix, inquam, hæc protulit Aerius, cùm ab universâ Ecclesiâ, testibus Epiphanio et Augustino, uti hæreticus habitus est (2), eò quòd novitatem Ecclesiæ catholicæ fidei contrariam invexerit.

95. Sanè adversùs hanc Aerii novitatem stat 1° sacrarum Litterarum auctoritas ex quibus discimus à Christo duodecim apostolos electos fuisse ac discipulis prælatos. Supremam enim apostolis Christus contulit potestatem in Ecclesiâ, iisque promisit sessionem super sedes duodecim ad judicandas duodecim tribus Israel; ne verò deesset duodenarius hic numerus, in locum Judæ proditoris suffectus est divinâ dispositione S. Matthias. Porrò unanimis penè est Patrum sententia episcopos successores esse apostolorum, quemadmodùm presbyteri dicti ab iisdem sunt successores septuaginta duorum discipulorum qui in inferiori gradu à Christo constituti fuerunt.

96. Adversùs eamdem novitatem stant 2° Patres apostolici, qui I et II Ecclesiæ seculo floruerunt, S. Clemens Romanus, Ep. 1 ad Corinth., cap. 40: « Summo quippe sacerdoti, inquit, sua munia tributa sunt, et sacerdotibus locus proprius assignatus est, et levitis sua munia incumbunt. » S. Ignatius, qui sub finem ejusdem seculi et sub secundi initium floruit, utpote martyrio coronatus an. 107, plura in rem nostram habet, ac primo quidem insignis est locus in Epistolâ ad Smyrnenses, cap. 8: « Omnes episcopum sequimini, ut Jesus Christus Patrem, et presbyterium ut apostolos, diaconos autem revereamini ut Dei mandatum. » Quibus verbis apertissimè ecclesiasticam

ferre capillos, uti reipsà ostendunt allata documenta, aliaque similia quæ afferri possent. Aliud præterea cogitare, vigentibus persecutionibus, esset absurdum.

(1) De antiq. eccl. Ritib., lib. 1, parte 2, cap. 8, art. 7, § 4, seq.

(2) Op. cit., exercit. 15. Cf. etiam Thomassinum, de vet. et novâ Discipl., parte 1, lib. 2, cap. 37, seq.; et Hallierium, de sacris Ordinationibus et Electionibus, in append. ad sect. 8, art. 2, seq.

(3) Apud Hard, tomo 6, parte 2, col. 1695.

(4) Cf. card. Pallavicini *Storia del concilio di Trento*, lib. 18, cap. 14, ubi refert contraria aut diversa Patrum Tridentinorum suffragia circa hunc doctrinæ articulum, et plerosque Patres censuisse superioritatem episcoporum quæ consistit in potestate jurisdictionis non esse à Deo *immediatè*, sed solùm *mediatè*; deinde, cap. 15, refert prolixam P. Lainez orationem ad hanc ipsam sententiam strenuè propugnandam, ubi notanda sunt verba Pallavicini, quibus, § 14, cap. 15, exponit responsionem Lainez duabus adversario-

rum difficultatibus, alteram petitam ab hæresi Aerii, alteram verò à Const. Martini V. « La riposta fu, scribit, che l'eresia di Aerio era il dire, tutti i preti secondo la ragion divina esser uguali, onde vi comprendeva il sommo Pontefice, il quale di ragion divina è superiore a tutti. Quanto era alla bolla di Martino, osservo: condannarsi per eretici dalla Chiesa ancora quelli, che dicono o fanno alcuna cosa contro al diritto ecclesiastico, qualora con ciò si mostra sentimento contrario ad alcuna verità, la qual sia di ragione divina, e s'inchiuda in quella che è di legge ecclesiastica; e così dannarsi per eretici gli schernitori delle imagini, perchè in tale scherno si contiene il disprezzo di Dio e de' santi. Esser pertanto eresia il negar la giurisdizione superiore ne' Vescovi in rispetto a' preti, perchè ciò è un negare l'autorità che di ragion divina ha il Pontefice, *il quale disagguaglia nella giurisdizione i vrimi da' secondi.* » Cf. item lib. 19, cap. 6.

(1) Hæres. 75, cap. 3, ed. Petav.

(2) S. Epiph., l. cit.; S. Augustinus, lib de Hæres. cap. 53.

hierarchiam exhibet in tres diversos gradus distributam. In epist. verò ad Trallianos, cap. 12, scribit : « Decet singulos vestrûm et præcipuè presbyteros, refocillare episcopum in honorem Patris Jesu Christi et apostolorum ; » ac denique in epist. ad Magnesianos, cap. 6 : « Hortor, inquit, ut hoc sit vestrum studium, in Dei concordiâ omnia agere, episcopo præsidente Dei loco, et presbyteris loco senatûs apostolici, et diaconis mihi suavissimis, quibus commissum est ministerium Jesu Christi. » Non aliter autem potuerunt Blondellus ac Salmasius vim horum testimoniorum declinare, quàm negando contra omnium criticorum consensum has epistolas genuinum esse S. Martyris fœtum in quo ab ipsis Calvinianis refelluntur (1).

97. Stant 3° adversùs Aerii novitatem ex III sec. Clemens Alexandr. et Origenes ex Græcis, Tertullianus et Cyprianus ex Latinis. Nam Clemens, lib. 6 Stromatum, cap. 13, scribit : « In Ecclesiâ sunt progressiones episcoporum, presbyterorum et diaconorum. » Origenes verò, hom. 11 in Jerem., scribit : « Plus à me (presbytero) exigitur quàm à diacono ; plus à diacono quàm à laico. Qui verò totius Ecclesiæ arcem obtinet, pro omni Ecclesiâ reddet rationem (2). » Demùm S. Cyprianus, ep. 27 : « Dominus noster, scribit, cujus præcepta et monita observare debemus, episcopi honorem et Ecclesiæ suæ rationem disponens, in Evangelio loquitur, et dicit Petro :..... *Ego dico tibi quia tu es Petrus*, etc. ; inde per temporum et successionum vices episcoporum ordinatio et Ecclesiæ ratio decurrit, ut Ecclesia super episcopos constituatur, et omnis actus Ecclesiæ per eosdem præpositos gubernetur. Cùm hoc itaque divinâ lege fundatum sit, » etc. (3).

98. Testimonium adversùs Aerium 1° perhibent successiones episcoporum ad quas antiquissimi Patres hæreticos sui temporis constanter provocant. Harum primum documentum exhibet Hegesippus apud Eusebium, ubi recenset successiones Ecclesiæ Corinthiacæ, item Romanæ et Hierosolymitanæ (4) ; 2° exhibet S. Irenæus, qui lib. 3, c. 3 : « Habemus, inquit, numerare eos qui ab apostolis instituti sunt episcopi in Ecclesiis, et successores eorum usque ad nos. » atque immediatè subjicit Romanorum pontificum successionem à Petro usque ad Eleutherium, qui tunc temporis (sub finem sec. II) duodecimo loco episcopatum à S. Petro habebat ; 3° exhibet Tertullianus, in lib. de Præscript. sic hæreticos lacessens : « Edant ergo origines Ecclesiarum suarum ; evolvant ordinem episcoporum suorum, ita per successiones ab initio decurrentem, ut primus ille episcopus aliquem ex apostolis vel apostolicis viris, qui tamen cum apostolis perseveraverit, habuerit auctorem et antecessorem. Hoc enim modo Ecclesiæ apostolicæ census suos deferunt, sicut Smyrnæorum Ecclesia habet Polycarpum ab Joanne collocatum ; sicut Romanorum, Clementem à Petro ordinatum ibidem ; perinde utique et cæteræ exhibent quos ab apostolis in episcopatum constitutos apostolici seminis traduces habeant (1) ; » 4° exhibet Eusebius passim quoad nobiliores Ecclesias. Episcoporum igitur successio quam à primis usque temporibus diligentissimâ sedulitate contexebant Ecclesiæ Patres tum episcoporum à presbyteris distinctionem, tum illorum super istos præstantiam ostendit, neque enim presbyteri, sed episcopi tantùm apostolorum successoribus inseruntur.

99. Testimonium dicunt 5° utriusque Ecclesiæ orientalis et occidentalis antiquissimi quique rituales libri à Martenio (2), et Goario (3) prolati in quibus et hæc inter episcopos et presbyteros perpetua reperitur distinctio, et ad *auctorem Christum* refertur, quod pariter efficiunt constitutiones apostolicæ (4).

100. Stant 6° adversùs Aerii novitatem omnes prorsùs christiani nominis communiones, ut pluribus authenticisque monumentis ostendit Renaudotius (5). Stat denique præscriptio, cùm nulla epocha assignari possit ab adversariis in quâ induci cœperit hæc distinctio, contra quam statim non exsurgant ineluctabilia monumenta anteriora quæ illam jam non supponant, prout contigit Salmasio atque Blondello ; ille enim circa initium aut medium II seculi, iste post annum à Christo 136, primùm introductam autumârunt : ast Clemens Rom., Hermas primi atque apostolici seculi Patres ; tum Ignatius et Polycarpus, qui initio sec. II florebant jam commemorant episcopos à presbyteris distinctos, atque presbyteris superiores exhibent.

101. Cùm itaque tanta testium et monumentorum vis, cùm publica utriusque Ecclesiæ, imò communionum omnium seu sectarum documenta certissima, cùm præscriptio adversùs profanam Aerii ejusque sectatorum novitatem pro catholico dogmate pugnent, concludendum est quod ab initio proposuimus, episcopos verè presbyteris superiores esse, idque jure divino prout allata documenta testantur.

Difficultates.

102. I. Obj. Apostolorum ætate nulla erat inter episcopos et presbyteros neque nominis, neque gradûs aut potestatis differentia. Nam 1° Apostolus cùm in Epist. ad Titum 1, 5, præmisisset : *Hujus rei gratiâ reliqui te Cretæ, ut constituas per civitates presbyteros*, pergit, v. 6, demonstrare quales essent presbyteri oppidatim constituendi, et describit episcopum, dicens v. 7 : *Oportet enim episcopum sine crimine esse*, etc.

(1) Cf. præter præfationes Jacobi Usserii et Isaaci Vossii in Epistolas S. Ignatii, dissertationes ejusdem Jacobi Usserii Armachani de Epistolis SS. Ignatii et Polycarpi, nec non Vindicias epistolarum S. Ignatii scriptas à Joanne Pearsonio apud Cotelerium, tomo 2 Patr. Apost.

(2) Edit. Maur. Opp. tomo 3, p. 189. Cf. in hunc loc. adnotat. De la Rue.

(3) Alia innumera propè documenta cf. apud Natalem Alex., dissert. 44 in sec. IV, et apud Witasse, tract. cit. p. 2, sect. 3, art 1 ; cap. 1, seqq.

(4) Hist. eccl. lib. 4, cap. 5 et 22.

(1) Cap. 32, edit. Rigalt.

(2) Loc. cit. art. 11.

(3) In Euchologio, pag. 307, seqq. ; cf. pag. 311, notas Goarii in ordinem observari solitum in episcopi consecratione. Cf. etiam Jos. Assemanum II. citt.

(4) Lib. 8, cap. 4 et 5.

(5) *Perpétuité de la foi*, tome 5, livre 5, ch. 10.

2° Verùm quod omnem dubitationem tollit illud est quod legitur Act. 20, 17 : Paulus *à Mileto mittens Ephesum vocavit majores natu* (Gr. *presbyteros*) *Ecclesiæ, qui cùm venissent ad eum et simul essent, dixit eis :... Attendite vobis et universo gregi, in quo vos Spiritus sanctus posuit episcopos regere Ecclesiam Dei.* Quo in loco iidem planè sunt presbyteri simul et episcopi, qui cùm in unâ civitate essent, omnes indiscriminatim à Paulo ad illius Ecclesiæ curam regimenque vocantur. 3° Atque hinc ratio patet quare idem Apostolus in Epist. ad Philipp. 1, 1, episcopis tantùm et diaconibus salutem dicat, nullâ presbyterorum mentione factâ; quare rursùm in 1 ad Timoth. 3, virtutes explicuerit, quæ in episcopis et diaconis requiruntur, sileat verò de virtutibus presbyterorum, quia nempe episcopi et presbyteri in nullâ re differebant. Ergo.

103. R. D. A. Apostolorum ætate nulla erat inter presbyteros et episcopos differentia nominis, Tr.; gradûs et potestatis, subd.; relatè ad personas quæ tunc temporis ut plurimùm utrumque presbyteratûs et episcopatûs gradum obtinebant, C.; nulla erat differentia inter presbyteratum et episcopatum, N. Observo itaque inprimis difficilia hæc Scripturarum loca difficiliora adhuc evasisse ob diversas eorumdem explanationes quas tum veteres tum recentiores dederunt. Sunt enim qui censent episcopi et presbyteri denominationem primi ac secundi ordinis sacerdotibus olim communem fuisse, ut S. Joan. Chrysostomus (1); Theodoretus arbitratur nomen episcopi vel presbyteri tributum tunc temporis fuisse solùm sacerdotibus secundi ordinis, eos verò quos modò episcopos vel antistites nuncupamus, non episcopos sed apostolos nominatos esse (2). Contra verò S. Epiphanio placuit episcopi nomen semper summis, nunquàm verò secundi ordinis sacerdotibus tributum esse (3). Recentiores verò sive catholici sive protestantes scriptores non magis inter se consentiunt, et alii in unam, alii in aliam sententiam concedunt. Expositio S. Joan. Chrysostomi aptior et commodior nobis videtur.

104. Verùm his sententiis dimissis, quæ minùs idoneæ videntur omnibus objectis locis explanandis, aptissima via ad id obtinendum ea nobis visa est quam tenuit Petavius. Doctissimus hic vir existimat primis illis Ecclesiæ temporibus, quæ quoad formam et disciplinam attinet, quædam illius infantia dici possunt, presbyteros vel omnes vel eorum plerosque sic ordinatos esse ut episcopi pariter ac presbyteri gradum obtinerent; id quodammodò exposcentibus illius ætatis adjunctis ob incrementum religionis christianæ, ut quæ soli episcopi præstare possent, cujusmodi essent Sacramenta Confirmationis et Ordinis conferre, ab omnibus administrarentur. Sic porrò plures episcopi in unâ eâdemque civitate seu ecclesiâ communi consilio res ecclesiasticas administrabant, apostolis tanquàm majoris gradûs pontificibus obsequentes, donec refrigescente pristinâ illâ charitate, et imitandi Christi, amplectendæque modestiæ et humilitatis amore, ad tollendas simultates, et *in schismatis remedium*, ut Hieronymus loquitur, unum aliquem è turbâ presbyterorum eligi placuit, qui superponeretur cæteris. Atque ita desîêre pari non solùm dignitate, sed etiam ordine ac potestate plures creari, translatâ in unum tam honoris quàm jurisdictionis prærogativâ, et episcoporum successio cœpit (1). Ex hoc autem systemate quod Mamachio (2), aliisque doctissimis viris valdè probatur, non modò consequitur nunquàm in Ecclesiâ non fuisse potestatum graduumque discrimen, episcopatûs nempe et presbyteratûs, licèt ambo hi fuerint passim in eadem capita collati, sed præterea omnes propositas difficultates facilè disjici, ut cuilibet consideranti patebit.

105. II. Obj. Ex Patribus antiquissimis 1° alii universum clerum in duos tantùm ordines seu classes distribuunt, presbyterorum scilicet et diaconorum, non commemoratis episcopis, aut episcoporum et diaconorum non commemoratis presbyteris (3); 2° alii vocant presbyteros apostolorum successores (4); 3° alii episcopi ordinationem *novellam* dicunt (5); 4° alii denique veteres episcopi presbyteros passim appellant *collegas* suos, *compresbyteros fratres*, aut vicissim (6). Quæ totidem argumenta sunt perfectæ episcoporum et presbyterorum æqualitatis. Ergo.

106. R. ad 1. D. Patres aliqui clerum in duas classes universim distribuunt peculiares ob causas, C.; ad exclusionem vel episcopatûs vel presbyteratûs, aut etiam ob istorum identitatem, N. Causæ autem ob quas hæc distributio ab illis Patribus facta est repeti possunt 1° ex unitate sacerdotii; 2° ex eo quòd, spectatâ illius ætatis ecclesiasticæ infantiâ, alicubi soli episcopi cum diaconis, aut presbyteri cum diaconis Ecclesias regerent; 3° ex communione nominis juxta dicta. Hæc autem majus robur acquirunt si primò observetur eosdem Patres sæpè alibi, sæpè etiam in iisdem quæ objiciuntur locis presbyteros vel episcopos commemorâsse (7); si observetur præterea Polycarpum, Justinum, Clementem Alex., Cyprianum, Hilarium quos

(1) Hom. 1 in Epist. ad Philipp., n. 1.
(2) Comment. in cap. 3 Ep. 1 ad Timoth., v. 1. Id ipsum scripserat in Comm. in Ep. ad Philipp., cap. 1, v. 1, de quâ interpretatione Cf. Petav. lib. 2 de eccles. Hierarch., cap. 1.
(3) Hæres. 75, cap. 5.

(1) Ita Petav. passim, præsertim verò Dissertat. eccl. lib. 1, cap. 1 et 2, et lib. 1 de eccl. Hierarchiâ, cap. 4.
(2) Origin. et Antiquit. christian. tomo 4, p. 337, seqq., monetque ejusmodi episcopos II et III seculo *episcopos nationum* fuisse appellatos, quâ de re Photius, cod. 48; cf. etiam Thomassinum de vet. et novâ Eccles. Disciplinâ, tomo 1, lib. 1, cap. 54.
(3) Ita Clemens Rom. in 1 Ep. ad Corinth. n. seu cap. 42; S. Polycarpus in Ep. ad Philipp.; Justinus, apol. 1; Clemens Alex., lib. 7 Strom.; Cyprianus, ep. 42; Hilarius in ps. 134, aliique apud Witassium et Nat. Alex., ll. citt.
(4) Ut rursùm Clem. Rom., in 1 ad Cor., cap. 1; Papias apud Euseb., l. c.; Irenæus, lib. 3, cap. 2, ibid.
(5) In Epist. ad Magnes., cap. 3.
(6) Cf. apud citt. AA.
(7) Id apertè constat ex testimoniis in probationibus allatis.

nobis adversarii opponunt, omnes, si unum excipias Polycarpum, post annum 136 floruisse; postquàm scilicet, fatente ipso Blondello, inducta jam fuerat inter episcopos et presbyteros distinctio, ideòque argumentum contra Presbyterianos ipsos probare.

107. Ad 2. D. Vocant alii presbyteros apostolorum successores, id est, episcopos, C.; simplices presbyteros, subd.; in sacerdotio et sacerdotalibus officiis, C.; in episcopatu, N.

108. Ad 3. D. Vocant nonnulli episcopi ordinationem *novellam* respectu subjecti, Demæ scilicet, junioris adhuc, Magnesianorum episcopi nuper creati, C.; respectu ordinationis episcopalis, N., ut ex ipsâ epistolæ quam S. Ignatius ad Magnesianos scripsit lectione patefit (1).

109. Ad 4. D. Alii vocant presbyteros *collegas*, *compresbyteros*, *fratres* in sacerdotio, vel in ministerio ad quod ab episcopis in partem sollicitudinis vocati erant, C.; in episcopatu, N. Alioquin cùm Apostolus, in Epistolâ ad Philemonem vocat Archippum, Aristarchum, ac Demam *coadjutores*, *cooperatores*, et *commilitones* suos, ac fideles generatim omnes dicit *fratres* suos, sicut et Christus apostolos *amicos* et *fratres* vocavit, omnes fideles, etiam laici, Apostolo imò et Christo æquales forent, quod nemo dixerit (2).

110. Inst. S. Hieronymus perfectam ejusmodi episcoporum et presbyterorum æqualitatem ex professo propugnat. Etenim ipse passim docet eumdem esse episcopum et presbyterum, præsertim verò in Commentariis in Epist. ad Titum, ubi scribit : « Idem est ergo presbyter qui et episcopus, et antequàm diaboli instinctu studia in religione fierent, et diceretur in populis : *Ego sum Pauli, ego Apollo, ego autem Cephæ*, 2° communi presbyterorum consilio, Ecclesiæ gubernabantur. Postquàm verò unusquisque eos quos baptizaverat, suos putabat esse, non Christi, 3° in toto orbe decretum est ut unus de presbyteris electus superponeretur cæteris, ad quem omnis Ecclesiæ cura pertineret, et schismatum semina tollerentur (3). » Quapropter ibidem 4° monet episcopos ut *noverint se magis consuetudine, quàm dispositionis dominicæ veritate, presbyteris esse majores, et in communi debere Ecclesiam regere* (1). Quod et confirmat in Epist. ad Evangelum, in quâ congestis Scripturarum testimoniis ut suadeat eumdem esse presbyterum ac episcopum, 5° pergit : *Nam et Alexandriæ à Marco evangelista usque ad Heraclam et Dionysium episcopos, presbyteri semper unum ex se electum, in excelsiori gradu collocatum,* EPISCOPUM *nominabant : quomodò si exercitus imperatorem faciat, aut diaconi eligant de se, quem industrium noverint, et archidiaconum vocent.* 6° *Quid enim facit, exceptâ ordinatione, episcopus, quod presbyter non faciat* (2)? Quæ quidem omnia aperta sunt adeò, ut commentario non indigeant. 7° Meritò idcircò Blondellus adversùs catholicos apologiam scripsit tanti doctoris. Ergo.

111. R. N. A. Nemo enim fortassè ex veteribus, si omnia ritè perpendas, heterodoxis adversatur magis quam Hieronymus. Ille siquidem dignitatis et potestatis præstantiam in episcopis super presbyteros agnoscit, qui episcopos vocat successores apostolorum, cæteros verò secundi ordinis sacerdotes in septuaginta discipulorum locum successisse affirmat; qui vituperat, eosque in portu naufragium facere ait, quicumque docent nihil inter episcopum et presbyterum interesse. Atqui primum sæpè constituit Hieronymus, ac præsertim in epistolâ ad Fabiolam (3); alterum verò in libro adversùs Joannem Hierosolymitanum episcopum (4). Rursùs qui negat in unâ ecclesiâ plures episcopos fuisse; qui solis episcopis jus facit ordinationis; qui eodem discrimine ait sacerdotibus episcopos antecellere, quo Aaron inter filios eminebat, imò quo Moyses populo Israel præstabat, is profectò episcopos à sacerdotibus gradu et auctoritate et quidem jure divino secernit. Atqui quatuor hæc docet Hieronymus in eâdem illâ ad Evangelum epistolâ, ex quâ potissimùm sibi Hieronymum adversarii vindicant, et suum esse confirmant. Ergo.

112. Ad 1. Itaque prob. D. Docet Hieronymus eumdem esse episcopum et presbyterum nomine, C.; re, N. Quod patet ex probationibus ipsis quas adducit; nisi præterea dicere velimus ipsum alludere ad illa Ecclesiæ incunabula, in quibus, juxta Petavium aliosque doctos viros paulò ante commemoratos, utraque dignitas in unam eamdemque personam concurrebat.

(1) Hinc meritò Cotelerius verba S. Ignatii M. νεωτερικὴν τάξιν vertit *juvenilem ordinationem*. Integer porrò textus hic est : « Sed et vos decet non familiariùs ac superbè uti ætate episcopi, sed secundùm virtutem Dei Patris omnem impertiri illi reverentiam; quemadmodùm novi sanctos facere presbyteros (en distinctionem inter episcopum et presbyteros); non respicientes ad apparentem juvenilem ordinationem, sed ut prudentes in Deo credentes ipsi; non ipsi autem, sed Patri Jesu Christi, omnium episcopo. »

(2) Optimè S. Joan. Chrysostomus, hom. cit. in c. 1 ad Philipp. « Antiquitùs, inquit, ipsi etiam presbyteri vocabantur episcopi, et diaconi Christi, et episcopi, presbyteri. Quocirca *vel hodiè multi* episcopi ita scribunt : compresbytero et condiacono. Procedente verò tempore proprium cuique distributum est nomen, ut hic quidem episcopus, ille verò presbyter appelletur. » Cf. Nat. Alex., diss. citt., § 27.

(3) Comm. in cap. 1, v. 5.

(1) Ibid.

(2) Epist. 146, n. 1, ed. Vallars.

(3) Epist. 78, ed. cit., ubi agens de mansione sextâ Israelitarum in deserto in Elim exponit nomine duodecim fontium significari duodecim apostolos, et per septuaginta palmas septuaginta discipulos, scribens : « Nec dubium quin de duodecim apostolis sermo sit : de quorum fontibus derivatæ aquæ, totius mundi siccitatem rigant. Juxta has aquas septuaginta creverunt palmæ quos *et ipsos secundi ordinis sacerdotes* intelligimus præceptores. » In epistolâ verò 71, ad Marcellam, ed. cit., n. 3, « apud nos, scribit, apostolorum locum episcopi tenent, » et alibi passim, ut in Comment. in cap. 1 Michææ, in ep. ad Heliodorum, etc.

(4) N. 37. « Nihil interest, scribit, inter presbyterum et episcopum; eadem dignitas mittentis (episcopi) et missi (presbyteri); hoc satis imperitè : in portu, ut dicitur, naufragium. » Opp. edit. Vallars tom. 2, col. 447.

113. Ad 2. D. communi presbyterorum ecclesiæ gubernabantur *consilio*, C.; *potestate*, seu auctoritate, N. Nisi dicamus presbyterorum nomine eos à S. doctore designari, qui præterea dignitate episcopali pollebant juxta allatam animadversionem.

114. Ad 3. D. In toto orbe decretum est, ut unus è presbyteris electis superponeretur cæteris eo tempore quo, juxta dicta, utraque potestas uni eidemque personæ adhuc conferebatur, C.; post id temporis, N. Id enim, auctore ipso Hieronymo, contigit cùm dictum est: *Ego sum Pauli*, etc., an. scilicet Christi 55, id est longè ante epocham à Blondello assignatam, ante an. scilicet 136, in quâ, juxta ipsum, episcoporum distinctio à presbyteris induci cœpit. Ex occasione porrò schismatis Corinthiaci altera potestas ab alterâ divulsa est, ac sua unicuique collata, ratione diversæ ordinationis (1).

115. Ad 4. D. Quoad regiminis ecclesiastici formam et exercitium, C.; quoad jus ipsum regiminis, N. Ut patet ex verbis immediatè sequentibus: « Imitantes Moysen, qui, cùm haberet in potestate solus præesse populo Israel, septuaginta elegit cum quibus populum judicaret (2). » Jam verò si Mosis instar possunt episcopi soli per se Ecclesiam regere, tantùm abest ut episcopos Hieronymus adæquet cum presbyteris, ut superiores in regendâ Ecclesiâ et jure quidem et lege divinâ apertissimè faciat.

116. Ad 5. D. Quoad electionem et electionis modum Ecclesiæ Alexandrinæ proprium, non exclusâ legitimâ consecratione, C.; ad hujus legitimæ consecrationis exclusionem, N. De solâ enim electione episcopi ejusque suffectione immediatâ in locum episcopi defuncti loquitur S. Hieronymus. Hæc autem electio ex solo presbyterorum collegio fieri consueverat ad turbas vitandas, et ab ipsis presbyteris, secùs ac consuetudo obtineret in aliis Ecclesiis per eam ætatem. Porrò episcopus electus et episcopi appellationem et jurisdictionem statim ab electione adipiscebatur, deinde statuto tempore consecrabatur, ut ex certissimis documentis constat, quæ collegit Witasse (3): atque ex his etiam solutio patet difficultatis quæ petitur ex duplici similitudine à S. doctore desumptâ ex militibus qui eligunt imperatorem, et ex diaconis qui sibi præficiunt archidiaconum. Referuntur enim hæ similitudines ad electionis modum (4).

117. Ad 6. Resp. 1°: Ergo saltem ordinatio, quâ præcipuè juxta S. Hieronymum episcopi præstant presbyteris, excipienda est ab hâc æqualitate.

118. Resp. 2°: D. Quòd presbyter non faciat, id est, *facere non possit* ex delegatione episcopi, vel summi pontificis, C.; jure suo, N. Ut patet ex ipso S. Hieronymo, qui id apertè fatetur (5).

(1) Cf. Petav., ll. citt.
(2) Loco cit., col. 696.
(3) De Ord. p. 2, q. 2, art. 2, ad 5 inst. Cf. etiam Nat. Alex., diss. cit., § 24.
(4) Cf. Petav., de eccl. Hier., l. 1, c. 9.
(5) In Dial. adv. Lucifer., n. 9, ubi scribit S. doctor: « Ecclesiæ salus in summi sacerdotis dignitate pendet: cui si non exsors quædam et ab omnibus eminens detur potestas, tot in ecclesiis efficientur schismata, quot sacerdotes. Inde venit ut sine chrismate et episcopi jussione, neque presbyter, neque diaconus jus habeant baptizandi. »

119. Ad 7. Resp. nonnisi per summam injuriam Blondellum apologiam tanti doctoris texuisse, qui profectò hæretico ejusmodi defensore non eget; præsertim cùm quæ paulò asperiùs minùsque limate ex animi fervore et disputationis impetu adversùs Flacidium diaconum ipse scripserat modestè corrigat, atque alibi emolliat. Sanè apertissimè sententiam suam declaravit Hieronymus, dùm catholicæ doctrinæ summam complectens gravissimis verbis epistolam suam ad Evangelum absolvit: « Et ut sciamus traditiones apostolicas sumptas de V. T., quod Aaron et filii ejus atque Levitæ in Templo fuerunt, hoc sibi episcopi, et presbyteri et diaconi vindicent in Ecclesiâ. » Quis porrò neget Aaron divino jure sacerdotibus præcelluisse? Similiter ergo de episcopis statuendum est, auctore Hieronymo. Sensit verò argumenti vim Blondellus, qui, cùm ad hunc nodum pervenisset, alio distulit ejus solutionem quam nunquàm dedit; sensit Salmasius, qui propterea, cùm Presbyterianorum causam sub ementito Wallonis Messalini nomine peroraret, eò se recepit, ut scriberet hujusmodi dissolutionem à Salmasio expectandam esse (quasi verò alius esset larvatus ille Messalinus, alius autem Claudius ipse Salmasius); adhuc illam expectamus (1). Quæ cùm ita sint, necesse non est aut eximium doctrinâ et sanctitate virum Aeriani dogmatis insimulare, uti fecit Michael Medina (2), aut gratis cum Cellotio, asserere objecta ejus loca ab hæreticis fuisse vitiata (3).

120. Et hæc ad S. Hieronymum vindicandum sufficiant. Ad cætera autem ex sanctis Patribus et scriptoribus ecclesiasticis argumenta deducta dissolvenda tria hæc præ oculis habenda sunt: 1° eos qui sacerdotii gradum supremum dixerunt, vel unam episcopi et presbyteri affirmârunt esse ordinationem, respectum habuisse ad sacerdotium prout refertur ad potestatem conficiendi corpus Christi, quâ utique nulla excelsior datur; 2° sæpè antiquos Patres atque scriptores de sacerdotio in genere loqui, cujus ut vidimus, bipartitus est gradus: alter quo potestas tribuitur conficiendæ Eucharistiæ, alter quo auctoritas conceditur illos consecrandi, qui Eucharistiam confi-

(1) Cf. Witas., loc. cit.
(2) Lib. 1, de sacrorum hominum Origine et eorum continentiâ, cap. 5, qui præterea eamdem labem Ambrosio, Chrysostomo, Augustino, Theodoreto, Primasio et Sedulio aspergit; hinc graviter vapulat à Petavio.
(3) De Hierarchiâ eccles., cap. 15; Durandus verò, in 4, dist. 14, q. 35; Alphonsus à Castro, lib. Adv. hæres., verbo *Episcopus*; Domin. Soto, in 4, dist. 24, art. 1; Vasquez, disp. 140, aliique arbitrantur Hieronymum quidem admisisse magnum episcopos inter et presbyteros discrimen, illudque optimis de causis institutum; putâsse tamen id humano duntaxat jure, id est, ecclesiastico, fuisse inductum. Quod pariter probabile existimat Scotus, in 4, dist. 5. In hoc porrò S. doctor, juxta hos auctores, longè distat ab errore Aerii et Wiclefitarum. Cf. quæ superiùs retulimus ex card. Pallavicini.

ciunt; 3° denique, inter eos qui nobis objiciuntur, multos esse scriptores obscuros, ignotos, sæpè in errorem abreptos, adeòque nullius auctoritatis, cujusmodi sunt Ambrosiaster (1), auctor quæstionum in novum et vetus Testamentum (2), atque etiam Eutychius, patriarcha Alexandrinus (3), quem Latinum fecit Seldenus, quem tamen linguarum orientalium penè rudem in Eutychii testimonio interpretando turpissimè lapsum esse animadvertit Renaudotius (4).

CAPUT IV.

DE SACRÆ ORDINATIONIS MATERIA, FORMA, SUBJECTO ET MINISTRO.

121. Ut eâ quâ par est perspicuitate de singulis, quæ hoc capite complexi sumus, agamus, diligenter in primis quæ in controversiam à Theologis vocantur, ab iis quæ catholicam doctrinam vel fidem attingunt secernamus oportet.

122. I. Cùm nomen ordinationis latè pateat, omnesque tam hierarchicos quàm inferiores ordines complectatur, diversâ proinde ratione de materiâ et formâ ordinum hierarchicorum à materiâ et formâ inferiorum ordinum disserendum est. Etenim circa inferiores hos ordines unanimis theologorum sententia est illorum materiam apud Latinos esse instrumentorum traditionem, seu porrectionem, formam verò orationem seu verba, quæ in eâ instrumentorum porrectione proferuntur; apud Græcos verò, manuum impositionem cum oratione annexâ.

123. Sed magna lis viget circa materiam et formam essentialem ordinum hierarchicorum. Veteres enim scholastici ferè omnes non ambigunt eam in instrumentorum pariter porrectione, et comitantibus eam verbis constituendam esse; at postquàm sanior critica rimas omnes antiquitatis perscrutata est, communior jam evasit sententia quæ in solâ manuum impositione et oratione sitam esse materiam et formam horum ordinum tuetur.

124. Sanè pro hâc pugnant 1° Scripturarum testimonia quæ adduximus ad adstruendam Sacramenti Ordinis veritatem; 2° pugnant Ritualia omnia et Sacramentaria ante nongentos ad minimum annos conscripta, magnâ diligentiâ à Menardo (1), Martenio (2) et Morino (3) perquisita et prolata; 3° pugnant Constitutiones apostolicæ (4), concilium Carthaginiense IV (5), Nicænum I (6), Antiochenum, celebratum an. 341 (7), Ancyranum (8), aliaque permulta antiquioris Ecclesiæ monumenta in quibus de instrumentorum porrectione nec verbum occurrit: imò concilium Cathag., can. 5, in eo constituit discrimen subdiaconatum inter et hierarchicos ordines, quòd isti manuum impositione, ille instrumentorum traditione conferrentur (9); 4° pugnant antiqui Patres, qui de ordinatione loquentes non aliam materiam memorant quàm manuum impositionem, imò nec Isidorus, qui VII (10), nec Alcuinus, qui VIII (11), nec Amalarius (12), neque Rabanus Maurus (13), neque Walafridus Strabo (14), qui IX seculo de Ritibus conferendi sacros ordines ex instituto pertractârunt, instrumentorum porrectionis meminerunt; 5° denique pugnant pro eâdem sententiâ omnes orientales Ecclesiæ, Græci enim, Syri, Ægyptii, Maronitæ, etc., nunquàm aliam agnoverunt vel agnoscunt præter hanc unam manuum impositionem. Quòd si in solâ manuum impositione essentialis et adæquata materia ordinationis consti-

Cæterùm cf. card. Baronium, ad an. 58, à num. 1 ad 14, qui copiosissimè de hoc egit argumento, ac S. Hieronymum egregiè ab omni vindicavit calumniâ.

(1) Comment. in cap. 4 Ep. ad Ephes., item in cap. 3 Epist. 1 ad Timoth., ad calcem Opp. S. Ambrosii.

(2) Quæst. 101, in Append. ad tom. 3 opp. S. August. Auctor harum quæstionum à Blondello idem censetur ac auctor citt. commentariorum in Epist. S. Pauli, nempe Hilarius Sardus.

(3) In Chronico, seu lib. de Origine Eccles. Alexandr., Arabicè conscripto.

(4) *De la Perpétuité de la foi*, tom. 5, liv 5, ch. 10, ubi loquens de Eutychii historiâ, scribit: « C'est un paradoxe que Selden entreprit de soutenir pendant les troubles d'Angleterre en faveur du parti presbytérien, dont il était un des principaux acteurs. Il n'avait aucunes preuves que celle qu'il prétendit tirer d'un passage d'Eutychius, patriarche d'Alexandrie, qui n'était pas alors imprimé, et qu'il n'entendait pas, rapportant à l'ordination ce qui avait rapport à l'élection du patriarche. C'est ce qu'Abraham Echellensis a prouvé très-clairement dans le livre qui a pour titre *Eutychius vindicatus*, auquel les Protestants n'ont pas fait de réponse solide. » Cf. etiam eumdem auctorem in Histor. patriarch. Alexandr.; Sollerium, Acta sanct., tom. 5, mense junii, ubi de patriarchis Alexandrinis; Morinum de sacris Ordination., p. 3, exercit. 7, cap. 7; et Mamachium, Origin. et Antiquit. christian., tom. 4, p. 508 et seqq.; Petavius, de eccl. Hier. lib. 1, cap. 13, § 19, monet ab hoc auctore lectorem satis credulum requiri.

(1) In notis et observat. in librum Sacramentorum S. Gregorii papæ, edit. Maur., tom. 3, notâ 757.

(2) Op. et loc. cit., cap. 8, art. 9 et art. 11.

(3) Op. cit. totâ parte 2.

(4) Lib. 8, cap. 16, ubi inter cætera hæc leguntur: *Constituo vobis episcopis. Cùm presbyterum ordinas, episcope, manum super caput ejus ipse impone.* Eadem ferè occurrunt cap. 17, ubi agitur de ordinatione diaconorum.

(5) Can. 3.

(6) Can. 19.

(7) Can. 10.

(8) Can. 9 ex versione Dionysii Exigui, aut 10 ex versione Isidori.

(9) En canonis verba: *Subdiaconus cùm ordinatur, quia manûs impositionem non accipit, patenam de episcopi manu accipiat vacuam, et calicem vacuum.* Ex quibus verbis excluditur Arcudii aliorumque opinio, qui censent manuum impositionem in instrumentorum porrectione contineri, ut omittam exinde sequi etiam ordines minores conferri pariter manuum impositione, quia et in illorum collatione dùm episcopus porrigit instrumenta manus imponit; id ipsum dic de collatione Baptismi, extremæ Unctionis, etc.

(10) De Officiis, lib. 2, cap. 5.

(11) Lib. de divinis Officiis, cap. 34 et seqq.

(12) De ecclesiast. Officiis, lib. 2, cap. 12 et seqq. Extat in Biblioth. Patr. De la Bigne, Colon. Agripp., 1618, tom. 9.

(13) De Institut. clericorum, lib. 1, à cap. 5 ad 9.

(14) De Rebus ecclesiast., cap. 24 et seqq. Horum scriptorum collectionem exhibet Melchior Hittorpius, in op. de catholicæ Ecclesiæ divinis Officiis ac Ministeriis, varii vetustorum ferè omnium Ecclesiæ Patrum et scriptorum libri. Coloniæ, 1568, 1 vol. in fol. Iterùm Romæ, 1591.

tuenda est, jam prono alveo fluit formam pariter essentialem et adæquatam constituendam esse in oratione quæ eam comitatur; adeòque, quod pariter exinde sequitur, respectu sacerdotii secundam præcisè manuum impositionem esse materiam essentialem : prima enim nullâ verborum formâ determinatur, tertia verò præterquàm quòd iis adhibetur, qui jam cum episcopo Eucharistiam consecrârunt, apud Græcos et Orientales in usu planè non est, prout nec penes Latinos ante sec. XIII, ut ex vetustis monumentis evincunt Martenius (1) et Morinus (2). Ex his propterea etiam sequitur antiquiùs in ordinatione non adhibitam fuisse illam formulam : *Accipe Spiritum sanctum*, quâ passim scholastici, quos plures etiam recentiores theologi secuti sunt, tradunt conferri potestatem in corpus Christi mysticum, seu potestatem remittendi peccata.

125. Qui tuentur manuum impositionem esse essentialem et adæquatam materiam ordinationis hierarchicæ, docent instrumentorum porrectionem processu temporis ab Ecclesiâ Latinâ fuisse adscitam ad majorem declarationem potestatis quæ per manuum impositionem confertur (3).

126. Præcipuum fundamentum illorum theologorum qui adhuc astruunt materiam essentialem ordinationis vel esse solam traditionem instrumentorum, vel saltem partialem, est decretum Eugenii IV, pro instructione Armenorum, ubi ait : « Sextum Sacramentum est Ordinis, cujus materia est illud, per cujus traditionem confertur Ordo : sicut presbyteratus traditur per calicis cum vino et patenæ cum pane porrectionem (1). » Ast nisi velimus in absurda incidere admitti debet responsio Bellarmini aliorumque, qui dicunt scopum summi Pontificis fuisse inducendi Armenos ad uniformitatem cum Ecclesiâ Romanâ in collatione ordinum, ideòque hanc solam recensuisse quàm Armeni non adhibebant (2).

127. Et hæc quidem disseruimus, spectantes quæstionem hanc in abstracto, ut dicitur, seu speculativè; cæterùm, cùm in praxi tutior pars in administratione Sacramentorum teneri debeat, ac optimæ notæ theologi diversas sententias tueantur, hinc absque piaculo alterutra non posset omitti, scilicet aut manuum impositio, aut instrumentorum porrectio, ex quibus juxta plures theologos in Ecclesiâ Latinâ materia totalis et adæquata sacræ ordinationis coalescit. Quòd si traditio instrumentorum omissa esset, deberet omninò suppleri; imò, tota esset sub conditione ordinatio iteranda, prout à sacrâ congregatione sancitum est apud Benedictum XIV, in op. de Synodo (3).

128. II. De subjecto ordinationis pauca à nobis dicenda sunt. Ratum quippe et exploratum est apud omnes ad valorem ordinationis 1° requiri masculinum sexum. Ecclesia enim semper execrata est Marcosianos, Montanistas et Collyridianos sacram ordinationem mulieribus conferentes. Nunquàm aut in lege naturæ, aut in lege Mosaicâ femina ulla sacris altaribus admota est; nec Christus, neque apostoli vel ipsam Deiparam Virginem sacerdotio exornârunt. Imò, apostolus Paulus, 1 Cor. 14, 34, præcipit ut mulieres in ecclesiis taceant, nec iis docere permittit, nec dominari in virum, sed in silentio esse.

129. Nec refert passim in monumentis ecclesiasticis recenseri diaconissas, presbyteras, aut episcopas; nec magni præterea faciendum est quod aliqui addunt non repugnare mulieribus politicum regimen, vel abbatissas præesse mulieribus, vel denique ethnicos indiscriminatim mulieres æquè ac viros ad aras admisisse : etenim diaconissarum inauguratio, ut vidimus, nullam relationem ad sacerdotium habebat; presbyteræ verò aut episcopæ non erant nisi uxores presby-

(1) Loc. cit., art. 9, § 12, ubi hæc scribit : « Præter hanc manuum impositionem, aliam describit editum Pontificale Romanum ab episcopo post communionem faciendam, hæc proferente verba : *Accipite Spiritum sanctum : quorum*, etc.; quæ quidem ita essentialis ordinationi presbyterorum videtur nonnullis scholasticis, eâ ut omissâ, perfecti dici nequeant presbyteri; nam, etsi jam acceperint potestatem offerendi sacrificii, necdùm tamen acceperunt dimittendi peccata. Verùm toto aberrare cœlo inficias nullus ierit, qui antiquos ordinationum sacrarum ritus vel levi perlustrârit oculo; utpote qui *nullam prorsùs illius mentionem* fecerint. » Quod deinde fusè prosequitur. Eadem fermè habet Hugo Menardus, loc. cit., n. 757, circa finem. Non inde tamen sequitur frustra ab episcopo proferri verba illa : *Accipe Spiritum S.*, siquidem declarant magis ac magis potestatem à sacerdote in essentiali manuum impositione acceptam, ut adnotat Morinus loco mox citando.

(2) Op. cit., exercit. 7, cap. 5.

(3) Sanè veteres, qui primi locuti sunt de instrumentorum porrectione, hanc explicationem suppeditant; ita, e. g., Hugo Victorinus, lib. 2 de Sacrament., p. 3, cap. 12, scribit : « Accipiunt calicem cum vino et patenam cum hostiis de manu episcopi, *quatenùs his instrumentis potestatem* se accepisse agnoscant placabiles Deo hostias offerendi; » et Petrus Lombardus, lib. 4, dist. 24 : « Accipiunt etiam, inquit, calicem cum hostiis, ut per hoc sciant se accepisse potestatem placabiles Deo hostias offerendi. » Eadem habet Durandus, lib. 2 Rationalis, cap. 10 et seqq. Ex quibus infert Martenius, l. c., § 17, verba quæ proferuntur ab episcopo in traditione calicis et patenæ : *Accipe potestatem offerendi sacrificium Deo, missasque celebrare*, etc., non pertinere ad essentiam, sed ad majorem collatæ potestatis declarationem, præsertim cùm incognita illa formula videatur omni Ecclesiæ annis minimùm 900.

(1) Apud Harduin., Acta conc., tom. 9, col. 440.

(2) Jam aliàs monuimus quæ retulit Eugenius IV in Instruct. Armenorum desumpta esse ad verbum ex opusculo 5 S. Thomæ de Sacramentis.

Cæterùm, cùm pleraque allata documenta non ex solâ Ecclesiâ orientali et ex orientalibus scriptoribus, verùm etiam ex Ecclesiâ et scriptoribus Latinis desumpta sint, exinde refellitur Harduini sententia, qui censuit aliam materiam pro sacris ordinationibus S. Paulum Orientalibus, aliam S. Petrum Occidentalibus tradidisse; tum etiam illorum placitum excluditur qui vellent materiam adæquatam pro Græcis esse solam manuum impositionem, pro Latinis præterea esse instrumentorum traditionem. Qui enim ita censent, parùm se versatos ostendunt in antiquitatis monumentis. Licèt verò in Ordine Romano, et Rom. Pontificali instrumentorum porrectio præscribatur in collatione ordinum hierarchicorum, attamen cùm vetustiora documenta non habeant, imò, ut vidimus, excludant, ambigendum non est progressu temporis illam fuisse adjectam.

(3) Lib. 8, cap. 10, § 13.

terorum vel episcoporum, quas isti ante ordinationem duxerant. Ad id verò quod adjicitur de regimine politico, reponimus aliam esse rationem regiminis politici, aliam ecclesiastici longè sublimioris, à Christo instituti. Quod verò spectat ad abbatissas, dicimus illarum potestatem non esse veræ jurisdictionis, quæ videlicet ex auctoritate clavium descendat Ecclesiæ concessâ, sed earum munus ad vigilantiam referri, ad curam quamdam domesticam, maternam et œconomicam. Quòd si ethnici ad aras admittebant etiam mulieres, ex insanis ethnicorum ritibus perperàm colligitur etiam admitti eas posse in religione christianâ, cùm id unicè à Christi voluntate pendeat. Et hæc dicta sufficiant adversùs mulierosos sive veteres sive recentiores hæreticos.

130. Exploratum pariter est 2° apud omnes solum baptizatum idoneum esse ordinationis subjectum, quin pluribus id confirmare nitamur. Baptisma enim est omnium Sacramentorum fundamentum, et totius spiritualis vitæ janua. Nullum denique dubium est ad valorem ordinationis in adultis requiri consensum, ita ut nulla sæpiùs ac irrita à Romanis pontificibus declarata sit ordinatio obluctanti ac invito collata. Si quæ porro monumenta ecclesiastica contrarium suadere videntur, explicari debent de reluctantiâ quâdam animi, non autem de omnimodâ et absolutâ (1).

131. Et hæc quidem requiruntur ut valida sit ordinatio; ut verò sit præterea legitima plures aliæ conditiones requiruntur de quibus consuli possunt canonistæ ac theologi qui morales tradunt institutiones.

132. III. Reliquum est ut nonnulla attingamus de ministro ordinationis. Hic potest esse vel ordinarius, vel extraordinarius, sive ex delegatione; rursùm vel legitimus est, vel illegitimus.

133. Totius sacræ ordinationis, quæ nempe omnes omninò ordines complectatur sive majores sive minores, ministrum ordinarium ac proprium esse solum episcopum, ut ex dicendis constabit, de fide est. Tota igitur quæstio versatur circa ministrum extraordinarium, nùm scilicet possit presbyter ex concessione, seu delegatione Romani pontificis ordines conferre.

134. Nunc inter omnes catholicos theologos convenit posse presbyterum à Romano Pontifice delegari ad ordines minores ac subdiaconatum conferendos (2); quod verò spectat ad ordines hierarchicos una jam pariter sententia est theologorum, hos conferri non posse nisi à solo episcopo. Si qui fuerunt ex veteribus scholasticis et canonistis qui docuerint posse Romanum pontificem delegare presbyterum ad inaugurandos diaconos et presbyteros (1) jamdiù istorum paucorum sententia obsoleta est, nec ullum patronum jam sibi vindicat, quin opus sit pluribus eam refellere. Ad diaconatum enim quod attinet, de quo potissimè controversia viguit, qui tenuerunt eum posse ex delegatione Romani Pontificis à presbytero conferri, innituntur tanquàm fundamento præcipuo in privilegio abbatibus Cisterciensibus ab Innocentio VIII concesso, ut possent monachis sibi subjectis præter minores ordines et subdiaconatum, etiam diaconatum conferre (2). Verùm plerique negant ejusmodi privilegium unquàm fuisse concessum, plures verò non immeritò suspicantur diploma pontificium depravatum fuisse; cùm nutet propterea singulare, ac fortassè unicum fundamentum hujus sententiæ, nutat sententia ipsa eidem innixa.

135. Et hæc quidem de ordinationis ministro ordinario et extraordinario. Si sermo sit de ministro legitimo et illegitimo, haud exigua existit disceptatio inter doctos et eruditos viros. Legitimus porrò minis-

(1) Hæc enim antiquitùs invaluerat consuetudo, ut passim insignes monachi aut in populo cælibes ad clericatum raperentur, et inviti ac reclamantes ab episcopis consecrarentur, dùm diaconi eos firmiter tenerent, interdùm etiam os comprimerent ne reclamarent. Sic enim olim factum fuit S. Epiphanio, germano fratri S. Hieronymi, Pauliniano, S. Paulino, S. Augustino, aliisque multis. Cf. Lupum, diss. cit. de Latinorum Continentiâ, c. 1, necnon Morinum, op. cit., p. 3, exercit. 11, cap. 2, qui longè plura alia exempla profert.

(2) Cf. Benedictum XIV, de Synodo, lib. 2, cap. 11, § 10. Cf. etiam Marten., op. et loc. cit., cap. 8, art. 5, § 1.

(1) Ita censuerunt auctores Glossæ, in can. *Manûs quoque impositionis*, de Consecr., dist. 5; Innocentius IV, in caput *Quintò*, de Consuetudine, qui eamdem sententiam tribuit etiam Sylvestro antiquo canonistæ, « Sylvester, inquiens, dixit quòd ex delegatione Domini Papæ, et adminiculo Sacramenti habiti, quilibet clericus potest, quidquid habet ipse conferre. » Item Angelus de Clavasio, in Summâ, necnon Hugo et Hugolinus antiqui canonistæ, aliique pauci apud Morinum, exercit. 4, cap. 3. Hinc Natalis Alex., diss. 44 in Append., de Chorepiscopis, scribit: « Non improbabile visum est doctis quibusdam viris, simplices sacerdotes, Summi Pontificis delegatione posse alios ordinare. » Recensitis deinde hujus sententiæ patronis quos nominavimus, ac præterea Bernardo in 1 decretalium, Guillelmo Altisiodorensi, Petro Aureolo, Nicolao de Orbellis, et ex recensioribus Vasquezio, Præposito, Maratio, qui eam probabilem autumant, meritò concludit: « Hæc tamen sententia, quæ traditioni repugnat, sequenda non est. »

(3) Hæc sunt verba privilegii, ut præfertur, dati ab Innocentio VIII, an. 1489, 5 idus april., abbati Cisterciensi et quatuor primis sui ordinis coabbatibus: « Ac ne monachi dicti ordinis pro suscipiendis subdiaconatûs et diaconatûs ordinibus extra claustrum discurrere cogantur, tibi et successoribus tuis, ut quibuscumque dicti ordinis monachis, aliis verò quatuor abbatibus præfatis ac eorum successoribus, ut suorum monasteriorum prædictorum religiosis quos ad id idoneos repereritis, subdiaconatûs et diaconatûs ordines hujusmodi alias ritè conferre . . . auctoritate apostolicâ et ex certâ scientiâ, tenore præsentium, de speciali dono gratiæ indulgemus. » Ita apud Martenium, l. c., art. 5, § 1, qui illud diploma pro genuino habet. Verùm hic auctor ulteriùs nimis progreditur; pro certo enim sumit à chorepiscopis omnibus indiscriminatim olim administratos fuisse sacros presbyteratûs et diaconatûs ordines. Quod attinet ad auctores qui censent posse sacerdotem ex delegatione Romani Pontificis diaconatum conferre, cf. apud Morinum, l. c. Henriquez, in Summâ, in additionibus ad lib. 10, de Ordine, affirmat simile privilegium indultum esse præsulibus Franciscanis in India degentibus. Ast cf. Hallierium, op. cit., ubi de Ministro ordinationis, art. 2, sect. 3; Witasse, de Ordine, p. 1, q. 5, art. 2, sect. 3.

ster ordinationis vocatur ille, qui non modò catholicus est, canonicè electus, et proprius episcopus, sed cujus præterea ordinatio omnibus Ecclesiæ legibus planè consentit; contra verò illegitimus cui horum vel aliquid deest, vel qui in conferendis ordinibus easdem Ecclesiæ leges infringit.

136. Ordinationes ab illegitimo ministro peractas illicitas esse nemo unquàm theologorum dubitavit: utrùm verò præterea irritæ, inanes ac nullæ habendæ sint implicatissima olim quæstio fuit, adeò ut Magister sententiarum scribat: « Hanc quæstionem perplexam ac penè insolubilem faciunt doctorum verba, quæ plurimùm dissentire videntur (1); » deinde profert quatuor sententias quin ulli adhæreat. Monumenta ecclesiastica prope innumera pro utrâque sententiâ sive affirmante irritas esse ejusmodi ordinationes, sive negante, stare videntur (2) cùm res nondùm eliquata esset. Nunc jam à pluribus seculis sola viget S. Thomæ doctrina, cui suffragium accessit universæ Ecclesiæ, ordinationes ab hæreticis, schismaticis ac simoniacis factas validas omninò esse habendas. Irrito prorsùs conatu, Hyacinthus Sbaralea, post Morinum, contrarium suadere tentavit in disput. de sacris pravorum Ordinationibus (3).

137. Quòd si invalidæ censentur ordinationes Anglicanæ, non ideò est, quia ab episcopis hæreticis et schismaticis conferuntur, sed tum ob defectum successionis episcoporum (4), tum ob vitiatam essentialiter formam (1), prout adversùs Courayerium ostenderunt Harduinus (2), Le Quiennius (3) aliique passim.

Iis itaque per partes declaratis, jam accedimus ad propugnandum dogma catholicum de sacræ ordinationis ministro adversùs Protestantes.

PROPOSITIO. — *Episcopi habent potestatem ordinandi quæ non est illis cum presbyteris communis.*

138. De fide est. Eam enim definierunt Tridentini Patres, sess. 23, can. 7, his verbis : *Si quis dixerit, episcopos... non habere potestatem... ordinandi; vel eam, quam habent, illis esse cum presbyteris communem, anath. sit.* Duas partes habet propositio, quarum altera est episcopos habere potestatem ordinandi, altera verò est illam quam habent potestatem non esse illis cum presbyteris communem. Utramque porrò simul astruimus, cùm probationes utrique communes sint.

139. Scriptura, traditio, perpetua Ecclesiæ praxis et omnium antiquarum communionum seu sectarum consensus pro assertionis nostræ veritate ineluctabile prorsùs suppeditant argumentum. Christus enim inprimis sacerdos summus apostolos suos sacerdotes instituit; deinde septem diaconi à multitudine electi à solis apostolis ordinantur, Act., 6. Saulus et Barnabas, ibid., 14, presbyteros per Ecclesias constituunt; idem præterea Paulus 1 ad Timoth. 4, et 2 ad eumdem 1, testatur impositione manuum suarum Timotheum or-

primo ejusmodi Acta post medium seculum, nempe an. 1615. Hinc tanquàm supposititia aut saltem suspecta catholici scriptores ea non immeritò traduxerunt. Hæc disceptatio finem suum attigisse videbatur, donec his annis dennò mota est, ex occasione quâ doctor Lingard pugnavit pro veritate Actorum Lambethanorum, adversùs quem insurrexit Thomas Hodgson. Protestatus tamen est Lingard non propterea propugnare voluisse valorem Anglicanarum ordinationum. Cf. The cathol. Magazin, vol. 6, febr. 1835, n. 40, pag. 70.

(1) Lib. 4, d. 25.

(2) Hæc expendunt inter cæteros Morinus, exercit. 5, cap. 1 et seqq.; Christian. Lupus, in diss. de simoniæ Crimine, cap. 16 et 17, Opp. edit. Ven., 1735, tom. 4; Hyacinthus Sbaralea, ord. min. Conventual., in op. mox citando.

(3) Vol. 1, in-4°, Florentiæ, 1750, qui sub finem cap. 12, nempe postremi suæ disputationis, communem theologorum sententiam, quæ stat pro valore ordinationis ab hæreticis, simoniacis, intrusis, etc., factæ, vocat inveteratum errorem; his enim verbis disputationem suam absolvit: « Atque hæc quidem satis pro hâc de sacris quorumdam *ordinationibus* disputatione : utinam autem et ad *inveteratum errorem* exstirpandum satis. » Quod nescio an modestè dictum sit. Cæterùm, non est permiscenda, ut nonnulli incautè faciunt, sententia Morini atque Sbaraleæ, cæterorumque qui eis astipulantur cum errore Donatistarum, Waldensium, Albigensium, Wiclefitarum et Hussitarum, qui valorem Baptismi et Ordinis à probitate vel improbitate ministri repetebant : longè enim alio ex fonte hæc catholicorum hominum disceptatio promanat.

(4) Tradunt enim scriptores coævi Matthæum Parkerum, à quo reliqui episcopi Anglicani hæretici originem trahunt, fuisse Londini in diversorio à J. Scoræo episcopo Roffensi inauguratum, unà cum tribus aliis absque legitimâ materiâ ac formâ. Siquidem Scoræus, super eorum capita impositis sacris bibliis, hæc verba tantùm adjecit : « Accipite potestatem prædicandi verbum Dei in suâ puritate. » Per annos plurimos factum istud ab oculatis testibus traditum pro certo habitum est, quin ullus reclamaverit. Postea tamen Protestantes eidem opposuerunt Acta Lambethana, eruta, ut affirmabant, ex archivio palatii archiepiscopalis Lambethensis, quæ exhibent Parkeri aliorumque ordinationem solemniter factam esse in sacello ejusdem palatii à Guil. Barlowio electo episcopo Cicestriensi, 17 dec. 1559. Prodierunt autem

(1) Anglicani, sub Eduardo VI, an. 1549, abolito Rituali Romano, novum condiderunt; in hoc porrò Rituali hæc forma præscribitur ad consecrandum episcopum. Consecrans minister in primis Deum orat, « ut servum suum ad ministerium episcopatûs vocatum doctrinæ suæ veritate instruat, vitæ innocentiâ adornet, eamque largiatur gratiam, ut semper ad Evangelium promulgandum paratus sit. » Deinde manus ordinando imponens, pergit : « Accipe Spiritum sanctum, et excitare memineris gratiam quæ in te est per manuum impositionem, etc. » Demùm, sacra Biblia porrigens, concludit : « Attende lectioni, ex hortationi : seriò meditare omnia quæ in hoc libro continentur, » etc. Ex quibus patet nullam in ejusmodi formulâ consecrandi, offerendi et ordinandi mentionem occurrere, secùs ac universa traditio semper et tenuit ac docuit, præterquàm quòd per illam *doctrinæ veritatem, et Evangelii promulgationem* significent Anglicani doctrinam calvinisticam ac reformatam.

(2) *La Défense des ordinations anglicanes réfutée;* vol. 2, Paris, 1727.

(3) *Nullité des ordinations anglicanes;* 2 vol., Paris, 1725. Tum in alio opere : *La même Nullité de nouveau démontrée contre le P. Courayer;* 1 vol., Paris, 1730 Cf. præterea Théodoric de S.-René, *Justification de l'Église romaine sur la réordination des Anglais épiscopaux;* 2 vol., Paris, 1728. Hi quidem adversùs Courayerium, hos plures antiquiores præcesserunt, uti Hardinyus, Holywood, Fitz-Simon, etc., etc.

dinatum fuisse. Denique verò et Timotheo 1 ep. 3, et Tito 1, 5, idem Apostolus mandat quibus debeant imponere manus et ordines conferre.

140. Non minùs certa sunt, quæ ex traditione habentur. Constitutiones apostolicæ nuncupatæ præcipiunt ut episcopus à duobus vel tribus episcopis ordinetur, presbyter verò ab uno tantùm episcopo, ut diaconus et reliqui clerici (1). Hinc S. Athanasius accusatorem suum, Ischiram, ideò sacerdotem non fuisse probabat, quia non ab episcopo, sed à simplici sacerdote Collutho ordinatus fuerat (2). Cùm propterea Novatus Romanum episcopatum ambiret, maximè sollicitus erat, Eusebio teste (3), ut episcopos aliquos circumveniret, à quibus episcopalem ordinationem acciperet. Adeò vel ipsis hæreticis tunc temporis, nempe sec. III, persuasum erat nonnisi ab episcopo episcopum institui posse. Quare S. Epiphanius, Hæres. 75, sic adversùs Aerium scribebat: « Ordo siquidem episcoporum ad gignendos patres præcipuè pertinet; hujus enim est patrum in Ecclesiâ propagatio; alter (presbyterorum) *cùm patres non possit*, filios Ecclesiæ lotionis regeneratione producit (4). » Celebre est paulò ante relatum Hieronymi dictum: « Quid facit *exceptâ ordinatione* episcopus, quod presbyter non faciat? » « Solâ namque ordinationè, subdit S. J. Chrysostomus, superiores (episcopi) sunt, atque hinc tantùm videntur presbyteris præstare (5). »

141. Ecclesiæ perpetua praxis meliùs colligi non potest, quàm ex antiquissimis ritualibus libris Græcorum et Latinorum, in quibus constanter solus episcopus exhibetur sacræ ordinationis minister (6). Eadem rursùm ex perpetuâ ipsius agendi ratione evincitur, ex quâ patet vel dirissimæ persecutionis tempore nunquàm à presbytero aut episcopos, aut presbyteros et diaconos initiatos fuisse.

142. Omnes demum Orientis Ecclesias, licèt è quâvis communione, unanimes in hunc articulum consentire, luce clariùs evincunt indubia monumenta à Renaudotio collecta (7). Hic præterea, cùm narrâsset Ethiopas diù carentes metropolitano, presbyterum ad episcopalia munia obeunda coegisse, sapienter addit ausum hunc utî sacrilegum, et omni vi destitutum ab Alexandrinis patriarchis habitum fuisse. At exinde factum est, ut alius apud eos irreperet abusus, evehendi scilicet ad sacerdotium quò plures possent, nullâ adhibitâ diligentiâ, ne diù sede metropolitanâ præsule viduatâ sacerdotibus destituerentur (8).

Difficultates.

143. Obj. 1° : Apostolus, 1 ad Timoth. 4, 14, *Noli*, inquit, *negligere gratiam... quæ data est tibi... cum impositione manuum presbyterii.* Non igitur soli episcopi, sed et presbyteri potestate pollent manus imponendi. 2° Quapropter in conc. Carth. IV statutum fuit ut *cùm presbyter ordinatur, episcopo eum benedicente, et manum super eum tenente, etiam omnes presbyteri, qui præsentes sunt, manus suas juxta manum episcopi super caput illius teneant* (1), quod et adhuc servatur. 3° Nec desunt exempla in historiâ ecclesiasticâ quòd presbyteri alios presbyteros ordinaverint. Concilium enim Ancyranum an. 314 celebratum constituit can. 13 : *Vicariis episcoporum, quos Græci chorepiscopos vocant, non licere vel presbyteros, vel diaconos ordinare... sine præcepto episcopi* (2). Quod confirmat concilium Antiochenum celebratum an. 341, can. 10 (3). Id ipsum constat ex concilio Meldensi an. 845, can. 64 (4), docetque S. Isidorus, lib. 2 de Officiis ecclesiasticis, c. 6, et apertissimè summus pontifex Zacharias ad Pipinum scribens : « Chorepiscopi ordinent etiam lectores et subdiaconos atque exorcistas, quibus promotiones istæ sufficiant. Nec presbyterum verò nec diaconum audeant ordinare præter civitatis episcopum cui ipse cum possessione subjectus est (5). » Jam verò chorepiscopi ex communiori sententiâ presbyteri tantùm erant. Ergo.

144. R. Ad 1. D. Id est, episcopi, C.; presbyterii, subd.: in ordinatione passivâ, C.; activâ, N. Jam superiùs ostendimus nomina episcopi et presbyteri promiscuè ab initio usurpata fuisse, hìc verò sumi ad significandum episcopum declarat idem Apostolus, dùm in 2 ad eumdem Timotheum testatur se eum ordinâsse. Adnotavimus præterea ex Calvini ipsius interpretatione posse objecta verba de ordinatione passivâ, seu de subjecto ordinationis intelligi.

145. Ad 2. D. Impositione manuum cæremoniali, C.; sacramentali, N. Nec enim in tali manuum impositione presbyteri formam aliquam pronuntiant, sed solus episcopus.

146. Ad 3. N. Ad allatas verò probatt. reponimus agi in citatis documentis de illis chorepiscopis qui charactere episcopali prædìti erant, cujusmodi ex antiquitate plures fuisse novimus (6), quamvis per se chorepiscopatus hunc gradum non exposceret. Nisi enim de solis in episcopali gradu constitutis adducta documenta deberent intelligi, profectò neque S. Epiphanius, neque S. Joannes Chrysostomus aut S. Hieronymus, aliique passim, tantâ fiduciâ affirmâssent ordinationis munus ita episcopis competere, ut hoc solo distinguerentur à presbyteris; neque Aerius siluisset, si de contrariâ praxi tunc constitisset, prout in adversariorum hypothesi debuisset certè constare,

(1) Constit apost., lib. 8, c. 16 et seqq.
(2) Cf. S. Athanasii Apologiam contra Arian., n. 12, opp. edit. Maur., tom. 1, p. 1, pag. 134; necnon Fragment. 2, ex opere hist. S. Hilarii, n. 5, et n. 16 ad calcem Opp. S. Hilarii Pictav., edit. Maur., tom. 2.
(3) Hist. eccles., lib. 6, c. 43.
(4) Cap. 5.
(5) Hom. 11 in 1 Ep. ad Timoth., n. 1.
(6) Cf. Marten., de antiquis Eccl. Ritib., lib. 1, p. 2, art. 11.
(7) *Perpét. de la Foi*, tom. 5, liv. 5, ch. 8.
(8) Ibid., ch. 18.

(1) Can. 3, apud Harduin. Acta conc. tom. 1, col. 979.
(2) Ex vers. Isidori apud. Hard. Acta, etc., ibid., col. 276.
(3) Ibid., col. 598.
(4) Ibid., tom. 4, col. 1491.
(5) Epist. 7, cap. 1; apud Harduin., tom. 3, col. 1901.
(6) Cf. Nat. Alex., dissert. cit.

cùm eâ potissimùm ætate chorepiscopi florerent tunc tum in orientalibus tum in occidentalibus provinciis.

147. Ne tamen solis conjecturis inniti videamur, placet id ex ipsis quæ objiciuntur conciliis confirmare. Concilium enim Ancyranum statuit : *Si qui episcopi ordinati sunt, nec recepti ab illâ parochiâ, in quâ fuerant denominati, voluerintque alias occupare parochias, et vim præsulibus earum inferre..., eos abjici placuit. Quòd si voluerint in presbyterii ordine, ubi priùs fuerant, ut presbyteri residere, non abjiciantur propriâ dignitate* (1). Et concilium Antiochenum : *Qui in vicis vel possessionibus chorepiscopi nominantur, quamvis manûs impositionem episcoporum perceperint, et ut episcopi consecrati sint, tamen S. synodo placuit, ut modum proprium recognoscant... Nec presbyterum verò nec diaconum audeant ordinare præter civitatis episcopum* (2).

148. Inst. : 1° S. Leo M. ratas habuit ordinationes à *pseudo-episcopis* factas (3). 2° Theodoreto et Socrate testibus (4), à conc. Nicæno facta est potestas presbyteris catholicis *manus imponendi* (gr. προχειρίζεσθαι), *et proponendi nomina eorum qui in clerum eligi meruerint.* 3° Novatus presbyter, prout refert S. Cyprianus, sibi « Felicissimum diaconum constituit (5); » Cassianus verò narrat Danielem à B. Paphnutio priùs ad diaconatum, ac postea ad presbyteratum evectum fuisse (6). Ergo.

(1) Can. 17, ex vers. Dionysii Exigui apud Hard., tom. 1, col. 278.

(2) Ibid., col. 597. Multò minùs favent adversariis aut conc. Meldense, aut Isidorus, aut Zacharias, qui, ll. citt., non modò non tribuunt chorepiscopis facultatem ordinandi diaconos et presbyteros, sed planè contrarium astruunt. Verba quæ adducuntur ex Zachariâ sunt concilii Antiocheni, cujus auctoritatem urget S. Pontifex, ut statuat non competere chorepiscopis ullam ordinandi facultatem.

(3) Epist. 167, ed. Ballerini, resp. ad inquisit. 1.

(4) Apud utrumque historicum, lib. 1, cap. 9.

(5) Epist. 49.

(6) Collat. 4, cap. 1.

149. R. Ad 1. D. Ratas habuit S. Leo ordinationes factas à pseudo-episcopis, id est episcopis illegitimis, C.; episcopali dignitate destitutis, N. Id enim constat ex orationis serie, in quâ loquitur de iis episcopis qui, contra ecclesiasticam regulam, « nec à clericis erant electi, nec à plebibus expetiti, nec à provincialibus episcopis cum metropolitani judicio consecrati. »

150. Ad 2. D. Facta est à conc. Nicæno presbyteris catholicis potestas *manus imponendi*, id est, *eligendi*, C.; consecrandi, N. Sic enim textum Theodoreti vertit, ac vertendum ostendit Valesius (1).

151. Ad 3. D. Referunt citati auctores Novatum et Danielem constituisse et promovisse ad diaconatum et presbyteratum mediatè, C.; immediatè seu per se, N. Contrarium enim eruitur ex contextu. Idem enim S. Cyprianus qui scripsit de Novato: « Quiisthìc adversùs Ecclesiam diaconum fecerat, » pergit dicens : « Illìc (Romæ) episcopum fecit; » id est, curavit ut Novatianus à tribus temulentis episcopis consecraretur, uti novimus ex historiâ (2). Sic etiam cùm Paphnutius perspectam haberet Danielis sanctitatem ipsum destinavit ad sacros ordines (3).

(1) In annotation. in cap. 9 lib. 1 H. E. Socratis, ubi apertè ostendit, pluribus adductis locis parallelis, προχειρίζεσθαι idem esse, quod proponere nomina ordinandorum. Hinc verba synodica conc. Nicæni sic vertit : *Illi verò qui, Dei juvante gratiâ, vestrisque precationibus, nullo unquàm in schismate deprehensi sunt, sed in catholicâ et apostolicâ Ecclesiâ absque labe ullâ perseverant*, POTESTATEM HABEANT ELIGENDI, ET PROPONENDI NOMINA EORUM QUI IN CLERUM ADLEGI MERUERINT.

(2) Cf. Eus., Hist. eccl., l. 6, c. 43.

(3) Cf. annotation. D. Alardi Gazæi, ord. Bened., in loc. cit., qui observat Cassianum minimè scripsisse quòd Paphnutius ordinaverit, sed quòd ad ordinem, seu officium hujusmodi provexerit, ordinandum ad episcopos destinando, seu eis commendando vel offerendo, ut solent abbates, et alii prælati episcopis inferiores religiosos sibi subjectos ad episcopum cum litteris commendatitiis mittere : quemadmodùm S. Benedictus statuit, cap. 6 Regulæ.

DE ORDINATIONIBUS ANGLICANIS.

Auctore KENRICK, Philadelphiæ in Americâ coadjutore.

Controversia præsertim circa consecrationem Matthæi Parkeri versatur, qui, initio regni Elizabeth, depositis et expulsis à suis sedibus episcopis catholicis, archiepiscopus Cantuariensis designatus est; ab illo enim cæteri qui deinceps sedes episcopales occupârunt consecrati dicuntur. Negârunt plurimi scriptores catholici Parkerum unquàm consecratum; irritos quippe dicebant evasisse omnes conatus ad episcopum aliquem inducendum ut sacrum perageret ritum. Actis Lambethianis quæ consecrationem à Guillelmo Barloo, electo episcopo Cicestriensi, 17 die decembris 1559, tribus aliis assistentibus episcopis, peractam referunt, nullam fidem deberi contendebant, utpote quæ nonnisi post annos quinquaginta in medium adducta sunt (1). Horum tamen authentiæ suffragatus est novissimè Lingard, historiæ Angliæ elegantissimus scriptor : cui in re quam ipse, uti verisimile est, maturo perpendit judicio, nolumus refragari, ad eos penes quos sunt documenta rei gestæ examen remittentes. Liceat tamen aliqua in medium proferre ex tractatu *de*

(1) Tract. de Eccl., c. 12, vol. 1.

Vocatione ministrorum, anno 1618 ab Antonio Champnæo, Anglo origine, doctore Sorbonico, edito, mutuata. Sic autem se habet registrum, prout, post Masonum consecrationis vindicem, refert Champnæus.

Anno 1559	Guillelmum Barloum;
Matthæi Parkeri	Johannem Scoreum;
Cant. consec.	Milonem Couerdallum;
17 dec.	Johannem Hodgekinsonum.
per——	

Hæc consecrationis relatio à cæteris omnibus quæ eodem registro continentur, tum quæ præcesserant, tum quæ ab ipsis Anglicanis peractæ referuntur, in eo discrepat, quòd episcoporum qui consecrationis munus obierunt tituli desiderentur, nominibus familiæ contra morem insertis. Exemplum dat ipse Masonus consecrationis post quatuor dies peractæ.

Anno 1559.	Matth. Archiepisc. Cant.;
Edem. Grindallus	Guillelmum Cicestrensem;
consecr.	Johannem Herefordiensem;
21 decem.	Joh. Bedfordiensem.
per——	

Jam animadvertendum illam diversitatem vel interpolationem prodere, vel eos qui consecrâsse Parkerum dicuntur, non fuisse episcopos, qui semper consueverunt suis titulis in actis solemnioribus uti. Equidem Masonus qui ordinationes suæ sectæ vindicandas susceperat, nullibi potuit reperire consecrationem Barloi in registro aliquo ecclesiarum relatam, quamvis eâ tempestate et prioribus seculis magna adhiberetur diligentia in rebus gestis hujusmodi referendis. Constat ex actis sub Cranmero quæ profert, eum electum esse episcopum Asaphensem, designatum etiam Menevensem, Henrico VIII regnante, sed eum reverâ episcopale suscepisse munus exprobrârunt illi passim coævi scriptores (1), quod ex ipsis Elizabethæ mandatis colligere licet : nec enim alia idonea datur ratio cur Elizabethæ litteræ patentes episcopo catholico Landavensi inprimis directæ sint : « Elizabetha Dei gratiâ, etc., RR. in Christo patribus Anthonio Landavensi, Guillelmo Barloo, quondam Bathoniensi episcopo, nunc Cicestrensi electo, Johanni Scoreo quondam Cicestrensi, nunc Herefordiensi electo, Miloni Coverdallo quondam Exoniensi episcopo, Johanni suffraganeo Bedfordiensi, » etc. Profectò ipsum quod frustra posuerunt studium haud leve est cæteros non fuisse consecratos (2).

Demus autem Barloum, à quo pendet tota ritûs vis, fuisse episcopum, et Parkerum consecrâsse, liquet in mandatis dedisse Elizabeth ut « juxta formam statutorum in hâc parte editorum et provisorum » consecratio fieret. Masonus altè prædicat Parkerum haud consecratum juxta Pontificalis Romani ritum, sed « per orationem, sancti Spiritûs invocationem, manuum impositionem, ac religiosa promissa, in habitu qui gravitatem et auctoritatem archiepiscopalem deceret (*togâ* scilicet, uti explicat Champnæus), concione habitâ ab erudito Theologo de munere et fidelitate à pastore gregi suo debitâ » (1). Rituale quippe puero Edwardo VI regnante editum, primo Elizabethæ anno lege restitutum est, quod ritus ferè omnes in consecratione episcopi præscriptos omisit, aliis quibusdam inductis ut prava principia de supremâ auctoritate regiâ in rebus etiam ecclesiasticis sancirentur. Mandatum regium quo designabatur episcopus legi consuevit ; juramentum de supremâ illâ auctoritate exigebatur : deinceps interrogabatur electus de suâ vocatione ad episcopatum, juxta Christi voluntatem et regni constitutionem ; de Scripturarum sufficientiâ in omnibus quæ ad salutem sunt necessaria, et de voluntatis proposito omnem peregrinam doctrinam extirpandi. Cùm assensum præstitisset, precabatur consecrator ut Deus vires illi daret ad hæc efficaciter præstanda ; et impositis manibus dicebat : « Accipe Spiritum sanctum, et memento resuscitare gratiam Dei, quæ est in te per impositionem manuum, quia Deus non nobis dedit spiritum timoris, sed potestatis et sobrietatis. »

Jam verò nihil illo ritu continetur quod episcopalis auctoritatis communicationem significet vel efficiat, sed pleraque denotant regni officialem ad errores propagandos qui lege sanciebantur, constitutum (2). Si quid valoris ei inesset, impositioni manuum cum verbis illis : « Accipe Spiritum sanctum, » tribuendum foret : at nihil determinat illam manuum impositionem ad episcopale munus communicandum, cùm adjecta verba gratiam jam datam significent. Plerisque quidem placuit theologis formam episcopatûs essentialem in illis verbis : « Accipe Spiritum sanctum, » reponere ; sed prolata in ritu consecrationis, prout in Ecclesiâ fit, sensum habent ex adjunctis definitum, cùm in Rituali Edouardiano vaga sint et incerta.

Equidem irritam et inanem esse formam illam Edouardinam, ex legibus latis ad dubium tollendum, declarante Elizabeth se omnem supplere defectum ex auctoritatis regiæ plenitudine, colligitur. Ipse mutavit, iis insertis verbis : « In munus et opus episcopi, quod tibi nunc committitur, impositione manuum mearum ; » adeò illis de valore prioris ritûs dubitandum videbatur. Consuetudo autem Ecclesiæ Romanæ, quæ conversos è sectâ Anglicanâ cum suis honoribus non suscipit, sed si presbyteri vel episcopi habiti fuerint, et in clerum catholicum adsciscì velint, eos ordinationis integro ritu sacrâ donat potestate, argumentum est haud leve explosas penitùs esse omnes rationes quibus nituntur ordinationes Anglicanæ. Constat quippe eam semper agnoscere ordinationes Græcorum, et cæterorum qui ab eâ disjuncti sunt schismate vel hæresi, qui tamen ritum essentialem ordinandi servant, et nefas ducere eas iterare ; quapropter nonnisi veritate manifestâ censenda est Anglicanas prorsùs respuisse, tanquàm nullius momenti.

His de ordinis episcopalis potestate apud Anglicanos, quædam de jurisdictione adjicienda duximus.

(1) Vide Milner's End of Controversy, letter 20.
(2) Vide Milnerum loco citato.

(1) Plura videsis apud Champnæum, c. 14.
(2) De Consecratione episcoporum Ecclesiæ Anglicanæ, p. 131.

Jurisdictio est potestas regiminis, quâ episcopi concreditos sibi greges regunt. Inter theologos disceptatur utrùm immediatè profluat à Christo, vel medio pontifice, omnibus fatentibus eam ex Christi lege pontificiæ auctoritati subjacere. Constat autem omnem potestatem sacram à Christo derivari, adeò ut nulla sit quæ à principibus civilibus vel à populo derivetur. Jam verò tota qualiscumque sit Anglicanorum episcoporum jurisdictio à rege seu reginâ derivata prædicatur in plurimis legibus et edictis, præsertim quæ in schismatis primordiis lata sunt, cujus rei indicia ordinationis ritus adhuc præbet. Ergo omni prorsùs jure spirituali carent, quippe qui haud à Spiritu sancto ad regendam Ecclesiam positi sunt, sed à potestate civili in sedes episcopales intrusi. Hoc vitio laborant, adeò ut Oxonienses, successionis apostolicæ jura prædicantes, haud suæ sectæ, sed Ecclesiæ catholicæ agant causam.

DE CÆLIBATU ECCLESIASTICO,

SEU DE CONTINENTIÆ LEGE SACRIS MINISTRIS IMPOSITA.

(AUCTORE R. P. PERRONE.)

Vix dici potest quo insano furore sacrum cælibatum insectati fuerint sec. XVI *sacrorum emendatores*, quos verè Deus ultionum Dominus tradidit in desideria cordis eorum et in passiones ignominiæ, de quibus propterea Erasmus scripsit : « Omnis tragœdia exit in catastrophen comicam... Unde tanta carnis rebellio in his qui se jactant agi spiritu Christi (1)? » Hâc ratione non paucos asseclas, seu cœnosos homines invenerunt, qui reformationi promovendæ operam navarent, quorum hic unicus scopus est et objectum attributionis, sacrilego nempe fœdere se conjungere. His veluti auxiliares copiæ accessêre pseudo-politici ac libertini, qui argumentis undique corrogatis vel ex physicâ ipsâ hominis constitutione, vel à societatis indigentiâ, vel ex therapeuticâ in aciem prodierunt, ut tot miserorum superstitionis mancipiorum, ut ipsi loquuntur, patrocinium susciperent. Nostrarum partium itaque erit importunum ejusmodi patrocinium repellere, ac vindicare præcipuum hoc catholici cleri decus, ostendendo adversùs Protestantes istius continentiæ legis antiquitatem et æquitatem, contra omnes autem nec juri divino et naturali neque reipublicæ emolumentis legem hanc adversari.

PROPOSITIO PRIMA. — *Continentiæ lex sacris ministris imposita certissimum habet in antiquissimâ Ecclesiæ traditione fundamentum.*

Talis enim ea lex censenda est, quæ fundatur in exemplo apostolorum, in consuetudine ab ipsis apostolicis temporibus universaliter ferè recepta, atque in antiquissimis conciliorum ac Pontificum sanctionibus. Ejusmodi porrò est lex continentiæ sacris ministris imposita.

Ac primò quidem in exemplo apostolorum fundari evincunt Tertulliani verba : « Petrum solum invenio maritum per socrum... Cæteros cùm maritos non invenio, aut spadones intelligam necesse est, aut continentes (2); » et clariora adhuc S. Hyeronimi, dùm adversùs Jovinianum ac Vigilantium novatorum nostrorum antesignanos scripsit : « Christus virgo, virgo Maria utriusque sexûs virginitatis dedicavêre principia; apostoli vel virgines vel post nuptias continentes (1). » Quamobrem vel ab ipsis primis Ecclesiæ seculis, etsi continentia nondùm clericis, saltem in Ecclesiâ universali, imposita fuisset certâ aliquâ ac declaratâ lege, consuetudine tamen, moribusque jam obtinebat, ut sacris ordinibus initiati ab uxoribus abstinerent quas ante ordinationem duxerant. Testes hujus consuetudinis in Ecclesiis orientalibus sunt Origenes (2), Hieronymus (3), Eusebius (4) et Epiphanius (5), qui præterea non uno in loco affirmavit illius consuetudinis originem ab apostolico ævo atque instituto esse repetendam (6).

Dixi : *Saltem in Ecclesiâ universali* certâ aliquâ lege nondùm clericis continentiam impositam fuisse, quia licèt in Ecclesiâ orientali consuetudo ab apostolis usque viguerit, ut citati auctores aliaque monumenta testantur, attamen non desunt exempla presbyterorum et episcoporum in antiquâ historiâ ecclesiasticâ, qui matrimonio in illis regionibus juncti fuerint ac liberos etiam ex conjugio susceperint (7). In Ecclesiâ tamen Latinâ res aliter se habuit; contendunt enim satis validis innixi fundamentis eruditi viri B. Petrum Apostolum omnes prorsùs episcopos, presbyteros et diaconos continentiæ legi subjecisse. Loquens enim Tertullianus de clero Africano : « Quanti, inquit, in ecclesiasticis ordinibus de continentiâ censentur, qui Deo nubere maluerunt, qui carnis suæ honorem (in primævum paradisi statum) restituerunt, quique se

(1) Epist. ad fratr. infer. German.
(2) Lib. de Monogam., cap. 8, edit. Rigalt.

(1) In Apologetico, pro libris contra Jovinian., seu epist. 48 ad Pammachium, n. 21, edit. Vallars.
(2) Homil. 23 in Num., n. 3, circa finem, et lib. 3 contra Celsum, n. 48, ubi etiam cf. adnotat. editor. Maurin.
(3) Lib. cont. Vigil., n. 2.
(4) Demonstrat. evangel., lib. 1, c. 9.
(5) Exposit. fidei, n. 21, edit. Petav.
(6) Hæres. 48, n. 9, et hæres. 49, n. 4, ibid.
(7) Cf. Christ. Lupum, dissert. primâ proœmial., de Latinorum episcop. et clericorum Continentiâ, c. 1 et seqq., edit. Ven., tom. 4, pag. 3 et seq.

jam illius ævi filios dicaverunt, occidentes in se concupiscentiam libidinis, et totum illud quod intra paradisum non potuit admitti (1)? » Vox porrò *dicaverunt* apertè hìc votum ac professionem significat. Hinc alibi clericos vocat « viros virgines ac voluntarios spadones (2). » Cùm verò ipsemet Tertullianus in majorem Carthaginiensis Ecclesiæ clerum cooptatus fuisset, se à conjuge separavit (3). Volens propterea Aurelius Africanæ diœceseos primas pristinam in episcopis, presbyteris et diaconis castitatem restituere, dixit in secundâ synodo Carthaginiensi : *Quod apostoli docuerunt, et ipsa servavit antiquitas, nos quoque custodiamus* (4). Cùm verò Africa perinde ac reliquæ occidentales provinciæ sive immediatè à Petro sive ab iis quos vel ipse, aut ejus successores Romani Pontifices ad Evangelium in eas regiones inferendum miserunt fidei primordia acceperint (5), planè consequitur à B. Petro apostolorum principe continentiæ legem clericis tum in Romanâ Ecclesiâ, tum in aliis ab ejus successoribus fundatis impositum fuisse.

Atque hinc factum est, ut S. Siricius, qui an. 385 floruit, ejus legis meminerit tanquàm ab Apostolo institutæ, ejusque observantiam urgeat, atque in transgressores tanquàm in violatæ legis reos animadvertat (6). Eamdem legem supponunt Innocentius I (7) et Leo M. (8). Eâdem ratione sese gesserunt concilia quæ aut IV ineunte seculo celebrata sunt, ut Eliberitanum (9), aut eodem exeunte, ut Taurinense (10), Carthaginiense II (11), Carthaginiense V (12), aut V sec. incipiente, ut Toletanum I (13), aliaque permulta (14), quæ nunquàm innuunt se novam legem condere, sed ab apostolicâ sanctione profectam urgere, aut instaurare profitentur. Exinde patet quare nullum in Latinâ Ecclesiâ sit invenire exemplum episcopi, presbyteri, aut etiam diaconi impunè continentiæ legem transgredientis (15), prout reperimus in Ecclesiis orientalibus.

(1) In lib. de Exhort. castit., c. 11.
(2) In lib. de veland. Virgin., cap. 10.
(3) Ut patet ex duobus ejus libris ad uxorem.
(4) Cf. Codicem can. Eccles. African., can. 3, apud Hard. Acta conc., tom. 1, col. 867.
(5) Sic enim expressè testatur S. Innocentius I, in epist. 25 ad Decent., n. 2 apud Coustant.
(6) Epist. 1 ad Himerium, episc. Tarracon., n. 10; ubi cf. annot. Coustantii. Cf. etiam ejusdem S. Pontificis epist. 5, ad Afros, et monitum eidem præfixum à Coustantio, n. 6.
(7) Ep. 2, ad Victricium, c. 9, ibid.
(8) Epist. 167, ad Rusticum Narbon., edit. Ballerin., in responso ad inquisit. tertiam.
(9) Can. 23, apud Hard., l. c., col. 253. Celebratum est autem an. 313.
(10) Celebrat. an. 395, can. 8, apud Hard.; ibid. col. 960.
(11) Loco cit.
(12) Ibid. in Cod. canon. Eccles. Afric., can. 70, apud Hard., l. c., col. 903; est celebratum hoc concilium an. 400.
(13) Can. 1, ibid. col. 990.
(14) Cf. Ludov. Thomassinum, de veteri et novâ Disciplinâ, p. 1, lib. 2, cap. 60 et 61.
(15) Cf. Coustant., in annot. (f), in epist. 1 Siricii ad Himerium, n. 10, col. 631.

Paulatim verò ex Ecclesiâ Latinâ lex hæc ad alias Orientis Ecclesias pervenit, præsertim ad eas quæ ad Patriarchatum occidentalem spectabant, ut constat ex Pynito Gnossiorum antistite, qui clero suo legem castitatis imposuit (1), frustra cum dehortante S. Dionysio Corinthiorum episcopo. Constat præterea ex conciliis Neocæsariensi et Ancyrano eamdem legem in Ponticâ diœcesi constitutam fuisse (2), nec non per Thessalonicam, Macedoniam et Achaiam, ut refert Socrates (3). Quod verò spectat ad Ecclesiam Alexandrinam, illud certum est S. Marcum continentiæ legem suis successoribus veluti hæreditariam reliquisse (4). Eadem viguit lex in Antiocheno patriarchatu, atque ætate S. Epiphanii per universam Cyprum recepta fuit (5). Postea verò factum est ut clerici in illis provinciis à primævæ disciplinæ puritate desciverint atque ad solum episcopatum cælibes vel continentes ut plurimùm è monachis electi promoverentur. Atverò reliquis clericis majoribus integrum fuit uxores quas ante initam ordinationem duxerant retinere, uti postea sancitum est per canones Trullanos. Ad ordines vero diaconatu inferiores quod spectat, varia primùm fuit Ecclesiarum disciplina (6), deinde verò in Ecclesiâ Latinâ subdiaconi tantùm continentiæ lege obligati sunt.

Ex iis igitur quæ hucusque disseruimus constat luculentissimè continentiæ legem sacris ministris impositam in antiquissimâ Ecclesiæ traditione certissimum habere fundamentum, prout in propositione nostrâ enuntiatum est.

Difficultates.

Obj. : Perperàm Pontificii exemplum jactant apostolorum ad cælibatûs legem cohonestandam : 1° certum enim est non solùm apostolos uxores retinuisse, sed secum eas insuper circumduxisse, teste Paulo 1 Cor. 9, 5, scribente : *Numquid non habemus potestatem mulierem sororem circumducendi, sicut et cæteri apostoli, et fratres Domini, et Cephas?* 2° Sanè vel

(1) Cf. Lupum, diss. cit., cap. 1.
(2) Apud Lupum, l. cit.
(3) Ibid.
(4) Ibid.
(5) Hæres. 59. cap. 4, ed. Petav. Post tot documenta quæ invictè ostendunt semper viguisse in Ecclesiâ occidentali legem continentiæ quoad clericos majores, quis unquàm suspicatus esset hominem qui criticæ studet potuisse affirmare ætate hâc nostrâ nonnisi sec. XI, à Greg. VII legem hanc primùm fuisse inductam? Attamen Ranke, in op. cit., tom. 1, lib. 1, § 3, pag. 52, ubi loquitur de Gregorio VII, scribit : « En introduisant le célibat, ils (pontifices Benedictini) changèrent tout le clergé séculier en une espèce d'ordre monacal. » Ad hoc unicum non est splendidum imperitiæ hujus auctoris protestantis Berolinensis in ecclesiasticâ Historiâ testimonium. Plura alia facilè afferri possent, quæ hominem produnt versutum, fraudulentum et apertum ferè calumniatorem Romanorum pontificum. Scopus hujus scriptoris est texere apologiam Protestantismi; quem ut obtineat nullis artibus parcit, atque ubi opus est, apertis utitur mendaciis. Ast hæc effugia seculum nostrum non ampliùs admittit, et texere apologiam absurdi Protestantismi est laterem lavare.
(6) Cf. Thomassinum, loc. cit., c. 61, n. 1.

ipse Paulus uxorem habuit quam compellat ad Philipp. 4, 3 : *Etiam rogo et te, germane compar, adjuva illas... cum Clemente.* Græcè enim est σύζυγε γνήσιε (*syzyge gnesie*), quæ vox propriè conjugem significat. Apertè autem id testatur Clem. Alex. (1). 3° Sic perperàm obstrudunt antiquæ Ecclesiæ traditionem; cùm enim ageretur in concilio Nicæno de inducendâ *novâ lege*, ut qui essent *sacris initiati non uterentur uxoribus legitimè sibi ante ordinationem consociatis*, Paphnutius, episcopus Ægyptius, ac singulari castimoniâ commendatissimus, vehementer vociferatus est : Grave hoc jugum clericis et sacerdotibus non esse imponendum, ac satis esse ut qui in clerum fuissent ascripti juxta veterem Ecclesiæ traditionem jam non ampliùs uxorem ducerent, ut referunt Socrates (2), atque Sozomenus (3), qui addunt quòd in Paphnutii sententiam concedentibus universi concilii Patribus, controversia sedata est, et potestas permissa cuique pro arbitratu ab uxorum consuetudine abstinendi. » 4° Hinc tot illa exempla sanctorum episcoporum et sacerdotum, qui matrimonio juncti fuisse, atque in episcopatu et sacerdotio liberos suscepisse feruntur. Hos inter eminet S. Gregorius Nazianzenus, qui ab episcopo patre suo progenitus est unà cum fratribus et sororibus ejus natu minoribus. Hinc synodus Ancyrana, an. 314, can. 9, permisit ut in officio manerent illi diaconi qui in suâ ordinatione protestati essent velle se nuptias inire, dein verò uxores duxissent (4); hinc denique in Græcis et orientalibus Ecclesiis jamdiù post Trullanam synodum ea disciplina viget, ut soli episcopi continentiæ lege astringantur; presbyteri autem et diaconi ductis ante ordinationem uxoribus legitimè uti valeant. Ergo.

R. N. A. Ad 1. prob. D. Id est pias feminas, quæ juxta Hebræorum morem sacros operarios comitabantur, ut ipsis ministrarent, prout de Christo ipso legitur, Matth. 27, 55; Marci 15, 41; Luc. 8, 2., C ; uxores, vel N. vel subd. Quæ haberentur ab ipsis ut sorores, Tr.; secùs, N. Quomodò enim hæc conciliarentur cum iis, quæ suo et aliorum nomine protestatus est Petrus, Matth. 19, 27 : *Ecce nos reliquimus omnia et secuti sumus te?* Hæc autem expositio traditur etiam à Clemente Alex. qui nobis opponitur; scribit enim : « Non ut uxores, sed ut sorores circumducebant (apostoli) mulieres, quæ unà ministraturæ essent apud mulieres, quæ domos custodiebant: per quas etiam in gynæceum, absque ullâ reprehensione malâve suspicione, ingredi posset doctrina Domini (5). »

Ad. 2. N. innixus tum auctoritati omnium ferè antiquorum, Tertulliani, Ambrosii, Hieronymi, Epiphanii, Theodoreti, etc., qui id expressè inficiantur; tum potissimùm auctoritati ipsius Apostoli, qui, 1 Cor. 7, v. 7, 8, apertissimè scribit : *Volo enim omnes vos esse sicut me ipsum... Dico non nuptis et viduis : Bonum est illis si sic permaneant* SICUT ET EGO.

Nec obstat quod opponitur ex Epist. ad Philipp. Nemo siquidem est qui ignoret σύζυγον non tantùm dici de eo qui matrimonio junctus foret, verùm etiam de *collegâ, sodali, cooperatore* (1). Sanè veteres versiones omnes cohærenter ad Græcum textum in genere masculino reddunt hanc vocem. Syriaca : *Mi vere sodalis;* Æthiopica : *Frater mi et socie mi;* Arabica : *O candide Syzyga* (2). Nec alio sensu eamdem vocem exponunt Patres omnes Græci et Latini, atque hìc loqui de *conjuge falsum* dicit S. Joan. Chrysostomus, Theodoretus *stultum*. Ipsi Calvinus et Beza eodem sensu hanc vocem acceperunt (3), nec abnuunt, imò ita esse vertendam contendunt recentiores Protestantes (4); nec desunt qui Σύζυγον existiment fuisse nomen proprium, ut patet ex versione Arabicâ (5).

Clemens porrò deceptus est ex vocis æquivocatione, nec tantæ præterea auctoritatis est Clemens, ut ipsi præferre non debeamus communem Patrum consensum, consensum antiquarum versionum, et quod caput est, auctoritatem ipsius Apostoli (6).

Ad 3. N. juxta dicta. In concilio autem Nicæno, agentibus potissimum Sedis Apostolicæ legatis, ut verisimile videtur, propositum erat Ecclesiæ Romanæ disciplinam extendere ad Ecclesiam universalem. Restitit Paphnutius quoad illos tantùm qui matrimonio juncti ad sacros ordines presbyteratûs et diaconatûs ascendissent, quoad reliquos verò qui cælibes sacris ordinibus initiati essent servandam censuit antiquam Ecclesiæ traditionem de non ineundis nuptiis. Consilio Paphnutii sacer Patrum consessus acquievit. Ex his patet Nicænam synodum Protestantibus minimè patrocinari, cùm ipsi contendant posse ad emendatorum suorum exemplum sacris jam ordinibus initiatos inire conjugium (7), in concilio autem statutum tantùm est, conjugia jam contracta ante ordina-

(1) Apud Euseb., H. E. lib. 3, cap. 30.
(2) Hist. eccl, lib. 1, cap. 11.
(3) Hist. eccl., lib. 1, cap. 23.
(4) Ex vers. Dionys. Exigui apud Harduinum, Acta conc., tom. 1, col. 275.
(5) Stromat. lib. 3, edit. Poterii, Venet., 1757, tom. 1, p. 536. Cf. etiam Constit. apost., lib. 3, cap. 15, edit. Coteler.

(1) Cf. Bernard. à Piconio, in Comment. in hunc loc. Sanè Nonnus Palepolitanus vocat Christum σύζυγον Patris, et Aristophanes in Pluto eâdem voce utitur ad significandum consodalem cooperatorem.
(2) In Polyglott. Walton., T. V.
(3) Cf. Estium, in h. l.
(4) Sic enim in hunc vers. scribit Rosenmüler : « Σύζυγος non tantùm dicitur de matrimonio junctis, verùm etiam de collegis, ut sit pro συνεργὸς. Intelligit igitur (Apostolus) episcopum, vel primum inter presbyteros Philippenses. Epaphroditum nonnulli fuisse existimant, ad quem per apostrophen se vertat oratio, tanquàm præsentem futurum, ubi epistola hæc in Philippensium Ecclesiâ legeretur. » Cf. etiam Koppe, in epist. S. Pauli.
(5) Ibid.
(6) Cf. adnot. Poterii in loc. cit. Clem. Alexandrini; nec non Cotelerium, in not. 44 ad epistolam interpolatam S. Ignatii M. ad Philadelphenos. Nam et hic interpolator inter apostolos conjugatos recenset Paulum.
(7) Nam Lutherus, sacerdos, et voto præterea obstrictus, sanctimonialem inuxorem duxit; Calvinus

tionem non esse dissolvenda (1). Ex veteri insuper traditione descendit clericos cælibes novas non posse celebrare nuptias posteaquàm sacris fuerint ordinibus initiati : hanc autem legem œcumenicum sanxit concilium. Patet denique *novam* vocari legem de quâ proponendâ agebatur non *absolutè* sed *relativè* nempe ad Ecclesias orientales, cùm ea jamdiù vigeret in Ecclesiâ Romanâ, imò in totâ Ecclesiâ occidentali, quæ in suo instituto permansit. Cæterùm, licèt universalis lex de perfectâ continentiâ non fuerit à synodo Nicænâ sancita, plures tamen episcopi ad proprias diœceses ex concilio reduces edixerunt ut clerici majores vitam perfectè continentem agerent. Hanc legem tulit servarique jussit in universo suo Antiocheno patriarchatu S. Eustatius : ita quoque se gessit S. Alexander patriarcha Alexandrinus quoad universam Ægyptum, quamvis contrariam tulisset sententiam Paphnutius in Nicænâ synodo (2).

Ad 4. D. In Ecclesiâ Latinâ seu occidentali, N. ; in orientali, subd.; antequàm peculiari sanctione integræ continentiæ lex constituta fuisset, Tr. ; hâc lege constitutâ, N. Nullum exemplum, ut paulò ante annotavimus, suppetit in Ecclesiâ Latinâ episcoporum, presbyterorum et diaconorum, qui impunè conjugio ante ordinationem inito usi fuerint, vel nuptias, ordinatione jam susceptâ, inierint. In Ecclesiis orientalibus, antequàm in particularibus diœcesibus lex continentiæ constitueretur juxta ea de quibus in superiore responsione egimus, occurrunt nonnulla exempla ab adversariis allata, quæ propterea tuto omitti possunt perinde ac reliqua quæ subdunt, cùm ad rem præsentem non faciant (3).

Quod speciatim attinet ad S. Gregorium Nazianzenum seniorem Stiltingus omni argumentorum genere invictè ostendit adversùs Tillemontium, nonnisi ante episcopatum filios ex S. Nonnâ progenuisse, ideòque, et S. Gregorium cognomento Theologum ejus natu maximum (4).

Synodus Ancyrana de iis diaconis loquitur qui inviti ad ordinationem rapiebantur, prout non semel eâ ætate contingebat, quæ res plena aleæ erat (1).

Trullana demùm synodus, ut antea monuimus, permisit contra majorum instituta, ut diaconi et presbyteri licitè convenire possent cum uxoribus quas ante ordinationem duxerant; quâ in re licèt à puriori disciplinâ deflexerit, nullâ tamen ratione Protestantibus suffragatur (2).

Propositio II. — *Continentiæ lex sacris ministris imposita est clericali statui convenientissima.*

Illa enim lex apprimè conveniens clericali statui censenda est, quæ tum vitæ sanctimoniam præfert, tum sacris muneribus ritè obeundis conducit, tum illa arcet impedimenta, quæ cum ecclesiasticæ vitæ instituto nequeunt consociari. Talis porrò est lex continentiæ sacris ministris imposita.

Ac primò quidem sanctam esse continentiæ legem ratione objecti sui nemo inficias iverit, qui meminerit continentiam et semel et iterùm à Christo Servatore nostro et ab apostolis et factis et verbis summoperè commendatam fuisse. Hanc enim verò Christus sanctificavit in se ipso, et commendavit, dùm, apud Matth. 19, 11, apostolis mirantibus ea quæ ipse dixerat de statu conjugali, et dicentibus : *Si ita est causa hominis cùm uxore, non expedit nubere*, respondit : *Non omnes capiunt verbum istud, sed quibus datum est ..... Sunt eunuchi, qui seipsos castraverunt propter regnum cœlorum. Qui potest capere, capiat.* Hanc quoque suo exemplo confirmavit apostolus, cæterisque ut eam complecterentur auctor fuit, 1 Cor. 7, imò et toto ferè integro capite ; servaverunt et cæteri Apostoli, ut ex Tertulliano ac Hieronymo ostendimus, à quorum instituto cœpit istius legis origo; si verò sermo sit de Ecclesiâ Latinâ, ab ipso apostolorum Principe lex hæc imposita fuit. Hâc scholâ edocti Patres apostolici et qui eos secuti sunt, continentiam sunt professi. Quapropter hoc institutum jam viguit

pariter, et ipse licèt diaconus, conjugio copulatus est.

(1) Idque juxta can. apostolicum 6, qui sic se habet : *Episcopus aut presbyter propriam uxorem nequaquàm sub religionis* (seu servandæ castitatis) *prætextu abjiciat ; si verò ejecerit, excommunicetur.* Verùm ut animadvertit Lupus, diss. cit., cap. 2, hic canon viguit pro solis Ecclesiis orientalibus, nunquàm verò vim habuit in Ecclesiâ occidentali, quæ ex lege à S. Petro latâ semper plenam servavit continentiam, cui legi certè refragari noluit synodus Nicæna. Sed cf. eumdem auct.

(2) Cf. Lupum, l. c. Nonnulli in dubium revocârunt hanc historiam. Ast perperàm; etenim præter auctoritatem Socratis et Sozomeni, ejus meminit S. Ambrosius in epist. 63 ad Ecclesiam Vercell., n. 64, edit. Maur., necnon synodus Gangrensis, quæ ad eam apertè alludit can. 4. Sententia Paphnutii postea lege etiam imperiali confirmata est, quæ extat lib. 16 Cod. Theodosiani, leg. 44, de Episcopis et Presbyteris. Cf. tamen Valesium, in cap. 11, lib. 1 Socratis ; Zaccaria, *Storia polemica del celibato sacro*, Roma 1774, lib. 1, cap. 5.

(3) Cf. Renaudot, *Perpétuité de la foi*, tom. 5, liv. 6, chap. 8.

(4) In dissertat. de Tempore natali S. Gregorii Nazianz. præmissâ, tom. 3 mensis septembris.

(1) Fuit enim frequenti in usu positum ut vitæ sanctimonia et rerum sacrarum scientia insignes monachi aut in populo cælibes ad clericatum raperentur, et licèt inviti ac reclamantes ab episcopis consecrarentur. Sic enim contigit, ut diximus, S. Epiphanio, Pauliniano fratri germano S. Hieronymi, S. Paulino, S. Augustino, aliisque permultis. Reclamantes verò solebant quandòque verè, quandòque autem subdolè, ut elaberentur, affirmare sibi haud profectò possibilem perfectæ castitatis custodiam. Sic enim protestatus est S. Synesius, quamvis non raptus, sed duntaxat invitus ad Pentapolitanæ Ptolemaidis episcopatum evectus. Propter hos mota fuit quæstio an verè et ex corde Protestantes per manuum impositionem astricti essent ad plenam castimoniam, et à conjugio in perpetuum exclusi. Ea res asperior visa est ac plena periculi, cùm præsertim nonnulla prava exempla in oculos incurrerent. Hinc factum est ut Ancyrana synodus tali ratione ordinatis veniam fecerit, ut matrimonium inirent. Quod attinet ad presbyteros, cùm isti non eligerentur nisi an. ætatis 30, nullius momenti censebatur illorum protestatio.

(2) Elenchum scriptorum catholicorum qui vindicias egerunt clericalis cælibatûs usque ad suam ætatem exhibet Zaccharia, in præfat. ad opus cit. : *Storia polemica del celibato.*

eâ ætate Ecclesiæ florentissimâ quam adeò Protestantes extollunt.

Magis autem consentaneam esse legem istam statui illorum quibus imponitur ostendere operosum non est. Jam verò tum rei ipsius natura, tum unanimis Patrum, imò et populorum omnium consensio, prout ipsimet adversarii non diffitentur, apertè satis evincit statum hunc quo homines in sortem Domini vocantur et ad sacra munera obeunda eliguntur, et veluti inter Deum et homines medii collocantur, reliquos et sanctitate et præstantiâ longè superare. Jam verò, quò status aliquis sublimior et sanctior est, eò sanctius et sublimius vitæ genus postulat; esse autem ejusmodi cælibatûs conditionem allata tum Christi et et apostolorum exempla et instituta, tum etiam instituta et sensa omnium gentium, ut paulò post ostendemus, planè demonstrant.

Præterea hanc legem plurimùm conferre ad officia ritè obeunda clericorum statui annexa non minùs evidenter constat. Præcipua enim clericalis militiæ officia sunt sacrificium offerre, orare, præesse, docere, Sacramenta administrare, infirmorum et pauperum curam gerere, atque id genus alia religionis et charitatis officia præstare quæ virum postulant alienis curis minimè distractum, qui possit esse omnium consiliarius, judex, pater, imò et eorum quorum commodis et saluti prospicere veluti suo jure debet, famulus et administer. Jam verò quis neget magis conferre ad ejusmodi munia præstanda cælibatum quàm conjugium (1)? Quapropter si Apostolus declarat quòd *qui sine uxore est, sollicitus est quæ Domini sunt, quomodò placeat Deo. Qui autem cum uxore est, sollicitus est quæ sunt mundi, quomodò placeat uxori, et divisus est* (2), minùs profectò confert ad præstanda quæ Domini sunt, status conjugii quàm cælibatus; quod vel ipse Calvinus fateri debuit in commentariis ad citatum Pauli locum, his verbis : « Ergo sic intelligemus divisum esse hominem conjugatum, quia partim Deo, partim conjugi se addicat : non sit autem Dei in solidum ..... Summa totius disputationis (Pauli) hùc redit, meliorem esse cælibatum conjugio, quia in illo major sit libertas, ut expeditiùs serviant homines Deo (3). » Hùc accedit quòd cælibatus præ conjugio ministris qui Ecclesiæ præsunt populorum obsequia et venerationem conciliet : ipsique ministri ad Sacramenta majori assiduitate administranda, et ad pauperum ac infirmorum curam gerendam sint paratiores, ut quotidiana experientia evincit. Enimverò sacerdotis christiani munus nihil mortale refert, eumque vel ut viventem divinitatis imaginem hominibus exhibet. Sanè : effice sacerdotem simul et conjugem eique mariti et patris nomen adjunge, illum veluti è cœlo deturbâsti, nec quidquam quod ab aliis secernat hominibus in ejus moribus et vitâ invenies (1).

Per cælibatum denique illos removeri obices, qui sacerdotalibus muniis ritè obeundis in conjugali statu quàm maximè obsistant compertum est. Si quis enim conferre velit clericorum et conjugatorum munera et partes, hujus rei veritatem nullo negotio deprehendet. Conjugatus enim œconomicis et domesticis innumeris propè curis obstrictus est, conjugis et liberorum sustentatione providere debet, istorum institutioni seu educationi prospicere, futuræ ipsorum sorti consulere, aliaque non pauca matrimonii onera ferre quibus absterrita ingens hominum turba à matrimonio contrahendo ultrò se retrahit. Porrò, si, Apostolo teste, 2 Timoth. 2, 4, *Nemo militans Deo implicat se negotiis secularibus*, ut nempe magis expeditus sit in officiis suis exsequendis, nemo est qui non videat ab his omnibus oneribus liberum esse cælibem Ecclesiæ ministrum, qui propterea non debet negotiationibus vacare et quæstibus, bona ecclesiastica in propinquos dissipare, ac dignitates ecclesiasticas constituere hæreditarias non sine ingenti Ecclesiæ detrimento (2). Illa verò quæ possidet poterit in pauperes erogare, lue aliove contagioso morbo laborantes invisere, dignitatem digniori dimittere aliaque præstare, quæ matrimonio junctus vix, ac ne vix quidem præstare potest. Quid si parœciæ præsset in vicis

(1) Cf. Zaccaria, op. cit., lib. 3, c. 1.

(2) 1 Cor. 7, 32, 33.

(3) In v. 33 et v. 38 opp. edit. Amstelodam. 1667, tom. 7. Consentit etiam in hanc interpretationem Rosenmüller, qui in v. 32 scribit : « Minùs enim curarum habet, qui se, non totam familiam curat; » et affert illud Terentii, Adelph. 5, 4, 13 : *Duxi uxorem; quam ibi miseriam vidi! nati filii : alia cura.* Attamen post hæc ausus est hic rationalista inficiari unquàm Apostolum dedisse de virginitate aut cælibatu consilium dùm Apostolus dicit : *Consilium do;* nec inficiatus est Calvinus.

(1) Apositè auctor articuli *Du célibat des prêtres dans les circonstances présentes* in rem nostram scribit : « Ah ! s'il m'était permis de parler ici d'autre langage que celui de la raison, je tracerais aux yeux de tous le portrait d'un prêtre devenu époux et père. On le verrait préférer sa maison à l'Eglise, sa femme *à la beauté toujours ancienne et toujours nouvelle*, qui doit remplir son âme; ses propres enfants au troupeau de Jésus-Christ : on verrait l'égoïsme des sentiments vulgaires remplacer dans son cœur cette charité ardente qui le rendait sensible à toutes les douleurs. Enfin le caractère du prêtre chrétien, ce caractère sublime, qui l'élève au-dessus de l'humanité, qui nous le représente comme l'image vivante de la divinité sur la terre, serait effacé par un caractère plus terrestre, moins relevé, celui de père et d'époux. En un mot, le prêtre ne serait plus qu'un homme ordinaire. » Cf. *Annales de Philosophie chrétienne*, 1re *année*, *sec. édit.*, *Paris*, 1833, p. 293.

(2) Si clerici non tenerentur ad cælibatum, instituerentur *castæ*, ut vocant, sacerdotales, episcopatus aliaque beneficia ecclesiastica ex patribus in filios pervenirent, sive hi vocarentur ad ineundum statum sacerdotalem, sive non. Principes, optimates facilè invaderent Pontificatum, ingenti, ut patet, ecclesiastici statûs jacturâ. Vitia et abusus omnia pervaderent. Qui quidem abusus ex magnâ parte medio præsertim ævo gliscere cœperunt, exinde illa scandala, quæ tantoperè magnificant Protestantes et increduli, orta sunt. Ulteriùs in dies ejusmodi abusus progressi essent, nisi eis fortiter restitisset verè immortalis pontifex S. Gregorius VII, cujus famam, licèt priùs dilaceraverint Protestantes, nunc demùm apologiam contexuerunt, inter quos eminent Muller et Voigt. Cf. *Annales de Philosophie chrétienne, cinquième ann., t.* 10, *Paris*, 1835, in art. *Examen de l'Histoire de France par M. Michelet, art.* 3. *Le Moyen-Age, pag.* 286 *et seqq.*

aut pagis constitutæ, quæ vix præbeat victui parochi necessaria? Quid si vellet ad silvestres ac barbaras gentes christianæ fidei lucem afferre (1)?

Hæc itaque si tecum ipse reputes, et sanctitatem clericalis statûs ejusque munerum præstantiam expendas, ac denique gravissima incommoda et difficultates quas lex continentiæ adimit, nullo negotio deprehendes, quàm justas ob causas eadem castimoniæ lex sacris ministris imponatur.

Difficultates.

Obj. : 1° Non juvat cælibes catholicos origo istius legis, cùm Apostolus commendaverit continentiam non absolutè, sed *propter instantem necessitatem* (2), ut ipse loquitur, seu propter ingruentes persecutiones quibus factum est, ut per tria subsequentia secula vix esset, vel ex ipsis laicis, qui uxorem ducere vellet; cessantibus igitur persecutionibus ac peculiaribus adjunctis, et ipsa lex consuetudine inducta cessare debuit. 2° Cæterùm, ut benè adnotat Calvinus, vetare quod Dominus liberum reliquit nullâ ratione hominibus licet, cùm præsertim nihil iniquius sit quàm conjugio interdicere, et necessitate ac vi ad continentiam eos adigere, qui non essent ad eam servandam idonei. 3° Sed nec possunt clerici eamdem legem in se suscipere, et continentiam polliceri, cùm nemo possit in se suscipere ac polliceri quod non est in suâ potestate. Atqui talis est continentia quæ donum Dei est, quod omnibus desiderantibus nullibi Deus se concessurum spopondit. 4° Hinc tot illa scandala et mala ex impositâ clericis continentiæ lege, tanquàm ex fecundissimâ parente exstiterunt, quot ex ullâ unquàm vel humanâ institutione vel lege profecta sunt. 5° Quibus per honestum conjugium provisum fuisset, et cum quo æquè, imò et meliùs forsan sacerdotalia officia consistere possunt. 6° Primi enim Christiani, licèt matrimonio juncti essent, quotidiè communicabant et vacabant orationi. 7° illa porrò divisio et sollicitudo, de quâ Apostolus, non retrahit ab amore Dei, cui rectè satisfit per dilectionem proximi, cujusmodi uxor est. 8° Ad pauperes verò quod attinet, experientiâ compertum est longè liberaliores laicos esse præ clericis, qui, si divites fuerint, facultates suas imò et ecclesiæ in pretiosis supellectilibus comparandis impendunt, in equis, in curribus, denique in propinquis et cognatis ditandis. 9° Certè Job et Tobias uxorem habebant, primus tamen erat pater pauperum, alter verò et in paupertate suâ quod poterat indigentibus tribuebat. Ergo.

R. Ad 1. N. Plura porrò hìc congerunt adversarii, quæ falsa sunt, ac primò perinde valere ex mente Apostoli *propter instantem necessitatem*, ac *propter ingruentes persecutiones*, quæ expositio non solùm gratuita est, sed planè aliena ab Apostoli mente, qui per instantem necessitatem vel inexistentem in conjugio molestiam significat, vel temporis angustias et vitæ brevitatem, ut ipsemet, v. 29, exponit dicens : *Tempus breve est; reliquum est, ut qui habent uxores tanquàm non habentes sint.* Quæ cùm omnium ætatum sint, non ad persecutionis tempora coarctatur, sed ad omnem ætatem sese porrigit apostolica continentiæ commendatio et consilium, prout intellexerunt objecta verba Ecclesiæ Patres et concilia (1). Deinde pro certo sumunt adversarii solâ consuetudine legem hanc introductam esse, cùm juxta dicta, in Ecclesiâ occidentali B. Petri auctoritate fuerit constituta. Tertiò denique, factum ipsum falsam ostendit adversariorum theoriam, tum ex eo quòd exempla quæ adduci solent de episcopis et presbyteris conjugio junctis ut plurimùm spectent ad persecutionis tempora, tum etiam ex eo quòd cessantibus persecutionibus maximè viguerit etiam in orientalibus Ecclesiis continentiæ institutum.

Ad 2. D. Nullâ justâ causâ interveniente, C.; justis de causis, N. Omnis enim potestas Ecclesiæ data est in ædificationem, ideòque et facultas condendi leges in Ecclesiæ ipsius bonum, cujusmodi ea est quam in superioribus probationibus evicimus. Certè non inficiabitur ipse Calvinus divino, ac naturæ jure permissam esse venationem, aleam et mercaturam; atqui tamen Ecclesiæ decreta summoperè ipse commendat, quibus venatione, aleâ et mercaturâ clerici interdicuntur (2); ergo, Calvino ipso auctore, potuit Ecclesia hominibus vetare id quod Dominus liberum reliquisset. Quanquàm non absolutè nuptias hominibus interdicit Ecclesia, sed eâ tantum conditione positâ, si quis initiari sacris ordinibus velit, quod quidem cùm sit unicuique liberum, neminem idcircò per vim ad continentiam Ecclesia cogit. Ipsi igitur sibi clerici vinculum cælibatûs scientes ac volentes injiciunt, qui cùm probè nôrint quæ altaris ministerio sit annexa conditio, nubendi facultate sponte se abdicant (3).

(1) Ut meliùs intelligatur utilitas cælibatûs respectu missionariorum, satis est oculos conjicere in missiones Catholicorum et Protestantium, ut quisque intelligat quàm impari exitu illæ suscipiantur. Sed cf. quæ de hoc argumento scripsimus, t. 1, de verâ Religione, p. 2.

(2) 1 Cor. 7. 27.

(1) Cf. Zaccaria, op. cit., lib. 3, cap. 1, § 8. Verùm quod magis confirmat interpretationem nostram, est expositio acerrimi cælibatûs sacri impugnatoris, nempe Calvini, qui in hunc locum ita scribit : « Sensus est, ergo expedire arbitror propter necessitatem, quâ sancti in hâc vitâ urgentur semper, ut libertate ac commoditate cælibatûs fruantur omnes : quoniam hoc illis conduceret. Porrò sunt qui *necessitatem* referunt ad Apostoli seculum, quod certè piis turbulentissimum fuit : sed mihi videtur designare potiùs voluisse inquietudinem quâ sancti perpetuò in præsenti vitâ jactantur. Itaque ad omnia secula extendo : atque ita accipio, sanctos susque deque versari sæpiùs in terrâ, et multis variisque procellis esse obnoxios, ut minimè ad conjugium apposita esse videatur eorum conditio. » Attamen vix est ex recentioribus Protestantibus qui objectum locum non exponat de persecutionis tempore, quodque deterius est, non verentur huic expositioni priùs à Joviniano invectæ, nonnulli catholici subscribere, cujusmodi inter cæteros est anonymus Etruscus, quem impugnat Zaccaria. Professores Friburgenses, de quibus postea dicemus, eamdem expositionem obtrudunt, quin advertant sibimet turpiter contradicere.

(2) Instit. lib. 4, cap. 12, § 22.

(2) Cf. Zaccaria, op. cit., lib. 3, cap. 5, § 6.

Ad 3. D. Non possunt clerici in se legem continentiæ suscipere propriis viribus confisi, C.; divinæ gratiæ auxilio innixi, N. Hoc porrò gratiæ auxilium Deus rectè petentibus nunquàm denegat, qui non patitur nos tentari supra id quod possumus, ut ex 1 Cor. 10, 13, docet Tridentina synodus (1). Quis enim patiatur impossibilem dici continentiam quam Christus ejusque Apostolus et commendârunt et consuluerunt, et cujus exempla illustria et innumera omni ætate historia suppeditat? Quòd si nuptias clericis permittendas esse adversarii contendunt, quia continentia non est in nostrâ potestate, cur câdem de causâ aliæ nuptiæ non permittantur illi qui vel absente, vel diuturno morbo implicatâ uxore uti non potest (2)?

Ad 4. D. Quot nempe adversarii fingunt et amplificant, N.; aliquot, subd.: ex hominum vitio, C.; ex vitio legis, N. Quamvis enim fateamur cum S. Augustino, « quamlibet professionem habere suos fictos, » et continentiæ legem nonnunquàm infringi, cùm homines esse non desinant Ecclesiæ ministri, negamus tamen inprimis tot tantaque extitisse scandala, quot amplificant novatores ac libertini passim. Hi enim omnes Vigilantium et Jovinianum imitantur, qui, teste Hieronymo, « nulli cælibi credebant pudicitiam (3), » cunctosque sibi pares arbitrantur. Quòd si anteactis temporibus, medio præsertim ævo, ejusmodi multiplicata scandala sunt, totum id acceptum referendum est constitutioni politicæ illius ætatis quâ fiebat ut statui clericali manciparentur, qui nullam ad eum vocationem præ se ferebant (4), aliisque causis extrinsecis quas longum esset singillatim recensere. Cæterùm fassus est ipse Voltairius quovis tempore laicos homines deteriores ecclesiasticis fuisse (5). Inficiamur denique ex negligentiâ legis rectè contra legem concludi posse. Ecclesia enim in ejus infractores semper insurrexit, et abusus ac vitia corrigere ac tollere nisa est (6). An matrimonium improbant adversarii, quia sanctam conjugii fidem longè plures turpiter violant?

Ad 5. N. Nec enim sublatâ continentiæ lege simul tollerentur ejus generis vitia atque peccata. Etenim apud eas gentes ubi Ecclesiæ cælibatus despicitur, ibi ea magis eveniunt quorum insimulantur Catholici. Nam mores corruptissimi, fœdissima vitiorum colluvies, cujusque ordinis hominum effrenata libido, flagitiorum ac scelerum genus omne maximè occurrunt. Satis est oculos conjicere in Angliam aliasque regiones in quibus *Reformatio*, ut vocant, dominatur, atque in auctores qui de illis scripserunt, ut quilibet persuasum habeat frenum quod adversarii proponunt longè impar esse iis malis præcavendis (1).

Ad 6. R. 1°, Tr. Quis enim scit an illa Christiani præstarent, de quibus Apostolus eos monitos voluit, juxta ea quæ in probationibus retulimus?

R. 2°, D. Non meliùs seu perfectiùs communicaturi et oraturi si cælibes fuissent, N., secùs, Tr. Nec enim inficiamur hæc, aliaque id genus plura absolutè consistere posse cum conjugio, sed affirmamus juxta dicta longè sanctiùs et perfectiùs hæc à cælibe præstari, seu, ut loquitur S. Joan. Chrysostomus: « Per continentiam (oratio) fit exactior (2); » quod autem de oratione dicitur, de cæteris à fortiori est intelligendum. Magna præterea disparitas intercedit inter

(1) Sess. 24, can. 9.

(2) Nulla ferè difficultas urgeri potest adversùs continentiæ professionem, quæ intorqueri nequeat in pluribus casibus adversùs monogamiam, aut quæ saltem non faveat licentiæ. Sanè Salvador, in suâ *Hist. des Institutions de Moïse*, liv. 7, ch. 2, affirmat monogamiam interdùm sanæ ethicæ adversari. Robertus Owen, in Statibus Fœderatis Americæ septentrionalis, non ita pridem inter causas malorum quæ societatem premunt recenset primo loco proprietatem uxorum seu vinculum conjugale, et ita porrò homines progrediuntur.

(3) Lib. advers. Vigilant., n. 2.

(4) Cf. Michelet, op. cit., tom. 1, pag. 437, seqq.

(5) *La vie séculière*, scribit, *a toujours été plus vicieuse que celle des prêtres, mais les désordres de ceux-ci ont toujours été plus remarquables par leur contraste avec la règle*. Apud com. de Maistre, *du Pape*, liv. 3, chap. 3.

(6) Verè scripsit auctor, art. cit., *Du célibat des prêtres : Le clergé lui-même s'empresse toujours de faire justice de ces membres corrompus, et les rejette loin de son sein. Les autorités ecclésiastiques seraient encore plus sévères, si elles avaient plus de pouvoir sur leurs membres. Faut-il pour quelques crimes abolir une institution qui fait des saints?* Cf. Feller, *Catéchisme philosophique*, art. *Célibat*, n. 525, ubi præclaras et accuratas invenies observationes.

(1) Possem hujus assertionis vades minimè suspectos dare : Gueneum, de Provinciis fœderatis; Clericum, in pluribus articulis veteris et novæ Bibliothecæ; Bodwardum, serm. 6, ex collect. Burneti tom. 4 Leibnitium, in Collect. opusculorum philosophic.; Berceklejum, in Orat. ad Reipublicæ moderatores, auctorem libri Gallicè inscripti : *Lettres sur les Anglais;* Anglicanum episcopum Gisbertum, in pastoralibus suis epistolis; Bayle, in Dict. critico, art. *Vayer (de la Mothe)*, not. (*h*); Cobbet, in Historiâ Reformationis; aliosque non paucos; ast necesse non est, cùm agatur de re satis apertâ ac publicâ. Non ita pridem in publicis ephemeridibus census institutus est delictorum quæ in Angliâ deducta sunt ad tribunalia, ex quibus eruitur tertiâ parte superare ea quæ in Galliis patrata exhibentur, licèt in hâc regione tot classes societatis incredulitas infecerit. Benè hìc aptari possunt verba Hieronymi, lib. 1 advers. Jovin., n. 36 : « Quotidiè mœchorum sanguis effunditur, adulteria damnantur, et inter ipsas leges et secures ac tribunalia flagrans libido dominatur. » Certè Bayle, loc. cit., loquens de Vayer aliisque scriptoribus : *Ils nous représentent*, inquit, *l'impudicité comme un déluge de Deucalion, qui couvre toute la terre, et comme un mal, que le mariage* FACILITE AU LIEU DE LE REFRÉNER.

(2) Hom. 19, in 1 ad Cor., n. 2. Deinde, ut benè advertit Zaccaria, aliud est loqui de oratione, aliud verò de *studio* orationis, hoc verò nonnisi ægrè cum oneribus matrimonii componitur. Cf. op. cit., lib. 3, cap. 1, § 3.

Sed præstat homini catholico opponere testimonium auctoris protestantis, Leibnitii, qui in Systemate theol. hæc præclarè scribit : *Etsi matrimonium sit Sacramentum, et irreprehensibile censeri debeat, fatendum tamen est, ob manifestas rationes et consensum populorum et verba expressa Scripturæ sacræ, plùs laudis habere cælibatum castè servatum, nam et mens solutior est ad cœlestium rerum contemplationem, et animo ac corpore integro atque mundo à libidine et carnali affectu puriùs digniùsque sacra tractantur.* (Pag. 329.)

hæc quæ à laicis præstantur, et officia sacerdotalia.

Ad 7. D. Non retrahit talis divisio et sollicitudo ab amore Dei quoad ejus substantiam, C.; quoad ejus perfectionem, N. Id enim, ut vidimus, fatetur ipse Calvinus.

Ad 8. Vel N., vel D. Relatè ad eos qui immemores propriæ conditionis et obligationis vitam degunt, C.; quoad alios, N. Satis est fastos ecclesiasticos evolvere, ut quisque intelligat innumeros quovis tempore in Ecclesiâ Dei sanctissimos ecclesiasticos floruisse, qui omnia sua, imò et seipsos impenderunt in proximi, pauperum præsertim, levamen. Ut autem vetera exempla prætermittamus, legant inter cætera adversarii Vitam S. Caroli Borromæi, S. Francisci Salesii, V. Bellarmini, S. Alphonsi Mariæ de Ligorio, ac pudore suffundantur. Quòd si aliqui sunt qui secùs faciant, ipsi viderint.

Ad 9. D. Si ecclesiastici conjugati totidem forent Job et Tobias, Tr.; si ex experientiâ contrarium constet, N. Nota est liberalitas præsulum Anglicanorum; si hæc porrò conferatur cum verâ monachorum et cleri Anglici priùs catholici liberalitate et hospitalitate, reperiemus hos Jobos et Tobias apud cælibes clericos ferè exclusivè inveniri (1).

Inst. Sacerdotes Mosaici, ac ministri protestantes, quamvis conjugati rectè proprii ministerii officiis fungebantur atque funguntur. Ergo.

R. Neg. paritatem. Ad sacerdotes enim Judaicos quod attinet, peculiares illius populi constitutiones exposcebant ne ipsi cælibes essent. Deus enim constituerat sacerdotium hæreditarium, et aliâ ratione propterea providit tum sacerdotum, tum populi utilitati. Hæ autem causæ religionem ac politicum publicum regimen spectantes cessârunt in religione christianâ (2). Indoles præterea illius legis carnalis eam non præ se ferebat perfectionem quæ requiritur in lege christianâ. Attamen, etiam quoad potuit, continentia exigebatur à sacerdotibus Judaicis dùm propriis muniis fungi deberent (3).

Quod verò spectat ad ministros protestantes, dico ipsorum officium longè angustius esse quàm compatari possit cum officiis cleri catholici. Illis enim ut plurimùm nullum aliud onus incumbit, quàm semel in hebdomadâ ad populum verba facere. Ipsorum ministerium eam non postulat venerationem quam requirit sacerdotium catholicum. Nullam aut ferè nullam ministri protestantes in populum exercent auctoritatem, contra ac eveniat in sacerdotibus catholicis (1). Catholici enim sacerdotes non solùm tenentur ad pensum quotidianum persolvendum divini officii, sed præterea tenentur ad Sacramenta administranda tum benè tum malè valentibus. Sæpiùs concionari debent, pupillorum ac viduarum, indigentium cujusque generis necessitatibus prospicere, aliaque penè innumera præstare à quibus omnibus feriati sunt ministri protestantes (2).

Propositio III. — *Continentiæ lex neque juri divino neque juri naturali adversatur.*

Non adversari continentiæ legem juri divino ex iis facilè colligitur quæ in superiori propositione ex Christi et apostolorum exemplo et adhortationibus attulimus; nec non ex exemplo tot virorum, qui à remotissimâ antiquitate singulari sanctitatis ac doctrinæ laude in Ecclesiâ catholicâ floruerunt, qui cælibes omnes fuerunt, cujusmodi sunt Clemens Romanus, Hermas, Ignatius, Justinus, Cyprianus, Ambrosius, Basilius, uterque Gregorius Nazianzenus atque Nyssenus, Hieronymus, Augustinus aliique plurimi, qui cælibem vitam egerunt. Nemo porrò, nisi per summum nefas, eos omnes tanquàm violati juris divini reos traducet. Summis præterea laudibus continentiæ ac virginitatis professionem iidem extulerunt, ita ut Barbeyracus calvinianus homo in sanctos Patres acerbè inimicus identidem scripserit eos finem modumque in prosequendis ejus virtutis laudibus excessisse (3); Gibbonius verò, protestans pariter et incredulus, asserere non dubitaverit immodica esse, magnifica ac illustria nimis præconia quibus Patres eamdem virtutem prosecuti sunt, in cujus commendationem,

(1) Cf. Zaccaria, ib., § 5; Cobbet, qui in op. *Storia della riforma*, *trad. dal l'ingl.*, parte 2, p. 20, inter cætera scribit : « I vescovi (cattolici) fondarono 11 collegi in Oxford. Prima non vi erano poveri. Dalla Riforma in poi sbucciarono come gl'insetti nel l'Egitto a coprire la faccia del l'Inghilterra. Dopo 50 anni di prigionie, bolli roventi, impiccature, etc., si fece la legge della *tassa de' poveri*, finchè pochi anni addietro, un certo Malthus parroco protestante fece un progetto di legge, che *a tutti quelli che nasceranno dopo un certo giorno, ed a tutti i genitori eziandio di tali persone, venga ordinato che si nieghi soccorso e sieno abbandonati alla punizione della natura.* » En præclarum specimen charitatis clericorum conjugatorum !

(2) Cf. *Annales de Philos. chrét.*, art. cit. : *Du célibat des prêtres*, p. 289.

(3) Exod. 19, 42; Levit. 24, 9; coll. Luc. 1, 23. Hic ritus adeò religiosè servabatur, ut, teste Josepho Flavio, quodam anno solemne sacrificium omissum fuerit, eò quòd summus sacerdos nocte præcedenti illusionem passus fuerit. Cf. S. Hieron., lib. 1 advers. Jovin.

(1) Id apertè testatur abb. de Pradt, qui, in op. *Du Jésuitisme ancien et moderne*, Paris, 1828, 3e édit., ch. 6, loquens de provinciis Europæ meridionalibus et catholicis, scribit : *Aussi l'influence du prêtre y est-elle* FORT GRANDE, *tandis qu'au nord* (provinciis protestantibus) *elle est* INSENSIBLE.

(2) Rubichon, testis ocularis, in op. *De l'action du clergé sur les sociétés modernes*, Paris, 1829, ch. 1, de clero Anglicano hæc habet : *Sur dix-huit mille ecclésiastiques, il en est dix à onze mille seulement qui exercent le sacerdoce, mais qui, chargés de famille, font du sacerdoce une des industries qui les alimentent. Ils n'ont à s'occuper ni du catéchisme, ni de la confession, ni des malades, ni des pauvres, ni du bréviaire, ni de la messe. Le dimanche matin, ils quittent leurs affaires pendant deux heures, pour faire leur service; ce service fini, ils reviennent à ces mêmes affaires jusqu'au dimanche suivant. Les autres huit mille ecclésiastiques vivent dans le monde, où ils dépensent au-de là des revenus que la loi destinait à un sacerdoce actif.* Ex authenticis censibus ostendit, quòd, ex 10,801 parochis, vix 4,490 resideant in propriis parœciis, dùm 6,311 sunt non residentes.

(3) In Præf. ad opus Puffendorfii, de Jure naturæ et gentium.

ut profanus homo loquitur, ipsi turbidum suæ eloquentiæ flumen effuderunt (1).

Sed neque juri naturali sacram continentiæ legem adversari vel exinde evincitur, quòd si adversaretur, ideò esset quia existeret aliqua naturæ lex quæ omnibus et singulis humani generis individuis injungeret matrimonium; atqui ejusmodi lex non existit; 1° quia alioquin omnes et singuli, tum masculi tum feminæ, sive pauperes fuerint sive divites, sive sani sive infirmi, sive pares sustinendis matrimonii oneribus sive impares, sive servi sive liberi, omnes omninò, inquam, et singuli prorsùs hâc lege obligarentur ad nuptias contrahendas, quod nemo sanè dixerit, neque adversarii nostri contendunt utpotè absurdum, pluribusque in casibus impossibile; 2° quia si existeret ejusmodi lex, populi eam cognovissent, agnovissent legislatores, sapientes et juris naturalis periti : jam verò tantùm abest, ut populi et legislatores, sapientes cujuscumque ætatis hanc legem agnoverint, reosque propterea ac legis naturalis infractores traduxerint cælibatûs sacri cultores, ut eos potiùs vel ipso naturæ lumine ducti summo semper in pretio habuerint, et honoribus cumulaverint; prout de Ægyptiis, Indis, Persis, Græcis atque Romanis eruditè ostendit Henricus Morini (2). Hoc demùm fassi sunt non pauci ex adversariis ipsis, qui cælibatûs originem in religione christianâ ex ideali mysticismo repetunt, qui sub initium religionis christianæ invaluerat circa cælibatum et continentiam (3). Cùm igitur naturæ lex quæ omnes ad nuptias cogat non existat, meritò concludimus continentiæ legem sacris ministris impositam juri naturæ minimè adversari.

(1) De Casu imperii Rom., cap. 15. Cf. Baronium, ad an. 57, n. 63, seq.; Nat. Alex., diss. 19 in sec. IV; Lessium, de Justitiâ et Jure, lib. 4, c. 2, seqq ; Buzium, de Signis Ecclesiæ; Canisium, in Catechismo, q. 4 et 5; Zaccaria, op. cit., lib. 3, cap. 2.

(2) Cùm hæc notissima sint, nec in dubium revocentur ab adversariis nostris, qui præterea exinde colligunt originem cælibatûs in religione christianâ, ne nimii essemus, silentio prætermisimus innumera propè documenta, quæ eruditi viri collegerunt, ut ostenderent summo semper in pretio apud omnes gentes habitos eos fuisse, qui sacris muneribus obeundis addicti cælibem vitam profiterentur. Cf. Henry Morin, *Histoire critique du célibat*, quæ inserta est vol. 4 Academiæ inscriptionum, p. 308, seqq. Hanc dissertationem magnâ ex parte refert, et in compendio exhibet Zaccaria, op. cit., *Dissertazione previa sul celibato tra le nazioni prima di G. C.* Cf. etiam Albertum Fabricium, in Bibliographiâ antiquariâ, Hamburgi, 1760, p. 388, seqq.; com. de Maistre, in op. *Du Pape*, lib. 3, c. 3, § 1, *Traditions antiques*. Verùm quod magis mireris, ipse infensissimus hostis ecclesiastici cælibatûs Dr. Frank, in op. *Sistema completo di Polizia medica*, *trad. dal tedesco*, Milano, 1803, vol. 1, sec. 1, art. 2, § 5, et ipse adducit pleraque documenta ut ostendat quòd *il celibato ecclesiastico è commune a quasi tutte le religioni.*

(3) Ita professores Friburgenses in supplici Libello quem gubernio obtulerunt an. 1828, pro abolitione cælibatûs ecclesiastici, qui ab ideis paganis, Judaicis, et philosophicis Orientis repetunt legem de ecclesiastico cælibatu! Verùm de hoc postea.

Difficultates.

I. Obj. : Adversùs priorem prop. partem : 1° Deus omnibus matrimonium imperavit, Genes. 1, 28. dicens : *Crescite et multiplicamini, et replete terram*; 2° tum etiam apud Matth. 19, 4, ubi ait Christus : *Non legistis quia qui fecit hominem ab initio, masculum et feminam fecit eos et dixit : Propter hoc dimittet homo patrem et matrem et adhærebit uxori suæ, et erunt duo in carne unâ?... Quod ergo Deus conjunxit, homo non separet.* 3° Hinc Apostolus, Hebr. 13, 4, sine ullâ exceptione pronuntiat : *Honorabile connubium in omnibus et thorus immaculatus.* 4° Quare idem Apostolus, 1 Timoth. 4, 1, ex Spiritu sancto denuntiat *fore novissimis temporibus homines impios attendentes spiritibus erroris, et doctrinis dæmoniorum*, PROHIBENTES NUBERE. 5° Ac denique 1 Corinth. 7, 2, generatim ait : *Propter fornicationem unusquisque uxorem suam habeat*; 6° cujus quidem jussionis vers. 9 rationem reddit dicens : *Melius est enim nubere quàm uri.* 7° Speciatim verò in 1 ad Timoth. 3, 2, atque in Epist. ad Titum 1, 6, constituit, ut episcopus sit *unius uxoris vir, filios habens subditos cum omni castitate.* 8° Verùm quid clarius illis Pauli verbis in eâdem ad Timoth. Epistolâ, v. 14, quibus absolutè præcipit ut omnes juniores nubant? *Volo*, inquit, *juniores nubere, filios procreare.* Ergo.

Resp. ad 1. D. Et adducta verba exprimunt benedictionem, et fœcunditatem quam Deus hominibus contulit, C.; præceptum nuptiarum, subd. Temporarium, et respectu totius multitudinis, Tr.; perpetuum et respectu singulorum, N. Jam verò citata verba significare potiùs benedictionem et collatam hominibus fœcunditatem non obscurè colligitur ex iis quæ ibidem leguntur. Postquàm enim Deus creavit cete grandia, et omnem animam viventem, et omne volatile, benedixit eis similiter dicens, v. 22 : *Crescite et multiplicamini, et replete aquas maris; avesque multiplicentur super terram*; quæ profectò verba non puto adversarios nostros velle exponere de mandato nubendi; quare ergo similiter de fœcunditate intelligere recusant quæ nobis objiciunt (1)? Verùm, esto non benedictionem, sed præceptum importent, an ad omne tempus, et singula humanæ speciei individua præceptum ejusmodi pertinebit? Hoc porrò est quod nunquàm ipsi evincent. Imò contrarium apertè colligitur ex illis verbis, *et replete terram*, quibus satis exprimitur illud præceptum, si quod est, non respicere nisi primordia vel restaurationem generis humani, quod cessat post sufficientem propagationem; alioquin nec Christus nec Apostolus consilium continentiæ dedissent.

Ad 2. D. Relatè ad indissolubilitatem matrimonii jam contracti de quâ hìc loquitur Christus, C.; ad matrimonium contrahendum, N.

Ad 3. D. Apostolus pronuntiat honorabile connubium in omnibus nuptis esse debere, C.; in non nuptis, subd.; quoad eos qui nullâ vel lege vel voto prohibentur à nuptiis, Tr.; quoad istos, N. Apostolus

(1) Cf. Ant. Bianchi in op. *Il libertinaggio esaminato*, etc. Milano, 1818, cap. 2, p. 27, seqq.

enim hìc loquitur de nuptis et eos hortatur ut connubium et thorum servent honorabile et absque maculâ, quia, ut immediatè subdit, *fornicatores et adulteros judicabit Deus* (1).

Ad 4. D. Denuntiat Apostolus fore hæreticos damnantes nuptias ut simpliciter malas, C.; Ecclesiam quæ definivit eas esse bonas, N. Significat enim futuros hæreticos qui damnaturi essent nuptias utpote in se malas et à malo principio invectas, quales reipsà fuerunt Simoniani, Saturniani, Ebionitæ, Marcionitæ, Encratitæ, Manichæi, quos omnes Ecclesia catholica perinde ac novatores reliquos damnavit ut hæreticos (2). Nullà autem ratione potuit significare Ecclesiam, quam ipse vocat columnam et firmamentum veritatis, quæ definivit nuptias bonas esse, nec cælibatum iis qui in clerum sunt ascribendi injungit, nisi quatenùs melior est, et ipsorum statui magis conveniens.

Ad 5. D. Uxorem habeat quam unusquisque duxerat, C.; quam ducere debeat, N. Ut patet ex orationis serie. Verè spiritus immundus excæcavit hæreticos qui talia obtrudunt, ut astruant divinum conjugii mandatum; præsertim cùm ibidem Apostolus apertè declaret se loqui *secundùm indulgentiam*, *non secundùm imperium* (3).

Ad 6. D. *Melius est nubere quàm uri*, id est, quàm fornicari, iis scilicet qui liberi sint, C.; quàm tentari, præsertim si castitatis vel lege vel voto sint obstricti, N. Nec enim uritur qui tentationem patitur quidem, sed eidem viriliter resistit, eamque vincit, sed potiùs coronatur; sicut non uritur qui calefit, sed qui ab igne reapsè aduritur et læditur (4). Hùc accedit quòd Apostolus hìc loquatur de iis qui liberi sunt, non verò de aliis qui ad vincendas tentationes non ad conjugium, sed ad orationem, jejunium, sensuum custodiam, corporis macerationem confugere debent, à quibus tamen subsidiis atque remediis pejùs quàm à cane et angue abhorrent adversarii nostri.

Ad 7. D. Debet ex Apostolo episcopus esse unius uxoris vir, id est, non bigamus, C.; maritus esse, N. Alioquin neque Timotheus, imò neque ipse Apostolus idonei fuissent ad episcopatum. Sanè hoc sensu verba Apostoli universa intellexit antiquitas (5).

(1) Cf. Bernard. à Pic., in h. loc., nec abnuit Rosenmüller, qui hunc textum ita exponit : « Ab omnibus conjugio suus servetur honos... Ἀμίαντον, *intemeratum*, quod inquinari scortatione et adulterio non debet.

(2) A nonnullis observatum fuit antiquos illos hæreticos in ejusmodi errorem incidisse ex sublimi ideâ, quam de virginitate et continentiâ Christus et apostoli Ecclesiæ tradiderunt; atque, ut moris stultorum est, in oppositum scopulum inciderunt.

(3) Τοῦτο δὲ λέγω κατὰ συγγνώμην, οὐ κατ' ἐπιταγήν. Perinde ac si diceret : Non præcipio, sed permitto; non jubeo, sed indulgeo, quod optimè expressit Syriaca versio : *Hoc autem dico tanquàm infirmis*, *non ex præcepto*. Corinthii, ut notat Baronius, Annal. tomo 1, erant genio suo salacissimi, et præ cæteris Græcis veneris studio deditissimi. Cf. Cornel. à Lapide, in fine cap. 6, et in cap. 11, 3; Tirinum, in fine cap. 6; Fromondum in præfat.

(4) Cf. Bernard. à Pic. in h. loc. et Estium.

(5) Cf. Renaudot., *Perpét. de la foi*, tome 5, liv. 5, ch. 7.

Ad 8. D. Volo, id est, malo viduas juniores et quidem fornicarias nubere et matres familiàs esse quàm incontinenter vivere, C.; id est, præcipio omnes prorsùs nubere, et veto viduas esse ac permanere, N. Nempe eodem sensu hìc loquitur Apostolus, ac postea scripsit Hieronymus ad Ageruchiam : *Quia multò tolerabilius est digamam esse quàm scortum* (1). Quid porrò hoc commune habet cum cælibatu ecclesiastico (2)?

II. Obj. adversùs alteram propos. partem : Cælibatus matrimonio adversatur quod est à naturæ jure omnibus ac singulis imperatum, adversatur igitur ejus professio juri naturali. 1° Natura enim hominem ad matrimonium inclinat, 2° et in eum finem sexuum diversitas ab eâdem naturâ est ordinata. 3° Quod veteres philosophi docuerunt his ducti principiis : I. Natura homini indidit immortalitatis desiderium, hoc autem homo explere nequit quàm per suipsius reproductionem in filiorum procreatione, in quibus pater vivere pergit. II. Perinde est non dare alicui individuo existentiam, cùm fieri potest, ac individuo jam nato vitam auferre, quod gravissimum scelus est. III. Quilibet tenetur naturæ restituere quod ab eâdem accepit, dedit verò natura singulis individuis existentiam, ergo et hanc per alterius procreationem quilibet cùm possit eidem restituere debet. Hinc gravis semper flagitii sontem eum habuerunt qui cælebs vixisset, et atrocioribus pœnis in alterâ vitâ addictum iri rati sunt, aut saltem infelicem habuerunt eum qui uxore ductâ absque liberis decessisset. Ergo.

R. N. A. Ad 1. prob. D. Natura hominem ad matrimonium inclinat quin ullam inducat obligationem, Tr.; ut inducat obligationem, subd. Generalem et vagam respectu totius speciei quâ ejus conservationi prospiciat, Tr.; strictè sumptam, quæque semper et in omni casu singula speciei individua obliget, N. Responsio patet ex superiùs dictis.

Ad 2. D. Ita ut omnes *possint*, si velint, matrimonium inire, C.; ita ut omnes *debeant*, N. Aliud porrò est loqui de idoneitate quam natura dedit, aliud de officio; alioquin in absurda incideremus.

Ad 3. D. Non pauci, seu potiùs nonnulli philosophi ita senserunt, sed immeritò atque stultis principiis ducti, C.; meritò, ac solidis principiis innixi, N.

Ac I id non evincit inditum à naturâ immortalitatis desiderium; ejusmodi enim desiderium afficit proprium individuum, neque expletur per vitam filiorum, in quibus nonnisi impropriè pater vivere dicitur.

Non II, cùm magnum intersit discrimen inter

(1) Epist. 123 ad Ageruchiam, n. 4; seu ut scribit ep. 69 ad Salvinam, n. 10 : « Intelligimus illum non stantibus coronam, sed jacentibus manum porrigere. Vide qualia sunt secunda matrimonia, quæ lupanaribus præferuntur; *quia declinaverunt quædam post Satanam*. Ideò adolescentula vidua, quæ se non potest continere, vel non vult, maritum potiùs accipiat quàm diabolum. » Edit. Vallars.

(2) Cf. Zaccaria, op. cit., lib. 3, cap. 3, § 1, et

eum qui natus est et cum qui necdùm vivere cœpit; qui enim jam natus est jus acquisivit ad suî conservationem, quod nemo lædere potest absque immani flagitio, contra verò qui necdùm natus est ejusmodi jus neque acquisivit, neque acquirere potuit cùm nondùm esset.

Non denique III, eò quòd quisque debeat naturæ restituere quod ab eâ accepit sub eâ tantùm obligatione quâ accepit; cùm verò nullâ obligatione obstrictus pater filio dederit existentiam, hinc filius nullâ pariter obligatione adigitur ad hanc ipsam existentiam alteri tribuendam. Quare cùm falsa ac stulta sint principia, quibus veteres philosophi permoti sunt ad eam sententiam amplectendam, exinde etiam patet falsitas consecutionum quas ex illis deducebant (1).

Inst. Ex physiologiâ et medicinâ. 1° Instinctus quo à naturâ in matrimonium ferimur est prorsùs *irresistibilis* seu invincibilis; 2° hinc cælibes innumeris propè morbis obnoxii sunt non solùm corporis, sed 3° et animi, quo fit ut rustici, tristes, severi ex ipsorum solitudine, atque ex pugnâ quam sustinere coguntur, efficiantur (2). Ergo.

Resp. N. Cùm ejusmodi assertionem falsitatis prorsùs arguant innumeri prope cælibes utriusque sexûs, qui ex confessione ipsorum adversariorum intemeratam servant castitatem. Inter cæteros recens auctor queritur *maximam cælibum partem benè nimis votum continentiæ servare* (3). Neque omittendum est ex principiis religionis catholicæ, Deum gratiæ suæ subsidio iis omnibus qui sincerè opem et auxilium ab eo precantur suppetias ferre; nemo porrò nisi atheus ac materialista Dei actionem in creaturas suas negaverit. Si verum esset adversariorum principium, gubernia quæ religioso cælibatui faverunt tot hypocritarum causam egissent, omnisque licentia permittenda iis esset qui vel matrimonium contrahere nequeunt, aut legitimo matrimonio uti non possunt. Quis autem ferat ejusmodi absurda atque ab effrenatâ libidine profecta principia (4)?

(1) Cf. Bianchi, op. cit., pag. 344, seq., ubi hæc argumenta fusè discutit et dissolvit.

(2) Ita Franck, op. cit., lez. 1, art. 2, § 12, seqq. Mahon *Medicina legale e Polizia medica trad. dal francese*, ediz. 3, Milano, 1820, tom. 4, *del Celibato;* § 84, seqq. AA. *Dictionnaire des sciences médicales.* artic. *Célibat*, ac præsertim tomo 11, art. *Continence.* Sic etiam Jac. Barzellotti, in op. *Questioni di medicina legale*, ediz. 7, Pisa, 1836, tom. 1, lib. 1, *Afrodisiologia o Venere forense*, hinc inde ea scribit quæ cum continentiæ professione conciliari nequeunt. Sic alii passim.

(3) Ita auctor op. *Continuation de l'Esprit des lois*, pag. 40.

(4) Omni quâ potui diligentiâ expendi quæ ab irreligiosis ac materialistis, sive physiologis, sive medicis, afferuntur adversùs cælibatum, et comperi eorum conclusiones deducere ad effrenam licentiam in innumeris propè casibus, et adjunctis in quibus ex utroque sexu quilibet inveniri debet. Aut itaque ipsi putant vera esse principia, seu theorias quas ponunt, et tunc omnes debent pravas conclusiones admittere quæ viam aperiunt omnibus flagitiis. Si verò eas respuant, fateantur opus est easdem theorias aut falsas, aut saltem plus æquo amplificatas esse quas ipsi venditant. Plerùmque ex casibus particularibus, per inductionem isti concludunt ad universale, at ex hâc agendi ratione pari modo nos ex casibus particularibus qui innumeri propè sunt et omni exceptione majores, jure possemus assurgere ad universalitatem.

Ad 2. R. I. N. Tum quia celeberrimi physiologi ac medici datâ operâ contrarium ostendunt (1); tum quia experimentum quotidianum falsitatis arguit adversariorum assertionem. Plures enim cælibes ad decrepitam usque ætatem pervenerunt, atque in dies perveniunt et quidem benè valentes (2). Ex recensionibus *statisticis*, ut vocant, constat longævitatem propriam potissimùm esse monialium et religiosorum, id est, cælibum (3), quod confessi sunt inter cæteros Baco de Verulamio (4), et Mahon (5), ex veteribus verò Galenus id ipsum confirmat (6), cujus quidem phænomeni non una causa assignatur à peritioribus medicis (7).

(1) Inter quos recensentur Nicolai, serm. 6, tract. 2, c. 5; Cagnato, lib. 1, obs. 1; Santorelli, Antipraxis lib. 16, c. 5; Rediginus aliique non pauci apud cl. Scotti in Catechismo medico, art. *Celibato.*

(2) Brown celebris med. Anglus, in op. *Errores populares*, lib. 1, p. 282, observat cælibatarios diutiùs, cæteris paribus, vivere quàm conjugatos. Leonicenus, doctissimus med. Italus, referebat acceptam continentiæ valetudinem perfectam quâ fruebatur an. 90. Hasech parochus Leodiensis qui mortuus est ætatis suæ an. 125, id ipsum affirmabat. Cf. Feller, *Catéchisme philosoph.*, art. cit. Cf. etiam Maistre, *Soirées de Saint-Pétersbourg*, tom. 1, soir. 1. Celeberrimus Newton virgo mortuus est, atque ut loquitur Zimmermann, ætate an. 85, detulit in sepulcrum id quod infelix juventus nostra miserè projicit ætate an. 14. Ast Newton cogitationem in cœlum intentam jugiter tenebat.

(3) Consului has recensiones quæ paucis ab hinc annis tum Venetiis tum Mediolani prodierunt, aliasque non paucas, ac semper inveni majorem longævitatem in cælibibus quàm in nuptis etiam quoad numerum.

(4) Cf. Sir Francis Bacon's Works. London, 1803, in 8, tom. 8, pag. 358.

(5) Op. cit. t. 4, p. 261. Placet ejus verba exscribere, cùm sint hominis cælibatui infensi: « Se quelli, inquit, che per ubbidire ai doveri del proprio stato o per qualche altro motivo, ricusano di ascoltar la voce della natura non ne provano *sovente* alcun incomodo; se anche *l'esperienza dimostra, che i religiosi celibatari rigidi osservatori delle sue leggi hanno goduto sino ad una estrema vecchiezza della più florida salute*, ciò deve ascriversi ad un benefizio di questa stessa natura, da essi disprezzata, e che non si manifesta in niuna parte più provida, che nell'industrioso artificio col quale essa forma l'umor prolifico. » Ad quid igitur tot declamationes adversùs cælibatum?

(6) De locor. affectionibus, lib. 6, cap. 6. Id ipsum fatetur Haller, Elementa physiol. lib. 7, p. 555, loquens de cœnobitis, qui per longum vitæ curriculum exactissimè vota quæ nuncupaverant, servaverunt.

(7) Cf. Zacchiam, Quæst. medic. legalis lib. 6, tit. 1, de Erroribus medicorum, quæst. 5, n. 4, seqq. Mahon ipse l. c. scribit: *L'assorbimento* (prolifici humoris) *transmetterà al sangue delle particelle di una sostanza attiva che stabiliranno la sanità ed accresceranno le forze;* alia ibid. videri possunt; nec enim theologum decet in nonnullis ad particularia descendere. Addo naturam multiplici ratione sibi prospicere, ut idem auctor observat. Quod quidem ex professo ostendit cl. Laurentius Martini, professor in Univers. Taurinensi, in op. *Lezioni di fisiologia*, Torino 1830, tom. 10, lez. 82, p. 96, ubi inter cætera scribit: « Una siffatta

R. II. D. Qui tamen, si qui sunt, communes pariter sunt cujusvis conditionis ac statûs hominibus, Tr. vel C.; proprii cælibum tantùm, N. Jam verò Horstius et Tissot agunt de morbis litteratorum; Ramazzini de morbis artificum; Plempius de morbis togatorum; Peringle de morbis militum; Furstenau de morbis medicorum; Haller tractatum edidit cui titulus: *Vita humana morbus continuus, sive tractatus de Morbis ætatum* (1). De morbis demùm conjugatorum egerunt Hippocrates, Pere, Chambonius, Aretæus, Savonarola, Mahon, Franck, aliique non pauci, ostenduntque longè fortassè præ cæteris statum ejusmodi periculosiorem esse (2). Ad quid igitur adversarii obtrudunt nobis morbos cælibum?

Ad 3. vel N. vel D. Qui tamen mœror, animique labor si conferantur cum iis anxietatibus quibus conjugati discruciantur, penitùs evanescunt, C.; in se, Tr. Quid porrò conjugati perferre non debent vel à querulâ uxore, vel à filiorum turbâ, protervià, inobedientià, malis moribus, etc.? Quid si pugnandum præterea sit cum fame omniumque penè rerum inopiâ, adeò ut pauci inveniantur quos non pœnituerit initi matrimonii? Quod spectat ad rudiores agrestesque mores, severitatem ac tristitiam quibus sibi fingunt adversarii laborare cælibes, eos rursùm revocamus ad experientiam ex quâ constat cælibes ut plurimùm hilariores lætioresque cæteris esse, adeò ut excitârint invidiam eorum qui contrarium institutum sectantur. Si qui sunt ex cælibum cœtu qui præclaras illas dotes præ se ferant, eæ non ex cælibatu, sed vel ex animi indole, vel ex naturali affectione, institutione aliisve causis prorsùs extrinsecis repeti debent, quas leviores animi labes facile est in omni hominum cœtu invenire; uti ex consuetudine cuivis innotescet (3).

Propositio IV. — *Continentiæ lex sacris ministris imposita quin societatis bono adversetur, illud potiùs mirificè promovet.*

Hæc propositio est adversùs illos angustæ mentis philosophos et politicos, qui non ita pridem dolebant Europæ vices, ob certam perniciem quam eidem instare clamabant ex damnis quæ in societatem proveniunt ab ecclesiasticorum cælibatu. Hi porrò parùm sibi constantes tolerantiæ nomine vellent libertatem clero catholico adimere, eumque jugo matrimonii subjicere.

Sic verò veritatem thesis astruimus: Lex illa societatis utilitati, reique publicæ commodis conducere dicenda est, quæ et familiis perennitatem, et generis propagationem affert; quæque efficit ut litteræ et bonæ artes vehementiùs excolantur; quæ denique publicæ beneficentiæ et charitatis instituta mirificè promovet amplificatque. Atqui talis est continentiæ lex.

Per eam siquidem Ecclesiæ ministri, qui sunt ministri publici à quovis domestico negotio liberi, totos se mancipare possunt publico fratrum ac concivium suorum commodo ac utilitati; contra verò si domesticis curis detinerentur quæ conjugio annexæ sunt, in duas veluti partes distraherentur; publicæ siquidem ac privatæ rei cogerentur curam gerere. Cùmque domestica ejusmodi ac privata commoda, ut sæpenumerò evenire conspicimus, sacerdotis matrimonio juncti animum totum ad se rapiant, illud dubio procul eveniret, ut tantùm publicæ utilitati detraheretur quantùm domesticis curis ipse vacaret (1).

Hàc propterea domesticâ sollicitudine vacui Ecclesiæ ministri magis in primis idonei inveniuntur ad communicandum vim moralem ac religiosam privatis familiis, ut conjuges mutuo amore se prosequantur, ad paci eorum consulendum, ad eos à vitiis ac effreni licentiâ deterrendos atque à simultatibus, quæ profectò multò magis nocent propagationi, quàm eidem multiplicata inconsultò conjugia prospiciant. Cùm verò ex familiarum firmitate et conservatione pendeat firmitas et conservatio societatis, quæ ex totidem familiis exsurgit et coalescit, sequitur cælibem clerum multò magis conferre ad ejusdem societatis conservationem ac perpetuitatem quàm conjugatum (2). Rursùs, cùm

quistione è molto dilicata. Non vuolsi tuttavia preterire, perchè alcuni la propongono, *e vorebbero che si potesse dimostrare* come la continenza sia contraria alle leggi della sanità. Noi dunque stabiliamo, che que'casi, in cui la continenza fu nociva, sono anzi immaginarii, che probabili. Ragioniamo senza prevenzione; nè mancheremo di validissimi argomenti a conquidere i nemici della verginità. » Qui deinde thesim suam egregiè astruit ex intimis physiologiæ principiis. Utinam indissolubile conjugium inter scientiam ac religionem aliquando celebraretur! Verùm plures cupiunt vanam captare gloriolam apud stultos, mente non minùs quàm corde corruptos. Ast constanter tandem aliquando scientia vindicat se de injuriâ sibi illatâ, dùm irreligioni ac impietati inservire cogitur contra ejus vota.

(1) OEniponti, 1693. Etiam Hippocrates, in epist. ad Domagetem scripsit: Ὅλος ἄνθρωπος νοῦσος.

(2) Apud Scotti, op. et loco cit.

(3) Cf. Biscardi in Resp. ad problema. *Se più felice sia lo stato del celibe, o del conjugato.* Venez., 1554. Qui tamen longiùs progressus est quàm par fuerit, nimis enim exaggerat conjugii mala. Cf. præterea Petrum Blosium epist. 79 ad R. Diaconum; Soto de Justitiâ et Jure, lib. 7, q. 1, art. 1.

(1) Optimè auctor art. cit. *Du Célibat des prêtres :* « Il y a dans chaque état deux classes de citoyens, ou plutôt dans chaque citoyen deux hommes, l'homme public et l'homme privé : celui-ci concentré dans sa famille, travaille en silence à son propre bonheur, et à celui des êtres qui lui sont chers; l'autre, sortant de la sphère étroite où la nature semblait l'avoir circonscrit, s'élève à la hauteur des fonctions auxquelles il est appelé, et se sacrifie tout entier aux intérêts publics dont il est dépositaire. Car nos forces et nos facultés sont si bornées que, pour bien répondre au vœu de la Providence, ou pour bien servir le pays, nous devons, autant qu'il est en nous, diminuer et resserrer nos obligations privées à mesure que nos devoirs publics s'étendent et se multiplient. Or, tel est le prêtre; c'est un homme public, ou plutôt c'est l'homme de tous. Il doit être prêt à voler à chaque moment où la voix de l'infortune et de la religion l'appelle, dans la cabane du pauvre, dans le palais des grands, dans le temple du Seigneur. Il est responsable devant Dieu et devant les hommes, d'une heure, d'un moment. »

(2) Quidam ex recentioribus philosophis dixit : « La loi qui permet le célibat n'est point opposée à la loi qui règle le mariage. La fin du mariage est de conserver le genre humain par la reproduction : la fin du

bonum individuorum à bono ac felicitate societatis, cujus membra sunt, omninò pendeat, evidens est non posse cælibes Ecclesiæ ministros bonum societatis promovere, quin bonum promoveant singulorum individuorum.

Quod verò spectat ad intellectualem ac moralem institutionem nemo sanus negaverit longè aptiorem ad eam curandam ac perficiendam eum inveniri, qui totus in eâ esse possit, et qui ob excellentius sublimiusque vitæ genus quod profitetur auctoritatem et fiduciam sibi conciliare possit, quàm qui domesticis negotiis implicatus est, ac in nullâ re reliquis præstat super quos influxum exercere debet. Talis porrò est, tum rei ipsius naturâ inspectâ, tùm etiam communi hominum judicio, cælebs Ecclesiæ minister, qui sive erudiendæ in litteris juventuti, sive in eorum animis ad pietatem atque ad bonos mores informandis totum se reddere potest, qui præterea faciliùs in ipsorum parentum voluntatem eam auctoritatem influere valet quam ipsi in cæteris despicerent. Ex his autem pendet civilis cultura et institutio, quæ eò magis crescit quò majorem influxum exercere potest sacer Ecclesiæ minister. Hæc autem religiosa, intellectualis ac moralis institutio ad bonas artes etiam se protendit, ad scientias, litteras, totamque ingenui civis vitam (1).

Beneficentiæ demùm atque charitatis instituta ortum et incrementum vel ex toto vel magnâ saltem ex parte à cælibe sacrorum ministrorum vitâ pendere ipsa patefacit rei de quâ agimus natura. Ipsi enim quibus orphanorum, senum, infirmorum ac miserorum turba demandata est, veluti omnium parentes ac refugium in societate spectantur eo præsertim nomine quòd ab omnibus domesticis ac publicis negotiis feriati sint. Charitas quam in omnes suadet, imò præcipit christiana religio nullum invenit in ipsis impedimentum quo in cunctos se diffundat. Ipsâ suâ vivendi ratione cælibes ministri mediatores constituuntur inter divites et egenos, inter debiles ac potentes et corrogant undique media quibus indigentiæ subveniant quâcumque possunt ope. Hâc de causâ et libenter opulenti eisdem subsidia tribuunt, et pauperes ad eos magnâ fiduciâ confugiunt. Hæc porrò in clericis conjugatis uxore ac frequenti sobole onustis, vix, aut ne vix quidem concipi possunt (1).

Ne quis verò suspicetur ea quæ paucis contraximus theoretica tantùm esse, non autem practica, juverit factis et experimentis publicis hæc omnia confirmare.

Ac primò quidem ex publicis tabulis compertum est nuspiàm regna aut provincias civium multitudine et opibus floruisse, nisi ubi viguit cleri catholici cælibatus. Si Europa ad illud potentiæ atque opulentiæ culmen pervenit in quo eam suspicimus, totum id acceptum tam utili institutioni referre debemus. Nobis satis hìc sit commemorare Italiam, Gallias, Belgium, Austriacum imperium, Helvetiam catholicam, Hiberniam, quæ si comparentur cum regionibus in quibus cælibatus à ministris proscriptus est, patebit cæteris paribus, longè magis præ istis illas populi frequentiâ

célibat est de donner à la société des ministres uniquement occupés de leurs fonctions; et qui conservent les hommes, les uns en leur communiquant la force morale de vivre en paix avec leurs semblables, les autres en les empêchant par la force physique de troubler la paix. Ce sont des lois de conservation des familles, et la société se perpétue et s'accroît bien plus par la perpétuité des familles que par la fréquence du mariage. » *Annal. de Philosoph. chrétien.*, tom. 1, p. 294. Quare vel ipse Montesquieu in op. *L'esprit des lois*, liv. 23, ch. 2, magnum hoc moralis ac politices oraculum protulit, *que la continence publique est naturellement jointe à la propagation de l'espèce.*

(1) Satis est comparare inter se publica ædificia, templa præsertim, hospitia aliaque ejusmodi quæ à Catholicis excitata sunt, tum medio ævo, tum sequenti ætate ubique terrarum, necnon monumenta sculpturæ, architecturæ et picturæ cum ædificiis aliisque monumentis Protestantium, ut quisquis intelligat solam religionem catholicam pulchri ac magnifici idealem atque, ut ita dicàm, cœlestem inspirationem ingerere. Facilè quisque levi inspectione inter duo aut plura simulacra aut tabulas pictas discernere potest inter opus Catholici, et opus Protestantis. Caret enim istius animus pietate, quam propterea nequit exprimere in operibus ingenii sui. Cf. Rubichon, op. cit. *De l'action du clergé*, etc., ch. 10, *Du Célibat dans ses rapports avec la population*, pag. 287, seq., necnon egregia opera Cypriani Robert : *Essai d'une philosophie de l'art, ou introduction à l'étude des monuments chrétiens*, Paris, 1837, cum *lectionibus* quæ circa monumenta christiana in lucem ex eodem auctore prodierunt, et D. Rio : *De la Poésie chrétienne dans ses principes, dans sa matière et dans ses formes*, unà cum *analysi* ac *observationibus* cl. com. de Montalembert. Paris, 1837. Hic porrò auctor spectatur tanquàm æstheticæ christianæ instaurator.

Anno elapso D. Welby Pugin, architectus Anglus, ex solâ comparatione monumentorum Catholicorum et Protestantium, primum stimulum habuit ad ampletendam religionem catholicam veluti divinam, prout reipsà fecit. Cf. ejus opus inscriptum : *Contrasts between the noble edifices of the 14. th and 15. th centuries and similar buildings of the present day shewing the decay of taste.* Lond., 1837; tum : *An apology for the contrasts, being a defence of the assertions advanced in that publication against the various attaks made upon it. By Welby Pugin, Esq. author of the book in question*, Lond., 1837.

(1) Apprimè comes de Maistre, in op. cit. *Du Pape*, liv. 3, ch. 3, § 2, hæc de clero catholico scripsit : « Cette puissance, encore plus merveilleuse, qui peut attendrir un cœur pétrifié et le rendre à la vie; qui va dans les palais arracher l'or à l'opulent insensible ou distrait pour le verser dans le sein de l'indigence; qui affronte tout, qui surmonte tout, dès qu'il s'agit de consoler une âme, d'en éclairer ou d'en sauver une autre; qui s'insinue doucement dans les consciences pour y saisir des secrets funestes, pour en arracher la racine des vices; organe et gardienne infatigable des unions saintes; ennemie non moins active de toute licence; douce sans faiblesse; effrayante avec amour, supplément inappréciable de la raison, de la probité, de l'honneur, de toutes les forces humaines au moment où elles se déclarent impuissantes; source précieuse et intarissable de réconciliation, de réparations, de restitutions, de repentirs efficaces, de tout ce que Dieu aime le plus après l'innocence; debout à côté du berceau de l'homme qu'elle bénit; debout encore au côté de son lit de mort, et lui disant, au milieu des exhortations les plus pathétiques et des plus tendres adieux... *Partez!* cette puissance surnaturelle ne se trouve pas hors de l'unité. »

abundare (1). Quod profectò repeti nequit nisi à cælibe cleri catholici vitâ, atque à vi religionis, quâ fit ut matrimonii jura ac leges sanctiùs custodiantur, firmentur familiæ, conserventur, augeantur.

Quid de institutione juventutis intellectuali ac religiosâ dicam, cui informandæ gratuitæ scholæ à cælibe catholicorum clero ubique locorum apertæ sunt eo successu, ut nulla sit civium classis, quæ instructionem ad civilem culturam tantoperè necessariam summâ facilitate haurire nequeat? Si verò litteraria hæc institutio quæ adeò confert ad societatis felicitatem, comparetur cum scholis, ut vocant, *normalibus* ac *mutuis* quales à Protestantibus excogitatæ sunt, illicò apparebit quàm immane inter utrasque intercedat discrimen. Ex illis enim quotidiè cives benè morati, optimi magistratus, utilissimi patres familiàs prodeunt; contra verò ex istis homines protervi, societatis perturbatores, increduli, seu flagella societatis ut plurimùm emergunt. Diuturna experientia id apertissimè ostendit, ita ut ejusmodi scholæ magis ac magis dilabantur (2).

Demùm industriâ et ope cleri catholici ubique patere domicilia ad diversas miserorum classes colligendas, ac in dies nova erigi nostris quotidiè oculis usurpamus. Quid verò non contulit et confert sollicita cælibis cleri charitas nosocomiis, orphanotrophiis, gerontotrophiis, mente captis, surdis ac mutis, ac reliquis miseris cujuscumque generis? Invido quidem oculo hæc omnia hospitia ac domicilia charitatis aspiciunt Protestantes, at steriles ipsi sunt nec quidpiam unquàm quod aliquâ ratione conferri possit cum institutionibus Catholicorum; licèt verò maximè voluerint, et conatus omnes eò direxerint, nisi pertenuem vix umbram in suis imitationibus protulerunt. Vix enim reperiuntur inter eos qui velint se devovere tot sacrificiis sine ullâ mercedis spe ad miserorum levamen, neque, etsi optarent, possent domesticis curis detenti ac præpediti (3).

(1) Cf. Rubichon, op. cit., ch. 10, *Du Célibat dans ses rapports avec la population en France*, ubi non de solis Galliis, sed de aliis provinciis ac regnis tum absolutè, tum relativè spectatis, atque ex recentissimis censibus ostendit veritatem facti quod asseruimus.

(2) Vixdùm ortæ sunt ejusmodi scholæ normales ac mutuæ, ut incautè eas admiratæ haud paucæ civitates catholicæ asciverint. Verùm fructus paulò post arborem prodiderunt, tanta enim incesserat juvenum animos arrogantia ac tumor, ut vix patrium imperium sustinere vellent; depravati præterea mores ut plurimùm omnem ab eis pudorem excusserant; atque exinde factum est ut pedetentim ejusmodi scholæ evanuerint, ac locum cesserint institutoribus ecclesiasticis ac religiosis.

(3) Innumera penè sunt instituta charitatis, quibus viri ac mulieres se devoverunt ac devovent solatio omnis classis miserorum, adeò ut totam vitam insumant in illis charitatis operibus, à quibus natura abhorret; cernere est nobiles puellas quæ delicatè enutritæ in paternâ domo mundum ac vanitates exosæ sunt, omni humanæ spei nuntium remittentes se totas mancipare infirmorum ac egenorum molestiis et incommodis sublevandis, sæpè tempore luis ac contagiosi morbi imperterritas sese exhibere illorum

Exinde factum est ut nonnisi languente ac deficiente fide, ac inter civiles motus exsurgerent increduli, religionis ac societatis hostes teterrimi adversùs Catholicorum cælibatum; hujus tamen generis homines ut plurimùm à legitimo conjugio abhorrent, ut cælibatum libertinum consectentur. Verùm ex hoc nova ratio sese offert principibus ac veris politicis adeò salutarem institutionem ab istorum stultis declamationibus tuendi, utpote tot bonorum quæ in societatem proveniunt matrem fœcundissimam et altricem tutissimam.

Constat igitur ex dictis clericorum continentiam quaquaversùs spectetur quin adversetur societatis bono, illud potiùs mirificè promovere prout demonstrandum assumpsimus.

Difficultates.

I. Obj. 1° Cælibes viri innumeris propè civibus rempublicam defraudant (1). 2° Nulli præterea prosunt cælibatûs molestiæ et incommoda; 3° pluribus verò prodesse possent clericorum conjugia, 4° quibus castiores et puriores fierent ipsorum mores, eorum liberi meliùs instituerentur, iterùm in terris vivere viderentur Zacharias et Elisabetha eorumque filii Præcursoris virtutes æmularentur (2). 5° Institutio quæ si universalis fieret destrueret societatem non est perfectio, sed insanientis et aberrantis mentis effectus, talis porrò est continentiæ professio (3); 6° eam proinde Græci et Romani datis legibus proscripserunt, infamiâ notârunt cælibes eosque gravibus pœnis addixê-

curæ, nec aliam mercedem præter sacrificium propriæ vitæ sibi proponere. Sanè nec pauci religiosi aut sanctimoniales feminæ his institutis charitatis addictæ hilares vitam profuderunt. Plura utriusque sexûs individuorum millia ubique gentium in Ecclesiâ catholicâ hoc heroicum vitæ genus instituunt, ac maria trajiciunt ut in Asiam, Africam et Americam apud barbaras et sylvestres nationes hujusmodi transferant beneficentiæ opera. Verè catholica religio charitate vivit et operatur. Contra verò apud acatholicos omnia frigescunt, ne dùm mulieres, sed ipsi ministri, ut vocant, sectarum, non solùm nil ejusmodi moliuntur, sed ad minimi periculi aspectum se retrahunt ac fugiunt, sub specie quòd nolint in proprias domus luem inferre, atque uxori ac filiis perniciem consciscere. Ita reposuerunt non ita pridem ministri Protestantes in Statibus fœderatis Americæ, cùm lues Indica regiones illas depopularetur, ita respondit anno elapso archiepiscopus Anglicanus Dublinensis exprobrationibus quas propterea sustinere togebatur. Esto, verùm nonne ejusmodi excusationes meliorem conditionem esse cælibatûs ecclesiastici ostendunt? Optima præterea ratio est, quia quemadmodùm extra unitatem vera fides, sic vera charitas non invenitur.

(1) Ita post Protestantes auctor op. *Les inconvénients du célibat des prêtres*, Genève 1781, et quod mirum est, medici illi libertini quos superiùs recensui hanc urgent difficultatem; unde patet an ex physiologiæ ac medicinæ fontibus, an potiùs ex impietate illâ amplificent incommoda quæ urgent adversùs continentiæ professionem.

(2) Sic auctor anonymus tract. *Della necessità ed utilità del matrimonio degli ecclesiastici*, an. 1770, sine loco edit., part. 1, p. 107, cui accessit Franck, op. cit. *Sistema completo di Polizia medica*, l. c., § 16.

(3) Ita Bretschneider. Cf. op.: *Henricus et Antonius*, seu: *De Proselytismo Ecclesiæ Romanæ et evangelicæ*, Vind., 1828.

re (1). 7° Sanè dùm Protestantium provinciæ florent, squallent regiones Catholicorum in deserta commutatæ, ita ut vix incolæ ad agros colendos ac mechanicas seu illiberales artes exercendas sufficiant (2); 8° cujus quidem infrequentiæ alia causa assignari non potest præter ingentem cælibum ecclesiasticorum multitudinem. 9° Hinc spiritus seculi, quod *in progressu*, ut aiunt, versatur, non ampliùs patitur ejusmodi institutionem (3). 10° Quare ut demùm abrogaretur supplices libelli non ita pridem guberniis dati sunt (4) de quorum felici exitu spes non modica affulget. Ergo.

R. Ad 1. D. Cælibes universim sumpti, C.; ecclesiastici, N. Mirum est pseudopoliticos cum Protestantibus in unum invehi cælibatum ecclesiasticum tanquàm unicam reipublicæ perniciem, et oculos avertere ab immensâ cælibum turbâ, quæ vera causa existit damni quod respublica à cælibatu patitur. Viget enim præter ecclesiasticum cælibatus militaris, cælibatus nauticus, cælibatus philosophicus, cælibatus famulitius, cælibatus libertinus cum quibus omnibus si comparentur pauci ecclesiastici qui continentiam profitentur, patebit risu excipiendos esse adversariorum clamores, qui ex solo odio in clerum catholicum, seu potiùs in religionem catholicam oriuntur. Si tantoperè ipsis cordi est reipublicæ profectus, quare non insurgunt in recensitos cælibatus à quibus innumerorum civium procreatio impeditur, et causa sunt effrenis libidinis et vitiorum colluviei (5)? Quòd si ecclesiastici sub aliquo respectu defraudant civibus rempublicam, abundè compensant hoc detrimentum per conservationem familiarum, ut vidimus, et morum integritatem quam mirificè promovent, quibus fit ut longè major propagatio ex legitimis conjugiis habeatur, quàm si connubia frequentiora celebrarentur (6). Quis porrò ignorat rectos mores nervos esse civitatum?

Ad 2. N. Prosunt enim ejusmodi molestiæ et incommoda si quæ sunt, inprimis ipsi cælibi ad coronam; prosunt universo gregi seu populo christiano, dùm ipsi non subtrahitur quod impenderetur familiæ curis ac privatæ filiorum et uxoris institutioni et sustentationi; prosunt omnibus veneratione quam sibi conciliant; prosunt orphanis, pauperibus, infirmis, prosunt, ut verbo dicam, societati universæ, quæ tot emolumenta inde derivat, ut ex probationibus constat (1).

Ad 3. D. Qualia adversarii fingunt, C.; vera et realia, N. Exaggerata porrò, imò et chimærica planè esse commoda quæ ex clericorum conjugiis provenire adversarii deprædicant, patefaciunt regiones illæ in quibus ecclesiasticorum cælibatus non viget Presbyteri siquidem conjugati tum apud Græcos schismaticos tum in imperio Russico incredibili ignorantiâ laborant, in Sacramentis administrandis crimina simoniaca admittunt, rarò admodùm divina celebrant mysteria; ipsorum doli, negligentia, otium, abjectio in causâ sunt cur omnibus in contemptu habeantur, sola politica motiva efficiunt ut tolerentur (2). Apud ipsos Protestantes longè minoris jam æstimantur mariti ipsorum

« Si ces derniers (célibataires) cherchent souvent à éluder le vœu de la nature dans l'acte de la reproduction, par suite des circonstances sociales, *n'en est-il pas de même chez un grand nombre de gens mariés*, dans les classes les plus élevées, et les classes moyennes de la société? La crainte de voir diviser un héritage destiné à soutenir l'orgueil nobiliaire, celle de ne pouvoir subvenir aux besoins d'une famille nombreuse, réduisent considérablement le nombre des naissances dans ces deux classes... Le célibat n'est donc pas l'ennemi des mœurs et de la santé publique. Nous pourrions citer à l'appui de cette opinion des faits nombreux et concluants, si nous allions fouiller dans les turpitudes du cœur humain. » Cf. etiam Bergier, *Dict. de Théolog.*, art. *Célibat*.

(1) Cf. Plutarchum in Lycurgo, opp. t. 1, p. m. 64. Platon., de Legib., lib. 4 et lib. 6; ut testatur Cicero, de Legibus, lib. 3, inter leges duodecim tabul. et hæc reperiebatur : Cælibes. Esse. Prohibento, cujus exsecutio demandata erat ædilibus. Plura alia recenset H. G. Heineccius, Antiq. Rom. jurispr. illustr. Syntagma, l. 1, tit. 25.

(2) Sic auctor *Recherches philosophiques sur le célibat*.

(3) Ita professores Friburgenses in libello supplici de quo mox dicemus.

(4) An. 1828, tres dati sunt ejusmodi libelli à professoribus Friburgensibus in Brisgoviâ, alter magno duci Badensi, alter comitiis magni ducatûs, tertius episcopo Friburgensi. In ducatu Hesse-Darmstadt quidam *deputatus* D. Ernestus Hoffmann, die 15 jun. 1830, obtulit pariter propositionem, seu *motionem* ut vocant, ad abolendam legem cælibatûs ecclesiastici. Item, die 17 sept. ejusdem anni plura ibid. diffusa sunt postulata ad eumdem finem; demùm in Galliis 1829 et 1830, hæc eadem quæstio proposita et agitata est in publicis regni comitiis.

(5) Cf. *Dictionnaire abrégé des sciences médicales*, Milan, 1822, vol. 4, 5, art. *Célibat*, *Continence*, *Incontinence*, in quibus evidenter ostenditur non ex cælibatu virtutis ac religionis causâ suscepto, sed ex cælibatu involuntario, ex incontinentiâ sive in conjugio sive extra conjugium omnem societatis moralem corruptionem provenire, sobolis procreationem impedire, etc. Nec dissentiunt Mahon, Franck, aliique cælibatûs ecclesiastici insectatores.

(6) Audiamus auctorem art. *Célibat*, cit. Diction.

(1) Hæc ipsa commoda ex clero catholico cælibe in societatem provenire ultrò fassus est auctor certè in hâc parte minimè suspectus, Filangieri in op. : *La scienza della legislazione*, lib. 2, c. 5.

(2) A Petro I, cui *Magni* cognomentum accessit, imperii Russici fundatore magnâ ex parte instauratum est schisma moscoviticum, quod jamjam in suum finem vergebat, idque præstitit ex motivo politico, ut idem nempe esset caput civilis et ecclesiastici regiminis, et religiosa institutio politica prorsùs evaderet. Hoc politicum principium magnâ constantiâ prosecuti sunt subsequentes imperii moderatores, qui interdùm vexationibus et omni argumentorum sævitie his præsertim diebus conati sunt, et nituntur contra publica pacta religionem catholicam abolere in regionibus suæ ditioni subjectis. Si artes Juliani apostatæ comparentur cum illis quibus illud gubernium utitur ad finem hunc perversum obtinendum, discipuli magistrum superâsse viderentur. Duplex semper scopus in dilatatione imperii præ oculis habetur, protensio finium imperii et schismatis, ut sic propriam, quam vocant Ecclesiam, opponant Ecclesiæ Romanæ. Id non obscurè fatetur quem sæpè aliàs citavimus, Filaret, dùm vota emittit ut protendantur imperii fines, et sic schisma protendatur. Ast non est prudentia, non est consilium contra Dominum. Cæterùm hinc fit ut ipsorum *popæ*, quos vocant, seu presbyteri uxorati, qui omnibus contemptui sunt ob ignorantiam et ebrietatem cui passim indulgent, et ob simoniam, sustineantur, imò foveantur. Cf. de Maistre *Du Pape*, loc. cit.

ministri quàm apud nos catholici presbyteri (1). In Anglià verò omnes ferè libri eò spectant ut clerum invisum, et summoperè contemnendum reddant (2); nec religionis Anglicanæ ministris theatrorum licentia parcit; si quis in scenam inducitur veluti stolidus, ebrius, leno, *minister* exhibetur (3). Quæ omnia cùm adversariis benè perspecta sint, eò votis omnibus tendunt, ut pari ordine ponant clerum catholicum per cælibatûs abrogationem.

Ad 4. D. Si conjugii vi impeccabiles clerici evaderent, C.; secùs, N. Nec enim in his quæ ex experimento pendent debemus poeticam imaginationem sequi, sed res prout in se sunt spectare. Eadem enim in conjugatis clericis cernerentur, quæ in conjugatis laicis contingere solent, qui procul profectò absunt ab illâ sanctitate quam adversarii fingunt, ac præterea illis vitiis sordescerent ad quæ inclinant rei domesticæ amplificandæ sollicitudo, ac filiorum sustentatio et futura ipsorum conditio. Certè clerus Anglicanus uxoratus non exhibet totidem Zacharias et Elisabethas, eorumque filii quàm longissimè absunt ab æmulandis et in se referendis virtutibus S. Præcursoris (4). Itaque non conjugium, sed habitus castitatis ab adolescentiâ susceptus remedium incontinentiæ validiùs suppeditat; ubi enim pudore soluto labem hujusmodi quispiam contraxerit, difficulter admodùm ejus memoriâ ad peccatum non provocatur. Nam quò majora sunt cupiditatis irritamenta, eò magis urit.

Ad 5. D. Eâdem ratione quâ noxia fieret quævis ars et disciplina si omnis hominum cœtus ad illam excolendam sese converteret, C.; diversâ ratione, N. Nempe ex hoc argumento, si quid valeret, sequeretur eliminandas è societate litteras esse, repudiandas artes quaslibet seorsim sumptas; quia profectò si omnes studiis vacarent periret commercium, agrorum cultus, omnes fame perirent. Adeò acuti sunt Protestantes qui politicos agunt, dùm non verentur per summam impudentiam traducere Christi consilia tanquàm furiosi et inepti animi sensa. Nova est adeò hæc difficultas ut eam sibi objecerint et excusserint SS. Hieronymus et Augustinus, postea verò S. Thomas (1).

Ad 6. D. Græci et Romani proscripserunt et infamiâ ac pœnis mulctârunt cælibatum libertinum et vitiosum, C.; religionis et virtutis causâ susceptum, N. Nos enim contrarium ostendimus, et fatentur ipsi adversarii, qui cælibatûs institutionem non ex Christi et Apostoli consiliis, sed ex ideali Indorum, Græcorum, et Romanorum perfectione et mysticismo, qui omnium animos invaserat, atque ex instituto sacerdotum ethnicorum repetere maluerunt (2). Quomodò autem leges plectere potuerunt quod adeò suspiciebatur? Itaque effrenem illorum licentiam objectæ leges feriunt, ex quâ fit ut complures animo ac sensibus vitiatis ex epicurcismo, cam fugiant societatem, quâ, ut loquitur Montesquieu, fierent meliores, ut aliam sequantur, quâ pejores semper evadunt (3). Hunc porrò cælibatum et nos damnamus utpote societatis pestem.

Ad 7. N. Hoc enim putidum mendacium est. Sola Italia, quæ ecclesiasticis viris præ regionibus reliquis abundat, sufficit ad falsitatis arguendam adversariorum assertionem. Hæc enim spectatâ soli aream superat Sinas ipsas civium seu incolarum numero (4). Quòd

(1) Cf. de Maistre, op. et l. cit., ubi plura hujus assertionis documenta profert, atque inter cætera scribit : « L'anathème est inévitable. Tout prêtre marié tombera toujours au-dessous de son caractère. La supériorité incontestable du clergé catholique tient uniquement à la loi du célibat... Qu'est-ce qu'un ministre du culte qui se nomme réformé ? C'est un homme habillé de noir, qui monte tous les dimanches en chaire pour y tenir des propos honnêtes. A ce métier tout honnête homme peut réussir... J'ai examiné de très-près cette classe d'hommes ; j'ai surtout interrogé sur ces ministres évangéliques l'opinion qui les environne, et cette opinion même s'accorde avec la nôtre, pour ne leur accorder aucune supériorité de caractère. »

(2) Cf. ibid. necnon in op. *The extraordinary Black Book, an exposition of the united church of England and Ireland.* London, 1851, chap. 1.

(3) Cf. A. *Réponse aux nouveaux docteurs*, part. 2, p. 225.

(4) Cf. *A Letter to his royal highness the duke of Gloucester, Chancellor, on the present corrupt state of the University of Cambridge;* by R. M. Reverley, Esq. edit. London, 1853, in quâ auctor ostendit ferè omnes ministros anglicanos studiis vacare in universitatibus, quæ sunt totidem sedes iniquitatis. Vide præsertim, p. 12, 14, 17, 18.

(1) Cf. S. Hier., lib. 1 cont. Jovin., n. 36; S. Augustin., de Bono conjugali cap. 10; S. Th., cont. Gent. lib. 3, cap. 136, ubi hanc ipsam difficultatem his verbis sibi proponit, n. 3 : « Si bonum est quòd unus contineat, melius est quòd multi, et optimum quòd omnes. Sed ex hoc sequitur quòd genus humanum deficiat. Non igitur bonum est quòd aliquis homo omninò contineat. » Solvit porrò hâc ratione : « Ab his quæ sunt necessaria, quamvis quantùm ad singulos melius sit quòd abstineat, melioribus deditus, non tamen est bonum quòd omnes abstineant, sicut et in ordine universi apparet; quamvis enim substantia spiritualis sit melior quàm corporalis, non tamen esset melius universum in quo essent solùm substantiæ spirituales, sed imperfectiùs, et quamvis sit melius oculus pede in corpore animalis, non tamen esset perfectius animal nisi haberet oculum et pedes. Ita etiam nec multitudo humani generis haberet statum perfectum, nisi essent aliqui intendentes generationis actibus, et aliqui ab his abstinentes, et contemplationi vacantes. » Cf. etiam Feller, *Catéch. Philosoph., loco cit.*

(2) Uti professores Friburgenses in supplici libello de quo supra.

(3) *Esprit des lois*, tome 3, livre 23, ch. 2.

(4) Balbi, *Compendio di Geografia*, Torino, 1854, ex tabulis *statisticis* quas exhibet *Europæ*, pag. 836, et *Asiæ*, pag. 1102, constat Italiam singulis milliariis quadratis continere 225 individua; imperium verò Sinense vix continere 42 individua. Continet Italia vigesimam primam partem incolarum totius Europæ; superat Borussiam, quæ non habet nisi 156 individua pro singulis milliariis quadratis. Belgium pariter, quod apprimè catholicum est ac pluribus institutionibus religiosis et viris ecclesiasticis abundat continet 453 individua pro singulis milliariis quadratis. Et hæc sufficiant ad os obstruendum incredulis ac Protestantibus, qui incusant religionem catholicam, quòd per cælibatum inducat imminutionem incolarum. Cæterùm cùm hæc difficultas respiciat potissimùm Hispanias, qui hæc obtrudunt, perinde ac si ab unicâ cælibatûs ecclesiastici causâ illa quæ illic cernitur incolarum in-

si nonnullæ regiones minus populo refertæ sunt, id à causis omninò extrinsecis pendet, ut mox dicemus, quæ communes sunt regionibus Catholicorum æquè ac Protestantium.

Ad 8. N. Sed hæc causæ sunt : prima, ingens coloniarum in exteras regiones deductio; secunda, conjugiorum difficultas quæ crescit prout minuitur alimentorum ratio. Jam verò experientia demonstrat, doctioresque politici ostendunt agrorum culturâ præ cæteris artibus degendæ vitæ rationem comparari, è contrario hæc commoda luxu corrumpi; hinc cultura neglecta, inde verò luxus, qui novorum civium germen vel à radice exscindit, imminuitur necessariò populi frequentia. Num verò sublato ecclesiastico cælibatu civitatum luxui frenum injiciatur, aut agriculturæ studium crescat judicent adversarii; tertia præterea causa incolarum infrequentiæ est cælibatus libertinus de quo paulò ante diximus; quarta est militia; quinta, acrior scientiarum cupido; sexta, commercium, navigatio, longinqua itinera, artes plurimæ, quæ sæpè efficiunt ut multi aut conjugio valedicant, aut saltem jugalibus se vinculis socient ætate provecti, cùm scilicet rem familiarem aut comparârunt aut amplificârunt; septima sunt tot illustres familiæ in quibus propter beneficiaria jura ac primogenita, exceptis natu majoribus, reliqui cælibem vitam ducere ut plurimùm coguntur; octava est ingens famulorum turba; nona est tot hominum naturalis indoles, qui austeris adeò moribus præditi sunt et vitæ severitate, ut ægrè admodùm garrulam uxorem ferre possint, et liberorum ejulatus et clamores. Quæ cùm ita sint, mirum est pseudopoliticos uni ecclesiastico cælibatui ascribere quod à tot aliis causis pendet, et quas ipse fusè prosequitur Filangierius (1).

Ad 9. D. Si *per spiritum seculi* significentur libertini, increduli, cœnosi homines, C.; si sapientes, graves, veri politici, N. Illi porrò homines nunquàm constituerunt *spiritum seculi*, sed licentiæ, quos seculum, imò et secula velut ignavos, perditos, societatis fœcem spreverunt et exhorruerunt. Talium porrò hominum spiritus abhorreret etiam à catholicâ religione. Quodlibet seculum aliquid ferre nollet, adeòque si id attenderetur, hæc quæ ipsorum perversæ indoli non arrident, essent tollenda, Ecclesia non attendit spiritum seculi, sed spiritum *seculorum*. Quâvis autem ætate viri prudentes ac populus ipse institutionem cælibatûs ecclesiastici suspexerunt; nunquàm populus Ecclesiæ ministros conjugatos optavit; si qui verò sit qui liberè vivat et scandalum præbeat, petit populus ut corrigatur aut amoveatur à ministerio, ejusque in locum melior substituatur, nunquàm verò ut uxor ei detur.

Ad 10. D. Ab iis qui spiritu hujus seculi agebantur, C.; à reliquis, N. Hi qui libros supplices dederunt guberniis pro cælibatûs abrogatione pauci omninò fuerunt si cum cæteris comparentur, qui altè reclamârunt adversùs ejusmodi conatus, qui extremam perniciem inferrent catholicæ religioni (1). Irritæ semper cesse-

frequentia repetendâ esset, non advertunt ad peculiares *phases* seu *vices* illius regionis, quæ octo ferè seculis pugnare debuit adversùs Saracenos ut ab istorum se jugo eriperet; et ad alia bella, quæ adversùs Gallos sæpè sustinuit; ad detectionem Americæ quâ factum est ut innumeri in novam illam orbis partem se transtulerint, aliaque ejusmodi adjuncta. Vix autem ad tempus quievit, ab an. 1811 ad 1830, ut numerus civium incrementum cœperit 4,000,000, licèt clerus secularis et regularis constaret 1,000,000; ut patet ex *Diario Rom.*, 23 jan. 1830.

(1) *Scienza della legislazione*, lib. 2, à cap. 1 ad cap. 8 inclusivè. Longum esset omnia persequi quæ hic auctor commemorat. Nobis satis sit nonnulla afferre, ex iis quæ scribit cap. 8, quæ mirificè confirmant causas à nobis recensitas : « Funesta riflessione, scribit, i vizi e i disordini hanno per così dire una filiazione reciproca fra loro. L'uno produce l'altro, e il prodotto da nuova forza al produttore. Così la miseria, e il celibato violento di alcune classi de' cittadini, impedendo i matrimoni cagionano l'incontinenza pubblica; e l'incontinenza pubblica diminuisce il numero de' matrimoni. Dove ci è corruzione, l'uomo sdegna una moglie, e dove ci è povertà, dove ci sono molti celibi per forza, ivi ci dev'essere corruzione. » Quod deinde nimis forsan liberè evolvit, deinde prosequitur : « Qual vuoto non deve lasciare nella popolazione quest'eccesso della pubblica incontinenza? Qual maraviglia, che nella maggior parte delle nazioni fra cento uomini si fa appena un matrimonio in ogni anno? » et in notâ ibid.: « Leggansi i calcoli di M. Sussmilch. Egli dice, che in Olanda si fa il conto, che

sopra 64 persone vi è un matrimonio; nel mentre in Svezia se ne fa uno sopra 126; nella Marca di Brandeburgo, e in Finlandia uno sopra 108; a Berlino uno sopra 110; in Inghilterra uno sopra 98, 115, 118. » Jam verò numeratæ regiones omnes pertinent ad Protestantes. Ex quo discimus, quænam apud illos vigeat morum corruptio. Et hi sunt qui declamant adversùs cælibatum ecclesiasticum!

Et hæc quidem in hypothesi adversariorum sunt dicta, quòd nempe incolarum frequentia promoveat societatis felicitatem. Ast inquirere præstat num cæca hæc atque inconsiderata propagatio in reipublicæ bonum reipsà cedat? Jam verò nec pauci nec minoris subsellii philosophi ac politici expensis utrinque rationum momentis contrarium ostenderunt. Omissis porrò Aristotele, lib. 7 *Politic.*, c. 4, et Heineccio *ad legem Juliam et Papiam Popœam*, lib. 1, cap. 12, n. 12, qui hæc argumenta versant, non defuerunt reipublicæ quæ vel ob insolentiam plebis vel ob agri angustiam, vel sterilitatem, de coercendo potiùs quàm de amplificando civium numero cogitârunt. Malthus parochus anglicanus in op. *Essai sur le principe de la population* (trad. de l'angl.), necessitatem continendi intra certos limites propagationem ostendit. At pessimus homo ulteriùs progressus est; hic siquidem qui inanem pronuntiaverat continentiæ professionem, ad coercendam propagationem proposuit *frenum morale*. At frenum morale et quidem coactum verè in praxi inane esse deprehendit; quare, uti jam diximus, legem comitiis probandam proposuit, quâ statueretur ut iis qui post statam diem nascerentur, perinde ac eorum parentibus omne subsidium denegaretur, et sic rigori ac punitioni naturæ dimittantur, nempe ut fame intereant. Maltho se socium adjecit Scarlett in eumdem finem, nempe ut minueretur tributum quod in pauperes erogatur. Attamen clerus Anglicanus percipit quotannis libell. sterlin. 9,440,000, seu libellas Gallic. 236,000,000, dùm clerus totius Christianismi in universo orbe non percipit nisi lib. sterl. 9,000,000, seu libell. Gallic. 225,000,000. Cf. op. cit. *The extraordinary Black Book*, etc., p. 59. Cf. etiam *Storia della Riforma*, etc., lett. 4.

(1) Inter quos eminet vir certè minimè suspectus, nempe Ab. de Pradt, cujus articulus cui tit. : *Le Clergé*, relatus est in *Tribunâ catholicâ* diebus 25 et 27 augu-

runt ejusmodi machinationes vel apud ipsos Protestantes (1), ac frustra sibi blandiuntur de felici successu pauci isti libertini, qui nec advertunt ad anomaliam, ut sic loquar, petendi à guberniis abrogationem illius legis quæ ecclesiasticæ, imò et apostolicæ est institutionis, quæque à primis Ecclesiæ seculis ad nos usque pervenit.

II. Obj. 1° : Cælibatûs intolerantia ea est quæ tot compulit cleri regularis ac secularis membra sec. XVI ad *reformationem* excogitandam ac propagandam, quæque tot in societatem intulit clades; 2° accedit per cælibatum clericos extraneos quodammodò societati fieri. Nullâ enim ratione permoveri possunt ad societatis jura tuenda. Hinc, quin Ecclesiam ejusmodi institutio societati devinciat, magis eam à societate devellit ac separat, et statum in statu verè constituit. Cùmque hi cælibes clerici nullo vinculo erga patriam et commune solum teneantur, cum potestate externâ, Romano nempe Pontifice, arctiùs colligantur, quo fit ut sub libertatis ac independentiæ colore, patria alat in sacerdotibus tot hostes ac proditores, vel saltem cives segnes nec de vero patriæ bono sollicitos, ineptos ad præclara facinora. Hinc colluctationes perpetuæ inter sacerdotium et imperium quæ societatem affligunt. Quaquà igitur versùs spectetur continentiæ lex, à sanâ politicâ eliminari debet (2).

R. vel N. vel D. Ad reformationem excogitandam, N.; ad eam excogitatam amplectendam, subd.: Nonnullos corde ac mente corruptos, C.; benè moratos ac propriæ professionis spiritu actos, N. In primis falsum est regulares aut seculares sacerdotes sacrum cælibatum detrectantes animum convertisse ad reformationem excogitandam; alias enim ac longè diversas causas assignat de Pradt, de cælibatu verò ne verbum quidem habet (3). Sanè Henricus VIII cælebs non erat, neque cælibatûs causâ Elisabetha ejus filia Anglicanam reformationem instauravit (4). Quòd si identidem sacerdotes omni pudore, conscientiâ ac religione destituti commodam admodùm ac mollem reformationem amplexi sunt, cupiditatibus iisdem impulsi fuêre quibus quotidiè tot conjugati ac cælibes libertini impelluntur ad habenas omnes vitio ac licentiæ laxandas, æquè dispositi ad profitendum Islamismum, ut ita cohonestent propriam defectionem; quod non ita pridem contigisse novimus (1).

Ad 2. N. Theoretica siquidem hæc principia seu potiùs imaginationis æstus ac somnia experientia quotidiana repellit. Nullos siquidem fideliores subditos principes experiuntur quàm Ecclesiæ catholicæ ministros. Ipsi ut plurimùm primæ victimæ sunt rebellium civilium motuum, quos excitant liberiores homines, uti ex publicis documentis compertum est. Quæ porrò ab adversariis objiciuntur ea prorsùs sunt quæ magis cælibatum excolendum suadent. Agitur enim de Ecclesiæ libertate ac independentiâ; alioquin Catholici perinde ac Protestantes subjicerentur duræ dominationi civilis regiminis; ab ipsâ penderent in dogmate, liturgiâ et disciplinâ. Sine cælibatu vix actum non

Adhuc professores universitatum Cantabrigiensis et Oxoniensis tenentur ad cælibatum.

Cùm Geb. Truchses archiepiscopus Coloniensis defecisset ad Protestantismum, ac de more suam et ipse duxisset uxorem, Elisabetha hanc ad eum Epistolam dedit : « Prædilecte domine! dùm à vobis concepta fuerat intentio, seu voluntas laborandi ut reformatio induceretur in archidiœcesim vestram, mihi admodùm grata, et auditu jucunda fuit. Sed quantùm inde voluptatis hauseram, tantùm postea contristabar, cùm intelligerem circumstantias *connubii vestri* per quas dilucidè ostendistis, in incœptis vestris *longè operosiùs operatam esse carnem et ejus titillationem*, quàm spiritum religionis veræ. Prudentiores homines probi præviderunt infortunium tuum, cùm impossibile sit feliciter evenire. Quare non est ut conqueramini vos ubique deseri. Quidquid egistis, Catholicis maximo offendiculo fuit, neque à Protestantibus approbari, aut saltem gratum haberi poterat. Interea tamen intimè cor meum afficit fortuna vestra, eòque magis quòd nullum ampliùs vos adjuvandi remedium videam. Cæterùm quod à me petistis, ut indulgeam vobis habitationem in regno meo, scitote modernas temporum circumstantias non ferre ut hoc à me permittatur, et jam legato meo apud Hagam demandavi ut istius rei causam vobis aperiat. » Elisabetha Regina.

A. D. 1576.

Cf. *The catholic Magazine*, vol. 6 febr. 1835, n. 49.

(1) Neminem invenire erit ex presbyteris aut religiosis qui identidem ad Protestantismum deficiunt, qui uxorem aut statim aut paulò post non duxerit, imò sæpè jam filios non susceperit ante defectionem. Novissima exempla quæ habuimus in Germaniâ et in Helvetiâ id confirmant. Cf. *Il Cattolico di Lugano*, 28 feb. 1838. Sanè nisi libido eorum mentes excæcâsset, quomodò potuissent absurdum Protestantismum præferre religioni catholicæ? Verè his applicari possunt quæ de Aristippo scripsit Lactantius in Instit. divin. epist., cap. 39, segm. 7 : *Qui ut amiculæ suæ Laidi placeret, Cyrenaicam instituit disciplinam, quâ summi boni finem in voluptate corporis collocavit; ne aut peccatis auctoritas, aut vitiis doctrina deesset.* Sic isti cœnosi homines, ut placeant *amiculæ suæ* Protestantismum profitentur, *ne aut peccatis auctoritas, aut vitiis doctrina desit.* Hoc ipso anno 1838, ut *amiculæ suæ* placeret quidam archidiaconus Ecclesiæ Græcæ ad Alcoranum defecit (cf. *Cattolico di Lugano* 15 marzo 1838), ne pariter aut *peccatis auctoritas, aut vitiis doctrina deesset.* Sic reliqui omnes.

sti an. 1833, adversùs memoriam, seu libellum supplicem profess. Friburgens. Cf. *Catholicon Spiræ.*

(1) Cf. ibid.

(2) Ita Bretschneider, op. cit.

(3) *Concordat de l'Amérique avec Rome*, Paris, 1828, chap. 3, 6. Etiam Ranke, op. cit., liv. 1, chap. 2, § 4, aliam causam reformationis assignat : *On a dit*, scribit, *que la cause de cette attaque, attribuée d'abord à l'abus des indulgences, avait été toute secondaire; mais..... rien n'était plus capable que la doctrine des indulgences de scandaliser un homme comme Luther, d'un sentiment religieux mystique très-prononcé, pénétré des notions sur le péché et la justification telles qu'il venait de les exprimer dans un livre de théologie, inspiré par l'Écriture dont il s'était nourri avec toute l'ardeur d'un cœur altéré. Celui qui croyait avoir découvert les rapports éternels entre Dieu et l'homme et qui, avec les propres lumières de sa raison avait appris à comprendre l'Écriture, devait être le plus profondément offensé par un pardon des péchés qu'on pouvait obtenir pour de l'argent.* Ita quidem hic pietista, quin suspicatus fuerit se risum excitaturum in iis omnibus quibus perspecta sunt effusa libido, audacia, projecti mores, incredulitas optimi parentis sui!

(4) Tam Henricus VIII quàm ejus filia Elisabetha sub gravibus pœnis conjugio clericos interdixerunt. Notum est anecdotum Cranmeri cùm voluit in Angliam introducere uxorem quam duxerat in Germaniâ.

esset de ipsâ Ecclesiæ subsistentiâ (1). Si solo ac patriæ per uxorem et filiorum turbam, ut vellent adversarii, addicti essent sacerdotes mariti, deesset jam centrum commune unitatis, ac pro diversitate statuum seu principatuum, diversæ, imò contrariæ essent ecclesiasticorum sollicitudines, divisi essent ab invicem, uti Protestantes.

Protestantismus cùm vitam in semetipso non habeat, adminiculis exterioribus opus habet ut regatur, principibus indiget qui eum fulciant; at Ecclesia catholica vim ac vitam suam habet ex unitate fidei, capitis ac liturgiæ; habet à Christo fundatore suo, nec opus est ei aliquo exteriori adminiculo vel auxilio, ut vivat, et regatur, ac conservetur. Quinimò vivit ac regitur, frustra in ipsam obnitentibus omnibus portis inferi ad ejus destructionem consociatis. Non obstantibus diris vexationibus, novos semper ac illustres filios acquirit, dùm Protestantismus potentissimorum regum ac principum protectione tectus quotidiè magis tabescit, atque ad terminum suum properat et ad interitum vergit.

Sacerdos catholicus verè universalis est, id est, omnis ætatis, omnisque regionis, ac universæ terræ, dùmque majestatem cultûs in metropolitanarum urbium templis explicat, novit pari ratione se conferre ad Peruanos ac Indos, ut eorum necessitatibus spiritualibus ac temporalibus provideat. Quemadmodùm verò S. Paulus ab Hierosolymis per circuitum usque ad Illyricum omnia Evangelio replevit, sic S. Franciscus Xaverius ad extremas Orientis plagas se transtulit, uti Occidentales perlustravit S. Vincentius Ferrerius, aliique penè innumeri.

(1) Ipsi Protestantes de hâc agendi ratione conqueruntur; en quomodò loquatur unus ex ipsis : « Le Protestantisme n'a pas moins avili la dignité sacerdotale... Les prêtres protestants se sont défaits bien vite de toute apparence religieuse, et se sont tous mis très-humblement aux pieds de l'autorité temporelle... Parce que la vocation des prêtres protestants n'était nullement de gouverner l'État, il n'aurait pas fallu en conclure que c'était à l'État à gouverner l'Église..., Les récompenses que l'État accorde aux ecclésiastiques les ont rendus tout à fait séculiers... Avec leurs habits sacerdotaux ils ont dépouillé le caractère spirituel... L'État a fait son métier, et tout le mal doit être mis sur le compte du clergé protestant. Il est devenu frivole... Les prêtres n'ont bientôt plus fait que leur devoir de citoyens...L'État ne les prend plus que pour des officiers de police... Il ne les estime guère, et ne les place que dans la dernière classe de ses officiers... Dès que la religion devient la servante de l'État, il est permis de la regarder dans cet état d'abaissement, comme l'ouvrage des hommes, et même comme une fourberie. C'est de nos jours seulement qu'on a pu voir l'industrie, la diète, la politique, l'économie rurale, et la police entrer dans la chaire... Le prêtre doit croire qu'il remplit sa destinée et tous ses devoirs en faisant lecture en chaire des ordonnances de la police. Il doit dans ses sermons publier des recettes contre les épizooties, montrer la nécessité de la vaccination, et prêcher sur la manière de prolonger la vie humaine. Comment donc s'y prendra-t-il après cela pour détacher les hommes des choses temporelles et périssables, tandis qu'il s'efforce lui-même, avec la sanction du gouvernement, d'attacher les hommes aux galères de la vie? » Ita Marheincke professor Heidelbergensis in op. : *Sur le vrai caractère du Prêtre évangélique*, impress. Hamburgi in Musæo patrio Germanorum (trad. de l'allem.). Possem hæc innumeris propè exemplis confirmare, nisi longiùs quàm par sit abducerer.

Sola religio catholica per potentissimam actionem suam in individua singula, movet, agitat atque excitat ministros suos ad magna quæque, eisque imprimit religionis sigillum. Protestantismus terrenus in omnibus hæsitat incertus inter cœlum ac terram, inter Christianismum ac Hellenismum, inter Rationalismum et Pantheismum, humi serpit nec nisi humilia et abjecta aut excogitare aut moliri valet (1).

Hæc habui, quæ in hanc quæstionem dissererem; pauca quidem, si rei molem spectes, at si finem quem intuemur, profectò non pauca.

Veritas enim, quæ omni ætate eadem, in apricum prolata, Ecclesiæ praxis vindicata, adversariorum fraudes retectæ, eorum disserendi ratio omni ex parte expensa. Quocirca jure mihi et bonis omnibus gloriandum est, tum quòd eam causam tueamur, quæ criminationibus non obruitur, et calumniis lacessita pulchrior emergit, tum quòd cum eo hominum genere manus conseramus, qui à libidine, non à ratione argumenta mutuantur (2).

Nonnulli principes protestantes conati sunt eamdem potestatem in clerum catholicum exercere; ast archiepiscopus Coloniensis, arch. Posnaniensis, aliique non pauci ostenderunt aliâ virtute præditos esse sacerdotes catholicos cælibes præ ignavis et captivis Protestantismi ministris, eo ipso quòd solo ac patriæ per uxorem et filios defixi sint.

(1) Cf. Handschue, op. cit., Henricus et Antonius, etc., ubi refellit Bretschneider, necnon ab. Jager : *Sur le célibat ecclésiastique dans les rapports religieux et politiques*, cujus extant plures articuli in eph. *L'Univers*. Rosmini, *Sul Celibato*, Rovereto 1835.

Cæterùm D. Portalis, an. 1807, hæc advertit adversùs pseudopoliticos qui promovere vellent conjugium clericorum : *Un prêtre catholique aurait trop de moyens, s'il pouvait se permettre d'arriver au terme de la séduction par un mariage légitime. Sous prétexte de diriger les consciences, il chercherait à gagner et corrompre les cœurs, et à tourner à son profit particulier l'influence que son ministère ne lui donne que pour le bien de la religion.*

(2) Cùm sæpiùs de professoribus Friburgensibus mentionem injecerim, dissimulare postremo loco nequeo scandalum quod non ita pridem Dr. Schreiber in eâdem Friburgensi universitate professor theologiæ moralis, ac membrum consilii ecclesiastici, præbuit auditoribus suis. Hic enim posteaquàm asseruit infallibilitatem esse præcipuum decus et robur Ecclesiæ tum quoad res fidei, tum quoad res morum, non erubuit sub finem secundi vol. *Theologiæ moralis* affirmare ecclesiasticum cœlibatûs præceptum sacerdoti catholico injunctum, esse *contra naturam*, *injustum*, *immorale* et *antichristianum*. Quâ in re acutus homo non vidit se principium positum hâc disserendi ratione destruere. Enimverò clericis et recens sacerdotio inauguratis talia effutire perinde est ac dicere : *Ecclesia illa cui ut magister et sacerdos peculiari ratione addictus sum, et erga quam in animis vestris amorem excitare deberem, non est vera nec à Christo fundata, utpote quæ errorem et peccatum docet, et lege injustâ et iniquâ filios suos obstringit.* In quo ipse non repetit nisi quod novem ant decem abhinc annis docuit Dr. Amann professor et membrum pariter consilii ecclesiastici, qui inter sacri cœlibatûs impugnatores non extremum locum obtinet ob historiam cœlibatûs à se editam. Quàm benè autem idem professor Schreiber de suis alumnis

promeruerit, evincitur ex munere argentei cyathi, quo hanc auream doctrinam cohonestârunt ejus auditores. Satius profectò foret ut ipse personam deponeret, seque apertum hostem Ecclesiæ catholicæ profiteretur.

SOETTLER VITA.

Paucissima de Joan. Gasp. Soettler commemorant biographi, nisi quòd seculo proximè elapso theologiam in Universitate Argentoracensi singulari nominis famâ professus est. Illud autem ad hujusce scriptoris laudem simul et ad ipsius lucubrationis commendationem magis confert, quàm sterilis aliquando et ambitiosa vitæ descriptio, summum scilicet doctrinæ custodem et magistrum, nempe Leonem Papam XII, illud opus magno in pretio habuisse, ideòque cardinalem archiepiscopum Novariensem rogavisse ut illud de novo typis mandaret ad ecclesiastici cœtûs universi commodum atque utilitatem, ex quo nempe presbyteri omnes optima documenta haurirent ad instituendam propriam agendi rationem, necnon ad dirigendas animas ipsorum curæ ac vigilantiæ demandatas. Porrò exquisitum hoc opus juxta adeò honorificè expetitam Novariensem editionem anni 1825, immutato paululùm titulo, recudimus, qui priùs sic se habebat: *Monita ad parochos aliosque sacerdotes animarum curam habentes, quorumcumque sacerdotum, Novariensium præsertim, spiritui, gradui*, etc., *accommodata.*

DE OFFICIIS
SACERDOTALIBUS ET PASTORALIBUS.

MONITA PRÆVIA
AD EOS QUI AD STATUM ECCLESIASTICUM ET MUNUS PASTORALE ALIQUANDO SUSCIPIENDUM ANHELANT.

I. Cùm vix fieri possit ut dignus sacerdos et bonus deinceps animarum pastor evadat, qui ad sacerdotium divinitùs minimè vocatus ab adolescentiâ in animi virtutibus ac scientiis neutiquàm profecerit, necesse idcircò est ut qui ad statum ecclesiasticum munusque pastorale aliquando amplectendum anhelant, ante omnia perpendant num ad statum illum fuerint à Deo vocati. Hinc iterùm atque iterùm æquo animo librent oportet vocationis signa ab auctoribus his de rebus agentibus tradita, quæ sibi conveniant, maturè et coram Deo considerent, neque hunc statum amplectantur, nisi se vocatos esse moraliter certi sint.

Hoc autem examen instituant deposito omni inordinato affectu, et posthabitâ quâcumque consideratione humanâ; unicè intenti, ut cognoscant quæ sit voluntas Dei beneplacens; pro fine sibi proponentes Dei gloriam, propriam et proximi salutem, idque statuentes quod statuisse voluerint in mortis articulo, ubi instabit hora quâ Deo rationem reddituri sint. Animo proponant hujus statûs et ejus functionum sanctitatem, onera, obligationes, difficultates: dotes ac virtutes quas habere, defectus et vitia quæ vitare; uno verbo, qualis esse debeat vir ecclesiasticus, et maximè animarum pastor. Deinde attendant ad sua talenta, capacitatem, profectum in studiis, indolem, bonas et malas propensiones, defectus, vitia, animi dispositionem; totum vitæ suæ tenorem animo revolvant; quales ab infantiâ fuerint, nunc sint, et vero similiùs in posterum futuri sint, considerent; neque vocatos se existiment, nisi his omnibus attentis, se ad vitam verè ecclesiasticam ducendam, et munia huic statui inhærentia dignè implenda dispositos, ac verè capaces et idoneos, sentiant; seque talem vitam ducturos, et hæc munia ita impleturos esse prudenter confidant.

Porrò, qui sunt indolis agrestioris, animi ferocioris, levis et instabilis, aut mollis ac ignavi, pravis habitibus ac consuetudinibus implicati, luxuriæ, intemperantiæ, lusui, arrogantiæ, avaritiæ, seculi vanitatum ac voluptatum amori, similibusve vitiis dediti, ad virtutes viro ecclesiastico necessarias parùm propensi, et è contra ad ea quæ sacris canonibus interdicuntur procliviores; jugis obedientiæ impatientes, et disciplinam ecclesiasticam aversantes; exercitia pietatis negligentes, aut obiter tantùm ac perfunctoriè peragentes; Sacramenta rariùs aut ex humano respectu, sine vero pietatis sensu suscipientes; animum ad se rarò advocantes, suæque perfectioni non studentes; conversationem cum ecclesiasticis ad normam sacrorum canonum viventibus parvi facientes; sed è contra frequentare ac imitari amantes laicos aut ecclesiasticos in suâ loquendi et agendi ratione liberiores; de rebus divinis rarò, de terrenis verò multùm disserentes; beneficia ac dignitates ambientes,

et de pinguibus redițibus, quos desiderant, sæpiùs loquentes; interim tempus otio terentes, studia negligentes, et vix de obligationibus, quæ beneficiatos circa suas functiones et usum redituum premunt, cogitantes, aut exemplo illas negligentium, et pro conscientiæ suæ laxitate extenuantium eas metientes; statum ecclesiasticum amplecti volentes, ut parentibus aliisve placeant, sibi suisve honestiorem sustentationem, aut etiam divițias procurent, honores adipiscantur, commodiorem vitam agant, aliàs eum non amplexuri:

Ili et similes prudenter confidere nequeunt, se modo verè ecclesiastico victuros, et hujus statûs munia ritè obituros esse: unde nec eum amplecti præsumant, quamvis etiam putent ac sibi blandiantur, quòd eum ingressi, sensus et mores emendaturi sint; hos enim quamdiù non de facto emendaverunt, signa non vocationis præ se ferunt, nec nisi summâ temeritate huic statui sese devoverent. Itaque eos notabili tempore, et penitùs aut saltem insigniter emendatos esse oportet, antequàm vocatos se esse, et hunc statum amplecti posse, sperare valeant. Imò, qui vițiosi sese emendant, ut ad statum ecclesiasticum promoveantur, sæpè huic emendationi nimiùm fidunt; solùm ad tempus sese continent et pravos habitus refrenant, sed radices eorum non evellunt; atque postmodùm sub disciplinâ non ampliùs constituti, sed sibi ipsis relicti ad vomitum redeunt, mali sacerdotes evasuri; in iis enim impletur illud Scripturæ: *Adolescens juxta viam suam, etiam cùm senuerit, non recedet ab eâ*, Prov. 22, 6. Hinc vix sibi satis cavere possunt, qui ita constituti, tamen statum ecclesiasticum ambiunt; et circa eos peculiariter cautos esse oportet confessarios, utpote qui ex officio teneantur ab ordinibus, quantùm per ipsos stat, etiam denegatâ absolutione, removere eos quos non vocatos esse vident.

Cæterùm cùm ab electione statûs pendere soleat temporalis ac æterna felicitas, et nulla sat magna dari possit securitas ubi periclitatur æternitas, de re tanti momenti deliberantes proprio suo judicio non nitantur, sed consilium petant juxta monitum Ecclesiastici, cap. 32, v. 24: *Fili, sine consilio nihil facias, et post factum non pœnitebit*. Consilium autem petant tum ac præcipuè à Deo, cum humili ac ferventi oratione precantes ut eis ostendat viam per quam juxta ejus beneplacitum ambulent; tum et ab hominibus, superioribus nempe ecclesiasticis, conscientiæ directoribus, aliisve intelligentibus, verè probis, de eorum salute, Dei et Ecclesiæ gloriâ piè sollicitis, qui rem eâ quâ par est curâ examinaturi, et quid convenire judicaverint, ingenuè docturi sint. Caveant verò ne duci se sinant ab eis qui statûs ecclesiastici obligationes, pericula ac difficultates non satis nôrunt, de eo secundùm spiritum hujus seculi nequam judicant; et sola attendunt motiva humana; quales quidem non rarò sunt ipsi etiam consanguinei et parentes, qui, ut ait D. Chrysostomus, *corpus natorum suorum amant, animam autem contemnunt, desiderant illos valere in seculo isto, et non curant quid sint passuri in alio.*

II. Qui, omnibus debitè consideratis, sese ad statum ecclesiasticum vocatos esse judicant, seriò incumbant studiis, et omnem impendant laborem ut in scientiis viro ecclesiastico necessariis proficiant. Neque illis sufficiat addiscenda ita tenere, ut in examinibus utcumque examinatoribus satisfaciant; sed meminerint unumquemque pro modulo talentorum scientiis acquirendis allaborare debere; ac proinde major desideratur profectus in iis quæ præclariora sortiti sunt talenta; cui enim plus datum est, plus requiretur ab eo, et *qui plus cæteris in hoc mundo accepisse cernuntur, ab auctore mundi graviùs inde judicabuntur; cùm enim augentur dona, rationes etiam crescunt donorum*, S. Greg., hom. 9 in Evang.

Quantùmvis autem quis sibi videatur in studiis profecisse, semper summoperè caveat ne eum sua scientia extollat. Etverò *si quis se existimet scire aliquid, nondum cognovit quomodò oporteat eum scire*, 1 ad Cor. 8, v. 2; et longè plura sunt quæ nescit quàm quæ scit; quæ autem scit, non tam sunt sui laboris fructus quàm dona Dei. *Quid habes quod non accepisti? si autem accepisti, quid gloriaris, quasi non acceperis?* 1 ad Cor. 4, v. 7. Unde omnem animi elationem fugiat, de se demissè sentiat et loquatur, edoceri malit quàm docere; charitatem quæ ædificat in omnibus sectetur, atque recordetur nihil intolerabilius esse sciolo superbo et arroganti. A rerum vanarum et inutilium studio abstineat, et multò magis adhuc à librorum prohibitorum lectione, hancque sibi sub nullo prætextu permittat, quippe quæ seriùs ociùs juvenilia inprimis corda corrumpere, ac fidem, si non extinguere, saltem labefactare solet.

III. Qui scientias adipisci non curat, hunc à sacerdotio repellendum decernit Scriptura, Oseæ 4, v. 6: *Quia repulisti scientiam, repellam te, ne sacerdotio fungaris mihi*. Ast non scientia modò, sed et aliæ dotes ac virtutes desiderantur in iis qui se statui ecclesiastico mancipant. Unde statum ecclesiasticum amplectentes, illas sæpè sæpiùs meditentur, et adipisci totis viribus enitantur; morum innocentiam, teneram in Deum pietatem, cordis et corporis puritatem, obedientiam, mansuetudinem, modestiam, gravitatem, sobrietatem, etc., etc., sectentur; officia hic et nunc incumbentia prompto et alacri animo, non ad oculum servientes, sed ut Deo placeant, accuratè adimpleant, spe freti, fore ut assueti rectè peragere quæ modò ipsis imponuntur, etiam aliquando ita peragant, quæ in sacro ministerio ipsis incumbent. *Unâ animi consensione*, ait D. Carolus Borromæus in suis ad Clerum monitionibus, *unoque spiritu elaborate, ut et divino cultui, et cœlestium rerum meditationibus, et orationi, et sacrarum ecclesiasticarumque litterarum studiis vacetis.*

Idcircò in seminario degentes, disciplinæ lubentes se subjiciant, sibique religioni ducant, regulas præscriptas, etiam in minimis, fideliter servare; tum quia aliàs obedientiæ fructu et merito sese privarent,

aliis esse scandalo, relaxationis disciplinæ, quæ in communitate ecclesiasticâ non parvi momenti est, causa existere, imò et è seminario dimitti, à statu ecclesiastico removeri, suæ vocationi deesse, suamque salutem periculo exponere possent; tum quia, si in seminario disciplinæ et ordinato vivendi generi assuefiant, vero similiùs quoque in posterum disciplinæ ecclesiasticæ amantes erunt; illis quibus oportebit bonâ voluntate subjacebunt, et ordinatè vivent. Item singularitatis notam in omnibus effugiant; à privatis amicitiis, nimiâque familiaritate abstineant; animum ab omni factione alienum gerant, susurrones ne agant, nec discordiam seminantibus aures præbeant; sed sine personarum acceptione sodales omnes honore præveniant, et erga singulos urbanos se et affabiles exhibeant; mutuam charitatem, concordiam ac benevolentiam adament, aliorum defectus patienter ferant, eorum indoli sese accommodent, in omnibus quæ honesta sunt et licita, iis placere studeant, adeò ut omnium existimationem, considerationem et amorem sibi concilient; si enim sciant sic illorum animos sibi devincire, magnam afferunt spem fore ut deinceps sibi devinciant animos eorum quibuscum vivendum et agendum ipsis erit; dùm ex adverso contrarium prorsùs metuendum est, si modò contraria sit eorum agendi ratio. Id evincit quotidiana ac deflenda experientia; qui enim in seminariis disciplinæ, laboris mutuique amoris impatientes superioribus suis visi sunt, haud animo dissimiles in animarum regimine exercendo plebi apparent.

IV. Ubi instat tempus ordines suscipiendi, magnam de his existimationem concipiant, atque ad eos meliori quo poterunt modo sese præparent, ut gratias ad eorumdem functiones debitè obeundas tantoperè necessarias mereantur accipere. Maximè verò ubi de suscipiendo sacerdotio agitur, hujus dignitatem benè attendant, et quantam sanctitatem exigat, ritè considerent; à levissimis etiam maculis sese emundent; cum summâ veneratione et sancto timore ac tremore illud suscipiant, ac primum missæ sacrificium celebrent, in hoc effugientes omnes vanos apparatus, convivia ac similia, quæ neosacerdotis animum distrahere, curiositatem magis quàm pietatem excitare, aut etiam peccatis potiùs ansam dare quàm ædificare nata sunt (1).

V. Sacerdotio initiati si quæ ad S. ministerium scitu necessaria necdùm satis perspecta habent, sine morâ addiscant, seque ad illud exercendum aptos reddant ac idoneos, ut nempe, nisi superioribus aliter visum fuerit, coadjutoris munia obire valeant; neque quis natalibus, divitiis, officiis, quibus parentes aut consanguinei eminent, superbiens, existimet, sacri ministerii functiones indecorum esse sub alio pastore obire; quasi verò apud Deum, cujus se ministrum in ordinatione suâ professus est, sit personarum acceptio, et non omnes sacerdotes optare debeant ut sibi dicatur : *Ite et vos in vineam meam*, Matth. 20, v. 4; quasi verò non omnibus hujus seculi conditionibus, dignitatibus et officiis superemineat sacerdotum dignitas, eorumque functionum excellentia; quasi verò non sit sacerdote indignum molliter otiari, et velle, ut sibi immeritò conferatur beneficium quod deberet esse merces laboris. Qui ita sentit et sacras functiones fastidit, Ecclesiæ ipsique Christo injuriosum se exhibet, estque cur timeat ne ei aliquando dicatur : *Inutilem servum ejicite in tenebras exteriores*, Matth. 25, v. 30. An dedecebit parocho subesse, cùm Filium Dei non dedecuerit, subditum esse pauperi fabro, ejusque filium haberi? Luc. 2, v. 3, et Matth. 13, v. 55. Apage præjudicia quæ aversatur sancta religio, et è quibus sacerdos de sacris functionibus rectè sentiens abhorrere debet.

His similibusque abjectis, sacro ministerio obeundo paratos se episcopo suo sistant sacerdotes, atque etiam eò lubenti animo pergant, quò ab illo mittuntur, confisi fore ut eò fructuosiùs, Deo dante, in vineâ Domini laborent, quò magis fuerint erga præpositos suos dociles et obsequentes, siquidem *vir obediens loquetur victoriam*, Prov. 21, v. 28. Absit, ut ex inordinato erga parentes et propinquos affectu refugiant ubi adire parochiam ab illis suo judicio nimiùm distantem, ubi tamen vero similiùs majorem Dei gloriam promovere possent. Qui ita vocem carnis et sanguinis audiunt, sibi dictum putent : *Qui amat patrem aut matrem plus quàm me, non est me dignus*, Matth. 10. Atque intelligant istud D. Caroli Borromæi : *Mihi intolerandum videtur quòd adsint nonnulli quibus cùm ecclesia proponitur cui deserviant, respondent statim eam sibi commodam non esse, ab agnatis et propinquis nimiùm distare. Absit utinam ab universo clericorum cœtu spiritus iste.*

Absit ut vana suî existimatione capti, putent sibi non convenire ut ad rudiores et pauperes ruricolas mittantur, quasi verò essent supra Magistrum suum Christum, qui pauperibus evangelizare missus est, Luc. 3, 4, 8, etc., et rudiorem plebem edocere in deliciis habebat; ad quam quidem plebem erudiendam eò lubentiùs convolare deberent sacerdotes, quòd ut plurimùm major sit illius docilitas, et uberiorem proinde fructum apud eam sperare liceat. Absit ut commodioris vitæ et mollis otii cupidi aversentur parœcias, ubi major parochianorum numerus, aut locorum distantia majorem postulat diligentiam, laborem, et defatigationem; pudeat sub Christo capite suo spinis coronato velle mollem et otiosam vitam vivere. Pudeat nolle in sudore vultûs sui quærere oves pro quibus bonus ille Pastor animam suam dare dignatus est.

Sacerdos qui spiritum ecclesiasticum habet, à nutu superiorum suorum pendet, atque si unam parœciam præ aliâ ambiat, ambit eam in quâ sub pastore disciplinæ ecclesiasticæ tenaci, experientiâ edocto, zelo flagranti, et artis parœciam benè gubernandi perito subjici queat. Etverò sub tali pastore vitâ verè sacer-

(1) Lecto perutili auctoris documento, legere præstabit postremam Novariensem synodum, part. 2, cap. 5. *de Sacrificio missæ*, et ven. episcopi Caroli à Basilicâ Petri scripta

dotali vivere, sacri ministerii functiones dignè implere, parœciam eo quo par est zelo, prudentiâ ac discretione regere addicet; labori assuescet, et aliquando ipse bonus pastor evadet. Unde *artis artium* tirocinium apud ejusmodi virum, quantùmvis cæteroquin laboriosum sit, aut minus emolumentum temporale, aut minorem promotionis ad beneficium spem offerat, anteponat ei ubi minor occurrit labor, et major temporalis commodi aut promotionis spes affulget, sed minor habetur in spiritu ecclesiastico proficiendi, in sacris functionibus sese exercendi, et rectam parœciæ gubernationem addiscendi occasio.

VI. Sacerdos, cùm sit in sortem Domini vocatus, Deumque sibi in hæreditatem elegerit, juxta D. Hier., epist. ad Nepotian., sese debet speciali modo divinæ providentiæ committere. Itaque sibi præsentia habens ista Psalmistæ verba, psal. 36, v. 25 : *Non vidi justum derelictum*, et psal. 54, v. 23 : *Jacta super Dominum curam tuam, et ipse te enutriet, non dabit in æternum fluctuationem justo*, de obtinendo beneficio non sit adeò sollicitus; ea quippe sollicitudo non rarò mentem excruciat, aptitudinem ad sacras functiones minuit, ad agendi modos sacerdote indignos impellit, et peccandi ansam præbet; sed pro viribus satagat ut se exhibeat dignum Ecclesiæ ministrum, qui suo labore et sanctâ conversatione ab beneficium vocari mereatur; talemque si se exhibuerit, confidat se quoque promotum iri, Deo ita disponente, ubi id ad Dei gloriam et animæ salutem contulerit.

Maximè autem caveat ne simoniacis mediis aliâve illicitâ ratione sibi viam sternat ad beneficium. Quidquid enim de ejusmodi promotionibus sentiant aut dicant laxioris conscientiæ homines, sacros canones arbitrariâ interpretatione aut subdolis artibus eludere conantes, quisquis salutis suæ curam gerit, semper aversabitur ea ad beneficium perveniendi media, quæ per sacros canones interdicuntur, nec ullam privatim et clanculùm admittet explicitè vel implicitè propositam conditionem, quam palàm et publicè fateri erubesceret; attendens scilicet quàm periculosum sit donum Dei possidere pecuniâ, munere à manu, linguâ vel ab obsequio, et memor illorum Christi Domini verborum (1) : *Qui non intrat per ostium in ovile ovium, sed ascendit aliunde, ille fur est et latro.* Quæ quidem et perpendi oportet ab iis, qui resignando, permutando, conferendo aut aliter beneficia aliis procurant, ne fortè hâc occasione quærant emolumentum, quod ipsis sit in perditionem (2).

Cæterùm beneficium acceptet nemo, qui ad illius officium implendum ineptus sit, siquidem, cùm beneficium non detur, proinde nec accipi debet nisi propter officium; aptus autem aliquod acceptans, beneficium, officium eidem annexum meliori, quo poterit, modo implere sibi proponat, et impleat. Porrò ut ita officium suum impleat pastor, observare conetur, quæ sequentibus monitis dicentur.

(1) Joan. 10, v. 1.
(2) Vid. Act. 8, v. 18, et seq.

MONITA GENERALIA

DE ECCLESIÆ MINISTRORUM ET INPRIMIS PASTORUM DIGNITATE EORUMQUE MINISTERII PRÆSTANTIA AC DIFFICULTATE.

Oportet ut animarum pastor munus suum magni æstimet, et illud alacri animo, cautè tamen ac circumspectè obeat. Ad hoc autem ut adducatur, consideret statûs sui excellentiam, utilitatem quam in populum christianum conferre potest; consolationem, meritum ac mercedem quæ ipsi præparata sunt; nec tamen omittat attendere ad difficultates ac pericula quibus exponitur.

I. Summa est profectò Ecclesiæ ministrorum et inprimis pastorum dignitas, eorumque ministerii præstantia; non nisi sanctas atque divinas functiones obeunt, atque propositum habent finem omnium nobilissimum, Dei videlicet gloriam et animarum salutem.

Ex millibus electi, a que à fidelium multitudine segregati, in sortem Domini vocantur et sunt peculiaris ejus hæreditas. Ex hominibus assumpti, supra homines evehuntur, et in his quæ ad Deum sunt constituuntur. In templum Domini introducti, fiunt familiares ejus et domestici; ad cultum tabernaculi deputati, in Sancta sanctorum admittuntur; facti fratres et amici Christi, ejus mensæ assident, illius in sinu requiescunt, et absconditorum Dei consiliorum notitiam ex ejus pectore hauriunt. Mediatores Deum inter et homines, plorant inter vestibulum et altare, dona et sacrificia offerunt pro peccatis populorum; verbum reconciliationis habent in ore suo, et judicium Dei exercentes, quodcumque solverint aut ligaverint in terris, solutum aut ligatum erit in cœlis. Mysteriorum Dei dispensatores, uberes gratiarum fontes in plebem christianam scaturire faciunt. Pro Christo legatione fungentes, vices ejus gerunt et personam exhibent; qui eos audit Christum audit, qui eos spernit Christum ipsum spernere censetur. Dei adjutores, coadjutores Christi, sal terræ, lumina mundi, fidei columnæ, forma gregis, Verbum Domini annuntiant, fidei veritatibus homines illustrant, ab iniquitate revocant, virtutibus excolunt, filios et hæredes Dei, cohæredes Christi, regnique cœlestis participes efficiunt. Divinâ providentiâ positi, Ecclesiam militantem regunt, patientem suffragiis sublevant; triumphantem novis in dies incolis locupletando lætificant.

ita de sacris ministris eorumque functionibus passim loquuntur Scripturæ et Patres (1). Unde et attonitus exclamat D. Bernardus : *Quantam dignitatem contulit vobis Deus ! quanta est prærogativa ordinis vestri ! prætulit vos Deus regibus et imperatoribus ; prætulit ordinem vestrum omnibus ordinibus ; imò, ut altiùs loquar, prætulit vos angelis et archangelis, thronis et dominationibus.*

Adeò sublimis est ordo pastoralis, adeò fidelibus utilis atque proficuus, cùm ab eo tot ac tanta omnis generis bona spiritualia in eos dimanent. Verùm et ex eo commendandus, quòd per ipsum temporalis privatorum ac reipublicæ felicitas egregiè promovea tur. Etverò cùm religio eò tendat ut quælibet communitatis membra sese in suis respectivè officiis contineant, atque sic omnia in republicâ ordinatè instituantur et conserventur ; pastores autem in id incumbant, ut populis religionis sensus ingerant, et ejusdem præceptorum observantiam per timorem simul et amorem divini numinis suavi quidem, ast efficacissimâ ratione urgeant, hinc spontè fluit, ad publicam prosperitatem summoperè conducere eorumdem ministerium. Demus reipsà pastòrem qui suo munere ritè perfungens debita apud suos auctoritate polleat, nonne is subditis obedientiam erga superiores, et his suavem subditos regendi rationem, parentibus debitam liberorum curam, liberis erga parentes obsequium ; domesticis fidelitatem erga dominos, dominis paternum erga domesticos affectum et sollicitudinem inspirabit ? Pupillum et viduam suscipiet ; pauperum necessitatem sublevabit ; iniquorum hominum injustitias coercebit ; charitatem instillabit, effrenatam juventutis libidinem refrenabit ; familiarum infamationem avertet, lites sopiet, inimicos mulcebit, civicas discordias componet : uno verbo, innumeris propè modis privatæ et publicæ paci, tranquillitati atque prosperitati consulet. Profectò bonus pastor magnus est thesaurus ; procul et de ultimis finibus pretium ejus ; donum maximum, quod ex singulari favore populo suo se daturum in diebus misericordiæ pollicebatur Dominus, Jerem. 3, 15 : *Dabo vobis pastores juxta cor meum.*

Porrò quàm gloriosum est tantâ dignitate fulgere ! quàm dulce et consolatione plenum ita posse concivium, fratrum, reipublicæ bono prospicere ! eò suavius, id est, quòd, dùm pastor aliorum saluti consulit, suam ipse efficaciùs promovere valeat. Enimverò quotquot erga alios functiones exercet, tot nanciscitur occasiones legem Domini meditandi, teneriorem pietatis sensum concipiendi, à vitiis sibi cavendi, virtutes excolendi, merita sibi congerendi, et viam sternendi ad cœlestem coronam, quam retribuet Deus his qui se dignos animarum pastores exhibuerint.

II. Quantacumque sint muneris pastoralis commoda, ne quis tamen existimet leve illud esse et facile. Non ita profectò de eo sentiebant tot sancti viri, quorum alii illud in se suscipere non sunt ausi, alii non nisi tremebundi ac inviti susceperunt. Reverà *ars est artium regimen animarum ;* grave *onus vel angelicis humeris formidandum*, ait Gregorius. *Difficilem rem suscepi regere animas et multorum servire moribus*, aiebat D. Benedictus, et S. Augustinus scribens ad Valerium episcopum non verebatur dicere *nihil esse in hâc vitâ difficilius, laboriosius, periculosius episcopi, aut presbyteri, aut diaconi officio.* Quæ quidem quàm verè dicta sint, procul dubio intelliget, qui ritè consideraverit quas operas præstare, et functiones obire debeant, quotque et quàm variis in occasionibus versari soleant pastores. Unde si muneris pastoralis dignitas, et aliorum ac proprium commodum procurandi media eidem annexa ad illud allicere apta sunt, difficultates ac pericula in eo occurrentia ad illud aspirantes movere debent, ut ei se non temerè immisceant, sed priùs benè perpendant, an tanto oneri ferendo pares sint ; qui verò illud suscipiunt, animam suam ad laborem ac tentationem præparent ; quæ sibi incumbant, rectè intelligant et fideliter adimpleant, *quoniam judicium durissimum his qui præsunt fiet*, Sap. 6, 6, et seriò monet Apostolus, Colos. 4, 17 : *Vide ministerium quod accepisti in Domino, ut illud impleas.*

Porrò quæ in sacro ministerio constituti et maximè pastores observare debeant ad hæc revocari possunt, quæ nempe observare debent : 1° Erga seipsos ; 2° circa domum suam et administrationem rerum temporalium ; 3° erga parochianos suos ; 4° erga vicinos parochos, coadjutorem aliosque sacerdotes. Quæ quidem totidem capitibus exponentur, quibus et quædam adjicientur peculiariter notanda ab administratore parochiæ vacantis, et à novo pastore.

CAPUT PRIMUM.

DE IIS QUÆ PAROCHUS OBSERVARE DEBET ERGA SEIPSUM.

I. Hoc corde gerere debent quicumque morti obnoxii, et maximè sacerdotes, ut tandem salvi fiant, hoc *unum est necessarium*, Lucæ 10, 42 ; *hoc est omnis homo*, Eccles. 12, 13. Itaque animarum curam habens, hanc ita gerere satagat, ut in eâ aliquando salutem consequatur ; *quid* enim *prodest homini, si mundum universum lucretur, animæ verò suæ detrimentum patiatur, aut quam dabit homo commutationem pro animâ suâ ?* Matth. 16, 26. Sequatur hoc D. Bernardi monitum : *A te incipiat consideratio tua, et in te finiatur ; quòcumque evagetur, ad te revocaveris eam cum salutis fructu : tu tibi sis primus, tu tibi ultimus ; nemo tibi germanior unico matris tuæ.* Jam verò, ut salutem consequatur, oportet ut adimpleat officia, tum quæ ipsi cum omnibus christianis communia, tum quæ ipsi ut sacerdoti et pastori propria sunt.

Igitur quæ alios secundùm legem Evangelii facere vel omittere docet, hæc ipse sibi dicta putet ac observet juxta exemplum Christi : *Cœpit Jesus facere, et docere*, Act. 1, 1. Statûs sui sanctitatem expendens.

(1) Vid. ad Galat. 1 ; Act. 20 ; ad Ephes. 4 ; 2 ad Cor. 5 ; Matth. 18 ; Joan. 20 ; Luc 10 ; Matth. 5, etc. ; D. Chrysost., etc.

persuasum habeat, quòd et ei respondere debeat morum sanctitas longè major, ac in iis qui non in tam eminenti gradu constituti sunt. Scilicet *præponderare debet* sacerdotum *vita, sicut præponderat gratia dignitatis; tantùm inter eos et quemlibet alium virum probum interesse debet, quantùm inter cœlum et terram.* Cùm pastorali auctoritate suis præsit, etiam præsit exemplo. *Spectaculum* factus *mundo et angelis et hominibus*, 1 Cor. 4, 9, pro certo habeat istud D. Hieronymi, epist. 2, ad Heliodorum : *In te oculi omnium diriguntur; domus tua et conversatio tua quasi in speculo constituta, magistra est publicæ disciplinæ; quidquid feceris, id omnes sibi faciendum putant.*

Unde curet *ut perfectus sit homo Dei ad omne opus bonum instructus*, 2 Tim. 3, 17; *providens bona non tantùm coram Deo, sed etiam coram hominibus*, 2 Cor. 8, 21, ut Deus in omnibus glorificetur; et ipse *bonam confessionem* confitens *coram multis testibus*, 1 Tim. 6, 12, ac *forma gregis factus ex animo*, 1 Petr. 5, 3, possit confidenter dicere : *Exemplum dedi vobis, ut quemadmodùm ego feci, ita et vos faciatis*, Joan. 13, 15 : *Quis ex vobis arguet me de peccato?* Joan. 8, 46. *Christum Jesum* exemplar sacerdotum, et pastorum intueatur atque imitetur. Ejus personam refert, hinc et illius mores induat, agendi ac conversandi modum æmuletur : in omnibus sentiat in se, *quod et in Christo Jesu*, Philipp. 2, 5; ut ipse ambulavit, ambulet, ut ipsius figura expressaque forma dicere valeat : *Vivo, jam non ego, vivit verò in me Christus*, Galat. 2, 20, et : *Imitatores meî estote, sicut et ego Christi*, 1 Cor. 4, 16.

II. Cùm singulis quasi momentis occasio aut etiam necessitas urgere possit exercendi functionem quæ statum gratiæ exigat, pastor conscientiam semper puram servet, ne fortè in eo impleatur illud Scripturæ, Levit. 22, 3 : *Omnis homo qui est in immunditiâ, si accesserit ad ea quæ consecrata sunt, peribit coram Domino.* Absit ut in domo Dei scelus admittat, in terrâ sanctorum iniqua gerat; numquid enim videret gloriam Domini? nequaquàm. *Quasi à facie colubri fugiat peccatum*, Eccli. 21, 2; atque cùm *qui spernit modica, paulatim decidat*, ibid., 19, 1, et à minimis incipiat qui ad majora prolabitur, à levissimis etiam culpis sibi caveat, ne mentiatur iniquitas sibi dùm dicet : *Ego in innocentiâ meâ ingressus sum; perambulabam in innocentiâ cordis mei*, psal. 25, 1, et ne Deus, qui plantavit eum et elegit ex omni carne, loquatur malum super eum; eliminet ipsum de tabernaculo suo, et deleatur nomen ejus de libro viventium, et cum justis non scribatur.

III. Ut morum innocentiam servet, ad omnes suos actus attendat, et in omnibus cautè procedat; suæque infirmitatis conscius assiduè oret, et auxilia sibi necessaria supplex à Deo efflagitet; hostis ubique insidiantis fraudes, et innumera statûs sui pericula prævideat; quo pacto ab iis sibi cavere possit, maturè perpendat, atque ut adversùs ea potenti dexterâ Excelsi fulciatur, instanter obsecret, ac preces consuetas omni quâ par est, devotione persolvat. *Deficit sanctus, quoniam diminutæ sunt veritates à filiis hominum*, psal. 11, 2. *Desolatione desolata est omnis terra, quia non est, qui recogitet corde*, Jer. 12, 11. *Absque meditationis exercitio nullus, secluso Dei miraculo speciali,... ad rectissimam christianæ religionis normam attingit*, Gerson, tractat. de Medit. ; è contra *beatus vir qui in lege Domini meditabitur die ac nocte, et erit tanquàm lignum quod plantatum est secùs decursus aquarum, quod fructum suum dabit in tempore suo*, psalm. 1. Hinc sacerdos det operam ut *meditatio cordis* ejus sit *in conspectu Domini* quotidiè, psal. 18, 15. Meditationem verò instituat animo benè disposito, et corde docili ad divina eloquia. Neque sit *similis viro consideranti vultum nativitatis suæ in speculo, qui abiit et statim oblitus est qualis fuerit*, Jac. 1, 23, seq. Sed quæ meditatur, sibi applicet, pios voluntatis affectus excitet; proposita non generalia tantùm, ast particularia circa hujus vel illius defectûs fugam, hanc vel illam virtutem in hâc vel illâ circumstantiâ exercendam efformet, eaque strenuè exequatur; pro viribus agat, et Deum non tentet.

Meditationi jungat piorum librorum lectionem, juxta monitum Apostoli 1 Tim. 4, 13 : *Attende lectioni;* quam quidem lectionem si negligeret, maximo et multiplici fructu seipsum privaret, siquidem sacri libri *docent ignaros, arguunt otiosos, excitant torpentes, stimulant dormientes, corrigunt errantes, erigunt corruentes, terrent ridentes, consolantur lugentes, laudant humiles, vituperant superbientes, confortant debiles, reprimunt præsumentes, mitigant turbatos, lætificant tristes, justificant pios, damnant perversos.* (Vid. Regul. Cleri.) Inter alios autem libros legat eos qui agunt de his quæ ad munus sacerdotale spectant, et eum in hoc magis instruere apti sunt; atque præprimis scrutetur Scripturam sacram, quæ *divinitùs inspirata utilis est ad docendum, ad arguendum, ad corrigendum, ad erudiendum in justitiâ*, 2 Tim. 3, 16.

Cæterùm lectionem ita instituat ut ea sit certa et ordinata, non vaga et desultoria; non legat cursim, perfunctoriè; vel studii et recreationis causâ, vel ex curiositate; sed tractim, seriò, attentè et animo discendi, probandi, *quæ sit voluntas Dei bona, beneplacens et perfecta*, Rom. 12, 2, atque custodiendi verbum illius, ut ministerium suum implere et seipsum ædificare valeat; sicque non modò intellectum suum illuminet, sed etiam affectum inflammet. Eloquia Dei abscondat in corde suo, veritates quas intellexit, retinere curet; pios affectus eisdem congruentes eliciat, et lectionem concludat brevi quâdam aspiratione, quâ Deo supplicet ut semen in terram cordis jactum servare atque fœcundare dignetur.

IV. Cùm defectus et vitia sua nunquàm quis emendaturus sit, nisi ea eorumque fontes ritè cognoverit, sacerdos his agnoscendis allaboret; atque hunc in finem conscientiæ suæ examen singulis diebus, aut etiam unoquoque die iterato, instituat; in quo quidem examine omnes animi sui motus, cogitationes, sensus, desideria, verba et opera observet; defectuum suorum causas investiget; et maximè attendat ad vitium illud

ad quod magis pronus est. Hos autem defectus non frustra consideret, sed in amaritudine animæ suæ perpendens, pro viribus emendare conetur; occasiones in illos prolabendi prævideat et declinet, aut si non possit declinare, in illis sibi à lapsu caveat; causas quantùm poterit, amoveat; præsertim verò enitatur extirpare vitium unde cæteri ejus defectus ut plurimùm nasci solent; illo enim extirpato hi facilè corrigentur.

Recordetur, contraria contrariis curari, unde ut vitia et defectus suos emendet, actus virtutum oppositarum omni datâ occasione eliciat; neque animo dejiciatur, si non omnes simul defectus evitet; sed eos successivè eradicare curet, et secum reputet, si quot annis unum alterumve vitium, et defectum radicitùs extirparemus, unam alteramve virtutem adipisceremur, brevi nos fore sanctos atque perfectos, Imitat. Christi, lib. 1, cap. 11.

V. Multùm profectò ad morum emendationem et vitæ perfectionem confert frequens et pia Sacramenti Pœnitentiæ susceptio, utpote quâ non solùm à peccatis commissis liberemur, sed etiam ab iis in posterum præservemur: igitur clerici quoque et sacerdotes optimè sibi consulunt, si sæpiùs ad illud accedant, tametsi nullius gravis noxæ conscios se sentiant. Et verò in *multis offendimus omnes*, Jac. 3, 2, et *septies*, id est, sæpiùs, *cadit* etiam *justus*, Prov. 24, 16. Porrò hæ offensæ et lapsus, licèt in se leves, Deo tamen displicent, charitatem minuunt, atque si negligantur, sensim sine sensu teporem ingenerant, et ad majora peccata disponunt. Quare qui salutis suæ prodigus non est, ab iis illicò purgari curat, et sacerdos de suâ perfectione verè sollicitus, meritò singulis circiter octiduis peccata sua deponit. Verùm ad tribunal pœnitentiæ nunquàm accedat, nisi animo verè contrito et humiliato, sincerè pœnitens et homo bonæ voluntatis, qui media procurandæ emendationi apta adhibere seriò proponat et adhibeat, ne fortè secundâ hâc post naufragium tabulâ abutens, magis reus recedat, et mortem inveniat, ubi vitam diuturniorem quærit.

Insuper summoperè optandum ut sacerdos singulis annis per aliquot (octo, v. g.) dies continuos peculiari modo ad se animum advocet, et postposito omni alio negotio, annos æternos in mente habens, exercitiis spiritualibus vacet; in iis totius anni tempus et modum, quo illud impendit; an et quos defectus admiserit aut emendaverit; an et quem in virtute progressum fecerit, et similia expendat; lapsus suos defleat, generali confessione declaret, animum et spiritum ecclesiasticum renovet, gratiam quæ ei per impositionem manuum presbyterii in ordinatione data est, resuscitet; atque ne improvisâ morte imparatus abripiatur, omnia sic disponat qualiter disposita vellet si jamjam moriturus et Deo rationem redditurus esset. Item consultissimè aget, si singulis mensibus uno die ejusmodi exercitiis incumbat, seque per ea ad majores solemnitates disponat. Quæ quidem exercitia inprimis meritò suadentur iis sacerdotibus qui variis negotiis distrahuntur; necnon et illis qui multùm in sacro ministerio occupantur; dùm enim *per varias actiones vitæ hujus sollicitudo distenditur, necesse est de mundano pulvere etiam religiosa corda sordescere*: unde *ad reparandam mentium puritatem* quorumdam dierum *exercitatio* jure instituitur, in quibus aliorum temporum culpæ accuratiùs inquirantur et per pia opera redimantur (1); atque cùm non rarò contingat, ut dùm in functionibus etiam sacris, aut præparatione ad illas desudamus, et pro aliorum salute laboramus, de nobis ipsis non satis cogitemus; dùm aliis invigilamus, ad nos minùs attendamus; dùm actioni plurimùm damus, non satis demus considerationi; hinc oportet ut ad cor redeuntes, nobiscum ipsis intremus in judicium, et finem respicientes, videamus qualiter in districto Dei judicio stare poterimus, quod quidem secum reputans D. Bernardus monet: *Memento proinde reddere te ipsum tibi, nec semper dare actioni, sed considerationi, aliquid tibi et cordis et temporis sequestrare.*

VI. Cæterùm sacerdos in omni suî ipsius examine potissimùm attendat ad sui statûs obligationes: quales eæ sint, an et quomodò illis satisfecerit, coram Deo, qui non *irridetur*, Gal. 6, 7, perpendat; atque summam in eo curam ponat ut non sibi falsâ conscientiâ illudat. Periculosissima res est falsa conscientia, et hæc tamen quàm facilè efformatur, tam difficulter deponitur. In omni statu sunt qui eâ laborant. Dantur nempe qui transeuntes in affectum cordis, et omnia librantes staterâ dolosâ, boni et mali rationem nomenque invertunt; *quodcumque volunt, bonum est, et quodcumque eis placet, sanctum est*, ait August. Suâ scientiâ timidi et proprio judicio confisi, quemquam consulere et intelligere nolunt, ut benè agant; suâ præsumptione excæcati, ut meros scrupulos respuunt, quæ juxta pondus sanctuarii verè peccata sunt, et aliquando maxima sive in se, sive propter scandalum, sive propter contemptum, sive ob alias circumstantias, imò interdùm arbitrantur, se per hæc obsequium præstare Deo; in his sæpè eò magis culpandi, quod sibi ipsis permissa velint, aut à se admitti, advertere nolint, quæ in aliis studiosè observant et acriùs reprehendunt.

Si aliquando conscientiæ remorsus experiantur, *aa sua desideria coacervant sibi* et sequuntur *magistros prurientes auribus, et à veritate quidem auditum avertunt*, 2 Tim. 4. Consulunt, sed rem ita exponunt, ut consultus juxta eorum inclinationem responsurus sit; *juxta iniquitatem interrogantis, sic iniquitas prophetæ erit*, Ezech. 14, 10. Dùm deberent sese mandatis Dei, Ecclesiæ præceptis et canonibus, timoratorum praxi conformare, conformant se huic seculo nequam; abusus, pravas consuetudines, malorum exempla ut suas regulas habent, atque sic excusant excusationes suas in peccatis, spatiosâ viâ incedunt, etiam irridentes eos qui arctam viam tenere conscientiæ suæ esse ducunt. Miserè, ast suâ culpâ, decepti, nesciunt quòd ab eis recesserit Dominus; iniquitatem et sacrilegia

(1) Vide serm. 4 S. Leonis papæ de Quadragesimâ.

quasi aquam bibunt inscii ; aliquando, sed serò nimis *videntes, turbabuntur timore horribili et mirabuntur in subitatione insperatæ salutis ; gementes præ angustiâ spiritûs ; dicentes intra se, pœnitentiam agentes et præ angustiâ spiritûs gementes : Hi sunt quos habuimus aliquando in derisum et in similitudinem improperii. Nos insensati ! vitam illorum æstimabamus insaniam et finem illorum sine honore. Ecce quomodò computati sunt inter filios Dei, et inter sanctos sors illorum est. Ergo erravimus à viâ veritatis*, Sap. 5, 2 et seq.

Horrenda sanè sors, quam ut effugiat sacerdos, sincerè et in simplicitate cordis inquirat veritatem; postquàm ex animo oraverit : *Da mihi intellectum, et scrutabor legem tuam*, ps. 118, 34, hanc seriò meditetur, ejusque intelligentiam ex conciliis et SS. Patrum scriptis hauriat ; quis esse debeat vitæ suæ tenor, addiscat ex S. canonibus et statutis diœcesanis de vitâ et honestate clericorum agentibus ; quæ sibi ratione sui statûs, et muneris pastoralis incumbant, ex iisdem fontibus, libris Ritualibus aliisque auctoribus verè probatis edoceri studeat. In exemplum sibi proponat sacerdotes et pastores, qui sanctitate et doctrinâ in Ecclesiâ floruerunt, atque imitetur eos Ecclesiæ ministros, qui ad illos propiùs accedere conantur et accedunt.

In rebus dubiis eos sequatur auctores, qui passim à timoratis et verè intelligentibus magis probati, et (1) à nimio rigore perinde ac laxitate alieni judicantur; atque consilium petat ab iis qui morum integritate et scientiâ commendati, sine humanâ consideratione responsuri sint secundùm id quod post maturum examen in timore Domini institutum expedire judicaverint; imò si rei ratio et gravitas suadere videantur, ad superiores ecclesiasticos recurrat.

Neque adeò strictè attendat, an hæc vel illa præcepti sint, vel consilii, aut sub gravi, vel levi tantùm præcipiantur. Sed ubi, omnibus consideratis, prudens maneat dubium, partem sequatur tutiorem (2); quæ solius sunt consilii non ideò negligat ; maximè ubi videt, ea si præstet, ad gloriam Dei, propriam perfectionem, aliorum ædificationem, parochianorum salutem insigniter conductum iri ; præterquàm enim exinde augeantur meritum et corona gloriæ, promptior evadet ad servanda quæcumque præcepti sunt ; dùm è contra is cui satis est observare quæ præcepta sunt, paulatim eò deveniet, ut et hæc omittat, aut etiam erroneo judicio existimet meri consilii esse quæ præcepti sunt. Quod quidem sibi inprimis dictum putent animarum pastores, qui ni benè caveant, facilè sibi persuadebunt se ad hæc vel illa non teneri, cùm tamen teneantur ; et quos cæteroquin non parùm dedecet, velle se ita restringere ad eos labores, ad quos strictè tenentur erga illos à quibus aluntur, et qui ut vitam haberent et abundantiùs haberent, summus sacerdos et animarum pastor Dominus Jesus Christus non dubitavit manibus tradi nocentium et crucis subire tormentum. Quæcumque autem præcepta sunt, etiam sub levi tantùm, accurratè servet, hæc enim prætergredi Deo quadamtenùs injuriosum, populis non rarò in scandalum, et sacerdoti valdè periculosum est, cùm illud ad transgressiones graves viam sternat, atque sic eum æternæ damnationi exponat.

Cæterùm tamen sacerdos, dùm à laxiore conscientiâ sibi cavet, scrupulosam sibi non efformet, aliàs sibi ipsi et aliis onerosus, atque ad munia pastoralia minùs aptus erit. Ab extremis abstineat, et in medio, in quo virtus est, consistat. Absit ut laxiores sententias amplectens, juxta eas passionibus suis indulgeat, aut saltem perfectionem suam negligat, et tepidam vitam agat ; is enim status utique valdè luctuosus est atque periculosus ; et væ illis qui in ipso tranquilli vivunt, cùm de tepido Christus ipse dicat : *Quia tepidus es, et nec frigidus, nec calidus, incipiam te evomere ex ore meo*, Apoc. 3, 16. Verùm et absit, ut rigidas quascumque opiniones sibi sequendas autumet ; ad omnes propè actus et functiones anceps hæreat ; de iis quæ peregit semper anxius et inquietus dubitet, nec sibi ipsi consulere possit, nec aliis consilium dare audeat ; talis non sit sacerdos, sed verè timoratus pro viribus, at sine immoderatâ anxietate, defectus suos, quantùm humana fragilitas patitur, corrigere, et de virtute in virtutem ascendere conetur ; sanæ æthicæ principia sibi et aliis pro suâ prudentiâ applicet, seque et eos divinæ Providentiæ fiducialiter committat, sciens quòd sit *bonus Deus Israel his qui recto sunt corde*, ps. 72, 1.

VII. Cùm non rarò accidat ut homo sibi ipsi relictus, et maximè in propriâ causâ erret, parochus non erubescat consilium aliorum exquirere tum in iis quæ ipsum spectant, tum in illis quæ ad parochiæ gubernationem attinent : *Quis enim est ita sapiens, qui omnia plenè scire potest ?* Imitat. Christi, lib. 1, cap. 9. Profectò intolerabilis est superbiæ argumentum, existimare se nullius egere consilio ; humilitatis contra et prudentiæ indicium, illud exposcere ; atque eò lubentiùs illud quisque petat, quòd sic tutiùs acturus, et majore animi tranquillitate fruiturus sit. Verùm consilium petiturus sequatur hoc monitum : *Cum sapiente et conscientioso viro consilium habe, et quære potiùs à meliore instrui quàm tuas adinventiones sequi*, ibid., cap. 4.

In consiliarium verò præsertim assumat conscientiæ suæ directorem ; quem proinde talem eligat, qui vias Domini edoctus, illum, quâ par est sollicitudine, prudentiâ et animi fortitudine dirigat. Huic conscientiæ suæ statum candidè et ingenuè aperiat, ejusque monita debitâ docilitate excipiat. Quòd si fortè paro-

(1) Nobis hìc visum est sacerdotes proficuè monere, ut quæ in scholis, dùm in tractatione de Conscientiâ versarentur, quoad tutiorismi, probabilismi ac probabiliorismi, systemata addidicerint, in auctorum præsertim moralium delectu sibi cautè proponant.

(2) Eo in loco auctoris sententia sic accipi debet, ut, si rationibus quæ hinc inde militant, maturè excussis, positiva adhuc dubietas emergat, uternam agendi modus practicè amplectendus sit, eam, quæ legi, non verò quæ libertati favet, partem teneamus.

chus ruri commorans vicinum sacerdotem non habeat, quem experientiâ satis edoctum, et in viis Domini ita versatum existimet, ut se ipsi plenâ fiduciâ committere possit, alium quempiam in quo fiduciam suam collocare queat seligat, eumque saltem subinde adeat, atque cum eo de statu conscientiæ suæ et parœciæ gubernatione conferat, interea pro ordinariis confessionibus assumat è vicinis, quem sibi præ cæteris magis convenire judicaverit.

VIII. Sacerdos non legitimè impeditus, missam celebrare omittens, quantùm in se est, privat sanctissimam Trinitatem laude et glorià, angelos lætitiâ, peccatores veniâ, justos subsidio et gratiâ, in purgatorio existentes refrigerio, Ecclesiam spirituali Christi beneficio, et seipsum medicinâ et remedio contra quotidiana peccata et infirmitates. Ne igitur sacerdos rarò celebret, ita innocenter vivat, ut quotidiè mercatur ad altare accedere; idque multò magis ut præstet, operam dabit pastor; id enim suadet ædificatio populi, qui facilè scandalo læderetur, si videret pastorem, qui, cùm alios ad frequentem communionem et missæ auditionem monere debeat, ipse rarò celebraret, ac occasionem missam audiendi parochianis subtraheret; et maximè, si se turpis lucri cupidum ostenderet, celebrationem sæpiùs omittens, nisi pro eâ eleemosynam accipiat.

Quantùmvis autem consultum sit ut sacerdos quotidiè celebret, meritò tamen id subinde omittere poterit tum ex humilitate (v. g.) ubi in defectum aliquem graviorem, quamvis etiam non mortalem, lapsus est; tum ad majorem devotionem in se excitandam, ubi nempe sese tepere sentiens absque debito fervore celebraturus esset. Ex his tamen motivis sæpiùs abstinere à sacro faciendo, non veræ humilitatis, sed hypocrisis Deo et hominibus exosæ argumentum foret. Ex aridâ autem consuetudine, temporalis emolumenti cupiditate, aliâve consideratione humanâ nunquàm celebret, sed unicè intendat gloriam Dei, propriam et proximi salutem promovere.

Præ primis autem caveat ne gravis culpæ reus præsumat ad altare accedere, ne fiat ei mensa Domini in laqueum, in retributiones et in scandalum, sibique manducet ac bibat judicium. Itaque celebraturus semper conscientiam suam prævià discutiat; et si se gravis peccati conscium deprehendat, priùs confiteatur, nec unquàm aliter celebrare audeat, quantùmvis sibi contritus videatur; et licèt adire non possit confessarium ordinarium, aut alium in quo specialem fiduciam reposuerit; in hoc enim eventu quicumque haberi potest, adeundus est, vel à celebratione abstinendum. Quòd si desit omnis copia confessarii, neque celebrare attentet, nisi subsit vera necessitas; hæc autem si adsit, non verò fingatur, præmissâ debitâ contritione celebrare poterit, postea quamprimùm confessurus, et caveat, ne fortè copiam confessarii non habens, et tamen celebrare volens, culpas, quarum conscius est, faciliùs excuset, aut earum gravitatem imminuat, ut se ita celebrare posse sibi persuadeat, falsam conscientiam efformans et ex culpabili inscitiâ sacrilegè celebrans.

IX. Quæ horarum canonicarum recitationem spectant, sacerdos accuratè observet, non ex necessitate et quasi invitus, sed animo lubenti et ex vero pietatis sensu, ne hæc oratio ei fiat in peccatum. Ut autem officium magis piè ac utiliter recitet, studeat, adhibitis interpretibus, eorum quæ legit, sensum intelligere et ad eum attendere. Hanc ipsam propterea in sententiam divus Carolus Borromæus, in suis ad clerum Monitionibus sacerdotes cunctosque quotidiano horarum canonicarum penso obstrictos pervenustè sic alloquitur fol. 22: *In psalmorum autem, canticorum et hymnorum intelligentiam studiosè incumbite, ut dùm psallitis* (aut eos legitis) *pro sensuum sanctissimorum, quos mente concepistis, ratione vos ad omnem pietatis devotionisque affectum excitetis.* Exinde enim valdè instrui et ædificari poterit, simulque ea depromere quibus plebem sibi commissam instituat et ædificet. Insuper horas canonicas quotidiè persolvendi onere obstricti illud nunquàm obliviscentur, quod concil. Later. V, sess. 9, cautum sic legitur: *Statuimus et ordinamus quòd quilibet habens beneficium cum curâ, vel sine curâ, si post sex menses ab obtento beneficio divinum officium non dixerit, legitimo impedimento cessante, beneficiorum suorum fructus non faciat suos pro ratâ omissionis officii et temporis; sed eos tanquàm injustè perceptos in fabricas ecclesiarum hujusmodi beneficiorum, vel pauperum eleemosynas erogare teneatur.* Sapientissimæ huic citati concilii sanctioni consona penitùs est sancti Pii V bulla, n. 135, incipiens: *Ex proximo;* unde sibi jure et naturali, et ecclesiastico beneficii fructuum privationem indici videat parochorum ex cœtu quisquis horarum canonicarum omissionem popularis concionis festis diebus habendæ onere, aut extraordinariâ pœnitentium frequentiâ cohonestari perperàm sibi blandiatur (1).

X. Cùm Christus Dominus in venerabili Eucharistiæ Sacramento absconditus, omnes, et maximè sacerdotes amicos et domesticos suos, tam amanter invitet, Matth. 11, 28: *Venite ad me omnes qui laboratis et onerati estis, et ego reficiam vos,* absit ut sacerdos aut parochus in ecclesiâ non compareat, nisi dùm divina officia celebranda, aut functiones peragendæ urgent; aut his oscitanter peractis, illicò fugiat; et dùm parochiani venerabile Sacramentum frequenter invisunt; ipse huic devotioni desit. Qui ita se gerit, quomodò poterit, quin erubescat, dicere: *Quàm dilecta tabernacula tua, Domine virtutum! concupiscit et deficit anima mea in atria Domini?* ps. 83, 2 et 3. Itaque potiùs cùm deliciæ Christi sint esse cum filiis hominum, deliciæ quoque sacerdotis sint esse cum ipso. Ante et post officia divina, prout circumstantiæ patientur, co-

(1) Ad feliciorem verò sanctorum sensuum captum à divo Carolo Borromæo loco cit. intentum, quisquis sui, alienique spiritûs inhiat emolumentis, uti omnigenâ securitate poterit Cursu completo Scripturæ sacræ, opere ex selectissimis et exquisitissimis commentariis conflato. (Editores.)

ram venerabili Sacramento tempus aliquod transigat, atque illud aliàs frequenter invisat.

Ibi Deum suum pronus adoret; obtenta ab eo beneficia recolat et gratias de iis agat; in amaritudine animæ defectus et culpas suas expendat, defleat ac veniam efflagitet; fiduciam in Deum Salvatorem suum significet; eum qui nos tantoperè amat, redamet; pro se et parochianis suis exoret; spiritum sapientiæ et intellectûs supplex petat; quæ parochianis proponere intendit, meditetur, et utiliter proponendi gratiam postulet; in rebus dubiis consilium, in adversis solatium, in prosperis humilitatem poscat : uno verbo in omnibus necessitatibus ad hunc thronum gratiæ confugiat, et ex iis misericorditer eripietur; sic petitiones ejus ascendent ad Deum, et ipse ei dabit benedictionem, cum quâ venient pariter omnia bona; *qui* enim hìc *petit accipit, qui quærit invenit, et pulsanti aperietur*, Matth. 7, 8.

XI. His pietatis exercitiis adjungat orationes jaculatorias, quibus subinde per diem mentem ad Deum elevet; sese cum eo uniat; illi se, suaque opera et proposita commendet, etc. Item alia pietatis exercitia, ad quæ, ut infra dicetur, parochianos hortari convenit, ipse quoque observet, quantùm poterit, tum ut eos suo exemplo ad docilitatem efficaciùs moveat, tum ut et ipse fructum spiritualem exinde percipiat. Præsentiæ Dei sæpiùs recordetur, ut in veritate dicere possit : *Providebam Dominum in conspectu meo semper*, ps. 15, 8; hæc enim tuta est et brevis ad perfectionem via : *Ambula coram me, et esto perfectus*, Gen. 17, 1.

B. V. Mariam, suos et ecclesiæ suæ patronos, angelum custodem, cæterosque cœlites colat et invocet, seque et parochianos suos eorum precibus commendet. Passionem D. N. Jesu Christi piè recolat, præsertim temporibus ac diebus ad illius memoriam agendam peculiariter consecratis; cùmque, si velimus cum Christo conglorificari, debeamus et compati et conformes fieri imagini Filii Dei, carnem cum vitiis et concupiscentiis crucifigat, non in bonis et deliciis ducat dies suos, ne in puncto ad inferna descendat, sed spiritu facta carnis mortificet, ut vivat; dignos pœnitentiæ fructus faciat, ut et pro aliis fieri possit in tempore iracundiæ reconciliatio. Semper sobrius, saltem subinde ad suî mortificationem solitò parciùs utatur verbis, cibis, potibus, somno et jocis.

Quilibet sacerdos reminiscatur, sese à Deo fuisse de hoc mundo electum, ut non ampliùs ad mundum pertineat. Si adversitates ingruant, et cum hominibus flagelletur, ne eum teneat superbia, hæc constanti animo ferat, tollat crucem suam et sequatur Christum, quem oportuit pati, et ita intrare in gloriam suam, et qui docuit per multas tribulationes oportere nos intrare in regnum Dei.

XII. Christum Dominum, qui in omnibus honoravit Patrem suum, et ei obediens fuit usque ad mortem, et mortem crucis, imitetur, suisque superioribus morem gerat, et disciplinæ ecclesiasticæ tenax observet quæ sacri canones et statuta diœcesana circa tonsuram et habitum clericorum, ingressum popinarum, lusus prohibitos, venationem ac similia præscribunt; atque in his semper ad magis timoratos se conformet; in omnibus modestiam et gravitatem sacerdotalem præ se ferat, maximè cùm ad hæc multùm attendere soleat populus, et offendi, quando iis deesse videt sacerdotem, præsertim parochum. Item sequatur exemplum et monitum Christi, Matth. 11, 29 : *Discite à me quia mitis sum et humilis corde*. Mansuetudinem ut virtutem in sacerdote maximè optandam et parocho in parœciæ regimine summoperè necessariam habeat, atque in eâ de die in diem proficere studeat, quoscumque iræ, indignationis, impatientiæ motus sine morâ refrænans.

De se demissè sentiens et abjectus in oculis suis, etiam exteriùs humilis appareat. Omnem arrogantiam detestans et vel ipsam præsumptionis ac vanitatis speciem aversans, quidquid superbiam sapere posset, in victu, vestitu, supellectili, incessu, sermone aut opere fugiat, nunquàm suam, sed semper et in omnibus Dei gloriam quærat. Seriò animadvertat, sibi tantam ruinam ingruere quantâ præfulget dignitate, si illâ superbiat. Non extollatur, eò quòd parochianorum rector positus sit, sed fiat quasi unus ex illis, et quantò illis major est, tantò magis se humilem præstet. Neque natalibus, divitiis aut scientiâ tumidus, inter confratres aut alibi in Ecclesiâ Dei honores ambiat, multò minùs modo qui sacerdotem dedeceat adipisci quærat, sed cum Psalmistâ sentiat : *Elegi abjectus esse in domo Dei mei*, ps. 83, 11; aliàs enim displicebit Deo, atque etiam ut plurimùm coram hominibus confundetur.

XIII. Considerans quàm horrendum et probrosum in viro ecclesiastico scelus, innumerisque penè malis affluens sit vitium luxuriæ, illud toto animo aversetur, ac Deo casto corpore servire et mundo corde placere totis viribus enitatur. Vel ipsam hujus peccati umbram timeat, fugiatque, quantùmvis etiam innocenter hactenùs vixerit; nam et cum respicit hoc dictum B. Hieronymi : *Nec in præteritâ castitate confidas; nec sanctior David, nec Samsone fortior, nec Salomone potes esse sapientior;* sensus suos sub disciplinâ custodiat; quia *mors ascendit per fenestras*, Jer. 9, 21. Omnes peccandi occasiones, et quidquid illicere concupiscentiam, ac fovere solet, tanquàm pestem evitet; *qui* enim *amat periculum, peribit in illo*, Eccli. 3, 27. Omnem intemperantiam devitet, nam præterquàm virum ecclesiasticum potissimùm dedeceat scandalum parere, eum ad sacras functiones ineptum reddere, et tristissimos exitus habere soleat, peculiari modo concupiscentiam provocat; *venter* enim, ut ait D. Hieronymus, epist. 83, ad Ocean., *mero et cibis æstuans citò despumat in libidines;* et *luxuriosa res vinum*, Prov. 20, 1; vitam otiosam fugiat, præterquàm enim quòd turpissimum sit virum ecclesiasticum ignaviâ marcescere, et quasi totâ die otio se dedere, cùm Christus et apostoli in vigiliis, in laboribus multis, et defatigatione fuerint, et tot alii sacerdotes in vineâ patrisfamiliâs indefessi laborent, atque pondus et æstum dici

ferant, *multam malitiam docet otiositas*, Eccli. 33, 29, et maximè locum præbet peccato luxuriæ, à quo qui sibi cavere vult, labori debet incumbere, et semper aliquid operis facere, ut eum diabolus jugiter occupatum inveniat; quem quidem in finem etiam aliquando poterit convenienti alicui labori manuum incumbere.

Cùm, teste Hieronymo, *initium libidinis* sit *in conversatione mulierum*, juxta monitum Ecclesiastici 42, 12, in medio earum ne commoretur, neque cum iis, saltem junioribus, conversetur, aut eas invisat, nisi cùm necessitas subest. Præ oculis habeat illud auctoris Imitationis Christi, l. 1, cap. 8 : *Non sis familiaris alicui mulieri, sed in communi omnes bonas mulieres Deo commenda;* necnon istud B. Hieronymi ad Nepotianum sacerdotem et pastorem. *Si propter officium clericatûs, aut vidua visitatur aut virgo, nunquàm domum solus introeas. Solus cum solâ, secretò, absque arbitro vel teste non sedeas. Caveto omnes suspiciones, et quidquid probabiliter fingi potest; ne fingatur, ante devita. Crebra munuscula, et sudariola, et oblatos ac degustatos cibos, blandasque litterulas sanctus amor non habet.* Hinc si illas ægrotantes ex officio adeat, quantum fieri poterit, solus cum iis non colloquatur; neque earum confessiones excipiat, nisi alio præsente, ita tamen distante, ut audire quæ dicuntur non possit, aut saltem januis, si morbus permittat, non clausis. Neque ab his regulis recedat quamvis devotæ sint mulieres quibuscum agendum ipsi est, nam et harum frequentatio periculo non vacat, meritoque monet modò laudatus B. Hieronymus : *Feminam quam vides benè conversantem, mente dilige, non frequentiâ corporali.*

Devotarum etiam mulierum, quarum conscientiam dirigit, omnem erga se affectum timeat; licèt enim habeat speciem pietatis, attamen virtutem ejus ferè semper extinguit; quem quidem affectum si subrepere directioni senserit, non nisi in confessionali, cratibus interjectis, eas alloquatur; et si hoc non sufficiat, ut periculis obviet, directionem illarum dimittat, maximè si pares erga pœnitentes in se sentiat affectus. Quin et in ipso pœnitentiæ tribunali pœnitentes quascumque doceat, non nisi quæ necessaria sunt, eloqui, et abscissâ superfluâ confabulatione, eas ad virtutum christianarum praxim adhortetur; extra tribunal verò, si fortè illas alloquendi rationabilis causa suadeat, observet hoc B. Augustini dictum : *Sermo brevis et rigidus cum mulieribus est habendus.* Domum autem suam illas ventitare non patiatur, neque earum obsequio utatur, ut in re tam lubricâ et castitati et famæ suæ consulat.

Vagas mulierculas stipem ostiatim emendicantes pernoctare in domo presbyterali non sinat, neque inibi earum confessiones, etsi rogatus, excipiat; periculosam enim esse ejusmodi misericordiam, experientiâ compertum est. Neque puellas domum suam facilè introducat, ut vel hyeme ad ignem calefiant, aut doctrinam christianam doceantur, nam et hoc periculosum esse potest. Quibuscumque demùm mulieribus, quarum pudicitia suspecta habetur, fores perpetuò clausas habeat. Cantilenas amatorias et quæcumque teneriores affectus excitare possunt, sacerdos omninò ignoret. Scurrilitas verò, turpitudo et stultiloquia ne nominentur in sacerdote, sicut decet sanctos; nec iis quidem verbis utatur, quæ detorqueri in pravum sensum possent. *Consecrâsti os tuum Deo, talibus jam aperire illicitum, assuefacere sacrilegium*, ait D. Bernardus.

XIV. Animarum pastor charitate peculiariter ferveat; nec enim ei Christus dicet : *Pasce oves meas*, Joan. 20, nisi cùm ipse in veritate dicere potuerit : *Tu scis, Domine, quia amo te.* Diligat igitur Deum, diligat proximum, *non verbo* solùm *et linguâ, sed opere et veritate*, 1 Joan. 3, 18; quæ quidem dilectio efficiat ut zelus domûs Dei comedat eum, et zelo flagrans pro Domino Deo exercituum ejus gloriæ promovendæ, et animarum saluti procurandæ totus incumbat. Ubi verba Domini obliti sunt inimici ejus et convenerunt adversùs Dominum et adversùs Christum ejus, ut murum æreum se obtrudat eis, nec timeat à facie eorum. Deum si offendi videat, doleat, et ut offensa impediatur, aut reparetur, pro viribus elaboret; et è contra ut in omnibus glorificetur, optet, et obtinere curet.

Amet animas, quas Christus Dominus ex ardentissimo amoris sui igne sanguine proprio emit, desponsavit et abluit. In ministerium missus propter eos qui hæreditatem capiunt salutis, ut eos à malo retrahat, ad bonum alliciat, in viam salutis ducat, aut in eâ retineat, totis viribus enitatur, memor, *omnium divinorum* esse *divinissimum Deo cooperari in salutem animarum*, ut ait S. Dionysius. Animam etiam vilissimi hominis perire, summus ei dolor sit; ne eum respiciat flebilis hæc querimonia : *Cadit asina et est qui sublevet; cadit anima et non est qui reputet*, D. Bern., lib. 5 de Consid.; perit justus, et non est qui mœreat in corde suo. Ordinatus tamen sit zelus ejus, falcem in alienam messem non immittat, propriis suis ovibus invigilet, nec alienas, rationabiliter invito earum pastore, ad se trahat; nec etiam ad alienas curandas, in aliorum parœcias se conferat ibi operaturus, dùm interea ex defectu vigilantiæ proprii pastoris detrimentum patiuntur oves ejus.

Cùm *fortis* sit *ut mors dilectio*, Cant. 8, 6, talis quoque est zelus, qui inde nascitur. Ubi pastor ex officio, et ex Dei ac superiorum voluntate negotium suscepit, illud magno animo prosequatur, tametsi malorum odium in se experiatur. Atque si quid ab eo exigatur quod conscientia non permittit, se nec precibus nec minis flecti patiatur; etsi propterea hominum gratiâ amicitiâque excidat, Deum habere amicum gestiat, ejusque favorem omnium hominum benevolentiæ præferat, neque terreatur *ab his qui occidunt corpus, et post hæc non habent ampliùs quid faciant; sed* timeat *eum qui postquàm occiderit, habet potestatem mittere in gehennam*, Lucæ 12, 5.

Pastor tamen zelum habeat discretum et sapiat ad sobrietatem, sciatque, non rarò Satanam sese transfigurare in angelum lucis, et incautos pastores ad ea

impellere, quæ primo intuitu bona quidem videntur, postmodùm verò funestos exitus sortiuntur : quod quidem maximè contingit, ubi quis agit ex vividiori impetu, præcipitantiâ, præjudicio; ubi de suâ auctoritate tuendâ nimiùm sollicitus, eam si sperni videat, magis indignatur, quàm si aliàs Deus offendatur; aut ubi vanæ gloriæ cupidus, hanc potiùs quærit quàm animarum salutem. Unde pastor nunquàm dicat aut faciat, quæ rabidus et acrior zelus suggerit; sed prudens sicut serpens, et simplex sicut columba, in omnibus respiciat finem; antequàm agat, maturè deliberet, et in agendo cautè procedat.

Cohibeat impetum iræ, nec quidquam statuat, donec agitatæ mentis perturbatio conquieverit. Suî quasi immemor et gloriæ Dei ac animarum saluti unicè intentus, quæ ad has promovendas aptiora videntur, eligat. Cùm labores ex voto succedunt, miseriæ et imbecillitatis suæ conscius nihil inde laudis sibi desumat; verùm, quia *neque qui plantat, est aliquid, neque qui rigat, sed qui incrementum dat, Deus*, 1 Cor. 3, 7, huic bonorum omnium largitori grates rependat, seipsum verò reputet servum inutilem, qui, quod facere debuit, fecit. Si quid contra spem evenerit, et fructus labori non responderit, expendat, annon id ex aliquo suo defectu provenerit, atque si ita esse deprehendat, propterea coram Deo sese humiliet et circumspectiùs aliâ vice agere proponat; si defectum à se admissum non advertat, rem divinæ voluntati committat, atque in patientiâ animam suam possideat.

XV. *Facilius est domi latere quàm foris se posse sufficienter custodire; et nemo securè apparet, nisi qui libenter latet; nemo securè loquitur, nisi qui libenter tacet;* et meritò quis dixit : *Quoties inter homines fui, minor homo redii;* atque non rarò qui aliis putat placere ex suâ cum illis conjunctione, incipit magis displicere propter defectus quos in eo observant (1). Hinc pastor sit homo interior et solitudinis amator, nec se ad exteriora nimiùm diffundat; inprimis autem non sit familiarior cum laicis, nam *non aliundè clericalis ordinis dignitas fuit offensa, quàm à nimiâ laicorum familiaritate* (2); imò nullo etiam sacerdote familiariùs utatur, nisi quem morum probitate cognoverit commendari.

Si, quod avertat Deus, inter sacerdotes existant apertè mali, hos devitet, atque etiam rarò conversetur cum iis qui perfectioris vitæ institutum carpere in aliis solent, *Qui*, ut ait D. Carolus Borromæus, *non modò bonum ipsi facere nolunt, sed et ab eo cæteros distrahunt, dicentes : Quid facitis? ad quid tot reformationes? ad quid tot constitutiones et statuta? Væ hujusmodi sacerdotibus!* Falsi fratres sunt, à quibus cavendum est; alioquin eorum sermones et exempla optimi etiam sacerdotis mores corrumpent, aut saltem eum ducent ad vitam otiosam et tepidam, quam comitatur summum salutis amittendæ periculum. Tales autem aut alii perversi homines, si sacerdotem perfectionis suæ studiosum et vero zelo præditum derideant, aut etiam persequantur, nec miretur ipse; nec animo cadat; cùm omnes qui piè volunt vivere in hoc seculo, et maximè sacerdotes, qui suo officio enixè funguntur, persecutionem patientur; sed in hoc similis esse gestiat Christo Domino, quem Pharisæi deridebant, et sicut Paulus, sibi gaudeat de contumeliis et persecutionibus.

Cùm tamen etiam sacerdoti dulce sit, jucundum et utile amicos habere quos frequentet et quibus revelet cor suum, siquidem *amico fideli nulla est comparatio, et non est digna ponderatio auri et argenti contra bonitatem fidei illius*, Eccli. 6, 15; amicos sibi eligat, sed juxta regulam à S. Bernardo traditam : *Illos suscipe, illos dilige, illis te associa, quos videris contemptores seculi, sectatores virtutis, amatores disciplinæ;* horumque amicitiam foveat, multùm enim exinde proficiet; nam *qui cum sapientibus graditur, sapiens erit*, Prov. 13, 20; et *plerisque justi aspectus admonitio correctionis est, perfectioribus verò lætitia*, D. Ambros. in Psalm. 118.

XVI. Cæterùm inter homines conversetur ratione dignâ Evangelio Christi, *et ostendat ex bonâ conversatione operationem suam in mansuetudine sapientiæ*, Jac. 3, 13; *non contendet, neque clamabit*, Matth. 12, 19; *non* habeat *amaritudinem conversatio illius, nec tædium convictus illius, sed lætitiam et gaudium*, Sap. 8, 16. Absit tamen ut, lætitiæ significandæ gratiâ, maximè inter seculares, mimum et histrionem agat, jocisque et sarcasmis risum moveat : *Fatuus* enim *in risu exaltat vocem suam : vir autem sapiens vix tacitè ridebit*, Eccli. 21, 23; et cæteroquin hujusmodi ineptiæ in mendacia et detractiones plerùmque deflectunt. Hinc neque sit multiloquax; nam *in multis sermonibus invenietur stultitia*, Eccli. 5, 2; et *in multiloquio non deerit peccatum*, Prov. 10, 19. Ponat custodiam ori suo et ostium circumstantiæ labiis suis; loquatur pauca et appositè, quæratque occasionem conversationi subinde pia quædam immiscendi quæ ædificare valeant, adeò ut *Christi bonus odor* sit *vitæ in vitam;* et *quisquis ei jungitur, quasi ex salis lacte æternæ vitæ sapore condiatur*, ut ait Gregorius. Recordetur quoque, oportere parochum esse secreti tenacissimum; quidquid ejus fidei committitur, id inviolatè in corde suo servet; de secretis familiarum sermonem non habeat, defectus et peccata occulta ne aperiat, imò de ipsis publicis non loquatur, nisi cautè et quando legitima ratio suadet. Uno verbo, ita sit discretus ut rei quæ taceri debet, revelandæ incapax habeatur; talis enim discretio parochianorum fiduciam ei conciliabit, dùm è contra hæc sine illâ nunquàm obtinebitur, aut brevi amittetur, ipseque contemptibilis evadet. Hinc et curiosorum hominum blanditiis minisve ne cedat, sciatque artem astutos eorum quæsitus eludendi, ita tamen, ut mendacii et defectus sinceritatis incusari non possit; neque fidat iis qui secretum à se servatum iri spondent et religiosè promittunt; nam et hæc promissa rarò admodùm servari, experientiâ compertum est; unde, si consilium petendum sit, non cum obvio quovis homine, levi et multiloquo agat causam suam, sed cum eo, quem noscit esse verè

(1) Vid. Imitat. Christi, lib. 1, c. 20.

(2) Concilium Aquil., anno 1596.

sapientem et secreti tenacissimum. Insuper consideret, non rarò quædam reperiri, quæ primo intuitu videntur secretum non exigere, et quæ tamen vir sapiens, et præsertim parochus silentio celare debet, quippe quæ si ab eo relata fuisse dignoscantur, indiscretus existimabitur.

XVII. Cùm labia sacerdotis, maximè autem pastoris, debeant custodire scientiam, et populi legem de ore ejus requirant, studio diligenter incumbat, necesse est; neque ab illo eximit vel ea, quam sibi jam comparavit rerum cognitio, vel quam habet, addiscendi facilitas. Enimverò scientia, quæ ante sacerdotium acquiri solet, aut primis sacri ministerii temporibus comparatur, ut plurimùm modica aut admodùm mediocris est, et ulteriore perfectione indiget; atque, nisi constanti studio foveatur, sensim sine sensu minuitur, adeò ut provectâ ætate etiam ignorentur quæ ignorari sacerdoti nefas est, et hoc pacto suo officio malè fungendi periculo sese exponit.

Qui autem suæ facilitati et talentis etiam præclaris fidens studia negligit, magnum quoque discrimen incurrit, tum quia otiosam vitam aget, quæ semper malos exitus habere nata est; aut rebus scelestis, vel saltem vanis, aliisve viro ecclesiastico non convenientibus tempus suum teret; tum quia non sufficit functiones sacerdotales quocumque modo peragere, sed eas quisque peragere debet pro modulo talentorum quæ à Deo accepit, et proinde eò meliùs ac perfectiùs, quò præclariora talenta sortitus est; atque si obiter tantùm studiis incumbens, minùs benè functiones suas obeat, quàm obiisset, si convenientem laborem impendisset; aut si scientiam talentis suis proportionatam comparare negligens, ineptus evadat ad eam Ecclesiæ procurandam utilitatem, ad quam eidem procurandam majora ei præ aliis talenta concesserat divina Providentia, non immeritò habetur ut ille qui talentorum suorum partem in terram defodit; nec sine causâ metuit ne ut servus inutilis, aut saltem longè minùs utilis reputetur et gravem Deo rationem redditurus sit. Vide Matth. 25.

Hùc et accedit, suis talentis superbientes, et studia negligentes, ac sese ad sacras functiones minùs præparantes, sæpiùs turpiter decipi, ac sibi blandiri se satis scire quæ tamen non ita callent, ideòque sibi et aliis malè consulere. Quæ quidem inprimis notent neo-sacerdotes, quos nondùm experientia edocuit.

Porrò sacerdos, curam animarum habens, incumbat studio 1° theologiæ dogmaticæ, adeò ut veritates religionis ritè noscat, eas fidelibus modo eorum captui accommodato explanare, et, datâ occasione, contra religionis hostes tueri, ac de eâ quæ in ipso est spe rationem reddere valeat. 2° Theologiæ moralis, ut suas et populi sibi concrediti obligationes perspectas habeat, seque et eum in rectâ salutis viâ dirigat. 3° Omninò convenit ut non sit ignarus historiæ et disciplinæ ecclesiasticæ; atque optimè sibi consulet, si et juris canonici quamdam sibi notitiam comparet, et præcipuè decreta concilii Tridentini cognita habeat; multùm enim ad informandos mores valet, et eum variis in circumstantiis juvare poterit hæc cognitio. 4° Sese rubricarum tractatoribus dedat ad obtinendam cognitionem rituum ac cæremoniarum Ecclesiæ; spiritum et mentem Ecclesiæ in iis instituendis, eorumque significationes nôsse studeat; exinde enim ipse ædificabitur, et populum, cui ea exponet, ædificare poterit; ex eâdem ratione discat mentem Ecclesiæ in instituendis variis anni festivitatibus, necnon probatas vitæ sanctorum historias legat. 5° Incumbat lectioni asceticorum, ut supra jam dictum est; ex iis enim studium pietatis ipse hauriet, et aliis instillare valebit. 6° Concionatores et libros catecheticos, atque auctores de sacrâ eloquentiâ et modo instruendi agentes, necnon eos qui de aliis sacri ministerii functionibus agunt, assiduè legat: consulat et sanctos Patres nostros in fide et doctrinâ duces ac magistros.

Præcipuè autem vacet lectioni et studio sacræ Scripturæ; hæc enim propriè est liber sacerdotalis, quem ut jugiter quasi manu terat pastor, optandum est, juxta monitum B. Hieronymi, epist. ad Nepot.: *Divinas Scripturas sæpiùs lege; imò nunquàm de manibus tuis sacra lectio deponatur;* ex quo inexhausto thesauro colliget innumera suæ et suorum instructioni aptissima.

Divini eloquii pretiosissimus Codex à D. Ambrosio, lib. 3 de Fide, cap. 7, ideò *Liber Sacerdotalis* appellatus est, quòd nedùm animarum regimini præfecti, sed etiam quotquot ad sacrosancta sacerdotii munia obeunda anhelant, sacri ejusdem divinique codicis lectioni assuescere debeant. Hunc sacræ lectionis ardorem accendere debent: 1° *Immensa rerum addiscendarum utilitas;* 2° *Mira profunditas;* 3° Denique *attemperata obscuritas* (1). Huic verò lectioni tempestivè incumbant, atque etiam sacram Scripturam legant linguâ vernaculâ exaratam, quâ aliquando populos instructuri sunt, ut et textus in hâc linguâ sibi familiares reddant, eosque faciliùs et accuratiùs in medium afferre sciant. Consultum quoque est ut Scripturam successivè totam legant, incipiendo tamen à libris novi Testamenti; semel autem sacro ministerio, et maximè pastorali officio addicti rem ita instituant, ut unoquoque circiter anno Biblia sacra integra legant; quod quidem facilè præstabunt, si consuescant quotidiè aliquot capita legere. Primùm verò solum legant ipsum textum, tum Latino, tum vernaculo idiomate expressum cum notis ad majorem textûs intelligentiam appositis. Deinde, ubi sic unâ aut alterâ vice integra Biblia legerint, adhibere poterunt unum alterumve interpretem, cujus ope textum magis ac magis intelligent; quem quidem interpretem meritò consulent, quoties in instructionibus uti volent aliquo textu, saltem si ejus sensus non adeò apertè pateat; quò

(1) Præcelsas eas divini Codicis proprietates scholasticorum plerique, ubi de theologiæ prolegomenis disputant, percleganter evolvunt.

enim meliùs sensum textus intelligent, eò aptiùs et utiliùs eum applicabunt.

Porrò animi dispositiones, quas sacræ Scripturæ lectioni operam daturus, assiduæ orationis ope, sibi comparet, oportet, hæ quatuor sequentes recensentur, nempe 1° *cordis mundities*, vel saltem *cordis emundandi voluntas;* 2° *recta intentio*, de quâ egregiè disserit S. Bern., serm. 36 in Cant.; 3° *summa reverentia*, atque *non minor humilitas;* 4° tandem *ardor discendi ab omni novitatis amore semotus.* Hasce animi dispositiones quisquis pretioso Dei dono fuerit assecutus, singulas sacras paginas, ne dicam, puncta et apices leget cum pietate, et bonos affectus sacri auctoris induere sibique quasi proprios reddere studebit. Imò cuicumque lectioni vacet ductus pietatis sensu; atque ut exinde majorem utilitatem percipiat, peculiariter attendat ad ea quæ pro suâ et populorum instructione aptiora judicat; potiora ex illis extrahat, quæ secundùm ordinem materiarum in librum ad id paratum referat, subinde relegat, ac, datâ occasione, adhibeat. Quæ quidem inprimis dicta sint pro iis qui in sacro ministerio occupari incipiunt. Imò ad statum sacerdotalem aspirantes tempestivè, et saltem ubi theologiam frequentare incipiunt, concionibus assiduè intersint, et earum, sicut et meditationum ac exhortationum, quæ ipsis proponuntur, analysim faciant et magis observatu digna notent ac servent; his enim aliquando in sacro ministerio multùm juvari poterunt.

Porrò, cùm assidua lectio quamdam librorum supellectilem supponat, ad statum ecclesiasticum aspirantes de hâc sibi comparandâ tempestivè solliciti sint; subinde, pro suis facultatibus, aliquem librum coemant, atque successu temporis sic curent sibi paulatim bibliothecam viro ecclesiastico convenientem comparare.

Neque quis dicat se libris non indigere, aut iis comparandis parem non esse. Qui enim ita loquitur, det gloriam Deo, et fateri tenebitur primum esse socordiæ et legendi negligentiæ, addiscendi incuriæ, aut superbiæ et temerariæ præsumptionis argumentum; alterum nonnisi vanum prætextum.

Etverò quis sibi blandiatur sese propriis viribus relictum valere ea cognoscere quæ sacris ministris scitu necessaria sunt, cùm sancti Patres aliique præstantissimi viri ad ea addiscenda continuam quasi lectionem, continuum studium sibi opus esse judicaverint; profectò infandæ ille temeritatis sit oportet qui se tantis viris sapientiorem existimat. Qui autem libris sibi comparandis impares ac impotentes se jactant, ut plurimùm vanum obtrudunt effugium; libros sibi comparandos esse suadeant, eosque comparandi sincera ipsis sit voluntas, et tunc non diù deerit facultas. Et sanè sicut artifex primùm omnem suam curam cò convertit ut instrumenta sibi necessaria procuret, ita et sacerdos in eo curam suam collocare debet, ut, posthabitis omnibus sibi aliunde non absolutè necessariis, libros sibi comparet, hinc si his sibi comparandis ex animo intenti sacerdotes sint, brevi eos sibi comparabunt.

Neque enim magna exigitur collectio : ex quolibet rerum sciendarum genere aliqua sibi procurent opera, et hæc, donec plura colligendi facultas detur, sufficere poterunt. Imò consultum est, ut neosacerdotes libros theologiæ dogmaticæ et moralis atque juris canonici paucos legant; sed curent ut quos legunt benè intelligant et memoriæ altè imprimant; atque ut plurimùm poterunt contenti esse scriptis aut auctoribus in scholis explicari solitis, interim sibi procurantes libros asceticos, concionatorios, catecheticos, Biblia cum notis, sacræ Scripturæ interpretes (1), etc. Qui autem auctores præ aliis comparandi sint, hìc non nominatim adnotantur, quia circa eorum delectum varii variè sentire atque etiam in variis diœcesibus varii peculiariter commendari possunt; qui verò metuit, ne minùs benè eligat, magis peritos consulat, juxta eorum consilium catalogum librorum, quibus indiget, conficiat, eosque sibi successivè comparet, ratus sese vel è vivis ereptum ex bibliothecâ optimis libris refertâ apud sapientes quosque meliorem famam adepturum quàm si victu, vestitu, pretiosâ supellectili supereminere studuerit, præsertim si ultimâ suâ dispositione curaverit, ut libri à se relicti deveniant in manus ejus aut eorum qui illis ad gloriam Dei et animarum salutem benè usuri sint; quâ quidem dispositione, etiam post multa tempora, uberes fructus parere poterit prudens ejus œconomia, atque nomen ejus erit in benedictione.

Cæterùm qui lectionis et studiorum amator libros sibi comparat, abstineat à comparandis ac legendis iis qui mali sunt et prohibiti, aut de rebus vanis et inutilibus agunt, ut supra jam monuimus. Quòd si tamen satis edoctus sit ut et libros prohibitos sine periculo legere valeat, eoque in loco vel officio sit ut illorum notitiam habere debeat, aut saltem expediat, eos, obtentâ priùs licentiâ, legere, poterit ex animo eorumdem notitiâ ad illorum refutationem et tuendam religionem uti; sed caveat ne in manus infirmorum, qui scandalo lædi possunt, deveniant, ipseque illos legat sobriè et circumspectè; nam periculosi esse possunt ipsis etiam doctis minùs cautis, aut minùs humilibus, aut ad legendum novitatis libidine allectis; quibus et facilè evenire potest, quod evenit illis de quibus ait Apostolus, ad Rom. 1, 21, 22 : *Evanuerunt in cogitationi-*

(1) Ad auctoris implenda vota planior sacerdoti via à nobis strata est : nam præterquàm quòd *Scripturæ sacræ et Theologiæ Cursus completi* jam in lucem prodierunt, mox prelis nostris etiam cudendi sunt in unamquamque partem scientiæ ecclesiasticæ cursus completi ad instar priorum. Modus idem, charta eadem, eadem forma et dimensio, idem voluminum pretium; quod typographos attinet, cura major; et quoad operum castigationem et emendationem, quàm cùm maximè acre et attentum nostrum erit studium.

Auctores à nobis in varias partes comparandi, à magnâ parte episcoporum, et sapientissimorum quorumcumque Europæ catholicæ doctorum universim ad hoc interrogatorum designandi sunt; et sic bibliotheca optimis operibus referta non nimiâ pecuniâ, paulatim, à quocumque diligenti sacerdote comparari poterit. (Editores.)

bus suis, et obscuratum est insipiens cor eorum; dicentes enim se esse sapientes, stulti facti sunt. Cui quidem malo ut obviàm eat sacerdos, scientiæ quæ sine charitate inflat, charitatem quæ ædificat; doctrinæ, quæ, cùm deest pietas, excæcare solet sapientes, pietatem et humilitatem jungat.

XVIII. Demùm, cùm sacerdos animarum curam habens variis negotiis et occupationibus distentus esse soleat, quibus vix aut ne vix quidem satisfacere valet, nisi omnia secundùm ordinem fiant; aliunde cùm, teste Augustino, ordo ducat ad Deum, à quo quæcumque proveniunt, ordinata sunt, quique omnia in numero, pondere et mensurâ fecit, sacerdos cuilibet actioni suæ certum et conveniens tempus assignet, sibique præfigat diei ordinem juxta quem surgat et cubitum petat, pia exercitia instituat, missam celebret, studio vacet, infirmos visitet, etc. Siquidem hoc pacto singula quæ fieri oportet aut expedit, certo certiùs perficiet, atque etiam majori cum fructu et merito, cùm Deus ordine, quem, ut ei placeamus, in actionibus nostris observamus, magis delectetur quàm ipsis actionibus.

Huic tamen ordini non ita insistat, ut ne eum quidem invertere, aut opus incœptum interrumpere velit, dùm id necessitas aut rationabilis causa suadet. Sic dùm studio vacat, si ad ægrotum vocetur qui periculosè decumbit, studium interrumpat et ægrotum invisat; si orationi intentus petatur à parochiano, qui cum alloqui desiderat, non eum, sub prætextu orationis cui vacat, alloqui recuset; aut, priusquàm eum alloquatur longam moram trahat, ipsique impatientiæ et obmurmurationis occasio sit, etc., sed sciat, in talibus circumstantiis Deum propter Deum deserendum esse.

CAPUT II.

DE IIS QUÆ PASTOR OBSERVARE DEBET CIRCA DOMUM SUAM ET ADMINISTRATIONEM RERUM TEMPORALIUM.

I. Pastor domui suæ benè præesse sciat et studeat: *Si* enim ei *præesse nescit, quomodò Ecclesiæ Dei diligentiam habebit?* 1 Tim. 3, 5. In illâ sordes perinde ac luxum devitet, atque in vestitu, supellectili, mensâ et similibus congruentem sectetur mediocritatem. Domum parochialem non vertat in tabernam, ciborum lautitiâ, vinisque exquisitis hospites alliciens atque detinens, ut hominum amicitiam et inane munificentiæ nomen sibi comparet. Laudabiliter tamen moderatam exercebit hospitalitatem erga consanguineos, affines, amicos aliosque, maximè ecclesiasticos et religiosos; quos quidem satiùs est in domo parochi commorari ac decenter excipi quam cauponas aliasve laicorum domos ingredi. Si tamen extranei sint et ignoti, ab eis sibi non immeritò cavebit pastor, maximè si non authentica ferant testimonia; quo quidem in casu eos poterit ad mensam invitare, sed in aliam honestam domum pernoctaturos mittere, idemque ut, eo absente, observent, coadjutori ac famulis præcipiat.

II. Animarum pastor non alias quàm perspectæ sibi probitatis personas proprio famulatui admittat, adeòque nullas domi suæ feminas unquàm recipiat, de quibus prudenter confidere nequeat, fore ut parœciæ incolis pietatis exempla, seu ædificationis argumenta præbeant. Cùm autem adolescentulas sibi dom ancillantes juniores præsertim parochi firmioris ætatis feminis præoptare plerùmque videantur; ne ideò malignè susurrantium sese dicteriis exponerent, aut in deteriore rerum eventu, quem Deus avertat, juvenili etiam fortassè turpitudini rationem ullam ii obtenderent, Juris canonici quàm plurimæ paginæ, provincialium conventuum sanctiones, et synodalia penè cuncta statuta, icto quodammodò fœdere, perprovidam jusserunt legem, ne ullus pastor malesuadæ nondùm ætatis discriminum expers ancillantem sibi mulierem juvenili adhuc ætate vigentem domi secum aleret. Domesticis verò certam vivendi normam præscribat, curetque, ut ad hanc sese conforment; præcipuè injungat, ut pietatis exercitiis vacent, divinis officiis et instructionibus diligenter intersint. Sacramenta assiduè in parœciâ suscipiant; eos tamen, communiter saltem, in confessione non audiat, sed alium habeant confessarium ordinarium. Curet ut preces serotinas unà simul recitent, ipseque eas, saltem subinde, cum eis recitet, et aliquem librum pietatis ipsis prælegat, aliaque præbeat domi suæ exempla pietatis, quæ patresfamiliàs imitentur.

Domesticis luxum in vestibus interdicat: congruum eis laborem imponat, nec illos patiatur otiari; nimio tamen labore ne gravet. Nocturnum è domo egressum ancillæ præsertim, aut famulo, multòque magis omnem cauponarum ac chorearum frequentationem vetet; neque patiatur extraneos noctu domum induci. Imò generatim moneat ut nimiam cum parochianis familiaritatem non habeant, eos rarò invisant et rariùs invisantur ab iis; quod quidem ut meliùs servetur, sæpè præstat in famulatu habere extraneos, quàm parœciæ incolas; itidem non facilè permittet, ut parochianorum infantes è sacro fonte levent, et vix unquàm, ut nuptiis intersint.

III. Domesticis pacem et concordiam enixè commendet, tum ad invicem, tum cum parochianis servandam. Si uni quamdam præ aliis veniam concedat, ne is eâ abutatur accuratè invigilet; familiaritatem verò eis non permittat: unde si famulum unà cum ancillâ habere debeat, ætate jam maturum et verè probum habere curet; quemque autem habuerit, maximè autem si juniorem conducere coactus fuerit, ejus agendi normam, tum domi, tum extra eam, observet diligentissimè. Neque domesticis quibuscumque, quantùmvis probi videantur, nimiùm fidat; dantur enim qui artis dissimulandi periti, heros minùs cautos decipiunt; imò etiam verè probi, si minùs se observari animadvertant, sensim à justitiæ tramite deflectunt. Hinc pastor illis ita invigilet, ut eos semper cautos esse oporteat. Aliquando, serotinis etiam horis sub aliquo prætextu, eos vocet; nonnunquàm seriùs, interdùm citiùs quàm exspectetur, domum redeat, ut eos ita cogat similes esse famulis quos, cùm venerit Dominus, invenerit vigilantes. Et sanè, ni has cautelas adhibeat, magna sequi possunt incom-

moda et scandala, quæ ipse diù aut semper ignorabit, eò quòd, ut sæpè accidit, nemo sit qui eum moneat.

IV. Pastor non sit *sicut leo in domo* suâ, *evertens domesticos et opprimens subjectos sibi*, Eccli. 4, 35; sed, si ei sit *servus fidelis, sit* ipsi *quasi anima* suâ, *quasi fratrem sic eum tractet*, ibid. 33, 31. Paterno affectu eos prosequatur, convenienter illos sustentet, non tamen superfluè, ne id eis obsit; si autem in ægritudinem labantur, eorum peculiarem curam gerat. Non agat cum illis durè, sed neque familiariter, longas cum illis sermocinationes non instituat, præcipuè verò cum ancillis; multò minùs cum illis jocetur; non patiatur ut ei obloquantur, ullove modo reverentiæ ei debitæ desint, præsertimque coram parochianis aliisve extraneis. In rerum domesticarum gestione certam aliquam fiduciam illis significet, gestorum tamen rationem exigat : nimiâ enim diffidentiâ animos alienos efficit, et nimiâ confidentiâ insolentes reddit, atque hæc et illa non rarò ansam præbent infidelitati.

Ita se erga illos gerat ut semper intelligant se non dominos esse, sed domesticos, quos possit, cùm voluerit, dimittere. Non tamen facilè dimittat, frequens enim mutatio rei domesticæ nocet, nec parochianos ædificat; proinde, si domesticus *præoccupatus fuerit in aliquo delicto*, eum *instruat* et corrigat *in spiritu lenitatis*, ad Gal. 6, 1. Si non emendetur, severiùs arguat, atque, si incorrectum adhuc eum deprehendat, dimittat; imò, si tale sit delicti genus, ut ejus in domo parochiali detentio grave periculum aut scandalum pareret, etiam sine morâ dimittat.

Ut verò domesticos liberè corrigere, vel etiam dimittere valeat, in omni agendi ratione irreprehensibilis existat, sicque timendum ei non erit, ne dimissus mali aliquid in vulgus spargat. Item ab iis mutuam non accipiat pecuniam; stipendium, ut primùm debetur, fideliter solvat, et ne illud quidem ut depositum servet, nisi certus sit se semper parem fore eidem illicò reddendo. Neque ullam cum iis conventionem ineat, quâ sibi adimatur illos dimittendi libertas; id enim ut plurimùm vergit in incommodum, et solet ansam præbere dicteriis, suspicionibus ac rumoribus. Quòd si domestici statuerint nubere, ideòque invisant ac invisantur, juvat eos, saltem ordinariè loquendo, dimittere.

V. Domesticis pastor præcipiat ut extraneos in domum parochialem divertentes urbanè excipiant ac eis debita obsequia præstent, ast nunquàm liberiùs aut familiariùs, quàm par sit, cum ullo advenâ agant; itidem ut parochianos, qui pastorem, vel coadjutorem, si quem habeat, allocuturi accedunt, etiam semper comiter excipiant et parochum aut coadjutorem sine morâ acciant; neque præsumant curiosè scisciari quare velint eum alloqui, multò minùs sibi arrogent jus parochianos objurgandi, vel monita eis præbendi; aut minas intentent, sese pastori rem delaturos; aut è contra spondeant, se in illorum gratiam apud pastorem acturos, quasi non parvi apud eum valeret illorum bona vel mala commendatio. Uno verbo, severè interdicat ne se quovis modo parœciæ regimini immisceant, aut evulgent quæ in domo parochiali geruntur, nisi ea evidenter ad parochianorum ædificationem conducere, et citra ullius offensionem innotescere possint.

Cùm verò tantam discretionem ex parte domesticorum vix sperare liceat, caveat ne coram eis quidquam geratur quod in parœciâ cognosci dedeceat. Unde, si parochiano monitum dandum, aut aliud quidpiam alicujus momenti dicendum sit, nunquàm cum eo loquatur coram domesticis; imò nec in cubiculo quod situm sit prope cubiculum domesticorum, ne hi fortè quæ dicuntur audire possint. Item si parochianum ipse adeat monita daturus, et quorum suspicio apud domesticos oriri posset, ne his quidem dicat quò se conferat; multò minùs iis innuat quæ in parœciâ geruntur; quæ monita his vel illis dederit aut dare proponat; quomodò hæc vel illa didicerit, etc. Imò nec parochianorum alios præ aliis coram ipsis laudet; nam, si hæc referri contingat, qui minùs laudati fuerint offendi possent; qui magis, inanem gloriam concipere poterunt, aut etiam defectus suos in sacro foro aperire non audebunt; et generatim non levi vitio vertitur animarum pastori iis de rebus sermonem coram famulis habere. Hinc eis non committat, ut, quæ in parœciâ geruntur, referant; atque, si sponte suâ aliquid referant, perinde se gerat, ac si eorum dicta parvi aut nihili duceret.

VI. Sorores, neptes, aliasve consanguineas in domo parochiali habere, non rarò ipsis perinde ac pastori noxium est, saltem si juniores sint. Unde si eas admittendi gravis ratio non urgeat, præstat non admittere; si verò admittat, circa illas easdem circiter cautelas adhibeat ac circa domesticos. Nominatim omnem ipsis luxum interdicat, aliàs eum quæstûs ac lucri cupidum reddent, et pauperibus eleemosynæ obtinendæ spem ac fiduciam adiment, atque parochianis obmurmurandi ansam dabunt; eas ad pietatis exercitia astringat; nimiam auctoritatem eis ne concedat; atque, si ipsis rei domesticæ curam committat, invigilet ne vel prodigæ sibi concredita dissipent, vel tenaciores domesticis, mercenariis necessaria denegent, eique hoc pacto, cujus jussu agere censentur, avaritiæ notam inurant. Otiari et circumvagari non patiatur, familiaritates periculosas prorsùs impediat, et matrimonio jungendas è domo dimittat, aut saltem severissimè observet, sciatque, ut plurimùm non juvare, ut consanguinei aut consanguineæ pastoris parochianis nubant, multò minùs ut in parœciâ domicilium figant : exinde enim non rarò pastori obveniunt incommoda et molestiæ. Et verò occurrere possunt circumstantiæ in quibus, consanguineos inter et alios parochianos subortis difficultatibus, ipse consanguineorum partes suscipiet, aut saltem suscepisse putabitur, atque sic minuetur aliorum in ipsum fiducia. Si consanguineorum res prosperè succedant, credetur illos de suis redditibus ditare. Si malè succedant, importunis sollicitationibus subsidia ab illo extorquebunt. Si fortè se minùs rectè gerant, vix audebit eos debitè corrigere; aut si corrigat, indociles fortè habebit; indeque

eveniet ut et alios non eâ, quâ par est, auctoritate et efficaciâ corrigere valeat, etc. Si parochus parentes habeat indigentes, eos congruenter sublevet; atque si, ut eos in domum parochialem admittat, necessarium aut conveniens videatur, operam det, ut ii suâ agendi normâ bonum exemplum præbeant, ipseque erga eos ita se gerat, ut domesticos cæterosque parochianos exinde ædificet; non tamen ferat ut ipsi indebitam auctoritatem sibi arrogent, seque parœciæ administrationi ingerant.

VII. Pastor parœciæ suæ redditus et jura cognita habeat et tueatur; eorum titulos diligenter custodiat, nec beneficio præjudicium afferri permittat. Sibi debita solvi curet, atque in solvendo negligentes etiam urgeat; qui enim solvendo pares, solvere negligunt nec tempestivè urgentur, sibi ipsis præjudicium et pastori molestiam creare solent. Attamen quæ juris sui sunt, non rigore, sed benignè exigat (1). Si tamen verè indigentes sint, solutum in se, vel in æquivalenti (quod consultius videtur) per modum eleemosynæ restituat: ita enim eum duritiæ incusare non poterunt, sed potiùs commendabunt ejus misericordiam. Item aliquando suadet prudentia ut jure suo minùs strictè utatur, præsertim in ipso beneficii ingressu, ne avarus videatur. Multò magis suadent prudentia et charitas, ut non facilè propter jura sua lites parochianis moveat, utpote quæ multa mala parere soleant. Quocirca si ei abnegetur jus aliquod, cui sine notabili suo et successorum præjudicio renuntiare non possit, omnem moveat lapidem ut juris illius parochianos convincat; nec litem suscipiat aut prosequatur, nisi cùm alia omnia convenientia media inutiliter adhibita fuisse viderit; atque tunc quidem erga parochianos etiam contumaciores ita se gerat ut videant eum habere animum tum ab omni odio et indignatione, tum ab inordinato erga temporalia affectu alienum, solo justitiæ amore duci, et nonnisi invitum litem adoriri. Alias quoque lites pro se suisve citra necessitatem contentiosè non intentet vel prosequatur, per eas enim ut plurimùm spiritus devotionis extinguitur, mens superfluis curis angitur, odia foventur, tempus functionibus parochialibus debitum absumitur, et pastor ut vir litium ac tumultuum amans parochianis invisus redditur, minùsque aptus est ad lites inter eos præcavendas aut sopiendas. Cæterùm si pastor per suos domesticos aut mercenarios bona sua ipse colat, aut decimas colligat, faciliùs ipsi contentiones cum parochianis obvenire possunt, atque etiam majores ipsi labores, curæ, sollicitudines, molestiæ cum domesticis aliisque suboriri solent. Hinc nisi specialis ratio obstet, videtur præstare, ut bona sua et decimas colonis elocet, sic enim temporalibus negotiis minùs implicatus, tranquillior vivet, tenacitatis et cupiditatis divitiarum notam incurrendi periculo minùs sese exponet, et attentiori animo suæ perfectioni et sacro ministerio incumbere poterit.

In exigendis atque percipiendis juribus stolæ ut vocant, vel ipsam avaritiæ umbram fugiat. Nihil exigat, nisi dùm juxta statuta diœcesana aut legitimam consuetudinem exigendi jus habet; atque hoc ipsum non duriùs exigat, multò minùs sibi ante peractam functionem solvi postulet, ita ut hanc pro pretio divendere videatur; erga pauperes autem misericordem se exhibeat, quid sibi debeatur, significet quidem, sed facilè relaxet ex toto vel ex parte, prout suadebit eorum indigentia.

Si fideles occasione certarum functionum ex animo benevolo citra obligationem oblationes facere aut munuscula dare soleant parocho, hic grato animo accipere poterit, non autem ut sibi debita petat aut deberi sibi contendat; multò minùs audeat determinare quid offerre, aut quantùm ei dare debeant, præterquàm enim turpis lucri cupidus videretur, incurreret periculum ne parochiani ejus petitioni resisterent, unde ipsi afferretur molestia; vel ne timidiores resistere non auderent ac solverent inviti, unde ipse iniquæ extorsionis reum se constitueret.

Parochus neque parochianos ad sumptus superfluos adigat, ut ipse alterve parochus commodum exinde percipiat,(v. g.) à desponsandis exigendo ut proclamationes fiant in pluribus ecclesiis quàm necesse sit; aut stipendium petendo pro proclamationibus, quas non fecit, sub prætextu sese posse, ut in suâ parœciâ fiant, exigere, etc.; neque tamen ex benevolentiâ aut sub prætextu paupertatis partium aliove ullo motivo prætermittat exigere, ut proclamationes fiant, aliaque serventur, quæ concilium Trid., et statuta diœcesana præscribunt.

VIII. Rem domesticam ita instituat ac gerat ut nec tenacitatis, nec prodigalitatis vel incuriæ accusari queat. Rebus suis diligenter invigilet, non tamen minutissima quæque sordidè curet. Immoderatos sumptus non faciat, et præsertim in ingressu beneficii cautus procedat, ne similis evadat malesano illi, *qui volens ædificare turrim, non priùs sedens computat sumptus qui necessarii sunt, si habeat ad perficiendum, et postquàm cœpit ædificare, non potuit consummare*, Lucæ 14, 28 et seq. Tametsi pingue beneficium obtineat, multitudine tamen reddituum, qui communiter exaggerantur, falli se pertimescat, et ad expensas quoque attendat, et casus fortuitos prævideat, caveatque ne aliquando ære alieno gravatus ad angustias redigatur, aut etiam debitis solvendis impar, remor-

(1) Hocce eximii auctoris monitum laudes undecumque promeretur; quilibet namque pastor ecclesiæ cui præficitur redditus ac jura perspectet, et *ex officio* tueatur, oportet, simulque eorum titulos diligenter asservet, ne fortè illorum jactura quodpiam ecclesiæ ipsi, quam regit, detrimentum inferat, sibi tamen subditos ad solvendum desides nedùm cautè et prudenter urgeat, quin etiam iisdem, si actu solvendo duntaxat imparcs fuerint, congruentem moram impertiatur; si diutinam, ac multò magis perpetuam ad id præstandum difficultatem passuri prævideantur; jus suum omnimodis remittat, quin æquivalens aliud quidpiam pastor ipse è miserrimæ domi scrutis elicitum sibi retribui, prætoris ad id jussu cogente, quob absit, exposcat. Ubi verò de funerariis juribus exigendis agatur, exactoris animus erga inopes procul dubio mitescet, si tritissimas Tobiæ cap. 4, et Psalmi 9, v. 38 sententias sæpesæpiùs perpenderit.

dente conscientiâ, decedat præditus famâ sacerdote indignâ et parochianis scandalo futurâ. Tanquàm bonus paterfamilias, prudensque et providus œconomus, redditus suos sapienter administret, omniaque ita disponat ut semper habeat unde honestè secundùm statum suum sese sustentet, pauperes sublevet, aliaque pietatis opera convenienter exerceat.

Absit ut prodigus res suas dissipet, sed absit quoque, ne tenacior evadat et avarus; à quo quidem vitio eò magis sibi caveat, quòd viros etiam cæteroquin pietati deditos, nisi benè sibi attenderint, invadat, multùmque iis noceat, ut observat D. Carolus Borromæus: *Quàm multi sacerdotes sunt aliàs boni, modesti, integræ vitæ, studiosi, exemplares; sed hæc maledicta tenacitas et avaritia Deo et populis suis reddit exosos, ac eorum vitæ et prædicationibus omnem adimit fidem.* Itaque ne terrenorum cupiditate captus ex beneficio suo thesaurizet, ac bona plurima in annos plurimos reposita habeat, et comparari possit illi diviti, cui dicitur in Evangelio, Lucæ 12, 20: *Stulte, hâc nocte animam tuam repetent à te, quæ autem parâsti cujus erunt?* In necessariis sibi prospiciat, sed non attentet *thesaurizare* sibi *thesauros in terrâ, ubi ærugo et tinea demolitur, et ubi fures effodiunt et furantur. Thesaurizet* autem sibi *thesauros in cœlo, ubi neque ærugo neque tinea demolitur, et ubi fures non effodiunt neque furantur*, Matth. 6, 19, 20. Seriò coram Deo expendens verba Tridentini, quibus prohibetur ne beneficiati ex redditibus Ecclesiæ consanguineos familiaresve suos ditare studeant, omnem inordinatum carnis affectum erga eos deponat. Si indigentes sint, pro ratione statûs eorum illos moderatè sublevet, ditare autem non præsumat; si non indigeant, sibi dictum putet ac sequatur illud D. Caroli modò laudati: *Quid mihi et tibi est, mulier; nondùm venit hora mea. O utinam sic sacerdotes agnatis et parentibus dicerent: Quid cum redditibus nostris? non hos pro vobis accepimus, sed pro pauperibus juvandis ac nostro victu.* Atque reverà considerans, honestæ sustentationi superflua piè impendenda esse, ita illa impendere ex animo secum statuat; et cùm *melius* sit *nunc tempestivè providere et aliquid boni præmittere quàm super aliorum auxilio sperare* (1), pauperum manibus in cœlum præmittat; quæ autem ita non præmissa fuerint, post mortem piè impendi curet, tempestivè conficiendo testamentum debitis solemnitatibus stipatum, ac talibus adhibitis cautelis, ut illud suum effectum sortiturum esse meritò possit confidere, pro certo habens, et suæ saluti, et sacerdotii, et ipsius religionis honori illum multùm consulere, qui piè disponit de bonis ecclesiasticis.

CAPUT III.

DE HIS QUÆ PASTOR OBSERVARE DEBET ERGA PAROCHIANOS SUOS.

ARTICULUS PRIMUS.

De quibusdam generatim observandis.

I. Pastor sibi suadeat ad parochianos suos se mitti, ut eos salvos faciat. Animadvertat id effici non posse sine magnâ curâ et operâ, multùmque errare qui ad curas ecclesiasticas currunt, quasi deinceps sine curis victuri, ut ait D. Bernardus. Cura autem eò major requiritur, quòd ex eâ pendeat propria pastoris salus. Etverò omnes et singuli parochiani sollicitudini ejus committuntur, atque de iis in die judicii rationem redditurus est. Igitur de unoquoque sibi dictum putet: *Custodi virum istum, qui si lapsus fuerit, erit anima tua pro animâ ejus*, 3 Reg. 20, 39. Non ad requiem vocatur, sed ad laborem; in vineam patrisfamiliâs ire jubetur, non ut otietur, sed ut in eâ operetur et fructum afferat. *Elegi vos et posui vos ut eatis, et fructum afferatis*, Joan. 15, 16. Hoc solo titulo potest parœciæ suæ redditus percipere, et aliter illos percipere nefas est: *Pensemus*, inquit D. Gregorius, hom. 17, *cujus damnationis sit, sine labore hìc percipere mercedem laboris.* Et sanè pastor, qui laborem refugit ac otiatur, eò magis culpandus est quòd ex hoc ejus otio innumera propè mala in suos parochianos redundent. Quod nempe de agro hominis pigri testatur Scriptura, Prov. 24, 30, 31: *Per agrum hominis pigri transivi... et ecce totum repleverunt urticæ, operuerant superficiem ejus spinæ, et maceria lapidum destructa erat;* id et accidit parœciæ pastoris otiosi: ignorantia et rerum divinarum oblivio inducitur; frontem audacter attollunt homines perversi; seducuntur et corrumpuntur innocentes; despecta jacet pietas et morum integritas, invalescunt abusus, grassantur vitia, horrida evadit totius parœciæ facies.

Absit ergo ut pastor otio indulgere velit. Potiùs ipse operi serio incumbat, et gregi suo sollicitus invigilet. Firmiter secum statuat totis viribus adniti, ut animarum sibi concreditarum salutem promoveat; idque ut efficiat, nulli parcat labori vel industriæ, ita ut coram Deo et hominibus ad parochianorum testimonium confidenter provocans interrogare audeat: *Quid potui facere vineæ meæ et non feci?* Is. 5, 4. Ne delicatior refugiat quæ nauseam et molestiam creare solent: qui ita vocem naturæ audit, non est aptus sacro ministerio. Neque de conservandâ sanitate nimiùm sollicitus, sub levis cujuscumque, aut imaginationis vi exaggeratæ infirmitatis aut periculi prætextu à labore desistat, aut saltem arduum quemque coadjutori committat, *qui* enim *per vicarium inservit, nonnisi per vicarium remunerabitur;* et qui officio suo deest, ut servet vitam suam in hoc mundo, in futuro perdet eam (multò minùs eò deveniat parochus, ut parùm ipse laborans, ne coadjutorem quidem ad debitum laborem astringat, aut etiam eum ab illo avocet, pro tribunali assiduè sedere, frequenter concionari, catechizare, etc., volentem impediat). Quem charitas Christi urget, hunc terrent nec frigus, nec æstus, nec vigiliæ, nec tribulatio, nec angustia, nec fames, nec nuditas, nec periculum, nec persecutio, nec gladius: omnia sustinet propter electos, animam suam non facit pretiosiorem, quàm se, dummodò consummet cursum suum; unde et eam ut bonus pastor dat pro ovibus suis, si necessitas postulet, ut aliquando possit

(1) Imitat. Christi, lib. 1, cap. 23.

cum fiduciâ dicere : *Quos dedisti mihi, custodivi, et nemo ex eis periit, nisi filius perditionis,* Joan. 17, 12

Parochus tamen citra necessitatem se non exponat. Omnia tempus suum habeant, atque ita ordinentur ut se nimio labore indiscretè non gravet, nec vires suas ante tempus exhauriat. Laboret, prout prudentia suadet, et laborabit diù, nisi fortè consummatus in brevi expleat tempora multa, et Deus properet eum è tentationibus eripere, eò quòd ipsi placita sit anima illius. Si periculosæ instent functiones, ut apud ægros contagioso morbo infectos, non se sinat immoderato timore concuti; convenientes tamen cautelas adhibeat, atque tunc Deo vitæ et mortis arbitro sese tranquillo animo committat, cæteroquin secum reputans, quàm pretiosa sit in conspectu Domini mors sacerdotis, qui martyr charitatis ex hâc vitâ migrat.

II. Charitas est quæ ad labores quoscumque generosè suscipiendos, et pericula quæcumque, ubi necesse est, pro animarum salute subeunda movet; quapropter, ut supra jam monuimus, eâ ferveat pastor tum erga Deum, tum erga parochianos. Horum patrem se esse intelligat, et eos habeat ut filios suos ; tenerrimum erga illos affectum concipiat, viscera misericordiæ induat, ut beatos eos reddat ex animo optet, idque datâ occasione optare se significet et efficere conetur. Vicissim eorum sibi amorem et fiduciam conciliare satagat; ita tamen, ut unà simul debitam auctoritatem apud eos servet, et congruam reverentiam tanquàm pro Christo legatione fungenti sibi exhiberi curet.

Hæc autem quo pacto obtinebit? Non obtinebit, si dominari affectet, et attentet in virgâ ferreâ parochianos regere, potestatem suam exaggeret, minas indiscretè intentet, jura non competentia sibi arroget, de natalibus, divitiis, etc., glorietur, affectatam gravitatem præ se ferat, elatiore fronte incedat, parochianis vix aditum domùs parœcialis concedat, divitibus se jungat, pauperes ut viles despiciat, superbo oculo intueatur, alloqui illos vix dignetur, austerè imperet, etc.; qui talem se exhibet, contemptibilem se reddit et exosum ; erunt fortè qui eum metuant, verùm non eum amabunt, ac fiduciam suam in eo collocabunt nulli, aut paucissimi ; reverentiæ signa dùm illi exhibebunt, corda ut plurimùm ipsorum longè erunt ab eo; erunt ei ut duro domino ad oculum servientes, ast ut patrem filiali affectu non prosequentur.

Itaque pastor, qui suorum sibi amorem, fiduciam ac reverentiam conciliare, et eâ quâ par est auctoritate pollere gestit, eos defectus evitet, et è contra humilem, mitem, mansuetum, comem, affabilem et benevolum se præbeat. Nulla sit apud eum personarum acceptio ; inopi perinde ac opulento fores pateant; quemcumque qui eum alloqui desiderat admittat, ideòque non modò societatem, in quâ sine necessitate detinetur, sed, ut supra dictum est, etiam studium vel pia exercitia, quibus vacat, interrumpat, ut justo parochiani desiderio satisfaciat. Præ oculis habeat illud Augustini : *Quòd Christiani sumus, nobis sumus; quòd præpositi, aliis sumus*, et istud D. Pauli, 2 Cor. 4, 5 : *Nos autem servos vestros per Jesum;* necnon hoc S. Gregorii Nazianzeni : *Nos verò nec adversùs plebeium et infimi ordinis homines supercilium attollimus.* Omnes benignè excipiat, atque ita cum illis agat, ut non habeant unde meritò conquerantur; nec ubi convenire eum debeant, contremiscant, sed fiducialiter ad eum accedant. Cæterùm tamen fortis sit et constans ac flecti nescius, ubi id exigit gloria Dei et salus animarum.

Coram parochianis non compareat, nisi in habitu decenti, et semper debitam gravitatem ostendat; cum rusticis familiariter vivere, compotare, jocari, ludere dedignetur, atque eorum convivia etiam rogatus declinet ; talis enim familiaritas parochi auctoritatem imminueret, eumque contemptui exponeret. Item in omni suâ agendi ratione irreprehensibilis suas obligationes ad amussim impleat, atque publicè ac privatim in omnibus ita circumspectè procedat, ut ejus capacitatem et sapientiam parochiani intelligant, dignumque judicent, cui cor suum revelent, et animæ suæ salutem committant. Conetur quoque vicinorum parochorum et maximè superiorum suorum æstimationem promereri; nam exinde augebitur parochianorum de eo existimatio. Unde et summoperè caveat, ne indiscreto zelo quidquam faciat vel dicat, quod superioribus relatum ab his improbandum esset; atque si fortè quid tale evenerit, rem meliori quo poterit modo reparet, ad hoc ut querelæ non deferantur, aut delatæ amicâ compositione sopiantur.

III. Præterea regionis judicem aut magistratum, præpositos atque primores incolas sibi devincire studeat; horum enim benevolentiam si sibi comparet, eorumque auctoritate fulciatur, ipsi exinde multùm auctoritatis accedet; dùm è contra si eos sibi infensos reddat, perpetuos habebit in suis functionibus adversarios, et in bono parœciæ promovendo innumera ei occurrent obstacula. Porrò ut eos sibi devinciat, illos in ipso beneficii ingressu et postea subinde invisat. Cum iis tamen familiaritatem inire, eorum gratiam avidè aucupari, frequenter se illis mensæ socium adjungere, periculosum esse potest. Ideircò neque frequentiùs quàm deceat, eorum domos adeat, nec nisi rarò cum iis epuletur; atque nec ipsis nobilibus quærat abjectis obsequiis placere, nec timidè cum illis agat, sed omnem fastum animique tumorem deponens clericalem gravitatem cum modestiâ et humilitate christianâ conjungat; atque si eorum animos sibi devinctos habeat, illos curet eò adducere, ut parochianis bono exemplo sint, et eum in promovendâ eorum salute adjuvent. Ad illorum tamen auctoritatem pro reprimendis abusibus et puniendis delinquentibus non recurrat, nisi rei gravitas suadeat, et aliter frangi nequeat delinquentium pervicacia. Quòd si fortè dictorum præpositorum animos sibi devincire non valeat, saltem ita se erga eos gerat, ut ad apertam discordiam non deveniatur, nec ipse iis verbo aut facto causam det justas querelas deferendi.

IV. Quamvis parochus elaborare debeat, ut parochianorum omnium animos sibi devinciat, fieri tamen

potest, ut eos non semper sibi devinctos habeat. Sunt enim in omni ferè parœciâ mali, quorum cupiditatibus obsistere; abusus, quos abjicere; scandalosi, quos redarguere; in peccaminosis habitibus consopiti, quos duriorum religionis veritatum expositione excitare; præjudiciis excæcati, quibus vel invitis lumen veritatis proponere, etc., debet pastor; atque hæc cùm non rarò displicèant, evenire potest ut audiantur obloquia et murmurationes, oriantur difficultates, atque etiam sint, quibus pastor exosus evadat. Verùm si eâ, quâ par erat, discretione et prudentiâ in dictis circumstantiis egerit, non turbetur propterea cor ejus, sed recogitans illud Apostoli ad Galat. 1, v. 10: *Si hominibus placerem, Dei servus non essem*, suo officio ritè fungi pergat; quos adversarios patitur, paterno affectu prosequi non desinat, eorumque resipiscentiam Deo commendet, atque si etiam quid mali ab ipsis sibi inferri contingat, quantùm poterit, dissimulet, vincat in bono malum, eosque sè moderatâ agendi ratione ad meliorem frugem revocaturum, sibique temporis successu etiam devincturum esse confidat.

ARTICULUS II.

Pastor debet parochianos suos cognoscere.

I. Cùm functiones pastorales ut plurimùm tales sint, quæ personalem pastoris præsentiam exigunt, pastor assiduè in parœciâ suâ resideat, atque circa hanc residentiam observet quæ jam suo loco dicta sunt, et recordetur eum, qui extra parœciam vagari amat, multi temporis jacturam facere, ac gregi suo minùs invigilare, et inprimis ægrotos periculo facilè exponere.

II. Christus aiebat, Joan. 10, v. 14: *Cognosco oves meas;* et hoc ipsum debet pastor posse de seipso dicere; etverò quomodò debitè pascet oves suas, nisi eas cognoverit? Unde juxta monitum Scripturæ, Prov. 27, v. 3: *Diligenter agnosce vultum pecoris tui, tuosque greges considera*, curet cognoscere 1° numerum parochianorum, ut sciat, pro quot animabus rationem redditurus sit; 2° communem parochianorum statum quoad temporalia, scilicet an maxima eorum pars dives sit, an pauper, vel sint omnes æqualiter mixti: pro hâc enim diversitate diversimodè coram multitudine agendum est; 3° communem eorum indolem, an nempe passim sint indole mitiore, quæ monitis facilè sè flecti patiatur; an duriore quæ monitis obsistat; an generosiore, quæ etiam ad ardua religionis officia excitari possit, an verò segni et abjectâ, quæ etiam ad infima vix adducatur; 4° quo ingenio sint et capacitate; 5° an in fidei et morum doctrinâ rudes et ignari, an autem et quantùm instructi; 6° vitia, ad quæ magis propensi sint; sunt enim vitia, quæ passim apud incolas serpunt, et in quibus extirpandis peculiariter elaborare debet pastor, ut ebrietas, luxuria, etc.; 7° vitiorum occasiones et fontes, unde in populum dimanat corruptela; quales quidem esse solent inprimis loca inhonesta, tabernæ, choreæ, conventicula personarum diversi sexûs; incuria parentûm ac dominorum circa proles et domesticos; juventutis corruptores; malevoli, qui parochianos contra pastorem excitant; negligentia in frequentandis officiis divinis et instructionibus, aut suscipiendis Sacramentis, etc.; ad hæc enim advertit prudens pastor, ut communium malorum radices evellat.

III. Præter generalem hanc parœciæ cognitionem, meritò curabit etiam sibi comparare cognitionem quamdam specialem singulorum sibi subditorum, et quidem tum juventutis, de quâ plura dicentur infra, tum et adultorum; qui nempe sint ignorantes, quinam et quatenùs instructi; qui boni et alios ædificare soliti; qui mali et scandalosi; quæ eorum indoles; qui inimicitias, odia fovent; qui liberorum et domesticorum rectam curam gerant; qui eamdem negligant, etc.; qui pauperes eleemosynis juvandi; qui divites et qui inter hos sint misericordes; qui orphani, viduæ auxilio indigentes; qui ægroti; uno verbo qui speciali consilio, monitione, solatio, vigilantiâ et curâ pastoris egeant.

IV. Porrò ut hasce cognitiones acquirat parochus, consultò instituet descriptionem parœciæ secundùm plateas et vicos; et quidem describet singulas domos et familias, atque in his patrem et matrem familiâs, liberos secundùm ætatem, famulos, ancillas, aliasve personas ibi commorantes; 2° in albo apposito describat pueros confirmatos, et nondùm ad communionem admissos; 3° item adnotetur, qui speciali auxilio indigent, ut pauperes, ægroti, etc.; 4° quod respicit qualitates, quæ in laudem aut vituperium vergunt, ut si quis bonus sit aut malus, scandalosus, etc., memoriæ eas imprimat, scripto autem non redigat, ne fortè hoc scriptum in alienas manus deveniat, unde oriri possent mala et jurgia; aut si quid scripto notandum judicet, ne è memoriâ excidat, eas qualitates designet numeris, aliisve signis, ita excogitatis et ordinatis, ut eorum intelligentiam alter quis non valeat assequi, atque has ipsas notas sedulò conservet, ne in alienas manus deveniant.

Cæterùm qui sint modi, quibus ea, quæ cognosci juvat, cognoscat pastor, partim per sè patent, partim indicabuntur inferiùs.

ARTICULUS III.

Pastor debet parochianis suis bonum præbere exemplum.

I. *Væ homini illi per quem scandalum venit*, ità Christus ipse testatur; Matth. 18, v. 7. Hoc autem si de omnibus scandalosis verum sit, quantò magis de clerico, sacerdote, aut pastore! cujus sanè prava exempla eò efficaciùs ad malum pertrahunt, quò major est ejus officii dignitas, et in plebem auctoritas; præjudiciumque creare solent toti ordini ecclesiastico, ipsique religioni; siquidem, ut observat D. Augustinus, malevoli, dùm ab uno crimen admitti vident, *instant, satagunt, ambiunt, ut de omnibus hoc credatur; et si quid in illo justè reprehendatur, ejus vitio religionis nostræ æstimatio gravetur*, ut notat D. Gregorius. In quo quidem et eò magis adhuc crescit et damnabilior evadit culpa pastoris, quòd non unum aliquem de grege, sed totum gregem suum, imò ut plurimùm vicinas etiam parœcias exemplo suo lædat. Etverò, *si ei qui unam scandalizat animam expedit, ut mola asinaria suspendatur circa collum, et demergatur in pro-*

fundum maris, qui innumeras animas scandalizat, et urbes integras, et plebes, viros, mulieres, pueros, quid pati merebitur? Unde meritò asserit D. Gregorius : *Nullum puto, fratres charissimi, ab aliis majus præjudicium, quàm à sacerdotibus, tolerat Deus, quando eos quos ad aliorum correctionem posuit, dare de se exempla pravitatis cernit; quando ipsi peccamus, qui compescere peccata debuimus.*

Hæc seriò perpendat pastor, et proponat omnem suam agendi rationem se ità instituturum, ut nemini unquàm fiat in laqueum et petram scandali. Hunc in finem devitet non solùm ea quæ mala sunt, sed etiam quæ aliquam mali speciem habent, intimè ratus parochianos illa non rarò, sive ex malevolo animo, sive ex infirmitate, malè interpretari, exinde proprios suos defectus et excessus excusare, aut saltem suspicionibus, judiciis temerariis, detractionibus peccandi occasionem sumere. Hinc et pastor conscientiæ suæ examen instituens, in specie circa hanc materiam sese examinet, atque investiget an suâ agendi ratione alios in præconceptis pravis opinionibus et erroribus confirmaverit, illis suos defectus excusandi, liberiùs peccandi, pravis occasionibus sese exponendi, malè suspicandi, judicandi, aut aliter delinquendi ansam præbuerit. In quo quidem examine, ut veritatem meliùs intelligat, curet edoceri quid de ejus agendi normâ sentiant et dicant parochiani; aut, habitâ ratione indolis et dispositionis eorum, et quæ de aliorum sacerdotum non absimili vivendi normâ eosdem dixisse experientiâ edoctus est, judicet quomodò ipse ob suam agendi normam apud ipsos audiat, et quomodò ii prudenter præsumi queant interpretari hæc vel illa quæ ipse agit, dicit vel omittit; v. g., si familiaris sit cum personis diversi sexûs; eas sine necessitate sæpè invisat; juvenes, procaces, otiosas, mali nominis aut famæ domi suæ retineat; ancillæ alterive mulieri nimiam auctoritatem concedat; adeò ut eam, cùm delinquit, corripere non audeat, aut dimittere timeat. Si ebriosus sit, aut saltem frequens in consortiis, ubi edendo, bibendo, vanis sermonibus et confabulationibus, immoderato aut per sacros canones prohibito lusu tempus teritur cum neglectu studii, visitationis ægrotorum, etc.; si de prædiis comparandis nimiùm sollicitus, et pecuniæ tenax, agriculturæ totum se dedat, mercatorem agat, minima sordidè curet, sibi debita severè exigat, pauperes repellat, aut saltem non pro suâ facultate eleemosynas eis largiatur, etc.; si incessu, habitu, vultu, verbis arrogantiam ostendat, etc.

Scilicet meritò præsumat hæc et similia parochianos offendere; igitur ea emendet etiam ex hâc ratione ne per illa scandalum afferat; imò eâdem de causâ, quantùm fieri potest, abstineat quoque ab iis quæ, etsi non per se illicita sint, tamen rudioribus et infirmis possunt esse occasio ruinæ spiritualis, ut supra jam dictum est. Hinc præ oculis habeat hæc Apostoli dicta : *Omnia mihi licent, sed non omnia expediunt*, 1 ad Cor. 6, v. 12. *Peribit infirmus in tuâ scientiâ, frater, propter quem Christus mortuus est*, ibid. 8, v. 11. *Si esca scandalizat fratrem meum, non manducabo carnem in æternum*, ibid., v. 13. Etverò *bonus pastor animam suam dat pro ovibus suis*, Joan. 10, v. 11; quantò magis ergo, etiam cum aliquo suo incommodo cavebit ab iis quæ possent ipsis esse peccati occasio!

II. Pastori non sufficit ut nemini sit scandalo, sed etiam debet esse omnibus in ædificationem, atque talem se exhibere, ut ejus vivendi tenor parochianis sit exemplar, quod intuentes atque in se exprimentes, sobriè, justè, piè et sanctè vivant, prout superiùs jam dictum fuit. Idcircò sibi dicta putet et sequatur hæc Apostoli monita : *Exemplum esto fidelium*, 1 ad Tim. 4, v. 10. *In omnibus te ipsum præbe exemplum bonorum operum*, ad Tit. 2, v. 7. Videat quo pacto possit in hâc vel illâ circumstantiâ totam parœciam vel aliquos aut aliquem in particulari ædificare. Si ad omnia benè attenderit, singulis propè diebus aliquam sibi occasionem dari advertet; et sæpè absque gravi negotio, imò facillimè poterit id efficere : hinc ejusmodi occasiones prævideat, eisque benè utatur, maximè autem præluceat exemplo in iis quæ parochianis commendat.

ARTICULUS IV.

Pastor debet pro parochianis suis orare.

I. Pastor, ad imitationem apostolorum ipsiusque Christi Domini, debet instare orationi. Orare autem debet non modò pro se, ut, cùm multiplici infirmitate circumdatus sit, et gratiâ Dei indigeat, hanc obtinere mereatur, sed et pro cæteris fidelibus, maximè autem pro parochianis, siquidem constitutus est mediator Deum inter et homines, atque *ex hominibus assumptus, ut offerat dona et sacrificia pro peccatis*, ad Heb. 4, v. 1. Unde, quoties celebrat, parochianorum specialiter meminerit, atque etiam sacrificium pro ipsis applicet. Verùm nec hoc ipsi sufficiet; sed, ubi aliis negotiis non impeditur, sit in oratione assiduus, atque animas sibi commissas tum in genere, tum in specie Deo commendet, eumque exoret tum pro publicis necessitatibus communitatis, tum pro privatis singulorum, spiritualibus nempe et temporalibus. Pro beneficiis à Deo collatis gratias rependat, et ulteriora efflagitet; pro peccatoribus vitæ emendationem et veniam, justis perseverantiam, tentatis constantiam et fortitudinem, etc., postulet; divites, pauperes, afflictos, ægrotos, mortis in agone constitutos, parentes, liberos, domesticos, juvenes, uno verbo omnes et singulos tanquàm dilectissimos filios suos in Christo, Patri misericordiarum et Deo totius consolationis offerat, eumque, ut quæcumque necessaria et proficua largiri dignetur, suppliciter exoret, adeò ut cum Apostolo testari possit : *Gratias agimus semper pro omnibus vobis, memoriam vestrî facientes in orationibus nostris sine intermissione*, 1 ad Thess. 1, v. 2.

II. Cæterùm orationem suam instituat cum omni humilitate, quam tamen comitetur summa de Dei bonitate concepta fiducia. Etverò si *apud Deum multùm valet deprecatio* cujuscumque *justi assidua*, Jac. 5, v. 16, quidni multùm valebit deprecatio, quam pro suis fundit animarum pastor ad id ex officio et peculiari modo deputatus? Neque precetur solùm pro vi-

vis, sed et pro defunctis, ut ad locum refrigerii, quietis beatitudinem et luminis claritatem eò promptiùs deveniant, atque in glorià Dei collocati pastoris et parochianorum intercessores et patroni existant. Insuper et parochianos moneat, ut sese mutuis orationibus juvent : *Orate pro invicem ut salvemini*, Jac. 5.

ARTICULUS V.

De instructionibus suis ovibus tradendis à pastore.

Pastor instruere potest vel publicè vel privatim : publicè quidem prædicando et catechizando; privatim per domos scilicet aut alio in loco apposito docendo et monendo. De singulis his instruendi modis singillatim agetur.

§ 1. *De necessitate prædicationis et dotibus in prædicatore requisitis.*

I. Deus vult sincerè salutem omnium hominum, maximè autem fidelium. Hanc autem eorum salutem ut promoveret, inter alia instituit ministerium prædicationis, tanquàm medium utilissimum, atque juxta ordinariam suæ providentiæ dispositionem, ut plurimùm etiam necessarium. Scilicet *placuit Deo per prædicationem salvos facere credentes*, 1 ad Cor. 1, v. 21; hinc est, quòd Apostolus tantoperè prædicationem commendet : *Prædica verbum, insta opportunè, importunè*, etc., 2 ad Tim. 4, v. 2; ipseque fateatur, sibi incumbere necessitatem evangelizandi, et subjungat : *Væ enim mihi est, si non evangelizavero*, 1 ad Cor. 9, v. 16. Etverò per prædicationem orbis ad fidem conversus est, et hominum mores immutati sunt; atque per eam inter Christianos fides fovenda et morum integritas conservanda aut restauranda est; sique illa deficeret, fides omni procul dubio non parùm elangueseeret; magis adhuc refrigesceret charitas, et cresceret morum corruptela.

Et sanè homines rudes solent ad divina non admodùm attendere, plures legere non nôrunt, aut saltem lectioni librorum de religione agentium parùm incumbunt; sæpè ea quæ legunt, non sufficienter intelligunt, maturè non perpendunt, brevi obliviscuntur; atque sic fidei ac morum veritates vel nunquàm ritè perspectas habent, vel saltem iis vitam suam non conformant, nisi concionibus instruantur, et ad benè vivendum moveantur. Videlicet ad eos maximè pertinet illud Apostoli : *Fides ex auditu; auditus autem per verbum Christi.... Quomodò audient sine prædicante?* Cæterùm non pauci qui sibi videntur in hoc seculo sapientes esse, atque aliarum etiam disciplinarum, scientiarum et artium gnari sunt, scientiam tamen salutis haud satis exploratam habent, imò et aliquando circa multa ad religionem pertinentia mirè cæcutiunt; aut si etiam sufficienter instructi sint, quæ nôrunt, nec expendunt, nec ad praxim redigunt, sed cupiditatibus suis abripiuntur, vel tepidi elanguent, suæque saluti malè consulunt, nisi voce prædicatorum à vitiis retrahantur, à tepore excitentur et ad virtutis exercitium animentur.

II. Hæc cùm ita sint, facilè quisque intelliget, omnes pastores procurandæ animarum saluti vacare et media ad hunc finem instituta adhibere teneri, iis ideò incumbendum prædicandi officio. Ita est profectò, hancque eorum obligationem in sacris Litteris, sanctis Patribus et conciliis consignatam prudens nemo inficiabitur (1). Et quidem hoc munere fungi debent per seipsos, nisi legitimè impediti sint, nec negare audebit, qui consideraverit, illum, qui animarum curam habet, pastorem, magistrum, ducem, patremque esse eorum qui ejus curæ commissi sunt; utique enim oves per suum pastorem pasci, discipuli per suum magistrum erudiri, milites per suum ducem regi, ac erigi, filii per suos parentes nutriri debent.

Unde parochi hæc seriò meditantes prædicationi incumbant, et quidem per seipsos, nisi obstet impedimentum, quod coram Deo et Ecclesiâ verè sit legitimum. Perpendant autem, Deum non irrideri; neque sibi blandiantur, à prædicando exemptos se esse propter obstacula fictitia, et imaginationis figmenta, ut sunt umbraticorum infirmitates, quibuscum, ut aiunt, non compatitur labor in præparando sermone impendendus, aut defatigatio in eo dicendo subeunda; quas quidem infirmitates vanos esse prætextus, intelligerent, si attenderent, se non rarò in aliis rebus majorem animi applicationem adhibere, aut corporis defatigationem pati, quàm requireretur ad sermonis elaborationem, aut ejusdem pronuntiationem.

Caveant, ne excusatos se existiment ob defectum temporis ad sese præparandum necessarii; quòd quidem tempus ideò deficiat, quia sine sufficienti ratione è parœciâ absunt, recreationes non necessarias sibi indulgent, consortiis et conviviis frequenter intersunt, quibus interesse pastorem, nec opus est, nec sæpè decet; rebus et negotiis temporalibus nimiùm occupantur, etc.; talia enim eos ita non excusant, ut potiùs magis reos constituant; quæ quidem idcircò oportet omittere, vel moderatiùs eis vacare, ut non negligatur prædicationis officium; imò si in numerosâ admodùm parœciâ plurimæ incumbant aliæ sacri ministerii functiones, ut in magnis civitatibus, parochus eas subinde per alios peragi curet, remque ita instituat, ut aliquod ipsi supersit tempus, quo se ad prædicationem præparare, et saltem plerùmque prædicare valeat; quemadmodùm et apostoli constituerunt qui ministrarent mensis, ut ipsi prædicationi vacarent : nam, aiebant, *non est æquum nos derelinquere verbum Dei, et ministrare mensis*, Act. 6, v. 2.

Multò minùs ut legitimum impedimentum adducant, sese necessariâ scientiâ carere, studio non esse assuetos, artis concionatoriæ imperitos, timidiores-

(1) Quò teterrimis impii Vernantii dicteriis Tridentina comitia ineluctabile vallum obtruderent; *neminem* quippe *in foro conscientiæ ad Dei verbum audiendum, missæ parochiali* interesse teneri, cùm impiè, tùm audacter Vernantius asserebat: sess. 5, cap. 2, sess. 22, cap. 8, de Sacrif. missæ, et sess. 24, cap. 4 et 7, solemniter ac sapienter proclamârunt, quàm graviter animarum pastores demandatas sibi plebes salutifero divini verbi pabulo alere teneantur. Præter Tridentinos præsules, quibus millenæ divini eloquii paginæ suffragantur, Vernantii insaniam antiqui Ecclesiæ quoque canones refellunt, ac efficaciter proterunt.

que adeò, ut non audeant publicè dicere, etc.; hæc enim si ita sint, quâ conscientiâ ausi sunt suscipere curam animarum, cujus una ex præcipuis partibus est prædicatio? Omnem abigant ignaviam ac timiditatem, totisque viribus enitantur, ut apti evadant; aut si non valeant aptos se reddere, observent quæ à taliter ineptis observanda notantur; generatim verò meminerint semper pastores de gravissimo coram Deo hoc loco negotio agi (1).

Qui ob senium, veramque infirmitatem aliudque verè legitimum impedimentum prædicationi vacare nequit, hic tutâ conscientiâ alium de consensu episcopi substituere potest; imò etiam aliter non impeditus aliquoties per annum consultò alium aliquem concionatorem adhibebit, verùm, quantùm in se est, curabit, ut non nisi verè idoneos substituat; atque si legitimè impeditus ordinariè alium substituere debeat, satagat, ut quoad fieri potest, eumdem substitutum habeat, cui, quantùm necesse est, statum parœciæ aperire, et eum in proponendis materiis juxta inferiùs dicenda magis necessariis ac proficuis dirigere possit. Cæterùm qui senio aut infirmitate gravatus, aliquando tamen verba quædam ædificationis populo annuntiare potest, ea annuntiet, nam et pauca talis boni pastoris verba parochianorum animos movere poterunt et fructum non exiguum afferre.

III. Pastores non modò prædicare debent, sed et hoc munere ita fungi, ut verbum Dei per eos annuntiatum apud auditores fructum afferat. Porrò licèt is fructus præcipuè pendeat à gratiâ Dei, qui interiùs dat incrementum, dùm sacerdos exteriùs plantat et rigat, non parùm tamen ad eum producendum juvat sacerdotis persona et modus, quo prædicationem suam instituit. Scilicet *vivus* quidem *est sermo Dei et efficax, et penetrabilior omni gladio ancipiti, pertingens usque ad divisionem animæ*, ad Heb. 4, v. 12; verùm ut hanc vim et efficaciam habeat, multùm conducere solet, si proferatur cum eâ dignitate quæ verbum Dei decet, et ab eo qui, quantùm in se est, elaborat, ut se dignum reddat, per quem Deus exhortetur, et det voci ejus vocem virtutis. Ideò et Apostolus monet: *Sollicitè cura teipsum, rectè tractantem verbum veritatis*, 2 ad Tim. 2, v. 15. Igitur qui prædicandi munus suscipere molitur, priùs consideret, an ad illud aptus dotes requisitas habeat, dignusque sit, qui pro Christo legatione fungatur.

IV. Verùm quæ requiruntur ad hoc munus ritè obeundum? Inprimis scientia, ordinata cogitandi ac ratiocinandi ratio, judicium rectum, morum integritas, pia intentio, oratio, debita præparatio. Requiruntur et nonnulla ex parte corporis, sed de his inferiùs pauca quædam dicentur. Requiritur 1° *scientia*; quî enim alios prædicando edocebit, qui ipse indoctus est? Quî veritates religionis persuadebit, qui persuadendi artem ignorat? 2° *ordinata cogitandi atque ratiocinandi ratio*; quî enim claras rerum notiones ingeret, et ratiocinio convincet, qui rectè cogitare et ratiocinari nescit? 3° *judicium rectum*: quî enim auditorum mentes doctrinâ illustrabit, eorumque voluntates ad bonum flectet, qui dijudicare non valet, quæ pro variis personarum, locorum ac temporum circumstantiis opportunè dicenda sint? 4° *morum integritas*; quî enim sapientiam in hoc ministerio necessariam à Deo obtinebit, qui vitiosus est, cùm ea *in malevolam animam non introeat, nec habitet in corpore subdito peccatis?* Sap. 1, v. 4. Quomodò verbis persuadebit veritates, quas factis negat; observationem legis, quam violat; exercitium virtutis, quam non colit; fugam vitii, cui ipse deditus est? Profectò *loquendi auctoritas perditur, cùm vox opere non adjuvatur: cujus vita despicitur, restat, ut ejus prædicatio contemnatur*; D. Gregorius. *Fac ut loqueris, et me faciliùs emendas*; D. Bern., serm. 59 super Cantica. *Dabis voci tuæ vocem virtutis, si quod suades, priùs tibi illud cognosceris persuasisse; validior operis, quàm oris vox*; 5° *pia intentio*; quomodò efficaciter tractabit verbum Christi, qui ea, quæ Jesu Christi sunt, non quærit? 6° *oratio*; quî enim sibi blandietur, se obtenturum donum proficuè dicendi, qui illud non supplex efflagitaverit? 7° *præparatio*; hæc enim et rebus ipsis et auditoribus debetur reverentia, ut nihil nisi accuratissimum, et, quantùm fieri potest, diligentissimè elaboratum afferatur. Neque dabitur nobis, quid loquamur, nisi quæ dicamus, seriò præmeditati fuerimus. Scilicet tunc tantùm adjuvabit Deus infirmitatem nostram, quando quæ facere potuimus, fecerimus. Qui de suis viribus aut peculiari Dei assistentiâ temerè præsumens, imparatus suggestum conscendit, ut plurimùm descendit sine honore et sine fructu; inutilia ac superflua, ad rem non pertinentia dicit, et verè necessaria ac proficua omittit; obscurè, minùs accuratè aut etiam falsa eloquitur; eadem ad nauseam repetit; multa dicendo vix quidquam rectè et ferè semper sine unctione dicit; auditores insufficienter, aut etiam malè instructos, non convictos, non commotos, imò et tædio affectos dimittit, estque, cur metuat illud Jeremiæ: *Maledictus qui facit opus Domini fraudulenter*; Jer. 48, v. 10. Siquidem si de quocumque, à fortiori de sacro oratore verum est, quod dicit Quintilianus, non solùm negligentis, sed et *mali et in susceptâ causâ perfidi ac proditoris est, pejus agere, quàm possit.*

V. Itaque prædicandi munus suscepturus conve-

(1) Quoad sacerdotes animabus regendis addictos, qui linguæ collisionis, inscitiæ, alteriusve physici, aut moralis defectûs causâ impediuntur, quominùs saluberrimum divini verbi ministerium obire valeant, Tridentini antistites, superiùs citatâ sess. 5, cap. 2, providas, appositasque leges jusserunt; ibidem namque statuitur, ut legitimo impedimento affecti, adeòque non solâ desidiâ ducti per alium id faciant, quod per se ipsos exequi absolutè nequeunt; hoc verò, ut liquet, ad inscios, adeòque perutili huic et sancto prædicationis muneri sustinendo prorsùs impares extenditur. Cæterùm ibidem episcopi censuris, aliisve pœnis quibuslibet ignavos urgere districtè jubentur, ut in posterum plebs iis nefariis pastoribus commissa cœlesti divini verbi alimoniâ minimè fraudetur. Quâ de re sacerdotes nostri consulant concil. Trident., sess. 21, de Reform., cap. 6; concil. Prov. 1; syn. Vicecomit., tit. 3, de Prædicat., et Scripta Ven. episcopi Caroli à Basilicâ Petri.

nientem sibi scientiam comparet, eorum nempe, quæ supra enumeravimus. Perspectas habeat regulas sacræ eloquentiæ, quas quidem ex infra dicendis, necnon ex auctoribus illas tradentibus, lectione concionum secundùm illas elaboratarum, ac earumdem expositione in seminariis fieri solità hauriat. Neque existimet, artem hanc benè prædicandi sine magistro, sine labore addisci; est enim ars, omnium intelligentium judicio, difficillima. Præterea etiam sibi comparet notitiam cordis humani et conversationis hominum; hæc enim eum multùm juvabit, ut fructuosè dicat, imò ipsi in animarum regimine passim proderit. Igitur cognoscat cordis humani bonas et malas propensiones, variosque modos, quibus illud flecti se patitur; singulas ætatis, conditionis et sexûs passiones, defectus, vitia et virtutes; variorum statuum commoda et incommoda; diversas indoles, dispositiones et affectiones avari, prodigi, luxuriosi, etc.; usus, consuetudines, fraudes, dolos, et similia peccata, quæ dominantur; prætextus, quibus ea excusari solent; uno verbo satagat hominum, saltem eorum ad quos debet verba facere, omnem agendi, loquendi, cogitandi normam dignoscere, adeò ut eos eorumque mores ad vivum delineare valeat, haud secùs, ac si perpetuò cum illis versaretur, eorumque corda intueretur.

VI. Hanc autem cognitionem quo pacto assequetur pastor? 1° Proprium suum cor consulat, ejusque motus et affectus scrutetur, et exinde jam aliorum quoque corda non parùm perspecta habebit; nam in multis propensionibus et affectibus assimilantur corda hominum. Secum animo volvat homines, quibuscum hactenùs vixit, aut quos aliter cognoscebat; eorum varias indoles, inclinationes, desideria, etc., quæ advertit; agendi normam, quam observavit; atque exinde rursùs conjicere poterit quales esse soleant homines; 2° apud auctores asceticos, casuistas, concionatores, sanctos Patres, auctores sacros, nominatim apud evangelistas, apostolum Paulum, prophetas, ut Jeremiam, Ezechielem, etc., Job, in libris Proverbiorum, Sapientiæ, Ecclesiastici, Ecclesiastæ, etc., historiis antiqui Testamenti, graphicè descriptas reperiet indoles, passiones, mores hominum, ex quibus amplam notitiam haurire poterit. Demùm in hominum consortio ad eorum facta et dicta attendat, et mentem advocet; atque sic illos cognoscet, quantùm necesse erit, ut sermones suos eorum necessitatibus accommodare possit modo quo infra dicetur.

VII. Sit moribus integer, et sectator veræ pietatis, maximè autem devitet eos defectus, qui adverti et populos offendere solent; curetque ut animum habeat ab omni saltem gravi peccato purum ne ipsi dicatur: *Quare tu enarras justitias meas, assumis testamentum meum per os tuum; tu verò odisti disciplinam et projecisti sermones meos retrorsùm?* Ps. 49, 16, 17. *Qui ergo alium doces, te ipsum non doces; qui prædicas non furandum, furaris; qui dicis non mœchandum, mœcharis; qui in lege gloriaris, per prævaricationem legis Deum inhonoras; nomen enim Dei per vos blasphematur inter gentes*, ad Rom. 2, 21 et seq.

VIII. Prædicet non ex necessitate, consuetudine vel desiderio acquirendi gloriam aut aliud commodum temporale, sed ex zelo purissimo procurandæ gloriæ Dei et hominum salutis. Diligat animas, easque Christo lucrifacere intendat, considerans quàm id Deo gratum, et mercedem in æternum duraturam promereri aptum sit. Etverò *qui converti fecerit peccatorem ab errore viæ suæ, salvabit animam ejus à morte et operiet multitudinem peccatorum*, Jac. 5, 20; et *qui ad justitiam erudiunt multos, fulgebunt quasi stellæ in perpetuas æternitates*, Dan. 12, 3.

IX. Sermonem elaboraturus confugiat ad Patrem luminum ejusque auxilium efflagitet. In ipso laboris decursu pia ad eum suspiria emittat, atque suggestum jamjam conscensurus, se suosque auditores Christo, cujus personam geret, brevi at ferventi deprecatione commendet; ac Spiritûs sancti assistentiam humillimè exposcat.

X. In elaborando sermone nulli parcat labori, eumque tempestivè præparet, ne instante prædicationis tempore, eum quomodolibet perficere debeat; quod enim adeò præcipitanter fit, rarò benè fit. Quòd si tamen pastor aliis negotiis legitimè impeditus minùs æquo præparare se potuerit, et opus sit ut sermonem habeat, parochianos verbi Dei auditione non frustret, sed quantùm circumstantia patitur, præparatus, nonnulla eis proponat, opem divinam eò enixiùs efflagitans, atque confidens, verbum Dei etiam tunc non reversurum esse vacuum.

XI. Cæterùm, cùm *unusquisque proprium donum habeat ex Deo, alius quidem sic, alius verò sic*, 1 Cor. 7, 7, et Dominus servorum uni quinque, alteri duo talenta, alii unum tantùm concesserit, quisque ad prædicandum vi beneficii aut aliter à superioribus legitimè vocatus huic muneri pro modulo talentorum quæ accepit, fideliter vacet; atque si mediocria tantùm talenta accepit, non ideò animo cadat, sed eorum quæ ipsi desunt, defectum majori studio ac pietate compensare conetur, et speret fore ut Deus, quæ ex parte oratoris deficiunt, interiore suâ gratiâ in auditorum animis suppleat; sic enim aliquando videre est, qui mediocri scientiâ, sed studio et applicatione magis assiduâ, prædili minoribus talentis, sed majori pietatis sensu prædicantes, uberes in populis fructus afferunt.

§ 2. *De iis quæ prædicator præstare debet, et modo illa præstandi.*

I. Cùm prædicatio eò tendat ut hominum salus promoveatur, ea autem non promoveatur, nisi per fidem et mandatorum Dei observationem, siquidem Scriptura docet: *Sine fide impossibile est placere Deo*, Heb. 11, 6; et: *Si vis ad vitam ingredi, serva mandata*, Matth. 19, 17; hinc prædicatoris munus in eo situm est ut quæ credere et facere oportet, auditores edoceat, illosque eò adducat ut illa credant, et hæc opere perficiant. Debet igitur 1° illis veritates religionis proponere, ut intelligant quæ credere, et quæ

facere ipsi debeant; 2° eas veritates illis persuadere, id est, illos convincere ea quæ ipsis proponit, credenda et facienda esse; demùm eos erga credenda et facienda piè afficere, eorumque voluntates flectere, ut credenda ex voluntatis imperio credant, iisque firmo assensu adhæreant, et facienda facere sibi proponant et faciant.

Hæc autem quomodò assequetur? 1° Ut auditores veritates religionis, quas proponit, intelligant, debet eas clarè exponere; 2° ut eas illis persuadeat, debet illas solidè probare; 3° ad auditores erga illas veritates piè afficiendos et flectendos, ut credendis assensum præstent et facienda expleant, debet adhibere media ad movendum apta; cùmque ad hæc omnia præstanda etiam multùm conducat, si auditores delectet, debet quoque id efficere. De quibus quidem singulis quædam monere juvat ad mentem D. Augustini, lib. 4 de Doctrinâ christianâ, meritò super his consulendi.

II. Ad auditores sermonem habet prædicator, ut ipsi eum intelligant, atque otiosus est omnis sermo quem auditor suo ingenio non intelligit. Unde clarum esse oportet sermonem, eòque clariorem quò minor est auditorum captus. Porrò ut clarus evadat sermo, prædicator 1° evolvat materias auditorum captui accommodatas; quas verò materias, et quo ordine eas tractare debeat pastor, infra dicetur; 2° in iis exponendis quæ proponenda statuit, methodicè procedat, ea clarè declarando, ordinatè distribuendo, à magis notis transeundo ad minùs nota, et singula suo loco collocando, ita ut omnis vitetur confusio, et alia aliis lucem afferant; de quo quidem rursùs dicetur infra; 3° de rebus dicendis nitidas ipse ideas et conceptus habeat, hosque apertè ac distinctè exprimat vocibus propriis, usitatis ac perspicuis; veniat ut Apostolus *non in sublimitate sermonis* (1 Cor. 2, 1), *sed in simplicitate*. Rudioribus loquatur, non ut spiritualibus, sed ut parvulis in Christo et carnalibus, lac potum det, non escam solidiorem. Summoperè devitet defectum eorum qui loquendi modos peregrinos, obscuros et ambiguos adhibent, suosque sensus artificiosè quæsitis metaphoris et allegoriis ita occultant et involvunt, ut velut ænigmata solvi debeant, et nonnisi subtiliori ingenio ac multâ consideratione detegi valeant. Studeat potiùs ut omnia plana sint et obvia, quæ primo intuitu concipiantur, et non modò intelligi possint, sed non possint non intelligi. Idcircò notet, quod insinuat Augustinus, ut orator sacer, si opus sit, perspicuitatis gratiâ, aliquando negligat verba cultiora, neque curet quid benè sonet, sed quid benè indicet atque exprimat, quod ostendere intendit. Si quæ tractanda occurrant, quæ intellectui magis impervia sunt, hæc aliis atque aliis verbis exponat, et multiplici varietate verset, comparationibus et similitudinibus illustret, ac meliori quo poterit modo evolvat, donec ab auditoribus intelligi prudenter præsumat.

III. Porrò in religione christianâ exponendâ plurimi occurrunt loquendi modi ipsi proprii, quibus nempe res divinæ et spirituales exprimuntur, et quibus homines aliàs non utuntur, aut saltem non in eodem sensu; quales, v. g., sunt *mors et vita spiritualis, animalis homo, regeneratio, suî abnegatio, gratia*, etc. Item in sacris Scripturis habentur textus plurimi, qui sunt allegorici, metaphorici, aut aliter à communi loquendi modo alieni; vel quorum intelligentia pendet ab antiquo aliquo usu, consuetudine, lege, loco, tempore et similibus quæ enuntiant, vel ad quæ alludunt. Hæc autem nisi auditoribus exponantur, eorum multi ea non intelligunt, et quidem non rarò etiam ii qui cæteroquin de religione edocti videntur; hinc operæ pretium est ea exponere; neque auditorum bono consulit, qui ut ostendat, quantùm in sacrâ Scripturâ versatus et ejus loquendi modis assuetus sit, dictos loquendi modos et textus in suo sermone congerit, eumque illis ornat, gratuitò supponens, eos ab auditoribus suis intelligi, aut parùm curans an eos intelligant.

IV. In his tamen exponendis modum ponere sciat prædicator. Non immoretur in iis exponendis quæ ab auditoribus passim intelligi dignovit; neque omnia quæ in decursu orationis adhibere juvat, admodùm minutatim evolvat; neque molestâ digressione tales expositiones proponat; sic enim orationis seriem indecenter interrumperet, sermo languesceret, et nauseâ afficerentur auditores. Sed ita exponat eos terminos vel loquendi modos, qui in propositione aut divisione orationis adhibentur; eos textus, qui in probationem adducuntur, aut occurrunt in Evangelio aut Epistolâ, cujus explicatio suscipitur; aut si in reliquo sermonis decursu adducatur similis terminus vel loquendi modus, qui ab auditoribus putatur non intelligi, pressè exponatur, paucis, at manifestioribus vocabulis; quâ quidem ratione efficietur ut quæ dicuntur nescientibus fiant perspecta, nec tamen scientibus sint onerosa.

V. Præterea, ut intelligibiliorem se reddat concionator, brevibus periodis ut plurimùm utatur, et omninò abstineat à sensibus illis longioribus, ad quorum finem dùm pertingit auditor, initii vix aut ne vix quidem ampliùs reminiscitur. Cæterùm quamvis facilè intelligibilem esse oporteat prædicatorem, ne tamen existimet, sese idcircò debere popularem loquendi rationem adoptare. Non sanè. Verbum Dei semper convenienti dignitate tractet, linguæ quâ loquitur benè peritus sit, et loquatur simpliciter quidem, sed purè, dilucidè, sed non abjectâ ac vili ratione; ineptias, facetias, anilia proverbia nunquàm proferat, ne vituperetur ministerium ejus.

VI. Veritates quas proponit prædicator, etiam debet auditoribus persuadere. Cùm autem rationabile esse debeat obsequium fidei, enitatur, ut eas persuadeat adductis sufficientibus credendi motivis; idque præstet etiam erga rudiores auditores; nam et horum assensum prudentem esse oportet; atque inter eos, qui de plebe sunt, ut plurimùm existunt, qui sermonis momenta ponderare valent, aut præoccupatâ mente concionem audiunt, nec veritati cedunt, nisi solidis

rationibus probetur; imò generatim ita dispositi sunt homines, ut nihil sibi suadere possint, nisi eis adducantur motiva verè apta ad persuadendum : et profectò falluntur, qui sibi blandiuntur, fore, ut vano strepitu, multo clamore aut minis crebrò intentatis persuadeant. Quamvis enim quæ exteriores sensus feriunt, apud rudes non parùm juvare soleant ad convincendum, non tamen sufficiunt, nisi et jungantur rationes, quæ prudentem mentis adhæsionem obtinere valeant; atque si, his non adductis, auditores aliquando moveri contingat, levis est hæc commotio, nec diù perseveratura.

VII. Itaque prædicator dicta sua probationibus muniat. Has autem desumat ex Scripturâ sacrâ, sanctorum Patrum testimoniis, conciliis, ratione, experientiâ. Etverò loquitur nomine et auctoritate Dei : igitur ostendere debet, ea quæ proponit, esse veritates ab ipso Deo propositas, et verè verbum Dei, seque meritò cum prophetis dicere : *Hæc dicit Dominus;* quod quidem ostendet, si sermonem suum confirmet ex sacris Scripturis, quæ sunt verbum Dei, vel ex Patribus et conciliis, quæ Scripturas interpretantur et earum sensum aperiunt. Absit igitur, ut orator sacer, quasi orationem academicam haberet, totus sit in exponendis motivis profanis, et ea quæ revelatio suppeditat, omninò negligat.

Porrò ubi in probationem adducuntur textus Scripturarum, adducendi sunt qui in sensu litterali accepti probent, non verò qui, in tali sensu ad materiam de quâ agitur, non pertinent, et nonnisi in alienum sensum detorti ad illam traducuntur ob aliquam verborum similitudinem; infirma enim et Dei ministro parùm digna est probatio, quæ arbitraria tantùm et à Spiritu sancto non intentâ interpretatione nititur. Aliquando tamen etiam mysticus ac moralis sensus adhiberi potest, maximè in homiliis, de quibus infra; verùm hoc sobriè fiat, atque ad materiæ elucidationem potiùs, quàm ad probationem. Item Scripturæ textus non nudo et arido modo laudentur, sed cum aliquâ paraphrasi et expositione, quâ fiat, ut sensus magis pateat, et veritas validiùs inculcetur.

VIII. Cæterùm laudandos textus sive Scripturæ, sive Patrum benè deligat concionator, nec textus nimiùm congerat; sed afferat communiter breviores, magisque validos, retentu faciliores, et appositè explanatos. Neque ullos adducat linguâ Latinâ, quin eos linguâ vernaculâ explanet; sed vel solùm illos afferat linguâ vernaculâ; vel si utatur phrasi Latinâ, non recitet longiores, sed brevissimos, nec frequenter. Pariter dùm textus citat, non semper librum, caput, versum scrupulosè indicet, id enim memoriam fatigat, ostentationis speciem habet, orationis seriem intersecat, et quamdam rebus caliginem inducit. Ipsum tamen auctorem sacrum vel sanctum Patrem meritò appellabit, v. g. : *ut docet ipse Christus in Evangelio B. Matthæi, D. Paulus scribens ad Romanos, D. Augustinus,* vel generaliùs : *ut docent Scripturæ,* etc. Consultum quoque est, ut auctoris liber et caput interdùm citentur, maximè in locis ubi degunt acatholici, ut nempe sic Catholici ipsi magis instruantur, et acatholicis magis innoteseat, nos doctrinam nostram ex sacris Scripturis haurire, nec has negligere, ut ipsi nobis aliquando per calumniam objiciunt.

IX. Probationes ex ratione petitæ sunt argumenta, quæ desumuntur ex theologiâ, philosophiâ, historiis, exemplis, similitudinibus : necnon conclusiones, quæ ex Scripturæ, Patrum, conciliorum textibus, Ecclesiæ consuetudine, usu, precibus, aut aliunde deducuntur. Hæc argumenta debent esse simplicia, quæ statim sensato viro innotescant : non verò talia, quæ eminùs ducantur et multâ meditatione inventa fuerint; item materiæ sic congruant, ut directè ac immediatè probent, quin oporteat illa ex generalibus principiis inferre; nec nimis theoretica, abstracta et ab interiore theologiæ penu deprompta, sed facilia et naturalia. Ubi autem afferuntur historiæ et exempla, hæc ut plurimùm desumantur ex Scripturis à quibus omnis quidem generis suppeditantur, atque cùm extra omne dubium sit eorum auctoritas, magis convincere valent (1). Aut si fortè aliquando aliunde petantur, id fiat rarò, et semper ex auctoribus verè probatis, nunquàm ex apocryphis, multò minùs recenseantur falsa et fabulosa, talibus enim ministerium suum deprimit et fidem sibi adimit concionator. Ex historiis autem et exemplis referantur ea sola, quæ ad scopum conferre possunt, et reticeantur circumstantiæ ad rem non pertinentes; neque nudè tantùm proponantur, sed modo oratorio, atque exinde deducantur conclusiones, quæ persuadere et ædificare valeant.

X. Dùm adducuntur comparationes ac similitudines, hæ auditorum captui accommodatæ sint; petantur ab eorum vitæ genere, aliisve rebus, quas sæpè sensibus subjectas habent, aut sibi facilè effingere possunt, non verò à fictitiis, aut apud auditores parùm notis. Sic apud ruricolas petantur ab agris, vineis, frumento, vite, arboribus, aliisque agriculturæ partibus, à pastore gregi suo invigilante, agricolâ agrum suum sedulò colente, semen laboriosè serente, messem avidè expectante, manipulos hilariter colligente, dolente ac ingemiscente, dùm fructus grandine intereunt, etc.; quales quidem comparationes, ac similitudines etiam passim in sacrâ Scripturâ occurrunt. Attamen similitudines ac comparationes, historias et exempla in oratione non congerat, nec iis nimiùm insistat, adeò ut solam imaginandi vim occupare intendere videatur. Neque raptim et obiter plurima ejusmodi solùm indicet, nulli ullatenùs insistens, exinde

(1) Ex sæpesæpiùs citato Ven. episcopi à Basilicâ-Petri scriptorum opere populorum doctori maximè cavendum est, ne alias historias, aliave exempla suis in sermonibus ad populum habendis in medium proferat, quàm quæ ex divinis eloquiis, aut saltem ex probato Ecclesiæ scriptore depromuntur. Hinc è sacro suggestu, aut altari perpetuo exulent levis admodùm capitis nonnullæ aniles fabellæ de magicis artibus, aut lamiarum conventiculis, ne fortè qui *ex adverso sunt,* non satis discrimen, quod ab humanâ historiâ divinam secernit, introspicientes sicuti anilibus iis fabellis, ita et factis sacrarum Litterarum ineluctabilibus falsum subesse suspicentur.

enim parùm admodùm instruentur et ædificabuntur auditores, præsertim rudes, qui ea vel satis explorata non habent, aut iis ita propositis animum applicare non poterunt; sed unam tantùm, vel alteram historiam, exemplum, similitudinem, vel comparationem adducat, et convenienter evolvat; aut si plura passim nota exempla, historiæ, etc., occurrant, aliqua adducat, sed uni alterive præcipuè insistat.

XI. Poterunt quoque dicta confirmari sententiis sanctorum, aliorumve præstantium virorum; concionator tamen non ostentet eruditionem, laudando ethnicorum doctrinam, poetarum versus, et philosophorum disciplinam; sed si hæc nonnunquàm commendari posse judicet, ut exinde perversos Christianorum mores, aut pravas nostrorum temporum opiniones ac præjudicia refellat, id faciat rarò et breviter, nec in iis quasi præcipuam probationis vim constituat.

XII. Experientia quoque utiliter in subsidium probationis adduci potest, maximè, ubi ostendendi sunt fructus virtutis, aut mali effectus ex aliquo vitio nasci soliti; vel ubi describendi sunt hominum mores, de quâ quidem descriptione dicetur infra; item ubi emendanda sunt præjudicia et falsa conscientia, quam sibi quoad certos abusus aut vitia efformare solent homines, nam et hæc fugari oportet; quod quidem pertinet ad refutationem objectionum, quæ probationi subjungenda est, scilicet ut penitùs convincantur auditores, concionator sibi quoque opponere debet, quæ contra veritates propositas, earumve probationes adductas objici possent, illaque solidis responsionibus refellere, adeò ut auditoribus non supersit, quid reponant, sed rationum evidentiâ victi fateri cogantur : *Manifestum est, et non possumus negare.* Act. 4, v. 16.

XIII. Verumtamen in ipsis probationibus adducendis modum habeat prædicator. Videlicet ubi sermonem instituit de aliquo mysterio, ut Trinitatis, Incarnationis, etc., illud probare non aggrediatur, sed certum et probatum supponat, ut dicetur infra. Item nec immoretur in probandis iis, quæ ab auditoribus admitti et credi constat : sic apud rudes non suscipiat probare existentiam Dei, inferni, immortalitatem animæ, etc.; multò minùs sibi objectiones contra has veritates proponat, suspicans esse, qui de illis dubitant; hæc enim vulgo possent dubia ingerere, ejusque fidem labefactare : sed de his agens indubitatam eorum certitudinem et auditores de his convictos supponat; aut si aliqua adducat, quæ iis probandis inserviant, illa non adducat, quasi has veritates probari oporteret, et ipse demonstrare vellet; sed quasi solùm auditoribus divina oracula circa has veritates in memoriam revocare eorumque meditationem suadere intenderet; aut si fortè insinuet existere, qui de his veritatibus dubitant, hos exhibeat ut impios et insanos, à quibus tanquàm à facie colubri fugiunt quicumque sapiunt. Quòd si de similibus veritatibus sermo habeatur in civitatibus, ubi inter auditores præsumi possunt adesse increduli eas negantes, aut in dubium revocantes, aut alii, qui contra pravos incredulorum sermones aut libros præmuniendi ac in fide confirmandi sunt, tunc meritò adducantur probationes, et refutentur objectiones, sed hoc fieri oportet modo solidissimo; si enim fieret minùs solidâ ratione et imperfectè tantùm, noceret potiùs quàm prodesset. Unde qui in refutandis incredulorum cavillationibus non egregiè versatus est, eas sibi opponere omittat. È contra immoretur prædicator in probandis præsertim iis, circa quæ laborare præjudiciis vel falsâ conscientiâ communiter dignoscuntur auditores; aut quibus adversantur recepti abusus, pravæ cupiditates, aut quæ, ut observentur aut omittantur, magnos conatus adhiberi, et vim corruptæ naturæ inferri oportet.

XIV. Neque putet sibi probanda esse singula quæ in medium profert, etiam incidenter tantùm : verùm insistat probationi illius, quod est proprium sermonis argumentum, atque eorum quæ ad illius confirmationem directè tendunt; et hæc ipsa eatenùs probet, quatenùs ad convenientem auditorum instructionem ac convictionem necessarium videtur; auditor enim semel convictus convinci ampliùs non debet, et probationes nimiùm iteratæ tædium ei ingenerant, ejusque memoriam obtundunt. Unde concionator non tam laboret in coacervandis probationibus, quàm in deligendis optimis, iisque benè evolvendis; ab infirmis autem argumentis abstineat, præcipuè ab iis, quæ non fundantur, nisi in lusu verborum, allusionibus, translationibus, ac similibus speciosis, et merè arbitrariis nugacis rabulæ tricis.

XV. Curet quoque, ut momenta convenienti ordine disponat, atque ita, ut oratio crescat gradatim, et ad validiora argumenta ascendat, et sub finem omnium gravissima adducantur; sicque auditoris animus semper magis ac magis ad assensum flectatur, et in eo semel dato penitùs conquiescat. Hinc et non semper eodem modo rationes suas ordinet, in unoquoque, v. g., sermone incipiendo à probationibus Scripturæ, deinde deveniendo ad SS. Patres, etc.; sed hunc ordinem pro varietate materiæ variet; eòque magis, quòd in certis materiis magis movere soleant probationes ex his, quàm ex illis fontibus depromptæ, sic aliquando magis movent auctoritates, aliquando magis argumenta ex ratione, vel experientiâ petita. Unde quem ordinem servare juvet, prudentis concionatoris est dijudicare : hunc quidem multùm juvabunt perspecta auditorum indoles et dispositio, experientia, seria materiarum meditatio et præstantium concionum lectio (1).

XVI. Quod verò attinet ad objectiones, quas pro-

(1) Lectu digni semper habiti sunt sequentes non certè infimæ notæ oratores, nimirùm Segneri, Tornielli, Turchi, Pellegrini, atque hujus præcipuè sermones numeris omnibus absoluti in Tobiam editi, ex quibus animarum duces divinæ prædicationis artem apprimè haurient. Quique verò auctoribus illis passim uti poterunt, qui ornatè dicendi, et proficuè concionandi gloriâ celebriorem in suâ diœcesi famam fuerint adepti.

ponet et solvet concionator, adducendæ non sunt nisi eæ, quæ prorsùs necessariæ esse prudenter censentur; nec aliæ, quàm quæ ab auditoribus adduci solent, aut illis facilè in mentem venire posse præsumi possunt (1); eæ verò proponendæ sunt sine dissimulatione et cum certâ quâdam vi, eoque modo, quo eas proponerent auditores, si illis eas proponendi daretur facultas. Solvendæ autem sunt ex iisdem fontibus, ex quibus probationes ipsæ desumendæ sunt, Scripturis nempe, Patribus, etc.; atque curandum, ut illis plenè satisfiat. Cæterùm ad diluendum objectiones, eosque præcipuè prætextus, quibus excusari solent certæ injustitiæ, inimicitiæ, detractiones, etc., multùm conferet, si auditores ipsi judices instituantur, confictâque hypothesi, quâ eædem injustitiæ, etc., contra eos admittantur, consulat læsos, quid ipsi de similibus prætextibus sentirent; atque ostendat, consultâ eorum conscientiâ, earum injustitiarum, etc., reos ob similes prætextus excusatum non iri; atque inde concludat, quàm vani sint ii prætextus, et quàm malè iis excusatos se velint, qui aliis eosdem non suffragari vident, et quibus proinde meritò applicatur illud Christi, Luc. 19, v. 22: *Ex ore tuo te judico, serve nequam.*

XVII. Concionator etiam in id incumbat, ut auditores eum libenter audiant, quò enim libentiùs audiunt, eò faciliùs convinci se et moveri patiuntur; dùm è contra difficulter convincuntur et moventur, qui non audiunt libenter. Porrò ut libenter audiatur, auditores delectet necesse est. Etverò *quis tenetur ut audiat, si non delectetur... quis eum velit audire, nisi auditorem nonnullâ etiam suavitate detineat?* D. August., lib. 4 de Doctrinâ Christ., cap. 26. *Bonorum quidem ingeniorum insignis est indoles, in verbis verum amare, non verba... quod tamen si fiat insuaviter, ad paucos quidem studiosissimos suus pervenit fructus, qui ea quæ discenda sunt, quamvis abjectè inculcèque dicantur, scire desiderant.* Ibid., cap. 11.

Hinc concionator auditores suos delectare studeat iisque placere. Delectabit autem et placebit, si sermonem suum debitè exornet. Verumtamen animadvertat, ideò tantùm sermonem ornandum esse modo qui placeat, ut sic veritates ipsæ, quas proponit, meliùs insinuentur, placeant et moveant. *Illud* enim, *quod agitur genere temperato, id est, ut eloquentia ipsa delectet, non est propter seipsum usurpandum, sed ut rebus quæ utiliter honestèque dicuntur... aliquantò promptiùs et delectatione ipsâ elocutionis accedat, vel tenaciùs adhærescat assensus.* Ibid., c. 25. Unde sermo exornandus est, moderatè tamen, sobriè, et solùm quatenùs ornatus ad auditorum convictionem et commotionem conferre potest. *Temperati generis ornatu non jactanter, sed prudenter utamur*, ut monet Augustinus, *non ejus fine contenti, quo tantummodò delectatur auditor, sed hoc potiùs agentes, ut etiam ipso ad bonum, quod persuadere volumus, adjuvetur.* Ibid.

Non igitur prædicator ineptè et deformiter loquatur; omnemque ornatum omittat; verùm nec ubique eloquentiæ flores spargere affectet, ac soli quasi ornatui studeat. Oratio nec inornata relinqui, nec indecenter ornari debet; non affectatâ elegantiâ, nec intermissâ gratiâ dicat orator sacer, si enim gratiam deserit, tunc sui ipsius contemptum, et divini ipsius verbi satietatem ac fastidium creat. Si nimiam affectet elegantiam, hæc vim orationis enervat; auditores ad flosculos, quibus orator sensus suos exprimit, magis attendunt, quàm ad ipsas res, quas proponit; penitùs sese delectationi dedunt, nec commoventur; à concione tales redeunt, quales ad illam accesserunt: oratoris elegantiam, ingenium, luculentam dicendi rationem laudant, sed mores non emendant. Mediâ ergo viâ incedat prædicator, ornatum non negligat, sed eum solum quærat, quem sacri oratoris scopus suadet.

XVIII. Porrò ad huncce ornatum et auditorum delectationem jam suo modo conducunt, quæ supra indicavimus ut apta ad hoc, ut auditor res propositas ritè intelligat et de iis convincatur, hic enim libenter et cum quâdam delectatione audit, quæ ita proponuntur, ut ea facilè intelligat; ac ita probantur, ut convinci se sentiat. Idcircò prædicator ut auditores delectare valeat, materiam illis accommodatam evolvat, debitè distribuat, ad varia orationis membra variâ et opportunè adductâ transitione descendat; omnia intelligibiliter proponat et solidè demonstret; hæcque proferat modo oratorio, convenienterque amplificet, hinc inde insertis comparationibus, exemplis, interrogationibus, aliisque figuris illustret, et tropis expoliat; quas quidem ornatè dicendi rationes ex arte rhetoricâ hauriat, atque in Scripturis, Patribus, probatis concionatoribus passim occurrentes observet, ac illorum attentâ lectione et diligenti sermonis elucubratione adhuc meliùs addiscere iisque assuefieri conetur.

Cæterùm adhibendæ non sunt figuræ eminùs emendicatæ, termini nimis exquisiti, sententiæ subtiliores, elocutiones nimiùm tornatiles et splendidiores, in quibus ars et ostentatio appareant, sed tales, quas ipsa rerum sublimitas et magnificentia parant, quæque ex commotione oratoris rerum, quas pronuntiat, veritate ducti, ejusque cordis abundantiâ, ac zelo sponte fluant; quæ nempe sermoni quamdam quidem suavitatem, sed simul etiam gravitatem ac pondus addant; nec puerili verborum numero aures afficiant ac demulceant, ut eorum corda immota relinquant. *Auferi mihi*, inquiebat D. Ambrosius, *lenocinia fucumque verborum, quia solent enervare sententias.* Virilis sit, fortis et sanctus sacræ orationis ornatus. Etverò quis ferat oratorem, qui, ubi vertuntur rerum æternarum momenta, et de procurandâ animarum salute agitur, verba artificiosè aucupat, syllabas dimetitur, voces venustè componit, ut aurium voluptati inserviant? Ille enim fit *velut æs sonans, aut cymbalum tinniens,*

(1) Ruri autem præsertim parocho palàm ejus plebe concionabundo quàm maximè est cavendum, ne dùm ejus concio in mysteriorum, aut dogmatum materiâ versatur, per prolepsim quamdam iis objectis occurrat, quæ audientium animos nunquàm, aut saltem difficulter subiissent.

ad Cor. 13, v. 1 ; vel potiùs *quasi carmen musicum, quod suavi dulcique sono canitur. Audiunt ejus verba* uditores *et non faciunt*, Ezech. 33, v. 32 ; cùm tamen t faciant, illi summoperè cordi esse debeat.

XIX. Videlicet sacri oratoris est, eos, ad quos sermonem habet, erga veritates propositas piè afficere, llosque eò adducere, ut credenda non modò credant, ed et facienda perficiant. Nimirùm sunt quædam veitates theoreticæ, quæ, licèt ex iis etiam conclusioes practicæ deduci possint, non ita tamen ex se ad praxim tendunt, sed solùm credendæ proponuntur ; tque ut has veritates credant auditores, sufficere soet, ut divinitùs revelatæ et credendæ demonstrentur. Verùm ubi agitur de veritatibus practicis, non ita facilè auditoribus suadentur ; adeòque, ut jam superiùs bservatum est, in earum probatione magis immorandum ; imò tametsi auditores eas intimè admittant, non deò tamen in praxim reducunt. Ea nempe est conditio hominum, quos originaria labes, et peccatum præsertim actuale infecerit nondùm pœnitentiâ deletum, vitiosis habitibus ei adjectis, ut etiam videant meliora, probentque, et tamen deteriora sequantur. Imò ea est non rarò ipsorum etiam justorum ad malum proclivitas, et in virtute tepor, ut sensim à bono iterùm deflectant, et in malum abripi se patiantur. Jam verò ut vitiosi à suis iniquitatibus retrahantur, et justi in bono confirmentur ac semper justiores evadant, institutum est prædicationis munus.

XX. Ne ergo existimet prædicator, muneri suo se fecisse satis, si auditores benè erudierit, atque de veritatibus, quas proposuit, etiam plenè convicerit, virtutem, v. g., cujus exercitium suadet, amplectendam, vitiumque, ad cujus fugam hortatur, aversione dignum probaverit. Insuper enim muneris ejus est, efficere, ut auditores eas veritates, de quibus convincuntur, non ore tantùm, sed et operibus fateantur ; non modò virtutem prosecutione dignam æstiment, sed et exerceant ; vitium non solùm fugiendum esse agnoscant, sed et aversentur ac fugiant. Ita nempe prædicabant apostoli et viri apostolici : per eos non modò veritatibus religionis edocti sunt populi, sed eò etiam adducti, ut mores suos immutarent, vitiis valedicerent, virtutes colerent, et fierent gens sancta, sectatrix bonorum operum ; atque ut hæc quoque assequatur, sibi potissimùm proponat et elaboret quicumque orator sacer. Hic præcipuus ejus finis, ultima laboris ejus meta esse debet, ad quam cætera omnia referenda sunt ; eòque si non pertigerit, scopum suum nondùm plenè obtinuit, quantùmvis etiam cæteroquin eruditè et ingeniosè dixerit. Peccatorum conversio, justorum in bono perseverantia et perfectio prædicationis effectus et fructus sit, oportet.

XXI. Hos verò effectus, hos fructus quo pacto obtinebit prædicator ? Si non solùm intellectum auditoris, perspicuè docendo, solidis rationibus probando, suavi quâdam amœnitate loquendo, illustret ; sed etiam voluntatem potenter moveat ac flectat. Ut prædicationem sequatur morum emendatio, tranquilli relinquendi non sunt auditores, sed in illorum pectus ita descendat, ut in eorum animis tumultuetur ; audaces terrendi, timidiores erigendi, frigidi accendendi, corda concutienda ; timor ac tremor, gaudium, lætitia, similesve affectus in auditoribus excitandi, adeò ut à prædicatione revertentes, prædicatoris quasi obliti, veritatibus, quas audierunt, unicè intenti, pièque affecti meliora spondeant et exequi statuant : v. g., ubi peccatores oratorem sacrum de pœnitentiâ disserentem audierint, piè turbati humilitate, confusione, ac contritione affecti recedant, percutientes pectora sua, non oratoris facundiam laudantes, sed lacrymis peccata abluentes. *Nolim*, inquiebat D. Franciscus Salesius, *ut populus ex ecclesiâ pedem efferens dicat : Quàm excellens est hic orator ! Quàm acri et felici est memoriâ ! Quàm eruditè, quàm benè dicit ! Mallem audire : Quàm speciosa est pœnitentia ! Quàm necessaria ! Deus meus, quàm bonus es ! Quàm justus*, etc. Hæc qui obtinuerit, numeris omnibus absolutus est, et perfectus orator ; ut ergo ejusmodi sit, enixè enitatur, ac potissimùm servet sequentia.

XXII. Cùm hominum corda flectere opus sit divinæ gratiæ, mutatio dexteræ Excelsi, orator christianus, ut supra jam monuimus, precibus et supplicationibus ad Deum confugiat, et ab eo postulet donum ita dicendi, ut auditores moveat ipsosque efficiat dictis suis obsequentes. Nam, ut ait D. Augustinus, *noster ille eloquens hæc se posse pietate magis orationum, quàm oratorum facultate, non dubitet, ut orando pro se ac pro illis, quos est allocuturus, sit orator, antequàm dictor..., et quis facit, ut quod oportet, et quemadmodùm oportet, dicatur à nobis, nisi in cujus manu sunt et nos et sermones nostri ?* Lib. supra laudat., cap. 15.

Tractet materias practicas, quæ ad morum informationem, vitiorum extirpationem, virtutis exercitium tendant ; aut si evolvat materias de se theoreticas, semper saltem nonnulla inserat quæ ad praxim referantur. Has autem conclusiones practicas variet pro varietate materiarum, unde eas deducit, necnon habitâ ratione necessitatis auditorum aliarumque circumstantiarum. Neque generalia tantùm principia morum tradat, sed ad particularia descendat, et principia diversis casibus applicet atque auditorum moribus accommodet ; nec enim ea sibimetipsis auditores applicare solent ; ideòque et sermonem ad auditores ita dirigat, elaboret, ut ii rem suam agi intelligant.

Perpendat quos affectus, juxta subjectam materiam, auditorum indolem et dispositionem, excitari conveniat, et ad eos excitandos motiva adducat ; sicut enim intellectus non credit, nisi proponantur motiva credendi, ita nec flectitur voluntas, nisi afferantur motiva ad flectendum apta. Non simpliciter inclamet : *Gaudete, exultate, timete*, etc. ; sed præmittat, aut statim subjungat, cur gaudendum, exultandum, timendumve sit ; atque in eodem etiam sermone varios affectus excitare conetur ; hìc enim isti, illic verò illi faciliùs excitantur.

Observet quoque, etiam ad movendum aptissima, sæpè tamen parùm movere, nisi et proponantur eo modo qui et ipse sit aptus movere ; qui quidem modus consistit tum in pronuntiatione, et externâ actione,

de quâ dicetur infra; tum et in ipso dicendi genere; quod nempe varium esse debet pro varietate affectuum, qui excitandi sunt. Sic ubi excitandi sunt affectus mites et compositi, dicendi genus placidum sit ac mite, propriè, jucundè et credibiliter dicatur, adeò ut omnia ex rerum hominumque naturâ fluere videantur; ideòque et numeri suaves sint ac molles, et perpolita junctura, unde fiat ut auditor non vinci se et rapi, sed sponte se dedere, et libenter ad oratoris sententiam accedere videatur. Ubi autem excitandi sint motus concitati ac vehementes, dicendi genus patheticum erit ac vehemens, quod cum amplâ quàdam et sententiarum gravitate ac majestate verborum feratur, et in quo adhibeantur illustriores figuræ, quæ animos percellant, quasi invitos flectant, et ad oratoris nutum abripiant, ut hypotyposis, prosopopœia, admiratio, exclamatio, apostrophe, etc.; quales quidem in arte rhetoricâ docentur, in Scripturâ sacrâ, apud Patres aliosque non infimæ notæ oratores passim occurrunt.

Neque tamen quis existimet, oratorem sacrum in elaborando sermone has figuras exquisitè inquirere, atque, ut eas artificiosè disponat, semper sollicitè curare teneri. Non sanè; sed illas ex arte rhetoricâ perspectas habeat regulas, quæ circa eas adhibendas tradi solent, ritè meditetur et altâ mente reponat, ac subinde, quotannis saltem relegat, sacræ Scripturæ et potiorum oratorum loquendi et figuras adhibendi modos sibi assiduâ lectione familiares reddat; atque inde fiet, ut si aliquandiù sermones suos peculiari diligentiâ elaboraverit, magnam habeat componendi facilitatem, ac convenientes figuras adhibeat, quin multùm inquirat, imò de illis inquirendis et adhibendis vix cogitet.

XXIII. Ut prædicator auditores moveat, et in eis affectus, quos excitare intendit, excitet, debet ipse prior commoveri, et illos in se affectus experiri. Scilicet, *si vis me flere, dolendum est primùm ipsi tibi;* Horat., in Arte poeticâ. Vix enim aliorum corda tangere valebit, qui secùs ac loquitur, affectus est, neque ex animo sermocinatur; *pectus* nempe *est quod disertos facit;* Quintil., lib. 10. Igitur materiam suam enixè meditetur, et auditorum personam induens observet, quos affectus in iis excitari conveniat. Deinde quæ illos movere posse videntur, mente volvat atque revolvat, eorumque imagines vividiori quo poterit modo, sibi proponat, easque quasi intuens seipsum commoveat, et ardens concipiat desiderium auditoribus communicandi motus, quos excitatos in se senserit. Ita autem commotus atque affectus meritò confidat, sese auditores commotum atque affectum iri, præcipuè si pietate sit et merito gravis. Sicut enim ad persuadendum, ita et ad movendum efficacia admodùm media sunt pietas et merita oratoris sacri, de quo inprimis verum est illud Virgilii:

Tum pietate gravem ac meritis si fortè virum quem
Conspexêre, silent, erectisque auribus adstant.
Ille regit dictis animos, et pectora mulcet.

XXIV. Non tamen orator totius ferè concionis decursu motus et affectus assiduè excitare conetur, hoc enim foret immodicum, et verteretur in vitium. Sed quemadmodùm sanguis per singula corporis membra diffunditur, ita et in singulis orationis partibus hinc inde nonnulla inserat orator, quæ ad movendum valeant. Sic in exordio quædam dicat, quibus placidos ac lenes affectus excitet, et auditores ad ipsum benevolè audiendum disponat. Post unum alterumve argumentum, aut saltem sub uniuscujusque partis finem, etiam affectus aliquos excitare studeat; atque demùm in peroratione omnes vires exerat, et omne industriæ suæ robur in eo collocet, ut de auditorum cordibus triumphum referat, illisque imprimat motus, quos ut experiantur, orationis suæ scopus efflagitat.

Cæterùm verò religio tot ac tanta habet media ad movendum apta, ut qui ea appositè proponere novit, meritò confidat auditores commotum iri. Unde quæ omnis generis excelsa exhibet religio, animo impressa gerat orator, et auditoribus eâ, quâ decet dignitate ac majestate, proponat; modò Dei bonitatem, misericordiam, charitatem; modò justitiam et judiciorum ejus severitatem; modò rerum omnium temporalium contemptibilitatem et mortem certo certiùs horâque incertâ adventuram, judicium, infernum, cœlum, felicem vel infelicem æternitatem inculcet, etc.; convincat auditores, rem suam agi, illam maximi momenti esse neque longè abesse utilitatem vel perniciem, sed jamjam instare, etc.

XXV. In concione, sicut et in aliis quibuscumque instructionibus, quas instituit, semper veritatem sectetur. Summoperè caveat, ne unquàm falsas proferat resolutiones; peccata, etiam sub prætextu majorem de illis horrorem ingerendi, non exaggeret, nec ut criminosa proponat, quæ talia non sunt; nec ut præcepta, quæ solùm sunt consilii: jam *arcta via est, quæ ducit ad vitam*, Matth. 7, v. 14, nec arctior efficienda; idque foret eò periculosius, præsertim in pastore, quòd apud auditores ab aliis veritate edoctos, vel edocendos fidem ac fiduciam amitteret. Non tamen veritates, quantùmvis arduas, dissimulet; nec audiat eos, qui dicunt: *Loquimini nobis placentia, videte nobis errores*, Isaiæ 30, v. 10. Væ illis pastoribus, qui *consuunt pulvillos sub omni cubito manûs; et faciunt cervicalia sub capite universæ ætatis*, Ezech. 13, v. 18. Hinc ne in docendo erret, dogma expositurus, auctorem de eo agentem; doctrinam verò moralem expositurus, casuistam probatum consulat. Ab extremis abstineat: ne severiorem doctrinam affectet, et ea quæ Patres nonnulli aliquando hyperbolicè dixerunt, ad litteram tenenda minimè insinuet; sed ea vel omittat, vel debitè enucleata proponat, atque in instructionibus ea tradat principia morum, quæ postea in sacro Pœnitentiæ foro tutè sequatur.

XXVI. Ad morum emendationem multùm conferet eorumdem descriptio. Idcircò concionator, opportunè captâ occasione, pravas cordis humani inclinationes ac dispositiones, improborum hominum cogitandi, sentiendi ac agendi rationes describat. Hæ autem descriptiones veræ sint, et non meri imaginationis fœtus; non eminùs quæsitæ, vel solis sublimioribus

ingeniis propriæ, sed communes et auditoribus accommodatæ, non satyricæ, sed simplices morum imagines, vividæ tamen, adeò ut quæ describuntur, oculis magis conspici, quàm audiri videantur. Sicut autem vitia, ita et virtutes depingi possunt; sic tamen semper, ut auditor non in oratore mores pingendi artem admiretur, sed vitia abhorreat, virtutem amet et sectetur.

XXVII. Concionator saltem ordinarius, potissimùm verò parochus sibi dictum putet: *Clama, ne cesses, quasi tuba exalta vocem tuam, annuntia populo meo scelera eorum;* Isaiæ 58, v. 1.

Sermones suos ita instituat, ut non de obviâ quâcumque materiâ, multò minùs de eâ, quæ populum sibi commissum non respicit, loquatur, sed eas evolvat, quæ ad spiritualem plebis suæ profectum, et morum emendationem tendant. Non sit speculator cæcus, canis mutus non valens latrare, grassantibus vitiis et abusibus parcens; sed prophetarum zelum æmulans populi prævaricationes arguat. Id tamen faciat discretè et prudenter. Non minimos quosque abusus graviter corripiat, sed corrigendis iis operam det, qui verè gravis momenti sunt; aut saltem alios reprehendat leniùs. Insectetur publicè ea sola mala, quæ sunt publica; et privata studeat privatâ correptione emendare. Neminem publicè nominet, nec ita designet, ut ab auditoribus distingui possit, et conqueri, ut si contra eum peculiariter oratoris verba directa forent: ideòque non declamet contra abusum muneris, quod quis solus in communitate exercet, sed generaliter ita mores et vitia pingat, ut rei seipsos depictos videant, nec tamen concionatori eos designandi intentionem possint jure attribuere. Non è suggestu redarguat mores clericorum vel religiosorum, magistratûs, etc. Sermoni nihil immisceat, quod injuriosum et animos exacerbare potiùs, quàm emendare valeat. Vitia reprehendat et abusus corrigat opportunis tempore et circumstantiis; atque ubi parochiani ad resipiscentiam magis parati præsumi possunt. Si quæ intra hebdomadam deordinatio in parœciâ accidit, non statim proximâ die dominicâ contra illam declamet; sed priùs animadvertat, an non utiliùs corripi possit, si aliquandiù differatur correctio. Non publicè conqueratur de iis, quæ fortè privatim contra ipsum gesta sunt. Si in parœciam confluxerint alieni parochiani, eo tempore non suis exprobret, quæ hi extranei ignorant, et quæ tunc temporis sibi coram extraneis exprobrari jure dolerent.

In animadversionibus semper recordetur spiritûs lenitatis, quo inprimis pastorem duci oportet; et certò sibi suadeat, plura se apud parochianos effecturum, si se magis benevolum, quàm austerum exhibeat. Vitia et peccata objurgans, peccatoribus pareat; dùm vitia se detestari significat, indignationem contra reos non præ se ferat, sed potiùs commiserationem; dùm imminentem ipsis interitum annuntiat, non videatur in hoc eorum interitu ridere, sed potiùs ingemiscat, condoleat, lacrymetur, ut Christus qui flevit super mox interituram ingratam urbem Jerusalem. Non loquatur quasi vindictam anhelans, et petens ut ignis de cœlo descendat ad prævaricatores absumendos: qui ita agit, nescit cujus spiritûs sit, et profectò non est spiritûs Christi. Potiùs imitetur Deum Patrem, qui cùm essemus filii iræ et inimici ejus, Filium suum pro nobis redemptionem dedit; veniam et gratiam pro iniquis supplex efflagitet potiùs quàm ultionem. Aliquando etiam criminosos quadamtenùs excuset, prout Christus et Apostolus excusârunt deicidium Judæorum, ut nempe hâc indulgentiâ eos faciliùs lucrari valeat.

Item ubi nimiùm odiosæ videri possent objurgationes in secundâ personâ per allocutionem in auditores intortæ; in tertiâ personâ, aut etiam in primâ, seipsum comprehendens et eorum personam induens, loquatur. Neque reprehensiones generales instituat, adeò ut neminem excipere videatur; hoc enim innocentes posset exacerbare; quin potiùs dùm hinc criminosos insectatur, dignos illinc eos commendet, qui à vitiis, quæ carpit, immunes sese custodiunt. Quòd si sermonem habeat de criminibus teterrimis, nec frequenter committi solitis, poterit addere, se sperare, nullos inter auditores eadem flagitia admisisse, seque de eis agere solùm, ut contra ea illos magis præmuniat. Pariter peccata, quæ non apertè communia sunt et passim grassantia, velut communia non exhibeat; quò enim communiora putantur, eò faciliùs excusanda creduntur, et difficiliùs eorum horror inspiratur, et fuga suadetur.

XXVIII. Cæterùm quamvis ut plurimùm præstet leniter reprehendere, ubi tamen leves reprehensiones effectum suum non sortiuntur, ad duriores deveniendum est. Primùm amicè monendi, et per viscera misericordiæ Dei obsecrandi, utque animæ suæ misereantur, urgendi sunt peccatores; his autem si non cedant, acriori ac vehementiori modo arguendi sunt, maximè ii, qui aliis pariunt scandalum; nam id et exemplo suo docuit Christus, et jussit Apostolus: *Increpa eos durè*, ad Tit. 1, v. 13, *coram omnibus argue, ut et cæteri timorem habeant*, 1 ad Tim. 5, v. 20. Hæc tamen acris ipsa animadversio adhuc fiat in patientiâ, et pastor significet, se ita non objurgare, nisi ex amore, et ut delinquentes opportunè ac utiliter confusos emendet, cum Apostolo dicat, ad Philipp. 1, v. 8: *Testis est mihi Deus, quomodò cupiam omnes vos in viscеribus Jesu Christi; et hoc oro, ut charitas vestra magis ac magis abundet in scientiâ, ut sitis sinceri in diem Christi, et in omni sensu, ut probetis potiora;* 2 ad Cor. 11, v. 29: *Quis infirmatur, et ego non infirmor? Quis scandalizatur, et ego non uror?* Fateatur se ægrè admodùm ad duras animadversiones devenire; nec nisi, quia necessitatem ipsi imponit munus quod gerit, et ratio quam de animabus suæ curæ commissis redditurus est. Significet, ideò se acri reprehensione apud illos uti, quòd paterna sua viscera commota sint intuitu periculi damnationis, cui eos expositos videt; aliunde verò pater proprium filium, quem diligit, arguit, et contristare non metuit, ut salvet.

Quantùmvis pervicaces Spiritui sancto restiterint, de eorum conversione non desperet, atque etiam

meliora de ipsis se confidere profiteatur; se, suosque labores ad eorum conversionem offerat, et cupiat anathema esse pro fratribus. Si suis monitis, obsecrationibus, lacrymis et reprehensionibus, abolitionem abusuum, simulque vitiorum extirpationem obtinuit, gratias Deo rependat, auditorum docilitatem laudet, eosque soletur cum Apostolo dicens, idib. 7, v. 8, 9: *Et si contristavi vos in Epistolâ* (sermone) *non me pœnitet, nunc gaudeo, non quia contristati estis, sed quia contristati estis ad pœnitentiam.*

XXIX. Ubi materiam aliquam ex professo evolvit, eam ita explanet, ut integra habeatur illius instructio; atque si id unico sermone efficere non valeat, plures adhibeat. Unde ut explorata habeat, aut in memoriam revocet, quæcumque de hâc materiâ scitu necessaria sunt aut utilia, priùs probatos auctores de illâ consulat: sic de aliquo vitio acturus, casuistam, concionatorem ascetam legat, qui hujus vitii accuratam definitionem, varios illud committendi modos, illius fontes, effectus, gravitatem, prætextus, quibus excusari solet, etc., referat. Caveat tamen, ne desiderio uberioris instructionis tradendæ abreptus, exponat, quæ ad auditores non spectant, aut illis nocere magis, quàm prodesse possent. Sic coram rusticis non referat injustitias advocatorum, judicum, etc.; non iis recenseat modos injustos, qui ab iis committi non solent, et quos edocti fortè adhiberent; de luxuriâ loquens generatim quidem indicet, innumeras esse rationes illam committendi, ad species tamen ne ita descendat, ut modestiam lædat et castas innocentium aures offendat; sed ita loqui studeat, ut audaciores et criminosi defectus suos intelligant, aut saltem suspicentur, timidiores autem et pudici quæ ignorant, non introspiciant; hinc præsertim de criminibus in usu matrimonii committi solitis mentionem non faciat, nisi valdè genericè innuens, in matrimonio non omnia esse licita, sed etiam graviter peccari posse; unde conjuges hortetur ut iis de rebus confessarios consulant.

§ 3. *De orationis sacræ partibus et dispositione.*

I. Orationi sacræ præmittitur textus aliquis, qui ex Evangelio vel ex Epistolâ diei occurrentis, aut aliunde ex sacrâ Scripturâ depromi debet. Hic verò talis eligatur, ut non omnibus penè materiis congruere possit, sed materiæ evolvendæ unicè competat, et in se contineat ipsam orationis propositionem et partitionem; textus enim hujusmodi optimè concionando viam sternet. Si sermonem elaboranti nullus occurrat materiæ ita proprius, alium assumere poterit, semper tamen talem, à quo aptâ transitione ad materiam suam deveniat; sicque poterit parochus, qui continenter explanat materias, textum ex Evangelio proferre, et breviter exponere, atque sermonem ad materiam persequendam paulatim deducere.

II. Prima orationis pars est exordium, in quo fit brevis quædam textûs expositio, et ejusdem ad materiam exponendam applicatio. Enuntiantur orationis propositio ac divisio; et, si libuerit, etiam addatur in fine exordii aliqua per apostrophem Dei aut sancti invocatio.

III. Porrò propositio debet esse simplex et una, quæ veritatem aliquam singularem contineat in decursu orationis evolvendam, et ad quam proinde omnia orationis argumenta, partesque singulæ referantur, et ad illam quodammodò collineare cernantur. Membra autem partitionis seu divisionis debent in ipsâ propositione contineri, eamque evolvere; sicque itidem distingui, ut unum in altero non contineatur; verùm propositionem, quam partiuntur, omninò exæquent. Neque nimiùm dividenda propositio, sed sic tantùm, ut bipartita, aut ad summum tripartita sit oratio.

Præterea propositio, illiusque membra enuntianda sunt apertè, clarè ac distinctè, adeò ut ab auditoribus absque ullo negotio facilè intelligantur; imò si ad feliciorem intelligentiam conferre videatur, etiam variis modis exponi possunt, breviter tamen et ademptâ omni dictione superfluâ, et adhibitis iis solis, quæ necessaria sunt, ut auditor perspectum habeàt oratoris intentum, et sciat, quid ille dicat, quidque dicturus sit. Hinc omninò cavendum, ne propositio et divisionis membra enuntientur artificiosè, allegoricè, ænigmaticè, per symbolum, aut parabolam, aut aliter sic obscurè, ut auditor non nisi conjectionibus, aut ne hoc quidem modo oratoris mentem detegere valeat. Hallucinantur, qui industriam suam in eo collocant, ut sic artificioso dicendi modo mentem suam tegant, et, donec eam in decursu exponant, auditores circa illam suspensi et dubii hæreant. Profectò quò simpliciores, nitidiores et captu faciliores sunt propositio et divisio, eò magis oratoris fini inserviunt.

IV. In exordio debet orator auditorem idoneè comparare ad reliquam dictionem, ideòque in id incumbat, ut eum benevolum, attentum et docilem reddat, hoc enim quamvis in totâ oratione concionatori cordi esse debeat, maximè tamen in ipso primordio.

V. Porrò ut auditorem benevolum reddat, variis modis et artibus uti potest. Sic quamdam modestiam præ se ferat; quod quidem maximè decet, ubi oratio habetur coram auditoribus eruditis, aut non vulgari, sed eminenti auctoritate, conditione, aut dignitate præfulgentibus; aut si orator junior sit, et necdùm in arte dicendi multùm versatus; 2° quidquam inserat, quod ad laudem auditorum tendat, et oratoris existimationem de illis significet. Sic apud auditores doctos, pios, aut eminentis auctoritatis, etc., eorum ingenii aciem et scientiam, pietatem, benevolentiam; apud vulgares, eorum verbi divini audiendi desiderium, docilitatem commendet. Nunquàm tamen ullis auditoribus indecorè, perspectamque adversùs veritatem blandiatur, aut sese coram illis nimiùm deprimat, aut timidum se exhibeat; id enim indignum foret sacro oratore, qui personam Christi gerit, et nomine Dei loquitur; 3° suum erga auditores affectum eorumque salutis procurandæ zelum exprimat; qui modus benevolentiam sibi conciliandi præcipuè congruit pastori, alterive concionatori ordinario; 4° habeat vultum ad pietatem compositum; gravitate, et suavi tamen amœnitate loquatur; certâ quàdam fiduciâ fructum sui sermonis sibi spondeat, non tamen de victoriâ quasi jam

partâ præproperè glorietur, etc. Et harum quidem artium modò hanc, modò illam pro varietate circumstantiarum prudenter adhibere poterit orator, atque sic debitam existimationem et benevolentiam sibi conciliabit præsertim pastor, qui apud suos morum integritatem, scientiam, et animarum salutis zelum præfert.

VI. Qui auditorem habet benevolum, jam et attentum eum fore, non immeritò confidit; ut tamen majorem attentionem in eo excitet, variâ rursùs arte pro varietate materiæ et circumstantiarum utatur : scilicet ostendat materiam, quam exponere suscipit, esse scitu nedùm perutilem, sed necessariam, et consolatione plenam, etc.; spondeat, se de eâ esse acturum modo auditorum captui accommodato, clarè, breviter, fraudulenter se veritatem non dissimulaturum, nihil tamen exaggeraturum, nullo præjudicio ducendum esse, sed traditurum quod Scriptura, Patres, concilia docent, ratio suadet, experientia confirmat; quem quidem loquendi modum præsertim adhibere juvat, ubi agitur de materiâ, circa quam auditores præjudiciis laborantes, conscientiam erroneam sibi efformavêre; aut quæ observatu difficilis et ardua videtur : quo in casu sive in exordio, sive in orationis decursu commonebit, illud, etsi durum videatur, observatu tamen necessarium esse, utpote à Deo præceptum; possibile, imò et facile ac jucundum, Deo gratiâ suâ infirmitati nostræ opitulante.

Quòd si auditores parùm instructi sint, orator eos attentos reddere conetur ostendens, quàm utile, imò necessarium, et dulce sit edoceri; eos tamen propter inscitiam, saltem in ipso exordio, non acriter reprehendat, sed illam potiùs aliquatenùs excusari posse portendat. Item si materiam evolvat, quæ ipsis nova videri possit, eò quòd circa eam vel nunquàm accuratè instructi fuerint, vel eam non satis intellexerint, aut iterùm obliti sint, innuere ipsis poterit, se eis dicturum, quæ fortè nunquàm ritè perspecta habuerunt, adeòque ut ea benè intelligant, suâ multùm interesse. Ubi è contra materiam explanet, quam auditoribus sæpè inculcari oportet juxta inferiùs dicenda, asserat, tanti momenti eam esse, ut satis perpendi vix possit: atque polliceatur, se eam novo quodàm modo expositurum esse; adeòque ille speret, fore ut sèse adhuc de eâ disserentem libenter audiant. Caveat tamen, ne hoc similive modo cupiens auditores attentos reddere, videatur antecessores suos imperitiæ aut negligentiæ in instruendo incusare, aut suam jactare scientiam et peritiam; sic enim auditores potiùs offenderet, et eorum attentionem minueret.

VII. Docilis dicitur, qui attentè cupit audire; unde quæ ad conciliandam attentionem valent, conferunt etiam ad docilitatem; hancque meritò sperat, qui debitè expressis propositione ac divisione apertè et breviter summam rei, de quâ acturus est, exponit, et suadet, eam ejusmodi esse, quæ ritè cognosci et perpendi mereatur. Hinc et concionator animadvertat, an in suâ propositione contineatur terminus, qui explicari debeat; eò quòd, v. g., duplicem sensum habeat, ut vox *pœnitentia*, quæ nempè sumi potest pro virtute vel pro Sacramento : tumque quo sensu intelligat, exponat. Pariter si materia, quam evolvit, connexionem habeat cum aliâ, quâ non perceptâ illa posset non satis intelligi, hujus materiæ cognitionem quamdàm ingerat, breviter tamen et solùm quantùm opus esse videtur. Atque ideò si materiam continenter exponat, consultum est, ut quæ de illâ in postremo sermone tradidit, quoad substantiam repetat, ut nempe hæc in auditorum memoriam reducta modò dicendis lucem afferant; hæc tamen repetitio summatim fiat, oportet; atque sufficere poterit, ut propositio ejusque partitio, ac subdivisiones prioris sermonis, non tamen rudi, sed aliquatenùs expolitâ ac eleganti ratione repetantur.

VIII. Circa finem exordii adhiberi potest quædam invocatio, prout fert usus, vel suadet materia, aut solemnitas, in quâ habetur concio; unde pro varietate circumstantiarum varia esse debet. Sic in festo SS. Trinitatis converti poterit ad sanctissimam Trinitatem; exposito venerabili Sacramento, ad Christum in eo realiter præsentem; in sermone de passione Domini, ad Christum è cruce pendentem; in festo B. M. V., aut alicujus sancti, ad B. M. V. aut sanctum; ad Spiritum sanctum, etc.; hæc tamen invocatio pressè et vero pietatis sensu efficiatur.

IX. Cæterùm exordium reliquis orationis partibus cohæreat; non nimiâ prolixitudine auditores tædio afficiat, dùm è contra reliquæ dictioni disponere illum debet; naturale sit, nec ideò altè repetitum; simplex verò, in quo ars non appareat; sententiis et gravitati plurimùm, splendori verò et concinnitati parùm studeat; ita demùm sit dispositum, ut suaviter ac leniter per illud orator auditoris animum subeat. Ex abrupto non fiat, nisi habitâ ratione materiæ illud expostulantis, v. g., si nova, vel inaudita aliqua concionandi occasio enascatur, quâ inspectâ orator peculiariter et extraordinariè commotus auditorum animos veluti abrumpere intendat.

X. Post exordium orator descendat ad evolvenda membra divisionis; exponat, quæ expositione indigent; probet, quæ probare instituit; refutet objecta; hinc inde consentaneos quosdam affectus excitet; hìc verò observet, quæ superiùs circa hæc dicta sunt. Item notet, ipsa divisionis membra seu partes rursùs in alias subdividi posse : quod quidem consultò fit, maximè apud rudes, quorum attentio sic augeri, et memoria juvari potest. Cavendum tamen, ne nimiùm laconicæ et pressæ sint hæ subdivisiones; auctoritati enim multùm detrahunt minuta hæc membra, seu potiùs frustula; prætereaque qui ita pressè atque ubertim dividunt, obscuri evadunt. Cæterùm in subdivisionibus id præcipuè erit servandum, ut vis orationis crescat, et posteriora subdivisionis membra potiorem probandi aut movendi, quàm priora vim habeant, quod et passim fiet, ubi verba vel sententiæ congeruntur; semper enim oratori elaborandum est, ut quod secundo loco ponitur, fortius ac vehementius prioribus sit, et sic deinceps.

XI. Peroratio seu epilogus est exitus totius orationis, et duas habet partes, recapitulationem nempe et

affectuum concitationem. Per recapitulationem res dispersè ac diffusè dictæ unum in locum congeruntur, et reminiscentiæ juvandæ causâ sub uno veluti aspectu subjiciuntur. Per hanc in auditorum mentem reduci debent propositio, divisio, et subdivisiones seu membrorum divisionis probationes; non tamen semper omnes, sed solùm ex unaquâque argumentatione, quod magis grave et momentosum est; et quidem unumquodque dicatur quàm brevissimè. Quæ autem ita repetuntur, graviter dicenda sunt, et aptis sententiis expolienda. Ac proinde in variis sermonibus variè fiat hæc recapitulatio : v. g., modò simpliciter : *ostendi*, etc.; modò alloquendo auditores : *intellexistis*, etc.; modò sermonem convertendo ad eos, ad quos præcipuè spectabat oratio : *audivistis*, *peccatores*, etc.

In affectuum concitatione observet, quæ superiùs de affectibus excitandis dicta sunt; atque insuper notet, non modò pro varietate materiæ, sed et pro variâ auditorum dispositione affectus varios excitandos esse : ita si terrificam veritatem proposuerit, in peroratione totis viribus elaboret, ut salutarem timorem incutiat; nonnulla tamen inserat, quæ animos timoratorum vero similiter nimiùm dejectos solari queant; et vicissim, si exposuerit materiam quæ solari valeat, perorationi terrifica quædam inserat, ne scilicet peccatores de veritate consolari aptâ præsumentes in peccatis tranquillè perseverent, aut tepidi in suo tepore elanguescant; imò si peccatores terrificâ veritate commotos esse dignoscat, in spem illos erigat; aut è contra justos, ne superbiant, aut sibi nimiùm fidant ob veritatem quampiam consolatoriam in medium prolatam, aliqua addat, quæ eos in humilitate, salutari timore et diffidentiâ de suis viribus contineat. In peroratione eò tendat, ut auditores salutaria proposita concipiant, quæ quidem illis suggerat, modò simplici monitione, modò per interrogationem, modò per orationem, quam pro ipsis aut eorum nomine fundat, etc. Pressè nihil non tentet, ut eos nonnisi commotos et salubriter instructos dimittat.

§ 4. *De actione externâ oratoris sacri.*

I. Ad assequendum concionis finem valdè confert actio externa; et quidem *actio in dicendo una dominatur*, quidquid ferat adversa Severi sententia. Si enim illa tenenda foret, væ optimis quoque oratoribus, nisi illi vocalissimi forent, et lateribus valentissimi : id, quod rudiori plebeculæ unicè placere solet. Quod quidem maximè verum est, ubi concio habetur ad rudes auditores, utpote qui exteriore actione non parùm convinci ac moveri soleant; modus enim, quo res exprimuntur, non minùs eos movet, quàm res ipsæ, quæ dicuntur; et quò magis minùsve appositè feriuntur eorum sensus, eò et jam magis minùsve flectuntur eorum animi. Hinc multùm errant, qui toti sunt in elucubrando sermone, modum verò illum proferendi nihili faciunt; oportet quippe unum facere, et alterum non omittere; id est, sermonem ritè elaboret orator, eumque postmodùm rectè pronuntiare satagat.

II. Verùm quomodò instituenda externa actio? Circa hanc meritò consulantur, qui regulas ejusdem tradunt; nos tamen aliquas hìc recensemus.

III. Sacer secum orator reputet, se ministrum Dei esse, et pro Christo legatione fungi : unde loquatur, ut potestatem habens, et præditus auctoritate. Dicat distinctè, verba integrè pronuntiet, et extremas præcipuè syllabas non elidat; nec nimiâ celeritate, quæ profert, confundat, nec nimis lentè sermocinetur. Fugiat absurdum vocis tenorem, monotoniam, vitium cantandi, aut vocem ultra vires augendi, etc.; hæc enim audientium aures injucundè feriunt, et profectò nihil ingredi potest affectum, quod statim aurem quodammodò exasperat. Naturalis sit pronuntiatio, non affectata, sed loquentis indoli conveniens; in exordio ut plurimùm lenis; in rerum expositione sermoni conformis, sed tamen aperta; in argumentatione magis agilis, acrior, et instantior; in affectibus excitandis, his accommodata : orator nempe hos affectus in se experiatur, et pro animi sui sensu eloquatur; et maximè caveat, ne fortè res mediocres, aut etiam leves magno conatu pronuntiet, quasi solâ voce suadere intendat; aut è contra res magni momenti segniter proferat, earumque vim enervet. Absit, ut frigidè dicat, quæ eum vehementer commotum postulant, aut è contra tumultuosè clamitet in dicendis iis, quæ animum sedatum supponunt.

IV. Corporis habitus omninò modestus sit, gravis tamen, sed absque affectatione; caput erectum et secundùm naturam motus accipiat ex ipsâ actione, ut cum gestu concordet, ac manibus obsequatur; aspectus enim semper eòdem vergat, quò gestus, præterquàm ubi quidpiam damnare, aut à nobis arcere oportet; tunc enim videri debemus illud vultu aversari, manu repellere. Item caput non circumquàque rotet, nec frequentior sit illius nutus; aliquando tamen potest orator vel annuendo aliquid confirmare, vel abnuendo negare, vel alio quodam motu temperato verecundiam, languorem, admirationem aliosve ejusmodi affectus designare; corpus non hinc et inde multùm jactet et vehementiùs agitet, verùm neque, ut si illud movere nesciat, semper in eodem situ relinquat (1).

Non sit nimiâ gesticulatione molestus, perinde ac si velit, quidquid profert, gestibus exprimere et quasi histrionem imitari; in his tamen neque parciùs ita sit, ut manus vix audeat attollere. Gestus non sit effeminatus, mollis, nimis exquisitus aut elegans; sed neque indecorus et inurbanus; non semper idem,

(1) Auctor, dùm sacrum oratorem egregie monet, ne ille in statuæ morem corpore obrigescat; statim laudabiliter subdit, eidem esse cavendum, ne crebris, ac incompositis corporis jactationibus sese vehementiùs exagitet. Sic visu indecorum est, quin etiam circulatoriam redolet jactationem, parochum ex altari, aut sacro suggestu concionantem hùc illùcque cursitare, adeò ut satagere magis, quàm agere in sacrâ oratione dicendus sit. Demùm coronidis loco oratores sacros de turpi solœcismi vitio fugiendo commonemus, quod tum admittitur, cùm aliud voce profertur, et aliud gestu monstratur.

sed varius pro varietate rerum quæ dicuntur. Manus nempe ipsæ quasi loquantur, vocent, interrogent, minentur, exorent, etc.; supra oculos non tollantur, infra pectus non dimittantur; manus sinistra sola gestum non agat, dextræ tamen frequenter se accommodet; manus sensili modo efferatur, et deponatur. Ad se manum referat orator, dùm de seipso loquitur; alium dùm alloquitur, ad hunc manum intendat. Gestus sinistrorsùm incipiat, et dextrorsùm desinat. Quibus autem gestibus exprimendi sint varii affectus, edocebit natura optima in his magistra.

V. In agendo præcipuè vultus dominatur, et in ipso plurimùm valent oculi. Unde pro rerum naturâ variè componendus est vultus, et variè fingendi oculi. Orator scilicet vultum induat modò hilarem, modò mœstum, nunc blandum, nunc minacem, etc., prout suadent ea quæ pronuntiat; non tamen præ se ferat tetricum magis vultum, quàm ad gravitatem compositum; atque frequenter in eo appareat grata quædam serenitas. Item oculorum motus his, quæ profert, accommodet, iique sint mites, asperi, languidi, torpentes, stupentes, etc.; hosque non quasi semper in eodem loco defigat, sed auditores circumspiciat, adeò ut in eorum vultu et habitu aspiciat, quomodò ejus verba excipiant, et an iis commoveantur.

VI. Pressiùs, cùm tanti momenti sit actio externa, oratores sacri, maximè autem sacerdotes primis vicibus, quibus sacro ministerio vacare incipiunt, in id incumbant, ut hanc actionem ritè discant instituere. Regulas de hâc tradi solitas præ oculis habeant et sequi conentur; concionatores, qui in eâ excellunt, imitari studeant, præsertim autem eos, quorum indoli sua propria similior esse videtur. Antequàm concionem publicè habeant, circa modum eam pronuntiandi sese exerceant; atque cùm ut plurimùm in propriâ causâ quis facilè cæcutiat, et defectus suos non agnoscat, precentur amicos aliosve, ut defectus, quos in iis viderint, ingenuè aperiant; seque dociles præbeant.

Neque falli se patiantur, et benè se dicere autument, eo quòd sint, qui eorum dicendi modum laudibus extollant; hi enim non rarò sunt vel rerum non satis periti, vel adulatores, vel qui taliter novis tironibus animum volunt addere; ideòque quæ in oratione benè dicta sunt, laudant, quæ mendosa sunt, reticent; unde qui verè cupiunt proficere, lubentiùs audiant eos, qui ipsis defectus aperiunt, quàm qui laudes ipsis tribuunt. Idque ipsum etiam servent circa ipsam concionum compositionem; hanc nempe saltem juniores sacerdotes aliorum censuræ subjicere non erubescant, et illis, qui ingenuè quid sentiant, fatentur, maximas grates habeant, suisque defectibus emendandis enixè vacent. Profectò si juniores concionatores ita dociles se exhibeant, et ii, qui eos edocere valent, amicè et paterno affectu eos moneant atque erudiant, spes maxima affulget, fore ut in dies magis magisque crescat præstantium concionatorum numerus.

VII. Cæterùm quod de pronuntiatione monuimus, de totâ actione externâ dictum sit; ea nempe debet esse secundùm naturam, sine affectatione, et cujusque indoli accommodata; hinc regulas artis quisque sibi applicet, illisque ita assuefiat, ut earum executio ipsi quasi naturalis evadat, nullumque artis vestigium appareat. Quod quidem cùm facilè assecuturus sit qui huic rei à teneris exercitus fuerit; adolescentibus optimè consulent magistri, qui ipsos modum declamandi et publicè dicendi in scholis tempestivè edocebunt, regulas circa eum tradent, eisque servandis illos assuefacient.

VIII. Præterea memoriæ orator sermonem apprimè mandet, ne anceps in eo proferendo hæreat, aut orationis seriem abrumpere, vel eadem sæpè repetere cogatur, hæc enim dicentem turbare, auditores malè afficere, et optimi etiam sermonis vim enervare solent. Ut autem ex lapsu memoriæ, quæ etiam aliquando oratori studioso potest deficere, minus dedecus metuendum sit, concionator habeat copiam verborum, adeò ut si hæc vel illa è memoriâ labantur, facilè possit alia substituere, quibus mentem suam exprimat; imò cùm integri etiam sensus possint elabi, sermonis sui substantiam, divisionem, subdivisiones, præcipua argumenta, etc., menti accuratè imprimat, ut saltem hæc in medium proferre valeat, nec hæsitet; à quo vitio præcipuè sibi caveat coram rudibus auditoribus.

Hinc et concionator ipse sermones suos elaboret, nec alienos recitet; nam aliena difficiliùs retinentur, imò plerùmque sine affectu proferuntur, ac produnt concionatoris negligentiam; non tamen timeat aut erubescat concionator aliorum conciones imitari, præsertim si ad promiscuam plebem sermonem habeat. Non aliena surripiat, sed quæ apud alios propriis sermonibus magis congruere judicaverit, hæc seriò meditetur, sibique propria reddat, ea suo stylo, et indoli accommodans; vel etiam multiplici lectione memoriam suam ita ditet, ut ubi de aliquâ materiâ disserendum est, multa ei occurrant quæ tanquà in propria sermoni inserat.

IX. Cùm novitas auditores percellere, delectare ac movere soleat, etiam illi studeat orator sacer; non sanè novas adducendo doctrinas, sed veritates religionis proferendo aliquo modo qui auditoribus novus sit, puta novam instituendo sermonis partitionem, nova adducendo argumenta, aut usitata sub novo aspectu proponendo, Scripturæ aut Patrum textus minùs notos laudando, aut laudari solitos magis enucleando, etc.; quos quidem novè dicendi modos identidem saltem reperiet qui veritates religionis assiduè meditabitur, et præcipuè sacras Scripturas debitâ attentione evolvet; veritates enim religionis multos certè aspectus exhibent, sub quibus expendi, et proponi possunt; atque Scripturæ sacræ tot ac tanta continent, ut thesaurum efficiant qui exhauriri nequit, à quo semper quidquam novi depromi potest. Quæcumque autem ita nova aut novè pronuntiantur, naturaliter adducantur, nec eminùs petantur; talia nempe

sint quæ videantur cujusque potuisse, aut etiam debuisse menti occurrere.

5. *De variis prædicationis et instructionum generibus.*

I. Varia sunt instructionum genera, quibus in prædicatione uti potest pastor, videlicet concio, homilia, collatio, panegyricus, simplexque monitum.

Per *concionem* hìc intelligitur sermo, quo certa quædam veritas normâ oratoriâ evolvitur, in quâ proinde præcipuè observanda sunt, quæ hujus artis magistri circa orationis unitatem, partitionem, etc., præcipiunt, et magnâ ex parte superiùs tradita sunt.

II. *Homilia* juxta ejus notionem, quam ex sanctorum Patrum scriptis eruimus, definiri potest : Simplex ac devota singularum cujuspiam Evangelii aut Epistolæ partium expositio Hæc concionandi ratio antiqua admodùm est, et sanctis Ecclesiæ Patribus perfamiliaris. Potest plerùmque adhiberi circa ea Evangelia, quorum partes se invicem respiciunt, et arctiorem inter se connexionem habent, qualia sunt de filio prodigo, de divite epulone, de œconomo infideli, virginibus prudentibus et fatuis, Pharisæo et Publicano, muliere Chananæâ, Samaritanâ peccatrice, Lazaro à mortuis excitato, etc.; circa quæ variæ homiliæ typis impressæ habentur. In parœciis tamen ubi fiunt instructiones familiares, etiam in alia Evangelia et Epistolas haberi possunt homiliæ. Si tamen variæ, quæ in illis continentur veritates aut facta, sufficienter exponi non valeant, aut in auditorum animis confusio timeatur propter illorum multiplicitatem, poterit pastor unius tantùm, aut alterius veritatis aut facti expositionem habere, et cætera omittere, aut ea breviter tantùm exponere; quod quidem maximè præstare poterit, si de his aliàs jam egerit; tunc enim præcipua de illis antea dicta summatim in auditorum memoriam reducere proderit, et sufficiet.

III. In hoc prædicationis genere, præmisso apposito præludio, fiat primùm singularum Evangelii aut Epistolæ partium litteralis expositio; in hâc expositione annotentur et explicentur etiam circumstantiæ personarum, locì, temporis, etc.; reddatur ratio cur tale evangelium, vel talem epistolam eo tempore populo proponi jubeat Ecclesia; ostendatur relatio antiqui fœderis ad legem novam, prout nempe suadet aut patitur materia. Exposito sensu litterali adducatur sensus moralis, et post unamquamque partem, aut etiam notabilem circumstantiam enuntientur conclusiones et fiant applicationes, atque excitentur affectus, adeò ut populus ab aliquo scelere arceatur, ad aliquam virtutem excitetur, aut aliter ædificetur. Atque ideò in expositione vel sola, aut saltem præcipuè exponenda sunt ea quæ conclusionibus ædificationis capacibus occasionem subministrant; et in parabolis exponendis immorandum est in iis quæ rectà ad illarum finem tendunt, et omittenda, aut saltem obiter tantùm referenda, quæ non eòdem ducunt, sed sòlùm ornatûs gratiâ adjecta fuêre. Demùm apposito epilogo concluditur homilia.

IV. *Collatio* est instructio quæ fit per modum dialogi, per quæstiones ac responsiones (1). In eâ alter magistri ac defensoris, et alter discipuli ac objicientis personam sustinet; hic quæstiones ac objecta proponit, ille ea solvit. Hoc instructionis genus præsertim adhiberi potest in evolvendis materiis ad mores et Sacramenta spectantibus. Populo plurimùm prodesse solet, eumque attentum reddere, atque in eo varia proponi possunt quæ in aliis instructionibus non ita accuratè proposita sunt. Igitur ubi plures sunt in parœciâ sacerdotes, consultò aliquoties intra annum, et maximè feriis esurialibus, hæ collationes habeantur; aut etiam parochus sacerdotem aliquem extraneum ad id adhibere poterit. Hæ autem collationes ritè elucubrentur, et non mediocri prudentiâ ac discretione fiant.

Magister idoneo exordio materiam exponendam declaret, et in quæstiones quasdam præcipuas, quæ cæteras includant, dividat, atque audientium animos ad salubriter audiendum disponat, et in fine sese convertat ad adversarium, eumque excitet ad dubietates suas, objectaque in medium proferenda. Deinde discipulus, seu objiciens propositam materiam summatim repetat, incipiatque quæstiones subnectere, quarum singulis defensor seu magister luculenter, solidèque satisfaciat, eaque hinc inde intermisceat quæ ad excitandos affectus valent; serveturque ordo materiæ conveniens, et debita connexio, adeò ut sublatis interrogationibus, facilè exsurgat sermo ritè ordinatus.

V. Discipulus proponat quæstiones non pueriles, non ineptas, sed de solis rebus scitu utilibus, aut necessariis; perhibeat casus, difficultates, prætextus, dubia, quæ auditores ipsi proponerent, si eis arguendi facultas tribueretur, adeò ut hæc proponi sibi gaudeant, et responsa avidè expectent. Hæc autem nec vili nec aridâ ratione, nec nimiùm fusè aut pressè exponat; verùm aliquâ dignitate, aliquali extensione, clarè ac distinctè, modestè, seriò tamen et quâdam dicendi vi; pressiùs, ita ut videatur ex animo auditorum partes suscipere; se talem exhibeat qui habet sinceram voluntatem addiscendi, veritatem cognoscendi, eamque sequendi, idque interdùm significet; simul tamen etiam aliquoties innuat se non facilè crediturum, sed velle solidis rationibus ad id duci. Itidem nonnunquàm edicat se ea quæ exposita fuerunt, nunc rectè intelligere, illa breviter repetat, convictum se fateatur, et magistri eruditionem, in exponendo claritatem, in probando soliditatem, in instruendo patientiam laudet, eique grates habeat, sibi de perspectâ veritate gratuletur, sancta proposita exprimat, aliosve affectus quos in se exinde experitur, significet, etc.

(1) Ratio, cur nostrates sacrorum antistites cùm veteres, tùm recentiores collationis publicæ nunquàm praxim invexerint, consequens ista fortassis assignari posset. Namque cùm ratio collationis, et ordo exposcat, ut duorum in eâ agentium alteruter nonnulla adversùs fidei morumve veritates, quas plebs audiens docetur, objecta, vel dubitationes ad minus obtrudat, sacræ idcircò illius institutionis mos apud nostras hasce gentes minimè viget. Adde illiusmodi exercitationem rudiori populo ex eo probari quòd ejus occasione risu corruere soleat.

Hæc tamen aptè ac opportunè adducat, ubi nempe meritò autumat, non aliter sentire et affectos aut afficiendos esse auditores. Cæterùm verò nihil proponat solvendum, vel innuat, nisi illud quod eum inter et magistrum præstitutum est; ideòque ante collationem omnia ab eo proferenda, aut objicienda scriptis exarentur, non tamen legantur in collatione, sed memoriter pronuntientur.

VI. Defensor ex parte sui, quæ proposita sunt, fideliter repetat; objicientem enim auditores non semper penitùs intelligunt; identidem objectam difficultatem magis evolvat, aut etiam magis urgeat; claram expositionem, solidam responsionem, etc., spondeat; adversarii et in ejus personâ auditorum docilitatem laudet; et sciscitetur an dicta benè intelligat, animum addat ad quascumque difficultates et dubietates afferendas.

Hæc instructio fit aliquatenùs familiariùs quàm concio, atque in eâ etiam plura specialia, modò tamen alicujus momenti sint, descendere licet; etsi autem familiariùs, semper tamen graviter evolvendæ sunt materiæ; et quamvis interdùm esse possit locus auditoribus subridendi, ubi, v. g., agitur de vitio quod ceu ôdio, sic et risu dignum est; id tamen fiat perrarò; imò omninò cavendum præceptori præsertim, ne cachinnos moveat aut fundat, et nugari videatur. Hæcque instructio demùm concludatur peroratione, quæ juxta superiùs dicta elaboretur.

VII. *Panegyricus* à panegyri, sive à solemnium Danaorum congressuum loco hoc nomen adeptus, si duplicem illius finem inspiciamus ex D. Chrysost., serm. 1 de Martyr., definiri potest: Oratio ad celebrandas sanctorum laudes instituta, unde auditorum animi ad illorum sequenda vestigia alliciantur. Non equidem inficias ibimus, panegyricam orationem etiam circa redemptionis nostræ mysteria posse haud ineptè versari; illud tamen homiliæ tenori magis congruere plerique sentiunt. Porrò solemnitates martyrum exhortationes sunt martyriorum; eorumque et aliorum sanctorum gloriæ à populis frequentantur, ut et illis debitus honor deferatur, et nobis virtutis exempla exhibeantur; ut cognoscamus, quanta eos gloria maneat in cœlis quorum natalitia celebrantur in terris; atque sic provocemur ut eos virtute pari, devotione consimili ac fide imitemur, dimicemus ac vincamus, et partâ victoriâ cum illis aliquando triumphemus. Unde panegyricum habens non ita sanctorum res gestas ac virtutes celebret, ut nulla ad informandos mores documenta afferat, neque è contrario de moribus tam copiosè disserat, ut res gestas ac virtutes sanctorum vix in medium lucemque proferat; posteriori enim modo debitum honorem ac laudem sanctis detraheret; priori autem auditores dimitteret sine fructu, quem tamen ut referat, omnis oratoris sacri finis esse debet. Sed medium teneat, atque sua quidem sanctis præconia tribuat, ast et auditores ad morum emendationem ardenter cohortetur ac moveat. Itaque sanctorum gloriam oculis auditorum proponat, ut ejusdem desiderio eos accendat. Ostendat hanc gloriam consecutos eos non fuisse, nisi per graves labores, vim sibi illatam, certamina, vitiorum fugam, virtutis exercitium, in bono perseverantiam; innuat, et nos ad magna præmia pervenire non posse, nisi per magnos labores; unde si mentem delectet magnitudo præmiorum, deterrere nos minimè debet certamen laborum; moneatque sic, ut neutiquàm pigeat in sanctis imitari, quod celebrare delectat (1). Ut verò ad hanc imitationem auditores validiùs ac suaviùs adducat, exemplo sanctorum, qui etiam ut nos naturâ infirmi erant, eis suadeat, omnia nos posse in eo qui nos confortat.

VIII. Plerùmque magis immoretur in recensendis illis virtutibus quas in suo statu faciliùs imitari possint auditores, atque si alias referat, simul ostendat, quo pacto illas suo modo imitari queant, aut loco earum alias virtutes colere, quibus et Deo placere et magna præmia promereri valeant. Item si perhibeat, quantâ fidelitate sancti sui statûs munia et obligationes impleverint, auditores moneat, ut et ipsi ad eorum æmulationem sui statûs obligationes fideliter adimpleant, summum sic meritum relaturi, quod in quovis statu pro modulo fidelitatis, quâ illius obligationes adimplentur, comparari potest. Si referantur actiones peculiaris perfectionis, subjiciat sanctos ad hanc perfectionem pervenisse, quia in minimis fideles erant et communia ac quotidiana opera rectè peragebant; unde ut in his eorum vestigia premant, auditores hortetur. Extraordinaria dona ut prophetiæ, miraculorum, etc., sanctis concessa, et mira quæ operati sunt, silentio non prætermittat; valent enim ad confirmandam fidem, commendandam Dei potentiam, et augendam sanctorum venerationem, etc.; sed adjiciat, non in his sitam fuisse eorum sanctitatem, sed ea fuisse gratuitò data in aliorum utilitatem, sanctitatis commendationem, etc.; et ut ea miremur, sanctosque magis honoremus, etc. Si recenseantur eorum naturæ dona, uti nobilis propago, etc., id fiat ut magis magisque splendeat eorum gratiæ cooperatio, terrenorum contemptus, etc.

Præterea, tametsi exempla movere soleant, cùm tamen, ut superiùs dictum est, non rarò homines videant meliora probentque, et deteriora sequantur, orator etiam in ipsis orationibus panegyricis media movendi et animos flectendi usurpet. Itidem cùm magis proni simus ad illos imitandos, quos pluris æstimamus, et in quibus majorem habemus fiduciam, hinc concionator recensens ea quæ sanctos veneratione dignos exhibent, auditoribus hanc venerationem instillet; itidemque eorum apud Deum potestatem et sincerum erga nos affectum perhibeat, necnon moneat auditores, ut eos fiduciâ invocent; atque eosdem etiam ipse sibi et auditoribus adesse roget; quod quidem maximè utiliter fieri potest, ubi habetur oratio in festo patroni Ecclesiæ. Ne tamen sanctorum erga nos affectum et potestatem nimiùm exaltet, adeò ut innue-

(1) Vide S. Augustinum, serm. 47, de Sanctis; S. Chrys., serm. 1, de Martyr.

re videatur illos magis quàm Deum ipsum ad nos juvandos proclives esse, aut illorum patrocinio salvandos, qui eos imitari neglexerint, et in vitiis vitam duxerint; quin potiùs edicat, temerariam esse hanc confidentiam, et sanctos non patronos, sed delatores eorum fore qui illos labiis invocaverint, factis autem tum ipsis, tum Deo injuriam irrogaverint.

IX. Cæterùm panegyrica oratio non singula vel minima quæque sanctorum facta (1) persequi debet, nec omnes eorum virtutes serie quâdam recensendæ sunt; sed id duntaxat efficiendum, ut cunctæ panegyrici partes in unicum veluti corpus coalescant: quod quidem appositè fieri potest, si res gestæ, ac moralia quæ inde colliguntur, documenta ad unum quiddam, ut puta peculiarem eam virtutem quâ præcipuè sanctus effulsit, revocentur; vel facta juxta varios vitæ status, quos sortitus est, aut munia quæ obivit perhibeantur. Nunquàm verò encomium alicujus sancti petatur ex ejus comparatione cum sole, lunâ, animalibus, liquoribus, etc.; talia enim inepta sunt, sanctos, ac oratorem sacrum dedecent, et auditores ad risum movent, nec ædificant. Poterit tamen orator laudem ducere ex comparatione cum aliquo sancto veteris Testamenti, quocum analogiam habere dignoscitur sanctus novi Testamenti, qui laude afficitur. Temperet orator quàm maximè ab iis laudibus, quæ futiles sunt ac ineptæ, aut hyperbolem redolent; neve sanctum, cujus laudes pronuntiat, cæteris omnibus, injuriam iis irrogans, anteferat. Nec fabulosa, aut incerta vel dubia referat ex auctoribus apocryphis minùsve probatis, sed cuncta de non suspectis hauriat; aut si ii de sancto qui laudandus est, pauca referant, ad ejus vitæ statum, conditionem, dignitatem, aut similia, quæ nota sunt, attendat; virtutes, quas in tali statu et conditione haberi oportuit, et quas sanctus ille utique habuerit, perhibeat, ac exinde sancti encomium ducat; in hoc enim eventu præstat communia dicere, quàm specialia et propria sine sufficienti fundamento asserere (2). Ubi autem habetur probata vitæ ejus historia, orator omnes illius circumstantias attentè et piè expendat, et studeat secernere virtutes quibus potissimùm enituit, et inde sancti encomium ducat.

X. Traditis panegyrici præceptis, ea quæ de mysteriis conciones spectant, adjicere visum est. Has nempe ita institui oportet, ut non sint steriles dissertationes, sed proficuæ instructiones; non solùm mysteriorum expositiones, sed et hortamenta virtutum. Unde orator de mysterio agens, illud supponat, nec in eo probando, saltem apud rudes, immoretur (1). Illius literam juxta revelationem et ad Ecclesiæ mentem exponat modo auditorum captui accommodato, magis autem ejusdem spiritum perscrutetur et exponat. Consilia Dei in eo recenseat, et quo pacto illis respondere quisque debeat. Mysterii ipsius circumstantias innuat, et virtutes quæ in illis apparent oculis proponat, et ad earum imitationem excitet, necnon ad vitia iisdem opposita fugienda hortetur; fructum ex mysterio percipiendum describat, et quomodò percipere illum auditores valeant, ostendat; perfectiones Dei quæ in eo elucent evolvat; misericordiam, amorem, etc., Dei erga homines recenseat, atque admirationem, animi gratitudinem, amorem reciprocum, etc., auditoribus instillet. Ubi agitur de mysterio sublimi et inscrutabili, ut illud humiliter venerentur ac adorent, suadeat; ostendatque quàm utilis sit illius revelatio, utpote quæ occasionem exhibeat magis meritoriè intellectum nostrum *captivandi in obsequium fidei*. Utiliter quoque exaltari poterit religio ex ipsâ mysteriorum sublimitate, et mirâ quæ illa inter est connexione. Pressiùs, nihil non tentet orator, ut auditores magnam erga mysteria reverentiam concipiant, eaque piis affectibus prosequi, et morum præsertim integritate venerari studeant ac proponant.

XI. Ulteriùs pastor instruere potest per *simplex monitum*, quo nempe ab aliquo scelere, peccandi periculo et occasione, vel abusu suos dehortetur; vel è contra ad aliquam virtutem, laudabilem usum, aut sanctum quodpiam pietatis exercitium eos alliciat. Ejusmodi monitum sæpè magis prodest, quàm alia instructio; enixiùs enim et lubentiùs illud auditur, faciliùs animo imprimitur, ac vehementiùs commovet auditores; de eo inter se colloquuntur, et promptiùs illi morem gerunt. Hinc parochus hoc instructionis genere utatur, non tamen frequentissimè, neque propter res levis momenti, ne vilescat et contemnatur; sed identidem opportunis occasionibus, et ubi suadet rei gravitas. Monitum verò daturus auditores prævièe hortetur, ut illud attentè auribus excipiant. Rem de quâ acturus est, clarè, distinctè et breviter exponat; graves deinde rationes, et quædam movendis auditoribus apta adjiciat, et laudabiliùs quosdam Scripturæ textus rei congruentes. Atque initio, aut in fine moniti auditoribus innuat sese omnia ex eorum docilitate præstolari, et ita eorum benevolentiam sibi comparabit.

(1) Quisquis ibi ex auctore adhibitam methodum communi hujus artis peritorum existimationi vindicare gestiet, omnimodæ rationis adminiculo fretus quomodolibet regerenti reponat, auctoris ipsius verba illud perinde sibi velle, ac si tritissimis summorum eâ in arte præceptorum vocibus usus traderet, duplicem in panegyrico ordinem, seriemve distingui, *naturalem* nempe, et *artificialem*. Prior series seu ordo habetur dùm naturalem historiæ ac temporis ordinem sequimur, posterior ille est narrationis tenor, quo naturalis veluti ordinis obliti omnia ex arte ad quædam capita revocamus. Hic tamen ordo illi anteferetur, cùm oratio circa longioris ævi cursum, innumerasque penè præstantium facinorum laudes versetur; secùs enim maximo auditores tædio afficerentur.

(2) Hic, lector benigne, recole quæ in superioris annotationis calce de *artificiali ordine* diguis de causis *naturali* anteferendo pressè recensuimus.

(1) Ob divinæ religioni infestissimas, quæ nunc temporis, Deo dante, præterière, temporum turbulentias, nedùm civicis et extraurbanis, verùm etiam montanis plebibus ad perennem earum salutem profore arbitramur, præcipuas fidei veritates auctoritatis rationisque momentis fulcire; ita tamen ut sacer institutor audientibus de eorum credulitatis firmitate suspicari neutiquàm videatur.

Si verò parochiani monito obsecuti fuerint, postea hoc eorum obsequium laudet, ac gaudium suum ostendat; quàm Deo gratum et illis utile sit, exponat. Sin aliter obsecuti fuerint, post alicujus temporis lapsum iteratò moneat, sed paulò aliter, aliis adductis rationibus et Scripturæ textibus, etc., aut etiam alio instructionis tenore adhibito. Monita sua breviter edicat; si enim longiora sint, minuitur attentio, et enervatur eorum vis; non tamen obiter fiant, et ita pressè, ut suadendi vim non habeant. Ritè autem elucubrentur, et singula verba pensentur, et quidquid profertur, postquàm perpensum seriò fuerit, pronuntietur; unde nunquàm in primo fervoris æstu, sed rebus ad trutinam maturè exactis habeantur.

§ 6. *De materiis instructionum.*

I. Cùm plebs christianâ instructione indigeat circa ea omnia quæ ad sempiterna evadenda supplicia, æternamque vitam assequendam necessaria penitùs sunt, aut saltem valdè conferunt; sempiternæ idcircò auditorum saluti non admodùm oratores illi consulunt, qui summis vix labiis delibant, seu obiter attingunt et quandoque etiam culpabili silentio prætereunt materias ejusmodi, quas omnibus quidem fidelibus exploratas omninò esse aut necessum est, aut saltem valdè prodest; dùm è contra in aliis minùs necessariis à se delectis sæpè immorantur (1). Et verò qui ejusmodi concionatores etiam complurium annorum serie audierint, non paucas fidei veritates ignorabunt, aut eâ saltem quâ par est ratione non intelligent, nec uberem inde fructum percipient. Igitur concionatores ordinarii, quibus fidelium instructio commissa est, inquirant quid ab iis qui ante eos hoc munere functi sunt, traditum fuerit, suasque materias ita disponant, ut eorum auditores ordinatim omnia scitu necessaria, aut saltem utilia addiscant. Id autem maximè cordi sit pastori ut cum Apostolo, Act. 20, 26, 27, in veritate dicere valeat : *Mundus sum à sanguine omnium, non enim subterfugi, quominùs annuntiarem omne consilium Dei vobis.* Satagat insuper pastor ut exponat populo sibi commisso religionis mysteria et dogmata, doctrinam morum, quæ ad Sacramenta, sacrificium, gratiam, justificationem, solemnitates in Ecclesiâ celebrari solitas, ritus ac cæremonias sacras, novissima hominis, etc., spectant; neque omittat aliquam ipsis instructionem tradere circa preces matutinas et serotinas, circa modum sacrificio missæ, aliisque officiis divinis salubriter assistendi, venerabile Sacramentum visitandi, pias lectiones faciendi, orationem mentalem habendi, cæterasque pietatis partes obeundi (1).

II. Cùm autem veritates religionis miram quamdam inter se connexionem habeant, et aliæ aliis lucem afferant; cæteroquin verò expediat, ut scientia salutis certâ methodo et ordine doceatur, parochus quemdam sibi in suis instructionibus ordinem præstituat, juxta quem materias suas appositè distribuat, et continenter explanet. Quem porrò ordinem sibi præstituet (2)? Varius variis placere, et magis appositam, justificationem, solemnitates in Ecclesiâ celebrari solitas, ritus ac cæremonias sacras, novissima hominis, etc., spectant; neque omittat aliquam ipsis instructionem tradere circa preces matutinas et serotinas, circa modum sacrificio missæ, aliisque officiis divinis salubriter assistendi, venerabile Sacramentum visitandi, pias lectiones faciendi, orationem mentalem habendi, cæterasque pietatis partes obeundi (1).

II. Cùm autem veritates religionis miram quamdam inter se connexionem habeant, et aliæ aliis lucem afferant; cæteroquin verò expediat, ut scientia salutis certâ methodo et ordine doceatur, parochus quemdam sibi in suis instructionibus ordinem præstituat, juxta quem materias suas appositè distribuat, et continenter explanet. Quem porrò ordinem sibi præstituet (2)? Varius variis placere, et magis appositam

(1) Perpendenda hæc divi Caroli Borromæi referta querimoniis verba è synodi V Mediolanensis paginis excerpta : *Nos multam hactenùs diligentiam adhibuimus ut omnes et singuli Christi fideles in fidei christianæ rudimentorum institutione erudirentur; sed cùm parùm nos hucusque profecisse eâ in re cognoverimus, negotii, periculique magnitudine adducti hæc præterea decernimus.....* Quænam verò à pastoribus, ad planiùs æternæ salutis institutiones atque enodatiùs populo tradendas, methodus servanda sit, consulatur divus Augustinus in ejus opere de catechizandis Rudibus, cap. 10. Ad id autem ipsum sanctè, salubriterque explendum non parcè conferent pretiosa, quæ perinclytus universi catholici orbis splendor, doctorque Bened. XIV parochis præbuit documenta æquè ac saluberrima hortamina ex divinis eloquiis, sanctorum Patrum sententiis, ac sacrorum canonum sanctionibus eruta, quibus scatent constitutiones ejus binæ, altera incipiens : *Cùm religiosi;* altera verò hoc habens initium : *Etsi minimè nobis*, quibus undecumque consonæ sunt geminæ ejusdem notificationes, primi videlicet voluminis nona et decima.

(1) Cùm Deus, præeunte divi Augustini, lib. 12 de Trinit., cap. 14, celebri effato, virtutum theologicarum actibus maximè colatur, festis idcircò diebus, qui divino præcipuè cultui devoventur, fidei, spei et charitatis actibus eliciendis christiana plebs, proprio duce pastore, assuescat; id, quod sæpiùs quàm fieri possit, per semetipsam esse efficiendum pastoris voce identidem docebitur, thesi præsertim ejus considerationi propositâ, quam fel. rec. Alex. VII, diris sapienter confixit sequentibus hisce vocibus expressam : *Homo nullo unquàm vitæ tempore tenetur elicere actum fidei, spei et charitatis ex vi præceptorum divinorum ad eas virtutes pertinentium*, ex cujus impiæ sententiæ proscriptione spontè fluit illatio isthæc : Ergo tenemur sæpè fidei, spei et charitatis actus elicere; adeòque super omnia pastoribus cordi sit oportet virtutum theologicarum frequens et accurata explanatio. Aliunde dùm laudatus Bened. XIV, loco citat., parentes, ut liberos suos ad rudimenta christianæ fidei addiscenda assiduè mittant, per parochos exorari decernit, in calce constitutionis incipientis : *Cùm religiosi*, superiùs memoratæ, sancti archipræsulis Borromæi exempla secutus, episcopos operam dare monet, ut parochorum quisque plebem sibi demandatam cùm adultæ, tùm tenellæ adhuc ætatis, diebus quibusque festis, Tridentini ad modum præscripti, sanctæ religionis nostræ mysteria, Dei ac Ecclesiæ mandata doceat; confessarii verò, ut quæ muneris sui sunt, erga earum rerum ignaros, quæ *necessitatem*, ut scholæ inquiunt, *medii* spectant, adimpleant; utque demùm ante vel post parochialem missam per ipsummet animarum pastorem fidei, spei et charitatis actus rectè compositi, populo interim pastoris verba iterante, elatâ voce recitentur. Haud verò minùs providè, minùsve sapienter præclarus idem pontifex, notificatione quintâ vol. 4, aureis certè exaranda characteribus parochis innuit, ad æternam animi salutem sat minimè fore, si fidelis populus ea quæ Deus Ecclesiæ, utpote divinæ fidei articulos revelavit, *confusè* ac *generatim* interiorì ejus assensu excipiat; verùmtamen nonnulla præcipua fidei capita *distincto explicitoque* credulitatis actu comprehendat, oportet. Quam in sententiam Angelico doctori pergratam pontifex ipse diris devotas ab innocentio XI theses, n° 5, 6, 7, 16, 17, 22, 23, 64 et 65, in medium argutissimè profert. Eisdem tanti doctoris momentis mordicùs inhærent synodi Vicecomit., tit. 2 de Doctrinâ christianâ, fol. 7, et Novariensis postrema, parte 1, cap. 7 de Doctrinâ christianâ.

(2) Sessione 5, aliàs laudatâ, cap. 2, itemque sess. 24, cap. 7, Tridentini Patres quid animarum curatores sibi demandatis plebibus tradere debeant, et quo pacto illud tradant, sapienter innuunt. Quanquametsi pro instructionibus è prandio præsertim ad populum habendis, quid ultra Catechismum Roma-

tus videri poterit; unde unusquisque pastorum propriâ in diœcesi receptam magis, plerisque zelo et scientiâ præditis probatam eâ de re methodum servabit; ubi verò nulla hactenùs invecta sit, eam quisque teneat, quam post maturam rerum discussionem magis profuturam duxerit. In parœciis tamen ruralibus sequens opportunè methodus servanda videtur.

III. Primùm pastor parochianis suis ingerat generalem quamdam ideam et notitiam totius religionis, ipsiusque œconomiæ; exinde enim magna orietur apud eos de Deo et religione existimatio, salutaris Dei timor, ardens veritates fidei apprimè cognoscendi desiderium, et sincera divinis mandatis obsequendi voluntas.

IV. Deinde cùm operæ pretium sit, ut fideles in historiâ religionis instruantur; ejus quippe cognitio eos ædificare non parùm valet, eisque captu minùs impervia reddit, quæ iis ex sanctis Evangeliis et Epistolis prælegi, aut sacris in concionibus proponi solent; tunc siquidem facta historica referuntur, aut ad illa alluditur; idcircò pastor sacram hanc historiam in aliquibus instructionibus continenter habendis exponere hoc modo poterit.

V. Disserat 1° de Deo, ejus naturâ et perfectionibus; 2° de Dei operibus, creatione mundi, angelorum et hominis; item de statu in quo conditi sunt angeli, ac de spirituum malorum lapsu, et de aliorum perseverantiâ ac confirmatione in bono, æternâque beatitudine; necnon de statu innocentiæ primi hominis, ejus peccato, et iis quæ exinde evenerunt; 3° de necessitate Liberatoris illiusque promissione à Deo misericorditer factâ. Ostendat, nullum hominem aliter quàm per Salvatorem salutem consequi potuisse; fidem in ipsum omni ævo necessariam fuisse; atque ipsos primos parentes, eorumque posteros gratias, quibus pœnitentiam agerent et piè viverent, non nisi intuitu futurorum ipsius meritorum assecutos esse; 4° commemoret pœnitentiam primorum parentum; necnon liberos, quos procreârunt, inter quos, complures sanè cum sacrâ Scripturâ solùm meminerit Caïn, Abel et Seth, horum peculiarem mentionem habeat, diversam indolem Caïni et Abelis, eorumque eventus narret; atque circa Seth innuat, eum parentum pietatem imitatum Deum fideliter coluisse, traditionem de futuro Liberatore in ejus familiâ conservâsse, et itidem ad posteros transmisisse; narret ejus descendentium plerosque longâ annorum serie sua vestigia secutos; demùm tamen cum aliis pravis hominibus societate initâ, scelestos illorum mores iniisse, adeò ut, factâ generali corruptione, Deus illos universali diluvio deleverit, exceptis Noe, ejus uxore, tribus filiis, Sem, Cham et Japhet, ac horum uxoribus.

VI. 2° Describat egressum Noe ex arcâ, sacrificium ab eo oblatum, arcum in signum pacti de non in posterum interficiendâ omni carne aquis diluvii exhibitum; multiplicationem familiæ Noe, confusionem linguarum in ædificandâ turri Babylonicâ, eamque ædificantium dispersionem. Perhibeat cognitionem, et cultum veri Dei diù in familiâ Sem perseverâsse, cùm interea alii plerùmque in idololatriam aliaque crimina laberentur; et demùm impietatem, seu omnigena flagitia grassari penè ubique cœpisse.

VII. 3° Deveniat ad Abrahamum, qui erat unus ex descendentibus Sem, quem Deus præ cæteris elegit, ut esset pater populi Deo præcipuè consecrandi, qui Dei cognitionem ac cultum servaret, et ex quo Reparator nasceretur. Narret ejus vocationem, egressum de terrâ et cognatione suâ, ingressum in terram Chanaan, fœdus Deum inter et ipsum initum, circumcisionem in ipsius signum institutam, miram Isaaci nativitatem, sacrificium, etc. Transeat ad historiam Esaü et Jacob, et hujus filiorum; præsertim verò referat quæ contigerunt circa ipsum Josephum; quomodò tota hæc familia in Ægyptum secesserit, ibidemque commorata atque multiplicata fuerit; post mortem Josephi ab Ægyptiis vexata ac in duram servitutem redacta sit; nec silentio prætereat Jacobi morientis de futuro Messiâ vaticinium.

VIII. 4° Hujus populi à Jacob, cui nomen *Israel* attributum est, *Israelitici*, aut aliter *Hebræi* ac *Judaici* nomine appellati admirandam è captivitate liberationem, egressum ex Ægypto, transitum maris Rubri, mansionem per quadraginta annos in deserto, frequentes murmurationes ac prævaricationes et pœnas propterea inflictas, manna de cœlo stillans, ac legem in monte Sinai traditam referat; innuatque iteratam in eâ promissionem de futuro Messiâ; necnon de iis quæ Moysen et Aaronem spectant.

IX. 5° Meminerit ingressum populi in terram Chanaan, duce Josue, ejusque initam possessionem juxta promissionem Abrahamo factam; deletionem habitatorum Chanaan, quos ob nefanda eorum crimina ita plectere statuerat Deus justus et terribilis scelerum vindex. Mores populi, et Dei erga eum agendi rationem sub judicibus enarret, sicut et præcipua gesta horum judicum.

X. 6° Addat ob enixas populi preces Deum eidem reges concessisse. Texat historiam Saülis, Davidis et Salomonis; referat divisionem in duo regna, Judæ nempe et Israel post mortem Salomonis; mores regum et populorum perhibeat, variasque vicissitudines quas experti sunt, prout nempe Deum colebant, vel ab ejus cultu recedebant. Prophetarum Eliæ, Elisæi, Isaiæ, qui iis temporibus florebant, vivendi normam, zelum, miracula et prædictiones, tum de iis quæ Judæis, vicinisque gentibus obventura erant, tum de futuro Messiâ, exponat.

XI. 7° Declaret populum Israeliticum minis à Deo

num (opus certè nulli alteri eo de genere secundum) pastores quæritent, profectò nos fugit. Etenim Tridentinæ synodi, ac Romanorum pontificum jussu aureus liber ejusmodi exaratus, jurisque publici factus, Scripturæ sanctæ, Patrum et solemniorum Ecclesiæ declarationum vestigiis proximè inhærens, solidè, præcisè ac eleganter homini christiano necessaria complectens, ditissimam populorum doctoribus institutionum supellectilem suppeditat; meritò propterea *ad parochos* veluti missus forinsecùs inscribitur.

per prophetas intentatis meliorem non effectum, tandem inter gentes dispersum, et in captivitatem redactum fuisse; tunc verò pœnitentiâ motum ad Deum sincero corde reversum, ejus legem fideliter servâsse, atque etiam singularia virtutum exempla dedisse, ut accuratè ostendunt historici Tobiæ, Susannæ et Estheris libri; Deum misericordiâ ductum eum medias inter gentes conservâsse, contra inimicos ejus deletionem meditantes tutatum fuisse, remque ita disposuisse, ut etiam principum, quibus serviebat, gratiam obtineret, illique permitteretur juxta legem suam vivere, suosque judices habere; ei quidem liberationem à captivitate post septuaginta annos Deum promisisse, et per prophetas prædixisse; quæ liberatio statuto tempore secuta est, Cyro Judæis permittente ut in patriam redirent et templum Jerosolymitanum restaurarent.

XII. 8° Enarret Judæorum reditum è captivitate ac templi restaurationem, difficultates ac labores quos in eo reficiendo fortiter sunt perpessi; cultum divinum in illo restitutum et magnâ pietate exhibitum. Recenseat persecutiones contra eos motas à vicinis gentibus et regibus, maximè ab Antiocho, quibus non obstantibus maxima populi pars legi et cultui veri Dei constanter adhæsit. Referat martyrium Eleazari, septem fratrum Machabæorum eorumque matris; præclara gesta Mathathiæ ejusque filiorum, variasque vicissitudines hujus gentis usque ad adventum Christi Domini. Debitas præsertim laudes edat prophetarum, qui tempore captivitatis, aut post eam floruerunt, quales nominatim erant Ezechiel, Jeremias, Daniel, Habacuc, Sophonias, Aggæus, Zacharias, Malachias; rursùsque horum vivendi et agendi rationem, prædictiones, etc., enarret; nec silentio prætermittat falsos prophetas qui populo loquebantur placentia, et impediebant quominùs minis prophetarum Dei cederet, sicque eum decipiebant. Suas laudes etiam habeat Jesu filii Josedech, Zorobabelis et Nehemiæ, sub quibus restauratio templi et murorum ejus effecta est. Adnotet quoque, secundum hoc templum exteriori structurâ tenùs longè inferius fuisse templo primùm à Salomone erecto, ejus tamen gloriam longè majorem ex eo ducendam esse, quòd illud ingressurus esset futurus Reparator Messias, Christus Dominus, sicuti reverà ingressus est, et uti tempore ipsius restaurationis prædixit propheta Aggæus. Addat quoque, prophetarum ultimum fuisse Malachiam; deficientibus tamen prophetis, Judæos semper suos habuisse sacerdotes, qui illos legem Dei docerent, fidem in Messiam foverent, ejusque desiderio illos inflammarent. Item referat, sub adventum Christi inter Judæos ortas esse varias sectas appellatas Pharisæorum et Sadducæorum, quorum creberrimè evangelistæ meminerunt.

XIII. Cæterùm hæc non singillatim persequenda, sed ut plurimùm sub aspectu quodam generico exhibenda sunt; atque ubi ad particularia descenditur, ea pressè tantùm proponenda, et memoranda illa sola quæ insigniora videntur; unde in totâ hâc historicâ narratione in id pastor incumbat: 1° Ut dignoscantur præcipui eventus et mores populi Israelitici; 2° ut innotescat quo pacto in illo conservata sit religio, et præcipuè fides et spes futuri Reparatoris; simulque pateat legem Mosaicam, ejusque ritum, totumque populum Israeliticum, imò et quæ in patriarchis contigerunt, magnâ ex parte fuisse figuras Christi Domini, legis novæ, ipsiusque Ecclesiæ christianæ; atque hinc etiam nonnullos insigniores typos opportunâ occasione exponere, et eorum relationem ad novum Testamentum designare proderit; 3° ut commendetur divina potentia, misericordia, justitia, providentia, etc.; 4° ut de hominibus probis ac sanctis mente concipiatur magna æstimatio et virtutis amor; è contra verò impii ac criminosi, utpote Deo et hominibus exosi cernantur, ac instilletur vitiorum horror et aversio. Unde parochus elaboret ut hinc inde commoveantur auditores, in iisque excitentur affectus qui hunc fructum in illis progignere solent.

XIV. Ulteriùs etiam auditores edoceat, Deum, quamvis populum Israeliticum in populum peculiarem sibi elegisset, ejusque specialem curam gessisset, non ideò tamen cæteras gentes absque salutis medio reliquisse; sed inter eas salutem illos consecutos esse, qui traditiones à primis parentibus acceptas conservârunt, verum Deum agnoverunt, fidem in futurum Liberatorem retinuerunt, legem naturæ impleverunt, et Deo cultum debitum exhibuerunt (adjuvante utique gratiâ, quæ nullis unquàm defuit nationibus), cujusmodi quidem inter cæteras gentes extiterunt, ut Melchisedech, Job et alii, quos Scriptura laudibus afficit. Addat tamen, hos numero paucos fuisse, et si excipiatur gens Judaica, nationes alias fuisse idololatriæ deditas et moribus depravatas, ac universum quasi orbem ignorantiæ tenebris obvolutum, flagitiis ac criminibus suffusum fuisse eo tempore quo Christus genus humanum redempturus advenit.

XV. His præmissis doceat, in his rerum adjunctis in terris apparuisse Jesum Nazarenum, et sese uti generis humani Liberatorem quatuor mille annos et ultra cunctis gentibus expectatum, et ardenter adeò desideratum Deum-Hominem ostendisse, in quo impletæ sunt omnes prophetiæ. Perbrevem texat historiam de ejus nativitate, vitâ, miraculis, morte, resurrectione, ascensione, descensu Spiritûs sancti, prædicatione apostolorum, christianæ religionis propagatione, jugi conservatione feras inter persecutiones, universi orbis reformatione, idololatriæ eversione, Ecclesiæ catholicæ triumphis in hæreticos relatis, urbis Jerosolymitanæ, prout vaticinatus Christus Dominus fuerat, eversione, gentis Judaicæ dispersione, et jugi ac singulari ejus conservatione, etc. Doctrinæ evangelicæ perfectionem, mediorum salutis ubertatem ac facilitatem, gratiæ affluentiam, Dei visionem ac beatitudinem à justis plenè purgatis statim post mortem assequendam commendet. Dignitatem Christianorum extollat, eosque præ omnibus gentibus, vel ipsis Israelitis beatos prædicet, et omnimodè conetur efficere, ut auditores erga Christum Redemptorem ac Legislatorem suum tenerrimo amore fla-

grent, summâ reverentiâ ejus doctrinam prosequantur, ejusque magis ac magis addiscendæ, expendendæ et servandæ desiderium sinceramque voluntatem concipiant.

XVI. Cæterùm quamvis pastor præfati ordinis tenax uberiorem laborum ejus fructum sit omni procul dubio percepturus, non ei tamen mordicùs, ne dicam mechanicè, inhærendum semper est; imò satius erit ejusmodi ordinem nonnunquàm deserere, ut Evangelia et Epistolas, quæ passim occurrunt, explanet, materiasque certis temporibus magis consentaneas exponat. Cùm verò Evangeliorum ac Epistolarum explanationem populo habendam suadeat consueta eorum prælectio, et aliunde longè utiliùs proponantur materiæ quæ tempori congruant; imò cùm multùm delectet varietas, meritò etiam varia adhibebit instructionum genera. Unde ut pastor his omnibus, servato tamen debito ordine, faciat satis, rem sic disponere poterit:

XVII. 1° Intra duos circiter annos sermones habeat in Evangelia diebus dominicis legi solita, necnon et in aliquas peculiares Epistolas, quarum explanatio magis populo profutura censeatur: eosque sermones ad modum homiliæ in dicta Evangelia et Epistolas, vel popularis concionis elaboret. In homiliæ autem aut concionis exordio Evangelii historiam, aut Epistolæ subjectum pressè ac summatim auditoribus exponat; aut præcipuas saltem contextûs sacri partes, si materia id patiatur, evolvat. Quos tamen vertente hoc anno sermones habuerit, non quidem eosdem anno sequenti iterabit; verùm alios populo proponet.

XVIII. 2° Diebus solemnioribus Paschæ, Pentecostes, etc., aut festis B. Mariæ Virginis, aliorumque sanctorum, de illis mysteriis sermonem habeat, aut laudes sanctorum panegyricâ oratione celebret, aut saltem quædam auditoribus ædificandis apta de illis referat brevi quâdam exhortatione. Nec ineptum erit aliquando nonnulla dicere etiam de iis sanctis, quorum dies festi non ampliùs celebrantur à populo.

XIX. 3° Tempore Adventûs etiam singulis diebus dominicis eas conciones ad populum habeat quibus ad ritè peragendam dominicæ Nativitatis festivitatem disponatur. Item dominicis Quadragesimæ taliter concionetur, ut fideles ad dignos pœnitentiæ fructus producendos et ad paschalem confessionem et communionem habendam præparet (1). Ubi autem tempore Adventûs et Quadragesimæ etiam fieri solent instructiones per hebdomadam (quæ sanè ut fiant saltem eo tempore, ardenter exoptat Ecclesia, et ut plurimùm à pastoribus exigere solent episcopi, aut eos saltem monere), ad illas habendas eligi poterit specialis quædam materia continenter tradenda, ut de præceptis Decalogi, Ecclesiæ, peccatis capitalibus, Sacramentis; eaque exponi poterit per collationes, si opportunum videatur, quæ quidem collationes etiam per annum, non tamen frequenter, horis pomeridianis haberi poterunt.

XX. Porrò si pastor inter materias, quas concionis, homiliæ, collationisve methodo traditurus est extra superiùs recensìtum ordinem, in aliquam incidat, quam in aliâ instructione jam exposuerit, aut deinde explanare statuerit, tunc populum monebit, eamdem se jam explicuisse, aut opportuno tempore se illam accuratè explanaturum; unde pressè tantummodò quæ jam tradidit aut explanare constituit, exponat, sìcque auditores aut jam sibi tradita non obliviscentur, aut eorum quæ ipsi docebuntur, prævìam notionem habebunt, hancque uberiorem sibi tradi exoptabunt.

XXI. Ne quis tamen existimet pastorem adeò frequenter ad populum suum concionantem audientibus oneri ac tædio fore; licèt enim pastoribus, à quibus parochiani valdè distant, hiemali tempore ob dierum brevitatem, locorum distantiam, et itineris peragendi difficultatem crebrò concionandi tempus minimè suppetere possit, id nihilominùs, saltem quantùm satis est, præstare valebunt, si bona iis voluntas non desit; si ipsos studio ac labori vacare non tædeat; ac demùm si non diutiùs, quàm par sit, in sermonibus ad populum habendis immorentur. Neque est cur metuant ne tædium auditoribus afferant; populus enim ut plurimùm cupit audire verbum Dei, illudque lubenter excipiet, si instructiones benè elaborentur et apposìtè fiant; sicque non deerunt auditores, modò tempus opportunius, ut puta antemeridianum post missæ sacrificium, habendis instructionibus assignetur. Quod quidem in multis parœciis experientiâ compertum habent parochi frequentibus instructionibus popularibus assueti, quorum exemplum alii æmulantes saltem experiri deberent, nùm etiam fideles sibi commissi eamdem verbi divìni excipiendi cupiditatem sortiri valeant, si ad id alliciantur, ideòque breviores habeantur instructiones. Plerùmque enim usuvenit, ut minùs crebræ, sed diuturniores parochi sermones auditores, præsertim ruricolas, molestiâ afficiant (1).

(1) Præter conciones sacras festis Adventûs D. N. J. Christi diebus, et universo esuriali spatio quadragenario haberi solitas, statim post primam Quadragesimæ dominicam animarum rectores familiares puerorum et puellarum instructiones eum in finem auspicantur, quò scilicet pueri sufficienti cognitione ac eruditione præditi, Paschatis vertente quindenâ, sacræ primodùm synaxi admittantur; reliqui autem, ubi primùm ætas illud patiatur, ex conciliorum Later. IV, cap. 21, et Trident., sess. 14, cap. 5, præscripto, sacramentalem confessionem suam à teneris habere assuefiant. Cæterùm ab admissionis die presbyteris aliquot zelo, doctrinâ, ac pietate prævalidis admissos magis magisque instituendos committere juvat, ut indictis die ac loco primam communionem, uti par est, Deo juvante, peragere valeant.

(1) Equidem parœciarum rectores etiam ruri, sive extra oppida et urbem commorantes, pro pomeridianâ instructione ad pueros primùm, deinceps verò ad adultos habendâ unius saltem horæ spatium cum quadrante impendere debent. Generatim verò præsenti re inspectâ, ruricolas non ægrè magis quàm cives sacras auribus institutiones excipere experientiâ compertum est. Verùmtamen sive ruri, sive in urbe sacerdotes animarum regiminis partes obeant, concionibus in medium afferendis nunquàm imparatos sese audienti-

Hinc animarum pastor in rurali parœciâ ad populum agens horæ dimidium ordinariè non prætergrediatur; in hoc tamen peculiares quisque suæ diœcesis consuetudines servare tenetur. Cæterùm ad fugandam auditorum molestiam pauca, sed ritè elucubrata proferat; quo pacto sermonis popularis elucubratio ac pronuntiatio parochum leviori defatigatione, et minori audientes tædio procul dubio afficiet.

XXII. Demùm, etsi omnes religionis veritates populo continenter tradi debeant, illarum tamen quædam enixiùs crebriùsque christianæ plebis auribus inculcandæ sunt, ac repetendæ. Pastor scilicet accuratiùs elaboret ut fidelibus sublimem atque magnificam ideam imprimat de Deo præ cæteris omnibus; ut nempe intelligant Deum esse unum, summum, æternum, et incommutabile bonum, quo solo beari valeamus; cætera autem omnia, aut bona non esse, aut eatenùs bona, quatenùs ad summum illud bonum assequendum conducunt; proinde Deum super omnia diligendum, et alia quæcumque parvi ducenda, dummodò eo aliquando fruamur; 2° hominis lapsi indigentiam et infirmitatem auditoribus proponat, ut cognoscant quotas ac quantas Christo Liberatori grates debeant habere, qui nos sanguine suo redemit, nobisque gratiam et gloriam largiturus est, modò gratiam supplicibus precibus efflagitemus, obtentæque illi cooperemur, et vocationem nostram bonis operibus certam efficiamus; 3° ostendat quoti et quanti hostes nos interiùs exteriùsque obsideant quærentes et circueuntes ut nos devorent; unde inferat quàm cautos ac circumspectos nos esse oporteat, de propriis viribus diffidentes, uni Dei auxilio fidentes, *cum timore ac tremore salutem nostram operantes;* 4° doceat quàm arcta via sit et angusta porta, quæ ducit ad vitam, et quàm pauci inveniant eam; regnum cœlorum vim pati, et violentos illud rapere; unde hortetur auditores ut à viâ spatiosâ, quâ gradiuntur multi, sed quæ ducit ad mortem, declinantes, angustam portam subire contendant, mundo renittant nuntium, semetipsos abnegent, spiritu facta carnis mortificent, crucem suam gestent, et Christum sequantur; ipsi verò non huic seculo nequam sese conforment; et Deo, non sibi, non mundo vivant; 5° ad media salutis, orationem, meditationem, Sacramentorum susceptionem eos sæpè sæpiùs hortetur; 6° novissima hominis, quorum seria meditatio nequissimos etiam peccatores à vitiis retrahere et justos in bono confirmare valet, graphicè describat, seu vivis coloribus exprimat, ac in memoriam ipsorum redigat, etc.; 7° peccati horrorem, virtutis amorem instillare jugiter enitatur, et præcipuè grassantia crimina eradicare totis viribus studeat, ideòque opportunè et importunè obsecrando, increpando ac arguendo illa insectetur, etc., etc.

XXIII. Præterea ut pastor monita circa materiarum distributionem hactenùs tradita meliùs exequi valeat, 1° habeat libellum, in quo recensitas materias exaret ordine quo illas continenter explanare velit, et intra aliquot annos absolvere valeat; 2° alterum habeat libellum, in quem referat materias à se explanatas; quas quidem inscribet unà cum anno et die quibus eas exposuit; 3° insuper omnes suas instructiones, ipsaque simplicia monita pastor ad scripta perpetuò redigat, simulque ineuntis in margine exordii adnotet annum diemque quo tum instructiones, tum monita hujusmodi habuit; adnotabitque itidem Evangelium, vel Epistolam, unde dominico die præcisè tali, vel solemni aut feriali concionis à se habitæ argumentum deprompsit, ut nempe sic uno veluti oculi ictu res expositas cum exponendis conferens, quæ jam enucleatæ, et quænam sibi adhuc enucleandæ sint, prospiciat. Si parochus coadjutorem habeat, materiarum tributionem à se factam ei significet; nam si coadjutor ipse ad concionandum quandoque deputetur, posset eadem quæ parochus jam tradidit ineptè iterare, nisi in materiarum delectu à pastore regatur.

§ 7. *De instructionibus catecheticis*

I. Instructio catechetica est ea quâ per interrogationes et responsiones traduntur prima fidei rudimenta, id est, primæ, fundamentales, atque ad æternam salutem consequendam scitu magis necessariæ christianæ religionis veritates; quanquàm et his sufficienter explanatis aliæ etiam utiles, etsi non adeò necessariæ, meritò adjiciantur. Hinc facilè intelliget quisque, quantæ utilitatis atque etiam necessitatis sit hæc instructio. Quemadmodùm enim in omni arte et scientiâ parùm admodùm, aut nihil prorsùs proficere valet, qui non benè callet prima illius principia, ita et in religionis scientiâ parùm proficiet qui non ritè et assiduè instructus prima fidei rudimenta animo impressa neutiquàm gerit; præsertim cùm hæc auditoribus explorata supponi soleant, et de iis ex professo non disserat in aliis instructionibus, ut concionibus, homiliis, etc. Huc accedit hisce instructionibus etiam prima pietatis semina teneris infantium animis injici; quæ quidem si injecta non fuerint, non deerit ratio cur prudenter metuatur, ne ejusmodi infantes veram pietatem nunquàm animo concipiant.

II. Itaque pastori indubium prorsùs sit, summi momenti et gravis obligationis esse instructiones hujusmodi, ipsiusque ac totius parœciæ plurimùm interesse, ut eæ assiduè et ritè instituantur. Si enim negligantur, infantes errabunt ab utero, ad salutem necessaria vix unquàm benè addiscent, pravos habitus à teneris induent, quos fortè nunquàm exuent, sicque legis divinæ ignari et moribus depravati malam generationem constituent nequiorem adhuc daturi. È contra si ritè instituantur instructiones catecheticæ, teneræ

bus prodant; ast eo ipso tempore quo instruere eosdem satagunt, ordinatâ loquendi ratione delectent; eminùsque hoc pacto tædium abfuturum nobis suademus; languescentis siquidem et inordinati sermonis fructus quovis tempore tædium, contemptumque fuisse explorata res est. Indubium tamen est, nec ordinatè, nec delectabiliter plebem sibi demandatam pastorem illum instituere posse, qui universum hebdomadis stadium non aliquantulo studio ritè concionando opportuno, sed inanibus curis crebrò insumit.

parvulorum mentes scientiâ salutis imbuentur; ipsi tempestivè ad pietatem efformabuntur, et erunt parentum atque pastoris gloria, gaudium et corona; aliquando futuri boni cives, probi Christiani, parœciæ decus, optimi parentes, domini cordati, quorum curâ et exemplo religio et pietas perpetuò florebunt.

III. Neve pastor autumet catechesim habendi munus adeò facile aut abjectum esse, ut clericis, vel alteri cuivis ferè omninò committere, vel ipse absque ullâ præparatione obire possit; vel demùm quasi invitus idem munus, utpote sibi dissentaneum quandoque suscipere cogatur. Namque erroneas esse de hujusmodi instructionis genere hasce opiniones, saluberrimi ejusdem fructus, ac innumeræ animarum utilitates affatim ostendunt; facilem verò hanc instruendi rationem non adeò esse mox tradenda evincent; illius autem dignitatem ac excellentiam demonstrant tum ipsæ, quæ exponendæ sunt, materiæ, tum finis quem instructor sibi proponere debet, gloria nempe Dei et animarum salus, tum mens Ecclesiæ ejusmodi instructiones tàm sæpè præcipientis (1), easque instituentibus, vel audientibus varias indulgentias concedentis; tum et exempla virorum sanctitate et doctrinâ insignium, qui illas habere honori sibi duxerunt. Itaque pastor tam illustrium virorum exemplum æmuletur, ipsiusque Christi Domini vestigia premens sinat parvulos ad se venire, et eos per seipsum erudiat, quantùm circumstantiis suis inspectis licuerit; aut si omnes, et semper per se instruere nequeat, aliis eos committat, sed illis invigilet, ac de profectu quem pueri retulerint, rationem sibi reddi postulet, utpote qui et ipse eam de suis hisce ovibus aliquando summo Pastori redditurus sit.

IV. Ut quis utiliter catechesim habeat, debet servatâ proportione easdem habere dotes ac dispositiones et ferè eadem servare ac ille qui prædicationis munere fungitur. Præcipuè charitate et divinæ gloriæ ac animarum salutis procurandæ zelo ferveat, se suosque catechumenos Deo in oratione (2) commendet, morum integritate ipsis præfulgeat, instructiones eo quo par est modo elucubret, easque non obiter ac utcumque, sed meliori quo poterit modo instituat. Habeat competentem scientiam, et potissimùm nitidas rerum de quibus agit notiones sibi comparet, sciatque earum accuratas definitiones et explicationes tradere, calleat artem omnia tam methodicè edocendi, ut facilè intelligantur et animis instillentur. Noscat et modum sese catechumenis ita insinuandi, ut eum libenter audiant; adeòque consulat libros eo de genere agentes, et alios experientiâ edoctos imitetur, quorum instruendi ratio haud fallacem ipsi normam præbebit; ipse verò varios instructionis modulos probet, eumque erga suos alumnos accuratè adhibeat, quem practicè utiliorem aptioremque discipulorum captui repererit.

V. Ut plurimùm erga catechumenos præsertim parvulos, mitis sit ac mansuetus, et paterna viscera induat, seque exhibeat, *tanquàm si nutrix foveat filios suos*, 1 Thess. 2, 7; non tetro vultu, minacibus gestibus, et imperantis vocis tono auctoritatem sibi conciliare, ac timorem illis incutere velit; sed potiùs gratâ oris serenitate, amicâ allocutione sincerique affectûs significatione eos sibi devinciat, amorem et fiduciam sibi conciliet. Familiarior tamen non sit maximè erga ætate adultos, et erga puellas valdè circumspectus esto; summam præ se ferat modestiam et convenientem gravitatem, quâ fiat ut catechumeni reverentialem erga eum timorem concipiant, eumque filiali confidentiâ simul et veneratione ejus muneri debitâ alloquantur, et dicta ejus excipiant.

Singulari sit patientiâ præditus, quam nec juvenilis alumnorum evagatio, nec ingenii tarditas, similesve defectus vincant; atque idcircò antequàm catechesim auspicetur, aliquatenùs ad se animum advocet, impatientiæ occasiones, quæ occurrere possunt, prævideat, seque contra tentationes præmuniat. Sermones ejus sint familiares, auctoritate tamen prolati. Ut amicus cum amico, pater cum filio de re gravis momenti disserit, ita discipulis veritates Religionis exponat, et circa illas cum ipsis conferat. Eosdem monitis suis, et modo, quo instructiones suas instituet, convincat, necessarium, perutile et honorificum esse religionem penitùs edoceri; eòque illos adducat, ut non ex necessitate, sed lubenti et alacri animo instructiones adeant. Eorum qui catecheticas instructiones frequentant, nomina perspecta habeat, ita ut eos, sicut bonus pastor oves suas, nominatim vocare queat; insuper autem etiam cognoscat eorum ingenium, capacitatem, indolem, etc., ut his se accommodet in suâ loquendi et agendi ratione; omnibus omnia fiat, et cum puerulis quasi balbutiat.

VI. Materiæ ad catechesim spectantes eo ipso ordine, quem liber in unaquâque diœcesi ejusmodi instructionum normas præbens præscribit, evolvi debent. Cæterùm, etsi ejusmodi materiæ ordinariè juxta uniuscujusque diœcesis probatam consuetudinem, normasque consuetas tradendæ pueris sint, nonnunquàm tamen catechista attentis quibusdam anni temporibus, alias præter recensitum ordinem explicare potest. Sic, ex. gr., esurialium feriarum tempore consueto ordine neglecto, de Pœnitentiæ et Eucharistiæ Sacramentis agere licebit, ut alumni eo de genere scitu magis necessaria calleant, simulque ad ejusmodi Sacramenta dignè suscipienda disponantur, tempore potissimùm paschali, aut dominicæ Nativitatis, Epiphaniæ, parœciæ patroni, vel sanctæ Deiparæ festivitate ingruente (1). Ineunte verò

(1) Vide Trident., sess. 24, cap. 4, de Reform.

(2) Aliud hoc loco ad feliciorem auctoris captum nobis adnotandum occurrit, nimirùm *catechumenorum* nomine toto articuli 5 paragrapho 7, alios ab iis quos polemici theologi, et historiæ ecclesiasticæ monimenta eâ appellatione donârunt, propter instructiones sacras Baptismatis susceptioni præmissas, subintelligendos, pueros videlicet utriusque sexûs, necnon adolescentes, qui primis religionis nostræ rudimentis à christianæ disciplinæ moderatoribus ad id deputatis imbuuntur.

(1) Vetusta alicubi, atque undecumque commendanda viget consuetudo, ut singuli animarum

Adventûs dominici tempore proficuè exponetur mens Ecclesiæ quoad modum quo fideles illud exigere debent. Itidem ante vel post instructionem speciale quoddam monitum alumnis præbeatur ; vel etiam ab uno vel altero illorum peti potest, ut aliquid repetat ex habitâ instructione, sicque in audiendo verbo divino attentiores evadent, atque etiam poterit catechista res traditas compendiosè repetere ; meritòque suadebit ut qui scribere didicerunt, ea scriptis exarent, quorum adhuc neminerint; imò si pastor posset materias ejusmodi instructionum ita tribuere, ut materias, quas in Evangelii explanationibus manè proposuit, etiam iisdem diebus, aut saltem haud notabili temporis intervallo interjecto proponeret in instructionibus pomeridianis, id ad alumnos sanè attentiores efficiendos multò magis conduceret; atque hoc pacto ex utroque illo christianæ institutionis genere uberiorem iidem fructum perciperent. Et hæc quidem de catechesi habendâ in antecessum dicta sint; quæ verò catechistæ munus peculiariter respiciunt, statim exponentur.

VII. Triplex catechistæ munus recensetur : primum, erga discipulorum intellectum, qui circa credenda, omittenda, vel agenda rectà notione imbuendus est; secundum, erga eorum voluntatem, quæ ad ea credenda, agenda, vel omittenda flecti debet; tertium erga memoriam, cui ea altè imprimenda sunt, ne oblivione deleantur.

VIII. Jam verò ut catechumeni intellectus rectâ ejusmodi rerum notione imbuatur, magister enixam det operam ut ea quæ in ordinario diœceseos catechismo habentur, ritè intelligat ; quare interrogationem ad amussim perlegat, prout in rudimentorum libro prostat, aut eam non aliter proferat memoriter. Insuper eamdem aliis terminis conceptam pronuntiet, saltem si ad accuratiorem illius perceptionem conferre videatur. Idipsum quoad responsionem omninò nec aliter præstet. Si quæstio in plures quæsitus subdividi queat, ut sæpiùs fieri potest, illam subdividat; idque ipsum servet circa responsionem; sic enim res apprimè enucleantur, rudium captui magis accommodantur, et multò clariores evadunt. Sic responsio ad quæstionem, *quis dicendus sit Christianus atque Catholicus*, ita subdividi poterit : *quid debet facere Christianus atque Catholicus? — Debet profiteri doctrinam Jesu Christi.* Q. *Quis est Jesus Christus.* — *Jesus Christus est verus Deus, et verus homo*, etc. Q. *Ubi debet profiteri hanc doctrinam? — Debet eam profiteri in Ecclesiâ Jesu Christi.* Q. *An debet præterea aliquid recepisse? — Debet fuisse baptizatus... recepisse Sacramentum Baptismi*, etc. In quibus quidem responsionibus etiam meritò magister curabit, ut respondentes integros sensus referant; cujusmodi sensus illi esse debent, quibus quæstionis status exprimitur; ita enim res enixiùs alumnis inculcantur. Hinc si, v. g., quæsitus hujusmodi sit : *Quot proprietates seu qualitates contritionis?* non absolutè subjungi debet : *Quænam est prima..., secunda...?* sed addatur : *Quænam est prima proprietas contritionis..?* et in responsione dicatur : *Prima proprietas contritionis est*, etc.

IX. Si verò occurrant termini, quos discipuli non percipere meritò præsumuntur, hoc eis catechista explanet. Scilicet si vox contineat sensum qui in sacrâ Scripturâ, vel ab Ecclesiâ determinatus est, ut sunt, v. g., hæ voces, *gratia, sanctitas, transsubstantiatio*, hunc sensum explanet; et si fortè talis vox analogiam habeat cum iis, quorum notio per reflexionem aut sensationem à nobis habetur, hanc analogiam explicet, ut sic illius vocis significatio manifestiùs appareat. Si agatur de mysterio, non valdè magistro est insudandum ad explicandam ejus naturam ; sed in id incumbat, ut auditores terminos, quibus illud enuntiatur, intelligant, et interrogati ritè respondeant. Si exponendi sint actus, vel affectus, ut catechumeni hos intelligant, jubeantur in animum revocare, quid senserint, dùm eosdem actus, vel similes affectus habuerunt. Hinc quid sit assensus fidei intelligent, si attendant ad fidem humanam, et assensum qui datur hominibus aliquid referentibus. Quid sit contritio, percipient, si attendant ad dolorem, quem experti sunt ; aversionem, quam conceperunt in aliis rerum circumstantiis ; ita nimirùm hæc et similia enucleari possunt ; innuatur tamen discrimen, quod merè naturalia inter et supernaturalia, horum et illorum motiva et proprietates intercedit.

Instructor in suis explicationibus non ita brevis et verborum parcus sit, ut obscurus fiat; nec æquo prolixior, ita ut orationem habeat, non catechesim. E proposito nunquàm digrediatur, nisi hoc ad instructionis finem tendat : nullam itidem sublimem excitet quæstionem auditorum captui non admodùm consentaneam. Non ambiat doctus et eruditus videri ; sed solùm alumnos suos in rebus ad salutem necessariis, aut verè utilibus erudire. Omnem verborum fucum refugiat, et simplici familiarique stylo doceat ; non tamen vili et abjectâ ratione loquatur ; verbum quippe Dei exponentem dedecet ignobilis loquendi ratio. Ut autem explicationes faciliùs intelligant discipuli, eos moneat, ut materiam explicandam priùs perlegant, et quantùm fieri potest, ipsi intelligere studeant. Ut in aliis omnibus, ita et in hujusmodi instructionibus veritatem sectetur, religionis documenta nec exaggeret, nec imminuat, atque ipsis etiam parvulis non ut gravia peccata exponat, quæ ejusmodi non sunt, ut levia mendacia, leves inobedientiæ, etc., sed tamen veris adductis rationibus etiam ab illis absterreri debent. Neque eos confirmet in anilibus fabulis, ineptiis, superstitionibus, etc., quas identidem à parentibus aliisque narrari audiunt; sed potiùs præjudicia inde exorta destruat, aut illos adversùs ea præmuniat ; ità tamen cautè, ne minuatur parvulorum erga parentes reverentia, aut horum etiam circa illos vera auctoritas. Pastor quoque parentes ipsos

curatores, quadragesimali tempore evoluto, pomeridianis eorum instructionibus Sacramenti Pœnitentiæ actus, seu *quasi partes* populo explicent ; intra verò paschalis quindenæ spatium de dispositionibus ad sacram Synaxim dignè sumendam necessariis sermo ab iisdem pastoribus creberrimè ad populum habeatur.

moneat ne anilia ejusmodi et fabulosa pueris suis facta proponant, nec animos eorum imbuant hisce fictionibus, quæ ipsis falsas ideas de rebus ad religionem spectantibus ingerant, vanum timorem injiciant, etc.; sed jugiter veritatem sectantes rectam iis rerum notionem instillent.

X. Alumnorum intellectus non modò claris notionibus imbui, sed etiam suaderi debet; adeòque adducantur rationes, quibus veritates cognitæ eis suadeantur, et omne dubium circa illas adimatur, aut præpediatur. Unde si catechesis habeatur coram ætate adultis, et præjudicio jam affectis, qui non facilè convinci queant, proportione quâdam servatâ, argumenta ut in concionibus adducenda sunt; ubi autem habentur ætate minores et magis dociles, sat erit si veritates clarè exponantur, et afferantur nonnullæ rationes unde fiat ut ratiocinabilius sit eorum fidei obsequium.

XI. Ut magister muneri sibi commisso erga puerorum voluntatem faciat satis, oportet, hujusmodi instructiones ab eo institui, servatâ quâdam proportione, quemadmodùm conciones ipsas non aliter habendas esse monuimus. Videlicet si materias theoreticas exponat, ex illis deducere debet conclusiones morales et practicas. Si morum doctrinam exponat, coram alumnis examen hocce instituat, num scilicet communiter ejusmodi moralia documenta homines exequi soleant; inde enim discipuli iidem intelligent, quid de propriâ agendi ratione sentire debeant. Hera nonnulla inserat, quæ affectus materiæ consentaneos excitare valeant, adeò ut instructio illa non sit nuda veritatum religionis expositio, sed etiam incitamentum ad pietatem, morum emendationem, virtutisque exercitium; et alumni ab eâ recedant non solùm magis instructi, sed quoque commoti, meliorem vitæ rationem Deo despondentes.

Porrò conclusiones ejusmodi morales tales esse debent, quæ ex materiâ explicatâ sponte suâ fluant, auditoribus, eorumque necessitatibus accommodatæ sint; debentque variæ esse pro varietate materiarum. Sic si sermo sit de Dei immensitate, seu ubiquitate, audientes hortetur, ut illius sæpè reminiscantur; sæpè meditentur se versari in conspectu Dei, præsertim ubi urget aliqua tentatio; caveant, ne quid sceleris admittant, bonum verò alacriter ex amore Dei amplectantur, et perficiant, etc. Cæterùm ut instructor magnam de rebus divinis existimationem ac pietatem discipulis suis inspiret, de veritatibus religionis semper reverenter ac piè loquatur.

XII. Ut doctrinæ christianæ alumnis veritates religionis altè imprimat, easdem illis intelligibiles reddat suis explicationibus, uti jam monuimus; quæ enim benè percipiuntur, faciliùs retinentur; dùm è contra vix animo hærent, quæ non rectè concipiuntur. Præterea debet elaborare, ut catechumeni materias, quæ in libris catecheseon traduntur, memoriter addiscant et recitare valeant. Cùm autem plura et varia sint catecheseon subjecta, quæ nonnisi singillatim edisci possunt, certa idcircò eorum tributio fieri debet, et variæ materiæ variis instruendorum classibus assignentur, oportet: quo certè in negotio singularum diœceseon statuta, peculiaresque consuetudines, alumnorum ætas, seu capacitas, et alia id genus similia spectari debent.

XIII. Cùm parochus experientiâ penè quotidianâ doceatur, eos, qui semel eucharistico pani sumendo admissi sunt, minùs promptos et alacres in catechismo addiscendo sese exhibere, festisque instructionibus minùs assiduè interesse, aut fortassis etiam è parœciâ discedere, aliunde verò summoperè decet ut adolescentuli catechismum toti diœcesi communem memoriter pronuntiare sciant; satagat idcircò pastor, ut omnes primæ communioni admissi hunc catechismum memoriter didicerint, nullumque alium admittat, nisi aliud suadeat ingenii alumnorum tenuitas, aliave legitima ratio, quæ semper prudenti animarum pastori rationabilis causa esse potest, cur genericæ regulæ exceptio seu modificatio aliqua apponatur. Ut autem illi totum catechismum hoc pacto didicerint eo tempore et ætate, quâ eis ad primam communionem accedere licebit, discipulos in varias et plures, quatuor, v. g., aut quinque classes distribuat; materias quoque catechismi in totidem partes dividat, et uniuscujusque classis alumnis suam materiarum partem attribuat intra annum memoriter addiscendam; quam qui didicerint, anno sequenti ad superiorem classem provehantur. Quòd si intra annum iteratò repeti queat materia assignata, illud bis terve fiat, ut sic eam omnes accuratiùs addiscant, vel etiam uberius vertente anno diligentiæ specimen exhibeant; et ita superiùs expressâ promotione digniores evadant. Itidem ne oblivioni fortassis dentur ea quæ præcedentibus annis menti impressa fuêre, unoquoque anno singula repetantur, quæ antea memoriæ mandata sunt. Ut verò pane eucharistico primodùm reficiendi ad id meliori, quâ fieri poterit, ratione disponantur, talis classium et materiarum distributio fiat, ut anno sanctæ communioni præcedenti integrum iidem catechismum memoriter didicerint, ac recitare valeant: ipso autem admissionis anno illum duntaxat repetere, cæterasque instructiones excipere teneantur. Præterea in eâ materiarum tributione catecheseon præses, seu rector efficiat, ut teneriori ætatis infantibus addiscenda tradantur, quæ sunt ad salutem necessaria necessitate medii, utputa consuetæ preces, breviores formulæ actuum fidei, spei, charitatis, contritionis, etc., et tempestivè ea tradantur, quæ ad dignè Sacramentum Pœnitentiæ suscipiendum requiruntur.

Interea dùm pueri in ordinario catechismo addiscendo versabuntur, operam det pastor, ipseque hoc identidem faxit, ut ii simul aliquam historiæ religionis notionem sortiantur, quam ex catechismo historico haurire facillimum erit, eamque libenter, et non absque aliquali fructu audient; vel etiam catechismum aliquem historicum, ut memoriter ediscant, designare diligentioribus poterit, qui præter materias propriæ classi attributas juxta diœcesani catechismi normas huic religionis nostræ historiæ operam navabunt. Ubi

pueri erudiendi sunt, ut ad Pœnitentiæ Sacramentum, et primam eucharisticam communionem dignè accedere valeant, eis tradi possunt, atque permitti etiam quidam libelli, qui praxim in utriusque illius Sacramenti susceptione servandam proficuè disquirunt. Ii tamen soli eisdem pueris libelli permitti debent, qui probato auctori attribuuntur, et ordinariâ auctoritate editi fuêre; neque catechismus in diœcesi præscriptus propter illos libellos in desuetudinem penè abeat.

XIV. Quanquametsi parochus luculenter et distinctè religionis veritates enucleare valeat, non ideò tamen sibi suadeat, alumnos singulos ejusmodi veritates percepturos esse, atque retenturos. Cùm igitur hoc instructori cordi esse debeat, ut, quæ exponit intelligant ac retineant, pueros circa ea interroget, ut sic liqueat, an ea intelligant ac reminisci valeant. Nec sequatur normam eorum qui multa explicant, sed alumnos vix unquàm, aut obiter tantùm de iis interrogant; quin potiùs notabile instructionis tempus hocce examine absumat. Sic enim intelliget non pauca, quæ clara, vel satis exposita videbantur, non fuisse ab alumnis nedùm tenellæ adhuc ætatis, verùm etiam provectioris intellecta; imò experientia ulterior ei suadebit, pueros ejusmodi examine magis instrui, quàm magistri explanationibus, tum ob majorem eorumdem ad ea, quæ proferuntur, attentionem, tum propter methodum illorum captui magis consentaneam, uberioremque in dicendo perspicuitatem.

XV. Examen ejusmodi duplici ex fine instituitur, 1° ut cognoscatur, an benè reminiscantur eorum, quæ memoriter addidicerunt. Unde efficiat, ut interrogati altâ, gravi, ac intelligibili voce loquantur, distinctè pronuntient, sensus integros proferant, nihil addant, nihilque demant; quæstiones verò æquè ac responsiones enuntient. Ulteriùs eosdem moneat, ut sese invicem interrogent, sibique mutuò respondeant; quæ verò addiscere debeant et recitare, illis attribuat instructor, eosque etiam, qui recitare teneantur, designare poterit, sed et alios quosdam disquirat, et quidem hinc inde, ne sint qui arbitrantes se non examini subjectum iri, addiscere negligant; 2° instituitur hoc periculum ut innotescat, an res, earumque explicationes traditas perceperint, et adhuc retineant. Hoc autem ut dignoscat instructor, non tam animadvertat, an verba singula repetant, quàm utrùm sensum eorum reddant. Idcircò primùm quidem instituere poterit quæstionem, sicuti habetur in catechismo. Si autem interrogatus responsum ex catechismo depromat, ac proferat, non ideò statim eum laudet; sæpè enim pueri memoriter recitant, quod tamen non apprimè intelligunt; idque maximè suspicari licet, ubi velociùs quàm par sit, pronuntiant, sensus dimidiant, hìc illìc quædam verba omittunt, vel eorum ordinem invertunt, ita ut sensus corrumpatur; hinc responsione ex catechismo habitâ, præsertim si non penitùs accurata sit, instructor quæstionem eamdem proponat aliis terminis, atque si tunc discipulum non accuratè, sed dubiè et anxiè respondentem observet, concludat, eum vim quæstionis non satis attingere; secùs, si promptè, firmiter, ac ritè respondeat. Item rem meritò intelligere præsumitur, si quæstioni, uti in catechismo prostat, aliquantillâ verborum immutatione faciat satis, eumdemque prorsùs sensum servet. Porrò non rarò accidit, ut pueri non valentes respondere iis terminis, quibus catechismus utitur, vel qui fuerunt ab instructore usurpati, metuant, ne malè responderint, ideòque pusillanimes evadant, licèt fortè responsio recta sit. Quare ubi alumnus anceps hæret, et timorem prodit, animus ei addi debet, ut scilicet quarumcumque vocum usu, quid sentiat, innuere valeat; imò excitetur à magistro, ut quidpiam suæ sententiæ immisceat, idque instructor assequetur, si initiales responsionis ab eo eliciendæ terminos eidem suggerat.

Pariter quæstionem subdividat, et proponat quæsita in quæ illa iterùm tribui potest, idque ipsum servet circa responsiones; sic enim aliquid proprio marte adjicere adiguntur, et magister clariùs dignoscet, an benè res intelligant; habebitque hoc pacto occasionem res ipsas eisdem accuratiùs enucleandi. Itidem proderit unam alteramve quæstionem pluribus singillatim proponere, atque si omnes ritè respondeant, meritò censebitur res fuisse ab omnibus percepta. Si isti benè, et illi perperàm responderint, laudetur, et magis inculcetur responsio recta; aut iterùm iis, qui malè responderunt, proponatur. Quandoque etiam expedit eis, qui ritè respondent, eamdem quæstionem iteratò, vel etiam pluribus singulatim proponere, quin statim innuatur, num responsum rectum fuerit, an non; hoc enim pacto innotescet, utrùm discipuli tantummodò conjiciendo, an verò ex certâ rerum notitiâ responderint. Itidem ut instructor magis magisque alumnorum quoad res sibi expositas intelligentiam periclitetur, si materia id patiatur, proponantur iisdem quidam non impervii casus eorum captui accommodati, ut eorum resolutionem ipsi præbeant; si enim eos ritè resolvant, tunc patet, doctrinam sibi traditam affatim ab eisdem intelligi. Quæ certè casuum propositio et resolutio à pueris elicita ulteriùs hoc emolumentum progignere solet, nimirùm adstantes maximè attentos effici, et res animis peculiari quodam modo infigi. Instructor tamen solutiones rectas à pueris elicitas ipse elatâ voce repetat, et adductis principiis et rationibus conficiat.

Quòd si è pluribus unus tantùm aut alter malè responderit, eos errorem pressè dedoceat, aut per alium, qui meliùs prævideatur responsurus, errorem ipsum dedoceri studeat, et ulteriùs procedat. Si verò plures perperàm responderint, rem denuò explanet, ac magis magisque enucleare studeat, rursùsque illos interroget, donec eam percipi nôrit; præstat enim pauculos quæsitos exponi, quos apprimè omnes intelligant, quàm plures, qui à paucis percipiantur. Cæterùm laudibus, munusculis, aliisque idoneis modis pueros eò adducat, ut clarâ ac distinctâ voce respondeant, et à cæteris omnibus hoc pacto responsio intelligatur; tunc quippe examen ejusmodi iteratæ explicationis rationem habebit. Cùm autem id semper

obtineri non soleat, et aliunde pueri ut plurimùm non sufficienti vi et robore loquantur, magister subinde responsa ab iis elicita voce elatâ repetat, ut sic in decursu examinis pressè explanationem suam denuò proponat, et mentibus altiùs inurat. Ab ipsis etiam quantùmvis parvulis efflagitandum, ut verba omnia graviter et distinctè pronuntient, nec quidquam deinant; monendique sunt magistri et parentes, ut huic recitandi rationi illos à teneris assuefaciant; unde prorsùs improbanda est, ac emendanda consuetudo eorum, qui dùm parvulos edocent preces aut catechesim, puerili et blæso gutture ipsi verba pronuntiant, parvulosque taliter verba pronuntiare, atque hinc inde syllabas, aut fortassè etiam verba demere perferunt: quem perperàm sic verba proferendi morem à pueris contractum difficulter exuere possunt; quare ut ejusmodi vitium præcaveatur, ubi tales eruditiuntur, eis unicus tantùm sensus proponatur, aut pauca verba recitentur, quæ retentis singulis syllabis et litteris repetant; nec integrâ oratione, aut pluribus simul sensibus gravanda est eorum memoria; atque ut hoc quoque modo memoriter addiscant, qui sciunt legere, exorentur.

XVI. Ut catechumeni ex ejusmodi instructionibus optatum fructum referant, 1° alto eisdem silentio, summâque attentione opus est, quod ut instructor assequatur, singulis loca sua assignet, quæ propriâ suâ auctoritate nunquàm immutent; ea autem assignet habitâ ratione ætatis et profectûs eorumdem; 2° suas instructiones ritè elaboret, atque ita proferat, ut ipsa materias proponendi ratio quamdam divini verbi ingluviem puerilibus in animis progignat, et attentionem concitet; 3° materiæ necessitatem et utilitatem commendet, præsertim explicationis initio, vel in decursu, dùm ad materiam magis captu imperviam, vel notabiliorem gradum facit; hoc tamen medium nec frequenter, nec iisdem terminis utens adhibeat, ne vilescat; 4° aliquando ab alumnis attentionem comiter expostulet; interdùm munus attendendi, et instructiones non sine fructu excipiendi obligationem seriò et graviter illis exponat, et innuat rationem quam Deo reddituri sunt de instructionibus quas in propriam utilitatem vertere neglexerint, etc.; 5° ejusmodi semper locum teneat, sive dùm explicat, sive dùm pueros periclitatur, unde illos valeat prospicere, atque eos jubeat vel in catechismi librum si quid ipse ex illo proferat, vel in ipsum oculos intorquere; 6° hùc illùc oculos jactet, et si quos minùs attentos repererit, illos minaci oculo intueatur, vel etiam paulisper explicatione, vel interrogationibus supersedeat, ut ii se conspici animadvertant, et conticescant, attentioresque evadant; secùs verò res traditas repetere jubeantur, quo pacto negligentiæ suæ pœnas dabunt. In eo autem examine certum ordinem servet, ut omnes singulatim interroget; hunc tamen ordinem nonnunquàm interrumpat, ac modò hunc, modò illum interroget, vel absolutè eum pergere in dandâ responsione imperet, ut sic omnes suspensi hæreant, incerti quo momento appellandi sint. Insuper instructorem aliumve, si fieri possit, constituat, qui discipulos observet, et silentium haberi curet; aut ex illis modestiores constituat, qui minùs attentos notent, et deferant; caveat tamen, ne ab his ipse falsis delationibus decipiatur, vel illos aliorum invidiæ exponat.

XVII. Pueros minimè attentos, uti par est, corripiat, primùm verbis lenibus, deinde asperis; et si necesse sit, levibus quoque indictis pœnitentiis, ut genuflexionibus, recitatione alicujus orationis coram venerabili Sacramento, etc. Aliæ autem punitiones corporales, si necessariæ videantur, à parentibus, præceptore, aliove, cui competit earum constitutio, infligantur, ipse verò eas nunquàm infligat; id enim sacerdotem dedecet, et solet puerorum fiduciam ac amorem, nisi extinguere, saltem minuere. Imò cùm punitio ab illo præcepta, licèt per alium facienda, odiosa sit, illam plerùmque non palàm præcipiat, sed illos, ad quos ea pertinet, moneat, ut eam ferè sponte suâ subeant; aut si jubeat id fieri, significet, se eò usque non devenisse nisi necessitate compulsum, ac zelo gloriæ Dei et eorum profectûs, recti ordinis amore ductum. Haud secùs se gerat erga illos, qui addiscendi desidiam produnt, neque unquàm probrosis, ludicris, aut satyricis vocibus utatur, quæ pueros, vel parentes lædere, ac exasperare valeant. Erga grandiusculos alumnos majori adhuc prudentiâ sibi opus esse quisque novit; nec illos publicis pœnitentiis subjiciat, aliave duriora media adhibeat, quæ à superioribus improbanda forent, et exasperare magis quàm emendare solent. Sed ut illos in officio contineat, gravem se erga eos, et tamen benevolum exhibeat; rem eorum agi ostendat, conscientiam compellet, eorum sicut et parvulorum indolem expendat, eique in suis monitis, et animadversionibus obsecundet; gloriæ et honoris aculeo illos incitet, promissis ac præmiis allicat, minas rerum adjunctis accommodatas intentet, grandiusculos pudore suffundat; det operam, ex. gr., ut coram illis parvulus ea ritè proferat, quæ ipsi nesciunt: hosve etiam privatim ad se advocet, et enixè hortetur; aut interdùm etiam parentes moneat; summoperè autem instructor perceaveat, ne immodicus, imprudensque zelus eos ita exasperet, ut coram eo nedùm insolescant, verùm etiam effreni quâdam licentiâ perciti eumdem palàm omnibus contemnant. Quo in casu cum iis omnem rixandi, seu contendendi occasionem prudenter devitet; verùm iræ motus cohibeat, aliquibus monitis insolentes compescere interim studeat; deinceps verò ad se illos accersere haud prætermittat, eosdemque non scabris, sed paternis vocibus seriò moneat, sicque proprium crimen fatentes veniam petant, eique debitam satisfactionem erogent. Ipse tamen in satisfactione exigendâ ne nimio rigore utatur, adeòque quantamlibet injuriæ sibi illatæ reparationem uti congruam habebit. Hisce verò in rerum adjunctis judicis opera, et multò magis auctoritas nunquàm interjiciatur.

Quòd si alumni in crimina labantur extra instructionum tempus, si publica sint et passim nota, criminosis meritò de illis salubria monita dabit, eosque

redarguet generatim in publicis instructionibus. Itidem parvulos ob leves defectus et quotidianos, dissipationem, v. g., ac immodestiam in ecclesiis, singillatim arguere poterit. Grandiusculos autem, qui post generica monita non resipuerint, privatim moneat; aut si sic moniti non resipiant, aliunde verò de publico crimine agatur, spesque aliqualis affulgeat criminosos palàm objurgatos emendatum, cæterosque utili metu affectum iri, palàm quidem à pastore objurgentur, debitæ tamen prudentiæ normis undecumque servatis, ne veluti nimio zelo percitus à puerorum parentibus traducatur.

XVIII. Si puerorum numerus unius instructoris vires attentionemque vincat, et in eâdem parœciâ plures sacerdotes habeantur, aliive, qui sancto et salubri ejusmodi muneri exercendo pares sint, idque minimè peragere dedignentur; tunc separari debent, ac seorsim instrui. Imò parochus nullum alium sacerdotem vel clericum secum habens consultò et laudabiliter grandiusculos, saltem eos qui ad primam communionem jam accessêre, à parvulis secernet, ut horum eorumque instructioni diverso tempore vacet. Hoc tamen si non fiat, sed omnes simul conveniant, res ita ordinentur, ut nihilominùs omnes attenti sint, et fructum percipiant. Quare instructionum tempus ita distribuat, ut tum parvulis, tum grandiusculis quædam ipsis accommodata explicet, hosque et illos periclitetur. Dùm verò examinat parvulos, occurrentem quamdam quæstionem difficiliorem ætate provectioribus, è contra in horum examine faciliorem aliquam quæstionem parvulis proponat, ut sic omnium attentionem foveat. Ne tamen in examine parvulorum nimium tempus terat, illud committere poterit instructori, tempore præsertim hiemali; ubi tamen ille catechesim docet, è parvulis etiam aliquot interroget.

XIX. Expletâ notabili quâpiam catechismi parte et pro illius repetitione ab alumnis habendâ, die, loco, ac tempore indictis, puerorum memoriæ juvandæ gratiâ, tota materia ab instructore per utilissimam recapitulationem quamdam sic contrahatur, ut instructiores saltem à magistro interrogati, elatâ voce, ad instar collationis eum inter et ipsos institutæ, ritè respondeant, eisque debitæ propterea laudes persolvantur. Hoc utilis verè exercitationis genus, si semel aut bis habitum sat omnibus alumnis instituendis ac examinandis fuerit, ut major iis æmulationis æstus instilletur, munusculis aliquibus in præmium præsertim doctiorum propositis, in majori parœciæ templo coram universo populo, aut illius saltem primoribus aliquali apparatu fiat : id, quod D. Caroli Borromæi instructionibus consentaneum penitùs est; adeòque prædictæ collationis instar, secluso magistro, inter solos alumnos instituendæ, toties id ipsum fiat, quoties doctrinæ christianæ alumnis distribui debeant præmia, quorum distributioni singuli parœciæ, si qui sint, sacerdotes, opem operamque præbeant oportet.

XX. Catechismi pias exercitationes maximi momenti esse nemo inficiari potest; parochus idcircò elenchum, seu album accuratè conficiat, in quo omnes et singuli parvuli, ac pueri, sive de parœciâ sint, sive aliunde, utputa famuli, seu domestici illùc advenerint, describantur, eosque piis, utilibusque catechismi instructionibus assiduè interesse edigat, eorumque absentiæ, quoties hæc contigerit, rigidam rationem petat penes quoque eorum parentes, quorum auribus gravissimæ hujusce obligationis momentum ac magnitudinem sæpè sæpiùs inculcabit. Hinc si aliquot adultæ ætatis ejusmodi instructiones minùs frequentare noverit, mitiùs erga eosdem se gerat; et imò paternis potiùs monitis allicere, quàm minis illos cogere adoriatur.

XXI. Cùm nedùm pueris et juvenibus, sed etiam ætate provectioribus perutilis, imò et nonnunquàm necessaria sit instructio ejusmodi, hos quoque allicere studeat, atque etiam minùs instructis, ut intersint in sacro tribunali per modum pœnitentiæ imponat. Hosce pastor hortetur, ut quæ à teneris memoriæ impresserunt, ad sese nunc advocare satagant, eaque fortassè ex animo jam decessisse noverint; unde liquet, eas rerum notiones, quæ ad salutem necessariæ sunt, procul dubio animo excidere, nisi sæpè aut identidem sacrarum instructionum occasione recolantur. Inde etiam modum propriam prolem sanctè instituendi quisque ediscere poterit : quibus omnibus addi à pastore poterunt tot tantæque plenariæ indulgentiæ iis auspicatò concessæ, qui sanctas ejusmodi institutiones frequentârint, et reliquas à summis Pontificibus conditiones huic negotio adjectas expleverint. Pro instructionibus habendis horas populo commodiores eligat; atque si sint, qui interesse plerùmque non possint, ut qui tempore æstivo pecora ruri custodiunt, aut aliter impediti sunt, illis saltem suadere enitatur, ut, quantùm possunt, intersint; et ubi aderunt, eos specialiùs instruat; aut etiam illos ipse ruri invisat, vel opportuno tempore domi conveniat, vel ad se advocet, sicque instructionum præteritarum defectum suppleat; ne fortè sibi ovibusque suis terrifica illa prophetæ querimonia competere dicatur : *Parvuli petierunt panem, et non erat qui frangeret eis.* Thren. 4, v. 4.

Instructiones suas, sicuti optimi pastores esse gerere solent, quàm frequenter instituat; unde ad Tridentini concilii mentem singulis diebus nedùm dominicis, verùm etiam festis quibuscumque ejusmodi instructiones habeat; sic quippe fideles cuncti, præsertim juvenes, quoad pietatis christianæ officia edocentur, simulque arcentur ab otio, quod illos in apertum peccandi discrimen festis præsertim diebus conjicit. Ab hâc proinde tam salubri sanctâque exercitatione vacare nefas sive feriarum autumnalium prætextu, sive aliâ quâlibet de causâ, quæ veram absolutamque minimè impotentiam arguat atque convelvat.

XXII. Pastor verò quoad hocce pretiosum instructionis genus sequentem hanc methodum servet, videlicet : 1° audito æris campani sonitu, cantetur hymnus quidam spiritualis; 2° ab instructore vel discipulorum aliquo altè, distinctè ac intelligibili voce recitetur aliqua oratio, quæ à cæteris omnibus repetatur;

sic, ex. gr., recitentur Oratio Dominica, Salutatio Angelica, Symbolum Apostolorum, actus fidei, spei, charitatis, contritionis perfectæ et imperfectæ, propositi emendationis, et similes preces, quas fideles scire oportet aut decet ; et ita distribuantur ut unaquæque illarum intra anni spatium aliquoties recitetur ; sæpissimè verò actus fidei, spei, charitatis, contritionis, ac propositi iterentur ; 3° expletâ oratione, catechesis præses absentes notet, aut annotari jubeat ; 4° interroget circa illud, quod alumni memoriter addiscere debuerunt, et materiam pro alterâ instructione addiscendam assignet ; 5° pressè repetat, quæ in præcedenti instructione explicata sunt, et super his examen instituat ; 6° novam materiam explicet, statimque circa illam examen habeat ; neque illud in proximam instructionem differat ; si enim statim examinet, discipuli utpote mox examinandi attentiùs explicationem excipient ; catechista verò animadvertet an eam intelligant, et si necesse sit, eam, quædam adjiciendo, intelligibiliorem reddere poterit, et efficere ut faciliùs menti imprimatur. In hoc tamen examine ut plurimùm interrogentur, qui majorem percipiendi facilitatem habere dignoscuntur, et de quibus spes affulget eos explicationem feliciùs repetituros esse ; itidem in hujusce periculi iteratione altero in exercitio habendâ minori capacitate præditi majores partes obibunt ; 7° expleto periculo, instructor quodpiam monitum iis præbeat eisdem instituendis, suo in officio continendis, aut saltem ædificandis aptum et idoneum, cujusmodi sacris in Litteris facillimum reperire erit ; 8° hisce peractis, oratio aliqua, aut spiritualis hymnus decantetur ; sicque discipulos dimittat. Percaveat insuper pastor, ne pueri et puellæ, si eâdem in ecclesiâ, quod parùm expedit, instituantur, turmatim ac promiscuè illinc egrediantur.

§ 8. *De sermonibus à pastore habendis certis anni tempestatibus et circumstantiis.*

I. Juxta argutam Magistri Sententiarum animadversionem, ideò *lex æterna ordinem servari jubens et turbari vetans* communiter describitur, quòd Deus, à quo universi ordinis cùm physici, tùm moralis idea, atque imago prodiit, ea acceptiora sibi fore in sacris Litteris denuntiat, quæ in ejus obsequium, nostramque utilitatem ordinatâ ratione fierent. Quocirca concionabundus quilibet animarum pastor ordinem nedùm in dicendo quempiam mordicùs servet ; sed operam det insuper, ut ad varias anni tempestates, variaque rerum adjuncta popularium sermonum argumenta conformet ; idque feliciùs pastor efficiet, si complurium conciliorum consilio inhærens canonem quemdam ad id paratum sibi asservet, in quo extraordinariis occasionibus consentanea concionum themata prostent. Sic, ex. gr., occasione Adventûs D. N. Jesu Christi, Septuagesimæ, Sexagesimæ, Quinquagesimæ et Quadragesimæ, quid fideli populo tunc temporis præstandum sit, quidve de sanctæ Ecclesiæ consiliis ac spiritu tenendum appositis pastores concionibus edoceant. Id ipsum quoad sacrosancta fidei nostræ mysteria à christianæ plebis doctoribus non absque notabili animarum lucro efficietur, iis minimè silentio prætermissis, quæ festum Purificationis B. M. V. et dominicam Palmarum spectant : quâ de re non tenuem concionatori sacro opem impartientur Durandi *Rationale*, et egregium Benedicti XIV opus *de Festis*. Adventante verò sacræ episcopalis visitationis tempore, circa illam, atque multiplicia universæ diœceseos spiritualia emolumenta parochorum sermones aliquot ante festis versabuntur ; accuratiùs quidem occasione ipsâ de Confirmationis Sacramento, ejusque ritè suscipiendi ratione, institutiones tempestivas, iteratas, appositasque pastores habebunt ; illudque ipsum sacris Ordinibus impendentibus fiet, Romani Catechismi monitis normisque servatis. Itidem lue serpente, aut siccitatis, belli, ailuviei, frugum inopiæ, alteriusve publicæ calamitatis discrimine impendente, pastores de suarum ovium commodis, perennique salute solliciti cuixam sermonibus suis operam dabunt, ut reorum pectora pœnitentiæ spiritus sensusque subeant, atque hoc pacto mitis et misericors Deus ulteriores suas ultiones ac flagella ab eis ociùs avertat. Messium è contra ubertas si universorum animos ingenti gaudio afficiat aut quælibet alia communis prosperitas inibi vigeat, parochi ad populum crebrò sermocinantes eum ad agendas Deo optimo maximo grates excitent, necnon omnibus et singulis grati animi sensus inurere satagant, ne fortè supernis favoribus Israelitarum instar, cùm nimiùm saturati *surrexerunt ludere, et bibere*, ad Dei offensam abutantur. Insuper vernâ tempestate incunte, ruricolarum pastores, quomodò agrestes etiam inter labores ingentem meritorum cumulum comparare sibi valeant, eos instruere non prætermittant ; ut si Dei præsentiam interdiù animo recolant, proindeque ab omni peccato saltem gravi lasciviæ, detractionis, scurrilitatis, turpium cantionum abstineant, imò et quotidianas operas, quas sustinentes *pondus diei et æstûs* explere solent, ad Dei gloriam, eorumque flagitiorum expiationem utiliter ac meritoriè referant. Eadem penè monita ruricolis æstivo, autumnoque tempore parochus exhibeat : verùm sub hiemis adventum tam publicè quàm privatim *arguendo*, *obsecrando*, *increpando* consulat ac provideat ne in vigiliis nocturnis, quas rustici per hiemem agunt, unà simul juvenes puellæque conversentur ; quin etiam promiscuos ejusmodi congressus, unde tam frequens et obvia peccandi consurgit occasio, abolere connitatur.

II. Summâ verò sollicitudine parœciarum rectores gregem sibi demandatum à noxiis et mortiferis pascuis avertant, cujusmodi sunt ludi aleatorii, quibus præter blasphemias rixasque inde exorientes, honestarum familiarum fortunæ sæpè luctuosum in modum everluntur ; tum etiam choreæ, et turpia Bacchanalium spectacula, teterrimus larvarum abusus verè probrosus, necnon cauponæ vitiorum omnium palæstræ ac gymnasia, omniumque scelerum officinæ. Corruptelas omnes nitantur eliminare, quas hominum vel improbitas, vel infirmitas, vel inscitia invexerit, objectasque difficultates forti et constanti

animo in iis evellendis pervincant.

III. Denique parœciarum regimini mancipati, ut Tridentini concilii sæpè sæpiùs iteratis jussibus morem gerant, sacrosancti altaris sacrificii mysteria, atque cœlestia, quæ ad fidelem populum inde profluunt, lucra, ac penè ineffabilia emolumenta explanabunt, quidpiam ex iis, quæ in Sacro peragendo leguntur à sacerdote, aut fiunt palàm populo exponentes.

ARTICULUS VI.

De sollicitudine pastorali.

Nec quisquam est, quin noverit, sollicitudinem pastoralem in eo sitam esse, ut pastor salutis animarum studiosus, quæ eam promovent, velit ex animo et amplectatur; quæ verò illi obsunt, arceat, et fugare enitatur. Ad hanc sollicitudinem hactenùs tradita præsertim de instructionibus referuntur, perinde ac dicenda de divini officii celebratione, Sacramentorum administratione, etc. Ad hæc, eòdem tendunt pastoralis vigilantia, parœciæ visitatio, abusuum seu corruptelarum abolitio, etc., privatæ monitiones et correctiones, specialis cura adolescentium, et aliorum quorumdam parœciæ incolarum.

§ 1. *De vigilantiâ pastorali.*

I. Quemadmodùm paterfamiliàs liberis suis, et pastor sui gregis ovibus, ita parochus ecclesiæ, quam ipse regit, invigilare tenetur. Cùm autem, teste Ezechiele, c. 3, Deus unumquemquè animarum pastorem *speculatorem dederit* domui Israel, idcircò summâ et ineffabili erga spirituales ejus subditos vigilantiâ ipsi opus est.

Hæc autem vigilantia pastoralis *universalis*, *constans* et *assidua* sit, oportet. Debet 1° esse *universalis*, quatenùs animarum pastor omnia peccandi pericula, et occasiones ab iis avertere debet; pressiùs quidquid æternæ illarum saluti obesse potest, ut è grege suo eminùs absit, curare enixè tenetur; et è contra operam dare, ut omnigena evangelica virtus ibidem efflorescat.

2° *Constans* verò pastoris vigilantia eatenùs erit, quatenùs sanctum illum zeli pastoralis ardorem, quem in ipso ad parœciæ regimen ingressu præ se tulit, usque perpetuòque fovere et asservare enitetur.

3° Demùm pastoralis vigilantiæ *assiduitatem* Jacobi verba, Geneseos cap. 31, v. 40, perbellè exprimunt: *Viginti annis fui*, inquiebat Jacob Labano, *tecum..... die noctuque, æstu urebar et gelu, fugiebatque somnus ab oculis meis.* O utinam Jacobi verba pastor quisque in spiritualis villicationis suæ exitu, dùm ad Christi Judicis tribunal properat, ullo absque mendacio repetere posset, non de materialibus Labani ovibus, sed de animabus pretioso Christi sanguine redemptis!

§ 2. *De visitatione parœciæ.*

Perantiquus aliquot in diœcesibus mos viget, ut statis anni temporibus pastor sacer oves proprias in earum ædibus invisat. Nuperus equidem parochus quilibet non sublimi ac exquisità, sed vel mediocri urbanitate reclamante, perperàm id muneris uspiàm negligeret, dùm scilicet ad parœciam, quam regendam susceperit, primodùm pedes admovet; verùm cùm juxta Ritualis Romani præscriptum ac ritum ad ædium benedictionem in dominicæ resurrectionis pervigilio, aut alio quovis tempore, inspectâ uniuscujusque Ecclesiæ consuetudine, habendam quivis Ecclesiæ rector tencatur; atque ipse, impendente aut evolutâ paschali quindenâ, colligere vel juxta varium diœceseon usum, ostiatim tribuere schedulas paschalis præcepti implectionem attestantes (vulgò *Biglietti Pasquali*) consuescat; quilibet ergo pastor unoquoque anno ovile suum iteratò invisat, necessum est; quâ occasione auspicatò arreptâ, bonos in sancto eorum consilio confirmare, mœstos afflictosve solari, pusillanimes erigere ac roborare, impiosque corripere, uti par est, ac redarguere haud difficulter poterit, quin distinctis vicibus universæ parœciæ lustrationem habeat. Adde ulteriùs parochum quotannis animarum censum conficere, parœciæ sæpè sæpiùs ægrotos invisere, et spiritualibus illos Ecclesiæ subsidiis communire teneri. Quid porrò iis rerum adjunctis opportunius ad accuratam sibi universæ parœciæ cognitionem comparandam? Non comiter verò parochus se gerat erga paschalis præcepti violatores; verùm in illos acriter invehatur. Eorum itidem nomen et agnomen peculiare in album referat, ut illos opportuno tempore ordinario deferat, à quo quid sibi agendum, expostulet. Neminem tamen hujus furfuris hominum è vivis fortè sublatum, inconsulto episcopo, ecclesiasticâ sepulturâ orbare præsumat; sibi quippe nulla in foro externo jurisdictio competit, ut liquet.

§ 3. *De tollendis abusibus, et introducendis usibus piis.*

I. Quisquis perarduum animarum regimen ex Tridentinis comitiis *angelicis humeris* formidandum suscepit, divinitùs in eo se constitutum esse meminerit, ut, teste Jerem., cap. 1, *evellat, ædificet, et plantet.* Hinc Ecclesiæ cujuslibet rectori abusuum ibidem grassantium abolitio cordi præcipuè sit oportet, eorumque præsertim qui in cauponis, choreis, nocturnisque amborum sexuum congressibus, aliisque id genus similibus luxuriæ fomentis expleri solent, rurique perfamiliares esse perhibentur; quibus abolendis dùm enixam pastor operam navat, prudentiâ duce, id præstet, caveatque ne in ipso ad parœciæ regimen ingressu, et adversùs antecessoris sui fortassis optimi, aliorumque ecclesias conterminas regentium pastorum *in artium arte* præstantium praxim immoderati exactoris ociùs notam incurrat. Cæterùm cùm divo Gregorio magistro *contraria contrariis* curari expediat, perspectæ idcircò ejusmodi abusuum origini opposita pharmaca parochus prudenter adhibebit.

II. Quemadmodùm verò rudis popellus otio, quod, attestante divini Spiritûs sententiâ, *plurimam* quidem *malitiam docet*, feriis tantummodò festis sese dedere permittitur, adeòque tunc temporis teterrima plerùmque admitti flagitia solent; prudens idcircò ac pervigil animarum pastor dominicis, reliquisque festis diebus plebem sibi concreditam divini verbi prædicatione, sacrisque officiis debità pietate ac majestate peractis ita distineat, ut nihil ei temporis supersit, quod ebrietatibus, ludis, comessationibus, carnisque nequitiis

absumi possit. Jam verò ad hoc ipsum assequendum non parùm conferet unius aut alterius pii sodalitii institutio; hâc quippe ratione parœciæ incolæ crebriori Sacramentorum susceptioni, divinis officiis, concionibus sacris, piæ lectioni, proficuæ meditandi methodo, infirmorum solamini ac SS. altaris Sacramenti visitationi magis magisque assuescent. Ubi verò intra parœciæ fines crux, aut simulacrum sanctum quodpiam intra aut extra sacellum habeatur, quò fideles eo quidem tempore, quod divinas inter est functiones, oraturi sese recipere soleant, id pastor summis efferat encomiis; aut si pia ejusmodi consuetudo nondùm ibi invaluit, eam parochus, præter omne infrequentioris ad ven. Sacramentum accursûs periculum, invehere studeat.

III. Reverâ pietate adeò ac devotione erga SS. Sacramentum insignes nonnullæ provinciæ reperiuntur, ut festis quibusque diebus singuli parœciarum fideles, horâ unicuique suâ attributâ, hymnis et canticis utilissimam ac verè commendandam ejusmodi adorationem habeant, cui proprius alicubi etiam pastor iis saltem horis, quæ sacra inter sunt ac consequuntur officia, adesse solet; ipseque sacrorum itidem dierum luce jamjam occidente, plebis sibi creditæ adultos congregat, ut serotinæ unà simul preces recitentur. Proh verè commendanda pietas, ac consuetudo servanda!

IV. Piorum usuum numerum hoc alicubi obtinet, ut, dùm sacrum privatim fit etiam per hebdomadam, Adventûs dominici, aut feriarum esurialium tempore, sacerdotum alter cathedram conscendat, atque inde preces ex libro quopiam elatâ voce proferat, simulque iis auditis, fideles astantes appositos ac consentaneos piæ lectioni affectus eliciant. Illud itidem sacris pastoribus inculcandum superest, ut quotannis sermonem appositum habeant de votis Baptismi, eaque unà cum auditoribus iterent; sicuti non minor pietas eo in exercitio elucet, quo nonnullis in diœcesibus infantes Deo consecrantur; quâ occasione pastor accuratum ad illorum parentes sermonem habet, quo summa ac prorsùs invidenda baptismalis innocentiæ pretiositas, ejusque tuendæ haud inferior, quæ unicè genitores intuetur, sollicitudo exponitur; demùmque infantes ipsi sanctæ Deiparæ Virginis, sanctorum angelorum tutelarium, parœciæ auspicis seu patroni, aliorumque cœlitum præsidio, necnon astantium precibus committuntur; potissimùm verò in concionis exitu orator eosdem Dei, cui dicantur, paternæ bonitati, efficacique benedictioni devovet.

V. Denique cùm, D. Basilio teste, *dominicæ passionis frequens recordatio cunctis animæ vulneribus promptam medelam afferat, et inferorum ipsas potenter profliget potestates;* hanc ideò Christo Domino gratissimam devotionem parochus fidelibus suis sæpè sæpiùs inculcet : cujus voti facillimè compos evadet, si interiori aut externo ecclesiæ parieti singula passionis Christi adjuncta in tabellis depicta appendi curaverit, precesque consuetas interdùm unà cum suis fidelibus palàm ac devotè recitaverit (1). Immemor verò nunquàm parochus esto pretiosæ erga præcelsam Dei matrem devotionis, quam ut omnibus et singulis subditis suis ex animo instillet suadeatque, enixè elaborabit.

§ 4. *De privatis parochorum monitionibus et correctionibus.*

I. Equidem pastor omnibus Ecclesiæ, cui præest, fidelibus debitor est; graviori tamen onere illius premuntur humeri erga scandalosos, aut quomodòlibet criminosos, quorum resipiscentia, ut plurimùm ab appositâ parochi correptione pendet. Correptio istiusmodi, utpote quæ spiritualis eleemosyna in scholis appellari soleat, nunquàm absque gravi necessitate habebitur; nunquàm ideò fiet levibus inanibusque de causis. Evangelica isthæc fratris delinquentis correptio, sicuti cæteris ad eam faciendam requisitis conditionibus prædita esse debet, ita juxta prudentiæ leges fiat, oportet; videlicet in iis cunctis rerum adjunctis, quæ ad Dei gloriam, et animarum lucrum conferre magis valeant.

II. Quisquis hoc sancto charitatis munere fungi adoritur, illius qui corripiendus est, ætatis, conditionis, et indolis rationem habebit, quibus omnibus correptionis modulum congruere necessum est. Quamobrem spirituale hoc pharmacum de se amarum lenitate adeò ac mansuetudine mulceat, temperetque, ut observantia proximis nostris, senioribus præsertim, seu in potestate constitutis debita, nullatenùs lædatur, juxta illud Apostoli 1 ad Tim. cap. 5: *Seniorem ne increpaveris, sed obsecra ut patrem.* Quæcumque verò eâdem occasione fraterno amore ductus proferet, firmis solidisque rationibus fulcire studeat, fiduciamque suam de correpti docilitate identidem innuat. Verùmtamen rei, de quâ agitur, confessionem, nisi ad correptionis finem necessum sit, à criminoso extorquere ineptè satageret.

III. Quantamlibet verò correpti reluctantiam parochus oppidò vincet, si in eum nunquàm invehatur, sed tamen haud timidè, benè verò seriò, et utpote auctoritate præditus graviter eumdem alloquatur. Pressiùs, opportuno tantùm tempore minaces sententiæ, plerùmque verò dulcia, et amica verba ex pastoris labiis erumpent, si sequentem hanc Prov. 15 loquendi normam oblitus neutiquàm sit : *Responsio mollis frangit iram, et sermo durus suscitat furorem.* Tantæ huic corripientis lenitati difficulter correptus etsi pervicax resistere poterit; quòd si fortè usuveniet, non ideò statim pastor omnem filii sui lucrandi spem amittat; morbum quippe, quem pharmaca nonnunquàm prima cohibere non valent, iterata sæpè sæpiùs compescunt. Hùc spectat illud D. Chrysostomi effatum : *Dixisti semel, et non audivit : dic bis et ter, et toties, donec persuaseris.* Sanctis hisce parochus officiis admodùm proficiet, si paternam aut tutoriam potestatem, sub quâ criminosus constitutus foret, adversùs contumacem invocabit.

(1) Sanctum ejusmodi exercitium superiùs expressum *Via crucis* communiùs solet appellari.

IV. Pervicaci adeò homini pastor minimè irascatur; quin potiùs eumdem, si postea resipuerit, paterni affectûs argumentis ac speciminibus haud dubiis excipiat. È contra si ei actu renitenti mali quidpiam eveniat, ipsum inde iteratò corripiendi occasionem depromat, ex quâ fortassis iteratâ correptione, si Deus ambobus faverit, voti compos parochus efficietur.

V. Profectò spiritualis hujusce eleemosynæ fructus ab inordinatâ quâ exercetur ratione identidem proteritur; unde nisi notorii enormisque scandali reparandi ratio aliud suadeat, palàm cæteris nec reum saltem acriter objurget, nec ei à se habitam aut habendam correptionem esse sinat aliis innotescere.

§ 5. *De peculiari curâ parvulorum.*

I. Peculiaris parochi vigilantia erga parvulos tum in spiritualibus, tum in litteris instituendos requiritur. Hosce pastor sanctè instructurus prophetæ vocibus utens eosdem sic alloquatur : *Venite, filii, timorem Domini docebo vos*, Ps. 33, 11. Hinc certè Dei et virtutis amor, vitii fuga atque abominatio, sanctarum precum frequentia, *ecclesiarum Dei* observantia, præstita legibus omnigenis ac superioribus obedientia, ac cætera omnia Christi Evangelio consona efflorescent. Pueros ipsos, qui ad sacrum Pœnitentiæ tribunal accedere, si sufficienti scientiâ polleant, pluries intra annum minimè vetabuntur, comiter ac benignè excipiat, patienter audiat, eorumque morum emendationem promoveat; hâc quippe ratione virtutum semina teneris illorum animis injiciet; quibus in obeundis pastoralis curæ officiis maximum gloriæ suæ fastigium situm esse sibi suadebit.

II. Parochi summoperè interesse, ut pueri nonnisi apprimè instructi ad Eucharistiæ Sacramentum primodùm accedant, ecquis minimè videat? Quocirca tanti momenti negotium ac innumera propemodùm ejus consectaria parentibus suis inculcet, quos itidem monebit, in ejusmodi promotione habendâ nedùm cognitionem candidatorum, et scientiam, sed morum præcipuè integritatem inspici à pastoribus atque perpendi; peculiari verò distinctoque in albo describat eos quos post unum alterumve annum ejusmodi privilegio donandos fore confidit, eorumque potissimùm occasione catecheseon curam geret, nedùm quoad scientiæ gradus, verùm etiam circa illorum agendi rationem.

III. Non hâc opportunior ulla institutori occasio occurret ad edocendos pueros panem eucharisticum primâ vice sumpturos de rectâ propriæ disquirendæ conscientiæ ratione, suaque flagitia confessario quoad numerum, species, et varia rerum adjuncta innuendi; quam quidem ritè sic confessionis emittendæ rationem feliciùs instructor pueris instillabit, si ipse pœnitentis personam conditionemque gerens, eos pœnitentiæ actus palàm iis peragat, quos ab iisdem haberi tunc maximè insinuat.

IV. Itidem præcedenti primæ Eucharistiæ sumptioni anno, sive extremo ad illam præparationis tempore, candidatos sæpiùs sacramentaliter audiet quàm ante; quare ut omni procul dubio dignoscat, utrùm ritè confitendi methodum percalleant, secùs verò illos accuratiùs instituat, eorumque vitæ emendationem efficaciùs assequi elaboret, quin tamen notitiâ sacramentali ullatenùs uti pueris ipsis videatur, duabus ante esuriales ferias, tribusve hebdomadibus, iterùmque circa quadragesimalis stadii dimidium, eos in sacro Pœnitentiæ foro audire poterit. Cæterùm ut pœnitentes cùm tenellæ, tum provectæ ætatis ad proprias conscientiæ moderatori noxas ullo absque pudore perhibendas animosiores efficiat, earum se penitùs immemorem perpetuò exhibeat; quo pacto confessio sacramentalis gravis et odiosa nunquàm evadet.

V. Eosdem edoceat quo pacto suscipiendæ, et susceptæ sanctæ communionis exercitium institui debeat; sive quasnam preces ante et post eucharistici panis sumptionem aut memoriter, aut ex aliquo pio *volumine* fundi necessum sit, quosve sanctos elici affectus tunc deceat; hanc enim praxim eos toto vitæ suæ curriculo servaturos sperare licet. In hujusmodi tamen admissione efficiendâ nullius unquàm personarum acceptionis tum alumnis ipsis, tum eorum parentibus suspicionem ingerat, adeò ut nonnullos ex partiali amore, alios verò ex animo cuipiam familiæ infenso rejicere videatur; verùm in hisce rerum adjunctis ita se gerat instructor, ut unius Dei gloriæ, et alumnorum salutis studio sese duci omnes intelligant. Hinc nisi gravis id ratio dictet, instructiori minùs eruditum non anteferas; quos verò repellere dignis de causis decernit, ne verbis exasperet, benè verò soletur, eisque animum addat, ut altero anno sacris in institutionibus magis proficere valeant. Neve pastor unà cum iis erret, qui non ante pubertatis annos cùm pueros, tùm puellas primæ communionis veniâ donandos esse censent; imò si novennis puer aut puella superiùs recensitis polleat dotibus, tanto beneficio orbari non debet; id, quod ibi facilè usuveniet, ubi spiritualis puerorum institutio nullatenùs negligitur, ast mirum in modum efflorescit. Spiritualibus insuper hujusce admissionis emolumentis non puer ille, aut fortassis etiam adolescentulus effectus, orbandus est, qui inopibus prognatus parentibus, et crassioris licèt minervæ, vitæ tamen integerrimus, familiari urgente egestate, opificii cujuspiam addiscendi gratiâ alìò mittetur, ubi christianæ institutioni vix operam navare poterit.

VI. Quò verò admissi ad sanctam Eucharistiæ primam sumptionem sese ritè disponere valeant, eos aliquot ante diebus ex suggestu aut altari coram populo promulget; unà cum illis appositas piasque exercitationes sanctæ communioni præmittendas habeat, eosque enixè hortetur, ut sacro quotidiè intersint, oris et facti modestiam sectentur, puerilis nugacitatis fascinationem devitent, piæ lectioni, aliisque non vulgaris pietatis partibus impigrè dent operam. Confessionis itidem generalis nisi necessitatem, uti de eorum plerisque confidere erit, notabilem saltem utilitatem iisdem insinuet; quod ut ritè ab illis fiat, enixè studebit.

VII. De primâ puerorum communione solemni quodam apparatu faciendâ populus, in cujus non levem hoc ædificationem verget, præmoneatur; atque sacrosanctam ejusmodi actionem concio præparatoria præcedat; eucharistica verò, seu gratiarum actionem, gratumque ipsorum animum exprimens subsequatur exhortatio. Pericula candidatis pastor seu instructor, tentationes seductionesque proponat, quibus subesse poterit illorum innocentia, cujus defensioni parentes pastoralibus monitis adducti invigilent, oportet. Summoperè verò commendandus quorumdam parochorum mos esse videtur, qui pueris ipsis munuscula quæpiam, utputa pios libellos, aut imagines, totidem veluti peractæ primæ communionis testimonia, eodem die attribuunt, quibus certè ad Sacramenta crebrò suscipienda alliciuntur; ad frequentem tamen communionem pueri non adeò validè excitentur, ut adigi potiùs quàm allici dici possint; id enim posset eosdem in proximum sacrilegæ communionis discrimen conjicere.

VIII. Cùm juvenum ætas et cupiditates immodicæ pari gressu procedant et adolescant, pastorum idcircò sollicitudo erga parœciæ suæ adolescentes in dies augescat necesse est. Intra annualium institutionum, sermonumve curriculum concreditæ sibi plebi graves multiplicesque conjugii obligationes inculcare haud prætermittant, ne juvenes cæcutientes illud ambiant, ibique animæ interitum nanciscantur, ubi flagitiorum, seu concupiscentiæ remedium reperturos sese sperabant. Pressiùs pastores à conciliandis nuptiis mordicùs abhorreant, penitùs rati negotium ejusmodi periculis innumeris circumseptum esse; infanda namque malorum seges ex perperàm initis conjugiis profluere quotidiè cernitur. Tandem filiisfamiliâs suadeant, omnigeno jure, divino scilicet, naturali, civili et canonico matrimonia inscii aut rationabiliter invitis genitoribus inita improbari.

§ 6. *De curâ patrumfamiliâs.*

I. Cujuscumque pastoris erit speciales parentum erga prolem obligationes ex sacro suggestu aut altari explanare, ad hoc ut rectus parœciæ ordo cùm moralis, tùm politicus asservetur; ex optimâ quippe liberorum institutione omnigenam nedùm parœciarum, verùm etiam regni, aut imperii cujusvis prosperitatem efflorescere exploratum est. Hinc præclarè sacer Ecclesiastici scriptor, cap. 42, innuit, patremfamiliâs cui propriæ prolis recta cordi sit institutio, perrarò etsi fessum somno dedere se posse.

II. Animarum rector patresfamiliâs ulteriùs edoceat, quo pacto liberos suos ad pietatis munia flectere, et à vitiis arcere possint; blanditias quippe interdùm, quandoque verò minas ac verbera ad perutilem ejusmodi finem conducere sacræ ipsæ Litteræ monent. Omnimodæ autem paterfamiliâs severitati non parcat, ut liberos suos retrahat à cauponis, cæterisque vitiorum ac nequitiæ officinis, quæ universorum fidelium, juvenumque præsertim conscientiis quàm exitiosæ sint, ex alibi traditis eruitur. Quomodò demùm parochus erga ejusmodi officinas exercentes, communitati præpositos, et patresfamiliâs in sacro potissimùm Pœnitentiæ foro gerere sese debeat, ubi de Sacramentorum administratione sermo habebitur, trademus.

§ 7. *De pace et tranquillitate inter spirituales subditos fovendâ.*

I. Cùm pax et sancta animorum conjunctio inter præcipua ac pretiosa Dei dona apud ipsos infideles recenseantur, pervigilis ideò pastoris erit tantam paci tuendæ, aut si fortè jam exulaverit, restituendæ operam navare, quanto illa ubique gentium pretio habita perenniter fuit. Hinc parochus in propriâ parœciâ sit velut angelus pacis, et cùm publicæ, universæ scilicet communitatis, tum privatæ, singularum nempe familiarum tranquillitatis acerrimus esto propugnator. Quapropter ejus subditorum lites, controversiasque, si quas fortè frigidum illud divi Chrysostomi verbum *meum et tuum* excitaverit, prudenti zelo ductus dirimere, et absque ullâ prorsùs personarum acceptione sopire studeat, ratus hoc pacto mutuam pretiosamque dilectionem ab Apostolo Christo prædilecto tantoperè inculcatam in ejus grege perinde ac in prævio cœlestis suavitatis paradiso jucundè regnaturam.

II. Præterea parochus edocebit, ab ejusmodi sanctâ animorum conjunctione, mutuâque dilectione ne inimicos quidem esse secernendos; ethnici namque ipsi amicis benè velle et facere nôrunt, minimèque refugiunt. Quinimò nihil esse Christi asseclis, discipulisque gloriosius, quàm inimicis ex animo parcere, simulque benefacere haud semel fideles suos pastor admonebit; quare adversis rationibus, quæ obtrudi ab aliquibus, solent enodatis, speret quidem è proprio grege lites, odia simultatesque cunctas, Deo favente, brevi exulaturas. Moneat ulteriùs plebem sibi concreditam ab irâ, detractione, livore, contumeliis, cæterisque id genus similibus odii simultatumque fomentis sibi abstinendum, à quibus proinde pastor oves suas æquè ac ab omni injuriosâ, vel damnificâ locutione, aut actione pro viribus absterrebit. Pacis equidem perennitati consulet populorum doctor, iis suadens odia vel acerrima et inveteratas simultates ex dolosè confictis imputationibus, ineptisve suspicionibus ortum nonnunquàm ducere, ex cujus fraudis vel unico metu auditorum quisque præconceptum simultatis ignem jamjam in pectore suo defervescere sentiet; quem quidem ex divini Spiritûs sententiâ, *priusquàm sol occidat*, extinguendum salubriter suadebit. Suppositâ verò aliquâ oris vel facti proximis illatâ injuriâ, ad honoris aut damni reparationem jus in naturâ ac lege divinâ fundatum læso inesse, pastor evincet. Quanquàm etsi cordati homines vel gravibus probris injuriisque lacessiti penes judicem de iis agere detrectant, intimè rati ejusmodi oblocutorum, præsertim rudium, verba probrosa et facta meliori seu puriori urbis aut pagi incolarum parti contemptibilia videri.

III. Verùmtamen si vocalis aut realis injuria tanti valere æstimetur, ut eam passus ab exigendâ reparatione abstinere nolit, aut fortassis etiam nequeat,

tunc pastor admoneat, læso nec statim, id est, indignationis æstu adhuc percito, nec absque probi cujuspiam viri, litibus infensi, consilio quidquam agendum; imò eumdem satiùs acturum pronuntiet, si antequàm prætoris opem imploraverit, debitam sibi satisfactionem pii prudentisque cujuspiam mediatoris operâ erogari postulet. Si tamen iis mediis ad prætoris tribunal evadendum incassùm adhibitis, soli illius sententiæ reus acquiescere velit, id omni sepositâ ultionis libidine, ac hostili sensu remoto, faciendum pastor insinuet; legalis quippe ordinis usus, si hostilis penitùs animus absit, nihil ex se flagitii arguit.

IV. Cùm vulgus præsertim rude et ignarum in varia et adversa studia discindi soleat, unde infanda malorum litiumque seges fluere solet, ut ideò animarum moderator teterrima ejusmodi schismata efficaciter præpediat, magistratuum omniumque rei politicæ gestorum gratiam, necessitudinem ac observantiam comparare sibi pietate, zelo, doctrinâ, disertèque concionandi assiduitate studeat. Hos tamen amicis hortationibus blandisque monitis, si fortè è muneris proprii finibus deflectere videantur, ad meliorem frugem ita redigere enitatur, ut spiritualia inter et temporalia parœciæ suæ negotia dissonum nihil intersit. Itidem verò urbis, oppidi vel pagi incolis Pauli sententiâ usus erga *sublimiores* nedùm ecclesiasticas, verùm etiam politicas *potestates* non ex metu punitionis, sed *propter conscientiam* omnimodam subordinationem sæpè inculcet; ex quâ constanti geminæ hujus potestatis harmoniâ publica certè utilitas efflorescit, modò ii quibus Deus, à quo omnis potestas effluxit, obtemperandi onus imposuit, laudabili docilitate legum latoribus obsequantur. Singula hæc pastor monita subditis suis uberiori emolumento præbebit, si appositâ occasione arreptâ, ut puta dùm publica munia civibus distribuuntur, teneri parentis affectu, nimioque procul zelo, seu immodico dicendi impetu coercito, sanctas ejusmodi institutiones habebit. Denique ex sacro suggestu aut altari parochus hanc veritatem populo inculcabit, nimirùm tam benè de Deo, universâque hominum societate eos mereri, quibus fratrum dissidia quotidiè sopiendi cura et amor est, quàm malè discordiarum satores, imò et pessimè de Deo atque hominibus certè mereantur. Quare summorum pontificum non pauci, dùm pii alicujus sodalitii institutionem concessêre, sanctum pacificandi inimicos officium sodalibus assignârunt, illudque uberrimis indulgentiis jure optimo ditare sapienterque cumulare gestierunt.

V. Prosperè cuncta equidem, sive è voto pastori optimo cedent, si parœciam suam tanquàm magnam familiam cujus ipse pater sit, habebit, cunctosque ejusdem Ecclesiæ fideles, ut liberos suos parili dilectione prosequetur. Hinc si eorum alter coram se fortè de altero conqueratur, utrumque seorsim audiat, ac benignè excipiat, nec ullam, nisi utroque sufficienter audito, sententiam proferat; in extremo autem rerum eventu pastor efficiat ut ambo, nonnisi pace conventâ, à se discedant. Quid quod? Tametsi neutra dissidentium pars reficiendæ pacis studio ad se accedat, eos nihilominùs accersere ad controversiam dirimendam properet; quo pacto utpote paterfamiliàs propriæ prolis amantissimus ejus animi corporisque prosperitati consulet. Cæterùm potissima ab eodem pastore dissidentium animæ ratio habeatur; quapropter quidquid sit, de quo controversia agitur, præcipuè verò si ejus resolutio ad jus civile referatur, non facilè mentem suam prodat, nisi de re penitùs evidenti ii controversentur, ne fortè quis de illo malignè susurret, ac querimonias deinceps hìc illìcque edat, perinde ac si rebus non omninò ad parochum pertinentibus sese ingereret; unde ad ulteriorem peccatorum seriem duntaxat abrumpendam, ejusmodi controversiam dirimi suâ ipsius interesse fateatur. In his pretiosis tamen charitatis partibus obeundis non jussu ac imperio, sed precibus et exhortationibus modestè ac prudenter utatur, Patremque luminum cœlestem exoret, ut ei sapientiam opportunosque rixantium voluntatis flectendæ, ac iræ mulcendæ modos impertiatur.

VI. Denique væ illi animarum duci, qui non cordium conjunctionem et pacem, benè verò scissuras, discordiasque inter fratres, filiosve suos conserere audeat! Atque ne fortè alicui dissidio, contentioni, alterive simili inordinationi pastor ipse occasionem inopinatò præbeat, singula sua verba, nutus, facetiasque jugiter expendat, ratus omnium in se parœciæ incolarum oculos defigi ac intorqueri. Viduæ tamen, et pupillo, ubi eos injustè vexari noverit, efficaciter patrocinari non vereatur; quin etiam, ex Tridentinæ sententiæ tenore, sese eorum patrem et patronum profiteatur. Id ipsum in aliorum levamen ac præsidium præstet, dùm hosce ab extrancis iniquè opprimi viderit; propterea que integrum controversiæ objectum aut docti jurisconsulti ac pervigilis operâ, aut imploratâ superiorum, ad quos spectat, auctoritate dirimi et absolvi satagat, aut quod satius erit, amicè componi. Itidem parocho fas erit, et quidem *à fortiori*, cujuspiam subditi sui, vel universæ parœciæ juribus, quorum vindiciæ nemini obsint, mordicùs patrocinari, servatâ tamen semper mutuâ dilectione, omnique semoto scandali, sacerdotii et pastoralis officii contemptûs discrimine. Sæpissimè verò fidelibus suis pastor mutui concordisque amoris studium inculcet; simulque omnimodam summo Rom. Pontifici, regibus, seu principibus, magistratibus, dominis, cæterisque in potestate constitutis subjectionem et observantiam ex animo deferri, instar ineuntis Ecclesiæ primorum fidelium oportere ostendat.

§ 8. *De curâ pauperum et infirmorum.*

I. Ecclesiarum rectorem quemque Tridentini antistites, sess. 23, de Reform., cap. 1, sapienter commonefaciunt, pupillorum sibi, viduarum, inopum et orphanorum curam demandatam à Deo fuisse; adeòque Psaltis regii verba, Ps. 10, 14, utpote suis auribus ingesta expendat: *Tibi derelictus est pauper, orphano tu eris adjutor.* Neve his dissona sunt tritissima

Tobiæ verba, cap. 4, v. 7, quæ veri ac proprii nominis mandatum arguunt : *Ex substantiâ tuâ fac eleemosynam, et noli avertere faciem tuam ab ullo paupere....* Equidem inspecto charitatis ordine divinitùs instituto, propinquiores minùs propinquis, religiosiores minùs piis, minùsque probis anteferre fas est, neminem tamen illorum, utpote qui Christi imaginem peculiari ratione referant, contemptui habere fas unquàm erit. Pastori verò summoperè cavendum, ne stipe nonnullis quotidiè penè erogatâ otium foveat eorumdem; aut verè egenis pueris emendicatam stipem abneget, eò quia improbis parentibus sint prognati. Præcipua demùm eorum inopum ratio habeatur, qui nimio rubore impediuntur, quominùs suis in ærumnis alienam opem invocent.

II. Consuetam ac penè communem inopum genitorum incuriam in propriâ prole sanctè instituendâ quilibet parochus accuratè suppleat; imò si in parœciâ ludimagister adsit, eorum liberorum curam peculiariter illi commendet. Parentibus itidem pastor inopibus apprimè suadebit ne liberos suos hùc illùcque vagari ac sæpè sæpiùs otiari sinant; quin etiam his et illis sedulò parochus ipse invigilet ad hoc ut dominicis reliquisque festis diebus è parœciâ neutiquàm decedere, sacrum ac divina officia unà cum christianâ institutione prætermittentes, audeant. Subsidiorum denique mensuram, quæ stipem cogentibus pastor erogare tenetur, ex superiùs Tobiæ memorato cap. 4, v. 8, colligere poterit.

III. Si pastor erga pauperes incolumes sollicitus sit oportet, quantò magis dùm ægritudine aliquâ afficiuntur, quibus necessaria ut divites erogent promptè et sanctâ hilaritate suppeditent, appositis sermonibus monebit et hortabitur! propria tamen monita et exhortationes vim efficaciamque sortientur ineffabilem, si ipse quoad ægrotantium pauperum levamen et opem utili præiverit exemplo. In necessitatibus extraordinariis aliquot pios probosve homines designare expediet, quos pro graviter egentibus infirmis stipem ostiatim cogere minimè pudeat.

IV. Nedùm pauperes morbo aliquo detenti, verùm etiam omnes et singuli spirituales subditi jus propriè dictum habent, ut pastor omnimodo zeli fervore, ægritudinis cujuspiam occasione, iisdem spiritualiter opituletur. Imò ex sacro altari aut suggestu ad populum agens eum palàm commoneat, sese vehementer exoptare, ut nullâ habitâ noctis, pluviæ, frigoris aut venti ratione ad ægrotos omnes invisendos, gravi præsertim et periculosâ infirmitate detentos, acciatur. Insuper si quem ægrotare non absque vitæ discrimine resciverit, etiam minimè accitus eumdem identidem invisat, eumque, medico (1) præsertim instante, sanctis Ecclesiæ subsidiis communiat, ratus hisce in negotiis satius esse de vigilantiæ excessu, quàm de minimâ illius carentiâ incusari; ægrotos autem vel cunctis sanctæ Ecclesiæ subsidiis donatos crebrò invisat, egregii sacrarum Litterarum Eccl. 7 moniti usque memor : *Non te pigeat visitare infirmum; ex his enim in dilectione firmaberis.* Nec demùm pastor eos infirmos suæ præsentiæ spiritualibus emolumentis et solatiis orbabit, qui non periculosâ, verùm diutinâ detinentur infirmitate.

V. In ægrotis invisendis haud diutiùs quàm oporteat immoretur : inanes in ægroti cubiculo devitet ipse sermones, itidemque ab aliis devitari jubeat : quoties ad alicujus ægroti cubile parochus accesserit, eumdem toties de propriæ tranquillitate conscientiæ, confessionemque iterandi consilio, aut absolutâ fortassis etiam necessitate prudenter interroget : jacentis in lecto infirmitatis hominis ætati, conditioni cæterisque illius adjunctis congruentia monita paucis, ac morbi tolerantiam insinuantibus verbis exhibeat. Crebriorem equidem sacramentalis confessionis iterandæ mentionem pastor inferat, dùm eumdem semper, aut saltem sæpè irrequietum esse aut ipse noverit, vel propinqui ægrotantis innuerint; experientiâ quippe compertum est, ejusmodi nonnullos vel gravissimâ ægritudine detentos mortis in agone duntaxat extremo confessario scelera illa patefecisse quæ in priore confessione hesternâ fortassis etiam die habitâ sacrilego rubore perciti silentio suppresserant. Si plures in eâdem parœciâ sacerdotes confessarii habeantur, pastor ipse ægroto liberam propriæ conscientiæ moderatoris electionem præbeat; sicque infirmo bona aut jura quælibet sint, de quibus testamentariis tabulis legitimè disponere possit, id ipsum, Christi lege sanctâ suadente, efficiendum pastor admonebit.

VI. Si tandem morbus ingravescat, parochus nunquàm aut ferè nunquàm infirmum derelinquat; et quænam iis omnibus in rerum adjunctis erga ægrotum morti proximum, aut jam fato functum præstare debeat, Rit. Rom. consulat fol. 78, è cujus vel apice digredi tunc præcipuè nefas erit.

ARTICULUS VII.

De celebratione officiorum divinorum.

I. Pastoris est cujuslibet divina officia, et præcipuè sacrosancta altaris mysteria ita peragere, ut ad uberiorem Dei gloriam populique ædificationem conferant. Primùm itaque de sancto missæ sacrificio; deinceps verò de divinis officiis celebrandis hìc agendum erit.

II. Cùm ex Tridentinis Patribus, sess. 22, cap. 2, sancti altaris sacrificii, penitùsque divini oblatione placatus Dominus gratiam et donum pœnitentiæ concedens flagitia populis etsi turpissima dimittat; una enim eademque est hostia, idem nunc offerens sacerdotum ministerio, qui seipsum tunc in cruce obtulit solâ offerendi ratione discrepans; quidquid idcircò in missæ celebratione à tanti sacrificii dignitate alienum est, parochus quilibet per semetipsum, et per alios, parœciæ videlicet sacerdotes, evitari mordicùs auferrique satagat. Cæterùm missam parochialem festis præsertim diebus, necnon cæteras sacras functiones statis horis et populo, quoad fieri poterit, magis opportunis persolvi oportet. Ubi plures missæ in eâdem

(1) Ecclesiarum rectores Innoc. III et Pii V hâc de re providas constitutiones consulant.

ecclesiâ festis diebus solent celebrari, quædam illarum distributio taliter fiat ut fideles alterutri commodè interesse queant. Ast missæ illius tempore, intra quam popularis concio haberi solet, nullius alterius missæ celebratio permittatur, nisi pergravis aliud ratio suadeat; quo in casu tintinnabuli pulsus etiam ad hostiæ et calicis elevationem prætermittatur.

III. Ubi primùm parochus fideles suos in ecclesiâ congregatos nôrit, quamlibet aliam functionem, cui tunc ipsum vacare contingat, imò et pœnitentes ipsos, eo uno, quem actu audit, excepto statim derelinquat, et præhabitâ non admodùm prolixâ, ne fortè populus susurrare incipiat, ad missam præparatione, sacrosancto statim munere suo fungi festinet. Hoc tamen sic intellectum velim, ut quidquid divini officii pastor peragendum suscipit, debitâ gravitate et majestate perficiat, sacras cæremonias haud mutilet abrumpatve; pressiùs, sacra cuncta ritè sic expediat et absolvat, ut fidelibus suis non scandalo sit, sed veræ sanctæque ædificationi. Ad divina officia eâ quâ par est majestate ac gravitate peragenda summoperè conferet cantûs Gregoriani peritia nedùm in pastore ipso, verùm etiam in iis omnibus qui altari quomodòlibet ministrant, seu ad sacra peragenda aliquatenùs concurrunt; iique adventante aliquâ solemnitate tempestivè edoceantur ne palàm universo populo moneri et corrigi eosdem oporteat, unde certè divinæ rei quæ peragitur non tenuis inordinatio enasci solet. Anniversariis in propriâ ecclesiâ fundatis, aliisve peculiaribus obligationibus ad amussim satisfieri parochus elaboret; necnon onerum quorumcumque, quæ *legatorum* nomine veniunt, accuratum elenchum habeat et asservet, haud planè immemor, iis non satisfacientium incuriam coram Deo et legum ecclesiasticarum latoribus iniquè ferri, graviterque ab iisdem mulctari.

IV. Parochus ut cum regio Psalte absque ullo mendacio Deo fateri valeat, sese domûs dominicæ decorem dilexisse, eamdem decenter ornari satagat, omnemque idcircò supellectilem sacram quoad illius munditiem, dum solemniora præsertim anni festa recurrunt, invisat; simulque accuratum totius supellectilis censum conficiat, ne sacrilega fortè manus cujuspiam templo inservientis, alteriusve quidquam surripiat. Reddituum fabricæ pastor curam gerat juxta attributam sibi à legibus, consuetudine, aut fundatorum tabulis potestatem. Ubi verò Ecclesiæ redditus tenues admodùm censeantur, et aliunde fidelium erogationes oblationesve sat minimè sint magnis et extraordinariis sumptibus exæquandis, quos non voluptas, sed necessitas absoluta suaserit, parochus ipse, si pinguis beneficii compos fuerit, cœptum aut incipiendum opus piâ erogatione aliquâ promoveat; plus enim facta quàm nuda et arescentia verba movendi vim habere vetus atque tritissimum fert adagium.

Si quæ oriatur difficultas, hujus resolutionem ab episcopo aut ejus vicario generali expostulet. Ecclesiæ redditum administratores ipse regat et adjuvet, ab iisque habitæ administrationis quotannis rationem juxta Tridentini præscriptum, sessione 22, de Reform., cap. 9, exigat. Caveat tamen pastor ne difficultatibus à se invectis aut excogitatis pium sanctumque templi cujuspiam ædificandi reficiendive consilium præpedire conetur; hâc quippe ratione penes parœciæ nedùm improbos, verùm etiam probos homines odio ac despicatui habebitur.

ARTICULUS VIII.

De Sacramentorum administratione.

I. Duo hoc loco pastoris menti occurrere debent, 1° nempe Sacramentorum administrationem divinitùs sibi fuisse demandatam; 2° ob sacrosanctum hoc munus tantam sibi dignitatem attribui, ut ne angelicis quidem substantiis ea unquàm competere valeat. Quare cùm innumera penè ac ineffabilia sint spiritualia fidelium commoda atque emolumenta, quæ ex salutaribus illis cœlestis gratiæ fontibus effluunt, consequens fit, nonnisi magnâ conscientiæ puritate, modestiâ, gravitate, intimoque pietatis sensu, ad sanctos ejusmodi ritus paragendos sibi esse accedendum.

II. In Sacramentis administrandis, ubi Ritualis Romani præscriptum, vel legitima saltem consuetudo id postulet, utputa dùm Viaticum SS., aut extremam Unctionem ægrotis ministrat, congruâ efficacique exhortatione sacram ejusmodi functionem absolvat; id quod etiam ut propriæ Ecclesiæ usui obsequatur, servare poterit quoad Baptismi Sacramentum, quo collato in baptizatorum libro ad normam nuperrimè citati Ritualis Romani consueta adnotatio ab eodem pastore accuratissimâ ratione fiat oportet; sicuti distinctis in libris actus sepulcrales, matrimonia, et Confirmationis susceptæ documenta describi accuratâ itidem et à prædicto Rituali Romano depromptâ methodo necessum omninò est.

III. Quapropter parœciale archivium, aut si non illud extet, receptaculum quodpiam extraneo cuivis impervium, seràque clausum, expressos superiùs adnotationum parœcialium libros custodiat, eumque præsertim qui baptismales actus continet, ob eas nempe adnotationes quæ Baptisma spuriæ proli collatum respiciunt et attestantur, licèt hujusmodi adnotatio patris etsi agniti nomen et agnomen silentio præterire debeat, matris duntaxat sufficienti expressione habitâ. Feminis fœtu gravidis maximam animulæ, quam utero gerunt, curam sæpè inculcet; potiori autem ratione puellis ex crimine prægnantibus invigilet. Obstetrices multâ pietate, artisque certo certiùs arduæ peritiâ præditas duntaxat excipiat, easque, præsertim si ab aliquâ personâ ad id legitimè deputatâ approbatæ minimè fuerint, quoad varios eventus, modosque Baptismi privatim conferendi apprimè periclitetur.

IV. In quarumdam diœceseon parœciis, ubi ad susceptorum munus obeundum solutus ac soluta acciantur è catechesis exercitationibus nondùm egressi, parochorum iidem convenire tenentur periculo subjiciendi, antequàm ad baptismalem fontem accedant; quem quidem morem aut jampridem invectum pastor asservet, aut secùs invehat, cùm illius virtute adole-

scentes et adolescentulæ festas institutiones sacras sedulò adire cogantur. Periculum tamen ejusmodi sic comiter à pastore fiat, ne grave nimis videatur, ac propter illud parochus ignaros ex susceptorum munere repellens exosus evadat.

V. Dùm tempus adventat quo episcopus pueros sanctæ Confirmationis Sacramento donaturus est, eosdem palàm universo fidelium cœtu, quoad hujus Sacramenti essentiam, effectus, cæremonias dispositionesque ad illius susceptionem necessarias edoceat, eorumque parentes admoneat sibi omnimodè satagendum, ut pueri confirmandi ob varias scholasticorum de hujusce Sacramenti materiâ sententias sacri ritûs initio in Ecclesiâ ante sacrum antistitem adsint, nec inde unquàm excedant, nisi ab eodem antistite confirmante, ejusve ministris discessûs veniam obtinuerint. Patrinos itidem præmoneat, consuetam schedulam, quæ baptismale confirmandi nomen exhibeat, junctarum ejusdem manuum digitis esse interjiciendam; eo autem temporis puncto quo antistes ejusmodi Sacramentum administrat puero vel puellæ, horum dexterum humerum patrini, vel matrinæ manu itidem dexterâ contrectandum. Summâ verò observantiâ cùm pastor, tùm ejus subditi Confirmationis inclytum administrum prosequantur; illud quippe reverenda illius dignitas exposcit; aliunde verò ad magnam de hoc Sacramento existimationem omnibus et singulis parœciæ incolis ingerendam certo certiùs id ipsum conferet. Cognationis denique spiritualis ex hocce perinde Sacramento, ac ex Baptismate exsurgentis mentionem accuratamque institutionem habebit. Pressiùs, cætera omnia juxta synodales leges et decreta adimpleat.

VI. Quoad Eucharistiæ Sacramentum duo obiter hìc adnotanda occurrunt : 1° Hujus augustissimi Sacramenti præcelsam dignitatem, Ecclesiæque, quam quævis inordinatio dedecet, sanctitatem exposcere, ut fideles ad eucharisticum convivium non inordinatè, turmatim ac confusè, verùm decenti ratione, devotèque accedant. Ritualia equidem parochis suadere, ut intra missam à fidelibus astantibus communio sumatur; verùmtamen hoc intelligi debet de particulis in eâdem missâ consecratis.

VII. Quos autem sacrâ communione reficere, vel ab eâ arcere pastor possit debeatque, ex alibi traditis innotescit. Neminem tamen è mensâ eucharisticâ palàm arcebit, nisi de palàm manifestèque indigno agatur; si enim ejus occulta indignitas sit, non pane eucharistico sanè ex Christi Domini exemplo orbandus erit, qui semetipsum Judæ occulto adhuc proditori concessit. Multò verò minùs sancta cœlestis alimoniæ refectio alicui vel ob privatas simultates parochum inter et illum fortè exortas, aut ob paschalis temporis lapsum deneganda est; interim quippe panis angelicus illi exhibeatur, deinceps verò æquâ ac rationabili causâ urgente, clam privatimque, uti par est, commonefiat.

VIII. De sacrificio missæ parochus ad populum agens præcipuas missæ partes recenseat, quibus major astantium fidelium devotio atque attentio respondere procul dubio debet, præcipuè sanctæ sacerdotis communionis tempore. Moneat ulteriùs ex compluribus missis unà simul celebratis unam tantummodò diebus festis posse ad Ecclesiæ præceptum implendum conferre; unde liquet, varia multò minùs complurium sacerdotum missarum frusta in unam missam integram, quâ Ecclesiæ præcepto fiat satis, coalescere nentiquàm posse.

IX. Indulgentiis plebi sibi concreditæ propositis, promulgatisque quas summi pontifices iis concessêre, qui SS. Viaticum, dùm ad ægrotos defertur, devotè ac corde contrito fuerint comitati, necnon pro ipsis in lecto infirmitatis decumbentibus Deum exoraverint, enixè pastor elaboret, ut ejusmodi indulgentias lucrandi desiderio fideles sui intimè flagrent. Jure igitur optimo parochus quisque dabit operam, ut frequens devotorum è SS. Sacramenti præsertim sodalitate sacco indutorum corona sanctum Viaticum comitetur.

X. Dùm parochus fideles suos circa extremæ Unctionis essentiam, admirandos effectus, conditionesque in illius subjecto requisitas accuratè instituet, eosdem unà simul exitioso præjudicio inter rudes ignarosque penè cunctos serpente exuere elaboret, quò scilicèt extremæ Unctionis susceptione ineluctabilis interitûs prognostica infirmum offendere autumant; imò si quæ alia præjudicia ibidem serpserint, det operam ut ex ovili suo mystico tandem aliquando exulent. Pastor denique omnimodè curet, ne quis suorum hujusce adeò proficui Sacramenti expers fato fungatur.

XI. Perarduam hancce de Matrimonio, variisque difficultatibus implexam impedimenta dirimentia præsertim tractationem efficiunt; quamobrem leviores parochus ille, minùsque impervias difficultates offendet, qui scholasticas de hoc magno Sacramento institutiones quas adolescens addidicit, sæpè recolat atque percalleat. Dixi *impedimenta dirimentia præsertim;* namque si eorum alterum subsit, tametsi inculpabiliter ignoretur, neve à sponsis, quod non rarò usuvenit, ex quâdam animi ruditate, simplicitate vel malitiâ reticeatur, irritum planè matrimonium evadit, cujus convalidatio quantùm ærumnarum, et laboris pastoribus afferat, ecquis minimè videat? Hinc si vel levis animum pastoris suspicio quoad occultum impedimentum dirimens quodpiam pulset, rem tamdiù infectam sinat, quamdiù dubietas cuncta evanuerit.

XII. Præterea populum sibi demandatum edoceat, summum flagitium libello supplici ad Sedem Apostolicam misso vel mittendo inesse, in quo ad indultum pontificium fraudulenter extorquendum super aliquo conjugii obice, aut quid falsum innuitur, tuncque dispensatio obreptitia erit; aut quid necessariò exprimendum reticetur, quo in casu surreptionis vitio dispensatio laborabit; in utrâque enim specie irritum prorsùs pontificis indultum, nulliusque propterea roboris ac valoris itidem conjugium esse una est canonistarum ac theologorum vox atque opinio. Heu quot et quanti lacrymabiles hujusmodi eventus sub eius

scelestæ fraudis tegumento delitescunt! Caveat idcircò pastor ne taliter per testes jurejurando etiam falsas dispensationis petendæ causas attestantes decipiatur. Libellus ejusmodi supplex, quovis secluso crimine, ad datariam apostolicam, secùs autem ad pœnitentiariam mittendus est. Pastore et ordinario concorditer oratorum paupertatem attestantibus, cæterisque conditionibus ritè servatis, gratis indultum ejusmodi sponsi assequi poterunt. Pastor itidem cavebit ne sponsis eorumve propinquis nimiam fidem habeat, dùm fallaci aliquâ causâ, quam semper comminisci mendaciter suscipiunt, ut sibi ab episcopali cancellariâ tres conciliares proclamationes, seu tria banna relaxentur, per ipsummet parochum superiorem ecclesiasticum exorare solent. Satius equidem erit, ab uno solùm banno plerùmque, à binis quandoque, perrarò autem à tribus dispensationem petere.

XIII. Affinitatem dici et esse *propinquitatem inter certas personas ortam ex quâcumque copulâ carnali completâ* noverit quisquis sacræ ethices institutiones summis vel labiis delibavit. Matrimonium per illam dirimi usque ad secundum gradum, si ex criminosâ carnis commixtione, et usque ad quartum inclusivè, si ex licitâ copulâ prodierit, necnon vetustos canones hoc impedimentum usque ad septimum gradum extendentes nihili esse faciendos explorata res est. Haud minùs compertum est, valere conjugium inter vitricum et uxorem privigni: itidem quempiam posse ducere novercæ propriæ matrem, eò quia *affinitas non parit affinitatem*. Affinitatis autem gradus taliter supputari debent, ut quot consanguinitatis gradus sunt, affinitatis totidem recenseantur.

XIV. Parochus in matrimonii celebratione ea omnia servet, quæ Rituale Romanum servanda præcipit. Moneat ulteriùs sponsos, ab initorum sponsalium die sibi in eâdem domo manere nefas, donec matrimonium celebretur. Et ne fortè occultum aliquod impedimentum, quod sponsalibus subsit, pridiè, vel fortassè eodem matrimonii die occasione sacramentalis confessionis detegatur, cui reparando non ampliùs absque millenis scandalis occasio, facultasque opportuna suppetat; pastor idcircò sponsis omnibus suadeat ut initis sponsalibus, citiùs quàm fieri possit, confessarium suum adeant; quo pacto castè magis sanctiùsque vivent, necnon piis operibus sese ad magnum Sacramentum illud dignè suscipiendum disponent.

XV. Pastor ipse vel alius confessarius quilibet generali, aut saltem annuali confessione propositâ, nil prætermittat, quo sponsos eosdem tanto Sacramento dignos reddat; ut eos adversùs omnia peccandi discrimina præmuniat, Tobiæ ac Saræ exemplum, aliaque apposita motiva iisdem proponat; sanctam verò communionem uno alterove die ante matrimonii celebrationem habendam, sacramentali confessione iteratâ, eisdem in sacro Pœnitentiæ foro præscribat, iis adjectis monitis, quæ illorum conscientiæ et circumstantiis congruere magis judicaverit.

XVI. Confessarius inter cæteras sponsorum obligationes eas quoque quæ conjugii usum intuentur, iisdem haud sanctæ modestiæ immemor exponat. Cæterùm quantacumque sit sponsorum ruditas atque inscitia, eosque erudiendi necessitas, extra sanctum pœnitentiæ tribunal confessario pastorive nulli unquàm vel perbrevem hisce de negotiis facili pacto instructoris etiam conscientiæ exitiosis sermonem habere fas erit; imò eorum conscientiæ moderator ad summum talibus in rerum adjunctis cautè adeò modestèque se gerat, ut ab iisdem interrogari potiùs quàm illos interrogare debeat; quod facili negotio usuvenire poterit, si nedùm semel, verùm et iteratò pluriesve gravi ac sententiosæ huic normæ institerit, nimirùm *non omnia*, uti nupturientium plerique sentiunt, *conjugibus licere, sed ea duntaxat quæ ad prolis bonum assequendum conducunt*. Denique confessarius paulò liberiùs cum mare quàm cum sponsâ hisce de rebus agat; eo quippe satis instructo, hæc ab eodem, sacerdote jubente, ulteriùs instruetur, inquit cl. auctor de Christi Ecclesiâ optimè meritus.

XVII. Perspicuum est sponsos non esse à proprio pastore adigendos ad consuetum conscientiæ moderatorem relinquendum; id quippe eisdem quamdam propria flagitia revelandi facilitatem tunc potissimùm necessariam adimeret, non absque fortassis eorum animæ detrimento. Peropportunâ verò occasione arreptâ, quâ utriusque sponsi consensus in futurum conjugium à pastore disquiritur, eos probet num signum crucis, fidei rudimenta, Symbolum apostolorum, Decalogum, orationem Dominicam, Ecclesiæ præcepta, salutationem Angelicam, et septem Sacramenta didicerint, quarum rerum notitiâ si ipsi careant, tamdiù matrimonii celebrationem parochus differat, quamdiù ea didicisse eosdem noverit. Meminerit idem pastor, tunc temporis ambobus exhibita sponsis monita de piis usibus sectandis, nefariisque fugiendis, domoque, si illam subierint, eliciendis non parùm profutura; eos idcircò prolis procreandæ familiares apostolos fore præmoneat, ut piâ lectione, ac verbi Dei meditatione vel auditione, ad sanctam rectamque optatæ prolis institutionem præludant. Cæterùm laborum omnium, quos in iis instituendis admonendisque pastor sustinebit, uberrimam sibi à Deo mercedem reddendam speret, quâcum innumera toties gaudia jungentur, quoties ab ejusmodi piis conjugibus, eorumque liberis veræ pietatis fructus proferri aspexerit.

XVIII. Ex compluribus salutis alienæ promovendæ mediis, quæ pastori unicuique suppetunt, unum et potissimum, Sacramenti Pœnitentiæ administratio frequens, sancta et prudens, certo certiùs est. Namque experientiâ compertum est, in iis parœciis sanctam pietatem, morumque integritatem jugiter efflorescere, ubi parochi sacramentalibus excipiendis confessionibus assiduam operam navant. Re quidem verâ ubinam pastores meliùs ovium suarum morbos et necessitates, quàm in hoc sacrosancto tribunali sedentes dignoscere valent? Ibi porrò sacerdos intima pœnitentium præcordia fodit, contingit, et movet;

publicis quippe institutionibus fideles quidem hortatur generatim et docet; perpauci tamen sunt qui adversùs semetipsos Prophetæ verba usurpent : *Tu es ille vir.* Ast in hoc sacro atque saluberrimo conscientiarum lavacro sacer administer peculiari et efficaciori ratione abusuum reformationem, morum emendationem, pietatis virtutumque instaurationem promovet.

XIX. Væ segnibus in hâc parte animarum pastoribus! Rursàs væ illis, si nedùm ægrè, verùm etiam inviti ac reluctantes sacrosancti ejusmodi ministerii partes obierint! Numquid desides pastores illi inquient fideles suos aliò sese conferre, ibique peccata sua deponere posse? Annon oves jus habent, ut à proprio pastore adjuventur, adversùs morbos præmuniantur, vel iis jam affectæ sanentur? Quâ ergo conscientiâ nedùm charitatis, verùm etiam justitiæ strictè sumptæ officia negligunt, pedibusque impiè ac crudeliter proterunt? Quòd si fortè regerant ejusmodi pastores velle se ad sanctum illud tribunal advocari, annon hoc unum idemque sonat, ac si candidè faterentur, sese confessarii munere reluctanter et ægrè fungi? Jamverò doctores mystici et ascetæ omnes ad sanctorum Patrum et Ecclesiæ mentem frequentem Sacramentorum Pœnitentiæ et Eucharistiæ susceptionem fidelibus inculcant; ergone aliud judex, et aliud præco clamat? Apage ejusmodi minimè cordatos pastores, qui licèt frequentem communionem, ne Jansenianæ cohorti nomen inscripsisse videantur, neutiquàm proscribere audeant, facto nihilominùs id ipsum astruunt. Neque demùm eorum desidum pastorum aliquis obsistat antea traditis astruens, ruricolis saltem tantam Sacramentorum frequentiam permitti haud debere; namque ubinam hanc ipse exceptionem reperit, quove illa fundamento nititur? Non certè apud Patres, doctores Ecclesiæ, aliosve hanc materiam evolventes; ejusmodi ergo exceptio merum putidumque est desidiæ turpis ac malesuadæ figmentum.

XX. Adde confessarios præsertim parochos, qui ab hoc sacrosancto munere obeundo abhorrrent, arduum magis sibi negotium facessere; quò enim magis pœnitentes, iique præcipuè qui *pravo habitu* aut *occasione proximâ implicati* sunt, ab hoc salutari conscientiarum lavacro abstinent, eò difficilior eorum emendatio atque resipiscentia evadit. Hùc accedit, probabile perquàm esse, majoribus etiam anni festivitatibus pastorem desidiæ ac otio deditum ob penè immensam pœnitentium frequentiam tædio nauseâque affici, atque adeò aut sanctum munus ab eo cœptum perbrevi derelinqui, aut secùs indispositos utpote ritè dispositos judicari, et ab eodem nequiter absolvi; vel tandem aliquos diutini laboris evitandi gratiâ tanquàm absolutionis incapaces dicto citiùs dimitti.

XXI. Hisce aliisque id genus similibus momentis coram Deo ab unoquoque animarum pastore perpensis, sui æquè ac fidelium proprii gregis interesse plurimùm nôrit, ut nedùm magnis seu solemnioribus diebus in sacro Pœnitentiæ foro assiduus sit, sed universo anni stadio. Quemadmodùm verò pastores aliquot conscientiæ angores scrupulosve in hâc parte causari solent, utrumque ideò aut nimii rigoris aut immodicæ laxitatis excessum Sacramenti hujus administer fugiat atque devitet. His itaque monitis adductus animarum dux, utpote officii sui, seu justitiæ legibus obstrictus, festis quibusque præcipuè diebus sanctum Pœnitentiæ tribunal adeat, eorumque pervigiliis. Quòd si coadjutorem aut vicarium habeat, curet ut confessionibus audiendis assiduè vacent; si verò diebus dominicis hiemalibus ob perbreve spatium diurnum confessionibus ipsis excipiendis tempus desit, negotiosis profestisve diebus assiduè magis ejus Sacramenti administrationi incumbat.

XXII. In sacro autem Pœnitentiæ foro parochus, aliusve quivis ejusdem Sacramenti administer, hæc duo sequentia monita nunquàm oblivisci sataget : primò, omni conatu fideles omnes, præsertim verò adolescentiæ periculis nondùm egressos, ab inepto aliò se conferendi more hujus Sacramenti suscipiendi gratiâ esse absterrendos. Secundò, quibusdam in facti speciebus pœnitentibus absolutionis beneficium denegandum vel differendum. Deneget iis equidem 1° qui nulla, ait Rituale Romanum, dant signa doloris; 2° iis qui alienam rem restituere detrectant; 3° qui debita minimè dissolvere, famam alienam injustè læsam sarcire, aut damna irrationabiliter alteri illata reparare neutiquàm student; 4° qui pravum habitum appositorum mediorum usu evellere non elaborant; 5° qui remediis à confessario præscriptis, et ad resipiscentiam necessariis uti renuunt; 6° qui simultates odiaque deponere, et fratri suo reconciliari mordicùs recusant; 7° qui ignorant res necessarias ad salutem necessitate medii, uti suo loco jampridem traditum est; 8° qui abstinere renuunt ab usuris, superstitionibus, artibus illicitis, aliisque commerciis turpibus, puta obscœnis cauponis, et officinis vitiorum omnium palæstris exercendis; à quâ tamen lege cauponæ licitâ honestâque ratione exercitæ excipiuntur; 9° tandem qui proximam delinquendi occasionem deserere nolunt, vel aliis ruinæ spiritualis occasionem præbent, quales sunt qui componunt, imprimunt, vel divendunt libros fidei aut bonis moribus adversos; ii tamen excipiendi sunt qui efficaciter resipere statuunt. Extra verò mortis periculum confessarius absolutionis beneficium generatim illis differat, quibus dubia contritionis seu dispositionis indicia sunt; sicuti de recidivis, consuetudinariis, scandalosis, et adolescentibus vitam otiosam agentibus sentiendum est.

XXIII. Denique pastor in sacro Pœnitentiæ foro sedens illud à cl. cardinali Bellarmino præclarè traditum sæpissimè animo revolvat : *Non esset tanta peccandi facilitas, nisi esset tanta facilitas absolvendi.* Quapropter pœnitentes suos Deo, ac semetipsum, priusquàm sacrum ac formidandum illud adeat tribunal, enixè commendet, arduisque in speciebus nihil unquàm definiat atque resolvat, nisi quod Institutionibus moralibus Ecclesiæ probati cujuspiam auctoris consentaneum videatur, quodque mortis supremo in

certamine actum is esse voluerit. Dùm verò sermones suos, institutionesve ad populum sæpè sæpiùs habet, ejus auribus doctoris gentium egregiam sæpè sæpiùs sententiam inculcet, nimirùm sicuti aliorum Sacramentorum, ita et hujus sacerdotes Christi non dominos seu proprietarios, sed simplices *mysteriorum Dei dispensatores* esse et *administros;* unde sequens spontè fluit illatio, confessarios videlicet sive pœnitentium flagitia alligaverint, sive ea solverint, juxta expressam Christi Domini voluntatem perpetuò agere, nec secùs ipsos agere posse.

CAPUT IV.

DE IIS QUÆ PASTOR AGERE TENETUR ERGA PAROCHOS CONTERMINOS, SACERDOTEM SUAS VICES GERENTEM, ALIOSQUE.

I. Decet omninò concordes esse eorum sacerdotum animos, qui conterminis ecclesiis regendis præfecti sunt. Quare pastor quisque sodalium suorum modò hunc, modò illum, intra tamen urbanitatis ecclesiasticique moderaminis tramites, invisere gestiet, omniumque hoc pacto animum sibi ita devinciet, ut neminem illius sodalitatis infensum sibi esse prudenter arbitrari valeat. Eorum quisque cavebit ne alter alterum eo præcisè die conveniat quo ejus parœciæ, ad quam sese confert, incolæ insanire, seu spectaculo turpi cuipiam vel abusui nequiter indulgere soleant. Idem sentiendum, si nundinæ ibidem habeantur; si enim illùc contermini pastores eo tempore, seu iis in rerum adjunctis accurrant, publicis insanisve illius pagi spectaculis, ni verbis, facto saltem suffragari videntur, sicque adversùs illa postmodùm non ampliùs declamare audebunt.

II. Contermini tamen pastores, dùm sese invicem invisunt, nedùm de rebus temporalibus, verùm etiam de spiritualibus, utputa de speciebus moralibus, parœciæ ritè regendæ ratione, abusibus convellendis, sanctis pliisque usibus invehendis, proficuâ disertâque concionandi methodo, reliquisque ad perennem fidelium suorum salutem attinentibus sermocinari gestient; sicque per hasce familiares collationes sententiarum unitas non absque magno animarum lucro constanter asservabitur.

III. Eodem tempore ecclesiasticus ille cœtus moderatim bibere, ludere et epulari neutiquàm vetabitur, modò oblectamenta sacris canonibus interdicta, inconditi clamores, aleæ lusus, tenellulæ cantilenæ, et quidquid scandalum resipit, illinc exulent; si enim pastores aleæ, comessationibus, scurrilitati, ebrietatibus, omnigenisque vitiis sese dedant, cùm in popularibus sermonibus habendis illos qui ejusmodi inordinationibus indulgent, fuerint insectati, ni elatâ, submissâ voce saltem sibi ab auditoribus respondebitur: *Medice, cura teipsum*, Luc. 4, v. 28.

IV. E pastoribus compluribus, quos necessitudo ac fraternus amor coegit, ille quem fratres domi suæ, sodalesque conveniunt, ab ejusmodi sanctæ necessitudinis atque fraternitatis speciminibus parœciæ sacerdotes ne excludat; illud quippe sacerdotes sibi subjectos infensos efficeret; cùm è contra diutina experientia parochos quosque docuerit, perarduum esse sacerdotes, qui in parœciâ sunt, amicos sibi fidos reddere et asservare. Intra læti jucundique ejusmodi convivii varia eloquia, nullum planè quod aut sacramentalis sigilli fractionem, aut summi Pontificis, episcopi, regis, ac magistratuum spretum atque irrisionem ullatenùs vel in speciem redolere possit, habeatur. Denique cautelas cunctas superiùs § 3 recensitas, necnon in antecessum nuper traditas coram famulis et ancillis, uno verbo laicis singulis servare convivantes apprimè studebunt, ne turpi eosdem enormique scandalo lædant; idque multò magis servandum diebus illis quibus foraneæ parochorum congregationes ad calendarii casus morales resolvendos ex synodi præcepto habebuntur. In prandio tamen eâ occasione congregatis parando mensæ frugalis apparatus esto, eamque nemo laicorum, multòque magis femina nulla accumbere permittatur.

V. Sicuti nuperrimè innuimus parœciæ sacerdotes inter illiusque rectorem sollicitè *spiritûs unitatem in vinculo pacis esse servandam*, sic inter conterminos parochos animorum conjunctionem instar primorum Ecclesiæ fidelium pastorumque summoperè diligi et æstimari oportet, adeò ut ipsi in corde uno animâque unâ subsistere ac vivere putentur. Quocirca pastorum nemo simultates inter alios sodales obortas unquàm foveat, sed illicò restinguere elaboret. Pressè, nulla inter ejusmodi fratres animabus regendis addictos æmulatio, livor nullus, nullaque de primatu assequendo contentio fiat.

VI. Parochus coadjutorem, vel vicarium seu viceparochum habens sincero eumdem affectu prosequatur, nimiam erga eum dominationem haud exerceat, neque illum, si domi suæ eumdem secum alat, utpote famulorum alterum ad vilia quæque et abjecta officia, seu domûs obsequia ecclesiasticum neutiquàm statum decentia deputet, sed erga ipsum comis et urbanus sit, citra nimiam tamen familiaritatem. Quid quod? parochus idem det operam ut parœciæ suæ incolæ vices suas gerenti sacerdoti debitum honorem deferant, omnemque observantiam à domesticis eidem præstari enixè satagat jubeatque.

VII. Sæpè cum sacerdote eodem proprias vices gerente de sacri ministerii functionibus familiares collationes habeat, instructionesque, quibus ille adhuc indiget, ipsi tradat, citra tamen omnem affectationem, quâ ejusdem præceptoris prærogativam sibi arroget. Appositos libros, proficuosque, præcipuè si recens sacerdotii dignitate donatus fuerit, ei tradat, deque illis identidem familiaris ab ambobus disceptatio habeatur; sacras verò functiones, quas ille nondùm obierit, rectè obeundi rationem eidem innuat; uno verbo vires ex animo suas omnes pastor exerat, quò coadjutor in semetipso cunctam suam spem fiduciamque collocet; eique omnes dubietates suas proponat, ab eoque instrui efflagitet.

VIII. Parochus coadjutori suo sacras functiones obeunti præstò assiduè sit, et quidquid ab eo mendosè

actum est, comiter eidem innuat; quidquid verò ritè executus est, sic laudet, ut animum inde sumere is valeat. In invisendis ægrotis, si nihil obstiterit, eumdem comitem habeat. Id ipsum pastor servet, dùm erga parœciæ primores urbanitatis munia obeat, aut animi levandi gratiâ deambulet; coram verò famulis, cæterisque parœciæ incolis identidem parochus ipse significet sese vices suas gerentem multo amore, et non minori observantiâ prosequi, eique propterea congruam in parœciæ sacris negotiis auctoritatem elargiatur. Demùm circa passim occurrentia pastor quænam sit ejus mens disquirat, ut illius idoneitatem feliciùs hoc pacto deprehendat, eumdemque, si opus sit, ulteriore instructione imbuat.

IX. Ut idem parochus vices suas gerenti presbytero spiritum ecclesiasticum magis magisque instillet, de statûs ecclesiastici dignitate, ejusque oneribus ac sanctitate creberrimum sermonem habeat. In illius mores prudenter cùm domi, tùm extra eam animadvertat; perrarò tamen, nisi de gravis momenti vitiis agatur, eumdem acriter arguat, verùm paterni affectûs expressione moneat. Nihil demùm eorum quæ parochus nôsse, atque *ex officio* addidicisse tenetur, coadjutorem suum ignorare patiatur, relatè ad ea præsertim quæ Matrimonii Sacramentum intuentur, ut puta quo pacto schema consanguinitatis conficiendum, informatio quoad dirimentes matrimonii obices instituenda, ad S. Sedem vel ordinarium recurrendum scribendumve sit; quæ omnia coram se ab ipso fieri postulet, ut ea practicè addiscat.

X. Supervacaneum hìc pastorem admonere foret proprias vices presbytero agenti cùm incolumi, tum morbo quopiam detento, si in iisdem parœcialibus ædibus secum maneat, eodem modo singula honestæ vitæ commoda, puta mensam, ignem, cubile, medicæ artis subsidia, seu pharmaca, aliaque id genus similia eroganda esse, ac si de familiâ parochi esset. Pactam eidem itidem mercedem nedùm minimè dilatam, verùm etiam temperiùs solvendam enixè curet. Uno verbo quod sibi pastor iisdem in circumstantiis rationabiliter fieri vellet, id ipsum vicario ut fiat det operam. Hâc quippe ratione parochus eumdem sibi magis subjectum, gratum, docilem addictumque efficiet, et ad ea quæ sui muneris sunt, alacriùs promptiùsque perficienda sic alliciet.

XI. Coadjutor, seu vicarius pastorem vicissim suum honore debito prosequatur, subque illius disciplinâ sacri ministerii partibus, seu muneribus imbui studeat. Quæ sibi agenda sint, ab eo humiliter petat, parochi verò monitis consiliisque morem gerat. In divinorum officiorum celebratione nihil, inscio pastore, addere vel demere audeat, quodque laudabilius institui aut fieri posset, ingenuè et reverenter parocho declaret. Tandem de statu ægrotantium, quos invisit, pastorem certiorem accuratissimè faciat.

XII. Perutile nedùm aliis, sed sibi etiam coadjutorem munus obire, alibi jam fusèque monuimus; per illud quippe rectum animarum regimen, quod ab Ecclesiæ Patribus *ars artium* solet appellari, commodè ab eo addisci potest. Verùmtamen sacerdos parochi vices agens ejus defectus ne unquàm revelet; quin potiùs egregiam illius indolem, aliasque virtutes, seu dotes commendet. Nimiam cum parœciæ incolis necessitudinem, seu familiaritatem devitet, eorum præcipuè domos haud frequenter adeat, qui sese pastori suo infensos aliquatenùs prodiderunt; omnia verba factave sua perpendat, quin tamen versuti nimiùm, inurbani, severi superbive presbyteri notam incurrat.

XIII. De parœcialis regiminis œconomiâ neque cum pastoris sui famulis, neque cum ullo laico sermonem habeat. Eos autem qui coram se parochum veluti nimiùm suorum jurium tenacem aut avarum traducere auderent, graviter objurget ac refellat. Dedecet itidem parochi vices gerentem de stipendii tenuitate coram laicis conqueri; hoc enim pacto querimoniæ illius auctor videtur, licèt sacerdos, pecuniæ rebusque temporalibus nimis inhiare, simulque pastorem suum aliquali afficit dedecore. Caveat postremò ne pium hominem quempiam à fundandis anniversariis, aliove pio opere instituendo ullo modo avertat, ad hoc ut hæc sibi potiùs ad totidem missas celebrandas tribuantur. Rei pastoris familiari non sese ingerat; famulos verò et ancillas ejusdem nec despicatui habeat, neque immoderatam cum iis familiaritatem ineat.

XIV. Quantùm verò cùm parochorum, tùm eorum parœciales vices agentium famæ atque utilitati frequens horum mutatio obsit, nemo non videt. Hùc accedit crebram nimis ejusmodi coadjutorum mutationem parœciæ fidelibus nedùm admirationi, verùm et enormi scandalo esse, cujus damna spiritualia ecquis magè quàm animarum dux coram Deo, doctorque impedire ac avertere tenetur? Commendanda ideò, summisque undecumque encomiis afficienda episcoporum providentia est, qui ex variis variæ indolis sacerdotibus eum ad vicarii munia obeunda deligere ac deputare solent, qui pastoris cujusque indoli magis consentaneus esse appareat; sicuti præclarè eorum sacrorum antistitum providentiæ certo certiùs est atque omninò plaudendum, qui sacerdotes adolescentiæ nondùm flore seu annis egressos ad ejusmodi vicarii munus exercendum deligunt, ut sub animarum rectoribus ardentiori zelo pro Dei glorià præditis parœcialis exercitii tirocinium sibi et Ecclesiæ utilissimum ponant.

CAPUT V.

DE IIS QUÆ PAROŒCIÆ VACANTIS ADMINISTRATOR SERVARE TENETUR.

I. Si parochum aliquem fato cedere, aut aliò transferri contingat, qui parœciæ vacantis curam regimenque spirituale suscipit, sedulam navet operam ut ecclesiæ illius pastore viduatæ fideles nihil penitùs spiritualis detrimenti patiantur. Eamdem equidem parœciæ regiminis œconomiam, quam ille repererit, sartam, ni Deus Ecclesiave id vetent, tectamque servet; necnon omnes parœciales libros, aliave documenta ad eccle-

siam illam utcumque spectantia enixè fideliterque custodiat.

II. Si parœciæ vacatio ob pastoris obitum contingat, administrator primo die festo preces aliquas ab universo populo fundendas indicet, tum ut Deus beatam requiem defuncti pastoris animæ largiatur; tum etiam ut mittat, viduæque eidem ecclesiæ concedat alium fidelem ac zelo apostolico flagrantem parochum, qui illius mystici Christi gregis portiunculæ curationem, uti par est, gerere valeat.

CAPUT VI.

DE IIS QUÆ NUPERUS PASTOR SERVARE DEBET.

I. Nuperus animarum pastor sibi firmiter suadeat, in ipsum parœciam suam primitùs ingredientem universorum fidelium oculos intorqueri, multùmque propterea interesse ut ii de proprio pastore non modicam extemplò existimationem concipiant; quare tunc maximè gravem, modestum, comem benignumque sese exhibeat, cunctaque superiùs tradita monita servare studeat.

II. Cùm primam nuperi pastoris concionem omnes avidè excipere cupiant, eam idcircò non utcumque elaboratam, sed accuratè adeò elucubratam proferat, ut per eam fidelium suorum amorem ac reverentiam sibi conciliare valeat. Suas ipse obligationes sincerè exponat, quarum ex impletione gravia quidem sibi incommoda, iis verò innumera penè emolumenta certo certiùs obventura populo suadeat. Spondeat ulteriùs se ejusmodi oneribus accuratiùs quàm fieri possit, Deo opitulante, satis esse facturum; propriumque pondus quantùmlibet grave suarum ovium docilitate non parùm allevatum iri ostendat. Populorum deinceps erga proprios pastores officia obligationesque perhibeat, earumque ab executione æternam eorum salutem, omnigenamque vel temporalem prosperitatem pendere illis apprimè suadeat. Universorum denique precibus sese commendet, seque vicissim pro iis Deum exoraturum polliceatur; simulque sese paratum esse ad cuncta diu noctuque iisdem salutis perpetuæ media eroganda, non secluso ipsius vitæ discrimine, profiteatur. In fine autem concionis sese unà cum fidelibus suis Deo omnipotenti, sanctæ Deiparæ Virgini, parœciæ auspici seu patrono, sanctisque cœli universis commendet.

III. Nuperus pastor libros adnotationum parœcialium, aliaque documenta seu scripta ad parœciam quomodòlibet spectantia ab iis in quorum manus devenerunt, sibi promptè et fideliter reddi studeat, eaque enixè custodiat. Unà cum libris documentisque iis parœcialibus indulta, seu dispensationes S. Sedis Apostolicæ, Indulgentiarum brevia, episcopi mandata, ordinationes et edicta; necnon fideliter scripta ea cuncta asservet, quæ ad ecclesiæ parœcialis, vel capellarum ibidem extantium jura, privilegia, fabricamve quovis modo pertinent; hæc quippe cùm ipsi, tum ejus successoribus prodesse possunt.

IV. Juxta alibi tradita monita, nuperus quisque animarum pastor in primo ad parœciam suam ingressu urbanitatis leges servet, præcipuè erga urbis, oppidi, aut pagi primores, cæterosque in auctoritate constitutos, quos quantâ observantiâ, jugique honore, quo tamen datis occasionibus regendi potestas neutiquàm frangatur, prosequi debeat, itidem alibi exposuimus. Usus quos antecessor etiam ad populi preces exaudiendas invexit, nec palàm vituperet, nec statim immutet; quinimò antecessoris ejusdem regimen in spiritualibus præhabitum, etsi vituperatione dignum nunquàm carpere audeat, donec prudentia reformationem absolutam aut partialem tantummodò opportuno tempore suggesserit. Interim verò, nisi Christi lex sancta vetet, invectos mores ni approbet, saltem dissimulet.

V. Suo loco itidem monuimus quo pacto, quâve prudentiâ ecclesiæ parœcialis rector erga publico munere quopiam fungentes, et ab Ecclesiæ legum tramitibus deflectentes sese gerere debeat. Haud deteriore parocho prudentiâ opus est, ne novum insuetumque aliquid proponat ac exequatur, antequàm ejus subditorum animos ad id cautè disposuerit; hinc quippe innumeræ penè ecclesiarum inordinationes ortum plerùmque ducunt, quâ in re alieno parœciali exemplo quàm propriarum ærumnarum lacrymabili eventu instrui malit.

VI. Ut verò parochus de universis Ecclesiæ propriæ fidelibus optimè mereatur, deque illorum hoc pacto docilitate semper atque præcipuè extraordinariis quibusdam in rerum eventibus haud ineptè sibi blanditus esse censeatur, dùm parœciale beneficium primitùs ingreditur, non terrificas illicò fidei veritates christianæ plebi suæ concionabundus proponat, verùm illas potiùs in medium proferat, quarum explanatio paterno ejus affectui exprimendo locum idoneum præbeat. Denique si illius antecessor fato functus vir fuerit numeris omnibus absolutus, hujus concionandi, agendique rationem, cujus accuratam ipse notitiam sibi comparare sataget, imitari ac sequi haud pigeat.

VII. Postremò si in mystico proprio ovili aliquot abusus corruptelasve grassari perspexerit, in iis convellendis accuratè servet ea quæ ad paragraphum 3 articuli 6 sub capite 3 hisce de negotiis satis superque tradidimus. In depellendâ verò fidelium suorum ruditate quoad scitu necessaria, eâque, quam fortè nôsset, fugandâ inscitiâ cunctas vires suas pastor exerat, nervosque omnes intendat, quod equidem non tenuis laboris est opus. Dùm autem *acceptabile* Adventûs dominici, vel esurialium feriarum tempus advenerit, spiritualia exercitia, vulgò *missiones* vel per se vel per alios pios et doctos sacerdotes in spirituale suorum fidelium commodum habere poterit; quæ quidem spiritualia exercitia nuperus pastor cùm parœcialis beneficii possessionem inierit, non sanè prætermittet, si remoto abhinc tempore, uti passim usuvenit, ea ibidem habita nunquàm fuerint.

VIII. Cùm tamen pastor omnia ad missiones seu spiritualia exercitia pertinentia solus implere nequeat; aliunde verò fidelibus singulis quoad confessarii dele-

etum libertas omnimoda, uti suo loco præmonuimus, concedenda sit ; alios idcircò sacerdotes, seu operarios, obtentâ priùs ordinarii veniâ, ex diœcesi, si inibi tam salutari huic operi, et apostolico muneri exercendo assueti reperiantur, aut aliunde ad se advocet, quibuscum de concione præparatoriâ, de morali parœciæ statu, quem eisdem tunc temporis ipse exponet, deque horarum et concionalium materiarum tributione sermocinabitur. Quidquid autem unà cum piis divinoque zelo flagrantibus iis sacerdotibus propositum statutumque ad feliciter sanctum illud opus perficiendum fuerit, parochus nedùm illud populo ore tenùs denuntiabit, verùm scripto etiam exteriori ecclesiæ parieti affixo, quoad præsertim horarum distributionem, promulgare studebit. Conterminos quoque parochos, episcopo non abnuente, ad sacramentales confessiones excipiendas, si qui præcipuè sint, ac numero plurimi, quod sæpè accidit, qui generales confessiones instituere laudabiliter velint, occasione eàdem accersere expediet, obtentâ pridem ab ordinario super reservata facultate, quâ nedùm parochus, ejusque pii cooperatores, verùm et singuli illùc accersiti sacerdotes uti valeant. Cæterùm in sermonibus elaborandis sanctæ ejusmodi occasioni consentaneis à sacris verbi Dei præconibus monita cuncta in antecessum tradita serventur. Relatè demùm ad methodum in piis sanctisque exercitiis, seu missionibus servandam, egregia S. Ignatii hâc de re præcepta consulantur. Quòd si non omnia ex voto cesserint, non ideò cor boni pastoris amaritie tristitiâque afficiatur; namque uberiorem illum animarum fructum, quem sanctæ missiones primâ vice habitæ progignere, Deo sic dante, non potuêre, aliàs fortassis repetitæ referent.

IX. Verùmtamen si alio ullo tempore expediat, aut etiam oporteat animarum pastorem sancta ejusmodi exercitia instituere, et in sacro Pœnitentiæ foro assiduum sese præstare, id jubilæi tempore profectò expedit, quo animi ad salutiferos pœnitentiæ affectus et actus disponantur oportet. Quoniam verò faustissimi atque sacerrimi ejus anni dimidium attingimus, quem Romæ anni sancti jubilæum spiritaliter ditat nobilitatque, quo evoluto ab incomparabili et præclarâ pontificis summi Leonis XII providentiâ consuetum nobis sanctum jubilæum concessum iri speramus, nonnulla ideò vel obiter quæ ad salutare tempus illud attinent hìc delibare statuimus. Jubilæum itaque definiri potest : *Indultum Pontificis indulgentiam plenariam et magna privilegia tribuens certa opera in bullâ vel brevi præscripta præstantibus.* Sicuti indulgentiarum omnium, ita jubilæi potissimùm vim utilitatemque fidelibus pastor suis in sermonibus et catechesibus exponat ; illud siquidem pia mater Ecclesia per supremum pastorem elargiendo eâ potestate quam sibi divinitùs datam esse jure optimo gloriatur, divitias diffundit in filios suos spiritualis illius thesauri inæstimabilis, qui ex infinitis satisfactionibus passionis, et mortis Christi Domini, omniumque sanctorum, quorum communione fruimur, meritis coalescit, ejusque applicatione efficit ut celeriùs persolvant temporariæ pœnæ debitum quoad eorum flagitia sibi Sacramenti virtute jam dimissa. Postremò fideles suos parochus quilibet edoceat, illos de assequendis jubilæi spiritualibus emolumentis ineptè sibi blandiri, qui constituta à summo Pontifice jubilæi largitore opera non eo quo præscribuntur modo, veræque pœnitentiæ spiritu perficiunt. Cætera verò quæ id ipsum spiritalium deliciarum tempus, jubilæum scilicet, indulgentiarum et facultatum suspensionem, conditiones ad illud lucrandum necessarias, easque implendi rationem intuentur, parochus haurire poterit ex ipsis pontificiæ concessionis litteris, necnon ab iis auctoribus qui ex professo iis de rebus agunt, præcipuè verò ab egregiis fel. rec. Benedicti XIV constitutionibus, quæ nihil prorsùs hisce de negotiis desiderandum relinquunt.

X. Et hæc quidem monita ad uberiorem Dei gloriam, parochorum aliorumque animarum curam sacerdotum gerentium utilitatem referimus : *Quicumque ea secuti fuerint, pax super illos et misericordia,* inquit Paulus ad Gal. 6, v. 16. Quisquis ea legens atque expendens nonnulla repererit quæ nimio animarum pastoribus oneri seu gravamini esse videntur, is secum reputet, divini Pastoris oves sibi concreditas non *corruptibilibus,* inquit divus Petrus, Ep. 1, cap. 1, v. 18, *auro, vel argento, sed pretioso sanguine quasi agni immaculati Christi et incontaminati, redemptas esse.* Auream insuper ille divi Chrysost., serm. 90 in Gen., sententiam hancce quæso expendat : *Curam fratrum nostrorum gerere summa vitæ nostræ.* Similia penè sunt, quæ divus Hier., ep. 14 ad Paulin., habet. Postremò extremi judicii diem animo revolvat, quo pastor quivis *pastorum Principi, cùm apparuerit,* de animabus sibi demandatis rationem reddere tenebitur, cœlestis sanè *gloriæ coronam* percepturus, si pervigil earum ac cordatus custos fuerit ; secùs verò æternâ animi amaritie ac confusione obruendus. Isthæc profectò quisquis haud obiter perpenderit, instar gentium Doctoris, 2 ad Cor. 12, v. 15, perdilectos in Christo filios sibi commissos affari taliter gestiet : *Ego autem libentissimè impendam* mea omnia, *et superimpendar ipse pro animabus vestris.*

TRACTATUS DE MATRIMONIO.

(AUCTORE R. P. J. PERRONE.)

Proœmium.

1. Matrimonium ab eo dicitur, inquit Catechismus Romanus, quòd femina idcircò nubere debet, ut mater fiat, vel quia prolem concipere, parere, educare, matris munus est (1). Aliis præterea nominibus matrimonium donari consuevit, *connubii* scilicet, *conjugii*, *nuptiarum*, de quibus fusè S. Thomas (2). Definiri autem solet : *Viri et mulieris maritalis conjunctio, inter legitimas personas individuam vitæ consuetudinem retinens* (3); quòd si agatur de Matrimonio non solùm quatenùs officium naturæ est, sed quatenùs præterea est Sacramentum, datæ definitioni addi debet : *Et à Christo ad dignitatem Sacramenti elevata.* Ab aliis verò Matrimonium prout Sacramentum est fusiùs definiri, seu potiùs describi solet : *Sacramentum novæ legis, quo significatur conjunctio Christi cum Ecclesiâ, et gratia confertur ad sanctificandam viri et mulieris legitimam conjunctionem, ad uniendos arctiùs conjugum animos, atque ad prolem piè sanctèque in virtutis officiis et fide christianâ instituendam.*

2. Ex his autem definitionibus colligitur 1° naturam, sive rationem aut essentiam matrimonii propriè constitui in *vinculo;* quod exprimitur per vocem illam *conjunctio*, quæ designat illam obligationem et nexum vi cujus firmitas, permanentia atque stabilitas matrimonii exsurgit, minimè verò consistere in usu, qui separari potest à dominio, seu potestate quam in proprium corpus conjuges per consensum verbis de præsenti expressum sibi invicem tradunt (4); colligitur 2° conjugii christiani proprietates esse unitatem et indissolubilitatem, quæ significantur per subsequentia verba, *inter legitimas personas individuam vitæ consuetudinem retinens;* seu, ut clariùs dicitur in alterâ definitione, *viri et mulieris legitimam conjunctionem*, etc.; colligitur 3° nonnullas requiri conditiones sub quibus tantùm iniri possunt conjugia, quod innuitur per verba, *legitimas personas*, vel per *legitimam conjunctionem.* Atque tria hæc præcipua capita sunt circa quæ tota hæc nostra versabitur disputatio, tum scilicet circa Matrimonium in se spectatum et quatenùs Sacramentum est, tum circa ipsius proprietates, tum denique circa ipsius impedimenta ac potestatem ea apponendi. His nonnulla adjiciemus circa quæstionem hâc nostrâ præsertim ætate agitatam de connubiis *mixtis* vulgò nuncupatis.

(1) De Matrim. Sacram. c. 8, n. 2. Hinc apud Gregorium IX, cap. *Ex litteris*, de Conversione infidelium : *Matri*, inquiebat mulier, *infans ante partum onerosus, dolorosus in partu, post partum laboriosus : ac ex hoc legitima conjunctio maris et feminæ magis* MATRIMONIUM, *quàm* PATRIMONIUM *nuncupatur.* Apud Pitæum Decretales Greg. papæ IX, Paris. 1687, t. 2.

(2) In 4, d. 27, q. 1, art. 1.

(3) Hanc definitionem, quæ est Magistri Sententiarum, imò potiùs Codicis Justinianæi, suam fecit Catechismus Rom., l. cit., n. 3, ubi eamdem per partes exponit.

(4) Cf. Estium in 4, d. 26, § 13, qui hanc veritatem adversùs Wiclefitas aliosque hæreticos multiplici argumentorum genere ostendit. Sanè verum exstitit conjugium inter protoparentes in terrestri paradiso ante quemcumque conjugii usum; id ipsum dicatur de conjugio inter beatam Virginem et S. Joseph. SS. PP. unanimes in hâc sententiâ sunt, et ecclesiastica historia plura suppeditat exempla sanctorum qui perhibentur vero matrimonio cunjuncti, quamvis nunquàm convenerint; ejusmodi fuit conjugium S. Pulcheriæ cum Marciano, S. Henrici cum S. Cunegundâ. Quòd si nonnulli Patres aût theologi interdùm scripserunt usu matrimonium perfici relatè ad perfectam et plenam rationem signi seu Sacramenti, id affirmârunt, quatenùs scilicet per usum significatur conjunctio realis Christi cum Ecclesiâ per incarnationem, tum etiam quatenùs major inde firmitas conjugii exsurgit, ut suo loco dicemus.

(1) Cf. Estium, l. c., § 1, et Catech. Roman., part. 2, cap. 8, § 13.

CAPUT PRIMUM.

DE MATRIMONIO IN SE SPECTATO.

3. Matrimonium in se spectatum considerari potest vel prout officium naturæ est, vel prout est Sacramentum, seu clariùs, prout officium illud à Christo sanctificatum est, qui ipsum evexit ad dignitatem Sacramenti, eidemque sacramentalem gratiam adjunxit. Dùm igitur consideratur quatenùs officium naturæ est, disceptari posset utrùm bonum sit ac honestum, quod plures ex veteribus hæreticis inficiati sunt. Cùm verò jamdiù obsoleverit ejusmodi error, ac nemo sit qui eum denuò excitaverit, ab illis, datâ operâ, refellendis supersedemus. Sanè, quod ex lege naturæ à Deo ipso confirmatâ proficiscitur, illud profectò naturâ ac ratione suî nullum vitium admittit vel turpitudinem, ac proinde bonum est ac honestum. Tale porrò est matrimonium.

4. Natura enim, etiam secluso peccato, inclinat hominem ad prolis generationem, et ad eum finem sexuum diversitas est ordinata (1); jam verò proles, sicut concepta in lucem edi debet, ita in lucem edita per nutritionem et educationem debet secundùm corpus et animam perfici, idque eâdem naturâ dictante, quæ non tantùm generationem rei, sed et provectionem et perfectionem ejus intendit. Hæc autem necessaria nutritionis et educationis officia certos requirunt parentes, eosque vinculo quodam permanente colligatos; in hoc autem vinculo, ut diximus, matrimonii

ratio constituta est; matrimonium igitur quà naturæ officium est, lege ipsius naturæ est constitutum.

5. Hanc naturæ legem ratam habuit et confirmavit naturæ auctor Deus. Principio enim virum, seu marem creavit et feminam, ad prolem videlicet suscipiendam idoneos. Feminam quoque ex viri latere condidit, ut ostenderet arctissimum esse inter eos matrimonii vinculum; quæ cùm instinctu quodam divino probè intellexisset Adam, in eam vocem erupit: *Hoc nunc os ex ossibus meis et caro de carne meâ... Quamobrem relinquet homo patrem suum et matrem, et adhærebit uxori suæ: et erunt duo in carne unâ* (1). Quibus verbis perpetuum et indissolubilem conjugii nexum declaratum fuisse Tridentinum docuit (2). Compertum igitur est in horto ipso deliciarum, atque ante peccatum, constitutum et initum matrimonium esse. In novo autem Testamento ipse Dei Filius non modò præsentiâ suâ nuptias honestavit, et miraculo omnium quæ edidit primo consecravit, sed præterea commendavit locupletissimis iis verbis, quæ leguntur Matth. 19, 6: *Quod ergo Deus conjunxit, homo non separet.* Quare Paulus Corinthiis, Ep. 1, 7, 38, inter cætera significavit: *Qui matrimonio jungit virginem suam benè facit*, ac 1 Timoth. 4, 1, futuros matrimonii accusatores appellavit homines *attendentes spiritibus erroris et doctrinis dæmoniorum.* Atque hujus divinæ et apostolicæ doctrinæ adversarios quovis tempore sancti Ecclesiæ Patres, concilia, imò et Ecclesia universa non semel anathemate perculit (3).

6. Ex his porrò quæ de honestate matrimonii contraximus, facilè intelliguntur ejusdem fines, qui tres enumerantur: princeps quidem atque primarius procreatio est, et procreationis complementum, quod in prolis sustentatione ac liberali ad virtutem institutione consistit. Alter finis in mutuo adjutorio situs est, scilicet in communi vitæ societate, officiis, atque ope mutuâ, quam sibi conjuges invicem præstant in re domesticâ administrandâ, atque in vitæ incommodis faciliùs perferendis. Tertius matrimonii, seu potiùs matrimonium contrahentium, finis est sedandæ concupiscentiæ propositum; matrimonium enim quod sanis hominibus ante peccatum vim tantùm officii habuit, ægrotis postea factum est etiam remedium, ut Apostolus docet (1).

7. Cæterùm cùm hoc naturæ officium, seu, ut plerique loquuntur, naturalem contractum (2) Dominus Salvator noster elevaverit ad dignitatem Sacramenti, de eodem quatenùs Sacramentum est potissima nobis disputatio esse debet adversùs recentiores hæreticos, Lutheranos, Calvinistas, Socinianos aliosque novatorum surculos, qui etsi matrimonii sanctitatem et divinam ejus originem ultrò fateantur, eidem tamen Sacramenti dignitatem eripere omni modo conantur. Atque hæc quidem veritas ea est quam in primis tuendam suscipimus; deinde verò, ut ordo postulat, quid verisimilius inter tot quæ circumferuntur theologorum sententias tenendum sit de ejusdem Sacramenti materiâ, formâ atque ministro, subjiciemus. Sit itaque

Propositio I.— *Matrimonium est verè et propriè unum ex septem legis evangelicæ Sacramentis à Christo Domino institutum.*

8. De fide est, quam Tridentinum, sess. 24, can. 1, his verbis definivit: *Si quis dixerit, Matrimonium non esse verè et propriè unum ex septem legis evangelicæ Sacramentis à Christo Domino institutum, sed ab hominibus inventum, neque gratiam conferre; anath. sit* (3).

(1) Genes. 2, 24, posteriora hæc verba: *Propter hoc dimittet homo patrem*, etc., tanquàm à Deo ipso prolata retulit Christus, Matth. 19, 5.

(2) Sess. 24, cap. unic., de Matrimonio.

(3) Cf. Estium, loc. cit., § 3. Ex his non solùm patet veterum hæreticorum insania, qui nuptias damnabant, verùm etiam Barbeyrachii et Gibbonii impudentia, ex quibus alter in op. de morali Patrum Doctrinâ, alter verò in op. de Casu imperii Romani, in Patres iniqui, eisdem succensent quasi impuritatem quamdam, labem et vitium invenerint in matrimonio etiam justo atque legitimo, propterea quòd virginitatem conjugio, viduitatem alteris nuptiis anteponant; quòd arceant à sacerdotio bimaritos, et eos qui viduam, vel ancillam vel ab alio repudiatam duxissent; quòd sentiant matrimonium cupiditatis explendæque libidinis studio incundum non esse; quòd vetent virum cum gravidâ uxore consuescere; quòd denique tradant habere aliquid conjuges de quo erubescant.

At quis non videat iniquè prorsùs impios homines in Patres debacchari? An quia virginitas matrimonio, viduitas præfertur alteris nuptiis, ideò reprobatur conjugium ut malum? *Numquid argentum non erit argentum*, inquit S. Hieronymus, *si aurum argento pretiosius est?* lib. 1 cont. Jovin., n. 3. Rectè etiam cætera docuerunt Patres; cùm enim ad officium nascantur homines, non ad voluptatem, culpâ profectò non vacabunt, qui solius voluptatis causâ vel matrimonium ineunt, vel abutuntur uxoribus; scilicet procreatio liberorum debet esse hominibus modus cupiditatis, quem modum cùm sæpè transiliat concupiscentia, quæ ipsis castioribus animis potenter insidiatur, ideò habere dicuntur aliquid conjuges de quo erubescant. Cf. P. Baltum in morali Doctrinâ Patrum vindicatâ. Cf. etiam quæ de his scripsit Clem. Alex., Pædag. lib. 2, cap. 10.

(1) Corinth. 7, 2-6. Ex his porrò refellitur abjecta rationalistarum et naturalistarum sentiendi ratio circa matrimonii notionem. His enim matrimonium nihil aliud est nisi « societas diversi sexûs personarum ad naturalem et rationabilem stimuli sexualis expletionem inita. » Cf. Aug. de Roskowany, de Matrimonio in Ecclesiâ catholicâ, tom. 1, § 16, 17. Augustæ Vindel., 1837.

(2) Nonnulli contendunt nullo modo *contractum* esse, aut dici posse, conjugium; saltem pressè seu stricto sensu, quia conjugio deest objectum, seu res, circa quam contrahi possit. Substantiam quippe matrimonii efficit mutua obligatio conjugum ad amorem et fidelitatem, quæ omnem contrahendi ac paciscendi naturam refugit. Hinc nonnisi impropriè matrimonium contractus dici potest, quatenùs scilicet verbum *contrahere* ad ea significanda quæ per matrimonium intenduntur, usu quadamtenùs roboratum usurpari solet; aut saltem dicunt contractum, si quis matrimonio inest, à reliquis toto, ut aiunt, cœlo diversum esse. Cf. Roskowany, op. cit., § 18, necnon auctorem dissert. de Impedimentis matrimonii, Mechliniæ, 1834, ed. 4, p. 126, seq. (vide infra.) Nos tamen, ne à consuetâ loquendi ratione recedamus, contractûs nomen usurpabimus, quo usum est Trid., sess. 24, cap. 1, de Ref. matrim., etsi fateamur, ut postea videbimus, matrimonium à quolibet alio contractu planè differre.

(3) Ex verbis conc. Trident., quibus definit Matri-

9. Hanc veritatem satis apertè innuunt sacræ Litteræ, traditio docet, perpetua et constans Ecclesiæ praxis confirmat.

10. Ac primò quidem innuunt Scripturæ ; celebre enim est Paulinum testimonium Ephes.,c. 5,v. 25 : *Viri, diligite uxores vestras, sicut et Christus dilexit Ecclesiam, et seipsum tradidit pro eâ... Sacramentum hoc magnum est, ego autem dico in Christo et in Ecclesiâ.* Quibus verbis Apostolus non solùm significat Matrimonium exhibere signum , seu repræsentationem unionis Christi cum Ecclesiâ, sed præterea complectitur officia quibus conjuges per illam unionem astringuntur, amorem præcipuè supernaturalem quo se mutuò diligere debent sicut Christus diligit Ecclesiam. Nemo autem negaverit ad hæc officia præstanda opus esse gratiâ Salvatoris et quidem jugi, qualem nempe Sacramenta tribuunt ad statum sanctificandum atque ad ejus finem obtinendum. Hinc, præter insignes theologos, Catechismus Romanus Paulino commate utitur ad probandam Sacramenti matrimonii veritatem. Cùm tamen nobiles alii theologi et interpretes Cajetanus, Vasquez, Estius, Fromondus, Bernardinus à Piconio aliique non pauci *efficaciter* saltem sive ex hoc sive ex aliis quæ afferri solent Scripturarum locis non probari hanc veritatem contendant, et concilium Tridentinum ipsum eam Pauli sententiam commemorans, hoc Paulum *innuisse* tantummodò affirmet, ideo hâc ipsâ voce nos pariter usi sumus.

11. Quod verò Scripturæ innuunt, traditio extra omne dubium ponit. Etenim utriusque Ecclesiæ Patres, iique antiquissimi, Matrimonium in numero Sacramentorum habuerunt, dùm 1° Christianorum conjugium alii inter res sacras numerant ad religionem pertinentes à ministris Ecclesiæ certo ritu celebrandas, cujusmodi inter Græcos sunt S. Ignatius M. (1), Clemens Alex. (2), S. Basilius (3); inter Latinos verò Tertullianus (4), S. Ambrosius (5), S. Siricius papa (6); dùm 2° alii tradunt Christum dùm nuptiis interfuit iisdem benedictionem, sanctitatem, et gratiam quâ antea carebant, adjunxisse atque indicâsse ; ita ex Græcis, Cyrillus Alex. (1), Epiphanius (2); ex Latinis, Ambrosius (3) et Augustinus (4); dùm 3° denique alii *Sacramenti* nomine Matrimonium nuncupârunt, quod fecit Tertullianus (5), Ambrosius (6), Chrysostomus (7) et Augustinus passim, præsertim verò in lib. de Bono conjugali, ubi inter cætera scribit : *In nostrarum nuptiis plus valet sanctitas Sacramenti nàm fecunditas uteri* (8), et paulò post : *Bonum igitur nuptiarum per omnes gentes atque homines in causâ generandi est, et in fide castitatis; quod autem ad populum Dei pertinet, etiam in sanctitate Sacramenti, per quam nefas est etiam repudio discedentem alteri nubere, dùm vir ejus vivit* (9). Ibidem verò ostensurus Matrimonii vinculum esse indissolubile etiamsi nulli filii procreentur, clericorum similitudine utitur in quibus Sacramentum ordinationis permanet etiamsi aut ad muneris functionem non admittantur, vel ab eâdem arceantur, unde apparet *Sacramenti* nomen quod nuptiis tribuitur ab Augustino, propriè adhiberi, non latiùs (10).

12. Maximum demùm pondus ad eamdem veritatem comprobandam addit perpetua et constans utriusque Ecclesiæ orientalis et occidentalis consensio et praxis. De Ecclesiâ enim Latinâ, ante Tridentinum, hujus rei fidem faciunt Eugenius IV (11), ante Eugenium Constantiense concilium (12); ante concilium Constantiense Lucius III (13); ante Lucium Gregorius M., prout fatentur adversarii nostri (14); ante Gregorium Sacramentalia et rituales libri, qui inter 7 Sacramenta semper nuptias recensent (15). De Ecclesiâ Græcâ constat ex Hieremiâ Græcorum patriarchâ, qui, sub finem sec. XVI in censurâ *Confessionis Augustanæ* ex

monium unum esse ex septem legis evangelicæ Sacramentis *à Christo Domino institutum* , apertè refelluntur Oberthür in Ideâ biblicâ Ecclesiæ Dei, part. 1, pag. 90, Solisbaci, 1828; Holder et Beda Mayer, qui, eum secuti, affirmare non dubitârunt Christum pauca solùm Sacramenta instituisse (Baptismum et Eucharistiam), sed Ecclesiæ pro ratione et indigentiâ temporum potestatem reliquisse eadem augendi, idque nominatim de Matrimonio valere. Ita desipiunt in Germaniâ homines qui se catholicos profitentur !

(1) Epist. ad Polycarp., cap. 5 ex edit. Cotelerii, tom. 2.

(2) Stromat. lib. 3, juxta antiquam edit. Sylburgianam, p. 191, seqq. ; juxta editionem verò Potteri recusam Venet., 1757 , tom. 1, p. 532, seqq.

(3) Hexaemer., hom. 7, opp. edit. Maur., tom. 1, pag. 68.

(4) Lib. 2 ad uxorem, cap. 8 edit. Rigalt., p. 171, seqq., in quem loc. cf. not. Rigalt.

(5) Epist. 19 ad Vigil., edit. Maur., tom. 2, col. 814, n. 7.

(6) Epist. ad Himerium Tarrac., cap. 4, apud Coustant., col. 628.

(1) Lib. 2 in Jo., in cap. 2, v. 1, opp. edit. Paris., 1638, tom. 4, p. 135.

(2) Hæres. 51, quæ est Alogorum cap 30 edit. Petav., tom. 1, p. 452; et Hæres. 67 Hieracitarum cap. 6, ibid , pag. 714.

(3) Epist. 42 ad Siricium, n. 2, ed. Maur., tom. 2; col. 966.

(4) Tract. 9 in Jo., n. 2.

(5) De exhortat. Castitat., cap. 5.

(6) Lib. 1 de Abraham., cap. 7, n. 59, edit. cit. tom. 1, col. 302.

(7) Hom. 20 in Epist. ad Ephes., n. 4, opp. edit. Maur., tom. 11, p. 148.

(8) Cap. 18, n. 21.

(9) Cap. 24, n. 32.

(10) Sic enim ibidem scribit : « Quemadmodùm si fiat ordinatio cleri ad plebem congregandam , etiamsi plebis congregatio non subsequatur, manet tamen in illis ordinatis *Sacramentum ordinationis;* et si aliquâ culpâ quisquam ab officio removeatur, Sacramento Domini semel imposito non carebit, quamvis ad judicium permanente. » Demùm concludit : « Hæc omnia bona sunt, propter quæ nuptiæ bonæ sunt, proles, fides, *Sacramentum.* »

(11) In Decret. seu instruct. pro Armen., apud Hard., Acta concil., tom. 9, col. 440.

(12) Ibid. tom. 14, col. 915.

(13) In Decreto cont. hæret., ibid., tom. 6, par. 2, col. 1878.

(14) Id Calvinus fatetur Instit. lib. 4, cap. 19, § 34, scribens : « Pro Sacramento datum (Matrimonium) nemo usque ad Gregorii tempora viderat. »

(15) Cf. Martenium de antiq. eccles. Ritib., lib. 1, p. 2, cap. 9, art. 5.

nomine totius Ecclesiæ Græcæ septem profitetur esse in Ecclesiâ Sacramenta à Christo instituta, ac de Matrimonio peculiariter ait : *Divinum Sacramentum esse, atque unum ex illis septem quæ Christus et Apostoli Ecclesiæ tradiderunt* (1). Atque id ipsum profitentur diversa concilia coacta adversùs Cyrillum Lucarim nova dogmata fabricantem (2); ante hos omnes concilium Florentinum (3), quod in hâc professione jam præcesserat Simeon Thessalonicensis (4); quibus præiverant symbolici libri, et Euchologia (5). Quòd verò eadem sit Coptorum Jacobitarum, Syrorum, Nestorianorum, Eutychianorum, seu Monophysitarum fides, dubitare non patiuntur publica Euchologia in quibus de Matrimonio agitur perinde ac de Sacramentis reliquis, uti ostendunt Renaudotius (6) et Assemanus (7).

13. Si illud propterea inter Sacramenta novæ legis ponendum est, quod inter res sacras locum habet, quod Christus benedictione, sanctitate et gratiâ exornavit, quod verè et propriè Sacramentum appellatur, quod Ecclesia universa constanter ac perpetuò inter Sacramenta à Christo instituta retinuit; cùm tale sit ex Patrum testimoniis et utriusque Ecclesiæ certissimis documentis Christianorum conjugium, profectò sequitur quod demonstrandum assumpsimus, nempè Matrimonium esse verè et propriè unum ex septem legis evangelicæ Sacramentis à Christo Domino institutum, prout etiam cordatiores inter Protestantes jam nobis ultrò concedunt (8).

Difficultates.

14. Obj. : Satis certa non est Patrum auctoritas ad astruendam Sacramenti Matrimonii veritatem : 1° Patres enim nullibi apertè docent vel Christum Sacramentum Matrimonii instituisse, vel Matrimonium gratiam conferre ex opere operato; 2° quòd si interdùm locuti videntur de Matrimonio tanquàm de re sacrâ, vel Sacramento, ut ex ipsis Patrum locutionibus patet, rem sacram vel Sacramentum latiori sensu usurpârunt, ut inter cæteros usurpavit S. Leo M., Augustinus passim, Dionysius Areopagita nuncupatus, qui, in lib. de ecclesiast. Hierarchiâ, inter Sacramenta etiam recenset monasticam consecrationem; 3° ve eodem sensu quo Sacramentum dixerunt Adæ conjugium et conjugia Hebræorum, quæ profectò non fuisse verè et propriè Sacramenta nunc passim catholici theologi docent adversùs Launoium, qui, in lib. de Regiâ in Matrimonium potestate, innumera propè Patrum testimonia congessit, ut astrueret Matrimonium in antiquâ lege fuisse verum Sacramentum (1); 4° quod præterea omne dubium tollit circa germanam SS. Patrum mentem, ut observat Erasmus, est ipsorum agendi ratio dùm pugnarent adversùs impias Tatiani, Encratitarum, Gnosticorum ac Manichæorum hæreses, quæ nuptias utpote noxias damnabant; nullum enim validius argumentum à Patribus urgeri poterat quàm Sacramenti dignitas à Christo Matrimonio addita ad hæreticos refellendos; attamen de eâ nec verbum habent. Imò nec ipse Jovinianus, qui, licèt totus esset in extollendo connubio super virginitatem, omniaque argumenta quæ ad rem suam facere viderentur diligentissimè conquisisset, de dignitate Sacramenti silet omninò. Ergo.

15. R. N. A. ad 1 prob. D. Conceptis verbis Tr. æquivalenter, N. Etenim id docent Patres quoties affirmant Christum nuptias præsentiâ suâ *sanctificâsse, gratiam per Matrimonium haberi*, seu *conferri*, dùm tanquàm *rem sacram* habent Christianorum conjugium, et cùm *Sacramentum* vocant, et ita vocant, ut conferant etiam quoad effectum cum Baptismo et Ordine. En verba S. Epiphanii : *Venerabiles enim esse nuptias ac Dei aspirante gratiâ cœleste regnum obtinere, quis vel ex eo non cognoscat quòd ad nuptias invitatus Salvator ipse fuerit, ut iis benediceret* (2)? Et ante ipsum Tertullianus : *Unde sufficiamus*, inquit, *ad enarrandam felicitatem ejus Matrimonii quod Ecclesia conciliat, et confirmat oblatio, et obsignat benedictio; angeli renuntiant, Pater ratum habet* (3)? S. Innocentius I de bigamo simultaneo ita scribit : *Statuimus, fide catholicâ suffragante, illud esse conjugium quod erat primitùs divinâ gratiâ fundatum, conventumque secundæ mulieris, priore superstite nec divortio ejectâ, nullo pacto posse esse legitimum* (4). Verba Augustini superiùs recensuimus, ejus mentem exponentes. Falsa itaque sunt quæ adversarii assumunt.

16. Ad 2 D. Patres interdùm latiori sensu Matrimonium rem sacram et Sacramentum vocant Tr. vel

(1) Cf. op. cui tit.: Censura orientalis Ecclesiæ de præcipuis nostri seculi hæreticorum dogmatibus, Hieremiæ Constantinopolitani patriarchæ, etc., à Stanislao Socolovio ex Græco in Latinum conversa, Dilingæ, 1582, cap. 7, pag. 105, et p. 111, 116.

(2) Cf. apud Renaudotium, *De la Perpétuité*, etc., tom. 5, liv. 6, ch. 1.

(3) In Decreto Union. Armen., apud Hard., Acta concil., tom. 9, col. 440.

(4) Apud Renaudot., op. et loc. cit.

(5) Cf. apud Goarium in Euchologio ubi de ritu agit singulorum Sacramentorum, præsertim verò ubi agit de Matrimon. sub tit. de Officio coronationis nuptiarum, p. 385, seqq., et p. 397, seqq., cui addatur Orthodoxa confessio cathol. et apost. Ecclesiæ orientalis. Lips., 1695, quæst. 115, ubi quæritur : « Quodnam sextum est mysterium *(Sacramentum)*? Resp. *Honorabile conjugium*, quod primò quidem mutuo viri fœminæque in se invicem consensu... instituitur... Deinde sancitur consecraturque hæc illorum consensio ac promissio per sacerdotem. »

(6) Loc. cit.

(7) Bibliothecæ orientalis tom. 3, part. 1, pag. 356, et tom. 3, part. 2, pag. 319, seqq., ubi agit de Syris Nestorianis.

(8) Cf. Leibnitium in Systemate theolog., p. 314, Esslinger, op. cit. *Apologie de la religion catholique par des auteurs protestants*, qui agens de matrimonio adducit testimonia ex Marheincke, Meyer et Schwarz, quibus constat Protestantes admittere conjugium veluti statum à Deo sanctificatione et gratiâ auctum, quâ conjuges sanctè possint instituere prolem, esse vocatum in Scripturis *mysterium et Sacramentum*, *signum sacrum* unionis Christi cum Ecclesiâ.

(1) Cap. 11 opp. edit. Coloniæ Allobrogum, 1731, tom. 1, part. 2, pag. 710, seq.

(2) L. c., hær. 67, p. 114.

(3) Loc. cit. ex lib. 2 ad uxorem.

(4) Epist. 36 ad Probum. Apud Coustant., col. 91 Cf. ib. not. edit.

C. semper N. Optima siquidem regula ad veram Patrum mentem in locutionibus quas adhibuerunt assequendam est Ecclesiæ fides, juxta cujus analogiam ipsi loquebantur. Jam verò, uti invictè ostendimus, Ecclesia quovis tempore Matrimonium inter Sacramenta verè et propriè dicta habuit. Ex hâc porrò animadversione responsio patet ad singula Patrum testimonia quæ nobis objici possent, cùm minimè contendamus semper et in singulis testimoniis eos vocem Sacramenti pressè et strictè usurpâsse.

17. Ad 3. Eadem esto responsio. Admittimus autem testimonia quæ improbo et inani labore ex Patribus congessit Launoius minimè evincere Matrimonium in veteri lege ab iis ceu Sacramentum habitum fuisse, cùm Patres nonnisi latiori sensu et ratione signi seu figuræ futuræ unionis Christi cum Ecclesiâ, quam Matrimonium in se spectatum præ se ferebat, *Sacramentum* nuncupaverint. Contra verò conjugium Christianorum Sacramentum Patres dixerunt ratione tum signi, tum gratiæ quam significat et confert ad fidelium unionem sanctificandam, ut ostendimus. Verùm de Launoio postea.

18. Ad 4 N. Argumentum enim quod ducitur ex Patrum agendi ratione adversùs hæreticos utpote negativum planè evertitur ex positivis documentis quæ adduximus, præsertim verò ex perpetuo ac constanti Ecclesiarum consensu, quod planè invictum est; nulla enim miræ hujus consensionis in retinendâ et asserendâ veritate hujus Sacramenti ratio assignari potest, ut sæpè monuimus, præter divinam et apostolicam traditionem. Nestoriani profectò et Eutychiani, qui à seculo 5 ab Ecclesiâ catholicâ separati sunt, nonnisi ab eâdem Ecclesiâ discere potuerunt Matrimonium esse Sacramentum verè et propriè dictum. Cæterùm Patres operam perdidissent in astruendâ sacramentali nuptiarum dignitate adversùs eos qui nuptias ut impuras et à malo principio invectas traducebant. Quod verò spectat ad Jovinianum, observare juverit ipsius quæstionem non attigisse præcisè Matrimonium, sed potiùs *statum* conjugalem, quem *statui* seu professioni virginitatis et continentiæ præferebat. Nulla propterea necessitas ipsi incumbebat ad causam suam propugnandam ut urgeret elevationem nuptiarum ad dignitatem Sacramenti.

19. Inst. Atqui nec satis constans est Ecclesiæ traditio : 1° etenim non defuerunt, sive ex canonistis sive ex scholasticis, qui apertè negaverint, post Magistrum sententiarum, per Matrimonium gratiam conferri, quibus assentitur vetus glossa cap. *Honorantur*, quæ tradit Matrimonium institutum tantùm fuisse *in remedium peccati*. 2° S. Thomas autem dari per Matrimonium gratiam propugnat solùm ut *probabilius* (1); 3° eâdem ratione sese gesserunt Scotus, Bonaventura, Paludanus, Durandus, de quibus et de reliquis scholæ theologis Melchior Canus universim pronuntiat : « Cùm quærunt an Matrimonium conferat gratiam, id quod eo loco maximè finiendum erat, non definiunt tamen; sed in his referunt, quæ *in hominum opinione* sunt posita (1). » Ex his Durandus, ulteriùs progressus, apertè negat Matrimonium esse Sacramentum, sicut ex professo inficiati sunt canonistæ non pauci. Ergo.

20. R. N. Subsump. Ad 1 prob. D. Quin tamen negaverint Matrimonium esse Sacramentum, C.; secùs Tr. Certum enim est 1° omnes theologos admisisse Matrimonium tanquàm unum ex septem Ecclesiæ Sacramentis à Christo institutis; 2° certum est præterea scholasticos omnes cum Magistro sententiarum hoc agnovisse discrimen inter Sacramenta veteris legis et Sacramenta novæ legis, quòd ista *conferant gratiam*, illa autem gratiam tantùm *significarent;* 3° certum demùm est Durandum malè audivisse tanquàm hæreticum eo quòd negaverit Matrimonium esse Sacramentum, ita ut in secundis curis operum suorum ad hanc hæresis invidiam declinandam admiserit Matrimonium esse Sacramentum, etsi cum nonnullis aliis coævis theologis negaverit conferre gratiam. Imò neque hoc quidem absolutè affirmavit, eo quòd ipsius sententia, ut ipsemet non diffitetur, communi theologorum ætatis suæ doctrinæ adversaretur, sed solùm ut *probabilem* in medium protulit (2). Hæc porrò cùm rata et explorata sint, patet controversiam verti in quæstionem criticam, quid nempe sibi voluerint scholastici per illam formulam : Matrimonium institutum solùm esse *in remedium concupiscentiæ*. Estius existimat scholasticos locutos esse « de principali fine, sive effectu Sacramenti » juxta constituta ab ipsis principia (3). Eâdem ratione effatum Magistri sententiarum ex quo illud cæteri hauserunt, exposuerat. Sensus itaque

(1) Supplem. q. 42, art. 3.

(1) De Locis theolog., lib. 8, edit. Colon. 1585, p. 215.

(2) Cf. D. Durandi à S. Porciano ord. Præd. et episc. Meldensis in Petri Lombardi sententias, etc. Venet., 1581, lib. 4, dist. 26, quæst. 3, fol. 367, tergo num. 5, ubi apertè scribit : « Tenendum est absolutè quòd Matrimonium est Sacramentum, cùm hoc determinet Ecclesia *extra de hæreticis*, ubi numerat Matrimonium inter alia Sacramenta; » et n. 8, quod attinet ad collationem gratiæ, expositâ sententiâ canonistarum, de quâ profitetur se nihil velle pronuntiare, pergit : « Moderni autem theologi quasi communiter tenent quòd per Sacramentum Matrimonii confertur gratia, nisi contrahentes ponant obicem, sicut fit in aliis Sacramentis, quibus æquiparatur Sacramentum Matrimonii in hoc casu, quia non videretur ab eis posse teneri quòd Matrimonium sit Sacramentum novæ legis. »

(3) Sic enim scribit in 4, d. 26, § 9 : « Ad illud quod 2 distinct. dicit (Magister sentent.) conjugium esse in remedium tantùm, non improbabiliter responderi potest ex sancto Thomâ eum locum explicante, quòd ibi Magister loquatur de principali fine sive effectu Sacramenti Matrimonii. Quamvis enim omnia Sacramenta, et contra peccatum valeant, et auxilium benè vivendi præstent, rectè tamen trifariam ista secundùm Magistrum dividuntur; quòd quædam principaliter instituta sunt ad juvandum hominem in bono, ut Confirmatio, Eucharistia et Ordo; quædam ad delenda vel vitanda peccata, ut reconciliatio, extrema Unctio et Matrimonium; quædam ad utrumque effectum, ut Baptismus, quo et vetus homo moritur et novus nascitur. » Qui deinde respuit auctoritatem glossæ cap. *Honorantur*, et alterius glossæ cap. *Quidquid*, unà cum interpretibus ita sentientibus, qui pauci sunt, et in quæstione quæ ad theologum propriè spectat, facilè labi potuerunt.

istius locutionis videtur, quòd per Matrimonium non conferatur eadem specie gratia, quæ in cæteris Sacramentis confertur, sed gratia tantùm medicinalis in remedium concupiscentiæ (1).

21. Ad 2. D. In sensu exposito, et quidem in Supplemento, C.; absolutè et in Summâ, N. In hâc enim plura emendavit S. doctor ex iis quæ scripserat in commentariis super Magistrum sententiarum. Jam verò in Summâ, 2-2, q. 100, art. 2 ad 6, expressè reprobat illorum sententiam, qui negant conferri gratiam in Matrimonio, ac præterea absolutè pronuntiat quòd « dare pecuniam pro Matrimonio..., in quantum est Ecclesiæ Sacramentum, est illicitum. »

22. Ad 3. Responsio patet ex his quæ de germanâ scholasticorum mente disseruimus. Verisimilius porrò est Canum non attendisse ad penitiorem illorum sensum, alioquin minùs se infensum in scholasticos ostendisset, re nondùm præsertim eliquatâ. Cæterùm, ut aliàs animadvertimus, ne iniquiores in ipsos simus, semper perpendenda sunt ætatis in quâ scholastici scribebant, adjuncta omnia, summa monumentorum et librorum inopia quâ laborabant, defectus codicum, et mediorum quibus nunc abundamus, ipsis autem deerant.

23. II. Obj. Omnia desunt in Matrimonio, quæ ad verum Sacramentum constituendum requiruntur. 1° Deest enim inprimis divina institutio, cùm Matrimonium longè ante Christum in mundo viguerit; 2° deest gratiæ collatio, alioquin non præferretur cælibatus conjugio gratiâ aucto, quâ ille caret; 3° imò et signum ipsum deest ejusdem gratiæ in Matrimonio, quod non perficitur nisi contrahentium consensu; 4° quòd si dicatur per ejusmodi consensum significari unionem Christi cum Ecclesiâ, cùm hæc unio per Matrimonium non efficiatur, sed ipsum longè præcesserit, dicendum foret signum vacuum, ut omittatur 5° plura alia signa præcessisse, vel existere unionis Christi cum Ecclesiâ quin tamen dici possint Sacramenta; 6° deest denique in Matrimonio ritus externus, sive cæremonia sacra divinitùs instituta ad gratiam significandam, ut ex se patet. Quæ omnia confirmantur ex ipsâ Ecclesiæ agendi ratione; 7° Ecclesia enim spectat conjugium ut immunditiam, à quo proinde sacerdotes arcet; 8° eidem impedimenta apponit per quæ profectò Sacramenti materia essentialiter immutatur, ac irrita reddidit matrimonia clandestina; 9° verùm et ipsum conjugii opus tale est ut mentem à Deo avocet, neque in ipso in quo essentia Matrimonii consistit Spiritus sanctus adesse potest; 10° quare ille qui in Evangelicâ parabolâ (Luc. 14, 20) recusavit venire ad nuptias cœlestes, hanc causam prætexuit : *Uxorem duxi et ideò non possum venire;* 11° atque hinc factum est ut passim contrahentes paciscantur de dote ac pretio, quod quidem pactum absque simoniacâ labe in Sacramento admitti nequit; 12° theologi demùm acriter adhuc inter se disceptant circa Matrimonii materiam, formam atque ministrum. Ergo.

(1) Cf. ibid.

24. R. N. A. Ad 1 prob. D. Matrimonium longè ante Christum in mundo exstitit sub ratione naturalis unionis seu contractûs, C.; sub ratione Sacramenti propriè dicti, N.

25. Ad 2. D. Præfertur cælibatus matrimonio quatenùs statum constituit, C.; quatenùs est Sacramentum, N. Quatenùs enim Matrimonium Sacramentum est, ipsum præferimus cælibatui; quatenùs verò statum conjugalem dicit, eidem præferimus cælibatum, qui et suas gratias longè potiores annexas habet, dicente Apostolo, 1 Cor. 7, 38 : *Qui matrimonio jungit virginem suam, benè facit; qui non jungit, meliùs facit.*

26. Ad 3. N. Nam ipse contractus ex eo quòd fuerit elevatus ad dignitatem Sacramenti, signum jam factus est gratiæ à Deo per ipsum conferendæ ad ritè præ se ferendam sive repræsentandam unionem Christi cum Ecclesiâ.

27. Ad 4. D. Ideòque nos dicimus conjugium electum esse ad unionem illam solùm significandam seu repræsentandam ex Christi institutione, C.; ad efficiendam, N. Etiam Eucharistia instituta est ad repræsentandam Christi passionem, quin tamen eam efficiat.

28. Ad 6. N. Nam contractus ipse externus utpotè à Christo electus ad gratiam significandam et conferendam est ejusmodi ritus.

29. Ad 7. N. Hæc enim putida calumnia adversariorum est; siquidem Ecclesia Matrimonium semper commendavit tanquàm in se bonum et honestum, et à Christo sanctificatum, ut ostendimus. Quòd si interdùm vel à nonnullis conciliis, vel Romanis Pontificibus conjugium immunditiæ nomine donatum est, non ratione suî, sed aut ratione subjecti incapacis ob vota aliave impedimenta ad matrimonium contrahendum, aut ratione actûs conjugalis, non quidem absolutè, sed respectivè ad munditiem quam præ se fert continentia, ita conjugium denominatum est (1). Arcet verò Ecclesia sacerdotes à nuptiis tanquàm à statu minùs perfecto, ac minùs convenienti dignitati et muneribus sacerdotalibus, ut suo loco declaravimus, non autem tanquàm à re malâ.

30. Ad. 8. D. Materia *ex quâ*, ut aiunt, constare, seu confici *potest* Matrimonium, C.; ex quâ *reipsà constat*, seu efficitur, N. Materia enim ex quâ constituitur Matrimonium non quælibet est duorum individuorum conjunctio, sed *legitima* conjunctio, quæ quoties adest et ritè fit, toties conjugium celebratur, quin sit in Ecclesiæ potestate impedire quominùs Matrimonium, seu Sacramentum habeatur. Ast Ecclesiæ munus est determinare conditiones quæ ad legitimam ejusmodi conjunctionem constituendam requiruntur, ut nempe materia idonea seu apta sit ad Sacramentum. Ex hâc autem potestate sibi à Christo collatâ Ecclesia apponit impedimenta dirimentia, ac decernit irrita esse clandestina connubia, salvâ tamen semper et incolumi essentiali Sacramenti materiâ (2).

(1) Cf. Bellarm., lib. unic. de Matrim., p. 1, cap. 5, § 19, seqq.

(2) Varia Patrum Tridentinorum suffragia quæ in

31. Ad 9. D. Si brutorum more exerceatur, C.; si ritè, ut Christianos conjuges decet, saltem absolutè, N. Falsum porrò est quod adjiciunt adversarii, matrimonii essentiam in actu ipso conjugali consistere; ut enim paulò ante animadvertimus, potest in matrimonio separari exercitium à jure; usus conjugii non est nisi accessorius, atque ad summum, ut nonnullis placet, integralis quoad matrimonium (1); falsum præterea est quod iidem adversarii assumunt, non posse Spiritum S. inesse ipsi actui, si, ut diximus, sicut christianum decet exerceatur ratione finis, ratione modi, ratione sobrietatis (2).

32. Ad 10. D. Quia passus est homo ille eâ de causâ se nimis abripi secularibus curis, C.; præcisè quia uxorem duxerat, N. Cæterùm ex his patet adversarios confessione suâ confirmare meliorem statu conjugali esse cælibatum, cùm agitur de divino famulatu.

33. Ad 11. D. Paciscuntur de dote ad onera futuri conjugii sustinenda, C.; de Sacramenti pretio, N. Mirum proinde videri debet plures ex antiquis canonistis ex occasione hujus difficultatis permotos esse ad negandam conjugio dignitatem Sacramenti.

34. Ad 12. D. Disceptant theologi in determinando *quæ* sit materia, *quive* minister, C.; in admittendis debitâ materiâ, formâ et ministro ad Sacramentum constituendum, N. Hæ porrò controversiæ in omnibus ferè Sacramentis locum habent. Cæterùm quid de his verisimilius censendum sit jam expendimus.

De materiâ, formâ atque ministro Sacramenti Matrimonii.

35. Quæstiones de materiâ et formâ Sacramenti Matrimonii pendent à principalis controversiæ solutione, quæ est de ministro. Etenim si hujus Sacramenti minister est sacerdos, jure infertur ejusdem materiam esse contractum naturalem, ut vocant, ab ipsismet contrahentibus mutuo consensu perfectum, formam verò benedictionem, seu sacra verba à sacerdote prolata. Quòd si ministri Matrimonii dicuntur ipsi contrahentes, materia et forma, juxta magis receptam apud hujus sententiæ patronos opinionem, erit utriusque contrahentis consensus verbis seu signis expressus, licèt sub diverso respectu; *materia* scilicet prout consensus significat corporum traditionem, *forma* prout significat mutuam eorumdem acceptationem.

36. Jam verò utrùm hujus Sacramenti ministri sint contrahentes, an sacerdos, quæstio est magnâ animorum contentione agitata inter theologos. Alii enim cum Melchiore Cano, qui fortassè omnium primus hanc sententiam in scholas invexit (1), aut saltem toto nisu instauravit, censent verum hujus Sacramenti ministrum solum esse sacerdotem (2). Alii autem antiquæ sententiæ adhærentes, existimant non alios Sacramenti Matrimonii ministros esse agnoscendos præter contrahentes. Quod enim attinet ad peculiares nonnullorum opiniones, qui mediam quamdam viam tenuerunt, vix aliquot astipulatores nacti sunt.

37. Canus et qui cum eo sentiunt, ad propriam astruendam sententiam urgent 1° sanctorum Patrum

pluribus congregationibus prolata sunt, ad componendam potestatem Ecclesiæ in decernendis impedimentis matrimonialibus cum essentiâ Sacramenti quæ non subest Ecclesiæ potestati, refert card. Pallavicini lib. 22, cap. 4, seqq. Deinde verò ut respondeat eidem difficultati à Suavio, seu Paulo Sarpio, propositæ circa decretum conc. Tridentini quo irrita fiunt matrimonia clandestina, hæc præclarè scribit lib. 9, cap. 23, § 15 : « Certò ben è, che il contratto matrimoniale non è Sacramento per la sua natura e senza divina elevazione : sì che l'esser di Sacramento e l'esser di contratto sono due essenze distinte, la seconda delle quali poteva stare senza la prima; benchè ora per divino decreto *sieno inseparabili* (almeno fuori di caso accidentale) *tra battezzati*. Sì come dunque perchè le specie consecrate sono inseparabili sì, ma distinte dal corpo di Cristo; la potenza naturale, quantunque non possa alterar in corpo, può alterar le specie; e per questo modo può fare che il corpo non vi rimanga : così per lo stesso rispetto la podestà ecclesiastica può alterare il contratto, benchè non possa alterare il Sacramento; e per questa via può impedire che una tal forma di contrarre non rimanga Sacramento, com'era prima. E se il miriamo con occhi ingenui e purgati, vedremo ciò intervenire in tutti gli altri impedimenti dalla Chiesa introdotti. »

(1) Cf. Estium loc. cit., in dist. 26, § 13.

(2) Cf. Bernard. à Picon., in cap 5 Epist. ad Ephes.

(1) Adduci passim solet post Melchiorem Canum tanquàm primus assertor hujus sententiæ, quòd scilicet Sacramenti Matrimonii ministri sint sacerdotes, Guillelmus episcopus Parisiensis, eò quòd ipse, in Tract. de Baptismo, cap. 1, commendaverit vim benedictionis et orationis sacerdotalis ad gratiam Dei conciliandam. Attamen certum videtur id unum significare voluisse Guillelmum, quòd hæc benedictio non requiratur ut pars essentialis Sacramenti, sed solùm ut eo ritu conjugium celebretur qui ab Ecclesiâ præscribitur, ob plures causas quas enumerat. Sanè Guillelmus benedictionem sacerdotalem ad Matrimonii essentiam non pertinere apertissimè tradit in op. de septem Sacramentis, Florentiæ, 1579, in quo cap. 26, cùm declarâsset matrimonia clandestina esse prohibita, et tribus modis Matrimonium dici posse clandestinum, id est, cùm 1° celebratur sine testibus; 2° cùm celebratur absque solemnitate quam Ecclesia in nuptiis adhibere solet, prout sunt *benedictio* aliaque ejusmodi; 3° cùm non proponuntur *banni;* docet tamen ejusmodi matrimonia clandestina *vera* esse conjugia quamvis illicita, et concludit : « Nec sic contrahentes possunt separari, » cùm ibi verus sit consensus per verba de præsenti expressus : licèt *illa quæ dicta* sunt (ideòque et *benedictio*) deficiant, *quæ non sunt de essentiâ Sacramenti;* sed solus consensus prædictus. Porrò si benedictio ex sententiâ Guillelmi non pertinet ad essentiam Sacramenti Matrimonii, sequitur profectò ipsum non existimâsse sacerdotem esse hujus Sacramenti ministrum. Sic afferri etiam solet pro hâc sententiâ Paludanus; at certum est Paludanum contrarium omninò docuisse. Eum adibis in 4 Sentent., Paris., 1514; hìc enim, l. c., dist. 26, q. 4 apertè profitetur Matrimonium perfici per consensum contrahentium, ita ut verba quibus exprimitur consensus et acceptatio sub diversâ ratione constituant materiam et formam Sacramenti; solvit præterea difficultatem quam sibi proponit adversùs veritatem Sacramenti Matrimonii petitam ex eo quòd omne Sacramentum debeat à sacerdote administrari, secùs ac eveniat in Matrimonio, cui perficiendo non requiritur sacerdos, ostenditque, quodlibet Sacramentum aliquid habere sibi proprium, in quo cum reliquis non convenit. Ita fol. 141.

(2) De Loc. theol. lib. 8.

doctrinam quâ tradunt benedictione sacerdotis Matrimonium *sanctificari*, *conciliari*, *obsignari*, præsertim verò conc. Carthaginiense IV quod ita decernit : *Sponsus et sponsa cùm benedicendi sunt à sacerdote, à parentibus suis vel paranymphis offerantur. Qui cùm benedictionem acceperint, eâdem nocte pro reverentiâ ipsius benedictionis in virginitate permaneant* (1). Quæ jussio pro ritu accidentali ac merè cæremoniali apposita non videtur. Quapropter, concludunt, qui ministerium hujusmodi sacerdotibus denegant, ii facere videntur incauti, ut Sacramenti veritas contra novatores ex traditione defendi vix possit (2).

38. Urgent 2° prolationem verborum parocho à concilio Trid. præscriptam in nuptiarum celebratione : *Ego vos in matrimonium conjungo* (3), quæ profectò si comparentur cum aliis : *Ego te baptizo... Ego te absolvo*, patet eamdem in omnibus vim inesse efficiendi quod significant, non autem declarandi solùm, aut testandi esse conjunctos.

39. Urgent 3° analogiam aliorum Sacramentorum, quæ nonnisi à sacerdotibus administrantur, scribente præsertim Apostolo : « Sic nos existimet homo ut ministros Christi et *dispensatores mysteriorum* (id est, *Sacramentorum*) Dei (4) ; » quæ cùm nullam exceptionem patiantur, etiam Sacramentum Matrimonii includunt, quod propterea etiam à sacerdotibus administrari debet. Hisce argumentis alias addunt rationes ductas ab aliquarum synodorum auctoritate, quæ vocant sacerdotes Matrimonii ministros ; à profanitate conjugiorum, quibus nisi forma aliqua vel ritus sacer accedat nihil sacri continent, quæ præterea solis interdùm nutibus atque inter absentes contrahi possunt ; à defectu intentionis in contrahentibus conficiendi Sacramentum, sine quâ tamen Sacramentum confici nequit ; à sanatione conjugiorum, ut vocant, *in radice* quin novus consensus ex alterâ parte requiratur, quo in casu cùm non habeatur contractus, nec Sacramentum haberetur (1) ; à mirâ denique opinionum discrepantiâ inter theologos adversæ sententiæ dùm in suâ hypothesi materiam et formam definire certant.

40. Bellarminus et qui ab eo sunt, pro antiquâ communiorique sententiâ tuendâ innituntur 1° auctoritate Eugenii IV, qui in Instruct. pro Armenis : *Septimum*, inquit, *est Sacramentum Matrimonii... : causa efficiens Matrimonii regulariter loquendo est mutuus consensus per verba de præsenti expressus* (2) ; necnon concilii Tridentini docentis Christum non solùm approbâsse conjugium in statu innocentiæ institutum, sed præterea gratiam promeruisse, quæ naturalem conjugum amorem perficeret, eâque gratiâ præstare Matrimonium in novâ lege veteribus connubiis, ex quibus patet, juxta Tridentinum, nihil immutâsse Christum in contractu Matrimonii, sed solùm illum gratiâ suâ exornâsse, quo factum est ut contractus ille qui antea non erat nisi naturalis, quique à solis contrahentibus per mutuum consensum perficiebatur, elevatus sit ad dignitatem Sacramenti.

41. 2° Innituntur declaratione ejusdem Tridentini, quod in decreto de Reformat., cap. 1, apertè docet *clandestina matrimonia, libero contrahentium consensu facta* rata et vera *esse matrimonia, quamdiù Ecclesia*

(1) Can. 13 apud Hard., Acta concil., tom. 1, col. 980.

(2) Nonnulli æstu disputationis abrepti limites omnes modestiæ excessisse videntur in contrariâ impugnandâ sententiâ. Sanè Jo. A Petzek Friburgensis Canonum professor in opusc., Vindiciæ dissertationis de Potestate Ecclesiæ in statuendis Matrimonii impedimentis, Friburg., 1787, pag. 49, not. 27, sententiam quæ contrahentes Sacramenti ministros statuit, et infirmo niti fundamento, *et planè religionis dogmatibus periculosam* esse asseruit, eo quòd, illâ admissâ, *nullâ ratione* adversùs Protestantes Matrimonii Sacramentum ex traditione vindicari possit. Car. Jos. de Lasaux in op., Uebereinstimmung der Franzosischen, etc., seu Consonantia legum Gallicarum de divortio cum Dei verbo, Coblenz, 1816, pag. 30, seqq., opinionem de contrahentibus tanquàm ministris Sacramenti *ab erroneâ*, ut ait, sententiâ de Matrimonio Christianorum quòd absque Sacramento consistere nequeat profluxisse censet. Quam hic auctor vocat sententiam *erroneam* de inseparabili ratione contractûs et Sacramenti in conjugiis Christianorum, est sententia planè catholica, ut postea videbimus. Marian. Dobmayer in Systemate theol. catholic., tom. 7, Salisbaci 1819, p. 428, seqq., docet ob traditionis tantùm *obscuritatem* et nondùm latam ab Ecclesiâ definitionem in scholis *opinionem novitiam* de contrahentibus Sacr. Matrimonii invaluisse. Sauter in op. Fundamenta juris Eccles. cathol., edit. 3, Rottunlæ 1826. Mauro Hagel theologo Dillingano sententia de sacerdote ministro adeò certa fuit, ut oppositam sententiam *planè absurdam* esse affirmaverit, et inter scholasticorum commenta numeraverit in op., Demonstratio Rel. christ. cathol., August. Vindel. 1832, tom. 2, p. 212. Sic alii non pauci apud Roskowany, op. cit., § 27.

(3) Sess. 24 de Reformat., cap. 1.

(4) 1 Cor., 45.

(1) Ea conjugia *in radice* sanari dicuntur, quæ contracta sunt cum aliquo occulto impedimento dirimente, ac periculum instat ne si alterutri conjugum id innotesceret, retraheret se à conjugali societate magno populi scandalo, et prolis susceptæ detrimento. In his rerum adjunctis permittitur, ac etiam suadetur, ut alter conjugum, qui impedimentum novit, renovet consensum aut expressè aut tacitè cum altero. Quòd si et in hoc quoddam periculum deprehenderetur, et ambo conjuges ignorent nullitatem conjugii, relinquuntur, ut aiunt, in bonâ fide, seu in persuasione de valore initi matrimonii. Hæc autem phrasis *de sanatione in radice* orta ex eo est, quòd per quamdam fictionem juris censetur Rom. Pontifex dispensare ab illo impedimento, antequàm contrahentes darent consensum.

(2) In decreto Union., apud Harduin., l. cit. Nonnulli cavillantur circa Eugenii verba : *Causa efficiens Matrimonii*, cùm debuerit dicere : *Causa efficiens Sacramenti Matrimonii* ; ex quo inferunt Eugenium de solo contractu hæc dixisse, eò magis quòd ipse noluerit controversiam in scholis agitatam dirimere. Ast vehementer errant qui talia excogitant : 1° quia subjecta materia et orationis series non alium admittunt sensum quàm de *Sacramento* ; 2° quia ætate Eugenii nondùm excogitata erat distinctio inter Sacramentum et contractum in conjugiis Christianorum ; 3° quia nulla tunc temporis vigebat controversia de ministro Sacramenti Matrimonii, cùm unanimis fuerit TT. omnium sententia solos contrahentes esse ministros ; 4° quia, ut sæpè diximus, Eugenius in suo decreto, ea quæ spectant ad Sacramenta ad verbum desumpsit ex opusculo S. Thomæ, qui certè in animo non habebat ullam definire controversiam scholasticam, præsertim cùm ut vidimus, illâ ætate non existeret.

ea irrita non fecit. Cùm verò irrita fecerit Tridentinum hæc matrimonia, noluit tamen decretum suum robur habere nisi post triginta dies ab ejus publicatione. Quibus ita compositis, sic isti theologi argumentantur : Juxta Tridentinum quamdiù clandestina matrimonia irrita ab Ecclesiâ facta non sunt, *rata et vera* fuerunt et adhuc sunt in regionibus omnibus in quibus Tridentinum decretum publicatum non est : atqui ex Innocentio III, in cap. *Quanto de divortiis* et ex communi loquendi usu, Tridentini præsertim ætate recepto, matrimonia *rata et vera* non erant meri contractus naturales aut civiles, sed sacramenta quæ tamen solo libero contrahentium consensu perficiebantur et perficiuntur ; ergo non sacerdos, sed contrahentes soli sunt Sacramenti Matrimonii ministri (1). Quod confirmant ex illis conjugiis quæ præsente quidem parocho, sed ipso invito, imò obluctante, contrahuntur, quæ tamen ita vera conjugia sunt ut Ecclesia hos conjuges neque compellat neque invitet ad accipiendam parochi benedictionem. Id ipsum concludunt ex matrimoniis initis coram parocho, aut vicario generali, aut cardinali, non sacerdotibus, sed vel diaconis vel subdiaconis, aut etiam in minoribus ordinibus quandoquè constitutis ; tum etiam ex conjugiis quæ ex dispensatione pontificiâ sive in regionibus hæreticorum (2) sive in regionibus infidelium absque præsentiâ sacerdotis à fidelibus celebrantur, quæ omnia ut vera matrimonia et sacramenta censentur.

42. 3° Innituntur in ipso Sacramenti effectu, qui est indissolubilitas. Etverò hæc ab ipso Sacramento oritur, non autem ex solo naturali, aut civili, contractu, qui per se dissolubilis est, ut patet ex conjugiis infidelium quæ dissolvi possunt per alterutrius conjugis conversionem, ut paulò post ostendemus, secùs ac eveniat in fidelium connubiis, quæ semel legitimè contracta et consummata, nunquàm quoad vinculum possunt dissolvi. His addunt verba quæ in adversariorum hypothesi formam constituerent Sacramenti Matrimonii : Ego vos conjungo, aut alia quæ eumdem sensum reddant, nova esse ac desiderari prorsùs in omnibus ferè antiquis Ritualibus libris quos recenset Martenius (1) ; imò alicubi sacerdos hæc sola verba adhuc pronuntiat : *Quod Deus conjunxit, homo non separet* (2) ; quæ proinde ut vera Sacramenti forma haberi nequeunt ; quod non obscurè insinuare etiam videtur Tridentinum dicens : *Vel aliis utatur verbis juxta receptum uniuscujusque provinciæ ritum.* Demùm novitatem contrariæ sententiæ urgent, quæ ante Canum vix, aut ne vix quidem, in scholis nota erat (3), cùm sententia illa, quæ contrahentes ministros Sacramenti Matrimonii esse statuit, in totâ catholicâ Ecclesiâ longo seculorum decursu unicè atque exclusivè obtinuerit.

43. Hæc potiora argumenta sunt, quibus hujus posterioris sententiæ patroni causam suam tuentur, qui præterea observant adversariorum rationes magis speciosas esse quàm solidas. Etenim Patrum testimonia evincunt quidem Matrimonium esse rem sacram,

(1) Quod diximus de communi loquendi usu Tridentini ætate recepto, juxta quem *veri* et *rati* nomine intelligebatur conjugium inter Christianos initum, ac proinde Sacramentum, evidenter constat ex Historiâ concilii, et ex præcipuâ difficultate quæ ab episcopis et theologis opponentibus promovebatur adversùs eos qui urgebant decretum ad irritanda matrimonia clandestina. Illud enim liquet ex Historiâ card. Pallavicini, lib. 22, cap. 4, seqq., et iterùm lib. 23, cap. 8. Nos brevitatis gratiâ unum aut alterum documentum afferemus. Refert itaque Pallavicini, lib. 22, cap. 4, n. 8 : « In questa sentenza (negativa) concorse Giovanni Trivigiani, patriarca di Venezia, il quale negò non pure la convenienza ma la potenza : allegando, non potersi (dal concilio) far nullo *quel Sacramento*, il quale ha tutta la sua essenza, benchè gli manchino le dovute solennità : come per esempio, ancora che un sacerdote consacri senza le sacre vesti, fa vero Sacramento, sol che concorra la materia e la forma. Or consistendo l'essenza del Matrimonio nel mutuo consentimento sensibile, e richiedendosi l'altre solennità o per decoro o per prova, il difetto di esse (opponeva egli) non può torre il valore. » Et, num. 16, loquens de suffragio Constant. Bonelli episc. Tifernatis satis prolixo, quo comprobavit Ecclesiæ fas esse ejusmodi connubia clandestina irrita facere, sic ex ejus mente prosequitur : « Comprovò che la Chiesa poteva annullar tali matrimonii non già annullando il contratto, e così togliendogli l'esser materia idonea del Sacramento, come avevan ragionato alcuni ; *Perciochè il contratto del matrimonio tra fedeli non è precedente nè distinto dal Sacramento ;* onde l'annullazione come di questo, così di quello non è soggetta a podestà della Chiesa. » Alia ejusmodi cf. n. 20, 23, 25, ex quibus luculentissimè evincitur, ita Patrum Tridentinorum animis insedisse sententiam illam quâ matrimoniis clandestinis veri Sacramenti rationem inesse dicimus, ut qui id non videat captus planè oculis videatur.

(2) Notum est in Angliâ et in Hiberniâ, ob gravissimas pœnas comminatas à civili potestate sacerdotibus qui catholicorum nuptiis assistebant ac benedicebant, ex dispensatione Romanorum Pontificum usque ad hæc tempora receptum esse, ut sine hisce ritibus celebrarentur. Pius VIII, in *brevi* dato die 25 mart. 1830, ad archiepiscopum Colon. et episcopos Trevirensem, Paderbornensem et Monasteriensem, declarat valida conjugia mixta, quæ fortè in illis regionibus contrahantur sine parochi præsentiâ, collatis in eam rem opportunis facultatibus. Alia documenta exhibere prætermitto. Porrò nunquàm mens Ecclesiæ aut Rom. Pontificibus fuit, ut tot Christi fideles inirent contractum merè civilem absque Sacramento.

(1) De ant. Eccl. Ritib., lib. 1, p. 2, cap. 9, art. 5, § 6, ubi inter cætera scribit : « Deinde datis sibi mutuò dextris exigebat (sacerdos) ab utrisque consensum, in quo totam Sacramenti Matrimonii essentiam reponebant antiqui. Inaudita quippe apud eos erant illa verba parochi : Ego vos conjungo, etc., in quibus aliqui ex recentioribus scholasticis formam hujus Sacramenti constituunt, quæ tamen desiderantur, » etc.

(2) Cf. Sotum in 4, dist. 26, a. 3.

(3) Sanè nonnisi duos ex totâ antiquitate laudare potuit theologos Melchior Canus pro suâ sententiâ : Guillelmum nempe Parisiensem, et Paludanum ; porrò, adductis ipsorum testimoniis ostendimus istos auctores non solùm patrocinatos non esse huic opinioni, sed eidem planè adversari. Ex his propterea constat Canum omnium primum fuisse, qui eam invexerit in scholas catholicas ; edidit porrò Canus suum opus de Locis theolog., an. 1562. Meritò proinde Henr. Klee in diss., mox citandâ, p. 69, not. (*s*), sic scribit : « Melchior Canus fuit primus qui generali omnium admiratione et scandalo affirmavit contrahentes non esse ministros. »

utpote sanctificatum à Christo Jesu, qui amori naturali suam adjecit gratiam, adeòque et in facie Ecclesiæ ex ecclesiasticis institutis ac legibus celebrandum esse, ita ut qui secùs fecisset peccati reus teneretur (1); at minimè evincunt gratiam conferri per sacerdotis benedictionem, vel sacerdotes esse hujus Sacramenti ministros, quod tamen ab adversariis ostendi deberet. Observant præterea contrarium potiùs ex illis Patrum testimoniis probari; cùm enim hanc sacerdotis benedictionem secundis et ulterioribus nuptiis constanter tota denegaverit antiquitas, tamen utrùm eæ veri Sacramenti vim habuerint dubitatum est à nemine (2). Quod verò additur ex concilio Carthaginiensi de ritu servandi virginitatem primâ nuptiarum nocte, nullius prorsùs ponderis esse convincitur, si ratio habeatur illius originis, quæ ex Tobiæ exemplo introducta est, et diversimodè viguit in diversis Ecclesiis (3).

44. Reliquas duas probationes facilè excludunt; altera enim quæ petitur ex verbis à Tridentino præscriptis in nuptiis conciliandis mirificè potiùs contrariam sententiam confirmat, quod vel ex eo deducitur, quòd, referente Card. Pallavicini, Cani opinio paucos omninò ex Patribus Tridentinis habuerit sectatores (4).

(1) Tertullianus, lib. de Pudicit., cap. 4, edit. Rigalt., pag. 557, testatur quòd Montanistæ plerique conjugia clam inita adulterina esse existimaverint, aut saltem de iis an fuerint legitima dubitaverint. Scribit enim : « Ideò penes nos (Montanistas) occultæ quoque conjunctiones, id est, non priùs apud Ecclesiam professæ, juxta mœchiam et fornicationem judicari periclitantur. Nec inde consertæ obtentu matrimonii crimen eludant. » Ex quibus duo habemus, nempe 1° apud Psychicos, id est, catholicam Ecclesiam, conjugia clandestina viguisse, et valuisse, adeòque fuisse quidem vetita, non tamen fornicaria et flagitiosa; 2° Montanistas de ipsorum valore ut in re dubiâ deliberâsse inter sese opinionibus atque sententiis. Adeò pervetus res est tum abusus, tum valor matrimonii clandestini! Cf. Ch. Lupum, diss. de peccat. et satisf. Indulgentiis, cap. 1, opp. edit. cit., tom. 6.

(2) Cf. Martenium, loc. citat., art. 1, § 7.

(3) Cf. ibid., art. 4, qui præterea ostendit hunc usum ab ipsis paganis interdùm servatum fuisse.

(4) *Istoria del conc. di Trento*, lib. 20, cap. 4, n. 1, ubi scribit : « Essendo concordi (i theologi) negli altri punti, dissentivano sopra due. L'uno era : se qualunque matrimonio fra Cristiani fosse Sacramento: il che sentivano *quasi tutti* : o sol quello che vien benedetto dal sacerdote; secondo, l'opinione di Guglielmo Parigino, la quale era difesa dal prenominato Simone Vigor, e da *pochi altri*. » Hoc verò magis confirmatur ex iis quæ refert idem historicus, lib. 22, cap. 8, § 16, quod cùm omnium propè Patrum suffragia in eo decreto statuendo coaluissent, ut ad connubia cum debitâ solemnitate celebranda tres in posterum testes adhiberentur, ex quibus unus saltem esset quæsitus, quique contracta connubia in codicem referret, disceptatum initio fuit utrùm scriba an verò parochus ad id officium seligeretur. Convenit porrò, ob plures quas profert rationes, inter omnes Patres ut seligeretur parochus. Concludit demùm his verbis § 17 : « Queste furono le ragioni le quali mossero tanto i vescovi, quanto gli ambasciadori et gli stessi principi della cristianità ad aver per meglio che facesse di mestiero al valore l'intervenimento del parrochiano; il che ha recati gravissimi beni e niun disordine. » Ergo ex mente PP. Tridentinorum, parochus non ut minister, sed ut testis stabilis et quæsitus nuptiis assistit. Hìc notandum est Simonem Vigor, qui postea ad Protestantismum defecit, suam sententiam hausisse ex jam edito Cani opere de Locis.

Altera verò quæ ex analogiâ cæterorum Sacramentorum desumitur nullius ponderis est, cùm nemo nesciat quælibet Sacramenta sibi aliquid peculiare vindicare, quod Sacramentis reliquis commune non est, ut liquet ex Eucharistiâ quæ non in actione transeunte, ut alia Sacramenta, sed in re permanente consistit, quæque olim à diaconis passim administrabatur, quandoque etiam à laicis; et sic responsio patet ad textum Apostoli. Dùm verò nonnullæ synodi vocant sacerdotes Matrimonii ministros, aut impropriâ significatione hanc denominationem usurpârunt, aut incautè etiam, ut animadvertit Benedictus XIV (1). Si qua autem profanatio inest in fidelium conjugiis, ea non à conjugiis ipsis quæ à Christo elevata sunt ad dignitatem Sacramenti repeti debet, sed ex contrahentium vitio. Sic nemo ignorat nutus verba interdùm supplere in contractuum celebratione, quin etiam contractus inter absentes per alios fieri posse. Dùm verò fideles nuptias ineunt intendunt contrahere matrimonium ad Ecclesiæ mentem, hæc autem intentio sufficit ad Sacramentum efficiendum. Quod autem attinet ad sanationem conjugiorum *in radice*, nullam creat difficultatem, siquidem ejusmodi sanatio non minùs impetit Sacramentum quàm contractum, et consistit in quâdam, ut dicitur, fictione juris, quâ præsumpti conjuges, etsi contractus seu Sacramentum nullum fuerit, tamen ut ulterius malum vitetur, in bonâ fide relinquuntur (2). Nec meliùs demùm causam adversariorum juvant dissidia theologorum, quæ nec tot fortassè nec tanta sunt quot quæcumque ab ipsis exaggerantur, quæque si quid officerent veritati Sacramenti, vix ullum Sacramentum haberemus. Ita quidem secundæ sententiæ patroni.

45. Quæ cùm ita se habeant, si quis ea quæ attulimus mente anticipatis judiciis vacuâ perpendat, alteram hanc sententiam longè validioribus probari argumentis quàm priorem illam, facilè judicaverit. Præterquàm quòd enim posterior hæc sententia et antiquitate et universalitate alteri præstat (3), illo caret gravissimo

(1) De Synodo, lib. 7, cap. 27 et seq. Nec omittendum synodos quæ ita locutæ sunt, celebratas esse postquàm Canus sua ediderat commentaria.

(2) Hìc præterea observare juverit hanc difficultatem, si qua est, non minùs urgere, imò magis, adversæ partis theologos; cùm enim nullum fuerit Sacramentum ob impedimentum dirimens, quod in ejus administratione intercessit, novâ opus esset sacerdotis benedictione, ut Sacramentum validè administraretur, attamen nunquàm hæc requiritur.

(3) Quamvis non pauci theologi adhæserint Cani sententiæ, longè plures tamen antiquam sententiam propugnârunt, quos recensent Dom. Soto in 4 Sent., d. 26, q. 2, art. 3; Bellarminus, de Matrim., cap. 7, n. 8; Vasquez, de Matrim., disp. 3, dub. 3; Theoph. Raynaudus, in Heteroclitis Spirit. punct. 14 opp., tom. 16; Van Espen, Jur. Eccles. univ., tom. 1, p. 2, tit. 12, cap. 5, n. 4; quod attinet ad recentiores his

incommodo, et ad hanc usque diem in Ecclesiâ nunquàm audito, quòd scilicet in fidelium conjugiis contractus à Sacramento distinguatur, quasi verò id fieri probabili aliquâ ratione possit. Atqui in priori sententiâ innumera penè in christiano populo celebrata essent, et celebrarentur conjugia, quæ rationem quidem contractûs haberent, non verò Sacramenti, ita ut plurimi toto vitæ tempore sine hoc Sacramento viverent, Ecclesiâ non obsistente et verò etiam interdùm probante. Accedit præterea ex eâdem sententiâ et aliud haud leve profluere incommodum, quòd, eâ semel constitutâ, causas matrimoniales ad Ecclesiam exclusivè pertinere vix ostendi possit, uti ex dicendis patebit (1). Nec omninò spernenda denique est ratio à posterioris sententiæ patronis deducta ex naturâ contractûs naturalis aut civilis, qui per se minimè postulat omnimodam firmitatem, cùm indissolubilitas Matrimonii Christianorum unicè pendeat à Sacramento; quam ob causam *res Sacramenti*, post S. Augustinum, à theologis ea vocatur, utpote dos et proprietas conjugii christiani seu Sacramenti. Hinc in adversariorum placito quòd omnia conjugia absque sacerdotali benedictione inita non forent nisi contractus civiles, sequeretur ea esse per se dissolubilia, ac omnimodâ firmitate destituta (2); quod absonum est et Ecclesiæ doctrinæ contrarium. His perpensis, posteriori huic sententiæ, quæ in hâc Romanâ Ecclesiâ pariter viget, plenè adhærendum ducimus, eique subscribimus.

CAPUT II.

DE MATRIMONII PROPRIETATIBUS.

46. Duæ, ut innuimus, præcipuè sunt connubii christiani proprietates, *unitas* et *indissolubilitas*. Unitati adversari possunt *polyandria* et *polygamia*, sive simultanea, sive successiva. Indissolubilitati duplex quoque opponi potest matrimonii dissolutio, *perfecta* scilicet quoad vinculum, atque *imperfecta* quoad thorum et quoad habitationem.

47. Ad polyandriam verò quod spectat, quæ in eo consistit ut una mulier plures simul maritos habeat, nemo unquàm inter Christianos extitit, qui eam licitam esse dixerit, cùm vel ethnici ipsi solo rationis lumine illustrati velut abominandam turpitudinem ac naturæ adversantem exsecrati eam fuerint. De polygamiâ autem successivâ nulla jam movetur quæstio, cùm veterum nonnullorum hæreticorum, nominatim Montanistarum, error penitùs obsoleverit, et Græci nonnisi ex jure ecclesiastico penes ipsos eam prohiberi doceant (1). Restat propterea ut de unâ agamus polygamiâ simultaneâ, quam novæ reformationis coryphæi Lutherus, Melanchthon, Bucerus cæterique socii probârunt, dùm in famosâ consultatione an. 1539 habitâ decreverunt concedi posse Philippo Hassiæ Landgravio, ut vivâ adhuc legitimâ uxore, aliam in matrimonium duceret. Hi unanimiter docuerunt polygamiam simultaneam non ita divinæ legi adversari, ut nullam dispensationem admittat in casu saltem necessitatis : si nimirùm uxor quâcumque de causâ debitum conjugale reddere nequeat (2). Imò Joan. Lyserus cum aliis contendit polygamiam divino jure permitti, humano duntaxat vetari (3).

48. Circa indissolubilitatem diversæ quæstiones definiendæ proponuntur prout matrimonium spectatur aut ut *verum*, aut ut *ratum*, aut denique ut *consummatum*. *Verum* autem tantùm dicitur conjugium quod est in infidelitate contractum ; *ratum* præterea quod à fidelibus initum est juxta conditiones ab Ecclesiâ statutas; *consummatum* denique quod usu interveniente completum est.

49. Igitur quoad matrimonium *verum* seu in infidelitate contractum nunc inter omnes Catholicos convenit, si paucos neotericos excipias, quos mox refellemus, illud dissolvi posse quoad vinculum, si alteruter conjugum ad fidem convertatur, alter verò nolit cum ipso tranquillè vivere et absque injuriâ Creatoris.

50. Quoad matrimonium *ratum* Catholici docent illud posse dissolvi per sanctioris vitæ professionem in aliquo regulari ordine ab Ecclesiâ approbato, obluctantibus Protestantibus, qui cùm à religionis votis abhorreant, unanimi consensione tradunt hæc nullius esse momenti ad conjugia dissolvenda. Novatoribus è

ferè annis adhuc eam propugnârunt redactores theol. Aschaffenburgenses : *Katholische Kirchenzeitung*, 1836; Ferdinand. Walter, canonista Bonnensis, *Lehrbuch des Kirchenrechts*, seu *Institutiones juris canonici*, Bonnæ, 1829, § 310, p. 563 et 565, not. (o). Henr. Klee, *Die Ehe, eine dogmatisch-archæologische Abhandlung*, seu *Matrimonium. Dissertatio dogmatico-archæologica*. Mainz, 1835, p. 65. B. Liguori tract. de Matrim.; aliique passim; adeò ut hæc sententia semper communior exstiterit, adversariis frustra clamores querelasque jactantibus in oppositâ opinione perstringendâ.

(1) Res est notatu dignissima, quòd omnes ecclesiasticæ potestatis osores, Jansenistæ aut Jansenismum malè olentes, atque homines civilibus curiis addicti, quos vulgò *regalistas* nuncupamus, facto agmine sese præstiterint novæ hujus opinionis astipulatores assertoresque.

(2) Ex hâc distinctione inter contractum civilem et Sacramentum in connubiis Christianorum, factum est ut Napoleo in codice suo omnem ferè indissolubilitatem à matrimonio abstulerit. Historiam legislationis Napoleoneæ uberiùs exposuit et recensuit Küstner in op. de Matrimonio atque ratione quæ ei cum civitate et Ecclesiâ intercedit. Lips., 1810, p. 76, seq.

(1) Cf. Arcudium de Concordiâ Ecclesiæ Occidentalis et Orientalis, lib. 7, cap. 27, seqq., præsertim cap. 29, p. 550.

(2) Cf. Bossuet, Histoire des Variations, liv. 6, § 6: « Il fut dit, scribit Bossuetius, pour la première fois, depuis la naissance du Christianisme, par des gens qui se prétendaient docteurs dans l'Église, que Jésus-Christ n'avait pas défendu de tels mariages. Cette parole de la Genèse : *Ils seront deux dans une chair*, fut éludée, quoique Jésus-Christ l'eût réduite à son premier sens. » Attamen ejusmodi instauratores sacrorum Evangelii nomine hanc facultatem dederunt! Inde intelligas qui tandem sit Scripturæ privato sensu explicatæ usus apud peculiares istos Evangelii vindices.

(3) Hic Lyserus sub ementitis nominibus Theophili Alethæi, Vincentii Athanasii, Gottlieb Wahremundi, varia in lucem opuscula edidit ad causam agendam polygamiæ, inter quæ eminet quod inscripsit : *Polygamia triumphatrix*. Alios polygamiæ patronos recenset Franc. Buddæus in op. Institutiones theologiæ moralis, Lips., 1727, p. 2, cap. 3, sect 6, § 9, in not.

diametro adversantur Græci schismatici, qui, teste Matthæo monacho, in Quæst. matrimon., non ratum tantùm, sed et consummatum matrimonium solemni religionis voto dissolvi propugnant.

51. Quoad matrimonium *consummatum* doctrina catholica est adversùs Protestantes, nullo unquàm in casu dissolvi posse quoad vinculum Christianorum conjugium, neque scilicet propter hæresim, aut molestam cohabitationem, aut affectatam absentiam à conjuge, neque propter alterius conjugis adulterium.

52. Et hæc quidem de dissolutione matrimonii quoad vinculum; nam de dissolutione imperfectâ quoad thorum, sive quoad cohabitationem, plures causas esse ob quas dissolvi possit, doctrina pariter catholica est adversùs Lutheranos, qui nullam hujus separationis causam legitimam admittunt, licèt adeò faciles se præbeant in causis multiplicandis dissolutionis matrimonii quoad vinculum.

53. Nostri igitur muneris est catholicam doctrinam ex ordine vindicare adversùs Ecclesiæ obtrectatores in singulis articulis, qui eo quo diximus modo, ab ipsis impugnantur.

PROPOSITIO PRIMA. — *Non licet Christianis plures simul habere uxores, cùm hoc sit lege divinâ prohibitum.*

54. De fide est, juxta can. 2, sess. 24 conc. Tridentini : *Si quis dixerit licere Christianis plures simul habere uxores, et hoc nullâ lege divinâ esse prohibitum, anathema sit.*

55. Hæc autem definitio tum Christi, tum Apostoli Christi doctrinam declarantis auctoritate fulcitur, atque perpetuâ Ecclesiæ traditione. Christus enim, Matth. 19, v. 4, seqq., sciscitantibus Pharisæis si licet homini dimittere uxorem suam quâcumque ex causâ, respondit : *Non legistis quia qui fecit hominem ab initio, masculum et feminam fecit eos? et dixit : Propter hoc dimittet homo patrem et matrem, et adhærebit uxori suæ,* ET ERUNT DUO IN CARNE UNA. *Itaque jam non sunt duo, sed una caro ; quod ergo Deus conjunxit, homo non separet.* Instantibus porrò Pharisæis, v. 7, seq. : *Quid ergo Moyses mandavit dare libellum repudii et dimittere?* reposuit Christus : *Quoniam Moyses ad duritiam cordis vestri permisit vobis dimittere uxores vestras ; ab initio autem non fuit sic. Dico autem vobis quia quicumque dimiserit uxorem suam, nisi ob fornicationem, et aliam duxerit, mœchatur, et qui dimissam duxerit mœchatur.* At si polygamiam non damnâsset Christus, minimè affirmâsset mœchari illum qui, suâ uxore dimissâ, aliam duxerit, aut mœchari eum qui duxerit ab alio dimissam; repugnat enim esse mœchiam ubi verum est conjugium, et contra mœchus haberi non potest, qui uxorem dimissam ducit, si prius conjugium verè solutum fuerit. Igitur si uxore dimissâ aliam ducere non licet, id multò minùs licere priori retentâ, judicandum est (1).

56. Verùm, quod omnem dubitationem tollit circa germanum Christi verborum sensum, illud est quod scribit Apostolus 1 Cor. 7, v. 10, 11 : *Iis qui matrimonio juncti sunt, præcipio non ego, sed Dominus, uxorem à viro non discedere ; quòd si discesserit, manere innuptam, aut viro suo reconciliari ;* et Rom. similiter 7, 2 : *Quæ sub viro est mulier, vivente viro alligata est legi ; si autem mortuus fuerit vir ejus, soluta est à lege viri. Igitur vivente viro, vocabitur adultera si fuerit cum alio viro.* Quamvis porrò Apostolus in adductis locis expressè non loquatur nisi de solâ uxore, cùm tamen in cit. Epist. ad Corinthios paris conditionis virum et uxorem faciat in conjugii juribus, consequens est quòd ea quæ de muliere scripsit, de viro pariter sint intelligenda, eò vel magis quòd polyandria penes Judæos, ad quorum legis normam scripsit Apostolus, minimè obtineret (1).

57. Res denique tota conficitur ex perpetuâ Ecclesiæ traditione. Ex Patribus enim alii affirmant advenientem Christum omnem illam veterem polygamiæ consuetudinem delevisse, ut Chrysostomus (2); alii denuntiant lege Evangelii reum esse adulterii, qui aliam uxorem quærit, cùm habet suam, ut Ambrosius (3), et Augustinus (4). Concilium verò Milevitanum II, an. 416, adversùs Pelagium celebratum, cap. 17 decrevit : *Placuit ut secundùm evangelicam et apostolicam disciplinam, neque dimissus ab uxore, neque dimissa à marito alteri conjungantur, sed ita maneant, aut sibimet reconcilientur* (5). Eadem habet Innocentius I (6); Nicolaus verò I, in responsis ad consulta Bulgarorum, *duas*, inquit, *tempore uno habere uxores, nec ipsa origo humanæ conditionis admittit, nec lex Christianorum ulla permittit* (7). Adeò verò constans ac perpetuum fuit hâc de re Ecclesiæ judicium, ut facultatem, quam

(1) Hoc ipso argumento utitur Buddæus, loc. cit.

(1) Primum exemplum, quod occurrat in historiâ Judæorum de feminâ quæ dederit libellum repudii viro suo illud est quod refert Josephus Flavius, Archæol. lib. 15, cap. 7, n. 10, ed. Havercamp., de Salome Antipatri filiâ ac Herodis M. sorore de quâ scribit Josephus : *Ea illi* (Castobaro marito suo) *continuò misit libellum ad dissuendum matrimonium, contra quàm ferunt Judæorum leges. Nam viro quidem apud nos id facere licet, neutiquàm verò feminæ, quæ sponte discesserit, alteri nubere fas est, nisi priùs à marito dimittatur.* Hinc Joseph Scaliger, Animadv. in Eus., p. 159, seu n. 2015, de Salome : *Audacissima*, inquit, *mulier prima Hebræorum ausa est à viro discedere.* Alterum occurrit lib. 18 Archæol., cap. 5, n. 4, ejusd. edit., de Herodiade, quæ, dimisso priori marito Herode, Magni Herodis filio, nupsit ejus fratri Herodi pariter cognomento. Animadvertit porrò et hìc Josephus hoc factum esse contra patrias leges, scribens : *Herodias, ut quæ in animum induxerat leges patrias violare, Herodi nupsit, viri sui, à quo vivo discessit, ex eodem patre fratri.* Hujus exemplum postea aliæ perditæ feminæ imitatæ sunt. Cf. Seldenum : *Uxor Hebræa*, lib. 3, cap. 19, Londini 1646.

(2) Homil. 56 in Genes., n. 3, ed. Maur., tom. 4, p. 542, et hom. 62, aliàs 63 in Matth., n. 1, 2, edit. cit., tom. 7, p. 620, seq.

(3) Lib. 1 de Abraham, cap. 7, n. 59, et cap. 4, n. 23, ubi cf. adnot. Maur. edit.

(4) Lib. 1 de Nuptiis, cap. 10.

(5) Apud Hard., Acta concil. tom. 1, col. 1220. Pertinet autem hic canon ad concilium plenar. African. Carthagin. an. 407 celebratum.

(6) Epist. 6 ad Exsuperium Tolosan., cap. 6 apud Coustant, col. 794.

(7) Cap. 51 apud Hard., Acta concil. tom. 5, col. 371.

paulò antè meminimus, Philippo Hassiæ à novatoribus factam christianus orbis exhorruerit, et ipsi Lutherani ne tanti facinoris rumor in vulgus efflueret, omni ope cùm primùm patratum est, curaverint (1). Attamen Joan. Gerhardo teste, celebris postea apud eosdem fuit bigamia comitis à Gleichen, quæ ab ipsis non solùm tolerata, sed etiam probata fuit (2).

Difficultates.

58. Obj. : 1° Apostolus, 1 Timoth. 3, 2, docens episcopum oportere *unius uxoris virum* esse, satis apertè indicat pro Judæorum more aliis uxorum pluralitatem posse concedi. 2° Quod probè intellexit imperator Valentinianus 1, qui teste Socrate (3), legem tulit ut, *cuivis liceret duas simul habere uxores legitimas*, atque ut exemplo legem firmaret Justinam duxit, Severâ adhuc vivente, quod 3° et fecisse imperator alter Lotharius perhibetur. 4° Quare Gregorius II, in epist. ad Bonifacium, cuidam indulsit ut propter uxoris suæ infirmitatem aliam duceret (4); 5° quem dùm Gratianus temerè hâc de causâ accusat veluti sacrorum canonum, et doctrinæ apostolicæ et evangelicæ infractorem (5), nonnisi propriam inscitiam prodit. 6° Et sanè quomodò divinâ lege abrogata dici potest polygamia quam tantâ cum laude sanctissimi patriarchæ et reges in V. T. frequentârunt? 7° Hæc enim neque liberorum procreationem, neque honestam educationem impedit, nec familiæ pacem ac tranquillitatem perturbat, ut olim Hebræa gens, nunc verò plerique Orientis populi exemplo esse possunt. Quare si intolerabiles uxoris mores, si ejusdem sterilitas, reipublicæ status atque aliæ ejusmodi causæ persuadeant polygamiam, ex juris naturæ et gentium principiis ea permitti posse videtur. Ergo.

59. R. Ad 1. D. Ita docuit Apostolus ad excludendam in episcopo polygamiam successivam, C.; ad excludendam polygamiam simultaneam, N. De polygamiâ enim successivâ Apostoli effatum universa intellexit antiquitas, ut suo loco ostendimus (6); et apertè illius mens colligitur ex simili loquendi ratione quâ in eâdem epistolâ usus est Apostolus, 1 Tim. 5, 9, qui disserens de diaconissâ statuit ut non eligatur nisi *quæ fuerit unius viri uxor*.

60. Ad 2. N. Sanior enim critica jam rejicit tanquàm commentitiam Socratis narrationem de Valentiniani facto, ac de lege ab eo latâ. Etenim non solùm Baronius (1), et eruditus Valesius (2), aliique auctores catholici (3) passim hujus historiæ veracitatem respuunt, sed et respuerunt, vel saltem in gravem falsitatis suspicionem revocârunt heterodoxi ipsi scriptores, inter quos eminent Puffendorfius (4), atque Buddæus (5); idque meritò, 1° quia ejusmodi legis nullam prorsùs mentionem injiciunt Sozomenus, Theodoretus, Zosimus, et qui Valentiniani gesta studiosissimè prosecutus est Ammianus Marcellinus; 2° quia nihil eâ de re ejus temporis Patres et ecclesiastici auctores memoriæ prodiderunt; nec Damasus Rom. pontifex, nec episcopi cæteri Valentiniano coævi, nec Hieronymus adversùs eam legem reclamârunt, quæ fuisset christianæ religioni adeò injuriosa; 3° quia præmortuâ Severâ, Justinam duxit Valentinianus, ut post Baronium ostendit Valesius (6); 4° quia cit. Ammianus, quamvis Valentiniano infensus, eum commendat ob castitatis professionem scribens : *Omni pudicitiæ cultu domi castus et foris, nullo contagio conscientiæ violatus obscenæ, nihil incestum*, etc. (7).

61. Ad 3. D. Id fecisse perhibetur Lotharius contra legem Christi, C.; legitimè, N. Adversariis onus incumbit ostendendi sive Lotharium sive alios qui hoc attentârunt juxta Christi legem egisse, ut aliquid proficerent. Flagitia enim etiam principum nunquàm possunt factum aliquod cohonestare. Porrò de Lotharii polygamiâ hæc scribebat Nicolaus I, quæ et aliis ejusdem criminis viro illi principi sociis aptari debent : *Annon districtâ ultione feriendus es, qui in duabus uxoribus adulterium Lamech imitatus esse dignosceris*? Nicolaus præterea contubernium cum pellice imperatori prohibuit, episcopos verò assentatores, quique facinus probaverant è sedibus dejecit (8).

62. Ad 4. D. Indulsit Gregorius II ut aliquis duce-

(1) Loco cit., Hist. des Variat., n. 6.
(2) Loc. 26, cap. 5, § 226.
(3) Hist. eccles., lib. 4, cap. 31.
(4) Apud J. Hartzeim S. J. Concilia Germanica, Colon. Agripp., 1759, tomo 1, p. 34; sic porrò se habet hoc responsum, quod exhibetur n. 2 : « Nam quod proposuisti, quòd si mulier infirmitate correpta non valuerit debitum viro reddere, quid ejus faciat jugalis? Bonum esset, si sic permaneret, ut abstinentiæ vacaret. Sed quia hoc magnorum est, ille qui se non poterit continere, nubat magis; non tamen subsidii opem subtrahat ab illâ quam infirmitas præpedit, et non detestabilis culpa excludit. »
(5) Causâ 32, q. 6, cap. 18, apud Pithœum, Corpus Jur. can., tomo 1, p. 391.
(6) Tract. de Ordine, n. 198. Interpretatio quam dedit Theodoretus tum in hunc Pauli loc., tum in ep. 110 ad Domnum Antiochenum, hujus Paulini textûs *de bigamo* nempe *simultaneo*, est prorsùs singularis, quamque ipse excogitavit ut semet purgaret, quòd promovisset ad Tyriorum episcopatum Irenæum comitem, qui successivè bigamus erat. Quam ob rem de violatis Ecclesiæ canonibus accusatus, ipse contra interpretationem et sensum antiquitatis aliâ ratione omninò verba Pauli exposuit. Cf. Renaudot., *Perpét. de la Fói* tome 5 liv. 6 ch 8 circa finem. Cf. etiam Christ. Lupum, diss. de cleric. Continent., cap. 1.
(1) Ad an. 370, n. 125, ubi fusè de hoc argumento agit; cf. etiam adnot. Pagii ad an. 375, n. 5.
(2) In not. 2 ad cap. 31 libri 4 Socr.
(3) Cf. Nat. Alex. in sec. 4, cap. ult., art. 4.
(4) De Jure naturæ et gentium. Francofurti ad Mœnum, 1706, tomo 1, lib. 6, cap. 1, de Matrimonio, § 16.
(5) Institut. Theologiæ dogmaticæ, Lips., 1741, lib. 5, cap. 4, § 47, in not., pag. 1519, quibus addendus est W. Lowth in adn. ad loc. cit. Socratis, qui præterea ex alio capite ostendit falsam esse Socratis narrationem, dùm refert Justinam virginem fuisse; ex Zosimo enim constat Justinam priùs nuptam fuisse Magnentio tyranno.
(6) Loco cit. Cf. etiam Pagium loco cit.
(7) Lib. 30, cap. 9, edit. Valesii, Paris., 1681.
(8) Acta quæ spectant ad Lotharii facinus cf. apud Hartzeim, Concilia Germanica, tomo 2, à pag. 265 ad pag. 355.

ret aliam uxorem ob prioris infirmitatem, quæ nempe talis esset, ut plerisque placet (1), quæ constitueret impedimentum dirimens perpetuæ impotentiæ, Tr. ; ob infirmitatem qualemcumque quæ supervenerit matrimonio aliàs legitimè contracto, N. Ideò verò transmisimus primum distinctionis membrum, quia viris eruditis epistola illa suspecta est, ab aliis verò ut supposititia rejicitur (2).

63. Ad 5. D. Quem Gratianus accusat errore facti deceptus, Tr. ; errore juris, N.

64. Ad 6. D. Polygamiam patriarchæ et reges frequentârunt in V. T., et quidem, ut plures existimant, ex divinâ dispensatione (3), C. ; quæ propterea frequentari etiam possit in N. T., sublatâ à Christo omni polygamiâ simultaneâ, N., ut constat ex adductis probationibus.

65. Ad 7. Tr. Hæc enim aliaque ejusmodi rationum momenta ad summum evincerent polygamiam juri naturali absolutè non esse contrariam, prout cum suis contendit Calvinus (4) ; seu, ut alii censent, non adversari primariis conjugii finibus, id est, prolis generationi, ejusdemque institutioni ; nullo autem modo evincunt polygamiam non fuisse à Christo in novâ lege abrogatam. Siquidem adversùs facta rationes congruentiæ non valent. Cæterùm quæ de orientalium populorum felicitate, pace domesticâ, educatione familiæ ambitiosè jactantur, facilè ipsis eorum annalibus et experientiâ refelluntur. Sed præterea addimus felicitatem illam, et pacem iis rationibus et mediis apud illos comparari, quæ naturæ atque indoli societatis maritalis omninò repugnant. Uxores enim in gynæceum tanquàm in perpetuum carcerem detruduntur (1), liberi etiam, mares potissimùm, plerùmque eunucho vel servo, rarò matri, in disciplinam traduntur. Utrùm verò hæc appellanda sit beatitudo et felicitas, utrùm societas maritalis, et liberalis filiorum institutio, ipsis polygamiæ patronis pronuntiandum relinquimus.

Propositio II. — *Matrimonium ab infidelibus legitimè contractum dissolvi potest quoad vinculum, si alterutro conjuge ad fidem converso, nolit alter cum eo pacificè vivere, vel non consentiat habitare sine contumeliâ Creatoris.*

66. Hæc propositio certa est. Vix enim unquàm de illius veritate dubitatum fuit usque ad medium seculum anteactum, ex occasione solemnis decreti quod supremus senatus Parisiensis, die 2 jan. 1758. edidit, ad confirmandum judicium latum à curiâ Suessionensi, die 5 febr. 1756, in causâ Judæi Borach Levi Argentinensis recens ad fidem conversi, quo eidem vetitum est aliud inire conjugium, quamvis uxor Judæa renueret obstinatè habitare cum ipso (2). Ex hoc autem tempore plures prodiêre libelli ad evincendam indissolubilitatem ejusmodi conjugiorum, quorum longa ac inutilis res esset catalogum texere (3). Inter

(1) Hanc tamen responsionem respuit Estius, in 4 Sent., d. 33, § 6, qui censet Gregorium II (quem ipse cum Gratiano dicit III) non permisisse alterum matrimonium tanquàm justum et legitimum, sed tanquàm minùs malum respectu fornicationis cum pluribus, quæ illi viro erat metuenda propter ejus incontinentiam. « Quæ responsio, subdit, si non placet, fatendum erit cum Gratiano rescriptum hoc Gregorii, tanquàm sacris canonibus, imò evangelicæ et apostolicæ doctrinæ penitùs adversum, non esse recipiendum. Pontificem autem non voluisse tanquàm fidei dogma definire, sed solùm opinionem suam de re nondùm definitâ aliis declarâsse. » Cf. Bossuet, *Défense de l'Histoire des variat.*, § 62.

(2) Cf. Collet, Continuatio Prælect. theologic. Hon. Touruely., Venet., 1757, tomo 8, cap. 5, art. 2, sect. 3 n. 131. Cl. Binterim, in op. cit., Monumenta, etc., tomo 6, part. 1, p. 451, agens de impedimento impotentiæ, hanc epistolam ex silentio Othonis et Willibaldi suspectam pariter habet. Sebast. Berardi, in op., Gratiani canones genuini ab apocryphis discreti, Venet., 1777, p. 2, tomo 2, cap. 68, contendit Gregorium II locutum esse de conjugio inito in infidelitate, quod cùm Sacramentum non sit, eam non habet firmitatem quam sibi vindicat conjugium Christianorum quod Sacramentum est. Cùm igitur jus naturale omnimodam firmitatem non exposcat in conjugio, ita ut in nonnullis casibus dissolvi nequeat, ad ejus normam Gregorius responsum suum dedit, non autem juxta jus evangelicum et apostolicum, quod profectò doctus Pontifex non ignorabat. Sanè Germani recens conversi erant operâ S. Bonifacii ad religionem christianam, hinc ille de quo loquitur S. Pontifex et cum quo mitiùs agendum censuit, connubium adhuc ethnicus contraxerat ; superveniente verò impotentiâ in ejus uxore, declaravit Pontifex prius conjugium dissolvi posse, ac novum iniri. Cf. p 166, seqq.

(3) Ita inter cæteros tenent Bellarminus, de Matrim., cap. 11, n. 25, seqq., et Estius, l. c., § 6, qui arbitrantur polygamiam ex se nunquàm licitam fuisse. Alii autem cum S. Thomâ, in Suppl., q. 65 art. 1, censent verisimiliùs polygamiam absolutè, seu essentiæ et primariis conjugii finibus non adversari, et tamdiù licitam fuisse, quamdiù evangelicâ lege sublata non est, adversari autem secundariis, ut vocant, conjugii finibus, cujusmodi sunt pax, tranquillitas, mutua obsequia, etc. Cf. Collet, op. cit. cap. 5, art. 2, concl. 1.

(4) Calvinus uxorum simultaneitatem tam strictè jure naturali prohibitam autumat, ut patriarchas, quòd plures uxores duxerint, violati hâc in parte juris naturalis, ac adulterii reos traducere non vereatur. De quo cf. Puffendorfium, op. cit., lib. 6, cap. 1.

(1) Comes de Maistre, *du Pape, livre* 3, *ch.* 2, appositè scribit : « La femme est plus que l'homme redevable au Christianisme. C'est de lui qu'elle tient toute sa dignité. La femme chrétienne est vraiment un être *surnaturel*, puisqu'elle est soulevée et maintenue par lui jusqu'à un état qui ne lui est pas *naturel*. » Paulò ante jam adduxerat observationem D. Buchanan, qui in op. *Christian. Researches in Asia*, etc., *by the R. Claudius Buchanan*, Lond., 1812, p. 66, scripserat : « Dans tous les pays où le Christianisme ne règne pas, on observe une certaine tendance à la dégradation des femmes. »

(2) Qui primus conjugio interdixit Borach Levi fuit Fitz-James episcopus Suessionensis, qui non infimum locum tenet in historiâ Jansenismi. Levi appellavit ab hujus sententiâ ad senatum Parisiensem, qui decretum episcopi Suessionensis confirmavit. Omnia quæ ad hanc celebrem causam spectant collecta sunt in op. cui tit. : *Recueil important sur la question de savoir si un Juif peut se remarier après son baptême*, 2 vol. in-12, 1759. Leridant in op. *Code matrimonial*, t. 1, p. 430, et Pothier, tom. 2, n. 499, illius collectionis analysim instituerunt.

(3) Præcipui sunt : *Dissertation ou l'on prouve que S. Paul n'enseigne pas que le mariage puisse être rompu lorsqu'une des parties embrasse la religion chrétienne*, par Alex. Desessarts, 1 vol. in-12, 1765. *Traduction*

hujus novæ doctrinæ patronos eminent Augustinus Gervasio Vindobonensis professor (1) et auctor Institutionum theologicarum Lugdunensium (2), quos non pauci in Germaniâ præsertim (3) et Galliâ secuti sunt, ex quibus unum recensebimus Tabaraud (4) Jansenianæ factionis postremis his annis fulcrum præcipuum. Sic igitur adversùs hos neotericos omnes, qui plerùmque permoti videntur ad eam sententiam propugnandam quòd contraria sit ei quam sequitur Ecclesia Romana, assertam propositionem astruimus.

67. Illa propositio *certa* censenda est, et à quovis cordato catholico tenenda, quæ solidum habet in Scripturis fundamentum, atque in communi Patrum doctrinâ, in Romanorum pontificum decretis et in constanti Ecclesiæ praxi; quæque demùm communi theologorum et canonistarum suffragio gaudet; talis porrò est asserta propositio.

68. I. Solidum fundamentum enuntiatam thesim habere in Scripturis, constat ex verbis Apostoli, 1 Cor. 7, 10, seq. *Iis autem qui matrimonio juncti sunt, præcipio non ego, sed Dominus, uxorem à viro non discedere; quòd si discesserit, manere innuptam, aut viro suo reconciliari. Et vir uxorem non dimittat. Nam cæteris ego dico, non Dominus: Si quis frater uxorem habet infidelem, et hæc consentit habitare cum illo, non dimittat illam. Et si qua mulier fidelis habet virum infidelem, et hic consentit habitare cum illâ, non dimittat virum... Quòd si infidelis discedit, discedat : non enim servituti subjectus est frater, aut soror in hujusmodi; in vace autem vocavit nos Deus.* Apostolum verò hìc loqui de solutione quoad vinculum, non autem tantùm quoad thorum, manifestum fit 1° ex antithesi quam instituit inter conjugia fidelium et conjugia in infidelitate priùs contracta, atque ex dispari conditione quam inter ejusmodi conjugia intercedere declarat. Conjugia enim inter fideles inita affirmat esse absolutè indissolubilia quoad vinculum, cùm dicat : *Quòd si discesserit* (fidelis quâcumque ex causâ), *manere innuptam, aut viro suo reconciliari;* conjugia verò è contra in infidelitate inita dissolubilia esse asserit, dicens : *Quòd si infidelis discedit, discedat*, quin ullam apponat restrictionem; imò magis hanc libertatem declarat adjiciendo : *Non enim servituti*, etc. 2° Ex eo quòd si Apostolus nonnisi de separatione quoad thorum, aut quoad habitationem loqui voluisset, nihil omninò concessisset fideli super infidelem, quod jam non esset in ejus potestate; cùm infidelis, discessione suâ quoad thorum et cohabitationem, jam matrimonium dissolverit; ergo quin dicamus aut supervacanea, aut senau vacua esse Apostoli verba, concludamus necesse est de dissolutione quoad vinculum ipsum esse locutum. 3° Constat ex ratione quam adducit Apostolus dicens : *Non enim servituti subjectus est frater aut soror in hujusmodi;* servitutis porrò nomine hìc significari non potest nisi vinculum illud quo fit ut alteruter conjugum debeat aut cælebs vivere aut alteri parti reconciliari, de quo paulò ante locutus fuerat cùm ageret de conjugio fidelium, quodque inferiùs, v. 39, *ligamen* vocat, ejusque solutionem, *liberationem*. Cùm igitur huic servituti minimè obnoxium esse fidelem conjugem doceat Apostolus, consequens est per infidelis discessionem planè dissolvi matrimonium in infidelitate contractum.

69. II. Fundatur thesis in communi Patrum doctrinâ; quotquot enim cit. Apostoli verba explanant, ea de perfectâ dissolutione intelligunt. Sic S. Ambrosius : « Quidam, inquit, putant omne conjugium à Deo esse, maximè quia scriptum est : *Quæ Deus conjunxit, homo non separet.* Ergo si omne conjugium à Deo est, omne conjugium non licet solvi. Et quomodò Apostolus dixit : *Quòd si infidelis discedit, discedat?* In quo et mirabiliter noluit apud Christianos causam residere divortii, et ostendit non à Deo (esse) omne conjugium (1); » id est, non omne conjugium esse insolubile, cujusmodi est illud infidelium de quo loquitur S. doctor. Sic et Ambrosiaster antiquissimus auctor, atque Ambrosio ipsi coævus, ab hâc communi ac receptâ Ecclesiæ doctrinâ minimè recedit exponens Apostoli textum : *Si infidelis*, scribit, *odio Dei discedit, fidelis reus non erit dissoluti matrimonii... ac per hoc non est peccatum ei qui dimittitur propter Deum, si alii se junxerit* (2). S. Joannes Chrys. pariter in hunc modum interrogat : « Quid est autem, *si infidelis discedit, discedat?* Ut si jubet te sacrificare, aut sociam esse impietatis propter matrimonium, aut recedere, melius est ut *divellatur* matrimonium quàm pietas (3). » Theophylactus, qui Chrysostomum in

des deux livres de S. Augustin à Pollentius, avec des notes, cujus auctor est D. Pilé; item : Collectio variarum dissertationum casum Apostoli illustrantium, editore Jud. Leplat., 1 vol. in-8°, Leodii 1779. Ferè omnia opera, quæ contra dissolutionem horum conjugiorum edita sunt, in indicem librorum prohibitorum fuerunt relata. Horum auctores plerique factioni Jansenisticæ, aut aulicæ curiæ fuerunt addicti.

(1) In tract. seu lib. 5 de Sacram. Matrim., cap. 5, opp. tomo 2, Viennæ, 1766.

(2) Diss. 4, art. 3.

(3) Inter quos non infimum locum tenet Eybel, ac novissimè Dr. Binterim qui in op. cit., Monumenta Ecclesiæ christiano-catholicæ primi, medii ac novissimi ævi, tomo 6, p. 1, Mantissa 1, satis prolixam edidit dissertationem pro indissolubilitate horum conjugiorum. Verùm de hoc cl. auctore paulò post disseremus.

(4) In op. *Princip. sur la distinct. du Contrat et du Sacrement de Mariage*, nov. edit., p. 32, 35, item p. 279, seq. Alios recentiores auctores cf. apud D. Jos. Carrière, de Matrimonio; Paris., 1837, tomo 1, p. 2, de Prop. Matr., sect. 3, c. 1. Mirum porrò videri debet inter hos auctores etiam recenseri card. La Luzerne, qui et ipse huic sententiæ astipulatus est in *Instr. sur le Rituel*, num. 670.

(1) Lib. 8 in Luc., num. 2, edit. Maur., qui præterea, ibid., n. 8, subdit : « Unde et Apostolus : *Denuntio*, inquit, *non ego, sed Dominus, uxorem à viro non discedere.* Et infra : *Cæteris*, inquit, *ego dico, non Dominus; si quis frater infidelem habet uxorem et relinquit eam.* Itaque ubi est impar conjugium, lex Dei non est. Et addidit : *Quòd si infidelis discedit, discedat.* Simul idem Apostolus negavit legis esse divinæ, ut conjugium qualecumque solvatur; nec ipse præcepit, nec dedit deserenti auctoritatem, sed culpam abstulit destituto. »

(2) Comment. in h. loc. in append. opp. S. Ambros., edit. Maur., tomo 2, p. 134.

(3) Hom. 19, in cap. 7, Ep. 1 ad Cor., n, 3.

epitomen redegit eadem fermè verba adhibet in comment. in hunc locum, scribens : « Veluti si tibi imperet, ut suæ particeps fias infidelitatis aut discedas à matrimonio, discede : satiùs enim est connubium solvere, quàm pietatem (1). » Eâdem ratione exponit Œcumenius (2). Sermonem verò in his esse de dissolutione conjugii quoad vinculum ipsa orationis series declarat.

70. III. Fundatur in Romanorum pontificum decretis, et constanti Ecclesiæ praxi, quæ profectò apud catholicum virum magnum pondus habere debent. Jam verò celebre est Innocentii III doctissimi pontificis decretum, quod exstat in cap. 7 *Quanto de divortiis*, his verbis expressum : « Si alter infidelium conjugum ad fidem catholicam convertatur, altero vel nullo modo, vel non sine blasphemiâ divini nominis, vel ut eum pertrahat ad mortale peccatum, ei cohabitare volente; qui relinquitur, ad secunda, si voluerit, vota transibit; et in hoc casu intelligimus quod ait Apostolus : *Si infidelis discedit, discedat; frater enim vel soror non est servituti subjectus in hujusmodi.* Nam etsi matrimonium verum inter infideles existat, non est tamen ratum (3). » Quod quidem decretum sequentes pontifices probaverunt ad unum omnes. His propterea innixus sapientissimus pontifex Benedictus XIV, lib. 6, de Synodo, c. 4, § 2, scribebat : « *Certum est*, infidelium conjugium, ex privilegio in fidei favorem à Christo Domino concesso, et per Apostolum, 1 Cor. 7, promulgato, dissolvi, cùm conjugum alter christianam fidem amplectitur, renuente altero, in suâ infidelitate obdurato, cohabitare quidem volente, sed non sine contumeliâ Creatoris, » etc. Hanc verò doctrinam in praxim deductam fuisse in universâ Ecclesiâ luculentis exemplis evincitur ab eodem pontifice, tum loco cit., tum lib. 13, c. 31, § 2, seq., qui plures casus recenset excussos et resolutos à summis pontificibus S. Pio V, Gregorio XIII, et Paulo V. Quibus adjici possunt responsa à S. congregatione concil. Tridentini interprete sæpiùs data; id ipsum evincunt Rituales libri variarum Ecclesiarum, ut Suessionensis (4), Metensis, Bononiensis in Britanniâ minori, Ebroicensis, aliique passim, qui eamdem praxim confirmant (5); usus item qui ab immemorabili viguit dissolvendi ejusmodi conjugia in regionibus in quibus Judæi degunt, ut in Italiâ, Germaniâ, Galliis, nominatim verò in diœcesibus Argentinensi, Virdunensi, Metensi, Tullensi (6). Neque adversarii nostri diffitentur à pluribus seculis, in Occidente præsertim hanc praxim obtinuisse, quin aliquis unquàm reclamaverit. Aut igitur fatendum est in casu nostro conjugia dissolvi, aut Romanos pontifices, imò universam Ecclesiam, contra bonos mores graviter deliquisse, dùm tot adulteria cohonestavit.

71. IV. Fundari demùm thesim nostram in communi et constanti theologorum et canonistarum doctrinâ res facti est quam nec adversarii ipsi in dubium revocant; si enim in totâ antiquitate unum fortassè Cajetanum excipias (1), quem omnes nôrunt fuisse novitatum aucupem, nullum invenies qui huic doctrinæ non adhæserit. Ante Gratianum quidem, sec. IX, hanc doctrinam propugnârunt, ut vidimus, Theophylactus et Œcumenius inter Græcos; sec. XI, Hugo à S. Victore (2) inter Latinos. Rursùs sec. XII, inter Græcos eminet interpres canonum doctissimus Theodorus Balsamon (3), et inter Latinos Petrus Lombardus (4), et qui in ejus opera commentarios ediderunt (5); post Gratianum verò ad unum omnes ad hæc usque tempora eam tradiderunt.

72. Si igitur ea propositio certa censenda est, quæ in Scripturâ, Patribus, Romanorum pontificum decretis, Ecclesiæ praxi et communi doctorum auctoritate fundatur, cùm talis sit ex dictis propositio nostra, tanquàm certa ea omninò tenenda est, ita ut nulli cordato theologo absque insigni temeritatis notâ ab eâ recedere fas sit.

Difficultates.

73. I. Obj. : 1° Matrimonium quod jure naturæ validum ac legitimum est, omnibus theologis fatentibus, est prorsùs insolubile; 2° tale autem est matrimonium infidelium quod Deus ipse conjunxit, et quod 3° suo modo unionem Christi cum Ecclesiâ pariter repræsentat. 4° Christi præterea et Apostoli sententiæ de indissolubilitate matrimonii cujuscumque generales sunt, neque ullam exceptionem patiuntur. 5° Si

(1) Opp. edit. Venet. 1755, tomo 2, p. 160.
(2) Comment. in h. loc., opp. edit. Paris., 1630, tomo 1, p. 480, qui clariùs adhuc loquitur.
(3) Apud Pithœum, Decretales, etc., tomo 2, p. 221. Eadem fermè habet in cap. *Gaudemus*, 8, de Divort., ibid., p. 222.
(4) Quod editum est ab ipsomet D. de Fitz-James, an. 1753, tomo 1, pag. 272.
(5) Cf. apud D. Jos. Carrière, op. et l. c., p. 187.
(6) Ibid.

(1) Attamen Cajetanus ipse Comment. in 1 Cor. 7, v. 15, cùm retulisset nostram expositionem de perfectâ conjugii dissolutione subdit : « In hoc sensu *communiter intelligit hæc Pauli verba Ecclesia*; hinc enim intelligit liberum esse tam christianum quàm christianam conjugem si infidelis conjux separetur, ad contrahendum cum alio seu cum aliâ conjugium. » Deinde, contrariâ suâ sententiâ expositâ, pergit : « Quia tamen antiquo Ecclesiæ usu sensum communem textûs hujus firmatum credo, et *textus capax est hujus sensûs communis*; ideò dicendum est, » etc. A Cornelio à Lapide comment. in hunc Apostoli locum adducitur pro contrariâ sententiâ etiam Dom. Soto, in 4, d. 39, a. 4. Ast lapsus hic est à Lapide : siquidem l. c. Dom. Soto oppositum prorsùs docet cum S. Thomâ et innititur auctoritate Innoc. III, aliorumque qui à Gratiano adducuntur. Cf. in op. cit. edit. Metimnæ Campi 1581, tomo 2, p. 312. Id ipsum dicatur de Petro Soto, quem Paulus Sarpius, in Hist. Conc. Trid. lib. 7, num. 64, adducit tanquàm faventem sententiæ de indissolubilitate ejusmodi conjugicrum; certum enim pariter est Petrum Sotum communi adhæsisse sententiæ, ut constat ex Institutione sacerdotum, lect. 12.
(2) De Sacramentis, lib. 2, part. 11, cap. 13, opp. edit. Venet. 1588, tomo 3, fol. 299.
(3) Cf. apud Beveregium in Synodico, Oxon. 1672 necnon in Photii Nomocan. apud Justellum, in Bibliothecâ Juris canonici veteris, Lutet. 1661.
(4) Lib. 4, d. 39.
(5) Quatuor circiter mille recensentur qui super Petrum Lombardum commentaria scripserunt.

theologi propterea constare sibi volunt, fateantur necesse est matrimonia in infidelitate contracta nullo unquàm in casu dissolvi posse.

74. R. ad 1. D. Si nulla exceptio aut dispensatio, Deo ipso auctore fiat, Tr.; si divinâ auctoritate fiat exceptio aut dispensatio, N. Alioquin Deus nunquàm permisisset conjugiorum dissolutionem, attamen reipsà permisit per libellum repudii. Quamvis ergo matrimonii indissolubilitas naturæ admodùm consentanea sit, non est tamen eodem jure strictè omninò imperata (1).

75. Ad 2. D. Ita tamen, ut possit eodem Deo auctore dissolvi, C.; ita ut dissolvi nequeat, N. Responsio patet ex dictis; potiori enim jure Deus conjunxerat matrimonia Hebræorum, quæ tamen, ipso permittente, dissolvi poterant.

76. Ad 3. Idem esto responsum. Nam etiam connubia Hebræorum potiori ratione, seu ratione typi, futuram Christi cum Ecclesiâ conjunctionem repræsentabant, et nihilosecius poterant dissolvi.

77. Ad 4. D. Generales Christi et Apostoli sententiæ nullam exceptionem patiuntur, quæ fiat auctoritate humanâ, C.; auctoritate divinâ, N. Alioquin nec matrimonia rata fidelium per solemnem sanctioris vitæ professionem possent dissolvi; quod profectò adversarii nostri non dicent, si catholici esse velint.

78. Ad 5. N. Optimè enim sibi constant theologi dùm admittunt matrimonia infidelium per divinam dispensationem dissolvi posse; non autem humanâ auctoritate. In eo autem versatur adversariorum error, ut patet ex propositis difficultatibus, quòd supponant à nobis admitti ejusmodi infidelium conjugia humanâ auctoritate dissolvi; cùm nos è contra doceamus solâ divinâ auctoritate id fieri, seu nomine Dei, qui, ut loquitur Benedictus XIV, *talem exceptionem in favorem fidei apposuit*, ut paulò ante dictum est.

79. II. Obj. et inst. Atqui ejusmodi exceptionis Scriptura inprimis non meminit. 1° Illud enim Apostoli: *Si infidelis discedit, discedat*, nimis obscurum est et ambiguum ut certò colligi inde possit dissolutio vinculi conjugalis, et potestas facta fideli alterius conjugii ineundi. 2° Imò scholasticorum expositio verbi *discedat*, haud facilè poterit confirmari regulis hermeneuticis, et contraria menti Apostoli omninò videtur. 3° Cùm enim Apostolus constituerit tanquàm principium, diversitate religiosæ confessionis non solvi conjugium, ad propositam sibi quæstionem: quid facto opus sit si infidelis nolit pacificè cum fideli cohabitare? respondet: *Si infidelis discedit, discedat*, perinde ac si diceret: Nos christiani impedire non valemus, quominùs infidelis juxta leges civiles, relictâ fideli alterâ parte conjugali, novum ineat conjugium, potiùs omnia nobis dimittenda sunt, quàm ut fidem abnegemus. Hâc ratione respondit Apostolus juxta æquale utriusque jus conjugale modò declaratum, ita ut sensus sit: Si ethnicismus alterius partis conjugalis non dat christiano discedendi facultatem, quantò minùs eam infideli dare poterit sanctissima christiana religio? Quòd si scandalizatus infidelis discedit, discedat; fides nostra, quæ ad pacem monet, culpâ vacat, sed, ut ait Chrysostomus, ille infidelis causam præbuit, ut is qui fornicatus est; 4° injusta igitur ab infideli facta separatio, ut concludit Hammond (1), juxta Paulinam argumentationem nullum præbet fideli privilegium, et quidem, ut testatur Chrysostomus, tam parùm id valeret præstare, quàm ad id valet fornicatio. 5° Illud, v. 11, positum Pauli principium: *Quòd si discesserit, manere innuptam* habet hìc locum; nec ut maneat innupta res tam difficilis esse debet christianæ secundùm illud v. 29: *Tempus breve est, reliquum est ut qui habent uxores tanquàm non habentes sint.* 6° Eò magis quòd reconciliatio cum parte infideli semper esset à Dei gratiâ speranda, cùm juxta leges Romanas liceret redire ad prius conjugium, *spreti repetit vestigia lecti.* Incumbit proinde fideli derelictæ, ut pro conversione infidelis conjugis oret. 7° Verba autem: *Non enim servituti subjectus est*, etc., quæ huic interpretationi obesse videntur, non debent intelligi de servitute *conjugali*, sed *de servitute peccati*, ita ut ex Apostolo fides omnibus sit præferenda, cùm non eâ ratione vir et uxor alligati sint, ut debeant etiam ad peccandum inservire, et seipsos perdere. 8° Sanè in fœdere in quo utraque pars æqualibus juribus gaudet, cujusmodi et conjugium, servitus locum habere nequit. 9° Præsertim cùm Apostolus hìc vocabulis utatur τὸν ἄνδρα et τὴν γυναῖκα quibus apertè conjugium nondùm solutum esse indicat. 10° Ne autem etiam in casu quo conversio sperata locum non haberet, sine solatio fidelem conjugem relinqueret Paulus, pergit, v. 17: *Unicuique sicut divisit Deus*, id est: cogita quia Deus ita tecum voluit, hanc christianam regulam quilibet fidelium, in quocumque demùm casu sit, sequatur. 11° Hæc igitur interpretatio de separatione quoad victum thorumque, simplicissima et maximè litteralis Paulini textûs videtur. Nostri scholastici in hâc quæstione, dùm ex verbo *discedat* concludunt, fidelem conjugem non adigi ad infidelem sequendum, si is pacificè cohabitare nolit, sed posse alteri nubere, supponunt quod est in quæstione (2). Ergo.

(1) Vidimus ex S. Augustino firmitatem plenam conjugio provenire ex ratione Sacramenti; hinc non desunt graves theologi et canonistæ, et juris naturalis periti qui arbitrentur matrimonii dissolutionem non adversari primario saltem juri naturali, etsi secundario adversetur, cùm non infirma rationum momenta ex jure naturali petita hanc dissolutionem damnent. Cæterùm si juri naturali primario adversaretur conjugii dissolutio, eam nunquàm Deus in veteri lege permisisset, prout fecit. Cf. De Chapt de Rastignac, in op. *Accord de la révélation et de la raison contre le divorce.* Paris. 1790. Barruel, *Lettres sur le divorce à un député de l'Assemblée nationale*, 1789. D. De Bonald, *du Divorce considéré au XIX^e siècle.* D. De Nougarède, *de la Législation sur le mariage et sur le Divorce*, 1802, et in op. *Histoire des lois sur le mariage*, 1803, quos citat D. Carrière, op. et l. c., p. 154, seq.

(1) Annot. in Ep. Paul. ex edit. Clerici, p. 144.

(2) Ita Binterim, in diss. cit. circa Indissolubilitatem conjugii quod exstat fidelem inter et infidelem, § 2.

80. R. Neg. Subs. ad 1 prob. D. In se, Tr. Si ei accesserit Ecclesiæ interpretatio quæ sensum germanum determinet, N. Jam verò Cornelius à Lapide fusè ostendit non solùm ex contextu, sed ex communi interpretum Græcorum et Latinorum expositione, Romanorum pontificum interpretationem genuinam præ se ferre Paulini testimonii sententiam (1). Addo obscuritatem quam exaggerant adversarii, si qua reverà sit, novam esse rationem subjiciendi propriam interpretationem expositioni Ecclesiæ.

81. Ad 2. N. Hanc enim oppositionem cum hermeneuticis regulis et Apostoli mente non deprehenderunt non solùm scholastici, ut adversarii fingunt, sed neque Patres et interpretes ut vidimus, neque Romani pontifices. Mirum proindè est ipsos solos, qui tamen fatentur, imò contendunt Pauli textum nimis obscurum esse, ejusmodi oppositionem invenisse.

82. Ad 3. N. Tota enim hæc adversariorum expositio nititur falso, ut aiunt, supposito, quòd scilicet Apostolus constitutum à se principium de indissolubilitate matrimonii extendat pariter ad casum sibi propositum de infideli, qui nolit pacificè vivere cum fideli, cùm tamen ex orationis serie contrarium planè appareat. Etenim cùm Apostolus declaraverit insolubile manere connubium, si infidelis consenserit pacificè degere cum fideli, eò quòd diversitas confessionis non sit ratio conjugii solvendi, postea ad casum nostrum deveniens contrarium omninò statuit, dicens : Quòd si infidelis discedit, seu abrumpit matrimonii vinculum, disrumpat ut ei placet atque penitùs divellat ; et tunc conjux fidelis liber erit, utpote solutus ab eo vinculo, quod licet injustè, tamen ex parte suâ infidelis disrupit ac solvit. Hunc enim sensum exigit antithesis à Paulo instituta inter duos priores casus in quibus apertè omnem exceptionem sustulit, imò expressam apposuit restrictionem de obligatione manendi in priori conjugio, quamvis divortium quoad thorum victumque intercesserit, et inter tertium casum in quo absolutè pronuntiat Apostolus vinculum semel ab infideli solutum, tale permanere. Sanè per verbum *discedat* solutionem conjugii quoad vinculum ex parte infidelis juxta leges Romanas significari adversarii ipsi fatentur ; quare igitur nunc contendunt coarctari ejus significationem ad solam separationem quoad thorum et habitationem respectu fidelis ? Quæ porrò adjiciunt adversarii, nihil aliud evincunt, quàm infidelem iniquè ac injustè se gerere dùm propter religionem christianam solvit conjugium, quod et nos ultrò fatemur, nec infidelitatem hoc jus ei tribuere. Ast non evincunt, quod ipsis probandum esset, Deum ex hâc occasione non dedisse in favorem fidei Christiano privilegium novas ineundi nuptias.

83. Ad 4. D. Injusta infidelis separatio nullum præbet fideli privilegium per se, C. ; ex Dei dispositione, N. Neque enim nos, ut objectio supponit, ex injustâ infidelis separatione repetimus privilegium de quo est sermo, sed ex Deo, ut sæpiùs diximus, qui in fidei favorem in ejusmodi casu illud fideli concessit. Hinc ruit etiam animadversio quæ ex Joan. Chrysostomo fit.

84. Ad 5. N. Alioquin S. Paulus hanc restrictionem non prætermisisset ; non solùm verò hìc eam Apostolus prætermisit, sed ut patet ex toto contextu, potiùs exclusit. Quod porrò additur de vitæ brevitate ad rem præsentem non facit.

85. Ad 6. Esto ; non tamen inde sequitur debere partem derelictam manere innuptam, cùm possit suâ frui libertate ; secùs agere, esset propositum sanctioris consilii, non obligatio.

86. Ad 7. N. Nam Apostolus loquitur de immunitate à servitute relativè ad solutionem conjugii ; cùm enim dixisset : *Quòd si infidelis discedit, discedat*, continenter addit : *Non enim servituti subjectus est frater aut soror in hujusmodi.* De peccato nec verbum habet. Superstructa proinde expositio est violenta adversariorum glossa.

87. Ad 8. D. In fœdere conjugali non datur servitus propriè dicta, C. ; impropriè dicta quâ fiat ut neuter conjux possit se ampliùs à jugo retrahere et ab obligationibus quas secum fert matrimonium N. Ludunt propterea adversarii in ambiguo dùm talia obtrudunt.

Illud verò in cl. auctoris commendationem silentio prætereundum non censeo, quòd vix ipsi innotuerit per litteras ad eum datas à R. D. Carolo Vizzardelli à secretis pro litteris Latinis SS. Domini N. Gregorii XVI, 6 kal. oct. 1832, summum Pontificem ægrè tulisse sententiam quam in 6 tomo, p. 1, Mantissa 1, astruxerat circa indissolubilitatem conjugii fidelem inter et infidelem, si hic sine injuriâ Salvatoris cohabitare nolit, ut statim se receperit, ac insequentem emiserit declarationem : « In rebus theologicis à supremo totius Ecclesiæ magistro, cui Jesus Christus docendi munus demandavit edoceri, maxima discipuli laus est et gloria. Quâ de causâ, quanquàm quæstio proposita à conciliis nondùm sit definita, sufficit tamen mihi auctori operis citati, significata summi pontificis nostri Gregorii displicentia, ut eam loco citato assertam et defensam de indissolubilitate præfati conjugii sententiam, tanquàm decretis summorum pontificum et praxi Ecclesiæ contrariam declarem et rejiciam, sicut et omnia alia opuscula infallibili Ecclesiæ catholicæ summique Pontificis judicio humillimè subjicio. Dusseldorfii, 16 octobr. 1832. Dr. Binterim. » Inserta est autem hæc declaratio tomo 7, p. 2, ad finem operis archæologici. Ita se gerunt qui ex animo catholici sunt.

(1) Comment. in hunc loc. Vidimus ipsum Cajetanum non abnuere ejusmodi expositionem Apostoli menti consentaneam esse, atque contextui, sic enim scribit l. c. : « Quia tamen antiquo Ecclesiæ usu sensum communem textûs hujus firmatum credo, et *textus capax est hujus sensûs communis*, ideò dicendum est quòd Dominus in Evangelio non communem utrique conjugi, sed marito propriam tradidit libertatis legem, ut textus ipse manifestè dicit. Paulus autem communem utrique conjugi legem libertatis promulgat, auctoritate procul dubio divinâ, quâ solâ separari potest quod Deus conjunxit, juxta verbum Domini de conjugio, non Christianorum, sed ab initio mundi constituto... Infidelitas autem, quæ ad animam spectat, paris censetur juris in utroque conjuge à Paulo. Et hæc dicta sint ad satisfaciendum quæstioni de contrarietate doctrinæ Pauli ad doctrinam Christi. Christus enim solam fornicationis causam excepit solutionis conjugii quoad vinculum (juxta peculiarem Cajetani sententiam de quâ postea) ; Paulus autem alteram docens causam, docet non esse solam fornicationis causam. »

88. Ad 9. N. Nemo enim qui non sit in Græcâ linguâ hospes ignorat, ut cætera omittam, voces ἄνδρα et γυναῖκα promiscuè sumi tam pro nuptis quàm pro non nuptis præsertim in Scripturis.

89. Ad 10. N. Ejusmodi enim sunt piæ adversariorum meditationes, non verò verborum Pauli germana expositio.

90. Ad 11. N. Ut constat ex dictis; quare auctores potiùs novæ hujus interpretationis, non autem scholastici, supponunt quod est in quæstione, dùm ex verbo *discedat* concludunt datum esse privilegium fideli novas nuptias ineundi. Scholastici enim, imò veriùs theologi omnes et interpretes pro se habent sensum veterum Patrum, et Romanorum pontificum, et Ecclesiæ praxim quibus adversarii destituti sunt.

91. Inst. Atqui neque traditio, neque Ecclesiæ praxis favent horum theologorum interpretationi. 1° Antiquiores Patres de hâc quæstione prorsùs siluerunt. 2° Augustinus verò, quo meliorem Apostoli interpretem et traditionis testem habere non possumus, universam quæstionem expendit in duobus ad Pollentium libris de Conjugiis adulterinis, et ubique adversatur iis qui pro hujusmodi conjugiorum dissolutione pugnant. Non modò enim conjugalis vinculi insolubilitatem omni in casu absque ullâ exceptione tuetur, non modò ait lib. 2, c. 4 : *Nullius viri posterioris mulier uxor esse incipit, nisi prioris esse desierit; esse autem desinet uxor prioris, si moriatur vir ejus;* verùm etiam lib. 1, c. 18, ubi propiùs ad hanc quæstionem accedit, ideò inter cætera ostendit non expedire ut conjuges fideles dimittant infideles, *quia in alia conjugia cùm ceciderint viventibus eis à quibus dimittuntur, adulterinis nexibus colligati difficillimè resolvuntur.* Atqui legitimis, non verò adulterinis nexibus colligarentur, si fideli ita liceret ab infideli conjuge discedere, ut posset alias nuptias contrahere. Idem repetit cap. 25, ubi inter cætera scribit : « Propter quodlibet fornicationis genus sive carnis, sive spiritûs, ubi et infidelitas intelligitur, et dimisso viro non licet alteri nubere, et dimissâ uxore non licet alteram ducere, quoniam Dominus nullâ exceptione factâ, dicit : *Si uxor dimiserit virum suum, et alii nupserit, mœchatur; et omnis qui dimittit uxorem suam, et ducit alteram, mœchatur.* » Ergo Augustinus citra ullam ambiguitatem planè et expressè indicavit omnia, atque ipsa infidelium conjugia, nunquàm dissolvi posse. 3° Neque hoc Augustini judicium infirmare potest theologorum et canonistarum in asserendâ contrariâ opinione conspiratio; horum enim auctoritas pluris facienda non est quàm auctoritas Gratiani et Innocentii III, quibus unicè innituntur; atqui constat utrumque fuisse deceptum. Etenim canon *Si infidelis* ab utroque laudatus tanquàm Gregorii M. sententia, non ejus est, sed auctoris Commentariorum in Epistolas Pauli, quod opus Hilario diacono, homini obscuro, schismatico, et erroribus Luciferianorum contaminato eruditi ascribunt. Cùm ergo Innocentius et Gratianus opinionem suam à fonte impuro combiberint, ac cæteris proinde propinârint, eorum omnium auctoritas obrucre theologum non debet, qui si paucos viros, modò graves, secum habeat, poterit sanè adversùs plurimos stare; non enim numero homines judicantur, sed pondere. 4° Ex dictis præterea et illud colligitur quare nulla exempla solutorum ejusmodi conjugiorum anteriora sec. Ecclesiæ X proferri possint (1). Ergo.

92. R. Neg. subs. Ad 1 prob. D. Quia nulla eis se præbuit occasio de hâc quæstione scribendi, Tr. vel C. Quia ipsis de hoc privilegio non constitit, N. Duo hæc permisceri inter se nec possunt nec debent, ut ex pluribus aliis controversiis etiam dogmaticis planum fit. Posteriores verò de eâ loquuntur, atque, ut vidimus, nobis suffragantur.

93. Ad 2 N. Tantùm enim abest ut S. Augustinus quæstionem hanc universam expenderit, ut ne attingat, quidem; tantùm abest ut doctrinæ nostræ adversetur, ut nequidem casum hunc nostrum examini subjiciat, ut quivis duos libros ad Pollentium perlustrans facilè sibi persuadere poterit (2). Hinc mirum

(1) Ita l. c. Gervasio, qui præterea insurgit adversùs Van Espenium, eò quòd in analysi Decreti Gratianæi confidenter asseruerit præsentem Ecclesiæ disciplinam dissolvendi matrimonium neophytorum fundatam esse super claros textus S. Augustini ex libris de adulterinis Conjugiis.

(2) In his assertionibus Gervasii plura sunt perperam dicta; siquidem 1° falsum est hanc quæstionem inter alias fuisse à Pollentio propositam S. Augustino; 2° falsum pariter est S. Augustinum agitâsse in his libris quæstionem de conjugiis in infidelitate contractis, et de casu conversionis alterutrius conjugis, renuente altero pacificè vivere et sine injuriâ Creatoris cum converso ad christianam religionem. Agitat igitur S. doctor in libro priori duas quæstiones quarum altera est, circa illud 1 Cor. 7, 10 : *His qui matrimonio juncti sunt præcipio, non ego, sed Dominus, uxorem à viro non discedere, quòd si discesserit manere innuptam*, etc., quod Dominicum præceptum Pollentius putabat pertinere ad mulieres à viris recedentes præter fornicationis causam, hisque solis vetitum esse alteri viro nubere; contra verò S. Augustinus ad eas *tantùm* spectare contendit, quæ à viris fornicationi causâ recesserint, atque præter hanc unicam causam recedere (nempe quoad torum et habitationem) fas omninò non esse. Altera quæstio, quæ in hoc priori libro discutitur, versatur circa illud Apostoli, ib. 1 Cor. 7, 12 : *Cæteris ego dico, non Dominus, si quis frater uxorem habet infidelem, et hæc consentit habitare cum illo, non dimittat illam*, quod *monendo* dictum ab Apostolo docet Augustinus, ita ut fideles juxta Apostoli consilium in relinquendis conjugibus infidelibus, datâ licentiâ, non utantur. Pollentius enim sentiebat vetitum ibi esse à Paulo, ne conjuges etiam infideles dimittantur à fidelibus. Postremò, atque, ut ita dicam, obiter attingit S. Augustinus quæstionem de catechumenis in ultimâ vitæ periodo constitutis, an iis nec petentibus neque pro se respondere valentibus prosit baptizari, ac resolvit affirmativè.

In posteriori autem libro, S. doctor arguit Pollentium eò quòd existimaverit adulterio perinde atque morte solvi conjugium, ad idque spectare quod scribit Apostolus, 1 Cor. 7, 39 : *Quòd si dormierit vir ejus, liberata est*, ita ut unum idemque significet *mortuum* et *adulterum*. Deinde diluit Pollentii argumenta ac varia confutat, quæ suboriri timebat incommoda, nisi repudiatâ adulterâ, aliam ducere viro liceat.

Itaque in secundâ quæstione hujus posterioris libri observat S. Augustinus, quòd dimittere conjugem infidelem nec vetet nec jubeat Christus, moneat verò Paulus ne fiat, quando scilicet iste infidelis consentit habitare cum fideli, quia etsi liceret ex Christo id fa-

est adversarios sibi Augustinum tantâ fiduciâ vindicare, et opponere Innocentio III et theologis omnibus.

94. Dùm itaque in priori textu qui nobis opponitur ex lib. 2 : *Nullius viri*, etc., affirmat S. doctor tunc mulierem desinere esse uxorem prioris viri, si iste moriatur, loquitur de casu adulterii, quo non solvi matrimonium propugnat adversùs Pollentium, qui contendebat adulterium posse morti æquiparari, ac proinde immediatè prosequitur : *Non si fornicetur*, quibus verbis explet sententiam, et tamen ab auctore quem refellimus prætermittuntur.

95. In altero autem textu non accedit S. Augustinus ad hanc quæstionem, sed exponit verba Apostoli : *Cæteris ego dico, non Dominus : Si quis frater*, etc., de consilio non dimittendi conjugem infidelem etiam quoad torum et habitationem, cùm conjux infidelis consentit pacificè vivere cum conjuge fideli ob incommoda quæ ex illâ separatione orirentur; Pollentius enim contendebat in citatis Apostoli verbis contineri præceptum (1).

96. In tertio demùm propositionem illam generalem : *Propter quodlibet fornicationis genus*, etc., profert S. doctor cohærenter ad Apostoli consilium de quo supra. Quod vero spectat ad alteram textûs Paulini partem : *Quòd si infidelis discedit, discedat*, eam non attingit, nec verbum de eâ habet. Cùm igitur quæstio S. Augustini cum Pollentio circumscripta fuerit ad conjugia Christianorum, vel infidelium quorum alter convertitur et alter consentit habitare cum illo, propositiones ejus generales coarctandæ sunt ad substratam materiam; alioquin sequeretur nec dirimi posse juxta Augustinum conjugia rata Christianorum per solemnem professionem, adeòque non posse qui in sæculo relictus est novas contrahere nuptias, quod adversatur Ecclesiæ doctrinæ.

97. Nunc coronidis gratiâ addimus 1° vel ipsum S. Augustinum doctrinam suam veluti omninò certam minimè proposuisse, cùm sub finem libri 1, scribat : « Quæstionem tamen de conjugiis obscurissimam esse non nescio. Non audeo profiteri omnes sinus ejus vel in hoc opere, vel in alio me adhuc explicâsse vel jam posse, si urgear, explicare (1). » Et sanè nonnulla habet quæ cum doctrinâ nunc ab Ecclesiâ catholicâ receptâ non planè cohærent, e. g., dùm docet ibidem non aliam ob causam quàm ob adulterium admitti posse separationem quoad torum, cùm Ecclesia contrarium statuerit in conc. Tridentino, à quo aliæ plures percensentur, ut ex inferiùs dicendis constabit : 2° ipsum S. doctorem agnoscere majorem firmitatem in conjugiis Christianorum, quàm in aliis quoad vinculum. Jam verò hoc falsum esset, si admitteretur Augustinum docuisse quælibet conjugia etiam in infidelitate contracta nonnisi morte dissolvi; 3° proinde concludimus ejus generalia principia ad alia non minùs certa ac generalia ejusdem S. Patris principia esse exigenda, cujusmodi illud est : « Quod universa tenet Ecclesia, nec conciliis institutum, sed semper retentum est, nonnisi auctoritate apostolicâ traditum rectissimè creditur (2), et aliud : « Quod tota per orbem frequentat Ecclesia, quin ita faciendum sit disputare, insolentissimæ insaniæ est (3). » Et hæc de Augustino.

98. Ad 3. Resp. I. Nego suppositum, tale nempe fuisse Augustini judicium, ut ex hactenùs disputatis apertissimè constat.

99. R. II. D. Si theologi et canonistæ dùm in aliquam sententiam conspirant solidis destituerentur rationum momentis, C. Si solidis sint fundamentis innixi, ut in casu nostro, N. Falsum præterea est theologos et canonistas unicè inniti Gratiani et Innoc. III auctoritati; sed fulciuntur insuper auctoritate reliquorum Rom. pontificum, imò et Ecclesiæ universæ, quæ hanc doctrinam in praxim deduxit. Quamvis autem canon *Si infidelis* S. Gregorii M. non sit, desumptus tamen est ex antiquissimo scriptore sec. IV, qui hâc in parte receptam in Ecclesiâ doctrinam secutus est, nec aliquid commune habet cum erroribus sectæ cui adhæsit. Pro certo autem adversarii assumunt in suâ argumentatione textum Apostoli, ac Patres quos laudavimus nobis non astipulari, cùm nos contrarium ostenderimus. Quod verò adjiciunt de paucorum theologorum gravitate, intelligendum procul dubio est de gravitate *relativâ;* istis enim neotericis qui impugnant Ecclesiæ doctrinam theologi omnes qui ipsis adversantur leves sunt, cùm sibi solis vindicent gravitatem et pondus.

100. Ad 4. D. Id est, nulla documenta suppetunt anteriora sec. X, quibus constet dissoluta fuisse ejusmodi conjugia, Tr. Nulla reipsà soluta fuerunt, aut saltem solvi non potuerunt, N. Etenim eo ipso quòd sec. V, ut testimonia à nobis allata ostendunt, doctrina nostra fuerit in Ecclesiâ communis, patet eâdem ætate,

cere, non tamen expediat ob gravia incommoda quæ exinde orirentur, quia multa sunt quæ fieri licent, at non expediunt; etsi enim hoc injustum non sit, *prohibet tamen Apostolus consilio charitatis.* Demùm c. 20 ostendit S. Augustinus de conjugibus infidelibus non dimittendis *consilium* Apostoli esse, non *præceptum*, et constanter insistit in illis verbis *: Si quis frater habet uxorem infidelem*, etc.; aliam verò partem in quâ consistit quæstionis nostræ cardo : *Quòd si infidelis discedit, discedat*, nullâ unquàm ratione attingit.

Brevem hanc voluimus duorum istorum librorum *de adulterinis Conjugiis* analysim instituere, tum ut pateat quàm parùm fidendum sit neotericis doctoribus dùm tantâ fiduciâ jactant auctoritatem S. Augustini, ut arguant Ecclesiæ praxim; tum ut pateat principia generalia quæ ipsi objiciunt ex S. Augustino esse coarctanda ad substratam materiam. Hæc vidit Binterim, hinc, ut mox dicemus, in patrocinium causæ suæ non ascivit S. doctorem.

(1) Binterim hâc de causâ, non solùm inter Patres quos pro suâ sententiâ adducit, non recenset S. Augustinum, sed præterea apertè profitetur se cum debitâ reverentiâ ab hâc Augustini interpretatione recedere. Cf. op. et l. c., § 2.

(1) Cap. 25, n. 32. Tantùm abest ut S. Augustinus voluerit se fidelem traditionis interpretem exhibere præsertim in quæstione de quâ agimus !

(2) Lib. 4 de Bapt. c. 24, n. 31.

(3) Epist. 54 ad Januar., n. 6.

imò et anterioribus seculis in praxim eam fuisse deductam, vel saltem deduci potuisse, nisi rerum adjuncta et humana prudentia aliter faciendum dictâssent. Non enim omnia quæ licent semper expediunt. Perturbationes porrò, scandala paganorum, infidelium principum leges, nullum perversionis periculum, imò conversionis alterius partis spes aliud tunc temporis suadebant. Hæc autem cùm postea cessaverint, frequentiores ejusmodi conjugiorum solutiones factæ sunt (1).

101. III. Obj. : 1° Cùm alter conjugum in hæresim labitur, nec vult pacificè et sine Creatoris injuriâ cum alio conjuge vivere, non dissolvitur matrimonium, etsi par videatur ratio, atque eadem incommoda occurrant, quæ in matrimonio infidelium observantur. 2° Conjugale vinculum dissolvi nequit propter adulterium, ergo nec propter infidelitatem, quæ naturæ matrimonii multò minùs vel nullatenùs adversatur. 3° Non consentiunt theologi et canonistæ quonam certo et definito tempore prioris conjugii vinculum dissolvatur; nec verò dissolvitur antequàm secundum contrahatur; nam si ante illud tempus altera quoque pars convertatur, non erit ampliùs dissolutioni locus; nec dissolvitur quando secundum contrahitur aut jam contractum est : etenim ut secundum validè iniri possit, omninò necesse est ut nullum sit vinculum prioris. 4° Denique in iis quæ ad Sacramenta pertinent tutiorem partem eligere debemus; sed longè tutius est ut conjux fidelis continentiam servet quàm nubat; nam si se contineat nihil metuendum est; si verò nubat objicit se periculo frustrandi Sacramenti, atque inducendæ polygamiæ simultaneæ. Ergo.

102. R. ad 1 et 2, N. paritatem. In iis enim quæ à Dei sic volentis arbitrio pendent, comparationes instituendæ non sunt. Nihil proinde proficiunt adversarii nisi ostendant à generali indissolubilitatis lege divinitùs exceptam non fuisse causam infidelitatis, sicut hæresis et adulterii causas exceptas non fuisse paulò post ostendemus. Accedit hæresim et adulterium supervenire in objectis casibus matrimonio, infidelitatem verò ipsum præcedere.

103. Ad 3. D. Non consentiunt omnes in puncto temporis definiendo quo prioris conjugii vinculum dissolvatur, Tr.; circa dissolutionem ipsam, N. Cæterùm Benedictus XIV, l. c., ex quodam decreto congregationis concilii ostendit longè probabiliùs prius conjugium dirimi nec antequàm contrahatur, nec postquàm contractum fuerit, sed quando contrahitur secundum; ut enim secundum hoc validè contrahatur, minimè necesse est, ut adversarii asserunt, primum ante fuisse solutum, sed sufficit si primum tunc dissolvatur quando contrahitur alterum (2).

104. Ad 4. N. suppositum. Si enim sententia nostra certa est, ut eam evicisse confidimus, adversariorum non tutior, sed *falsa* omninò erit et omni probabilitate destituta, imò et *erronea* utpote contraria Romanorum pontificum doctrinæ et Ecclesiæ praxi. Alioquin ipsi pontifices in damnatam propositionem impegissent. Itaque non magis tutum esset hanc sententiam sectari, quàm olim fuisset sectari sententiam S. Cypriani (qu tamen gravitate, doctrinâ et sanctitate longè adversariis nostris præstabat) de rebaptizandis tinctis ab hæreticis, cùm adversaretur sententiæ S. Stephani Romani pontificis.

105. Et hæc quidem cùm interpellari conjux infidelis potest; quid si interpellari non possit? Sacra congregatio concilii adhæsit illorum sententiæ, qui censent in ejusmodi casu necessariam esse summi Pontificis dispensationem, cujus est declarare in quibusnam rerum adjunctis desinat obligare præceptum divinum quocum prædicta interpellatio ante rescissionem matrimonii videtur conjuncta (1). Sanè Gregorius XIII locorum ordinariis, parochis et presbyteris missionariis societatis Jesu in Angolâ, Æthiopiâ et Brasiliâ degentibus potestatem fecit dispensandi cum quolibet conjuge, qui christianæ religioni nomen dederit, ut novum posset inire conjugium, omissâ interpellatione alterius conjugis infidelis, quem constaret legitimè interpellari non posse (2). Hinc etiam Benedictus XIV (3) potestatem concessit nuntio Venetiis commoranti, ut in simili rerum eventu posset ab ejusdem interpellatiouis onere eximere conjuges conversos existentes in loco pio catechumenorum ejusdem civitatis Venetiarum.

106. Ex dictis et illud à fortiori consequitur, posse conjugem fidelem in ejusmodi rerum statu profiteri religionem aliquam ab Ecclesiâ approbatam, et si de marito sermo sit, suscipere sacros ordines, quia quamvis non dissolveretur connubium quoad vinculum, solvitur tamen quoad torum et habitationem, ita ut conjux pertinax in suâ infidelitate jus ad utrumque amittat, etiamsi postea resipiscat et convertatur, prout contingit in casu adulterii, ac ita censet S. Thomas (4). Quoad quæstiones reliquas hìc agitari solitas

(1) Mirum videri debet Binterim urgere auctoritatem Patrum Græcorum, et praxim Ecclesiæ Græcæ pro indissolubilitate conjugiorum infidelium in casu nostro, cùm compertum sit semper faciliores se exhibuisse Patres Græcos et Græcam Ecclesiam in solvendis conjugiis, etiam Christianorum, ut postea videbimus, quàm Patres Latinos aut Latinam Ecclesiam.

(2) Atque id sensit S. Thomas, qui in Suppl. q. 59 art. 5, ad 2 : « Crimen, inquit, uxoris nolentis cohabitare sine contumeliâ Creatoris absolvit virum à servitute, quâ tenebatur uxori, ut non posset eâ vivente aliam ducere : sed nondùm solvit matrimonium, quia si de blasphemiâ illâ converteretur, antequàm ille aliud matrimonium contraheret, redderetur ei vir suus : *Sed solvitur per matrimonium sequens*, ad quod pervenire non posset vir fidelis, nisi solutus à servitute uxoris suæ per culpam ejusdem. »

(1) In decreto dato 17 jan. an. 1722.

(2) Cf. Benedict. XIV, de Synodo diœc., lib. 13, cap. 21, n. 4.

(3) Cf. ejusdem Constit. quæ incipit : *In supremâ*, in ejus Bullarii tom. 1, n. 117, pag. 483, seqq.

(4) Cf. in Supplem. q. 59, art. 4, et art. 5, ad 4 ubi hæc in rem nostram scribit : *Si post conversionem viri aliqua probabilis spes de conversione uxoris sit, non debet votum continentiæ vir emittere, nec ad aliud matrimonium transire... Si autem non sit spes de conversione,* POTEST AD SACROS ORDINES VEL AD RELIGIONEM ACCEDERE, *priùs requisitâ uxore ut convertatur : et tunc*

consuli possunt theologiæ moralis institutores.

Propositio III. — *Matrimonium ratum, non consummatum, per solemnem religionis professionem alterius conjugum dirimitur.*

107. De fide est juxta sanctionem concilii Trid., sess. cit., can. 6 : *Si quis dixerit matrimonium ratum, non consummatum, per solemnem religionis professionem alterius conjugum non dirimi, anath. sit.* Ita verò ejus veritatem astruimus. Ecclesia, auctoritate sibi divinitùs traditâ, ut paulò post ostendemus, potuit contractui conjugali nonnullas conditiones apponere ut valeat seu legitimè contrahatur; ergo et eâdem auctoritate potuit eidem contractui jam inito conditiones apponere ut firmus consistat vel dissolvatur.

108. Potuisse autem Ecclesiam hanc conditionem juxta divinam sibi factam potestatem apponere, ut solvatur vinculum conjugale matrimonii rati et non consummati, si voluerit alter conjugum perfectiorem vitam amplecti per solemnem religionis professionem, constat ex facto. Universâ enim Ecclesiâ approbante, Innocentius III, in cap. *Ex parte*, de Conversione conjugatorum (1); et ante ipsum Alexander similiter III, in conc. Lateranensi III, quod celebratum est an. 1179, cap. *Verum* (2), et cap. *Ex publico*, sub eodem titulo (3), non solùm declarârunt id fieri licitè posse, sed præterea et exemplo sanctorum id confirmârunt, ac verba Christi : *Non licet viro uxorem suam, nisi fornicationis causâ, dimittere ;* de matrimonio consummato intelligi debere affirmârunt. Cæteri subsequentes pontifices id ipsum constanter docuerunt; sed et ante laudatos pontifices non obscura suppetunt sanctorum Patrum effata, et sanctorum exempla à Bellarmino collecta (4), quæ si rem planè non conficiunt, ostendunt tamen Ecclesiæ spiritum, et hujus dogmatis germen in traditione, quæ postea evoluta est. Porrò juxta notissimas S. Augustini regulas superiùs adductas : *Quod universa tenet Ecclesia*, etc., tum etiam : *Quod tota per orbem frequentat Ecclesia, quin ita faciendum sit disputare, insolentissimæ insaniæ est;* ac iterùm : *Quæ sunt contra fidem vel bonam vitam* (Ecclesia) *non approbat, nec tacet, nec facit* (5), rectè concluditur ex collatâ sibi auctoritate 1° Ecclesiam ita sanxisse circa matrimonia rata et non consummata fidelium, qui sanctius vitæ genus profiteri constituunt; 2° jure Tridentinum adversùs Protestantes cit. canonem statuisse, quia, licèt, ut plerisque theologis placet (6), non ageretur in eo nisi de re ad disciplinam spectante, cùm tamen, ut aliàs animadvertimus (1), illa sit cum jure conjuncta, rectè potuit anathema dicere iis qui hâc de causâ Ecclesiæ doctrinam et praxim perstringunt.

109. Hæc nobis brevior ac tutior via ad hanc veritatem vindicandam visa est. Si quis tamen aliam inire velit contendens eam repetendam esse aut immediatè ex jure divino aut ex ipsâ naturæ lege (2), per nos licet.

Difficultates.

110. Obj. : 1° Matrimonium legitimè contractum jure naturali et divino est indissolubile ; 2° verba Christi : *Quod Deus conjunxit, homo non separet*, sunt prorsùs generalia neque exceptionem admittunt, et 3° matrimonium ratum fidelium est æquè verum Sacramentum ac sit matrimonium consummatum, ideòque nullâ unquàm ratione dirimi potest; institutum siquidem et ipsum est ad repræsentandam perpetuam ac indissolubilem Christi cum Ecclesiâ conjunctionem; quapropter conjuges, dùm matrimonium celebrant, mutuam atque irrevocabilem sibi tradunt in corpus potestatem. Quòd si hæc, quæ explorata apud omnes sunt, utpote in ipsâ matrimonii naturâ ac divino jure fundata, comparentur cum probationibus thesis, longè meliùs hujus falsitas elucescet. 4° Primò enim non possunt ejusmodi solutionis monumenta sec. XII anteriora proferri. 5° Exempla præterea sanctorum non sunt ad rem, cùm non constet utrùm nuptias aut sponsalia tantùm contraxerint, neque utrùm fuerint soluta illorum conjugia quoad vinculum, aut tantummodò quoad torum; et, quod caput est, utrùm jure ita illi se gesserint necne. Non enim, ut cuique compertum est, omnes actiones sanctorum ad strictam regulam exigi possunt. 6° Cùm igitur neque ex verbo Dei scripto, neque ex verbo Dei tradito constet de hâc exceptione pro matrimonio rato, 7° ut non pauci ex ipsis catholicis theologis fatentur, 8° unde ejusmodi exceptionem derivare possumus? Num ex jure ecclesiastico? Atqui Ecclesia nihil potest in Sacramentorum substantiam ; 9° et si hæc ratio semel admitteretur, quot sequerentur absurda? Pontifices nempe pro libito posse conjugia quæcumque dissolvere, uti per susceptionem ordinum, quæ tamen absona esse nemo non videt. Attamen nullum discrimen assignari potest inter votum solemne ordinum et votum solemne religionis, quod, ut animadvertunt Sarpius et Couraierius (3), 10° non est nisi jure eccle-

si postquàm vir sacros ordines suscepit, uxor convertatur. non est sibi vir suus reddendus, sed debet sibi imputare in pœnam tardæ conversionis, quòd viro suo privatur.

(1) Apud Pithœum, op. cit. tom. 2, pag. 175.
(2) Ibid., p. 174.
(3) Ibid.
(4) Lib. 2 de Monachis, c. 38.
(5) Epist. 55 ad Januar., cap. 19, n. 35.
(6) Sanè Suarez, de Religione, tom. 3, lib. 9, cap. 22, n. 20, concludit : *Votum solemne religionis habere hunc effectum* (solvendi conjugium ratum fidelium) ex Ecclesiæ statuto, quod deinde fusè ostendit. Ipsum plures recentiores theologi sequuntur, Kugler, Simonnet, auctor theologiæ Wirceburgensis, Drouin, La Luzerne, aliique passim apud Carrière, op. cit. p. 2, sect. 3, § 2.

(1) Cf. tract. de Euch., num. 353 ; de Ord., n. 55, et alibi.

(2) Alii enim hunc effectum repetunt ex jure naturali ; alii ex jure divino positivo, quorum sententias refert et expendit Suarez, loc. cit., et latè confutat. Ex recentioribus tamen adhuc repetunt ex jure divino positivo Billuart, diss. 5, art. 2, § 1, Tournely, quæst. 5, art. 2, ad quæst. *Ad matrimonium ratum et non consummatum*, etc., post conclus. ad quæsit. 1, resp. 3, seu edit. Paris. 1765 tom. 11, p. 173. Huic sententiæ adhæret Carrière, l. c.

(3) Storia del concilio di Trento, Londra 1757, lib. 8, num. 65.

siastico constitutum, quemadmodùm declaravit Bonifacius VIII, in 6 Decretalium, cap. unico, de Voto et voti Redemptione. Ergo.

111. R. ad 1. D. Matrimonium legitimè contractum *absolutè* utroque jure indissolubile est, Tr. vel C.; contractum conditionatè, N. Hanc porrò conditionem : *Nisi perfectiorem vitam ante ejus consummationem juxta Ecclesiæ doctrinam profiteri velim*, tacitè includit omne Christianorum conjugium juxta dicta.

112. Ad 2. D. Nullam exceptionem admittunt ex auctoritate humanâ, C.; divinitùs acceptâ, N. Addimus præterea ex Ecclesiæ interpretatione, ut vidimus, hæc aliaque similia Scripturarum effata de matrimonio consummato accipi seu intelligi debere.

113. Ad 3. D. Sed conditionatè susceptum, C.; absolutè, N. Conditione autem non purificatâ, ut aiunt, per consummationem matrimonii, contractus transit in absolutum. Sacramentum porrò, ut omnes nôrunt, sequitur naturam contractûs ex quo exsurgit. Exinde responsio patet ad id quod adjicitur de repræsentatione unionis Christi cum Ecclesiâ, et de potestate quam conjuges vicissim in corpus suum tradunt.

114. Ad 4. Tr. Ex eo enim quòd hujusmodi solutionis monumenta afferri nequeant sec. XII anteriora, id unum sequitur, nempe Ecclesiam hâc suâ potestate usam non esse ante illam epocham; quanquàm, uti annotavimus, Romani pontifices in suis decretis non tanquàm de jure novo aut novâ praxi recens invectâ loquuntur, sed tanquàm de re jamdiù in usu positâ (1).

115. Ad 5. D. Id est, sanctorum exempla quæ adduci solent rem decretoriè per se non omninò conficiunt, C.; non insinuant saltem, ut diximus, Ecclesiæ spiritum, N. Hinc cæteræ concidunt superstructæ adversariorum observationes.

116. Ad 6. D. Non constat ex Dei verbo sive scripto sive tradito de hâc exceptione factâ divinitùs immediatè, Tr.; saltem mediatè, uti exposuimus, N.

117. Ad 7. D. Ut non pauci theologi fatentur, qui Catholici nomine tenùs sunt aut Janseniani (2), C.; verè Catholici, N. Ejusmodi enim theologi proditores potiùs appellandi sunt, qui non verentur adversùs dogmaticam concilii œcumenici definitionem Protestantibus causam catholicam prodere. Heu! sæpè nimiùm ob ejusmodi homines gemere Ecclesia debuit!

118. Ad 8. Resp. ab auctoritate divinâ quæ Ecclesiæ suæ hanc facultatem communicavit, ac præcipuè Christi vicario Romano Pontifici. Quamvis verò Ecclesia directè nihil possit in Sacramentorum substantiam, indirectè tamen, ut jam innuimus, et uberiùs paulò post explicabimus, plura statuere potest ad legitimam illorum administrationem ac susceptionem.

119. Ad 9. Neg. illa absurda sequi quæ adversarii autumant; non sequitur inprimis posse Romanos pontifices pro libito conjugia solvere, cùm hæc potestas illis à Christo collata fuerit in ædificationem, non autem in destructionem. Nihil præterea se posse circa matrimonia consummata quoad eorum solutionem, non semel ipsi summi pontifices professi sunt. Tota igitur eorum potestas versatur circa matrimonia rata et non consummata in quibus, ita poscentibus rerum adjunctis, dispensare possunt, quidquid nonnulli sentiant (1). Constat enim plures pontifices sæpiùs in illis dispensâsse; quare ne dicamus Romanos pontifices in re tam gravi, non dissentiente, imò tacitè saltem approbante universâ Ecclesiâ, errâsse, ac propterea totidem adulteria permisisse iis qui post ejusmodi solutionem ad nova vota transierunt, fatendum est traditam illis à Christo fuisse hanc facultatem.

120. Non alterum sequitur; siquidem non ignorant

(1) Sic enim inter cæteros loquitur Innocentius III, cap. *Ex parte* 14, de Convers. conjugat. : *Nos tamen nolentes* A PRÆDECESSORUM NOSTRORUM VESTIGIIS DECLINARE, *qui respondere consulti, antequàm matrimonium sit per carnalem copulam consummatum, licere alteri conjugum, reliquo inconsulto, ad religionem transire, ita quòd reliquus ex tunc legitimè poterit alteri copulari.*

(2) Tales sunt Leridant, *Examen de deux questions sur le mariage*, pag. 438, seqq.; Pilé, *Dissert. sur l'indissolub. absolue du lien conjugal*, qui affirmare non dubitavit juxta principia Janseniana, fidem circa matrimonii indissolubilitatem à duodecimo seculo *obscuratam esse*, ac irritum esse concilii Tridentini decretum, cui defuit necessaria libertas; Tabaraud, *Principes sur la distinction*, etc., 1 ed. p. 28, pag. 233, seqq., et pag. 391, ac in novâ edit. pag. 381, seqq. Nec verò silentio prætereundum censeo hos ipsos auctores eosdem esse, qui impugnârunt doctrinam et praxim Ecclesiæ catholicæ de dissolutione conjugii infidelium, cùm eorum alter ad fidem christianam convertitur, renuente altero pacificè cohabitare cum converso; nec aliter se gerere debebant si sibi constare volebant. Hi omnes magistrum suum secuti sunt Paulum Sarpium qui loc. cit. jam scripserat : *Che non si sciolga il legittimo matrimonio non consumato per la solenne professione religiosa è stato* UN GRANDE ARDIRE DEL CONCILIO *di pronunziare anatema contro il sentimento, che in se è ortodosso quanto altro mai. Imperocchè se è vero che il matrimonio ha tutta la sua perfezione prima della coabitazione, e che il Vangelo non permette il divorzio se non nel caso di adulterio; non si sa vedere, con quale autorità condannar si possano quei che pretendono che il nodo del matrimonio non rompasi dalla professione solenne di religione; tanto più che la solennità della professione è una cosa di diritto puramente ecclesiastico*, etc. Verùm cf. quæ adversùs Sarpium scripsit card. Pallavicini *Istoria del concilio di Trento*, lib. 23, cap. 9, n. 7.

(1) Ita ex recentioribus sentiunt Tournely, loc. et edit. cit., p. 178; Collet. de Matrimon., n. 443, seqq. Carrière autem l. c., puncto 3, quæstionem problematicè proponit, ita tamen ut innuat se in negantem sententiam inclinare permotum principio de sequendâ parte tutiori, ubi agitur de valore Sacramentorum. Jam verò, cùm iidem auctores fateantur sæpiùs Romanos pontifices in ejusmodi conjugiis dispensâsse, incipientes saltem à Martino V usque ad Pium VII, ut refert Carrière, non video quare ab auctoribus catholicis hæc potestas Romanis pontificibus denegari possit, aut etiam in dubium revocari. Hùc enim apprimè facit principium laudatum à Bened. XIV, quod habet Veracruz in Specul. part. 2, art. 27 : *De Pontificis potestate postquàm dispensavit dubitare*, INSTAR SACRILEGII EST; *esset enim Christo, quasi exprobrare, quòd non satis Ecclesiæ suæ providisset.* Nulla ferè sunt argumenta quæ ab his auctoribus proferuntur, quæque intorqueri nequeant adversùs hanc ipsam propositionem, quam et ipsi astruunt adversùs Protestantes.

pontifices quòd intercedit discrimen inter solemne castitatis votum quod emittitur in professione religiosâ, et illud quod fit in susceptione ordinum. Illud enim astringit voventem ad statum perfectiorem, istud verò non item; minùs præterea abhorret à conjugio status clericalis quàm religiosa professio (1).

121. Ad 10. D. Votum solemne religionis non est nisi ecclesiastico jure institutum quoad solemnitatem, C.; quoad voti substantiam, N.

122. Dices: S. Augustinus, lib. 1 de Nuptiis, c. 11, docet matrimonium ratum et non consummatum *firmius* esse rato et consummato. Ergo.

123. Resp. D. Quoad mutuum amorem, juxta scopum quem sibi S. doctor proposuit (2), C.; quoad fœdus conjugale, N.

Propositio IV. — *Propter hæresim, aut molestam cohabitationem, aut affectatam absentiam à conjuge dissolvi non potest matrimonii vinculum.*

124. De fide est, ut patet ex can. 5, quem cit. sess. novatoribus opposuit Tridentinum: *Si quis dixerit, propter hæresim, aut molestam cohabitationem, aut affectatam absentiam à conjuge, dissolvi posse matrimonii vinculum, anath. sit.*

125. Matrimonium enim propter eas causas dissolvi non potest quoad vinculum, si Christus generali legi à se constitutæ de perpetuâ conjugii indissolubilitate illas exceptiones minimè apposuit. Atqui.

126. Etenim Christus de matrimonio absolutè pronuntiat Matth. 19, 9: *Quicumque dimiserit uxorem suam, nisi ob fornicationem, et aliam duxerit, mœchatur, et qui dimissam duxerit mœchatur;* quæ verba clariùs adhuc Marci 10, 11, et Luc. 16, 18, repetit, quin unquàm exceptionem apponat. Imò S. Paulus, optimus Christi verborum interpres, 1 Cor. 7, 10, omnem exceptionem excludit dicens: *Iis qui matrimonio juncti sunt, præcipio, non ego, sed Dominus, uxorem à viro non discedere; quòd si discesserit, manere innuptam, aut viro suo reconciliari, et vir uxorem non dimittat.*

127. Quare has exceptiones universa repudiavit antiquitas; non modò enim Patres et Ecclesia eas nunquàm agnovêre, sed directè excludunt, sive cùm unanimiter docent esse adulteram eam quæ vivente viro fuerit cum alio viro, juxta illud Apostoli Rom. 7, 2, inter quos eminent S. Hieronymus (1), et S. Augustinus (2), qui inter cætera scribit: *Hujus procul dubio Sacramenti res est, ut mas et femina connubio copulati, quamdiù vivunt, insevarabiliter perseverent* (3). Sive cùm rejiciunt unanimi consensu leges ab imperatoribus latas, quibus permittebatur plenum divortium seu repudium, inter quos S. Joan. Chrysostomus hæc habet: *Ne mihi leges ab exteris conditas legas, præcipientes dari libellum repudii, et divelli. Neque enim juxta illas judicaturus est te Deus in die illâ, sed secundùm eas quas ipse statuit* (4); S. Hieronymus, qui prolatis Christi verbis: *Quicumque dimiserit*, etc.: *Aliæ*, inquit, *sunt leges Cæsarum, aliæ Christi; aliud Papinianus, aliud Paulus noster præcipit* (5); S. Ambrosius in eumdem sensum scribit: *Dimittis ergo uxorem quasi jure, sine crimine; et putas id tibi licere, quia lex humana non prohibet, sed divina prohibet... Audi legem Domini cui obsequuntur etiam qui leges ferunt:* Quæ Deus conjunxit, homo non separet (6). Eadem fermè repetit S. Augustinus (7).

128. Cùm verò hæ leges ferè solæ sint quas nobis objiciunt adversarii, ideò ab aliis difficultatibus afferendis supersedemus, quæ ut plurimùm non afficiunt nisi sequentem propositionem, easque propterea cum cæteris commodiùs disjiciemus.

Propositio V. — *Non errat Ecclesia cùm docuit et docet, juxta evangelicam et apostolicam doctrinam, propter adulterium alterius conjugum matrimonii vinculum non posse dissolvi.*

129. De fide est, juxta can. 7 concilii Trid. his verbis conceptum: *Si quis dixerit Ecclesiam errare, cùm docuit et docet, juxta evangelicam et apostolicam doctrinam, propter adulterium alterius conjugum, ma-*

(1) Cf. Suarez, op. cit. de Religione, tom. 3, lib. 9, cap. 25, n. 9 et 10, ubi duas affert rationes quibus inducta est Ecclesia ut statueret matrimonium ratum fidelium et non consummatum dirimi per solemnem religionis professionem, non autem per ordines sacros; ac 1° quia conjugium et professio religiosa ex naturâ rei inter se pugnant; non item verò sacer ordo. Status enim religiosus postulat perfectam renuntiationem seculi, ut ipse loquitur, et abnegationem propriæ voluntatis ac proprii corporis, rerumque omnium, conjugium autem è contrario postulat vitam secularem. Clericatus verò per se non postulat renuntiationem seculi; et ideò nec obligatio muneris, neque usus ejus habet ex naturâ rei repugnantiam cum conjugio et usu ejus. 2° Status religionis est status perfectionis acquirendæ, et ideò requirit separationem ab usu conjugii et aliis actibus secularibus, et potestas illius conceditur omnibus qui matrimonium non consummaverunt, etiamsi illius vinculo actu astricti sint. Ordo verò infra episcopatum non constituit hominem in statu perfectionis, neque in viâ ad illum, et ideò, licèt propter reverentiam sacri ministerii expediat semel ordinatum non transire ad nuptias, nihilominùs non decuit propter ordinationem, quæ perfectionis professionem non requirit, vinculum matrimonii dissolvi. Episcopatus autem, licèt sit status perfectionis acquisitæ et exercendæ, non tamen per se includit media efficacia ad perfectionem acquirendam, et ideò illi etiam tributum non est, ut dissolvat matrimonium ratum; finis enim hujus privilegii est hominem expeditum relinquere ad profitendam perfectionis viam. Hucusque Suarez.

(2) Proposuit enim hic sibi S. doctor ostendere non dissolvi conjugium etiamsi conjuges pari consensu constituerint se ab omni complexu conjugali abstinere, ait enim: *Absit ut inter illos vinculum conjugale rumpatur: imò firmius erit, quò magis ea pacta secum mierint, quæ chariùs concordiùsque servanda sunt, non voluptariis nexibus corporum, sed voluntariis affectibus animorum.*

(1) Epist. 55, ad Amandum, n. 3, edit. Vallars.

(2) In duobus libris ad Pollentium de Conjugiis adulterinis, quos vidimus esse de hoc argumento. Item in lib. de Bono conjug., cap. 24.

(3) Lib. 1 de Nuptiis, cap. 10.

(4) In Hom. de Libello repud., in illum locum: *Mulier alligata*, etc. 1 Cor. 7, 39, n. 1. Edit. Maur. opp. tom. 3, p. 204.

(5) Epist. 79 ad Oceanum, de morte Fabiolæ, n. 3, edit. Vallars.

(6) Lib. 8, in c. 16 Luc., n. 5, ed. Maur.

(7) Lib. de Nupt. cap. 10. Alia testimonia cf. apud Tournely, edit. cit. tom. 11, p. 125, seq.

trimonii vinculum non posse dissolvi; et utrumque, vel etiam innocentem, qui causam adulterio non dedit, non posse, altero conjuge vivente, aliud matrimonium contrahere; mœcharique eum, qui, dimissâ adulterâ, aliam duxerit; et eam, quæ, dimisso adultero, alii nupserit; anath. sit.

130. Suppositis porrò Scripturarum et Patrum testimoniis in superiori propositione adductis, sic enuntiatam propositionis veritatem adstruimus : si alicubi inveniretur exceptio adulterii à generali evangelicâ indissolubilitatis matrimonii lege, esset profectò in Christi verbis Matth. 5, 32 : *Omnis qui dimiserit uxorem suam, exceptâ fornicationis causâ, facit eam mœchari; et qui dimissam duxerit, adulterat*, et ibid. 19, 9 : *Quicumque dimiserit uxorem suam*, etc., ut supra recensuimus; nullum siquidem aliud ex Scripturis ab adversariis documentum afferri potest. Atqui in verbis his ejusmodi exceptio non continetur. Etenim si contineretur talis exceptio, profectò neque qui, uxore dimissâ, aliam duceret, neque qui dimissam duceret, mœcharetur; jam verò ex iisdem citatis textibus mœchatur tam qui, adulterâ dimissâ, aliam ducit, quàm qui ducit dimissam; ergo in laudatis verbis ejusmodi exceptio non habetur, sed intelligenda duntaxat ea sunt de dimissione quoad torum. Quæ omnia confirmantur tum ex aliis evangelistis, apud quos hæc clausula omninò omittitur, tum ex apostolo Paulo, qui sive in Epistolâ ad Rom. 7, sive in 1 ad Corinth. 7, verba Christi exponens, de solâ dimissione quoad torum explicat ad exclusionem solutionis quoad vinculum.

131. Neque alia fuit in universum Patrum et Ecclesiæ doctrina. S. Augustinus ita eam propugnavit, ut ab ipso primùm in Ecclesiam illam invectam fuisse Lutherani et Calviniani (qui se nempe Augustini et quidem unius asseclas toties profitentur) asserant, et ab Ecclesiâ solâ Augustini auctoritate receptam. Certè Bohemerus *non erravisse*, ait, *judicio suo, qui scripserunt, mortuo Augustino, universum orbem factum fuisse Augustinianum* (1). At enim nec primum nec solum S. Augustinum de indissolubilitate ita judicâsse ostendunt antiquissimorum Patrum utriusque Ecclesiæ testimonia, quæ indicat Bellarminus (2), affert verò ac fusè expendit Tournelyus (3).

132. Nos ex his brevitatis gratiâ duo seligimus documenta omni exceptione majora : alterum suppeditat concilium Eliberitanum an. 313 celebratum, quod can. 9 statuit : *Fidelis femina, quæ adulterum maritum reliquerit fidelem et alterum ducit, prohibeatur ne ducat; si autem duxerit, non priùs accipiat communionem quàm is quem reliquit de seculo exierit, nisi necessitas infirmitatis dare compulerit* (4). Alterum verò exhibet S. Hieronymus, qui in Epist. ad Amandum scribit : *Quamdiù vivit vir, licèt adulter sit, licèt sodomita, licèt flagitiis omnibus coopertus, et ab uxore propter hæc scelera derelictus, maritus ejus reputatur, cui alterum virum accipere non licet* (1); et in Epist. ad Oceanum, Fabiolæ, amplissimæ matronæ Romanæ, publicam pœnitentiam refert, quæ cùm ob viri sui adulterium aliaque flagitia alteri nupsisset (quod imperatorum etiam christianorum legibus liceret), in se reversa, *totâ urbe spectante Romanâ, ante diem Paschæ, in basilicâ quondam Laterani, qui Cæsariano truncatus est gladio, staret in ordine pœnitentium, episcopo, presbyteris et omni populo collacrymantibus, sparsum crinem, ora lurida, squalidas manus, sordida colla submitteret* (2). In more igitur positum erat ante S. Augustinum in Ecclesiâ Occidentali, præsertim verò in Ecclesiâ Romanâ, juxta evangelicam et apostolicam disciplinam, ut loquitur concilium Milevitanum II (3), neque dimissum ab uxore, neque dimissam à marito, etiam ex fornicationis causâ alteri conjungi posse; alioquin Fabiola se ream non inclamâsset, neque publicæ pœnitentiæ se subjecisset (4).

133. Addimus contrariam sententiam latissimam pandere viam adulteriis et connubiorum facillimis dissolutionibus. Quos enim conjugalis initi fœderis pœniteret, novique facillimi amores implicarent, illi præsentissimum remedium haberent; vel enim adulterium sibi permitterent, quo invisum conjugium disrumpere liceret, vel saltem (quod solet apud heterodoxos identidem evenire) occasionem arriperent, ut levioribus conjecturis permoti sibi invicem crimen illud impingerent, quò faciliùs ad alia vota transirent. Hoc demùm fassus est protestans scriptor ephemeridis Edenburgensis, qui vel eo nomine summoperè commendat, suisque meditandam proponit Encyclicam Pii VIII, in eâ parte quâ summus hic Pontifex hortatur episcopos et clerum ut invigilent super doctrinam catholicam de indissolubilitate Matrimonii (5).

(1) In lib. 4 Decret., tit. 19, de Divort.

(2) De Matr. cap. 16, n. 48, seqq.

(3) Quæst. 5, art. 2, concl. 3, argum. 2, seu cit. edit. loc. cit., pag. 146, seqq.

(4) Apud card. de Aguirre, Collectio maxima Concil. Hispan., p. 387, ubi in commentario in hunc canonem plura eruditus hic auctor congessit. Non tamen præ-

tereundum silentio est nonnulla documenta quæ profert haud esse genuina.

(1) Loc. cit.

(2) Epist. 77, n. 3 ed. cit. Refert præterea ibidem S. doctor ad excusationem Fabiolæ, quòd ita ipsa se gesserit ignorans Evangélii rigorem, *in quo nubendi universa causatio, viventibus viris, feminis amputatur.*

(3) An. 416 celebratum, can. 17, cujus verba hæc sunt : *Placuit ut secundùm evangelicam et apostolicam disciplinam, neque dimissus ab uxore, neque dimissa à marito, alteri conjungantur; sed ita maneant, aut sibimet reconcilientur. Quòd si contempserint, ad pœnitentiam redigantur.* Apud Harduin., Acta conc., tom. 1, col. 1220. Animadvertit autem Harduinus ab Isidoro plures citari canones sub nomine conc. Milevitani, qui tamen ad alia concilia pertinent; cujusmodi inter cæteros est quem adduximus, qui constitutus est à conc. plenario Africæ an. 407 celebr.

(4) Alia documenta cf. apud cit. AA.

(5) Cf. *Mémorial catholique*, janv. 1830, *Variétés*, ubi legitur : « Voici une réflexion remarquable qu'un journal protestant d'Edimbourg fait à l'occasion de la lettre encyclique du saint père (Pie VIII) : Le pape exhorte les évêques et le clergé à inculquer à leurs troupeaux la doctrine catholique sur l'indissolubilité du lien conjugal. C'est la partie la plus sensée de la

131. Antequàm accedamus ad disjiciendas difficultates, animadvertimus sententiam de matrimonii dissolutione propter adulterium quoad vinculum damnatam non esse ut *hæreticam*. Canon enim Tridentinus directè editus est adversùs Lutheranos et Calvinistas, qui Ecclesiam erroris incusabant, non autem adversùs Græcos et Orientales, qui adhuc tenent conjugium propter adulterium, etiam quoad vinculum, posse dissolvi, prout refert card. Pallavicinus (1). Non tamen concedimus Launoio hunc canonem esse disciplinarem, ideòque Ecclesiæ auctoritate mutabilem, cùm agatur in eo de doctrinâ *evangelicâ* et *apostolicâ*, ut canon ipse significat (2).

lettre de sa sainteté, et elle mérite que les Protestants, aussi bien que les Catholiques, la méditent sérieusement. Dans notre pays, lorsqu'un mari ne veut plus de sa femme, ou qu'une femme ne veut plus de son mari, ils n'ont qu'à se faire surprendre en flagrant adultère pour se soustraire au joug conjugal et pour former une liaison qui leur convient mieux. Il peut être juste et raisonnable de libérer la partie offensée d'un engagement qui a été violé et déshonoré par l'autre partie contractante; mais il est absurde, et plus qu'absurde de faire du crime un moyen de s'affranchir. »

Esslinger, in opusc. et loc. cit., *Apologie*, etc., adducit auctores protestantes recentiores, cujusmodi inter cæteros sunt Meyer, Morgan, etc., qui apertè fatentur vinculum conjugale, etiam in casu adulterii, juxta Christi verba esse prorsùs indissolubile, ut profitetur Ecclesia catholica.

Attamen ministerium Borussiæ, ut alliciat Catholicos ad novam ecclesiam evangelicam (nempe *sectam antievangelicam*, seu *Lutherano-Calvinisticam*), inter cætera quæ proponit motiva, quibus permoveri debeat Catholicus ad obtinendam benedictionem nuptialem à ministro protestante, illud recenset, quòd hâc ratione ei licitum sit, quandocumque libuerit, dissolvere primum conjugium ac novum inire. Cf. *L'Ami de la relig.*, 20 mars 1838. Sanè anno 1837, tribunalia Borussica decreverunt 2391 divortia ex 3888 petitionibus. In Angliâ non ita pridem quidam, fune ad collum uxoris suæ alligato, eam vendendam ad mercatum traxit. Cf. de hoc argumento Chapt. de Rastignac, in op. : *Accord de la révélation et de la raison contre le divorce*, 1790; Barruel, *Lettres sur le divorce à un député de l'assemblée nationale*, 1789; D. De Bonald, *Du Divorce considéré au XIX^e^ siècle;* D. Nougarède, in duobus scriptis : *De la Législation sur le mariage et sur le divorce*, 1802, et *Histoire des lois sur le mariage et sur le divorce*, 1803, quos recenset Carrière, op. cit. tom. 1, part. 2, art. 1.

(1) Lib. 22, cap. 4, n. 27, seqq., n. 30, refellit Paulum Sarpium, qui, ut ipse scribit : *Piglia baldanza di commettere l'altro* (difetto) *in proverbiare il concilio quasi di una mutazione a vento, e senza prò ed effetto; mentre racconta che molti non vedevano differenza tra la prima forma e la seconda; ma che tuttavia si rimesero alla maggior parte. Là dove non solo in verità* LA DIFFERENZA V'ERA, BENCHÈ SOTTILE.

(2) Cf. Henr. Klee, diss. cit. de Matrimonio, qui, p. 56, n. (*u*), ostendit perperàm à nonnullis objici adversùs indissolubilitatem conjugii quòd Eugenius IV post absolutum concilium Florentinum eam Græcis proposuerit, quod non fecisset si de re dogmaticâ ageretur. Nec verò Græci opponere potuissent, neque se ad rem hanc discutiendam aliquid in mandatis accepisse, neque hanc praxim solvendi penès ipsos conjugia sine convenienti ratione (σὺν ἀλόγως) obtinere, ut legitur apud Hard., tom. 10, col. 430. Ad hæc enim reponit Klee, quòd si controversia hæc merè disciplinæ fuisset, Romanus Pontifex minimè eam

Difficultates.

133. I. Obj. : 1° Verba Christi : *Nisi ob fornicationem*, apertam continent à generali lege de indissolubilitate exceptionem; 2° nisi enim eam continerent, duo sequerentur absurda; ac primò propter solam fornicationem marito licere uxorem dimittere; porrò Catholici fatentur, imò contendunt plures, præter fornicationem, legitimas esse posse uxoris dimittendæ causas quoad torum et habitationem; secundò appositè Christum non respondisse Pharisæorum interrogationi; illi enim quæsierant num ita liceret uxorem dimittere, ut aliæ nuptiæ permitterentur; Christus verò respondisset licere quidem uxorem dimittere propter fornicationem, integro tamen perseverante conjugii vinculo. 3° Sensus propterea verborum Christi alius esse nequit nisi iste : Mœchatur qui aliâ de causâ quàm ob fornicationem uxorem suam dimittit et aliam ducit; item mœchatur qui dimissam aliâ de causâ quàm ob fornicationem, eam ducit. 4° Quâ significatione Christi verborum semel constitutâ, corruit vis præcipua argumenti Catholicorum. 5° Marcus porrò ac Lucas suppleri debent per Matthæum; 6° Paulus verò intelligi debet de communiter contingentibus, minimè verò de eo quod causâ extraordinariâ interveniente fieri potest, ut in casu nostro. Ergo.

136. R. Ad 1. N. ut constat ex adductis probationibus; hæc propterea clausula aut referri debet, ut plerique contendunt interpretes, ad priorem Christi sententiæ partem, nempe ad dimissionem uxoris, quæ non licet nisi ob fornicationem, et tunc hic sensus esset verborum Christi apud Matthæum : Quicumque ob aliam ab adulterio causam, uxorem suam dimiserit, eâque vivente, sive adultera sit, sive non, aliam duxerit, mœchatur (1); et cessat difficultas; aut intelligi hæc clausula debet, ut alii existimant, in sensu, ut vocant, *negativo*, ita ut Christus interrogatus à Pharisæis num liceret dimittere uxorem quâcumque ex causâ, responderit non licere quâcumque ex causâ, sed solùm ob causam fornicationis, nihil verò pronuntiaverit de eo quod fieri possit post ejusmodi dimissionem, aliam nempe uxorem ducere annon, ne Pharisæos offenderet. Quod verò hìc prudenti silentio Christus pressit, aperuit discipulis, qui cùm *in domo* essent, ut refert S. Marcus, de eodem interrogaverunt eum, et absque ullâ exceptione perpetuam conjugii indissolubilitatem statuit sive ex parte viri, sive ex parte uxoris (2); aut demùm hæc clausula, ut non-

protulisset, quoniam in his rebus plena Ecclesiæ Græcæ libertas data erat, sectandi nempe propria instituta; deinde Græci quin se ab hâc expostulatione liberarent ex defectu missionis, potuissent statim respondere hìc agi de re ad disciplinam spectante, adeòque liberâ, quod tamen non præstiterunt.

(1) Bellarminus, de Matr., cap. 16, n. 7, observat quòd Evangelistæ omittant quidem interdùm aliquid, aut addant, quod alii Evangelistæ non omiserunt, aut non addiderunt, sed nunquàm ita omittant, ut sententia reddatur falsa; nam alioquin Evangelistæ homines decepissent, quibus Evangelia sua tradiderunt, nullâ mentione factâ aliorum Evangelistarum.

(2) Marc. 10, 10. Cf. Bellarm., loc. cit.

nulli ex recentioribus præsertim autumant, debet restringi ad legem Mosaicam, ad cujus mentem locuti fuerant Pharisæi, non autem porrigi ad legem evangelicam. Juxta hanc expositionem, cùm lex viro permitteret dare libellum repudii uxori in quâ *fœditatem aliquam invenisset*, Deut. 24, 1, Pharisæi latiùs legem interpretantes, dimitti posse uxorem docebant *quâcumque ex causâ*, Christus autem dimissionem ad eam solam causam coarctavit, de quâ lex loquitur, et unam excepit fornicationem, quin aliud adjiceret circa omnimodam indissolubilitatem, quam ipse postea constituit (1). Quæcumque ex his interpretationibus admittatur, quæ ferè in idem recidunt, illud semper ratum erit, Christum in objectis verbis nullam exceptionem apposuisse, nisi dicere velimus eum qui venerat non ad solvendam legem, sed ad eam adimplendam, seu ad inducendam majorem in moribus perfectionem, voluisse ut adulteri non solùm viverent, sed *alteri nuberent*, dùm Moyses statuisset : *Morte moriantur mœchus et adultera*, Levit. 20, 10. Commoda planè reformatio, quæ similis illi foret quam induxerunt Protestantes cùm jugum religionis catholicæ excusserunt.

137. Ad 2. N. Etenim non sequitur primum absurdum, cùm solum adulterium legitimam causam ipsi conjugio intrinsecam præbeat, eamque perpetuam, divortii faciendi. Crimen enim illud ejusmodi est, quod naturæ conjugii directè adversatur, et jus dat parti innocenti perpetuæ separationis, licèt partem infidelem pœniteat admissi sceleris, et ad meliorem frugem se recipiat. Cæteræ omnes causæ extrinsecæ sunt ac temporariæ. Quare Christus prioris illius utpote gravissimæ meminit, quin alias excluderet ; adjici præterea debet, Christum allusisse illâ clausulâ ad legis Mosaicæ permissionem, de quâ paulò ante disseruimus.

138. Non sequitur alterum absurdum : duo quippe in unâ quæstione Pharisæi Christo proposuerant, 1° utrùm liceret dimittere uxorem *quâcumque ex causâ ;* 2° utrùm quâcumque ex causâ uxore dimissâ, liceret alteram ducere; Christus igitur ita attemperavit responsionem suam ut primum coarctaret, ut diximus, ad solam gravissimam causam conjugio intrinsecam, nempe ad fornicationem; alterum juxta aliquos sine apertâ responsione dimisit, cùm id facilè ex principiis à se expositis de origine matrimonii, Pharisæi colligere possent (1); juxta alios verò penitùs sustulit, pronuntians adulterum fore qui adulterâ dimissâ aliam duceret, et hoc pacto abrogavit libellum repudii, quem ad cordis ipsorum duritiem Moyses eis concesserat. Quod benè intelligentes ejus discipuli dixerunt : *Si ita est causa hominis cum uxore, non expedit nubere.* Christus verò quin emolliret sententiam suam eos remittendo ad uxorem fideliorem, inde potiùs occasionem sumpsit exhortandi omnes ad continentiam.

139. Ad 3. N. Ex dictis siquidem constat Christum aut de facultate alteram uxorem ducendi post prioris dimissionem penitùs siluisse, aut etiam exclusisse; quare nullâ ratione admitti potest sensus quem Christi sententiæ adversarii affingunt, qui præterea excluditur tum ex aliis Evangelistis, tum ex Apostolo, tum demùm ex Ecclesiæ interpretatione et praxi ; ut omittam juxta adversariorum expositionem sequi longè pejorem fore conditionem innocentis quàm adulteræ ; innocens enim quæ injustè dimissa esset, alterum non posset inire conjugium ; posset verò ea quæ ob fornicationis crimen repudiata est.

140. Ad 4. D. Si reipsà adversariorum expositio subsisteret, C.; si planè adversetur Christi menti ejusque doctrinæ, N. Porrò ostendimus illam nullo modo admitti posse quin conjugii honestas et firmitas labefactetur, eamque adversari prorsùs doctrinæ Salvatoris nostri tum per loca parallela, tum per Apostolum patefactæ.

141. Ad 5. D. Quoad causam divortii, Tr. vel C. ; quoad causam dissolutionis, N. Assumunt enim adversarii tanquàm certum quod falsum est, Christum scilicet apud Matthæum fornicationem veluti causam

(1) Hanc interpretationem jam dederat Jos. Motta in Diatribâ de divortiatorum jure, Venet. 1727, § 123, et § 19, seqq. Calmet id ipsum insinuaverat Comment. in Deut. 24, 1. Interpretationem hanc illustrandam et insinuandam assumpsit sibi Lud. Nachi abbas Camaldulens., in eruditâ diss. hàc de re editâ Venet. 1792. Nonnulli magno impetu adversùs eam insurrexerunt, ita ut vix Nachium hæreseos non damnaverint, eò quòd opinionem tutatus fuerit constanti doctrinæ Patrum repugnantem, et alcæ plenam. Verùm nihil in eâ sententiâ quod periculum redoleat inesse videtur. Nec enim omnis Scripturæ interpretatio nova contraria est Patribus, sed ea tantùm quæ fidei adversatur aut receptæ in Ecclesiâ doctrinæ. Si qua autem interpretatio fidem et Ecclesiæ doctrinam juvat et firmat potiùs, non ideò aspernenda quòd nova sit. Hinc optimè S. Bernardus : *Si quid*, scribit, *dictum est præter Patres, quod non sit contra Patres ; nec Patribus arbitror, nec cuiquam displicere debere.* Hom. 4 super *Missus est*, edit. Maur., tom. 5, col. 761.

(1) Cf. Bellarm. loc. cit. n. 23. Cf. etiam eruditum Motta, Diatr. et loc. cit., qui advertit acrem quæstionem tunc viguisse, inter Sammæanos et Hillelianos, circa causam quam requirebat lex ad repudium, ne lascivientis mariti arbitrio, indissolubile vinculum, ac naturâ arctissimum ligamen, non sine etiam familiarum perturbatione violaretur. Sacer textus præscribit, pro causâ dispensationis à lege maritali à Deo latâ, uxoris *fœditatem*, Deut. 24, 1; Hebr. est ערות דבר, quæ voces propriè significant *nuditatem rei ;* est enim ערוה à rad. ערה, *nudus fuit ;* metonymicè verò accipitur eadem vox pro *turpitudine* ac *fœditate*. Cf. Winer in Lexico Manuali ad hanc vocem. Sanè omnes antiquæ versiones, Alexandr., Syriaca, Samaritana, Arabica, etc., habent *rem turpem*. Jam verò quid Moyses per ejusmodi *fœditatem* seu *rem turpem* significare voluerit, quæstio magna exstitit inter duas recensitas scholas. Judæi sententiam Sammæi patris, seu secundi à principe synedrii, nimiâ facilitate repudium jam indulgentis sectantes, ex minimâ causâ uxores proprias dimittebant ; juxta indulgentiorem adhuc facilitatem scholæ Hillelianæ, dimitti poterant uxores etiam ob dapes nimio igne adustas eique appositas ; ex sententiâ etiam rabbi Akibæ, si maritus invenerit aliam eâ pulchriorem aut sibi commodiorem. Christus Dominus has omnes causas rejecit, et causam divortii ad solam causam adulterii revocavit ; deinde adjecit nemini fas esse, post peractum divortium, aliam præterea ducere uxorem. Cf. Seldenum : *Uxor Hebræa*, lib. 3, cap. 18, Iahn, *Enchiridion hermeneut. generale*, § 29, quoad interpretationem Deut. 24, 1.

dissolutionis conjugii, et facultatis ineundi novas nuptias assignâsse, cùm tamen ejusmodi sive dissolutionis sive facultatis Christus ibidem nec verbum habeat, aut penitùs excludat juxta dicta. Optimè verò inter se tres evangelistæ componuntur, si dicatur de solo divortio quoad torum et habitationem Christum Dominum esse locutum apud Matthæum; alioquin falsæ essent sententiæ absolutæ ipsius Christi quæ leguntur apud Marcum et Lucam (1).

142. Ad 6. N. Apostoli enim verba absoluta sunt et universalia; etenim 1 Cor. 7, 10 : *His*, inquit, *qui matrimonio juncti sunt, præcipio, non ego, sed Dominus, uxorem à viro non discedere; quòd si discesserit, manere innuptam, aut viro suo reconciliari;* tum ibid., v. 39 : *Mulier alligata est legi* QUANTO TEMPORE *vir ejus vivit; quòd si dormierit* (non si fornicatus fuerit) *vir ejus, liberata est; cui vult nubat;* tum denique Rom. 7, 2, seqq., ubi iterùm inculcat : *Si mortuus fuerit vir ejus, soluta est à lege viri; igitur, vivente viro, vocabitur adultera si fuerit cum alio viro.* Jam verò cùm adulterii casus non adeò infrequens sit, ut extraordinarius dici possit, si per illud crimen conjugium dissolveretur, vera non esset toties inculcata ab Apostolo perpetua matrimonii indissolubilitas.

143. II. Obj. : 1° Plures Patres, quos recenset Launoius (2), docuerunt solvi conjugium per adulterium; 2° plura item concilia idipsum astruunt, inter quæ peculiariter recensentur Arelatense I, an. 314 celebratum; Venetense in minori Britanniâ, an. 465; Vermeriense an. 752; Compediense an. 757. Quibus addendum ipsum Pœnitentiale Romanum, quod potestatem tribuit conjugi innocenti ut iterùm nubat, vetat autem parti nocenti. 3° Haud paucæ leges imperiales id ipsum statuunt æquâ causâ ductæ, cùm nemo teneatur absque suâ culpâ perpetuam continentiam profiteri. 4° His omnibus permoti insignes theologi, Cajetanus, Catharinus, Erasmus et Launoius, non dubitârunt cum Græcis propugnare conjugium per adulterium penitùs dirimi. 5° Quod vel ipsâ œconomiâ, seu temperamento quo usum est Tridentinum, adstruitur; vel enim propter adulterium reipsà dirimitur conjugium juxta Christi sententiam, et in hâc hypothesi erravit reipsà et errat Ecclesia Latina, dùm docuit ac docet juxta evangelicam et apostolicam doctrinam illud non dirimi; vel propter adulterium dirimi non potest, et in hâc hypothesi errat Ecclesia Græca, dùm docuit ac docet propter fornicationem matrimonium dissolvi, et tunc concipi nequit quomodò Tridentinum toleraverit, et adhuc Ecclesia Latina toleret in Græcis Catholicis tot conjugiorum solutiones, ac proinde totidem adulteria. Dicendum igitur nihil à Christo et ab Apostolo fuisse constitutum, sed agi de re merè disciplinari, de quâ Ecclesia pro diversis rerum adjunctis statuere potest, prout ad societatis bonum conferre sibi visum fuerit. Ergo.

144. R. Ad 1. D. Id docuerunt tot Patres quot reconset Launoius, N.; aliquot, nondùm ab Ecclesiâ diremptâ quæstione, Tr. Cùm singula à Launoio congesta Patrum testimonia expendere nobis datum non sit, ne nimis protrahatur hæc disceptatio, generatim ad elidendam illorum vim observamus, 1° plures ab eo Patres laudari, qui ejus opinionem funditùs labefactant, cujusmodi sunt Hieronymus, Ambrosius, Innocentius I et Gregorius M. (1); 2° plurium sententias Launoium corrupisse atque vitiâsse, uti apertè ostendit inter cæteros Jac. Leullierius (2); nos verò brevitatis gratiâ unum seligimus malæ ipsius fidei exemplum. Cùm enim Joannes VIII, in epist. 65 ad Ederedum gentis Anglicæ archiepiscopum respondisset : *Cùm priorem legitimo sibi matrimonio junctam quisquam deserere nequeat, nullâ ratione prorsùs illi conceditur aliam, vivente priore, conducere*, Launoius incommoda illa verba : *Nullâ ratione prorsùs*, quæ totam immutant sententiam, planè sustulit. Item in his Joannis VIII verbis : *Præcipimus neque virum ab uxore, neque uxorem à viro, nisi causâ fornicationis, discedere; quòd si ob* HOC *discesserit, manere innuptum vel innuptam*, Launoius immutavit vocem *hoc* in *aliud*, quâ mutatione alia omninò evadit Pontificis mens (3). Crimine ab uno disce omnes; 3° animadvertimus Launoium multos quoque Patres sibi favere existimâsse, propterea quòd verba Christi recitantes affirmant nefas esse, exceptâ adulterii causâ, uxorem dimittere et aliam ducere. Hæc verò satis commodè exponi possunt eâ ratione quâ exposuimus verba Christi; tales sunt Origenes, Tertullianus, Lactantius, Hilarius Pictaviensis atque Isidorus (4). 4° Eorum quoque suffragio gloriari Launoium, quos debebat tanquàm sibi maximè adversantes agnoscere; laudat enim S. Basilium atque Epiphanium, qui non ob solum adulterium, sed et propter alia flagitia matrimonii solutionem videntur admittere (5), quod certè Launoius non dicet; 5° denique

(1) Cf. Bellarm. l. cit.

(2) De regiâ in matrimonium Potestate, p. 3, art. 1, cap. 5, edit. cit. opp. t. 1, p. 2, pag. 826, seqq.

(1) Istorum testimonia superiùs dedimus.

(2) In op. : In librum magistri Launoii theol. Paris., qui inscribitur : Regia in matrimonium Potestas, observationes, inter opera Laun. cit. edit. Colon., tom. 4, p. 2. Cf. observ. 1, § 2, seqq., observ. 2, etc.

(3) Ibid., observat. 4, § 13. Cùm Marcus Antonius de Dominis, ex quo documenta sua hausit Launoius, auctoritatem Joannis VIII prætermisisset utpote sibi contrariam, hanc retulit Launoius, atque ut in sententiam suam traheret, textum vitiavit. Insignis sanè probitas hostium Ecclesiæ Romanæ!

(4) Cf. Tournely, l. c., p. 263, seq.; Collet. op. cit., n. 167, seq., qui longè majori diligentiâ in singula objecta Patrum Græcorum ac Latinorum loca inquirit, quàm Tournelyus, ostenditque saltem dubios esse textus qui ex his aliisque Patribus afferuntur à Launoio.

(5) Juxta edit. Maur. opp. S. Basilii in annot. ad can. 5, S. doctoris in epist. canonicâ 1 ad Amphilochium, quæ est n. 188. Secutus est S. Basilius Romanas leges, quas tamen fatetur cum Evangelio minùs consentire. Lex Constantini jubet *in repudio mittendo à feminâ in hæc sola crimina inquiri, si homicidam, vel medicamentarium, vel sepulcrorum dissolutorem maritum suum esse probaverit.* At eâdem lege viris conceditur ut adulteras uxores dimittant. Basilium præterea censuisse ream adulterii esse uxorem, quæ injustè dimissa alteri nupserit, minimè verò maritum juxta consuetudinem quæ tunc obtinebat apud Græcos, ar-

nil mirum esse si nonnulli Patres solutionem propter adulterium admittere videntur, cùm perdifficilem quæstionem agerent nondùm iis temporibus expeditam, nec ullo adhuc Ecclesiæ universalis judicio explanatam. Quare ipse S. Augustinus, de cujus sententiâ dubitari nequit, in lib. de Fide et Operibus ita scribebat : *In ipsis divinis sententiis ita obscurum est, utrum et iste, cui quidem sine dubio adulteram licet dimittere, adulter tamen habeatur, si alteram duxerit, ut, quantùm existimo, venialiter ibi quisque fallatur*, cap. 19, n. 20. Ex quo autem concilium Florentinum, seu Eugenius IV, in Instruct. Armenorum (1) et præsertim concilium Tridentinum apertè docuerunt Matrimonium in ipso adulterii casu insolubile esse, jam nullus vel minimus dubitandi locus esse potest (2).

145. Ad 2. D. Nonnulla concilia ac Pœnitentiale Romanum potestatem faciunt conjugi innocenti ut iterùm nubat post obitum conjugis adulteri, cui juxta severiorem illius ætatis disciplinam id non concedebatur, C.; vivente adhuc conjuge adultero, N. Id colligitur ex conc. Forojuliensi ac Triburiensi (3), tum ex S. Leone in epist. ad Rusticum Narbonensem (4), ex quibus patet eam disciplinam olim viguisse, quæ nonnullorum documentorum illustrationi inservit. Si quæ tamen concilia provincialia sunt aut pœnitentialia (5), quæ commodè explicari non possint de solutione quoad torum et habitationem, iis applicanda est observatio quam quinto loco posuimus in superiori responsione. Neque illud silentio prætereundum, quòd non pauci abusus quandoque in nonnullis provinciis irrepserint circa conjugiorum dissolutionem, qui apertè pugnant cum lege evangelicâ ac doctrinâ universæ Ecclesiæ (1), ex quibus propterea Launoius nullum pro causâ suâ potest patrocinium quærere.

146. Ad 3. D. Quæ propterea à Patribus atque Ecclesiâ improbatæ sunt, C.; quæ jus legitimum tribuant, N. Nullæ enim hominum leges possunt legi evangelicæ et apostolicæ derogare (2). Quod verò subditur de æquitate nullius momenti esse deprehendet, qui animadvertit semper in potestate esse læsi conjugis cum nocente reconciliari, si nolit perpetuam continentiam profiteri (3); ac propterea ejusmodi incommodo quempiam subjici per infirmitatem aut absentiam alterius conjugis, prout jamdiù annotavit S. Augustinus (4).

147. Ad 4. D. Ante concilium Tridentinum, si de Cajetano, Catharino et Erasmo sit sermo, C.; post Tridentinum subd. Nonnulli temerarii et hæreticorum fautores, C.; verè Catholici, N. Cùm tres priores scripserint antequàm à concilio Tridentino canon de quo agimus constitutus esset, aliquâ veniâ digni sunt, præsertim cùm omnes disertis verbis se subjecerint Ecclesiæ judicio (5). Cæterùm Cajetanum et Catharinum novitatum aucupes plus æquo fuisse sæpiùs annotavimus, Erasmum verò non theologum, sed grammaticum fuisse quodammodò præformatorem tot errorum quos postea Lutherus adoptavit ac suos fecit, aliàs pariter admonuimus; inter hos autem et ille annumeratur de conjugii dissolutione propter adulterium (6). Launoius porrò audax et intemperans criticus non dubitavit causam Protestantium agere tum in hoc tum in aliis catholicæ doctrinæ capitibus contra Tridentini et Romanorum pontificum sanctiones (7). Ejus proinde nulla ratio habenda est, imò ab ipso perpetuò cavendum.

bitratur idem Maurinus editor, qui tamen adjicit S. doctorem aliter docuisse ante episcopatum. Arcudius, de Matrimonio, cap. 21 et 22, omni quâ potest ratione nititur Basilii verba in bonum sensum trahere. Certè non uno in loco S. doctor communem doctrinam sequitur. Cf. etiam Collet op. cit., n. 194, seq. Quæ dicta sunt de S. Basilio accommodari pariter debent S. Epiphanio de quo pariter cf. auctores cit.

(1) Apud Harduin., Acta, etc., tom. 9, col. 440.

(2) Cf. quæ adversùs Launoium scribit Leullier., op. cit. observ. 4, § 10 et seq.; nec enim veritus est Launoius cum apostatâ Spalatensi, M. A. de Dominis, tum decretum Eugenii IV, tum canonem Tridentinum carpere et vellicare.

(3) Concilium Forojuliense celebratum est an. 791; Triburiense verò an. 895. Porrò illud can. 10, statuit, ut, *resoluto fornicationis causâ jugali vinculo, non liceat viro, quamdiù adultera vivit, aliam uxorem ducere, licèt sit illa adultera; sed nec adulteræ, quæ pœnas gravissimas vel pœnitentiæ tormentum luere debet, alium accipere virum, nec vivente,* NEC MORTUO, *quem non erubuit defraudare,* MARITO. Apud Hard., tom. 4, col. 859, seq. Istud verò, can. 43 : *Mulier* quæ *tantum nefas commiserat, ulteriùs pœniteat, atque* CONTINENS ET INNUPTA PERMANEAT. Ibid. tom. 6, col. 455.

(4) Quæ in edit. Ballerin. est 167, in resp. ad inquisition. 13, col. 1425.

(5) Talia, ex. gr., sunt Capitula selecta Theodori Cantuariens. apud Dacherium, tom. 9 Spicilegii, in quorum 113 statuitur : *Laicus à quo recessit mulier, cum consensu episcopi post septem annos aliam accipiat; si in captivitatem per vim ducta est, post annum aliam accipere potest;* et in 116 : *Cujus uxor fornicatur, licet eam dimittere, et aliam accipere*, p. 62.

(1) Hujus rei præter duo capitula modo allata ex Theodoro Cantuar. fidem faciunt conc. Vermeriense, an. 742 celebratum, quod can. 2, 5, 9, 17, quos quisque apud Hard. tom. 3, col. 1990, seqq., recolere potest, eam facit facultatem nubendi quam nemo sanè admittet; item concil. Venetense an. 465, can. 2, ib. tom. 2, col. 797. Cf. etiam Nat. Alex. Hist. Eccl. sec. 7, cap. 4, art. 9, n. 7, ubi notat abusum qui irrepserat in Galliis, ut matrimonia bonâ gratiâ, seu mutuo consensu conjugum, ob solam discordiam et rixas continuas dissolverentur. Item ibid., art. 10, ubi agit de Theodoro Cantuariensi.

(2) Cf. Leullerium, opere cit., observat. 4, § 7, seqq.

(3) Cf. Bellarm. de Matr. c. 17, n. 5.

(4) De adulterin. Conjugiis, lib. 2, cap. 6, 7, 9.

(5) Cf. Bellarm., l. c., cap. 15, n. 14.

(6) Erasmus enim suas edidit annotationes et paraphrases in sac. Scrip., adeòque et in cap. 5 et 19 Matth., et 10 Marci, item cap. 7 Epist. 1 ad Corinth., ubi fusissimè probare nititur solvi conjugium propter adulterium, an. 1515, biennio nempe antequàm Lutheri factio oriretur. Ex hâc epochâ proinde deprehendimus non Erasmum à Luthero, sed Lutherum ab Erasmo hunc errorem hausisse. Cæterùm, cùm an. 1526 facultas Parisiensis ex Erasmi commentariis quatuor propositiones excerpsisset, quibus adstruebatur conjugii solutio propter fornicationem, et *hæreticas* declarâsset, Erasmus huic censuræ se subjecit.

(7) Cf. etiam adversùs Launoium Joan. Bapt. Thiers

148. Ad 5. N. Prudens enim œconomia quâ usum est Tridentinum nec Græcis favet, nec evincit agi in casu nostro de re tantùm disciplinari ac liberâ, quæ nempe subsit Ecclesiæ potestati. Enimverò animadvertimus superioribus seculis quæstionem hanc nondùm fuisse eliquatam, nec ullo Ecclesiæ judicio diremptam, nonnullos proinde Patres et concilia, etiam interdùm aut provincialia aut nationalia in diversas circa hoc doctrinæ catholicæ caput abiisse sententias. Porrò apud Græcos invaluerat sententia de dissolutione conjugii ob adulterium, ac propterea consuetudo illud dirimendi quin ulteriùs quærerent. Apud Latinos, præsertim verò in Ecclesiâ Romanâ, contraria sententia et praxis constanter viguit, quin tamen hâc de causâ unquàm Græci Latinis molestiam creaverint, propriâ consuetudine contenti. Cùm verò insurrexerint Protestantes, et Ecclesiam erroris ob hanc doctrinam accusârint, concilium Tridentinum adversùs eos directè canonem emisit, quo ipsorum audacia frangeretur, et indirectè ut erronea et prava traduceretur sententia et praxis Græcorum. Exinde patet Ecclesiam, quamvis directè anathemate Græcos non perculerit, nullâ tamen ratione aut cohonestare aut tolerare praxim Græcorum tanquàm legitimam, imò prorsùs ut ream ac pravam traducere, utpote quæ opponatur doctrinæ evangelicæ et apostolicæ quæ hanc solutionem damnat. Quòd si Græci pergant ita sentire et agere, ac propterea peccent dùm ita se gerunt, nisi eos ineluctabilis ignorantia excuset, ipsi viderint; nam in hoc casu eâdem ratione hæc peccata invitè tolerat Ecclesia prout tolerat cæteros peccatores (1). Hinc ruit quod ab adversariis subditur de praxi disciplinari quæ Ecclesiæ potestati subjiciatur (2).

Defensionem diss. de Auctoritate negantis, argumenti, Paris., 1664. Quanquàm, quod attinet ad impugnationis rationem, accusatus fuit Thiers quòd acrem nimiùm ac vehementem se exhibuerit, ita ut ipsi applicatum fuerit Virgilianum illud : Tantæne animis cœlestibus iræ?

(1) Quare etiam Klee, in cit. dissert. de Matrimon., Moguntiæ 1833, pag. 56, notâ (2) observat quòd anathema concil. Tridentini non feriat eos qui in falsam praxim lapsi sunt, neque eos qui theoricè astruunt dissolutionem conjugii, malè quidem sed tamen *verisimiliter*, seu juxta opinionem, sed illos tantùm, qui dogmaticè affirmant Ecclesiam errorem docuisse aut docere, dùm tradit conjugia ob adulterium alterius conjugum dissolvi non posse. Certè, pergit ipse, canonis materia eos quoque perstringit qui malè operantur ac opinantur. Cf. tamen Collet. l. c. n. 315, seq.

(2) Cf. Renaudotium, *de la Perpétuité de la foi*, liv. 6, ch. 7, qui tamen plus quàm par sit progredi videtur; etenim præterquàm quòd in dubium revocat additamenta, quæ leguntur in Actis vulgatis concilii Florentini, in quibus juxta dicta Eugenius IV exprobrat Græcis conjugiorum dissolutionem propter adulterium, affirmat liberum esse Græcis degentibus sub Latinorum ditione, novas inire nuptias post repudium adulteræ, aut saltem nihil adversùs hunc usum statutum fuisse. Jam verò, uti observat Klee, loco c., Clemens VIII, an. 1595, jussit in instructione quam pro Italo-Græcis dedit, decreta conc. Tridentini relativa ad conjugia verti in Græcam linguam vulgarem, et publicari penes Græcos et Albanenses; nec ullo pacto sacerdotibus integrum esse declaravit, ut per-

Propositio VI. — *Non errat Ecclesia cùm ob multas causas separationem inter conjuges quoad torum, seu quoad cohabitationem, ad certum incertumve tempus fieri posse decernit.*

149. Est de fide; totidem siquidem verbis ea definita est à Tridentino sess. 24 hoc can. 7 : *Si quis dixerit Ecclesiam errare, cùm ob multas causas separationem inter conjuges, quoad torum, seu quoad habitationem, ad certum incertumve tempus fieri posse decernit; anathema sit.*

150. Hæ autem causæ ad quatuor potissimè revocantur, quarum prima est adulterium juxta illud Christi apud Matth. 19, 9 : *Quicumque dimiserit uxorem suam, nisi ob fornicationem, et aliam duxerit, mœchatur.* Cùm enim ex dictis hoc Christi oraculum intelligi nequeat de dissolutione conjugii quoad vinculum, sequitur intelligendum esse de dimissione quoad torum et quidem in perpetuum, ita ut qui ita dimittit, possit sine consensu dimissi vel dimissæ, vitam monasticam profiteri aut sacris ordinibus initiari (1). Altera causa est alterius conjugis apostasia vel hæresis cum periculo subversionis alterius juxta illud Apostoli, Tit. 3, 10 : *Hæreticum hominem... devita*, et illud Christi Matth. 5, 29 : *Si oculus tuus dexter scandalizat te, erue eum et projice abs te;* tum etiam, Matth. 10, 37 : *Qui amat patrem aut matrem... plus quàm me, non est me dignus.* Tertia causa, si alter conjugum impellat alterum ad peccatum, ita ut non possit alter cum altero cohabitare sine Deum offendendi periculo; quod ex iisdem Christi oraculis constat. Quarta denique causa est mutuus consensus ad religiosum aliquod institutum profitendum, vel ad suscipiendos sacros ordines, quò spectat illa Christi sententia Matth. 10, 29 : *Omnis qui reliquerit... uxorem... propter nomen meum, centuplum accipiet et vitam æternam possidebit*, prout reipsà fecerunt apostoli. Ad ordinationem verò præter uxoris consensum requiritur ut ipsa, si juvenis præsertim sit, religionem aliquam profiteatur; quòd si fuerit senex atque extra incontinentiæ periculum, ut votum simplex castitatis saltem emittat coram episcopo (2). Has causas generatim complectitur Apostolus, 1 Corinth. 7, 11 : *Quòd si discesserit, manere innuptam, aut viro suo reconciliari.*

mitterent dissolvi conjugia, eamque, si qua tentaretur dissolutio, tanquàm nullam ac irritam haberi. Hanc porro instructionem confirmavit Benedictus XIV, in constit. *Etsi pastoralis*, datâ die 6 maii 1742, in cujus § 7, n. 2, decrevit Pontifex : « Matrimonia inter conjuges Græcos dirimi, seu divortia, quoad vinculum, fieri nullo modo permittant, aut patiantur (ordinarii locorum); et si quæ de facto præcesserunt, nulla et irrita declarent. » Cf. in Bullario ejusdem Pontif., ubi est n. 57, tomi 1 p. 179. Cf. etiam ejusdem opus de Synodo, lib. 13, cap. 22, § 4, ubi refert à S. congregatione denegatam fuisse facultatem denuò nubendi Græco, qui eam petierat, quòd ejus uxor mœchata esset, ejusque crimen juridicè fuisset probatum, ac præterea à judicibus lata fuisset sententia, quâ posset novum matrimonium inire.

(1) De Convers. conjugatorum, cap. 15, apud Pithœum, tomo 2, pag. 175.

(2) Loco cit. de Convers. conjugat., cap. 5 et 6, ibid., p. 174.

151. Cùm jamdiù obsoleverit novatorum error à Tridentino canone proscriptus, ab afferendis ipsorum difficultatibus supersedemus, quas dicussit Bellarminus ac plenè disjecit in lib. unic. *de Matrimonio*, cap. 14. Ad conditiones verò quod attinet, quæ in præfatis causis requiruntur, ut legitima fiat separatio inter conjuges, eas explanant canonistæ ac theologiæ moralis institutores ad quos hæc provincia spectat; hæc enim persequi nostri muneris non est.

CAPUT III.

DE IMPEDIMENTIS MATRIMONII EORUMQUE STATUENDORUM FACULTATE.

152. *Impedimenti* nomine in subjectâ materiâ significatur id omne quod obstat quominùs matrimonium *validè* aut *licitè* contrahi possit. Si tale sit ejusmodi obstaculum sive impedimentum ut conjugium irritum prorsùs ac nullum efficiat, dicitur *dirimens;* si verò tale sit ut connubium illicitum tantùm reddat, *impediens* nuncupatur. Cùm autem omnium jam sermone trita hæc vocabula sint et pervulgata, quamvis, ut nonnulli contendunt, minùs propria sint (1), non inde propter-

(1) Jamdiù Launoius, in cit. libro de regiâ in matrimonium Potestate, opp. edit. Colon. tomo 1, p. 626, de impedimentis dirimentibus scribens, eam adjecerat observationem : « Romanâ simplicitate diceretur magis propriè et apertiùs : non servatis nec solutis legibus vir et mulier ad contrahendum matrimonium redduntur inhabiles; solutis, habiles. » Goschl. in op. *Versuch einer historischen Dartstellung der Ehegesetze*, seu *Specimen expositionis historicæ legum matrimonialium*, *Aschaffenburg* 1838, p. 134, n. 348, censet *impedimentorum impedientium et dirimentium* nomenclationem et divisionem in divisione S. Thomæ, Suppl., q. 41, 68, suum fundamentum habere. Cæterùm cùm neque sic dicta impedimenta dirimentia propriè *dirimant* matrimonium, sed prorsùs nequidem verum matrimonium contrahi sinant; neque impedimenta impedientia nuncupata propriè *impediant*, quia etsi cum illis illicitè contrahatur, subsistit tamen, hinc non pauci vellent aliis nominibus ea vocari. Th. Dolliner Juris matrimonialis, prout in Austriâ inde à temporibus Josephinis traditur, editor, in op. *Handbuch des in Oesterreich geltenden Eherechts*, seu *Manuale juris matrimonialis in Austriâ vigentis*, *Wien.*, 1813, paginâ 57, mallet ea vocari *obstacula matrimonii*, et ita reipsà vocat in tomo 2 operis sui. Sanè jus matrimoniale Austriacum (quod alioquin potestatem Ecclesiæ ad meras prohibitiones, et ad sic dicta impedimenta impedientia coarctat) jam ab an. circiter 1819 impedimenta merè canonica nonnisi *præcepta prohibitiva (Eheverbothe)*, civilia verò, *impedimenta (Ehehindernisse)* nuncupare consuevit. Alii arbitrantur meliùs vocari posse impedimenta dirimentia *causas nullitatis*, impedientia autem *simplicia impedimenta*, ut Dr. Ant. Theiner in peculari dissert. de Matrimonio quam Uratislaviæ, 1825, edidit, et in quâ varias doctorum catholicorum circa hanc quæstionem opiniones proposuit. Notiones porrò impedimentorum utriusque generis uberiùs evolvit et illustravit Nic. Munchen in dissert. de Jure Eccles. cathol. statuendi impedimenta matrimonium dirimentia. Colon. 1827, p. 20, seqq., et p. 35, seqq. Cùm tamen card. Bellarminus, op. c., cap. 18, n. 3, jamdiù animadvertit impedimenta dirimentia non ideò sic nuncupari quòd matrimonium *verum* dirimant, sed quia matrimonium *de facto*, non *de jure* contractum irritum reddunt; exinde patet nihil esse in tali nomenclatione, quo etiam delicatiores offendi possint, quin necesse ea cogimur ad eam loquendi rationem descendam.

153. Impedimenta quæ irritum conjugium, ac nullius valoris efficiunt, quindecim numerantur, quæ his versibus continentur :

Error, conditio, votum, cognatio, crimen;
Cultûs disparitas, vis, ordo, ligamen, honestas;
Amens, affinis, si clandestinus et impos.
Si mulier sit rapta, loco nec reddita tuto.
Hæc facienda vetant connubia, facta retractant.

154. Impedimenta porrò quæ conjugium illegitimum tantùm reddunt quatuor sunt his versibus expressa :

Ecclesiæ vetitum, tempus, sponsalia, votum
Impediunt fieri, permittunt juncta tenere.

155. De singulis ex professo agunt canonistæ ac theologiæ moralis institutores. Dogmatici theologi munus est vindicare potestatem legislativam Ecclesiæ in illis statuendis, quod et nos facere aggredimur. Vix ulla controversia viget circa impedimenta impedientia nuncupata, ast magna reperitur circa dirimentia 1° inter Protestantes et Catholicos. 2° Inter pseudo-politicos, theologosque neotericos *regalistas* dictos, et sinceros Catholicos qui partes Ecclesiæ tuentur.

156. Waldenses omnium primi impedimenta matrimonium dirimentia contemnere ausi sunt (1); Lutherus et Calvinus cum suis sectariis matrimonium ut merum contractum civilem spectantes, minimè verò ut Sacramentum, non alia agnovêre impedimenta, quàm quæ in Levitico, cap. 18, constituta sunt, nec aliud quidpiam in Christianorum conjugio admiserunt, quod non esset politicæ ac civili potestati obnoxium.

157. Marcus Antonius de Dominis, primis sec. XVII annis, archiepiscopus Spalentensis, dein verò apostata, totus in id incubuit, ut efficeret matrimonii vinculum et causas matrimoniales potestati ecclesiasticæ nullo modo subesse, etiamsi admitteretur matrimonium esse Sacramentum, quod tamen apostata negabat (2). Marcum Ant. de Dominis pressè secutus est, imò magnâ ex parte descripsit Launoius in opere quod edidit de regiâ in matrimonium Potestate, an. 1672. Constituit porrò Launoius, facultatem statuendi impedimenta matrimonium dirimentia adeò proprio et nativo jure ad solos reges et principes pertinere, ut Ecclesia eam exercere non possit nisi vel usurpatione, vel indulgentiâ ac concessione principum (3); cùm verò animadverterit, concilium Tridentinum docuisse sess. 14, can. 4, quem inferiùs dabimus, hanc potestatem Ecclesiæ competere sub anathematis pœnâ; novo planè ac antea inaudito figmento contendit doctor hic Parisiensis Tridentinos Patres Ecclesiæ nomine reges ac principes significâsse.

158. Quamvis ab initio erronea Launoii doctrina

sit à recepto longâ seculorum serie usu loquendi recedere.

(1) Sacra propterea facultas Parisiensis in damnatione Lutheranæ doctrinæ sententiam, quâ Ecclesiæ in rebus matrimonialibus potestas denegabatur, velut *ex damnato Waldensium errore procedentem confixit.*

(2) De Repub. ecclesiast. l. 5, c. 11.

(3) Art. 4, cap. 3, edit. cit., p. 749, seqq.

penè jacuerit, imò acriter fuerit impugnata (1); postea tamen si peculiarem ejus canonis 4 Tridentini interpretationem excipias, propugnari paulatim cœpit, seculo præsertim elapso, cùm studium ferveret ecclesiasticæ potestati adversum. Rati nonnulli theologi et canonistæ quòd concilium in illo canone apertè non declaraverit utrùm ex Christi institutione, an verò ex indulgentiâ principum potestas in causis matrimonialibus Ecclesiæ competat, in eam venerunt sententiam ut assererent originarium jus statuendi impedimenta proprium principum esse, Ecclesiam autem ex principum concessione eam per plura secula exercuisse, aut etiam exercere. Magno impetu exinde causidicorum et canonistarum turba eam doctrinam propugnare aggressa est (2). Inter hos eminet Bened. Oberhauser, qui thesim insequentem Fuldæ propugnandam proposuit an. 1765, *potestatem Ecclesiæ statuendi impedimenta matrimonium dirimentia esse ex beneficio juris alieni.* Quam assertionem cùm Lud. Beck, aliique *hæreseos* notâssent, Oberhauser duplici edito libello notam hanc à se repellere nisus est, in quibus totam suam theoriam exposuit, et suos adversarios impugnavit (3). Ast irrito conatu, siquidem et hæc theoria rursum hæreseos fuit expostulata, cui impugnationi perperam amarulentum libellum ipse iterùm opposuit (4).

(1) Insurrexit statim adversùs Launoium Dom. Galesius Rubensium episcopus, in op. : *Ecclesiastica in matrimonium Potestas. Apologema pro vetustissimâ et catholicâ de jure Ecclesiæ in sanciendis legibus fidelium matrimonium impedientibus et dirimentibus. Romæ* 1677. Cui Launoius peculiari libello respondere conatus est, cui tit. : *Joannis Launoii, contentorum in libro Galesii erratorum index locupletissimus. Paris.*, 1677, inter opp. Laun., t. c., p. 883-1000. Insurrexit præterea Jac. Leullerius doctor Sorbonicus atque S. Ludovici in insulâ Parisiensi parochus, op. cit. : *In librum magistri Launoii theologi Parisiensis, qui inscribitur* : Regia in matrimonium potestas, *observationes, auctore theologo Parisiensi. Paris.*, 1678. Hic præter innumera propemodùm Launoii ratiocinia quæ falsa deprehendit, quæque emendavit, ostendit, ut paulò ante innuimus, plurium ab eo auctorum textus fuisse depravatos, et in alienum sensum violenter detortos, totumque ferè à Launoio expilatum et transcriptum Spalatensium quondam antistitem, deinde hæreticum apostatam Marc. Antonium de Dominis. Demùm in Launoium calamum acuit Gerbaisius, doctor pariter Sorbonicus, in op. : *Traité du pouvoir de l'Eglise et des princes sur les empêchements du mariage. Paris*, 1690. De Thiers pariter Launoii impugnatore superiùs verba fecimus.

(2) Cf. Roskowany, op. cit. § 8, qui observat ejusmodi canonistas veritos non esse ecclesiasticam potestatem impetere, ex principio systematis Protestantium collegialis ; nec defuisse qui affirmarent regulas de matrimonio in sacrâ Scripturâ contentas pro Judaico solùm populo latas esse, juribusque statûs civilis derogare nequivisse.

(3) Horum libellorum prior sic inscribitur : *Systema historico-criticum divisarum potestatum in legibus matrimonialibus impedimentorum dirimentium, ex avitis principiis sanæ theologiæ et jurisprudentiæ canonicæ.* Posterior verò : *Apologia historico-critica divisarum potestatum*, etc.

(4) Cui titulum fecit : *Causa decisa divisarum potestatum in legibus matrimonialibus*. Franc. 1777. In hoc porrò libello Oberhauser modestiæ et æquitatis

159. Sub horum theologorum et canonistarum auspiciis prodiit an. 1783, constitutio Josephi II, quâ cognitio causarum matrimonialium judicio imperii civilis committitur. Summum principium novæ hujus legislationis matrimonialis innititur in eo quòd, « matrimonium sit civilis contractus, ac ut talis à paritate aliorum contractuum et pactorum à civili foro regi debeat, ideòque solum imperium civile vera, id est, dirimentia, ut dicunt, matrimonii impedimenta statuere, et in iis dispensare possit (1). » Ecclesiæ ex hâc constitutione id unum permittitur ut possit *præcepta quædam prohibitiva* constituere quæ religionem et mores promoveant ad conservandam Sacramenti Matrimonii dignitatem. Imperiale Josephi edictum plures intulit perturbationes, ac diuturnum exortum inde est certamen, quod effecit ut *dispensationum* matrimonialium systema intra 40 annos pluries mutaretur (2).

160. Legislationis Austriacæ principia pluribus astruere ac defendere professores canonum et theologi Jansenianorum placitis addicti nisi sunt, inter quos in Belgio non obtinet postremum locum Le Plat (3), in Italiâ Aloysius Litta (4), Petrus Tamburini (5), et Th. Nestius (6), in Brisgoviâ Jos. Ant. Petzek, Adopta-

leges excessisse, atque Launoii argumenta pro principum jure in causis matrimonialibus congessisse, ostenditur in *Wienerische Kirchenzeitung*, seu *Ephemerid. ecclesiasticis Vindobonensibus* 1786, p. 445, seqq. Adversùs novum hunc Oberhauseri libellum scripsit M. A. Hochstadt in Disquisitione canonicâ, Mogunt. 1780, cui ille aliam opposuit lucubrationem : *Pagellæ volantes de causâ decisâ pro studio juris regii integri illustrandâ*, Francof. et Lips. 1782.

(1) Cf. *Vollständige Sammlung aller Verordnungen und Gesetze Joseph's des Zweyten*, seu : *Completa collectio omnium decretorum et legum Josephi II, Wien.* 1788.

(2) Historiam dispensationum juxta plures epochas digessit Thomas Dolliner, in opere cit. *Handbuch des in Oesterreich geltenden Eherechts*, seu *Manuale juris matrimonialis in Austriâ vigentis. Wien.*, 1814, p. 12-34. Legislationem matrimonialem Austriacam, rei naturâ inspectâ et catholicis principiis expensis, recenter severo examini subjecit celebris De Moy in exiguo quidem, ast summi pretii libello, quem inscripsit : *Von der Ehe, und der Stellung der Katholischen Kirche*, etc., seu *De matrimonio et de conditione catholicæ Ecclesiæ in Germaniâ relatè ad hoc disciplinæ caput. Landshut*, 1830, quo sibi magnam famæ existimationem comparavit.

(3) Cf. *Wienerische Kirchenzeitung*, seu *Ephemer. Eccl. Vindob.* 1785, n. 44.

(4) In op. *Del diritto di stabilire impedimenti dirimenti il matrimonio. Milano*, 1782.

(5) In prælectionibus de Justitiâ Christi et Sacramentis, in quibus tom. 2, cap. 5, ut loquitur Petrus Deodatus in 1 diss., de quâ mox dicemus, professor Ticinensis *per summa capita Launoianum systema ingenuè proponit, additis identidem Launoianæ tabulæ vividis quibusdam coloribus, qui in opinionem illam inducant fucatam veritatis speciem ; atque ita, ut ante fuerat pollicitus, ex historico theologum ac jurisperitum pancis se exhibuit.*

(6) In op. : *De dirimentibus impedimentis liber singularis. Florentiæ*, 1785. Hic porrò advocatus Pistoriensis ingenuè profitetur, se librum suum Paulo Sarpio duce ac magistro confecisse, ideòque honoris gratique animi causâ, *æternis ejusdem manibus* eumdem dicatum voluit.

vit (1) autem ac sua fecit eadem principia pseudo-synodus Pistoriensis (2).

161. Legislatio matrimonialis Gallicana, quæ inde post rebelles civiles motus constituta est an. 1792, non modò omnes matrimoniales causas ad civilem magistratum revocavit, verùm etiam omnem sanctitatem ac firmitatem abstulit à conjugiis (3). Quamvis porrò Napoleo in novo codice suo irreligiosam illam legislationem reipublicæ temperaverit, attamen et ipse omnem Ecclesiæ auctoritatem in causis matrimonialibus abstulit, et magistratus civiles conjugio præfecit. Juxta hunc codicem unus actus ad ineundum legitimum matrimonium requirebatur, consensûs nempe declaratio coram civili magistratu; nec opus erat, imò nec licebat doctrinam catholicam de Sacramento Matrimonii et consensu coram parocho duobusque testibus patefaciendo, respicere (4).

162. Demùm à non paucis recessum est ab hâc sententiâ, quâ solis principibus tota tribuitur potestas statuendi impedimenta matrimonium dirimentia; at apud plures invaluit doctrina quâ traditur utrique potestati ecclesiasticæ et civili *ex æquo* potestas in causas matrimoniales, et præsertim constituendi impedimenta quæ irritum reddant Christianorum conjugium. Theologi Galli non pauci huic astipulantur sententiæ, quorum partes novissimè suscepit D. Carrière, in suo tractatu de Matrimonio (5). Is profitetur se amplecti tanquàm probabiliorem Gallorum opinionem, eò quòd hujus patroni feliciùs se expedire videantur ab extraneorum auctoritatibus, ut ipse loquitur, quàm se expediant extranei à Gallorum argumentis theologicis (6).

163. Talis est historiæ summa de hâc controversiâ, quæ excitata primùm est à Protestantibus, et instaurata ab apostatâ Marc. Ant. de Dominis, deinde verò à Launoio (1), postea verò à Jansenistis et aulicis scriptoribus, et ad nos usque pervenit (2).

164. His omnibus opponimus auctoritatem concilii Tridentini, quod, sess. 24, hos canones novatoribus objecit, can 3: *Si quis dixerit eos tantùm consanguineitatis et affinitatis gradus, qui in Levitico exprimuntur, posse impedire matrimonium contrahendum, et dirimere contractum; nec posse Ecclesiam in nonnullis illorum dispensare, aut constituere, ut plures impediant et dirimant, anath. sit.* Can 4: *Si quis dixerit Ecclesiam non potuisse constituere impedimenta matrimonium dirimentia, vel in iis constituendis errâsse, anath. sit.* Can. 12: *Si quis dixerit causas matrimoniales non spectare ad judices ecclesiasticos, anathema sit.*

165. His canonibus non modò asserta est catholica veritas adversùs Protestantes, sed præterea omni ulteriori controversiæ circa Ecclesiæ potestatem legislativam in constituendis impedimentis et in cognoscendis causis matrimonialibus aditus præclusus videbatur. Qui tamen voluerunt catholici personam retinere et favere simul civili potestati, plura commenti sunt ad illorum canonum vim eludendam. Quæ porrò ab his excogitata sunt eò referuntur ut vel asserant 1° *Ecclesiæ* nomine ibi reges et principes designari; vel 2° canones illos non esse dogmaticos sed disciplinares; vel 3° definitum quidem esse à Tridentino Ecclesiam posse statuere impedimenta matrimonium dirimentia, minimè verò utrùm id Ecclesia possit jure suo et originario, et non potiùs ex tacito vel expresso principum consensu; vel 4° non *solam* Ecclesiam potestate gaudere ejusmodi impedimenta statuendi ita ut æquè non competat eadem potestas civili reipublicæ; vel denique 5° decerni quidem causas matrimoniales pertinere ad judices ecclesiasticos; non autem *omnes* causas, neque ad *solos* ecclesiasticos judices.

166. Ut igitur nos refellamus perniciosos hos omnes errores ac novitates, 1° adversùs Protestantes decretorum Tridentinorum veritatem vindicabimus; 2° adversùs Marc. Ant. de Dominis, Launoium, Pistorienses et aulicos universim omnes eorum astipulatores evincemus Ecclesiæ nomine in Tridentinis canonibus ecclesiasticam hierarchiam significari; 3° hos ipsos canones verè esse dogmaticos; 4° præfatos item canones non de adventitiâ ex tacito vel expresso principum consensu, sed de intimâ, originariâ ac propriâ Ecclesiæ potestate loqui; 5° solam Ecclesiam præditam esse potestate statuendi impedimenta quæ vinculum matrimonii afficiant; 6° denique omnes prorsùs matrimoniales causas ad solos judices ecclesiasticos pertinere. Sit itaque

Præter hæc opera prodierunt ex Italiâ eodem fermè tempore plures libelli ab auctoribus anonymis conscripti, ex gr.: *Del diritto di stabilire impedimenti al matrimonio. Cremona*, 1784. *Diritto libero del Sovrano sul matrimonio. Regole di obbedienza sul conflitto fra la potestà secolare, e l' autorità ecclesiastica. Napoli*, 1788. *Parere de' teologi di corte di S. M. Siciliana in risposta ad una memoria della curia Romana concernente i diritti del Sovrano sul matrimonio de' sudditi cattolici. Napoli*, 1789, etc. Rectè comparaveris ætatem illam plagæ ranarum.

(1) In opp. de Potestate Ecclesiæ in statuendis matrimonii impedimentis, an. 1783; affirmat porrò Petzekius *Ecclesiæ jus solum regulas quasdam circa administrationem Sacramenti Matrimonii rogandi, seu sic dicta impedimenta impedientia constituendi competere, impedimenta verò dirimentia tantùm à civili imperio poni posse, quippe cui unicè insit auctoritas quoslibet contractus aut approbandi aut irritandi.* Petzekii doctrinam inter cæteros secutus est Georg. Rechberger cancellarius episcopalis Lintiensis in op.: *Manuale del giure ecclesiastico Austriaco. Trad. dal tedesco. Venez.* 1819, cujus auctoris principia suo loco excutiemus.

(2) Hæc synodus an. 1786 celebrata est.

(3) Cf. Staudlin, *Geschichte der Vorstellungen und Lehren von der Ehe;* seu: *Historia expositionum et doctrinarum de matrimonio, Götting.* 1826.

(4) Cf. opus cit. Küstner., de Matrimonio, etc.

(5) Prælectiones theologicæ majores in seminario Sancti Sulpitii habitæ. De Matrimonio, vol. 2 in-8°, Paris., 1837.

(6) Tomo 1, p. 156.

(1) Protestans Ant. Reiserus, in op. edito Amstelodami an. 1685, recenset Launoium inter *confessores* et testes *evangelico-catholicæ veritatis*, nempe inter Lutheranos. Cf. Zaccaria *Anti-Febbronio* Cesena, 1781, tomo 1. Præf. cap. 2, pag. 76.

(2) Cf. Roskowany, op. cit. à § 1 ad 15, ubi eruditissimus auctor fusè totam hanc historiam exponit.

PROPOSITIO PRIMA. — *Potest Ecclesia constituere impedimenta matrimonium dirimentia, neque in iis constituendis erravit.*

167. De fide est, ut constat tum ex adductis can. 3 et 4 concilii Tridentini, tum ex inferiùs dicendis. Ita porrò ejus veritatem astruimus.

168. Ideò juxta novatores Ecclesia constituere non potest impedimenta matrimonium dirimentia, quia matrimonium non est Sacramentum, sed contractus merè naturalis atque politicus; atqui ex demonstratis (cap. 1, prop. 1), matrimonium est verè et propriè Sacramentum novæ legis. Ergo Ecclesia potest constituere impedimenta matrimonium dirimentia.

169. Hanc conclusionem agnovit ipse Calvinus, qui propterea scripsit : *Ubi enim semel obtinuêre* (Catholici) *Matrimonium esse Sacramentum, conjugalium causarum cognitionem ad se contraxerunt, quippe res spiritualis erat profanis judicibus non attrectanda* (1). Hinc non solùm Christus Matth. 19, Marc 10, et Luc. 16, statuit impedimentum ligaminis, et hoc declaravit Apostolus, uti superiùs vidimus, sed præterea Christus eam facultatem Ecclesiæ suæ dedit, dùm ei commisit Sacramentorum dispensationem, eidemque facultatem fecit statuendi, quæ ad eorumdem administrationem pertinent, cujusmodi profectò est declarare atque statuere quænam sit legitima eorumdem Sacramentorum materia.

170. Hâc proinde potestate semper usa Ecclesia est, sive cùm approbavit matrimonia quæ legibus imperialibus vetabantur, sive cùm irrita declaravit matrimonia legibus imperatorum tum ethnicorum tum christianorum probata (2). Apostolus, 1 Cor. 5, excommunicavit eum qui habebat *uxorem patris sui;* S. Ignatius M. universim scribit : *Decet verò ut sponsi et sponsæ* DE SENTENTIA EPISCOPI *conjugium faciant; quo nuptiæ sint secundùm Dominum, et non secundùm cupiditatem* (3); S. Justinus M. in Apologiâ majori (4), et Athenagoras in Legatione pro Christianis (5) tanquàm adulterina traducunt nonnulla conjugia legibus imperialibus permissa; eadem habet Tertullianus, qui in libro de Coronâ milit. : *Coronant*, inquit, *et nuptiæ sponsos. Ideò non nubamus ethnicis, ne nos ad idololatriam usque deducant, à quâ apud illos nuptiæ incipiunt* (6), quibus verbis significat passim improbatas nuptias cum infidelibus, quæ postea cultûs disparitas consuetudine, ut ait Bellarminus, impedimentum dirimens constituit (7). In concilio Eliberitano (8), et in conc. Neocæsariensi statuitur impedimentum affinitatis intra certos gradus (1), de quo à legibus civilibus nihil constitutum fuerat (2). Hæc sanè aliaque ejusmodi documenta quæ passim in superioribus propositionibus attulimus et paulò post copiosiùs afferemus, nec adversarii nostri diffitentur, apertè evincunt Ecclesiam jure hoc suo juxta facultatem sibi à Christo traditam perpetuò usam esse.

Cùm verò Protestantium difficultates eædem fermè sint, quæ à pseudo-catholicis urgentur, eas propterea in sequentibus propositionibus afferemus ac refellemus.

PROPOSITIO II. — *Ecclesiæ nomine à Tridentinis canonibus 3 et 4 non reges et seculi principes, sed ecclesiasticus ordo et hierarchia designatur.*

171. Hæc propositio certa est et fidei proxima, ejusque contradictoria falsa et hæresi proxima utpote profecta ex hæreticali principio, quòd potestas civilis jure gaudeat originario et sibi proprio statuendi impedimenta matrimonium dirimentia, ut ex dicendis patebit.

172. Jamverò etsi Ecclesiæ nomen quandoque latè pateat, ac generatim acceptum vel fidelium congregationem, vel hujus congregationis partem aliquam significet, ipsi tamen Launoiani et Pistorienses adversarii contra novatores nobiscum propugnant eo nomine sæpiùs designari quos *duces in Ecclesiâ, custodes et speculatores summus Paterfamiliâs instituit*, ut loquitur Gersonius (3), maximè verò cùm Ecclesia dicitur interpres Scripturarum, custos traditionis, judex controversiarum, vel regendi, imperandi, docendi, similisve jurisdictionis actus illi tribuuntur. Atqui in laudatis Tridentinis canonibus agitur de potestate atque jurisdictione; declaratur enim Ecclesiam *posse dispensare, posse constituere impedimenta, neque in iis constituendis errâsse.* Ergo cùm de Ecclesiæ potestate et jurisdictione, atque de doctrinâ in quâ ipsa errare nequit Tridentini canones loquantur,

(1) Instit. lib. 4, cap. 19, § 37.
(2) Cf. Leullier, op. cit., observ. 4, § 3.
(3) In epist. ad Polycarp., cap. 5. Cf. apud Coteler., PP. Apost. tomo 2, pag. 42.
(4) N. 15, ubi scribit S. M. : *Quemadmodùm etiam ii qui* IN LEGE HUMANA *duplex matrimonium ineunt... peccatores sunt apud magistrum nostrum.* In quem loc. cf. adnot. Marani, p. 50.
(5) Numm. 32 et 33.
(6) Cap. 13, ed. Rig.
(7) De Matrim. cap. 33, prop. 3.
(8) Can. 61 : *Si quis post obitum uxoris suæ, sororem ejus duxerit, et ipsa fuerit fidelis, quinquennio à communione placuit abstineri, nisi fortè dari pacem velociùs necessitas coegerit infirmitatis.* Hæc autem pœna constituta erat adversùs delinquentes, qui matrimonium attentâssent, et resiliissent ab incestis illis nuptiis; ut enim observat Balsamon, in can. 76 S. Basilii : *Iis qui desistunt, non iis qui perseverant in peccato, dabantur pœnitentiæ.* Cf. card. De Aguirre, op. cit. in hunc can., tomo 1, p. 665, seqq.

(1) Hoc concilium celebratum est an. 314. Sic verò statuit can. 2 : *Mulier si duobus fratribus nupserit, abjiciatur usque ad mortem. Verumtamen in exitu, propter misericordiam, si promiserit, quòd facta incolumis* HUJUS CONJUNCTIONIS VINCULA DISSOLVAT, *fructum pœnitentiæ consequatur.* Apud Hard., Acta Concil., tomo 1, col. 282.

(2) Hujus assertionis vadem damus inter cæteros Missingerum, qui in Comment. in lib. 1 Instit. Juris civil., tit. 10, § 6, scribit : *Inter transversales verò affines nulla jure veteri erat prohibitio, et poterat aliquis fratris sui defuncti uxorem matrimonio sibi conjungere.* L. 8, C. de Incest. nupt., multò magis patrui, vel avunculi uxorem, aut consobrini; verùm hodiè per Justinianum hoc correctum et mutatum est, per lib. 5, etc.

(3) Serm. in Domin. 19 post Pentec. consider. 3, opp. edit. Ellies Dupin. Antwerp. 1706, tomo 3, col. 1300.

jure concludimus nomen illud *Ecclesiæ contractè sumi, pro illis videlicet, qui speciali quodam signaculo dedicati sunt ad divinum servitium*, ut idem loquitur Gersonius (1); in quam sententiam Christus ipse inquiebat, Matth. 18 : *Si eos non audierit, dic Ecclesiæ*, id est, Ecclesiæ prælatis, ut interpretatur Chrysostomus (2).

173. Nemo præterea dubitat eosdem Tridentinos Patres Ecclesiæ nomen eâdem ratione sæpiùs intellexisse, nominatim sess. 13, can. 9; sess. 14, can. 15; sess. 21, can. 2; sess. 22, can. 5 et 7, tum hâc ipsâ sessione 24, can. 7, 8 et 9; quis porrò ambigat similiter quoque intellexisse in iis decretis, ubi sibi propositum erat, Lutheri errorem proscribere, qui cùm matrimonium ad classem rerum merè profanarum et contractuum purè civilium relegâsset, non principibus secularibus, sed Ecclesiæ pastoribus denegabat auctoritatem constituendi impedimenta matrimonium dirimentia? Quis præterea in animum inducat suum, concilium Ecclesiæ nomine voluisse principes designare ubi de jurisdictione agitur in materiâ spirituali et sacramentali? Igitur tum ex ipsorum adversariorum confessione, tum ex rei de quâ agitur naturâ, tum ex Christi sententiâ, tum denique ex declarato Tridentinorum consilio, apertè colligitur nomine *Ecclesiæ* eò loci non reges et seculi principes, sed ecclesiasticum ordinem atque hierarchiam designari (3).

Difficultates.

174. Obj. 1°. Certum est Ecclesiæ nomen de omnium Catholicorum cœtu generatim usurpari, prout usurpârunt Patres Tridentini, cùm, sess. 24, de Reform., cap. 1, sanxerunt matrimonium *in facie Ecclesiæ* celebrandum esse; atqui nihil est in Tridentinis decretis, quod generalem hanc nominis acceptionem ad Ecclesiæ tantùm pastores coarctet ac revocet. 2° Deinde omnium Lutheranorum error in eo erat ut affirmarent servanda esse impedimenta in Levitico expressa, non quæ *hominum legibus* fuerant deinceps constituta; propterea quòd nulla humana potestas, ut inquiebant, jus habet dirimendi matrimonium; atqui Lutheranus hic error satis convellitur definiendo Ecclesiam posse constituere impedimenta, sive Ecclesiæ nomen sumatur pro universitate fidelium, sive ad seculi principes revocetur, qui sunt præcipua Ecclesiæ pars. Ergo ex Tridentinorum consilio atque proposito nihil erui potest quo generalis illius vocis acceptio ad solos Ecclesiæ pastores detorqueatur. 3° Accedit de re illîc agi, quæ ad ordinem civilem atque politicum spectat, quæque propterea civilem potestatem directè afficit; ergo Ecclesiæ vocabulum à Tridentino usurpatum est juxta generalem suî acceptionem; cùm verò de Ecclesiâ totâ prædicari possit, quod ab unâ ejus parte efficitur, rectè inferri potest à Tridentinis Patribus Ecclesiæ nomine designatos fuisse reges ac principes (1).

175. Resp. Ad 1. D. Nisi ex subjectâ materiâ, scopo aliisque constet coarctandam non esse ejus significationem, C. Si contra omnia clament, uti ostendimus, in casu nostro esse coarctandam ad cœtum ecclesiasticum ejus significationem, N. Quemadmodùm enim nomine Ecclesiæ regentis, gubernantis, pascentis intelligitur cleruś, sic è contra per Ecclesiam quæ regitur, pascitur et gubernatur intelliguntur laici. Porrò in Tridentinis canonibus sermo est de Ecclesiâ regente, docente, leges ferente, seu auctoritatem exercente. Cùm verò in decreto Reformationis statuitur Matrimonium celebrandum esse *in facie Ecclesiæ*, nulla tribuitur auctoritas, sed ratio *testis* solummodò. Addo nil repugnare et hìc etiam nomen Ecclesiæ arctè ad clerum significandum accipi; cùm constitutum sit ad valorem matrimonii debere illud coram parocho celebrari, ita ut nullum foret conjugium, si absente parocho, coram fidelium multitudine celebraretur (2).

176. Ad 2. D. Ita tamen ut Lutherus *legum humanarum* nomine significet *leges ecclesiasticas et pontificias*, C. Leges principum, N. Satis enim est oculos conjicere in librum de Captivitate Babyl., ut quisque illicò intelligat Lutherum perpetuò declamare adversùs impedimenta à conciliis atque à Pontificibus constituta, quæ vocat *leges hominum*, *leges tyrannicas*, *contrarias legi Dei*, etc., atque concludit : « Statuit leges Papa? Sibi statuat, meâ salvâ libertate, vel occultè surreptâ (3). » Quare, cùm catholici doctores multas collegissent animadversiones contra Lutheri librum de Captiv. Babyl., atque inter cæteras hanc Lutheri sententiam de conjugii impedimentis censurâ notâssent : « Christianis nihil ullo jure imponi posse legum sive ab homine, sive ab angelis, nisi quantùm volunt; » idem Lutherus in responsis ad eosdem articulos reposuit : « Hoc *non de civilibus, sed de ecclesiasticis* dixi. » Rursùm autem cùm hanc aliam ejusdem libri propositionem censores nostri recensuis-

(1) In tract. de Potestate ecclesiasticâ, consid. 1, edit. cit. tomo 2, col. 227, ubi expressè adnotat Gersonius tali significatione sumi nomen Ecclesiæ, cùm sermo est *de ecclesiasticâ potestate*, ut est in casu nostro. Cf. item eumdem auctorem, in tract. de Religion. Perfectione, consid. 3, ubi scribit : *Sicut Ecclesia significat principaliter universalem congregationem fidelium, et inde dicitur catholica, id est, universalis; nomen tamen istud vulgaris usus restrinxit ad clerum.* Ibid. tom. 2, col. 683. Gersonii autem nomen adversariis cum quibus agimus ingratum non est.

(2) Hom. 60, al. 61, in Matth., n. 2, ed. Montf. opp. tom. 7, p. 607.

(3) Cf. Leullier, op. cit., observ. 9, qui invictè confutat Launoium, ostenditque novum planè atque inauditum esse figmentum, *Ecclesiæ* nomine reges et principes significari. Attamen commentum istud adoptavit auctor operis : *Theologisch-statistischer Versuch über die Kirchliche*, etc., seu : *Theologico-statisticum specimen de ecclesiasticâ potestate circa res matrimoniales*, Lips. 1791.

(1) Ita Launoius, op. cit., art. 3, cap. 3 partis primæ, p. 751, seqq., exscribens M. Ant. de Dominis, ex lib. 5 de Republ. ecclesiasticâ, cap. 11.

(2) Cf. Leullier, observat. 9.

(3) Edit. Ienæ, 1557, tom. 2, fol. 296 recto.

sent : « Nullo impedimento prohiberi matrimonium, aut contractum dissolvi, præter primum affinitatis gradum; » idem Lutherus reposuit : « Hoc dixi juxta præceptum Dei, *licèt Papa aliud ordinet.* » Si ergo Lutheri interpretem adhibeamus ipsum Lutherum, cùm ipse leges humanas, seu leges hominum de matrimoniis redarguit, non leges principum, quas ubique intactas reliquit, sed leges Ecclesiæ pastorum intellexit, quos subsannandi causâ *homines*, eorumque leges appellabat *humanas*; quod probè novit facultas theologica Parisiensis, quæ has Lutheri propositiones, I: « Conjunctio viri et mulieris tenet, quocumque modo *contra leges hominum* contigerit; » II: « Debent sacerdotes omnia matrimonia confirmare, quæ contra *ecclesiasticas* vel pontificias leges fuerint contracta; » hâc censurâ notavit : « Utraque harum propositionum est falsa, *Ecclesiæ potestatis* derogativa, et ex damnato Waldensium errore procedens (1). » Sic igitur his constitutis validiùs adversarios perstringimus : ipsis fatentibus, Tridentini Patres in iis canonibus constituendis sibi proposuerunt hæreticorum et præsertim Lutheri errores convellere : atqui Lutherus Ecclesiæ nomine non principes, sed sacros pastores designabat, ut adducta ejus loca declarant; ergo id ipsum Tridentinos Patres intellexisse fatendum est.

177. Ad 3. N. Quatenùs enim contractus matrimonium constituit materiam Sacramenti, est omninò spiritualis et inseparabilis à Sacramento, ideòque juris divini et ecclesiastici. Ita universa tenuit antiquitas, nec nisi seriùs cœpit in conjugiis Christianorum separatio induci inter rationem contractûs et rationem Sacramenti (2). Hanc distinctionem aulici scriptores mordicùs astruxerunt (3), quibus postea se adjecerunt illi Gallicani theologi qui Sacramentum à matrimonio civiliter inito separare nisi sunt (1); ex illis nonnulli adeò sunt progressi, ut non dubitaverint affirmare in arbitrio fidelium constitutum esse, sive solum contractum inire, sive præterea Sacramentum conjugii suscipere (2). Sed frustra : dùm enim Christus conjugalem conjunctionem viri et mulieris ad originariam divinam institutionem revocavit, et in Ecclesiâ suâ Sacramentum esse voluit, hoc ipso unà pariter voluit ut fideles gratiâ suâ uterentur, ac proinde non aliter quàm servatis conscientiæ et Ecclesiæ legibus ac præceptis in fœdus nuptiale coalescerent (3). Quare, juxta principia fidei catholicæ, quodvis legitimum matrimonium Sacramentum sit oportet. Quemadmodùm verò quævis ad operandam æternam salutem instituta, divinitùsque ordinata media Ecclesiæ essentialia sunt, ita eorumdem mediorum usus et susceptio neutiquàm ab arbitrio ac beneplacito iis uti cupientium pendent (4). Cùm verò nulla seculi potestas jus ullum habeat in iis quæ pertinent ad Sacramenta, eorumque administrationem, hinc nullo jure gaudent neque directè neque indirectè in iis quæ *intrinseca* sunt contractui matrimoniali, prout Sacramentum est, et effectus spirituales producit. Verùm de hoc iterùm paulò post.

PROPOSITIO III.—*Recensiti Tridentini canones dogmatici sunt, et fidei regulam constituunt.*

178. Et hæc propositio eâdem certitudine gaudet quâ præcedens, ut patet ex dictis, et ex censurâ quam

(1) Cf. card. Gerdil., *Trattato del Matrimonio*, parte 2, § 1, qui inter cætera observat adversùs hoc Launoii commentum, quòd scilicet Tridentinum *Ecclesiæ* nomine significaverit *alteram Ecclesiæ personam*, nempe principes, sit omninò absurdum etiam ex eo capite, quòd concilium nec potuerit omnes principes *collectivè*, neque *distributivè* sumptos designare in suis canonibus; non *collectivè*, alioquin semper requireretur omnium principum consensus ad aliquod impedimentum dirimens sanciendum, quod in praxi est impossibile; non *distributivè*, alioquin principes singuli possent impedimenta dirimentia constituere, et *Ecclesiæ* nomine quilibet princeps in particulari veniret, quod repugnat. Deberent præterea in Launoii interpretatione excludi ab hâc auctoritate sanciendi matrimonii impedimenta omnes principes heterodoxi et infideles, alioquin concilium *Ecclesiæ* nomine significâsset etiam ethnicos et hæreticos, quod vel cogitare impium est; his tamen Launoius hanc auctoritatem tribuit. Sequeretur insuper ex Launoianâ expositione concilium anathemati subjecisse eos qui dicerent errâsse aliquem particularem principem in statuendo quovis impedimento dirimente; quod pariter implicat. Igitur quaquaversùs Launoiana Tridentinorum canonum interpretatio spectetur, falsa, violenta, ac undique absurda deprehenditur.

(2) De hoc argumento fusiùs ac datâ operâ agemus in seqq. proposit.

(3) Quotquot initio hujus capitis auctores recensuimus à germanâ catholicâ doctrinâ quoquomodò recedentes circa potestatem statuendi impedimenta, ad unum omnes huic distinctioni innituntur.

(1) Cf. Roskowany, op. citat. § 49.

(2) Hanc sententiam astruxit Küstner, de Matrimonio, Lips., 1810, pag. 49.

(3) Cf. Pallavicini, *Istoria del Conc. di Trento*, lib. 22, cap. 8.

(4) Cf. Luc. Ferraris, in Promptâ bibliothecâ canon., Romæ, 1767, vol. 5, pag. 201; Gerdil., *Trattato del Matrim.*, p. 1, § 5; Devoti, Institut. canon., tom. 2, edit. Venet., 1822, pag. 164. Verùm præstat doctrinam nostram confirmare auctoritate adversariis non suspectâ, nempe tum synodi Pistoriensis, tum ejusdem synodi acerrimi defensoris, episcopi Naulensis. Sic igitur synodus loquitur in decr. de Matrim., § 6 : « Che sebbene il contratto non include essenzialmente e di sua natura il Sacramento, non si può inferire, *che sia in arbitrio de' fedeli il separarlo.* Anzi essendo stato instituito il Sacramento per conferire la grazia necessaria a sostenere il peso conjugale, è chiaro il precetto di riceverlo, e quindi il tralasciarlo sarebbe farsi reo di grave colpa. » Cf. *Atti e decreti del concilio diocesano di Pistoia dell' anno* 1786. Alter verò scribit : « Per que' teologi, i quali tengono esser nel matrimonio degli sposi cristiani inseparabile la qualità di Sacramento della Chiesa da quello di umano contratto, la dottrina della suddetta podestà originaria potrà riputarsi come una conseguenza di questa indivisibilità delle due qualità di contratto, e di Sacramento, che riconoscono nel matrimonio.

Cf. *Motivi dell' opposizione fatta dal vescovo di Noli alla publicazione della bolla Auctorem Fidei* ad calcem op. *Riflessioni in difesa di monsig. Scipione Ricci e del suo sinodo di Pistoia sopra la constituzione Auctorem Fidei*, *an.* 1796, pag. 53. Ex his habemus 1° juxta Christi ordinationem non posse à conjugibus christianis separari Sacramentum à contractu conjugali; 2° huic inseparabilitati inniti originariam potestatem Ecclesiæ in contrahendâ unione sacramentali ex parte conjugum christianorum. Tanta est vis veritatis ut assensum extorqueat etiam ab acerrimis ejus impugnatoribus!

postea subjiciemus latâ in prop. 59 synodi Pistoriensis.

179. Sanè illi canones dogmatici sunt ac fidei regulam constituunt, qui editi ab œcumenicâ synodo proponunt sub anathematis pœnâ quid credendum aut docendum sit. Atqui tales sunt recensiti canones editi à Tridentinâ synodo. Ergo.

180. Major porrò propositi argumenti neque ab adversariis nostris in dubium revocari potest, qui contendunt in eo distingui canones qui disciplinæ vocantur à canonibus dogmaticis et doctrinalibus, quòd illi præcipiant quid agendum sit aut omittendum, isti proponant quid sit credendum aut docendum.

181. Minor autem evidenter patet : 1° ex ipso canonum tenore, siquidem in utroque canone, 3 nempe et 4 dicitur : *Si quis dixerit* Ecclesiam non posse, *aut* Ecclesiam non potuisse *constituere impedimenta matrimonium dirimentia, vel in iis constituendis* errâsse, *anath. sit.* Objectum igitur directum horum canonum est potestas Ecclesiæ, ejusque infallibilitas in impedimentis constituendis ; nemo verò negabit hìc non agi *de lege* aut *præcepto*, sed *de articulo doctrinæ* ab omnibus sub anathematis pœnâ profitendo.

182. Patet 2° ex scopo et declaratione ipsius concilii Tridentini ; scopus enim statim deprehenditur ex titulo ipso qui præfixus est session. 24, nempe *Doctrina de Sacramento Matrimonii*, quo apertè ostendit synodus sibi proposuisse doctrinam tradere, non autem nuda præcepta aut leges constituere disciplinæ. Quod magis adhuc constat ex Patrum Tridentinorum declaratione quam canonibus præmiserunt : *Sancta et universalis synodus cupiens occurrere* (impiorum hominum temeritati), *insigniores prædictorum schismaticorum hæreses et errores*, ne plures ad *se trahat perniciosa eorum contagio*, exterminandos duxit, *hos in ipsos hæreticos, eorumque errores decernens anathematismos.* Quibus præmissis, continuò synodus canones promulgavit in quibus sub anathematis pœnâ errores illorum singillatim proscripsit. Atqui solemnis errorum et hæreseon proscriptio definitionem involvit, seu declarationem doctrinæ catholicæ, atque à fidelibus suscipiendæ. Ergo.

183. Patet 3° ex sensu totius Ecclesiæ. Vix enim absoluta est Tridentina synodus, ut omnes doctrinæ in canonibus definitæ tanquàm totidem articuli fidei in universo orbe catholico receptæ fuerint, uti patet ex omnibus synodis provincialibus quæ in variis mundi partibus post Tridentinum sunt celebratæ (1). Quòd si interdùm aliquæ oppositiones factæ sunt circa concilii Tridentini publicationem, hæ nunquàm attigerunt dogmata à Tridentino in canonibus definita, sed solùm ea quæ constituta sunt in decretis de Reformatione. Igitur vel dicendum Ecclesiam universam usque ad Launoium turpiter errâsse, vel præfatos canones omninò dogmaticos esse, et fidei regulam constituere (2).

(1) Cf. Nat. Alexandr., diss. 12 in sec. 15 et 16, art. 16.

(2) Cf. Gerdil., *Tratt. del Matrim.*, p. 2, § 5, opp. edit. Rom., tom. 15, pag. 235, seq., necnon tres egregias dissertationes Petri Deodati, quarum prior inscribitur : Defensio Tridentinorum canonum de Ecclesiæ potestate in dirimentia matrimonium impedimenta adversùs Launoium, Tamburinium, Nestium aliosque recentiores, auctore Petro Deodato Neapolitano ; Hierapoli, 1786. Altera Italico idiomate exarata : *Nuova difesa de' canoni 3, 4, della sessione 24 del concilio di Trento scritta da Pietro Diodato Napolitano contro l'erroneo anonimo libro stampato in Cremona, l'an.* 1784, sine loco impress. an. 1788. Tertia pariter Italico idiomate. *Terza difesa de' canoni Trentini sugli impedimenti matrimoniali, scritta da Pietro Diodato Napolitano contro gli erronei libercoli stampati di recente in Napoli e divisa in due parti, Megalopoli,* 1788. Qui eodem an. epistolam latinam dedit ex Megalopoli, ad anonymum antecessorem Taurin., quâ illustrantu. ejus editæ ex typographiâ Soffietti, an. 1788, propositiones de Potestate Ecclesiæ in matrimonia. Cf. præterea Emmanuel. Marian. D'Ituriaga S. I. *L'avvocato pistoiese citato al tribunale dell' autorità, della buona critica, e della ragione sulla podestà della Chiesa intorno a' matrimonii.* Opp. edit. Genuens. 1789 vol. 4.

Difficultates.

184. I. Obj. 1° Ii falluntur graviter, qui propter dictum anathema Tridentinos canones non ad disciplinam tantùm, sed etiam ad fidem pertinere docent ; quasi verò canon in disciplinæ causâ editus anathemate muniri non possit. Nescierunt Gregorium junorem cùm quasdam circa matrimonium leges negligi perspiceret, ut illæ diligentiùs custodirentur quam antea, in Romano concilio decreta hæc condidisse : *Si quis commatrem spiritualem duxerit in conjugio, anathema sit ; Si quis consobrinam duxerit in conjugio, anath. sit ;* quis autem propter denuntiatum anathema duplex, dogma fidei duplex à Gregorio constitutum assereret ? Spectandum est inprimis utrùm canonis materia fidei dogma ferat. Atqui canonum de quibus est sermo materia nullum fidei dogma præ se fert, ut patet. 2° Præterea ad sinceram hujusmodi canonum vim assequendam præcipuus eorum finis est investigandus ; jam verò tota in eo fuit Tridentina synodus ut Lutheri commentum labefactaret, qui nullum humanæ potestati jus tribuebat in matrimonium ; hoc igitur unum ad dogma pertinere dicendum est, nempe humanæ potestati jus aliquod in matrimonium esse tribuendum ; 3° ea igitur Tridentini verba, *Ecclesiam potuisse* ac *posse* constituere impedimenta matrimonium dirimentia præter propositum sibi finem adjecta dicenda sunt, ac proinde catholicum dogma non præ se ferre, prout juxta theologos omnes dogma non præ se fert responsio Nicolai I ad Bulgaros data, dùm non interrogatus atque incidenter dixit valere Baptismum in nomine Christi administratum. Id ipsum dicatur de nomine *Ecclesiæ* his canonibus obiter inserto, quod accessorium est proposito illi fini quem Tridentini Patres ob oculos potissimùm habuêre, definiendi scilicet civilem nuptiarum pactionem humanæ subjacere potestati, quod Lutherus obstinatè negabat. Cùm verò exploratum perspectumque sit apud omnes principale tantùm, non verò accessorium, in definitionibus ad fidem pertinere, concludendum est fidei dogma minimè esse, *Ecclesiam potuisse* aut *posse* impedimenta dirimentia constituere.

185. R. Ad 1. D. Falluntur graviter qui ex solo anathemate concludunt canonem aliquem dogmaticum esse, C.; qui præterea ex subjectâ materiâ, ex scopo et declaratione eorum qui canonem ediderunt, id colligunt, N. Jam verò nos ipsi regulam dedimus ex quâ dignosci possit quando canon anathemate firmatus dogmaticus sit censendus, quando verò disciplinaris, quòd scilicet in dogmatico res proponatur credenda, aut docenda, in disciplinari autem res facienda aut omittenda. Ex hâc porrò regulâ facilè deprehenditur canones Gregorii junioris, seu II, inter disciplinares esse recensendos, cùm non agatur in iis de re credendâ, sed de re præstandâ; contra verò ex eâdem regulâ constat canones Tridentinos dogmaticos esse, cùm in iis agatur de profitendâ existentiâ potestatis in Ecclesiâ statuendi impedimenta, quâ eadem Ecclesia, ut ostendimus, ab ipsis temporibus apostolicis ad nos usque semper usa est. Hanc porrò negare certè hæreticum est. Juverit ad dictorum confirmationem in medium afferre auctoritatem adversariis nostris minimè suspectam, scilicet Van Espenii, qui, cùm nonnulla præmisisset, quæ postea subjiciemus, sic in rem nostram concludit: « Igitur, filum traditionis insecuta, synodus Tridentina rectè anathema dixit in eum qui dixerit Ecclesiam non potuisse constituere impedimenta dirimentia, vel in iis constituendis errâsse (1). »

186. Ad 2. Resp. 1°: Ergo ex concessione adversariorum scopus Tridentini fuit non disciplinam statuere, sed jus aliquod definire, quod negabat Lutherus.

187. Resp. 2°: D. Ita tamen ut Lutherus, ejusmodi jus negando humanæ potestati, negaret Ecclesiæ ipsi, C.; potestati civili, N. Id abundè constat ex documentis quæ ex Luthero ipso paulò ante retulimus. Sed ut meliùs Lutheri mens intelligatur, integrum ejus textum, prout legitur in lib. de Captiv. Babylonicâ, placet describere. *Dico, et quod in me est facio, monens, et rogans omnes sacerdotes et fratres, si viderint aliquod impedimentum, in quo Papa potest dispensare, et quod non est in Scripturâ expressum, ut ea matrimonia confirment, quæ contra* ecclesiasticas, tyrannicas *vel* pontificias leges *fuerint contracta... Conjunctio enim viri et mulieris est juris divini, quæ tenet, quocumque modo contra leges hominum contigerit, debentque leges hominum ei cedere... sine ullo scrupulo* (2). Scopus ergo præcipuus Lutheri, quem rectè thesim dixeris, est quòd debeant à sacerdotibus confirmari matrimonia inita contra leges ecclesiasticas et pontificias. Quare verò? Quia impedimenta ecclesiastica et pontificia non sunt expressa in sacris Litteris; leges autem humanæ cedere debent legi divinæ, ideòque nullum jus humanæ potestati in matrimonium est tribuendum. Quibus positis, sic rursùm intorquemus adversariorum argumentum in ipsos hoc modo: Ad fidei dogma illud pertinere dicendum est, quod præcipuum veluti sibi finem proposuit synodus, quæ in eo tota fuit, ut Lutheri commentum labefactaret; atqui Lutherus præcipuè ecclesiasticas et pontificias leges conjugia dirimentes repudiabat; ergo Tridentina synodus hoc veluti præcipuum finem sibi proposuit, ut assereret seu definiret Ecclesiæ potestatem condendi hujusmodi leges; et quod consequens est, hanc potestatem seu jus has leges condendi ad fidei dogma pertinere.

188. Ad 3. N. Ut patet ex dictis, ac proinde neg. paritatem inter canones Tridentinos et responsionem Nicolai I, si tamen authentica, ac non potiùs, ut plures suspicantur, spuria, vel saltem interpolata illa Nicolai epistola habenda est. Sic neg. postremam partem propositi argumenti desumptam ex nomine Ecclesiæ, quæ omnia ex hactenùs disputatis corruunt.

189. II. Obj.: 1° Quæ pertinent ad Sacramenti essentiam, et divinam habent à Christo institutionem, planè distinguenda sunt ab iis quæ sunt tantummodò eidem Sacramento accessoria, atque postea inducta ab Ecclesiâ. Quod enim Sacramento essentiale est, et à Christo institutum, illud certâ stabilitate gaudet; quidquid autem ab Ecclesiâ inductum est eâdem stabilitate caret, atque totum ad eas leges refertur, quæ disciplinæ nuncupantur. Atqui matrimonii impedimenta tanquàm ab Ecclesiâ deinceps constituta propugnantur: ergo illi canones Tridentini ad solam disciplinam referri possunt, eò vel magis quòd ab ejusmodi impedimentis concedantur dispensationes, quæ in fidei dogmatibus locum habere non possunt. 2° Rursùs: constare certè non potest quidpiam definitum fuisse à Tridentinis, quod ad dogma pertineat, nisi certò constet in Tridentinis decretis *jus* definitum fuisse, non verò *factum:* atqui utrùm Ecclesia erraverit necne in constituendis matrimonii impedimentis res facti est, minimè verò juris; cùm ergo Tridentinum in can. 4 definierit Ecclesiam in impedimentis constituendis non errâsse, profectò rem facti declaravit, non verò juris.

190. Resp. Ad 1. D. min. Impedimenta tanquàm ab Ecclesiâ deinceps constituta propugnantur, C; ipsa potestas ea constituendi, N. Duo adversarii permiscent in allato argumento planè inter se distincta, nempe potestatem seu jus, et exercitium seu objectum ejusdem potestatis, seu juris. Potestatem Ecclesiæ definivit concilium Tridentinum de fide esse; et hæc utpote à Christo collata, est essentialis, immutabilis, ipsique Ecclesiæ, ut mox ostendemus, originaria; exercitium autem et objectum potestatis seu juris est disciplinare, mutabile ac dispensationibus obnoxium.

191. Ad 2. D. min. Res facti est cum jure conjuncti ab eoque dependentis, C.; meri facti, N. Ideò enim

(1) Cf. Jus ecclesiasticum universum, Lovan., 1700, tom. 1, p. 2, tit. 13, c. 1, § 20, p. 674.

(2) Opp. edit. Jen., 1557, tom. 2, fol. 295, tergo. Incipit autem Lutherus totam hanc declamationem, ibid., fol. 295, recto, his verbis quibus luculentiùs ostenditur ejus scopus: « Hactenùs de ipso matrimonio. Quid autem dicemus de impiis legibus hominum, quibus hoc vitæ genus divinitùs institutum, est irretitum, sursùm ac deorsùm tractatum? Deus bone, horror est intendere in temeritatem Romanensium tyrannorum, adeò pro libidine suâ dirimentium, rursùm cogentium matrimonia... Verùm gaudeo istis decorosis legibus suam tandem contigisse gloriam. Nempe earum beneficio hodiè Romanenses facti sunt nundinatores... O digna pontificibus nostris negotiatio, » etc. Quid clarius?

ex mente concilii Tridentini non erravit Ecclesia in constituendis matrimonii impedimentis, quia Ecclesia *potuit et potest* ea constituere; alioquin utique errâsset usurpando sibi potestatem quam Christus ei minimè concessit. Satis est canonem legere, ut evanescat difficultas.

192. III. Obj.: 1° Dato etiam canonem 4 Tridentinum dogma fidei continere, non tamen is de dogmate religionis revelatæ, sed de dogmate *juris naturalis* erit accipiendus. Cùm enim Ecclesiæ potestas statuendi impedimenta matrimonii beneficio principum obtigerit, atque à tempore concilii Tridentini, seculorum aliquot quietâ possessione fuerit firmata, potestas autem concessa aliorum consensu vera sit ac legitima, quâ quisque secundùm etiam juris naturalis principia licitè uti possit, jure quoque Tridentinum contra eos qui hanc ei potestatem abnegabant anathema pronuntiare poterat; quod tamen anathema, si principes, uti justè possunt (cùm nulla detur adversùs jura *majestatica* præscriptio), potestatem hanc revocârint, cessante ratione ob quam vibratum est, et ipsum suo carebit effectu (1). 2° Præterea, doctrina canonibus his contenta multos vel in ipso concilio Tridentino nacta est adversarios, qui licèt plurium suffragiis superati cedere debuerint, nihil ex actis concilii luci publicæ nondùm expositis erui potest, cùm non constet votisne eorum, qui à Spiritu S. positi sunt regere Ecclesiam Dei, an verò illorum, cardinalium non episcoporum, generalium ordinum, abbatumque queis votum decisivum ex dispositione humanâ seriori concessum est tempore, victi sint. Tum profectò quemadmodùm definire non est integrum quâ ex parte vota steterint saniora, ita saltem dubiis de facto hoc nobis esse licebit (2). 3° Saltem res controversa est inter catholicos, neque ab Ecclesiâ hactenùs decisa utrùm canon ille dogmaticus sit, item utrùm de divinitùs acceptâ auctoritate intelligi debeat necne. Cùm igitur agatur de scholæ opinione, eam quisque pro lubitu sequi vel rejicere potest (3). 4° Demùm ex historiâ discimus anathema intentatum eos tantùm ferire, qui potestatem constituendi impedimenta dirimentia Ecclesiæ ideò denegârunt, ut dogma Sacramenti abolerent quique libertatem matrimonii ineundi sine restrictione à quocumque demùm positâ indulgendam esse contenderunt; quam opinionem Lutherus fovit, quâ admissâ, nec ex delegatâ potestate unquàm Ecclesia impedimenta statuere potuisset; quique denique Ecclesiam malè usurpatæ potestatis alienæ ream agebant. Qui autem juris publici universalis principiis et antiquissimæ traditioni inhærentes hanc potestatem ex principum beneficio Ecclesiæ obtigisse affirmant, nec dogma Sacramenti abnuunt, nec concessam vel acquisitam potestatem veram esse et legitimam inficiantur; hos proinde non ferit anathema (4). Ergo.

193. R. Ad 1. N. Tota enim adversarii argumentandi ratio nititur principio hæretico, ut sequenti propositione ostendemus, quòd scilicet potestas quâ utitur Ecclesia in constituendis impedimentis, sit ipsi delegata à principibus, non autem propria et originaria sibi à Christo concessa. Hoc autem everso fundamento, ruit ædificium superstructum. Adeò violenta est hæc conclusio, adeò contorta, ut nemini in mentem venire potuerit, qui anticipatis judiciis præoccupatus non sit. Ecquis unquàm sanæ mentis sibi persuadere poterit Tridentinos Patres in canone illo conficiendo voluisse *juris naturalis dogma*, ut loquitur adversarius, ad mentem auctoris definire? Hæc ipsa agendi ratio evidenter ostendit perditæ causæ ejusmodi scriptores patrocinium suscepisse.

194. Ad 2. N. Hâc enim ratione nullum fidei dogma tum à Tridentino tum à conciliis œcumenicis reliquis definitum consistere posset. Omnes hæretici ac Protestantes possent hâc ratione quasvis definitiones eludere adversùs proprios errores latas. Actum esset de infallibilitate Ecclesiæ, quæ decreta Tridentini tanquàm totidem fidei articulos venerata est. Et his discimus quò ruant aulici ejusmodi scriptores.

195. Ad 3. N. Tum quia, ut diximus, Ecclesia illos canones tanquàm dogmaticos agnovit; tum quia doctrina quæ seculi principibus duntaxat tribuit potestatem originariam ac propriam statuendi impedimenta matrimonium dirimentia à Pio VI in const. *Auctorem fidei* hæreticali est notâ confixa. Quare cùm Launoius omnium primus novam suam interpretationem obtrusit, statim ab omnibus verè catholicis impugnatus est, ejusque interpretatio rejecta. Verùm de hoc in insequenti propositione.

196. Ad 4. N. Siquidem hæretici Lutherani et Calvinistæ non ideò negabant Ecclesiam habere potestatem constituendi impedimenta, ut sibi viam sternerent ad negandam veritatem Sacramenti, sed è converso cùm negâssent Christianorum connubium Sacramentum esse, intulerunt Ecclesiam nullo jure pollere in Christianorum conjugia. Sic enim se gessit Lutherus, qui, lib. cit. de Captiv. Babyl., priùs constituit Matrimonium non esse Sacramentum, deinde declamat in leges pontificias statuentes impedimenta dirimentia (2); sic pariter se gessit Calvinus, cujus verba retulimus. Hanc propterea ob causam concilium Tridentinum, can. 1, cit. sess. 24, prius fundamen-

(1) Ita Jos. Ant. Petzek, in op. de Potestate Ecclesiæ in statuend. impedim. matrimonii. Friburg. Brisg., 1783, §§ 73, 74.

(2) Ibid., loc. cit., § 101.

(3) Ita professores Lovanienses in suis responsis ad quæstiones de potestate Ecclesiæ statuendi impedimenta matrimonium dirimentia per Joan. Henric. cardinalem, ad Frankenberg archiepiscopum Mechliniensem et Belgii primatem an. 1789 propositas.

(1) Hæc urget Jo. Jos. Pehem Austriacus canonista in suis Prælectionibus in jus ecclesiast., p. 2, § 438.

(2) Sanè Lutherus, loc. cit., priùs insumit duas paginas cum dimidio ut evincat Matrimonium non esse Sacramentum, deinde verò tanquàm corollarium colligit nullâ ratione competere Ecclesiæ facultatem statuendi impedimenta. Id apertè constat ex verbis quæ paulò ante ex illo descripsimus: *Hactenùs de ipso matrimonio. Quid autem dicemus de impiis legibus hominum?* etc.

tum, ut ita dicam, jecit definiendo Matrimonium esse Sacramentum, deinde cann. 3 et 4, in eos anathema dixit, qui negant Ecclesiam jus habere statuendi impedimenta, sive admittant sive negent Sacramenti veritatem. Agitur enim de duobus distinctis erroribus quos concilium distinctis anathematibus confixit. Velint proinde nolint hi qui se jactant juris publici universalis principiis et antiquissimæ traditioni inhærere, dùm negant Ecclesiæ potestatem constituendi impedimenta originariam, ut eam transferant in seculi principes, nunquàm poterunt se ab anathemate Tridentino subducere (1).

PROPOSITIO IV. — *Præfati Tridentini canones non de adventitiâ ex tacito vel expresso principum consensu, sed de intimâ, originariâ ac propriâ Ecclesiæ potestate loquuntur.*

197. Est de fide, ut patet ex constit. dogmaticâ *Auctorem fidei*, in quâ *Doctrina synodi* (Pistoriensis) *asserens ad supremam civilem potestatem duntaxat originariè spectare contractui matrimonii apponere impedimenta hujus generis quæ ipsum nullum reddunt, dicunturque dirimentia; quod jus originarium præterea dicitur cum jure dispensandi essentialiter connexum, subjungens supposito assensu, vel conniventiâ principum, voluisse Ecclesiam justè constituere impedimenta dirimentia ipsum contractum matrimonii; quasi Ecclesia non semper potuerit, ac possit in Christianorum matrimoniis* jure proprio *impedimenta constituere, quæ matrimonium non solùm impediant, sed et nullum reddant quoad vinculum, quibus Christiani obstricti teneantur etiam in terris infidelium, in iisdemque dispensare*, damnatur ut *canonum* 3, 4, 9, 12, *sess.* 24, *conc. Tridentini eversiva*, hæretica (prop. 59). *Item rogatio synodi ad potestatem civilem, ut è numero impedimentorum tollat cognationem spiritualem, atque illud quod dicitur publicæ honestatis impedimentum, quorum origo reperitur in collectione Justiniani; tum ut restringat impedimentum affinitatis, et cognationis ex quâcumque licitâ aut illicitâ conjunctione provenientis ad quartum gradum juxta civilem numerandi rationem per lineam lateralem, et obliquam, ita tamen ut spes nulla relinquatur dispensationis obtinendæ; quatenùs civili potestati jus attribuit sive abolendi sive restringendi impedimenta Ecclesiæ auctoritate constituta, vel* comprobata : *item quâ parte supponit Ecclesiam per potestatem civilem spoliari posse jure suo dispensandi super impedimentis ab ipsâ constitutis, vel comprobatis*, declaratur ut *libertatis ac potestatis Ecclesiæ subversiva, Tridentino contraria, exhæreticali supra damnato principio profecta* (prop. 60)(2).

198. Et sanè cùm de fidei dogmate agatur, uti ostendimus, si jus constituendi impedimenta dirimentia vel ab iisdem dispensandi, principum esset originarium ac proprium, id constare deberet vel ex verbo Dei scripto, vel ex verbo Dei tradito; vel saltem constare deberet de hoc consensu vel tacito vel expresso à principibus Ecclesiæ aliquando dato. Atqui neque ex Scripturâ neque ex traditione constat jus istud esse principum originarium ac proprium; neque ullum monumentum occurrit in totâ antiquitate, quo evincatur præstitum esse hunc consensum Ecclesiæ à seculi principibus, ut impedimenta constitueret aut ab iis dispensaret. Ergo.

199. Contra verò cùm ex Scripturâ et traditione certum sit matrimonialem contractum à Christo evectum esse ad dignitatem Sacramenti, hoc ipso patet Christum ipsum à principum jure, contractum matrimonialem subtraxisse, atque Ecclesiæ potestati sicut cætera Sacramenta moderandum tradidisse.

200. Quare, ut vidimus, Christus apposuit impedimentum ligaminis abrogando polygamiam simultaneam, ac declarando mœchum illum esse qui uxorem ab alio dimissam duxisset; Apostolus damnavit incestum Corinthium qui duxerat uxorem patris sui; item constituit ut liber esset conjux fidelis cum quo conjux infidelis nollet pacificè vivere, seu absque contumeliâ Creatoris; Ecclesia à temporibus ipsis apostolicis usque ad Constantinum eâ potestate usa est, ut allata documenta ostendunt, quin præsumi possit id eam fecisse ex tacito vel expresso consensu Neronis, Caligulæ, vel Domitiani. Quòd si tunc temporis Ecclesia jure suo et originario usa est, concipi nequit ipsam jus suum amisisse sub imperatoribus christianis.

201. Huc accedit, quòd si ex principum consensu Ecclesia potuisset et posset aliquid circa conjugii impedimenta statuere, debuisset id saltem innui in canonibus Tridentinis, ne generalibus verbis videretur

(1) Cf. Aloys. Cuccagni in tract. *del Matrimonio cristiano*, qui insertus est in opere periodico *Giornale ecclesiastico di Roma. Supplemento quinto per i mesi di settembre ed ottobre* 1791.

(2) Ex his patet quodnam judicium ferendum sit de eo quod scribit Rechberger, op. cit., *Manuale del giure canonico Austriaco*, tom. 2 § 159 « Dai principii che su questa materia abbiamo esposti (I. § 780.) nel diritto pubblico, facilmente si deduce a chi competa il diritto di *stabilire* gl' impedimenti del matrimonio. Imperciocchè riguardano essi 0 1. la validità giuridica del contratto matrimoniale, 0 2. qualche sua qualità morale, 0 3. il Sacramento ed i suoi effetti. Quegli impedimenti che rendono il contratto giuridicamente irrito, e sono perciò in senso stretto dirimenti, soggiacciono alla podestà del sommo imperante, *e la Chiesa non può stabilirli se non che coll' espresso o tacito consenso dell' imperante*, avvegnachè il contratto di matrimonio, avuto riguardo ad diritto, prende la sua forza dalla *sola* podestà civile... Quegli impedimenti finalmente che si riferiscono al Sacramento soltanto, sono soggetti alla podestà ecclesiastica : tuttavia siccome non ostano essi che sussista valido il contratto civile, così anche riguardo al Sacramento *non possono aver forza di dirimere*, attesochè secondo l'instituzione di Cristo qualunque contratto matrimoniale legalmente valido, somministra giusta materia di Sacramento, ed alla podestà ecclesiastica non compete il cangiare la materia da Cristo instituita; perciò *non sono se non che impedienti*, cioè per aver la Chiesa definito quelle cose che si devono osservare per ricevere degnamente il Sacramento, in modo che omettendole il Sacramento illecitamente bensì, ma non per altro invalidamente si riceva. » Hæc quidem cancellarius episcopalis Lintiensis, quæ aperte pugnant cum concilii Tridentini dogmaticâ definitione, et hæreticali censurâ notata sunt in allatâ const. *Auctorem fidei*.

concilium aliquid statuere quo originarium principum jus maximè lædereturAderant concilio legati et oratores principum oculatissimi, et principum jurium defensores acerrimi, qui clamare profectò non destitissent, si quidpiam quod vel minimùm lædere suorum dominorum jura videretur, vel à longè fuissent suspicati à concilio constitui. Atqui tamen ex tot legatis et oratoribus nemo unus hiscere est ausus cùm à Tridentinis Patribus præfati canones proponerentur. Imò cùm Galliarum rex summoperè optaret ut nullum declararetur, seu irritum fieret conjugium, quod à filiisfamiliâs iniretur contra parentum voluntatem vel absque ipsorum consensu, ad idque obtinendum per oratorem suum enixè rogâsset concilium, quod et alii principes præstiterunt, restitit concilium, imò contrarium declaravit esse tenendum sub anathematis pœnâ (1), contra verò novum constituit impedimentum dirimens clandestina conjugia. Jam verò in adversariorum hypothesi satius fuisset Galliarum regi uti jure suo; evidens igitur est adversariorum sententiam novum esse inventum atque ad id temporis planè inauditum, quod nec suspicatus est ipse Lutherus, qui alioquin certè hortatus principes fuisset ut datum assensum revocarent, quo juxta ipsum, ecclesiastica, tyrannica, pontificia potestas adeò abusa erat.

202. Nec prætereundum silentio est, quòd si Ecclesia potestatem suam reverà à principibus fuisset mutuata, eam sibi nullatenùs dogmaticâ sanctione vindicâsset, cùm ejusmodi concessio sit factum merè humanum, nec propterea objectum dogmaticæ definitionis, prout observavit archiepiscopus Mechlinien-sis et Belgii primas card. de Franckenberg, qui præterea adjicit potestatem hanc Ecclesiæ esse omninò necessariam, cùm aliàs pro munere suo sufficienter curare non posset ut unio conjugalis, ad Sacramenti dignitatem evecta, cum honore ac debità decentiâ à fidelibus dignè tractaretur; nec prætermittit quòd in oppositâ sententiâ facilè contingere posset, ut dogmatica Ecclesiæ definitio falsa foret, ex. gr., sub infidelium dominatione, item casu quo principes concessam à se potestatem revocarent (1).

203. Quare vel ipse Van Espen scribere non dubitavit: « Constat jam à pluribus seculis Ecclesiam, et quidem *privativè et cum exclusione principum secularium* impedimenta dirimentia inter Catholicos ordinâsse, eaque pro temporum et locorum circumstantiis nonnunquàm extendisse vel limitâsse, aut etiam relaxâsse; ac per consequens negari non potest quin Ecclesia hâc potestate à primis seculis pacificè usa fuerit (2). » Deinde allegat tractatum Gerbesii in quo ostenditur « hanc auctoritatem non accepisse Ecclesiam à principibus secularibus, sed à Christo, eamque *jure proprio* à primis seculis usque ad hæc tempora semper hâc auctoritate usam esse. » Demùm concludit verbis superiùs relatis: « Igitur filum traditionis insecuta synodus, rectè anathema dixit in eum, » etc.

204. Sive igitur argumenta negativa spectemus, sive positiva ex naturâ rei, ex factis Christi et apostolorum, ex perpetuâ Ecclesiæ praxi, ex principum agendi ratione, ex veritate Tridentinæ definitionis, ex confessione demùm infensissimorum Ecclesiæ Romanæ adversariorum deductâ, constat, quod evincere proposuimus, præfatos scilicet canones Tridentinos non de adventitiâ ex tacito vel expresso principum consensu, sed de intimâ, originariâ ac propriâ Ecclesiæ potestate loqui, prout à Pio VI definitum est (3).

(1) Cf. card. Pallavicini in Hist. conc. Trid., lib. 22, cap. 1, § 16, ubi refert legatos Gallos duo solemni petitione regis nomine postulâsse à concilio, tum ut dirimerentur conjugia clandestina, tum etiam ut irrita fierent conjugia filiorumfamiliâs inita absque parentum consensu. Verùm cùm agatur de re tanti momenti, ex quâ luculentissimè evincitur principes tunc temporis pro certo habuisse soli Ecclesiæ jus competere statuendi impedimenta dirimentia, operæ pretium censeo integrum textum exhibere. « Pertanto gli ambasciadori francesi, scribit ipse, nel cui regno per avventura il disordine (conjugiorum clandestinorum) riusciva più frequente, e più pernizioso, il giorno ventesimo quarto di luglio fecero una solenne richiesta al concilio in nome del re; che tali matrimonii per l'avvenire *s'annullassero*; rinnovandosi l'antiche solennità delle nozze. E se alle volte per gran cagione paresse il far altramente; almeno i matrimonii non s'avessero per legittimi qualora non v'intervenisse la presenza del sacerdote e di tre o più testimonii; e che insieme *s'annullassero* i maritaggi contratti da' figliuoli di famiglia senza il consenso de' genitori, come per lo più e dannosi e disconvenevoli alle famiglie, e materia d'odio più che d'amore tra i consorti: ma per rimediare alla trascuraggine de'parenti nel provvedere allo stato de' figliuoli, *si prescrivesse* un termine d'anni oltre al quale se'l figliuolo dal padre non fosse accoppiato in matrimonio, gli divenisse lecito l'eleggersi compagnia per se stesso. » Jam verò ex his postulationibus altera à Tridentino probata fuit, altera autem rejecta. In utroque casu Ecclesia jure suo usa est.

(1) Ita immortalis jurium ecclesiasticorum in Belgio propugnator card. de Franckenberg in suo *Judicio doctrinali super doctrinâ professorum seminarii generalis Lovan., die* 26 *jul.* 1789. Hoc porrò archiepiscopi Mechliniensis judicium non solùm ipsa facultas sacra Lovaniensis, verùm etiam episcopi Belgi Antuerpiensis, Gandavensis, Brugensis, Iprensis, Ruremondensis, necnon archiepiscopus Cameracensis, episc. Atrebatensis aliique passim certatim amplexi sunt, imò summus Ecclesiæ pontifex Pius VI apostolicâ auctoritate confirmavit, simulque zelum archiepiscopi promeritis laudibus extulit litteris ad eum datis 24 martii 1790.

(2) Loc. cit., § 17.

(3) Meritò propterea cl. Binterim in op. *über Ehe und Ehescheidung;* seu de Matrimonio et Divortio. Düsseldorf, 1819, pag. 23, expositionem adversariorum can. 4 conc. Tridentini de delegatâ potestate Ecclesiæ pronuntiavit esse *formalem satyram* adversùs Ecclesiæ jurisdictionem. Sic enim scribit: « Ego illam (expositionem nimirùm quòd synodus Tridentina, can. 4, de delegatâ jurisdictione tantùm loquatur) veram adversùs ecclesiasticam potestatem satyram appello, nec satis concipere queo quonam pacto tot, licèt docti, ætatis nostræ canonistæ sese contra Ecclesiæ decisionem valeant tueri. Nam Ecclesia in suis œcumenicis conciliis nunquàm certè de eâ potestate declarandâ vel constabiliendâ sollicita fuit, quam ex principum favore accepit, sed de illâ tantùm quæ à divino ejus fundatore tradita ipsi fuit atque commissa. Ac prior quidem potestas ad historiam pertinet, posterior ecclesiasticas decisiones complectitur. Nullum porrò exemplum invenio, quo Ecclesia aliquid sub anathemate definiverit, quod ex principum favore derivàrit. »

Difficultates.

205. I. Obj. : 1° Matrimonium, canonistis et theologis consentientibus, passim dicitur contractus *civilis* ad dignitatem Sacramenti à Christo evectus; materia itaque *ex quâ*, ut aiunt, fit Sacramentum, est civilis contractus; atqui solius principis est leges ferre pro contractu civili; ergo ex ipsâ rei naturâ constat ad solos principes spectare jus originarium circa matrimonium etiam quà Sacramentum, ita ut ipsi soli possint impedimenta statuere, aut Ecclesia ex ipsorum tacito vel expresso consensu. 2° Hoc verò clariùs adhuc patet ex eo quòd dignitas Sacramenti accedat contractui civili, cujus proinde naturam non immutat, prout non immutat calicis materiam superveniens benedictio. 3° Sanè incredibile est Christum Dominum, qui professus est regnum suum non esse de hoc mundo, voluisse per evectionem matrimonii ad dignitatem Sacramenti principes jure quo antea pacificè fruebantur destituere atque privare. 4° Quod benè intellexit S. Thomas, qui apertè scribit : « Personæ illegitimæ ad matrimonium contrahendum dicuntur ex eo quòd sunt contra legem, quâ matrimonium statuitur. Matrimonium autem in quantum est in officium naturæ, statuitur lege naturæ, in quantum est Sacramentum, statuitur jure divino; in quantum est in officium communitatis, statuitur *lege civili*. Et ideò ex quâlibet dictarum legum potest aliqua persona effici ad matrimonium contrahendum illegitima (1). » 5° Hinc nunquàm potest satis commendari concilii Tridentini moderatio atque sapientia, quod definivit quidem posse Ecclesiam impedimenta constituere, et de causis matrimonialibus cognoscere, at nunquàm definivit quo jure, utrùm scilicet nativo, an verò à principibus communicato id possit; 6° quod Van Espen animadvertit scribens : « Nequaquàm dubitamus quin Ecclesia habeat auctoritatem similia impedimenta (dirimentia) inducendi, prout per concilium Tridentinum definitum est; sed et hoc fatendum est concilium non definivisse utrùm ex Christi institutione, vel utrùm ex principum indulgentiâ tacitâ vel expressâ, hæc auctoritas inducendi impedimenta dirimentia Ecclesiæ competat (2). » Ergo.

206. R. Ad 1. D. maj. Matrimonium passim dicitur contractus civilis ad dignitatem Sacramenti à Christo evectus latiori sensu et impropriè, C.; stricto sensu et propriè, N. Sic enim canonistæ et theologi loqui consueverunt, quatenùs matrimonium in societate contrahitur, non autem quatenùs significare præcisè intendunt quòd Christus ad dignitatem Sacramenti evexit; si qui verò sunt qui illam loquendi formulam pressè ac severiori sensu adhibeant, perperàm prorsùs eam usurpant (1). Nec enim Christus contractum civilem, seu contractum ad normam legum civilium initum aut ineundum ad dignitatem Sacramenti evexit, sed contractum naturalem qualem exigit officium naturæ; officium siquidem naturæ essentiale est ac ipsi matrimonio intrinsecum, ideòque et contractus naturalis; contra verò civilis forma, ut ita loquar, quà matrimonium contractus civilis evadit, accidentalis est, extrinseca atque mutationibus perpetuis obnoxia. Cùm verò contractus matrimonialis constituat materiam Sacramenti, hæc profectò non debuit ab hominum arbitrio pendere (2). Hinc D. pariter minorem. Principis est leges ferre pro contractu civili in ordine ad forum civile quoad ea quæ sunt vinculo conjugali extrinseca, C.; in ordine ad forum internum quoad nexum ipsum matrimonialem et sacramentalem, N. Nam in ea quæ sunt ipsi vinculo conjugali intrinseca nullum jus habet princeps, utpote quæ separari nequeant ab ipso Sacramento, ut paulò infra magis declarabimus.

207. Ad 2. N. Dignitas enim Sacramenti non supervenit vel ipsi contractui naturali, sed contractus naturalis in actu ipso quo perficitur ex Christi institutione induit naturam Sacramenti, quod ab ipso jam inseparabile est. Notandum siquidem hìc sedulò est non supervenire rationem Sacramenti contractui naturali jam in *suo esse* constituto et perfecto, cujusmodi est aqua respectu Baptismi, panis respectu Eucharistiæ. Sed ratio Sacramenti exurgit et perficitur in actu ipso quo sub debitis conditionibus perficitur contractus, quemadmodùm ratio Sacramenti Baptismi oritur ex ablutione, et ratio Sacramenti Eucharistiæ ex prolatione verborum consecrationis. Quare non se habet contractus naturalis respectu Sacramenti Matrimonii ut materia *remota*, sed ut materia *proxima*, quæ consistit in ipsâ applicatione, seu collatione. Hinc cùm Matrimonium perficiatur ipso contrahentium consensu expresso sub debitis conditionibus, hoc ipso actu fit signum efficax gratiæ, adeòque Sacramentum. Atque exinde patet discrimen quod intercedit in adductâ pa-

(1) Suppl. q. 50, art. 1, ad 4. Similia habet S. doctor, lib. 4 cont. Gent., cap. 78, ubi scribit : *In quantum igitur* (matrimonium) *ordinatur ad bonum naturæ, quod est perpetuitas speciei, dirigitur in finem à naturâ inclinante in hunc finem; et sic dicitur naturæ officium. In quantum verò ordinatur ad bonum politicum, subjacet ordinationi civilis legis. In quantum autem ordinatur ad bonum Ecclesiæ, oportet quòd subjaceat regimini ecclesiastico.*

(2) Loc. cit.

(1) Inter cæteros ita loquitur Sanchez de Matrimonio, tom. 2, lib. 7, disp. 2, num. 2, ubi cùm statuisset posse principes ponere impedimenta matrimonium dirimentia etiam quatenùs est Sacramentum, pergit : *Nec obstat principis secularis potestati, matrimonium esse Sacramentum, quia ejus materia est* CONTRACTUS CIVILIS, *quâ ratione perinde potest illud ex causâ justâ irritare ac si Sacramentum non esset, reddendo personas inhabiles ad contrahendum, et sic illegitimum et invalidum contractum.* Verùm de hujus auctoris principio paulò post agemus. Id ipsum præstiterunt theologi qui eum secuti sunt, Tournely, Collet, aliique passim.

(2) In adversariorum hypothesi, quòd Christus evexerit Matrimonium, quatenùs contractus civilis est, ad dignitatem Sacramenti, hoc sequeretur absurdum, Christum scilicet principibus ethnicis, aut hæreticis et impiis reliquisse facultatem moderandi materiam Sacramenti, ita ut materiæ sacramentalis valor penderet ab illorum arbitrio. Quod profectò nemo sanus dixerit. Jam verò sub ratione politicæ dominationis inter se pares sunt catholici principes et principes infideles et acatholici, cùm omnes habeant idem objectum, temporalem videlicet subditorum felicitatem.

ritate inter calicem et supervenientem ei benedictionem (1); multò igitur minùs ratio Sacramenti supervenit contractui civili.

208. Ad 3. Resp. 1° : Cùm constet de facto, conjecturæ nostræ conticescere debent.

209. Resp. 2° : D. Ita tamen ut abundè eos compensaverit, C.; secùs, N. Inprimis Christus quod merè civile est in contractu conjugii intactum principibus reliquit, ita ut ipsi jure suo uti possint in legibus circa matrimonium constituendis quæ ad bonum reipublicæ et tranquillitatem familiarum conducere possint, quæque efficiant effectus civiles et externos. Quod verò attinet ad vinculum ipsum, si hoc Christus subtraxit principum juribus, longè eos compensavit per sanctissimam religionem, quâ subditorum mores meliores fierent, et cives absolutissimi evaderent. Ex his autem firmitas pendet principatuum, cùm Christiani teneantur principibus subesse, obedire, vectigalia solvere non solùm propter metum, sed etiam propter conscientiam (2).

(1) Hoc perspicuè et paucis verbis exponit Angelicus doctor, in 4 Sent., d. 27, q. 1, ad 4 quæst., scribens : *Sicut se habet ablutio exterior ad Baptismum, ita se habet expressio verborum ad hoc Sacramentum* (Matrimonii), *ut dictum est;* et ibid., q. 26, q. 2, art. 3, ad 2 : *Actus exteriores et verba exprimentia consensum directè faciunt nexum quemdam, qui est Sacramentum Matrimonii.* Cùm verò adversarii non admittant Angelici auctoritatem nisi quando ipsis favere videtur, juverit hoc ipsum adstruere auctoritate adversariis minimè suspectâ, nempe Van Espenii, qui op. cit. p. 2, tit. 12, cap. 4, num. 7, ait : *Causa igitur* EFFICIENS ET PERFICIENS *matrimonium est mutuus consensus, ut sicuti sponsalia de futurò contrahuntur solo consensu in nuptias futuras, ita matrimonium per consensum de præsenti in nuptias perficitur, juxta regulam juris :* « *Nuptias non concubitus, sed consensus facit.* » *Unde pontifex* (Innocentius III), *in cap.* 23, 10, *de Sponsalibus, tanquàm indubitatum suæ resolutionis fundamentum assumit, quòd* SUFFICIAT AD MATRIMONIUM SOLUS CONSENSUS ILLORUM DE QUORUM QUARUMQUE CONJUNCTIONIBUS *agitur.* Loqui autem Van Espenium de Matrimonio, prout est Sacramentum, constat ex antecedentibus et consequentibus numeris; nam num. 3 ponit discrimen inter matrimonium infidelium et fidelium, quod illud sit tantùm *verum*, istud præterea *ratum et Sacramentum;* n. 5, scribit : *Matrimonium* RATUM *inter fideles esse* VERUM SACRAMENTUM *nemo Catholicorum dubitat*, et ostendit auctoritate Eugenii IV et conc. Tridentini; deinde n. 7, exponens hujus Sacramenti causam *efficientem* et *perficientem*, reponit, ut vidimus, in consensu contrahentium; demùm eodem n. 7, post adducta verba pergit : *Quod autem dicit Eugenius IV, in cit. decr. pro Armen. : Causa efficiens matrimonii* REGULARITER *est mutuus consensus per verba de præsenti expressus, nullatenùs sic intelligendum, quasi aliquando alia esset causa efficiens matrimonii quàm* MUTUUS CONSENSUS, *sed quòd is consensus non semper sit exprimendus per* VERBA. Quare cùm ex Van Espenio per illud *efficiatur* et *perficiatur* Sacramentum, quo *efficitur* et *perficitur* contractus, patet se habere contractum ad Sacramentum ut *materiam proximam*, sicut se habet ablutio quâ *efficitur* et *perficitur* Sacramentum Baptismi, ut loquitur etiam S. Thomas, 3 p., q. 66, art. 1, et post ipsum Catech. Rom., pag. 2 de Sacr. Bapt., Cf. Gerdil. cit. tract. de Matrim., pag. 1, § 5, ubi solvit difficultatem M. A. de Dominis petitam ex similitudine aquæ quæ est materia Baptismi, et panis et vini, prout sunt materia Eucharistiæ.

(2) Cf. Gerdil. ibid., § 4, digressione circa calumniam ab adversariis impactam defensoribus jurium ecclesiasticorum, quòd detrahant auctoritati principum. Cf. etiam J. Vinc. Bolgeni in op. *Problema se i giansenisti siano giacobini*, Roma, 1794, necnon J. B. Gemini *La Cabala de' moderni filosofanti scoperta in faccia ai piccoli e ai grandi della terra*, Assisi, 1792; item Cajet. Aloys. Del Giudice *Scoperta de' veri nemici della sovranità sedicenti regalistis;* ex his patebit quinam veri sint principum hostes, utrùm aulici et Jansenistæ, an verò qui jura Ecclesiæ defendunt.

210. Ad 4. D. Statuitur juxta S. Thomam etiam lege civili in ordine ad forum civile et quoad effectus civiles, C.; in ordine ad vinculum ipsum conjugale, ex quo conficitur Sacramentum, N. Quo sensu verissimum pariter est quod subdit Angelicus doctor : *Ex quâlibet ipsarum legum aliqua persona potest effici ad matrimonium contrahendum* ILLEGITIMA, id est, in respectivo ordine. Etverò S. Thomam nullam vim in civilibus legibus agnovisse constituendi impedimentum, quo irritum reddatur ipsum matrimonii vinculum, apertè evincunt inter cætera quæ scribit in eodem Supplemento, ex quo objecta verba adducta sunt : *Prohibitio*, inquit, *legis humanæ* NON SUFFICERET *ad impedimentum matrimonii*, NISI INTERVENIRET ECCLESIÆ AUCTORITAS, *quæ idem etiam interdicit* (1). Igitur principes, juxta S. Thomam, eas tantùm leges ferre possunt, quæ impediant matrimonii contractum in ordine suo, seu civili, ut dictum est.

211. Ad 5. D. Non definivit Tridentinum quo jure

(1) Quæst. 57, art. 2, ad 4. Alia plura S Thomæ in hanc rem testimonia congessit Ituriaga, in op. cit. : *L'avvocato pistoiese*, etc., cap. 2, § 2. Profiteor tamen me non omnia admittere quæ ibid. docet hic auctor, de quo suo loco disseram. Cf. Muzzarelli in diss. *Del contratto del matrimonio in quanto Sacramento*, opusc. 29 edit. Flor., 1822, tom. 8, p. 222. Leullierius præterea jam animadverterat in op. cit., observ. 2, § 2, S. Thomam in loco adducto ex lib. 4 cont. Gentes, non agere de impedimentis matrimonii, sive de auctoritate eorumdem constituendorum; sed solùm explicare varios conjugii fines, et horum respectu matrimonium quasi diversis legibus obnoxium dicere. Quod verò attinet ad alterum desumptum ex Suppl. quæst. 50, Jac. Clemens doctor Lovanien. cum Prospero Fagnano in cap. *Utrùm autem*, de Cognatione spirit., lib 4 Decretal., respondet, sensum verborum S. Thomæ nequaquàm eum esse, ut lex civilis quemcumque inhabilem reddere queat ad matrimonia contrahendum; sed unamquamque ex illis legibus, de quibus loquitur S. doctor, efficere posse ut aliquis, ineundo conjugio habilis non sit, nimirùm legem naturalem, quæ omnibus hominibus communis est, posse impedimenta statuere relatè ad omnes eos etiam qui nullius imperio subsunt; legem civilem, quæ matrimonia respicit solùm ratione habitâ ad commune reipublicæ bonum, posse condere impedimenta civilia relatè ad subditos infideles, Ecclesiam demùm Christianorum conjugia invalida definire posse, quæ cùm ad Sacramenti naturam evecta sint, tum ex suâ essentiâ, tum ex effectibus gradum legibus civilibus multò nobiliorem habeant. Cf. in *Traité du pouvoir de l'Eglise sur le mariage* p. 137, necnon op. de Impedimentis matrimonii, Mechl. 1854, p. 108, seq., 127, 135, 146, seqq. (Infra.) Nonnullis tamen subtilis potiùs visa est hæc Clementis evasio quàm solida. Esto, non est tamen contemnenda. Nos aliam dedimus. Cæterùm S. Thomam constanter Ecclesiæ tribuisse potestatem impedimenta statuendi patet ex lib. 4 cont. Gent., c. 78, quodlib. 5, art. 5, in comm. in 4 Sent., dist. 37, q. 1, art. 1, dist. 40, art. 4, dist. 42, q. 1, art. 1, ibid., q. 2, art. 2, ad 4, etc.

Ecclesia statuere possit impedimenta expressè, cò quòd id nunquàm fuerit in dubium revocatum, C; æquivalenter, N. De germano enim sensu Trident. in laudatis decretis nobis constat ex censurâ ac notâ hæreticali inustâ à Pio VI propositioni 59 synodi Pistoriensis.

212. Ad 6. N. Verba enim quæ objiciuntur ex Van Espenio non sunt hujus auctoris, sed à posteriori Launoianâ aliquâ manu adjecta textui Van Espenii, in editione longè post auctoris obitum Lovanii, seu potiùs Lutetiæ Parisiorum an. 1753 vulgatâ. In editionibus siquidem auctore adhuc in vivis agente adornatis objecta verba non habentur (1). Hinc aliud exurgit argumentum de novitate hujus sententiæ, ac specimen intemeratæ fidei theologorum et canonistarum aulicorum.

213. II. Obj. 1° : Paucæ exstant à primis Ecclesiæ sæculis leges circa fidelium matrimonia ab Ecclesiâ latæ (2), 2° seu veriùs solæ vigebant juris Romani leges ad quas passim provocant Ecclesiæ Patres; 3° ex publicis enim monumentis constat principes de matrimoniis leges tulisse, Ecclesiam eis paruisse, seu illis se conformâsse, cùmque vellet impedimenta statuere ad principes confugisse. 4° Jam enim sec. II Athenagoras in Legatione pro Christianis apertè professus erat : *Unusquisque nostrûm uxorem suam secundùm leges à vobis positas ducit* (3). 5° Honorius et Theodosius lege Ravennæ latâ an. 409, stauunt quando, cum quibus, et quâ de causâ in impedimentis dispensandum sit (4) ; codex Justinianæus his legibus refertus est. 6° Quare, cùm Patres Milevitani decrevissent : *Placuit ut secundùm evangelicam et apostolicam disciplinam, neque dimissus ab uxore, neque dimissa à marito alteri conjungantur*, subdunt : *In quâ causâ legem imperialem petendam promulgari* (5). Hinc 7° Theodoricus Gothorum rex veniam cuidam fecit, ut nuptias inire posset cum consobrinâ, Cassiodoro teste (6); 8° in legibus Longobardorum rex Luitprandus statuit ut *amodò nullus præsumat, relictam de consobrino aut sobrino suo uxorem ducere ;* cur? *quia Deo teste, Papa urbis Romæ per suam epistolam* NOS ADHORTAVIT ut *tale conjugium fieri nullatenùs permitteremus* (7). 9° Si quæ igitur antiquitùs leges ab Ecclesiâ latæ sunt circa Christianorum conjugia, prohibitivæ potiùs dicendæ sunt quàm irritantes connubia ; 10° aut certè fatendum est ipsam jus sibi indebitum usurpâsse, 11° cujus rei fidem haud dubiam faciunt spuriæ Isidori decretales. Ergo.

214. R. Ad 1. Esto, paucæ latæ sint prioribus seculis leges ab Ecclesiâ, quæ fidelium conjugia irrita redderent, ex hoc id unum evincitur, illorum temporum adjuncta hoc temperamentum poposcisse. Cæterùm, cùm non desint exempla istarum legum, hoc ipso efficitur potestate suâ in iis ferendis Ecclesiam usam esse.

215. Ad 2. N. Nam præter juris Romani leges, aliæ conditæ ab Ecclesiâ sunt. Nonnullas superiùs innuimus, quibus ad pleniorem dictorum confirmationem alias subjicimus; omissis enim decretalibus quibus Callixtus pontifex initio seculi III, et Julius papa eodem seculo statuerunt impedimentum *consanguineitatis*, utpote inter spurias ab eruditis rejectis (1), concilium Neocæsariense, an. 314, constituit impedimentum *affinitatis*, perinde ac concil. Eliberitanum (2). Impedimentum *publicæ honestatis* constitutum fuit à Siricio (3); impedimentum *voti* à conc. Eliberitano (4), Carthagin. IV (5), Chalcedonensi (6), item à Siricio et Innocentio I (7). De impedimento *raptûs* egit synodus Ancyrana an. 314 (8), necnon synodus Chalcedonensis (9) et Symmachus papa (10). De impedimento *criminis* ab Ecclesiâ instituto certum est ex concilio Altheimensi (11). Matrimonium ob *cultûs disparitatem*

(1) Sanè in edit. Lovaniensi anni 1700, quâ utor, verba illa omninò desunt. Cf. edit. Venet. 1781, in cujus præfatione apertè dicitur quòd ea quæ in eâ editione addita sunt inter asteriscos spectent ad Supplementum editum an. 1729, nempe post mortem Van Espenii. Porrò citatus textus reperitur inter asteriscos.

(2) Ita Petzek, diss. de Potest. Eccles., Friburg. 1783, p. 48, seqq., 72, seqq. Auctor op. cit. *Theologisch-statistischer*, etc., seu *Specimen theologicum-statisticum de ecclesiasticâ Potestate in rebus matrimonialibus*, et Thom. Dolliner in op. pariter cit. *Handbuch des Eherechts* seu Manuale juris matrimon.

(3) Loc. cit. ex Legat. pro Christ.

(4) Cod. Theodos. : *Si nuptiæ ex rescripto petantur*, tit. 10. Cf. Cod. Theodos. cum perpetuis notis et comment. Jac. Gothofredi Lugduni, 1665, t. 1, p. 287.

(5) Loc. cit. apud Harduin.

(6) Variarum lib. 7, num. 46 : *Formula quâ consobrina legitima fiat uxor*. Opp. M. Aurelii Cassiodori, edit. Rothomagi 1679, tom. 1, p. 123.

(7) Apud Bas. Joan. Heroid, Originum ac Germanicarum antiquitatum libri. Basileæ 1557, p. 219, tit. 24.

(1) Cf. apud Harduin., Acta conc. tom. 1, col. 112, seqq., et col. 555. Attamen hoc impedimentum consanguineitatis certò constitutum est à conc. Agathensi ; an. 506, can. 61, Arvernensi an. 535, can. 12, etc.

(2) Concil. Neocæs., can. 2, ibid., col. 282, conc. Eliberit. paulò post celebratum can. 61, ibid., col. 256. Cf. etiam S. Basilium, ep. 160, al. 197, ad Diodorum.

(3) In epist. ad Himerium Tarrac., cap. 4, apud Coustant. col. 628. Verba autem Siricii hæc sunt : *De conjugali velatione requisisti, si desponsatam alii puellam, alter in matrimonium possit accipere. Hoc ne fiat, modis omnibus inhibemus, quia illa benedictio quam nupturæ sacerdos imponit, apud fideles cujusdam sacrilegii instar est, si ullâ transgressione violetur.* In quem loc. cf. adn. edit. Ideò verò textum attulimus, quia nihil non moliuntur adversarii, ut vim hujus constitutionis eludant.

(4) Can. 13, in quem canonem cf. comment. card. de Aguirre, tom. 1 op. cit., p. 407, seqq.

(5) Can. 104, apud Harduin., loc. cit., col. 985.

(6) Can. 16, ibid., tom. 2, col. 608.

(7) Siricius in ep. cit. ad Himer., cap. 6, Innocentius verò in epist. ad Victricium, cap. 12, apud Coustant, col. 704, seq., in quem locum inter cætera scribit editor : *Inde autem quomodò juventur, qui ab Innocentio sacrarum virginum conjugia improbari quidem, sed non solvi putant, nobis latet.* Verùm ipsum adibis in loc. cit.

(8) Can. 11, ex coll. Isidori, 10 autem ex collect. Dionysii Exigui. Apud Hard. tom. 1, col. 276.

(9) Can. 27, ibid., tom. 2, col. 612.

(10) Epist. ad Cæsarium Arel., cap. 4, apud Hard., tom. 2, col. 958.

(11) Celebratum est hoc concilium an. 916; agens porrò de hoc criminis impedimento, provocat ad antiqua canonum statuta; sic enim loquitur : *Illud communi decreto* SECUNDUM CANONUM INSTITUTA *definimus, et præjudicamus, ut, si quis cum uxore alterius, vivente eo, fornicatus fuerit, moriente marito, synodali judicio*

fieri prohibuit conc. Eliberitanum (1), Arelatense (2), et Arvernense (3). Cùm itaque omnia ferè impedimenta quæ adhuc vigent, ab Ecclesiâ constituta fuerint, de quorum plerisque nullum occurrit in imperialibus legibus vestigium (4), patet falsum omninò esse quod ab adversariis assumitur, solas videlicet viguisse primis seculis juris Romani leges. Quòd si Patres interdùm ad leges imperatorum provocant, ad eas provocant quas Ecclesia, ut mox dicemus, et probavit et suas fecit.

216. Ad 3. D. Principum legibus matrimonialibus Ecclesia paruit quas ipsa adoptavit, C.; quas rejecit aut correxit, N. Minimè inficiamur Ecclesiam plures imperiales leges *adoptâsse*, etiam quoad effectus ecclesiasticos. Ast non omnes admisit, sed plures rejecit vel correxit, cujus assertionis vadem damus auctorem protestantem Joan. Fridericum Bockelman, qui plures leges enumerat ad matrimonium spectantes ab Ecclesiâ vel abrogatas vel correctas (5). Jam verò exinde patet Ecclesiam jure suo usam esse, sive cùm proprias ad effectus sacros leges connubiales condidit, sive cùm justis de causis principum constitutiones adoptavit, sive cùm eas correxit. Idem semper exercetur jus legislativum in utroque casu (6).

217. Ad 4. D. Ducebant Christiani uxorem juxta eas leges quas Ecclesia adoptaverat, juxta dicta, C.; juxta omnes leges indiscriminatim, N. Contrarium enim ostendimus.

218. Ad 5. D. Honorius, Theodosius Junior, Justinianus aliique leges tulerunt matrimoniales ut custodes, patrocinatores ac vindices legum canonicarum, C.; ut sancirent auctoritate propriâ leges ecclesiasticas, ad communicandam eis intrinsecam firmitatem quâ ante carerent, N.

219. Ne videar sine tabulis hanc assertionem ob-

aditus ei claudatur illicitus; ne ulteriùs ei conjungatur matrimonio, quam priùs polluit adulterio. Apud Hartzheim, Conc. Germ., t. 2, p. 588. Solent adduci ad hoc ipsum astruendum verba S. Augustini, ex l. 1 de Nuptiis, c. 10: *Mortuo viro, cum quo verum connubium fuit, fieri connubium* NON *potest cum quo præcessit adulterium;* verùm hæc lectio dubia saltem est; editores enim Lovanienses et Maurini omittunt particulam negativam, quin tamen moneant in antiquis editionibus quibus usi sunt correctores Romani, illam reperiri.

(1) Can. 15, 16 et 17 apud card. de Aguirre, Conc. Hispan. tom. 1, pag. 428, seqq.

(2) Can. 11 apud Hard., Acta conc., tom. 1, col. 265.

(3) Celebratum an. 535, can. 6, ibid., t. 2, col. 1181.

(4) Sanè vel ipse apostata M. A. de Dominis, lib. 5 de Repub. ecclesiast. n. 67, fatetur quòd LEX SOLA ECCLESIASTICA *impedimentum posuit cognationem spiritualem occasione Baptismi, Ordinem sacrum, et vota solemnia, ac defectum solemnitatum quarumdam*, etc.

(5) De differentiis juris civilis et canonici, nos cap. præcedenti plura attulimus Patrum testimonia, quibus improbant leges ab imperatoribus latas quas nullius esse ponderis affirmant respectu Christianorum, cujusmodi erant illæ quibus permittebatur divortium. Non paucas leges civiles ab Ecclesiâ correctas pariter exhibet Nicolaus Munchen in Dissert. de Jure Eccles. cathol. statuendi impedimenta matrim. dirimentia, Coloniæ 1827, pag. 76, seqq.

(6) Cf. Roskowany, op. cit., § 37-41, et Gerdil., tract. cit., p. 1, § 9.

trudere, unum aut alterum testimonium afferam ex codice Justinianæo, ex quo constat hunc imperatorem in legibus quas tulit ad canones sanciendos, non aliud sibi proposuisse quàm se eorum custodem et vindicem exhibere, atque urgere ipsorum executionem. *Si civiles leges*, inquit, *quarum potestatem nobis Deus pro suâ in homines benignitate credidit, firmas ab omnibus custodiri ad obedientium securitatem studemus, quantò plus studii adhibere debemus circa sacrorum canonum et divinarum legum* CUSTODIAM *quæ super salute animarum nostrarum definitæ sunt* (1)? Quibus verbis ostendit se contra distinguere leges civiles quarum sibi *potestatem* tributam affirmat, et sacros canones quos jungit legibus divinis quarum tantùm *custodiam* sibi ascribit. Prosequitur verò ibid. imperator: *Qui enim sacros canones custodiunt, Domini Dei adjutorio digni sunt; qui autem transgrediuntur, ipsi semetipsos judicio reddunt obnoxios.* Si ex imperatore reus fit coram Deo qui sacros canones transgreditur, ergo in canonibus agnovit vim obligandi in conscientiâ, ideòque vim non mutuantur ex imperatoris sanctione. Accedens deinde propiùs ad rem nostram, apertè profitetur vim prohibitivam in canonibus dicens: *Quod autem divini canones* PROHIBENT, *clericos esse qui secundam uxorem duxerunt, et inter sanctos Basilius docens: ait: « Digamos canon ministerio exclusit, et ex iis pro- « genitos. »* Demùm concludit Justinianus: *His igitur, quæ* SACRIS CANONIBUS DEFINITA SUNT, *insistentes præsentem sancimus legem* (2). Quibus in antecessum visus est imperator axioma evertere à recentioribus aulicis statutum: *Canones legibus, non leges canonibus adjectas esse* (3). Eâdem ratione sese gesserunt principes occidentales, Childebertus, Chilpericus, Clotarius II, Carolus M., aliique passim, qui protestantur se legibus suis canonum tantùm executionem urgere (4).

220. Ad 6. D. judicârunt PP. Milevitani petendum ut imperialis lex ferretur, quâ mandaretur executioni canon seu lex in concilio statuta, seu potiùs declarata, C.; quâ ab imperatore constitueretur quod ex se Patres Milevitani facere non potuissent, N. Tria hìc præstant Africani Patres: 1° condunt legem, aut potiùs legem à Deo conditam declarant, ne scilicet liceat vivente conjuge ad aliam transire: *Placuit ut secundùm*, etc. Si ita *placuit* Patribus, ergo legem condunt, seu potiùs divinam legem declarant; 2° hujus legis violatoribus, quas possunt pœnas infligunt, nempe pœnitentiam; 3° postulant ab imperatore ut hanc legem suâ quoque auctoritate communiat, pœ-

(1) Novel. 137.

(2) Ibid.

(3) Cl. Natal. Alexandr., Hist eccl., sec. VI, c. 7, art. 2, qui inter cætera scribit: *Licèt verò de rebus et personis ecclesiasticis leges tulerit Justinianus, in ipsum esset iniquior, qui assereret ipsum Ecclesiæ auctoritatem usurpâsse. Veteres enim canones renovavit duntaxat;* et paulò post: *Si quas verò novas leges tulit de ecclesiasticâ disciplinâ Justinianus,* VIM ILLÆ NON HABUERUNT ULLAM; *nisi quia sunt ab Ecclesiâ receptæ et approbatæ.* Quod deinde allatis documentis ostendit. Cf. etiam car. Gerdil. cit. *Trattato del Matrim.*, part. 1, § 11.

(4) Hujus rei documenta vide apud Gerdil., loc. cit

nas corporales infligendo (1).

221. Ad 7. D. Veniam fecit pro foro civili et quoad civiles effectus, C.; quæ valeret coram Deo, N. Theodoricus præterea in tali præbendâ facultate innititur auctoritate legum; at certum est leges Christianorum ejusmodi inter consobrinos conjunctiones interdixisse (2).

222. Ad 8. D. Ut canonum custos et vindex, C.; secùs, N. Responsio patet ex dictis in resp. ad 6. Cùm enim plures semper existant qui magis pœnis temporalibus quàm spiritualibus afficiantur, coacti non semel sunt tum pontifices tum episcopi in conciliis adunati adversùs legum ecclesiasticarum contemptores expetere à principibus edicta ac leges quibus illi cogerentur ad leges ecclesiasticas servandas. Talis est origo plerarumque civilium constitutionum quæ habent pro objecto res sacras.

223. Ad 9. N. Quamvis enim antiquitùs nondùm obtinuerit formula nunc in usu recepta, quâ conjugia contra Ecclesiæ leges inita dicuntur *irrita, nulla*, etc., æquivalentibus verbis id ipsum significabatur. Patres enim et concilia per quasdam nuptias affirmabant *divinam legem et jura naturæ perrumpi, adulteria committi*, eas *manere non posse; esse repellendas*, etc.; interdùm perpetuæ pœnitentiæ atque excommunicationi subjiciebant vetitas nuptias attentantes. Quis porrò non videat in his agi non de solâ *prohibitione*, sed de *irritatione* ejusmodi conjugiorum (3).

224. Ad 10. N. Hæc enim mera est apostatæ Spalatensis criminatio, quam postea personati Catholici iterare non erubuerunt (4). Si Ecclesia usurpavit indebitum sibi jus, proferant igitur adversarii qui nos auctores invasionis illegitimæ incusant, assignent tempus quando hæc potestatis legislativæ invasio ab Ecclesiâ fieri cœpit; retegant artes et machinationes quibus ambitiosum adeò consilium ad optatum exitum Ecclesia perducere molita sit. Fierine potuit ut omnes Christiani orbis præsules, lique sanctissimi in unum conspirare potuerint ad aliena jura usurpanda? Numquid clanculùm, an verò apertè id pertentârunt? At quomodò nemo ex iis quorum maximè intererat de violato jure clamare, insurrexerit adversùs hanc invasionem, nemo conquestus sit ex tot principibus de propriis juribus adeò sollicitis, ex tot aulicis et principum assentatoribus? Cùm agatur de gravi adeò criminatione, non conjecturis aut suspicionibus indulgendum, sed documentis ea comprobanda est, quæ nulla prorsùs neque ab apostatâ Spalatensi, neque ab ejus sequacibus hucusque proferri potuerunt. Calumniatorum propterea notam non effugiunt.

225. Ad 11. N. Leges enim et canones aut pontificum rescripta quibus impedimenta matrimonium dirimentia apponuntur longè antiquitate superant sec. IX, quando primùm prodiêre Isidori decretales. Recolantur quæ superiùs adduximus. Merces Isidorianæ sunt semper postremum effugium ecclesiasticæ potestatis osorum, quamvis sexcenties illud fuerit ad nihilum redactum atque protritum (1). Neque illud omittendum est, quòd, cùm Hincmarus Rhemensis falsitatem harum decretalium eodem quo prodierunt seculo ostendere sibi sumpserit, argumentum omnium validissimum, quod ex perperàm tributâ Ecclesiæ potestate legislativâ in impedimentis dirimentibus constituendis erui poterat, in adversariorum hypothesi, nec attigerit quidem.

PROPOSITIO V. — *Ecclesia sola jure proprio et originario potest constituere impedimenta matrimonium dirimentia, quæ scilicet matrimonii vinculum afficiant.*

226. Est certa, ut apertè colligitur ex can. 4 superiùs recitato concilii Tridentini, et ex censurâ prop. 59 synodi Pistoriensis in constitut. *Auctorem fidei*, et sequitur ex præcedenti quam vindicavimus propositione.

(1) Cf. Leullier, op. c., obs. 5, § 1 et 2.

(2) Etenim has consobrinorum nuptias prohibuerat Theodosius, ut patet ex lege datâ ab Arcadio, d. c. 16, lib. 3, Cod. Theodos. de incest. Nupt., et lib. 1 ejusdem Cod., tit. 4 : *Si nuptiæ ex rescripto petantur*, datâ ab Honorio. Cf. etiam S. Ambros. epist. 60 edit. Maur., aliàs 66. Hujus legis Theodosianæ meminerunt etiam Libanius, orat. de Angariis, editâ à Gothofredo; S. Augustinus, lib. 13 de Civit. Dei, cap. 16.; Paulus Diaconus, lib. 13, aliique.

(3) Cf. Roskowany, op. cit., § 36.

(4) Hanc calumniam omnium primus, ut diximus, struxit adversùs Ecclesiam M. A. de Dominis, qui in op. cit. lib. 5, n. 67, scripsit : *Per accidens tamen*, ET EX SOLA USURPATIONE, *deinde præscriptione, si tamen præscriptio hæc bonam fidem adjunctam verè habeat, etiam in Ecclesiâ* (potestas hæc) *reperitur.* Appositè Card. Gerdilius, op. cit., § 12, ad hanc criminationem respondit : « Degno di un apostata si è questo nero sospetto, che tenta quì lo Spalatense di spargere sulla buona fede della Chiesa, quasichè tanti santi Pontefici, tanti venerabili Padri adunati nei concilii avessero conspirato per una sì lunga serie di secoli, ad usurpare una incompetente autorità lesiva de' diritti della podestà civile, nè avessero temuto di chiamare lo Spirito santo in patrocinatore di questa da loro conosciuta usurpazione, promulgando sotto l'invocazione di lui le ordinazioni fatte da essi riguardo al matrimonio, come provenienti da autorità ricevuta da Dio, e diretta, e regolata dal suo Spirito. Stolta impudenza, che scuopre la malignità dell'animo, senza punto giovarè all'intento. Egli è assioma di universale giurisprudenza, fondata sull'equità naturale, che un pacifico possesso di lunghissimo tempo mantenuto, ed esercitato senza interruzione per mezzo di frequentissimi atti notorii, con perfetta acquiescenza delle parti interessate, fa presumere un qualunque più giusto titolo, e che a togliere il diritto, non basta un dubbio, anche probabile in contrario, ma esser d'uopo, che la mala fede sia concludentemente provata da chi si prende a contrastarlo. »

Attamen Spalatensis dictum iteravit Launoius, imò ulteriùs progressus est, dùm rejecto præscriptionis titulo, affirmat op. cit. part. 1, art. 2, cap. 8, seu edit. cit. p. 697, Pontifices ita se gessisse *per usurpatam in eas causas jurisdictionem.* Deinde alii passim idem effatum tantos secuti magistros adoptârunt.

(1) Verè nostris adversariis applicari possunt quæ de Lutheranis, Calvinistis aliisque hæreticis scripsit Van Espenius : *Omne Catholicorum penè armamentarium ereptum iri crediderunt, si has decretales* (Isidorianas) *suppositilias esse probarent.* (P. 4, cap. 1, § 4, apud Ituriaga, op. cit. cap. 5, § 1.)

Cæterùm cf. quæ de hâc Isidorianâ collectione scripserunt doctissimi fratres Ballerinii in appendice ad sancti Leonis Opera, Venet. 1757; tract. de antiquis tum editis tum ineditis Collectionibus canonum p. 3 cap. 6 præsertim verò § 3, seqq.

227. Ad tollendas porrò ambiguitates circa verum propositionis sensum adjecimus verba illa : *Quæ scilicet matrimonii vinculum afficiant;* quibus significare intendimus quæstionem hìc minimè institui de eo quod jure proprio seculi principes constituere possint circa contractum conjugalem, prout contractus civilis ac politicus spectatur. Ultrò enim damus principes posse ad bonum societatis cui præsunt leges ferre quibus conjugia subditorum politicè legitima fiant, et ea constituere quæ spectent ad *civiles effectus*, successiones nempe, dotem, hæreditates, aliaque ejusmodi quæ vinculo matrimonii extrinseca sunt. Agimus propterea de eo quod matrimoniali contractui intimum est ipsumque constituit, nempe de vinculo in quo ex dictis matrimonii essentia consistit.

228. Non pauci, ut innuimus, præsertim ex Galliâ theologi contendunt competere principibus supremam et independentem potestatem statuendi impedimenta matrimonium dirimentia, æquo jure ac competit Ecclesiæ. Ex horum sententiâ si quis ineat nuptias cum aliquo ejusmodi civili impedimento, nullæ istæ evadunt non modò in ratione contractûs, verùm etiam in ratione Sacramenti; hanc sententiam amplexus est, ut diximus, D. Carrière (1). In Germaniâ pariter pe-

(1) Hanc sententiam inter cæteros tenuerunt ante Carrière Gerbaisius in op. *Traité du pouvoir de l'Église et des princes sur les empêchements du mariage*, par M. Gerbais, etc. Paris 1696, edit. sec., de Sacram. Matrim., quæst. 7, art. 2, concl. 1; Collet., de Matrim. cap. 8, art. 2, concl. 1. Demùm Carrière op. et loc. cit. Illi omnes, aliique non pauci cum ipsis hanc tribuunt principibus potestatem statuendi dirimentia impedimenta ex jure ipsis proprio et innato, quamvis asserant nonnisi *indirectè* afficere matrimonium quatenùs Sacramentum est, cùm illorum potestas solùm directè attingat conjugium prout est contractus civilis, seu, ut loquitur Carrière, etiam prout est *contractus naturalis*. Nonnulli præterea adjiciunt principes ex pietate erga Ecclesiam à pluribus seculis huic potestati cessisse, et ea quæ spectant ad matrimonii vinculum Ecclesiæ reliquisse, aut saltem eâdem potestate eos uti non posse nisi cum dependentiâ ab Ecclesiâ. Has autem limitationes seu coarctationes respuit D. Carrière, cit. tract. de Matrim. p. 3, sec. 2, cap. 2, num. 571, seqq., ubi præterea negat Ecclesiam sibi reservare posse hanc auctoritatem; ulteriùs propterea quàm reliqui omnes progressus est (*a*).

(*a*) Hìc Italicorum theologorum princeps erga Gallicorum theologorum principem minùs indulgentem se præbere nobis videtur. Quamvis enim *non nostrum* inter hos *tantas componere lites*, si quid tamen concivibus in concivis gratiam liceat subjicere, dicemus, salvâ nostrâ in P. Perrone reverentiâ, salvâ quoque nostrâ ejus præcellentiæ necnon in nos benevolentiæ memoriâ : 1° Quòd si attentè evolvantur Gerbaisius, in opere citato : *Traité du pouvoir*, etc., part. 2, propositione 2; Gibertus in opere : *Traité historique du pouvoir d'établir les empêchements du mariage*, part. 2, pag. 18 edit. Paris. 1725; Collator Andegavensis, de Matrim., art. 3, pag. 283 edit. Paris. 1778, quos omnes ipse in exemplum adducit D. Carrière, illi auctores longè acerbiùs explodunt sententiam quæ asserit principes ab Ecclesiâ posse suo jure destitui. 2° Notandum est allato in loco sententiam auctoris propriam non exponi, alienum verò systema unicè enarrari. Non nisi ad n. 596 D. Carrière quid ipse sentiat aperit, propriumque animi judicium solitâ Sulpitianorum moderatione nobis videtur explanâsse, quantùm præsertim ad ea in quibus totus quæstionis cardo versatur. (Editores.)

nes eos qui moderati audiunt, hæc doctrina sectatores nacta est (1). Nonnulli demùm, quamvis principibus potestatem tribuant constituendi impedimenta dirimentia, existimant tamen eâ facultate eos uti non posse nisi concurrat auctoritas Ecclesiæ.

229. Jam verò soli Ecclesiæ competere posse facultatem constituendi jure proprio et originario impedimenta matrimonium dirimenta, quæ nempe afficiant ipsum conjugale vinculum, tum ex intimâ rei naturâ juxta Christi dispositionem, tum ex constanti Ecclesiæ doctrinâ et praxi; tum denique ex incommodis quæ in adversariorum hypothesi necessariò orirentur, evincimus.

230. Ac I quidem ex intimâ de quâ agitur rei naturâ juxta Christi dispositionem. Etenim Christus, juxta dicta, officium naturæ, seu contractum naturalem qualem Deus ipse instituit ante peccatum, quemque antiqui patriarchæ priusquàm civiles leges constituerentur inierunt, ad sacramentalem dignitatem evexit : et ita evexit ut quoties legitimæ personæ naturalem hunc contractum efficerent, toties conficerent Sacramentum. Quare ex hâc contractûs naturalis elevatione factum est, ut uno eodemque actu et contractus et Sacramentum habeantur in conjugio Christianorum, seu contractus et Sacramentum identificentur per unum eumdemque actum. Hinc nonnisi cogitatione ratio contractûs à ratione Sacramenti distinguitur (2). Porrò, si ita est, jam sequitur ad illam solam auctoritatem ex Christi institutione spectare jus decernendi conditiones, quæ requiruntur ut personæ legitimæ seu idoneæ censeri debeant ad contractum conjugalem celebrandum, adeòque et ad Sacramentum conficiendum, cui à Christo demandata est Sacramentorum cura et administratio. Atqui hæc nec est, nec esse potest nisi sola Ecclesia. Nam solius Ecclesiæ munus est declarare quænam legitima materia Sacramentorum sit, præsertim cùm agitur de materiâ *proximâ*, cujusmodi esse diximus contractum naturalem respectu Sacramenti Matrimonii; solius Ecclesiæ est conditiones apponere quibus proxima hæc materia legitima aut illegitima haberi debeat; solius igitur Ecclesiæ est proprio et originario jure impedimenta constituere quibus contrahentes inhabiles ac illegitimi fiant ad contractum ineundum, adeòque et ad Sacramentum conficiendum (3).

(1) Sic sentit Kustner, de Matrimonio, Lips. 1810, et D. Pachmann. in *Pletz's theol. Zeitschr.*, seu *Theologicis Ephemeridibus Pletzii Wien.* 1833, vol. 2, p. 15; Bucholtz in iisdem Ephem., an. 1836, v. 2, p. 16.

(2) Quapropter contractus et Sacramentum in conjugiis Christianorum non possunt spectari veluti *duæ realitates*, seu duæ res ab invicem distinctæ ac separabiles, ut passim fit ab iis qui tuentur contrariam doctrinam. Distincta quidem est in Christianorum connubiis ratio *formalis*, ut scholæ loquuntur, contractûs, et ratio *formalis* Sacramenti, minimè verò contractus ipse et Sacramentum, perinde ac si essent duæ res ab invicem distinctæ.

(3) Absurdum sanè est affirmare Christum constituisse principes tanquàm moderatores materiæ Sacramentorum; si enim possent quidpiam constituere circa materiam Sacramenti Matrimonii, eâdem ratione possent constituere in ordine ad alia Sacramenta;

231. II. Idipsum præterea non minùs clarè evincitur ex constanti Ecclesiæ doctrinâ et praxi. Enimverò Ecclesia velut unum idemque semper habuit contractum et Sacramentum, ita ut nunquàm ratum senserit esse contractum in ullo casu, cùm ex defectu conditionum nullum sive irritum fuit Sacramentum. Semper Ecclesia ut adulteros spectavit illos coram Deo qui, inito tantùm contractu civili, absque Sacramento simul cohabitaverint. Provocamus reipsà adversarios, ut ex totâ antiquitate vel unum proferant exemplum matrimonii quod Ecclesia tanquàm legitimum agnoverit eò quòd juxta leges civiles celebratum sit, neglectis conditionibus à se constitutis. Quare, ut superiùs vidimus, identitas hæc contractûs et Sacramenti præcipua difficultas extitit in concilio Tridentino ad irritanda matrimonia clandestina, cùm nulla sit Ecclesiæ potestas in Sacramenti substantiam. Omnium primus Melchior Canus insinuavit sententiam de duplici distinctâ *realitate* in contractu et Sacramento Matrimonii, ut ita se extricaret à gravissimis difficultatibus quibus sensit urgeri novam à se propositam doctrinam de sacerdote ministro Sacramenti Matrimonii (1).

232. Deinde constans Ecclesiæ praxis in vindicandâ sibi soli potestate statuendi impedimenta dirimentia constat 1° ex eo quòd ipsa impedimenta hæc constituerit tribus prioribus Ecclesiæ seculis, ut allata documenta ostendunt, ita ut irrita habuerit conjugia illa quæ à legibus juris Romani probabantur tanquàm legitima; 2° ex eo pariter constat quòd ipsa velut adulterina interdùm spectaverit conjugia, quæ ab imperatoribus christianis permittebantur (2), contra verò habuerit ut legìtima nonnulla conjugia quæ rejiciebantur tanquàm illegitima etiam à codice christianorum principum (1); 3° id ipsum constat ex eo quòd ab Ecclesiæ tantùm confirmatione seu approbatione vim irritandi christianorum conjugia obtinuerint sive intra sive extra imperii fines impedimenta quæ in jure Romano constituta erant tum ab imperatoribus ethnicis, tum ab imperatoribus christianis (2); 4° constat ex legum civilium correctione, irritatione, ampliatione, quæ, ut vidimus, per jus canonicum factæ sunt circa impedimenta; 5° patet ex ipsâ agendi ratione imperatorum ac principum christianorum sive in condendis legibus suis ad canonum normam ut robur ac firmitatem adipiscerentur (3), sive in rogandis conciliis, cùm optarent aliquod impedimentum constitui (4).

233. III. Denique eadem veritas astruitur ex incommodis quibus urgetur adversariorum hypothesis. Fieri enim non potest, ut scitè observat Bellarminus (5), ut eadem potestas æquè et immediatè ad duo et propriè diversa tribunalia pertineat. Utraque enim esset suprema et independens circa idem objectum. Impossibile autem est ut ex duplici circa idem objectum

Baptismi, e. g., Eucharistiæ, etc., quod nemo catholicus dicet. Præterea, si Christus hanc dedisset potestatem principibus, vel dedisset ut principes christiani sunt, aut absolutè prout sunt reipublicæ civilis moderatores seu principes civiles; porrò primum dici nequit, cùm nulli tunc temporis principes christiani extiterint; alterum verò repugnat, alioquin etiam principes acatholici et infideles possent, saltem *indirectè*, ut adversarii propugnant, irritum facere Sacramentum, uti superiùs adnotavimus, jus exercentes in Sacramenti materiam. Quid verò magis absonum dici aut fingi potest, quàm ex voluntate Neronis, Caligulæ, etc., debuisse pendere valorem materiæ ad Sacramentum efficiendum? Hùc tamen devenire debent qui hanc facultatem tribuunt principibus constituendi impedimenta dirimentia. Quòd si principes infideles hanc potestatem non habuerunt, quomodò hanc consecuti sunt amplectendo religionem christianam, adeò ut dùm filii Ecclesiæ evaserunt, auctoritatem acquisierint in ea quæ privativè et exclusivè ad Ecclesiam ipsam spectabant? Hoc rursùm evincere deberent adversarii. Cf. Muzzarelli, opusc. cit. pag. 215, seq.

(1) De Locis theol., lib. 8, cap. 5, sed cf. quæ contra eum scripsit Bellarmin., de Matrimon., cap. 7.

(2) Superiùs attulimus Patrum effata, quibus conjugia ab imperialibus legibus permissa, post dissolutionem ex causâ adulterii, reprobantur. Id ipsum dicatur de lege latâ à Constantino M., quæque reperitur in Cod. Theodosiano, lib. 3, tit. 16, de Repudiis, quâ imperator, sublatis aliis repudiorum causis, statuit, *in repudio mittendo à feminâ hæc sola crimina inquiri, si homicidam, vel medicamentarium, vel sepulcrorum dissolutorem maritum suum esse probaverit.... In masculis etiam si repudium mittant, hæc tria crimina inquiri conveniet, si mœcham, vel medicamentariam, vel conciliatricem repudiare voluerit;* agi porrò in hâc lege de repudio quo fas sit alteram ducere, patet ex pœnâ quæ immediatè sancitur quoad eos qui absque recensitis criminibus repudium miserint; subditur enim : *Nam si ab iis criminibus liberam ejecerit, omnem dotem restituere debet, et aliam non ducere.* Cf. in hanc legem commentarium Gothofredi edit. cit. tom. 1, p. 310, seqq. Porrò, ipso Gothofredo fatente, canones nunquàm permiserunt in ejusmodi repudiis aliam uxorem ducere. Cf. etiam card. de Aguirre in can. 61 conc. Eliberitani.

(1) Hujus rei luculentissimum exemplum inter cætera suppeditat conjugium initum à filiisfamiliâs absque consensu parentum, quod et antiquitùs atque nunc etiam à pluribus legislationibus veluti illegitimum, imò irritum declaratum est, attamen Ecclesia illud ratum habet ac legitimum; alia exempla cf. apud l. Gerdil., tract. cit. p. 177, seqq. Recens exemplum suppeditat responsio sacræ Pœnitentiariæ data 1 jun. 1824, ad episcopum Vivariensem, quâ declarat valida omninò esse Christianorum conjugia inita cum impedimentis civilibus irritantibus, quæ præterea addit : *Ita eruitur ex instructione à supremâ inquisitione per S. congregationis concilii organum, ad episcopum Brexinonensem, an. 1824 transmissâ :* « *Matrimoniis fidelium quibus nullum obstat canonicum impedimentum, suam quoad maritalem nexum inesse vim et valorem, qualiacumque tandem fuerint impedimenta à seculari potestate, Ecclesiâ non consultâ nec probante, perperàm ac nulliter constituta* ; » extat verò hæc responsio in Rituali Bellicensi, t. 3, p. 72, ed. sec.

(2) Sanè Ecclesia protendit fines suos ultra ditionem Romani imperii, ut notum est; porrò cùm ipsa leges seu canones statueret, statuebat pro omnibus Christi fidelibus; quando propterea confirmabat leges Romanas in ordine ad matrimonium vim ipsis obligandi communicabat, ita ut nemo in conscientiæ foro sive intra sive extra imperii fines eas infringere posset.

(3) Cf. Gerdil., l. c. p. 1, § 11.

(4) Cf. superiùs dicta circa preces oblatas à legatis regis Galliarum concilio Tridentino, ut duplex constitueret impedimentum.

(5) De Matrim., cap. 21, n. 44. Quamvis verò, ut superiùs adnotavimus, adversarii nonnisi indirectam principibus tribuant potestatem in matrimonium prout Sacramentum est, tribuunt tamen supremam, propriam ac immediatam in idem conjugium prout est contractus civilis; meritò propterea affirmavit Bellarminus admitti non posse in idem objectum duas potestates æquè supremas, proprias ac immediatas.

ab invicem independenti ac supremâ potestate non oriantur collisiones, ita ut altera probet quod ab alterâ vetatur. In casu autem nostro magis adhuc manifestum fit incommodum quod ex potestatum conflictatione oritur, cùm agatur de Sacramenti valore. Idem enim conjugium ut verum Sacramentum haberetur ab Ecclesiâ, quod nullum omninò esset ac inane, juxta regimen politicum. Qui hâc ratione nuptiali fœdere conjuncti essent, rei totidem fornicationum fierent coram Deo, juxta Ecclesiæ sententiam, citra scelus verò ac legitimo jure uterentur juxta sententiam politici reginiinis, aut è converso fornicarii essent juxta civile tribunal et legitimi sponsi coram Deo juxta tribunal Ecclesiæ. Quis porrò non videat exinde animi seu conscientiæ perturbationes oriri, morum honestatem periclitari, ac innumera propè mala progigni? Alterum incommodum quod ex eodem principio dimanat sunt simultates et jurgia quæ suâpte naturâ inter civitatem et Ecclesiam interesse debent, uti experientia ostendit in illis regionibus penes quas ejusmodi legislatio viget (1). Quid si ageretur de provinciis in quibus dominantur principes acatholici, quique ut plurimùm omni quâ possunt operâ catholicæ religioni extinguendæ student? Numquid rata non erunt conjugia quæ Catholici inirent quidem juxta Ecclesiæ leges at contra leges quas sanxerunt principes acatholici (2)?

234. Quaquò igitur versùs spectetur controversia ista, sive intimam rei naturam ex Christi dispositione expendamus, sive constantem Ecclesiæ doctrinam et praxim, sive demùm gravissima quæ in adversariorum hypothesi exoriuntur incommoda, constat soli Ecclesiæ jus competere constituendi impedimenta matrimonium dirimentia, nec ullâ ratione competere posse seculi principibus, prout ostendere nobis proposuimus.

235. Nunc demùm addo hanc doctrinam constanter tradidisse et in praxim deduxisse Romanos Pontifices, ut patet ex Benedicto XIV passim (1), Pio VI (2), Pio VIII (3), Greg. XVI (4) atque ex responsis datis à congregationibus Romanis (5).

236. Priusquàm manum à tabulâ amoveamus, et illud ex dictis animadvertere debemus, nec posse principes auctoritate sibi propriâ et originariâ cum subjectione ad Ecclesiam statuere impedimenta quæ vinculum conjugale afficiant, cùm principes eam potestatem non habeant. Itaque quod à Bellarmino aliisque theologis traditur, posse principes, Ecclesiâ concurrente, impedimenta cum effectu dirimente statuere, debet eo sensu intelligi, quòd scilicet ejusmodi principum sanctiones vim producendi effectum illum tunc tantùm adipiscantur, cùm ad eas accesserit Ecclesiæ auctoritas, quâ solâ virtutem hanc dirimendi conjugia leges civiles obtinere possunt. Quicumque alius sensus esset contradictorius.

Difficultates.

237. I. Obj. : 1° Quamvis argumenta quæ ab auctoritate ducuntur magis patrocinentur contrariæ sententiæ, quæ ideò tenenda esset si quæstio ex auctori-

(1) Roskowani op. cit., § 10, loquens de legislatione Austriacâ hæc habet : « Archiepiscopus Viennensis ad omnes diœceseos suæ parochos circulare emisit id continens, *ut omnes parochi, quoniam civilis constitutio matrimonialis ad contractum solum, et non unà ad Sacramentum foret referenda, canonicas sanctiones circa matrimonium perlatas deinceps quoque observare pergerent.* At verò legislator civilis jam nunc disertè declaravit, per suam constitutionem canonicis quoque præceptis ipsum Sacramentum attinentibus derogatum esse, omnesque episcopos obligari, ut dehinc civilem duntaxat constitutionem instar normæ observent. Cùm autem clerus, non obstante hâc declaratione, porrò etiam plures in praxi difficultates formaret, et matrimonium quod canonicis requisitis ritè concurrentibus initum esset, ut verum ratumque à civitate agnosci debere palàm enuntiaret ; *diuturnum exortum est certamen,* quod effecit ut dispensationum matrimonialium systema intra 40 annos pluries mutaretur.

Ephemerides Aschaffemburgenses an. 1834, p. 470, eventurum annuntiârunt in imperio Austriaco, *ut demùm conventio, seu concordatum fieret cum Sede Apostolicâ ad omnem collisionem jurium tollendam.* Quod verò dictum est de legislatione Austriacâ, dici pari jure debet de legislatione Gallicâ, ex quâ non minora incommoda orta sunt et quotidiè adhuc oriuntur.

(2) Equidem novi Carrière reponere, nihil posse principes in destructionem, ideòque nullius vis fore leges quas sive Catholici sive acatholici iniquas tulerint. Ast quærat ipse ab illis principibus utrùm leges quæ non ita pridem in regionibus Galliæ finitimis, de quibus paulò post agemus, latæ sunt, justæ sint an verò injustæ? Quis judex erit? Illi justissimas et æquissimas reputabunt, Catholici verò injustas planè et iniquas dicent. Et en collisionis fontem uberrimum.

(1) Præsertim de Syn. Diœc., lib. 8, cap. 12, n. 6, ubi, prolatâ novellâ 89 Leonis imperat., addit : *Verùm hæc constitutio, cùm à principe laico prodierit,* NON POTUIT *matrimonii validitatem, quo ad forum conscientiæ infringere.* Et, Constit. 2, datâ ad Henricum cardinal., ducem Eboracensem, die 9 feb., an. 1749, ubi § 7, loquens de lege latâ ab imp. Theodosio, quâ nuptiæ inter Christianos et Judæos interdicuntur, ait : *Verum duæ hìc occurrunt difficultates : prima, quòd hæc lex, utpote à laico principe condita,* NULLAM HABERE VIM IN MATRIMONIIS DEBET, etc. Idque confirmat auctoritate Estii. Cf. ejus Bullar., tom. 3, p. 8.

(2) In litt. dat. ad episcopum Motulens., die 16 sept. 1788, de quibus postea.

(3) In Encyclicâ 29 maii 1829, in quâ affirmat matrimonium *non humanâ tantùm ex lege, sed ex divinâ regi debere, ac non terrenis, sed sacris rebus ipsum accensendum esse, ideòque Ecclesiæ* OMNINÒ *subjici.*

(4) In Encyclicâ 15 august. 1832, ubi ait : *Memores* (populi) *sacris illud* (matrimonium) *rebus annumerari, et Ecclesiæ proinde subjici, præstitutas de ipso ejusdem Ecclesiæ leges habeant ob oculos, iisque pareant sanctè accuratèque,* EX QUARUM EXECUTIONE OMNINÒ PENDET EJUSDEM CONNUBII VIS, ROBUR AC JUSTA CONSOCIATIO.

(5) Paulò ante dedimus responsionem datam 1 jun. 1824, in quâ concurrit auctoritas S. Pœnitentiariæ, Inquisitionis et Congregationis concilii Trid.

Has auctoritates sibi objicit Carrière easque eludit sub eo prætextu, quòd Summi Pontifices nihil definire intenderint ; responsiones verò S. Pœnitentiariæ tanti non sint ponderis, ut ex iis dirimi debeat controversia. Ast hæ sunt evasiones ; quamvis enim Pontifices Romani noluerint quæstionem definire, ostendunt saltem quæ ipsis mens sit, et quinam sensus et praxis Ecclesiæ ; si autem ex cathedrâ definivissent controversiam, jam contra fidem peccârent patrocinatores contrariæ sententiæ. Quivis pariter apprimè Catholicus magnâ veneratione excipit responsa aut decreta Romanorum Congregationum, quæ consulere solent Romanos Pontifices antequàm ea emittant.

tate definienda foret, graviores tamen rationes militare videntur pro theologorum Gallorum sententiâ. 2° Etenim neque ex rei naturâ, neque ex ratione Sacramenti ad quam à Christo evectum est fidelium conjugium, neque demùm ex mutuis utriusque potestatis, ecclesiasticæ et civilis, relationibus ostendi potest Christianorum conjugium ita ad Ecclesiam pertinere, ut pariter non subsit principum potestati in ordine ad impedimenta dirimentia constituenda. 3° Sanè, licèt matrimonium evectum sit ad dignitatem Sacramenti, non ideò desiit esse contractus naturalis et civilis; Sacramentum enim non tollit contractum, ut patet, et ille contractus non minùs spectat ad bonum societatis: ergo semper subditur principi. Sub eo respectu igitur, verum est materiam Sacramenti esse contractum principi subjectum, et quidem contractum *naturalem* in quo sita est ejusdem Sacramenti materia. Hic item contractus est civilis, cùm inter cives initur, et ideò subest principis auctoritati, qui eumdem contractum potest irritare, etiam prout naturalis est. Nec ideò attingit Sacramentum; impedit solùm quominùs materia existat: porrò prius est existere materiam, quàm Sacramentum; non dissimili prorsùs ratione ac vinum aut aquam corrumpens Eucharistiæ aut Baptismatis Sacramenta non afficeret. Pariter non ideò mobilis efficitur Sacramenti materia, quæ semper consistit in contractu valido; nec minùs fixa permanet inter varias regnorum leges, quàm inter varias leges quas Ecclesia tulit variis ætatibus. 4° Et verò in adversariorum sententiâ dicendum esset principes, quando religio christiana in eorum imperiis propagatur, et sic matrimonia subditorum Sacramenti rationem recipiunt, aliquid amittere de suis juribus temporalibus; atqui illud opponitur constanti doctrinæ Ecclesiæ, et nemo non videt quàm odiosa inde redderetur religio principibus (1). Ergo.

238. R. Ad 1. N. Etenim hoc ipso quòd adversarii fateantur argumenta quæ ducuntur ex auctoritate magis patrocinari sententiæ nostræ, facilè colligitur etiam rationum momenta quibus innititur auctoritas eidem doctrinæ suffragari. Alioquin inferendum esset, aut absque solidis rationibus Romanos Pontifices, congregationesque in re tam gravi huic doctrinæ astipulari, eamque in praxim deducere, aut privatis hominibus magis compertas esse has rationes, quàm Ecclesiæ universalis moderatoribus (2). Verùm, et hoc prætermisso, inficiamur rationes quæ ab adversariis proferuntur validiores esse iis quibus innititur doctrina nostra, ut ex earum analysi constabit. Hæ siquidem rationes quas adversarii jactant, eædem illæ sunt quibus M. Antonius de Dominis, Launoius, cæterisque ecclesiasticæ potestatis osores innixi solis principibus, ad Ecclesiæ exclusionem, auctoritatem tribuunt leges sanciendi quibus dirimantur Christianorum conjugia, quasque superiùs disjecimus.

239. Ad 2. Negamus quoad omnes suas partes.

240. Ad 3. seu ad 1 prob. D. Matrimonium, licèt evectum sit ad dignitatem Sacramenti, non ideò desiit esse contractus naturalis in suo conceptu formali, quatenùs mente à Sacramento distinguitur, C.; ratione sui, quatenùs identificatur cum Sacramento, N. Responsio patet ex iis quæ paulò ante exposuimus. Nam ex eo quòd contractus conjugalis uno eodemque actu, quo talis efficitur, evadat Sacramentum juxta Christi institutionem, quamvis non amittat rationem formalem contractûs, reipsà tamen spectari non ampliùs potest nisi sub ratione Sacramenti. Nullum propterea instans concipi potest, in quo à principe exerceri possit in talem contractum potestas, nisi velint adversarii Christum Sacramentum ipsum principum dispositioni tradidisse, etiamsi ipsi sint acatholici et infideles (1). Ratio porrò contractûs *civilis* quà *civilis*, est prorsùs extrinseca ipsi connubiali nexui, eumque supponit jam in suo esse constitutum (2). Quare nec debent nec possunt adversæ partis theologi duas has contractûs rationes simul permiscere, cùm immane inter utramque interpositum sit discrimen. Ratio enim contractûs *naturalis* est ipsi conjugio intrinseca et essentialis, ratio verò contractûs *civilis* est eidem extrinseca, accidentalis ac superveniens.

(1) Hùc sanè devenerant nonnulli theologi ex præjacto principio, ut asserrent posse principes infideles statuere impedimenta quæ attingant subditos christianos, inter quos eminet Sanchez, lib. 7, disp. 3, n. 7, cujus verba hæc sunt: *Id verò monuerim, fideles subditos infidelibus principibus, utpote qui eorum oppida inhabitant, astringi legibus eorum justis irritantibus matrimonium... Quarè si cum eo dirimenti impedimento contrahant, erit nullum matrimonium.* QUIA RATIO SACRAMENTI SUPERADDITA FIDELIUM NON IMPEDIT, etc. Hoc idem absurdum corollarium debet admittere D. Carrière, si sibi ipsi constare velit. Nam, cùm, juxta principium ejus, possint civiles potestates contractum naturalem attingere ex jure suo innato, originario, et independente, ita ut efficiant non ampliùs idoneam materiam Sacramenti, eà ratione quà aqua corrumpitur aut panis, ut nequeant esse materia Baptismi et Eucharistiæ, profectò sequitur ita posse principes infideles afficere contractum naturalem fidelium, ut, juxta leges civiles, irritum fiat Sacramentum ipsum. En quò ducant ejusmodi theoriæ, ut valor nempe Sacramenti pendeat etiam à Turcis, paganis et hæreticis!

(2) Exinde ruit potissima illa ratio cui innituntur adversarii, quæ ducitur ex priori tate, seu anterioritate contractûs civilis et naturalis respectu Sacramenti, ex quâ nonnulli adeò progressi sunt, ut non solùm principibus secularibus tribuerint potestatem statuendi impedimenta irritantia Sacramentum, verùm etiam ut potior sit potestas principum in matrimonium quatenùs Sacramentum est, quàm potestas Ecclesiæ. Princeps enim potest, juxta ipsos, effectus civiles tribuere matrimonio ab Ecclesiâ irritato, quia possunt hi effectus tribui etiam matrimonio invalido, non potest verò Ecclesia tribuere rationem Sacramenti Matrimonio à principe irritato, *quia sine contractu existere nequit Sacramentum.* Ita Carrière, loc. cit., n. 563, cum Baston, *Concordance*, etc., pag. 15.

(1) Ita Carrière, tom. 1, part. 3, sec. 2, cap. 2, n. 559, cum auctoribus quos pro se adducit.

(2) In negotio religionis nemo negaverit primas partes sibi vindicare auctoritatem. Equidem novi à D. Carrière affirmari tunc solùm controversiam dirimendam auctoritate esse, cùm hæc ineluctabilis est; verùm cujus erit judicium ferre de auctoritatis pondere, præsertim cùm agitur de Romanorum Pontificum constitutionibus? inquirere in intrinseca rationum momenta quibus innititur auctoritas, non ad privatos spectat, alioquin sectaremur methodum protestanticam.

241. Exinde corruunt omnes deductæ consecutiones, nempe : ergo Sacramentum non tollit rationem contractûs naturalis et civilis ; ergo semper subjicitur principi ; ergo materia Sacramenti est contractus naturalis et civilis principi subjectus ; ergo potest princeps irritare contractum naturalem quin attingat Sacramentum, aliæque ejusmodi. Hæ siquidem omnes dimanant ex falso principio, et ex perperàm intellectâ catholicâ doctrinâ de Sacramento Matrimonii. Hoc verò clariùs adhuc patet ex adductâ similitudine de immutatione aquæ prout est materia Baptismi ; et panis prout est materia Eucharistiæ, quam cùm ab apostatâ de Dominis mutuati fuerint adversarii, supponunt cum ipso id quod falsum esse ostendimus, contractum nempe proinde se habere ad Sacramentum Matrimonii, ac se habeat aqua aut panis ad Sacramentum Baptismi aut Eucharistiæ. Ast in hoc graviter hallucinantur ; ut enim in præcedentibus propositionibus ostendimus, contractus naturalis non est materia *remota* Sacramenti Matrimonii, ut aqua est materia remota Baptismi, et panis materia remota Eucharistiæ, sed *proxima*, quæ propterea nullâ ratione à principe immutari aut irritari potest, quin attingat immediatè Sacramentum ipsum.

242. Ad 4. N. Hæc insuper difficultas quæ pariter, ut vidimus, ab apostatâ de Dominis, à Launoio, à Jansenianis ac Regalistis proponitur, disjecta pridem à nobis est. Jus principum propriè tantùm fertur in contractum civilem, qui supervenit contractui naturali, ideòque, si sermo sit de conjugiis fidelium, supervenit Sacramento. Porrò hoc jus à Christo ipsis intactum relictum est ; hinc principes, si bonum societatis id postulet, possunt contractum civilem illegitimum et irritum facere, in ordine scilicet ad effectus civiles, adeò ut vi legum illum spectare possint veluti nullum, non autem in foro conscientiæ et coram Deo. Cùm verò in ipsorum imperiis religio christiana propagatur, aut ipsi permanent in infidelitate, et nullum jus habent in contractum conjugalem à fidelibus initum in foro conscientiæ, sed conservant illud quod habuerunt in contractum civilem et extrinsecum ; aut fidem profitentur, et nova ipsis inest obligatio se subjiciendi Ecclesiæ doctrinæ, ac filios obsequentes se erga eamdem exhibendi, non autem acquirendi jus quo antea carebant (1). Falsum præterea est quod adversarii affirmant, opponi doctrinam nostram constanti Ecclesiæ doctrinæ ; ut enim cætera silentio præteream quæ hùc afferri possent, atque ut insistam argumento quod versamus, Ecclesia contrarium ostendit praxi suâ, sive ante sive post principum conversionem, uti evincunt documenta quæ attulimus (2).

243. Inst. Saltem ostendi nequit ex utriusque civilis et ecclesiasticæ potestatis mutuis relationibus, soli Ecclesiæ competere jus statuendi impedimenta dirimentia. 1° Si quæ enim contrariæ sententiæ momenta essent, hæc vel ex jure vel ex facto desumerentur ; neutrum porrò dici potest. Non *ex jure :* nam quæ ex jure afferuntur argumenta peti solent sive ex repugnantiâ duplicis supremæ, immediatæ ac independentis potestatis in idem objectum ; sive ex incommodis, nempe ex utriusque potestatis conflictu ; jam verò repugnantia illa supponitur et non probatur, imò potiùs evincitur contrarium. Nam, licèt objectum idem sit, sub diverso tamen respectu attingitur ab utrâque potestate, et diversus est finis utriusque, in quo nulla esse potest pugna, idque etiam patet ex pluribus exemplis, v. g., festorum, bonorum quæ sunt Deo dicata, in quæ utraque potestas directè et immediatè jus exercet (1). Incommoda pariter quæ prædicantur oriri ex conflictu, ab abusu potestatis oriuntur, non autem necessariò ex ipsâ rei naturâ ; quare facilè tolli possunt si utraque potestas suis limitibus se contineat, aut aliâ ratione invicem se componant hæ potestates. Adde impedimenta, utpote duas negationes, non posse propriè esse contradictoria. 2° Sed neque *ex facto :* aut enim attendimus ad priora secula, et certum est, ut ostendunt theologi Galli, principes per plura secula constanter exercuisse hanc potestatem tanquàm sibi innatam et propriam, absque ullâ reclamatione, imò cum approbatione Ecclesiæ (2) ; aut attendimus ad posteriora seu recentiora Ecclesiæ secula ; porrò, quamvis in his Ecclesia exclusivè hanc exercuerit potestatem, id unicè repetendum est ex principibus, qui pro suâ erga Ecclesiam pietate, ipsi omninò reliquerunt curam causarum matrimonialium (3), quin tamen dici possit quòd principes jus suum amiserint : aliud enim est jure suo non uti, aliud eo spoliari, præsertim cùm agitur de jure innato cuidam potestati ; et, si voluissent, non potuissent principes suis se juribus abdicare (4). 3° His rationum momentis adducti jam plures theologi exteri, Petrus Soto (5), Sanchez (6), Salmanticenses (7), Pirrhing (8), Selvaggius (9), aliique passim (10) eamdem tuentur doctrinam. Ergo.

(1) Cl. Muzzarelli, in opusc. cit., pag. 215, seqq.
(2) Id constat ex iis omnibus legibus imperialibus quas Ecclesia aut correxit aut abrogavit, juxta dicta.

(1) Ita Carrière, loc. cit., num. 564, seqq.
(2) Ibid., num. 568.
(3) Ibid., n. 571.
(4) Ibid.
(5) De Instit. sacerdotum, de Matrim., lect. 4.
(6) De Matr., lib. 7, d. 3, num. 2.
(7) De Matr., cap. 11, n. 14.
(8) Lib. 4, tit. 1, n. 150.
(9) Instit. canonic., lib. 2, tit. 9, n. 2.
(10) Doleo quòd debeam inter hos theologos recensere ipsum Ituriaga, qui, in op. cit., *Confutazione dell' avvocato pistoiese*, cap. 1, § 2, edit. cit. vol. 4, pag. 82, hæc scribit : *Non è già che io intenda di restringere la podestà del principe agli effetti civili del contratto, sicchè non possa estendersi* INDIRETTAMENTE *agli effetti altresì del Sacramento. No : che anzi all' opposto dichiaro, che i principi secolari, attesa la loro sovranità, forniti sono di tutta la podestà, che basta di sua natura ad annullare sì fattamente il contratto matrimoniale, che* QUESTO MATERIA PIU NON SIA NEMMEN DEL SACRAMENTO. Verum quidem est quod ibid., subdit immediatè : A PATTO *però, che vi concorra la Chiesa colla sua o positiva approvazione, o per lo meno permissione*, etc. Ast constituto semel principio, reliqua

244. R. N. A. ad 1 prob. N. min. Non enim tantùm supponitur ejusmodi repugnantia, sed planè evincitur. Siquidem eadem res ad duos diversos dominos absolutos et independentes pertinere non potest, ab unoquoque enim in solidum possideretur, quod omninò implicat, cùm neutrius esset. Nec refert quòd sub diverso respectu, et ob diversos fines idem objectum duæ potestates attingerent; nam si utraque potestas est æquè immediata, suprema et independens, unaquæque totum objectum sibi vindicat ac suum facit, cùm diversi fines sint objecto ipsi extrinseci. Hinc si duo æquali jure domum possiderent, quorum alter vellet eam cultui divino dicatam, alter verò eamdem habitare contenderet et convertere in suos usus, hi domum attingerent sub diverso respectu et ob fines diversos, attamen neuter eam posset habere. En quibus principiis adversarii nitantur! Exempla verò quæ afferuntur ex festis ac beneficiis contrarium evincunt; ecquis enim verè Catholicus tribuat principi potestatem immediatam, supremam, independentem in festa et beneficia ecclesiastica? Hæc relinquenda sunt Protestantibus, et Pistoriensibus (1).

245. Nec feliciùs se expediunt adversarii ab incommodis sive conflictu qui inde oriretur inter duas potestates. Nam inprimis inficiamur Ecclesiam potestate suâ abuti posse, ut objectio supponit; deinde dicimus ex ipsâ rei naturâ in adversariorum hypothesi hunc oriri conflictum. Quod enim juxta Ecclesiam conducit ad bonum spirituale, juxta potestatem civilem ducere potest ad temporale detrimentum, ut patet ex conjugiis filiorum familiâs, quæ justas ob causas irritare noluit Tridentinum ad conscientiæ tranquillitatem in non paucis casibus: contra verò ob familiarum perturbationes aliasque causas, eadem irritat in diversis regionibus lex civilis; et en quomodò in hoc aliisque propè innumeris ejusmodi casibus, absque potestatis abusu oriantur conflictus, sed oriantur necessariò atque ex ipsâ rei naturâ in adversariorum sententiâ.

246. Facilè quidem est *speculativè*, ut aiunt, tolli hæc incommoda, si nempe utraque potestas intra limites suos se contineat; ast *practicè* est difficillimum, ut constat ex iis quæ paulò ante commemoravimus, et ex experientiâ liquet. Idipsum confirmatur ex tot mediis quæ ad hunc finem obtinendum excogitârunt istius sententiæ patroni, quorum alia absurda sunt, alia insequuntur. Sufficit adversariis vel latus unguis, ut cætera sibi vindicent. Cæterùm, et hic auctor in hâc constituendâ doctrinâ progreditur ex falso principio, quòd contractus naturalis et civilis separatus spectari possit à Sacramento in conjugiis Christianorum.

(1) Sanè cùm synodus Pistoriensis, prop. 74, astruxisset episcopo fas esse *jure proprio* transferre dies ab Ecclesiâ præscriptos pro festis jejuniisve celebrandis, hæc propositio proscripta fuit ut *falsa, juris conciliorum generalium, et Summorum pontificum læsiva, scandalosa, schismati favens*, à Pio VI. Quid si synodus jus istud secularibus principibus vindicâsset? Quare cùm principes, attentis temporum adjunctis, optâssent aut translationem, aut abrogationem festorum, ad S. Sedem confugerunt ut eam obtinerent; quomodò igitur Carrière tribuit principibus secularibus jus directum et immediatum in dies festos, et in beneficia?

epta et Ecclesiæ injuriosa (1).

247. Id verò quod postremo loco adjicitur, non posse scilicet dûas negationes, cujusmodi sunt impedimenta, contradictorias esse, discutiendum logicis relinquimus; nos contenti erimus animadvertere adversarium ludere in verbis. Quamvis enim impedimenta per se effectum negativum enuntient, et, si ad eumdem effectum producendum ab utrâque potestate constituantur, nunquàm possint esse contradictoria, si tamen altera declaret conjugium validum quod ab alterâ irritum declaratur, oritur profecto collisio et contradictoria oppositio. Id porrò contingit in pluribus casibus; ita ut sæpè idem conjugium quod juxta sanctiones canonicas legitimum esset, e. g., conjugium filii familiâs, invitis parentibus, esset illegitimum ac nullum juxta sanctiones civiles. Idem dic de cæteris.

248. Ad 2. N. Sive attendamus ad priora secula,

(1) Nam aliqui, statuentes matrimonii materiam esse contractum matrimonialem civiliter legitimum ac validum, intulerunt de principali matrimonii re politicæ societatis esse judicare, Ecclesiæ verò nonnisi potestatem circa administrationem Sacramenti relictam esse, ita tamen, ut ejusdem leges subessent *placito regio*: uti Dolliner, in op. cit., *Handbuch des in Oestreich geltenden Eherechts*, seu Manuale juris matrimonialis in Austriâ vigentis. Alii docent componi posse dissidia, si Ecclesia in suis cæremonialibus legibus, et in sanciendis impedimentis matrimonium, ut ipsi loquuntur, tantùm impedientibus, sese principiis seu statutis civitatis accommodaverit, et palàm declaraverit leges illas canonicas matrimonium prohibentes, quæ à statu politico probatæ non fuerint, abrogatas esse; uti auctores scripti periodici *Archiv für das Katholische Kirchen-und-Schulwesen*, seu Archivium pro catholicâ ecclesiarum scholarumque naturâ; Francofurt., 1810, tom. 1, quæst. 2: *Kann der Kathol. Geistliche bei Schliessung der Ehe, Civilbeamter und Pfarrer zugleich seyn?* Utrum ecclesiasticus catholicus possit in matrimonii contractu, civilis magistratus et parochus simul esse? Sic etiam scriptores alterius ephemeridis: *Theologische Zeitschrift, von Batz und Brenner*, seu *Theologicæ ephemerides exaratæ à Batz et Brenner*, v. 4, Bambergæ, 1811, pag. 437, seqq.: *Wie sind die Collisionen zwischen Staats und Kirchengesetzen in Bezug auf die Ehehindernisse zu heben?* seu Quomodò sint auferendæ collisiones, inter leges statûs et Ecclesiæ circa impedimenta matrimonialia? Nec defuerunt, qui *Ecclesiæ protestanticæ* exemplum attulerint, quam affirmârunt *mediâ viâ* in hoc argumento incedere, adeòque tenere tutissimum iter! Ita Marklin, *Ueber die Ehe, Eine dogmatisch-kirchenrechtliche Abhandlung*, seu Dissertatio dogmatico-canonica de Matrimonio, quæ inserta est in *Klaiber's Studien der evangelischen Geistlichkeit Würtembergs*, seu Studia evangelici cleri Würtemberg, à Klaiber conscripta, vol. 6, p. 144, seqq. Sanè Kemnitius, in Exam. conc. Trid., parte 2, p. 433, ad can. 12, hæc habet: *Quia matrimonium in Ecclesiâ normam habet ipsum verbum Dei, et in causis matrimonialibus multi accidunt casus conscientiarum, Ecclesia non potest prorsùs et simpliciter causas matrimoniales à se ad politicum magistratum rejicere. Nunquàm verò vetus Ecclesia causas matrimoniales ita ad suum forum transtulit, ut prorsùs excluderet politicum magistratum: ferre enim leges ad magistratûs officium pertinet.* Nempe hucusque pervenerunt, qui rati sunt posse facilè componi dissidia, quæ oriri possunt inter utramque potestatem, circa jus statuendi impedimenta dirimentia. Itaque nulla alia suppetit via ad incommoda hæc tollenda, quàm juxta sanam doctrinam tribuere Ecclesiæ jus in matrimonii vinculum et Sacramentum, principibus verò jus in effectus civiles in foro externo.

sive ad posteriora. Etenim, licèt prioribus seculis principes leges sanxerint conjugia irritantes, uti ostendimus, vim nullam habuerunt quoad connubia fidelium nisi approbatione tacitâ aut expressâ ipsius Ecclesiæ, quæ cùm illas leges honestati ac juri divino conformes esse deprehenderit, eas adscivit ac suas fecit; quòd si eas deprehendit iisdem principiis adversari, aut rejecit aut correxit. Falsum propterea est quod cum de Dominis et Launoio (1) universim asserunt adversarii aut saltem innuunt, illam potestatem principes exercuisse nullatenùs obsistente, imò probante Ecclesiâ. Contrarium siquidem constat ex facto, ex omnibus scilicet illis canonicis sanctionibus quibus leges illæ aut abrogatæ aut correctæ fuerunt (2).

249. Quòd si sermo sit de seculis posterioribus, in quibus, ipsis fatentibus, sola Ecclesia hoc jus exercuit, verè gratis adversarii asserunt principes pro suâ erga Ecclesiam pietate curam causarum matrimonialium eidem reliquisse. Nam nec tempus assignare possunt hujus concessionis, nec documenta; meris conjecturis indulgent, et tales quidem afferunt, ut si admitterentur, fraudulentam usurpationem ex parte Ecclesiæ indicarent (3). Restat præterea semper dissolvenda in hâc hypothesi difficultas, quæ petitur ex concilii Tridentini agendi ratione, dùm soli Ecclesiæ tribuit hanc potestatem (4) non reclamantibus, imò probantibus principum legatis et oratoribus, qui certè non siluissent, si saltem in dubium revocatum esset jus principibus innatum, proprium ac tale cui etiamsi voluissent, cedere non potuissent juxta ipsos adversarios.

250. Ad 3. D. Plures theologi exteri eamdem doctrinam tuentur cum illis tamen coarctationibus quas adversarii non admittunt, et quidem immeritò, C.; jure merito et absque coarctationibus, N. Utique fatendum est nonnullos theologos exteros tenuisse sententiam de jure principum proprio in statuendis impedimentis dirimentibus; verùm hìc non pauca sunt animadvertenda; ac 1° eorum plerosque eâ scripsisse ætate quâ hâc in parte plena vigebat inter civitatem et Ecclesiam concordia; nec præviderunt quæ seculo superiori ex occasione hujus sententiæ dissidia exorta sunt; 2° eamdem doctrinam iis circumscripsisse limitibus ex quibus nihil esset pertimescendum; nam simul docuerunt non posse principes nisi cum subjectione, atque, ut aiunt, cum dependentiâ ab Ecclesiâ eam potestatem exercere (1); 3° nonnullos præterea inficiatos esse jus istud esse principum proprium et originarium, sed adventitium ipsisque traditum ex Ecclesiæ concessione (2); 4° eosdem falso principio inniti in hâc astruendâ sententiâ quòd scilicet contractus civilis materiam constituat conjugalis nexûs (3), quod tamen nec adversarii ampliùs admittunt. Quæ cùm ita se habeant, patet nullum suffragium ex horum theologorum sententiâ accedere posse ad doctrinam quam impugnamus cohonestandam. Nunc addimus vel ipsum clerum Gallicanum ad hæc usque ferè tempora communi sententiæ astipulatum esse, uti ex certissimis (4) documentis constat; nec etiam

(1) Jam Spalatensis, op. et loc. cit., n. 6, scripserât : *Leges* (imperatorum) *invenio*, *resistentiam non video*. Launoius effatum istud mirè amplificat, op. cit., p. 771. Cf. Leullier., op. cit., observ. 4, § 7.

(2) Benedictus XIV, de Synodo, l. c., nempe lib. 9, cap. 11 et 12, plura exhibet exempla legum imperialium, quæ à jure canonico correctæ et improbatæ sunt. Mirum proinde videri debet Carrière pro se adducere hujus pontificis auctoritatem. Id ipsum nos superiùs ostendimus ex confessione auctoris protestantis Boekelmann.

(3) Profectò D. Carrière, l. c., n. 571, scribit : *Hujus concessionis initium præcisè assignari nequit*, *sed paulatim invaluit : quidam dicunt usum illum invaluisse circa tempora Caroli M.*, *de quo vide Gerbais*, 3 p., c. 3, p. 379 et seqq. *Alii dicunt ortum verisimiliter habuisse quandò*, *gentibus barbaris varias imperii partes invadentibus*, MAGNA INDUCTA EST CONFUSIO; *quâ positâ*, *cura legum ad mores spectantium ad pastores Ecclesiæ*, *quasi naturaliter devoluta est* (*a*).

(4) Dixi, *soli Ecclesiæ* à Tridentino concilio tribui potestatem statuendi dirimentia impedimenta; si enim verba can. 4 in nativâ suâ significatione accipiantur, nemo inficias iverit de *solâ Ecclesiâ* ea esse intelligenda, utì etiam patet ex communi loquendi usu. Etenim si quis ab aliquo sciscitaretur cujus sit domus aut ager ille, ac responderetur : *Est Petri*, quis alio sensu acciperet hanc responsionem, nisi quod domus aut ager ad solum Petrum spectaret? Quis suspicaretur catenùs dici domum illam aut agrum esse Petri, quatenùs etiam sit Pauli aut Terentii? Quantò minùs si hoc diceretur in publico et solemni instrumento! Attamen, juxta adversarios, Tridentinum, dùm hanc astruit potestatem Ecclesiæ sub anathematis pœnâ, intelligendum *etiam* esset de potestate civili. Quis talia sanæ mentis admittat?

(*a*) Veremur ne P. Perrone invitus horum verborum vim aliquantisper exaggerârit, et ex iis plura quàm reipsà amplectuntur expresserit. Eò enim loci D. Carrière ni fallimur id unum significavit, nempe quòd, perturbatâ ab ingruentibus Barbaris civili societate, principes ipsi, sponte suâ, tot arduis sustinendis impares, onerosam curam abjecerint, quam Ecclesiæ tutelæ commiserint; unde forsan concludendum, jus illud *naturaliter*, sensim, tacitè, absque concussionibus in ditionem Ecclesiæ venisse. Illic, et cum tali interpretatione, ægrè invenias quid *fraudulentam usurpationem* Ecclesiæ sonet. (Editores.)

(1) Ita Sanchez, l. c.; Kugler, n. 1040 et 1041; Salmanticenses, cap. 11, n. 15; Ituriaga, l. c., aliique passim.

(2) Ita Basil. Pontius, op. cit., cap. 11; Bernard. Baver, Theol. univers. dogm., tomo 3, pag. 2005; Feier, Matrim. ex instit. Christi, Pest., 1835, p. 43. Tournely, l. c., principes civiles nonnisi concurrente Ecclesiâ impedimenta matrim. statuisse probat : 1° ex edictis principum Chilperici an. 577; Childeberti, an. 595; Carlomanni, an. 743; Caroli M., in Capitul.; Caroli Calvi, Henrici II, Caroli IX, etc.; 2° ex eo quòd principes ipsi in propriâ causâ ad potestatem ecclesiasticam se contulerint; 3° ex eo quòd reges in suis edictis accuratè distinxerint id quod in matrimonio politicum est ab eo quod est spirituale. Hic auctor tamen postea non satis sibi cohæret.

(3) Constanter ferè omnes theologi qui hanc sententiam tenuerunt, ut fundamentum constituerunt contractum civilem esse materiam Sacramenti, uti etiam ex allatis ipsorum testimoniis constat. Cùm verò Carrière vidisset hoc fundamentum facilè subrui, ipse constituit contractum *naturalem* esse Sacramenti materiam, ita ut à principe ineptus reddi possit ad materiam Sacramenti.

(4) Inter cæteros Gallos theologos satis sit recensere Nat. Alex., qui, Theol. dogm. et moral. lib. 2, art. 3, prop. 1, scribit : « Regum christianissimorum edicta, quæ matrimonia filiorumfamiliàs invitis parentibus

hunc temporis deesse Gallos theologos qui eidem adhæreant (1).

PROPOSITIO VI. — *Causæ matrimoniales spectant ad judices ecclesiasticos, et quidem causæ* omnes *ad* solos *ecclesiasticos judices spectant.*

251. Quoad priorem partem enuntiata propositio de fide est, ut constat ex recitato can. 12 Tridentino, sess. 24 (2), et ex superiùs vindicatis ; posterior pars est certa, ut ex dicendis patebit.

252. Causarum verò matrimonialium nomine illas omnes complectimur quæ relationem habent ad ipsum Matrimonii vinculum, seu ad Sacramentum ; minimè verò eas quæ, ut paulò ante declaravimus, ipsi vinculo extrinsecæ sunt (3). Quo sensu statuimus *omnes* omninò causas matrimoniales spectare ad *solos* judices ecclesiasticos; reliquæ enim spectare possunt ad judices seculares.

253. Hæc autem quæstio permisceri nequit cum eâ quam de impedimentis hucusque instituimus : quamvis enim maximam hæ habeant inter se affinitatem, altera tamen ab alterâ sejungi debet. Nam etiam in illorum quos refellimus sententiâ, quòd competat principibus jus statuendi impedimenta dirimentia, causæ matrimoniales pertinere debent ad fòrum ecclesiasticum (4).

invalidè contracta declarant, *invalidè*, inquam, *quoad effectus quosdam civiles, non quoad rationem Sacramenti*, sive quoad substantiam contractûs, qui materia Sacramenti *proxima* est. » Sic etiam Isaac. Habert in op. de Justitiâ connubialis edicti, quod Ludovicus XIII, de filiorum nuptiis invitis parentibus, annis 1629 et 1630, promulgaverat. Sic alii apud Muzzarelli opusc. cit. p. 221-225. Id ipsum constat ex cleri Gallicani expostulatione factâ ob edictum Ludovici XIII Blesense edictum an. 1579, confirmans quo *invalidè contracta* declarabantur conjugia quæ celebrata non essent ad ejusdem edicti normam. Petiit porrò clerus 1° quòd declararetur « ut non aliter intelligantur hæ voces *validè* aut *invalidè* contractum matrimonium, quàm per relationem ad contractum civilem, et nullatenùs ad contractum spiritualem Sacramenti ; 2° ut non astringantur ecclesiastici ad judicandum secundùm hujus edicti (Ludov. XIII, an. 1629) simulque Blesensis articulos, sed juxta sacros canones, et ecclesiastica decreta, quæ sunt unica regula et norma judicii ecclesiasticorum. » Respondit porrò rex per suum regium consilium his verbis : « Commonitio cleri, quod spectat ad priorem difficultatem, sic resoluta fuit : *validè* aut *invalidè* contracta matrimonia non esse aliter explicanda, quàm per *solam relationem ad contractum civilem* per laicos judices ; altera pariter difficultas justa, et rationi congrua visa est. » (Document. cleri gallic., t. 5, apud Muzzarelli opusc. cit., p. 225.) Hæc ipsa refert Carrière, op. cit., n. 585, aliaque addit n. 586.

(1) Inter cæteros Bouvier, qui in edit. 3 mutavit sententiam quam antea propugnaverat, cf. *Mémorial cathol.*, tomo 12, p. 49.

(2) Talem fuisse mentem concilii Tridentini, definiendi scilicet ut articulum fidei, ad ecclesiasticos judices spectare causas matrimoniales, atque ita fuisse intellectum can. 12 cùm editus est, fidem facit ipse Paulus Sarpius, qui refert apud Pallavic., Hist. concil. Trid., lib. 23, cap. 9, n. 11, *che parve strano a' politici il* FARSI ARTICOLO DI FEDE, *che le cause matrimoniali appartengano al giudice ecclesiastico.*

(3) Cf. Bellarm., de Matrim., c. 32, n. 3 et seqq.

(4) Hinc Pallavicini, loco cit., n. 12, postquàm evertit quod Paulus Sarpius assumpserat ad carpendum hunc, can. 12, subdit : *Ma tuttociò sia detto a rifiuto di quel che assume il Soave nell'oggezione, non a difesa di questo canone Tridentino, alla quale non facea di mestieri ; trattandosi in esso non di statuire gl'impedimenti, ma di conoscer le cause matrimoniali. Senza dubbio, tosto che al matrimonio sia conceduta la dignità di Sacramento, s'arguisce con evidenza, che tocchi alla Chiesa la podestà di giudicar quello, che è necessario per giudicarne il valore; come in tutti gli altri Sacramenti si scorge.*

254. Quibus præmissis, sic priorem partem astruimus adversùs hæreticos quibus Tridentinum canonem suum opposuit. Ex demonstratis Matrimonium est Sacramentum, ita ut in Christianorum conjugiis contractus à Sacramento non distinguatur ; atqui ad Ecclesiam pertinet de Sacramentis judicare, ergo et de contractu ex quo Sacramentum constat.

255. Deinde, ipsis Protestantibus ultrò fatentibus, quamvis conjugium non esset Sacramentum, est tamen res conscientiæ ac divinæ institutionis, atque à legibus divinis pendens ; ad Ecclesiæ igitur pastores spectat inquirere et judicare utrùm legitimum sit, honestum ac licitum, et ad divinæ legis normam exactum ; alioquin paci et tranquillitati conscientiæ non prospiceretur.

256. Demùm id ipsum evincitur ex agendi ratione Christi, apostoli Pauli, et perpetuâ Ecclesiæ praxi. Christus enim causam de repudio ac de divortio judicavit, Matth. 5 et 19, nec eam ad magistratum politicum remisit, prout fecit cùm ageretur de hæreditate, Luc. 12, 14 ; sic etiam Apostolus, 1 Cor. 7, causam judicavit de conjugio inter fidelem et infidelem. De praxi autem Ecclesiæ tòt sunt documenta, quot Romanorum pontificum decreta, et canonum sanctiones quæ quovis seculo editæ sunt ad conjugia spectantes. Quoties exortum dubium est, non ad principes seculares aut magistratum politicum, sed ad Ecclesiæ pastores excutiendum et judicandum delatum est. Nunquàm legimus tribus præsertim prioribus Ecclesiæ seculis Christianos ad civiles magistratus causas conjugales judicandas detulisse (1).

257. Atque hinc factum est ut Lutheri sectatores vel primo ipso reformationis, quam vocant, seculo, principium de solius regiminis civilis in matrimonia auctoritate non ubique adoptaverint. Imò eo usque progressi sunt ut suscipere cœperint jus canonicum Catholicorum, illudque ceu normam in causis matrimonialibus dijudicandis ad forum suum ecclesiasticum derivare studuerint (2). Hinc Bohemerus scri-

(1) Cf. Bellarm., l. c.

(2) Id nominatim factum est in Ordine regulativo Ecclesiæ Brunsvicensis ac Luneburgensis an. 1569. (Cf. Willig., *Auszug der Churfürstlich B. L Landesgesetzes*, seu : *Epitome juris territorialis statuum electoralium.* Goetting., 1780) ; item in Regulamento consistoriali Brandeburgico, an. 1753. Cf. etiam quoad an. subsequent. novum Corpus constit. Prusso-Brandeburgens., præcipuè Marchicarum., edit. 2, Berolini, 1764, necnon *Annalen des Katholischen, Protestantischen, und Jüdischen Kirchenrechts. Von Lippert*, 1. *Heft.*, seu : *Annales juris Ecclesiastici catholici, protestantici, et judaici.* Fasc. I. Francof. ad Mœnum 1831, p. 125, seq. Quod mirum esse non debet, cum, teste auctore ipso protestante libelli : *Ueber die heutige Gestalt des Eherechts*, seu : *De hodiernâ juris*

here non dubitavit : *Adeò causæ matrimoniales ad consistoria nostra spectant, ut doctrina juris pontificii universa de hâc materiâ ferè recepta sit...., ut nequidem magistratus secularis per modum prœventionis de iis cognoscere queat... ; proinde quæstio principalis tamdiù suspendenda, donec de causâ natalium in foro ecclesiastico fuerit cognitum* (1). Hanc eamdem sententiam Anglicani sectantur, quamvis ipsorum regi tribuant proprietatem principis seu capitis Ecclesiæ (2). Nec mirum, cùm vel ethnici ipso naturæ lumine ducti Matrimonium tanquàm rem sacram habuerint, et sacerdotibus judicandum reliquerint (3).

258. Altera propositionis pars ex priori fluit. Etenim si ratio Sacramenti inhærens contractui naturali ex Christi institutione, est fundamentum quare causæ matrimoniales ad Ecclesiam spectent, cùm hæc ratio universalis sit et omnes prorsùs causas matrimoniales afficiat quæ ad conjugii vinculum referuntur, evidens est omnes prorsùs causas matrimoniales ad solos judices ecclesiasticos pertinere.

259. Ad effugium porrò quod attinet invectum à nonnullis aulicis scriptoribus ut se ab anathemate Tridentino subtrahant, iis ipsis verbis placet illud evellere quibus usus est Pius VI, in epistolâ quam

matrimonialis Formâ, Berolini, 1833, p. 8, 9. Lutherus ipse, qui omnem de matrimonialibus causis cognitionem principibus asserebat, non dubitaverit tamen ipse etiam in iisdem propriâ auctoritate sententiam dicere, perinde ac si essent causæ merè spirituales et ecclesiasticæ. Cf. Roskowany, op. cit., de Matrim. in Ecclesiâ cathol., § 3.

(1) Jur. Eccl. Protestant., t. 2, tit. 2, §§ 25, 26, 27

(2) Cf. op. cui tit. : *il Peccato in religione e in logica degli atti e decreti del concilio diocesano di Pistoia*, cap. 28, p. 328, seqq.

(3) Sic scribit Deodatus, in epist. cit. ad antecess. Taurinensem, § 17, p. 21 : *Nationes omnes gentilium, Ægyptiorum nempe, Græcorum ac Romanorum, necnon aliæ nunc etiam viventes ethnicorum respublicæ, et habuerunt, et habent religiosum matrimonii vinculum, de quo tanquàm de re sacrâ judicant. Naturæ vox nationum firmata consensu, nunc amplius non exauditur ab iis qui unicè veram fatentur christianam religionem. Novitatis amor impotens (de te non loquor, clarissime vir), turpis quorumdam nomine theologorum adulatio, nec ab iis audita, quibus eam student offerre, et perversum ac malè erga Apostolicam Roman. Ecclesiam, omnium matrem, et magistram animatum ingenium, seu potiùs indomitus ac effrenatus furor universæ naturæ voces à corruptissimis ethnicis, ab inimicis Ecclesiæ heterodoxis auditas, nunc ampliùs non exaudiunt.* Jam Jacob. Cujacius Paratitla in libros quinquaginta digestorum, lib. 23, tit. 2, de Jure nuptiarum scripserat : « Est autem titulus hic *de Ritu nuptiarum*, quod pontificale verbum est; nam et *quas fas esset duci*, *Pontificum notionem fuisse* intelligimus ex Tacito, l. 1, et Dione, l. 48, quâ item solemnitate, veluti deductione in domum mariti, et aquæ, ignisque prælatione et acceptione. » Cf. Opp. edit. Paris., 1617, tomo 1, col. 522.

Quid? quod ipsum agnoverit impius Mirabeau, qui in publicis comitiis an. 1790 hæc verba protulit : *C'est à l'Église, dont la hiérarchie est de droit divin, à régler la manière de juger ses causes, et en qui réside la puissance d'ordonner sur chacune ; car vouloir régler les droits de la hiérarchie chrétienne établie par Dieu même, comme dit le concile de Trente, c'est assurément le plus grand attentat de la puissance politique contre la puissance religieuse.* Tanta est veritatis vis!

sub formâ brevis dedit ad episcopum Motulensem : « Ignotum nobis non est, scribit, quosdam adesse, qui secularium principum auctoritati plus nimio tribuentes, et verba hujus canonis (12) captiosè interpretantes, illud defendendum susceperunt, ut quoniam Tridentini Patres hâc dicendi formulâ usi non fuerint *ad solos judices ecclesiasticos*, aut *omnes causas matrimoniales*, potestatem reliquerunt judicibus laicis cognoscendi saltem causas matrimoniales, quæ sunt *meri facti*. Sed scimus etiam hanc captiunculam et fallax hoc cavillandi genus omni fundamento destitui. Verba enim canonis ita *generalia* sunt, *omnes* ut causas comprehendant, et complectantur ; spiritus verò sive ratio legis adeò patet, ut nullum exceptioni, aut limitationi locum relinquant. Si enim hæ causæ non aliâ ratione pertinent ad unum Ecclesiæ judicium, nisi quia contractus matrimonialis est verè et propriè unum ex septem legis evangelicæ Sacramentis, sicut hæc Sacramenti ratio communis est *omnibus* causis matrimonialibus, ita *omnes* hæ causæ spectare *unicè* debent ad judices ecclesiasticos, cùm eadem sit ratio in omnibus, ut concors est canonistarum sententia, ne iis quidem exceptis, quos minimè favere Ecclesiæ juribus satis superque eorum scripta demonstrant. Etenim ut verbis utamur Van Espenii (Jus Eccles., p. 3, tit. 2, c. 1, n. 4, et n. 11 et 12), *Unanimi consensu receptum est causas Sacramentorum esse merè ecclesiasticas, easque quantùm ad substantiam earum ad judicem ecclesiasticum privativè spectare, nihilque circà eorum validitatem aut invaliditatem judicem secularem posse decernere ; eò quòd hæ ex naturâ suâ sunt merè spirituales. Et sanè, si quæstio versatur de validitate ipsius matrimonii, solus judex ecclesiasticus est competens, ipseque solus de hâc quæstione cognoscere potest,* » etc. (1). Hucusque Pius VI, qui præterea in constit. *Auctorem fidei*, prop. 58 synodi Pistoriensis damnavit, *quæ statuit sponsalia propriè dicta actum merè civilem continere, qui ad matrimonium celebrandum disponit, eademque civilium legum præscripto subjacere,* — quasi actus disponens ad Sacramentum non subjaceat sub hâc ratione juri Ecclesiæ; quæ quidem propositio *falsa, juris Ecclesiæ quoad effectus etiam è sponsalibus vi canonicarum sanctionum profluentes læsiva, disciplinæ ab Ecclesiâ constitutæ derogans* declaratur, et ut talis proscribitur.

260. Cùm porrò fundamenta contrariæ assertionis seu doctrinæ anticatholicæ unicè constituantur ex separatione contractûs et Sacramenti, ex legibus principum, ac demùm ex *captiunculâ* illâ, quæ à summo Pontifice Pio VI, omni destituta fundamento declaratur, et menti Tridentini concilii contraria, supersedemus à novâ confutatione harum difficultatum, quas jam diluimus cùm in præcedentibus propositionibus adversùs apostatam M. Ant. de Dominis, Launoium aliosque eorum asseclas disputaremus.

261. Præstat potiùs inquirere ad pleniorem gravissimi hujus argumenti absolutionem, utrùm possit

(1) Die 16 sept. 1788, apud Moser, de Impedimentis matrimonii, Mechlin., 1834, n. 13, pag. 175.

episcopus dispensare in matrimonii impedimentis dirimentibus. Benedictus XIV, de Synodo diœcesanâ, lib. 9, cap. 2, quæstionem hanc expendit, ostenditque nullâ ratione episcopo competere facultatem relaxandi hæc impedimenta, quæ saltem publica sint, et cùm patet accessus ad S. Sedem. Nam cùm ejusmodi impedimenta ortum habeant aut à concilio generali, aut à summis pontificibus, nequit episcopus utpote inferior, auctoritate propriâ, eorum decreta infringere, iisque ullâ ratione contraire. Sic etiam *negativè* resolvit eamdem quæstionem Pius VI, in litteris datis ad archiepiscopum electorem Trevirensem, die 2 febr. 1782 (1). Quare episcopi nequeunt absque manifestâ usurpatione sibi hanc arrogare facultatem, cùm hæc solis summis pontificibus competat. Ex his patet à vero abludere nonnullos neotericos, qui ad episcopos remittunt pro impedimenti publici dispensatione eos qui aliquo irretiti impedimento contrahere conjugium contendunt (2).

262. Quæ de Ecclesiæ potestate in matrimonii impedimentis et causis hactenùs attigi, si in vulgus minùs probentur, nil moror. Eâ siquidem cogitatione delector, quòd traditionis vestigiis ingressus non ab hæreticis modò, sed à theologis aulæ magis quàm veritati faventibus causam Christi vindicaverim. Semen erroris jecêre novatores, aulæ theologi evolverunt. Nostrâ autem ætate consiliis in melius revocatis, scriptores cunctis suffragiis, si nomen unius alteriusve expungas, hanc à principibus potestatem ablegare cœperunt.

CAPUT IV.

DE MATRIMONIIS MIXTIS.

263. Conjugia *mixta* ea dicuntur quæ inter Catholicum et acatholicam aut è converso inter Catholicam et acatholicum celebrantur. Acatholicorum autem nomine hìc significantur aut hæretici, aut schismatici, omnes scilicet qui extra unicam veram Ecclesiam inveniuntur, et ad aliquam sectam aut schisma spectant; qui tamen communi Baptismi ratione Christianorum nomine censentur.

(1) Apud Moser, op. cit. de Impedimentis, etc., p. 167, n. 10, ubi cùm Pontifex pluribus rationibus fusè quod sibi proposuerat ostendisset, concludit : *Omninò igitur sustineri neutrum potest, vel Ecclesiam jure proprio non habere potestatem constituendi impedimenta dirimentia, vel episcopum quemlibet posse impositum à catholicâ Ecclesiâ legis vinculum dissolvere*, etc.

(2) Inter cæteros Georg. Rechberger, op. cit. *Manuale del gius eccles. Austriaco*, tomo 2, § 160, ubi scribit : *Per tal motivo è decretato, che mai non si possa negare, e gratuitamente si debba concedere la dispensa che alcuni* DI DELICATA COSCIENZA *domandano al vescovo nel grado di cognazione non proibito dalla legge civile.* Meritò idcircò hoc opus à S. Sede in indicem librorum prohibitorum relatum est decreto 17 jan. 1820. Deinde verò imperator Franciscus I, decreto 30 aprilis 1833, eliminavit idem opus à scholis omnibus seminariorum regni Lombardo-Veneti, et decreto 31 januar. 1834, extendit hanc suam determinationem ad omnes universitates provinciarum Germanicarum, et cum Jure canonico Rechberger eliminavit pariter à cursu theologico Historiam ecclesiasticam Dannenmayer. Hâc ratione factum est ut illi auctores qui veriti non sunt, ut hominibus assentirentur, prodere veritatem, nec Deo placuerint nec hominibus, ut passim fit.

264. Ratum jam penes omnes est ejusmodi conjugia valida esse (1); sic etiam, ea per se esse illicita, adeò ut sine Romani Pontificis dispensatione iniri legitimè nequeant, pariter nunc inter omnes convenit, et nos paulò post ostendemus.

265. Cùm verò Romani pontifices nonnisi ob graves causas, et tantùm sub appositis conditionibus, ejusmodi dispensationem concedant quibus conjugum prolisque æternæ saluti prospiciatur, hinc factum est ut iis servatis, non modò nullum caperet detrimentum catholica Ecclesia ab iis conjugiis, sed non modicum inde emolumentum derivaret. Sanè experientia id patefecit tum alibi, tum præsertim in provinciis fœderatis Americæ septentrionalis et in Angliâ, ubi horum connubiorum celebratione factum est, ut fides catholica magnum incrementum cœperit, ac novos in dies progressus faciat.

266. Si verò mixta hæc connubia sine illis conditionibus et cautionibus celebrentur, extremam afferunt perniciem catholicæ religioni, uti pariter experientia ostendit in illis regionibus penes quas, sive ex præsulum negligentiâ, sive ex illatâ vi illæ servatæ non sunt. Hoc probè perspexerunt nonnulla acatholica gubernia quæ, posthabitis solemnibus et publicis promissis et pactis de servandâ religione catholicâ novorum subditorum quos acquisierunt, conspirârunt ad eamdem penitùs abolendam. Ut finem hunc obtinerent inter tot media quæ invenerunt, et hoc de promovendis quotquot potuissent connubiis mixtis maximè idoneum repererunt (2). Ab initio cautè et clanculùm, prout rerum adjuncta poscebant, res deducta est; malis artibus præterea, fallaciis, quandoque etiam apertis mendaciis pastorum catholicorum zelum et vigilantiam eludere horum guberniorum ministri nisi sunt (3). Cùm verò hæc detecta fuerunt, tunc demùm,

(1) Irrita esse conjugia inita inter Catholicos et acatholicos nonnisi pauci jurisperiti docuerunt, quos recenset Basilius Pontius, in Appendice de Matrimonio Catholici cum hæretico, cap. 1, num. 2. Contraria verò sententia recepta est unanimi consensu à theologis et canonistis, qui omnes adhæserunt doctrinæ S. Thomæ, qui in 4 Sent., dist. 39, q. 1, art. 1, ad 5 : *Si aliquis fidelis*, inquit, *cum hæreticâ baptizatâ matrimonium contrahit, verum est matrimonium, quamvis peccet contrahendo, si sciat eam hæreticam ; sicut peccaret, si cum excommunicatâ contraheret ; non tamen, propter hoc, matrimonium dirimeretur.*

(2) Cf. Tract. de verâ Religione, p. 2, n. 250, n. (*a*), ubi inter tredecim præcipua media quibus utuntur acatholici ad promovendum proselytismum, et ad religionis catholicæ exstinctionem, recensuimus undecimo loco matrimonia mixta in regionibus seu provinciis catholicis. Incredibile dictu est, quanto studio postremis his annis schismatici et hæretici hæc mixta connubia promoverint, tanquàm medium omnium aptissimum ad finem quem illi intendunt assequendum.

(3) Cf. *Exposizione di fatto documentata su quanto ha preceduto e seguito la deportazione di monsignor Droste, arcivescovo di Colonia.* Hâc porrò expositione sæpe utar, cùm et authentica sit atque à S. Sede promanaverit; moneo tamen eam mihi præsto esse, quæ denuò recusa est in-8°. Cf. etiam in opusc. cui tit. : *Lettres écrites de Rome à M. Le comte de Montalembert, pair de France, sur la conduite du gouvernement prussien envers l'archevêque de Cologne, par l'abbé P. P.*; Paris, 1838, pag. 21. Ex præfat. ad justificationem

depositâ personâ, exiliis, deportationibus, aliisque sævitiis sacerdotes catholicos cogere ad ejusmodi nuptias jungendas seu benedicendas sategerunt, omissis duabus præcipuis conditionibus à Romanis pontificibus iterùm iterùmque inculcatis. Harum prior est ut conjux catholicus promitteret se effecturum quod ex se erit, ut respectivè futurus maritus aut uxor ad religionem catholicam convertatur; altera verò, eaque potior, ut universa proles in religione catholicâ instituatur (1).

267. Has conditiones utpote contrarias fini quem unicè intuebantur, gubernia illa acatholica omninò respuerunt, jusseruntque episcopos parochis sibi subjectis demandare, ut nuptiis mixtis benedicerent, omni admonitione prætermissâ, omnique conditione sepositâ, quin etiam ne auderent denegare *sacramentalem absolutionem* parti catholicæ, quæ detrectaret se subjicere conditionibus præscriptis à Rom. pontificibus, ac novissimè à Pio VIII, tum in brevi, tum in instructione quam eidem adjecerat. Ejusmodi conditiones adversari legibus gubernii declaràrunt, nec proinde servari posse, reumque fieri qui civiles leges circa hos articulos prævaricaretur (2). Nonnulli præsules in regno Borussico ab initio partim animo fracti, partim decepti ad tempus jussionibus illis cesserunt (3),

diplomaticam factam à gubernio Borussico circa deportationem archiepiscopi Coloniensis patet crimen et quidem unicum, cujus causâ in exilium actus est archiepiscopus, situm in eo fuisse quòd citò nimis vulgaverit secreta gubernii mandata. En præfationis verba in sermonem Gallicum conversa : *Car à peine lui eut-on transmis la volonté du roi son maître, qu'il provoqua les esprits à la révolte par la* PUBLICITÉ PRÉCOCE *qu'il donna vis-à-vis du peuple, aux* ORDRES DU GOUVERNEMENT ; alluditur autem ad conventionem de quâ paulò post disseremus.

(1) Cf. breve Pii VIII, dat. die 25 mart. 1830, in cit. exposit. Docum., n. 3, pag. 5.

(2) Cf. cit. Exposit., pag. 22, seq.

(3) Archiepiscopus com. de Spiegel fuit instrumentum quo usus est Borussici regni negotiorum gestor Bunsen, ad articulos conficiendos in conventione habitâ Berolini die 19 junii 1834, quibus eludebantur quæcumque in cit. brevi Pii VIII constituta erant circa celebrationem conjugiorum mixtorum. Hujus conventionis existentiam constanter negavit Bunsen quoties à S. Sede de eâ interpellatus est, ut constat ex cit. Expositione et ex annexis documentis. Attamen eidem jam subscripserant episc. Trevirensis, Monasteriensis et Paderbornensis. Cf. præterea Epist. cit., p. 30.

Jam verò ex seductione et infirmitate his gubernii jussionibus cessisse tam ipsum archiepisc. com. de Spiegel, quàm episcopos reliquos dubitari nequit. Quod attinet ad tres memoratos episcopos, constat ex solemni eorum retractatione, præsertim verò episcopi Trevirensis cùm animam ageret, de quâ postea dicemus; quod verò spectat ad arch. com. de Spiegel, planum fit ex epistolâ quam ad unum ex collegis suis scripsit die 23 jan. 1832. Quoniam verò hæc epistola nondùm vulgata est, quod sciam, placet hìc eam integrè subjicere, quæ sic mihi linguâ Gall. communicata est : « J'exprime à votre grandeur la reconnaissance profonde que je lui dois pour la lettre riche en contenu dont elle a daigné m'honorer sous la date du 14 de ce mois. Cette lettre a été, sous beaucoup de rapports, très-instructive pour moi. J'y ai trouvé, en outre, confirmée ma conviction que notre carrière,

donec archiepiscopi Coloniensis et Posnaniensis pastorali fortitudine præditi, mala catholicæ fidei impen-

à nous évêques catholiques, est semée partout d'épines dans nos états de la confédération germanique. Nous avons peine à nous maintenir debout, et à remplir, comme il convient, et d'une manière réelle et fructueuse (*in realitate et efficacitate*) les obligations qui nous sont imposées à l'égard des ouailles confiées à nos soins. Votre grandeur désire connaître ma manière de voir relativement à la marche à suivre dans le cas des *mariages mixtes*. Je m'empresse d'optempérer à votre demande, quoique ma manière de voir ne concorde pas avec le contenu de la pièce que votre grandeur m'a communiquée confidentiellement. Vu l'ordre du cabinet royal, en date du 17 août 1825, relatif aux cas de mariage mixte; vu, dis-je, cet ordre qui est *un empiétement profond sur la constitution de l'Eglise, et une violation*, j'ai cru devoir enlever aux curés et attirer à moi la connaissance de tous les mariages mixtes, afin de garantir la cause sainte du Sacrement du Mariage, et de prévenir toute occasion prochaine de danger. Un curé n'est autorisé à demander la permission d'assister au mariage (*licentiam assistendi*), qu'autant que les futurs époux ont donné une *déclaration volontaire que tous les enfants seront élevés dans la religion catholique*. Par contre, je permets la publication des bans, quand on la demande, sans aucun égard à cette promesse; s'il ne se découvre aucun empêchement, le curé délivre aux futurs époux une déclaration par laquelle il constate que les proclamations ont été faites, et qu'il n'a été découvert aucun empêchement dirimant. Si la cérémonie nuptiale est faite par le curé protestant, le mariage est valide, même *in foro ecclesiastico*, et indissoluble pour l'époux catholique; mais il demeure illicite; c'est pourquoi l'époux catholique se trouve sous le poids des censures ecclésiastiques, et il ne peut lui être porté secours qu'au tribunal de la confession, et par le Sacrement de la Pénitence, *præstitis præstandis*. Tout ce qui s'éloigne de cette pratique, qui est pour moi pénible et pleine d'embarras, je le regarde comme canoniquement illégal. Ma manière d'agir a trouvé, il est vrai, de l'opposition chez les autorités supérieures de l'État; les discussions en sont arrivées jusqu'au chef suprême visible de notre sainte Eglise, *et une décision du Pape sera toujours pour moi, comme cela convient, règle de conduite*, comme au surplus les canons des conciles et autres décrets rendus par le Pape, ou par la sacrée Congrégation à Rome sur les mariages mixtes détestés par l'Eglise, servent de point d'appui à ma manière d'agir. La bonne intelligence qui règne entre votre grandeur et les professeurs de théologie catholique admis à l'université protestante, me fait beaucoup de plaisir; par là, il sera possible d'exercer une influence salutaire sur l'instruction et l'éducation des élèves en théologie. Mais quant à ce qui concerne l'examen *pro admissione ad seminarium episcopale*, cet examen me paraît être fait par l'État, et M. l'évêque n'y est admis que comme assistant. Cet état de choses est, à mes yeux, insultant pour l'évêque, et empiétant sur les droits de l'Eglise, dont l'exercice et le maintien sont affaire de l'évêque. L'approche du carême m'a imposé le devoir d'adresser à mes diocésains une lettre pastorale sur la conduite qu'ils ont à tenir dans les *temps présents toujours encore pleins d'oppressions*. Je prends la liberté d'en joindre ici un exemplaire pour votre grandeur, et de lui réitérer l'assurance de ma considération illimitée.

Cologne, 23 janvier 1832
De votre grandeur épiscopale
Le très-obéissant serviteur,
Ferdinand SPIEGEL,
comte de Desemberg,
archevêque de Cologne. »

Ex hâc epistolâ intelligimus 1° quinam fuerit verus

dentia animadvertentes, virili planè animo se murum opposuerunt pro domo Israel. Ast horum alter ab archidiœcesi suâ avulsus est, alter verò omni ratione vexatus in mœrore et lacrymis vitam ducere cogitur. Parochi illi qui Deo magis quàm hominibus obedire decreverunt eamdem sortem experti sunt, et experiuntur.

268. Ex hâc rerum gestarum compendiosâ expositione patet eò demùm, relictis ambagibus, controversiam deduci, 1° utrùm conjugia inter Catholicum et acatholicam et è converso inter acatholicum et Catholicam legitimè, saltem absque summi Pontificis dispensatione, iniri possint; 2° utrùm, sartis tectisque conscientiæ juribus, possint sacerdotes catholici ejusmodi nuptiis benedicere, omissis conditionibus à S. Sede præscriptis; 3° utrùm possint principes acatholici cogere sacerdotes catholicos ad eas nuptias jungendas appositis illis conditionibus non servatis. Quas quidem quæstiones expendere aggredimur, præmissâ fundamentali doctrinâ de his conjugiis, ex quâ cæterarum quæstionum solutio tanquàm ex suo principio pendet.

Propositio prima. — *Conjugia inter Catholicos et acatholicos regulariter illicita sunt utpote graviter improbata jure naturali et divino, atque à jure ecclesiastico penitùs interdicta.*

269. Propositio est certa et omnium doctorum calculo probata. Diximus porrò illicita esse hæc mixta conjugia regulariter, ut singularem atque obsoletam illorum excluderemus sententiam qui ea conjugia aut invalida prorsùs aut ita illicita naturâ suâ traduxerunt, ut nunquàm validè aut licitè iniri possint, auctoritate etiam summi Pontificis interveniente. Diximus præterea conjugia mixta esse illicita utpote improbata ab utroque jure naturali et positivo divino, minimè verò, quòd iisdem penitùs adversentur ita ut, justâ causâ interveniente, exceptionem legitimam admittere non possint.

270. Jam verò hoc sensu positæ propositionis veritatem ita per partes evincimus. Ac primò quidem improbari hæc mixta conjugia jure naturali constat ex eo quòd quilibet vitare debeat grave perversionis periculum ac proinde propriæ animæ jacturam. Porrò exploratum est ejusmodi periculum multiplici ex capite inesse istis conjunctionibus. Cùm enim hæreticæ sectæ commodiorem vitæ rationem profiteantur, jejunia, abstinentiam, exomologesim, aliaque non pauca quæ arctiorem vivendi rationem efficiunt, prorsùs abjiciant; cùm præterea odio persequantur veritatem; cùm ferre nequeant, aut vix ægrè patiantur professionem illorum actuum religiosorum quos catholica religio jubet, difficile admodùm est ut quis forti animo tum continuis blanditiis aut minis, interdùm etiam, imò sæpè, apertis vexationibus resistat (1).

271. Hùc referuntur quæ Patres prosequuntur pericula, quibus deterrere nitebantur Christianos ab infidelibus viris aut mulieribus in matrimonium ducendis, cùm eadem sit ratio infidelium et hæreticorum, seu acatholicorum. Dogma siquidem seu articulus fidei est *extra Ecclesiam catholicam nullam dari salutem*, sive ethnicus, sive hæreticus, sive schismaticus ille sit qui sciens et volens extra Ecclesiam reperitur. Porrò cæteris omissis, sic Tertullianus scribebat : *Domino certè non potest pro disciplinâ satisfacere, habens in latere diaboli servum, procuratorem domini sui ad impedienda fidelium studia et officia. Ut si statio facienda est, maritus de die condicat ad balneas; si jejunia observanda sunt, maritus eâdem die convivium exerceat; si procedendum erit, nunquàm magis familiæ occupatio obveniat* (2). S. verò Ambrosius : *Cum sancto*, inquit, *sanctus eris, et cum perverso perverteris. Si hoc in aliis, quantò magis in conjugio, ubi una caro et unus spiritus est! Quomodò autem potest congruere charitas, si discrepet fides?....* Non possunt hoc dispares fide credere, ut ab eo quem non colunt, putent sibi, connubii impertitam gratiam. Ratio docet, sed ampliùs exempla commonent. Sæpè illecebra muliebris decepit etiam fortiores maritos, et à religione fecit discedere. Et ideò tu vel amori consule, vel errorem cave. Primum ergo in conjugio religio quæritur (3). Sic Patres reliqui passim loquuntur (4). Si hæresis præterea, juxta dicta, legitima causa esse potest dissolvendi conjugii, saltem quoad victum thorumque, imò interdùm et necessaria dissolutio est, si instet nempe periculum perversionis, quantò magis naturali lege, seu conscientiâ dictante quisquam astringitur ad ejusmodi conjugia cum hæreticis vitanda? Accedit periculum quod instat futuræ proli ne à conjuge hæretico pervertatur. Quid enim in tenerâ liberorum mente valeant prava exempla, malæ insinuationes, blanda verba, in Ecclesiam catholicam contemptus, aliaque id genus propè innumera, quæ in domesticis familiis ex tali conjunctione evitari non possunt, nemo est qui ignoret (5). Ut præteream profanationem Sacramenti, jurgia, periculum divortii quod semper instare potest ex parte eorum qui profitentur conjugiorum dissolubilitatem (6); quæ qui-

(1) Cf. Nicol. Serarium, de Catholicorum cum hæreticis matrimonio Quæstiones, cap. 2, § 7, seqq., ejusdem Opusculorum theologicorum, Moguntiæ 1611, t. 2.

(2) Lib. 2, ad Uxorem, cap. 4, edit. Rigalt., p. 168.

(3) Lib. 1, de Abraham, cap. 9, n. 84, ed. Maur.

(4) Cf. apud Serarium, loco cit.

(5) Hæc omnia fusè et eleganter persequitur Serarius, l. c., § 12.

(6) Protestantes, ut suo loco ostendimus, conjugii dissolutionem ob leves causas passim admittunt, hinc tria ferè millia unius anni spatio in solo regno Borussico vidimus fuisse à tribunalibus decreta divortia. Præterea, Luthero auctore, vir uxores plures simul ducere poterit, ut paulò ante pariter vidimus; is verò præterea poterit, eodem docente (lib. de Vitâ conjug.,

rerum status, adhuc etiam in vivis agente arch. Spiegel, quidquid falsò effutierit auctor *Justificationis* quam paulò ante commemoravimus; 2° nondùm Spiegel post biennium, ex quo datum fuerat, innotuisse breve Pii VIII; 3° quinam fuerint veri animi sensus hujus archiepiscopi antequàm illum ab arrepto proposito gubernium Borussicum dimoveret. Atque utinam in illis perstitisset, nunc certam à Deo mercedem suæ fidelitatis consecutus esset!

dem omnia evidenter ostendunt mixta connubia graviter lege naturali, seu conscientiâ improbari, prout vel naturæ lumine Islamitæ atque ethnici ipsi (1) cognoverunt.

272. Verùm non minùs solidè altera propositionis pars evincitur, talia scilicet conjugia improbari jure divino. Deus enim Hebræis prohibuit ne conjugia miscerent cum infidelibus (2); eadem porrò ratio militat circa conjugia fidelium catholicorum cum acatholicis, ut constat ex Deut. 7, 3 : *Neque sociabis cum eis conjugia. Filiam tuam non dabis filio ejus, nec filiam illius accipies filio tuo,* QUIA SEDUCET FILIUM TUUM NE SEQUATUR ME; sed clariùs adhuc id constat ex Apostolo, qui ad Titum scribit : *Hæreticum hominem... devita* (3). Si verò ex Apostolo hæretici vitandi sunt, quomodò poterunt cum ipsis iniri connubia? Rursùm idem Apostolus regulam ineundorum conjugiorum Christianis præbens : *Cui vult*, scribit, *nubat; tantùm in Domino* (4). Jam verò ille tantùm in Domino nubere censetur, qui in verâ Christi Ecclesiâ, ac Domino probante et auspicante nuptiali fœdere jungitur. Hæc verba propterea enarrans Tertullianus scribit : *Cùm dicit Apostolus,* TANTUM IN DOMINO, *jam non suadet, sed exertè jubet. Igitur in istâ maximè specie, nisi obsequimur periclitamur* (5).

273. Atque hinc factum est ut Ecclesia ejusmodi conjugia Catholicorum cum hæreticis semper non solùm exhorruerit, uti Patres omnes Græci et Latini testes sunt locupletissimi (6), sed insuper pluribus sanctionibus conciliorum tum œcumenicorum tum particularium severissimè ea celebrare vetuerit. Ne præstitutos nobis fines prætergrediamur, unum aut alterum canonem afferemus. Concilium Chalcedonense, action. 15, can. 14, statuit : *Neque copulari debet nuptura hæretico, aut Judæo, vel pagano; nisi fortè promittat se ad orthodoxam fidem persona orthodoxæ copulanda transferre* (1); Laodicenum pariter, can. 31, sanxit *quòd non oporteat cum hæreticis universis nuptiarum fœdera celebrare, nec eis filios dare vel filias, sed magis accipere, si tamen christianos se fieri promittant* (2). Sic alia plura id ipsum sanxerunt sæpiùs ac inculcârunt (3). Has porrò canonicas sanctiones Romani pontifices ratas habuerunt, ac veluti pro universâ Ecclesiâ vim legis habentes agnoverunt, uti S. Leo M. (4), Bonifacius V (5), Stephanus IV (6), Nicolaus I (7),

tom. 6 ed. Wittemb., fol. 77), si acquiescere nolit uxor, ancillam invitare; uxor autem poterit ab illo qui impotens sit, flagitare, ut ex leviro, seu mariti illius fratre, vel propinquo alios liberos pariat (lib. de Capt. Babyl., ed. cit., fol. 54, apud Serarium, l. c., § 8.

(1) Cf. Serarium, l. c., § 10, qui plura profert hujus rei documenta. Verùm quod magis mireris illud sanè est, quod vel ipsi hæretici ab initio abhorruerint à conjugiis mixtis, ineundis scilicet cum Catholicis. Sic inter cæteros scribit Albertus gentilis Calvinianus in Anglià jurisconsultus, lib. 2 de Nuptiis, c. 19, p. 228 : *Matrimonium est divini juris communicatio; quoniam communicare debent conjuges in verbo eodem, et eisdem Sacramentis. Est societas divinæ domûs. Nam* EADEM UTRIQUE ESSE DEBET ECCLESIA; *et privatæ ecclesiæ domesticæ, et privatarum precum communicatio, etiam et sepulcri, quod religiosi juris est communicatio... Dicam palàm :* NON LICET NOBIS *commiscere conjugia cum Papistis, qui nobis sunt antichristiani.* Cf. etiam Gerhardum, Loc. theol., tit. de Matrimon. Carpzovium, Jurisprudentia consistorialis, tit. 1, de Ref. 6, n. 36, ubi conjugia inter Lutheranos et Catholicos tum solùm licita perhibentur, cùm spes affulgeat quòd catholicus induci possit ad profitendam doctrinam Lutheranam, ac filii institui debeant in hâc doctrinâ. Ita quidem Calvinistæ ac Lutherani olim sentiebant, nunc Evangelici, id est Calvinisto-Lutherani torquent catholicos eò quòd nolint benedicere has nuptias! *Quantùm mutati ab illis!*

(2) Exodi 23, 32; 34, 16. Deut. 7, 3. Patres hæc Scripturæ testimonia ad hæreticos etiam passim extendunt. Inter cæteros S. Ambrosius, lib. cit. de Abraham, c. 9, n. 84, ita loquitur : *Cave gentilem aut Judæam atque alienigenam, hoc est,* HÆRETICAM *et omnem alienam à fide tuâ uxorem accersias tibi.*

(3) Cap. 3, 10.

(4) 1 Cor. 7, 39.

(5) Lib. 2, ad Uxor., cap. 1.

(6) Patrum testimonia quibus improbantur mixta connubia adducit ac summâ diligentiâ evolvit J. B. Kutschken Dr. theologiæ et imp. reg. professor theol. moralis in univers. Olmuziensi, in op. *Die gemischten Ehen von dem katholisch-kirchlichen Standpunkte aus betrachtet*, seu : *Matrimonia mixta sub respectu catholico-ecclesiastico considerata*, edit. 2., Vienn., 1838, p. 45, seqq., ubi Tertulliani, S. Cypriani, S. Zenonis, S. Ambrosii, S. Hieronymi, S. Augustini sententias singillatim profert, quibus nituntur avertere fideles omni argumentorum genere à mixtis conjugiis. Quibus plures alios Patres id ipsum inculcantes adjicit Binterim in peculiari tract. de Matrimoniis mixtis, Opp. tom. 7, p. 2, c. 3, § 2, inter quos S. Ignatium, S. Irenæum, auctorem Oper. imperfecti in Matth. inter Opera S. Joan. Chrysostomi.

(1) Ex vers. Dionysii Exigui apud Harduin., Acta Conc., tom. 2, col. 607.

(2) Ibid., tom. 1, col. 788.

(3) Talia sunt Eliberitanum cann. 15, 16, 17, ubi cf. notam Ferdin. de Mendozâ in ed. P. Mansi; Arelatense, can. 11; Canones Nicæno-Arabici., can. juxta versionem P. Turriani S. J., 53, 67, juxta P. Alphons. Pisanum in lib. 3 de Actis conc. Nicæn., can. 57 et 68; juxta Abrahamum Echellensem, can. 73; Carthaginense III, can. 12; Agathense, can. 67. Cf. Gratian., causâ 28, q. 1, c. 16; Tolosanum (an. 694), cap. 20; Trullanum, can. 62. Cf. in hunc lib. Balsamon. et Zonaram. Posoniense, an. 1309, cap. 8, quod prohibet expressis verbis matrimonium cum hæreticis et schismaticis. Quoniam verò hujus concilii verba ad rem nostram maximè faciunt, lubet ea hìc describere; titulus hujus capitis est : *Ne aliqua* FIDELIS *alicui* INFIDELI *matrimonialiter jungatur.* Sic porrò se habet caput ipsum : *Ut fides catholica, quæ scissuram erroris cujuslibet aspernatur, nullius schismatis, vel fermento pravitatis hæreticæ maculetur; de consilio et assensu præsentis concilii, perpetuo prohibemus edicto, ut nullus nostræ legationi subjectus, qui vult reputari et haberi catholicus, præsumat de cætero, hæretico, Patareno, Gazano, schismatico, vel alteri fidei christianæ contrario, maximè Ruthenis, Bulgaris, Lithuanis, in errore manentibus.... filiam, neptem, consanguineam suam connubio tradere vel eas eis modo aliquo copulare; cùm hoc sit in prædictæ fidei christianæ detrimentum non modicum et jacturam. Nam sicut didicimus ab experto, viri ab unitate fidei catholicæ separati, uxores suas, quantùmvis catholicas, instigante diabolo, ad infidelitatis errorem trahunt potiùs quàm trahantur.* Apud Harduin., tom. 7, col. 1300, seq. Cf. etiam Kutschken, loco cit., p. 111, seqq.

(4) Serm. 82, item serm. 15, et alibi.

(5) Cf. Bedam, Hist. Gent. Anglor., l. 2, c. 9, 11.

(6) Cf. apud. Baronium, ad an. 770, epist. ad Carolum et Carolomannum.

(7) Resp. ad consult. Bulg., n. 22.

Bonifacius VIII (1), Clemens VIII (2), Urbanus item VIII (3), Clemens XI (4), Benedictus XIV (5), Pius VI (6), Pius VII (7), Pius VIII (8), ac demùm Gregorius XVI (9), qui earumdem præterea observantiam urgere nunquàm destiterunt.

274. Constat igitur quod ostendere proposuimus, conjugia scilicet Catholicorum cum acatholicis illicita regulariter esse utpote juri naturali et divino improbata, atque ab ecclesiastico graviter interdicta, nec proinde absque gravi peccato iniri posse.

Difficultates.

275. Obj. Quæ de jure naturali proferuntur justo ampliùs aucta sunt; quæ verò de jure divino ad rem præsentem non pertinent; quæ demùm ex jure ecclesiastico urgentur non ampliùs vigent. Sanè 1° nimis probarent si pressè acciperentur quæ ex jure naturali adducuntur argumenta, nempe absolutè et in omni casu ejusmodi connubia illicita esse, quod tamen neque Catholici contendunt; 2° experientia rerum magistra satis ostendit non semper mala illa ex istis conjugiis profluere, aut saltem facili ratione præcaveri posse; 3° eò vel magis quòd plerique acatholici indifferentes se præbeant in religionis negotio, nec eo laborent intolerantiæ furore quo Catholici aguntur. 4° Multò minùs thesim evincunt quæ prædicantur de jure divino, siquidem eo jure solùm vetantur conjugia fidelium cum infidelibus, ethnicis nempe atque idololatris, nullatenùs verò attingunt connubia quæ inter diversas Christianorum communiones, seu societates celebrari possunt; 5° nec id pleræque sanctiones ecclesiasticæ evincunt; 6° quarum præterea plurimæ nonnisi à particularibus conciliis constitutæ sunt, nec proinde vim legis obtinent pro universâ Ecclesiâ; 7° si quæ tamen ab œcumenicis conciliis prodiêre leges, utpote disciplinares mutationi subjacent, imò contrariâ consuetudine etiam abrogatæ sunt; 8° hoc præsertim ex eo constat quòd, ipsis Romanis Pontificibus annuentibus, non ampliùs serventur conditiones ab iis præscriptæ, cujusmodi, ex. gr., est promissio acatholici profitendi fidem catholicam. Ergo.

276. R. N. A. ad 1 prob. N. Eadem etenim theoria hìc viget, quæ locum habet in quâvis re morali, cùm agitur de eo quod naturâ suâ præ se fert imminens peccandi periculum, juxta illud Eccli.: *Qui amat periculum, in illo peribit.* In hoc proinde casu lex naturalis, seu ipsa conscientia præcipit illud vitare ne quis se objiciat evidenti æternæ salutis discrimini ac propterea æternum exitium incurrendi. Hæc porrò non absolutè seu necessariò inducunt ad peccatum et ad interitum: sed si media adhibeantur opportuna, caveri absolutè possunt, quandoque etiam licitè, imò et felici exitu periculum vincitur, ut patet ex connubio Esther cum Assuero, atque ex non paucis exemplis quæ suppeditat historia ecclesiastica (1). Quapropter cùm nos disseramus de iis quæ spectatà rei naturâ contingere solent, patet tum vera esse quæ attulimus, tum gravi interveniente causâ et legitimâ auctoritate, ut paulò post ostendemus, posse licita heri mixta connubia.

277. Ad 2. D. *Non semper*, C.; saltem *ut plurimùm* recensita mala non profluunt, N. Porrò prudentis hominis est expendere quid ex rei naturâ et communi rerum eventu evenire soleat. Si quæ dentur exceptiones, illæque rarissimæ, regulam generalem non infringunt, sed potiùs statuunt atque confirmant, ut notum est. Habenda præterea ratio est adjunctorum omnium, indolis præsertim eorum penes quos ejusmodi connubia celebrantur. Quo fit ut illud ipsum quod respectu nonnullorum innoxium est, perniciosum fiat respectu aliorum, qui in diversis rerum adjunctis reperiuntur. Quæ quidem uberiùs postea declarabimus.

278. Ad 3. D. Indifferentes se præbent plerique acatholici in negotio *religionis*, Tr., vel C.; in *sectæ* conservandæ aut propagandæ studio, N. Duo hæc permisceri inter se nequeunt, cùm ingens inter utrumque discrimen interpositum sit. Utique non pauci acatholicorum morbo, ut ita dicam, indifferentiæ in religionis negotio correpti sunt, adeò ut parvi aut nihili faciant religionem quâ Deus verè honoratur et colitur. Addo plerùmque, saltem nunc temporis, acatholicos se indifferentes exhibere sive quis profiteatur Islamismum, sive Judaismum, Socinianismum aut rationalismum, seu deismum, imò fovere passim ejusmodi professiones (2). Ast non ita se res habet

(1) In 6 Decr., l. 5, t. 2, c. 14.

(2) Cf. Spondanum, Annal., ad an. 1600, n. 5, ubi invenies conditiones easdem duci Barensi propositas, quas nunc Ecclesia exigit.

(3) Litter. Apostol. 22, 30 decembr. 1624.

(4) Cf. Clementis XI Epistolas et Brevia selectiora, Romæ, 1724, epist. dat. 23 febr. 1706, ad episcop. Agenensem; item epist. ad principem Bipontinum, dat. 23 jul. 1707, et epistolam datam 22 sept. 1708, ad eumdem. In utrâque porrò epistolâ abnuit summus Pontifex illum à lege cognationis eximere, ut in matrimonium duceret principem acatholicam, nisi priùs illa ejurâsset suæ sectæ hæresim.

(5) Const. 51, ad primatem, archiepisc. et episc. Poloniæ, quæ incipit: *Magnæ nobis*, dat. 29 jun. 1748, in ejusd. Bullarii tom. 2, pag. 413; item in const. ad eosdem datâ die 8 augusti ejusd. anni, quæ incipit: *Ad tuas manus*, ibid., p. 491. Cf. etiam in op. de Synodo, lib. 6, cap. 5, num. 3, seqq.

(6) In Rescripto ad card. de Franckenberg, arch. Mechlin., die 13 jul. 1782, apud Moser, op. cit. de Impedimentis Matrim., ed. cit., p. 179.

(7) In Rescripto ad episcopos et vicarios capitul. Galliarum die 17 febr. 1809. Ibid., p. 194.

(8) In Brevi de quo supra, dat. 25 mart. 1830.

(9) In Allocutione habitâ die 10 decem. 1837. Cf. *Esposizione di fatto*, etc., Docum., n. 16.

(1) Paulò post ejusmodi exempla subjiciemus. Interim cf. quæ scribit Serarius opusc. cit., § 18, tum quæ post eum copiosè disputat de hoc ipso argumento Basil. Pontius in Append. cit., cap. 4, n. 1, seqq.; necnon § 1 ejusd. capitis, n. 14, seqq.

(2) Notum est in Russico imperio Israelitas plenâ frui posse libertate, et propriis institutis in iis quæ ad religionem spectant legitimè uti; non paucos idololatras pacificè degere, quin unquàm molestiam sustinere cogantur; posse aliam religionem profiteri, dummodò catholicam excipias; *Alcoranus* idiomate Arabico pro Islamitis ejusdem imperii subditis gubernii sumptibus ad eorum commodum recusus est in

cùm agitur de propriâ sectâ, quatenùs opponitur religioni seu Ecclesiæ catholicæ, et conservandâ et promovendâ. Tunc collatis omnium studiis omni quâcumque possunt ope corrumpere Catholicos nituntur atque pervertere, ad se eos trahere quâvis ratione satagunt, et impedire suorum reditum ad catholicam fidem, *proselytismum* quem Catholicis exprobrant, mediis etiam iniquis promovere non erubescunt (1). Hinc intelligitur quo sensu se tolerantes, Catholicos verò intolerantes prædicent. Nempe ex eorum mente Catholici intolerantes sunt eo quòd, licèt homines diligant, odio habent eorum errores : contra verò se tolerantes profitentur eo quòd, demptâ veritate ejusque sinceris cultoribus, quos ut plurimùm odio habent et persequuntur, tolerent errores omnes (2).

folio, cum præcipuis commentariis, Petropoli, 1820, quem quidem præ oculis habeo. Quot verò Catholici, Græci præsertim uniti, seu Rutheni, vexationes ac persecutiones patiantur, quibus artibus decipiantur ut ad schisma se conferant, paulò post dicemus. Idipsum penè contingit in regno Borussico. Nonnulli in Galliis conquesti sunt, quòd novus episcopatus erectus fuerit Juliæ Cæsareæ, vulgò *Algeri*, ut hâc ratione via sterneretur Islamitis ad amplectendam religionem christianam, id est, fidem catholicam. Idem in Helvetiæ provinciis acatholicis evenire solet, et alibi passim.

(1) Hùc referuntur calumniæ, mendacia, fraudes omnigenæ quibus solent Protestantes in Galliis, in Angliâ, in Provinciis Fœderatis Americæ, etc., catholicam religionem, Romanam Sedem et urbem, clerum universum, ritus, etc., apud suos et apud Catholicos impetere ac dehonestare. Quamvis sexcenties illæ disjectæ fuerint, à diobolariis tamen scriptoribus ac disputatoribus quotidiè renovantur, perinde ac si primâ vice proferrentur. Excipiendi tamen ex hoc numero sunt graves nonnulli scriptores, qui hanc agendi rationem dedignati sunt.

(2) Si quis conferat libertatem quâ fruuntur Protestantes in Galliis et in imperio Austriaco, cum vexationibus quibus undique premuntur Catholici in ditione Russicâ et Borussicâ, impossibile est ut admiratione non percellatur. Protestantes enim, in Galliis præsertim, liberè suos conventus celebrant, templa ædificant, insuper gubernium passim particeps fit sumptuum. Contra verò Catholici in dictis regionibus, nec ipsâ conscientiæ libertate uti possunt; non solùm templa fictis de causis erigi ipsis non permittuntur, sed ea quibus antea utebantur iisdem vi eripiuntur, ut schismaticis aut Protestantibus tradantur. In imperio Russico, an. 1833, executioni mandatum est edictum (ukase) datum à Catharinâ, an. 1773, quo jusserat solas illas villulas seu pagos, qui 400 individua numerarent, posse templum habere cum unico sacerdote; cùm verò villulæ seu pagi in Russicâ et Polonicâ ditione, qui talem incolarum numerum recenseant rarissimi sint, factum est ut hoc prætextu jam à Catharinâ eriperentur Catholicis, an. 1773, templa 1200, an. verò 1833, supra 800, alia denuò Catholicis erepta sint. In Borussiâ, in solâ provinciâ Silesiæ, brevi spatio actualis episcopi, debuerunt Catholici cedere Protestantibus 130 templa. Anno elapso Uratislaviæ Protestantibus debuit tradi magnificum templum à *S. Cruce* nuncupatum, erectum à S. Edwige ducissâ Silesiæ ac Poloniæ reginâ; in illâ porrò civitatis parte, si excipias unicum Lutheranum, qui lanius est, soli Catholici degunt. Varsavia adhuc luget magnificum templum S. Crucis, quod an. 1833 conversum est in ædem metropolitanam Russicam, ubi novus episcopatus schismaticus erectus est 22 april. 1837. Vilna pariter luget amissionem templi S. Casimiri, quæ urbs unita fuit alteri pariter episcopatui schismatico, qui creatus est Polocii 24 jun. 1833; attamen Varsaviæ ac Vilnæ, si copias militares excipias, nemo est qui schisma profiteatur. Verùm dies me deficeret si omnia recensere vellem quæ contra religionem catholicam in imperio Russico et in regno Borussico communi conspiratione aguntur. Attamen si eos audias, acatholici tolerantes sunt, intolerantes verò Catholici! Cf. op. germanicè inscriptum : *Collectiones ad historiam ecclesiasticam seculi 19, in Germaniâ, sive de novissimo rerum ecclesiasticarum statu in eâdem regione*, Augustæ Vindel., 1835; attamen nondùm eruperat apertum bellum adversùs Catholicos. Haud ignoro nonnullas exceptiones adversùs hoc opus factas fuisse, sed et illud scio non potuisse Protestantes in plerisque quæ ibidem referuntur, falsitatis auctorem arguere.

(1) Vidimus Patres et concilia textus allatos ex V. T. urgere contra conjugia Catholicorum cum acatholicis. Cf. præterea Pontium, l. c.

(2) Cf. Binterim in diss. cit. de Matrimoniis mixtis, cap. 1, p. 6. Strenuus hic catholicæ Ecclesiæ propugnator, sive ob hanc dissertationem, sive præcipuè ob aliud ejus scriptum, de Fœdere catholico inter fratres et sorores, de non ineundis nuptiis nisi purè catholicis, in vincula conjectus est. Jam plures alii catholici sacerdotes qui strenuè Ecclesiæ catholicæ jura propugnârunt, eamdem sortem experti sunt.

Hæc porrò agendi ratio magis elucet in illis guberniis juxta quorum *politicen* status et religio identificantur, seu ex politicis rationibus eò tenditur, ut unus idemque sit imperator et pontifex maximus.

279. Ad 4. D. Omnia N.; aliqua, subd. Quæ tamen ob motivi identitatem æquè pugnent contra connubia cum infidelibus et cum hæreticis sive acatholicis ineunda, C.; secùs, N. Ac in primis quæ attulimus ex Apostolo directè afficiunt hæreticos, ut patet; quæ verò ex V. T. allata sunt, licèt expressè non loquantur nisi de solis infidelibus, cùm tamen ratio perversionis quæ in iis assignatur, ut causa datæ sanctionis æquè valeat adversùs conjugia Catholicorum cum acatholicis, jure ex iis inferimus ejusmodi conjunctiones lege divinâ improbari (1). Nunc verò adjicimus motivum illud validius adhuc esse ad deterrendos Catholicos à jungendis nuptiis cum acatholicis, quàm Christianos à conjugiis ineundis cum infidelibus, 1° quia perversionis periculum eò gravius in illis est, quò hæreseos aut schismatis venenum occultius est, et blandius ac sensim sine sensu incautis propinatur : 2° quia quod infidelis vi extorquere non potest, hæresis astuta sæpè extorquet simulatione; 3° quia infidelis ut Satanæ satelles apertè incedit, hæreticus seducit ut angelus lucis; 4° quia periculum perversionis eò majus est, quò liberiùs caput suum hæresis erigit, atque à potestate civili fovetur (2); 5° quia majori horrore afficitur Christianus ac percellitur infidelitate absolutâ, quam partiali, cujusmodi hæresis est.

280. Ad 5. D. Quia ex Ecclesiæ sensu, juxta Christi sententiam, qui Ecclesiam non audiunt tanquàm ethnici ei sunt et publicani, C.; quasi aliquando ut illicita non damnaverit mixta conjugia Catholicorum cum hæreticis, N. Sæpè Ecclesia tantùm damnat in suis canonibus conjunctiones Christianorum cum infidelibus, ast sæpè etiam promiscuè damnat et eâdem ratione connubia Catholicorum tam cum hæreticis

quàm cum infidelibus (1); interdùm etiam, prout occasio ferebat, solas damnat nuptias Catholicorum cum acatholicis tum hæreticis tum schismaticis (2). Ex hàc porrò agendi ratione intelligimus Ecclesiam nullum posuisse discrimen inter eos qui extra ejus sinum degebant, sive id ob hæresim, sive ob schisma, sive ob infidelitatem contigerit (3).

281. Ad 6. D. Etiam, C.; solùm, N. Etenim præter sanctiones particularium synodorum, attulimus etiam canonem synodi œcumenicæ Chalcedonensis; addimus præterea canones illos à pluribus conciliis et Rom. Pontificibus adduci ut omnes Christi fideles obligatione obstringentes, seu ut habentes vim legis pro universâ Ecclesiâ, atque in codicem universæ Ecclesiæ proinde relatos esse (4).

282. Ad 7. D. Subjacent mutationi, legitimâ auctoritate interveniente, C.; absque legitimâ auctoritate, N. Eâdem enim auctoritate mutatio in lege fieri debet à quâ lex constituta est, non autem ab inferiori, multò minùs à privatis individuis. Falsum porrò est contrariâ consuetudine leges illas abrogatas esse; corruptela proinde, quæ alicubi inducta esset, aut vis illata sacris Ecclesiæ pastoribus, nullo modo officere possunt legi universæ Ecclesiæ, quæ semper urget ejus observantiam (5).

(1) Recolantur conciliorum et SS. Pontificum decreta paulò ante commemorata.

(2) Superiùs retulimus verba conc. Posnaniensis. Iis addimus verba S. Augustini ex ejus ep. 23, n. 5, quibus improbat conjugia Catholicorum cum Donatistis schismaticis : *Nonne ingemiscimus*, scribit, *quòd vir et uxor, ut fideliter conjungant corpora sua, jurant sibi plerùmque per Christum, et ipsius corpus Christi diversâ communione dilaniant? Hoc tantum scandalum, tantus diaboli triumphus, tanta pernicies animarum, si ablata de medio in his regionibus fuerit, quis explicet verbis quam tibi palmam præparet Dominus?*

(3) Observat Kutschken, op. cit., in præf., pag. 12, Ecclesiam nihili facere quantùm quisque à veritate aberret, atque contentam esse generali illâ prohibitione omnis commercii ac matrimonii fidelis cum quovis individuo, quod ad Ecclesiam non pertineat. Posterioribus temporibus immutâsse tantùm disciplinam quoad conjugium christiani cum non christiano, seu non baptizato, quod invalidum declaravit, nihil verò immutâsse circa legitimitatem conjugii Catholici cum acatholico.

(4) Cf. Binterim, op. c., § 2, p. 22.

(5) Has siquidem leges semper inculcârunt Romani Pontifices, atque, ut omittamus quæ superiùs attulimus ex Benedicto XIV, de tolerantiâ S. Sedis, quæ interdùm quâdam prudentiâ, ne deteriora mala enascantur, nonnulla dissimulat ac tacet, cùm nequeat impedire, Pius VI, in Rescripto ad card. de Franckenberg, dato die 13 jul. 1782, regulas sive à prædecessoribus sive à conciliis statutas in jungendis matrimoniis mixtis renovat et confirmat. Quare cùm ministerium Berolinense, ut induceret archiepiscopum Posnaniensem ad permittendam benedictionem illarum nuptiarum, quæ celebrarentur contra sanctiones canonicas, invocâsset *præscriptionem*, seu usum invalescentem benedicendi ejusmodi nuptias, Reverend. D. arch. Martinus Dunin, apostolicâ planè libertate, in epistolâ quam ad regem Frid. Guillelmum dedit, die 28 oct. 1837, respondit : *Pour ce qui regarde la* prescription *que nous oppose votre ministère des affaires ecclésiastiques, j'ai déjà expliqué plus haut comment il est arrivé que çà et là quelques mariages mixtes ont été bénis par des prêtres catholiques. C'est là une erreur dans laquelle les nombreuses révolutions politiques que nous avons subies ont entraîné quelques membres de notre clergé. Mais je dois hautement protester contre les conséquences que votre ministère prétend tirer de ces faits. On ne prescrit pas contre la vérité, et, d'après la doctrine catholique, on doit renoncer sur-le-champ à des erreurs, quelle qu'ait été leur durée, dès qu'il conste authentiquement que l'organe infaillible du sentiment de l'Eglise sur tel ou tel point de doctrine s'est prononcé. Or cela a eu lieu à l'égard des mariages mixtes; ils ne peuvent être bénis toutes les fois que des garanties suffisantes pour le salut éternel de ceux qu'ils compromettent, ne sont pas données; et un gouvernement qui veut protéger la religion catholique dans toute sa pureté ne peut exiger que des prêtres catholiques aient pour lui des complaisances qui blessent leur conscience.* Cf. opusc. cit. *Lettres sur l'affaire de Cologne et de Posen*, Paris, 1838, pag. 76, seq. Attamen in Declaratione officiali, quæ inserta est in *Ephemeride statûs Borussiæ*, die 31 dec. 1838, præmissâ commendatione *moderationis, comitatis, longanimitatis* gubernii erga clerum catholicum, urgetur adhuc hæc *præscriptio*, imò tacita *approbatio S. Sedis*, etc., circa benedictionem horum conjugiorum; et archiepiscopus supinæ ignorantiæ (*ignorance la plus complète*) legum regionis suæ arguitur! Cf. hanc declarationem apud l'*Ami de la Religion*, 8 jan. 1839, n. 3069, et 24 jan., n. 3076.

283. Ad 8. D. Id est, ita poscentibus rerum adjunctis, interdùm Rom. Pontifices ægrè tulerunt, ut nonnullæ conditiones expressè non servarentur, Tr., vel C.; absolutè et in aliis rerum adjunctis, N. Fieri utique quandoque potuit ut Romani Pontifices difficillimæ seu duræ necessitati cesserint, nec institerint pro nonnullarum conditionum observantiâ, majus semper Ecclesiæ bonum præ oculis habentes. Attamen quod in eis fuit nihil unquàm omiserunt, quo consulerent peculiari etiam illarum animarum saluti, sive secretâ pactione, sive alio modo. Ex his verò quæ, urgente aliquâ necessitate, facere compulsi sunt, inferri nequit sic Rom. Pontifices se gerere debere in aliis adjunctis, præsertim cùm agitur de animarum pernicie, et fides periclitatur. Regula juris est quòd exceptio firmet legem (1).

Propositio II. — *Nonnisi Romani Pontificis dispensatione licitè possunt iniri conjugia mixta; graviter proinde peccarent sacerdotes catholici qui absque pontificiâ dispensatione, nec servatis conditionibus ab eo præscriptis, ejusmodi conjugia præsentiâ suâ, benedictione, aliove ritu sacro cohonestarent.*

284. Hæc propositio eâdem certitudine gaudet quâ antecedens utpote ejusdem legitimum corollarium, quod et de subsequenti ob eamdem rationem intelligi debet.

285. Tres porrò enuntiata thesis partes complectitur : 1° connubia mixta Catholicorum cum acatholicis ex Rom. Pontificis dispensatione licitè iniri posse; 2° nonnisi prævià summi Pontificis dispensatione servatisque conditionibus ab eo præscriptis posse licitè celebrari; 3° demùm quod consequens est, reos

(1) Satis nobis hìc sit describere verba Benedicti XIV, qui cùm asseruisset se nonnulla dissimulare in dispensationibus circa matrimonia mixta, sic pergit : *Quod autem nunc facimus, attestamur tibi ad pedes Crucifixi, id unicè nos facere, ut sanctæ religioni nostræ majora damna evitentur.* Quæ verba usurpat ac sua facit Pius VI, in cit. *Rescripto* ad card. de Franckenberg, apud Moser, op. cit. p. 170.

fieri coram Deo sacerdotes catholicos, seu parochos, qui absque legitimâ facultate, nec servatis præscriptis conditionibus, tales nuptias conjungerent.

286. Jam verò sic eam quoad primam partem astruimus : Ex dictis conjugia mixta ideò illicita sunt, quia jure naturali et divino improbantur potissimè ratione periculi perversionis quod ipsis inest, et quia jure ecclesiastico sunt interdicta. Si propterea per conditiones ab Ecclesiâ præscriptas removeatur ejusmodi periculum, et Romanus Pontifex utpote supremum Ecclesiæ caput, à lege ecclesiasticâ dispenset, nihil impedit quominùs ea conjugia licitè iniri valeant.

287. Et sanè, quamvis graviter utroque jure naturali et positivo divino improbata fuerint connubia Hebræorum cum infidelibus, nihilominùs haud pauci sanctissimi viri ac mulieres cum infidelibus connubia contraxerunt, quod fecerunt inter cæteros Esther cum Assuero, Booz cum Ruth Moabitide, Salomon cum pluribus alienigenis, qui nisi passus esset seduci cor suum, in reprehensionem non incurrisset, prout nec alii recensiti reprehensi idcircò à Deo fuerunt. Eadem orrò ratio astipulatur conjugiis Catholicorum cum acatholicis, si absit periculum, et gravissimæ causæ idem exigant. Hinc etiam in annalibus ecclesiasticis plures reperimus utriusque sexûs Catholicos qui tum cum infidelibus tum cum hæreticis miscuêre connubia, e. g., S. Monicam cum Patritio ethnico; Ingundem cum Hermenegildo adhuc ariano; Ringundem cum Reccaredo pariter ariano; Sigebertum et Chilpericum Francorum reges, qui duxerunt Brunichildem et Galsuintham filias Athanagildi Hispaniarum ariani regis (1).

288. Quare non rarò Rom. Pontifices dispensârunt ut hæc conjugia licitè celebrarentur; sic, ut cæteros omittam, Clemens VIII, licèt ægrè, dispensavit tamen cum duce Barensi ut Catharinam, Henrici IV, Galliæ regis, sororem hæreticam duceret (2); Urbanus VIII, ut Henricia Ludovici XIII soror nuberet Carolo I, Anglorum regi (3); sic alii Pontifices passim in Germaniâ, Angliâ, Hollandiâ, aut immediatè per se, aut facultate episcopis specialiter communicatâ id ipsum

(1) Cf. Pontium op. et loc. cit.

(2) Hæc tamen dispensatio importunis atque iteratis precibus extorta suo caruit effectu, eo quòd obierit Catharina, priusquàm Clementis litteræ in Gallias fuissent delatæ.

(3) Cf. Binterim, op. cit., pag. 46, qui observat Jacobum Caroli patrem, et Ludovicum XIII, atque principem ipsum sponsum, nempe Carolum, contractum matrimonialem juramento firmare debuisse continentem 30 articulos, inter quos ille aderat, quòd regina religionem catholicam liberè profiteri posset, et secum Londini habere episcopum et viginti quatuor sacerdotes; quòd liberi usque ad an. 15 in Ecclesiâ catholicâ instituerentur, et sine respectu ad religionem in Gubernio Britannico vigentem pariter eamdem profiteri possent. Jacobum præterea in superadditis secretis articulis promisisse, fore ut statim post conjugium initum, omnibus captivis catholicis libertas concederetur. Attamen nonnisi reluctante nuntio apostolico conditiones has illi posuêre.

præstiterunt (1). A nemine porrò cordato theologo in dubium revocari potest tot Romanos Pontifices in re tanti momenti limites propriæ auctoritatis minimè excessisse, dùm ea connubia permiserunt. Atque hinc factum est ut ferè unanimes catholici doctores sint in hâc sententiâ astruendâ (2).

289. Porrò nonnisi prævîâ Rom. Pontificis dispensatione posse mixta celebrari connubia, servatisque ab eo præscriptis conditionibus, prout secundo loco ostendere proposuimus, ex dictis facilè evincitur. Etenim cùm leges ecclesiasticæ quæ vetant ejusmodi conjugiorum celebrationem, vel à conciliis œcumenicis, vel à synodis particularibus quidem, sed ab universâ Ecclesiâ receptis, fuerint constitutæ, nonnisi à totius Ecclesiæ supremo capite Romano Pontifice in iis dispensari potest. Inferiores enim nihil possunt in leges à superiori auctoritate latas, uti etiam contingit in politicâ societate. Supremi præterea pastoris est tum judicare num dispensationis causæ tales concurrant ob quas licita ac utilis communi bono eadem evadat, tum decernere conditiones sub quibus tantùm ipse dispensandi propositum habeat (3). Hinc quoties principes pro se, sive episcopi ipsi pro subditis suis hanc optârunt dispensationem, toties ad Romanum Pontificem confugerunt.

290. Posse autem Romanum pontificem apponere conditiones sub quibus tantùm ejusmodi connubia iniri valeant, probatione non indiget. Ipse siquidem utpote Christi vicarius debet bono spirituali animarum prospicere, ac bono totius Ecclesiæ sibi commissæ; debet avertere fideles quâcumque potest ope à perversionis et apostasiæ periculis, atque, ut verbo dicam, debet uti potestate quâ præditus divinitùs est, in ædificationem, non autem in destructionem. Qua-

(1) Cf. Moser, op. cit., cap. 13 de Matrimoniis Catholicorum cum hæreticis, p. 51, seqq. (Infra.)

(2) Sanè Pontius, op. cit., cap. 3, n. 2, scribit : *Nullum legi hactenùs, qui diceret ita esse illicitum conjugium hæreticum catholico, ut in nullo casu liceat, quamvis audivi non paucos qui adeò periculum perversionis conjugis et prolis, quod in hoc matrimonio reperitur, exaggerant, ut dicerent illud periculum evidens esse.* Deinde, n. 10, adductis auctoritatibus, Sanchez, lib. 7, de Matrim., disp. 72, n. 5; Azor, tom. 1, lib. 8, c. 11, quæst. 5; Navarri, lib. 1 Concil., tit. de Constitutionibus, cons. 59 et 60; Bellarmini, lib. de Matrim., c. 2, prop. 4; Estii in 1 Cor. 7, n. 39, aliorumque, iterùm concludit : *Itaque ut uno verbo dicam, nullum legi ex his qui scripta sua evulgârunt, qui diceret ita illicitum esse matrimonium Catholici cum hæretico, ut in nullo casu contrahi posset sine peccato, etiam conjuge perseverante infideli.*

(3) Cf. Benedictum XIV, de Synodo diœces., lib. 9, cap. 3, n. 3, ubi scribit : *Pontificiæ ergo auctoritati injuria fit ab iis qui illius interventu opus non esse contendunt, ut matrimonia inter partes, alteram catholicam, et alteram hæreticam, licitè contrahantur.* Sanè Pius VII, in Rescripto ad episc. Galliarum, 17 febr. 1809, ut postea videbimus, ipsis episcopis hanc denegatam fuisse facultatem affirmat, ac si ab ipso peteretur facultas dispensandi in his conjugiis, eam ipsis se denegaturum profitetur, dicens : *Quare si à nobis petitioni huic respondendum nunc esset, responsum certè nostrum à constanti hujus sanctæ Sedis regulâ, et prædecessorum nostrorum exemplo agendique ratione dissidere non posset.*

propter, omnibus expensis, eas potest et debet conjugiis mixtis celebrandis conditiones apponere, quas viderit magis conducere ad propositum finem, et cum illis limitationibus sine quibus perniciosa fieret ejusmodi dispensatio, prout ferunt locus, tempus, personæ, cæteraque adjuncta omnia. Hâc sanè ratione perpetuò se gesserunt Romani Pontifices in iis facultatibus concedendis (1).

291. Demùm, quod postremo loco enuntiavimus, graviter scilicet peccare parochos qui absque Rom. Pontificis dispensatione, nec servatis conditionibus quæ ab eo præscriptæ fuerint, connubia mixta præsentiâ suâ, benedictione, aliove ritu sacro cohonestarent, apertè sequitur ex hactenùs disputatis; violarent enim canones ab Ecclesiâ sancitos; cooperarentur positivè aliorum peccato; transgrederentur limites sibi præstitutos; gravissimi scandali se reos efficerent, probarent sacrilegum conjugium, actumque denique prorsùs illegalem ponerent; quæ profectò absque gravi prævaricatione fieri nequeunt (1).

(1) Pius VI, in Rescripto ad card. de Franckenberg, arch. Mechliniensem, postquàm constantem Ecclesiæ hâc in re disciplinam ac prædecessorum suorum praxim episcopis Belgii præ oculis posuisset, ut ostenderet se nec posse nec velle talia probare conjugia, declarat parochum catholicum, si matrimonium nullâ ratione impedire valeat, eidem materialem suam exhibere posse præsentiam, modò sequentes observet cautelas:

1° Ut tali matrimonio non assistat in loco sacro, nec aliquâ sacrâ veste indutus; ut etiam nullas Ecclesiæ preces recitet, neque ullo modo conjugibus benedicat.

2° Ut pars hæretica scripto ac juramento coram testibus promittat se permissuram ut pars catholica religionem suam liberè exerceat, prolemque omnem in eâ instituat.

3° Ut similiter pars catholica eodem modo promittat se hoc præstituram, ut compartis conversionem efficaciter procuret. Cf. Moser, op. cit., p. 61, seqq.

Hæ porrò cautelæ jam servatæ fuerant in matrimonio inito à Carolo I cum Gallicâ Henricià, cui sacerdos quidem astitit, sed extra ecclesiam, ita ut nulla data fuerit benedictio nuptialis, ut fusè refert Bened. XIV, de Synodo, lib. 6, cap. 5, n. 5, quamvis hoc conjugium celebratum fuerit cum dispensatione Urbani VIII, et secreta capitula de quibus superiùs disserui, fuerint apposita.

Prædictis omninò conformis est instructio S. Congregationis card. concilii Trid. interpretum circa matrimonia mixta, die 15 jun. 1793 emissa, et à Pio VI approbata 19 ejusdem mensis, ac missa ad pastores ducatûs Cliviensis, in quâ sequentia observanda præscribuntur, ne, ut additur, *approbationem sapiat tolerantia:*

Catholicum præ omnibus, vel Catholicam parochi moneant, quòd contrahendo matrimonium cum acatholicâ vel acatholico, validè quidem contrahant, sed illicitè.

Atque hinc planè consequitur nullo actu positivo ipsos posse isthæc matrimonia probare, aut suo expresso consensu et auctoritate confirmare. Quapropter, si cogantur in hâc temporum conditione, et propter leges in transactione religionis anni 1673 præscriptas, matrimoniis Catholicorum cum muliere acatholicâ assistere, satagant ut se merè passivè habeant, atque tanquàm inviti audiant duntaxat utriusque consensum; verùmtamen abstineant omninò à precibus recitandis, à benedictione impertiendâ, atque ab omni alio Ecclesiæ ritu adhibendo.

Caveant insuper ne in publicandis matrimoniis mixtis religionem exprimant contrahentis acatholici; sed contrahentium tantùm enuntient nomina et cognomina.

Abstineant rursùs à concedendis dimissoriis, ubi secundùm canones Ecclesiæ catholicæ canonicum aliquod impedimentum sit inter contrahentes, etc. Cf. ibid., pag. 65, seq.

Difficultates.

292. I. Obj. adversùs prim. part. Nec Rom. Pontifex dispensare potest in matrimoniis Catholicorum cum hæreticis, nec, si dispenset, licitè ea iniri possunt; nam 1° in omnibus conjugiis mixtis manifestum inest perversionis periculum tum ex parte conjugis catholici, tum ex parte prolis; 2° experientia profectò ostendit hæc conjugia pessimum exitum sortita esse; 3° hinc legimus 3 Reg. 11, 1, seq.: *Rex Salomon adamavit mulieres alienigenas multas... de gentibus super quibus dixit Dominus filiis Israel: Non ingrediemini ad eas, neque de illis ingredientur ad vestras: certissimè enim avertent corda vestra ut sequamini deos earum.* Cùm verò eadem ratio vigeat, imò major in connubiis Catholicorum cum acatholicis ob faciliorem seductionem, exinde constat nullo unquàm in casu ea licita fieri posse. 4° Divina porrò lex quæ vetat ejusmodi conjugia, cùm moralis sit, nunquàm à quâcumque demùm auctoritate, etiam supremâ, potest relaxationem admittere. Ad hæc majus pondus accedit, si observetur 5° nunquàm licitam esse Sacramenti profanationem, quæ in talium conjugiorum celebratione semper intervenit, sive minister Matrimonii dicatur sacerdos, sive dicantur ipsi contrahentes; nam sacerdos, in priori sententiâ, administraret Sacramentum manifestè indignis; quòd si ministri sint contrahentes, et ipsi sacrilegè invicem sibi administrarent Sacramentum, et indignè perciperent. 6° Peccarent præterea Catholici contrahentes etiam ex eo capite, quòd communicarent in re sacrâ cum excommunicatis. Sive igitur accedat Rom. Pontificis dispensatio, sive non, nunquàm erunt licita mixta conjugia. 7° Dicendum propterea est Ecclesiam, seu Rom. Pontificem cùm in iis dispensat, solùm ea permittere, seu tolerare, minimè verò probare, cùm semper à talibus commixtionibus abhorrere pergat. Ergo.

293. R. N. A. ad 1 prob. D. Quod tamen absolutè averti, seu removeri potest, C.; quod absolutè removeri nequeat, N. Haud inficiamur grave inesse periculum in his conjugiis, uti evincunt ea omnia quæ in superiori propositione disseruimus. Attamen cùm ejusmodi periculum intimum non sit, nec necessariò perversionem includat, quæ solùm pendet ex dispositione fidelis seu catholici, hinc si ea adhibeantur media quæ suggerit ipsa religio, ac præscribunt Romani Pontifices cùm in his conjugiis dispensant, averti illud potest. Neque omittendum sæpè imminere periculum perversionis, sin minùs in fide, saltem in moribus, quoties aliquis etiam cum conjuge catholicâ fœdere nuptiali jungitur, qui depravatâ mente ac voluntate cùm sit, ipsam in malam partem pellicere fa-

(1) Cf. Serarium, op. cit. cap. 3.

cilè posset; nemo tamen dicet nunquàm licita esse ejusmodi connubia (1).

294. Ad 2. D. Ob pravam animi dispositionem atque ob neglectas conditiones quæ præscriptæ fuerant, C.; per se, N. Si qui enim naufragium fecerunt in his conjugiis, ideò est, quia eorum fides ante ipsas nuptias infirma erat, neque christianâ flagrabant charitate; quia defectu rectæ intentionis se hæretico potiùs conjugio copulârunt quàm catholico, sive ambitionis sive libidinis æstu alteriusve cupiditatis permoti. Si enim majoris divinæ gloriæ intuitu, catholicæ religionis augmento, reipublicæ tranquillitate ducti hæretico nupsissent; si præterea orationi, humilitati, religionis actibus operam dedissent, triste procul dubio naufragium evasissent. Sanè plures pii viri ac mulieres adhortationibus, bonæ conversationis exemplo, ac precibus, tum infideles tum hæreticos ad veram religionem perduxerunt, eorumque animas lucrati sunt (2). Sibi propterea, non dispensationi, imputare debent scandalum quod infirmi isti Catholici sunt passi.

295. Ad 3. Juxta communiter contingentia, C.; absolutè, N. Deus prænuntiavit in adductis verbis quod, spectatâ communi infirmitate, evenire solet, minimè verò quod ita necessariò et absolutè evenire debeat; alioquin de fide jam esset inseparabile et universim annexum esse his conjugiis non solùm periculum, sed ipsam perversionem; quotquot præterea ejusmodi connubia inière lapsi essent in idololatriam et infidelitatem, quæ quàm procul distent à vero, allatis exemplis edocemur (3).

296. Ad 4. D. Si lex moralis seu naturalis vetaret aliquid intrinsecè malum, C.; si aliquid vetet quod tale absolutè non sit, N. Porrò jam ostendimus periculum quod inest conjugiis mixtis ejusmodi non esse, ut absolutè averti ac removeri non possit. Ad legitimam autem auctoritatem spectat decernere quando et quousque immineat illud periculum, et media ad illud amovendum idonea præscribere. Quæ si executioni mandentur, divinâ opitulante gratiâ, periculum aut omninò cessat, aut saltem remotum fit (1).

297. Ad 5. N. semper intervenire Sacramenti profanationem in conjugiis mixtis, sive minister censeatur sacerdos, sive dicantur contrahentes. Sacerdos enim publicè ac legitimè petentibus Sacramenta, non peccat si ea administret, quamvis privatè sciat indignum esse qui petit, ut notum est. Porrò legitimè illi petere censentur administrationem Sacramenti Matrimonii, qui facultatem à superiore obtinuerunt. In veriori autem sententiâ, quòd ministri sint contrahentes, peccat quidem pars hæretica sive administrando, sive suscipiendo Sacramentum; non peccat tamen pars catholica neque in administrando neque in suscipiendo Sacramento. Nam justâ ac legitimâ causâ interveniente potest quisque ab alio petere et accipere rem per se bonam, etsi ille qui dat ex pravâ dispositione peccet dando; in hâc enim hypothesi alterius malum permittitur, non autem intenditur; idipsum dicatur de administratione ob quam necesse non est ut minister inquirat in interiorem actualem dispositionem ejus qui publicè ac legitimè Sacramentum petit, ut modò animadvertimus (2).

298. Ad 6. D. Si absque legitimâ dispensatione communicarent cum excommunicato in re sacrâ, C.; si cum legitimâ dispensatione, N. Hæc enim communicatio solis ecclesiasticis legibus prohibita est; quare si legitimâ auctoritate freti Catholici ineant conjugium cum hæreticis, hoc ipso ab illâ prohibitione soluti sunt.

299. Ad 7. N. Romanorum enim Pontificum mens in ejusmodi dispensationibus est omninò in conscientiâ tutos eos efficere, qui talibus connubiis consociantur; alioquin nullâ opus esset dispensatione. Licèt verò Ecclesia, seu Rom. Pontifex, abhorreat ab illis nexibus, et quoad fieri potest, impedire satagat (3); si

(1) Cf. Pontium in Append. cit., cap. 8, n. 7; card. de Lugo, in Tractatu de Sacramentis, disp. 8, sect. 14; nec non Benedictum XIV, de Synodo, lib. 9, cap. 3, n. 3, ubi inter cætera scribit : *Non minùs graviter eamdem auctoritatem* (pontificiam) *ab illis lædi dicendum est, qui aliquo ab hinc tempore asserere et jactare cœperunt, dispensationes hujusmodi à Rom. Pontifice minimè concedi posse, etiamsi gravis causa concurrat, atque omne perversionis periculum absit.*

(2) Inter cætera exempla satis sit illud afferre S. Monicæ matris S. Augustini, quæ Patritium ethnicum ad christianam fidem exemplo et adhortationibus adduxit, ut refert S. Augustinus, Confession. lib. 9, cap. 9, n. 22, et Sigeberti regis Francorum, qui, teste S. Gregorio Turònensi, in Hist. Francorum, lib. 4, cap. 27, Brunichildem arianam ad Ecclesiam catholicam piis admonitionibus lucratus est; quod et præstitit Chilpericus, eodem teste, ibid., cap. 28; sic plures alii, ut ab initio innuimus, præstiterunt. Hùc propterea pariter referri potest quod scripsit Apostolus, 1 Cor. 7 : *Sanctificatus est vir infidelis per mulierem fidelem, et sanctificata est mulier infidelis per virum fidelem.* Dummodò tamen, ut diximus, per legitimam dispensationem connubia hæc celebrentur, et justis de causis, servatisque appositis conditionibus. Quare non semper ex effectu dijudicari debet, ut pluribus ostendit Pontius, l. c., cap. 4, § 2, n. 14, seqq. Hinc vulgatum illud : *Careat successibus opto*
Quisquis ab eventu facta notanda putat.

(3) Cf. Pontium, loc. cit.

(1) Animadvertendum verò hìc est, quando Romanus Pontifex dispensat in his conjugiis, ipsum tantùm dispensare in eo quod ejus potestati subjicitur, videlicet in lege ecclesiasticâ prohibente ejusmodi nuptias, non autem illum dispensare aut dispensare posse in lege naturali prohibente ea conjugia ratione periculi. Quare, si adhuc dispensatione positâ pontificiâ, perseveraret periculum perversionis, nequaquàm liceret illud conjugium iniri, quia vigeret integra naturalis obligatio. Id porrò locum haberet, cùm non omnia adjuncta Pontifici patefacta fuerint. Etenim si omnia ipsi apertè fuerint exposita, et Rom. Pontifex dispensationem concedat, non absque temeritate posset in dubium revocari utrùm licitè conjugium celebrari possit; supponi enim deberet Pontificem aut rem non satis perpendisse, aut errâsse dispensando. Cf. Pontium, loc cit., cap. 8, n. 7.

(2) Cf. card. de Lugo, loc. cit., sect. 14, n. 226-229, et Benedictum XIV, loco pariter cit., necnon Collet, Tract. de Matrim., cap. 2, sect. 5, concl. 4, num. 314.

(3) Cf. Bened. XIV, de Synodo, lib. 6, cap. 5, atque Moser, op. cit., ubi profert quamplura documenta ex Rom. Pontificibus, qui semper ejusmodi conjugiorum detestationem professi sunt. Ne longiores simus, nobis sufficiat attulisse quæ scribit Bened. XIV in decreta'i

tamen gravis intercedat causa quæ religionem ac publicam tranquillitatem promoveat, indulget saltem ut licitè contrahantur.

300. II. Obj. adv. reliquas prop. partes: 1° Parochi meliùs quàm episcopus aut supremus Pontifex novisse possunt quid in casibus particularibus tum contrahentium tum reipublicæ bono meliùs conferat; 2° saltem poterunt episcopi ejusmodi dispensationem, cùm opus fuerit, tribuere; 3° præsertim cùm olim ita receptum fuerit, et 4° contrariâ consuetudine contraria lex abrogata censeri possit, ut non pauci auctores docent, et 5° sæpè impediantur cùm S. Sede communicare. Ergo.

301. R. ad 1. D. Si præter hanc cognitionem practicam non requireretur præterea legitima auctoritas, Tr. Si hæc requiratur, N. Jam verò hìc non agitur de solâ rei notitiâ, sed de legitimâ et idoneâ auctoritate derogandi legibus ab universâ Ecclesiâ solemniter constitutis, non solùm ad unius vel alterius individui, sed ad totius Ecclesiæ bonum, conservationem, et augmentum. Hæc autem auctoritas, uti ostendimus, soli supremo Ecclesiæ hierarchæ adjudicanda est.

302. Ad 2. N. Ut patet ex modo dictis. Eadem enim ratio quam adduximus in superiori responsione, valet pro episcopis singillatim sumptis (1).

303. Ad 3. Neg. cons. Quidquid enim potuerint quondam episcopi juxta antiquum jus, certum est, juxta recens jus à pluribus seculis in Ecclesiâ vigens, id jam ampliùs episcopos non posse. Quare Pius VII testatur nunquàm à S. Sede fuisse episcopis concessam facultatem in his conjugiis dispensandi, quamvis instantissimè eam postulàssent: *Apostolica Sedes*, inquit, *ægrè admodùm multâque cum cautione ad præfatum periculum* (perversionis) *quoad fieri posset removendum, nec nisi gravi aliquâ intercedente causâ eâque ferè publicâ, licentiam hanc consuevit impertiri.* Episcopis verò, licèt instantissimè postulantibus, eamdem licentiam dare, *in Europâ præsertim*, nunquàm concessit (2).

304. Ad 4. N. Ut constat ex duabus constitutionibus Benedicti XIV, quarum altera incipit: *Magnæ nobis* (3), altera verò cujus initium: *Ad tuas manus* (4). Priori constitutione Summus Pontifex rumorem quemdam per Poloniam grassantem quòd Sedes Apostolica conjugia mixta indulserit celebrari, acriter impugnat, ac *nonnisi per injuriam et intolerabilem calumniam excogitatum atque disseminatum* fuisse affirmat; simulque ostendit antiquam Apostolicæ Sedis disciplinam ac regulam, quâ talia conjugia semper reprobaverat, ad sua usque tempora constanter servatam, tunc quoque integram vigere ac religiosè custodiri (1). Alterâ autem constitutione confutat Pontifex falsam illam persuasionem, quasi ex consuetudine cui nemo in illo regno se opponebat, Ecclesiæ consensus, vel dispensatio rectè deduceretur: *Tolerat quidem*, inquit, *in aliquibus locis Apostolica Sedes matrimonia inter catholicum et hæreticam, vel hæreticum et catholicam, cùm nequeat impedire, et ecclesiasticâ quâdam prudentiâ, ne majora mala enascantur, dissimulat ac tacet; at quòd Apostolicæ Sedis auctoritate, gratiosa in hisce matrimoniis dispensatio super gradu aut alio impedimento concedatur, fieri nunquàm potest, nisi præcedat hæresis abjuratio, juxta ejusdem Sedis Apostolicæ disciplinam.* Hinc episcopum quemdam qui cum duobus Lutheranis dispensaverat in gradu prohibito, ob spem quæ præfulgebat ut ad fidem catholicam adjungerentur, graviter redarguit (2).

305. Ad 5. Resp. in his rerum adjunctis posse episcopos passivè se habere, nec ullam omninò positivam dare dispensationem, cùm eam dandi facultate careant. Sic ansam non tribuent acatholicis Ecclesiam magis opprimendi (3).

Propositio III. — *Non possunt acatholici, quin omnia lædant æquitatis jura, cogere sacerdotes catholicos ad honestandas benedictione aliove ritu sacro nuptias mixtas, quæ, neglectis canonicis sanctionibus, contrahuntur.*

306. Ut pleniùs intelligatur quid sit illud de quo præsens quæstio instituitur, animadvertere quædam oportet scitu apprimè necessaria. Ea verò sunt:

307. I. Inter cætera fidei nostræ dogmata hoc quoque firmissimum constare atque certissimum, nemini

Rescripto, dato die 4 nov. 1741, ad Epp. Belgii, § 3, ubi scribit: *Dolens inprimis quammaximè sanctitas sua, eos esse inter Catholicos, qui insano amore turpiter dementati, ab hisce detestabilibus connubiis quæ S. Mater Ecclesia perpetuò damnavit, atque interdixit, ex animo non abhorrent, et prorsus sibi abstinendum non ducunt, laudansque magnoperè zelum illorum antistitum qui severioribus propositis spiritualibus pœnis, Catholicos coercere student, ne sacrilego hoc vinculo sese hæreticis conjungant*, etc.; in ejus Bullario, tom. 1, pag. 88. Eadem fermè repetit Pius VIII, in brevi cit.

(1) Benedict. XIV, de Synodo, lib. 9, cap. 3.

(2) Apud Moser, op. cit., pag. 53.

(3) Dat. 29 jun. an. 1748, in ejusdem Bullario, tom. 2, p. 413.

(4) Dat. 7 august. ejusd. anni, ibid., p. 491.

(1) En Pontificis verba: *Prædecessor noster Clemens XI, in congregatione S. Officii coram se habitâ die 16 jun. an. 1710, mandavit inhiberi per litteras archiepiscopo Mechliniensi ne ullas omninò licentias aut dispensationes impertiretur pro matrimoniis inter contrahentem catholicum et alterum hæreticum celebrandis, nisi abjuratio hæresis priùs præcessisset; theologos autem qui contra hujusmodi praxim opinati fuerint acriter admonendos decrevit.* Et paulò ante jam asseruerat: *Neque verò necesse habemus ea omnia in medium proferre quibus luculenter demonstrari posset antiquitas ejus disciplinæ, quâ* semper *Apostolica Sedes Catholicorum cum hæreticis conjugia reprobavit. Sed aliqua duntaxat afferre sat erit, quibus ostendamus eamdem disciplinam ac regulam ad nostra usque tempora* constanter *servatam, apud nos et Apostolicam Sedem non minùs integram vigere et religiosè custodiri.* Deinde subjicit documenta.

(2) Sic enim loquitur Summus Pontifex: *Nos ignoramus quid egerint episcopi prædecessores; id solum nobis compertum est, quòd si dispensaverunt in matrimonio non contracto, sed contrahendo, in matrimonio inter duos adhuc in hæresi permanentes, perperàm ac malè egerunt, grave admiserunt peccatum, multorumque malorum reos se fecerunt, quia facultates eis concessas attento animo non considerârunt, ex quibus, veluti ex fonte, omnis delegata auctoritas dimanat.* Loc. cit., pag. 493.

(3) Cf. Serarium, op. cit., cap. 4, § 39, seqq., ubi totum istud argumentum doctè ac luculenter evolvit.

scilicet qui extra Ecclesiam catholicam culpabiliter ex hâc vitâ decedat, ad æternam salutem patere aditum posse (1).

308. II. Ecclesiæ pastoribus id munus commissum esse ut ad catholicam Ecclesiam, quæ sola vera est, adducere pro virili curent quoscumque ab hâc salutis semitâ aversos noverint, sive ii infideles sint, sive hæretici, sive schismatici; rursùmque provideant ne Catholicis ullum periculum sit, quo à rectâ fide avertantur; de summâ enim agitur rerum omnium.

309. III. Non posse propterea eosdem Ecclesiæ pastores, quin gravissimo apud Deum scelere teneantur, et animarum quas Christus redemit sanguine suo proditores sint, inertes aliquid prætermittere, quod ad duplicem illum finem obtinendum pertineat.

310. IV. Canonicas leges quæ vel à primis Ecclesiæ seculis circa matrimonia mixta sancitæ sunt eò demùm referri omnes, ut duplex ille finis obtineatur.

311. V. Romanos Pontifices, qui præcipui sunt canonicarum legum custodes ac vindices, nunquàm non fuisse sollicitos pro eo munere quo funguntur, ut illæ sartæ tectæ servarentur, ne æterna cujusquam salus in discrimen adduceretur; eaque propter tanquàm illicitas semper exhorruisse, et verò etiam damnâsse nuptias mixtas ab aliquibus fortè initas his neglectis canonicis legibus, quod ex paulò supra demonstratis compertum est.

312. VI. In his Pium VIII sanctæ memoriæ, quanquàm iniquis temporum conditionibus aliquantulùm cesserit, atque, ut loquitur Gregorius XVI, *suam eò usque protulerit indulgentiam, ut ipsâ verissimè dici queat illos attigisse limites quos prætergredi nefas omninò sit* (2), legibus tamen essentialibus prorsùs inhæsisse. Hæ autem præcipuè duæ sunt: tum nempe ut mulier catholica præsertim cum viro acatholico nuptura *diligenter* ab episcopo vel à parocho edoceatur quæ circa hujusmodi nuptias ecclesiasticorum canonum sententia sit, *seriòque* iterùm atque iterùm admoneatur de gravi scelere quod admittet si eos violare præsumat; tum ut agnoscat sese in filios quos à Deo expectat acturam crudelissimè, si in iis quas contrahit nuptiis illorum institutionem viri acatholici arbitrio esse permittendam intelligat (3). Ad hæc decrevit quòd si posthabitis hisce monitis mulier illicitas nuptias inire velit, *abstinere debeat catholicus pastor* non solùm à nuptiis quæ deînde fiant *sacro quocumque ritu honestandis, sed etiam à quovis actu quo approbare illas videatur;* atque adeò permittit tantùm *assistentiam* quam vocat *passivam*. Demùm, ut querelis omnibus præcludat aditum, declarat veras ac ratas, scilicet validas, nuptias mixtas quæ à dato brevi celebrari contigerit non servatâ formâ à Tridentino præscriptâ (modò nullum aliud obstet dirimens impedimentum), in diœcesibus Coloniensi, Trevirensi, Paderbornensi et Monasteriensi (1).

313. VII. Gubernium Borussicum pontificias has litteras, quas idem expetierat, vel saltem episcopos ut illas expeterent auctoritate suâ adduxerat, primò per fraudem occultâsse (2), tum secretâ conventione habitâ earumdem vim eludere (3), demùm episcopos ac cæteros Ecclesiæ catholicæ ministros vexare, ac pessimis modis coegisse ut, contemptis cautionibus à Pio VIII impositis, connubia mixta solemnitatibus in Ecclesiâ sanctâ usitatis ex regni statutis et legibus

(1) Cf. in tract. de verâ Religione, p. 2, n. 264, quo sensu exposuerimus quod hìc dicitur *culpabiliter*, ne quis nos arguat nimiùm veritatem hanc urgere. Quæ porrò illìc scripsimus, hìc pariter intellecta volumus.

(2) In allocutione habitâ die 10 decemb. 1837. Cf. *Esposizione di fatto*, etc., doc. 16, pag. 84, seqq.

(3) Ibid., docum. 3, pag. 6.

(1) Ibid.

(2) Hæc omnia referuntur in cit. *Esposizione*, à pag. 5 ad 9.

(3) Juverit hìc ipsa verba describere quibus usus est Gregorius XVI, in allocut. cit. *Quis porrò*, inquit, *futurum putaret ut pontificia isthæc declaratio (Pii VIII), indulgentissima licèt, et semel atque iterùm per regium in Urbe oratorem accepta*, eo sensu adhiberetur, qui inconcussa catholicæ Ecclesiæ principia perverteret, et hujus Apostolicæ Sedis menti penitùs repugnaret? *Verùm, quod nemo unus fingere aut excogitare posset, quodque vel leviter suspicari crimen fuisset*, id artificioso secularis potestatis impulsu *factum est. Vix rem non sine maximâ animi molestiâ novimus, nihil distulimus quin expostulationes nostras iis ad quos pertinebat deferendas committeremus, unà simul declarantes quanta nos ex apostolico munere teneret necessitas fideles opportunè monendi ne illud ab sanctâ hâc Sede profectum arbitrarentur, à quo ipsa planè abhorret. Cùmque ita nobis fuisset responsum*, veluti nullo querelæ nostræ inniterentur fundamento, *epistola accessit alterius ex prædictæ regionis præsulibus, qui instante morte, redditurus æterno Judici rationem villicationis suæ, misso ad nos apographo instructionis traditæ ab episcopis urgente civili gubernio, accuratè significabat se*, damna gravissima exinde Ecclesiæ oritura, læsosque illius canones, divinæ gratiæ lumine inspicientem, errorem, cui subscripserat, liberâ mente motuque proprio retractare. *In curam proinde statim incubuimus ut, perlato ad serenissimum regem germano istius apographi exemplo, magis magisque innotesceret, nos initam à memoratis episcopis rationem interpretandi apostolicas prædecessoris nostri litteras, utpote Ecclesiæ principiis ac legibus adversantem, omninò reprobare.* In Expos. cit., doc. 16, pag. 84, seq.

Hæc autem secreta conventio, quæ priùs à Confluentibus (vulgò *Coblentz*) nuncupata est, ex quâ prodiit *Instructio*, reipsà locum habuit Berolini, 19 jun. 1834, inter Bunsen et arch. Coloniensem Com. de Spiegel. Illa porrò eadem est, de quâ Bunsen Borussiæ orator apud S. Sedem interrogatus ex officio, respondit: « Non seulement l'existence d'une telle instruction est moralement impossible, mais *qu'il a la certitude positive que cette prétendue instruction n'a jamais existé!* » Cf. Exposit. cit., doc. 6. Huic conventioni ac instructioni inde emissæ subscripserant, præter arch. Coloniensem Spiegel, episcopi Trevirensis, Paderbornensis et Monasteriensis. Cùmque ab *ephemeride Aschaffenburgensi*, an. 1836, n. 125, cum nonnullis mutationibus publicata esset, iidem episcopi qui ei subscripserant, in hâc ipsâ *ephemeride*, n. 150, declarârunt hoc documentum *opus perfidum esse cujusdam calumniatoris!* Cf. *Lettr.* cit. *sur l'affaire de Cologne*, *Paris* 1838, *p.* 33. E septem verò articulis ad quos illius conventionis instructio redacta fuerat, excludebantur conditiones duæ, quibus unicè positis, Pius VIII, ut diximus, pro suâ potestate declaraverat connubia isthæc mixta iniri licitè posse; scilicet 1° seria admonitio facienda parti catholicæ de gravi crimine quo se obstringeret contra canonum leges,

honestarent (1). Dira inde adversùs Ecclesiam orta persecutio, quæ in dies acrior fit, apud eos scilicet qui non modò *tolerantiæ* nomen pleno ore deprædicant, sed etiam culti politique haberi volunt et appellari (2).

314. Quibus ita constitutis, propositionis nostræ veritatem evincere operosum non est. Etenim jura omnia æquitatis postulant ut nemo quâvis ratione ea agere compellatur, quæ fidei quam profitetur, quæ reluctantis conscientiæ sensui, quæ jussis auctoritatis legitimæ adversentur, quæque hostibus Ecclesiæ subsidio essent in ipsius Ecclesiæ pestem et animarum perniciem. Atqui hæc planè agere sacerdotes catholicos acatholici homines compellunt, dùm eos urgere nituntur ad nuptias mixtas benedictione aliove ritu sacro honestandas neglectis canonicis legibus. Ergo.

315. Majorem hujus argumenti propositionem ne ab adversariis quidem nostris in dubium revocari posse existimamus. Ex iis enim ferè capitibus veteres christianæ religionis apologetæ ostenderunt ab imperatoribus ethnicis contra Christianos et leges iniquè fuisse latas et iniquissimè sævitum (3); rursùm novatores illi qui initio seculi XVI *reformatores Ecclesiæ*, hoc est, perturbatores, dici voluerunt, cùm se ad Ecclesiæ obedientiam adduci sentirent catholicorum principum auctoritate, nullum finem fecêre clamorum et querelarum, hâc unâ de causâ, quòd fidei ac conscientiæ suæ obniti contra jus fasque cogerentur; demùm iisdem clamoribus et querelis obstreperent nostris auribus ii ipsi qui nunc Catholicos vexant, si rerum conversione factâ, cogerentur simile quidpiam à catholicis hominibus pati, quanquàm utrique ratione juris utantur admodùm dispari (4).

316. Jam verò minor propositio æquè evidentissima est. Etenim quominùs sacerdotes catholici nuptias mixtas sacro ritu cohonestent, prætermissis ecclesiasticis legibus, facit inprimis ea, quam profitentur, fides. Nam fides catholica docet, ut supra animadvertimus, nemini qui versetur extra catholicam Ecclesiam, spem ullam salutis reliquam esse. Igitur qui ejusmodi ducunt connubia, quin spondeant sese effecturos ut pars acatholica veram religionem amplectatur, et proles omnis ex matrimonio suscipienda in verâ religione instituatur, ii perversè agunt atque impiè, cùm se ipsi ac sobolem suscipiendam exponant certissimo exitio. Quare eodem illo actu grave crimen admittunt, dicente Apostolo : *Qui suorum et maximè domesticorum curam non habet, fidem negavit, et est infideli deterior* (1). Immanem crudelitatem exerunt in liberos suos, quos non Christo, et castissimæ Christi sponsæ Ecclesiæ, sed Satanæ ejusque regno amplificando progignunt. Pessimam prævaricationem imitantur veterum Hebræorum, qui *immolaverunt filios suos et filias suas dæmoniis, et effuderunt sanguinem innocentem, sanguinem filiorum suorum et filiarum suarum, quas sacrificaverunt sculptilibus Chanaan* (2); imò eò pejores et crudeliores Hebræis sunt judicandi, quò animæ corporibus præstantiores sunt. Dùm igitur sacerdotes catholici blanditiis, minis, vexationibus, molestatione bonorum, exilio, carceribus adiguntur ad illicitas has nuptias ritu sacro honestandas, coguntur actu positivo probare id quod catholica fides tanquàm scelus nequissimum improbat.

317. Coguntur præterea conscientiæ suæ leges prætergredi. Neque enim possunt illi nisi reluctante conscientiâ actum ponere, quem impium esse intelligunt, et vetitum ecclesiasticis legibus, cooperando positivè, ut aiunt, per sacri ritûs exhibitionem, aliorum peccato et sacrilegio. Utra enim admittatur sententia de ministro Matrimonii, æquè ad Sacramenti profanationem concurrerent. Nam si sacerdotis ministerium illud sit, scienter Sacramentum conferrent positivè indignis ; si verò sit contrahentium, conferunt positivum actum ad sacrilegam ejusdem Sacramenti administrationem. Nefas utrumque et sacrilegum est.

318. Tertiò coguntur leges infringere à legitimâ auctoritate decretas. Legitima enim auctoritas circa res merè spirituales, in quibus profectò continetur conjugiorum christianorum per sacrum ritum celebratio, nullâ ratione ad principes temporales pertinet, multò verò minùs ad catholicos, scilicet ethnicos, hæreticos et schismaticos, sed in unâ Ecclesiâ prorsùs consistit. Cùm igitur Ecclesia quovîs tempore sacris legibus sacerdotibus interdixerit ne connubiis mixtis assistant, aut ritu sacro, aliove exteriori actu ea probare videantur, nisi statuta canonum observentur, sequitur haudquaquàm illis licere aliter agere, quin leges infringant à legitimâ auctoritate sancitas.

319. Quartò coguntur sacerdotes catholici subsidio esse Ecclesiæ hostibus in ipsius Ecclesiæ pestem et animarum perniciem. Id quod liquet apertè 1° ab inspecto acatholicorum consilio in illis condendis legibus, quibus jubent liberorum institutionem viri arbitrio relinquendam esse, aut mares quidem paternâ, feminas verò maternâ religione informari (3), aut

tale matrimonium ineundo; 2° promissio ab eâdem præstanda, quâ polliceretur fore ut soboles omnis catholicâ religione institueretur. Cf. Exposit. cit., p. 7, 8, et ibid., docum. 17, p. 87, seqq.

(1) Has leges paulò post proferemus.

(2) Annales propterea ecclesiastici posteris tradent tres præcipuas persecutiones quas hoc seculo vertente passa est catholica Ecclesia, ab ethnicis in regno Tunchinensi, à schismaticis in imperio Russico, ab hæreticis in regno Borussico; simul tamen referent latas ab Ecclesiâ Christi victorias, quia scriptum est : *Et portæ inferi non prævalebunt adversùs eam.*

(3) Cf. Tertull., Apologetic. n. 1 et 2; Justin., Apolog. n. 3, seqq., Minut. Felic., in Octavio, n. 35-38, etc.

(4) Cf. Jac. Gretzeri opusc. cui tit. : « Judex et dux hæreticorum nostri temporis » , præsertim cap. 11 opp. edit. Ratisbon., tom. 17 p. 115, seqq.

(1) 1 Timoth. 5, 8.

(2) Ps. 105, 37, 38.

(3) Ut omnibus pateat ratio legislationis Borussicæ quæ pertinet ad connubia mixta, operæ pretium nos facturos credimus, si eam hìc legentium oculis subjiciamus.

I. Antequàm ederetur Codex civilis regni Borussiæ, id quod contigit an. 1792, sponsis diversæ commu-

etiam sobolem omnem ex mixtis connubiis susceptam eâ religione innutriri debere, quæ potissima, sive, ut dici consuevit, dominans habeatur (1). Atqui consilium hoc acatholicorum eò spectat, ut sectam suam latiùs amplificent in exitium catholicæ Ecclesiæ. 2° Ab luctuosâ experientiâ illarum regionum, in quibus talia connubia sanctionibus ecclesiasticis contemptis usurpata passim fuêre : cùm enim antea solam catholicam fidem profiterentur, easdem mox in provincias quas vocant *mixtas* degenerâsse novimus (1), denique brevi temporis intervallo nullum propè retinuisse antiquæ religionis vestigium. 3° Ab ipso acatholicorum hominum facto : neque enim vexare adeò catholicos sacerdotes aggressi fuissent; idque in conspectu omnium gentium, quasi eos nihil puderet sævitiæ suæ, nisi fixum animo destinatumque habuissent quovis pacto provehere initas ad Ecclesiam catholicam exterminandam politicas machinationes. Verùm non modò isthæc per seipsos conari omnibus artibus, sed etiam pastores ædificandæ christianæ plebi institutos velle cogere, ut sociam sibi operam adjungant, genus quoddam est crudelitatis et insaniæ nunquàm hactenùs auditum. Nam si neque hoc ab imperatoribus ethnicis tentatum, si neque ab Juliano illo Apostatâ excogitatum dixerim, nihil præter veritatem dicam.

nionis integrum erat per *pacta*, quæ vocant *antenuptialia*, convenire inter sese, quâ religione proles esset instituenda. Matrum porrò catholicarum studium quo prolem suam imbuebant catholicis institutis, nihil ferè à maritis protestantibus retardabatur, utpote qui per id potissimùm temporis *indifferentismum* sectantes, non valdè erant de religione solliciti. Quam rem animadvertens legislatio Borussica, in Cod. civili, p. 2, tit. 2, § 74-84, sequentia edixit, § 76 : Si parentes diversæ confessionis fuerint, masculi debent institui in religione patris usque ad ætatis an. 14, feminæ verò in religione matris. § 77 : Hæ leges eludi nequeunt per aliquod anterius pactum initum inter parentes. § 78 : Cùm parentes concordes inter se fuerint circa religiosam prolis institutionem, nemo jus habebit sese intermiscendi.

II. Hic rerum status plenè immutatus est à regiâ declaratione, quæ data est die 21 nov. 1803. In eâ enim querelæ graves jactatæ sunt, quòd ex religiosâ liberorum institutione domestica familiarum tranquillitas perturbaretur; tum verò sancitum ut in posterum *omnes* infantes institui deberent *in religione patris*, atque ut lex ista nullo inito à conjugibus pacto infringi posset. Nemo ausus est contradicere; quare decretum hoc eò faciliùs ad effectum perductum est, quòd *indifferentismi* labes hominum animos maximam partem pervaserat, clerus autem pro iniquâ temporum conditione conticuit. Atque hùc certè spectant verba von Altestein quibus invocat *præscriptionem* in favorem legislationis Borussicæ adversùs archiepisc. Posnaniensem. Verùm cui tandem aut quando auditum est, vim ex unâ parte, metum ex alterâ constabilire titulum præscriptionis fundandæ? Præsertim cùm antiqua consuetudo, ut idem archiepiscopus apertissimè ostendit, et nos infra videbimus, si unum aut alterum factum excipias, in quo vis injusta intercessit, constanter obtinuerit.

III. Interea provinciæ Rhenanæ Gallicæ ditioni subjectæ ex *concordato* seu conventione an. 1801, in iis omnibus quæ ad religionem pertinerent, summâ libertate fruebantur; atque adeò cùm, an. 1814, in potestatem venerunt regis Borussici, nihil in ipsis innovatum est. Duo etenim obsistebant maximè, tum Gallicæ legislationis ratio, quæ conjugibus in sobolis institutione libero jure uti concesserat, tum populorum in avitam religionem propensa admodùm studia. Quare vicariatus generalis Aquisgranæ encyclicam epistolam, an. 1818, 24 jul., dedit ad clerum universum, quâ interdicebatur quævis *assistentia* ecclesiastica matrimoniis mixtis, nisi priùs sponsi *formaliter* polliciti fuerint se instituturos *totam* sobolem *absque exceptione* in religione catholicâ. Similes encyclicas litteras dederunt vicariatus Trevirensis et Monasteriensis ad clerum suarum diœcesium. Denique post ipsos undecim annos, nempe 17 aug. 1825, promulgata est ordinatio aulica *(Cabinetts ordre)*, quâ 1° praxis conformis juri canonico quæ ad hanc diem servata est in provinciis Rhenanis, est *abolita* et spectata ut *abusiva;* 2° clero catholico æquè ac protestantico interdicta; 3° decretum ut declaratio die 21 nov. 1803 promulgata posthàc in provinciis etiam Rhenanis vigeat; 4° itemque ut pacta inter sponsos antea inita circa filiorum educationem irrita sint et invalida. Cùm magna exinde turbatio orta esset, Borussiæ rex auctor fuit episcopis provinciæ Rhenanæ ut consulerent S. Sedem per epistolam ad eos datam, Berolini, 28 febr. 1828, de quâ mox dicemus. Cf. cit. *Lettres sur l'affaire de Cologne*, pag. 25, seqq., necnon *Esposizione documenta*, etc., pag. 1, seqq., docum. 1 et 2.

(1) Hæc rerum series in imperio Russico. Jam inde ab an. 1825, die 13 maii (quæ epocha notanda est, cùm coincidat cum decreto dato 17 augusti ejusdem anni à rege Borussico circa matrimonia mixta), imperator Alexander in *dietâ*, quam nominant Varsaviensi, denuntiaverat examen instituendum esse novi Codicis civilis ad politicam regni Poloniæ administrationem instituti. Imp. Nicolaus, an 1827, Codicis hujus civilis et *ecclesiastici* primum volumen publicavit. Cùm autem legibus quæ conjugia spectabant, clerus acriter obstitisset, eæ in usum non fuêre deductæ, sed in alterâ *dietâ* Varsaviensi habitâ, mense maio an. 1830, imperatoris jussu iterùm excusæ. Secuti non multò post rebelles Poloniæ motus, quibus sedatis, idem imperator legem edidit, quâ ecclesiastici omnes jubebantur usitato solemnis benedictionis ritu consecrare nuptias mixtas catholicos inter et schismaticos ineundas, ita ut qui secùs facere auderet, læsæ majestatis crimine teneretur. Nota est præclara responsio à D. Gutkowski episcopo Podlachiæ generali Golowin reddita. Rursùs per edictum (*ukase*), constituit ut proles omnis in Poloniâ orta ex conjugiis mixtis religione græco-schismaticâ imbueretur, et filii qui ante latum edictum nati essent, cogerentur ejurare catholicam fidem. Quamobrem pueri puellæque reluctantes in carcerem conjecti sunt, parentes quibus resistendi tantæ impietati animus fuit, in exilium acti; non paucæ christianæ matres, sanctissimarum martyrum quas antiquitas memorat fortitudinem imitantes, et catenis vinctæ, liberorum suorum exilium proseculæ sunt.

(1) Unam hic provinciam Silesiam appellabo, quæ antequàm regis Borussici dominationi subjiceretur, tota planè catholica erat, nunc autem Protestantes numero ferè ac potentiâ Catholicis præstant.

320. Demùm ut illud quoque adjiciam iis quæ disserui confirmandis accommodatum, affirmo non posse acatholicos vi adigere sacerdotes ad connubia mixta ritu sacro honestanda, aut hæc eadem connubia tantâ contentione promovere, quin suis principiis valedicant, et à se ipsis dissentiant multò turpissimè. Asserunt enim vulgò posse Catholicos in eâ fide quam profitentur salutem assequi, illos autem è contrario *intolerantes* dictitant, quòd sentiant extra Ecclesiam catholicam salvum fieri neminem. Igitur non anima-

rum studio, sive ut Catholicos ad salutem revocent, verùm suæ sectæ propagandæ libidine et politicis quibusdam rationibus adducti, fraudulentum hoc consilium pervertendi Catholicorum mentes inierunt; atque dùm verbis istorum *intolerantiam* damnant, iidem se produnt factis decantatæ adeò *tolerantiæ* acerbissimos inimicos (1).

(1) Hùc videlicet spectat genus omne fraudum et malarum artium quibus utrumque regimen Russicum et Borussicum, à pluribus retrò annis, obstinato consilio utitur ad religionem catholicam in illis provinciis funditùs evertendam. Quæ moliti in hanc rem aggressique fuerint sive schismatici, sive Protestantes, ea paucis complecti nequaquàm possumus; pauca tamen ab illis gesta commemorabimus, ex quibus unusquisque capere cæterorum conjecturam possit: Deleti ordines monastici; templa Catholicis per vim ablata atque heterodoxis concessa; novæ academiæ institutæ et seminaria extructa, in quibus clerici catholici doctrinis acatholicis erudiantur; cautum ut sedes episcopales vacuæ diuturnam pastorum orbitatem sustineant; novi in iisdem regionibus erecti episcopatus schismatici, qui nunquàm vacui relinquuntur; episcopi catholici ac reliqui homines è clero spe et illecebris adducti ad veram Christi fidem deserendam; sacerdotibus qui ad schismaticos deficiant ducendæ uxoris per sacrilegum matrimonium, id quod antea vetitum fuerat, potestas facta; exilio mulctati qui in avità religione constantes reperti sunt, gravissimæ irrogatæ pœnæ scriptoribus catholicis, qui se opponere machinationibus studuerunt; præmia è contrario collata iis qui adversùs religionem catholicam satyras, mendacia, calumnias in libros inverecundos congessère, atque ejusmodi librorum pestis in omnem partem diffusa. Cujus quidem rei exempla proferre aliqua nobis sufficiat. Stourdza nescio quis, turpi edito opusculo cui tit.: «Consideratio super Ecclesiâ orthodoxâ Græco-Russâ,» nobilitatem generis assecutus est, et 20,000 *rublorum* quos dicunt munere donatus. Item Karamsin inter optimates ascriptus est, viginti possessionibus auctus, ditatusque ingenti summâ 500,000 *rublorum* ob opus inscriptum: «Historia imperii Russici;» posterius hoc opus, cujus auctor furore impotens in Ecclesiam Romanam debacchatur, non modò tanquàm classicum usurpatur in scholis publicis, sed etiam sumptibus imperii Russici in omnes propè usitatas nunc temporis linguas conversum est. Constantinus Œconomus, quòd an. 1835 Petropoli satyras conscripserit in religionem catholicam, non ita pridem propositus est ad episcopatum in novo Græciæ regno, qui tamen, ob effrontem ejus impudentiam et calumnias, ab ipso clero Græco repulsam sustinere debuit. Filaret præsens metropolita Moscoviensis, hortatu regiminis Russici dialogos composuit *inter dubitantem et persuasum de orthodoxiâ Græco-Russicæ Ecclesiæ;* in his nihil omittit, quod invidiam possit in Ecclesiam Romanam concitare, eamque, abjectà prorsùs omni verecundià, accusat defectionis, sacrilegii, et tyrannidis. Porrò hic liber Petropoli an. 1829 primò typis excusus, jussu imperatoris in *omnia* imperii gymnasia invectus est, ut in usu catechismi historici ac dogmatici adhibeatur. Prætermitto iniquas artes, quibus homines agrestes coguntur ejurare catholicam fidem, ac, si repugnent, crudelissimo verberationis genere, quod ibi *knut* vulgò nominant, cædi jubentur, ita ut non pauci in medio cruciatu vitam amittant. Hæc aliaque propè innumera, quorum documenta vulgatissima in omnium propè manibus sunt (cf. inter cætera *ukase* 10 febr. 1832, item aliud *ukase* datum paulò post, quo supprimuntur monasteria seu conventus 1946; *Ephemeridem ministerii interioris*, die 10 (22) febr. 1836; *ukase* quo erigitur episcopatus Græco-schismaticus 12 (24) jun. 1835; ukase 22 apr. 1834, item aliud 23 nov. 1835, circa conjugia mixta, etc., etc.), hæc, inquam, rei

321. Constat itaque quod demonstrandum assumpsimus, acatholicos nempe jura omnia æquitatis violare, proindeque auctoritate suâ perniciosissimè abuti, dùm cogere nituntur sacerdotes catholicos ad cohonestandas benedictione aliove ritu sacro nuptias mixtas, quæ neglectis ecclesiasticis legibus contrahuntur.

Difficultates.

322. I. Obj. 1° Reus efficitur qui leges patrias violare præsumit; ita porrò se gerunt qui honestare recusant consuetis solemnitatibus connubia mixta iis cautionibus prætermissis, quæ civilibus regni legibus non probantur. 2° Neque id immeritò, sive quia nulla externa potestas, cujusmodi est pontificia, immiscere se potest politicæ alicujus regni administrationi sine *placito regio;* 3° sive quia conditiones quas Catholici exigunt tolerantiæ adversantur, ac propterea conscientiæ libertati et paci tum publicæ tum domesticæ, atque discordias mutuas in familiis alunt. 4° Igitur istas *cautiones*, uti vocant, principes acatholici interdixêre æquissimis legibus, quas si qui prætergredi audeant, meritis pœnis jure mulctandi sunt ut pacis perturbatores ac læsæ majestatis rei. 5° Præterea nemo est qui nesciat quòd si fortè duarum potestatum auctoritas ex adverso concurrat, subditi teneantur sui principis auctoritati parere, alioquin status in statu constitueretur, 6° præsertim cùm principis munus sit publico bono prospicere. 7° Nulla proinde æquitatis jura acatholici lædunt, dùm sacerdotes catholicos, omissis quibusvis cautionibus, ad connubia mixta consuetis ritibus honestanda adigunt. 8° Falsum est aut catholicæ religionis odio, aut suæ sectæ amplificandæ studio, quæ Catholicorum calumnia est, principes acatholicos ista jussisse; sed ex aliis planè causis iisdemque justissimis ad hæc jubenda ii fuêre permoti. Ergo.

323. R. Ad 1. D. Reus efficitur qui leges patrias violat justas, C.; injustas, quasque propterea salvâ conscienciâ servare nequit, N. Jamverò tales leges illæ censeri debent, quibus aliquid vel præcipitur, vel prohibetur quod adversatur religioni quâ nihil antiquius homini esse debet. Igitur qui metu pœnarum his legibus obtemperaret, ille religioni in re gravissimâ injurius atque in seipsum iniquus, non modò imbecillitatis, sed etiam impietatis pessimum exemplum pro-

catholicæ subvertendæ geruntur in imperio Russico. Horum exitus ejusmodi fuit, ut plus quàm sexagies centena millia (vulgò 6 *milliones*) Catholicorum avulsi jam sint, dimidii ferè seculi spatio, ab unitate catholicâ! Quod ad regnum Borussicum attinet, ne in similibus enarrandis videar esse prolixior, adeat qui cupit ista cognoscere op. cit.: *Collectiones ad historiam ecclesiast. sec. XIX, in Germaniâ*, etc., *Augustæ Vindel.* 1835, cui tamen plura additamenta fieri possent.

Utrumque tamen hoc gubernium, die 12 sept. an. 1772, publicè, solemniter ac sanctè promiserat, permissurum se novis subditis liberum omninò religionis exercitium; seque pariter solemni fide obstrinxerat servando *tractatui* anni 1770, quem *Pacta conventa* nominare solent, ut scilicet religio, cultus et disciplina ecclesiastica in provinciis à se recens acquisitis conservaretur, in *statu quo*, ut aiunt, nihil autem attentaretur unquàm in posterum, quod pervertere statum illum aliquâ ratione posset.

deret. Et sanè si quæ objicitur ratio suâ veritate constaret, potuissent pariter imperatores ethnici, ariani, iconoclastæ de violatis patriis legibus Christianos atque Catholicos incusare, dùm hi detrectabant aut thus adolere idolis, aut arianismum, reliquasque hæreses profiteri, quod nemo sanus dicet. Porrò lex quæ vetat sacerdotibus quominùs benedictione aliove ritu sacro honestent nuptias mixtas, neglectis cautionibus præscriptis, ab Ecclesiâ constituta est juxta potestatem sibi divinitùs attributam ad religionem tuendam; hinc eam legem prætergredi scelus nefarium est. Quamobrem cùm ecclesiastica potestas civili opponitur, in iis maximè à quibus integritas religionis pendet, tenetur quisque ex conscientiâ auctoritati ecclesiasticæ, quæ sola est in rebus spiritualibus legitima, obtemperare, civili autem *passivè* resistere. Hoc ab innumeris etiam catholicæ fidei martyribus factum accepimus, quibus in ore fuit præclara illa vox : *Oportet obedire Deo magis quàm hominibus*, et : *Reddite ergo quæ sunt Cæsaris Cæsari*, ET QUÆ SUNT DEI DEO.

324. Ad 2. N. Tum quia juxta professionem religionis catholicæ pontificia auctoritas dici nequit externa respectu quorumcumque fidelium; nam Christus Petro ejusque legitimis successoribus omnes prorsùs agnos et oves suas pascendas commisit juxta illud Joan. 21, 15-17 : *Pasce agnos meos...*, *pasce oves meas;* tum quia Romani pontifices, ut paulò ante diximus, non constituerunt leges illas, sed earum urgent executionem, utpote earum custodes et vindices. Cùm verò concilia canonicas leges ediderunt, ignotum adhuc erat novum illud de *placito regio* commentum, quod postremis his temporibus ab auliicis scriptoribus invectum est. Quòd si absurdum est affirmare Ecclesiæ leges, quæ pro objecto habent res merè spirituales, vim obligandi mutuari à *placito regio* principum etiam catholicorum, quantò magis absurdum et absonum est asserere vim illam leges ecclesiasticas mutuari à sanctione principum acatholicorum, hæreticorum videlicet, schismaticorum aut infidelium!

325. Ad 3. D. Conditiones illæ adversantur *tolerantiæ religiosæ* seu professioni promiscuæ veræ et falsæ religionis, erroris et veritatis, C.; *tolerantiæ politicæ* seu *civili*, N. Possunt quidem acatholici pro ingenii sui libidine religionem cudere, dogmata contraria miscere, ex Lutheranâ et Calvinisticâ sectâ tertiam nescio quam utrâque absurdiorem consuere quam *evangelicam* (1) nominent; non enim in magno discrimine ponendum est sive unum sive alterum errorem profiteantur, sive etiam plures simul; at id nequeunt præstare Catholici, quibus unica vera religio est, ad exclusionem absolutam quarumcumque sectarum et errorum, dicente Apostolo Eph. 4, 5 : *Unus Dominus, una fides, unum baptisma.* Istud tamen non impedit quominùs politicè omnes tolerentur. Quòd si adversarii adeò solliciti sunt de conscientiæ libertate, quare hanc adimunt sacerdotibus catholicis, eos cogendo ad id præstandum quod ipsi salvâ conscientiæ libertate præstare non possunt? Si adeò ipsis cordi est pax publica et domestica, quare tantâ animorum contentione promovent conjugia mixta, quæ nôrunt cum pace consistere non posse (1)? Pax illa quam acatholici vellent obtrudere quovis bello periculosior est : eò quippe spectat, ut sensus omnis religionis ex animis hominum radicitùs evellatur. Cæterum quoniam feminarum acatholicarum penuria non est, eas sibi poterunt acatholici in matrimonium jungere, et cum eisdem pacatè tandem et tranquillè vivere. Quid quod ipsi optimè nôrunt quibus obligationibus Catholici teneantur, ut licitè valeant mixta inire conjugia? Igitur cùm se ultrò iisdem conditionibus subjiciant, non est cur de domesticis dissidiis conquerantur, si ejusmodi conditiones pars catholica pro suo jure servare velit.

326. Ad 4. N., ut patet ex modò dictis; præsertim si principes isti acatholici, qui tales leges ferunt aut tulerunt, solemni pacto se astrinxerint ad conservandam suorum subditorum religionem in *statu quo* eam repererunt, ac se obligaverint ad nullas invehendas novitates contra disciplinam et praxim, quæ priùs in illis regionibus obtinebant. Violati proinde fœderis rei dicendi sunt qui secùs agunt, ac propriâ auctoritate abuti contra omnia æquitatis jura. Rationes seu motiva, quæ postea adducuntur ad innovationes honestandas et violentias quas exercent, sunt illa ipsa quæ in Æsopianis fabulis lupus ingerit adversùs agnum, aut leo in partitione prædæ. Quod verò adjicitur de perturbatione pacis ac læsæ majestatis crimine, solidius fundamentum non habet; siquidem ipsi principes acatholici sunt, qui tranquillum rerum statum, qui priùs vigebat perturbârunt, omnia susdeque verterunt, leges conficiendo quæ illæsâ conscientiâ ac salvis juribus naturali, divino et ecclesiastico servari nequeunt. Sibi propterea imputare debent, si sacerdotes catholicos reluctantes experiuntur. Quare non magis perturbatores ac læsæ majestatis rei dicendi sunt catholici sacerdotes dùm renuunt latis ejusmodi legibus obtemperare, quàm perturbatores ac rei læsæ

(1) Tali denominatione insignita est nova, ut vocant, forma religiosa quam Fridericus Guillelmus III, rex Borussiæ invexit, ac in nova sua *Agenda* suis subditis Protestantibus servandam proposuit. Plura hìc observari possent, quæ vel invito in mentem subeunt. Verùm ea ita silentio premo, ut prætermittere nequeam consuevisse veteres hæreticos fucum facere imperitis, speciosi alicujus nominis usurpatione. Sanè S. Augustinus, in lib. *de Hæresibus, ad Quodvultdeum*, inter cæteros n. 39 recenset *Angelicos*, et n. 40, *Apostolicos*. Magnifica tamen hæc nomina efficere non potuerunt, ut magniloqui illi aut non essent aut non haberentur hæretici. Adeò verum est magna nomina rerum naturam non immutare!

(1) Ut zeli hujus immoderati unum aliquod exemplum referamus, notum est ex op. cit. *Collectiones ad hist. eccl. sec. XIX, in Germaniâ*, etc., pag. 65, regimen Borussicum innumeros juvenes Protestantes destinare ad officia civilia et militaria obeunda in regionibus seu provinciis purè catholicis, ut scilicet puellarum genere atque opibus præstantium sibi poscant connubia, atque ita in illis provinciis primariæ ac nobiles familiæ, quæ civitatum firmamenta sunt, incipiant hac protestanticâ depravari.

majestatis dicendi essent antiqui martyres, qui idola colere, aut arianam aliasve hæreses profiteri, secùs ac postularent imperatorum edicta, detrectabant. Nec verò æquiori juri principes acatholici Catholicos in præsenti pœnis afficiunt, quàm olim ethnici et hæretici in Christianos et Catholicos suppliciis adhibitis desævirent. Par utrobique ratio omninò est, cùm utrobique agatur de libertate conscientiæ tuendâ.

327. Ad 5. D. Si princeps non prætergrediatur suæ potestatis limites, Tr. vel C.; si eos prætergrediatur, ut in casu nostro, N. Objectum enim de quo præsentem quæstionem instituimus est merè spirituale, atque adeò alienum prorsùs à potestate politicâ; alioquin si principes acatholici cogere possent sacerdotes catholicos ad impertiendam illicitam benedictionem, seu, quod idem est, ad probanda conjugia, quæ Ecclesia innixa juri divino et naturali detestatur, possent eodem jure potestatem exercere in Sacramenta reliqua (1), in veritates dogmaticas quæ ipsis non probantur, et, ut uno verbo complectar omnia, profani homines fieri possent arbitri religionis divinæ. Hæc in religione, seu potiùs sectâ, ut aiunt, protestanticâ, quæ humani cerebri artificium est, locum habeant, per nos licet; at in religione catholicâ divinitùs institutâ non habent. Quod autem adjicitur, non debere constitui *statum in statu*, quædam est politicorum cantilena quæ risum provocat, et fortassè iidem ipsi qui talia proferunt, quid sibi velint non intelligunt, nisi ii contendant Evangelium ipsum in regionibus infidelium promulgari non debere, ne aliter *status in statu* constituatur.

328. Ad 6. D. Munus principis est prospicere publico bono per media legitima, C.; per media illegitima, N. Tale profectò principis munus est; ast nunquàm princeps publico subditorum suorum bono prospiciet, nec illud consequetur per leges quæ ipsis libertatem auferant profitendi sanctè integrèque catholicam religionem.

329. Ad 7. N. Omnia quin potiùs pessumdant. Etenim 1° apertè violant solemnes promissiones, quibus, ut vidimus, se obstrinxerunt (1); 2° violant libertatem religiosam sacerdotum et sponsæ catholicæ, cui non ampliùs licet in matrimonio contrahendo eâ uti juris æqualitate, quâ à lege evangelicâ donata est (2); 3° hæc violant quin consilium ullum aliud sibi propositum habere possint, quàm ut sacerdotes ipsos catholicos cogant sacrilegam conferre operam ad religionem catholicam evertendam. Nam hujusmodi benedictio ad valorem conjugii non requiritur, cùm à servandâ formâ in ejus celebratione per concilium Tridentinum jussâ Pontifex dispensaverit; nec ut licitum possit reddere quod est illicitum suâpte naturâ; nec ad conscientiæ pacem contrahentibus conciliandam, qui probè intelligunt ex benedictione per vim extortâ nullo modo adimi intrinsecam deformitatem conjugiis contra omnia jura initis; nec demùm exigi potest, ut contrahentium votis, satisfiat; nam pars acatholica eo ritu qui à suo protestante ministro peragitur contenta, hujusmodi benedictionem contemnit; pars verò catholica negligit, quippe quæ novit

(1) Ne videar aut conjecturis, aut suspicionibus indulgere, ob oculos ponam particulam epistolæ quam Frid. Guillelmus ad quatuor episcopos dedit die 28 febr. 1828, quâ rex *evangelicus* dùm eis facultatem facit, ut ad sedem apostolicam se convertant, responsione nullâ expectatâ, immiscet se iis rebus, quæ in totâ religione sanctissimæ sunt, secretis scilicet sacræ confessionis arcanis. En ejus verba: «..... Cependant, pour calmer *vos scrupules*, je consens à ce que vous vous adressiez au Pape, auquel vous exposerez la question, et je donnerai l'ordre à mon ministre près la cour de Rome, de presser la décision pontificale. Dans la confiance fondée que cette décision favorable et pacifique ne se fera pas attendre, je veux bien suspendre la publication de quelques ordonnances, et surtout d'une loi pénale destinée à assurer l'exécution du décret du 17 août 1825, dans le cas où mes *justes* espérances viendraient à être trompées. En attendant, je m'en repose sur votre zèle et sur votre vigilance pour qu'il ne se représente plus de ces irrégularités, qui, d'après votre opinion même et celle des autres évêques des provinces de l'ouest, n'ont pas de rapport avec la question des *mariages sans réserve*, et qui, d'après les lois fondamentales de ma monarchie, sont incompatibles avec l'ordre public et avec la liberté des consciences. De ce nombre sont d'abord le refus de publier, dans les églises catholiques, les bans de mariages de ceux qui ne veulent point prendre l'engagement dont j'ai parlé; et en second lieu, *le refus de l'absolution*, par lequel les prêtres catholiques punissent celui de leur communion dont le mariage a été béni dans une église *évangélique*, parvenant ainsi indirectement à arracher des deux époux une promesse forcée. *Je ne puis et je ne dois plus souffrir un seul instant une atteinte si violente portée à la paix des familles et à la liberté de conscience, en dépit des lois.* Ainsi donc, d'un côté, pour éviter d'exaspérer et de froisser les esprits; de l'autre, *pour mettre le clergé dans l'impossibilité de dire que l'inviolabilité du secret de la confession ne lui permet pas de déclarer que le refus de l'absolution tient à une autre cause*, et pour l'empêcher ainsi, non-seulement d'échapper aux lois, *mais encore de présenter sous un jour odieux une mesure indispensable à leur maintien*, j'attends de vous que, convaincus de la nécessité des mesures à prendre, vous preniez celles que votre autorité épiscopale met à votre disposition, afin de prévenir de pareils abus, et de les réprimer s'ils venaient encore à se manifester. » Cf. op. cit. *Lettres sur l'affaire de Cologne*, etc, pag. 27, seqq.

(1) Hanc solemnem promissionem in mentem revocat regi Borussiæ arch. Posnaniensis Dunin, in litteris ad eumdem datis die 28 octob. 1837, scribens: « Lorsqu'en 1815 votre majesté prit de nouveau possession du grand-duché de Posen, elle fit, le 15 mai de la même année, aux habitants de ce grand-duché cette promesse solennelle: *Votre religion sera maintenue.* » Cf. *Lettres sur l'affaire de Cologne*, etc., p. 74. Cf. præterea quæ de promissionibus Catharinæ et Friderici II factis a. 1772 paulò ante scripsimus.

(2) Cf. cl. Joan. Joseph Ignat. Döllinger prof. ord. theologiæ in Universitate Monachiensi egregium opusc., cui tit.: *Ueber Gemischten Ehen, Eine Stimme Zum Frieden*, seu: *De Matrimoniis mixtis, Vox pacis, edit. 4 Regensburg.*, 1838, pag. 20. Sæpè posthàc hoc opusculo utar, cùm ejus auctor non minùs doctus et eruditus sit quàm sincerus catholicus. Divinâ Providentiâ factum est, ut difficillimis his temporibus Universitas Monachiensis instructa sit professoribus doctissimis et sanâ doctrinâ pollentibus, qui sese opponere valeant inanibus conatibus et perversis machinationibus adversariorum Ecclesiæ catholicæ. Inter eos distinctum occupat locum Dr. Goerres, quem verè vocaveris *evangelicorum* malleum.

sine tali benedictione matrimonium validum constare. Unum igitur illud restat, quòd velint principes acatholici sacerdotes cogere, ut extrinsecâ quâdam sacri ritûs specie ostendant probare se et publicè honestare hæc illicita conjugia; seu, quod idem est, apertè profiteantur nihil illegitimum in hisce nuptiis reperiri, et ad *Protestantismum* provehendum nefario ministerio concurrant (1).

330. Ad 8. D. Si verba attendantur, C.; si facta, N. Nunquàm profectò dicent acatholici consilia cogitationesque suas ad rem catholicam subvertendam spectare; imò verò si loquentes illos audias, tutores se catholicæ religionis esse, ac, si superis placet, defensores etiam atque patronos verbis amplissimis prædicabunt (2). Verùm si animum adjungamus ad ea facta expendenda, quæ lapsu temporis contingunt, tum demùm intelligemus, quò pertineat catholicæ rei ab istis suscepta defensio. Videbimus enim religionem catholicam in multis regionibus in quibus olim florentissima exstitit, nunc hisce tutoribus ac patronis ad interitum ruere (3). Atque in aliis etiam provinciis quæ sub istorum hominum imperio continentur idem exitus foret certissimè pertimescendus, nisi supernus quidam animi vigor, quo novitatibus acriter resistant, sacerdotum pectora communiret. Quanquàm neque illud omninò verum est, adeò astutè sua consilia acatholicos moliri, ut quò intendantur non innotescat (4). Cæterùm si talia adversùs se tentari fortè à principibus catholicis animadverterent, clamoribus implerent omnia; at cùm illi eadem faciant, rem æquissimam, causamque justissimam ex eorum verbis taciti æstimare debemus.

331. II. Obj. Atqui leges quæ cogunt sacerdotes catholicos ad consecranda sive benedictione sive alio ritu sacro mixta conjugia, etiam quando sponsi detrectant se obstringere ad instituendam omnem sobolem in religione catholicâ, innituntur principiis justitiæ et æquitatis. Ac 1° innituntur perfectâ conditionis paritate, quæ intercedere debet inter utriusque *confessionis*, catholicæ scilicet et acatholicæ, contrahentes; minister enim protestans nullam exigit sponsionem ut sponsis benedictionem impertiatur, ergo neque eam exigere debet sacerdos catholicus; alioquin si ab utroque denegaretur benedictio, nullus jam esset reliquus conjugiis mixtis locus, quod quidem magnum civili societati detrimentum importaret (1); 2° innituntur patrocinio quod princeps suscipere debet cujuslibet religionis, quam sui subditi sectantur, et maximè *dominantis*, uti solemus vulgò dicere. Admissâ enim cautione quam Catholici exigunt, ii conditione uterentur multò meliore, opesque suæ religionis non modò confirmarent, sed etiam augerent. Hùc sanè tendit Ecclesia catholica, quæ hâc ratione promovet eam quam vocant *tacitam reformationem*, quæ sensim quidem, ast certò illam evertet, quam tercentum abhinc annis majores nostri tanto studio peregerunt (2); 3° innituntur ipsis Catholicorum principiis; ideò enim juxta catholicam doctrinam nequeunt sacerdotes impertiri ejusmodi benedictionem nuptiis mixtis absque prævià sponsione, quia illæ adversantur fini præcipuo conjugii christiani, quod dignitate Sacramenti à Christo auctum est, nempe: *Ut populus ad veri Dei et Salvatoris nostri Christi cultum et religionem procrearetur, atque educaretur*, uti loquitur Catechismus Romanus (3), seu ad conservationem et augmentum Ecclesiæ catholicæ. Atqui hæc eadem ratio æquè militat pro ministris protestantibus, cùm etiam Ecclesia protestans velit ut conjunctio matrimonialis juvet ad doctrinæ suæ fines latiùs augendos, ac propterea protestantes ministri quoque munere et religione teneantur efficere, ut proles instituatur in religione *evangelicâ* (4). Quæ cùm ita se habeant, patet 4° posse quidem sacerdotes catholicos, prout leges iis ultrò permittunt, hortatibus inducere partem catholicam ne sinat prolem institui in aliâ religione, minimè verò posse ab utroque contrahente exigere formalem, ut vocant, pollicitationem de instituendâ sobole omni in religione catholicâ, quod leges vetant; 5° secus agere esset abripi principio intolerantiæ et *fanatismi* aut superstitionis, quòd scilicet *nequeat Ecclesia impertiri benedictionem suam illi conjugio cujus proles damnationi educaretur* (5); 6° eò vel magis, quòd hìc non agatur de aliquo fidei articulo, sed

(1) Cf. Doellinger, op. cit., pag. 9, seqq.

(2) Sanè von Altestein, Bunsen, et ephemerides mercede conductæ certatim extollunt benignitatem munificentiam, clementiam summam, præclarè gesta à regimine Borussiæ in gratiam religionis catholicæ. Eâdem ratione quâ olim clementia regiminis Anglici sub Elisabethâ ad sidera tollebatur, dùm sanguine Catholicorum Anglia redundaret. At postea altera femina protestans D. de Staël eam nuncupavit *Tiberium femininum*.

(3) Recolantur quæ paulò ante attulimus de statu religionis catholicæ in ditionibus Russicâ et Borussicâ.

(4) Hujus rei documentum luculentissimum exhibet quoad Borussiam epistola, quæ regis jussu data est ad quemdam provinciæ consiliarium protestantem, eò quòd filium suum siverit ad religionem catholicam informari. « J'ai appris, *scribitur*, que vous avez fait élever dans la religion catholique votre fils...., quoique vous apparteniez vous-même à la religion *évangélique*. Bien qu'une telle conduite puisse invoquer sa justification dans les lois, je ne puis m'empêcher de vous déclarer que vous avez montré par là pour votre religion *une indifférence coupable*, qu'il est de mon devoir de blâmer. » En quò tendat istorum zelus! Cf. *Ami de la religion*, 5 juin 1838. Quoad Russiam verò alterum non minùs luculentum documentum suppeditat edictum (*ukase*) datum ab. imp. Nicolao die 2 januar. 1839, relatum ab *Ephemeride officiali Petropolitanâ* atque insertum in *Ephemer. Augustæ Vindelic.* die 19 ejusd. mensis. Hoc imperiali decreto integra promittitur libertas cunctis ad metalla aliaque opera publica damnatis, qui *profiteri velint religionem dominantem* (istorum damnatorum plerique sunt catholici Poloni utriusque ritûs, Græci nempe et Latini). Neque hìc stetit imperatoris munificentia, sed apostatis præterea hic honos tribuitur, ut aureum numisma cæruleo lemnisco è collo pendens deferant, ad instar scilicet equestris insignis ordinis S. Annæ.

(1) Ita *Ephemerides univers. Rheni inferioris*, die 6 jan. 1838.

(2) Ita cit. *Ephemerides Rheni inferioris*, in art. inserto diebus 8, 9, 10, 11 feb. ejusd. anni.

(3) P. 2, cap. 8, sect. 1, n. 15.

(4) In cit. ephemer., loco cit.

(5) Ibid., in art. 6 januar.

de praxi ad mutabilem disciplinam spectante, in quâ proinde Ecclesia debet sese accommodare iis quæ præsens rerum status ac relationes cum aliâ confessione exposcunt, prout reipsà sapienter se gerunt ministri protestantes, qui non abnuunt in conjugiis mixtis commendabili prorsùs indulgentiâ suam agendi rationem *necessitati sociali* attemperare (1). Ergo.

332. R. N. A. Ad 1. prob. D. Si eadem ratio vigeret pro sacerdote catholico in exigendâ prævià illa conjugum pollicitatione, ac viget pro ministro protestante in eâ non exigendâ, C.; si longè diversa omninò vigeat, N. Jam verò sacerdos catholicus cogitur ad ejusmodi pollicitationem exigendam 1° ex Ecclesiæ legibus, quibus ex conscientiâ obtemperare debet, nisi velit gravi scelere se commaculare; 2° ex ipsâ rei naturâ, quâ fit ut nequeat ritu sacro honestare conjugium illicitum et sacrilegum, cujusmodi illorum est, qui actu constituti ac dispositi sunt ad instituendam sobolem in eâ sectâ quam ipsi fide tenent falsam esse, et in quâ culpabiliter ex hâc vitâ decedenti nullus patet aditus ad salutem; 3° ex necessitate patefaciendi horrorem quem profitetur Ecclesia cujus sacerdos minister est, erga sacrilegas ejusmodi nuptias. His porrò rationum momentis permoveri nequit minister protestans, qui nullam sibi superiorem auctoritatem agnoscit in religionis negotio; qui profitetur tolerantiam religiosam, ita ut in quâlibet *confessione*, ut vocant (perinde ac si Protestantes fidei confessionem aliquam haberent), quilibet possit salutem æternam adipisci (2); qui demùm nullam tribuit conjugio Sacramenti dignitatem. Nunc verò et illud adjicimus, falsum esse tolli perfectam illam conditionis paritatem per catholicæ Ecclesiæ praxim, atque impediri connubia mixta. Nam si sponsi renuant se subjicere conditioni sine quâ non tribuitur illis benedictio à sacerdote catholico, se convertunt ad ministrum protestantem, qui eam illicò ipsis ex animo impertitur (3).

333. Ad 2. N. Ut enim princeps acatholicus æquo jure diversæ communionis asseclas tueri dicatur, debet prout unaquæque fert religio, iisdem patrocinari. Cùm verò Ecclesia catholica profiteatur se abhorrere ab ejusmodi conjugiis eaque detestari, profectò qui cogit sacerdotes ad has nuptias positivè ritu sacro probandas, convincitur his suis legibus non se patrocinari Catholicis, sed eos penitùs opprimere. Id porrò magis confirmatur ex eo quòd ejusmodi conjugia absque benedictionis collatione, imò absque formâ præscriptâ à Tridentino fuerint, saltem quoad illas provincias de quibus potissimùm agimus, valida declarata.

334. Quod verò adjicitur de mente Ecclesiæ catholicæ delendi reformationem tribus abhinc seculis tanto molimine inductam, possemus reponere, ipsam in hoc fungi munere sibi à Christo demandato prædicandi Evangelium omni creaturæ, docendique omnes gentes sive infideles sive apostatas eas revocando ad unicè veram religionem, reducendo oves errantes ad unicum Christi ovile et ad pastorem à quo discesserant, ac proinde devios quosque ad salutis tramitem, quærendo quod perierat (1). Verùm, hoc prætermisso, si talis esset Ecclesiæ mens in cautione illâ exigendâ, Ecclesia promoveret quâcumque posset ope ejusmodi mixta connubia, induceret filios suos ad has nuptias ineundas, ut Protestantes facere consueverunt. Atqui Ecclesia fideles suos omni modo avertit ac retrahit ab his nuptiis ineundis, admonet episcopos et parochos ut omni quâ possunt ratione avertere satagant subditos suos ab his conjugiis, quamvis sponsionem præmittant de institutione prolis universæ in religione catholicâ (2). Cùm id præstare integrum Ecclesiæ fuerit, cavit tamen ne eà conjugia fierent (3).

335. Supponunt præterea adversarii in hâc difficultate deterreri Catholicos à jungendis nuptiis cum hæreticis ob denegatam benedictionem; at experientia contrarium evincit in ordinum præsertim nobiliorum cœtu, qui aut velut inanem cultûs speciem hanc benedictionem spectant, aut humanos favores æternæ saluti præferunt; ejusmodi porrò hominum nunquàm exiguus est numerus (4). Accedit Protestantes, si quod detrimentum inde patiantur, abundè sibi compensare tum ex sobole quam ex ministrorum suorum conjugiis percipiunt, tum ex statu fluctuanti et instabili propriæ doctrinæ, quæ sese attemperat individuis, ætatibus et conditionibus uniuscujusque, quo fit ut plures semper inveniantur qui *facilem* hanc potiùs *reformationem* amplecti velint quàm se subjicere rigidæ atque inflexibili Ecclesiæ catholicæ doctrinæ et

(1) Ephemerides Rheni inferioris, in art. 6 januar.

(2) Cf. quæ scripsimus in tract. de verâ Religione p. 2, prop. 12, ubi ostendimus Protestantes recentiores passim tolerantiam hanc religiosam profiteri; qui verò secùs sentiunt pugnant cum ipsis Protestantismi principiis.

(3) Quinimò Protestantes, ut vidimus, Catholicos ad petendam à suis ministellis eam quam vocant benedictionem invitant: et eo nomine alliciunt, quòd hâc ratione in ipsorum sit potestate novas, cùm libuerit, nuptias inire. Commoda planè.

(1) Ecclesia enim catholica quæ Ecclesia est omnium seculorum, utpote à Christo fundata, quovis seculo rebelles filios suos ad se revertentes collegit, et ad unitatem à quâ recesserant revocavit. Ita recepit Gnosticos, Manichæos, Arianos, Macedonianos, Nestorianos, Eutychianos, etc.; nunc colligit Lutheranos, Calvinistas, Socinianos, Evangelicos, rationalistas, et si qui alii sunt qui à veritatis viâ, ac propterea à viâ æternæ salutis deflexerint. Missio enim quam ipsa accepit à Christo Fundatore suo tam se porrigit ad infideles, quàm ad hæreticos, et apostatas et incredulos, quicumque demùm sint aut quovis nomine vocentur. Nunquàm fieri potest, ut Ecclesia ab hoc salutari ministerio desistat. Omnes schismatici, hæretici et apostatæ fuerunt aliquando filii sui, saltem ratione Baptismi, ideòque multò minùs potest Ecclesia negligere quod in se est, istorum æternam salutem. Equidem novi hæc Protestantibus non arridere. Ast velint nolint, ita se res habet. Accusent licèt Ecclesiam catholicam superstitionis, intolerantiæ, *fanatismi*, perinde est; nec enim veritas immutari idcircò potest.

(2) Cf. hæc documenta apud Moser, in op. sæpiùs cit. de Impedim. matrim. Nonnulla ex iis nos superiùs dedimus.

(3) Cf. Doellinger, op cit., pag. 24.

(4) Ibid, p. 26.

praxi (1); tum ex libertate quam tribuunt divortii faciendi quando quis propriæ uxoris pertæsus sit, ac novam appetat; tum denique ex statu politico Germaniæ, in quâ Catholici ut plurimùm sub regimine principum protestantium inveniuntur, qui nihil intentatum relinquunt, quo Protestantismum provehant cum catholicæ religionis pernicie (2). Quare si quid in ejusmodi rerum vicibus instat periculi, totum id Catholicis instat.

336. Ad 3. N. min. Tum quia Protestantium sectæ nullum principium, seu centrum unitatis habent, et idcircò communis auctoritatis interprete quodam, et quasi nuntio destituuntur, quo fit ut planè ignoremus quid velint aut nolint; tum quia si negationem excipias, id est, abnegationem catholicæ veritatis in quâ solâ omnes unanimi planè consensu conveniunt, nullam habent doctrinam positivam in quâ coalescant, si incipias ab articulo de existentiâ Dei et desinas in articulum de futurâ carnis resurrectione, et vitâ æternâ, atque à primo Bibliorum libro, nempe Genesi, donec ad postremum pervenias qui est Apocalypsis (3);

(1) Cf. Ibid. p. 27, seq., qui accuratè observat olim non parùm Ecclesiam profecisse ex intestinis diversarum sectarum dissensionibus ac mutuis bellis quibus ad internecionem usque altera alteram persequebatur; ast verò nunc ex externo fœdere inter omnes sectas inito, quæ Protestantismi commune nomen usurpant, factum esse ut non leve ex hâc parte Ecclesia detrimentum passa sit. Posset rectè affirmari unicam jam dari in religione divisionem, Catholicorum scilicet et acatholicorum, quia acatholici omnes sive schismatici, sive hæretici, sive infideles, unanimi prorsùs ratione conspirant, et vires jungunt adversùs Ecclesiam catholicam, quæ præterea luget non paucos filios suos ad inimicorum castra descivisse, et cum illis in eumdem finem inivisse fœdus. Porrò rem hanc seriò perpendenti, id argumento ineluctabili erit unicam veram religionem in Ecclesiâ catholicâ inveniri, quæ non ab alio quàm à Deo fundatore suo regitur, neque in humanis ullis subsidiis spem suam collocare potest. Quàm benè posset Ecclesia catholica iniquis his temporibus apostolorum verba usurpare, Act. 4, 24, seqq.: *Domine... qui Spiritu sancto, per os patris nostri David, pueri tui, dixisti: Quare fremuerunt gentes, et populi meditati sunt inania? Astiterunt reges terræ, et principes convenerunt in unum adversùs Dominum et adversùs Christum ejus? Convenerunt verè adversùs puerum tuum Jesum, quem unxisti, Herodes et Pontius Pilatus, cum gentibus et populis Israel.*

(2) Cf. Dollinger, ibid.

(3) Cf. quæ scripsimus in tract. de verâ Religione, p. 2, prop. 6, 7 et 9, cum appositis annotationibus. Illis documentis nunc adjici debet opus *eminenter protestans* quod non ita pridem vulgavit doctor Strauss professor in Universitate Tubingensi. Hic auctor protestans in Vitâ Christi Jesu longâ dissertationum philologicarum et criticarum serie sibi proposuit evertere authenticitatem omnium Evangeliorum; atque in Christo Jesu non aliud agnovit, nisi *ideam symbolicam humanitatis*. Sub hoc respectu non abnuit Strauss admittere Jesum Christum veluti Deum-Hominem, veluti centrum unionis naturæ divinæ et humanæ, ac denique veluti mentem infinitam, quæ se manifestat in finito, quin amittat conscientiam pristini statûs sui. Dixi hoc opus *esse eminenter protestans*, quia profluit ex intimâ Protestantismi essentiâ seu naturâ, quæ tota consistit in libertate examinis, et in independentiâ absolutâ rationis seu spiritûs privati à quâvis auctoritate, sive in dijudicandis libris canonicis et inspiratis à non canonicis et non inspiratis, sive in sensu determinando horum librorum. Haud planè ignoro viginti aliosve fortassè plures insurrexisse ex Protestantibus qui calamum acuerint adversùs Strauss, ut sic Protestantismum ab hâc impietatis notâ liberarent; ast et illud novi, infelici prorsus exitu id eos præstitisse, aut præstare posse ex suis principiis. Nam Strauss usus est jure suo, seu jure quod ipsi tribuit protestantismus in utroque examine instituendo, eodem nempe jure quo ante ipsum ex eodem principio usus jam fuerat alter Protestans Carol. Hase, in Vitâ pariter quam edidit Christi Jesu, aliique Protestantes rationalistæ usi fuerant et ad eamdem conclusionem devenerant. Quomodò itaque poterunt Protestantes sive Strauss, sive rationalistas reliquos refellere, quin ipsum fundamentum Protestantismi penitùs subruant? Egregiè porrò ex hâc saltem parte id ostendit Wegscheider, qui, in præf. ad suas Institutiones theologicas, evincit rationalismum ex intimâ Protestantismi essentiâ profluere, qualis à Luthero institutus est, cujus propterea *piis* manibus suum voluit opus esse dicatum. Verùm, juverit hoc confirmare auctoritate hominis haud suspecti, scilicet, Judæo-increduli Salvador. Hic siquidem in op.: *Jésus-Christ et sa doctrine.* Paris 1838, tome 1, préface, p. 19, loquens de opere Strauss hæc habet: « Enfin, l'ouvrage du professeur de Tubingue a surtout un grand sens comme *dernière expression de l'esprit du Protestantisme. La réforme s'était fait illusion à elle-même, en se croyant un mouvement tout chrétien, un retour pur et simple aux doctrines évangéliques.* » Ex his intelligimus 1° justos fuisse meritorum Strauss erga protestantismum æstimatores eos qui non ita pridem ipsum elegerunt ad *cathedram theologicam* Tigurinam, perperàm imperitis non paucis obnitentibus, qui nondùm pervenire potuerunt ad legitimas Protestantismi conclusiones; intelligimus 2° quo sensu Protestantes sibi asciverint nomen *Evangelicorum*, eâdem nempe significatione quâ Scipioni cognomentum Africani fuit, deletâ Carthagine Africæ metropoli. Quo sensu neque nos abnuimus Protestantes *Evangelicos* nuncupare.

337. Ad 4. N. Hoc enim perinde esset atque contendere, posse quidem sacerdotes catholicos admonere, instruere, et cohortari fideles, quin certiores fieri queant de fructu, seu exitu hujus admonitionis, instructionis et cohortationis. Deinde nemo est qui nullam fidem, nullam certam etiuces ac praxis normam (1); tum denique quia nullo scrupulo anguntur in honestandis nuptiis eorum qui detrectant se obligare ad instituendam prolem in eâ quam vocant religione *evangelicâ*. Hùc accedit, ut sæpiùs adnotavimus, nunc Protestantes apertè fateri Catholicos in propriâ religione salvari posse, quod nos negamus fieri posse in quâlibet Protestantismi sectâ. Catholici propterea sibi planè in suâ praxi cohærent, minimè verò acatholici.

(1) Hujus rei pariter documenta dedimus tract. et loco cit. Hìc verò ne extra nostrum argumentum vagemur, ut magis pateat quàm benè sibi cohæreant Protestantes circa benedictionem conferendam conjugiis mixtis, satis erit conferre Protestantium leges inter se. In Borussiâ Protestantes exilio, bonorum expoliatione, vinculis publicis plectunt episcopos et sacerdotes catholicos detrectantes impertiri benedictionem conjugiis mixtis, etiamsi nulla præcesserit sponsio de educatione prolis in religione catholicâ; in Angliâ verò Protestantes non ita pridem, seu antequàm abrogaretur Codex pœnalis contra Catholicos, vetuerant sub capitis pœnâ, ne quis sacerdos ullis conjugiis conferret benedictionem. Cuinam meliùs mentem protestanticæ religionis assecuto fides habenda, Anglone an Borusso?

ignoret sponsos amore captos, ut inire valeant optatum conjugium, ad omnia se paratos exhibere; nuptiis postea initis, omnia oblivisci. Quod si ita fit, etiam cùm aliqua intercesserit promissio, quò faciliùs illâ omissâ id continget? Demùm ita se gerere debent sacerdotes catholici, quia Ecclesiæ leges id postulant, à quibus recedere sine piaculo ipsis non licet.

338. Ad 5. D. Esset permoveri principio inconcusso fidei catholicæ, quòd extra veram Ecclesiam nulla detur salus, quodque adversariis vocare lubet *intolerantiam* et *fanatismum*, C.; secùs, N. Vocent Protestantes hunc fidei nostræ articulum sive *intolerantiam*, sive *fanatismum* aut *superstitionem*, nullâ nostrâ refert; ita nos credere profitemur, et juxta hanc fidei professionem nos gerere debemus. Non sunt Catholici qui æternæ damnationi eos addicant qui culpabiliter extra veram Ecclesiam ex hâc vitâ decedunt, sed Christus, sed Deus est qui eos judicabit, et pro culpæ ratione eos puniet, cùm scriptum sit, Matth. 18, 17 : *Si autem Ecclesiam non audierit, sit tibi sicut ethnicus et publicanus;* et Marci 16, 16 : *Qui non crediderit, condemnabitur.* Nequit tamen sacerdos catholicus indifferens esse ac æquo animo pati, ut sponsus vel sponsa sinat filios suos institui in aliâ religione ab eâ quam ipsi profitentur, ac fide tenent unicè veram esse, et in quâ solâ credunt patere posse aditum ad salutem.

339. Ad 6. N. sequel. Quamvis enim non agatur de fidei articulo, agitur tamen de eâ praxi quæ arctè connexa est cum fidei articulo, et juxta quam ritè administrari debent Sacramenta ut salutis media. Exigere propterea conditiones quas intima rei natura postulat, ut Sacramenta salutaria esse possint, res non est disciplinæ mutationi obnoxia, sed est dispositio quæ necessariò requiritur, constans et immutabilis, ut cum fructu Sacramentum suscipiatur. Alioquin dicendum foret dispositiones illas quas requirit Ecclesia in pœnitente ut ritè absolvatur, ad mutabilem disciplinam spectare. Motivum idcircò quo Ecclesia ducitur ad negandam benedictionem sponsis qui propositum servant instituendi prolem in aliâ religione, ex eo oritur quòd perversam eorum animi comparationem uti doctrinæ et mandatis Christi fundatoris sui adversantem existimet. Adeò verò conceptus hic ecclesiasticus non cooperandi sacrilegis nuptiis mixtis cordi est Rom. pontificibus, ut Pius VIII derogaverit canoni concilii œcumenici quoad illas provincias, in quibus hæc parochi præsentia et benedictio à regimine politico vi exigitur (1).

340. III. Obj. 1° Falsum est agi de praxi immutabili in eâ benedictione denegandâ, alioquin Ecclesia nunquàm à suo hoc principio recessisset, prout novissimâ hâc ætate recessit, cùm rata duxit ea conjugia quæ antiquitùs ut illicita et invalida repudiabat. Jam verò semel ac Ecclesia ita se gessit, nequit jam respuere consecutiones quæ ex hâc agendi ratione descendunt. 2° Accedit in Germaniâ fuisse ab initio consuetudine priùs et usu receptum, postea verò etiam lege cautum *ubique* circa conjugia mixta, quod haberetur tanquàm *inadmissibile pactum*, et *sponsio* inita inter sponsos de prolis educatione ante conjugii celebrationem (1); 3° in imperio autem Austriaco lege latâ sancitum est nullam exigendam sponsionem esse in conjugiis mixtis ad impertiendam benedictionem; episcopi verò acquieverunt huic legi, et adhuc ita se gerunt, accommodantes sese rerum ordini qui à legislatione inductus est (2). 4° Ratio porrò harum legum aperta est; auctoritas enim paterna et jus quod ex eâ profluit, oritur tantùm ex conjugio jam contracto; quare cùm pater per hujus tantùm consummationem jus acquirat, ac possit se obligare ad aliquid quod ipsum conjugium afficiat, sequitur pariter tunc temporis tantùm se obstringere posse circa prolis institutionem (3); 5° quæ cùm ita sint, non debet Ecclesia scrupulos ingerere conscientiis delicatis earumque pacem perturbare (4); 6° attentâ præsertim praxi, quæ jamdiù in non paucis diœcesibus invaluit de consecrandis nuptiis mixtis benedictione, quamvis nulla sponsio inter contrahentes præcesserit circa catholicam futuræ sobolis institutionem (5); 7° aut saltem connivere debet, ut sponsi inter se conveniant de masculis instituendis in religione patris, feminis verò in religione matris. Ergo.

341. R. Ad 1. N. Nunquàm siquidem Ecclesia recessit à principio quòd vindicavimus, quòd scilicet nec possint nec debeant administrari Sacramenta actu perversè dispositis. Aliud porrò est agi de validâ, aliud verò de legitimâ seu licitâ Sacramenti administratione. Ecclesia quamvis semper exhorruerit conjugia mixta, ea tamen habuit ut validè contracta (6). Quando suam tribuit benedictionem, non ei mens est eam conferre parti acatholicæ, quam optimè novit neque in conjugio admittere Sacramenti dignitatem, neque æstimare hunc ritum sacrum, neque vinculum conjugale ut insolubile habere, sed eam tribuere intendit tantùm parti catholicæ, seu filio aut filiæ suæ, quamvis ambo sponsi se coram parocho sistant (7).

342. Ad 2. N. Etenim nec ante nec postea usu et consuetudine receptum unquàm fuit in Germaniæ provinciis, multò minùs lege cautum, ut *inadmissibile* haberetur *pactum* à sponsis initum ante conjugii celebrationem. Imò verò, ut nos paulò ante ostendimus,

(1) Cf. Doellinger, op. cit., pag. 33, 45, seqq.

(1) Ita Bunsen in scripto officiali cui tit. *Expositio*, etc., relato saltem per epitomen in *Ephemerid.* 11 janv. 1838.

(2) Ita auctor artic. insert. in *Ephemeride universali*, diebus 8, 9, 10, 11 februar., qui id affirmat auctoritati innixus Rechbergeri, cujus opus velut *Evangelium* juris canonici spectat. Attamen nos superiùs vidimus pessimum hoc opus ab utràque potestate ecclesiasticâ et civili proscriptum fuisse, atque à scholis omnibus eliminatum.

(3) Idem, loco cit.

(4) Ibid., diebus 9-15 mart. 1838.

(5) Ibid., diebus 8, 9, 10 et 11 febr.

(6) Sola synodus Trullana, quæ tamen ab Ecclesiâ Romanâ recepta non est, declaravit invalida connubia mixta; cùm verò Ludovicus XIV latâ lege constituerit in Galliis has ipsas nuptias invalidas, episcopi Galli in praxi eas semper spectârunt ut validas in facie Ecclesiæ.

(7) Cf. Doellinger, op. cit., p. 33.

pacta *ante-nuptialia* non modò usu et consuetudine, sed etiam legum auctoritate firma erant et rata. Sanè in Bavariâ, ubi præ reliquis Germaniæ provinciis Catholici Protestantibus permixti sunt, juxta edictum 24 martii 1829, et anterius aliud edictum *constitutionale* an. 1818, § 14, decernitur quòd *si valido pacto conjugali conjuges inter sese statuerint, quâ religione filii debeant institui, id suam habeat efficaciam* (1). Eadem lex jamdiù promulgata fuerat in electoratu Palatino, nempe an. 1709 (2). Eadem viguit in magno ducatu Assiæ-Darmstadtiensi, ubi præterea cautum est ut parochus catholicus jus habeat negandi celebrationem conjugii in quo cautiones ab Ecclesiâ præscriptæ non servarentur (3). In provinciis Rhenanis nullam usquàm prohibitionem viguisse quominùs pacta *ante-nuptialia* à sponsis fierent ante celebrationem conjugii ultrò fatetur adversarius quem impugnamus (4). Igitur cùm falsum sit quod ipse assumit, hoc ipso tota corruit difficultas.

343. Ad 3. Negamus planè *Josephinæ* quam vocant *legislationi* non fuisse sive ab Apostolicâ Sede sive ab episcopis constanter et vehementissimè reclamatum (1). Et verò inde spes non levis oborta est, quod superiùs adnotavimus, fore ut precaria isthæc legislatio, quæ non paucas identidem mutationes subiit, ex antiquis institutis in universâ Ecclesiâ vigentibus omninò temperetur (2). Cæterùm legislatio Austriaca in eo quod spectat ad conjugia mixta, non est *coactiva*, ut autumat adversarius, sed est *facultativa* seu *permissiva*, ita ut si pater sit protestans, *possit* quidem, sed non *debeat* seu non *teneatur* prolem in protestanticâ sectâ instituere. Possunt præterea juxta eamdem legislationem sponsi ante matrimonium de prolis institutione inter se pacisci; si autem renuant obtemperare sanctioni canonicæ, quâ exigitur formalis promissio de universæ prolis educatione in religione catholicâ ad obtinendam sacerdotis benedictionem, non adiguntur parochi à civilibus magistratibus ut matrimonia hæc illicita benedictionis ritu cohonestent. In totâ diœcesi Lintiensi receptum est ut nulla tribuatur benedictio conjugiis mixtis sine prævià sponsione circa catholi-

(1) Apud Doellinger, ib., p. 16.

(2) Cf. Opus inscriptum : *Die religiose Erziehung der Kinder aus gemischten Ehen, eine geschichtlich*, etc., seu : *Religiosa educatio prolis in conjugiis mixtis. Expositio historico-juridica*, Spiræ, 1837, pag. 98, ubi narratur quòd cùm elector Palatinus Joan. Guillelmus priùs constituisset prolem ortam ex connubiis mixtis institui debere in religione patris, regiminis Borussici minis permotus, deinde etiam violentis quibusdam artibus, quas idem regimen in vindictæ speciem exercuit adversùs catholicos suos subditos (ex his patet quàm antiquæ sint machinationes regiminis Borussici adversùs Ecclesiam), tractationibus eâ super re ultrò citròque habitis, demùm legem tulit an. 1709, quâ sanxit, § 3, ut in conjugiis mixtis integrum esset parentibus educare sobolem, prout ferebant legitima pacta nuptialia, seu etiam authenticæ eorum conventiones *stante matrimonio*. Ex quo facto constat quantùm recesserit regimen Borussicum à pristinis suis institutis.

(3) Apud Doellinger, loco cit., p. 17.

(4) Sed præterea praxis antea vigentis in provinciis Rhenanis testem habemus locupletissimum ipsum D. Hüsgen, qui in epist. datâ ad parochum B. de F. canonicum et consiliarium ecclesiasticum die 30 sept. 1828, inter cætera scribebat : « Sur ce point (conjugiorum mixtorum), il n'y a eu aucune négociation entre le métropolitain et les suffragants, mais ces derniers ont, avant comme après, admis pour leurs diocèses la pratique suivie dans le diocèse de Cologne. La pratique observée par notre administration diocésaine touchant les mariages mixtes est, depuis 1825, la suivante : sans égard à l'éducation religieuse des enfants, le mariage des futurs époux est proclamé dans l'église. Dans le cas où les époux font par écrit ou de vive voix devant témoins, la promesse de faire élever tous leurs enfants dans la religion catholique, il est permis au curé catholique, *cæteris salvis*, d'assister au mariage; mais si cette promesse n'est pas donnée, le curé catholique est tenu, après les proclamations faites, de délivrer à la partie catholique *testimonium libertatis ab omni impedimento canonico dirimente*. Désormais le curé catholique n'a plus à s'occuper de la célébration religieuse du mariage. Si, après la consommation d'une semblable union, l'époux catholique se présente au saint tribunal de la Pénitence, rien ne s'oppose à ce qu'il soit admis à la participation des Sacrements, *cæteris salvis*, dans le cas où le confesseur le trouve vraiment repentant de la démarche qu'il a faite, et empressé d'employer la douceur, une instruction appropriée, la prière et le bon exemple pour opérer le salut de l'époux hérétique et des enfants : néanmoins la fixation du temps devra être laissée au jugement du confesseur. Par cet exposé fidèle des faits, » etc.

Ita quidem Hüsgen sentiebat et scribebat an 1828. Nunc verò ex litteris quæ non ita pridem hùc pervenerunt à viro fide dignissimo patet eum, commutato consilio, cogitare alia omnia. Offero paucas harum litterarum periodos. *Quæ vidimus et audivimus testamur. Perquàm infaustum nobis est, quòd vicarius generalis Hüsgen* OMNIA *secundùm desiderium et voluntatem Protestantium et Hermesianorum operetur. Si quis parochus pro re archiepiscopi fortiter dixerit, aut pro eodem in templo oraverit, hic statim ad remotam et tenuem parochiam mittitur, licèt decem et etiam viginti annorum spatio suæ parochiæ deservierit. Si verò hæc agendi ratio alicui non placeret, hic subitò ab omni animarum curâ arcetur. Hinc fit quòd diœcesis nostra* (Coloniensis videlicet) *optimis pastoribus orbetur. Plures parochiæ aut vacant, aut ab Hermesianis occupantur*, etc. Quamvis à S. Sede concessum illi fuerit vicarium generalem agere, hâc duplici additâ lege, 1° ut in matrimoniis mixtis servanda curaret, quæ in brevi Pii VIII sancita erant; et 2° ut Hermesianos in officio contineret.

(1) Quicumque de his expostulationibus certior fieri cupiat, satis est ut recolat rescripta Pii VI, quæ paulò ante commemoravimus data ad card. de Franckenberg, atque ad reliquos Belgii episcopos. Alia ejusmodi documenta profert Moser, op cit. de Imped. matrim., et vulgatissima sunt. Attamen auctor articulorum quos sæpè citavimus affirmare intrepidè audet *legislationem Josephinam circa matrimonium permansisse in Germaniâ ex parte episcopatûs et* CURIÆ (nempe sanctæ Sedis) *sine oppositione aut molestiâ !*

(2) Exemplum litterarum afferimus, quas nuper piissimus imper. Ferdinandus cuidam SUÆ ditionis episcopo dedit : *Cùm sponsa catholica* ait ipse, *et sponsus protestans mutuò se obligaverint ad educandos filios omnes, quos ex hoc matrimonio suscipient, in religione catholicâ, majestas sua sibi certò pollicetur fore ut Dom. V. R. nullum aliud impedimentum matrimonio huic, quod* IN FACIE ECCLESIÆ *celebrari potest, objiciat, atque ita negotium istud totum expediat, ut inde neque auctoritatis civilis, neque auctoritatis ecclesiasticæ jus in discrimen vocari debeat.* Apud Doellinger, op. cit. p. 56, seq. Quid præterea jam sentiant canonistæ Austriaci de hoc argumento patet inter cæteros ex opere D. Rost, cui tit : *Religions-wissenschaftliche Darstellung*

cam totius sobolis institutionem; eadem praxis viget in diœcesi Œnipontinâ (1).

344. Ad 4. N. Adversarii enim principium est prorsùs absurdum et contrarium legislationi omnium gentium. Nulla siquidem uspiam legislatio reperietur quâ interdicantur validæ pactiones antequàm sponsi ineant conjugium. Illud è contrario apud omnes gentes usu ipso inductum novimus, ut sponsi ante matrimonium ineundum ad aliquid se obligare invicem possint, idque legali scripto confirmare, in rebus etiam quæ ad futuram prolem pertineant, cujusmodi est articulus *de prolis successione*. Quòd si sponsi, antequàm conjugium ineant, possunt inter se pacisci de successione hæreditatis, ac de aliis non paucis quæ spectent ad futuram prolem, quantò magis pacisci queunt circa ejusdem religionem, quæ objectum est longè præstantius et sanctius!

345. Ad 5. Si ageretur de solis *scrupulis*, C.; si agatur de violatione obligationis seu muneris omnium maximi quo parentes erga Deum obstringuntur, N. Utique hæretici pro suâ opinandi licentiâ existimant id quod est ab Ecclesiâ circa matrimonia mixta sancitum, rem levissimam esse, quam homo prudens religioni non habeat (2). Ecclesiæ autem à Christo edoctæ alius est sensus, contraria planè doctrina; sentit enim ac docet eos Catholicos qui ita animo sunt comparati, ut aut parvipendant religiosam liberorum institutionem, aut eam dimittant parti acatholicæ, in gravissimum crimen incurrere; quòd si officium divinâ lege parentibus impositum sanè omnium maximum sive per socordiam, sive per contemptum abjiciant, æternæ filiorum suorum salutis proditores fieri. Quamobrem neque potest neque debet falsæ cujusdam pacis obtentu parentes ejusmodi in tam perversâ animi dispositione relinquere.

346. Ad 6. D. Id est, nonnullorum privatorum aut ignorantiâ, aut animi ignaviâ, Ecclesiæ lex alicubi violata est, Tr.; legitimè collata est illis conjugiis benedictio, N. Etenim potuerunt interdùm sacerdotes aliqui, sui obliti muneris, sive ut potestati civili ve lificarentur, sive honorum illecebris aut metu pœna rum, eò adduci, ut sacrilegum hoc facinus perpetra rent. Verùm hìc non disputamus quid ex privatorum culpâ fieri possit, sed quid legitimè fieri possit et omninò debeat. An verò assentatorum hominum perfidia, aut ignavorum pravitas unquàm efficiet ut lex aliqua licitè violetur, obsistente præsertim ac reclamante legitimâ Ecclesiæ auctoritate (1)? Si hoc quispiam contendat, non modò lex quævis ecclesiastica, sed etiam civilis divinaque ipsa lex poterit impunè violari, cùm quotidiè ingens hominum perditorum turba illas prætergrediatur.

347. Ad 7. N. Nunquàm enim Ecclesia à seipsâ dissentiet, neque permittet ut sponsi pactum ineant, quo filii patris, filiæ verò falsâ religione matris imbuantur. Hoc quippe iniquum est, et omni juri contrarium. Imò ne sponsi quidem ipsi pactum hujusmodi inire inter se licitè possunt. Utervis enim illorum hæresim sectans, aut hanc veram esse aut falsam judicat. Si veram, cur liberis suis adeò sit inimicus, ut eâdem hæresi nolit omnes enutriri (2)? Si verò falsam, cur non modò sibi, sed etiam liberis suis iniquus esse velit, ut impiam sectam profitentes exitio pereant sempiterno? Ad hæc libet quærere num catholicus pater sit filiorum tantùm, an etiam filiarum pater? Similique ratione num mater catholica filiarum mater dicenda sit, an etiam filiorum? Profectò tales parentes qui sunt, ut sic velint sobolem partiri, referre mihi videntur mulierem quæ coram Salomone rege alteri dicebat: *Nec mihi nec tibi sit, sed dividatur* (3). Imò pessimæ feminæ crudelitatem longè superant. Illa enim cupiebat ut alienæ sobolis membra in duas partes discerperentur; isti verò prolem à se genitam sic dividunt, ut non in corpora, sed in ani-

der Ehe, seu : *Expositio religioso-scientifica de matrimonio*. Vien 1834.

(1) Cf. Doellinger, ibidem.

(2) Quomodò harum rerum quas Ecclesia catholica servat, æquos æstimatores habere Protestantes possumus, quibus præcipua fidei christianæ capita subvertere nulla religio est? Satis sit ad hanc assertionem confirmandam adducere Catechismum ad usum ecclesiarum et scholarum protestantico-christianarum editum Spiræ 1822, confectum à generali synodo protestante circuli Rhenani, et à supremo regio consilio approbatum. In hoc porrò catechismo *evangelico* de *Trinitatis mysterio* et *Christi divinitate* ne unam quidem syllabam legis; dogma autem *Redemptionis humani generis* ex impiis Socinianorum placitis describitur.

(1) Cf. quæ superiùs ex archiep. Posnaniensi litteris ad regem Borussiæ datis adduximus. Illis verò aliud ejusdem testimonium subnectimus. Cùm enim ex occasione allocutionis à Gregorio XVI habitæ die 15 superioris septembris, quâ viri fortitudo et agendi ratio commendata fuerat, *Ephemerides regni Borussici* inconstantiæ illum accusâssent, ita reverendissimus archiepiscopus in suâ responsione impositam sibi calumniam à se removit : *On ne se lasse pas de prétendre de nouveau que tous les prêtres de mon diocèse bénissaient les mariages mixtes sans exiger une promesse préalable; quoique près de mille faits recueillis à la hâte dans les registres de l'Eglise, et un grand nombre de contre-preuves envoyées à diverses reprises, et toujours de nouveau, à son excellence le ministre von Altestein, soient venus prouver le contraire; bien que le gouvernement royal, en fait, ne semble pas les avoir agréés, comme le prouve le document (pièce justificative A)*, qui s'en rapporte expressément à une décision ministérielle *du* 30 *mai* 1837. Cf. *Ami de la Relig.*, 17 févr. 1839. Fructus porrò impavidæ hujus archiepiscopi agendæ rationis fuerunt publica vincula, ad quæ vir octogenarius damnatus est à *clementissimo regimine evangelico*.

(2) Quid censeant Protestantes de doctrinâ catholicâ, quanquàm à Socinianis et rationalistis, ut vidimus, toti sint, liquet, cæteris prætermissis, ex Catechismo Heidelbergensi, seu instructione in doctrinâ christianâ pro Ecclesiis reformatis, novissimè edito Sulzbachii, an. 1826, in cujus proœmio *prædicantes* dicuntur sese eidem jurejurando obstringere. Itaque in hoc libro symbolico, pag. 36, octava interrogatio hæc est : *Quodnam intercedit discrimen inter cœnam Domini et Missam papisticam?* Resp. : *Missa nihil aliud propriè est, nisi abnegatio* unici sacrificii et passionis *Jesu Christi*, *ac* maledicta *idololatria*. Nescio utrùm hæc in ore istorum hominum risum magis an indignationem moveant.

(3) 3 Reg. 3, 26.

mas sæviant, dùmque unam partem Christo et Ecclesiæ, alteram impietati et malo dæmoni addicunt. Nonne in supremo judicii die filia hæretica catholicum patrem, filius autem hæreticus matrem catholicam justissimè accusabit (1)?

348. Neque verò quispiam opponat è duobus malis minus esse eligendum. Ecquis enim istos in eam necessitatem conjecit, ut alterutrum faciendum sit? Nonne satius esset ut Catholici ab ineundo cum hæreticis aut schismaticis matrimonio penitùs abstinerent? Ultrò igitur volentesque sese iis vinculis implicant, quibus deinde suæ soboli iniquissimi esse coguntur. Neque omittendum est conjugem hæreticum aut schismaticum multis de causis permoveri posse ut ad sese universam sobolem trahat. Verùm etiamsi demus quòd fidem pactis promissisque servare velit, tamen : *Unus ædificans*, ut verba usurpem Ecclesiastici, *et unus destruens : quid prodest nisi labor? Unus orans, et unus maledicens : cujus vocem exaudiet Deus* (1)?

(1) Exinde apparet iniquitas illarum legum quibus sancitur ut masculi patris, feminæ verò matris religionem sectentur; aut, quod deterius, ut universa proles orta ex conjugiis mixtis profiteatur religionem quam vocant *dominantem*. Eadem erat imperatorum ethnicorum ratio, qui editis legibus omnes cogebant ut gentium superstitiones profiterentur.

349. Hæc de matrimonio paulò prolixiùs pro rei gravitate agere volui; in quâ tractatione nihil me scripsisse profiteor, quod ex veritatis amore et catholicæ doctrinæ tuendæ studio non sit profectum. Cæterùm si quid fortè videatur à me dictum esse liberiùs quàm ut placere quibusdam possit, velim ut æqui homines sedato attentoque animo secum reputent quæ sanctissimus Mediolanensis antistes Ambrosius ad Theodosium piissimum imperatorem olim scripsit : *Sed neque imperiale est libertatem dicendi denegare, neque sacerdotale, quod sentias, non dicere... Siquidem hoc interest inter bonos et malos principes, quòd boni libertatem amant, servitutem improbi. Nihil etiam in sacerdote tam periculosum apud Deum, tam turpe apud homines, quàm quod sentiat non liberè pronuntiare. . . Quod facio primùm tui amore, tui gratiâ, tuæ studio conservandæ salutis* (2).

(1) Cap. 34, 28, 29. Cf. Serarium, op. cit., cap. 2, § 14 et seqq.
(2) Epist. 40, edit. Maur., n. 2, 3.

MONITUM.

Universos inter tractatus de Matrimonio eminet absque dubio ille quem exegit Sanchez; opus quidem apud omnes gentes celebratissimum, quod omnes adeunt professores, ex quo omnes hauriunt scriptores, quodque omnes unanimi consensu theologi laureatum aureumque inclamârunt. Quamvis autem meritò in omnium oribus operibusque versetur, aliunde plus quàm cæteri redundanti stylo scatet, præsentibus temporum adjunctis sæpè alienum est, ac nudis picturis insistens, pudico lectori periculum ingerit. Inde fit ut, dùm præmissis quinque millibus epistolis cujuslibet gentis doctorum consilia arcesseremus, eos inter qui de Sanchezio nobis rescripserunt, nullus, nequidem Hispanus, exstiterit, qui diffusioris hujus auctoris orationis, à coævis rebus longinquitatis, crudarumque imaginum immemor, totum opus ut edendum commendârit; imò non-nullus integrâ conscientiâ id fieri posse negaverit. Istas inter angustias quid agendum esset incerti, quæ sequuntur exegimus. Bonis omnibus locupletari, cunctaque mala vitare tentavimus, ideòque, ne celebri tractatu, ex quo præpostera omnia de Matrimonio scripta manârunt, carerent opera nostra, ita ut titulum usurpâsse viderentur inscriptum : *Theologiæ Cursus completus....., ex tractatibus omnium perfectissimis ubique habitis..., unicè conflatus*, etc., quæsivimus an quis Sanchezium epitome quâdam circumscripserit. Tenaciter investigantibus contigit ut in manus incideret Emmanuelis Soarezii Compendium, quodque plurimi omnium interest, visum est nobis illud opusculum omni Sanchezii medullâ saginari, nec ejus stylo prolixiori, venereisque descriptionibus adulterari. Hoc ergo Compendium gaudentes edimus, præsertim Ecclesiæ doctrinâ in re tam momentosâ refertum, castitati mentis, verborum et oculorum consulens, voluminumque numerum diminuens. Quò verò cœtaneis accommodatiora præstaremus, quod magni omnium judicio refert, ab orthodoxo doctissimoque P. Perrone, nunc Romæ flore annorum vigente, opera mutuavimus, quæ solitâ urbanitate benignitateque haurienda permisit, omnia concedens quibus ditescere possent *Cursus completi*; unde ipsius de Matrimonio tractatum supra recudimus. Quibus ita absolutis, nobis pari reverentiâ videmur scientiæ studiosos castitatisque cultores observâsse, lectorum simul et operis commodo consuluisse, sacerdotum munus necnon editorum officia implevisse, eum denique perfecisse tractatum, quem quilibet æquo pollens judicio et votis exoscere possit, et plausu excipere debeat. Nec ullam temeritatis notam talia scribendo nos incurrere arbitramur, quippè quòd, præter laudatos Sanchezii ac P. Perrone tractatus, luculentum quoque opus Moser *de Impedimentis*, sæpissimè ab inclyto Italiæ Theologo adductum, subjicimus, cui etiam accedunt, tum Pyrrhi Corradi lucubrationes *de Dispensationibus*, hujusce *Cursûs* vol. 19 supra recusæ, tum nonnulli probatissimi auctores, è quibus plurimas summi sanè momenti speciales quæstiones deprompsimus, nempe Thomas *ex Charmes*, Billuart, Antonius, Benedictus XIV, Drouin, Theol. Nanceiensis. Enimverò ne sibi lectores fucum injiciant, abs re non erit hìc repetere, nullum tractatum, quantumvis perfectum famâque divulgatum; nullum etiam quantumcumque peritum ac diligentem auctorem, omnes prorsùs quæstiones amplecti, nec ullas omninò rimas explendas relinquere. Inde fit ut in hoc nostro opere præstantissimos etiam tractatus plerumque coronent variæ appendices, quæ si deessent, nec omnimodè perfectos, nec completos *Cursus* nostros prædicare fas esset.

SANCHEZ VITA.

Sanchez (Thomas), Cordubæ natus an. 1551, societatem Jesu ingressus est anno ætatis 16, variisque in eâ functus muneribus, Granatæ obiit anno 1610, austeris moribus vir maximè commendabilis.

Scripsit : 1° De *Decalogo*, de *Votis monasticis*, variisque circa moralem et jurisprudentiam quæstionibus,

4 vol. in-fol. ; 2° tractatum de *Matrimonio*, typis primùm Genuæ excusum an. 1592, in-fol. In hoc opere omnes collegit auctor quæstiones quæ de his rebus perarduis moveri possunt ; cùmque ad dirigendos in praxi confessarios necnon animarum directores scriberet, scopum intentum præclarè assecutus est, quanquàm optandum magnoperè foret ut in describendis quibusdam rerum imaginibus decisionibusque exprimendis, moderatiori calamo usus aliquando fuisset. Illud certè constat, de quo nullus mirandi locus apud viros qui duce experientiâ nôrunt quid possit mens recti conscia Deoque omninò intenta, ipsum nempe in rebus ita salebrosis ne minimum quidem quantùm ad mores proprios mali affectum expertum esse, quippe qui stratus ad Crucifixi imaginem libros suos exarabat. Hinc ergo colligendum quantùm ad recentium quorumdam philosophorum hypocrisim accedant, quantùmque factitium boni studium redoleant omnimoda convicia quibus inclytum Jesuitam insectati sunt homines qui libidinosos corrupti animi æstus turpissimorum librorum assiduâ lectione, obscœnarumque effigierum contemplatione fovent ac superincendunt.

SOAREZII (1) MONITUM
AD LECTOREM.

Paucis, lector amice, instituti mei rationem tibi aperiam. Dùm perpendo humanæ vitæ brevitatem, theologiæ moralis longitudinem, decidendorum casuum, quos vocant conscientiæ, præcipitem occasionem, ferendi judicii difficultatem, non possum non adduci, ut existimem de animæ salute eos rectè mereri, qui immensas de moribus disceptationes in epitomen contrahunt, contractas ordinis nitore illustrant, illustratas doctorum auctoritate roborant, è quorum sensibus prodierint. Hanc ob causam cùm disputationes de Sacramento Matrimonii à Patre Thomâ Sanctio Cordubensi è societate Jesu editas legerim ac relegerim, penèque admiratus doctrinæ præcellentiam, necessitatem, difficultatem, resolutionum acutiem, multas novas quæstiones non sine laude superadditas, statim cogitavi de opere universo in periochas reducendo, quò utriusque juris ac fori professoribus promptiùs pateret; alphabetico ordine distribui, memoriæ juvandæ causâ; loca auctoris apposui, auctoritatis conciliandæ ergo. Hæc sive tibi probentur, sive secùs, nobis sat erit, ut cum Martiali dicere possim :

Hæc, si displicui, fuerint solatia nobis.
Hæc fuerint nobis præmia, si placui.

Interim vale, dùm illuminante Deo alia aggrediar.

(1) Nihil de Soarez (Emmanuele Laurentio) suppetit historia, nisi quòd Ulyssiponensis presbyter theologus, præcipuam nominis laudem, vulgato præsenti Compendio, adeptus sit. Huic enim opusculo singulare illud pretium accedit, quòd cùm ordine alphabetico procedat, facilior inde rerum inquirendarum modus, ac via planior efficiatur ; cùmque præterea difficiles plerumque nec parùm castis auribus graves quæstiones strictiori calamo perstringat, quas in ingenti tractatu stylo liberiori Sanchezius prosecutus est, hinc meritò affirmare non dubitaverimus illam prioris auctoris epitomen magis et universaliùs quàm longum posterioris opus legendam et à multò pluribus aucupandam fore.

COMPENDIUM TOTIUS TRACTATUS
DE S. MATRIMONII SACRAMENTO
R. P. THOMAS SANCHEZ,
ORDINE ALPHABETICO DISPOSITUM.

Abbas.

Abbates, vel alii habentes jurisdictionem quasi episcopalem, possunt erga subditos dispensare in iis quæ Trid., sess. 24, cap. 6, de Reform. concedit episcopis, scilicet ut possint absolvere et dispensare circa omnes casus occultos nec deductos ad forum contentiosum, exceptâ irregularitate ex homicidio voluntario ; subditi tamen horum abbatum possunt ad episcopum confugere circa hos casus, lib. 8, disp. 2, num. 12.

Abortus.

1. Procurare abortum, aut medicinas applicare prægnanti ob ejus salutem, cum abortûs periculo, licitum est, quando probabiliter constat fœtum nondùm animatum esse; nunquàm tamen licitum est procurare abortum, ut occultetur peccatum matris ne infametur. Et idem dicendum si fuerit necessarium ad evitandum periculum vitæ, lib. 9, disp. 20, n. 9 et 10.

2. Quando probabiliter creditur fœtum esse animatum, licet prægnanti medicinis uti, quæ sunt per se et directè ordinatæ ad expellendos humores pravos, ut est venarum ruptio, etc. Item medico licet illas applicare, et tenetur, licèt prægnans eis uti non te-

neatur ; non tamen est licitum prægnanti uti medicinis quæ directè et per se sunt ordinatæ ad abortum ; secùs dicendum , quando medicinæ sunt æquè ordinatæ ad salutem et abortum , licèt de vitâ matris et fœtûs medici dubii sint, lib. 9, disp. 20, num. 14, 16, 18 et 19.

Absolutio.

1. Dùm in novâ constitutione reservatur absolutio alicujus peccati in odium illius, ut fecit Xistus V contra malè promotos ad ordines , ignorans invincibiliter constitutionem, non incurrit hanc reservationem ; secùs dicendum de ignorantiâ casuum reservationis superioribus ad bonum regimen Ecclesiæ , lib. 9 , disp. 32, num. 18.

2. Absolutio in foro conscientiæ fit extra confessionem ; secùs dicendum de potestate absolvendi in foro pœnitentiæ, lib. 8, disp. 34, num. 29.

Acceptio personarum.

Acceptio personarum non reperitur in faciliùs dispensante in matrimonii impedimentis cum divitibus et potentibus, lib. 8, disp. 19, num. 5.

Accusatio.

1. Accusare licet viro adultero jam dimisso, adulterium, ante sententiam admissum , quamvis in prius judicium non fuerit per viam actionis deductum ad instaurandum matrimonium , lib. 10 , disp. 9 , num. 25.

2. Accusatio adulterii,quoad pœnam criminalem et civilem , præscribitur quinquennio; secùs dicendum, quoad petendum divortium, quod nunquàm præscribitur, lib. 10, disp. 3, num. 9.

Actio, actor et actus.

1. Actio cui datur, eidem competit exceptio et retentio, lib. 6, disp. 38, num. 34.

2. Actus quando non valet ut agitur, tunc valet eo modo quo valere potest, quando est defectus ex parte causæ efficientis, lib. 1, disp. 20, num. 30, et disp. 21, num. 1 et 4.

3. Actus non operantur ultrà intentionem agentium , lib. 1 , disp. 21 , num. 1, et lib. 2 , disp. 36, num. 3.

4. Actus præsumitur factus secundùm propriam ejus naturam , lib. 1 , disp. 37, num. 4. Et in dubio præsumitur factus ita ut valeat, lib. 1 , disput. 38, num. 4, et lib. 3, disp. 35, num. 19.

5. Actûs appellatione non venit actus qui invalidus est , lib. 3 , disp. 2 , num. 5. Et actus invalidus non dicitur simpliciter talis, ibid.

6. Actûs annullatio et irritatio est pœna , quando est in odium transgredientis; secùs dicendum quando imponitur propter defectum alicujus solemnitatis requisitæ ad faciendum actum , lib. 3, disp. 4 , num. 8 et 9. Et obligat etiam ignorantes quoad nullitatem actûs, licèt non quoad alias pœnas , lib. 3, disp. 17, num. 10.

7. Actus præceptus fieri sub certâ formâ sine clausulâ annullativâ valet in ordinario eâ omissâ ; secùs dicendum de legato, lib. 3, disp. 32, num. 1 et 3.

8. Actus vitiatur ex parte conditionis, non verò ex omissione modi, lib. 3, disp. 33 , num. 2. Et actus etiam validus manet formâ omissâ, quæ jam in jure communi inest, nisi constet contrarium ex intentione omittentis formam, ibid., num. 3 et 4.

9. Si duo actus fiant eodem die, et non constat qualis eorum præcedat, præsumitur præcedere ille qui est necessarius ad actûs valorem, lib. 3, disp. 35, num. 19.

10. Actus voluntatis non potest esse coactus simpliciter quoad actus velle et nolle; secùs dicendum de actibus exercitis per alias potentias , ut ambulare, movere membra, etc. , lib. 4, disp. 1, num. 2.

11. Actus binus inducit consuetudinem, lib. 4 , disp. 1 , n. 22 , et actus in uno casu permissus, et in alio prohibitus, in dubio censetur factus in casu permisso, lib. 6, disp. 6, num. 4.

12. Actore nil probante juramentum déferendum reo in causis conjugalibus, lib. 7, disp. 113, n. 28.

13. Actus conjugalis in gratiâ exercitus, debitisque circumstantiis vestitus , est meritorius, et confert gratiam ex opere operantis tantùm, lib. 9 , disp. 1, num. 3.

Adoptio.

1. Adoptionis jurisperitorum definitio sic est, sc. : Actus legitimus per quem fit filius, aut nepos qui non est, penè naturam imitans; theologorum verò alia est, sc. : Extraneæ personæ in filium vel nepotem, vel deinceps legitima assumptio. Et est duplex , quædam perfecta, per quam adoptatus transit in potestatem adoptantis, et illi succedit, et dicitur arrogatio. Altera imperfecta , quæ dicitur simplex adoptio per quam non transit adoptatus in potestatem adoptantis, lib. 7, disp. 63, num. 1 et 2.

2. Adoptatus per adoptionem simplicem non est hæres necessarius ex testamento, benè ab intestato. Per arrogationem verò est necessarius hæres ab intestato, et ex testamento in quartâ bonorum parte. Item adoptari potest, qui non est sui juris, arrogari verò minimè. Item adoptio potest fieri auctoritate judicis competentis , arrogatio verò solâ principis auctoritate, et arrogator tenetur satisdare de restituendis bonis arrogati illis personis ad quas essent perventura. Item in adoptione non requiritur verbum utriusque expressum ; secùs in arrogatione , ibid. , n. 2.

3. Adoptans debet esse sui juris, major 25 annis, in arrogante verò requiruntur anni 40, et si habeat minùs non potest arrogare. Item in adoptante requiritur possibilitas ad generandum, vel si non possit, id non fit ex defectu naturali, sed ex casu accidentario ; item debet adoptans excedere adoptatum ætate 18 annorum ; item sacerdos potest adoptare, et mulier ex privilegio principis, ibid. n. 3.

4. Adoptio solvitur sex modis : 1° naturali morte adoptantis, 2° morte ejus civili , 3° ob nuptias incestuosas, 4° ob dignitatem episcopalem, 5° per sententiam, 6° per emancipationem, ibid., n. 4.

Adulter et adulterium.

1. Adulter potest petere debitum ab uxore , etiam

exigere, dùm alter ignorat ejus adulterium, vel suspicatur levibus indiciis. Est autem exigere petere rem debitam, et importat coactionem, petere autem minimè : petimus enim etiam gratis concedenda, lib. 10, disp. 1, num. 2, 4 et 5.

2. Adulterium est alieni thori violatio. Et ut fornicatio admissa post sponsalia de futuro non est adulterium, mutat tamen peccati speciem, dùm ultra fornicationem est injustitia adversa sponsalium fidei, et est necessariò confitenda solùm ex parte sponsæ de futuro, ex parte verò sponsi minimè, lib. 1, disp. 2, num. 2, 3, 4 et 7. Et filii concepti ex tali fornicatione sunt naturales, ibid. num. 8. Item non cessat ratio adulterii sponsâ de præsenti fornicante ex consensu mariti, ibid. n. 9.

3. Adulter perdit donationem propter nuptias post sententiam judicis, et post confirmationem sententiæ appellatæ, et si falsis testibus se tueatur, tenetur restituere solùm expensas litis, pœnam verò minimè : Item maritus interficiens uxorem adulteram, auctoritate judicis bona ejus statim ad filios pertinent quoad proprietatem et usumfructum, si non sint filiifamiliâs, sive sint ex alio, sive ex eodem matrimonio; si verò agatur civiliter, obtinebit maritus dùm superstes fuerit uxor adultera usumfructum illorum bonorum, etiamsi sint filii ex alio matrimonio, eâ verò mortuâ succedent plenè filii in eis, lib. 10, disp. 8, num. verò 12, 13 et 14.

4. Vir adulter potest pacisci cum uxore adulterâ, ut conniveat in divortium, ne ipsam criminaliter accuset, lib. 10, disp. 6, n. 10.

5. Vir innocens non tenetur uxorem adulteram ad suam pristinam amicitiam revocare, et vir jurans uxori se eam non accusaturum de adulterio futuro, non valet pactum, nec juramentum, quoad accusationem criminalem, secùs quoad civilem, sc. ad divortium et dotem petendam; fas tamen est viro adulteram emendatam sibi reconciliare, lib. 10, disp. 13, n. 1, 2 et 3.

6. Nullum extat præceptum divertendi ab uxore adulterâ pertinaci, et quantùmcumque publicâ, solâ attentâ ratione adulterii; tamen tenetur divertere ab uxore adulterâ, sive debitum negare ratione solùm præcepti vitandi scandali, et non oritur hæc obligatio ex præcepto correctionis fraternæ, nec ex aliquo præcepto ecclesiastico, nec ex periculo incertitudinis prolis vitandæ; et vir non satisfacit hujc obligationi uxorem retinens tanquàm sororem. Eximitur tamen ab illâ ubi delictum adeò occultum est, ut probare nequeat, videlicet quando vir aliter cavere scandalum potest, et nil refert utrùm vir sit innocens, necne; et tenetur obedire excommunicationi jubenti admittere non correptam adulteram. Item hæc obligatio dimittendæ uxoris in publico adulterio perseverantis, quando aliis mediis non satis consulitur scandalo cavendo ac suspicioni consensûs viri in adulterium, est sub mortali, nisi urgeat ad eam retinendam aliqua justa causa præponderans, ut damnum corporis vel animæ ipsius vel uxoris, et infamia; item spes emendandæ, dummodò caveat scandalum semper aliis mediis, et si non fuerint sufficientes ad id sedandum, erit scandalum passivum, et non activum. Nota tamen, quòd rarò obligat hoc præceptum dimittendæ uxoris adulteræ pertinacis, uxor tamen innocens nunquàm obligatur hoc præcepto dimittendi viri adulteri pertinacis, aut abstinendi ab actu conjugali, lib. 10, disp. 13, num. 4, usque ad 29.

7. Adulterii exceptio quando de illo agitur civiliter, ut quoad divortium, vel dotis amissionem, est peremptoria, atque ita opponi potest ante vel post litem contestatam, et quocumque tempore usque ad sententiam; secùs si agatur criminaliter, lib. 10, disp. 6, n. 12.

8. Adulteræ uxori est imposita pœna mortis, etiam quando matrimonium fuit nullum ob aliquod impedimentum; secùs dicendum si ob defectum consensûs, lib. 10, disp. 8, num. 32.

9. Conjux adulterii sui conjugis conscius potest in foro conscientiæ secluso scandalo ab ejus habitatione divertere, quamvis adulterium sit occultum; nec ad id desideratur sententia judicis, unde hæc dimissio cessante scandalo est licita, vel quando matrimonium fuit clandestinum. Item conjux adulter occultus expulsus, qui novit innocentem esse certum de adulterio, non potest petere restitutionem ad cohabitationem in foro conscientiæ; secùs si ignoret, nec conjux innocens certus sit. Item conjux cui constat matrimonium esse nullum, potest propriâ auctoritate divertere, si fieri potest sine scandalo, ita ut dimissus non sit restituendus; attamen in foro externo conceditur restitutio, quamvis impedimentum sit notorium, lib. 10, disp. 12, n. 31, usque ad 38.

10. Conjux innocens tacitè censetur condonare adulterii injuriam per copulam habitam cum conjuge adultero etiam occulto, sive petendo, sive reddendo debitum, et non licet ampliùs accusare, licèt copula habeatur celebrato jam divortio, et requiritur ut innocens sciat adulterium, et copula spontè habita sit. Item quando spontè et scienter retinet adulterum, et nullâ necessitate compulsus familiarem se exhibet illi; ut ridens, laudans, comedens, dans oscula et amplexus, spontè; secùs, si illa det compulsus Ecclesiæ præcepto, reddere debitum, et omnes hi actus per quos censetur condonare innocens, requirunt intentionem condonandi in foro conscientiæ, et si non adsit, non est condonatio; secùs in foro externo, l. 10, disp. totâ 14.

11. Adulter volens accusare adulteram criminaliter, quod licitum est, non tenetur illi reddere debitum, ibid., num. 8.

12. Vir non habens certitudinem, sed probabiles adulterii uxoris præsumptiones, ob quas justè inducitur ad credendum, non præjudicat juri divortii, nec accusandi reddendo debitum; secùs exigendo, ibid., n. 10.

13. Innocens ignorans adulterium uxoris, et sciens sodomiam, reddens debitum censetur solùm condonare sodomiam, et potest agere ad divortium ratione adulterii ignorati, ibid., n. 11.

14. Innocens reddens debitum ex præcepto judicis, sive adulterium sit notorium, sive occultum, non censetur remittere, ibid., n. 14.

15. Mulier reddens debitum adultero metu quocumque, licèt non sit cadens in constantem, non censetur condonare. Idem dicendum, quando debitum honestate servatâ negare non potest, ibid., num. 15.

16. Innocens existimans teneri se, vel deceptus ab aliquo id dicenti, reddens debitum adultero, non censetur condonare, ibid., num. 16. Item quod dictum est, eodem modo dicendum de sponsalibus, n. 24.

Ætas.

1. Ætas requisita ad jejunandum, requiritur omninò completa, de momento ad momentum computato nativitatis puncto, ut si die jejunii impleat aliquis ætatem 21 annorum, ante punctum quo implet, potest jentaculum sumere, et semel eo sumpto non tenebitur eo die jejunare, lib. 2, disp. 24, n. 23.

Affinitas.

1. Affinitas est propinquitas personarum ex carnali copulâ proveniens, et durat post mortem ejus qui causa fuit contrahendæ affinitatis. Non habet gradus, sed mensuratur inter affines juxta gradus consanguinitatis; et stipes in affinitate dicitur duplex illa persona, quæ per carnis copulam commiscetur, cùm utraque sit origo et radix hujus affinitatis. Unde linea affinitatis est duplex, sicut et consanguinitatis, quædam recta ascendentium et descendentium. Ascendentes sunt socer, socrus, noverca; descendentes verò gener, nurus, privignus. Alia verò linea est transversa collateralium, hi sunt qui alterutri sunt conjugi consanguinei in lineâ transversâ; et vir, et uxor non sunt inter se affines, sed principium affinitatis, lib. 7, disp. 64, n. 1, 2, 3, 4 et 5.

2. Affinitas non oritur ex solâ vasis feminei penetratione, non immisso intra vas viri semine. Et non habenda est fides, nisi in foro conscientiæ, copulam habentibus, ac seminis effusionem negantibus. Item nec oritur ex copulâ in quâ sola femina seminat, nec ex congressu spadonum consummantium intra legitimum vas, nec ex quâcumque extra vas pollutione, vel quibuscumque tactibus, nec ex copulâ sodomiticâ, lib. 7, disp. 64, num. 8, 9, 10, 11, 12 et 13.

3. Affinitas oritur ex copulâ extra vas, si virile semen quâcumque arte, vel matrice femineâ illud attrahente in vas femineum subintret, sive copula sit illicita, sive habita cum feminâ prorsùs invitâ, ignorante, ebriâ, dormiente et insanâ, sive copula sit omninò occulta. Et non requiritur ad contrahendam affinitatem semen feminæ; sufficit enim si vir solùm seminet; et affinitas non oritur ex matrimonio rato; sed est vera et propria publica honestas, lib. 7, disp. 64, à num. 15 usque in finem.

4. Affinitas orta ex matrimonio consummato est quid naturale, et oritur tempore infidelitatis etiam usque ad quartum gradum, quamvis matrimonium sit non consummatum. Affinitas tamen orta ex copulâ fornicariâ non est naturalis, nec ex sponsalibus initis tempore infidelitatis oritur aliquod naturale impedimentum, lib. 7, disp. 65, à n. 4 usque ad 9.

5. Affinitas orta sive ex matrimonio, sive ex fornicatione, in nullo gradu lineæ rectæ ita prohibet jure naturali matrimonium, ut illud irritum reddat; idem dicendum de gradibus affinitatis in lineâ transversâ, quamvis sit naturalis indecentia, lib. 7, disp. 66, n. 37 et 11.

6. Affinitatis triplex erat genus antiquitùs irritans matrimonium subsequens, primum erat inter personam copulâ licitâ vel illicitâ cognitam, vel è contra inter personam cognitam et consanguineos cognoscentis. Secundum inter virum affinem, et maritum seu uxorem sui affinis. Tertium erat cum marito seu uxore illius conjuncti secundo affinitatis genere; quæ affinitas extendebatur ad septimum gradum, et postea fuit restricta usque ad quartum tantùm, lib. 7, disp. 67, num. 1 et 3.

7. Affinitas hodiè solùm oritur ex copulâ licitâ vel illicitâ, scilicet inter habentem carnalem copulam, et sanguineos mulieris cognitæ, et è contra inter mulierem cognitam, et cognoscentis consanguineos, nec ex unâ affinitate oritur alia, et non extenditur ad alias personas, lib. 7, disp. 67, n. 2.

8. Affinitas orta ex copulâ illicitâ per concil. Trident., sess. 24, de Matrimonio, cap. 4, est restricta ad secundum gradum, sive sit orta ex stupro, vel alio quocumque illicito concubitu. Et ita est restricta, ut non sit incestus ultra secundum gradum accessûs ad consanguineam ejus cum quâ fornicatus est. Et affinitas superveniens sponsalibus, ea dirimit, lib. 7, disp. 67, à num. 4 usque ad 10.

Alimentum.

1. Vir tenetur præstare alimenta uxori lite motâ de valore matrimonii, quamvis illa indotata sit, lib. 2, disp. 4, n. 51.

2. Vir non tenetur alere uxorem, quæ in favorem matrimonii periculosam incisionem passa est, et mansit incurabilis, et judicatum fuit matrimonium irritum, lib. 7, disp. 93, num. 22.

3. Vir tenetur uxorem alere cohabitantem viro; secùs dicendum de uxore recedente ab illo absque ejus culpâ et cum magnâ temeritate, licèt vir dotem habeat, vel eam indotatam duxerit. Secùs dicendum, si uxor absit à viro propter nimias castigationes; et quamvis ob propriam culpam, ut hæresim, in carcerem perpetuum includatur, sive dos maneat apud ipsum, sive indotatam duxerit, dùm divortium non celebratur ratione hæreditatis, lib. 9, disput. 4, à numero 19 usque ad 23.

4. Si uxor, quæ culpâ suâ aberat pœnitentiâ ducta, ad virum rediens, jam tunc tenebitur illam alere; secùs dicendum, quando ob sævitiam mariti uxor inculpatè fugerat, si ad virum redire renuat, ille dans cautionem sufficientem de securitate, lib. 9, disp. 4, n. 25.

5. Vir tenetur alere uxorem, quando neutrius conjugis delicto separatio contigerit, ut ob morbum contagiosum, lib. 9, disp. 4, n. 25.

6. Vir tenetur priùs subvenire parentibus, et filiis

in extremâ necessitate, quàm uxori; secùs dicendum extra extremam necessitatem, lib. 9, disp. 4, n. 25.

7. Maritus inops non tenetur uxorem alere, etiam dote vel parte ejus promissâ ab extraneo non solutâ; secùs dicendum, si fuit promissa ab ipsâ uxore, vel parente, qui ratione impotentiæ non solvunt, nisi malitiosè promisissent. Et si vir alat uxorem non solutâ dote, et nil protestetur, non potest petere alimenta à promissore, lib. 9, disp. 4, n. 27, quoad maritum inopem et quoad alia, lib. 9, disp. 5, à n. 2 usque ad 7.

8. Vir tenetur alere uxorem, quam sine promissione dotis duxit, quamvis pater dives sit, et nolit constituere dotem. Secùs dicendum quando illa dives sit, et renuat constituere dotem, lib. 9, disp. 5, n. 8 et 9.

9. Quando uxor ducta est dotata, sed ad ejus delictum publicata est dos, si fortuito casu periit, tenetur vir uxorem alere; si verò culpâ uxoris dos publicata fuit, si parentes ejus sunt divites, non tenetur vir alere eam; secùs si sint pauperes, ibid., n. 10.

10. Vir non tenetur præbere alimenta uxori adulteræ, licèt ille causam dederit expellens eam injustè. Secùs dicendum, si vir expulisset eam, eo fine ut adulteretur. Et hoc totum procedit in foro conscientiæ; secùs in exteriori. Item non tenetur eam alere si in solis osculis et amplexibus deprehendatur, nec tenetur ministrare alimenta, et litis expensas uxori adulteræ durante lite intentatâ ad divortium. In foro tamen exteriori contrarium dicendum est, lib. 10, disp. 8, n. 24 usque ad 28.

11. Vir non tenetur præbere alimenta uxori adulteræ pertinaci, lib. 10, disp. 13, n. 17.

12. Uxor dives tenetur præbere alimenta viro et filiis. Item viro suâ culpâ bannito, exsulanti, et in triremibus versanti, lib. 9, disp. 4, num. 23 et 27.

13. Alimenta non sunt præstanda uxori viduæ transeunti ad secundas nuptias intra annum luctûs, dùm ei dos non restituitur. Secùs dicendum si relicta illi fuêre in testamento, lib. 7, disp. 87, n. 30. Filius tamen si fuerit dives ex maternâ substantiâ tenetur alere matrem pauperem secundò nubentem, et dotare. Secùs si aliunde sit dives, eodem lib. 7, disp. 88, n. 32.

14. Quæstione motâ de alimentis præstandis adulteræ à viro separatæ coram judice seculari, viroque excipienti de sufficienti causâ divortii, nempe de adulterio, debet secularis lite supersedere, donec ecclesiasticus judex quæstionem dirimat, potestque interim judicem secularem exhibere, libro 10, disp. 8, num. 17.

15. Alimenta, vel legata relicta uxori non debentur secundæ, quando proprio nomine expresso relicta fuêre primæ, nisi secundæ uxori nomen prioris imposuisset. Quando verò relicta fuêre sub nomine appellativo, si testator erat conjugatus tempore testamenti, intelligitur de præsenti solâ uxore, et si solutus erat matrimonio; non debentur posteriori uxori, lib. 7, disp. 91, à n. 58, 59 et 60.

Amentes.

1. Amentes et mente capti non possunt contrahere validè, nec sponsalia, nec matrimonium ex defectu deliberationis, lib. 1, disput. 8, n. 15. Secùs dicendum de habentibus lucida intervalla, ibid., n. 16. In dubio autem quando non constat eum de quo tractatur antea furore correptum esse, non præsumitur furiosus, sed sanæ mentis. Secùs quando constat aliquem dementiâ affectum fuisse, nec constat consuevisse habere lucida intervalla, ibid., n. 17. Et gaudens lucidis intervallis peccat contrahendo, et aliquando mortaliter, n. 18. Et ebrius tempore ebrietatis contrahens nihil facit, licèt haberet ante tempus ebrietatis voluntatem contrahendi; et non est simile de Baptismo, ibid., n. 19 et 20. Unde non sufficit ad sponsalia, et matrimonium voluntas virtualis, nisi quâ in se volitum est, ibid., n. 21. Et dantur aliqui amentes in unâ materiâ, et in aliis fruentes rationis usu, ita ut possint facere, et inire matrimonium, ibid., n. 23.

2. Conjugi non omninò ratione destituto, sed fatuo (id est simplici) tenetur alter conjux reddere debitum. Idem dicendum, si in unâ re fuerint amentes, et in alterâ non, vel si habeant lucida intervalla, lib. 9, disp. 23, à n. 1 usque ad 3. Et si ambo fuerint perfectè amentes, separandi sunt donec ad mentem redeant, et reus esset culpæ, qui eos ad copulam incitaret, ibid., n. 5. Etiam amentes non conjugatos conjungere, ut habeant copulam, est peccatum mortale, et habet easdem circumstantias, ac si illi essent suî compotes, quas tenetur confiteri qui eos incitavit, ibid., n. 6.

3. Quando alter conjux solus est amens ex naturâ rei, est licitus concubitus. Unde si non sit periculum abortûs, aut damni notabilis conjugis sani nulla erit culpa. Idem dicendum, quamvis sit periculum ut amens seminet extra vas; sed solùm est consilium abstinere tunc. Unde etiam licitus est concubitus quando uxor est mentis compos. Etiam est licitum uxori movere ad copulam conjugem insanum; secùs dicendum, si illa est amens, lib. 9, disp. 23, à n. 7 usque ad 9.

4. Probabilius est conjugem sanum non teneri per se, et ex naturâ rei debitum reddere amenti, quamvis nullum abortûs, aut damni conjugis periculum sit. Dicitur per se, quia si periculum sit in conjuge furioso negato sibi debito effusionis seminis, tunc tenetur per accidens. Quod periculum non habet locum in muliere, quando illa sit amens. Item est licita copula inter utrumque, vel alterum tantùm conjugem ebrium, lib. 9, disp. 23, à n. 10 usque ad 12.

Amplexus.

1. Amplexus et oscula non efficiunt suspicionem violentam, ita ut ex eis probetur adulterium, quand alia non concurrunt, lib. 10, disp. 12, n. 47.

Appellans, appellare.

1. Appellans à sententiâ jam latâ, tuens se falsis testibus, solùm tenetur solvere expensas litis, non

verò pœnam pecuniariam restituere, lib. 10, disp. 8, n. 14.

2. Appellatione sponsæ venit sponsa de futuro; et appellatione uxoris venit uxor de præsenti, nondùm cognita, quando materia est favorabilis, aut indifferens. Secùs dicendum, si fuerit odiosa, lib. 1, disp. 1, n. 2 et 3.

Annulus.

1. Sponsa non acquirit annulum traditum in Ecclesiâ tempore nuptialium benedictionum, si antea donatus erat, lib. 6, disp. 23, n. 10.

2. Traditio annuli ex se est signum æquivocum, unde secundùm consuetudinem loci significat sponsalia, vel matrimonium, et quando præcedunt, verba matrimonii operatur matrimonium; si verò sponsalium, sponsalia. Et, ut significet matrimonium, requiritur ut annulus ponatur in medio digito. Si verò non ponatur in medio, significat sponsalia, lib. 1, disp. 22, à n. 1 usque ad 4.

3. Quando habito tractatu inter amicos de matrimonio contrahendo, mittit sponsus arrhas, vel jocalia, nihil aliud exprimens, et sponsa acceptavit, sunt sponsalia. Idem dicendum, si femina requisita spontè manum dedit ad fidem recipiendam, lib. 1, disp. 22, n. 5 et 6.

Arbiter et arbitrium.

1. Arbiter et arbitrarius non possunt recusari, nisi existente novâ causâ, vel denuò cognitâ, lib. 7, disp. 113, n. 8.

2. Quando requiritur arbitrium alicujus, et ille non vult arbitrari, vel malè arbitratur, debet recurri ad judicem, lib. 1, disp. 34, n. 32.

Archiepiscopus et archipresbyter.

1. Archiepiscopi et episcopi possunt validè dispensare sine causâ in constitutionibus suæ synodi diœcesanæ. Secùs dicendum de decretis synodi provincialis, lib. 8, disp. 17, à n. 32 usque ad 37.

2. Archiepiscopus non potest adiri à subditis suffraganeis, ut retractet sententiam matrimonii his confirmatam, aut à quâ appellatum non est, quando postea error reperitur, lib. 7, disp. 100, n. 9 et 10.

3. Archipresbyter ecclesiæ cathedralis non potest interesse matrimonio, nec administrare alia sacramenta in totâ diœcesi. Secùs si esset deputatus, et esset annexum officio, sed hodiè non est talis consuetudo, lib. 3, disp. 27, n. 2.

Arrha.

1. Arrha, quæ est signum matrimonii contrahendi valet in sponsalibus. Sed ut valeat, requiritur, ut statim tradatur, etiamsi dicat: Do tibi centum pro pœnâ si matrimonium tecum non contraxero, et reipsâ tradat illa centum, lib. 1, dip. 25, à n. 2, 3 et 4.

2. Acceptio arrhæ probatur solâ confessione recipientis, quando contrarium non probatur, lib. 10, disp. 35, n. 5.

3. Arrhæ possunt constitui in quâcumque quantitate. Unde cautela est justa pro matrimonii securitate, magnas arrhas tradere et stipulari in quadruplum; et si contrahentes sint minores, facere, ut parentes tradant, lib. 1, disp. 35, n. 9 et 10.

4. Arrhæ possunt constitui in specie, ut in quodam fundo, et utrinque possunt opponi, lib. 1, disp. 35, n. 12 et 14.

5. Tradens arrhas, eas amittit si suâ culpâ matrimonium non sequatur. Eo autem secuto redeunt ad tradentem, et nil harum arrharum lucratur sponsa per osculum, lib. 1, disp. 36, n. 2 et 3.

6. Qui absque culpâ à sponsalibus resilit non amittit arrhas quas tradidit, sed ipsi restituendæ sunt, v. g., si ingressus est religionem, aut ignorabat impedimentum canonicum inter illos. Secùs dicendum, si conscius erat. Unde si sibi reddantur tenebitur restituere. Item non amittit arrhas, quando tradens arrhas in morâ non fuit ante obitum suum, vel recipientis, contrahendi matrimonium, lib. 1, disp. 36, n. 4, 5 et 6.

7. Quando alter contrahens solus tradit arrhas, et culpâ non tradentis matrimonium minimè sequitur; tenetur hic restituere duplum, id est, ipsas arrhas, et tantùmdem de suo patrimonio. Et si conventum sit ut restituat triplum vel quadruplum, tenetur ad hoc; tamen si fuerit minor 25 annis non tenetur ampliùs quàm ad id quod recepit, lib. 1, disp. 36, n. 7 et 8. Et hoc non habet locum in foro conscientiæ ante judicis sententiam, lib. 1, disp. 37, n. 4. Et debitor pœnæ conventionalis potest eam præscribere, si spatio triginta annorum non petatur, lib. 1, disp. 37, n. 5.

8. Quando uterque arrhas dedit, et recepit, injustè resiliens suas perdit, et quas accepit restituere tenetur. Quando utraque quantitas æqualis est, et omnia quæ dicta manent, ut non tradens arrhas teneatur ad duorum, et quadruplum, habent locum, etiam attento jure canonico, lib. 1, disp. 7, n. 9 et 11.

9. Pater tradens arrhas et promittens filiæ matrimonium, non amittit illas, si faciat quidquid in se est ut filia adimpleat, et illa non vult, lib. 1, disp. 36, n. 13.

10. Ille qui fornicatus est, vel aliud vitium patitur, ob quod si alter sciret, posset à sponsalibus validè contractis resilire; si dùm est, ignarus resiliat, lucratur arrhas, et potest eas retinere, lib. 1, disput. 68, n. 10.

11. Arrha apposita in contractu ingrediendi religionem cum religiosis, vel alio homine inito, est omninò irrita. Secùs in voto facto Deo, et in voto matrimonii ineundi quando validum est, lib. 1, disp. 39, n. 5 et 6.

Arrhæ Hispanæ.

1. Arrhas Hispanas non lucratur uxor putativa, quando uterque conjux credidit matrimonium valere, lib. 6, disp. 20, n. 3.

2. Arrhæ acquiruntur consummato matrimonio, et non per osculum, lib. 6, n. 18, disp. 22.

3. Arrhæ Hispanæ non sumuntur pro eo quod traditur in signum matrimonii contrahendi de quo actum est; sed sunt donatio facta sponsæ per sponsum in re-

munerationem pudicitiæ vel nobilitatis, vel dotis sponsæ, quas soluto matrimonio sponsa lucratur. Donatio verò propter nuptias antiquitùs non reddebatur soluto matrimonio, et hæc est differentia inter arrham et donationem propter nuptias, quæ conferebatur pro oneribus matrimonii, lib. 6, disp. 1, n. 1.

4. Arrhæ non dantur in præmium virginitatis, nec sunt restituendæ ab eâ quæ verè virgo non est, licèt à marito virgo crederetur, lib. 6, disp. 27, n. 3 et 4.

5. Arrhæ non requirunt insinuationem, licèt summam insinuationem ad sui valorem indigentem excedant, dummodò non excedant decimam bonorum partem quæ vir tunc possidet, lib. 6, disp. 29, n. 3. Et arrhæ possunt constitui ante matrimonium, vel post, sive sit consummatum, sive non, lib. 6, disp. 28, n. 1 et 2.

6. In regno Castellæ vir tantùm potest decimam bonorum partem pro arrhis promittere uxori. Potest tamen excedere octavam dotis sponsæ partem, et uxor etiam potest constituere arrhas viro, non excedendo decimam bonorum ejus partem, lib. 6, disp. 27, n. 1, 2 et 4.

7. Arrhæ possunt promitti de bonis præsentibus et futuris, uxorque eligere poterit tempus quo bonorum viri valor computandus sit, et tunc decimam bonorum non debet excedere, et promissio de solis bonis præsentibus intelligitur, si futura non exprimantur. Unde sola bona quæ tempore promissionis maritus possidebat, ad taxandam arrharum quantitatem, inspicienda sunt sive augeantur sive diminuantur. Idem dicendum, quamvis tempore promissionis nulla bona haberet; imò licèt vir obliget bona præsentia et futura pro arrharum securitate, nisi in promissione arrharum explicet se promittere de bonis futuris, promissio intelligitur facta de solis bonis præsentibus, lib. 6, disp. 29, à n. 5 usque ad 9. Et promittens arrhas, licèt non habeat hæredes necessarios, non potest excedere decimam bonorum partem, ibidem, n. 10.

8. Cùm de bonorum computatione faciendâ tractatur, ut liqueat quantitas decimæ arrharum, deducendum est omne æs alienum, et onera et tributa quæ solvuntur, et æstimandus est valor officiorum vendibilium; secùs de non vendibilibus. Item computanda sunt etiam illa ad quæ vir habet actionem, lib. 6, disp. 29, n. 11, 12 et 13.

9. Si arrhæ excedant decimam bonorum partem, non sunt omninò invalidæ, sed tantùm quoad excessum. Item dicendum si fundus excedens valorem decimæ constituatur nomine arrharum, vel sponsalitiæ largitatis, lib. 6, disp. 29, n. 14 et 16. Tamen quidam tertius, vel extraneus, vel viri consanguineus potest nomine arrharum ultra decimam bonorum validè uxori promittere; nisi donetur à consanguineis, vel extraneis, non verè de propriis bonis, sed sponsi, vel si donans vult ut donationem acquirat maritus, ibid., n. 8.

10. Decima arrharum computanda est secundùm bona quæ reverà erant promittentis tempore promissionis, lib. 6, disp. 3, n. 20. Et si bona fuerint majoratus, computatio debet fieri ad respectum usus-fructùs, seu redditùum, quos promittens arrhas percepturus est, toto vitæ suæ spatio, deductis expensis, lib. 6, disp. 31, à n. 1 usque ad 4.

11. Arrhæ ultra decimam non sunt validæ in foro conscientiæ quoad excessum, sed debent restitui, nullâ judicis sententiâ expectatâ, lib. 6, disp. 33, n. 2. Nec quoad excessum confirmantur juramento, nec obligant, nec indigent relaxatione, lib. 6, disp. 34, n. 2.

12. Uxor et ejus hæredes non tenentur probare esse arrhas intra decimam bonorum partem, ut eas obtineant, sed incumbit viro vel ejus hæredibus. Præcipuè quando uxor, vel ejus hæredes arrhas jam possident; vel adsunt aliquæ conjecturæ et præsumptiones quibus judices sibi quodammodò suadent, arrhas minimè excedere decimam, lib. 6, disp. 35, à n. 1 usque ad 5.

13. Arrhæ sunt extrahendæ ex eâ parte de quâ potest vir in præjudicium ascendentium vel descendentium disponere, ut in Castellâ de quinto bonorum, si filii supersint ex priori matrimonio, vel ex tertio si solos ascendentes habeat, et si tempore promissionis carebat filiis, sunt extrahendæ ex toto hæreditatis corpore, licèt post promissionem nascantur. Et sic potest, non obstantibus illis, pater in vitâ, vel in morte disponere de integro quinto, lib. 6, disp. 36, num. 14, 15 et 16.

14. Arrhæ non sunt solvendæ, quando dos promissa non solvitur. Et quando non solvitur integra dos, vel plus æquo æstimatur, potest minui pro ratâ dotis non solutæ, vel pluris æstimatæ, quantitas arrharum. Nisi matrimonium initum fuerit habitâ fide de dote certo tempore solvendâ, et ante id tempus matrimonium dissolutum fuerit. Tunc enim, licèt dos soluta non fuerit, tenetur vir, vel ejus hæres ad integras arrhas solvendas. Tenetur etiam ad integras arrhas, si vir partem dotis remittat, lib. 6, disp. 37, n. 1 usque ad 4.

15. Minor potest promittere arrhas de bonis immobilibus quæ servando servari possunt cùm judicis decreto. Et quando sine decreto promittat, et donet hujusmodi bona nomine arrharum, ratificabitur donatio hæc transacto quinquennio, postquàm minor impleverit 25 annos, lib. 6, disp. 38, n. 3, 7 et 8. Item potest minor promittere arrhas de bonis mobilibus, ut pecunia, solùm cum auctoritate curatoris, si eum habeat, et si sine eâ arrhas promittat aut donet, obligatur naturaliter. Et si minor det arrhas moderatè, non potest implorare restitutionis beneficium. Quando autem dicatur quantitas moderata, vel non, relinquitur arbitrio prudentis, ibid., n. 39, 40 et 41.

16. Promissio arrharum valebit facta à minori accedente juramento, sive bona sint mobilia, sive non; et sive intercedat auctoritas curatoris aut judicis, sive non; nec poterit uti beneficio restitutionis, nisi casu quo majori competat, ibidem, n. 43, lib. 6, disp. 38.

17. Filius familiàs potest donare arrhas inconsulto patre, etiam promittere, lib. 6, disp. 39, n. 11.

18. Mater quæ secundò non nupsit, quemcumque ex descendentibus meliorare potest in tertiâ et quintâ arrharum parte. Et melioratio generalis bonorum facta comprehendit arrhas. Potestque quintam partem cuilibet extraneo legare; et ita nullum est discrimen inter arrhas et cætera bona in regno Castellæ. Item habens solos ascendentes potest de solâ tertiâ arrharum parte in eorum præjudicium disponere in eodem regno Castellæ, lib. 6, disp. 40, n. 4 et 7.

19. Mulier secundò nubens tenetur reservare arrhas filiis prioris matrimonii, quas ab eorum patre accepit; et inter illos sunt æqualiter dividendæ ex testamento, aut ab intestato. Nec potest ex illis instituere majoratum, aut meliorare quemcumque eorum filiorum, sive vir dedisset arrhas, sive alius nomine ejus, lib. 6, disp. 41, n. 3.

Aspectus.

1. Aspectus et verba turpia inter conjuges absque pollutionis periculo, nunquàm sunt peccata mortalia. Erunt tamen venialia, si ad voluptatem, licita autem si ad procurandum copulam referantur, lib. 9, disp. 44, n. 13. Est tamen peccatum mortale, quando adsit periculum pollutionis; secùs dicendum si sola distillatio sequatur, lib. 9, disp. 45, n. 41 et 42.

2. Aspectus turpes inter omninò solutos sistendo in eorum delectatione, communiter non sunt mortales, sicut tactus, sed solùm veniales. Nisi aspectus sit ordinatus ad alium malum finem, vel sint valdè turpes, quamvis non ex libidine fiant, sed ex indiscretâ mortificatione, aut curiositate. Nisi ob solam curiositatem videat aliquis personam diversi sexûs nudatam brevi tempore, ut non detur occasio magnæ commotionis in corpore, vel si ratione ætatis puerilis, aut senilis, aut frigidissimæ complexionis cesset id periculum, commotionis magnæ in aspiciente, lib. 9, disp. 46, n. 21, et 22, 23 et 24.

3. Aspicere verenda alterius sexûs operta vestibus ita subtilibus, ut parum aspectui obstent, peccatum mortale est. Secùs dicendum de aspectu brachiorum, pectorum nudorum feminarum, secluso periculo alio. Et idem dicendum de videntibus crura mulierum in fluvio lavantium, quamvis adsit aliqua delectatio ex eo aspectu consurgens cessante alio periculo, vel malâ intentione, lib. 9, disp. 46, n. 25 et 26.

4. Inter personas ejusdem sexûs, vacat culpâ lethali, se nudas aspicere, vel verenda, ut quando natant, dummodò absit delectatio. Secùs dicendum quando vir feminam videt natantem, et è contra. Erit tamen lethale inter duos viros propter vehementem propensionem ad sodomiam, si adesset periculum consensûs. Vel ob personarum gravitatem, ut inter duos episcopos. Item non est mortale, sed tantùm veniale propria verenda aspicere ex quâdam curiositate absque aliâ malâ intentione, et periculo, lib. 9, disp. 46, n. 27 et 28.

5. Est mortale aspicere concubitum viri cum femina. Non est tamen communiter lethale aspicere concubitum brutorum, vel partes eorum fœdas turpiter commotas, nisi sit in aspiciente aliquâ delectatio sensualis, lib. 9, disp. 46, n. 29 et 30.

6. Quoties aspectus ratione delectationis notabilis venereæ, vel periculi est mortalis, fatendæ sunt circumstantiæ personarum; sicut in copulâ ipsâ, lib. 9, disp. 46, n. 31.

7. Liciti sunt aspectus et colloquia mutua sponsis de futuro, licitumque est frui voluptate, quæ inde nascitur, secluso pollutionis consensûsve in copulam periculo, et excusantur à mortali et veniali, si adsit finis honestus; et quando voluptas est finis, erunt venialia, dummodò aspectus non sit valdè impudicus, lib. 9, disp. 46, n. 54.

Assessor.

1. Assessor episcopi potest esse clericus conjugatus, lib. 7, disp. 46, n. 14.

Audire.

1. Verba amatoria audire vel loqui, quæ vulgò *requebros* appellamus, secluso periculo ruinæ, ob solam vanitatem, et ad conciliandum vanum amorem, levemque delectationem, non excedit culpam venialem, lib. 9, disp. 46, n. 37.

Auctoritas.

1. Auctoritates sanctorum, legum et conciliorum provincialium in decreto Gratiani insertæ vim canonis minimè habent, nisi ex pontificis aut concilii generalis decreto desumptæ sint, lib. 9, disp. 12, n. 5.

Avus.

1. Avus in regno Castellæ habet nepotem sub potestate, quando concipitur ante emancipationem filii, licèt nascatur post, lib. 7, disput. 82, n. 7.

B

Benedictio.

1. Benedictiones Ecclesiæ non sunt iterùm, recipiendæ quando matrimonium fuit nullum ob occultum impedimentum, et clam convalidatur, lib. 2, disput. 37, n. 13.

2. Benedictiones nuptiales sunt antiquissimæ, et ritus in ipsis consueti convenientissimè ab Ecclesiâ adhibentur ad ritè peragendos actus valdè appetitui carnis consonos, ad quos ordinatur matrimonium. Administratio earum solùm pertinet ad proprium parochum, vel alium ejus licentiâ, vel ordinarii, non obstante quâcumque immemorabili consuetudine aut privilegio. Et si aliquis, sive secularis, sive regularis ausus fuerit impertiri benedictiones alterius parochiæ sponsis, sine parochi vel ordinarii licentiâ, manet ipso jure suspensus tamdiù, quamdiù ab ordinario ejus parochi, à quo benedictio suscipienda erat, absolvatur, lib. 7, disp. 82, n. 1 et 2. Et ad dandas has benedictiones sufficit parochus utriusvis contrahentis, ibidem, n. 4.

3. Benedictionum omissio ex negligentiâ, si absit contemptus, non est mortale, sed tantùm veniale peccatum. Dicitur autem ex contemptu eas omittere,

quando quispiam perinde eas nihili facit, ac si essent res vanæ, libro 7, disput. 82, n. 6.

4. In regno Hispaniæ filiifamiliâs conjugati ante susceptionem benedictionum, non eximuntur à patriâ potestate, et habet pater retentionem ususfructûs de bonis adventitiis, et nepos conceptus ante eas susceptas, licèt nascatur post eas susceptas, sub avi potestate manet, sed filius, illis susceptis, manet sui juris, quoad favorabilia et odiosa, lib. 7, disput. 82, num. 7.

5. Attento jure ecclesiastico benedictiones non sunt impertiendæ secundis nuptiis, quando uterque, vel alter conjux in primis nuptiis eas accepit, lib. 7, disp. 82, n. 15. De consuetudine verò hodiernâ sola secundarum nuptiarum benedictio interdicitur, quando uterque conjux illam suscepit in alio conjugio. Quæ consuetudo non inducit præceptum. Et ut consuetudo legem aboleat, non desideratur scientia Pontificis, sed eo ignorante potest induci, lib. 7, disp. 82, n. 15, 20, 23 et 24.

6. Quando priores nuptiæ, in quibus uterque conjux benedictiones accepit, reperiuntur irritæ, in posterioribus nuptiis non sunt repetendæ benedictiones, lib. 7, disp. 82, n. 26. Et clericus benedictionem secundis nuptiis impertiens in casu non permisso, suspendendus ab ordinario. Quæ suspensio non est pœna ordinaria hujus delicti, sed arbitraria attentis circumstantiis, quæ gravius aut levius reddunt delictum. Et licèt absolutio hujus suspensionis esset reservata summo Pontifici, tamen hodiè jam sublata est talis reservatio per extravag. *Conversationi*, Joan. XXII, nondùm typis excusam, lib. 7, disp. 82, n. 28, 29 et 30.

7. Benedictiones jure veteri interdicebantur ab Adventu ad Epiphaniam, à Septuagesimâ usque ad octavam Paschatis, à diebus Rogationum ad octavam Pentecostes. Sed hodiè per Trident., sess. 24, de Matrimonio, cap. 10, sunt tantùm interdictæ ab Adventu usque ad Epiphaniam exclusivè, et à feriâ quartâ Cinerum usque ad octavam Paschatis inclusivè. Quæ prohibitio incipit à primis vesperis sabbati præcedentis primæ dominicæ Adventûs. In feriâ autem quartâ Cinerum, à mediâ nocte illius feriæ, consuetudine alicujus Ecclesiæ non servante oppositum, lib. 7, disput. 7, n. 1 et 2.

8. Sacerdos dans benenedictiones temporibus prohibitis peccat mortaliter, et gravi pœnâ arbitrio judicis plectendus est. Sponsi verò id præceptum transgredientes, sunt separandi ad tempus, scilicet dùm feriarum tempus durat; nisi sit periculum incontinentiæ in alterutro conjuge; tunc enim alia pœna injungenda arbitraria, ibid., num. 3, 4 et 5.

9. Episcopus non potest dispensare, ut temporibus prohibitis recipiantur benedictiones de jure ordinario. Secùs dicendum in casu urgenti, ubi non est recursus ad summum Pontificem. Tamen in feriarum tempore non prohibentur sponsalia de futuro, nec denuntiationes, lib. 7, disp. 7, n. 6, 7 et 8. Prohibita est etiam in his temporibus traductio sponsæ in sponsi domum, si aliquantulus sit excessus sub veniali. Et si fuerit moderata traductio, nulla culpa erit. Dicitur autem traductio solemnis, convivium et vanum lætitiæ signum, ibid., n. 15, 16, 17 et 18.

Beneficium.

1. Beneficium non amittitur per sponsalia de futuro; tamen amittitur per matrimonium validum, etiam nondùm consummatum, non expectatâ judicis sententiâ. Nec recuperatur sponsâ profitente. Amittuntur etiam accessus, regressus, et quælibet alia jura ad beneficium ecclesiasticum competentia, libro 7, disput. 42, à n. 1 usque ad 7.

2. Clericus contrahens matrimonium validum, retinendo beneficium peccat mortaliter, et tenetur dimittere illud, et potest impetrari tanquàm vacans, ac alteri conferri, et tenetur restituere omnes fructus à se post matrimonium initum perceptos; nec potest matrimonio jam contracto resignare beneficium in favorem tertii, lib. 7, disp. 42, à n. 10 usque ad 13.

3. Beneficia non amittuntur ipso jure per matrimonium contractum invalidè, quâcumque de causâ sit nullum; sive eò quòd sit in sacris constitutus, sive ob consanguinitatem, vel aliud impedimentum dirimens, sive scienter, sive ignoranter, sive ex defectu ætatis quocumque modo, vel defectu consensûs, vel quando est nullum eò quòd fuit sine parocho. Tandem potest clericus resignare beneficium tertio post matrimonium contractum irritum, antequàm eo privetur per judicis sententiam, lib. 7, disp. 42, à n. 1 usque ad 9.

4. Quicumque conjugatus est incapax beneficii etiamsi habeat animum sumendi statim ordines, lib. 7, disp. 42, num. 14.

5. Capax est beneficii conjugatus, quando legitimâ uxoris licentiâ obtentâ, ad sacros ordines promovetur, ipsâ sene promittente continentiam, aut juvene profitente. Idem dicendum de illo qui ob uxoris adulterium legitimè ad ordines promovetur, ibid., n. 16.

6. Suscipiens, vel recipiens conjugatus beneficium non juvatur regulâ de triennali possessore. Secùs dicendum de aliis inhabilibus, ut irregularis, aut excommunicatus, ibid., n. 15.

7. Ut conjugatus obtineat beneficium, solus papa dispensat, sive sit curatum, sive simplex, ibid., n. 18.

8. Beneficia non vacantia ipso jure potest beneficiarius lite pendenti antequàm privetur ipsa resignare, non obstante quòd alius impetrârit, si clericus his privetur. Et non obstante eâ impetratione, si episcopus posset dispensare; ut ille delinquens retineret beneficium, non impediretur ea dispensandi facultas, lib. 7, disp. 42, n. 42.

9. Conjugatus beneficii incapax, est quoque pensionis incapax, nisi sit capax ex dispensatione Pontificis, lib. 7, disp. 44, n. 9

10. Recipiens beneficium curatum, animo recipiendi sacerdotium intra annum, non tenetur fructus perceptos restituere eo tempore quo sanam habuit intentionem, quamvis postea mutatâ voluntate non promoveatur intra annum. Idem dicendum de reci-

pienti animo non promovendi, et postea voluntate mutatâ intra annum promoto, l. 7, disp. 45, n. 1, 7, 8 et 9.

11. Qui recepit beneficium curatum, hæsitans an promoveatur, aut conditionali intentione, nimirùm ascendendi ad ordines tempore sibi jure præfixo, nisi interim felix ejus quid sibi contingat, ut mors fratris primogeniti; non tenetur fructus restituere, si loquamur de conditionali. Si autem animus sit verè dubius et hæsitans, secùs dicendum, lib. 7, disp. 45, n. 10.

12. Qui recepit beneficium curatum cum intentione promovendi, et postea mutatâ, non promotus est, non tenetur fructus perceptos restituere à tempore quo mutavit intentionem. Item non peccat accipiens illud animo non retinendi in perpetuum, sed donec pinguis fiat, lib. 7, disp. 45, n. 11 et 12.

13. Recipiens beneficium curatum intentione non promovendi intra annum, nec promotus est, tenetur in foro conscientiæ restituere fructus perceptos eo tempore iniquæ voluntatis, et peccat mortaliter. Attamen statim acquisivit dominium, etiam durante malâ intentione, lib. 7, disput. 45, n. 1, 2, 3, 4 et 5.

14. Peccat mortaliter, sed non tenetur ad fructus restituendos recipiens beneficium simplex, cui est annexus ordo sacer, cum animo non sumendi ordines, sed transeundi ad matrimonium. Idem dicendum, si animus sit dubius. Secùs si conditionalis. Dicitur autem beneficium cui annexus est ordo sacer, illud quod obligat ad onus aliquod petens ordinem sacrum, lib. 7, disp. 45, n. 13, 14 et 15.

15. Beneficium simplex, cui non est annexus ordo sacer, recipiens animo contrahendi matrimonium, non peccat mortaliter, sed tantùm venialiter. Idem dicendum de acceptante pensionem eodem animo, libro 7, disput. 45, n. 19 et 20.

16. Collatio beneficii aut præsentatio irrita, confirmatur dispensatione supervenienti, et non indiget aliâ novâ collatione, aut præsentatione, lib. 8, disp. 7, n. 12.

17. Beneficium principis est latè interpretandum, quando nihil contra jus, sed præter disponit, lib. 8, disp. 1, n. 4.

Bestialitas.

1. Bestialitas est causa divortii. Secùs dicendum est, si concubitus fit cum bestiâ mortuâ, lib. 10, disp. 4, n. 14.

Bigamia.

1. Irregularitas bigamiæ fuit inducta propter defectum significationis conjunctionis Christi cum Ecclesiâ, quæ conjunctio est unius cum unâ. Et cùm bigamus cum pluribus contrahit, defectum in Matrimonii Sacramento patitur, et ideò dicitur ex defectu Sacramenti, lib. 7, disp. 83, n. 1.

2. Triplex est bigamia, alia vera, scilicet quoties quis duplex matrimonium legitimum init, utrumque consummans. Alia interpretativa, quando unum aut utrumque ex duobus matrimoniis fuit nullum, consummatis ambobus; vel cùm quis ducit non virginem, vel si virginem eam post adulterium cognovit. Alia est similitudinaria, quando in sacris constitutus aut professus contrahit, ac consummat etiam cum unica et virgine, lib. 7, disput. 84, n. 2.

3. Irregularitas bigamiæ nunquàm contrahitur absque matrimonio valido, vel irrito, interveniente in utroque copulâ carnali intra vas femineum. Intellige in foro conscientiæ; secùs in externo. Et non requiritur seminatio mulieris; sed sufficit recipere semen ex quâcumque arte, licèt vas non corrumpatur membro viri, lib. 7, disp. 83, à n. 3 usque ad 7. Non tamen erit bigamus contrahens cum feminâ ab alio cognitâ cum copulâ extra vas, aut sodomiticè, ibid., n. 7.

4. Irregularitas bigamiæ solo jure pontificio inducta est, ac proinde potest Pontifex in illâ dispensare, lib. 7, disp. 86, n. 6.

5. Episcopus non potest dispensare in bigamiâ verâ, vel interpretativâ quoad ordines sacros suscipiendos; secùs quoad ordines minores, et quoad usum susceptorum, et quoad bigamiam interpretativam provenientem ex delicto occulto. Secùs dicendum de quâcumque aliâ bigamiâ verâ vel interpretativâ, licèt bigamus ad religionem transeat. Poterit tamen dispensare in verâ et interpretativâ, urgente necessitate ministrorum, quando non est via ad pontificem ratione distantiæ regionis. Idem poterit in similitudinariâ, quando clericus vel professus contraxit cum unicâ et virgine; secùs si cum viduâ et corruptâ, vel duplex init matrimonium; non poterit tamen episcopus dispensare cum clerico ducente viduam, quoad officium; secùs quoad beneficium, lib. 7, disput. 86, à num. 11 usque ad 23.

6. In dispensatione bigamiæ requiritur explicatio illius specificè, et non satis est dicere esse bigamum. Et item necessarium est facere mentionem bigamiæ veræ, interpretativæ et similitudinariæ, si simul concurrant, lib. 7, disput. 86, n. 24.

7. Bigamiæ irregularitas contrahitur per duplex matrimonium contractum ante Baptismum, vel unum antea, et aliud postea, vel unicum cum corruptâ, vel cognoscens uxorem adulteram; quæ non tollitur per Baptismum, sed manet postea, lib. 7, disp. 83, à n. 8 usque ad 10.

8. Nulla bigamiæ irregularitas tollitur per professionem; demptâ eâ quæ oritur defectu natalium, scilicet illegitimus quoad ordines tantùm, non verò ad dignitatem, lib. 7, disp. 86, n. 2, 3 et 4.

9. Bigamia interpretativa dicitur talis, quia deficit à verâ, quatenùs verè non dividitur caro in plures. Et quatuor modis invenitur: 1° per matrimonium duplex, unum validum, et alterum irritum, vel ambo irrita, licèt contrahens ignoret nullitatem, putans esse verum; 2° per matrimonium cum viduâ cognitâ à primo marito; 3° per matrimonium cum corruptâ per fornicationem; 4° per copulam carnalem cum uxore ductâ à se virgine post adulterium ab illâ factum, licèt ab illo non sciatur illud, lib. 7, disput. 84, n. 1, 2, 6 et 15.

10. Irregularitas interpretativa non contrahitur quando quis ducit virginem, putans eam esse corruptam, lib. 7, disp. 84, n. 8. Item non est irregularis corruptus ducens virginem, nec ducens uxorem viduam, vel fornicariè cognitam invalidè propter aliquod impedimentum, licèt sit validum juxta præsumptionem Ecclesiæ. Item non est irregularis ducens feminam à se solo defloratam, lib. 7, disp. 84, num. 9, 10, 11, 12 et 14.

11. Est bigamus ille qui duxit virginem, et post adulterium eam cognovit, sive scienter, sive ignoranter, etiam Ecclesiâ præcipiente, et licèt illa vi cognita sit in adulterio, ibid., num. 15, 16 et 17. Utrùm autem hæc irregularitas sit ex delicto an non, affirmat doctor, ibid., n. 6.

12. Clericus in sacris constitutus, vel professus, cum viduâ cognitâ à priori viro, vel virgine contrahens, est bigamus similitudinarius. Secùs de transeunte ad nuptias habente votum castitatis, vel de contrahente cum muliere tale votum habente, lib. 7, disp. 85, à num. 1 usque ad 12.

Blanditiæ.

1. Blanditiæ principum et superiorum incutiunt metum viri constantis, quando insunt tacitæ minæ, ut quia princeps solet sævire in suis blanditiis resistentes; lib. 4, disp. 7, num. 3.

2. Blanditiæ non incutiunt metum levem, ita ut ei extorta sint restituenda, ut solent meretrices facere cum verbis amatoriis, lib. 4, disp. 11, n. 1 et 2.

Bona.

1. Bona subjecta restitutioni possunt alienari pro dote filiæ contrahentis matrimonium, vel ingredientis religionem, lib. 4, disp. 26, n. 7.

Bulla.

1. Privilegio bullæ concedentis receptionem Sacramentorum à quolibet sacerdote, non potest interesse matrimonio qui non est proprius parochus, lib. 3, disp. 19, n. 3. Et bullæ cruciatæ vel jubilæi privilegia sunt strictè intelligenda, lib. 8, disp. 4, n. 7.

2. Virtute bullæ possunt commutari vota partim in temporale belli subsidium, et partim in quævis pietatis opera; non tamen sufficit minima pecuniæ quantitas, factâ reliquâ commutatione in opera pia, sed relinquitur arbitrio confessoris inspectis gravitate voti commutandi, ac facultatibus voventis, lib. 8, disp. 15, n. 1.

3. In bullâ cruciatâ vel jubilæo vota censentur reservata solùm ea quæ sunt summo Pontifici reservata. Unde vota quæ commutari possunt virtute bullæ sunt hæc : Votum temporale castitatis; votum castitatis conjugalis; votum non petendi debitum, licèt sit factum de communi consensu; votum conservandæ virginitatis, quando constat non esse castitatis; votum non nubendi, quando non est factum in favorem tertii; votum assumendi ordines sacros; votum disjunctivum, cujus altera pars est reservata, ut castitatis, vel assumendi ordinis sacri, si nondùm pars reservata electa sit; votum assumendi habitum beatarum; votum ingrediendi ordinem militarium, dempto ordine D. Joannis; votum item perseverandi in religione, ut tempore novitiatûs liceat ex causâ justâ egredi; item votum religionis, ut non impleatur tempore præscripto, sed aliquandiù differatur; votum strictioris religionis, ut vovens ad laxiorem transeat, erogatâ aliquâ eleemosynâ in belli subsidium, quæ suppleat eum religionis strictioris excessum, vel additis cum hâc eleemosynâ aliis operibus piis, quibus suppleatur; item vota castitatis vel religionis post Pontificis commutationem in materiam non reservatam. Item vota castitatis emissa à conjugatis in omnibus casibus in quibus potest episcopus dispensare; item vota pœnalia castitatis et religionis, etiam impletâ conditione : secùs dicendum de votis in casibus in quibus potest dispensare episcopus ratione solius necessitatis; unde non potest commutari votum castitatis, quando post illud est contractum matrimonium, ut possit vovens petere debitum, lib. 8, disp. 15, à n. 3 usque ad 10.

4. Virtute bullæ possunt commutari omnia juramenta religionis seu castitatis pœnalia, seu conditionalia, sive impletâ conditione, sive non. Secùs dicendum de juramentis absolutis, lib. 8, disp. 15, n. 11. Etiam potest commutari juramentum et votum simul quando est factum juramentum in confirmationem voti. Secùs si independenter à voto; et in dubio præsumitur factum ad confirmationem voti, lib. 8, disp. 2, n. 23. Quæ commutatio votorum potest fieri etiam post impetratam talem commutationem aut dispensationem à Pontifice; et si negata sit ab illo, vel quando pœnitens se præsentaverat Pontifici de mandato confessoris nolentis commutare, sive non potentis, vel quamvis sciatur Pontificem nunquàm commutare, nisi in certa opera, ut menstruas confessiones, lib. 8, disp. 14, n. 7 et 8.

5. Virtute bullæ potest commutari pœna pecuniaria jam debita ex fractione voti pœnalis, vel etiam ex voto directo, ut si promisi quotidiè dare certam eleemosynam, et aliquibus diebus non erogavi, lib. 8, disp. 15, n. 14.

6. Durante bullâ vel jubilæo, potest confessarius votum commutare dicens : Commuto tibi ex nunc hoc votum in id quod quidam vir doctus judicârit commutandum; et violans votum ante declarationem viri docti non est reus illius, lib. 8, disp. 15, n. 15.

7. Transacto jubilæo possunt commutari vota ante illud emissa, nec tunc commutata, sive præcedenti generali commutatione, sive non; idem dicendum de dispensatione irregularitatis; idem quando pœnitens memor fuit voti, et noluit tempore jubilæi petere talem commutationem. Idem dicendum de eo qui præmissâ sufficienti conscientiæ discussione nullius culpæ mortalis meminit, et ideò non fecit confessionem, implevit tamen cætera opera in jubilæo petita. Secùs dicendum transactâ bullâ cruciatâ, lib. 8, disp. 15, à num. 16 usque ad 19.

8. Intendens lucrari jubilæum, et postea illud non lucratus est, manet absolutus à reservatis, et à commutatione votorum, si intendat lucrari jubilæum

tempore absolutionis. Idem dicendum de aliis dispensationibus virtute jubilæi; quamvis confessarius commutârit vota non præscribens opera subrogata, et licèt voti non fuerit conscius confessarius, sed generaliter sic commutârit omnia vota. Idem dicendum si in confessione oblitus sit alicujus reservati. Secùs si non præcedat confessio, cò quòd non habebat conscientiam peccati mortalis, lib. 8, disput. 15, num. 20, 21 et 22. Et si tempore jubilæi non fuit commutatio facta voti obliti, postea eo non obtento, non potest fieri, ibid., n. 23.

9. Intendens lucrari jubilæum, et post confessionem minimè lucratus est, licèt obtineat casuum absolutionem, et votorum commutationem, nullam culpam committit, libro 8, disp. 15, n. 24.

10. Commutatio votorum virtute bullæ, vel jubilæi, ut fiat, necessariò non requiritur confessio, lib. 8, disp. 15, n. 25.

11. Bullæ cruciatæ privilegia non expirant morte Pontificis, lib. 8, disp. 28, n. 93. Et non censentur revocata per jubilæum, quod conceditur vigesimoquinto anno, et ita fuit defensum à doctore, anno 1600, ut ille testatur, lib. 8, disput. 33, n. 10.

12. Virtute bullæ *cruciatæ* est eligibilis confessor semel approbatus ab ordinario, cujus licentia occultè est revocata, ita ut sit communis error. Idem dicendum, si sit irrita ob defectum occultum communiter ignoratum, et idem de parocho, cujus beneficii collatio fuit irrita ob defectum communiter latentem, lib. 8, disp. 34, n. 14.

C

Cantilena.

1. Canere vel facere cantilenas turpes plenas lasciviis, peccatum est mortale, lib. 9, disput. 46, n. 24.

Canonicus.

1. Canonicus dispensatus in ætate ad ordines, habet vocem in capitulo, à quâ erat incapax ratione defectûs ordinis subdiaconatûs, lib. 8, disp. 1, n. 23.

2. Canonicus ut sit capax commissionis à Papâ factæ, sufficit esse in dignitate tempore præsentationis rescripti, etiamsi non habeat eam tempore impetrationis; et quocumque temporis puncto, cessante dignitate, transit commissio ad successorem in dignitate. Secùs dicendum quando commissio est personalis, lib. 8, disput. 27, n. 12 et 28.

Capellania.

1. Accipiens aut retinens capellaniam absque animo saltem conditionali ascendendi ad sacerdotium, quando ea habet onus missarum per capellanum implendum, peccat mortaliter. Secùs dicendum si fideliter impleat onus, et redditus non excedant centum nummos aureos, nisi aliud constet ex verbis institutoris, lib. 7, disp. 45, n. 15.

Capitulum.

1. Capitulum sede vacanti potest dispensare in omnibus casibus occultis concessis episcopo. Secùs dicendum de commissione factâ episcopo tanquàm Sedis Apostolicæ delegato; et quando non competit episcopo via ordinaria, lib. 8, disp. 2, num. 10.

Cardinalis.

1. Ut conjugatus fiat cardinalis, solùm requiritur sumere ordines sacros sine ingressu religionis uxoris, licèt ille non creetur episcopus, lib. 7, disp. 41, num. 4.

Catechismus.

1. Catechismus est instructio fidei quæ fit ante januam Ecclesiæ super baptizando, diciturque sic à *cathechizo*, quod est instruo. Et attento jure antiquo contrahebatur ex illo impedimentum impediens per professionem fidei nomine infantis factam, et extendebatur ad personas et gradus, ad quas cognatio ex Baptismo orta, sive sit, vel esset ante Baptismum, sive post, sive simul, et non oriebatur ex exorcismo; quod impedimentum impediens est omninò sublatum per conc. Trid., sess. 24, de Matrimonio, c. 2, lib. 7, disp. 10, à n. 1 usque ad 12.

Causa.

1. Causa justa dispensandi in denuntiationibus, non solùm est suspicio malitiosi impedimenti, sed sunt multæ aliæ arbitrio ordinarii. Prima, est contrahentium pudor, aut verecundia orta ex disparitate nobilitatis, ætatis, vel divitiarum, vel quando ambo sunt senes. Secunda, quando est infamia concubinarii existimati diù conjugati. Tertia, si sint magnates, licèt non sit timor impedimenti. Quarta, appropinquitas temporis quo benedictiones interdicuntur, et est periculum consummandi matrimonium ante illas, vel fornicationis ante contractum matrimonium. Quinta, quando prius matrimonium contractum publicè, reperitur nullum ob aliquod impedimentum occultum. Sexta, consanguinei impedientes injustè; et pater dicitur injustè impedire, quando dolo, vi, vel falsitate, vel calumniis impedit. Secùs quando cum precibus. Idem dicendum, si parentes impediant ratione consumendi patrimonii, et debent judices esse intenti in capiendâ informatione malitiosi impedimenti, si testes deponant de auditu, et sæpè datâ operâ coram testibus contradicant aliqui cum minis ad fingendum justam causam. Unde inquirendum est de contradictionis causâ, et videndum an sit verisimilis et justa, ob disparitatem; et an sit timor, injustis modis fore ut impediatur matrimonium, attentâ personarum conditione, ut minis, fraudibus. Septima est quando parentes, vel tutor volunt ut virgo indigno nubat. Octava, quando expedit valdè conjugium, et timetur impediri. Idem si virgo deflorata sit, et existat periculum in morâ, vel quando est infamata, cùm non esset virgo, vel quando est periculum resiliendi à fide datâ. Nona est repentinus casus contrahendi matrimonium, ut si duo essent plectendi, quia concubinarii. Decima est periculum animæ, ut meretrix, vel concubinarii volentes contrahere. Undecima est vitatio scandali statim inito matrimonio. Duodecima est quando duo volunt in articulo mortis contrahere ad legitimandam prolem. Idem, non existente sobole, ut transitus sit securior; et antequàm dispenset ordinarius, debet informari an aliqua impedimenta sint inter contrahentes, lib. 3, disput. 9, à num. 10 usque ad 20.

2. Causæ desideratæ in voti ordinis sacri aut professionis dispensatione, sunt pax totius regni, ejusve ad fidem conversionis, et quæcumque urgentissima valdè boni communis. Et non sufficit bonum privatum ipsius voventis, lib. 8, disp. 8, n. 2, 3 et 8.

3. Causa justa dispensandi in impedimentis dirimentibus, satis est, ut referatur ad bonum commune indirectè; et quando in conc. Trident., sess. 24, cap. 5, de matrimonio statuitur ne in secundo gradu consanguinitatis dispensetur, nisi inter magnos principes, nomine illorum intelliguntur soli domini titulares; et decretum non procedit in publicâ honestate, etiam in primo gradu, nec in quocumque gradu affinitatis fornicariæ; Papa verò ex benignitate solet dispensare cum personis inferioris notæ, licèt non adsit nisi tantùm bonum privatum, et ejusmodi causæ sunt: 1° Matrimonium jam initum cum ignorantiâ rigoris prohibitionis Trident. 2° Proles jam habita. 3° Diuturnitas matrimonii malè contracti. 4° Scandalum in separatione oriturum. Ultima, clementia Pontificis, cùm puella pauper sit, velitque patruelis ipsam ducere, ac honestè dotare. Et licitè dispensatur faciliùs cum divitibus et potentibus, et allegata nobilitas intelligitur ex parte patris tantùm; et quando allegatur quòd contrahentes sunt principales, vel ex principalioribus, intelliguntur viri potentes, et valdè divites. Item causa urgentior requiritur in dispensatione gradùs consanguinitatis, quàm affinitatis. Idem dicendum de lineâ rectâ respectu transversæ, et de cognatione spirituali respectu carnalis, lib. 8, disput. 19, à num. 1 usque ad 7.

4. Causæ communiter assignatæ sunt hæc: Prima est extinctio magnæ litis, evitatio scandali inter cognatos, et obviatio alicujus magni delicti. Secunda est non reperiri æquale conjugium ob angustiam loci, vel ob magnam sobolem, quæ verificatur, licèt in locis circumvicinis reperiatur, et non solùm verificatur ratione generis æqualitatis, sed etiam morum, ætatis et filiorum, vel ingenii, lib. 8, disp. 19, à numer. 8 usque ad 15.

5. Tertia causa est defectus dotis competentis ad nubendum æquali, ibid., num. 16. An verò sit causa justa dispensandi, quando dos feminæ est sufficiens ad nubendum sibi æquali, at minùs sufficiens respectu viri eam ducere volentis? negat Doctor. Item nec augmentum dotis, et patrimonium mulieris habentis dotem competentem, ibid., num. 17 et 18. Causa tamen est justa, quando cognati in tertio gradu, sub conditione matrimonii inter se ineundi, instituti sunt hæredes, quando hæreditas est opulenta; secùs si sit parvi momenti. Idem dicendum si patrimonium feminæ litibus implicatum est, et mulier destituta est homine qui litem tanquàm propriam gerat, et consanguineus est valdè necessarius ratione peritiæ litis, vel aliâ de causâ, num. 19 et 20. Femina non censetur pauper et dote carens, nil possidens, quando pater est dives. Secùs si careat jure succedendi, vel quando legitima ad dotem non sufficit, licèt melioretur à patre præ aliis filiis, quod est maximè verum in regno Castellæ. Vel quando frater, vel alius quicumque vult eam dotare nullo præcedente pacto; secùs, si præcedat pactum dotandi cum conditione nubendi consanguineo, num. 21, 22, 23 et 24. Dicitur verò pauper et carens dote, si parentes nequeunt aut non possunt dare competentem dotem, et indiget illâ ad ducendam vitam honestam, num. 25. Non censetur verò dote carens competenti, quando renuntiavit bonis animo, ut titulo paupertatis impetraret dispensationem ad nubendum consanguineo; secùs, si non eo animo, num. 26. Et mulier potest renuntiare legato vel hæreditati ut dispensatio effectu non defraudetur, si renuntiatio fiat ante acceptationem tacitam vel expressam, ne valor dispensationis cesset, sive sit antequàm mittat Romam, sive post dispensationem Pontificis. Item non fraudatur dispensatio, si hæres, vel legataria instituta sit, illâ inscià, et post initum matrimonium pervenit hæreditas vel legatum, num. 27 et 28.

6. Quarta causa est conservatio divitiarum in eâdem cognatione, ibid., num. 30. Quinta causa est illustris familiæ conservatio in eodem sanguine, n. 31. Sexta causa est excellentia meritorum sive dispensationem petentis, sive ejus cui petitur, ut si strenuè pugnavit contra infideles, ibid., num. 32.

7. Septima causa est proles habita ex consanguineâ, quando bonâ fide suscepta est, scil. per matrimonium putativum verum, ibid., numero 33. Quando causæ singulæ non sufficiunt, multæ aggregatæ adjuvant, ut allegare orbitatem à patre vel parentibus, num. 34. Et quando gradus est remotus, sufficit absque causâ copiosior pecuniaria compositio ad sumptus publicos, ibid., num. 13.

8. Causæ sufficientes ad relaxanda juramenta in solum Dei honorem facta sufficiunt ad similium votorum dispensationem, lib. 7, disp. 20, n. 1. Item causæ sufficientes ad dispensationem aliorum votorum erunt etiam sufficientes ad dispensandum in votis castitatis et religionis, habentes proportionem illis debitam, ibid., n. 2.

9. Ad dispensandum in voto requiritur causa illius executioni obstans. In commutatione verò sufficit quæcumque occasio. Unde non est causa justa ut dispensetur in voto, conferre magnam pecuniæ quantitatem, nullâ existente causâ obstante, tamen ut commutetur votum sufficit, lib. 8, disp. 20, n. 3, 4, 5 et 6.

10. Causa obstans vel est ex parte materiæ, vel ex parte voventis: prima ex parte materiæ est dubium viri prudentis, an res promissa sit facta mala, aut inutilis, aut majus bonum impediens, et in dispensatione major bonitas boni impediti spectanda est, non tantùm in se considerata, sed etiam quatenùs obligat ex voto. Tamen in commutatione sufficit bonum in quod commutatur, ut sit melius, vel æquè bonum tantùm in se consideratum. Et item in dispensatione non requiritur certitudo sufficientiæ causæ. Secunda causa est dubium an quis voverit, vel an votum obliget, ob materiæ vel animi se obligandi defectum, lib. 8, disput. 20, à num. 7 usque ad 11.

11. Causa sufficiens ad dispensandum ex parte voventis est quando datur facilitas et imprudentia in vovendo, deficiente maturâ deliberatione. Item ex causâ impubertatis sine alterâ possunt dispensari vota puerorum ante pubertatem emissa. Item metus non incussus ad extorquendum votum excludens maturam deliberationem; secùs si non excludat maturam deliberationem. Item quando metus est injustè incussus ad extorquendum votum, licèt non cadens in virum constantem, nec minuens maturam deliberationem. Item error circa causam voti impulsivam. Item est causa sufficiens periculum transgrediendi votum, ortum ex ipsius vovendi statu, ut si conjugatus habeat votum castitatis, ut petat debitum tantùm. Item maxima implendi voti difficultas, licèt procedat ex pravo habitu voventis, nullâ existente spe emendationis; secùs si existat. Item utilitas privata voventis. Item in voto non ludendi est causa sufficiens, tentatio exponens voventem assiduè transgressioni voti; secùs si non adsit, nisi vehemens desiderium ludendi. Item difficultas magna superveniens casu quo non sit talis, ut voti obligationem extinguat. Item quando vovens magnis scrupulis vexatur. Item necessitas boni communis dispensandi in voto castitatis, aut religionis, etiam ex malitiâ proveniens; secùs dicendum de necessitate conservandæ progeniei alicujus nobilissimi ducatûs, nisi admixta aliquâ commutatione. Item est justa causa dispensandi in voto simplici castitatis morbus cui actibus venereis solis succurri potest, admixtâ aliquâ commutatione; secùs de voto solemni. Item morbus continuus, desperatâ salute, est justa causa respectu voti religionis, lib. 8, disput. 20, à n. 12 usque ad 26. Item major causa desideratur ad dispensandum in voto quàm in lege, cæteris paribus, lib. 8, disp. 18, num. 4.

12. Causa insufficiens ad dispensandum sufficiet admixtâ aliquâ commutatione, et minor sufficit ad dispensandum in voto pœnali quàm in absoluto. Item quando adsunt juramentum et votum simul, major desideratur causa ad dispensandum, non verò ad commutandum. Item causa sufficiens ad dispensandum in voto non petendæ dispensationis, est illa quæ est talis ad dispensandum in voto, quando eadem causa reperitur ex utroque voto. Item multò minor causa requiritur ad dispensandum, ut differatur executio voti quàm in ipso voto, lib. 8, disp. 20, à num. 28 usque ad 32.

13. In principe dispensante præsumitur causa, si dispensat motu proprio, et non ad instantiam partis in jure humano; secùs si dispenset ad instantiam partis in jure divino vel naturali. In foro tamen conscientiæ semper præsumitur causa justa dùm defectus causæ non constet subdito. Item semper credendum est inferiori prælato dicenti se ex justâ causâ dispensâsse, lib. 8, disp. 17, n. 14, 15 et 16.

14. Non est necessarium ut verificetur causa tempore quo mittitur Romam ad obtinendam dispensationem; secùs dicendum de tempore quo conceditur dispensatio Romæ, vel tempore executionis ordinarii, quamvis vera sit tempore præcedenti vel subsequenti, lib. 8, disp. 30, n. 2, 4 et 5.

15. Causâ impulsivâ dispensationis cessante, non cessat dispensatio. Idem dicendum de finali non omninò cessante. Et in dubio an cessârit omninò judicanda dispensatio valida, lib. 8, disput. 30, n. 7, 8 et 9.

16. Dispensatio deducta ad ultimatum effectum non cessat cessante causâ finali, quando revocari aut commodè dividi non potest; secùs quando cessat veritas causæ antequàm ordinarius dispenset, quando ad ultimatum effectum non est deducta; vel si deducta est, is est commodè divisibilis, lib. 8, disp. 30, n. 10, 11 et 12.

17. Dispensatio exstinguitur cessante omninò causâ finali post dispensationem vicarii vel confessoris : sic omninò perfecta in se, quando nondùm sortita est suum effectum; vel si cœpit sortiri, est commodè divisibilis. Secùs dicendum, si tempore medio inter concessionem Pontificis et executionem ordinarii deficiat veritas causæ, cùm sit vera utroque tempore, vel quando ordinarius dispensavit, et dispensatio non deducta ad effectum cessante causâ si redeat iterùm, lib. 8, disp. 30, n. 14, 16 et 17.

18. Causa finalis, quoad inducendam subreptionem in rescriptis gratiæ vel justitiæ, est illa quæ, si non existit, princeps gratiam concedere minimè vult, vel quando ei significatur, denegat petita. Impulsiva est illa quæ falsò expressa principem movet ad faciliùs concedendum petita; vel si vera est, et ea non taceretur, moveret ad difficiliùs concedendum; at reverà prorsùs concederet gratiam in utroque eventu, lib. 8, disp. 21, n. 8. Et in dubio præsumitur impulsiva, ibid., n. 20.

Cautio.

1. Nomine cautionis absque aliâ additione comprenditur simplex cautio cum bonorum hypothecâ, et appositione pœnæ, et an debeat esse juratoria, relinquitur arbitrio judicis, lib. 10, disput. 18, num. 34 et 44.

2. Quando cautioni adduntur hujusmodi particulæ, v. g., planè, idoneè, rectè, sufficienter, competenter, et aliæ similes, necessaria est cautio fide jussoria, vel pignoratitia. Idem quando interponitur cautio ob suspicionem personæ. Et in his casibus non sufficit hypotheca, l. 10, disp. 18, n. 35, 36 et 37. Tamen quando ille qui tenetur satisdare, quia est advena, aut pauper, et nec fidejussorem, nec pignora habet, satisfacit præstando cautionem juratoriam, ibid., num. 38.

3. Judex ex officio etiam parte non petenti, potest cogere partes ad cautionem securitatis præstandam, lib. 10, disp. 18, n. 39.

4. Cautio danda est adulteræ, quæ vult reconciliari et non audet, lib. 10, disp. 18, num. 5. Item sufficit cautio juratoria tantùm, quando obligatus ad fidejussoriam, est evidenter idoneus, et sive ex partis instantiâ, sive ex officio procedatur, semper judicabitur cautio sufficiens arbitrio judicis, ibid., n. 43 et 44.

Et non obstanti cautione præstitâ, non potest uxor castigari à viro atrociter, secùs si moderatè; ibidem, num. 46.

Certitudo.

1. Conjux non tenetur credere alii conjugi dicenti se fictè consensisse, si tractatur de fide adhibendâ ut teneatur, vel possit alii nubere. Sufficit tamen certitudo moralis, ut possit ei credere, et alii nubere, orta ex conjecturis, lib. 2, disp. 45, n. 3, 4.

2. Fides adhibenda est in foro interiori, conjugi dicenti se fictè consensisse; secùs in foro exteriori, ibid., n. 2.

3. Conjecturæ efficientes certitudinem moralem reliquuntur arbitrio judicis; tamen sufficiens conjectura est, quando vir protulit verba consensûs, et statim revocavit. Item quando statim retractat se, et recusat, ingrediens religionem. Idem dicendum de viro longè dispari, se retractante, contrahente aliud matrimonium, vel ingrediente religionem, vel sumente ordines sacros. Idem quando non est disparitas, sed detegitur à viro fictus consensus confirmans juramento intervenientibus magnis signis, ita ut vir prudens omninò acquiescat; sed rarò hoc sufficit, lib. 2, disp. 45, à num. 5 usque ad 9. Utrùm autem apud Indos sit sufficiens conjectura dicere alterum se fictè consensisse, attentâ eorum consuetudine, et conditione; doctor non audet affirmare, nisi sit probatæ vitæ, ibid., n. 10.

4. Mulier dicens se fictè consensisse metu levi parentis, cùm sit honestæ vitæ, et alii nubens, est sufficiens conjectura, ut possit vir aliam ducere, et existentibus indiciis prædictis ficti consensûs; non licet sine judicis auctoritate matrimonio priori spreto, ad aliud transire, nisi celebretur cessante scandalo in loco longinquo, lib. 2, disp. 45, n. 12 et 13. Utrùm autem dissensus in matrimonio probetur utriusque conjugis confessione, asserentis se fictè consensisse? affirmat doctor, ibid., n. 15.

5. Propter testimonium unius jurantis interfuisse impedimentum dirimens non tenetur conjux à matrimonio abstinere, impedimentumque credere, quamvis sit fide dignus, amicus, vel parochus, vel jam sit fama. Tenetur tamen diligentiam adhibere, et quamdiù diligentiam non adhibet, non potest petere debitum; tamen diligentiâ sufficienti adhibitâ, nil inveniens potest deponere dubium, et si audivit à fide non digniis, non tenetur facere diligentiam, lib. 2, disp. 45, à num. 25 usque ad 29.

Circumstantia.

1. Circumstantia accessûs contra naturam cum propriâ uxore est explicanda, et est adulterium ex utràque parte, et est gravius peccatum, quàm inter solutos, lib. 9, disp. 18, num. 3, 4 et 5.

2. Circumstantiæ personarum statûs in tactibus libidinosis sunt necessariò fatendæ. Idem dicendum de accessu conjugati, vel ad conjugatam, ubi non est seminis effusio, et idem de aspectibus et verbis turpibus, lib. 9, disp. 46, num. 18, 19, 31 et 46.

3. Circumstantia duplicis præcepti prohibentis rem, duplicem malitiam continet, et necessariò fatenda, quando prohibitio est respectu diversæ virtutis. Exemplum sit: Injectio manuum violentarum in clericum prohibita jure naturæ ob injustitiam, et prohibita jure ecclesiastico sub excommunicatione ratione religionis ob reverentiam debitam. Vel sacerdos beneficiatus omittens horas canonicas. Item conjugatus committens adulterium cum conjugatâ. Transgressio voti et juramenti de eâdem re. Tandem religiosus Franciscanus violans jejunium vigiliæ cadentis in feriâ sextâ. Secùs dicendum quando res prohibetur ratione ejusdem virtutis, ut excommunicatio latronibus lata in latrocinium, præceptum audiendi sacrum, vel abstinendi à servilibus ratione duplicis festi; præceptum jejunii ratione vigiliæ incidentis in quatuor temporibus, vel in quadragesimâ, lib. 9, disp. 15, n. 5 et 6.

4. Copula habita inter illos qui aliquo impedimento dirimenti laborant, est circumstantia necessariò fatenda, quando Ecclesia interdicit matrimonium ob speciale motivum alicujus virtutis; secùs, si in pœnam delicti admissi, lib. 7, disp. 5, num. 5 et 6.

5. Circumstantia copulæ habitæ inter impeditos ad contrahendum ratione consangüinitatis, aut affinitatis, est fatenda, habetque diversam speciem à simplici fornicatione. Item circumstantia luxuriæ habitæ cum cognatâ spirituali, vel legali vel cum consanguineâ in primo gradu sponsæ propriæ de futuro, vel cum infideli, aut cum hæreticâ, lib. 7, disp. 5, à n. 8 usque ad 13. Idem dicendum de circumstantiâ coitûs cum impedimento dirimenti impotentiæ, ut si frigidus, vel eunuchus coeat. Item de circumstantiâ ratione voti simplicis, aut ordinis sacri. Secùs dicendum de circumstantiâ incestûs cum consanguineâ ante matrimonium contractum obtentâ dispensatione, vel de circumstantiâ copulæ habitæ cum raptâ consentienti antequàm restituatur ad locum tutum, aut de circumstantiâ habitæ copulæ cum feminâ, cum quâ non potest iniri matrimonium ratione impedimenti positi in pœnam, v. g., criminis, ibid., à n. 14 usque ad 18.

6. Ut circumstantia addat novam luxuriæ speciem, requiritur primò nova malitia opposita alii virtuti quàm castitati, ita ut delinquatur contra ambas, ut incestus opponitur castitati, et pietati; sacrilegium castitati et religioni, adulterium et raptus castitati et justitiæ. Secundò requiritur vitii deformitas privans à conditionibus requisitis ab ipsâ naturâ genericâ omnibus animalibus convenienti in ipso concubitu, ut peccata contra naturam, lib. 7, disp. 14, num. 2.

7. Circumstantia copulæ habitæ cum pœnitente, vel filiâ spirituali, est necessariò fatenda, sive confessio sumatur ut medium, sive non, lib. 7, disp. 55, n. 1 et 4. Idem dicendum de circumstantiâ voti annexi Ord. sacro, vel profess., lib. 7, disp. 27, n. 19 et 20.

8. Sacerdos simul professus fornicans satisfacit dicendo se sacerdotem esse. Idem si professus dicat se votum emisisse. Item sacerdos professus satisfacit

dicens se esse professum tacito sacerdotio. Item sacerdos non professus fornicans satisfacit dicendo se esse sacri Ordinis, vel se voto castitatis ligatum esse, licèt sit episcopus ; nisi fortè ratione scandali, si fornicatio sit publica. Item religiosus societatis Jesu, votis biennii simplicibus ligatus, satisfacit dicens se peccâsse contra votum castitatis, lib. 7, disp. 55 , à num. 27 usque ad 34. Utrùm verò cætera religiosi peccata, quamvis voto non adversentur, habeant rationem specialem circumstantiæ statûs? negat doctor, ibid.

9. Qui expressè vovit castitatem , et postea suscepit ordines sacros, et emisit vota in societate Jesu , fornicans satisfacit, dicens se contra votum castitatis peccâsse. Idem dicendum de professo , vel sacerdote, vel habente votum castitatis et promittente se non habiturum mollitiam, dicente se professum , vel sacerdotem esse tacito eo voto respectu mollitiæ , lib. 7 , disp. 55, num. 35 et 36.

10. Sacerdos, vel habens votum castitatis, se obligans jurando, tenetur fateri circumstantiam juramenti, lib. 7, disp. 55, num. 4. Utrum autem professus sacerdos fornicans satisfaciat, dicens se emisisse votum castitatis? satis probabile esse affirmat doctor, num. 38.

11. Circumstantia juramenti , et voti facti de eâdem re, est necessariò fatenda. Secùs dicendum de circumstantiâ voti et juramenti sæpè repetiti, lib. 7 , disp. 27, num. 25 et 26.

Clandestinum.

1. Sponsalia clandestina , id est , sine parocho et testibus celebrata, sunt valida, et culpâ vacat contrahens illa, lib. 1, disp. 12, num. 2 ; et disp. 13 , n. 2.

2. Matrimonium clandestinum non obligat ratione juramenti, nec ratione damni illati , famæ , vel virginitatis , licèt habeant contrahentes animum se obligandi eo modo quo possunt, lib. 1, disp. 20, n. 3, 4, 5 et 6.

3. Matrimonium clandestinum dicitur tale , vel ex defectu testium , vel denuntiationum ; cæteris tamen solemnitatibus relictis , non dicitur clandestinum sed minùs solemne, lib. 3, disp. 1, n. 3.

4. Matrimonium clandestinum ante conc. Trid. erat validum, post verò est irritum justissimis causis. lib. 3, disp. 3 , n. 2 et 3. Utrùm autem sit morale contra jus naturale clàm contrahere, etiam post Trid. et infideles peccent sic contrahendo? affirmat doctor, ibid., n. 5, 6, 7 et 8.

5. Ecclesia potest, et de facto irritavit matrimonium clandestinum indirectè inhabilitando personas, et directè annullando immediatè ipsum contractum. Et item irritavit matrimonium clandestinum , quatenùs est Sacramentum indirectè, et remotè, irritando proximè, et immediatè ipsum contractum , non mutando materiam essentialem Sacramenti, sed modum tantùm. Et sic potest variari diversis temporibus , lib. 3, disp. 4, n. 2, 4, 5, 6 et 7.

Clausula.

1. Clausula generalis posita post casus requirentes speciale mandatum, continet alios similes, non autem longè majores expressis, lib. 2, disp. 11, n. 3. Item clausula in fine posita comprehendit omnia præcedentia, lib. 3, disp. 7, n. 17.

2. Clausula *Tuo judicio, prudentiæ, conscientiæ, vel, ut tibi videbitur*, non requirit judicialem cognitionem causæ, nec testes jurantes, lib. 3, disp. 8, n. 4 et 5. Et commissâ re arduâ censetur electa industria personæ, quando determinatur persona ; secùs quando indeterminatè committitur præsentibus et futuris, lib. 3, disp. 7, n. 20.

3. Clausula posita in principio, medio, vel fine dispositionis, refertur ad omnia in eâ contenta, quando omnium præcedentium est eadem ratio, lib. 6, disp. 22, n. 19; et lib. 8, disp. 16, n. 11 ; et lib. 10, disput. 15, num. 15.

4. Clausula posita ad executionem contractûs non mutat, nec auget ejus naturam, lib. 6, disp. 29, n. 9. Item clausula posita in uno paragrapho, vel versiculo, non refertur ad aliud, lib. 7, disp. 108, n. 3. Item clausula rescriptorum non censetur in dubio juri tertii derogare, lib. 8, disp. 7, n. 6. Item clausula *Non obstante*, in litteris dispensationis apposita, non reddit gratiam validam, nec auget illam, supplens qualitates non expressas, lib. 8, disp. 24, n. 5.

5. Clausula *Dummodò mulier rapta non sit*, intelligitur de raptu ad finem contrahendi matrimonium, etiamsi raptus contingat post Pontificis dispensationem, et ante expeditionem ordinarii, lib. 8, disp. 25, n. 17 et 18. Et clausulæ solitæ de stylo curiæ apponi, censentur appositæ, quamvis non exprimantur, lib. 8, disp. 25, n. 19.

6. Clausula *Dummodò non spe facilioris dispensationis copula habita sit*, verificatur quando alter conjux solùm illam spem concepit, nec est necesse mentionem illius facere, lib. 8, disp. 34, n. 31.

7. Clausula dispensationis in foro conscientiæ, discreto viro doctori confessori ex approbatis ab ordinario, intelligitur de approbato ab episcopo, et cum limitatione personarum, scilicet ad audiendas virorum confessiones ratione ætatis, quamvis sit indoctus doctor ille requisitus ad expediendas bullas, lib. 8, disp. 34, n. 15, 16 et 17.

8. Clausulæ dispensationis fori conscientiæ continentes causam periculi incontinentiæ, ut verificentur, non sufficit quodcumque periculum lapsûs, vel quæcumque carnis tentationes, sed requiritur frequens lapsus maximo cum periculo, lib. 8, disp. 34, n. 19.

9. Clausula dispensationis fori conscientiæ præcipiens confessori examinationem veritatis precum, intelligitur de examine sine testibus , sed ipso solo cum quo dispensandum examinato, cujus dicto standum est, nisi confessario contrarium constet extra confessionem. Et hæ dispensationes non sunt præsentandæ ordinario, juxta concil. Trid. Item examen non requiritur, quando res est notoria, licèt sit ipsi soli dispensaturo, lib. 8, disp. 34, à num. 21 usque ad 24 Utrùm verò maneat dispensatio valida, quando confessarius sine examinatione, et sine scientiâ veri-

tatis causæ allegatæ dispensationem executioni mandat? negat doct., licèt causa allegata sit vera, ibid., n. 26.

10. Clausula continens monita et consilia danda à confessore, non inducit formam, et conditionem, et eorum omissio non vitiat dispensationem, lib. 8, disp. 34, n. 27.

11. Sensus clausulæ jubentis absolvere à mutatione propositi pro hâc vice, et pro formâ consuetâ Ecclesiæ, injunctâ pœnitentiâ salutari, est hic : Si fortè is cum quo dispensandum in voto, tibi violationem ejus fassus fuerit, absolve eum hâc vice in formâ Ecclesiæ consuetâ, injunctâ ei pœnitentiâ salutari. Quæ clausula absolutionis non ponitur ut conditio necessaria, sed conditionaliter, unde non est necessaria ad has dispensationes expediendas confessio ejus cum quo dispensandum, sive per doctorem, sive per religiosos virtute privilegii, lib. 8, disp. 34, n. 28, 29 et 30.

12. Clausula continens opera in quæ confessor debet commutare, vel votum castitatis, vel religionis, ita præcisè exigit illa, ut nullum arbitrium relinquatur mutandi, aut temperandi confessori quoad aliquas confessiones faciendas, et aliqua opera perpetua, inter quæ sunt aliqua quotidiè exercenda, et tenetur confessarius injungere hæc; tamen quantitas et electio horum operum relinquitur arbitrio confessoris. Item imponere confessionem menstruam et non frequentiorem; et potest satisfieri huic confessioni menstruæ, si quocumque die, singulis mensibus fiat, et si mensis transeat sine confessione non tenetur illam supplere alio mense, et satisfacit mensi quo incidit præceptum confitendi unicâ confessione. Non tamen satisfacit confessioni ad quam ex voto, vel pœnitentiâ tenetur, nec confessarius hanc imponere potest, nec potest ad libitum hæc taxare, sed secundùm regulas prudentiæ, causas justas perpendendo regi debet, ut decernat quod spiritali pœnitentis saluti expedientius fore judicârit, quod semper attendendum, imponens onus ejus fragilitati accommodatum, attentis ejus viribus, et corporeis, et spiritualibus, lib. 8, disp. 34, à num. 33 usque ad 40.

13. Opera pœnitentiæ in quæ confessor commutare debet, sunt sequentia. Aliquà die in unaquâque hebdomadâ à carne abstinere, vel jejunare, vel cilicio, verberibusque semel in eâ carnem affligere. Opera pœnitentiæ voti religionis sunt : Recitare quotidiè litanias, psalmos pœnitentiales, quinquies orationem dominicam, et toties angelicam loco horarum canonicarum. Opera pietatis pro voto castitatis sunt : Recitare quinquies quotidiè orationem dominicam et angelicam pro purgatorii animabus, vel peccato mortali infectis. Item erogare quotidiè eleemosynam, aut aliud quodvis ex quatuordecim misericordiæ operibus quotidiè exercere, et poterit ex istis eligere quod sibi placuerit. Et confessor tenetur dilaniare litteras. Et, si postquàm parti fuerint restitutæ, dilanientur, aut comburantur, valet ex tunc dispensatio, vel si omninò amittantur sine recuperandi spe, et si apud partem manserint, non frustratur dispensatio suo valore, sed nil prorsùs suffragantur in foro externo. Et quando dispensatur, ut incatur matrimonium, legitimando prolem suscipiendam in foro conscientiæ, talis proles verè est legitima quoad spiritualia et temporalia solo in foro conscientiæ, etiamsi nullam faciat mentionem legitimationis, et non est irregularis, sed capax ordinum, et beneficii in dicto foro, et potest succedere utrique parenti, et uterque parens ipsi. Secùs dicendum in foro externo, quando uterque parens fuit conscius illius impedimenti, cum quo virtute dispensationis contraxit : quando autem alter prorsùs ignarus fuit hujus impedimenti, et bonâ fide contraxit, proles erit quoad omnia legitima in utroque foro, lib. 8, disp. 34, à num 41. usque ad 50.

14. Clausula apposita ad contrahendum matrimonium, vel instaurandum irritum ratione impedimenti occulti, scilicet (dummodò impedimentum sit occultum) intelligitur de occulto, quod distinguitur contra publicum, quamvis res ipsa publicè constet, et non sit publica quatenùs impedimentum. Secùs dicendum, quando sit publica quatenùs impedimentum, scilicet in civitate, vel saltem in majori parte viciniæ, monasterii, vel parochiæ, saltem apud decem personas, vel quando ad forum contentiosum deductum est. Erit tamen occultum, si reus absolutus sit omninò etiam falsis testibus requisitis, licèt interveniente semiprobatione, sive res justè, sive injustè sit delata in judicium, et nil parti intimatum sit, lib. 8, disp. 34, à num. 55 usque ad 58.

15. Clausula apposita in dispensatione in foro conscientiæ, ac matrimonium irritum instaurandum, continens ut contrahentes experiantur priùs an possint continenter cohabitare, vel tanquàm frater et soror, Existimat doctor, ad hanc experientiam non esse obligandos in his casibus, sed statim cum illis dispensandum nisi adsit spes ut illa sit alicujus utilitatis, quòd rarò continget, consideratâ fragilitate hominum, et quando præcipitur ut conjux ignarus certior fiat de consensûs nullitate, non est clausula inducens conditionem et formam, sed instructionem, lib. 8, disp. 34, n. 60 et 61.

16. Clausula *Gratis ubique* in dispensatione fori conscientiæ posita, denotat nil pro illâ exigi, nec per viam compositionis, nec summus pœnitentiarius potest aliquid accipere in signum gratitudinis, nec potest exigi compositio, quæ in foro externo solvenda erat, quando in dispensatione fori externi qualitas aliqua tacita est, lib. 8, disp. 34, n. 64.

17. Clausula, retinens dotem viro, vel alio supplendam, verificatur, quando dos feminæ augetur, ita ut augmentum illud cum dote feminæ simul dotem constituat sufficiente juxta illius qualitatem, sive ipse eam ducat, sive alius dotem augeat; et ordinarius tenetur examinare diligenter hujus causæ veritatem, ut augmentum promittens sit illo solvendo, et facere, quo scriptura publica promittat, muliere acceptante, et advertat non obstare quantitati huic promittendæ, quod sit in præjudicium filiorum, quos habeat

ex alio matrimonio, lib. 8, disp. 35, num. 6 et 7.

18. Clausula retinens expediendam esse gratis dispensationem fori externi sub excommunicatione latæ sententiæ, non intelligitur de stipendio aut præmio laboris jure, vel consuetudine debitum, quod communiter non corrumpit judicem, nec eum à recto desistere obligat. Et delegatus ad exequendam dispensationem non potest recipere esculenta et poculenta, quæ paucis diebus consumi possunt, permissa judicibus delegatis. Et licèt judex delegatus ad lites teneatur munera recepta contra prohibitionem restituere, officialis expediens bullas non tenetur ad restitutionem munerum sponte oblatorum, licèt delinquat contra prohibitionem; et finitâ delegatione, accipiens munera, non incurret excommunicationem, lib. 8, disp. 25, à num. 9 usque ad 14.

19. Clausula apposita ordinario ut examinet veritatem precum, non requirit ab ordinario factam cognitionem causæ judicialem, sed solùm sufficit informatio absque figurâ judicii, et nulla erit necessariò, quando constat veritatem causæ esse notoriam, tamen dispensans ignarus veritatis, non tenet dispensatio, quamvis preces sint veræ, lib. 8, disp. 35, num. 15 et 16.

20. Clausula *Non obstantibus quibuscumque ordinationibus apostolicis*, utrùm deroget decreto concilii circa gradus consanguinitatis et affinitatis prohibitos, cùm requiratur specifica mentio concilii, quæ hìc non invenitur; affirmat doctor, dicens hanc regulam matrimonii faciendi fallere, quando Papa dispensat in speciali et certo casu, contra concilii generalis prohibitionem, libro 8, disp. 35, num. 17.

21. Clausula jubens ut matrimonium celebretur juxta formam concil. Trident., non continet dispensationem omninò consummatam. Et dispensante ordinario, dummodò præmittantur denuntiationes, valet matrimonium, illis non præmissis. Et quando dispensatur in foro externo, ut matrimonium irritum iterùm ineatur, sunt denuò faciendæ, nisi paulò ante in priori matrimonio invalido præmissæ essent; secùs verò si multum temporis spatium transiisset. Si quæras quodnam dicatur longissimum tempus, doctor reputat trimestre, licèt arbitrio prudentis semper relinquendum esse dicit, lib. 8, disp. 35, num. 18, 19 et 20.

22. Quamvis non addatur clausula legitimans prolem in foro externo, tamen proles habita ante matrimonium, vel ex matrimonio irrito instaurato, manet legitima quoad omnia in utroque foro. Tamen quando legitimatur nullo inito matrimonio, manet talis quoad spiritualia in utroque foro, nisi sit in locis jurisdictionis temporalis Papæ, explicans se legitimare quoad omnia. Et quando proles suscepta est ex matrimonio irrito malâ fide utriusque contracto, legitimatio erit quoad spiritualia tantùm in utroque foro, nisi pontifex dispenset in matrimonii radice, aut in locis suæ temporalis jurisdictionis; attamen si alter pater erat bonâ fide, quamvis pontifex non legitimet, erit proles legitima quoad omnia in utroque foro, et quoad omnia in utrumque parentem, sed parens, qui mala fuit, non gaudebit jure legitimi parentis, lib. 8, disp. 35, n. 23.

23. Clausula dispensationis absque causâ concessæ, dùm ait: *Ex quibusdam rationabilibus causis*, non debet probari, idem de clausulâ continente contrahentium qualitatem, dùm allegatur se esse nobiles, aut ex principalioribus sui oppidi, quando ponitur merè narrando; secùs quando per modum causæ, et conditionis, lib. 8, disp. 34, num. 24 et 25.

Clericus.

1. Percutiens clericum inventum cum sponsâ de futuro, est excommunicatus cum reservatione ad summum Pontificem; secùs dicendum de sponsâ de præsenti, etiam nondùm cognitâ, lib. 1, disp. 1, num. 6.

2. Clerici audientes comœdias propter curiositatem, sine periculo ruinæ, non peccant mortaliter, cessante scandalo et contemptu, lib. 9, disp. 45, n. 41.

3. Clericus conjugatus non admittit ipso jure pensiones datas pro ministerio merè temporali, vel pro re gestâ in defensionem Ecclesiæ, vel quia est advocatus illius. Idem dicendum, si pontifex reservet pensionem alicui eâ lege, ut possit eam retinere, si ad ordinem militarem transeat, et legitimè professus ineat matrimonium. Secùs dicendum de pensione alicui collatâ, titulo clericali, ut loco beneficii, licèt sit constituta sine onere spirituali, nisi aliud constet ex tenore litterarum pensionis, lib. 7, disp. 44, à num. 2 usque ad 8.

4. Clericus conjugatus cum unicâ, et virgine, deferens tonsuram, et vestes clericales, et serviens alicui ecclesiæ ex deputatione episcopi, gaudet privilegio canonis et fori; secùs dicendum quando contraxit bis, aut cum unicâ, et virgine, et non defert vestes clericales, aut tonsuram, aut non ministrat ecclesiæ, lib. 7, disp. 46, n. 1 et 2. Quando autem ex aliquâ causâ non est bigamus, vel quia non consummavit secundum matrimonium, vel quando post initum matrimonium cum unicâ, et virgine, illa commisit adulterium, et cognovit eam, servando alias conditiones, non perdit privilegium canonis, et fori; et factus bigamus gaudet privilegio fori, quoad delictum ante bigamiam commissum, ibid., num. 3 et 4.

5. Vestes clericales extrinsecùs apparentes debent esse honestæ, secundùm consuetudinem suæ terræ, vel episcopatûs, ut gaudeat privilegio, lib. 7, disp. 46, num. 5 et 6. Cujus autem sit cognoscere, an habeat conditiones requisitas, et vestes clericales, ut gaudeat privilegio fori, et an lite hâc pendenti custodiendus sit in carcere ecclesiastico, an non; non resolvit doctor, ibid., num. 7.

6. Clericus conjugatus non amittit privilegium per unam aut alteram habitûs dimissionem, dummodò continuò illum deferat, vel quia non habet tonsuram, quia capillis caret, lib. 7, disput. 46, n. 8 et 9.

7. Clericus conjugatus debet deferre tonsuram, et vestes clericales tempore commissi delicti, ut gaudeat privilegio fori; secùs dicendum de delatione habitûs tempore capturæ, ibid.

8. Clericus conjugatus, præter privilegium fori et canonis, reputatur in aliis laicus, quæ omnia privilegia perdit per matrimonium tantùm ratum, non verò per sponsalia, nec potest esse vicarius episcopi in spiritualibus, nec delegatus ad causam spiritualem. Potest tamen esse assessor, vel vicarius in temporali jurisdictione, si fortè eam habeat episcopus; item non potest interesse divinis officiis tempore interdicti, nisi aliud constet ex consuetudine; nec habet privilegium immunitatis, quoad gabellas, et munera secularia, lib. 7, disput. 46, à num. 12 usque ad 19.

9. Ut clericus conjugatus, servans conditiones requisitas, amittat cætera privilegia clericalia, præter duo, scilicet canonis et fori, non desideratur monitio aliqua, vel sententia judicis, lib. 7, disp. 44, n. 19.

10. Clericus conjugatus servans omnia requisita, gaudet privilegio fori in causis criminalibus, et in civilibus minimè, et potest judex pro executione causæ civilis eum in carcerem detrudere, ibid., n. 23.

11. Clericus conjugatus servans omnia requisita, non amittit privilegium canonis et fori, si negotiationibus vacet, ibidem, n. 26.

12. Clericus conjugatus cum unicâ et virgine, vestes clericales et tonsuram deponens, resumptis illis iterùm, mortuâ uxore, recuperat privilegia clericalia, ibidem, n. 29 et 30.

13. Clericus initiatus cum litteris dimissoriis capituli, sede vacanti, quando eas concedere nequit, non amittit privilegia clericalia ipso facto absque sententiâ, ibid., n. 18 et 20.

14. Clericus, cum quo dispensatum est ad matrimonium ineundum, tenetur recitare horas canonicas, dùm habitum non mutat ad utendum dispensatione. Secùs dicendum, ubi induit habitum secularem, lib. 8, n. 11. Idem dicendum de religioso, ibid.

Cognatio carnalis.

1. Consanguinitas est vinculum personarum ab eodem stipite descendentium carnali propagatione contractum. Distinguitur per lineas et gradus. Linea dicitur ordinata collectio personarum, ab uno stipite descendentium, diversos continens gradus. Gradus est habitudo, seu mensura distantium personarum, quâ cognoscitur quotâ consanguinitatis distantiâ aliqui consanguinei conjungantur. Linea est triplex, altera ascendentium, ut pater, avus, altera descendentium, ut filius, nepos. Altera transversa, sive collateralis, ut fratres, quæ dividitur in æqualem et inæqualem, lib. 7, disp. 50, n. 1 et 2. Stipes est persona illa, à quâ omnes personæ de quarum conjunctione tractatur, descendunt, et originem ducunt, ibid., n. 3.

2. Quando persona cujus gradus quæritur, est in lineâ rectâ ascendentium, vel descendentium cum aliâ, si inter ipsam, et alteram personam nulla persona mediet, sunt illæ in primo consanguinitatis gradu lineæ rectæ. Si verò inter ipsas aliqua persona mediet, aut multiplex, tunc, numeratis omnibus personis mediis et extremis, demptâ de numero unâ personâ, et quot personæ restant, tot sunt gradus, lib. 7, disp. 50, n. 4. Et in hoc concordat jus canonicum cum civili, ibidem, n. 7.

3. Quando personæ, quarum gradus quæruntur, sunt in lineâ transversâ æquali, eodem gradu distant inter se, quo distant à communi utriusque stipite proximo, qui est pareus, ut duo fratres distant inter se in primo gradu, quia in eo distant à proximo stipite; et quando personæ in lineâ transversâ inæquali consanguineæ distant inæqualiter à communi stipite, eo gradu distant inter se quo remotior distat à stipite, ut patruus, et filius ex fratre. Et in hoc non concordat jus canonicum cum civili. Computatio tamen juris canonici servanda est quoad matrimonia; juris verò civilis quoad successiones, tam in foro seculari, quàm ecclesiastico. In aliis verò contractibus, quælibet computatio in proprio foro, lib. 7, disput. 50, à n. 5 usque ad 8.

4. Cognatio carnalis in rectâ lineâ dirimit matrimonium jure naturæ, inter parentes, et filios, etiam permanente naturâ integrâ, Adamo non peccante, lib. 7, disp. 51, num. 6, 7 et 8. Utrùm possit Deus dispensare, ut hoc matrimonium ineatur vel licitum sit citra ejus specialem dispensationem, ad conservationem speciei, manentibus solùm patre et filiâ; in utroque casu affirmat doctor, ibid., n. 9 et 10.

5. Cognatio carnalis in rectâ lineâ ascendentium, vel descendentium non dirimit matrimonium in infinitum, lib. 7, disput. 52, n. 13. Irritatur tamen jure naturæ solùm in primo gradu ascendentium, vel descendentium, ut inter solos parentes et filios; licèt aliquo modo sit contra jus naturæ in aliis gradibus contrahere. Unde infideles, excepto primo gradu possunt contrahere validè in omnibus aliis, si non prohibeatur legibus suis, et fideles ultra quartum gradum in lineâ rectâ ascendentium, vel descendentium, ibid., n. 19, 20, 21 et 22.

6. Cognatio carnalis non impedit nec dirimit matrimonium jure naturæ hodiè in omnibus gradibus prohibitis in Levitico; nec obligant aliqui hodiè, quia prohibiti in Levitico; cujus contrarium affirmare est hæreticum, lib. 7, disp. 52, n. 4, 6 et 7.

7. Cognatio carnalis in lineâ transversâ, dirimit jure naturæ matrimonium solùm in primo gradu, ut inter fratres et sorores, unde infideles conjuncti in isto gradu, si convertantur, separandi sunt. Quod faciendum est quando separationem non ægrè ferunt, lib. 7, disp. 52, n. 11, 12 et 13.

8. Cognatio carnalis jure antiquo ecclesiastico dirimebat matrimonium usque ad septimum consanguinitatis gradum, hodiè verò usque ad quartum, sive in lineâ collaterali transversâ, sive rectâ ascendentium, et descendentium. Et prohibitio ista est convenientissima, lib. 7, disp. 53, n. 1 et 2.

9. Cognatio carnalis non dirimit matrimonium, quando contrahentes distant inæqualiter à communi stipite, si remotior distet ultra quartum gradum, quamvis unus distet in primo gradu, et alter ultra quartum, lib. 7 disp. 53, n. 4 et 5.

Cognatio legalis.

1. Cognatio legalis est propinquitas ex adoptione proveniens, et est triplex. Prima inter adoptantem et adoptatum, ac adoptati descendentes, et est linea recta. Alia est linea transversa inter adoptatum et filios carnales adoptantis. Alia est ad similitudinem affinitatis naturalis inter adoptantem et uxorem adoptati. Et cognatio legalis, quæcumque sit, non oritur ex adoptione imperfectâ, matrimonium impediens, nec dirimens, lib. 7, disp. 63, n. 5 et 6, 9 et 10.

2. Cognatio legalis ex adoptione, servatâ omnimodâ formâ præscriptâ legibus, dirimit matrimonium subsequens jure humano. Unde apud infideles valet matrimonium, si fiat adoptio. Item dirimit sponsalia præcedentia. Tamen superveniens matrimonio jam contracto, non impedit petitionem debiti, lib. 7, disp. 63, à n. 11 usque ad 22.

3. Cognatio legalis dirimens matrimonium in primâ specie rectæ lineæ et in tertiâ affinitatis legalis non cessat solutâ adoptione. In secundâ verò specie lineæ transversæ non dirimit, nisi quamdiù durat adoptio, vel patria potestas. Et, ut cesset, debet servari solemnitas legibus præscripta in dissolvendâ adoptione per emancipationem, lib. 7, disp. 63, n. 24 et 25.

4. Cognatio legalis non oritur inter adoptantem et adoptivi parentes, lib. 7, disput. 63, num. 26. Item filii legitimi adoptantis possunt contrahere cum adoptivis post parentis adoptantis mortem. Item quamvis vivat adoptans, si filii legitimi, aut adoptivi sint emancipati. Item fratres adoptivi inter se, et filii duorum fratrum adoptivorum, et filia carnalis illegitima adoptantis cum adoptato possunt contrahere, lib. 7, disp. 63, n. 27, 28, 29 et 30.

5. Cognatio legalis inter adoptantem, et adoptantis descendentes, protrahitur in infinitum. Quod intelligendum est de ascendentibus adoptantibus et descendentibus adoptatis, et non de aliis, nec de illis qui erant extra potestatem adoptivi tempore adoptionis; et nulla cognatio legalis contrahitur inter patrem adoptantem et filiam filiæ adoptivæ, nec inter adoptantem et quoscumque filios illegitimos adoptati, lib. 7, disp. 63, n. 34, 35 et 36.

Cognatio spiritualis.

1. Cognatio spiritualis est propinquitas quædam personarum ex statuto Ecclesiæ consurgens, propter collationem Baptismi, vel Confirmationem, vel susceptionem recipientis hæc Sacramenta, et est solo jure ecclesiastico inducta, et dirimit matrimonium subsequens et sponsalia præcedentia, et ex aliis Sacramentis non oritur, nec extinguitur morte personæ, quâ mediâ est contracta, lib. 7, disp. 54, à num. 1 usque ad 8.

2. Cognatio spiritualis non oritur ex Baptismo, vel Confirmatione irritâ, nec ex iteratione solemni Baptismi in ecclesiâ, nec ex Baptismo iterato sub conditione propter dubium veritatis prioris Baptismi, postquàm constet priorem fuisse validum. Oritur tamen quando quis nondùm integrè natus baptizatur validè, lib. 7, disp. 62, n. 5, 6 et 7.

3. Cognatio spiritualis, attento jure antiquo, contrahebatur per paternitatem, per compaternitatem, et hæc duplex cognatio transfundebatur à viro in uxorem; tandem per paternitatem, et idem erat in Confirmatione. Verùm hæc cognatio quatenùs ad fraternitatem sublata est per Trident., sess. 24, de Matrim., cap. 2, et mansit solùm paternitas et compaternitas, restricta tamen, ne transfundatur ad uxorem. Unde paternitas contrahitur, inter baptizantem et baptizatum, et intra patrinos cum ipso baptizato; compaternitas inter baptizantem cum patre et matre baptizati, et inter parentes carnales baptizati cum patrinis Baptismi, et non extenditur ad plures personas, per motum proprium Pii V editum 1566. Unde non contrahitur inter patrinos; et vir et uxor suscipientes alienum filium, non privantur petitione debiti. Item cognatio spiritualis ante Tridentinum contracta, est modò restricta, ut Pius V explicavit. Item parentes naturales illegitimi contrahunt hanc cognationem, parentes verò adoptivi minimè. Item hæc cognatio potest contrahi duplici ex capite, ita ut duo possint ad invicem esse patrini, lib. 7, disput. 54, à n. 9 usque ad 17.

4. Cognatio spiritualis contrahitur quando quis in necessitate filium suæ concubinæ baptizat, ita ut non possit eam ducere. Item contrahitur à baptizante ex Baptismo non solemni in articulo necessitatis. Secùs dicendum de susceptore non in Baptismo solemni; quamvis susceptor velit munus susceptoris obire, lib. 7, disp. 62, num. 10, 11 et 14.

5. Cognatio spiritualis non contrahitur, post Tridentinum, per omnes tangentes baptizatum, vel confirmatum, nec contrahitur quando nulli designantur, lib. 7, disp. 57, n. 8, 9 et 12.

6. Cognatio spiritualis contrahitur quando plures duobus patrinis designantur, aut duo viri, aut duæ feminæ. Secùs dicendum, quando sunt plures designati, et parochus non admittit eos, licèt tangant baptizatum, lib. 7, disput. 57, n. 14 et 15. Contrahent tamen quando designati sunt, et non repulsi à parocho. Item quando parentes duos designârant, et parochus plures admittit, et omnes infantem simul suscepêre, soli à parentibus designati contrahunt cognationem. Sed si designati à parentibus non tetigêre infantem, sed soli quos parochus nominavit, non contrahunt talem cognationem. Idem dicendum de quocumque non designato tangente, quando nullus ex designatis tetigit, ibid., n. 16, 17 et 20.

7. Quando neutrum ex designatis, aut unum solum parochus admisit, suscipientes ambo infantem contrahunt cognationem spiritualem, parocho non habente legitimam expellendi causam; secùs quando adfuit legitima. Item quando parentes non designârunt patrinos, et parochus duos aut plures designavit, omnes contrahunt cognationem, lib. 7, d. 57, n. 18 et 19; et cognatio spiritualis contracta ante Tridenti-

num, eò quòd tetigêre plures duobus, est ablata modò, ibid., n. 21.

8. Cognatio spiritualis non potest contrahi per procuratorem, nisi sit consuetudo, nec procurator sibi contrahit cognationem, quando nomine alterius suscepit infantem. Item nec contrahit, concessâ sententiâ dicente contrahi per procuratorem, si tempore quo infantem procurator suscipit revocatus, non factus certior de revocatione, lib. 7, disp. 59, n. 4, 5, 6, 8 et 12.

9. Cognatio spiritualis contrahitur ab hæretico baptizante, confirmante, vel tenente; secùs dicendum de infideli etiam catechumeno, etiamsi postea baptizetur, vel christianus simul cum infideli suscipiat puerum; nec est capax cognationis spiritualis passivæ. Item contrahitur in Baptismo à non confirmato; secùs in confirmatione. Item contrahitur in confirmatione, et Baptismo à religiosis, quamvis peccent. Item contrahitur ab episcopo non confirmato confirmante; secùs si suscipiat, lib. 7, disp. 6, à num. 2 usque ad 21.

10. Ut contrahatur cognatio spiritualis, non desideratur quòd patrinus excedat ætate baptizatum, nec certa ætas præscribitur in patrino; unde puer cujuscumque ætatis dummodò usum rationis habeat ad peccatum mortale contrahendum, potest esse legitimus susceptor in Baptismo, vel confirmatione, licèt sit minor septennio. Secùs si usu rationis careat, lib. 7, disput. 61, num. 3, 4 et 5.

11. Cognatio spiritualis, ut contrahatur, non sufficit responsio patrinorum, nisi baptizatum aut confirmatum teneant, dùm hæc Sacramenta suscipiuntur, aut hunc de sacro fonte levent; nec sufficit catechumenum tenere super fontem ante Baptismum; nec sufficiunt quicumque levantes de sacro fonte, sed qui primùm suscipiunt puerum de baptizantis manibus, ubi primùm baptizatus est. Nec sufficit quicumque tactus momentaneus digito vel manu, sed requiritur patrinos sic infantem tangere, ut verè teneant, et levent ex sacro fonte, etiamsi catechumenus sit adultus. Non tamen desideratur ut patrini immediatè puerum tangant, sed sufficit, quamvis vestibus contectus sit, lib. 7, disp. 56, à num. 1 usque ad 6.

12. Susceptio baptizati in ipso Bapt. aut levatio de sacro fonte, sufficit ad contrahendam cognationem spiritualem, absque patrinorum pro puero responsione dùm catechismus fit; l. 7, disp. 57, n. 10.

13. Cognatio spiritualis contracta post matrimonium, non impedit petitionem debiti, quando parens baptizavit communem filium in necessitate, et dicitur necessitas, quando non adest alius, nec clericus, nec laicus, et datur periculum moriendi absque Baptismo. Idem dicendum quando parens fuit patrinus in necessitate, et nullus alius aderat, vel quando in necessitate non tenet, ut verus susceptor, sed materialiter. Parens tamen ultrà necessitatem baptizans filium communem, peccat mortaliter, lib. 9, disp. 26, num. 2, 3, 4 et 5.

14. Conjux extra necessitatem scienter baptizans, aut tenens tanquàm patrinus in Baptismo, vel in Confirmatione filium, privatur jure exigendi debitum; tenetur tamen reddere. Idem dicendum, quando conjux non solùm ex certâ scientiâ, sed etiam ex malitiâ, atque in matrimonii fraudem, baptizat, aut tenet communem filium. Secùs dicendum de tenente communem filium in catechismo, lib. 9, disp. 26, n. 7, 8 et 11.

15. Cognatio spiritualis est difficilis dispensationis, nec summus Pontifex solet inter levantem et levatum dispensare; verùm inter levantem et parentem levati dispensat rarò, existente urgentissimâ causâ, lib. 8, disp. 19, n. 7. Petita in dispensatione cognationis spiritualis, ut subreptitia non sit; vide verbum *Dispensatio*.

Cohabitare.

1. Conjuges ex jure naturali ac divino tenentur cohabitare, quæ obligatio oritur ex ipsâmet contractûs conjugalis naturâ, et talis cohabitatio est homini naturalis, id est, ex naturali inclinatione dimanans, lib. 9, disp. 4, num. 2, 3 et 4.

2. Conjuges possunt mutuo consensu esse separati quoad thorum, dummodò legitima adsit causa, ut amor continentiæ servandæ absque periculo incontinentiæ; secùs quando adest tale periculum, vel fit odio et indignatione, lib. 9, disp. 4, num. 5.

3. Vir non potest diutiùs abesse, qualis autem sit hæc diuturna mora relinquitur arbitrio prudentis, consideratis absentiæ causis, et incontinentiæ periculo. Nec valet statutum, aut consuetudo, ut vir possit abesse ab uxore diutiùs. Conceditur tamen viro diuturna absentia ex causâ justâ, ut si sit ad bellum vocatus à principe, vel ad familiæ gubernationem, et rem familiarem tuendam; et tenetur deferre mulierem secum volentem illum comitari, quando alicubi est diù habitaturus, et suppetunt necessariæ expensæ ad transferendam uxorem; secùs quando statim rediturus, aut nullibi notabilem moram facturus, sed ad varia negotia peragenda in diversis locis tendit, lib. 9, disp. 4, num. 12, 13 et 14.

4. Conjux non tenetur habitare cum conjuge furioso, vel sæpè ebrio cum periculo vitæ, vel quocumque alio gravissimo, arbitrio prudentis; secùs quando non existit tale periculum, et solùm est molesta cohabitatio et rixa, lib. 10, disp. 18, num. 17.

5. Celebrato divortio, auctoritate judicis ecclesiastici, ratione sævitiæ, aut furoris alterutrius conjugis, licet alteri, aut utrique ad religionem, vel ordines sacros transire, quando sanus cum illo non potest habitare absque vitæ periculo, et nulla est spes redeundi ad pristinam mentem, vel saltem ad furorem sedandum, ut possit esse tuta cum illo habitatio; secùs quando non desperatur reditus ad pristinum statum, et non diffiditur de remedio, lib. 10, disp. 18, num. 48.

6. Uxor non tenetur cohabitare cum viro habenti concubinam, etiam extra propriam domum, sine sufficienti cautione de expellendâ eâ, et ampliùs non

admittendâ, pœnâ appositâ, si deficiat à fide præstitâ, lib. 10, disp. 18, num. 20.

Comœdia.

1. Facere, componere, repræsentare, et audire comœdias valdè turpes, ac ad venerem excitantes, peccatum est mortale; secùs quando non sunt tales, lib. 9, disp. 46, n. 42.

Compensatio.

1. Mutua conjugum adulteria compensantur quoad pœnas civiles, v. g., amissionis dotis, et aliorum hujusmodi; secùs dicendum quoad pœnam et accusationem criminalem; nec talis exceptio admittitur: imò vir adulter potest in conscientiâ criminaliter accusare uxorem adulterantem, et adversùs eam licitè pœnam illam, sententiâ judicis præcedenti, exequi, lib. 10, disput. 8, à n. 29 usque ad 45.

2. Quando post latam sententiam divortii, innocens labitur in adulterium, non tenetur redire ad conjugem dimissum, non datur enim in hoc casu compensatio Debet tamen judex ex officio hos conjuges reconciliare, licèt alter conjux minimè petat, quando manifestum esset periculum conjugum, et aliorum scandalum vivendo perditissimè, lib. 10, disp. 9, num. 30 et 31.

3. Vir fornicans post divortii sententiam, quæ transiit in rem judicatam, non tenetur in foro conscientiæ admittere uxorem ob adulterium à se derelictam, donec per Ecclesiam compellatur, l. 10, disp. 9, n. 32; nec tenetur crimen fateri coram judice interrogante, nisi indiciis, aut semiplenâ probatione præcedenti, aut infamiâ; nec tenetur in conscientiâ redire ad consortium conjugale, etsi juridicè interrogatus neget, vel falsis testibus se defendat; ibid., n. 33. Et innocens factus professus, vel in sacris constitutus fornicans, minimè potest extrahi à monasterio ob fornicationem. Idem de clerico fornicante post ordines assumptos dimittente uxorem ob fornicationem notoriam; secùs dicendum, si sententia non præcedat, et dùm fornicator est novitius, vel cum solis ordinibus minoribus, vel cum solo voto castitatis. Attamen non tenebitur redire, si fornicatio acciderit post sententiam, et ante mutationem statûs; et non est restituendus uxori. Innocens tamen postea adulterans potest repetere priùs adulterantem, ut sibi reconcilietur, ibid., num. 34, 35 et 36.

4. Compensatio non datur inter adulterium carnale unius conjugis, et spirituale alterius, quoad divortium, nec inter spirituale utriusque conjugis, lib. 10, disp. 16, num. 3 et 4.

Concilium.

1. Concilium negans in aliquo casu dispensationem, si Pontifex dispenset absque causâ novâ urgentissimâ, peccat mortaliter, sed tenet dispensatio, lib. 3, disp. 45, num. 3.

2. Concilio potest derogari sine specificâ mentione, quando in casu speciali contra concilii decretum dispensatur, lib. 8, disput. 35, num. 17.

Conditio.

1. Conditio dotis solvendæ non censetur remissa per copulam habitam post sponsalia, quoad solutionem dotis; secùs quoad expectationem eventûs conditionis ad purificandum matrimonium, lib. 1, disp. 26, num. 13.

2. Conditio obligans ad nuptias, et eas prohibens, et aliæ, quas jure rejicit, rejiciuntur etiam in foro conscientiæ, et capitur legatum contra expressam testatoris voluntatem, lib. 1, disp. 33, num. 2; et disp. 34, num. 1.

3. Conditio consistens in lucro non acquirendo, interposita ab ipsis contrahentibus, irrita est, ut: Promitto tibi centum, si mecum contraxeris; secùs quando cessat turpitudinis præsumptio, et fit causa dotis vel donationis in præmium dotis receptæ, vel in juventutis aut nobilitatis compensationem. Et in dubio semper præsumenda est causa honesta, lib. 1, disp. 33, n. 3, 4 et 5.

4. Conditio apposita non à contrahentibus, sed ab alio, ut: Lego tibi, si tale matrimonium inieris, valet, non tantùm facta per modum conditionis, sed per viam modi, ut: Instituo Titium hæredem, ut ducat Mariam, vel ut ducat aliquam de familiâ: nomine familiæ intelligitur persona in gradu permisso à jure canonico, quamvis obtineri possit dispensatio, lib. 1, disp. 33, à num. 6 usque ad 9.

5. Conditio contrahendi cum aliquâ personâ illegitimâ non valet, aut si persona indigna est nuptiis. Quandò verò apponitur conditio viduæ, ut nubat indigno, tunc non rejicitur talis conditio omninò, sed quamvis non teneatur illi nubere, tenetur ab aliis nuptiis abstinere, ut non amittat legatum, lib. 1, disput. 33, num. 10, 11 et 12.

6. Conditio apposita virgini, ut nubat Titio, censetur impleta, ut non amittat legatum, si alteri nubat ex consensu paterno, lib. 1, disp. 33, num. 13.

7. Jussus contrahere cum personâ nobili, ducens nobilem primâ vice, et deinde viduus effectus ignobilem ducens, amittit legatum, vel hæreditatem, lib. 1, disput. 33, num. 14.

8. Jussus aliquam ducere, renuens primò, et postea annuens, amittit legatum, vel majoratum, si conditio privat ipso jure nolentem parere conditioni; secùs si non privat. Minor tamen potest uti beneficio restitutionis in integrum, lib. 1, disp. 33, num 15.

9. Si gravatus, vel jussus aliquam ducere, jam illam duxerat, vel quanto tempore expectandus sit, ut conditioni pareat, non resolvit doctor, lib. 1, disp. 33, num. 16.

10. Jussus ducere Mariam, primò aliam ducens, et viduus effectus, volens Mariam ducere, non amittit legatum, vel hæreditatem. Idem dicendum de jusso ingredi religionem, et primò ducente uxorem, lib. 1, disp. 33, num. 17.

11. Jussus aliquam ducere, volens ille, illa renuens, et postea annuens, et tunc ille renuens illam ducere, non perdit legatum. Si uxorem aliam duxit, vel obtinet jam legatum, vel si non obtinet, est legatum non quantitatis, sed speciei; secùs dicendum, si altero mortuo non est copulatus, nec obtinet legatum,

et est quantitatis, lib. 1, disp. 33, n. 18.

12. Jussus cum aliquâ contrahere pœnâ amissionis legati, vel hæreditatis, non amittit eam, si absque culpâ ipsius conditio deficit, vel quia renuit, vel priùs obiit, quàm ille in morâ constitutus sit. Idem dicendum, quando illa primò alii nubit, et vidua facta vult contrahere. Et hoc intelligitur quando ista conditio ponitur in ultimâ voluntate; secùs quando in contractu irrevocabili. Qualis autem modus servandus, quando femina datâ operâ latitat; non explicat doctor, l. 1, disp. 33, n. 19, 20 et 21.

13. Quando testator dicit: Lego Mariæ, si Titius eam ducat, debetur legatum Mariæ, si per ipsam non stat, si intuitu ejus, vel favore, testator voluerit contrahi matrimonium; secùs si favore alterius, lib. 1, disp. 33, num. 22.

14. Si conditio mixta absque neutrius culpâ deficiat, ut si Maria instituta, vel legataria, eâ lege, ut Titio nubat, antequàm in morâ sit, obiit, vel ipse Titius, omninò legatum perit, vel institutio, nisi sit favore alimentorum, libertatis, causæ piæ; vel si conditio partim impleta sit, et si est in primogeniis, et hoc ex præsumptâ testatoris voluntate, vel quando contrahendi præceptum conditionis naturam induit. Secùs si modi, qui modus mixtus, si deficiat culpa ejus qui tenebatur implere, non habetur pro impleto; secùs, si culpa ejus in cujus personâ implendus erat, l. 1, disp. 33, n. 24 et 25.

15. Quando conditio mixta deficit testatoris facto, ut si leget ecclesiæ, si in eâ sepeliatur, moriendo testator excommunicatus, ob quod in loco sacro sepeliri non potuit, habetur pro impletâ, lib. 1, disp. 33, n. 26.

16. Conditio non impedita à contrahentibus, sed à quodam tertio, qui, v. g., matrimonium impedit, censetur non impleta. Secùs dicendum in majoratibus, vel si impediens solvendo interesse non sit, vel si justè impediat, vel si impediatur à tertio, cujus consensus requiritur, lib. 1, disp. 33, n. 27.

17. Conditio abstinendi à matrimonio contractui adjecta, non rejicitur, sed vitiat contractum, ac irritum reddit, lib. 1, disp. 34, num. 2. Rejicitur tamen ab hæreditate, vel legato absolutè, et habetur pro non scriptâ, non solùm quoad primas, sed etiam quoad secundas nuptias etiam contra expressam testatoris voluntatem et intentionem, lib. 1, disp. 34, n. 2 et 3.

18. Conditio à filiis procreandis avertens, prorsùs rejicitur, ut, si non habuerit filios, vel si sine liberis moriatur. Item rejicitur, quando extraneo legantur centum, si virgo non nupserit. Idem dicendum, si testator dicat: Lego Titiæ, si non nupserit, centum, ut det Titio, sive nubat sive non, recipiet legatum, et restituet Titio. Idem dicendum de conditione nuptias prohibente adjectâ, legato relicto patri, tutori, curatori, vel amico ita conjuncto cum personâ quæ abstinere debet à nuptiis, ut probabile sit fore ut eâ abstineat, ne legatarius amittat legatum illud. Si autem legatum relinquatur Titiæ et extraneo, si non nupserit Titia, rejicitur conditio pro parte Titiæ debitâ, et valebit pro parte extraneo relictâ, et ita nubenti Titia, nec illa, lib. 1, disp. 34, n. 7, 8, 9 et 10.

19. Conditio retrahens ab ingressu religionis valida est. Unde si legentur Titio ducenta, si uxorem duxerit, centum verò si religionem ingrediatur, ingrediens in religionem solùm centum consequitur; et licet minus legare religionem ingredienti, et plus manentibus in seculo, ratione familiæ conservationis. Item licitè adjicitur conditio ne clericus religiosus succedat in majoratu, lib. 1, disp. 34, n. 11, 12, 13 et 14.

20. Conditio ad religionem invitans, v. g., si ad religionem transeat, valida est, vel si fiat sacerdos. Secùs dicendum de conditione vivendi continenter; valida tamen erit conditio, v. g., si castè et honestè vivat; et ingrediens religionem bonâ fide, si exeat justâ causâ in anno novitiatûs, consequitur legatum tali conditione relictum. Secùs si malâ fide ingressus est, vel exivit sine causâ, lib. 1, disput. 34, n. 15, 16 et 17.

21. Conditio non contrahendi matrimonium, nisi consensu tertii, vel talis personæ, etiam rejicitur à legato absolutè. Unde non valet conditio quâ pater filium gravat in legato ultra legitimam, ne absque consensu matris vel alicujus propinqui uxorem ducat. Idem de conditione in legato adjectâ, ne uxorem ducat absque patris consensu. Idem dicendum si aliquis leget illi centum, qui puellam violavit, si de consensu patris illam ducat, lib. 1, disp. 34, à num. 18 usque ad 23.

22. Conditio ineundi matrimonium cum consilio talis personæ non rejicitur à legato, sed valet, exceptis casibus in quibus non est necessarium sequi consilium, vel quando est magnum periculum in consilii requisitione ratione libertatis matrimonii, vel quando qui daturus est consilium est absens, et est periculum in morâ. Quod non tenet quando requiritur consensus, vel quando is cujus consilium requirebatur obiit vivo testatore, lib. 1, disp. 34, à num. 24 usque ad 27.

23. Conditio adjecta legato, v. g.: Si Titia non nupserit, habeat post mortem suam centum, non tantùm rejicitur, sed etiam tempus; secùs si apponatur aliud tempus, sive certum, sive incertum, ut post biennium, ibid., num. 28.

24. Conditio nuptias prohibens, quamvis rejiciatur virgini adjecta in legato, admittitur in viduâ, et nomine viduæ intelligitur, quæ, matrimonium consummavit, non autem aliàs corrupta. Et eadem conditio valet in viduo, lib. 1, disp. 34, à num. 29 usque ad 31.

25. Conditio nubendi arbitratu alicujus imposita viduæ, valet. Et si non vult arbitrari, vel vivo testatore arbitraturus moriatur, et vidua non fuit in morâ petendi consensum, admittetur ad legatum, et si injustè arbitretur, potest recurrere ad judicem, lib. 1, disp. 34, n. 32.

26. Conditio non contrahendi matrimonium, impo-

sita impotentibus et eunuchis, valet ; secùs in muliere sterili. Item valet conditio prohibens nuptias favore causæ piæ, lib. 1, disp. 34, num. 33 et 34.

27. Conditio nuptias impediens, non perpetuò, sed ad tempus, vel respectu solùm aliquarum personarum, valida est, v. g., Titiâ non nubente ante 25 annum ; et si tempus fuerit nimium, judex arbitrabitur. Idem dicendum de conditione : Si Titia nupta non erit, vel si non contrahat in tali oppido, si extra illud commodè potest contrahere, vel si non nupserit Caio, Titio et Sempronio, vel cum ignobili descendente à Judæis, vel Sarracenis. Satis tamen est nobilitas ex solâ paternâ lineâ, vel ex privilegio concessa. Item jussus non contrahere cum Judæis, intelligitur non solùm de primo, sed de secundo et tertio matrimonio valido, etiam non consummato ; secùs de non valido, lib. 1, disp. 34, à num. 35 usque ad 42.

28. Conditio tacitè subintellecta non reddit actum conditionalem, lib. 1, disput. 67, num. 3. Item conditio mente retenta nihil operatur in contractibus, lib. 1, disput. 65, num. 1. Utrùm conditio retinendi proprium adversetur substantiæ professionis, et eam irritet, non resolvit doctor, lib. 5, disp. 9, n. 14.

29. Conditiones quæ admittuntur et rejiciuntur in matrimonio, admittuntur et rejiciuntur in sponsalibus. Item in matrimonio aliquid adjici potest quintupliciter : primò, tanquàm tempus ; secundò, ut modus ; tertiò, per modum causæ ; quartò, per modum demonstrationis ; quintò, per modum conditionis, lib. 5, disp. 1, n. 1 et 2.

30. Conditiones quædam sunt generales, quæ insunt, licèt non exprimantur, aliæ speciales. Quædam harum sunt intrinsecæ, quæ matrimonio ex necessitate veniunt, aliæ extrinsecæ. Harum aliæ sunt necessariò eventuræ, aliæ impossibiles, aliæ contingentes et possibiles. Harum aliæ sunt honestæ, aliæ turpes, aliæ indifferentes, seu omninò impertinentes. Ex turpibus quædam sunt contra substantiam et bona matrimonii, aliæ verò minimè, lib. 5, disp. 1, n. 3.

31. Quando constat de intentione apponentis conditionem, illi standum est. In dubio autem hujus intentionis, statur præsumptio fori externi. Et quando est præsumptio juris, transfertur onus probandi in adversarium, lib. 5, d. 1, n. 4.

32. Matrimonium conditionem non recipit ; benè tamen ejus consensus ; admittit enim conditiones generales, quæ in omni contractu intelliguntur, tacitèque insunt, ut : Si vixerimus, si tu quoque consenseris, lib. 5, disp. 1, n. 5 et 6.

33. Conditio : Si Deo placuerit, vel si Deus voluerit, non suspendit, nec reddit contractum conditionalem, si intelligatur de voluntate beneplaciti, quâ Deus omnia aut vult aut permittit. Secùs dicendum, si intelligatur de voluntate approbativâ, quâ Deus approbat omnia, quæ fuerint juxta ejus beneplacitum, lib. 5, disp. 1, num. 11.

34. Conditio : Si Ecclesiæ placuerit, est vera conditio, et subsistente impedimento suspendit consensum, donec constet Ecclesiam approbare, factâ indagine, lib. 5, disput. 1, n. 12.

35. Conditiones intrinsecæ, quæ necessariò insunt in matrimonio, et absque quibus matrimonium consistere non potest, non reddunt matrimonium conditionale, ut : Si non fueris consanguinea, vel affinis ; et quamvis hæc conditio : Si non es consanguinea, non reddat matrimonium conditionale, operabitur tamen, ut scienter contrahens cum consanguineâ sub eâ conditione, minimè incurrat excommunicationem Clementinæ unicæ de Consanguinitate, lib. 5, disp. 1, num. 13 et 14.

36. Conditio extrinseca necessariò eventura, ut : Si cras sol orietur, non suspendit matrimonium, si contrahentes putabant conditionem esse necessariam ; secùs, si contingentem esse putabant, vel quando conditio est necessaria in se, respectu verò nostri contingens. Item non suspendit quando conditio necessaria habet diem incertum, sive certum, ut : Si cras sol orietur, vel si Titius morietur ; secùs quando prædicta conditio apponitur, non ut conditio, sed ut temporis præfinitio. Item non suspendit matrimonium conditio : Si Antichristus nascetur, aut condemnabitur, lib. 5, disp. 2, à num. 2 usque ad 7.

37. Conditio impossibilis reputata possibilis à contrahentibus non rejicitur à matrimonio vel sponsalibus, sed suum sortitur effectum in utroque foro, non suspendens contractum, sed irritans statim. Et quamvis conditio imprudenter existimata possibilis non vitiet in foro externo, vitiat tamen in foro conscientiæ, lib. 5, disp. 3, num. 8, 9 et 10.

38. Ut conditio impossibilis habeatur pro non adjectâ, ultra cognitionem impossibilitatis conditionis, exigitur etiam ut contrahentes conscii sint constitutionis capitis finalis de conditionibus appositis, statuentis eam conditionem haberi pro non adjectâ, et censeri purum matrimonium. Et oportet ut ambo contrahentes sciant talem conditionem esse impossibilem, et jus statuens habere pro non adjectâ. Unde moraliter loquendo non eveniet casus, in quo etiam in foro externo judicetur validum matrimonium contractum sub conditione impossibili, lib. 5, disp. 3, à num. 11 usque ad 14.

39. Conditio impossibilis habetur pro non adjectâ, quando dubia est contrahentium intentio, an animo consentiendi, vel potiùs irridendi eam conditionem apposuerint. Si verò constet ex conjecturis, conditionem impossibilem joco appositam esse, et absque animo contrahendi, tunc vitiatur matrimonium : v. g., quando sic contrahens expressit, nolle se aliter consentire, nisi eveniente eâ conditione, et magna est disparitas contrahentium, lib. 5, disp. 3, n. 15, 16 et 17.

40. Fideles, dùm Sacramenta recipiunt, censentur ea recipere juxta Ecclesiæ intentionem, et dùm contractum ineunt matrimonii, et nôrunt conditionem esse impossibilem, eamque rejici ab Ecclesiâ, et pro non adjectâ haberi, sed præsumere consensum purum et absolutum, videntur velle purè contrahere juxta

intentionem Ecclesiæ, et ut ipsa Ecclesia præsumit, et judicat tale matrimonium, nisi aliter explicent suam intentionem; et caput finale de Consanguinitate non solùm habet locum in foro externo, sed etiam in interno; et contrahentes consanguinei matrimonium sub conditione impossibili, ut : Si digito cœlum tetigeris, non incurrunt excommunicationem Clementinæ unicæ de Consanguinitate et Affinitate quando illi contrahunt solùm in eventum ejus conditionis, et non aliàs; secùs quando volunt contrahere secundùm dispositionem juris. Et idem dicendum de conditione turpi. Et sacerdos ducens viduam sub conditione impossibili, est irregularis, quando fuit conscius eam rejici, et conformiter constitutioni Ecclesiæ id matrimonium celebrat; secùs quando fuit ignarus, vel non conformiter illi constitutioni contraxit, lib. 5, disp. 3, à num. 18 usque ad 23.

41. Conditio impossibilis apposita de præsenti, vel de præterito, rejicitur, et habetur pro non adjectâ, et quando conditio partim est possibilis, et partim impossibilis, rejicienda quatenùs impossibilis, et adimplenda quatenùs possibilis, lib. 5, disp. 4, num. 2, 3 et 4.

42. Conditio jure impossibilis rejicitur à matrimonio, et habetur pro non adjectâ, si referatur ad jus præsens; secùs si ad jus futurum, ut : Contraho tecum si aliquando licebit inter consanguineos inire matrimonium, vel : Si hoc anno liceat id quod modò est jure prohibitum, quod intelligit doctor de jure humano. Rejicitur etiam, quando est certum et manifestum conditionem esse contra jus, vel naturâ impossibilem; secùs si id sub judice sit; unde contrahens cum consanguineâ eâ conditione : Si licet cum consanguineâ contrahere, incurrit excommunicationem Clement. primæ de Consanguin. et Affinit., si novit esse impossibilem de jure, et vult contrahere conformiter juris dispositioni; secùs si nolint hi consanguinei contrahere, nisi in eventum conditionis, lib. 5, disp. 4, n. 5 usque ad 10.

43. Conditio de facto impossibilis quando non est talis respectu aliorum, sed solùm respectu illius personæ cui proponitur implenda, non rejicitur, sed habet effectum suspendendi, ut si dicatur pauperi : Si dederis centum mille in dotem; secùs quando est impossibilis etiam respectu aliorum, ut : Si dederis montem aureum, aut unum regnum, aut imperium, lib. 5, disp. 4, n. 12, 13 et 14.

44. Conditio quæ naturâ suâ possibilis est, at ex accidenti, vel lapsu temporis impossibilis, non rejicitur à matrimonio; sed si vera est, valebit matrimonium; si falsa, vitiabitur; ut : Contraho tecum si es virgo; tamen rejicitur conditio : Si filia tua vivit, casu quo nunquàm habuisset filiam, lib. 5, disp. 4, à num. 15 usque ad 18.

45. Conditio impossibilis contraria substantiæ matrimonii, non rejicitur, sed annullat matrimonium, ut : Contraho tecum, si veneris ad exequias meas, vel si non ascenderis Capitolium, lib. 5, disp. 4, n. 19.

46. Conditio : Si Papa, vel princeps dispensaverit, est impossibilis quando non solet in talibus dispensare; secùs, quando cum causâ solet. Et, nomine principis, non solùm intelligitur supremus, sed inferior; et talis promissio matrimonii sub tali conditione obligat, si adsit justa causa, et solitus est dispensare. Secùs quando deest causa, et Pontifex non solet. Et est probabile, non obligare promissionem, quando impedimentum est solùm impediens, per solum Pontificem dispensabile, et contrahentes sub conditione : Si Papa dispensaverit, nullo modo peccant, nec incurrunt excommunicationem Clementinæ unicæ de Consang. Et quod dictum est de his qui se obligant sub istâ conditione ad matrimonium, dicendum est etiam de quàcumque conditione dependenti à voluntate principis circa alios contractus. Quando verò consanguinei promittunt, non expressâ conditione : Si Papa, etc., promissio non obligat; secùs quando jam de dispensatione tractant, vel quando sic impediti contrahunt per verba de præsenti sub istâ conditione : Si Papa dispensaverit, licèt sint in secundo gradu consanguinitatis, et Papa difficilè dispenset. Item promissio facta inter impeditos sub conditione : Si Papa, etc., ante impletam conditionem non obligat, ut sponsalia, secùs dicendum post eventum conditionis. Idem dicendum de fideli promittente matrimonium infideli : Si convertatur; lib. 5, disput. 5, à num. 2 usque ad 31.

47. Conditio : Si patri placuerit, in dubio non est de præterito, sed de futuro, et, si adjiciatur matrimonio, quando est de præsenti, aut præterito, est validum eâ impletâ, licèt contrahentes ignorent implementum, et credant parentibus displicere, casu quòd eis placeat, licèt virtualiter, ut si tunc essent dormientes, et placuerat eis; et si tunc non placet, non sufficit postea placere, lib. 5, disp. 7, à n. 1 usque ad 5.

48. Si conditio sit de præterito, ut : Si patri placuit, et in tempore præterito aliquando placuit, et aliquando displicuit, standum est posteriori voluntati; et si illa fuit complacentiæ, valet; secùs si fuit displicentiæ, lib. 5, disp. 7, n. 6.

49. Conditio apposita de futuro, ut : Si patri placebit, vel placuerit, et pater priùs dissentiat, et post consentiat, verificatur de primo consensu patris, sive dissensu. Et sufficit taciturnitas patris, ut censeatur impleta conditio. Secùs si conditio sit : Si pater dicat se consentire, et si pater jam obierat, et sciebant mortem, habetur conditio tanquàm non adjecta; si verò eam ignorabant, validum est matrimonium sub illâ contractum, lib. 5, disp. 7, num. 9, 12, 13 et 19.

50. Conditio honesta et possibilis adjecta matrimonio de præterito, vel præsenti, non illud vitiat, nec suspendit. De futuro verò suspendit adjecta in ipso actu contrahendi matrimonium; secùs si ex intervallo, jam inito matrimonio, vel si mutuo consensu apponatur. Secùs dicendum in sponsalibus, vel aliis contractibus qui mutuo consensu ponuntur et destruuntur, lib. 5, disp. 6, n. 1, 2, 3 et 4.

51. Conditio de futuro, sive referatur ad arbitrium alterius, sive non, suspendit matrimonium, v. g.: Contraho tecum si pater consenserit, vel si tantam dotem dederis, quando est causa justa dandi, ut si sit disparitas inter contrahentes; alia est conditio turpis, sive arbitrium referatur ad extraneum, sive ad illum in cujus potestate est contrahens. Et quamvis conditio honesta suspendat tam matrimonium, quàm sponsalia usque ad conditionis eventum, non potest tamen alter antequàm conditio deficiat recedere à sponsione, lib. 5, disp. 6, num. 5, 6, 7 et 8.

52. Quando uterque conjux est habilis, et contrahit per verba de præsenti sub conditione honestâ, ut: Si pater voluerit, vel dotem dederis, adveniente conditione consurgit verum matrimonium absque novo consensu, nec requiritur ut conjuges sciant conditionem extitisse. Idem dicendum de contrahentibus inhabilibus sub conditione: Si Papa dispensaverit, adveniente dispensatione, lib. 5, disp. 8, à n. 3 usque ad 11.

53. Quando quis duas feminas duxit de præsenti sub conditione honestâ, eâ simul impletâ, neutrum matrimonium valet; si verò conditio non simul impleatur, prævalebit matrimonium, cujus conditio priùs impletur. Quando autem sunt sponsalia contracta cum duabus sub prædictâ conditione, sive priùs, sive simul impleatur conditio, primum non manet validum; unde ex illo non oritur publica honestas. Tenetur tamen expectare eventum conditionis primi contractûs, et eveniente tenetur ad illum, licèt simul utraque conditio eveniat, non ratione sponsalium, sed promissionis, quæ est irrevocabilis per secundam promissionem, lib. 5, disp. 8, à n. 12 usque ad 19.

54. Matrimonium contractum de præsenti coram parocho et testibus, sub conditione de futuro, post Trid. fit validum impletâ conditione; et non requiritur, quòd conditio sit impleta coram parocho. Etiam non requiritur, quòd parochus et testes videant dispensationem, quâ contrahunt consanguinei, vel mandatum procuratoris. Idem dicendum, si pendenti conditione se cognoscant affectu uxorio, l. 5, disp. 8, à n. 20 usque ad 25.

55. Conditio contraria substantiæ matrimonii, aut bonis ejus, illud irritum reddit, etiam stando in jure naturali. Intelligitur primò quando conditio adjecta adversatur præsenti matrimonio; secùs si alii matrimonio adversetur. Secundò quando conditio est de futuro, secùs quando est de præsenti, vel de præterito, dempto uno casu, v. g., quando conditio de præsenti, vel de præterito, tangit, vel efficit matrimonium in futurum, ut: Contraho tecum, si invenisti, vel habes venena sterilitatis ad utendum in matrimonio, tunc eum vitiabit. Tertiò, sive adjiciens conditionem contrariam matrimonio principaliter id intendat, ut sequatur aliquid contra matrimonii substantiam, sive non. Quartò, sive conditiones adjiciantur suspensivè, sive in vim obligationis. Quintò, si ea conditio sit impossibilis, adhuc vitiat matrimonium, licèt aliàs rejiciatur. Unde hæc conditio: Si adulterandum tradideris, vitiat matrimonium. Idem dicendum: Si prolem neces, aut mutiles, aut mancam reddas, aut oculos eruas; secùs dicendum de conditione: Si prolem à nobis semper abjiciamus et alendam exponamus, lib. 5, disp. 9, à num. 3 usque ad 13.

56. Conditio contraria bonis matrimonii, quamvis sit honesta, illud vitiat, v. g., conditio de servandâ castitate, faciendi votum nunquàm petendi, vel reddendi debitum. Item cohabitandi simul nunquàm; secùs si fuerit ad tempus. Item vitiat matrimonium pactum vel conditio abstinendi à copulâ diebus certis, ut sextis feriis, vel alio tempore ultra bimestre præfinitum à jure post initum matrimonium; secùs dicendum de conditione, v. g.: Ut liceat ingredi religionem ante consummationem matrimonii, vel post ex communi consensu; annullabit si conditio sit: Ut ambo, vel alter teneatur ingredi religionem, sive ante, sive post consummationem matrimonii, lib. 5, totâ disp. 10.

57. Conditio: Ut alter conjux non teneatur reddere, quoties alteri non licet exigere, est contra matrimonii substantiam; secùs dicendum de conditione: Ut possit conjux debitum negare, quoties alter caret jure justitiæ ad petendum, ut adulter, lib. 5, disp. 11, n. 1, 2 et 3.

58. Matrimonium contractum inter Judæos sub conditione: Ut possint dare libellum repudii, est nullum. Idem dicendum de infideli contrahente secundùm ritum suum: Ut habeat tot uxores, quot possit alere, quando id deducit in pactum; secùs si non deducit, nec habet animum dandi libellum repudii, licèt non habeat intentionem servandi alia bona, lib. 5, disput. 12, à num. 1 usque ad 5.

59. Quando conditio apponitur contraria substantiæ matrimonii ab altero tantùm contrahente; nec sunt sponsalia, nec matrimonium, ut videtur probabilius doctori, lib. 6, disp. 13, n. 5.

60. Conditio turpis non contraria substantiæ matrimonii, nec ejus bonis, habetur pro non adjectâ ut: Contraho tecum si furtum admiseris, incitat enim ad peccandum; et ut rejiciatur, oportet utrique contrahenti constare, conditionem esse turpem, et jure rejici. Non rejicitur tamen quando est de præterito, vel præsenti supponens jam factum, et non faciendum, et quando ex aliis conjecturis colligitur contraria voluntas, lib. 5, disp. 15, à num. 1 usque ad 7.

61. Conditio: Si mecum concubueris, contraham tecum, rejicitur tanquàm turpis, si intelligatur de concubitu turpi, et manent sponsalia absoluta; et si de concubitu licito, suspendit matrimonium ad eventum ejus, lib. 5, disp. 16, n. 3 et 4.

62. Conditio: Contraham tecum, si te virginem invenero, si intelligatur per aspectum matronarum, vel aliam justam indaginem, non rejicitur; secùs, si intelligatur per concubitum. Item conditio: Si mihi in primo concubitu placueris, rejicitur; et si quis dicat: Contraham tecum, vel dabo tibi centum, si mecum coieris, non erunt sponsalia, nec matrimonium,

secutâ copulâ, nec per eam videtur recessum à conditione, lib. 5, disp. 16, à num. 5 usque ad 9.

63. Conditiones impertinentes ut : Si navis ex Asiâ venerit, vel Antichristus nascetur, vel : Si non es cæca, muta, cocles, leprosa, non rejiciuntur, sed suspendunt matrimonium ad eorum eventum, lib. 5 disp. 18, num. 1 usque ad 4.

64. Conditiones turpes et impossibiles, sicut rejiciuntur à matrimonio, ita etiam rejiciuntur à sponsalibus; et vitiantur sponsalia, sicut vitiatur matrimonium per conditionem contrariam substantiæ matrimonii, quando conditio contraria ponitur tanquàm implenda post matrimonium; secùs dicendum, quando ante, ut : Contraham tecum, nisi ante initum matrimonium aliam ditiorem, aut pulchriorem invenero. Item conditio contra matrimonii fidem, ut : Si ante matrimonium forniceris, non vitiat sponsalia; secùs de conditione adversâ bono prolis, ut : Si ante matrimonium venena quibus sterilis efficiaris, sumas, lib. 5, disp. 17, n. 1, 2 et 3; et lib. 5, disp. 14, n. 3.

Confessarius.

1. Quoties ignorantia est vincibilis et culpabilis lethaliter, cujuscumque juris, vel facti sit, non potest confessarius dissimulare, quamvis admonitio non sit profutura, et quodcumque scandalum pœnitentis sequatur; et tenetur admonere. Et ignorantia, quæ in uno culpabilis est, in alio est invincibilis. Et quando pœnitens fatetur se deliquisse in modo contrahendi, eò quòd matrimonium est nullum, et nullitatem invincibiliter ignoret, debet se habere cum illo tanquàm cum invincibiliter ignoranti. Item scientia speculativa non facit malam fidem, et licèt pœnitens aliquando in malâ fide fuerit, nunc autem in bonâ sit, reputandus est tanquàm ignorantiâ invincibili laborans; et ut confessor discernat, an sit bona fides, curet bono modo intelligere, an pœnitens credat, se esse in bono statu, vel dubiam conscientiam habeat. Quod prudenter faciendum est, ne ex interrogatis aut interrogandi modo constituatur pœnitens in dubiâ fide, qui priùs illæsam conscientiam habebat, lib. 2, disp. 38, num. 2 et 3.

2. Confessarius tenetur admonere pœnitentem, qui ex conscientiâ erroneâ credit aliquid esse peccatum mortale, l. 2, disp. 38, n. 4. Item tenetur quando spes probabilis est, ut monitio prosit sine gravi scandalo, et detrimento, cujuscumque juris ignorantia sit, aut facti. Et casu quo tenetur, non tenetur admonere ante absolutionem; sed satis est post eam, nisi confessarius probabiliter credat, ante absolutionem profuturam monitionem, post verò minimè, ibid., n. 5. Et quando ignorantia est invincibilis juris humani, aut facti absque tertii præjudicio, non tenetur confessarius admonere, vel quilibet alius, quando nulla inde sequitur utilitas, imò sequitur scandalum, vel difficultas, potiùs tenetur tacere, ut non sequantur inconvenientia dicta, ibid., n. 6 et 7. Item conjugi neganti debitum ex aliquâ causâ, existentique in dictâ ignorantiâ invincibili valoris matrimonii, potest confessarius, et tenetur præcipere ut debitum reddat, et non absolvere, si non proponat; et non mentitur confessarius dicens, illum esse suum conjugem cum reputatione. Et idem dicendum, licèt ignorantia sit circa jus divinum et naturale, et peccatum illud per ignorantiam excusatum sit in detrimentum proximi; etiam tenetur tacere, si existimat suam monitionem non profuturam, ut quando pœnitens possidet aliquid bonâ fide non suum, et est difficillimum relinquere illud, vel in usurâ. Idem dicendum, licèt pœnitens suscipiat benè monitionem, medium tamen est difficile propter scandalum, aut infamiam; et confessarius potest differre hanc monitionem in aliud tempus accommodatius, ut profectus sequatur; et est consilium paulatim monere, quando sic convenit, ibid., n. 8, 9, 10 et 11. Item non tenetur admonere confessor, licèt sit spes fore ut alius admoneat, n. 13. Tenetur tamen admonere, et aperire veritatem, quando pœnitens dubius interrogat confessorem; secùs quando solus est scrupulus. Et hoc intelligitur, quamvis admonitio non sit profutura. Item tenetur quando ex ignorantiâ timeatur malum boni communis, unde fit si esset scandalum, publicaque fama nullitatis matrimonii, teneretur confessor. Item si fructus monitionis non speretur statim, sed post; secùs quando confessarius est proprius parochus, et potest impedimentum probare; tunc enim debet tacere et dissimulare, quando fructus non speratur, licèt spes non proficiendi proveniat ex malitiâ pœnitentis, ibid., n. 14, 15, 16, 17 et 18.

3. Doctor publicus, sive concionator, tenetur publicè veritatem docere, licèt fructus alicujus privati non speretur, sed scandalum, nisi fuerit pusillorum in totâ republicâ. Tunc enim differenda ea doctrina in aliud tempus, lib. 2, disp. 38, n. 19.

4. Confessarii delegati possunt extra diœcesim audire confessiones subditorum episcopi, qui eos approbavit; lib. 34, n. 1 et 2.

5. Confessarius debet et tenetur admonere pœnitentem habentem impedimentum affinitatis, ad petendum debitum, ignorantem invincibiliter, quando facilis est recursus ad episcopum qui in eo dispenset, et credit monitionem profuturam. Secus dicendum, quando non profutura est, et non datur remedium facile episcopi. Idem dicendum de habente impedimentum cognationis spiritualis, quamvis in hoc casu potest faciliùs dissimulare, lib. 9, disp. 27, n. 10.

6. Confessarius episcopi potest ipsum absolvere, et cum ipso dispensare in omnibus, in quibus potest episcopus cum subditis, etiam in casibus occultis episcopo concessis per Trid., sess. 23, cap. 6, de Reform., lib. 8, disp. 3, n. 3.

7. Confessarius et parochus non potest dispensare in jejuniis, esu carnium, observatione festorum, et votis, nisi fuerit consuetudo, lib. 8, disp. 9, n. 27.

8. Confessarius, cui committitur dispensatio in foro conscientiæ, si declaravit, dispensationem esse validam, aut subreptitiam, potest retractare sententiam, et potest alius confessarius adiri, et potest dividi dispensatio, ita ut alius dispenset, et alius legitimet prolem, lib. 8, disp. 27, n. 30.

9. Confessarius occultè revocatus, vel cujus licentia est irrita ob vitium occultum, et datur communis error, est eligibilis per bullam, lib. 8, disp. 34, n. 14.

Confessio.

1. Confessio utriusque sponsi impedimenti, satis est ad sponsalia, etiam jurata, dirimenda; item sufficit confessio sponsi obstantis celebrari matrimonium, non verò recusantis, lib. 1, disp. 72, à n. 1 usque ad 4.

2. Confessio delicti cum circumstantiâ excusante valida est, quando nulla alia via potest constare, nisi ex ejus confessione; tunc etiam fides adhibenda quoad delictum et circumstantiam; ut si quis fateatur se necâsse hominem, sed in propriam defensionem, lib. 3, disp. 15, n. 9 et 10.

3. Confessio dotis receptæ, de quâ non constat, facta, per virum, non censetur donatio facta uxori, quandò simulatè fit causâ honoris, licèt fiat ante matrimonium. Et si constet de animo donandi, non valet, nec morte confirmatur, sed solùm præsumitur spes futuræ numerationis. Si verò fiat constante matrimonio, confessio in dubio censetur facta animo donandi, sed potest revocari expressè, vel tacitè. Tamen donatio consurgens ex tali confessione erit irrevocabilis, in omnibus casibus, in quibus donatio valida est inter conjuges. Et si vir ignobilis, aut senex fateatur se dotem recepisse, ab uxore juvenculâ, valet confessio. Et in dubio censetur facta animo donandi ac remunerandi : et est firma, et irrrevocabilis, sive fiat ante matrimonium, sive post. Et quando hæc confessio habet vim donationis, nil refert si elapsa exceptionis non numeratæ dotis tempora sint. Et quando dos ante matrimonium fuit promissa, et eo constante fatetur vir receptionem, non præsumitur animus donandi, sed verè receptam fuisse, lib. 6, disp. 9, à num. 2 usque ad 10. Utrum hæc confessio præjudicet creditoribus, et quid si vir fateatur se recepisse dotem ab alio quàm ab uxore; non resolvit doctor, ibidem, n. 9.

4. Sigillum confessionis violatur, quando quis utitur illâ ad externum regimen et gubernationem. Et si ipsi pœnitenti extra confessionem manifestetur peccatum, non violatur propriè, sed offenditur, nec potest negare indigno noto per confessionem, suffragium, Eucharistiam, ordines casu quo tenebatur, si extra confessionem conscius esset indignitatis illius, lib. 3, disp. 16, à n. 2 usque ad 7. Et casu quo possit licitè, retentâ contrariâ opinione, non tenetur, ibid. Et eligens indignum solâ confessione cognitum, minimè subjicitur pœnis juris in eligentes indignum impositis, ibid., n. 6.

5. Parochus vel ordinarius inveniens in confessione impedimentum dirimens matrimonium volentium contrahere, non potest expellere peccatorem etiam occultè petentem; potest tamen confessor ipsum secretò monere ut desistat, priùs obtentâ licentiâ ab ipso pœnitente; non tamen tenetur illam petere, lib. 3, disp. 16, à n. 8 usque ad 16.

6. Confessio non est necessariò præmittenda matrimonio, vel benedictionibus post illud contractum suscipiendis, lib. 7, disp. 9, n. 14.

7. Confessio non est necessaria ad commutanda vota, vel absolvendum à reservatis virtute bullæ, vel jubilæi, lib. 8, disp. 15, num. 25. Idem dicendum, si fiat commutatio virtute privilegiorum religiosorum, lib. 8, disp. 16, num. 11.

8. Confessio conjugis impotentis allegantis se post matrimonium alias feminas cognovisse, non satis est ad divortium, et, si fuerit minor, potest contra illam confessionem restitui, nec erit sufficiens confessio in foro conscientiæ, ut possit negare debitum, et divertere, lib. 7, disp. 112, à num. 15 usque ad 18.

9. Confessio conjugis sufficienter probat adulterium ad divortium, etiamsi tendat contra professionem religionis, lib. 10, disp. 12, n. 49 et 50.

Conjux.

1. Qualemcumque conjugum, nil refert priùs interrogari, et verba proferre, sed honestius est à viro initium sumere, lib. 2, disp. 31, n. 12.

2. Conjux innocens, quamdiù status utriusque est omninò immutatus, potest adulterum cogere ut sibi reconcilietur, et tenetur adulter connivere, quamvis sententia divortii præcesserit, nec desideratur retractatio sententiæ per judicem facta, lib. 10, disp. 10, à num. 2 usque ad 5.

3. Quando conjux innocens mutavit statum, factus professus, aut sacris ordinibus initiatus, non habet jus ad reconciliandum adulterum; secùs dicendum, si emisit tantùm simplex votum castitatis, lib. 10, disp. 10, num. 6.

4. Conjux adulter, nullâ præcedenti sententiâ, non potest statum mutare, nec vovere, et si mutet, potest revocari ab innocenti, ut redeat ad usum; præcedente verò sententiâ judicis secularis detrudentis adulteram in religionem, transacto biennio potest profiteri. Et si post biennium nondùm est professa, potest revocari ab innocenti, lib. 10, disp. 10, num. 7 et 8.

5. Latâ à judice ecclesiastico sententiâ divortii, non potest conjux adulter transire ad religionem invito innocenti, et ingrediens potest revocari etiam post professionem. Idem dicendum, si ingrediatur innocente ignorante, et deficiente ejus licentiâ; secùs si innocens id sciat, et non contradicat cùm possit. Item potest revocari adulter, si innocens revocet licentiam datam adultero ut emittat votum antequàm fiat; innocens tamen potest manere in seculo absque voto aliquo. Item potest revocare innocens adulterum, donec profiteatur, quando est monitus, et non vult. Et adultero juranti, ac probanti votum se emisisse, fides adhibenda est etiam in foro externo, lib. 10, disp. 10, à num. 9 usque ad 17.

6. Conjux non potest irritare votum castitatis, vel religionis, factum à conjuge adultero post divortium celebratum, sive cum licentiâ innocentis, sive sine illâ, casu quo posset irritare matrimonio integro. Tamen instaurato postea matrimonio, censebuntur sicut si

emissa essent ante matrimonium, lib. 10, disput. 10, num. 14.

7. Conjux adulter non privatur ipso jure debiti petitione, dùm inscius est alter, et potest compellere per judicem, ut reddat, licèt innocens habeat levia indicia, et non sufficientia ad divortium. Et non tenetur fateri coram judice suum adulterium occultum. Tamen si adulter sciat innocentem habere sufficientem certitudinem in foro conscientiæ, non potest compellere, ut sibi debitum reddat. Et si falsis testibus se tueatur, non tenetur restituere innocenti bona, quorum amissione damnandus erat, lib. 10, disp. 12, num. 8; et lib. 1, disp. 68, num. 4 et 5.

8. Conjux, ut possit negare debitum, vel propriâ auctoritate divertere, requiritur solùm moralis certitudo; et non sufficit dubium de alterius adulterio, nec quæcumque suspicio probabilis, sed desideratur violenta. Dicitur autem violenta, non solùm quando invenitur solus cum solâ, nudus cum nudâ in eodem lecto jacens, in multis locis secretis ad hoc aptis, et horis electis, sed etiam quæcumque alia similis, quæ vehementer suadeat conjugis adulterium. Unde invenire solum cum solâ in loco abdito extra lectum, et horam aptam ad concubitum, non sufficit, nisi aliæ circumstantiæ concurrant, loci, temporis, vel personarum, licèt deprehendantur se amplexantes et osculantes. Item non sufficiunt xenia missa ab adultero adulteræ, aut verba amatoria, et litteræ etiam confitentes adulterium, lib. 10, disput. 12, à num. 30 usque ad 48.

9. Conjux suspicans adulterium uxoris, potest illam observare cum testibus idoneis ad eam convincendam de adulterio. Non potest tamen offerre illi occasionem ut adulteretur, aut famulis ut furentur, nec pactum inire, et amasio ejus castitatem violare tentanti connivere, concedens tempus, et locum; non solùm ut adulterium permittat, sed ut in illo deprehendatur, lib. 10, disp. 12, n. 52, 53 et 54.

10. Conjux petens matrimonium dissolvi ratione impotentiæ, tenetur speciem illius impotentiæ, et causam allegare, et declarare judici ecclesiastico, lib. 7, disp. 108, n. 10.

11. Conjux impotens, sive impotentia se teneat ex parte viri, sive ex parte feminæ, potest adversùs matrimonium proclamare, allegando propriam frigiditatem, ut permittatur transitus ad alias nuptias, quando ignarus fuit illius tempore matrimonii. Et potest judex separare eos, si adsit periculum incontinentiæ, lib. 7, disp. 104, à num. 1 usque ad 6.

Consensus.

1. Consensus ad matrimonium ita requiritur, ut nequeat nec de potentiâ Dei absolutâ absque illo consistere, sive sumatur dùm est contractus humanus à propriâ voluntate consurgens tanquàm à causâ, sive dùm est vinculum matrimonii. Nec de facto fuit inter primos parentes absque consensu illorum. Potest tamen Deus dare viro potestatem in corpus feminæ, et è contra absque illorum consensu, ratione majoris dominii, lib. 2, disp. 26, à num. 1 usque ad 6. Nec est talis potestas in republicâ, sive ecclesiasticâ, sive seculari. Potest tamen princeps ob bonum commune aliquos compellere ut matrimonio jungantur, lib. 2, disp. 27, à num. 1 usque ad 4.

2. Consensus matrimonialis necessariò debet fieri non explicitè ad carnalem copulam, sed in jus et potestatem ad talem copulam : implicitè autem, et virtute ad copulam, quantùm est ex parte contractûs. Et sic consensit Virgo Maria in copulam, et non est de matrimonii essentiâ consensus Implicitus in copulam ex parte contractûs, lib. 2, disp. 28, num. 3 et 4. Utrùm verò Beata Virgo contraxerit matrimonium; negat doctor, ibid. num.

3. Consensus internus ad matrimonium non sufficit, sed requiritur verbis, vel signis expressus, non ut conditio sine quâ non, sed de ratione matrimonii, et ipsius contractûs, ita ut si Deus revelet utrique mutuos consensus, non sit matrimonium, l. 2, disp. 30, à n. 1 usque ad 4.

4. Consensus expressus per verba, non requiritur, ut valeat matrimonium, sive in loquelâ carentibus, sive in potentibus loqui, et contractum solùm nutibus est Sacramentum. Et verba nec requiruntur necessitate præcepti; peccat tamen venialiter ille, qui non exprimit verbis consensum quando justa causa non adest, lib. 2, disp. 31, à n. 1 usque ad 101.

5. Consensus conjugum non est necessarium simul præstari, sed sufficit temporis morâ intercedente, modò consensus prioris conjugis revocatus non sit. Et quando alter non statim consentit, credendum est alteri dicenti se revocâsse consensum, lib. 2, disp. 32, n. 3 et 4. Requiritur tamen simultas moralis in præstando consensu, ita ut non magnum intervallum inter unius et alterius consensus distet; et quale hoc sit, arbitrio prudentis viri relinquitur, ibid., n. 7. Et quando consensus alterius fuit minùs legitimus, ut fictus, vel metu extortus, sufficit denuò consentire, dùm alter consensum non revocavit. Et non oportet aliquid intimare alteri conjugi, sed sufficit internè consentire post; secùs quando ex parte utriusque consensus est irritus. Et sufficit consentire post, quocumque spatio temporis interjecto, nec requiritur parochus, aut testes. Utrùm verò per Trid., sess. 24, c. 1, de Matrimonio, sint hæc correcta, ita ut necessarium sit jam consensus simul tempore ab utroque præstari; negat doctor ponens duos casus in quibus validum est matrimonium. Primus est, quando alter coram parocho et testibus consensit, altero nil respondente; et post 15 dies, iterùm coram eodem parocho, et eisdem testibus is, qui priùs tacuerat, consentit. Secundus est, quando qui in præsentiâ parochi et testium consensit, dedit alicui potestatem ad acceptandum suo nomine, et hoc acceptante coram eodem parocho et testibus, alter postea consentiret, lib. 2, disp. 32, à n. 7 usque ad 17.

6. Consensus, quo duo falsò credentes subesse impedimentum dirimens consensêre in matrimonium, sufficit, quando contrahentes intendunt consentire quantùm in ipsis est; et credendum non est his di-

centibus se non consensisse in foro externo; secùs in interno, lib. 2, disp. 33, à n. 1 usque ad 4.

7. Consensus, quo aliqui ex errore putantes validum, fuisse matrimonium, priùs illud ratificant, non sufficit, etiam si illi conscii ratificent adhuc, lib. 2, disp. 34, n. 1, 2 et 3.

Constitutio.

1. Constitutio est odiosa illa, quæ intendit principaliter odium alicujus, et est favorabilis illa, quæ continet favorem, licèt secundariò redundet in damnum alterius. Quod intelligitur, quando odium à favore distingui nequit. Quando verò potest commodè distingui, extendenda quoad favorem, restringenda quoad odium, lib. 1, disp. 1, n. 4.

2. Pontifex potest constitutiones suas revocare, non solùm quoad effectus jure humano in eis in posterum incurrendos, efficiens ut non incurrantur, sed etiam quoad jam incursos, abolendo illos, ac si ea constitutio edita nunquàm fuisset, lib. 8, disp. 7, num. 4.

3. Constitutio lata in favorem animarum ad evitandum peccatum, sive odiosa, sive favorabilis, est amplianda, lib. 7, disp. 9, n. 8.

4. Constitutio limitans, vel corrigens mensuram, censetur corrigere, vel limitare rem mensam, quando est eadem ratio, lib. 7, disp. 10, n. 10.

5. Constitutio declarans aliam, recipit omnes interpretationes, quas declarata recipit, lib. 7, disp. 46, n. 21.

Consuetudo.

1. Binus actus consuetudinem inducit, lib. 4, disp. 1, n. 22. Et ut consuetudo deroget legi circa sacramentalia, non indiget scientiâ principis, lib. 7, disp. 82, n. 18, 19 et 20. Nec consuetudo potest efficere licitam pluralitatem uxorum, lib. 7, disp. 80, num. 10.

2. Consuetudo nullas vires obtinet ad dissolvendum matrimonium legitimum, potest tamen impedire ad tempus, et efficere ut ad tempus separetur in pœnam, cò quòd adversùs prohibitionem initum sit. Item potest, quando est approbata à Papâ, inducere impedimenta dirimentia, et inducta jure canonico abolere, lib. 7, disp. 4, à num. 1 usque ad 4.

3. Consuetudo legitimè præscripta ac rationi consona, vires habet inducendi novum impedimentum dirimens, etiam Papâ ignorante, dummodò sit mixta clericorum et laicorum. Item habet vires abolendi aliquod impedimentum dirimens, efficiendo habiles qui erant inhabiles. Illa dicitur consuetudo non rationi consona, quæ refragatur juri divino et naturali, lib. 7, disp. 4, à n. 11 usque ad 14.

4. Consuetudo probatur, quando unus doctor excellens eam esse asserit. Ut Navarrus, qui varias regiones longè inter se dissitas peragravit, ac centesimum vitæ suæ annum complevit, semper studiis intentissimè vacans, ac undique circa conscientiæ quæstiones consultus, et Romæ tandem diù moratus est, quò ex universis orbis partibus dissolvendæ quæstiones hæ deferuntur. Et quando affirmat talis doctor se in tantâ ætate, nec vidisse, nec audisse, benè proba-tur talis consuetudo, libro 7, disput. 17, num. 8.

5. Consuetudo obtinens liberum esse servum qui ducit ancillam, valet etiam quoad alienigenam contrahentem, ubi viget consuetudo; secùs si ignorans consuetudinem contraxit, lib. 7, disput. 21, n. 4.

Consulere.

1. Consulere minus malum, gratiâ vitandi majoris, quando aliter evitari nequit, licitum est, etiam et persuadere, et opem ferre sine obligatione restitutionis, licèt ad utrumque non sit determinatus, proponendo illi minus malum. Nunquàm tamen est licitum offerre complicem, cum quo admittendum. Et requiritur, quòd omninò ad majus sit determinatus. Non tamen est necessarium exprimere eam conditionem : Si majus malum facturus es. Et non solùm privato licitum est consulere alteri minus malum ad vitandum majus, sed etiam parentibus, confessoribus et judicibus, quando aliter non possunt impedire. Et hi potentes impedire aliâ viâ utrumque damnum, tenentur restituere minus consulentes, lib. 7, disp. 11, à n. 14 usque ad 23.

2. Quando majus, vel minus damnum non est eidem personæ, sed diversis inferendum, non licet consulere minus damnum inferri uni ad vitandum ne majus inferatur alteri, nisi ad ambos determinatus esset, et damnum unius est modicum, alterius verò magnum, ut unus pauper, alius dives, lib. 7, disp. 11, n. 24.

3. Volenti mea bona rapere, licet ad illa tuenda consulere ut alterius rapiat, nullâ nominatâ personâ, dicens : Si furari vis, sine me, multi alii sunt à quibus possis furari, lib. 7, disp. 11, num. 25.

4. Utrùm liceat consulere æquale malum ad vitandum æquale; affirmat doctor minimè videre rationem quâ id concedi possit; fatetur tamen libenter hunc consulentem excusari à restitutione, si erat omninò æquale, eidemque alterutrum absque eo consilio certissimè inferendum, lib. 7, disp. 11, num. 26.

5. Licet nemini tali consilio uti, v. g., consulere sibi minus malum, quia potest et tenetur utrumque cavere, nec potest patrare peccatum veniale ut caveat in se vel in alio mortale gravissimum, lib. 7, disp. 11, num. 27.

6. Habenti votum castitatis, aut reliqua matrimonium impedientia, et ita carnis illecebris agitato, ut se continere nequeat, sed passim succumbat, licitè suaderi potest ut matrimonium ineat, ut sic minùs peccet, lib. 7, disp. 11, n. 29.

Contemptus.

1. Contemptus constituens culpam mortalem in his quæ ex solo contemptu culpam lethalem debent habere, est ille, quando aliquis nihili facit, ac si esset vanum, ut in Sacramento Confirmationis, si pro nihilo duceretur, quasi puerile existimans; et sic in cæteris, lib. 7, disp. 82, num. 6.

Contractus.

1. Contractus alii à donatione, ut venditio, permutatio, valent inter conjuges, lib. 6, disp. 1, num. 11. Item contractus conditionalis obligat ante condi-

tionis eventum, ita ut resilire non liceat, lib. 5, disp. 6, num. 8.

2. Contractus, quo aliqui se obligant cum certâ pœnâ sub conditione pendenti à voluntate principis, non obligat, nec pœna, lib. 5, disp. 5, n. 9.

Copula.

1. Copula vi extorta post matrimonium ratum intra bimestre, consummat illud, potest tamen sponsa vi oppressa ingredi religionem, manente vinculo matrimonii, nisi fuerit secuta proles. Idem dicendum, quando fuerit cognita metu gravi, lib. 2, disp. 22, à n. 4 usque ad 12.

2. Sponsus, invitâ sponsâ copulam extorquens intra bimestre, non potest ingredi religionem. Idem dicendum, quando ante matrimonium consummatum tradidit alteri deflorandam. Quod intellige, quando aliàs non potest injuria sufficienter resarciri. Si tamen de facto ingrediatur, dissolutum manebit vinculum matrimonii, et sponsus cogens intra illud bimestre, peccat mortaliter, licèt non affirmet velle religionem ingredi, nec ingressum præmeditetur, lib. 2, disp. 22, num. 8, 9 et 15.

3. Utrùm sponsa per vim oppressa ante bimestre possit semen expellere de feminâ, quæ non à sponso vim passa est, affirmat doctor posse incontinenti; sed postea post possessionem pacificam vasis, negat. De sponsâ autem à sponso per vim cognitâ non audet affirmare, et manet dubius, lib. 2, disput. 22, num. 17.

Credendum.

1. Credendum est in utroque foro promittenti matrimonium dicenti se revocâsse consensum, si alter statim non repromittat, lib. 1, disp. 5, n. 14.

2. Asserenti se non promissurum, si à principio talis causa abesset, credendum est in utroque foro, si judicio prudentis, consideratis negotii circumstantiis, verisimile sit non promissurum, si illam præcogitâsset, lib. 1, disp. 62, n. 6.

3. Credendum est sponso dicenti se accessisse ad sponsam, et non consummâsse, nec seminâsse, in foro conscientiæ; secùs dicendum in foro externo, lib. 2, disp. 21, n. 8.

4. Quando sponsus uterque confitetur se non consummâsse, illis non credendum est, si sponsa non erat virgo, et domum sponsi traducta est; secùs si traducta non sit, et si erat virgo aspecta, talis appareat, licèt domum sponsi traducta sit, lib. 2, disp. 23, num. 1 et 2.

5. Credendum est juramento conjugis dicentis, se credidisse esse suum conjugem eum cum quo copulam habuit, habito respectu ad ejus honestatem, et alias probabiles conjecturas, lib. 10, disp. 5, n. 17.

6. Credendum non est in foro externo juramento dicentis se vovisse castitatem absque aliâ probatione, lib. 10, disp. 10, n. 17.

7. Credendum non est in foro externo professo dicenti, sive juranti, se fictè professum, vel noluisse intra quinquennium ratificare professionem. Poterit tamen superior in foro conscientiæ illi credere, attentis circumstantiis, et clam expellere, lib. 7, disp. 37, n. 14.

8. Credendum non est in foro externo habentibus copulam, et negantibus semen esse emissum; secùs in foro interno, lib. 7, disp. 64, n. 9.

9. Credendum non est in foro externo dicenti se habere commissionem ad dispensandum, vel faciendum aliud, licèt sit cardinalis legatus. Secùs quando est persona constituta in excelsâ dignitate, et in nullius præjudicium est, ut ex facultate dispensandi, absolvendi, et concedendi indulgentias. Unde credendum est episcopo dicenti, se alienum subditum cum licentiâ promovisse; vel litteris summi pœnitentiarii dicentis sibi vivæ vocis oraculo commissum esse, ut dispenset in aliquo casu pontifici reservato. In foro tamen interiori cuicumque viro timorato ac confessori dicenti sibi delegatam esse potestatem ad absolvendum, vel dispensandum credendum est, lib. 8, disp. 17, à n. 17 usque ad 22.

Crimen.

1. Duo sunt crimina dirimentia matrimonium subsequens. Primum est adulterium cum machinatione mortis alterius conjugis; secundum est adulterium cum fide datâ de contrahendo matrimonio post conjugis mortem, vel cum contractu matrimonii de præsenti cum adulterâ, quare adulterium solum non sufficit, lib. 7, disp. 78, n. 1.

2. Ut adulterium cum machinatione mortis sit crimen dirimens, requiruntur quinque conditiones. Prima est, ut adsit machinatio mortis conjugis alterutrius, sive ab alterutro conjuge, sive ab adultero facta, effectu subsecuto; nimirùm, ut reverà sequatur illius conjugis interfectio machinata. Sufficit autem mandatum vel consilium; non tamen ratihabitio ejus interfectionis, etiam nomine alterius conjugis effectæ. Secunda, ut machinatio fine vestiatur ineundi matrimonium inter conjugem superstitem et adulterum, vel simul mortis machinatorem. Tertia, ut adsit adulterium, quando solus alter ex contrahentibus mortem conjugis machinatus est; vel si adulterium desit, uterque illius machinationis reus sit. Quarta, ut adulterium requisitum sit utrique contrahenti notum. Ultima, ut matrimonium priùs fuerit verum, quamvis non consummatum fuerit, divortiumve celebratum sit. Nec impedimentum hoc reddit machinantem inhabilem simpliciter ad quodcumque aliud matrimonium, sed tantùm respectu adulterantis, vel ejus qui simul in conjugis mortem machinatus est, ad ineundum inter se matrimonium, lib. 7, totâ disp. 78.

3. Ut adulterium cum fide totâ de matrimonio post conjugis mortem, vel cum contractu matrimonii de præsenti cum adulterâ, sit crimen dirimens matrimonium, sex requiruntur conditiones. Prima, adulterium cum seminis intra vas effusione. Secunda, ut cum adultero concurrat promissio etiam simplex futuri matrimonii, aut contractus matrimonii de præsenti; sive adulterium præcedat, sive subsequatur illa, dummodò non sit remissa fides matrimonii, aut matrimonium illud de facto initum jam dissolutum, quando adulterium supervenit.

Satis autem est, fidem dari adulteræ de ineundo matrimonio cum personâ, quam quidam tertius designaverit, si id fraudulenter effectum sit, ut tertius ille adulteram designet. Sufficit etiam, quamvis matrimonium illud clandestinum sit; at debent esse fides, aut matrimonium, et adulterium eodem conjugio durante. Tertia, ut adulterium perpetratum sit, sciente utroque adultero alterius matrimonium: nec sufficit, licèt uterque adulter conjugatus sit, et nôrit proprium conjugium: et excusat ignorantia etiam non probabilis, sed crassa et supina. Sufficit verò si fides detur, aut matrimonium ineatur ante scientiam alterius conjugis, si habitâ scientiâ accedat copula; at non sufficit copulam ante scientiam haberi, et post scientiam dari fidem, aut matrimonium de facto iniri. Quarta est, ut promissio matrimonii sit externa, quamvis ficta sit, fictione non apparente exteriùs, et quamvis promissio sit conditionalis, nisi conditio sit de præterito, aut de præsenti, et nec conditio extiterit, nec extet. Quinta, ut promissio ab altero acceptata sit, quamvis non repromittat. Taciturnitas autem ejus cui promissio fit, absque alio acceptationis signo, nunquàm sufficit ad hoc impedimentum incurrendum. Sexta, ut priùs matrimonium validum fuerit, quamvis non sit consummatum, et dissolutum quoad thorum per divortium, lib. 7, totâ disp. 79.

Curialis.

1. Curialis, sollicitator, aut scriptor, qui, ut faciliùs dispensationem impetret, mutat narrationis substantiam, non manet excommunicatus per motum proprium Pii V, sed incurrit pœnas falsarii, lib. 8, disp. 21, num. 58.

Custodes.

1. Custodes nemorum se abscondentes, ut transeuntes liberè ingrediantur, et solvant pœnam, peccant mortaliter; secùs si abscondantur, ut possint eos deprehendere semel, ut sic caveant in futurum illùc redire, lib. 10, disp. 12, n. 52.

D

Debitum.

1. Debitor absque termino non tenetur statim solvere, sed quando est requisitus à creditore, lib. 1, disp. 28, num. 2.

2. Petere et reddere debitum conjugale, est ex se licitum, et meritorium, et gratiam ex opere operantis confert, lib. 9, disp. 1, num. 1, 2 et 3.

3. Debitum petere propriè loquendo, nunquàm est in præcepto; reddere tamen tenetur conjux conjugi, sive expressè, sive tacitè, sive interpretativè petenti, et conjuges sunt æquales in petendo et reddendo; secùs dicendum in actu conjugali, vel domesticâ dispensatione, loquendo de æqualitate quantitatis, et non proportionis. Est autem interpretativa uxoris petitio, quando vir attentâ ejus conditione, vel aliunde, percipit ipsam concubitum appetere. Uxor tamen licitè potest expectare petitionem expressam viri, nisi in eo detur idem pudor, vel periculum incontinentiæ, et vir non petit, nec verbis, nec signis, et tunc obligatio non est justitiæ, sed ex lege charitatis, lib. 9, disp. 2, à num. 1 usque ad 7. Et hæc obligatio reddendi, et jus ad petendum oritur necessariò ex naturâ matrimonii, seu vinculi conjugalis, et conjuges tenentur mutuò reddere debitum sub mortali; attamen non semper petitur tanquàm debitum, sed tanquàm symbolum conjugale amicitiæ, et sicut in aliis excusat parvitas materiæ, ita in hoc: v. g., solet vir petere quater in mense, si petat iterùm, non peccat mortaliter uxor, illâ quintâ vice negando sine periculo continentiæ. Idem quando non statim redditur debitum, sed differtur per aliquod breve tempus, ut si conjux neget mane, redditurus nocte, licèt periculum sit pollutionis involuntariæ, ubi abest consensûs periculum; secùs dicendum si periculum sit incidendi in morbum gravem. Et quando vir nimius est in petendo, non semper, sed moderatè tenetur reddere, et conjugi remissè petenti debitum, non est mortale negare. Est tamen mortale rarissimè, et magnâ cum facultate reddere, vel negare, quando justa et sufficiens causa abest, et scandalum, gravesque discordiæ orientur; et non excusatur eò quòd sit dies solemnis, aut Eucharistiam recepturus. Tandem etiam est mortale non reddere, quando justa causa non extat, et conjux petens instat, lib. 9, disp. 2, à num. 8 usque ad 16.

4. Reddere debitum, ita ut impediatur generatio, est peccatum mortale contra naturam, lib. 9, disp. 20, num. 1.

5. Vir non potest negare debitum uxori propter dotem non solutam, lib. 9, disp. 5, num. 1.

6. Vir sanus non tenetur reddere debitum uxori leprosæ, aliove morbo contagioso laboranti, cum periculo notabilis infectionis. Item non tenetur quando ob lepram nimius horror insurgit. Secùs dicendum, quando lepra præcessit matrimonium, ab altero non ignorata, et tenetur cum illo cohabitare. Item leprosus tenetur reddere sano petenti, lib. 9, disp. 24, à num. 14 usque ad 23.

7. Conjux tenetur et potest reddere debitum cessante proprio periculo, quamvis sobolis leprosæ nascituræ periculum subsit, lib. 9, disp. 24, n. 24 et 25.

8. Conjux sanus non tenetur cum leproso cohabitare, imminenti gravi infectionis periculo; secùs si non immineat. Et circa cohabitationem in eâdem domo consulendi sunt medici, ut inde obligatio petatur, vel deobligatio. Et casu quo sanus non teneatur habitare in eâdem domo, tenetur prope illam esse, et proles apud sanum debet esse, lib. 9, disp. 24, à num. 26 usque ad 32.

9. Conjux non tenetur reddere debitum cum notabili salutis suæ detrimento, v. g., laborans febri; secùs dicendum de dolore capitis, dentis, vel alio simili. Item non tenetur reddere post prandium nuper desumptum, vel in balneis, vel statim à balneis, etiam non semper petenti immoderatè. Tamen immoderatè petere nunquàm est lethale, nisi vir advertens notabile suæ saluti detrimentum inde parari, si cocat. Item uxor non tenetur reddere, si vir sit fur

incorrigibilis, et est timor damni inferendi uxori. Imò potest aufugere, lib. 9, disp. 24, à num. 2 usque ad 7.

10. Conjux reddendo debitum cum periculo notabili propriæ salutis, peccat mortaliter; et non tenetur, nisi ea copula desideretur ad bonum commune, ut ad pacem regni, vel universi. Item non tenetur, sed potest quando est grave periculum incontinentiæ in exigente, lib. 9, disp. 24, à num. 8 usque ad 12.

11. Abstinere à copulâ ex communi consensu, ne prolem multiplicent, quam alendo non sunt, nulla est culpa, nisi in altero conjuge sit periculum incontinentiæ. Tamen absque communi consensu non excusat regulariter à debiti petitione, nolle multiplicare prolem; secùs si filii sunt multi, et ali non possunt, si deficiat periculum incontinentiæ. Est culpa mortalis negare debitum, ne filius ex maculato sanguine concipiatur, ut à Judæis, et à Sarracenis. Tamen licitum est negare illud ad vitandum magnum in bonis fortunæ, vel famæ, detrimentum vel ad magnam in illis utilitatem comparandam, lib. 9, disp. 25, à n. 1 usque ad 5.

12. Incestuosus conjux cum alterius conjugis consanguineo, aut consanguineâ, si incestus sit intra vas consummatus, nequit petere, ac tenetur reddere. Idem dicendum, si uxor rem habeat cum consanguineo viri, quamvis non sit consummatum matrimonium, et incestus sit occultus, vel quando non contraxit affinitatem; sed solùm consensit, et causa fuit ut alter contraheret; secùs dicendum de conjuge cognoscenti affinem suæ uxoris, vel eam cum quâ habet impedimentum publicæ honestatis. Privatur tamen à debiti petitione conjux incestuosus, si eo conjuge mortuo aliud ineat matrimonium; nisi consuetudo sit, ut talis ineat absque dispensatione. Tamen non privatur à petitione debiti incestuosus cum propriis consanguineis; secùs si cum consanguineis uxoris, licèt sit juvenis, et adsit periculum incontinentiæ, sed erit justa causa dispensandi. Undè ex his infertur, si absque dispensatione petat debitum, peccare mortaliter; tamen non privatur à petitione debiti cognoscens, sive ante, sive post matrimonium, consanguineam uxoris ultra secundum gradum, id est, in tertio, vel in quarto, lib. 9, totâ disput. 27.

13. Utrùm arceantur à petitione ac redditione debiti conjuges ambo effecti affines per mutuam copulam cum consanguineis alterius, affirmat doctor quoad petitionem, sive fraudulenter, sive non, vel si unus solùm contrahat affinitatem cum consensu alterius. Verùm quoad redditionem distinguit, si ex malitiâ id impedimentum inciderit; affirmat, si non ex malitiâ, licèt ex culpâ utriusque, negat, lib. 9, totâ disp. 28.

14. Contrahens conjux affinitatem cum altero conjuge ante matrimonii consummationem, non tenetur religionem ingredi, sed reddendo potest consummare, lib. 9, totâ disp. 29.

15. Conjux contrahens incestuosam affinitatem, aut cognationem, ut debiti petitione privetur, non desideratur judicis sententia, aut condemnans, aut saltem crimen declarans, lib. 9, totâ disp. 30.

16. Femina cognita vi præcisâ, à viri consanguineis, potest petere debitum; secùs dicendum si levi metu inducta fuit. Item nec reddere, si interfuit consensus viri, nisi uterque id fecerit in fraudem matrimonii. Item non poterunt nec reddere nec petere, licèt metus sit gravis, seu cadens in feminam constantem ab ipso viro illatus, lib. 9, disp. 31, à n. 1 usque ad 5.

17. Conjux factus cognatus, aut affinis alterius conjugis, habens ignorantiam invincibilem facti non privatur petitione debiti. Idem dicendum de habente ignorantiam invincibilem qualemcumque, et quantùmcumque crassam, dummodò non sit ingens temeritas, vel affectata. Idem dicendum quando scitur consanguinitas, at ignoratur eam esse intra secundum gradum. Similiter non privatur habens ignorantiam similem juris humani prohibentis; secùs si sciat jus prohibens, at pœnam ignoret privationis debiti, lib. 9, disp. 32, à num. 43 usque ad 50.

18. Conjux cognoscens consanguineam sponsæ, vel consanguineum sponsi, privatur debiti petitione, licèt sit ante matrimonii consummationem, lib. 7, disp. 55, num. 6.

19. Debiti petitio impeditur per quodcumque impedimentum dirimens superveniens matrimonio, quando est propriâ culpâ contractum, lib. 9, disp. 32, n. 43.

20. Non quoties mortalis est petitio, peccat reddens. Unde tenetur reddere uxor certa de valore matrimonii viro petenti affectu fornicario, aut credenti esse impedimentum irritans matrimonium : sed tenetur conjux exactiùs avertere exigentem, præcepto correctionis fraternæ, si non adsit timor odii, indignationis, et incontinentiæ; rarissimè tamen ad hoc obligatur. Item quando petitio est venialis, non peccat reddens. Item non solùm licitè potest reddere, sed tenetur ubi est mortalis petitio ob circumstantiam solius petentis, ut quia malâ fide petit, aut habet votum castitatis. Tamen non peccat negans, quando ob vitium personale amittit jus exigendi conjux, ut ob adulterium, affinitatem, aut cognationem contractam post matrimonium; et non amittit jus negandi, quamvis conjux sciens et prudens debitum petat ab incestuoso, semel et sæpè. Non poterit tamen illi negare debitum, si incestuosus impetret dispensationem, sive altero annuente, ignorante, vel invito, lib. 9, disp. 6, à num. 4 usque ad 10.

21. Conjux non peccat mortaliter reddendo incestuoso petenti ante impetratam dispensationem affinitatis, aut cognationis. Idem de ligato castitatis voto, adultero, aut de priori bimestri ante consummationem matrimonii. Imò tenebitur reddere si adest periculum incontinentiæ; peccat tamen reddendo ipse conjux incestuosus, aut ligatus voto, quoties non tenetur ex justitiâ reddere, seclusâ compensatione cum adulterio incestuosi, et priori bimestri ante consummatum matrimonium. Item femina quæ tenetur non reddere.

non peccat reddendo ob tuendam pacem matrimonii, quando vir instanter petat; tamen est mortale reddere, quando petens delinquit mortaliter ob aliquam circumstantiam ipsius actûs, v. g., petens in loco sacro, publico, aut cum periculo abortûs, etc., lib. 9, disp. 6, à n. 11 usque ad 16.

22. Maritus cui petere est interdictum, non tamen reddere, ratione voti, cognationis, affinitatis, potest aliquoties insinuare uxori, et offerre ad usum conjugalem, petèreque ab eâ debitum non in gratiam suî, sed gratiâ uxori complacendi, nisi vovisset de uxoris licentiâ. Item potest exigere, quando ex signis aut uxoris conditione conjicit illam appetere, et non petit præ verecundiâ; secùs dicendum de muliere, cui interdictum est petere ratione voti, nisi maritus talis sit, ut more feminæ non audeat petere. Item vir sic impeditus, sentiens periculum incontinentiæ in uxore, pòtest exigere ab altero, quamvis de licentiâ ejus vovisset, sive impeditus sit vir, sive femina, sed non potest sic impeditus petere sibi quoties vehementibus carnis stimulis urgetur; tamen licitum erit illi manifestare alteri conjugi suum impedimentum, ne ejus petitionem expectet; sed non tenetur illi manifestare impedimentum ne petat. Item talis impeditus non potest provocare non impeditum, ut petat, nec etiam non impeditus impeditum. Item conjuges astricti voto castitatis conjicientes mutuam exigendi voluntatem, si eis liceret, possunt licitè copulam habere non petendo. Idem dicendum quando quilibet sentit alterum indigere copulâ, vel affectare, et petiturum si posset. Sed quando alter signa petitionis ostendit, hic peccat, alter verò annuens minimè, lib. 9, disp. 7, à num. 1 usque ad 11.

23. Uxor non tenetur reddere debitum viro sacris initiato, et sibi restituto, vel professo, quando professio fuit valida; secùs quando nulla, lib. 7, disp. 38, n. 22.

24. Dispensàtus absque legitimâ causâ, in voto solemni ordinis sacri nondùm suscepti, potest petere debitum; secùs post ordines susceptos, lib. 8, disp. 8, n. 4.

25. Conjux se reddens impotentem ex actu copulæ præcedentis, non peccat; secùs si scienter se reddat impotentem mediis illicitis, ut crebrò accedens ad feminas, vel se polluens. Et ultra peccatum adulterii tenetur fateri se reddere impotentem. Item peccat se reddens impotentem abstinentiis advertens; secùs si non advertat, sed bonâ fide servans præcepta Ecclesiæ, et alia moderata ex devotione. Et nunquàm uxori consulendæ sunt abstinentiæ, ut deformior reddatur; vir tamen de justitiæ rigore non tenetur uti calidis, ut potens ad copulam efficiatur, sed de lege charitatis aliquando tenebitur. Item conjux excusatur à jejunio Ecclesiæ, quando aliter uxori suæ reddere debitum non potest, non verò ut fiat potentior, lib. 9, disp. 3, à n. 1 usque ad 10.

26. Conjux innocens certus de alterius adulterio, propriâ auctoritate, quamvis adulterium sit occultum, et lis pendens sit, potest negare debitum adultero, lib. 10, disp. 12, n. 5 et 7. An verò teneatur tunc lite pendenti, præcipiente judice sub excommunicatione; affirmat doctor non teneri ex naturâ rei obedire; at posse teneri ratione scandali vitandi, ibid., num. 6.

27. Judex ecclesiasticus, imò et secularis, quando non est lis de valore matrimonii, potest compellere ad cohabitandum, et reddendum debitum. Et ecclesiasticus potest cum censuris, et invocato secularis auxilio, et procedere contra laicum detinentem uxorem, lib. 9, disp. 4, à n. 6 usque ad 8.

28. Actus conjugalis est licitus causâ prolis, aut debitum reddendi, et proles debet referri ad Dei cultum. Si verò intendatur gratiâ habendi successorem, est veniale; et non est necessarium referre actu, sed habitu; nec expressè intendere, sed non excludere. Et quamvis exigens debitum peccet, reddens culpâ vacat; et si bono fine cœptum peti et reddi, finisque variatur in ipso actu extra tempus seminis, culpa est. Item quoties finis est mortalis, aut venialis, erit actus conjugalis mortalis, aut venialis. Et nunquàm est mortalis ratione finis, si finis non sit mortalis. Item in ipso actu excludere prolem, v. g., quando minimè concipi optant conjuges, est veniale; licitum tamen est desiderare non habere plures filios ex defectu divitiarum. Idem quando ponuntur alii fines extranei, et secundarii. Si verò intendatur bonum utile, ut accedere ad uxorem pretio conductus est peccatum veniale, si utilitas illa esset finis principalis. Item est veniale referre actum conjugalem ad solum bonum Sacramenti; et nullum peccatum erit, si referatur, non exclusis aliis finibus boni prolis, aut fidei, lib. 9, totâ disput. 8.

29. Licitum est petere, vel reddere debitum causâ vitandæ fornicationis in se, vel in altero, lib. 9, totâ disp. 9. Item est licitum petere aut reddere causâ restaurandæ, vel tuendæ salutis corporis, quando aliud remedium aptum non invenitur; et si inveniatur, est culpa venialis, eodem lib., totâ disp. 10.

30. Petere debitum, vel reddere causâ voluptatis transgredientis fines, et limites matrimonii excedentis, peccatum est mortale. Quando verò non excedit, est veniale, vel quando finis est satiare libidinem. Etiam est veniale calidis uti, et alio medio, ut sæpiùs coire possit; nulla tamen est culpa acceptare voluptatem oblatam in actu conjugali, nisi nimius excessus procuretur: tamen alter conjux tenetur reddere debitum petenti ob voluptatem, lib. 9, totâ disp. 11.

31. Petere, vel reddere debitum variato situ, servato legitimo vase, non est mortale, sed grave veniale, et nil eorum quæ conjuges in copulâ efficiunt servato legitimo vase, excedit culpam venialem. Item si conjuges convenirent variato situ, ne ita certa sit proles, non peccant mortaliter; secùs si animo impediendi fetum, licèt concumbendo his modis non impediatur. Item nulla est culpa quando est justa causa, v. g., ob pinguedinem viri, vel propter suffocandi prolis periculum. Tandem conjugi exigenti modo indebito quoad situm, alter non tenetur, nec potest licitè reddere,

quando sic concumbere est lethale; secùs si petens est liber culpæ, aut solùm veniale est in exigente, lib. 9, totâ disp. 16.

32. Petere, aut reddere debitum intra vas præposterum, animo ibi consummandi, est sodomia lethalis, peccatumque contra naturam : et mulier consentiens, peccat mortaliter; secùs quando vir soleat retrahere membrum extra vas tempore effusionis seminis, et uxor consentiat copulæ; quando vir vult legitimè uxori copulari, quò excitet; vel majoris voluptatis acceptandæ gratiâ, si incheet copulam cum eâ sodomiticam non animo consummandi, nisi intra vas legitimum sine periculo effusionis extra illud, peccat mortaliter. Quando verò verenda viri tangunt solùm superficiem vasis præposteri uxoris, aut in ejus os intromittuntur sine periculo pollutionis, est peccatum veniale, lib. 9, disp. 17, à n. 2 usque ad 5.

33. Petere, vel reddere debitum est illicitum, quando desperatum est de potestate seminandi intra vas, sive ex viri imbecillitate, aliove morbo, aut ex supervenienti feminæ arctitudine, et non vult incisionem pati. Tamen liciti sunt tactus dùm abest pollutionis periculum. Item licitum est conari ad seminandum, quando datur probabilis spes seminandi intra vas, quamvis per accidens extra illud effundatur. Item senes impotentes perpetuò seminare intra vas, possunt uti tactibus, si absit periculum pollutionis; secùs de copulâ cum eo periculo; tamen si sit spes seminandi intra vas, vel si aliquando seminet intra, licèt vix, licebit copula cum periculo effusionis extra, et quando non constat impotentiam esse perpetuam, et vir sibi persuadeat, potest accedere ad uxorem, et potest petere, et reddere tenetur : licèt femina semen receptum non possit retinere, nec sit spes retinendi, et continuò ac semper expellat. Item solùm licèt conari ad copulam, et experiri, ubi dubium est de prædictâ impotentiâ, dùm est probabilis spes seminandi intra vas naturale, lib. 9, disput. 17, n. 20 usque ad 26.

34. Vir factus eunuchus, vel valde senex coire potens, seminare verò minimè, potest petere et reddere debitum. Item licet petere, et reddere, quando femina non potest prolem vivam edere, cum gravi periculo vitæ, sed illa non tenebitur reddere. Non tamen licèt petere, nec reddere quando mulier est certa de impotentiâ, eò quòd transactum est triennium, et non potest probari, lib. 7, disput 102, à num. 6 usque ad 12.

35. Consulendum est, ut curetur simultanea seminis effusio, etiam se provocando tactibus ante concubitum, non est tamen necessaria ad generandum; multum tamen confert, ut faciliùs generetur. Unde vir non tenetur expectare feminæ effusionem, et non peccat se ad priùs seminandum provocans, sed potest ubi semen effundit, copulam continuare donec femina seminet. Item licet feminæ, virili jam membro extracto, tactibus se excitare, donec seminet; et erit culpa venialis extra vas effundere aliquam parvam distillationem, et nulla erit, si vir præter intentionem effundat ex festinatione, lib. 9, dip. 17, à num. 7 usque ad 14.

36. Vir retrahens se ante seminis proprii emissionem, peccat venialiter, non existente justâ causâ, si nondùm uxor seminârit, nec seminandi in ipsâ vel in illo extra vas periculum subsit; peccatum verò erit mortale si detur tale periculum. Item feminâ seminante, maritus datâ operâ, ante proprii seminis emissionem à copulâ desistens, peccat venialiter; et è contra desistens mulier, seminante viro; et nullum peccatum erit, si post seminationem feminæ ante suam, desistat, advertens periculum vitæ sibi imminens, si seminet, ut si fera aut hostis veniret, etiam cum periculo extra vas effundendi. Tamen in coitu fornicario postquàm femina seminavit, aut est in seminandi periculo inevitabili, non solùm non tenetur seminare, sed seminando novam committit culpam. Item eunuchus non emittens aptum semen ad generationem, fornicando peccat duplex peccatum, alterum fornicationis, alterum contra naturam. Item maritus, uxore dissentiente, non seminans, peccat crimen injustitiæ lethale, lib. 9, disp. 19, à num. 3 usque ad 9.

37. Debitum exigere tempore menstrui in nullo eventu excedit culpam venialem. Et nulla erit, si exigat ad vitandum in se, vel in alio fornicationem, vel si vir fluxum seminis patiatur. Et uxor tenetur reddere debitum tempore menstrui dempto uno casu, v. g., si conjuges probabiliter existiment monstrum ex eo concubitu gignendum, lib. 9, totâ disp. 21.

38. Petere et reddere debitum tempore prægnationis, est peccatum mortale, si periculum abortûs sit; et sine tali periculo, nec est veniale petere, et sub præcepto est reddere. Idem dicendum de tempore proximo post partum in quo durat illa immunditia corporalis. Et idem de tempore quo mater sobolem lactat. Excusabitur tamen si ita sit pauper, ut non sit solvendo nutrici lactaturæ, eò quòd exsiccantur ubera, vel quando lac est perniciosum proli, vir tamen non condemnatur exigens, lib. 9, totâ disp. 22

39. Conjux non excommunicatus potest petere debitum ab excommunicato, et excommunicatus tenetur reddere, et potest etiam petere, et non excommunicatus tenetur illi reddere. Idem dicendum quando uterque est excommunicatus, lib. 9, disp. 14, à n. 18 usque ad 22.

40. Petere debitum et reddere in loco publico coram aliis, est peccatum mortale, et tactus redduntur illiciti, et qualitatis culpæ pensanda est ex actuum qualitate, et astantium fragilitate, lib. 9, disput. 15, num. 1 et 2.

41. Petere, vel reddere debitum in loco sacro extra necessitatis casum, est peccatum mortale sacrilegii, et locus manet pollutus; secùs dicendum quando diù sunt in ecclesiâ, ut uno mense, et petunt, et reddunt ad evitandam incontinentiam. Et desideria in ecclesiâ extra necessitatem sine intentione consummandi intra illam, sed extra, non sunt sacrilega, nec aspectus, nutus, verba inhonesta, nec tactus quantùmcumque turpes absque periculo pollutionis, etiam inter solutos, lib. 9, disput. 15, à n. 3 usque ad 21. Et

nomine loci sacri ad hunc effectum intelligitur sola ecclesia consecrata, aut benedicta deputata ad divina, aut ad fidelium sepulturam, à tecto interiori usque ad pavimentum, et à summâ arâ usque ad parietem oppositum. Unde non est sacrilegium si copula habeatur supra ecclesiæ tectum, vel ibi interficiatur, nisi quod est supra ecclesiæ tectum sit capella ejusdem ecclesiæ ad quam patet aditus ad ipsam ecclesiam. Idem si habeatur extra parietes ecclesiæ, nisi sit illa pars parietum exterior cœmeterium. Item non reputatur locus sacer, locus sub ecclesiâ constitutus; utsi ibi sit cella, caverna, aut spelunca, nisi sit fornix, quæ appellatur sepultura concava. Idem dicendum de portâ ecclesiæ, et de cameris ecclesiæ inhærentibus, de turre, et sacristiâ. Tamen veniunt nomine ecclesiæ, propilæa circumducta intrinsecùs per templi summitatem ad pulverem tecto excutiendum. Item chorus, locus organorum, et locus deputatus ad confessiones mulierum intra ecclesiæ parietis concavum ex parte mulierum, non ex parte confessoris. Sed non venit nomine ecclesiæ camera instar odei, vulgò tribuna; secùs dicendum de ecclesiâ, ab episcopo benedictâ, cœptâque ipsius auctoritate ædificari, vel destructâ auctoritate episcopi, ut reædificetur; secùs si sine ejus auctoritate, et non sit spes reædificationis. Item comprehenditur nomine ecclesiæ, si laxetur ecclesia parte aliquâ sibi additâ, aut capellâ, licèt non benedicatur; secùs dicendum de oratoriis privatis. Item venit nomine ecclesiæ, ecclesia eremitarum auctoritate episcopi erecta, et præsumitur talis, quando symbolum est supra tectum erectum, et pulsatur publicè, et celebratur missa indifferenter omnibus per decennium. Item cœmeterium benedictum ab episcopo, et claustra religiosorum, si benedicta, aut deputata sint ad sepeliendum; secùs dic de aliis habitaculis illorum, licèt prior conventûs benedicat omnibus noctibus dormitorium, et aspergat aquâ lustrali, et sit ibi altare constitutum ad celebrandum. Idem dicendum de loco profano in quo est sepultus aliquis, attento jure canonico; secùs attento jure civili, lib 9, disp. 15, à n. 23 usque ad 43.

42. Pactum juramento firmatum, et initum mutuo consensu conjugum de non petendo, et reddendo debitum, possunt ambo mutuo consensu illud remittere, si fuit factum in eorum favorem; secùs si intuitu pietatis, ut continentiam ad Dei cultum observarent, lib. 6, disp. 37, num. 20.

43. Petere, vel reddere debitum tempore feriarum, nulla est culpa, nec prohibitio talis invenitur, lib. 7, disp. 7, à n. 21 usque ad 23; nisi fiat in contemptum. Dicitur autem contemptus, quando operans vult contradicere legi, vel non vult illi se subjicere. Idem quando dicit: Non abstinerem modò, licèt Deus præcepisset; vel si parvi pendat festum, quod non accidit nisi in hæretico, vel infideli, lib. 9, totâ disp. 12.

44. Petere, vel reddere debitum die quâ communicaturus est, indecens est, sed caret omni culpâ, si petatur ratione prolis, licèt in actu venialia misceantur. Item ratione vitandæ fornicationis, licèt sit ve-

nialis culpa, ratione voluptatis; nisi sit magna festi solemnitas, v. g., dies jubilæi, specialis devotio, vel nota aliqua ex omissione communionis. Et conjux non excusatur à redditione debiti; nec tenetur illâ die sub veniali abstinere à communione: et ut decenter ad Eucharistiam accedatur post coitum conjugalem, non est opus intercedere trihorium, aut ampliùs, sed mora debet esse, dùm illa mentis evagatio perseverat. Item petere, vel reddere post Eucharistiam, nec venialis culpa est; quamvis sit consilium ab illâ abstinere, lib. 9, totâ disp. 13.

Declaratoriæ litteræ.

1. Pius V in motu quodam proprio edito anno 1566, die 26 augusti incipienti, sanctissimus, declaravit, non esse necessariam gradûs propinquioris mentionem, sed sufficere remotioris, obtentis tamen postea litteris declaratoriis super propinquiori. Et de solis gradibus consanguinitatis, et affinitatis loquitur, dempto semper primo. Quæ litteræ declaratoriæ petuntur in solo foro externo, ut caveatur scandalum; remoto illo, non sunt necessariæ, nec obligatoriæ; et matrimonium initum virtute dispensationis solùm exprimentis remotiorem gradum, illis non obtentis, validum manet; quamvis ordinarius abutens dispenset, non allatis illis. Et quando petitur dispensatio, pro foro conscientiæ, affinitatis ex copulâ fornicariâ occultâ, non sunt necessariæ, dummodò propinquior non sit primus gradus, lib. 8, disp. 24, à n. 23 usque ad 33.

Delectatio.

1. Si conjux delectetur in actu conjugali in alterius viri, aut feminæ cogitatione, carnaliter dilectorum, peccat mortaliter; secùs dicendum, si sit delectatio in solâ pulchritudine viri, aut feminæ, ut ad actum conjugalem excitetur, lib. 9, disp. 17, num. 6.

2. Delectatio venerea, seu libidinosa dicitur illa, quæ in ipsâ carne sentitur cum commotione spirituum subservientium generationi circa partes libidinosas, ad differentiam ejus, quâ placet tactus, usus proprii corporis, seu alieni, lib. 9, disp. 46, num. 5.

3. Conjuges possunt sine peccato mortali delectari morosè, secluso pollutionis periculo, in copulâ cogitatâ tanquàm præsenti, dùm absentes sunt, aut eo tempore, vel in loco in quo copulam exercere non possunt, quamvis ex illâ delectatione consurgat membri commotio, tamen committunt solùm peccatum veniale, lib. 9, disp. 44, à n. 2 usque ad 5. Et peccabunt mortaliter prævisio periculo pollutionis; secùs si prævisâ distillatione, lib. 9, disp. 45, n. 40 et 42.

4. Licita est conjugatis delectatio morosa, quando copùla est illicita ratione salutis, abortûsve periculi, remoto pollutionis periculo, vel ratione impotentiæ supervenientis matrimonio, vel ratione affinitatis contractæ ab uno, vel utroque conjuge respectu alterius; secùs dicendum, si debiti petitio sit interdicta ratione dubii de valore matrimonii, vel ratione voti. Tamen erit licita delectatio, si alter, vel uterque conjux vovisset solùm se non petiturum debitum, lib. 9, disp. 44, à n. 19 usque ad 27.

5. Liciti sunt omnes actus voluntatis, ut delecta-

tionis, gaudii, et desiderii circa copulam futuram, vel præteritam habitam, vel habendam tempore conjugii. Tamen est illicita delectatio sensitiva de copulâ habendâ tempore conjugii, vel de copulâ cogitatâ sub conditione, si adesset matrimonium. Licita tamen est delectatio appetitûs sensitivi ex tactibus, aspectibus, et verbis cogitatis ab sponsis de futuro consurgens in casu, quo licita ei sunt, remoto periculo pollutionis; sed vidui peccant mortaliter, admittentes delectationem veneream, et sensitivam ortam ex copulæ habitæ, tempore matrimonii, cogitatione, lib. 9, totâ disp. 47.

Delegata potestas.

1. Ordinarius potest delegare, non autem delegatus, nisi principis supremi. Item delegatus ad universitatem causarum reputatûr ordinarius, et potest subdelegare unam et alteram causam, lib. 3, disp. 31, n. 2 et 3. Ille autem dicitur delegatus ad universitatem causarum, cui genus causarum committitur sub uno nomine collectivo, quamvis non sit generalissimum sed subalternum, licèt sit restrictum quoad tempus, quantitatem, vel quoad locum, ibid., n. 4. Item delegatus inferioris principis non ad universitatem causarum potest subdelegare ex licentiâ tacitâ, vel expressâ, num. 6, 7; et non potest ordinarius dare licentiam subdelegandi nomine ipsius delegati, n. 8. Item delegatus inferioris principis ad unam causam non potest totam illam subdelegare, nec articulum, jurisdictionem continentem; potest tamen, qui nudi ministerii est, n. 10. Item nullus delegatus etiam principis potest subdelegare cum facultate subdelegandi, n. 9. Item ordinarius non potest totam jurisdictionem, inconsulto principe, delegare. Item parochus in perpetuum, inconsulto episcopo, nisi ad breve tempus, v. g., per duos menses, vel tres ex aliquâ justâ causâ, ibid., n. 11.

2. Parochus proprietarius potest delegare alteri sacerdoti licentiam assistendi matrimonio cum facultate subdelegandi, lib. 3, disp. 31, n. 12. Item non proprietarii possunt delegare assistentiam matrimonii alteri, licèt sit ad breve tempus, n. 13 et 14. Tamen hi non possunt delegare totam curam, sed aliquas causas, nisi sit consuetudo in contrarium. Item non possunt delegare cum facultate subdelegandi, n. 15 et 17. Potest tamen parochus dicere: Ex nunc ego do facultatem assistendi matrimonio, sacerdoti quem tu designaveris, n. 18.

3. Parochus præsens assumens vicarium, ut illum adjuvet, hic vicarius non potest delegare. Item episcopus committens, aut ejus generalis vicarius, sacerdoti, ut recipiat informationem, ac testes ad aliquorum habilitatem, et informatione receptâ assistat matrimonio, hic delegatus non potest subdelegare informationem, assistentiam verò maximè. Item delegatus ad assistendum alicui matrimonio à parocho perpetuò, non potest subdelegare, nisi principis supremi delegatus sit; secùs si sit delegatus ad assistendum omnibus matrimoniis parochiæ, licèt limitetur tempus, l. 3, disp. 31, n. 19, 20 et 21.

4. Potestas delegata est odiosa, et non est extendenda de casu expresso ad non expressum, lib. 3, disp. 35, n. 9.

5. Jurisdictio voluntaria delegata potest extra territorium exerceri. Unde non solùm parochus, sed sacerdos delegatus ab illo, validè assistet extra parochiam, licèt dicat: Vade domum Mariæ, et assiste ibi matrimonio, licèt domus sit intra parochiam, vel si dicat: Conjunge Petrum et Mariam in meâ ecclesiâ, et similia, lib. 30, totâ disp. 34.

6. Revocatio delegati, necessarium est ut sit illi intimata ab episcopo per nuntium ad id destinatum, vel epistolam. Et non sufficit quæcumque notitia revocationis, lib. 3, disp. 30, n. 13.

7. Officialis episcopi, cui delegatur dispensatio in impedimentis matrimonii, potest subdelegare informationem, et receptionem testium, non verò ipsam dispensationem, lib. 8, disp. 27, n. 43.

8. Quando committitur aliquid in Trid., vel alibi episcopis tanquàm Sedi Apostolicæ delegatis, vel quando dicit Pontifex: Auctoritate nostrâ hoc fac, est potestas delegata, nisi aliàs competat illis de jure ordinario, lib. 8, disp. 2, n. 10.

9. Delegata potestas potest revocari à superiore absque causâ, solo suo arbitrio, non solùm validè, sed etiam justè, et licitè per se loquendo, lib. 8, disp. 33, n. 7.

10. Potestas delegata potest committi expresso nomine solo proprio delegati, aut solo nomine dignitatis, aut utroque. Et si fuerit commissa personæ, cessat morte delegati; secùs si dignitati. Et an commissio facta sit personæ, vel dignitati, judicandum est ex subjectâ materiâ, et aliis verbis; et si deduci nequeat, tunc ex proprii nominis delegati, aut ejus dignitatis expressione. Et in dubio, utraque concurrens, v. g., personalis, et realis; præfertur personalis. Et commissio facta personæ non transit ad successorem, facta verò dignitati transit, ut facta vicario episcopi; secùs dicendum de commissione factâ legato etiam à latere sub nomine dignitatis, vel factâ canonico. Item illa dignitas propriè habet successorem, quæ perpetuò exigitur in Ecclesiâ. Item commissio transit ad successorem, licèt non contineat jurisdictionem, et licèt ille cui commissio fit nomine dignitatis sit conjunctus sanguine, aut stricto amicitiæ vinculo cum delegante, lib. 8, disp. 27, à n. 1 usque ad 15.

11. Commissio facta expresso nomine dignitatis, et personæ simul, censetur personalis, et non transit ad successorem, nisi commissio secundùm alterum intellectum reddatur omninò inutilis, lib. 8, disp. 27, à n. 17 usque ad 21.

12. Commissio personæ facta non expirat cum ejus dignitate, secùs si sit realis, licèt non deponatur, sed transferat se ad aliam non continentem primam, et quamvis res non sit integra. Et personalis commissio cessat cessante personæ dignitate, re integrâ, licèt persona delegati sit privata officio, vel dignitate in delicti pœnam; vel quando transit ad statum incompatibilem, lib. 8, disp. 27, à n. 22 usque ad 28.

13. Officialis episcopi dicitur vicarius generalis, et commissio illi facta non potest expediri per episcopum, etiam remoto illo. Et si sit factus episcopus ejusdem episcopatûs, non potest expediri commissio facta illi formâ ordinariâ, dicendo : Officiali talis diœcesis. Si verò fuerit commissio personalis, poterit. Item vicarius capituli, sede vacanti, potest expedire dispensationes commissas officiali, licèt clausula dicat : Vicario episcopi. Item vicarii prælatorum habentium jurisdictionem quasi episcopalem. Item vicarius episcopi confirmati, et nondùm consecrati; et si duo sint officiales episcopi, et delegatio fiat simpliciter officiali, et alter ex illis sit principalior, illi soli censetur commissio facta. Quando verò est æquè uterque principalis, judex erit, quem elegerit actor, vel cui primò fuerint litteræ præsentatæ. Et si fuerint simul utrique præsentatæ, neuter effectu est judex, donec princeps declaret. Et ubi præsentatum est cuidam rescriptum ex æqualibus episcopi, non potest alter adiri. Et postquàm pronuntiavit, rescriptum est subreptitium, non potest retractare sententiam, lib. 8, disp. 27, à num. 29 usque ad 39.

14. Litteræ dimanantes à Sede Apostolicâ, aut sunt justitiæ, et tunc pereunt morte concedentis, re integrâ; secùs si non integrâ. Dicitur autem res non integra, quando judex jussit legitimè partes citare. Aut litteræ sunt gratiæ, et tunc sic distinguendum est : Aut ea gratia cum limitatione conceditur, aut absolutè; si cum limitatione, aut ad beneplacitum, et voluntatem personæ concedentis, tunc cessat concedentis morte, quamvis res non sit integra; secùs si concedens dicat : Donec revocavero, vel talem rem fecero; si enim ante mortem non revocet concedens, vel non faciat illam rem, gratia est perpetua; atque eâdem perpetuitate gaudebit, si ad beneplacitum Sedis concessa sit. Quòd si absolutè concedatur gratia, aut est facta, quia nempe respectu ejus favor conceditur, à nullius executione pendet, aut pendet ab executione commissarii necessarii, utpote cui imponitur præceptum exequendi, ut contingit in dispensationibus matrimonialibus, et non perit gratia morte concedentis, quantùmvis res sit integra. Aut est gratia facienda, quæ scilicet respectu ejus cui fit, non est perfectè concessa; sed pendet ab executione commissarii voluntarii, utpote cui non præcipitur, exequi, sed sola exequendæ gratiæ licentia datur, et perit morte concedentis, re integrâ, secùs non integrâ. Dicitur autem res integra in his rebus, in quibus non est citatio partis, quando commissarius primum actum exercere cœpit correspondentem citationi partis in jurisdictione contentiosâ, ut si cœpit vocare partem ad cognoscendum de precum veritate, lib. 8, totâ disp. 28.

15 Non est necessaria scriptura ad substantiam gratiæ. Nec gratia expirat mortuo Pontifice ante litteras expeditas; et fas est in foro conscientiæ eâ uti ante expeditas litteras, et potest solvi et recipi pensio litteris non expeditis. Et quamvis ita conventum sit inter partes, tenetur solvere ille qui ita convenit in primis sex mensibus; transactis autem illis, recipiens, et solvens incurrit excommunicationem reservatam summo Pontifici per motum proprium Pii V; et non potest pensio recipi, nec solvi, non confectis litteris. Item gratia continens jurisdictionem, vel aliquid faciendum, ut ad testandum, valet ante litteras expeditas moriente concedente. Sed dispensatio non suffragatur in foro externo, litteris non expeditis, et quando expediuntur, suffragatur à tempore confessionis gratiæ, etiamsi mortuo Papâ qui eam concessit, expediantur litteræ nomine sequentis in formâ : *Quia rationi congruit;* tamen litteræ concedentes jurisdictionem judici qui per eas deputatur, requirunt necessariò ante judicii initium eas expeditas esse, ita ut si incipiatur judicium antea, nihil valeat, lib. 8, totâ disp. 29. Utrùm autem requiratur semper scriptura ad probationem gratiæ, non resolvit doctor, ibid., num. 8.

16. Potestas delegata ad dispensandum in votis, vel juramentis Deo factis, non extenditur ad commutandum. Item potestas ad dispensanda, vel commutanda vota, non extenditur ad juramenta, quando juramentum est independenter à voto; secùs si est in confirmationem voti; tamen potestas ad dispensandum vel relaxandum juramenta soli Deo facta extenditur ad vota, lib. 8, disp. 3, à num. 14 usque ad 23.

Demonstratio.

1. Demonstratio, v. g.: Accipio te quæ, vel quia es sterilis, vel quia procuras venena sterilitatis, per se sumpta nunquàm suspendit nec vitiat matrimonium, cujuscumque sit qualitatis, sive sit turpis, sive contraria substantiæ matrimonii, sive vera, sive falsa sit, habetur pro non adjectâ, ac firmum manet matrimonium, secùs dicendum, quando apponitur per modum conditionis; tunc enim si fuerit turpis, rejicitur; honesta, suspendit; si contraria substantiæ matrimonii, irritat; et si apponatur ut modus, si sit contrarius substantiæ matrimonii, irritat; si impossibilis, vel turpis, rejicitur; si necessarius, habetur pro impleto; et si est honestus et possibilis, non suspendit; lib. 5, disput. 19, à num. 1 usque ad 16.

Denuntiatio.

1. Denuntiare impedimenta matrimonii occulta tenetur qui ea novit, et correctio præmittenda si probabilis extat spes, ut prosit. Non tamen tenebitur denuntiare, si timeat probabiliter magnum scandalum. Tenebitur tamen quamvis acceperit impedimentum sub secreto, et confessionis secreto, cùm tamen non sit vera confessio. Item tenetur, si audivit à personâ dignâ, eâ non denuntiante antea; secùs, si non est fide digna, levisque reputaretur ejus dicto denuntians; et si audivit, et non meminit à quo audivit, vel audivit à personâ nihil certum scienti. Consulendum est tamen huic audienti à non fide dignis personis, ut faciat illas testificari, quando impedimentum non est infamatorium. Item non tenetur denuntiare, si novit, contrahentes impetrâsse dispensationem occultam pro

conscientiæ foro, cùm sit impedimentum occultum, lib. 3, totâ disp. 13.

2. Denuntiationes non sunt de matrimonii essentiâ; sunt tamen de præcepto obliganti ad mortale eas omittere, vel non facere eas in utriusque parochiâ, secùs dicendum, si omittatur una ex tribus, quando moraliter creditur, nullum esse impedimentum, vel quando non fiunt continuæ, et magnum non intercedit spatium inter unam et alteram, lib. 3, totâ disp. 5.

3. Denuntiationes debent fieri in utriusque parochiâ contrahentis à proprio parocho, vel alio de ejus licentiâ, et debent fieri in parochiâ ubi diutiùs habitârunt. Non tamen faciendæ ubi est moderna habitatio; nec ubi est antiqua, si consanguinei contrahentium ibi non sunt, sed tunc debent fieri ubi sunt. Et debent fieri tribus diebus continuis festivis, et non debent immediatè se subsequi, et si sola una præmittatur, non debet statim matrimonium celebrari, et debent fieri inter missarum solemnia. Tamen sufficit ut fiant in locis publicis competentibus. Idem dicendum, quamvis non sit dies festivus, et aliquâ ex causâ est magnus concursus populi ad Ecclesiam, lib. 3, totâ disp. 6.

4. Denuntiationes repetendæ sunt, quando factis matrimonium differtur, vel matrimonium in quo sunt factæ fuit irritum, sed instauratur in foro externo, nisi pàulò ante præmissæ essent, lib. 8, disp. 35, num. 20.

Dignitas.

1. Vicarius capituli, sede vacante, habet dignitatem requisitam, ut possit esse delegatus pontificis. Item vicarius episcopi confirmati, et nondùm consecrati. Item vicarius prælatorum habentium jurisdictionem quasi episcopalem in suâ diœcesi, nulli episcopo subditâ, lib. 8, disp. 27, à num. 32 usque ad 35.

Dispensatio.

1. Habens privilegium dispensandi in casibus episcopi, non potest dispensare quando episcopo conceduntur ratione solius necessitatis, lib. 2, disp. 40, n. 9.

2. Vicarius generalis episcopi in matrimonii impedimento non potest dispensare, nec in aliis in quibus potest episcopus, nisi specialiter committatur, lib. 2, disp. 40, num. 12.

3. Episcopi non poterant, attento jure antiquo, dispensare in denuntiationibus matrimonii, sed solùm consuetudine scitâ, et toleratâ; hodiè tamen per conc. Trid. possunt non solùm illi, sed etiam abbates habentes jurisdictionem quasi episcopalem; et non solùm dispensare, sed etiam abbreviare tempus, vel prolongare denuntiationes ex justâ causâ. Item dispensare ne fiant diebus festivis, sed ferialibus. Item prælatus alterius contrahentis potest cum utroque dispensare. Item vicarii sancti Joannis; secùs dicendum de vicariis foraneis, et de parocho. Item non solùm episcopus, sed etiam vicarius possunt delegare hanc facultatem, lib. 3, totâ disp. 7.

4. Dispensatio in matrimonii denuntiationibus, exigit justam causam sub mortali. Sufficit tamen cognitio causæ extrajudicialis sine figurâ judicii, et testibus non jurantibus. Et dispensatio potest fieri extra diœcesim, quamvis lite subortâ circa illam, ea cognitio causæ debeat fieri intra, lib. 3, totâ disp. 8.

5. Episcopus negans dispensationem in denuntiationibus, existente causâ justâ, quandoque peccat, quandoque autem minimè; tamen tenetur, quando scandalum sequitur, vel datur suspicio malitiosi impedimenti, vel expedit, valdè ad bonum animæ, aut corporis; secùs quando nullum publicum, aut privatum notabile damnum sequitur. Item quando adest causa, potest episcopus ponere aliquam multam pecuniariam, non ob dispensationem, sed in delicti pœnitentiam; et existente justâ causâ non datur appellatio quoad effectum suspensivum, sed solùm devolutivum, ut compellat superior inferiorem dispensare. Et in isto casu tenetur superior dispensare, vel cogere inferiorem, ut dispenset. Quando autem dispensatio non erat debita, sed gratuita, verbi gratiâ, quia non tenebatur, non datur appellatio; potest tamen implorare officium superioris, ut ex officio et misericordiâ dispenset, non verò de rigore juris. Item quando jus ex aliquâ causâ præcipit dispensationem, tunc si nolit judex, potest appellari, quoad effectum devolutivum, et suspensivum, et actionem habet, ut secum dispensetur ex præcepto legis. Item quoties episcopus tenetur dispensare, et non potest haberi copia illius, ut dispenset, vel deneget, potest omissis denuntiationibus contrahi matrimonium. Idem dicendum, quando quis tenetur cum aliquâ contrahere, et diù distulit, timeturque si modò absolvatur, fore ut non contrahat, et confectio instat, v. g., quia est proximus morti; secùs dicendum quando concurrunt aliæ causæ justæ, sed episcopus non tenetur dispensare, licèt possit. Item parochus, omissis denuntiationibus, assistens matrimonio mortis sibi comminatæ timore, non peccat, nisi fiat in contemptum, lib. 3, totâ disput. 10.

6. Is cujus culpâ evenit impedimentum ne sponsalia perficiantur, tenetur dispensationem procurare; v. g., si femina sit deflorata, vel patiatur magnum famæ detrimentum, ni ducatur in uxorem. Et idem quando, cessantibus his, potest facilè impetrari dispensatio; secùs quando nec hæc concurrunt, et dispensatio eget magnis expensis, et magnâ morâ, lib. 1, disp. 56, n. 4.

7. Dispensatio sæpè continet aliquid jure communi non prohibitum ad placandas conscientias, maximè quando stando in jure communi dubiæ erant, ut passim in bullis circa ova, et similia, lib. 2, disput. 37 num. 15.

8. Ineuntes matrimonium invalidum ignoranter, omissis denuntiationibus, non solùm quando fuit impedimentum consanguinitatis, sed quodvis aliud, carent spe dispensationis, quando impedimentum est tale, ut denuntiationes præmissæ conferre possent ad illud detegendum, lib. 3, disput. 42, n. 7; et disp. 45, num. 2.

9. Dispensatio est adeò strictè interpretanda, ut

si aliquid operetur, extendenda ampliùs non sit. In aliquibus tamen casibus non strictè interpretanda : 1° quando dispensatio est concessa proprio motu ob publicam utilitatem, quod intellige, quatenùs propria verborum significatio patitur; 2° quando est in juris corpore clausa; 3° quando versatur circa juris communis materiam, juxta illud intelligenda est; 4°quando est in privato statuto, aut consuetudine populi, quæ erant juri communi contrariæ; 5° quando concessa est toti religioni in perpetuum; 6° quando est debita, eo quòd princeps ob causam occurrentem teneatur dispensare; 7° quando extenditur ad necessariò et inseparabiliter connexa; 8° quando fit à legislatore, et non ab inferiori. Ultimus est, quando dispensatio est in causâ matrimonii; nisi sequatur scandalum ex largâ interpretatione : et generaliter, quoties constat de concedentis intentione, dispensatio extenditur ad id quod concedens intendit, lib. 8, disp. 1, à num. 3 usque ad 30.

10. Potestas dispensandi circa beneficia concessa episcopo, non est restringenda solùm ad beneficia simplicia, lib. 8, disp. 2, n. 8.

11. Potestas dispensandi est latè interpretanda, ut favorabilis, quamvis ipsa sit odiosa. Extenditur tamen solùm ad casus quoquo modo adaptabiles casibus in potestate expressis. Item est latè interpretanda, quandò solùm agitur de solo præjudicio ipsius concedentis facultatem; secùs quando vergit in tertii præjudicium; vel consuetudine inducta sit certa interpretatio in eâ materiâ. Nec facultas dispensandi absolutè concessa extenditur ad dispensandum in jure naturali, vel divino, quando id tale est, ut specialissimè reservetur summo Pontifici; secùs si non est ita strictè. Item interpretabitur latè, quando ea conceditur ad petitionem, et favorem ipsius dispensaturi, cum personis non expressis; secùs si ad petitionem talium personarum expressarum, lib. 8, disput. 2, à num. 1 usque ad 6. Item quando est dubium utrùm dispensatio extendatur ad aliquem casum, interpretandum est, eam non extendi; secùs si fuerit dubium an potestas dispensandi extendatur, ut virtute illius possit dispensari, ibid., n. 9. Item potestas dispensandi concessa in Trident., sess. 24, episcopis, non est odiosa, et competit abbatibus, et aliis prælatis habentibus jurisdictionem quasi episcopalem, ibid., num. 12.

12. Potestas dispensandi in quodam casu, eo tacito, timore ne facultas denegetur, est subreptitia, quando petens scit prælatum esse in contrariâ voluntate habituali, quia in similibus nunquàm vult dispensare, vel quando opinatur se non posse; secùs, quando non adest hæc voluntas habitualis, vel opinio contraria, lib. 8, disp. 21, n. 24.

13. Potestas dispensandi in aliquo gradu, extenditur ad gradum ex utroque latere secùs dicendum, quando adjunctus est alius gradus etiam inferior, ut si contrahentes sint conjuncti in secundo et tertio gradu, et potestas sit ad solum secundum, lib. 8, disp. 24, n. 9 et 10. Item potestas dispensandi in gradu consanguinitatis, non extenditur ad eumdem affinitatis, ibid., n. 19. Tamen potestas dispensandi in affinitate includit potestatem dispensandi in publicâ honestate simul concurrenti, licèt sit ex matrimonio rato, ibid., n. 41. Item potens dispensare in aliquo gradu, potest in eo dispensare, quamvis sit mixtus ex alio propinquiori, nisi alter eorum distet à stipite in primo gradu, ibid., num. 34.

14. Papa potest dispensare non solùm in jure divino et naturali pendenti ab humanâ voluntate, ut in voto, sed etiam in jure divino absoluto, aliquando in casu aliquo speciali, ex causâ urgenti, non in universum id jus in quo dispensat, abrogando, sed ejus obligationem verè tollendo per veram dispensationem, lib. 8, disp. 6, à num. 1 usque ad 6.

15. Papa potest dispensare cum legitimâ causâ, ut sacris initiati uxores ducant, tamen si absque causâ, peccabit gravissimè; sed tenebit matrimonium. Item potest dispensare in voto solemni religiosorum, existente justâ causâ; et illâ deficiente, non valebit matrimonium; et sic dispensatus ubi dimisit habitum, non tenetur ad officium divinum, lib. 8, disp. 8, à num. 1 usque ad 11. Utrùm Pontifex possit dispensare, ut matrimonium monachi ad tempus duret, nempe donec habeat prolem, et statim ad religionem redeat; negat doctor; potest tamen Papa ita cum monacho dispensare, ut si habitâ prole uxor liberè consentiat, vel causam divortii perpetuam dederit per fornicationem, teneatur ad religionem redire, ibid., n. 9.

16. Papa non potest dispensare in impedimentis jure divino et naturali dirimentibus matrimonium, v. g., in primo gradu ascendentium, ut inter parentes et filios, et in primo lineæ transversæ, ut inter fratres et sorores; tamen in aliis omnibus potest ille solus. Unde nec legatus à latere potest in eis dispensare, nisi in speciali casu cum necessitate, sine aditu ad pontificem, et quando impedimentum est occultum. Item episcopus non potest dispensare in cognatione spirituali ex Baptismo non solemni ortâ; nec in publicâ honestate ex sponsalibus; nec in cognatione legali, licèt non detur facilis recursus ad Papam, lib. 8, disp. 6, à num. 11 usque ad 17.

17. Papa potest dispensare, ut in quâcumque ætate matrimonium initum valeat, modò pueri usum rationis habeant, lib. 7, disput. 104, num. 11.

18. Papa potest dispensare in radice matrimonii irriti, legitimando prolem indirectè quoad bona temporalia, et directè quoad spiritualia erga personas suæ jurisdictioni temporali non subjectas, etiam nullâ existente causâ. Peccabit tamen gravissimè, quamvis parentes mortui sint. Et si cedat in tertii præjudicium, credit doctor noluisse Pontificem juri aliorum acquisito derogare. Attamen Papa non poterit, quando proles habita fuit, nullo præcedenti matrimonio irrito, legitimare eam quoad temporalia extra loca suæ jurisdictionis temporalis; vel quando matrimonium fuit irritum ob impedimentum juris naturalis vel divini, etiam in casu speciali, in quo potest

dispensare in tali impedimento. Idem dicendum de prole genitâ ex professo, vel in sacris constituto. Idem quando matrimonium fuit nullum ex defectu consensûs alterius, vel utriusque. Item princeps secularis nullâ ratione potest legitimare prolem habitam ex matrimonio irrito, ut capax sit ordinum, ac cæterorum ecclesiasticorum, lib. 8, disp. 7, à num. 1 usque ad 11.

19. Papa non potest dispensare in pluralitate uxorum, lib. 7, disp. 80, n. 9; secùs de cognatione spirituali, lib. 8, disp. 19, n. 7.

20. Dispensare censentur Papa, vel princeps supremus, vel quicumque inferiores admittentes scienter ad actum jure prohibitum, in quo illi possunt dispensare. Item censentur tacitè dispensare, quando prælatus, cùm potest facilè contradicere, non contradicit, sed tacet; tamen non censetur dispensatio ultra casum expressum, lib. 8, totâ disp. 4.

21. Papa erga seipsum potest dispensare in his, in quibus potest cum subditis. Idem dicendum de supremo principe seculari, et episcopis, prælatis regularibus, sive provincialibus, sive generalibus, sive præpositis localibus, vel vicegerentibus. Idem de habente jurisdictionem delegatam in universum cum aliquâ communitate, cujus ipse est pars; secùs si cum certis personis, lib. 8, totâ disp. 3.

22. Legatus à latere non potest dispensare in impedimentis matrimonium dirimentibus, nec habet majorem jurisdictionem in provinciâ sibi commissâ, quàm episcopus in suo episcopatu, lib. 8, disp. 6, n. 15; nec dispensat validè absque legitimâ causâ in causis sibi commissis, lib. 8, disp. 17, n. 5.

23. Episcopus potest dispensare in impedimentis matrimonium dirimentibus in casu magnæ necessitatis, lib. 8, disp. 6, n. 24; secùs extra casum necessitatis, ibid., n. 17.

24. Episcopus in impedimento dubio omninò non potest dispensare, sed potest declarare, gratiâ tollendi scandali, non esse opus dispensatione. Quando autem non est res omninò dubia, et datur præsumptio pro impedimento, tunc eget pontificiâ dispensatione, et existentibus opinionibus negantibus, et affirmantibus, potest sequi probabilem, et non probabiliorem opinionem, lib. 8, disp. 6, n. 18; nec potest dispensare virtute Trid., sess. 24, cap. 5, de Reformat., cum habentibus impedimentum dirimens, quando bonâ fide, præmissisque denuntiationibus contraxêre, ut denuò ineant, ibid., n. 19.

25. Episcopus potest dispensare in omnibus impedimentis impedientibus solùm matrimonium, exceptis sponsalibus, voto et impedimento interdicti eccles., quando superior interdixit matrim.; secùs si ipse, vel inferior, l. 7, d. 17, à num. 10 usque ad 15.

26. Episcopus, seclusâ reservatione, potest dispensare in suâ diœcesi in omnibus votis, sicut Pontifex in toto orbe. Ratione verò reservationis, non potest dispensare in absolutis castitatis religionisve votis, etiam emissis à personâ alterius potestati subjectâ, ut à conjugatâ, servo, filio, sine licentiâ viri, domini, vel patris. Potest tamen in voto temporali castitatis conjugalis servandæ, non petendi debitum absque licentiâ, vel cum eâ alterius, vel de communi consensu facto; secùs dicendum de voto virginitatis servandæ, nisi expressè vovens noluerit se ad castitatem obligare, sed solùm ad corporis integritatem consistentem in abstinentiâ à primo luxuriæ actu. Potest etiam episcopus dispensare in voto non ineundi matrimonium, nisi sit in favorem tertii id petentis, cujus interest, ut emissum sit. Si tamen remittatur jus, tunc poterit, et tertius potest remittere totam illam obligationem, si solum ejus intuitu fuit factum; secùs si simul religionis ad id offerendum Deo. Et in dubio censetur factum in favorem tertii. Et quando alterius nihil interest, censetur in dubio factum in honorem Dei. Potest etiam dispensare in voto non assumendi ordines sacros, et in voto disjunctivo, cujus altera pars est reservata, altera autem non. Item in voto assumendi habitum feminarum, quas vulgò Beatas vocant; secùs dicendum de voto ingrediendi religionem ordinis militaris D. Joannis. Item potest dispensare in voto cæterorum ordinum militarium, et in voto strictioris religionis, et perseverantiæ in religione et post exitum, justâ causâ poterit ne iterùm ingrediatur. Et in differendâ voti religionis executione, dummodò non sit adeò, ut sit periculum in eum statum incidendi, ut fiat impotens. Item potest dispensare, vel commutare, quando votum castitatis, vel religionis commutatur à Pontifice in materiam non reservatam; tunc enim poterit in eam, vel in aliam commutare. Et quando is cui Pontifex votum castitatis commutavit in confessionem menstruam, nec commutationem implevit, non tenetur ad prius castitatis, religionisve votum, nec habet impedimentum ad matrimonium. Et hæc votorum reservatio non est tam strictè accipienda, quin liceat episcopo dispensare, magno incontinentiæ periculo eminenti, nec dato facili recursu ad Papam ratione paupertatis, vel alius causæ. Idem dicendum de cæteris votis reservatis Pontifici; secùs dicendum dato facili recursu ad Pontificem, aut ad nuntium habentem commissionem in eis dispensandi. Item potest episcopus dispensare in voto castitatis ex perturbatione animi emisso, quando vovens est juvenis, et est suspectus, et hoc ad majus periculum incontinentiæ vitandum. Item quando est periculum incontinentiæ ex morâ adeundi Pontificis. Et hæc dispensatio episcopi in his votis Papæ reservatis solùm deserviet illi usui ad quem necessitas cogit, ut in voto religionis et castitatis, lib. 8, totâ disp. 9.

27. Episcopus potest dispensare in votis castitatis et religionis pœnalibus, sive pœnâ sit incursa, sive non; secùs dicendum de votis absolutè emissis, quamvis ea vovens eligat in pœnam et supplicium peccati admissi, vel ad vitandam infamiam, vel dedecus. Item potest dispensare in votis conditionalibus, ante et post conditionem impletam, quando votum est verè conditionale, et non apparenter, et quando conditio est de futuro, nec tacitè inest; secùs de vo-

tis sub conditione de præterito, vel de præsenti, vel quæ tacitè inest, et apponitur eo modo quo inest. Et idem quod dictum de voto religionis, et castitatis, et aliis votis conditionalibus, dicendum de juramentis conditionalibus, et pœnalibus, lib. 8, totâ disp. 10.

28. Episcopus potest dispensare in voto castitatis post matrimonium consummatum emisso ab uno conjuge sine alterius licentiâ; secùs si ante consummationem matrimonii animo ingrediendi religionem ad implendum votum. Item potest quando vovens se habuit negativè, nec de ingressu, nec de opposito cogitans. Idem cum eâdem distinctione dicendum; quando votum fuit emissum cum alterius consensu, vel quando ambo sine consensu alterius continentiam voverunt, vel quando uterque vovit ab altero petitâ licentiâ, non per modum contractûs; secùs quando vovit uterque per modum contractûs, nec ut petant, nec ut reddant debitum, nisi detur magnum incontinentiæ periculum sine recursu ad Pontificem præ paupertate, vel aliâ causâ, vel ad nuntium habentem commissionem; et hæc dispensatio ob urgentem necessitatem solùm est ad petendum debitum: unde qui fornicatur, peccat contra votum. Item quando conjuges voverunt continentiam per modum contractûs hâc lege, ut si soboles, quam tunc habebant, obiret, possent uti matrimonio, potest episcopus dispensare; secùs dicendum si hoc modo: Postquàm habuerimus prolem, promittimus ex tunc continentiam. Poterit tamen, si dicant: Si Deus nobis hoc beneficium concesserit, ut habeamus prolem, promittimus in gratiarum actionem, continentiam; et hoc sive ante, sive post impletam conditionem. Item potest, quando uterque vovit continentiam ad tempus cùm mutuo consensu. Item quando conjuges remittunt sibi ipsis renuntiationem juris petendi vel reddendi, poterit ad reddendum et petendum dispensare, quamvis sit aditus ad Pontificem, libro 8, totâ disputatione 11.

29. Episcopus semper potest dispensare cum ligato conjugato voto castitatis transeunte ad nuptias, ut petat debitum solùm, quamvis matrimonium non sit consummatum, et præsente Papâ. Item cum conjuge, cui debiti petitio est prohibita ratione affinitatis contractæ cum altero conjuge, etiam præsenti commissario bullæ *Cruciatæ*, vel existentibus religiosis Mendicantibus habentibus commissionem. Item cum conjuge contrahente cognationem spiritualem cum suo conjuge ad petendum debitum. Quod intellige de affinitate, vel cognatione spirituali contractâ post matrimonium, lib. 8, totâ disp. 12.

30. Episcopus potest dispensare in juramentis castitatis, religionisve pœnalibus et conditionalibus, sicut potest in votis similibus, ut dictum est num. 27. Item potest in absolutis non includentibus in se votum; secùs si includant. Item quando manent reservata vota, manent etiam juramenta ejusdem materiæ; secùs ubi ea vacant, lib. 8, totâ disp. 13.

31. Episcopus potest dispensare in votis novitiorum emissis, sive ante, sive post ingressum, ante tamen professionem, lib 9, disp. 39, num. 44.

32. Doctor probabiliter judicat posse episcopum dispensare interveniente urgentissimâ causâ, v. g., pro bono pacis, in ætate legitimâ ad matrimonium, lib. 7, disp. 104, num. 12.

33. Episcopus non potest dispensare, quando dispensatio committitur à Pontifice officiali diœcesis; item quando officialis est factus episcopus ejusdem diœcesis, non potest quando commissio est realis; secùs si personalis, lib. 8, disp. 27, num. 30 et 31.

34. Episcopus potest dispensare in lege pontificiâ, vel concilii, quando conceditur dispensatio, non explicando cui conceditur, quamvis non sit latæ sententiæ, et imponat pœnam quam solus Pontifex potest imponere, lib. 8, disp. 5, à num. 1 usque ad 5.

35. Episcopus non potest dispensare, ut plures adhibeantur patrini in Baptismo, vel Confirmatione, vel hi sint duo viri, aut duæ mulieres, contra conc. Trid., lib. 7, disp. 27, n. 6 et 7.

36. Episcopus potest dispensare cum familiari triennali in interstitiis, vel natalium defectu, lib. 8, disp. 1, num. 25.

37. Quando episcopus potest jure ordinario in aliquâ re dispensare, quamvis obtenta sit commissio à Pontifice, potest adiri ad episcopum, vel ad potentem ex privilegio, quamvis virtute commissionis jam confessarius dispensâsset, vel ipse ordinarius. Tamen quando Pontifex de eo casu consultus denegavit dispensationem, judicans non adesse causam, non potest episcopus, nisi nova proponatur causa; potest tamen si sit solitus propter causam eadem aliis denegare, tamen huic concedere dispensationem. Idem dicendum, quando episcopus dispensat ex commissione expressâ annexâ dignitati, etiam si ex speciali commissione dispenset; secùs quando ex solâ epiikiâ in casu necessitatis. Idem de habentibus privilegium ad dispensandum: et postquàm remiserunt dispensationem ad Pontificem, etiam dicitur casus occultus, lib. 8, totâ disp. 14.

38. Episcopi electi et confirmati, licèt nondùm consecrati, possunt dispensare in casibus occultis concessis per Trid., sess. 24, de Reform., cap. 6. Idem dicendum de superioribus etiam localibus, seu conventualibus religionum exemptarum erga religiosos eis subditos, ut expressè concessit Pius V, in quodam brevi, cujus verba refert Emmanuel, Quæst. reg., tom. 1, q. 61, artic. 9; lib. 8, disp. 2, n. 11 et 13.

39. Episcopus potest dispensare validè sine causâ in suis constitutionibus etiam juratis, et licèt transeant in contractum, in commodum alterius ex legitimâ causâ; secùs dicendum de constitutionibus confirmatis à summo Pontifice, lib. 8, disp. 17, à num. 27 usque ad 31.

40. Mandatum dispensandi non est dispensatio, donec ordinarius, vel confessor dispenset, l. 8, disp. 30, num. 12.

41. Commissarius bullæ *Cruciatæ* potest dispensare pro solo conscientiæ foro in affinitate ortâ ex copulâ fornicariâ, in primo et secundo gradu, et legitimare

prolem susceptam et suscipiendam, concurrentibus quatuor conditionibus : 1° ut matrimonium cum illo impedimento sit contractum, servatâ formâ Trid., v. g., cum præsentiâ parochi, numero testium, et denuntiationibus; 2° ut impedimentum sit occultum; 3° ut adfuerit bona fides saltem ex parte alterius contrahentis, ignorantis impedimentum tempore contractûs; ultima, ut conjux ignorans certior fiat de nullitate prioris consensûs, quamvis ei non declaretur causa nullitatis, ut evitentur scandala; licèt Pontifex sit præsens; secùs de episcopo dispensante ratione magnæ necessitatis. Item commissarius potest dispensare solùm in impedimento affinitatis ex copulâ fornicariâ, nunquàm ante matrimonium, et conjuge certiore priùs facto de nullitate consensûs, ut dictum manet : at episcopus potest in omnibus impedimentis jure pontificio dirimentibus occultis, et aliquando ante matrimonium contractum. Nec desideratur, quòd alter conjux sit certior de nullitate matrimonii. Item commissarius potest legitimare prolem ex eo matrimonio irrito susceptam pro foro conscientiæ, quoad omnes ordines, et quævis beneficia, non tamen ad bona temporalia : episcopus verò solùm potest cum illegitimo dispensare quoad ordines minores, et ad quævis beneficia simplicia, et cum quocumque illegitimo : commissarius verò solùm cum habito ex solo matrimonio irrito propter impedimentum fornicariæ affinitatis; quod potest facere dispensando in matrimonio; quæ dispensatio, sive fiat à commissario, sive ab episcopo pro solo foro conscientiæ, non est facienda publicè cum notario et testibus, lib. 8, disp. 6, à num. 23 usque ad 27.

42. Commissarius bullæ *Cruciatæ* potest dispensare ad petendum debitum cum conjuge, cui interdicitur ratione affinitatis cum altero contractæ; secùs de impedimento cognationis spiritualis, lib. 8, disp. 15, num. 13.

43. Superiores religionis possunt in novitiorum votis dispensare, et in omnibus in quibus possunt cum religiosis, lib. 9, disp. 39, num. 44.

44. Religiosi per privilegium concessum à Leone X possunt dispensare solùm cum incestuosis, cum consanguineis conjugis, ut possint petere debitum; tamen illo matrimonio dissoluto, non possunt ad aliud transire cum affine ratione copulæ incestuosæ, lib. 8, disp. 6, n. 28 et 29.

45. Privilegia religiosorum circa commutationem et dispensationem votorum, sunt hæc. Paulus III concessit religiosis societatis Jesu facultatem commutandi vota, his verbis : « Conceditur facultas quorumcumque undecumque ad suos venientium, confessiones audiendi, et confessionibus diligenter auditis, ab omnibus peccatis, etiam Sedi Apostolicæ reservatis, et à quibusvis ex ipsis casibus resultantibus sententiis, censuris et pœnis exceptis in bullâ *Cœnæ*, absolvendi, necnon et vota commutandi. » Et Gregorius XIII, anno 1575, in suâ bullâ in favorem societatis Jesu concessâ, incipiente : *Ad perpetuam rei memoriam*, extendit hoc privilegium ad vota jurata : excipiuntur tamen in dictâ facultate Pauli III quinque vota reservata communiter. Et circa facultatem dispensandi concessit Mendicantibus Innocentius VIII posse dispensare in votis, in quibus potest episcopus jure ordinario, non ratione necessitatis, licèt sint ei reservata aliqua : exceptis peregrinationis ultra duas dietas, id est, 20 leucas. Item possunt omnia vota dispensare, in quibus casibus possunt et commutare, et in omnibus concessis episcopo ordinariè. Insuper provinciales Mendicantium habent privilegium, ut possint concedere suis confessoribus approbatis juxta Trid. auctoritatem ad dispensandum ad petendum debitum cum his qui ante matrimonium castitatem voverant, quod concessit Pius V vivæ vocis oraculo, quod extenditur etiam antequàm vovens habeat matrimonium consummatum. Idem dicendum in priori bimestri ante consummationem matrimonii. Item possunt dispensare, quando fuit factum post matrimonium initum, ad petendum debitum, in casu, quo potest episcopus. Item possunt commutare juramenta pœnalia, et conditionalia, etiam impletâ conditione, non tamen juramenta absoluta. Item religiosi Mendicantes, si sint viri docti, et confessores approbati, possunt ex commissione Pontificis dispensare in foro conscientiæ ad petendum debitum cum conjugibus, qui contraxêre cognationem spiritualem : et hæc facultas concessa religiosis commutandi et dispensandi vota, non restringenda, ut solùm eo privilegio uti possint erga subditos episcopi illius diœcesis, in quâ sunt religiosi, lib. 8, totâ disp. 16.

46. Dispensatio est juris relaxatio à potestatem habente relaxandi facta. Per particulam, relaxatio, differt ab interpretatione, abrogatione, derogatione, et irritatione, lib. 8, disp. 1, n. 2.

47. Dispensatio ad ordines cum illegitimo extenditur solùm ad minores, nisi illegitimus sit promotus ad illos, idque Pontifex dispensans sciat : at quando dispensatio est ad omnes ordines, tunc extenditur etiam ad sacros; et redditur beneficii simplicis capax; secùs si dispensatio sit ad ordines, non additâ particulâ universali, nisi sit jam ad illos promotus sciente Pontifice. Et est dispensatio totalis, quando absolutè dispensatur cum illegitimo in irregularitate sine addito; secùs quando sine addito et non absolutè, lib. 8, disp. 1, n. 26, 27 et 28.

48. Dispensatio ad plura beneficia extenditur ad licentiam non residendi in utroque. Item dispensatio in defectu ætatis ad curatum extenditur ad non suscipiendos ordines tempore præfixo : at dispensatio ad non residendum, non extenditur ad consecutionem fructuum, lib. 8, disp. 1, n. 19 et 20.

49. Dispensatio cum episcopo, ut consecrationem differat, extenditur ad retinenda beneficia. Item dispensatio cum canonico ad sacrum ordinem ante legitimam ætatem recipiendum, extenditur, ut vocem habeat in capitulo, lib. 8, disp. 1, n. 23 et 24.

50. Dispensatio, sive licentia ad testandum extenditur ad codicillos, et donationem causâ mortis : et facit convalescere testamentum antea factum, nec

finitur primo testamento confecto, lib. 8, disp. 1, n. 9, 17, 18 et 38.

51. Dispensatio, sive licentia ad edenda ova extenditur ad lacticinia. Item dispensatio ad edendas carnes extenditur ad lacticinia, lib. 8, disp. 1, n. 39.

52. Dispensatio, sive licentia ad ordines ab alieno episcopo accipiendos, non extenditur ad dispensandum cum ordinando in irregularitate, vel aliis impedimentis, lib. 8, disp. 1, num. 25.

53. Dispensatio non admittit argumentum à majori ad minus, et fallit regula juris in 6, dicens : Cui licet quod est plus, licet utique quod est minus. Secùs dicendum in dispensationibus favorabilibus ; vel quando exprimitur ratio in ipsâ dispensatione, vel quando id minus est annexum, vel inclusum in majori tanquàm pars ejus, vel ab eo inseparabile, vel quando dispensatio inducitur canone, vel lege. Secùs quando ab homine, vel quando majus et minus sunt in eodem genere ; secùs si sunt in diversis generibus, lib. 8, disp. 1, à num. 31 usque ad 37.

54. Dispensatio, quando est dubium an extendatur ad aliquem casum, interpretandum est non extendi, lib. 8, disp. 2, num. 9.

55. Dispensatio voti tacito juramento, vel juramenti tacito voto est subreptitia, quando juramentum est in confirmationem voti, et dependens ab illo, et quando reperitur idem vinculum. Item quando idem reperitur multoties, non est opus mentionem facere repetitionis, lib. 8, disp. 2, n. 24 et 25.

56. Quando votum non nubendi est factum in favorem tertii, necessarium est mentionem facere, nisi ille tertius remittat. Item professus, et initiatus ordine sacro petens dispensationem, tenetur explicare, quo ordine sit initiatus, et non sufficit dicere se esse in ord. sacro, lib. 8, disp. 24, n. 21.

57. Tunc solùm sunt subreptitia quæcumque rescripta gratiæ, vel justitiæ ex taciturnitate veri, quando tacetur veritas, quam jura expressis verbis declarari jubent ; vel est talis, quæ intrinsecè attinet ad dispensationem. Estque causa finalis illius, quia, eâ veritate expressâ, aut omninò denegaretur dispensatio, aut cum aliquo moderamine concederetur. Item similiter vitiantur ex falsi expressione, quando contingit circa causam finalem, ita ut, eâ falsitate non expressâ, denegarentur litteræ, aut iis esset moderamen adhibitum ; quod intelligendum est, quando plures causæ narrantur, et finalis est vera ; nam si una causa narretur, et ea falsa sit, quæcumque illa sit, non valebit rescriptum. Tamen si litteræ concedantur ex motu proprio, valent, non obstanti subreptione veritatis taciteæ ; secùs si esset subreptio falsitatis narratæ. Item non vitiantur litteræ in neutro foro, quando falsi expressio, aut veri taciturnitas contingit solùm circa causam impulsivam, licèt dolo contingat. Si autem sit circa causam finalem, sic distinguendum est : Si est causa totius rescripti, totum vitiabitur, sive dolo, sive ignoranter contingat ; si solius partis est causa, et altera pars est omninò separata, illa sola pars vitiabitur, in quâ est subreptio etiam dolosa. Si autem partes

conjunctionem quamdam habeant separabilem, tamen quoad valorem, tunc si ignoranter, id est, non per fraudem et malitiam subreptio admissa sit, valebit in utroque foro rescriptum quoad solam partem, in quâ non fuit subreptio ; si verò per fraudem et malitiam, ea quoque pars vitiabitur, et corruet, in quâ non fuit subreptio ; non tamen ipso jure, et in foro conscientiæ, ante judicis sententiam, sed post illam, l. 8, totâ disp. 21.

58. Ut dispensatio non sit subreptitia, concurrentibus pluribus impedimentis, requiritur narratio omnium, et exprimere quoto gradu consanguinitatis, affinitatis, vel publicæ honestatis conjuncti sunt. Item est necessaria mentio utriusque conjunctionis ; v. g., si sunt conjuncti duplici titulo in eodem, vel diverso gradu, ut si est bis affinis, consanguineus, vel si habet duplicem publicam honestatem, et cognationem spiritualem, lib. 8, disp. 24, à num. 1 usque ad 5 : at non tenetur narrare affinitatem esse contractam ex pluribus fornicationibus cum eâdem personâ. Item iteratio copulæ antequàm ordinarius dispenset, non vitiat dispensationem, ibid., n. 7 et 8.

59. Impetrans dispensationem tenetur narrare inæqualitatem gradûs consanguinitatis ex parte feminæ, ut si amita viri sit in secundo et tertio gradu ; secùs si in quarto : nec in affinitate et publicâ honestate est necessaria hæc explicatio. Item tenetur explicare distantiam gradûs, an sit in lineâ rectâ in consanguinitate, affinitate solùm ex copulâ licitâ et publicâ honestate. Item an cognatio spiritualis sit filiatio, vel paternitas, vel compaternitas ; non est tamen explicandum an sit contracta ex Baptismo, vel Confirmatione. Et est etiam explicandum in publicâ honestate, an oriatur ex matrimonio rato, quando petitur dispensatio in primo gradu, lib. 8, disp. 24, à num. 12 usque ad 16. Item in affinitate concurrenti cum publicâ honestate, non est necessaria mentio de publicâ honestate, quando explicatur affinitas ex copulâ licitâ proveniens ; secùs factâ solius affinitatis in genere mentione. Item dispensatio valet in tertio, vel quarto gradu, licèt non explicetur an ex copulâ licitâ oriatur ; secùs dicendum, si affinitas sit in primo et secundo gradu, ibid., à num. 36 usque ad 40. Item dispensatio valet errando in gradu, explicando majorem, cùm tamen sit minor, nisi minor sit diversæ speciei. Tamen subreptitia erit, si erretur in gradu, explicando minorem, cùm sit major, quantùmvis ex ignorantiâ inculpatâ procedat, ibidem., à num. 17 usque ad 20.

60. In dispensatione matrimonii inter consanguineos, vel affines, non est necessaria mentio copulæ incestuosæ inter eos habitæ ex humanâ fragilitate, et non cum spe facilioris dispensationis, quando contingit post dispensationem concessam à Pontifice, vel pœnitentiario, et expeditam cognitâ precum veritate ab ordinario, vel confessore, quamvis sub eâ conditione sit concessa. Secùs dicendum, quando contingit ante dispensationem à Papâ, vel post, priùs tamen quàm ordinarius illam expediat, et quando matrimo-

mum fuit initum et consummatum cum impedimento dirimenti, cum animo ut faciliùs Pontifex dispenset, animus cum matrimonio explicandus. Item explicanda spes facilioris dispensationis, lib. 8, totâ disput. 25.

61. Qui impetravit dispensationem, et ob aliquos scrupulos sibi objectos, impetravit aliam strictiorem, potest certior factus de dispensationis valore illâ uti, scilicet priori, l. 8, disp. 22, num. 16.

62. Qui impetravit dispensationem ad ducendam consanguineam, et postea noluit eam ducere, et impetravit alteram ad ducendam aliam, non potest uti priori, licèt non utatur posteriori validâ, lib. 8, disp. 22, num. 19.

63. Dispensatio prodest renuntianti illam, dùm superior non acceptat renuntiationem, nisi dispensatio esset circa juramentum, aut votum. Et solus superior, à quo gratia manat, potest acceptare renuntiationem: nec amittit vires dispensatio, etsi impetrans litteras cancellet, concidatve. Item dispensatio prodest ad matrimonium, si ante illius usum aliud matrimonium ineatur, lib. 8, totâ disp. 32.

64. Ligatus voto religionis, aut castitatis, aut non ineundi matrimonium cum consanguineis, petens dispensationem ad ducendam consanguineam, vel habens votum, et juramentum de eâdem re, casu, quo sunt vincula distincta, tenetur mentionem facere omnium istorum impedimentorum. Tamen ligatus sponsalibus de futuro cum aliquâ feminâ, vel voto castitatis, aut religionis ante pubertatem emisso, nec postea ratificato, volens consanguineam ducere, solius consanguinitatis tenetur mentionem facere, et postea, vel antea obtinere remissionem sponsalium à feminâ, et relaxationem voti à patre, vel tutore. Similiter quando unum impedimentum est occultum, alterum publicum, solum publicum tenetur manifestare Pontifici, et occultum sacræ Pœnitentiariæ cum mentione publici, lib. 8, totâ disp. 23.

65. Litteræ ad beneficium possunt absque mandato impetrari, non verò ad lites. Beneficium tamen non potest acceptari absque speciali mandato. Item dispensationes et alia privilegia, ut impetrentur, non requiritur speciale mandatum, sed possunt validè impetrari, eo cui impetrantur ignorante. Tamen non prodest illi donec ab ipso acceptetur, vel ab alio habente speciale ejus mandatum. Et quando impedimentum est commune utrique contrahenti, scilicet consanguinitatis, vel affinitatis, sufficit ab altero impetrari dispensationem, altero ignorante. Secùs si tantum alterius, vel commune utrique, sed in utroque diversum, ut votum in uno, aut in utroque, lib. 8, totâ disp. 26.

66. Dispensare sine causâ, in lege divinâ, aut superioris, est mortale; at in propriâ lege veniale, si desit scandalum, ac notabile aliorum damnum. Item eamdem culpam committit petens, vel acceptans, nisi ignorantia excusetur, et quoties utitur dispensatione, peccat venialiter cessante scandalo, et notabili aliorum damno, l. 8, totâ disp. 18.

67. Dispensatio alicui commissa in lege superioris, intelligitur si adsit justa causa, lib. 8, disput. 17, n. 4.

68. Dispensatio in voto castitatis et religionis ad contrahendum restricta ad primum matrimonium non extinguitur quando matrimonium fuit solutum ante consummationem; vel quando fuit nullum non scienter; et quando dispensatio non fuit restricta ad primum actum, nec explicat ut liceat toties, quoties libuerit, si illa sit totalis, et absoluta, licet toties quoties, nisi causa omninò illius cessârit, vel potestas dispensantis limitata sit. Idem dicendum de dispensatione partiali, existente eâdem dispensationis causâ, lib. 8, disput. 31, à num. 1 usque ad 12.

69. Dispensatio in voto religionis ad ineundum matrimonium, non prodest ut vovens possit manere in seculo absque matrimonio, lib. 8, disp. 31, n. 7.

70. Dispensatio in voto ad contrahendum cum aliâ, valet quando dispensationis allegata se tenent omninò ex parte ejus cum quo dispensatur; secùs dicendum quando se tenent ex parte personæ cum quâ est contrahendum, l. 8, disp. 31, n. 13 et 14.

71. Dispensatio cum monacho, qui habitum dimisit, ut secum faciliùs dispensetur tacito animo quo dimisit habitum, est subreptitia, lib. 8, disp. 25, num. 38.

72. Dispensatio in voto religionis, tacendo fuisse simul votum perseverantiæ, subreptitia est, lib. 8, disp. 21, num. 23.

73. Dispensationes concessæ à superiori in lege suâ cum aliquo, nullâ compositione factâ, sed omninò gratis, absque causâ legitimâ, possunt validè revocari, non tamen licitè: et erit mortale quando dispensatio erat necessaria ad bonum subditi; secùs dicendum de dispensatione factâ ab inferiori in lege superioris. Item dispensationes pro foro externo concessæ, non possunt ad libitum revocari, sed existenti justâ causâ; et tunc restitutâ compositione solutâ per eum cum quo dispensatum est. Item concessæ pro foro interno, l. 8, disp. 33, à num. 11 usque ad 14.

74. Dispensatio in impedimento criminis semiplenè probati, ne crimen in litteris manifestatum ab impetrante noceat ipsi in foro externo, impetranda est hâc cautelâ. Si absque animo ducendæ concubinæ interfectio uxoris acciderit, narret sibi impedimentum opponi interfectionis uxoris, cùm verè non interfecerit: et si talis animus adfuit, narret Pontifici se de eo delicto infamatum, ac delatum in foro externo, damnatumque esse arbitrariâ pœnâ defectu plenæ probationis, et ne fateatur, nec neget delictum in eâ narratione, in sacrâ pœnitentiariâ petat aliam dispensationem, referendo quòd in publicâ fori externi propositum est, ac ibi tacitam esse veritatem ob periculum propriæ proditionis; et in hâc debet impetrans fateri veritatem, lib. 8, disp. 24, num. 22.

75. Dispensatio communi consensu etiam tacito obtenta, est communibus expensis solvenda, nisi alter teneatur ad id matrimonium ratione legati, aut majoratûs, et tempore quo conventum est de matrimonio, ignorabat alter dispensationem impetratam

non communi consensu; et resiliens justè absque alterius culpâ non tenetur refundere illi partem quam solvit, tenetur tamen quando dedit fidem cum firmo, aut dubio animo ingrediendi religionem. Item tenetur integras expensas solvere illi qui præbuit alteri culpabilem causam resiliendi. Item is, cujus culpâ evenit impedimentum, ne sponsalia perficiantur, tenetur suis expensis procurare dispensationem. Item defloraus virginem, datâ fide de matrimonio, vel mulierem bonæ famæ cognoscens, tenetur restituere expensas ingrediens religionem; secùs quando non adsit fides data, vel defloratio sit spontanea, sine fide. Tamen quando defloratio fuit injuriosa, nempe violenta, aut precibus violentiæ æquipollentibus, aut dolo, tenetur ad omnes expensas, si post fidem datam transeat de facto ad religionem, ad quam non potest tutâ conscientiâ adire in hoc casu : et hæc promissio, vel quæcumque sponsalia non probantur testibus singularibus, lib. 8, totâ disp. 36.

76. Dispensatio non est committenda vicario diœcesis utriusque contrahentis, sed satis est in precibus mentionem fieri diœcesis alterius, lib. 8, disp. 35, num. 5.

77. Dispensatio cum consanguineis, ut ineant matrimonium, efficit ut postea copula habita inter illos ante matrimonium initum et post, non sit incestuosa, lib. 7, disp. 67, num. 9.

78. Dispensatio extenditur ita ut liceat uti illâ extra dispensantis territorium, et ubique, lib. 8, disp. 31, n. 16 et 17; at dispensatio ad beneficium non confert jus ad aliud, lib. 7, disp. 42, num. 9.

79. Dispensatio irregularitatis ex celebratione excommunicati celebrantis, non petit multiplicem celebrationem explicari, lib. 8, disp. 24, n. 7.

Distillatio.

1. Differt distillatio à pollutione, quatenùs non est ita mordax, ac grossa, faciliùsque fluit, nec cum tantâ carnis commotione, et in minori copiâ, aliquandoque imperceptibiliter, et sine carnis motu, lib. 9, disp. 45, num. 2 : et est mortale procurare illam notabilem, aut causam ejus etiam notabilem, ibid., n. 35; et disp. 17, num. 18. Item est mortale inter conjuges, si sequatur ex tactibus, aspectibus, verbisque turpibus, ibid., disp. 45, num. 42.

Divortium.

1. Divortium dupliciter usurpatur, primò ut importat dissolutionem matrimonii, quoad thorum, et cohabitationem; secundò, ut importat dissolutionem quoad vinculum. Inter Romanos tribus modis connubia dissolvebantur. Primò usurpatione, seu differreatione, remancipatione, et diremptione. Causas autem repudii non numerat doctor, nisi unam, v. g., si mulieres erant præsentes certis ludis qui fiebant, marito prohibente vel ignorante. Hodiè differunt repudium et divortium, quatenùs divortium solius uxoris est; repudium verò tum uxoris, tum etiam sponsæ de præsenti nondùm cognitæ, lib. 10, disp. 1, n. 1 et 2. Dicitur autem divortium, vel à diversitate mentium, vel quia in diversas partes eunt qui matrimonium distrahunt, ibid.

2. Repudium olim fuit licitum Judæis ex dispensatione Dei in lege naturali; gentilibus verò nunquàm : et post legem evangelicam, nec Judæis, nec gentilibus est licitum. Et nunc Judæi quoque, et gentiles repudiantes uxorem peccant mortaliter, nisi ignorantia invincibilis excuset; et non obstat sufficienter lex evangelica promulgata. Item gentiles conversi repudiantes tempore infidelitalis legitimas uxores, cogendi sunt ad illas redire, quamvis aliis se immiscuerint, nisi accidat casus in quo per conversionem dirimatur alterius matrim. infidelitatis tempore contractum, lib. 10, disp. 1, à num. 7 usque ad 11.

3. Divortium ratione adulterii non solvit matrimonii vinculum : unde neutri conjugi licet, alio superstite, ad alias nuptias transire, l. 10, totâ disp. 2.

4. Divortium potest celebrari ratione adulterii, non solùm quoad thorum et cohabitationem, sed etiam quoad curam de jure naturæ : unde sat est adulterium admissum tempore infidelitatis; et potest peti quantocumque tempore transacto; et licèt jus accusandi quoad pœnam criminalem et civilem præscribatur quinquennio, lib. 10, disp. 3, à num. 2 usque ad 9.

5. Divortium non potest peti ob solam voluntatem fornicandi, nec per copulam sodomiticam cum uxore invitâ, nisi ad tempus, donec desistat, nec per pollutionem extraordinariam cum aliâ feminâ, nec per mollitiem, sive viri, sive uxoris, nec per amplexus et oscula libidinosa, et tactus ad mammillas, adulterio non secuto; nec per solam penetrationem vasis in copulâ naturali, vel sodomiticâ, sine effusione seminis intra illud; secùs dicendum de effusione seminis intra, sine penetratione. Item per concubitum cum feminâ vel bestiâ mortuâ non potest peti, nec per semen casu incidens intra vas, ut si effusum in balneo attrahat matrix. Tamen petitur divortium ob sodomiam sive activam, sive passivam, licèt sit inter duas feminas, si infundatur semen intra vas, vel præposterum feminæ. Item per bestialitatem, lib. 10, totâ disput. 4.

6. Divortium non potest fieri per fornicationem conjugis cum consensu alterius, aut ipso sciente ac dissimulante, lib. 10, disp. 5, à n. 1 usque ad 5. Potest tamen fieri si vir det causam fornicandi, nolens cum uxore habitare, expellendo eam, et denegando alimenta, aut debitum; secùs si dedit ansam, eò quòd negavit matrimonium, ibid., à num. 6 usque ad 9.

7. Non est justa divortii causa, quando infidelis ad fidem conversus dedit ansam infideli fornicandi, nolens cum illâ habitare, sed repudians; licèt tunc repudiatus infidelis ad aliud matrimonium transeat, lib. 10, disp. 5, num. 8 et 18.

8. Divortium non potest celebrari, quando uxor probabiliter credens virum decessisse, alii nubit, vel è contra : requiritur enim culpa mortalis ad divortium. Secùs dicendum, quando conjux non certificatus, et ante diligentiam factam, petiit et dedit debitum, stans in illo secundo matrimonio. Item non potest celebrari quando uxor probabiliter credens esse

mortuum, fornicata est, lib. 10, disp. 5, num. 11 et 12.

9. Divortium non potest celebrari, quando uxor fuit violenter cognita, licèt causam violentiæ dedisset; secùs dicendum, quando non vi præcisâ, sed metu cadenti in virum constantem cognita fuit, lib. 10, disp. 5, à num. 13 usque ad 16. Item non potest celebrari quando uxor commiscuit cum viro putans esse maritum suum, et ad probandam bonam fidem sufficit ejus juramentum, habito respectu ad ejus honestatem, et ad alias conjecturas, ibid., num. 17.

10. Divortium potest peti quando separatum matrimonium ratione impotentiæ, detecto errore, instauratur, si impotens reputatus fornicatus sit, aut ad aliud matrimonium transit consummans reputatus frigidus, et ideò separatus. Idem quando dissolutum est ob omnimodam arctitudinem feminæ, et postea fornicata est ab alio copulâ fornicariâ, vel conjugali; secùs dicendum quando matrimonium ob solam impotentiam respectivam separatum est, et detegatur error prioris sententiæ. Item in hoc non compensatur copula impotentis cum copulâ potentis, lib. 7, totâ disp. 101.

11. Solus judex ecclesiasticus est competens ad cognoscendum de adulterio, ut ratione illius divortium celebretur; at ad imponendam pœnam sanguinis, solus secularis : tamen quoad alias pœnas, est mixti fori, et datur locus prævention, lib. 10, disp. 8, num. 15 et 16.

12. Si infideles principibus christianis subjecti petant divortium, vel agatur de viribus matrimonii inter eos, solus judex secularis est competens : at si alter est fidelis, et alter infidelis, actor debet sequi forum rei, lib. 7, disp. 3, n. 9.

13. Divortii causâ actâ non potest transiri ad accusationem criminalem adulterii, vel è contra, nec per modum exceptionis potest allegari adulterium deductum ad criminale judicium contra adulteram petentem viri restitutionem; secùs dicendum in foro conscientiæ, l. 10, disp. 8, num. 18, 19 et 20.

14. Sententia divortii non transit in rem judicatam in iis quæ sunt in adulteri conjugis favorem, benè tamen in his quæ in ejus odium, et innocentis favorem redeunt, lib. 10, disp. 9, à num. 1 usque ad 4.

15. Divortii sententia retractanda est, Ecclesiâ inveniente se deceptam, quando neuter statum mutavit, illique reconciliandi sunt, et tenentur; secùs quando uterque mutavit statum, professionem faciens. Si tamen innocens tantùm mutavit statum, factus religiosus, clericus, vel habens simplex votum castitatis, cognitâ falsitate, est restituendus alteri conjugi cui debitum tenetur reddere, petere tamen minimè, lib. 10, disp. 9, à num. 6 usque ad 12.

16. Conjux innocens non potest propriâ auctoritate ab adulteri habitatione divertere in foro externo, quando adulterium est occultum; quare si adulter conjux restitutionem petat, non admittitur exceptio innocentis opponentis adulterium occultum, donec restituatur conjux dimissus; secùs dicendum, quando adulterium ita notorium est, ut nullâ prorsùs tergiversatione celari possit, lib. 10, disp. 12, à num. 10 usque ad 30.

17. Divortium celebrari potest, quando conjux innocens remisit adulterium remissione mente retentâ, nec signo aliquo externo conjugi nocenti expressâ, lib. 10, disp. 5, num. 19. Et reconciliatus si relabatur in adulterium, potest de illo adulterio novo accusari, secùs de remisso jam, ibid., num. 20 et 21. Et non potest innocens lapsus in adulterium illud recompensare cum adulterio à se priùs condemnato, lib. 10, disp. 6, num. 7.

18. Divortium ob adulterium non potest ab Ecclesiâ restringi, et casus in quibus non permittitur divortium ob adulterium, censentur excepti solo jure naturali et divino, et non Ecclesiæ statuto, lib. 10, disp. 5, num. 13.

19. Datur compensatio, quando ante sententiam divortii uterque conjux adulterium commisit. Et debet esse utrumque adulterium certum et non dubium, et utrinque delictum sufficiens ad divortium. Nec refert, quòd sint fornicationis diversæ naturæ, ut sodomia cum adulterio : nec refert, uter conjux sit priùs lapsus in adulterium : nec obstat compensationi adulterii mutui, si alter conjux plurima adulteria, alter verò unum solùm admiserit : nec etiam refert, quòd unum adulterium sit secretum, alterum verò publicum, et occultus tenetur compensare; non tamen datur compensatio adulterii unius conjugis cum adulterio alterius jam condonato à conjuge posteriùs adulterante. Item potest celebrare divortium adulter paciscendo cum adulterâ, ut consentiat, et ipsam non accusabit criminaliter, lib. 10, disp. 6, à num. 1 usque ad 10. Item potest celebrare divortium conjux adulter emendatus, si admonitus alter in adulterio persistat, libro 10, totâ disp. 7.

20. Ob nullum crimen aliud à fornicatione carnali, vel spirituali, licet conjugibus divertere, si conjux illo implicitus non inducat ad peccandum alterum, tamen causâ correctionis aliquando licet discedere. Primò, quando est inductio ad peccandum et timetur ruina animæ, ut ob lenocinium viri; secundò, quando vir recepit viros procaces cum periculo uxoris; tertiò, renuente conjuge habitare, nisi sub conditione peccandi; quartò, si conjux alat uxorem bonis ex furto aut usurâ acquisitis; tamen excusatur uxor à peccato, utens his bonis, non sumptuosiùs vivens. Et hoc divortium non est perpetuum, sed ad tempus, et sic non requiritur judicis sententia, et non solùm licet divertere, sed tenetur conjux innocens, libro 10, totâ disput. 17.

21. Divortium non potest celebrari ob pertinaciam alterius conjugis in aliquâ excommunicatione, lib. 10, disp. 15, num. 12. Idem dicendum, si vir in uxoris fraudem se venundet, tamen non tenetur derelictus captivum sequi, lib. 7, disp. 23, n. 5. Idem si vir de se timeat fore ut uxorem interficiat, vel quando vult cum uxore aliò migrare, et ipsa nolit, lib. 10, disp. 18, num. 9.

22 Sententia divortii inter Indos, vel aliæ causæ

matrimoniales, non exigunt observari ordinem judiciarium adhibito tabellione, et testibus juramento astrictis, lib. 10, disp. 19, n. 1.

23. Divortio facto, attento jure Codicis, filii usque ad primum triennium apud matrem educandi, majores autem triennio facti apud patrem, nisi aliud judex arbitretur expedire. Attento verò jure communi recentiori, quando culpâ alicujus factum est divortium, apud innocentem sunt educandi, nisi sit infidelis, et nocens fidelis; vel quando innocens transit ad secundas nuptias : item quando innocens pauper, et culpabilis dives, lib. 10, disp. 20, num. 1, 2 et 3. Et quando culpâ matris divortium fit, cogenda est ad expensas educationis filiorum, non tamen tenetur ante sententiam judicis; et quando neuter est in culpâ divortii, ut si mutuo consensu separentur, filius educetur à matre minor triennio, major verò à patre, nisi judex aliud arbitretur. Et quando matrimonium fuit contractum invalidè bonâ fide, filius interim conceptus, est communibus expensis alendus, et quando alter parens fuit in malâ fide, alendus ab eo qui malam fidem habuit, nisi pauper sit, alius autem dives, ibid., disp. 20, à n. 4 usque ad 11.

24. Compensatio adulteriorum, ita fit quoad divortium, ut si conjux innocens fornicetur ante sententiam divortii, teneatur redire ad conjugem dimissum, et sibi reconciliari. Et dimissus potest, divortii sententiâ latâ, accusare, ad matrimonium instaurandum, alterum conjugem de adulterio ante sententiam ab eo commisso, quamvis delictum non fuerit deductum in judicium per viam actionis; et tenetur reconciliari, quamvis sit jam professus, vel sacris initiatus, lib. 10, d. 9, n. 24, 25 et 26.

25. Ebrietas sæpè repetita cum periculo vitæ uxoris, est justa divortii causa, lib. 10, disp. 18, n. 8. Et privat jure exigendi debitum ab uxore, dummodò absit periculum incontinentiæ in ebrio, lib. 9, disp. 23, n. 12.

Dormiens.

1. Dormiens et ebrius nunquàm potest amittere gratiam, nec admittens homicidium antea prævisum, lib. 9, disp. 45, n. 31.

Dominium.

1. Dominium per actum internum transferri non potest, quia hæc translatio per traditionem fit, lib, 1, disp. 2, n. 3.

Donatio.

1. Donata à consanguineis conjugum, et ab amicis illorum parificantur, lib. 6, disp. 26, num. 2. Quando donatur utrique conjugi ab extraneo, nec alterius contemplatione, est donum dividendum, num. 3. Idem si donetur utrique ab æquè consanguineis utriusque, ibid. Quando donans est consanguineus solus conjugis donatarii, aut amicus, soli donatario acquiritur donum, num. 4. Idem quando est æquè utriusque consanguineus, n. 5. Idem quando alter conjux consanguineus donantis non est causa proxima illius donationis, n. 6. Idem quando conjugis donatarii extant benemerita erga alterius conjugis consanguineum donantem, n. 7; secùs si benemerita sint collata de communibus bonis, ibid. Quando solius mariti extant merita erga donantem uxori, acquiritur ea donatio soli marito, n. 8; et semper standum est voluntati donantis, si de illâ constat, n. 9. Donata à consanguineis viri uxori, censentur donata viro. Item donata à consanguineis uxoris viro, censentur donata uxori, licèt donatio fiat à consanguineis alterius utrique conjugi, nisi contraria loci sit consuetudo, vel donans sit princeps, vel augusta. Item, si fuerit res donata solùm apta conjugi, cui donatur, sive sit indifferens, semper censetur donata conjugi, cujus contemplatione donatur, nisi fuerit mortuus, cujus contemplatione fit donatio, ibid., à num. 10 usque ad 16. Vir ratam habens consanguinei donationem, non censetur donare illam uxori, et ita non confirmari morte viri, num. 19. Item donata à consanguineis sponsi sponsæ, vel è contra ante consummatum matrimonium, non sunt sponsalitia largitas, et ita minimè acquiruntur per osculum, vel copulam, n. 22. Et ista donatio semper habet tacitam conditiònem, v. g., si matrimonium sequatur, ibid., n. 23.

2. Donatio inter conjuges, vel sponsos, quædam est simplex, quædam verò ob causam. Illa, quæ ex merâ donantis liberalitate proficiscitur, hæc verò, quæ non merè liberaliter, sed ob aliquam causam fit, et est triplex. Quædam sponsalitia largitas, de quâ videnda littera L, in ipso verbo; et alia arrha, de quâ eodem verbo dictum manet supra; et alia donatio propter nuptias, vel ante illas, de quâ hìc, lib. 6, d. 1, num. 1.

3. Donatio simplex inter virum et uxorem non est valida, quatenùs ad libitum potest revocari à donante. Donatarius tamen non tenetur illam restituere statim, licèt fiat ante consummatum matrimonium receptasque Ecclesiæ benedictiones. Idem si fiat ante contractum matrimonium, dilato effectu in tempus matrimonii contracti. Idem si fiat donatio per interpositas personas; et licèt diù conjuges separati habitaverint. Idem de donatione factâ à socero nurui. Cæteri autem contractus inter conjuges valent, ut venditio, legatum, etc., lib. 6, disp. 1, à num. 2 usque ad 11.

4. Donatio inter conjuges putativos utroque sciente nullitatem matrimonii, valida est in foro conscientiæ, donec applicetur per judicem fisco petenti. Si tamen solus conjux donans vel legans sciat nullitatem matrimonii, tunc valet in utroque foro; secùs dicendum quando donator erat in bonâ fide, donatarius minimè, vel quando uterque inscius nullitatis putabat matrimonium valere, lib. 6, totâ disp. 2.

5. Donatio inter conjuges valet facta inter imperatorem et imperatricem, regem et reginam, et inter omnes principes superiorem non recognoscentes. Idem quando donatarius non sit ditior, licèt donans reddatur pauperior, et vice versâ. Idem quando donatur in tempus soluti matrimonii. Idem quando uxor donat viro causâ honoris vel dignitatis adipiscendæ, gratiâ ludorum auctoritate publicâ præparandorum, causâ studiorum, vel licentiæ, aut doctoratûs obtinendi, causâ militiæ, vel nobilitatis. Idem quando vir remittit dotem, vel partem ejus promisit, vel remittens usu-

ras dotis non solutæ, de quarum solutione conventum erat, vel donans uxori quid annuum ad alimenta, non excedens fructus dotis. Idem quando causâ exilii conjuges sibi donant. Idem quando alteruter conjux utitur servis, animalibus, et vestibus alterutrius, vel in ejus ædibus gratis habitat. Ultimò quando donatio est remuneratoria, lib. 6, totâ disp. 3.

6. Donatio inter conjuges ex quâ donans non redditur pauperior, licèt donatarius fiat ditior, est valida. Idem si legans aut donans causâ mortis conjugi, roget ille, ut leget, aut donet illud alteri conjungi. Item quando conjux donat conjugi rem alienam, vel ea quæ prodigè consumpturus erat, vel fructus ex prædio percipiendos: secùs si vir donet rem uxoris, vel è contra eâ promittente, vel donante viro, lib. 6, disp. 4, à num. 1 usque ad 6.

7. Donatio dotis, quam uxor, constante matrimonio, viro constituit, valida est. Vir tamen constante matrimonio vel ante referendo se ad tempus contracti matrimonii dotans uxorem, non valet: secùs quando vir exceditur ab uxore, nobilitate, vel ætate, compensatâ nobilitate cum divitiis; et hæc donatio facta uxori causâ hujus excessûs, non gaudet privilegiis dotis. Item valida est dos, quam facit defloratori defloratæ, ducendo illam uxorem, etiam quando dispensatur cum clausulâ dotandi eam; et quando est consuetudo dotandi; et quando est pro bono pacis inter consanguineos viri et uxoris, v. g., ratione conciliandi discordias; lib. 8, totâ disp. 7.

8. Donatio inter conjuges causâ mortis valida est, sed non transfertur dominium etiam traditione secutâ. Item valet, si mutuò sibi donent, eâ lege ut alterius obitu superstes ipsius bona habeat, dùm vitâ fruetur. Nec ad valorem donationis requiritur traditio; tamen confirmatur hæc donatio quoad dominium, deportatione viri donantis; licèt vir revocare possit dùm vixerit. Et hæc donatio retrotrahitur quoad fructus perceptos ad tempus donationis factæ, et traditionis secutæ, non verò quoad dominium; tamen non valet, adjecto pacto de non revocando, lib. 6, totâ disp. 10.

9. Donatio inter conjuges invalida firmatur juramento, sive donans præmoriatur, sive non, aut interveniat traditio vera, vel ficta, et juramentum debet esse de futuro; secùs de præsenti, vel de præterito. Homagio, vulgò pleto (ou ménage), non firmatur juramento, lib. 6, totâ disp. 11.

10. Donatio præsumpta consurgens ex confessione factâ per virum dotis receptæ ab uxore, confirmatur juramento de futuro; secùs de præterito, vel præsenti, lib. 6, totâ disp. 12.

11. Donatio inter conjuges contra prius non donandi juramentum facta, non firmatur juramento, licèt ille cum quo contrahitur, ignorâsset prius juramentum, lib. 6, totâ disp. 13.

12 Donatio invalida inter conjuges confirmatur morte naturali donatoris, vel accidentali gladii. Idem de donatione factâ ante matrimonium, collatâ in matrimonii tempus, quatenùs non præjudicat legitimæ ascendentium vel descendentium, quæ non est propriè legatum. Prima conditio requisita ut confirmetur morte, est traditio rei donatæ in quocumque tempore vitæ donantis, vel aliquid habens vim traditionis veræ, vel fictæ, ut confessio dotis receptæ, facta à viro, constante matrimonio, vel retentio usus fructûs, et similiter quando uxor erat debitrix mariti, et animo donandi remittit, vel si tradat donans donatario rei donatæ instrumenta, vel conficiat instrumentum rei donatæ, vel si rem sibi faciat transferri debitam in uxorem per se, vel per alium. Secunda conditio est, ut priùs decedat donans, et in dubio an priùs obierit, firmatur. Tertia est, ut non excedat donatio quingentos aureos absque insinuatione; et quando excedit, solus excessus non confirmatur. Quarta est, ut donans in eâdem voluntate permaneat usque ad mortem, nec tacitè, nec expressè revocans, lib. 6, totâ disp. 14.

13. Ut dicatur donatio revocata, requiritur evidenter constare de revocatione: at non requiritur revocatio traditionis. Item censetur revocata tacitè per alienationem, pignorationem, etiam generalem, et per specialem hypothecationem rei donatæ: item per specialem institutionem rei donatæ; secùs per generalem; item per legationem illorum quæ donaverat, utens verbis legati, etiam per divortium postea secutum, vel per adulterium, aut luxuriosum osculum: item si permittat palpari mammillas, vel si probetur fuisse in balneo cum alio viro, vel si pernoctavit absque causâ extra domum: item per graves, et non leves inimicitias supervenientes, quamvis donans codicillum faciens non revocet, et inimicitiæ culpâ donantis ortæ sint. Tamen donatio consurgens ex confessione dotis receptæ, facta per virum, constante matrimonio, non censetur revocata confessione: secùs dicendum, alienatione factâ ipsius rei donatæ, lib. 6, totâ disp. 15.

14. Donatio invalida inter conjuges confirmatur morte civili, quâ vir donans in exilium mittitur, vel efficitur servus pœnæ, non verò hominis. Si tamen uxor est donans, non confirmabitur simili morte civili uxoris. Item confirmatur professione conjugis donantis, sive ante matrimonium consummatum, sive post, facta legitimè de licentiâ uxoris in religione incapaci possidendi bona in communi: secùs dicendum de factâ in religione capaci ad possidenda bona in communi; tunc enim poterit revocare dùm vixerit, lib. 6, totâ disp. 17.

15. Donatio invalida inter conjuges morte confirmata retrotrahitur, non quoad dominium, sed quoad fructus perceptos tantùm à tempore traditionis. Item non retrotrahitur quoad fructus, ex excessu perceptos, si fortè donatio excedit legitimam summam, nec insinuata fuit. Nec potest hæc donatio morte confirmata ante confirmationem usucapi, et transfertur dominium talis donationis à tempore mortis, nullâ spectatâ hæreditatis aditione. Et hæc donatio revocata aut morte non confirmata retrotrahitur quoad solos fructus naturales, illosque tantùm tenetur conjux donatarius restituere, et fructus industriales sibi comparat, nec ad comparandum eos requiritur bona fides;

et donatio confirmata morte retrotrahitur quoad omnes fructus tam naturales quàm industriales, lib. 6, totâ disp. 16.

16. Donatio remuneratoria, quæ verè et propriè talis est, nec dicitur donatio simplex, non exigit merita ex justitiæ lege mercedem poscentia; sed sufficiunt ea merita quæ virum honestum et probum deceat remunerare, obligentque lege gratitudinis ad antidota. Nec requiritur in donatione exprimi ob benemerita fieri, sed sufficit probare merita præcessisse, etsi merita non sint aliàs debita, et sint insignia, et donatio meritis æquipolleat. Et si ea excedat, in eo excessu est donatio simplex. Tamen qualiter hæc merita debeant æquipollere, arbitrio prudentis relinquitur, attentâ donantis qualitate, an sit dives an pauper. Et hæc donatio remuneratoria valet inter conjuges. Et si uxor ante matrimonium, sine spe matrimonii, donet viro, potest vir matrimonio secuto remunerare, lib. 6, disp. 6, à num. 1 usque ad 12.

17. Donatio remuneratoria, quando non est debita lege justitiæ, non minuit legitimas ascendentium et descendentium, sed extrahitur de eâ parte de quâ donans potest liberè disponere. Et in Castellâ, si fiat filio, computatur in tertiâ et quintâ bonorum parentum portione, lib. 6, disp. 36, à num. 2 usque ad 5. Et donatio remuneratoria non revocatur nativitate filiorum, nec quando donans cogitabat de illis, lib. 6, disp. 36, num. 16.

18. Donationes minutas et eleemosynas factas prudenter à parentibus pro modo substantiæ et qualitate personæ, et quas his attentis postulat recta ratio atque bonorum administratio fieri, non tenentur parentes computare in quintâ bonorum parte, sed pertinent ad sumptus ordinarios, et ad bonorum administrationem. Secùs si limites prudentiæ, et hujus rectæ administrationis excedant, licèt fiant alicui ex filiis, lib. 6, disp. 36, à num. 8 usque ad 11. Et in dubio, et quoties alia conjectura capi potest, non præsumitur donatio, lib. 6, disp. 25, num. 10.

19. Donatio propter nuptias vel ante nuptias non est in usu hodiè. Successerunt loco illius arrhæ. Diffinitur tamen donatio sic : Est id quod confertur à viro vel ab alio ipsius loco pro matrimonii oneribus ad similitudinem dotis, quæ confertur viro per uxorem, et sic appellatur dos, lib. 6, disp. 1, num. 1.

Dos.

1. Dos promissa servienti feminæ, cum conditione serviendi honestè, debetur, si ancilla stuprum admisit major 25 annis, transactis novem annis servitii, lib. 4, disp. 24, num. 12.

2. Quoties fas est parentibus exhæredare ob causas jure permissas, immunes sunt ab obligatione dotandi filias; tenentur tamen constituere dotem filiabus quas matrimonio collocant, etiam nullâ factâ mentione dotis; et quamvis filia dives sit; et non solùm nubenti, sed monasterium ingredienti; et taxanda est dos considerata dignitate ejus et mariti, et quantitate facultatum patris et numerò filiorum : item tenetur dotare filiam nubentem indigno, et ipsis invitis, majorem 25 annis; et minorem 25 annis absque suo consensu digno promittente dotem, sive non, nisi filia dives sit. Idem quando vir vel femina indignum matrimonium inière, habentes alimenta; secùs quando non habent alimenta; tunc enim tenetur pater non solùm filio dare, sed ejus uxori, lib. 4, disp. 26, à num. 1 usque ad 21.

3. Dos quam constituit vir ignobilis nobili, vel senex juvenculæ ante contractum matrimonium, deducenda est ex toto hæreditatis cumulo, ut æs alienum. Idem si vir dotet consanguineam, eò quòd eâ lege dispensavit Pontifex in consanguinitate vel alio impedimento. Idem de dote constitutâ per virum uxori, eò quòd defloravit eam, casu quo tenetur eam ducere. Dos tamen constituta per virum ignobilem nobili, constanti jam matrimonio, deducenda est de eâ parte de quâ potest vir liberè disponere illæsâ legitimâ. Idem de dote constitutâ ratione consuetudinis permittentis, vel ratione boni pacis, nullo inito concordiæ pacto. Si tamen ineatur pactum, tunc deducenda ex toto hæreditatis corpore, lib. 6, totâ disp. 8.

4. Dos tradita viro bonam habenti fidem per mulierem consciam nullitatis matrimonii, non est restituenda, etiam soluto matrimonio, lib. 6, disp. 2, num. 5.

5. Dos constituta per virum feminæ, quam esse virginem credebat, restituenda non est, eâ non existenti virgine, lib. 6, disp. 27, n. 5.

6. Dos ultra taxam legis Castellæ, v. g., excedens bonorum decimam partem, à quodam tertio promissa de propriis bonis, sive sit extraneus, sive consanguineus, valet, et si fidejubeat valet et fidejussio, lib. 6, disp. 29, n. 19.

7. Dos amittitur ob adulterium, quando vir dedit causam, expellendo uxorem è domo, lib. 10, disp. 5, n. 10; etiamsi metu cognita sit, ibid., n. 16.

8. Dos amittitur ab adulterâ, sive civiliter sive criminaliter accusatâ, quamvis illa sit tantùm promissa. Idem dicendum de sponsâ de præsenti ante consummatum matrimonium, vel quando matrimonium fuit nullum ob impedimentum; secùs si ex defectu consensûs, vel initum metu cadenti in virum constantem. Tamen vir non lucrabitur dotem, si propriâ auctoritate adulteram in adulterio repertam interimat; secùs si auctoritate judicis, et si dos illi applicata jam fuerit per sententiam judicis, secutâ morte adulteræ etiam ob adulterium præcedens; tamen in conscientiâ non tenetur illam restituere, lib. 10, disp. 8, à num. 2 usque ad 9; et non debetur ante judicis sententiam dos adulteræ, ibidem, n. 13.

9. Dos recuperatur cum cæteris bonis, conjugibus semel reconciliatis, sive reconciliatio præcedat sententiam, sive non, lib. 10, disp. 8, n. 21; et dos non perditur à viduâ ob fornicationem, lib. 7, disput. 90, num. 9.

10. Dos viduæ non amittit prælationem per transitum ad secundas nuptias lib. 7. disp. 88. num. 34. item dos non amittitur ab uxore patienti oscula et am-

plexus, et tactus ad mammillas, adulterio non secuto, lib. 10, disp. 4, n. 12.

11. Dos non potest repeti à viro pertinaci in excommunicatione, nisi propter eam sit damnatus tanquàm hæreticus, lib. 9, disp. 14, n. 25.

12. Dotis causa est solius judicis secularis; tamen pertinet ad judicem ecclesiasticum solum tanquàm res accessoria, quando erga illum agitur de divortio, lib. 10, disp. 8, n. 15.

13. Dos potest integra recuperari, soluto matrimonio, non solvendo ex bonis dotalibus debita à viro contracta ad ipsam et familiam alendam, etiam famulorum mercedem, domûs locationem, vestes et cibaria familiæ. Et idem dicendum de filiis respectu patris, lib. 9, disp. 4, n. 28 et 29.

14. Dotis non solutæ causâ uxor non potest è domo expelli, vel in illam non traduci, lib. 9, disp. 5, à n. 11 usque ad 18.

Dubitans.

1. Dubitans de deliberatione requisitâ ad promittendum, tenetur implere promissionem, lib. 1, disp. 8, num. 10; item dubitans de promissione utrùm promiserit manens dubius, adhibitâ sufficienti diligentiâ, non tenetur ad promissionem, lib. 1, disp. 9, n. 11; secùs dicendum de dubitante de animo se obligandi, vel de usu rationis post septennium, ibid., num. 12, 13 et 14.

2. Non dubitans, sed opinans se vovisse, ut magna determinatio judicii sit ad hoc, tenetur ad impletionem voti. Si verò fuerit mediocris, dividenda est res promissa, lib. 2, disp. 41, n. 34.

3. Certus voti ratione libertatis, dubius tamen de ejus obligatione ratione debitæ materiæ, aut finis, vel alicujus circumstantiæ tunc occurrentis, tenetur ad impletionem voti, lib. 2, disp. 41, n. 35.

4. In dubio melior est conditio possidentis, non solùm in materiâ justitiæ, sed etiam in aliis virtutibus à justitiâ. Et possidens bonâ fide, et mox dubitans an sit sua, non tenetur restituere, quando factâ diligentiâ adhuc dubius est, lib. 2, disp. 41, n. 12 et 32; et si negligens fuerit in vero domino inquirendo, et negligentia causa fuit ut veritas non possit deprehendi, vel inveniat esse alienum, tenetur restituere, prudentis arbitrio, alteri de quo dubitat, vel eo ignoto, pauperibus, quantùm alterius intererat veritatem detegi plus vel minùs juxta qualitatem spei quæ erat veritatem assequendi, et si post omissam diligentiam debitam appareat rem esse alienam, tenetur ex tunc fructus restituere, ibid., n. 13.

5. In æquali dubio tenetur judex sententiam ferre pro possessore; et si res in nullo possessore inveniatur, dividenda est inter eos de quibus dubitatur; et si dubium non est æquale, dividenda est res juxta dubii proportionem; et si res fuerit individua (ut servus) sorte alteri applicanda, vel uni res, alteri verò dimidium æstimationis, lib. 2, disp. 41, à n. 14 usque ad 16.

6. Dubitans an suo consilio vel actione operatus sit, præsumendum est absque consilio alium minimè facturum, nisi oppositæ conjecturæ aliud suadeant; item depositarius vel commodatarius dubitans æqualiter an suâ culpâ depositum vel commodatum perierit, immunis prorsùs est à restitutione, lib. 2, disp. 41, n. 17 et 18.

7. Possidens bonâ fide, præmissâ debitâ diligentiâ, manens dubius, potiùs credens rem esse alienam, tenetur partem restituere pro ratione illius majoris propensionis. Item possessor bonæ fidei dubitans an res sit sua ante examinationem factam, licèt possit rem detinere, tenetur tamen ab ejus usu et ejus alienatione abstinere, v. g., de usu quo res consumitur; si verò examine præmisso adhuc manet possidens dubius, potest uti re illâ, eamque alienare, et tenetur admonere emptorem hujus dubii sub obligatione restituendi damnum inde secutum, quando moraliter spès foret ut dominus appareat; secùs si nulla est spes, lib. 2, disp. 41, à num. 19 usque ad 22.

8. Quando possidens rem accepit dubiâ fide, titulo emptionis vel quovis alio, v. g., dubitans an furtiva sit, tenetur restituere non integrè, sed plus vel minus pro dubii qualitate quo rem illam assecutus est; nisi possidens injustè abstulerit rem à possessore bonæ fidei, dubitans an sit sua, lib. 2, disput. 41, à num. 24 usque ad 26.

9. Emptor bonæ fidei non dicitur ille qui emit ab illo qui communiter vendit res furtivas, nisi præmisso examine constet venditorem justè vendere, lib. 2, disp. 41, n. 27.

10. Dubiâ fide accipiens justè aliquid ab eo, qui bonâ fide possidet, nec peccat, nec tenetur restituere, si appositâ debitâ diligentiâ non inveniatur rem esse alienam; idem dicendum de dubitante an res sit furtiva, emente, vel dono accipiente, animo quærendi verum dominum, ut ei restituat, lib. 2, disp. 41, n. 28 et 29.

11. Judex aut doctor, existentibus variis opinionibus, non tenetur favere possidenti; solùm enim in dubio est melior conditio possidentis, hìc autem doctor jam non est dubius, sed probabiliter opinatur, lib. 2, disp. 41, n. 30.

12. Certus de voto, dubius autem voti qualitatis, ut, an voverit castitatem, vel se non fornicaturum aut non ducturum uxorem, vel an voverit religionem in communi, vel tantùm determinatam, vel si vovit castitatem et religionem, an voverit castitatem dependenter à religione, tenetur vovens in his omnibus eventibus ad id quod minus est, lib. 2, disp. 41, n. 33.

13. Dubitans an sit impositum præceptum divinum naturale vel humanum de aliquâ re, non obligatur; secùs, si est certus de præcepto, et dubitat an obliget, et non est locus epiikiæ in dubiis, lib. 2, disp. 41, n. 36 et 37.

14. Dubitans post factam diligentiam sufficientem an habeat ætatem requisitam ad jejunium, non tenetur jejunare; secùs dicendum si dubitat de ætate requisitâ ad ordines vel beneficia; tunc enim debet con-

stare. Item dubitans de pubertate aut minori ætate, potest voti personalis aut realis irritationem à patre obtinere, lib. 2, disp. 41, n. 38 et 39.

15. Dubitans an audita fuerit hora noctis duodecima, edens vel bibens, non potest die sequenti ad Eucharistiam accedere; potest tamen edere carnes, licèt dies sequens sit jejunii, et cœnare. Si tamen hodiè esset dies jejunii, et dubitem an sonuerit hora duodecima noctis, non possum cœnare; et quando sunt diversa horologia, et aliquorum sonat hora duodecima, aliorum non, potest qui tunc solvit jejunium naturale, communicare die sequenti; et potest cœnare vel edere carnes, sive illa dies, sive sola sequens sit jejunii. At quando est unum tantùm horologium, et ubi cœpit sonare duodecima hora, aliquis bibens, licèt quando sonat ultimus pulsus duodecimæ, desinat bibere, non potest die sequenti communicare, lib. 2, disp. 41, n. 40.

16. Dubitans de valore matrimonii bonâ fide utriusque initi, ante diligentiam adhibitam ad assequendam veritatem, tenetur reddere, at petere minimè, eâ tamen sufficienter adhibitâ, potest petere et reddere. Item quando est moraliter impossibile vinci dubium, etiam intra bimestre non consummato matrimonio. Idem dicendum de habente scrupulum ex levi et temerariâ incredulitate ortum, deposito illo consilio sui pastoris; idem si alter conjux adulterium admittat, lib. 2, disp. 41, à num. 42 usque ad 49.

17. Conjux non tenetur reddere debitum alteri affirmanti se non consensisse, nisi denuò consentiat, vel se retractet; at si credat, non potest petere nec reddere Non tamen tenetur credere, nisi tales sint conjecturæ, ut credere convincatur. Et si dubitat, propter alterius affirmationem, probabiliter de valore matrimonii, nequit petere nec reddere, donec deponat dubium, vel faciat debitam diligentiam, manente eodem dubio, lib. 2, disp. 41, n. 52.

18. Dubitans uterque conjux, de valore matrimonii ab utroque bonâ fide initi, non potest petere nec reddere ante adhibitam diligentiam ad vincendum dubium; et quando alter tantùm dubius est, et petit à non dubitante, potest conjux non dubius, conscius dubii, negare debitum, lib. 2, disp. 41, n. 55 et 56.

19. Conjux contrahens cum dubiâ fide, non potest petere. Tenetur tamen reddere alteri bonâ fide possidenti, et possidens bonâ fide non tenetur reddere alteri dubitanti et petenti; tamen dùm non dubitat potest petere et reddere, et nuptiæ malâ fide contractæ non sunt irritandæ. Quando verò uterque est dubius, non potest petere nec reddere, nisi sint rationes efficientes opinionem probabilem, licèt contraria sit probabilior, lib. 2, totâ disp. 42.

20. Quando impedimentum amoveri potest proprio consensu, ut servitus ignorata, dubitans de valore matrimonii à se bonâ fide contracti, potest petere et reddere animo ratificandi præcedens matrimonium nullum, quando impedimentum est occultum; secùs dicendum si sit publicum, aut desit animus ratificandi, vel lis sit mota; et in hoc dubio tenetur reddere debitum, etiam judice non præcipiente, deficiente animo ratificandi, nec sibi præjudicium inferre, lib. 2, totâ disp. 43.

21. Contrahens bonâ fide, et postea non dubitans, sed probabiliter opinans nullum esse matrimonium, non potest petere, etiam adhibitâ sufficienti diligentiâ; tenetur tamen reddere, non obstante eâ opinione, donec ita certus sit ut parùm dubii remaneat. Et habens æqualem opinionem tam validitatis quàm nullitatis matrimonii, potest reddere et petere, quamvis probabilius sit non valere, lib. 2, totâ disp. 44.

22. In dubiis est eligendum quod tutius est; exemplum sit: Dubitas practicè an hic et nunc tenearis jejunare; teneris dùm id dubium non deponis, lib. 2, disp. 41, n. 9.

23. Dubium est quando intellectus pendet æquilibrio, in neutram partem potiùs inclinans. Fides est assensus certus, obscurus tamen, habitus ex auctoritate alicujus illam rem affirmantis. Opinio est assensus illius partis non firmus et certus, sed cum alterius formidine. Suspicio est quando intellectus in alteram partem magis inclinat, non tamen illi assentitur. Scrupulus est apparentia aliqua contra id quod aliquis credit, vel opinatur, vel dubitat; et ad judicandum non tam est attendendum dubium vel opinio, quàm rationes dubitandi vel opinandi. Dubium, aliud est practicum, aliud speculativum; idem de scientiâ et opinione; et non licet habere contrarium judicium practicum speculativo, et opinari cum scientiâ dubiâ practicè, est peccatum, et reducitur ad speciem peccati, de quâ est dubium. Licitum tamen est operari cum dubio speculativo, lib. 2, disput. 41, à num. 1 usque ad 8.

E

Episcopus.

1. Episcopus potest in suâ diœcesi quod potest Pontifex in toto orbe, nisi specialiter reservetur; unde non potest dispensare in sponsalibus, lib. 1, disp. 51, n. 3; nec in impedimento, cujus est obtenta dispensatio bonâ fide, et in separatione datur magnum scandalum, sed tantùm dissimulare, lib. 2, disp. 38, n. 12.

2. Episcopus potest dispensare, quando delictum est deductum ad forum contentiosum, et falsâ informatione, aut probatione, aut probationis defectu ejus absolutus est. Concilium enim intelligitur quando illa deductio habuit effectum, lib. 2, disp. 37, n. 12.

3. Episcopus potest dispensare in impedimentis matrimonium dirimentibus post matrimonium contractum in casu magnæ necessitatis, quando impedimentum est occultum, matrimonium publicum; et est scandalum in separatione, et difficilis aditus ad Pontificem propter inopiam, interveniente bonâ fide, saltem ex parte unius contrahentis, quamvis solemnitates neglectæ sint, aut relictæ ex ordinarii dispensatione; et sint divites, existente Româ longissimâ, et instante periculo incontinentiæ, licèt sint duo impedimenta occulta. Secùs dicendum quando in his om-

(Seize.)

nibus casibus est facilis recursus ad nuntium apostolicum habentem potestatem ad dispensandum, lib. 2, disp. 40, à num. 2 usque ad 8.

4. Episcopus potest aliquando dispensare in impedimento matrimonii dirimenti antequàm matrimonium contrahatur, quando urgentissima necessitas id postulat, v. g., si accedat mulier manè fassura, et reperiatur impedimentum dirimens, cujus detectio magnam infamiam notabilemque produceret; et sunt omnia jam parata ad nuptias vespere celebrandas, et tentatis omnibus mediis nulla datur evadendi via, sed orietur suspicio vehemens alicujus criminis detecti in confessione, si femina se abstineat à nuptiis, aut differat, dùm obtinetur Pontificis dispensatio. Medium tamen quod potest dari ad desistendum ab illo contractu matrimonii absque infamiâ, est vovere feminam castitatem ad tempus, v. g., per mensem, consulente confessario, et dicere consanguineis se vovisse castitatem, jussumque sibi esse à confessario ut à nuptiis abstineat donec impetretur dispensatio, non explicando votum fuisse ad tempus; et si non sufficiet, tunc episcopus potest dispensare in impedimento, lib. 2, disp. 40, n. 7.

5. Episcopi potestas ad dispensandum in impedimentis occultis, est solùm in foro interiori. Dicitur autem occultum, quando publicè non constat, nec facilè constare potest, periculumque non est ut in foro externo detegatur, lib. 2, disp. 40, n. 10 et 11. Item potest delegare hanc potestatem, quamvis ex privilegio competat dignitati; nisi sit momenti, ut conferre beneficia, lib. 2, disp. 40, à num. 13 usque ad 17. Idem dicendum de omnibus casibus qui solùm ratione necessitatis competunt, ibid.

6. Episcopus potest dispensare in lege pontificiâ vel concil. in casu urgentis necessitatis, non patente aditu ad Pontificem, lib. 2, disp. 40, n. 3.

7. Episcopus potest dispensare in voto castitatis ad contrahendum matrimonium, urgente magnâ necessitate, quando non potest consuli Pontifex, et adest periculum incontinentiæ in morâ, etc., lib. 2, disp. 40, n. 7.

8. Episcopus non tenetur alere clericum, quem bonâ fide absque vero patrimonio initiavit, vel quando postea casu periit, lib. 6, disp. 32, n. 7 et 8.

9. Episcopatus non dirimit matrimonium jure naturali nec divino, sed solùm ecclesiastico, ratione voti castitatis annexi. Unde episcopus confirmatus, et nondùm promotus ad sacros ordines, potest transire ad nuptias, lib. 7, disp. 28, n. 13. Item castitas est annexa episcopatui de jure ecclesiastico, ratione ordinis sacri, lib. 7, disp. 27, n. 7.

10. Episcopus non potest in suâ diœcesi impedimenta matrimonii statuere, attentâ reservatione, lib. 7, disp. 1, n. 9.

11. Episcopus non peccat, conferens ordines minores aut primam tonsuram, non habenti intentionem ulteriùs ascendendi. Laude tamen dignus est ille qui non vult conferre illos pueris, nisi ipsi adulti sint, aliàs eorum parentes jurent, bonâ intentione ascendendi postea ad ordines sacros, se velle ordines minores, aut primam tonsuram, lib. 7, disp. 31, n. 18 et 19.

12. Episcopus potest cogere exemptos impedientes revocationem conjugis ex suo monasterio, sed non cum censuris, suspensione vel interdicto, quando habeant tale privilegium, lib. 7, disp. 33, n. 21, 22 et 23.

13. Ut conjugatus possit fieri episcopus, semper est necessaria professio uxoris in religione, et non sufficit esse vetulam, et cum castitatis voto in seculo manere, lib. 7, disp. 4, n. 1, 2 et 3.

14. Episcopus, cum quo dispensatur, ut consecrationem differat, potest retinere beneficia, lib. 8, disp. 1, num. 24.

15. Episcopus tanquàm delegatus procedit, quando in Trid. vel alibi committitur aliquid ipsi tanquàm Sedis Apostolicæ delegato; vel dùm dicitur: *Auctoritate nostrâ dispensa*, lib. 8, disp. 2, num. 10.

Error.

1. Error differt ab ignorantiâ, quatenùs desiderat semper aliquam præviam cognitionem; ignorantia verò minimè. Sed utrumque dirimit matrimonium, et non potest contingere error personæ absque aliquâ illius personæ notitiâ ex visu, aut saltem auditu et famâ, lib. 7, disp. 18, num. 1 et 2; qui dirimit matrimonium jure naturæ, num. 5, 11 et 12; quamvis error sit concomitans, nec dans causam contractui, n. 6; et quamvis sit fatuus et crassus, n. 7; et contrahens matrimonium non tenetur intentionem dirigere in personam præsentem, quæcumque illa sit, n. 13; et matrimonium contractum inter infideles cum errore personæ, est nullum, nec Ecclesia potest statuere ne dirimat, ibid., n. 14 et 15.

2. Error qualitatis et fortunæ non irritat matrimonium; potest tamen Pontifex justâ causâ statuere ut dirimat, lib. 7, disp. 18, n. 8 et 9.

3. Error qualitatis, seu dolus concomitans, sive antecedens, dans causam contractui, non irritat matrimonium, nisi qualitas apponatur per modum conditionis, et nisi qualitas redundet in errorem personæ; quod accidit quando erratur circa qualitatem designantem certam personam. Tamen parochus assistens matrimonio, sciens dolum, quamvis non irritantem, manet suspensus triennio, lib. 7, disp. 18, à num. 17 usque ad 38. Item error nominis, si de corpore constat, non dirimit matrimonium, ibid., n. 37.

4. Error seu dolus antecedens contractum, est ille qui causam dat contractui faciendo, ita ut eo non existente, actus non fieret, atque ita efficit ut actus sit involuntarius. Item error concomitans sive incidens in contractum, est ille qui non inducit ad volendum, sed ita concomitatur actum ut eo non existente, actus fieret, lib. 7, disp. 18, n. 4.

Excommunicatio.

1. Excommunicans non in scriptis, quando excommunicatio caret effectu, suspensus non est, lib. 1, disp. 2, n. 5.

2. Excommunicatio in religiosos solemnizantes ma-

trimonium, non est correcta per Trident., et ita incurrunt illam per Clement. 1, de Privilegiis, et suspensionem ad nutum ordinarii per Trid., sess. 24, de Matrim.; lib. 3, disp. 48, n. 8.

3. Excommunicatio lata in facientem, non comprehendit mandantem, consulentem, vel aliter consensum præstantem, nisi exprimatur in canone faciente censuras, lib. 3, disp. 49, n. 2.

4. Excommunicatio potest fieri absque monitione, ubi præcessit mandatum sub excommunicationis pœnâ, lib. 2, disp. 24, n. 28, et lib. 9, disp. 32, n. 13.

5. Excommunicatio non ligat conjugem conscium impedimenti, et ob id negantem debitum, lib. 2, disp. 39, n. 9.

6. Parochus excommunicatus non toleratus, suspensus, vel irregularis validè assistit matrimonio, lib. 3, disp. 21, n. 1, 3 et 4; et validè dat licentiam, n. 7; nec peccat assistens, n. 8; licèt sit interdictus administratione Sacramentorum, et licèt sit parochus mobilis ad nutum episcopi, ibid., n. 11 et 12.

7. Excommunicans conjuges potest ob viri pertinaciam interdicere uxori participationem cum illo, quoad humanum convictum, v. g., ne cum illo loquatur, nec mensæ adsit, non tamen quoad debitum conjugale, lib. 9, disp. 14, n. 7.

8. Pœna excommunicationis, suspensionis et interdicti, cùm sit privativa, non exigit sententiam judicis, cùm faciliùs incidatur in eam; sic, quæ usu recepta et declarata est, ut nulla indigeat sententia condemnanti, aut crimen declaranti, lib. 9, disp. 30, n. 2.

9. Uxor potest communicare cum viro excommunicato, etiam participantes tam in divinis quàm in humanis, nec refert si tempore initi matrimonii nôrit ipsum esse excommunicatum, nisi excommunicatio sit lata in causâ matrimonii, et uxor sit particeps cum viro excommunicato criminis ob quod lata est excommunicatio; secùs dicendum quando fuit lata separatis conjugiis per divortium; non obstante enim excommunicatione possunt reconciliari, et communicare, lib. 9, disp. 14, à num. 1 usque ad 12.

10. Uxor nequit participare cum excommunicatis qui simul cum viro sunt, ut si vir cœnet cum excommunicato, non potest eidem mensæ accumbere. Cum illo tamen tenetur participare in omnibus sicut antea. Et quod dictum est de uxore, eodem modo dicendum de viro, lib. 9, disp. 14, à num. 12 usque ad 17.

11. Conjux excommunicatus non potest in judicio agere, petens restitutionem conjugis, quo spoliatus fuit, lib. 9, disp. 14, n. 23 et 24.

12. Excommunicantur per Clement. unicam, de Consanguinitate, incuntes matrimonium incestuosum in gradu consanguinitatis vel affinitatis constitutione canonicâ prohibito; item moniales vel religiosi contrahentes; item clerici constituti in sacris ordinibus; secùs de consulentibus, mandantibus, auxilium præstantibus, procuratore et parocho; et ut hæc excommunicatio incurratur, triplex conditio petitur: prima ut contrahatur matrimonium, licèt non consummatum;

unde non est locus excommunicationi per contractum sponsalium, nec per matrimonium absque parocho, duplicique teste, nec quando quis fictè consensit, vel unus consensit, et alter non, nec impubes contrahens; vel quando initur per metum in virum constantem cadentem, secunda conditio est ut contrahatur cum impedimento consanguinitatis vel affinitatis in lege canonicâ interdicto, vel religionis aut ordinis sacri; unde non datur locus excommunicationi per matrimonium cum infideli, vel cum cognatâ legali vel spirituali, vel cum impedimento publicæ honestatis, vel quocumque alio dirimenti; secùs dicendum de contrahente in gradu lege divinâ vel naturali interdicto, vel de religioso societatis Jesu, qui professionem solemnem non emisit, sed simplicia biennii vota, non obtentâ dispensatione; tertia conditio est ut scienter hoc matrimonium ineatur. Unde excusat ab excommunicatione quæcumque ignorantia etiam crassa juris vel facti, dummodò non sit affectata, etiamsi postmodùm conscius perseveret in cohabitatione et copulâ. Tamen ignorantia nunquàm excusat ipsos religiosos, moniales et clericos contrahentes matrimonium, l. 7, totâ disp. 48.

13. Excommunicatio non incurritur ob participationem cum excommunicato in crimine criminoso post incursam excommunicationem, lib. 7, totâ disp. 48, n. 3.

14. Dispensans in votis reservatis, excommunicationem incurrit, nisi ex aliquo privilegio possit, lib. 8, disp. 9, n. 1. Tamen remigantes adversùs Christianos metu mortis non incurrunt excommunicationem, lib. 9, disp. 31, n. 6.

15. Curialis vel scriptor narrans in dispensatione falsum contra relationem partis non incurrit excommunicationem, lib. 8, disp. 21, n. 58.

16. Excommunicatus sæpiùs celebrans non debet in irregularitatis dispensatione explicare multiplicem celebrationem, lib. 8, disp. 24, n. 7.

17. Excommunicatus majori excommunicatione validè contrahit matrimonium; peccat unicum peccatum mortale; idem si sit ligatus minori excommunicatione. Tamen nullam culpam committit contrahens cum excommunicato, nisi denuntiato, aut notorio percussore clerici. At inducere ad contrahendum notorium percussorem clerici, vel denuntiatum, est duplex peccatum. Caret tamen culpâ contrahens cum excommunicato minori excommunicatione nondùm denuntiato. Item quando uterque conjux est excommunicatus toleratus, sive majori, sive minori excommunicatione, peccat mortaliter prævenions alterum ut contrahat secum; præventus autem minimè. At quando uterque est denuntiatus, aut notorius percussor clerici, inducens peccat peccatum inductionis et indignæ receptionis Sacramenti, et participationis in Sacramento cum altero; inductus autem est obnoxius culpæ lethali receptionis Sacramenti, et participationis in re sacrâ contra propriam et alienam censuram. Et contrahens solâ minori excommunicatione denuntiatâ, peccat inducens peccatum inductionis et receptionis,

et ratione peccati mortalis, v. g., pravæ voluntatis, quæ omnia committit inductus, demptâ inductione. Neuter tamen peccat ratione participationis. Item quando alter est toleratus, alter verò non, si toleratus inducat, peccat ratione inductionis contra propriam et alienam censuram, et ratione receptionis, eisdemque peccatis inductus tenetur præter inductionem et participationem contra alienam censuram. Si verò non toleratus inducat, peccat inducens, et indignè recipiens Sacramentum, peccato mortali, et censurâ irretitus, et participans contra solam propriam censuram, et inductus peccat participans contra alterius censuram non toleratam, et recipiens in peccato mortali. Tandem si uterque sit excommunicatus minori excommunicatione, et alter denuntiatus, alter verò minimè, si denuntiatus inducat, peccat ratione receptionis contra propriam censuram, non tamen ratione inductionis et receptionis in peccato mortali, lib. 7, disput. 9, à num. 1 usque ad 11.

18. Excommunicatus quâcumque excommunicatione potest sine peccato contrahere sponsalia etiam jurata, sine peccato mortali. Idem dicendum si recipiat benedictiones nuptiales, lib. 7, disput. 9, n. 12 et 13.

19. Excommunicatus nondùm denuntiatus licitè ministrat Sacramenta, et licitè petuntur ab eo etiam sine necessitate, et nondùm parato, lib. 7, disp. 9, n. 8.

20. Participans in crimine criminoso cum excommunicato incurrit excommunicationem, quando est proprio nomine denuntiatus, lib. 7, disp. 48, n. 3.

Expensa.

1. Consanguineus recedens à promissione datâ de matrimonio, casu quo licitè potest, non tenetur restituere expensas dispensationis, et quascumque alias: secùs si injustè recessit, vel fuit causa resiliendi, lib. 5, disput. 5, à num. 32 usque ad 34.

2. Promittens feminæ consanguineæ matrimonium (si Papa dispensaverit) tenetur procurare dispensationem utriusque expensis, lib. 5, disp. 5, num. 36 et 37. Tamen gravatus in legato, vel majoratu, ut ducat consanguineam, tenetur suis expensis dispensationem procurare, ibid., num. 21.

3. Conjux conscius adulterii, non tenetur ministrare expensas, lite pendenti divortii in foro conscientiæ : in foro tamen externo est cogendus, donec ad condemnationem, lib. 10, disp. 8, num. 28.

F

Fidejussio.

1. Fidejussio uxoris, non servatis juris solemnitatibus non valet in conscientiâ; et si solvat, potest repetere. Idem dicendum de fidejussione metu reverentiali viri factâ : unde mulier promittens viro morti vicino se soluturam ejus debita, non tenetur solvere, lib. 4, disp. 9, num. 14 et 15.

2. Fidejussor potest intervenire pro securitate matrimonii in sponsalibus, et tenetur ad interesse, non verò ad pœnam, et non obligatur ad plus quàm principalis, lib. 1, disp. 38, n. 1. Item fidejussor non obligatur, nisi principalis saltem naturaliter obligetur, lib. 6, disp. 38, n. 21.

Filius.

1. Attento jure Cæsareo, filia sine consensu patris nubens non clandestinè indigno, non potest exhæredari : at ut possit exhæredari requiruntur tres conditiones. Prima, ut parentes vellent eam matrimonio conjungere, et dotem secundùm vires suas tradere. Secunda, ut filia illi matrimonio repugnet, et simul vitam luxuriosè eligat. Tertia, ut sit minor 25 annis. Et semper præsumendum est, parentes velle virum et dotem competentem filiæ dare; et non sufficit, si filia semel, aut bis furtim faciat copiam sui corporis, lib. 4, disp. 24, à num. 1 usque ad 6. Item non potest exhæredari filius contrahens sine consensu patris, luxuriosèque vivens, num. 11 : secùs dicendum de filiâ nubente mancipio, invitis parentibus, licèt sit major 25 annis, num. 10, ibidem.

2. Pater luxuriosè vivens, filiam eodem modo viventem potest exhæredare ; mater autem meretrix non, nisi sit correcta tempore quo testamentum scribebat, lib. 4, disp. 24, num. 7 et 8.

3. Attento jure regni Castellæ filia nubens sine consensu parentum, non potest exhæredari, excepto uno casu, v. g., quando filia contrahit sponsalia, vel matrimonium cum famulo patris habitante in domo, lib. 4, disp. 24, à num. 14 usque ad 16.

4. Attento jure canonico, leges permittentes exhæredari filias non clàm contrahentes sine consensu parentum sunt omninò correctæ, nisi sit lex, ut possit exhæredari filia absque consilio patris nubens, lib. 4, totâ disp. 25.

5. Filius validè ducit uxorem contra parentum voluntatem, nec potest cogi metu cadenti in virum constantem ; secùs de increpatione paternâ. Imò peccat pater absque justâ causâ impediens matrimonium : secùs si adsit justa causa, et impediat mediis suavibus. Tamen impediens injustè non incurrit excommunicationem in Trid., sess. 24, cap. 29, de Matrim. latam, lib. 4, totâ disp. 22.

6. Filius regulariter non tenetur implere sponsalia, quæ absque suo consensu pater promisit, at tenetur sub mortali, quando multò interest parentum, casu quo eligat matrimonium inire, nisi justâ causâ ductus resistat tali matrimonio; et obligatur, non tam ex paterno præcepto, quàm ex virtute pietatis obligantis filium, lib. 4, disp. 23, à num. 1 usque ad 7.

7. Filius absque justâ causâ iniens matrimonium, insciis parentibus, tenetur sub culpâ lethali consilium parentum circa matrimonium petere, non tamen illud sequi, et postea, illis renuentibus, potest licitè contrahere, nisi ratione scandali, lib. 4, disp. 23, à num. 8 usque ad 12.

8. Filius qui metu reverentiali paterno, vel materno, promisit patri se soluturum ejus debita, vel legata, non tenetur solvere : secùs si promisit absque illo metu. At potest, si est minor 25 annis, petere restitutionem in integrum, lib. 4, disp. 9, num. 16.

9. Filiusfamiliâs sine patris licentiâ, aut minor sine auctoritate curatoris, non obligatur naturaliter ex contractu inito, pecuniâ creditâ, nec talis contractus firmatur juramento. Manebit tamen obligatus fidejussor, si existat, lib. 6, disp. 38, num. 29.

10. Filiusfamiliâs pubes potest inconsulto patre contrahere, et ex omni contractu absque licentiâ patris inito, obligatur naturaliter, ac civiliter, ac si esset paterfamiliâs; nisi in mutuo et in voto. Unde non potest pater amovere filiumfamiliâs puberem obligantem se ad certo tempore ministrandum alicui, nec potest cogere ut sibi ministret. Tenebitur tamen filius lege pietatis, quando valdè inops esset; non tamen tenebitur cum illo habitare, nec pater potest illum volentem recedere impedire. Imò filius, invito patre potest se vendere, non tamen potest filiusfamiliâs contrahere circa adventitia, quorum pater habet usumfructum, vel eorum proprietatem alienare, vel hypothecæ subjicere, licentiâ patris minimè requisitâ. Item pater potest irritare vota realia filiifamiliâs, in quâcumque ætate emissa, sive ante, sive post 25 annos, quia filiusfamiliâs non eximitur ratione ætatis, lib. 6, disp. 39, à num. 1 usque ad 10.

11. Filii nati ex conjugibus simplici castitatis voto ligatis mutuo consensu, nullo modo sunt illegitimi. Idem dicendum de filiis conceptis post matrimonium consummatum, uno conjuge, altero ignaro, aut sciente, contradicenteque profitente, et mox habente copulam : secùs si profiteatur ante consummatum matrimonium. Item erit proles legitima, si profiteatur post matrimonium consummatum non contradicente altero, sed tacenti. Idem dicendum de filiis habitis post legitimam promotionem ad ordines sacros, lib. 9, disp. 38, à num. 3 usque ad 7.

12. Filius sequitur conditionem patris quoad honores et nobilitatem. Et habitus ex nobili et ancillâ, si postea manumittatur, nobilis est, lib. 7, disp. 24, à num. 1 usque ad 4.

13. Filius quoad servitutem sequitur conditionem matris, sed sufficit, ut filius sit liber, quòd tempore conceptionis, aut nativitatis, aut medio tempore mater libera sit, quando ex vi natalium, et statûs matris, est futura soboles libera, aut servituti subdita : secùs quando non jure sequelæ statûs materni, futurum est, ut fœtus sit servus, ut filii nati ex servis publicis operibus deputatis, qui se privatarum ancillarum consortiis adjunxerunt. Idem de filiis natis ex patre revocato in servitutem propter ingratitudinem. Idem dicendum de filio nato ex matre prægnanti jure belli captâ, non obstante libertate matris tempore conceptionis. Et in his tribus casibus sequitur filius quoad servitutem, conditionem patris, lib. 7, disp. 24, à num. 5 usque ad 13.

14. Filii concepti post servitutem, eò quòd mater ob necessitatem à patre vendita est, sunt servi : secùs si tempore venditionis esset prægnans. Item si communis ancillæ duorum, aut plurium dominorum, ab aliquo illorum manumittatur, post eam manumissionem, antequàm solvatur pretium alteri domino partis, quam habebat in ancillâ, pariat, proles erit servituti subdita. Item proles est serva orta ex ancillâ statu liberâ, v. g., si post annum; aut si hoc evenerit, esto libera, si ante illius temporis aut conditionis adventum pariat : secùs dicendum de filiis ortis ex ancillâ, cui tradita est libertas pro tempore certo, licèt nascantur ante illud, vel post illud tempus. Est enim libertas illa perpetua. At filii orti ex ancillâ, cui dominus promisit manumissionem certo tempore, si post illud tempus concepti, aut orti sint, sunt servi; tenetur tamen dominus ratione damni emergentis ex fidei violatione, donare libertate illos filios, lib. 7, disp. 24, à num. 15 usque in finem.

15. Filii non educandi sunt apud matrem secundò nubentem. Requiritur tamen judicis sententia, ut mater privetur educatione filii; et concurrentibus paribus qualitatibus in matre, et cognatis prætendentibus educationem, præferenda est mater : pater tamen nunquàm privatur educatione, lib. 7, disp. 88, à num. 16 usque ad 21.

16. Filius genitus aut natus post dispensationem à parentibus obtentam ad ineundum inter se matrimonium, est naturalis; legitimatur tamen per sequens matrimonium, lib. 8, disp. 7, num. 19.

17. Filius natus ex matrimonio irrito contracto bonâ alterius parentis fide, est legitimus quoad utrumque parentem, et utrique succedit; parens tamen malæ fidei non est legitimus apud ipsum, et tantùm succedit filio, sicut pater spurius succedit, lib. 8 disp. 34, num. 46.

18. Filii nati ex concubitu contra sponsalia, vel votum, dicuntur naturales, lib. 1, disp. 2, num. 8.

19. Filiis prioris matrimonii tenetur mulier secundò nubens reservare, quæ à priori matrimonio titulo lucrativo habuit, non autem quæ oneroso, illique æqualiter succedunt; nec potest aliquem ex illis melioraro, nec hoc est correctum jure canonico, lib. 6, disp. 41, n. 1.

Forus.

1. Forus conscientiæ et externus idem servat, ubi non est falsa præsumptio, nec lex est pœnalis, lib. 1, disp. 5, num. 20.

2. Forus internus fidem adhibet testanti pro se, et contra se, non autem externus, lib. 2, disp. 45, n. 2.

3. Leges fori non obligant, nisi probetur earum usus, lib. 6, disp. 1, num. 5.

4. Obligatio naturalis quæ oritur ex vinculo legis naturalis, obligat in foro conscientiæ, licèt jus civile non concedat actionem : secùs dicendum de obligatione naturali ortâ ex honestatis et gratitudinis debito, lib. 1, disp. 7, num. 15.

5. Famulus non petens salarium triennio, non amittit illud in foro conscientiæ, lib. 7, disput. 37, num. 17.

G

Græcus.

1. Græcis nunquàm licuit, nec Latinis, matrimo-

nium inire post sacrum ordinem, et Græcus sacris initiatus, non potest mortuâ uxore aliam ducere, lib. 7, disp. 28, num. 3 et 4.

2. Differentia inter Græcos, et Latinos in sacris ordinibus constitutos, hæc est, ut Græcis liceat post conjugium ad sacros ordines transire, et uti matrimonio antea contracto absque peccato, dempto tempore quo altaris ministerio deservire, vel consuetudine, vel lege debent, quod Latinis est interdictum, lib. 7, disp. 28, num. 5 et 6.

Gratia.

1. Gratia, ut valeat, vel quævis dispositio, non desideratur scriptura, nisi lex eam petat, lib. 3, disp. 33, num. 10 : nec expirat ante revocationem, lib. 3, disp. 30, n. 11.

2. Gratia non prodest, donec veniat in notitiam ejus cui conceditur, licèt concedatur per modum status et constitutionis. Satis tamen est notitia nuntii, aut procuratoris, quo mediante privilegium impetratur, et non sufficit intimatio cujusdam tertii, sed requiritur nuntius destinatus : unde parochus qui concesserat licentiam assistendi matrimonio cuidam sacerdoti, et ille ignarus licentiæ assistit, validum est matrimonium, si concesserat nuntio ab illo sacerdote misso : secùs dicendum si concesserat motu proprio parochus licentiam, vel ad instantiam alterius non missi à sacerdote ; et si revocata sit licentia sacerdosque ignarus revocationis assistens, validum est matrimonium. Item licentia potest ad libitum revocari, lib. 3, totâ disp. 36.

3. Verba gratiæ ita operari debent, ut nec una syllaba sit superflua, lib. 3, disp. 26, n. 6.

4. Gratia ex motu proprio est subreptitia quando non fit mentio prioris strictioris, lib. 8, disput. 23, num. 8.

5. Gratiæ, seu litteræ sacræ pœnitentiariæ suo valore non frustrantur, si aperiantur ab eo qui non est doctor, lib. 8, disp. 34, n. 12.

H

Habitatio.

1. Habitans in duplici parochiâ æqualiter morali modo, potest indifferenter coram parocho utriusque matrimonium inire, et utrique confiteri ; et quando sunt duo parochi in solidum unius parochiæ, potest alteruter, altero invito, ministrare Sacramenta, lib. 3, totâ disp. 24.

2. Habitatio cum animo perpetuò habitandi, acquirit domicilium, ubi incipit habitare, et non requiritur habitatio decem annorum. Et domicilium semel acquisitum non deperditur solùm mutatione animi sine facto, lib. 3, disput. 23, num. 1 et 2.

3. Domicilium originis non acquiritur nativitate in loco in quo parentes casu erant, sed tunc fingitur natus ubi erant et habitabant. Item domicilium originis est immutabile, habitationis verò mutabile, lib. 3, disp. 23, n. 3 et 4.

4. Parochus solius originis domicilii non potest assistere matrimonio : et in dubio non venit nomine domicilii, domicilium originis, sed habitationis, lib. 3, disp. 23, num. 6 et 7.

5. Quando aliquis figit alicubi domicilium, acquirit parochiam : secùs quando aliò tendit brevi rediturus. Item is dicitur proprius parochus ad assistendum matrimonio, vel dandum licentiam, qui talis est ad audiendas confessiones, lib. 3, disp. 23, n. 9 et 10.

6. Ad acquirendam parochiam ad matrimonium, non requiritur habitatio per majorem anni partem, sed sufficit eo animo incipere habitare. Item efficitur parochianus ille qui habet intentionem habitandi, et brevi in singulis domibus habitat, et poterit recipere omnia Sacramenta ab eo parocho, cui tunc subditur, lib. 3, disp. 23, n. 14.

7. Mulier coram parocho suæ parochiæ nubens viro, ad cujus parochiam transtulit se statim, si matrimonium fuit nullum, jam parochus prior feminæ non potest assistere, ut iteretur matrimonium, lib. 3, disp. 23, num. 15.

8. Alienigena se transferens in aliquam diœcesim animo habitandi perpetuò, et cœpit habitare eo animo, quamvis statim mutet illum animum, potest ab episcopo ordinari, et potest episcopus agere omnia erga illum, sicut erga alios subditos, lib. 3, disp. 23, n. 16.

9. Virtute bullæ *Cruciatæ* vel privilegiorum religiosorum, licet ministrare Eucharistiam in die Paschatis advenis, vagis et peregrinis brevi spatio habitantibus in aliquâ parochiâ. Nec hi tenentur ad ecclesiam matricem confluere, lib. 3, disp. 23, n. 17.

10. Mercenarii ad breve tempus locantes operas, ut ad fodiendum, etc., carentes parochiâ, vel distantes ab eâ, possunt virtute bullæ vel privilegii religiosorum recipere Eucharistiam in Paschate, quia non acquirunt heri parochiam, lib. 3, disp. 23, n. 18 ; item habitatio absolutè relicta uxori perditur et extinguitur, eâ secundò nubente, lib. 7, disp. 91, n. 50.

Hæreditas.

1. Filia solùm, et non filius, sive vidua, sive filiafamiliàs, sive habitet in domo parentum, sive non, contrahens clam absque consensu patris, potest exhæredari, quamvis dignè nubat ; secùs dicendum, si est major 25 annis, vel si adfuit consensus paternus, vel quando parentes pessimè erga filios se habent, differendo matrimonium malitiosè ; vel si ante consummationem ingrediatur religionem ; vel quando matrimonium clandestinum fuit nullum. Et est pœna hæc imposita à lege, valida in jure canonico, lib. 3, totâ disp. 47.

2. Hæreditas, quando alicui aufertur, et vocantur hæredes ab intestato, amittitur in foro conscientiæ ante judicis sententiam, lib. 7, disp. 87, n. 8.

Hæresis.

1. Hæresis de jure naturali est causa divortii, dùm non resipiscitur ; et tenetur Catholicus divertere, et potest auctoritate propriâ sine restitutione hæretico, et ut recedat, non sufficit unus vel alter actus hæresis, si conjux paratus sit corrigi ; secùs si correctio-

nem refugit, et si resipiscat ante sententiam, tenetur Catholicus illum admittere; secùs, si post sententiam, et separationem factam judicio Ecclesiæ, ut non teneatur ullo modo admittere hæreticum, quando per sententiam declaratur hæreticus. Et non requiritur specialis sententia divortii, et tunc licitus est transitus Catholici ad religionem vel ad ordines sacros, manente hæretico in seculo, sine voto. Secùs dicendum de hæretico, sine licentiâ Catholici, quæ sola sufficit. Item habitâ copulâ ante sententiam à Catholico cum hæretico post notitiam hæresis, nullo modo est condonatio, nisi expressus animus condonandi adesset, et si animus nec condonandi, nec non condonandi adfuit, non est condonatio, lib. 10, totâ disput. 15.

2. Hæreticus invalidè init matrimonium cum infideli, lib. 7, disp. 71, n. 4; at hæreticus vel apostata validè contrahit cum fideli; est tamen peccatum mortale, exceptis locis in quibus hæretici non denuntiati, nec notorii percussores clerici cum Catholicis permixti conveniunt, ut in Germaniâ, Galliâ, Poloniâ, etc., propter consuetudinem toleratam ob bonum pacis; nunquàm tamen licent pacta quæ ineuntur ut quidam ex filiis nascituris fidei, alii autem hæresi adhæreant. Item sponsalia semper sunt irrita inter Catholicum et hæreticum, cùm sint de re turpi et illicità, lib. 7, totâ disput. 72.

Hermaphroditus.

1. Hermaphroditus in quo alter sexus prævalet, potest matrimonium inire juxta sexum prævalentem, et contrahens juxta alium sexum, est irritum matrimonium jure naturæ. Et quando uterque sexus est æqualis, in opinione ejus est juxta alterutrum sexum matrimonio jungi. Parochus autem non debet interesse tali matrimonio, donec hermaphroditus coram judice ecclesiastico protestetur quo sexu uti velit, et se alio sexu præterquàm semel electo non usurum; et si electo uno sexu semel, utatur alio, viduus effectus contrahendo peccabit mortaliter, et quando consultis medicis res in æquilibrio esset, nec judicari possit uter sexus prævaleat, censendum est sexum esse æqualem, lib. 7, totâ disp. 106.

Honestas publica.

1. Publica honestas est propinquitas ex sponsalibus proveniens, robur trahens ab Ecclesiæ institutione, propter honestatem ejus, et dirimit matrimonium solo jure ecclesiastico, lib. 7, disput. 61, n. 1.

2. Publica honestas non oritur inter infideles ex sponsalibus initis tempore infidelitatis, nec cum affinibus sponsæ de futuro. Oritur tamen cum consanguineis alterius sponsi, sive illegitimis, sive legitimis, lib. 7, disp. 68, à num. 2 usque ad 4.

3. Publica honestas oriebatur attento jure antiquo ex quibuscumque sponsalibus certis et absolutis, quamvis irritis, dummodò non ex defectu consensûs, et durabat usque ad quartum gradum. Hodiè post conc. Trid. non oritur ex sponsalibus irritis ex quâcumque de causâ; et non extenditur, nisi tantùm ad primum gradum lineæ transversæ vel rectæ. Quod intelligitur etiam de ortâ ante conc. Trid.; lib. 7, disp. 68, à n. 5 usque ad 11.

4. Impedimentum publicæ honestatis oritur ex sponsalibus veris de jure, et irritis solùm defectu consensûs externi, vel ex defectu alio quocumque occulto. Nisi sint adeò clandestina, ut probari nequeant. Cessat etiam publica honestas, quando impedimentum occultum ob quod erant nulla sponsalia, probatur veris sive falsis testibus, lib. 7, disput. 68, à n. 13 usque ad 17.

5. Publica honestas oritur ex sponsalibus contractis per parentes, pro pueris præsentibus et tacentibus, ac doli capacibus, quamvis ipsi interiùs dissentiant. Et quando essent absentes vel præsentes minores septennio, non constante de ratificatione, interrogandi sunt cautè, et si affirment credendum est eis, maximè si matrimonium appetebant, lib. 7, disp. 68, n. 18 et 19.

6. Impedimentum publicæ honestatis est perpetuum, nec morte extingultur, licèt sponsalia dissolvantur communi consensu, et nunquàm dissolvit præcedentia sponsalia, lib. 7, disp. 68, à n. 20 usque ad 23; et quando infantes contraxerunt sponsalia irrita ex defectu ætatis, et post legitimam ætatem assecutam ad ratificandum nixi fuerunt ad copulam, tunc oritur impedimentum publicæ honestatis, ibid.

7. Qui post sponsalia de futuro cum certâ personâ contraxit matrimonium de præsenti cum ejus sorore, et non consummavit, tenetur contrahere cum primâ matrimonium, et si consummavit, nec cum unâ, nec cum aliâ, lib. 7, disp. 68, n. 24 et 25.

8. Frigidus maleficiatus, qui in tenerâ ætate, antequàm defectus potentiæ per experientiam explorari valeat, contrahit sponsalia valida ex quibus oritur impedimentum publicæ honestatis, lib. 7, disput. 68, num. 12.

9. Publica honestas non oritur ex sponsalibus incertis et conditionalibus ante eventum conditionis, quando conditio est de futuro contingens, possibilis et honesta; secùs de conditione necessariâ, aut de præsenti et de præterito, vel turpi aut impossibili taliter ut non sit contra substantiam matrimonii, lib. 7, totâ disput. 69.

10. Publica honestas propriè et verè oritur ex matrimonio tantùm, et non affinitas, lib. 7, disp. 64, à num. 23 usque ad 25.

11. Publica honestas oritur ex matrimonio irrito quâcumque ex causâ, modò non sit defectu consensûs, sive contrahentes ignorent, sive sciant impedimentum ob quod matrimonium est nullum. Unde non oritur ex matrimonio irrito ratione metûs cadentis in virum constantem, vel ratione erroris personæ; vel quando est matrimonium cum incertâ personâ, vel quando est irritum clandestinum sine parocho et testibus; secùs quando fuit coram parocho et testibus. Et hæc publica honestas non est restricta ad primum gradum: sed extenditur usque ad quartum. Et est perpetua, nec morte extinguitur. Nota tamen quòd ex matrimonio conditionali ante eventum conditionis non

oritur publica honestas; adveniente tamen novo consensu perficiente matrimonium, oritur statim, nec contrahitur cum affinibus, sed tantùm cum consanguineis, lib. 7, totâ disput. 70.

Horæ canonicæ.

1. Omittens recitationem horarum canonicarum habens ordines et beneficium, tenetur confiteri circumstantiam beneficii, lib. 9, disp. 15, n. 5 et 6.

2. Ordinatus metu, nolens uti ordine, non tenetur recitare horas canonicas, lib. 7, disp. 29, n. 7. Idem dicendum de ordinando infanti, donec post legitimam ætatem ratificet ordinem; et ratificato ordine, non erit integrum sibi resilire, lib. 7, disp. 30, n. 12 et 13.

3. Initiati sacris, vel professi cum quibus dispensatum est, ut ineant matrimonium, tenentur recitare horas canonicas, dùm habitum non mutant; secùs si mutent et induant secularem, lib. 8, disput. 8, n. 11.

I.

Jejunium.

1. Jejunium licitè frangitur, quando vir non potest aliter reddere debitum; item excusatur uxor à jejunio, ne reddatur deformis; item ob præceptum viri jubentis solvere præceptum; idem de feminâ volente nubere, ne fiat deformis, lib. 9, disput. 3, à num. 10 usque ad 13. Item excusantur à jejunio viri et feminæ sexagenarii, lib. 7, disp. 32, n. 17.

Ignorantia.

1. Ignorantia quælibet etiam crassa, dummodò non temeritas, excusat, quando textus dicit : *Quis ausus fuerit, vel præsumpserit*, lib. 3, disp. 48, n. 7.

2. Ignorans invincibiliter verè obligatur lege sufficienter promulgatâ; et aliud est non obligari lege, et aliud excusari à legis transgressione, lib. 9, disput. 32, n. 2 et 3.

3. In foro externo duobus mensibus à legis promulgatione transactis, jure optimo præsumitur illius scientia; unde ignorantiam alleganti incumbit onus probandi. Non probatur tamen juramento; in foro tamen conscientiæ simplici assertione, lib. 9, disp. 32, n. 4 et 5.

4. Ignorantia legis excusat à pœnâ ipsius, quando actus nullo alio jure vetitus erat, lib. 9, disput. 32, n. 6.

5. Ignorantia excusat ab excommunicatione, sive lata sit à constitutione episcopali, sive pontificiâ, quamvis actus sit jure naturali et divino prohibitus, lib. 9, disput. 32, à num. 7 usque ad 11; item si sciatur jus, et ignoretur excommunicatio, non incurritur excommunicatio, ibid., n. 13 et 14. At ignorantia juris non excusat in foro externo, ibid., n. 10.

6. Ignorantia non excusat ab irregularitate ortâ ex significatione; excusat tamen ab irregularitate ex delicto, suspensione, interdicto, cæterisque pœnis, ignorantia juris positivi eas imponentis, lib. 9, disp. 32, à num. 15 usque ad 17.

7. Quando in novâ constitutione reservatur absolutio alicujus peccati in odium illius; ut fecit Xistus V, contra malè promotos ad ordines, ignorans eam constitutionem invincibiliter, non incurrit hanc reservationem, quamvis se delinquere nôrit, lib. 9, disp. 32, n. 18.

8. Ad incurrendas omnes censuras, etiam irregularitatem, non sufficit scientia juris positivi prohibentis, sed requiritur ipsius pœnæ scientia; secùs in aliis pœnis, lib. 9, disp. 32, num. 20 et 21.

9. Ignorantia facti aut qualitatis facti pro quibus pœna imponitur, excusat à pœnâ, licèt ignorans det operam rei illicitæ. Hinc tamen excipe irregularitatem ex homicidio casuali, ut si clericus det operam rei illicitæ interdictæ sibi ob periculum homicidii, si adhibitâ diligentiâ ut vitetur, sequatur, manet irregularis vacans culpâ, lib. 9, disp. 32, n. 23, 24 et 25.

10. Volens percutere Petrum clericum, si errore percutiat Paulum clericum, est excommunicatus credens esse Petrum; secùs dicendum si nullo modo voluit Paulum percutere, sed solùm casu transeuntem projiciens petram illum cecidit aut percussit, quâ Petrum volebat percutere, et nullo modo Paulum, lib. 9, disp. 32, n. 27.

11. Cædens laicum, quem clericum esse putabat, non est excommunicatus, lib. 9, disp. 32, n. 28. Item non requiritur dolus ad incurrendam excommunicationem latam contra percussores clerici, sed sufficit ignorantia crassa et lata culpa. Idem si percussor videat vestes clericales, et tonsuram aut barbam tonsam, nisi esset consuetudo ut laici tonsuram deferant, ibid. n. 41 et 42.

12. Ignorantia juris vel facti excusans à mortali, excusat ab excommunicatione, irregularitate, suspensione et interdicto et aliis pœnis, dummodò non sit crassa et supina, lib. 9, disput. 32, n. 29 et 31.

13. Ignorantia quantùmcumque crassa, modò non sit ingens temeritas vel affectata, excusat quando imponitur pœna facienti scienter, vel ei qui ausus fuerit, vel ausu temerario fecerit, vel præsumpserit, l. 9, disp. 32, à num. 35 usque ad 40. Item ignorantia crassa non sufficit quando dolus requiritur, ibid. n. 36.

14. Ignorantia crassa et supina est illa quæ ex latâ culpâ in adhibendâ diligentiâ procedit. Item lata culpa constituens ignorantiam crassam, et quando ignorans aut nullam, aut valdè modicam adhibuit diligentiam, ut sciret quod nôsse tenetur, lib. 9, disp. 32, n. 32 et 33.

15. Ignorantia matrimonii inter consanguineos et affines, vel aliud impedimentum dirimens habentes, ne ejus taciturnitas matrimonii reddat dispensationem subreptitiam, debet esse quantùmvis crassa, modò non sit ingens temeritas. Nec satis est ad malam fidem scientia practica; et quando matrimonium fuit præmissis denuntiationibus ignoranter contractum, ignorantia justa ac probabilis præbet causam justæ ac facilioris dispensationis. Secùs si fuit contractum non præmissis denuntiationibus, sed neglectis. Et non sufficit ignorantia ex parte unius, sed re-

quiritur ex parte utriusque, lib. 8, disput. 25, à n. 25 usque ad 32.

16. Scientia et ignorantia, et quæ in animo consistunt, probantur juramento partis, lib. 1, disp. 61, in fine, et melius lib. 3, disp. 15, n. 8.

Impedimentum.

1. Ipsi contrahentes interrogati ab ordinario tenentur manifestare impedimentum quamvis occultum sit. Idem de promovendo ad ordines, et licèt infamatorium sit. Item judex potest interrogare obtinentes dispensationem in consanguinitate an se cognoverint; secùs si dispensatio sit pro foro interiori, lib. 3, totâ disp. 14.

2. Quando impedimentum est tantùm impediens etiam jure naturali (ut votum simplex castitatis et sponsalia), et metus incutitur non in odium fidei, et cadit in virum constantem, contrahere solùm matrimonium nulla culpa est, si ineatur vero animo; si ficto, venialis. At illud consummare est mortale, licèt metus cogat ad consummationem. Non caret tamen probabilitate nullam esse culpam. Et idem dicendum si sit impedimentum dirimens, lib. 7, disput. 5, à n. 2 usque ad 4.

3. Impedimenta dirimentia matrimonium, attento jure antiquo sunt 12, quibus sunt addita alia duo statuta jure novo Trid., et sic sunt numero 14, quæ his versibus continentur, lib. 7, disp. 7, à num. 1 usque ad 4 :

Error, conditio, votum, cognatio, crimen,
Cultûs disparitas, vis, ordo, ligamen, honestas.
Si sis affinis, si fortè coire nequibis,
Si parochi, et duplicis desit præsentia testis,
Raptave sit mulier, nec parti reddita tutæ,
Hæc socianda vetant connubia, facta retractant.

4. Impedimenta impedientia sunt 12; quinque primi non veniunt ex crimine; cæteri ex illo proficiscuntur, quæ omnia continentur in versibus sequentibus, lib. 7, disput. 6, à num. 5 usque in finem; de quibus tractandum in suis propriis locis :

Ecclesiæ vetitum, necnon tempus feriarum,
Atque catechismus, sponsalia, jungito votum,
Impediunt fieri, permittunt facta teneri,
Incestus, raptus sponsatæ, mors mulieris,
Susceptus propriæ sobolis, mors presbyteralis,
Vel si vœniteat solemniter, aut monialem
Accipiat; prohibent hæc conjugium sociandum.

5. Hodiè non obligant ad culpam contrahentem cum illis attentâ consuetudine, absque dispensatione, nec requiritur scientia prælatorum, ut consuetudo vires obtineat; exceptis tamen duobus, v. g., voto et sponsalibus prioribus, et interdicto Ecclesiæ, lib. 7, disp. 17, à num. 3 usque ad 9.

6. Impedimentum quando opponitur contra matrimonium, deferendum juramentum est reo actore nil probante, lib. 7, disp. 113, n. 28.

Impotentia.

1. Impotentes, cognitâ impotentiâ post contractum matrimonii, possunt simul esse ut fratres; non tamen licent eis tactus; secùs dicendum si adsit periculum incontinentiæ. Judex tamen ecclesiasticus debet eos permittere volentes sic habitare; tamen est periculosissima hæc confœderatio, lib. 7, disp. 98, à num. 4 usque ad 7.

2. Impotentes tenentur coram judice petere dissolutionem matrimonii, quando contraxerunt matrimonium, et constat de impotentiâ, et non possunt habitare sine periculo incontinentiæ, lib. 7, disp. 97, n. 8.

3. Impotens conscius suæ impotentiæ, ducens feminam illius ignaram, non tenetur eam ut sororem habere, nec alere. Idem dic si ambo sciebant impotentiam, lib. 7, disp. 97, n. 10, 11 et 12.

4. Cognitâ impotentiâ ab initio, si vir et femina velint tantùm quoddam societatis vinculum inire, quo simul habitent, et ad mutua se ipsos obsequia obligent, licitum est, dummodò absit periculum incontinentiæ, et licèt vir potens transeat ad aliud matrimonium, tenebitur illam alere, sicut illa ei inservire, lib. 7, disp. 97, n. 13 et 14.

5. Impotentia perpetua ad copulam reddit irritum subsequens matrimonium; secùs de impotentiâ temporali, quantùmvis ignoratâ ab altero. Et contrahens conscius illius non peccat, aut cum impotentiâ coeundi, quæ est solùm maxima difficultas, et periculum ægritudinis. Item dirimit impotentia seminandi intra vas; secùs de impotentiâ seminandi mulieris, dummodò sit capax recipiendi semen viri, et susceptum retineat, et possit cognosci à viro. Item non dirimit infundere tantùm partem seminis intra vas, lib. 7, disp. 92, à n. 2 usque ad 10. Tamen impotentia contingens ex quâcumque causâ, sive ex nimio viri calore, sive ex abominatione mulieris, semper dirimit, ibid., n. 13.

6. Impotentia ad pariendum absque vitæ feminæ periculo, vel quando mortuos parit filios, vel quando femina seminare nequit, potest tamen recipere, non dirimit matrimonium; secùs dicendum quando præ arctitudine aut latitudine vasis nequit cognosci aut suscipere semen. Valeret tamen matrimonium, si semel suscepto semine, non possit retinere, lib. 7, disp. 92, num. 27, 28 et 29.

7. Impotentia senum etiam decrepitorum, et omninò impotentium ad copulam habendam, non dirimit matrimonium, nisi aliud impedimentum allegetur, et probetur, et hoc in feminâ quantùmcumque vetulâ certius est, lib. 7, disp. 92, à num. 19 usque ad 24. Item impotentia sterilium non dirimit matrimonium, lib. 7, disp. 92, num. 25 et 26.

8. Impotentia consurgens ex statu morbi, eò quòd contrahens est in mortis articulo, non dirimit matrimonium tunc, sed habet vim legitimandi prolem antea habitam, etiam in fraudem substituti, et quamvis senex decrepitus tunc contrahat, lib. 7, totâ disp. 105.

9. Impotentia ratione ætatis puerilis dirimit matrimonium jure ecclesiastico. Unde infideles contrahunt validè in quâcumque ætate, modò rationis usum habeant, lib. 7, disp. 104, n. 9 et 10.

10. Ætas requisita ad matrimonium est in femina

annus duodecimus; in masculo quatuordecimus, et sufficit si ultima dies anni duodecimi in feminâ, et decimi quarti in viro sit incœpta. Et in dubio nunquàm præsumitur. Tamen in matrimonio malitia supplet ætatem, id est, si ante ætatem dictam adsit potentia generandi, et sufficiens discretio ad se obligandum, lib. 7, disp. 104, à num. 1 usque ad 4 et 5. Tamen si ætate legitimâ adeptâ, desit adhuc potentia generandi, validum est matrimonium, ibid., n. 15.

11. Quando puer anno 14 completo, aut femina 12, adhuc inveniuntur impotentes ad copulam, ad experiendum an ea impotentia sit perpetua, expectandum est ad plenam pubertatem, quæ in feminis contingit annis 14, et in viris 18, et adveniente illâ, si adhuc deficiat potentia, ex tunc concedendum est triennium lib. 7, disp. 104, n. 18 et 19.

12. Dùm dicitur in matrimonio, malitiâ ætatem suppleri, nomine malitiæ intelligitur potentia ad copulam, et discretio sufficiens ad consensum conjugalem; et non sufficit discretio, deficiente potentiâ, nec vice versâ, lib. 7, disp. 104, n. 21, 22 et 23.

13. Potentia generandi ante pubertatem probatur, si femina impubes fuit cognita, vel puer impubes copulam habuerit, vel aliam feminam cognoverit, lib. 7, disp. 104, num. 25; nisus ad copulam facit præsumere potentiam ad illam, n. 26. Item potentia potest probari ex aliis signis, absque actuali copulâ, quæ signa judex arbitrabitur inspectâ personæ qualitate, membrorum dispositione, ac valetudine bonâ, dummodò adsit proximitas pubertati, et quamvis potentia coeundi non veniat in plurimum ante prædictas ætates, nihilominùs sæpè evenit, præcipuè illis qui in deliciis nutriti sunt, ut Salomon ætatis anno decimo genuit Roboam, et Achas undecimo Ezechiam; et ad dijudicandum hanc potentiam ex signis, sufficit aspectus partium superiorum corporis, et non est necessarius aspectus partium verendarum; tamen non est standum juramento viri dicentis se habuisse copulam cum impubere. Attamen menstruum in feminâ sufficit ad probandum jam esse ad generationem aptam. Item puer aptus ad seminis effusionem præsumitur aptus ad matrimonium; at puer pilosus in pudendis non est signum potentiæ, ibidem, à num. 28 usque ad 36.

14. Judicio et arbitrio judicis relinquitur quâ ætate dicantur masculus et femina impuberes pubertati proximi; judex tamen, ad hoc arbitrandum non tam annorum numerum quàm personæ qualitatem et conditionem spectabit, et etiam qualitatem regionis in quâ natus est, lib. 7, disp. 104, n. 40, 41 et 42.

15. Si quis sit impotens tantùm respectu alicujus, non valebit cum illo matrimonium; secùs cum aliis, ut si habeat membrum magnum et grossum, unde datur impotentia naturalis et perpetua, lib. 7, disp. 93, à num. 3 usque ad 5.

16. Impotentia perpetua censetur illa quæ solo miraculo auferri potest, vel per actum humanum illicitum, et non absque periculo corporis. Temporalis censetur illa quæ naturaliter et absque eo periculo auferri potest, et est medicabilis absque vitæ periculo, si potentia ope medicinæ est duratura. Secùs si brevi duratura, et nomine periculi corporis, solùm intelligitur periculum mortis, lib, 7, disp. 93, à num. 7 usque ad 29.

17. Impotentia ratione virginitatis feminæ nullam arctitudinem patientis, sed eò quòd virgo sit, nequit à viro penetrari, non dirimit matrimonium, si ope medicinæ absque mortis periculo possit subveniri feminæ virgini ut apta reddatur; non tamen potest viro imbecilli, lib. 7, disp. 93, n. 26. Non tamen est licitum viro auctoritate propriâ reserare claustra virginis instrumento aliquo ligneo vel ferreo ad id apto, digitisve, et si id tentet, in loco tuto constituenda est, num. 29. Item femina nupta, sive sit præ cæteris arcta, sive sicut omnes aliæ, judicantibus medicis posse per incisionem absque mortis periculo subveniri, ut apta reddatur, non tamen tenetur pati talem incisionem cum incommodo gravissimo morbi; secùs si cum dolore gravi et molestiâ. Et hæc incisio fiet, quando potentia cum corruptâ est manifesta, quæ probatur quando in membro nullus est defectus, et ille jurat se eas cognovisse, et ipsæ se ab eo cognitas, ibid., à num. 30 usque ad 35.

18. Separato matrimonio ratione frigiditatis vel arctitudinis feminæ, interdicitur utrique conjugi transitus ad alias nuptias, quando impotentia est absoluta et perpetua ex parte utriusque conjugis. Si verò alterius tantùm, illi interdicitur concessâ non impedito licentiâ ad alias transeundi, et si transeat absque licentiâ peccat, sed matrimonium tenet, lib. 7, disp 93, n. 37.

19. Mulier arcta respectu unius viri, non præsumitur talis respectu omnium. Item cognoscibilis ab uno non præsumitur cognoscibilis ab omnibus. Item vir potens ad corruptam, non præsumitur potens ad virginem, l. 7, disp. 93, n. 27 et 28. Et mulier aliquando inspicienda est à medicis ad dijudicandum an viro apta sit; ne matrimonium validum dissolvatur, lib. 7, disp. 11, n. 23.

20. Impotentia perpetua, sive absoluta, sive respectiva, sive naturalis, sive ex maleficio orta, et licèt sit sola veri seminis emittendi intra vas, dirimit matrimonium jure naturali. Unde inter infideles manet matrimonium nul um contractum cum tali impotentiâ, lib. 7, totâ disput. 98. Item impotentia perpetua nota contrahentibus, vel ignorata semper dirimit matrimonium, lib. 7, disp. 97. n. 1, 2 et 3.

21. Dissoluto matrimonio ratione frigiditatis viri, si is ad aliud transeat, statim est hoc posterius dissolvendum, sine aliâ probatione; tamen ad restaurandum prius frigidi matrimonium tanquàm validum, non sufficit frigidum ad alias nuptias transiisse, sed requiritur probare se eas consummâsse, aut fornicatum fuisse. Item mulier à frigido separata, ac secundò nupta dùm iis discutitur, potest petere et reddere debitum; quia est in possessione; si tamen illa non sit alii nupta, et velit nubere, non est permittendum ei, et si nubat de facto, separanda est, donec lis decidatur, si nupsit ortâ jam lite. lib. 7, disp. 99, à num. 1 usque ad 14.

22. Si femina ratione arctitudinis separata alii nubat, ab eoque cognoscatur copulâ conjugali vel fornicariâ, est restituenda priori marito, quando primum matrimonium fuit validum; secùs si fuit nullum, lib. 7, disp. 99, n. 16.

23. Dissoluto matrimonio ratione maleficii conceditur utrique licentia ad aliud transeundi, et eo inito, non est prius instaurandum, nisi sententia dissolutionis matrimonii legitimè lata non sit, vel quando maleficium est generale, et non respectivum, vel si feminam, respectu cujus erat maleficium, vir ille postea cognoscat, lib. 7, disp. 99, à num. 2 usque ad 26.

24. Sententia impotentiæ non transit in rem judicatam etiam bis confirmata. Non potest tamen corrigi prætextu appellationis. Transit tamen quoad hoc ut non indiscriminatim eam impugnare volens audiatur; sed oportet allegare aliquam verisimilem injustitiæ causam, quæ jure optimo judicem ad id credendum inducat. Item non transit in rem judicatam quoad ipsum conjugium, secùs quoad expensas, non respectu conjugum; secùs respectu tertii contra matrimonium agentis. Item quando ex illius sententiæ observatione nutritur peccatum, nec consensu partis utriusque potest cessare culpa. Secùs quando potest cessare utriusque consensu, lib. 7, totâ disp. 100.

25. Impotentia superveniens matrimonio rato vel consummato, non ipsum dirimit. Quando tamen est ratum, præbet justam dispensandi causam, si timeatur incontinentiæ periculum alterius conjugis, lib. 7, disp. 102, à num. 1 usque ad 4.

26. Quando impotentia est naturalis, in dubio præsumitur eam præcessisse, et sic matrimonium est nullum. Secùs dicendum de impotentiâ accidentali, ut ex maleficio, abscissione, aut quolibet alio morbo consurgenti, nisi breve tempus à matrimonio contracto usque ad ejus consummationis intentationem transiisset. Et si dubitetur an impotentia sit naturalis aut accidentalis, præsumitur accidentalis. Item quando dubitatur an impotentia sit vera, et an matrimonium consummatum sit necne, præsumitur pro matrimonii valore, et semel initum non potest dissolvi. Et in hoc dubio non licet matrimonium inire, donec re benè inspectâ, deponat dubium. Tamen eo inito potest eo uti petendo et reddendo, lib. 7, totâ disp. 103.

27. Quando signa necessariò et evidenter impotentiam concludunt, sive viri, sive feminæ, nullâ temporis morâ spectatâ, est dissolvendum matrimonium, nec desideratur triennium, nec juramentum conjugum asserentium se non posse coire, nec propinquorum, v. g., si vir habeat virilia aut testiculos amputata, vel virilia arida, vel si mulier est arcta, vel si vir ab alio matrimonio fuit separatus ratione frigiditatis per sententiam. Si autem signa non sunt omninò certa et evidentia, sed verisimiliter evidentia ad impotentiam, non desideratur triennium, sed juramentum conjugum asserentium se non posse coire, et propinquorum. Quando impotentia est ex maleficio, semper requiritur triennium; et ultra illud, est assignandum à judice tempus arbitrarium, ut orationi vacent conjuges, ac operibus pœnitentiæ; consilio ut sic Deus placatus coerceat dæmonem, ut desistat maleficio nocere, lib. 7, totâ disp. 107.

28. Probationes impotentiæ debent esse potiùs superfluæ quàm in aliquo diminutæ, lib. 7, disput. 107, n. 1.

29. Utroque conjuge fatente impotentiam ubi non est certa, semper desideratur triennium, et ultra illud juramentum utriusque conjugis, ut septima manus propinquorum juret, vel vicinorum bonæ famæ, si propinqui deficient. Et juramentum septimæ manûs sic accipiendum est, v. g., si uterque conjux fateatur impedimentum cujuslibet conjugis septem consanguinei jurent, vel eis deficientibus, septem vicini cujuslibet, et ita debent esse quatuordecim. Et si tot testes haberi nequeant, sufficiunt pauciores arbitrio judicis, ut duo. Et si desint consanguinei vel vicini, debent assumi alii testes bonæ famæ, et omni exceptione majores; nec sufficit testem tangere Evangelia pede vel cubito, si manus habeat. Item ipsi conjuges debent jurare de certâ scientiâ; propinqui verò de credulitate; et impote transeunte ad aliud matrimonium vel fornicante, consanguinei non censendi perjuri. Secùs dicendum de ipsis conjugibus jurantibus, l. 7, disp. 108, à num. 1 usque ad 19. Tamen ad probationem impotentiæ in senibus, non requiritur triennium experientiæ, sed sufficit tempus arbitrio judicis taxandum, ibid., n. 21.

30. Quando mulier fatetur impedimentum impotentiæ, et vir negat, nec illa matrimonii initio proclamavit, v. g., transacto bimestri à die quâ vir cœpit tentare copulam, minimè audienda est proclamans adversùs matrimonium; sed ejus petitio rejicienda est, ac viro fides abhibenda fatenti se consummâsse matrimonium, nisi illa velit ostendere impotentiam per signa, licèt non sint omninò evidentia, sed tantùm verisimilia, vel per aspectum velit probare se non cognitam à viro. Si verò mulier, quæ tempore matrimonii erat virgo, statim proclamans, v. g., post mensem, audienda est; quamvis vir impotentiam neget, et si ea probetur per rectum judicium, dissolvitur matrimonium; at si erat corrupta tempore matrimonii, licèt proclamet statim, non est audienda, marito contrarium affirmante, nisi vir convincatur impotens per aspectum. Et hoc quod dictum est de muliere allegante impotentiam viri, idem dicendum de viro allegante arctitudinem feminæ, lib. 7, totâ disp. 109.

31. Triennium experientiæ impotentiæ conjugis præscriptum, non desideratur quòd sit continuum; tamen necessarium est quòd tempus interpolatum suppleatur, quando arbitrio prudentis fuerit notabile; secùs si fuerit breve, lib. 7, totâ disput. 111.

32. Triennium jure præscriptum ad experiendam impotentiæ veritatem in impedimento frigiditatis, computatur à die copulæ tentatæ, nec oportet hoc triennium assignari à judice, nec priùs pœnitentiam

peragi. Idem censendum in impedimento maleficii. Et quando conjux nondùm adeptus est plenam pubertatem, expectanda est, et ab illâ hoc triennium incipit, lib. 7, totâ disp. 110. Et hoc triennium conceditur, quando solutum matrimonium ratione impotentiæ instauratur, deprehensâ Ecclesiæ deceptione, lib. 7, disp. 99, n. 34.

Incestus.

1. Incestus cum consanguineis uxoris vel viri impedit matrimonium tantùm, et non solùm interdicitur matrimonium ipsis conjugibus, sed illis consanguineis conjugis cum quibus alter conjux incestum admisit. Et hoc impedimentum non extenditur hodiè, nisi usque ad secundum gradum. Item oritur ex copulâ habitâ cum consanguineâ sponsi vel sponsæ de futuro, quod extenditur usque ad primum gradum, et est temporale, ni nirùm dùm complex vivit. Perpetuum verò ex copulâ habitâ cum consanguineis sponsæ de præsenti ante matrimonium consummatum. Item incestus cum affini est impedimentum perpetuum, nullo existenti matrimonio. Non tamen oritur ex incestu cum cognatâ legali vel spirituali, vel ex incestu habito ignoranter cum consanguineâ, vel violenter, nec ex copulâ non consummatâ, vel incestu occulto, vel quando non præcessit judicis sententia circa illud, nec ex incestu cum propriis consanguineis, lib. 7, totâ disp. 15.

Infidelis.

1. Infidelis iniens matrimonium post votum castitatis, non potest debitum petere, lib. 9, disput. 33, num. 6.

2. Papa non potest imponere impedimenta dirimentia matrimonium infidelibus : at, ut princeps temporalis, potest circa infidelè habitantes in locis quorum ille est dominus temporalis, lib. 7, disput. 1, num. 10.

3. Infidelis contrahens in locis fidelium, habens impedimentum dirimens sui principis infidelis, contrahit validè : secùs si impedimentum erat sancitum à principe loci in quo contrahit, lib. 7, disput. 3, num. 10.

4. Infideles contrahunt validè, quando non adest aliquod impedimentum dirimens jure naturali; licèt adsit dirimens canonicum, lib. 7, disp. 73, n. 1, 2 et 3.

5. Infidelis repudians uxorem legitimam, qui aliam duxit, conversus ad fidem, cogendus est à posteriori matrimonio recedere, et ad primum redire, et si erat copulatus multis mulieribus, separandus ab omnibus, demptâ primâ, lib. 7, disp. 73, num. 4 et 5, et disp. 89, num. 14.

6. Infidelis contrahens cum impedimento impotentiæ ad copulam conjugalem, invalidè contrahit, lib. 7, disp. 98, n. 7.

7. Infidelis non potest valido matrimonio conjungi post Baptismum cum consanguineis intra quartum gradum, quamvis tempore infidelitatis posset ultra primum, lib. 7, disp. 65, num. 2.

8. Infidelis ad fidem conversus, nequit validè ducere proprias consanguineas usque ad quartum gradum, aut consanguineas uxoris habitæ tempore infidelitatis, quamvis matrimonium non esset consummatum : potest tamen ducere consanguineam in primo gradu sponsæ de futuro, quando inita fuerunt sponsalia tempore infidelitatis; item cum consanguineâ intra gradum prohibitum, quam fornicariè cognovit tempore infidelitatis, lib. 7, disp. 65, à num. 2 usque ad 11.

9. Si fidelis rem habeat cum fideli, vel infideli feminâ, et illa habeat sororem infidelem, contrahit affinitatem cum illâ sorore infideli, ac proinde eam effectam christianam non potest ducere. Item fidelis cognoscens carnaliter infidelem, si illa infidelis postea facta fidelis concipiat ex alio filiam, et baptizetur, contrahit affinitatem cum illâ filiâ. Et idem si adhuc mater permanens in infidelitate pareret illam filiam, et postea filia baptizaretur, lib. 7, disp. 65, num. 12 et 13.

10. Infidelis conjunctus matrimonio in primo affinitatis gradu lineæ rectæ, post Baptismum non est separandus, lib. 7, disp. 66, n. 8.

11. Matrimonium inter fidelem et infidelem est irritum jure ecclesiastico solùm, ex consuetudine Ecclesiæ; interdictum verò jure divino naturali. Idem dicendum de matrimonio inter fidelem et catechumenum ante Baptismum : tamen ex dispensatione pontificiâ potest esse validum, lib. 7, totâ disp. 71.

12. Conjux infidelis conversus ad fidem nunquàm obligatus fuit ad cohabitandum cum infideli, licèt voluisset habitare absque Salvatoris contumeliâ, sed tantùm erat consilium à D. Paulo traditum in primitivâ Ecclesiâ; nec tenetur fidelis cum infideli habitare, licèt habeat cum illo copulam, lib. 7, disp. 73, num. 7 et 8.

13. Infidelis qui non convertitur unà cum altero conjuge ad fidem reducto, peccat in Deum, et in legem matrimonii : et si nulla spes est ejus conversionis, tenetur fidelis recedere, quamvis velit habitare absque contumeliâ Salvatoris, lib. 7, disput. 73, n. 9 et 10.

14. Hodiè non est licitum fideli habitare cum infideli, sed tenetur ab eo divertere, quamvis possit absque contumeliâ Salvatoris habitare et sit spes conversionis, nisi ex dispensatione episcopi : nec tenetur ex præcepto correctionis fraternæ; nec præceptum divertendi obligat cum discrimine vitæ, lib. 7, disp. 73, à num. 12 usque ad 15.

15. Quando alter solus ex parentibus est fidelis, filius, si est sui compos, et doli capax, non est cogendus ad fidem : attamen si non est doli capax, ejus conditionem sequi debet qui ad fidem convertitur, sive pater, sive mater, lib. 7, disput. 73, num. 16.

16. Quando uterque infidelis convertitur ad fidem, neutri licet à matrimonio divertere; potest tamen et ad aliud transire conversus, infideli nolente habitare sine contumeliâ Dei; et tunc ex privilegio Christi dissolvitur matrimonium quantùmvis consummatum.

nisi infidelis renuat habitare ob adulterium fidelis. Dicitur autem nolle habitare absque contumeliâ Salvatoris, quando id peccatum infidelitatis redundat aliquo modo in conjugem fidelem, nisi recedat, v. g., ex crebro conviciorum in Christum auditu, vel quando suadet non leviter aliquod peccatum mortale, lib. 7, disp. 74, à num. 1 usque ad 7.

17. Quando infidelis renuit converti, vult tamen habitare sine contumeliâ Salvatoris, potest fidelis aliud matrimonium contrahere sine sententiâ judicis, nisi casus sit occultus : necessaria tamen est monitio, et interrogatio an velit se convertere, nisi constet moraliter aliunde obstinatio infidelis, vel quando ob distantiam requiri nequit; vel quando facto ipso constat voluntas infidelis, v. g., si transeat ad aliud matrimonium : requiritur tamen monitio, quando conversus est dubius de obstinatione. Sufficit tamen nuntius certus ac fide dignus, et non requiritur præfixio termini infideli auctoritate Ecclesiæ. Non tamen sunt negandæ induciæ ad conversionem, si petantur sine fraude : et est sanum consilium, non tamen necessarium, testes adhiberi dùm infidelis monetur, lib. 7, disp. 74, à num. 8 usque ad 20.

18. Matrimonium non dissolvitur donec fidelis ad alias nuptias transeat, et infidelem ante eum transitum conversum tenetur fidelis recipere; et infidelis non potest validè contrahere donec fidelis aliud ineat; non dissolvitur enim matrimonium per transitum infidelis ad aliud, lib. 7, disp. 75, à num. 1 usque ad 7.

19. Si infidelis adulter convertatur ad fidem, nondùm fideli alio matrimonio devincto, non tenetur fidelis eum admittere; at nequit fidelis ad alias nuptias migrare, lib. 7, disp. 75, num. 8.

20, 21. Si ante novas fidelis nuptias convertatur conjux infidelis, non est necessarius inter ipsos novus matrimonii contractus, lib. 7, disp. 75, num. 9 et 21. Et si post nuptias fidelis, eoque jam viduo effecto, convertatur conjux infidelis, non tenetur fidelis illum admittere, nec potest, nisi novum cum eo ineat matrimonii contractum, lib. 7, disp. 75, n. 10.

22. Si infidelis post fidelis conversionem actus infidelitatis exercuerit, non tenetur fidelis eum admittere, licèt convertatur antequàm fidelis contrahat matrimonium, lib. 7, disp. 75, num. 11.

23. Sicut dissolvitur matrimonium infidelium consummatum per transitum ad aliud matrimonium, ita dissolvitur altero converso, religionem profitente : non tamen per susceptionem ordinum sacrorum, vel per votum simplex castitatis, lib. 7, disput. 76, à num. 8 usque ad 15.

24. Licet fideli transire ad religionem, ordines, vel ad votum castitatis, renuente infideli converti, licèt habitare velit sine Dei contumeliâ, priùs monitione factâ, nisi existat probabilis conversionis spes, vel reducatur ad fidem ante mutationem statûs, etiamsi interveniat sententia ecclesiastica separationis, lib. 7, disp. 76, à num. 1 usque ad 5. Et si fidelis jam professus vel sacris ordinibus insignitus, vel voto castitatis ligatus sit, non est reddendus infideli postea ad

fidem converso : secùs dicendum, quando est in anno novitiatûs, ibid., num. 6 et 7.

25. Infidelis validè ad aliud matrimonium transit, dissoluto matrimonio per transitum fidelis ad alias nuptias, vel per professionem : secùs dicendum de transitu ad ordines sacros. Poterit tamen infidelis postea conversus, quando fidelis ad ordines sacros transiit, ingredi in religionem. Item licitum est infideli, dissoluto semel fidelis matrimonio, ad aliud transire, lib. 7, totâ disp. 77.

Interdictum.

1. Interdictum non incurritur ob culpam venialem, lib. 9, disput. 32, num. 29.

2. Tempore interdicti potest licitè et validè contrahi matrimonium. Item tempore cessationis à divinis omnia Sacramenta licent, sicut in interdicto. Et specialiter interdicti validè contrahunt : etiam in ecclesiâ specialiter interdictâ potest matrimonium celebrari; et omnia permissa in interdicto, et denuntiationes fieri possunt, lib. 7, disp. 8, à num. 1 usque ad 8.

3. Tempore interdicti non possunt conferri benedictiones nuptiales; hodiè tamen possunt licitè conferri, servato moderamine, cap. *Alma Mater*, in 6, de Sentent. excommun.; v. g., submissâ voce, januis clausis, excommunicatis et interdictis exclusis. Et hæc permissio solùm intelligitur in interdicto generali, et non speciali : tamen non licet cum illo moderamine extra ecclesias, tempore interdicti, benedictiones nuptiales, vel alia officia divina celebrare, nec tempore cessationis à divinis cum dicto moderamine, lib 7, disp. 8, à num. 9 usque ad 14.

4. In festivitatibus in quibus jure suspenditur interdictum, licet publicè et solemniter benedicere nuptias, et cætera divina officia celebrare, nisi aliâ ex causâ non sit prohibitum eas benedici. Idem dicendum de tempore cessationis à divinis in prædictis festivitatibus : secùs dicendum si ecclesia sit specialiter interdicta, lib. 7, disp. 8, à num. 15 usque ad 18.

5. Sponsalia inita contra Pontificis interdictum, cum decreto irritanti, quamvis generali, nec sponsalium mentionem facienti, sunt nulla : secùs dicendum de interdicto non irritanti. Item matrimonium initum contra interdictum Pontificis sine decreto irritanti, vel saltem generaliter irritanti, non facienti mentionem matrimonii; et si faciat mentionem specificè, si causa est temporalis, erit nullum, in quantum præjudicat alicui liti, ob ejus impedimentum est interdictum; si verò erit causa perpetua, erit nullum simpliciter : et hoc intelligitur, sive prohibitio Pontificis sit per modum constitutionis, sive præcepti, lib. 7, totâ disp. 2.

6. Interdictus ab ingressu ecclesiæ potest licitè in eâ recipere benedictiones nuptiales, et audire divina, et facere quidquid laico licet, et matrimonium inire, lib. 7, disp. 9, num. 15.

Irregularitas.

1. Sacerdos ducens viduam est irregularis. Item si contrahat cum conditione impossibili, vel turpi, l. 5

disp. 3, n. 22. Item est irregularis liber ducens ancillam : tamen non peccat contrahendo, lib. 7, disp. 19, num. 13.

2. Conjugatus absque uxoris licentiâ recipiens ordinem sacrum, est irregularis, ac officii et beneficii ecclesiastici incapax, etiam post solutum matrimonium : at ut incurratur, requiritur dolus, excusatque illum quævis ignorantia juris, vel facti, dummodò non affectata. Item requiritur quòd matrimonium præcedens sit validum. Et non incurritur quando promovetur de licentiâ uxoris manentis in seculo sine voto : secùs dicendum de licentiâ extortâ metu, vel dolo, aut dissimulante uxore. Item non fit irregularis vir conjugatus promotus ad ordines minores absque debitâ licentiâ, nec incurrit suspensionem, quam tulit Sixtus V in suo motu proprio anno 1588, quintâ die januarii ; nam Clemens VIII revocavit eum anno 1595, die ultimo februarii. Et si ante revocationem promotus fuisset, et ita incurrisset irregularitatem Pontifici reservatam in eo inflictam, non manet post revocationem reservata, lib. 7, totâ disp. 49.

3. Irregularitas homicidii tantùm incurritur ob culpam latam, quæ ex ignorantiâ crassâ procedit, lib. 9, disp. 32, n. 34. Item non incurritur ob peccatum veniale : et idem de interdicto et suspensione, ibid., num. 29.

4. Irregularitas orta ex defectu natalium tantùm deletur per professionem quoad ordines suscipiendos solùm ; at manente incapaci dignitatum, lib. 7, disp. 86, n. 4.

5. Dispensatio irregularitatis excommunicati, vel interdicti sæpè celebrantis, non petit multiplicem celebrationem explicari, lib. 8, disp. 24. num. 7.

Judex.

1. Judex potest terminum præfigere sponsalibus perficiendis, quando datur periculum incontinentiæ, lib. 10, disp. 53, n. 9.

2. Judex ecclesiasticus potest compellere partem ad remittendum juramentum solvendi usuras, vel metu extortum. Idem potest judex secularis erga seculares, quando constat de recipientis turpitudine : si verò dubium sit, solus ecclesiasticus erit competens, lib. 1, disp. 32, n. 18.

3. Judex qui sub excommunicatione præcipit sponso ut intra bimestre consumet, et eo transacto excommunicavit illum renuentem, si postea ingrediatur religionem, debet eum absolvere, lib. 2, disp. 24, num. 28.

4. Judex præventus, sive secularis, sive ecclesiasticus, potest inferre pœnas clam contrahentibus, sive constet de clandestinitate matrimonii, sive non, vel quæstio sit an matrimonium sit clandestinum. Tamen judex ecclesiasticus potest inhibere secularem, ut tantùm deponant testes coram eo de valore matrimonii, non verò respectu punitionis. Et si judex ecclesiasticus non condignè puniat clam contrahentes, poterit judex secularis iterùm eos punire, non secùs ac si puniti non essent, sed temperari debet. At judex ecclesiasticus non potest iterùm punire priùs per secularem judicem punitum, nisi pœna imposita per secularem non esset levior imponenda per ecclesiasticum, lib. 3, totâ disp. 54.

5. Sententiâ judicis eget suspensio triennalis imposita parocho assistenti matrimonio clandestino. Idem dicendum de pœnâ testium, ac amissione bonorum contrahentium : secùs dicendum de inhabilitate ad sic contrahendum. Item eget sententiâ pœna exhæredationis, v. g., ut filius teneatur ab illâ abstinere se ; at pater conscius causæ sufficientis potest, nullâ præmissâ judicis sententiâ, exhæredare. Sed ut exhæredatio omninò consequatur effectum, necessaria est sententia judicis. Tamen ut filii nati ex matrimonio clandestino invalido, parentibus ignorantibus impedimentum, sint illegitimi, non requiritur sententia, lib. 3, disp. 53, per totam.

6. Judex ecclesiasticus potest procedere contra laicum detinentem uxorem alterius, quamvis de valore matrimonii lis minimè sit, lib. 9, disp. 4, n. 8.

7. Judex ecclesiasticus nullo modo permittere debet conjuges juvenes separatos esse ob incontinentiæ periculum, lib. 9, d. 4, n. 5.

8. Judex, dùm petitur divortium ratione sævitiæ, interrogaturus est de causis timoris, ejusque arbitrio committitur an justæ sint. Et non debet absque causæ cognitione cogere conjugem, de quo est suspicio, ad præstandam cautionem ; sive procedat ex officio, sive ad instantiam partis : et non est standum in hâc re juramento petentis cautionem ; imò hæc suspicionis causa probanda est testibus omni exceptione majoribus, nisi evidenter de causâ suspicionis constet, lib. 10, disp. 18, à n. 25 usque ad 29.

9. Justitiæ praxis est in tribunalibus, quòd quando petitur divortium ratione sævitiæ conjugis, judex petit informationem testium eam probantium, quâ præstitâ, si est sufficiens, continuò actum interlocutorium pronuntiat, quo jubet uxorem in loco tuto deponi, dùm lis deciditur, et sub pœnâ excommunicationis jubet viro, et ejus parentibus, ne ei malum inferant, et sub aliis pœnis pecuniariis ; et moderatur expensas iis atque alimenta uxori præstanda. Et quamvis divortium sine adversæ partis citatione fieri nequeat ; tamen separatio ad tempus dùm discordia durat, solam informationem summariam postulat, lib. 10, disput. 18, num. 30.

10. Quando sævitia conjugis est tanta, ut nulla securitatis cautio sufficiens ab alio præstari possit, non est restituendus conjux spoliatus, sed sententia divortii pronuntianda est. Item quando sævitia est talis, ut provideri satis non possit, quæ cautio tunc ad damnum vitandum sufficiat, relinquitur arbitrio judicis, perspectis benè omnibus circumstantiis occurrentibus, et ubi est odium capitale, non debet conjux fidere cautioni, et rarò est tutum, lib. 10, disp. 18, à num. 31 usque ad 33.

11. Judex potest ex officio, etiam parte non petente cogere partes ad cautionem securitatis præstandam, lib. 10, disp. 18, n. 39.

12. Judex potest occultè dimittere innocentem sibi

cognitum, quando juxtà allegata probatà est nocens, lib. 7, disp. 37, num. 13.

13. Judex potest licitè interrogare consanguineos, vel affines, cum quibus dispensat ad matrimonium, an habuerint copulam; quando vel ipsi narrârunt non habitam, vel dispensat Pontifex sub conditione, ut non sit habita, lib. 8, disp. 25, à num. 13 usque ad 16.

14. Judex non potest cogere maleficos benedictione quâdam maleficium auferre, lib. 7, disp. 95, n. 10: licitum tamen est crines malefici torquendi abscindere, aut ejus corpus lavare, ut tormentum sentiat, lib. 7, disp. 96, num. 6.

15. Judex separans matrimonium ratione impotentiæ, tenetur in sententiâ speciem impotentiæ, et causam suæ sententiæ exprimere, lib. 7, disp. 99, num. 29.

16. Judex secularis potest conjugem spoliatum habitatione alterius restituere, si præcesserat traductio sponsæ in sponsi domum, lib. 7, disp. 112, num. 13.

Juramentum.

1. Juramentum æquivocè potest præstari; jurando se non promisisse, ab eo qui promissionem non tenetur implere, ut rogatus à custodibus an veniat ex certo loco, si ille non sit peste infectus. Idem de eo à quo petunt latrones ut juret se daturum pecunias, qui potest jurare se daturum, si tenetur; et ita non solvere. Item clericus rogatus an portet aliquid ut cogatur solvere gabellas, ad quas non tenetur. Item mulier sciens aliquem non esse virum suum, ob idque negans debitum. Et ut absolvatur, si cogitur jurare reddituram se, potest jurare, intelligens, si teneor. Et tandem intercedente justâ causâ, aut metu, potest aliquis contrahens fictè matrimonium, jurare velle se eam feminam in matrimonium, et in uxorem, intelligendo, si teneor; quod doctor non intelligit tantùm, quando justa causa est certa, sed etiam quando sapientum judicio est talis: et est probabile, non teneri servare promissum, lib. 1, disp. 10, n. 27 et 28, et disp. 11, num. 12.

2. Juramentum contra bonos mores non obligat; nec ex juramento iniquè extorto respectu Dei oritur obligatio, et tunc non est necessaria ejus relaxatio, lib. 1, disp. 32, num. 1 et 2.

3. Aliud est juramentum firmare contractum, et aliud non firmare. Tamen semper observandum est donec relaxetur, ob honorem divini numinis, lib. 1, disp. 32, num. 3.

4. Quando juramentum obligat, sed non firmat contractum, manet invalidus, ut antea erat. Quando verò firmat, manet validus, et irrevocabilis, lib. 1, disput. 32, num. 4.

5. Quando juramentum non confirmat contractum habitâ relaxatione, potest venirì contra contractum, et manet invalidus: secùs quando confirmat. Et quando confirmat, non datur absolutio, nec factâ solutione satisfit, nec potest repeti: secùs quando non confirmat, et dùm non firmat, factâ solutione, potest repeti absque juramenti relaxatione: secùs si fuit etiam juramentum de non repetendo, lib. 1, disp. 32, à num. 5 usque ad 7.

6. Juramentum tunc non confirmat contractum, quando contractus prohibetur ob publicam utilitatem: secùs quando ob privatam, et tunc non obligat; nec indiget relaxatione, sive prohibitio feratur in personas, et non in ipsum contractum. Dicitur autem contractus ob bonum commune, quando lex disponit de rebus publicis, et tota utilitas immediatè resultat toti reipublicæ; et tunc dicitur talis in intentione, et executione: secùs quando disponit de rebus privatorum, ut de contractibus minorum sine curatore celebrandis; et tunc dicitur tantùm in executione privatus, quia omnis lex in intentione est circa bonum commune, lib. 1, disput. 32, à num. 8, usque ad 11.

7. Quando contractus est reprobatus odio creditoris, quia in eo versatur turpitudo, non firmatur juramento, sed est juramentum servandum, et est locus repetitioni, relaxato juramento. Et hæc turpitudo debet esse de jure naturali et divino. Sed quando non est turpitudo in recipiente, non impletur juramentum momentaneâ solutione postmodùm repetendo. Episcopus tamen potest relaxare hoc juramentum, ut solvendi usuras, vel quando metu extorquetur, quando versatur turpitudo ex parte creditoris recipientis, etiam admisso jam perjurio, lib. 10, disput. 32, à num. 12 usque ad 16.

8. Juramenta contractui adjecta, in quo est turpitudo, et injustitia in creditore, non possunt per diploma Cruciatorum, et privilegia religiosorum commutari. Possent tamen si fortè concedant relaxationem, vel commutationem juramentorum absque tertii præjudicio, lib. 1, disp. 32, num. 17.

9. Juramentum metu extortum, aut præstitum, non confirmat contractus jure invalidos; obligat tamen, donec relaxetur, lib. 4, disp. 20, n. 2, 3 et 4; licèt metus sit levis, et non gravis in foro externo, ibid., num. 9. Item matrimonium metu contractum non redditur validum juramento, num. 12.

10. Juramentum adjectum matrimonio coacto per verba de præsenti, non obligat, nec eget relaxatione, nec etiam oritur obligatio sponsalium. Item non obligat, si apponatur matrimonio coacto per verba de futuro, ut de non contraveniendo illi matrimonio; non obligat absque novo consensu, lib. 4, disp. 20, à num. 17 usque ad 19.

11. Sponsalia contracta metu gravi, non firmantur juramento; nec juramentum indiget relaxatione. Idem de sponsalibus initis metu levi in foro conscientiæ, lib. 4, disp. 21, n. 1, 3 et 4.

12. Juramentum accedens constitutioni procuratoris ad matrimonium coactæ non obligat. Idem de juramento accedenti professioni religionis, vel voto: secùs de juramento accidenti constitutioni procuratoris ad alia negotia, et promissioni dotis, et arrharum metu extortæ, lib. 4, disp. 21, n. 5 et 6.

13. Juramentum rei impossibilis, vel illicitæ, si postea fiat possibilis, aut licita, non obligat, lib. 1, disp. 50, num. 6.

14. Juramentum obligat, rebus non mutatis, lib. 1, disput. 57, n. 1.

15. Juramentum habens tacitam conditionem, non indiget relaxatione, eâ non impletâ, lib. 1, disp. 67, num. 4.

16. Juramentum quod omninò servari nequit, obligat ad partem possibilem, quando obligatio est dividua, et non per modum unius contracta, lib. 9, disp. 35, num. 6.

17. Juramentum probat ignorantiam, ut quis restituatur in integrum, lib. 7, disp. 37, num. 27.

18. Juramento patrini non probatur defectus legitimæ intentionis contrahendæ paternitatis, dùm tenet in Baptismo, vel Confirmatione, lib. 7, disp. 58, num. 8

Jurisdictio.

1. Jurisdictio ex privilegio annexa perpetuò dignitati vel officio, est ordinaria et delegabilis, lib. 2, disp. 40, n. 14. Exceptâ potestate conferendi beneficia, ibid., num. 16.

2. Jurisdictio contentiosa est illa, quæ habet contradictionem, et inter contendentes exercetur, quæ non potest exerceri extra territorium. Altera est voluntaria, quæ in solos subditos volentes exercetur, ut adoptio, et mancipatio, manumissio, et potest exerceri extra territorium. Aliquando tamen voluntaria assumit naturam contentiosæ; et quando exigitur causa judicialis, nequit extra territorium exerceri absque licentiâ judicis, et consensu partium, lib. 3, disp. 19, n. 7, 8 et 9.

3. Jurisdictio non adimitur ignoranti, lib. 5, disput. 30; num. 11; nec prodest eam ignoranti, nec potest conferri actu interno, lib. 3, disput. 36, num. 8.

4. Jurisdictione concessâ, conceduntur ea sine quibus illa explicari nequit; et concessâ re, concedi videntur necessaria ad illam comparandam, lib. 3, disput. 19, n. 4.

L

Largitas sponsalitia.

1. Sponsalitia largitas, est donatio facta inter sponsos de futuro, matrimonii ineundi spe, ejusque causâ. Hujus autem donationis est natura, ut pacto inito inter sponsos, ne ad donantem ullo casu redeat, statim acquiratur irrevocabiliter donatario, quamvis nec copula, nec osculum intercedat, et ejus culpâ matrimonium non sequatur. Sed quando tale pactum non fit, hodiè habet tacitam conditionem, v. g., si matrimonium sequatur, et eo consummato perficitur, lib. 6, disput. 18, num. 1 et 2.

2. Matrimonio non secuto culpâ donantis, perdit omne datum, et omne promissum, et acceptum tenetur restituere. Si autem casu, v. g., morte alterius, sponsa, intercedente osculo, lucratur dimidiam sponsalitiam largitatem tantùm, et alteram dimidiam tenetur restituere; sponsus verò integram tenetur iterùm dare, et restituere : et idem dicendum de cæteris jocalibus, lib. 6, disp. 18, num. 4 et 5.

3. Sponsa lucratur dimidiam sponsalitiam largitatem per osculum datum post inita sponsalia : et si sint conditionalia, post conditionis eventum. Et non sufficit amplexus sine osculo, et sponso repetenti jocalia non incumbit probare, se dedisse ob causam, et eam non esse secutam, sed sufficit probare, tempore donationis contracta fuisse sponsalia, lib. 6, disput. 18, à num. 5 usque ad 10.

4. Ut sponsa lucretur hanc jocalium medietatem per osculum, vel integra per copulam, non desideratur animus donandi in sponso, sed satis est, si de animo contrario non constet per expressam inter eos conventionem; et valet oppositum pactum, nec requiritur insinuatio. Et hæc dispositio legum procedit etiam in foro conscientiæ, lib. 6, disp. 18, à n 11 usque ad 13.

5. Per copulam, quæ consummat matrimonium, acquirit sponsa jocalia integra sine traductione ad sponsi domum, nec requiritur benedictio Ecclesiæ : at non sufficit ad ea acquirenda sola traductio sine copulâ, vel osculo, lib. 6, disp. 19, à num. 1 usque ad 5.

6. Per copulam habitam post sponsalia, lucratur sponsa medietatem jocalium : et si sint conditionata, post eventum conditionis, lib. 6, disp. 19, num. 6.

7. Sponsus lucratur integram sponsalitiam largitatem donatam sibi à sponsâ, sive de futuro, sive de præsenti, per matrimonii consummationem, lib. 6, disp. 19, à num. 7 usque ad 10.

8. Quando sponsalia fuerunt nulla ob aliquod impedimentum, ignorante illud utroque, dummodò ignorantia non sit crassa et supina, lucratur sponsa per osculum medietatem, per copulam integram. Quando verò uterque erat sciens impedimenti, sponsa potest retinere, donec fiscus per sententiam auferat, lib. 6, disp. 20, à num. 1 usque ad 8.

9. Quando sponsus ignoravit tantùm impedimentum, tenetur sponsa integrè restituere donanti. Si tamen fuit ignorans sponsa, sciente sponso, illa lucratur per osculum medietatem, et per copulam integram, lib. 6, disp. 20, num. 9 et 10.

10. Quando sponsalia fuerant dissoluta absque utriusque culpâ, non tamen casu, ut morte, sed voto castitatis, vel ingressu religionis, tunc sponsus nil lucratur sibi ex donatis à sponsâ. Sponsa verò lucratur per osculum medietatem, et sine illo nihil, licèt illa ipsa ingrediatur religionem, et sic facto suo dissolvantur sponsalia, sive ipse sponsus. Idem dicendum de quibuscumque modis aliis licitis, quibus dissolvuntur sponsalia, lib. 6, disp. 21, à num. 1 usque ad 5.

11. Quando mutuo consensu dissolvuntur sponsalia, nihil lucratur sponsa per osculum, sed integram restituet; et quando sponsus, vel sponsa non simul dissentiunt, sed successivè, ultimò consentiens dissolutioni sponsalium comparat integram sponsalitiam largitatem, quando fuit dissolutio prima, invito altero, lib. 6, disput. 21, num. 6 et 7.

12. Quando alter præbet justam dissolvendi cau-

sam, ut quia fornicatus est, is qui præbuit causam, sive sit sponsus, sive sponsa, perdit totum, quod donârat, et restituet quod accepit, lib. 6, disp. 21, num. 8.

13. Largitas sponsalitia valida est, quando sponsa nullam dotem affert, et tunc quantitas est taxanda arbitrio boni viri, l. 6, disp. 24, n. 6.

14. Sponsalitia largitas inter sponsos de præsenti, non potest donari, et donatio est invalida facta consummato matrimonio, nondùm tamen benedictionibus Ecclesiæ secutis. Confirmabitur tamen morte donantis; et quando nondùm consummato matrimonio, mittit sponsus nuntio jocalia sponsæ, et ante nuntii accessum, et donationis acceptationem, consummatur matrimonium, si erat nuntius sponsi, non valet donatio; secùs si erat sponsæ, et donata tempore nuptialium benedictionum, nondùm tamen consummato matrimonio, lucratur sponsa totam sponsalitiam largitatem per copulam subsecutam, et medietatem per osculum, et annulus datus sponsæ in ecclesiâ, qui tunc benedicitur, non fit sponsæ, nisi antea donatus esset, lib. 6, totâ disput. 23.

15. Quamvis jure communi nulla sit præfinita taxa donationi sponsalitiæ largitatis, tamen in regno Castellæ nequit excedere octavam dotis sponsæ partem, nisi donatio fiat ante sponsalia, sub eâ lege, ut nullo casu revertatur ad donantem, vel si fictè magna dos promittatur; et hæc lex non obligat forenses, lib. 6, totâ disp. 24.

16. Sponsalitia largitas excedens quantitatem legis, non omninò est invalida, sed quoad excessum, lib. 6, disp. 29, num. 15.

17. Sponsalitia largitas, quæ excedere nequit octavam dotis sponsæ partem, minuenda est juxta dotis postea evictæ quantitatem. Si tamen integra dos evincatur, minuetur arbitrio boni viri, lib. 6, disput. 30, num. 3.

18. Quando dos est majoratus, potest dari per sponsum sponsæ, nomine sponsalitiæ largitatis, octava pars valoris reddituum majoratûs, non verò ipsa bona, lib. 6, disput. 31, num. 5.

19. Promissio sponsalitiæ largitatis ultra octavam dotis sponsæ partem, firmatur juramento, nisi excedat id de quo potest sponsus disponere in præjudicium ascendentium, vel descendentium, lib. 6, disput. 36, num. 18.

20. Sponsalitia largitas est donatio voluntaria, et extrahenda est de eâ parte, de quâ vir liberè potest disponere, ut in Castellâ de quintâ bonorum parte, habens filios ex priori matrimonio, vel solos ascendentes, de tertiâ; et carens filiis tempore promissionis, de toto hæreditatis corpore extrahenda est, lib. 6, disp. 36, num. 17.

21. Uxor transiens ad secundas nuptias tenetur reservare filiis prioris matrimonii sponsalitiam largitatem à priori viro acceptam, lib. 6, disp. 41, num. 4.

22. Largitas sponsalitia non est restituenda ab eâ quæ virgo non est, lib. 6, disp. 27, num. 3 et 4.

23. Utrùm minor possit promittere sponsalitiam

largitatem, vide verbum Arrha, quia idem dicendum est de sponsalitiâ largitate, sicut de arrhis.

Legatum.

1. Legatum relictum virgini certæ, potest dari, et debetur ingredienti religionem, nisi aliud constet per conjecturas, v. g., ut nubat certo homini, quamvis illa certa persona moriatur antequàm puella sit in morâ. Quando autem legatum non est relictum determinatè, sed indefinitè matrimonio collocandis, non potest distribui ingredienti religionem, lib. 1, disp. 33, à num. 29 usque ad 32.

2. Legatum est favorabile, et largam ac benignam capit interpretationem, lib. 3, disp. 18, num. 24.

3. Legatum relictum alterutri conjugi ab altero, vel à quocumque extraneo, sub conditione, si ad secundas nuptias non transierit, minimè potest intra annum peti, nisi spes nuptiarum deficiat. Post annum verò potest peti, præstitâ cautione de re cum fructibus restituendâ, si conditionem non servaverit, lib. 7, disp. 87, n. 29.

4. Quando alicui aufertur legatum, et applicatur fisco vel hæredibus, non exigitur sententia judicis, sed attentâ legum dispositione, tenetur in conscientiâ accepta restituere vidua nubens intra annum luctûs, lib. 7, disp. 87, n. 8.

5. Legatum relictum à marito uxori usufructûs omnium bonorum, dùm honestè et vidualiter vixerit; et si secundò nupserit, centum; luxuriosè vivens, et postea secundò nubens consequitur hæc centum, lib. 7, disput. 90, n. 12.

6. Legatum usufructûs relictum uxori transeunti ad secundas nuptias, non perdit, si transit ad tertias, et ad ulteriores, lib. 7, disp. 89, n. 54.

7. Legato annuo relicto, sub conditione temporaneâ ac distributivâ, debentur fructus ultimi anni, quo cessat conditio, ut si vidua instituta sit in annuo legato, donec nubat, lib. 7, disp. 91, n. 10.

8. Legatum à conjuge absolutè relictum conjugi non amittitur per transitum ad secundas nuptias, nisi quando vidua intra annum luctûs nuberet, sive legatum sit usufructûs, sive alimentorum, lib. 7, disp. 91, n. 12.

9. Legatum relictum à viro uxori, aut à filio matri, etiam à filio viri præmortui, vel ab eo qui erat arctissimâ amicitiâ conjunctus priori viro, sub conditione castè et honestè vivendi, amittit illud transiens ad secundas nuptias. Idem si uxor vel ejus filii consanguinei aut arctissimâ amicitiâ conjuncti, aut filii ipsius viri relinquant legatum viro sub eâdem conditione, nisi conjux cui legatur minimè consummâsset prius matrimonium. Quando verò conditio fuit apposita ab extraneo, nullatenùs conjuncto priori viro, aut à parentibus aliis, vel consanguineis ipsius viduæ, tunc non amittit legatum transiens ad secundas nuptias, nisi secundæ nuptiæ repugnent ætati, aut statui viduæ, vel si quâcumque causâ efficiatur infamis, et cedat in linquentis legatum dedecus; vel si habet votum aut juramentum castitatis, et transit ad secun-

das nuptias, lib. 7, disp. 91, à num. 14 usque ad 30.

10. Conjux legans conjugi sub hâc conditione, si lectum meum custodierit, vel donec custodierit, transiens ad secundas nuptias, legatum amittit, lib. 7, disp. 91, n. 23.

11. Legatum sub conditione negativâ perpetuâ relictum, ut non nubendi, castè vivendi, tradendum est legatario post obitum legantis, cum cautione illud tradendi cum omnibus fructibus ab initio perceptis. Secùs dicendum quando conditio est distributiva vel temporanea, lib. 7, disp. 91, n. 6 et 7.

12 Legatum relictum sub conditione castè et honestè vivendi, perditur per unicam fornicationem, quando est relictum à marito, vel ejus filiis, aut ipsius uxoris, vel alterutrius conjugis consanguineis, vel arctissimâ familiaritate conjunctis, quorum interest viduam illam integram castitatem servare. Secùs si ab extraneo relictum sit, lib. 7, disp. 91, n. 31, 32 et 33.

13. Legatum relictum ab uxore viro, sub conditione castè et honestè vivendi, non amittitur ob unicam viri fornicationem, nisi vita sit inhonesta et impudica. Et legatum semel perditum non recuperatur, lib. 7, disp. 91, n. 34 et 35.

14. Legatum relictum feminis honestis, aut honestè viventibus maritandis, potest dari ei quæ semel fornicata est, lib. 7, disp. 91, n. 36.

15. Legatum relictum sub conditione castè et honestè vivendi, non amittitur per unicum vel alium amplexum, vel tactum impudicum. Secùs quando toties femina in hos tactus labitur, ut arbitrio boni viri possit dici impudica et inhonestè vivens, lib. 7, disp. 91, n. 40.

16. Legatum relictum sub conditione non transeundi ad secundas nuptias non amittitur per fornicationem, nec per sponsalia de futuro, nec per matrimonium irritum, nec validum non consummatum, l. 7, disp. 91, à num. 41 usque ad 45.

17. Legatum relictum uxori à viro, sub conditione servandi vitam vidualem, non amittitur, viduâ illâ ingrediente religionem, lib. 7, disp. 9, num. 46.

18. Legatum conjugi relictum, si cum filiis steterit, perditur per secundas nuptias. Idem dicendum de legato habitationis absolutè relicto à viro uxori, et de legato à viro uxori relicto dùm steterit in domo ipsius viri; secùs dicendum si transeat ad secundas nuptias, filiis jam mortuis, lib. 7, disp. 91, à num. 47 usque ad 51.

19. Legatum relictum alicui, dùm steterit cum uxore testatoris, non perditur, si decedat, uxore secundò nuptâ, l. 7, d. 91, n. 52.

20. Legatum relictum feminis maritandis, non potest dari viduis secundò nupturis, nisi priùs matrimonium non fuisset consummatum, aut irritum; tunc enim potest eis dari, vel si nullæ essent feminæ ætate nubiles, lib. 7, disput. 91, à numero 53 usque ad 57.

21. Legatum feminis maritandis relictum, non potest dari eis quæ nondùm sunt ætate nubiles, nec potest peti ante ætatem nuptiis aptam, lib. 7, disp. 91, n. 61 et 62.

22. Legatum relictum feminis maritandis non potest dari jam maritatis, nisi verba testatoris sic se habeant: Dentur mille ad puellas dotandas; intellige quando maritata est sine dote, lib. 7, disput. 91, num. 63 et 64.

23. Legatum relictum personæ certæ maritandæ debetur, quamvis ea tempore testamenti maritata esset; et à fortiori si postea nubat superstite testatore, lib. 7, disp. 91, n. 65.

24. Legatum relictum consanguineis maritandis, quamvis nequeat conferri consanguineæ tempore testamenti conjugatæ, tamen si nupsisset testatore mortuo, potest ei dari, lib. 7, disp. 91, n. 66.

25. Legatum relictum certæ personæ maritandæ, eodem testatore postea eam in matrimonio collocante minori summâ in dotem traditâ, non debetur quoad residuum, lib. 7, disp. 91, n. 67.

26. Nomine familiæ in legato, v. g., ut aliquis ducat personam de familiâ, intelligitur persona in gradu permisso à jure canonico, et non sufficit quòd gradus sit dispensabilis, lib. 1, disp. 33, n. 9.

Legitimatio.

1. Legitimare prolem antea susceptam competit matrimonio clandestino valido, et circa legitimationem standum est juri canonico, et non civili. Et matrimonium habet ex se, vel saltem ex juris privilegio, legitimare prolem, et hæc legitimatio prolis est favorabilissima, lib. 3, disp. 44, n. 2.

2. Filii nati ex matrimonio clandestino, quod parentes credebant esse validum, si reverà fuit nullum, sunt illegitimi. Quod intellige, quamvis sit nullum ob quamcumque causam, licèt celebratum sit coram parocho et testibus, deficientibus denuntiationibus, nisi esset talis nullitas, ut præmissis illis impedimentum detegi non possit, lib. 3, disput. 42, à numero 1 usque ad 7.

3. Filii nati ex matrimonio valido clandestino, id est, celebrato sine denuntiationibus, sunt legitimi, lib. 3, disp. 42, n. 8.

4. Ratio ob quam filii nati ex fornicatione legitimantur per matrimonium subsequens putativum, nati verò ex matrimonio clandestino putativo non legitimantur, duplex est: prima, quia fornicatio non tendit in Ecclesiæ contemptum, nec ita eam scandalizat; matrimonium verò clandestinum valdè offendit Ecclesiam, eamque contemnit; secunda est, quia legitimatio provenit ex matrimonio bonâ fide inculpabiliter contracto. Et ita in priori casu non delinquunt parentes in ipso matrimonii contractu, si in bonâ fide ac juxta Ecclesiæ decreta celebrârunt. In posteriori tamen casu delinquunt parentes, deficitque bona fides et invincibilis impedimenti ignorantia, lib. 3, disp. 42, n. 2.

5. Si matrimonium clandestinum invalidum bonâ fide initum publicetur, approbetur que ab Ecclesiâ tanquàm validum, quia nullum est detectum impedimentum, filii tam ante illam approbationem, quam

post geniti, sunt legitimi, lib. 3, disp. 43, per totam.

6. Potens legitimare adulterinum, et incestuosum, vel spurios in genere, potest etiam quando utrumque vitium concurrit, quando in favorem legitimaturi conceditur facultas legitimandi; secùs si in favorem legitimandi, lib. 8, disp. 2, num. 27 usque ad 31.

7. Legitimatio prolis facta virtute dispensationis ad matrimonium non valet, quando postea parentes id matrimonium non inière. Item proles non manet legitima, si ordinarius, vel confessor non explicuit talem legitimationem. Potest tamen idem, vel alius dispensare durante ejus officio, et in foro conscientiæ alius confessor magister in theologiâ, vel doctor in jure canonico ex approbatis ab ordinario, lib. 8, disp. 7, à num. 15 usque ad 17.

8. Legitimatio prolis fit per matrimonium subsequens, quando concepta est ante dispensationem, et nata post expeditionem ordinarii, quia talis est naturalis, l. 8, disp. 7, n. 19.

9. Legitimatio spurii exigit mentionem qualitatis spurietatis, et adulterii utriusque parentis, quamvis ex qualitate erretur ex communi errore, et ignorantiâ, quantùmvis inculpatâ, lib. 8, disp. 24, n. 3 et 18.

10. Legitimus est filius natus ex matrimonio contracto inito bonâ fide alterius, quoad utrumque. Non tamen uterque quoad ipsum, sed tantùm quoad habentem bonam fidem, lib. 8, disp. 34, num. 46.

Licentia.

1. Licentia fictè data à parocho ad assistendum matrimonio, vel ad administrandum quodcumque aliud Sacramentum, sufficit ut valeat, dùm fictio ignoratur, lib. 3, disp. 22, num. 64.

2. Licentia data à parocho contra episcopi, aut synodi prohibitionem, ad assistendum matrimonio, prodest. Idem si ipsemet parochus intersit contra talem prohibitionem; nisi episcopus, vel constitutio synodalis addat decretum irritans aliter gesta, lib. 3, disp. 32, num. 2.

3. Licentia concessa sacerdoti, ut assistat matrimonio, dummodò sponsis præcipiat, ne consumment matrimonium ante denuntiationes, si ille assistat, id non monendo, validum est matrimonium. Idem dicendum est, si dicat: Dummodò præmittantur denuntiationes, vel sponsi impedimento careant; et ille, istis omissis, intersit; secùs dicendum, si dicat: Si per solertem indaginem inveneris, non esse impedimentum inter eos, eâ informatione non præmissâ, lib. 3, disp. 33, per totam.

4. Licentia requisita ad valorem matrimonii, requiritur expressa præcedens, et in dubio an præcedat, talis præsumitur, lib. 3, disp. 35, n. 16, 18 et 19.

5. Licentia est duplex: quædam est tacita, seu ratihabitio de futuro; alia de præsenti, et de præterito. Expressa non est tantùm quando specie exprimitur, sed etiam quando comprehenditur sub generali verborum significatione. Idem dicendum de speciali, l. 3, disp. 35, n. 1 et 2.

6. Non requiritur licentia specialis ad matrimonium, sed sufficit generalis ad exercendum in suâ parochiâ, quæ ad curam animarum pertinent, v. g., quòd saltem sub verbis generalibus licentiæ comprehendatur matrimonium. Et non exigitur esse in scriptis. Non sufficit tamen licentia administrandi omnia Sacramenta, vel alios actus particulares digniores, præsertim quando parochus præsens eam concederet, et non est conjectura; secùs quando parochus reliquit substitutum, quamvis solùm dicat, ut administret Sacramenta vice ipsius; licèt constitutio synodalis, vel episcopus interdixisset delegare parocho. Non tamen sufficit licentia ex ratihabitione de futuro; secùs dicendum de licentiâ ex ratihabitione de præsenti, vel de præterito. Quod intellige tantùm pro illo actu, et non simpliciter, lib. 3, disp. 35, à num. 6 usque ad 22.

7. Dicenti habere licentiam, ut alienus sacerdos assistat matrimonio, non est credendum, nisi sit persona fide digna. Idem dicendum de dicente se habere dispensationem, ne præmittantur dispensationes, et ut alienus sacerdos benedicat nuptias. Et si opponatur alieno sacerdoti, absque legitimâ licentiâ interfuisse matrimonio, à tertio, ipsi incumbit onus probandi; si verò à proprio parocho, transfertur onus probandi in alienum sacerdotem, et ipsos contrahentes, lib. 3, disp. 37 totâ. Quando verò agitur de rebus merè spiritualibus ad forum conscientiæ spectantibus, credendum est, ut in Sacramento Confessionis, Eucharistiæ, etc., ibid., num. 6.

Ludus.

1. Ludens cum minori non tenetur restituere, dùm minor vel tutor loco illius id non repetat coram judice, utens beneficio restitutionis: non poterit tamen uti beneficio restitutionis, si minor juravit se soluturum, et non repetiturum, lib. 6, disp. 38, n. 30. Item habens aliquid à minori sine licentiâ curatoris, non tenetur restituere, donec minor læsus utatur beneficio restitutionis, ibid., num. 31.

2. Ludens ludo prohibito, cui conceditur actio ad repetendum, non potest, ubi solvit, occultâ compensatione uti, nisi quandò talis esset læsio, ut alter citra omne dubium teneatur in foro conscientiæ restituere ante omnem judicis sententiam. Et quando non potest minor propriâ auctoritate recuperare, potest tutâ conscientiâ non solvere nec stare contractui lib. 6, disp. 38, num. 32, 33 et 34.

3. Utrùm autem, si contrahens cum minori læso petenti beneficium restitutionis, neget contractum coram judice, minorque legitimâ probatione destitutus succumbat, peccet id negans, teneaturque restituere, non resolvit doctor, lib. 6, disp. 38, num. 35.

M.

Maleficium.

1. Impotentia ex maleficio perpetuo consurgens dirimit subsequens matrimonium. Censetur autem perpetuum, quando auferri non potest, nisi per aliud maleficium, vel per miraculum: secùs dicendum, si possit auferri per exorcismos Ecclesiæ, vel per in-

dustriam auctoris ejusdem maleficii, modo licito. Et quando constare nequit an sit maleficium temporale, an perpetuum, præsumitur perpetuum : ac dissolvetur matrimonium, quando triennio conjuges operam dedêre carnali copulæ, nec perficere potuerunt, lib. 7, disp. 94, à num. 7 usque ad 12.

2. Potentia coeundi respectu hominis, potest impediri maleficiis quinque modis : primus est corpora impediendo, ne sibi mutuò appropinquent, aut secernendo ea directè vel indirectè interponendo; secundus est, ita inflammando ad actum, ut antea fundatur semen, vel refrigerando ab actu illo; tertius, turbando imaginationem et æstimativam, quâ reddit mulierem viro exosam, quando veneri vacare volunt; quartus, prohibendo rigorem membri, redditâ viri virgâ flaccidâ, saltem quando coire vult; quintus, prohibendo immissionem spirituum ad membra, quasi intercludendo vias seminis, ne descendat, vel semen subtrahendo, vel obserando, aut nimiùm arctando vas muliebre, aut viri genitalia abscondendo, retrahendo, vel reverà adimendo; licet rariùs accidat; lib. 7, disp. 94, num. 1 et 2.

3. Maleficium etiam contingit mulieribus, sed rarò. Femina autem communiter maleficitur per solam opinionem, seu phantasiæ læsionem, vel arctando vas femineum, lib. 7, disp. 94, num. 3.

4. Maleficium rarò impedit potentiam omnium, communiter tamen respectu unius vel alterius personæ, lib. 7, disp. 94, num. 4.

5. Signa frigiditatis sunt, habere modicum membrum, et quasi ad nihilum redactum, malè compositum, et corrugatum, et calore debito degenerans, vel nunquàm virgam erigere, vel non appetere venerea, nec stimulos carnis sentire. Signum verò maleficii est, quando coitum quis appetit, et virgam erigit, ita ut ad copulam aptus sit, et cùm ad vas femineum appropinquat, relaxantur subitò organa, nec potest complere, atque iterùm rigent, et si iterùm copulari nitatur, denuò laxantur, lib. 7, disp. 94, num. 5 et 6. Item signum maleficii universalis respectu omnium est, quando plurimas feminas maleficiatus tentavit cognoscere, et nullam potuit, cùm tamen eum non esse frigidum constet, lib. 7, disp. 99, num. 24.

6. Procurans maleficium illius cum quo postea matrimonium init, potest petere ratione illius, dissolutionem matrimonii, lib. 7, disp. 94, num. 13.

7. Maleficium maleficio tollere ob nullum finem licet, nec rebus vanis, nec superstitiosis, protestatione præmissâ non utendi illis tanquàm vanis; media autem licita per quæ maleficium aufertur, sunt ea quæ Ecclesia ordinavit, ut exorcismi, opera pœnitentiæ, Sacramentorum receptio ad placandum Deum, lib. 7, disput. 95, à num. 1 usque ad 5.

8. Nullo modo licet petere à malefico parato solutionem maleficii maleficio; secùs dicendum quando maleficus plura media nôsset, quædam licita, alia verò illicita. Et quando sit dubium an maleficus sciat aliquod medium licitum, tunc nunquàm licet, lib. 7 disp. 95, a num. 6 usque ad 14.

9. Licitum est destruere signum maleficii animo destruendi pacti cum dæmone initi, et obtinendæ sanitatis : imò potest interrogare alium maleficum, an nôrit in quo tale maleficium consistat, ut signum destruatur. Quòd si ille ignoret, minimè potest induci ut per suam artem id investiget : tamen si id dicerit à dæmone, fas est eâ scientiâ uti, lib. 7, totâ disp. 96.

Maritus.

1. Maritus potest vindicare uxorem ab alio detentam, adjectâ causâ juris canonici, et divini, lib. 9, disp. 4, num. 9.

2. Maritus cognoscens uxorem suam invitam post mutuum castitatis votum, peccat contra justitiam, lib. 9, disp. 40, num. 20.

3. Maritus adulter perdit donationem propter nuptias, lib. 10, disp. 8, num. 11 et 12.

4. Maritus propriâ auctoritate adulteros in delicto repertos enecans, licèt sit judex, admittit culpam lethalem homicidii contra justitiam, et tenetur restituere damna instar aliorum homicidarum : secùs dicendum si interficiat illos sententiâ judicis sibi traditos, ut eos si velit, necet; si non livore vindictæ, sed justitiæ zelo id efficiat. Quod idem dicendum, licèt ille sit etiam adulter, lib. 10, disp. 8, à num. 35 usque ad 44.

5. Maritus potest, renitente uxore, se vendere; peccabit tamen mortaliter, si fiat venditio sine justâ causâ, non tamen contra justitiam, sed erit justa causa, si uxor possit eum facilè sequi. Uxor tamen vendens se sine consensu mariti, peccat mortaliter contra justitiam, lib. 7, totâ disp. 23.

6. Maritus potest licitè simul cum uxore esse patrinus in Baptismo, vel Confirmatione, lib. 7, disp. 57, num. 5.

7. Maritus non potest mutare habitum sine licentiâ uxoris, nec uxor sine licentiâ mariti, v. g., induere habitum beatarum, vel eremitarum, lib. 9, disp. 3, num. 9.

Matrimonium.

1. Matrimonium solet nuncupari sic, quia mulier nubit, ut mater efficiatur. Item vocantur nuptiæ, et connubium ab obnubendo, seu velando, quia quasi nube obtegitur virgo velamine quodam, dùm benedicitur. Tandem appellatur conjugium ab effectu, eo quòd duos, ut una caro efficiantur, conjungit, lib. 1, in procemio, num. 4.

2. Mutus simul ac surdus à naturâ, si intellectum perspicacem habeat, ita ut signis edoceri possit quid sit matrimonium, et signis indicare consensum, validè contrahit sponsalia et matrimonium : secùs si simul sit cæcus, etiam casu, nisi, antequàm in hæc incideret, nôsset quid esset matrimonium, lib. 1, disp. 8, num. 12 et 13.

3. Contrahens matrimonium fictè, peccat mortaliter, nisi ex urgenti causâ, ut gratiâ vitandi magni scandali, id faceret. Matrimonium tamen contractum post illud fictum, est validum, lib. 1, disp. 11, num. 1 et 2.

4. Contrahens matrimonium fictè, tenetur verè contrahere, quando sequitur notabile damnum feminæ, quamvis non sit virgo, et quamvis fictè contrahens copulam non habuerit : secùs quando contrahentes sunt disparis conditionis ; vel quando timentur pessimi exitus probabiliter. Attamen quoties fictè contrahens tenetur jure contrahere, non est absolvendus donec verè contrahat, quamvis se contracturum proponat, lib. 1, disput. 11, à num. 3 usque ad 11.

5. Matrimonium impuberum, vel puberis cum impubere, habet vim sponsalium etiam post conc. Trid., non tamen sunt sponsalia verè, et simpliciter, sed juris interpretatione, lib. 1, totâ disp. 21.

6. Matrimonium est conjunctio maritalis viri et feminæ inter legitimas personas, individuam vitæ consuetudinem retinens, lib. 2, disp. 1, num. 1.

7. In matrimonio septem inveniuntur : scilicet, mutuus consensus, externus contractus, mutua corporum traditio, quoddam vinculum ortum ex illo contractu, mutua obligatio ad reddendum debitum ; jus quod est in utroque ad alterum ; usus et consummatio matrimonii. Sed essentia matrimonii solùm consistit in vinculo illo, quo formaliter conjuges sunt uniti, quod oritur ex mutuâ traditione, et est realis fundata in actione externâ reali, scilicet contractu, lib. 2, disp. 1, num. 2, 6 et 7.

8. Matrimonium dicitur *conjunctio*, ut explicetur essentia ; *maritalis*, ut explicetur fundamentum ; *inter legitimas personas*, hoc est, non habentes impedimentum dirimens ; *individuam vitæ consuetudinem retinens* ad explicandum, quòd non est solubile, sicut alii contractus, qui communi consensu tolluntur, lib. 2, disp. 1, num. 8.

9. Matrimonium dividitur in legitimum, ratum, et consummatum. Legitimum est, quod contrahitur inter infideles ; ratum, quando est Sacramentum, nondùm consummatum : et sic matrimonium infidelium dicitur legitimum, sed non ratum ; consummatum dicitur, quando est jam copulâ carnali perfectum, lib. 2, disp. 1, num. 9.

10. Matrimonium non est naturale homini, quasi ex propriis naturæ proveniens, ut moveri sursùm est naturale igni ; est tamen naturale ex naturali inclinatione proveniens, et matrimonium ideò est insolubile, quia si libera esset conjunctio, et vagus concubitus, esset incerta proles, et ex incertitudine tepesceret amor, et educationis cura ; et ideò vagus concubitus est peccatum mortale, quia contrariatur debitæ propagationi naturæ humanæ, lib. 2, totâ disp. 2.

11. Præceptum matrimonii, dùm genus humanum paucis continebatur, obligabat singulos ; nunc autem minimè. Tamen nunquàm cessare potest in communi ; secùs in particulari, ut videmus ; et pereuntibus omnibus, exceptis monachis, monachi tenerentur matrimonium contrahere. Et nunc potest esse casus in quo aliquis teneatur sub mortali matrimonium inire, v. g., ad sedandas seditiones, ut si sit filius regis, lib. 2, totâ disp. 3.

12. Matrimonium ante lapsum Adami fuit institutum à Deo in officium naturæ, ac præceptum in illis verbis Genes. : *Crescite et multiplicamini* : post verò institutum fuit in remedium concupiscentiæ ; at in lege novâ, ut sit Sacramentum, in illis verbis : *Quos Deus conjunxit, homo non separet* : fuit tamen approbatum, Joan. 2, quando Christus interfuit nuptiis, lib. 2, totâ disp. 4.

13. Verba seu signa quibus consensus exprimitur, sunt sibi invicem materia et forma secundùm diversas rationes, id est, in quantum determinantur, sunt materia ; in quantum verò determinant, sunt forma. Et matrimonium non tantùm dùm est in fieri, sed dùm est in facto esse, est Sacramentum, ut Eucharistia. Et tunc ejus materia sunt ipsi contrahentes, lib. 2, totâ disp. 5.

14. Parochus nunquàm fuit minister Sacramenti Matrimonii, nec est post Trid., sed ipsi contrahentes sunt ministri conficientes Sacramentum Matrimonii. Et tamen affecti peccato mortali non peccant eâ ratione quâ ministrant. Et idem dicendum de sacerdote assistente, aut benedicente nuptias, lib. 2, totâ disp. 6.

15. Matrimonium in lege naturæ et veteri non fuit Sacramentum, nec gratiam conferebat, sed fuit contractus naturalis. Potest tamen dici quòd fuit Sacramentum largè et impropriè. Et licèt non conferebat gratiam gratum facientem, potest dici contulisse aliquod genus gratiæ, dùm erat licitus ille actus conjugalis, lib. 2, totâ disp. 8.

16. Matrimonium infidelium nunc, vel fidelis cum catechumenâ ex pontificiâ dispensatione contractum, non est Sacramentum, lib. 2, totâ disp. 8.

17. Quando infideles convertuntur, non opus est ut iterùm coram parocho et testibus contrahant secundùm Trident., sess. 24, cap. 1 : tamen possunt, sed non tenentur recipere benedictiones, et quando ambo baptizantur, efficitur statim Sacramentum, sine consensu aliquo novo, lib. 2, totâ disp. 9.

18. Matrimonium fidelium in novâ lege est verè ac propriè Sacramentum gratiam conferens, lib. 2, disp. 10, num. 2. Utrùm autem sit unicum Sacramentum, affirmat doctor, ibid., num. 5.

19. Actus contrahentium sunt Sacramentum tantùm ; effectus Sacramenti est res tantùm : et vinculum quo conjuges perseverant, dicitur res et Sacramentum simul, lib. 2, disp. 10, num. 3.

20. Gratia sacramentalis Sacramenti Matrimonii habet duplicem effectum. Alter est concupiscentiam reprimere ; alter verò est efficere ut conjuges fideliter sibi assistant, operas suas communicent, ac prolem religiosè educent, lib. 2, disp. 10, num. 4.

21. Contrahentes matrimonium intentione faciendi contractum et non Sacramentum, contrahunt verè et validè ; licèt intentio procedat ex errore, si habeant intentionem faciendi quod faciunt fideles : secùs si habent intentionem faciendi quod in ipsis est, v. g., habentes veram intentionem contrahendi merum con-

tractum; tunc enim nihil validè fit, lib. 2, disp. 10, num. 6.

22. Matrimonium contractum per procuratorem fit validum ante conc. Trid., et nunc post illud, servatâ ejus formâ, et est Sacramentum conferens gratiam. Sed procurator nec minister est, nec in ipso recipitur Sacramentum, nec verba ipsius sunt materia, nec forma Sacramenti. Et sic optimè faciunt contrahentes per procuratorem, si postea iterùm incant matrimonium ad tollendos scrupulos, lib. 2, disp. 11, à num. 20 usque ad 32.

23. Quatuor requiruntur, ut procurator validum ineat matrimonium; v. g., ut habeat speciale mandatum ad matrimonium contrahendum cum certâ personâ, saltem ore tenùs expressum, vel per litteras; et quòd per seipsum exequatur mandatum, nisi aliud expressè contineatur; et quòd tempore, quo procurator contrahit, potestas non sit revocata, licèt revocatio sit merè interna vel tacita, et non intimata procuratori, et licèt intercedat juramentum de non revocando, lib. 2, disp. 11, à num. 3 usque ad 10.

24. Si ille qui misit procuratorem, nec consentit, nec dissentit, sed occupatur in aliis, validè contrahit matrimonium. Idem dicendum si in amentiam incidat: et si priùs finxit animum, postea tempore contractûs habuit verum animum contrahendi. Item potest talis procurator constitui sine scripturâ: et diversitas sexuum non requiritur in procuratoribus, lib. 2, disp. 11, à num. 11 usque ad 15.

25. Verba quibus utitur procurator sunt hæc: *Talis consentit in te*, vel *accipit te in virum (vel uxorem), me mediante*; vel: *Accipio te in virum (vel in uxorem), nomine talis personæ*. Et si procurator fines mandati excedat, nullum facit matrimonium, ut de contrahendo certâ dote: secùs si ponatur servata forma Trid., et omittat denuntiationes, sive cum dispensatione ordinarii, sive sine illâ, lib. 1, disp. 11, à num. 16 usque ad 18.

26. Matrimonium contractum per epistolam jure antiquo erat validum, et est modò post conc. Trid., sess. 24, cap. 1, de Matrimonio. Et est Sacramentum, si alter consentiat, lectâ epistolâ coram parocho et testibus, lib. 2, totâ disp. 12.

27. Matrimonium ratum et consummatum differunt quoad significationem. Et consummatum est saltem jure divino indissolubile. Item matrimonium consummatum infidelium est indissolubile, nisi alter solus ad fidem convertatur, quia tunc dissolvitur ex Christi dispensatione. Quæ omnimoda indissolubilitas non competit matrimonio ex jure naturæ, nec ratione Sacramenti, sed ex significatione quâ Christus evexit illud ad significandam unionem indissolubilem Christi cum Ecclesiâ per carnem assumptam. Aliqualis tamen de naturâ matrimonii; et ita competit etiam matrimonio rato de jure divino et naturali: et sic omnimoda inseparabilitas convenit matrimonio consummato ex jure Christi divino positivo, posito in illis verbis, Matth. 19: *Quos Deus conjunxit, homo non separet*, lib. 2, disp. 13, à num. 1 usque ad 8.

28. Matrimonium infidelium dissolvitur per alterius conversionem; et ratum fidelium per professionem, ex Christi dispensatione, quæ dispensatio est matrimonio conformis, lib. 2, disp. 13, num. 9.

29. Indissolubilitas matrimonii rati non omninò provenit ex suâ naturâ nudè sumptâ, sed ex suâ naturâ junctâ divinæ constitutioni: unde mutuo consensu non potest dissolvi, lib. 2, disp. 13, num. 10.

30. Matrimonium ratum jure naturali et divino dirimit subsequens matrimonium consummatum, lib. 2, disp. 14, n. 5, fine.

31. Vinculum matrimonii rati omninò dirimitur per solemnem religionis professionem alterius sponsi; et per vota quarumdam viventium in communi professorum, quæ sunt veræ religiosæ; et per professionem monialium, et clericorum militarium in clausurâ viventium, vel equitum ordinum militarium, qui sunt verè religiosi: secùs dic de votis emissis à beatis sancti Dominici, et tertii ordinis D. Francisci; et de voto coadjutorum formatorum societatis Jesu, licèt facto publicè; et de voto vitæ eremiticæ; et de ascensu ad ordinem sacrum, vel episcopatum, lib. 2, disp. 18, à num. 3 usque ad 9. Utrùm autem professio dirimat matrimonium ratum de jure divino positivo, affirmat doctor, lib. 2, disp. 19, num. 3.

32. Matrimonium ratum dissolvitur, quando uterque communi consensu profitetur, vel alter tantùm, et manens in seculo vovet continentiam, lib. 2, totâ disp. 20.

33. Non consummatur matrimonium, nec oritur affinitas per semen non receptum in vase naturali, vel receptum arte, aut ministerio dæmonum, absque vasis penetratione, nec per penetrationem vasis sine effusione seminis, nec per seminationem sponsæ, et non sponsi, nec etiam, ut probabile est, per seminationem sponsi, et non sponsæ, nec per copulam præcedentem matrimonium. Et ut consummetur, requiritur necessariò, ut semen virile vas sponsæ subintret, lib. 2, disp. 21, n. 1, 2, 5, 6 et 13.

34. Vir deflorans feminam dolosè, v. g., sine animo consummandi, post matrimonium ratum sine seminis effusione, non potest ingredi religionem, secùs dicendum si habebat animum consummandi, lib. 2, disp. 21, num. 7.

35. Matrimonium requirit mutuum consensum; et dicitur causa non tantùm efficiens extrinseca, sed etiam formalis, si intelligatur ut matrimonium est Sacramentum. Et si dicitur causa in quantum internus consensus est causa externi contractûs matrimonii; et in quantum matrimonium est conjunctio maritalis, et in quantum exprimitur per verba, est causa efficiens, lib. 2, totâ disp. 25.

36. Matrimonium ex tribus bonis, quæ in eo reperiuntur, excusatur; nempe ex bono fidei, prolis, et Sacramenti, lib. 2, disp. 29, n. 2.

37. Quamvis actus matrimonii de se sit licitus, affert secum tria detrimenta, quæ sunt: 1° perpetua servitus, quod compensatur bono Sacramenti; 2° in

ipso matrimonii actu voluptas tanta, ut mentem absorbeat, quod compensatur bono prolis; et licèt non sequatur semper, salvatur in fine extrinseco; 3° nimia sollicitudo placendi conjugi, quod compensatur bono fidei, id est, fidelitatis, quâ conjuges sibi mutuò o ligantur ad reddendum debitum, et negandum alteri, lib. 2, disp. 29, n. 4.

38. Hæc bona non adveniunt matrimonio ab extrinseco, sed sunt de ratione matrimonii. Et ideò non indiget illis quasi quibusdam externis equis, ad illud honestandum, sed quasi causantibus in ipso intrinsecè honestatem. Et matrimonium non irritatur ob quemcumque perversum finem, qui ejus substantiæ, et tribus bonis dictis adversetur. Tamen contrahens matrimonium debet saltem implicitè intendere bonum Sacramenti, sine quo non fit Sacramentum, nec matrimonium. Et licèt omnia bona sint de ejus essentiâ quoad obligationem, tamen quoad executionem minimè, dempto bono Sacramenti, lib. 2, disp. 29, à num. 5 usque ad 12.

39. Matrimonium fuit institutum primò in officium naturæ ad propagationem sobolis; secundò in remedium concupiscentiæ, et ad evitandam fornicationem. Et hoc est quatenùs ordinatur ad copulam. Quatenùs tamen est contractus, alius finis est, ut traditio potestatis corporis alteri conjugi, et mutua animorum conjunctio. Et ultra hos potest contrahens intendere alios extraneos, ut pulchritudinem, divitias et delectationem. Et hi aut considerantur ut causa principalis, aut ut causa secundaria, licèt sit causa sine quâ non, lib. 2, disp. 29, num. 14 et 15.

40. Licitè contrahit ille qui non contrahit ratione copulæ, quamvis non intendat sobolem, nec remedium concupiscentiæ, ut contigit in matrimonio Beatæ Virginis, lib. 2, disp. 29, num. 20.

41. Contrahere principaliter ob copulam, pulchritudinem, divitias, et paces componendas, est peccatum veniale. Idem dicendum quando attendit ad finem matrimonii principalem alium extraneum illi præferens. Idem dicendum de contrahente in ordine ad copulam, quando datur spes habendi prolem: nulla tamen erit culpa, quando fines eliguntur, non ut fines, sed ut ratio applicationis, ut fit communiter, vel quando aliquis contrahit in ordine ad copulam, quando non datur spes habendi prolem. Attamen contrahere ob finem venialem, est veniale, et ob finem mortalem, vel expressam conditionem excludendi fines matrimonii, est mortale, lib. 2, disput. 29, à num. 21 usque ad 29.

42. Matrimonium invalidum ob aliquod impedimentum occultum, potest revalidari, si contrahentes renovent consensus, dummodò parochus et testes ignorent illud, et periculum non sit, ut detegatur impedimentum, et probetur in foro exteriori. Idem dicendum de matrimonio nullo ob metum occultum, vel ob servitutem occultam, et ab alio ignoratam, vel ob occultum ætatis defectum, licèt hoc tale matrimonium sit malâ fide contractum, et non obstante clausulâ, quæ solet apponi in dispensationibus, v. g., ut contrahant secundùm formam concil. Tridentin.; lib. 2 totâ disp. 37.

43. Conjux nullitatis matrimonii conscius ob impedimentum dirimens, sive divino, sive humano jure, in nullo eventu potest reddere debitum conjugi ignoranti, licèt excommunicetur ab Ecclesiâ, vitæque periculum subeat, gravissimaque sequantur scandala, lib. 2, disp. 39, n. 8. Dùm tamen compellitur, potest uti his quatuor remediis: 1° in locum fugere, ubi scandalum cesset; 2° si matrimonium non est consummatum, petat dispensationem à Pontifice, vel ingrediatur religionem, sed non tenetur; 3° ut conjux impedimenti conscius petat divortium ob sævitias, si fortè concurrant; 4° quòd possunt habitare tanquàm fratres, et cum animo nunquàm reddendi debitum, et potest femina coacta pati concubitum, non se accommodando, quando nullo modo potest subterfugere: sed hoc nunquàm licebit, nec est consulendum, lib. 2, disp. 30, à num. 13 usque ad 16.

44. Consummare matrimonium, non præmissis denuntiationibus, vel justâ dispensatione omissis, vel absque illâ, est mortale, non solùm primâ vice, sed toties quoties habetur copula. Item peccant contrahentes differendo publicationem et consummationem, lib. 3, totâ disp. 11.

45. Consummare matrimonium ante benedictiones Ecclesiæ, nulla culpa est. Imò aliquando esset consilium consummare ante illas, nisi adsit contemptus, vel scandalum, vel excommunicatio lata in aliquâ diœcesi contra consummantes ante illas: et esto sit peccatum veniale, non intelligitur nisi tantùm de primâ vice, lib. 3, totâ disp. 12.

46. Matrimonium contractum dispensatione pro foro conscientiæ, est solvendum, ubi impedimentum delatum fuerit ad forum externum, lib. 3, disp. 15, num. 17.

47. Matrimonium contractum sine parocho in articulo mortis, nullo modo est validum, nec ex dispensatione episcopi, nec scienti majori viciniæ parte, lib. 3, disp. 17, à num. 3 usque ad 7. Infideles tamen habitantes Christianorum loca, non tenentur contrahere coram parocho et testibus, ibidem, num. 8. Fideles tamen contrahentes sine illo, ignorantes invincibiliter decretum Tridentinum, contrahunt invalidè, ibid., num. 10.

48. Matrimonium contractum ab incolis locorum, ubi concilium non viget, nec fuit publicatum, est validum sine parocho et testibus, lib. 3, disp. 13, num. 1.

49. Ad valorem matrimonii requiritur proprius parochus, qui est alterius tantùm. Et potest utriusque parochus, non solùm in propriâ, sed in alienâ parochiâ, vel diœcesi eos matrimonio conjungere, lib. 3, disp. 19, num. 2, 4 et 14.

50. Matrimonia præsumpta cessârunt per Trid., lib. 3, d. 40, n. 3. Nec sponsalia per juramentum celebrata coram parocho et testibus sunt matrimonium, ibidem, num. 5; nec per copulam occultam transeunt in matrimonium, ibid., num. 7; nec matrimo-

nium impuberum, aut puberis cum impubere, contractum coram parocho et testibus, transit in matrimonium per copulam habitam legitimâ ætate, vel per consensum occultum, ibid., à num. 9 usque ad 10.

51. Contrahere matrimonium licitum est tempore feriarum, si absque magnâ solemnitate et pompâ fiat. Si tamen sit alicubi consuetudo, ut nullo modo celebretur, illi standum est, lib. 7, disp. 7, num. 12 et 13. Tamen denuntiationes tunc possunt fieri, ibidem, n. 8.

52. Iniens matrimonium scienter cum habente votum castitatis, religionis, assumendi ordines sacros, aut non ineundi matrimonium, peccat mortaliter, lib. 7, disput. 11, n. 11.

53. Matrimonium interdictum esse jure naturæ in aliquo gradu, et esse jure naturæ irritum, non est idem, lib. 7, disp. 15, num. 3.

54. Matrimonium eunuchorum habentium unum testiculum, validum est: secùs de carentibus utroque, lib. 7, disp. 92, à num. 14 usque ad 180. Tamen factus eunuchus utroque carens post matrimonium contractum, potest licitè petere, et reddere, lib. 7, disp. 102, num. 7.

55. Fidelis subditus infidelibus principibus astringitur legibus eorum justis irritantibus matrimonia in omnibus casibus, in quibus ad alias eorum leges tenetur, lib. 7, disput. 3, num. 7.

56. Fidelis contrahens matrimonium apud infideles, ubi domicilium habet, cum impedimento aliquo dirimenti ab Ecclesiâ inducto, non valet: secùs dicendum de infideli contrahenti extra patriam, in loco principi christiano, aut alii principi infideli subjecto, cum impedimento dirimenti statuto à suo solùm principe, lib. 7, disp. 3, num. 10.

57. Indi novi orbis de privilegio Pauli III possunt in tertio et quarto gradu matrimonio conjungi, licèt alter in secundo, vel in primo gradu distet, sive gradus sint consanguinitatis sive affinitatis. Per Indos autem intelliguntur soli neophyti novi orbis, id est, omnium provinciarum Indorum, lib. 8, disput. 24, num. 35.

58. Indi neophyti sunt exempti in causis matrimonialibus ab ordine judiciario servando. Et religiosi quorum cura commissa est à suis prælatis habentes consensum episcopi, possunt circa illos in omnibus causis matrimonialibus procedere in utroque foro, et non tenentur servare ordinem judicii, lib. 10, disp. 19, n. 1 et 2.

59. Illud matrimonium dicitur indignum, ratione cujus filii privari possunt alimentis et dote, quod non potest fieri sine dedecore juxtâ civitatis mores, tam generis corporalis quàm animi, v. g., si conjux sit meretrix. Item dicitur indignum ex bonis fortunæ, nisi aliunde excessus compensetur. Item ratione alicujus impedimenti, lib. 4, disp. 26, à n. 22 usque ad 26.

60. Requiruntur duo testes cum parocho, ut matrimonium valeat, rationis usum habentes, præsentesque sint moraliter simul et non successivè, licèt non habeant conditiones requisitas in jure, et qualitates, et licèt sint infames, excommunicati, parentes, consanguinei, servi, familiares, feminæ, infideles. Et lite agitatâ adhibetur fides similibus testibus, et sufficiunt testes non rogati, lib. 3, disp. 41, à num. 4 usque ad 7.

61. Præsentia parochi et testium non sufficit corporea ut valeat matrimonium, sed requiritur præsentia moralis et humana, quâ parochus et testes intelligant consensum utriusque contrahentis, saltem percipiendo illum aliquo sensu, ut, si non audiant verba, videant tamen signa mutui consensûs, quamvis solùm intelligant per interpretem, ut si contrahentes sint distincti idiomatis. Et in hoc casu credendum est solius interpretis dicto. Idem dicendum de præsentiâ parochi et testium violentâ, etiam cum dolo vel aliâ fictâ causâ. Idem si celebretur matrimonium coram parocho et testibus casu transeuntibus et videntibus: secùs dicendum si parochus accessit cum animo attendendi, et postea tempore contractûs vagatione mentis distrahatur. Tamen peccabunt mortaliter contrahentes, si coram parocho invito, aut dolo vocato, contrahant. Idem si parochus casu transeat, vel dolo ad aliud vocatus accedat: secùs si contrahant coram testibus vi detentis. Item valet matrimonium celebratum coram alieno sacerdote de licentiâ proprii, licèt licentia sit extorta metu cadenti in virum constantem: vel si impetrata fuit dolo, aut mendaciis, aliàs nullo modo concedenda, lib. 3, totâ disp. 39.

Medicus.

1. Medicus licitè potest applicare prægnanti, quando probabiliter creditur, fœtum esse animatum, cum abortûs periculo, medicinas, quæ sunt ordinatæ per se, et directè ad morbos, pravosque humores expellendos, pristinamque salutem restituendam, ut est venarum ruptio, ventris purgationi pharmaca deservientia, balnea, etc.; non autem si fuerint directè ad occisionem tendentes, ut venenum, dilaceratio, percussio, etc. Item licitum est applicare eas, licèt æquè ordinentur ad matris salutem, ac ad fœtui nocendum, ejusque abortum. Idem quando medicina est omninò dubia; quando salus infirmi omninò desperata est, et in nostro casu matris ac fœtûs, periturique sint, ac nullum appareat aliud auxilium. Et quod dictum est de medico, dicendum de muliere prægnante sumente tales medicinas, quamvis illa licitè poterit ob prolis bonum abstinere à talibus medicinis, quò abortum vitet, bonoque prolis consulat. In unico tamen casu peccarent lethaliter contra charitatem, et prægnans eas medicinas assumens, et medicus, ac obstetrix eas applicantes, nimirùm, ubi spes probabilissima à peritis medicis conciperetur, fore ut matre ab iis medicamentis abstinente, cum tamen vitæ propriæ periculo, fœtus in lucem prodiret, ut baptizari possit; eâ autem assumente, periret fœtus Baptismate minimè recepto, lib. 3, disp. 20, à num. 13 usque ad finem.

Melioratio.

1. Melioratio facta filio absque aliquâ causâ, vel causâ matrimonii incerti, potest revocari : secùs si facta sit cum tertio ex eâ commodum reportanti. Nec potest revocari si filius melioratus causâ matrimonii incerti ineat pactum de matrimonio, et pater asserat, illum esse melioratum, ut femina ei nubat, vel ampliorem dotem constituat; fit irrevocabilis, licèt filius remittat. Nec potest filius consentire, ut nova conditio apponatur, nec remittere promissionem de non meliorando factam, ut certum matrimonium ineat. Nec prosunt antapochæ, vulgò contrascripturæ, quibus filii pollicentur, se melioratione non usuros. Idem dicendum de promissione alicujus donationis faciendæ ab alio ratione hujus matrimonii, prædicta tamen remissio valebit in remittentis præjudicium, lib. 6. totâ disp. 32.

2. Recipiens fictè patrimonium, ut ad ordines promoveatur, datâ antapochâ, aut fide id reddendi, cùm promotus fuerit, tenetur id patrimonium restituere, lib. 6, disp. 32, num. 8.

3. Melioratio causâ dotis, valet in Castellâ in foro conscientiæ, nec restituenda est, lib. 6, disp. 33, num. 3.

Mensis.

1. Quando lex, vel statutum concedens mensem, disponit à quo tempore mensis incipiat, ut à die electionis, vel à die per judicem designandâ, accipitur mensis secundùm quod occurrit in kalendario, et quod ex illo mense defuit, accipitur de sequenti de momento ad momentum. Et si dies bissextus contingat in eo mense, illi duo dies pro uno computantur in favorabilibus ; secùs in odiosis. Quando verò jus, vel dispositio non exprimit à quo tempore mensis incipiat, tunc computatis omnibus anni diebus, accipienda est duodecima anni pars pro quolibet mense : unde bimestre concessum ad deliberandum de ingressu religionis, computabitur eo modo, quo tunc occurrit in kalendario, lib. 2, disp. 24, à num. 14 usque ad 21.

2. Indulgentia concessa per unum mensem, quando non exprimitur à quo tempore incipiat, tunc computatis omnibus anni diebus, accipienda duodecima anni pars pro mense, lib. 2, disp. 24, n. 20.

Metus.

1. Metus definitur in communi sic : Est instantis periculi vel futuri causâ mentis trepidatio. Dividitur in metum inconcussivum et impressivum suspensionis violentæ ; seu in compulsivum potentiæ, et in metum reverentialem, et in metum perfidiæ. Ultimò dividitur in metum cadentem in constantem virum, et in inconstantem, lib. 4, disp. 1, à num. 7 usque ad 9.

2. Quinque conditiones requiruntur ad metum cadentem in constantem virum. Prima est, ut malum quod timetur, sit grave; secunda, ut timens rationabiliter credat malum sibi imminere ; tertia, ut metum incutiens potens sit minas executioni mandare ; quarta, quòd metum incutiens minas exequi solitus sit ; quinta est, ut timens non possit facilè occurrere malis quæ timentur implorando alicujus auxilium, lib. 4, disp. 1, à num. 10 usque ad 23.

3. Requiritur electio minoris mali, ut ex parte subjecti dicatur metus cadens in virum constantem, ut timens constanter agat, culpæque immunis sit. Non tamen requiritur, ut dicatur cadere in constantem virum quoad rescissionem matrimonii et aliorum contractuum, sed satis est ad id, si timor ipse ex parte objecti sit cadens in virum constantem, lib. 4, disp. 2, num. 1, 2 et 3.

4. Metus cadens in virum constantem dicitur respectivè, et metus qui respectu unius est cadens in virum constantem, non est talis respectu alterius : unde minor metus desideratur in feminâ quàm in viro ; et ad irritandum matrimonium feminæ satis est metus cadens in constantem feminam, et non tantùm in feminam respectu viri ; sed etiam inter ipsos viros ut dicatur talis metus, consideranda est ætas et innata animi fortitudo, lib. 4, totâ disput. 3.

5. Ut dicatur metus cadens in constantem virum, sufficit quòd mala timeantur in personâ filiorum respectu patris, et in personâ patris respectu filii, et in personâ uxoris respectu viri, et vice versâ. Idem dicendum de metu incusso ascendentibus respectu descendentium, fratri respectu alterius fratris, consanguineo intra quartum gradum respectu alterius consanguinei. Idem dicendum de metu illato personæ arctissimâ amicitiâ conjunctæ contrahenti, sive quando infertur alicujus domestico, ut ille contrahat. Similiter quando incutitur affinibus extra quartum gradum, proveniente affinitate ex matrimonio : secùs quando ex fornicatione, lib. 4, totâ disp. 4.

6. Facta metu quantùmcumque gravi sunt simpliciter et absolutè voluntaria et libera. Et quæ metu extorquentur magis accedunt consentaneis, dicunturque simpliciter voluntaria, et secundùm quid involuntaria. Et quantùmcumque sit gravis metus, non excusat à culpâ in his quæ intrinsecè sunt mala, veniali quidem, si aliàs secluso metu esset veniale, et mortali, si secluso metu esset mortale, lib. 4, disp. 1, n. 3, 4, 5 et 6.

7. Quis metus cadat in virum constantem, relinquitur judicis arbitrio, etiam in foro interno, arbitrio prudentis; quod arbitrium non datur circa ea mala quæ jure constat esse sufficientia ad metum viri constantis ; arbitria enim data sunt in his quæ sub regulâ comprehendi nequeunt. Et hoc arbitrium non est correctum jure regio Castellæ, lib. 4, disp. 5, num. 1, 2 et 3.

8. Metus cadens in constantem virum est metus mortis, mutilationis, gravis cruciatûs corporis, graviumque verberum, armorum ; licèt portans arma iis non utatur. Item metus servitutis, amittendi instrumenta quibus libertas probanda est, captivitatis, gravis exilii, carceris, licèt non perpetui. Item metus amissionis statûs, honoris, verberum, stupri tam in viro quàm in feminâ, quamvis vidua honesta, et inhonesta sit : metus infamiæ juris, aut facti, cui non facilè occurri potest. Item metus excommunicationis

injustæ, quandò facilè ei occurri non potest : secùs de justâ. Item metus amissionis majoris partis bonorum, etiam modicorum, sed non valdè exiguorum; quod intellige circa majorem partem, quando sine illâ sustentare vitam minimè possit metum passus : secùs si possit sine illâ. Item metus amissionis rei magnæ, vel notabilis, instrumentorum totius, vel majoris partis patrimonii, amissionis magni lucri, quando metum passus per injuriam arcetur à lucro ad quod habebat jus; ut si loquamur de metu impediendi aliquem, ne se opponat beneficio, lib. 4, totâ disp. 5.

9. Solus metus reverentialis, nisi minæ, aut verbera, aut alius metus gravis illi adjungatur, non cadit in virum constantem; ac proinde nec annullat matrimonium, nec alios contractus rescindit. Annullabit tamen solus sine minis, quando filius, vel uxor est valdè patris, vel mariti præceptis obtemperans. Item quando pater nimis crudelis est, quamvis minas non conjiciat. Item vultus terribilis potentis incutit metum in constantem virum sine minis, lib. 4, disp. 6, à num. 4 usque ad 13.

10. Matrimonium contractum à filiâ timore ne patris indignationem incurrat, nullis præcedentibus minis, est validum, nisi metus sit indignationem fore diuturnam, et semper se habituram patrem, aut virum valdè infestum, et indignatum, objecturumque passim illam inobedientiam, lib. 4, disp. 6, num. 14.

11. Solus metus reverentialis quando intervenit enormis læsio, ut si sit magna disparitas, satis est ad rescindendos alios contractus; non tamen ad annullandum matrimonium, lib. 4, disp. 6, num. 15.

12. In metu reverentiali etiam desideratur ad annullandum matrimonium, ut minans solitus sit minas exequi; et quando dubium fuerit de suâ conditione, an solitus sit minas executioni mandare, dicendum est incutere justum metum, lib. 4, disp. 6, num. 21 et 22.

13. Metus reverentialis datur in eo qui jure aliquo subjectionis alteri subest, ut in clerico respectu episcopi, in seculari respectu magistratûs, in uxore respectu viri, in filio respectu patris, socri, avi, curatoris, et matris, si fuerit crudelis, et solita minas exequi. Datur etiam in sorore respectu fratris majoris natu, et in fratre respectu fratris majoris, et in sorore minori habitante cum sorore majori, et in patrueli respectu patrui, quando patruelis est in domo patrui, et sub ejus gubernatione, lib. 4, disp. 6, à num. 24 usque ad 34.

14. Metus reverentialis sine minis annullat consensum tacitum, qui resultat ex præsentiâ cum taciturnitate, quando est actus præjudicialis : secùs si favorabilis, lib. 4, disp. 6, num. 37, 38 et 39.

15. Preces importunæ instantissimè et sæpiùs repetitæ unà cum metu reverentiali, ut si sint personæ quibus debetur reverentia, incutiunt metum in constantem virum : secùs de precibus principis non soliti tyrannicè tractare. Et in dubio non præsumitur consuetudo malè tractandi, lib. 4, disp. 7, num. 7 et 8.

16. Contractus metu initi non sunt ipso jure nulli, sed valent; sunt tamen rescindendi actione, quòd metûs causâ, et per illos transfertur dominium. In aliquibus tamen casibus sunt ipso jure nulli, quod non explicat doctor, sed citat varia loca ubi videri possunt, lib. 4, totâ disp. 8.

17. Quoties metus non est incussus ad extorquendum matrimonium, sive proveniat à causâ naturali, sive liberâ, quantùmvis gravissimus sit, non reddit irritum matrimonium. Unde inferuntur aliqui casus in quibus matrimonium est validum, ut matrimonium contractum metu præsentaneæ mortis ex morbo, naufragio, etc. Item si contrahat aliquis, medicis dicentibus se obiturum, ni ducat uxorem propter humoris abundantiam. Item si detrudendus in carcerem contrahat, si non ad eum detrusus sit. Item matrimonium captivi apud hostes, sive per se, sive per procuratorem. Item quando morte damnatus eligit ducere meretricem, ut mortem evadat. Item si alius ei offerat immunitatem, si talem feminam ducat. Item si judex capto, sive justè, sive injustè damnato mortemque timenti, vitam condonet, si ducat judicis ipsius filiam, alioquin ei mortis pœnam minatur. Item firmum est matrimonium, si homicidæ damnando ad mortem remittant consanguinei crimen, dummodò filiam occisi ducat. Item firma est professio, si vir remittat adulterium uxori, si profiteatur in religione. Item firmum est matrimonium, si princeps obsessus offerat obsidenti filiam in uxorem, si obsidionem solvat; nisi alter eo fine obsedisset. Item si parentes, aut consanguinei interficere vellent in stupro inventum, et ipse suâ sponte, et à nemine coactus offerat matrimonium, ut mortem vitet. Item firmissimum est matrimonium ægri lethali morbo oppressi cum filiâ medici initum, nolentis aliter ipsi mederi, lib. 4, disp. 12, à num. 3 usque ad 15.

18. Matrimonium contractum metu cadenti in constantem virum ad eum finem injustè incusso, est nullum in utroque foro, licèt sit incussum à quocumque absque contrahentis culpâ; et licèt cogatur contrahere cum incertâ de certis, et sit contractum coram amicis, et consanguineis; et etiam est nulla constitutio procuratoris facta; et dotis promissio est ipso jure nulla, et solutio metu facta. Et contractus dotis non solùm redditur nullus, sed distractus, et quamvis dotis promissio metu facta sit nulla, cogenda est mulier iterùm dotem constituere, quando censetur promittere : secùs si non censeatur dotem promittere, nisi vir inscius esset metûs, lib. 4, disp. 12, à num. 16 usque ad 24.

19. Metus cadens in constantem virum justè illatus non vitiat matrimonium; vitiat tamen promissionem dotis. Unde matrimonium est validum quando judex cogit aliquem ad contrahendum, præcedentibus sponsalibus, et datâ fide de matrimonio : secùs si non erat data fides contrahendi, lib. 6, totâ disp. 13.

20. Metus cadens in constantem virum vitiat matrimonium jure tantùm ecclesiastico, reddendo personas inhabiles; tamen remoto metu possunt liberè

contrahere. Attamen matrimonium infidelium contractum cum tali metu, est validum, nisi sit apud illos aliqua lex irritans, lib. 4, totâ disp. 14.

21. Matrimonium celebratum metu est ita irritum, ut etiam cogenti liceat resilire, altero invito, lib. 4, totâ disp. 15.

22. Contrahens matrimonium per metum cadentem in virum constantem, fictè proferens verba æquivoca, vel materialia, non peccat; et contrahens non utendo tali modo, peccat solùm venialiter. Etiam non peccat qui contrahit eodem metu verè, licèt intercedat juramentum, lib. 4, totâ disp. 16.

23. Metus levis tantùm non irritat matrimonium nisi stando in opinione quæ affirmat matrimonium contractum per metum cadentem in virum constantem, esse irritum jure naturæ, lib. 4, totâ disp. 18.

24. Matrimonium metu initum ratificatur copulâ spontaneâ, vel metu levi extortâ, non gravi; et tenetur potiùs mortem pati, quàm coactus consummare. Item ratificatur diuturnâ habitatione spontaneâ absque copulâ. Exigitur tamen, ut ratificans sciat, fuisse nullum matrimonium, et eâ copulâ ratificari. Et habitatio diuturna judicanda est talis morali modo arbitrio prudentis: et requiritur, quòd illa habitatio sit omninò spontanea; nec est talis, dùm non cessavit causa metûs; et censetur durare, dùm durat subjectio timorem incutienti; et exigitur ut unà cum causâ metûs cessârint impedimenta, quibus metum passus impeditur ne possit reclamare. Et ut actus exterior inducat metûs purgationem, censeaturque spontaneus, desideratur ut omni ex parte significet liberam et spontaneam voluntatem: et non purgatur, quando aliquis solvit spontè illud quod promiserat cum juramento per metum. Item ratificatur matrimonium metu contractum per alios actus spontaneos, per quos ante Trid. sponsalia transibant in matrimonium; et hæc sunt vera etiam post illud. Ratificatur etiam tale matrimonium per copulam spontaneam post matrimonium consummatum metu. lib. 4, totâ disp. 18.

25. Metus cadens in constantem virum annullat ipso jure sponsalia: et metus illatus post illa inita non irritat; dat tamen justam causam dissolvendi illa: et metus levis non irritat illa: et potest tamen metum passus propriâ auctoritate ab illis resilire, lib. 4, totâ disp. 19.

Minor.

1. Pubes dicitur masculus post 14 annos completos, femina verò post 12; et ante hanc ætatem puer dicitur impubes, seu pupillus; femina autem pupilla; minor verò dicitur tam masculus quàm femina, post pubertatem usque ad 25 annum completum. Approximare autem pubertati in hâc materiâ dicitur puer decimum annum cum dimidio excedens, et femina cùm excedit nonum, et dimidium, lib. 6, disp. 38, n. 2.

2. Minor habens curatorem, et contrahens cum ejus licentiâ, obligatur naturaliter, et civiliter; absque ejus tamen licentiâ non civiliter: si autem careat curatore, naturaliter et civiliter obligatur; licèt, si lædatur, possit beneficium restitutionis implorare, lib. 6, disput. 38, num. 4.

3. Pupillus proximus pubertati, auctoritate tutoris contrahens obligatur naturaliter et civiliter; secùs quando non est proximus pubertati, lib. 6, disp. 38, num. 5.

4. Minor, vel pupillus non obligatur etiam auctoritate tutoris civiliter in alienatione rerum immobilium, quæ servando servari possunt, nisi adsit judicis decretum. Idem si curatorem non habeat, lib. 6, disp. 38, num. 6.

5. Minor, vel pupillus habens tutorem, vel curatorem, contrahens sine ejus auctoritate, obligatur naturaliter, et civiliter, si factus sit locupletior, lib. 6, disp. 38, num. 7.

6. Minor pubes carens tutore obligatur civiliter ex contractu; secùs si fuerit impubes, lib. 6, disp. 38, num. 8.

7. Contractus minoris aut pupilli sine auctoritate tutoris vel curatoris gestus, valet in ejus utilitatem, estque in ejus opinione stare contractui, lib. 6, disp. 38, num. 9.

8. Minor absque curatoris auctoritate, quando illum habeat, non potest constituere majoratum, nisi eam juramentum suppleat, lib. 6, disp. 38, num. 9.

9. Quamvis minor auctoritate curatoris contrahat, si læsus sit, potest petere restitutionem. Dicitur autem læsus, quando minor facit actum ex quo nulla sibi utilitas sequi potest, sed damnum, lib. 6, disp. 38, num. 11 et 12.

10. Minor pubes factus, si jurat contractum onerosum, vel lucrativum, firmatur juramento, teneturque illi in utroque foro stare; nec competit ei restitutio, quamvis lædatur, licèt sine auctoritate curatoris et judicis decreto alienet immobilia, et licèt juret per procuratorem, sive in ipso contractu, sive ante, sive post, lib. 6, disp. 38, n. 13. Et ut firmetur contractus juramento, requiritur in jurante minori pubertas, et si fuerit minor impubes, licèt juramentum non firmet contractum, obligabit, donec relaxetur: imò et pater, et curator potest illud irritare, lib. 6, disp. 38, num. 13, 16 et 17.

11. Pupillus aut minor contrahens sine curatoris aut tutoris auctoritate, obligatur naturaliter et in foro conscientiæ ex contractu, licèt non sit factus ditior, et tutore careat: secùs quando pupillus est infans, aut infantiæ proximus, vel quando promissio facta est de rebus, quarum alienatio est interdicta minori absque judicis decreto, licèt habeat auctoritatem tutoris, vel quando pupillo, vel adulto ex aliquâ causâ judex interdixerit administrationem. Ex mutuo tamen naturaliter pupillus obligatur, l. 4, disp. 38, à num. 21 usque ad 28.

12. Pupillus cum ipso tutore contrahens naturaliter non obligatur ex contractu, nisi altero tutore auctore ei obligetur, et pupillus factus sit ditior, aut dolum committat, lib. 6, disp. 38, num. 25.

13. Minor non potest occultâ compensatione uti, quando non potest absque magnis expensis petere

coram judice restitutionem, nisi quando talis esset læsio, ut alter citra omne dubium teneretur in foro conscientiæ restituere ante omnem judicis sententiam; et casu quo potest beneficium restitutionis implorare, potest tutâ conscientiâ non solvere, nec stare contractui, lib. 6, disp. 38, num. 32 et 34.

14. Minor reputatur major in spiritualibus, et in aliis in quibus talis reputatur ad eum effectum, ut possit absque curatore agere, et possit absque alio matrimonium inire, ac profiteri: non tamen ad eum effectum, ne læsus circa hæc, quando revocari possunt, reclamare possit, beneficium restitutionis petens, libro 7, disputat. 37, n. 29.

N.

Novitiatus.

1. Novitiatus est repetendus à transeunti ab unâ religione ad aliam, lib. 7, disp. 37, num. 47.

2. Sive novitiatus sit irritus, sive validus, nullâ ipsius iteratione opus est ad professionem irritam ratam habendam; licèt nullitas professionis et novitiatûs publica sit, ob professi inhabilitatem, lib. 7, disput. 37, à num. 45 usque ad 48.

3. Novitiatus inchoatus post pubertatem, et impletus ante decimum sextum annum, est validus, libro 7, disput. 37, num. 49.

4. Quando professio fuit nulla defectu non præmissæ informationis à Sixto V, quando major sexdecim annis profitetur, et in novitiatum ingreditur, non irritatur novitiatus, etiam quando illegitimi non ex sacrilego, aut incestuoso concubitu nati, recepti sunt, non præmissâ dictâ informatione: est tamen irritus si ex incestuoso, vel sacrilego nati sunt, sed non repetendus, lib. 7, disp. 37, num. 54 et 55.

5. Annus novitiatûs non exigitur in religionibus militaribus ad professionis valorem, lib. 7, disp. 44, num. 8.

Nuptiæ.

1. Secundæ nuptiæ, tam ex parte viri cum pluribus uxoribus, quàm ex parte uxoris cum pluribus viris, sunt jure naturali irritæ, primis non dissolutis. Unde nullâ consuetudine, nec dispensatione, nisi Dei, possunt esse licitæ, ut fuit dispensatum cum patribus antiquæ legis. Quæ dispensatio non fuit extensa ad populum gentilicum, et hodiè in lege evangelicâ cassata est à Christo Servatore nostro, quando, Matth. 19, reduxit matrimonium ad primum statum in quo unica uxor licebat, lib. 7, totâ disp. 80.

2. Secundæ nuptiæ, et ulteriores, prioribus dissolutis, licitæ sunt, et verum Sacramentum, lib. 7, totâ disp. 81.

3. Pœnæ impositæ secundis nuptiis initis intra annum luctûs, jure civili sunt sex: prima, ut efficiatur infamis, tam ipsa vidua, quàm vir eam ducens; secunda, ut posteriori viro non possit dare in dotem, nec in ultimâ voluntate relinquere ultra tertiam bonorum suorum partem; tertia, ut sit expers cujuscumque hæreditatis, legati, fideicommissi, donationis causâ mortis; quarta, ut privetur omnibus relictis à viro priori in supremâ ejus voluntate, ac privetur non tantùm quoad proprietatem, sed etiam quoad usumfructum, et privetur sponsalitiâ largitate; quinta, ut non possit succedere ab intestato suis consanguineis ultra tertium gradum; ultima est, ut teneatur dare medietatem bonorum filiis prioris matrimonii. Et istæ pœnæ omnes correctæ sunt jure canonico, lib. 7, totâ disp. 87.

4. Mater per secundum matrimonium validum, nondùm consummatum ipso jure perdit tutelam filiorum; licet in testamento relicta sit tutrix filiorum, marito concedente licentiam secundò nubendi. Et idem si mater sit curatrix filiorum; quod non est correctum jure canonico: secùs dicendum, si contrahat solùm sponsalia de futuro; aut si pater secundò contrahat matrimonium; non solùm erga filiosfamiliàs, sed emancipatos. Et mater secundò nubens non petito filiis tutore, adeundo judicem dare licentiam, incurrit omnes pœnas quæ mulieri secundò nubenti intra annum luctûs jure sunt statutæ, quæ num. præced. relatæ fuêre, lib. 7, disp. 88, à num. 4 usque ad 13.

5. Mater anno luctûs, vel post, secundò nubens amittit etiam in foro conscientiæ, proprietatem bonorum, quæ à viro habuit quocumque titulo lucrativo, etiam ex filii successione, usufructu sibi reservato, et proprietas transfertur ad filios prioris matrimonii. Et solùm bona, non autem fructus, tenetur reservare illis. Et non potest in aliquâ parte istorum bonorum aliquem ex illis filiis præferre, quando conjux secundò conjugatus habuit immediatè hæc bona à conjuge defuncto. Tamen alienante parente talia bona, filii non possunt revocare alienationem vivente illo, secundùm veriorem sententiam, lib. 7, disp. 89, à num. 1 usque ad 8.

6. Ut mater teneatur reservare talia bona filiis prioris matrimonii requiruntur quatuor conditiones. Prima est, ut mater ad secundas nuptias transeat; et idem de patre, avo, proavo, et aliis ascendentibus, vel descendentibus; secunda, ut bona sint acquisita ex conjugis defuncti patrimonio; tertia, ut sint acquisita titulo oneroso; ultima, ut supersint filii ex priori matrimonio, lib. 7, disp. 89, n. 9.

7. Dantur aliqui casus, in quibus parens transiens ad secundas nuptias eximitur ab obligatione reservandi bona ex conjugis defuncti substantiâ habita filiis prioris matrimonii. Primus est, si filius decedens testetur, et instituat parentem hæredem bonorum quæ à parente defuncto consecutus est; quod intellige, sive ante, sive post filii mortem transierit ad secundas nuptias. Secundus est, quando filii prioris matrimonii consensum præstitêre secundis parentis nuptiis. Requiritur tamen consensus omnium filiorum de quorum successione tractatur, aut, si decesserint, nepotum. Item exigitur, quòd filii, aut nepotes sint puberes, et certiores facti consentiant. Tertius est, si conjux defunctus consensum præstet, ut superstes ad secundas nuptias transeat: et sufficit talis consensus, ut vidua nubens intra annum luctûs, non incurrat pœnas in

jure statutas ; et impunè transeat ad tertias, et ulteriores nuptias : secùs dicendum quando femina transiens ad secundas nuptias est minor, aut quando filius moritur post ætatem pupillarem. Ultimus casus est quando conjux de licentiâ principis ad matrimonium transeat : quod privilegium intelligitur absque præjudicio tertii, lib. 7, disput. 89, à num. 41 usque ad finem.

O.

Occasio.

1. Licitum est permittere, seu non auferre mali occasionem ob aliquod majus bonum, v. g., ut aliquis deprehensus resipiscat, lib. 10, disp. 12, num. 52. Offerre tamen talem occasionem, aut consulere, nunquàm licet, ibid., num. 53.

Opinio.

1. Opinio singularis alicujus doctoris sustinentis matrimonium, præfertur plurium sententiæ illud impugnantium ; nisi textui aperto innitatur, lib. 1, disp. 18, n. 7.

2. Opinio parùm probabilis et tuta potest ratione magni periculi amplecti, lib. 2, disp. 36, n. 8.

3. Opinio communis, aut verior non dicitur ex multitudine auctorum perfunctoriè tractantium, lib. 3, disp. 44, num. 2.

4. Opinionibus existentibus, an aliquis sit legitimus parochus ad assistendum matrimonio, vel audiendas confessiones, vel an aliqua licentia sit legitima ; vel privilegium bullæ sit revocatum, vel extendatur ad talem casum, et opinio negans sit coram Deo vera ; dùm ea veritas latet, et probabili sapientum opinione habetur esse legitimum parochum, vel legitimam licentiam, etc., valent confessiones, et matrimonium, lib. 3, disp. 23, n. 65.

Ordinarius.

1. Ordinarius censetur, ut possit interesse matrimonio, et dare licentiam illi assistendi, episcopus in suâ diœcesi, et archiepiscopus in suâ. Item capitulum sede vacante potest assistere matrimonio, vel dare licentiam. Item abbas ecclesiæ nulli episcopo subjectæ, cardinales in ecclesiis sui tituli. Item legatus in provinciâ suæ legationis. Non potest tamen ordinarius interesse matrimonio subditorum abbatum ecclesiæ non subjectæ, nec suffraganei, nisi cognitâ causâ per appellationem, lib. 3, totâ disp. 28.

Ordo.

1. Episcopus potest ordines negare ob irregularitatem occultam, lib. 3, disp. 15, num. 12.

2. Recipiens ordines cum dimissoriis capituli sede vacante non potentis eas concedere, ipso facto amittit privilegia absque judicis sententiâ, lib. 7, disp. 46, n. 20.

3. Continentia est annexa ordini sacro solùm de jure ecclesiastico ; et convenientissimè etiam ordini episcopali. Quæ abstinentia obligat abstinere à nuptiis, et ab omni actu venereo, lib. 7, disp. 27, à num. 1 usque ad 8.

4. Continentia annexa ordini sacro obligat ex voto etiam ignorantem talem continentiam esse annexam ordini sacro ; non obligat, tamen ex voto promotum ad ordines habentem intentionem expressam, minimè se ad continentiam obligandi, lib. 7, disp. 27, à n. 9 usque ad 12.

5. Invalidè ordinatus potest licitè et validè inire matrimonium, lib. 7, disp. 27, num. 13.

6. Initiati sacris ordinibus non tenentur duplici obligatione ad castitatem, nempe ex voto, et Ecclesiæ constitutione, lib. 7, disp. 27, n. 14.

7. Votum ordini sacro annexum per se et simpliciter est solemne instar voti professorum. Et vota professentium et ordinis non differunt inter se specie, neque etiam à voto simplici, sed per solam Ecclesiæ constitutionem decernentis hæc duo vota dirimere matrimonium, non autem votum simplex, lib. 7, disp. 27, num. 17 et 18.

8. Ordo sacer dirimit matrimonium subsequens, solo jure ecclesiastico, impedit verò illud jure naturali, ratione voti annexi, lib. 7, disp. 28, num. 11 et 12.

9. Ordo sacer metu licèt non cadenti in constantem virum, sed solùm tali, ut præ timore illius ordinatus, et eo remoto non, sive ante matrimonium assumptus, sive post, non obligat ad castitatem, nec ad horas, nec dirimit matrimonium ; nec impedit usum in illo : secùs dic, quando ratificavit utens ordine suscepto, vel si justo prælati præcepto fuit compulsus ad ordines, lib. 7, totâ disp. 29.

10. Ordo sacer ante usum rationis susceptus non obligat ad continentiam, lib. 7, disp. 30, num. 4.

11. Ordo sacer ante pubertatem assumptus non obligat continere, nec recitare officium divinum, nisi adeptus pubertatem ratificet, et potest resilire ante pubertatem, vel statim ac pubertatem adeptus est, lib. 7, disp. 30, à num. 6 usque ad 14.

12. Ordines minores nullum prorsùs impedimentum matrimonio præstant. Nec Ecclesiæ integrum est illis continentiæ legem indicere, licèt existimet recipiens illis votum esse annexum, lib. 7, disp. 31, num. 3, 4 et 5.

13. Initiati primâ tonsurâ, aut minoribus ordinibus, contrahentes cum viduâ sine justâ causâ, peccant venialiter. Nulla tamen est culpa si contrahant absque causâ cum unicâ et virgine, aut cum viduâ cum justâ causâ, lib. 7, disp. 31, à num. 7 usque ad 14.

14. Qui initiatur primâ tonsurâ, vel ordinibus minoribus, non tenetur animum ad sacros ordines ascendendi habere ; quare absque illâ intentione potest illis insigniri : accipiens tamen illos intendens declinare fori secularis jurisdictionem, non est mortale, lib. 7, disp. 21, num. 16 et 17.

15. Conjugatus, nec ante, nec post matrimonium consummatum, potest ad ordines sacros, nec minores ascendere, sine spontaneâ conjugis licentiâ, quamvis animum habeat statim ante consummationem transeundi ad religionem. Licita tamen erit assumptio ordinum, sive post, sive ante consummationem ex

Pontificis licentiâ, lib. 7, disput. 38, à num. 1 usque ad 6.

16. A conjugato volenti ad primam tonsuram ascendere, ultra requisita ex parte uxoris, petendum est votum continentiæ. Item non potest ad eam promoveri, nisi velit ad sacros ascendere, lib. 7, disp. 38, num. 8 et 9.

17. Vir sine uxoris licentiâ promotus ad sacros ordines, potest ab ipsâ revocari. Idem si licentia fuit dolo, aut metu extorta, et ille ad summum pontificatum provectus. Idem si uxor nec consensit, nec dissensit, sed dissimulavit, lib. 7, disp. 38, à num. 11 usque ad 15. Ille tamen sic ordinatus, illâ non repetente, non potest ad illam redire, ibid., num. 16.

18. Vir absque licentiâ expressâ et spontaneâ uxoris ad ordines promotus, et ab ipsâ revocatus, quando promotio fuit ante consummationem, non tenetur ingredi religionem, quamvis sit initiatus ipso animo, et monitus ut ingrediatur. Et renuens, cogendus est consummare non interveniente dispensatione Pontificis in tali matrimonio. Et quando promotio fuit post consummationem, et revocatus est ab uxore, illi tenetur reddere, sed non petere. Et illa illi petenti non tenetur reddere ; et ille, illâ defunctâ, non potest validè transire ad alias nuptias : secùs dicendum de professione factâ sine ejus licentiâ, lib. 7, disp. 38, à num. 17 usque ad 24.

19. Ut licitè vir ad ordines promoveatur ex uxoris beneplacito, requiritur quòd illa sit senex, et non suspecta de incontinentiâ, et votum fecerit castitatis in seculo. Et si fuerit juvenis, tunc requiritur ingressus ipsius in religionem. Licentia tamen episcopi non requiritur, lib. 7, disp. 39, à num. 2 usque ad 7.

20. Vir licitè sacris initiatus, casu quo illa manet in seculo cum voto, non potest habitare cum uxore, si sint suspecti : secùs si suspecti minimè sint; tunc enim satis est, cubiculum sequestrare. Non tamen in eodem lecto, et camerâ permittendi sunt, nec in eâdem domo moraliter loquendo, existimat doctor, etiamsi suspicione careant, lib. 7, disput. 39, num. 8.

21. Vir solâ uxoris licentiâ promotus ad ordines absque aliis jure requisitis, potest ab ipsâ revocari, quando illa fuit ignara juris cætera disponentis : secùs quando erat conscia. Quæ revocatio non fit jure actionis competentis uxori, sed ex officio judicis, lib. 7, disput. 39, num. 12.

22. Conjux innocens promotus ad ordines absque uxoris licentiâ, non est illi restituendus postmodùm fornicanti, lib. 7, disput. 36, num. 4.

23. Conjux innocens promotus ad ordines, sumere, et religionem ingredi, et votum castitatis emittere potest, adultero manenti in seculo sine voto. Nec desideratur sententia divortii, quando adulterium est notorium : et in foro conscientiæ satis est quòd sit occultum, secluso scandalo. Et quando adulterium est notorium, ita potest, invito adultero, ad religionem transire, ut non possit repeti, ac si præcessisset sententia divortii. Et in omnibus casibus in quibus potest profiteri, potest etiam ordinari, lib. 10, tota disp. 11.

24. Vir non potest recipere ordines, aut ad religionem transire, ratione furoris, aut sævitiæ uxoris, quando non datur divortium perpetuum, lib. 10, disput. 18, num. 48 et 49.

Osculum.

1. Oscula, tactus, aspectus, et verba turpia inter conjuges ad præparationem copulæ, et animo ad illam perveniendi, sunt liciti. Tamen propter voluptatem sunt veniales. Nulla tamen est culpa quando non habent alium finem, quàm præbere indicia mutui amoris. Attamen culpa est venialis, quando oscula et tactus habentur inter conjuges sine periculo pollutionis. Idem credit doctor de tactu, quo conjux membrum virile in os feminæ intromittit cum animo seminandi intra vas. Veniale est etiam conjugem se tangere propter voluptatem captandam sine periculo pollutionis, lib. 9, diputat. 44, à num. 8 usque ad 17.

2. Oscula et tactus inter conjuges cum periculo pollutionis in altero reddente, sunt liciti, modo non sit consensus in ipso reddente in pollutionem illam, in petente autem erunt mortales, quando absque causâ urgenti exercentur, lib. 9, disp. 45, n. 35 et 36.

3. Oscula et tactus impudici in conjuge petente cum pollutionis in se, vel in altero conjuge periculo, nisi in eo loco sint, ubi, adveniente periculo, possint facile copulâ uti, ut pollutionem vitent, sunt semper mortales : secùs dicendum de osculis et amplexibus quæ sunt exercita causâ præbendi indicia mutui amoris, turpitudine carentes. Item est mortalis tactus, quo conjux se ipsum tangit cum periculo pollutionis, lib. 9, disp. 45, à num. 37, usque ad 39.

4. Oscula et tactus sunt de se indifferentes. Unde habita in signum benevolentiæ secundùm consuetudinem patriæ sunt liciti; secùs dicendum de osculis et tactibus inter solutos etiam ejusdem sexûs ob solam venereamdelectationem, et sensibilem ex ipsis consurgentem, quia sunt mortales, nisi parvitas materiæ excuset, lib. 9, disp. 46, à num. 2 usque ad 9.

5. Oscula, amplexus et tactus non omninò turpes et impudici, solùm habiti joco, causâ vanitatis, et levitatis, vel aliâ simili absque delectatione venereâ, sunt veniales. Sunt tamen mortales tactus impudici, sive sint inter personas ejusdem vel diversi sexûs, lib. 9, disp. 46, à num. 10 usque ad 12.

6. Exosculari affectuosè, et magnâ cum suavitate molles infantium carnes, non est mortale, nec sæpè veniale, lib. 9, disput. 46, num. 13.

7. Est mortale propria verenda tangere venereâ delectatione ex eo tactu ortâ : secùs de tactu ex curiositate, aut gratiâ manus calefaciendi absque libidine, et pollutionis periculo, lib. 9, disp. 46, num. 14.

8. Communiter non est mortale obscœnas brutorum partes confricare, quamvis confricans intendat, ut brutum semen expellat, lib. 9, disp. 46, num. 15.

9. Tactus leves, ut manuum feminæ. Item pedem, vel brachium premere, vellicare, digitos intorquere,

non sunt communiter peccata mortalia, sed venialia. Idem dicendum, quando sunt habiti ob captandam delectationem illam, quæ ex ipsis oritur : secùs dicendum quando intenditur alius finis mortalis, lib. 9, disp. 46, n. 16 et 17.

10. Oscula, amplexus, aliique tactus non impudicè inter sponsos de futuro, non sunt mortales, licèt sint habiti causâ delectationis, dummodò non adsit periculum copulæ, vel consensûs in eam, lib. 9, disp. 46, à num. 47 usque ad 50.

11. Oscula et amplexus, habita inter sponsos de futuro in signum benevolentiæ et mutui amoris, sunt omninò licita. Si tamen finis fuerit delectatio, erunt venialia, lib. 9, disp. 46, num. 51.

12. Tactus impudici nullo modo sunt liciti sponsis de futuro, et non sunt permittendi soli, lib. 9, disp. 46, num. 52 et 53.

13. Oscula et alii tactus in loco publico cum uxore sunt mortalia, quando inducunt præsentes ad venerem, spectatâ eorum fragilitate, lib. 9, disp. 15, num. 2.

P.

Pactum.

1. Pactum in sponsalibus appositum habitandi in certo loco, et pœnâ appositâ, valet frangenti fidem, nisi nova recedendi causa superveniat, licèt pactum juramento firmatum sit : et si nullâ veniente causâ justâ maritus recedat, uxor non tenetur comitari illum, lib. 1, disp. 40, à num. 1 usque ad 6. Item valet pactum appositum in primogeniis, ut successor sub pœnâ amissionis majoratûs teneatur in certo loco habitare, ibid., num. 7.

2. Pactum non petendi, nec reddendi mutuo conjugum consensu validum est. Potest tamen uterque illud remittere, etiam si fuit juratum in favorem utriusque : secùs si ad Dei cultum. Et nolente altero remittere, alter non potest eum cogere, nec ille renuens tenetur reddere, nisi videat alterum pœnitere pacti iniit, et probabiliter in incontinentiam labi. Item uterque potest petere, et reddere per modum amicitiæ, non tamen exigere, lib. 9, disput. 37, à num. 18 usque ad 24.

Papa.

1. Papa nec ex causâ potest dispensare in matrimonio consummato, lib. 2, disp. 13, num. 11 ; potest tamen dispensare in rato, et non consummato : et non potest statuere, ut matrimonium ratum dirimatur per subsequens copulâ consummatum, lib. 2, totâ disp. 14.

2. Probabile est Papam posse validè dispensare in matrimonio rato absque justâ causâ ; sed probabilius est non valere dispensationem : et existente illâ, potest dispensare altero eorum invito, lib. 2, totâ disput. 15

3. Causæ justæ, ut Papa possit dispensare in matrimonio rato, sunt sequentes. Prima, notabilis disparitas ; secunda, gravis timor scandali magni futuri ; tertia, lepra alteri superveniens, vel impotentia, quarta, quando alter conjugatorum asserit se non habuisse animum contrahendi ; quinta, ut vir efficiatur episcopus ; sexta, mutuus conjugum consensus, lib. 6, totâ disp. 16.

4. Papa potest dispensare in matrimonio consummato infidelium, dùm ad fidem redeunt, lib. 2, totâ disp. 17.

5. Papa non potest leges Justiniani, repudia permittentes, approbare, lib. 10, disp. 1, num. 12.

6. Papa potest, existente justâ causâ, validè et justè imponere impedimenta fidelibus, ut princeps Ecclesiasticus : at infidelibus habitantibus oppida suæ temporali jurisdictioni subdita, ut princeps secularis. Item potest aliquos privatos reddere inhabiles ad contrahendum inter se, justâ existente causâ ; et non solùm inter se, sed in perpetuum, in gravissimi delicti pœnam, lib. 7, totâ disp. 1.

7. Papa potest revocare suas constitutiones quoad effectus in eis incursos indirectè, non tamen directè, lib. 8, disp. 7, num. 4.

Parochus.

1. Parochus non potest matrimonio conjungere contrahentes alienigenas, vel peregrinos, sive ambo, sive unus sit, donec ab ordinario obtineatur licentia : secùs dicendum de non peregrinis, præmissis denuntiationibus, et nullo opposito impedimento. Et si opponatur, non potest parochus cognoscere de illo ; sed interdicere tantùm matrimonium, et deferre ad ordinarium, lib. 3, disp. 15, num. 1, 2 et 3.

2. Parochus non potest conjungere matrimonio volentem ducere aliam uxorem contra priora sponsalia ; nec priùs affirmantem, et postea negantem impedimentum. Poterit tamen adhibere fidem affirmanti se fictè consensum præstâsse, quando notabilis est disparitas inter promittentem, et recipientem promissionem, lib. 3, disp. 15, num. 5, 6 et 7.

3. Parochus sciens impedimentum extra confessionem, non debet adhibere fidem volenti contrahere illud neganti : secùs dicendum quando constat ex confessione volentis contrahere, et nullo modo ex aliâ parte, vel quando impedimentum est occultum, et non potest probari aliâ viâ : et debet tunc, et tenetur petenti publicè matrimonium non denegare, lib. 3, disput. 15, num. 9, 10 et 11.

4. Parochus potest matrimonio conjungere contrahentes impeditos aliquo impedimento, habentes dispensationem pro foro conscientiæ, nemine denuntiante tale impedimentum : secùs, aliquo denuntiante, lib. 3, disp. 15, num. 14 et 15.

5. Contrahens si coram notario, vel ordinario, fateatur, seu manifestet occultum impedimentum, et simul dispensationem pro foro conscientiæ obtentam, poterit ordinarius, vel notarius, non scribere, et persuadere, ut taceat, lib. 3, disp. 15, num. 16.

6. Matrimonium contractum, dispensatione pro foro conscientiæ obtentâ, separandum est detecto impedimento in foro externo, lib. 3, disp. 15, num. 17.

7. Parochus potest interdicere matrimonium ob doctrinæ christianæ ignorantiam ; et prælatus compel

lere censuris subditos ad addiscendum eam, et parochos, ut eos interrogent, lib. 3, disp. 15, num. 18 et 19.

8. Parochus debet conjungere matrimonio in facie Ecclesiæ nullum habentes impedimentum. Dicitur autem hodiè matrimonium in facie Ecclesiæ, quod celebratur coram parocho, et duplici teste, et denuntiationibus, lib. 3, disput. 15, num. 20.

9. Parochus, vel religiosi in novo orbe ex privilegio fungentes officio parochi, tenentur habere librum in quo scribant conjugum et testium nomina, locum, et tempus matrimonii contracti, sub culpâ mortali : et quando aliquis de licentiâ ordinarii assistit matrimonio, tenetur admonere parochum, ut scribat in libro, et satis est simplex parochi subscriptio, lib. 3, disp. 25, num. 22.

10. Parochus tenetur sub peccato veniali proferre illa verba concil. Trid., v. g. : *Ego vos in matrimonium conjungo.* Idem dicendum si illa non dicat per se. Et tenetur sub culpâ mortali interrogare contrahentes de mutuo consensu, nempe virum, an velit habere feminam in uxorem, et vice versâ ; at erit culpa venialis, si parocho jam constet de consensu. Item tenetur sub mortali interrogare, an aliquod impedimentum habeant, ut sit aliqua suspicio impedimenti, lib. 3, disp. 38, à num. 7 usque ad 11.

11. Parochus non sacerdos potest validè assistere matrimonio peccans ex nullo capite, et potest dare licentiam alteri sacerdoti, non tamen non presbytero. Etiam retentâ contrariâ opinione, quæ affirmat, necessariò parochum debere esse sacerdotem, lib. 3, totâ disput. 20.

12. Parochus, vel quicumque alius sacerdos regularis vel secularis assistens matrimonio clandestino vel non prohibens, est suspendendus arbitrio episcopi, lib. 3, disp. 48, num. 1, 2 et 4.

13. Parochus assistens matrimonio clandestino valido, vel non impediens, suspendendus est triennio. Idem dicendum de aliis matrimoniis interdictis à jure, vel à judice : secùs dicendum de parocho non habente librum, vel non interrogante de consensu ; et alienus sacerdos assistens de licentiâ est suspendendus non triennio, sed arbitrio episcopi ; et ab hâc suspensione excusat ignorantia crassa, nisi sit ingens temeritas, lib. 3, disput. 48, num. 5, 6 et 7.

14. Sacerdos regularis matrimonium solemnizans absque parochi licentiâ, ultra suspensionem ad nutum ordinarii incurrit etiam excommunicationem Pontifici reservatam per Clem. 1, de Privileg. ; lib. 3, disp. 48, num. 8.

15. Verus parochus dans licentiam non sacerdoti assistendi matrimonio neutram suspensionem incurrit. Idem dicendum de non sacerdote conjungente aliquos matrimonio, absque licentiâ proprii parochi, lib. 3, disp. 49, num. 3.

16. Parochus assistens matrimonio publico absque episcopi licentiâ, eorum qui absque parocho et testibus contraxerant, non est suspensus ; orto tamen scandalo, puniendus est pœnâ arbitrariâ, lib. 3, disp. 46, num. 1 et 4.

17. Parochus tenetur in libro notare solius catechismi patrinum fuisse, puero jam domi baptizato, lib. 7, disp. 10, num. 15.

18. Parochus assistens matrimonio in quo est error qualitatis, dans causam matrimonio, non incurrit triennalem suspensionem, lib. 7, disp. 18, num. 22.

19. Parochus assistens matrimonio inter consanguineos, affines, professos, aut sacris initiatos, non incurrit excommunicationem, lib. 7, disput. 48, num. 4.

20. Parochus nullo modo potest dispensare in votis non reservatis summo Pontifici. Poterit tamen de consuetudine, ubi fuerit, in lege jejunii, in esu carnium, etc., lib. 3, disp. 9, num. 27.

21. Parochus incapax beneficii ob defectum occultum communiter ignoratum ; vel confessor cujus licentia est irrita ob vitium occultum, vel licentia occultè revocata, est eligibilis per bullam, lib. 8, disput. 34, num. 14.

Pater.

1. Pater non potest justè impedire sponsalia filii contra ejus voluntatem inita, nisi scandalum magnum sequatur, et malus exitus, lib. 1, disput. 14, num. 4.

2. Pater contrahens secundò, aut mater, potest facere exemplarem substitutionem, et facta antea non expirat, lib. 7, disp. 88, à num. 22 usque ad 126.

3. Pater rogatus ab alio restituere hæreditatem filiis, tenetur satisdare de eâ restituendâ, si secundam uxorem ducat, lib. 7, disp. 88, num. 45.

Patrinus.

1. Patrini, attento jure antiquo, tam in Baptismo, quàm in Confirmatione, non poterant esse plures, quàm unus vel una ; attento verò jure novo, tantùm possunt esse duo diversi sexûs, et non possunt esse duo viri, vel duæ feminæ : et in his non valet dispensatio episcopi. Transgressio tamen hujus præcepti adhibendo plures patrinos, est solùm venialis, attento utroque jure, lib. 7, disp. 57, à num. 1 usque ad 9.

2. Attento jure antiquo, quotquot baptizatum vel confirmatum tangebant, contrahebant cognationem spiritualem, modò verò post Trident. minimè, lib. 7, disp. 57, n. 4 et 8.

3. Patrino juranti se non habuisse intentionem contrahendæ paternitatis, non est credendum, lib. 7 disp. 58, n. 8.

4. Religiosi, quamvis peccent, possunt esse patrini, tam in Baptismo, quàm in Confirmatione, et contrahunt cognationem. Similiter episcopus non insignitus Sacramento Confirmationis, quamvis suscipiens in Confirmatione non contrahat, at contrahet confirmans, lib. 7, disp. 60, n. 21.

Peregrinus.

1. Peregrini tenentur legibus loci in quo sedem constituunt animo habitandi, vel quando divertunt per modum transitûs ; si consuetudines, et leges sui

oppidi ibi obligent, vel si oriatur scandalum : secùs dicendum de legibus et consuetudinibus loci per quem transeunt, vel in quo per modum hospitii reperiuntur, cessante scandalo. Et istæ leges non obligant in suo domicilio, licèt sint juris communis leges ipsæ, et non obligantes in suo oppido : et ut peregrini teneantur talibus legibus, sufficit habitatio majoris anni partis, lib. 3, disp. 18, à num. 1 usque ad 9.

2. Peregrini tenentur solemnitates servare in contractu requisitas legibus et consuetudinibus oppidi, nisi sit contractus dotis. Item tenentur ad gabellas loci illius, et servare pragmaticam illius in vendendo. Item tenentur servare leges quascumque loci per quem transeunt, si transgressio legum cedat in damnum illius loci, lib. 3, disp. 18, à num. 10 usque ad 14.

3. Vagi qui nullibi certam sedem habent, tenentur ad leges et consuetudines loci in quo etiam obiter reperiuntur, lib. 3, disp. 18, num. 15.

4. Peregrini absentes à loco domicilii, non tenentur ad leges et consuetudines proprii domicilii, licèt sint juris communis, et obligent in patriâ peregrini, non tamen in eo oppido in quo reperiuntur, lib. 3, disp. 18, n. 17 et 18.

5. Lusitanus transiens per Castellam potest cibis uti juxta Castellæ consuetudinem in sabbato adversùs contrariam Lusitaniæ, lib. 3, disp. 18, n. 19.

6. Græcus transiens per Ecclesiam Latinam potest in fermentato celebrare, vel in azymo juxta morem Ecclesiæ Latinæ. Idem dicendum de Latino sacerdote transeunte per Ecclesiam Græcam. Et si inveniantur inter Latinos aliquæ ecclesiæ Græcæ, tenetur unusquisque suæ Ecclesiæ usum servare, lib. 3, disp. 18, num. 20.

7. Proficiscens in die festo ad locum, ubi id festum non obligat, gratiâ exercendi servilia, non peccat, nec tenetur audire sacrum, si intra tempus opportunum ad audiendum sit perventurus ad locum in quo festum non observatur, lib. 3, disp. 18, num. 21.

8. A proprio oppido exiens mane in quo servatur jejunium, nocteque in locum perventurus in quo jejunium non obligat, non solùm potest nocte cœnare, et carnibus vesci, si ibi edantur, quamvis totâ die jejunâsset; sed etiam mane jentaculum sumere, si est moralis certitudo de profectione, et accessu illâ die ad locum ubi jejunium non obligat : nullo modo tamen poterit carnibus vesci donec eò perveniat, lib. 3, disp. 18, num. 22.

9. Exiens à loco ubi non jejunatur, carnesque eduntur, potest mane eas edere, quamvis nocte perventurus sit ad domicilium ubi à carnibus abstinetur, et jejunatur, ubi autem pervenerit, nequit carnibus vesci, nec cœnare, si nondùm jejunium fregerat; secùs si jam fregerat, lib. 3, disput. 18, num. 23.

10. Incolæ locorum in quibus decretum Trident. non obligat, divertentes ad alia oppida per modum transitûs, et hospitii, ubi obligat hoc decretum, non possunt absque parocho et testibus validè contrahere matrimonium, lib. 3, disp. 18, num. 26.

11. Incolæ locorum ubi Trid obligat, habitantes per modum transitûs in loco ubi non obligat, possunt validè contrahere sine parocho, et testibus, quamvis in fraudem transeant ad talia loca, lib. 3, disp. 18, n. 29. Idem dicendum de captivis et mercatoribus existentibus apud infideles, ibid., n. 35.

Pictor.

1. Pingere turpia, ut Venerem, aut Adonidem, detectis pudendis, aut diaphano velo opertis, est culpa mortalis, lib. 9, disp. 46, num. 44.

Pœna.

1. Pœna adjecta contractui sponsalium diminuens proprium patrimonium, est omninò irrita. Et violans fidem, non tenetur in utroque foro eam solvere, licèt sit opposita inter consanguineos, amicos, vel eos qui probabiliter possunt inducere sponsos ad matrimonium, nec pœnam amittant : secùs de pœnâ non inducente necessitatem matrimonii, ut quando parentes promittunt sub certâ pœnâ se facturos, vel absolutè matrimonium filiorum, lib. 1, disp. 30, à num. 1 usque ad 4.

2. Pœna apposita ipsis sponsis inter extraneos absque dolo, et nomine proprio ex suis bonis solvenda, est valida : secùs interveniente mandato parentum, vel sponsorum, lib. 1, disp. 30, num. 5.

3. Promissio pœnæ facta inter sponsum et extraneum, non valet; ut si sponsus promittat pœnam, nisi perfecerit sponsalia : secùs si extraneus promisit sponso, vel contrahenti, lib. 1, disp. 30, n. 6.

4. Promissio pœnæ facta inter extraneos non deducentes sponsalia per viam principalis obligationis, sed per modum cujusdam conditionis ad pœnam, valet. Idem si deducant in pactum sponsalia per modum principalis obligationis, et pœnam ut tali obligationi accessoriam, lib. 1, disp. 30, num. 7.

5. Pœna circa conditionem non contrahendi apposita, non valet, etiam de matrimonio contracto dissolvendo : secùs de pœnâ favore matrimonii, lib. 1, disp. 30, n. 8, 9 et 10.

6. Pœna, licèt sit modica, attentâ contrahentium qualitate, non valet. Et expensæ factæ ratione sponsalium peti possunt ratione injustitiæ à violante fidem admissæ, licèt ipsa promissio esset invalida. Promissio tamen solvendi interesse sub nomine interesse, est valida, quamvis non valeat sub nomine pœnæ, lib. 1, disp. 30, n. 11, 15 et 16.

7. Recipiens pœnam adjectam contractui sponsalium, non tenetur restituere ante condemnationem judicis, lib. 1, totâ disp. 31. Idem dicendum de amissis ludo ad creditum, ibid., et jurans solvendi illa non potest habere relaxationem ab episcopo nec satisfacere momentaneâ solutione; nec potest repetere, lib. 1, disp. 32, n. 25.

8. Promissio pœnæ adjectæ sponsalium contractui non confirmatur juramento, etiamsi sit modica, nec juramento obligat, nec indiget relaxatione, lib. 1, disp. 4, num. 21 et 22.

9. Pœna est annullatio actûs, quando inducit nullitatem ob solam legis prohibitionem, et in odium

transgredientis : secùs quando ob defectum solemnitatis non observatæ, lib. 3, disp. 4, num. 9.

10. Matrimonium celebratum coram parocho et testibus, omissis denuntiationibus, dicetur clandestinum quoad ejus pœnas incurrendas, licèt celebretur publicè, sciente majori parte viciniæ, lib. 3, disp. 1, à num. 5 usque ad 11 : secùs dicendum quando matrimonium clandestinum fuit nullum ratione alicujus impedimenti, metûs, vel defectûs ætatis, lib. 3, disp. 2, à num. 3 usque ad finem.

11. Pœnæ contrahentium clandestinè sunt hæ : prima est inhabilitas ad clam contrahendum ; secunda est arbitraria ; tertia in aliquibus diœcesibus est excommunicatio ; quarta exhæredatio ; ultima est, quòd conjuges tradantur consanguineis propinquioribus uxoris in servitutem perpetuam ; quæ jam non habet locum, lib. 3, totâ disp. 46.

12. Testes clandestini matrimonii omissis solis denuntiationibus non sunt puniendi, quia nec parocho, nec contrahentibus est talis pœna posita, ibid., num. 8.

13. Constitutio synodalis Salmantina, quâ excommunicantur ipso jure clam contrahentes, caveturque, hos excommunicatos ante denuntiationem vitandos esse, est nulla, et non servanda, ibid., num. 10.

14. Pœna, quâ conjuges se obligant ad abstinendum à secundo conjugio ; vel votum pœnale quod quis emittit, si non impleverit fidem, valida est, lib. 7, disp. 88, num. 37.

15. Pœna à testatore imposita debetur, ac incurritur in conscientiâ ante judicis sententiam. Unde conjux cui usufructus, vel aliud legatum relictum est, tenetur in conscientiâ tale restituere hæredibus, si non servat conditionem, quantùmvis occultè non pareat conditioni, lib. 7, disp. 91, num. 2, 3 et 4.

16. Pœnæ à testatoribus impositæ in suis testamentis, transeuntibus ad secundas nuptias, non sunt jure canonico correctæ, lib. 7, disp. 91, num. 1.

Præceptum.

1. Nullum est præceptum juris divini in lege evangelicâ, quin sit etiam juris naturæ, demptis præceptis fidei, et Sacramentorum, lib. 7, disp. 52, num. 2.

2. Inferior, quamvis non possit præceptum ac legem tollere, tamen potest illud adjuvare, imponens novas pœnas in illius violatores, lib. 3, disp. 47, num. 12.

Præsumptio.

1. Præsumptio triplex est. Quædam hominis, quæ est conjectatio in animo judicis, vel cujuscumque hominis ex variis conjecturis concepta. Alia est juris, quæ est probabilis conjectura ex certo signo proveniens, jure præscripto, quæ, contrario non probato, pro veritate habetur, ac onus probandi in adversarium transfert. Alia juris, et de jure, quam lex tanquàm firmum jus inducit, ita ut adversùs illam nulla probatio admittatur, nisi indirecta. Dicitur talis quando lex non tantùm præsumit, sed etiam statuit, lib. 7, disp. 37, n. 7 et 8 : præsumptione juris, et de jure potest condemnari denegatâ appellatione, ibid., n. 21. Datur tamen probatio, et restitutio in integrum, in judicio extraordinario, in ordinario verò minimè, ibid., num. 22.

2. Standum est præsumptioni juris in utroque foro, quando quis dubitat an contrariam intentionem habuerit, lib. 7, disp. 37, num. 12.

3. Præsumptio juris, et de jure, nequit ex actibus futuris sumi, sed ex solis præteritis, lib. 7, disp. 28, num. 7.

Princeps.

1. Princeps secularis, sive fidelis potest suis subditis impedimenta matrimonium dirimentia statuere : potest tamen Ecclesia sibi reservare talem jurisdictionem, sicut de facto reservat hodiè. Respublica tamen Hebræorum non potest talia impedimenta statuere, lib. 7, totâ disp. 3.

Privilegium.

1. Privilegium cujus ratio inest uni soli, et inde ad alios derivatur, eo mortuo cessat, lib. 7, disp. 47, n. 4.

2. Ex privilegio Gregorii XIII, concesso die 3 aprilis 1582, possunt sacerdotes societatis Jesu designati per generalem, aut ejus licentiâ per alios superiores, et à locorum ordinariis approbati, vel approbandi, etiam nullo gradu insigniti, litteras sacræ pœnitentiariæ doctoribus vel magistris destinatas, et auditis confessionibus recurrentium ad ipsos impositâ illis pœnitentiâ in litteris expressâ, vel de jure infligendâ, eos absolvere, ac in foro conscientiæ quascumque sibi verbo, vel scripto commissas absolutiones, dispensationes, et pœnitentiarum injunctiones excipere, et exequi, lib. 8, disp. 34, num. 11.

3. Privilegium omninò gratis à principe concessum, potest absque causâ ab eo, vel successore revocari ; nisi per illud sit acquisitum jus alicujus rei. Item quando privilegium transit in contractum, non potest absque justâ causâ revocari, existenti tamen illâ potest. Non sufficit tamen generalis revocatio ; et princeps revocans ex justâ causâ tenetur recompensationem facere dato æquivalenti, lib. 8, disp. 33, à num. 1 usque ad 9.

4. Princeps absque causâ justâ non potest revocare privilegium in meritorum remunerationem alicui concessum, quamvis solâ gratitudinis lege remuneratio debita sit. Idem dicendum de privilegio non subdito concesso, et acceptato : secùs dicendum de revocatione jurisdictionis, lib. 8, disput. 33, num. 4, 5 et 6.

Probatio.

1. Probatio ad dissolvendum matrimonium exigit duos testes omni exceptione majores ; nisi agatur de impedimento ratione consanguinitatis, unde non sufficit fama solùm, lib. 2, disp. 45, num. 30, 31 et 32.

2. Confessio utriusque conjugis, vel unius stantis pro matrimonio, benè probat impedimentum, si adsit fama illius. Et quando sufficit confessio utriusque

stantis pro matrimonio sine famâ, relinquitur arbitrio judicis propter periculum collusionis, lib. 2, disp. 45, num. 33, 34 et 35.

3. Confessio utriusque sufficit ad divortium. Item confessioni utriusque standum est, quando de probando matrimonio inter aliquos tractatur ad evitandam concubitûs pœnam : secùs dicendum, si id matrimonium sit contra aliud priùs contractum, lib. 2, disp. 45, n. 36 et 37.

4. Probatio mortis, ut alter conjux possit contrahere, est certus nuntius, aut testes, ita ut judicio prudentis non tantùm probabilis, sed certa judicetur mors, quæ probatio relinquitur arbitrio. Item testes possunt non citatâ parte examinari : non sufficit tamen unus testis, nisi casu quo conjux obierit in loco ita distanti, ut facilè nequeant aliæ probationes haberi, lib. 2, disp. 47, à num. 1 usque ad 12.

5. Fama per se sola non sufficit ad probandam mortem, nisi cum sex conditionibus. Prima est, ut duplici teste probetur; secunda, quòd testes sint omni exceptione majores, deponantque audivisse à fide dignis; tertia, ut concurrat causa rationabilis ex quâ fama orta est; quarta est, ut testes deponant se audivisse publicè à majori populi parte; nec sat erit dicere se audivisse publicè; quinta conditio est, ut deponant testes à quibus personis fama ortum habuerit, et à quibus ipsi audierint; nisi fama ex conjecturis probabilibus confirmaretur, et de famâ magnus testium numerus, ut septem, vel decem, deponat; ultima conditio est, ut testes de famâ deponentes asserant rem ita se habere credere : at testes non compelluntur jurare, sed absque juramento valet eorum dictum, lib. 2, disp. 46, à num. 13 usque ad 17.

Professio et Professus.

1. Professio ficta, aut metu extorta potest solo actu interno ratificari, lib. 2, disp. 32, num. 14 : secùs dicendum de professione nullâ ex parte monasterii, eodem lib., disp. 35, num. 4.

2. Metus reverentialis non annullat professionem, sicut nec matrimonium, lib. 4, disp. 6, num. 17 et 18.

3. Professus fictè non tenetur jurare profiteri ratione ecclesiasticæ sententiæ fundatæ in falsâ præsumptione, sed ratione scandali, atque ità eò fugere potest, ubi scandalum vitatur, lib. 2, disp. 39, num. 11.

4. Professio non est irrita, quamvis ex dolo et errore causæ finalis fiat, aliàs minimè facienda; secùs dicendum de errore circa substantialia, lib. 10, disp. 9, à num. 18 usque ad 22.

5. Professio facta à conjuge existimanti divortium esse justè celebratum, valida est, lib. 10, disp. 9, num. 23.

6. Professio tacentis morbum, est valida, quamvis eo detecto non admitteretur : peccat tamen mortaliter sic professionem faciens, et potest expelli à religione; quod intellige non existenti statuto pontificio eam irritanti, lib. 7, disp. 37, num. 53.

7. Professio irrita ratificanda exigit consensum novum professi scientis priorem fuisse irritam : non tamen exigitur nova superioris acceptatio, nec sunt repetendæ cæremoniæ solitæ adhiberi, lib. 7, disp. 37, à num. 59 usque ad 66.

8. Professio facta in religionibus militaribus non transacto anno novitiatûs valida est, lib. 7, disp. 44, n. 8.

9. Ut sit licita professio religionis conjugi post matrimonium consummatum, non solùm requiritur licentia manentis in seculo, sed requiritur quòd manens sit senex sine incontinentiæ suspicione. Item requiritur votum castitatis, quod non dirimit matrimonium subsequens mortuo conjuge. Si autem manens in seculo sit juvenis, id non sufficit, sed opus est, ut pariter ingrediatur religionem, et profiteatur : non tamen requiritur licentia episcopi, lib. 7, disp. 32, à num. 1 usque ad 8.

10. Votum senis suspecti de incontinentiâ non sufficit, ut alter profiteatur; nec votum juvenis, quamvis ita vitæ honestæ sit, ut nullum incontinentiæ periculum subsit : nec etiam votum senis non suspectæ de incontinentiâ, sed suspectæ de aliis perversis moribus, lib. 7, disp. 32, à num. 9 usque ad 11.

11. Conjux senex relictus in seculo cum continentiæ voto, id non servans post viri professionem, sed vivens incontinenter, non est cogendus ingredi religionem, lib. 7, disput. 32, num. 12.

12. Conjux egressus ante professionem reddendus est conjugi, de cujus legitimâ licentiâ, voto castitatis emisso, ingressus fuerat. Idem tamen votum non adhuc obligat manentem in seculo, nisi independenter à professione vovisset, lib. 7, disp. 32, num. 13.

13. Si alter conjux absque alterius licentiâ professionem faciat, ac manens in seculo ratificare velit, non indiget ingressu religionis, quamvis juvenis sit, sed satis est in seculo castitatem vovere, lib. 7, disp. 32, num. 14.

14. Conjux sexagenarius vir, et femina quinquagenaria, sunt senes, ut possint in seculo manere astricti castitatis voto, ut alter conjux legitimè ad religionem transeat, lib. 7, disp. 32, num. 17.

15. Professio facta absque conjugis licentiâ post consummatum matrimonium, est omninò nulla, et nullius momenti, et potest revocari à conjuge, auctoritate judicis, et non tenetur post obitum conjugis ad religionem redire, lib. 7, disp. 34, à num. 6 usque ad 13.

16. Conjux sine licentiâ professus potest propriâ auctoritate religionem deserere, altero non repetente, lib. 7, disp. 34, num. 15.

17. Conjuge, sine cujus licentiâ professio facta est consensum præstante illi professioni, non redditur ea valida, sed potest in foro conscientiæ exire, non obstante consensu manentis in seculo, et potest repeti, lib. 7, disp. 34, num. 16.

18. Conjux in seculo relictus, altero absque ejus licentiâ professo, non potest quoque invito professo religionem ingredi, et si ingrediatur potest revocari, lib. 7, disput. 34, num. 23.

19. Si uterque conjux, mutuâ licentiâ non obtentâ,

profiteatur, valet professio, quando uterque fuit conscius : secùs si fuit ignarus, l. 7, disp. 34, num. 24.

20. Professio de licentiâ spontaneâ alterius emissa manentis in seculo cum voto, vel sine illo, est valida : et si hic professus à monasterio revocatus, deficientibus aliquibus jure requisitis, tenetur ad monasterium redire, defuncto conjuge, lib. 7, disp. 33, à num. 1 usque ad 7.

21. Professus validè absque jure petitis in conjuge manente in seculo, non potest revocari à conjuge ex cujus licentiâ professus est, quando emisit votum. Et idem quando non emisit conscia uxor manens in seculo juris disponentis virum non posse profiteri, nisi ipsa concedens licentiam voveat castitatem, si sit senex, et si juvenis ingrediatur religionem : secùs si juris inscia erat. Et casu quo potest revocari, non conceditur jure actionis, sed ex solo judicis officio, cujus est consulere periculo incontinentiæ. Idem dùm conjux non est professus, potest licentia à conjuge concedente revocari, et post revocationem nil tenebit, lib. 7, disp. 33, à num. 18 usque ad 19.

22. Conjux manens in seculo, nullo facto voto, si est senex, et nullâ datâ suspicione, ad nihil cogendus, et potest manere in seculo, et professio est legitima de ejus licentiâ facta, casu quo non datur revocatio juxta dicta. Si tamen conjux manens in seculo fuerit juvenis, aut suspectus de incontinentiâ, tunc cogendus profiteri, si tale votum emisit. Si tamen votum vovit continentiæ, dando licentiam profitendi, si erat ignara juris petentis professionem ipsius, non cogetur profiteri, sed tantùm includetur in monasterio, ut à vagationibus arceatur : si verò erat conscia juris, cogetur profiteri, lib. 7, disput. 33, à num. 24 usque ad 28.

23. Professio facta cum metu cadenti in constantem virum extorta, est nulla : secùs dicendum de metu levi. Idem dicendum, si fuit extorta dolo gravi; et potest revocari, lib. 7, disp. 35, à num. 1 usque ad 12.

24. Professio facta cum dissimulatione potentis reclamare, et toto vitæ spatio dissimulantis, est rata et valida, lib. 7, disp. 35, num. 15.

25. Professus absque conjugis licentiâ non potest postea altero fornicanti repeti, si ipse professus innocens sit, et potest exire à monasterio, ac condonatâ injuriâ adulterii uxorem sibi reconciliare, nisi ante professionem fuisset uxor fornicata, lib. 7, totâ disp. 36.

26. Professus conjugatus sine legitimâ licentiâ durante matrimonio potest reclamare post quinquennium. Cessante tamen impedimento, eo quòd conjux manens in seculo consensum præbuit, aut fornicatur, aut mortua est, ut convalescat professio, necessaria est ratificatio ipsius cognitâ nullitate, et acceptatio religionis scientis alteram fuisse nullam : secùs dicendum de repetitione novitiatûs, lib. 7, disp. 37, num. 69 et 70.

27. In Trid., sess. 25, de Regularibus, cap. 19, ut liceat contra professionem tacitam aut expressam reclamare petuntur tres conditiones. Prima, ne deponat habitum ante reclamationem, nisi justam causam habeat; secunda, ut causas, quas prætendit, coram superiore et ordinario deducat; tertia, ut id sit intra quinquennium à die professionis sive tacitæ, sive expressæ numerandum; quod decretum fundatur præsumptione ratificationis professionis factæ per illud quinquennium; quæ præsumptio est juris, et de jure. Et hoc quinquennium est continuum; atque adeò à die professionis currit, non obstanti ignorantiâ, aut alio impedimento facti. Tamen transacto quinquennio, competit in integrum restitutio ratione justæ ignorantiæ, non crassæ, aut impedimenti ad reclamandum : et hoc non solùm minori ratione fragilis ætatis, sed etiam majori ex clausulâ generali : Si qua mihi justa causa, lib. 7, disp. 37, à num. 1 usque ad 29.

28. Decretum Trid., sess. 25, de Reg., cap. 19, non intelligitur de laborantibus impedimento temporali permanente toto illo quinquennio : nec comprehendit perpetuò inhabiles ad profitendum, lib. 7, disp. 37, à num. 30 usque ad 35.

29. Invalidè professus, et transancto jam quinquennio, est destitutus omni remedio ad reclamandum : tenetur autem professionem ratificare, aut, oblatâ commodâ fugiendi occasione, in partes remotas ire, ubi sine scandalo vivere possit. Quando verò bonâ fide invalidè professus est, non tenetur ratam habere, lib. 7, disp. 37, à num. 36 usque ad. 44.

30. Invalidè professus, sive bonâ, sive malâ fide, non tenetur quid reparare quoad facta respectu temporis præteriti : si verò loquamur de in posterum faciendis, tenetur secretè pro foro conscientiæ dispensationem impetrare, ut retineat locum, ac cætera privilegia antiquitati prioris professionis irritæ debita, lib. 7, disp. 37, à num. 67 usque ad 68.

Promissio.

1. Promissio merè interna, homini facta, non sufficit ad sponsalia; nec stante jure positivo, nec attento jure naturæ obligat; et sic potest revocari, lib. 1, disput. 3 totâ.

2. Promissio mutua requiritur ad sponsalia. Item sufficit repromittere saltem tacitè, per signa manifestantia repromissionem. Et ut censeatur repromissio, non sufficit sola acceptatio promissionis, dicendo : *Placet*, vel : *Accepto*, vel : *Gratias tibi ago*, lib. 1, disp. 3, num. 1 et 5.

3. Promissio acceptata sine repromissione, gratis et liberaliter facta, solum promittentem obligat; nisi acceptans differat diù repromissionem : secùs dicendum de promissione respectivâ, et per modum contractûs factâ, dùm non accedit repromissio, lib. 1, disp. 5, num. 12 et 14.

4. Ex promissione gratuitâ cum repromissione etiam gratuitâ consurgunt sponsalia, lib. 1, disp. 5, num. 23. Promissio autem gratuita dicitur, quando non agitur de repromissâ, sed promittitur ob aliquod beneficium : secùs quando agebatur; tunc enim est respectiva, ibid. num. 15.

5. Promissio non mutua, scilicet simplex, acceptata, facta animo se obligandi ex genere suo, obligat ex justitiâ et sub mortali, nisi rei promissæ parvitas excuset, et res sint notabiliter mutatæ, lib. 1, disp. 5, num. 20, 21 et 23.

6. Materia gravis in promissione simplici, ut ejus violatio sit mortalis, requiritur quadruplo major materia, quàm in furto, lib. 1, disp. 3, num. 24.

7. Promittens liberaliter unum sacrum animo se obligandi, si omittat, non peccat mortaliter : non est tamen simile de voto, lib. 1, disp. 5, num. 25.

8. Promissio quæcumque sit, sive donatio, vel quicumque contractus in absentiâ celebratus, est revocabilis ante absentis acceptationem, sive standо in jure communi, sive in jure regio Castellæ, lib. 1, disp. 6, num. 2. Idem dicendum de jure naturali, n. 10, quamvis talis promissio, vel donatio fiat favore causæ piæ, dummodò animus promittentis feratur in rem creatam, et non in Deum; quia tunc obligabit, ut votum, num. 16 et 17. Item dicendum de promissione matrimonii contrahendi, num. 24 et 25.

9. Donatio, sive promissio facta absenti, ut sit irrevocabilis, debet esse intimata per nuntium ad id destinatum, sive per epistolam, et acceptata coram illo, et non sufficit acceptatio donatarii collata in promittentis arbitrium, ut : Si volueris, accepto; lib. 1, disp. 6, num. 3 et 4. Idem dicendum de promissione contrahendi matrimonium, ibid., num. 28.

10. Promissio non potest acceptari mortuo jam promittente, quandò non missus erat nuntius intimari : secùs si jam missus erat; at hæredes jam mortui donatarii possunt acceptare, lib. 1, disp. 6, n. 5 et 6.

11. Promissio facta præsenti et tacenti, est irrevocabilis. Idem dicendum de promissione factâ infanti. Et idem de promissione matrimonii, lib. 2, disput. 6, num. 10 et 15. Et quando non constat an donatarius fuerit præsens, necne, de jure non præsumitur præsentia, ibidem, num. 10.

12. Quando promissio matrimonii est respectiva, quamvis pia sit, potest revocari ante acceptationem absentis, quocumque pro absente stipulante. Idem dicendum, si promissio fiat nuntio misso ad petendam matrimonii sponsionem : secùs dicendum, si mittatur nuntius non tantùm ad petendam matrimonii promissionem, sed etiam ad intimandam, et coram illo sit repromissio facta, quia non sufficit fieri coram quocumque alio, lib. 1, disp. 7, à num. 31 usque ad 35.

13. Promissio in absentiâ facta gratuitè coram personis quæ nomine absentis possunt stipulari, non potest revocari illo præsente in nomine absentis stipulante, et promissio fiat per verba directa in præsentem, vel per verba impersonalia : secùs si verba dirigantur in absentem; et stipulans casu quo potest, non potest remittere hanc sponsionem, lib. 1, disput. 7, num. 36 et 37.

14. Quando promissio matrimonii facta absenti est causa pia, si verba promissionis ferantur in præsentem stipulante præsente nomine absentis, non potest revocari, quando promissio est gratuita. Item in omnibus casibus in quibus promissio matrimonii facta absenti potest revocari, potest etiam, licèt adsit juramentum de non revocando, nisi fiat per modum voti, casu quo potest matrimonium esse materia voti, lib. 1, disput. 7, num. 38 et 39.

15. Promissio debet esse deliberata ad votum, sponsalia, vel ad quamcumque promissionem, v. g., eâ deliberatione, quæ sufficit ad peccatum mortale, nec est signum certum defectûs deliberationis, si statim pœniteat, lib. 1, disput. 8, num. 5 : et promittens debet præmeditari causam, nempe iram, angustiam morbi, belli, vel aliam passionem, et amorem impellentem, et finem, quem intendit, ibidem, num. 7.

16. Promissio facta animo se obligandi, non tamen adimplendi, obligat, et ex eâ oriuntur vera sponsalia. Idem dicendum, si promittens habuit se negativè non habens explicitè animum se obligandi; habens tamen implicitè et virtute, conscius promissionis naturæ : secùs dicendum, quando nec implicitè, nec explicitè. Item quando promittens tempore fidei datæ habuit animum se obligandi, quamvis fide datâ statim habeat contrarium, oriuntur vera sponsalia, lib. 1, disp. 9, num. 1 et 2.

17. Promissio facta animo promittendi, non tamen se obligandi, non obligat, nec ex eâ oriuntur sponsalia : si tamen habuit animum se obligandi solùm ad veniale, erunt sponsalia vera. Item promissio cum animo promittendi, non tamen se obligandi jurata non obligat, nec firmatur juramento, lib. 1, disp. 9, à num. 5 usque ad 9.

18. Fictè promittens matrimonium, et sub eâ spe deflorans virginem, tenetur sub culpâ lethali eam ducere, licèt promissio non sit mutua; nisi vir notabiliter conditionem excedat : quæ disparitas judicanda est arbitrio prudentis, et femina ex verbis aut aliis claris conjecturis facilè potuisset nôsse animum facilem promittentis, et timeatur ex eo matrimonio scandalum magnum, vel malus exitus, et femina decipiat virum, dicendo esse virginem, vel existimabat eam esse virginem; nec tunc tenetur illi restituere aliquid. Item dicendum si cum alio fornicatur jam deflorata, lib. 1, disp. 10, à num. 2 usque ad 13.

19. Fictè promittens virgini tantùm habens tactus cum eâ, non tenetur eam ducere, sed alio modo restituere. Item non tenetur eam ducere, sed providere de nuptiis feminæ defloratæ, quando sacris initiatus est, vel alteri matrimonio copulatus, lib. 1, disput. 10, num. 14 et 15.

20. Vir notabiliter dignior, et præbens indicia ficti consensûs, ita ut facilè posset præsumere dolum, non tenetur deflorans, eâ fictâ promissione, ei aliquid restituere : si tamen femina ignoravit excessum, aut, si novit, taliter ei promisit defloror, ut prudenter credere potuisset verè promittere, fictus promissor tenetur restituere, instar vi vel fraude deflorantis, non tamen ducere, lib. 1, disp. 10, n. 20 et 21.

21. Fictè promittens matrimonium feminæ corruptæ, quam novit corruptam, si tradat corpus, et sub hâc conditione illa tradidit ei corpus, et uterque

paris conditionis sint, non tenetur ducere; nisi sit vidua bonæ famæ, et infamiam contrahat ex copulâ, lib. 1, disp. 10, num. 23 et 24.

22. Quando sponsalia contrahentes sunt æquales, et alter verè promittit, fictus promissor non tenetur contrahere, quando nullum aliud damnum præter violatam fidem sequitur, lib. 1, disp. 10, n. 26.

23. Quando fictus promissor non tenetur ducere, potest rogatus à judice negare promissionem. Idem dicendum quoties aliquis verè promisit matrimonium, non tamen tenetur servare fidem ob aliquam causam etiam jurando, intelligendo ita ut non teneatur, lib. 1, disp. 10, num. 27 et 28.

24. Promissio inter impares de ineundo matrimonio, vero animo inita, valida est, nisi magnum scandalum ex eo matrimonio timeatur, licèt non sit inter illos disparitas, lib. 1, disp. 14, num. 2 et 3.

25. Promissio facti alieni, attento jure civili, et regio antiquo Castellæ, non obligat, demptis aliquibus casibus : 1° si quis suos hæredes aliquid daturos, vel facturos promittat; 2° si promissio fiat in judicio; 3° si quis promittat rem pupilli, in eo minimè servanda; 4° si promittens se ad aliquam pœnam astringat; 5° quando promissio est facti illius, quem promissor cogere potest, ut fiat, etc.; 6° si promissio est matrimonii alieni; 7° si accedat juramentum, quæ valida est jure canonico in foro conscientiæ, et attento jure novissimo Castellæ, lib. 1, dis. 24, à num. 1 usque ad 10.

26. Promittens matrimonium pro absente et inscio, etiam juramento præstito, non est perjurii reus, sed tenetur bonâ fide, et absque fraude et fictione, adhibere omnem diligentiam, quam rei qualitas exposcit. Quòd si alter adhuc nolit, liber manet; si tamen negligens fuerit, tenetur per seipsum id præstare quod alius effecturus erat. Quòd si minimè possit, tenetur quantum id fieri intererat, damnaque ex eâ omissione subsecuta restituere, et non implet tenens tepidè, et simulatè, lib. 1, disp. 24, à num. 11 usque ad 13.

27. Promissio facta tempore inhabili, non obligat tempore habili, lib. 1, disp. 50, num. 6.

28. Promissio de matrimonio ineundo deobligat, rebus mutatis, etiam existente in morâ promittente, quoad matrimonium, licèt res ante morara non essent mutatæ; non tamen quoad restitutionem damni ex ipsâ morâ causati, lib. 1, disp. 62, num. 5.

29. Promittens prodigè meretrici, peccat, et tenetur adimplere, lib. 1, disp. 14, num. 5.

30. Promittens factum alienum, faciens quod in se est, eximitur à pœnâ, attento juri communi et regio Castellæ, licèt affirmâsset se cum effectu facturum. Si tamen promittens sciebat se id minimè obtenturum, aut dubitabat, decepitque in eo promittendi modo, tenetur in foro conscientiæ æstimationem rei promissæ restituere. Idem debetur compensatio facti alieni, quando constat de animo, contrahentium se volentium obligare in omni eventu, lib. 1, totâ disp. 45.

31. Promissio inter dominum et servum minimè valet, quoad obligationem civilem; secùs quoad naturalem, lib 7, disp. 24, n. 22.

Q

Quarta.

1. Quarta conjugis defuncti pars bonorum debita superstiti paupertate laboranti, reservatur filiis prioris matrimonii, quamvis conjux ille superstes non transeat ad secundas nuptias, lib. 7, disp. 89, n. 33. An debeatur conjugi pauperi habenti patrem, et filios divites, non resolvit doctor, ibid.

R

Raptus.

1. Rapta nubens raptori, non amittit lucrum quod lex civilis deferebat, jure canonico prædictam legem corrigente, lib. 7, disput. 12, num. 28.

2. Raptor cum fautoribus incurrit omnes pœnas contentas in conc. Trid., sess. 24, de Matrimonio, cap. 6, post sententiam judicis, exceptâ excommunicatione, quæ est latæ sententiæ, lib. 7, disp. 13, num. 1.

3. Raptus causâ ineundi matrimonium cum traductione de loco ad locum, sive secutâ copulâ, sive non, sive virginis, sive corruptæ sit, sive meretricis, sive inhonestæ conjugatæ, dirimit sponsalia, et matrimonium, dùm rapta est in potestate raptoris, et est locus omnibus pœnis concil. Trid. At raptus quando est species luxuriæ non dirimit : vel si rapiat, non ut secum, sed cum alio contrahat, nemine petente : vel si femina volens abducta sit, quamvis postea voluntatem mutet : vel si solis precibus, aut conducta extrahatur, aut dolis : vel si extrahatur virgo consentiens, ignorantibus tamen parentibus. Denique item non comprehenditur in hoc decreto raptus propriæ sponsæ de futuro, reclamantibus propriis parentibus, lib. 7, disput. 13, à num. 2 usque ad 18.

4. Raptus alienæ sponsæ, licèt rapta postmodùm raptui assensum præbeat, cum traductione loci ad locum causâ contrahendi matrimonium cum illâ, impedit hodiè matrimonium; ita ut raptor ille, non cum raptâ, nec cum aliâ quâcumque possit inire matrimonium; non tamen contractum dirimit : secùs dicendum, si raptus sit utroque sponso consentiente. Item si ignorante sponso raptus sponsæ consentientis fiat, aut viro dolis circumvento, lib. 7, disput. 12, à num. 41 usque ad 49.

5. Malitia raptûs, quatenùs est circumstantia in confessione fatenda, specie distincta à luxuriâ, ea est, quòd homo affectu luxuriæ impulsus eò perveniat, ut quò libidinem expleat, vim inferat feminæ, aut his sub quorum potestate ac curâ est. Unde quamvis ad pœnas raptoribus jure decretas incurrendas desideretur violenta de loco ad locum abductio, at in foro conscientiæ, ut raptus sit circumstantia specie diversa à fornicatione, necessariò confitenda, id non desideratur, sed sufficit quomodòcumque vim inferre feminæ ad copulam extorquendam. Idem dicendum consentiente feminâ, ductâ importunis precibus : item

feminâ abductâ invitâ sui juris, et post volente cognitâ, aut è contra. Item si consentiente feminâ, invitis parentibus, abducatur. Item est raptûs circumstantiâ, quamvis femina sit cujuscumque statûs; id enim nihil refert, nisi vir rapiat uxorem. Verùm secùs dicendum, quando femina cognoscitur ignorans, aut dormiens, sine vi. Item quando fit sine causâ libidinis, sed aliâ causâ. Erit tamen reductitiè raptus, quando puella abducitur ignorantibus parentibus, aut tutoribus, lib. 7, disp. 12, à num. 30 usque ad 40.

6. Mulier rapiens virum, vel aliam mulierem, non subditur eisdem pœnis raptûs, sed aliâ pœnâ extraordinariâ punienda est, lib. 7, disp. 12, num. 25.

7. Ad raptum pœnis juris subjectum quadruplex conditio desideratur : 1° ut adsit violentia; 2° ut fiat causâ libidinis; 3° ut sit traductio de loco ad locum; 4° ut mulier rapta sit honestæ vitæ, lib. 7, disp. 12, à num. 1 usque ad 23.

De Religione et Religioso.

1. Religionem ingredi licet post matrimonium ratum, ita ut vinculum talis matrimonii omninò dirimatur solemni religionis professione per alterum contrahentium emissâ, et conjux manens in seculo liberè possit ad alias nuptias transire, lib. 2, d. 18, n. 3; non tamen dirimitur matrimonium ratum per vota emissa ab illis quas vocant Beatas non servantes clausuram, quia non sunt religiosæ : quod de iis quoque qui simplicia duntaxat vota emittunt in tertio ordine S. Francisci, dicendum est; et de eremitis hoc tempore, n. 4 et 5; et de ascendentibus ad ordinem sacrum vel episcopatum, quia non idcircò profitentur solemniter sicut religiosi, n. 9. Benè tamen dirimitur per professionem equitum S. Joannis, et aliorum religiosorum in ordinibus militaribus quorum equites sint verè religiosi, n. 7 : hæc matrimonii duntaxat rati, necdùm consummati dissolutio per religiosam professionem, vim habet ex solo jure divino positivo, quo Christus hoc privilegium professioni illi concessit, ibid., disp. 19, n. 3.

2. Religiosi virtute privilegiorum quibus possunt ministrare Eucharistiam præterquàm in die Paschatis, non prohibentur illam eo die administrare vagis, advenis, et peregrinis, qui in eo oppido minimè contraxerunt parochiam habitationis, quia nec ibi habitârunt, nec animum habitandi habent majore anni parte : quia administratio illa non est parocho injuriosa, l. 3, d. 23, n. 17. Idem est de administratione factâ mercenariis ad breve tempus locantibus operas, ut ad fodiendum, etc., et vel carentibus parochiâ, vel distantibus ab eâ quam in patriâ habent, ibid., num. 18.

3. Religiosus ex regulari constitutione abstinens à carnibus, si die natalis Domini incidente in sextam feriam cum aliis omnibus permittitur eo die carnes edere, edat etiam ipse carnes, non peccat contra prohibitionem juris communis : quòd si constitutio regularis personam illam non obliget ad culpam, non peccabit in eâ abstinentiæ violatione, lib. 7, disp. 8, n. 13.

4. Religiosi peccant si in Baptismo aut Confirmatione susceptores sint, ut patet ex juribus id vetantibus. Quia tamen nullum est in eis verbum quod factum irritet, sunt veri susceptores, et contrahunt cognationem spiritualem, lib. 7, disp. 60, n. 21.

5. Religiosus non adversatur motui proprio Clementis VIII, quo interdixit religiosis ne largirentur munera, nec violat votum paupertatis, quando profitetur se nolle acceptare, ut si dicat sic : Eâ re non indigeo; si tibi placuerit, gratum mihi facies, si dederis meo consanguineo. Secùs quando religiosus expressè, vel tacitè acceptet, et petat dari consanguineo. Item conventus repudians legitimam monachi absque justâ causâ jam delatam ante acceptationem, non violat motum proprium Clem. VIII, quia eam repudiare non est alienare, nec dare. Peccabit tamen mortaliter contra charitatem, si absque justâ causâ religiosus privatus rem sibi donatam nollet acceptare, sed rogaret alii dari, quia impedit bonum monasterii, lib. 6, disp. 4, n. 7.

Remissio.

1. Remissio debiti facta, quia creditor desperat se aliàs recuperaturum, vel si debitor mentiatur, dicens se paratum esse ad solvendum, valida est, nisi aliqua fraus, vel culpa debitoris interveniat. Nec similiter vitiabitur remissio, si quidam tertius proponat sic creditori : Nitar ut debitor solvat concessâ sibi partis debiti remissione, nullo incusso metu, nullâque fraude compositâ, aut diffidentiâ; quamvis debitori non esset animus aliter solvendi, l. 4, d. 9, n. 17.

2. Remissio tam in delictis, quàm in contractibus est favorabilis, et extendenda, lib. 10, disp. 8, n. 21.

Repudium.

1. Debitor potest repudiare hæreditatem, vel legatum ante acceptationem in fraudem creditoris, licèt ejus bona sint hypothecata. In foro tamen conscientiæ peccat mortaliter repudians, et tenetur restituere lucrum cessans, et damnum emergens. Successor tamen tutâ conscientiâ possidet, cùm sit talis repudiatio valida in utroque foro, l. 6, d. 4, n. 8 et 9.

2. Uxor potest tutâ conscientiâ renuntiare lucris constante matrimonio acquisitis, ne cogatur partem debitorum solvere, lib. 6, disp. 4, num. 10.

3. Solus prælatus absque solemnitate requisitâ in alienatione rerum Ecclesiæ, potest repudiare hæreditatem, vel legatum ecclesiæ, vel monasterio delatum, lib. 6, d. 4, n. 11 et 12.

4. Solus prælatus non implens conditionem sub quâ aliquid legatur ecclesiæ, aut monasterio, ipsi præjudicat, ut illud amittat. Item solus prælatus recipiens pensionem ab eo quem privare poterat ob eam non solutam, præjudicat Ecclesiæ, ut ampliùs privare non possit. Item quamvis prælatus sic repudians hæreditatem, aut legatum absque causâ justâ, peccet; minimè tamen incurrit excommunicationem latam in alienantes bona Ecclesiæ absque solemnitate; tenetur tamen propriis bonis damnum resarcire : et hæc dicta non sunt intelligenda de renuntiatione in favorem

alicujus, qui aliàs non succedebat; lib. 9, disp. 4, à num. 13 usque ad 17.

Restitutio.

1. Extorta metu levi injustè incusso, et ad id, sunt restituenda, lib. 4, disp. 9, à num. 1 usque ad 8.

2. Potens aliquem justè accusare, eoque timore illato aliquid extorquens, ne accuset, non tenetur restituere, quamvis absque animo accusandi minetur accusationem. Secùs dicendum de pretio extorto ab adultero reperto cum uxore, ne illum interficiat: secùs quando extorquet, ne ad judicium deferat, lib. 4, disp. 9, n. 9.

3. Extorta metu reverentiali, si involuntarium mixtum efficiant, sunt restituenda. Dicitur autem metus reverentialis ad hunc effectum, quando omninò repugnanti voluntate, et quasi coactus consentit, non audens præ pudore et reverentiâ contradicere, quamvis nullum aliud malum timeat, lib. 4, disput. 9, num. 12.

4. Quæ precibus importunis obtenta obligant ad restitutionem, similiter obligant metu reverentiali extorta, lib. 4, disp. 9, num. 18.

5. Extorta precibus importunis efficientibus mixtum involuntarium, sunt restituenda, lib. 4, disp. 10, à num. 1 usque ad 4.

6. Deflorans virginem importunis precibus, quando reverà illa, victâ voluntate repugnante, solùm ut importunitatem repellat, consentit suæ defloratione, tenetur deflorator restituere, lib. 4, disput. 10, n. 5.

7. Donatio inter conjuges nimiâ importunitate extorta, et inter patrem et filium, non est valida, nec confirmatur morte, nec censetur melioratio; nec testamenta sic extorta sunt firma, lib. 4, disput. 10, num. 7.

8. Impediens legatum precibus importunis continentibus mixtum involuntarium, tenetur restituere eo modo quo vir impediens, lib. 4, disp. 10, num. 8.

9. Deflorans virginem volentem, non tenetur restituere, nec ipsi virgini, nec parentibus: at ubi violenter defloravit, nil aliud est restituendum, quàm supplementum dotis necessarium ad nubendum, eo quòd deflorata sit, quo non indigeret, si virgo esset, lib. 7, disp. 14, num. 12.

10. Restitutio non est facienda pretii accepti ob adulterii remissionem, ante sententiam, lib. 10, disp. 8, num. 22.

11. Ante matrimonii consummationem, præcedente traductione sponsæ ad sponsi domum, non est locus plenæ restitutioni spolii, nempe quoad cohabitationem et copulam; at benè quoad solam habitationem, et alia ministeria inter conjuges mutuò debita præter copulam, nisi vir adeò severus sit, ut meritò timeatur extorsio copulæ, nec possit sufficienter caveri hoc damnum datâ cautione per virum. Tunc enim differenda est restitutio, donec cognoscatur de justitiâ exceptionum, lib. 7, disput. 112, à num. 6 usque ad 10.

12. Quando nulla alia ratio spolii allegatur à conjuge desernente suum conjugem præter spoliati conjugii impotentiam, et triennium experientiæ lapsum, non est cogendus conjux, qui recessit, excommunicatione contra ipsum latâ ad cohabitandum, quæ coactio fit ratione contractûs; tamen triennio lapso jam experientiæ, restitutio facienda quoad habitationem, antequàm exceptio admittatur, lib. 7, disput. 112, à num. 11 usque ad 14.

S

Sævitia.

1. Integrum est conjugi propriâ auctoritate divertere ob alterius sævitiam tantùm, ut absque gravis damni periculo non possit cum illo habitare, donec cautio sufficiens præstetur; et quamvis alia restitutio ante omnia facienda sit, excipitur tamen casus in quo conjux divertens opponit alterius sævitiam, non solùm quoad habitationem, sed etiam quoad redditionem debiti, lib. 10, disput. 18, à num. 1 usque ad 5.

2. Causa sufficiens divertendi est tentatio mortis alterius, veneno, vel aliâ viâ à quocumque conjuge facta. Item quæcumque sævitiâ incutiens metum viri constantis, ut molesta cohabitatio, rixæ et discordiæ: item quando vir tres pueros in utero necavit: item minæ, si minans solitus est minas exequi: item verberatio acris, et correctionis marito concessæ limites excedens, et non semel casu accidens, sed repetita; secùs si levis ex causâ, vel sine eâ, vel si atrox præterita jam casu ex insolito iræ motu contingens; nec est probabilis timor in posterum exercendæ. Item non sufficit consuetudo extorquendi vi ab uxore debitum conjugale, lib. 18, disput. 18, à num. 6 usque ad 17.

3. Non sola sævitia præterita est causa sufficiens divertendi, et præstat causam cautionis petendæ, sed etiam timor futuræ sævitiæ, ac malæ tractationis. Item est causa sufficiens si absque sævitiâ damnum immineat uxori ex viri latrociniis, aliisve delictis. Item si uxor est venefica, liberorumque interfectrix, et deprædans facultates furtò notabili, vel quando præsumitur tale, ita ut is timor cadat in constantem virum amittendi facultates. Item non sola sævitia viri, sed etiam illius parentum sufficit erga uxorem ad divertendum, et petendam securitatem, sed desideratur ad hoc divortium legitima et verisimilis causa timoris, lib. 10, disput. 18, à num. 19 usque ad 24.

4. Cautio pignoratitia, vel fidejussoria sufficit ut conjux probabiliter timens alterius sævitiam teneatur cum illo habitare. Sufficit etiam solum juramentum, quando eo præstito, satis consulitur uxoris incolumitati. Item sufficit solum juramentum, quando vir non habet pignora, nec invenit fidejussores: idem dicendum, si vir sit discretus, et vitæ emendatæ. Item cautio de non offendendâ uxore semper danda, quamvis ipsa det causam sævitiæ. Tamen hæc cautio non impedit quin viro liceat moderatè punire uxorem intra limites permissos marito, lib. 10, disput. 18, à num. 40 usque ad 46.

Semen.

1. Semen desideratur ad generationem, et est pro-

babile adfuisse in Virgine Mariâ absque omni prorsùs inordinatione, ut ministraret conceptioni Christi materiam, ut sic esset vera, et naturalis mater Dei, lib. 2, disput. 21, num. 11.

2. Voluntaria seminis effusio, tam in viro, quàm in feminâ extra vas, aut modus congrediendi ex quo sequatur, est mortale contra naturam. Item nunquàm licet procurare, etiam mediis licitis, seminis emissionem, nec ad præservandam vitam, nec cooperari ad seminis, jam è lumbis decisi effusionem, quamvis retentio saluti detrimentum afferat. Attamen licitum est, muliere patienti accidentia venenosa causâ retentionis in vase seminis corrupti, conari illud expellere, lib. 9, disput. 17, à num. 13 usque ad 19.

3. Licet ubi pollutio est in naturali fluxu, in somnisque cœpit, illam non impedire ob morbi perniciem, cessante periculo consensûs in delectationem. Imò expedit tunc, manibus quietis, non hìc vel illìc tangendo, signo crucis se munire, et Deum attentè ac ferventer orare, ne permittat lapsum in eam delectationem. Idem dicendum de pollutione incœptâ, culpâ patientis, et in ipso fluxu præteritæ culpæ eum pœniteat, lib. 9, disput. 17, num. 7.

4. Non licet notabilem distillationem, aut commotionem spirituum vitalium procurare, secùs si sit levis, et non notabilis, lib. 9, disp. 17, num. 18.

5. Matrix solet sæpè retinere semen sufficiens ad generationem, alio superfluo expulso, lib. 9, disput. 17, num. 25.

6. Femina non tenetur anxiè, diùque manens in lecto intacta, et resupina susceptum semen conservare; peccat tamen mortaliter contra naturam statim post coitum urinam effundens, aut se erigens, aut quidnam aliud faciens, quo semen susceptum expellat, lib. 9, disput. 20, num. 3 et 4.

7. Quoties pollutio sequitur præter intentionem ex causâ aliquâ necessariâ vel convenienti corpori, ut est cibus, vel potus moderatus, aut animæ, ut orare, studere, aut utili aliis, ut audire confessiones, feminas cautè et cum necessitate alloqui, nulla culpa est non desistere à causâ illâ, quamvis in eâ prævideatur pollutio inde subsecutura, et quamvis ea causa licita in quâ pollutio prævidetur, sit illicita ratione circumstantiæ extrinsecè, ut audire confessiones ob vanam gloriam, vel cibos necessarios edere, quibus jejunium violat; nisi probabile consensûs in pollutionis delectationem periculum subsit, lib. 9, disput. 45, num. 4, 5, 6.

8. Expertus se pollui ex equitatione absque consensûs periculo non tenetur pedester incedere, ab illâque desistere, lib. 9, disp. 45, num. 7.

9. Pollutio præter intentionem subsecuta ex tactu necessario, et in eo prævisa, cessante periculo consensûs, caret omni culpâ. Item licitum est sentienti magnum pruritum in partibus verendis illas refricare, quò pruritum sedet, etsi adsit periculum pollutionis absque consensûs discrimine, lib. 9, disp. 45, num. 8 et 9.

10. Licitum est virtutis generativæ obstacula removere, adhibitis medicinis naturalibus minimè tendentibus ad verum semen expellendum, sed ad removendos humores corruptos, licèt inde præter intentionem sequatur pollutio absque consensûs periculo, lib. 9, disput. 45, num. 10.

11. Duplex est causa ex quâ potest subsequi pollutio. Quædam ex luxuriæ genere, quæ per se turpes sunt, et ad luxuriam pertinent directè, ut tactus, aspectus, verba turpia. Aliæ sunt non ex genere luxuriæ, ut nimius esus, potus, equitatio; et istæ non excitant venerem ita proximè sicut aliæ, sed remotè, et valdè tenuis est obligatio vitandi pollutionem in causis, quæ per se, et proximè non ordinantur ad illam, lib. 9, disp. 45, num. 14 et 15.

12. Solùm reperitur culpa mortalis ratione pollutionis prævisæ, nec intentæ, quando absque urgenti necessitate exercetur actio ex suâ naturâ turpis, et per se tendens ad actus venereos excitandos, pollutionemque excitandam, lib. 9, disput. 45, num. 16.

13. Pollutio prævisa in gulæ peccato etiam mortali, non habet specialem pollutionis malitiam mortalem, nisi sit intenta, ac sit probabile consensûs periculum. Atque ita ratione pollutionis prævisæ, non tenebitur aliquis sub mortali eam causam vitare; quamvis causæ non ad luxuriam pertinentes efficerentur lethales in genere luxuriæ, ratione solius finis intenti ab operante. Nec etiam est mortalis pollutio, quæ sequitur ex rebus venialibus in genere luxuriæ, licèt essent ex aliâ ratione mortales. Est tamen peccatum veniale contra castitatem pollutio illa prævisa in causis illicitis non influentibus ad illam notabiliter, lib. 9, disput. 45, à num. 16, usque ad. 22.

14. Omnis actus turpis mortalis contra sextum præceptum, si in eo prævideatur pollutio, etiam non intenta, habet specialem malitiam contra naturam ratione illius pollutionis prævisæ. Item inter omninò solutos nullus actus habet malitiam mortalem, eò quòd sit pollutionis prævisæ, et non intentæ causa, nisi secluso eo pollutionis periculo esset peccatum mortale contra sextum Decalogi præceptum. Excipe tamen nisi in venereâ delectatione voluntas negativè se habeat, nec admittens, nec respuens. Et ad hoc non est attendendum, ut pollutio prævisa, nec intenta sit mortalis, an causa sit in se mortalis, secluso eo periculo pollutionis, vel licita, tum quia peccans mortali peccato gulæ, quamvis prævideat pollutionem sequendam, non peccat lethaliter contra sextum præceptum; tum quia tactus turpes in conjugatis sunt liciti; et tamen pollutio inde orta, et prævisa est mortalis, lib. 9, disp. 45, à num. 13 usque ad 27.

15. Dans causam culpabilem pollutioni, si pœniteat legitimè causæ datæ antequàm subsequatur pollutio, postea subsecuta vacat culpâ. Item quoties est peccatum mortale dare causam pollutioni prævisæ, non removendo causas notabiliter influentes; simili-

ter est mortale dare causam notabili distillationi, aut commotioni spirituum vitalium servientium generationi per similes causas, lib. 9, disp. 45, à num. 28 usque ad 33.

16. Semen brutorum effundi procurare, non est mortale, lib. 9, disp. 46, num. 15.

Servitus.

1. Serva ducta à domino, attento jure communi, non efficitur libera, attento tamen jure regni Hispaniæ, eo ipso consequitur libertatem, lib. 7, disp. 20, num. 11 et 12. Idem dicendum, si dominus dotalia instrumenta conficiat, tradens ancillam in matrimonium, conscio servitutis libero, ibid., num. 9.

2. Servi sunt in triplici differentiâ; v. g., quidam sunt veri servi, qui ita sunt domini, ut eos venundare possit; alii sunt adscriptitii, qui glebæ, seu prædio colendo sunt perpetuò addicti; alii verò originarii, qui sunt orti ex his adscriptitiis, lib. 7, disp. 19, num. 1.

3. Error conditionis servilis, quando liber contrahit cum ancillâ, vel libera cum servo, reddit irritum matrimonium jure ecclesiastico, lib. 7, disp. 19, num. 16: secùs si servitus ignorata non sit perpetua, sed pro certo tempore concedatur servo libertas, et in hoc libertatis spatio ineatur matrimonium, ibid., à num. 2 usque ad 5. Quando autem servitus non est vera, sed originaria aut adscriptitia, non dirimit matrimonium, ibid., n. 6.

4. Conjux servitutis ignarus potest propriâ auctoritate, detectâ servitute alterius conjugis, quoad thorum, item quoad habitationem, si matrimonium est occultum, et parochus obiit, et testes, et liber amissus, recedere. Item quando matrimonium est publicum, et servitus notoria, cessante scandalo, et conjugi servilis conditionis incumbit onus probandi scientiam suæ conditionis in altero, lib. 7, disput. 19, num. 7 et 8.

5. Validum est matrimonium cum libertâ, id est, cum eâ quæ ancilla fuit; jam tamen libertate donata est. Idem de matrimonio inter servos, vel cum liberis, cognitâ servitute: nec peccat liber ducens ancillas, nec è contra, nec est irregularis. Idem de matrimonio inter infideles cum errore conditionis, nisi aliqua lex eorum illud prohibeat. Idem de matrimonio contracto errore conditionis paris, aut dignioris: secùs dicendum de contracto cum ignorantiâ conditionis servilis levissimâ, et valdè crassâ, lib. 7, disp. 19, à num. 9 usque ad 24.

6. Servus, cui pro certo tempore conceditur libertas, est liber in perpetuum, lib. 7, disp. 19, num. 3.

7. Servi liberi fiunt, eos domino collocante in matrimonium cum liberis ignaris servitutis, et non detegente conditionem: secùs dicendum si uterque est servus, vel alter liber conscius servitutis. Item satis est, ut servus, vel ancilla consequatur libertatem, ut domino sciente, et cum dolo tacente conditionem servilem, conscioque, matrimonium illud ineat cum personâ liberâ servitutis ignarâ. Et in his casibus, in quibus consequitur libertas, matrimonium est validum, lib. 7, totâ disp. 20.

8. Servus invito domino potest licitè matrimonium contrahere. Unde nec potest à domino impediri, nec tutâ conscientiâ eum punire dominus propter matrimonium; nec potest venundare alii post sponsalia celebrata; secùs si ante, lib. 7, disput. 21, à num. 1, usque ad 10.

9. Servus conjugatus quando cætera sunt paria, potiùs tenetur satisfacere uxori, quàm domino, sive matrimonium sit contractum volente, sive invito, sive contradicente domino. Quando autem non sunt paria, tenetur satisfacere illi, cujus necessitas magis urget. Et hoc est accipiendum morali modo, et non in rigore physico, l. 7, disp. 21, n. 15 et 16. Et concedendus est ei locus ad matrimonii usum, ibid., num. 17.

10. Uxore liberâ existente, sive à tempore matrimonii, sive ex post facto, libertatem consecutâ, et commodè potente sequi virum, potest servus ubicumque à domino venundari. Idem de uxore servâ existente viro libero: secùs dicendum quando uterque conjux est servus, vel alter liber, et non potest commodè sequi alium conjugem. Nisi servus malè moratus sit, ita ut nequeat à domino absque periculo proprio vel suarum rerum sustineri, non invento emptore in partibus vicinis. Et non sufficit, ut possit venundare, non invenire pretium justum, sed requiritur necessitas dicti periculi domini. Item quando uterque conjux servus est diversi domini, et diversa loca inhabitantis, ita ut mutuò conveniri nequeant, cogendus est alter dominus per Ecclesiam vendere alteri volenti emere. Quòd si neuter velit, cogendus est alter vendere cuicumque extraneo in parte illâ in quâ servus est; et si nullus inveniatur emptor, emat Ecclesia, vel cogat aliquem, ut emat in loco ubi servus est, lib. 7, totâ disp. 22.

11. Servus acquirit jus quoad obligationem naturalem ex promissione à domino sibi factâ, vel è contra. Secus quoad civilem, lib. 7, disp. 24, num. 22.

Simonia.

1. Licitum est offerre munera gratis, et absque alio pacto ad captandam benevolentiam, et inducendum ad Baptismum, et ad religionem, et ad alia opera spiritualia. Item pecuniis auferre impedimenta retardantia à Baptismi susceptione, aut à religionis ingressu. Item licitum est offerre munera eâ lege et pacto, ut is cui offeruntur, efficiat aliqua opera spiritualia, v. g., ut recipiat Baptismum, ingrediatur religionem, Sacramenta frequentet aut à peccatis recedat, dummodò non dentur in pretium illius operis spiritualia, sed ad inducendum ad illa, lib. 1, disp. 39, num. 2, 3 et 4.

Sodomia.

1. Ex copulâ sodomiticâ non oritur affinitas; impedit tamen matrimonium propter criminis enormitatem, lib. 7, disp. 64, num. 13 et 14.

Sponsalia.

1. Sponsalia dicuntur à spondendo, quod est spontè

promittere. Accipiuntur verò tripliciter : 1° pro futuri matrimonii promissione ; 2° pro matrimonio non consummato, ut Matth. 1 : *Cùm esset desponsata*, etc. ; 3° pro muneribus datis sponsæ à sponso. Prior autem significatio est proprior, quia sponsas propriè intelligimus, quas de futuro appellamus, lib. 1, disp. 1, n. 1.

2. Sponsalia sunt nuptiarum futurarum promissio. Triplex requiritur conditio, ut valida sint : 1° ut sit promissio futuri matrimonii ; 2° ut sit inter personas jure habiles ad contrahendum ; 3° ut verbis, aut signis manifestetur. Item appellantur sacramentalia quædam matrimonii, id est, quatenùs sunt prævia ad Matrimonii Sacramentum, nullam habentia sanctitatem ; sicut exorcismus respectu Baptismi, lib. 1, disp. 1, n. 7 et 8.

3. Sponsalia contracta in diem sunt statim absoluta, at non obligant ante adventum dici, lib. 5, disp. 19, n. 11.

4. Sponsalia conditionalia non transeunt hodiè in absoluta per copulam, lib. 1, disp. 26, n. 12.

5. Illæ personæ sunt habiles ad contrahenda sponsalia, quæ possunt contrahere licitum matrimonium, et habent ætatem requisitam in jure, lib. 1, disp. 15, n. 1.

6. Impedimentum tantùm impediens perpetuum matrimonium, dirimit sponsalia : secùs dicendum de temporali ; nisi promissio sit contrahendi pro eo tempore, quo adest impedimentum, lib. 1, disp. 15, n. 2.

7. Septennium physicè completum desideratur, ut sponsalia sint valida, et eo non adepto, non sufficit usus rationis, nisi suppleat malitia ætatem, v. g., in quâcumque ætate usus rationis perveniat sufficiens ad peccandum mortaliter, lib. 1, totâ disp. 16.

8. Si uterque, vel alter contrahens, minor septennio sit, nec malitia suppleat, sunt nulla sponsalia, nisi post legitimam ætatem ratificentur tacitè, vel expressè, habitando simul in domo viri, mulieris, aut cujuscumque. Item vocando se sponsos, vel simul jacendo, vel se osculando, vel petendo domum, vel mittendo munuscula à sponsis consueta : et requiritur quòd contrahentes sciant priora sponsalia fuisse nulla, lib. 1, disp. 16, n. 6 et 7.

9. Contrahere sponsalia, vel matrimonium, ante legitimam ætatem, non est peccatum mortale, lib. 1, totâ disp. 17.

10. Sponsalia obligant sub peccato mortali, lib. 1, totâ disp. 27.

11. Sponsalia contracta nullo præfixo termino sunt implenda tantùm requirente eo cui promissio facta est ; tunc verò cùm alter petit, tenetur contrahere, si commodè potest, lib. 1, totâ disp. 28.

12. Sponsalia contracta, vel matrimonium, à parentibus, vel matribus pro filiis præsentibus, et tacentibus, sunt valida, licèt filius sit sui juris, sive spurius, et ex damnato concubitu genitus : secùs dicendum, si filii absint, et doli capaces non sint, nisi certiores facti ratificent tacitè, aut expressè, lib. 1, totâ disp. 23.

13. Alii à parentibus non possunt contrahere valida sponsalia pro filiis tacentibus, et præsentibus. Quando tamen respondent alii à parentibus, sufficit ad validitatem ratificatio tacita : secùs dicendum, quando fuerit consuetudo loci, ut manifestetur consensus per extraneos, ut apud Indos, ubi gubernator contrahit matrimonium pro servo, lib. 1, disp. 23, num. 7, 8 et 14.

14. Parentes contrahentes pro filiis, non constante de interno dissensu, censentur etiam in foro conscientiæ sponsalia, vel matrimonium : si verò contrahant extranei, in utroque foro nulla erunt, lib. 1, disp. 23, n. 12 et 13.

15. Sponsalia cum unâ ex pluribus non sunt valida, nisi verba proferantur in personam determinatam. Electio tamen est promissoris : si unam offerat, excusatur, et omnibus obeuntibus exceptâ unâ, tenetur illam dare, si absolutè promisit, quamvis animum habuerit dandi certam ; secùs si habebat animum se obligandi ad certam tradendam, et non aliam, non secuto alio damno, nec scandalo, lib. 1, disp. 26, à n. 1 usque ad 2.

16. Si sponsus copulam habeat cum aliquâ ex filiabus à patre promissis, non tenetur tradere, nec filiam, nec aliam, nisi illa cognita contraxerit determinatè sponsalia cum illo cognoscente, lib. 1, disp. 26, n. 3.

17. Pater promittens dare filiam certam, et illâ recusante, sororem tenetur, v. g., tradere Mariam, et renuente, sororem, nisi Maria tacitè, vel expressè consensisset absolutè sponsalibus ; secùs si cum conditione, ut pater pollicitus est, lib. 1, disp. 16, n. 5.

18. Promittens unam ex pluribus consentientibus ducere, potest eligere quam maluerit, et electa tenebitur, lib. 1, disp. 26, n. 5.

19. Attento jure antiquo sponsalia cum unâ ex pluribus certis, et omnibus repromittentibus, per copulam habitam cum aliquâ ex illis transibant in matrimonium : secùs dicendum de sponsalibus cum unâ ex incertis, aut si pluribus dicat aliquis : Promitto me omnes vos ducturum, lib 1, disp. 26, à n. 7 usque ad 11.

20. Recusans implere sponsalia, priùs monendus, et renuens cogendus per censuram, et præcipuè si intercedat juramentum, non secuto scandalo, et perpetuâ rixâ, et judex debet prudenter arbitrari ea scandala sequenda : et videns sponsum adeò obstinatum, ita ut non prosit censura, est absolvendus, quamvis non petatur absolutio ab illo. Item uterque judex ecclesiasticus, aut secularis, potest ad sponsalia cogere, nisi tractetur de valore, lib. 1, totâ disp. 29.

21. Sponsalia per religionis ingressum, professione non secutâ, dirimuntur, quamvis ingressus fiat fraudulenter : et dissolventur omninò ex parte utriusque, quando sponsus bonâ fide ingressus est ; secùs si dolosè, et animo exeundi, lib. 1, totâ disp. 42.

22. Qui sponsalia juravit, potest ingredi religionem matrimonio minimè contracto, nisi necessitas urgeat ad priùs contrahendum. Tunc enim tenetur,

et ante consummationem potest ingredi religionem, ut consulatur feminæ dedecori, vel ut proles legitima efficiatur, lib. 1, disp. 43, n. 3 et 4.

23. Qui juravit sponsalia, et post illa se astrinxit voto religionis, non potest absque culpâ lethali matrimonium inire animo firmo ingrediendi religionem ante consummationem. Idem dicendum, si nullum habeat votum, et contrahat tali animo, exceptis tribus casibus. Primus, quando est notabilis metus, quamvis non cadens in constantem virum, famæ propriæ, aut amittendæ vitæ; secundus, si voto astrictus alio modo non potest ingredi religionem, ut si inclusus detinetur; tertius est ad vitandum magnum scandalum. Nota tamen quòd matrimonio contracto, non tenetur religionem ingredi, sed potest tantùm, lib. 1, disp. 43, à num. 6 usque ad 12.

24. Contrahens sponsalia, et sub eâ spe virginem defloraus, non potest ingredi religionem, et tenetur eam ducere. Idem dicendum quando non secutâ copulâ patitur femina culpâ promittentis notabilem famæ jacturam. Idem dicendum, quamvis sponsalia vera non essent. Et in his casibus non satis facit promissor, si contracto matrimonio ingrediatur religionem ante consummationem; et si voto se astringat, potest, et tenetur matrimonium contrahere, illudque consummare, non obstante voto, lib. 1. totâ disp. 44. Idem dicendum si sit vidua honesta, ac bonæ famæ, et non infimæ sortis.

25. Qui priùs emisit votum religionis, aut castitatis, virginemque defloravit fide datâ de matrimonio contrahendo, tenetur eam ducere, si ea votum promittentis ignorabat. Idem dicendum de viduâ honestâ, et bonæ famæ, et non infimæ sortis, lib. 1, totâ disp. 45.

26. Sponsalia dissolvuntur per votum simplex religionis, vel castitatis præcedens; secùs de proposito firmo cælibatûs, et de voto castitatis facto post sponsalia etiam ex parte promittentis. Et qui vovit animo manendi in seculo, et à sponsalibus resiliendi, peccat mortaliter, et alius manet liber ab obligatione. Non peccat tamen si voveat animo ingrediendi religionem, et servandi castitatem ex suâ parte; non tamen tenetur ingredi, aut ordinem sacrum sumere: et tale votum obligat in ipsius voventis, et non sponsæ præjudicium, libro 1, totâ disp. 46.

27. Sponsalia non dirimuntur per votum ordinis sacri suscipiendi sequens; nec illi astrictus potest ad sacros ordines promoveri: nec etiam per electionem factam à Pontifice sponsi in episcopum; nec per præceptum ad acceptandum, nisi ex certâ scientiâ sponsalium id faciat. Et quando unus se astrinxit voto suscipiendi ordines sacros, alter liber manet ab obligatione: non tamen tenetur, sed potest ingredi religionem; et si non ingrediatur tenebitur contrahere matrimonium, lib. 1, totâ disp. 47.

28. Sponsalia dirimuntur per matrimonium sequens validum; secùs de invalido, licèt sint jurata. Alter tamen sponsus manet liber ab obligatione, et ille qui virginem violavit spe ducendi aliam tenetur soluto matrimonio eam ducere, non vi sponsalium, sed ratione damni, nisi aliunde satisfactum sit. Idem dicendum de viduâ, lib. 1, totâ disput. 48.

29. Priora sponsalia non dirimuntur per posteriora habitâ copulâ; intellige, ex parte contrahentis posteriora; secùs dicendum ex parte alterius: nec etiam ratione damni, licèt secunda sint jurata; nisi detur causa justa, et sufficiens recedendi à primis: secùs si prima casu dissoluta sint; et tunc solùm ratione damni illati, et non promissionis tenebitur. Tandem aliquando dirimuntur priora per posteriora sponsalia ex quâdam æquitate, et tenetur secundam ducere, ut si intercedat grave detrimentum honoris, et prior leviter lædatur. Et in hoc casu potest judex damnare, ut secundam ducat. Idem dicendum, si coram testibus pollicitus est posteriori, priori verò occultè, lib. 1, totâ disp. 49 et 50.

30. Habens contracta sponsalia, contrahens secundò cum consanguineâ primæ sponsæ in primo gradu consanguinitatis cum copulâ, nec unum, nec aliud matrimonium potest inire, lib. 1, disp. 49, n. 3.

31. Quando duo impuberes sponsalia contrahunt, neuter potest ante pubertatem resilire, pubes tamen factus potest quilibet, et priùs factus non tenetur expectare pubertatem alterius; et non sufficit mutuus impuberum consensus, ut ante pubertatem resilire possint. Item pubes contrahens cum impubere, nunquàm resilire potest; licebit tamen impuberi cùm pubes factus fuerit, et non antea, lib. 1, disp. 51, à num. 5 usque ad 10.

32. Si major septennio contrahat cum infante, non potest resilire, donec infans septennium habuerit; et tunc eo volente tenetur promissis stare. Item quando parentes contrahunt pro impubere, non potest impubes resilire à sponsalibus veris, et etiam præsumptis, donec pubescat: secùs dicendum de sponsalibus nullis. Et requiritur, ut statim adeptâ pubertate resiliat, alioquin postea non poterit; statim autem intelligitur triduo ante, vel post pubertatem, lib. 1, disp. 51, à num. 11 usque ad 14.

33. Non est opus, ut factus pubes sponsalia ratificet, sed eo ipso quòd non reclamat, manent indissolubilia: secùs dicendum de matrimonio, ad quod requiritur novus consensus. Et quando impubes dissentit ante pubertatem, nec dissensum mutat, et factus pubes non ampliùs recordatur, sponsalia manent dissoluta. Et quando persistit toto tempore præcedenti in sponsalibus, et factus pubes interiùs dissentit, manent sponsalia dissoluta in foro conscientiæ; secùs dé foro contentioso, et jura concedentia impuberibus, ut possint resilire, pro cedunt in utroque foro, lib. 1, disp. 51, à num. 15 usque ad 19.

34. Sponsalia impuberum ita firmantur juramento, ut nulli adeptâ pubertate, liceat resilire; et ut juramentum firmet sponsalia, requiritur, ut impubes sit doli capax; v. g., quando ita pubertati proximi sunt, ut intellectum ac discretionem habeant ad firma reddenda sponsalia. Et quando dicantur proximi pubertati, relinquitur arbitrio judicis ex conje-

eturis videndis; et quando puer non est ita doli capax ad confirmanda sponsalia, indiget relaxatione juramenti, quæ concedenda est facilè ab episcopo propter ætatis imbecillitatem, lib. 1, disp. 51, à num. 22 usque ad 25.

35. Sponsalia puberum etiam jurata in favorem partis, seu in honorem Dei, per mutuum consensum dissolvuntur. Et quando unus resilit à sponsalibus, licèt ab obligatione liber non sit, alter tamen manet liber. Item nullo præfixo termino, si alter requisitus renuit tanto tempore, ut sit in morâ, peccat mortaliter, et alter manet liber, lib. 1, totâ disp. 52.

36. Sponsalia termino præfixo non impleta non obligant eum per quem non stat, cùm terminus adjicitur ad restringendam, seu definiendam obligationem: secùs quando adjicitur ad sollicitandum obligationis effectum, lib. 1, disput. 53, num. 5.

37. Si terminus ab uno tantùm contrahentium destinetur, ut alter intra illum impleat, censetur destinatus tantùm ad sollicitandum. Tamen quando adjicitur ab utroque contrahente respectu alicujus per utrumque implendi, si initio contractus adjiciatur, id est, antequàm contractus sit perfectè initus, et obligatio contractâ, censetur adjectus causâ restringendæ obligationis, ut eo transacto non duret, lib. 1, disp. 53, num. 3.

38. Sponsalia non dissolvuntur, quando alter, vel uterque legitimè fuit impeditus, licèt transeat terminus. Item quando transit terminus à judice positus ob periculum fornicationis instans; eo transacto is per quem non stetit, potest aliud matrimonium inire, lib. 1, disp. 53, num. 6, 7, 8 et 9.

39. Sponsalia etiam jurata dissolvuntur per translationem sponsi in longinquam regionem sine licentiâ sponsæ, nec requiritur sententia judicis : et hoc dicendum est in utroque foro. Tamen si sponsus est in loco propinquo, expectandus vel requirendus est ut contrahat, et si est detentus justo impedimento, non dissolvuntur, nisi detur periculum fornicationis. Item quando de proximo sponsi reditu nulla est spes, dissolvuntur; secùs si est aliqua spes. Item quando sponsus de licentiâ sponsæ se in longinquum transtulit, inter eosque convenit de absentiæ tempore, si non venit tempore statuto potest alii nubere, nisi constet, sponsum inculpabiliter non venire; et sponsa de futuro non tenetur sequi sponsum vagantem. Item mutatio domicilii in alium locum, est causa dissolvendi sponsalia, lib. 1, disput. 54, à num. 6 usque ad 14.

40. Sponsalia etiam jurata dissolvuntur per sequentem fornicationem naturalem, vel spiritualem sponsi vel sponsæ. Item per tactus impudicos, oscula, amplexus sequentes sponsalia sponsæ, non tamen sponsi. Item per copulam præcisam saltem sponsæ, non tamen sponsi inviti : et in fornicatione non datur compensatio; et ita femina fornicans non potest resilire, et vir potest fornicans; et hæc sponsalium dissolutio est in favorem innocentis. lib. 1, totâ disp. 55.

41. Sponsalia solvuntur per superveniens impedimentum dirimens, non verò per solùm impediens, excepto voto simplici castitatis; et is cujus culpâ contrahitur impedimentum, tenetur impetrare dispensationem, si facilè potest, et defloravit feminam aut infamiam patitur : secùs non concurrentibus his, lib. 1, totâ disp. 56.

42. Sponsalia etiam jurata dissolvuntur per fœditatem notabilem oculorum, vel nasi supervenientem; per paralysim, lepram, morbum contagiosum, gallicum, aut alium incurabilem. Item per fetorem oris, per damnationem criminis turpis, aut per deformationem quamcumque. Et hæc intelliguntur ex parte illæsi, et sic eo volente dissolvuntur; secùs si nolit, lib. 1, totâ disp. 57.

43. Sponsalia etiam jurata dissolvuntur per notam denuò notabilem, morum asperitatem, et sævitias : item per quamlibet sufficientem causam ad faciendum matrimonii divortium : item ob graves inimicitias inter sponsos ortas, lib. 1, totâ disp. 58.

44. Sponsalia etiam jurata dissolvuntur per paupertatem supervenientem sive sponsi, sive sponsæ; et sive præcedat promissio dotis, sive non : secùs dicendum, quando uno stante in eodem statu permanenti, et alteri accrescat ingentissima divitiarum copia, lib. 1, totâ disp 59.

45. Jurans se aliquam ducturum, nullâ dotis promissione præmissâ, non tenetur ipsam ducere, si cùm ipsa dives sit, nullam ei dotem assignare velit, lib. 1, totâ disp. 60.

46. Quando sunt duo vincula paria, et ejusdem rationis incompossibilia, prius prævalet, et dirimit sponsalia. Item dirimuntur sponsalia per aliquod inconveniens notabile, aut novam causam supervenientem, quæ si à principio extitisset, impediret ea contrahi, quamvis sint jurata, et ea nova causa contigisset postquàm sponsus in morâ fuit ea implendi, lib. 1, totâ disp. 62.

47. Sponsalia etiam jurata dissolvuntur ex causis præcedentibus ignoratis : item per fornicationem præcedentem sponsæ, non tamen sponsi. Item dissolvuntur, quando putabatur virgo, et erat vidua. Item dissolvuntur, quando erat vidua, vel aliàs corrupta propter fornicationem ignoratam : secùs dicendum si ille sciebat, illam esse impudicam. Item potest sponsa recedere à sponsalibus, si sponsus existimabatur non valdè vitiosus, et denuò cognovit sponsa esse vitiis notabiliter deditum, lib. 1, totâ disp. 63.

48. Quando dolus admissus per alterum sponsum, ipsoque culpæ reo existente, causam dedit contractui sponsalium, sunt ipso jure nulla. Non tamen sunt nulla, quando alter sponsus non decepit, sed quidam tertius, vel ipsemet contrahens suâ propriâ falsâ existimatione deceptus est : datur tamen in hoc casu posse irritari. Etiam non sunt irrita, quando dolus non dedit causam contractui, lib. 1, totâ disp. 64.

49. Causæ præcedentes ignoratæ, si dolus causam contractui non dedit, non sufficiunt ad sponsalia dissolvenda. Et quando contrahens est dubius de volun-

tate ex causæ gravitate, judicanda est ea juxta arbitrium prudentis, lib. 1, totâ disp. 64.

50. Sponsalia jurata ut dissolvantur ex causâ justâ, non desideratur juramenti relaxatio, lib. 1, totâ disp. 67.

51. Sponsalium dissolutio non potest peti ab eo qui simili causâ laborat, alteri tamen occultâ, lib. 1, disput. 68, num. 9.

52. Quando est certitudo causæ et facti, et quando causa publica, ac certa tam de jure, quàm de facto, licèt occulta, quando ipsa sponsalia sunt etiam occulta, nulla desideratur auctoritas judicis ad solvendum illa; secùs quando causa est occulta et sponsalia publica, et judex cujus auctoritate dissolvenda sunt, est solus ecclesiasticus, ordinarius, vel delegatus, et non parochus, lib. 1, totâ disp. 69.

53. Ad dissolvenda sponsalia in foro conscientiæ sufficit ea cognitio, quæ sufficit in foro externo, v. g., unus testis, licèt consanguineus, de certâ scientiâ jurans, vel famâ. Et si sit persona fide digna, et de certâ scientiâ testificans, sine suspicione aliquâ mendacii, sufficit sine juramento, licèt relatione aliorum propriâ experientiâ cognoscat causam dissolvendi, lib. 1, totâ disput. 73.

54. Si causa dissolutionis sponsalium occulta, infamiæ gravis tota afficiat, ut si sit occulta sponsæ reputatæ virginis fornicatio, potest in judicio detegi, ut ea dissolvantur, quando priùs fuit monita ad dissolvendum, vel ad desistendum, et secundò per parentes et proximos noluit desistere, lib. 1, totâ disp. 70.

55. Unicus testis non citatus, et oblatus per partem, et nolens testari publicè, et nominis publicatione, et allegans turpitudinem suam, et criminosus sit, plenè probat impedimentum ne matrimonium contrahatur, licèt sponsalia sint jurata. Non sufficit tamen unicus testis, quando allegatur impedimentum impediens matrimonium, vel alia causa, quâ existente, nullum est peccatum contrahere, lib. 1, disp. 71, à num. 1 usque ad 8.

56. Ut unicus testis sponsalia perfici impediat, requiritur primò ut deponat, et non sufficit denuntiare, nisi probet de famâ; secundò ut juret se certò scire impedimentum; et non sufficit de solo auditu testificari, nisi ad probandam consanguinitatem, dummodò distinguatur gradus clarâ computatione ab utroque latere; tertiò requiritur ut testis non sit vilis persona, nisi aliter probari nequeat, considerante judice qualitatem illius, lib. 1, disp. 71, à num. 9 usque ad 12.

57. Fama impedimenti plenè probat illud, ne contrahatur matrimonium, et dissolvit sponsalia etiam jurata, nisi adhibeatur de contrariâ famâ clarior probatio; et ad hanc probationem contra famam admittitur juramentum consanguineorum, et volentium contrahere, juxta qualitatem personarum, et arbitrium judicis, lib. 1, disp. 71, à num. 13 usque ad 17.

58. Rumor non sufficit ad impediendum ne matrimonium contrahatur. Differunt tamen fama et rumor; fama enim est, quando major pars viciniæ acclamat; rumor verò quando aliqua pars, v. g., tertia, vel quarta pars viciniæ, lib. 1, disp. 71, num. 18.

59. Pignora minimè valent in contractu sponsalium, si præcedat stipulatio pœnæ, et tradantur pignora; secùs si præcedat arrharum stipulatio, lib. 1, totâ disp. 38.

Sponsus.

1. Sponsus potest cogere alterum ad fidem sponsalium validorum servandam, quando aliquo vitio occulto laborat, cujus si alter conscius esset, posset justè resilire, lib. 1, disp. 68, num. 8.

2. Sponsus accedens ad sponsam conscius ejus fornicationis, vel cujusvis causæ dissolvendi, non potest dissolvere sponsalia valida, licèt antea habuisset animum non remittendi, lib. 1, totâ disp. 66. Contrarium tamen sequitur doctor, ut probabilius, lib. 10, disp. 14, num. 24.

3. Sponsi habent ante consummationem bimestre ad deliberandum de religionis ingressu, ad profitendum verò integrum annum, qui à judice coarctari nequit, nisi magna interveniat causa; et licèt concedatur bimestre ad profitendum, corrigitur per Trid., sess. 25, de Reg., cap. 15; lib. 2, disp. 24, à num. 1 usque ad. 7.

4. Si sponsa duodenis transeat ad religionem, exspectandus est sponsus quadriennio, et si alter sponsus prætextu religionis nimis differat matrimonium consummare, vagans de unâ in aliam religionem intra annum novitiatûs, judex potest compellere, dato termino peremptorio, ut profiteatur in unâ, vel redeat ad sponsum, ut consummet matrimonium, lib. 2, disp. 14, num. 8 et 9.

5. Bimestre concessum sponsis non est præcisum, sed arbitrarium, unde potest judex, causâ cognitâ, restringere, vel prorogare; non tamen facilè, lib. 2, disp. 24, num. 12.

6. Sponsus non intendens ingredi religionem, non tenetur intra bimestre reddere debitum; bimestre enim non conceditur tantùm ad hoc, sed etiam ut sponsi præparent necessaria solemnitati nuptiarum, et ne sponsus citò sibi traditam sponsam parvi pendat; pluris enim eam faciet, si traditio differatur, crescente in eo cupidine fruendi illâ, lib. 2, disp. 24, num. 25.

7. Sponsus non transiens ad religionem ante bimestre, adhuc potest eo transacto ingredi, si matrimonium consummatum non sit, lib. 2, disp. 24, num. 27.

8. Sponsis impeditis contrahentibus sponsalia sub conditione: si Papa dispensaverit, non licent tactus, et oscula ante dispensationem impetratam, vel post, dùm non est ratificatus ille prior consensus. Item dicendum de quibuscumque sponsalibus conditionalibus ante impletam conditionem, lib. 5, disp. 5, num. 38, 39 et 40.

9. Sponsa non venit nomine uxoris in statuto, ut vir lucretur partem dotis, uxore decedente, lib. 1, disp. 1, num. 5.

Stipulatio.

1. Stipulatio potest fieri tripliciter : 1° quando verba promissionis, et executionis diriguntur in absentem, et tunc revocari potest ante acceptationem absentis ; 2° quando promissionis verba diriguntur in præsentem, executionis verò in absentem ; etiam potest revocari ante acceptationem absentis ; 3° quando impersonaliter, tacitâ personâ cui promittur, ut Promitto me daturum Titio ; et valet quando stipulatio interest. Et attento jure Cæsareo, et antiquo regio Castellæ, non potest alter alteri stipulari, lib. 1, disp. 7, à num. 1 usque ad 4.

2. Fratres non possunt stipulari pro fratribus, mater tamen potest ; non ut quæratur actio ei pro quo fit stipulatio, sed qui stipulatus est aget actione ex stipulatu ad interesse, lib. 1, disp. 7, num. 5.

3. Stipulatio patris pro filio est valida, quando stipulatur ad dandum aliquid filio, vel faciendum pro illo, si id quod dandum ejus generis est, ut acquiratur, ut profectitium quoad proprietatem, seu adventitium quoad usumfructum. Item est valida si non acquiritur patri, ut castrense, vel quasi ; tunc stipulatio pro filio, ut filio, valida est, ut extraneo minimè. Item stipulatio patris pro filio, ut filio, ob benemerita quæ sunt erga extraneum. Item stipulatio ad aliquid faciendum pro filiofamiliâs, si factum personæ filii cohæreat, valet quoad filium, non verò quoad patrem, nisi suâ intersit interesse pecuniario. Et quando factum non cohæret personæ filii, ut filio, scribendum esse librum, idem dicendum est sicut de stipulatione dandi. Item valida est stipulatio patris pro filiofamiliâs, ut filio, pro tempore quo sui juris erit, ut extraneo minimè. Et in omnibus, in quibus potest stipulari pro filiofamiliâs, potest pro emancipato, lib. 1, disp. 7, num. 6 et 7.

4. Curator pro minore, et tutor pro pupillo, ut legitimus administrator potest validè stipulari, lib. 1, disp. 7, num. 8.

5. Filiusfamiliâs pro patre, servus pro domino, monachus pro monasterio validè stipulari potest, in quibus potest pater : secùs dicendum de famulo respectu heri, et de filio juris sui effecto loco patris aut matris, et de discipulo respectu magistri, lib. 1, disp. 7, num. 9.

6. Alter potest validè pro altero stipulari favore causæ piæ, lib. 1, disp. 7, n. 10.

7. Stipulatio facta à notario pro absente ante acceptationem, revocabilis est, nisi fiat in judicio, lib. 1, disp. 7, num. 11.

8. Quando stipulatio fit ab his qui possunt pro absente stipulari in contractibus lucrativis non indiget consensu absentis, et statim irrevocabilis manet : secùs dicendum de onerosis, et respectivis ultrò citròque obligatoriis, lib. 1, disp. 7, num. 12.

9. Nec obligatio civilis, nec naturalis oritur ex stipulatione ejus qui pro altero stipulari non potest ; nec oritur obligatio jure canonico, ex stipulatione alterius pro altero factâ, licèt juramento firmetur, nisi fiat Deo in honorem ejus. Etiam attento jure regni Castellæ non oritur nisi servatis solemnitatibus juris communis, quæ dicta manent, lib. 1, disp. 7, à num. 18 usque ad 28.

Stuprum.

1. Stuprum non datur sine raptu ; atque ita violatio virginis spontè consentientis, quamvis sit sub curâ paternâ, non differt à simplici fornicatione : tuncque solùm adest species stupri, quando adest injustitia, eò quòd virgo violatur, sive sit sub curâ parentum, sive non. Et ubi nulla vis infertur virgini, non est necessariò exprimenda in confessione circumstantia virginitatis, sive in actu desiderii, sive copulæ, lib. 7, disp. 14, à num. 3 usque ad 6.

2. Ratio stupri consistit in injustitiâ admissâ auferendo violenter à virgine claustrum virgineum, differtque à raptu quòd raptus solam violentiam importat, non habitâ ratione statûs feminæ, sive sit virgo, sive soluta, sive conjugata. Unde qui vi cognoscit virginem, duplicem luxuriæ malitiam specie diversam committit, alteram stupri, alteram raptûs, et utraque est necessariò confitenda, lib. 7, disp. 14, num. 7.

3. Corruptio virginis precibus importunis tunc est stuprum, quando preces illæ violentiæ æquivalent. Item est stuprum necessariò fatendum, si virgo dolis circumventa, aut ignorans cognoscatur : secùs dicendum, quando nulla vis infertur feminæ virgini, sed solis parentibus, aut tutoribus, è quorum domo virgo voluns abducitur, lib. 7 disp. 14, num. 8, 9 et 10.

4. Femina rapta præ timore consentiens defloratioui, minimè tenetur circumstantiam virginitatis, vel raptûs fateri ; et dùm solum femina desiderium copulæ confitens non est consilium interrogare eam, an sit virgo, et ea quæ non est virgo confitens desiderium fornicandi, non tenetur explicare, se non esse virginem, nec confessor tenetur de tali circumstantiâ eam interrogare, nec ipsa interrogata tenebitur respondere, lib. 7, disp. 14, num. 14 et 15.

Suspensio.

1. Suspensus ad certum tempus, si eo tempore durante incurrat similem suspensionem, confunduntur hæc duo tempora, quando incurritur ipso jure, nisi judex in sententiâ declaret, ut incipiat finito priori tempore, lib. 3, totâ disp. 50.

2. Suspensus ab officio non est suspensus à beneficio, nisi expressè id declaretur : tamen ubi suspensio esset perpetua, et ob grâve delictum, potest sic suspensus privari titulo beneficii. Unde parochus suspensus ab officio, quia interfuit matrimonio clandestino, non est à beneficio suspensus, lib. 3, totâ disp. 51.

3. Suspensus triennio, vel ad certum tempus, quia interfuit matrimonio clandestino, non potest absolvi ab episcopo, nec virtute decreti Trid., sess. 24, c. 6, de Reformat. Tamen à suspensione ipso jure impositâ in Trident., sess. 24, cap. 1, de Matrim., parocho, vel alii sacerdoti conjungenti, aut benedicenti alienos parochianos absque licentiâ proprii parochi, non solus episcopus, sed etiam ejus vicarius generalis potest absolvere, lib. 3, totâ disput. 52.

4. Suspensio non incurritur, nec excommunicatio, nec interdictum ob culpam venialem, lib. 9, disp. 32, num. 29.

T

Testamentum.

1. Pater potest dare facultatem filio testandi de legitimâ ipsi debitâ ex bonis filii, ut possit liberè de illis disponere in præjudicium aliorum filiorum. Exigitur tamen juramentum patris, ut valeat licentia, nisi fiat in ipso actu testandi in vitâ, vel in morte; quæ interveniente juramento, non potest revocari, et obtentâ licentiâ potest filius instituere majoratum suis conditionibus; mater tamen dùm nupta est, non potest concedere hanc licentiam absque viri licentiâ, lib. 6, disp. 4, n. 19, 20 et 21.

2. Vidua transiens ad secundas nuptias non perdit facultatem exequendi testamentum, vel potestatem nomine viri testandi ab ipso sibi concessam, lib. 7, disp. 88, num. 14 et 15.

Titulus.

1. Gesta à judice ordinario, vel delegato ad unam et alteram causam, etiam quandò vitium est circa commissionem factam à legitimo superiori, nisi jus in pœnam casset pertinentia ad utrumque forum, valida sunt, si is judex titulum habeat communi errore existimatum legitimum, et à legitimo superiori collatum. Tamen non sufficit error unius, vel alterius, nec error solius principis concedentis titulum, nec error communis crassus, vel supinus. Sufficit tamen communis error in eo loco ubi actus gestus fuit, quamvis in alio notorium sit impedimentum. Idem si in eo loco erat publicum et denuntiatum impedimentum, si tantum temporis spatium intercesserit, ut jam ab hominum memoriâ lapsum sit, ita communiter ignoretur, lib. 3, disp. 21, à num. 1 usque ad 20.

2. Gesta per habentem impedimentum juris divini, aut naturalis, quamvis concurrat titulus putativus, et communis error, sunt nullius momenti. Erunt tamen valida quando impedimentum est solius juris humani. Unde si non sacerdos sacramentaliter absolvat, quamvis communiter existimetur sacerdos, et verus parochus, absolutio est irrita. Idem de pontifice inhabili, ut femina, et de judice carente usu rationis lib. 3, disp. 22, à num. 21 usque ad 29.

3. Gesta per habentem titulum putativum obtentum tempore quo occultè excommunicatus erat, valida sunt, dùm impedimentum communiter latet. Item omnia gesta per excommunicatum occultum existente communi errore, valida sunt. Item per quemcumque publicè excommunicatum, dùm denuntiatus, vel notorius clerici percussor non sit, licèt in hoc loco sit occultus, et in alio denuntiatus, vel denuntiatus in eodem loco; et temporis spatio illa denuntiatio oblivioni data est. Item judex occultè excommunicatus potest validè excommunicare, licèt sit publicè, dummodò non denuntiatus, aut notorius percussor clerici. Item potest gerere jurisdictionem circa temporalia et spiritualia : secùs dicendum in omnibus de excommunicato denuntiato, vel notorio percussore clerici; secùs tamen de hæretico occulto, vel publico, non denuntiato. Et hæc, quæ dicta sunt, non solùm intelliguntur de parocho, sed etiam de delegato ex speciali delegatione audiente confessiones errore communi, et titulo vero, aut putativo, lib. 3, disp. 22, à num. 30 usque ad 39.

4. Gesta per habentem titulum putativum sunt valida etiam respectu scientium impedimentum, sed sunt retractanda in punitionem delicti : secùs dicendum, quando impedimentum est excommunicationis non denuntiatæ, aut notoriæ percussionis clerici, et de confessione factâ scienter excommunicato occulto, vel publico non denuntiato, etc. Idem dicendum quando est denuntiatus in alio loco, et in isto ubi exercet jurisdictionem ignoratur quantùm ex parte jurisdictionis, l. 3, disp. 22, à num. 40 usque ad 46.

5. Ut gesta valeant, non sufficit communis error, sed necessarius est titulus collatus à superiori, quamvis invalidus sit ob aliquod vitium latens, nec sufficit titulum conferri à quocumque superiori, sed conferendus à legitimo conferre potenti. Unde si error sit in personâ delegantis, licèt existimatus verus prælatus, gesta per delegatum erunt nulla. Nec sufficit electio facta à potente eligere, ubi confirmatio superioris est necessaria, sed oportet hanc accedere. Idem dicendum de gestis per electum, si peccetur in electionis formâ, eò quòd solemnitas jure præscripta omittatur in electione, vel collatione, nisi accedat legitimi superioris confirmatio, lib. 3, disp. 22, à num. 47 usque ad 53.

6. Quando quis ob delictum ipso jure amittit officium, dùm amissio occulta est, valent gesta per illum. Idem dicendum quando privatio, et hominis inhibitio est occulta concurrenti communi errore, lib. 3, disp. 22, à num. 55 usque ad 59.

7. Matrimonium contractum coram parocho intruso, non habenti titulum à legitimo superiori, non valet : secùs si titulum habeat invalidum ob vitium occultum, licèt notum sit contrahentibus illum non esse verum parochum. Idem si laicus existimatus sacerdos assistat matrimonio de licentiâ parochi intrusi. Item erit validum, si revocet licentiam legitimam concessam stante revocationis errore. Item si parochus eo ipso beneficium amittat, si matrimonio assistat, vel alius de ejus licentiâ, validum est, lib. 3, disp. 22, à num. 60 usque ad 63.

V

Vagus.

1. Vagi dicuntur carentes domicilio certo habitationis, licèt habeant originis. Item qui pristinum domicilium omninò deserentes, navigant, vel iter faciunt quærentes ubi se collocent, licèt destinâssent ubi domicilium constituturi sint, nondùm perventi ad illud. Item qui relictâ parochiâ, dùm non invenit domum, hospitatur in aliquâ parochiâ ad breve tempus, lib. 3, disp. 25, à num. 1 usque ad 4.

2. Vagi possunt cuicumque parocho fateri; et idem

dicendum de vago qui hospitatur in aliquâ parochiâ obiter, lib. 3, disp. 25, num. 5, 6 et 8.

3. Parochus non potest vagorum matrimonio interesse, nisi diligenti inquisitione præmissâ, et obtentâ ordinarii licentiâ, licèt alter solus ex contrahentibus vagus sit. Et ordinarius, cujus licentia petenda est, erit episcopus vel ejus vicarius generalis. Et idem dicendum de prælatis habentibus jurisdictionem quasi episcopalem, lib. 3, disp. 25, à num. 6 usque ad 10.

4. Quicumque parochus potest matrimonio vagorum interesse, nisi sit alicubi confessor pro vagis deputatus ex pontificio privilegio, ut nullus alius possit, lib. 3, disp. 25, n. 11 et 12.

5. Ille qui pristinum domicilium omninò deseruit, iter agens aut navigans, animo acquirendi domicilium, dùm non acquisivit, incipiens habitare potest contrahere matrimonium coram quocumque parocho. Idem dicendum de non habente parochiam, dùm hospitatur ad breve tempus in aliquâ. Et idem dicendum, licèt alter tantùm sit vagus, alter verò incola, et ille parochus cui voluerunt se subjicere, potest dare licentiam alii sacerdoti, ut intersit eorum matrimonio, lib. 3, disp. 25, à num. 13 usque ad 15.

6. Parochus non præmissâ debitâ diligentiâ, et licentiâ ordinarii, peccat mortaliter si sit præsens; validum tamen est matrimonium, lib. 3, disp. 25, num. 16 et 17.

Verba.

1. Quando verba sunt dubia, standum est in foro conscientiæ intentioni contrahentium, si de illâ constat, secùs in foro externo. Et si deest internus consensus, nulla oritur obligatio; secùs quando adest internus consensus se obligandi, manifestatus aliquo quocumque signo externo, dummodò contrahentes intelligant se mutuò verè contrahere. Unde validè contrahunt Indi utentes his verbis : Ego ducam te. Item quando est dubium de matrimonio, semper sententia est ferenda in ejus favorem, nisi fuerit dubium de impotentiæ impedimento. Idem quando dubium est de consensu, et consequenter de matrimonio. Et opinio singularis est præferenda plurium sententiæ matrimonium impugnantium, quando non nituntur expresso textui. Et quando non constat de intentione contrahentium, verba dubia sunt in utroque foro judicanda secundùm verborum intelligentiam; quod intellige, quando contrahentes verborum significationem intelligebant, lib. 1, disp. 18, à num. 1 usque ad 8.

2. Verba ex quibus oriuntur sponsalia, vel matrimonium, sunt quintuplicia. Quædam sunt de præsenti, vel de futuro quoad sonum et significationem, ut : Accipio te in meam; ex quibus nascitur matrimonium, vel : Accipiam Mariam; ex quibus oriuntur sponsalia. Alia sunt quoad sonum, et significationem de præsenti, sed propter aliquod adjunctum fiunt de futuro, ut : Accipio te in crastinum, et deinceps; ex quibus oriuntur tantùm sponsalia. Alia sunt de futuro quoad sonum, sed de præsenti propter aliquod adjunctum, ut : Ex nunc te habebo in meam; vel : Posthàc cunctis diebus vitæ meæ providebo tibi sicut uxori; quæ constituunt matrimonium, et Sacramentum. Tandem alia sunt dubia, ut : Volo te habere in uxorem (vel esse meam); ex quibus oriuntur sponsalia, nisi ea verba deliberatè prolata essent, id est, ad interrogationem alius, et præcessisset tractatus de contrahendo; vel si addatur illis : Ex nunc; verba tamen : Volo te esse uxorem, sunt æquivoca. Item ex verbis : Promitto me desponsaturum Mariam, non oriuntur sponsalia, sed tantùm promissio de illis contrahendis; tamen ex verbis : Habebo, tenebo, tractabo te ut uxorem; vel : Providebo tibi ut uxori, oriuntur tantùm sponsalia. Idem dicendum de verbis : Nunquàm te derelinquam pro aliâ. Secùs dicendum de verbis : Posthàc eris meus (vel ex nunc), lib. 1, disp. 18, à num. 9 usque ad 29.

3. Ex verbis : Ut nullam aliam à te ducam, nec sponsalia, nec matrimonium oriuntur; tenetur tamen qui usus fuit illis volendo contrahere matrimonium, contrahere cum istâ cui facta est promissio, casu quo matrimonium eligat. Idem dicendum si dicat : Nullam aliam ducam nisi te; vel : Nullam aliam ducam quàm te; vel : Nullam ducam præter te; nisi ex conjecturis colligatur voluisse contrahere, vel sponsalia, vel matrimonium secundùm quod tractabatur; tamen ex verbis : Non aliam, sed te ducam, oriuntur sponsalia. Si dicat autem : Non aliam, sed te duco, est matrimonium. Idem si dicat : Nolo aliam nisi te, lib. 1, totâ disp. 19.

4. Verba parochi, v. g. : Ego vos conjungo matrimonialiter, etc., non sunt de essentiâ, sed tantùm de præcepto obligante parochum ad veniale. Unde si parochus audito utriusque consensu dicat : Ego postea vos conjungam, non impeditur effectus matrimonii, lib. 3, disp. 28, à num. 1 usque ad 6.

5. Verba turpia audire, loqui seu scribere, de se non est peccatum : unde si proferantur, scribantur, et audiantur cujusdam vani solatii gratiâ, non excedit veniale; erit tamen aliquando mortale ratione scandali, lib. 9, disp. 46, à num. 32 usque ad 36. Idem erit mortale, quando dicitur ob notabilem rei turpis cogitatæ delectationem; secùs si sit modica, ibid., n. 39 et 40.

Vestis.

1. Quando consummato matrimonio constat de animo donandi, non est facienda distinctio, an sint vestes pretiosæ, an quotidianæ, sed acquiruntur uxori. Si verò constet de solo animo accommodandi ad usum, sunt, soluto matrimonio, restituendæ viro, lib. 6, disp. 15, num. 1 et 2.

2. Donatio vestium pretiosarum non valet nisi morte confirmetur, quotidianarum verò valet statim, lib. 6, disp. 25, num. 3 et 4.

3. Vestes quotidianæ censentur donatæ uxori, quando dubium est de animo donantis; secùs dicendum de pretiosis. Et eadem distinctio facienda est de pretiosis jocalibus, et quotidianis, lib. 6, disp. 25, à num. 5 usque ad 13.

4. Vestes quotidianæ de bonis viri tradendæ sunt

uxori, licèt dotis fructus excedant; secùs dicendum de vestibus pretiosis, licèt mittens exprimat se donare, et vir fateatur vestes pretiosas esse uxoris. Secùs dicendum quando fuerit consuetudo in illâ regione, ut animo donandi illas mittant, vel si sponsa donet aliquid viro. Item si vir tradens vestes pretiosas valdè dives et nobilis sit, quando actus à nobili gestus convenit donationi, lib. 6, disp. 25, à num. 14 usque ad 19.

5. Quæ dicantur vestes pretiosæ, quæ quotidianæ, relinquitur arbitrio prudentis, attentâ viri et uxoris dignitate, et patriæ consuetudine inter similes personas, et consideratâ uxoris quantitate dotis. Unde vestes sericæ numerantur quotidianæ apud nobiles et divites, quando attentâ nobilitate, et divitiis, hæ decent ipsos. Apud inferioris autem notæ personas, minùsque divites inter pretiosas computantur, lib. 6, disp. 25, num. 20 et 21.

6. Si vestes distinctæ sunt pro anni tempore, aliæ, v. g., hiemales, et aliæ æstivæ, si pro dignitate necessariæ sunt, omnes censentur quotidianæ. Idem dicendum de vestibus honorificis, sine quibus attentâ dignitate conjugum, mulier commodè, et pro dignitate sine dedecore non potest exire in publicum in diebus non festivis, quamvis ex se pretiosæ sint. Secùs dicendum de diebus festivis, lib. 6, disp. 25, à num. 22 usque ad 26.

7. Sive vestes mittantur uxori, sive sponsæ, si sunt pretiosæ non censentur donatæ, quotidianæ verò maximè, et hoc attento jure communi, et antiquo Castellæ. Secùs dicendum secundùm jus novum Castellæ, licèt donatio, et vestes excedant decimam partem bonorum sponsi, lib. 6, disp. 25, à num. 27 usque ad 31.

8. Vestes donatæ à socru nurui, si fuerint pretiosæ, quando non constat de ejus mente, non censentur donatæ; si verò fuerint quotidianæ, maximè. Idem dicendum de vestibus datis per patrem filiæ nuptiarum tempore. Attamen vestes pretiosæ censentur donatæ, quando ultra dotem tradidit eas pater. Item vestes pretiosæ datæ filiæ, vel nurui, conferendæ sunt tales, quales erant collationis tempore, et non secundùm æstimationem temporis quo traditæ fuerunt, nisi datæ sint æstimatæ eâ æstimatione, quæ fecit emptionem, lib. 6, disp. 25, à num. 52 usque ad finem.

Vicarius.

1. Vicarius generalis episcopi, etiam sede vacante, et aliorum habentium jurisdictionem quasi episcopalem, est ordinarius, non tantùm quoad ea quæ sibi ex officio competunt, sed etiam quoad commissa sibi ab episcopo unicâ commissione, dùm constituit eum vicarium; et in his, in quibus est ordinarius, non appellatur ab illo ad episcopum. Et venit nomine ordinarii, quoties talis mentio fit; secùs quando est delegatus. Item potest audire confessiones in totâ diœcesi, et dare licentias, et comprehenditur nomine proprii sacerdotis in cap. *Omnis*. Item potest interesse matrimonio, committereque alii, ut intersit. Idem dicendum de vicariis habentibus jurisdictionem quasi episcopalem, et de vicario foraneo habente delegatam ab episcopo matrimonialium causarum cognitionem, lib. 3, totâ disp. 29.

2. Vicarius foraneus est delegatus, licèt constituatur in aliquâ parte diœcesis ad universitatem causarum illius loci. Item erit foraneus, si constituatur in aliquâ parte diœcesis, licèt sit in solâ civitate in quâ residet episcopus, et ab illo potest appellari ad episcopum. Vicarius autem generalis est ille, qui gerit vices ordinarii constituentis in eodem loco, et tribunali in quo consuevit ipse ordinarius jus dicere, lib. 3, disp. 29, num. 10, 11 et 12.

3. Potestas vicarii tribus modis cessat: 1° revocatione episcopi factâ per ipsum, vel ejus epistolam, vel per ejus procuratorem, vel nuntium ad id destinatum. Idem dicendum de revocatione delegati; 2° cessat excommunicatione episcopi notoriâ, et denuntiatâ, etiam quoad negotia incœpta ante excommunicationem. Item interdicto episcopo manet interdictus vicarius; tamen licèt suspendatur jurisdictio, manet verus vicarius, et potest judicare causam ab alio delegatam, quando cognitio ejus non est specialiter suspensa per excommunicationem. Item episcopus suspensus, vel excommunicatus denuntiatus potest, et etiam ejus vicarius, interesse matrimonio; non tamen potest constituere vicarium, aut parochum. Cessat morte ipsius episcopi omninò ipso facto, et omnia gesta sunt nulla, etiam quoad negotia cœpta, licèt mors non sit intimata vicario. Et quando est conscius vicarius mortis, et communiter ignoratur, interim gesta valent. Secùs dicendum quando communiter scitur, et ille minimè. Et idem dicendum quando vicarius est revocatus ab episcopo. Item differentia quæ reperitur inter vicarium foraneum, et ordinarium est, quòd jurisdictio ordinarii expirat omninò morte episcopi, etiam quoad incœpta negotia, foranei verò minimè, lib. 3, totâ disp. 30.

4. Nomine officialis diœcesani intelligitur vicarius generalis episcopi illius diœcesis, lib. 8, disp. 27, num. 29.

Vidua.

1. Vidua semel fornicans anno luctûs perdit legatum à viro relictum post sententiam judicis, ac incurrit omnes pœnas nubentium intra illum annum, nisi eo anno luctûs quo femina fornicatur, jam secundò nupserat ante fornicationem, vel si post annum luctûs vidua adhuc fornicata est. Et hoc etiam attento jure regio Castellæ, lib. 7, disp. 90, à num. 1 usque ad 7, et num. 11.

2. Vidua luxuriosè vivens in regno Castellæ amittit lucra constante matrimonio acquisita, lib. 7, disp. 90, num. 8.

3. Vidua fornicans non privatur proprietate bonorum ex prioris viri substantiâ acquisitorum, et non tenetur eam restituere filiis prioris matrimonii, lib. 7, disp. 90, num. 14.

4. Vidua fornicans in foro conscientiæ non amittit, necdùm per unam fornicationem, aut tactus, filiorum tutelam: si tamen fuerit accusata in foro externo de

fornicatione, tutelâ est privanda, lib. 7, disp. 90, num. 16.

5. Vidua secundò nubens intra annum luctûs perdit lectum quotidianum, et debet restituere medietatem hæredibus defuncti; qui lectus deducendus est ex acervo bonorum, quæ constante matrimonio acquisita sunt. Quòd si talia lucra non supersint, deducetur ex capitali conjugis defuncti. Et hic lectus quotidianus non intelligitur sericus, vel pretiosus, quo tempore matrimonii utebantur conjuges, sed is qui statui viduali conveniens est, lib. 7, disp. 87, num. 32. Attamen vestes lugubres ex substantiâ prioris mariti sibi traditas non perdit, nec tenetur restituere; casu quo tenentur hæredes viduam alere, teneri quoque ad has vestes præstandas : secùs autem non, nisi adsit consuetudo. Et quando vestes sunt modici pretii, censentur donatæ, si hæres tenetur eas dare, eò quòd teneatur eam alere, vel quia consuetudo est. Et quando non tenetur eas præstare, distinguendum est : aut sunt pretiosæ, aut quotidianæ; si pretiosæ, non censentur donatæ; si verò quotidianæ, censentur donatæ. Et casus, quo vidua tenetur secundò nubens restituere vestes lugubres, non est correctus jure canonico, l. 7, disp. 87, num. 31.

6. Conjux transiens ad secundas nuptias amittit proprietatem omnium bonorum, quæ à conjuge defuncto consecutus est, et ea transfert ad filios prioris matrimonii, retento solo usufructu; nec potest dare in dotem posteriori marito, nec alio titulo ei relinquere plus quàm dederit uni ex filiis prioris matrimonii, cui minùs reliquit, lib. 7, disp. 88, n. 2 et 3. Item quamvis administrans mater bona filii non teneatur de modicis rationem reddere, secundò nubens tenetur, ibid., n. 36.

Virginitas.

1. Virgo manens potest concipere ex semine viri circa vas effuso, matrice feminæ illud attrahente, l. 7, disp. 113, num. 10.

2. Virgo defiorata semper præsumitur seducta in foro externo, lib. 8, disp. 36, num. 12.

3. Existimans virginem eam cum quâ iniit matrimonium, cùm tamen sit corrupta, non tenetur illud consummare, lib. 7, disp. 18, num. 10.

4. Virgo reputata potest vitium defiorationis tegere, ut nubat, imminenti periculo mortis à parentibus inferendæ; secùs si non esset periculum tale, lib. 9, disp. 20, num. 11.

5. Virgo sumens potionem, vel quidvis aliud quo prolis conceptioni obstet, committit peccatum mortale contra naturam, ita ut nullo bono fine, ut jacturâ vitæ aut famæ cohonestari possit, lib. 9, disp. 20, num. 2 et 10.

6. Matronæ de sponsæ virginitate deposituræ, debent esse artis peritæ, honestæ ac bonæ famæ, non debent esse leves aut viles, nec nimis juvenes, nec nimis senes, nec nobiles. Earum electio est judicis et non partium; et possunt recusari, et non satis est, ut oculis verenda virginis inspiciant, sed sagaciter, atque sufficienter tangant manibus; et tenentur cum omnimodâ certitudine testificari. Et duæ matronæ sufficiunt, ut de virginitate deponant, et aliquando desideratur altior peritia ad judicandum, quàm quæ in feminis reperitur, et tunc medici periti adhibendi sunt. Et in his multa judex ex officio supplet. Et ideò multa alia omitto, quæ pertinent magis ad forum externum quam internum; facilè possunt videri ab studioso lectore, lib. 7, totâ disp. 113.

7. Signaculum virginale, non est pars aliqua carnis, seu membrana, sed quædam quasi complicatio partium ipsius orificii vasis feminei, quæ per viri accessum dilatatur, et sic aperitur et patefit vas naturale, lib. 7, disp. 14, num. 1.

Viricidium.

1. Viricidium non impedit matrimonium, lib. 7, disp. 16, num. 6.

Votum.

1. Votum de contrahendo, nisi matrimonium sit in præcepto, vel causâ piâ, non obligat, nec valet; item votum religionem profitendi ante consummationem, excepto voto Beatæ Mariæ ob peculiarem rationem. Item non valet votum sub conditione, nisi Deus aliter disposuerit. Item votum de actibus virtutis, qui privant majus bonum. Est tamen validum votum non ludendi quoad ludum causâ recreationis honestæ; et de contrahendo propter instantes tentationes carnis, et assiduas. Item de contrahendo cum concubinâ à quâ difficillimè recedere potest. Item votum concludens aliquod bonum, quod potest esse ipsius materia, licèt perfectiora bona excludat. Nota quòd, ut aliquid fiat ob causam piam, duo requiruntur, nempe, ut concurrat pietas in personâ, et fiat causâ pietatis, lib. 1, totâ disp. 4.

2. Votum religionis impletur per ingressum bonâ fide, licèt postea exeat justa causa, lib. 1, disp. 34, n. 17.

3. Votum de re illicitâ non obligat, cà possibili, vel licitâ factâ; lib. 1, disp. 50, n. 60.

4. Castitas, paupertas et obedientia sunt annexa essentialiter statui religioso; et desideratur essentialiter ut hæc tria confirmentur aliquo voto, et fiant in religione approbatâ pro tali à Sede Apostolicâ. Nec satis est, ut modus vivendi approbatus sit, nisi tanquàm vera religio approbetur, lib. 7, disp. 25, à n. 1 usque ad 10.

5. Traditio alia perfectissima et solemnis, quæ tradentem semetipsum privat totalis corporis dominio, et reddit inhabilem ad transferendum dominium suî in alium, ut in voto solemni. Alia non solemnis quæ reddit personam subjectam ei cui traditur, sed non privat tradentem omninò dominio, et incapacem reddit, quin validè, peccando tamen, transmittat suum dominium in alium, ut in voto simplici, lib. 7, disp. 25, n. 11.

6. Essentia voti solemnis consistit in traditione ipsius voventis, et acceptatione Dei, non immediatè, sed per ministros ab Ecclesiâ ad id destinatos. Quæ essentia est de jure naturali et divino, et circumstantiæ, et conditiones sub quibus acceptatur, sunt de jure ecclesiastico, lib. 7, disp. 25, num. 14 et 16.

7. In voto simplici, quo res de præsenti offertur

Deo, non invenitur traditio, sed nuda promissio, demptis votis societatis Jesu. Item votum simplex non est ex naturâ ipsâ rei tanti vinculi, quanti solemne. Item votum simplex differt specie à solemni, l. 7, disp. 25, à num. 17 usque ad 20.

8. Votum castitatis in religione approbatâ in manu illius prælati emissum non promissis paupertate et obedientiâ, non est solemne, et per illud non dirimitur matrimonium subsequens. Idem dicendum de promissione trium votorum factâ in religione approbatâ et acceptatâ per superiorem illius, non obligando se illi religioni, sed religioni in communi, lib. 7, disp. 25, num. 21 et 22.

9. Votum solemne in religione approbatâ emissum dirimit matrimonium jure naturali et divino, lib. 7, totâ disp. 26.

10. Votum simplex, excepto voto societatis Jesu post biennium emisso, impedit matrimonium, non tamen dirimit. Idem dicendum de voto ingrediendi religionem, assumendi ordines sacros, non incundi conjugium, et de juramento de his, vel de castitate servandâ facto, licèt sint conditionata, ante eventum conditionis, lib. 7, disp. 11, à num. 1 usque ad 8.

11. Astrictus votis dictis numero præcedenti, non potest matrimonium absque dispensatione inire, quamvis vehementissimis carnis stimulis urgeatur, expertusque sit passim se succumbere, nec vires ad resistendum sentiat, sive votum antecesserit difficultatem se continendi, sive subsecutum sit, l. 7, disp. 11, num. 9.

12. Votum castitatis simplex non dirimit matrimonium, etiamsi uterque sit ligatus eo voto. Tamen scienter contrahens cum habente illud, peccat mortaliter, et interrogans utrùm valeat matrimonium cum voto simplici castitatis, prudenter est eludendus. Nulla tamen est culpa scandali, seu occasionis peccandi datæ veritatem respondere, dicendo peccari mortaliter, at matrimonium esse validum; et non respondendo prudenter, peccabit venialiter, nisi detur malitia in respondente, lib. 7, disp. 11, à num. 10 usque ad 13.

13. Votum castitatis emissum post matrimonium ratum, et non consummatum animo ingrediendi religionem, non obligat ad ingrediendum, l. 8, disp. 11, num. 4.

14. Votum castitatis ante matrimonium factum, non impedit debiti redditionem postquàm jam semel est consummatum matrimonium, lib. 9, disp. 33, num. 1.

15. Habens votum castitatis tenetur reddere, licèt alter mortaliter deliquerit iniens cum ipso matrimonium. Non potest tamen petere sub culpâ lethali. Idem dicendum si uterque erat astrictus voto ante matrimonium. Et licèt alter sic voto astrictus fornicetur, non erit licitum alteri simili castitatis voto ligato petere debitum, lib. 9, disp. 33, à num. 2 usque ad 9.

16. Ligatus voto servandæ virginitatis cum animo solùm se obligandi ad abstinendum à solo primo actu venereo, tunc si jam semel non abstinuit, potest tutè matrimonium inire, eoque uti : si verò non amisit virginitatem, abstinuitque à primo actu, nequit matrimonium contrahere : et si contrahat, nequibit primâ vice petere perinde ac si vovisset castitatem. Si tamen nulla fuit specialis intentio, sed absolutè virginitas promissa sit, judicandum est omninò sicut de voto castitatis, lib. 9, disp. 33, num. 7.

17. Votum castitatis non extinguitur per subsequens matrimonium, et triplex est ejus effectus : 1° si conjux ille vovens cum aliâ fornicetur, reus erit ultra adulterium sacrilegæ violationis voti; 2° tenetur abstinere sub mortali à debiti petitione; 3° altero defuncto conjuge, tenetur omninò castitatem servare, l. 9, disp. 33, num. 11.

18. Habens votum castitatis non peccat consummans matrimonium reddendo debitum, licèt voveat post matrimonium ratum; nec tenetur ingredi religionem, lib. 9, disp. 34, num. 3 et 4.

19. Votum simplex castitatis emissum post consummatum matrimonium ab altero conjuge absque alterius licentiâ, est validum, et obligat ad non petendum debitum; est tamen nullum quoad non reddendum debitum, et non solùm obligat ad non petendum, sed etiam ad non ineundum aliud matrimonium. Item obligat ad abstinendum à quovis actu venereo extra matrimonium, lib. 9, disp. 35, à num. 25 usque ad 31.

20. Votum emissum à conjuge animo reddendi debiti, abstinendi autem à petitione, est licitum secundùm se; tamen illicitum attentis circumstantiis periculi voventis, et oneris alterius conjugis. Non excedit tamen culpam venialem, et nulla erit cessantibus circumstantiis, lib. 9, disp. 35, à num. 36 usque ad 38.

21. Astrictus voto religionis peccat mortaliter matrimonium primâ vice consummando, sive petendo, sive reddendo; tamen consummato illo, licitum est petere et reddere; et defuncto altero conjuge, tenetur illam ingredi. Item dicendum existente jus à causâ divortii, lib. 9, disp. 33, à num. 14 usque ad 17.

22. Induens habitum monachalem animo perseverandi in religione, si postea voluntate mutatâ, matrimonium ineat, potest petere et reddere debitum, lib. 9, disp. 33, num. 18 et 19.

23. Votum simplex religionis emissum post matrimonium ratum absque alterius licentiâ, est irritum, si fuit emissum animo tunc implendi; secùs si emittatur pro tempore soluti matrimonii vel si alter conjux justam causam divortii præbuerit. Si verò post consummatum matrimonium emittat alter conjux absque alterius licentiâ votum religionis absolutè, et simpliciter, non præfiniendo tempus in suâ intentione, valebit, obligabitque pro tempore soluti matrimonii, lib. 9, disp. 35, à num. 10 usque ad 13. Idem dicendum est de voto suscipiendi ordinis sacri emisso post matrimonium consummatum, ibid., num 15.

24. Si vir post matrimonium ratum emiserit votum ordinis suscipiendi, si fuit animo ingrediendi religionem ante consummationem matrimonii, est validum, lib. 9, disp. 35, num. 14.

25. Votum non incundi matrimonium emissum à conjuge absque alterius licentiâ, est validum, lib. 9, disp. 35, num. 16, et semper est licitum, ibid., num. 34.

26. Votum sacri ordinis suscipiendi emissum post matrimonium absque alterius conjugis licentiâ pro tunc implendum, est illicitum et lethale, nisi fiat ante matrimonii consummationem animo profitendi: si tamen absolutè fiat, vacat culpâ, lib. 9, disp. 35, num. 33.

27. Matrimonium iniens contra votum abstinendi ab illo, semel eo consummato, potest petere, et reddere. Peccat tamen consummando primâ vice, et altero conjuge mortuo, tenetur ab aliis nuptiis abstinere, lib. 9, disp. 33, num. 21, 22 et 23.

28. Votum non petendi debitum factum post matrimonium absque alterius conjugis licentiâ, obligat sub mortali abstinere à petitione debiti, non verò à redditione, lib. 9, disp. 36, num. 21 et 22.

29. Votum castitatis emissum de licentiâ alterius conjugis, non privat concedentem licentiam jure petendi, et alter tenetur reddere ei, licèt concedens licentiam adulterium committat, vel sit in priori illo bimestri ante consummationem matrimonii, lib. 9, disp. 35, à num. 1 usque ad 6.

30. Conjux de cujus licentiâ alter emisit votum omnimodæ castitatis, v. g., ad non petendum, et non reddendum, potest, priùs irritando votum, sive peccârit, quia absque causâ, sive non peccârit, licitè petere debitum; et alter vovens tenetur ei reddere. Si verò non priùs irritet, at memor voti de licentiâ suâ emisit, aut de illâ admonitus ab altero adhuc petat debitum, censebitur irritatio voti pro illâ vice; et ita peccabit petens, quatenùs irritat, si non sit justa irritandi causa, alter tamen tenebitur reddere. Item conjugi, qui de licentiâ alterius vovit castitatem, tenetur reddere alter etiam datâ causâ divortii, et in illo priori bimestri ante consummatum matrimonium, lib. 9, disp. 36, à num. 7 usque ad finem.

31. Votum religionis emissum ab utroque communi consensu, non impedit petere et reddere, licèt peccent consummando primâ vice, et si ineant votum post consummatum matrimonium, possunt exigere etiam in anno novitiatûs: peccabit tamen mortaliter qui est in morâ implendi votum, et paratus minimè implere, lib. 9, disput. 37, num. 5.

32. Votum abstinendi ab alio matrimonio communi consensu emissum, sive ante matrimonium consummatum, sive post, non impedit petere, nec reddere debitum, lib. 9, disp. 37, num. 6.

33. Votum viri suscipiendi ordinis, mulieris verò castitatis communi consensu emissum non impedit petere, donec vota impleantur; neuter tamen tenetur reddere, sed poterit ante promotionem ad ordines: intellige quando votum fuit validum, v. g., illâ sexagenariâ, et non suspectâ de incontinentiâ, lib. 9, disp. 37, num. 7.

34. Votum alterius conjugis castitatis, alterius verò religionis communi consensu emissum cum conditionibus requisitis in jure, non impedit petere, aut reddere, sive fiat ante matrimonium ratum, sive post, donec impleantur vota ingrediendi religionem, lib. 9, disput. 37, num. 8.

35. Uterque conjux vovens castitatem communi voluntate, neuter potest petere, aut reddere etiam fornicante altero, et judex non potest compellere istos ad cohabitandum. Item gravius peccatum quodammodò est, post istud votum conjuges copulari, et quodammodò levius, quàm si alter ad solutam feminam, solutumve virùm accedat; et sic in confessione detegendum est, fuisse accessum ad propriam conjugem contra mutuum votum, contrave professionem, quo exprimatur circumstantia aggravans sacrilegii duplici ex parte admissi, et minuens excusans à fornicatione, et adulterio, lib. 9, disp. 37, num. 9, 10, 11, 12 et 13.

36. Conjuges voventes mutuo consensu castitatem, absolvuntur ab usu conjugalis debiti; minimè tamen à mutuâ habitatione, aliisve obsequiis: at non tenentur in eodem lecto accubare. Imò tenentur lectum separare, ubi probabile est incontinentiæ periculum, et in hoc eventu neutri conjugi licèt ingredi religionem altero invito; licèt manens in seculo sit sexagenarius, et non suspectus de incontinentiâ. Item si post illud mutuum votum castitatis remittant conjuges renuntiationem juris petendi, iterùm sibi conferentes exigendi potestatem, sacrilegi effractores voti erunt; at tenebit remissio; et uterque tenebitur alteri reddere; petere tamen non poterit obstante voto. Utrùm autem sit licitum hoc votum emittere inter conjuges mutuo consensu, affirmat doctor, lib. 9, disp. 37, à num. 14 usque ad 16.

37. Vir absque uxoris consensu non potest vovere abstinentias, vigilias, preces, quæ debito conjugali moderatè reddendo obstent; tamen vota abstinentiæ, aut longæ peregrinationis conjugum sunt valida; non possunt tamen impleri donec manifestata uxori, ipsa approbet, lib. 9, disp. 3, n. 7 et 8. Secùs dicendum de brevi peregrinatione, et de voto in subsidium Terræ sanctæ eundi respectu viri: secùs dicendum respectu uxoris, ibid., disp. 4, num. 15, 16 et 17.

38. Vir potest irritare omnia vota uxoris constante matrimonio emissa pro tunc implenda, si facta sint absque ejus licentiâ, quamvis sit votum in subsidium Hierosolymitanum. Et licèt vir irritans sit adulter, dummodò innocens non velit à nocente recedere: secùs dicendum quando celebratur divortium circa vota ante divortium, lib. 9, disp. 39, à num. 1 usque ad 9.

39. Vir potest irritare votum non petendi debitum ab uxore factum absque ejus licentiâ, licèt votum sit continentiæ absolutæ pro tunc implendum, lib. 9, disp. 39, n. 11 et 12.

40. Vir potest irritare vota uxoris sine suâ licentiâ emissa implenda tempore soluti matrimonii, licèt sit votum castitatis: secùs dicendum de voto servi emisso in tempus quo libertate donatus fuerit. Et quod dicitur de viro respectu uxoris, dicendum est de quibus-

cumque superioribus respectu subditorum, lib. 9, disp. 39, n. 16, 17 et 18.

41. Vir non potest irritare votum religionis emissum ab uxore post initum matrimonium, ante illius consummationem, pro tunc implendum : secùs si emissum sit in tempore soluti matrimonii sive matrimonio consummato, sive non. Item potest irritare omnia alia vota emissa ab uxore ante matrimonii consummationem animo transeundi ad religionem, sive sine illo animo emissa sint, lib. 9, disp. 29, n. 19 et 20.

42. Vir potest irritare vota uxoris emissa ante matrimonium, v. g., suspendere, licèt pater consenserit voto, et licèt non præjudicent ei. Secùs dicendum de votis realibus factis ante matrimonium, et de voto castitatis, religionis, et de aliquâ obligatione ab uxore cum homine contractâ ante matrimonium, lib. 9, disput. 39, à num. 22 usque ad 31.

43. Vota omninò legitimè irritata non reviviscunt, et vota omnia constante matrimonio emissa ab uxore pro tunc implenda, si irritentur à viro. Item votum castitatis; item vota ab uxore, seu ab alio subdito in tempus solutæ potestatis, quando sunt irritata à viro, seu superiore : secùs dicendum de votis ante matrimonium ab uxore factis. Item reviviscunt vota facta in seculo ab ingrediente societatem Jesu, quæ suspensa in eâ sunt, eo egresso, nisi post professionem expellatur, lib. 9, disp. 29, à num. 32 usque ad 42.

44. Vota facta tempore divortii ob adulterium à reo, potest innocens irritare eo modo quo possit; si autem innocens ea emittat, censendum est sicut de factis ante matrimonium, lib. 9, disp. 39, n. 41.

45. Superior societatis Jesu non potest irritare vota, quæ quis in seculo, aut tempore novitiatûs emisit; suspendere tamen sic. Potest tamen irritare vota religiosorum postquàm admissi sunt ad vota biennii, vel coadjutorum formatorum; et ea sic irritata nunquàm reviviscunt; non tamen poterit vota à talibus emissa in seculo, aut tempore novitiatûs, irritare, quamvis ea vota biennii fuerint, aut coadjutorum formatorum : sed poterit ea suspendere pro tempore quo manserint in societate, lib. 9, disp. 39, n. 43.

46. Superior potest irritare vota professi, quæ voluit in professionem commutare, ita ut eo expulso non reviviscant, lib. 9, disput. 39, num. 45.

47. Vir, vel quicumque alius superior irritans vota de licentiâ suâ à subditis emissa, peccat mortaliter, nisi intercedat justa causa. Valida tamen est irritatio, quamvis superior dicat subdito se illi concedere facultatem irrevocabilem. Nec tenetur superior illo voto, nec dare licentiam iterùm ad exequendum postquam semel irritavit. Item poterit irritare superior absque causâ si conscius voti tacuit, vel dissimulavit, nisi reverà consenserit, saltem internè volens ratificare votum. Secus si impedire tantùm voluit ejus executionem pro tunc, lib. 8, disp. 40, à num. 1 usque ad 10.

48. Subditus petens absque justâ causâ voti irritationem quod de superioris licentiâ fecit, peccat mortaliter, lib. 9, disp. 40, num. 11.

49. Traditâ re voto promissâ cum superioris licentiâ, nulla est in superiori potestas revocandi. Idem dicendum de promisssione factâ homini de licentiâ superioris ante traditionem : Secùs dicendum de licentiâ datâ ad revocandum antequàm votum emittat, lib. 9, disp. 40, à num. 11 usque ad 15.

50. Vir potest irritare votum castitatis de suâ licentiâ ab uxore emissum, sicut alia vota, lib. 9, disp. 40, n. 17. Secùs dicendum, si uterque communi consensu voveat castitatem, aut religionem, aut alter religionem, ordinisve sacri susceptionem, alter verò castitatem, casu quo hæc duo vota posteriora sint valida. Secùs si post id votum castitatis mutuo consensu emissum dent sibi iterùm facultatem in corpus, ac debiti redditionem, lib. 9, disp. 40, à num. 19 usque ad 22.

51. Vota de licentiâ viri, vel cujuscumque superioris emissa, et ab eo irritata, non reviviscunt finitâ superioris potestate, lib. 9, disp. 40, num. 25.

52. Vota ab uxore tempore prioris matrimonii, aut subjectionis cujuscumque factæ, quæ vir, aut alius superior poterat irritare, et non irritavit, potest vir subsequens, aut superior succedens irrita facere, si absque licentiâ prioris emissa sunt, lib. 9, disp. 41, num. 3.

53. Licèt vir non possit etiam suspendere, necdùm irritare vota castitatis, religionis, de rebus necessariis, ut de non mentiendo, et vota realia ante matrimonium ab uxore facta; at si ea vota personalia emiserit, tunc ante pubertatem, vel realia post pubertatem, minor tamen 25 annis absque patris aut tutoris sub quorum potestate erat constituta, beneplacito, potest vir ea omnia perfectè irritare, ita ut jam non reviviscant : et quamvis transacta sit ætas in quâ pater poterat, si vota post illam non sint ratificata. Item poterit ante consummatum matrimonium : imò si post illam ætatem sint ratificata, si tempore ratificationis erat jam nupta. Item si femina dùm voto se astrinxit carebat parentibus et tutoribus, qui irritarent, poterit maritus si adhuc est in ætate quâ possent illi, ut si adhuc femina esset minor 25 annis, et votum fuit reale, et si fuit personale minor 14 annis. Item si tempore prioris matrimonii vovit uxor continentiam absque viri licentiâ sicut ille poterat perfectè irritare, ut non reviviscat, ita et vir sequens, lib. 9, disp. 41, à n. 4 usque ad 6.

54. Si uxor inconsulto viro post consummatum matrimonium, vel antea voveat religionem in tempus soluti matrimonii, atque eo soluto iterùm nubat (quo peccat mortaliter contrahendo, et tenetur ante consummationem ingredi religionem), potest vir id votum irritare, ita ut nunquàm reviviscat. Secùs si emissum esset ante matrimonii consummationem, et tunc implendum. Item feminâ impubere validè nubenti, ut cùm malitia supplet ætatem, et post nuptias ante matrimonii consummationem adhuc impubere, vovente religionem absque præsentis viri licentiâ, potest vir perfectè id votum irritare : et si tunc non irritaret, potest transactâ eâ ætate, quandocumque, licèt post

consummatum matrimonium id ratificaverit jam pubes factus, lib. 9, disp. 41, num. 7 et 8.

55. Femina nubens post votum castitatis, et religionis absque viri licentiâ, vel alterius superioris cui suberat, atque qui poterat irritare, non irritavit, peccat mortaliter, matrimonium contrahendo, illudque primâ vice consummando, si fuit votum religionis, et semper exigendo, si fuit votum castitatis, lib. 9, disp. 41, num. 1.

56. Quamvis dominus non possit irritare vota servi sibi non præjudicantia, vel emissa in tempus libertatis; potest tamen irritare omnia vota servi impuberis, et omnia realia servi puberis minoris 25 annis, etiam in libertatis tempus emissa. Item quamvis superior societatis Jesu non possit irritare vota religiosi emittentis vota biennii, aut coadjutorum formatorum in illâ, v. g., ea quæ in seculo, aut noviţiatu emisit, sed suspendere solùm pro tempore quo in eâ permanserit; potest tamen perfectè irritare, ita ut non reviviscant, si emissa sint tempore quo ille erat sub potestate patris, aut tutoris, curatorisve, qui illa vota poterant irritare, et non irritârunt; vel, si illis carebat, emisit vota biennii intra ætatem in quâ illi poterant irritare, licèt jam transacta sit illa ætas, lib. 9, disp. 41, n. 10 et 11.

57. Si prælatus superior concessit licentiam ad vovendum, ut provincialis religioso, prælatus inferior, ut localis, caret potestate irritandi illud votum: tamen superior æqualis succedens potest suspendere ad libitum vota subditi facta de prioris superioris consensu. Item superior æqualis succedens potest irritare, ita ut non reviviscant vota facta de licentiâ superioris licitè, si adsit justa causa; illicitè si sine eâ fiet irritatio, validè tamen, l. 9, disp. 41, à n. 13 usque ad 18.

58. Si superior minor, ut localis, concessit licentiam ad votum, potest superior illud ad libitum, et absque causâ licitè irritare, lib. 9, disp. 41, n. 19.

59. Vota castitatis et religionis, quæ mutuo consensu tempore prioris matrimonii facta, non potèrat prior vir irritare, non poterit posterior vir etiam irritare, lib. 8, disput. 41, num. 20.

60. Uxor potest omnia, et sola viri vota absque suâ licentiâ facta irritare, quæ ipsi præjudicant quoad moderatam debiti redditionem, aut mutuam cohabitationem, quæ vota irritata ab uxore manent perfectè irritata et extincta, lib. 9, disp. 42, num. 2 et 3.

61. Vir non potest absque uxoris consensu eas preces, abstinentias, vigiliasve promittere, quæ ita debilitent vires, ut ineptus sit reddendo moderatè debitum, quamvis vovere possit aliquas moderatas minimè illud impedientes. Non poterit autem uxor ubi jejunia promissa vigiliæ, aut preces debitam mensuram excedunt, revocare in totum, sed excessum illum, lib. 9, disp. 42, num. 4 et 5.

62. Uxor non potest irritare vota emissa à viro in præjudicium familiæ, et rei familiaris, ut erogandi magnas eleemosynas. Item non potest irritare votum non petendi debitum factum à viro absque uxoris licentiâ, lib. 9, disp. 42, num. 6 et 7.

63. Vota facta à conjugibus, postquàm mutuo consensu voverunt continentiam, potest vir irritare respectu uxoris, præter illud votum castitatis; uxor tamen poterit irritare solum votum longæ peregrinationis, et alia hujusmodi quæ cohabitationi adversantur, non autem quæ debito conjugali persolvendo. Nec uxor poterit irritare vota facta à viro in tempus soluti matrimonii nec vota facta à viro absque ejus licentiâ ante matrimonium consummatum si animo transeundi ad religionem fiant; secùs si non eo animo, vel cùm illo consummato jam matrimonio. Item potest irritare uxor vota præjudicantia facta à viro cum ejus licentiâ. Item si vir de ejus licentiâ fecerit votum omnimodæ castitatis, abstinendi nempe à petitione, et redditione, et servandi omninò castitatem, potest uxor ex justâ causâ licitè irritare quoad redditionem, et absque justâ causâ validè, sed cum peccato. Si autem conjuges, qui mutuo consensu voverunt castitatem, iterùm sibi jus in corpus concedant, et renuntiationem juris remittant, non potest uxor illud votum viri irritare, lib. 9, disp. 42, à num. 8 usque ad 15.

64. Uxor subsequens vota à marito facta tempore prioris matrimonii priori uxori præjudicantia quoad debitum et cohabitationem, perfectè irritare potest, sive facta sint sine prioris uxoris licentiâ, sive cum illâ, aut mutuo consensu, si adsit justa causa licitè; illâ deficiente illicitè, sed validè, lib. 9, disput. 42, num. 16 et 17.

65. Vota ante matrimonium facta non potest uxor perfectè irritare; ita ut soluto matrimonio non reviviscant; at potest illorum executionem suspendere, si damnum sibi inferant, et proinde tunc non obligabunt, donec solvatur matrimonium, lib. 9, disp. 42, num. 18.

66. Non est irritatio voti ubi superior illius ignarus prohibet materiam promissam, aut petitam licentiam ad exequendum denegat, lib. 9, disp. 43, num. 2.

67. Subditus vovens rem quam implere nequit absque licentiâ superioris, tenetur, antequàm sit in morâ adimplendi, petere licentiam ad implendum; nisi materia esset permissa, et poterat sine licentiâ exequi tempore quo votum factum est, vel si ignorabat tempore voti emissi, rem esse prohibitam, lib. 9, disp. 43, n. 4, 5 et 6.

68. Quamvis ut votum verè irritatum maneat, desideretur notitia voti in superiore irritante; ut tamen non extinguatur, sed suspensa maneat obligatio voti, et excusetur subditus ab ejus impletione, dùm sibi denegatur licentia adimplendi, et durat prohibitio, satis est, ut tacito voto petat subditus licentiam implendi, eaque non concedatur, nec tenetur subditus votum manifestare superiori, quo facultatem exequendi tribuat, lib. 9, disput. 43, num. 7.

69. Subditus, qui vovit rem ad quam explendam desideratur licentia superioris, et semel petit, estque sibi denegata, tenetur, quando prudentia suadebit, iterùm petere, aut manifestare votum, quo irritetur, lib. 9, disp. 43, num. 8.

70. Quando votum est in temporis honorem, ut eundi Romam anno sancto jubilæi, si superior inscius voti prohibeat eo tempore materiam, subditus omninò est liber, ita ut superiore concedente licentiam non teneatur ad votum, nec teneatur illud manifestare superiori, lib. 9, disp. 9, num. 9.

71. Quando superior conscius voti prohibet materiam, vel non concedit licentiam ad exequendum, vel oppositum præcipit in perpetuum, ut si dicat: Nolo ut unquàm facias, vel: Nolo ut facias; censetur voti irritatio, lib. 9, disp. 43, n. 10.

72. Votum factum solùm in favorem tertii, ille tertius potest remittere: secùs si simul intuitu religionis; et in dubio censetur factum intuitu religionis, lib. 8, disp. 9, num. 12.

73. Votum de re malâ, indifferente, vel impossibili ex unâ parte, et ex alterâ, bonâ et possibili, non obligat, quando utraque pars promittitur per modum unius: secùs quando per modum plurium, lib. 9, disp. 35, n. 3. Et quando res est individua, censetur per modum unius promissa, atque ita obligat votum, aut ad totam, aut ad nullam partem: secùs quando est dividua, ibid., num. 4.

74. Quando supervenit impotentia implendi integrè votum, ut jejunii quadragesimæ totius, aut totius vitæ, vovens tantùm tenetur ad partem quam observare commodè potest absque sui officii ac rerum suarum detrimento: secùs dicendum, quando res promissa esset individua, et per modum unius promissa, lib. 9, disput 35, num. 5.

75. Quando pars possibilis et bona apponitur, ut circumstantia et accidens rei principaliter promissæ, quæ mala, indifferens, aut impossibilis est, tunc est promissio per modum unius, ac proinde est votum totum irritum; et si omnibus perpensis dubium sit de intentione voventis, an per modum unius utrumque promissum sit, vel pars bona principaliter, modus autem accessoriè, aut potiùs è contra, judicandum in favorem libertatis voventis, ut ad nil teneatur, lib. 9, disp. 55, n. 7 et 8.

76. Votum simplex ex falsâ causâ emissum, quando causa est pars ipsius voti, et coincidit cum re promissâ, obligat quando error fuit circa rem modicam; secùs quando circa rem notabilem: et requiritur quòd is error sit positivus, et non impeditur voti obligatio illis eventibus, qui si prævisi essent, minimè votum emitteretur, lib. 10, disp. 7, n. 13, 14 et 15.

77. Error causæ finalis, seu ejus cessatio extinguit voti simplicis obligationem; secùs si causa sit impulsiva. Et in dubio, an causa falsa vel cessans fuerit impulsiva an finalis, præsumitur eam esse impulsivam, lib. 10, disp. 15, n. 16 et 17.

78. Votum et juramentum de eâdem re violans, peccat duplici malitiâ, necessariò fatendâ, lib. 9, disp. 15, n. 5 et 6.

Uxor.

1. Uxor tenetur sequi virum domicilium mutantem qualitercumque velit transferri illud, modò non ex causâ turpi et inhonestâ. Et non potest contrarium consuetudine induci: secùs dicendum, quando vir protrahit uxorem ad peccandum, vel exponitur vitæ periculo, lib. 1, disp. 41, à n. 1 usque ad 5; et lib. 9. disp. 4, n. 11.

2. Item non tenetur uxor sequi virum solitum vagari, quando tempore contractûs non solebat vagari: et si solebat, uxor erat ignara, nisi facilè posset sociam se exhibere; secùs dicendum quando id non latuit uxorem, et velit vagari ex causâ justâ, lib. 1, disp. 4, n. 6, 7, 8 et 9.

3. Si vir aliò migrat animo citò redeundi, et peregrinatio est longa, non tenetur uxor virum sequi: secùs si cum animo morandi ad longum tempus, vel quando est missus in exilium, lib. 1, disp. 41, n. 10, 11 et 12.

4. Si vir culpâ suâ bannitus inops est, tenetur uxor eum alere de fructibus dotis, et si satis non sint, de bonis paraphernis, lib. 1, disp. 41, n. 13.

5. Si uxor ex causâ necessariâ recedit à domicilio, illud transferens, tenetur vir ipsam sequi, lib. 1, disp. 41, n. 14.

6. Vir potest eligere domicilium, uxor tamen minimè, nisi necessitate coacta mutuet illud, lib. 1, disp. 41, n. 15.

7. Uxor potest in favorem viri renuntiare lucris acquirendis. Item vir in favorem uxoris. Item potest uxor in favorem viri renuntiare lucris acquisitis; vir tamen minimè, et tutius est, ut ea renuntiatio fiat juramento. Et renuntiatio potest fieri de bonis non acquisitis in præjudicium descendentium, et ascendentium; secùs de acquisitis, lib. 56, disp. 5, à n. 2 usque ad 10.

8. Potest ante initum matrimonium conveniri inter conjuges, ne lucra dividantur, lib. 6, disp. 5, n. 1.

9. Uxor nobilis non tenetur ad obsequia vilia, sed ad ea sola, quæ juxta suam dignitatem ac conditionem non dedecent, quare si ea vilia præstet, erunt digna remuneratione, lib. 9, disp. 6, n. 14.

10. Uxor cui vir tradidit centum solvenda creditoribus ipsius viri, si ea in alendâ familiâ expendat, nec vir postea solvendo sit, non tenetur suis bonis satisfacere creditoribus, lib. 9, disp. 4, n. 30.

11. Uxor clerici conjugati in minoribus, vel in omnibus sacris de licentiâ ejus, nec privilegio canonis, nec fori gaudet, lib. 7, totâ disput. 47.

12. Uxor separata à viro ratione impotentiæ, quæ deprehensa est falsa, viro jam professo, vel sacris initiato, si nolit eum repetere, non tenetur vovere continentiam, lib. 7, disp. 99, n. 39.

13. Uxor, cujus licentiâ, vel dissimulatione vir ad ordines sacros promotus est, ita tenetur ad castitatem, ut viro defuncto nequeat validum matrimonium inire, lib. 7, totâ disp. 40.

Uxoricidium.

1. Uxoricidium impedit, sed non dirimit matrimonium, licèt uxorem deprehensam in adulterio vir propriâ auctoritate occidat, lib. 7, disp. 16, à n. 1 usque ad. 5.

MOSER VITA.

Eamdem circa Moser animi molestiam patimur, quam circa alios ferè coætaneos auctores, jam nos expertos esse, lectores animadvertere potuerunt. Quò nempe propiùs ad nostra tempora deveniunt, eò magis de ipsis documenta nos effugere videntur. Illud in causâ est, quòd ut historiæ monumentis eorum gesta consignentur, nondùm adsit temporis maturitas. Hinc, quantâcumque nominis famâ polluerint, erga eos biographi conticescunt. Quantùm ad nostrum auctorem attinet, hoc tantùm rescire potuimus, ipsum in Universitate olim Lovaniensi, dehinc in seminario Sylvæ-Ducensi sacram theologiam feliciter professum esse. Plura hujus extant opuscula nostro ævo frequenter typis mandata, adeò ut præsens *de Impedimentis* tractatus paucos intra annos in solo Belgiæ regno quater prelo recusus sit.

DE IMPEDIMENTIS MATRIMONII.

CAPUT PRIMUM.

De impedimentis matrimonii in genere, ac de prohibentibus in specie.

I. Per *impedimenta* matrimonii generatim intelliguntur ea quæ obstant ne matrimonium ritè ineatur. Quæ si obstent ne validè contrahatur, impedimenta *dirimentia* dicuntur; si verò duntaxat impediant ne licitè ineatur, merè *prohibentia* seu *impedientia* nuncupantur.

II. Cùm autem matrimonium non tantùm novæ legis Sacramentum sit, sed etiam verus contractus, sequitur ad ejus legitimam existentiam plures quàm in aliis Sacramentis requiri conditiones: ac consequenter plura quoque ex earum defectu enasci posse obstacula, quæ efficiunt ut illud, vel non validè, vel saltem non absque crimine iniri possit.

III. Impedimenta, de quibus hìc agitur, directè ac primariò ipsum contractum matrimonialem afficiunt; indirectè autem ac secundariò tantùm Sacramentum, quatenùs nimirùm, sublato contractu, deficit Sacramenti materia.

De impedimentis impedientibus.

IV. Ex pluribus quæ olim viguerunt impedimenta impedientia, quatuor duntaxat hodiè supersunt: scilicet Ecclesiæ vetitum, tempus, sponsalia, votum. Singulum verbo attingemus.

V. Per Ecclesiæ *vetitum* intelligitur prohibitio specialis superioris ecclesiastici, qui, justâ subsistente causâ, matrimonium alicui ad tempus interdicit.

VI. *Tempus* feriatum, quo nuptiarum solemnitates prohibentur, olim erat ab Adventu Domini usque ad Epiphaniam, à Septuagesimâ usque ad octavam Paschæ, et à primo die Rogationum usque ad octavam Pentecostes. Hodiè verò ex decreto concilii Tridentini, sess. 24, cap. 10, de Reform. matrim., est tantùm ab Adventu Domini usque in diem Epiphaniæ, et à feriâ quartâ Cinerum usque in octavam Paschæ, utrinque inclusivè.

Ratio hujus prohibitionis est, quòd congruum non videatur, ut fideles diebus quos orationi ac pœnitentiæ operibus impendere debent, nuptias læti celebrent.

VII. Cùm autem hæretici hanc temporis observantiam, ut superstitiosam ac tyrannicam suggillarent, conc. Trid. hanc assertionem damnavit, ibidem, can. 11 : *Si quis dixerit prohibitionem solemnitatis nuptiarum certis anni temporibus, superstitionem esse tyrannicam ab ethnicorum superstitione profectam, anathema sit.*

VIII. Jure communi sola quidem nuptiarum solemnitas, non ipsum matrimonium, illo tempore prohibetur; verùm hoc non obstat quominùs jure aut consuetudine particulari, in variis locis ipse quoque matrimonii contractus illo tempore prohibeatur, prout reipsà in toto Belgio obtinet. Videri potest synodus I provincialis Mechlin., de Matrim., cap. 7; item Steyaert. in Exegesi ad synod. Buscod., tit. 10, n. 36. Vide etiam infra cap. 17, n. 23, in notâ.

IX. *Sponsalia*, ubi validè cum unâ personâ inita sunt, nec legitimè dissoluta, ipso naturali jure impediunt matrimonium cum quâcumque aliâ personâ contrahendum; si tamen contrahatur, validum erit; quatenùs nempe res uni promissa, alteri non quidem licitè, sed tamen validè dari potest. Excipitur casus quo posterior persona priorem in primo consanguinitatis gradu contingeret; tunc enim prorsùs irritum foret attentatum cum illâ matrimonium, ob impedimentum dirimens publicæ honestatis; de quo postea.

X. Tandem per *votum* hìc intelligitur inprimis votum simplex castitatis perpetuæ, quod impedit matrimonium cum intentione illud consummandi ineundum, quatenùs hoc repugnat promissioni Deo factæ de proprio corpore ad continentiam servando. Validum tamen erit tale matrimonium, si contrahatur, ob rationem supra allegatam de sponsalibus. Ast sic contrahentes graviter peccant, tum quòd frangant voti fidem, tum quòd sponsam decipiant. Vide lib. 4 Decret., tit. 6, cap. 6.

Matrimonium quoque impeditur per vota ingrediendi religionem approbatam, suscipiendi ordines sacros, item manendi in cælibatu, quatenùs illud horum adimpletioni repugnat.

De impedimentis dirimentibus.

XI. Impedimenta dirimentia, quæ efficiunt ut ma-

trimonium nec licitè nec validè iniri possit, quatuordecim numerantur : quæ memoriæ juvandæ causâ, his versibus exprimuntur :

Error, conditio, votum, cognatio, crimen,
Cultûs disparitas, vis, ordo, ligamen, honestas,
Si sis affinis, si clandestinus, et impos,
Si mulier sit rapta, loco nec reddita tuto.
Hæc socianda vetant connubia, facta retractant.

CAPUT II.

De impedimento erroris.

I. Error versari potest 1° circa ipsam personam, dùm quis putans se contrahere cum determinatâ personâ, reipsâ cum aliâ contrahit; 2° circa ejus qualitates, dùm, v. g., putatur nobilis, quæ est plebeia; 3° circa fortunam; dùm dives existimatur quæ à parte rei pauper est; 4° error versari quoque potest circa conditionem servilem; sed hâc de re in sequenti impedimento.

II. Error circa personam *substantialis* vocatur, quia in matrimonio persona cum quâ contrahitur, est simul primarium et essentiale objectum de quo contrahitur. Error circa qualitatem aut fortunam *accidentalis* dicitur.

III. Error substantialis, seu circa personam, dirimit matrimonialem contractum, quatenùs tollit consensum, qui hìc et nunc non cadit in personam cum quâ contrahitur, sed in personam cum quâ alter putat se contrahere.

IV. Dirimit autem jure naturæ; quia ad validum contractum essentialiter, adeòque jure naturæ, requiritur consensus in objectum de quo contrahitur.

V. Idque obtinet sive error sit *antecedens*, id est, causa cur quis contrahat, ita ut nollet cum hâc contrahere, si sciret illam non esse quam sibi proponit; sive error sit *concomitans* tantùm; quod tunc habet locum, dùm ita dispositus est, ut etiam cum hâc contrahere esset paratus; quia, licèt hæc ignorantia non causet involuntarium, equidem non relinquit voluntarium sufficiens, scilicet positivum, quod hìc requiritur : neque attenditur quid fecisset in tali casu, sed quid actu fecerit (1).

VI. Error accidentalis, seu circa qualitates, etc., *per se* non obstat matrimonio; quia non tollit consensum circa substantiam seu personam.

Dicitur *per se*, quia aliquando talis error censetur redundare in substantiam, seu in errorem personæ, tunc scilicet, dùm consensus directè fertur in notabilem ac singularem aliquam qualitatem, seu in personam sub illâ qualitate; v. g., quòd quis sit primogenitus, vel filius regis, etc.; hoc autem tunc ordinariè duntaxat locum habet, dùm persona ex facie ignota, unicè sub illâ qualitate ab aliâ parte cognoscitur.

(1) Ex Codice Civili Gallico, error circa personam arbitrio illius qui in eum inductus est, comprobandum vel rescindendum matrimonium permittit : detecto autem errore, si postea conjux communem vitam cum conjuge sex mensibus continuat, nuptiis dissolvendis ampliùs locus non datur; ut autem, ex regulis juris, *quod ab initio nullum fuit, non potest tractu temporis convalescere*, inde sequitur ex quibusdam de novo matrimonium contrahendum esse, statimque ab invicem utrumque recedere debere. Quibus opponi potest sententia reputantium hìc non tempore, sed lege et consensu novo legitimum fieri quod priùs invaluerat; nec necessarium esse ut renovaretur vinculum quod volenti rumpere non datur.

CAPUT III.

De impedimento conditionis.

I. *Conditionis* nomine hìc intelligitur status servitutis strictè dictæ, quo quis sub alterius potestate ita existit ut ab eo tanquàm res sua alteri vendi ac locari possit, atque operibus quibuscumque servilibus applicari.

Si igitur persona liberæ conditionis contrahat cum aliâ quæ serva est seu mancipium, sed cujus servitutem ignorat, tale matrimonium irritum ac nullum est.

II. Fundatur hoc impedimentum in magnâ illâ inæqualitate, adeòque in injuriâ quæ fit parti ignoranti; quæ, dùm transfert potestatem in corpus liberum, non recipit potestatem nisi in corpus obnoxium servituti.

III. Est autem impedimentum ab Ecclesiâ constitutum, jure gentium quasi præeunte, et ipsâ æquitate naturali quodammodò dictante, aut saltem suadente.

Probatur ex 4 lib. Decret., tit. 9, cap. 4, ubi sic loquitur Innocent. III : « Mandamus quatenùs si constiterit quòd miles ignoranter contraxerit cum ancillâ, ita quòd, postquàm intellexit conditionem ipsius, nec facto nec verbo consenserit in eamdem...., contrahendi cum aliâ liberam ipsi concedas auctoritate apostolicâ facultatem. »

IV. Ex dictis patet hoc impedimentum non oriri ex ipsâ conditione servili, sed ex ejus ignorantiâ; unde valet matrimonium si eamdem non ignoraverit, cùm tunc consentiat in illam inæqualitatem; item valet matrimonium si persona serva ducat aliam servam, putans eam esse liberam; quia par est utriusque conditio.

CAPUT IV.

Hâc occasione quæri potest quid censendum sit de matrimoniis servorum sine consensu dominorum, item filiorumfamiliâs sine consensu parentum.

I. Resp. De hâc materiâ agit Benedict. XIV, de Syn. diœc., lib. 9, cap. 11, ubi, n. 2, antiquas leges civiles allegat, quibus matrimonia illa irrita ac nulla declarabantur; ac simul ostendit leges illas intelligi non posse de solâ illicitate, ut pauci quidam auctores eas explicare conantur.

N° 3 Canones recenset, quibus Ecclesia hujusmodi leges quondam ratas habuit. Citat S. Basilium, epist. 199 canonicâ 2, ad Amphilochium, can. 4, tom. 3 oper., p. 296; concilium Aurelianense IV, anni 541; Cabilonense II, an. 813; item capitulare Ahyti episcopi Basileensis, seculo IX editum.

II. Numero autem 4 sic loquitur : « Verùm, inquit, postea consultius visum est Ecclesiæ præfatas civiles

leges, pluribus seculis à se aut approbatas, aut toleratas, corrigere et abrogare; statuitque ut deinceps nuptiarum validitas à solo penderet contrahentium consensu, nequaquàm autem à nutu eorum sub quorum dominio vel potestate contrahentes existant. »

III. Hoc inprimis generatim probat de utrisque ex variis decretis juris canonici; dein speciatim de servis, ex c. 1, lib. 4 Decret., tit. 11, ubi Adrianus pontifex ita loquitur: « Nec inter servos matrimonia debent ullatenùs prohiberi; et si contradicentibus dominis et invitis contracta fuerint, nullâ ratione sunt propter hoc ecclesiastico judicio dissolvenda. »

IV. Tunc idem quoque probat de filiisfamiliâs, præcipuè ex definitione conc. Trid., sess. 24, c. 1, de Reform. Matrim., ubi *anathemate damnat* eos *qui falsò affirmant matrimonia à filiisfamiliâs sine consensu parentum contracta, irrita esse, et parentes ea rata, vel irrita facere posse.*

V. Tandem, n. 5, hocce modo concludit: « Quamobrem, inquit, non licet hodiè easdem civiles leges jamdiù ab Ecclesiâ rescissas excitare, earumque obtentu firmitatem adimere aut servorum aut filiorumfamiliâs connubiis, quibus domini vel parentes non annuerunt. »

VI. Quòd si hujusmodi leges adhuc alicubi existere dicantur, ut de Pomeraniâ, Westphaliâ et Bohemiâ, affirmat Bœhmer, Jur. eccles. Protest. lib. 4, tit. 9, § 6, has vel intelligendas esse, ait idem Pontifex, quoad effectus civiles, vel à Catholicis non esse admittendas. Atque eâ occasione speciatim ostendit Galliæ leges, ab Henrico III anno 1579 latas, et à Ludovico XIII anno 1629 renovatas, unicè intelligendas esse quoad effectus civiles.

VII. Pro cujus ulteriore intelligentiâ notari potest Galliæ oratores, anno 1563, in concilio Tridentino regis nomine enixè et repetitis vicibus postulâsse ut non tantùm matrimonia clandestina, sed etiam inita à filiisfamiliâs absque consensu parentum, à concilio irritarentur. Decretum jam paratum erat, concilio propositum, diù discussum, sæpiùs mutatum, sed tandem Patres Tridentini naturali filiorum libertati in matrimoniis ineundis consulere volentes, ab iis irritandis abstinuerunt, ac sola matrimonia clandestina pro futuro irritârunt; uti videre est eâdem sess. 24, c. 1, de Reform. matrim. Hæc omnia fusè narrat cardinalis Pallavicinus in Historiâ conc. Trid., lib. 22, c. 1, n. 16 et 17; item, c. 4, n. 1-27.

VIII. Anno 1579 (adeòque 16 annis post illam sessionem concilii Trid.) ipse rex Galliæ Henricus III in comitiis Blesensibus declaravit quidem invalidè contrahi matrimonium à filiisfamiliâs sine consensu parentum, renovatâ pœnâ exhæredationis jam antea, anno 1556, ab Henrico II contra eos qui id præsumerent, statutâ; verùm theologi Galli hanc legem ex contextu explicant de casu quo simul clandestinitas aut raptus locum haberet; item quòd tantùm pœna decernatur contra legis transgressores, quâ de re videri potest Tournelius hocce loco.

Postea autem, anno scilicet 1629, Ludovicus XIII præcitatum edictum Blesense denuò confirmavit, jussitque ut omnia matrimonia contra ejusdem tenorem inita, declararentur invalidè contracta; ast, cùm inde magna in Galliis exoriretur perturbatio, ad instantias cleri Gallicani declaravit edictum illud tantùm intelligendum esse quoad effectus civiles (1). Vide infra cap. 24, n. 9 et 10.

IX. Addit demùm Benedictus XIV sibi maximè necessarium videri ut Galliarum episcopi in synodis suis apertè declarent matrimonia à filiisfamiliâs invitis ac insciis parentibus contracta, etsi illicita, valida tamen esse, ac proinde integrum non esse contrahentibus, quamdiù eorum alter superstes est, alias nuptias inire (2).

CAPUT V.

De voto et ordine.

I. Hæc conjunguntur ob connexionem quam inter se habent, quia ultimum sine primo non est.

Votum aliud est simplex, aliud solemne. De solo solemni hìc agitur.

II. Illud votum tanquàm solemne haberi debet in ordine ad matrimonium dirimendum, « quod solemnizatum fuerit per susceptionem sacri Ordinis, aut per professionem expressam vel tacitam, factam alicui de religionibus per Sedem Apostolicam approbatis. » Sunt verba Bonifacii VIII, cap. de Voto, in sexto, lib. 3, tit. 15.

Juxta concilium Trid., ut sit validum, debet emitti post annum 16 completum, et annum integrum novitiatûs; sess. 25, cap. 15, de Regularibus.

III. Matrimonium post tale votum attentatum per illud irritari, definivit conc. Trid., sess. 24, can. 9: « Si quis dixerit clericos in sacris ordinibus constitutos, vel regulares castitatem solemniter professos, posse matrimonium contrahere, contractumque validum esse, non obstante lege ecclesiasticâ vel voto..., anathema sit. » Idem jam declaraverat conc. Lateran. II, sub Innocentio II, an. 1139, cap. 7, hisce verbis: « Statuimus, quatenùs episcopi, presbyteri, diaconi, subdiaconi, regulares, canonici et monachi

(1) De illo edicto Blesense consulendus est auctor libri cui titulus est: *Juris canonici Theoria et Praxis*, lib. 3, cap. 26, Cabassutius; in quo opere testatur tum episcopos, tum magnates sapientissimosque magistratuum unanimi consensu decrevisse nullam esse tum istius edicti, tum regalium quæ subsecuta sunt jussorum, in vim et vinculum sacramenti, auctoritatem. Concludit imò inconcussam stetisse concilii Tridentini sententiam; nec aliter sanciri quàm pœnis merè civilibus Blesensem declarationem, sublatis scilicet actuum effectuumque civilium emolumentis.

(2) Juxta Codicem Francorum civilem, absque consensu parentum vetantur contrahere matrimonium minorennes viginti unius anni completi filiæ, minorennesque viginti et quinque annorum filii. Si verò requirendo consensui se subtrahant conjuges, integer annus conceditur parentibus, à cognito matrimonio incipiens, ut illud prohibitione suâ rumpant. Ipsi etiam conjugi licet, qui consensu parentum abstinuit, matrimonium dissolvere refragando intra annum ab adeptâ ætate quâ consensui parentum invocando non jam tenetur. Istis planè adversatur concilium Tridentinum, adjecto in talia anathemate.

atque conversi professi, qui sanctum transgredientes propositum uxores sibi copulare præsumpserunt, separentur. Hujusmodi namque copulationem, quam contra ecclesiasticam regulam constat esse contractam, matrimonium non esse censemus. »

Probatur quoque ex decretali epistolâ Bonifacii VIII supra relatâ.

IV. Notari hìc potest votum simplex castitatis à scholaribus societatis Jesu post biennium novitiatûs emissum etiam irritare matrimonium subsequens; non quidem ex jure communi, sed ex speciali constitutione Gregorii XII, quæ incipit : *Ascendente Domino*, § 18, de 25 maii 1584.

V. Varii auctores hoc loco inquirunt à quo tempore votum solemne impedimentum fuerit dirimens. Aliqui putant hoc tantùm obtinuisse à seculo XII; alii à seculo VI; alii tandem existimant matrimonia post tale votum nunquàm fuisse valida.

VI. Verùm hæc quæstio plus curiositatis quàm utilitatis habet, inquit Natalis Alexander. Hoc constat quòd SS. Patres monachorum ac virginum Deo consecratarum matrimonia non rarò stupra, adulteria, imò crimina adulteriis pejora appellaverint; item quòd Ecclesia ea semper execrata sit, et taliter contrahentes publicâ ac diuturnâ pœnitentiâ castigaverit. Vide citationes SS. Patrum apud eumdem auctorem.

VII. Ut autem faciliùs solvantur quæ quandoque ex Patribus allegantur, ac si cum tali voto, sive validè, sive etiam licitè matrimonium contrahi possit, observandum est cum Steyaertio, Aphor. de Matrim. § 9, n. 2, « fuisse olim, sive virgines et viduas, sive monachos; qui castitatem servarent, et per eam se quodammodò Deo dicâssent, sed ex proposito tantùm, non ex propriè dicto voto; alios vota habuisse, sed simplicia; alios denique votum quod modò vocatur solemne, uti peculiariter habebant virgines velatæ, viduæ diaconissæ et monachi singulari aliquâ ratione ab aliis monachis diversi. Sic quæ dicit Apostolus de viduis, Cyprianus de virginibus, Augustinus rursùs de viduis, Epiphanius aliique de monachis, facilè conciliaveris. »

VIII. Alia celebris quæstio est, utrinque probaliter agitata, quo scilicet jure votum solemne matrimonium dirimat : an ex solâ lege Ecclesiæ, vel an etiam ex naturâ voti, seu jure naturæ. Argumenta pro hâc posteriore sententiâ videri possunt apud Steyaert., § 9, n. 3 et seq.

Argumenta verò pro aliâ sententiâ fusè ac doctè proponit Wiggers, de Relig., tract. 8, cap. 4, dub. 16. Hæc opinio, uti communior, ita et solidior apparet; ac consequenter præplacet (1).

(1) Ad hanc enim probandam illud maximè confert quod habetur ex decretali Bonifacii VIII, de quâ supra, n. 2, quæ sic incipit : « Quòd votum debeat dici solemne, ac ad dirimendum matrimonium efficax, nos consulere voluisti. Nos igitur attendentes quòd voti solemnitas ex solâ constitutione Ecclesiæ est inventa; matrimonii verò vinculum ab ipso Ecclesiæ capite, rerum omnium Conditore, ipsum in paradiso et in statu innocentiæ instituente, unionem et indissolubi-

De ordine speciatim.

IX. Certum est continentiæ votum ab antiquis temporibus ecclesiasticâ lege aut consuetudine sacris ordinibus annexum fuisse, tam in Ecclesiâ orientali, seu Græcâ, quàm occidentali, seu Latinâ; et consequenter matrimonia ministrorum Ecclesiæ semper prohibita ac illicita fuisse (1); non tamen æquè constat à quo tempore ordines sacri matrimonium subsequens irritaverint. Hoc certum est, quòd saltem seculo XII disciplina hæc jam vigeret; cùm eam supponat concilium Lateranense II, in decreto supra relato. De totâ hâc quæstione latiùs videri potest Natalis Alexander Theologiæ dogmat. et mor., de Matrim., cap. 4, art. 4.

X. Conveniunt auctores ordines sacros non ex nalitatem acceperit; præsentis declarandum duximus oraculo sanctionis, illud solum votum debere dici solemne, quantùm ad post contractum matrimonium dirimendum, quod solemnizatum fuerit per susceptionem sacri ordinis aut per professionem expressam vel tacitam, factam alicui de religionibus per Sedem Apostolicam approbatis. » Confirmatur eadem opinio ex Gregorio XIII, qui in casu n. 4 proposito ipsissima Bonifacii verba usurpat, ac tanquàm decreti sui basim statuit. Nec ibi summus Pontifex de solemnitate merè accidentali loquitur, siquidem totam constitutionem legenti patet eum ibi sermonem habere de substantiali solemnitate quâ quis nomen suum religioni dat, strictèque ac propriè redditur religiosus. Hinc juxta Pontificem, societati Jesu aggregati scholares veri sunt religiosi, quandoquidem ipsorum vota, quamvis simplicia, pro substantialibus tamen ab Ecclesiâ habentur, nec illud à quoquam negari potest, nisi ab his qui omnia secundùm aliorum ordinum regularium normam metiuntur, *non considerantes*, ut ipsius Pontificis verbis utamur, *voti solemnitatem solâ Ecclesiæ constitutione inventam esse*. Non sufficit ergo voventis actus, nec etiam superioris acceptatio Dei nomine facta, sed necesse est ut accedat Ecclesiæ constitutio, quâ vovens ad matrimonium contrahendum efficiatur inhabilis.

Nec dicant adversarii in voto solemni servandæ castitati tradi corpus, solemnemque consecrationem seu benedictionem haberi. Hæc enim propriè matrimonium dirimere non videntur, tum quia in ordinibus à S. Sede non approbatis qui vovent perpetuo quoque Dei servitio se mancipant etiam ad castitatem servandam, illudque votum nomine Dei à superiore sicut in approbatâ religione suscipitur, quin ideò ante Gregorium XIII matrimonium inde dirimeretur; tum quia in locis quamplurimis major in simplicibus quàm in solemnibus votis consecratio seu benedictio adhiberetur, siquidem pro tacitâ professione nulla olim erat solemnis benedictio; nulla, ex Suarez, pro voto solemni in societate Jesu; nulla etiam, ex Cajetano, in S. Dominici familiâ.

His adde quòd hæc sententia tempore Fagnani, nempe circa finem seculi XVII, theologos ac omnes ferè canonistas defensores habuerit. Videatur ille auctor, lib. 3 Decret., de Statu monachorum, cap. 6.

(1) De continentiâ presbyterorum, diaconorum simul et subdiaconorum Græcorum scripsit ut de re non dubiâ S. Epiphanius in seculo IV. Assentiunt et plurimæ synodi, inter quas et Nicæna eminet. Irrepsit verò, et ita viguit contraria morum licentia, ut in concilio *in Trullo* confirmata fuerint matrimonia ante ordinationem contracta, ususque concessus fuerit etiam presbyteris, dummodò episcopi non fuerint; alio autem canone sub depositionis pœnâ, interdicatur hypodiacono, diacono, presbyteroque matrimonium post suî ordinationem. His verò Latini manus nunquàm dederunt; amore verò pacis obmutuerunt.

turâ suâ, sed ex solâ lege Ecclesiæ habere quòd matrimonium dirimant : unde consequens est Ecclesiam hâc in re etiam dispensare posse, si causa ipsi sufficiens videatur, prout reipsà haud semel dispensavit (1).

XI. Cæterùm qui cum voti aut ordinis impedimento matrimonium contrahit, ipso facto excommunicationem majorem incurrit; juxta Clementinam unicam de Consanguinitate et Affinitate, lib. 4, tit. 1.

« Eos, inquit Pontifex, qui (divino timore postposito in suarum periculum animarum) scienter in gradibus consanguinitatis et affinitatis constitutione canonicâ interdictis, aut cum monialibus contrahere matrimonialiter non verentur, necnon religiosos et moniales ac clericos in sacris ordinibus constitutos matrimonia contrahentes, refrenare metu pœnæ ab hujusmodi eorum temeritatis audaciâ cupientes, ipsos excommunicationis sententiæ ipso facto decernimus subjacere. »

XII. De Italo-Græcis hæc statuit Benedict. XIV, an. 1742, septimo kal. junii, constit. *Etsi pastoralis*, § 7, n. 27 :

« Si quis subdiaconus, diaconus vel presbyter post sacram ordinationem, uxore mortuâ, aliam duxerit, vel si uxorem non habeat, ducere præsumpserit, nedùm excommunicationis latæ sententiæ pœnâ, aliisque nostro et successorum nostrorum Romanorum pontificum arbitrio infligendis, severissimè punietur; verùm etiam statim ab ordine erit deponendus, et ab illegitimâ uxore separandus. Matrimonium enim post recensitos ordines contractum, nullum irritumque declaramus. »

XIII. Utrùm verò apud cæteros orientales Græcos irritum quoque sit matrimonium post sacri ordinis susceptionem contractum, decreto aliquo apostolico hactenùs definitum non est, ut observat Bened. XIV in constitutione suâ de 19 junii 1750, quæ incipit : *Anno vertente*. Addit tamen ibidem pontifex, tribunalia Urbis opinioni eorum adhærere, qui hæc matrimonia nulla existimant. Vide quoque Instructionem pro Cophtis (2) de 4 maii 1745.

(1) Bis et post duplicem magnarum regionum cladem hujus quæstionis vel potiùs exceptionis tractandæ via patuit : primò in Britanniâ majore, restauratâ post Henricianos furores Ecclesiæ catholicæ reverentiâ; secundò in Galliâ, reduce post eversi solii convulsorumque altarium calamitates antiquæ fidei necessitate. In utroque casu, summorum pontificum laxiores habenas permittentium magna laus fuit : si quidem Julii III, sub reginâ Britannicâ Mariâ, Henrici VIII filiâ, caventis, ut dispensari possent, qui ingruente Anglico schismate matrimonio accesserant, tum presbyteri, tum diaconi subdiaconique; item Pii VII, in concordato 1801, declarantis se Julii III vestigiis insistere voluisse, eadem concedendo viris, qui tempestate Gallicanâ abrepti matrimonium attentaverant, quæ Julius III Anglis, à rege suo in hæresim detrusis indulserat.

(2) In hâc Instructione, primùm ille pontifex theologorum opinionem refert qui matrimoniorum istorum validitatem propugnant; deinde, § 38, hæc habet : « Strenuè contra pugnârunt alii pro omnimodâ invaliditate; et saniori certè consilio, utpote tuentes sententiam majoribus suffragiis suffultam, et menti congregationum Urbis consentaneam. Nullitatem matrimonii satis erui posse judicârunt ex ipso canone 3 concilii Trullani his verbis : *Eis nefario videlicet dissoluto conjugio*, § 39. Favet etiam eidem sententiæ auctoritas imperatoris Justiniani, qui in Codice à Gothofredo illustrato, lib. 1 de Episc. et Cleric., novellâ 45, hujusmodi nuptias et incestuosas appellat, et soboli inde procreatæ notam illegitimitatis, et turpem paternæ incontinentiæ maculam inurit. Et licèt in juribus ecclesiasticis potestati laicæ sola relicta sit gloria obsequendi, non auctoritas imperandi, in subjecto tamen casu loquitur imperator relativè ad SS. Canones, ibi : *Quæ et sacris visa sunt canonibus.* »

CAPUT VI.

De cognatione.

I. Cognatio, quæ matrimonium dirimit, triplex est : carnalis seu naturalis, quæ consanguinitas dicitur, spiritualis et legalis.

II. Consanguinitas est conjunctio sanguinis inter personas, quæ vel ab eodem propinquo stipite descendunt, ut sunt fratres et cognati; vel quarum una descendit ab alterâ, ut sunt pater et filia, avus et neptis.

Distinguitur per lineas, quarum una dicitur recta, ut in postremo casu; altera collateralis seu transversa, ut in priori casu.

Lineæ autem computantur per gradus.

III. Ad cognoscendos gradus hæ sunt regulæ : 1° in lineâ rectâ tot sunt gradus, quot generationes, seu quot personæ, dempto stipite. Sic filius vel filia distat à patre uno gradu, nepos vel neptis duobus gradibus, et sic deinceps.

2° In lineâ collaterali, si personæ æqualiter à communi stipite distent, tunc tot gradibus inter se distant, quot gradibus, seu generationibus distant à communi illo stipite. Sic frater et soror sunt in primo gradu, consobrini, seu filii fratrum in secundo, horum filii in tertio, et sic deinceps.

3° Si verò inæqualiter distent à communi stipite, in eo gradu sese contingunt, quò remotior distat à stipite. Sic, v. g., Joannes contingit filiam consobrini sui in tertio gradu; solet tamen uterque gradus exprimi; unde communiter consanguinei dicuntur in secundo ac tertio mixto; idque necessariò exprimendum est, dùm dispensatio in gradu inæquali petitur (1).

(1) Jure civili, non alius est modus computandi gradus in lineâ collaterali, ac fuit in lineâ rectâ. Demitur tantùm caput, seu stips, ita ut quasi per personas quasque, excepto stipite, gradus numerentur. Sic fratres sibi invicem sunt in secundo gradu; filius fratris mei in tertio gradu ad me est; filius meus, filiusque fratris mei, vel consobrini, in quarto gradu invicem collocantur; ascendendo enim ad stipitem sic numerantur personæ : Filius meus 1, ego 2, stips 0, demitur enim; frater meus 3, filius ejus 4; sicque de aliis. Facilè jus inter canonicum et civile ratio disparitatis dignoscitur. In priori præcipuus finis est ut à nuptiis usque ad quartam generationem consanguinei absterreantur; in posteriori, contrà, ut bonorum peregrinationi præcaveatur, sic ex fine suo differre jam debuerunt. Item etiam ex principiis. Successio enim patris et filii reciproca, nil nisi naturale sapit, quia præsertim de bonorum translatione agit jus civile; patris autem et filiæ nuptiæ à naturâ abhorrerent, in quibus impediendis jus canonicum versatur.

IV. Prima ac præcipua hujus impedimenti ratio petitur ex verecundâ reverentiâ ac subjectione quam ipsa natura inspirat erga parentes, quæque familiaritati ac æqualitati conjugali valdè repugnat.

Insinuatur Levit., cap. 18, 6-18, ubi continuò inculcatur turpitudo, quæ in simili conjunctione reperitur.

Hæc eadem ratio militat quoque, proportione servatâ, pro lineâ collaterali, seu pro sanguine junctis, qui satis propinquè ab eodem aliquo parente descendunt; præcipuè si communis iste stipes adhuc supersit ac conspiciatur, inquit Steyaertius; ob quam ultimam rationem putat idem auctor Ecclesiam hodiè cognationem ad quartum gradum restrinxisse, *quia*, inquit, *qui intra illum sunt, facilè adhuc vident stipitem communem, sed non ultra.* Eamdem rationem allegat S. Thomas, Supplem., q. 54, a. 4, in corp.

Secunda ratio petitur ex necessitate cohibendi concupiscentiam inter consanguineos; nam libidini frenum laxari videretur, si matrimonium inter illas personas contrahi posset, quas simul habitare aut conversari necesse est.

Tertia ratio à S. Thomâ aliisque additur, scilicet, ut amicitiæ vincula ad plures extenderentur, dùm extranei per matrimonium in familiam assumuntur.

V. Ex dictis satis colligitur primam rationem eò magis obtinere, quò duæ personæ in gradu propinquiori sese contingunt; alias verò variare posse pro temporum, locorum ac circumstantiarum diversitate.

VI. Consanguinitas hodiè matrimonium dirimit usque ad quartum gradum inclusivè. Hoc constat ex concilio Lateran. IV, an. 1215 celebrato: « Prohibitio copulæ conjugalis (inquit Innocentius III, in illo concilio) quartum consanguinitatis et affinitatis gradum de cætero non excedat... » Hoc decretum refertur l. 4 Decret., tit. 14, c. 8.

VII. An in lineâ rectâ matrimonium ulteriùs in infinitum dirimatur, quærunt hìc quidam auctores: ast inutiliter, cùm casus locum habere non possit.

De jure naturæ.

VIII. Alia quæstio est, quo jure consanguinitas irritet matrimonium; an solâ ecclesiasticâ lege, an etiam jure naturæ, vel jure positivo divino.

Resolutio S. Thomæ, Supplem., q. 54, art. 3, in corp., omniumque theologorum est consanguinitatem in primo gradu lineæ rectæ dirimere matrimonium jure naturæ idque maximè ob primam rationem supra, n. 4, assignatam. « Inordinatum enim est, inquit S. doctor, quòd filia patri per matrimonium jungatur in sociam, causâ generandæ prolis et educandæ, quam oportet per omnia patri esse subjectam, velut ex eo procedentem: et ideò de lege naturali est ut pater et mater à matrimonio repellantur; et magis etiam mater quàm pater: quia magis reverentiæ quæ debetur parentibus derogatur, si filius matrem quàm si pater filiam ducat in uxorem, cùm uxor viro aliqualiter debeat esse subjecta. »

S. Ambrosius idem docet, epist. 60 ad Paternum: « Nec illud, inquit, prohibitum sermone legis reperies, ne pater filiam suam accipiat uxorem: numquid ideò licet, quia non est prohibitum? Minimè; interdictum est enim naturæ jure, interdictum est lege quæ est in cordibus singulorum. »

Constat quoque gentiles solo ductu rationis à simili matrimonio abhorruisse.

IX. Plures idem dicendum existimant de matrimonio in aliis quoque gradibus ejusdem lineæ, idque ob rationis paritatem: non desunt tamen qui putent hanc sufficere quidem ut irritetur per Ecclesiam, non verò ut ex naturâ suâ censeatur nullum. Unde res incerta manet.

X. Similiter controvertitur inter auctores de primo gradu lineæ collateralis, an jure naturæ matrimonium dirimat. Qui affirmant, pro ratione allegant gravem indecentiam, de quâ supra, n. 4, primo loco. Pudori namque ac reverentiæ naturali hujusmodi matrimonia adeò repugnant, ut etiam ethnici ea semper exhorruerint; ac nullæ gentes, nisi incultæ et barbaræ, illa unquàm permiserint. Unde Abraham, Gen. 12, judicabat Ægyptiis persuasum iri Saram non esse uxorem suam, si putarent eam esse ejus sororem.

Hoc quoque deducunt ex decreto Innocentii III, de quo infra n. 14, ubi de primo gradu mentio non occurrit, dùm interim matrimonia in secundo aut ulteriori gradu in infidelitate contracta, valida pronuntiantur, aut saltem supponuntur.

XI. Qui negant, fundant se 1° in facto filiorum Adam, qui ex necessitate cum sororibus nuptias inierunt; quod certò licitum non fuisset, si talia matrimonia strictè jure naturæ fuissent illicita ac nulla; cùm nullo casu liceat quod intrinsecè malum est. 2° In auctoritate S. Thomæ, 2-2, q. 154, art. 9, ad 3, ubi, postquàm dixerat matrimonium in primo gradu lineæ rectæ esse contra jus naturæ ob indecentiam de quâ supra, statim addit personas in lineâ collaterali non habere ita ex seipsis indecentiam; sed « Variatur, inquit, circa hoc decentia vel indecentia secundùm consuetudinem et legem humanam vel divinam; » tuncque citat verba S. Augustini, lib. 15, de Civitate Dei, cap. 16: « Commistio sororum et fratrum quantò fuit antiquior compellente necessitate, tantò postea facta est damnabilior religione prohibente. »

Similiter in Supplem., q. 54, art. 3, in corp., S. doctor pro primo tantùm gradu lineæ rectæ matrimonii nullitatem repetit ex jure naturæ; pro omnibus autem aliis eam repetit ex jure positivo, divino scilicet in veteri lege, et ecclesiastico in novâ.

XII. Utraque sententia, ut nobis saltem videtur, facilè conciliabitur, si dicatur tale matrimonium non quidem repugnare juri naturali strictè et rigorosè sumpto, seu, ut alii loquuntur, primis ejus principiis, quasi intrinsecè et ex naturâ suâ malum foret; sed hoc tantùm sensu, quòd id minùs conforme aut consentaneum sit inclinationi naturæ, quæ propendet ac suadet ut hoc non fiat; seu, ut alii aiunt, quòd secundariis tantùm juris naturæ principiis repugnet;

eo scilicet modo quo uxorum pluralitas juri naturæ aliquatenùs repugnare communiter dicitur : quod quidem officit ut nulla potestas humana in eo dispensare valeat; non obstat tamen quominùs Deus ob certas rationes in eo dispenset (1).

XIII. Reliquos verò collateralis lineæ gradus matrimonium non irritare jure naturæ satis constat vel ex solâ praxi Ecclesiæ, quæ non semel in iis etiam in secundo, imò in primo et secundo misto dispensâsse legitur; quod rectè aliquandò fieri posse apertè supponit concilium Trid., sess. 24, cap. 5, de Reform. matrim., ubi regulas præscribit in hâc materiâ observandas (2).

XIV. Idem quoque patet ex decreto Innocent. III, lib. 4 Decret., tit. 19, cap. 7 : *Gaudemus*, circa matrimonia infidelium qui ad fidem convertuntur; declarat enim Pontifex eos non esse separandos, si tempore infidelitatis in secundo vel ulteriore consanguinitatis gradu contraxerint, eò quòd legibus Ecclesiæ non arctentur. Si tamen jure naturæ essent irrita, certò separari deberent.

Nota : de primo gradu non loquitur Pontifex, quia res omninò incerta est.

De jure ecclesiastico.

Varia disciplina.

XV. Quod autem jus ecclesiasticum attinet, non eadem semper circa hoc punctum in Ecclesiâ fuit disciplina. Consobrinorum matrimonia, quarto seculo nullâ lege positivâ fuisse prohibita, testatur S. Augustinus, lib. 15 de Civit. Dei., cap. 16 : Id, inquit, nec divina prohibuit, et nondùm prohibuerat lex humana. Rarissimè tamen, ut idem S. Pater reflectit, hæc locum habebant propter gradum propinquitatis, fraterno gradui proximum : nam, ut addit, quod fiebat cum consobrinâ, penè cum sorore fieri videbatur.

XVI. Circa finem ejusdem seculi IV, Theodosius senior, imperator, illa matrimonia sub gravissimâ pœnâ prohibuit. Hujus legis meminit S. Ambrosius, epist. 60 ad Paternum. « Theodosius imperator, inquit, etiam fratres, patrueles et consobrinos vetuit inter se conjugii convenire nomine, et severissimam pœnam statuit, si quis temerare ausus esset fratrum pia pignora. »

Hoc affirmat quoque S. Augustinus, loco citato : « Verùm quis dubitet, inquit, honestiùs hoc tempore etiam consobrinorum prohibita esse conjugia? »

XVII. Ineunte tandem seculo V, anno nempè 405, legem hanc abrogârunt Arcadius et Honorius ejus filii, factâ iterùm licentiâ consobrinis inter se conjugia celebrandi. Extat lex ista lib. 5 Codicis Justiniani, lege 9, *Celebrandis*, tit. 4.

XVIII. Verùm Ecclesia hanc immutationem minimè approbavit, ut constat ex variis ejus statutis subsequentibus, quibus similia matrimonia prohibuit atque incestuosa declaravit. « De incestis conjunctionibus nihil prorsùs veniæ reservamus, inquiunt Patres concilii Agathensis, an. 506 celebrati, can. 61, nisi cùm adulterium separatione sanaverint. Incestos verò nullo conjugii nomine deputandos... hos esse censemus. Si quis consobrinæ se sociaverit; si quis relictæ vel filiæ avunculi misceatur, aut patrui filiæ, etc., quos omnes et olim, atque sub hâc constitutione incestos esse non dubitamus. » Apud Hard., tom. 2, col. 1004.

XIX. Labente seculo VI, consanguinitas matrimonium dirimebat usque ad septimum gradum inclusivè, ut colligitur ex epistolis S. Gregorii Magni ad Augustinum Anglorum apostolum, nec non ad Felicem Messanensem (1).

Idem tamen S. Gregorius dispensavit cum Anglis, noviter ad fidem catholicam conversis, ut in quarto gradu jungi possent (2). Verùm hoc ad cæteros fideles extendi noluit, prout ipsemet declarat in epistolâ ad præfatum Felicem Messanensem.

XX. Initio seculi VIII, S. Gregorius II similiter dispensaverat cum Germanis, recenter à S. Bonifacio ad fidem catholicam conversis, ut in quarto gradu matrimonia validè contrahere possent; ast concessio hæc revocata fuit ab ejus successore, S. Gregorio III, qui in epistolâ 1 ad Bonifacium, ait : *Progeniem verò suam unumquemque ad usque septimam generationem observare decrevimus.* Hanc legem confirmavit S. Za-

(1) Adversùs summos pontifices quæ ab hostibus allegata sunt exempla argumentis et veritate prorsùs destituuntur, cùm papas fraternis commistionibus indulsisse asserunt. De his videatur Benedictus XIV in Litteris ad Ignatium Realem, 1757. « Instituit enim, « ait celeberrimus pontifex, Henricus VIII, Angliæ rex, « apud Clementem VII, ut spurio ipsius filio, duci « Richemundensi, ducere liceret Mariam, è legitimo « ejusdem Henrici et Catharinæ thoro prognatam; sed « illicò denegatum est. Similiter dispensatio ista, cujus obtentu comes Armeniacensis sorori suæ nupserat, subreptitia omninò erat, cùm Calixtus III constanter eam concedere recusaverit. » Quibus testimoniis addas, in istis grassantium magnatum furoribus quidquid nefarii, incestuosi abominandique patratum est, auctoritate pontificiâ iniquè quasi fretum proponi, eò quòd tot sceleribus reprimendis impares papæ fuerint; nec scripturæ corruptione abstinuisse, qui tam noxiis non abstinuerunt principes.

(2) Quàm remissè et indulgenter summi pontifices semper egerint regulam mitigando quâ statuitur ut vel rara, vel nulla dispensatio detur, et semper ex causâ, cùm conceditur, res est prorsùs animadversione digna. Ipse qui concilio Tridentino adfuerat Pius V, vix absolutâ synodo sese propitium rogantibus dispensationes præstitit; cujus sancti papæ exemplis institerunt ejus successores. Notandum est enim ab his temporibus, et ex seculo XVII paulatim morum ferociam mansuevisse, ideòque longè minùs frequentia evenisse, quibus occurrebat synodus, delicta vel facinora; simul populorum crescente numero, rarescentibusque occasionibus, nonnisi in urgente casu talem relaxationem expeti summi pontifices censuerunt, conscientiæ fidelium quieti consulentes, arduasque salutis vias, ut poterant, quamplurimis pandentes.

(1) Quidam contendunt has epistolas non esse genuinas, aut saltem fuisse interpolatas, ast eruditi Benedictini congregationis S. Mauri easdem S. Gregorio vindicant, in accuratâ operum illius S. Patris editione.

(2) Vide epist. 31, lib. 12, ad sextam petitionem S. Augustini.

charias in concilio Rom. an. 745, can. 6 et 15, quam etiam seculo IX, à Bulgaris, non ita pridem Ecclesiæ catholicæ aggregatis, executioni mandari voluit Nicolaus I in responsis ad eorum consulta, cap. 29. Hæc latiùs deducta videri possunt apud G. Juenin, Comment. histor. dogmat. de Sacram. Matrim., cap. 4, art. 2, § 2.

XXI. Hæc igitur communis disciplina, ut scilicet matrimonia ad septimum usque gradum invalida censerentur, duravit usque ad initium seculi XIII, seu ad an. 1215, quo celebratum fuit concilium IV Lateranense sub Innocent. III, in quo hoc impedimentum usque ad quartum gradum inclusivè restrictum fuit; ut supra, n. 6, diximus. Quæ disciplina hactenùs in Ecclesiâ perseverat.

XXII. Ut populo aptè describatur quæ sit consanguinitas quarti gradûs, quæ difficilior computatu est, dicatur tantùm, inquit Steyaertius, eam esse dùm avi fuerunt inter se cognati germani.

De jure divino positivo.

XXIII. In veteri lege quidem consanguinitatis gradus matrimonium jure positivo dirimebant, ut videre est Lev. cap. 18. Verùm quia lex Mosaica, in quantum cæremonialis vel judicialis est, per Christum abrogata fuit, hæc Christianorum matrimonia non afficit, nisi pro eâ parte quâ simul continet jus naturæ.

In novâ autem lege nullus gradus à Deo positivo præcepto determinatus fuit; sed Ecclesiæ suæ curam hanc atque potestatem reliquit Salvator noster, ut pro circumstantiarum varietate atque necessitate impedimentum hoc ad varios gradus extenderet, vel restringeret. Hinc concilium Trid., sess. 24, can. 3, anathema dixit asserentibus, « eos tantùm consanguinitatis et affinitatis gradus, qui Levitico exprimuntur, posse impedire matrimonium contrahendum, et dirimere contractum; nec posse Ecclesiam in nonnullis illorum dispensare, aut constituere, ut plures impediant et dirimant. »

Pœna.

XXIV. Qui scienter in aliquo gradu consanguinitatis aut affinitatis matrimonium contrahit, excommunicationem majorem ipso facto incurrit, juxta Clementinam unicam; de quâ supra, cap. 5, n. 11.

CAPUT VII.

De cognatione spirituali.

I. Est propinquitas personarum, jure ecclesiastico introducta, ratione Baptismi vel Confirmationis.

II. Hæc propinquitas juxta S. Thomam, Supp., q. 56, a. 2 ad 1, in eo fundatur, quòd utrumque Sacramentum sit spiritualis quædam generatio, seu nativitas minùs perfecta in Baptismo, quæ assimilatur nativitati in utero, dùm infans adhuc debilis est ac fovendus; perfecta verò in Confirmatione, *per quam*, inquit, *homo roboratus exponitur in publicum ad confessionem nominis Christi; quæque comparatur nativitati ex utero.*

III. Ratio autem cur non tantùm ipse baptizans vel confirmans, sed etiam levantes vel tenentes cognationem illam contrahant, hæc datur à S. Thomâ, a. 3, in corp.: « Dicendum, inquit, quòd sicut in generatione carnali aliquis nascitur ex matre et patre, ita in generatione spirituali aliquis renascitur filius Dei sicut patris, et Ecclesiæ sicut matris; sicut autem ille qui Sacramentum confert, gerit personam Dei cujus instrumentum et minister est, ita ille qui baptizatum suscipit de sacro fonte, aut confirmatum tenet, gerit personam Ecclesiæ; unde ad utrumque spiritualis cognatio contrahitur. »

IV. Cognatio hæc spiritualis, vel matrimonium præcedit, vel illud jam legitimè contractum subsequitur: 1° casu constituit impedimentum quod dirimit matrimonium inter similes postea contrahendum.

V. Olim quidem ad plures hoc extendebatur; ast concilium Trid., sess. 24, cap. 2, illud ita restrinxit, ut jam solus baptizans et susceptores ab unâ parte, singuli impedimentum contrahant cum prole baptizatâ ejusque parentibus ab aliâ parte.

Similiter in Confirmatione, ut solus confirmans ac tenens ab unâ parte, illud contrahant cum confirmato ejusque parentibus ab aliâ.

VI. Hæc cognatio spiritualis etiam contrahitur ex Baptismo domi in necessitate collato, omissis etiam cæremoniis, ut declarat synodus II Buscoducensis, tit. 3, de Bapt., cap. 11, conformiter ad sententiam S. congr. card. conc. Trid. interpr. Idem declaratur in syn. diœces. Mechliniensi an. 1690, de Baptismo, cap. 6 (1).

VII. Susceptores autem nullum contrahunt impedimentum inter se, nec cum baptizante: unde nihil ex hoc capite obstat quominùs patrinus ac matrina ejusdem alienæ prolis inter se matrimonium ineant; item quominùs duo conjuges simul levent eamdem alienam prolem de fonte.

VIII. Dùm quis alterius nomine prolem aliquam suscipit in Baptismo, vel tenet in Confirmatione, tunc solus principalis cognationem et consequenter etiam impedimentum contrahit: atque vel hinc patet ad hoc non requiri physicum prolis attactum, ut quidam auctores infundatè contendunt.

IX. In secundo verò casu, dùm scilicet cognatio matrimonio jam legitimè contracto supervenit, v. g., dùm quis propriam utriusque, vel compartis prolem baptizat vel tenet, tunc quidem matrimonium illud dirimere non valet; impedit tamen *ordinariè* ejus usum, saltem eatenùs, ut qui hoc fecit, debitum conjugale exigere non possit; nam à redditione non prohibetur, si alia pars sit innocens.

Dicitur *ordinariè*; quia excipitur casus necessitatis, quo nemo alius adesset qui prolem ritè baptizare

(1) Non sine gravi peccato patrinum adhibere potest obstetrix quæ in necessitate baptizat, quia illud ad Baptismi solemnitatem spectat. Eadem prohibitio, non quidem speciatim, sed invalescente usu in quibusdam diœcesibus, v. g., Parisiensi, Argentinensi, etc., sacerdotes etiam respicit qui in domo privatim baptizant.

posset : item casus ignorantiæ inculpabilis ; quia impedimentum hoc eatenùs rationem pœnæ habet, quam Ecclesia nonnisi reis infligere intendit.

X. Si tamen quis prolem suam ex fornicatione natam, etiam in casu necessitatis baptizaret, exceptio non esset ab impedimento dirimente pro matrimonio futuro cum matre ; quia Ecclesia hunc casum excipere noluit in gratiam fornicariorum. Præterea cognatio quæ subsequens matrimonium dirimit, non ad pœnam, inquit Sylvius, sed ad quoddam amicitiæ genus pertinet.

XI. Tandem observari potest, pro casu quo vel baptizans, vel suscipiens, vel parentes infideles forent seu non baptizati, nullum cum iis contrahi impedimentum ; cùm tales cognationis spiritualis incapaces sint, neque Ecclesiæ legibus subjiciantur : cognatio autem ab unâ parte stare non potest, sed reciproca esse debet.

CAPUT VIII.

De cognatione legali.

I. Cognatio legalis est propinquitas personarum ex adoptione proveniens.

Legalis dicitur, quia tam ipsa adoptio quàm inde proveniens cognatio ex lege civili, ex jure scilicet Romano, ortum habent.

II. Adoptio autem est *assumptio legitima personæ extraneæ in filium vel filiam.*

Juxta jus Romanum duplex erat adoptio : alia perfecta, quæ etiam *arrogatio* dicitur, quâ adoptatus ita transibat in potestatem ac familiam adoptantis, ut perinde ac filius legitimus et naturalis, hæres ejus fieret necessarius, tam ab intestato quàm ex testamento.

Alia imperfecta, quæ simplex *adoptio* vocatur, quâ adoptatus quidem succedebat adoptanti ab intestato : non tamen necessariò ex testamento, neque in ejus familiam transibat.

III. Leges itaque Romanæ, turpe atque inhonestum reputantes matrimonium inter eos iniri qui etiam imaginariâ et fictâ istâ cognationis specie conjunguntur, irritas declarârunt nuptias inter sequentes personas : 1° scilicet inter adoptantem et adoptatum hujusque descendentes, quasi in lincâ rectâ, per similitudinem ad cognationem carnalem ; 2° inter adoptatum vel adoptatam et filios et filias naturales adoptantis, quasi in lincâ collaterali ; 3° inter adoptantem et uxorem adoptati, ac vicissim inter adoptatum et uxorem adoptantis, quasi in lineâ rectâ per modum affinitatis.

IV. In primo et tertio casu impedimentum erat perpetuum, ita ut etiam, solutâ adoptione, perseveraret.

In secundo autem casu impedimentum illud tamdiù tantùm durabat, quamdiù durabat adoptio, seu quamdiù filii permanebant sub patriâ potestate ; solutâ verò patriâ potestate, vel per mortem adoptantis, vel per emancipationem filii, sive adoptivi, sive naturalis, cessabat impedimentum, et poterat filius adoptivus in uxorem ducere filiam naturalem ejus à quo fuerat adoptatus. Vide hâc de re Benedict. XIV, de Syn., lib. 9, cap. 10, n. 4.

V. An autem hoc impedimentum ex solâ perfectâ adoptione oriretur, an etiam ex imperfectâ, non conveniunt auctores.

VI. Porrò cognationem hanc legalem, cum impedimento juxta leges civiles inde proveniente, recepit approbavitque Ecclesia, ut patet ex responso Nicolai I ad consulta Bulgarorum, cap. 2 (1) ; atque ex hâc Ecclesiæ approbatione provenit, juxta S. Thomam, Suppl., q. 57, art. 2, in corp., quòd legalis cognatio matrimonium impediat, seu dirimat. Vide infra, c. 24, num. 8.

VII. Ratio autem cur inter illas personas conjugia prohibeantur, hæc est, juxta S. Th., eodem loco, quòd cùm filius adoptivus conversetur in domo patris adoptantis sicut filius naturalis, facilis pateret concupiscentiæ locus, si matrimonium inter tales contrahi posset : sicut de consanguineis dictum est supra, c. 6, num. 4.

VIII. Reflecti hìc tandem potest cum Bened. XIV, ibid., n. 5, si quæstio aut dubium occurrat an in hoc vel illo casu adsit impedimentum cognationis legalis, necessariò recurrendum esse ad leges civiles, atque ad earumdem normam controversiam esse decidendam.

CAPUT IX.

De affinitate.

I. Affinitas est propinquitas personarum orta ex copulâ carnali, sive licitâ per matrimonium, sive illicitâ extra matrimonium ; seu, ut Steyaert ait, est cognatio quædam communicata ratione copulæ ; qui enim, inquit, per hanc fiunt una caro, sibi mutuò communicant suos consanguineos, faciuntque illos alteri esse affines.

II. Contrahitur ergo affinitas inter solum virum et consanguineos mulieris, atque inter solam mulierem et consanguineos viri ; non autem inter consanguineos utriusque inter se.

III. Habet quoque affinitas lineas et gradus suos, sicut consanguinitas. Vide cap. 5, n. 3.

IV. Juxta hodiernam Ecclesiæ disciplinam, tres pro hâc materiâ assignari solent regulæ.

1° Inter duas personas quarum neutra copulam habuit cum consanguineâ alterius, affinitas esse non potest.

2° Affinitas non parit affinitatem.

Unde pater et filius ducere possunt matrem et filiam ; duo fratres duas sorores ; filius Joannis, v. g., ex priore matrimonio, nuptias inire potest cum filiâ Annæ novercæ suæ, quam hæc ex anteriori quoque matrimonio genuit ; vitricus cum viduâ privigni, et noverca cum marito privignæ defunctæ.

3° Qualis est gradus consanguinitatis ab unâ parte, talis est affinitatis ab aliâ ; cum enim vir et mulier in casu sint una caro, una quoque utriusque fit propinquitas.

Tanta ergo erit distantia affinitatis inter virum et

(1) Lib. 4 Decret., tit. 12, de Cognatione legali, cap. unico.

consanguineos mulieris, quanta est distantia consanguinitatis inter mulierem ipsam ejusque consanguineos, et vicissim.

Varia disciplina.

V. Dictum est, *juxta hodiernam Ecclesiæ disciplinam;* quia ante seculum XIII tres distinguebantur affinitatis species, quarum una semper ex aliâ enascebatur; quod meliùs exemplo quàm ratione explicabitur. Sint itaque sequentes personæ :

Ego, frater meus Joannes, Anna, Petrus, Catharina.

1° Si Joannes matrimonium contraxisset et consummâsset cum Annâ, hæc mihi meisque consanguineis affinis erat, sicuti nunc est in primo genere affinitatis.

2° Si mortuo Joanne, Anna eodem modo contraxisset cum Petro, tunc Petrus secundus maritus Annæ, affinis mihi meisque erat in secundo affinitatis genere.

3° Si tandem mortuâ Annâ, Petrus rursùs sic duxisset Catharinam, hæc mihi meisque tertio affinitatis genere conjungebatur.

VI. Quælibet autem ex illis affinitatis speciebus matrimonium tunc dirimebat. Verùm cùm variæ difficultates ac pericula quoque animarum inde exorirentur, Innocent. III, in concilio Lat. IV, an. 1215, sacro approbante concilio, secundam et tertiam affinitatis speciem penitùs abrogavit; statuitque ut deinceps sola affinitas primi generis matrimonium dirimeret, idque duntaxat usque ad quartum gradum inclusivè; cùm antea affinitas, sicuti consanguinitas, usque ad septimum gradum illud irritaret. Vide supra, cap. 6, n. 6 et 20. Hoc decretum refertur in jure canon., lib. 4 Decret., tit. 14 de Consanguinitate et Affinit., cap. 8 *Non debet.*

VII. Disputatum tamen postea fuit, initio nempe seculi XVIII, an per hoc decretum Innocentius impedimentum secundi et tertii generis abrogâsset, non tantùm in lineâ collaterali, sed etiam in lineâ rectâ? Hoc ultimum enim negabat quidam episcopus, qui etiam in synodali constitutione declaraverat matrimonium contrahi non posse inter vitricum et uxorem privigni; prout reverà jure civili statuitur, lege 15, ff. de Ritu nuptiarum, ubi dicitur : *Uxorem quondam privigni conjungi matrimonio vitrici non oportet; nec in matrimonium convenire novercam ejus qui privignæ maritus fuit.*

VIII. Ast oppositum declaravit sacra congregatio Concilii 8 martii 1721, uti latiùs refert Bened. XIV, de Syn., lib. 9, cap. 13, n. 2, ubi quoque addit Innocentium in illo decreto ita generaliter loqui, ut gratis omninò atque arbitrariè quis sibi fingere valeat, inquit, per præfatam decretalem abrogatas et deletas non esse secundam et tertiam speciem affinitatis in lineâ rectâ ascendentium et descendentium.

Quod autem juris civilis sanctiones attinet, ait eas jamdiù correctas atque abrogatas esse ab eodem Innocentio, citatque hanc in rem verba Cujacii, egregii jurisconsulti, qui similiter in terminis asserit legem illam 15, ff. de Ritu nuptiarum, abrogatam esse decreto illo Innocentii III.

IX. Circa affinitatem ortam ex copulâ licitâ seu matrimoniali, nihil immutavit concilium Trid.; sed illam quæ ex fornicatione, seu generatim ex copulâ extramatrimoniali oritur, ad secundum gradum restrinxit; ita ut in ulterioribus gradibus matrimonium ampliùs non dirimat; sess. 24, cap. 4, de Reform. matrim.

Quo jure dirimat.

X. De primo gradu lineæ rectæ, dùm ex copulâ matrimoniali oritur, disputant theologi.

Varii censent matrimonium in illo gradu, nempe inter vitricum et privignam, item inter novercam et privignum, irritum esse jure naturæ; eò quòd vitricus et noverca parentum loco sint respectu privigni et privignæ, qui consequenter prioribus ferè eamdem reverentiam debent quam debent propriis parentibus; unde et omnes gentes benè institutæ talia connubia ob indecentiam abhorruerunt. Tale itaque matrimonium dirimi videtur jure naturæ, eo saltem modo quo fratris cum sorore conjugium ob consanguinitatem dirimitur. Vide cap. 6, n. 10 ad 12.

XI. Verùm alii plerique probabiliùs existimant matrimonium in casu irritari solo jure ecclesiastico; atque indecentiam illam, justam quidem causam præbere ut jure positivo irritetur, non tamen sufficientem videri ut ex naturâ suâ illud dirimat; sicuti reverà sic non dirimit dùm ex copulâ extramatrimoniali oritur; v. g., dùm quis contraheret cum illâ cujus matrem antea sine matrimonio carnaliter cognovit, vel cum illâ quam pater aliquando fornicariè cognovit.

XII. Si autem his objiciatur locus Apostoli, 1 Cor. cap. 5, 1, ubi graviter redarguit incestum privigni cum novercâ suâ, quasi nec inter gentes usitatum; respondent factum hoc nihil obstare, cùm pater illius incestuosi adhuc viveret, ut colligitur ex 2 Cor. cap. 7, 12, et consequenter ibi ageretur de vero adulterio cum propriâ novercâ; quod certò juri naturæ repugnat. Inauditum autem non fuisse apud gentiles matrimonium privigni cum novercâ à patre mortuo derelictâ; imò à plerisque usitatum tanquàm legitimum, ex testimoniis veterum ostendit Sanchez, de Imped. matr., lib. 7, disp. 66, n. 7 et 9.

XIII. Putant itaque hi auctores super eo impedimento gravissimis urgentibus causis posse à summo Pontifice dispensari. Ast notat Bened. XIV, de Syn., lib. 9, cap. 13, n. 4, summos pontifices, quidquid sit de hâc potestate, et licèt pluries rogati fuerint, semper tamen à simili dispensatione dandâ abstinuisse.

XIV. Dictum fuit n. 10. *dùm* affinitas *ex copulâ matrimoniali oritur;* quia apud omnes in confesso est summos pontifices non semel dispensâsse, etiam in primo gradu lineæ rectæ affinitatis, dùm hæc ex copulâ extramatrimoniali orta erat; et consequenter similem affinitatem matrimonium non dirimere

jure naturæ, in quo Ecclesia certè dispensare non potest.

XV. De aliis gradibus tum lineæ rectæ, tum transversæ, satis convenit inter auctores, nullum scilicet ex illis jure naturæ matrimonium irritare. Quod ulteriùs evidens quoque fit ex praxi Ecclesiæ, quæ in istis gradibus frequenter dispensavit, atque etiamnùm dispensat (1).

XVI. Pro quâ re hìc generatim cum Steyaertio notari potest, impedimentum affinitatis fundari quidem in iisdem causis ac consanguinitatis impedimentum (vide supra, cap. 6, n. 4); sed tamen cum certâ proportione, cùm affinitas sit tantùm propter consanguinitatem; undè in eodem gradu non est eadem conjunctio, sed minus vinculum, ut ait S. Thom., Suppl., q. 55, a. 8, in corp.; ex quo etiam fit, quòd faciliùs in illâ dispensetur quàm in consanguinitate.

XVII. De pœnâ excommunicationis, quam incurrunt scienter contrahentes in gradu prohibito, vide supra, cap. 5, n. 11.

De affinitate quæ supervenit matrimonio jam contracto.

XVIII. Ex copulâ incestuosâ unius conjugis cum consanguineâ alterius, oritur affinitas inter ipsos conjuges. Hæc quidem matrimonium legitimè contractum dirimere non potest, sed privat reum jure petendi debitum, non tamen facultate reddendi, ne pars innocens privetur jure suo ob alterius delictum.

XIX. Plerique pœnam hanc restringunt ad incestum usque ad secundum gradum tantùm, conformiter ad ea quæ statuit conc. Trid. de eodem impedimento dirimente, orto ex copulâ extramatrimoniali; quia in illis tantùm gradibus usus impeditur matrimonii, in quibus matrimonium ipsum nullum est, aut saltem illicitum; hoc autem locum duntaxat habet in primo et secundo gradu. Nam in tertio ac quarto gradu nedùm validè, sed et licitè (de quo olim aliqui dubitabant) matrimonium contrahi posse declaravit S. Pius V, anno 1588, bullâ *Ad Romanum Pontificem*. Videri possunt Tournelius, de Affinitate, quæres 7; Pontas, v. *Devoir*, cas. 21, et alii.

CAPUT X.

De publicâ honestate.

I. Publica honestas est quædam propinquitas, seu species affinitatis, orta ex sponsalibus vel ex matrimonio rato tantùm.

II. Impedimentum quod inde oritur, fundatur in eo quòd minimè decens seu honestum videatur ut quis eam ducat, cum cujus consanguineâ jam certam connexionem contraxit, sive per sponsalia, sive per matrimonium; per hoc enim mulier fit vera mariti uxor, etiam ante consummationem; et per sponsalia imperfectè saltem conjunguntur; hinc aliquatenùs contra pudorem et reverentiam judicatum est, si maritus cum consanguineis uxoris suæ, licèt nondùm carnaliter cognitæ, vel sponsus cum consanguineis sponsæ nuptias iniret.

Varia disciplina.

III. Ante concilium Trid. oriebatur hoc impedimentum ex omnibus sponsalibus absolutis, etiam invalidis, modò invalida non forent defectu consensûs, ut constat ex cap. unico de Sponsalibus in 6, lib. 4, tit. 1, ubi sic loquitur Bonifacius VIII: « Ex sponsalibus puris et certis, etiamsi consanguinitatis, affinitatis, frigiditatis, religionis, aut aliâ quâvis ratione sint nulla, dummodò non sint nulla ex defectu consensûs, oritur efficax ad impediendum et dirimendum sequentia sponsalia vel matrimonia, non autem ad præcedentia dissolvendum, impedimentum justitiæ publicæ honestatis. »

IV. Similiter oriebatur ex matrimonio rato tantùm, etiam invalido, eodem modo ac de sponsalibus dictum fuit, uti auctores communiter deducunt ex paritate cum ipsis sponsalibus.

In utroque autem casu impedimentum generatim extendebatur, ut consanguinitas et affinitas, usque ad quartum gradum inclusivè.

V. Hanc disciplinam, quoad impedimentum ex sponsalibus ortum, immutavit conc. Trid., sess. 24 cap. 3, de Reform. matrim.: 1° scilicet illud restrinxit ad sola sponsalia valida; et 2° statuit ut primum gradum ampliùs non excederet. « Justitiæ publicæ honestatis impedimentum, inquit concilium, ubi sponsalia quâcumque ratione valida non erunt, sancta synodus prorsùs tollit; ubi autem valida fuerint, primum gradum non excedat. »

Nota ad hoc impedimentum producendum, sufficere sponsalia clandestina, id est, quæ privatim sine parocho aut testibus contrahuntur, ut sæpiùs declaravit S. congregatio concilii; uti videre est apud Bened. XIV, institut. 46, n. 11.

Itaque hodiè suppositis sponsalibus validis et absolutis, impedimentum tantùm oritur inter sponsum et sororem, matrem ac filiam sponsæ suæ; et vicissim inter sponsam et fratrem, patrem ac filium sui sponsi.

VI. Ast nihil immutavit conc. Trid. circa hoc impedimentum quatenùs ex matrimonio rato oritur. Undè perseverat eatenùs jus antiquum; ac consequenter etiamnùm extenditur ad quartum gradum; item oritur quoque adhuc ex matrimonio invalido, modò invalidum non sit ex defectu consensûs.

Censetur autem invalidum ex defectu consensûs, si adsit impedimentum erroris, vel metûs; nam errantis nullus est consensus, nulla voluntas; qui verò ex metu contrahit, non spontè ac liberè consentit. Idem foret si conditio repugnans substantiæ matrimonii in pactum fuisset deducta. Unde in his casibus impedimentum publicæ honestatis non contrahitur. Contrahetur autem si invalidum sit ob impedimenta consanguinitatis, vel affinitatis, voti, ordinis, impotentiæ, clandestinitatis, etc.

(1) In exemplum primi transversæ lineæ gradûs adduci non potest dispensatio olim à Julio II summo pontifice Henrico VIII Angliæ regi concessa, ut viduæ Arturi fratris sui Catharinæ matrimonio jungeretur; nam in eo casu non ad affinitatem, sed ad honestatem tantùm publicam respectum fuit, siquidem illud matrimonium non consummatum est.

VII. Dubitatum quidem aliquando fuit num restrictio Tridentina extendenda non esset ad ipsum matrimonium ratum; eò quòd in jure matrimonium aliquando *sponsalia de præsenti* vocetur; ast dubium illud sustulit Pius V, an. 1568, constitutione quæ incipit : *Ad Romanum*, ubi sic loquitur : « Motu proprio, et auctoritate apostolicâ, tenore præsentium declaramus et definimus decretum concilii hujusmodi omninò intelligendum esse et procedere in sponsalibus de futuro duntaxat, non autem in matrimonio sic, ut præfertur, contracto; sed in eo durare adhuc impedimentum in omnibus illis casibus et gradibus quibus de jure veteri ante prædictum concilii decretum introductum erat; et ita ab omnibus judicari debere mandamus, atque statuimus. »

VIII. Cæterùm casus impedimenti publicæ honestatis ex matrimonio rato tantùm non valdè frequens est, cùm illud ordinariè consummetur; tuncque habetur affinitas strictè dicta. Vide Bened. XIV, de Syn., lib. 9, cap. 14, n. 4.

IX. Parvi quoque momenti quæstio est, quæ hìc à quibusdam movetur : an scilicet propinquitas in hoc casu non potiùs affinitas vocanda sit, utì reverà à variis vocatur, quàm publica honestas; cùm equidem etiam tunc ab affinitate strictè dictâ, quæ ex copulâ oritur, saltem esset distinguenda. Meliùs interim, majoris claritatis gratiâ, publica honestas cum communi sententiâ dici videtur, quàm affinitas.

X. Quærunt etiam hìc aliqui utrùm impedimentum ex matrimonio invalido ad illam quoque personam extendatur, cum quâ quis jam antea sponsalia absoluta ac valida contraxerat? Resp.: Casus rarò contingit; supponi enim debet quòd talis matrimonium attentet cum consanguineâ sponsæ suæ in primo gradu, hæcque ante matrimonii consummationem moriatur; vel requiritur ut matrimonium invalidum (sed non ex defectu consensûs) ineat cum aliâ ejusdem sponsæ consanguineâ intra quartum gradum, et hæc similiter; si de secundo gradu agitur, ante matrimonii consummationem ex hâc vitâ discedat. Præterea supponi etiam debet sponsalia illa non fuisse ex justâ causâ antea dissoluta. Interim si casus contingeret, impedimentum hoc respectu illius personæ locum non haberet; idque deducitur ex decreto Bonifacii VIII, supra, n. 3, relato; in quo declaratur ex sponsalibus non oriri impedimentum ad præcedentia sponsalia dissolvenda. Sicuti enim ea quæ in illo decreto statuuntur circa impedimentum ex sponsalibus nullis ortum, theologi communiter ob rationis paritatem matrimonio invalido applicant respectu futuri matrimonii, de quo nihil in jure canonico; ita quoque allegata de sponsalibus verba, etiam matrimonio invalido applicant respectivè ad sponsalia præcedentia. Pauci tamen, verborum rigori insistentes, aliter censent. Unde res omninò certa non est.

XI. Est porrò impedimentum hoc perpetuum; adeòque remanet post mortem sponsi, vel sponsæ; item perseverat, etsi sponsalia dissoluta sint mutuo consensu; cùm enim à contrahentium voluntate minimè dependeat, sed ab Ecclesiâ sit statutum, etiam à solâ Ecclesiâ, postquàm semel contractum est, tolli potest. Ita quoque post maturam discussionem definivit S. Congregatio concilii 6 julii an. 1658, cujus decisionem decimâ ejusdem mensis confirmavit Alexander VII, prout testatur Fagnanus, Comment. ad cap. *Ad audientiam*, de Sponsal. 4, circa finem.

CAPUT XI.

De impedimento criminis.

I. Nomine criminis quo matrimonium contrahendum irritum redditur, intelligitur adulterium simul cum homicidio, vel etiam singulum seorsùm; modò certæ concurrant circumstantiæ quæ in jure canonico exprimuntur.

II. Impedimentum hoc inductum fuit ut adulteria et iniquæ contra legitimos conjuges machinationes hoc saltem freno cohiberentur, dùm scirent homines se hisce criminibus ad matrimonium pervenire minimè posse.

III. Contrahitur autem tripliciter : 1° ex solo adulterio; 2° ex solo homicidio; 3° ex adulterio simul cum homicidio.

De singulo casu seorsùm agemus.

De solo adulterio.

IV. Duplici modo oriri potest ex solo adulterio : 1° dùm inter adulteros formales, sive ante, sive post adulterium, sed vivente adhuc comparte, promissio ab unâ parte facta et ab aliâ parte acceptata est de matrimonio post mortem compartis inter se contrahendo; 2° dùm in iisdem circumstantiis matrimonium non quidem promittitur, sed de facto attentatur.

V. An priscis temporibus ex solo adulterio, etiam sine promissione, vel attentatione matrimonii non oriretur hoc impedimentum, disputant auctores; verùm quidquid hâc de re sit, constat circa seculum XII et XIII invaluisse disciplinam quæ hodiè adhuc in usu est, ut simul requiratur matrimonii vel promissio, vel attentatio. De priori probatur ex cap. 6 *Significâsti*, tit. 7, lib. 4 Decret.; de posteriori ex cap. 5 *Cùm haberet*, item 8 *Si quis*, eodem titulo.

VI. Adulterium ab utrâque parte formale esse debet; unde si una pars sit libera, et aliam partem conjugatam esse ignoret, vel ejus conjugem mortuam existimet, impedimentum non contrahitur, uti manifestum fit ex cap. 1 *Propositum*, tit. 7 supra citato; item ex cap. 7 *Veniens*, ibidem.

De solo homicidio.

VII. Ut ex solo homicidio impedimentum hoc oriatur, requiritur et sufficit ut mors conjugis reipsà sequatur ex machinatione utriusque, sive physicè, sive moraliter, v. g., mandato, consilio, consensu, etc.

Hoc colligitur ex eodem tit., cap. 3 et 6; item ex lib. 3, tit. 33, cap. 1 *Laudabilem*.

Nota non sufficere quamcumque conjugii occisionem, v. g., casu, vel in bello, sed requiri verum homicidium formale.

VIII. Disputatur autem utrùm requiratur ut homi-

cidium procedat, saltem ab unâ parte, ex intentione aut spe matrimonium simul ineundi.

Affirmant plures, eò quòd præcipuum legis motivum ac scopus sit impedire ne quis spe matrimonii propriam, vel alterius conjugem occidat.

Negant alii, eò quòd in legibus circa hanc materiam latis, nulla similis intentionis occurrat mentio. Præterea non cessat ideò lex, licèt finis vel motivum ejus cesset in casu particulari.

IX. Cæterùm in foro externo passim præsumitur talis intentio; quod sufficere videtur, ut in praxi juxta posteriorem sententiam regulariter procedatur.

De homicidio cum adulterio.

X. Pro hoc casu sufficit ut alteruter adulterorum aliquid machinetur, seu influat in mortem vel propriæ, vel alterius compartis. Deducitur ex eodem tit. 7, lib. 4 Decret., præcipuè cap. 3 et 4.

XI. An requiratur intentio matrimonium simul contrahendi, eadem est quæstio ac in præcedenti casu, n. 8; in foro externo præsumitur adfuisse.

XII. Hoc impedimentum non divino, sed solo ecclesiastico jure introductum fuit; Ecclesia proin in eo dispensare potest. Notat tamen Bened. XIV, epist. ad Ignat. Realem., 11 oct. 1757, n. 15, nullo exemplo constare summum Pontificem unquàm dispensâsse in hujusmodi impedimento publico, dùm conjugis occisio secuta fuerat. Undè in facultatibus extraordinariis dispensandi in quibusdam impedimentis, quæ episcopis vel vicariis apostolicis à S. Sede concedi solent, dùm de criminis impedimento agitur, semper hic casus excipitur : *Neutro tamen conjugum machinante*, inquiunt prædictæ facultates.

Monitum practicum.

XIII. Optandum foret quàm maximè ut confessarii pœnitentes suos, dùm de violatis à se sponsalibus, vel de fornicatione, incestu, aut adulterio sese accusant, ritè instruerent de impedimentis, quæ inde cum certis personis contrahunt, ne postea ex ignorantiâ ad nuptias cum talibus procedentes, gravissimis implicentur difficultatibus; quas facilè evitâssent, si à confessario suo hâc super re opportunè fuissent admoniti.

CAPUT XII.

De cultûs disparitate.

I. Cultûs seu religionis disparitas matrimonium dirimit inter duas personas quarum una baptizata est, altera non.

II. Talia conjugia inter fidelem et infidelem regulariter et ordinariè ab initio Ecclesiæ ut illicita habita fuerunt, ob periculum subversionis quod inde imminet sive conjugi, sive proli nascituræ. Hoc inprimis deducitur ex Apostolo, 1 Cor. 7, 40, ubi de christianâ viduâ ait : *Cui vult nubat, tantùm in Domino.* Item 2 Cor. 6, 14, ubi monet fideles : *Nolite jugum ducere cum infidelibus; quæ enim participatio justitiæ cum iniquitate? aut quæ societas luci ad tenebras?* Quæ verba à variis SS. Patribus aliisque S. Scripturæ interpretibus de matrimonio cum infideli non contrahendo intelliguntur.

Idem confirmatur ex variis conciliis quæ citantur apud Natalem Alex., art. 8, n. 2.

III. Ecclesia tamen per plura sæcula, quamdiù scilicet Christiani ferè ubique adhuc inter innumeros infideles degebant, ea irrita non declaravit, sed potiùs toleravit, maximè quando, remoto seductionis periculo, spes aderat convertendi ipsum conjugem infidelem, vel aliud bonum procurandi : colligitur ex factis variarum SS. mulierum, quæ viris ethnicis nupserunt, eosque ad fidem catholicam adduxerunt. Sic, v. g., S. Cæcilia nupsit Valeriano, S. Monica Patritio, S. Clotildis Clodovæo Francorum regi.

Præterea S. Hieronymus, lib. 1 in Jovinian., et S. Augustinus, lib. de Fide et Operibus, cap. 19, testantur suo tempore frequentissima fuisse in Ecclesiâ hujusmodi matrimonia; quæ quidem regulariter ut illicita reprehendebantur, minimè tamen dirimebantur. Atque hinc patet talia conjugia non naturali jure aut positivo divino irritari, sed ex merâ ecclesiasticâ lege.

IV. Quandonam autem religionis disparitas ut impedimentum dirimens haberi cœperit, non satis liquet (1). Hoc certum, talia conjugia seculo XII jam ubique ut irrita habita fuisse; ut constat ex Gratiano, Magistro sententiarum, aliisque qui de hoc impedimento ut indubitato loquuntur.

V. Inductum videtur non tam lege aliquâ generali, quæ non reperitur, quàm ex diuturnâ consuetudine sensim introductâ et praxi totius Ecclesiæ vim legis obtinente; prout theologi ac canonistæ unanimiter tradunt.

VI. Justissimæ autem erant rationes cur hujusmodi conjugia irrita censerentur : 1° scilicet ob periculum seductionis respectu conjugis fidelis et pravæ educationis prolis, aliaque mala inde oriri nata; 2° quòd indignum videatur, ut Christi membra cum idolorum cultoribus misceantur; 3° quòd matrimonium à Christianis non aliter suscipi debeat quàm prout est novæ legis Sacramentum; cujus capaces non sunt illi qui Baptismum nondùm susceperunt.

Nota. Hic non agitur de matrimoniis infidelium inter se, quæ legitima ac valida esse possunt, modò non obstet impedimentum juris divini, sive naturalis, sive positivi : nam tales non baptizati Ecclesiæ legibus minimè subjiciuntur.

CAPUT XIII.

De matrimoniis Catholicorum cum hæreticis.

I. Hæc conjugia nullâ Ecclesiæ lege irritantur; Ecclesia tamen ea semper prohibuit ac detestata fuit; ac consequenter planè illicita sunt, nec possunt absque gravi peccato contrahi.

II. Ratio præcipua hæc est, quòd cum hæreticis in

(1) Juxta Venerabilem Bedam, Hist. Angl. lib. 1, c. 25, et lib. 2, c. 9, christianæ quædam ac religiosæ mulieres seculis etiam VI et VIII infidelibus nupsêre principibus. Hinc immeritò nonnulli auctores, inter quos Billuart, Dens, sensêre hujuscemodi matrimonia seculo V irrita fuisse.

sacris communicare non liceat, prout concorditer docent theologi; quod tamen faciunt qui matrimonium cum iis ineunt. Nam vel simul Sacramentum conficiunt et sibi mutuò administrant, si nempè minister hujus Sacramenti sint ipsi contrahentes, quod plures contendunt; vel saltem simul illud percipiunt, si, quod aliis placet, sacerdos ejusdem minister existat, et sic pars catholica ansam præbet parti hæreticæ violandi sanctitatem Sacramenti. Utrumque autem et illicitum et sacrilegum esse nemo dubitat, inquit Bened. XIV, de Syn., lib. 6, cap. 5, n. 3; quare Ecclesia iisdem ferè legibus Christianis interdixit ne connubia inirent cum infidelibus; Catholicos pariter à sacrilegis nuptiis cum hæreticis contrahendis deterruit.

III. Iis adde periculum subversionis, pravæ liberorum educationis, dissidiorum inter domesticos, quod illis conjugiis ob religionis diversitatem frequenter imminet.

Quo jure illicita.

IV. Si tale periculum reipsà locum habeat, illicitum erit conjugium ipso jure naturæ; si verò illud minimè timendum sit, equidem adhuc lege ecclesiasticâ erit prohibitum; sine cujus proinde relaxatione matrimonium cum parte hæreticâ licitè iniri non poterit

Quis in iis dispenset.

V. Cùm autem in casu de universali totius Ecclesiæ disciplinâ ac lege agatur, sequitur solum Romanum Pontificem in iis dispensare posse; exclusis omninò episcopis, nisi à summo Pontifice dispensandi facultatem obtinuerint, qualis facultas iisdem, licèt instantissimè postulantibus, à Sanctâ Sede nunquàm fuit concessa; prout testatur Pius VII, in litteris: *Vix novâ*, de 17 febr. 1809, ad episcopos Gallicanos (1). « Sed et aliqui ex vobis, inquit Pontifex, supplicârunt nobis ut potestatem iis faceremus impertiendi dispensationes seu licentias contrahendi inter personas quarum altera catholicam fidem, altera hæresim profitetur. Vobis verò exploratum putamus esse veram Christi Ecclesiam catholicam cum hæreticis conjugia magnoperè semper reprobâsse, — Apostolica Sedes ægrè admodùm multâque cum cautione ad præfatum periculum (perversionis) quoad fieri posset removendum, nec nisi gravi aliquâ intercedente causâ, eâque ferè publicâ, licentiam hanc consuevit impertiri. Episcopis verò, licèt instantissimè postulantibus, eamdem licentiam dare, in Europâ præsertim, nunquàm concessit; imò eos etiam atque etiam hortari hactenùs non destitit ut hujusmodi matrimonia, quæ ut plurimùm in animarum perniciem ac fidei detrimentum vergunt, quantùm in ipsis esset, removere atque impedire satagerent. Quare si à nobis petitioni huic respondendum nunc esset responsum, certè nostrum à constanti hujus Sanctæ Sedis regulâ et prædecessorum nostrorum exemplo agendique ratione dissidere non posset. »

(1) Vide infra in Collect. Declarat., n. 17.

Consuetudo non sufficit, licèt diù tolerata.

VI. Non desunt quidem auctores qui mixta illa matrimonia licita esse contendunt iis in locis in quibus notabilis populi pars ex hæreticis constituitur, dummodò à catholicâ parte periculum perversionis absit, et gravis aliqua causa intercedat, cujusmodi ab ipsis reputatur publicæ pacis inter concives conservandæ studium: idque præcipuè in vim consuetudinis, per quam lex contraria abrogata censeri potest, vel quæ saltem veræ dispensationi æquivalet, cùm summis Pontificibus apprimè nota sit, neque ab eisdem, ut ipsi aiunt, improbetur, sed potiùs toleretur. « Licita sunt talia conjugia, inquit Boudart, de Disparitate cultûs, quæst. 2, in Germaniâ, Hollandiâ, Angliâ, ubi hæretici cum Catholicis promiscuè vivunt: videtur enim lex ecclesiastica in illis locis per consuetudinem passim toleratam esse abrogata. » Idem asserunt Isambertus, Sanchez, Basilius Poncius, aliique. Auctor Collationum Parisiensium addit consuetudinem illam vigere in Angliâ, Germaniâ et Poloniâ, tom. 4, lib. 1, collat. 2, § 4.

VII. Verùm, quàm aliena hæc sint à mente atque doctrinâ Ecclesiæ, evidens fit ex duabus constitutionibus Benedicti XIV, ad primatum aliosque omnes episcopos regni Poloniæ, quarum prima, quæ incipit: *Magnæ nobis*, data fuit 29 junii an. 1748; secunda verò, cujus initium: *Ad tuas manus*, 7 augusti ejusdem anni.

In variis scilicet illius regni locis, ubi Catholici cum hæreticis permixti vivebant, palàm quoque cum eis matrimonia contrahebant; nec erat qui se illis opponeret, aut contrahentes corriperet. Præterea opinio in illo regno invaluerat, quasi à Sede Apostolicâ dispensationes quædam matrimoniales sic contrahentibus aliquandò concessæ fuissent, atque etiamnum concederentur.

In primâ itaque constitutione, Pontifex præcipuè impugnat falsum illum rumorem, quem *nonnisi per injuriam et intolerabilem calumniam excogitatum atque disseminatum* fuisse asserit; simulque ostendit antiquam Apostolicæ Sedis disciplinam ac regulam, quâ talia conjugia semper reprobaverat, ad sua usque tempora constanter servatam, tunc quoque integram vigere ac religiosè custodiri; in quem finem varias allegat declarationes Urbani VIII, Innocentii X et Clementis XI, qui singuli suo tempore testati sunt quantoperè Ecclesia ab hujusmodi conjugiis abhorreret. Speciatim allegat factum Clementis XI, qui in congregatione S. Officii coram se habitâ die 16 junii 1710, mandaverat « Inhiberi per litteras archiepiscopo Mechliniensi, ne ullas omninò licentias aut dispensationes impertiretur pro matrimoniis inter contrahentem catholicum et alterum hæreticum celebrandis, nisi abjuratio reipsà præcessisset; theologos autem qui contra hujusmodi praxim opinati fuerant acriter admonendos decrevit. » Propriam quoque suam declarationem, de 4 nov. 1741, quæ infra citabitur, in medium producit; ac tandem concludit hisce verbis: « Ex hactenùs dictis apertè constat in omnibus casibus

quibus facultates aut dispensationes ab Apostolicâ Sede petantur pro matrimoniis à catholico viro aut muliere cum hæreticâ feminâ aut viro contrahendis, eamdem Apostolicam Sedem hujusmodi matrimonia, nisi hæresis abjuratio præcedat, et semper improbâsse et damnâsse, et nunc quoque abominari ac detestari. »

VIII. In secundâ verò constitutione Pontifex præcipuè refutat falsam illam persuasionem, quasi ex consuetudine, cui nemo in illo regno se opponebat, Ecclesiæ consensus vel dispensatio rectè deduceretur; simulque acriter redarguit episcopum quemdam qui cum duobus Lutheranis dispensaverat in gradu prohibito, ob spem quam dederant quamprimùm ad fidem catholicam se conversuros. Ac primò quidem de consuetudine sic loquitur : « Tolerat quidem in aliquibus locis Apostolica Sedes matrimonia inter Catholicum et hæreticam, vel hæreticum et Catholicam, cùm nequeat impedire; et ecclesiasticâ quâdam prudentiâ, ne majora mala enascantur, dissimulat ac tacet : at quòd Apostolicæ Sedis auctoritate gratiosa in hisce matrimoniis dispensatio super gradu aut alio impedimento concedatur, fieri nunquàm potest, nisi præcedat hæresis abjuratio, juxta ejusdem Sedis Apostolicæ disciplinam, a nobis in præcedenti epistolâ expositam.

Cùm autem episcopus se excusaret more recepto suæ diœcesis et prædecessorum suorum consuetudine, respondet Pontifex : « Nos ignoramus, quid egerint episcopi prædecessores : id solum nobis compertum est, quòd, si dispensaverunt in matrimonio non contracto sed contrahendo inter duos adhuc in hæresi permanentes, perperàm ac malè egerunt, grave admiserunt peccatum, multorumque malorum reos se fecerunt; quia facultates eis concessas at ento animo non considerârunt, ex quibus, veluti ex fonte, omnis delegata auctoritas dimanat. » In illis autem facultatibus restringitur licentia dispensandi in secundo gradu ad matrimonia jam *contracta*, idque cum hæreticis *conversis*.

IX. Ex his itaque manifestè patet nullam sufficere consuetudinem ut mixta illa matrimonia licitè ineantur, quoties non adsit positiva pontificia dispensatio; quæ sanè ex solâ Pontificum Romanorum scientiâ ac tolerantiâ, ut vidimus, deduci nullo pacto potest.

X. Rarissimè quidem similis dispensatio a S. Sede conceditur (1), ac plerùmque non nisi pro matrimoniis inter supremos principes contrahendis, idque gravissimâ urgente causâ ad bonum publicum pertinente; adjectis tunc etiam variis opportunis cautelis ad supra relata mala præcavenda; sed interim dùm reipsà conceditur, poterit quoque pars catholica licitè tale matrimonium inire, et, suo jure utens, permissivè se habere ad Sacramenti profanationem ab aliâ parte committendam, prout multis probat Benedict. XIV, de Syn., lib. 9, cap. 3, n. 3 et seq., contra quosdam qui contendebant ob allatam rationem simile matrimonium nunquàm licitè iniri posse.

Regulæ practicæ.

XI. Nunc superest ut regulam seu normam exhibeamus, juxta quam pastores præcipuè in hisce regionibus tutò in praxi procedant circa eos qui matrimonia illa mixta sine pontificiâ dispensatione contrahere intendunt, vel jam contraxerunt.

Hanc normam nobis præbent varia à S. Sede circa hanc materiam emanata decreta; inter quæ primo loco recenseri meretur decretale rescriptum Benedicti XIV, die 4 nov. 1741, circa matrimonia quæ Belgio fœderato inter partem catholicam et hæreticam aliquando contrahuntur.

Summarium illius decreti.

In eo scilicet decreto Pontifex imprimis dolorem suum exprimit, quòd inter Catholicos inveniantur « qui insano amore turpiter dementati, ab hisce detestabilibus connubiis, quæ S. mater Ecclesia perpetuò damnavit atque interdixit, ex animo non abhorreant, et prorsùs sibi abstinendum non ducant. »

2° Tunc laudat quàm maximè zelum illorum antistitum « qui severioribus propositis spiritualibus pœnis Catholicos coercere student ne sacrilego hoc vinculo sese hæreticis conjungant. »

3° Ulteriùs « episcopos omnes, vicarios apostolicos, parochos, missionarios, et alios quoscumque Dei et Ecclesiæ fideles ministros in iis partibus degentes, seriò graviterque hortatur et monet ut Catholicos utriusque sexûs ab hujusmodi nuptiis in propriarum animarum perniciem ineundis, quantùm possint, absterreant, easdemque nuptias omni meliori modo intervertere atque efficaciter impedire satagant. »

4° Tandem, si tale matrimonium jam sit contractum, declarat Pontifex partem catholicam sibi potissimè in animum inducere debere « ut pro gravissimo scelere quod admisit, pœnitentiam agat, ac veniam à Deo precetur, coneturque pro viribus alterum conjugem, à verâ fide deerrantem, ad gremium catholicæ Ecclesiæ pertrahere, ejusque animam lucrari; quod porrò ad veniam de patrato crimine impetrandum opportunissimum foret. »

5° Cæterùm declarat Pontifex illa matrimonia, licèt absque proprii parochi præsentiâ contracta, nihilominus valida esse in locis Ordinum Fœderatorum dominio subjectis.

(1) Inter paucissimas quæ ad talium dispensationum casus referuntur, præsertim citata est historiuncula Clementis VIII matrimonium Catharinæ, sororis Henrici IV, Protestantibus addictæ, cum Bariensi duce, approbantis; altera autem de Gregorio XIII duas catholicas mulieres hæreticis Grisonibus nubere non prohibente. Quarum primæ addendum est hanc dispensationem precibus ægerrimè extortam, non ad effectum suum esse perductam, nec etiam in Gallias introductam fuisse, mortuâ ante litterarum adventum Catharinâ, incertumque est quid in his restrictionis contineretur; secundæ desunt instrumenta et testimonia publica, quibus narrationi Spondani et Ossatii fides assecuretur. Nuperrimè in Borussiâ venerabilis archiepiscopus de Dunin, archiepiscopus Posen, necnon Droste de Vichering, archiepiscopus Coloniensis, quo sensu intelligendæ sint synodorum sententiæ, quo animo principum minacia proposita, quâ constantiâ ipsorum contumeliæ et sævitiæ accipienda sint, enucleare aggressi sunt. Nec plura addimus, ne martyrium acceleretur nobilium qui nunc acerba patiuntur antistitum.

XII. Cùm hæc declaratio speciatim ac directè pro Hollandiâ, seu fœderatis Provinciis, data fuerit, patet imprimis matrimonia mixta ibidem non minùs esse illicita quàm in aliis locis quibuscumque. Dein pastores ex eâdem facilè perspiciunt quomodò eatenùs procedendum sit, tam cum illis qui simile conjugium inire cupiunt, quàm cum aliis qui infelici hoc vinculo jam sunt constricti.

An parochus illis licitè assistat.

XIII. Alia nunc tractanda occurrit quæstio practica, utrùm scilicet parochus tali matrimonio licitè assistere, item utrùm tunc verba : *Ego vos conjungo*, proferre, aliasque Ecclesiæ preces super conjugibus recitare licitè valeat.

Magna olim hâc super re fuit auctorum dissensio. Ast dubium omne hodiè sublatum videtur per rescriptum summi pontificis Pii VI ad episcopos Belgii, de 13 julii an. 1782, occasione edicti imperatoris Josephi II, quo dùm matrimonia mixta in Belgio permittebantur, simul statuebatur ut parochi catholici iis assisterent, præviasque proclamationes solito more emitterent, donec Protestantes suos speciales ibidem haberent ministros.

XIV. Episcopi autem Belgii, cùm edicti revocationem nullâ ratione obtinere possent, suam super hoc negotio sententiam Pio VI exponunt, ejus judicium, nec non necessarias facultates, si quæ sint, humillimè postulantes. Dicunt itaque episcopi se existimare :

1° « Mixtis hujusmodi matrimoniis benedictionem sacerdotalem minimè posse impertiri : hæc enim in hæreticum cadere non potest, neque etiam ullam afferre utilitatem parti catholicæ quæ ordinariè in ipso momento quo præsens est sacerdoti ut contractum talem consummet, mortaliter peccat. Præterquàm quòd sacerdos benedicens ejusmodi matrimonio, videatur, saltem quoad externam illius actûs speciem, in divinis communicare cum hæretico. »

2° Opinionem suam confirmant episcopi Belgii exemplo matrimonii quod, anno 1625, Gallica princeps Henrica ex dispensatione Urbani VIII contraxit cum Carolo I, Angliæ rege, cui sacerdos quidem astitit, sed extra ecclesiam, et ita ut nulla data fuerit benedictio nuptialis ; quâ de re videri potest Bened. XIV, de Syn., lib. 6, cap. 5, n. 5.

3° Undè declarant ulteriùs se credere nuptias illas, si absolutè impediri non possint, ita celebrandas esse « Ut parochus nupturientes coram se faciat in domo suâ, vel alio profano loco comparere, qui ibidem sibi mutuò fidem dabunt matrimonialem, absque eo quòd parochus formam proferat : *Ego vos conjungo*, etc., et insuper nec superpelliceo, nec aliâ cæremoniali veste ecclesiasticum ritum præferente, sit indutus : adeò ut omnibus pateat ipsum illi contractui non assistere ut ministrum sacrum, sed merè tanquàm testem civiliter necessarium, et auctorizatum ad recipiendum consensum partium, in ordine ut matrimonium sit validum, et effectus omnes civiles sortiatur. »

Quod autem proclamationes attinet, quas juxta imperiale edictum ipsi parochi facere debebant, idque more solito pro Catholicis, asserunt episcopi se eâ in re nullam reperire difficultatem, cùm actus illi potiùs civiles sint quàm sacri.

Tandem preces suas ad Pontificem concludunt hisce verbis : « Super quibus præmissis punctis S. Sedis judicium humiliter expetunt episcopi ut sciant quid agendum sit ; et facultates sibi necessarias, si quæ sint, in hunc finem sibi concedi postulant. »

Responsum summi Pontificis.

XV. Pontifex in rescripto suo ad cardinalem de Frankenberg, archiepiscopum Mechliniensem, de 13 julii 1782, episcoporum opinionem approbat quidem quoad præsentiam parochi, minimè verò quoad proclamationes in loco sacro peragendas.

Postquàm scilicet constantem Ecclesiæ hâc in re disciplinam ac prædecessorum suorum praxim episcopis Belgii præ oculis posuisset, ut ostenderet se nec posse nec velle talia approbare conjugia ; declarat tamen parochum catholicum, si matrimonium nullâ ratione impedire valeat, eidem materialem suam exhibere posse præsentiam, modò sequentes observet cautelas :

1° Ut tali matrimonio non assistat in loco sacro, nec aliquâ veste sacrâ indutus ; ut etiam nullas Ecclesiæ preces recitet, neque ullo modo conjugibus benedicat.

2° Ut pars hæretica scripto ac juramento coram testibus promittat se permissuram ut pars catholica religionem suam liberè exerceat, prolesque omnes in eâ instituat.

3° Ut similiter pars catholica eodem modo promittat se hoc præstituram, atque ulteriùs se etiam allaboraturam, ut compartis conversionem efficaciter procuret.

XVI. Verùm quod ad proclamationes spectat, non permittit Pontifex ut à parochis fiant, maximè in loco sacro ; quia, inquit, cùm præordinatæ sint ad futuram matrimonii celebrationem, non meram tolerantiam important, sed positivam includunt cooperationem ; unde consulit ut episcopi ad imperatorem recurrant, eumque rogent ne pastores ad proclamationes faciendas astringat. Quod episcopi præstiterunt per memoriale de 31 augusti ejusdem anni 1782 ; ast cùm nihil proficerent, tandem ad novas eorum instantias declaravit Pius VI, per rescriptum de 31 maii an. 1783, tolerari posse ut proclamationes fiant, modò hoc præstetur non solùm extra ecclesiam, sed etiam omninò extra limites immunitatis ejusdem. Ab aliâ autem conditione, de promissione scilicet educandi proles omnes in religione catholicâ, quæ conditio similiter imperatoris edicto ac perseveranti ejus voluntati contraria erat, Pontifex nullatenùs recedere voluit.

XVII. Episcoporum Belgicorum sollicitudinem et anxietatem multùm tunc temporis sublevavit sectariorum in Belgio raritas, nec non summa Belgarum erga similes novitates aversio ; quæ tandem felicem hunc effectum consecuta est, ut ipse imperator non hoc duntaxat, sed et reliqua omnia sua edicta reli-

gioni catholicæ contraria revocaverit atque aboleverit.

XVIII. Notandum hìc est, ideò Belgii episcopos hâc in re adeò sollicitos atque anxios fuisse quòd parochi præsentia ad ejusmodi matrimonii valorem ibidem prorsùs foret necessaria, æquè ac pro matrimonio inter duos Catholicos contracto; cùm legi Tridentinæ pro illis locis nullo modo sit derogatum.

XIX. Verùm cùm similis parochi præsentia ad mixti matrimonii validitatem minimè requiratur in locis Ordinum Fœderatorum, seu reipublicæ Hollandiæ dominio olim subjectis, uti à Benedicto XIV, 4 nov. 1741, declaratum fuit, patet nullam hisce in locis necessitatem aut rationem subesse cur parochus tali matrimonio assistat; à cujus proinde celebratione sollicitè abstinere debet; quod etiam ubique hactenùs religiosè fuit observatum.

XX. Prædictis à n. 15 omninò conformis est instructio S. congreg. card. concilii Trid. interpretum circa matrimonia mixta, de 15 junii 1793, à Pio VI approbata 19 ejusdem mensis, ac missa ad pastores ducatûs Cliviensis; in quâ sequentia observanda præscribuntur, *ne*, ut additur, *approbationem sapiat tolerantia*.

« Catholicum præ omnibus, vel catholicam parochi moneant, quòd contrahendo matrimonium cum acatholicâ vel acatholico, validè quidem contrahant, sed illicitè.

« Atque hinc planè consequitur nullo actu positivo ipsos posse isthæc matrimonia probare, aut suo expresso consensu et auctoritate confirmare. Quapropter, si cogantur in hâc temporum conditione et propter leges in transactione religionis anni 1673 præscriptas, matrimoniis Catholicorum cum muliere acatholicâ assistere, satagant ut se merè passivè habeant, atque tanquàm inviti audiant duntaxat utriusque consensum; verùm tamen abstineant omninò à precibus recitandis, à benedictione impertiendâ, atque ab omni alio Ecclesiæ ritu adhibendo.

« Caveant insuper ne in publicandis matrimoniis mixtis religionem exprimant contrahentis acatholici; sed contrahentium tantum enuntient nomina et cognomina.

« Abstineant rursùs à concedendis dimissoriis, ubi secundùm canones Ecclesiæ catholicæ canonicum aliquod impedimentum sit inter contrahentes.

« In dimissoriis omittant verba *meâ pace*, quæ consensum præ se ferre videntur in illicitum matrimonium.

« Tandem in cæteris rebus omnibus adhæreant omninò regulis traditis in supra memoratâ declaratione Benedicti XIV pro matrimoniis, Hollandiæ typis impressâ, iisque suam agendi rationem accommodent, quemadmodùm decet filios Ecclesiæ catholicæ addictissimos, et Apostolicæ huic S. Sedi charissimos. »

An Sacramenta talibus administrari possint.

Aliam quæstionem practicam resolvit idem Pius VI, in priore suo rescripto de 13 julii 1782 : quid nimirùm requiratur ut parti catholicæ quæ tales iniit nuptias, Sacramenta administrari valeant.

Declarat scilicet Pontifex id fieri posse, si pars illa facti pœnitens, dolorem suum de commisso crimine manifestet, et ante confessionem sacramentalem sinceram emittat protestationem de compartis procurandâ conversione; item promissionem renovet proles omnes in religione catholicâ educandi; nec non reparandi scandalum cæteris fidelibus datum.

CAPUT XIV.

De impedimento vis.

I. Per vim quæ matrimonium dirimit, intelligitur metus gravis injustè incussus ad extorquendum matrimonium.

Tria itaque requiruntur ut vis seu metus matrimonium dirimat; quorum si vel unum desit, illud validum erit.

II. Metus censetur gravis, qui cadit in virum constantem; hic autem moveri non solet nisi ob malum grave et simul imminens.

III. Requiritur ut sit injustè incussus; quia non nisi talis metus injuriam simul et plenam voluntatis repugnantiam habet, inquit Steyaertius, Aphor. de Matrim., § 13, n. 3. Quippe dùm justè incutitur, ut in eo qui sponsalia iniit, vel virginem stupravit, voluntas, quâ ante ista fecit, supplet quod modò fortè deest.

IV. Denique incussus esse debet in finem extorquendi matrimonium, seu consensum : quia aliter vis directè non fit huic contractui, nec proin vera ejus causa erit, sed ad summum ejusdem fortè occasio. Vide lib. 4 Decret., tit. 1, cap. 14; item tit. 7, cap. 2 *Significavit*.

V. Ratio hujus impedimenti est, quòd cùm matrimonium semel validè initum, ampliùs dissolvi non possit, plenâ debeat securitate ac libertate gaudere, ne injuria fiat irreparabilis, ac gravissima sequantur incommoda; nam matrimonia coacta infelices habere solent exitus, cùm non fundentur in mutuo amore.

VI. Ob has rationes quidam existimant tale matrimonium ipso jure naturali irritum fore; verùm alii è contra probabiliùs putant illud dirimi solo ecclesiastico jure fundato in æquitate naturali ac moribus, potiùs quàm lege scriptâ introducto.

VII. Observandum est quòd pars illa quæ contraxit per metum gravem injustè incussum, nullo modo matrimonium consummare possit, nisi, cessante metu, de novo liberè consentiat; nam aliàs fornicationem committeret, quæ ita intrinsecè mala est, ut nullius metûs causâ excusari unquàm possit.

VIII. Etiam observandum pœnam excommunicationis ipso facto incurrendam, constitutam esse à concilio Trid. sess. 24, cap. 9 de Reform. matrim., contra omnes magistratus ac dominos temporales, cujuscumque gradûs, dignitatis, aut conditionis existant, qui quovis modo directè aut indirectè subditos suos vel quoscumque alios cogunt quominùs liberè

matrimonium contrahant; scilicet eos adigendo ut cum iis nuptias ineant, quos ipsi domini vel magistratus illis præscripserint.

IX. Cæterùm, ut monet Steyaertius ibid. n. 2, parochus satagere debet ut omnis metus absit, tum ob infausta matrimonia, quæ aliter sequi nata sunt, tum ne disputatio postea accidat, an levis vel gravis metus ille fuerit. Unde examinare debet, non tantùm in ipso actu conjunctionis, sed vel maximè prævièt (saltem si suspicio sit) an uterque sponsorum omninò liberè ac sponte suâ hâc in re procedat.

X. Notari tandem potest impedimentum hoc rariùs hodiè obtinere, post introducta à concilio Tridentino impedimenta clandestinitatis ac raptûs.

CAPUT XV.

De impedimento ligaminis.

I. Per ligamen intelligitur vinculum matrimonii quo quis uni conjugi ita alligatus est, ut, eo superstite, cum nullo alio matrimonium inire possit.

II. Fundatur hoc impedimentum in matrimonii attributis, indissolubilitate scilicet, et plurium conjugum incompatibilitate, seu ejusdem unitate, uti ab initio à Deo erat institutum, et postea à Christo Domino reformatum. Nam nec polygamia in lege novâ licita est, ut patet Matth. 19, 4, 9, ubi Christus matrimonium ad primævam suam revocat institutionem; nec Christianorum matrimonium, utroque conjuge superstite, per subsequens conjugium unquàm solvi potest, uti ex eodem loco colligitur. Vide etiam Matth. 5, 22; Marc. 10, 11; Luc. 16, 18.

Dicitur *Christianorum*; nam matrimonium infidelium dissolvi potest per subsequens matrimonium in casu Apostoli. Additur per subsequens conjugium; quia si ratum tantùm sit, dirimi potest per votum solemne.

III. Patet itaque impedimentum ligaminis divino jure quodcumque aliud matrimonium dirimere; quod etiam definivit concilium Trid., sess. 24, can. 2, hisce verbis: « Si quis dixerit licere Christianis plures simul habere uxores, et hoc nullâ lege divinâ esse prohibitum, anathema sit. »

IV. Plures auctores addunt matrimonium in casu etiam dirimi jure naturæ; verùm hoc admitti non potest nisi eo sensu, quòd natura inclinet ac suadeat ne id fiat, seu, ut loquitur S. Thomas, quatenùs est contra secundaria juris naturæ præcepta; cùm constet validum aliquando ex divino privilegio iniri matrimonium, licèt supersit quæ legitima aliquando fuerat conjux, ut in casu Apostoli, et vero similiter etiam olim apud Judæos. Quod tamen nunquàm locum habere posset, si juri naturali propriè et strictè sumpto id foret contrarium. Vide quæ diximus supra, cap. 6, num. 12.

V. Hinc sequitur conjugem aliud matrimonium inire non posse, nisi certitudinem moralem habeat de morte compartis. Hæc autem ex solâ absentiâ, licèt diuturnâ, haberi non potest; sed testimonia seu indicia requiruntur, quæ prudentibus fidem faciant, qualis requiri solet in magni momenti negotiis.

VI. Leges quidem civiles aliquando permiserunt ut uxor, ob captivitatem aut diuturnam absentiam mariti, ad alias transiret nuptias; ast Ecclesia contrarium statuit, ut patet ex jure canonico, Decret. lib 4, tit. 1, de Sponsalibus, c. 19, ubi Clemens III, interrogatus de mulieribus quæ viros suos causâ captivitatis vel peregrinationis absentes ultra septennium præstolatæ fuerint, nec certificari possunt de vitâ vel de morte ipsorum, licèt super hoc sollicitudinem adhibuerint diligentem, respondet, « quòd quantocumque annorum numero ita remaneant, viventibus viris suis, non possunt ad aliorum consortium canonicè pervolare, nec auctoritate Ecclesiæ permittas contrahere, donec certum nuntium recipiant de morte virorum. »

VII. Eodem modo loquitur synodus nostra II Buscoducensis, 1612, tit. 10, cap. 22: « Cùm ex longâ conjugis absentiâ non resultet certitudo de ejus obitu, et mors non præsumatur, sed probanda sit (quilibet enim vivere præsumitur), ad secundas nuptias transire volens, matrimonio non jungatur, nisi habitâ priùs legitimâ certitudine mortis prioris conjugis; etiamsi non septem tantùm, ut multis persuasum est, sed et viginti, triginta, aut plures etiam annos abfuisse constiterit. »

VIII. Quòd si post contractas bonâ fide secundas nuptias, fundatum dubium de morte prioris conjugis suboriatur, pars dubitans à debito petendo abstinere debet, ne se exponat periculo adulterii, agendo contra judicium conscientiæ; reddere tamen tenetur, ne jus alterius violet, quod jus periculo fornicationis prævalere censetur. Ita resolvit Pontifex lib. 5 Decret., tit. 39, c. 44: *Inquisitioni tuæ.*

IX. Si verò postea de prioris conjugis vitâ constiterit, statim posteriorem relinquere tenetur et ad priorem reverti; cùm prius matrimonium subsistat, posterius verò invalidum sit.

X. Hactenùs dicta confirmantur sequenti decreto juris canonici lib. 4 Decret., tit. 21, de secundis Nuptiis, cap. 2 *Dominus*, quod est Lucii III ad Christianos in captivitate Saracenorum positos: « Sanè super matrimoniis quæ quidam ex vobis, nondùm habitâ obeuntis conjugis certitudine, contraxerunt, id vobis respondemus, ut nullus amodò ad secundas nuptias migrare præsumat, donec ei constet quòd ab hâc vitâ migraverit conjux ejus. 2° Si verò aliquis vel aliqua id hactenùs non servavit, et de morte prioris conjugis adhuc sibi existimat dubitandum, ei quæ sibi nupsit debitum non deneget postulanti; quod à se tamen noverit nullatenùs exigendum. 3° Quòd si post hoc de prioris conjugis vitâ constiterit, relictis adulterinis complexibus, ad priorem conjugem revertatur. »

XI. Ad hoc ligaminis impedimentum spectant quoque duo canones conc. Trid., sess. 24, can. 5: « Si quis dixerit, propter hæresim aut molestam cohabitationem, aut affectatam absentiam à conjuge, dissolvi posse matrimonii vinculum, anathema sit. »

Item can. 7: « Si quis dixerit Ecclesiam errare, cùm docuit et docet, juxta evangelicam et apostolicam do-

ctrinam, propter adulterium alterius conjugum matrimonii vinculum non posse dissolvi; et utrumque, vel etiam innocentem, qui causam adulterio non dedit, non posse, altero conjuge vivente, aliud matrimonium contrahere; mœcharique eum qui, dimissâ adulterâ, aliam duxerit, et eam quæ, dimisso adultero, alii nupserit, anathema sit » (1).

XII. Circa matrimonii dissolutionem, quæ in quibusdam regionibus ob adulterium, item ob malitiosam compartis desertionem lege civili permittitur, consulantur duo rescripta Pii VI, de 11 julii 1789, unum ad archiepiscopum Pragensem, aliud ad episcopum Agriensem (sub ditione Austriacâ). In his enim sapientissimus Pontifex non modò catholicam de matrimonii indissolubilitate doctinam egregriè stabilit, verùm etiam vana quorumdam theologorum circa hanc materiam commenta atque effugia solidè refutat ac penitùs convellit. Vide extracta quædam ex hisce rescriptis in Collect. Declarat., n. 14 et 15.

CAPUT XVI.

De clandestinitate.

I. Matrimonium clandestinum illud dicitur, quod non contrahitur coram parocho proprio, vel alio sacerdote de ipsius parochi vel ordinarii licentiâ, et duobus saltem testibus.

II. Hujusmodi matrimonia clandestina olim valida fuisse declaravit concilium Trid., sess. 24, cap. 1, de Reform. matr.; ubi anathemate quoque damnat eos qui negant ea vera ac rata esse, quamdiù Ecclesia ea irrita non fecit.

III. Perpetuò tamen Ecclesia eadem improbavit, imò, ut Tridentinum concilium ibidem ait, detestata est atque prohibuit; non detestando Sacramenta, inquit Steyaertius, sicuti fortè erant, sed indignum Sacramenta suscipiendi modum, uti communionem sacrilegam detestatur.

IV. Rationes autem detestationis ac prohibitionis erant præcipuè pericula ac gravia peccata quæ inde evenire solebant, præsertim dùm quidam, priore uxore cum quâ clàm contraxerant relictâ, cum aliâ palàm contrahebant, et cum eâ in perpetuo adulterio vivebant.

V. Verùm cùm synodus Tridentina animadverteret prohibitiones illas propter hominum inobedientiam jam non prodesse, neque supradicto malo ab Ecclesiâ, quæ de occultis non judicat, succurri posse, nisi efficacius aliquod remedium adhiberetur; hinc inter alia sequens tulit decretum quo clandestina conjugia penitùs irritantur: « Qui aliter quàm præsente parocho, vel alio sacerdote, de ipsius parochi vel ordinarii licentiâ, et duobus vel tribus testibus Matrimonium contrahere attentabunt, eos S. synodus ad sic contrahendum omninò inhabiles reddit, et hujusmodi contractus irritos et nullos esse decernit, prout eos præsenti decreto irritos facit et annullat. »

VI. Tunc præcipit concilium graviter arbitrio ordinarii puniendos tam ipsos contrahentes quàm parochum ac testes qui contra peccaverint; statuitque benedictionem à proprio parocho fieri, neque à quoquam, nisi ab ipso parocho vel ab ordinario, licentiam ad prædictam benedictionem faciendam alii sacerdoti concedi posse. Deinde verò concludit ac decernit: « Ut hujusmodi decretum in unaquâque parochiâ suum robur post triginta dies habere incipiat, à die primæ publicationis, in eâdem parochiâ factæ, numerandos. »

VII. In hoc decreto, ut rectè reflectit Steyaertius, ostendit concilium Trid. se non irritare solùm Sacramentum, sed etiam contractum; imò ideò Sacramentum, quia contractum; contractum verò se irritare, inhabilitando personas ad sic contrahendum. Et ita nihil hìc Ecclesia præsumpsit circa materiam aut formam Sacramenti: tantùm fecit ut, cùm requirantur personæ legitimæ et habiles, jam habiles non sint quæ aliàs fuissent. Ita Steyaertius, de Matrim., § 5, n. 4.

Eodem modo loquitur Bened. XIV, in litteris de 17 sept. 1746, ad missionarios in Hollandiâ: « Etenim, inquit, qui præter formam à se præscriptam matrimonium contrahere attentant, eorum Tridentina synodus non Sacramentum modò, sed contractum ipsum irritum disertè pronuntiat, atque, ut ejus verbis utamur, eos ad sic contrahendum omninò inhabiles reddit, et hujusmodi contractus irritos esse decernit. » Extant hæ litteræ, de Syn. lib. 6, cap. 7, n. 5.

VIII. Sequitur verò jam contractus istos irritos esse, ubicumque concilii decretum est publicatum; quam publicationem synodus fieri voluit in singulis parochiis.

IX. Hæc autem publicatio facta præsumitur, ubicumque decretum illud usu receptum est. Ita jussu Pii VI declaratum fuit, 28 maii 1793, episcopo Lucionensi; idque conformiter ad resolutionem editam à S. congregatione concilii die 26 sept. 1602, quæ sic sonat: « Publicationem præsumi, ubi id decretum fuerit aliquo tempore in parochiâ tanquàm decretum concilii observatum. »

(1) Supersunt in Codice civili Gallico multæ dispositiones quæ per reipublicæ suprema tempora totamque imperii ætatem duraverunt, nunequeque temporis, abrogato per legem 1817 divortio, non tamen inutiles sunt, eò quòd consulendæ sint quotiescumque separantur conjuges bonis et corpore ab invicem, determinatam ob causam. Illæ autem causæ erant: 1° Adulterium feminæ ubique, viri in domo conjugali; 2° excessus, sævitiæ, gravesque unâ ex parte injuriæ; 3° damnatio conjugis unius ad pœnam infamantem, quo casu civiliter mortuus videtur qui damnatus est: utque lex Gallica nil nisi vinculum civile in matrimonio agnoscit, rumpitur istud vinculum exhibito exemplare judicii condemnatorii, ablatâque omni ad aliud tribunal appellatione; 4° perseverans conjugum consensus, legaliter manifestatus. Inter conjuges scisso vinculo per divortium, nullo modo restaurari potest matrimonium. 5° Addi etiam potest ut causa, separatio triennio constans quoad thalamum, utrique permissa, ab unâ parte expetito divortio, nec aliâ repugnante. Ut sexta causa quæ ad tertiam hìc planè spectat, referri potest emigratio, quorum nuptias infirmavit suprema curia 1808; postea verò reduce Borbonidum familiâ, ferrea lex aliquid temperamenti admisit.

X. In Hollandiâ tamen omnibusque locis quæ anno 1741 Fœderatorum Ordinum dominio erant subjecta, id speciale hâc in re obtinet, quòd, licèt præfatum concilii Tridentini decretum in illis regionibus ritè publicatum, aut saltem usu continuo observatum fuerit, matrimonia nihilominùs ibidem, sive inter duos hæreticos, sive inter unam partem hæreticam et aliam catholicam, valida sint habenda, quamvis observata in eis non fuerit forma in laudato decreto præscripta, adeòque etiamsi inita fuerint absque parochi ac testium præsentiâ. Hoc ita declaravit ac simul statuit Benedictus XIV, 4 novemb. 1741.

XI. Hanc declarationem Pius VI, 19 junii an. 1793, conformiter ad votum S. congregationis conc. Trid. de 15 ejusdem mensis et anni, ad Cliviensem ducatum, Hollandiæ vicinum, extendit, cum approbatione instructionis ab eâdem S. congregatione pro pastorum in prædicto ducatu directione concinnatæ.

XII. In aliis verò locis in quibus præfatum decretum nec publicatum nec usu receptum est, valida adhuc sunt matrimonia clandestina, ut, v. g., in Angliâ, Daniâ, Succiâ, Poloniâ, etc., licèt sic contrahentes graviter peccent.

CAPUT XVII.

Variæ quæstiones circa hoc decretum resolvuntur.

I. Cùm circa hoc Tridentini concilii decretum varia diversis temporibus extorta fuerint dubia, abs re non erit præcipua hic recensere, paucisque resolvere.

Quæstio prima. *Quis censendus sit parochus proprius.*

II. Per parochum proprium intelligitur ille qui proprius alicujus personæ parochus seu sacerdos censetur pro communione paschali; parochus scilicet domicilii, aut quasi-domicilii, idque sive viri, sive mulieris. Concilium enim nihil circa hoc determinavit, uti nec circa locum; unde validum erit matrimonium, modò coram alterutrius parocho contrahatur sive in propriâ suâ parochiâ, sive alibi.

III. Usus tamen passim obtinuit ut fiat coram parocho sponsæ, quod etiam honestius est; idque in hâc diœcesi Buscoducensi observandum statuit reverendissimus Steyaertius, ejusdem vicarius apostolicus, in Exegesi ad synodos Buscod., tit. 10, n. 25 : *Nisi*, inquit, *parochus sponsæ consentiat, vel sint rationes per nos approbandæ.*

Ulteriùs, dùm contrahentes in diversis parochiis habitant, seu domicilium habent, parochus eos licitè conjungere non potest nisi acceptis litteris testimonialibus alterius parochi, quibus constet nihil ex illâ parte obstare, quominùs ad matrimonii celebrationem procedatur : idque ex concilio II provinciali Mechliniensi an. 1607, speciatim etiam statuitur in secundâ synodo Buscoducensi, cap. 9.

IV. Episcopus per se, vel per alium sacerdotem à se deputandum, validè assistit matrimoniis per totam diœcesim, etiam invitis parochis. Est enim proprius in totâ diœcesi sacerdos; cujus etiam sola licentia sufficit, juxta Tridentinum decretum, ut alter quiscumque sacerdos matrimoniis validè assistat, nuptialemque benedictionem conjugibus impertiatur.

V. Similiter parochus per se, vel per sacerdotem à se delegatum, validè matrimonio assistit, licèt ab episcopo, etiam sub pœnâ nullitatis, ipsi interdictum foret ne eidem assistat, nisi prævias quædam conditiones sint observatæ; v. g., nisi debitæ præcesserint proclamationes. Parochus enim proprio jure, juxta Tridentinum concilium, matrimonio assistit; neque in potestate episcopi est novum statuere impedimentum dirimens, quod à solo summo Pontifice potest induci, ut reflectit Bened. XIV, de Syn., lib. 12, cap. 5, n. 2.; unde prohibitio episcopi solùm operatur ne parochus licitè, non itidem ne validè assistat.

VI. Ad domicilium propriè dictum alicubi acquirendum requiritur habitatio cum voluntate ibi semper habitandi.

VII. Ad quasi-domicilium sufficit habitatio cum voluntate ibi manendi notabili tempore, vel majori parte anni; quod sæpè pro magnâ parte moraliter ex circumstantiis ac communi existimatione erit colligendum.

Quasi-domicilium habere censentur studiosi in academiis, milites in præsidiis, item opifices ac famuli, qui majori anni parte alicubi habitant, vel habitatum venerunt, unde et communionem paschalem ibidem recipere tenentur.

VIII. Vagi autem et qui nullibi certas sedes habent, contrahere debent coram parocho loci in quo degunt dùm contrahunt, quia nullus alius est proprius eorum parochus. Monet tamen concilium Trid., sess. 24, cap. 7, de Reform. matrim., omnes ad quos spectat; ne hoc genus hominum vagantium ad matrimonium facilè accipiant : « Parochis autem præcipit ne illorum matrimoniis intersint, nisi priùs diligentem inquisitionem fecerint, et re ad ordinarium delatâ, ab eo licentiam id faciendi obtinuerint. »

Idem præceptum parochis inculcat synodus provincialis Mechliniensis II, de Matrim., cap. 6 : *Meminerint*, inquit, *parochi sibi non licere vagorum hominum matrimoniis interesse, nisi re ad ordinarium delatâ*, etc. Steyaertius autem, vicarius apost. Buscoduc., dùm hoc decretum in vicariatu suo servandum decernit, hæc verba addit : *Potestas*, inquit, *aliter faciendi, quam aliqui fortè sibi concessam prætendent, hisce censeatur revocata.* In Exegesi ad syn. Buscod., n. 39.

IX. De Catholicis in Hollandiâ à quibusdam aliquando dubitatum fuit, utrùm pro matrimonii validitate ad domicilii sui pastorem astringerentur; nùm verò coram cujuscumque districtûs pastore, seu missionario validè contrahere possent. Dubitandi rationem hanc allegabant, quòd scilicet parochi propriè dicti in Hollandiâ minimè reperiantur, sed missionariorum directioni Catholici ibidem subjiciantur; atque specioso hoc prætextu quidam, licèt alterius loco incolæ forent, coram Sallandiæ missionario matrimonium contraxerant. Re ad S. Sedem delatâ, responsum fuit 17 maii 1804 : « Quoad primum, parochum proprium Catholicorum in Hollandiâ commorantium

ibique matrimonium inter se contrahere volentium. esse pastorem vel compastorem illius civitatis vel loci, in quo alteruter ex contrahentibus domicilium habent, ideòque non nisi coram illo, vel alio sacerdote de illius licentiâ, validè posse matrimonio copulari.

« Quoad secundum, matrimonium coram pastore, vel missionario Sallandiæ, fuisse nullum; atque ideò opportunè postea revalidatum. »

X. Ex hactenùs itaque dictis sequitur matrimonium, ut validum sit, generatim contrahi debere coram parocho loci in quo alterutra contrahentium pars verum vel quasi-domicilium habet; nisi hæc à lege Tridentinâ ibidem eximatur, vel ob publicationis ejusdem defectum, ut in Angliâ, etc., vel ob specialem Ecclesiæ concessionem ac declarationem, ut in Hollandiâ ac ducatu Cliviensi. Atque ex hâc regulâ sequentes resolvuntur casus.

XI. *Casus* 1. Joannes catholicus domicilium habens, v. g., in Belgio catholico, validè contrahit clandestinè in Angliâ cum muliere ibidem domicilium habente, sive catholicâ, sive hæreticâ; quia lex Tridentina ibidem nec publicata nec usu recepta fuit.

XII. *Casus* 2. Idem erit si contrahat in loco statibus Hollandiæ olim subjecto cum incolâ hæreticâ; quia licèt decretum Tridentini concilii in illis regionibus ac parochiis publicatum supponatur, atque usu receptum, hæretici tamen lege illâ ibidem non tenentur, juxta supra laudatam declarationem Bened. XIV, de 4 novemb. 1741, sive inter se contrahant, sive cum parte catholicâ. Pars autem hæretica privilegium suum communicat parti catholicæ, etsi hæc domicilium habeat in loco ubi lex Tridentina viget. Vide Bened. XIV, de Syn., lib. 6, cap. 6, n. 12. Ita quoque resolvit Clemens XIII, 15 maii an. 1767, in responso suo ad archiepiscopum Mechliniensem; quod vide infra, in Collect. Declarat., n. 4.

XIII. *Casus* 3. Invalidè tamen ibidem clandestinè, seu absque parochi præsentiâ, contraheret cum muliere catholicâ, etiamsi ipse Joannes hæreticus foret, nisi jam domicilium, vel quasi-domicilium in locis illis aquisivisset. Matrimonia enim illorum qui, dùm in regionibus catholicis domicilium habent, in Fœderatis Provinciis nuptias inire vellent, sub præfatâ declaratione non contineri, sed juxta canonica juris communis principia esse dijudicanda, statuitur circa finem ejusdem declarationis. « Tandem, inquit declaratio, circa conjugia quæ contrahuntur, vel in regionibus principum catholicorum, ab iis qui in Provinciis Fœderatis domicilium habent, vel in Fœderatis Provinciis ab habentibus domicilium in regionibus catholicorum principum, nihil sanctitas sua de novo decernendum aut declarandum esse duxit, volens ut de iis juxta canonica juris communis principia, probatasque in similibus casibus alias editas à sacrâ congregatione concilii resolutiones, ubi disputatio contingat, decidatur; et ita declaravit statuitque, ac ab omnibus in posterum servari præcepit. » Pars autem catholica à lege Tridentinâ ibidem minimè eximitur.

XIV. *Casus* 4. Juxta textum citatum, invalidum quoque erit conjugium initum non servatâ formâ Tridentini, in partibus catholicis à Joanne hæretico domicilium habente in provinciis Hollandicis, licèt ipse lege Tridentinâ in Hollandiâ non constringatur. Nec refert utrùm compars catholica sit vel hæretica, utrùm in Hollandiâ, vel alibi domicilium suum habeat.

XV. *Casus* 5. Similiter, si duo ex loco sui domicilii ad alium locum proficiscantur, ibique matrimonium contrahant, quin antea verum vel quasi-domicilium sibi ibidem comparaverint, invalidum erit matrimonium. De hoc casu vide Bened. XIV, institut. 33, n. 8.

XVI. *Casus* 6. E contrà validum erit, si in posteriori loco verum vel quasi-domicilium assecuti fuerint, etiamsi ex fraude, v. g., ad evitandas cum parentibus altercationes, ex parochiâ prioris domicilii in alium locum commigrâssent. Vide Bened. XIV, ibid., n. 9.

Quæstio II. *Qualis præsentia parochi requiratur et sufficiat.*

XVII. Requiritur et sufficit ut parochus simul cum testibus præsens, tanquàm talis à contrahentibus adhibeatur; atque ulteriùs etiam intelligat quid ab ipsis agatur, ut scilicet tanquàm testis auctorizabilis de matrimonii veritate coram Ecclesiâ fidem facere possit.

XVIII. Unde licèt ad hunc finem non foret vocatus, sed casu, aut aliâ de causâ etiam invitus et per vim compulsus adesset; item licèt reclamaret, vel reluctaretur, validum nihilominùs erit matrimonium, modò advertat illud coram se tanquàm parocho contrahi; hoc enim sufficit ut matrimonii veritatem testari valeat; neque Ecclesia ejus consensum requirit, sed meram præsentiam, ut de matrimonio contracto sibi constare possit. Ita declaratum fuit à S. congregatione concilii. Vide Bened. XIV, de Syn. lib. 13, cap. 23, n. 1, 4 et 5.

XIX. Quòd si parochus, licèt materialiter præsens, à contrahentibus tanquàm talis non adhibeatur; item si ipse contrahentes non videat, neque auribus eorum verba percipiat, nullum erit matrimonium, quia tunc eidem non interest tanquàm testis auctorizabilis pro Ecclesiâ. Ita decisum fuit in eâdem congregatione die 7 martii 1700. Vide Bened. XIV, ibid., n. 6.

XX. Si tamen ipse parochus in causâ sit cur non viderit, aut intellexerit, quia datâ operâ nec videre nec percipere voluit, v. g., claudendo oculos, aures obstruendo, cùm tamen hoc naturaliter potuisset æquè ac alii testes, qui ad illum contractum adhibiti, se vidisse ac percepisse fatentur, validum erit matrimonium; prout in casu simili, qui contigit anno 1753, approbante ipso summo pontifice Benedicto XIV, declaravit eadem S. congregatio. Vide ibid., n. 11.

XXI. In testibus nulla specialis qualitas à concilio Trid. requiritur, unde necesse non est ut sint omni

exceptione majores; sed qualescumque sufficiunt, modò cum habeant rationis usum, ut de contracto matrimonio testari valeant.

Quæstio III. *Quid, si parochi proprii præsentia haberi non possit.*

XXII. Matrimonia, dùm contrahentes ad parochum aut superiorem legitimum nullatenùs, aut non nisi difficillimè, seu periculosissimè recurrere possunt, valida ac licita sunt, quoties duo saltem testes præsentes fuerint. Ita nomine Pii VI, selectæ congregationis cardinalium resolutionem approbantis, rescriptum fuit per cardinalem de Zeladà ad episcopum Lucionensem, 28 maii 1793. Vide infra, in Collect. Declar., n. 7. Idem declaratum denuò fuit ab ipso Pio VI, 5 octobris ejusdem anni, in responsis ad episcopum Genevensem, idque conformiter ad varias similes resolutiones jam olim à S. Congregatione concilii datas, quæ ibidem citantur in responso ad tertiam dubiorum classem. Vide in Collect. Declar., n. 8.

XXIII. In tali casu curare debent fideles ut in quantum fieri potest, coram testibus catholicis contrahant. Vide responsa ad episcopum Lucionensem, n. 3.

XXIV. Item convenit, licèt non sit omnino necessarium, ut ab alio tunc sacerdote, si haberi possit, benedictio nuptialis accipiatur, uti colligitur ex responso ad quæstionem 6, dato 22 april. 1795 à congregatione cardinalium pro negotiis Ecclesiæ Gallicanæ specialiter deputatorum; ubi dicitur *conveniens* esse ut à quolibet sacerdote benedictio recipiatur, dùm ad proprium parochum non patet accessus. Vide in Collect. Declar., n. 9.

XXV. Hic tamen sacerdos in simili casu, verba : *Ego vos in matrimonium conjungo*, etc., proferre non debet, cùm hæc verba non ad benedictionem nuptialem pertineant, sed ad ipsam matrimonii celebrationem. Nullo autem solido fundamento niti videtur illa quorumdam theologorum opinio, nempe Daelmani, q. ult., observat. 14; item Colleti, de Dispensatione in specie, part. 1, cap. 15, ex Collat. Andegavens. 1, quæ astruit quemlibet sacerdotem, deficiente parocho alioque superiore legitimo, ab Ecclesiâ deputatum censeri posse ut contrahentium consensum excipiat eosque ritu sacro conjungat. Sacerdotalis enim benedictio, de quâ hìc unicè agitur, tum à concilio Tridentino, sess. 24, cap. 1, de Reform. matrim. (1), tum à ritualibus, signanter Romano, apertè distinguitur ab ipsâ matrimonii celebratione; estque illa specialis benedictio, quæ vel intra vel extra missarum solemnia, juxta locorum consuetudines, iis qui jam matrimonio conjuncti sunt, à sacerdote impertitur; quæque in secundis nuptiis, saltem dùm tales sunt ex parte mulieris, omninò omitti debet. Ut hæc benedictio, deficiente parocho, à quocumque sacerdote suscipi possit, Ecclesia indulget, idque prælaudato responso Romano confirmatur; ast quòd quilibet sacerdos tunc ab Ecclesiâ deputetur ut parochi præsentiam à Tridentino concilio requisitam suppleat, contrahentesque ritu sacro conjungat, id nullâ ratione probatur.

XXVI. Imò, si absque sacerdotis benedictione matrimonium jam contraxerint, adhuc adhortandi sunt conjuges ut postea, *cùm sacerdotis copiam habere possunt, ab eo benedictionem petant; qui tamen illis declarabit hujusmodi benedictionem ad validitatem matrimonii minimè pertinere.* Ita resolvit eadem cardinalium congregatio in responso ad quæstionem 7. Vide etiam responsa ad episcopum Genevensem, circa finem.

XXVII. Quæ à n. 22 dicta sunt, etiam obtinent in casu quo parochus proprius adiri quidem potest, sed communicatio in divinis cum eo à legitimo superiore fidelibus est interdicta; sive quòd exorienti schismati adhæreat, sive quòd alio quovis titulo hujusmodi communicatio fidelibus noxia judicetur. Vide prælaudata responsa ad episcopum Genevensem, ibid. Tunc enim idem est ac si parochus proprius haberi non possit, cùm licitè adhiberi non valeat (1).

XXVIII. E contrà, quamvis parochus suspensionis

(1) Ubi nempe *conjugibus* (quâ voce designantur qui jam matrimonium contraxerunt) per modum adhortationis præcipitur ne eamdem domum communem habeant nisi postquàm sacerdotis benedictionem acceperint; quam quidem benedictionem, si fortè alio in loco matrimonium initum est, in ecclesiâ suscipiendam jubet sacrosancta synodus. Ibidem insuper suspensionis pœna decernitur in sacerdotem qui parœciæ alterius sponsos absque ipsorum parochi licentia matrimonii vinculo conjungere aut ipsis benedictionem conferre attentaverit. Et hæc duo apertiùs in Rituali Romano à summo pontifice Paulo V approbato editoque distinguuntur, titulo de Matrimonii Sacramento, ubi *matrimonium in ecclesiâ maximè celebrari decere* tradit; *sed si domi celebratum fuerit præsente parocho et testibus, sponsi veniant ad ecclesiam benedictionem accepturi, et tunc caveat sacerdos ne iterùm à contrahentibus consensum exigat, sed tantùm benedictionem illis conferat celebratâ missâ.* Paucisque interjectis, subdit idem Rituale : *Meminerint parochi à dominicâ primâ Adventûs usque ad diem Epiphaniæ, et à feriâ quartâ Cinerum usque ad octavam Paschæ inclusivè solemnitates nuptiarum prohibitas esse :* UT NUPTIAS BENEDICERE, *sponsam traducere, nuptialia celebrare convivia.* Et ut luce clariùs constet ipsam matrimonii solemnitatem cum benedictione à sacerdote collatâ nullo prorsùs modo confundi debere, hoc notatu dignum statim ibidem subjicitur : *Matrimonium autem omni tempore contrahi potest.* Advertendum autem hæc ultima verba eo sensu intelligenda esse, quòd matrimonium reipsà nullà lege generali in quovis tempore ab Ecclesiâ prohibeatur, cum quo tamen minimè pugnant speciales plurium locorum consuetudines, aut synodi decreta, quibus non tantùm nuptiarum celebratio, sed ipsum etiam matrimonium eo tempore prohibetur, quâ de re consuli potest doctissimus papa Benedictus XIV, instit. 80.

(1) Licet legitimo superiori aliquando communicationem in divinis cum Ecclesiæ ministris interdicere fidelibus, etiam cùm nondùm ex censurâ publicatâ et promulgatâ vim suam interdictio mutuavit. Sic communicatio fidelibus in sacris prohibita est per totam Galliam litteris Pii VI anno 1792 cum sacerdotibus qui dicti sunt refractarii, eò quòd civico sacramento sese contaminaverant à republicâ extorto; nec tamen *inter ea tempora*, nec in posterioribus annis excommunicationis sententiâ percussi fuerunt.

vel excommunicationis censuram incurrisse noscatur, modò necdùm per judicem tanquàm vitandus specialim ac publicè sit denuntiatus, nec alio modo communicatio cum ipso in divinis sit prohibita, possunt fideles validè et licitè matrimonium coram eo contrahere. Manet enim parochus proprius, neque in sacris vitari debet, juxta cap. *Ad vitanda;* quâ de re latiùs agitur, ubi de Sacram. Pœnit., ac de censuris.

Quæstio IV. *Quid si parochus sit intrusus.*

XXIX. Circa parochos intrusos sequentia declaravit Pius VI, in institutione de 26 septembris 1791 ad episcopos Galliæ, quæ incipit : *Laudabilem*, etc.

1° Quòd matrimonium coram intruso contractum sit illicitum atque invalidum. « Quoniam, inquit Pontifex, intrusus minimè est parochus legitimus, neque ullum habet titulum, seu verum seu coloratum, matrimonium coram eo contractum nullius certè roboris est : quâ etiam de causâ fideles abstinere debent ne parocho suo legitimo prætermisso adeant intrusum. »

XXX. 2° Quòd fidelibus hâc in re nihil agere liceat, quo ejusdem intrusi auctoritatem aliquo modo agnoscere viderentur. « Caveant etiam fideles, inquit Pontifex, qui matrimonio juncti fuerunt à parocho legitimo, ne intruso se sistant, ut ab eo ritu quovis sacro et religioso rursùs matrimonio conjungantur; vel ab eo petant veniam quâ possint ab alio sacerdote Matrimonii Sacramento conjungi, et sacro ritu copulari. »

XXXI. Horum ratio assignatur in eâdem instructione, quòd nempe, cùm intrusus profectò schismaticus sit, hoc esset in divinis cum schismatico communicare in ipso schismatis crimine, intrusumque pro legitimo parocho agnoscere et colere, *quod certè*, inquit Pontifex, *naturâ suâ malum est, proindeque lege omni divinâ et naturali vetitum.*

XXXII. Notandum hæc omnia locum habere, licèt conjugati, vel eorum proles, defectu similis formalitatis, effectibus seu beneficiis civilibus omninò carere, aut etiam gravius quodlibet malum pati cogerentur ; ut in eâdem instructione dicitur de Baptismi susceptione ab intruso, et postea matrimonio applicatur. Vide infra, in Collect. Declarat., n. 6.

Quæstio V. *De ministro acatholico.*

XXXIII. Cùm in quibusdam regionibus incolæ, ut matrimonium eorum censeatur validum, prolesque legitima, coram ministro hæretico vel infideli sese sistere debeant, eoque præsente quamdam matrimonialis contractûs speciem inire, quæsitum aliquando fuit num id à Catholicis salvâ conscientiâ fieri possit.

Huic quæstioni respondit S. Congregatio concilii, 29 novembr. 1672, hisce verbis : « Quatenùs minister assistat matrimoniis Catholicorum uti minister politicus, non peccare contrahentes ; si verò assistat ut minister addictus sacris, non licere ; et tunc contrahentes peccare mortaliter et esse monendos. »

XXXIV. Hanc resolutionem suâ auctoritate confirmavit Bened. XIV ; ac consequenter fidelibus degentibus in regno Serviæ finitimisque regionibus interdixit ne matrimonio inter se catholicis ritibus celebrato, illud renovare præsumant coram *caddi*. Suam tamen interdictionem temperavit hâc limitatione nisi scilicet nuptiarum cæremonia explenda coram *caddi*, actus sit merè civilis, nullamque contineat Mahumetis invocationem, aliudve superstitionis genus includat. Vide latiùs Bened. XIV, de Syn., lib. 6, cap. 7, n. 2.

Quæstio VI. *De formalitatibus coram magistratu laico, juxta leges civiles, præstandis.*

XXXV. Dùm fideles, ut civilibus potiantur effectibus, matrimonii sui declarationem facere tenentur coram magistratu civili, illud semper præ oculis habere debent, nullum ab ipsis tunc contrahi matrimonium, sed actum merè civilem exerceri. Ita Pius VI, in responsis ad episcopum Lucionensem.

Idem jam an. 1746 missionariis Hollandiæ declaraverat Bened. XIV, hisce verbis : « Sciant itaque catholici vestræ curæ concrediti, cùm civili magistratui matrimonii celebrandi causâ se sistunt, actum se merè civilem exercere quo suum erga leges et instituta principum obsequium ostendunt ; cæterùm tunc quidem nullum à se contrahi matrimonium. » Reperitur hæc declaratio lib. 6, de Syn., cap. 7, n. 5. Vide infra in Collect. Declarat., n. 3.

XXXVI. Quòd si fortè hâc occasione contrahentes illicitam aliquam declarationem emittere tenerentur, vel aliud præstare quod iniquum esset aut quo publicâ hominum opinione pro non orthodoxis haberentur ; nullatenùs liceret civilem illam explere formalitatem, etiamsi quodvis damnum temporale foret subeundum ; ut supra dictum fuit de intruso, n. 32. Ita Pius VI, in supra laudatâ instructione, de 26 sept. 1791.

XXXVII. Casu quo legitimus parochus haberi non posset, matrimonium tunc coram magistratu contractum, modò duæ saltem personæ adessent, validum quidem foret, æquè ac initum coram aliis duobus testibus ; verùm si publici illi officiales schismati aliquâ ratione adhærerent, vel ejusdem essent fautores, graviter peccarent contrahentes, cum talibus in sacris communicando. Unde monet Pius VI ut fideles in tali casu curent matrimonium contrahere coram testibus catholicis, priusquàm municipalitati se sistant ad civilem formalitatem præstandam.

XXXVIII. Cæterùm cùm hocce tempore in dies magis magisque, etiam scriptis publicis, populo inculcetur ille error, quòd matrimonium essentialiter coram magistratu civili contrahatur, quòdque parochi præsentia atque benedictio mera sit cæremonia quæ pro contrahentium arbitrio matrimoniali contractui superaddi possit vel omitti ; specialis quoque pastoribus incumbit obligatio fideles suæ curæ concreditos

hâc in re plenùs instruendi eosque contra tam perniciosum errorem præmuniendi (1).

De matrimoniis CONSCIENTIÆ; *item* AD MORGANATICAM.

XXXIX. Matrimonium conscientiæ illud dicitur, quod contrahitur quidem coram parocho, vel alio sacerdote de ejus licentiâ, item coram duobus testibus familiaribus, sed omissis ex dispensatione proclamationibus, atque ita secretò ut nulla initi matrimonii notitia ad alios perveniat. Unde nec ejus celebratio, nec Baptismi prolibus ex eo susceptis collatio, in solito registro à parocho adnotatur.

XL. De hujusmodi matrimonii validitate ambigendum non est, cùm forma à Trid. concilio præscripta in eo observetur. Fatendum tamen gravia inde oriri posse mala atque peccata, quorum aliqua recenset Bened. XIV, in constitutione, *Satis vobis*, de 17 nov. 1741, v. g., quòd vir, priore uxore relictâ, cum aliâ, vel secretò, vel etiam publicè denuò contrahat; quòd proles à parentibus removeatur, incertis fortunæ casibus objecta relinquatur, bonis paternis et avitis (legitimitatis deficiente probatione) privetur; imò aliquando occidatur, etc., etc.; quibus de causis similia matrimonia regulariter ut illicita meritò haberi omnes ultrò admittunt.

XLI. Ast cùm nemo dubitet quin graves quandoque occurrere possint rationes ob quas ordinarius in proclamationibus justè dispenset; quod etiam apertè supponit Trid., sess. 24, cap. 1, de Reform. matrim., dùm in iis dispensandi facultatem ordinarii prudentiæ et judicio relinquit; ut in simili casu supradictis occurratur malis, varias cautiones adhibendas præscripsit idem laudatus Pontifex in eâdem constitutione, quibus maximè providetur ut soboles indè procreanda baptizetur, piè educetur, atque tanquàm verè legitima bonis paternis frui valeat. Videri etiam possunt quæ idem Pontifex hâc de re disserit, de Syn., lib. 13, cap. 24, n. 12 et 13.

XLII. Matrimonia *ad morganaticam*, quæ in pluribus Germaniæ locis non rarò contrahuntur, ea vocantur in quibus vir nobilis atque illustris, defunctâ priore uxore nobili, ac relictis ex eâ liberis, aliam ducit uxorem vilioris conditionis eâ lege, ut ipsa et liberi ex eâ nascituri nec dignitatem mariti ac patris, nec hæreditatem paternam consequantur; sed donatione *morganaticâ*, sive certo titulo certisque bonis per pactum assignatis, sint contenti.

XLIII. Hujusmodi matrimonia introducta fuerunt ne viri illi nobiles cum periculo incontinentiæ sine matrimonio manere cogerentur; ita tamen ut simul illustrium familiarum conservationi prospiceretur, dùm filii ex priore matrimonio suscepti à præjudicio servantur immunes. Vide Bened. XIV, ibid., n. 12, vel Bœcklin, Jus canon., ad lib. 6 Decret., tit. 1, parte 2, § 3, n. 24.

(1) De his consulantur gravia Pii VII monita ad episcopos Gallicos, quibus episcopales instructiones meritò commendat, ut talis veneni efficacissimum antidoton, his verbis : « Quarum (instructionum) studiosè augendarum inducta non ita pridem systemata quædam, ab Ecclesiæ catholicæ sensu et doctrinâ omninò aliena,... summam vobis necessitatem imponunt, quâ vera atque orthodoxa de venerabili præsertim Matrimonii Sacramento doctrina, pura in fidelium mentibus conservetur, fidelesque ipsi ad docilitatem Dei et Ecclesiæ legibus debitam revocentur, ut dùm reddunt quæ sunt Cæsaris Cæsari, quæ sunt Dei Deo reddere non prætermittant. »

Vide infra in Collect. Declar., n. 17.

CAPUT XVIII.

De *impotentiâ*.

I. Quamvis ad matrimonii essentiam minimè pertineat ut illud consummetur, potentia tamen ad ejusdem consummationem seu ad copulam ita necessariò requiritur, ut sine eâ matrimonium subsistere non possit. Matrimonialis enim contractus traditionem importat in mutua corpora ad eum usum quo fiunt una caro; quam potestatem cùm impotens non habeat, de eâ contrahere non potest.

II. Impotentia est vel absoluta, seu respectu omnium, vel respectiva, seu respectu alicujus tantùm. Indifferens autem est pro hoc impedimento, an absoluta sit, an respectiva : matrimonium enim est inter duas personas, inter quas proinde si sit impotentia, non poterit consistere vinculum.

III. Utraque dividitur in perpetuam, quæ tolli non potest, saltem sine miraculo; vel sine peccato, vel sine vitæ periculo; et in temporalem, quæ sic tolli potest.

IV. Porrò hìc de solâ perpetuâ agitur, nihilque refert ex quâ causâ oriatur, neque etiam an cognita fuerit, an verò ignorata.

V. Ut impotentia perpetua impedimentum dirimens sit, requiritur ut hæc matrimonium antecesserit; si enim eidem validè jam contracto superveniat, ejusdem vinculum nullatenùs dissolvit.

VI. Si dubium sit an impotentia præcedens perpetua sit, an temporanea, triennium ab Ecclesiâ conceditur conjugibus, ut eo temporis spatio, adhibitis mediis possibilibus ac licitis, impotentiam tollere conentur.

VII. Cùm impotentia, ut matrimonium dirimat, debeat esse perpetua atque simul antecedens, abs re non erit quasdam hìc tradere regulas quibus plerùmque cognoscatur quandonam in dubio ut talis habenda sit. 1° Si impotentia sit naturalis, præsumitur præcessisse matrimonium; naturalia enim plerùmque sunt perpetua. 2° Si sit ex maleficio, aut aliter accidentalis, præsumitur non præcessisse matrimonium, nisi contrarium probetur; et hoc in favorem matrimonii. 3° Dùm verò dubitatur an impotentia sit naturalis, an verò accidentalis, præsumitur esse accidentalis, nisi contrarium probetur. 4° Si impedimentum non possit auferri nisi per miraculum, aut peccatum, vel non nisi cum periculo mortis, censetur esse perpetuum; ut patet ex capite Fraternitatis, tit. 15, de Frigid. et Malefic., lib. 4 Decret. 5° Quod per exorcismos tollitur, non censetur tolli per miraculum : non enim omne supernaturale censetur esse miraculum.

VIII. Caveant porrò confessarii ne in re tam mo-

mentosâ ac tot difficultatibus obnoxiâ temerè procedant, aut quidquam propriâ auctoritate decernant; sed casum ritè examinatum cum omnibus suis circumstantiis ad ordinarium deferant; cujus tunc erit finaliter determinare ac statuere quid in simili negotio fieri oporteat.

IX. Impotentia matrimonium dirimit jure ecclesiastico, ut patet ex variis capitulis juris canonici, lib. 4 *Decret.*, tit. 15, *de Frigid. et Malefic.* Dirimit quoque jure naturali, ut patet ex n. 1 (1).

CAPUT XIX.

De Raptu.

I. Raptus, prout matrimonium dirimit, est violenta abductio mulieris in potestatem alterius, matrimonii cum eâ ineundi causâ.

Sub violentâ abductione etiam intelligitur violenta retentio.

II. Hoc impedimentum introductum, vel saltem, ut aliis placet (2), renovatum fuit à concilio Trid., sess. 24, cap. 6, de Reform. matrim., hisce verbis : « Decernit S. synodus inter raptorem et raptam, quamdiù ipsa in potestate raptoris manserit, nullum posse consistere matrimonium : quòd si rapta à raptore separata, et in loco tuto et libero constituta, illum in virum habere consenserit, eam raptor in uxorem habeat. »

III. Ex hoc decreto patet 1° nullum esse matrimonium inter raptorem et raptam, etiamsi hæc post raptum plenè consentiret, quamdiù in potestate raptoris manet.

IV. Patet 2° hoc impedimentum tantùm esse respectivum et temporale; unde rapta cum alio validè contrahere potest, etiam eo tempore quo existit sub potestate raptoris, item contrahere poterit cum ipsomet raptore, postquàm ab eo separata atque in plenam libertatem restituta in hoc liberè consenserit.

(1) Impotentiæ naturali lex Gallica, vel ex maleficio, nullam vim contra vinculum matrimonii tribuit; accidentalique ægerrimè ac rarò virtutem hanc indulget; ac si ante matrimonium locum habuerit, inter fraudis et erroris causas diremptorias nuptiarum remittit.

(2) Introductum nequit dici jus quod et ante Justinianum, et per Justinianum expressis verbis fuerat declaratum, quodque postea et per intermedia tempora renovatum est in Capitularibus regum Francorum. Raptus autem consensum excludere non immeritò visus, aliquot in ecclesiis impedimentis dirimentibus annumeratus est. Ne verò jam satis infelici quæ vim passa est virgini, etiam reparandi, si posset, damni sui spes raperetur, Innocentius III, ineunte seculo tredecimo, raptæ cum raptore matrimonium confirmavit, eâ tantùm lege, ut prioris dissensionis immemor, consensum daret. Quod ne laxiorem habenam nefariis hominibus permissam voces, animadvertendum est quâ ætate, quibus tum ingruentibus moribus concessum fuerit, cùm feros violentosque homines orbis perpetiebatur, frustra reluctante paparum regumque auctoritate. Non melioribus, sed societati ineundæ et constituendæ aptioribus temporibus evenit Tridentina synodus, quæ factis minùs parcens, eò quòd legum contemptoribus minùs tuta esse cœperat audacia, severiora adjecit. Siquidem non aliter matrimonium raptorem inter et raptam admisit, quàm depositâ puellâ in tuto loco, et à raptoris manu subductâ, quo casu utriusque consensum pro validitate matrimonii sufficere admittitur.

V. Colligitur 3° pro hoc impedimento requiri ut violentia illata sit ipsi personæ raptæ, nec sufficere quòd soli parentes inviti sint, si ipsa mulier volens atque omninò consentiens fuerit abducta; qualis abductio à quibusdam *raptus seductionis* vocari solet; nam 1° concilium ad tollendum impedimentum non exigit ut rapta restituatur parentibus (ut falsò asserit hocce loco Tournelius), sed tantùm ut in loco tuto ac libero constituatur; quo casu (etiam sine consensu parentum, ut concilium declarat cap. 1) validè cum raptore matrimonium inire poterit. Vide supra, cap. 4. 2° Quia concilium tantùm intendit consulere perfectæ libertati matrimonii, quæ minimè læditur dùm femina consentiens abducitur, invitis licèt parentibus; 3° quia in lege pœnali verba propriè ac strictè sunt interpretanda : persona autem propriè non dicitur rapta dùm spontè sequitur; cùm quoad statum amplectendum sui juris sit, nec parentibus subiiciatur (1).

VI. Violentia autem pro hoc impedimento intelligitur propriè dicta, seu sumitur pro verâ vi illatâ personæ, quantùm potest, renitenti et omninò involuntariæ; unde si blanditiis ac precibus etiam importunis allecta spontè sequatur, matrimonium ex hoc capite non irritabitur.

VII. Non refert an quis per se an verò per alium mulierem rapiat : ille scilicet cui abducitur, impedimentum cum eâ contrahit.

VIII. Nec refert quoque an mulier virgo sit, an vidua, etc., cùm concilium in raptâ nullam qualitatem designet aut requirat.

IX. Raptus viri à muliere commissus, sub lege Tridentinâ cadere non videtur; cùm totus contextus de solâ muliere agat, nec eadem quidem militet ratio.

X. Præter impedimentum ex raptu, concilium ulteriùs statuit pœnam contra raptorem ipsique cooperantes, ut scilicet « raptor ipse ac omnes illi consilium, auxilium et favorem præbentes sint ipso jure excommunicati ac perpetuò infames, omniumque dignitatum incapaces; et si clerici fuerint, de proprio gradu decidant (2). »

CAPUT XX.

De potestate constituendi impedimenta matrimonium dirimentia : ac primò de statu quæstionis, atque de erroribus circa hanc materiam.

I. De impedimentis in particulari hactenùs egimus; superest ut et de potestate eadem statuendi quædam pro modulo nostro dicamus. Atque inprimis, ut in materiâ adeò intricatâ ordine procedamus, pro fundamento præmittere juvat doctrinam S. Thomæ, lib. 4, *Contra gentes*, cap. 78 : « Considerandum est, inquit S. doctor,

(1) Consulatur Cabassutii Theoria et Praxis juris canonici lib. 3, cap. 26, n. 21, ubi ait : « Raptus in solos parentes non subjicitur pœnis memorati Tridentini decreti. Neque verisimilem credo quorumdam opinionem, quòd raptus in parentes puellæ consentientis producat dirimens impedimentum. »

Quod tunc pluribus probat argumentis.

(2) Gallici Codicis civilis dispositiones Tridentini concilii decretis germanissimæ sunt.

quòd quandò aliquid ad diversos fines ordinatur, indiget habere diversa dirigentia in finem, quia finis est proportionatus agenti. Generatio autem humana ad multa ordinatur, scilicet ad perpetuitatem speciei, et ad perpetuitatem alicujus boni politici, puta populi in aliquâ civitate ; ordinatur etiam ad perpetuitatem Ecclesiæ, quæ in fidelium collectione consistit; unde oportet quòd hujusmodi generatio à diversis dirigatur. In quantum igitur ordinatur ad bonum naturæ, quod est perpetuitas speciei, dirigitur à naturâ inclinante in hunc finem, et sic dicitur esse naturale officium; in quantum verò ordinatur ad bonum politicum, subjacet ordinationi legis civilis; in quantum ordinatur ad bonum Ecclesiæ, oportet quòd subjaceat regimini ecclesiastico. »

II. Triplex igitur matrimonii finis ab Angelico doctore hìc assignatur; bonum scilicet naturæ, bonum politicum ac bonum Ecclesiæ; cui triplici fini triplex quoque correspondet auctoritas, juris nempe naturalis, civilis atque ecclesiastici; quâ ea respectivè statuuntur quæ ad præfixum cuilibet potestati scopum conducere posse existimantur.

III. De jure naturæ vel divino positivo controversia hìc non movetur : de solâ potestate humanâ, sive ecclesiasticâ, sive civili quæritur an et quid circa connubialem contractum decernere valeat. Cùmque juxta allegatum S. Thomæ principium matrimonium utrique potestati, licèt sub diversâ ratione, subjiciatur, spontè jam fluit ab harum singulâ regulas quasdam circa matrimonium decerni jure posse, quibus non observatis, contrahentes certè illicitè agunt; cùm extra omne dubium sit justis superiorum legibus omninò esse obtemperandum. Atque hinc patet utramque potestatem, tam civilem quàm ecclesiasticam, talia matrimonii impedimenta jure suo inducere posse, quæ *impedientia* dicuntur.

IV. Verùm cùm matrimonii legitimè contracti præcipua proprietas sit ut indissolubile inter ipsos contrahentes vinculum inducat; quæritur ulteriùs utri potestati, civili an ecclesiasticæ, Deus, hujus contractûs præcipuus auctor atque institutor, in novâ lege auctoritatem largitus fuerit suam illi contractui, ad Sacramenti rationem elevato, assignandi formam, talesque circa modum eum ineundi statuendi leges seu conditiones, quibus neglectis, omni robore careat, nullumque ex eo, si attentetur, vinculum exoriatur. Quæ leges ideò impedimenta *dirimentia* nuncupantur.

V. Ne autem in materiâ tam momentosâ speciosis humanæ sapientiæ sophismatibus decipiamur, ad illam auctoritatem recurramus necesse est quæ sola omnis erroris expers veritatis cognitionem sincerè eam quærentibus certissimè præstat. Hæc porrò falli nescia auctoritas in solâ Ecclesiâ catholicâ residet, quam Christus, Sacramentorum institutor, divinæ voluntatis suæ interpretem infallibilem constituit. Ex hujus itaque doctrinâ ac praxi, tanquàm ex inconcussâ credendorum regulâ, deducendum est quid circa hanc materiam ecclesiastica valeat auctoritas, quid civilis. De singulâ ordine agemus.

VI. Ad Ecclesiæ potestatem quod attinet, docet fides catholica matrimonialem contractum, ex quo ad Sacramenti dignitatem fuit evectus, hujusque veluti fundamentum existit, à Christo, supremo omnium hominum legislatore, cui omnis potestas in cœlo et in terrâ concessa est, ita Ecclesiæ jurisdictioni directè atque immediatè fuisse subjectum, ut hæc, non ea tantùm quæ ad dignam Sacramenti requiruntur susceptionem, rectè præscribat, sed et tales connubiali contractui apponere valeat conditiones quarum defectu contractus ipse penitùs irritetur, quin et ipsi contrahentes ad legitimum præstandum consensum prorsùs inhabiles efficiantur : quod sanè aliud non est quàm impedimenta statuere matrimonium *dirimentia*.

VII. Catholicam hanc veritatem oppugnârunt seculi XVI novatores, Lutherus inprimis in libro de Captivitate Babylonicâ, quem anno 1520 conscripsit, cùm ipsi jam certum esset : *Papatum esse regnum Babylonis et veri Antichristi.* Palmaris hujus hæresiarchæ error erat matrimonium inter novæ legis Sacramenta minimè esse annumerandum, sed contractum esse merè civilem et politicum. Ex quo errore alter, veluti prioris sequela, spontè fluebat, Ecclesiam nimirùm impedimenta statuere non posse matrimonium dirimentia. Tertius tandem Lutheri error erat non alias ab Ecclesiâ matrimonii prohibitiones fieri posse quàm quæ in Scripturâ sacrâ expressè continentur, neque Ecclesiam in illis unquàm dispensare posse.

Singulum errorem speciali canone proscripsit concilium Trid., sess. 24, can. 1, 3 et 4. Ast hâc de re postea latiùs agetur.

VIII. Interim hìc notetur Lutherum principibus secularibus potestatem in matrimonium non denegâsse, nec juxta principia sua denegare quidem potuisse; cùm illud ad classem rerum profanarum ac contractuum merè civilium relegaret. Quod etiam alioquin ex contextu ejusdem libri de Captivitate Babylonicâ evidenter colligitur; uti fusè ac doctè ostendit clarissimus auctor dissertationis canonicæ de Potestate Ecclesiæ in statuendis impedimentis, etc., in Argentinensium Universitate, 11 augusti 1785 publicæ disputationi propositæ, §§ 29 et 31.

IX. Verùm longè apertiùs in scriptis posterioribus sensa sua hâc super re declaravit Lutherus uti inter alios ostendit J. Cochlæus in opere, Miscellanea in causâ Religionis, anni 1545 Ingolstadii edito, lib. 5, tract. 10, pag. 185, folio verso, ubi hæc Lutheri de Causis matrimonialibus verba refert : « Vociferor et clamo, inquit Lutherus, causas matrimoniales non ad me, sed ad secularem potestatem referri debere..... Nemo enim negare potest matrimonium esse rem externam et secularem; sicut vestem, cibum, domum et aream, ac seculari potestati subjectam. » Idem patet ex Seckendorfio lutherano, Historiâ Lutheranismi, lib. 3, sect. 15, ubi postquàm auctor Lutheri circa hanc materiam sensa accuratè exploraverat, ita demùm concludit § 49 : « Hæc, inquit, ut ex his aliisque Lutheri in eumdem sensum dictis appareat, ejus judicio causas matrimoniales necessariò ad forum

ecclesiasticum non pertinere, sed in principum et magistratuum potestate esse, et ab his.... in his causis leges et tribunalia constitui debere, sicut et postea factum est.»

X. Ex his porrò abundè liquet quàm imperitè quidam contendant canonem 4, sess. 24, concilii Tridentini non de propriâ Ecclesiæ potestate esse intelligendum; hoc nimirùm inani prætextu, quòd Lutherus, cujus error illo canone configitur, non soli Ecclesiæ, sed cuicumque humanæ potestati, ut ipsi falsò prætendunt, jus omne in matrimonium abjudicaverit.

XI. Initio seculi XVII, Marcus Ant. de Dominis, archiepiscopus olim Spalatensis, insignis postea apostata, lib. 5, de Republicâ christianâ, cap. 11, n. 1, ex eodem supposito, quòd matrimonium sit contractus totus humanus et corporalis ad effectum naturalem directè initus, cum Luthero docuit matrimonii vinculum et causas ad potestatem ecclesiasticam, quæ tota in se spiritualis est, jure divino pertinere non posse; idque etiamsi matrimonium Sacramentum esse supponeretur: « Quia, inquit ibidem, n. 22, supernaturalis hæc conditio et ratio Sacramenti supervenit matrimonio jam plenè et perfectè in esse civilis contractûs constituto. » Hinc consequenter asserit ad solos principes seculares pertinere leges ferre quæ matrimonium dirimant; non verò ad Ecclesiam, nisi fortè ex indulgentiâ principum.

XII. Perversam hanc Spalatensis doctrinam, subsequentibus temporibus, haud semel magnâ ex parte renovare aggressi sunt temerarii quidam scriptores catholici, quorum antesignanus fuit Joannes Launoius, doctor Parisiensis, in opere de regiâ in matrimonium Potestate, anno 1674 edito, et 10 sept. 1688 Romæ damnato.

Admittunt hi auctores matrimonium verum esse novæ legis Sacramentum; ast simul contendunt 1° Sacramentum à contractu matrimoniali omninò esse distinguendum; 2° Ecclesiæ jus quidem esse ut circa matrimonium quædam statuat quatenùs Sacramentum est, atque sub solâ Sacramenti ratione; nequaquàm verò quatenùs contractus est. Asserunt 3° hunc contractum potestatis civilis dispositionibus unicè subjacere; cùm penès hanc solam omnis de humanis contractibus statuendi resideat auctoritas; 4° irritato autem contractu, nec Sacramentum subsistere, deficiente materiâ; 5° Ecclesiam hâc in re nihil posse, nisi ex principum secularium concessione, connivantiâ, aut tacito saltem consensu; 6° alii tandem ad meras scholæ opiniones hanc de Ecclesiæ potestate quæstionem relegant.

XIII. Ad canonem autem 4, sess. 24 concilii Trid., quo contra Lutherum definitur Ecclesiam hâc gaudere potestate, respondet Launoius canonem illum non dogmaticum esse, sed merè disciplinarem, atque per *Ecclesiam* in eo intelligi debere reges ac principes, utpote præcipua ejus membra, quorum proinde nomine et auctoritate Ecclesia utitur dùm matrimonii statuit impedimenta. Absurdum hoc Launoii systema, eâdem circiter ætate, pro meritis exceperunt ac refutârunt duo doctores sorbonici, Leullerius ac Gerbesius.

XIV. Hinc subsequentes ejusdem erroris patroni, relicto Launoii figmento, prætendunt concilium Trid. in illo canone saltem non clarè determinâsse, utrùm ex Christi institutione, vel ex principum indulgentiâ tacitâ vel expressâ, hæc potestas Ecclesiæ competat. Hunc Ecclesiæ definitionem cum novatorum doctrinâ conciliandi modum, avidè amplexa est numerosa causidicorum, canonistarum, maximè in Germaniâ, ac pseudopoliticorum cohors; quæ à medio circiter seculo XVIII, præfatum errorem, collatis quasi viribus propugnare ac quaquaversum propagare studuit.

XV. Ast, quod magis dolendum, synodus Pistoriensis, sub Scipione de Ricciis an. 1786 celebrata, eumdem errorem palàm adoptare ac publicè profiteri non erubuit, docens in decreto de Fide inscripto, tit. de Matrimonio, n. 7, ad supremam civilem potestatem duntaxat originariè spectare contractui matrimonii apponere impedimenta ejus generis quæ ipsum nullum reddunt dicunturque dirimentia; Ecclesiam tamen, supposito assensu vel conniventiâ principum, talia impedimenta justè constituere potuisse.

Contendit ulteriùs jus illud originarium cum jure dispensandi essentialiter esse connexum: unde in Memoriali quod idem episcopus Leopoldo, magno Etruriæ duci, exhibuit, hunc principem rogat, § 1, n. 10, ut è numero impedimentorum tollat cognationem spiritualem ac publicam honestatem, necnon ad secundum gradum restringat cognationem atque affinitatem ex quâcumque conjunctione provenientem.

Denique asserit sponsalia actum merè civilem continere, eaque civilium legum præscripto omninò subjacere.

XVI. Tandem initio seculi XIX, integrum Spalatensis apostatæ irreligiosum systema à pseudopoliticis denuò in medium protruditur. Legitimum enim matrimonium, juxta ipsos, contractus est totus humanus ac merè civilis, variis in casibus dissolubilis aut rescindibilis, qui propriè constituitur ac verè initur per solum contrahentium mutuum consensum coram magistratu civili expressum. Sacra autem illa cæremonia quæ coram Ecclesiæ ministro peragitur quamque Catholici Sacramentum, ipsi verò benedictionem nuptialem vocant, ad matrimonialis contractûs validitatem minimè requiritur; sed post matrimonium jam validè contractum, à conjugibus pro libitu adhiberi vel omitti potest. Atque hinc exploratum esse aiunt jus leges ferendi circa matrimonialem contractum ad solos summos imperantes spectare posse.

XVII. Ex dictis igitur toto hoc capite clarè patet præsentis quæstionis statum in eo consistere, utrùm scilicet verum dogma fidei catholicæ sit Ecclesiam gaudere potestate, non ab hujus seculi principibus, sed ab ipso Christo, sponso suo, acceptâ, statuendi

impedimenta ipsummet contractum matrimonialem dirimentia; eo sensu ac modo quibus hæc veritas supra, n. 6, latiùs fuit exposita : quâ consequenter potestate Ecclesia, omni tempore et loco, liberè uti possit, independenter ab omni summorum imperantium influxu aut consensu.

Hujus propositionis affirmativam partem, sequenti capite ex iis fontibus probare conabimur, ex quibus theologi catholici ad alias fidei veritates stabiliendas argumenta sua depromere solent.

Postea de principum circa matrimonium potestate agemus.

CAPUT XXI.

De potestate Ecclesiæ.

Verum ac propriè dictum dogma fidei catholicæ est Ecclesiam jure proprio, seu potestate à Christo acceptâ, impedimenta statuere posse quæ matrimonii contractum verè dirimant quoad vinculum.

Probatur 1° ex Scripturâ sacrâ.

I. Hanc potestatem à Christo Domino Ecclesiæ reipsà esse traditam haud obscurè deducitur 1° ex factis ipsius Christi, qui ligaminis impedimentum constituit aut renovavit dùm matrimonium, quod ad Sacramenti dignitatem evehere statuerat, ad primævam suam in paradiso institutionem revocavit, abrogatis consequenter libello repudii ac polygamiâ; uti ex Christi verbis Matth. 19, 4, 9, et Marc. 10, 6, 12, docet Ecclesia catholica. Vide conc. Trid., sess. 24, cap. unico, et can. 2; item 1 Cor. 7, 11 et 12.

Voluit tamen ac supremâ auctoritate suâ statuit idem Salvator noster ut indissolubile alioquin istud vinculum, determinato casu, in matrimonio scilicet rato tantùm, per solemnem religionis professionem dirimeretur; uti ex constanti traditione definivit conc. Trid., sess. 24, can. 6.

Luculenter itaque his factis ostendit Christus Dominus contractum matrimonialem, quod substantiam seu essentiam ejus attinet, in Ecclesiâ à se fundandâ minimè accensendum esse rebus merè civilibus, quibus nimirùm se immiscere nolebat, sed habendum ut objectum sibi, tanquàm ejusdem Ecclesiæ capiti ac legislatori, speciatim ac penitùs subordinatum; cujus proinde cura ac directio, ut rerum cæterarum ad religionem suam pertinentium, imposterum ad eos spectaret quos suî vicarios constituere intendebat, ut Ecclesiam, quam proprio sanguine acquisiturus erat, vice atque auctoritate suâ ad finem usque seculorum regerent ac gubernarent.

II. Hoc 2° colligitur ex doctrinâ et factis B. apostoli Pauli, qui, 1 Cor. 7, varia circa matrimonium ejusque usum declarat ac statuit, inter quæ hoc præcipuum est, quòd de ligaminis impedimento, veluti ab ipso Christo statuto, verba faciens, simul declaret infidelium matrimonium aliquando solvi posse, tunc nimirùm quandò, altero fidem christianam amplectente, alter in infidelitate perseverans ab eo vult discedere. Hoc enim sensu Apostoli verba, ibid., v. 15, intelligenda esse, Ecclesia catholica et verbis et factis constanter ostendit. Videri hâc super re potest dissertatio P. Maugis, doctoris Lovaniensis, de Casu Apostoli. Agnovit igitur Apostolus sibi, tanquàm ministro Christi ac dispensatori mysteriorum Dei, ab ipso Christo jus esse concessum quædam declarandi ac statuendi circa matrimonia fidelium; quâ eâdem consequenter potestate etiamnùm gaudent legitimi apostolorum in Ecclesiâ catholicâ successores.

III. Hoc 3° colligitur ex generali atque amplissimâ potestate à Christo Ecclesiæ suæ in Scripturis concessâ, pascendi nempè ac dirigendi fideles in iis omnibus quæ ad salutem æternam conducunt : item statuendi ac leges ferendi circa res sacras quascumque; inter quas infimum sanè locum non obtinet contractus matrimonialis, utpotè qui, ex Christi institutione, Sacramenti materia ac fundamentum existit : ex quo etiam contractu, nisi christianis legibus dirigatur, notabilis sæpè morum corruptela, gravissima scandala, aliaque incommoda oriri nata sunt, in animarum perniciem æternæque salutis dispendium.

Probatur 2° ex traditione.

IV. His argumentis ex Scripturâ sacrâ desumptis accedit perpetua Ecclesiæ traditio, ex quâ luculentiùs adhuc hæc veritas stabilitur. Ex hâc nimirùm summâ evidentiâ constat Ecclesiam longè ante Lutheri tempora, usu continuo ac nusquàm interrupto, cujus nequidem initium figi potest, auctoritatem suam per totum orbem terrarum, sub principibus, sive catholicis, sive hæreticis, sive etiam infidelibus, in Christianorum matrimonia exercuisse; quod solum sufficeret ut argumento *præscriptionis* hæc potestas Ecclesiæ vindicetur.

V. Verùm id præstari quoque potest argumento *discussionis*. Quamplurima enim à primis Ecclesiæ seculis assignari possunt hujus praxis exempla; quorum aliqua jam supra, dùm de singulis impedimentis ageretur, à nobis fuerunt indicata; cætera autem, quæ brevitatis causâ hìc omittimus, videri possunt apud Natalem Alexandrum, Theol. dogmat. et morali l. 2, de Matrim., cap. 4, art. 1, vel apud alios auctores.

Generatim hìc observâsse sufficiet S. Basilium in suâ ad Amphilochium epistolâ, item ad Diodorum, jam seculo IV mentionem facere de pluribus impedimentis quæ tunc apud Christianos in usu erant : quem usum vim legis habere asserit, *propterea*, inquit, *quòd sanctiones istæ à sanctis nobis sunt viris traditæ*.

Similiter S. Gregorius Magnus, seculo VI, de variis loquitur impedimentis, maximè de quibusdam consanguinitatis atque affinitatis gradibus, ab Ecclesiâ constitutis, etiam repugnantibus aliquando principum edictis. Suam quoque hâc in materiâ auctoritatem exercuit idem pontifex, dùm ecclesiasticam legem quoad graduum extensionem in gratiam neo-catholicorum in Angliâ relaxavit. Circa hoc factum vide rescript. Pii VI ad archiep. Trevir., de 2 febr. 1782, infra in Collect. decret., n. 10.

Seculo quoque VII in synodo Quini-Sextâ, vulgo Trullanâ, anno 692 celebratâ, varia matrimonii impedimenta statuta aut confirmata fuerunt quæ etiam-

num apud Græcos obtinent, licèt tot jam seculis hi ab Ecclesiâ Romanâ recesserint.

Ex paucis autem hisce factis abundè refellitur absurdum novatorum commentum, quasi Ecclesia circa duntaxat seculum IX hanc sibi arrogâsset auctoritatem, idque vi falsarum decretalium Isidori Mercatoris, quas interim constat nunquàm apud Græcos agnitas quidem fuisse.

Probatur 3° ex praxi principum catholicorum.

VI. Quin et ipsi principes catholici variis modis ostenderunt se in Ecclesiâ agnoscere potestatem illam proprio ac summo jure impedimenta statuendi matrimonium dirimentia. Nam inprimis tantùm abest ut contra leges canonicas hâc in re subinde reclamaverint, ut eas potiùs edictis suis ultrò confirmaverint, necnon in ditione suâ executioni demandari jusserint (1).

2° Principes catholici apud synodum Tridentinam per oratores suos enixè postulârunt atque sæpiùs institerunt ut matrimonia clandestina, item filiorumfamiliâs sine consensu parentum contrahenda, irritare vellet. Eorum postulationibus annuerunt Tridentini Patres quoad primum, non verò quoad secundum. Vide card. Pallavic. Hist. conc. Trident. 1, 22, cap. 1, n. 16; item cap. 4, n. 1, 27; vèl supra, cap. 4, n. 7.

3° Principes ad Ecclesiæ auctoritatem semper confugerunt ad dispensationem efflagitandam in propriis suis matrimoniis, dùm ipsimet ecclesiastico aliquo detinebantur impedimento : quam dispensationem Romani Pontifices ipsis vel concedebant, vel denegabant, prout magis Ecclesiæ bono id expedire judicabant (2).

4° Plurima quoque in Historiâ Ecclesiasticâ extant exempla summorum imperantium, quorum matrimonia, quòd contra canonicas sanctiones essent inita, nulla ac irrita declaravit Ecclesia; quosque consequenter, etiam per pœnas canonicas, ab illegitimâ conjunctione recedere coegit (3). Ast nec tunc quidem Ecclesiam de usurpato jure alieno accusare ausi sunt.

VII. Ex hâc itaque principum secularium agendi ratione evidenter patet Ecclesiam non ab hujus mundi potestatibus, sed à sponso suo Christo, qui est Rex regum et Dominus dominantium, hanc obtinuisse auctoritatem, ut matrimonii impedimenta dirimentia statuat.

Probatur 4° à ratione theologicâ.

VIII. Quæ assertio hinc ulteriùs confirmatur, quòd Ecclesia, cui semper præsens adest Spiritus sanctus, quæque proin æquè in moribus ac in fide errare nescia est, neque auctoritatis suæ limites ignorare, neque jus alienum, contra divini fundatoris sui voluntatem, usurpare potuerit.

Probatur 5° ex auctoritate S. Thomæ, etc.

IX. Hanc Ecclesiæ potestatem agnovit atque scriptis suis etiam asseruit S. Thomas, *libris Sententiarum*, plurimis in locis; sed præcipuè in *quodlib.* 5, q. 8, art. 1 : « Ecclesia, inquit, in his quæ ad matrimonium pertinent, se habet tripliciter : uno quidem modo per modum judicantis...; alio modo se habet per modum prohibentis et punientis; et hoc quidem impedit matrimonium contrahendum, sed non dirimit contractum. Tertio modo se habet per modum statuentis, quod fit solùm auctoritate summi Pontificis; et secundùm hoc personæ aliquæ redduntur illegitimæ, ut patet in quibusdam gradibus consanguinitatis et affinitatis; vel etiam de adulterâ, cùm quis ei dedit fidem de contrahendo, cùm machinatus est in mortem uxoris. » Item Supplem., q. 54, art. 4, ad 1, ait : « Sicut Deus non conjungit illos qui conjunguntur contra divinum præceptum, ita nec conjungit illos qui conjunguntur contra Ecclesiæ præceptum quod habet eamdem obligandi efficaciam quam habet divinum præceptum. »

Vide alios textus infra, cap. 23, n. 10, et cap. 24, n. 8.

Angelici doctoris sententiam constanter amplexa atque professa est schola catholica universa, paucis novatoribus exceptis; ita ut supervacaneum videatur plures hìc agglomerare auctoritates. Aliquas tamen infra, cap. 24, adhuc citabimus, ut ostendatur jus illud soli Ecclesiæ competere. Unde hìc allegâsse sufficiat censuram sacræ Facultatis Parisiensis, quâ, an. 1521, Lutheri doctrinam, quatenùs denegat Ecclesiæ potestatem statuendi impedimenta dirimentia, damnavit ut *impiam, potestati Ecclesiæ impiè derogativam, et ex damnato Valdensium errore procedentem.*

Probatur 6° ex definitione ac factis concilii Tridentini.

X. Tandem concilium Trid., perpetuæ huic traditioni ac praxi innixum atque insistens, hanc veritatem infallibili suo judicio definivit, sess. 24, can. 4, contrarium Lutheri ejusque sequacium errorem anathemate damnans, hisce verbis : *Si quis dixerit Ecclesiam*

(1) In Capitularibus suis Carolus Magnus constituta sanctorum Patrum et decreta canonum invocat. Canonum etiam ad arbitrium et sententiam confugit Hilpericus, Francorum rex, qui Brunechildis amore captum Merovæum, filium exprobrationibus operiens, quòd viduam Sigeberti fratris uxorem assumpsisset (nec immeritò, si quidem Merovæus proximâ cognatione conjunctæ sic nupserat), Pretextatum, Rothomagensem episcopum etiam increpat, et concilio Parisiis sedenti deponendum tradit, eò quòd contra statuta canonum, matrimonium contrahenti filio ministerium non recusâsset.

(2) Philippus primus, rex Francorum, amissâ legitimâ uxore suâ, Bertradam, Andegavensis comitis uxorem, adhuc viventis, raptam ducere in matrimonio ausus, populares suos episcopos, inter quos Ivonem Carnotensem, ad Paschalem II miserat, ut ab eo confirmaretur matrimonium, cui nec ipse comes, uxoris suæ minimè appetens, obsistebat; summus autem Pontifex interdictis et excommunicationibus causam religionis morumque protexit.

(3) Robertus Pius, Francorum rex, cognatione spirituali jungebatur cum Bertâ, comitis Campaniæ filiâ, cui inconsultè nupserat. Gregorius V excommunicatione consulentes se conjuges separavit. Berta dolore assumpta est.

non potuisse constituere impedimenta matrimonium dirimentia, vel in iis constituendis errâsse, anathema sit.

XI. Doctrina hoc canone 4 expressa confirmatur per canonem 3, in quo similiter anathemate damnantur qui dixerint Ecclesiam constituere non posse ut plures consanguinitatis et affinitatis gradus quàm in Levitico exprimuntur matrimonium dirimant; aut Ecclesiam in nonnullis illorum dispensare non posse.

Confirmatur 2° per canonem 9, in quo anathema dicitur asserentibus : *Clericos in sacris ordinibus constitutos posse matrimonium contrahere contractumque validum esse, non obstante lege ecclesiasticâ.*

Confirmatur denique etiam per canonem 12, in quo concilium definit causas matrimoniales spectare ad judices ecclesiasticos. Nulla autem causa magis matrimonialis dici potest quàm ea quæ contractûs matrimonialis essentiam ac validitatem concernit : ad Ecclesiam itaque spectat determinare ac statuere quid, attentis personis ac circumstantiis, requiratur ut similis contractus legitimus ac validus habeatur : quod aliud non est quàm impedimenta ponere quæ efficiunt ut matrimonium validè iniri non possit, nisi præscriptæ conditiones observentur.

XII. Quod verbis definivit Tridentina synodus, hoc factis quoque stabilivit. Novum enim impedimentum clandestinitatis induxit : impedimenta cognationis spiritualis, publicæ honestatis, item affinitatis ex copulâ illicità contraxit. Impedimentum raptûs vel induxit, vel saltem, ut aliis placet, penè antiquatum restauravit, sess. 24, de Reform. matrim., cap. 1, 6.

XIII. Adeò claram concilii œcumenici decisionem suis sophismatibus obscurare atque enervare conati sunt Joannes Launoius ejusque sequaces, ut supra, cap. 20, n. 11 et 12, observavimus; contendentes, vel per *Ecclesiam* in illo canone intelligendos esse principes, utpote principaliora Ecclesiæ membra; vel in eodem non dogma seu doctrinam definiri, sed disciplinam duntaxat statui, quæ minimè obligat in locis in quibus non est recepta; vel tandem in illo canone saltem non determinari quo jure Ecclesia id possit.

XIV. Quamvis autem ipse canonis sensus obvius ac naturalis, necnon argumenta hactenùs allegata abundè sufficiant ad figmenta adeò absurda penitùs convellenda; ut tamen catholica veritas etiam ab his cavillationibus pleniùs vindicetur, abs re non erit verum ac genuinum prædicti canonis sensum ulteriùs hìc figere, tum ex judicio doctrinali episcoporum Belgii, tum maximè ex supremâ summi pontificis Pii VI decisione.

CAPUT XXII.

De vero sensu canonis 4 judicium episcoporum Belgii : item summi pontificis Pii VI.

I. Cùm professores seminarii generalis, quod Josephus II, imperator, anno 1786, Lovanii erexerat, suppressis ubique episcoporum seminariis, expulsisque è cathedrâ suâ facultatis theologicæ professoribus orthodoxis, cùm, inquam, hi professores in tam vehementem falsæ doctrinæ suspicionem apud multos venissent, ut novella illa schola à plerisque alumnis desereretur; Joannes Henricus, cardinalis de Frankenberg, archiepiscopus Mechliniensis ac totius Belgii primas, ejusdem imperatoris jussu, de illorum doctrinâ publicum laturus judicium, ipsis inter plures alias etiam sequentem proposuit quæstionem, 18 aprilis 1789.

« Sint sequentes propositiones : prima : Canon 4, sess. 24 concilii Trid. est *dogmaticus*; secunda : Per verbum *Ecclesia* in illo canone intelliguntur Ecclesiæ rectores, id est, primas Ecclesiæ et episcopi; tertia : Potestas de quâ agitur in eodem canone accipi debet de potestate propriâ et à Christo concessâ.

« Petitur de singulâ propositione, utrùm apertè repugnet veritatibus revelatis, vel aliis in ratione fundatis, aut utrùm saltem sit verosimilis, et verosimilitudo tanta sit, ut in praxi debeat attendi. »

II. Prædicti professores, in suis ad hanc quæstionem solutionibus, non negant quidem per *Ecclesiam* in illo canone solos Ecclesiæ rectores esse intelligendos; verùm ad reliqua puncta minùs rectè respondent. Asserunt nimirùm rem inter Catholicos esse controversam, neque ab Ecclesiâ hactenùs decisam utrùm canon ille dogmaticus seu doctrinalis sit : item utrùm de propriâ seu à Christo acceptâ auctoritate intelligi debeat, necne : atque sic non tantùm fidei certitudinem denegant doctrinæ quæ jus illud Ecclesiæ asserit, ut rectè observat supralaudatus Belgii primas, sed ulteriùs inter meras scholæ opiniones eam relegant, quam proinde unusquisque pro libitu admittere vel negare poterit.

III. Ast quàm longè à vero aberrent, doctè æquè ac clarè ostendit illustris ille præsul in suo judicio doctrinali super doctrinâ professorum seminarii generalis Lovan., die 26 junii 1789. Et primò quidem canonem illum dogmaticum seu doctrinalem esse indè præcipuè ostendit, quòd in eo non agatur de moribus componendis, aut de praxi aliquâ introducendâ vel stabiliendâ, quod proprium canonis disciplinaris objectum est, sed de damnandâ Lutheri doctrinâ, ut fideles inde addiscant, quid hâc in re credere ac profiteri, quid damnare debeant; quæ omnia propriam canonis dogmatici materiam constituunt.

IV. Ad secundam propositionem quod attinet, ait tantam ejusdem esse evidentiam, ut superfluum foret eidem stabiliendæ diutiùs immorari : verùm prolixiùs pertractat quæ tertiam propositionem concernunt. Multis scilicet demonstrat canonem illum haud dubiè agere de jure proprio, seu de auctoritate à Christo acceptâ. Singula doctissimi præsulis argumenta, ad scopum nostrum, verbo hìc indicabimus : latiùs videri poterunt in prælaudato ejus judicio dogmatico.

V. Primum itaque argumentum est, quòd Ecclesia canonem illum semper hoc sensu intellexerit, uti patet ex unanimi theologorum catholicorum sententiâ ac doctrinâ : item ex eo quòd nova ejusdem interpretatio, quam Launoii sequaces orbi catholico obtru-

dere nitebantur, statim undequàque fuerit impugnata atque rejecta.

VI. Secundum argumentum est, quòd Ecclesia, si potestas quâ utitur revera à principibus hujus seculi sit mutuata, eam sibi competere judicio dogmatico definire nullatenùs potuisset, cùm similis concessio sit factum merè humanum, quod proin definitionis dogmaticæ objectum esse nequit: nihil enim ab Ecclesiâ definiri potest, nisi à Deo fuerit revelatum.

VII. Præterea si tacita saltem requireretur principum concessio, facilè contingere posset ut dogmatica illa Ecclesiæ definitio falsa foret; v. g., sub infidelium dominatione; item casu quo supremi imperantes concessam à se potestatem revocarent.

VIII. Tertium argumentum, quo Mechliniensis antistes probat jus illud à Christo Ecclesiæ fuisse concessum, sunt facta ipsiusmet Christi atque apostoli Pauli; de quibus actum fuit supra, cap. 21, n. 1 et 2.

IX. Quartum argumentum deducit ex continuâ Ecclesiæ praxi, quâ variis temporibus impedimenta quædam statuit, adoptavit, ad plures gradus vel personas extendit aut restrinxit, licèt ne vestigium quidem reperiatur alicujus concessionis per principes seculares hâc in re factæ, qui et ipsimet potiùs ad Ecclesiæ recurrebant auctoritatem, ad horum relaxationem subindè obtinendam. Vide supra, cap. 21, n. 4 et 7.

X. Quintum ex eo desumit, quòd potestas illa Ecclesiæ omninò necessaria sit; cùm aliàs sufficienter pro munere ipsi divinitùs concredito curare non posset ut unio conjugalis ad Sacramenti dignitatem evecta cum honore ac decentiâ rei adeò sacræ debitis à fidelibus dignè tractetur, atque ab omnibus abominationibus quibus apud gentiles fœdari solet penitùs præservetur.

XI. Circa hoc argumentum, cùm necessitatem illam negent adversarii, notari debet hìc propriè agi de *quæstione facti;* an scilicet Christus jus illud Ecclesiæ suæ reipsà concesserit, necne. Similis autem quæstio unicè dirimenda est examinando quid Scriptura sacra, quid Patrum traditio, quid tandem Ecclesiæ infallibilis decisio hâc de re doceant. Quòd si ex his fontibus constet (prout in casu ex superioribus argumentis evidens fit) jus illud verè à Christo Ecclesiæ fuisse concessum, hoc nullâ ratione illi denegari potest, etsi forsan quis subtili ratiocinio illud absolutè necessarium non esse evincere conaretur.

XII. Ex his igitur concludit dignissimus archipræsul reprobandas esse datas à prædictis professoribus responsiones ut minimè orthodoxas, easque ut tales reprobat ac damnat. Quod vigilantissimi Belgii primatis judicium omnes alii totius Belgii episcopi, missis ad cardinalem Mechliniensem epistolis, speciatim approbârunt, vel etiam adoptârunt, illudque veluti doctrinæ in suis respectivè diœcesibus tradendæ normam adhibendum fore decreverunt.

XIII. Eidem judicio seu declarationi archiepiscopi sui se purè et simpliciter, sine exceptione ullâ aut cunctatione adhærere, documento authentico (10 maii 1790) professa est, in pristinum denuò statum feliciter restituta Facultas theologica Lovaniensis, publicè agnoscens archiepiscopali illo judicio majorum suorum, *id est, avitam Lovaniensis scholæ doctrinam, à quâ perperam novelli professores recesserant, perspicuè contineri.*

XIV. Tandem et summus quoque pontifex, Pius VI, prælaudatam sæpiùs declarationem apostolicâ suâ approbatione communire dignatus est, 24 martii 1790; laudibus simul extollens archiepiscopi doctrinam, zelum ac pietatem.

Declaratio ac definitio summi pontificis Pii VI circa verum sensum ejusdem canonis quarti.

XV. Suam hâc de re sententiam jam manifestaverat Pius VI in litteris suis ad archiepiscopum Trevirensem de 2 febr. 1782, in quibus, postquàm variis argumentis, ex Ecclesiæ praxi maximè desumptis, evidenter probâsset canonem illum non de aliâ quàm de propriâ auctoritate intelligi posse, tandem concludit oppositam recentium pseudopoliticorum sententiam, *non solùm Ecclesiæ esse injuriosam, sed et ejus constanti sensui, traditionique prorsùs adversam.*

XVI. Ast anno 1794 quæstionem hanc supremâ Sedis Apostolicæ auctoritate diremit; dùm nempè distortam illam à novaturientibus excogitatam canonis interpretationem, tanquàm hæreticam, damnavit in celebri suâ constitutione contra synodum Pistoriensem, ad totam Ecclesiam directâ, quæ incipit: *Auctorem fidei*, etc. Solemne hoc supremi Ecclesiæ pastoris judicium integrè hìc referre juvat.

« Doctrina synodi, inquit Pontifex, n. 54, asserens *ad supremam civilem potestatem duntaxat originariè spectare contractui matrimonii apponere impedimenta ejus generis, quæ ipsum nullum reddunt, dicunturque dirimentia*, quod *jus originarium* præterea dicitur cum *jure dispensandi essentialiter connexum*, subjungens, *supposito assensu vel conniventiâ principum, potuisse Ecclesiam justè constituere impedimenta dirimentia ipsum contractum matrimonii:*

« Quasi Ecclesia non semper potuerit ac possit in Christianorum matrimoniis jure proprio impedimenta constituere quæ matrimonium non solùm impediant, sed et nullum reddant quoad vinculum, quibus Christiani obstricti teneantur etiam in terris infidelium, in eisdemque dispensare;

« Canonum 3, 4, 9, 12, sess. 24 concil. Trid. eversiva, hæretica.

« LX. Item rogatio synodi ad potestatem civilem, ut *è numero impedimentorum tollat cognationem spiritualem, atque illud quod dicitur publicæ honestatis, quorum origo reperitur in collectione Justiniani*, tum ut *restringat impedimentum affinitatis et cognationis ex quâcumque licitâ aut illicitâ conjunctione provenientis ad quartum gradum juxta civilem computationem per lineum lateralem et obliquam, ita tamen ut spes nulla relinquatur dispensationis obtinendæ;*

« Quatenùs civili potestati jus attribuit sive abolendi, sive restringendi impedimenta Ecclesiæ auctoritate constituta vel comprobata: item quâ parte

supponit Ecclesiam per potestatem civilem spoliari posse jure suo dispensandi super impedimentis ab ipsâ constitutis vel comprobatis ;

« Libertatis ac potestatis Ecclesiæ subversiva, Tridentino contraria, ex hæreticali supra damnato principio profecta. »

XVII. Cùm itaque opinio quæ negat Ecclesiam posse proprio jure impedimenta constituere matrimonium verè dirimentia, tanquàm hæretica, sit damnata ; et nihil hæreticum sit, nisi quod fidei catholicæ seu veritati à Deo revelatæ manifestè repugnat ; sequitur evidenter fidei dogma esse, Ecclesiam auctoritate propriâ, id est, à Christo acceptâ, talia statuere posse impedimenta quæ matrimonium, non tantùm quatenùs Sacramentum, sed etiam quà contractum, seu quatenùs perpetuum ac indissolubile vinculum inducit, penitùs irritent ac nullum efficiant.

XVIII. Præcipua objectio quæ contra hoc fidei dogma allegari solet indè desumitur, quòd Ecclesia Sacramentorum substantiam seu materiam immutare non valeat ; quod tamen locum habere videretur, si efficere posset ut mutuus contrahentium consensus, qui Sacramenti materiam constituit, jam ejusdem materia sufficiens ampliùs non sit. Verùm ut hæc difficultas solvatur, observâsse sufficiet pro Sacramenti matrimonii materiâ consensum seu contractum requiri undequàque legitimum. Ad Ecclesiam autem spectat, pro jure sibi à Christo tradito, determinare quid in diversis circumstantiis requiratur, ut talis contractus sit verè legitimus, item ut personæ habiles censeantur ad legitimè simul contrahendum. Unde dùm impedimenta statuit, Sacramenti materiam propriè non mutat, sed tantùm efficit ut hìc et nunc sufficiens non adsit Sacramenti materia : sicuti, v. g., si quis aquam naturalem pro Baptismate auferret vel inficeret ; aut pro missæ sacrificio vinum in acetum mutaret. Quod etiam patet ex modo loquendi concilii Trid. dùm clandestinitatis constituit impedimentum, cap. 1, de Reform. matrim. « Qui aliter, inquit concilium, quàm præsente parocho..... matrimonium contrahere attentabunt ; eos sancta synodus ad sic contrahendum omninò inhabiles reddit, et hujusmodi contractus irritos et nullos esse decernit, prout eos præsenti decreto irritos facit et annullat. »

XIX. Quæstionem hanc tam clarè ac distinctè exponit atque explicat Natalis Alexander, theologus Gallus, Theol. dogm. et moral., de Matrim., cap. 2, art. 2, propos. 2, ut absque non fuerit ejus verba hìc allegare.

« Ecclesiæ dispositioni, inquit, matrimonium subjacet quatenùs contractus est ad Sacramenti dignitatem evectus. Nam sicut seculi principes de contractibus merè civilibus leges condere possunt, et iis contractibus impedimenta quædam objicere, personasque ad contrahendum, vel sic contrahendum, illegitimas declarare, ita ut contractus ab illis initi, vel sic initi, nullius sint roboris ac firmitatis ; ita Ecclesia contractui matrimonii impedimenta, justis de causis, apponere potuit ac potest, sive ex qualitate personarum, sive ex modo contrahendi petita, prout expedire judicaverit, secundùm potestatem sibi à Christo datam et lumen à S. Spiritu perenniter assistente donatum. Quamobrem sacra synodus Tridentina, sess. 24, can. 4, dixit anathema iis qui asseruerint Ecclesiam non potuisse constituere impedimenta matrimonium dirimentia, vel in iis constituendis errâsse ; et, canone 12, anathemate pariter ferit eos qui dixerint causas matrimoniales non spectare ad judices ecclesiasticos.

« Nec tamen Ecclesia circa substantiam Sacramenti aliquid immutare se posse censet, aut reipsà immutat. Nam contractus conjugalis legitimarum personarum ratus semper est naturali divinoque jure, sicut lege naturæ ratus est contractus emptionis et venditionis inter homines ab emendo et vendendo nullâ lege prohibitos, idque vel simpliciter, vel certo modo : sed sicut lex civilis quosdam prohibet, ac prohibendo impedit à tali contractu ; ita et lex ecclesiastica quosdam prohibet à contractu matrimonii. Qui autem sic prohibentur, jam non sunt legitimæ personæ, neque ad contrahendum idoneæ et habiles, vel certè ad *sic* contrahendum (ut concilii verbis utar). » Hactenùs Natalis Alex. qui, ibid., cap. 4, art. 1, doctè multisque argumentis evincit jus illud à Christo Ecclesiæ reipsà fuisse concessum.

XX. Cæteræ objectiones ex ante dictis, uti ex dicendis infra, cap. 24, facilè solvuntur ; v. g., quod objicitur Ecclesiam potestatem illam sibi vindicâsse beneficio falsarum decretalium (quæ seculo IX primùm innotuerunt, seculo autem XI ac XII decretorum collectionibus à Gratiano aliisque insertæ fuerunt), hoc falsitatis arguitur ex eo, quòd Ecclesia jam multis seculis ante editas illas decretales matrimonii impedimenta statuerit ; ut videre est supra, cap. 6, 18, 20 ; item cap. 21, n. 5. Præterea Ecclesia Græca nunquàm novit falsas decretales, et tamen etiamnum servat impedimenta jam diù ante suam ab Ecclesiâ Romanâ discessionem communi auctoritate stabilita. Vide ibidem.

XXI. Alia objectio quòd Ecclesia hoc fecerit ex concessione principum secularium, vel etiam ex merâ usurpatione juris alieni, inde evidenter refutatur quòd nullum in totâ Historiâ Ecclesiasticâ vestigium reperiatur alicujus concessionis vel reclamationis ex parte principum ; qui è contra jus illud in Ecclesiâ constanter agnoverunt, Ecclesiæque hâc in re legibus sese spontè penitùs submiserunt : prout patet ex dictis supra, c. 21, n. 6 ; item ex infra dicendis, c. 24, n. 7.

XXII. Ex iisdem citatis locis manifestum quoque fit Ecclesiam dùm matrimonii statuit impedimenta, non principum edicta fidelibus inculcâsse (quod aliud novatorum figmentum est) (1), sed proprias suas le-

(1) Errant qui contendunt juri Romano gentes barbaras quæ occidentali Imperio ruinam incussêre, suarum hostium leges amplexas, superbum caput subje-

ges iisdem toto orbe dispersis principibus æquè ac populis summâ auctoritate præscripsisse.

CAPUT XXIII.

De potestate civili circa matrimonium.

I. Summos in republicâ imperantes varia circa matrimonia, etiam Christianorum, statuere posse, apud omnes in confesso est. Atque inprimis cùm nuptiales civium conjunctiones ad publicam, sive familiarum, sive etiam populorum tranquillitatem atque felicitatem promovendam vel turbandam plurimùm sæpè conducere valeant, dubium non est quin suprema in republicâ potestas jus habeat his conjunctionibus dispositiones quasdam adjiciendi, quò verum sibi ab ipsâ naturâ præfixum scopum, bonum nempè publicum, certiùs atque faciliùs consequantur. Similes autem leges, cùm justæ supponantur, etiam in conscientiâ obligare certum est. Undè rectè dicitur principes impedimenta statuere posse matrimonium *impedientia;* talia nimirùm quæ efficiunt ut matrimonii contractus licitè non ineatur, nisi præscriptæ conditiones à contrahentibus observentur. Vide quæ hâc de re diximus supra, c. 20, n. 1, 2 et 3.

II. Possunt præterea principes etiam decernere, ut harum legum suarum transgressores, in delicti pœnam, priventur omnibus illis effectibus civilibus ac politicis qui alioquin ex matrimonio legitimo oriri solent: ut sunt, v. g., jus ad dotem, ad bonorum communionem eorumque administrationem, ad successiones hæreditarias, ad officia civilia obtinenda aliaque similia; ita ut talibus legum contemptoribus quoad hæc omnia actio denegetur in foro externo. Cùm enim hæc objecta res merè politicas ac temporales directè atque immediatè concernant, extra controversiam est, justâ subsistente causâ, hisce de rebus statuere posse principes, utpote ad quos speciatim pertinet bonum et ordinem publicum quoad temporalia ac civilia conservare atque promovere. Quod, cùm à nemine negetur, ulteriore probatione non indiget.

Atque hoc sensu varii auctores, signanter Galli, simpliciter asserunt principes impedimenta statuere posse matrimonium *dirimentia,* quoad prædictos nimirùm effectus civiles ac politicos.

III. Denique principes christiani, tanquàm Ecclesiæ catholicæ pii filii, ejusdemque statuti defensores ac vindices, circa Christianorum matrimonia, sicuti circa res sacras cæteras, ea quoque decernere valent quæ conducere nata sunt ad Ecclesiæ hâc in re leges manutenendas, earumque violatores pœnis etiam temporalibus coercendos. Hoc vel inde abundè colligitur quòd Ecclesia pios ac zelosos principes, ob talem agendi rationem, semper ut patronos ac protectores suos coluerit, nec semel spontè ad eorum recurrerit auctoritatem, quatenùs hujus ope rebelles, qui nec Dei timore nec pœnis canonicis in officio contineri poterant, metu saltem pœnarum temporalium ad legum ecclesiasticarum observantiam adigerentur. Ob quod vicissim protectionis officium, Ecclesia principes catholicos non egregiis duntaxat ornavit titulis, sed et pluribus prærogativis insignibusque privilegiis eos cumulavit.

IV. Observandum tamen hanc principum protectionem Ecclesiæ beneplacito omninò subjacere, eique in omnibus conformem esse oportere, sive quoad ipsas Ecclesiæ leges quæ observandæ præscribuntur, sive quoad tempus, locum ac modum, quo Ecclesia vult ut observentur; ita scilicet ut similis defensio nunquàm, nec ullo modo ultra Ecclesiæ, quæ defenditur, voluntatem extendi possit. Canonum enim protectores sunt principes, non conditores; discipuli sunt, non magistri; oves sunt, non pastores. Hinc neque Ecclesiæ superioribus in rebus sacris aliquid præcipere, neque ad certas leges ferendas eos cogere, neque latas ab ipsis leges interpretari valent; sed unicè curare debent ne à subditis impunè violentur. Nam juxta regulam 61 juris, in 6 : *Quod ob gratiam alicujus conceditur, non est in ejus dispendium intorquendum;* Ecclesiæ servire debent, non dominari; *famulante, ut decet, potestate nostrâ,* inquiebat olim Ludovicus Pius, rex Galliæ.

V. Alia nunc manet examinanda quæstio, utrùm scilicet tales quoque à potestate civili Christianorum matrimoniis proprio jure apponi possint conditiones, quibus neglectis, matrimonium, si nihilominùs conformiter ad Ecclesiæ leges ineatur, tanquàm irritum quoad ipsum vinculum haberi debeat; ita ut utrique parti omninò liberum sit ad alias convolare nuptias.

VI. Quæstio hæc duplici modo considerari potest; *practicè* nimirùm, vel merè *speculativè* seu ex ipsâ rei naturâ. Quod primum attinet, si Launoium paucosque alios ejusdem furfuris homines excipias, qui jus illud ab Ecclesiâ, ut aiunt, usurpatum principibus revindicari posse asserunt; cæteri theologi omnes apertè fatentur penès solam Ecclesiam juris illius usum atque exercitium hodiè existere; sive quòd Ecclesia ex Christi voluntate sibi soli hoc jus reservaverit; sive quòd ipsi principes ejusdem juris exercitio renuntiaverint, illudque ex pietate soli Ecclesiæ spontè cesserint.

VII. Si verò *speculativè* duntaxat inquiratur quid juris hâc in re potestati civili ex naturâ rei competere videatur; tunc varii opinantur jus illud prædictæ potestati non esse denegandum; hoc præcipuè nixi fundamento, quòd matrimonii materia sit contractus civilis; cui proin, æquè ac contractibus cæteris, potestas publica conditiones adjicere valet, quibus non observatis, nullus erit contractus ac consequenter nullum matrimonium, nullum Sacramentum, cùm hoc sine contractu valido ac legitimo subsistere non

cisse. In civili nequaquam victorum à se mores et codices adoptaverant. Franci Salicas leges, Burgundi proprium codicem; Gothi, Wisigothi, Ostrogothi, ducum suorum et Theuderici magni instituta, Longobardi leges à suo nomine sic dictas, Wandali et Heruli militaria præscripta sequebantur, nullis Theodosiani Codicis aut Justinianæi dispositionibus manus dederant; omnes verò, postea unâ fide conjuncti, ex Ecclesiâ Romanâ, Cæsarum sapientiâ, Christique præsertim præceptis imbutâ, leges suas mutuaverunt, vel expetierunt.

possit. Ast quàm infirma sit hæc ratio, item quanta absurda ex hâc opinione profluere nata sint, infra ostendetur, cap. 24, n. 15, 20. Alii itaque existimant matrimonium, ex quo ad Sacramenti dignitatem fuit evectum, ita ex Christi voluntate solius Ecclesiæ auctoritati fuisse concreditum, ut huic soli jus sit talia statuendi impedimenta quæ illud quoad vinculum verè dirimant. Salvatorem nostrum Christum, utpote qui est Rex regum et Dominus dominantium, et cui omnis potestas data est, non solùm in cœlo, sed et in terrâ, id justè præstare potuisse nemo catholicus inficias ibit; utrùm verò id reipsà præstiterit, quæstio est, ex infallibili Ecclesiæ doctrinâ ac praxi decidenda. Hujus itaque sententiæ fundamenta capite sequenti allegabimus.

VIII. Sed priùs generatim observâsse juvabit matrimonialem contractum, abstractione etiam factâ à ratione Sacramenti, quoad naturam ac substantiam suam, à reliquis passim contractibus humanis toto cœlo differre. Hinc faciliùs intelligetur quâ ratione contingat ut non æquè ac cætera pacta civilia humanis legibus quoad omnia subjiciatur.

IX. Et sanè qui matrimonii naturam atque originem attentâ mente consideraverit, statim fateri cogetur contractum esse verè singularem, non ab hominibus, sed à Deo ipso immediatè institutum; circa quem varias quoque ipse præscripsit regulas à nullâ potestate humanâ immutandas aut relaxandas, ut, v. g., circa ejus unitatem, indissolubilitatem aliasque proprietates : item circa personas quæ ad hunc contractum validè ineundum habiles aut inhabiles existerent; gravissimis insuper statutis pœnis contra eos qui hujus contractûs sanctitatem ausu temerario violare præsumerent (1). Unionem indissolubilem ex hoc contractu provenientem ipse Christus in novâ lege Deo veluti auctori attribuit, dùm Matth. 19, 4, 6, relatâ primitivâ matrimonii institutione, hæc verba protulit : *Quod ergo Deus conjunxit, homo non separet.* Apostolus quoque matrimonium, ob singulares ejus proprietates, *magnum* vocat *Sacramentum.* Ephes. 5, 32.

X. Ob eamdem rationem matrimonium à S. Thomâ *contractus spiritualis* appellatur : quo etiam titulo illud Ecclesiæ ordinationibus subjectum esse asserit, Suppl. q. 54, art. 4, ad 2. Quærens enim ibi cur Ecclesia potiùs impedimenta constituere possit respectu matrimonii quàm respectu Baptismi, ita respondet : « Dicendum, inquit, quòd matrimonium non tantùm sit Sacramentum, sed et etiam officium; et ideò magis subjacet ordinationi ministrorum Ecclesiæ quàm Baptismus, qui est Sacramentum tantùm; quia sicut contractus et officia humana determinantur legibus humanis; ita *contractus et officia spiritualia* lege Ecclesiæ. »

XI. Hinc quoque fit quòd publica potestas quæ alios contractus, etsi validè initos, quandoque rescindere, item requisitum in contrahentibus consensum certis in circumstantiis supplere valet, nihil horum circa contractum matrimonialem præstare possit, nec unquàm potuerit.

XII. Singulari huic præstantiæ quam matrimonium præ reliquis contractibus ex divinâ suâ institutione semper habuit, in novâ lege accessit quòd à Salvatore nostro ad Sacramenti dignitatem fuerit sublimatum; quâ ratione magis adhuc ab aliis transactionibus merè humanis condistinguitur, atque inter res sacras ita locum obtinet, ut spirituali Ecclesiæ potestati ac ordinationibus jam penitùs atque unicè subjiciatur.

XIII. Quid plura? ipsi Protestantes, licèt matrimonium ut Sacramentum non agnoscant, illud tamen inter res religiosas collocant; ita ut dùm de ejusdem valore apud ipsos quæstio movetur, hanc non in foro civili, sed à suis consistoriis, quæ speciem quamdam jurisdictionis ecclesiasticæ retinuerunt, discuti et judicari velint. Vide Bœhmer, Jur. eccl. potest. tom. 2, tit. 2, §§ 25, 26 et 27.

XIV. Ex his itaque jam aliquatenùs colligitur quàm meritò Christianorum matrimonia, quoad validitatem ac firmitatem suam, versatili legislatorum hujus seculi voluntati ac beneplacito à supremo legislatore Christo Domino non fuerint derelicta. Superest ut positivis argumentis, tum ex Ecclesiæ catholicæ doctrinâ ac praxi, tum aliunde desumptis, ostendamus jus de quo agitur non civili potestati, sed soli Ecclesiæ reipsà fuisse concessum. Quod nunc conficere aggredimur.

CAPUT XXIV.

Impedimenta à solâ potestate civili constituta matrimonium Christianorum quoad vinculum dirimere non possunt.

Probatur 1° ex doctrinâ Ecclesiæ.

I. Concilium Trid., sess. 24, cap. 1, de Reform. matrim., declarat : « Clandestina matrimonia libero contrahentium consensu facta, rata ac vera esse matrimonia, quamdiù Ecclesia ea irrita non fecit. Et proindè.... eos sancta synodus anathemate damnat qui ea vera ac rata esse negant. » Ast quomodò Ecclesia declarare posset illa tamdiù vera ac rata esse quamdiù Ecclesia ea irrita non fecerit, si alia adhuc existat potestas quæ idem efficere valeat? Nonne tunc falsa foret hæc Ecclesiæ doctrina iis in locis in quibus clandestinitas, defectu promulgationis decreti Tridentini, impedimentum dirimens non constituit (ut, v. g., in Angliâ, Suecià, Russiâ, etc.), si illarum regionum principes propriâ auctoritate constituerunt clandestina matrimonia ibidem esse invalida? Cùm itaque Ecclesiæ doctrina omni tempore et loco semper vera sit oporteat, consequens est civili potestati jus competere non posse statuendi impedimenta quæ contractum matrimonialem quoad substantiam ac vinculi firmitatem annullare valeant.

Ad præcludendas cavillationes, notari potest concilium non declarare clandestina matrimonia *fuisse* vera ac valida quamdiù Ecclesia ea irrita non fecerat,

(1) Vide Gen. 2, 22, 24; Levit. 18, 20; 10, 21; Deut. 22, 22, 26.

quasi hoc ad tempus ante Tridentinum restringi posset, sed ea vera ac valida *esse* quamdiù Ecclesia ea non irritat ; quod necessariò de omni tempore ac loco intelligendum est.

Confirmatur aliis argumentis ex doctrinâ Ecclesiæ desumptis.

II. Aliud ineluctabile habetur argumentum ex canone 12 ejusdem sess. 24 : *Si quis dixerit causas matrimoniales non spectare ad judices ecclesiasticos, anathema sit.*

Hujus canonis sensus est, ut statim probabitur, quòd *omnes omninò causæ*, quæ matrimonialem contractum quoad essentiam et validitatem seu vinculum concernunt, spectent ad *solam* Ecclesiam, civili potestate penitùs exclusâ. Atqui tamen si huic potestati jus esset impedimenta statuendi matrimonium irritantia quoad vinculum, posset quoque haud dubiè de iisdem impedimentis, adeòque de hujusmodi matrimonii validitate aut invaliditate judicare : omnis enim potestas tam civilis quàm ecclesiastica certissimè judicare potest de materiâ sibi subjectâ, seu de objecto ad forum suum spectante. Cùm itaque, juxta Ecclesiæ doctrinam, potestas civilis de similibus causis judicare non valeat, sequitur eam nec impedimenta in illâ materiâ apponere posse.

De vero sensu canonis 12 sess. 24.

III. Præfatum autem canonem intelligendum esse de *omnibus omninò causis*, non tantùm quatenùs matrimonium Sacramentum est, sed *etiam quatenùs contractus*, item de *solâ* Ecclesiâ, satis colligitur, tum ex obvio ac generali verborum sensu, tum ex communi theologorum ac canonistarum interpretatione, tum denique ex constanti ac generali Ecclesiæ praxi.

IV. Hanc canonis interpretationem suâ declaratione firmavit Pius VI, felicis memoriæ, in litteris suis, de 16 sept. 1788, ad episcopum Motulensem, in quibus loquitur, ut ipse testatur, tanquàm *qui jus habet, supremâ Christi ipsius auctoritate sibi collatum, docendi et confirmandi.* Ad Sedem siquidem Apostolicam, omnium ecclesiarum matrem ac magistram, jure pertinet ea explicare ac determinare quæ in conciliorum, ac præsertim Tridentini, decretis obscuriùs dicta videri possent, proùt declarat ipsum Tridentinum, sess. ult., in fine; item Pius IV, in bullâ confirmatoriâ ejusdem concilii.

Sic itaque de totâ hâc materiâ loquitur præclarus ille pontifex. « Dogma etenim fidei est, inquit, ut matrimonium, quod ante adventum Christi nihil aliud erat nisi indissolubilis quidam contractus, illud post Christi adventum evaserit *unum ex septem legis evangelicæ Sacramentis à Christo Domino institutum*, quemadmodùm adversùs hæreticos et impios homines seculi insanientes sacrum concilium Tridentinum sub anathematis pœnâ definivit. Hinc fit ut ad *solam* Ecclesiam, cui tota de Sacramentis est cura concredita, jus omne ac potestas pertineat suam assignandi formam huic contractui ad sublimiorem Sacramenti dignitatem evecto, ac proindè de matrimoniorum validitate aut invaliditate judicium ferre ; quod tam planum est atque perspicuum, ut sancta et universalis synodus, cupiens occurrere temeritati eorum qui scripto et verbo asseruerunt (ut etiam nunc multi asserunt) *ab Ecclesiæ catholicæ sensu, et ab apostolorum temporibus probatâ consuetudine aliena*, peculiarem alium canonem addendum sibi esse duxit, quo universùm declararet atque sanciret ut : *Si quis dixerit causas matrimoniales non spectare ad judices ecclesiasticos*, anathema sit. »

« Ignotum nobis non est quosdam adesse qui secularium principum auctoritati plus nimio tribuentes, et verba hujus canonis captiosè interpretantes, illud defendendum susceperunt, ut, quoniam Tridentini Patres hâc dicendi formulâ usi non fuerint, *ad solos judices ecclesiasticos*, aut *omnes causas matrimoniales*, potestatem reliquerint judicibus laicis cognoscendi saltem causas matrimoniales quæ sunt *meri facti*. Sed scimus etiam hanc captiunculam et fallax hoc cavillandi genus omni fundamento destitui. Verba enim canonis generalia sunt, omnes ut causas comprehendant et complectantur. Spiritus verò sive ratio legis adeò latè patet, ut nullum exceptioni aut limitationi locum relinquat : si enim hæ causæ non aliâ ratione pertinent ad unum Ecclesiæ judicium, nisi quia contractus matrimonialis est verè et propriè unum ex septem legis evangelicæ Sacramentis ; sicut hæc Sacramenti ratio communis est *omnibus* causis matrimonialibus, ita *omnes* hæ causæ spectare *unicè* debent ad judices ecclesiasticos, cùm eadem sit ratio in omnibus ; ut concors est canonistarum sententia, ne iis quidem exceptis, quos minimè favere Ecclesiæ juribus satis superque eorum scripta demonstrant. Etenim ut verbis utamur Van-Espen (Jus eccles. part. 3, tit. 2, cap. 1, n. 4, et n. 11 et 12) *Unanimi consensu receptum est causas Sacramentorum esse merè ecclesiasticas, easque, quantùm ad substantiam eorum, ad judicem ecclesiasticum privativè spectare, nihilque circa eorum validitatem vel invaliditatem judicem secularem posse decernere, eo quòd hæ ex naturâ suâ sint merè spirituales. Et sanè si quæstio vertatur de validitate ipsius matrimonii, solus judex ecclesiasticus est competens, ipseque solus de hâc quæstione cognoscere potest.* »

Quantùm autem ad principes qui aliquandò leges condiderunt quæ has causas spectarent, respondet Pontifex eos hoc præstitisse uti meros executores et defensores legum ecclesiasticarum, *sacras per omnia sequentes regulas*, inquit.

Tandem infra asserit certum esse non eos modò qui docent esse summarum potestatum hujus seculi leges de nuptiis dicere, sed eos quoque qui factis hoc confirmant, anathemati concilii Trid., can. 12, esse subjectos. Quâ etiam occasione citat decretum Honorii III, in cap. *Noverit*, 49, de sent. excom., quo excommunicantur omnes *qui amplexi fuerint statuta edita à laicâ potestate contra jura ac libertatem Ecclesiæ.*

Ex hâc igitur tam luculentâ canonis 12 à supremo Ecclesiæ capite factâ expositione, omnibus manifestum fit quænam circa hanc materiam vera ac genuina sit Ecclesiæ catholicæ doctrina.

V. Pium VI jam, seculo XIII, præiverat citatus Honorius III, lib. 2 Decret., tit. 10, de Ordine cognitionum, cap. 5 : *Tuam*, etc., ubi declarat *causam natalium*, adeòque judicium de matrimonii validitate, pertinere ad *solum* forum ecclesiasticum ; nec principem de successionis causâ cognoscere posse, nisi priùs ipse Pontifex de matrimonii validitate pronuntiâsset.

Similiter Benedict. XIV, in litteris de 9 feb. 1749, ad cardinalem Eboracensem, declarat legem à laico principe conditam nullam vim habere debere in matrimoniis.

Idem Pontifex, lib. de Syn., cap. 12, n. 6, citans legem imperatoris Leonis, quâ matrimonia sine sacrâ benedictione contràcta irritantur, statim subjicit : *Verùm hæc constitutio, cùm à principe laico prodierit, non potuit matrimonii validitatem, quoad forum conscientiæ, infringere.*

Item lib. 9, cap. 9, n. 3, asserit causas quæ versantur circa initi conjugalis fœderis firmitatem, nullo Catholicorum contradicente, in *solo* Ecclesiæ foro esse pertractandas.

VI. Quidquid igitur hâc de re olim disputatum fuerit hodiè saltem per prælaudatas summorum Pontificum declarationes dubium sublatum censeri debet ; conformiter ad præclaram regulam ab eodem Pio VI assignatam, in litteris ad Josephum episcopum Chusinum et Pientinum, de 20 oct 1786 : *Quòd si controversia aliqua fuerit excitata*, inquit Pontifex, *ea non aliter est interpretanda quàm juxta probata ab Apostolicâ Sede judicia ; illius enim sanctiones, uti ab ore Petri derivantes, normam præbuerunt iis quæ in conciliis postmodùm acta sunt.* Et infra ibidem addit : *Contra ea quæ apostolicis sunt fundata decretis, nihil cuique audere conceditur.*

Confirmatur ex praxi Ecclesiæ.

VII. Quod Ecclesia tam clarè verbis docet, hoc constanti quoque praxi suâ confirmavit. Semper enim summâ auctoritate usa est circa matrimonia ipsorum principum (1). Item circa leges ab iisdem hâc in materiâ latas ; quarum aliquas quidem aliquandò approbavit, ut, v. g., circa cognationem legalem ; sed varias etiam non rarò correxit, quin et penitùs abrogavit ; uti ipse Cujacius aliique jurisconsulti fatentur ; idque sine ullâ unquàm ex parte principum reclamatione aut contradictione : ut, v. g., circa matrimonia servorum sine consensu dominorum ; item filiorumfamiliâs sine consensu parentum inita ; circa matrimonia consobrinorum ; item circa matrimonium inter vitricum et uxorem privigni, et inter novercam et maritum privignæ ; circa divortia, etc. (1) ; circa matrimonium viduæ ante elapsum annum à morte mariti sui (2) ; circa raptum.

Probatur 3° auctoritate S. Thomæ ac communi theologorum, etiam Gallorum, consensu.

VIII. S. Thomas, Supplem. q. 57, art. 2, in corpore, agens de cognatione legali, seu de lege civili quæ, introductâ legali adoptione, prohibet matrimonium inter adoptatum et adoptantem ejusque proles, idque justissimâ de causâ, statim subjungit : *Et talis prohibitio est per Ecclesiam approbata, et inde est quòd legalis cognatio matrimonium impediat.*

Objicit sibi S. doctor matrimonium in novâ lege esse Sacramentum, quod legibus humanis non subditur ; et consequenter adoptionem, cùm solâ lege civili sit introducta, matrimonium impedire non posse, ad quam objectionem sic respondet ibidem, ad 4 : *Dicendum*, inquit, *quòd prohibitio legis humanæ non sufficeret ad impedimentum matrimonii, nisi interveniret Ecclesiæ auctoritas, quæ idem etiam prohibet.* Hæc clariora sunt quàm ut explicatione egeant.

Similiter S. Bonaventura in 4, dist. 42, art. 2, q. 2, ad 2, solvens eamdem objectionem, quòd legalis adoptio, cùm per jus civile sit introducta, matrimonium impedire non valeat, sic ait : *Patet responsio, quia Ecclesia tale impedimentum suâ constitutione et approbatione fecit esse validum, alioquin non posset impedire.*

Huic doctrinæ subsequentium seculorum theologi calculum passim adjecerunt, etiam in ipsis Galliis ; quamdiù saltem liberum ibidem fuit scriptoribus ea quæ hâc in re sentiebant publicè declarandi.

IX. Atque inprimis certum est, initio seculi XVII, theologos in illo regno *unanimiter* sensisse soli Ecclesiæ jus illud competere, ut in terminis testatur scriptor coævus, Isaac Habertus, doctor sorbonicus, et episcopus Vabrensis, in libro de Justitiâ connubialis edicti à Lud. XIII editi. Clerus quoque Gallicanus eâdem ætate sensa sua publicè manifestavit, occasione scilicet citati edicti Ludovici XIII, an. 1629, quo matrimonia filiorumfamiliâs sine parentum consensu inita, nulla atque invalida declarabantur. Hinc enim episcopi tantâ molestiâ atque anxietate afficiebantur, quòd nempe rex jus sibi arrogare videretur invalidandi matrimonia quæ ab Ecclesiâ ut rata ac valida habebantur, ut eodem anno Parisiis in comitiis congregati, regem enixè supplicaverint quatenùs declarare vellet legem suam de effectibus merè civilibus esse intelligendam ; quod et præstitit, uti Galli omnes concorditer testantur. Quâ de re videri potest

(1) In Gallicâ historiâ plurima occurrunt ruptorum et prohibitorum à summo Pontifice exempla matrimoniorum. Quibus in casibus semper paparum auctoritati et judicio recurrendum fuit. Carolus VIII, Ludovicus XII, ut Joannæ sibi absque consensu libero impositæ repudium mitteret, aliique multi ad sanctam Sedem sese contulerunt, Anglusque Nero Henricus VIII fucum immittere papæ tentavit, assensumque captare quo facinorosas nuptias velare posset.

(1) De divortio nonnisi hostiliter loquuntur SS. Patres, quorum sententias approbans, et quantùm à legibus civilibus abhorreret in hâc parte, exponens S. Hieronymus, sic concludit : *Aliæ sunt leges Cæsarum, aliæ Christi ; aliud Papinianus, aliud Paulus noster præcipit.*

(2) Intrà annum mortis mariti viduis interdicebatur matrimonium, adjectâ etiam infamiæ pœnâ, à legibus civilibus, usquedùm Urbanus III et Innocentius III ea abrogaverint.

Bened. XIV, de Syn. lib. 9, cap. 11, n. 5; vel latiùs Honoratus Tournely.

Quorsùm autem tam inquieta cleri Gallicani sollicitudo, si judicâsset principi seculari verè inesse potestatem matrimonium, quoad valorem ac vinculum, irritandi?

X. Veram Ecclesiæ Gallicanæ sententiam dilucidè exponit prælaudatus Habertus episcopus Vabrensis in citato opere; in quo contra eos qui ex hoc regis edicto schisma oriturum publicis scriptis prænuntiabant, ostendit nihil simile timendum fore; cùm lex illa effectus merè civiles concerneret, nequaquàm verò matrimonii valorem. « Prohibita quidem sunt, inquit (illa matrimonia), sed invalida et nulla esse, haudquaquàm definitum. Undè, etiam, decessorum suorum vestigiis insistens, rex christianissimus Ludovicus ea iterùm prohibuit ac austeriùs interdixit; invalida tamen ac nulla esse, contra Tridentinæ synodi decretum ac theologorum unanimem etiam in regno suo sententiam, minimè sanxit. »

Tunc infrà ad rem nostram sequentia adjicit : « Intelligendum est, inquit, illud omne quod in matrimonio juris divini positum est, SACRAMENTALE esse, proindeque ad Ecclesiam spectare, quæ divini juris cognitionem interpretationemque absolutissimam sola in terris erroris culpæque expers, columna et firmamentum veritatis, exercet. Unde tanquàm divini juris interpretis ac oraculi, de veritate, validitate, substantiâ, causis, partibus, contractu consensuque, ut materiâ et formâ, conditionibus, effectisque Sacramenti Matrimonii decernere, UNIUS Ecclesiæ est. Id fidei caput esse, nemo dubitat orthodoxus. » Vide integrum textum apud Natalem Alex., Theol. dogmat. et moral. lib. 2, de Matrim., cap. 2, art. 3, propos. 1.

Ex his Haberti verbis evidens fit omnes Ecclesiæ Gallicanæ tum episcopos, tum theologos, tunc temporis concorditer sensisse ac judicâsse, solam Ecclesiam, non verò principes, impedimenta statuere posse quæ matrimonium verè dirimant.

XI. Mens cleri Gallicani ulteriùs haud obscurè colligitur ex ejusdem judicio circa matrimonium, quod Gasto, dux Aurelianensis ac Ludovici XIII frater, 3 jan. 1632, Nanceii, Lotharingiæ metropolis, inscio rege, contraxerat cum Margaretâ, Lotharingiæ ducis sorore. Quæstio nimirùm ventilabatur in Galliis, utrùm prædictum matrimonium, ex defectu saltem regii consensûs, invalidum censeri posset. Clerus Gallicanus, in comitiis generalibus Parisiis congregatus, ad regis instantias declaravit, 7 julii an. 1635, illud ex hoc capite esse invalidum, hâc additâ ratione : « *Attentâ consuetudine Gallicani imperii antiquâ, rationi consentaneâ, legitimè præscriptâ et ecclesiasticâ auctoritate munitâ* (1).

(1) Non paucæ etiam in hâc quæstione rationes allegari poterant, quibus in fasciculo conjunctis, impugnari posset matrimonium; forsanque hìc auctoritati regiæ concedi visum est, quod motivis amplioribus et robustioribus nitebatur, scilicet : 1° clàm contracto matrimonio; 2° vim passo in aulà Nanceii duce Aurelianensi; 3° ætate suâ nondùm à consensu tutoris liberato. Ad quæ accedebant cardinalis Richelii imperia. Una ergo selecta ex plurimis ratio fuit nullitatis.

(1) Relatâ enim Lovaniensium hâc super re sententiâ addit : *Aliud quoque à Gallis sentire visus est Romanus Pontifex, ad quem eâ de causâ missus erat Monspelliensis antistes.* Vide etiam d'Avrigny, *mémoires chronolog. et dogmat.* ad an. 1635. — Refert P. Griffet, historicus Gallus. *Histoire de Louis XIII*, t. 19, pag. 311, summum Pontificem constanter respondisse « non esse in suâ potestate, ut matrimonium ex re- « gulis et præscripto synodi Tridentinæ contractum, « in irritum vocaret. Galliæ speciales leges nullâ vi « pollere in Sacramentum, quod à Christo institu- « tore et Ecclesiæ canonibus unicè pendebat. Quales- « cumque essent civiles harum legum effectus, per- « sistere immotumque esse connubii vinculum. »

Ast quid necesse erat ad legitimam præscriptionem, quin et ad ecclesiasticam quoque auctoritatem recurrere, si clerus judicâsset principem propriâ auctoritate tale impedimentum constituere posse? Tantò magis quòd similem legem ab antiquis temporibus in Galliis reipsà extare, illius nationis testentur historici. Vide continuatorem Tournely de Matrim., cap. 3, art. 3, sect. 3, n. 720.

XII. Hic obiter notari potest præfatum cleri Gallicani judicium à multis, etiam in Galliis, fuisse improbatum. Facultas theologica Lovaniensis, cujus judicium hoc in negotio jam prævièe expetitum fuerat, declaraverat, 3 febr. 1634, matrimonium illud, non obstantibus causis pro ejusdem nullitate allegatis, validè fuisse contractum, nec posse ducem Aurelianensem ad alias transire nuptias, quamvis ad hoc etiam per excommunicationem adigeretur.

Similiter summus pontifex Urbanus VIII, ad quem episcopus Montispessulani hujus rei gratiâ à rege missus fuerat, matrimonium à præfato duce contractum, validum esse judicavit, ut ingenuè fatetur continuator Tournely, de Matrim., cap. 3, art. 3 (1). Hinc nec dux Aurelianensis adduci unquàm potuit ut, priore relictâ uxore, aliam duceret. Rex tandem consensum præbuit; tuncque (anno nempe 1643) matrimonium in castro Meudonis renovatum fuit coram archiepiscopo Parisiensi, sub hâc formâ : *Ego vos conjungo in matrimonium, in quantùm opus est, in nomine Patris*, etc. Ita continuat. Tourn., ibid., cap. 8, art. 3, n. 108. Item Juenin de Matrim., q. 5, cap. 3, art. 2.

Sententia Facultatis theologicæ Universitatis Lovaniensis, circa potestatem principum.

XIII. Cùm ex parte gubernii Austriaci Facultatis theologicæ Lovaniensis judicium circa hanc principum potestatem speciatim expetitum esset, respondet Facultas, 12 jan. 1759 : « Nunquàm, principes seculares potuère irrita facere matrimonia fidelium quoad omnes effectus, nisi consentiente et robur addente principum edictis ipsâ Ecclesiâ. Hoc docet S. Thomas, quem passim theologi sequuntur. » Citatur tunc locus S. Thomæ de quo supra, n. 8. Postea, allato textu Haberti de quo supra, n. 10, ita prosequitur sacra Facultas : « Quòd si tanquàm fidei caput in ipsismet Galliis adstringitur soli Ecclesiæ compe-

tere potestatem statuendi conditiones requisitas ad validitatem contractûs matrimonialis, quatenùs ad Sacramentum ordinem habet, potestati civili jus non est adscribendum, quo valet contractum matrimonialem irritum facere, nisi in ordine ad effectus civiles. Ipse Van-Espen, quem nemo suspicabitur nimiùm ecclesiasticis favisse, Ecclesiæ jus tribuit impedimenta matrimonii dirimentia privatè statuendi : sic enim scribit, » etc. Hactenùs Facultas theologica, cujus judicium integrè extat in opere cui titulus : *Triomphe des lettres d'un Pénitencier.*

Probatur 4° à ratione theologicâ.

XIV. Matrimonium quoad substantiam et vinculum Ecclesiæ auctoritati ac judicio subjacere, dogma fidei est, ut ex supra dictis abundè patet; ergo eatenùs non subjacet potestati civili, et consequenter hæc impedimenta dirimentia statuere non potest. Implicat enim ut idem objectum sub eodem respectu æquè immediatè subjiciatur duplici potestati, quarum utraque in suo genere suprema est atque ab aliâ prorsùs independens : tunc siquidem matrimonium posset simul existere et non existere, vinculum indissolubile inducere et non inducere; quod sanè prorsùs impossibile est. Similem rationem allegat quoque cardinalis Bellarminus de Matrim., cap. 21, circa finem : *Non enim*, inquit, *eadem potestas ad duo diversa tribunalia æquè et immediatè et propriè pertinere potest.*

Probatur 5° ex absurdis.

XV. Si jus illud hujus seculi principibus competeret, possint singuli, sive catholici sint, sive hæretici, sive etiam infideles (nam in civilibus pari gaudent auctoritate), possent, inquam, quique pro suis subditis diversa, quin et contraria, statuere impedimenta; item contraria iis quæ statuit Ecclesia. Quanta autem indè ubique confusio! Personæ in uno loco habiles ad contrahendum, in alio loco forent inhabiles; matrimonia in unâ regione valida, in aliâ censerentur invalida; proles in unâ provinciâ legitimæ, in aliâ haberentur illegitimæ; conjuges cum domicilii mutatione frequenter et nova conjugia inire possent; lege civili aliquandò ad cohabitandum cogerentur, quos Ecclesia, sub interdictione sacrorum, ab invicem separari præciperet; et vice versâ (1).

(1) Hìc codicis Gallici explodemus art. 170, in quo, degentibus per extraneas regiones Gallis seu cum popularibus suis seu cum alienigenis eâ lege matrimonium ut validum permittitur, scilicet ut solemnitatibus usitatis in regione, addantur proclamationes articulo 63 præscriptæ. Omnibus evidenter incommodis supra citatis panduntur fores hâc dispositione. Sed in jurisprudentiâ constat non omninò admitti hujus articuli rigorem, sufficereque ut proclamationibus Gallicis substituantur modi proclamandi et publicandi nuptias in regione vim legalem habentes; quod non omninò tollit, verùm aliquantisper attenuat vim argumenti.

Aliud argumentum contra Gallicum codicem exeritur ex eo quòd emigratorum, supremâ curiâ judicante, pro nullis habeantur matrimonia. Si etiam omni suâ vi constitisset illa sententia, nec postea et rescriptis regiis, nec actibus fuisset explosa, nonnihil absurdi admissum fuisset; quanquàm etiam tunc defendi aliquo modo potuisset ista opinio ex eo quòd capite quasi damnati essent emigrati; hìcque non explodenda esset sententia quæ emigratos peculiariter matrimonio orbavit, sed quæ emigratos capitis maximam diminutionem perpessos fuisse voluit; quam defendere non nostrum est.

XVI. Verùm quis credat Christum Dominum voluisse ut hujus divini contractûs ac Sacramenti valor à tot hominum, etiam non rarò impiorum, penderet arbitrio ac beneplacito? Quis potiùs singularem hìc non agnoscat ejusdem Salvatoris providentiam, quòd hoc novæ legis Sacramentum, ne tantis exponeretur absurditatibus, soli subjecerit Ecclesiæ, quæ non uni vel alteri regno, sed cunctis fidelibus, ubique terrarum et sub quâcumque dominatione existentibus, sola leges præscribere potest universales; quæque, cùm sancto semper regatur Spiritu, nunquàm etiam præscribet, nisi quod ejusdem Sacramenti dignitati ac sanctitati tum conservandæ, tum promovendæ, planè sit idoneum?

Probatur 6° ex refutatione fundamenti opinionis oppositæ.

XVII. Præcipuum adversariorum fundamentum inde desumitur, quòd etiam in Christianorum matrimoniis, æquè ac in aliis quibuscumque, necessariò occurrat contractus civilis, humanis consequenter legibus dirigentibus; utpote circa quem Christus Dominus nihil quidquam immutavit, dùm contractum matrimonialem, prout tunc temporis ab hominibus frequentabatur, adeòque humanis legibus omninò subjectum, ad Sacramenti dignitatem evexit.

XVIII. Pro hujus difficultatis solutione notari inprimis potest matrimonium apud Judæos tempore Christi, quoad substantiam ac vinculum, nullis propriè legibus humanis fuisse subjectum, sed iis duntaxat ordinationibus quas Deus ipse populo Israelitico per Moysen præscripserat. Nemo autem dixerit Christum matrimonium considerâsse prout eodem tempore apud cæteras gentes idololatras contrahebatur, ubi tot abominationibus, ex legum etiam dispositione, erat obnoxium. Quin imò ex ipsâ Scripturâ sacrâ apertè constat Salvatorem nostrum, nullâ habitâ ratione legum humanarum, matrimonium unicè considerâsse prout ab ipso Deo primitùs in paradiso fuerat institutum, dùm nulla adhuc extabat lex aut potestas civilis, nec ullus consequenter civilis contractus. Vide Matth. 19, 4, 5 et 6; item supra, cap. 21, n. 1.

XIX. Quòd autem ad verum ac legitimum Christianorum matrimonium contractus civilis nequaquàm requiratur, sed abundè sufficiat contractus merè naturalis, qui consistit in mutuo ac libero consensu inter duas personas quæ juxta Ecclesiæ leges ad contrahendum habiles censentur, sequentibus rationibus probatur.

Ratio prima. Sacramenti materia fixa esse debet, eadem ac stabilis per totam Ecclesiam; atqui contractus civiles fixi non sunt, nec iidem ubique, nec stabiles, sed pro temporum ac locorum varietate, item pro versatili imperantium arbitrio frequenter mutan-

tur ; ergo non civilis contractus, sed naturalis, materia est Sacramenti Matrimonii. Vide quæ supra, n. 15, diximus de vicissitudinibus atque absurditatibus quibus matrimonium exponeretur casu quo ejus materia foret contractus civilis, publicæ potestati subjectus.

Ratio 2. Concilium Florentinum, in decreto ad Armenos, pro causâ efficiente matrimonii, non contractum civilem, sed mutuum consensum, seu contractum naturalem assignat. Similiter concilium Trid., sess. 25, cap. unico, docet in matrimonii Sacramento per gratiam Christi perfici naturalem illum amorem quo in paradiso protoparentes nostri fuerant conjuncti, nullâ factâ mentione contractûs alicujus civilis ; ergo juxta hæc concilia, adeòque juxta Ecclesiæ catholicæ doctrinam, civilis contractus minimè requiritur, sed sufficit naturalis ; Christus hunc, non illum, ad Sacramenti dignitatem evexit.

Ratio 3. Christus, ut n. 18 dictum fuit, matrimonium in Evangelio ad primævam suam institutionem revocat ; ex quo iterùm sequitur, non contractum civilem, qui in paradiso necdùm existebat, sed naturalem à Christo ad Sacramenti rationem fuisse elevatum.

Ratio 4. Homines, nullo societatis civilis vinculo colligati, quales in variis orbis partibus innumeri semper extiterunt, atque etiamnum existunt, si christianam amplectantur religionem, Sacramenti matrimonii certò capaces sunt. Nullum tamen agnoscunt contractum civilem, cùm nullius subjiciantur regimini.

Ratio 5. Condemnati à civili potestate ad triremes, ad perpetuum exilium, vel ad mortem per contumaciam, cujusvis contractûs civilis prorsùs sunt incapaces ; validum tamen inire possunt matrimonium, ut ipsi theologi Galli fatentur. Vide Tournelium, *de Impedimento conditionis*, conclus. 1, Quæres 5°.

Ratio 6. Tandem ad horum omnium confirmationem, hìc allegari merentur verba Pii VI, in litteris suis ad Carolum episcopum Agriensem de 11 julii 1789, in quibus sic loquitur : « Fallitur quisquis existimat..... matrimonium, dummodò absit ab eo ratio Sacramenti, non esse nisi contractum merè civilem ; atque adeò civili potestate solubilem. Quod secùs est ; nam primò matrimonium non est contractus merè civilis, sed et contractus naturalis divino jure ante omnem civilem societatem institutus et firmatus ; qui etiam hoc insigni discrimine differt ab alio quocumque merè civili contractu, quòd in eo genere civili consensus certis de causis interdùm per legem suppleatur ; in matrimonio verò nullâ humanâ potestate suppleri consensus valeat. »

XX. Ex his rationibus liquet igitur contractum merè civilem ad legitimum matrimonium minimè requiri, sed sufficere naturalem. Sublato autem hoc adversariorum fundamento, patet ulteriùs eos immeritò potestati civili ex hoc capite jus adscribere leges ferendi quæ Christianorum matrimonia quoad vinculum irritent.

XXI. Per argumenta toto hoc capite allata, non tantùm manifestum fit quænam sit vera Ecclesiæ catholicæ circa hoc punctum doctrina, sed et simul præcipuæ adversariorum objectiones hisce quoque diluuntur. Una tamen superest, speciali elucidatione digna, ex Angelico doctore desumpta in 4 Sent., dist. 34, art. 1, ad 4, seu Supplem. q. 50, art. unico, ad 4. Difficultas tamen, quam inde movent adversarii, nullo labore evanescit, si verba objecta non solitariè, sed cum contextu conferantur, atque ad mentem auctoris explicentur.

XXII. Obj. « Ad quartum dicendum, inquit S. Th., quòd personæ illegitimæ ad matrimonium contrahendum dicuntur, ex eo quòd sunt contra legem quâ matrimonium statuitur. Matrimonium autem, in quantum est in officium naturæ, statuitur lege naturæ : in quantum est Sacramentum, statuitur jure divino : in quantum est in officium communitatis, statuitur lege civili. Et ideò ex quâlibet dictarum legum potest aliqua persona effici ad matrimonium contrahendum illegitima. Nec est simile de aliis Sacramentis quæ sunt Sacramenta tantùm. »

XXIII. Resp. : S. doctor tam apertè docet leges politicas non sufficere ad impedimentum dirimens introducendum, nisi Ecclesia idem statuat, ut nullum de verâ ejus mente rationabile dubium moveri queat. (Vide suprà, n. 8.) Verba itaque hìc objecta sic intelligi debent, ut persona ad contrahendum lege civili illegitima dicatur seu inhabilis, in ordine nimirùm ad effectus merè civiles ac temporales ex tali matrimonio consequendos : vel si de ipsâ matrimonii validitate eum agere quis contendat, tunc dicendum S. Thomam ibidem legem civilem generatim ponere pro lege *humanâ*, ut responsio conformis sit objectioni ; in quâ unicè agitur de *humanâ* lege, non prout ecclesiasticæ, sed prout *naturali ac divinæ* legi opponitur (1).

XXIV. Fundatur hæc explicatio in ipso Angelico doctore 1-2, q. 95, art. 4, in corp., ubi, post S. Isidorum legem *humanam* generatim dividit in *jus gentium* et *jus civile ;* sub quo generali termino, prout reflectit Wiggers de Legibus, q. 95, art. 4, num. 9, comprehendit totum jus quo cives diriguntur, sive in temporalibus per secularem, sive in spiritualibus per ecclesiasticam potestatem.

XXV. Hoc confirmatur ex eo, quòd S. Thomas in totâ hâc materiâ, non de politicâ, sed unicè de ecclesiasticâ potestate inquirat, quænam impedimenta introduxerit. Dùm autem unico casu, ubi nempe de cognatione legali agitur, mentionem injicit prohibitionis per secularem potestatem factæ, statim adjungit talem prohibitionem ab Ecclesiâ fuisse approbatam,

(1) Objectio ad quam S. Th. respondet, hæc est : « Illegitimum dicitur quod est contra legem. Sed hujusmodi impedimenta, quæ matrimonio assignantur « non sunt contra legem..... Lex autem *humana* « non potest (ut videtur) matrimonio impedimenta « præstare ; quia matrimonium non est ex institutione « *humanâ*, sed divinâ, sicut et alia Sacramenta. Ergo « matrimonio non debent aliqua impedimenta assignari quæ faciant personas illegitimas ad contrahendum. »

atque inde fieri quòd cognatio legalis matrimonium dirimat. Ergo in quæstionis capite, ubi de potestate impedimenta constituendi generatim agit, sub lege civili seu humanâ necessariò comprehendit legem ecclesiasticam. Aliàs enim sequeretur solos principes, juxta S. Thomam, posse impedimenta statuere, non verò Ecclesiam; cùm præter legem naturalem ac jus divinum eo loco non recenseat nisi solam legem civilem, nullâ mentione factâ legis ecclesiasticæ : quod quàm absurdum sit, atque à mente Angelici doctoris alienum nemo non videt.

XXVI. Tandem notari potest, quod etiam omnes fatentur in hisce commentariis in Magistrum sententiarum, ex quibus supplementum in 3 part. desumptum est, à S. Thomâ in juniore ætate exaratis, quædam occurrere minùs accuratè expressa, quæ prol.a S. doctor in operibus circa finem vitæ conscriptis, in Summâ suâ theologicâ ac libris contra gentes, dùm de eâdem materiâ ageret, vel penitùs omisit, vel emendavit. Exemplum habetur in hâc eâdem quæstione, quæ libro 4 contra gentes, cap. 78, magis distinctè quàm hocce loco exponitur; ubi quoque ecclesiasticam potestatem in ordine ad matrimonium dirigendum à civili omninò distinguit; neque ampliùs asserit personas lege civili illegitimas effici posse ad contrahendum, sed unicè declarat matrimonium *in quantum ordinatur ad bonum politicum, subjacere ordinationi legis civilis;* quod extra omnem controversiam est, prout ostendimus cap. 20, n. 1, 3; item cap. 23, n. 1 et 2.

COLLECTIO DECLARATIONUM

AC DECRETORUM ROMANORUM PONTIFICUM

CIRCA VARIA DUBIA MATRIMONIUM CONCERNENTIA.

DECLARATIO BENEDICTI XIV

Circa matrimonia Hollandiæ, data 4 nov. 1741.

Matrimonia quæ in locis Fœderatorum ordinum dominio in Belgio subjectis iniri solent, etc.

Primò scilicet, quod attinet ad matrimonia ab hæreticis inter se in locis Fœderatorum ordinum dominio subjectis celebrata, non servatâ formâ per Tridentinum præscriptâ, licèt sanctitas sua non ignoret, aliàs in casibus quibusdam particularibus et attentis tunc expositis circumstantiis, sacram congregationem concilii pro eorum invaliditate respondisse, æquè tamen compertum habens nihil adhuc generatim et universè super ejusmodi matrimoniis fuisse ab Apostolicâ Sede definitum, et alioquin oportere omninò ad consulendum universis fidelibus in iis locis degentibus, et plura avertenda gravissima incommoda, quid generaliter de hisce matrimoniis sentiendum sit, declarare: negotio maturè perpenso, omnibusque rationum momentis hinc inde sedulò libratis, declaravit statuitque matrimonia in dictis Fœderatis Belgii provinciis inter hæreticos usque modò contracta quæque inposterùm contrahentur, etiamsi forma à Tridentino præscripta non fuerit in iis celebrandis servata, dummodò aliud non obstiterit canonicum impedimentum, pro validis habenda esse; adeòque si contingat utrumque conjugem ad catholicæ Ecclesiæ sinum se recipere, eodem quo antea conjugali vinculo ipsos omninò teneri, etiamsi mutuus consensus coram parocho catholico ab eis non renovetur; sin autem unus tantùm ex conjugibus, sive masculus, sive femina, convertatur, neutrum posse, quamdiù alter superstes erit, ad alias nuptias transire.

Quod verò spectat ad ea conjugia quæ pariter in iisdem Fœderatis Belgii provinciis, absque formâ à Tridentino statutâ, contrahuntur à Catholicis cum hæreticis, sive catholicus vir hæreticam feminam in matrimonium ducat, sive catholica femina hæretico viro nubat, dolens inprimis quàm maximè sanctitas sua eos esse inter Catholicos qui, insano amore turpiter dementati, ab hisce detestabilibus connubiis, quæ S. mater Ecclesia perpetuò damnavit atque interdixit, ex animo non abhorrent, et prorsùs sibi abstinendum non ducunt; laudansque magnoperè zelum illorum antistitum qui, severioribus propositis spiritualibus pœnis, Catholicos coercere student ne sacrilego hoc vinculo sese hæreticis conjungant: episcopos omnes, vicarios apostolicos, parochos, missionarios, et alios quoscumque Dei et Ecclesiæ fideles ministros in iis partibus degentes, seriò graviterque hortatur et monet, ut Catholicos utriusque sexûs ab hujusmodi nuptiis in propriarum animarum perniciem ineundis, quantùm possint, absterreant, easdemque nuptias omni meliori modo intervertere atque efficaciter impedire satagant. At si fortè aliquod hujus generis matrimonium, Tridentini formâ non servatâ, ibidem contractum jam sit, aut inposterum (quod Deus avertat) contrahi contingat, declarat sanctitas sua, matrimonium hujusmodi, alio non concurrente canonico impedimento, validum habendum esse, et neutrum ex conjugibus, donec alter eorum supervixerit, ullatenùs posse, sub obtentu dictæ formæ non servatæ, novum matrimonium inire; id verò debere sibi potissimè in animum inducere conjugem catholicum, sive virum sive feminam, ut pro gravissimo scelere quod admisit pœnitentiam agat, ac veniam à Deo precetur, coneturque pro viribus alterum conjugem à verâ fide deerrantem ad gremium catholicæ Ecclesiæ pertrahere ejusque animam lucrari, quod porrò ad veniam de patrato crimine impetrandam opportunissimum foret, sciens de cætero, ut mox dictum est, se istius matrimonii vinculo perpetuò ligatum iri.

Ad hæc declarat sanctitas sua, ut quidquid hactenùs sancitum dictumque est de matrimoniis, sive ab hæreticis inter se, sive inter Catholicos et hæreticos, initis in locis Fœderatorum ordinum dominio in Belgio subjectis; sancitum dictumque intelligatur etiam de similibus matrimoniis extra fines dominii eorumdem Fœderatorum ordinum contractis ab iis qui addicti sunt legionibus, seu militaribus copiis, quæ ab iisdem Fœderatis ordinibus transmitti solent ad custodiendas muniendasque arces conterminas, vulgò dictas *di barriera;* ita quidem, ut matrimonia ibi præter Tridentini

formam, sive inter hæreticos utrinque, sive inter Catholicos et hæreticos inita, valorem suum obtineant, dummodò uterque conjux ad easdem copias, sive legiones pertineat; et hanc declarationem vult sanctitas sua complecti etiam civitatem Mosæ Trajectensis à republicâ Fœderatorum Ordinum, quamvis non jure dominii sed tantùm oppignerationis, ut aiunt, nomine possessam.

Tandem circa conjugia quæ contrahuntur vel in regionibus principum catholicorum ab iis qui in Provinciis Fœderatis domicilium habent, vel in Fœderatis Provinciis ab habentibus domicilium in regionibus catholicorum principum, nihil sanctitas sua de novo decernendum aut declarandum esse duxit, volens ut de iis, juxta canonica juris communis principia, probatasque in similibus casibus aliàs editas à sacrâ congregatione concilii resolutiones, ubi disputatio contingat, decidatur; et ita declaravit statuitque, ac ab omnibus in posterum servari præcepit. Die 4 novembris 1741.

A. card. Gentili S. C. conc. præf.

C. A. arch. Philippen., secret.

N° II. *Extensio declarationis Benedicti XIV ad ducatum Cliviensem per Pium VI, cum adjunctâ instructione; de* 19 *junii* 1793.

Sacræ congregationi proposita erant sequentia dubia :

1. An matrimonia contracta inter Catholicos et acatholicos coram ministellis acatholicis ducatûs Cliviensis, sint valida et licita.

2. An et quomodò parochi catholici ejusdem ducatûs licitè concedere valeant dimissorias ad ea contrahenda.

3. An declaratio Bened. XIV, quoad Hollandiam et Belgium, sit extendenda ad prædictum ducatum.

R. Ad 1. Stat S. congregatio pro valore, sed tamen ait illicita esse; fieri tamen posse licita ex dispensatione summi Pontificis.

Ad 2. Id licitè non fieri; licitum tamen fieri ex dispensatione cum justâ causâ; hanc causam hìc adesse.

Ad 3. Respondet affirmativè.

Die 15 junii 1793, S. congregatio E. S. R. E. cardinalium concilii Tridentini interpretum censuit, consulendum esse S. pro extensione declarationis S. M. Bened. XIV ad ducatum Cliviensem, *juxta instructionem*. Factâque de præmissis per infra scriptum secretarium relatione SS. D. N., die 19 ejusdem mensis junii, sanctitas sua benignè annuit pro extensione declarationis S. M. Bened. XIV ad ducatum Cliviensem ad formam in omnibus resolutionis S. congregationis die 15 junii currentis.

INSTRUCTIO.

Cùm ad instantiam multorum petentium solutiones plurium quæstionum matrimonia mixta respicientium rescripserit S. congregatio diei 15 labentis junii, consulendum S. pro extensione declarationis S. M. Bened. XIV ad ducatum Cliviensem, juxta instructionem, et sanctitas sua 19 ejusdem mensis resolutionem S. congregationis benignè in omnibus approbaverit; hinc præsenti instructione nedùm oratores, sed reliqui omnes catholici parochi prædicti ducatûs de iis monentur quæ, juxta mentem S. congregationis à SS. approbatam, observanda sunt in matrimoniis mixtis, ne approbationem sapiat tolerantia.

Catholicum præ omnibus, vel catholicam parochi moneant quòd contrahendo matrimonium cum acatholicâ vel acatholico, validè quidem contrahant, sed illicitè.

Atque hinc planè consequitur nullo actu positivo ipsos posse isthæc matrimonia probare, aut suo expresso consensu et auctoritate confirmare. Quapropter si cogantur in hâc temporum conditione, et propter leges in transactione religionis anni 1673 præscriptas, matrimoniis Catholicorum cum muliere acatholicâ assistere, satagant ut se merè passivè habeant, atque tanquàm inviti audiant duntaxat utriusque consensum; verùmtamen abstineant omninò à precibus recitandis, à benedictione impertiendâ, atque ab omni alio Ecclesiæ ritu adhibendo.

Caveant insuper ne in publicandis matrimoniis mixtis religionem exprimant contrahentis acatholici, sed contrahentium tantùm enuntient nomina et cognomina.

Abstineant rursùs à concedendis dimissoriis, ubi secundùm canones Ecclesiæ catholicæ canonicum aliquod impedimentum sit inter contrahentes.

In dimissoriis omittant verba *meâ pace*, quæ consensum præ se ferre videntur in illicitum matrimonium.

Tandem in cæteris rebus omnibus adhæreant omninò regulis traditis in supramemoratâ declaratione Bened. XIV pro matrimoniis Hollandiæ typis impressâ, iisque suam agendi rationem accommodent, quemadmodùm decet filios Ecclesiæ catholicæ addictissimos, et apostolicæ huic S. Sedi charissimos.

Signatum erat : J. card. Pallotæ, præfect.

(L. S.) Julius Gabrielli, secret.

Inferiùs sign. erat : Concordat cum suo originali.

Xantis, 12 augusti 1794.

Riffart, officialis.

N° III. *Litteræ Benedicti XIV ad missionarios in Hollandiâ; de* 17 *sept.* 1746.

BENEDICTUS PP. XIV.

Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem.

Redditæ sunt nobis per dilectum filium, eumdemque primarium administrum nostrum, Silvanum cardinalem Valenti, vestræ litteræ quibus subortam inter vos in re gravis sanè momenti controversiam exponitis, eamque judicio nostro subjicitis. Non possumus equidem non magnoperè commendare propositum vestrum, quo Sedem Apostolicam consulendam censuistis, ejusque definitionem exposcendam ut eam unanimi consensu amplectamini; quam si omnes, cùm similes emergunt quæstiones, pari docilitate exquirerent et sequerentur, non tanta succresceret in dies inter evangelicos operarios opinionum varietas, nec doleremus aliquandò, ob eorumdem in tradendâ morum doctrinâ diversas sententias, in partes distrahi christianum populum, eamque scindi mentium animorumque concordiam quam Christus Dominus Ecclesiæ suæ commendatam voluit usque adeò, ut eâ præsertim, quasi tesserâ, discipulos suos cognoscendos prædixerit.

Exposuistis itaque nobis non rarò isthìc contingere ut Catholici matrimonium inter se contracturi civilem adeant magistratum, aut hæreticum ministellum, quibus se sistere legibus patriæ coguntur, et coram illis mutuum exprimant in conjugium consensum, quem tamen postea renovare coram legitimo ministro catholico et duobus testibus, uti Tridentinum præcipit, aut omninò negligunt, aut in longum tempus differunt : interim verò, proindè ac si legitimi conjuges jam forent, non dubitant omnem conjugalem consuetudinem inter se habere. Quæsivistis deindè quid de illo consensu sentiendum sit coram civili magistratu aut hæretico ministello præstito : num scilicet satis fuerit ad perficiendum matrimonium validum, saltem in ratione contractûs, quod alter ex vobis affirmat, alter inficiatur; etsi ad Sacramenti dignitatem non assurgat, quod nemo vestrûm in quæstionem adducit : si enim res ita se haberet uti primus existimat, subsequens inter consentientes copula, etiam ante renovatum coram parocho catholico consensum, omni flagitio vacaret, et suscepta exinde proles absque ullâ dubitatione esset legitima reputanda.

Jam verò, ut postulatis vestris breviter simul et dilucidè respondeamus, unàque controversiam omnem judicio nostro præcidamus, sic habete : Ubicumque

promulgatum et receptum sit concilii Tridentini decretum, cap. 1, sess. 24, de Reformat. matrim., ibi nulla prorsùs atque in omni ratione irrita esse conjugia aliter quàm coram alterutrius contrahentium legitimo parocho, aliove sacerdote parochi vices agenti, et duobus testibus, celebrata. Scimus profectò esse theologos qui in ipso fidelium matrimonio contractum à Sacramento ita dividunt, ut illum omninò perfectum quandoque consistere credant, quin ad Sacramenti excellentiam pertingat. Sed quidquid sit de hàc opinione, quam nos quidem nunc in medio relinquimus, ea certò, quod attinet ad rem præsentem, locum nullum sibi vindicare potest apud eos qui Tridentinâ lege obstringuntur : etenim qui præter formam à se præscriptam matrimonium contrahere attentant, eorum Tridentina synodus non Sacramentum modò, sed contractum ipsum irritum disertè pronuntiat, atque, ut ejus verbis utamur, eos ad sic contrahendum omninò inhabiles reddit, et hujusmodi contractus irritos esse decernit.

Quare cùm inter Catholicos in istis provinciis degentes et promulgatum et receptum jam fuerit illud Tridentini decretum, quod ambo fatemini; perspicuum est matrimonium ab ipsis invicem initum coram civili magistratu, aut acatholico ministello, et non item coram proprio alterutrius contrahentium parocho et duobus testibus, neque in ratione Sacramenti, neque in ratione contractûs sustineri, aut ullo pacto validum reputari posse. Neque verò rationes propter quas valida pronuntiavimus matrimonia quæ aut ab hæreticis inter se, aut à Catholicis cum hæreticis, in istis Fœderatis Provinciis contrahuntur, non servatâ formâ Tridentini, aptari queunt conjugiis inter se initis à Catholicis, quorum quilibet Tridentini decreto se obstrictum agnoscit, ejusque se auctoritatem sequi profitetur.

Sciant itaque Catholici vestræ curæ concrediti, cùm civili magistratui, aut hæretico ministello, matrimonii celebrandi causâ, se sistunt, actum se merè civilem exercere quo suum erga leges et instituta principum obsequium ostendunt : cæterùm tunc quidem nullum à se contrahi matrimonium. Sciant, nisi coram ministro catholico et duobus testibus nuptias celebraverint, nunquàm se neque coram Deo, neque coram Ecclesiâ, veros et legitimos conjuges fore : nec, si interim conjugalem inter se consuetudinem habuerint, eam gravi culpâ carituram. Sciant denique, si qua ex hujusmodi conjunctione oriretur soboles, eam, utpote ex non legitimâ uxore natam, in oculis Dei fore illegitimam, et, nisi conjuges consensum ex Ecclesiæ præscripto renovaverint, illegitimam perpetuò futuram etiam in Ecclesiæ foro.

Erit porrò officii vestri hæc omnia, cùm commoda se obtulerit occasio, atque eâ quam rerum circumstantiæ vobis adhibendam suaserint circumspectione et cautelâ, singulis explicare prolixiùs : simulque omnes commonere ut, siquidem regionis consuetudini et terreni principis sanctionibus obtemperare coguntur, faciant illi quidem, sed religione salvâ, potioresque ducant sanctissimas Ecclesiæ leges, quibus fidelium matrimonia constringuntur. Illud præterea vobis curandum est, ne, etiamsi duo Catholici civilem illam ac merè politicam coram hæreticis cæremoniam peregerint, nimiùm inter se familiariter agant, aut sub eodem tecto in communi habitent, nisi se priùs veris et legitimis nuptiis, ex normâ Tridentini, alligaverint; quamquàm enim ea familiaritas esse possit sine flagitio, flagitii certè periculo et suspicione non vacat : utrumque autem probis et benè moratis Christi fidelibus cavendum est. Ad ejusmodi porrò evitanda pericula, cognoscimus consultiùs utique fore ut Catholici, nonnisi matrimonio jam antea in faciem Ecclesiæ inter se legitimè celebrato, ad illam explendam civilem cæremoniam secularem magistratum seu hæreticum ministellum adirent : sed quoniam ex vestris litteris deprehendimus id non sine periculo et perturbationibus posse adimpleri; id saltem pro viribus satagite ut, postquàm reipublicæ morem illi gesserunt, non diù differant Ecclesiæ legibus parere, et conjugale fœdus, juxta præscriptam à Tridentino normam, ritè et sanctè inire, et si quid tum super hâc re, tum super aliis quæ istam missionem respiciunt, nobis suggerendum esse putetis, communicato inter vos consilio, operam nostram implorate, quam semper præsentem invenietis. Epistola hæc nostra tibi, dilecte fili, Paule Simon à Sancto Joseph, inscripta est : eam tamen volumus à te communicari etiam dilecto filio Adriano Augustino Won-Duck pastori Leidensi, cujus scriptum super eâ de quâ nunc agitur controversiâ à supradicto cardinali de Valentibus nobis oblatum libenter perlegimus.

Postremò vos hortamur majorem in modum ut istam dominici gregis non contemnendam portionem sedulò, sicuti laudabiliter hactenùs fecistis, excolere atque ad omnem pietatem informare pergatis. Vobisque interim apostolicam benedictionem peramanter impertimur. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem die 17 sept. 1746, pontificatûs nostri anno 7.

N° IV. *Litteræ Clementis XIII ad archiepiscopum Mechliniensem de* 15 *maii* 1767, *circa matrimonium à Catholico Bruxellensi in Hollandiâ contractum cum muliere acatholicâ, ibidem domicilium habente.*

Venerabilis frater, salutem et apostolicam benedictionem.

Nos... ea quæ à te nobis exposita sunt in consilium deduximus, maturèque re deliberatâ, ac omnibus rationum momentis ritè perpensis, in eam devenimus sententiam, ut matrimonium istud inter nobilem Catholicum et viduam N. protestantem in Hollandiâ initum nisi fortè aliquod aliud canonicum intersit impedimentum, etsi illicitum, validum tamen esse censeamus : atque hoc quidem judicium nostrum eo potissimùm fundamento innititur, quòd Tridentinâ lege, quæ de matrimoniis coram proprio parocho contrahendis sancita est, mulierem in Hollandiâ natam non teneri certum sit, juxta declarationem sanctæ memoriæ Benedicti XIV anno 1741 editam, quòd mulieris privilegium viro etiam cum illâ contrahenti communicari debere etsi natus ipse sit inter Catholicos, ibique vitam duxerit ubi legi locus esset, visum pariter est eidem prædecessori nostro, in suo opere de Syn. diœces., lib. 6, cap. 6, n. 12.

Nec obstare quidquam potest quod in postremo paragrapho præfatæ declarationis continetur : ibidem enim de iis duntaxat matrimoniis agitur quæ inter partes duas, utrasque legis Tridentinæ vinculo constrictas, contrahuntur, quæ partes, ut eidem legi fraudem inferant, in Hollandiam nuptias inituræ commigrârunt.

Cùm itaque nihil jam reliquum difficultatis sit, quoniam matrimonium istud, ut jam affirmavimus, quantùmvis illicitum, validum tamen censeri debet, eo se nunc modo fraternitas tua erga catholicum gerere debet, ut in parag. 3 ejusdem declarationis præscribitur; ipsi scilicet salutarem imponendo pœnitentiam, ad commissum luendum crimen veniamque à Domino impetrandam : mandandoque ut, quantùm in se erit, uxori suæ ad catholicam fidem convertendæ det operam, curetque omninò ut suscipiendi à se liberi in catholicâ religione instituantur ac educentur.

Datum Romæ apud S. Mariam Majorem 17 kalendas junii, anno 1767, pontificatûs nostri anno 8.

N° V. *Declaratio Pii VII, de* 17 *maii* 1804 *circa quæstionem : Quis in Hollandiâ censendus sit parochus proprius in ordine ad matrimonium ibidem contrahendum.*

Feriâ 5, *die* 17 *maii* 1804.

In congregatione generali S. Romanæ et universa

lis inquisitionis habitâ in palatio apostolico apud S. Mariam Majorem coram SS. D. N. Pio divinâ providentiâ PP. VII, ac E. R. DD. S. Romanæ Ecclesiæ cardinalibus in totâ republicâ christianâ contra hæreticam pravitatem generalibus inquisitoribus, à S. Sede Apostolicâ specialiter deputatis.

Proposito casu ab R. P. D. Ciamberlani vice superiore missionum Hollandiæ ad sacram congregationem de propagandâ Fide transmisso, et ab eâdem S. cong. ad S. Officium remisso, respiciente matrimonium contractum à duobus Catholicis de *Zwol* coram parocho districtûs Sallandiæ absque permissu pastoris de *Zwol*, domicilii contrahentium, ac propositis quæstionibus à prædicto casu desumptis, nempe :

1° Quis reputandus sit proprius parochus catholicorum variorum Hollandiæ districtuum, coram quo vel de licentiâ cujus debent Catholici inter se matrimonium contrahere ;

2° Quid dicendum sit de matrimonio à duobus Catholicis de *Zwol* contracto coram pastore districtûs Sallandiæ absque permissu pastoris de *Zwol*, ubi contrahentes conservaverant et semper conservaverunt eorum domicilium ;

3° An, attento proposito casu, sit expediens quòd publicetur aliquod speciale decretum, et quomodò ;

Sanctitas sua præfatorum DD. E. ac R. DD. cardinalium generalium inquisitorum suffragiis decrevit :

Quoad primum : Parochum proprium Catholicorum in Hollandiâ commorantium, ibique matrimonium inter se contrahere volentium, esse pastorem, vel compastorem illius civitatis vel loci in quo alteruter ex contrahentibus domicilium vel quasi domicilium habet, ideòque non nisi coram illo, vel coram alio sacerdote de illius licentiâ, validè posse matrimonio copulari.

Quoad secundum : Matrimonium coram pastore vel missionario Sallandiæ primitùs contractum, prout in casu, fuisse nullum, atque ideò opportunè postea revalidatum.

Quoad tertium : Quòd supradicta resolutio communicetur per organum sacræ congregationis de propagandâ Fide superiori interino missionum Hollandiæ.

(L. S. SS. D. N.)

Sign. erat : Camillus Spartianus, sanctæ Romanæ et universalis inquisitionis notarius.

Addebatur ut sequitur :

Transumptum decreti SS. D. N. Pii, divinâ providentiâ PP. VII, per sac. cong. de propag. Fide ad me infrascriptum transmissi super casu matrimoniali, quem exactè exposueram, mittens etiam ad eamdem sac. cong. expositionem factam in suî favorem ab ipsomet R. D. pastore, cujus intererat præcipuè nôsse S. Sedis resolutionem. Ex hoc igitur decreto clarissimè patet quid pro certo nunc tenendum sit, si fortè aliquod antea dubium habebatur relativè ad ea de quibus quæstio habita fuit : et patet quibus pœnis obnoxii essent pastores missionarii, si auderent matrimonio conjungere catholicos missionis habitantes in alio loco absque prævio consensu pastoris istius loci, ubi contrahentes habitant, cùm matrimonium esset omninò nullum, etc.

Monasterii, die 28 junii 1804.

(L. S.)

Sign. erat : Aloysius Ciamberlani, vice-sup. miss.

N° VI. *Extractum ex instructione jussu Pii VI exaratâ et ad episcopos Gallicanos transmissâ, quæ incipit* : Laudabilem, *de* 26 *sept.* 1791.

Sequentes difficultates S. Sedi ab episcopis Gallicanis propositæ fuerant *circa matrimonium :*

Si Catholicus matrimonium à se contractum paroco intruso declaret, vel si matrimonium, ejusdem impetratâ veniâ, coram sacerdote catholico celebret, videri posset intrusus pro legitimo parocho à fidelibus probari ; quod sanè fugiendum est.

Sin matrimonium à se jam contractum civili magistratui declaret, videtur Catholicus suam fidem ejurare, atque ad heterodoxorum partes transire, ut eorum privilegio frui possit. Nam acatholicis duntaxat edictum regium mensis novembris anni 1787 concessit ut sua matrimonia civili magistratui si ipsi denuntiarent, civilibus effectibus illa gauderent.

Responsum fuit :

Ut igitur ad hæc omnia apta daretur norma in matrimonii celebratione servanda, idem sanctissimus plures regulas ponendas hìc jussit quibus Catholicorum matrimoniis firmitas assereretur, nullâ iidem schismatis contagione polluerentur, et exteriorem quamcumque hæresis professionem devitarent.

Primò igitur fideles in Gallìis debent matrimonio conjungi à suo parocho legitimo, vel alio sacerdote de ejus vel ordinarii licentiâ ; nam matrimonium aliter celebratum nullam vim haberet, ob celeberrimam Trid. concilii legem de clandestinis matrimoniis in illius regni parochiis promulgatam et constantissimè observatam.

2° Quoniam intrusus minimè est parochus legitimus, neque ullum habet titulum, seu verum, seu coloratum, matrimonium coram eo contractum nullius certè roboris est : quâ etiam de causâ fideles abstinere debent ne, parocho suo legitimo prætermisso, adeant intrusum.

3° Caveant etiam fideles qui matrimonio juncti fuerunt à parocho legitimo, ne intruso se sistant ut ab eo, ritu quovis sacro et religioso, rursùs matrimonio conjungantur, vel ab eo petant veniam quâ possint ab alio sacerdote matrimonii Sacramento conjungi et sacro ritu copulari. Ne id fiat vetant omninò rationes jam explicatæ, cùm de Baptismo ageretur (1).

4° Nunquàm etiam licebit fidelibus declarationem edere matrimonii jam contracti magistratui civili, si fortè astringantur aliam iniquissimam sanè declarationem facere, se scilicet haud esse Catholicos, quod ne accidat vereri se dicunt episcopi consulentes eo in loco ubi de Baptismo loquuntur.

5° Sed ne fidelibus quidem permittendum ut ma-

(1) Quapropter sanctitas sua declaravit non licere Baptismum recipere à parochis intrusis, excepto casu extremæ necessitatis, in quo non adesset alius valens baptizare, sed à parochis legitimis, aliisque de eorum consensu aut licentiâ conferri debere.

Cùm enim parochus intrusus schismaticus profectò sit, ejusque schisma evidentissimè constet, ex eo fit ut actio catholici, Baptismi recipiendi causâ intrusum adeuntis, quâcumque ex parte spectetur, vitiosa, mala et prohibita esse deprehendatur. Nam id esset in divinis cum schismaticis communicare in ipso schismatis crimine, quod certè naturâ suâ malum est, proindeque lege omni divinâ et naturali vetitum. Quid enim aliud est schismatis crimen ab intruso parocho admissum, quàm ministerii parochialis usurpatio suo libitu facta, nullâ sui episcopi auctoritate, imò cum illius contemptu et repudiatione conjuncta? Aut quid aliud Catholicus efficit ab intruso Baptismum accipiens, quàm idem cum illo schismatis crimen admittere, cùm alter Baptismum administrando, alter recipiendo neuter absque alterius opera crimen animo conceptum possit patrare? Itaque si Catholicus hâc suâ actione cooperetur in schismate, fieri nequit quin si schismatis crimen ipso facto approbet, intrusumque pro legitimo parocho agnoscat et colat.

Is igitur qui secum animo hæc omnia reputet, facilè intelliget non licere Catholicis ab intruso Baptismum accipere, quamvis ob legitimæ probationis defectum, suorum natalium jure carere, aut gravius quodlibet malum pati cogerentur. Hæc habentur in eâdem instructione antequàm de matrimonio agatur,

trimonii jam contracti declarationem coram civili magistratu faciant, si ob istam Catholici pro acatholicis habeantur; tum quia edicti verba heterodoxos tantùm expressè comprehendunt, tum quia publicâ hominum opinione pro heterodoxis reputantur omnes qui civili magistratui sua matrimonia declarant.

6° Denique idem sanctissimus super hâc re commendavit episcopis regulas traditas à Benedicto XIV, in constitutione *Inter omnigenas*, diei 2 febr. 1744, §§ 8, 9 et 10, tom. 1 Bullarii ejusdem pontificis, et in litteris *Redditæ*, diei 17 sept. 1746, ad P. Simonem à S. Josepho, carmelitam excalceatum, missionarium in Belgio, jam editis in supplemento tom. 3 Bullarii ejusdem pontificis, n. 3, et relatis in ejus opere de Synodo diœcesanâ, lib. 6, cap. 7, num. 5. Itemque regulas commendavit quas jam pridem tradidit Catholicis anglicanis Paulus V in litteris in formâ brevis datis tam 10 kal. octobr. anni 1606 quàm 10 kal. sept. 1607.

Datum Romæ in ædibus Quir., hâc die 26 sept. 1791.

F. X. card. DE ZELADA.

N° VII. *Extractum ex epistolâ nomine Pii VI scriptâ per cardinalem de Zelada,* 28 *maii* 1793, *ad episcopum Lucionensem.*

2. Lucionensis diœcesis fideles abstinere omninò debere à contrahendo matrimonio coram municipalitate, aut coram officiali à municipalitate selecto : cùm enim tum ii qui municipalitatem componunt, tum officialis à municipalitate electus, sint publici functionarii, ut aiunt, juramentum à Conventu nationali præscriptum emiserint necessum est; quapropter tanquàm schismatici, aut ad minùs tanquàm schismatis fautores jure merito reputantur. Ex his autem illud consequens, abstinere omninò fideles debere à contrahendo matrimonio coram municipalitate, seu coram officiali à municipalitate delecto, ne ullâ schismatis contagione polluantur.

3. Curare idcircò fideles debere contrahere matrimonium coram testibus et quidem, quoad fieri possit, catholicis, priusquàm municipalitati se præsentes sistant ut præscriptam à nationali Conventu declarationem faciant. Et quoniam complures ex istis fidelibus non possunt omninò parochum legitimum habere, istorum profectò conjugia contracta coram testibus et sine parochi præsentiâ, si nihil aliud obstet, et valida et licita erunt, ut sæpè sæpiùs declaratum fuit à sacrâ congregatione concilii Tridentini interprete.

4. Nihil tamen impedimento esse quominùs fideles, ut civilibus potiantur effectibus, præscriptam à nationali Conventu declarationem faciant, illud semper præ oculis habentes, nullum ab ipsis tunc contrahi matrimonium, sed actum merè civilem exerceri. Ex ædibus Vaticanis, die 28 maii an. 1793.

F. X. card. DE ZELADA.

N° VIII. *Extractum ex responsis Pii VI, ad episcopum Genevensem, de* 5 *oct.* 1793.

Sequitur secunda dubiorum classis.

Quâ item ratione sese gerere debeant pastores in publicâ Sacramentorum administratione, et christianâ sepulturâ erga laicos :

2. Qui divortiorum legibus freti, impetratâque à magistratu sententiâ, compartem, quasi conjugali vinculo soluti, reliquerunt, sive novas nuptias attentârint, sive non.

R. Ad 2. Eos de quibus agitur adversari doctrinæ Ecclesiæ de matrimoniorum indissolubilitate, adeòque non esse absolvendos, nec ad Sacramenta vel ecclesiasticam sepulturam admittendos, nisi errorem, ut par est, ejurent et ad legitimum redeant consortium, dimissâ aliâ conjuge, quatenùs alias nuptias inire attentârint.

3. Qui irritis planè matrimoniis juncti, in adulterino vel fornicario saltem perseverant consortio.

R. Ad 3. Eos qui irritis planè matrimoniis juncti, in adulterino perseverant consortio, cogendos esse pœnis spiritualibus ut, adulterino consortio derelicto, ad legitimam redeant conjugem. Eos autem qui irritis planè matrimoniis in fornicario perseverant consortio, separandos esse, et, quatenùs impedimentum proveniat ex ecclesiastico jure tantùm, quærendam canonicam dispensationem.

Sequitur tertia dubiorum classis : Quænam scilicet postremò sententia tenenda sit de iis qui, cùm ad parochum aut superiorem legitimum nullatenùs, aut non nisi difficillimè, recurrere possint, vel nullum alium possint adire quàm parochum juramenti aut communionis schismaticæ reum, alii coram extraneo sacerdote celebrârunt, alii coram seculari magistratu.

Utrùm videlicet tanquàm irritæ prorsùs haberi debeant nuptiæ hujusmodi, sicque nubentes ad alia vota transire valeant; aut, si fœdere aliquo vinciantur, utrùm invitari aut compelli debeant ad recipiendam à vero Ecclesiæ ministro sacram matrimonii benedictionem.

R. Ad dubium unicum. Matrimonia contracta coram seculari magistratu, aut coram extraneo sacerdote, cùm contrahentes ad parochum aut superiorem legitimum nullatenùs, aut non nisi difficillimè seu periculosissimè, recurrere possint, esse valida, quoties duo saltem adfuerunt testes, juxta resolutiones sanctæ congregationis concilii in causâ Belgii diei 27 martii 1732, in aliâ diei 30 martii 1669, et juxta resolutionem congregationis S. Officii in causâ provinciæ Malabaricæ diei 8 maii 1669; in quibus adhæsit hæc particularis congregatio in resolutione captâ, die 2 junii præteriti, in responsione ad epistolam Lucionensis episcopi; monendos tamen esse contrahentes ut consulant suæ conscientiæ, eò quòd matrimonia contracta coram schismaticis vel schismati adhærentibus, tametsi in præfatis circumstantiis sint valida, sunt tamen illicita; necnon hortandos esse conjuges ut à parocho legitimo recipiant benedictionem, quatenùs fieri possit citra periculum.

Quoties autem duo saltem testes minimè adfuerint, matrimonia esse invalida, et, quatenùs fieri possit, esse revalidanda; ita tamen ut si obstet aliquod impedimentum juris ecclesiastici, dispensetur ab episcopo, quoties dispensandi facultate polleat ex concessione Apostolicæ Sedis, ad quam recurrendum erit, si de impedimentis agatur in quibus dispensandi facultatem non habeat ex ejusdem Sedis Apostolicæ delegatione.

Matrimonia verò contracta coram seculari magistratu, aut coram extraneo sacerdote, cùm nullum alium possint contrahentes adire quàm parochum juramenti aut communionis schismaticæ reum, pariter valida, quoties duo saltem testes præsentes fuerint, et parochus proprius, sive propter juramentum, sive quâvis aliâ ex causâ schismati adhæserit; monendos tamen et hortandos esse conjuges ut supra.

N° IX. *Extractum ex responsis datis* 22 *aprilis* 1795 *à congregatione pro negotiis Ecclesiæ Gallicanæ specialiter deputatâ, approbante summo Pontifice, ad quæstiones sibi propositas* 8 *martii ejusdem anni.*

Petitur 6° utrùm pro matrimonii celebratione conveniat benedictionem recipere à sacerdote quocumque catholico, dùm talis haberi potest, supposito quòd proprii parochi præsentia nullatenùs, aut non sine periculo obtineri possit.

R. Convenit recipere benedictionem à quocumque sacerdote pro matrimonii celebratione, in memoratis circumstantiis.

Petitur 7° supposito quòd matrimonium celebratum

fuerit absque benedictione sacerdotis, qui tunc haberi non poterat, an conveniat necne ut præfata benedictio postea suppleatur.

R. Ad hanc quæstionem jam olim propositam responsum tunc fuit, *fideles hortandos esse ut, cùm sacerdotis copiam habere possunt, ab eo benedictionem petant, qui tamen illis declarabit hujusmodi benedictionem ad validitatem matrimonii minimè pertinere.*

Octava petitio concernit matrimonia celebrata præsente parocho intruso, dùm præsentia proprii parochi vel alterius sacerdotis de parochi seu ordinarii licentiâ haberi poterat. Petitur an matrimonia illa valida sint, an verò nulla.

R. Talia matrimonia nulla sunt, neque validitas ipsis attribui potest vi notissimæ declarationis Benedicti XIV super matrimoniis Hollandiæ, in quâ declaravit valida esse matrimonia contracta inter partem catholicam et aliam hæreticam, sine præsentiâ parochi, seu non servatâ formâ Tridentini concilii, quandoquidem, sepositis etiam aliis observationibus quibuscumque, certum sit Sedem Apostolicam præfatam declarationem ad Gallias non extendisse; quod tamen necessarium foret ut validitas attribuatur prædictis matrimoniis, celebratis scilicet non servatâ formâ præscriptâ à Tridentino concilio, quoties præsentia proprii parochi aut alterius sacerdotis de parochi seu ordinarii licentiâ haberi poterit.

Quamvis autem nulla sint hæc matrimonia, consultum tamen quàm maximè erit in casibus particularibus recurrere ad Sedem Apostolicam, expositis omnibus facti circumstantiis, quæ tunc modo magis opportuno huic rei providebit.

N° X. *Extractum ex litteris Pii VI ad archiepiscopum electorem Trevirensem, circa potestatem statuendi impedimenta matrimonium dirimentia, in iisque dispensandi, de* 2 *febr.* 1782.

PIUS PP. VI.

Post factum tibi, venerabilis frater, etc.

Auctoritatem sanè constituendi matrimonialia impedimenta penes Ecclesiam esse, dubitari nullo modo à Catholicis potest, cùm id definierit Tridentinum concilium, sess. 24, can. 4: *Si quis dixerit Ecclesiam non potuisse constituere impedimenta matrimonium dirimentia aut in iis constituendis errâsse, anathema sit.* Ex quo catholici doctores, illi etiam qui plurimùm laicæ potestati favent ac tribuunt, minimè dubitârunt agnoscere Ecclesiæ eam auctoritatem à Christo Domino esse datam, ipsâque illam à primis seculis ad hæc usque tempora usam fuisse.

Adduci hìc multa possent antiquissimi hujus usûs monumenta, eorum scilicet temporum quibus abesse longissimè debuit ut eam prærogativam ethnici principes Ecclesiæ concesserint, à quibus illa gravissimas persecutiones sæpissimè toleravit. Proinde anteriora fuêre ejusmodi Ecclesiæ decreta, et quodammodò consequentibus imperatorum constitutionibus normam præbuêre. Atque hìc animadverti præcipuè potest, ipsum affinitatis impedimentum primis illis seculis fuisse ut dirimens per ecclesiasticam legem declaratum, ut habemus ex epist. S. Basilii ad Diodorum, et ex concilii Neocæsariensis can. 2, idque, ut doctus aliquis jurisconsultus in Notis ad concil. Eliberitanum asseruit, antiquo Romanorum jure abrogato. Hinc tantò magis efficitur ab Ecclesiâ proprio jure constituta esse impedimenta, planèque locum eripi cavillationi quâ quidam Tridentinæ synodi definitionem eludere contendunt, cùm dicunt concilium non definivisse utrùm hæc auctoritas ex Christi institutione, an ex principum indulgentiâ tacitâ vel expressâ in Ecclesiam manârit. Quoniam cùm ea apostoli sancirent quæ ad fidelium conjugia pertinerent, eorumque proximi successores certè illam non ex hâc indulgentiâ tenuisse dicendi sunt, sed usi eâdem cùm fuerint, nonnisi à Christo unà cum clavibus ipsam se recepisse judicârunt. Quòd si à Domino non recepissent, profectò in ea sibi tribuenda errâssent ac in legitima principatûs jura invasissent. Id quàm sit absurdum, quisque facilè intelliget.

Notum est etiam quòd can. 3 ejusd. sess. 24 definitum est, posse Ecclesiam constituere ut plures gradus impediant ac dirimant. Cùm ergo nullo unquàm tempore dogma fidei falsum fuisse potuerit aut esse possit, necesse est ut ab Ecclesiæ origine et omni anteacto tempore verum fuerit, et omni consequenti ætate verum futurum sit, Ecclesiam eâ quæ à concilio asseritur potestate pollere. At si tacita saltem principium requireretur ad eam habendam potestatem concessio, sequeretur illud primis Ecclesiæ temporibus, sub principibus nimirùm ethnicis, verum esse non potuisse, neque hoc tempore verum esse posse illis in locis in quibus Christi fideles degunt sub infidelium dominatione; et si ob aliquam, ut vocant, rationem statûs, principes, revocatâ eâ quæ obtenditur indulgentiâ et concessione, abrogare sancita ab Ecclesiâ impedimenta valerent, fieri posset ut verum esse desineret quod à Tridentino definitum est, idque portenti existeret, ut aliquando dicendum foret Ecclesiam non posse, quod Ecclesiam posse Spiritus sanctus œcumenicæ synodi oraculo declaravit.

Igitur ea quam memoras recentium pseudo-politicorum et canonistarum sententia, non solùm est Ecclesiæ injuriosa, sed et ejus constanti sensui traditionique prorsùs adversa. Quod adeò cæsareæ majestati perspectum fuit, ut in ejus edicto nequaquàm, ut inquis, impugnetur ea Ecclesiæ auctoritas, sed mandetur ut episcopi dispensent jure proprio, ipsis scilicet à Christo collato, atque exercito à suis primitivorum temporum prædecessoribus.

At nullum suppetit argumentum, episcopos primo illo ævo eam quam habuisse dicuntur dispensandi facultatem, quoad matrimonium contrahendum, exercuisse. Imò illi ipsi canonistæ, qui adversum Sacræ huic Sedi animum præ se ferunt, nullum hujusmodi dispensationum exemplum invenire atque adducere potuerunt ante Innoc. III, qui pro Othone IV impedimentum in quarto consanguinitatis gradu relaxavit, eâ tamen lege ut duo amplissima monasteria Otho fundaret, omneque per imperium largis eleemosynis et ferventibus orationibus illud ecclesiasticæ disciplinæ vulnus compensaret. Quapropter et primùm ab Apostolicâ Sede exerceri ea dispensationum potestas cœpit, et hìc usus penes illam solam perseveravit, atque ad eamdem solam pertinuit, prout totius Ecclesiæ consensu fuit agnitum: nam alios episcopos nunquàm eam sibi facultatem assumpsisse constat, ne in remotioribus quidem gradibus, nisi cùm Sanctæ Sedis expresso vel præsumpto privilegio tueri se posse confiderent. At antiquius etiam habemus, quod illi ipsi doctores non satis animadverterunt, ac maximè illustre hujusce penes apostolicam cathedram auctoritatis monumentum in dispensatione à S. Gregorio Magno in aliquibus gradibus pro Anglis christianam fidem tunc suscipientibus concessâ, quod ex ejusdem pontificis verbis edocemur in Registro, lib. 14, epist. 17, ad Felicem, Messanensem episcopum, edit. Paris, 1705: *Incestuosos verò nullo conjugii nomine deputandos à sanctis Patribus dudum statutum esse legimus. Ideò nolumus in hâc re à vobis, sive à cæteris fidelibus reprehendi, quia quod in his in supra enuntiatâ dispensatione Anglorum genti* indulsimus, *non formam dando, sed considerando, ne christianitatis bonum, quod cœperant, imperfectum dimitterent, egimus.*

Quibus ex verbis consequitur,

1° S. Gregorium agnovisse impedimentum consanguinitatis ut dirimens non à seculari, sed ab ecclesiasticâ potestate constitutum;

2° Tantùm abesse ut episcopi eam auctoritatem ejusque in dispensando usum habuerint, ut ipse Pontifex nolle se reprehendi scriberet, quòd ad eam dis-

pensationem pro christianitatis bono devenisset ;

3° Minimè de hâc suâ potestate dubitâsse, *Indulsimus;*

4° Demùm in cæteris christiani orbis partibus firmam pristinæ disciplinæ vim remansisse.

Itaque, etiamsi episcopalis auctoritas, ut nonnulli doctores contendunt, ab ipso *immediatè* Deo procederet, certum tamen constansque esse debet, illam auctoritatem non extendi ad faciendas jure proprio in generalibus Ecclesiæ legibus dispensationes, sine expressâ vel tacitâ saltem concessione superioris à quâ sancitæ illæ sunt potestatis. Fidei enim dogma est, episcoporum auctoritatem, vel si à Christo immediatè emanârit, subjectam tamen esse Romani Pontificis auctoritati ; quo fit ut subesse debeant Apostolicæ Sedis statutis et venerabilibus canonum decretis, in quæ si quis commiserit, veniam sibi deinceps noverit denegari. Neque minùs certum idcircò est, eamdem episcoporum auctoritatem ab illâ superiore ordinis hierarchici potestate intra quosdam limites circa usum et exercitium restringi et contineri posse.

Omninò igitur sustineri neutrum potest, vel Ecclesiam jure proprio non habere potestatem constituendi impedimenta dirimentia, vel episcopum quemlibet posse impositum à catholicâ Ecclesiâ legis vinculum dissolvere, etc.

N° XI. *Rescriptum Pii VI ad cardinalem de Franckenberg, archiepiscopum Mechliniensem circa matrimonia mixta in Belgio, de* 13 *julii* 1782.

Domine cardinalis noster colendissime.

Exequendo nunc id quod tibi promiseramus per nuperam nostram epistolam, in quâ reservavimus nobis sensa nostra depromere tam super tolerantiâ matrimoniorum mixtorum quàm super parochorum Belgii Austriaci in eorumdem celebratione assistentiâ, præscriptis à supremo dictæ regionis gubernio per mandata encyclica 21 maii currentis anni signata, ante omnia quidem manifestare tibi debemus quantam hæc pastoralis tui zeli uti et confratrum tuorum episcoporum nova argumenta, necnon constans eorum in adhærendo regulis doctrinæ ecclesiæ studium nobis afferant ædificationem, et quantùm quoque premant animum nostrum iteratæ quibus ipsos cernimus involutos angustiæ; attamen non ideò recedendum nobis est ab uniformi prædecessorum nostrorum sententiâ et ab ecclesiasticâ disciplinâ, quæ non probant matrimonia inter partes utrinque hæreticas; vel inter catholicam unam et hæreticam alteram, idque multò minùs casu quo dispensatione in aliquo gradu opus sit. Materia hæc satis est obvia, et præter præscriptiones quamplurimas quæ habentur omninò uniformes contra hæc sacrilega matrimonia, invenitur specialis prohibitio facta anno 1710 per pontificem Clementem XI, uni ex prædecessoribus tuis archiepiscopo Mechliniensi ; relata à Benedicto XIV in epistolâ suâ de 29 junii 1748 ad primatem, archiepiscopos et episcopos Poloniæ directa, quæ facit constitutionem 51 tom. 2 sui Bullarii editionis Romanæ : dicit ille ibidem de prælaudato Clemente XI : « Mandavit inhiberi per litteras archiepiscopo Mechliniensi ne ullas omninò licentias aut dispensationes impertiretur pro matrimoniis inter contrahentem catholicum et alterum hæreticum celebrandis, nisi abjuratio hæresis reipsà præcessit. Theologos autem qui contra hujusmodi praxim opinati fuerant acriter admonendos decrevit. »

Ab hoc systemate, quod fundatur in periculo perversionis partis catholicæ, specialiter si ipsa mulier sit hæretica, quemadmodùm ad exempla è sacris litteris petita de inobedientiâ Adami per Evæ incitamenta, de idololatriâ Salomonis per mulierum suarum artificia ; de perversitate Achabi ex suasionibus uxoris suæ Jesabel, doctè animadvertit card. Bellarminus, epistolâ inter familiares suas 35, ubi ait : « Ea siquidem est natura feminarum, ut multò faciliùs sit ut ipsæ viros pertrahant ad errorem quàm ut viri eas perducant ad veritatem, » et propterea ab hoc systemate, inquam, nescimus nos recedere, quoniam non debemus : quamvis tamen nequaquàm velimus tibi et coepiscopis tuis vel in minimo adaugere angustias, neque criticas istas sequelas, quas credunt meritò à se timeri, supra illa attrahere ; et ideò, quantùm ad id quod punctum spectat simplicis permissionis seu veniæ dandæ, dicemus idem quod in responsoriis suis de 12 septembris 1750 episcopo Wratislaviensi dixit prænominatus Benedictus XIV, scilicet, « non posse se positivo actu approbare ut dispensationes concedantur inter hæreticos, vel ipsos inter et Catholicos : sed tamen se posse hoc dissimulare ; additque : Scientia hæc nostra et tolerantia sufficere debet ad tuam assecurandam conscientiam, quandoquidem in materiâ de quâ agitur, non occurrat oppositio cum jure divino aut naturali, sed tantummodò cum jure ecclesiastico. Quod autem nunc facimus attestamur tibi ad pedes Crucifixi, id unicè nos facere ut sanctæ religioni nostræ majora damna evitentur : ac demùm concludendo monet, eum teneri omni modo allaborare, ne malum hoc dilatetur. » Nos autem his omnibus hoc adjungimus quod et ipsa congregatio concilii, conformiter ad judicium præfati pontificis Benedicti, præscripsit in instructione datâ super matrimoniis mixtis quæ in Hollandiâ contrahuntur, in quâ incitantur et seriò monentur episcopi, vicarii apostolici, parochi, missionarii, omnesque Ecclesiæ ministri « ut Catholicos utriusque sexûs ab hujusmodi nuptiis, in propriarum animarum perniciem ineundis, quantùm possunt, absterreant, easdemque nuptias omni meliori modo intervertere, atque efficaciter impedire satagant, » prout legitur in dictâ instructione quæ reperitur post constitutionem 33, tom. 12 supra citati Bullarii Benedictini : tali porrò admonitioni neque se opponit, neque potuit habuisse in animo se unquàm opponere cæsarea majestas per ordinationem emanatam ; utpote quæ in publicis declarationibus expressè asseruit se desiderare « manu tenere religionem catholicam, quæ sola est quæ possit hominem beatum efficere, cujusque augmentum ac propagatio officium sunt quod præ reliquis magis cordi est majestati suæ, et cura ejus maximè urgens. »

Ex verbis epistolæ Benedicti XIV supra relatis intellexeris certè sermonem esse de dispensationibus quæ locum habent non minùs dùm agitur de matrimoniis simplicibus inter partem catholicam et hæreticam, quàm de gradibus parentelæ in quibus sibi invicem conjuncti forent contrahentes. Et reipsà casus ille de quo Pontifex, anno 1750, interloquebatur eum episcopo Wratislaviensi, concernebat dispensationes in gradibus, circa quas mentem suam, prout retulimus, exposuit in terminis meræ tolerantiæ ex iis quæ prævidè sibi nota erant consequentis. Sed hoc ipsum est quod nos facere non possumus, quoniam in hypothesi tunc existente praxis dispensandi in gradibus pro matrimoniis mixtis inveterata erat in isto loco : hìc autem agitur de introductione omninò novâ, cui se opponit regula in aliis casibus magis recentibus per prædecessores nostros et per nos ipsos adoptata ; scilicet, cùm dispensatio gratia sit, reservatur hæc fidelibus sub Ecclesiæ obedientiâ viventibus ; unde ad hæreticos non debet extendi, qui non agnoscendo ejusdem auctoritatem, per hoc se reddunt similis indulgentiæ indignos ; vel ad summum poterit dispensatio in gradibus ab episcopis concedi in aliquo particulari casu qui non sit strictior illis qui in formulâ comprehenduntur, et in quo concurrat causa urgens et publica, non autem privatum aliquod commodum vel effrenis animi contrahentium impetus. Speramus quoque aliunde futurum ut episcopi vestrates, quantùm ad ista impedimenta parentelæ, tranquilli possint vivere, propter aversionem

quam C. sua majestas à dispensatione in gradibus se habere declaravit.

Transeundo nunc ad aliud punctum de imperatâ parochorum assistentiâ in matrimoniis mixtis, dicimus quòd si, præmissâ supra nominatâ admonitione ad avocandam partem catholicam ab illicito matrimonio, ipsa nihilominùs in voluntate illud contrahendi persistat, et matrimonium infallibiliter secuturum prævideatur, poterit tunc parochus catholicus materialem suam exhibere præsentiam, sic tamen ut sequentes observare teneatur sequelas :

Primò, ut non assistat tali matrimonio in loco sacro, nec aliquâ veste ritum sacrum præferente indutus, neque recitabit super contrahentes preces aliquas ecclesiasticas, et nullo modo ipsis benedicet.

Secundò, ut exigat et recipiat à contrahente hæretico declarationem in scriptis, quâ cum juramento præsentibus duobus testibus, qui debebunt et ipsi subscribere, obliget se ad permittendum comparti usum liberum religionis catholicæ, et ad educandum in eâdem omnes liberos nascituros sine ullâ sexûs distinctione, quemadmodùm præscripsit defuncta imperatrix Maria Theresia, articulo 4 decreti sui de 20 februarii 1751, pro matrimoniis quæ in civitate Tergestinâ inter Græcos dissidentes et unitos fortè contingeret contrahi : unde cùm nunc velit sua majestas ut mares omnes in Protestantismo educentur, si pater sit hæreticus, necesse erit ut super deplorandis talis mandati sequelis urgentissimæ fiant supplicationes cæsareæ suæ majestati, ponendo ipsi ob oculos oppositam suprafatam ordinationem augustæ suæ genitricis.

Tertiò, ut et ipse contrahens catholicus declarationem edat à se et duobus testibus subscriptam, in quâ cum juramento promittat, non tantùm se nunquàm apostaturum à religione suâ catholicâ, sed educaturum in ipsâ omnem prolem nasciturum, et procuraturum se efficaciter conversionem alterius contrahentis acatholici.

Quartò, quod attinet proclamationes decreto cæsareo imperatas, quas episcopi apprehendunt actus esse civiles potiùs quàm sacros, respondemus : Cùm præordinatæ illæ sint ad futuram celebrationem matrimonii, et ex consequenti positivam eidem cooperationem contineant, quod utique excedit simplicis tolerantiæ limites, non posse nos ut hæ fiant annuere, et hinc recurrendum iterùm erit ad cæsaream majestatem, quatenùs in istâ saltem parte eximere dignetur parochos à dictis proclamationibus, et specialiter in loco sacro faciendis.

Omnes hæ regulæ de quibus hactenùs scripsimus desumptæ sunt ex instructionibus per prædecessores nostros in parili casu datis, à quibus eò minùs possumus declinare, quòd agatur de matrimoniis istis introducendis in regiones in quibus populus totus catholicus est, aut saltem pars ejus longè maxima, idque directè in oppositum detestationis illius universalis quæ existit adversùs ejus generis nuptias in vicinâ Hollandiæ republicâ.

Superest nunc de uno adhuc puncto loquendum, super quo, licèt non simus expressè interrogati, silentio tamen illud prætereundum non credimus, utpote quod in praxi nimis frequenter possit accidere, hoc scilicet : an contrahens catholicus postea volens Sacramentorum particeps fieri, ad ea debeat admitti. Ad quod dicimus, dùm idem ille demonstrabit pœnitere se peccaminosæ suæ conjunctionis, poterit hoc ipsi concedi, modò ante confessionem sincerè declaret procuraturum se conversionem conjugis hæreticæ, renovare se promissionem de educandâ prole in religione orthodoxâ, et reparaturum se scandalum aliis fidelibus datum. Si tales conditiones concurrant, non repugnamus nos quominùs pars catholica Sacramentorum fiat particeps.

Existimamus nunc abundè nos satisfecisse tuis ac reliquorum episcoporum convicinorum tuorum ædificanti sollicitudini, quapropter sermonem contrahendo finem imponimus, sincero te corde amplectentes, tibique ac reliquis prælatis, necnon gregi curæ cujusque commisso apostolicam impartientes benedictionem.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, 13 julii 1782, pontificatûs nostri anno 8.

Superscriptio erat.

Domino cardinali archiepiscopo Mechliniensi.

N° XII. *Extractum ex constitutione Pii VI, de* 28 *aug.* 1794, *quæ incipit* : Auctorem fidei, etc., *circa sponsalia et matrimonium.*

Integrè repetitur supra, cap. 22, n. 16.

N° XIII. *Litteræ Pii VI ad episcopum Motulensem, de* 16 *sept.* 1788, *circa nullitatem sententiæ per dictum episcopum datæ in causâ matrimoniali.*

PIUS PP. VI.

Ven. frater, salutem, etc. Deessemus nos equidem nostro quo fungimur in Ecclesiâ Dei apostolico muneri, si hoc tempore tacendum nobis esse duceremus, cùm non sine animi nostri admiratione quamdam sententiam legimus, quam tu, tanquàm delegatus regiis litteris ex die 16 maii præteriti, pronuntiâsti non. julii in gradu appellationis, quamque ab rege delegante die 9 augusti approbatam biduo post typis edidisti, atque evulgâsti in causâ nullitatis matrimonii, *quæ agitur inter Dominicum Martium Carafa ducem Magdaloni, ac defensorem validitatis matrimonii ex parte unâ, et Mariam Josepham de Cardenas ex parte alterâ* ; in quâ quidem sententiâ tu, audito suffragio consultorum ad eamdem causam regiis litteris ex die 10 maii delegatorum, declarare ac definire non dubitâsti *nullum fuisse et esse matrimonium à nominatis conjugibus contractum die* 16 *octobris* 1774, et per consequens exequendam esse sententiam per archiepiscopalem curiam Neapolitanam latam die 4 decembris 1784.

Accipe nunc, ven. frater, paternam illius vocem qui, ut probè nôsti, cùm miseratione divinâ in cathedrâ Petri sedeat, jus habet supremâ Christi ipsius auctoritate sibi collatum docendi et confirmandi ; ita enim comparati animo sumus, ut et amanter tecum agere, teque benignè commonefacere velimus, quò errorem inspicias *in quem es miserè prolapsus*, atque illum quamprimùm corrigere in animum inducas. Tua itaque isthæc sententia hoc nomine indigna prorsùs est, utpote quæ multis de causis irrita est atque inanis, et actum præ se fert scandali plenum, ecclesiasticæ jurisdictioni injuriosum, et à nemine forsan antehàc tentatum unquàm aut excogitatum.

Dogma etenim fidei est, ut matrimonium, quod ante adventum Christi nihil aliud erat nisi indissolubilis quidam contractus, illud post Christi adventum evaserit *unum ex septem legis evangelicæ Sacramentis à Christo Domino institutum*, quemadmodùm adversùs hæreticos et impios homines seculi insanientes sacrum concilium Tridentinum sub anathematis pœnâ definivit. Hinc fit ut ad *solam* Ecclesiam, cui tota de Sacramentis est cura concredita, jus omne ac potestas pertineat suam assignandi formam huic contractui, ad sublimiorem Sacramenti dignitatem evecto, ac proindè de matrimoniorum validitate aut invaliditate judicium ferre ; quod tam planum est atque perspicuum, ut sancta et universalis synodus cupiens *occurrere temeritati* eorum qui *scripto et verbo* asseruerunt, ut etiam nunc multi asserunt, *ab Ecclesiæ catholicæ sensu et ab apostolorum temporibus probatâ consuetudine aliena*, peculiarem alium canonem addendum sibi esse duxit quo universùm declararet atque sanciret ut, *si quis dixerit causas matrimoniales non spectare ad judices ecclesiasticos*, anathema sit.

Ignotum nobis non est quosdam adesse qui secularium principum auctoritati plus nimio tribuentes, et

verba hujus canonis captiosè interpretantes, illud defendendum susceperunt; ut, quoniam Tridentini Patres hâc dicendi formulâ usi non fuerint : Ad *solos judices ecclesiasticos*, aut : *omnes causas matrimoniales*, potestatem reliquerint judicibus laicis cognoscendi saltem causas matrimoniales quæ sunt *meri facti*. Sed scimus etiam hanc captiunculam et fallax hoc cavillandi genus omni fundamento destitui. Verba enim canonis ita *generalia* sunt, *omnes ut causas* comprehendant et complectantur. Spiritus verò sive *ratio* legis adeò latè patet, ut nullum exceptioni aut limitationi locum relinquant : si enim hæ causæ non aliâ ratione pertinent ad unum Ecclesiæ judicium, nisi quia contractus matrimonialis est verè et propriè *unum* ex *septem* legis evangelicæ *Sacramentis*, sicut hæc Sacramenti ratio communis est *omnibus* causis matrimonialibus, ita *omnes* hæ causæ spectare *unicè* debent ad judices ecclesiasticos, cùm eadem sit ratio in omnibus, ut concors est canonistarum sententia, ne iis quidem exceptis quos minimè favere Ecclesiæ juribus satis superque eorum scripta demonstrant. Etenim, ut verbis utamur Van-Espenii (Jus eccles., part. 3, tit. 2, cap. 1, num. 4, et num. 11 et 12), *unanimi consensu* receptum est causas Sacramentorum esse « merè ecclesiasticas, easque, quantùm ad substantiam eorum, ad judicem ecclesiasticum *privativè* spectare, nihilque circa eorum *validitatem* vel *invaliditatem* judicem secularem posse decernere ; eòquòd hæ ex naturâ suâ sunt merè spirituales. Et sanè si quæstio vertatur de validitate ipsius matrimonii, *solus* judex ecclesiasticus est competens, ipseque solus de hâc quæstione cognoscere potest. »

Ad quæstiones autem *meri facti* quod spectat, animadvertendum est regium ipsum consilium Neapolitanum in decis. 219, apud Matthæum, de afflictis respondisse unicum esse casum in quo judex laicus possit de quæstionibus politicis et merè temporalibus quæ connexionem habeant cum matrimonio judicium ferre, cùm quæritur nempe : *an sit matrimonium contractum*. « Etenim si dubitaretur (ut pergit decisio) an ibi sit *aliquod impedimentum*, vel an sit *validum matrimonium*, vel aliter dubitetur in *jure* an sit matrimonium, tunc nec *incidenter* nec *principaliter* judex laicus potest cognoscere. » Nec dissimili ratione loquuntur alii Neapolitani scriptores, quos inter peculiarem locum obtinet episcopus Gagliardi, interpres canonum in regiâ Neapolis Universitate. (Instit. jur. canon., tom. 3, lib. 3, tit. 7, num. 1.)

Jam verò in causâ de quâ agitur nunquàm in disceptationem venit *materialis*, ut ita dicamus, existentia vel inexistentia matrimonii. Nullâ enim ex parte orta est unquàm facti dubitatio, cùm planè constiterit collitigantes juxta *ritum Ecclesiæ* matrimonii contractum inisse die 16 octobris 1774 : tota itaque controversia agitata primùm in curiâ archiepiscopali, et deinde coram te, in hâc unicè versata est, *an in eo matrimonio fuerit aliquod impedimentum, vel an idem matrimonium fuerit validum*, cùm quæstio omnis spectaverit viri *potentiam* aut *impotentiam*, ad hoc ut sive de *validitate* sive de *invaliditate* matrimonii constaret. Et re quidem verâ non alio modo incœpta est et absoluta causa hujusmodi coram curiâ archiepiscopali, quàm tanquàm *causa nullitatis matrimonii;* nihil aliud commissum tibi à rege fuit quàm ut super causâ *nullitatis matrimonii* pronuntiares : non aliud denique suâ sententiâ definivit ac declaravit, nisi *fuisse et esse nullum matrimonium*, ita ut ubi rex tuam sententiam probavit, non aliud probaverit, nisi sententiam editam in causâ « della nullitate del matrimonio » juxta omnes leges et juxta responsionem ipsius regii Neapolitani consilii ad solam spectare auctoritatem Ecclesiæ.

Hinc admirari satis non possumus quòd eâdem *meri facti* cavillatione detorqueatur concordatum anni 1741, ac si sub illis verbis « spetteranno alli *soli* giudici ecclesiastici *privativamente* le cause ecclesiastiche sopra la *validità*, o *invalidità*, si del matrimonio, come del sponsali » causa hæc minimè comprehendatur, eò quòd quæratur de *existentiâ* seu de *mero facto*, scilicet de potentiâ vel impotentiâ *ducis Magdaloni;* vidimus enim modò, judicium *meri facti* laicis permissum coerceri ad unicum casum in quo quæstio sit *an matrimonium fuerit contractum*. Atque illud etiam vidimus, in hoc judicio *nunquàm* in disceptationem venisse materialem existentiam aut inexistentiam matrimonii, sed unam tantummodò ipsius *validitatem*. Quæ quidem etsi talis sit ut dependeat *à facto* potentiæ aut impotentiæ alterius conjugis, ex hoc tamen facto *unum* proficiscitur ac profluit ex *canonicis impedimentis dirimentibus*, quod influit in *invaliditatem* ipsam matrimonii; ita ut, si *litteram* ipsam concordati spectemus, nequeat hæc controversia cognosci ac definiri ab alio quàm à solis judicibus ecclesiasticis.

Hæc autem doctrina, quæ consentanea est juri communi et *dogmaticæ Tridentinæ sanctioni*, ipsis etiam laicis tribunalibus regni Neapolitani probata est, quæ scimus tam *ante* quàm *post* concordatum sese ab hujusmodi causis dijudicandis abstinuisse, easque ad *judices ecclesiasticos* remisisse; tametsi ibidem non ageretur de *fœdere matrimonii* inter ipsosmet conjuges, veluti in hâc causâ agebatur, sed de validitate res esset matrimonii *ad effectum successionis et legitimitatis* prolis, quæ ad dictam successionem inhiabat, ut aliis missis exemplis videre est in decisione cui titulus : *Cajetana matrimonii*, editâ die 12 junii 1699, *coram Caprarâ*. Ortâ enim tunc quæstione super validitate matrimonii marchionis Camilli de Petio et Theresiæ Parascandolæ ad hoc ut constaret de legitimitate Lucæ Antonii ex illo matrimonio suscepti, *regium consilium*, coram quo cœptum est judicium *de successione intestatæ hereditatis* marchionis, remisit *ad tribunal ecclesiasticum causam nullitatis seu inexistentiæ matrimonii juxta antiquam consuetudinem regni*, cujus est testis locupletissimus Regens à Ponte (de Potest. proreg., in Rubr., tit. 6, num. 50), quæque *nostris* etiam viget *temporibus;* ut indubiam fidem facit episcopus Gagliardi, regius canonista, loc. cit.

Porrò auctoritas Ecclesiæ in hisce causis est talis ac tanta, ut non aliter possit super iis ferri sententia quàm eo ipso servato *judiciorum ordine* qui ab *ecclesiâ* fuit præfinitus, habitâ nimirùm ratione *ecclesiasticæ hierarchiæ*, *divinâ*, non *humanâ*, *ordinatione institutæ*, et juxta *eas leges* quæ præscriptæ sunt ab eâdem *Ecclesiâ;* ita ut quoties principes seculi leges condiderunt quæ has causas spectarent, hoc ipsum præstiterint, uti *meri executores* et defensores legum ecclesiasticarum, sacras per *omnia sequentes regulas*, declarando nolle se suis sanctionibus complecti ac comprehendere id quod respicit « *rationem Sacramenti*, seu *substantiam contractûs* qui materia Sacramenti proxima est, seu effectus ecclesiasticos » ut Ludovici XIII Galliarum regis nomine respondisse *clero Gallicano* commissarios ab ejus majestate deputatos, refert Natalis ab Alexandro. (Theolog. dogmat. moral., tract. de Sacram. Matrim., lib. 2, cap. 2, art. 3, propos. 1.)

Jam verò hisce explicatis, si tu, ven. frater, in causâ *nullitatis* matrimonii delegatus in judicem appellationis à *laicâ* potestate, non modò delegationi hujusmodi non obstitisti, quemadmodùm laici ipsi magistratus sæpè aliis præstiterunt, sed eam ultrò libenterque suscepisti, si rursùs uti *regius delegatus* sententiam tulisti; si denique eò etiam es progressus ut declararet leges Ecclesiæ et Pontificum Romanorum vim habituras fuisse nullam, nisi « postquàm is Codex (Gregorianus scilicet) in universas catholici orbis provincias pervagatus fuerit, civilis auctoritas adjuncta est, tacitâ tantùm consensione *summarum potestatum*, *quarum erat leges de* nuptiis dicere » jam manifestè patet vulnus abs te auctoritati Ecclesiæ inflictum; et nullitas actorum adeò clara est, ut incurrat in oculos. Indubitati namque juris est, *delegatum judicem* habere auctoritatem non posse *delegantis* auctoritate majorem : quemadmodùm verò ina-

nis atque irrita fuisset sententia quam laicus judex delegans pronuntiàsset, utpote qui omni caret spirituali jurisdictione, ità *æquè irrita et inanis* sit oportet sententia quoque judicis delegati, cùm nemo transferre in alium possit majorem quàm ipse habeat potestatem.

Neque hæc minùs vera sunt quoad te, eò quòd *ecclesiasticâ* dignitate præfulgeas; ea enim auget potiùs, non minuit culpam, et efficere nullo modo potest ut actus per te gesti non sint inanes atque irriti; in judiciis enim non dignitas spectatur judicis delegati, sed *fons* et *origo* à quâ manat jurisdictio, ita ut cùm ipse ad judicandum accesseris tanquàm delegatus à rege, perinde res sit ac si tua sententia non à te, sed à seculari potestate profluxerit.

Quinimò ex tuâ istâ ecclesiasticâ dignitate, si rectè res perpendatur, *novum caput* eruitur *nullitatis*, novumque proficiscitur *injuriæ* genus quam intulisti non jurisdictioni modò *Neapolitani*, *archiepiscopi*, judicis primæ instantiæ, sed juribus etiam *S. Sedis*. Causæ enim matrimoniales spectant quidem ad judices ecclesiasticos, sed ad judices ecclesiasticos *competentes*, juxta institutum sacrorum canonum, proprio ecclesiasticæ hierarchiæ ordini accommodatum. Porrò si tu *gradu major* extitisses archiepiscopo Neapolitano, ita ut illius sedes juxta ecclesiasticam constitutionem tuæ sedi subesset, tunc regia de quâ loquimur delegatio, directa in ecclesiasticum virum, judicem per se idoneum et *competentem*, in eam partem explicari atque accipi facilè potuisset, ut ordini ab Ecclesiâ præstituto obsequeretur, et tu non tanquàm delegatus, sed tanquàm legitimus judex ulterioris instantiæ sententiam ferre potuisses.

Sed tu episcopus ecclesiæ Motulensis cùm sis, cùmque *gradu* et *dignitate* tibi antecellat Neapolitanus archiepiscopus, qui neminem superiorem agnoscit, *uno* excepto *Romano Pontifice*, jam vides liberari à labe *injuriosæ* nullitatis non posse nec regis delegationem, nec sententiam à te latam : auditum enim est nunquàm appellationem quæ semper ad *judicem superiorem* devolvitur, ad inferiorem deferri, et causam appellationis ab judice inferiore cognosci sine delegatione ejus superioris judicis cui delata est appellatio.

Quòd si *operâ secularium principum* ID MONSTRI GENUS *accidit aliquandò*, jura sua et archiepiscoporum vindicare non destitit S. Sedes, veluti allatis exemplis docet *Petrus de Marca* luculentissimè (de Concord. sacerd. et imper., lib. 1, cap. 11, num. 3, et lib. 7, cap. 19, num. 5).

Nec refert quòd tu in hâc causâ definiendâ enm servaveris ordinem qui sive à Cœlestino III, in cap. *Laudabilem*, 5, sive ab Honorio III, in cap. *Litteræ vestræ*, 7, de Frigid. et Malefic., sive demùm à Benedicto XIV præscribitur in suâ constitutione, quæ incipit: *Dei miseratione;* cùm enim tibi defuerit *jurisdictio*, quæ omnium judiciorum basis est ac fundamentum, illud jam sequitur, irritam inanemque fuisse sententiam, quamvis ea lata fuerit, audito defensore matrimonii, et aliis servatis quæ extrinsecam judicii formam respiciunt. Ad matrimonii autem defensorem quod attinet, miramur sanè illum coram judice *illegitimo* stetisse, se suasque defensiones parâsse, cùm ignorare illum minimè deceat quæ ipsius partes esse debeant in tam gravi munere obeundo. Hæc porrò sunt quæ Benedictus XIV de ipso habet in eâ quam ter appellas constitutione. « Ad officium defensoris matrimoniorum spectabit in judicium venire, quoties contigerit matrimoniales causas super validitate vel nullitate *coram legitimo judice* disceptari, » ut nempe intelligeret ubi judex *illegitimus* foret, aditum sibi ad judicium patere nullum.

His quæ hactenùs diximus de turbato judiciorum ordine, deque injuriâ illatâ jurisdictioni ecclesiasticæ, maximum illud accedit discrimen cui conjuges objecisti; hi enim tuâ decepti sententiâ sibi persuadere possent disruptum ac dissolutum esse sacrum matrimonii vinculum quod durat adhuc, et tamdiù durabit quamdiù ad ejus nexum dissolvendum auctoritas legitima non accesserit. Quanta et quàm multa incommoda et detrimenta forent inde obventura, si quis ex conjugibus incautè tuam sententiam secutus ad secunda vota transiret! nonne novum hoc matrimonium illicita esset conjunctio fœdaque continui adulterii occasio, ad quam dirimendam opus esset ut Ecclesiæ præcepto novi conjuges sese ab omni contubernio separarent, donec per secundam legitimam sententiam de primi matrimonii nullitate non constitisset? nonne conjux binubus obnoxius esset omnibus pœnis contra *polygamos* inflictis à sacris canonibus, et à Constitutionibus apostolicis, et à Benedicto XIV in præfatâ constitutione innovatis? Nonne proles quæ ex hisce susciperetur nuptiis *illegitima* esset, quemadmodùm in generali concilio Lateranensi IV definitum est? Nonne hæc aliaque damna gravissima *per te unum* in conjugum familias, in Ecclesiam, in rempublicam redundarent?

Nos certè his malis, quantùm in Domino possumus, occurrimus. Datis enim *in formâ brevis* litteris ad dilect. in Christo filiam nobilem mulierem *Mariam Josepham de Cardenas*, eam monuimus quid facto opus sit in re tam gravis momenti, speramusque Dei O. M. benignitate futurum ut nostræ curæ hortationesque in irritum non sint cessuræ. Non inde tamen tuus excusatur error; per te enim non stetit quominùs omnia hæc mala evenirent.

Illud quoque accedit incommodi, quòd facto isto tuo errorem comprobàsti laicæ potestatis, quæ quidem res timenda à nemine minùs quàm abs te fuerat. Te enim, qui honore gaudes esse è *consiliis regiis*, uti in fronte legitur tuæ sententiæ, cùm nuntius tibi allatus est regiæ delegationis, quàm maximè decebat ut responderes « *publicorum* tibi munium jus concessum esse, *non sacrorum* » quemadmodùm S. Ambrosius ad Valentinianum respondit; id enim à te, et notissima religio regis, et suorum ministrorum integritas postulabat. Verùm ipse non solùm delegationi ultrò libenterque assensum præbuisti tuum, non solùm illam probàsti ac cumulàsti laudibus, sed tanquàm regius delegatus ausus es solvere Sacramenti vinculum, et id gloriæ dixisti tuæ, ut in causis nullitatis matrimonii tribueres laicis potestatibus auctoritatem *leges dicendi de nuptiis*, auctoritatem, inquam, quam seculi ipsæ potestates sibi arrogârunt nunquàm : HOC ENIM JUS, QUA LATÈ PATET ORBIS CATHOLICUS, IN SOLA ECCLESIA RESIDET UNIVERSUM. Quæ cùm ita sint, qui rationem facti et consilii tui defendat arbitramur esse neminem : si enim culpa est non in eo duntaxat qui commisit, sed et in eo qui potuit et debuit prohibere, aut saltem arguere (nam etiam qui silet, favet, inquit Cœlestinus ad episcopos Galliæ), quid laudàsse, quid etiam operam dedisse?

Quæ quidem si quemlibet virum catholicum dedecuissent, quid dicendum erit de episcopo, quem pastoralis dignitas participem facit depositi fidei atque doctrinæ, quemque vis ac religio præstiti juramenti cogit impellitque ad sarta tecta tuenda jura omnia Ecclesiæ et Sanctæ Sedis, maximè super Sacramentis? Profectò, si sola oratio consulis perniciosa potest labefactare rempublicam; quid Ecclesiam perniciosa vox et oratio episcopi?

Eò vel magis quia tu regiæ aulæ addictus cùm sis, ignorare profectò non poteras officia semel iterùmque à nobis adhibita, ut similis delegatio revocaretur, quam rex in hâc ipsâ causâ fecerat 8 kal. jan. 1784 in archiepiscopum Tarsensem, capellanum majorem.

Ignorare non poteras obtulisse nos regi delegationem, quæ caderet in alium præsulem regni, qui regi esset acceptus. Ignorare item non poteras officia hæc nostra tanti æstimata à rege fuisse, ut pro suâ religione jubendum duxerit pridiè idus septembris anni 1786, hujusmodi ut causæ cursus interciperetur. Sed tu nostrum omne officiorum et curarum genus evertisti funditùs, simul ac novam delegationem acceptàsti,

teque iis socium addidisti qui veræ pacis inimici, ac dissensionis spiritu afflati eamdem delegationem ab rege religiosissimo extorquendam curârunt.

Sed jam tempus est ut *pœnas* tibi indigitemus quæ in his casibus à sacris canonibus infliguntur. Audisti jam canonem *Tridentini concilii* quo illi omnes *anathemati* subjiciuntur qui causas matrimoniales *negant* pertinere ad Ecclesiam et ad ecclesiasticos judices; quo quidem canone certum est, non eos modò comprehendi qui docent esse *summarum potestatum* hujus seculi *leges de nuptiis dicere*, sed eos quoque qui factis hoc ipsum confirmant, quique auctoritatem nanciscuntur à laicâ potestate, et qui causas nullitatis matrimonii tanquàm regii delegati definiunt. Concilio autem Tridentino præivit Honorius III in cap. *Noverit*, 49, de Sent. excom.; ibi enim huic eidem pœnæ eos damnat *qui amplexi fuerint statuta edita à laicâ potestate contra jura et libertatem Ecclesiæ, et qui secundùm ea præsumpserint judicare.*

Bonifacius item VIII, in cap. *Clericis*, de Immun. eccles., in 6, multis deplorat præsentium experimenta temporum « dùm (laici) suis finibus non contenti, nituntur in vetitum; ad illicita frena relaxant... moliuntur multifariè *subjicere servituti, suæque* submittere *ditioni* Ecclesiam, ecclesiasticasque personas, et bona; et *(quod dolenter referimus)* nonnulli Ecclesiarum prælati ecclesiasticæque personæ, *trepidantes, ubi trepidandum non est, transitoriam* pacem quærentes, *plus timentes majestatem temporalem offendere quàm æternam*, talibus abusibus non tam temerariè quàm improvidè acquiescunt, Sedis Apostolicæ auctoritate seu licentiâ non obtentâ. » Cùm autem in hunc modum miseram suorum temporum conditionem deplorâsset Pontifex iste, prælatis et personis ecclesiasticis supra dictis *sub depositionis pœnâ* districtè mandavit ut talibus « absque expressâ licentiâ dictæ Sedis nullatenùs acquiescant » et, quatenùs acquieverint, in *excommunicationis* sententiam incidant *ipso facto :* quæ si sibi vindicant locum, ubi episcopi consentiunt subjici laicæ potestati *jura* et *bona* Ecclesiæ, multò magis habere locum debent, ubi aliquis inveniatur qui laudet probetque ut *laicorum ditioni* subjiciantur *Sacramenta.*

Quid de antiquis illis canonibus dicendum synodorum Romanæ, Antiochenæ et Carthaginensis, qui noti sunt omnibus, et ab ipsis jureconsultis Neapolitanis tam sæpè commemorantur? In his porrò coercetur episcoporum auctoritas *intra fines* propriarum diœcesium et super grege eis subjecto, nec cuidam permittitur episcopo ut jus sibi arroget cognoscendi causas ab alio definitas, modò unus episcopus altero superior non sit, sub pœnâ *excommunicationis* et etiam *depositionis?* quæ quidem canonum sanctiones etiam à concilio Tridentino postmodùm confirmatæ, *dubitare non potes quin in te cadant;* qui *inferior* cùm esses antistite Neapolitano judice primæ instantiæ, cùmque in conjuges *alienæ diœcesi* subjectos jurisdictionem haberes omninò nullam, eos tamen ausus es à Sacramenti nexu solvere ac liberare.

Longum sanè esset hoc loco ab Historiâ Ecclesiasticâ petere eorum exempla qui canonicas hasce sanctiones cùm violâssent, pœnas ab illis sancitas subierunt. Ut antiquiora omittamus monumenta, satis erit ut tibi commemoremus *Clementem XI*, prædecessorem nostrum, *anathematis* pœnæ subjecisse *tres judices*, eò quòd, tanquàm *delegati à laicâ potestate Siciliæ* ac *Taurinensi*, non dubitârunt sese ecclesiastico judicio immiscere, unde acta illa evertit, atque rescidit cum omnibus inde secutis, tanquàm inania et nulla, et à non *habentibus potestatem* attentata, ut ipsius chirographa et constitutiones demonstrant, quæ prostant in Bullario Romano. (Edit. Mainardi tom. 19, part. 1, pag. 320, et edit. Luxemburgi tom. 8, pag. 301, 313 et 378.)

Si igitur hæ sunt pœnæ à canonibus præscriptæ, et usu in Ecclesiâ receptæ, reliquum modò est ut *remedia* tibi indicemus quæ benigna mater Ecclesia suppeditat erranti et errati sui veniam petenti. Duo porr' hujusmodi remedia sunt, quorum *alterum* respicit animæ salutem, *alterum* debitam Ecclesiæ satisfactionem. Ad animæ salutem quod attinet, opus est ut absolutionem petas ab hâc Apostolicâ Sede, ut quemadmodùm illam petiit ab Alexandro II S. Thomas Cantuariensis, eò quòd quibusdam consuetudinibus à rege Henrico inductis et ecclesiasticæ auctoritati contrariis subscripserat, et illam petierunt non modò alii fratres tui, inter quos episcopus Calaguritanus ab Urbano VIII, et episcopus Heinen. ab Alexandro VII (Bullar. cit. Mainardi, tom. 6, part. 2, pag. 109, et part. 4, pag. 94); sed ipsa etiam *laica tribunalia* ac magistratus regni Neapolitani, quos inter præ cæteris commemorandus est Franciscus Paschalis, magister campi, et præses regiæ audientiæ Montis Fusculi, qui à pontifice Alexandro VII petiit impetravitque absolutionem à reatu « violatæ immunitatis, et jurisdictionis ecclesiasticæ, tam nomine proprio quàm proregentis curiæ vicariæ Neapolitanæ, et commissarii Campaniæ, aliorumque omnium officialium. (Bullar. idem Mainardi, cit. tom. 6, part. 5, pag. 335.)

Ad Ecclesiæ autem satisfactionem quod pertinet, ut omnis scandali tollatur occasio, utque conjuges ab errore retrahantur, illud necesse est ut *publicè* ac palàm, *sive* edicto *sive* alio modo, declares irritam inanemque sententiam tuam, quemadmodùm Clemens XI faciendum jussit Carolo Mariæ episcopo Vintimiliensi. Is enim fretus mandato Victoris Amedei ducis Sabaudiæ *et Senatûs Niciensis*, cùm vicarium generalem deputâsset cum facultate judicandi absque appellatione de causis ecclesiasticis in oppido Saorgio aliisque locis suæ diœcesis subjectis in temporalibus eîdem duci, in causâ fuit ut pontifex abrogaret atque aboleret deputationem prædictam, *necnon rescripta, mandata, seu decreta à laicâ potestate edita, quæ sacrorum canonum et constitutionum apostolicarum dispositioni adversantur, et libertatem, jurisdictionem, et immunitatem ecclesiasticam manifestè lædunt;* et episcopum ipsum cogeret *sub pœnâ suspensionis ab exercitio pontificalium et interdicti ab ingressu ecclesiæ ut per* publicum edictum *eamdem irritam et invalidam vicarii deputationem, concessamque illi, ut præfertur, facultatem statim et incunctanter omninò revocet.* (Cit. Bullar. Mainardi, tom. 10, part. 1, pag. 219.)

Possemus hìc equidem nostris litteris finem imponere, cùm satis superque sint à nobis exposita ea quæ in tuam agendi rationem in causâ matrimonii diximus convenire. Sed silentio præterire non possumus inductam abs te *novitatem*, dùm solitam inscriptionem omittis quâ passim tui fratres utuntur, sese *Apostolicæ Sedis gratiâ* episcopos appellantes; quæ quidem inscriptio ante ipsas reservationes invecta, et multis ante seculis religiosè adhibita, suum habet fundamentum in primatu Apostolicæ Sedis, et in honore qui successoribus B. Petri debitus est. Sed tu, solitâ formulâ prætermissâ, magis *regis gratiâ episcopus* nuncupari, teque hoc inscribere nomine gloriaris novo, ac prorsùs insueto et minimè ad dignitatem episcopalem accommodato, utpote quæ quoad *ordinem* immediatè est à Deo, et quoad *jurisdictionem* ab Apostolicâ Sede, *exclusis laicis potestatibus*, quibus jus ipsum nominandi et præstandi non competit, nisi accedente privilegio *S. Sedis.* Nolumus sanè nos vim ac indolem persequi hujusce novitatis, quæ per se ipsa loquitur, quæque suspicione non caret, digna profectò ut ab omnibus reprobetur. Hinc te etiam atque etiam in Domino hortamur ut hâc etiam in parte omnem abs te occasionem admirationis ac suspicionis expellas, quemadmodùm facturum speramus : et hâc spe freti Apostolicam benedictionem tibi et gregi tuæ curæ concredito impertimur.

Datum Romæ, etc., die 16 septembris 1788, pontificatûs nostri anno 14.

N° XIV. *Extractum ex litteris Pii VI ad Antonium archiepiscopum Pragensem, de* 11 *julii* 1789, *circa quæstionem, an matrimonium dissolvatur per malitiosam desertionem.*

PIUS PP. VI.

Venerabilis frater, etc., *gravissimam matrimonii casûs quæstionem*, etc.

Referendi ad nos dubitationes tuas causam tibi præbuit casus quem in comitatu Glacensi ditionis regis Borussiæ ad tuam diœcesim pertinente contigisse in hunc modum exposuisti, videlicet : *Vir acatholicus, desertâ uxore catholicâ, plures annos sic abfuit, ut ubi terrarum degeret sciri nequaquàm potuerit. Edicto regio præstituta ei dies est quâ, nisi rediisset, malitiosus esset desertor declarandus. Elapso termino cùm non rediisset, regia lata est sententia quâ ille malitiosus est desertor declaratus, et simul matrimonii vinculum secundùm leges regias dissolutum, annexâ tamen respectu uxoris catholicæ clausulâ quâ ejusdem propriæ conscientiæ relictum est an ad alias nuptias convolare velit.*

Mulier (sive secundùm, sive contra conscientiam) concessâ veniâ uti, novasque cum acatholico viro nuptias inire cupiens, proprium parochum catholicum adiit, à quo repulsa est, simulque monita fas id ei non esse quousque absentis conjugis mors certis fuisset documentis comprobata. Repulsam passa mulier, facultate nihilominùs sibi factâ regio nomine uti voluit, et coram acatholico parocho optatas nuptias inivit in eâque conjunctione manet jam ad alterum annum. Interea expiandæ conscientiæ causâ cùm denuò catholicum paroehum suum convenisset, nec tamen ab adscito viro recedere vellet, ei parochus, *ceu publicæ adulteræ, sacramentalem absolutionem denegavit.* Itaque illa confugit ad archiepiscopale consistorium, petens ut novum istud matrimonium Ecclesiæ auctoritate ratihabeatur, secùs periculum instare ne ipsa, relicto viro, præ nimiâ consecuturâ egestate, ad avitam religionem deserendam, tametsi reluctante conscientiâ, redigatur.

Gravis indè instituta consultatio in consistorio tuo, sententiis in varias partes distractis.

1. Nonnulli, prout, accuratè refers, censebant *hìc locum habere decisionem summi pontificis Alexandri III*, in cap. *Perlatum*, 8 : *Qui filii sint legitimi*, etc. (Hoc refutat Pontifex.)

2. Cùm nonnulli urgerent decretum Tridentini, sess. 24, can. 5, quo definitur ob absentiam alterius conjugis vinculum matrimonii non dissolvi, alii contra excipiebant canonem concilii *de affectatâ*, non autem de *malitiosâ* absentiâ verba facere : *undè inferebant hactenùs dogma definitum haud esse, vinculum matrimonii ob malitiosam alterius conjugis absentiam dissolvi non posse.* Verùm exceptionem, ut à communi vocis acceptione, sic à sententiâ Tridentini prorsùs aberrare dubitandum non est, etc.

3. *Quidam putabant matrimonium quæstionis ex alio capite ratihaberi posse, cùm nempe maritus longiori tempore absens auctoritate regiâ citatus non comparuerit, moralem ferè certitudinem de morte ejus præsto esse.* Neque id satis argumenti est ad mortem comprobandam. Nam quòd vir non comparuerit, non magis mors in causâ esse potuit quàm ejus contumacia. Edicto sanè regio jubentur nonnunquàm transfugæ milites redire ad signa : nec inde tamen inferri solet mortuos omnes esse qui non redeunt.

4. *Alii censebant matrimonium ejusmodi inter personam catholicam et acatholicam contractum retrò pro irrito declarari posse ex ratione, quia tale matrimonium ex dispositione legis regiæ annexam habet conditionem, ut ex capite adulterii aut malitiosæ desertionis*, etc., *quoad vinculum dissolvatur.* Nonnulla hìc animadvertenda : 1° si ob eam rationem nullum fuit prius matrimonium ab eâ muliere cum viro acatholico contractum, ob eamdem quoque rationem nullum esse oportebit novum matrimonium ab eâ cum viro item acatholico initum; semperque adeò à Sacramentis repellenda erit, si non ut adultera, saltem ut concubina. Nec petita ratihabitio præstare potest ut validum evadat matrimonium quod suâpte naturâ nullum est, ex conditione quæ sit, ut supponitur, contraria substantiæ matrimonii.

2° Ex decisione Gregorii IX, quæ in hanc rem affertur cap. *Conditiones* ult., de Condit. appos., atque ex luculentâ doctrinâ Benedicti XIV, lib. 13, de Syn. diœc., cap. 22, quâ rem totam mirificè illustrari profiteris ipse, eruitur quidem, si contrahendo matrimonio conditio apponatur quæ repugnet substantiæ ipsius, nullum et irritum fore matrimonium. Verùm, ut ibidem docet Benedictus XIV, si expressa hujusmodi conditio minimè apposita fuerit, quanquàm contrahentes in eo errore versentur, matrimonii vinculum propter adulterium dissolvi posse (quod idem valet de *malitiosâ* absentiâ), nihilominùs locum esse præsumptioni ut dùm matrimonium contrahere voluerunt, illud juxta institutum Christi atque adeò insolubile inire voluerint, nimirùm generali eâ intentione contrahendi juxta institutionem Christi privatum illum errorem quodammodò absorbente.

3° Si generalis intentio contrahendi juxta institutum Christi prævalere censetur intentioni contrahendi juxta principia errantis sectæ, prævalere quoque censenda est ob eamdem rationem intentioni contrahendi juxta legem quæ ex talibus causis matrimonii vinculum dissolvi permittat. Quod nisi ita esset, nullum prorsùs inter istos acatholicos verum existeret matrimonium, sed eorum matrimonia omnia dicenda essent adulterina conjugia, quod longè abest à doctrinâ et praxi Ecclesiæ. Nusquàm enim tot seculis auditum est acatholicorum matrimonia, propter ejusmodi errores aut leges, habita esse velut nulla et irrita, ipsosque adeò acatholicos, dùm post matrimonium ad fidem convertuntur, debuisse aut facta connubia innovare, aut nova contrahere. Nisi ergo vera ea fuissent matrimonia, dicendum foret Ecclesiam universam hactenùs in maximo errore versatam in re ad doctrinam moresque pertinente; quod catholicus nemo dixerit.

4° Nec deest intima ratio cur intentio contrahendi juxta placita sectæ astruentis, aut legis permittentis dissolutionem matrimonii, non officiat ejus valori, modò non deducatur in pactum. Etenim hoc ipso quòd acatholici, vano errore decepti, existimant solutionem matrimonii iis de causis minimè repugnare legi Christi, hinc fit ut in eorum mente propter falsam illam existimationem intentio contrahendi juxta ejusmodi legis aut sectæ placita, minimè excludat primariam intentionem contrahendi juxta divinam legem per Christum confirmatam. Permanet proinde hæc voluntas in actu contrahendi, ex eâque fluit ac determinatur ratio consensûs qui actu præstatur.

Porrò consensus præstitus ex voluntate contrahendi juxta legem Christi aptus est ac sufficiens ad matrimonii valorem, nisi aliud obstet canonicum impedimentum. Contra, ubi deducitur in pactum conditio repugnans substantiæ matrimonii, jam actu excluditur voluntas contrahendi juxta legem Christi, propter repugnantiam quæ est inter legem Christi et conditionem quæ actu expressè intenditur, fitque adeò ineptus consensus ad verum efficiendum conjugium.

5° Verùm potissima ratio est, quam superiùs attigimus, ex eo ducta, quòd nisi vera ejusmodi essent acatholicorum conjugia, universa Ecclesia tot seculis errâsset, quæ redeuntes ad fidem acatholicos conjuges, ut veros conjuges recipit, licèt pravis erroribus imbuti circa matrimonium, id antea in suâ sectâ contraxissent, nisi deducta fuisset in pactum expressum conditio repugnans substantiæ matrimonii, aut aliud obstaret impedimentum canonicum.

5° *Denique alii opinabantur in casu quæstionis propositæ præsidium inveniri in cap.* Dominus, 2, *de secundis Nupt.*; ubi dicitur : *Si mulier, non habitâ certâ notitiâ*

de morte mariti, aliud matrimonium contraxerit, et in matrimonio secundo constituta de morte prioris mariti dubitaverit, ipsa quidem suo marito debitum conjugale reddere, non autem ab eodem petere possit. Verùm eo cap. agitur de uno tantùm contrahente dubitante; cùm ergo alter bonâ fide contraxerit, degit iste in legitimâ possessione sui juris; nec proinde valere debet alterius dubitatio ad eum ex suâ legitimâ possessione deturbandum. Meritò itaque statuit Pontifex dubitantem non posse petere; nec tamen debitum denegandum postulanti, qui degit in bonâ fide et possessione sui juris. Quo patet, cap. *Dominus*, traduci non posse ad præsentem quæstionem, in quâ utrique parti æqua subest ratio dubitandi num primus maritus superstes adhuc, necne sit, etc.

N° XV. *Extractum ex litteris Pii VI, ad Carolum episcopum Agriensem (sub ditione Austriacâ), de* 11 *julii* 1789, *circa quæstionem, an matrimonium ob adulterium per civilem potestatem dissolvi possit.*

PIUS PP. VI.

Venerabilis frater, etc., *litteris tuis de* 1 *maii ad nos datis*, etc.

Facti hæc species est ac series: Post initum conjugium inter contrahentes Lutheranæ sectæ addictos, mulier catholicam fidem amplexa publicèque professa est. Postmodùm intentatâ per virum actione in uxorem velut adulterii ream, secularis judex vi notæ legis solutum matrimonii vinculum declaravit. Tum mulier aliud cum viro catholico matrimonium inire cupiens, proprium adiit parochum catholicum, à quo, cùm rejecta esset iniqua petitio, accersitus est Helveticæ confessionis minister, qui concupitas nuptias conciliare non dubitavit. Exinde vir et mulier velut conjuges etiamnum in præsentiâ degunt duasque jam proles ex attentato illo conjugio susceperunt....

(Nimirùm cur episcopus aliquatenùs dubitaret circa nullitatem secundi matrimonii erant sequentes.)

« Nimirùm, quòd non desint qui divortium hoc legitimè admissum tenent ex rationibus sequentibus. 1° *quia censent posse matrimonium, in ratione civilis contractûs, verum et legitimum matrimonium esse, quin conjuges Sacramentum susceperint aut perfecerint.* 2° *quòd acatholici, dùm in matrimonium coalescunt, Sacramentum suscipere sive perficere nec possint nec velint;* imò 3° *addunt aliqui, quòd Calviniani sub conditione illâ famosâ*, donec in honestate permanseris, *contrahentes, alioquin irritum faciant matrimonium; et tam hi, si non addant, quàm Lutherani, cùm matrimonium ob adulterium solvant, illam mente retineant, et nec vellent contrahere matrimonium quod solvi non posset.* Ad quid valent ad hujusmodi honestanda divortia rationes quæ, si ritè perpendantur, cum Ecclesiæ doctrinâ de matrimonio consistere nullo modo posse comperiantur? Doctrina est sacri Tridentini concilii, sess. 24, cap. 1: *Matrimonii perpetuum indissolubilemque nexum primum generis humani parentem divini Spiritûs instinctu pronuntiavisse, cùm dixit:* « *Hoc nunc os ex ossibus meis,* » etc., tum Christum Dominum, *ejusdem nexûs firmitatem ab Adamo tantò ante pronuntiatam his verbis confirmavisse:* « *Quod Deus conjunxit, homo non separet.* » Quo manifestè patet matrimonium vel in ipso statu naturæ, ac sanè ante multò quàm ad propriè dicti Sacramenti dignitatem eveheretur, sic divinitùs institutum esse, ut secum afferat perpetuum indissolubilemque nexum, qui proinde nullâ civili lege solvi queat. Itaque licèt Sacramenti ratio à matrimonio sejungi valeat, velut inter infideles, adhuc tamen in tali matrimonio, siquidem verum est matrimonium, perstare debet, omninòque perstat perpetuus ille nexus, qui à primâ origine divino jure matrimonio ita cohæret, ut nulli subsit civili potestati. Atque adeò quodcumque matrimonium contrahi dicatur, vel ita contrahitur, ut reapsè sit verum matrimonium, tumque adjunctum habebit perpetuum illum nexum divino jure omni vero matrimonio coherentem; vel contrahi supponitur sine illo perpetuo nexu, tumque verum matrimonium non est, sed illicita conjunctio, divinæ legi ex objecto repugnans, quæ proinde nec iniri potest, nec retineri.

Fallitur proinde quisquis existimat, prout allatâ illâ primâ ratione innuitur, matrimonium, dummodò absit ab eo ratio Sacramenti, non esse nisi contractum merè civilem, atque adeò civili potestate solubilem. Quod secùs est; nam primò matrimonium non est contractus merè civilis, sed et *contractus naturalis divino jure ante omnem civilem societatem institutus et firmatus;* qui etiam hoc insigni discrimine differt ab alio quocumque merè civili contractu, quòd in eo genere civili consensus certis de causis interdùm per legem suppleatur: in matrimonio verò nullâ humanâ potestate suppleri consensus valeat.

Deinde cùm ex omni contractu consentaneum aliquod jus oriatur, atque ad matrimonii naturam omninò pertineat, ut jus alterutri conjugi tribuat in corpus alterius, profectò denominatio veri contractûs matrimonii sub nullâ ratione tribui potest conjunctioni quâ matrimonium ineatur ut solubile per allatas causas, quæ conjunctio non solùm nullum jus tribuere potest ad obsequia matrimonialia repetenda, sed potiùs absolutam obligationem inducit illicitæ istiusmodi conjunctionis prorsùs dirimendæ; quo fit ut talis pactio, quæ nullum jus conjugale tribuit, nullâ quoque ratione contractus conjugalis seu matrimonialis dici possit. Sanè Concilium Trid., sess. 24, can. 5, anathema tulit in quemque qui *dixerit propter hæresim, aut molestam cohabitationem, aut affectatam absentiam à conjuge, dissolvi posse matrimonii vinculum.* Et can. 7, etc.

Nullius proinde momenti est secunda superiùs adducta ratio, quòd *acatholici, dùm in matrimonia coalescunt, Sacramentum suscipere, sive perficere, nec possint nec velint.* Nam præterquàm quòd nil vetat quominùs acatholici, utpote baptizati, dùm matrimonium sub certis conditionibus contrahunt, illud, licèt illicitè, tamen validè etiam ut Sacramentum contrahere dicantur; hoc tamen prætermisso, de quo hìc non agitur, quantùmvis acatholici matrimonium contrahere velint non ut Sacramentum, stat semper validè ab ipsis contrahi non posse, quin adjunctum habeat perpetuum nexum, adeò ut nec propter adulterium, nec aliâ ullâ de causâ per seculare forum dissolvi queat.

Nec majoris momenti tertia est adducta ratio, quæ nititur famosâ illâ conditione, *donec in honestate permanseris*, sub quâ dicuntur acatholici nonnulli matrimonium contrahere, quamque qui non addunt, eam mente retinere perhibentur. Etenim rem totam præclarè explicat Benedictus XIV, de Syn. diœc., lib. 13, cap. 22, etc.

(Reliqua quoad substantiam conveniunt cum iis quæ in superioribus litteris ad archiep. Pragensem de eâdem materiâ habentur, n. 13.)

N° XVI. *Instructio cardinalis Caprara, legati à latere in Galliis, circa revalidationem matrimoniorum nulliter initorum.*

Nos Joannes Baptista, tituli Sancti Honuphrii, S. R. E. presbyter cardinalis Caprara, etc., etc.

Undique accipimus innumera propriè connubia existere nulliter inita partemque unam sæpè sæpiùs renuere in faciem Ecclesiæ sese sistere ad copulationem suam ratam validamque coram Deo reddendam, quamvis pars altera rectè disposita id velit et satagat. Animadvertentes quot mala quotque discrimina tum fidelium animabus, tum familiarum tranquillitati ex hoc irreligioso renuentium ingenio agendique ratione immineant, in amaritudine animi nostri lacrymas fundere cogimur, et miserrimo innocentium compartium statui, in quo ægrè versari coguntur, meritò compa-

timur. Jamdiù officii nostri sollicitudo premitur, et plurium episcoporum consultationes, et innocentium postulata undique proveniunt. Verùm res difficultatibus obnoxia est; pertimescimus enim ne dùm bonum operari nitimur, aliquid mali exoriatur. Sed ut bonum assequamur, et imminentia mala præcaveantur, hanc instructionem emittendam ducimus, quâ ordinarius in casibus particularibus hujusmodi se haud difficilè expedire et opportunè providere poterit.

PRIMA INSTRUCTIONIS PARS.

Quoad matrimonii renovationem, si uterque contrahens rectè disponatur.

1° Qui civiliter, sive coram quocumque extraneo sacerdote, duobus saltem testibus præsentibus, aut duntaxat coram duobus testibus, consensum mutuum de præsenti exprimentes matrimonium inierunt, tunc temporis, cùm ad proprium parochum, seu superiorem legitimum, aut ad alium sacerdotem, quique à catholicâ unitate non recesserant, aut nullatenùs, aut nonnisi difficillimè, seu periculosissimè recursum habere potuerant, moneantur sic contrahentes de hujusmodi matrimonii validitate, et tantummodò hortentur ut nuptialem benedictionem à proprio parocho recipiant.

2° Qui verò ita contraxerunt, sed tunc temporis, cùm absque gravissimâ difficultate, seu periculo, recursus patebat ad unum ex sacerdotibus præfatis, quive matrimonium quomodocumque inierunt cum aliquo dirimente impedimento absque legitimâ dispensatione, aut cum dispensatione defectu legitimæ potestatis irritâ; matrimonium, servatâ formâ sancti concilii Tridentini, denuò contrahant.

3° Si contrahentes communiter habeantur pro legitimis conjugibus, et ipsimet fortassè ex ignorantiâ invincibili sint in bonâ fide, et absque gravis scandali seu perturbationis periculo certiorari nequeant de nullitate matrimonii, hisce in circumstantiis in bonâ fide relinquendi sunt, quemadmodùm per sacros canones disponitur.

4° Si contrahentes in malâ vel dubiâ fide versentur, aut si in bonâ fide existentes, de nullitate matrimonii certiorari possint absque gravis scandali seu perturbationis periculo, unde locus detur matrimonii renovationi, eorum matrimonium in facie Ecclesiæ celebrandum est juxta modum inferiùs præscriptum.

5° Si præter clandestinitatis, aliud ecclesiastici juris obstet impedimentum, dispensatio præmittatur, juxta indultum inferiùs exaratum.

6° Si nullitas matrimonii occulta sit, seu communiter ignoretur, matrimonium coram proprio parocho, adhibitis saltem duobus testibus confidentibus, secretò ad vitanda scandala contrahendum est, adnotatâ deinde particulâ in secretorum matrimoniorum libro.

7° Si verò nullitas publica sit; ad scandalum removendum, matrimonium publicè, servatâ formâ concilii Tridentini, celebrandum est : quòd si ordinarius, ob peculiares circumstantias, expedire judicaverit ut secretò coram proprio parocho et duobus testibus potiùs celebretur, secretò celebrari poterit, dummodò tamen publicum scandalum aliâ ratione removeri possit, et quamprimùm removeatur.

ALTERA INSTRUCTIONIS PARS.

Quoad rationem convalidandi matrimonium, si ejusdem convalidationem pars una petat, et altera renuat.

8° Si hujusmodi renuentia proveniat ex indispositione ad Sacramentorum Pœnitentiæ et Eucharistiæ susceptionem, paternis monitis curandum est ut renuens ritè disponatur.

9° Quatenùs pars indisposita ad Sacramentorum susceptionem ita adduci non possit, et aliunde matrimonii renovationi assentiatur, non erit illicitum ad matrimonii celebrationem procedere, non obstante illius indispositione; pars enim innocens et instans, attentis circumstantiis, licitè utitur jure suo : Ecclesiæ minister eidem innocenti directè ac licitè reddit jus suum, et indigna renuentis susceptio ejus duntaxat indispositioni tribuenda est.

10° Si renuentia oriatur ex ignorantiâ, vel aliquo errore contra leges aut doctrinam Ecclesiæ circa impedimenta matrimonium irritantia, renuens debitâ cum prudentiâ et in charitate instruatur. Et, quatenùs adhuc renuat matrimonium suum in facie Ecclesiæ convalidare, tunc :

11° Satagendum est ut specialem procuratorem constituat qui ejus nomine matrimonium contrahat de more; aut saltem expresso consensu de præsenti per epistolam directam proprio parocho, vel alteri sacerdoti ordinarii aut parochi licentiam habenti, matrimonium renovetur.

12° In hujusmodi matrimonii celebratione ratio quoque habenda est tum existentiæ alicujus impedimenti, tum matrimonii nullitatis sive publicæ sive occultæ, et servandæ sunt regulæ superiùs traditæ, numeris 5, 6 et 7.

TERTIA INSTRUCTIONIS PARS.

Si hactenùs præscripta obtineri nullatenùs possint, et pars una ad celebrationem matrimonii, juxta superiùs tradita, faciendam adduci nequeat; dummodò de præsenti exhibeat consensum remanendi in matrimonio, maturè perpensis urgentibus circumstantiis, et attentis servatisque conditionibus et formâ inferiùs præscriptis, nec obstet publicitas fornicariæ copulationis et non justi matrimonii, ad dispensationem in radice matrimonii, seu ad matrimonii sanationem in radice, in casibus particularibus deveniri posse judicamus, ut ita saltem innocentis partis animæ saluti, prolis legitimitati, et familiarum tranquillitati omninò consultum sit, et quamprimùm etiam renuentis animæ saluti provideri possit :

13° Ordinarius uti poterit facultate, apostolicâ auctoritate inferiùs demandandâ, dispensandi scilicet in radice matrimonii, seu matrimonium in radice sanandi, postquàm tamen per indubias duorum saltem testium depositiones, aut per renuentis testimonium in scriptis exaratum, aut per ejusdem assertionem etiam oretenùs factam ipsi ordinario, sive alteri ecclesiasticæ personæ ab eo specialiter deputatæ, et in scriptis redigendam, constiterit, non solùm renuentem in consensu de præsenti permanere, sed etiam hujusmodi renuentiam ab extrinsecâ causâ ita manare, ut nihil unquàm ex eâ deduci aut præsumi possit contra ipsius actualis consensûs permanentiam.

14° Si matrimonii nullitas occulta sit, ordinarius ad sanationem, seu dispensationem in radice, ad evitanda scandala secretò deveniat.

15° Si verò nullitas publica sit, ad publicum scandalum removendum ejusmodi dispensatio, seu sanatio notoriè perficiatur : aut etiam secretò, si ad aliquam præcavendam perturbationem ita ordinario in Domino visum fuerit, dummodò tamen locus sit evulgationi peractæ matrimonii sanationis, seu dispensationis, quâ publicum scandalum congruè removeatur.

16° Si evulgationi ejusmodi dispensationis locus non sit, ob imminentis gravis scandali aut perturbationis periculum, prælaudatus ordinarius per ejusmodi secretam matrimonii sanationem seu dispensationem innocentis compartis animæ saluti provideat, oneratâ ejusdem ordinarii conscientiâ, ut, perpensis circumstantiis, et pro suâ prudentiâ, modum exquirat quo etiam publicum scandalum ex matrimonii nullitatis publicâ notitiâ existens quamprimùm removeatur, monitis interim parochis ut, donec ejusmodi publicum scandalum subiatum sit, in admittendis innocentibus conjugibus ad Sacramenta, ne ulla scandali præbeatur occasio, iis utantur circumspectionis regulis quæ cuique exploratæ sunt.

17° Si præter clandestinitatis impedimentum, aliud juris ecclesiastici forsitan obstet, legitima super eâ præmittatur dispensatio, prout etiam cautum est n° 5.

18° Si unus vel uterque contrahens per divortium separatus sit à respectivo conjuge adhuc vivente,

tradita instructio et sequens facultatum decretum executioni nullatenùs demandentur, nisi priùs et prout de jure constiterit de nullitate respectivè primi matrimonii, proveniente ex aliquo canonico impedimento, et nisi priùs ejusdem nullitatis declaratoria sententia ab ordinario lata fuerit.

19° Serventur tandem cætera de jure servanda quæ præsenti instructioni non adversantur.

DECRETUM

Quo apostolicæ facultates demandantur.

De speciali gratiâ et apostolicâ auctoritate à sanctissimo domino nostro papâ Pio VII nobis benignè concessâ : venerabili in Christo patri episcopo...., sive ejus vicario in spiritualibus generali, infrascriptas facultates communicamus, quibus etiam per aliam personam ecclesiasticam, in casibus particularibus specialiter deputandam, uti valeant in utroque foro, et ad annum duntaxat à die datæ præsentis computandum, cum omnibus et singulis Christi fidelibus in propriâ diœcesi degentibus ; et quandò agitur de matrimoniis nulliter quomodocumque contractis usque ad diem 14 augusti anni 1801, servatis formâ et tenore præcedentis instructionis, et factâ expressâ mentione apostolici indulti :

1° Absolvendi à censuris et pœnis ecclesiasticis, tam à jure quàm ab homine latis, ad effectum duntaxat apostolicæ gratiæ consequendum ;

2° Absolvendi pariter à censuris et pœnis ecclesiasticis ob matrimonii attentatum et incestûs reatum incursis, et ab attentatibus et incestûs reatibus, et culpis hujusmodi, cum gravi pœnitentiâ salutari ;

3° Dispensandi super quibuscumque impedimentis juris ecclesiastici, etiam primi affinitatis gradûs in lineâ collaterali, et secundi primum attingentis consanguinitatis gradûs, exceptis impedimentis ex sacro ordine, et castitatis voto solemniter emisso, et ex crimine machinationis in mortem conjugis cum effectu, provenientibus. Et quatenùs mulier rapta fuerit, dummodò extra potestatem raptoris in loco tuto consistat, servatis in singulis casibus conditionibus de jure servandis ;

4° Dispensandi in radice matrimonii, seu matrimonium in radice sanandi, perinde ac si contrahentes, qui ad matrimonium ineundum inhabiles fuerant, et consensum illegitimè præstiterunt, ab initio habiles fuissent, et consensum legitimè præstitissent.

5° Prolem sive susceptam, sive suscipiendam, legitimam decernendi et nuntiandi ;

Præsentes denique et cætera documenta ab ordinario et præsentium executore exquirenda et habenda, ut supra præscriptum est, necnon dispensationis decreta et commissiones ab ordinario emittendæ in episcopali archivio diligenter asserventur. Insuper, quatenùs matrimonii celebrationi locus detur, juxta regulas superiùs traditas, matrimonii particula in parochiali libro de more referatur, factâ expressâ mentione apostolicæ dispensationis, ut pro omni et quocumque futuro eventu constare possit de matrimonii validitate et prolis legitimitate.

Datum Parisiis, ex ædibus residentiæ nostræ, die 25 aprilis 1803. *Sign.* J. B. card. legat.

Et infra : Vincentius Ducci, à secretis in ecclesiasticis.

N° XVII. *Rescriptum Pii VII, ad episcopos et vicarios capitulares Galliarum, circa dispensationes matrimoniales, de* 17 *febr.* 1809.

Vix novâ à nobis Gallicanarum diœcesium peractâ circumscriptione, per nostras litteras datas tertio kalendas decembris anni 1801, quarum initium : *Qui Christi Domini ;* atque archiepiscopis et episcopis ipsarum canonicè institutis, prudentiæ et charitatis plenam prædecessorum nostrorum inprimisque S. Leonis Magni œconomiam imitati, qui, licèt severissimus sacrorum canonum veterumque institutorum custos et vindex, scribens tamen ad Rusticum Narbonnensem episcopum pronuntiavit multa esse quæ aut pro necessitate temporum aut pro consideratione statuum oporteat temperare, singulis archiepiscopis et episcopis Galliarum, numero sexaginta, extraordinarias quasdam concessimus facultates, easque deinceps de anno in annum ad hoc usque tempus prorogavimus. Instaurandis enim ecclesiis, animarum morbis medendis, fidelium conscientiis tranquillandis, scandalis reparandis ; earum usum opportunum ipsis atque adeò necessarium, pro miserâ illâ temporum conditione judicavimus. Aliquot verò jam annis ab extincto teterrimo schismate elapsis, diem tandem advenisse putabamus, cùm, rebus omnibus satis jam compositis atque ordinatis, spirituali fidelium bono consultum atque antistitum desiderio satisfactum foret concessione facultatum *formulæ decimæ* nuncupatarum, quas Apostolica Sedes Galliarum præsulibus impertiri jamdiù consueverat. Factum propterea hinc est, ut, cùm vestrûm nonnulli, appropinquante jam die quâ pristinæ facultates à nobis per nostrum in Galliis legatum concessæ cessare deberent, apud nos institissent pro novâ facultatum concessione, eisdem formulam ipsam decimam transmitti jusserimus. Verùm postea multi ex vobis, datis ad nos litteris, plura adhuc, eaque gravissima, obstacula interponi asseruerunt, quominùs pristina sacrorum canonum severitas jam nunc revocari posset, allatisque multiplicibus maximisque diœcesium suarum necessitatibus, amplioris indulti concessionem ab Apostolicæ Sedis clementiâ enixis precibus efflagitaverunt.

Nos igitur qui ut longè ab eo absumus ut disciplinæ vigorem ab Ecclesiâ, divino docente ac dirigente Spiritu constitutæ, effrenatis aut perpetuis penè relaxationibus enervare, sanctissimasque ejus leges humanis vicissitudinibus ac placitis subjicere velimus ; sic immenso studio quærimus salutem ovium domûs David ne pereant : maturâ ac diligenti consideratione, perpensis omnibus quæ nobis per vestras litteras significavistis, habitâque insuper ratione precum vestrarum quas tanto cum fervore ad nos detulistis, multò ampliorem facultatum concessionem quàm quæ formulâ decimâ continetur impertiri vobis in animum induximus ; firmam habentes spem apostolicam hanc indulgentiam nostram arctioribus vinculis vos huic cathedræ Petri communione consociaturam, atque, elapso tempore quod huic facultatum exercitio satis longum à nobis præfinitum est, religionis negotium in Galliis zeli vestri sollicitudine sic restitutum iri, ut ecclesiastica disciplina hâc etiam in parte ad pristinam severitatem revocari queat. Quem quidem exoptatissimum finem ut assequi nos tandem possimus, plurimùm certè instructiones atque exhortationes proderunt vestræ, quarum studiosè augendarum inducta non ita pridem systemata quædam, ab Ecclesiæ catholicæ sensu et doctrinâ omninò aliena (quæ ut removerentur neque expostulationes, nec preces, nec lacrymæ profuerunt nostræ), summam vobis, dilecti filii nostri, venerabiles fratres ac dilecti filii, necessitatem imponunt, quâ vera atque orthodoxa de venerabili præsertim matrimonii Sacramento doctrina pura in fidelium mentibus conservetur, fidelesque ipsi ad docilitatem Dei Ecclesiæ legibus debitam revocentur, ut dùm reddunt quæ sunt Cæsaris Cæsari, quæ sunt Dei Deo reddere non prætermittant.

De consilio igitur selectæ venerabilium fratrum nostrorum sanctæ Romanæ Ecclesiæ cardinalium congregationis, vobis, dilecti filii nostri, venerabiles fratres ac dilecti filii, mittimus generale indultum facultatum hisce nostris litteris adjunctum quo pro tempore et modo in eodem expressis uti possitis ; ex eo, sicuti ex duobus aliis quæ ad vos pariter dirigimus, animadvertetis, propter infirmitatem ovium curæ vestræ concreditarum, agnoscentes nos erga

eas debitores sollicitudinis amplioris, eidem infirmitati quoad fieri potuit remedium aptâsse; atque in favorem fidelium Gallicanæ nationis, quos in charitate D. N. J. C. vehementer diligimus, multò largiores in concessione facultatum fuisse vobiscum quàm cum cæteris aliarum nationum, etiam à nobis remotiorum, episcopis unquàm fuerimus. Voluimus quippe ut vel iis incommodis et malis curatu difficilioribus provisum esset, quorum remedia utpote planè extraordinaria et exquisitæ considerationis Apostolica sibi semper Sedes reservavit.

Indulgentes propterea vobis ut quodam casuum numero, in quibus speciales circumstantiæ judicio vestro concurrunt quæ hujusmodi dispensationi strictè adeò à sacris canonibus vetitæ satis idoneam causam præbeant, etiam super secundi gradûs impedimento dispensare possitis. In quâ quidem facultate concedendâ vobis dispensandi, nempe in secundo gradu, ideò satis amplum præfinivimus casuum numerum, ut diœcesibus etiam illis provisum esset quarum fines longiùs protenduntur majorique constant fidelium multitudine. Curavimus quoque rationem præbere vobis quâ tot errantes ac perditas oves in ovile Domini revocare faciliùs possitis, potestatem vobis facientes tot matrimonia ob canonicum aliquod dirimens impedimentum nulliter inita revalidandi, ac in difficilioribus quibusdam casibus in radice etiam sanandi. Preces insuper quæ à nonnullis è vobis porrectæ sunt præ oculis habentes, non negleximus ecclesiasticis viris paupertate et senio confractis ac seminariis diœcesanis subsidia quæ potuimus comparare, concedentes scilicet ut in eorum utilitatem multæ illæ à vobis convertantur, quæ ad resarciendum aliquâ ratione vulnus quod ex dispensationum matrimonialium concessione ecclesiasticæ disciplinæ infligitur, et ad matrimonia inter personas consanguinitatis vel affinitatis vinculo invicem conjunctas rariora ac difficiliora reddenda, justè ab Ecclesiâ salubriterque constitutæ sunt. Quod quidem seminariorum institutum tam utile, tam necessarium, tam sanctum, non possumus non incenso quodam animi studio vobis commendare, ut in iis sana doctrina, puritas morum, perfectaque totius ecclesiasticæ disciplinæ ratio diligentissimè constituantur.

Videtis ergo nos non in eo quòd præsumus utilitatem nostram attendentes, sed eorum quibus ministramus ratione nostras ipsas magnâ ex parte neglexisse, omne detrimentum nostrum lucrum putantes, modò omnes possimus Christo lucrifacere. Licèt enim in tantis nunc ærarii angustiis difficultatibusque versemur, ut tot expensis quæ pro administratione universalis Ecclesiæ et fidei christianæ propagatione nobis sustinenda sunt vix ac ne vix quidem pares esse possimus, taxarum tamen omnium quæ datariæ nostræ debitæ sunt pro singulis dispensationibus matrimonialibus quarum concedendarum vobis facimus potestatem jacturam libentissimè subimus. Quod verò ad dispensationes illas quas omninò nobis et huic Sanctæ Sedi reservamus, spondemus vobis indulgentiam nostram in earumdem taxarum solutione datariæ nostræ faciendâ, sic ad eam quoque protendendam, ut nemo de acerbâ exactione conqueri possit.

Quòd si, tantâ licèt largitate vobiscum usi, desideriis tamen vestris omni ex parte satisfacere fortassè non valuimus, persuasum sit vobis maximi ponderis rationes, easque non tam hujus cathedræ B. Petri prærogativas ac jura quàm totius Ecclesiæ cui præsidemus disciplinam rectamque administrationem spectantes, largiori nos uti indulgentiâ prohibuisse: memores nimirùm quòd si nos sumus præpositi, rationem reddemus Deo de dispensatione nostrâ.

Plures autem ex vobis facultatem etiam à nobis postulaverunt revalidandi matrimonia tum à clericis in sacris ordinibus constitutis, tum etiam à regularibus utriusque sexûs solemniter professis in turbulentissimâ temporum superiorum tempestate sacrilegè et nulliter attentata; nos verò quanquàm indulgentiam eò usque protraximus ut nostro à latere legato in Galliis potestatem fecerimus hujusmodi etiam personis ad duritiam cordis earum misericorditer providendi; expediens autem non putamus hanc facultatem vobis delegare; miramur vehementer siquidem esse adhuc aliquos ita in suis criminibus insordescentes, ut post plurium annorum spatium, tantâque propositâ Apostolicæ Sedis indulgentiâ, ejus fructum percipere hactenùs neglexerint; ac nos quidem ab eâ die quâ legationem in Galliis nostram absolutam declaravimus, nonnullis qui hujusmodi dispensationis causâ recursum ad nos habuerunt benignè providere non recusavimus. Idem ergo in posterum etiam præstabimus si qui adhuc pro hujusmodi remedio ad nos confugient. Volumus autem ut etsi tam intolerabilis negligentiæ tantæque in malo perseverantiæ hanc saltem pœnam sustineant, ut à nobis istiusmodi dispensationis genus expectare debeant, quò gravitatem admissi sceleris agnoscant faciliùs, ac sincerè, ut par est, detestentur.

Sed et aliqui ex vobis supplicârunt nobis ut potestatem iis faceremus impertiendi dispensationes seu licentias contrahendi inter personas quarum altera catholicam fidem, altera hæresim profitetur. Vobis verò exploratum putamus esse veram Christi Ecclesiam Catholicorum cum hæreticis conjugia magnoperè semper reprobâsse, ab iis siquidem, ut felicis recordationis Clemens PP. XI, prædecessor noster, aiebat, *ob plurimùm deformitatis, nec parùm spiritualis periculi quod præ se ferunt*, abhorret Ecclesia, iisdemque ferè legibus quibus Christianis interdixit ne connubia inirent cum infidelibus, Catholicos pariter à sacrilegis nuptiis cum hæreticis contrahendis deterruit. Hinc dolendum vehementer, ut felicis etiam recordationis Benedictus XIV acerbissimè dolebat, eos esse inter Catholicos qui insano amore turpiter dementati ab hisce detestabilibus connubiis, quæ sancta mater Ecclesia perpetuò damnavit atque interdixit, ex animo non abhorreant, et prorsùs sibi abstinendum non ducant; nam præter gravissimum periculum, à quo satis præcaveri nunquàm potest, perversionis tum partis catholicæ, tum secuturæ prolis, illud quoque difficillimum esset eos in domo unanimes habitare qui unanimes fide non sint, ex quo quies et tranquillitas familiarum perturbetur ac deficiat necesse est. Quibus aliisque validissimis manifestisque rationibus perpetuò innixa Apostolica Sedes ægrè admodùm multâque cum cautione ad præfatum periculum quoad fieri posset removendum, nec nisi gravi aliquâ intercedente causâ, eâque ferè publicâ, licentiam hanc consuevit impertiri.

Episcopis verò, licèt instantissimè postulantibus eamdem licentiam dare, in Europâ præsertim, nunquàm concessit; imò eos etiam atque etiam hortari hactenùs non destitit ut hujusmodi matrimonia, quæ ut plurimùm in animarum perniciem ac fidei detrimentum vergunt, quantùm in ipsis esset, removeri atque impedire satagerent. Quare si à nobis petitioni huic respondendum nunc esset, responsum certè nostrum à constanti hujus Sanctæ Sedis regulâ et prædecessorum nostrorum exemplo agendique ratione dissidere non posset.

At quoniam plures hâc super re rationes in præsenti Galliarum statu partim à nonnullis ex vobis expositæ nobis fuerunt, partim ipsæ menti nostræ occurrunt, eas quidem minimè negligendas duximus. Quocirca rem omnem, præpositis rerum ac temporum circumstantiis, ad accuratum diligensque examen revocari jussimus, ut de eâ plurium theologorum et S. R. E. cardinalium auditis exploratisque sententiis, quod magis in Domino expedire judicabimus decernere possimus, quod et significare quamprimùm vobis non prætermittemus.

Etsi verò non omnium planè Gallicanorum antistitum litteræ ad nos pervenerint, quibus novam à nobis facultatum ab Apostolicâ Sede iis jam concessarum prorogationem postulaverint; cùm tamen rationum momenta Galliæ à plerisque præsulibus, quorum litteras accepimus, nobis proposita non possint diœ-

cesibus Galliæ omnibus non esse communia, idcircò universis Gallicanis episcopis easdem facultatum formulas ducimus esse transmittendas.

Quanquàm dissimulare non possumus non parùm nobis admirationi fuisse quòd plurium Galliæ antistitum litteræ minimè ad nos perlatæ fuerint; tanta enim facultatum necessitas quantâ premi sese urgerique tot alii ejusdem imperii præsules nobis exposuerunt, omnes certè ad novam earum concessionem implorandam suadere et propemodùm impellere debuisset. Conjicimus quidem nonnullorum qui ad nos scripserunt litteras aut nondùm perlatas ad nos, aut fortassè etiam fuisse deperditas; nollemus tamen (quod certè non sine gravi suspicamur indicio) episcoporum aliquos idcircò facultatum prorogationem ab hâc Sanctâ Sede non postulâsse, quòd perversam periculisque plenam opinionem imbiberint posse se jure proprio in iis dispensare aut absolvere, quæ generatim conciliorum sanctionibus, summorum Pontificum decretis, diuturno usu per universam Ecclesiam recepto, Romani Pontificis potestati reservata sunt: et quidem viderint, si fortè (quod absit!) id sibi arrogaverint vel arrogant, quid egerint, quidve agant. Nos autem fidelium eorum curæ concreditorum necessitati ac saluti, quantùm in nobis est, prospicere cupientes, easdem et episcopis istis quas cæteris Galliæ præsulibus facultates ultrò communicamus atque transmittimus.

Præterire demùm silentio nolumus, dilecti filii nostri, venerabiles fratres ac dilecti filii, non mediocri solatio nobis in tantis acerbitatibus fuisse, quòd plurium ex vobis litteræ plenæ essent studii in nos, veteremque illam reverentiam et devotionem erga hanc B. Petri apostolorum principis cathedram mirificè præ se ferrent quâ Gallicani omnium ætatum antistites semper emicuerunt. Levantes in cœlum manus nostras, agimus gratias Deo qui consolatur nos in omni tribulatione nostrâ, vosque semper in corde habentes, hortamur ut impleatis gaudium nostrum, idem sapiatis, eamdem charitatem habentes, unanimes, idipsum sentientes; loquimini omnes quæ decent sanam doctrinam, verbum sanum, irreprehensibile custodientes depositum, bonum certamen fidei certate, state in uno spiritu unanimes, collaborantes fidei Evangelii; orate demùm sine intermissione pro nobis, qui apostolicam benedictionem paternæ charitatis nostræ pignus vobis gregibusque curæ vestræ creditis amantissimè impertimur.

Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, die 17 februarii anno 1809, pontificatûs nostri anno 9.

Signatum : Pius VII.

DE BONITATE ET LICITATE MATRIMONII.

AUCTORE DROUIN (1).

Matrimonium hìc sumimus quatenùs carnali interveniente copulâ consummatur, ad eum videlicet finem obtinendum, quem prædiximus nuptiis esse propositum, prolis nimirùm susceptionem et educationem. Quærimus utrùm connubium hoc sensu acceptum, bonum sit licitum ac laudabile?

Quo quidem in capite tribus modis scimus erratum

1° Error Manichæorum fuit, Marcionitarum, aliorumque ejusdem furfuris tenebrionum, qui nuptias, non Deo vero et bono, sed tenebrarum principi seu auctori ascribentes, eas proinde velut ex naturâ malas damnabant.

2° Huic contrarius Pelagianorum fuit, qui, cùm negarent originale peccatum, adeòque nollent per Adami rebellionem naturam in deteriùs commutatam, nuptias ita prædicabant, ut concupiscentiam ipsam, sine quâ earum officium non impletur, bonam ac laudabilem affirmarent.

3° Joviniani fuit, qui sacræ virginitati fidelium nuptias sanctitate ac merito adæquabat. « Ante paucos « annos, inquit S. Augustinus, lib. 3, de pecc. Mer. et « Remiss., cap. 7, Romæ quidam extitit Jovinianus, « qui sanctimonialibus, etiam ætate jam provectiori- « bus, nuptias persuasisse dicitur, non illiciendo, quo « earum aliquam ducere vellet uxorem, sed disputan- « do virgines sanctimonio dicatas, nihil ampliùs fide- « libus conjugatis apud Deum habere meritorum.... » Errorem hunc amplexi sunt, et exemplo pessimo approbârunt Lutherani et Calvinistæ. Quin et Lutherus Joviniani impietatem longè devicit, quippe qui non disputando tantùm, sed et illiciendo, dicatas Deo virgines in apostasiam perniciemque pertraxit.

In contrarium catholica Ecclesia docet,

1° Nuptias Deum habere auctorem, adeòque bonas de se esse, licitas et laudabiles

2° Sic distinguit malum pudendæ concupiscentiæ à bonitate nuptiarum, ut neque Manichæis similis, unde nascimur culpet; neque sectatrix Pelagii, unde confundimur laudet : bonas itaque affirmat nuptias esse, sed malam concupiscentiam.

3° Sic laudat probatque connubium, ut virginitatem ac continentiam pro Deo susceptam sine comparatione meliorem esse propugnet.

Tria hæc doctrinæ catholicæ dogmata totidem capitibus astruemus.

Sit igitur

CAPUT PRIMUM.

Nuptiarum bonitas ac sanctitas contra Manichæos asseritur.

Manichæorum impietas Scripturæ, traditioni, ipsique rationi contraria est : quod speramus argumentis convincentissimis demonstrandum.

Probatio prima, ex eo quòd nuptiæ auctorem et institutorem Deum habeant.

Ac 1° contractus ille bonus est quem Deus ab ipsâ mundi origine ante Adami lapsum instituit, quem confirmavit in lege Mosaicâ, ac denique in lege gratiæ novis honoribus auctum splendidissimè approbavit; atqui tale est nuptiale fœdus; quod sic demonstro per partes:

Ostenditur 1° ab ipso mundi ortu nuptias divinitùs institutas.

Deus enim auctor naturæ est; atque adeò quidquid sana natura dictat, Deo institutori est ascribendum; atqui natura sana et integra, etiam antequàm peccatum in mundum intrâsset, hominem ad matrimonium inclinabat, nimirùm ad prolis generationem, nutritionem, et educationem, quæ sine parentibus vinculo indissolubili junctis, adeòque sine matrimonio unde vinculum illud obortum nexumque est, obtineri nequaquàm poterant. Ergo, etc.

Deinde, Deus primos parentes sexu diversos creavit : *Masculum et feminam creavit eos*, ait textus sa-

(1) Vid. Vitam Drouin, vol. 2° *Curs. compl. Theol.*, ad tract. de Sacramentis in genere.

cer; atqui sexuum differentiæ finis alter esse non poterat quàm generatio prolis : *Benedixitque eis*, inquit ibidem, *et ait : Crescite et multiplicamini, et replete terram.* Ergo, etc.

Præterea, Deus Adamum et Evam statim post creationem arctissimo fœdere sociavit, ad quod Adamus attendens : *Hoc nunc os*, inquit, *ex ossibus meis, et caro de carne meâ : quamobrem relinquet homo patrem suum et matrem, et adhærebit uxori suæ, et erunt duo in carne unâ.* Atqui hæc tam sancta societas, conventio ipsa matrimonii fuit, ut manifestum est ex verbis Adami : *Quamobrem relinquet homo*, etc. Ergo, etc.

Insuper, hoc ipsum declarat primæ feminæ ex Adami costâ formatio. Ut enim ostenderet Deus longè firmius sanctiusque esse debere inter homines conjugii vinculum quàm belluarum, procreationis causâ, societatem; cùm in his seorsim mares et feminas condidisset, in hominum genere non ambos ex diversâ materiâ, sed alterum ex altero, feminam scilicet ex viro formavit. *Non est bonum*, inquit, Gen. 2, 18 et seq., *hominem esse solum : faciamus ei adjutorium simile sibi... Immisit ergo soporem in Adam...; tulit unam de costis ejus..... et ædificavit eam in mulierem, et adduxit eam ad Adam...* Ergo vel ipso formationis modo significare voluit Deus utriusque sexûs in humano genere, ad prolem suscipiendam, intimam ex matrimonio debere esse societatem.

Denique, eadem veritas confirmatur Christi, qui veritas ipsa est, testimonio; cùm enim interrogaretur à Pharisæis utrùm liceret homini dimittere uxorem suam quâcumque ex causâ? *Non legistis*, inquit Matth. 19, 4 et seq., *quia qui fecit hominem ab initio, masculum et feminam fecit eos? et dixit : Propter hoc dimittet homo patrem et matrem, et adhærebit uxori suæ, et erunt duo in carne unâ; itaque jam non sunt duo, sed una caro. Quod ergo Deus conjunxit, homo non separet...* Ipso igitur docente Christo, matrimonium statim à mundi creatione, in naturâ innocente est institutum.

Ostenditur 2° nuptias fuisse à Deo in lege Mosaicâ confirmatas.

1° Enim de matrimonio, quatenùs iniri deberet, quibus legibus, quibus impedimentis, quibus denique conditionibus coercendum, multa Deo auctore legimus in antiquo Testamento sancita; sic, exempli causâ, Deuteronomii cap. 25, injungitur fratri superstiti ut uxorem ducat à fratre sine liberis derelictam.

2° Constat, Israelitis omnibus, cùm Dei populus exiguo numero foret, matrimonium divinitùs imperatum.

3° Christus Dominus quando captiosam Pharisæorum quæstionem excutiendo, *quod Deus*, inquit, *conjunxit, homo non separet*, profectò de matrimonio loquitur, quod tempore suo inter Hebræos inire solemne erat. Significat ergo nuptias à Deo in lege veteri confirmatas.

Ostenditur 3° fuisse matrimonium in lege gratiæ decreto novo sancitum.

Tertia denique pars multis modis astruitur. Nam,

1° Joannis cap. 2, statim ab initio hæc leguntur : *Nuptiæ factæ sunt in Canâ Galilææ : et erat Mater Jesu ibi : vocatus est autem Jesus, et discipuli ejus ad nuptias.* Itaque Christus nuptias præsentiâ suâ honorare non renuit : quodque observatione dignissimum, primum ibi divinæ suæ potestatis, aquam in vinum vertendo, specimen dedit : *Hoc*, inquit sanctus Evangelista, *fecit initium signorum Jesus in Canâ Galilææ, et manifestavit gloriam suam, et crediderunt in eum discipuli ejus.* Quomodò verò interfuisset, nisi probâsset? aut quomodò qui sanctitas ipsa est, in se sumpsisset, commercium non à bono Deo, sed à tenebrarum principe institutum, miraculo illustrare?

2° Id ipsum confirmat Apostolus multis locis; sic ad Corinthios scribens : *Uxori*, inquit, 1 Epist. 7, 3, *vir debitum reddat; similiter autem et uxor viro; mulier sui corporis potestatem non habet, sed vir; similiter autem et vir sui corporis potestatem non habet, sed mulier... Iis qui matrimonio juncti sunt, præcipio, non ego, sed Dominus, uxorem à viro non discedere; quòd si discesserit, manere innuptam, aut viro suo reconciliari : et vir uxorem non dimittat.... Si acceperis uxorem, non peccâsti; et, si nupserit virgo, non peccavit.*

Et in Epistolâ ad Ephesios, c. 5, v. 22 : *Mulieres viris suis subditæ sint, sicut Domino; quoniam vir caput est mulieris, sicut Christus caput est Ecclesiæ... Viri, diligite uxores vestras, sicut et Christus dilexit Ecclesiam... Viri debent diligere uxores suas, ut corpora sua; qui suam uxorem diligit, se ipsum diligit.... Propter hoc relinquet homo patrem et matrem suam, et adhærebit uxori suæ, et erunt duo in carne unâ. Sacramentum hoc magnum est : ego autem dico in Christo et in Ecclesiâ.*

Denique, ne plusquàm par est probatio provehatur, futuram Apostolus prævidens Manichæorum impietatem discipulum suum Timotheum ita prænonet, I ad ipsum Epist. 4, 1 : *Spiritus autem manifestè dicit, quia in novissimis temporibus discedent quidam à fide, attendentes spiritibus erroris, et doctrinis dæmoniorum, in hypocrisi loquentium mendacium... prohibentium nubere.*

Ex his tam præclaris beati Pauli sententiis haud difficile est, contra insaniam quam refellimus argumenta validissima intorquere : nisi enim Christus in novâ lege matrimonium approbâsset, sanctus Paulus legis gratiæ apostolus non præciperet conjugibus debitum sibi mutuò reddere; non prohiberet uxoris à viro, aut viri ab uxore, discessionem; non diceret non peccare qui nubunt; matrimonium non appellaret magnum Christi et Ecclesiæ Sacramentum; non præciperet Dei amorem amoris conjugalis regulam esse debere; et denique opinionem eorum quos prædicebat nuptias prohibituros non appellaret doctrinam dæmoniorum; atqui hæc omnia apertè prædicat S. Paulus, et iteratis documentis sæpè inculcat : eo ergo teste matrimonium est à Deo confirmatum in novâ lege : atque etiamsi, prout delirabant Manichæi, antiqui et novi testamenti conditores in cæteris reperirentur esse contrarii, certissimè in approbando matrimonio consentirent.

Probatio secunda, ex Patrum traditione.

Manichæorum errorem egregiè confutârunt Tertullianus in libris contra Marcionem, S. Clemens Alexandrinus, S. Epiphanius, S. Augustinus, et plerique alii. Quoniam verò longum esset omnium testimonia recensere, Tertulliano præcipuè insistemus, quo nemo nervosiùs ac feliciùs infaustam hæresim profligavit.

1. Marcionitæ spurcitiæ infamiam matrimonio inurebant, nihilque volebant esse discriminis nuptias inter et impudicitiam : calumniam hanc sic depellit Tertullianus : « Inimicè, inquit, cont. Marcionem, lib. 1, cap. 29, conjugium spurcitiæ nomine accusatur, in destructionem Creatoris qui conjugium pro rei honestate benedixit, ad incrementum generis humani... in integros et bonos usus, non ideò autem et cibi damnabuntur, quia operosiùs exquisiti, in gulam committunt : ut nec vestitus ideò accusabuntur, quia pretiosiùs comparati, in ambitionem tumescunt; sic nec matrimonii res ideò respuentur, quia interpretantiùs diffusæ, in luxuriam inardescunt. Multùm differt inter causam et culpam, inter statum et excessum : ita hujusmodi non institutio, sed exorbitatio reprobanda est, secundùm censuram Institutoris ipsius, cujus est, tam : *Crescite et multiplicamini*, quàm et : *Non adulterabis;* et : *Uxorem proximi tui non concupisces*, et morte punientis libidinum insaniam. »

Inde ergo quæ sequuntur argumenta :

1° Debet illa doctrina tanquàm impia rejici, quæ Creatoris ipsius destructionem, quantum in ipsâ est, machinatur; atqui hujusmodi est Manichæorum et Marcionitarum sententia, nuptias spurcitiæ accusantium. Nam cùm certum sit à Creatore esse sanctas, si rem naturâ malam creâsset, summè bonus non esset, quippe rei malæ auctor : Deus ergo non esset, quo nomine ens summè bonum intelligitur.

2° Ideò deberent tanquàm malæ nuptiæ respui, quia his homines ad impudicitiam plerumque abuntur; atqui absurda hæc ratio est. Nam si deberet res

ipsa rejici propter abusum, nec cibis nec vestitu utendum foret, quia homines cibis et vestibus plerùmque immoderatè indulgent, ut ventri et ambitioni inserviant; cùm igitur is ipse qui dixit : *Crescite et multiplicamini*, modum præscripserit nuptiis, adjiciendo : *Non adulterabis; uxorem proximi tui non concupisces*, et libidinum petulantiam morte castigando, sic debet in matrimonio excessus omnis damnari, ut ipsum tamen in se matrimonium approbetur.

3° Ideò nuptias Marcionitæ damnabant, quia sanctitati putabant esse contrarias. Contendit ex adverso Tertullianus, quando sanctitatis prætextu nuptiæ impugnantur, nullum sanctitati locum relinqui. « Jam dicam, inquit, cont. Marcionem, lib. 1, cap. 29, Deum Marcionis, cùm matrimonium ut malum, et impudentiæ negotium reprobat, adversùs ipsam facere sanctitatem, cui videtur studere; materiam enim ejus eradit, quia si nuptiæ non erunt, sanctitas nulla est; vacat enim abstinentiæ testimonium, cùm licentia eripitur, quoniam ita quædam in diversis probantur; sicut et virtus in infirmitate perficitur, sic et abstinentia nubendi in facultate dignoscitur; quis denique abstinens dicetur, sublato eo à quo abstinendum est? quæ temperantia gulæ in fame? quæ ambitionis repudiatio in egestate? quæ libidinis infrenatio in castratione? » Ita Tertullianus, cujus sententiam totidem penè verbis exscripsit sanctus Hieronymus, lib. 1 adversùs Jovinianum. Inde sic infero argumentum :

Illud non est habendum ut malum, et impudicitiæ negotium, quod si tollatur, materia sanctitatis et occasio virtutis eraditur; quod è contra si admittatur, sanctitatis perficiendæ, exercendæque virtutis præbetur materia; atqui si nuptiæ auferantur, sanctitatis occasio tollitur, nullum abstinentiæ ab iisdem futurum est meritum; quis enim abstinens erit, eo sublato quod materia abstinentiæ esse poterat? E contra verò si nuptiarum bonum prædicetur, præsens in illis parandæ sanctitatis et excolendæ virtutis materia est; melius enim et perfectius est ad virginitatem sectandam abstinere à nuptiis, quas contrahere in tuâ habeas potestate. Ergo, etc.

4° Inde putabant Marcionitæ nuptias malas ostendi, quia contendebant à Deo bono permitti non posse; quod nedùm fateatur Tertullianus, ex adverso asserit Deum bonum non futurum, si nuptias prohiberet. « Jam verò, inquit loc. cit., sementem generis humani compescere totum, nescio an hoc quoque optimo Deo congruat. Quomodò enim salvum hominem volet, quem vetat nasci, de quo nascitur, auferendo? quomodò habebit in quo bonitatem suam signet, quem esse non patitur? quomodò diligit, cujus originem non amat? Timet forsitan redundantiam sobolis, ne laboret plures liberando, ne multos fàciat hæreticos, ne generosiores habeat Marcionitas ex Marcionitis : non erit immanior duritia Pharaonis nascentium enecatrix. Nam ille animas adimit, hic non dat; ille aufert à vitâ, hic non admittit ad vitam; nihil apud ambos de homicidio differt; sub utroque homo interficitur, sub altero jam editus, sub altero edendus. » Ita Tertullianus, cujus verba in argumenti formam sic contraho : Deo optimo maximo congruit ut salvum hominem velit, ut multos creet quibus se præbeat bonum, quosque suæ faciat liberalitatis participes; atqui si damnaret nuptias, et generis humani propaginem aboleret, nemo foret quem salvum vellet, nemo in quem suam bonitatem effunderet : quomodò enim vellet salvare quem ne nasci quidem vellet? quomodò faceret suæ liberalitatis participem quem esse non pateretur, nuptias auferendo? Cùm ergo duritia hæc Pharaonis crudelitatem nascentium enecatricem adæquet, ab ideâ summi boni procul est amovenda, et ideò bonas esse nuptias confitendum, quia Deus bonus est.

II. Insana hæc Marcionitarum doctrina Deum tum impotentiæ arguit; fortè enim timet, inquit præclarè Tertullianus, redundantiam sobolis, ne plures liberando laboret ac defatigetur; tum invidiæ et malî livoris accusat; veretur enim, ut pulchrè ridet acutissimus Africanus, ne ex Marcionitis nascantur filii generosiores : Marcion, inquit ibidem, ex nuptiis natus erat. Ergo, etc.

5° Effutiebant Marcionitæ nuptias miseriæ, damnationis ac impietatis esse plenas; contendit ex opposito Tertullianus magnam esse nuptiarum quæ in Ecclesiâ celebrantur felicitatem et sanctimoniam, verique Sacramenti habere rationem, nedùm possint impietatis jure redargui : « Unde sufficiam, inquit, lib. 2 ad uxor., cap. 9, ad enarrandam felicitatem hujus matrimonii quod Ecclesia conciliat, confirmat oblatio, obsignatum angeli renuntiant..., quale jugum fidelium duorum, unius spei, unius voti, unius disciplinæ, ejusdem servitutis? ambo fratres, ambo conservi, nulla spiritûs carnisve discretio.....; simul orant, simul jejunia transigunt...; in Ecclesiâ Dei pariter, in connubio Dei pariter...; sonant inter duos psalmi et hymni, et mutuò provocant quis meliùs Deo suo canat : talia Christus videns et audiens, gaudet : his pacem suam mittit : ubi duo, ibi et ipse, ibi et malus non est. »

Ex alibi, lib. 5, cont. Marcion., c. 18 : « Laborabo ego nunc, inquit, eumdem Deum probari masculi et Christi, mulieris et Ecclesiæ; carnis et spiritûs; ipso Apostolo sententiam Creatoris adhibente : *Propter hoc relinquet homo patrem et matrem, et erunt duo in carne unâ : Sacramentum hoc magnum est?* Sufficit inter ista, si Creatoris magna sunt apud Apostolum Sacramenta, minima apud hæreticos; sed : *Ego autem dico*, inquit, *in Christo et in Ecclesiâ :* habet interpretationem, non separationem Sacramenti : ostendit figuram Sacramenti ab eo præministratam cujus erat utique Sacramentum. »

Hinc argumentum sic efflorescit : Status ille bonus est, quo mysticè significatur conjunctio Christi cum Ecclesiâ; cujus auctor est verus Deus, quemadmodùm est Christi hominis et Ecclesiæ conditor; quem denique in veris fidelibus, spei, fidei, charitatis et virtutum omnium splendidus apparatus exornat; atqui talis est status nuptiarum quæ in Ecclesiâ celebrantur. Ergo, etc.

Legat qui voluerit veritatem hanc profundiùs meditari, et pleniùs auctoritate Patrum defendere, sanctum Clementem Alexandrinum, lib. 3 Stromatum; S. Hieronymum, in libris contra Jovinianum; S. Joannem Chrysostomum, homiliâ 20 in Epistolam ad Ephesios; sanctum Augustinum, libro de Bono conjugali, libris de Nuptiis et Concupiscentiâ, aliisque contra Pelagianos et Manichæos editis; S. Bernardum, sermone 66 in Cantica; aliosque passim sanctos doctores; nobis enim brevitatem sectantibus pauca delibâsse et fontes indicâsse sat est.

Probatio tertia, ex universalis Ecclesiæ contra Marcionitas et Manichæos consensione.

Accedit totius Ecclesiæ ad profligandos Marcionitas et Manichæos consensio.

1° Enim statim atque secundo seculo Marcionitæ, et tertio Manichæi nefandam suam hæresim excitârunt, bonorum omnium indignationem incurrerunt, ea propter quòd, execrabili dogmate, Deo simul et homini immane bellum indicerent; Deo quidem, quia duo admittentes rerum omnium principia, numen omne tollebant de medio, cùm pluralitas deorum, ut inquit Tertullianus, nullitas deorum sit; homini verò, cujus sobolem penitùs extirpare, nuptias prohibendo machinabantur : hinc ab episcopis toto orbe diffusis, à choro sacerdotali, ab imperatoribus, ipsâque christianâ plebe, pro merito lacessiti et expugnati : æquum enim erat ut qui contra omnes pugnabant, omnium inimicitias odiumque experirentur.

2° Quarto Ecclesiæ seculo Eustathius Sebastæ in Armeniâ arianarum partium episcopus, multigenique erroris architectus, inter cætera quæ disseminavit perniciosa dogmata, nuptias cum Manichæis damnare,

omnemque conjugatis æternæ beatitudinis spem adimere ausus est; unde contigit ut mulieres primæ viris derelictis, virique pariter viduatis ante mortem uxoribus, sacrum connubii vinculum, spretis naturæ et religionis sanctissimis edictis abrumperent; contra gliscentem errorem, synodus Gangrensis in Minore Asiâ convocata, an. 325, canones plurimos edidit, quos in præsenti referre juvat.

Canon 1 : *Si quis nuptias accusei, et dormientem cum viro suo, fidelem, piamque ac religiosam feminam detestetur ac vituperet, quasi non possit in regnum Dei introire; anathema sit.* Canon 4 : *Si quis discernit presbyterum conjugatum, quasi non oporteat, eo ministrante, ejus obiationi communicare; anathema sit.* Canon 9 : *Si quis virginitatem custodiens, aut continentiæ studens, velut abhorrens nuptias, secedat, non ideò quia sancta sit virginitas, neque propter ipsum virginitatis bonum; anathema sit.* Canon 10 : *Si quis virginitatem servans propter Dominum, se supra conjugatos extollat; anathema sit.* Canon 14 : *Si qua mulier à marito suo divertat, et secedere velit nuptias abhorrens, anathema sit.*

3° Idem sequentibus ætatibus, tum à Patribus, tum à sacris conciliis sæpè confirmatum; sic in concilio Toletano I, an. 405, can. 21 : *Si quis*, inquiunt Patres, *crediderit conjugia hominum, quæ secundùm Dei legem fiunt, esse execrabilia; anathema sit;* et in concilio Bracharensi, an. 563, can. 1 : *Si quis vituperat nuptias, anathema sit.* Accedit concilii Lateranensis IV, anno 1215; Constantiensis, anno 1418; Florentini, 1439, et denique Tridentini seculo XVI auctoritas; hìc enim communi Patrum sententiâ definitum est, matrimonium esse verum legis evangelicæ Sacramentum : *Si quis dixerit*, aiunt Patres Tridentini, sess. 24, can. 1, *matrimonium non esse verè et propriè unum ex septem legis evangelicæ Sacramentis, à Christo Domino institutum, sed ab hominibus in Ecclesiâ inventum, neque gratiam conferre; anathema sit...;* nisi enim nuptiæ bonæ essent, ad dignitatem Sacramenti non fuerant evehendæ. Ergo, etc.

Probatio quarta, ex nequitiâ Manichæorum sibi ipsi mentiente.

Quartum denique petimus argumentum ex moribus Manichæorum, qui vitæ castæ et memorabilis continentiæ imaginem præferentes, omni se spurcitiæ genere inquinabant, et rejecto nuptiarum bono, matrimonium naturâ sanctum, in libidinem convertebant, adeòque bonum nuptiarum damnabant, et malum probabant. Audiendus de hâc re sanctus Augustinus, sic eos insectans, lib. de Moribus Manich., c. 17 et seq.: « Non concubitum, inquit, sed ut longè ante ab Apostolo dictum est, verè nuptias prohibetis, quæ talis operis una est honesta defensio... Nonne vos estis qui filios gignere, eò quòd animæ ligentur in carne, gravius putatis esse peccatum quàm ipsum concubitum? Nonne vos estis qui nos solebatis monere, ut, quantùm fieri posset, observaremus tempus quo ad conceptum mulier post genitalium viscerum purgationem apta esset, eoque tempore à concubitu temperaremus, ne carni anima implicaretur? ex quo illud sequitur, ut, non liberorum procreandorum, sed causâ satiandæ libidinis haberi conjugem censeatis? nuptiæ autem, ut ipsæ nuptiales tabulæ clamant, liberorum procreandorum causâ marem feminamque conjungunt. Quisquis ergo procreare liberos quàm concumbere gravius dicit esse peccatum, prohibet utique nuptias, et non jam uxorem, sed meretricem feminam facit, quæ donatis sibi certis rebus, viro ad explendam ejus libidinem jungitur; si enim uxor est, matrimonium est. Non autem matrimonium est, ubi datur opera ne sit mater; non igitur uxor : quocirca nuptias prohibetis, nec ab hoc crimine, quod olim à Spiritu sancto de vobis prædictum est, ullâ vos ratione defenditis... Hi sunt vestri mores, hic finis admirabilium præceptorum, ubi nihil certum, nihil constans, nihil rationabile, nihil inculpabile; sed omnia dubia, imò verò sine dubitatione falsissima; omnia repugnantia, abominabilia, absurda... Vidi ego, non solus, sed cum iis qui partim jam illâ superstitione liberati sunt, partim adhuc opto ut liberentur : vidimus ergo in quadrivià Carthaginis, in plateâ celeberrimâ, non unum, sed plures quàm tres electos simul (*electos Manichæi vocabant eos qui aliquamdiù ab ipsis probati, Manichæismum profitebantur*), post transeuntes nescio quas feminas, tam petulant gestu adhinnire, ut omnium trivialium impudicitiam impudentiamque superarent : quod de magnâ venire consuetudine, atque illos inter se ita vivere satis eminebat : quandoquidem nullus socii præsentiam veritus, omnes, aut certè penè omnes eâdem teneri peste indicabat : non enim erant hi ex unâ domo; sed diversè prorsùs habitantes, ex eo loco ubi conventus omnium factus erat, pariter fortè descenderant : nos autem graviter commoti, graviter etiam questi sumus... id etiam nobis responsum est, cùm ad ipsos primates detulissemus, conquestam esse mulierem, quòd in conclavi, ubi cum aliis feminis erat, de illarum scilicet sanctitate secura, ingressis electis pluribus, et ab uno lucernâ extinctâ, incertum cujus eorum in tenebris appetita esset amplexu, et coacta in flagitium, nisi subsidio clamorum evasisset : hoc vobis quoque notissimum nefas, de quantâ consuetudine venisse arbitrandum est? et hoc factum est eâ nocte, quâ festæ apud vos vigiliæ celebrabantur... : omnes idem crimen involutos tenebat qui semel ingressi erant. Nam omnibus petulanter clamantibus lucerna extincta placuerat. »

Ita sanctus Augustinus, pleraque alia scelera Manichæis ibidem exprobrans, quæ legere quisque in fonte potest. Unde manifestum est Manichæos subverso penitùs judicio, hoc unum quod in nuptiis bonum est, quoque solo nuptiæ verè appellantur, damnâsse; illud verò quod malum est, turpes scilicet et infructuosos coitus, approbâsse; et, dùm continentiæ professores haberi volebant, fuisse hominum perditissimos : ut inde intelligendum omnibus darent quàm sit facile simulare, quàm difficile habere virtutem.

Diluuntur objectiones.

Opponitur in gratiam Manichæorum : Apostolus 1 Cor. 7, postquàm conjugatis dixit, vers. 5 : *Nolite fraudare invicem, nisi fortè ex consensu ad tempus, ut vacetis orationi; et revertimini in idipsum, ne tentet vos Satanas propter incontinentiam vestram :* sic pergit, v. 6 : *Hoc autem dico secundùm indulgentiam, non secundùm imperium : volo enim omnes vos esse sicut me ipsum* : videlicet sine matrimonio.

Hinc sic instruitur argumentum : Quod secundùm indulgentiam conceditur, non secundùm imperium, bonum non est; indulgentia enim conceditur rei non bonæ; sed matrimonium concedit Apostolus secundùm indulgentiam, non secundùm imperium. Ergo bonum ex ejus mente dici non debet. — Resp. : Admitto auctoritatem, et concessâ majore, distinguo min.: Matrimonium ex indulgentiâ permittit Apostolus, quantàm ad excessum qui in ejus usu esse potest, concedo; quantùm ad rem ipsam, id est, habitâ solius in se matrimonii ratione, nego min. et conseq. Equidem matrimonium quantùm in ipso est, ad suscipiendam et educandam prolem refertur; matrimonii excessus est, inquit S. Augustinus, lib. 1 de Nupt. et Concup., c. 14, *quando conjuges debitum ab alterutro carnis exposcunt, non voluntate propaginis, sed libidinis voluptate;* dicimus ergo ab Apostolo concedi secundùm indulgentiam, id est, condonari, non matrimonium ipsum, quod nedùm veniam postulet, laudem habet, sed excessum qui in ejus usu esse potest; eodem enim capite, v. 28 : *Si acceperis uxorem*, inquit, *non peccâsti, et si nupserit virgo, non peccavit;* et v. 36 : *Quod vult*, inquit, *faciat, non peccat si nubat;* quæ verba S. Augustinus expendens, lib. de Bono conjug., cap. 10 : « Nunc autem, ait, quid dicturi sumus adversùs evidentissimam vocem Apostoli dicentis : *Quod vult faciat, non peccat si nubat?* Hinc certè jam dubitare fas non est nuptias non esse peccatum; non itaque nuptias secundùm veniam concedit Apostolus; nam quis ambigat absurdissimè dici non eos peccâsse

quibus venia datur? sed illum concubitum secundùm veniam concedit, qui fit per incontinentiam, non solâ causâ procreandi, et aliquando nullâ causâ procreandi, quem nuptiæ non fieri cogunt, sed ignosci impetrant. »

Idemque alibi repetens, lib. 1 de Nupt. et Concup., 14 : « Ubi ergo venia danda est, inquit, aliquid esse culpæ nullâ ratione negabitur; cùm igitur culpabilis non sit generandi intentione concubitus, qui propriè nuptiis imputandus est, quid secundùm veniam concedit Apostolus, nisi quòd conjuges, dùm se non continent, debitum ab alterutro carnis exposcunt, non voluntate propaginis, sed libidinis voluptate? quæ tamen voluptas non propter nuptias cadit in culpam, sed propter nuptias accipit veniam. »

Inst. 1° : Atqui matrimonium etiam in se sumptum peccatum est; ergo, etc. Prob. subs. : Quod sine libidine esse non potest, peccatum est; atqui nuptiarum commercium sine libidine esse nequit; ergo in se spectatum peccatum est. — Resp. : Nego subs.; ad probat. cum S. Augustino distinguo maj. : Quod non potest esse absque libidine dominante, peccatum est, concedo; quod non potest esse absque libidine serviente, peccatum est, nego maj.; distinguo pariter min. : Nuptiale commercium non potest esse sine libidine dominante, nego; sine libidine serviente, subdistinguo : In statu naturæ lapsæ, concedo; absolutè, nego min. et conseq. E. D. Libido dominans est, quæ sola propter se in nuptiis quæritur; libido serviens est, quæ sequitur ex matrimonio suscipiendæ prolis causâ suscepto. Equidem carnalis commixtio peccatum est, cùm solius libidinis explendæ causâ quæritur; sed matrimonium generationis causâ contractum, etiamsi sequentem ac servientem libidinem habeat, negat S. Augustinus esse peccatum. « Quia, inquit, lib. 1 de Nupt. et Concup., c. 12, bona voluntas animi sequentem ducit, non ducentem sequitur corporis voluptatem : nec humanum arbitrium trahitur subjugante peccato, cùm justè redigitur in usum generandi plaga peccati : hujus plagæ effectus, *libido scilicet*, in adulteriorum et fornicationum, et quorumlibet stuprorum, atque immunditiarum fœditatibus regnat; in connubiorum verò necessitudinibus servit : ibi de domino tali turpitudo damnatur; hìc de pedissequo tali honestas verecundatur : non est igitur hæc libido nuptiarum bonum, sed obscœnitas peccantium, necessitas generantium lasciviarum ardor, nuptiarum pudor... » Itaque ex S. Augustino, licèt non possit in præsenti naturæ statu sine serviente libidine esse commercium nuptiale, non debent tamen nuptiæ ipsæ damnari, quia bona voluntas animi sequentem habet, non ducentem sequitur corporis voluptatem : « Unde, inquit ibidem, cap. 17, carnis concupiscentia non est nuptiis imputanda, sed in nuptiis toleranda; non est enim ex naturali connubio veniens bonum, sed ex antiquo peccato accidens malum. »

Inst. 2° : Quod est proxima peccandi occasio, debet respui, quippè hoc ipso quòd sit malum, evincitur; atqui nuptiæ se ipsis proxima peccandi occasio sunt: quandoquam enim contingit ut libido dominans non reperiatur in conjugatis? ergo, etc. — Resp. : Concessâ majore, nego minorem; nam si nuptiæ ex seipsis proximam afferrent peccandi occasionem, mendacii et impietatis convinceretur Apostolus, loco paulò ante citato sic loquens, 1 Cor. 7, 5 : *Revertimini in idipsum, ne tentet vos Satanas propter incontinentiam vestram* : malum enim bonum vocaret, et contra quàm ipse præscripsit, Rom. 1, 32, non solùm malum facientibus consentiret, sed ejus perpetrandi suasor esset; quod cùm suspicari nefas sit, dicendum potiùs nuptias à peccandi occasione retrahere, nedùm in illam inducant.

Ad probationem, respondeo cum sancto Augustino: Distinguo antecedens : Rarò contingit ut libido dominans non reperiatur in conjugatis, *vitio conjugum*, concedo; *vitio nuptiarum*, nego. « Nam, inquit sanctus doctor, lib. de Bono conjug., c. 14, quid sit nuptiarum considerandum est, non quid nubentium, et immoderatiùs nuptiis utentium. Neque enim si agris iniquè ac perperàm invasis ita quisque utatur, ut ex eorum fructibus largas eleemosynas faciat, ideò rapinam justificat. Neque si alius ruri paterno, vel justè quæsito, avarus incumbat, ideò culpanda est juris civilis regula, quâ possessor legitimus factus est; nec tyrannicæ factionis perversitas laudabilis erit, si regiâ clementiâ tyrannus subditos tractet; nec vituperabilis ordo regiæ potestatis, si rex crudelitate tyrannicâ sæviat; aliud est namque injustâ potestate justè velle uti; et aliud est justâ potestate injustè velle uti; ita nec concubinæ ad tempus adhibitæ, si filiorum causâ concumbant, justum faciunt concubinatum suum; nec conjugatæ, si cum maritis lasciviant, nuptiali ordini crimen imponunt. »

Inst. 3° : Atqui non vitio conjugum, sed vitio nuptiarum ascribi debet, quòd connubii fœdus sit malum; ergo, etc. Prob. subs. : Fons originalis peccati se ipso est malus; atqui nuptialis concubitus originalis peccati fons est; ergo quòd nuptiale commercium malum sit, non conjugibus, sed nuptiis ascribendum. — Resp. : Nego subs.; ad probationem, cum sancto Augustino concessâ maj., nego min. : Fons enim originalis peccati est, unde sequitur ut reos diabolus parvulos teneat; atqui quòd diabolus reos sibique subjectos parvulos teneat, non hoc ex nuptiis, sed ex malo concupiscentiæ, nascitur: « Natos non ex bono, quo bonæ sunt nuptiæ, sed ex malo concupiscentiæ, inquit S. doctor, lib. 1 de Nupt. et Concup., cap. 24, quo benè quidem utuntur nuptiæ, de quo tamen erubescunt et nuptiæ, reos diabolus parvulos tenet.... » Itaque, juxta S. Augustinum, quòd nascantur infantes peccato originali obnoxii, non in nuptias de se bonas, sed in malum concupiscentiæ refundi debet : « Ita enim nuptiarum bonum malo originali quod inde trahitur, non potest accusari, inquit, ibid., cap. 1, sicut adulteriorum et fornicationum malum, bono naturali quod inde nascitur non potest excusari; nam sicut peccatum sive hinc sive inde à parvulis trahatur, opus est diaboli; sic homo sive hinc sive inde nascatur, opus est Dei; igitur carnalis concupiscentiæ malum, propter quod homo qui per illam nascitur trahit originale peccatum, discerni debet à bonitate nuptiarum; hæc enim pudenda concupiscentia nulla esset, nisi homo ante peccâsset; nuptiæ verò essent, etiamsi nemo peccâsset ».

Inst. 4° : Atqui nuptiæ se ipsis, et ex naturâ sunt malæ; ergo, etc. Prob. subs. : Lucæ 14 parabola est de iis qui cùm à patrefamiliâs ad cœnam invitati essent (quæ regni cœlestis figura est), interesse tam splendido convivio variis prætextibus renuerunt : *Alius dixit : Uxorem duxi, et ideò non possum venire;* alii, prout quisque erat terrenis negotiis implicatus, excusationem similem attulerunt. Contra omnes verò lata à Domino sententia est : *Dico vobis*, inquit Luc. 14, 24, *quòd nemo virorum illorum qui vocati sunt, gustabit cœnam meam.*

Hinc sic enascitur argumentum : Pro malo haberi id omne debet, quo homines ab æterno convivio excluduntur; atqui hæc nuptiarum infelicitas est, ut textus laudatus insinuat; ergo, etc. — Resp. : Nego subs.; ad probationem admitto auctoritatem, et concessâ majore, nego min.; non enim nuptos ad cœnam vocaret paterfamiliâs, si connubium ab ejus participatione necessariò quemquam repelleret; itaque quòd conjugati à regno cœlesti repelli possint aut debeant, non in nuptias, quæ se ipsis sunt sanctæ, et à Christo in Evangelio approbatæ, sed in conjugatos refundi debet, qui rem naturâ bonam et sanctam in malum culpâ suâ, pravis libidinibus indulgendo convertunt : « In hâc parabolâ exemplum est, inquit S. Clemens Alexandrinus, lib. 3 Strom., ad eos arguendos, qui ut voluptatibus serviant, abstinent à divino mandato; non autem ad ipsas in se nuptias arguendas.... » Ve-

ritas responsionis ex aliis excusationibus, quas ibidem afferunt invitati, manifestò astruitur : *Primus dixit*, inquit Luc. 14, 18 : *Villam emi, et necesse habeo exire et videre illam ; rogo te, habe me excusatum ; et alter dixit : Juga boum emi quinque, et eo probare illa ; rogo te, habe me excusatum :* quod non ideò dictum est, quasi villas et boves emere, malum sit æternâ morte plectendum ; sed ut ostenderetur eos qui augendis opibus sic inhiant, ut bona temporalia æternis ac cœlestibus anteponant, indignos esse qui ad cœnam patrisfamiliàs admittantur : pariter ergo dicendum non nuptias, sed pravam conjugum voluntatem, divino judicio condemnari.

Inst. 5° : Apostolus Corinthiis bona cuncta suadens : *Dico autem non nuptis et viduis*, inquit, 1 Cor. 7, 8, *bonum est illis, si sic permaneant, sicut et ego : quòd si non se continent, nubant : melius est enim nubere quàm uri ;* quod Apostoli effatum Tertullianus interpretans : « Sic accipiendum est, inquit, l. de Exhort. castit., c. 4, quomodò melius est uno oculo quàm duobus carere : si tamen à comparatione discedas, non erit melius unum oculum habere, quia nec bonum... » Hinc sic infertur argumentum :

Eodem sensu, Tertulliano interprete, dixit Apostolus melius esse nubere quàm uri, quo dicitur melius esse carere uno oculo quam duobus ; atqui ita melius est orbum uno oculo esse, ut tamen malum in se sit ; ergo à pari ita melius est nubere quàm uri, ut tamen malum sit nubere, licèt minus sit malum quàm uri. — Resp. : Admitto auctoritatem, et nego maj. Qui enim disertis verbis affirmat non peccâsse qui accepit uxorem ; virginem si nupserit, non peccâsse ; non peccare qui nubunt, et benè facere qui matrimonio conjungit virginem suam ; profectò non hoc sensu dicit melius esse nubere quàm uri, quo dicitur melius esse carere uno oculo quàm duobus ; atqui in hoc ipso capite 7 primæ Epist. ad Corinthios, sæpiùs Apostolus repetit non peccare qui nubunt, et benè facere qui nuptui tradit virginem suam : idemque in Epistolâ primâ ad Timotheum confirmans : *Mulier*, inquit, cap. 2, 15, *si permanserit in fide, salvabitur per filiorum generationem :* et in Epistolâ ad Hebræos, cap. 13, 4 : *Honorabile*, ait, *connubium in omnibus, et thorus immaculatus :* denique in Epistolâ ad Ephesios, cap. 5, in tantum extollit nuptias, ut in iis agnoscat magnum Sacramentum, quod est in Christo et in Ecclesiâ : non ergo eo sensu voluit intelligi id quod dixit, *melius esse nubere quàm uri*, quasi malum nubere sit, licèt sit minus malum quàm uri.

Sic respondet S. Augustinus in libro de Bono conjugali, cap. 8 : « Honorabiles nuptiæ in omnibus, inquit, et thorus immaculatus ; quod non sic dicimus bonum, ut in fornicationis comparatione sit bonum ; alioquin duo mala erunt, quorum alterum pejus, aut bonum erit et fornicatio, quia est pejus adulterium ; pejus est enim alienum matrimonium violare quàm meretrici adhærere ; et bonum adulterium, quia est pejor incestus ; pejus est enim cum matre quàm cum alienâ uxore concumbere ; et donec ad ea perveniatur quæ, sicut Apostolus ait, Ephes. 5, 3, turpe est et dicere, omnia bona erunt in comparatione pejorum ; hoc autem falsum esse quis dubitet ? Non ergo duo mala sunt, connubium et fornicatio, quorum alterum est pejus, sed duo bona sunt, connubium et continentia, quorum alterum est melius ; sicut ista temporalis sanitas et immortalitas non sunt duo mala quorum alterum pejus ; sed ista sanitas et immortalitas duo bona sunt quorum alterum melius... Sicut autem jejuniis sacrilegorum meliora sunt prandia justorum, ita nuptiæ fidelium virginitati anteponuntur impiorum ; verùmtamen neque ibi prandium jejunio, sed justitia sacrilegio ; neque hic nuptiæ virginitati, sed fides impietati præfertur ; ad hoc enim justi, cùm opus est, prandent, ut tanquàm boni domini quod justum et æquum est servis corporibus præbeant ; ad hoc autem sacrilegi jejunant, ut dæmonibus serviant ; sic ad hoc nubunt fideles ut maritis pudicè copulentur ; ad hoc autem sunt virgines impiæ, ut à vero Deo fornicentur, » etc.

Jam quod ad Tertullianum spectat, dicimus ineptam et à vero alienam esse quam attulit testimonii apostolici explicationem, nulliusque pretii esse auctoritatem ex libro ejus de Exhortatione castitatis adductam ; hic enim liber, ut alibi admonuimus, de eorum numero est, quos contra doctrinam catholicam scripsit, cùm ad partes Montanistarum desertor Ecclesiæ deflexisset ; itaque impugnandus Tertullianus hæreticus iisdem armis quibus Tertullianus catholicus Marcionem gloriosissimè, ut prædiximus, debellavit.

Inst. ultimò : Quidam ex antiquis Patribus Adami innocentis cum Evâ matrimonium nullum fuisse dixerunt, neque deinceps futurum, si in innocentiâ perstitissent ; quam opinionem aliquando S. Augustinus defendit ; atqui hujus amplectendæ sententiæ non alia sanctis doctoribus causa fuit, nisi quòd crederent nuptias esse intrinsecè malas : ergo, etc. — Resp. : Distinguo maj. : Quidam ex antiquis putaverunt Adami innocentis cum Evâ matrimonium non fuisse ; hoc, inquam, *sine fundamento, et contra communem dotrinam dixerunt*, concedo ; *cum fundamento, et consentaneè ad doctrinam Ecclesiæ*, nego majorem ; et concessâ min., nego conseq. E. R. Peculiaris hæc paucorum opinio rejici debet, tum quia Scripturæ testimoniis manifestò contraria, tum quia omni rationis præsidio destituta, tum quia aliorum Patrum majori numero contradicit, consensu penè unanimi affirmantium nuptias à protoparentibus ante omne peccatum esse contractas. Hinc S. Augustinus, quod primùm putaverat benedictionem Dei, quâ dictum est : *Crescite et multiplicamini*, in carnalem fœcunditatem, post peccatum, fuisse conversam, postmodùm ætate maturior, et in sacrâ doctrinâ provectior improbavit. « In Africâ constitutus, inquit in libris Retractationum, lib. 1, c. 10, conscripsi duos libros de Genesi contra Manichæos... ; quod verò ibi legitur de benedictione Dei, quâ dictum est : *Crescite et multiplicamini*, in carnalem fœcunditatem, post peccatum, conversam esse credendum, si non potest alio modo dictum inveniri, nisi ut putentur illi homines non habituri fuisse filios homines nisi peccâssent, omninò non approbo. » Longèque præclariùs in libris de Civitate Dei, lib. 14, c. 22 : « Nullo modo dubitamus, inquit, secundùm benedictionem Dei crescere et multiplicari, et implere terram, donum esse nuptiarum, quas Deus ante peccatum hominis ab initio constituit, creando masculum et feminam, qui sexus evidens utique in carne est ; huic quippe operi Dei etiam benedictio subjuncta est : nam cùm Scriptura dixisset : *Masculum et feminam fecit eos*, continuò subdidit : *Et benedixit eis Deus dicens : Crescite, et multiplicamini, et implete terram, et dominamini ejus*, etc... Cui sententiæ tam evidenti magnæ absurditatis est reluctari... ; apertè enim de vinculo conjugali quo invicem sibi uterque sexus obstringitur, Dominus interrogatus utrùm liceret quâcumque ex causâ dimittere uxorem... respondit atque ait : *Non legistis quia qui fecit hominem ab initio, masculum et feminam fecit eos, et dixit : Propter hoc dimittet homo patrem et matrem, et adhærebit uxori suæ, et erunt duo in carne unâ ? Itaque jam non sunt duo, sed una caro ; quod ergo Deus conjunxit, homo non separet.* Certum est igitur masculum et feminam ita primitùs institutos, ut nunc homines duos diversi sexûs videmus et novimus... » Et ibid., c. 23 : « Quisquis autem dicit non fuisse coituros, nec generaturos, nisi peccâssent, quid dicit nisi propter numerositatem sanctorum, necessarium homini fuisse peccatum ? Si enim non peccando soli remanerent, quia sicut putant, nisi peccâssent, generare non possent, profectò ut non soli duo justi homines possent esse, sed multi, necessarium peccatum fuit ; quod si credere absurdum est, illud potiùs est credendum, quòd sanctorum numerus, quantus complendæ illi sufficit beatissimæ civitati, tantus existeret, etsi nemo peccâsset, quantus nunc per Dei gratiam de multitudine colligitur peccatorum, quosque filii hujus seculi generant et gene-

rantur; et ideò illæ nuptiæ, dignæ felicitate paradisi, si peccatum non fuisset, et diligendam prolem gignerent, et pudendam libidinem non haberent. » Ita sanctus doctor; ad ejus itaque mentem quæ priùs ejus fuerat, quæque quorumdam aliorum contraria sententia fuit, de nuptiis in statu innocentiæ non futuris, quippe catholicæ doctrinæ adversaria expungi ac corrigi debet.

Sequitur

CAPUT II.

CONTRA PELAGIANOS OSTENDITUR SIC NUPTIAS ESSE BONAS, UT TAMEN CONCUPISCENTIA MALA SIT.

Pelagiani volebant primum hominum par, morti obnoxium à Deo creatum, et cum ipsâ lege peccati quæ in nobis est, id est, cum concupiscentiâ quam Dei opus esse, et naturæ bonæ bonam conditionem mordicùs contendebant; tantùmque hoc delectabantur errore, ut non aliter vitari posse Manichæorum Charybdim audacter assererent; eâque de causâ Catholicos Manichæismi insimularent, qui dicunt concupiscentiam, corruptæ naturæ morbum, et pravam esse affectionem ex peccato originali secutam, non à Deo creatore prognatam.

In contrarium sanctus Augustinus, doctrinæ catholicæ contra Pelagianos, totis viginti annis defensor, docet utrosque, Manichæos nimirùm et Pelagianos, longissimè à veritate recedere : « Manichæi, inquit, lib. 2 cont. 2 epist. Pelag., c. 2, carnis concupiscentiam non tanquàm accidens vitium, sed tanquàm naturam ab æternitate malam vituperant; Pelagiani eam tanquàm nullum vitium, sed naturale sit bonum insuper laudant; catholica Ecclesia utrosque redarguit, Manichæis dicens : *Non natura, sed vitium est;* Pelagianis dicens : *Non à patre, sed ex mundo est;* ut eam velut malam valetudinem sanari utrique permittant, desinendo illi tanquàm insanabilem credere, isti tanquàm laudabilem prædicare... Iis morbis inter se contrariis Manichæi Pelagianique confligunt, dissimili voluntate, simili vanitate, separati opinione diversâ, sed propinqui mente perversâ..... Desinant itaque Pelagiani Catholicis objectare quod non sunt, sed ipsi potiùs festinent emendare quod sunt, nec ideò se velint haberi amabiles, quia odioso Manichæorum adversantur errori; sed meritò se agnoscant odibiles, quia suum non aversantur errorem : possunt enim duo errores inter se esse contrarii, sed ambo sunt detestandi, qui sunt ambo contrarii veritati; nam si propterea sunt diligendi Pelagiani, quia oderunt Manichæos, diligendi et sunt Manichæi, quia oderunt Pelagianos; sed absit ut catholica mater propter alterorum odium alteros eligat amare; cùm, volente atque adjuvante Domino, debeat utrosque vitare, et cupiat utrosque sanare. »

Itaque postquàm contra Manichæos statutum nuptias non esse malas, et malum non habere auctorem, contra Pelagianos probandum concupiscentiam esse malam, et conditori Deo ascribi minimè posse.

(ADDITIO CENSORIS.)

Cùm autem vox *concupiscentiæ* in ipsismet Scripturis diverso modo accipiatur, hi varii sensus distinguendi sunt, ut nimirùm quâ significatione eo loco sumatur, adeòque quis sit genuinus quæstionis status ampliùs innotescat. « Sciendum est, inquit Bellarminus, lib. 5, cap. 15, de Amissione gratiæ et Statu peccati, concupiscentiam non semper eodem modo accipi in Scripturis. Interdùm enim significat appetitum boni in universum, quâ notione multæ bonæ concupiscentiæ inveniuntur, ut sanctus Augustinus monet concione in psal. 118. Nam concupiscentia bona est et laudabilis, quippe quæ, ut dicitur Sapient. 6, deducit ad regnum. Bona est item concupiscentia, quâ spiritus adversùs carnem concupiscit, de quâ loquitur Apostolus ad Gal. 5; rectè quoque concupiscebat qui dicebat psal. 118 : *Concupivi desiderare justificationes tuas.*

« Rursùs concupiscentia aliquando significat actum, aliquando potentiam. Nam concupiscentiam dicimus ipsum desiderii motum, ut patet ex Augustino, libro 6 in Julianum, cap. 8, et ipsam potentiam seu vim appetendi bona sensibilia, ut patet ex eodem Augustino, libro 4 in Julian., cap. 14, et lib. 6, capite 7, et hoc modo concupiscentia non est mala, sed bona, vel indifferens : nam possumus per eamdem vim appetendi et benè et malè concupiscere. Itaque sanctus Augustinus, locis citatis, fatetur non ita esse accipiendam concupiscentiam, cùm agitur de peccato originis.

« Est igitur alia notio concupiscentiæ, quâ concupiscentiam appellamus vitium quo proni sunt homines ad petenda bona sensibilia contra ordinem rationis, et hoc modo accipitur concupiscentia, passim ab Augustino, in libris adversùs Pelagianos, lib. 2 in Julian., ante medium...; lib. 6, cap. 7....; lib. 1 de Nuptiis ex concupiscentiâ, cap. 25...; cap. 31.

« Sciendum est secundò istud vitium in carne potissimùm residere, hoc est, in parte hominis inferiore, quæ sensualitas dicitur. Id quod supra docuimus ex Apostolo, Rom. 7...; quocirca sanctus Augustinus in omnibus libris quos adversùs Pelagianos scripsit, semper de concupiscentiâ loquens, ad vitium partis inferioris recurrit....; in omnibus libris contra Pelagianos directè scriptis, cùm in singulis capitibus concupiscentiam sæpiùs nominet, semper ferè pro vitio partis inferioris quæ rebellis est superiori, concupiscentiæ nomen accipit.

« Cæterùm negandum non est etiam in parte superiore simile vitium inveniri. Nam ea quoque animæ pars prona est ad concupiscendos honores, inanem gloriam, et alias vanitates; et, etiamsi nolimus, interdùm parit ejusmodi desideria...; quod diligenter notavit S. Augustinus, lib. 14 de Civitate Dei, cap. 2, 3 et 4....

« Itaque concupiscentiæ vitium, licèt præcipuè in sensualitate, tamen etiam in mente sedem habet. Sanctus autem Augustinus, in locis contra Pelagianos, ideò penè ubique loquitur de vitio sensualitatis, quia in sensualitate magis hoc vitium se prodit, non quòd ignoraret etiam in mente locum habere.... Dicimus sensualitatem esse pronam ad concupiscentiam, etiam contra ordinem rationis, non ex aliquâ insitâ qualitate eam inclinante, sed ex carentiâ justitiæ originalis quæ eam perfectè rationi subjiciat. »

Hinc idem Bellarminus, libro unico de Gratiâ primi hominis, capite 7, sic loquitur :

« Concupiscentia carnis nunc quidem pœna peccati est, tamen homini condito in puris naturalibus fuisset sine dubio naturalis; non quidem ut bonum aliquod naturæ, sed ut defectus, et quasi morbus quidam naturæ ex conditione materiæ consequens. Quare rectissimè dicitur non esse ex Deo; odio, non amore dignam, malam, naturæque contrariam, propter duas causas : primam, quia non ex intentione Auctoris naturæ, sed præter intentionem in homine exstitisset, si in puris naturalibus homo creatus fuisset; deinde, quia Deus illam sustulerat, et ex ipsius hominis culpâ in nobis locum habet. » Hæc Bellarminus.

Itaque hìc agitur de illâ concupiscentiâ quæ in vi appetendi indeliberatâ consistit, quæ contra spiritum usque ad mortem pugnat, cujus actus indeliberati et involuntarii in nobis sine nobis nascuntur, et nobis etiam invitis sæpè perseverant, et ad peccandum nos inclinant, de quâ concilium Tridentinum, sessione 5, canone 5, hæc definit : *Hanc concupiscentiam quam aliquando Apostolus peccatum appellat, sancta synodus declarat Ecclesiam catholicam nunquàm intellexisse peccatum appellari, quod verè et propriè in renatis peccatum sit, sed quia ex peccato est et ad peccatum inclinat.*

Probatio prima, ex auctoritate Scripturæ.

Cujus veritatis primum argumentum Scriptura præbet, Pelagianos multis locis redarguens. *Invenio legem,*

inquit sanctus Paulus, Rom. 7, 21 et seq., *volenti mihi facere bonum, quoniam mihi malum adjacet : condelector enim legi Dei secundùm interiorem hominem : video autem aliam legem in membris meis repugnantem legi mentis meæ, et captivantem me in lege peccati, quæ est in membris meis : infelix ego homo! quis me liberabit de corpore mortis hujus? gratia Dei per Jesum Christum Dominum nostrum.* Et in Epistolâ ad Galatas, c. 5, v. 16 et seq. : *Dico autem : Spiritu ambulate, et desideria carnis non perficietis : caro enim concupiscit adversùs spiritum; spiritus autem adversùs carnem : hæc enim sibi invicem adversantur, ut non quæcumque vultis, illa faciatis.* Beatus Jacobus : *Nemo*, inquit, cap. 1, v. 13 et seq., *cùm tentatur, dicat quoniam à Deo tentatur : Deus enim..... neminem tentat; unusquisque verò tentatur à concupiscentiâ suâ abstractus et illectus : deinde concupiscentia cùm conceperit, parit peccatum; peccatum verò cùm consummatum fuerit, generat mortem.* S. Joannes, Ep. 1, c. 2, 15 et seq. : *Nolite diligere mundum, neque ea quæ in mundo sunt : si quis diligit mundum, non est charitas Patris in eo; quoniam omne quod est in mundo, concupiscentia carnis est, et concupiscentia oculorum, et superbia vitæ, quæ non est ex Patre, sed ex mundo est.*

Ex his Scripturæ testimoniis eruo argumenta quæ sequuntur :

1° Si lex carnis sive concupiscentia Deum haberet auctorem, non repugnaret legi mentis ; non enim potest opus Dei operi Dei esse contrarium, et cum illo inimicè conflictari, quia Deus non vult opus bonum opere bono evertere ; atqui, teste Apostolo, lex carnis sive concupiscentia, repugnat legi mentis, et quantùm in ipsâ est, captivare satagit hominem in lege peccati ; ergo mala est, adeòque Deum auctorem non habet.

2° Si concupiscentia bona et à Deo esset, non debuerat Apostolus ideò se infelicem lamentari, quòd concupiscentiâ premeretur, nec pariter debuerat liberationem ab ejus imperio petere ; ingratus enim Deo est, qui bonum ab eo acceptum aversatur ac respuit ; indeque se miserum putat, unde ditior et ornatior factus est ; atqui ideò se miserum Apostolus prædicat, quòd videat aliam legem in membris suis repugnantem legi mentis suæ, enixèque petit ab illo mortis corpore liberari ; sentit ergo concupiscentiam esse malam, nec auctori Deo, sed naturæ peccato vitiatæ imputandam.

3° Si concupiscentia à Deo esset, quisquis tentaretur à concupiscentiâ suâ, à Deo utique tentaretur ; effectus enim jure merito ei ascribitur, qui causam ipsam produxit unde effectus manavit ; quod est causa causæ, aiunt philosophi, est causa causati ; atqui illationem hanc rejicit apostolus Jacobus, velut impiam et divinæ sanctitati contrariam : *Nemo*, inquit, *cùm tentatur, dicat quia à Deo tentatur ; Deus enim neminem tentat, sed unusquisque tentatur à concupiscentiâ suâ illectus et abstractus ;* ergo, etc.

4° Concupiscentia ex eodem Apostolo mater est peccati et mortis : *Concupiscentia*, inquit, *cùm conceperit, parit peccatum, et peccatum generat mortem ;* ergo impiè desipit quisquis concupiscentiam Deo auctori ascribit, et jactitat esse bonam ; nam, quæso, quomodò potest ad Deum auctorem refundi, et pro re bonâ haberi, infelix mater, unde peccatum et mors, adeò horrenda mala, originem ducunt?

5° Apertè prædicat Joannes apostolus concupiscentiam carnis, et concupiscentiam oculorum, et superbiam vitæ, quæ tria sub generali malæ appetentiæ nomine continentur, non ex Deo, sed ex mundo esse, mundum nimirùm intelligens genus humanum, protoparentum labe primigeniâ vitiatum ; ergo manifestò contradicunt Scripturæ Pelagiani affirmantes concupiscentiam bonam esse, et à Deo procedere.

Probatio secunda, ex fide peccati originalis.

Ideò volebant Pelagiani nuptias sic esse bonas ut nec mala foret concupiscentia, nec pudenda libido, quia peccatum originale negabant ; quo sublato, concludebant vel consentiendum Manichæis nuptias in malum Deum refundentibus, quem errorem consequi ex doctrinâ Catholicorum calumniabantur ; vel non nuptias tantùm, sed et ipsam concupiscentiam bono et vero Deo tribuendam, et esse bonam jactitabant ; atque pro perverso hoc dogmate, tanquàm pro aris et focis, decertabant.

Jam argumentum sic prosequor : Atqui fidei est peccatum originale ab Adamo in ejus posteros non tantùm imitatione, verùm etiam naturæ propagatione transmitti ; nec minùs certum est enormi illo peccato naturam humanam non solùm fuisse spoliatam donis gratuitis, sed etiam in naturalibus vulneratam. « Si quis non confitetur, inquit concilium Tridentinum, sess. 5, can. 1, primum hominem Adam, cùm mandatum Dei in paradiso fuisset transgressus, statim sanctitatem et justitiam in quâ constitutus fuerat amisisse, incurrisseque per offensam prævaricationis hujusmodi iram et indignationem Dei, atque adeò mortem quam illi comminatus fuerat Deus, et cum morte captivitatem sub ejus potestate qui mortis deinde habuit imperium, hoc est, diaboli ; totumque Adam per illam prævaricationis offensam, secundùm corpus et animam, in deterius commutatum fuisse : anathema sit. »

Cùm ergo habeat carnalis concupiscentia et omnis prava libido apertam ac necessariam in peccato originali causam, falsò et impiè in Deum refunditur.

Descriptio brevis statûs innocentiæ et statûs peccati.

Quod ut evidentiùs explicetur, juvat breviter hìc describere felicitatem statûs innocentiæ, et miseriam in quam primus homo per peccatum collapsus est, quamque universæ propagini infaustâ hæreditate reliquit : ubi enim viro theologo ex doctrinâ catholicæ Ecclesiæ innotuerit quanto Adamus innocens ab Adamo peccatore distet intervallo, non poterit non irasci Pelagianis, in Deum concupiscentiam referentibus.

Fortunatissimum fuisse innocentiæ statum in quo Adam creatus est, nemo fidelis negaverit : nam non solùm insontem et sine vitio à Deo naturam accepit, à quo repugnat corruptum aliquid et vitiatum prodire, sed ornatum insuper donis omnibus gratiæ ac naturæ excellentissimis : bonâ à Deo conditore voluntate donatus est, dicente Scripturâ, Eccles. 7, 30 : *Hoc inveni quod fecerit Deus hominem rectum ;* intellectum sortitus est plenitudine scientiæ illustratum, eâdem Scripturâ attestante, Eccli. 17, 5 : *Disciplinâ intellectûs replevit illos, creavit illis scientiam spiritûs, sensu implevit cor illorum, et bona et mala ostendit illis.*

Habuit insuper plenam ad omne bonum opus libertatem : poterat legem facilè custodire, si vellet ; poterat et non peccare, si nollet : in illo voluntas rationi, appetitus voluntati ad nutum obtemperabat : de corpore ejus quid eloquar, animæ imperio tantùm obsequente, quantùm Deo homo ipse subditus erat? Nulla ibi discordia carnis et spiritûs, nulla cum vitiis colluctatio, nullus concupiscentiæ prementis insultus, quem si ante peccatum expertus esset, præcessisset miseria ipsa peccatum : nullus ibi ægritudinis, doloris, tristitiæ sensus : mortis nullus pavor : mors enim et ægritudo mortis prænuntia, dolor ac tristitia, peccati sunt appendices. *Per unum hominem*, inquit Apostolus, Rom. 5, 12, *peccatum in hunc mundum intravit, et per peccatum mors : et ita in omnes homines mors pertransiit, in quo omnes peccaverunt...* Quod autem ad corporales miserias attinet, divinitùs in vindictam prævaricationis esse inflictas, Scriptura testatur apertiùs quàm ut de hâc re ulla dubitatio esse possit ; vix enim mandatum primus homo infregerat, cùm Dei decretum auditum est, Gen. 3, 17 et seq. : *Maledicta terra in opere tuo ; in laboribus comedes ex eâ omnibus diebus vitæ tuæ : spinas et tribulos germinabit tibi... ; in sudore vultûs tui vesceris pane...* ; mulieri quoque dixit, ibid. 16 : *Multiplicabo ærumnas tuas...; in dolore paries filios.*

Itaque Adamus immortalis creatus est, non qui-

dem conditione naturæ, sed beneficio Conditoris; poterat non mori, si peccare nollet, sine defectu annosus futurus, ad ætatem longissimam sine senectutis incommodis provehendus, et tempore quo vellet Deus, ab hâc vitâ ad cœlestem sine morte mediâ transiturus; atque, ut verbo dicam, stabat humana natura ante peccatum in sublimi dignitatis loco constituta, justitiâ originali et omnibus naturæ ac gratiæ donis plenissimè cumulata, dominatrix omnium, solique Deo subjecta.

Sed postquàm merito peccati originalis genus humanum ludibrium factum est dæmonum, universa in deterius mutata natura est; ex hoc enim impurissimo fonte manârunt: 1° Originalis justitiæ, gratiæ sanctificantis, et amicitiæ Dei privatio; 2° naufragium spiritualium bonorum, et omnium sive corporis, sive animi facultatum desolatio; 3° inclinationis naturalis in bonum diminutio, languor libertatis, et summa boni agendi difficultas; 4° ignorantia mentis; 5° malitia voluntatis; 6° effrenata sensibilis voluptatis libido, pugna carnis adversùs spiritum, et passionum turbulentissima conflictatio; 7° mors, et aliæ vitæ præsentis ærumnæ; 8° tandem peccatorum ex se invicem pullulantium deploranda colluvies, quæ humanum genus jam inde ab initio infestavit, et ut ex sacris Litteris notissimum est, Dei iram sæpè provocavit.

Cùm itaque miseriæ omnes quibus natura hominis obnoxia est, habeant in Adami prævaricatione originem, quis hoc negare de concupiscentiâ audeat, quæ plaga omnium gravissima fuit, et pestis iniquissima, de quâ dictum in Scripturâ, Eccli. 9, 9, quòd contra legem Dei, *quasi ignis exardescit...;* et ibid., 18, 30: *Post concupiscentias tuas non eas.... Si præstes animæ tuæ concupiscentias ejus, faciet te in gaudium inimicis tuis?*

Probatio tertia, ex concupiscentiæ definitione.

Malam enim, quin et malorum omnium lernam, concupiscentiam esse, genuina ejus notio satis declarat, secundùm quam definitur, *prava hominis lapsi ad omne peccati genus propensio;* sive, ut loquitur sanctus Thomas, 1-2, q. 82, art. 31, in corp., *inordinata conversio ad bonum commutabile: quæ inordinatio communi nomine concupiscentia dici potest:* latissimè ergo ad omne vitiorum genus effunditur, quæ hominem in statu præsenti allicere et inficere possunt. Hinc sanctus Augustinus: « Concupiscentia, inquit, de Civ. Dei, lib. 14, c. 15, est generale vocabulum omnis cupiditatis... Est igitur libido ulciscendi, quæ ira dicitur; est libido habendi pecuniam, quæ avaritia; est libido quomodocumque vincendi, quæ pervicacia; est libido gloriandi, quæ jactantia nuncupatur: sunt multæ variæque libidines, quarum nonnullæ habent etiam vocabula propria, quædam verò non habent. »

In his ergo omnibus concupiscentia exercetur, quæ ab homine malè et inordinatè appeti possunt: unde ab Apostolo dicuntur secundùm carnem vivere, et non secundùm spiritum, qui naturæ corruptæ desideria consectantur, sive ad carnales voluptates, sive ad vitia animi pertineant: *Spiritu ambulate*, inquit, Gal. 5, 16 et seq., *et desideria carnis non perficietis; caro enim concupiscit adversùs spiritum, spiritus autem adversùs carnem.... Manifesta autem sunt opera carnis, quæ sunt fornicatio, immunditia, impudicitia, luxuria, idolorum servitus, veneficia, inimicitiæ, homicidia, ebrietates, et his similia, quæ prædico vobis sicut prædixi, quoniam qui talia agunt, regnum Dei non consequentur.*

Licèt verò generali concupiscentiæ nomine appelletur propensio quævis mala ad vitium, specialiter tamen per illud significatur prava libido corporeæ voluptatis, quâ nimirùm inordinatè et contra rationem caro movetur: « Cùm igitur, inquit sanctus Augustinus, de Civ., lib. 14, c. 1, sint multarum libidines rerum, tamen cùm libido dicitur, quæ cujus rei libido sit, additur; non ferè solet animo occurrere nisi illa, quâ ad carnales voluptates corpus excitatur; quæque sibi non solùm totum corpus vindicat....., verùm etiam totum commovet hominem, animi simul affectu, cum carnis appetitu conjuncto atque permixto, ut ea voluptas sequatur, quâ... penè omnis acies et quasi vigilia cogitationis obruitur. »

Hâc semel positâ et explicatâ concupiscentiæ notione, facile est Pelagianorum paradoxum revincere, Deum concupiscentiæ auctorem esse volentium; rei enim malæ conditor Deus esse non potest; atqui concupiscentia mala est et vitiosa ad omne peccati genus propensio; ergo, etc.

Probatio quarta, ex ratione.

Quod etsi ad profligandam Pelagianorum impietatem posset abundè sufficere, non abs re tamen erit quædam ab ipsâ ratione advehere argumenta quæ contra illos feliciter sanctus Augustinus intorsit.

Primum argumentum: Illud non est opus Dei, de quo homo erubescit; atqui de concupiscentiâ homo erubescit; ergo mala est, et opus Dei dici non potest: « Hoc pudoris genus, hæc erubescendi necessitas, inquit S. doctor, lib. 1 ad Bonif., cap. 16, certè cum omni homine nascitur, et ipsis quodam modo naturæ legibus imperatur, ut in hoc verecundentur etiam pudica conjugia.... Itaque suâ culpâ sibi accidens malum natura humana permittatur agnoscere; ne cogatur, aut (quod est impudentissimum) de his suis motibus non erubescere; aut, quod est ingratissimum, de sui Creatoris operibus erubescere. »

2° Si concupiscentia carnis bonum est, profectò modica concupiscentia bonum est modicum, et magna concupiscentia magnum bonum; sicut enim malum malo additum, majus malum facit, sic bonum bono adveniens in majus bonum accrescit; atqui eò majus bonum esse concupiscentiam, quò petulantior est, quòque magis in luxuriam inardescit, asseri sine summâ impietate parique absurditate non potest; alioquin enim quò quisque salacior et intemperantior esset, eò foret viri boni titulo dignior æstimandus; atque adeò primam in hoc virtutis genere laudem *Cynici* obtinerent, eanum more lascivientes; ergo, etc. Vide S. Augustinum, operis Imperfecti contra Julianum Pelagianum lib. 4, n. 21.

3° Concupiscentia carnis lex est, legi mentis, ut testatur B. Paulus, repugnans; unde fit ut carnis et spiritûs conflictatio perpetua sit: vel ergo dicendum malam esse legem mentis, quæ pugnat contra legem carnis, vel malam legem carnis, quæ legem mentis impugnat, atqui primum sine temeritate dici non potest; ergo necessarium est alteri assentiri, atque adeò negandum concupiscentiam esse opus Dei. Ita disputat contra Julianum S. Augustinus, lib. 5, c. 7: « Rogo te, inquit, oculos aperi, et cerne quæ aperta sunt; nulla pugna est sine malo; quando enim pugnatur, aut bonum pugnat et malum, aut malum et malum; aut si duo bona inter se puguant, ipsa pugna est magnum malum. »

4° Illud sine dubitatione malum est, cui non consentire bonum est; in quo enim foret arguendus, qui rei bonæ consentiret, et impetum bonæ appetentiæ sequeretur? atqui non consentire concupiscentiæ bonum est; ergo ipsa in se concupiscentia mala est. Hâc ratione Julianum urget validissimè S. doctor. Fatebatur Julianus concupiscentiam esse frenandam; malam tamen esse negabat; cui Augustinus, lib. 3, c. 2: « Cur non potiùs, inquit, malum vocetur, quod fateris esse frenandum? cur, quæso, frenandum; nisi ne noceat, nisi ne ad illicita quæ desiderat relaxetur, donec eò veniamus, ubi nec habeatur? Non igitur quid boni de concupiscentiâ carnis fiat, sed ipsa quid mali faciat cogitandum est; nàm pudicitia conjugalis inhiantem concupiscentiam, sive de illicito, sive de licito percipere voluptatem, frenat ab illicito, permittit ad licitum: hoc est bonum; non tamen ejus, sed benè utentis bonum est; quod autem ipsa concupiscentia facit, sive ad licitum, sive ad illicitum, indifferenter ardescere, utique malum est. »

5° Malum est, cui remedium applicatur; ut enim

medico, sic et medicinâ opus non habet, qui benè valet; atqui Apostolus his verbis : *Si non se continent, nubant*, 1 Cor. 7, 9, significavit nuptias contra morbum concupiscentiæ remedium esse : « Apostolus, inquit sanctus Augustinus, lib. 4 cont. Jul., c. 2, eâ sententiâ ubi ait : *Si non se continent, nubant*, remedium voluit esse nuptias... Hoc autem remedium est, non ut sit concupiscentia, si non est, sed ut non rapiat ad illicita, cujus motus infrenis est; pertinet enim ad hoc quoque petitionis genus, quod in oratione dominicâ dicitur : *Ne nos inferas in tentationem;* quoniam *unusquisque tentatur à concupiscentiâ suâ*, sicut ait apostolus Jacobus; convenit huic et quod dicimus : *Libera nos à malo;* dicunt enim hoc de hâc re conjuges, ut interim mente liberi à malo, benè utantur malo quod habent in carne, » etc. ergo, etc.

6° Illud sine dubio malum est, quod sancti accusant suis gemitibus, et contra quod virtute pugnandum est; atqui sancti gemitibus suis accusant concupiscentiam, et contra illam virtute pugnandum esse doctrina evangelica est : ita S. doctor contra Julianum agens, oper. Imperf. lib. 3, n. 56 : « Hoc quod omnes sobrii malum sentiunt, inquit, et malum judicant, ebrius Pelagiano dogmate asseris bonum; mirabili enim facundiâ potes, eam quam sancti accusant gemitibus, tu laudibus ornare libidinem... » Et lib. 5 contra eumdem, cap. 7 : « Adhuc non evigilas, inquit, ut intelligas nostram naturam non esse, sed vitium contra quod virtute pugnamus? Neque enim bono bonum, sed bono utique malum vincimus; considera cum quo vincat, et cum quo vincatur : quando enim libido vincit, vincit et diabolus; quando libido vincitur, vincitur et diabolus....; auctor ergo atque defensor concupiscentiæ diabolus est; atque adeò sic debent nuptiæ prædicari tanquàm bonæ, ut malam concupiscentiam fateamur. »

Solvuntur Pelagianorum objectiones.

Opponebant Pelagiani : malam esse concupiscentiam Manichæorum insania est; ut ergo ab illâ recedatur, nobiscum fatendum est esse bonam. — Resp. cum S. Augustino : Distinguo anteced. : Concupiscentiam esse substantiam malam, Manichæorum insania est, concedo; concupiscentiam esse vitium naturæ quam Deus bonam creavit; vitium, inquam, non à Deo, sed à primi hominis peccato exortum, Manichæorum insania est, nego ant. et conseq. E. R. Dico igitur, ut veritas catholica defendatur, à Manichæis et Pelagianis æqualiter recedendum, quia utrique veritatem contaminârunt; illi quidem volendo concupiscentiam esse substantiam medullitùs malam à malo auctore creatam; isti, naturæ bonæ bonam conditionem, à bono utique Creatore, naturæ congenitam prædicando; atque adeò dicendum contra Pelagianos concupiscentiam esse malam; et contra Manichæos, non esse naturam, sive substantiam, sed vitium naturæ à peccato primi parentis exortum; injustè ergo Manichæismi à Pelagianis arguimur, quando dicimus concupiscentiam carnis, quâ caro concupiscit adversùs spiritum, esse malam : « Cùm enim quæritur unde hoc sit malum, inquit sanctus Augustinus, operis Imperf. cont. Jul. lib. 5, n. 30, à Manichæis diversissimi reperimur : nos enim dicimus hanc fœdam discordiam carnis et spiritûs per prævaricationem primi hominis in nostram venisse naturam : illi autem dicunt ut invicem adversentur caro et spiritus, alienam nobis, quæ semper mala fuit, adhæsisse naturam : unde nos poscimus Salvatorem, ut hoc vitium nostrum sanetur; illi verò, ut à nobis aliena natura, quæ sanari omninò non potest, auferatur. »

Inst. 1° : Atqui concupiscentia non in peccato primi parentis, sed in ipsâ hominis naturâ habet originem; ergo, etc.

Prob. subs. : Concupiscentia est repugnantia carnis adversùs spiritum; atqui repugnantia hæc habet in ipsâ hominis naturâ originem; ergo, etc. — Resp. : Nego subs.; ad probat., concessâ maj., nego min.; illud enim non habet in naturâ, qualem condidit Deus, originem, quod est naturæ contrarium; atqui carnem contra spiritum repugnare contrarium naturæ est, qualem ex verbo Dei cognoscimus eam à Deo primitùs creatam fuisse. Naturalis ordo est, inquit sexcenties sanctus Augustinus, ut caro spiritui sit subjecta : spiritus enim dominus est, et caro servus; ergo vitium naturæ est, non verò ipsi bonum et ejus necessaria appendix, carnem adversùs spiritum concupiscere.

Inst. 2° : Prob. min : Hominis natura est ut ex carne et spiritu coalescat; hæ enim ambæ sunt partes essentiam ejus constituentes; atqui ex illâ conjunctione necessariò concupiscentia profluit, carnis videlicet contra spiritum repugnantia; ergo, etc.

Prob. min. : Ex eo quòd homo spiritualis sit, quod spiritualia concupiscat, in fundo naturæ habet; pariter ergo, cùm sit corporalis, naturam sequitur corporalia appetendo; ex carne ergo et spiritu necessariò concupiscentia profluit, carnis videlicet contra spiritum conflictatio. — Resp. : Concessâ maj., nego min.; ad probat., concedo anteced. et distinguo conseq. : Homo naturam sequitur corporalia appetendo, *secundùm ordinem rationis, et cum subjectione ad spiritum*, concedo : *contra ordinem rationis, et cum repugnantiâ adversùs spiritum*, nego conseq. E. R. : Equidem homini, quia corporalis est, naturale est per appetitum sensitivum corporalia concupiscere; sed in appetitu rerum sensibilium hic ordo servandus, ne quid contra rationem et spiritum attentetur : hæc enim rebellio ordinem omnem perturbat, et morbus gravissimus est, ex peccato originali contractus, ut perpetuò docet sanctus Augustinus, cui consentiens sanctus Thomas : « Dicendum, inquit, 1-2, q. 82, art. 3, ad 1, quòd quia in homine concupiscibilis natura regitur ratione, in tantum concupiscere est homini naturale, in quantum est secundùm rationis ordinem : concupiscentia autem quæ transcendit limites rationis, inest homini contra naturam : et talis est concupiscentia originalis peccati. »

Inst. 3° : Atqui ex eo quòd homo corporalis sit, in ipsâ naturâ habet corporalia concupiscere, etiam cum repugnantiâ adversùs spiritum; ergo, etc. Prob. subs. : Naturale homini est quod Adam in paradiso terrestri ante omne peccatum expertus est; atqui concupiscentiam carnis, legi mentis repugnantem, Adamus in paradiso ante peccatum expertus est; ergo, etc. — Resp. : Nego subseq.; ad probationem, concessâ maj., nego min. cum S. Augustino; nam si Adamus innocens concupiscentiam habuisset legi mentis repugnantem, nec rectum, nec beatum possemus statum innocentiæ dicere, nec plenâ atque perfectâ libertate donatum.

1° Inquam, quomodò rectus posset status ille appellari, in quo tanta foret ordinis naturalis subversio, ut famulus contra dominum audacter rebellaret? 2° Quæ vera hìc felicitas foret, ubi carne spiritui repugnante, pax et tranquillitas conflictu perpetuo turbaretur? Porrò effectus concupiscentiæ necessarius est, quietem animi perturbare, adeòque miserum hominem facere, prout testatur Apostolus : *Infelix*, inquiens, *ego homo! quis me liberabit de corpore mortis hujus?* 3° Quomodò potest plena atque perfecta ibi esse libertas, ubi homo lege peccati captivus tenetur, ut, non quod vult bonum, sed quod non vult malum faciat? atqui magna hæc calamitas est, homini per concupiscentiam importata, ut docet idem Apostolus locis superiùs allegatis; ergo in innocentiæ statu prorsùs esse non potuit : eaque sancti Augustini contra Julianum aperta doctrina est : « Tu, inquit, lib. 6, n. 8, tam disertus defensor libidinis, qui velut patronus egregius, pro susceptâ tuâ tantùm audes, ut concupiscentiam carnis quâ caro concupiscit adversùs spiritum, etiam in paradiso non dubites fuisse ante peccatum; non vides ad hoc te compelli, ut dicas nec tunc fuisse in illis primis ho-

minibus efficacem liberam voluntatem ; si enim et tunc caro concupiscebat adversùs spiritum, non ea quæ volebant, utique faciebant; sed quoniam per liberum arbitrium, quod tunc integerrimas vires habuit, ea faciebant procul dubio quæ volebant, id est, divinæ legi non solùm nullâ impassibilitate, verùm etiam nullâ difficultate serviebant; tua ibi suscepta non fuit, quâ caro concupiscit adversùs spiritum, per quam fit ut homines jam etiam per fidem conversi ad Deum, jam baptizati, sanctificati, in libertatem vocati, non faciant in extinguendâ vitiosâ delectatione quæ volunt. »

Inst. 4°, probando min. : Peccavit in paradiso Adamus, fructum sibi à Deo vetitum concupiscendo; ergo concupiscentiam carnis, legi mentis repugnantem in paradiso ante peccatum expertus est. Ita disputat Julianus apud S. Augustinum, lib. 1 operis Imperfecti, num. 71 : « Naturalem, inquit, esse omnium sensuum voluptatem, testimonio universitatis docemus; hanc autem voluptatem et concupiscentiam ante peccatum in paradiso fuisse, res illa declarat, quia ad delictum via per concupiscentiam fuit, quæ cùm pomi decore oculos incitâsset, spem etiam jucundi irritavit saporis. » — Resp. cum S. Augustino : Distinguo anteced. : Peccavit in paradiso Adamus fructum vetitum concupiscendo, per concupiscentiam, tum à diabolo peccatum suggerente, tum ab Adamo seipsum spontè depravante profectam, concedo; per concupiscentiam quæ peccatum ejus præcesserit, et Deum auctorem habuerit, nego anteced. et consequent. E. R. Adamum in paradiso ideò peccâsse, quia in Deum rebellis lignum vetitum concupivit, res est, heu ! notissima ; sed quæstio est quæ fuerit pravæ hujus libidinis origo et causa. Ecclesiæ catholicæ doctrina est, tum à diabolo peccatum suggerente, tum ab Adamo, spontè seipsum depravante esse profectam. Volebat è contra Julianus hanc ipsam concupiscentiam peccatum præcessisse, et Adamo ab auctore Deo ingenitam : quem sanctus Augustinus loco proximè citato sic refellit : « Videant, inquit, qui legunt, utrùm respondendum sit homini, qui in tantam progreditur insaniam, ut cùm fateatur malum esse peccatum, bonam esse dicat concupiscentiam peccatorum?... Ergone et in paradiso ante malesuadi venena serpentis, ante corruptam sermone sacrilego voluntatem, illiciti cibi libido jam fuit? et quod intolerabilius dicitur, ad malum provocabat, et mala non fuit? et videbant illi homines fructum ligni prohibiti, et concupiscebant (concupiscentiâ carnis) ; sed ut non manducarent, concupiscentia spiritûs carnis concupiscentiæ resistebat; et vivebant in loco illo tantæ beatitudinis, non habentes in se pacem mentis et corporis? Usque adeò dementes estis, ut ista credatis ? usque adeò impudentes, ut ista dicatis?... » Itaque ex sancto doctore, sive potiùs ex mente Ecclesiæ, cujus causam Augustinus agit, sine dementiâ et impudentiâ dici nequit ante malesuadi venena serpentis, ante corruptam sermone sacrilego voluntatem, in paradiso cibi illiciti libidinem fuisse.

Inst. 5° : Atqui peccavit in parâdiso Adamus, per concupiscentiam, naturæ suæ ab ipso Auctore naturæ ante peccatum impressam, ergo, etc. Prob. subs. : Concupiscentia nihil aliud est quàm vis ipsa sentiendi ; atqui facultatem sentiendi Adamus à Deo conditore naturæ acceperat; ergo peccavit per concupiscentiam, non ex peccato obortam, sed ipsi naturæ ingenitam. — Resp. : Nego subs.; ad probat., cum S. Augustino majorem nego ; vis enim sentiendi est bona, et Deum habet auctorem, qui sensum videndi, audiendi, gustandi, olfaciendi atque tangendi condidit, instruendo diversis organis humanum corpus; concupiscentia verò diabolum parentem habet, qui illam seminavit persuadendo peccatum : « Consequens existimas, ait sanctus doctor, lib. 4 cont. Jul., cap. 14, ut sensum videndi, audiendi, gustandi, olfaciendi atque tangendi, non à Deo, sed à diabolo, nobis fateamur esse collatum, si concesserimus eam concupiscentiam carnis, cui per continentiam repugnamus, non fuisse in paradiso ante peccatum, et ex illo accidisse peccato, quod primum primo homini diabolus persuasit; sic ignoras, vel ignorare te fingis..., aliud esse sentiendi vivacitatem, vel utilitatem, vel necessitatem, aliud sentiendi libidinem.... Libido sentiendi de quâ nunc agimus, est quæ nos ad sentiendum, sive consentientes mente, sive repugnantes, appetitu carnalis voluptatis impellit; hæc est contraria delectationi sapientiæ, hæc virtutis inimica.... Hanc si voluisses, vel valuisses à sentiendi vivacitate et utilitate discernere, videres quàm superfluè tam multa dixisses : non enim ait Dominus, Matth. 5, 28 : *Qui viderit mulierem;* sed : *Qui viderit ad concupiscendum, jam mœchatus est eam in corde suo.* Ecce sensum videndi à libidine sentiendi, si pervicax non sis, breviter apertèque discrevit Christus : illud Deus condidit, instruendo corpus humanum : illud diabolus seminavit, persuadendo peccatum. »

Inst. 6° : Motus concupiscentiæ, quales bruta animantia experiuntur, boni sunt, et bonum habent auctorem Deum; idem ergo de concupiscentiâ est dicendum, quam in homine esse neminem latet; atque adeò in Deum refundi debet. Ita contra S. Augustinum disputat Julianus. « Omnia, inquit oper. Imp. lib. 4, n. 38, animantium genera, quæ suspendit volatus, quæ demersit natatus, quæ sparsit vagatus, per aera, per freta, per nemora, nec tamen aut sublimavit ratio, aut culpa depressit, commiscendorum corporum voluptate inflammantur; illum ergo sensuum quem patiuntur ardorem, Dei an diaboli opere susceperunt? clamabis sine dubio : Dei ; Deus ergo sexum naturali voluptate succendit. » Non est ergo Dei operibus indigna illa affectio, quæ in ipsis belluis auctore Deo invenitur etiam ferventior quàm in hominibus. — Resp. cum S. Augustino : Concesso ant., nego conseq.; indignissimum namque est hominem pecori æquiparare, et ab unius exemplo, in altero concupiscentiam laudare ac prædicare. 1° Enim belluæ, cùm sint rationis et voluntatis expertes, nec virtutem mente complecti, nec ejus allici honestate ullo modo queunt; neque possunt ad summi et incommutabilis boni possessionem suis actibus tendere. 2° Non habent belluæ concupiscentiam quæ contra spiritum concupiscat, quia spirituales non sunt : hoc ipso ergo concupiscentia mala in illis non esse probatur : *Hæc libido*, ait S. doctor, lib. 4 cont. Jul., cap. 5, *ideò malum non est in belluis, quoniam non repugnat rationi quâ carent.* 3° Quæ natura est pecoris, per peccatum pœna hominis facta est, et morbus, et miseria : « Etsi homo, inquit S. doctor, lib. de Pecc. orig., cap. 40, in honore positus, et non intelligens, comparatur pecoribus, eisque similis fit; non tamen usque adeò similis fit, ut pecus sit : comparatur namque per vitium, non per naturam, non pecoris vitio, sed naturæ; tantæ namque excellentiæ est in comparatione pecoris homo, ut vitium hominis natura sit pecoris. »

Inst. ultimò : Non debet quidquam in præsenti materiâ asseri quod rationi repugnet; ne nimirùm dùm veritatem peccati originalis et secutam ex culpâ primigeniâ naturæ corruptionem vindicare velle videmur, naturam ipsam offendamus, et cachinnos infidelium provocemus : atqui in paradiso terrestri, Adamum inter et Evam innocentes, sine ullo concupiscentiæ ac libidinis sensu, matrimonii usum fuisse futurum, paradoxum videtur rationi planè repugnans; ergo fatendum concupiscentiam, non peccati appendicem, sed naturæ etiam innocentis propriam conditionem fuisse.—Resp. : Concessâ maj., distinguo minor. : In paradiso terrestri, sine ullo concupiscentiæ sensu matrimonii usum futurum, repugnat rationi corruptæ, concedo; rationi sanæ, per fidei veritatem correctæ atque illustratæ, nego min. et conseq. E. R. Si in rebus ad religionem spectantibus divinisque mysteriis judex ratio audiatur, nullum penè dogma in tuto fu-

turum est, quia nullum ferè est quod non habeat aliquam cum ratione apparentem repugnantiam ; cui enim, v. g., profanâ philosophiâ enutrito, et perversis gentilium documentis prævento facilè persuadeatur, aut tres esse in uno Deo personas, aut Dei Filium Patri ab æterno consubstantialem in tempore hominem factum, et ad mortem usque crucis exinanitum? quis, inquam, ad hæc et pleraque hujus generis admittenda, nisi fidei lumen accedat, induci poterit? Atque ut in præsenti materiâ sistamus, numquid non videtur res penitùs incredibilis, Adamo peccante totam naturam fuisse vitiatam, ejusque unius culpam universam generis humani propaginem pervasisse? Atqui tamen hoc et pleraque alia illustrati fidei lumine credimus, in quibus religionis summa consistit ; et rationem repugnantem sub imperio fidei, uti par est, captivamus ; quidni pariter crederemus Adamum et Evam innocentes, in ipso usu matrimonii, ab impotentis libidinis æstibus, et petulantis concupiscentiæ motibus immunes fuisse futuros, cùm naturalis ratio dictet talem concupiscentiam, quippe spiritui repugnantem, non naturam, sed morbum hominis esse? porrò statui innocentiæ morbum aliquem attribuere, naturam adeò turpiter deformantem, statum ipsum innocentiæ evertere est, et Deo naturæ conditori summam injuriam irrogare ; à quibus excessibus ut quàm fieri potest longissimè recedamus, neve in Pelagianorum errorem et superbiam incidamus, humana hîc, ut in cæteris, ratio compescenda, et credendum in innocentiæ statu, sine libidine ac concupiscentiæ motibus, usum matrimonii fuisse futurum. Quòd si sensui ipsique rationi contrarium videatur, meminerimus divina à nobis mysteria esse credenda, quanquàm corruptam mentem offendant, neque lumine rationis cœlestes veritates dimetiendas, sed rationem fidei lumine corrigendam.

Quod etsi ad diluendam difficultatem abundè sufficiat, addam ex sancto Augustino aliquo vero sensu admitti posse concupiscentiam in paradiso ante peccatum fuisse, et in ipso usu matrimonii, durante fortunatissimo innocentiæ statu fuisse futuram ; modò concupiscentiæ nomine intelligatur appetitus sensitivus, non procaciter contra rationem insurgens, sed rationali voluntati plenè subjectus : « Nullâ ratione, ait sanctus doctor, cont. Jul. lib. 4, cap. 14, crediderim, in illo tantæ felicitatis loco, aut carnem concupivisse adversùs spiritum et spiritum adversùs carnem ; atque in istâ conflictatione sine internâ pace vixisse ; aut spiritum desideriis non repugnâsse carnalibus, sed quidquid undecumque libido suggesserat, turpi servitio peregisse ; remanet igitur, ut aut nulla ibi fuerit carnalis concupiscentia, sed ille fuerit vivendi modus, ut omnia necessaria congruis membrorum officiis, sine ullius motu libidinis implerentur ...., aut, ne nimiùm videamur offendere homines, ita ibi credatur carnalium sensuum fuisse libidinem, ut omni modo rationali subdita voluntati, non aliàs adesset, nisi cùm per illam ..... stirpis esset propagini consulendum ; et tanta adesset, ut nullâ ex parte mentem de supernarum cogitationum delectatione deponeret, nullus supervacuus sive importunus motus esset ex illâ, nihil nisi quod prodesset fieret per illam, nihil omninò fieret propter illam. »

Et alibi, nempe de Civit. Dei, lib. 14, cap. 23 : « Illæ nuptiæ dignæ felicitate paradisi, si peccatum non fuisset, et diligendam prolem gignerent, et pudendam libidinem non haberent ; sed quomodò id fieri posset, nunc non est quo demonstretur exemplo ; nec ideò tamen incredibile debet videri, etiam illud unum sine istâ libidine voluntati potuisse servire, cui tot membra nunc serviunt ; an verò manus et pedes movemus cùm volumus, ad ea quæ his membris agenda sunt, sine ullo renisu, tantâ facilitate, quantam et in nobis et in aliis videmus .... et non credimus, ad opus generationis filiorum, si libido non fuisset, quæ peccato inobedientiæ retributa est, obedienter hominibus, ad voluntatis nutum, similiter ut cætera, potuisse illa membra servire?... Hunc renisum, hanc repugnantiam, hanc voluntatis et libidinis rixam, vel certè ad voluntatis sufficientiam, libidinis indigentiam, procul dubio nisi culpabilis inobedientia pœnali inobedientiâ plecteretur, in paradiso nuptiæ non haberent, sed voluntati membra illa ut cætera cuncta servirent... » Et cap. 24 : « Seminaret igitur prolem vir, susciperet femina genitalibus membris, quando id opus esset, et quantùm opus esset, voluntate motis, non libidine concitatis. »

Ita S. doctor, non tam suam quàm Ecclesiæ doctrinam contra Pelagianos defendens. Dicendum itaque in paradiso terrestri ante peccatum libidinem ac concupiscentiam, nec fuisse, nec durante innocentiæ statu, fuisse futuram : aut si pro hâc primâ conditione libidinem aliquam concedamus, talem esse intelligendam, quæ omninò rationali voluntati subdita foret, cujus rei convincens Scriptura suggerit argumentum, quando observat Adamum et Evam nonnisi post peccatum de suâ nuditate erubuisse : de iis enim innocentibus dicitur Gen. 2, 25 : *Erat autem uterque nudus, Adam scilicet et uxor ejus ; et non erubescebant ;* de iisdem verò postquàm lignum vetitum comederant, additur ibid. 3, 7 : *Et aperti sunt oculi amborum ; cùmque cognovissent se esse nudos, consuerunt folia ficûs, et fecerunt sibi perizomata.*

Quæ verba S. Augustinus expendens : « Scriptum est, ait, lib. 14 de Civit., c. 17, nudi erant, et non confundebantur ; non quòd eis sua nuditas esset incognita, sed turpis nuditas nondùm erat, quia nondùm libido membra illa præter arbitrium commovebat ; nondùm ad hominis inobedientiam redarguendam, suâ inobedientiâ caro quodammodò testimonium perhibebat : neque enim cæci creati erant, ut imperitum vulgus opinatur, quandoquidem et ille vidit animalia quibus nomina imposuit, et de illâ legitur : *Vidit mulier, quia bonum est lignum in escam, et quia placet oculis ad videndum :* patebant ergo oculi eorum, sed adhuc non erant aperti, hoc est, non attenti, ut cognoscerent quid eis indumento gratiæ præstaretur, quoniam membra eorum voluntati repugnare nesciebant : quâ gratiâ remotâ, ut pœnâ reciprocâ inobedientia plecteretur, extitit in motu corporis quædam impudens novitas, unde esset indecens nuditas, et fecit attentos, reddiditque confusos : hinc est, quod, postea quàm mandatum Dei apertâ transgressione violârunt, scriptum est de illis : *Et aperti sunt oculi amborum, et cognoverunt quia nudi erant, et consuerunt folia fici, et fecerunt sibi campestria.* Aperti sunt, inquit, oculi amborum, non ad videndum, nam et antea videbant, sed ad discernendum inter bonum quod amiserant, et malum in quod ceciderant.... Cognoverunt ergo quia nudi erant, nudati scilicet eâ gratiâ quâ fiebat, ut nuditas corporis nullâ eos lege peccati menti eorum repugnante confunderet : hoc itaque cognoverunt quod feliciùs ignorarent, si Deo credentes et obedientes non committerent quod eos cogeret experiri, infidelitas et inobedientia quid nocerent ; proinde confusi inobedientiâ carnis suæ, tanquàm teste pœnâ inobedientiæ suæ, consuerunt folia fici, et fecerunt sibi campestria, id est, succinctoria genitalium, etc...»

CAPUT III.

CONTRA JOVINIANUM DEMONSTRATUR MELIOREM NUPTIIS ESSE VIRGINITATEM AUT CONTINENTIAM PRO DEO SUSCEPTAM.

Superest ut adversùs Jovinianum, ejusque seculo XVI sequaces Lutherum et Calvinum, veritas catholica defendatur : illi enim, ut prædictum est, nuptias ita laudârunt ut virginitati et continentiæ vel anteponerent, vel æquarent.

Probatio prima, ex sacris Scripturis.

Testimonia potissimùm ex novo Testamento producimus : quanquàm enim, ut superiùs observatum est, virgines ac cælibes suos Mosaicum fœdus habuerit, multò tamen præclariùs in lege gratiæ quàm in veteri sancta virginitas commendatur.

Primum ex Matthæi Evangelio petimus, ubi, postquàm parabolam seminantis Christus proposuisset, sic pergit, Matth. 13, 8 : *Alia autem grana ceciderunt in terram bonam, et dabant fructum : aliud centesimum, aliud sexagesimum, aliud trigesimum....* Quæ verba sic Patres interpretantur, ut per trigesimum, nuptias; per sexagesimum, viduitatem; et denique per centesimum, virginitatis coronam doceant debere intelligi.

« Centesimus, et sexagesimus, et trigesimus fructus, inquit S. Hieronymus, adv. Jovin., lib. 1, c. 1, quanquàm de unâ terrâ et de unâ semente nascatur, tamen multùm differt in numero : triginta referuntur ad nuptias...; sexaginta ad viduas....; porrò centesimus numerus.... exprimit virginitatis coronam... » Quâ positâ interpretatione sic argumentor :

Eò status aliquis melior et sanctior judicari debet, quò copiosiorem habet proventum sanctitatis ac meriti; atqui hujusmodi est status virginitatis et continentiæ pro Deo susceptus; ergo, etc.

Secundum ex eodem Matthæi Evangelio ducitur, ubi, cùm Christus dixisset, cap. 19, 9 : *Quicumque dimiserit uxorem suam, nisi ob fornicationem, et aliam duxerit, mœchatur ; et qui dimissam duxerit, mœchatur :* et reposuissent discipuli, ibid., v. 10 : *Si ita est causa hominis cum uxore, non expedit nubere ;* de novo inculcans sententiam, replicat Salvator, ibid., v. 11 et seq. : *Non omnes capiunt verbum istud, sed quibus datum est : sunt enim eunuchi qui de matris utero sic nati sunt ; et sunt eunuchi qui facti sunt ab hominibus ; et sunt eunuchi qui se ipsos castraverunt propter regnum cœlorum. Qui potest capere, capiat.*

Inde sic informo argumentum : Status ille melior est et perfectior, quem qui amplectuntur, regnum cœlorum faciliùs obtinent, et altiorem gradum felicitatis acquirunt : atqui, Christo judice, qui, spretis corporeis voluptatibus, renuntiant nuptiis, et pro Dei amore virginitatem aut continentiam amplectuntur, regnum cœlorum faciliùs obtinent, et in eo gradum altiorem felicitatis acquirunt; ergo ex Scripturâ sic bonæ nuptiæ sunt, ut præstantior virginitas ac continentia sit.

Nec aliter hunc Scripturæ locum sancti doctores intellexerunt : omnium instar sit sanctus Hieronymus ita loquens, cont. Jovin., lib. 1, c. 7 : « Plus amat virgines Christus, quia sponte tribuunt quod sibi non fuerat imperatum : majoris gratiæ est offerre quod non debeas quàm reddere quod exigaris. Apostoli uxoris onera contemplati : *Si talis est*, inquiunt, *causa hominis cum uxore, non expedit nubere :* quorum Dominus sententiam probans : Rectè quidem sentitis, ait, quòd non expediat homini ad cœlorum regna tendenti accipere uxorem : sed difficilis res est, et non omnes capiunt verbum istud, verùm quibus datum est : alios eunuchos natura facit, alios vis hominum : mihi illi eunuchi placent, quos fecit, non necessitas, sed voluntas : libenter illos in meos sinus recipio, qui à nuptiis abstinuerunt propter regnum cœlorum, et ob meî cultum noluerunt esse quod nati sunt....: grandis fidei est, grandisque virtutis, Dei templum esse purissimum, totum se holocaustum offerre Domino, et, juxta Apostolum, esse sanctum et corpore et spiritu. »

Tertium habetur, priore Epistolâ ad Cor. 7, 25 et seqq. : *De virginibus*, ait Apostolus, *præceptum Domini non habeo, consilium autem do, tanquàm misericordiam consecutus à Domino, ut sim fidelis : existimo ergo hoc bonum esse propter instantem necessitatem, quoniam bonum est homini sic esse. Alligatus es uxori? noli quærere solutionem. Solutus es ab uxore? noli quærere uxorem....; igitur et qui matrimonio jungit virginem suam, benè facit ; et qui non jungit, melius facit.*

Inde facile est ad nostræ doctrinæ defensionem argumenta instruere : 1° enim consilium dat S. Paulus servandæ virginitatis, et de seipso hujus tenendi propositi præbet exemplum : *Volo*, inquit, ibid. v. 7, *omnes vos esse sicut me ipsum :* sentit ergo virginitatem connubio esse meliorem : aliàs imprudens futurus, si id consuleret quod non putaret esse præstantius; 2° Expressè declarat qui virginem suam nuptui dat benè facere, sed meliùs qui non dat; manifestò ergo Jovinianus Apostolo contrarius est, quando matrimonium virginitati adæquat, audacter pronuntians non esse majoris apud Deum meriti virgines ei dicatas, fidelibus conjugatis : « In conjugio, inquit sanctus Hieronymus, cont. Jovin. lib., cap. 7, initium est, in virginitate perfectio : nisi illaturus esset Apostolus : *Melius facit*, nunquàm præmisisset : *Benè facit :* ubi autem bonum et melius est, ibi boni et melioris non unum est præmium : et ubi non unum præmium, ibi utique dona diversa : tantùm est igitur inter nuptias et virginitatem, quantùm inter non peccare et benè facere; imò, ut leviùs dicam, quantùm inter bonum et melius. »

Quartum legitur ibidem, cont. Jovin. lib. 1, v. 32 et seq. : *Qui sine uxore est*, inquit, *sollicitus est quæ Domini sunt, quomodò placeat Deo : qui autem cum uxore est, sollicitus est quæ sunt mundi, quomodò placeat uxori, et divisus est : et mulier innupta et virgo cogitat quæ Domini sunt ut sit sancta corpore et spiritu : quæ autem nupta est, cogitat quæ sunt mundi, quomodò placeat viro.*

Hinc sic efflorescit argumentum : Melius id putandum est, quo homo fit melior : atqui virginitate aut continentiâ homo fit melior quàm connubio : hoc enim quisque melior est, majorique laude donandus, quo sollicitior est placere Deo quàm mundo : atqui, teste Apostolo, qui sine uxore est, sollicitus est quæ Domini sunt, quomodò placeat Deo : contra verò, qui nuptiis est ligatus, sollicitus est quæ sunt mundi, quomodò placeat uxori, et divisus est; ergo, etc.

Probatio secunda, ex sanctis Patribus.

Sanctæ virginitatis supra matrimonium excellentiam miris laudibus exornârunt sacri doctores, iidem nimirùm virginitatis præcones, qui et custodes : quorum si testimonia recensere animus esset, exitum præsens disquisitio non haberet : tantùm aliqua decerpemus, ne aut plura quàm opus erat, dixisse, aut in re necessariâ siluisse penitùs videamur.

Tertullianus, lib. 1 ad uxor., virgines dicit *de familiâ angelicâ deputari*. Sanctus Cyprianus, lib. de Habitu virginum, virgines appellat florem ecclesiastici germinis, decus atque ornamentum gratiæ spiritualis, illustriorem portionem gregis Christi, angelis Dei in terris æquales. »

Desinente seculo IV, Siricius, pontifex maximus, congregato Romæ concilio an. 390, Joviniani, sectatorumque ejus, solemni decreto profligat errorem, ut constat ex ejusdem Siricii epistolâ 11 ad Mediolanensem Ecclesiam datâ. « A fidelissimis Christianis, inquit, viris genere optimis, religione præclaris, ad meam humilitatem subitò scriptura horrifica videtur esse delata, ut sacerdotali judicio detecta, et divinæ legi contraria, spirituali sententiâ deleretur : nos sanè nuptias non aspernanter accipimus, quibus velamine intersumus : sed virgines quas nuptiæ creant, Deo devotas, majore honorificentiâ veneramur : facto ergo presbyterio, consistit doctrinæ nostræ, id est, christianæ legi esse (dogmata Joviniani) contraria : unde apostolicum secuti præceptum, quia aliter quàm quod accepimus annuntiabant, omnium nostrûm tam presbyterorum et diaconorum, quàm etiam totius cleri, una suscitata fuit sententia, ut Jovinianus et alii, divinâ sententiâ, et nostro judicio in perpetuum damnati extra Ecclesiam remanerent. »

Acceptâ Siricii epistolâ, sanctus Ambrosius Mediolani concilium congregavit, in quo secundùm Pontificis Romani decretum, Joviniano ejusque sequacibus anathema dictum : cujus rei fidem facit ejusdem concilii epistola synodica, quæ inter sancti Ambrosii epistolas legitur.

Idem S. Ambrosius Apostoli verba expendens : *Qui matrimonio jungit virginem suam, benè facit ; et qui non jungit melius, facit :* « Illa, inquit, lib. 1 de Virginib., non peccat, si nubat; hæc si non nubat, æternâ est : ibi remedium infirmitatis, hîc gloria castitatis : illa non reprehenditur, ista laudatur. » S. Augustinus, libris de sanctâ Virginitate, et de Bono conjugali, et

sanctus Hieronymus, libris duobus, Joviniani hæresim datâ operâ refutârunt. S. Fulgentius : « Tantùm dicimus, inquit, epist. 3 ad Probam, c. 9 et 10, à sanctis nuptiis sanctam virginitatem distare, quantùm distant à bonis meliora, ab humilibus celsa, à terrenis cœlestia, à beatis beatiora, à sanctis sanctiora, à mortali connubio immortale connubium, à carne spiritus, ab infirmitate virtus... ; nec dubitamus dicere, tantùm à sanctâ virginitate carnis et spiritûs, fidelium conjugatorum, licèt à Deo concessum, distare concubitum, quantùm similitudo pecorum ab imitatione discernitur angelorum. »

Eidem veritati testimonium perhibent, Theodoretus, libro 5 hæreticarum Fabularum, cap. 24; sanctus Joannes Chrysostomus, lib. de Virginitate; sanctus Athanasius, libro pariter de Virginitate inscripto; sanctus Ephrem Syrus, sermone de Virginibus.

Atque ut verbo dicam, virginitatem matrimonio esse excellentiorem, Patrum omnium et præstantissimorum quos tulit quævis ætas scriptorum, una vox, una sententia est, quam synodus Tridentina novo contra Lutherum decreto confirmans : *Si quis dixerit*, inquit, sess. 24, can. 10, *statum conjugalem anteponendum esse statui virginitatis vel cœlibatus, et non esse melius ac beatius manere in virginitate aut cœlibatu, quàm jungi matrimonio ; anathema sit.*

Probatio tertia, ex ratione.

Nec desunt ejusdem veritatis ducta ex principiis theologicis, rationis argumenta. Primum est : Christus Dominus virginem matrem elegit, ipseque virginitatem perpetuò coluit; exemplo itaque suo nuptiali concubitu meliorem esse monstravit. Secundum : Bonum animæ bono corporis præferendum, naturæ ipsius est documentum; porrò virginitas ad ornamentum animæ pertinet, quam ad dignitatem angelicam penè evehit; matrimonium verò in bonis corporis computatur : ergo, etc. Tertium : Bonum contemplativæ vitæ bono vitæ activæ est præferendum, atqui, inquit sanctus Thomas, 2-2, q. 152, art. 4, in corp., « virginitas ordinatur ad bonum animæ secundùm vitam contemplativam, quod est cogitare ea quæ sunt Dei; conjugium autem ordinatur ad bonum corporis, quod est corporalis multiplicatio generis humani, et pertinet ad vitam activam, quia vir et mulier in matrimonio viventes, necesse habent cogitare quæ sunt mundi, ut patet per Apostolum, 1 Cor. 7, 32; ergo indubitanter virginitas præferenda est continentiæ conjugali. » Quartum : Bonum divinum humano melius est; atqui matrimonium, cùm naturæ congruat, humanum est bonum; è contra virginitas, cùm naturæ corruptæ vires excedat, speciali ratione Dei est bonum, hominem ad angelorum Deique ipsius societatem ac consortium evehens. « Virginitatem, inquit sanctus Ambrosius, lib. 1 de Virginib., quis humano possit ingenio comprehendere, quam nec natura suis inclusit legibus? aut quis naturali voce complecti, quod supra usum naturæ sit? è cœlo accersivit quod imitaretur in terris; nec immeritò vivendi sibi usum quæsivit è cœlo, quæ sponsum sibi invenit in cœlo....; quis neget hanc vitam fluxisse de cœlo, quam non facilè invenimus in terris, nisi postquàm Deus in hæc terreni corporis membra descendit? » Ergo, etc.

Joviniani oppositiones refutantur.

Opponebat Jovianus : Nuptiæ bonæ sunt Deumque habent auctorem; ergo facit Deo injuriam, et favet aliquatenùs Manichæis, qui putat virginitatem matrimonio esse præferendam, et majoris apud Deum meriti esse. — Resp. cum sancto Hieronymo : Concesso antecedente, nego conseq.; aliud enim est cum Manichæis dicere nuptias esse malas; aliud, contra Jovinianum, nuptiis virginitatem præferre : « Quando minora majoribus coæquantur, ait sanctus doctor, lib. 1, cont. Jovin., c. 1, inferioris comparatio, superioris injuria est : neque verò nos Marcionis et Manichæi dogma sectantes, nuptiis detrahimus..... : scimus in domo magnâ non solùm vasa esse aurea et argentea, sed et lignea et fictilia..... : non ignoramus honorabiles nuptias et thorum immaculatum : legimus primam Dei sententiam : *Crescite, et multiplicamini, et replete terram :* sed ita nuptias recipimus, ut virginitatem quæ de nuptiis nascitur, præferamus? Numquid argentum non erit argentum, si aurum argento pretiosius est? aut arboris et segetis contumelia est, si radici et foliis, culmo et aristis, poma præferantur et fructus? ut poma ex arbore, frumentum è stipulâ, ita virginitas è nuptiis..... » Hactenùs sanctus doctor : quemadmodùm igitur non facit Deo injuriam nec accusat Creatorem qui dicit pomum arbore, frumentum stipulâ, et aurum argento esse meliora, ita nec Deum accusat qui virginitatem nuptiis præfert : et quemadmodùm argentum malum non dicit, qui aurum pluris facit argento, sic non detrahit nuptiis, qui virginitatem majore habet in pretio : quia, inquit ibidem S. doctor, cap. 4, *inter donum et donum magna diversitas est.*

Instabat 1° : Hinc probari existimatur matrimonio præstare virginitatem, quia in cœlis æqualis non est futura conjugatorum et virginum merces : atqui par præmium utrorumque futurum est; ergo, etc.

Probabat minorem ex parabolâ operariorum in vineam conductorum, quæ Matthæi capite 20 legitur, à v. 1, ad 16, qui, licèt æqualiter laborâssent, pari unius singulatim denarii mercede donati sunt : unde sic cavillandi arripiebat occasionem : Denarius in parabolâ designatus, vitam æternam significat; atqui conjugati pariter ac virgines, si sanctè vixerint, vitam æternam perinde habebunt; ergo præmium utrorumque par in cœlo futurum est. —Resp. : Concessâ majore, nego minorem : quò enim meritum majus est, eò uberior futura est merces : atqui virginum quàm conjugatorum major est meritum : ergo majus futurum est præmium : « Pergite itaque, inquit S. Augustinus, lib. de S. Virginit. c. 27, pergite, sancti Dei, pueri ac puellæ, mares ac feminæ, cælibes et innuptæ, pergite perseveranter in finem..... Sequimini agnum quòcumque ierit. » Quò ire putamus hunc agnum? quò nemo eum sequi vel audeat, vel valeat nisi vos : quò putamus eum ire? in quos saltus et prata? ubi, credo, sunt grandia gaudia, non gaudia seculi hujus vana, insaniæ mendaces, nec gaudia qualia in ipso regno Dei cæteris non virginibus erunt, sed à cæterorum omnium gaudiorum sorte distincta : gaudium virginum Christi, de Christo, in Christo, cum Christo, post Christum, per Christum, propter Christum; gaudia propria virginum Christi non sunt eadem non virginum, quamvis Christi; nam sunt aliis alia, sed nullis talia; ite in hæc, sequimini agnum, quia et agni caro, utique virgo, » etc. Ad probationem admitto auctoritatem, et concessâ maj., distinguo min. cum sancto doctore : Conjugati pariter ac virgines vitam æternam perinde habebunt, quantùm ad rem, concedo; quantùm ad gradum et perfectionem, nego min. et conseq. E. R. ipsis Augustini verbis : « Quid sibi vult ille denarius, inquit, lib. de S. Virginitate, c. 26, qui, opere vineæ terminato, æqualiter omnibus redditur, sive iis qui à primâ horâ, sive iis qui unâ hora operati sunt? quid utique nisi aliquid significat, quod omnes communiter habebunt, sicuti est ipsa vita æterna, ipsum regnum cœlorum, ubi erunt omnes quos Deus prædestinavit, vocavit, justificavit, glorificavit? *Oportet enim corruptibile hoc induere incorruptionem, et mortale hoc induere immortalitatem;* hic est ille denarius, merces omnium : *Stella tamen à stellâ differt in gloriâ ; sic et resurrectio mortuorum;* hæc sunt merita diversa sanctorum : si enim cœlum significaretur illo denario, nonne in cœlo esse, omnibus est commune sideribus? Et tamen *alia est gloria solis*, 1 Cor. 15, 41 et seq., *alia lunæ, alia stellarum.* Si denarius ille pro sanitate corporis poneretur, nonne cùm rectè valemus, omnibus membris communis est sanitas, et ipsa si usque in mortem permaneat, pa-

riter et æqualiter omnibus inest? Et tamen posuit Deus membra, singulum quodque eorum in corpore prout voluit; ut nec totum sit oculus, nec totum auditus, nec totum odoratus; et quidquid est aliud, habet suam proprietatem, quamvis æqualiter habeat cum omnibus sanitatem; ita, quia ipsa vita æterna pariter erit omnibus sanctis, æqualis denarius omnibus attributus est; quia verò in ipsâ vitâ æternâ distinctè fulgebunt lumina meritorum, multæ sunt mansiones apud Patrem; ac per hoc in denario quidem non impari, non vivet alius prolixiùs: in multis autem mansionibus honoratur alius alio clariùs. »

Instabat 2° Jovinianus, aut ejus saltem causam agentes sic disputabant: Atqui conjugatorum pariter ac virginum eadem vita æterna futura est, etiam quoad gradum et perfectionem; ergo, etc. Probo subs. auctoritate Apostoli: *De virginibus*, inquit, 1 Cor. 7, 25 et seq., *præceptum Domini non habeo, consilium autem do, tanquàm misericordiam consecutus à Domino, ut sim fidelis; existimo ergo hoc bonum esse* (abstinere à re uxoriâ) *propter instantem* (vitæ præsentis) *necessitatem; quoniam bonum est homini sic esse* (id est, vitam cælibem ducere). »

Inde sic vitilitigandi ansam homines odiosi arripiebant:

Quod bonum solummodò est propter præsentem necessitatem, non propter futuram æternitatem, tale non est ut possit in cœlesti vitâ majorem quemdam gradum gloriæ procurare; atqui ex Apostolo, à re uxoriâ abstinere, solummodò bonum est propter vitæ præsentis angustias et necessitates à quibus liberi sunt qui continentem ac cælibem vitam agunt; ergo, etc. — Resp.: Nego subs.; ad probationem, auctoritatem recipio, et, concessâ majore, nego minorem cum sancto Augustino. « Mirabiliter desipiunt, inquit, lib. de S. Virginit., c. 13 et seq., qui putant continentiæ bonum non esse necessarium propter regnum cœlorum, sed propter præsens seculum; quia scilicet conjugia terrenis curis pluribus atque arctioribus distenduntur; quâ molestiâ virgines et continentes carent, quasi ob hoc tantùm melius sit non conjugari, ut hujus temporis relaxentur angustiæ; non quòd in futurum seculum aliquid prosit; hanc vanam sententiam ne cordis propriâ vanitate protulisse videantur, adhibent ex Apostolo testimonium ubi ait: *De virginibus autem præceptum Domini non habeo; consilium autem do, tanquàm misericordiam consecutus à Deo, ut fidelis essem. Existimo itaque hoc bonum esse propter præsentem necessitatem, quia bonum est homini sic esse.* Ecce, inquiunt, ubi manifestat Apostolus, hoc propter præsentem necessitatem bonum esse, non propter futuram æternitatem; quasi præsentis necessitatis rationem haberet Apostolus, non providens et consulens in futurum, cùm omnis ejus dispensatio non nisi ad vitam æternam vocet; præsens ergo est vitanda necessitas, sed tamen quæ aliquid bonorum impedit futurorum; quâ necessitate vita cogitur conjugalis cogitare quæ mundi sunt, quomodò placeat vir uxori, vel uxor viro; non quòd ea separent à regno cœlorum, sicut sunt peccata quæ ideò præcepto, non consilio prohibentur, quia Domino præcipienti non obedire damnabile est; sed illud quod in ipso Dei regno ampliùs haberi possit, si ampliùs cogitaretur quomodò placendum esset Deo, minus erit utique, cùm hoc ipsum minùs conjugii necessitate cogitatur: ideò *de virginibus*, inquit, *præceptum Domini non habeo:* præcepto enim quisquis non obtemperat, reus est et debitor pœnæ; proinde quia uxorem ducere vel nubere peccatum non est, si autem peccatum esset, præcepto vetaretur, propterea præceptum Domini de virginibus nullum est; sed quoniam devitatis remissisve peccatis, adeunda est vita æterna, in quâ est quædam egregia gloria, non omnibus in æternum victuris, sed quibusdam ibi tribuenda; cui consequendæ parùm est liberatum esse à peccatis, nisi aliquid ipsi liberatori voveatur quod non sit criminis non vovisse, sed vovisse ac reddidisse sit laudis. *Consilium*, inquit, *do, tanquàm misericordiam consecutus à Deo, ut fidelis essem:* neque enim invidere debeo fidele consilium, qui non meis meritis, sed Dei misericordiâ sum fidelis: *existimo ergo hoc bonum esse, propter præsentem necessitatem:* hoc est, inquit, unde præceptum Domini non habeo, sed consilium do, hoc est, de virginibus existimo bonum esse propter præsentem necessitatem: novi enim quid præsentis temporis, cui conjugia serviunt, necessitas cogat, ut ea quæ Dei sunt minùs cogitentur quàm sufficit adipiscendæ illi gloriæ quæ non erit omnium, quamvis in æternâ vitâ ac salute manentium: *stella enim à stellâ differt in glorià: sic et resurrectio mortuorum.* »

Inst. 3° : Atqui nuptiæ vel virginitate sunt excellentiores, vel saltem bonum aliquod habent, quo virginitas æquari possit; ergo, etc.

Prob. subseq. : Status ille virginitatis excellentiam vel superat, vel attingit, qui laude sibi propriâ, et cultores Deo parit, et fœcunditate suâ virginum chorum adauget; atqui nuptiarum laus ea est, quòd Deo cultores procreent, et virgines ipsas pariant; ergo, etc. — Resp.: Nego subs.; ad probationem, resp. 1°: Si quid hoc argumentum probaret, inde pariter secuturum non nuptias tantùm, sed et stupra, et adulteria, et fornicationes, virginitate præcellere; cùm non tantùm nuptiarum usu legitimo, sed et illicitis ac nefandis quibuslibet maris ac feminæ mixtionibus, et virgines procreentur, et cultorum Dei numerus augeatur: hoc autem quàm sit absurdum et absonum, nemo est qui non videat. Resp. 2° : Concessâ maj., nego min.; veri namque Dei cultores, non temporalis nativitas, sed sola religio facit: naturâ enim, quisquis nascitur, est filius iræ, nedùm possit in Dei filiorum numero computari: pariter, licèt carnali concubitu virgines procreentur, nulla tamen sacra virgo est, nisi quæ de sponsâ Christi Ecclesiâ nascitur: nihil ergo causæ est cur propter carnalem fœcunditatem putentur nuptiæ virginitatis meritum vel superare, vel qualitercumque attingere: quâ de re summum veritatis magistrum Augustinum denuò audire juvat: « Non ergo, inquit, lib. de S. Virginit., cap. 9 et seqq., illarum fœcunditas carnis, quæ hoc tempore nihil aliud in conjugio, quàm prolem requirunt quam mancipent Christo, pro amissâ virginitate compensari posse credenda est: prioribus quippe temporibus venturo secundùm carnem Christo, ipsum genus carnis in amplâ quâdam et propheticâ gente necessarium fuit: nunc autem cùm ex omni hominum genere atque omnibus gentibus ad populum Dei et civitatem regni cœlorum membra Christi colligi possint, sacram virginitatem qui potest capere capiat, et ea tantùm quæ se non continet, nubat. Quid enim si aliqua mulier dives multam pecuniam huic bono operi impendat ut emat ex diversis gentibus servos, quos faciat Christianos: nonne uberiùs atque numerosiùs quàm uteri quantâlibet feracitate Christi membra gignenda curabit? nec ideò tamen pecuniam suam comparare muneri sacræ virginitatis audebit: at si propter faciendos, qui nati fuerint, Christianos, fœcunditas carnis pro amissâ virginitate meritò compensabitur, fructuosius erit hoc negotium, si magno pecuniario pretio virginitas amittatur, quò pueri faciendi christiani multò plures emantur quàm unius utero quamlibet fertili nascerentur: quòd si stultissimè dicitur, habeant fideles nuptæ bonum suum... et honorent... in sacris virginibus meliùs earum: nam ne illo quid debent continentium meritis se conferre conjugia, quòd ex eis virgines procreantur; hoc enim non conjugii bonum est, sed naturæ, quæ sic divinitùs instituta est, ut ex quolibet humano utriusque sexûs concubitu, sive ordinato et honesto, sive turpi et illicito, nulla femina, nisi virgo nascatur: nulla tamen sacra virgo nascitur: ita fit ut virgo nascatur etiam de stupro, sacra autem virgo, nec de conjugio; nec nos hoc in virginibus prædicamus, quòd virgines sunt, sed quòd Deo dicatæ piâ continentiâ virgines...; hoc genus virginum nulla corporalis fœcunditas protulit: non

est hæc proles carnis et sanguinis : si harum quæritur mater, Ecclesia est : non parit virgines sacras, nisi virgo sacra, virgo illa quæ desponsata est uni viro, casta exhiberi Christo : ex illâ, non totâ corpore, sed totâ virgine spiritu, nascuntur sacræ virgines et corpore et spiritu : habeant conjugia bonum suum, non quia filios procreant, sed quia honestè, quia licitè, quia pudicè, quia socialiter procreant, et procreatos pariter, salubriter, instanter educant ; quia thori fidem invicem servant, quia sacramentum connubii non violant : hæc tamen omnia humani officii sunt munera ; virginalis autem integritas, et per piam continentiam ab omni concubitu immunitas, angelica portio est, et in carne corruptibili incorruptionis perpetuæ meditatio : cedat huic omnis fœcunditas carnis, omnis pudicitia conjugalis...; profectò habebunt magnum aliquid præter cæteros, in illâ communi immortalitate, qui habent aliquid jam non carnis in carne. »

Inst. 4° : Si virginitas majus haberet matrimonio meritum, quælibet virgo quâlibet conjugatâ laudabilior esset, utpote majoris apud Deum meriti : atqui falsum consequens ; ergo et antecedens. — Resp. cum sanctis Augustino et Thomâ : Nego maj. « Dicendum, inquit præceptor Angelicus, 2-2, quæst. 152, art. 4, quòd licèt virginitas sit melior quàm continentia conjugalis, potest tamen conjugatus melior esse quàm virgo, duplici ratione : 1° quidem ex parte ipsius castitatis, si scilicet ille qui est conjugatus habet animum magis paratum ad virginitatem servandam, si oporteret, quàm ille qui est actu virgo : unde sanctus Augustinus virginem instituens, libro de Bono conjugali, cap. 22, jubet ut dicat : *Ego quidem non sum melior quàm Abraham, sed melior est castitas cælibum quàm castitas nuptiarum : quod enim ego nunc ago, melius Abraham et alii antiqui sancti egissent, si tunc agendum esset : quod autem illi egerunt, sic ego non agerem, etsi nunc agendum esset ;* 2° quia fortè ille qui non est virgo habet excellentiorem virtutem : unde idem S. Augustinus, in libro de S. virginitate, cap. 44 : *Unde*, inquit, *scit virgo, quamvis sollicita quæ sunt Domini, quomodò placeat Domino ? ne fortè propter aliquam sibi incognitam mentis infirmitatem nondùm sit matura martyrio, illa verò mulier cui se præferre gestiebat, jam possit bibere calicem Dominicæ humilitatis.* »

Inst. ultimò : Quando duo concurrunt, quorum alterum Deus imperat, alterum in consiliis locum habet, sine dubio debet præferri quod est mandatum ; Dei namque lex nihil nisi quod est optimum præcepit : atqui lex matrimonii obeundi lata pro omnibus est, quando in ipsis mundi primordiis dixit Deus : *Crescite et multiplicamini*, Gen. 1, 28 ; virginitatis è contra merum consilium fuit : *De virginibus*, ait Apostolus, 1 Cor. 7, 25, *præceptum Domini non habeo : consilium autem do, tanquàm misericordiam consecutus à Domino*, etc. ; ergo nuptiæ virginitate præcellunt. — Resp. multiplex in hoc argumento vitium esse : 1° in eo quòd dicitur de matrimonio divinum esse mandatum, ad omnes respiciens, virginitatis verò merum esse consilium ; manifesta pugnantia ac contradictio est ; nam si nubendi necessitatem Deus omnibus posuit, quomodò poterat virginitatis servandæ esse suasor? Hoc enim quid aliud foret quàm legis suæ infractionem consulere? Ipsa itaque adversariorum confessio, concedentium tenendæ virginitatis consilium esse, matrimonium non esse omnibus imperatum, plena convictio est.

2° Quod generatim velut pro certo principio ponitur, præcepta consiliis esse meliora, ineptissimum absurdissimumque est, totamque Evangelii perfectionem subvertit ; præcepta namque, majori saltem ex parte, qualia nimirùm omnia sunt quæ in Decalogo continentur, in iis versantur rebus quæ ratio ipsa imperat, lubensque natura sana, quippe convenientissima sibi, amplectitur : consilia verò prætergressa naturæ vires, ad heroicam perfectionem aspirant. Sic è contra modestè ac moderatè matrimonio esse utendum, prolem ex eo progenitam piè ac diligenter educandam, nascituros ex nuptiis filios non præfocandos, uxorem alienam non concupiscendam, præcepta naturæ sunt, quæ quisquis in belluam non degenerârit, naturæ vires non superare intelligit : verùm propter regnum cœlorum, non ab illicito tantùm concubitu, sed à legitimo thalamo abstinere, castigare corpus suum, seque ipsum Christo castam virginem exhibere : consilium hoc est, ad angelicæ naturæ consortium hominem evehens, tantæque excellentiæ ac difficultatis, meritò ut à Christo de illo dictum fuerit : *Qui potest capere, capiat :* perperàm ergo consiliis præcepta æquiparantur, nedùm dici possint excellentiora.

3° Concessâ maj., nego min. ; iis namque verbis : *Crescite et multiplicamini* (quod alibi nec semel est observatum), non tam præceptum quàm fœcunditas ipsa benedictioque significatur, humanæ naturæ ad sobolis procreationem concessa : cujus rei præter cætera invictissimum argumentum est, quòd brutis animantibus non secùs ac hominibus dictum sit : *Crescite et multiplicamini :* deinde, etiamsi verum in his verbis præceptum intelligeretur, nihil inde contra nos erui posset ; ad hæc enim tempora mandatum respiceret, quibus humani generis et Israelitici populi propagationi consulendum erat. Adami namque familiâ per orbem universum propagatâ, desiit mandatum omnes et singulos obligare, ut constat exemplo Josue, Eliæ, Elizæi, Jeremiæ, Joannis Baptistæ, et aliorum qui cælibem vitam duxerunt ; quod cùm negari non possit in lege veteri contigisse, quantò flagitiosiùs diceretur in lege evangelicâ omnibus matrimonium imperari, cùm in contrarium certissimè constet Christum et apostolos exemplo suo atque doctrinâ virginitatem summoperè commendâsse!

DE SOLEMNITATIBUS

AD CONTRACTUM MATRIMONII REQUISITIS.

(AUCTORE EODEM.)

Contractus matrimonii ut solemnis sit, et in foro tum civili tum ecclesiastico admittatur, multa requirit : 1° namque præcedere debent sponsalia ; 2° proclamationes, sive futuri matrimonii publicæ denuntiationes, quæ *banna* vulgò vocantur ; 3° necessaria est præsentia parochi, testium et contrahentium sive per se, sive per procuratores ; 4° oportet parentum consensum accedere.

De parochi, testiumque et contrahentium præsentiâ, et de parentum consensu, quæstione sequenti dicturi sumus : de solis itaque sponsalibus et proclamationibus, quid sint, et quatenùs præmitti matrimonio debeant, quærendum in præsenti occurrit : quapropter sit

CAPUT PRIMUM.

DE SPONSALIBUS.

Quæritur 1° quid sint sponsalia. — Resp. spon-

saliorum sive sponsalium nomen diversimodè à jurisconsultis intelligi : 1° pro sponsalibus de præsenti accipiuntur, sive pro matrimonio ipso, quatenùs hìc et nunc contrahitur, et est ratum, non consummatum : hinc vir et uxor, nuptiis celebratis, etiam antequàm ad carnalem copulam ventum fuerit, sponsus et sponsa dicuntur ; quas voces alibi ostendimus haud infrequenter in sacris Litteris usurpari. 2° Magis propriè longèque frequentiùs à canonum legumque peritis pro sponsalibus de futuro sumuntur ; eoque sensu non incongruè describuntur : *Futurarum nuptiarum promissio* ; sive : *Mentio et repromissio nuptiarum futurarum* : itaque à sponsalibus fundamentum jaci incipit nuptiarum, tantùmque à matrimonio differunt, quantùm spes distat à re quæ speratur : secundo hoc sensu, nec aliter, sponsalia accipimus in præsenti.

Quær. 2° utrùm mos ab antiquo acceptus sit sponsalia matrimonio præmittendi. — Resp. antiquissimum esse : à Romanis priscà ætate observatum testatur Jurisconsultus, lib. 2, ff. de Sponsalibus : « Sponsalia, ait, dicta sunt à spondendo ; nam moris fuit veteribus stipulari et spondere sibi uxores futuras... : earum in Aulo Gellio ex Servii Sulpitii auctoritate mentio est, Noct. Attic. lib. 4, cap. 4 : Sponsalia, inquit, in eâ parte Italiæ quæ Latium appellatur hoc more atque jure solita fieri scripsit Servius Sulpitius, in libro quem scripsit de Dotibus. Qui uxorem, inquit, ducturus erat, ab eo unde ducenda erat stipulabatur eam in matrimonium ductum iri : qui daturus erat, itidem spondebat : is contractus stipulationum sponsionumque dicebatur *sponsalia* : tunc quæ promissa erat, *sponsa* appellabatur ; qui spoponderat ducturum, *sponsus* : sed si post eas stipulationes uxor non dabatur aut non ducebatur..., judices cognoscebant : judex quamobrem data acceptave non esset uxor quærebat : si nihil justæ causæ videbatur, litem pecuniâ æstimabat : quantique interfuerat eam uxorem accipi aut dari, eum qui spoponderat aut qui stipulatus erat condemnabat. Hoc jus sponsaliorum observatum dicit Servius ad id tempus quo civitas universo Latio lege Juliâ data est : hæc eadem Neratius scripsit in libro quem de Nuptiis composuit. »

Nec tantùm apud Christianos consuetudo hæc viguit : hinc in antiquo jure canonico sponsalia matrimonio præmitti ubique vidimus : quæ Latinorum, eadem Græcorum et Orientalium disciplina fuit, ut constat tum ex imperatorum edictis, quorum meminit Photius in Nomocanone, tit. 13, cap. 2 ; tum ex Euchologiis in quibus legitur : *Ordo servari solitus in sponsalibus celebrandis* (vide Goar in Euchologio Græcorum).

Quær. 3° quæ causæ sint sponsalia matrimonio præmittendi. — Resp. hujus inducendæ consuetudinis diversas causas fuisse : prima fuit, ut matrimonii decori consuleretur, publicèque constare posset, non turpibus, sed honestis conditionibus, non illatâ vi, sed summâ libertate, plenoque contrahentium consensu nuptias fœderatas.

Secunda fuit, ut solemnitate sponsalium clandestinis et temerariis futuri matrimonii pactionibus, quæ plurium fons et origo malorum esse solent, occurreretur.

Tertiam sanctus Augustinus insinuat lib. 8 Confessionum, cap. 3 : « Institutum est, inquit, ut jam pactæ sponsæ non tradantur statim, ne vilem habeat maritus datam, quam non suspiraverit sponsus dilatam. »

Quarta fuit, ut matrimonium inire volentes, aliquantò ante contractum Ecclesiæ notum facerent, et de iis probatio fieret quòd essent ab omni nuptiarum impedimento immunes : quemadmodùm enim olim catechumeni pro Baptismo, pœnitentes pro reconciliatione, et clerici pro ordinibus obtinendis, sua dare nomina tenebantur, et etiamnùm tenentur qui aspirant ad ordines ; ita sapienter constitutum idem erga conjugandos esse servandum, ut, intervallo aliquo inter sponsalia et nuptias interposito, de eorum moribus, statu, conditione, posset diligens inquisitio fieri.

Quinta ad Sacramenti sanctimoniam pertinens fuit, ut ab illâ die quâ mutuam sibi connubendi voluntatem sponsus et sponsa significâssent, ad contractûs celebrationem tempus aliquod intercederet, quò futuri statûs sanctitatem seriò, ut Christianos decet, meditarentur ; seseque ad gratiam Sacramenti obtinendam per pœnitentiam et divinæ Eucharistiæ perceptionem disponerent.

« Sancta synodus conjuges hortatur, inquiunt Patres Tridentini, sess. 24, in decr. de Ref. Matr., ut antequàm contrahant, vel saltem triduo ante matrimonii consummationem, sua peccata diligenter confiteantur, et ad sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum piè accedant. »

Et S. Carolus : « Parochus, inquit, in Instruct. de Matr., aget omni cohortatione cum sponsis, ut ad matrimonii celebrationem nec accedant priusquàm peccata diligenter confessi sacram communionem sumpserint, saltem triduo ante matrimonii consummationem. »

Quær. 4° utrùm sponsalia nuptiis absolutâ necessitate sint præmittenda. — Resp. negativè : vel enim ideò absolutè necessaria dicerentur, quia contractus matrimonii ex naturâ irritus esset, nisi ejus in posterum ineundi solemnis promissio præcessisset ; vel quia de iis mandatum divinum, aut generalis Ecclesiæ præscriptio esset ; atqui neutrum dici potest : non primum, quia res quælibet in præsenti validè datur, tametsi in antecessum promissa non fuerit : « Non est necessarium, inquit S. Antoninus, 3 part., tit. 1, cap. 18, quòd sponsalia præcedant, quia absque promissione factâ de futuro potest quis subitò contrahere per verba de præsenti : » neque pariter secundum, quia nullibi, nec in Scripturis, nec in traditione, de hâc re mandatum Dei comparet : nec denique tertium : aliud enim est consuetudo ab antiquo ferè ubique recepta, aliud necessitas generali sanctione imposita : constat equidem more vetustissimo tum Græcorum, tum Latinorum, ab ipsis ante Evangelium gentilibus observato, præmitti sponsalia matrimonio : quòd autem præcedere necessariò debeant, ita ut aliter irritum matrimonium sit futurum, nec antiquis nec novis canonibus legimus constitutum : hinc concilium Tridentinum in decreto de Reformatione matrimonii, sess. 24, ubi omnia minutim explicat ad ejus solemnitatem pertinentia, de sponsalibus nihil dicit ; tantùmque generatim insinuat retinendas cuilibet locorum et provinciarum in quibus degit consuetudines : « Si quæ provinciæ, inquit, ibid., cap. 1, ad finem, aliis, ultra prædictas, laudabilibus consuetudinibus et cæremoniis hâc in re utuntur, eas omninò retineri sancta synodus vehementer optat. » De sponsalibus publicè ac solemniter celebrandis, nihil Romanum Rituale præscribit : si qui ergo ritum hunc prætermitterent, non ideò rei agerentur, quia ejus defectu contractum matrimonium irritum nullumque foret, sed quia à laudabili Ecclesiæ consuetudine temerariò recessissent.

Quær. 5° in contrahendis sponsalibus quæ forma tenenda. — Resp., cùm sponsalia contineantur in genere conventionum de quibus inter se pacisci homines solent, diversis modis, non secùs ac cæteri contractus, iniri posse : « Consensus in conjugalem copulam per verba de futuro, inquit S. Thomas, Suppl. quæst. 43, art. 1, in corp., non facit matrimonium, sed matrimonii promissionem..... Sit autem ista promissio dupliciter, scilicet absolutè, et sub conditione : absolutè, quatuor modis : 1° nudâ promissione, ut cùm dicitur : *Accipiam te in meam*, et è converso : 2° datis arrhis sponsalitiis, ut pecunia vel aliquod hujusmodi : 3° annuli subarrhatione : 4° interveniente juramento : si autem fiat dicta promissio sub conditione, distinguendum est, quia aut est conditio honesta, ut cùm dicitur : *Accipiam te, si pa-*

rentibus placeat; et tunc, stante conditione, stat promissio, et non stante, non stat : aut est contraria bonis matrimonii, ut si dicam : *Accipiam te, si venena sterilitatis procures*, et tunc non contrahuntur sponsalia : aut non est contraria bonis matrimonii, ut si dicam : *Accipiam te, si furtis meis consentias*, et tunc stat promissio, sed tollenda est conditio...» Ita Angelicus doctor : contrahuntur itaque sponsalia vel re, ut per subarrhationem, vel annuli traditionem hoc fine factam, vel verbis, vel nutu, vel scripto, etiam inter absentes; vel per internuntium aut procuratorem.

Quær. 6° ad sponsaliorum solemnitatem quid observandum? — Resp. requiri 1° præsentiam testium, maximè verò consanguineorum : 2° præsentiam parochi; cùm enim sponsalia propter connexionem quam habent cum matrimonio proximè secuturo res veluti sacra censeantur, meritò constitutum est non aliter quàm præsente parocho contrahenda : hinc in omnibus penè Ritualibus veluti certum supponitur sponsaliorum ministrum parochum esse, vel vicarium ejus, vel quemvis alterum sacerdotem, cui hæc vel ab ipso parocho, vel ab ordinario concessa facultas fuerit.

Ad parochum porrò pertinet, 1° procurare ut sponsalia contracturi, benè, ut Christianos decet, dispositi, non ab immodicâ, ut sæpè fit, compotatione recentes, sed sobrii ac modesti, loco et tempore congruis conveniant : non enim ubique indifferenter, sed in sacro, vel saltem honesto loco sponsalia ineunda. « Sponsalia, ait synodus provincialis I Cameracensis, tit. de Matr., cap. 6, loco ac tempore fiant commodo, id est, non in œnopoliis, aut tabernis potatoriis, sed in loco sacro, non post dissolutas compotationes; curetur que ut et sponsus et sponsa sobrii, non ebrii, neque aliàs mente capti sponsalia ineant...» Ejusdem Cameracensis Ecclesiæ Manuale : « Non aliter, ait, quàm publicè, aut alibi quàm in ecclesiâ, vel sacrâ capellâ, vel cœmeterio sponsalia fiant....» Manuale Mechliniense : « Fiant, inquit, in ecclesiâ, vel sacrâ capellâ, vel cœmeterio, aut alio publico seu honesto loco, minimè verò in cauponis. »

2° Ad eumdem spectat contracturos de fidei rudimentis interrogare, quæ si nesciverint, nec ad sponsalia, nec ad matrimonium ex Ecclesiæ præscripto admitti debent : tum ab iisdem inquirere utrùm ab omni canonico impedimento sint liberi; moxque eos de sanctitate matrimonii et de iis quæ ad statum conjugii pertinent graviter admonere, ne videlicet Sacramentum divinum profanent, et Christi benedictionem in maledictum suâ culpâ convertant.

3° Ejusdem officium est sedulò à desponsandis inquirere utrùm maturo consilio, nemine cogente, nullo præcedentium sponsaliorum aut nuptiarum vinculo impediti, ad fidem sibi mutuò promittendam accesserint, his aut similibus verbis utendo : « Venisti hùc tuâ liberâ voluntate, à nullo coactus, nec ulli alii alligatus, ut promittas te ducturum in legitimam uxorem N. quam hìc manu tenes? » Eâdemque deinceps formulâ sponsam interrogando.

4° Postquàm sponsus et sponsa fidem sibi mutuò promiserint, his aut similibus verbis : « Ego in præsentiâ astantium promitto me daturum fidem meam N. quam hìc manu teneo, et te ducturum in legitimam uxorem meam, si non obsterit aliquod canonicum impedimentum : Ego, etc..., promitto me daturam fidem meam tibi N. quem hìc manu teneo,» etc. Tum sacerdos Ecclesiæ nomine reciprocam promissionem acceptans et approbans : « Et ego, inquit, tanquàm minister Ecclesiæ Dei, ejus nomine hanc vestram mutuam promissionem accepto et approbo. »

Quær. 7° quâ ætate iniri sponsalia possint. — Resp., juris communis habitâ ratione, sponsalia etiam impuberum acceptanda, et ad eorum validitatem septennii ætatem sufficere, imò et minorem, si usus rationis hos annos præverterit; ita à Pontificibus maximis sæpè declaratum : sic Alexander III ab Eboracensi archiepiscopo consultus de matrimonio quod quidam inierat cum feminâ, cujus filius ante fuerat desponsatus : « Si tibi constiterit, inquit, cap. *Accessit*, extra. de Despons. impuber., quòd puella præfata non esset septennis, quando prænemorata Wilhermo desponsata fuit, et postea in eum non consenserit, matrimonium inter eumdem Wilhermum et matrem puellæ celebratum præcipias immobiliter observari, et eorumdem proles denunties esse legitimas, quia dispensationes ante septimum annum fieri non possunt, si consensus postea non intervenit. »

Idemque in rescripto ad episcopum Erphordiensem : « Quidam perfectæ ætatis, inquit, quamdam puellam in incunabulis desponsavit, procedente verò tempore matrem puellæ cognovit, et eam in uxorem accepit; si præfatus vir matrem puellæ antequàm septimum annum complèsset in uxorem accepit, matrimonium non dissolvas, cùm desponsationes hujusmodi nullæ in incunabulis fiunt; verùm si, postquàm puella septimum annum complevit, prædictus vir matrem ejus accepit uxorem, cùm sponsalia ex tunc placere consueverint, inter eos sententiam divortii non differas promulgare, nec ipsum filiam seu matrem habere permittas. »

Et Innocentius III, cap. *Ad dissolvendum*, extra. de Depons. impuber. : « Inter juvenem et puellam, inquit, sponsalia non fuisse contracta pronuntiavimus, cùm constet puellam nondùm ad septennium pervenisse. »

Dubium ergo non est jure communi impuberum sponsalia pro ratis et veris habenda; cæterùm hodierno, qui penè ubique obtinet, more, impuberes ad sponsalia contrahenda, non facilè, nec sine speciali superiorum licentiâ admittuntur, idque perquàm meritò; si enim septennis ætas, aut etiam paulò provectior, nondùm judicatur cæteris quæ inter homines fieri solent pactionibus ineundis idonea propter consilii et maturitatis defectum, quantò magis à contrahendis sponsalibus impediri convenit, quod genus pactionis in humanis rebus præcipuum est?

Quær. 8° validane sint sponsalia impuberum, non propriâ ipsorum, sed alienâ parentum aut tutorum voluntate facta. — Resp. negativè : eatenùs enim contractus sponsalium validus est, quatenùs propriâ eorum voluntate initur qui mutuò sibi futuri matrimonii fidem spondent; quomodò contractus ipse nuptiarum, nisi proprio nubentium consensu non valet : « Dicendum, inquit sanctus Thomas, Suppl. quæst. 43, art. 2, ad 1, quòd si ante annos pubertatis fiunt contractus sponsalium per alium, scilicet per parentes aut tutores, ambo vel alter reclamare possunt : unde nihil tunc actum est, adeò ut nec affinitas ulla ex hoc contrahitur; et ideò sponsalia quæ inter aliquos per alias personas contrahuntur, robur habent in quantum alii inter quos contrahuntur, ad ætatem debitam venientes non reclamant, ex quo intelliguntur consentire his quæ per alios facta sunt. »

Quær. 9° utrùm sponsalia pariant obligationem matrimonii contrahendi.—Resp. affirmativè : idem enim de sponsalibus ac de alio quovis contractu judicium esse debet; atqui hæc contractuum omnium natura et conditio est, ut statim atque inita sunt obligationem pariant, et contrahentes ad suî adimplet ionem astringant; pariter ergo sponsalia mox ubi consensu mutuo pacta fuerint, non est dubium quin liberandæ fidei obligationem importent. « Dicendum, inquit sanctus Thomas, ibid., quòd ex tali promissione obligatur unus alteri ad matrimonium contrahendum, et peccat mortaliter non solvens promissum, nisi legitimum impedimentum interveniat : et secundùm hoc Ecclesia cogit, injungendo pœnitentiam pro peccato : tamen in foro contentioso non compellitur, quia matrimonia coacta consueverunt malos exitus habere; nisi fortè juramenta intervenerint, quia tunc cogendus est qui promisit, ut quidam dicunt, quamvis aliis non vi-

deatur propter causam prædictam, præcipuè si de uxoricidio timeretur. »

Quær. 10° utrùm expediens sit eos qui celebratis sponsalibus inire matrimonium renuunt, ad illud compelli censuris ecclesiasticis. — Resp., ad mentem sancti Thomæ modò laudati, non esse expediens, eamque doctrinam canonicis institutis esse conformem.

« Præterea, inquit Alexander III, extra. de Sponsalibus, cap. 2, hi qui de matrimonio contrahendo purè et sine omni conditione fidem dederunt, commonendi sunt et omnibus modis inducendi ut fidem præstitam observent : si tamen se ad invicem admittere noluerint, ne fortè deterius inde contingat, ut talem scilicet ducat quam odio habet, videtur quòd ad instar eorum qui societatem interpositione fidei contrahunt, et postea eamdem sibi remittunt, hoc possit in patientiâ tolerari. »

Idemque interrogatus quâ censurâ mulier compelli debeat quæ, jurejurandi religione neglectâ, nubere renuit cui se nuptiarum interposito juramento firmavit, respondet Pontifex maximus, quòd, « cùm libera debeant esse matrimonia, monenda est potiùs quàm cogenda, cùm coactiones soleant difficiles exitus frequenter habere. »

Quær. 11° quæ causæ possint esse legitimæ sponsalium solvendorum. — Resp. cum sanctis Raymundo et Antonino, in novem præsertim casibus sponsalia summo jure et sine peccato resolvi. Primus est mutuus sponsorum consensus, quo se invicem ab implendæ fidei debito liberant. Secundus est quando sponsorum alter vitam regiosam amplectitur. Tertius est si, celebratis sponsalibus, alteruter, desertâ patriâ, in exteram religionem aufugerit : quanti autem temporis absentia requiratur ut hoc titulo prima libertas recuperetur, nullibi legimus definitum, sed arbitrio judicis est relictum, nisi certum tempus ipso sponsalium tempore præscriptum conventione mutuâ fuerit, intra quod nuptiæ fieri deberent; eo enim elapso, certum est sponsalia dirimi. Quartus est, si sponsorum alter in paralysim, lepram, vel in notabilem quamdam deformitatem inciderit : idemque de infamiâ est intelligendum, in quam semel ac sponsus inciderit, jure excidit nuptiarum. Quintus est superveniens inter sponsos affinitas, si nimirùm sponsus carnale cum consanguineâ sponsæ commercium habuerit, vel sponsa cum consanguineo sponsi. Sextus est, si sponsorum alter vel alteruter fornicetur, vel spiritualiter, in hæresim aut apostasiam incidendo. Septimus est quando sponsus vel sponsa contrahit cum altero matrimonium ; nam vinculum nuptiarum fortius est vinculo sponsalium, ut habetur extra. *de Sponsalibus*, cap. 32. Octavus est, si sponsus et sponsa ante annos pubertatis sponsalia contraxerint : ubi enim ad adultam ætatem pervenerint, possunt petere à vinculo liberationem et facultatem nubendi cum aliis impetrare. Nonus est, si rumore publico habeatur quoddam esse inter sponsos impedimentum quo nuptiis repromissis ponatur obex.

Quær. 12° utrùm ita generaliter verum sit sponsalia mutuo consensu resolvi, ut hujus regulæ nulla exceptio sit. — Resp. nullam esse *jure naturæ;* quid enim magis naturæ congruit quàm ut pacta inter homines plenâ libertate inita, pari libertate solvantur? esse tamen aliquam jure positivo inductam; qui enim impuberes contrahunt, donec ad annos pubertatis attigerint, nequeunt, etiam mutuo consensu, à vinculo sponsalium eximi; idque prudenter statutum propter puerilis ætatis levitatem et inconstantiam, ne videlicet pueri diebus singulis nova sponsalia contrahendo, pactionem naturâ sanctam et inviolabilem in ludum converterent.

Quær. 13° utrùm ad dissolutionem sponsalium satis sit supervenire aut detegi circumstantiam aliquam, quæ si præscripta fuisset, fides futurarum nuptiarum data non esset. — Resp. circumstantiarum et personarum faciendum esse discrimen, spectandumque quale sponsalitii tempore et quàm firmum animi propositum fuerit; aliquando enim causa sive circumstantia superveniens, aut de novo detecta, sic levis est, ut etiamsi ejus intuitu sponsalia iniri non debuissent, aut iniri conveniens non fuisset, contracta tamen subsistant firmiter, nec resolvi queant : cujus causa in promptu est : priusquàm *Berthæ* futuras nuptias repromitteres, plena tibi nubendi aut non nubendi libertas erat, poterasque quocumque, quamtùmvis levi, prætextu matrimonii incundi fidem non dare ; contractis verò sponsalibus, hanc tu tibimet libertatem præripuisti ; omnis ergo causa quæ sufficere tibi poterat ad fidem non dandam, ad resiliendum non sufficit : sic, ut doctrina exemplo firmetur, Berthæ nuptias promisisti, cujus vehementer forma placebat, quam placidissimæ indolis esse putabas, quam sperabas decem millibus nummorum dotandam : in febrim Bertha ante nuptias incidit, quæ venustatem ejus aliquantulùm infuscavit; paululùm esse rixosam, aut tumet observâsti, aut relatum ab aliis accepisti ; dotem paulò quàm speraveras minorem ei assignandam rescivisti; leviores sanè hæ causæ sunt quàm ut earum prætextu licitè valeas fidem datam infringere, et cum alterâ desponsari.

Rursùm ita gravis esse potest causa quæ de novo supervenit aut detegitur, ut ejus intuitu dirimi posse sponsalia natura ipsa præcipiebat : sic enim si in paralysim aut lepram Bertha inciderit; si ei brachium aut nasum præ morbi gravitate necesse fuerit amputari ; si quam putabas pinguissimam tibi dotem laturam, ne obolo quidem donanda sit ; in his certè circumstantiis, si nubendi propositum non mutâris, magnæ equidem dabis fidei et charitatis exemplum ; sed facturum te ultra debitum affirmare non dubito.

Præterea personarum, ut prædixi, habenda ratio est : aliquando enim quod alicujus respectu parvi aut nullius videtur esse momenti, comparatè ad alios magnum est : quo fit ut diversis modis pro personarum diversitate solvenda quæstio sit : sic vir tu plebeius cùm sis, cum Berthâ quam nobilem aiunt sponsalia contrahis; hanc si deinceps detexeris jactatâ nobilitate carere, non hæc tibi causa sufficiet ad nuptias disturbandas; nulla namque tibi injuria fit, si paris tecum conditionis uxorem, datâ fide, ducere compellàris : at eadem tamen causa nobili viro ad resiliendum sufficeret, magnum sibi detrimentum ac dedecus talibus nuptiis allaturo.

Denique cautè spectandum dixi quale quantumque fuerit sponsalium tempore matrimonii perficiendi propositum : si enim his verbis sponsus et sponsa usi sint, unde meritò præsumatur se nullam superventuri cujusvis casûs exceptionem facere voluisse; si mutuam promissionem interposito juramento firmaverint, tum sanè evidens est sponsalia, quantùmlibet gravis causa emerserit, longè difficiliùs abrumpenda, quia humanis contractibus quò sanctiores firmioresque sunt, eò majorem deberi reverentiam in confesso est.

In his porrò et ejusmodi casibus legum divinarum et humanarum habenda ratio est, quid liceat, quidve non liceat, prudenti consilio expendendum, non suo, sed sapientum acquiescendum judicio, cautèque providendum ne, dùm nimiùm servitur temporalibus commodis, salus æterna perdatur.

Quær. 14° utrùm hoc ipso quòd ex parte unius solvantur sponsalia, dirimi ex parte alterius necessarium sit. — Resp. negativè : fieri enim potest ut unus liberetur à fide solvendâ, altero non liberato : sic, e. c., fornicatio sponsi tollit obligationem nubendi ex parte sponsæ, non tollit ex parte sponsi : matrimonium enim inire tenetur, si ipsa velit : idemque in multis aliis casibus est dicendum.

Quær. 15° utrùm voto simplici castitatis sponsalia dirimantur. — Resp. cum sancto Antonino, factâ distinctione : « Vel enim, inquit, 3 part., tit. 1, cap. 18, § 2, votum simplex castitatis præcedit sponsalia, vel sequitur : si præcedit, impedit et dirimit sponsalia de futuro, etiam jurata, quia hoc casu juramentum

est licitum, cùm juret facere contra id quod voverat : si sequitur, non impedit nec dirimit sponsalia, sed eo casu cogi debet, vel votum solemnizare, scilicet profitendo in religione, et sic essent soluta sponsalia; vel sponsalia profiteri, et contrahere matrimonium. »

Quær. 16°, cùm in præsenti materiâ, ubi agitur de conflictu voti castitatis et contractûs sponsalium, possint diversi casus occurrere, quibus regulis debeant resolvi. — Resp. cum sancto Antonino, ibid., duas potissimùm regulas in hujusmodi difficultatibus observandas. Prima est : quoties contrahuntur duo vincula æqualis potentiæ et incompossibilia, primum præjudicat secundo, illudque irritum facit : unde, quia sponsalia et vota simplicia æqualis putantur esse potentiæ, qui hodiè sponsalia contrahit, cras votum castitatis emittet inaniter : et, vice versâ, qui promittit hodiè castitatem, cras matrimonium nequicquàm spondebit. Secunda est : si duo vincula disparis potentiæ et incompossibilia contrahuntur, fortius, sive præcesserit sive non, quod minùs forte est superat ac repellit : sic quia voti solemnis in approbatâ religione obligatio major est obligatione sponsalium, licèt sponsalia præcesserint, debet nihilominùs votum impleri.

Quær. 17° utrùm sponsalia nequeant, nisi sententiâ judicis superveniente resolvi. — Resp., inspecto jure communi, judicis sententiam non requiri, solumque partium consensum sufficere : contractus enim solâ contrahentium voluntate firmatus, solâ pariter utriusque liberâ retrocessione dirimitur : atqui sponsalia nihil aliud sunt quàm mutua repromissio nuptiarum; ut ergo hæc conventio dirimatur, satis superesse, absolutè loquendo, est secessio libera ac reciproca contrahentium.

Dixi *inspecto jure communi* : diversarum enim Ecclesiarum consuetudo, privatis legibus fundata, obtinuit ut sponsalia coram Ecclesiæ ministro, ritu solemni contracta, non solâ desponsatorum liberâ retrocessione, sed etiam prælatorum auctoritate dirimerentur : cujus ferendæ legis ratio fuit, tum reverentia Ecclesiæ debita, quæ ubi pactionem aliquam suâ auctoritate firmavit, sine judicio ejus rescindi non convenit; tum ut sponsorum levitati occurreretur, qui, nisi tale frenum obstaret, nimiùm plerùmque ad sponsalia dissolvenda faciles essent, novisque in dies nuptiarum promissionibus priores non sine scandalo irritarent : « In duobus casibus, inquit sanctus Thomas, Suppl. quæst. 44, art. 3, in corp., scilicet cùm quis ad religionem confugit, et cùm alter conjugum cum altero per verba de præsenti contrahit, ipso jure sponsalia dirimuntur; sed in aliis casibus dirimi debent secundùm judicium Ecclesiæ. »

Quær. 18° possintne ante matrimonii celebrationem sponsus et sponsa in eâdem domo cohabitare. — Resp. ad hunc reprimendum abusum teneri pastores vigilantiam omnem afferre : nunquàm enim magis ab hujusmodi consortio et familiari conversatione cavendum quàm eo tempore quod sponsalium et matrimonii celebrationem interfluit : quàm ingentium malorum hæc commorandi facilitas causa sit, experimento, heu! nimiùm frequenti compertum est : sub spe secururi quantociùs Sacramenti, in antecessum sanctitas ejusdem Sacramenti contaminatur, dùm inardescit carnalis amor, charitas Dei extinguitur; jura matrimonii dùm præverturtur, violantur; quam sibi futurarum nuptiarum debere fidem sponsus et sponsa jam frangunt, sibique ipsis adulterandi in posterum sunt magistri; nam quibus fornicandi velamen desponsatio est, eisdem ad adulteria quotidiana in matrimonio latibulum offeretur : atque ita quæ debuerant sanctissimi fœderis nexus esse sponsalia, rixarum, discordiarum, divortiorum, suspicionum origo fiunt : quomodò enim uxori fidem præstiturus est maritus, quam Deo expertus est infidelem? Itaque nihil instantiùs novis sponsis est consulendum quàm ut brevi post sponsalia tempore ad matrimonium ineundum procedant, interimque, ut veros Christianos, ab omni familiaritate abstineant : « Hortatur sancta synodus, inquiunt Patres Tridentini, sess. 24, in decr. de Reform. matr., c. 1, ut conjuges ante benedictionem sacerdotalem in templo suscipiendam in eâdem domo non cohabitent... » Et concilium VI Mediolanense sub sancto Carolo habitum, tit. de His quæ ad matr. pertinent : « Episcopi cura sit, inquit, pœnis et censuris quas arbitratu suo constituerit, sancire ne sponsi priusquàm matrimonium in ecclesiâ per verba de præsenti celebraverint, non modò simul non habitent, sed ne ullo quidem modo mutuâ consuetudine commerciove utantur. »

CAPUT II.

DE BANNIS, SIVE PROCLAMATIONIBUS MATRIMONII.

Quæritur 1° bannorum nomine quid significetur. — Resp., quantùm ad præsens spectat, hâc voce intelligi publicas denuntiationes sive edicta quibus futurum matrimonium auctoritate Ecclesiæ proclamatur.

Quær. 2° quid antiquitatis disciplina hæc habeat. — Resp. bannorum usum pridem in Gallicanâ Ecclesiâ receptissimum, ineunte seculo XIII, in concilio Lateranensi IV, sub Innocentio III, ad omnes generatim Ecclesias extensum fuisse, et seculo XVI à concilio Tridentino confirmatum : « Specialem quorumdam locorum consuetudinem, aiunt Patres Lateranenses, 6, 51, ad alia generaliter prorogando statuimus, ut cùm matrimonia fuerint contrahenda, in ecclesiâ per presbyteros proponantur, competenti termino præfinito, ut intra illum qui voluerit et valuerit, legitimum impedimentum opponat. »

Tridentina verò synodus : « Cùm ab Ecclesiâ, inquit, sess. 24, cap. 1, quæ de occultis non judicat, malo (ex clandestinis conjugiis emergenti) succurri non possit, nisi efficacius aliquod remedium adhibeatur, idcircò sacri Lateranensis concilii sub Innocentio III celebrati vestigiis inhærendo, præcipit ut in posterum, antequàm matrimonium contrahatur, ter à proprio contrahentium parocho, tribus continuis diebus festivis in ecclesiâ inter missarum solemnia publicè denuntietur inter quos matrimonium sit contrahendum : quibus denuntiationibus factis, si nullum legitimum opponatur impedimentum, ad celebrationem matrimonii in facie Ecclesiæ procedatur. »

Quær. 3° bannorum sive proclamationum quis scopus sit. — Resp. proclamationes ideò institutas, ut si quæ futuro matrimonio obstarent impedimenta, detegi faciliùs possent. Unde consequens est, 1° non in alterutrius tantùm, sed in utriusque sponsi ecclesiis, si ad diversas parochias pertinent, proclamationes esse faciendas; 2° debere fieri festivis aut dominicis diebus, quibus major esse solet populi concursus; si enim profestis diebus, aut iis qui nullâ sunt celebritate notabiles, futuræ nuptiæ edicerentur, non jam publica, sed privata earum denuntiatio foret, atque adeò fine suo facilè Ecclesia fraudaretur; 3° si quis sponsorum in diversis parochiis domicilium habeat, aut recens in aliquâ parochiâ sit, in iis præsertim locis debere fieri proclamationes, in quibus prævidetur veritatem faciliùs ac certiùs detegendam.

Quær. 4° quid, si vagi homines matrimonio jungi petant. — Resp. verbis concilii Tridentini : « Multi sunt, inquit, sess. 24, de Ref. matr., cap. 7, qui vagantur et incertas habent sedes, et, ut improbi sunt ingenii, primâ uxore relictâ, aliam et plerùmque plures, illâ vivente, diversis in locis ducunt. Cui morbo cupiens sancta synodus occurrere, omnes ad quod spectat paternè monet ne hoc genus hominum vagantium ad matrimonium facilè recipiant; magistratus etiam seculares hortatur ut eos severè coerceant : parochis autem præcipit ne eorum matrimoniis intersint, nisi priùs diligentem inquisitionem fecerint, et, re ad ordinarium delatâ, ab eo licentiam id faciendi obtinuerint. »

Quær. 5° quid erga eos parochus agere debeat qui

matrimonio jungi volunt, et eam ob rem petunt fieri proclamationes. — Resp. ejus officii esse sponsos seriò ac graviter admonere ut ipsi se ipsos, antequàm publica denuntiatio fiat, coram Deo examinent, utrùm ab omni contrahendi impedimento sint liberi, procurentque ne quid in tanti momenti negotio, unde præsentis vitæ tranquillitas et æterna vita dependet, contra divinas humanasve leges admittant. « Matrimonium futurum parochus antequàm in ecclesiâ denuntiet, ait concilium Mediolanense VI, sub S. Carolo habitum, tit. de Iis quæ ad matrimonium pertinent, sponsos seorsùm moneat ut videant ne matrimonio quod inter se contrahere volunt aliquod impedimentum obstet. Viderint igitur an alteri fidem adstrinxerint aut jurejurando spoponderint; an castitatis religionisve votum ediderint; an aliquod impedimentum inter eos intercedat cognationis, etiam spiritualis, aut affinitatis usque ad gradum jure Tridentinoque concilio prohibitum. Si verò filiifamiliâs sint, hos parochus valdè cohortetur ut parentibus in quorum potestate sunt eum honorem tribuant, ut illis ne insciis quidem, nedùm invitis, rem tanti momenti ineant: id præterea studiosè paternèque etiam utrumque hortetur, ut singulari quâdam animi pietate et oratione inprimis frequentiore in re tam gravi ad Deum confugiat: quo in genere Tobiæ adolescentis, cùm uxorem duxit, commemorabile exemplum imitationeque dignum proponat. »

Quær. 6° utrùm qui impedimentum aliquod matrimonio subesse cognoverint, ad ejus revelationem teneantur? — Resp. affirmativè; tenentur enim fideles præcipienti Ecclesiæ morem gerere, eòque magis quò de re graviori mandatum fuerit; atqui propalanda esse nuptiarum impedimenta quibus sponsi vel scienter vel ignoranter tenentur, mandatum Ecclesiæ est, unicuique à parocho, quando publicè nuptias meditatas denuntiat, intimatum; ergo, etc.

Deinde laboranti proximo esse succurrendum, juris ipsius naturalis præscriptio est, quæ sine gravissimo peccato infringi nequit. Sed qui impedimento ligati, nuptias nihilominùs appetunt, evidens æternæ damnationis discrimen incurrunt; ergo iis nolle opitulari, cùm possis, summa crudelitas, adeòque peccatum est.

Præterea non solùm ii peccant, qui malè agunt, *sed etiam qui consentiunt facientibus*, Rom. 1, 32; sed qui impedimento ligati nubere volunt, peccatum sine dubitatione committunt; peccant ergo pariter qui iis consentiunt: porrò nolle impedimentum cognitum revelare, idem est ac iniquitati pravæ nubentium consentire; ergo intempestivè contra Ecclesiæ mandatum silentibus, coram Deo quem nihil latet, imputabitur sacrilegium quo sanctitas Sacramenti fuerit violata, imputabitur concubinatus in quo contra Dei et Ecclesiæ decreta nubentes victuri perpetuò sunt; imputabuntur denique peccata omnia ex nuptiis illicitis secutura.

Quær. 7° quid, si subesse impedimentum, juridicè probari non possit; numquid eo casu est revelandum? —Resp. esse nihilominùs revelandum: tum quia declaratio hæc parocho occasio erit diligentiùs inquirendi, quâ investigatione fortè contingat ut impedimentum cum omni certitudine propaletur, et secundùm ejus formam probari possit; tum quòd vel unius testimonium ad matrimonium impediendum ex juris dispositione sufficiat. « Super illâ quæstione, inquit Alexander III pontifex maximus, cap. *Super eo*, extra. de Testibus et Attestationibus, an mulier conjungenda non sit viro, pro eo quòd sola mater alterutrius eos esse consanguineos confitetur: respondemus quòd si non est firmatum matrimonium inter eos, matre asseverante ipsos esse consanguineos, non debent conjungi, quia præsumptio est non modica quòd se lineâ consanguinitatis attingant. »

Nec est quòd scrupulis aliquis eâ ratione angatur, quòd impedimenti revelatio quædam proximi accusatio sit, quæ tum maximè injusta esse videtur, quando id de quo accusatur ex præscripto juris probari nequit; impedimenti enim propalatio non ad scelus plectendum, sed ad illud impediendum ordinatur: id est, non ideò quis declaratur aliquo impedimento ligatus, ut de admisso scelere castigetur, cùm possit sine crimine multiplex impedimentum incurri, sed ne sit in posterum, inito contra divinas humanasque leges matrimonio, castigandus.

Quær. 8° quid, si ex occulti impedimenti revelatione boni nihil sperandum, gravissima mala timenda sint. — Resp. in his circumstantiis revelationem fieri non debere: ideò enim propalatio illa exigitur ut flagitiosa divinisque aut humanis legibus contraria matrimonia impediantur; ubi ergo certò prævidetur bonum illud ex revelatione non secuturum, magnumque è contrario, aut revelanti ipsi, aut aliis quibusvis personis detrimentum accersendum, tum sanè revelandi nulla est causa.

Quær. 9° quid, si per confessionem sacramentalem impedimentum cognitum fuerit. — Resp., nedùm teneatur sacerdos ad revelandum, gravissimè peccaturum si propalaret: major namque est sigilli confessionis servandi necessitas, quàm impedimenti cujuslibet declarandi. « De illis, inquit S. Thomas, 2-2, quæst. 70, art. 1, ad 2, quæ homini sunt commissa secretò per confessionem, nullo modo debet testimonium ferre: circa verò ea quæ aliter homini sub secreto committuntur, distinguendum est: quandoque enim sunt talia quæ statim, cùm ad notitiam hominis venerint, homo ea manifestare tenetur; ut si sint in grave damnum alicujus personæ, vel si quid aliud est hujusmodi quod quis propalare tenetur, vel testificando, vel denuntiando, » etc.

Itaque si parochus alterutrius sponsorum aut utriusque sacramentali confessione cognoverit aliquod inter ipsos esse nuptiarum impedimentum, tenetur quidem illos à tali matrimonio divini comminatione judicii dehortari, aut saltem monitis salutaribus obtinere ut matrimonium sine prævià dispensatione non ineant: tenetur insuper, si in perversâ contra Dei et Ecclesiæ leges nubendi voluntate perstiterint, eis sacramentalem absolutionem penitùs denegare: verùm postquàm ea omnia quæ sunt ex præscripto Ecclesiæ nuptiis præmittenda observata fuerint, si instanter sponsi petierint matrimonio copulari, tenetur suum illis ministerium commodare, ne nimirùm de revelatâ confessione suspicionem incurrat: « Quidquid videtur, inquit sanctus Antoninus, 3 part., tit. 13, cap. 1, confessori faciendum vel omittendum pro bono ipsius confitentis, vel bono communi, potest facere vel omittere, dummodò per hoc non reveletur confessio, ad quod solum obligatur. »

Quær. 10° utrùm proclamationum defectu irritum sit matrimonium. — Resp. negativè: quanquàm enim vehementer Tridentinum concilium exoptaverit sine præviis proclamationibus matrimonia non iniri, noluit tamen ab iis validitatem nuptiarum necessariò dependere, neque earum omissione contractum matrimonium dirimi, ut declaravit sacra congregatio concilii Tridentini interpres, et consensu unanimi canonistæ ac theologi docent: cujus rei argumentum convincens est in decreto de Reformatione matrimonii, sess. 24, cap. 1, ubi à sanctâ synodo sic statutum: « Qui aliter quàm præsente parochi, seu ordinarii licentiâ, et duobus vel tribus testibus, matrimonium contrahere attentabunt, eos sancta synodus ad sic contrahendum omninò inhabiles reddit: et hujusmodi contractus irritos et nullos esse decernit, » etc. Cùm itaque de proclamationibus matrimonio præmittendis nihil tale sancitum à Patribus fuerit, ex eorum mente futuri denuntiatio matrimonii non ita necessaria est putanda, ut ejus defectu nuptiarum contractus irritus sit: atque adeò peccarent quidem qui sine præmissis proclamationibus nuberent, sed non propterea nupsisse invalidè dici possent.

Deinde, ut cum aliquâ verisimilitudine diceretur defectu proclamationum matrimonium irritari, affir-

mari quoque deberet denuntiationes ad substantiam contractûs matrimonii pertinere ; atqui secundum dici non potest : tum quia ex concilii Tridentini decreto sine prævîis proclamationibus, ex dispensatione episcopi, possunt nuptiæ celebrari ; tum quia ad substantiam rei pertinere immeritò creditur, quod re posterius est, eique jam constitutæ adventitium : atqui ex ejusdem synodi decreto liberum episcopis est matrimonii proclamationes post matrimonium ipsum justis de causis differre : « Quòd si aliquando, inquit, in decr. de Ref. matrim., cap. 1, probabilis fuerit suspicio matrimonium malitiosè impediri posse, si tot præcesserint denuntiationes ; tunc vel una tantùm denuntiatio fiat, vel saltem parocho et duobus vel tribus testibus præsentibus, matrimonium celebretur : deinde ante illius consummationem denuntiationes in ecclesiâ fiant ; ut si aliqua subsunt impedimenta, faciliùs detegantur : nisi ordinarius ipse expedire judicaverit ut prædictæ denuntiationes remittantur, quod illius prudentiæ et judicio sancta synodus relinquit.... » Itaque certum quidem est peccaturos qui, prætermissis proprio arbitratu proclamationibus, nuberent ; sed non propterea matrimonium nullum esset.

Quær. 11° utrùm factis proclamationibus, liberum sit matrimonium in plures menses differre. — Resp. liberum esse, sed eâ conditione, ut si nuptiarum procrastinatio duos men es excesserit, denuntiationes de novo pro episcopi arbitrio fiant : « Si infra duos menses, ait Rituale Romanum, post factas denuntiationes matrimonium non contrahatur, denuntiationes repetantur, nisi aliter episcopo videatur.... » Concinit concilium Mediolanense V sub sancto Carolo, tit. de iis quæ ad matrim. pertinent, ubi præter cætera constitutum, ut si, denuntiationibus factis, matrimonium ultra duos menses differatur, « ne idem antea parochus celebret quàm iterùm denuntiationes ex concilii Tridentini præscripto fecerit edixeritve, si modò aliud episcopus non concesserit. » Illud porrò sapientissimum esse decretum nemo negabit, qui attenderit ideò proclamationes fieri debere, ut impedimenta, si quæ obstent matrimonio, propalentur : atqui contingere potest ut qui factis denuntiationibus notabili temporis intervallo nuptias suspendunt, aliquod impedimentum incurrant : igitur proclamationes de novo fieri conveniens est.

Quær. 12° ad quem pertineat super proclamationibus dispensare. — Resp. concilii Tridentini decreto solis episcopis, aut eorum vicariis generalibus, aut, sede vacante, vicariis à capitulo designatis facultatem hanc attributam : quod enim aiunt Patres, decr. de Ref. matrim., cap. 1 : *Nisi ordinarius ipse expedire judicaverit ut prædictæ denuntiationes remittantur, quod illius prudentiæ et judicio sancta synodus relinquit*, de solis episcopis, non de prælatis inferioribus jurisdictionem quasi episcopalem habentibus accipi debere, sacra congregatio concilii Tridentini interpres, probante Gregorio XIII pontifice maximo, declaravit : eademque Fagnani, in librum 4 Decretalium, tit. de clandestinâ Desponsatione, cap. *Cùm inhibitio*, et aliorum canonistarum communis doctrina est.

Quær. 13° utrùm in episcoporum arbitrio sit à matrimonii denuntiationibus indifferenter, et sine causâ legitimâ dispensare. — Resp. negativè : sicuti enim gravissimis rationibus Ecclesia mota est ad denuntiationes præcipiendas, ita nec in cujusquam gratiam sine causis urgentissimis debet legis relaxatio fieri ; porrò causis gravissimis inductam esse Ecclesiam ad legem de nuptiis proclamandis ferendam, manifestum est ex malis innumerabilibus quæ ex matrimoniis illegitimis oriri solent, quæque vix aliter quàm per reclamationes præcaveri possunt. Quisquis ergo aut nullâ aut levi de causâ proclamationum obligationem remittit, non dispensat, sed dissipat. « Possunt ipsi prælati, ait sanctus Antoninus, 1 part., tit. 17, cap. unic., § 20, dispensare, et debent causâ rationabili, puta alicujus necessitatis vel majoris utilitatis. Quòd si prælati absque rationabili causâ, vel saltem dubiâ, pro solâ voluntate licentiam tribuant veniendi contra leges, secundùm Bernardum, non erunt dispensatores, sed dissipatores ; et peccabunt ipsi dispensantes eum dispensatis, si eis utuntur. »

Quocirca episcopi in his et similibus gratiis largiendis debent maturum judicium, summamque prudentiam, prout à concilio Tridentino præscriptum est, adhibere. « Sicuti publicè expedit, ait sancta synodus, sess. 25, de Reform., cap. 18, legis vinculum quandoque relaxare, ut pleniùs, evenientibus casibus et necessitatibus, pro communi utilitate satisfiat : sic frequentiùs legem solvere, exemploque potiùs quàm certo personarum rerumque delectu petentibus indulgere, nihil aliud est quàm unicuique ad leges transgrediendas aditum aperire. Quapropter sciant universi sacratissimos canones exactè ab omnibus, et quoad ejus fieri poterit, indistinctè observandos : quòd si urgens justaque ratio, et major quandoque utilitas, postulaverit cum aliquibus dispensandum esse : id, causâ cognitâ ac summâ maturitate, atque gratis à quibuscumque ad quos dispensatio pertinebit, erit præstandum ; aliterque facta dispensatio surreptitia censeatur. »

Quær. 14° quæ dispensandi causæ legitimæ sint. — Resp. unam duntaxat à concilio Tridentino expressam in decreto de Reformatione matrimonii, sæpè laudato, quando nimirùm *probabilis fuerit suspicio matrimonium malitiosè impediri posse, si tot præcesserint denuntiationes*, etc. Quanquàm verò hanc unam expresserit, dubium tamen non est quin existimaverit posse alias graves causas occurrere quæ necessariò hanc relaxationem requirant : totum enim illud negotium reliquit episcoporum judicio ac prudentiæ : atqui plerique casus occurrunt quibus denuntiationes vel ex integro, vel ex parte remitti prudentia et æquitas postulant.

Quinam autem hi casus sint, ex sancto Antonino et aliis legum interpretibus enarrabo. Primus est quando certò prævidetur ex proclamationibus infamia contrahentium secutura, puta, si hactenùs in concubinatu vixerint, et habiti fuerint pro veris conjugibus. Secundus est quando sine gravi animæ aut rerum temporalium detrimento nuptiæ differri non possunt : ut si vir periculosè decumbat, aut extemplò teneatur longum iter arripere, necesseque sit accelerare connubium ut ingenuæ puellæ honori consulatur, et proles jam concepta, fortèque edita, legitima fiat. Tertius est quando ad vitandum peccatum, vel scandalum, vel infamiam, vel odia et litigia, quamprimùm nubere expedit, et periculum in morâ est ne alterius voluntas ex levitate, infidelitate, aut pravis æmulorum suasionibus invertatur, atque adeò matrimonium disturbetur. Quartus est quando nupturientium alter est sub potestate tutoris, curatoris, vitrici, novercæ, aliorumve affinium aut cognatorum, qui matrimonia omni artificio moliuntur, spe capessendæ sibique vindicandæ hæreditatis. Quintus est si inter nubere volentes magna ætatis, conditionis, aut possessionum disparitas sit, propter quam gravia prævidentur matrimonio obstacula opponenda. Sextus est quando de summorum principum magnatumve futuris nuptiis agitur ; tum quia hujus generis hominibus honor peculiaris habendus est ; tum quia quò in altiori gradu versantur, eò illorum affinitates et facta omnibus certiùs innotescunt, atque adeò minùs de occultis impedimentis timendum est. Septimus est quando tempus instat quo celebrari nuptias ab Ecclesiâ interdictum est, nec tamen sine periculo animæ propter alterutrius incontinentiam, aut alio quovis gravi incommodo differri possunt.

Hæ, inquam, communiores causæ sunt, propter quas canonistæ et casuistæ affirmant, non modò posse, sed etiam teneri ordinarium ad partium petitionem à denuntiationibus dispensare ; nisi aliunde malæ fraudis suspicio sit, propter quam gratia non concedenda putetur.

Fatendum tamen non omnes omnibus probari æqualiter. Sic enim sanctus Carolus, antiquæ disciplinæ acerrimus vindex, non putavit hâc ratione promulga-

tiones remitti posse, quòd instet adventûs aut quadragesimæ tempus. « Matrimonii denuntiationes, inquit, concil. Mediolan. V, part. 3, tit.: *Quæ ad matrimonium pertinent*, quas aliquando ab episcopo remitti constitutione Tridentinâ permissum est, is videat ne ob aliam causam quàm eâ ipsâ constitutione cavetur, remittat; cùm scilicet ordinarii judicio verisimilis suspicio est matrimonium malitiosè impediri posse; alverò si hæc causa non subest quamobrem illas remittat, ea certè sola, quòd instat sacri adventûs quadragesimæve tempus, neque necessaria est, nec verò cum ratione consentiens; cùm præsertim eo sacro tempore qui jam matrimonio juncti sunt, ab illius usu abstinere potiùs conveniens sit, nedùm sponsos unà conjungi.

Quær. 15° et ultimò, utrùm nullo casu possit matrimonium sine præviis proclamationibus contrahi, non obtentâ ab episcopo dispensatione. — Resp. gravi urgente necessitate, si propter angustias temporis non possit episcopus conveniri, quia metus est ne occasio fugiat, aut si postulatus episcopus renuat obstinatè remissionem hanc facere, posse sine denuntiationibus prævîis matrimonium contrahi: quia in hoc casu necessitas, ut vulgari proverbio dicitur, legem non habet, nec censebitur rebellis Ecclesiæ qui, ut majoris momenti legem impleret, à proclamationibus præmittendis abstinuit. Si quis enim, e. c., in extremâ periodo positus, concubinam vult ducere, tum ut ejus infamiam aboleat, tum ut proles ex illegitimo concubitu suscepta, vi secuturi matrimonii pro legitimâ habeatur, bonum sanè illud impediri eo prætextu non debet, sive quia recurri ad episcopum propter temporis brevitatem non potest, sive quia rogatus prælatus supplicanti repulsam iniquè dedit; majus enim graviusque præceptum est charitatis et justitiæ erga proximum exercendæ, quàm sine præmissis promulgationibus non nubendi.

In his porrò et similibus summâ cautelâ et cum maturâ deliberatione agendum, ne sub speciosæ necessitatis obtentu auctoritas Ecclesiæ contemnatur.

DE RITIBUS MATRIMONII CONFERENDI.

(AUCTORE EODEM.)

§ 1. *Describuntur cæremoniæ inter Latinos solemnes.*

Apud Latinos matrimonium hoc ritu perficitur: 1° Sacerdos sponsis benedictionem impartitur, ut ex supra dictis constat; 2° matrimonium confirmat oblatio, ut loquitur Tertullianus, missæ scilicet sacrificium pro sponsis oblatum; 3° velamine sponsi obnubuntur; 4° vittâ partim candidâ, partim purpureâ conjunguntur; 5° sponsus sponsam donat annulo à sacerdote benedicto; 6° minister Sacramenti recens contractum matrimonium prece multiplici commendat Deo; 7° sponsum et sponsam hortatur ut honestè et christianè se gerant in usu matrimonii, aliisque sui statûs officiis obeundis.

§ 2. *De Græcorum cæremoniis.*

Ea, inquam, apud Latinos observantur, à quibus non multùm discrepant Græci.

1° Namque conjugio copulandi præ sacris templi foribus consistunt, vir quidem à dextris, et mulier à sinistris: sunt verò repositi in dextrâ sacræ mensæ parte duo annuli, aureus et argenteus, argenteus quidem dextrorsùm respiciens, aureus sinistrorsùm: tum sacerdos sponsorum capita tertiò signat, traditque illis cereos accensos, in templum illos adducit, et thus adolet: sequuntur variæ preces.

2° Acceptis annulis, sacerdos primùm quidem aureum, tum argenteum, dat mulieri, et dicit viro: *Subarrhatur servus Dei N. propter ancillam Dei N., in nomine Patris, et Filii, et Spiritûs sancti, nunc et semper, et in secula seculorum, amen.* Deinde dicit mulieri: *Subarrhatur ancilla Dei N. propter servum Dei N., in nomine Patris*, etc. Quod ubi ter repetiit, crucem super eorum capita facit annulis, et utrumque dextris eorum digitis immittit: deinde nuptorum annulos commutat paranymphus, sponsæ nimirùm aureum, sponso argenteum donat: tum ut intelligat sponsa se omnium mariti bonorum consortem deinceps fore; tum ut hâc annulorum commutatione agnoscant sponsus et sponsa suorum se corporum possessioni renuntiare, et non propriæ, sed alienæ potestatis futuros in posterum: est autem paranymphus nuptiarum fœderisque conjugalis mediator. Sequitur oratio quam statim sacerdos pronuntiat.

Et hæc quidem ad celebrationem sponsalium pertinent.

3° Si eodem tempore voluerint coronari, id est, matrimonii Sacramentum accipere; denuò ingrediuntur in templum, cum accensis cereis, præcedente sacerdote cum thuribulo, et canente psalmum 27: *Beati omnes qui timent Dominum*, etc. Sequuntur variæ preces.

4° Sacerdos, acceptis coronis, primò coronat sponsum dicens: *Coronatur servus Dei N. propter ancillam Dei N., in nomine Patris*, etc. Deindè coronat sponsam dicens: *Coronatur ancilla Dei N. propter servum Dei N., in nomine Patris*, etc.

5° Sequuntur variæ preces, aliæque cæremoniæ, de quibus consulatur Jacobus Goarius, in Euchologio sive Rituali Græcorum, editionis Parisiensis pag. 390 et seqq.

§ 3. *Immeritò matrimonii cæremonias hæretici reprehendunt.*

Rident more suo matrimonii cæremonias recentiores hæretici, et superstitionis accusant: quod quàm immeritò et iniquè agant, multis momentis evincitur: 1° enim unde oriri potuit Orientalium et Occidentalium in hujusmodi ritibus admittendis adeò plena consensio, nisi quia disciplina hæc ab antiquissimis temporibus, ipsâque apostolicâ institutione profecta est? 2° Accusatio hæc in ipsos sanctos Patres recidit, à quibus ritus matrimonii expressè legimus memoratos. Sic conjunctionis dexterarum meminit sanctus Gregorius Nazianzenus, in epistolâ ad Anysium 57, ubi postquàm sese excusavit quòd ægritudine detentus ad ejus filiæ nuptias venire non posset: « Animo, inquit, et voluntate adsum, simulque festum celebro; juvenales dextras inter se, et utrasque Dei manui jungo. »

Annuli quem sponsus sponsæ dabat meminit Tertullianus in libro de Cultu feminarum.

Veli purpurei quod in signum pudoris super sponsum et sponsam expandebatur, præclara apud S. Ambrosium memoria est. « Utinam, inquit, lib. de Virginit., cap. 15, possem revocare nupturas! utinam possem flammeum nuptiale pio integritatis mutare velamine! » et alibi, epist. 19: « Ipsum conjugium, ait, velamine sacerdotali, et benedictione sanctificari oportet... » Pari sensu Siricius pontifex maximus: « Nos sanè, inquit in epist. ad Mediolanensem Ecclesiam, nuptiarum vota non aspernanter accipimus, quibus velamine intersumus; sed virgines quas nuptiæ creant, Deo devotas, majore honorificentiâ honoramus. »

Denique antiquos Ecclesiæ ritus in nuptiarum celebratione observari solitos, ex integro describit et repræsentat Nicolaus I, medio circiter seculo IX

pontifex maximus, in Responsis ad consulta Bulgarorum, capite 3.

Quando igitur hæretici sacras vellicare cæremonias, et maligno dente mordere præsumunt, non hodiernam tantùm, sed antiquam et universalem Ecclesiam erroris accusant : eâque de causâ meritò ipsi damnantur à concilio Tridentino, cujus de matrimonio canones, uti in præcedentibus libris actum est, juvat uno tenore describere.

Canones Tridentini de Contractu et Sacramento Matrimonii.

I (sess. 24). « Si quis dixerit matrimonium non esse verè et propriè unum ex septem legis evangelicæ Sacramentis, à Christo Domino institutum, sed ab hominibus in Ecclesiâ inventum, neque gratiam conferre : anathema sit. »

II. « Si quis dixerit licere Christianis plures simul habere uxores, et hoc nullâ lege divinâ esse prohibitum : anathema sit. »

III. « Si quis dixerit eos tantùm consanguinitatis et affinitatis gradus qui in Levitico exprimuntur posse impedire matrimonium contrahendum, et dirimere contractum ; nec posse Ecclesiam in nonnullis illorum dispensare, aut constituere ut plures impediant et dirimant : anathema sit. »

IV. « Si quis dixerit Ecclesiam non potuisse constituere impedimenta matrimonium dirimentia, vel in his constituendis errâsse : anathema sit. »

V. « Si quis dixerit, propter hæresim, aut molestam cohabitationem, aut affectatam absentiam à conjuge, dissolvi posse matrimonii vinculum : anathema sit. »

VI. « Si quis dixerit matrimonium ratum, non consummatum, per solemnem religionis professionem alterius conjugum non dirimi : anathema sit. »

VII. « Si quis dixerit Ecclesiam errare, cùm docuit et docet, juxta evangelicam et apostolicam doctrinam, propter adulterium alterius conjugum, matrimonii vinculum non posse dissolvi ; et utrumque, vel etiam innocentem, qui causam adulterio non dedit, non posse, altero conjuge vivente, aliud matrimonium contrahere ; mœcharique eum qui, dimissâ adulterâ, aliam duxerit, et eam quæ, dimisso adultero, alii nupserit : anathema sit. »

VIII. « Si quis dixerit Ecclesiam errare, cùm, ob multas causas separationem inter conjuges, quoad thorum seu quoad cohabitationem ad certum incertumve tempus fieri posse decernit : anathema sit. »

IX. « Si quis dixerit clericos in sacris ordinibus constitutos, vel regulares castitatem solemniter professos, posse matrimonium contrahere, contractumque validum esse, non obstante lege ecclesiasticâ, vel voto, et oppositum nil aliud esse quàm damnare matrimonium ; posseque omnes contrahere matrimonium qui non sentiunt se castitatis, etiamsi eam voverint, habere donum, anathema sit, cùm Deus id rectè petentibus non deneget ; nec patiatur nos supra id quod possumus tentari. »

X. « Si quis dixerit statum conjugalem anteponendum esse statui virginitatis vel cœlibatûs, et non esse melius ac beatius manere in virginitate aut cœlibatu quàm jungi matrimonio : anathema sit. »

XI. « Si quis dixerit prohibitionem solemnitatis nuptiarum certis anni temporibus superstitionem esse tyrannicam ab ethnicorum superstitione profectam ; aut benedictiones et alias cæremonias quibus Ecclesia in illis utitur damnaverit : anathema sit. »

XII. « Si quis dixerit causas matrimoniales non spectare ad judices ecclesiasticos : anathema sit. »

DE MONOGAMIA (1).

Conclusio. — *A creatione ad diluvium viguit monogamiæ lex ; post diluvium in illâ lege Deus dispensavit ; ipsam verò Christus Dominus, omni revocatâ dispensatione, primitivæ integritati restituit.*

Prob. prima pars conclusionis, viguisse legem monogamiæ à creatione ad diluvium. Lex enim illa ab initio mundi ad usque diluvium obtinuit, quæ statim post creationem lata, nullam ante diluvium passa est dispensationem : atqui, etc.

1° Quidem Deus ipse, statim post protoparentum creationem monogamiam, tum facto, tum verbo instituit ; facto quidem, cùm Adamo unicam, non plures uxores dederit ; quamvis tamen ad humanum genus citiùs propagandum, plures dari convenientius videri potuisset. Verbo autem : visâ enim comparte suâ Evâ, Adamus in ista erupit verba, quæ Matth. 19, 4, ab ipso Christo, tanquàm ipsius Dei verba referuntur : *Homo dimittet patrem et matrem, et adhærebit uxori suæ, et erunt duo in carne unâ.* Ait ergo : *Adhærebit uxori suæ*, non : *Uxoribus suis.* Ait iterùm : *Erunt duo*, non verò, ut notat Tertullianus, de Exhort. cast., cap. 5 : *Tres, neque quatuor ; alioquin non jam una caro, nec duo in carne unâ.*

2° Monogamiæ lex nullam ante diluvium passa est dispensationem. Si enim passa esset, maximè in gratiam Lamech, de quo dicitur Gen. 4, 19, *accepisse duas uxores :* atqui dici nequit Lamech datam esse in illâ lege dispensationem. Cùm enim talis dispensationis nulla mentio fiat in Genesi, in tantum Lamech à Deo data dici posset (ut mox dicetur pro patriarchis), in quantum vir fuisset justus et pius, qui non posset supponi à divinâ monogamiæ lege declinâsse, nisi priùs fuisset in illâ dispensatus : atqui, nedùm Lamech religiosus fuerit legum divinarum observator, fuit è contra homo nequam et homicida, ut patet ex ejusdem cap. v. 23 ; dicendum ergo cum SS. PP. ab ipso, et quidem omnium primo, divinam nuptiarum institutionem ausu temerario fuisse violatam. *Semel tantùm*, inquit Tertullianus, lib. de Monogamiâ, cap. 4, *vim passa institutio Dei per Lamech, constitit postea usque in finem gentis illius.* S. verò Hieronymus, lib. 1 contra Jovinianum : *Primus Lamech sanguinarius et homicida, unam carnem in duas divisit uxores. Fratricidium et digamiam eadem cataclysmi delevit pœna.*

Prob. secunda pars conclusionis, Deum post diluvium in lege monogamiæ dispensâsse. Deus enim in illâ lege certò dispensavit, in quâ ipsum dispensâsse in Deuteronomio non obscurè innuitur, exemplo verò patriarcharum apertè declaratur : atqui, etc.

1° Quidem in Deuteronomio non parùm insinuatur à Deo post diluvium permissam fuisse polygamiam. Deut. enim cap. 21, 15, ita statuitur : *Si habuerit homo uxores duas, unam dilectam, alteram odiosam. ., et fuerit filius odiosæ primogenitus, voluerítque substantiam suam inter filios suos dividere, non poterit filium dilectæ facere primogenitum, et præferre filio odiosæ ; sed filium*

(1) Præsentem dissertationem mutuamus à Theologiâ *Nanceiensi*, Lect. Theol. de Matrimonio, pag. 40 et seqq. edit. Paris. 1785, quod opus elaborârunt simul Franc. Mezin, sacræ Facultatis Parisiensis licentiatus, necnon Nanceiensis doctor, professor et decanus, ac R. D. Jacquemin, episcopus urbis Gallicè dictæ *Saint-Dié*, dehinc Basilicæ S. Dionysii in Gallià canonicus.

odiosæ agnoscet primogenitum. Dæ mulieres de quibus in illâ lege, indistinctim *uxores* appellantur, ipsarumque promiscuè filii ordine nativitatis ad paternam hæreditatem admittuntur : atqui probabile non est duas illas mulieres simpliciter et sine distinctione uxores fuisse appellandas ; minùs adhuc probabile ipsarum filios fuisse æqualiter, juxta ordinem nativitatis, ad hæreditatem paternam, aliasque natalium prærogativas admittendos, si illarum una tantùm fuisset legitima, altera verò fornicaria : ergo, etc.

2° Illud idem exemplo patriarcharum multò efficaciùs conficitur. Abraham enim, ut omnes sciunt, duas simul uxores habuit Saram et Agar : Jacob verò quatuor, Liam, Rachel, earumque ancillas, Balam et Zelpham : atqui duo illi patriarchæ nunquàm à divinâ monogamiæ lege recessissent, nisi in illâ fuissent divinitùs dispensati. Ubique enim Scripturarum laudantur tanquàm sanctissimi Deoque acceptissimi viri, cum quibus electi *recumbent... in regno cœlorum* (Matth. 8, 11,); nullibi verò vel levissimè vituperantur, quòd pluribus simul adhæserint uxoribus : atqui supponi nequit adeò eximiæ sanctitatis viros, absque prævià divinâ dispensatione, divinæ nuptiarum institutioni derogâsse, aut, si derogaverint, de tantâ tamque publicâ prævaricatione omnes omninò scriptores sacros siluisse ; fateatur ergo Calvinus cum S. August., lib. 22 contra Faustum, tunc polygamiam *nullâ lege fuisse prohibitam ;* et cum Theodoreto, quæst. 67 in Genesim, *neque legem ullam tunc scriptam plures ducere uxores prohibuisse.*

Prob. ultima pars conclusionis, legem monogamiæ à Christo Domino primitivæ integritati fuisse restitutam. Matth. enim 19, 3, à Pharisæis interrogatus Christus : *Si liceret homini dimittere uxorem suam quâcumque ex causâ*, sic respondet, v. 4 et seq. : *Non legistis, quia qui fecit hominem ab initio, masculum et feminam fecit eos, et dixit : Propter hoc dimittet homo patrem et matrem, et adhærebit uxori suæ, et erunt duo in carne unâ. Itaque non jam sunt duo, sed una caro. Quod ergo Deus conjunxit, homo non separet.* Ut meliùs ostendat Christus à se nuptias ad primitivam institutionem revocari, eadem præcisè verba repetit quæ Deus, id est, Deo inspirante. Adamus in ipsâ primâ nuptiarum institutione protulerat : atqui, ex priori parte conclusionis, in ipsâ primâ nuptiarum institutione, et quidem per hæc ipsa verba, à Deo sancita est lex monogamiæ; ergo Christus, eadem præcisè verba repetens, eamdem legem confirmavit, primæque perfectioni restituit.

Et certè, cùm semper instarent Pharisæi, et dicerent : *Quid ergo Moyses mandavit dare libellum repudii, et dimittere?* Christus reponit, v. 8 : *Quoniam Moyses ad duritiam cordis vestri permisit vobis dimittere uxores vestras ; ab initio autem non fuit sic. Dico autem vobis, quia quicumque dimiserit uxorem suam, nisi ob fornicationem, et aliam duxerit, mœchatur ;* quæ posteriora verba, demptâ tamen exceptione, *nisi ob fornicationem*, habentur Marci 10, 11, et Lucæ 16, 18 : atqui, si in novâ lege secundum, priori subsistente, valeret conjugium, jam qui dimissâ uxore aliam duceret, posset equidem esse injustus erga uxorem dimissam, minimè verò mœchus; siquidem repugnat esse mœchiam, ubi verum est conjugium ; ergo, etc.

Hinc 1° iidem SS. PP. qui polygamiam non vituperant in veteribus patriarchis, illam pro adulterio habent in Christianis. *Quia principia erant*, inquit S. Chrysostomus, homiliâ 56 in Genesim, *permissum fuit cum duabus, vel tribus, vel pluribus misceri, ut genus humanum propagaretur : nunc verò, quia Dei gratiâ humanum genus valdè multiplicatum est..., advenions Christus omnem illam veterem consuetudinem delevit.*

S. Augustinus, lib. 1 de Nuptiis et Concupiscentiâ, cap. 10 : *In Ecclesiâ Christi*, inquit, *nec sterilem etiam conjugem fas est relinquere, ut alia fœcunda ducatur ; quod si quisquam fecerit..., lege Evangelii reus est adulterii.*

Hinc 2° quoties fuerunt inter Christianos qui, primâ vivente uxore, novam ducere ausi sint, in illos statim, ne ipsius quidem regiæ dignitatis habitâ ratione, universalis insurrexit Ecclesia. Cùm enim seculo IX, Lotharius Lotharingiæ rex, repudiatâ Thietbergâ, Valdradi nupsisset, à duobus summis pontificibus, Nicolao I et Adriano II, excommunicatus est : nec ante fuit in communionem receptus quàm solemni juramento Valdradi renuntiâsset. Cùm verò seculo XVI, Lutherus Philippo Hassiæ Lantgravio, priori superstite uxore, sub ipsius infirmitatis obtentu, aliam ducere permisisset, nefandam permissionem exhorruit orbis christianus ; ad eamque respiciens Tridentinum, sess. 24, can. 2, sic decrevit : *Si quis dixerit, licère Christianis plures simul habere uxores, et hoc nullâ lege divinâ esse prohibitum, anathema sit.*

Solvuntur objectiones.

Objicies 1° contra primam et secundam partem conclusionis, unam scilicet aliâ impugnando. Si enim post diluvium uxorum pluralitatem Deus permiserit, non permisit sanè, nisi ut humani generis multiplicationi prospiceret : atqui statim à creatione non minùs fuit humani generis propagationi consulendum quàm post diluvium ; ergo si statim à creatione Deus prohibuerit polygamiam, debuit et eam post diluvium prohibere ; vel, si permiserit post diluvium, permittere etiam debuit statim à creatione. — Resp. 1° : In his quæ pendent à liberâ Dei voluntate, non est argumentandum à pari ; nec alia est quærenda ratio facti quàm voluntas facientis : atqui, cùm polygamia simultanea non absolutè repugnet legi naturali, ejus jam permissio vel prohibitio omninò pendet à liberâ Dei voluntate ; non aliam ergo ab ipsius voluntate tenemur afferre rationem, cur illam post, non verò ante diluvium permiserit. Attamen 2° variæ à variis proferuntur disparitatis rationes, inter quas hæc cæteris videtur præferenda, scilicet : si statim à creatione uxorum pluralitatem Deus permisisset, credidissent homines matrimonium ab ipso fuisse juxta hanc formam institutum, proindeque divinæ nuptiarum institutioni polygamiam magis quàm monogamiam consentire ; dùm è contra uxorum pluralitatem non permittendo, nisi cùm à pluribus jam seculis vigeret monogamiæ lex, timendum non erat ne homines polygamiam ad primam referrent institutionem nuptiarum, eamque monogamiâ perfectiorem judicarent. Cæterùm, si à creatione ad diluvium in usu non fuerit pluralitas uxorum, illam abundè compensavit hominum longævitas ; quippè qui hoc tempore quinquies diutiùs viverent quàm ætate Abrahæ, qui, quadringentis circiter post diluvium annis, omnium primus videtur à lege monogamiæ dispensatus.

Obj. 2° adversùs secundam partem, ipsam exemplo patriarcharum minimè comprobari. Ut enim illa valeret probatio, oporteret mulieres quas priori suæ uxori adjecerunt Abraham et Jacob, fuisse veras uxores : atqui videtur è contra meras fuisse concubinas ; nam 1° Genes. 25, 5, sic legitur : *Dedit Abraham cuncta quæ possederat Isaac ; filiis autem concubinarum largitus est munera.* Supponitur ergo Saram, ex quâ Abraham habuit Isaac, solam ejus fuisse uxorem legitimam ; Agar verò et Cethuram, ex quibus pariter filios suscepit, meras fuisse ipsius concubinas. Hinc 2° Joannis cap. 8, 41, Judæi sic loquuntur : *Nos ex fornicatione non sumus nati*, ut nimirùm significent se esse ex Sarâ, non verò ex Agar oriundos. Solam ergo Saram habebant pro Abrahæ uxore legitimâ, Agar verò pro muliere fornicariâ. — Resp. ad primum : Concubina non idem olim apud veteres Judæos significabat quod nunc apud nos significat. Equidem, juxta hodiernum loquendi morem, concubina dicitur mulier inhonesta, quæ extra matrimonium se alicui viro prostituit : sed apud Judæos veram designabat uxorem, non quidem primi, sed se-

cundi ordinis, quæ nimirùm primi ordinis uxori præstaret famulatum, nullumque suis infantibus ad hæreditatem paternam jus acquireret, nisi ipsa primi ordinis uxor filios non haberet. Hinc ipsæ Cethura et Agar, quæ in objecto textu concubinæ nuncupantur, alibi absolutè uxores appellantur. Agar quidem, de quâ sic legitur, Gen. 16, 3 : *Sarai uxor Abraham tulit Agar Ægyptiam ancillam suam..., et dedit eam viro suo uxorem.* Cethura pariter, de quâ hæc habentur, v. 1 ipsius objecti cap. 25 : *Abraham aliam duxit uxorem nomine Cethuram.*

Imò, quamvis in lege evangelicâ concubinæ nomen perditam mulierem communiter significet, quandoque tamen ad ignobiliorem quidem, sed nihilominùs legitimam uxorem designandam fuit adhibitum : v. g., concilium Toletanum I, can. 17, sic decernit : *Qui uxorem non habet, sed pro uxore concubinam, à communione non repellatur : tantùm unius uxoris aut concubinæ, ut ei placuerit, conjunctione sit contentus ;* atqui sanè, si concilium per *concubinam* uxorem intelligeret illegitimam, non cuique permitteret, *ut ei placuerit*, uxorem habere, vel concubinam ; nec prohiberet, sed è contra juberet eum qui *habet pro uxore concubinam, à communione repelli ;* ergo, etc.

Ad secundum : Hæc Judæorum verba non sunt intelligenda de carnali, sed spirituli fornicatione, id est, idololatriâ, quæ reipsà sæpiùs in Scripturis *fornicatio* appellatur. Postquàm enim dixerunt Judæi : *Nos ex fornicatione non sumus nati*, statim addunt : *Unum patrem habemus Deum ;* atqui hæc posteriora cum prioribus, *nos ex fornicatione*, etc., apprimè cohærebunt, si ibi *fornicatio* spiritaliter pro idololatriâ sumatur ; minimè verò, si litteraliter pro carnali fornicatione ; qui enim nati sunt ex matre fornicariâ, nihilominùs Deum possunt habere patrem.

Et certè, si, ut fert objectio, hoc sensu dicere voluissent Judæi, *se ex fornicatione non esse natos*, quod ex Sarâ uxore legitimâ, non verò ex Agar fornicariâ orirentur, jam indirectè confessi essent quod directè negabant, è suis scilicet innumeros *ex fornicatione esse natos.* Omnes enim Dan, Nephthali, Gad et Azer contribules ortum ducebant ex Rachelis et Liæ ancillis, Balâ et Zelphâ, non minùs fornicariis quàm ipsa Agar ancilla Saræ.

Inst. 1° : 3 Reg., cap. 11, Salomoni maximum in crimen vertitur uxorum pluralitas ; ergo, nec in ipsis patriarchis Abraham et Jacob fuit immunis à crimine. — Resp. : Non in eo præcisè reprehenditur Salomon, quòd plures, sed quòd alienigenas et nimis multas uxores habuerit. Objecti enim capitis v. 1, dicitur *adamavisse mulieres alienigenas multas..., fuisseque ei uxores quasi reginas septingentas, et concubinas trecentas.* Itaque si Salomon non duxisset, nisi mulieres fideles, nec in earum numero modum excessisset, in hoc minimè fuisset à Domino reprehensus. Nedùm enim Dominus in ejus patre Davide uxorum pluralitatem improbaverit, ipsum è contra Davidem per Nathan prophetam sic alloquitur, 2 Reg. 12, 8 : *Dedi tibi domum domini tui* (Saülis), *et uxores domini tui in sinu tuo.*

Inst. 2° ex SS. PP. : 1° S. Ambrosius, lib. 1, de Abraham, cap. 4, sic habet : *Ubi fortassè dicat aliquis : Quomodò Abraham nobis imitandum proponis, cùm de ancillâ susceperit filium? aut quid sibi vult hoc esse, ut tantus vir huic errori fuerit obnoxius, cujus tanta opera miramur?... Non abnuo quòd Abraham de ancillâ susceperit filium, ut cognoscas, quoniam non superioris cujusdam naturæ ac substantiæ fuit Abraham, sed unus è numero et fragilitate universorum hominum... Propositus est ad imitandum tibi, ut et tu advertas quòd si peccatis renunties, possis emereri Dei misericordiam.* Ergo, juxta S. Ambrosium, *Abraham de ancillâ suscipiens filium*, in hoc *fuit unus è numero et fragilitate universorum hominum*, nec nobis *proponitur ad imitandum*, nisi, ut *peccatis renuntiantes, possimus emereri Dei misericordiam.*

2° S. Leo, superiùs citatâ epistolâ 92 ad Rusticum Narbonensem, cap. 4, inde probat eum qui jam concubinam habens uxorem ducit, non ideò matrimonium duplicare, quòd Abraham Saræ jam maritatus, Agar ducendo, non duplicaverit connubium : atqui hæc argumentatio supponit Agar propriè dictam fuisse Abrahæ concubinam, non autem veram ejus conjugem ; ergo, etc. — Resp. Ad primum : In objecto capite, trinam affert S. Ambrosius Abrahæ defensionem ; primam mox in objectione relatam ; secundam quam sic enuntiat : *Secunda Abrahæ defensio illa est, quòd non ardore aliquo vagæ succensus libidinis, non petulantis formæ captus decore, ancillæ contubernio conjugalem posthabuit thorum..., sed studio quærendæ posteritatis ;* tertiam demùm quam S. doctor statim post secundam sic proponit : *Tertia quoque est, quam nobis apostoli Pauli tribuit auctoritas, qui ait : Illa quæ gessit Abraham, ut de ancillâ susciperet sobolem, in figuram facta sunt, et secundùm allegoriam dicta... Quod ergo putas esse peccatum, advertis esse mysterium, quo ea quæ posterioribus erant futura temporibus revelabantur... Agnoscamus ergo quoniam hæc quæ in figuram contingebant, illis crimini non erant.* In secundâ igitur, ac præsertim tertiâ Abrahæ defensione, expressè asserit S. Ambrosius, S. patriarcham, ancillæ suæ Agar nubendo, nullum nec minimum peccatum admisisse. Ut ergo sibi ipsi non apertè contradicat, quando in priori ejusdem patriarchæ defensione dicit, ejus cum Agar concubitum verum fuisse, cujus tamen ipsum pœnituerit, adulterium, necessum est hæc non ex propriâ, sed ex aliorum qui ita opinarentur, dicere sententiâ ; quasi nimirùm diceret : Esto, quod aliqui volunt, Abraham esse cum ancillâ suâ adulteratum : sed inde caveant concludere sibi licitum esse adulterium. Si enim, ut ipsi asserunt, adulteratus sit S. patriarcha, ipsum profectò tanti criminis pœnituit ; nobisque in exemplum ejus pœnitentia proponitur, non peccatum.

Ad secundum : Nobis hìc omninò deserendus videtur S. Leo. Quantâcumque enim veneratione ejus auctoritatem habeamus ; ipsum tamen sequi non possumus, quando unanimi sententiæ Patrum contradicit. Cæterùm non desunt qui S. doctorem deseruerint theologi : deseruit ipse Bellarminus, lib. 2, de Conciliis, cap. 8, quamvis, lib. 1, de Matrim., cap. 11, illum ad sententiam nostram adducere totis viribus connitatur.

Obj. 3° adversùs tertiam partem conclusionis ex Scripturis : 1° Christus Dominus, Matth. cap 19, et quidem ipso in probationem adducto, v. 9, sic ait : *Qui dimiserit uxorem suam, nisi ob fornicationem, et aliam duxerit, mœchatur.* Viro ergo permittit Christus, saltem *ob fornicationem*, uxorem primam dimittere, et aliam ducere : atqui hoc ipso permittit viro duas simul habere uxores ; illam scilicet quam propter fornicationem dimiserit, quippe quæ semper ejus uxor remaneat ; et aliam quam sibi secundo conjugio conjunxerit ; ergo, etc. 2° Apostolus, 1 ad Timoth., cap. 3, dicit *oportere episcopum esse unius uxoris virum ;* supponit ergo hâc ætate Christianis licitum fuisse duas simul uxores habere. — Resp. Ad primum, 1° : Infra, ubi scilicet de matrimonii in adulterii casu indissolubilitate, probabimus Christum in objectis verbis nullatenùs viro permittere quamdiù prior, quantùmvis fornicaria, uxor vixerit, cum aliâ matrimonium contrahere. Verùm 2° etiamsi illud à Christo permitteretur, non statim sequeretur ipsam uxorum pluralitatem ab eodem permitti. Ad id enim oporteret uxorem causâ fornicationis à virò dimissam, etiam postquàm dimissa est, veram ejus uxorem remanere : atqui è contra, si, ut asserit objectio, Christus per illa verba viro propter fornicationem uxorem dimittere aliamque ducere permiserit, potiùs erit dicendum, matrimonium ita fornicatione dissolvi, ut mulier causâ fornicationis dimissa viri dimittentis uxor esse desinat.

Ad secundum : Non magis ex objectis Apostoli ver-

bis : *Oportet episcopum esse unius uxoris virum*, inferri potest Christianis tunc fuisse licitum pluribus simul jungi uxoribus, quàm ex istis ejusdem Epist. cap. 5 : *Vidua eligatur.... quæ fuerit unius viri uxor*, hoc tempore licitum fuisse eidem mulieri duos simul viros habere : atqui nemo est qui ex posterioribus istis concludat, etc. Quemadmodùm ergo posterioris hujus loci sensus est, eligendam esse viduam quæ unum tantùm, non verò duos successivè viros habuerit ; ita et prioris, oportere illum qui episcopus eligitur, non duas etiam successivè uxores habuisse.

Obj. ultimò adversùs eamdem tertiam partem ex traditione.

1° Socrates, Histor. Eccl. lib. 4, cap. 26, narrat Valentinianum imperatorem legem tulisse quâ *cuicumque volenti liceret duas uxores habere legitimas ; eamque in singulis civitatibus divulgâsse ;* ut autem legem suo exemplo confirmaret, priori cum Severâ conjugio subsistente, aliud cum Justinâ iniisse : atqui, nec ita sanxisset, nec ita egisset Valentinianus imperator, si polygamia simultanea tunc fuisset inter Christianos prohibita.

2° Gregorius II, pont. max., de quodam consultus marito cujus mulier, propter infirmitatem, debitum conjugale reddere non poterat, ita respondit, Dec. 2 part., can. *Quod propos. : Bonum esset, si sic permaneret, ut abstinentiæ vacaret ; sed quia hoc magnorum est, ille qui se non poterit continere, nubat magis : non tamen subsidii opem subtrahat ab illâ quam infirmitas præpedit, non detestabilis culpa excludit.* Existimabat ergo S. pontifex matrimonium inculpatè posse hoc in casu duplicari. Illa autem Gregorii II verba ex ejus epist. 14 ad Bonifacium deprompta sunt. — Resp. : Ad primum, commentitiam esse, ab ipsoque forsan Socrate confictam hanc Valentiniani legem omnes hodiè fatentur eruditi, his præsertim nixi rationibus : 1° de hâc Valentinianâ lege omninò silent Sozomenus, Theodoretus, Zozimus, et qui Valentiniani gesta fusè prosecutus est Ammianus ; 2° nullus PP. qui tempore Valentiniani vixerint, ut S. Hieronymus et Damasus S. pontifex, adversùs legem illam reclamavit, contra quam tamen omnes unâ voce reclamâssent, si verè lata fuisset et promulgata ; 3° demùm, non nisi defunctâ Severâ, Justinam duxit Valentinianus, ut probat Valesius in Notis ad lib. 2 Historiæ Socratis.

Ad secundum : 1° non omninò constat authenticam esse Greg. II epistolam ex quâ objectum decretum excerptum est. Cùm enim Zacharias, Gregor. II, post Gregor. III, successor, in Romano concilio expenderet, utrùm à Gregor. II Germanis, ut ferebatur, concessum esset infra quartum gradum matrimonia contrahere ; jussit hanc prædecessoris sui epistolam in Romanæ curiæ archiviis inquiri diligenter ; nec tamen, omni adhibitâ diligentiâ, in illis potuit inveniri. 2° Illud Gregorii II rescriptum apprimè intelligi potest de infirmitate quæ matrimonii celebrationem præcesserit, mulieremque de quâ agitur, ad ejus consummationem perpetuò inhabilem reddiderit. Cùm ergo perpetuâ partis alterutrius impotentiâ subsequens matrimonium irritari omnes consentiant ; jam pontifex ille viro de quo consulebatur novas potuit nuptias permittere, quin ideò illi duas simul uxores habere permiserit. Si autem eidem viro injungat derelictæ mulieri *subsidii opem non subtrahere*, non ita injungit, quòd vera ejus esset uxor, sed quòd hactenùs pro tali fuisset reputata.

Quær. utrùm ipsis saltem infidelibus licita sit polygamia simultanea.

Resp. 1° probabilius esse, ut contra nonnullos asserit Bellarminus, lib. 1, de Matrim., cap. 11, polygamiam ante Christum non fuisse gentilibus absolutè prohibitam. Ipsis enim non erat absolutè interdicta jure naturali, cui, ex dictis, non absolutè repugnat uxorum pluralitas ; non etiam jure divino, cùm, ex probatis, Deus post diluvium à primævâ monogamiæ lege dispensaverit ; nec probari possit hanc dispensationem ad solos esse Judæos, non verò ad ipsos etiam gentiles referendam. Ubicumque enim Scripturarum, ut Levit. 18, 24, varia enumerantur nefanda *quibus contaminatæ sunt universæ gentes quas ejecit Dominus* è terrâ Chanaan, inter illa nullibi computatur uxorum pluralitas.

Hinc Esther pia virgo infideli, jamque uxorem habenti nupsit Assuero, instigante, nedùm renuente, qui Deum timebat patruo ejus Mardochæo, universâque applaudente natione. Resp. 2° certum esse, post Christum, ipsis etiam infidelibus vetitam esse polygamiam ; nullumque esse secundum quod, priori subsistente, ineunt conjugium. Equidem, si monogamiæ lex esset purè ecclesiastica, cùm Ecclesiæ minimè subjaceant gentiles, nec monogamiæ lege tenerentur. Verùm, ut diximus, lex illa in ipsâ matrimonii institutione à Deo sancita, à Christo Domino in Evangelio renovata est et confirmata. Cùm ergo Christus Dominus supremus sit omnium indistinctim hominum legislator, omnes, ne exceptis infidelibus, divinâ monogamiæ lege obstringuntur.

Et certè, ubi gentilis polygamus ad fidem christianam convertitur, omnia quæ in infidelitate contraxit connubia, solo priori excepto, pro nullis habentur et invalidis : atqui tamen, si hæc ejus posteriora matrimonia valuissent quamdiù fuit infidelis, valerent etiam postquàm factus est christianus ; siquidem *per baptismum*, ut ait Innocentius III, cap. *Gaudemus*, de Divort., *non solvuntur conjugia, sed peccata dimittuntur.*

DE CONSENSU AD MATRIMONIUM REQUISITO.

AUCTORE BILLUART (1).

(D. Thomas, à q. 45 ad 49.)

ARTICULUS PRIMUS.

Utrùm possit esse matrimonium sine consensu conjugum.

Matrimonium, ut jam observavimus, potest considerari vel causaliter et in ratione contractûs, vel formaliter et in ratione vinculi. Certum est matrimonium non posse etiam de potentiâ Dei absolutâ subsistere in ratione contractûs sine consensu mutuo conjugum, quia contrahere est consentire, et contractus est mutuus conjugum consensus ; nec consequenter potest esse Sacramentum sine consensu contrahentium, quia Sacramentum fundatur in contractu, et est ipse contractus ad esse Sacramenti elevatus. Quæstio est igitur de matrimonio in ratione vinculi, cujus causa efficiens, inquit Florentinum, est consensus contrahentium.

Dico : Deus potest absolutè efficere vinculum matrimonii, sine mutuo conjugum consensu, non aliqua potestas humana.

Prob. prima pars : Cùm Deus sit supremus Dominus corporum et animorum, potest tradere dominium corporis viri mulieri et vicissim, eisque inspirare amorem mutuum quem connaturaliter exigit matrimonium : atqui ex istâ traditione dominii mutui in corpora, adjuncto præsertim amore mutuo, resultat

(1) Vid. vitam Billuart, vol. 8 *Curs. compl.* Theol., col. 1505-1506.

vinculum inter utrumque, sicut resultat dùm mutuo consensu sibi invicem tradunt dominium in sua corpora; ergo Quod si fortè nolis hoc vinculum vocari matrimoniale, quia non efficitur à consensu matrimoniali, non disputabimus de nomine, modò fatearis esse vinculum æquivalens matrimoniali, quod unum intendimus.

Prob. secundà pars : Nulla potestas humana, sive civilis, sive ecclesiastica, potest tradere dominium corporis viri in mulierem, nec mulieris in virum in ordine ad matrimonium : atqui in illâ mutuâ traditione situm est vinculum matrimonii, seu ex illâ resultat; ergo. Prob. maj. : Nulla est potestas humana contra bonum sive commune, sive privatum; non enim datur à Deo in destructionem, sed in ædificationem : atqui talis potestas foret exitiosa bono communi et privato; ergo. Prob. min. : Quia ex hujusmodi matrimoniis sine consensu et amore mutuo, quem potestas humana infundere non potest sicut Deus, noti sunt sequi infaustissimi eventus in perniciem boni communis et privati, continuæ dissensiones, jurgia, homicidia, adulteria, divortia, pessima prolium educatio, etc.; ergo.

Confirmatur : Nunquàm Ecclesia aut respublica usa est hoc jure, quamvis eo utendi, si habuisset, non rarò fuerit necessitas pro regnorum tranquillitate aut fidei propagatione; ergo illud non habet.

Obj. contra primam partem, 1° : Matrimonium est corporum et animorum conjunctio : atqui non potest esse conjunctio animorum sine consensu; ergo. 2° : Non datur vinculum religionis sine voto; ergo nec vinculum matrimonii sine consensu. 3° : Non datur relatio mutui juris in quâ consistit vinculum matrimonii sine fundamento; istud autem fundamentum quid est, nisi consensus mutuus? ergo. — Resp. ad primum : Neg. maj. Patet in eo qui metu justè incusso ducit mulierem sibi exosam, vel qui amore divitiarum aut honoris, potiùs quàm mulieris, matrimonium init; item in eis qui divortio sunt disjuncti. Dicitur ergo matrimonium unio animorum, non quòd amor sit illi essentialis, sed quia illum connaturaliter exigit et fovet; hunc autem Deus in casu infunderet.

Ad secundum : Neg. ant.; potest enim Deus ratione supremi dominii subjicere aliquem religioni et ejus oneribus, sicut ipse se per votum subjicit. Quòd si velis hoc vinculum non debere dici religionis, quia non est ex voto; dicam ut ante esse quæstionem de nomine.

Ad tertium : Fundamentum hujus relationis in casu foret voluntas Dei tradentis dominia corporum.

Obj. contra secundam partem, 1° : Respublica habet dominium in corpora civium; potest enim ex causâ eos vitâ privare seu tradere in servitutem; ergo. 2° : Ecclesia potest cogere invitum ad acceptandum episcopatum, qui est matrimonium spirituale episcopi cum Ecclesiâ; ergo similiter. 3° : Ante Tridentinum, juxta cap. *Is qui fidem*, de Sponsalibus, sponsalia transibant per copulam in matrimonium : et cap. *Finali*, de Condition. appos., habetur validum matrimonium sub conditione impossibili contractum : atqui in his casibus non videtur adesse consensus; ergo. — Resp. ad primum : Dist. ant. : Respublica habet dominium in corpora civium in ordine ad bonum commune, ut contingit in casibus assignatis, conc.; contra bonum commune, ut accideret si invitos in matrimonium compelleret, neg.

Ad secundum : Dist. ant. : Ecclesia potest præcepto vel minis cogere, hoc est, inducere invitum ut consentiat in episcopatum, conc.; ut sine consensu fiat episcopus, neg. Similiter Ecclesia potest quandoque justis de causis cogere seu inducere præcepto vel minis virum et mulierem ad consentiendum matrimonio; non autem efficere ut sine consensu sint matrimonio juncti.

Ad tertium : Ecclesia in his casibus supponit adesse consensum.

Articulus II.

Qualis debeat esse consensus?

Dico 1° : Consensus necessariò requisitus ad matrimonium debet esse interior, nec sufficiunt verba consensûs exteriùs prolata. (Supp., q. 45, a. 4, O.)

Prob. 1° : Secundùm omnia jura et omnes theologos, consensus requiritur ad matrimonium : atqui hoc vocabulum *consensus*, dicit actum interiorem voluntatis : unde communiter dicitur ex causâ 27, q. 2, c. 1 : *Matrimonium non coitus facit, sed voluntas.* 2° Innocentius III, cap. *Tua nos*, de Sponsalibus, declarat irritum fuisse matrimonium alicujus viri qui, licèt verba exteriùs protulisset, quia tamen nomen proprium simulaverat, credebatur non habuisse propositum contrahendi, addens pro ratione : *Quoniam... sine consensu cætera nequeunt fœdus perficere conjugale.* Et causâ 27, q. 2, cap. *Sufficiat*, Nicolaus papa dicit : *Si consensus in nuptiis solus fortè defuerit, cætera omnia etiam cum ipso coitu celebrata frustrantur.* Ratio est, quia nemo transfert à se dominium rei quam habet, nec graves sibi imponit obligationes, nisi velit : idque est essentiale omni contractui, ut latiùs probavi dissert. 1 de Contract., a. 2; inspice.

Petes 1° ad quid teneatur qui fictè consentit. — Resp. regulariter et per se loquendo, teneri ponere consensum et partem deceptam ducere; quia quando duo contrahunt, unâ parte sincerè procedente, tenetur altera pariter sincerè procedere, alioquin alteri illudit et contra justitiam agit : atqui hoc debitum per ejus fraudem non exstinguitur; ergo. Unde dicit auctor, ibid., ad 1, quòd fraus et dolus ei « non patrocinantur, nec in foro conscientiæ, nec in foro Ecclesiæ, quia in utroque foro pro hoc punitur, » quatenùs scilicet in utroque obligatur ducere eam quam decepit.

Dixi, *regulariter et per se loquendo;* quia in certis casibus non tenetur : 1° si tanta sit conditionis disparitas, vel tanta evidentia fictionis, ut meritò censeatur, mulierem voluntariè fuisse deceptam; 2° si mulier deceperit virum, simulando se virginem; tunc enim datur compensatio injuriæ; 3° si decipiens legitimè contrahat cum aliâ; quia hoc secundum matrimonium est validum et primum invalidum : unde, inquit auctor, ibid. ad 3 : « Debet potiùs excommunicationis sententiam sustinere quàm ad primam uxorem accedere, vel debet in alias regiones remotas fugere. » Tenetur tamen injuriam priori illatam arbitrio prudentùm compensare; sed hic casus rarus est, quia Ecclesia ordinariè præsumit pro primo matrimonio nec secundum permittit; 4° si grandia mala ex tali matrimonio fundatè timeantur : quo casu sufficit compensatio pecuniaria.

Petes 2° utrùm pars decepta teneatur alteri simpliciter asserenti se non consensisse, credere et ab usu conjugii abstinere. — Resp. negativè. Nec enim ipsa Ecclesia sic asserenti credit, sed potest existimare quòd qui asserit se priùs mentitum fuisse, nunc mentiatur. « Indignum est, inquit Innocentius III, cap. *Per tuas*, de Probationibus, ut quod suâ voce quispiam dilucidè est protestatus, in eumdem casum proprio valeat testimonio infirmare. »

Si tamen evidentia proferret indicia se non consensisse, teneretur alter credere, et posset ad alias nuptias convolare, accedente tamen judicis ecclesiastici sententiâ, si matrimonium fuit publicum et passim habitum pro valido. Idem quidam dicunt, si juret se non consensisse, modò sit de quo præsumi possit quòd non pejeret.

Dico 2° : Consensus internus debet exteriùs exprimi per verba aut signa de præsenti. (Ibid., a. 2, O.)

Ita Florentinum in decreto *Unionis : Causa efficiens matrimonium*, inquit, *regulariter est mutuus consensus per verba de præsenti expressus.* Ubi τὸ *regulariter*, ut jam observavi, non afficit consensum exteriùs expressum, sed *verba;* quia regulariter consensus exprimitur

per verba; potest tamen exprimi per alia signa verbis æquivalentia.

Ratio conclusionis est, quia matrimonium et est Sacramentum, consequenter signum sensibile, et contractus humanus : contractus humanus postulat ex naturâ suâ fieri aliquo signo humano et sensibili; per eum enim homo agit cum homine ut homo est, constans corpore et animâ, nec aliter fiunt cæteri contractus. Plura vide dissert. 2 de Contract., a. 1.

Dices : Cap. *Tuæ fraternitati*, de Sponsalibus, l. 4, tit. 1, Innocentius III dicit : « Matrimonium in veritate contrahitur per legitimum viri et mulieris consensum, sed necessaria sunt quantùm ad Ecclesiam verba consensum exprimentia de præsenti »; ergo.— Resp. Innocentium loqui de verbis propriè dictis quæ dicit esse necessaria quoad Ecclesiam, quia talis est ejus praxis, et certiùs per ea illi constat de consensu interno. Patet ex verbis immediatè sequentibus : « Nam, inquit, surdi et muti possunt contrahere matrimonium per consensum mutuum sine verbis, » non tamen sine signis æquivalentibus.

Inst. : Cap. *Cum loco*, ibid., cap. *Sufficiat*, causâ 27, q. 2, et alibi, dicitur per solum consensum perfici matrimonium; ergo. — Resp. *tò solum* non excludere verba vel signa consensum exprimentia, sed quædam accidentalia, ut cæremonias, consensum parentum, etc.

Repones : Deus, qui videt animos, potest consensus internos approbare; ergo. — Resp. Potest quidem, sed non sic approbat ut efficiant matrimonium, quod voluit et instituit fieri humano modo. Alia argumenta require loco citato de Contractibus.

Dixi 1°, per verba vel signa, verbis utique æquivalentia; quia modò per hæc exprimatur consensus, sufficiunt in matrimonio sicut in aliis contractibus : unde Innocentius III mox citatus definit matrimonium posse contrahi à surdis et mutis, et Florentinum dicit contrahi *regulariter* per verba, innuens posse aliquando contrahi aliter. (Ibid., ad 2.) Si petas quæ signa sufficiant, — Resp., et sit regula generalis : Quoties signum, vel ex naturâ suâ, vel ex juris dispositione, vel ex regionis consuetudine, est certa nota interni consensûs conjugalis erga sponsum aut sponsam, sufficit ad matrimonium.

Hinc in quibusdam sufficit annuli subarrhatio, in aliis porrectio manûs, in aliis traductio solemnis sponsæ in domum sponsi, etc., ibid., ad 3; imò et consensus parentum præsente et tacente sponsâ præ verecundiâ : nisi fortè taceret quia non consentiret.

Observandum tamen, præsentes debere per verba contrahere quando loqui possunt; quia sic certiùs innotescit et faciliùs potest probari consensus. Unde qui recusaret, juxta Sylvium et quosdam alios, peccaret mortaliter; quia sine causâ recederet à notabili ritu quem Ecclesia semper observavit et videtur præcepisse observari cap. citato *Tuæ fraternitati*. Alii tamen reputant tantùm peccatum veniale, quia non videtur res gravis momenti, nisi signa sint æquivoca.

Dico 2°, *per verba vel signa de præsenti;* quia qui promittit aliquid se facturum, nondùm facit illud : qui autem consentit per verba de futuro, ut, cùm dicit : *Accipiam te in meam, habebo te in uxorem*, promittit tantùm se cum illâ contracturum matrimonium; ergo. (Ibid., a. 3, O.) Confirmatur : Matrimonium consistit non in promissione tradendi corpora, sed in ipsâ mutuâ traditione; ergo non potest exprimi per verba de futuro, dicendo : *Accipiam te*, quæ solùm important promissionem, sed per verba de præsenti, dicendo : *Accipio te*, quæ important actualem traditionem.

Observandum tamen, quandoque verba grammaticaliter esse de futuro, quæ ex adjunctis habent sensum de præsenti, et è contra. V. g., hæc : *Ex nunc habebo te in meam : habebo* grammaticaliter est de futuro; propter tamen *ex nunc* adjunctum, est de præsenti. E contra : *Accipio te pro Paschate proximo : accipio* grammaticaliter est de præsenti, reverà tamen de futuro propter adjunctum. Quando autem, attentis omnibus, dubium est an sint de præsenti vel de futuro, consulenda est intentio contrahentium.

Præter has conditiones, requiritur insuper quòd consensus sit in facie ecclesiæ et immunis ab errore et metu. De primo agit auctor hìc, art. 3; de secundo, q. 51, art. 1. De utroque dicemus dùm de Impedimentis; de tertio agit q. 47, a. 3. Pro quo sit

Articulus III.

Utrùm matrimonium ex metu initum sit irritum, et quo jure.

Pro præmissis ad hunc articulum habeat et legat studiosus lector quæ dixi dissert. 1 de Contract., art. 4, cui titulus est : *Utrùm metus irritet contractum?* His suppositis, nunc

Dico : Matrimonium contractum ex gravi metu, à causâ liberâ injustè et ad extorquendum consensum incusso, irritum est jure positivo, non naturali. (Supp. q. 47, a. 3, O.)

Prob. prima pars ex pluribus locis juris, cap. *Significavit*, 2, de Eo qui duxit; cap. *Cùm locum*, 14; cap. *Veniens*, 15, et cap. *Consultationi*, de Sponsalibus. (Ib., in a. S. C.)

Neque dicas jura præsumere metu coactum non verè consensisse; contrarium enim apertè patet ex cap. citato *Significavit*, ubi Pontifex diserte significat eum qui consensit in unam, sed per vim et non spontè, validum cum alterâ matrimonium contraxisse. Insuper, ut arguit auctor, Ecclesia non præsumit peccatum de aliquo, nisi probetur : præsumeret autem peccatum mendacii, si existimaret eum qui coactus est, non consensisse quando dicebat se consentire. (Ibid. O.)

Prob. secunda pars : Si metus gravis injustè incussus ad extorquendum consensum jure naturæ irritaret matrimonium, esset vel propter defectum consensûs voluntarii, vel propter injuriam illatam patienti metum : atqui ex neutro capite id præstat; ergo. 1° Non propter defectum consensûs voluntarii, quia quæ fiunt ex metu, sunt simpliciter voluntaria. Et licèt omnimoda spontaneitas convenientior foret matrimonio ob perpetuitatem ejus, non tamen essentialiter requiritur, sed sufficit illud voluntarium quod satis est ad translationem dominii corporis, ut in aliis contractibus; aliàs sequeretur quòd matrimonium contractum ex metu gravi justo à causâ liberâ vel naturali, foret etiam invalidum, cùm nec ista sit spontaneitas omnimoda; quod tamen nullus admittit. 2° Non propter injuriam illatam, quia, supposito consensu sufficienti ad translationem dominii corporis, nulla injuria ullum contractum ex naturâ rei irritat, sed dat tantùm jus vel rescindendi, si rescindibilis sit, vel petendi satisfactionem; sufficit enim jure naturæ ad validum contractum consensus voluntarius contrahentium. Insuper sequeretur quòd metus injustè incussus ob alium finem quàm ad consensum extorquendum etiam irritaret matrimonium, cùm tunc non minor irrogetur injuria; quod tamen communiter non admittitur.

Dixi 1°, *ex gravi metu;* si enim sit levis metus, non irritatur matrimonium, quia jura requirunt metum cadentem in virum constantem. Et lib. *Nec timorem*, ff. de Eo quod metûs causâ fit, metus levis pro nihilo reputatur. Sed

Petes 1° quæ mala debent timeri ut censeatur gravis metus. — Resp. hæc isto versu contineri : *Stupri, sive statûs, verberis atque necis;* et similia ejusdem momenti, vel gravis infamia; sive ista immineant timenti, vel proximis ejus parentibus, patri, matri, uxori, fratribus, etc. (Ib., a. 2, ad 2.)

Petes 2° an si minora mala timeantur, sed timens sit pusillanimis et timidus, censeatur etiam metus gravis irritans matrimonium. — Resp. sub distinctione : Vel, spectatâ hujusmodi conditionis personarum qualitate, indole, etc., ejusmodi mala ut gravia ab eis solent apprehendi, vel non, sed solùm ab hâc particulari personâ, ob ejus specialem meticulo-

sam indolem, talia apprehenduntur. Si primum, metus censetur respectivè gravis irritans matrimonium; secùs si secundum.

Ratio primi est, quia, licèt talis metus non sit absolutè gravis, est tamen talis respectivè, nec minùs voluntarium et libertatem minuit respectu talium personarum, quàm gravis absolutè respectu constantium virorum. Adde quòd l. *Metus autem*, 5, ff. *Ex quibus causis majores*, dicitur justum metum intelligi ex affectu ejus qui eum patitur : quod tamen sic intellige, ut ita evenire soleat in personis ejusdem conditionis : Unde

Ratio secundi est, quia jura non respiciunt quid in particulari sit huic proprium, sed quid communiter soleat accidere : aliàs omnia essent plena litibus et incerta.

Petes 3° an metus reverentialis censeatur gravis. — Resp. : Vel consideratur pro solo pudore et verecundiâ quam habent proles respectu parentum, pupilli respectu tutorum, subditi respectu magistrorum, etc., si eorum voluntati non acquiescant : et tunc ille metus censetur levis, et insufficiens ad irritandum matrimonium; vel consideratur ut habet adjunctas graves minas, periculum diuturnæ offensionis cum asperitate vultûs et verborum ejus cui reverentia debetur : et tunc, respectu præsertim puellarum, censetur gravis metus.

Dixi 2°, *à causâ liberâ;* quia si à causâ naturali, v. g., à tempestate, bello, peste, etc., sit incussus metus, non irritat matrimonium, cùm nulla tunc contrahenti irrogetur injuria, ad quam maximè attendunt jura. Hinc valet matrimonium si quis concubinam ducat metu inferni vel mortis ex naufragio.

Dixi 3°, *injustè*, quia si à causâ liberâ quidem, sive publicâ, sive privatâ, sed justè metus incutiatur, non irritat matrimonium, quia tunc nulla fit injuria coacto, qui potiùs à suo delicto, adeòque à seipso cogitur quàm ab alio. Unde solet Ecclesia etiam sub gravissimis pœnis cogere ad matrimonium stupratores virginum, aut qui à sponsalibus injustè resiliunt.

Hinc si parentes minentur adducere coram judice inventum in stupro, et tali metu compulsus stupratam ducat, validum est matrimonium. Si autem minarentur mortem per se inferre, aut aliud grave malum, nisi ducat, compulsus hoc metu invalidè contraheret, quia in hoc casu foret injustè incussus metus. Habent enim parentes jus accusandi coram judice stuprato-rem, non autem per se mortem aut vulnera inferendi. Si autem ex irâ velint interficere stupratorem, ipse autem suâ sponte offerat matrimonium, sperans se ita iratos animos posse placare et mortem evadere, validè contrahit, quia metus non est incussus in ordine ad matrimonium : unde

Dixi 4°, *et ad extorquendum consensum incusso;* quia si incutiatur ad alium finem, per accidens se habet ad matrimonium, ac proinde habendus est eodem loco ac si fuisset incussus à causâ merè naturali. Hinc valet matrimonium, si ad mortem damnatus et petitus ab aliquâ in conjugium, cum eâ contrahit ut mortem evadat; item si puella, ne occidatur à sicario, offerat ipsi nubere, etc.

Solvuntur objectiones.

Obj. 1° contra primam partem : Si matrimonium ex metu gravi, etc., initum, sit jure positivo irritum, sequitur sic contrahentem necessariò reum esse mendacii et sacrilegii : mendacii, in quantum dicit : *Accipio te in meam*, quod non intendit; sacrilegii, in quantum utitur formâ Sacramenti super materiam indebitam; sicut qui metu mortis proferret formam absolutionis in subjectum indispositum : atqui hoc videtur absurdum; ergo. — Resp. : Neg. utramque sequelam. Quantùm ad primam, etsi verum sit quòd si contrahens, sciens tale matrimonium esse nullum, verba proferat formaliter, et intùs non consentiat, peccet mentiendo, ad id tamen non necessitatur; potest enim consentire quantùm fieri potest ex parte suâ, vel proferre verba solùm materialiter more peritacorum, quia in his circumstantiis non tenetur respondere juxta intentionem cogentis, et verba à circumstantibus sic intelligi possunt et debent, cùm sciant talem in matrimonium efficaciter consentire non posse : utrovis modo fiat, potest non esse mendacium.

Ex quo etiam patet ad secundam sequelam, scilicet nullum esse sacrilegium : proferens enim verba alterutro modo, ea non profert ut formam Sacramenti, nec ponit illius materiam, sed se habet sicut qui, missam exercendo, verba consecrationis super hostiam chartaceam proferret.

Ad exemplum de proferente verba absolutionis super indispositum, disparitas est, quòd ille ex personâ Dei falsum judicium exteriùs proferat, et consentiat ei qui directè petit aliquid impium et sacrilegum; unde externum sacrilegium committit : matrimonium autem directè tantùm petitur, ut est contractus, non quà Sacramentum. Quare contrahentes non sustinent immediatè personam Christi sua merita dispensantis, sed personam privatam ineuntis contractum, cui per accidens adjuncta est à Christo ratio Sacramenti; atque ita metu contrahens, cùm manifestum sit talem contractum esse nullum, non fingit sacrilegè se dispensare merita Christi, aut Sacramentum ponere, sed tantùm inire contractum, qui cùm nullus sit, nullum est etiam Sacramentum, adeòque nullum sacrilegium.

Repones : Talis contrahens utitur quibusdam ritibus sacris contra eorum reverentiam. — Resp. quòd hæc reverentia in tanto periculo non obliget.

Inferes : Ergo metu coactus licitè poterit contrahere cum quovis alio impedimento. — Resp. quòd si impedimentum sit juris ecclesiastici, poterit eâdem ratione : si verò impedimentum sit juris divini aut naturalis, quidam tenent non licere, quia sic contrahere esset intrinsecè malum, quippe contra jus naturæ tale matrimonium prohibens. Alii verò dicunt licere : ratio est, quia ex unâ parte non fit matrimonium, neque ponitur id cui annexa est ratio Sacramenti, adeòque abest sacrilegium. Ex alterâ autem parte, consensus ille inefficax in matrimonium, ex gravi metu à peccato excusatur. Nec refert quòd videantur attentare id quod est contra jus naturæ : attentant enim duntaxat inefficaciter sine animo, imò cum certitudine non faciendi; suppono enim quòd non intendant consummare, aliàs peccarent.

Obj. 2° contra secundam partem : Vinculum matrimonii est perpetuum et indissolubile : atqui metus repugnat perpetuitati; coacta enim non durant, ut dicitur communiter; ergo jure naturæ est irritum matrimonium ex metu contractum : et ita arguit S. Thomas, hìc O. — Resp. : Dist. min. : Metus repugnat connaturaliter perpetuitati, conc.; essentialiter, neg. Potest enim esse vinculum perpetuum etsi coactum, ut in servitute; et ut non excurramus extra præsentem materiam, matrimonium initum ex metu à causâ naturali vel liberâ, sed justè incusso, aut etiam injustè, sed sine ordine ad matrimonium, inducit vinculum perpetuum, et tamen non est minùs coactum quàm illud quod est in quæstione. Non diffitemur tamen matrimonium ob perpetuitatem exigere connaturaliter esse liberum à metu; et hâc ratione mota est Ecclesia ut aliter contractum irritaret. Nec aliud intendit S. Thomas, afferens duntaxat rationes congruentes quæ moverunt Ecclesiam ut hujusmodi matrimonia declararet invalida.

Inst. : Matrimonium est vinculum amoris : atqui metus injustus impedit amorem : ergo. — Resp. matrimonium dici vinculum amoris, quia, ut jam observavi, amor ordinariè in illud inducit, et ab illo fovetur : non verò quòd amor sit illi essentialis, ut patet in iis qui ex metu naturali, aut solo amore divitiarum vel bonorum, matrimonium ineunt; item in eo qui ex metu justè incusso ducit puellam sibi exosam,

quam defloravit; item in iis qui divortio sunt sejuncti.

Obj. 3° : Donatio facta latroni jure naturæ est invalida, ergo similiter matrimonium ex metu contractum.—Resp. : Dist. ant. : Donatio facta latroni, præcisè ut cesset ab injustâ vexatione, est invalida, conc. ; ob alium finem, neg. Ideò in primo casu ista donatio est invalida, non ob defectum voluntarii, sed quia cessatio ab injustâ vexatione non est materia de quâ possit contrahi : cùm enim sit ex justitiâ debita vexationem patienti, non est vendibilis magis quàm equus furto sublatus sit vendibilis suo domino. At in matrimonio, ultra cessationem à vexatione, datur corpus, quod est materia contractûs. Vide loco citato de Contractibus, conclus. 1.

Obj. 4° : Si tale matrimonium jure naturæ sit validum, non potest irritari à jure positivo ; ergo. Patet ant., quia jus positivum nihil potest in jus naturæ. — Resp. : Dist. ant. : Non potest irritari factum, conc. ; faciendum, neg. Quia jus positivum potest apponere certas conditiones sine quibus non subsistit matrimonium, ut patet de præsentiâ parochi : nec in hoc jus positivum dominatur juri naturæ, quia jus naturæ hìc se habet tantùm permissivè sicut circa divisionem bonorum, et similia.

Inferes : Ergo tale matrimonium erit validum inter infideles? — Resp. affirmativè, si nulla lex civilis sit apud eos quæ illud irritet.

Petes 1° utrùm matrimonium ex metu gravi initum et jure positivo nullum, firmetur juramento, aut saltem juramentum obliget. — Resp. negativè, quia contractus qui à jure positivo irritantur propter bonum publicum, ut contingit in præsenti casu, juramento non firmantur, ut docuimus dissertat. 1 de Contract., art. 6. Neque juramentum superveniens secundùm se obligat; quia quod est contra bonum publicum, est contra bonos mores et illicitum; juramentum autem non obligat ad illicitum. Vide loco citato.

Si tamen qui contraxit ex metu, postea spontè et liberè juret se validaturum hujusmodi matrimonium, ad id virtute religionis tenetur, quia hoc matrimonium validari non est illicitum.

Utrùm autem hoc matrimonium validetur per copulam, aut per consensum clandestinum sequentem liberum et spontaneum, dicemus infra.

Petes 2° utrùm, si coactus ad contrahendum matrimonium similiter cogatur ad consummandum, possit licitè. — Resp. negativè, quia matrimonium est absolutè nullum.

Petes 3° quæ sint pœnæ cogentium ad matrimonium. — Resp. ex concilio Tridentino, sess. 24, cap. 9, de Reformat. matrim., « dominos temporales et magistratus, qui quovis modo directè vel indirectè subditos suos vel quoscumque alios cogunt quominùs liberè matrimonium contrahant, » ipso facto incurrere excommunicationem. De aliis cogentibus qui non sunt domini temporales aut magistratus, silet concilium.

Petes 4° utrùm proles natæ ex matrimonio, defectu consensûs, aut ratione alicujus impedimenti, nullo, sint legitimæ. — Resp., si matrimonium fuit contractum in facie ecclesiæ et cum bonâ fide saltem ex parte unius conjugum, proles in tali matrimonio natas, imò et conceptas ante ejus dissolutionem, esse legitimas. Ita declaratur in jure, cap. *Cùm inter*, et cap. *Ex tenore*, Extra. lib. 4, tit. 17. Et ita docent jurisconsulti, tam canonici quàm civiles.

Articulus IV.

De matrimonio conditionato.

Quæ spectant matrimonium conditionatum prævenimus dissert. de Contractibus, art. 7, § 1, et dissert. præcedenti, a. 2 de Sponsalibus conditionatis ; eadem enim est ratio de matrimonio conditionato ac de sponsalibus conditionatis, cùm utrinque sit contractus humanus : unde, ne eadem tædiosè repetamus præsertim in materiâ infrequenti, breviter

Dico 1° : Matrimonium initum sub conditione sive de præterito, sive de præsenti, sive de futuro non necessario, sive possibili, sive impossibili, sive honestâ, sive turpi, modò bonis et substantiæ matrimonii non sit contraria, positâ conditione subsistit matrimonium, non positâ non subsistit, saltem in foro interno. Quia vinculum matrimonii dependet à contrahentium voluntate ; ergo si illud non velint non positâ conditione, et velint eâ positâ, non habetur non positâ conditione, et eâ positâ habetur. Explicationem hujus conclusionis require locis citatis.

Dico 2° : Probabilius est matrimonium sub conditione de futuro contingenti contractum, conditione positâ statim convalescere absque novo consensu, modo prior non fuerit revocatus.

Prob. 1° : Quia prima voluntas virtualiter durans se habet ac si de novo poneretur ; censetur autem virtualiter durare quamdiù non revocatur; 2° quia alii contractus sic convalescunt, et de matrimonio sic declarâsse S. Pium V et Clementem VIII, refert Fagnanus in cap. *Super eo*, de Conditionibus appositis.

Dices 1° : S. Th. hìc, O, dicit « quòd idem sit judicandum de tali consensu, sicut de consensu qui fit per verba de futuro : unde non facit matrimonium ; » ergo. — Resp. cum Sylvio, S. Thomam loqui respectivè ad tempus quo initur iste contractus conditionatus, non respectivè ad tempus quo adimpletur conditio. Et sic verum est quòd dùm initur iste contractus, sit judicandum de illo quòd non sit matrimonium, sicut nec ille qui fit per verba de futuro ; quia non est absolutus, sed pendens in futurum. Nihilominùs plus valet quàm contractus sponsalitius ; est enim medius inter sponsalia et matrimonium absolutum, magisque accedit ad hoc quàm ad illa, quia consensus exprimitur per verba de præsenti, licèt suspendatur in futurum.

Dices 2° : Matrimonium est Sacramentum ; ergo aliquid ejus sensibile debet existere physicè, dùm perficitur : atqui dùm conditio ponitur, nihil tale existit ; ergo.— Resp. Neg. subsumptum. Existit enim tunc physicè ipsa conditio per quam ex pacto contrahentium sensibilis efficitur eorum consensus virtualiter perseverans ; in illam enim conditionem dirigitur et ad illam usque extenditur.

Intelligendam arbitror hanc sententiam, modò parochus et testes, in locis ubi Tridentinum est receptum, adsint præsentes, et dùm consensus ponitur, et dùm adimpletur conditio, aut de eâ certiorentur ; quia si adsint tantùm dùm ponitur consensus, verè non assistunt matrimonio ; cùm enim tunc non sit præsens, sed futura tantùm corporum traditio, consequenter non est præsens matrimonium, aut saltem de illo non erunt certi, si non sufficienter ipsis significetur adimpletio conditionis. Si verò adsint tantùm adimpletioni conditionis, non fuerunt præsentes consensui, qui proinde debet coram eis renovari.

Plures aliæ difficultates possunt circa præsentem materiam proponi ; sed quia ut plurimùm sunt solutæ locis citatis de Contract., et dissert. præced. de Sponsalibus conditionatis, et aliunde rarissimè permittantur et fiant matrimonia conditionata, eas ut inutiles aut jam præoccupatas omittimus.

Articulus V.

De objecto consensûs matrimonii.

Supono consensum contrahentium debere necessariò ferri in ipsam mutuam corporum traditionem, seu in vinculum inde resultans, quia, ut alibi dixi, in eo sita est essentia matrimonii : unde difficultas est an etiam debeat necessariò ferri in copulam carnalem. *Quidam* absolutè *negant ; quidam* absolutè *affirmant ;* alii, mediâ viâ incedentes cum auctore, dicunt consensum implicitum in copulam requiri, non explicitum. Cum quibus

Dico : Consensus explicitus in copulam non est necessarius ad matrimonium, sed implicitus. (Supp. q. 48, a. 1, O.)

Probat. utraque pars simul : Consensus qui facit matrimonium, sic est in copulam sicut copula se habet ad matrimonium, quia consensus qui facit matrimonium, est consensus in matrimonium, hoc est, in essentialia matrimonii; effectus enim proprius voluntatis est ipsum volitum : atqui copula carnalis non continetur explicitè et essentialiter in matrimonio, sed implicitè tantùm, sicut actus in potentiâ et effectus in causâ ; ergo. (Ib., in a. S. C.) Prob. min. : Matrimonium, ut diximus diss. 1, a. 2, non est essentialiter ipsa copula carnalis, sed jus seu potestas ad illam; ergo.

Prob. prima pars seorsim : Jus seu potestas est distincta et separabilis ab usu, sive, ut alii dicunt, dominium directum est distinctum et separabile à dominio utili ; sæpè enim lege fit ut habens dominium directum et proprietatem, non habeat dominium utile seu usum, ut patet in feudo et emphyteusi ; item in pupillis, quorum dominium in propria bona est ligatum et impeditum quoad usum. Ergo possunt conjuges sibi tradere jus seu dominium directum in mutua corpora, non tradendo nec intendendo explicitè tradere usum. Subsumo : Atqui in tali jure seu dominio directo consistit essentialiter matrimonium ; ergo.

Confirmatur : Qui cum animo expresso ingrediendi religionem ante consummationem matrimonii, contrahit matrimonium, validè contrahit, ut patet ex cap. *Commissum*, de Sponsal. : atqui talis non potest explicitè intendere copulam ; ergo. Imò inter baptizatos omne matrimonium sub tali conditione et pacto contrahitur, ut neuter teneatur reddere debitum, si velit ante consummationem religionem ingredi. Tandem inter B. Virginem et S. Joseph. fuit verum matrimonium, ut docet S. Th., 3 p., q. 29, a. 2, et dicam infra : atqui tamen B. Virgo nunquàm consensit explicitè in copulam, utpote virgo mente et corpore.

Prob. secunda pars : Qui consentit in id quod essentialiter ordinatur ad copulam carnalem, consentit implicitè in illam : atqui qui consentit in matrimonium consentit in id quod essentialiter ordinatur ad copulam ; ergo. Prob. min. : Qui consentit in matrimonium, formaliter et explicitè consentit in jus et potestatem ad copulam et in causam illius : atqui jus essentialiter ordinatur ad usum, potentia ad actum, causa ad effectum ; ergo.

Unde quod quidam dicunt, requiri tantùm consensum implicitum in copulam ex parte contractûs, non ex parte contrahentis, non videtur admittendum : est enim implicantia quòd quis intendat jus et contractum essentialiter ordinatum ad copulam, et eam ipse implicitè non intendat. Quamvis enim alio actu tale jus possit suspendere et ligare, vi tamen actûs quo jus intendit, implicitè, licèt inefficaciter, usum intendit.

Hinc colliges consensum implicitum in carnalem copulam non ita esse accipiendum, quasi esset propositum quoddam virtuale copulæ carnalis, sed quia est consensus in eam potestatem in quâ talis copula continetur implicitè, ut actus in potentiâ et effectus in causâ.

Solvuntur objectiones.

Objicies 1° contra primam partem : Copula carnalis pertinet ad essentiam matrimonii ; ergo debet esse consensus explicitus in illam sicut in matrimonium. Prob. ant. multipliciter : 1° S. Aug., lib. 19 contra Faustum, c. 26 : « Matrimonium, inquit, ex hoc appellatum est, quòd non ob aliud femina debeat nubere, nisi ut mater fiat. » 2° Idem, lib. de Bono viduitatis, c. 9, dicit ex Apostolo, 1 Timoth. 5, quòd voventibus virginitatem, non solùm nubere, sed et velle nubere damnabile est : id autem non esset damnabile, nisi ratione copulæ quæ sola opponitur virginitati. 3° Idem S. doctor, apud Grat., cap. *Institutum*, causâ 27, cap. 39 : « Non dubium est illam mulierem non pertinere ad matrimonium cum quâ docetur non fuisse commixtio sexûs. » 4° In commixtione corporum consistit ratio Sacramenti, ut constat ex cap. *Societas*, ibid., desumpto ex S. Leone, epist. 92, ubi legitur : « Cùm societas nuptiarum ita à principio sit instituta, ut præter commixtionem sexuum non habeant in se nuptiæ conjunctionis Christi et Ecclesiæ Sacramentum, non dubium est illam mulierem non pertinere ad matrimonium cum quâ docetur non fuisse nuptiale ministerium. » 5° Denique referuntur multi Patres qui docent matrimonium perfici carnali commixtione ; ergo. — Resp. : Neg. ant., ut patet ex probationibus conclusionis et ex a. 2 dissert. 1 hujus tractatûs. Ad primam probationem, S. Aug. loquitur de illis quæ nubunt propter carnales amplexus, et docet quòd non debeant illos appetere propter concupiscentiam, sed propter prolem generandam, seu ut matres fiant, quod probat ex ipso vocabulo matrimonii.

Ad secundam. Apostolus et S. Aug. loquuntur de virginibus quæ volunt nubere cum intentione aut periculo consummandi matrimonium, ut fit ordinariè ; et sic intelligenda est responsio D. Thomæ hìc ad primum, conformiter ad ea quæ dicit in 4, d. 30, q. 2, a. 1, q. 2, ad 3. Alioquin votum virginitatis non repugnat matrimonio ; hæc enim duo simul constituunt, vovere Deo perpetuam continentiam, et tradere homini potestatem corporis quâ certò scis nunquàm usurum.

Ad tertiam. Hæc verba non sunt S. Augustini, sed Gratiani, ut notatur in emendatione decreti.

Ad quartam. Item verba S. Leonis non referuntur fideliter. Sic habet S. Leo : « Unde, cùm societas nuptiarum ita ab initio instituta sit ut præter sexuum conjunctionem, haberet in se Christi et Ecclesiæ Sacramentum ; dubium non est eam mulierem non pertinere ad matrimonium in quâ non docetur nuptiale fuisse mysterium. » Quibus verbis docet S. Leo concubinam non esse uxorem ; quia, quamvis non desit commixtio sexuum, non est tamen cum eâ initum mysterium seu fœdus nuptiale, significans conjunctionem Christi et Ecclesiæ.

Ad quintam. Patres intelligunt matrimonium perfici per copulam, perfectione non essentiali, sed accidentali, sicut potentia perficitur per suum actum.

Obj. 2° : Si mulier dicat viro : *Consentio in te, dùm tamen non cognoscas me*, est invalidum matrimonium : atqui si non requireretur consensus explicitus in carnalem copulam, foret validum ; ergo. Prob. maj. : Quia talis conditio est contra substantiam matrimonii ; ergo. — Resp. : Dist. maj. : Si conditio illa apponatur ut impeditiva juris concedendi, conc. maj. ; si ut impeditiva usûs tantùm, neg. maj. Ad hunc sensum dist. ejus probationem : Talis ergo conditio, *modò non cognoscas me*, et similes, ex intentione contrahentis potest apponi, vel quia non vult ipsi concedere jus in proprium corpus, vel quia, licèt jus tale concedat, vult tamen ipsum ligari et usum denegat. Si primo modo, repugnat substantiæ matrimonii ; et quia iste sensus est hujus conditionis et locutionis connaturalior, ideò D. Th. hìc ad 3, et Gregorius IX, cap. *Si conditiones*, de Conditionibus appositis, dicunt quòd repugnet substantiæ matrimonii. Si secundo modo, non repugnat substantiæ matrimonii, quia 1°, ut diximus, matrimonium essentialiter consistit in jure ad usum, et non in ipso usu ; 2° quia illam apponere possunt si velint ingredi religionem, et sic quidem semper de jure censetur apposita ; 3° quia pactum de servandâ castitate consistere potest cum matrimonio jam contracto, adeòque et contrahendo ; quod enim est contrarium essentiæ alicujus rei, nunquàm cum eâ sive in fieri sive in facto esse consistere potest ; vel enim illam elidit, vel ab illâ eliditur. Neque obstat quòd impedimentum superveniens matrimonio stat cum illo jam contracto, non tamen cum contrahendo ; disparitas est enim, quòd impedimentum dirimens se teneat ex parte causæ, reddens scilicet personam inhabilem ad contrahendum : defectus autem qui est in causâ efficiente habet benè quidem vim impediendi effectum secuturum, non destruendi jam factum ; quia effectus à causâ pendet in fieri, non in facto esse ; sed conditio sive obligatio quæ essentiæ

ipsius contractûs repugnat, ei sive in facto esse sive in fieri repugnat, cùm sit eadem essentia in fieri et in facto esse.

Inst. : Talis conditio apposita obest bono prolis; ergo est contra substantiam matrimonii. —Resp. : Obest bono prolis positivè, neg. : negativè, id est, nihil confert ad bonum prolis, conc. Sed ad hoc nihil tenentur conferre nubentes, cùm possint variis de causis abstinere ab usu conjugii. Et si possint post matrimonium ex mutuo consensu continentiam servare, quidni possint nubendo illam Deo promittere, salvo matrimonio, et nihil agendo contra substantiam ejus?

Insistes : Totum dominium reale quod per matrimonium acquiritur in corpora, nihil est aliud quàm ipsum jus utendi corpore conjugis ad usum generationis : atqui jus utendi non stat cum conditione seu obligatione non utendi, aliàs esset jus et non jus; ergo. — Resp. : Datâ maj., dist. min. : Jus utendi proximum et expeditum non stat, etc. conc. min ; jus utendi remotum et ligatum, etc., neg. min. Illud autem sufficit ad matrimonium contrahendum, siquidem sufficiat contracto. Sic in pupillis stat jus remotum et ligatum disponendi de rebus suis, quod dicitur dominium directum et proprietatis, cum obligatione tamen non disponendi.

Replicabis : Talis conditio aut etiam intentio nunquàm excercendi copulam, non stat cum consensu etiam implicito in copulam; quia sunt intentiones contrariæ : atqui tamen ex secundâ parte, requiritur etiam ex parte contrahentis consensus implicitus in copulam; ergo.—Resp. : Dist. maj. : Talis conditio, etc., non stat cum consensu implicito efficaci in copulam, conc. maj.; cum consensu implicito inefficaci, neg. Nihil enim obstat aliquem velle aliquid inefficaciter, dùm vult contrarium efficaciter, maximè dùm illud quod inefficaciter intenditur, non in se, sed in alio à quo separari potest intenditur, ut fit in præsenti casu; in tantum enim contrahens dicitur intendere copulam, in quantum intendit jus ad illam; quod tamen cùm velit ligari, copulam inefficaciter intendit.

Repones : Tale jus nullum habebit usum eritque omninò inutile; ergo nullum. Resp. 1° : Neg. conseq., quia cùm dominium distinguatur ab usu, nihil repugnat aliquem habere dominium inutile, ut patet in pupillis. Resp. 2° : Neg. ant., quia tale jus et dominium efficit 1° ut conjuges nequeant aliud matrimonium contrahere; 2° quòd accessus ad aliam sit adulterium; 3° quòd si se mutuò cognoscant non sit fornicatio; imò, si non voverint castitatem, nullo modo peccent; 4° efficit bonorum communionem et vinculum charitatis quâ se mutuò juvant et solantur in administratione familiæ et casibus adversis; 5° individuam vitæ societatem.

Urgebis tandem : Qui transfert dominium equi ad certum usum, censetur et ipsum usum concedere; ergo qui concedit jus corporis ad usum copulæ, censetur et copulam concedere. —Resp. : Dist. conseq. : Ergo censetur, etc., ordinariè, conc. ; si pactum de contrario interveniat; neg. Cur autem in primo casu ita semper transferatur usus cum dominio, ideò est, quia aliàs equi concessio foret inutilis et nugatoria, imò nociva : non sic in nostro casu, ut patet ex solutione præcedenti. Argumentum contra secundam partem præoccupavimus in probationibus. De matrimonio inter B. Virginem et S. Joseph. dicemus infra in digressione historicâ.

Articulus VI.

Utrùm ad matrimonium requiratur necessariò consensus parentum.

Lutherani et Calvinistæ contendunt matrimonium sine consensu parentum, esse irritum jure naturali et divino positivo. Inter Catholicos quidam volunt esse irritum jure humano.

Suppono Ecclesiam potuisse illud irritare; quia, cùm sit contractus, potuit reddere filios inhabiles ad contrahendum sine consensu parentum, sicut reddidit omnes inhabiles ad contrahendum sine præsentiâ parochi et duorum testium.

Dico 1° : Matrimonium sine consensu parentum contractum, non est irritum jure naturali nec divino positivo.

Prob. prima pars : 1° Non parentum, sed contrahentium consensus est causa efficiens matrimonii. 2° Filius sufficientis ætatis et rationis, habet plenum dominium in proprium corpus in ordine ad statum totius vitæ eligendum, ut iterùm dicam conclusione subsequenti. 3° Ex naturâ rei convenit ut homo sit plenè liber et soli Deo subditus in disponendis iis quæ ad totius vitæ statum pertinent, ut sunt matrimonium, continentia perpetua, professio monastica : unde canones maximè cavent ne lædatur ista libertas, ut vidimus in præcedentibus. Hæc autem libertas valdè minueretur si filiifamiliâs penderent à consensu parentum ad contrahendum validè matrimonium. 4° Si jure naturali matrimonia filiorum sine consensu parentum essent irrita, neque filii emancipati, neque viduæ possent validè contrahere sine consensu parentum, quod non admittitur; ergo.

Prob. secunda pars : S. Scriptura nullibi irritat matrimonium filiorum sine consensu parentum contractum, ut patebit ex solut. obj. Econtra exhibet plura matrimonia valida sine consensu parentum inita, ut matrimonium Jacob cum Liâ et cum ancillis, Genes. 29 et 30 ; matrimonium Tobiæ junioris, Tob. 7; matrimonia Esaü cum tribus mulieribus, invitis Isaac et Rebeccâ, Genes. 26. Et Apost., 1 Cor. 7, de viduâ dicit : *Cui vult nubat, tantùm in Domino*, ergo.

Dico 2° : Matrimonium filiorumfamiliâs sine consensu parentum contractum, non est jure humano invalidum.

Prob. : Cap. *Sufficiat*, causâ 27, q. 2, dicitur : « Sufficiat secundùm leges solus eorum consensus de quorum conjunctionibus agitur. » Cap. *Eum virum*, extrav. de Regularibus, lib. 3, tit. 31, de puellâ nubili dicitur : « Quia liberum habet arbitrium in electione propositi sui, sequi parentum non cogitur voluntatem. » Sed maximè Trid., sess. 14, cap. 1, de Reform. matrim., « anathemate damnat eos qui falsò affirmant matrimonia à filiisfamiliàs sine consensu parentum contracta, irrita esse et parentes ea rata vel irrita facere posse. »

Respondent quidam, Tridentinum his verbis voluisse duntaxat damnare Lutheranos et Calvinistas qui dicunt hujusmodi matrimonia jure naturali et divino esse irrita; non autem statuisse disciplinam universalem contrariam legibus plurium regnorum. —Sed contra. 1° Concilium statuit parentes non posse irritare hujusmodi matrimonia; si autem intendisset tantùm damnare hæreticos intactis legibus civilibus contrariis, possent adhuc modò parentes vi illarum hæc matrimonia irritare. 2° Concilium non distinguit inter jus naturale aut divinum et jus humanum, sed pronuntiat indefinitè proindeque universaliter hæc matrimonia non esse irrita, nec irritari posse à parentibus; figmentum est ergo istud decretum restringi ad jus divinum aut naturale, præsertim cùm quæstio maximè controverteretur in concilio an expediret hæc matrimonia lege ecclesiasticâ irritari.

Rationes quibus mota est S. synodus ut matrimonia filiorum sine consensu parentum contracta declararet valida, sunt : 1° quia interdùm filii sunt parentibus prudentiores, præsertim dùm sunt jam ætate provecti, et parentes præ senio minùs sapientes; 2° quia quandoque parentes sunt perversæ et suspectæ religionis; 3° quia sæpè contingit parentes esse sordidè avaros, qui, ne dotem solvere in filiorum vel filiarum nuptiis cogantur, aut eorum laboribus priventur, recusant aut procrastinant consensum cum magno animarum detrimento, aut uxores magis dotatas quàm morigeratas quærunt; 4° quia quandoque ex zelo præpostero vel

etiam ex deteriori causâ, filios aut filias in monasterium detrudere volunt; 5° quia plerùmque non attendunt ad filiorum seu filiarum inclinationem etsi rationabilem, quæ tamen maximè est necessaria matrimonio, sed solùm ad majus commodum et decus familiæ. Ex matrimonio autem absque inclinatione et amore mutuo contracto quid exspectare licet, nisi continuas discordias, odia, jurgia, adulteria, divortia et alios infaustissimos eventus, ut infelici et quotidianâ experientiâ comprobatur? 6° Multi sunt filii et filiæ extra patriam potestatem, ut emancipati, illegitimi, vidui, viduæ, longè distantes, quos omnes iniquum foret eâ lege astringi, ut sine consensu parentum non possent validè matrimonium inire.

Dico 3° : Pater non potest per se præcepto cogere filium aut filiam ad matrimonium, sed potest eum inducere ex rationabili causâ : et tunc sicut se habet filius ad causam, sic se habet ad præceptum patris, ut scilicet si causa illa cogat de necessitate vel de honestate, et præceptum patris similiter, aliàs non. (Supp. q. 47, a. 5, O.)

Prob. prima pars : 1° In matrimonio est quasi quædam servitus perpetua, in quam ordinariè inducit amor et ad quam connaturaliter requiritur : atqui pater non potest præcepto cogere filium ad hanc perpetuam servitutem, cùm sit natus liberæ conditionis, et coactio impediat amorem, seu saltem non inducat; ergo. (Ibid.)

Neque dicas, secundùm jura antiqua, patrem posse vendere filium in servum. Disparitas est, quòd servitus civilis non sit perpetua, potest enim redimi pecuniâ, neque connaturaliter exigit amorem sicut matrimonium.

Prob. 2° : Superioris est aliquem compellere præcepto : atqui pater non est filio superior dùm agitur de matrimonio eligendo; ergo. (2-2, q. 104, a. 5, O.) Prob. min. verbis et ratione auctoris. In his quæ ad naturam hominis pertinent, homo homini obedire non tenetur, sed solùm Deo, quia omnes homines sunt naturâ pares, non hoc sensu quòd, attentâ solâ naturâ, nulla foret hominum inæqualitas, sed quòd, quantùm ad ea quæ spectant naturam, hoc est, corporis sustentationem et prolis generationem, omnes homines sint pares, et nullus alteri obedire teneatur per se loquendo, sicque ubi agitur de matrimonio contrahendo et de sustentatione corporis per cibum et potum, neque servi dominis, neque filii parentibus per se obedire tenentur.

Secunda pars patet : quia filii, propter pietatem et reverentiam debitam parentibus, tenentur eorum voluntati acquiescere pro ratione et justitiâ eorum voluntatis, etiam in his rebus in quibus illis non subduntur, alioquin gravem pro gravitate materiæ illis irrogaturi injuriam.

Juxta hanc rationem, ista obligatio, ut patet, non est obedientiæ, sed pietatis et reverentiæ. Potest etiam esse obedientiæ per accidens. Si enim filius aliunde teneatur ad matrimonium, puta, quia virginem defloravit sub spe matrimonii, aut matrimonium est necessarium ad sedandas graves et inveteratas inimicitias, vel ad sustentandam inopiam patris; potest pater præcipere filio ut faciat id ad quod aliunde tenetur, et consequenter ut ineat matrimonium, circa quod libertatem amisit; cui præcepto tenetur filius per accidens obedire, et ideò dixi in conclusione, *per se*.

Dico 4° : Quamvis matrimonia inconsultis aut etiam invitis parentibus sint rata et valida, quamvis parentes per se non possint filios aut filias præcepto cogere ad matrimonium, plerùmque tamen hæc matrimonia sunt graviter illicita.

Prob. : 1° quia jure tam civili quàm canonico severè prohibentur, ut patebit ex solu. obj.; 2° quia, ut modò dicebam, honor debitus parentibus exigit ne liberi quid magnum et perpetuum, quale est matrimonium, suscipiant absque consilio et consensu parentum; 3° quia interest parentum quem generum aut quam nurum sint habituri, cui dotem immerent, et parentis officia tanquàm filio et filiæ impendant; 4° quia parentes, experientiâ et ætate plerùmque, filiis prudentiores, possunt illis rectè consulere, idque volunt, quia eos impensè diligunt; 5° quia filii etiam conjugati in multis adhuc indigent consilio et auxilio parentum.

Dixi, *plerùmque* quia in certis casibus licitum est filiis contrahere matrimonium inconsultis aut etiam invitis parentibus, ut si filius longè distet à parentibus et urgeat honestum ac utile matrimonium, vel si parentes sint aut prudenter judicentur irrationabiliter inviti, puta, sicut modò dicebam, si contradicant ex odio, ex morositate, ex avaritiâ, quia nolunt solvere dotem aut privari laboribus filiorum, vel quia ex pietate præposterâ volunt inducere in religionem.

Solvuntur objectiones.

Obj. 1° contra primam conclusionem : S. Scriptura passim filiorum conjugia constituit in potestate parentum, Exod. 22 et 34, Deuter. 7, Eccli. 7, 1 Cor. 7; ergo. — Resp. ex S. Scripturis nihil aliud evinci quàm quòd ad parentes pertineat cura providendi filiis matrimonia convenientia, et quòd honestas et reverentia debita parentibus exigant quòd filii et maximè filiæ, quæ sunt verecundiores, acquiescant in hoc consiliis parentum.

Inst. : Si filia aliquid voverit, pater potest illius votum irritare, Num. 3; ergo pariter matrimonium. — Resp. legem hanc secundùm aliquos spectare puellam impuberem, secundùm alios spectare vota de rebus domesticis, non de his quæ pertinent ad statum vitæ.

Obj. 2° contra secundam conclusionem : Evaristus papa, epist. ad episcopos Africanos, quæ refertur causâ 30, q. 5, cap. 1, dicit non esse legitimum matrimonium sine consensu parentum, et aliter contracta vocat adulteria, stupra et fornicationes; ergo. — Resp. Evaristum ibidem præter consensum plura alia requirere ad legitimum matrimonium, ut quòd puella dotetur, quòd à paranymphis custodita et sociata offeratur, quòd matrimonium benedicatur à sacerdote cum precibus et oblationibus, et quòd conjungendi biduo vel triduo orationi vacent et castitatem servent; atque aliter contracta matrimonia dicit pariter esse illegitima et vocat adulteria, fornicationes, etc. Quis tamen dicat matrimonia absque his omnibus circumstantiis inita, esse illegitima, fornicationes et adulteria? Palàm est ergo Evaristum vocare hæc matrimonia illegitima, non quia sunt invalida, sed quia non contrahuntur secundùm leges; vocat autem adulteria, fornicationes, etc., secundùm quamdam exaggerationem, quia sunt illicita et prohibita; manifestum est enim non esse adulteria. Habent tamen speciem fornicationis et adulterii, quia furtivè fiunt, et meretricio magis quàm maritali affectu suscipiuntur : unde pontifex paulò post vocat ea mala et illicita, non præcipit tamen ea dissolvi, sed puniri.

Inst. : S. Basilius, epist. ad Amphilochium, cap. 42, matrimonia contracta invitis parentibus vocat sicut Evaristus fornicationes. Cap. 40, idem affirmat de conjugiis servorum sine consensu domini; et can. 42, hanc rationem profert : « Quia eorum qui sunt in alterius potestate, pacta conventa firmi nihil habent. » In eamdem rem laudantur Tertullianus, lib. 2 ad uxorem, cap. 9; S. Ambrosius, lib. 1, de Abraham, cap. ultimo; S. Leo, epist. 92, cap. 2; concil. Aurel. anno 541; Paris. 557; Turon. 757 et alia. — Resp. hæc SS. Patrum dicta et statuta intelligenda esse de matrimoniis illicitis, non invalidis, aut de invalidis, non in foro conscientiæ, sed in foro Ecclesiæ quæ de occultis non judicat. *Nisi dicas* cum quibusdam hæc matrimonia, juxta veterem quarumdam Ecclesiarum disciplinam, habita fuisse olim invalida, sed hanc veterem disciplinam et antiqua jura particularia esse emendata per posteriora, præsertim per Tridentinum. Quod non nocet nostræ conclusioni, nec favet hæreticis qui dicunt hæc matrimonia esse irrita jure naturali et divino.

Obj. 3° leges et edicta plurium regum Galliæ quibus matrimonia filiorumfamiliàs sine consensu parentum declarantur invalida (*non valablement contractés*). Ita fert edictum Henrici III in comitiis Blesensibus anno 1579, annis sexdecim post concilium Tridentinum : hoc autem edictum fuit confirmatum edicto Henrici IV 1606, et Ludovici XIII 1629 et 1639. « Volumus, inquit in priori edicto, omnia matrimonia contra dicti statuti (Blesensis) tenorem contracta, declarari invalidè contracta : obligabunturque judices ecclesiastici causas matrimoniales convenienter huic articulo dijudicare ; » ergo. — Resp. his edictis matrimonia sine consensu parentum contracta declarari invalida quoad civiles effectus tantùm, nempe quoad dotem uxoris, jus ad hæreditatem, prolium legitimationem et similia, non verò quoad contractum humanum et spiritualem Sacramenti. Ita respondit Ludovicus XIII libello supplici cleri Gallicani in comitiis generalibus Parisiis congregatis anno 1629. Tenor libelli supplicis sic est : « Rex humillime supplicatur ut considerare non pigeat quantum sit momentum in hoc articulo, qui eget expositione ad duarum difficultatum elucidationem. Prima est, ut non aliter intelligantur hæ voces *validè* aut *invalidè* contractum matrimonium, quàm per relationem ad contractum civilem, et nullatenùs ad contractum spiritualem Sacramenti. Secunda, ut non astringantur ecclesiastici ad judicandum secundùm hujus edicti simulque Blesensis articulos, sed juxta sacros canones et ecclesiastica decreta, quæ sunt unica regula et norma judicii ecclesiasticorum. Hi enim nec possunt nec debent jurisdictionem quam à solo Deo collatam habent circa res spirituales, ab ipsis laicis mutuare. Quapropter necesse est ex ipso articulo resecare hæc verba : *Et obligabuntur ecclesiastici judices in causis istiusmodi matrimonium judicare ad hujus articuli normam.* »

Huic cleri Gallicani supplici postulationi, rex christianissimus, per regii sigilli custodem de Marillac aliosque selectos comites consistorianos, sic respondit : « Commonitio cleri, quod spectat ad priorem difficultatem, sic resoluta fuit, validè aut invalidè contracta matrimonia non esse aliter explicanda quàm per solam relationem ad contractum civilem per laicos judices : altera pariter difficultas, justa et rationi congrua visa est. » Ita refert Honoratus Tournely, ex tom. 5 Commentariorum cleri Gallicani.

Inst. 1° : Ita his edictis matrimonia sine consensu parentum declarantur invalida, ut iis qui sic contrahunt fiat potestas convolandi ad alias nuptias, quod constat ex pluribus arrestis supremarum curiarum in Gallià, quæ referunt collectores ; ergo declarantur nulla non solùm quoad effectus civiles, sed etiam quoad contractum humanum et spiritualem Sacramenti. — Resp. Et inprimis his arrestis oppono alia etiam supremarum curiarum quibus dicta matrimonia declarantur valida. Hæc arresta, teste Tournely, referunt auctor Diarii audientiarum, tom. 1, pag. 177 et 284 ; Bardet in suà Collectione, tom. 2, pag. 227 et 329 ; Bonagius in Commentariis in consuetudinem Normanniæ, tom. 2, pag. 31. Oppono insuper declarationem contrariam Ludovici XIII, de quà paulò supra. Ut ergo ista omnia concilientur, resp. 2° arrestis in instantiâ relatis matrimonia sine consensu parentum declarata fuisse nulla, non præcisè propter defectum consensûs parentum, sed propter vel clandestinitatem, vel raptum, vel aliquod aliud impedimentum dirimens simul occurrens, vel saltem ex præsumptione, quòd qui insciis parentibus contrahunt, in aliquem defectum matrimonio essentialem impingant ; nec contrarium evinci potest ex laudatis arrestis.

Inst. 2° : Matrimonia filiæ Caroli Calvi cum Balduino comite, et Gastonis ducis Aurelianensis fratris Ludovici XIII cum Margaritâ Lotharingâ anno 1633, ob solum defectum consensûs regis, judicio ecclesiastico et civili declarata fuerunt invalida ; ergo. — Respondent scriptores Galli hoc esse speciale privilegium regum Galliæ, *antiquâ consuetudine præscriptum et ecclesiasticâ auctoritate munitum*, ut loquitur clerus Gallicanus in comitiis generalibus anni 1637, quòd sine eorum consensu invalida sint matrimonia filiorum suorum et aliorum regii sanguinis principum qui solio sunt proximi.

Denique toti huic argumento sit hæc brevis responsio : Cùm causas matrimoniales ad judices ecclesiasticos et non ad laicos pertinere definiverit sub anathemate concilium Trid., sess. 24, can. 12, sicque quoad præsentem casum declaraverit Ludovicus XIII, jura civilia hâc in re cedere debent juri ecclesiastico.

Petes an sint justæ leges civiles permittentes parentibus exhæredare filios, contra eorum voluntatem contrahentes matrimonium — Quidam negant, eò quòd noceant libertati matrimonii : alii tamen communiùs affirmant, quia videntur necessariæ ad refrenandos stultos et indiscretos adolescentum amores, ex quibus tot infelicia et scandalosa matrimonia sequuntur. Ad rationem oppositam, resp. eas leges nocere quidem libertati matrimonii effrenatæ, at non honestæ et moderatæ. Ubi enim probatur injustus parentum dissensus, nulla est aut esse debet exhæredatio ; non enim censentur leges eam in hoc casu permittere. Cæterùm meminerint parentes libertatis matrimonii, nec nimis rigidè his legibus insistant.

Articulus VII.

Quomodò matrimonium invalidè contractum, ratum effici possit et debeat.

Observandum inprimis matrimonium posse duplici modo invalidè contrahi : 1° inter personas inhabiles ratione impedimenti dirimentis ; 2° inter personas aliunde habiles defectu solius eorum consensûs, quia nempe vel fictè, vel ex metu, vel ex errore consenserunt, nullo alio irretitæ impedimento. Item matrimonium est invalidum vel occultè, vel publicè : voco hìc publicè invalidum, non solùm quando est deductum ad forum contentiosum, sed etiam quando duobus testibus idoneis ejus invaliditas probari potest. His observatis,

Suppono 1°, ad matrimonii invalidi revalidationem (venia sit verbo) necessariò esse adhibendum et supplendum quod ipsi defuit : unde si defuit consensus inter personas habiles, debet saltem qui non consensit, aut coactè vel ex errore consensit, liberè consentire. Si personæ erant inhabiles ratione impedimenti, debent reddi habiles obtentâ dispensatione impedimenti, et tunc de novo consensum mutuum exteriùs exprimere : 1° quia dispensatio per quam remotum est impedimentum non dat valorem matrimonio priùs contracto, sed solùm facit illas personas habiles ad contrahendum ; 2° quia consensus antea expressus erat omninò illegitimus, utpote inter personas inhabiles et super materiam illegitimam, ac propterea nullus ; ergo debet novus accedere. Nec potest dici quòd prior perseveret, quia consensus qui nunquàm fuit verus non potest permanere.

Suppono 2° quòd, quando matrimonium est publicè nullum, aut ejus nullitas potest probari duobus saltem testibus sufficientibus, debeat de novo contrahi coram parocho et testibus, quantùmvis jam fuerit antea solennizatum ; quia si tunc sufficeret consensus clandestinus ad matrimonium validè de novo contrahendum, ex tali matrimonio oriri possent inconvenientia, propter quæ Trid. voluit irrita esse matrimonia clandestina, scilicet dissolubilitas hujus veri matrimonii, perpetuus cum aliâ concubinatus, etc. Posset enim probari ejus nullitas et non posset probari validitas, sicque impunè conjuges possent ad nutum separari et ad alias nuptias convolare.

Quidam idem censent, si aut parochus aut unus testium noverit nullitatem ; quod quidem verum existimo, si aliunde quàm ex confessione nullitatis conscius fuerit, quando prior contractus actu celebrabatur : quia tunc non potest dici testis matrimonii, nec potest de ejus valore testificari : secùs verò si tunc

ignorabat et postea resciat, sed taliter quòd non possit probari in foro externo; quia tunc fuit testis contractûs præsumptè validi in facie ecclesiæ, idque potest testari, quod sufficit. Non enim debent nec possunt testes testificari reipsà esse validum matrimonium, cùm id scire nequeant, sed tantùm quòd secundùm formam Ecclesiæ, nullo apparente defectu, contraxerint.

Difficultas est igitur 1° an quando consensus unius tantùm defuit, debeat ex parte utriusque renovari; 2° an nullitas matrimonii debeat innotescere parti cujus requiritur de novo consensus, vel utrique, si utriusque requiratur antequàm consensum innovent; 3° an consensus debeat iterùm exprimi coram parocho et testibus. Graves sunt istæ difficultates pro praxi, nec parùm implicatæ. Probabiliora sequendo,

Dico 1° : Quando matrimonium est nullum defectu consensûs unius qui nempe, vel fictè, vel metu, vel errore consensit, probabiliùs sufficit, ut convalescat, hunc poni consensum, quandiù alter adhuc in priori consensu perseverat, seu eum non revocavit.

Colligitur ex D. Th., q. 47, a. 4, ad 2, ubi dicit quòd « Ex consensu libero illius qui coactus est, non fit matrimonium, nisi in quantum consensus præcedens in altero adhuc manet. » Ergo censet fieri matrimonium si consensus præcedens perseverat; censetur autem perseverare quamdiù non revocatur. Citantur etiam pro eâ sententiâ S. Bonaventura, S. Antoninus, Paludanus, Soto, Richardus, Navarrus, Sylvius et alii; eamque esse communem theologis et canonistis probat Fagnanus ad cap. *Licet*, de Sponsâ duorum, num. 2. Contradicunt tamen plures, Lessius, Pontius, Hurtado, Aversa, Henno, etc.

Ratio fundamentalis nostræ assertionis est, quia consensus alterius fuit, quantùm est ex se, validus et legitimus, ac sufficiens ad matrimonium, nec est revocatus; imò ita moraliter et virtualiter perseverat, ut vi illius persistat in possessione alterius compartis tanquàm rei suæ, subindeque nihil ex parte ejus desideratur, sed solùm deest consensus legitimus alterius; ergo hoc accedente, convalescit matrimonium.

Confirmatur : 1° Secundùm omnes, conjugum consensus non debent simul exprimi, id enim foret ridiculum, sed sufficit quòd unus ponatur quando alter adhuc moraliter perdurat. 2° Matrimonium spirituale quod contrahitur inter eligentes et electum, valet, licèt electi et eligentium consensus eodem tempore non ponantur, cap. *Cùm inter canonicos*, de Electione. 3° Si pars quæ coactè contraxit, spontaneè postea cohabitet, vel alteri commisceatur affectu conjugali, convalescit matrimonium, juxta cap. *Ad id*, de Sponsal. et Mat., cap. *Significavè*, de Eo qui duxit, et cap. *Proposuit*, de Conjugiis servor. Tandem ita convalescunt alii contractus civiles.

Dices : Consensus alterius verè consentientis fuit etiam nullus et illegitimus; ergo etiam debet renovari. Prob. ant. : Fuit consensus sub conditione si altera pars nunc consentiat, ita scilicet : *Trado me tibi, si tu de præsenti me acceptes;* item : *Accepto te, si nunc te mihi tradas;* non enim valet traditio unius sine acceptatione alterius, nec acceptatio sine traditione : atqui alter tunc non traditur, non acceptavit; ergo.

Confirmatur ex eo quòd Clemens VIII responderit utriusque consensum de novo requiri, ut refert Comitolus, lib. 1 Resp. moral., cap. 120. — Resp. : Neg. ant.; ad probat., neg. maj.; verum enim quidem est consensum alterius fuisse sub conditione : *Si acceptes, si vicissim te mihi tradas*, non tamen pro tempore præsenti tantùm; ubi enim hoc scriptum est et quo fundamento probatur? Sed consensus fertur in tempus præsens cum perseverantiâ in subsequens tempus, donec revocetur, ut fit in aliis contractibus civilibus, v. g., venditionis, emptionis, etc. Unde consensus partis seriò et liberè contrahentis fuit ex se intrinsecè validus, valida traditio, valida acceptatio pro quocumque tempore quo alter verè consentiret, verè traderet et acceptaret, et solùm extrinsecè quoad effectum pro tunc fuit invalidus, vel potiùs suspensus quamdiù altera pars legitimè non consentiret, quâ proinde consentiente, simpliciter matrimonium convalescit.

Ad Clementis VIII rescriptum, resp. de eo non constare authenticè, vel non fuisse datum nisi tanquàm à doctore particulari, sequente quod est tutius. Nam similiter requirit novam parochi et testium præsentiam, cujus tamen oppositum declarâsse Pium V refertur.

Petes utràm saltem ille novus consensus unius partis, non debeat aliquo signo exteriori exprimi. — Resp. tutiùs et probabiliùs affirmativè. Quia cùm debeat esse sensibiliter expressus, non videtur posse reddi sensibilis per priorem consensum tamdiù antecedentem. Cæterùm ad hoc sufficit quodcumque signum quo quis alteram partem tanquàm conjugem tractat et habet.

Dico 2° : Per se loquendo, ut matrimonium nullum convalescat, nullitas matrimonii debet innotescere parti cujus consensus requiritur; vel utrique, si utriusque requiratur antequàm consensum innovent. Est communis.

Ratio est, quia cùm prius matrimonium fuerit nullum, debent contrahentes novum intendere : atqui contrahens inscius nullitatis matrimonii, novum matrimonium non intendit, cùm persuasus de validitate primi credat id sibi impossibile, sed intendit ad summum priùs factum confirmare; ergo.

Non est tamen semper necesse ut causa nullitatis aperiatur ipsi ignoranti, si inde periculum infamiæ aut scandali subsit, ut si, v. g., sit impedimentum affinitatis ortum ex copulâ illicitâ cum sorore conjugis; sed sufficit indicare ob aliquem defectum in genere invalidum fuisse prius matrimonium. Existimat Sylvius posse allegari defectum consensûs, etsi fuerit datus; quia, inquit, cùm fuerit invalidus, potest appellari non consensus.

Dixi, *per se loquendo;* quia si ex declaratione nullitatis matrimonii parti eam ignoranti gravia mala et scandala timerentur, ut desertio, matrimonii dissolutio, prolium expositio, infamia gravis, rixæ et odia, etc., ut non rarò contingit, tunc sufficeret si novus consensus partis ignorantis procedat ex cognitione, non quidem expressâ nullitatis matrimonii, sed æquivalenti; ut si conscius nullitatis sollicitet alium in sui amorem et dicat : *Ita tibi afficior, ut si non esset inter nos matrimonium, nihilominùs te acciperem, et jam de facto ita te accipio; numquid tu similiter?* Si respondeat quòd sic, matrimonium convalescit; quia ignarus nullitatis non solùm intendit permanere in matrimonio priùs contracto, sed etiam inire novum, si prius non fuerit validum. Unde talis consensus ex errore non procedit. Ubi adverte non sufficere verba velleitatis : *Te acciperem, si non esses mea conjux*, sed requiri verba absoluta de præsenti : *Te accipio in uxorem, si non sis*, vel : *Accipio te in meam, quasi nunquàm accepissem, idem ego facio*, etc.

Quis autem modus et quando sit adhibendus, ut talem consensum obtineat à difficili comparte, petendum est ex conjugis conditione variisque circumstantiis ratâ prudentiâ perpensis. Cæterùm extra casum talis extremitatis et necessitatis, sistendum est conclusioni.

Sed si nec talis consensus possit obtineri? Hoc opus, hic labor est : tunc vel absolutè, secretò tamen, sunt separandi saltem quoad thorum; vel si uterque ignoret nullitatem, in bonâ fide sunt relinquendi.

Dico 3° : Ut matrimonium occultè nullum convalescat, non videtur requiri nova præsentia parochi et testium, sed sufficit, obtenta dispensatione, si requiratur, ut conjuges nullitatis conscii, ut dictum est, inter se solos renovent consensum.

Est probabilior et communior. Ita Navarrus, Bus-

feld, Henriquez, etc., quos citat et sequitur Sylvius, Coninck, Layman, Bonacinas, Henricus à S. Ignatio, etc.

Dixi 1°, *occultè nullum*, quia si esset publicè nullum, aut duobus testibus ejus nullitas posset probari, deberet iterùm exprimi consensus coram parocho et testibus, ut advertimus in capite articuli.

Dixi 2°, *nova præsentia;* suppono enim quòd priùs contraxerint, licèt invalidè propter occultum impedimentum, coram parocho et testibus : aliàs indubitatum est coram illis secundum consensum debere exprimi, cùm secùs utrobique foret matrimonium clandestinum, adeòque nullum.

Prob. conclusio : Tota ratio quæ movit concilium Trid. ad irritanda matrimonia clandestina, est ut impedirentur grandia mala quæ ex iis oriri solent, puta, quòd contrahentes sæpè cohabiterent sine vero matrimonio, aut, si verum sit, cùm probari non possit, dissolvant ad libitum, et ad alias nuptias transeant : atqui ista ratio cessat in nostro casu, nec talia inconvenientia inde obvenire possunt; constat enim Ecclesiæ de ejus valore quantùm constare potest, nec potest malitiosè dissolvi, cùm fuerit contractum in facie Ecclesiæ et ejus nullitas non possit probari, ut supponimus. Imò gravia incommoda et gravissima scandala sæpissimè sequerentur, si matrimonia quæ publicè valida habebantur, iterùm coram parocho et testibus contrahi deberent; ergo meritò colligimus Tridentinum suo decreto non comprehendisse casum quo matrimonium antea publicè contractum, sed occultè invalidum, revalidari debeat.

Confirmatur 1°: Concilium Trid., ut ex textu patet, solùm intendit irritare matrimonia clandestina quæ jam erant antea prohibita : atqui nullibi apparet prohibitam fuisse occultam revalidationem matrimonii, priùs in facie Ecclesiæ celebrati, sed ob impedimentum occultum invalidi. Confirmatur 2°, quia, juxta stylum curiæ, in rescripto dispensationis super hunc casum, à majori pœnitentiario ponitur : *Dispenso ut matrimonium secretò inter se contrahere valeant.*

Opponitur ex Comitolo, l. 1 Resp. moral., q. 120, contraria resolutio Clementis VIII. Verùm nos vicissim opponimus aliam resolutionem S. Pii V, Clementinæ contrariam, ex Navarro, cap. 22, n. 7, et lib. 4 Consil., cons. 14; item aliam S. Congregationis pariter contrariam, ut legitur in remiss. ad concil. Trid., sess. 24. c. 1, de Reform. matr. At neque ex illâ neque ex istis declarationibus aliquid certò erui potest pro alterutrâ sententiâ, quia non sunt authenticæ. Et fortè in casu Clementis VIII, nullum periculum aut damnum sequebatur ex iteratione publicâ matrimonii : unde meritò præcipiebat quod est tutius; fortè autem sequebatur in casu S. Pii V.

Sic enim et nos, quantùm ad praxim, suademus quod est tutius, scilicet revalidationem publicam matrimonii, in quantum fieri potest sine gravi damno aut scandalo. Et si parochus difficilè adesse possit, confessarius ab eo obtineat licentiam, quam in hoc casu dare tenetur parochus, et coram duobus fidissimis testibus res secretò agatur. Sed si nec ita res tacitè fieri possit, tunc locus est sententiæ assertæ.

Petes an si in rescripto dispensationis ponantur hæc vel similia verba : *Dispenso ut inter se publicè et servatâ formâ Tridentini contrahant*, possint nihilominùs renovare consensum inter se sine parocho et testibus, si jam priùs contraxerant coram illis? — Respondent affirmativè Sylvius, hìc, q. 45, a. 2; Pontius; Sporer et alii; quia forma concilii quam intendit dispensatio jam servata est, nec ipsi attentârunt aliter contrahere quàm coram parocho et testibus.

Digressio historica,

UTRUM INTER B. VIRGINEM ET S. JOSEPHUM FUERIT VERUM MATRIMONIUM.

Ad art. 5 præced. dissertat.

Dico : Inter B. Virginem et S. Josephum fuit verum matrimonium. Est communior et verior. (3 p., q. 29, a. 2, O.)

Prob. ex S. Scripturâ : Matth. 1, dicitur : *Jacob genuit Joseph virum Mariæ.* Item : *Cùm esset desponsata mater ejus Maria Joseph.* Item : *Joseph vir ejus.* Et : *Noli timere accipere Mariam conjugem tuam.* Luc. 2, Joseph ascendit in Bethleem *cum Mariâ desponsatâ sibi uxore prægnante.*

Confirmatur ex verbis Virginis, Luc. 2, sic alloquentis Filium : *Pater tuus et ego dolentes quærebamus te;* item verbis ejusdem evangelistæ : *Erant pater ejus et mater mirantes.* Non sic locuta fuisset Mater Filio, nec evangelista fidelibus, nisi Joseph fuisset Mariæ conjux. Confirmatur iterùm ex eo quòd Judæi vocabant Jesum filium Joseph, filium fabri, et Joseph patrem ejus. Hujus autem Judæorum opinionis, tametsi falsæ, alia ratio non fuit quàm quia notum erat Joseph et Mariam esse verè conjuges; alioquin Judæi Christo indubiè exprobrâssent ipsum ex fornicatione esse natum.

Prob. ex SS. Patribus : S. Ambrosius, l. de Inst. Virginis, c. 6, contra id quod objiciebatur tunc et etiam nunc objicitur, inter B. Virg. et Joseph non fuisse verum conjugium, quia inter eos non intercessit copula carnalis, dicit : « Nec illud moveat quod ait, quia Joseph accepit conjugem suam; cùm enim initiatur conjugium, tunc conjugii nomen adsciscitur. Non enim defloratio virginitatis facit conjugium, sed pactio conjugalis : denique cùm jungitur puella, conjugium est; non, cùm virili admixtione cognoscitur. »

S. Aug., l. 5, cap. 12, adversùs Julian., qui dicebat Mariam fuisse conjugem Joseph in hominum opinione tantùm, sicut Luc. 3 dicitur de Christo quòd putabatur filius Joseph, sic arguit : « Numquid et angelus loquens, unus ad unum, contra conscientiam et suam et ipsius cui loquebatur, secundùm opinionem potiùs quàm secundùm veritatem fuerat locuturus, qui ei dixit : *Noli timere accipere Mariam conjugem tuam?*... Dicit autem Lucas evangelista de Domino, quòd *putabatur filius Joseph*, quia ita putabatur, ut per ejus concubitum genitus crederetur. Hanc falsam voluit removere opinionem, non Mariam illius viri negare conjugem, contra angelum testem. » Eamdem veritatem asserit S. Augustinus, variis in locis, serm. 63 de Diversis; l. 1 de Nupt. et Concupis., c. 11; l. 2 de Consensu evang., c. 1, et alibi. Similiter alii Patres.

Hùc accedunt rationes propter quas congruebat ut Christus nasceretur ex virgine desponsatâ. (Ibid., a. 1, O.) Duodecim enumerat S. Thomas, quarum præcipuæ sunt : 1° ut per genealogiam Joseph, cui Maria erat cognata, origo quoque Mariæ monstraretur; 2° ne ipsa Virgo, si extra matrimonium filium haberet, infamaretur tanquàm fornicaria, aut etiam lapidaretur secundùm legem Deuteron. 22, et filius ejus tanquàm ex fornicatione natus pro Messiâ non reciperetur; 3° ut B. Virgo fugiens in Ægyptum haberet solatium, atque inde revertens ipsa et filius haberent obsequia et subsidia paterna; 4° ut ejus partus celaretur diabolo, dùm occasione matrimonii deceptus, putat illum non de virgine, sed de uxore natum : quamvis enim potuisset discernere inter virginem et corruptam, attamen vel id ex divinâ dispensatione non fuit permissum, vel ad singula in rebus humanis non semper attendit.

Obj. 1° ex S. Scripturâ : Matth. 1, Luc. 1 et 2,

Maria virgo dicitur tantùm *desponsata Joseph ;* ergo non erat conjugata. Item, ibid., Joseph, cùm invenisset Mariam habentem in utero, *voluit occultè dimittere eam :* juxta verò Deuter. 24, vir non poterat dimittere uxorem nisi dato illi libello repudii ; ergo Joseph non habebat Mariam pro uxore. — Resp. ad primum : Juxta morem S. Scripturæ, ii dicuntur sponsi et sponsæ qui, quamvis per verba de præsenti sint conjuncti, nondùm tamen sunt carnaliter commixti ; sic etiam nos loquimur dùm in nuptiarum celebratione vocamus conjunctos sponsum et sponsam : unde, Luc. 2, Joseph dicitur ascendisse in Bethleem *cum Mariâ sibi desponsatâ uxore :* ex quo manifestum est fuisse eamdem simul desponsatam et uxorem.

Ad secundum : Libellus repudii secundùm legem non dabatur nisi cùm vir sic dimittebat uxorem, ut illi faceret potestatem alteri nubendi ; non autem sic Joseph volebat dimittere uxorem ut ipse aliam duceret, et illi permitteret alium ducere : sed volebat eam occultè dimittere quoad habitationem tantùm. Cùm enim videret illam fetam, et causam ignoraret, et aliunde perspectam haberet ejus pudicitiam, noluit eam traducere ut adulteram, voluit tamen occultè se ab eâ separare, ne fortè, si vi illatâ, aut aliquâ aliâ ratione sibi incognitâ fuisset imprægnata, eam retinendo aliquam infamiam incurreret.

Obj. 2° ex SS. Patribus : Multi Patres dicunt Mariam mansisse innuptam, et non fuisse uxorem Joseph. S. Epiph., hæres. 78 : *Desponsata*, inquit, *fuit Maria, non nupta*, et : *Videbatur uxor et non erat.* S. Hieron., cont. Helvid., et in cap. 1 Matth. ad hæc verba : *Jacob genuit Joseph virum Mariæ*, ait : « Cùm virum audieris, suspicio tibi non subeat nuptiarum, sed recordare consuetudinis S. Scripturarum, quòd sponsi viri et sponsæ uxores vocantur. » S. Aug., serm. 17, de Temp., de B. Virg. scribit : « Concepit Virgo antequàm sponsum haberet, parit antequàm nubat. » S. Greg. in Evang., lib. 2, hom. 26, de Joseph ait : *Qui tamen ad ejus* (Mariæ) *nuptias non pervenit ;* ergo. — Resp. SS. Patres propugnantes contra hæreticos virginitatem Mariæ, in his et similibus sententiis vocare nuptias consummationem matrimonii, et nuptas seu uxores, jam viro cognitas ; sicut innuptas et sponsas vocant quæ, licèt sint matrimonio junctæ, nondùm tamen sunt cognitæ viris. Unde S. Epiphan., loco citato, dicit quòd Virgo non fuerit uxor Joseph, *quatenùs nullam cum eo habuit corporis copulationem ;* et S. Hier. : *Quatenùs oscula amplexusque non miscuerunt, nec rem egerunt nuptiarum.* Idem censendum de aliis. Insuper sermo laudatus de Tempore non est S. Augustini.

Obj. 3° : Secundùm communem opinionem, B. Virgo emiserat votum castitatis antequàm desponsaretur Joseph : atqui stante ejus voto non poterat matrimonium inire ; ergo. — Resp. : Hujus argumenti solutio patet ex art. 5 præced. dissert. Sive ergo B. Virgo ante desponsationem voverit castitatem conditionatè tantùm, ut sentit auctor, 3. p., q. 28, a. 4 ; sive absolutè, ut volunt alii, votum ejus non repugnabat matrimonio, quia matrimonium, ut diximus, consistit in traditione potestatis in mutua corpora, quæ potestas potest separari ab usu : solus autem usus repugnat voto castitatis. (In 4, d. 30.) Cùm itaque B. Virgo sciret ex divinâ revelatione et instinctu quòd usus nunquàm sequeretur, potuit sine læsione voti etiamsi absoluti tradere potestatem sui corporis Josepho, et acceptare potestatem illius, sicque facere verum matrimonium.

Petes utrùm matrimonium inter B. Virginem et S. Joseph fuerit perfectum. — Resp. fuisse perfectum perfectione essentiali, quæ consistit in mutuâ traditione et acceptatione potestatis in corpora : defuit autem illi aliqua perfectio accidentalis, nempe copula carnalis, per quam significaretur unio Christi cum Ecclesiâ per naturam : sed non erat opus hìc illâ significatione, quia in illo matrimonio res ipsa erat exhibenda, scilicet Verbi incarnatio, per quam conjungitur Ecclesiæ secundùm naturam.

THOMÆ EX CHARMES VITA.

Thomas *ex Charmes* (ab oppido Lotharingiæ ex quo oriundus sic appellatus) natus est anno 1703. Capucinorum familiæ aggregatus, sacram theologiam Nanceii professus est, ibidemque supremum diem obiit 3 januar. an. 1765.

Theologiam scripsit, 3 vol. in-12, Nanceii, 1777, ex quâ præsentem locum *de castitate in matrimonio servandâ* mutuamus. Lucido potissimùm stylo viget ille auctor, necnon clarâ disserendi methodo, ipsiusque opus propter omnimodæ orthodoxiæ laudem, cæteras inter maximè eminet de re theologicâ lucubrationes, quæ hisce postremis temporibus exaratæ sunt, ait Feller. Ubi inter Catholicos circa quamdam quæstionem controversia exsurgit, auctor noster firmiùs stabilitæ sententiæ necnon à duobus extremis remotiori adhærere solet. Extat hujusce *Theologiæ Compendium* ab ipso Thomâ elaboratum, ac Leodii typis recusum juxta quintam editionem, 1 vol. in-12, 1791.

DE CASTITATE IN USU MATRIMONII SERVANDA.

Nota : Circa usum matrimonii quinque hìc breviter nobis sunt exponenda. 1° Obligatio tum petendi, tum reddendi debitum conjugale ; 2° impedimenta tum petendi, tum reddendi debitum ; 3° finis quo exerceri debet actus conjugii ; 4° modus quo exercendus est actus conjugalis. 5° Varia peccata conjugum per tactus obscenos, etc.

§ 1. *De obligatione petendi et reddendi debiti.*

Quæres 1° an aliquando conjuges teneantur petere debitum. — Resp. : Non tenentur *per se loquendo*, quia nemo tenetur uti jure suo, at tenentur per accidens : 1° dùm quis videt aut suspicatur compartem suam ad actum conjugalem esse inclinatam, et ex verecundiâ debitum exigere non audere : ratio est quia tunc adest petitio tacita debiti ex parte compartis ; 2° dùm unus conjugum advertit in altero incontinentiæ periculum ; nam quisque tenetur ex charitate impedire peccatum proximi, dùm facilè potest ; 3° dùm id necessarium est ad fovendum amorem mutuum ; 4° dùm prolis generatio valdè necessaria est, vel bono publico, vel paci familiæ.

Quæres 2° quandonam conjuges teneantur reddere debitum. — Resp. : Tenentur sub mortali injustitiæ peccato, debitum reddere, dùm vel expressè, vel tacitè exigitur, nisi aliqua rationabilis causa ab eo reddendo, excuset. Id constat ex Apost. dicente, 1 Cor. 7, v. 3 : *Uxori vir debitum reddat, similiter et uxor viro ;* idque dictat justitia, cùm juxta eumdem apostolum, *mulier corporis sui potestatem non habet, sed vir ; similiter autem et vir*, etc.

Dixi : *Nisi aliqua rationabilis causa excuset :* excusatur enim 1° si constet alterum conjugem esse adulterum ; 2° si exigens remissè petat, aut dilationem facilè concedat, modò absit periculum incontinentiæ ; 3° si petens non sit sui compos, v. g., si sit ebrius aut amens, quia non petit more humano ; modò tamen absit periculum blasphemiæ aut incontinentiæ ; 4° si ex redditione, *proximum* subsit vitæ aut gravissimi morbi periculum ; v. g., si petens laboret morbo contagioso, puta gallico, vel leprâ, quia, ut ait D.Tho., in Suppl., q. 64, a. 1, ad 2 : *Uxor non habet potestatem in corpus viri, nisi salvâ consistentiâ ipsius corporis.*

Dixi, *proximum ;* nam propter remotum periculum, ut si mulier ordinariè in partu periclitaretur, ob id à redditione non excusaretur ; alioquin mulieres, saltem juniores, nunquàm tenerentur reddere debitum cùm ex conceptu vitæ periculum semper incurrant.

5° Si maritus petat tempore importuno, v. g., tempore fluxûs menstrui, puerperii, etc. ; 6° si sæpiùs petat, ita ut alter conjux illud reddere sit impar. Qui autem suâ culpâ, v. g., pollutionibus, ebrietatibus, reddendo debito impar fieret, grave injustitiæ peccatum perpetraret in confessione aperiendum.

Porrò non licet debitum denegare ob devotionem vel communionem intentam, si absolutè exigatur, vel si periculum sit incontinentiæ, contentionum, etc., neque ob paupertatem, seu metum impotentiæ sustentandi prolem numerosiorem ; nam debet in Dei providentiâ confidere. In quo casu possunt mutuo consensu abstinere à copulâ, modò absit periculum incontinentiæ, ut docet D. Antonin.

§ 2. *De iis quæ à petendo vel reddendo debito impediunt.*

Quær. 1° quibus casibus non licet debitum petere. — Resp. 1° : Moraliter certus de nullitate matrimonii nec potest debitum petere, nec reddere parti etiam ignoranti, *debetque potiùs* mortem et *excommunicationis sententiam humiliter sustinere, quàm per carnale commercium peccatum* (nempe fornicationis) *operari mortale,* docet Innoc. III, cap. *Inquisitioni*, de Sent. excom. Resp. 2° : Qui matrimonium contraxit cum dubio de matrimonii valore, debitum non potest petere, donec dubium prudenter deposuerit, alioquin se exponeret periculo fornicationis ; teneretur tamen reddere comparti quæ bonâ fide contraxit, ut docet Lucius III, cap. *Dominus*, de secundis Nuptiis.

Quòd si conjux uterque cum tali dubio contraxerit, neutri licet debitum petere vel reddere, quia stante tali dubio se exponerent periculo fornicandi.

Item qui post matrimonium bonâ fide contractum, incipit dubitare de ejus valore, tenetur de veritate diligenter inquirere ; et durante dubio non potest debitum petere, ne ultrò se exponat periculo fornicandi ; tenetur tamen reddere, nam debet vitare periculum violandi jus alterius ; ibidem.

Resp. 3° : Qui post initum matrimonium culpabiliter cognovit consanguineam compartis in primo vel secundo gradu, non potest petere debitum, cap. 1 et 10, de Eo qui cognovit ; comparti tamen innocenti tenetur reddere, *cùm suo jure non debeat sine culpâ suâ privari*, ait Innoc. III, cap. 6, eodem tit. ; secùs si compars ad hanc incestuosam copulam consensisset, tunc enim neutri liceret petere et reddere, cùm uterque esset in culpâ. Resp. 4° : Qui extra casum necessitatis prolem ex legitimâ uxore susceptam baptizat, aut in Baptismo tenet scienter, à petitione debiti impeditur ob contractam cognationem spiritualem ; nam quod dirimit matrimonium contrahendum, si superveniat matrimonio contracto, impedit petitionem debiti ex communi doctorum consensu ; non verò impeditur à redditione ejusdem, quia peccatum ejus non debet alteri imputari. Resp. 5° : Qui vovit castitatem sive ante, sive post matrimonium, non potest petere debitum, cap. 1, de Conversione conjugator., quia promissionem Deo factam, quantùm potest, servare tenetur ; teneturtamen reddere petenti, utpote habenti jus exigendi, nisi consenserit in votum compartis ; tunc enim cessit juri suo, in quo casu neutri licet petere et reddere.

Qui verò post matrimonium consummatum vovit religionem, aut sacros ordines, potest petere et reddere, quia per hoc votum contraxit solùm obligationem suscipiendi ordines, vel profitendi, si supervixerit ; sed statim post mortem conjugis tenetur votum implere.

Quær. 2° in quibus casibus non licet debitum reddere petenti. —Resp. : Ad resolutionem quæsiti dantur communiter tres regulæ. Prima regula, quando petere est mortale propter circumstantiam se tenentem ex parte copulæ quæ ob eam fiat illicita, v. g., si petatur in loco sacro, vel publico, tunc est mortale reddere ; quia sicut petitio, ita et redditio afficitur illâ pravâ circumstantiâ ; utraque enim polluit locum sacrum, utraque est scandalum in loco publico. Secunda regula, quando petere est mortale ob circumstantiam personalem petentis, distinguendum est ; si mala circumstantia hìc et nunc possit à petitione separari, v. g., in eo qui malo fine petit, tunc non peccat reddens ; si verò mala circumstantia hìc et nunc non possit à petitione separari, v. g., in eo qui votum castitatis emisit, tunc peccat mortaliter reddens.

Suadent autem doctores ut compars quæ non vovit petat, dùm prævidet debitum à vovente petendum, et tunc utrique licita est copula.

Tertia regula, quando petere est solùm culpa venialis, reddere nulla culpa est, quia ordinariè adest causa excusans, v. g., ne detur occasio rixarum, odii, etc., quare in tali casu plerùmque obligatur ad reddendum, cùm nempe periculum est ne petens graviùs peccet si denegetur.

§ 3. *De fine quo exercendus est actus conjugii.*

Quæres quo fine actus conjugalis sit exercendus, ut conjuges ab omni culpâ sint immunes? — Resp. : Triplicem assignat Catechismus conc. Trid., parte 2, de Matrim. Primus est prolis generatio ad quam hic contractus per se ordinatur ; secundus est remedium concupiscentiæ ; hunc finem esse licitum

Prob. 1° : Quia matrimonium est secundariò institutum in remedium concupiscentiæ, dicente Apostolo, 1 Cor. 7, v. 2 : *Propter fornicationem unusquisque suam uxorem habeat ;* ergo remedium concupiscentiæ est finis licitus matrimonii, quem approbat Ecclesia, recipiens matrimonium senum quibus nulla est spes prolis suscipiendæ.

Prob. 2° : Exigere debitum ad impediendam compartis incontinentiam est actus licitus et charitatis ; ergo et exigere ad eam in se vitandam, cùm ordo charitatis postulet ut in iisdem circumstantiis priùs nostro quàm proximi bono spirituali, imò et temporali, consulamus.

Dices 1° : Nonnulli ex sanctis Patribus eos qui actum conjugalem exercent ad vitandam propriam suam incontinentiam, asserunt peccare venialiter ; ergo, etc. — Resp. : Dist. ant. : Docent peccare venialiter, quia rarissimè contingit ut conjuges, sub prætextu vitandæ incontinentiæ, potiùs libidini non serviant quàm rationem sequantur, conc. ant. ; certum namque est *opus conjugii propter libidinem solam exercitum omni culpâ non carere, nec defectu veniali*, ut definivit Innoc. XI, in damnatione propositionis oppositæ : præcisè quia exercent copulam ad vitandam propriam incontinentiam, nego.

Dices 2° : Matrimonium non fuit ordinatum ad vitandam propriam incontinentiam ; ergo hic finis non est licitus. — Resp. : Nec etiam ordinatum esse ad præcavendam compartis eamdem incontinentiam ; fatentur tamen adversarii propter eam licitè ac meritoriè copulam exerceri posse ; et quare? nisi quia per accidens et secundariò ad hunc finem ordinatum est matrimonium, supposito ac præviso lapsu hominis ad venerea inclinati.

Tertius est affectus quo vir erga mulierem et uxor

erga virum naturaliter afficitur, modò excludatur libidinis deordinatio et excessus qui semper est venialis.

Prob. quòd hic finis sit licitus : 1° quia ex Patribus talis affectus est honestus ac legitimus ; ergo et actus conjugalis ex eo exercitus ; 2° quia hæc amicalis commixtio nec rationi repugnat, nec sanctitati ac fini matrimonii quod est essentialiter amorosa maris et feminæ individua conjunctio et societas.

§ 4. *De modo quo exercendus est actus matrimonii.*

Quæres quandonam conjuges peccant in usu conjugii.

Pudet, fateor, de peccatis conjugum loqui ; obscena magis silentio prætermittemus, ea duntaxat explicabimus quæ absolutè confessariis necessaria sunt, ne cæci cæcis ducatum præstando, cum pœnitentibus in foveam cadant ; itaque

Resp. conjuges multipliciter peccare posse et quidem mortaliter ; 1° *ratione affectûs inordinati ;* si nimirùm coiens cum suâ, ad aliam quam carnaliter amat affectum suum dirigeret ; 2° *ratione loci* ubi copula exercetur : si enim in loco sacro exerceatur, est sacrilegium mortale ; si coram aliis, est scandalum mortale ; idem dicendum de tactibus et aliis blanditiis lascivis inter conjuges habitis ; 3° *ratione modi* peccant mortaliter, 1° si coeant extra vas naturale, sive completè in ipso seminando, sive incompletè, est enim peccatum sodomiæ ; 2° si quovis modo semen humanum extra vas naturale effundant, quia hic coitus adversatur bono speciei, vocaturque in Scripturâ res detestabilis, Genes. 38 ; 3° si quovis modo generationem impediant, aut impedire tentent, v. g., mulieres quæ, ne concipiant, susceptum semen ejiciunt, aut ejicere conantur, nam hoc repugnat fini seminis, qui est generatio ; 4° qui de industriâ se retrahunt absque seminatione integrâ, peccant mortaliter ob periculum pollutionis, quod tunc nunquàm abest saltem ab alterutro : hæc omnia sunt gravissima peccata contra naturam ; sed

Quæres an peccent conjuges qui immutant situm et ordinem naturalem, servato vase debito. — Resp. : Si immutent ordinem naturalem cum periculo pollutionis, peccant mortaliter ; si absit tale periculum peccant tantùm venialiter, quia est eversio naturalis ordinis in modo tantùm accidentali, cùm talis eversio non impediat generationem ; imò si immutatio talis fiat ex necessitate, quia nempe conjuges aliter convenire nequeunt, nullatenùs peccant citra periculum pollutionis.

4° *Ratione damni ex copulâ orituri ;* si, v. g., actum illum exerceant cum periculo abortûs ; nam abortio est mortalis ; ergo et ejus periculum voluntarium. Sed

Quæres quale est peccatum accedere ad uxorem tempore vel gravitatis, vel fluxûs menstrui, vel puerperii. — Resp. 1° : Exigere debitum ab uxore gravidâ, si sit periculum abortûs, est mortale ; si absit tale periculum, nullum est per se peccatum. Resp. 2° : Circa concubitum cum uxore menstruatâ vel puerperâ non ita conveniunt theologi ; aliqui censent lethaliter peccare tam reddentem quàm petentem, quia, inquiunt, talis concubitus est noxius proli quæ nascitur vel leprosa, vel elephantica. Alii asserunt esse veniale tantùm, sed grave intra latitudinem peccati venialis ; his adhæremus ; est enim contra experientiam tale concubitum esse noxium proli.

§ 5. *De tactibus, aspectibus obscenis*, etc., *inter conjuges.*

Quæres an et qualia sint peccata tactûs, aspectûs, et oscula obscena inter conjuges. — Resp. : Tactus, aspectus, oscula, si sine pollutionis periculo immediatè referantur ad copulam, nec fiant propter voluptatem, non sunt peccaminosa ; quia licitè se juvant et excitant conjuges ad actum honestum.

Dixi 1° *si fiant sine periculo pollutionis ;* quia si fiant cum tali periculo (quod rarò abesse potest, cùm spiritus genitales ex se valdè excitent), sunt mortalia.

Dixi 2° *nec fiant propter voluptatem :* quia si propter hunc finem præcisè fiant, sunt culpa saltem venialis, ut definivit Innoc. XI, in damnatione hujus propos. : *Opus conjugii ob solam voluptatem exercitum penitus careret culpâ veniali ac defectu.*

Si verò tactus, aspectus, etc., exerceantur sine animo perveniendi ad copulam, secundùm D. Antoninum, sunt mortales, quia tales actus non sunt liciti conjugibus, nisi in ordine ad copulam ; at æstimamus cum aliis esse solùm veniales, quia ex naturâ suâ ordinantur ad copulam ipsi licitam. Quòd si fiant ab uno conjuge in absentiâ compartis, sunt mortales, quia ex naturâ suâ tendunt ad pollutionem.

Nota hìc breviter pœnitentes, maximè mulieres, de his rebus citra necessitatem, et in necessitate, non nisi magnâ cautelâ, esse interrogandos, *ne vituperetur ministerium nostrum*, et imbecilles scandalum patiantur, experimentum sumendo de iis quæ antea ignorabant.

MONITUM.

Duplicem sententiam in quæstionibus circa quas sensus diversos amplecti salvâ fide licet, exhibendam à nobis haud semel pro natâ occasione promisimus. Hinc, quoniam de ministro Sacramenti Matrimonii, ac de potestate principum quoad impedimenta, in duas partes scinduntur auctores catholici, Theologiam Nanceiensem exscribimus, ut circa prius punctum P. Perrone auctoritas alterius auctoritate compensetur, iterùmque ad calcem voluminis plurium Galliæ theologorum circa posterius opinionem clarissimi viri sententiæ opponimus. Aliud insuper hæc agentes mente propositum habemus, nempe ut Gallici nostri lectores edoceantur quâ in re differant, quove modo conciliari possint, necnon in quo ab invicem omninò disjunctæ maneant doctrinæ civiles et ecclesiasticæ quantùm ad ea quæ sponsalia, banna, ministrum, impedimenta, dispensationes, causas ac remedia nullitatis matrimonii respiciunt. Hinc præterea pro Gallis nostri hujusce de Matrimonio tractatûs pars quæ ad disciplinam spectat, per auctores infra adducendos necnon per ea quæ in tractatu Moser de *Impedimentis* dicta sunt, apprimè absolvitur, quemadmodùm pro totâ simul Ecclesiâ pars doctrinalis à P. Perrone præsentibus temporum adjunctis peropportunè accommodatur.

DE MINISTRO, MATERIA, FORMA ET EFFECTIBUS

SACRAMENTI MATRIMONII.

(THEOL. NANCEIENS., *Lect. Theol. de Matrim.*, dissert. ult., cap. 2, 3 et 4.)

§ 1. *De ministro Sacramenti Matrimonii.*

Hic non quæritur utrùm aliquis sit Sacramenti Matrimonii minister. Eâdem enim fide quâ creditur matrimonium verum et propriè dictum esse novæ le-

gis Sacramentum, credendum est etiam aliquem ejus ministrum existere. Sed quæritur, quinam sit ille minister, an solus sacerdos, an soli contrahentes. Cùm autem circa illam quæstionem, sicut circa aliam quamlibet nondùm ab Ecclesiâ definitam, in partes oppositas distrahantur theologi, sententiæ quæ nobis probabilior videtur ita argumenta proponemus, ut pari fide oppositæ momenta, qualia apud optimos ejus defensores exstant, referamus; sicque libratis hinc et indè rationibus, quisque ei possit quæ magis placebit opinioni adhærere. Itaque sit

CONCLUSIO. — *Probabilius videtur Matrimonii Sacramenti ministrum solum esse sacerdotem.*

Prob. 1° ex conciliis. Concilium Florentinum, vel potiùs Eugenius IV, in decreto quod fuit à concilio Florentino solemniter approbatum, hæc habet: *Omnia Sacramenta tribus perficiuntur, videlicet rebus tanquàm materiâ, verbis tanquàm formâ, et personâ ministri conferentis Sacramentum cum intentione faciendi quod facit Ecclesia; quorum si aliquod desit, non perficitur Sacramentum.* Cùm igitur ex illo decreto quodlibet novæ legis Sacramentum ita *perficiatur, verbis tanquàm formâ*, ut si verba *desint, non perficiatur Sacramentum*, sequitur eum non esse Sacramenti Matrimonii ministrum, à quo, ad hujus Sacramenti *perfectionem*, ne unum quidem verbum proferri necessum est. Atqui, juxta omnes, licèt alterutra, vel etiam utraque pars nullum omninò in celebratione Matrimonii verbum emitteret, suumque consensum nutibus duntaxat, aliisve æquivalentibus signis exprimeret, nihilominùs *perficeretur* Sacramentum; cùm, nemine diffitente, non minùs in Sacramenti quàm in contractûs ratione valeant mutorum conjugia. Neutra ergo pars contrahens, solusque proindè sacerdos pro Matrimonii Sacramenti ministro habendus est.

Nec dicatur per *verba*, in Eugenii decreto, ipsos etiam nutus, qui reipsà sunt *quasi verba*, debere intelligi. In his enim quæ ad Sacramentorum spectant materiam vel formam, omnia sunt ad rigorem litteræ accipienda.

Præterea, si per verba ipsa etiam *quasi verba*, nutus nimirùm, in Eugenii decreto intelligenda forent, maximè sanè pro Sacramentis quorum ad salutem absoluta est necessitas, Baptismo videlicet et Pœnitentiâ. Atqui tamen, ad validam hujus etiam utriusque Sacramenti confectionem, adeò essentialia sunt verba propriè dicta, ut mutus, in nullo vel extremæ necessitatis casu, validè possit baptizare, vel si sit sacerdos, validè absolvere. Ergo, etc.

Concilium Coloniense anno 1536 celebratum promulgari jussit Enchyridium, cujus penultimo in capite hæc leguntur de Matrimonii Sacramento: *Quantò magis putandum est in novâ lege sacerdotes.... legitimos esse hujus Sacramenti* MINISTROS.

Cameracense verò, anno 1567: *Cum constet*, inquit, *in matrimonio habendam esse rationem non solùm divinæ constitutionis, sed etiam Sacramenti et gratiæ quam in illo consequuntur fideles, admonendos duximus parochos, hujus* MINISTROS, etc.

Acta demùm Ecclesiæ Mediolanensis, à S. Carolo Borromæo majori ex parte confecta, partis 4 § 1 sic habent: *Sacramenta quinque tantùm, nempe Baptismum, Eucharistiam, Pœnitentiam, Matrimonium et Extremam-Unctionem parochus ex officio* ADMINISTRARE *potest; in* quibus parochus non aliter Matrimonii quàm ipsius *Eucharistiæ* minister appellatur.

Reponunt equidem adversæ sententiæ defensores, ex istis similibusque locis id unum, quod omnes fatentur, concludi posse, solum scilicet sacerdotem ministrum esse *solemnitatis* cum quâ, ex præcepto Ecclesiæ, celebrandum est Matrimonii Sacramentum, non verò, ut aiunt, ministrum esse ipsius *confectionis Sacramenti*.... Verùm enim verò, qui fieri potest sacerdotem qui, juxta ipsos, solam facit *solemnitatem*, ubique tamen, et quidem sine addito dici ministrum Sacramenti; partes verò quæ, juxta eosdem, ipsam conficiunt Sacramenti substantiam, ne semel quidem in conciliis eodem nomine nuncupari?

Prob. 2° ex SS. PP. Scilicet SS. Patres nunquàm à partibus nubentibus, semper verò ab ipsis benedicente sacerdote nuptiarum depromunt sanctitatem. *Undè sufficiamus*, inquit Tertullianus, lib. 2 ad Uxorem, *ad enarrandam felicitatem hujus matrimonii, quod* ECCLESIA CONCILIAT, CONFIRMAT OBLATIO, OBSIGNAT BENEDICTIO? S. verò Ambrosius, epist. 19, n. 7: *Conjugium* BENEDICTIONE SACERDOTALI SANCTIFICARI OPORTET. Atqui, si Matrimonii Sacramenti ministri essent soli contrahentes, multò magis ab ipsis quàm ab iis benedicente sacerdote depromenda foret sanctitas nuptiarum: siquidem, in hâc hypothesi, propria Sacramento gratia sanctificans à solis contrahentibus, minimè verò ab iisdem benedicente sacerdote, proflueret.

Prob 3° ex libris Ritualibus. Vetus Sacerdotale Romanum ab Alberto Castellano, dominicano, anno 1494 editum, sic habet: *Contrahentibus respondentibus se nec affines nec consanguineos*, etc., *sacerdos pronuntiet verba quæ sunt* FORMA *hujus Sacramenti, cum consensu utriusque partis.* Atqui qui Sacramenti formam pronuntiat, ipse ex omnibus minister est Sacramenti. Ergo, etc.

Nec concludatur ex istis, *cum consensu utriusque partis* non sola verba sacerdotis, sed et *consensum utriusque partis* hujus esse formam Sacramenti. Ex toto enim contextu patet hæc posteriora verba ad illa: *sacerdos pronuntiet*, non verò ad ista: *forma hujus Sacramenti*, esse referenda; adeò ut sensus sit: *Cum consensu utriusque partis sacerdos pronuntiet verba quæ sunt forma hujus Sacramenti;* minimè verò: *Sacerdos pronuntiet verba quæ, unà cum consensu utriusque partis, sunt forma hujus Sacramenti.*

Manuale Mechliniense, ann. 1589 promulgatum: *Stante viro*, inquit, *ad dexteram, muliere verò ad sinistram, sacerdos hujus Sacramenti* MINISTER, *sponsum ac sponsam aspergat*, etc.

Denique Rituale Romanum, jussu Pauli V seculo XVII ineunte editum, et hodiè etiam in plerisque orbis catholici ecclesiis usitatum, in ipsâ præfatione hæc habet: *Cæterùm, illorum tantùm Sacramentorum quorum administratio ad parochos pertinet, ritus in hoc opere præscribuntur: cujusmodi sunt Baptismus, Pœnitentia, Eucharistia, Extrema-Unctio et Matrimonium.* Igitur, juxta Rituale Romanum, non minùs Matrimonii quàm alterius Sacramenti *administratio ad parochos pertinet*.

Prob. denique argumento negativo. Cùm nimirùm de fide sit sacerdotem vel episcopum esse alterius cujuslibet Sacramenti ministrum, dicendum est ipsius etiam ministrum esse Sacramenti Matrimonii, nisi contrarium invictis argumentis comprobetur. Atqui invicta non esse quæ in contrarium communiter afferuntur argumenta, statim ex eorum solutione colligetur. Unde

Solvuntur objectiones.

Obj. 1° ex novitate nostræ sententiæ. Scilicet sententia quæ ante seculum XVI nullum defensorem habuit, ipsâ suâ novitate suspecta est, nec facilè à viro catholico admittenda. Atqui nostram sententiam primus omnium, seculo XVI, invexit Melchior Canus, in eo à viris doctissimis, Bellarmino præsertim, lib. 1 de Matrimonio, cap. 6, graviter et pro merito reprehensus. Ergo, etc.

Resp. 1°. Ex eo quòd aliqua nova sit sententia, non suam statim ob novitatem rejicienda est, nisi sententia opposita hactenùs ut dogma fidei, non verò ut mera opinio, fuerit proposita. Atqui, supponendo sententiam quæ solum sacerdotem pro Sacramenti Matrimonii ministro assignat esse novam, saltem constat oppositam sententiam, quæ nimirùm solos assignat

contrahentes, nunquàm à theologis fuisse ut fidei articulum, sed duntaxat ut opinionem contrariâ probabiliorem, propugnatam. At verò.

3° Quidquid dicat Bellarminus, falsum est sententiam nostram à nemine ante Melchiorem Canum fuisse propugnatam. Ut enim modò probatum est, antiquissimi PP., quales Tertullianus, Siricius S. pontifex, et S. Ambrosius, non ex ipsis partibus contrahentibus, sed ex solo eis benedicente sacerdote nuptiarum repetunt sanctitatem.

Fateor equidem seculis XII, XIII, XIV, imò et ineunte XV, si excipiantur Guillelmus Parisiensis, Petrus Paludanus et, juxta quosdam, ipse etiam S. Thomas, cæteros omnes theologos in hâc fuisse sententiâ, solos contrahentes ministros esse Sacramenti Matrimonii. Verùm, quæ hâc in parte esse potest theologorum auctoritas, qui, ut supra vidimus, matrimonio propriè dicti Sacramenti vel detrahebant dignitatem, vel saltem sine hæresi detrahi posse asserebant? Ubi semel enim à concilio Florentino, ac præsertim Tridentino, matrimonio propriè dicti Sacramenti ratio fuit confirmata, nostra statim, oppositâ longè communior, evasit sententia; ipsoque seculo XVI, unà cum Melchiore Cano sequaces habuit Simonem Vigor, theologum Parisiensem, in suffragio Tridentini dato, cujus meminit Pallavicinus, Hist. lib. 22, cap. 9; Dominicum Bannès, in part. 1 D. Thom., quæst. 1, art. 8; cardinalem Franciscum Toletum, lib. 7 Institutionum; etc., etc. Seculo autem sequenti Franciscum Silvium, in Suppl., quæst. 42, art. 1; Gaspardum Jueninum, in Commentario historico-dogmatico de Sacramentis, et, ut alios innumeros omittam, Natalem Alexandrum, in Theologiâ dogmaticâ et morali; ex quibus inferendum est Bellarminum (quod tanti viri pace dixerim) in vellicandâ Cani sententiâ nimiùm fuisse præcipitem.

Obj. 2° ex conciliis Neocæsariensi et Lateranensi III. Concilium Neocæsariense, ann. 314 celebratum, ita statuit, can. 7 : *Presbyteris in nuptiis bigami prandere non convenit; quia, cùm pœnitentiâ bigamus egeat, quis erit presbyter qui propter convivium talibus nuptiis possit præbere consensum?* Juxta illum canonem, nullus presbyter *secundis nuptiis potest præbere consensum*, nec proindè iisdem benedicere; si quidem benedicendo, consentiret. Igitur Ecclesiæ seculo IV secundis nuptiis nullus sacerdos benedicebat. Atqui tamen, ævo quolibet, secundæ, non minùs quàm primæ, nuptiæ verum fuerunt Sacramentum. Ergo sine sacerdotis benedictione esse potest Matrimonii Sacramentum.

Concilium verò Lateranense III, sub Alexandro III, anno 1179, expressè definit, tit. de secundis Nuptiis, cap. 1, *virum vel mulierem ad bigamiam transeuntem, non debere à presbytero benedici, quia cùm aliâ vice benedicti sint, eorum benedictio non debet iterari.* In quibus directè et explicitè declaratur quod in præcedentibus indirectè tantùm et implicitè.

Resp. Quod spectat ad concilium Neocæsariense, prohibet quidem sacerdoti secundis nuptiis *præbere consensum*, sed consensum qui earum sit approbatio et commendatio, qualem sanè præberet sacerdos qui post tales nuptias celebratas ad ipsam mensam nuptialem assideret, sed minimè prohibet *præbere consensum* qui mera sit illarum non damnatio, qualem præcisè dat qui iis tantummodò ex præscripto Ecclesiæ benedicit. Ut enim ait S. Hieronymus, epist. 50 ad Pammachium : *Quomodò non damnandæ istæ nuptiæ, ita nec prædicandæ.*

Quod verò ad concilium Lateranense III, cùm ejus sicut nostrâ ætate in nuptiarum celebratione duplex adhiberetur benedictio, quid dicere vetat illam quam secundò nubentibus impendi prohibet non esse priorem his : *Ego vos in matrimonium conjungo in nomine Patris*, etc., aut æquivalentibus verbis expressam, quâ ipsa constituitur forma Sacramenti, sed posteriorem, non ita essentialem, quæ scilicet, non nisi in fine missæ, expanso velo conceditur, itaque in Ritualibus per hæc verba incipit : *Propitiare, Domine*, etc.? Hæc enim secunda benedictio seu oratio in ipsis etiam hodiè, non quidem viduorum, sed viduarum matrimoniis omittitur.

Obj. 3° ex decreto concilii Florentini, vel potiùs Eugenii IV pro Instructione Armenorum. In illo enim sic legitur : *Septimum est Sacramentum Matrimonii, quod est signum*, etc... *Causa efficiens matrimonii regulariter est mutuus consensus per verba de præsenti expressus.* Igitur juxta Eugenium IV, ipsæ partes contrahentes per suum consensum efficiunt Sacramentum Matrimonii, hujusque proinde sunt ministri.

Resp. : Eugenius, in objectis verbis, assignat quidem *causam efficientem matrimonii*, ut est contractus, minimè verò ejusdem causam, ut est Sacramentum. Ubi enim de Baptismo agit, sic loquitur : *Primum omnium Sacramentorum locum tenet sanctum Baptisma;* continuò autem : *Minister hujus Sacramenti est sacerdos*, etc., et sic de aliis Sacramentis. Ubi verò pervenit ad septimum, Matrimonii scilicet Sacramentum, statim sermonem mutat. Postquàm enim dixit, ut pro aliis Sacramentis, *septimum est Sacramentum Matrimonii*, non ampliùs, sicut pro cæteris, addit : *Minister hujus Sacramenti est*, etc., sed : *Causa efficiens matrimonii est*, etc. Ut quid ergo hæc subita sermonis mutatio, affectataque vocum *minister* et *sacramenti* omissio? nisi quòd, nolens Eugenius IV quidquam circa novæ legis Sacramenta quod extra omnem non esset controversiam Armenis proponere, satius duxerit Sacramenti Matrimonii ministrum, de quo reipsà inter theologos controvertitur, omninò silere, ipsiusque loco matrimonii ut contractûs *causam efficientem*, quam solum esse partium mutuum consensum consentiunt omnes, assignare.

Obj. 4° auctoritatem concilii Tridentini. Sessionis enim 24, cap. 1, de Reformat. matrimonii, sic loquitur : *Tametsi dubitandum non est clandestina matrimonia, libero contrahentium consensu facta, rata et vera esse matrimonia, quamdiù Ecclesia ea irrita non fecit, et proindè jure damnandi sint illi, ut eos sancta synodus anathemate damnat, qui ea vera ac rata esse negat*, etc.; ex quibus istud eruitur argumentum : matrimonia clandestina, si non semper, saltem sæpiùs contrahebantur absente, nedùm benedicente sacerdote. Atqui tamen sacra synodus hìc tacitè declarat omnia indistinctim matrimonia clandestina, quamdiù *Ecclesia ea irrita non fecit*, totidem fûisse Sacramenta. Expressè enim et indefinitè declarat tamdiù *fuisse rata et vera matrimonia.* Atqui per matrimonium *verum et ratum*, in jure canonico, intelligitur Matrimonium quod verè sit Sacramentum. Nam Innocentius III, cap. *Quanto*, 7, de Divort. : *Etsi*, inquit, *matrimonium verum inter infideles existat, non est tamen ratum : inter fideles autem verum et ratum existit, quia Sacramentum fidei, quod est semel admissum, nunquàm amittitur, sed et ratum efficit conjugii Sacramentum.* Igitur Innocentius III hoc facit discrimen inter matrimonium *verum* duntaxat et matrimonium *verum et ratum*, quòd prius, non verò posterius, sit Sacramentum.

Resp. Fateor equidem matrimonia clandestina, licèt quandoque præsente sacerdote inirentur, sæpè tamen, ipso etiam absente inita fuisse. Fateor iterùm generatim et sine restrictione à Tridentino declarari *clandestina matrimonia rata et vera fuisse matrimonia, quamdiù Ecclesia ea irrita non fecit.* Sed nego per matrimonium *verum et ratum*, in jure canonico, intelligendum esse Matrimonium quòd sit Sacramentum. Si enim ad objectum Innocentii III canonem vel minimùm attendatur, statim videbitur matrimonium *verum* tantùm à matrimonio *vero et rato* non ex eo distingui, quòd matrimonium *verum* tantùm non sit, *verum* autem *et ratum* sit Sacramentum; sed ex eo quòd matrimonium *verum* tantùm, etiam inter infideles seu non baptizatos; *verum* autem et *ratum*, non nisi inter fideles seu baptizatos possit existere; adeò ut utriusque matrimonii differentia non sit ex matrimonii, sed ex *fidei* (Baptismi scilicet) *Sacramento* depromenda. Et reipsà matrimonium longè magis est inter baptizatos

quàm inter non baptizatos, insolubile ; siquidem inter priores, semel consummatum, solâ morte ; inter posteriores verò, quamvis consummatum, saltem juxta probabiliorem, ipsiusque (quod maximè notandum) Innocentii III sententiam, unius partis ad fidem conversione quandoque dissolvatur.

Et certè, postquàm synodus Tridentina declaravit *clandestina matrimonia rata et vera fuisse matrimonia quamdiù Ecclesia ea irrita non fecit*, statim addit : *Nihilominùs sanctam Dei Ecclesiam ex justissimis causis illa semper detestatam esse atque prohibuisse.* Atqui nihil impedit supponere, inter *justissimas causas* propter quas Ecclesia Dei matrimonia clandestina *semper detestata sit et prohibuerit*, unam ex præcipuis fuisse quòd non essent Sacramenta. Ergo, etc.

Hinc testatur Pallavicinus, lib. 23 Hist., cap. 9, n. 13, *nunquàm declarâsse concilium matrimonia clandestina fuisse Sacramenta, adeò ut quidam graves theologi id negent.*

Inst. Saltem Ecclesia, ante Tridentinum, iis non jubebat qui absente sacerdote contraxerant ab illo postea benedici ; nec hodiè etiam illud idem illis jubet qui ita contraxerint in locis in quibus quoad disciplinam non recipitur Tridentinum. Atqui tamen tales conjuges ad sacerdotis recipiendam benedictionem, ævo quolibet, obligâsset, et etiamnunc obligaret Ecclesia, si crederet Sacramenti Matrimonii ministrum solum esse sacerdotem. Cùm enim Christus Dominus nuptialem contractum ad Sacramenti dignitatem evexerit, non sine summâ ipsius Christi injuriâ summoque animarum damno fidelibus permitti posset matrimonii contractum à Matrimonii Sacramento separare. Ergo, etc.

Resp. 1° : Quæcumque circa Matrimonii Sacramenti ministrum teneatur sententia, eodem semper ferè argumento reprehendi poterit Ecclesia, quòd clandestinè nubentibus olim non injunxerit, nec etiam hodiè in locis in quibus valent matrimonia clandestina injungat sacerdotis benedictionem recipere. Sententia enim pro Matrimonii Sacramenti ministro solos assignans contrahentes profectò non est evidenter vera, nec proinde sententia solum assignans sacerdotem evidenter falsa. Atqui hoc ipso quo neutra certa sit sententia, tota ferè sic recurrit proposita objectio : *Cùm Christus Dominus nuptialem contractum ad Sacramenti dignitatem evexerit, non sine summâ ipsius Christi injuriâ summoque animarum damno fideles* exponi possunt periculo *matrimonii contractum à Matrimonii Sacramento separandi.* Atqui, posito quòd non sit certum solos contrahentes ministros esse Sacramenti Matrimonii, jam Ecclesia, ab iis non exigendo qui absente sacerdote contraxerint, ut iterùm præsente benedicenteque sacerdote contrahant illos manifesto matrimonii contractum ab ipso Matrimonii Sacramento separandi exponit periculo. Ergo, etc. Itaque,

2° Si Ecclesia clandestinè nubentibus, ante Tridentinum, non strictè præceperit, nec etiam nunc, in locis in quibus non viget Tridentini disciplina, strictè præcipiat à quo benedicantur adire sacerdotem, id non ex eo provenit quòd credat solos contrahentes ministros esse Sacramenti Matrimonii, sed quòd, quidquid sit de ministro hujus Sacramenti, illius non tantam judicet esse necessitatem ut non possit aliquandò omitti, aliorumque Sacramentorum receptione suppleri. Ipsi enim adversarii, velint, nolint, fateantur oportet fidelibus conjugibus quandoque permittere Ecclesiam ut contractum ab ipso separent Sacramento. Matrimonia enim inter infideles contracta, quantùm valent in ratione contractûs, tantùm profectò nulla sunt in ratione Sacramenti. Atqui tamen, postquàm conjuges infideles ad fidem christianam conversi sunt, Baptismique recepêre Sacramentum, nedùm ab Ecclesiâ cogantur, ne compelluntur quidem ad ipsum item recipiendum Sacramentum Matrimonii, id est, ad consensum nuptialem, præsente vel etiam absente sacerdote, renovandum. (*Conférences de Paris*, t. 1, p. 32.)

Quin imò non desunt qui velint non in ipsius esse potestate Ecclesiæ ut matrimonium quod hactenùs non valuerit, nisi ut contractus, tandem valere incipiat, etiam ut Sacramentum. Cùm enim, inquiunt, Matrimonii Sacramenti materia ipse sit actus quo partes contrahunt, jam, in casu supposito, Matrimonii Sacramentum pro materiâ haberet vel actum quo conjuges olim contraxissent, vel actum quo hìc et nunc contraherent. Atqui, inquiunt, neuter actus esse posset Sacramenti materia sufficiens : non actus quo partes olim contraxissent, cùm actus ille sit præteritus, et Sacramenti materia debeat esse præsens : non actus quo hìc et nunc contraherent, cùm impossibile videatur et absurdum eos qui semel validè contraxerint conjugium, illud idem denuò contrahere.

Quidquid sit de illâ non omninò certâ opinione, saltem, quod nobis sufficit, res est apud omnes certissima, aliquandò permittere Ecclesiam, ut, in conjugibus etiam catholicis, matrimonii contractus, quoad vixerint, à Matrimonii Sacramento maneat separatus.

Idem planè ad eos respondebitur, qui, ex hæresi in quâ validas, absente tamen sacerdote, nuptias contraxerint, ad Ecclesiam catholicam transmigrantes, nullâ lege ad sacerdotis recipiendam benedictionem adiguntur.

Quod verò ad illos spectat qui in ipso sinu Ecclesiæ catholicæ matrimonium à sacrilego suo inventore dictum *à la Gaulmine*, id est, præsente quidem, sed benedicere renuente parocho, contraxerint ; vel ita contraxerunt in regione apud quam talis contractus validus habeatur, v. g., in Italiâ ; vel in regione apud quam è contra invalidus reputetur, ut in Galliis. Si 1°, non quidem ad mutuum consensum coram benedicente sacerdote iterandum obligantur : sed non major indè difficultas, quàm si in infidelitate contraxissent, vel in hæresi. Si 2°, utràque coguntur auctoritate, vel in perpetuum ab invicem separari, vel præsentes se sistere parocho aut episcopo, qui ipsis, post crimen salutari pœnitentiâ expiatum, benedictionem nuptialem administret. (*Conférences de Paris*, t. 3, p. 243.)

Objicies denique ex matrimonio per procuratorem inito : scilicet per procuratorem initum conjugium, non modò veri contractûs, sed et veri Sacramenti rationem habet. Atqui tamen, ubi per procuratorem contrahitur conjugium, impossibile est partibus à sacerdote conferri Sacramentum. Ex dictis enim, ubi de Sacramentis in genere, ad validam cujuslibet confectionem Sacramenti moralis requiritur subjecti coram ministro præsentia. Atqui, quando matrimonium per procuratorem contrahitur, nedùm partes sacerdoti præsentes sint moraliter, ab ipso è contra plurium distant leucarum intervallo. Ergo, etc.

Resp. : In matrimoniis per procuratorem initis non magis sibi invicem præsentes adsunt partes quàm ipsi sacerdoti : si ergo, ut vult objectio, ob nimiam sacerdotis à partibus distantiam, ipsis ille dare non possit Matrimonii Sacramentum ; nec ipsæ illud idem sibi dare poterunt, ob eamdem à se invicem distantiam ; sicque falsum erit, quod tamen in objectione verum supponitur, contractum per procuratorem conjugium verum esse Sacramentum. Observandum scilicet plurimos esse, eosque insignes theologos, ut Estium in 4, dist. 29, qui hanc ipsam ob rationem existiment illud matrimonii genus valere quidem in ratione contractûs ; minimè autem in ratione Sacramenti. Quidquid sit de illâ quæstione, circa quam oppositas in partes abeunt theologi, id unum, in quo omnes utrinque consentiunt, quo etiam funditùs subvertitur proposita difficultas, notabimus : partes videlicet, ubi matrimonium per procuratorem inîêre, teneri ad nuptialem consensum,

præsente benedicenteque proprio sacerdote, per seipsas iterandum.

§ 2. *De materiâ et formâ Sacramenti Matrimonii.*

Quæstio præsens de materiâ et formâ Sacramenti Matrimonii tantam cum præcedenti, de ejusdem Sacramenti ministro, affinitatem habet, ut priori solutâ, hoc ipso et posterior soluta videatur. Scilicet qui volunt solum sacerdotem hujus esse ministrum Sacramenti, in eo cum iis consentiunt qui contendunt solos esse contrahentes, quòd partium consensum verbis aut signis æquivalentibus expressum habeant pro materiâ Sacramenti; in hocque uno differunt ab invicem, quòd priores ejusdem Sacramenti formam in istis reponant aut æquivalentibus verbis sacerdotis : *Ego vos conjungo*, etc., posteriores verò formam non secùs ac materiam in mutuo partium consensu reponere teneantur. Mirum autem quantùm isti insudent, et inter se dissentiant in distinguendo respectu sub quo partium consensus sit tantùm forma, à respectu sub quo sit tantùm materia.

Alii nimirùm, ut Richardus, opinantur consensum esse materiam, ex parte illius qui prior consentit; formam verò, ex parte illius qui consentit posterior. Alii, ut Suarez, esse materiam, prout est mutui dominii donatio; formam verò, prout ejusdem est mutui dominii acceptatio. Alii, ut Major, esse materiam, quatenùs est externus; formam verò, quatenùs est internus. Alii demùm, ut Maldonatus, materiam esse in quantum virum et feminam in individuam vitæ societatem conjungit; formam verò, in quantum Christi cum suâ Ecclesiâ unionem significat.

Quidquid sit de illarum opinionum majori vel minori probabilitate, omnes conjunctim hâc unâ suprâque expositâ ratione confutantur, quòd ex omnium confesso, ad hoc ut valeat Matrimonii Sacramentum, verbis partes consentire minimè necessum sit; ex concilio autem Florentino, ad cujuslibet Sacramenti formam, verba propriè dicta essentialiter requirantur. Itaque appositè ad nostram de ministro sententiam sit

Conclusio. — *Materia Sacramenti Matrimonii est ipse matrimonialis contractus, quatenus externus et sensibilis; forma verò verba sunt quibus sacerdos eidem contractui benedicit.*

Prob. prima pars, materiam hujus Sacramenti ipsum esse matrimonialem contractum, quatenùs externum et sensibilem, et quidem

1° Ex omnium theologorum consensu. Quantùm enim, in determinandâ hujus Sacramenti formâ, ab invicem dissentiunt theologi, tantùm in assignandâ ejusdem materiâ inter se videntur consentire; adeò ut, si perpauci excipiantur, qui materiam cum subjecto absurdè confundentes, ipsas contrahentium personas pro Sacramenti materiâ assignârunt, cæteri omnes, à quibus isti pro merito sugillantur, omnem hujus Sacramenti materiam in solo mutuo partium consensu, verbis aut æquivalentibus signis expresso constituant.

2° Ex ipsâ materiæ definitione. Omnes scilicet per materiam Sacramenti rem sensibilem intelligunt, quæ ex se indifferens ad conficiendum Sacramentum, ad ejus confectionem per formam determinatur. Atqui contractus, seu mutuus partium consensus, prout verbis aut aliis signis exprimitur, res est sensibilis, de se ad conficiendum Matrimonii Sacramentum planè indifferens; quâ tamen, si ad ipsam forma accedat, Sacramentum illud conficitur. Ergo, etc.

Prob. secunda pars, ejusdem Sacramenti formam consistere in verbis, quibus sacerdos nuptiali contractui benedicit. Forma enim cujuslibet Sacramenti consistit in verbis, quæ à ministro supra materiam effunduntur. Atqui, ex capite præcedenti, solus sacerdos minister est Sacramenti Matrimonii; ex priori verò parte hujus conclusionis, ipse nuptialis contractus, prout sensibilis, ejusdem est Sacramenti materia. Ergo, etc.

Pars prior conclusionis, utpotè ab omnibus, hodiernis præsertim admissa theologis, nullâ objectione impugnatur; posterior verò nullâ impugnari potest, quâ non item nostra impetatur de solo sacerdote Matrimonii ministro sententia.

Colliges contrahentes et sacerdotem suo utrinque modo ad matrimonialis Sacramenti confectionem concurrere; contrahentes dando materiam, sacerdotem verò, formam supra materiam proferendo. Ne tamen inde cum neoterico quodam concludas ipsos contrahentes dici posse *ministros partiales* Sacramenti Matrimonii, adeò ut unà cum sacerdote *ministrum totalem et completum* constituant. Cùm enim theologi omnes, per Sacramenti ministrum, eum solùm intelligant qui formam applicat materiæ, non jam nisi ex summo nominis abusu, qui solam suppeditat materiam (ut in Matrimonio pars utraque) Sacramenti *minister partialis* diceretur. Quis, v. g., pœnitentem unquàm Sacramenti Pœnitentiæ *ministrum partialem* ex eo dixerit, quòd tres ipsius actus hujus sint Sacramenti materia?

§ 3. *De effectibus Sacramenti Matrimonii.*

Cùm ex probatis, Matrimonium verum sit et propriè dictum novæ legis Sacramentum, statim sequitur, dignè illud suscipientibus conferri gratiam, quâ congruam suo statui sanctitatem consequantur; huic omnes hujus gratiæ effectus ad quatuor, quibus omnis continetur sanctitas conjugalis, revocantur.

Primus est, ut conjuges, juxta verbum Apostoli ad Ephes., cap. 5, v. 25, sese invicem *diligant, sicut Christus dilexit Ecclesiam, et seipsum tradidit pro eâ*, adeòque naturalem amorem supernaturali perficientes charitate, animarum magis quàm corporum nexibus uniantur, inviolatam servent fidem conjugalem; atque illud omne quod paci domesticæ vel minimùm officiat, in ipso studeant germine præfocare. Secundus est, ut sese intra conjugalis castitatis limites contineant; ne, si ipsis matrimonii juribus abutantur, in eo concupiscentiæ incitamentum, potiùs quàm frenum reperiant. Tertius est, ut vitæ conjugalis labores, fastidia, anxietates, molestias aliaque gravissima onera, quæ ab Apostolo, 1 ad Corinth., cap. 7, v. 28, dicuntur *tribulatio carnis*, et ex quibus ipsum matrimonium dicitur *conjugium*, id est, *commune jugum*, patienti animo ferant et invicto. Ultimus est, ut quos ex *thoro immaculato* genuerint infantes *iterùm in Christo parturiant*, id est, à primâ infantiâ ad fidem pietatemque christianam magis adhuc exemplis quàm documentis instituant.

MONITUM.

Lectoribus nostris ecce millies ac millies commendatum opus apponimus, perfectissimum quippe inter perfecta quæ scripsit omnium forsan qui Sanctæ Sedi supereminuerint pontificum pontifex doctissimus. Ideò de ejus excellentiâ sententiam ferre liceat, cùm optimum inter optima splendeat. Ab omnibus verò citatum, ab omnibus, ut ejus mannâ saginari queant, expetitum, attamen legitur à paucis, emitur à paucioribus. Siquidem (quod vix credas, certèque lugeas) aureus ille liber rarissimus est, et quamplurimò venumdatur. Editorum enim etsi dignus observantiâ foret, à plerisque abjectus est; cùmque nonnulli typis mandandum existimârunt, nedùm ob vile pretium ejus acquirendi facultatem vulgarem redderent, nedùm eximia scripta empti tia faccrent, quò pluribus spiritale bonum manaret, è contra immani pretio avidiores scientiæ ab emptione inj quâ

deterruerunt. Plurimi, ut scimus, lectores omissum in *Cursu completo* hunc theologiæ florem desiderabant; plurimi ne illum oblivione prætermitteremus verebantur, sed immeritò. Attento enim animo considerantibus mens nostra non ægrè revelatur. Liquet enim, 1° nonnisi Scythico judicio tale opus posse repudiari; 2° tot res vicissim illud indigitare, ut quæstionibus quæ viginti et quatuor voluminibus explanatæ sunt quasi germanum accedere nequeat, salvâ materiarum proprietate, et unitate, et cuique tractatui alienum sonet. Ex his rejiciendum ad finem Cursuum autumavimus, sicque rem causamur : 1° Quòd mirificè plurima evolvat, quæ leviter delibavimus; 2° quòd omninò omissarum rerum rimas obturet; 3° quòd theologiæ disciplinaris, dogmaticæ moralisque practicam summam præ se ferat, præsertimque Sacramentorum, quibus postvenit immediatè; 4° quòd opitulantibus historiâ nostrâ peculiaribusque et generalibus in Sacramenta tractatibus, quasi vices impleat theologiæ liturgicæ et canonicæ, quam tractatibus de Dogmate et Morali conterminam addere anhelabamus, quam autem seorsùm exponemus, quò decentiùs absolvatur et perfectiùs; quemadmodùm speciali Cursui ascetismi *mysticus et asceticus Cursus* adjudicabuntur.

SANCTISSIMI DOMINI NOSTRI BENEDICTI PAPÆ XIV [1]

DE SYNODO DIOECESANA

LIBRI TREDECIM.

Præfatio.

Post exactam vitæ nostræ partem ferè maximam Romæ in iis congregationibus ubi gravissima religionis et ecclesiasticæ disciplinæ negotia tractari solent; ut primùm honore cardinalatûs per felicis recordationis Benedictum XIII, licèt immerentes, insigniti fuimus, cùm regendam accepissemus Anconitanam Ecclesiam, et inde mox ad Bononiensem metropolim, natale solum, traducti essemus, animadvertere jam tum cœpimus, ignorari passim, aut certè non satis notas esse multas ex apostolicis Constitutionibus, quibus Ecclesiæ instituta gravissima continentur; decreta autem et responsa congregationum, aut nesciri penitùs, aut non rectè intelligi, plura sinistris interpretationibus in sequiorem partem accipi atque corrumpi; quæ demùm alii ante nos antistites in diœcesanis synodis benè sapienterque constituerant, ea vigere parùm, negligi omninò; suam vim, pretium ac dignitatem non obtinere, propterea quòd ignoti essent fontes, unde scita et consulta illa omnia deducta ac corrivata fuissent. Id nos perspicere certò potuimus cùm in theologicis consultationibus, quæ identidem nobis præsentibus habebantur, tùm in privatis colloquiis, quæ sæpè varias ob causas cum ecclesiasticis hominibus ferebamus, maximè verò quoties ad examen accedebant sive minores clerici, sive pœnitentiæ administri, sive parœciarum petitores, ut de singulorum scientiâ cognosceremus.

Hanc porrò tantam tamque damnosam inscitiam considerantibus nobis, atque ut par erat dolentibus, multa ad eam depellendam observabantur; erant qui opportunissimum fore censebant, academiam instituere, in quâ per intervalla temporum disputandum esset de iisdem rebus, ut passim fieri in litteratorum conventibus solet. Verùm, præterquàm quòd haud facilè inveniri poterant viri laboriosi, impigri et idonei, eo numero qui ad conflandum cœtum academicum requiritur, id semper habent incommodi ejusmodi academiæ, quòd, uno duntaxat laborante, otiantur cæteri, quæque ille aptè copiosèque prolo-quitur, aut non subeunt audientium animos (nisi si jam eruditi illi sint, et iisdem rebus exculti), aut citò effluunt, ad summum rudem tantummodò et indigestam post se notitiam relinquunt : nunquàm verò latè manant, nec ad notitiam publicam, uti opus est, propagantur. Alii alia subjiciebant, quæ longum esset hoc loco enumerare.

In tantâ consiliorum multitudine ac varietate, visum nobis inire viam intentatam hactenùs, et quâ non alia fortassè planior et expeditior. Usu enim ipso edocti, ad rectè administrandam civitatem atque diœcesim, proponenda subindè esse populo aliqua edicta; ea nos exarare instituimus, non, ut alii solent, solâ præcipiendi formulâ, sed arte quâdam et aptâ ad erudiendum methodo, præceptorum scilicet causas et fundamenta commonstrantes, disciplinam Ecclesiæ veterem recentioremque explicantes, ea demùm expromentes omnia, quibus non solùm permoveri quisque posset ad imperata facienda, verùm etiam rationes disceret propter quas unaquæque res injuncta esset aut vetita, idque nullo suo labore ei incommodo.

Hoc institutum, quod legentibus quidem facile, at nobis, tametsi diù in ejusmodi rerum tractatione exercitatis, laboriosissimum accidebat, brevì intelleximus, Deo nostra cœpta secundante, magnas reipublicæ utilitates afferre. Exceptæ approbatione omnium secundissimâ nostræ illæ sanctiones, non intra diœceseos Bononiensis fines continuerunt sese, sed ad circumpositas civitates primò, deinde ad remotiores volitare cœperunt, donec aliquot voluminibus comprehensæ, et pluribus in locis impressæ, ad universam latè Italiam pervaserunt. Illud autem nobis optandum maximè, ut, siquidem eædem nunc ex Italico in Latinum sermonem cum fide conversæ sunt, tam fructuosæ inveniantur ultra montes et apud omnes ubique gentes, quàm in Italiâ fuerunt.

Secundùm hæc parabamus diœcesanam celebrare synodum, certis tamen præfinitis rerum discutiendarum capitibus, præter quæ spatiari non liceret. Erant

(1) Vid. Benedicti XIV Vitam, vol. 23 *Cursûs compl.* Theol., col. 871-872, ad tractatum de Missæ Sacrificio.

pleraque educta ex edictis nostris, quæ cupiebamus synodali auctoritate rata ac firma esse. Et videbamur nobis iis edictis et litteris attigisse omnia quæ gravissima sunt, quæque ad episcopi sollicitudinem et cognitionem pertinent. Sed, ubi manum operi admovere cœpimus, tot simul obortæ voces, tot exauditæ sententiæ sunt, ut aliò convertenda consilia nostra judicaverimus. Negabant aliqui, viri cæteroqui probi, nec indocti, ullum extiturum operis pretium, nisi ad alia multa rerum genera synodi cognitio traduceretur. Hoc scilicet decerni malebant, illud interdici; has atque illas proponi contumacibus pœnas; hoc illudve malis publicis remedium adhiberi; res maximam partem extra synodi potestatem positas, quasque ipsi nos sæpè Romæ rejeceramus, et à sacris congregationibus improbatas, à summis pontificibus reprehensas atque emendatas videramus.

His ergo tollendis ex hominum mentibus præjudiciis, venit nobis in mentem commentationem edere de diœcesanâ Synodo, eaque congerere simul quæ circa hoc argumentum sparsa multis in libris invenirentur, additis Patrum, conciliorum et ecclesiasticæ historiæ documentis; quarum rerum ingentem copiam habebamus in promptu, partim privato studio, partim muneribus publicis et experientiâ collectam. Ut rem totam ordinatè perageremus, amplam divisimus materiam in plura capita; omniaque complexi quæ ad rem ullo modo, et maximè ad praxim facere videbantur, opus nostrum ad calcem deduximus. Sed, quo maximè tempore illud relegere, expolire, et multis partibus augere meditabamur, obitu Clementis XII abrumpere opus coacti fuimus, Romam vocati scilicet ad cardinalium comitia. Illam igitur rudem hactenùs, mancam et impolitam reliquimus in nostrâ bibliothecâ Bononiensi; hâc tamen mente, ut, simul ac regressi essemus ad nostram sedem, supremam illi manum imponeremus.

Verùm inter hæc ad supremum Ecclesiæ regimen nullo nostro merito, ac præter omnem opinionem evecti, id unum efficere potuimus, primò, ut scripta omnia et adversaria nostra Romam exportarentur, in quibus cùm esset commentatio, de quâ dicimus, eam perdiù nec attingere licuit; tam multis, tam variis, tamque gravibus districti fuimus curis toto hoc præterito tempore nostri pontificatûs. Nunquàm tamen ejus perficiendæ, vulgandæque cogitationem abjecimus. Itaque post recognitos, auctos et iterùm typis impressos quatuor nostros de Canonizatione sanctorum tomos; post eumdem laborem adhibitum nostris operibus de Festis Domini et beatæ Mariæ Virginis, de sanctissimo Missæ Sacrificio, aliisque, quæ in Latinum conversa, et additamentis pluribus locupletata, vel prodierunt jam, vel prælo parata sunt; post vulgatum præterea Bullarii nostri priorem tomum, hùc postremò animum convertimus; nactique subinde inter difficillima et assidua pontificatûs negotia aliquid vacui temporis, idque raptim commentationi nostræ impendentes, eam aliquando tandem confecimus, seu veriùs ferè ex integro elaboravimus, adeò multa sunt de novo addita partim ex libris nostræ bibliothecæ, partim ex nostris Bononiensibus litteris et edictis, partim denique ex iis quæ toto nostri pontificatûs septennio decreta à nobis et constituta sunt.

Ita in hanc qualemcumque formam redacta est commentatio; quam nos dùm in publicum edimus, aliud nihil spectamus nisi ut episcopi suas celebrare synodos ritè ac laudabiliter possint, nullumque præbeant locum querelis, quæ sæpè contra synodalia decreta ad Sedem Apostolicam perferuntur. Spe autem certâ ducimur, non exiguum extiturum fructum laboris et industriæ nostræ; si modò præsules ecclesiarum animo suo reputabunt, quod in concilio Tridentino decretum est de synodis celebrandis, nec leve negotium esse, nec temerè aut sine certis legibus peragendum. Sed ut nullum fore arbitramur, qui velit, sine justâ causâ, hanc officii sui partem gravissimam prætermittere, ita votorum nostrorum summam consequemur, si deinceps suas singuli synodos celebrare instituent non solùm crebrò, verùm etiam rectè et ex præscripto illarum quas toto hoc opere complexi sumus.

Et hæc quidem olim præfati sumus, cùm nostrum hoc opus de Synodo diœcesanâ anno Domini 1758 Romanis typis ederetur; eademque leguntur præfixa cæteris editionibus quæ in hunc usque diem prodierunt. Sed postea, cùm certis argumentis nobis innotuerit labores hosce nostros gratâ utentium approbatione exceptos fuisse, quin etiam multorum rogatu excitati fuerimus ad novam hujusmet operis editionem curandam, iis auctam additamentis, quæ necessaria nobis aut opportuna viderentur, arduis licèt et assiduis pontificalis officii curis distracti, parva quædam temporis intervalla captare conati sumus, quibus nos in domesticam bibliothecam abderemus, ibique in manus resumeremus non solùm impressa prælo scriptorum volumina, sed etiam veteres nostras lucubrationes, tunc maximè calamo exaratas, cùm in minoribus Romanæ Curiæ ministeriis versantes, à pontificibus prædecessoribus nostris beneficentissimis ad occurrentia adhibebamur negotia, et sententiam nostram nunc voce, nunc scripto explicare jubebamur; ut his veluti subsidiis adjuti, requirentium desideriis satisfaceremus. Lectorum nunc partes erunt, de editione hâc, ejusque additamentis judicium ferre; quod quidem in nos operamque nostram sâtis æquum nobis polliceremur, si unusquisque eorum qui lecturi sunt, nobis vel scribentibus vel dictantibus præsens astitisset, vidissetque objectas studiis nostris interpellationes, quibus multoties incœptum opus abrumpere, sæpè etiam quæ scripta aut dictata fuerant relinquere coacti sumus, donec elapsis pluribus horis, aliquando diebus integris, quandoque etiam hebdomadis et mensibus totis, eadem resumere pateretur vel temporis magis commoda opportunitas, vel minùs aspera et difficilis pendentium negotiorum natura.

Jam verò ut de novâ hâc editione dicamus aliquid, hoc primùm monebimus, nihil nos in superioribus editionibus animadvertisse quod delendum aut emendandum judicaverimus. Mutatas tantummodò voluimus operis sectiones; divisis nimirùm in plures libros materiis et argumentis, quæ in prioris editionis libro septimo continenter tractata, unum illum librum longiorem cæteris, et plus æquo prolixum effecerant. Atverò multis in locis, prout occasio se obtulit, opportuna aptavimus additamenta, quibus ea confirmaremus, quæ in priore editione asserta per nos fuerant. Insuper notitias, easque non levis momenti, in prioribus editionibus omissas, complexi sumus; quibusque editio hæc reverà auctior et cumulatior prodibit.

Monendi sunt autem lectores, qui tam in priore quàm in præsenti hujus operis editione allatas frequenter offendent resolutiones congregationis cardinalium, concilii Tridentini interpretum, ne in aliquam incidant perplexitatem et confusionem, propterea quòd hujusmodi resolutiones non semper eâdem ratione ac methodo allegari conspicient. Cujus diversitatis hæc causa est: cùm nos olim munere secretarii prædictæ congregationis ornati fuerimus, eam instituimus consuetudinem, quæ deinde à secretariis successoribus nostris servata fuit, ut in foliis causarum, quæ ante singulas ipsius congregationis sessiones typis impressa distribuuntur, antiquiores ejusdem tribunalis resolutiones adnotaremus, si quæ ad alicujus controversiæ tunc vertentis decisionem facere viderentur; adjectis etiam nonnullis præstantiorum canonistarum auctoritatibus, quæ ad propositam quæstionem illustrandam conferrent. Hinc factum est ut hujusmodi folia tam à nobis quàm à successoribus nostris exarata, utpote studiosorum usibus proficua, deinde in unum veluti corpus collecta simul ederentur, hoc inscripta titulo: *Thesaurus resolutionum sacræ congregationis concilii;* cujus Thesauri jam plura volumina extant; et quatuor

quidem priora nostris lucubrationibus constant, reliqua ad eos pertinent qui nobis in eodem secretarii munere successerunt. Cùm itaque in præsenti opere de Synodo diœcesanâ citandum occurrit decretum aliquod, seu resolutio, ex iis quæ in hujusmodi collectione vulgata habentur, satius duximus Thesaurum ipsum allegare, quem facilè adire et consulere poterit quicumque decretum sive resolutionem in fonte, ut aiunt, recognoscere cupiet.

Sed aliæ complures sunt resolutiones, in quibus citandis indicatur à nobis dies, mensis et annus quibus emanârunt, ac præterea liber et libri pagina unde fuerunt desumptæ. Hæ nimirùm sunt quæ, cùm à sæpè dictâ congregatione ante collatum nobis ipsius secretarii munus editæ fuerint, in illius regestis descriptæ asservantur. Cùm autem nos per decennium et ultra officium illud obtinuerimus, adeòque in potestate habuerimus ipsius congregationis tabularium, multum sanè tempus insumpsimus in perlegendis veteribus ejusdem congregationis actis, graviora quæque adnotando, atque ea quæ scitu digna aut necessaria nobis videbantur, ex authenticis archivi regestis in privata nostra adversaria transferendo. His autem et sæpè aliàs, et in hujus maximè operis scriptione utentes, adnotatas à nobis indicationes dici, mensis et anni, necnon libri et paginæ unde monumentum olim extraximus, lectorum oculis subjicere non prætermisimus; ut, si quis de allegato decreto aut resolutione certior fieri velit, congregationis secretarium adeat, exhibitisque hujusmodi indicationibus (juxta celeberrimi auctoris Prosperi Fagnani monitum illius operibus præfixum) authenticum decreti aut resolutionis exemplum facilè obtinere valeat; nisi fortè nobis tantùm tribuere non recusaverit, quantùm nos cum cæteris omnibus eidem Fagnano tribuendum meritò censemus; cui scilicet, utpote eodem secretarii munere perfuncto, ejusdemque olim tabularii custodi, plenam fidem adhibere solemus, ejusque testimonio, absque ulteriori indagine aut perquisitione, acquiescere. De aliis etiam aliarum congregationum decretis atque resolutionibus, quæ in hoc opere allegantur, testari possumus eamdem adhibitam fuisse curam, ut cum autographis regestis conferrentur, et ad eorum fidem exigerentur.

Porrò in novissimis hisce additionibus usitatam semper nobis scribendi rationem secuti sumus : nihil scilicet pro certo ac definito venditantes, quod reipsà definitum non sit; nihil contumeliosè jacientes in alios, quantùmvis ab opinione nostrâ longè dissentiant. Id enim homine christiano indignum, et honesto viro indecens existimamus; neque verò minùs unumquemque sententiam suam tueri posse censemus, si ab aliorum contemptu et injuriâ abstineat.

Prima hujus operis lineamenta, ut supra diximus, adumbrata à nobis sunt, mox etiam ad aliquod complementum adducta, cùm cardinalatûs honore fungentes, ad metropolitanæ Bononiensis Ecclesiæ gubernacula sederemus. Ad summum deinde pontificatum evecti, idem opus multis partibus expolitum primò edidimus, et nunc amplificatum et auctum de novo in lucem proferimus. At, ubi neque à Romanis pontificibus prædecessoribus nostris, neque à nobis ipsis in Bullario aut alibi, apostolicâ auctoritate quidquam definitum est, ac generaliter omnibus in rebus, quibus nullum ex publicâ Ecclesiæ auctoritate pondus accessit, nihil nos decretorium exhibere intendimus. Ea enim nobis et semper fuit, et adhuc mens est, ut sententiam nostram proponentes, hanc eatenùs tueamur, quatenùs illi ex rationibus et auctoritatibus quæ nos ad eam amplectendam impulerunt, satis roboris et firmitatis adesse dignoscatur; libentique animo subscribimus doctrinæ scriptoris egregii Melchioris Cani, qui lib. 6 de Locis Theologicis, c. 8, in responsione ad nonum argumentum, de libris agens qui à summis pontificibus conscripti publicantur, hæc ait : *Cùm edunt libros de re quâlibet Romani pontifices, sententiam suam ut homines alii docti exprimunt, non tanquàm Ecclesiæ judices de fide pronuntiant.* Magnus ille prædecessor noster Innocentius IV commentaria sua in libros Decretalium scripsit, cùm summum pontificatum gereret, *trahens moram Lugduni, post concilium ibi celebratum, composuit apparatum super Decretalibus*, uti testatur Thomas Diplovatatius in Vitâ ipsius Innocentii antedictis commentariis præmissâ. Neque profectò Innocentius hoc sibi unquàm arrogavit, ut, quidquid in eo opere scripsisset, pro re definitâ haberetur; sed facilè passus est opiniones suas, quas tanquàm privatus doctor proposuerat, ab aliis doctoribus oppugnari, ut patet ex ipsâ quam citavimus illius Vitâ, multòque magis ex eâ quam sibi amplissimâ hâc in re licentiam sumpserunt posteriores canonistæ, dùm sententias ab Innocentio suis commentariis insertas sæpè deserere, et in alia omnia ire non dubitârunt.

DE SYNODO DIOECESANA

LIBER PRIMUS.

NOTIONES QUÆSTIONESQUE PRÆLIMINARES.

CAPUT PRIMUM.

De synodi nomine et synodorum divisione.

Synodus, ut ipsa præ se fert nominis etymologia, idem est ac concilium, seu plurium in unum locum, aliquid deliberandi gratiâ, conventus. Quocirca in Annalibus Francorum, ad annum 773, tom. 2 Collectionis Andreæ du Chesne, pag. 28, legitur : *Tunc synodum supradictus rex gloriosus tenuit generaliter cum Francis apud Jenuam civitatem, ibique exercitum dividens*, etc.; et ad annum 776, pag. 30 ejusdem Collectionis : *Conjunxit synodum ad eamdem civitatem, et ibi placitum publicum tenens*, etc.; et in Annalibus Bertinianis, ad annum 767, num. 3 Collectionis citatæ, pag. 153, habetur : *Synodum fecit cum omnibus Francis solito more in campo.* Idem videre est apud Plinium, lib. 35, cap. 9, sect. 35. Aliquando autem locus ipse, seu oppidum, ejusmodi congressibus habendis stabiliter destinatum appellatur *concilium* : ac proinde etiam Christianorum ecclesias, ad quas fideles conveniunt, ab antiquissimis scriptoribus non rarò concilia et synodos nuncupatas legimus; in quo sensu Constantinus Magnus, lib. 4 Cod. Theodosiani, lib. 16, tit. de Episcopis et Clericis, inquit : *Habeat unusquisque licentiam, sanctissimo catholico venerabilique concilio decedens; bonorum quod optavit, relinquere;* nomine enim *concilii* hìc, ut in multis aliis antiquorum locis, ecclesiam intelligi, observat ibidem Gothofredus. Eamdem vocis significationem elicuit Baronius in Martyrologium Romanum, ad diem 23 junii, ex epistolâ S. Hieronymi ad Heliodorum, ubi Nepotianum laudat, quòd *basilicas ecclesiæ et martyrum conciliabula diversis floribus, et arborum comis, vitiumque pampinis adumbrârit;* per martyrum quippe concilia denotari ecclesias super martyrum sepulcra erectas, fidem facit S. Gaudentius, serm. 17, tom. 5 maximæ Bibliothecæ Patrum editionis Lugdunensis anni 1677, pag. 970, in dedicatione cujusdam ecclesiæ, quam vocat

concilium sanctorum. Neque certè aliud quàm ecclesias indicare potuêre Liber pontificalis, cùm Damasum narrat versibus adornâsse *martyrum concilia;* et Gesta S. Stephani papæ, cùm de Nemesio referunt : *Circuibat cryptas et concilia martyrum;* quæ loca benè perpendit du Cangius in Glossar., et Joannes Molanus ad diem 23 jan., in Martyrol. Usuardi, in quo Martyrologio eâdem die narratur corpus Joannis presbyteri, martyrio coronati, à Concordio itidem presbytero *collectum et sepultum juxta concilia martyrum.* Verùm postea apud nos usus passim obtinuit, ut *synodi* et *concilii* nomine non locus nec quicumque hominum cœtus, sed ii et significentur in quibus episcopi intersunt, et ecclesiastica negotia potissimùm pertractantur.

II. Ejusmodi synodorum ex Petro de Marcâ, lib. 6 de Concordiâ, etc., cap. 24, num. 5, aliæ olim dicebantur *regis*, quæ non ex episcopis solùm constabant, verùm etiam ex optimatibus et comitibus regni, ut omnium suffragiis leges conderentur, ad utramque politiam, ecclesiasticam et civilem, disponendam. Hujus generis concilia frequentia fuisse Constantinopoli, observat Thomassinus, de veter. et nov. Eccl. Disciplinâ, part. 2, lib. 3, cap. 46. Frequentissima verò fuerunt in Galliâ, cujus piissimi reges, uti animadvertit Baluzius, in Notis ad Capitularia reg. Francorum, tom. 2, col. 1028, nil grave decernebant, sine episcoporum et optimatum consilio, quod ipsimet fatebantur in suis edictis, quorum vetustissima formula, edita à Bignonio, in Notis ad Marculphum, lib. 1, cap. 25, hæc erat : *Nos unà cum apostolicis viris patribus nostris episcopis, optimatibus, cæterisque palatii nostri ministris*, etc. Aliæ fuerunt, et sunt synodi *ecclesiasticæ*, in quas soli conveniunt sacerdotes, ut de rebus statuant ad Ecclesiam pertinentibus. Tres istarum species commemoravit S. Augustinus, lib. de Baptismo contra Donatistas, cap. 3, tom. 9 oper. edit. Parisiens. monachor. Benedictinor. S. Mauri, col. 98, nimirùm, quæ per singulas regiones, quæ per singulas provincias fiunt, et quæ ex universo christiano orbe congregantur; quibus quartam addidit concilium Toletanum IV, cap. 3, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 579, illius mentionem faciens, quæ ex unius regni vel nationis episcopis conflatur. Quare conciliorum seu synodorum quatuor nunc genera passim auctores enumerant, generalia, nationalia, provincialia et diœcesana. Generalia, quæ et œcumenica dicuntur, ea sunt ad quæ vocantur episcopi totius orbis, qui possunt et debent iisdem interesse, nisi legitimè impediantur, et quibus præsidet Romanus Pontifex vel per se, vel per suos legatos. Nationalia sunt, in quæ conveniunt archiepiscopi et episcopi unius regni vel nationis, præside ejusdem nationis patriarchâ vel primate. Hæc quandoque vocari universalia, quia scilicet talia sunt quoad illud regnum, seu nationem, quamvis absolutè et quoad totam Ecclesiam universalia non sint, notavit Bellarminus, tom. 2 Controvers., lib. 1, de Conciliis, cap. 4. Quocirca S. August., epist. 215 ad Valentinum, num. 2, tom. 2 oper., col. 794, secundam synodum Africanam, sub Zozimo papâ anno 418 celebratam, nuncupavit *plenariam;* et synodus Toletana III anni 589, cap. 18, se appellavit universalem, inquiens : *Præcipit hæc sancta et universalis synodus.* Verùm Natalis Alexander, Hist. eccl., ad sec. III, dissert. 24, opportunè animadvertit ea ferè semper plenaria et universalia dicta esse cum aliquâ limitatione, quâ à verè œcumenicis distinguerentur. Sic præfata synodus Africana dicta quidem est plenaria ab Augustino, sed plenaria *totius Africæ.* Et synodus Carthaginiensis III, cap. 7, simile concilium vocavit *universale anniversarium; sin autem nec ad concilium universale anniversarium occurrere voluerit*, ut significaret se de illo loqui ad quod omnes Africani episcopi singulis annis confluebant. Allatum autem Toletani III exemplum dubium est; nam in plerisque antiquis codicibus verbum illud *universalis* desideratur, ejusque loco legitur *veneranda*, quod videri potest in Collectione Harduini, tom. 3, col. 482, et in Labbeanâ, tom. 5, col. 1013, solùmque *universalis* legitur in Isidorianâ Collectione, et apud Ivonem, part. 4 Decret., cap. 244. Provincialia sunt, in quibus conveniunt episcopi unius provinciæ sub eorum archiepiscopo seu metropolitano. Diœcesana tandem nominantur, quæ quilibet episcopus congregat ex parochis, presbyteris aliisque clericis suæ diœceseos, quibus ipse præest.

III. Notissima et pervulgata est hæc conciliorum divisio, eamque communiter tradunt doctores, præsertim Melchior Canus, de Loc. Theolog., lib. 5, cap. 3; cardinalis Bellarminus, cit. lib. de Concil., cap. 4; Cabassutius, in Notitiâ ecclesiasticâ seculi primi, in observatione de conciliis Ecclesiæ, num. 3; Doujat, Prænotion. canonic., lib. 2, cap. 1, num. 3 et 4; Duvallius, de sup. Potest. Rom. pontif., part. 4, quæst. 1, ac Alphonsus Guerrerius, in suo, non omnibus obvio, tractatu de Conciliis, quem anno 1545 edidit, et Carolo V imperatori dicavit, qui reperitur inter Miscellanea bibliothecæ cardinalis Passionei, tom. 556, et novissimè Oddo Scharz, ad Decretales Gregorii IX, tit. 2 de Constitut., § 2, quæsit. 4. Attamen accuratè pervolventi ecclesiastica monumenta, nonnulla occurrunt concilia à Romanis pontificibus celebrata, quæ ad nullam ex enumeratis speciebus referri commodè possunt, sed videntur quodammodò mixta ex provincialibus, et diœcesanis. Illis quippe aliquot interfuêre episcopi, quos in Urbe inveniri contigit, atque insuper Romani presbyteri, aliique ecclesiastici viri, sive hi ad Romani cleri cœtum pertinerent, sive ex alienis diœcesibus Romam advenissent. Ejusmodi fuit concilium illud quod Cornelius papa circa annum 251 Romæ habuit, ut de causâ judicaret Maximi, Urbani et Sinodii, qui, ejurato schismate, in Ecclesiam recipi poscebant; de quo idem Cornelius in epistolâ ad Cyprianum, quæ est 46, hæc scribit : *Omni igitur actu ad me perlato, placuit contrahi presbyterium. Adfuerunt etiam episcopi quinque, qui et hodiè præsentes fuerunt, ut firmato consilio, quid circa personam eorum observari deberet, consensu omnium statueretur.* Haud absimile est concilium ab Agathone papâ ex sexdecim episcopis et universo Romano clero in Constantinianâ basilicâ congregatum pro componendis rebus Ecclesiæ Britannicæ; cujus Acta referuntur in novissimâ Collectione conciliorum Britanniæ Davidis Wilkins, tom. 1, pag. 47. Nec diversa fuit synodus habita à S. Gregorio Magno, cui subscripsisse legimus episcopos duos et viginti, et Romanæ Ecclesiæ presbyteros tres supra triginta, in Collectione Harduini, tom. 3, col. 498. Alia similium conciliorum exempla videri possunt collecta in tractatu de Studio conciliorum, Gallico idiomate conscripto, et Parisiis edito anno 1724, pag. 558 (1), eorumdemque meminit etiam Cabassutius in brevi dissertatione de urbanis, seu popularibus Synodis, post synodum Constantinopolitanam sub patriarchâ Menâ anno 536. Quin etiam animadvertere hìc libet cum Thomassino, cit. part. 2, lib. 3, cap. 33, Constantinopoli cùm satis magno numero præsules continuè versarentur, ibi quamdam quasi perpetuam synodum fuisse conflatam, cui regiæ urbis antistes præsidebat, et difficiliores quasque Ecclesiæ Orientalis causas terminabat. In ejusmodi synodo episcoporum Constantinopoli fortè obversantium, Nectarius Constantinopolitanus episcopus de causâ judicavit Agapii et Gabadii, de Bostrensi in Arabiâ episcopatu inter se contendentium, sicuti habetur Jur. Orient., part. 1, pag. 247. In simili synodo à Chrysostomo exauctoratus est Gerontius Nicomediensis in Bithyniâ episcopus, quod narrat Sozomenus, lib. 8, cap. 6. In eadem synodo, idem Chrysostomus querelas et accu-

(1) Hic tractatus ejusmodi studiis omninò præmittendus, et idiomate Gallico conscriptus à Francisco Salmonio, prodiit Venetiis in-fol., curis et typis Balleonianis Latinè donatus, et excusus an. 1764.

sationes audivit complurium Asiæ episcoporum adversùs Antonium Ephesinum episcopum, quemadmodùm refert Palladius in Dialogo historico de vitâ et conversatione beati Joannis Chrysostomi episcopi Constantinopolis, qui exstat tom. 13 Operum ejusdem Chrysostomi editionis Patris Montfaucon., anni 1738. Jam verò cùm ab his synodis abessent laici, et soli in illis assiderent episcopi, quod colligitur ex eodem Palladio, qui præfatam synodum exactè describens, solos episcopos enumeravit; cùmque præterea in illis causæ duntaxat disceptarentur ad Ecclesiæ forum spectantes, diversæ profectò erant à synodis illis regiis de quibus supra; ac proinde aliam constituunt ecclesiasticæ synodi speciem, ab iis quatuor distinctam, quas communiter doctores recensent.

IV. Verùm, his prætermissis, quæ præsentis instituti non sunt, synodum diœcesanam, de quâ solùm hìc agimus, paulò accuratiùs consideremus. Matthias Ugonius episcopus Famaugustanus, scriptor decimi sexti seculi, de quo plura Dupin in Biblioth. eccles. auctorum seculi XVI, tractatum concinnavit et evulgavit de Conciliis, qui in paucis bibliothecis reperitur, atque in tractatûs præludiis, pag. 4, scitè animadvertit synodum episcopalem seu diœcesanam, frequenter ab antiquis vocari presbyterium; sicuti reipsà nuper illam appellatam audivimus à Cornelio papâ. Eadem quandoque nuncupatur *concilium civile*, utpote quæ congregatur ab episcopo in suâ civitate cum solis presbyteris suæ diœceseos; quod colligimus ex epist. 14 Adriani II summi pontificis ad Carolum Calvum in causâ Herlefredi presbyteri, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 706, in quâ ait: *Sed nunc meliùs faceretis, si, quod in civili concilio apud suum episcopum perperàm gestum est, in provinciali synodo apud vos rationabiliter, et apud fratrem nostrum Hincmarum archiepiscopum cassaretur.* Nunc autem, quemadmodùm notat Doujat, cit. Prænotion. canonic., lib. 2, cap. 1, n. 16, ita propriè synodi nomen sibi usurpat, ut, cùm synodum sine ullâ additione dicimus, plerùmque diœcesanam intelligamus; quare Guillelmus Lyndewode ad Constitutiones provinciales Angliæ, tit. de Officio judicis ordinarii, cùm statutum offenderit à Bonifacio episcopo in hunc modum editum: *Item statuimus quòd episcopi in suis synodis et aliis convocationibus, et singuli archidiaconi in suis capitulis*, etc.; statim admotavit: *Synodi dicuntur conventus, sive congregationes senum et presbyterorum, quæ debent fieri per episcopos annuatim.* Hæc de nomine. Ad definitionem quod attinet, non incongruè à Botro in suo tractatu de Synodo episcopali, part. 1, num. 5, et Antonio Paulutio, in suâ Jurisprudentiâ sacrâ, tit. de Conciliis ecclesiasticis, cap. 9, num. 2, synodus diœcesana hisce ferè verbis describitur: *Legitima congregatio ab episcopo coacta ex presbyteris et clericis suæ diœcesis, aliisve qui ad eam accedere tenentur, in quâ de his quæ curæ pastorali incumbunt, agendum et deliberandum est.*

V. Ita descriptæ diœcesanæ synodi speciem quandam et imaginem nobis exhibent Acta apostolorum, cap. 21, Hierosolymitanam Ecclesiam gubernante Jacobo Minore, qui dicebatur frater Domini, de cujus episcopatu Hierosolymitano fidem faciunt Clemens Alexandrinus, Eusebius, Epiphanius, Chrysostomus, Cyrillus Alexandrinus, quorum testimonia congessit Petrus Franciscus Foggini, de Romano D. Petri Itinere et Episcopatu, exercit. 18, pag. 422 et seqq. Paulus Hierosolymam profectus est, cùmque illùc pervenisset, Jacobum adivit, apud quem statim *omnes collecti sunt seniores.* Illi verò postquàm audierunt uberem fructum quem ex Evangelii prædicatione ubique Paulus reportaverat, eumdem admonuerunt imminentis ei à Judæis periculi, quibus erat eo nomine invisus, quòd circumcisionis ac totius Mosaicæ legis abolitionem vellet et prædicaret. Quanquàm autem id esset à veritate alienum (nam Paulus solùm docebat legem Moysis non esse necessariam, quinimò sine fide Christi inanem esse, nec quidquam conferre ad æternam salutem) legis tamen ritus et cæremonias, utpote quæ nondùm mortiferæ evaserant, nunquàm damnaverat; quod quidem facilè demonstrare potuisset ex facto proprio, siquidem ipsemet circumciderat Timotheum, Act. 16, et Nazaræatûs votum susceperat, Act. 18, sicuti ad rem perpendit Titianus, ad dictum cap. 21, vers. 21; nihilominùs tamen Paulus, ut calumniam prorsùs dilueret, seniorum consilium secutus, cum aliis quatuor viris Nazaræorum voto obstrictis, templum ingressus est, ibique palàm et publicè legis cæremonias explevit. Gesta hæc sunt, non inter Jacobum tantùm et Paulum, sed coram universo cœtu seniorum, hoc est, presbyterorum Ecclesiæ Hierosolymitanæ, sicuti, teste Cornelio à Lapide ibidem, habet Græcus textus; atque hi presbyteri illi iidem erant qui interfuerant celebri concilio apostolorum, in quo actum fuit de legalibus, Act. 15, quod ipsimet asseruerunt: *De his autem qui crediderunt ex gentibus, nos scripsimus, judicantes ut abstineant se ab idolis, immolato et sanguine, et suffocato, et fornicatione;* ut narratur etiam eod. cap. 21, vers. 25. Quamobrem ejusmodi seniorum conventum cum proprio episcopo Jacobo, fuisse veram et propriam synodum diœcesanam, ad exemplum cæterarum primùm habitam, expressè affirmavit Turrecremata, in Summâ de Eccles., lib. 3, cap. 3, scribens: *Tertia species conciliorum dicitur concilium episcopale, sive synodus episcopalis, quam celebrat episcopus in diœcesi suâ cum abbatibus et clericis sibi subjectis. . . Forma autem hujus concilii præcessisse videtur in concilio quod beatus Jacobus dicitur celebrâsse Hierosolymis cum senioribus, pro abolendâ suspicione ortâ contra Paulum, de quo Act.* 2; idemque sentire visi sunt Beda, Comestor et Alphonsus Guerrerius, in cit. tract. de Concil., cap. 1, ubi ait: *Synodus à Paulo et Jacobo celebrata fuit Hierosolymis super abolendâ suspicione quorumdam Judæorum.* Nos verò, quanquàm libentiùs assentiamur Cornelio à Lapide, Tirino et Lorino ad cit. cap., vers. 18, Cabassutio in Notit. ecclesiast. Hist. concil. et canon., in Synopsi primi seculi, num. 11, aliisque negantibus præfatam seniorum congregationem fuisse veram synodum; quoniam illi non vocati, sed spontè ad Jacobum accessêre, ut Paulum invisèrent et salutarent, nec rogati sententiam tulerunt, aut decretum aliquod edidêre, sed amicè duntaxat Paulum monuerunt, attamen nemini inficiari posse putamus speciem quamdam et imaginem synodi in prædictâ congregatione eminere.

VI. Vera et propria synodus diœcesana, ac fortassè omnium prima, quæ in ecclesiasticis monumentis occurrat, illa est quam describit Siricius papa in epistolâ 2, num. 3, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 852, circa annum 389, ad diversos episcopos datâ, adversùs Jovinianum ejusque socios, ubi disertè ait Joviniani hæresim à se et universo Romano clero coram se simul coacto fuisse damnatam: *Facto ergo presbyterio*, inquit, *constitit, doctrinæ nostræ, id est, christianæ legi, esse contrariam. Unde. . . . omnium nostrùm tam presbyterorum et diaconorum quàm etiam totius cleri unam scitote fuisse sententiam, ut Jovinianus, Auxentius*, etc., *divinâ sententiâ et nostro judicio in perpetuum damnati, extra Ecclesiam remanerent.* Quod verò attinet ad alias diœcesanas synodos, quarum ad nos manârunt acta et decreta, Ludovicus Thomassinus, de vet. et nov. Eccles. Discipl., part. 2, l. 3, cap. 73, n. 3, et Joannes Petrus Gibert, in suo Corpore juris canon., edito Lugduni anno 1757, tom. 1, Prolegomen., p. 1, tit. 18, c. 3, affirmant omnium antiquissimam esse Altisiodorensem, celebratam anno 578. Nos antiquiores his proferre possemus, nimirùm Laudavenses tres synodos diœcesanas, si annis his consignandæ essent quibus eas consignavit in Collectione suâ Henricus Spelmanus, tom. 1, pag. 62, anno scilicet 560, sed ex Usserii notis manuscriptis monet David Wilkins, tom. 1 novissimæ Collectionis conciliorum Britanniæ, pag. 17, ad secundum Augustini archiepiscopi Cantuariensis

annum pertinere, id est, Christi 597. Nihilominùs dubitandum non est alias longè his vetustiores fuisse, quarum acta et memoria exciderint; etenim laudatus Thomassinus, lib. 3, c. 75, n. 1, non immeritò asserit inter synodos, eas quæ diœcesanæ dicuntur, cæteris antiquitate præstare; primis quippe Ecclesiæ seculis, cùm immanes in fideles sæviebant persecutiones, facilius fuit singulis episcopis suum clerum congregare, quàm unà cum aliis coepiscopis in provincialem synodum convenire.

VII. Enimverò quòd olim frequentes essent totius cleri cum proprio episcopo congressus, præter ea quæ ad hanc rem comprobandam inferiùs dicturi sumus, vel ex hoc quod hìc subnectimus apertè conjicitur. Non pauci ad nos pervenerunt libri pœnitentiales particularium diœcesium proprii, quarum quælibet suum habebat, in quo præscribebatur modus excipiendi pœnitentium confessiones ac pœnitentias pro modo culpæ singulis injungendi; tradebantur præterea salutaria monita, quibus sacerdos pœnitentes à vitiis retraheret, atque ad virtutem alliceret, et tandem accuratæ atque etiam minutissimæ observationes circa forum sacramentale instituebantur; utque interea antiquæ reticeantur epistolæ canonicæ sanctorum Dionysii patriarchæ Alexandrini, Gregorii Thaumaturgi, et Basilii Magni, quæ ad rem facere possent, adhuc extant libri pœnitentiales Theodori archiepiscopi Cantuariensis, Bedæ, seu (ut alii volunt) Echerti archiepiscopi Eboracensis, Rabani Mauri archiepiscopi Moguntini, Burchardi Wormatiensis, et demùm liber pœnitentialis Romanus ab Haltigario episcopo Cameracensi seculo IX insertus in suum librum pœnitentialem, editum ab Hugone Menardo, de quibus et aliis videri potest Morinus, in fine operis de Pœnitentiâ. Ili porrò libri pœnitentiales, cùm totam respicerent diœcesim, non aliter ab episcopo fiebant, quàm de suorum presbyterorum consilio; quod deducitur ex epist. 52 Cypriani, in quâ non obscurè innuit tum primùm de pœnitentiis stabili quâdam lege imponendis deliberatum fuisse, cùm, restitutâ Ecclesiæ pace, licuit sacerdotibus in unum convenire; atque idcircò, sive ratio habeatur rerum quæ in *illis* decernuntur, sive personarum quæ ad decernendum vocabantur, non immeritò affirmari posse videtur ejusmodi libros in diœcesanâ synodo fuisse exaratos.

CAPUT II.

De synodi diœcesanæ utilitate.

I. Etsi ad statuendam synodorum episcopalium utilitatem, satis superque esset asserere earum coactionem esse à sacris canonibus præscriptam, atque à sacro concilio Tridentino, sess. 24, de Reform., c. 2, iterùm præceptam, et ab Alexandro VII summo pontifice in suâ const. 20, § 8, tom. 6 Bullar. Rom., pag. 35, inculcatam, ubi alloquens episcopos Italiæ et insularum adjacentium, hæc habet : *Persuasissimum vobis esse non dubitamus, nihil frequenti animarum recognitione, synodorumque celebratione, populorum saluti ac veteri disciplinæ constituendæ, nihil catholicorum principum paci à Deo impetrandæ accommodatius esse; quo intermisso, magna in moribus continuò ad omnem improbitatem ac peccandi licentiam facta est immutatio;* ut tamen illa clariùs innotescat, operæ pretium esse censemus nonnulla subdere præclarorum antistitum testimonia, quibus ingens earumdem utilitas summoperè celebratur. Atto II, episcopus Vercellensis, qui floruit medio seculo X, adeò utiles putavit diœcesanas synodos, ut totam ecclesiasticæ disciplinæ perniciem ex earum omissione ortam arbitraretur; in capitulari enim quod habetur tom. 1 novæ editionis Spicilegii Lucæ Dacherii, ita loquitur, c. 23, pag. 405 : *Nulla penè res disciplinæ mores ab Ecclesiâ Christi magis depulit, quàm sacerdotum negligentia, qui, contemptis canonibus, ad corrigendos ecclesiasticos mores, synodum facere negligunt. Ob hoc à nobis universaliter definitum est, ut, quia juxta antiqua Patrum decreta bis in anno difficultas temporis fieri concilium non sinat, saltem vel semel à nobis celebretur.*

II. Patres concilii provincialis Coloniensis anni 1549, tit. de synodor. Celebrat., c. 1, tom. 9 Collectionis Harduini, col. 2096, decernentes ut à singulis episcopis duæ synodi diœcesanæ quotannis haberentur, earum utilitatem hisce verbis extollunt : *In synodis redintegratur unitas, studetur corpori in suâ integritate conservando; ubi ea quæ in visitatione non dabatur exequi, executionem studiis communibus assequuntur; ubi de capite et membris, de fide et pietate, de religione et cultu divino, de moribus et disciplinâ, de obedientiâ, de judiciis et rebus omnibus ad benè christianèque vivendum commodis, vel necessariis tractatur atque statuitur; ut verissimè in reformationis formulâ dicatur : Salus Ecclesiæ, terror hostium ejus, et fidei catholicæ stabilimentum sunt synodi, quas etiam rectissimè corporis Ecclesiæ nervos dixerimus : Neglectis enim synodis, non aliter Ecclesiasticus ordo diffluit, quàm si corpus humanum nervis solvatur.* Augustinus Valerius, celebris Veronensi episcopus, in libello ad clerum suum fatetur id potissimùm commodi atque utilitatis se ex synodo referre solere, quòd, habitâ in eâ per parochos et vicarios foraneos totius diœcesis notitiâ, videretur sibi quodammodò omnes suas oves propriis oculis intueri, moresque omnium perspicere. *Mihi certè*, ait, *nullus dies die synodi solet esse jucundior, nullus qui in maximis molestiis, quas tanti muneris cura affert, animum meum magis consoletur et recreet. Nam eâ die videor videre oculos meos, aures meas, manus meas, pedes meos. Cùm enim multis de causis mihi non concedatur, ut opus esset, Veronâ discedere, et singulorum vitam et mores inquirere, inquiritis vos, fratres; cognoscitis vos multiplices animarum morbos; justas piorum hominum querelas auditis; vestrâ operâ, vestris vigiliis, vestris itineribus, laboribus atque etiam periculis mihi partem sollicitudinis adimitis, vel certè sublevatis.* Neque eâ utilitate, quam ex synodo percipiebat laudatus Valerius, illi gaudent episcopi, qui jam sæpiùs suam diœcesim perlustrârunt; etenim in diœcesis visitatione, quamvis crebrò peractâ, non omnia deprehendit episcopus quæ corrigere et emendare oporteat, sed multa adhuc in synodo rescire potest à parochis, qui immediatam ovium curam habent, et continuè inter eas versantur. Quare sanctus Carolus Borromæus, etsi diœcesim subinde peragrando, commissi sibi gregis indolem et mores explararet, nihilominùs diœcesanas synodos celebrare nunquàm omisit, atque in concione habitâ ad clerum in suâ synodo XI, p. 7 Act. Mediol. eccles., edit. Mediolanens. anni 1599, pag. 1167, hæc de synodi utilitate dixit : *Est generalis quædam visitatio synodus; aliùs enim per annum particulares quasdam ecclesias duntaxat visitamus; hìc verò generatim sacerdotes omnes et clericos, ac in ipsis, suo etiam modo, populos eis commissos.* Idem ferè sentit Joannes Franciscus Bonhomius, in Decretis generalibus de reformat. Ecclesiast., edit. Coloniens. anni 1585, pag. 114, ubi ad stabendam synodi utilitatem ait : *In illâ quippe quasi in alterâ visitatione, clerum sibi commissum iterùm recognoscens* (episcopus) *tum paternâ illum charitate simul universum complectatur, tum salutaribus monitis instruat, tum quæ pro rectâ universæ diœcesis administratione, præter ea quæ in singulis locis peculiariter sanciverit, decernenda in visitatione cognoverit, generatim statuat, faciat atque decernat.*

III. Nec minùs honorificè de synodis loquuntur alii doctrinâ et pietate præstantes episcopi, Guibertus Tornacensis ordinis Minorum, in suo tractatu de Officio episcopi et Ecclesiæ Cæremoniis, tom. 25 maximæ Bibliothecæ Patrum, edit. Lugdunens., c. 6, pag. 403, agens de synodis, ait : *Synodus, ut testatur Isidorus, ex Græco*, cœtus *interpretatur, eò quòd in unum sacerdotes, et ad unum episcopi congregantur, ut eorum excessus fideliter corrigantur, et per eos salubria monita tribuantur;* et rursùs cap. 7, pag. eâd. : *Congregantur igitur etiam sacerdotes ad synodum, ut suum periculum agnoscant, vitam corrigant, et episcopum docentem audiant.* Venerabilis Dei servus Joannes

Ribera archiepiscopus Valentinus, in præfatione ad suam Synodum diœcesanam, editam tom. 4 Conciliorum Hispaniæ cardinalis de Aguirre, pag. 283, sermonem faciens de diœcesanæ synodi utilitate, asserit per earum statuta præcipi quæ bona sunt, et insurgentia mala prohiberi: *Sunt enim*, inquit, *quos solâ monitione ad bonum persuadeas; sunt qui ferè ad omnia præceptis egent; sunt qui pœnâ etiam trahendi sunt*, etc.

IV. Quid plura? Ad celebrandam episcopalium synodorum maximam utilitatem, abundè foret illarum acta pervolvere. Notissimæ sunt diœcesanæ synodi habitæ et à sancto Carolo Borromæo archiepiscopo Mediolanensi, et à sancto Thuribio archiepiscopo Limano, et à sanctæ memoriæ Benedicto XIII, cùm Beneventanæ præerat Ecclesiæ, ut alias innumeras prætereamus, quæ ferè ubique post Tridentinum coactæ sunt. Utque ex his quæ Tridentinum præcesserunt, paucas indicemus, in Appendice ad Constitutiones synodales Sabinenses Hannibalis cardinalis Sancti Clementis, editas Urbini anno 1737 extant binæ Synodi Sabinenses transcriptæ ex antiquo codice Othoboniano, altera Arnaldi de Faugerio cardinalis et episcopi Sabinensis, habita anno 1312, altera Bertrandi de Decio cardinalis, ejusdemque Ecclesiæ episcopi, habita anno 1352. Inter nostra manuscripta reperitur Synodus Bononiensis, composita ab Huberto episcopo civitatis Bononiæ, et promulgata anno 1341 ab episcopo Beltramino. Et ne in his recensendis infiniti simus, in tomis Conciliorum nuperæ editionis Venetæ, quàm plurimæ leguntur antiquæ Synodi diœcesanæ, per Italiam, Galliam, Germaniam et Hispaniam celebratæ. Jam autem si quis earum omnium statuta et decreta vel cursim pervolvat, illa deprehendet summâ sapientiâ et prudentiâ referta, loco et tempori opportunè accommodata, atque aptissima ad clericos continendos in officio, et depravatos populi mores reformandos; ac propterea fateri cogetur diœcesanas synodos validum esse fulcimentum ad nutantem in diœcesi disciplinam sustinendam.

V. Hæc pluribus quàm cæteroquin necesse erat hìc exposuimus, ad illorum retundendam audaciam, qui non veriti sunt scribere diœcesanas synodos esse prorsùs inutiles; quos etiam redarguunt et refellunt auctor libri de Vitâ et Officio episcopi, Romæ impressi anno 1719, part. 1, § 1, episcopus Braschius in suo Promptuario synodali, cap. 1, et præcipuè § 31 et seq., Antonius Paulutius, olim Romanæ rotæ auditor, in suâ Jurisprudentiâ sacrâ, lib. 3, de Comitiis ecclesiasticis, c. 9, n. 5. Non idcircò tamen illis assentimur, qui eas absolutè necessarias affirmant; quemadmodùm enim concilia generalia, quamvis summoperè utilia, non sunt tamen absolutè et simpliciter necessaria pro Ecclesiæ universalis regimine, sicuti pluribus ostendunt Duvallius de supr. Roman. Pontif. in Ecclesiam Potestat., part. 4, q. 1, et cardinalis Bellarminus, Controv. tom. 2, l. 1, de Concil., cap. 10; ita episcopales synodi, etsi maximè fructuosæ, non tamen absolutè necessariæ dicendæ sunt pro rectâ diœcesium administratione, cùm alii suppetant modi assequendi eumdem finem ad quem synodi tendunt. Joannes Matthæus Gibertus episcopus Veronensis, cujus virtutes et merita plurimùm commendant illustrium virorum testimonia collecta ad calcem operum ejusdem, quæ typis impressa prodierunt Veronæ anno 1740; is, inquam, novemdecim annorum spatio præfatam ecclesiam sanctissimè gubernavit, et tanto temporis intervallo unicam synodum coegit (quod narrat auctor ejus Vitæ, iisdem operibus præfixæ), ratus nimirùm, se muneri suo plenè satisfecisse, cùm singulis annis diœcesim visitaverit, aliaque multa præstiterit quæ ad rectam sui cleri institutionem conferre videbantur. Mortuus est quidem Gibertus initio concilii Tridentini, et proinde antequàm emanaret decretum de cogendâ quotannis synodo diœcesanâ; sed jamdiù id ipsum sancitum fuerat aliis Ecclesiæ constitutionibus, quibus nihilominùs putavit Gibertus se aliâ ratione æquè benè satisfacere. Quæ à nobis dicta censeri volumus, non animo elevandi synodorum utilitatem, quàm iterùm iterùmque commendamus et inculcamus, sed ut statuamus eas non esse omninò et absolutè necessarias; utque episcopi, qui ob aliquod impedimentum suas synodos, juxta Tridentini decretum, congregare nequeunt, non propterea animum abjiciant, sed alias suppetere sibi sciant artes succurrendi suarum ovium indigentiis, earumque spirituali bono prospiciendi; atque ut ab aliorum exemplis modum addiscant synodi defectum supplendi. Quâ in re præstat audire sacram congregationem concilii, quæ præcipuas suggerit industrias substituendas synodo, cùm ab episcopo fieri nequit. Etenim cùm episcopus Caraniensis, occasione visitationis sacrorum liminum, ad præfatam congregationem transmisisset relationem statûs suæ ecclesiæ, eidemque significâsset impossibile sibi esse diœcesanam synodum cogere, sacra congregatio litteris ad ipsum datis anno 1720 rescripsit: *Reliquum est, ut tuis postulatis respondeam. Primùm difficultates diœcesanæ congregandæ synodi nobis ob oculos ponis, et eæ quidem maximæ sunt, vetantque profectò omnem ecclesiasticorum conventum fieri. Verùm sacra congregatio certior à te fieri cupit, an in unaquâque insulâ possent per annos singulos, definito à te per edictum loco ac die, aut omnes aut major clericorum pars, quibus synodo interesse jus est, commodè coire, vices suas uni aut pluribus procuratoribus delegaturi, et an qui electi fuerint, possent, accepto authentico legationis suæ testimonio, statuto pariter tempore te convenire, ut referrent suarum ecclesiarum statum, cleri et populi mores, religionem, pietatem, templorum decus, piorum locorum administrationem, cæteraque omnia quæ opus forent. Collatis tunc ipse consiliis, quid agendum esset imperare, veluti de synodi sententiâ, imperataque illi ad suos adducerent, curarentque perfectum iri. Id enim verò synodi speciem obtineret, maximumque inde fructum caperes; quippe quid ubique tuæ diœcesis agatur penitùs internosceres, habitoque cum gravissimis viris, quales hujusmodi procuratores creandi essent, sermone, melius universis ecclesiæ tuæ rebus consuleres. Hoc si fieri nequeat, diœcesim tibi per edicta regere necesse erit, quæ invalescentibus fortassè animorum morbis remedium in dies afferant, exacuant populos ad virtutem. Curandum tamen erit ut eadem edicta non negligantur, et haudquaquàm neglecta fuisse, ex unaquâque insulâ testimonium tibi identidem afferatur.* Salutaribus hisce sacræ congregationis monitis morem gerere deberent episcopi extra Italiam, ac præcipuè in Germaniâ degentes, si verum est quod scribit Leopoldus Pilatus, canonicus Tridentinus, in suis Originibus juris pontificii, lib. 5, tit. 2, de Conciliis ecclesiasticis, fieri nimirùm non posse, ob diœcesium amplitudinem, parochorum paupertatem atque itinerum difficultatem, ut illi singulis annis synodum celebrent.

CAPUT III.

Quo titulo sit cohonestanda synodus diœcesana, et quomodò inscribenda ejusdem decreta.

I. Nonnullæ antiquæ synodi provinciales, ac potissimùm Oscensis anni 598, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 533, can. 1, Barcinonensis anni 599, ibid., col. 537, et Toletana VII, ibid, col. 953, anni 653, se sanctas inscripserunt, dicendo, ex. gr.: *Sancta synodus præcipit; sancta synodus statuit.* Hodiè tamen et decet, et expedit, ut ab ejusmodi titulo omninò abstineant; ille siquidem solis nunc tribuitur conciliis generalibus. Ferdinandus de Loases, archiepiscopus Valentinus, anno 1565 synodum provincialem coegit, in quâ confirmavit aliam synodum provincialem habitam à Martino de Ayalâ. Synodum de more ad Sedem Apostolicam transmisit; eâque per sacram congregationem concilii sedulò examinatâ, inter cætera quæ visa sunt corrigenda, demandatum fuit ut ab eâ deleretur titulus *sanctæ*, utpote qui solis debetur conciliis generalibus, sicuti litteris in formâ brevis ad eumdem

archiepiscopum datis rescripsit sanctus Pius V : *Hæc verba : Sancta synodus, non conveniunt synodo provinciali, sed universali.* Dionysius Paulus Lopis presbyter Valentinus, et doctor nostræ academiæ Bononiensis, nullam non movit lapidem ut suaderet titulum *sanctæ*, non solis universalibus conciliis, sed etiam cæteris synodis competere posse ; et mirum est quot exempla in suâ juris allegatione ad id comprobandum attulerit. Missa est allegatio juris ad sacram congregationem concilii ; et claræ memoriæ cardinalis Matthæius, tunc sacræ congregationis præfectus, die 14 novembris 1594, respondit quæsito prædicti Lopis sequenti epistolâ : *Cùm provincialis illa archiepiscopi Valentini synodus, de quâ nuper ad me scripsisti, ad sacram hanc congregationem concilii Tridentini interpretem inspicienda, ac recognoscenda missa fuit, summâ quidem cum diligentiâ ac maturitate omnia in ipsâ synodo contenta, expensa atque examinata fuerunt ab iis Patribus qui eo tempore prædictæ congregationi præerant. Itaque quod nunc à me requiris, ut tibi ratio diversitatis aperiatur, cur iidem Patres tunc de dictâ synodo provinciali, dùm ea* sancta synodus *appellatur, verbum* sancta *tollendum censuerint, cùm tamen idem verbum in plurimis provincialibus conciliis non semel legatur, gratum mihi certè fuit quæsitum tuum, sicut gratissimum extitit studium et eruditio quam præ te fers in pluribus locis animadvertendis et colligendis. Verùm, cùm certò sciam graves illos Patres tunc nonnisi cum ratione dictionem illam de hujusmodi synodo sustulisse, minimè nunc meæ partes esse videntur (nullâ necessitate cogente) hoc in controversiam vocare, cùm potiùs meæ partes sint illorum Patrum auctoritati ac prudentiæ omninò acquiescere, et eorumdem sententiæ plenè adhærere.* Ex quâ prudentissimâ epistolâ, et multò magis ex allegato brevi S. Pii V, manifestum fit nec synodos provinciales nec diœcesanas, sed solùm generales prædicto titulo *sanctæ* esse honestandas. Tota hujus rei gestæ series habetur apud cardinalem de Aguirre, tom. 4 Conciliorum Hispaniæ, pag. 87 et plurib. seq. Inter dissertationes Francisci Mariæ cardinalis Brancatii episcopi Portuensis, una est cui titulus : *De Regulis sanctorum Patrum*, in quâ insertum legitur *Votum*, à Patre Odone de Comitibus societatis Jesu conscriptum. Hic satis appositè ibi observat quòd etiamsi ex personis eorum qui synodum constituunt, *sanctæ synodi* appellatio deduceretur, atque ea locum habere posset in generalibus, aut ad summum in nationalibus et provincialibus synodis, quæ constant ex pluribus episcopis, quibus nempe *sanctitatis* appellatio tributa dignoscitur, non quidem intuitu gratiæ sanctificantis, quâ aliqui ex ipsis carere possunt, sed in venerationem characteris episcopalis ; verùmtamen neque hoc pacto id dici posset de diœcesanis synodis, quibus unicus episcopus præsidet : *De synodis diœcesanis nihil dico, in quibus unus tantùm sedet sanctus Pater episcopus ; quem titulum nec obtinuerunt, nec obtinere mærentur canonici, aliique assistentes sine ullâ jurisdictione episcopali.*

II. Alia deinde excitatur controversia circa constitutiones à provincialibus et diœcesanis synodis factas, de quibus dubitatur an dici possint *canones*. Cùm canon idem sit ac regula, ut habet textus, in can. *Can.*, dist. 3, omnes leges Ecclesiæ, quæ sunt regula morum, videntur sine ullâ difficultate appellandæ *canones*. Hinc quia concilia generalia indicuntur tam ad definiendum quid credendum, quàm ad statuendum quid agendum sit, eorum definitiones, quæ ad fidem pertinent, dicuntur *dogmata ;* quæ verò mores spectant, vocantur *canones*. Verùm hæc nominum accurata distinctio non semper in praxi observata fuit. Capita octo, quæ in synodo Carthaginensi, an. 418, episcopi plus quàm ducenti, juxta S. Innocentii I definitionem, adversùs Pelagianam hæresim ediderunt, continent fidei dogmata, et tamen *canones* appellata sunt. Definitiones fidei in causâ Pelagianâ à concilio Arausicano II, anno 529, propositæ, et à Bonifacio II confirmatæ, *canones* dicuntur. *Canonum* quoque nomine viginti de fide capita à S. Martino I, in suo concilio Romano, anno 548, contra Monothelitas proposita, nuncupantur, uti observat Bartholus episcopus Feltriensis in suis Institutionibus canonicis, c. 1, n. 6. Hanc consuetudinem Tridentina synodus secuta est, quæ fidei definitiones et hæresum damnationes per canones proposuit ; etsi aliquando eadem synodus hanc methodum non retinuerit ; in procemio quippe capitis primi, sess. 14, de Reformatione, tredecim quæ sequuntur capita, appellavit canones : *Hos qui sequuntur canones statuendos et decernendos duxit ;* et tamen in his nihil circa fidem decrevit, sed sola tradidit præcepta circa disciplinam, quemadmodùm scitè observat Doujat, Prænotionum canonicarum l. 1, cap. 1, n. 8. Ex his porrò confici planè videtur nullam adesse rationem propter quam constitutiones synodi aut provincialis aut diœcesanæ, quæ certò regulæ et normæ sunt, ad quas sive provinciæ, sive diœcesis incolæ suas actiones dirigere debent, non sint inscribendæ *canones*. Et reipsà *canonis* nomenclaturam illis attribuunt Glossa, in principio distinctionis 18, inquiens : *Episcopi benè possunt condere canones episcopales, et archiepiscopus provinciales, quia quilibet populus et quælibet ecclesia sibi potest statuere aliquod jus ;* et Abbas in cap. *Canonum*, de Constitutionibus, ubi generatim ait : *Appellatione canonis venit omnis constitutio ecclesiastica.*

III. Ita profectò res se haberet, si unicè insistendum esset vocis etymologiæ, et grammaticali ejusdem significationi ; at, si communem vocis acceptionem attendimus, præfatas constitutiones canones appellare prohibemur ; usus quippe nunc communiter, et præcipuè apud doctores invaluit, ut *canonis* nomine solæ denotentur constitutiones quæ universam obstringunt Ecclesiam, quales illæ sunt quæ aut à conciliis generalibus, aut à summo Pontifice promanant, quod pluribus tradit Fagnanus, in cap. *Canonum statuta*, n. 19 et seq. de Constitutionibus, notans simul, ib., n. 35, quòd si statutum episcopi à Papâ confirmetur, et extendatur ad totam Ecclesiam, tunc, utpote jam Pontifici arrogatum, rectè dicatur *canon*.

IV. Neque mirum videri debet si ambæ istæ voces, *sancta* scilicet, et *canon*, olim à synodis provincialibus et diœcesanis usurpatæ, nunc à solis conciliis generalibus adhiberi possint ; cùm enim voces pendeant ab hominum placito, possunt utique homines nunc ad plura significanda illas extendere, nunc ad pauciora restringere. Exemplum præstò esse potest in nomine *Papa*, quod olim commune erat omnibus episcopis, quibus illud tribuitur in epistolis Cypriani, ut animadvertit Pamelius, ad epist. 3, num. 3, in epistolis Ennodii adnotante Sirmondo, ad epist. 29, tom. 1 Var., col. 1467, atque in plurimis veterum scriptis, et apud Sidonium Apollinarem aliosque passim ; idque ex Caroli Paschalis, hominis diligentissimi, atque antiquitatis peritissimi, conjecturâ, inde evenisse autumat Anastasius Germonius, lib. 2 Animadversionum, c. 1, quòd quemadmodùm imperatores olim *patres patriæ* dicebantur, et hæc nomenclatura hisce notis exprimebatur PP., uti passim legitur in antiquis monumentis, ita episcopi, ob singularem venerationem ac reverentiam quam in primitivâ Ecclesiâ omnes illis exhibebant fideles, appellarentur pariter *patres patriæ*, cùmque hæc honoris significatio iisdem quoque inscriberetur litteris PP., posteriores viri, rerum minùs periti, eas legendas putârunt *Papa*. Sed nihilominùs quidquid sit de nominis *Papa* origine, jam à seculo VI Ennodius episcopus Ticinensis uni Romano Pontifici ; tanquàm ejus proprium et peculiare, illud ascribere cœpit, eumque secutus Cassiodorus, scribens ad Bonifacium, Agapetum et Joannem, Romanæ urbis antistites, quemlibet eorum Papam appellavit, cùm cæteroquin Eustorgium et Datium Mediolanenses, et alios aliarum civitatum præsules, non aliter quàm episcopos vocaverit quemadmodùm scitè observavit Sirmondus, in Notis ad epistolam primam Ennodii, l. 4. Nunc autem adeò proprium et singulare est Ro-

mani Pontificis, ut constitutione S. Gregorii VII in concilio Romano habito anno 1072 adversùs schismaticos, nulli in toto orbe liceat sive se, sive alterum, præter Romanum Pontificem, Papam nuncupare, uti habetur apud cardinalem Baronium, in Notis ad Martyrologium Romanum, ad diem 20 januarii. Optimè Rocca, in suo tractatu de Romani Pontificis Nomenclaturâ, tom. 1 suorum operum, pag. 4: *Et quamvis unusquisque episcopus, pontifex, vel summus sacerdos, sive Papa, dici olim poterat; nunc tamen hæc nomina nonnisi Romano Pontifici tribui possunt.* Et, ne longiùs exempla exquiramus, hæc ipsa vox *canon* de se complectitur omnem legem tam civilem quàm ecclesiasticam, quia utraque est regula morum; et nihilominùs, per antonomasiam, sola lex ecclesiastica dicitur *canon*, ob excellentiam nimirùm potestatis à quâ fertur, et finis ad quem dirigit.

V. Quonam igitur nomine diœcesanæ synodi statuta et decreta erunt appellanda? Romaguerra, ad Constitutiones synodales Gerundenses, l. 1, tit. 1, c. 1, n. 24, contendit, illa constitutiones quidem posse, cum proprietate sermonis, nominari. At, cùm constitutiones ab omnibus dividantur in generales et particulares, et istæ sint quæ feruntur ab habentibus jurisdictionem restrictam et limitatam ad certum locum seu genus personarum, ac propterea etiam statuta facta ab universitatibus, collegiis, civitatibus et academiis, communiter et sine ullâ contradictione, dicantur constitutiones, ut advertit Florens ad tit. 2, de Constitutionibus, tract. 2; planè non videmus cur constitutionis vocabulum nequeat cum omni proprietate aptari decretis in synodo editis ab episcopo. Quare concludendum est synodos provinciales et diœcesanas, modò nomen canonis non adhibeant, nullâ ratione prohiberi ne sua statuta et decreta constitutiones inscribant; quas quidem constitutiones, quod à plerisque factum deprehendimus, expedit ut ad majorem legentium commoditatem in congruos titulos distribuant, et titulos in capita dividant.

CAPUT IV.

An synodus diœcesana pertineat ad potestatem ordinis vel jurisdictionis, et an ad legem diœcesanam, vel ad legem jurisdictionis.

I. Duplex in episcopis consideratur potestas, ordinis nimirùm et jurisdictionis. Potestatem ordinis habent episcopi immediatè à Christo Domino, qui cùm hierarchiam in suâ Ecclesiâ esse voluerit, ita in eâ episcopos instituit, ut ordinis prærogativâ et gradu meris presbyteris antecellerent, ac virtute solius characteris episcopalis plura præstare possent quæ simplices sacerdotes aut omninò nequeunt, aut virtute duntaxat ordinationis suæ facere non valent: quod contra Salmasium, aliosque hæreticos pluribus demonstrat Petavius, de ecclesiast. Hierarch., operum tom. 3. Episcopus enim, ut loquitur Epiphanius adversùs Arium, hæres. 76, num. 4, fœcunditatem habet quâ Patres Ecclesiæ, hoc est, presbyteros aliosque episcopos generare potest; simplices verò presbyteri, adeò infœcundi sunt, ut, in nullo rerum eventu, alios presbyteros gignere seu ordinare queant. Episcopus præterea, potestate sui ordinis propriâ, sacramentum confert Confirmationis, quod simplices sacerdotes nonnisi ex speciali delegatione, non verò virtute solius ordinis in quo sunt constituti, ministrare possunt. Cùm autem et Confirmatio et sacerdotium vera Sacramenta sint, causativa gratiæ sanctificantis, atque in hoc postremo talis imprimatur character, per quem ordinatus in sacerdotem corpus Christi conficere atque à peccatis absolvere valet, nemo est qui non videat ordinariam potestatem illa conferendi nonnisi immediatè à Deo posse in episcopos promanare. Neque enim immediatam derivationem episcopalis potestatis à Deo impedit actio ministri, quam necessariò intercedere oportet, ut novus episcopus consecretur, quoniam minister operatur virtute et nomine Christi, cujus est instrumentum, ac propterea Christus est qui proximè et immediatè agit principaliter et virtute propriâ.

II. Quoad potestatem jurisdictionis quæ jus affert beneficia conferendi, causas audiendi, leges et censuras ferendi, ac cætera præstandi, quæ ad subjecti gregis regimen sunt necessaria, quæstio est inter Tridentinos Patres summâ contentione jamdiù exagitata, nec definita, de quâ cardinalis Pallavicinus, in Historiâ concilii Tridentini, lib. 18, cap. 14, et lib. 21, c. 11 et 13, an episcopi illam accipiant immediatè à Christo, aut potiùs à summo Pontifice. Licèt autem eorum opinio, qui etiam hanc potestatem immediatè à Christo oriri propugnant, validis fulciatur argumentis, nihilominùs tamen et rationi et auctoritati conformior videtur sententia opposita. Ratio siquidem monarchici regiminis, quod Christus in suâ Ecclesiâ constituit, videtur exposcere ut totius Ecclesiæ jurisdictionis fons et origo resideat in ejusdem Ecclesiæ visibili capite, qui est Romanus Pontifex, atque ab eo profluat in cætera membra. Quare Innocentius I, epistolâ ad episcopos Carthagine congregatos, quæ in editione Conciliorum est 24, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 1025, eos laudans quòd sententiam contra Pelagianos ab ipsis latam ad Sedem Apostolicam miserint approbandam, ait, n. 1: *Scientes quid debeatur Apostolicæ Sedi, cùm omnes hoc loco positi ipsum sequi desideremus Apostolum (Petrum) à quo ipse episcopatus et tota auctoritas nominis hujus emersit.* Et episcopi Africani, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 734, scribentes ad Theodorum papam ita exordiuntur: *Magnum et indeficientem omnibus Christianis fluenta redundantem, apud Apostolicam Sedem consistere fontem, nullus ambigere possit, de quo rivuli prodeunt affluenter, universum longissimè irrigantes orbem Christianorum.* Et clariùs atque ad rem nostram magis appositè Leo Magnus, epistolâ olim 89, in novâ editione 10, cap. 1, ad episcopos Viennensis provinciæ, quam refert Gratianus, dist. 19, can. 7, inquit: *Hujus muneris sacramentum ita Dominus ad omnium apostolorum officium pertinere voluit, ut in beatissimo Petro, apostolorum omnium summo, principaliter collocaret, ut ab ipso, quasi quodam capite, dona sua velut in corpus omne diffunderet.* Idque eo sapientissimo consilio à Christo Domino factum existimat D. Thomas, l. 4 contra Gentes, cap. 76, ut hoc continuo et quasi perenni influxu jurisdictionis à capite in membra, firmior et solidior esset omnium cum illo nexus, et meliùs conservaretur unitas Ecclesiæ: *Soli* (ait Angelicus, num. 4, loquens de Christi promissione factâ Petro) *promisit: « Tibi dabo claves « regni cœlorum, » ut ostenderetur potestas clavium per eum ad alios derivanda, ad conservandam Ecclesiæ unitatem.* Hoc eodem argumento utuntur, idemque pluribus exornant D. Bonaventura in opusculo: *Quare fratres minores prædicent*, tom. 7 oper. edit. Lugdun. anni 1668, pag. 340; cardinalis Bellarminus, tom. 1 Controv., lib. 4, de Rom. Pontif., c. 24 et 25; Vargas, in toto opere de Jurisdict. episcopor.; Suarez, de Legibus, lib. 4, c. 4, per tot.; Fagnanus, in cap. *Perniciosam*, à num. 30 usque ad finem, de Offic. Ord. Hæc obiter. Quod nostrâ interest, illud duntaxat est, nimirùm statuere jus synodum convocandi, non ad ordinis, sed ad jurisdictionis episcopalis potestatem pertinere; quod profectò, semel percepto inter utramque discrimine, unusquisque facilè deprehendet.

III. Decidenda nunc remanet alia quæsiti pars: an videlicet congregatio synodi pertineat ad legem jurisdictionis, an potiùs ad legem diœcesanam. Sed, priusquàm hæc decidatur, præmittenda est brevis utriusque legis notitia. Compertum est omnibus monachos eorumque ecclesias ac monasteria, plurium seculorum intervallo, fuisse juri episcoporum omninò subjecta, ac primùm à S. Gregorio Magno fuisse illis concessam exemptionem à potestate episcoporum quoad electionem suorum abbatum, solutionem cathedratici et decimarum, juxta ea quæ referuntur à Thomassi-

no de vet. et nov. Eccles. Discipl., tom. 1, lib. 3, cap. 30 et seq. Neque est cur quispiam de hisce conqueratur exemptionibus, aliisque adhuc amplioribus, quibus subinde regularium ordines fuêre ab Apostolicâ Sede exornati : siquidem etiam patriarchæ Orientales pleno jure dominabantur in omnia sui exarchatûs monasteria ; atque inter eos patriarcha Constantinopolitanus post annum Christi millesimum in plura cœnobia, per totum Orientale imperium sparsa, immediato summoque jure utebatur, uti observat idem Thomassinus, eod. tom. 1, lib. 1, cap. 9, num. 15, et cap. 16, num. 1 ; quinimò etiam hodiè inter jura patriarcharum propria iidem recensent *jus stauropegii*, in hoc consistens ut in monasterii fundatione patriarcha, si velit, crucem figat, eoque actu monasterium de novo erectum subtrahat à jurisdictione episcopi intra cujus diœceseos fines situm est, sibique immediatè subjiciat ; quod quidem jus, de quo nonnulla nos attigimus in nostrâ constit. 98, § 19, nostri Bullar. tom. 1, antiquissimâ consuetudine, non schismaticâ usurpatione, ab Orientalibus patriarchis acquisitum ostendit Christianus Lupus, in Scholiis et Notis ad canon. concilior., tom. 3, edit. Bruxellens., p. 953. Jam verò quamdiù monachi plenè atque in omnibus subjecti fuerunt episcopis, nulla emersit distinctio inter legem diœcesanam et legem jurisdictionis ; sed postquàm à Sede Apostolicâ concessa illis fuerunt indicata exemptionis privilegia, quorum nonnulla habentur in can. *Cùm pro utilitate*, 16, quæst. 1, in can. *Quàm sit necessarium*, et in can. *Luminoso*, 18, quæst. 2, Joannes Semeca, dictus Theutonicus, qui medio seculo XIII vivebat, et auctor fuit Glossæ communis, decreto Gratiani appositæ, seu potiùs Huguccionus, seu Hugutio, quem primum Gratiani glossatorem affirmat S. Antonius, in Speculo historiarum, 3 part., tit. 18, cap. 6, pag. 66, ex cujus, aliorumque glossis, teste Doujat, Prænotationum canonicarum lib. 5, cap. 3, num. 6, suam consarcinavit Theutonicus, eam distinctionem excogitavit, iisque simul collectis, in quibus monachi subtracti fuerant à jure, seu potestate episcopi, ea ascripsit legi diœcesanæ ; cætera verò, in quibus monachi adhuc subjecti remanebant juri episcopali, spectare ait ad legem jurisdictionis, quod colligitur ex Glossâ ad can. 1, 10, quæst. 1. Huic eidem distinctioni, ab Hugutione inventæ, adhæsit Honorius III, in cap. *Dilectus*, de Officio judicis ordinarii, sicuti observant Franciscus Florens, tom. 2, tit. de Statu monachorum, fol. 70 et 71, et tit. de Officio ordinarii, ad text. in cap. *Dilectus*, fol. 187 ; Ildefonsus Clemens de Arostegui, in suâ Concordiâ pastorali, editâ Compluti anno 1734, part. 1, cap. 1, num. 70 et pluribus seq. ; rota Romana, dec. 769, num. 4 et seq., coram Molines.

IV. Hæc satis esse videntur ad rem de quâ agimus illustrandam ; si enim cætera prosequi vellemus, quæ de lege jurisdictionis et lege diœcesanâ doctores adnotârunt ad cit. cap. *Dilectus*, in infinitum cresceret hic noster liber, atque in ea nos dumeta conjiceremus, unde vel nullus vel exiguus sanè fructus expectari posset. Nec verò ea quæ innuimus, in quibus ferè doctores conveniunt, non hujusmodi sunt ut viam definiendæ propositæ quæstioni patefaciant. Semel enim posito ad legem diœcesanam ea pertinere in quibus monachi sunt exempti à jure episcopali ; et ad legem jurisdictionis cætera in quibus eidem juri subsunt ; cùm ex infra dicendis liquidò constet monachos in nonnullis synodo subjici, in aliis ab illâ eximi, planè exinde conjicitur synodum diœcesanam esse quid mixtum, et ad utramque legem spectare. Ita diffidentes hâc in re doctores invicem componit Ostiensis, in cap. *Quod super his*, num. 2, de Majorit. et Obedientiâ, quem sectantur Bottus, de Synodo, part. 1, num. 61 et seq. ; Paulutius in suâ Jurisprudentiâ sacrâ, de Comitiis ecclesiasticis, tom. 4 Biblioth. Pontificiæ Roccaberti, pag. 452 ; rota, decis. 619, part. 4 Diversor., et decis. 17, num. 23, de Offic. ordinar. coram Falconerio, tom. 3.

CAPUT V.

De loco in quo synodus diœcesana habenda est.

I. *Cùm episcopus in totâ suâ diœcesi jurisdictionem ordinariam noscatur habere, dubium non existit, quin in quolibet loco suæ diœcesis non exempto, per se vel per alium possit pro tribunali sedere, causas ad ecclesiasticum forum spectantes audire..., et cætera quæ ad ipsius spectant officium, liberè exercere ;* verba sunt Bonifacii VIII, in cap. 7, de Officio ordinarii, in 6. Quod rectè sancitum notat Cironius, lib. 2 Observat. jur. canon., cap. 4, exemplo prætoris Urbani, qui cùm esset judex ordinarius civium Romanorum, uti testatur Plutarchus in Syllâ, ubicumque jus diceret, forum constituebat, leg. penult., ff. de Just. et Jur., et leg. ult., ff. de Jurisdict. omn. judic.

II. Quamobrem indubitatum est episcopum non solùm in civitate, verùm etiam in quâlibet suæ diœcesis parte, posse synodum cogere ; unde concilium Aurelianense I anni 511, can. 19, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 10, 11, et Oscense anni 598, can. 1, tom. 3 ejusdem Collectionis Harduini, col. 535, jubent ut omnes abbates, presbyteri et diaconi singulis annis accedant ad synodum celebrandam in loco *ubi episcopus elegerit ;* et inter antiqua statuta ecclesiæ Biterrensis, ab Hugone episcopo anno 1368 renovata, tom. 4 Anecdotor. Martene, col. 627, cap. 1, legitur : *Statuimus et ordinamus quòd quolibet anno bis synodus celebretur in ecclesiâ Biterrensi, vel ubi dominus episcopus ordinaverit.* Quinimò, addit Bottus, de Synodo, part. 1, quæst. 9, num. 58 : integrum erit episcopo suam synodum cogere etiam extra propriam diœcesim, si ab eâ fuerit expulsus, aut ob pestem, aliamve justam causam, ab illâ recedere coactus ; quod tamen intelligendum monet Massobrius, de Synodo diœcesanâ, cap. 2, dub. 8, dummodò consentiat ordinarius loci ubi exterus episcopus vult suam synodum celebrare. Atque ita reipsà, obtentâ priùs ab ordinario licentiâ, quidam episcopus titularis, qui diœcesim administrabat sitam in terris infidelium, et ab eâ fuerat expulsus, cum ejusdem diœcesis presbyteris et clericis, qui secum advenerant ad civitatem Burgensem, suam diœcesanam synodum ibidem habuit, quod refert Frances, de Ecclesiis cathedralibus, cap. 32, num. 92.

III. Verùm, etsi, solo jure spectato, liberum sit episcopo synodum congregare in quolibet suæ diœcesis oppido, expedit tamen, cùm nullum obstat impedimentum, ut illam cogat in civitate, quemadmodùm declaravit sacra congregatio concilii in Acernen., die 17 maii 1636, lib. 15 Decret., p. 355, à tergo, hisce verbis : *Posse episcopum etiam in dicto oppido diœcesanam synodum congregare ; sed satius esse ut illam apud suum cathedralem celebret.* Quòd si duæ cathedrales ecclesiæ sint æquè principaliter unitæ, episcopus qui utrique præest, solâ inspectâ juris severitate, non tenetur facere duplicem synodum, sed unam tantùm in alterutrâ quam maluerit ex præfatis ecclesiis, cui adesse tenentur ecclesiastici utriusque diœcesis, editisque in eâ decretis ambæ diœceses obstringuntur, sicuti docent laudatus Frances, cap. 8, num. 370 et seq. ; Gratianus, discep. 655, num. 29 et seq. ; cardinalis de Lucâ, de Jurisdictione, disc. 56, num. 6, et de Præeminentiis, disc. 7, num. 2 et 24 ; Romaguerra, ad Constitutiones synodales Gerundenses, lib. 1, tit. 1, cap. 1, num. 12 ; Emerix Junior, decis. 1186, et decis. 1236. Neque huic doctrinæ illud adversatur, quod à sacrâ congregatione concilii olim decisum fuerat in quâdam causâ Geruntinâ, cujus summa hæc erat : Indictâ ab episcopo Geruntino synodo, habendâ in civitate Cariatensi, æquè principaliter unitâ ecclesiæ Geruntinæ, hujus capitulares cæterique de clero Geruntino ad synodum accedere recusârunt, eam obtendentes excusationem, quòd in utriusque ecclesiæ unione reservata fuisset præeminentia ecclesiæ Geruntinæ. Re delatâ ad sacram congregationem concilii, ejusque discussioni propositis

his dubiis : I. An synodus ab episcopo celebrata in cathedrali Cariatensi sustineatur. II. Et quatenùs affirmativè, an liget diœcesim Geruntinam. Sacra congregatio die 2 octobris 1706, respondit ad primum *affirmativè*, ad secundum *negativè*. Nec tamen hæc responsio (ut dicebamus) adversatur modò traditæ doctrinæ : nam eâdem causâ iterùm propositâ die 1 februarii 1708, sacra congregatio stetit in decisis quoad primum dubium; *ad secundum verò, prævio recessu à decisis, rescripsit affirmativè*, lib. 58 Decretor., pag. 53. Ideò autem sacra congregatio in secundi quæsiti decisione nonnihil anceps fuerat, quia clerus Geruntinensis sibi assistere contendebat consuetudinem de quâ mox.

IV. Diximus, *solâ inspectâ juris severitate, licere episcopo in alterutrâ quam maluerit ex præfatis ecclesiis synodum cogere ;* nam si æquitatis et decentiæ sit ratio habenda, ad evitandas inter utramque ecclesiam simultates, et concordiam fovendam, maximè expedit ut illam modò in unâ, modò in alterâ, alternatim celebret, et præterea, si alternativam induxerit legitima consuetudo, tenetur episcopus hanc omninò servare. Hujusmodi porrò opportunâ distinctione invicem conciliantur variæ sacræ congregationis concilii responsiones, quæ minùs peritis videri possent inter se pugnantes ; siquidem in prædictâ *Geruntinensi*, in quâ causâ contentiosè agebatur, sacra congregatio judicium protulit ad exactam juris normam; secùs verò accidit in aliâ *Ampuriens. synodi ;* in quâ, cùm ipsemet episcopus sacram congregationem ita interrogâsset : *Approximante tempore celebrationis synodi, episcopus, stante quòd Ampuriens. unita sit æquè principaliter Civitatens. diœc., nullâ in hâc parte suffultus consuetudine, supplicat ab EE. VV. edoceri an ipse teneatur celebrare synodum in utrâque diœcesi*, eadem sacra congregatio, non juris apices, sed decentiam et æquitatem respiciendo, die 8 maii 1794 respondit *affirmativè alternatim*, lib. 44 Decretor., pag. 212, à tergo. Aliud autem dicendum est de sententiâ latâ in causâ *Adriens. et Pennens.* diœcesibus unitis, quoniam in hâc, cùm probata esset consuetudo synodum alternis vicibus habendi in utrâque civitate, non ex merâ decentiâ, sed ex justitiâ, ab eâdem sacrâ congregatione die 12 aprilis 1625, prodiit sequens decretum : *Sacra*, etc., *partibus auditis, ac sanctissimo Domino nostro approbante, censuit episcopum Pennensem et Adriensem debere primam diœcesanam synodum, cùm ultima in civitate Pennensi coacta fuerit, in Adriensi civitate indicere, ac celebrare*, lib. 12 Decretor., pag. 276; et rursùs in eâdem causâ, die 27 julii 1647, lib. 18 Decretor., pag. 376, *synodum ab episcopo congregatam et celebratam in civitate Pannens., quæ ratione alternativæ celebranda erat in civitate Adriensi, non esse abolendam, sed acriter corripiendum episcopum, et faciendam declarationem, quòd hujusmodi celebratio nullo modo præjudicet civitati Adriensi, ratione dictæ alternativæ, prout hæc sacra congregatio declarat.* Quia verò in aliâ simili causâ *Matheranens. et Acheruntinâ* diœcesibus unitis, capitulum Acheruntinum nondùm legitimè probaverat eamdem quam asserebat consuetudinem sibi suæque ecclesiæ favorabilem, cujus prætextu adesse renuebat synodo quam archiepiscopus celebrandam indixerat in civitate Matheranensi; ideò sacra congregatio, die 24 martii 1736, distulit controversiæ decisionem ; at, ne interim synodi coactio, non sine utriusque diœcesis detrimento, protraheretur, prudentissimè addidit : *Non retardato pro hâc vice interventu cleri Acheruntini synodo jam indictæ in civitate Matheranensi, sine præjudicio jurium ambarum partium.*

V. Hactenùs de loco. Si nunc locum loci, ut aiunt, investigemus, hoc est, si quæramus in quonam civitatis loco aut oporteat, aut deceat synodum celebrari, triplex statim nobis occurret doctorum opinio. Bottus, in tractatu de Synodo, quæst. 9, num. 56, part. 1, existimat necesse non esse ut synodus celebretur in ecclesiâ. Joannes Andreas, in cap. *Decet*, de Immunit. eccl., in 6, concludit synodum posse fieri in ecclesiâ, simulque insinuat decere ut fiat. At Massobrius in cit. tract. de Synodo diœces., cap. 2, dub. 9, docet, juxta universalem consuetudinem, synodum esse in ecclesiâ celebrandam. Et profectò si antiquarum synodorum acta pervolvimus, ferè omnes, tam œcumenicas, quàm provinciales, quàm demùm diœcesanas synodos in ecclesiâ coactas deprehendimus, quemadmodùm perpendit, multisque adductis exemplis confirmat et illustrat Mendosa, in Notis ad concil. Illiberitan., cap. 9, tom. 1 Collectionis conciliorum Labbei, col. 143. Exteris verò exemplis ab illo collectis adjicere possumus etiam domestica, omnium videlicet conciliorum, quæ Romæ sunt celebrata, aut in basilicâ Lateranensi, aut in basilicâ Vaticanâ. Typis impressum est Bullarium solas continens constitutiones pertinentes ad basilicam Vaticanam, in quarum primâ, quæ est S. Leonis I, cognomento Magni, tom. 1, pag. 1, habetur : *Constitutum est, binos in annis singulis episcoporum debere esse conventus :* quibus verbis subnectuntur hæc alia : *Quoniam, adjuvante gratiâ Dei, facilius potcrit provideri ut in Ecclesiâ Christi nulla scandula, nulli nascantur errores, cum coram beatissimo apostolo Petro id semper in commune tractandum fuerit.* Ad hunc autem locum eruditi adnotatores expendentes ea verba, *coram beatissimo apostolo Petro*, fusè ostendunt usque ad XI seculum Romana concilia fuisse celebrata in ecclesiâ S. Petri, præsente et præsidente Romano Pontifice. Nomine porrò *ecclesiæ* non intelligitur hìc solus ecclesiæ ambitus, sed omnis locus sacer ecclesiæ adjunctus et ad ecclesiam pertinens : siquidem (ut rectè notavit du Cangius) in Actis concilii Chalcedonensis, act. 1, tom. 2 collectionis Harduini, col. 174, mentio fit cujusdam concilii Constantinopolitani celebrati in baptisterio S. Sophiæ, quod utique erat ab ecclesiâ distinctum. Concilia verò Carthaginensia III, IV, V, VI habita legimus in secretario basilicæ. Quoddam pariter concilium Antiochenum, insertum iisdem Actis concilii Chalcedonensis, eod. tom. 2, col. 573, coactum dicitur *in porticu æstivalis secretarii.* Secretarium autem idem erat ac diaconicum, seu, quam vulgo dicimus, *sacristia*, ut admonet Valesius, not. in Philostorg., lib. 7, cap. 3, qui locum fuisse contendit intra ecclesiam : Gothofredus verò et alii ab ecclesiâ separatum existimant. Præterea Leo Allatius, de Consens. Eccles. Orient. et Occid., lib. 4, cap. 11 et 12, nonnulla commemorat concilia celebrata in catechumeniis ; et citatus du Cangius, in descriptione ædis Sophianæ, ad calcem Cinnami, num. 38, ex Nicetâ aliisque probat synodum VIII non in ecclesiâ, sed in catechumeniis coactam. Catechumenia verò, ut liquet ex Leone, nov. 73, aliisque quos laudat idem du Cangius, ibid., num. 58, erant solaria, seu porticus superiores ecclesiarum. In Vaticanâ porticu synodum pariter habitam narrat Rasponus, de Patriarchio Lateranensi, lib. 4, cap. 4. Ac demùm in Leoniano triclinio à Leone III prope Lateranensem basilicam constructo, quod collapsum ac dirutum, ne præclarum sacræ antiquitatis monumentum eruditorum hominum voluptati deesset, nos, quatenùs licuit, salvum esse voluimus, ac restitui mandavimus, plura concilia celebrata, ac præsertim unum ab Eugenio IV, tradunt Nicolaus Alemannus, de Lateranensibus Parietinis, pag. 29, Panvinius, aliique passim. Cæterùm, quidquid sit de loco in quo olim synodi cogebantur, ut loquamur de hodiernâ praxi, distinguendum videtur inter congregationes, quæ synodo præmitti solent, et sessiones ipsas synodales. Congregationes haberi consueverunt in ædibus episcopalibus, sessiones autem semper in ecclesiâ, quemadmodùm advertit Gavantus, in Praxi diœcesanæ synodi, cap. 4 et cap. 9, et colligitur ex Pontificali Romano, quod agens de ordine ad synodum, cùm dicat episcopum cappâ indutum pergere ad ecclesiam, celebrare missam de Spiritu sancto, et distribuere Eucharistiam clero, pro certo jam sumit illam in ecclesiâ

celebrari. Idem supponit Cæremoniale piscoporum, lib. 1, pag. 31, describendo ornatum ecclesiæ in quâ synodus habetur. Et S. Carolus Borromæus in concione habitâ in suâ synodo diœcesanâ XI, anno 1584, part. 7, Act. eccl. Mediol., pag. 1167, considerans excellentiam et sanctitatem loci ubi synodus congregatur, hæc dixit, quæ soli ecclesiæ aptari possunt : *Et locus ipse quò convenimus consideratione dignissimus est. Hic enim non est aliud nisi aula Dei et regia domus ejus ac porta cœli. Hìc personaliter et realiter totus Christus est præsens. Adsunt cum eo innumera sanctissimorum angelorum et beatorum spirituum millia. Hìc repositæ sunt sacrosanctæ tot sanctissimorum hominum reliquiæ. Hìc nil, nisi cruces, nisi imagines. Omnia sancta sunt, omnia sanctitatem spirant, omnia timorem quemdam filialem incutiunt, dùm ubi simus, et coram quo, nobis significant.*

VI. Inter ecclesias autem, si fieri possit, eligenda est cathedralis, quæ arctiori vinculo episcopo alligatur, aliarumque ecclesiarum mater est et caput; quamvis urgente aliquâ rationabili et honestâ causâ, non prohibeatur episcopus synodum facere in aliâ ecclesiâ, quod benè notavit Monacellus in Formul. legal., part. 1, tit. 5, formul. 3, num. 7. Simile est quod dicitur de chrismate ac oleis catechumenorum et infirmorum, quæ, licèt aliquando, ac præsertim cùm episcopus abest à civitate, consecrari possunt in quâlibet ecclesiâ, regula tamen est ut, cùm fieri potest, consecrentur in cathedrali, juxta declarationem congregationis sacrorum rituum die 17 novembris 1600, relatam à cardinali de Aguirre, tom. 4 Concil. Hispaniæ, pag. 784.

CAPUT VI.

De tempore quo cogenda est synodus diœcesana.

I. Olim bis in anno concilia provincialia celebranda fuisse constat ex canone 38, aliàs 30, ex recensione Cotelerii, tom. 1, pag. 447, ex his qui dicuntur apostolici : *Bis in anno episcoporum concilia celebrantur;* cui consonat canon quintus concilii Nicæni, ex versione Dionysii Exigui, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 326 : *Bene placuit annis singulis per unamquamque provinciam bis in anno concilia celebrari.* Idque religiosè servari jussit Leo Magnus, epist. 12 ad Anastasium Thessalonicensem episcopum, cap. 7, relatâ à Burchardo, lib. 1, cap. 40, et à Gratiano, can. 2, dist. 18, inquiens : *De conciliis autem episcopalibus, non aliud indicimus, quàm sancti Patres salubriter ordinârunt, ut scilicet bini conventus per annos singulos habeantur.* Hanc eamdem disciplinam in plerisque saltem provinciis perseverâsse seculo VIII patet ex concilio Vernensi, anno 755, can. 4, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 1965, in quo statuitur ut provinciales episcopi singulis annis, tum martii, tum octobris kalendis, unà cum metropolitano ad synodum conveniant; atque ex cap. 13 Capitularium Aquisgranensium anni 789, tom. 1 Capitularium collectorum à Stephano Baluzio, editionis Parisiensis, anni 1677, col. 208, ubi præcipitur *ut provinciales episcopi, cum suo metropolitano, bis in anno, propter causas Ecclesiæ, concilia celebrent.*

II. Quia porrò concilia provincialia semper consectabantur synodi diœcesanæ, ut edita in illis decreta à singulis episcopis in his promulgarentur, sicuti cautum legimus à plerisque conciliis, et præsertim à Toletano XVI, anni 693, cap. 7, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 1797, et advertit Thomassinus, de veter. et nov. Eccles. Discipl., part. 2, lib. 3, cap. 73, num. 1, inde factum est, ut binæ pariter synodi diœcesanæ quotannis haberentur; atque hic mos ita inolevit, ut ad tempora à nobis non omninò remota protractus fuerit : etenim duas diœcesanas synodos quotannis cogendas edixêre concilium Ilaniense, in Daniâ, anni 1425, tom. 8 Collectionis Harduini, col. 1036; Coloniense anni 1536, part. 14, c. 17, tom. 9, Harduini col. 2028; et aliud Coloniense anni 1549, tit. de synodor. Celebrat., cap. 1, ibid., col. 1096. Quinimò, in nonnullis diœcesibus designati erant certi dies quibus prædictæ synodi haberentur, nimirùm feriâ tertiâ et quartâ illius hebdomadæ in quâ celebratur festum S. Lucæ, et feriâ tertiâ et quartâ illius hebdomadæ post Pascha, in quâ cantatur Evangelium *Ego sum Pastor bonus;* quos quidem dies, antiqua suæ Ecclesiæ statuta renovando, horum synodis cogendis perpetuò destinavit Hugo episcopus Biterrensis, anno 1368, cujus decretum extat in tom. 4 Thesauri novi anecdotor. collector. à Martene et Durand., pag. 627; iisdemque ferè diebus synodos singulis annis habendas decrevit Raymundus episcopus Rothenensis, eodem tom. 4, pag. 673. Inter statuta tamen ecclesiæ Claromontensis anni 1268, ab Harduino, tom. 7, col. 587, primùm evulgata legimus, morem illius ecclesiæ fuisse, ut synodus æstivalis fieret diebus mercurii et jovis post festum Pentecostes, et hiemalis diebus mercurii pariter et jovis proximioribus festo S. Lucæ. Quare Alteserra, in suo tract. de Jurisd. eccles., lib. 2, cap. 19, satis appositè scripsit : *Nec semel, sed iterùm in anno vocari synodum episcopalem, antiqui juris fuit.*

III. Verùm, cùm in synodo VII statutum fuerit ut semel in anno concilia provincialia fiant, quemadmodum habetur apud Gratianum, can. 7, distinct. 18, huic sanctioni adhærens Innocentius III, in concilio generali Lateranensi decrevit synodos provinciales ab archiepiscopo, et diœcesanas ab episcopo quolibet anno esse cogendas, cap. *Sicut olim*, de Accusationibus. Quamvis autem non vetuerit Innocentius ne sæpiùs diœcesana synodus haberetur, plerisque tamen episcopis satius visum est, se Innocentii decreto accommodare, et unam quotannis diœcesanam synodum indicere : et reipsà unam singulis annis esse indicendam, decrevêre concilium Ravennatense anni 1311, rubr. 18, tom. 7 Collectionis Harduini, col. 1568; Palentinum anni 1322, cap. 1, ibid., col. 1464; Tarraconense, sub Joanne patriarchâ Alexandrino, anno 1329, col. 63, quod extat cit. tom. 5 Thesauri nov. anecdot. collector. à Martene et Durand., col. 308; Vaurense, à trium provinciarum episcopis anno 1368 celebratum, c. 6, tom. 7 Collectionis Harduini, col. 1813, cujus verba hæc sunt : *Ad memoriam reducentes statuta Patrum, in quibus præcipitur ut semel in anno per episcopos synodalia concilia celebrentur, sacro approbante concilio, statuimus, ac in virtute sanctæ obedientiæ suffraganeis nostris præcipimus, ut singulis annis per se, vel per idoneos viros, si ex causâ necessariâ fuerint impediti, dicta synodalia concilia habeant celebrare.*

IV. Sed, quoniam postea hæc disciplina relaxata fuerat, et synodorum celebratio intermissa, idcircò plerique, religionis studio permoti, Tridentinos Patres ursère ut illam instaurarent. Inter petitiones ab oratoribus regis christianissimi factas in synodo Tridentinâ, atque ex Angelo Massarello ejusdem concilii secretario relatas tom. 8 amplissimæ Collectionis veterum scriptorum et monumentorum editæ à Martene et Durand., col. 1311, 34 et ultima hæc est : *Decernat sancta synodus ut non solùm synodi episcopales quotannis semel, ut minimum, sed etiam tertio quoque anno provinciales congregentur, in quibus de his quæ ad statum ecclesiasticum pertinent diligenter tractetur, de ministrorum delictis maturè cognoscatur, et in eos qui deliquerint severè animadvertatur.* Quibus petitionibus antiquo jure innixis libenter indulsit sacrum Tridentinum concilium, districtè præcipiens, sess. 24, cap. 2, de Reform., ut à singulis metropolitanis quolibet triennio synodus provincialis, et ab unoquoque episcopo semel in anno diœcesana cogatur : *Synodi quoque diœcesanæ quotannis celebrentur.* Contra contumaces verò huic decreto parere recusantes, pœnas à sacris canonibus jamdiù sancitas renovat, iterùmque infligit : *Quòd si in his tam metropolitani quàm episcopi, et alii suprascripti negligentes fuerint, pœnas sacris canonibus sancitas incurrant.* Et sacra congregatio, ejus-

dem concilii Tridentini interpres, ad præcavendas et amputandas quascumque episcoporum inanes excusationes, uti refert Fagnanus in cap. *Sicut cum*, num. 10 et 11, de Accusat., aliàs respondit, ut si episcopi impediantur à synodo quolibet anno per semetipsos celebrandâ, possint eam celebrare per suum vicarium generalem, instructum speciali mandato, quod ad hunc actum esse necessarium, infra dicetur. Neque enim celebratio synodi ad illa munera pertinet, quæ ab ipsomet episcopo necessariò expleri debent : etenim, uti ratiocinatur laudatus Fagnanus, cùm Tridentinum loquatur *impersonaliter*, dicendo : *Synodi quoque diœcesanæ quotannis celebrentur;* non exigit veluti absolutè necessariam præsentiam episcopi, nec prohibet ne alterius operâ ad synodum cogendam utatur. Ad hæc, in eodem capite loquens Tridentinum de synodo provinciali, expressè decernit ut, metropolitano legitimè impedito, illam cogat *coepiscopus antiquior;* ac propterea, cùm oppositum non statuat de diœcesanâ, non obscurè insinuat, etiam hanc posse per alium celebrari. Ita pariter longè ante Tridentinum senserat citatus Joannes patriarcha Alexandrinus in allegato concilio provinciali Tarraconensi, in quo præcipit quidem, synodum quotannis à suis suffraganeis fieri, sed simul apertè permittit ut, cùm aliquo detinentur impedimento, illam per alios cogant : *Sacro approbante concilio, statuimus, et in virtute sanctæ obedientiæ suffraganeis nostris præcipimus, ut singulis annis per se, vel per idoneos viros, si ex causâ necessariâ fuerint præpediti, dicta concilia synodalia habeant celebrare :* idemque ac ferè iisdem verbis decreverat nuper relatum concilium Vaurense.

V. Verùm, præfatum præceptum synodum quotannis celebrandi, à sacris canonibus toties impositum et repetitum, atque à sacro concilio Tridentino denuò restauratum, nimiùm benignè moderantur aliquot jurisperiti. Monacellus in Formulario legali practico, tit. 5, formul. 3, num. 1, tom. 1, opinatur episcopum primo et secundo anno à suscepto suæ ecclesiæ regimine, debere diœcesim perlustrare, ut serpentia in ea mala inspiciat, ac tertio anno synodum cogere, in quâ illis coercendis opportuna apponat repagula. Pax Jordanus, tom. 2, lib. 8, tit. 2, num. 41, non dubitavit generatim, et absque ullâ limitatione asserere satis esse, ut quolibet triennio diœcesana synodus habeatur. Episcopus Braschius, in suo Promptuario synodali, cap. 1, num. 21 et pluribus seq., existimat, non posse quoad hoc præscribi certam, absolutam, et universalem regulam, ab omnibus ubique custodiendam; quia, ait, in aliquibus diœcesibus necessaria erit crebrior synodorum coactio, in aliis minùs frequens sufficiet. Nos verò, quanquàm non negemus, potuisse Tridentini decretum contrariâ consuetudine non nihil emolliri et temperari, non idcircò tamen approbamus effrenem istam licentiam, quam privati doctores sibi usurpant, illud pro libito, etiam contra expressa ejusdem verba, interpretandi, et limitandi : neque illos excusamus episcopos qui, cùm nihil sit quod eos impediat, ex solâ socordiâ et negligentiâ synodum facere prætermittunt : eosque magis redarguimus, qui cùm plures annos diœcesim gubernaverint, ne de cogendâ quidem synodo unquàm cogitârunt; hi enim, cæterique, qui ex merâ incuriâ et inertiâ præfato Tridentini præcepto non parent et sine ullâ causâ synodum facere omittunt, meminisse deberent, se, præter reatum inobedientiæ, pœnam incurrere suspensionis ab officio statutam in cap. *Sicut olim*, de Accusat. : *Quisquis autem hoc salutare statutum neglexerit adimplere, à sui executione officii suspendatur :* licèt pœna hujusmodi, ut ipsa indicat vox *suspendatur*, non sit latæ, sed ferendæ sententiæ, quod in eodem cap. *Sicut olim*, adnotârunt Ostiensis, in fine; Joannes Andreas, n. 7; Fagnan., n. 105 et seq., referens etiam resolutiones sacræ congregationis concilii; Thomassin., de vet. et nov. Eccles. Discipl., part. 2, lib. 3, cap. 75, n. 10. Neque audiendi sunt, qui ad propriam obtegendam ignaviam, se consultò et prudenter abstinere dictitant à synodi coactione, ne novarum constitutionum in dies accessione, commissæ sibi diœcesis status perturbetur. Nam inprimis necesse non est, ut novæ constitutiones in synodo edantur, sed quandoque expedit solam urgere executionem illarum, quæ jam sancitæ fuerunt : quâ in re exemplum nobis præbuit supra laudatus Augustinus Valerius celeberrimus episcopus Veronensis, qui in citato libello ad clerum suum testatur se obtemperâsse concilio Tridentino, synodum quotannis celebrando, in quâlibet synodo sermonem habuisse ad clerum de ecclesiasticâ disciplinâ, singulos hortando ut ad hujus exactam normam suos mores componerent; sed nullum in synodo edidisse decretum; quod tamen, addit, nonnullis displicuisse sacerdotibus, et propterea libellum scripsit, in quo factum excusat, et salubria monita tradit, loco constitutionum, quas in synodis non fecerat : *Cur autem*, inquit, *cùm singulis annis, ex quo ipse episcopus sum factus, synodus sit celebrata, et à nobis sint habiti longi sermones, ad meipsum, et ad vos excitandos; nullam constitutionem nomine meo ediderim, cùm ad aures meas pervenerit, esse nonnullos bonos sacerdotes qui hoc meum consilium non satis probent, illis hujus facti rationem reddendam judicavi*, etc. Deinde difficile videtur, hoc tempore, quo ecclesiastica disciplina quotidiè consenescit et labefactatur, aliquam inveniri diœcesim, cui opus non sit ullâ novâ constitutione quâ saltem antiquæ leges corroborentur, et quæ morum corruptelâ penè obsoleverunt, revirescant.

LIBER SECUNDUS.

DE HIS QUI SYNODUM DIOECESANAM COGERE POSSUNT.

CAPUT PRIMUM.

An Romanus Pontifex cogere possit synodum diœcesanam.

I. Romanus Pontifex, qui, ut totidem verbis ad Leonem III scribebat olim Theodorus Studita, ep. 34, lib. 1, ex recensione Sirmondi, tom. 5 Var., est omnium capitum caput, atque universæ, quæ sub cœlo est, Christi Ecclesiæ princeps, moderator et pastor; est etiam patriarcha Occidentis, primas Italiæ, archiepiscopus, et metropolitanus Romanæ provinciæ, atque episcopus urbis Romæ; quod scitè considerant Sirmondus, operum tom. 4, de suburbicariis Regionibus, et Ecclesiis, Propemptici l. 2, cap. 10, et in Censurâ dissertationis 2, c. 5; Morinus, Exerc. eccles., l. 1, exercit. 6, et exerc. 13; Leo Allatius, de Consens. Eccles. Occident. et Orient., lib 1, cap. 8; Hallier, de sacris Ordinat. 3 p., c. 4, sect. 5, art. 3; Natalis Alexander, Histor. eccles., ad seculum IV, dissert. 20, proposit. 4, et passim alii. Porrò episcopatus Romanus, ac totius catholicæ Ecclesiæ præfectura, in præsenti rerum ordine non sunt duæ distinctæ sedes, neque duæ dignitates, quæ fortuitò in unâ copulentur Romani Pontificis personâ, quamvis, secundùm se spectatæ, tales esse potuerint : nam Petrus universalis Ecclesiæ pastor a Christo Domino renuntiatus potuisset utique, eâ supremâ totius Ecclesiæ præfecturâ retentâ, nullius particularis eccle-

siæ regimen capessere, sicuti reipsà nullius specialem administrationem suscepit primis aliquot à Christi Domini in cœlum ascensione annis; potuisset Antiochenam Ecclesiam, quam deinde elegit, pluresque annos episcopus gubernavit, perpetuò retinere: potuisset denique Ecclesiam Romanam, ad quam postmodùm suam transtulit sedem, relinquere, aliò se conferre, et alterius urbis peculiarem curam, seu episcopatum assumere. At cùm hæc, quæ fieri potuerunt, minimè facta sint, sed Petrus suam sedem Romæ fixerit, per annos viginti quinque firmiter retinuerit, et in eâ martyrio coronatus gloriosè obierit, sive id evenerit ex divino præcepto, seu expressà revelatione ipsi Petro specialiter à Deo factâ, sive ex solâ voluntate Petri, licèt divinitùs inspiratâ : inde factum est ut supremi pontificatûs prærogativa ita insita remanserit Romanæ Sedi, ut qui in hâc Petro succedit, necessariò succedat in totius Ecclesiæ primatu Petro ejusque legitimis successoribus à Christo collato, quemadmodùm benè explicant cardinalis Bellarminus, Controvers. tom. 1, de Romano Pontifice, lib. 2, cap. 12; Suarez, in Defensione fidei adv. Anglicanæ sectæ error., lib. 1, c. 5, num. 4; et lib. 3, cap. 15, num. 12; Petrus de Marcâ, in dissert. 1, de singulari Primatu Petri, n. 20; Marcus Antonius Capellus, in disput. 2 de Successione episcopi Romani in pontificat., c. 1. Quamvis itaque possit in aliquo sensu dici supremam Ecclesiæ monarchiam, jure tantùm humano, esse annexam Sedi Romanæ, quia nimirùm utriusque unio nexus, et alligatio ortum habuit ex facto Petri; attamen non videtur posse sustineri illorum opinio, qui asseruerunt, præfatam annexionem ita esse de jure humano, ut possit ab Ecclesiâ dissolvi, et una ab alterâ separari; etenim posito quòd Petrus suam sedem stabiliter Romæ collocaverit, et Romanam regens Ecclesiam obierit, nullus, qui episcopus Romanus non sit, potest dici verus Petri successor, ac propterea nunquàm ad eum referri possunt verba Christi Domini : *Pasce oves meas*, Joann. 21; quibus universalis Ecclesiæ curam Petro, ejusque successoribus commisit. Quare jure ac meritò ejusmodi paucorum opinionem refellunt, et censurâ perstringunt Melchior Canus de Locis theologicis, l. 6, c. 4; Gregorius de Valentiâ in Analysi fidei catholicæ, lib. 6, c. 12; aliique non pauci theologi. Non inde tamen, quòd Romanus Pontifex insitam sibi habeat dignitatem et prærogativam supremi capitis totius Ecclesiæ, consequitur omnia quæ ab eo fiunt, fieri tanquàm ab Ecclesiæ capite : siquidem aliquando operari potest, et reipsà operatur, non tanquàm Christi vicarius, sed tanquàm patriarcha Occidentis, illa duntaxat jura exercendo, quæ cæteris patriarchis competunt; aliquando solùm gerit personam vel primatis Italiæ, vel metropolitæ Romanæ provinciæ, quandoque se tantùm exhibet episcopum urbis Romæ, ea unicè peragendo, quæ cuilibet episcopo in suâ diœcesi peragendi jus est; aliquando demùm suam supremam explicat dignitatem, et tanquàm totius Ecclesiæ præses, moderator et princeps, illam exercet potestatem et jurisdictionem, quâ nonnisi ut Christi in terris vicarius potitur. Quæ omnia optimè et ad rem perpendit Allatius de perpetuâ Consensione Ecclesiæ Occidentalis, atque Orientalis, l. 1, c. 8, ubi hæc habet : *Communia ergo omnia habet summus Pontifex cum episcopis ut episcopus, cum patriarchis ut patriarcha, nec plus ipsi in eos facultatis est, quàm cuicumque episcopo in episcopos et patriarchæ in patriarchas. Uti tamen Christi vicarius, et potestas apostolica à Christo instituta est, summus Pontifex non tantùm episcopis et patriarchis dignior est, sed et in episcopos et patriarchas auctoritatem habet, eos confirmans et promovens, et, si quando opus est, deponens, et quod magis est, de novo, si placuerit, instituens et supprimens institutos.*

II. Neque quòd quis pro loco et tempore diversas induat personas, et modò unâ, modò alterâ ex iis utatur potestatibus, quibus diverso nomine præstat, res est adeò nova et inusitata ut ab heterodoxis irrideri queat : etenim Agamemnon (exemplum est adhibitum à cardinali Perronio in Replicatione ad regem Angliæ, lib. 1, cap. 3) rex erat inter Græcos, auctoritatem habens supra sui regni milites æqualem illi quam quilibet ex aliis Græciæ regibus inter se, et cum eo confœderatis, obtinebat supra suos; sed præterea Agamemnon erat supremus et universalis dux omnium copiarum confœderatarum, et idcircò non tanquàm rex, sed tanquàm dux imperabat universo exercitui, ac regibus ipsis. Non absimile est exemplum quod deducit Sirmondus in cit. Propempt. lib. 2, cap. 10, col. 237, à rege Galliæ, in cujus potestatem cùm nunc redactæ sint plures provinciæ quas olim duces aut comites sub regibus possidebant, eas ille nunc moderatur et tanquàm rex, et tanquàm dux, aut comes; sed, etsi idem princeps utramque personam, ducis nimirùm, seu comitis, et regis sustineat, alia tamen ducis, comitisve jure imperat, alia regis. Aliud etiam, et magis obvium, exemplum affert idem Sirmondus in cit. Censurâ, cap. 8, col. 47 : Imperatoris videlicet exercitûs, qui peculiarem pariter cohortis cujuspiam, vel alæ præfecturam gerat. Atque utrobique concludit Sirmondus quòd, cùm Romanus antistes omnes episcoporum gradus et titulos complectatur, et in eo omnium inferiorum jura simul socientur, optimè possit modò unum, modò alterum ex his juribus explicare, et quædam gerere in unâ Urbis parochiâ, veluti Urbis episcopus; quædam in Romanâ provinciâ, uti metropolitanus; aliqua in totâ Italiâ, tanquàm primas; aliqua in Occidente, veluti patriarcha; aliqua in universâ Ecclesiâ, ut Papa et summus Pontifex.

III. Quibus præmissis, nemo dubitare potest quin Romanus Pontifex, veluti urbis Romæ episcopus, possit suam diœcesanam synodum cogere, sine ullâ supremæ suæ dignitatis imminutione. An autem unquàm illam coegerit, restat investigandum, atque idem inquirendum de conciliis provincialibus.

CAPUT II.

Jus Romani Pontificis congregandi synodum tam provincialem quàm diœcesanam, explicatur et confirmatur.

I. Cùm Romanus Pontifex in suâ provinciâ, cujus est archiepiscopus et metropolitanus, omnia jura habeat quæ cæteris metropolitanis sunt communia, poterit profectò ejusdem provinciæ episcopos ad concilium convocare. Neque ab hoc convocando, ex eo impediri valet, quod nonnulli opponunt, Romæ nimirùm provinciæ limites ita incertos, ut impossibile sit dignoscere quinam episcopi sint ad provinciale concilium convocandi. Quantùm enim, qui hæc jactitant, à veritate aberrent, ex sequentibus palàm fiet.

II. Jacobus Gothofredus, anno 1618, Francofurti edidit, absque auctoris nomine, librum inscriptum : De suburbicariis regionibus, et ecclesiis, seu de præfecturæ et episcopi urbis Romæ Diœcesi conjectura; in quo totis viribus probare conatus est diœcesim Papæ, uti metropolitæ et episcopi Romani (hæc enim duo, ut observavit mox citandus Sirmondus, Gothofredus confundit) non extendi ultra centesimum ab Urbe lapidem, quo ferè modo præfecti Urbis jurisdictio intra dictos fines continebatur, juxta Textum in l. 1, ff. de Officio præfecti Urbis. Huic libro alios postea addidit in idem argumentum cùm Gothofredus ipse, tum qui in ejus subsidium quasi succenturiatus advenit, Claudius Salmasius, qui Heidelbergæ in jurisprudentiæ scholâ Dionysium Gothofredum, Jacobi patrem, magistrum habuerat. Ex eo tempore hæc de suburbicariis ecclesiis quæstio celeberrima facta est, de quâ Hieronymus Alexander junior, in lib. de suburbicar. Region. et Diœc. episcop. Roman.; Marcus Antonius Capellus in disp. de summo Pontificatu et Region. suburbicar., c. 5; Jacobus Gutherius, in Speculâ de Eccl. suburbicar.; Joannes Dartis, in opusc. de suburbicar. Eccles; Joannes

Morinus, dissert. eccles. l. 1, dissert. 30; de Marcâ, de Concord. sacerd. et imper., l. 1, c. 3; Henricus Valesius, in Observat. ad Socrat. et Sozom.; Christianus Lupus, in not. ad 6 canon. Nicænum; Leo Allatius, de Eccles. Occid. et Orient. perpet. Consens. lib. 1, c. 2, § 4; Schelstrat., Antiquit. Eccles., tom. 2, dissert. 6, cap. 1: Pagius, ad ann. 325; atque ante hos omnes plura in hanc rem disputaverat cardinalis Perronius, in Replicatione contra Jacobum I, Angliæ regem, l. 1, c. 33; sed præ cæteris hanc quæstionem egregiè versavit, et Gothofredo et Salmasio se strenuè opposuit Jacobus Sirmondus, à quo primùm contra Gothofredum edita est Censura conjecturæ anonymi scriptoris de suburbicariis Regionibus et Ecclesiis; deinde adversùm eumdem, ac Salmasium qui Parisios cogitabat, evulgata Adventoria causidico Divionensi adversùs amici ad amicum epistolam, de suburbicariis Regionibus et Ecclesiis, cum censurâ vindiciarum conjecturæ alterius anonymi; denique libellus exaratus, quem inscripsit Propempticum. His in libris Sirmondus demonstrat vana esse commenta quæ de suburbicariarum regionum etymo ac notione, deque earumdem numero et situ, adversarii jactitant; nequaquàm illas sic vocatas ostendens quòd suburbanæ forent, aut quòd intra centesimum ab Urbe lapidem consisterent, sed quia suberant urbico magistratui, seu Urbis vicario, non autem præfecto, cujus potestas non excedebat territorii fines, et angustioribus etiam, quàm centesimi, terminis claudebatur. Quinimò Emmanuel à Schelstrate, loc. cit.; Pagius, ad ann. 325, n. 34; Carolus à S. Paulo, in suâ Geographiâ sacrâ, aliique passim, considerantes 6 canonem Nicænum, seu veriùs explicationem quam ei adjecit Rufinus, quæ huic controversiæ potissimam occasionem præbuit; ubi enim canon Nicænus habet: *Antiqua consuetudo servetur per Ægyptum, Lybiam, et Pentapolim, ita ut Alexandrinus episcopus horum omnium habeat potestatem, quia et urbis Romæ episcopo paritis mos est*, legit Rufinus: *Ut apud Alexandriam et in urbe Romæ vetusta consuetudo servetur, ut ille Ægypti, vel hic suburbicariarum ecclesiarum sollicitudinem gerat;* hæc, inquam, considerantes, non immeritò existimant nomine *suburbicariarum ecclesiarum*, quarum specialem sollicitudinem habet Romanus Pontifex, non solùm intelligi provinciam Romanam, sed omnes comprehendi Occidentis regiones quæ Romano Pontifici, tanquàm patriarchæ, parebant; siquidem concilium Nicænum et Rufinum, non de metropolitico, sed de patriarchico jure loqui, ex contextu liquet; atque exinde conficitur suburbicarias regiones, de quibus Rufinus, non solùm intra centesimum ab Urbe lapidem non esse conclusas, sed ad universum porrigi Occidentem. Præterea, cùm Gothofredus et Salmasius principii loco statuerint quòd ecclesiæ et diœceses perpetuò et constanter civilium magistratuum formam sint imitatæ, atque inde intulerint Romani antistitis diœcesim non fuisse extensam ultra fines Romanæ præfecturæ, illud falsum esse probavit Sirmondus, et post Sirmondum, inter cæteros eximiè demonstravit Benedictus Bacchinius in dissert. de ecclesiasticæ Hierarchiæ originibus; cùm enim alia sit rerum secularium ratio, alia divinarum, sicut ad Marcianum Augustum scripsit Leo Magnus, ep. 78, al. 54, c. 3, Romanus antistes, fretus potestate sibi à Christo Domino traditâ, et ante et post institutam urbanam præfecturam, suam jurisdictionem liberè exercuit, nullâ illius habitâ ratione; quod etiam benè perpendit Leo Allatius, cit. l. 1, c. 2. Atque ita ei dimicationi cum Salmasio et Gothofredo finis est impositus, ut *jam nemo sit inter eruditos*, inquit laudatus Valesius, *qui non Sirmondi sententiam ambabus, quod aiunt, ulnis amplectatur.*

III. Verùm, licèt Romana provincia non fuerit unquàm adeò angustis limitibus coarctata, sicuti Gothofredus et Salmasius contenderunt, non tamen iisdem semper terminis est definita, sed ejus amplitudo modò major, modò minor extitit. Et primò quidem, quidquid sit de tribus prioribus seculis, quibus nullum in Italiâ, sive etiam in Occidente, fuisse metropolitanum, præter Romanum, opinantur citatus Bacchinius, p. 2, n. 10, et Rubeus, in Monum. Eccles. Aquilei., c. 19, certum esse videtur quòd seculo IV, ex septemdecim Italiæ regionibus, saltem decem subessent metropolitico juri Romani Pontificis, et aliæ septem archiepiscopo Mediolanensi parerent, quinimò, si fides habenda sit Josepho Cantelio, in metropolitanarum urbium Hist. civ. et eccl., p. 2, dissert. 6, c. 4, Romana provincia duodecim Italiæ regiones per id tempus complectebatur. Cùm autem dignitatem metropolitanam assecutæ sunt Aquileiensis et Ravennatensis Ecclesiæ, quod primæ in fine ejusdem seculi IV, alteri seculo V, contigisse iidem Bacchinius et Rubeus existimant, alia successit Italiæ regionum divisio: Aquileiensi assignatæ sunt Venetiæ et Istria; Ravennatensi Flaminia et Æmilia; cæteris subjectis, ut antea, permanentibus aut Mediolanensi, aut Romano metropolitæ, quemadmodùm probat Carolus à S. Paulo, in cit. Geographiâ sacrâ. Labente seculo XI, Urbanus II, erectâ Pisanâ sede in metropolim, Romanæ provinciæ amplitudinem, jam multùm imminutam, arctioribus adhuc limitibus constrinxit. Quare Innocentius III, qui in seculi insequentis fine Romanam Sedem adeptus est in cap. *Sua nobis*, de Offic. vicarii, Romanam provinciam inter Capuanam et Pisanam sitam dixit. In antiquo codice Vaticano à Baronio prolato, ad an. 1057, cui similem Carolus à S. Paulo se reperisse testatur in bibliothecâ Thuaneâ, describitur provincia Romana, intra quam, præter septem episcopos cardinales, dictos collaterales, quia pontifici in Urbe semper astant, numerantur episcopi ampliùs sexaginta, qui suffraganei erant Romani Pontificis, nulli alii archiepiscopo subjecti; atque in hoc albo locum habent Lunensis et Ariminensis, quorum sedes, ut cæteras omittamus, ducentis ferè passuum millibus Româ distant. Sed aliæ postmodùm secutæ sunt distractiones Romanæ provinciæ. Martinus V, Florentiam; Pius II, Senensem; Pius IV, Urbinatensem; Gregorius XIII, Bononiensem; Sixtus V, Firmanam, ecclesias in metropoles erexêre. Quocirca Romana provincia, etsi etiam hodiè, juxta laudatam decretalem Innocentii III, sita dicatur inter Pisanam et Capuanam, non tamen absolutè conflatur ex omnibus omninò episcopis intra utramque existentibus, sed ex illis duntaxat constituitur, qui et existunt inter Capuanæ et Pisanæ provinciæ limites, et nulli archiepiscopo subjecti sunt: ac proinde, cùm concilium Tridentinum, sess. 24, cap. 2, de Reform., decrevisset ut *episcopi qui nulli archiepiscopo subjiciuntur, aliquem vicinum metropolitanum semel eligant, in cujus synodo provinciali cum aliis interesse debeant*, sacra congregatio, ejusdem concilii interpres, die ultimâ julii 1585, declaravit sub hoc decreto non comprehendi episcopos provinciæ Romanæ, quoniam isti immediatè subjiciuntur Papæ, tanquàm eorum archiepiscopo et metropolitano. Idemque iterùm statutum fuit in congregatione habitâ coram felicis memoriæ Benedicto XIII, die 28 martii 1725. Aut enim ejusmodi episcopi qui ecclesias regunt inter provinciam Capuanam et Pisanam fuerunt auctoritate Papæ divulsi à provinciâ Romanâ, et ascripti inter suffraganeos alicujus archiepiscopi, et tunc, sine ullâ dubitatione, huic provinciali concilio interesse debent; aut adhuc perseverant soluti à cujuslibet archiepiscopi jurisdictione et imperio, et tunc censentur suffraganei Papæ, ejusque metropolitico juri immediatè subduntur.

IV. Quæ hactenùs diximus, perspicuos et manifestos reddunt, si non antiquos, saltem recentiores fines Romanæ provinciæ, et designant ac indigitant quodammodò episcopos suffraganeos summi Pontificis, quem propterea nemo poterit remorari à synodo provinciali, quando ei libuerit, celebrandâ, sub hoc

frivolo prætextu quòd certo definiri nequeat quinam episcopi sint ad eam convocandi.

V. Examinandum nunc superest an Romanus Pontifex, solam gerens personam archiepiscopi et metropolitæ, concilium merè provinciale unquàm coegerit. Plerique eruditi opinantur, ex Romanis conciliis, quorum, præter quinque Lateranensia generalia, numerantur supra 109, nullum omninò fuisse merè provinciale, ob admixtionem scilicet et interventum aliorum episcoporum qui ad Romanam provinciam non pertinebant. Alii ex adverso arbitrantur, aliqua ex illis inter verè provincialia esse recensenda; nam, etsi iidem nonnulli adfuerint exteri episcopi, adeò tamen exiguus fuit istorum numerus, ut credere fas sit eos non accessisse vocatos, sed, cùm fortuitò Romæ reperirentur, honoris causâ fuisse ad concilium admissos. Ejusmodi, inter cætera, fuisse concilium illud Romanum à Bonifacio IV circa annum 610 coactum, cui interfuit Mellitus, episcopus Londinensis, discimus ex Bedâ, lib. 2, cap. 4, apud Spelmannum, Concil. Brit. tom. 1, pag. 129, hæc narrante : *His temporibus venit Mellitus, Londoniæ episcopus, Romam, de necessariis ecclesiæ Anglorum causis cum apostolico papâ Bonifacio tractaturus. Et cùm idem papa reverendissimam cogeret synodum episcoporum Italiæ, de vitâ monachorum et quiete ordinaturus, et ipse Mellitus inter eos assedit.* Nec dissimile fuisse credimus concilium in basilicâ S. Petri à Gregorio II, an. 721, celebratum, in cujus Actis subscripti apparent 22 episcopi, quorum duo tantùm aut tres non erant de provinciâ Romanâ.

VI. Verùm, quidquid sit de aliis, indubitatum est verè propriè et strictè provinciale fuisse concilium à sanctæ memoriæ Benedicto XIII habitum in basilicâ Lateranensi, an. 1725, cui nos interfuimus uti doctor in decretis, seu canonista : in illius quippe indictione Pontifex decretum commemorat concilii Trid. de synodis provincialibus, à singulis metropolitanis quolibet triennio cogendis, additque se huic decreto obtemperâsse, pluresque synodos provinciales habuisse, quamdiù in suâ metropolitanâ ecclesiâ Beneventanâ resederat; et ad supremum pontificatum evectum, velle hanc episcopalis muneris partem obire, ut, primæ sedis exemplo, cunctis Ecclesiæ pastoribus quid ab ipsis agendum foret proponeret. Accedit, ad illud duntaxat vocatos fuisse episcopos in speciali Romanâ provinciâ constitutos, videlicet inter Capuanam provinciam et Pisanam, archiepiscopos suffraganeis carentes, episcopos Sedi Apostolicæ immediatè subjectos, et abbates nullius diœcesis, jurisdictionem quasi episcopalem habentes, qui aliàs sibi metropolitanum, cujus provinciali concilio interessent, ad formam Trid., non elegerunt; ac singulis denuntiatum fuit ut ad concilium accederent, suarum ecclesiarum necessitates proposituri. Hæc autem omnia, quæ totidem verbis leguntur in litteris indictionis concilii, apertè conficiunt concilium, de quo est sermo, esse provincialibus accensendum. Et, quamvis præter episcopos adfuerint etiam S. R. E. cardinales, quorum interventus dubitationem nonnullis injecit, ne idcircò provinciale dici non posset, rectus tamen aliis visum est, non propterea esse delendum è provincialium albo : cardinales siquidem admissi fuerunt, veluti capitulum Papæ, atque ut eorum præsentia augustior redderetur consessus, et pontificia majestas consueto comitatu emineret. In hâc sententiâ fuerunt sacræ Urbis congregationes, quæ excitatis controversiis quoad obligationem servandi prælati concilii decreta, semper responderunt hæc extra Romanam provinciam vires non obtinere; quod non dixissent, si illud non reputâssent merè provinciale.

VII. Sed, et an aliquando synodus diœcesana sit à Romano Pontifice coacta, altera quæstio est, quæ tamen paucis absolvitur. Antiquis Ecclesiæ temporibus consuevisse summos Pontifices Romanum clerum coràm se congregare, ut, omnium consilio audito, de re aliquâ gravi deliberarent, ex iis liquet quæ l. 1, c. 1, n. 3, enarravimus : ita enim se gessisse legimus Cornelium papam in causâ Maximi, Urbani et Sidonii, atque Siricium in causâ Joviniani et sociorum, sicuti ibidem, et num. 6, ex utriusque Pontificis epistolis retulimus. In synodum pariter convenisse universum Romanum clerum, ut responderet S. Cypriano, à quo, vacante Romanâ Sede per obitum Fabiani papæ, veluti primæ Sedis Clerus, monitus fuerat de insolentiâ lapsorum, qui nullâ licèt functi pœnitentiâ, et veniam et communionem audacter exposcebant, ipsemet clerus testatur suis ad eumdem Cyprianum epistolis, quæ inter epistolas Cypriani sunt 30 et 31, quamvis, ut vera fateamur, ea synodus non possit dici merè diœcesana, quoniam ab ipsomet Romano clero plures episcopi fuerunt ad eam arcessiti, uti in secundâ ex præfatis epistolis narratur. Posteriori Ecclesiæ ævo, seu in tabulis ecclesiasticis mediæ ætatis, vix ulla occurrit mentio habiti cœtûs omnium clericorum solius Romanæ ecclesiæ, quod fortassè vel ideò evenit, quia frequentiùs tunc Romæ fieri cœperunt concilia episcoporum, in quibus summi Pontifices etiam specialia Romanæ diœcesis negotia tractare et expedire poterant; vel quia, nimiùm aucto Romani cleri numero, iidem Pontifices satiùs duxerunt solos cardinales ad consilium adhibere. Illud certò affirmare possumus, postremis hisce temporibus nullam inveniri synodum diœcesanam à Romanis Pontificibus coram se coactam. Utrùm autem illam coegerint operâ sui in Urbe vicarii, mox inquiremus.

CAPUT III.

De cardinali Urbis vicario.

Non est hic sermo de cardinali vicario, qui Pontificis vices in Urbe gerat cum amplissimâ jurisdictione et potestate, tum quoad secularia, tum quoad ecclesiastica; quales fuerunt quos iidem Pontifices, cùm Avenione residerent, Romanæ urbis præficiebant regimini, et qualis pariter fuit cardinalis Innicus Avalos, quem Clemens VIII Ferrariam secedens, sui vicarium Romæ reliquit, uti legitur in ejusdem Clementis constitutione 53, Bullar. Rom. tom. 3; hi siquidem legati potiùs de latere, quàm vicarii papæ, speciem præ se ferebant; neque loquimur de cardinali vicario, qui ita olim constituebatur, ut, non præsente, sed absente duntaxat Romano Pontifice, episcopalia munia in Urbe exerceret, de quo auctor anonymus antiquæ chronicæ Normanniæ, inter scriptores antiquos historiæ Normannorum, editos ab Andreâ Duchesnio, Paris. 1619, pag. 988, hæc habet ad an. 1151 : *Successit ei*, scilicet Eugenio III, *Conradus Sabinens. episcopus, Apostolicæ Sedis in Urbe duntaxat in agendis episcopalibus, dùm papa deest, ex antiquâ consuetudine pro dignitate loci sui vicarius, qui erat natione Romanus, vir grandævus, et apud Romanos auctoritate præclarus, exinde vocatus Anastasius* IV. Sed agitur de cardinali vicario, qui est ordinarius in Urbe, ibique repræsentat personam papæ, non tanquàm papæ, sed tanquàm episcopi Romani, cum plenâ jurisdictione episcopali exercendâ, tam absente quàm præsente papâ, juxta ea quæ cumulantur dec. 62. post Collect. legal Bondeni, adnotavitque cardinalis de Lucâ, de Jurisdictione, discur. 34, num. 10.

II. Hujus cardinalis vicarii jurisdictio ordinaria est, ideòque, etiam Apostolicâ Sede vacante, in suo vigore perseverat, ut rectè observat Pagnan. in cap. *Cùm olim*, num. 69, de Majorit. et Obed. Eadem verò protenditur quidem usque ad 40 ab Urbe lapidem, sicuti adnotavit Gonzalez in cap. *Sua nobis*, num. 6, de Offic. vicar., non tamen complectitur loca intra eumdem circuitum existentia, quæ sint alteri subjecta episcopo, putà Tusculano, vel Nepesino, uti prosequitur Anastasius Germonius, de Indultis cardinalium, § *Tibi quoad vixeris*, n. 80 et seq. Et quamvis ex constitutione Alexandri VII, quam exornat Romualdus Honorante in Praxi secretariæ tribunalis cardinalis Urbis vicarii, c. 6, not. 1, sex cardinales epis-

scopi suburbicarii, Ostiensis nimirùm, Portuensis, Sabinensis, Tusculanus, Albanensis et Prænestinus, nisi proprium episcopum suffraganeum in suâ quisque diœcesi habeat, aut ipsi in eâ commorantes ordines per semetipsos conferant, ad solum cardinalem Urbis vicarium dimittere possint suos subditos, sive sacris, sive minoribus initiandos ordinibus; non propterea tamen cardinalis vicarius ullum sibi vindicare potest ordinariæ jurisdictionis exercitium in præfatis suburbicariis diœcesibus, quod nos post nostrum ad Petri cathedram ascensum declaravimus, in constitutione 115, quæ incipit : *Romanæ curiæ*, 21, nostri Bullar. tom. 1, pag. 467. Quamobrem, etsi jurisdictio cardinalis vicarii ad quadraginta ab Urbe milliaria dicatur extendi, detractis tamen finitimis diœcesibus, et spectato exiguo numero ecclesiarum, hominumque extra Urbem existentium, qui eidem subduntur, videtur potiùs intra unius Urbis mœnia conclusa, juxta Decretalem Innocentii III, in cit. cap. *Sua nobis : Quoniam jurisdictio vicarii, quem Romanus Pontifex in Urbe reliquit, non extenditur extra illam, nisi ei specialiter sit concessum.* Specialiter autem est illi concessum, ut fratribus ordinis minorum capuccinorum, capellani ministerium exercentibus in pontificiis triremibus, facultatem impertiri valeat excipiendi confessiones remigum, aliorumque in triremibus continuè degentium, modò illas excipiant in ipsis triremibus, aut in portu Centumcellarum, vel in receptaculo, vulgò *Darsena*, atque in hospitio in Darsenâ existente, non verò intra civitatem Centumcellarum, ad diœcesim Viterbiensem pertinentem, absque episcopi Viterbiensis approbatione : quod totidem ferè verbis decisum fuit à sacrâ congregatione concilii 18 aprilis 1722, cui nos, ejusdem secretarii munus tunc obeuntes, ad petitionem episcopi Viterbiensis, hoc negotium sedulò examinandum proposuimus, sicuti videre est in Thesaur. resolut., tom. 2, pag. 103, 147 et 158.

III. At nihilominùs cardinalis in Urbe vicarius pluribus est instructus prærogativis, quibus aliis præstat episcoporum vicariis, atque inter cæteras hâc etiam potitur, ut possit, pro libitu, Romani cleri diœcesanam synodum indicere et celebrare : quod aliis vicariis, sine speciali episcopi mandato, non licere, infra ostendetur. Id enim juris illi expressè concedi consuevisse, cùm à papâ in administrum assumitur, tradit Cohell. in Notitiâ cardinalatûs, cap. 55, § *Possunt*, et decretum est in constitutione Pauli III 36, § 10, Bullar. tom. 1, ubi ordinariis facultatibus cardinalis in Urbe vicarii hæc quoque accensetur : *Synodum in Romano clero pro correctione malorum, et pro necessitate, juxta temporum opportunitates in clero occurrentes, ubi, et quando libuerit, celebrandi, congregandi*, etc.

IV. Licèt autem eâ, quam diximus, potestate rarò admodùm cardinales vicarii usi fuerint, aliqua nihilominùs celebratæ ab illis synodi diœcesanæ exempla comperimus. In codice Casanatensis bibliothecæ, lit. G, v. 1, quædam extant antiqua statuta cleri Romani, quæ condita dicuntur ab universo clero Romano, in ecclesiâ monasterii Dominæ Rosæ, anno 1384, congregato jussu Stephani cardinalis tituli sancti Marcelli, summi pontificis in Urbe, ejusque suburbiis et districtu vicarii generalis, eademque statuta iterùm examinata et approbata dicuntur anno 1592, à Joanne abbate monasterii sancti Pauli de Urbe, vicario generali Bonifacii IX. Aliæ insuper in eodem codice extant constitutiones à Francisco de Paduâ episcopo Feltrensi, vicario generali in spiritualibus Pii papæ II, anno 1641 editæ et promulgatæ in ecclesiâ sancti Eustachii post solemniter decantatam missam de Spiritu sancto, et cum assensu universi Romani cleri, ibidem synodaliter congregati. Quapropter, sive considerentur ipsæ constitutiones, quæ morum reformationem respiciunt; sive ratio habeatur ritûs, et solemnitatis, quæ conditæ sunt, nihil in illis desideratur, ut in verâ synodo diœcesanâ factæ dicantur.

V. Præter istas duas, nullam aliam invenimus synodum à cardinali in Urbe habitam. Vidimus nonnulla statuta à Joanne Garciâ cardinali Milano Urbis vicario, aliaque à Gaspare cardinali Carpineo, tempore Clementis XI pariter vicario, condita; sed, cùm neque hæc, neque illa facta fuerint in cleri congregatione, neutra constitutionum synodalium nomen possunt sibi usurpare.

VI. Ne verò quispiam ex tam diutur..à omissione synodi diœcesanæ, occasionem arripiat obloquendi de Romanis pontificibus, quasi ipsi illas contemnant synodos, quarum coactionem Tridentinum præcepit, et utilitatem ipsimet aliis proponunt, et deprædicant, duo considerare oportet. Primum, totam ferè diœcesim Romanam, ut paulò ante prænotavimus, unius Urbis mœnibus concludi : atque idcircò et Pontifex, et cardinalis vicarius, unà veluti conversione oculorum, omnes suos diœcesis parochos, presbyteros, cæterosque de clero intueri, ac quâlibet horâ eorum quemlibet ad se arcessere possunt : atque his vicissim, cùm opus fuerit, semper ad Pontificem, ejusve vicarium patet aditus; quod non contingit in aliis diœcesibus, quæ plerùmque ex ecclesiis, locis, et oppidis conflantur, inter se, et à civitate ubi episcopus residet, longè dissitis : unde hùc appositè cadit responsum, quod in re diversâ dedit Innocentius I, epist. 25, num. 7, ex Recensione Petri Coustant, col. 860, Decentio episcopo Eugubino, sciscitanti, cur aliis non liceret, quod Romæ fiebat, inquiens : *De fermento, quod die dominicâ per titulos mittimus, superfluè nos consulere voluisti, cùm omnes ecclesiæ nostræ intra civitatem sint constitutæ.*

VII. Alterum advertendum est plures esse in Urbe cardinalium congregationes, à Sixto V, constitutione 76, institutas, in quibus etiam, quæ in dies occurrunt Romæ, ecclesiastica negotia sæpiùs pertractantur, atque exortæ inter clerum controversiæ dirimuntur : ex quo efficitur, ut synodi omissio ecclesiasticæ Urbis disciplinæ nullum irroget damnum, quidquid enim pro reformandis populi, et cleri moribus difficiliùs et tardiùs obtineretur à synodo, faciliùs et celeriùs præstatur immediatè à summo Pontifice, aut à cardinalium congregationibus.

VIII. Eadem est ratio, cur intermissi nunc fuerint frequentes illi episcoporum conventus, qui olim Romæ habebantur : ad hos quippe potissimùm vocabantur episcopi Italiæ, quorum consilio et operâ summi pontifices in gravioribus Ecclesiæ negotiis definiendis utebantur; at, postquàm in illorum locum suffecti sunt cardinales, quos Romani pontifices in proprios et stabiles consiliarios sibi specialiter adsciverunt, superfluum visum est, tam sæpè episcopos à suis sedibus divellere, atque ad Urbem vocare. Præcipuè verò, cùm, inter cardinales, sex adsint episcopi suburbicarii, quidquid à Pontifice in eorum consessu, auditoque eorumdem suffragio, decernitur, non immeritò videri potest, in quâdam veluti episcoporum synodo definitum. De quâ re videri possunt cardinalis Bellarminus, Controvers. tom. 2, de Clericis, lib. 1, cap. 16, Petrus de Marcâ, de Concordiâ sacerdotii et imperii, lib. 2, cap. 9, n. 7; Schelstrat., Antiquit. eccles. tom. 2, dissert. 6, c. 4, art. 2, num. 15.

CAPUT IV

De archiepiscopo.

Qui metropolitanus est provinciæ, idem episcopus est suæ civitatis; et qui primas est diœcesis, sumptâ hìc diœcesi pro plurium provinciarum tractu, sicuti accipitur in leg. unic., cap. *Ut omnes judices*, idem est metropolitanus suæ provinciæ, et suæ item civitatis episcopus; sunt enim inter se ita gradus hi comparati, ut superior semper inferiorem complectatur, uti benè animadvertit Sirmondus, in cit. Censurâ conjecturæ anonymi de Eccles. suburbicar., dissert. 2, c. 5.

II. Atque hinc fit, ut qui metropolitanus est, non solùm cogere possit synodum provincialem cum suis suffraganeis, ut consulat provinciæ, sed etiam diœcesanam cum suis presbyteris, ut suo prospiciat

episcopatui. Utque à cæteris proferendis abstineamus exemplis, adhuc extant concilia provincialia et diœcesana S. Caroli Borromæi archiepiscopi Mediolanensis, concilia provincialia et diœcesana S. Thuribii archiepiscopi Limani, concilia provincialia et diœcesana san. mem. Benedicti XIII, archiepiscopi Beneventani.

III. Hæc obvia sunt, nec quidquam difficultatis habent. Unum tamen hic in quæstionem venit. Aliqui sunt in Italiâ archiepiscopi, unicum habentes suffraganeum; Theatinus videlicet, Brundusinus, Consentinus et Sipontinus. Aliqui suffraganeis omninò carentes; Rossanensis nimirùm, Lancianensis, Lucensis, et Ferrariensis: et de his postremis dubitatur an, si synodum cogant, cui præter parochos aliosque suæ diœcesis presbyteros, intersint etiam præpositi, et abbates habentes jurisdictionem quasi episcopalem, ejusmodi synodus dicenda sit diœcesana, an provincialis.

IV. Plurimorum menti inederat hæc olim opinio, quòd provincialis et diceretur, et esset. Cùmque Triventinus episcopus, anno 1584, morem gerens superiùs relato decreto Tridentini, sess. 24, cap. 2, de Reform., elegisset archiepiscopum Lancianensem, cujus provinciali synodo interesset, et anno 1694 excitata fuisset controversia, an præfata electio, jam diù facta, sustineretur; sacra congregatio concilii censuit sustineri, eâ potissimùm de causâ, quòd archiepiscopus Lanciacensis, etsi suffraganeis careret, habebat tamen intra suam provinciam præpositum Atissæ, aliosque abbates, cap. *Nullius*, cum quibus poterat provinciale concilium celebrare; quod fusè narrat cardinalis Petra, ad Const. apost. tom. 1, num. 32, pag. 471.

V. Sed aliter res se habuit, cùm eadem quæstio in concilio Romano sub Benedicto XIII, anno 1725, fuit instaurata. Archiepiscopis Lancianensi, et Rossanensi, jus sibi asserentibus celebrandi verum concilium provinciale, quamvis suffraganeis carerent, atque ideò contendentibus, integrum esse episcopis nulli archiepiscopo subjectis, alterum eorum eligere, cujus provinciali adsint concilio; strenuè se opposuit Franciscus Maria Pitonius, alter ex doctoribus in decretis, seu canonista concilii, elucubratâ dissertatione ostendens archiepiscopos, nullos habentes suffraganeos, non posse cum veritate et proprietate sermonis dici absolutè archiepiscopos, et metropolitanos, sed tales duntaxat appellari cum hâc restrictione, meri scilicet honoris, seu honorarios, et ex privilegio apostolico, juxta textum in can. *Scitote* 6, q. 3, ex quo intuiti menti Tridentini neutiquàm satisfieri ab episcopis, qui cùm nulli subjiciantur archiepiscopo, præfatos archiepiscopos eligunt, quorum provinciali intersint synodo. Nulla quippe synodus, ab his celebrata, etiam cum interventu abbatum fruentium jurisdictione quasi episcopali, cum territorio separato, erit verè provincialis, sed tantùm diœcesana. Hæc Pitonii ratiocinatio visa est nobis solidis innixa fundamentis: etenim novum non est, ut quispiam, ex privilegio, exornetur titulo archiepiscopi, et metropolitani, quin tamen, præter nominis atque honoris prærogativam, ullum consequatur jus proprium veri archiepiscopi, et metropolitani. Ejusmodi privilegio Patres Nicæni donârunt episcopum Æliæ, seu Hierosolymæ, cui can. 7, juxta versionem Dionysii Exigui, contulerunt quoddam jus metropoliticum, sed meri honoris; nam, licèt ille subjectus remaneret episcopo Cæsareæ, attamen voluerunt Patres Nicæni, ut locum haberet cæteris provinciæ episcopis superiorem. Eâdem honoris prærogativâ à concilio Chalcedonensi insigniti fuêre episcopus ejusdem civitatis Chalcedonensis, act. 6, et episcopus Nicænus, act. 13, quos metropolitanos dici voluit, *nomine tantùm*, et præponendos statuit cæteris episcopis provinciæ, sed *honore solummodò*, et *salvâ Nicomediensium civitatis* (quæ vera erat provinciæ metropolis) *propriâ dignitate*. Vetusta hæc exempla sectantes, Romani Pontifices aliquibus episcopis archiepiscopi nomen et insignia tribuerunt, sine ullo tamen veri archiepiscopi jure; quinimò, ne ab eorum metropolitani quidem subjectione, ejusmodi honorarios archiepiscopos quandoque subtraxerunt. Auctor Vitæ Theodorici episcopi Metensis, editæ à Leibnitio, tom. 1 Scriptor. Brunswic., pag. 293, cap. 10, hæc scribit: *Quidam Metensium pontificum honorati, ultra privatum præsulum modum, plerùmque à Sede Apostolicâ tale consecuti sunt privilegium, sive ob sanctitatis gratiam, sive ob nobilitatis gloriam, ut, salvâ metropolitani subjectione, archiepiscopi fungerentur officio et honore. Ex quibus primus fuit antiquus ille Urbicius, et multò post, tempore Pipini regis, ex sorore nepos Crodegandus, et post eum Angelramnus, et alter ab illo Drogo Caroli M. inprimis filius.*

VI. Scimus præterea aliquot archiepiscopos decoratos fuisse titulo patriarchæ, quin tamen idcircò patriarchalia jura sint assecuti. Atque, ut alios plures prætermittamus metropolitas, quinimò etiam simplices episcopos, qui se patriarchas appellârunt, de quibus Citonius, Observat. jur. can., lib. 1, cap. 11; refert Dionysius Sammarthanus, in suâ Gallià christianà, tom. 2, col. 26, Rodulphum archiepiscopum Bituricensem atque Aquitaniæ primatem, patriarchæ titulo cohonestatum fuisse à Nicolao I; quod etiam narrat Christianus Lupus, in Schol. et Not. ad Concil. tom. 1, pag. 911, edit. Lovanien., et constat ex ejusdem Nicolai epistolâ 19, in Collectione Harduini, tom. 5, col. 342, relatâ pariter à Gratiano in can. *Conquestus* 9, q. 3. Ejusdem verò tituli tenaces fuisse Rodulphi successores, colligitur ex epitaphio inciso tumulo Henrici I, archiepiscopi Bituricensis, qui, cardinalitiâ dignitate et apostolicæ legationis munere ab Urbano III insignitus, obiit anno 1200; in eo siquidem epitaphio, teste citato Sammarthano, eodem tom. 2, pag. 59, legitur:

Hic bonus Henricus, vir nobilis, et patriarcha
Quondam Bituricus, tumuli jacet hujus in arcâ.

VII. In bibliothecâ pariter novorum librorum editâ à Labbeo, tom. 1, pag. 1, extat opus inscriptum: Patriarchium Bituricense, anonymi auctoris, quod tamen compositum creditur circa annum 1537 à quodam monacho monasterii S. Sulpitii Bituricensis, atque in eo habetur Franciscum de Tournon metropolitam Bituricensem, et postea S. R. E. cardinalem, anno 1528 provinciali præfuisse concilio, in cujus Actis habetur: *Præsidente Francisco de Tournon, archiepiscopo patriarchâ Bituricensi, primate Aquitaniæ.* Sed quanquàm archiepiscopi Bituricenses patriarchæ titulum ab Apostolicâ Sede semel obtentum constanter retinuerint, rectè tamen existimantes eum esse meri honoris, nunquàm patriarchalia jura sibi vindicare jurisdictionemque in cæteros primates ausi sunt exercere, sicuti animadvertunt Alteserra, rerum Aquitanicarum, lib. 4, c. 4, et du Cange, in Glossar., verb. *Patriarchæ dicti etiam primates.* Neque Nicolaum I, cùm Rodulphum Bituricensem appellavit patriarcham, aliud in animo habuisse nisi novo honorificentiæ vocabulo ejusdem primatialem dignitatem cumulare, eo planè modo quo, notante Christiano Lupo, cit. loc., in concilio Chalcedonensi omnes metropolitæ, ad majorem honoris significationem, vocati sunt patriarchæ, optimè inferri, ait Janus à Costâ ad decretal. Gregorii IX, pag. 167, ex ejusdem Nicolai responsis ad consulta Bulgarorum, in quibus, cap. 92, præter Romanum Pontificem, qui est patriarcha œcumenicus, duos tantùm commemorat veros patriarchas, videlicet Alexandrinum atque Antiochenum (Constantinopolitanus et Hierosolymitanus nondùm fuerant legitimâ auctoritate inter veros cooptati patriarchas). *Desideratis nôsse*, scripsit Nicolaus, *quot sint veraciter patriarchæ. Veraciter illi habendi sunt patriarchæ, qui sedes apostolicas per successiones pontificum obtinent, id est, qui illis præsunt ecclesiis quas apostoli instituisse probantur, Romanam videlicet, et Alexandrinam, et Antiochenam.* Enimverò, ratiocinatur à Costâ, non ita scripsisset Nicolaus, si

archiepiscopum Bituricensem, cui ipsemet patriarchæ nomen attribuerat, veris accensuisset patriarchis, veraque patriarchalia jura eidem contulisset.

VIII. Similiter in præfatione concilii Matisconensis II, quod habitum fuit anno 585, patriarchæ nomen Prisco archiepiscopo Lugdunensi tributum legitur: *Priscus episcopus patriarcha dixit.* Cui tamen postremus ejusdem concilii canon non alium quàm metropolitani titulum defert: *Et hoc adimplere sollicitudinis sit metropolitani Lugdunensis episcopi.* Sed et ante id temporis apud Gothos et Vandalos obtinuisse morem ut suos episcopos patriarchæ nomine appellarent, testatur Victor Vitensis in Historiâ Persecutionis Africanæ, sive Vandalicæ, lib. 2, tom. 8 Biblioth. Patrum, pag. 680, litter. E, et pag. 683, litter. pariter E. Ex Gothorum autem consuetudine, cardinalis Baronius, ad annum Christi 533, n. 36, derivatum esse ait, ut in Occidente archiepiscopi etiam patriarchæ titulo appellarentur: *Ex Gothis enim hujusmodi vocis usus emersit, ut archiepiscopi in Occidente patriarchæ etiam dici cœperint.* Idem quoque affirmat pater de Rubeis in Monumentis ecclesiæ Aquileiensis, cap. 21, n. 4, et alii ad Orientales metropolitas extendunt, ut Henricus Palladius, Rerum Foro Juliensium, l. 5, n. 77 et 78, tom. 5, p. 4 Thesauri Histor. Italiæ, pag. 55; Azorius, Instr. mor., p. 2, l. 3, cap. 33.

IX. Hæc autem ritè expendentes Patres laudati concilii Romani, Pitonii sententiæ adhæserunt, neque in præfatis episcopis alia metropolitica jura agnoscentes, nisi meri nominis atque honoris, quod Pitonius concluserat, suo approbârunt statueruntque decreto, tit. 9, c. 2.

CAPUT V.

Generalia de simplici episcopo.

I. Jus cogendi synodum diœcesanam est adeò proprium episcopi, ut ad eam cogendam non sit ei necessarius cujusquam alterius consensus, puta archiepiscopi, seu metropolitani, cui sorte subjiciatur; quemadmodùm antiquioribus relatis, docent Bottus, de Synodo diœces., p. 1, n. 24; Massobrius, de Synodo diœces., cap. 2; Pax Jordan., lib. 8, tit. 2, n. 12; et optimè Ugonius episcopus Phamaugustanus, de Conciliis, in prælud., pag. 3, ubi loquens de episcopo, inquit: *Nemo in suâ diœcesi synodum congregare potest sine eo, vel ipsius auctoritate; et episcopus dictam suam synodum potest, sine auctoritate metropolitani sui, facere.*

II. Sed quandonam episcopus plenum et expeditum jus assequatur suam synodum cogendi difficultas est, quam breviter exponemus, et paucis enodabimus.

III. In promotione ad episcopatum, duplex contrahitur spirituale conjugium: alterum inter eligentes et electum, quod perficitur per electionis confirmationem; alterum inter episcopum confirmatum, et Ecclesiam, quod per consecrationem absolvitur, uti disertè habetur in cap. *Inter corporalia*, § *Sicut enim*, de Translat. episc.; in præsenti rerum statu, et pro eâ, quæ nunc viget in Ecclesiâ, disciplinâ, electio ad episcopatus sibi vindicat locum in solâ Germaniâ. Reliqui episcopatus conferuntur à papâ in consistorio aut omninò liberè, aut prævià nominatione regum et principum, quibus jus est idoneas personas ad illos nominandi; atque in his postremis ipsamet episcopatûs collatio, à papâ facta in consistorio, vim habet electionis simul et confirmationis, quod docuerunt Innocentius, in cap. *Cùm olim*, in princip. de Causâ possessionis et proprietatis; Glossa in cap. 1, verb. *Provisionem*, de Electione, in 6; Azorius, Instit. mor., p. 2, l. 3, c. 29, q. 6; Fagnanus, in cap. *Eam te*, n. 15, de Rescriptis; atque ex ipsis verbis liquet, quæ à papâ in consistorio pronuntiantur: *Auctoritate Dei omnipotentis Patris, et Filii, et Spiritûs Sancti, et beatorum apostolorum Petri, et Pauli, ac nostrâ, ecclesiam N. de personâ N. providemus, ipsumque illi in episcopum præficimus, et pastorem, curam et administrationem ipsius eidem in spiritualibus et temporalibus plenariè committendo.*

IV. His præmissis, disputatur an episcopus aut à capitulo electus, aut à papâ in consistorio promotus, ante sui consecrationem synodum celebrare queat. Cujus tamen quæstionis decisio vix quidquam conferre potest ad praxim: nam, cùm electi in episcopos, etiamsi fuerint S. R. E. cardinales, teneantur intra tres menses munus consecrationis suscipere, juxta decretum Tridentini, sess. 23, c. 2, de Reform., difficilè videtur velle episcopum intra illud primum trimestre spatium, cùm nondùm perspectas habet res diœcesis sibi commissæ, cogere diœcesanam synodum. Quid nihilominùs communiter doctores sentiant, indicabimus.

V. Bottus, de Synodo, p. 1, n. 26, et seq., post Innocentium, Zabarellam, et alios antiquiores, re benè discussâ, concludit, episcopo electo et confirmato fas esse suam synodum statim habere; eidemque opinioni subscribunt Pax Jordan., lib. 8, tit. 2, num. 13 et 14; Ricc., in Praxi curiæ Neapolitanæ, decis. 443, ab initio usque ad n. 8; Massobr., de Synodo diœces., cap. 2, dub. 1.; Gavant., in Praxi synod. diœces., cap. 2, in adnot., § 1, n. 2; Laureu., in Foro beneficiali, tom. 2, sect. 2, q. 443, n. 5; Romaguerr., ad Constit. synod. Gerunden., l. 1, tit. 1, cap. 1, n. 10. Etenim coactio synodi est actus jurisdictionis et meri imperii, quod supra ostensum est, et quæ jurisdictionis sunt, exerceri queunt ab episcopo electo et confirmato, licèt nondùm consecrato, juxta textum in cap. *Transmissam*, de Electione. Ante consecrationem autem ea duntaxat exercere non potest, quæ sunt ordinis: puta sacrum chrisma conficere, ordines, aut Confirmationem conferre, virgines benedicere, ecclesias aut altaria consecrare; Cassabut. in Theor. et Praxi jur. canon., l. 1, c. 7, n. 7; quamvis committere et delegare valeat alteri episcopo consecrato facultatem ea omnia in suâ diœcesi peragendi, quoniam sola delegatio ad exercendum ordinem est actus jurisdictionis, et non ordinis; Azorius, Inst. p. 2, c. 29, q. 7.

VI. Sed statim altera quoad eumdem episcopum electum et confirmatum suboritur quæstio: an videlicet possit synodum cogere etiam non obtentis et exhibitis litteris apostolicis, vulgò *Bullis*, quibus ostendat se legitimâ auctoritate talis ecclesiæ curæ et regimini fuisse præpositum. Sed etiam hæc nullo solvitur labore, respondendo nimirùm negativè. Textus enim in cap. *Injunctæ*, sub tit. de Electione, inter extrav. comm., apertè interdicit electo et confirmato quemcumque actum jurisdictionis, nisi litteris apostolicis expeditis, iisque, quibus de jure, exhibitis; ac pœnam insuper suspensionis à percipiendis suorum beneficiorum fructibus, illis irrogat, qui sine ejusmodi litteris eum in episcopum recipiunt, aut eidem obediunt, uti ad rem prosequuntur Massobrius, Gavantus, Pax Jordan., locis citatis, duabus tamen additis limitationibus. Quarum prima est, ut possit electus, et confirmatus, non expeditis bullis, synodum facere, si obtinuerit breve apostolicum de capiendâ possessione nomine cameræ apostolicæ, cum clausulâ, ut intra tot menses et bullæ expediantur, et consecrationis munus suspiciatur; virtute namque prædicti brevis potest episcopus omnia exercere, quæ jurisdictionis sunt, ac si litteræ apostolicæ fuissent expeditæ, nec prohibetur ab exercitio eorum, quæ sunt ordinis, si interim fuerit consecratus; quod benè animadvertit Pax Jordan., loc. cit., num. 9.

VII. Altera est, ut cardinalis S. R. E. aliquo ex modis expositis in episcopum electus, et confirmatus, statim synodum celebrare possit etiam litteris apostolicis non exhibitis: quoniam cardinales, utpote

qui in citatâ extravaganti expressè non nominantur, non censentur sub ejus severitate comprehensi; quod, aliis allegatis, probat Pax Jordan., cit. loc., num. 22, et præter doctores ab eodem relatos docent Formosin., in cap. *Transmissam*, quæst. 6, à num. 1 ad 10, de Electione; Diana, in Edit. coord., tom. 9, tract. 7, resolut. 53 et 54; Cappon., discept. forens. 10, n. 12, tom. 1; rota, decis. 1217 cor. Emerix jun., et in Cordubens. Beneficiorum, 3 decemb. 1696, coram bonæ memoriæ Ursino Decano. Accedit, Bonifacium VIII per citatam extravagantem unicè voluisse evitare periculum, ne quis se gerat pro episcopo, qui episcopus non sit; hoc autem non habet locum in sacræ Romanæ Ecclesiæ cardinalibus, quorum simplici assertioni, ob dignitatis quâ præfulgent eminentiam, esse credendum, probat textus in can., *Nobilissimus*, dist. 97; et notat ibidem Glossa, verb. *Nihilominùs*; et rectè ponderant Gonzalez ad regul. 8. Cancell., Gloss. 24, num. 7; Lotter., de Re benefic., lib. 1, quæst. 27, num. 32; Passerinus, de Elect., cap. 33, num. 23; Barbosa in cit. extravag. Injunctæ n. 5, et de Officio et Potestate episcopi, part. 3, alleg. 3, num. 35.

VIII. Non omnia ex his, quæ de episcopis hactenùs diximus, aptantur archiepiscopis, in quibus illud est peculiare, quòd ne per consecrationem quidem assequantur plenitudinem officii sui, nisi pallium receperint à Romano Pontifice, ex cap. *Nisi specialis de Auctoritate et Usu pallii*: non quòd pallium aliquid superaddat consecrationi quoad ordinis potestatem; sed quia liberum præbet accepti ordinis exercitium, et archiepiscopalis muneris quamdam veluti perfectionem affert, et complementum, quod adnotavit Innocentius Scironius, ad tit. 8, de Auctoritate et Usu pallii, pag. 32. Quocirca, ne diù careant eâ potestatis plenitudine, quæ ab ipsis in totius provinciæ commodum est derivanda, debent intra tres menses à suæ consecrationis die, vel, si jam antea consecrati erant, à die confirmationis, pallium petere à Romano Pontifice, can. *Quoniam*, dist. 100, atque interim, sicuti se archiepiscopos nominare prohibentur in cit. cap. *Nisi specialis*, ita abstinere jubentur à synodo provinciali congregandâ, chrismate conficiendo, dedicandis ecclesiis, clericis ordinandis, et episcopis consecrandis, in cap. *Quod sicut*, de Electione, ubi ita legitur: *Præterea, cùm non liceat archiepiscopo sine pallio convocare concilium, conficere chrisma, dedicare basilicas, ordinare clericos, et episcopos consecrare, multùm profectò præsumit, qui antequàm impetret pallium, clericos ordinare festinat; cùm id, non tanquàm simplex episcopus, sed tanquàm archiepiscopus facere videatur.* Quòdque constans semper hæc fuerit antiquioris Ecclesiæ disciplina, observavit Janus à Costâ, ad tit. Decretal. de Auctoritate et Usu pallii, pag. 97.

CAPUT VI.

De episcopo privilegium habente gestandi pallium, et crucem ante se deferendi.

I. Quamvis pallium sacrum insigne sit, quod solis de jure competit archiepiscopis; attamen ex summi Pontificis privilegio, nonnulli, qui et re, et nomine simplices episcopi sunt, consueverunt pallio condecorari. Syagrio Augustodunensi episcopo, ejusque successoribus, ad petitionem Brunechildis reginæ, pallii honorem delatum à S. Gregorio Magno, discimus ex ejusdem Gregorii, epist. 11, lib. 9, indict. 2 oper., col. 936, et epist. 109 ejusd. libri, col. 1015. Auctor Vitæ Theodorici episcopi Metensis, à nobis nuper relatus, cap. 4, num. 5, speciales prosequens prærogativas Metensium episcoporum, cit. loc., ait: *Walo etiam, vir magnæ in Christo reverentiæ, pallii usum meruit, decreto Joannis papæ*: Joannis scilicet VIII, cujus litteræ, quibus hoc privilegium contulit Walonì anno 878, leguntur tom. 6, part. 1, Collectionis Harduini, pag. 121. Item pallium accepisse ante, et post Walonem, plures episcopos Metenses, licèt archiepiscopali jure non potirentur, constet ex Galliâ Christianâ veteris editionis tom. 3, pag. 711 et duabus sequentibus. Inter episcopos Mindenses, quemdam Hercubertum fuisse pallio cohonestatum, narratur in Chronico Mindensi auctoris anonymi, tom. 1 scriptor. rer. Germanic. Meibomii Junioris, pag. 552, ubi hos insuper antiquissimos rhythmos adducit:

Nam hic præsul honoratur,
Mindensis qui vocitatur,
Dignitate pallii.
Quod benè Rationale
Vocatur, et hoc non malè:
Nam trini episcopi
Tantùm isto decorantur,
Per quem rectè veneratur
Locus, gens, et clerici.

Alexandrum II pallii honorem contulisse episcopo Halberstadensi, ob concordiam inter imperatorem Henricum III et eumdem Alexandrum promotam, testatur Burchardus in Chronico Halberstadensi apud citatum Leibnitium, tom. 2 Scriptor. Brunswic., pag. 126, ubi etiam refert concessionis diploma, cujus verba sunt: *Itaque et locum, et nomen filii spiritualiis, singulari ac familiari affectu tibi concedimus, sanctæ quoque Halberstadensi Ecclesiæ tuæ, ut sit filia Romanæ Ecclesiæ, prærogativam quamdam attribuimus. Insuper quoque, pio paternoque affectu, pallio te adornare decrevimus, salvâ tamen auctoritate, aut magisterio sanctæ metropolis Moguntinæ Ecclesiæ, salvo quoque fratrum tuorum coepiscoporum et ordine, et loco.* Et, ne plura à nostrâ ætate remota perquiramus exempla, pallii prærogativâ etiam hodiè gaudent episcopus Quinquecclesiensis, de quo in cap. *Cùm in juventute*, de Præsump., episcopi Ostiensis, Bambergensis, Papiensis; et paucis antea annis, cùm nondùm archiepiscopi honorem erat consecutus, pallio utebatur episcopus Lucensis; de quibus omnibus Cuccus, Instit. lib. 1, cap. 6, tit. 8; Marchin., de Sacram. Ordin., tract. 4, cap. 9, num. 1; Durant., de Ritibus Ecclesiæ, lib. 2, cap. 9, num. 43; Ventriglia, de Jurisdict. episc., cap. 7, num. 3; ac nuperrimè san. mem. Clemens XII, ob præclara episcopi Massiliensis in Ecclesiam merita, personale privilegium eidem concessit gestandi pallium, quoùsque viveret; idemque Pontifex perpetuum pallii honorem detulit episcopis Aretinis. Una porrò cum pallio interdùm accessisse episcopis prærogativam sedendi, statim post metropolitanum, supra reliquos suæ provinciæ episcopos, liquet ex epist. 108 S. Gregorii ad Syagrium episcopum, lib. 9, indict. 2, cit. tom. 2, col. 1013, ubi, post concessum eidem pallii usum, ait: *Cujus ne indumenti munificentiam nudam videamur quodammodò contulisse, hoc etiam pariter prospeximus concedendum, ut, metropolitæ suo per omnia loco et honore servato, ecclesia civitatis Augustodunæ, cui omnipotens Deus præesse te voluit, post Lugdunensem ecclesiam esse debeat, et hunc sibi locum et ordinem ex nostræ auctoritatis indulgentiâ vendicare. Cæteros verò episcopos, secundùm ordinationis suæ tempus, sive ad consedendum in concilio, sive ad subscribendum, vel in quâlibet aliâ re, sua attendere loca decernimus, et suorum sibi prærogativam ordinum vendicare.* Hanc tamen loci prærogativam non fuisse ab Alexandro II concessam episcopo Halberstadensi, ex ejusdem diplomate accepimus, ex quo proinde colligimus honorem pallii non fuisse necessariò connexum cum jure præcedendi antiquiores episcopos: quinimò ex allegatâ Gregorii Magni epistolâ palàm fit, speciali opus fuisse concessione, ut Syagrio, unà cum pallio, accederet præeminentia sedendi, statim post metropolitanum, supra cæteros suæ provinciæ episcopos. Et nihilominùs nonnulli episcopi, pallio decorati, aliquando cedere detrectârunt etiam suis metropolitanis, pluresque controversias adversùm eosdem excitârunt, quas fusè pertractat Franciscus Florens, oper. Jurisdic. tom. 1, ad lib. 1 Decretal. de Auctoritate et Usu pallii, pag. 239 et seq.

II. Neque solùm aliquot simplices episcopi pallii

ornamentum à Sede Apostolicâ obtinuerunt, sed nonnulli eorum privilegium etiam impetrârunt deferendi ante se crucem. Morem prægestandæ crucis, à summo Pontifice ad ejusdem legatos primùm fluxisse, asserit Thomassinus de vet. et nov. Eccles. Discipl., part. 1, lib. 2, cap. 59, atque inde factum est, ut sanctissimus Hungariæ rex Stephanus, statim ac Apostolicæ Sedis legatione donatus fuit, veluti eidem muneri consectaneum privilegium simul obtinuerit præferendi crucem, quemadmodùm narrat auctor ejus Vitæ apud Surium, 20 aug., cap. 9 : *Pontifex crucem ante regem, ceu apostolatûs insigne gestandum adjunxit :* ab Apostolicæ verò Sedis legatis, mox ad patriarchas, subinde ad primates, et demùm ad archiepiscopos est propagatus. Non tamen omnibus archiepiscopis fuit id juris universim et indiscriminatim ab initio concessum, sed modò uni, modò alteri ex speciali gratiâ attributum : etenim Eugenius III, epist. 10, tom. 6, part. 2 Collectionis Harduini, col. 1250, peculiari quodam privilegio, archiepiscopo Coloniensi crucem prægestare permisit; et Alexander III, apud Baronium, ad an. 1177, num. 76, eâdem prærogativâ exornavit archiepiscopum Salernitanum; quam postea Gregorius IX archiepiscopis Axitano, Burdegalensi, et Messanensi est elargitus, apud Raynaldum, ad ann. 1228, num. 38; et ad ann. 1232, n. 26, atque ita pedetentim facta est omnibus archiepiscopis communis, quod sub eodem Gregorio IX aut sub Alexandro IX contigisse suspicatur laudatus Thomassinus. Porrò Clemens V, in concilio Viennensi, ut habetur in Clem. *Archiepiscopo*, de Privilegiis, idem jus omnibus promiscuè archiepiscopis asserit, ac præterea statuit iisdem licere crucem præferre, etiam per loca exempta suæ provinciæ : *Archiepiscopo per quævis loca exempta suæ provinciæ facienti transitum, aut ad ea forsitan declinanti, ut crucem ante se liberè portari faciat..... sacro approbante concilio, præsentis constitutionis serie duximus concedendum.*

III. Verùm, quemadmodùm in ecclesiâ Orientali inter patriarchalia insignia numeratur fax ante eos prælata et nihilominùs archiepiscopis Bulgariæ et Cypri privilegio datum fuit, ut prælatâ pariter face per suas diœceses incederent, quod testatur Balsamon in Melete; ita in Ecclesiâ Latinâ, etsi jus prægestandi crucem archiepiscoporum sit proprium, iisque solis, spectato jure communi, competat; attamen, ex Apostolicæ Sedis beneficentiâ, nonnullis episcopis permissum est ut, instar archiepiscoporum cruce ante se erectâ, totam suam diœcesim perlustrare, et loca etiam exempta, intra diœcesis ambitum contenta, ingredi valeant. Scimus quippe episcopo Lucensi hanc potestatem factam esse à Lucio III, Cœlestino III et Innocentio III. Cùmque canonici regulares Lateranenses monasterii S. Frigdiani civitatis Lucensis illam impugnarent, contendentes non licere episcopo Lucensi, qui nondùm archiepiscopi prærogativam nactus fuerat, in eorum monasterium ingredi prælatâ cruce; in sacrâ congregatione concilii, die 8 augusti 1716, propter enunciata episcopi privilegia, causâ ceciderunt, tom. 9 Thesauri resolut., pag. 227. Eodem privilegio jam ante Alexandrum III fruebatur episcopus Papiensis, quo ab eodem Alexandro fuisse privatum, eò quòd adhæsisset Octaviano antipapæ, narrat Baronius ad an. 1175, n. 12; sed aut ab ipsomet Alexandro, aut à successoribus illud postea recuperavit; nam, cùm, anno 1681, fuisset in quæstionem deductum, sacra congregatio concilii, die 3 februarii ejusdem anni, illud adhuc vigere censuit, uti habetur lib. 31 Decret., pag. 342. Et nos ipsi, postquàm ad supremum pontificatûs apicem evecti fuimus, episcopo Eystettensi ejusque successoribus perpetuum privilegium indulsimus crucem ante se sublimem deferendi in suâ civitate et diœcesi, ad instar archiepiscoporum; modò tamen archiepiscopus præsens non sit; aut, si adfuerit, ejusdem consensus accesserit; cujus archiepiscopi metropolitica jura in cæteris omnibus illæsa esse volumus, quod patet ex nostris apostolicis litteris anno 1745 datis, editisque in nostro tom. 1 Bullar., in ordine 133.

IV. Ex privilegio episcopis dato deferendi ante se crucem, nulla oritur quæstio, quæ ad synodum diœcesanam referri possit. Privilegii mentio habita est, ut, relato privilegio gerendi pallium, non omitteretur aliud privilegium à summis pontificibus aliquando episcopis concessum, deferendi crucem ante se more archiepiscoporum. Ex privilegio verò deferendi pallium aliquando episcopis concesso dubium oritur, an, quemadmodùm ante pallii receptionem vetitum est archiepiscopis synodum facere provincialem, et ipsi sit interdictum suam celebrare diœcesanam. Primo aspectu videbitur fortassè cuipiam idem de utrisque ferendum judicium, ne secùs archiepiscopus, pallii prærogativâ à jure communi donatus, deterioris conditionis sit, quàm episcopus, cui idem honor ex solâ indulgentiâ et privilegio delatus est. At, re penitiùs inspectâ, veriùs existimamus episcopum, pallio insignitum, ante hujus receptionem posse suam synodum habere; privilegium enim cumulat antiquis nova jura, sed antiqua non aufert, ne secùs plus afferat detrimenti quàm commodi, cap. *Abbate*, § *Contra quod*, de verb. Signific., et cap. *In his*, de Privilegiis. Quare, si quilibet episcopus, statim ac est electus et confirmatus, et litteras apostolicas expedivit, potest suam synodum convocare, æquum non est ut hoc jure ille spolietur, qui pallii potitur privilegio. Nec novum videri debet quòd episcopus pallio decoratus in aliquibus sit melioris conditionis quàm archiepiscopus. Nonne archiepiscopus intra tres menses à suæ consecrationis die, aut, si jam antea consecratus erat, à die suæ confirmationis, numerandos, tenetur pallium à Sede Apostolicâ exoscere, per textum in cit. can. *Quoniam*, dist. 100, ubi Archidiaconus, num. 2, et Turrecremata, num. 14.? Et tamen hoc onere non gravatur episcopus habens usum pallii, quia nemo tenetur uti privilegio sibi specialiter concesso. Præterea archiepiscopus, ante receptum pallium, non potest exercere pontificalia, per textum in cit. cap. *Nisi specialis*, de Auctoritate et Usu pallii; quod tamen nusquàm in jure sancitum repetitur de episcopo, cui pallium gestare competat ex privilegio. Diversitatis ratio facilè ex dictis eruitur : etenim per pallium confertur archiepiscopis plenitudo pastoralis officii; at episcopis in meram datur honoris significationem, non ut aliquid juris per illud tribuatur, quo ante carerent. Plura de his videri possunt apud Marcum Paulum Leonem, de Auctoritate et Usu pallii, cap. 10 et cap. 14.

CAPUT VII.

De episcopo titulari.

I. Omnibus exploratum est plerasque olim florentissimas episcopales sedes, nunc infidelium pago pressas, habitualem duntaxat retinere cathedralitatem. Notissimum pariter est, ne antiquæ illarum dignitatis memoria penitùs obliteretur, solere summos pontifices, nonnullos quandoque episcopos ad earumdem titulum creare : qui, etsi veri episcopi sint, ut qui in consecratione episcopalem characterem, et potestatem huic adnexam receperunt; sunt tamen potestatis usu, et jurisdictionis, si quam in ordinatione acceperunt, actu et exercitio penitùs spoliati. Præter autem nuper insinuatam, aliæ justissimæ causæ urgent Romanos Pontifices, ut ad nudum prædictarum cathedralium titulum aliquos promoveant episcopos; quarum præcipua est, ut sibi assistant in apostolico obeundo ministerio, utque eorumdem operâ in iis utantur, quæ nonnisi episcopis decet committere; vel ut tanquàm suffraganei pastoralia expleant munia in aliqua diœcesi, propter cujus amplitudinem proprius diœcesis episcopus alieno ministerio indigere videatur : quæ rectè adnotârunt Thomassin., de vet. et nov. Eccles. Discipl., p. 1, lib. 1, cap. 17; Fagnanus, in cap. *Episcopalia*, n. 45 et 53, de Privileg., et in cap. *Ex parte*, num. 47 et seq., de Clericis non residentibus;

Frances, de Eccles. cathedr., cap. 32, à num. 79 ad 90. Ex quibus evidenter desumitur Joannem Georgium Pertsch, aut deceptum, aut certè alios decipere voluisse, cùm, part. 1 Elementor. juris canonici., lib. 1, tit. 27, scripsit à pontificiis titulares episcopos per jocum appellari *portatiles*, *conductitios*, *adventitios*, *fictitios*, *commentitios*. Probi siquidem catholici eos summoperè venerantur, cùm propter episcopalem, quem impressum habent, characterem, tùm propter causas, quarum intuitu ad eximiam illam dignitatem, quâ nulla est in Ecclesiâ præstantior, à summo Pontifice promoventur; tum denique quia, prævio processu super vitâ, moribus, cæterisque qualitatibus ac meritis personæ, proponuntur à Papâ in consistorio, eo planè modo qui servatur cum aliis episcopis non titularibus, quibus ecclesiarum cura et regimen actu committitur. Neque absonum, aut recens institutum est, ut Romanus Pontifex aliquos ad episcopatum promoveat, quin ullius specialis ecclesiæ actualem administrationem illis tradat. Atque, ut cætera prætereamus hujus rei vetustissima exempla, congesta à Thomassino, cit. loc., existimat Epiphanius, hæresi 27, num. 6, cui alii plures astipulantur apud Petrum Coustant, Epist. Roman. Pontif. tom. 1, pag. 3 et 6, Linum et Clementem ita ab apostolo Petro fuisse episcopos ordinatos, ut nulli tunc ecclesiæ fuerint alligati, sed unicè ut Petro, prout opus esset, in Ecclesiæ regimine adessent. Eodem ferè modo, in fine secundi seculi, Cajum ex Romano presbytero episcopum ordinatum, nullius ecclesiæ curâ illi commissâ, asserit Franciscus Blanchinus, tom. 2 Anastasii, in not. ad Vitam S. Eleutherii, pag. 142, ubi contra Pagium defendit sæpiùs à Romanis pontificibus ordinari consuevisse ejusmodi episcopos, quos vocat *episcopos gentium*, eò quòd, datâ opportunitate, ad gentes mitterentur, quæ in christianâ religione institui exposcerent, etsi plures ex iis Romæ retenti, ad Romanum episcopatum fuerint postea promoti.

II. Jam verò cùm episcopi titulares actuali careant administratione ecclesiarum, ad quarum titulum sunt promoti et consecrati, non obstringuntur lege latâ à Sixto V, de sacris apostolorum Limimibus visitandis, exhibendâque relatione statûs suarum ecclesiarum, prout anno 1594 declaratum fuit à Clemente VIII, et constat ex l. 8 Decretor. sacræ congregationis concilii, pag. 100. Attamen, quia laude digni sunt, si Sedi Apostolicæ modum suggerant, quem opportunum existiment ad obtinendam conversionem infidelium degentium in diœcesibus, quarum exornantur titulo, uti animadvertit Fagnanus, in cap. *Ego*, n. 85, de Jurejuran., idcircò dubitatur an cogere possint synodum ex sacerdotibus, qui fortè ex illis regionibus advenerint, ut ab istis instructi, quæ ad prædictum finem conducere possunt, meliùs assequantur.

III. In primo libro, c. 5, n. 2, narratum est in civitate Burgensi, cum ordinarii licentiâ, à quodam episcopo titulari diœcesanam synodum cum nonnullis suis sacerdotibus fuisse celebratam. At ejusmodi exemplum non facit ad rem : quoniam ille episcopus titularis administraverat ecclesiam, cujus habebat titulum, à quâ postea expulsus, cogebatur exulare : in quibus circumstantiis urget profectò rescriptum Joannis VIII, in can. *Porrò*, 16, q. 3 : *Ubi paganorum, et incredulorum furor in causâ est, quantalibet prætereant tempora, juri non præjudicant ecclesiarum.* Alia propterea, si inveniri possint, disquirenda sunt hujus rei exempla.

IV. Turcarum armis anno 1190 occupatâ Palæstinâ, et proinde civitate Nazareth in captivitatem subactâ, archiepiscopo Nazaræno honoraria sedes in Italiâ assignata est in nobili Apuliæ oppido, quod dicitur Barulum, diœcesis Tranensis, et non procul ab oppidi mœnibus ecclesia beatæ Mariæ in metropolitanam erecta, cum titulo, dignitate et jure archiepiscopali, Nazaræno præsuli commissa fuit. Post aliquod temporis intervallum, aliæ parochiales prædato archiepiscopo subjectæ sunt; et subinde duæ cathedrales, Cannensis videlicet et Montis Viridis, fuerunt eidem perpetuò addictæ. Ipsâque postea metropolitanâ, temporis et bellorum injuriâ solo æquatâ, in ejus locum suffecta est ecclesia S. Bartholomæi, intra oppidum sita; quæ omnia narrantur ab Ughellio in Italiâ sac., tom. 7. Itaque in præsenti rerum statu archiepiscopus Nazarænus, habito respectu ad civitatem Nazareth, est merè titularis; sed, si locum spectemus in quo residet, plenamque episcopalem jurisdictionem exercet, merè titularis neque est, neque dici potest, ac proinde, quamvis in hoc loco diœcesanam synodum cogere valeat, sicuti reipsà sæpiùs coegit, non possumus inde inferre, licere episcopo titulari synodum celebrare.

V. Erunt fortassè qui in exemplum adducant episcopum Bethlehemiticum. Expulsis pariter Christianis è Terrâ Sanctâ, Reginerius, episcopus Bethlemiticus, sectatus est Guidonem, comitem Nivernensem, in Gallias redeuntem, qui eidem in suo comitatu, seu ducatu Nivernensi nonnullas attribuit terras in quibus jus episcopale exerceret. Plura de hoc episcopo habentur tom. 2 Galliæ christianæ, edit. Parisien., an. 1656, pag. 297, et in historiis archiepiscopatuum et episcopatuum Galliæ, conscriptis à Beaunier, tom. 2, pag. 855, et in Oriente christiano Patris le Quien, tom. 3, pag. 642, et pag. 1275. Verùm, quidquid olim fuerit, episcopus iste Bethlehemiticus hodiè jurisdictionem tantùm exercet in ecclesiam Beatæ Mariæ *de Bethlehem* nuncupatæ, propè Clameciacum in ducatu Nivernensi diœcesis Antissiodorensis; et episcopatus confertur à summo Pontifice ad supplicationem ducis Nivernensis, de consensu regis christianissimi. Porrò, vel sermo est de prædicto episcopo Bethlehemitico, pro temporequo jurisdictionem exercebat in terris ducatûs Nivernensis; et, quamvis tunc posset synodum indicere, ejusmodi tamen exemplum non esse ad rem nemo non videt; aut sermo est de eodem episcopo considerato in statu in quo nunc est; et cùm is clero et populo careat, manifestum est nullam ab eo posse synodum fieri.

VI. Quare concludendum est episcopos titulares, iis exceptis qui aut à suis ecclesiis in regionibus infidelium, quas actu administrârunt, expulsi sunt, aut in terris Christianorum certa loca obtinent, in quibus veram jurisdictionem episcopalem actu exercent, nullâ potiri facultate synodum diœcesanam celebrandi.

CAPUT VIII.

De vicario generali episcopi.

I. Vicarius generalis episcopi, qui et *officialis* vocari solet in iis quæ jurisdictionis sunt, censetur una eademque cum episcopo persona, atque unum et idem est utriusque tribunal; ex quo fit, ut à sententiâ vicarii generalis, non ad episcopum, nec ab eodem ad eumdem, sed ad metropolitanum, cui episcopus subest, interponatur appellatio, cap. 2, de Consuetudine; et cap. *Romana*, in principio, de Appellationibus, in 6.

II. Sed, quanquàm vicarius ordinariam episcopi jurisdictionem, episcopi nomine, in diœcesi exerceat, plurima tamen sunt quæ virtute solius generalis commissionis, sine speciali episcopi mandato, facere nequit, juxta decisionem cap. *Licet* 2, et cap. Final., de Officio vicarii, in 6, ubi Glossa et interpretes. Inter ea porrò quæ sine speciali mandato episcopi à vicario generali expleri nequeunt, hæc enumerantur : Primò, quæ spectant ad potestatem Ordinis, puta, Chrisma conficere, Sacramentum Confirmationis conferre, ecclesias et altaria consecrare, aut pollutis sanctitatem pristinam restituere. Hæc quippè, aliaque hujus generis, vicarius generalis, etsi episcopali ordine sit insignitus, peragere non potest sine peculiari epi copi diœcesani consensu; cùm, non in istis, sed in jurisdictionis duntaxat exercitio, illius gerat vices; quod benè observat Sbroz., de Vicar. episc., lib. 2, q. 5, num. 10, ob quam rationem nec ea peragendi, po est

alteri episcopo facultatem impertiri; Rebuff., de Vicario, n. 181; Barbosa, de Offic. et Potest. episc. alleg. 54, n. 83 et 84. Secundò, concedere litteras dimissorias ad Ordines extra casum quo episcopus in remotis regionibus versetur, cap. *Cùm nullus*, 3, de temp. ordinat., in 6, ita ut ab ordinandis sine magnâ difficultate arbitrio prudentis viri metiendâ conveniri non valeat, sicuti in eod. cap. docet Glossa, verb. *Remotis*. Tertiò, in materiâ beneficiali, ea quæ sunt meræ liberalitatis et gratiæ, vel speciem habent alienationis; ac proinde, sine speciali episcopi mandato non potest beneficia conferre, aut ad ea quæ jurispatronatûs episcopalis sunt, clericos nominare, præsentare vel eligere; quia tam collatio beneficii, quàm ad istud præsentatio, seu electio, donationem quamdam, et liberalitatem sapit, cap. *Relatum de præbendis*, et cap. *Post electionem*, de Concess. præb. Non potest beneficia supprimere, aut simul unire, vel factas uniones revocare; nam hæc omnia speciem referunt alienationis; Layman, in cit. cap. Fin., de Offic. vicar. in 6, n. 8. Neque beneficiorum resignationes tam simpliciter quàm ex causâ permutationis factas admittere, quoniam earum admissio requirit potestatem destituendi, juxta receptam Glossam, in Clement. 1, de Renuntiat., vicario generali sine speciali mandato non competentem; Flamin., de Resignat., l. 7, q. 24, n. 1 et seq.; Cabassut., in Theoriâ et Praxi jur. canon., lib. 1, c. 13, à n. 2 ad 7. An autem vicarius generalis cui episcopus peculiarem facultatem beneficia conferendi non concessit, possit præsentatos à patronis instituere, et electos confirmare, lis est inter doctores; sed magis recepta videtur opinio quæ vicario solius generalis mandati virtute facultatem inesse affirmat, præsentatos instituendi et electos confirmandi; institutio enim et confirmatio non liberalitatis, et gratiæ, sed necessitatis, et justitiæ sunt actus, quod docent et romanæ Rotæ decisione, ac sacræ congregationis concilii declaratione corroborant Garcias, de Benefic. p. 7, cap. 8, n. 84; Barbosa, cit. alleg. 55, n. 70, et prosequitur Natalis Alexander, ep. 10, appen. 1, tom. 1 Theolog. moral.

III. De his, aliisque non paucis, quæ vicarii generalis, nisi speciali episcopi commissione muniatur, vires excedunt, præter citatos, videri possunt cæteri juris canonici interpretes, ad tit. de Offic. vicarii. Quod unicè nostrâ hìc interest, est decernere an vicarius generalis possit sine speciali episcopi mandato diœcesanam synodum indicere et celebrare. Melioris notæ doctores sentiunt non posse, quia synodi coactio, veluti res gravioris momenti quàm cætera sint quæ nuper recensuimus, ordinarias ipsius facultates prætergreditur. Ita docent Alteferra, in Vindiciis ecclesiasticæ jurisdictionis, l. 7, c. 5, inquiens: *Vicarius episcopi non potest celebrare synodum sine speciali mandato episcopi;* Barbosa, cit. alleg. 54, n. 103; Fagnanus, in cap. *Sicut olim*, n. 11, de Accusat.; Romaguerra, ad constit. synod. Gerund., l. 1, tit. 1, c. 1, n. 13; Petrus Leurenius, tract. 1 de Potest. vicarii episcopi, c. 3, q. 168; quodque caput est, ita expressè declaravit sacra congregatio concilii, quæ hisce verbis interrogata: *N. ordinarius supplicat pro declaratione, an vicarius generalis episcopi possit, episcopo absente, synodum diœcesanam congregare, ita ut constitutiones in eâ editæ, sint observandæ;* die 4 decembris, 1655, respondit: *Non potuisse absque speciali mandato episcopi, ac propterea constitutiones in synodo, ut proponitur, factas esse ipso jure nullas;* sicuti legitur l. 19 Decr., pag. 543, à tergo. Neque refragatur concilium in Gallià sub Pipino rege celebratum, quod nonnulli Metense existimant, cùm tom. 2 Concil. Galliæ, editionis Sirmondi, pag. 5, ita decrevit c. 3: *De presbyt. et clericis sic ordinamus, ut archidiaconus episc. eos ad synodum commoneat, unà cum comite;* ad archidiaconum quippe, utpote vicarium natum episc., pertinebat presbyt. ad synodum convocare; sed de episcopi mandato, seu veriùs, postquàm synodus ab episcopo indicta fuerat, archidiaconi munus erat commonere presbyteros et clericos ut ad illam accederent.

IV. Quòd autem vicarius generalis possit diœcesanam synodum habere, si speciali ab episcopo instruatur mandato, res compertissima est, quam nemo in controversiam adducit. Nam, præter ea quæ l. 1, c. 6, n. 4, diximus, ut probaremus non prohiberi episcopum ne suam synodum per alium celebret, exemplum habemus S. Caroli Borromæi, qui anno 1572 suam tertiam synodum diœcesanam, quam ipsemet indixerat, Romam postea profectus, per suum vicarium generalem celebravit, quod ipsemet asserit in ejusdem synodi proœmio, part. 2, Act. eccl. Mediol., pag. 347, inquiens: *Cùm Romæ anno superiori essemus, indictam à nobis diœcesanam synodum, quam eo ipso anno haberi statueramus, à vicario nostro generali Joanne Baptistâ Castellio, protonotario apostolico, nobis absentibus, celebrari jussimus.* Et animadversione dignum est quod scribit Jacobus Meyer, lib. 7 Annal. Flandriæ, ad an. 1191, nimirùm episcopis Gandavensibus privilegium olim datum fuisse ut synodum quolibet tantùm triennio cogerent, eâ tamen adjectâ conditione ut per se, et non per vicarium, illam celebrarent; quod profectò argumento est hanc, speciali lege seclusâ, et jure communi tantùm spectato, licere episcopo synodum per vicarium habere.

CAPUT IX.

De vicario capitulari.

I. A vicario generali episcopi ad capitularem progredimur. Sanè juxta veterem disciplinam, ecclesiâ aliquâ vacante, ad viciniorem episcopum spectabat illius curam assumere, ut videre est in can. 6 concilii Regensis, an. 439, et in can. 6 concilii Aurelianensis anni 533, inter antiqua Galliæ concilia à Sirmondo collecta, tom. 1, pag. 68 et pag. 229, et tradit Glossa in can. *Quoniam*, verb. *Episcoporum*, distinct. 200, et fusiùs prosequitur Hallier., de sacr. Election. et Ordin., part. 2, sect. 5, c. 3, art. 11, § 4, n. 11 et 12, secundæ editionis. Quin imò id etiam nunc obtinet inter eccles. Lugdunensem et Augustodunensem, quarum primâ vacante, posterioris episcopus totum illius regimen assumit; secundâ verò pastoris solatio destitutâ, prioris illius præsul eam administrat, et omnimodam jurisdictionem in eâ exercet, ut videre licet in tom. 4 Galliæ christianæ, pag. 316, et seq. Cùmque olim in civitate Manilæ, quæ primaria est in insulis Philippinis, episcopo defuncto, gravia quædam absurda et inconvenientia sub temporaneo vicarii capitularis gubernio accidissent, postulatum est à Romano Pontifice ut per litteras apostolicas statueret, prædictâ ecclesiâ vacante, illius regimen ad antiquiorem episcopum, in iisdem insulis residentem, devolvi; et quidem congregatio concilii consulendum censuit Sanctissimum, ut hujusmodi petitioni annueret, uti relatum habetur in regestis dictæ congregationis, l. 12, supplicum Libellorum, pag. 569. Præterea, ubi ex antiquâ et immemorabili consuetudine inductum reperiatur ut ecclesiæ vacantis administratio ad aliquem in certâ ecclesiasticâ dignitate constitutum devolvatur, ut in ecclesiâ Gerundensi contingit, cujus jurisdictio, episcopo defuncto, ad archidiaconum Majorem, *de Rogationibus* nuncupatum, devolvitur; antiqua hujusmodi consuetudo minimè reprobatur, ut firmat Rota romana dec. 731 et 764 coram Emerix, jun. et dec. 132., coram Benincasa.

II. Verùm, extra has rerum circumstantias, et extra casus peculiares hujusmodi, vacante sede episcopali, tota episcopi jurisdictio transit ad capitulum cathedralis ecclesiæ, per textus in cap. *His quæ*, et cap. *Cùm olim*, de Majorit. et Obedien., quod quidem de jure communi posset illam per se exercere, cùm nullus reperiatur textus quo ad suæ jurisdictionis exercitium alteri committendum obstringatur: quamvis reverà consultius semper atque viduatæ ecclesiæ utilius visum fuerit, singulari alicui personæ, è capitularium cœtu seligendæ, illud demandare: etenim, vacante

ecclesiâ Faventinâ, cui, ita exigentibus peculiaribus rerum circumstantiis, non statim pastorem præficiendum judicabat S. Petrus Damiani. hæc ad Faventinos scripsit, ep. 10, l. 5 : *Unde et Dominus noster papa rogandus est, ut episcopum vobis modò non ingerat, sed ecclesiam vestram interim vacare, et vos sub suæ benedictionis umbraculo manere decernat. Quia verò per Dei misericordiam industrios inter vos clericos, ac prudentes, et litteratos habetis, si placet, unus ex eis eligatur, qui ad exequendum hoc negotium utilior invenitur : cui nimirùm cura ac sollicitudo totius episcopatûs possit imponi, ac per eum omnia necessitatis ecclesiasticæ negotia ministrari.* At jure novo Tridentini, sess. 24, c. 16, de Reform., tenetur capitulum intra 8 dies post mortem episcopi, aut aliter inductam ecclesiæ vacationem, seu veriùs, ab habitâ vacationis notitiâ, uti decisum refert Quaranta, in Summâ bullar., verb. *Capitulum sede vacante*, vicarium constituere, per quem jurisdictionem ad se devolutam exerceat. Quòd si in vicario, intra octo dies eligendo, negligens fuerit, tunc, si agatur de ecclesiâ suffraganeâ, ad metropolitanum; si de ipsâ ecclesia metropolitanâ, ad antiquiorem ex suffraganeis; si de ecclesiâ exemptâ, ad propinquiorem episcopum, pro eâ vice, electionem vicarii pertinere, voluit idem Trident., cit. loc. Idemque juris est, si ecclesia vacans careat capitulo, à quo vicarius constitui queat. Si tamen contingat vacare ecclesiam suffraganeam, carentem capitulo, tempore quo etiam metropolitana est suo pastore viduata, in hoc casu, electionem vicarii non spectare ad antiquiorem ex suffraganeis, ut nonnulli opinabantur, sed ad capitulum vacantis ecclesiæ metropolit., censuit sacra congregatio concilii, à quâ, cùm quæsitum fuisset : *Primò, an, vacante ecclesiâ suffraganeâ capitulo carente, illius administratio, et vicarii, sede vacante, deputatio spectet ad metropolitanum : et quatenùs metropolitana ecclesia pastore careat ; secundò, an spectet ad capitulum ejusdem ecclesiæ metropolitanæ, vel potiùs ad antiquiorem suffraganeum episcopum ;* eâdem die 28 augusti 1683, l. 33 Decr., pag. 261, ad primum respondit *affirmativè ;* ad secundum, *spectare ad capitulum metropolitanæ.* Idemque responsum dedit die 14 aprilis 1685, lib. 35 Decretor., pag. 190.

III. Vicarius iste, sive à capitulo, sive ab alio capituli negligentiam supplente, electus, eodem ferè potitur jure ac vicarius generalis viventis episcopi ; ad eum quippe, ut notat cum communi Barbosa, supra cit. alleg. 54, n. 158, transfertur exercitium totius jurisdictionis episc. penes capitulum existentis. Idque adeò verum est, ut suâ auctoritate ordinariâ conficere valeat processus super famâ virtutum et miraculorum servorum Dei, quos conficere potuisset episcopus, juxta ea quæ allegavimus in nostro opere de Canonizatione sanctorum, l. 2, c. 2., n. 2. Imò ab ipsâmet Sede Apostolicâ ad vicarium capitularem quandoque diriguntur litteræ remissoriales pro conficiendis processibus apostolicis super virtutibus et miraculis tum eorumdem servorum Dei, tum etiam eorum qui jam in beatorum album sunt relati ; quod pariter à nobis ostensum fuit, cit. l. 2, c. 45, n. 17. Quamobrem ut ingenuè loquamur, nondùm hactenùs percipere potuimus cur Dataria apostolica dispensationes, quæ ex mente Trident., sess. 22, de Reform., c. 5, extra curiam committendæ sunt ordinariis locorum, in quibus degunt illas impetrantes, nunquàm committere consueverit vicariis capitularibus, quamvis easdem committere soleat vicariis generalibus : quemadmodùm testantur Corradus, in Praxi dispensat. apostolicar., l. 2, c. 4, n. 11 et seq. ; et Rosa, de Executoribus litterar. Apostolicar. 3, n. 21 et seq. Scimus utique dispensationes ab Apostolicâ Sede episcopo, aut ejus vicario generali, delegatas, quas, ante episcopi obitum, eorum alter non sit executus, non censeri commissas vicario capitulari, qui propterea, etsi episcopo, quoad jurisdictionis exercitium, succedat, non tamen poterit prædictas apostolicas litteras exequi ; quemadmodùm firmat Sylvius, Oper. tom. 4, verb. *Vicarius secundò :* sed ejusmodi res nihil cum nostrâ habet commune ; ideò enim vicarius capitularis exequi nequit præfatas litteras, quia istæ directæ sunt episcopo, vel episcopi vicario generali, et ipse, quanquàm exerceat episcopalem jurisdictionem, non tamen est episcopus, nec vicarius generalis episcopi : hoc autem non prohibet ne eædem litteræ ad ipsummet vicarium capitularem signanter atque expressè dirigantur.

IV. Quoniam autem vicarius capitularis vicario generali episcopi quodammodò comparatur, meritò propterea dubitant doctores an ille, solâ sui muneris commissione, ea expedire valeat ad quæ perficienda vicario generali opus est speciali mandato. Negat Barbosa, de Canon. et Dignit., c. 42, num. 103, asserens contrariam opinionem minùs firmam visam esse Romanæ rotæ in unâ Maurianen. Pensionis, die 25 junii 1626, coram Pirovano. Sed Gutierrez, can. quæst., l. 2, c. 17, num. 21 ; Garcias, de Benef., p. 5, c. 7, n. 28 ; Molina, de Just. et Jur., tract. 5, disput. 11, num. 3, aliique plurimi, sententiam affirmativam tuentur, validisque sustentant rationibus : Tridentinum enim, inquiunt, voluit vicarium à capitulo eligi, ad evitandas inter capitulares discordias, ad causas celeriùs expediendas, et multa præcavenda incommoda, quæ, experientiâ edocente, obvenirent, si episcopalis jurisdictionis actualis administratio penes universum capitulum resideret. Hæc autem incommoda non minùs sequerentur, si, constituto vicario capitulari, adhuc tamen capitulum sibi suoque judicio reservaret quæ aliàs indigent speciali mandato. Neque dedecere aiunt, vicarium capitularem in hoc præstare vicario generali, cùm et in aliis idem contingat : siquidem vicarius generalis potest ab episcopo, pro suo libito, et sine ullâ causâ removeri ; vicarius verò capitularis, semel electus, non potest à capitulo revocari, nisi causâ approbatâ à sacrâ congregatione negotiis episcoporum et regularium præpositâ, quod ab eâdem sacrâ congregatione fuisse sæpiùs declaratum refert Barbosa, cit. c. 42, de Canon. et Dignit., n. 47.

V. Quidquid verò sit in aliis, quod peculiariter ad rem nostram attinet, vicarium capitularem nullo indigere speciali mandato ut diœcesanam celebret synodum, videntur communiter affirmare doctores, generatim docentes, integrum illi esse synodum, cùm voluerit congregare, quin ullam specialis mandati mentionem faciant ; quemadmodùm, inter cæteros, tradunt Garcias, de Beneficiis, p. 9, c. 2, n. 64 ; Bottus, de Synodo episc., p. 1, q. 5, n. 40 ; Ventriglia, tom. 2, annot. 15, § 2, n. 49 ; cardinalis Petra, ad Constitut. apostol., t. 6, p. 119, n. 113 ; Scarsanton ad Ceccoper., p. 2, l. 4, tit. 3, in Animadvers., p. 126 n. 25 et 26 ; Romaguerra, ad Constit. synod. Gerundens., lib. 1, tit. 1, c. 1, n. 16 et seq. Expressè autem facultatem, de quâ loquimur, vicario capitulari, solo sui muneris jure, et sine speciali mandato, competere asserit Petrus Laurenius, de Vicario, tract. 3, cap. 5, q. 590. Quoniam, ait, non minùs diœceseos visitatio, quàm synodi coactio, inter majora et ardua recensentur ; illa à vicario capitulari, sine speciali mandato, liberè expleri potest : igitur et synodus congregari.

VI. Hæc porrò assertio, quam Laurenius apertè, et alii subobscurè adstruunt, etsi verissima sit, attamen ex eodem illo argumento, quo præcipuè innititur, ita videtur limitanda, ut nimirùm liceat vicario capitulari, sine speciali mandato, synodum convocare, dummodò effluxerit annus à die ultimæ synodi habitæ ab episcopo : etenim, quamvis ille possit diœcesim visitare, sicuti latè probant Alteserra, in Vindict. ecclesiast. jurisdict., l. 8, c. 16, in fine ; Marescot., variar. Resolut., lib. 2, c. 15, n. 14 et seq. ; Novar., in Summâ bullar. commentar. 38, num. 6, part. 1 ; rota, dec. 346, n. 2 et 3, part. 1, rec. et dec. 84, aliàs 85, coram Merlino, non potest tamen visitationem aggredi, nisi elapsus sit annus à die ultimæ visitationis ab episcopo peractæ, uti prosequuntur Bar-

bosa, Jur. ecclesiast. univers., lib. 1, cap. 32, num. 71; Novar., cit. Summ. bullar., p. 2, comment. 32, num. 5; Ventriglia, in Praxi rer. ecclesiast., p. 2, annot. 15, § 1, n. 21, ac sæpiùs decisum fuit à sacrâ congregatione concilii, signanter in Ostunen. 28 julii 1718, l. 53 Decret., pag. 266, cùm proposito dubio : *An, et quando vicarius capitularis possit visitare;* rescripsit : *Affirmativè post lapsum anni :* et dùm fungebamur munere secretarii ejusdem sacræ congregationis, propositis die 13 septembris 1721 sequentibus dubiis : *An vicarius capitularis Scardonen. facere possit visitationem civitatis, et diœcesis. Secundò, an facere possit visitationem personalem capitularium;* responsum fuit : *Ad primum, et secundum affirmativè, dummodò elapsus sit annus à die ultimæ visitationis factæ ab ordinario.* Quocirca, cùm à sacro concilio Tridentino tam diœceseos visitatio, quàm synodi coactio, quotannis perficienda statuatur, ac proinde hæc duo in re præsenti videantur quodammodò inter se connexa, eodem jure metienda sunt, idemque de utrâque est ferendum judicium, cùm in utrâque eadem vigeat ratio, benè perpensa ab Alteserrâ, de jurisdic. ecclesiast., l. 8, c. 16, in fine : *Probabilius est capitulum, sede vacante, posse utrumque visitare, et synodum celebrare, ne, crescente peccandi licentiâ, crimina maneant impunita.*

VII. Dicet fortassè quispiam : Quamvisad capitulum, et per capitulum ad vicarium tota episcopalis jurisdictio, sede vacante, transeat, et facultas convocandi synodum, non ad ordinem, sed ad jurisdictionem episcopalem pertineat, non rectè tamen exinde infertur facultatem inesse vicario convocandi synodum : nam etiam potestas concedendi indulgentias non ad ordinem, sed ad jurisdictionem pertineat, uti desumitur ex cap. *Quod autem*, de Pœnitent. et Remission., atque ex eo fit quòd à summo Pontifice simplici clerico quandoque delegetur, et nihilominùs ab episcopo ad capitulum, ejusve vicarium non transit; hic quippe indulgentias 40 dierum, quas episcopus elargiri poterat, neutiquàm concedere valet. At respondetur in primis, non deesse doctores qui eamdem potestatem concedendi indulgentias, quâ pollet episcopus, attribuant vicario capitulari, inter quos Abbas., in cap. *Cùm olim*, q. 13, de Majorit. et Obedien.; Marchett., in Praxi vicar. capitul., c. 24, n. 1 et seq.; Peregrin., in Praxi vicar., p. 1, sect. 4, sub sect. 2, n. 32; Mol., de Just. et Jur., tom. 6, disput. 11, num. 6; Azor., Instit. moral., p. 2, l. 3, c. 37, q. 9; Barbosa, de Jur. ecclesiast., lib. 1, c. 32, n. 91; Sylva, de Beneficiis, p. 2, c. 11, n. 4; Armilla, in Summ. in verb. *Capitulum* vers. *Cùm jura dicant;* Sylvester, in Summ. verb. *Capitulum*, in fin., Sa, in Aphor. confessarior., verb. *Capitulum, sede vacante.* Deinde, etsi libenter admittamus, veriorem esse sententiam oppositam, quam tuentur Turrecremata, in can. *Item in Levitico*, num. 41, de Pœnit., dist. 1; Socin., in cap. *Nostram*, n. 19 et seq., de Pœnit. et Remiss.; Fagnanus, in cap. *Accedentibus*, n. 13 de Excessib. prælator.; Pirhing., ad lib. 1 Decretal., tit. 33, sect. 2, n. 49, vers. *Cujusmodi potestas*, et l. 5, tit. 38, sect. 2, num. 42; Fermosin., de Capitulo,sede vacante, q. 9, n. 10; Leander, oper. Moral. tom. 1, tract. 5, disp. 14, q. 23; Fragos., de Regim. christian. reip. tom. 2, p. 2, lib. 2, disput. 4, § 1, num. 19; Pax Jordan., Elucubrat. tom. 1, l. 5, tit. 16, n. 27; Coton., Controv. l. 2, controv. 11, c. 1, n. 20; et præterea fateamur, hanc secundam opinionem esse omninò in praxi servandam; nam sacra congregatio concilii, die 13 novembris 1688, interrogata : *An vicarius capitularis, sede episcopali vacante, facultatem habeat concedendi indulgentias, quas cæteroquin concedere posset episcopus vivens :* noluit quidem juris controversiam decidere, distinctè tamen vetuit, ne opinio, eam facultatem asserens vicario, deduceretur in praxim, respondendo : *Vicarius capitularis se abstineat :* multa nihilominùs intercedere agnoscimus discrimina inter hanc et potestatem congregandi synodum. Primò enim facultas concedendi indulgentias, uti benè ratiocinatur Theodorus à Spiritu Sancto in tract. de Indulgentiis, p. 1, c. 3, art. 4, non est adeò necessaria ad diœceseos regimen, ut aliquod damnum eidem immineat, si eâ careat qui diœcesim ad tempus administrat : quod de usu jurisdictionis, quoad alia externam politiam respicientia, dici nequit. Secundò, præfata potestas, etsi jurisdictionis, et non ordinis sit, est tamen jurisdictionis cujusdam extraordinariæ soli dignitati episcopali annexæ, sicuti disertè dicitur in cap. *Accedentibus*, de Excessib. prælat. Tertiò demùm, jus indulgentias elargiendi plenariè residet in solo Romano Pontifice, qui Ecclesiæ thesauri, ex infinitis Christi Domini meritis sanctorumque satisfactionibus conflati, custos, administrator, et dispensator est; atque à summo Pontifice profluit in episcopos, uti docet Bellarminus in tract. de Indulgentiis, lib. 1, cap. 11, Controv. tom. 2. Potuit autem summus Pontifex illius juris partem conferre episcopis, tanquàm suarum ecclesiarum sponsis, ut eâ uterentur in commodum gregis, cujus veri pastores et tutores sunt, et nolle illam credere aliis, qui neque ecclesiarum sponsi, nec veri pastores sunt, sed temporariam tantùm gregis curam gerunt. Cùm itaque tot et tanta inter utramque potestatem, quæ in objectione invicem comparantur, intersint discrimina, ex denegatâ vicario capitulari facultate concedendi indulgentias, nullo pacto sequitur esse pariter illi abjudicandum jus congregandi synodum.

VIII. Cave tamen, ne hanc potestatem synodum diœcesanam celebrandi, quam pluribus vindicavimus vicario capitulari, ita extendas ad vicarium vacantis ecclesiæ metropolitanæ, ut jus pariter huic adscribas indicendi synodum provincialem : nam, cùm indecens et absonum visum fuerit tantam jurisdictionem tribuere vicario capitulari metropolitanæ ecclesiæ, ut valeat ad synodum compellere totius provinciæ episcopos; idcircò sancitum est ut, vacante sede metropolitanâ, non ad istius vicarium, sed ad antiquiorem suffraganeum jus pertineat provincialem synodum cogendi, quod declaravit sacra congregatio concilii in causâ Tarraconen., 10 februarii 1624, l. 12 Decretor., pag. 160, in quâ interrogata : *An capitulum Tarraconen. possit, sede archiepiscopali vacante, indicere ac celebrare concilium provinciale; an verò hæc facultas spectet ad antiquiorem episcopum ejus provinciæ :* respondit : *Jus provinciale concilium indicendi ac celebrandi, sede vacante, non ad capitulum metropolitanum, sed ad antiquiorem provinciæ episcopum pertinere.*

CAPUT X.

De vicario apostolico.

I. Apostolicorum quorumdam vicariorum illustria in ecclesiasticâ Historiâ extant monumenta. Thessalonicensis archiepiscopus à S. Damaso Romano pontifice vicarius Apostolicæ Sedis constitutus fuit. S. Simplicius papa, anno 482, apostolicum vicarium in Hispaniâ episcopum Hispalensem deputavit; ut in primâ illius epistolâ habetur : *Congruum duximus, vicariâ Sedis nostræ te auctoritate fulciri, cujus vigore munitus, apostolicæ institutionis decreta, vel sanctorum terminos Patrum nullo modo transcendi permittas.* Quem quidem vicariatum apostolicum S. Hormisda Romanus pontifex ratum habuit, sub eoque Beticam et Lusitaniam comprehendit; pro reliquâ autem Hispaniâ archiepiscopum Tarraconensem vicarium apostolicum constituit, ut ex epistolâ 24 illius deprehenditur : *Servatis privilegiis metropolitanorum, vices vobis Apostolicæ Sedis exteriùs delegamus, ut sive ea quæ ad canones pertinent, sive ea quæ à nobis sunt nuper mandata, serventur.* Flodoardus in suâ Historiâ, lib. 1, cap. 15, docet S. Hormisdam eum fuisse pontificem, per quem S. Remigius, archiepiscopus Remensis, apostolicus vicarius in Gallià constitutus fuerit. Verùm Cointus in suis Annalibus id, non Hormisdæ, sed Symmacho tribuit; additque, ut supremorum principum in Gallià regnantium postulatis satisfieret,

vicariatûm apostolicum Arelatensibus etiam episcopis concessum fuisse. De apostolicis hisce vicariis fusè agit Thomassinus de veteri et novâ Ecclesiæ Disciplinâ, p. 1, l. 1, c. 18, num. 7 et seq., et cap. 30. Porrò inter cætera, quæ ad officium vicariorum apostolicorum extra Italiam pertinebant, id erat, ut provinciales synodos cogerent, ut eisdem præsiderent, atque omnem curam adhiberent, ne à metropolitanis synodales conventus prætermitterentur; quemadmodùm P. Joannes Antonius Bianchini in suo opere de Potestate et Politicâ Ecclesiæ, tom. 5, l. 3, c. 2, § 3, n. 2, latè ostendit. Verùm, quia ad nostrum institutum non pertinet de hujus generis vicariis apostolicis hoc loco agere, ideò, quæ ad illos attinet, ex citatis auctoribus petenda relinquimus.

II. De illis vicariis apostolicis nobis in præsenti sermo est, qui hodiernis etiam temporibus à summis pontificibus deputantur, interdùm quidem sine episcopali charactere, interdùm autem hujusmodi charactere insigniti, cum titulo tamen alicujus ecclesiæ in partibus infidelium sitæ, ut spiritualè regimen gerant alicujus regionis, cujus episcopus et pastor proprius non existat, aut, si existit, aliquâ ratione, etiam sine vitio suo, aut culpâ, impediatur, quominùs proprium gregem per semetipsum pascere valeat : ac de his quæritur, utrùm jus habeant diœcesanam synodum in regionibus sibi commissis convocandi.

III. Cùm per Monasteriensem pacem læsa fuissent archiepiscopi Coloniensis jura, eique impeditum regimen cujusdam partis suæ diœcesis, delata fuit ad Apostolicam Sedem anno 1667 instantia ducis Brunswicensis et Luneburgensis, qui postulabat, ut in iis regionibus vicarius apostolicus constitueretur, simulque ad id muneris delegandum proponebat Valerium Macionum equitem, et primum suum eleemosynarium. Consultus per litteras apostolicus nuntius, Coloniæ agens, rescripsit, ex hujusmodi vicarii deputatione, tum ipsi ducis majores animo additum iri ad catholicam religionem in illis regionibus promovendam; tum etiam fore, ut Catholici, qui in iis locis erant, magnoperè sublevarentur : ipsum verò Coloniæ archiepiscopum hnic deputationi libenter assentiri, quippe qui impedimentum, exercitio sui juris objectum, à se nullo pacto superari posse intelligeret. De hujus apostolici vicarii constitutione, ac de reliquis, quæ superiùs exposuimus, extant monumenta in Tabulario S. congregationis propagandæ fidei negotiis præpositæ.

IV. Postquàm ab antiquissimo tempore, sive, ut aliis placet, jam usque ab apostolorum ævo, catholicæ religionis primordia in Malabaricâ regione constituta fuerunt, diabolicâ fraude factum est, ut Nestorianæ hæresis labes illarum gentium animos inficeret; quam eò usque tenuerunt, donec per celebrem Alexium de Menezes Goæ archiepiscopum eliminata fuit. Sed non diù permansit hujus laborum atque operum fructus. Cùm enim Granganorensis ecclesiæ archidiaconus magnam semper in eâ ecclesiâ auctoritatem obtinuerit, quidam Thomas de Campo archidiaconus gravissimum schisma adversùs archiepiscopum conflavit, et magnam illius subditorum partem ad suam obedientiam pertraxit. Quod cùm circa finem pontificatûs Innocentii X contigisset, ab Alexandro VII ejus successore missus fuit in eas regiones vir religiosus è carmelitanâ familiâ, nomine Joseph à Sanctâ Mariâ, qui amplissimis facultatibus à Pontifice sibi delegatis munitus, exitiali illi malo jam latè grassanti remedium adhiberet. Cui quidem, cùm primùm ad Malabaricam regionem accessit, quantùmvis multùm ac diù laboraverit, parùm, aut nihil proficere datum est. Idem tamen cùm, Romam reversus, initam à se agendi rationem summo Pontifici magnoperè probâsset, episcopali charactere, et Hierapolitanæ ecclesiæ titulo decoratus, et in easdem regiones iterùm missus, memoratum schisma feliciter extinxit, et Thomam de Campo adduxit, ut malè præsumptâ potestate se abdicaret. Præterea Alexandrum de Campo, illius patruelem, episcopum consecravit, magnumque animarum numerum, quæ in pristinum Nestoriani erroris laqueum reciderant, ad sanctam Ecclesiæ catholicæ fidem reduxit : indeque digressus, ab eodem Alexandro VII summo Pontifice, pro laborum suorum præmio, Brisiniani episcopatum accepit; à quo deinde ad Tiphernatem Ecclesiam translatus est, ubi supremum diem obiit.

V. Sed vix è Malabaricâ regione memoratus episcopus excessit, cùm archidiaconus eumdem rursùs auctoritatis locum invasit; in quo usque ad vitæ finem perseveravit; illo autem extincto, schismaticæ factionis qui erant, opem ferente schismatico patriarchâ Hierosolymitano, Gregorio V nuncupato, alium sibi antesignanum, cui nomen pariter Thomas de Campo, sibi elegerunt. Atque hic rerum status cùm ad nostra usque tempora permaneat, cùmque præsulibus Coccini et Granganoris per seculares potestates minimè permissum sit propriam spiritualem jurisdictionem exercere in illis regionibus, quæ temporali eorum ditioni subjectæ sunt, necesse fuit, ut Sancta Sedes vicarium apostolicum, episcopali charactere insignitum, in locis illis constitueret, qui Catholicorum ibidem degentium regimen gerens, eosdem in sanctâ religione continere, atque hæresis progressum reprimere satageret, cui tamen rei, magnæ ad hunc diem difficultates se opponunt, cùm et schisma ibidem etiam nunc perseveret, et aliquot loca sint quæ archidiaconi schismatici, ac hæresi infecti, regimine et auctoritate continentur, licèt ille qui archidiaconatum in præsentiâ occupat, apud nos et Apostolicam Sedem agat, ut in Catholicæ unitatis gremium recipiatur, paratum se ferens, erroribus abjuratis, in sanctæ matris Ecclesiæ sinum unà cum magnâ populi multitudine sibi dicto audiente redire, ac summi Pontificis auctoritatem agnoscere; quod sanè gravissimi momenti negotium actu discutitur in dictâ congregatione propagandæ fidei præpositâ, quam nos jam semel coram nobis coegimus ad consultandum quâ viâ et ratione ad optatum tantæ rei exitum perveniri possit. Hæc autem partim desumpta ex historiâ vitæ præfati Patris Josephi à S. Mariâ, qui Tiphernatium episcopus obiit, partim ex monumentis quæ in actis ejusdem congregationis asservantur, hoc loco paucis inserere opportunum duximus, ut originem exponeremus vicariatûs apostolici regionis Malabaricæ, qui ex eo tempore alicui semper è carmelitarum familiâ episcopali charactere prædito committi solet.

VI. Nankinensem et Pekinensem episcopatus in Sinarum imperio erexit Alexander papa VIII, et jus nominandi personas illis præficiendas attribuit pro tempore existenti Portugalliæ regi fidelissimo, ut videre est in ejusdem pontificis constitutionibus 16 et 17, tom. 9 Bullarii novæ Romanæ editionis. Verùm non multò post agnitum fuit nimis vastas esse diœceses memoratis episcopis assignatas, atque hinc animarum regimen ibidem haud rectè procedere. Itaque Innocentius XII per diversos diœcesum illarum tractus apostolicos vicarios constituit quorum officium tamdiù duraturum esset donec liceret novos ibi episcopatus erigere; episcopis autem Nankinensi et Pekinensi interdixit ne se ullo modo immiscerent regimini illarum regionum quæ per vicarios apostolicos gubernarentur. Et hi quidem vicarii episcopali charactere prædili sunt, earumque regionum moderamini ad hunc diem præsunt, ad formam constitutionis memorati pontificis, quæ in eodem Bullario habetur n. 138.

VII. In Meliaporensis episcopatûs erectione, quæ facta est à pontifice Paulo V, Peguviæ regnum, tanquàm diœcesis illius pars, descriptum reperitur. Sed, cùm episcopis nunquàm datum fuerit in eâ diœcesis sibi attributæ parte visitationem peragere, ideòque animarum cura multùm inibi negligeretur, re ad nos delatâ per sæpè dictam congregationem de propagandâ

Fide, anno 1741, præsulem Galizia, Clismensis episcopi titulo decoratum, vicarium apostolicum in dicto Peguviæ regno constituimus.

VIII. Quod itaque ad hujusmodi vicarios apostolicos attinet, cùm ipsis omnimoda pastoralis auctoritas communicetur, nullus controversiæ locus est quin diœcesanam synodum cogere et celebrare valeant. Petrus episcopus Beritensis, vicarius apostolicus in Tunkini aliisque Sinensis imperii partibus à summo Pontifice deputatus, cùm pro bono animarum sibi creditarum regimine necessarium duxisset diœcesanam synodum convocare, de suis facultatibus nihil dubitans, ita scribebat: *Ex quo datum est nobis Tunkinense regnum ingredi, id unum præ animo habuimus ut majorem Dei gloriam ac infidelium conversionem promoveremus. Cùm autem inter varia quæ suppetebant media, maximè præ cæteris conducere videretur synodi celebratio, convocavimus eos omnes quorum consiliis in præsenti negotio uti possemus.* In hâc autem synodo, cui apostolici missionarii, catechistæ et presbyteri vocati interfuerunt, inter alia quæ statuta atque provisa sunt, hoc quod subjicimus decretum est: *Unoquoque vertente anno, conventus synodalis fiet coram nobis, aut vicario nostro generali, ad quem vocabuntur administratores, et in eo de rebus religionis tractabitur.* Cùmque synodales hujusmodi constitutiones Romam transmissæ, et in congregatione de propagandâ Fide examinatæ et probatæ fuissent, à summo etiam pontifice Clemente X, per suas apostolicas litteras die 23 decembris anno 1673 datas, quarum initium *Apostolatûs officium*, in formâ specificâ confirmatæ fuerunt. Quæ litteræ inter Constitutiones apostolicas ad Sinarum et Tunkini missiones pertinentes, anno 1676 Parisiis editas, insertæ sunt pag. 121 et seq.

IX. Sixtus V, in suâ constitutione 117, tom. 4, p. 4, Bullarii novissimæ editionis Roman., pag. 399, congregationi cardinalium negotiis et consultationibus episcoporum et regularium præpositæ facultatem attribuit, ut, quando ecclesiarum necessitas id exigeret, in Italiâ præsertim vicarios apostolicos deputaret, probos ac doctos viros, qui, auctoritate acceptâ à Romano Pontifice per apostolicas litteras in formâ brevis, peculiares diœceses gubernarent: *Ubi necessitas exegerit, viros usu et doctrinâ idoneos rectos et timentes Deum deligant, qui nostrarum litterarum auctoritate suffulti, ecclesias ut vicarii apostolici regant.* Atque hujus quidem generis apostolicos vicarios frequenter deputari contingit, sive cùm metus est ne diutiùs ecclesia aliqua pastore viduata permaneat; sive cùm in vicarii capitularis electione controversias et turbas excitandas fore prospicitur; vel quando episcopus, adversâ valetudine aut senio affectus, gregi gubernando impar agnoscitur; aut denique cùm illius culpâ fit ut ab episcopatûs administratione suspendi, aut perpetuò removeri debeat.

X. Ad hos igitur vicarios apostolicos sermonem redigentes, si quæratur an ipsis etiam competat facultas convocandi synodum diœcesanam, respondebimus, quoad illos qui ad regendam Ecclesiam per obitum aut translationem episcopi vacantem deputati fuerint, ea omnia locum habere, quæ in superiori capite de vicariis capitularibus disseruimus. Quod verò spectat ad alios quibus supplendæ injunguntur vices episcoporum, qui vel Ecclesiæ regimini nequaquàm idonei, vel ab illius administratione remoti sunt, omnium tutior ac melior ratio est ut apostolicæ eorum deputationis litteræ inspiciantur et perpendantur. Si enim in iis expressa reperiatur facultas cogendæ synodi, utique vicario jus erit eam convocandi; sin autem ejusmodi facultas in litteris expressa non fuerit, et tamen ea sit rerum illius diœcesis conditio ut synodum convocari requirat, supplicandum erit summo Pontifici ab eoque facultas obtinenda celebrandi diœcesanam synodum; quod quidem facili negotio impetrabitur; eò vel magis, quòd ipsis apostolicis litteris quibus vicariorum deputationes fiunt, ut plurimùm hujusmodi facultas inseri consuevit. Formula quâ concipi solent hujusmodi deputationum litteræ, impressa legitur in tractatu de Vicario apostolico, quem scripsit præsul Bassi, quondam episcopus Ananiæ, ad tit. 1; qui etiam auctor jure ac meritò censet, ad synodales conventus ab hujusmodi vicario apostolico celebrandos, minimè accersendum, aut admittendum esse episcopum, cui vel ob inhabilitatem vel ob culpam datus est auctoritate apostolicâ vicarius ipse, de quo agitur; ut videre est in citato tractatu, tit. 2, n. 2.

CAPUT XI.

De prælato inferiore.

I. Tamburinus, de Jure abbatum, tom. 1, disp. 24, q. 7; Ciarlinus, controv. Juris, l. 2, c. 220, n. 125 et Joseph de Prosperis, in suo tract. de Territorio separato, q. 5, n. 28, indistinctè docent omnibus prælatis inferioribus qui tantam jurisdictionem in loco exercent ut dicantur loci ordinarii, jus esse congregandi synodum diœcesanam. At, ad arcendum errorem qui ex vocis ambiguitate oriri et multos decipere solet, tres distinguimus inferiorum prælatorum species.

II. Prima est eorum qui certo præsunt generi personarum existentium intra septa alicujus ecclesiæ, monasterii, seu conventûs, cum passivâ exemptione à jurisdictione episcopi. Ejusmodi sunt superiores regulares et nonnulli prælati seculares, qui unà cum ecclesiâ, ejusque ecclesiæ clericis et administris, quibus præficiuntur, subsunt immediatè Romano Pontifici.

III. Secunda species est prælatorum habentium jurisdictionem activam in clerum et populum certi loci, qui tamen locus est intra episcopi diœcesim, à quâ undique circumscribitur. Et ejusmodi prælati impropriè tantùm, et lato quodam loquendi modo, dicuntur esse *nullius*.

IV. Tertia species est prælatorum qui jurisdictionem activam habent in clerum et populum alicujus loci, seu oppidi, aut plurium locorum et oppidorum quæ omninò avulsa et separata sunt à cujuslibet episcopi diœcesi; quapropter dicuntur constituere quamdam quasi diœcesim ubi prælatus, iis exceptis quæ ordinis episcopalis sunt, omnia exercet, quæ cæteroquin ad episcopalem jurisdictionem pertinerent. Hujus generis prælati inter inferiores nobilissimi sunt; dicuntur verè et propriè *nullius*, et veris annumerantur ordinariis locorum. De singulis hisce prælatorum speciebus diligenter, more suo, agit cardinalis Petra, ad constitutionem 4 Callisti III, sect. 1, tom. 5, et post eum Clemens de Arostegui, in suâ Concordiâ pastorali super Jure diœcesano inter episcopos et prælatos inferiores, part. 1, cap. 4, num. 64 et seq., ubi simul omnium prælatorum trium prælatorum investigat originem. Et siquidem ex privilegiis à Sede Apostolicâ concessis prælatis primæ et secundæ speciei, incautè admodùm nonnulli doctores, et quandoque etiam tribunalia, inferebant concessionem territorii verè separati, et prælatum tot tantisque condecoratum prærogativis, illicò accensebant prælatis tertiæ speciei, idcircò nos, ad supremum pontificatum evecti, ad hasce avertendas æquivocationes, constitutionem edidimus, quæ est in ordine 76 nostri Bullarii, tom. 1, in quâ, auditis etiam nostræ Romanæ rotæ auditoribus, totam hanc materiam accuratè digessimus et perspicuè explicavimus, quod et à nobis præstitum est in aliâ nostrâ constitutione quæ incipit *Inter multa*, editâ die 24 aprilis 1747, super jurisdictione episcopi Tusculani in clerum et populum Cryptæ Ferratæ, inserta in secundum tomum nostri Bullarii 33, in ordine.

V. Hâc opportunâ distinctione præmissâ, certum esse dicimus ab inferioribus prælatis tum primæ tum secundæ speciei non posse diœcesanam synodum celebrari; quod profectò de præfatis primæ speciei est per se manifestum; de præfatis verò secundæ speciei,

colligitur ex Tridentino, sess. 24, cap. 2, de Reform., præcipiente ut, nisi subdantur capitulis generalibus, accedant ad synodum episcopi, cui aliàs cessante exemptione interesse deberent; non enim ita Tridentinum jussisset, si ipsis jus esset propriam synodum habendi. Quod verò spectat ad prælatos tertiæ speciei, non idcircò, quòd isti verè *nullius* sint, et proprium ac separatum territorium habeant, statim jus sibi vindicare poterunt congregandi synodum diœcesanam; sed necesse est, ut duo insuper probent: primum, sibi à Sede Apostolicâ concessum fuisse explicitum privilegium synodum convocandi: secundum, tale privilegium deductum fuisse in usum, et reapsè à suis antecessoribus fuisse synodum coactam: sicuti docent Garcias, de Benef., p. 2, c. 2, n. 121; Paris., de Resignat., l. 8, q. 9, n. 98, ac pluribus cardinalis Petra, cit. tom. 5, sect. 2, p. 129, n. 114 et seq., quorum sententiæ astipulantur plures rotæ Romanæ decisiones relatæ à Garciâ, cit. loc., et uberiùs videri potest in dec. 13 et 14, tom. 2, tit. 23, de Offic. ordinar. cor. clar. mem. cardinali Falconerio: et quod magis est, eadem semper fuit sententia sacræ congregationis concilii, cui sola qualitas *Nullius*, cum territorio separato, nunquàm visa est sufficere ad astruendam prælato inferiori facultatem cogendi synodum, nisi simul in eodem concurrant illa duo, speciale scilicet et expressum privilegium apostolicum, atque ejusdem privilegii usus: uti constat ex quamplurimis ejusdem sacræ congregationis responsis, et decretis, congestis et relatis à cardinali Petrâ, loc. cit., de quibus etiam testatur beat. mem. Altovitus, sacræ congregationis olim secretarius in voto, quod exaravit in causâ Isernien. seu *Nullius*, Sancti Vincentii in Vulturno, propositâ die 11 januarii 1687, ubi hæc habet: *Ad hoc ut episcopo inferior possit synodum congregare, duo copulativè requiruntur; primum nempe, quòd habeat proprium et separatum territorium; secundum verò, quòd eamdem synodum congregare consueverit, ut aliàs respondit sacra congregatio, et signanter in Mileten., mense decembri* 1586, *l. 4 Decretor., p.* 216, *ibi:* « *Abbatem Sanctissimæ Trinitatis non posse separatim synodum celebrare, nisi constet, abbatiam* Nullius *esse diœcesis, et proprium habere territorium, atque aliàs legitimè synodum celebrâsse.* »

VI. Quia porrò jus convocandi synodum, et jus indicandi concursum ad parochiales ecclesias videntur quodammodò inter se connexa, cùm juxta Tridentinum, sess. 24, c. 18, de Reform., concursus instituendus sit coram examinatoribus in synodo diœcesanâ electis; idcircò sacra congregatio jus indicendi concursum in abbatibus non admisit, nisi priùs ex privilegio, et privilegii usu ostenderint, se esse in quasi possessione synodum cogendi: *Quòd si parochialis*, verba sunt sacræ congregationis, *non sit intra fines diœcesis alicujus episcopi, et inferior episcopo omnimodam habeat jurisdictionem episcopalem, nec alicui subdatur, sed est immediatè subjectus Sedi Apostolicæ,* Nullius *diœcesis proprium territorium habens, si habeat jus congregandi synodum, et legitimè constet, illam congregâsse, et congregare, et elegisse, ac eligere examinatores, poterit concursum instituere, examinare, et approbare œconomos, vicarios deputare, et alia facere, quæ præscribuntur cap.* 18, *sess.* 24; *episcopus verò debet manuteneri, donec dicta requisita abbas probaverit, l.* 6 *Decret., p.* 91. Idemque, atque iisdem ferè verbis rescriptum legitur die 26 septemb. 1615, l. 11 Decretor., pag. 163.

VII. Prædicta connexio inter facultatem cogendi synodum, et indicendi concursum ad ecclesias parochiales, ansam præbuit controversiæ, cujus notitia prodesse potest ad clariorem præsentis materiæ intelligentiam. Inter commendatarium, archimandritam nuncupatum, monasterii S. Salvatoris de linguâ Phari, et archiepiscopum Messanensem, diù multùmque disceptatum fuit de verâ separatione territorii ejusdem archimandritæ à diœcesi Messanensi, cum verâ qualitate *Nullius;* atque ad omnem finiendam controversiam inita tandem est inter utrumque concordia, à Sede Apostolicâ approbata, in quâ archimandrita ponitur in pacifico statu prælati tertiæ speciei, cum territorio separato, et inter cætera jus illi ascribitur indicendi, et instituendi concursus ad beneficia curata, in suâ quasi diœcesi vacantia, et vacatura. Cohærenter ad hujusmodi concordiam, et veluti in necessariam illius sequelam, contendebat archimandrita, jus pariter sibi esse synodum congregandi. Re delatâ ad sacram congregationem concilii, à docto et accurato ejusdem congregationis secretario scitè animadversum fuit, ex potestate indicendi concursum non necessariò consequi jus cogendi synodum, cùm possit concursus fieri coram examinatoribus, electis à synodo finitimi episcopi, qualis in casu esset archiepiscopus Messanensis; ex quo intulit, onus adhuc incumbere archimandritæ probandi et privilegium apostolicum quo sibi fiat expressa potestas synodum cogendi, et præviam ejusdem privilegii, si ab antiquo concessum demonstretur, executionem; cùmque hæc duo probata non fuerint, idcircò proposito, die 5 julii anno 1738, sequenti dubio: *An archimandritæ Messanensi competat jus convocandi synodum:* responsum fuit *negativè.* Verùm cùm, post nostram assumptionem ad supremum pontificatum, cardinalis Silvius de Valentibus, commendatarius archimandrita præfati monasterii S. Salvatoris, nobis supplicâsset ut potestatem, quâ hactenùs caruerat, apostolicâ auctoritate ei concedere dignaremur, nos ejusdem cardinalis precibus annuentes, nostris in formâ brevis litteris, datis die 14 januarii 1741, privilegium eidem cardinali indulsimus celebrandi synodum in aliquo loco suæ jurisdictionis, extra civitatem Messanensem; quod tamen privilegium personale duntaxat esse declaravimus, nec suffragari voluimus futuris archimandritis, nisi simile indultum à Sede Apostolicâ ipsi quoque obtinuerint. Eodem apostolico privilegio, nunc temporario, nunc perpetuo, à Sede Apostolicâ exornatos fuisse alios plures inferiores prælatos tertiæ speciei, non ignoramus; cùm frequenter occurrant synodi ab iis habitæ, ac præsertim ab abbatibus Cassinensi, Nonantulano Farfensi, S. Salvatoris Majoris, et similibus.

VIII. Audivimus ab aliquibus, etsi viris probis et doctis, quæ modò dicta sunt, improbari, ex eo potissimùm, quòd, si tertiæ speciei prælatis in vim ordinariæ suæ jurisdictionis competit aut ordines suis subditis conferre, aut litteras dimissorias eis concedere, ut ab aliis tonsuram et minores ordines recipere possint, eisdem prælatis tertiæ speciei denegari non possit facultas cogendi synodum jure suo, et præciso quolibet apostolico privilegio. At tantùm abest ut allatum exemplum intentioni sic arguentium prodesse possit, ut eam potiùs evertat: quod ut faciliùs percipiatur, opus est præmittere, à concilio Tridentino, sess. 23, c. 10, de Reform., duo fuisse sancita: primum, ne abbatibus, aliisque quibuscumque, quantùmvis exemptis, liceat primam tonsuram, vel minores ordines cuiquam conferre, qui regularis subditus sibi non sit: secundum, ne iidem abbates, aliique exempti litteras dimissorias clericis secularibus, ut ab aliis ordinentur, concedere valeant.

IX. Jam verò primam decreti partem expendenti statim coercita apparet illimitata illa facultas, à jure antiquiori quibusdam abbatibus data, omnibus indistinctè et promiscuè conferendi primam tonsuram et minores ordines; et perspicuum fit, ab iis quantâvis fruantur exemptione, hodiè non posse initiari, nisi suos subditos regulares. Ut autem hâc ipsâ, quâ nunc unicè fruuntur, potestate uti valeant, non solùm debent esse in presbyteratûs ordine constituti, sed debent insuper benedictionem obtinuisse ab episcopo nisi episcopus *tertiò cum humilitate ac devotione, sicut convenit, requisitus, eos benedicere fortè renuerit,* juxta textum in cap. *Statuimus,* de suppl. Neglig. prælat., aut nisi alio peculiari fulciantur privilegio, quo eis potestas fiat, etiam non recepto benedictionis munere, omnia peragendi quæ abbatibus competuntur, epi-

scopi benedictione quodammodò sacratis; quæ omnia singillatim et distinctè à nobis exposita fuêre in brevi quâdam dissertatione, quam exaravimus occasione cujusdam causæ Wratislavien. S. congregationi concilii, cujus secretarii officium gerebamus, propositæ, die 12 februarii 1724, et juxta nostrum sensum decisæ, uti videre est tom. 3 Thesaur. resol., pag. 19, et pag. 23 et seq., à quibus propterea ulteriùs enucleandis, ne actum agamus, consultò abstinemus. Solùm addimus, prædictis peculiaribus privilegiis, quorum mentio fit etiam à Suarez, de Relig. tom. 4, lib. 2, cap. 29, et à Dianâ in Edit. coord. tom. 2, tract. 5, resolut. 81, non fuisse derogatum per constitutionem san. mem. Benedicti XIII. quæ incipit *Commissi nobis*, editam post nostram memoratam dissertationem, et impressam in appendice ad concilium Romanum, in quâ præcipitur abbatibus regularibus perpetuis, ut intra annum, à die eorum electionis, episcopalem suscipiant benedictionem : in eâ quippe, § *Quo verò ad abbates*, nihil innovatum legitur quoad abbates, qui præfatis peculiaribus sunt instructi privilegiis.

X. Quoniam autem Tridentinum abbatibus, quovis modo exemptis, facultatem duntaxat reliquit, primam tonsuram minoresque ordines conferendi suis subditis regularibus; et abbates seculares, quantâcumque gaudeant exemptione, regularibus non præsunt : necessariò inde consequitur, eos non posse, ullum, quanquàm suæ jurisdictioni subjectum, ad primam tonsuram ordinesque minores promovere, nisi hanc potestatem à Sede Apostolicâ post Tridentinum concilium impetraverint; concilium enim præcedentia privilegia abrogavit, sed ab iisdem in posterum concedendis non potuit Apostolicam Sedem impedire, quemadmodùm ad rem ponderat Fagnanus, in cap. *Statuimus*, n. 14, et n. 53 et 54 de supplend. Neglig. prælat. Ejusmodi privilegium ab Urbano VIII concessum abbati commendatario pro tempore B. Mariæ Farfensis, et S. Salvatoris Majoris, liquet ex ejusdem apostolicis litteris, impressis post synodum diœcesanam Farfensem, habitam à Carolo cardinali Barberino, pag. 997, idemque privilegium ab Alexandro VIII die 8 aprilis 1690, datum primicerio S. Marci Venetiarum quoad personas eidem inservientes ecclesiæ, refert Clericatus, post dec. 15, de Sacram. Ordinis. Eamdem facultatem sibi pariter astruebat abbas S. Barbaræ civitatis Mantuanæ, de cujus juribus plura nos in utramque partem adduximus, quæ extant cit. Thesaur. resol. tom. 3, pag. 214 et seq., pag. 230 et seq., et pag. 293 et seq., quibus in locis concludenter etiam probavimus, neminem posse eam potestatem sibi arrogare, nisi à Sede Apostolicâ sibi post Tridentinum speciatim atque expressè concessam ostendat.

XI. At duæ hâc in re excitantur quæstiones : prima scilicet, an episcopi suis subditis, atque regulares prælati religiosis sibi subjectis litteras dimissorias concedere valeant, ut primam tonsuram minoresque ordines recipiant, aut ab abbatibus regularibus, quibus, virtute suorum privilegiorum, jus est ad eos promovendi subditos regulares, aut etiam ab abbatibus secularibus, eodem ornatis privilegio, limitato tamen ad certum genus personarum; puta ad subditos in suo territorio commorantes, aliasve certas, atque in privilegio designatas personas : secunda, an collatio tonsuræ ordinumque minorum, ab utrisque abbatibus facta personis, in suis privilegiis minimè comprehensis, sit tantùm illicita, an etiam invalida. Sed ambæ istæ controversiæ jam diù diremptæ et delimitæ sunt à sacrâ congregatione concilii.

XII. Atque, quod primam spectat, etsi olim, anno videlicet 1572, eadem congregatio censuisset integrum esse abbatibus, de quibus est sermo, primâ tonsurâ minoribusque ordinibus initiare quotquot hisce initiandi forent à propriis ordinariis ad eos dimissi; ex quo planè conficiebatur etiam locorum ordinariis licere suas litteras dimissoriales ad eosdem abbates dirigere; attamen, cùm eadem quæstio, jubente Clemente VIII, fuerit ad trutinam revocata atque in Rotæ auditorio iterùm diligenter discussa, sacra congregatio, inhærens decisioni quæ à sacrâ rotâ emanavit, estque 995, *coram Seraphino*, à priori sententiâ recessit, statuitque non posse ad prædictos abbates litteras dimissoriales dirigi, neque iisdem fas esse personis quæ in eorum privilegiis expressæ non sunt, etsi cum suorum prælatorum dimissorialibus litteris ad se accesserint, primam tonsuram minoresque ordines conferre, sub pœnâ suspensionis ab ordinum collatione, tam ab ordinantibus quàm ab abbatibus, aliisque prælatis dimissoriales litteras concedentibus, incurrendâ; atque hæc posterior sacræ congregationis sententia approbata fuit ab Urbano VIII; quæ omnia fusè enarrantur à Fagnano, in cap. *A quâ*, à num. 8 usque ad 19, de Consecr. eccles. vel altar.; atque à Clericato, dec. 15, de Sacram. Ord. à n. 19 usque ad 33.

XIII. Quod autem ad alteram pertinet quæstionem de ordinationis validitate, jam plerique doctores sustineri docuerant primam tonsuram minoresque ordines à prædictis abbatibus collatos aut regularibus sibi non subjectis, aut secularibus in suis privilegiis non comprehensis. Ita quippe disertè asseruêre Tamburin., de Jur. abbatum, tom. 2, disp. 2, q. 8, per tot.; Suarez, de Relig. tom. 4, tract. 8, l. 2, c. 29, n. 21; Peiriu., Oper. tom. 2, q. 3, c. 7, n. 23; Fermosin., in cap. *Cum contingat*, p. 2, n. 6 et seq., de Ætat. et Qualit.; Fagnan., in cap. *Statuimus*, à num. 11, de suppl. Neglig. prælator. Huic verò sententiæ calculum subinde adjecit sacra congregatio concilii, quæ illicitam quidem habuit, sed validam semper pronuntiavit ordinationem, de quâ disserimus; etenim, cùm in causâ Conimbricen., 26 junii 1655, quæsitum fuisset : *An abbates congregationis S. Bernardi et S. Benedicti conferre potuerint ordines minores regularibus sibi non subditis, necnon secularibus etiam habentibus litteras dimissorias suorum superiorum*, respondit sanè id fieri nequaquàm potuisse, sed simul addidit : *Promotos ab illis non indigere aliâ collatione dictorum ordinum, sed absolutione et rehabilitatione à Sanctissimo obtinendâ;* quod habetur, lib. 19 Decret. pag. 484. Similiter in causâ Panormitanâ collationis ordinum, die 16 martii 1647, disceptato articulo : *An ordines minores per abbatem regularem non benedictum collati non suis subditis, sint validi, si abbas habeat privilegium illos suis subditos conferendi*, prodiit decisio alteri conformis quæ antea emanaverat in causâ Catanien., 23 novembris 1641, cujus verba sunt : *Collationem autem ordinum supradictis non suis subditis, etiam regularibus, factam, si fuerit de ordinibus etiam minoribus, et dictus abbas non benedictus non habeat privilegium apostolicum, ordines collatos remanere invalidos; et ordinatos indigere aliâ ordinatione; si verò abbas non benedictus habeat dictum privilegium, et ordines minores tantummodò contulerit suis non subditis, ordinatos non indigere aliâ ordinatione, sed solummodò absolutione et rehabilitatione à Sede Apostolicâ obtinendâ;* uti habetur lib. 18 Decretor., pag. 511. Denique, cùm in causâ Lucanâ, propositâ 16 martii 1726, disputaretur de privilegiis concessis abbati S. Barbaræ civitatis Mantuanæ, et speciatim res esset de clerico ab eodem abbate ad minores ordines promoto, quanquàm promotus non recenseretur inter personas in abbatis privilegio expressas, sacra congregatio ordinationem illicitam dixit, clericumque minoribus initiatum, suspensione irretitum declaravit; non tamen ordines eidem iterùm conferendos jussit, Thesaur. resolut., tom. 3, pag. 288 et 296. Quare, ut, quam versamus controversiam paucis absolvamus, aut abbas nullo fruitur privilegio conferendi primam tonsuram et minores ordines, aut privilegio potitur illos conferendi certo personarum generi. Si primum, nec licet nec validè potest quemquam ad primam tonsuram minoresque ordines promovere. Si alterum, illicitè profectò, attamen validè, primam tonsuram minoresque ordines etiam aliis confert, qui cæteroquin inter personas non numerantur in privilegio designatas.

XIV. Quæ hactenùs diximus, omnes complectuntur

abbates, seu prælatos inferiores, etiam tertiæ speciei, habentes nimirùm proprium territorium à cujuslibet episcopi diœcesi avulsum et separatum, cum clero et populo in quem pleno jure exercent jurisdictionem activam et quasi episcopalem; nam etiam ejusmodi prælatis, virtute præfati decreti Tridentini, adempta est facultas, si quam olim habuerant, conferendi primam tonsuram et ordines minores suis subditis secularibus; neque hanc potestatem possunt sibi vindicare, nisi à Sede Apostolicâ, post Tridentinum, et cum expressâ Tridentini derogatione, eam iterùm impetraverint; sed secularium omnium in prædicto territorio separato degentium ordinatio spectat ad episcopum viciniorem; quemadmodùm si abbatia, seu abbatis territorium, quantumvis exemptum, situm sit intra fines alicujus diœcesis, ad ejusdem diœcesis episcopum pertinet ordinatio secularium ibi habitantium. Hæc omnia disertè definita sunt à sacrâ congregatione concilii, ex cujus sententiâ Fagnanus, in cap. *Significâsti*, de Offi. archidiaconi, ubi à num. 12 usque ad fin., hanc versat quæstionem sub n. 24, ita demùm concludit : *Nullus prælatus inferior regularis aut secularis hodiè reperitur, cui liceat tonsuram et minores ordines conferre personis secularibus, tametsi omnimodam jurisdictionem ordinariam et quasi episcopalem, ac etiam temporalem, habeant in clerum et populum, exclusis episcopis, et sive illorum territorium sit intra fines alicujus diœcesis, sive extra;* et prosequitur cardinalis Petra in Comment. ad Const. apost., tom. 5, pag. 116, n. 66 et seq.

XV. Aliquid nunc dicendum restat de secundâ parte enuntiati Tridentini decreti, sess. 23, c. 10, ubi decernitur : *Nec ipsi abbates et alii exempti, aut collegia vel capitula quæcumque, etiam ecclesiarum cathedralium, litteras dimissorias aliquibus clericis secularibus, ut ab aliis ordinentur, concedunt; sed horum omnium ordinatio, servatis omnibus quæ in hujus sanctæ synodi decretis continentur, ad episcopos, intra quorum diœcesis fines existant, pertineat.* Sub hujus decreti censurâ comprehendi abbates aliosque inferiores prælatos primæ et secundæ speciei nemo unquàm potuit in quæstionem adducere; at plerique prælati tertiæ speciei se ab ejusdem severitate autumabant immunes, hâc freti ratione, videlicet, quia ipsorum territorium, in quod exercent jurisdictionem quasi episcopalem, non existit intra fines alicujus diœcesis, de quo tantùm videtur loqui Tridentinum, sed est à quâlibet diœcesi omninò sejunctum et separatum; ac propterea, etsi ab ordinibus per semetipsos conferendis, juxta modò traditam doctrinam, abstinerent, liberum nihilominùs sibi esse putabant litteras dimissoriales ad ordines suscipiendos suis subditis secularibus impertiri. Verùm alia fuit mens sacræ congregationis concilii Tridentini interpretis, ad quam unicè spectat decretorum ejusdem concilii genuinum sensum aperire : ea siquidem probè considerans in allegati capituli initio sermonem esse non solùm de abbatibus utcumque exemptis, verùm etiam de illis qui *nullius diœcesis esse dicuntur*, quales sunt, habentes territorium separatum, hosce pariter in omni parte comprehensos dixit, iisdemque ablatam censuit facultatem concedendi suis subditis secularibus litteras dimissoriales ad ordines, quas proinde clargiri ad viciniorem episcopum unicè pertinere declaravit. Ejusmodi sacræ congregationis responsa congesta sunt à Fagnano, et card. Petrâ, c. l., quibus alia atteximus quæ eo prodierunt tempore quo nos ejusdem congregationis secretarium agebamus. Ecclesia collegiata B. Mariæ virginis de Albâ Regali, diœcesis Vesprimien., ejusque præpositus, canonici, cæterique eidem inservientes ecclesiæ, plenam obtinent exemptionem à jurisdictione episcopi Vesprimiensis, atque à jure metropolitico archiepiscopi Strigoniensis. Amplæ istius exemptionis obtentu sibi jus esse arbitrabatur collegiatæ præpositus concedendi litteras dimissorias ad ordines suæ ecclesiæ canonicis aliisque ministris; sed causâ delatâ ad sacram congregationem concilii, hæc die 26 martii, et denuò 17 decembris 1718, contra præpositum pronuntiavit, tom. 1 Thesaur. resolut., pag. 31 et duabus seq., et pag. 141. Sed, quoniam (ut ingenuè fateamur) ejusmodi decisio prælatum tangit secundæ potiùs quàm tertiæ speciei, aliam statim proferimus in quâ sine ullâ dubitatione quæstio erat de prælato tertiæ speciei. Lis vertebatur in Romanæ rotæ auditorio inter episcopum Brictinor. et capitulum Basilicæ S. Petri de Urbe, super articulo, an abbatia S. Rufilli, sita in castro Fori Pompilii, eidem capitulo perpetuò unita, haberet territorium omninò separatum à diœcesi Brictinoriensi. Interim verò capitulum S. Petri, innixum immemorabili consuetudine, seu quasi possessione, concedendi litteras dimissoriales personis intra suæ abbatiæ limites commorantibus, ne hâc possessione exturbaretur, pendente adhuc controversiâ super abbatiæ separatione easdem litteras concedere non dubitabat; at, contradicente episcopo Brictinoriensi, ac jure meritòque contendente immemorabilem possessionem, utpote à concilio Tridentino infractam, viribusque destitutam, non suffragari capitulo, etiamsi territorium separatum evinceret, ad ejus instantiam, die 3 decembris 1718, fuit in sacrâ congregatione concilii disceptatum : *An etiamsi constaret de territorio separato, posset capitulum S. Petri concedere dimissorias;* et die 21 januarii 1729, unanimi omnium suffragio responsum fuit *negativè*, tom. 1 Thesaur. resol., pag. 140 et 150.

XVI. Nihilominùs tamen non desunt etiam nunc abbates tertiæ speciei hâc peculiari præfulgentes prærogativâ, ut suis subditis litteras dimissorias ad ordines nedùm minores, sed etiam sacros suscipiendos elargiri valeant, et reipsà elargiantur, ita ut nulli episcopo fas sit sine ipsorum litteris eorumdem subditos ordinare; at hæc prærogativa non est annexa qualitati *nullius*, neque profluit ex territorio perfectè separato, sed unicè derivatur ex speciali privilegio, post Tridentinum obtento, quo Sedes Apostolica nonnullos cumulavit abbates. Ejusmodi privilegio ab Urbano VIII auctus est abbas Nonantulanus, ita eidem pontifici consulente sacrâ congregatione concilii, die 10 januarii 1636, cujus decretum refertur à cardinali Petrâ, cit. loc., pag. 117. Idem indultum assecutus est abbas Farfensis, uti habetur in memorato apostolico brevi, impresso post synodum Farfensem, pag. 996; eamdemque potestatem à Sixto V abbati Cassinensi, atque à Paulo V abbati Cavensi factam narrat Fagnanus, in cit. loc. cap. *Significâsti*, de Offic. archidiac., num. 25 et 26. Et, ne silentio prætereamus prædictam abbatiam S. Rufilli, capitulum S. Petri, cui ex sacræ congregationis sententiâ, denegatam diximus facultatem concedendi litteras dimissoriales personis incolentibus eamdem abbatiam, sibi perpetuò unitam, id juris sibi fieri petiit à Sede Apostolicâ; sed, cùm adhuc in rotæ auditorio indecisa penderet controversia super verâ separatione abbatiæ, ejusque territorii à diœcesi Brictinoriensi; capituli instantia rejecta fuit à sacrâ congregatione concilii, ad quam Innocentius XIII eam remiserat examinandam : verùm, cùm postea idem capitulum causam obtinuerit in rotæ tribunali, fueritque ei adjudicatum territorium omninò separatum, suas preces instauravit apud san. mem. Benedictum XIII, votique compos effectum est, per apostolicum breve ab eodem pontifice datum. Cæterorum abbatum, qui eodem jure ab Apostolicâ Sede sunt post Tridentinum donati, catalogum exstare in cancellariâ cardinalis Urbis vicarii, testatur Romualdus Honorante in Praxi secretariæ tribunalis dicti Cardinalis, pag. 193.

XVII. Hùc usque deducta, nisi fallimur, sicuti apertè ostendunt, prælatis inferioribus tertiæ speciei non competere de jure facultatem concedendi litteras dimissorias suis subditis, nisi hæc eis ex speciali distincto apostolico privilegio concessa sit; ita apprimè demonstrant, nullum à dicto exemplo inferri posse argumentum adversùs ea, quæ in superioribus dicta sunt de prælato inferiore tertiæ speciei, qui synodum cogere nequit, nisi apostolico distincto privilegio do-

natus sit; quin imò eamdem vigere juris censuram in utroque casu, cùm litterarum dimissorialium, tùm synodi.

CAPUT XII.

De episcopo Latino, in cujus diœcesi Græci sacerdotes, et clerici degunt.

I. Neminem latet, quosdam Græci ritûs homines, non quidem schismaticos, sed catholicos, esse, qui in Latinorum episcoporum diœcesibus vivunt, quique Italo-Græci vocantur; pro quorum regimine summus pontifex Clemens VIII consultissimam suam promulgavit instructionem, cui nos deinde non pauca addidimus per constitutionem nostram, quæ est 57 Bullarii nostri, tom. 1. Aliquot hujusmodi Græcorum coloniæ tam in Italiâ, quàm in insulis ipsi adjacentibus reperiuntur. Quærendum igitur occurrit, num Latini episcopi, qui has colonias habent in suis diœcesibus, et cum iis parochos et sacerdotes Græcos, possint cum his peculiarem diœcesanam synodum celebrare. Ut autem hujus quæstionis examini, ea quæ maximè opportuna sunt, præmittamus, quærendum primò est, quinam sit ejusmodi Græcorum ordinarius, tam in eo quod spectat ad collationem ordinum, quàm in eo quod pertinet ad potestatem jurisdictionis, sive ad regimen animarum.

II. Laudatus prædecessor noster Clemens VIII, de optimo Italo-Græcorum regimine, deque rectâ eorum disciplinâ valdè sollicitus, voluit, in urbe Româ semper adesse episcopum Græcum, à quo Italo-Græci, qui in Latinorum episcoporum diœcesibus vivunt, ordines suscipere deberent, ut in ejusdem pontificis constitutione 34, § 7, tom. 3 Bullarii, videre est. Hujusmodi episcopus etiam nunc in Urbe existit. Verùm san. mem. Clemens XII, qui, antequàm ad summum pontificatum ascenderet, inter cardinales collegii Græci protectores locum tenuerat, adeòque gravia per seipsum deprehenderat incommoda, quæ ab iisdem Græcis subeunda erant, dùm à regionibus valdè remotis Romam se conferre debebant, ut ab episcopo Græco ordines reciperent, cùm jam pro iisdem Græcis collegium in oppido S. Benedicti, Ullani nuncupati, Bisinianensis diœcesis, erexisset, alterius episcopi Græci domicilium in eo constituit, cui etiam facultatem concessit ut Græcis hominibus, in diœcesibus Latinorum antistitum degentibus, qui debitis documentis instructi ad ipsum accederent, sacrarum ordinationum munera impendere valeret. Quo sanè nihil detractum voluit de facultatibus à Clemente VIII tributis episcopo Græco in Urbe constituto, ad quem adhuc Græci ad ordines promovendi accedere possunt; sed alterum illum Græcum episcopum adjecit, ut pauperum Græcorum commoditati consulere, quibus longum iter ad Urbem usque suscipere, grave nimis accideret. Videatur ejusdem pontificis constitutio, cujus initium : *Provida pastoralis*, quæ etiam in historiâ erectionis memorati collegii, anno 1750, ab Angelo Zavarrono Neapoli editâ, per extensum relata habetur, pag. 76 et seq. De duobus hisce Græcis episcopis, altero Romæ, in Calabriâ altero commorante, actum etiam fuit à nobis citatâ constitutione nostrâ 57, § 7, de Sacramento Ordinis, num. 1, et prædictorum decessorum nostrorum Clementis VIII et Clementis XII ratio ac providentia, hâc etiam in re, pro merito commendata est.

III. Sic igitur constituto, quinam sit Italo-Græcorum ecclesiasticus superior in eo quod ad ordinum collationem attinet, nunc de eorumdem ecclesiastico ordinario agendum est, pro eo quod pertinet ad jurisdictionem, et animarum curam, universumque eorum regimen et gubernium. In quo, si standum est canonicis constitutionibus, ut certè standum est, omnia hæc ad episcopum Latinum, in cujus diœcesi Græci habitant, pertinere dicendum est. Verùm episcopus Latinus Græcum vicarium habere debet, sibi per omnia dicto audientem cujus operâ tutiùs atque salubriùs eam gregis sui portionem valeat gubernare : quod ipsum à nobis est quoque demandatum in allegatâ constitutione 57, § 9, num. 21.

IV. Postquàm clarissima Byzantii urbs, conjunctis Francorum Venetorumque armis, expugnata fuit, et Balduinus Flandriæ comes ibidem imperator est constitutus, opportunum factu reputatum est, ut Constantinopolitanus patriarcha Latinus crearetur, ad eamque dignitatem Maurocenus evectus fuit, ac cæteræ deinde minores imperii urbes, regiæ civitatis exemplar secutæ, Latinos episcopos habuerunt. Cùm igitur, ut cuique facile est intelligere, hujusmodi episcoporum subditi magnâ ex parte Græci essent, ut istorum regimini consuleretur, in concilio generali Lateranensi IV, quod sub Innocentio III celebratum fuit, decretum est, non quidem in unâ eâdemque urbe geminos episcopos esse debere, alterum Græcum, et alterum Latinum; quod monstri simile reputatum fuit; verùm ut episcopus Latinus Græcum suffraganeum seu vicarium retineret, qui ex illius præscripto omnia ageret : *Sed si propter prædictas causas*, quæ ad Græcæ linguæ imperitiam referuntur, *urgens necessitas postulaverit, pontifex loci catholicum præsulem nationibus illis conformem providâ deliberatione constituat sibi vicarium in prædictis, qui ei per omnia sit obediens et subjectus*; cùm paulò priùs repudiatum fuisset id, quod de duobus episcopis, altero Latino, et altero Græco, proponi cœperat : *Prohibemus autem omninò, ne una eademque civitas, sive diœcesis, diversos pontifices habeat, tanquàm unum corpus diversa capita, quasi monstrum.*

V. Hæc concilii Lateranensis verba relata habentur in cap. *Quoniam*, de Officio judicis ordinarii. Cui quidem canonicæ dispositioni nos inhærentes, cùm pontificatûs nostri tempore, anno scilicet 1746, à Varadinensi episcopo instantiùs actum esset, ut sibi concederetur episcopus auxiliaris Græci ritûs, propterea quòd diœcesim haberet Græcis refertam, quorum linguam ipse ignorabat; audito priùs hâc de re metropolitano Colocensi archiepiscopo, acceptis Varadinensis cleri supplicationibus, idque etiam petente Hungariæ reginâ in Romanorum imperatricem electâ, legitimis processibus de mandato nostro confectis super illius qualitatibus, qui in auxiliarem episcopum postulabatur, ac præsertim super abjuratione schismatis atque hæreseos per ipsum factâ, ac totâ re in consistoriali congregatione, die 12 julii 1748, maturè discussâ, sequens decretum publicari mandavimus, quod etiam deinde executioni traditum est : *Deputandum esse episcopum suffraganeum, seu vicarium, reverendum Meletium ritûs Græci ad formam canonis 9 concilii Lateranensis IV seu capituli Quoniam, de Officio judicis ordinarii, cum dispensatione super irregularitate ob schismata et hæresim incursâ, necnon cum assignatione tituli episcopalis, et congruæ pro ejus sustentatione in florenis mille et quingentis illarum partium super fructibus mensæ episcopalis Varadinen.*

VI. Verum quidem est, aliquando ob temporum circumstantias factum fuisse, ut ab hâc canonicâ disciplinâ recederetur; sed simul negari nequit, gravia inde incommoda et absurda plerùmque derivàsse. Quidam Romani Pontifices Græcis, qui in Latinorum episcoporum diœcesibus habitarent, privilegia concesserunt, per quæ ab episcoporum localium jurisdictione exempti, et Romano Pontifici immediatè subjecti forent. Verùm cùm à pontifice Pio IV maturiùs consideratum fuisset, ex immediatâ Græcorum Romano Pontifici subjectione nonnisi dissidia extitisse, ac fomenta, per quæ in schismate, atque etiam in hæresi pertinaciùs obfirmarentur, die 16 februarii anno 1564, constitutionem suam, cujus initium : *Romanus Pontifex*, quæque est 74 Bullarii tom. 2, promulgavit, in quâ, privilegiis per decessores suos concessis derogando, decrevit ut Græci qui Siciliam citra et ultra Pharum incolerent, in posterum jurisdictioni ordinariorum locorum in quibus ipsi habitarent subjecti esse deberent, in iis omnibus quæ ad divinum cultum, administrationem Sacramentorum, extirpa-

tionem hæresum, visitationem suarum ecclesiarum, et ecclesiasticam disciplinam pertinerent; ut latiùs videre est in allegatâ constitutione; in quâ tamen illæsum manere Græcum ritum, se velle declarat quoad ea omnia, quæ ab Apostolicâ Sede approbata sint. Pianæ constitutioni nos quoque adhæsimus in nostrâ sæpè dictâ constitutione 57, § 9, n. 19. In eâ quippe statuimus, ut Græci, sive laici, sive ecclesiastici seculares, aut regulares, episcoporum Latinorum, in quorum diœcesibus degunt, jurisdictioni subjecti sint; amplissimè derogantes privilegiis, quæ à prædecessoribus nostris, Romanis pontificibus, id exigentibus rerum circumstantiis, fuerant eisdem Græcis indulta.

VII. Præterea toleratum aliquandò est ab Apostolicâ Sede, ut in eo ipso loco in quo Latini et Græci habitant, gemini episcopi essent, alter Latinus, cui Latini subjecti essent, et alter Græcus, qui Græcorum regimen cum jurisdictione exerceret. Sed utinam id nunquàm indultum aut toleratum fuisset. Inde enim factum est, ut Græci, initio Catholici, episcopum Græcum schismaticum aliquandò nacti, in eamdem schismatis atque etiam hæreseos labem adducti fuerint, auctoque malis artibus numero subditorum episcopi Græci, Latinorum numerus ad nihilum ferè redactus sit; nec hactenùs Latinis episcopis vires sufficiant ad Græcorum schismaticorum audaciam retundendam.

VIII. Anno 1675, Genuensis respublica sexcentis numero Græcis facultatem concessit ut in insulâ Corsicæ sedem figerent. In his nonnulli seculares sacerdotes erant, aliquot præterea monachi, ac etiam præsul quidam, Parthenius nomine, Græci ritûs episcopus Lacedemoniæ; qui omnes in diœcesi Sagonensi collocati sunt. Anno autem 1677, geminæ ab Apostolicâ Sede litteræ in formâ brevis prodierunt: alteræ quidem Sagonensi episcopo directæ, quibus ipse super Græcos illos diœcesim suam incolentes, delegatus apostolicus destinabatur; alteræ verò ad prædictum episcopum Lacedemoniæ, quibus ille vicarius apostolicus pro iisdem Græcis, quoad viveret, deputatus fuit. Hic cùm anno 1683 mortuus esset, quanquàm tunc Sancta Sedes de hujusmodi Græcis Sagonensi episcopo subjiciendis cogitaret; quia tamen à Genuensi republicâ novi vicarii apostolici deputatio petita est, nihil circa eos innovatum fuit: rebusque in eodem statu relictis, alii deinceps vicarii apostolici eisdem dati fuerunt. Sed, ortâ controversiâ inter Sagonensem episcopum, tanquàm apostolicum delegatum ex unâ parte, et vicarium apostolicum ex alterâ, eò quòd vicarius omnimodam independentiam ab episcopo sibi assereret; san.mem.Innocentius papa XI, die 12 maii anno 1685, per suas in formâ brevis litteras declaravit, episcopum Parthenium vicarium quidem apostolicum prædictis Græcis datum fuisse, sed eâ conditione, ut debitam Sagonensi episcopo subordinationem profiteri deberet: *Ipsisque Græcis in vicarium apostolicum assignatus fuit episcopus, nomine Parthenius, qui illos in dictam insulam comitatus fuerat, ita scilicet, ut idem vicarius apostolicus tunc existenti episcopo Sagonensi, in cujus diœcesi colonia prædicta constituta est, subordinatus esset;* deinde monachum quemdam Cassinensem, Odericum Pierium nomine, vicarium apostolicum deputans, sequentibus verbis utitur: *in vicarium apostolicum deputamus; venerabilem verò fratrem modernum, et pro tempore existentem episcopum Sagonensem, in delegatum apostolicum, cui idem vicarius subordinatus esse debeat.*

IX. Subsequentibus tamen temporibus intermissa est vicarii apostolici deputatio pro Græcorum in insulâ Corsicæ existentium regimine; iidemque subjecti remanserunt episcopo Sagonensi, cui etiam aliquando à sacrâ congregatione de propagandâ Fide injunctum fuit, ut prædictam Græcorum coloniam visitaret. Quod cùm ab eodem sedulò præstitum fuisset, in relatione statûs ecclesiæ, quam anno 1716 ad congregationem concilii de more transmisit, omnia à se gesta describens, exposuit abusus, et corruptelas, quas apud eos invenit, rationesque à se initas, ut illis opportuna remedia afferret; ad aliam se referens longiorem rerum enarrationem, quam eodem tempore ad supradictam congregationem de propagandâ Fide mittebat. Illud etiam animadvertere non prætermisit, quòd, cùm vicarius apostolicus simul, et delegatus apostolicus ibidem reperirentur, Græci, suo arbitratu viventes, nec uni, nec alteri obtemperabant. Hæc autem Græcorum colonia ad annum usque 1729 in Sagonensi diœcesi permansit; quo anno à Genuensium republicâ translati sunt in Adjacensem diœcesim, ubi nunc vivunt, episcopi jurisdictioni subjecti.

X. Hoc itaque posito, quòd Græci, qui episcoporum Latinorum diœceses incolunt, eorumdem regimini, et ordinariæ jurisdictioni in omnibus subesse debent, de his episcopis Latinis quæri potest, an specialem synodum coadunare valeant ex solis presbyteris et clericis Græci ritûs, suas diœceses incolentibus. Id autem sine ullâ hæsitatione fieri ab illis posse affirmamus, cùm nihil omninò huic actui videatur obstare. Inter manuscripta servata in archivio congregationis concilii, litteras invenimus archiepiscopi Hydruntini, quibus sacræ congregationi exposuit, plures sacerdotes Græcos, in suâ diœcesi commorantes, tantâ paupertate laborare, ut cogantur victum sibi proprio labore comparare, eosque quotidianis laboribus fessos, nullo pacto posse, horas canonicas Græco ritu persolvere, cùm in illis persolvendis ultra quatuor absumantur temporis horæ. Reperimus etiam accuratam scripturam à Carolo de Vecchis, dictæ congregationis tunc secretario, elaboratam; in quâ narrat, Petrum Codreros archiepiscopum Hydruntinum, commiseratum pauperiem sacerdotum Græcorum in suâ diœcesi existentium, synodum diœcesanam coegisse, ad quam ducenti presbyteri Græci convenerunt; atque in eâ decrevisse, quid in recitatione horarum canonicarum ab eis in posterum faciendum esset. Ex quibus evincitur, posse ab episcopis Latinis, in quorum diœcesibus Græci habitant, peculiarem synodum cogi sacerdotum et clericorum Græcorum, ut in eâ statuatur, quid expediens visum fuerit pro eorum regimine. Diximus; posse, si enim episcopus, in cujus diœcesi tum Latini, tum Græci reperiuntur, velit in suâ synodo diœcesanâ, consueto modo celebratâ, aliquid de Græcis in suâ diœcesi existentibus statuere, id utique non erit ei vetitum, quod reapsè factum reperimus in synodo Melitensi anno 1703 coactâ ab episcopo Davide de Cocco Palmeri; in quâ præterea indicatur, idem antea ab aliis episcopis Melitensibus, Gargallo videlicet, et Cagliares, in suis synodis præstitum fuisse. Similia inveniuntur in quâdam consultatione manuscriptâ, quæ extat in bibliothecâ Vaticanâ, quæque olim à bon. mem. cardinale Julio Antonio Sanctorio, Sanctæ Severinæ nuncupato, conscripta fuit, ut quæstionibus responderet, à præsule Antonio Lombardo archiepiscopo Messanensi propositis, circa dubia quædam sibi occurrentia in regimine Græcorum, qui Messanam tunc incolebant, et apud quos nonnullos abusus deprehenderat: *Cùm mensibus proximè decursis archiepiscopus prædictus in eâdem civitate diœcesanam synodum celebrâsset, in quâ cum illis, qui de jure interesse debent, nonnulli Græcorum tam secularium, quàm religiosorum, puta Calogerorum, intervenêre.*

LIBER TERTIUS.

DE VOCANDIS AD SYNODUM, ORDINE SEDENDI ET SACRIS VESTIBUS, JUXTA PROPRIUM CUJUSQUE GRADUM ADHIBENDIS.

CAPUT PRIMUM.

De prælatis regularibus et secularibus.

I. Priusquàm regulares ab episcoporum jurisdictione subtraherentur, cogebantur eorum abbates diœces. syn. interesse. Concilium Aurelianense I, an. 511, tom. 2 Collect. Hard., col. 1011, can. 19, ait: *Abbates pro humilitate relig. in episcop. potestate consistant; et si quid extra regulam fecerint, ab episcopis corrigantur, qui semel in anno, in loco, ubi episcopus elegerit, acceptâ vocatione, conveniant.* Concilium Oscense anni 598, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 535, can. 1, inquit: *Hoc synodus sancta fieri elegit, ut annuis vicibus unusquisque nostrûm omnes abbates monasteriorum, vel presbyteros, et diaconos suæ diœcesis, ad locum, ubi episcopus elegerit, congregare præcipiat: et omnibus regulam demonstret ducendi vitas, cunctosque sub ecclesiasticis regulis adesse prænoneat.* Constitutiones excerptæ ex concilio Galleri archiepiscopi Senonensis, celebrato seculo X, tom. 6, part. 1, Collectionis Harduini col. 577, cap. 1, hæc habent: *Statuimus, ut abbates, et priores conventuales, qui nec venerint ad synodum, nec se excusaverint, prætendendo canonicum impedimentum, per octo dies ab ingressu ecclesiæ suspendantur.* Inter statuta synodalia Guillelmi Majoris, episcopi Andegavensis, qui vivebat in fine seculi XIII, tom. 1 novæ editionis Spicilegii Lucæ Dacherii, pag. 726, reperitur præceptum abbatibus, archidiaconis, archipresbyteris, et decanis ecclesiarum civitatis promiscuè impositum, habendi penes se eadem statuta; et in synodo IX ab eodem Guillelmo habitâ an. 1298, abbatibus, ad synodum accedere detrectantibus, infligitur pœna suspensionis; et in synodo XI, ab eodem celebratâ anno 1300, revocatur quidem enuntiata suspensionis pœna, sed simul instauratur præceptum, ut abbates omninò intersint episcopali synodo; quæ omnia leguntur eod. tom. 1 cit. Spicileg., pag. 739 et 740. Neque his refragatur textus in can. *Episcopus* 11, dist. 18, ubi dicitur: *Episcopus non debet abbatem cogere ad synodum ire; nisi aliqua rationabilis causa existat.* Nam oppositum decernitur in can. *Annis* 16, eâd. dist., in quo habetur: *Annis singulis episcopus in suâ diœcesi synodum faciat de suis clericis, necnon abbatibus, et discutiat alteros clericos, et monachos.* Unde Alteserra, de Jurisdict. eccl., l. 2, c. 19, ad utrumque textum conciliandum, primum intelligendum arbitratur de vocatione ad synodum, quæ non semel, sed sæpiùs, sed ultra id quod jura præscribunt, in anno fiat: *Et quod can.* Episcopus (ait Alteserra) *dicit, abbates non esse cogendos venire ad synodum, nisi rationabilis causa adfuerit, cautiùs intelligendum est, non esse scilicet gravandos abbates iterùm in anno venire ad synodum, si fortè extra ordinem convocetur, nisi rationabilis causa adsit, puta translationis reliquiarum, vel consecrationis ecclesiæ, vel alia similia.*

II. Verùm, cùm hodiè abbates, cæterique prælati regulares plerùmque plenâ gaudeant exemptione ab episcopi jurisdictione, non possumus, juxta omnia antiqui juris principia, de illis ratiocinari, sed et eorum exemptionis habenda est ratio. Neque sectari licet episcopum Phamaugustanum in tract. de Conciliis, cui titulus Synodia Ugonia, ubi, pag. 3 et seq., plura disputat de interventu abbatum ad synodum; cùm enim is scripserit ante Tridentinum, non omnia quæ adducit, congruunt præsenti disciplinæ. Ut itaque distinctè et ordinatim procedamus, primò de abbatibus secularibus, deinde de regularibus disseremus.

III. Abbates seculares, intra episcopi diœcesim existentes, teneri episcopali synodo adesse, statuitur in cap. *Quod super his,* de Majorit. et Obed. Neque ullius exemptionis prætextu possunt se ab hâc obligatione unquàm solutos existimare: nam Tridentinum, sess. 24, c. 2, de Reform., illos solos exemptos liberat ab onere accedendi ad synodum, qui subduntur capitulis generalibus; quod profectò de abbatibus secularibus nunquàm dici poterit, uti benè ponderat Tamburinus, de Jur. abbat., tom. 1, disp. 24, q. 4, n. 8 et 9. Rem exemplis illustrabimus.

IV. In civitate Cremonæ extat ecclesia collegiata S. Agathæ, quæ, cùm olim esset regularium, à summis pontificibus Callisto II et Eugenio III amplissima obtinuit privilegia exemptionis à jurisdictione ordinarii et ab obligatione accedendi ad synodum. Præpositura hujus ecclesiæ auctoritate Pii II fuit postmodùm à statu regulari et electivo commutata in dignitatem secularem et collativam, ejusque præbendæ canonicales clericis secularibus addictæ sunt, præservatis tam ecclesiæ quàm præposito, et canonicis, omnibus et singulis privilegiis, quibus antea fruebantur regulares.

V. Præpositus, qui ex privilegio summi pontificis Pii IV et ex antiquâ consuetudine habet præterea usum mitræ et pastoralis, et unà cum eo canonici recusârunt accedere ad synodum, ab episcopo Cremonæ indictam ann. 1727; sed instaurato judicio coram sacrâ congregatione concilii, et re maturè expensâ, die 5 aprilis 1732, decisum fuit teneri accedere et posse episcopum pœnis, à jure statutis, in inobedientes animadvertere. Cùmque denuò præpositus et canonici sua jura experiri voluerint, in congregatione, habitâ die 29 augusti 1733, iterùm succubuerunt.

VI. Alterum et celebre exemplum est abbatis S. Barbaræ civitatis Mantuanæ. Præest iste insigni collegiatæ, cui inserviunt dignitates et canonici, et simul cum ecclesiâ omnibusque ecclesiæ administris, tantâ fruitur exemptione ut episcopus nec ecclesiam visitet, nec canonicos aliosque administros corrigat, nisi abbas aliique habentes dignitates abbatiali inferiores, qui sibi invicem in hoc munere gradatim succedunt, negligentes fuerint in visitando et corrigendo; quæ omnia habentur in bullâ Pii IV, datâ pridie idus octobris 1564. Idemque pontifex hanc præterea abbati eximiam addidit prærogativam, ut posset suis subditis, addictis scilicet servitio prædictæ ecclesiæ, primam tonsuram et ordines minores conferre, ac Sacramentum confirmationis in suâ ecclesiâ, Chrismate à loci ordinario accepto, omnibus indistinctè administrare. Tot tantisque condecoratus privilegiis, renuebat abbas accedere ad synodum episcopalem; sed, causæ articulo examinato in sacrâ congregatione concilii, cùm hæc animadverterit nullum ab abbate privilegium produci quo specialiter et expressè eximatur ab onere accedendi ad synodum, propterea anno 1680 dixit eum omninò interesse debere. Quæ omnia à nobis adnotata sunt in dissertatione quam elaboravimus, cùm ejusdem sacræ congregationis secretarii munere fungeremur, in causâ Mantuanâ, discussâ die 23 augusti 1728, de quâ in Thesauro resol., tom. 4, pag. 109 et seq., et præsertim pag. 112, n. 7.

VII. Hæc de secularibus. Ad regulares redeamus. Usus quondam apud monachos invaluerat ut uni principali monasterio plura inferiora subessent, perinde ac membra suo capiti. Hunc morem describit Mabillon. in præfat. ad secul. VI Act. SS. Bened., § 4,

n. 53, his verbis : *Observare convenit... eam fuisse in nobilioribus monasteriis disciplinam, ut quælibet minores sub se haberent colonias, quæ cellæ, præposituræ, obedientiæ, prioratus, monasteriola, et monasteria passim, imò et abbatiæ aliquando vocabantur. In illis cellis erant præpositi, seu decani, ad nutum abbatis, qui principi monasterio præerat, amovendi; et si qui abbates illis præficiebantur, nonnisi priùs habito primi abbatis consensu, eorum fiebat electio, ab eodem postea confirmanda.* Quandoque autem contingebat principale monasterium esse plenè exemptum ab episcopi jurisdictione, secùs verò inferiora ; in quo rerum statu, abbas qui alicui ex inferioribus præerat, quamvis professionem emisisset in principali monasterio exempto, attamen, ratione alterius monasterii non exempti cui præerat, tenebatur adesse synodo diœcesanæ, juxta sententiam latam ab Innocentio III, in cap. *Ex ore*, de Privilegiis, ubi controversiam hâc ipsâ de re agitatam inter abbatem Evasensis cœnobii et Vigoriensem episcopum ita definivit : *Sententialiter definimus quòd Evasen cœnobium liberum est in capite, tanquàm ab episcopali jurisdictione prorsùs exemptum, et soli Romanæ Ecclesiæ subjectum... In membris autem quæ non probantur exempta, diœcesano episcopo ipsum subjacere decernimus; propter quod abbas ad synodum ejus debet accedere... ; pro ipsis quoque membris non exemptis idem abbas tenetur Vigorien. episcopo exhibere reverentiam, obsequium et honorem.* Ex hâc porrò Innocentii decretali evidenter conficitur potiori jure debere ad episcopalem synodum accedere abbatem regularem, qui non solùm nullâ fruitur personali exemptione, sed et insuper monasterio præficitur, episcopi jurisdictioni plenè subjecto.

VIII. Si verò abbates unà cum monasteriis quæ regunt, sunt omninò ab episcopi jurisdictione exempti, non ideò tamen sunt statim liberi pronuntiandi ab obligatione interveniendi synodo episcopali ; sed considerandum est an simul cum aliis sui ordinis monasteriis coalescant in unum corpus, seu conficiant unam communitatem, cujus singula membra subdantur capitulo generali ejusdem ordinis ; vel potiùs monasteriis præficiantur, quorum quodlibet solitarium est, nullam nimirùm habens cum aliis ordinis monasteriis conjunctionem, nullum societatis et mutuæ communicationis vinculum ; atque ideò eorumdem monasteriorum prælati nullum superiorem generalem agnoscunt, cujus capitulo subjiciantur ; cujus generis monasteria non pauca extra Italiam reperiri exploratum est omnibus. Primi non coguntur accedere ad episcopi synodum ; secundi omninò accedere debent ; illos siquidem, et non istos, exemit Tridentinum, sess. 24, c. 2, de Reform., ita decernens : *Synodi quoque diœcesanæ quotannis celebrentur ; ad quas exempti etiam omnes, qui aliàs cessante exemptione interesse deberent, nec capitulis generalibus subduntur, accedere teneantur.* Cùm enim exceptio firmet contrariam regulam pro non exceptis, manifestum inde fit regulares generali capitulo non subjectos nullâ ratione posse se à synodo subducere, sicuti optimè perpendunt Fagnanus, in cap. *Quod super his*, de Majorit. et Obed., n. 5 ; cardinalis de Lucâ, de Jurisdict., disc. 37, num. 5 ; cardinalis Petra, cit. loc., num. 108.

IX. Nullam verò distinctionem adhibendam censuit Tridentinum quoad illos regulares qui curam gerunt animarum, sed hos omnes, sive subjecti sive non subjecti sint capitulo generali, universim, promiscuè et indistinctè synodo interesse debere decrevit : *Ratione tamen* (ait cit. loc.) *parochialium, aut aliarum secularium ecclesiarum, etiam annexarum, debeant ii qui illarum curam gerunt, quicumque illi sint, synodo interesse.* Idem, longè ante Tridentinum, edixerat concilium provinciale Moguntinum an. 847, cap. 14, in Collectione Harduini, tom. 5, col. 11, districtè præcipiens ne ullus monachorum qui parochialibus præerant ecclesiis, episcopalem synodum effugeret : *Nullus monachorum*, inquit, *aliquid proprietatis habeat..., nec parochias ecclesiarum accipere præsumat sine consensu episcopi. De ipsis verò titulis in quibus constituti fuerint, rationem episcopo vel ejus vicario reddant, et convocati ad synodum veniant.*

X. Quam porrò, Tridentino inhærentes, hactenùs adhibendam diximus inter regulares distinctionem, non solùm fusè explicant doctores, præcipuè Gonzalez, in cit. cap. *Quod super his*, de Majorit. et Obed., num. 8. ; Antonius Paulutius, de Comitiis ecclesiast., pag. 453, num. 6, Biblioth. maxim. pontif. tom. 4 ; Gavantus, in Praxi de Synodo diœces., cap. 2, in annot., § 1, n. 4 ; Tamburinus, Fagnanus, cardinalis de Lucâ, locis citatis ; sed exactè servanda statuit sacra congregatio concilii in causâ regularium, die 19 novembris 1604, lib. 10 Decretor, pag. 102 à tergo : *Sacra*, etc., *censuit quoad primum esse injungendum omnibus regularibus qui vel capitulis generalibus non subduntur, vel curam animarum exercent, ut ad synodos diœcesanas accedant sub pœnâ privationis vocis activæ et passivæ, ipso facto incurrendæ, atque aliis pœnis arbitrio episcoporum imponendis, etiam excommunicationis, adeò ut jus declarandi atque pœnas imponendi ad episcopos non obstante quâcumque exemptione pertineat, eisdemque episcopis jus sit prædictos regulares qui nullis capitulis subduntur absolutè cogere ad diœcesanæ synodi observationem ; eos verò qui ratione curæ animarum interfuerint, ad servanda ea omnia quæ in synodo decreta fuerint circa curam animarum, et administrationem Sacramentorum.* Quodque hìc de parochis regularibus sanciverat, eadem sacra congregatio iterùm confirmavit in causâ Passavien. jurisdictionis, die 1 octobris 1661, lib. 22 Decr., pag. 661 et seq. ; cùm enim quinto loco disputatum fuisset : *An parochi religiosi monasteriorum exemptorum, ut supra vocati ad synodum, teneantur venire, ac mandata episcopalia accipere, circa ea quæ pertinent ad dictam curam, pariterque festa propria diœcesis populo denuntiare, et celebrare jubilea, et alia mandata apostolica ab ipso diœcesano episcopo recipere ;* responsum fuit : *Ad quintum teneri.*

XI. Verùm, cùm animarum cura ecclesiæ regulari annexa possit ab ecclesiæ prælato exerceri vel per se, vel per capellanos ad nutum amovibiles, vel per vicarium secularem prævià approbatione episcopi in perpetuum deputatum, singuli casus sunt speciatim expendendi. De primo, utpote manifestè comprehenso in enuntiato Tridentini decreto, nulla fieri potest quæstio. De secundo dubitari potest an ipse prælatus regularis, an potiùs ejus capellani curati debeant synodo interesse. Sed communiter sentiunt doctores hanc obligationem inesse prælato, juxta celebrem dec. 190 coram Seraphino, quoniam, pergit cardinalis de Lucâ, cit. disc. 37, de Jurisdict., num. 2, tunc ipse prælatus personam gerit curati, aliique ab ejus nutu pendentes, meri reputantur ejusdem adjutores, et administri ; unde rationi consentaneum est ut prælatus à synodo normam accipiat, ad quam et se et obnoxios sibi ministros in animarum regimine dirigere debeat. In tertio casu, cùm universum exercitium curæ translatum sit in sacerdotem secularem, etsi ea habitu remaneat penes prælatum regularem, conveniunt pariter inter se doctores, illi, et non huic, incumbere onus accedendi ad synodum ; vicarius quippe, et non prælatus regularis, cujus vices gerit, potest episcopo et synodo rationem reddere parochiæ quam actu regit, sicuti docet et decisum testatur Fagnanus, in cap. *Quod super his*, de Majorit. et Obed., n. 7, cui subscribit cardinalis de Lucâ, citat. loc.

XII. Sed quid, si cura annexa sit non ecclesiæ principali conventûs, seu monasterii, sed alteri ecclesiæ monasterio accessoriè unitæ ; eaque regatur non per vicarium secularem, sed per aliquem regularem à monasterii prælato designatum atque ad ejusdem placitum amovibilem ? Quinam tunc synodo adesse debet ? Prælatusne, an iste regularis curam actu administrans ? Hanc quæstionem movet modò citatus cardi-

nalis de Lucâ, num. 4, eamque dirimit dicendo non prælatum, sed vicarium regularem debere synodo intervenire; et rectè : quia, positâ locali separatione ecclesiæ curatæ à monasterio, vicarius regularis qui in ecclesiâ curatâ residet, eamque actu administrat, solus versatur inter parochiæ incolas, eorumque indolem et mores solus cognoscit; ex quo fit ut loci ordinarius in cæteris omnibus parochiam respicientibus hunc, et non monasterii præsulem, consulat; et, si opus fuerit, moneat ac corrigat, neque ullam monasterii prælati rationem habeat, nisi cùm eidem injungendum duxerit ut præfatum regularem à curæ exercitio removeat. Accedit sæpiùs contingere ut ecclesia curata et monasterium, cui est accessoriè unita, in diversis existant diœcesibus, ac propterea, nisi regularis qui ecclesiam curatam actu administrat, teneretur interesse synodo à loci ordinario indictæ, neque ipse neque ejus prælatus compelli possent ad illam.

XIII. Idemque juris esse arbitramur, cùm animarum cura est annexa quidem principali ecclesiæ monasterii ubi prælatus residet, regitur tamen et administratur per regularem, non ab ipsomet prælato, sed à capitulo electum et designatum, ita ut non sit in prælati arbitrio illum à curæ exercitio divellere; quod evidenter colligi autumamus ex decreto à sacrâ congregatione concilii edito die 1 aprilis 1656, in causâ novæ Segoviæ insularum Philippinarum, l. 19 Decretor., pag. 568, in quâ rescriptum fuit : *Episcopum procedere posse ad pœnas etiam censurarum contra regulares exercentes curam animarum in ecclesiis parochialibus regularium, si renuant accedere ad synodum, non autem contra superiores eorumdem regularium.*

XIV. Sed, quanquàm hæc ita de jure se habeant, quandoque tamen regulare privilegium obtendunt; quo se ab accessu ad synodum excusari arbitrantur. Ejusmodi privilegio credere fas est fuisse olim donatos monachos Cistercienses, ne secùs dicamus eos contra jura deliquisse, cùm inter statuta in capitulo generali anno 1273 condita, cap. 12, vetuerunt abbatibus Lemovicensibus accedere ad synodos episcopales, sicuti legitur apud Martene et Durand., tom. 4 Thesauri nov. anecdotor., col. 1440. Quod certò scimus, est fratribus Prædicatoribus et Minoribus fuisse illud concessum à Gregorio IX, in cap. *Nimis parva*, de Excess. prælat. Ferunt quoque monachos Cassinenses et quosdam alios regulares etiam curam animarum habentes simile indultum impetrâsse ab Eugenio IV. Quamobrem Murga, in annot. ad primam decisionem post commentaria ad Constitutiones apostolicas, et in tract. de Beneficiis, quæst. 2, c. 109, eos subtrahit ab obligatione interveniendi synodo. At certè hallucinatur et fallitur : ea quippe privilegia ante Tridentinum obtenta ab eodem Tridentino revocata et abolita sunt; atque ideò nullus regularium, qui aliàs de jure ad synodum pergere tenetur, potest illam evadere obtentu privilegii apostolici, nisi doceat tale privilegium fuisse post Tridentinum concessum. Ita contigit in lite olim exortâ inter archiepiscopum Beneventanum et monachos S. Sophiæ rectores ecclesiarum parochialium, quæ eidem monasterio S. Sophiæ sunt unitæ. Renuebant monachi interesse synodo, ad quam ab archiepiscopo cogebantur adire; et sacra congregatio concilii, in quâ disceptabatur causa, non antea monachos ab obligatione parendi archiepiscopo solutos declaravit, nisi postquàm docuerunt de expresso privilegio non adeundi ad synodum sibi à S. Pio V et propterea post Tridentinum collato, quemadmodùm referunt et ad rem animadvertunt Fagnanus, in cit. cap. *Quod super eis*, de Majorit. et Obed., num., 12 et cardinalis Petra, ad Constit. apostol., tom. 5, pag. 131, n. 118.

XV. Secùs est de consuetudine quâ etiam aliquando fulciri se posse credunt regulares ne teneantur ad synodum ire : etenim, quamvis cardinalis de Lucâ, cit. disc. 37 de Jurisdict., num. 6 et seq., opinetur solâ consuetudine absolvi posse regulares à lege eos cæteroquin ad synodum ire astringente, solùmque disputet an sufficiat decennalis vel requiratur quadragenaria, verius tamen est nullam consuetudinem, nisi tanti temporis sit ut præsumptionem inducat privilegii apostolici, regularibus quoad hoc prodesse; quoniam aut consuetudo, de quâ est sermo, præcessit concilium Tridentinum, et illa ab eodem Tridentino fuit abrogata; aut est inducta post Tridentinum, et hæc infringitur à bullâ Pii IV, quâ concilii Tridentini acta et decreta confirmantur, et magis apertè ab aliâ ejusdem pontificis constitutione, datâ 13 kalend. martii 1564, ubi omnia et singula quæ concilii decretis adversantur, sive antea inducta, sive in posterum inducenda, nulla, invalida, irrita, et nemini tam in foro fori quàm in foro conscientiæ suffragari posse decernit.

XVI. Abbates de quibus hucusque locuti sumus, de eorum numero sunt qui potiuntur exemptione primæ duntaxat aut secundæ speciei; quod quilibet potuit ex iis quæ diximus advertere. Aliud dicendum de abbatibus prærditis nobiliori exemptione tertiæ speciei cum territorio separato et verâ qualitate *nullius;* durum quippe nobis videtur istos proprium habentes territorium in quo jura exercent quasi episcopalia, adigere ad interveniendum synodo vicini episcopi, si ipsimet abbates facultatem habeant propriam synodum celebrandi. Solùmque disceptari posset an qui hâc facultate carent, cogendi sint ad eligendum aliquem quem maluerint ex finitimis episcopis, cujus diœcesanæ synodi intersint. Rationem dubitandi præbet sæpiùs allegatum decretum Tridentini, sess. 24, cap. 2, de Reform., obligans episcopos nulli archiepiscopo subjectos ad semel eligendum aliquem metropolitanum, ad cujus provinciale concilium semper deinceps teneantur accedere; quo quidem decreto affici etiam abbates verè *nullius* decisum fuit in particulari congregatione deputatâ à sanctæ memoriæ Benedicto XIII, et habitâ die 8 maii 1725, in responsionibus ad quintum et sextum dubium : inde enim, propter rationis paritatem, inferri posse videtur eosdem abbates, si potestate careant propriam synodum habendi, obstringendos similiter esse ad eligendum episcopum cujus synodo assistant, ne secùs clerus et populus, cui præficiuntur, omni careat synodali statuto. At nihilominùs re meliùs perpensâ, oppositum nobis dicendum apparet : etenim onus eligendi metropolitanum ad cujus provinciale concilium conferre se debeant, à Tridentino impositum est solis episcopis nulli archiepiscopo subjectis, et solùm per extensionem translatum est ad abbates tertiæ speciei, habentes territorium separatum à diœcesi cujuscumque episcopi; absonum autem atque ab omni æquitate devium nobis videtur iterùm extensionem (ut ita dicamus) extendere, seu oneri per extensionem abbatibus imposito novum onus adjicere; quod profectò scimus nunquàm fuisse in praxi receptum.

CAPUT II.

De abbatibus, prioribus, guardianis conventuum subjectorum jurisdictioni episcopi, tanquàm Sedis Apostolicæ delegati.

I. Ad intelligentiam eorum quæ in præsenti capite dicturi sumus, brevis præmittenda est notitia suppressionis quorumdam religiosorum conventuum, factæ ab Innocentio X. Quoniam exiguus religiosorum numerus in parvis cœnobiis commorantium plerùmque in causâ est cur regularis disciplina ibidem relaxetur et corruat; inde enim fit ut religiosi qui ob eorum paucitatem choro vacare cæteraque cujusque ordinis propria instituta explere non valent, otio indulgeant, liberiores evadant ac secularibus negotiis se immisceant; idcircò Innocentius X, in suâ constitutione 50, tom. 5 Bullarii, pag. 481, quæ incipit *Instaurandæ*, datâ idibus octobris 1652, multa ex ejusmodi cœnobiis, in Italiâ eique adjacentibus insulis sita, atque in litteris congregationis super hâc re specialiter depu-

tatæ nominatim expressa, auctoritate apostolicâ suppressit, extinxit et abolevit. Verùm, cùm postea plerique regularium ordinum superiores eidem pontifici supplicâssent ut aliqua ex suppressis cœnobiis in pristinum statum restitueret, ac præterea ex publicis documentis et episcoporum attestationibus constitisset in illis tot ali posse religiosos qui etsi numerum non exæquarent quem pontifex optaverat, sufficientes tamen videri poterant ad regularem custodiendam disciplinam, et insuper necessarii reputabantur ad excipiendas populi confessiones, et divina persolvenda officia in locis ubi alii non reperiebantur regularium conventus; Innocentius X, porrectis sibi precibus indulgens, nonnulla ex præfatis cœnobiis redintegravit, et regularibus restituit, hisce tamen adjectis legibus : primò, ut in illis sex ali possent et actu alerentur religiosi probatæ vitæ, quorum saltem quatuor essent sacerdotes maturæ ætatis; secundò, ut iidem conventus antea suppressi et postea restituti totaliter subjacerent jurisdictioni ordinarii, tanquàm à Sede Apostolicâ delegati; quam subjectionem duraturam decrevit quandiù iidem conventus tantas adepti non essent fortunas ut sustentare possent et actu sustentarent duodecim religiosos. Aliud autem idem pontifex statuendum duxit de parvis monasteriis, cœnobiis, seu conventibus, intra Italiam pariter eique adjacentes insulas existentibus, quæ nunquàm suppressa fuerunt; hæc siquidem episcoporum jurisdictioni tunc solùm subjecta esse sancivit, cùm in iis actu non degunt sex religiosi; sed, si sex religiosi in Hisce cœnobiis, nunquàm suppressis, commorentur, illa eâdem gaudere voluit exemptione quâ antea fruebantur. Habentur hæc omnia in decreto, incipiente *Ut in parvis*, quod prodiit die 10 februarii 1654. Totaque rei gestæ series à Fagnano, qui particularis congregationis ab Innocentio X deputatæ, fuerat secretarius, describitur in cap. *Relatum*, *ne clerici vel monachi;* et specialis historia suppressionis, et successivæ restitutionis aliquorum conventuum diœcesis Bononiensis edita est post synodum diœcesanam cardinalis Hieronymi Boncompagni.

II. Præfata distinctio inter parva religiosorum cœnobia, quondam suppressa, postea redintegrata, atque ea quæ nunquàm suppressa fuerunt, est præ oculis habenda, ne, contra Innocentii decretum, idem feratur de utrisque judicium. Loquendo itaque de conventibus primi generis, statim excitata est controversia, an ita illi subjacerent jurisdictioni ordinarii, ut simul censerentur subtracti à jurisdictione prælatorum regularium. Et, teste Fagnano in cap. *Quanto*, de Offic. ordinar., n. 41, decisum fuit, non esse ademptam prælato regulari jurisdictionem, quâ antea potiebatur, sed eamdem promiscuè, seu cumulativè, datam etiam ordinario, ita ut inter utrumque locus sit præventioni. Sed, quia nimis facile foret, ut superior regularis semper, atque in omnibus ordinarium præveniret, ejusque jurisdictionem prorsùs eluderet, propterea ab Alexandro VII certi quidam casus determinati sunt, in quibus, non obstante præventione superioris regularis, licere voluit ordinario causam ad se avocare; et simul quædam regulæ præscriptæ, ad quas et ordinarii, et superiores regulares, in eorumdem conventuum regimine, conformare se debeant, quæ videri possunt apud eumdem Fagnanum, citato loco, num. 42.

III. Unica restabat dirimenda quæstio, an scilicet abbates, priores, guardiani, et uno verbo superiores conventuum, de quibus agimus, teneantur interesse synodo, ab episcopo indictæ. Et etiam hanc definivit Alexander VII suis apostolicis litteris, datis die 30 martii 1661, quarum meminêre de Aste, archiepiscopus Hydruntinus, in Methodo visitationis apostolicæ, p. 5, § 2, num. 18; Verhorst in addit. ad Chokier, de Jurisdict. in exemptos, tom. 3, in addit., p. 4, q. 19; Romaguer. ad constitut. synodal. Gerundens., tom 1, lib. 1, c. 2, num. 8. Eæque per extensum relatæ à Fagnano in cit. cap. *Quanto*, num. 64, ita se habent : *Cùm, sicut accepimus, posito decreto fel. rec. Innocentii papæ X prædecessoris nostri, incipiente,* Ut in parvis, *die* 10 *februarii* 1654 *edito, quo parvi conventus, non habentes præscriptum numerum religiosorum, visitationi, correctioni, et omnimodæ jurisdictioni ordinarii, loci, tanquàm super hoc à Sede Apostolicâ delegati, plenè in omnibus subjiciuntur; dubitetur, an abbates, priores, guardiani, et alii prædictorum conventuum superiores, ab episcopo vocati, ad diœcesanam synodum accedere teneantur; nos, ejusmodi dubium tollere cupientes, præfatos abbates, priores, guardianos et alios parvorum conventuum hujusmodi superiores, ad synodum diœcesanam accedere teneri, si ad eam ab episcopo uti Sedis Apostolicæ delegato, vocentur, auctoritate apostolicâ, tenore præsentium, declaramus, et ita ab omnibus, ad quos pertinet, servari præcipimus.*

IV. Alexandri VII sanctioni concinit decisio sacræ congregationis concilii in causâ Pientinæ synodi, quam, ad uberiorem rei elucidationem, integram atteximus : *Instante promotore synodi diœcesanæ Pientinæ pro declaratione, an superiores parvorum conventuum teneantur accedere ad synodum diœcesanam quatenùs fuerint vocati ab episcopo, tanquàm Sedis Apostolicæ delegato, datæ fuerunt litteræ pro informatione ordinario, qui retulit, guardianum minorum conventualium Sancti Quirici, ad synodum diœcesanam die* 24 *septembris proximè elapsi accersitum, comparuisse per procuratorem, asserendo, non teneri accedere eò, quia fratres minores conventuales obstringi non poterant legibus synodalibus; priorem verò servorum beatæ Mariæ Virginis se excusâsse per epistolam, ex quo dietim visitationem generalem sui cœnobii expectabat; et denique P. guardianum conventualium civitatis Pientinæ, absque ullâ hæsitatione, synodo interfuisse : unde EE. VV. exorat, ut, ne superiores hujusmodi parvorum conventuum subjectionem suæ jurisdictionis quodammodò excutiant, licèt in iis, quæ respiciunt visitationem, et correctionem, ad tenorem decreti san. mem. Innocentii X, incipientis :* Ut in parvis, *semper suam exercuerit facultatem, declarare dignentur, illos teneri ad synodum accedere, mediante resolutione infra scriptorum dubiorum.*

Primò : an PP. guardiani, cæterique superiores parvorum conventuum, teneantur accedere ad synodum diœcesanam, quatenùs fuerint vocati ab episcopo, tanquàm Sedis Apostolicæ delegato; et, quatenùs affirmativè.

Secundò : an casu, quòd vocati non interveniant, subjacere debeant mulctæ in prædictâ synodo diœcesanâ adversùs contumaces comminatæ.

Die 16 *junii* 1703, *sacra congregatio eminentissimorum S. R. E. cardinalium, concilii Tridentini interpretum, ad primum respondit affirmativè; ad secundum pariter affirmativè arbitrario ordinarii, exceptâ mulctâ pecuniariâ.*

V. Jam, ut à suppressis et restitutis ad parvos conventus, nunquàm suppressos, gradum faciamus, si hos actu non incolant sex religiosi, quorum quatuor sint sacerdotes, juxta censuram allegati decreti Innocentii X, non secùs ac priores, de quibus hactenùs, subduntur jurisdictioni ordinarii loci, et proinde metiendi sunt eodem jure, quo illi. Si verò sex in iis alantur religiosi, eòque magis si plures, ab ordinarii jurisdictione penitùs eximuntur : quod liquet ex enuntiato decreto, et disertè declaravit sacra congregatio super statu regularium die 29 novembris 1657 : *Sacra congregatio super statu regularium censuit, conventus, nunquàm suppressos, in quibus actu degunt de familiâ plures, quàm sex religiosi, minimè comprehendi in decreto san. mem. Innocentii X, quod incipit :* Ut in parvis, *ac proinde locorum ordinarios nequaquàm posse in vim dicti decreti, in hujusmodi conventibus, aut illorum personis, ullam sibi jurisdictionem vindicare :* quam declarationem postquàm retulit Panimoll., dec. 84, annot. 2, num. 62, addidit : *Pro cujus observantiâ decreti respondit sacra congregatio concilii in Melphiten. jurisdictionis* 3 *augusti* 1686. Causa autem Melphitensis, quam innuit Panimoll, hæc fuit : Cùm epi-

scopus Melpaitensis sacra visitaret apostolorum limina, quæsivit à sacrâ congregatione concilii, an sibi competeret delegata jurisdictio in parvos suæ diœcesis regularium conventus, nunquàm suppressos, in quibus non alerentur quatuor sacerdotes, ita ut jus sibi esset, non solùm iisdem conventibus annexas ecclesias, sed et ipsos conventus, ejusque cubicula, ac præterea inibi existentes regulares personaliter visitare. Et sacra congregatio die 3 augusti 1680 respondit : *Servandum esse decretum congregationis super statu regularium, editum 29 novembris* 1657.

VI. Quamobrem regulares, qui seni, ut præscriptum est, parvis in conventibus, nunquàm suppressis, degunt, nisi curam animarum habeant, astringi nequeunt ad interveniendum episcopali synodo ; quemadmodùm in eâdem, quam retulimus, causâ Pientinâ, eadem sacra congregatio concilii, de his postmodùm specialiter consulta, expressè sancivit.

VII. *In sacrâ congregatione, habitâ sub die 16 junii proximè elapsi, propositis ad instantiam promotoris fiscalis curiæ episcopalis Pientinæ infra scriptis dubiis, nempe primò, an priores, guardiani, cæterique superiores parvorum conventuum teneantur accedere ad synodum diœcesanam, quatenùs fuerint vocati ab episcopo, tanquàm Sedis Apostolicæ delegato ; et, quatenùs affirmativè ;*

VIII. *Secundò, an casu quo vocati non interveniant, subjacere debeant mulctæ, in prædictâ synodo diœcesanâ adversùs contumaces comminatæ, rescriptum fuit, ad primum affirmativè ; ad secundum affirmativè, arbitrio ordinarii, exceptâ mulctâ pecuniariâ. Reclamante autem adversùs hujusmodi resolutionem priore, et Patribus conventûs B. Mariæ Virginis servorum, loci Scrofani, sub fundamento, quòd dictus eorum conventus non sit comprehensus in decreto san. mem. Innocentii X, incipiente* Ut in parvis, *renovato per constitutionem san. mem. Alexandri VII, eo quia, ut asseritur, nunquàm fuit suppressus, ac semper ibidem manserunt de familiâ sex religiosi, eminentiis vestris resolvendum proponitur :*

IX. *An respectu dicti conventûs B. Mariæ Virginis loci Scrofani sit standum, vel recedendum à decisis in casu*, etc.

X. *Die 15 septembris 1703 sacra congregatio eminentissimorum S. R. E. cardinalium, concilii Tridentini interpretum censuit, conventum Scrofani non esse comprehensum.*

CAPUT III.

De obtinentibus dignitates, personatus, officia, et de vicariis, tum generali, tum foraneis.

I. Dignitas, personatus, et officium, sæpè promiscuè accipiuntur : strictè tamen, et juxta juris apices, distincta sunt beneficia : dignitatem quippe obtinere dicitur, qui ratione beneficii, quod possidet, præeminentiam habet, cum jurisdictione in foro externo, sicuti olim erat, et alicubi etiam nunc est archidiaconus : personatum, qui solam præeminentiam habet, sine jurisdictione, uti prior, et decanus : officium, qui, nec præeminentiam, nec jurisdictionem, sed administrationem duntaxat habet aliquarum rerum, ad ecclesiam pertinentium, uti sacrista, et thesaurarius. Hi omnes lato quodam loquendi modo, dicuntur prælati, et capropter, si sint de clero seculari, nec privilegio post Tridentinum impetrato excusentur, tenentur synodo diœcesanæ interesse : quod asserunt Massobr. de Synodo diœces., cap. 3, dub. 2, num. 9 ; Gavant. in Praxi synodi diœces., c. 2, in adnot., n. 4 ; Pax Jordan., Lucubrat. l. 8, tit. 2, n. 46 et seq.

II. Vicarius generalis episcopi, quanquàm à jure quandoque dicatur officialis, ut cap. *Licet*, de Offic. vicar. in 6, et in Clement. 2, de Rescriptis, attamen in aliquibus regionibus ultra montes, præsertim in Galliâ, et Belgio, usus obtinuit, ut ab officiali distinguatur, et vicarius nuncupetur, qui ea exercet, quæ sunt jurisdictionis voluntariæ ; *officialis* verò, qui jurisdictioni præest contentiosæ : quod testantur Cabassut. in Theoriâ et Praxi jur. canon., lib. 1, c. 13, n. 1, et Van-Espen, Juris ecclesiast. tom. 1, p. 1, tit. 12, c. 5, atque Alteserra, in Vindic. ecclesiast. jurisdict. lib. 7, c. 6. Apud nos autem unus et idem episcopi vices, in utriusque jurisdictionis exercitio, gerere consuevit ; quod etiam esse juri conformius, observavit Guillelmus Lyndewode ad constitutiones Angliæ lib. 2, ad tit. de Sequestratione possessionis et fructuum, verb. *Vicarios generales*, inquiens, *Horum potestas differt ab officialium principalium potestate, de quibus sequitur in textu : nam officiales dicuntur quibus causarum cognitio generaliter per habentes jurisdictionem ecclesiasticam committitur, et in tales transfunditur cognitio causarum totius diœcesis, non tamen inquisitio, nec correctio, sive punitio criminum*, etc. *Sed vicarii generales omnia prædicta facere possunt virtute officii, exceptâ collatione beneficiorum.* Quid porrò vicarius generalis juris habeat quoad synodum, absente episcopo, jam supra ostendimus : in præsens asserimus, eum, præsente atque ita jubente episcopo, et posse et debere synodo intervenire ; atque insuper affirmamus, maximoperè decere et expedire, ut episcopus velit suum vicarium synodo adesse. Colligimus hæc ex quodam brevi Gregorii XIV, edito ad dirimendam celebrem controversiam, quam subdimus.

III. Præsidente cardinali de Castro metropolitanæ ecclesiæ Hispalensi, magna excitata est controversia inter vicarium generalem, et capitulum metropolitanæ super præcedentiâ sedendi in synodo : eâque delatâ ad sacram congregationem concilii, cùm adhuc indecisa penderet, san. mem. Sixtus V ita decrevit : *Vicarium, seu officialem generalem, præsente archiepiscopo, vel episcopo, neque locum in synodo diœcesanâ, aut in capitulo, à jure communi habere, aut prætendere posse ; ipso verò archiepiscopo, vel episcopo absente, præcipuum in eâdem synodo locum obtinere debere.* Adversùs hujusmodi breve, prævià aperitione oris, quam de voto sacræ congregationis concilii, à Gregorio XIV obtinuit, reclamavit cardinalis de Castro, aliudque ab eodem Gregorio reportavit breve moderatorium decreti Sixti V, hisce verbis conceptum : *Vicarium, seu officialem, aut provisorem generalem archiepiscopi, cujus præsentia in synodis diœcesanis, pro controversiis et litibus dirimendis, et querelis cognoscendis, et decretis statuendis, necessaria omninò est, tam absente, quàm etiam præsente archiepiscopo, primum locum post ipsum archiepiscopum, et ante capitulum, vel à capitulo deputatos, in eâdem omninò synodo diœcesanâ de jure habere, nisi tamen ex consuetudine legitimâ capitulo jus in eâdem synodo vicarium præcedendi constiterit esse acquisitum.*

IV. Hæc, quæ indicantur in decisione Romanæ rotæ in Hispalens. juris sedendi in synodo, 21 junii 1697, coram Muto, editâ apud Nicollium Jur. canon., t. 1, litt. C, § *Post*, n. 180, eo tantùm animo hic retulimus, ut à Gregorio XIV rationes audiremus, propter quas oportet, ut vicarius generalis, etiam præsente episcopo, synodo intersit ; nam de loco, ubi sedere debeat, infra erit sermo.

V. Præter vicarium generalem, qui toti præest diœcesi, alii ab episcopis constituuntur peculiares vicarii, dicti *foranei*, ut extra civitatem in pagis et oppidis jus dicant, in quibusdam levioris momenti causis, et jurisdictionem exerceant, ad certos duntaxat actus limitatam ; à quorum tamen sententiis liberum est ad episcopum appellare, juxta Glossam in Clementinâ 2, verb. *Foraneo*, ubi Archidiaconus, et Cardinalis, de Rescriptis, et latè deducta per Sbrozzium de Vicario episcopi, lib. 1, q. 3.

VI. Ejusmodi vicariorum originem antiquissimam esse, atque ad chorepiscopos referendam, non immeritò arbitratur Juenin. de Sacramentis, dissert. 9, q. 2, c. 4. Quanquàm enim Rabanus archiepiscopus Moguntinus in opusc. de Chorepisc., quem sequuntur Beveregius in Notis ad conc. Ancyran., can. 13, Bingham, Origin. ecclesiast., t. 1, lib. 2, c. 14 ; Caveus, Blondellus, Tournely, aliique existiment, chorepiscopos, ordinatione, et charactere, veros episcopos

fuisse; attamen, quod citatus Binghamus fatetur, communior, magisque recepta est opinio, fuisse eos tantummodò presbyteros, quemadmodùm fuisse probant Turrianus, Not. ad can. 54 Nicæn. Arab.; Estius in 4. Sent., dist. 24, § 30; Anton. Augustinus, Epit. jur. can., lib. 6, tit. 1, c. 8, 11 et 13; Morinus de Sacr. Ordinat., p. 3, exercitat. 4; Thomassinus, de vet. et nov. Eccles. Discipl., part. 1, lib. 2, c. 1 et 2; Natalis Alexander appendic. ad dissert. 44, in sec. 6; etsi negari haud possit, quandoque contigisse in chorepiscopum assumi, qui episcopali charactere esset antea insignitus, et à suâ diœcesi ob persecutionis æstum expulsus, aut ejusdem administratione, in alicujus gravis criminis pœnam, legitimâ auctoritate privatus, quod opportunè animadvertunt Bellar., t. 2 Controv., de Clericis, lib. 1, c. 17; Hallier de sacris Ordinat., sect. 5, c. 2, art. 2, § 5; Cabassutius, Notit. eccles. seculi IV, in can. 13 concilii Ancyrani, n. 6; et Petrus de Marcâ, lib. 2, de Concord., c. 13. Siquidem concilium Nicænum, can. 8, ita prospexit episcopis Novatianis, qui ad catholicam redirent Ecclesiam, ut ab episcopo loci, sive ad presbyteri cujusdam oppidani, sive ad chorepiscopi officium admitterentur: idemque decretum fuisse de episcopis Meletianis, ad Ecclesiæ unitatem reversis, colligitur ex ejusdem concilii epistolâ synodicâ apud Socratem, lib. 1, c. 9. Jam ergo hi chorepiscopi constituebantur in pagis, et oppidis, ut ea episcopi loco gubernarent; quamobrem à Ferrando diacono, Breviar., c. 79, vocantur episcoporum vicarii: *Chorepiscopi*, inquit, *id est, vicarii episcoporum;* eamdemque nomenclaturam apud alios habent sacrorum canonum collectores. Quia porrò chorepiscopis, præter jurisdictionem ad regimen loci, cui præficiebantur, necessariam, potestas quoque data erat conferendi minores ordines, quibus tunc temporis accensebatur subdiaconatus, et aliquando, cùm nimirùm episcopali charactere erant exornati, iisdem ab episcopo loci facultas quoque delegabatur conferendi ordines sacros: inde factum est, ut chorepiscopi, tot condecorati prærogativis, eò usque audaciæ devenerint, ut in omnibus se episcopis æquarent: cùmque nec canones conciliorum, præcipuè canon 6 concilii Sardicensis, quartus Toletani XII, Francofordiensis 22, Hispalensis 7, neque epistolæ decretales summorum pontificum, et signanter epistola olim 88 Leonis Magni (si tamen ejus est, quod recentiores critici negant) et epistola Leonis III ad episcopos Galliæ, quibus chorepiscoporum refrenabatur insolentia, satis fuissent ad eos continendos in officio: idcircò seculo VIII et IX ita pluribus præcipientibus Ecclesiæ legibus, chorepiscoporum ordo supprimi cœpit, ac medio circiter seculo X, prorsùs extinctus est, quod narrat Natalis Alexander, Hist. eccl., t. 4, ad seculum XIV, in append. ad dissert. 44.

VII. Extinctis chorepiscopis, sollicitudo lustrandi rusticanas parochias, præsidendi parvis oppidis, corrigendi ac puniendi in his degentes clericos, quæ priùs chorepiscopis competebat, translata est in archipresbyteros, archidiaconos et decanos rurales: unde Sigebertus in Chronico, agens de Damaso II, qui pontificatum iniit anno 1048, archidiaconos cum chorepiscopis confudit, ita scribens: *Damasus papa decrevit ne quid contra episcopos præsumant archidiaconi, qui dicuntur chorepiscopi, id est villarum, et regionum episcopi.* Erant igitur archidiaconi, decani, et similes, in chorepiscoporum locum suffecti, vicarii rurales, seu foranei episcoporum. Propterea concilium Londinense anni 1157, can. 2, archidiaconis, utpote vices episcopi in sibi commissis diœcesis regiunculis obeuntibus, injungit, *ut in decanorum suorum conventibus sacerdotes maximè in his studeant erudire, docentes eos, qualiter circa Baptismum, Pœnitentiam, Eucharistiam, et Matrimonium debeant se habere;* quemadmodùm legitur in collectione antiquâ Spelmanni, t. 2, p. 222, etsi in recentiori Wilkins, t. 1, p. 680, Eucharistiæ nomen omissum sit. Et concilium Lambethanum an. 1261, c. 31, ac concilium ad Pontem Audemari anni 1279, can. 21, iisdem archidiaconis, et decanis ruralibus, veluti jurisdictionem in pagis exercentibus, districtè præceperunt, ut in clericos animadverterent, qui clericalem tonsuram non gestarent. Ut porrò ejusmodi vicarii foranei proprio muneri faciliùs satisfacerent, à concilio Coloniensi anni 1266, can. 14, Excestrensi anni 1287, can. 31, aliisque congestis à Thomassino de vet. et nov. Eccles. Discipl., part 2, l. 3, c. 76, statutum est, ut eorum quilibet, singulis mensibus, omnes suæ jurisdictioni subjectos sacerdotes in quamdam veluti ruralem synodum, coram se congregaret, ubi et eos instruere, et quæ in suâ regiunculâ corrigenda essent, rescire posset.

VIII. Morem istum partiendi diœcesim in totidem veluti minusculos episcopatus, quorum singulis suus præsideret vicarius, etsi pervagatissimus esset in toto ferè Occidente, inusitatum tamen fuisse in nostrâ Italiâ, asserit laudatus Thomassinus, in quam primùm invectum credit à S. Carolo Borromæo, cujus rei causam refert in adeò angustos et coarctatos limites diœcesum Italiæ; ut unus vicarius generalis, in civitate residens, visus sit toti diœcesi regendæ sufficere. At suspicamur virum, cæteroquin eruditissimum, in hoc errâsse: nam, ut prætermittamus vestigia, in plerisque diœcesibus adhuc extantia, antiquæ jurisdictionis, quam in aliquâ earumdem parte exercebant archidiaconi et decani, Joannes Franciscus Bonhomius, episcopus Vercellensis, S. Carolo coævus, à quo, uti narrat Ughellius, anno 1572 fuit episcopus inauguratus in suis decretis generalibus reformationis ecclesiasticæ, editionis Coloniensis, anni 1585, p. 119 et seq., disserit de nostris vicariis foraneis, non tanquàm recens institutis, sed veluti jamdiù antea inductis, dicens eos assumi consuevisse ex archipresbyteris, et præpositis oppidorum; quod tamen monet, non oportere esse perpetuum, cùm vicarii foranei officium illis duntaxat sit committendum, qui litterarum scientiâ, morum integritate, ac rerum agendarum usu, præstantiores sunt. De iisdem pariter vicariis, ante Bonhominum, mentionem fecerat Petrus Franciscus Zinus, in Exemplo boni pastoris: adhuc quippe vivente celebri Joanne Matthæo Giberto, episcopo Veronensi, laudatus Zinus Giberti constitutiones, typis Veronensibus impressas, evulgavit anno 1542, iterùmque Venetiis excudi curavit anno 1563, quarum nova editio denuò prodiit Veronæ anno 1740. Jam autem in hâc postremâ editione, p. 290, profertur testimonium Zini, asserentis ab episcopo Giberto constitutos fuisse per suam Veronensem diœcesim vicarios foraneos: *Porrò, cùm nec ipse episcopus,* inquit Zinus, *nec ejus vicarius, et reliqui ministri, magnâ negotiorum urbis multitudine distenti, valeant ita accuratè ea, quæ ruri gerenda sunt, intueri, et animadvertere, utrùm sacerdotes se rectè gerant, imperataque faciant; multos ex archipresbyteris, et parochis peritioribus, et magis idoneis, tanquàm vicarios... constituit.* Vicarios quoque foraneos nominatos legimus ab Innocentio IV, in c. *Romana,* de Offic. ordin., in 6; at ibi foraneos appellat vicarios, quos archiepiscopus Remensis constituere attentaverat in suorum suffraganeorum diœcesibus. De veris autem vicariis foraneis loquitur Clemens V, in Clem. 2, de Rescriptis, ubi differentiam ponit inter episcopi *principalem officialem,* ejusque *officialem foraneum,* qui in certâ diœcesis parte ad certos actus constituitur; notatque ibidem Glossa, ab hoc officiali foraneo posse appellationem interponi ad episcopum, etsi Anastasius Germonius, Animadvers., l. 1, c. 7, contra communiter receptam usuque comprobatam Glossæ opinionem, oppositum suadere conetur.

IX. Verùm, quidquid sit de primordiis vicariorum foraneorum in Italiâ, certum est nunquàm apud nos tantam illis tributam jurisdictionem, quantam olim habuerunt, et alicubi etiam nunc habent, extra Italiam, sed eorum facultates ad quædam duntaxat levioris momenti negotia consuevisse restringi et limitari, quod jam supra observavimus.

X. Illos porrò ad synodum referendo, si ad cœtum

pertinent parochorum, nullus dubitat debere synodo adesse; si verò simplices sunt presbyteri, quamvis nullum possideant ecclesiasticum beneficium, idem de iis statuimus quod de vicario generali diximus, arcessitos nimirùm ab episcopo teneri ad synodum accedere. Affirmamus præterea oportere ut episcopus omnes suos vicarios foraneos ad synodum vocet, quoniam ab istis tanquàm oculatis testibus meliùs quàm à vicario generali certior fieri poterit de iis quæ in remotis diœcesis partibus occurrunt, et aliquam fortassè synodalem sanctionem exposcunt.

CAPUT IV.

De canonicis ecclesiæ cathedralis et collegiatarum.

I. Canonicos ecclesiarum cathedralium invitandos esse ad synodum provincialem, deliberatum fuit in concilio provinciali Mechliniensi, celebrato Lovanii anno 1574. *Fuit conclusum et resolutum quòd posthàc nominatim ad concilium provinciale vocabuntur decani et capitula ecclesiarum cathedralium*; apud Martene et Durand., Thesaur. nov. anecdot., tom. 4, col. 451, et cum communi docet Fagnanus, in cap. *Etsi membra*, à num. 37 usque ad fin., de his quæ fiunt à prælatis sine consensu capituli. Inviti tamen compelli nequeunt ut interveniant, quemadmodùm idem Fagnanus prosequitur; et si concilio provinciali intersint, votum merè consultivum, non decisivum, habent, juxta decretum sacræ congregationis concilii, in Salernitanæ synodi die 19 aprilis 1596, l. 8 Decret., pag. 174, *capitulorum deputatos vocem duntaxat consultivam in concilio provinciali habere.*

II. Quod spectat ad synodos diœcesanas, ut vera fateamur, nulla in antiquis synodis fit mentio canonicorum: sæpiùs quidem illis interfuisse atque interesse debere legimus abbates, priores, decanos et parochos, quod patet tum ex iis quæ hujus libri c. 1, n. 1, retulimus, tum ex statutis synodalibus Joannis episcopi Leodiensis anni 1278: *Mandamus decanis et sacerdotibus, et aliis qui ipsi synodo interesse tenentur*; et ex statutis Ecclesiæ Avenionensis anni 1337, c. 8: *Hoc statuto, præcipimus et mandamus ut de cætero priores, rectores, decani et alii qui ad synodum venire consueverint*, etc.; atque ex statutis Ecclesiæ Meldensis: *Præcipitur districtè ut omnes presbyteri curam habentes veniant ad synodum*, cit. tom. 4 Thesaur. anecdot., col. 829, 563 et 891; sed nusquàm canonicos, specialiter nominatos invenimus. At nihilominùs juxta præsentem disciplinam, ad diœcesanam synodum invitandos esse canonicos ecclesiarum cathedralium communiter asserunt doctores congesti à Monacello, tom. 1, tit. 5, formul. 3, n. 5; solùmque quæstio est an invitati teneantur adesse. Bottus, in tract. de synodo, part. 2, in princ., n. 2, seq., et Massobrius, de Synodo diœc., cap. 3, dub. 2, affirmant, reluctantes cogi non posse, nisi tamen in synodo agendum foret de negotiis ad eos pertinentibus, aut de rebus in quibus ab episcopo capituli consilium est exquirendum. Attamen sententia opposita, obstringens canonicos cathedralis ad interveniendum synodo, saltem per aliquot è capituli gremio deputatos, magis recepta est apud doctores, et usu comprobata; primò, quia censentur constituti in quâdam quasi dignitate, comparandâ cum prioribus et decanis, quos semper ad synodum adactos nuper vidimus; secundò, quia nunquàm accidit ut in synodo non tractetur de horis canonicis ritè persolvendis, de cleri moribus reformandis, de restaurandâ ecclesiasticâ disciplinâ, cæterisque quæ ipsos quoque canonicos respiciant; in quo rerum eventu omnes doctores consentiunt non licere canonicis se à synodo excusare; Barbosa, de Offic. et Potest. episcopi, p. 3, alleg. 33, n. 11; Pax Jordan., lib. 8, tit. 2, n. 59; Romaguer., ad Constitut. synod. Gerundens., lib. 1, tit. 1, c. 2, num. 15, et alii, eamdem obligationem extendentes ad eorumdem canonicorum coadjutores.

III. Episcopus Illerdens. à suâ synodo diœcesanâ tentavit excludere canonicum pœnitentiarium, quia, ut aiebat, in jure cautum non reperitur jus illi esse interveniendi synodo. Sed interpositâ à pœnitentiario appellatione ad sacram congregationem concilii, hæc censuit eum nequaquàm excludi posse. Si enim invitandi et admittendi sunt cæteri canonici, eò magis visus est admittendus canonicus pœnitentiarius, qui est quasi parochus totius diœcesis, et jus habet excipiendi sacramentales diœcesanorum confessiones, non ex speciali commissione episcopi, sed à lege, à concilio scilicet Tridentino, ita ut propterea in iis quæ spectant ad forum internum, censendus sit ordinarius; de quâ re plura Fagnan., in cap. *Grave*, num. 10, de Præbendis

IV. Alii ecclesiæ cathedralis beneficiarii, qui inter canonicos non cooptantur, ab episcopo vocati, possunt et debent interesse, sed veluti singuli, non tanquàm constituentes unum corpus, seu collegium, juxta sensum sacræ congregationis concilii, expositum à Pignatello, consult. 3, tom. 7.

V. De canonicis collegiatarum ecclesiarum censet Massobrius, cit. cap. 3, dub. 2, n. 26, neque oportere ut ad synodum invitentur, neque invitatos adigi posse ad interveniendum, nisi cùm fortassè cæteri quoque à diœcesis clero interesse tenentur. At, cùm in supra allegato concilio Mechliniensi decere visum fuerit ut capitula collegiatarum ecclesiarum vocarentur ad concilium provinciale, *fuit conclusum et resolutum quòd posthàc nominatim ad concilium provinciale vocabuntur decani... et capitula collegiatarum ecclesiarum provinciæ Mechliniensis, ut per se vel per suos procuratores in synodo provinciali compareant*; multò magis oportere existimamus ut ad diœcesanam synodum invitentur; invitatos autem non posse accessum detrectare, ex iis perspicuum fiet quæ de obtinentibus beneficia simplicia inferiùs statuemus. Quare reciùs Pax Jordan., cit. loc., num. 59, omnes canonicos collegiatarum, eorumque coadjutores, ad synodum absolutè compellit. Quòd si collegiata extra locum sit ubi synodus habetur, tunc, ne ecclesia suo fraudetur servitio, non omnes canonici, sed aliqui eorum, à capitulo deputandi, debent omnium nomine synodum adire, juxta decretum sacræ congregationis episcoporum et regularium, apud Pignatellum, consult. 77, num. 62, tom. 9, et benè deducta per Pacem Jordanum, eod. cit. loc., n. 60.

VI. Usus obtinuit ut canonici tam cathedralium quàm collegiatarum ecclesiarum, postquàm quadraginta annorum non interrupto spatio diligenter ecclesiæ inservierunt, exemptionem consequantur à choro, atque ab omni absolvantur servitio deinceps ecclesiæ præstando, quin tamen idcircò aliquid amittant aut ex præbendæ fructibus, aut ex distributionibus quotidianis quas lucrantur, etiamsi absint à loco beneficii; eâ siquidem exemptione obtentâ, libertatem pariter nanciscuntur à vinculo residentiæ, juxta declarationem editam à sacrâ congregatione concilii die 17 decembris 1718, in responsione ad quintum ex dubiis jubilationum propositis à nobis, ejusdem sacræ congregationis secretarii munus tunc obeuntibus. Jam autem, si de hisce canonicis, qui *jubilati* dicuntur, instituatur quæstio, an teneantur synodum adire, sine ullâ hæsitatione affirmamus, modò tamen ab episcopo specialiter vocentur; quod colligimus ex cap. *Cùm ad hoc*, de Clericis non residentibus, et decisum deprehendimus à sacrâ congregatione concilii in Aquitaniâ 27 septembris 1659, ad tertium dubium lib. 21 Decretor., et in Sabinens. 2 octobris 1717, lib. 67 Decretor. Potest quippe contingere ut episcopus canonici jubilati, veluti maturioris ætatis et concilii, rerumque ecclesiam et capitulum respicientium magis periti, operâ indigeat in synodo; absonum autem videtur ut in his circumstantiis ille non teneatur morem gerere episcopo vocanti, possitque à synodo se abducere; quemadmodùm in re simili ratiocinatur Michael Thomasius, in tract. de Ratione habendi concilia provincialia et diœcesana, fol. 136. Accedit canonicum etiam post obtentum jubilationis indultum posse ad servitium ecclesiæ revocari, si nimirùm ob aliorum ministrorum

paucitatem divina officia debito cultu expleri non valeant, quod in cit. cap. *Cùm ad hoc*, patriarchæ Antiocheno disertis verbis rescripsit Gregorius IX, et censuit sacra congregatio concilii in responsione ad quartum ex prædictis dubiis jubilationum : multò magis itaque poterit canonicus jubilatus ab episcopo compelli venire ad synodum, cùm ejus præsentia conferre posse videatur ad Ecclesiæ totiusque diœcesis utilitatem.

CAPUT V.

De parochis.

I. Diœcesanas synodos à primâ earum origine potissimùm ex parochis fuisse conflatas, et ratio suadet, et antiquissimi Ecclesiæ canones nos edocent. Illis quippe quæ eò semper collimârunt ut animarum salutem promoverent, eò maximè interesse oportuit, quibus aliqua dominici gregis portio tradita erat custodienda. Hinc synodus diœcesana Antisiodorensis anni 578, can. 7, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 444, sancivit ut *medio maio omnes presbyteri ad synodum in civitatem veniant ;* et in formulâ habendi synodum diœcesanam, à Burchardo ascriptâ concilio Salegunstadiensi anni 1022, quod ab aliis *Moguntinum* dicitur, eò quòd Salegunstadium jam tum esset Moguntinæ diœcesis, legitur : *Convenientes presbyteri omnes intrent* (synodum), *et secundùm ordinationis suæ tempus resideant.* Quibus in locis sicuti et in aliis vetustis canonibus, sacerdotum et presbyterorum nomine, parochos designari, advertit Van Espen, Jur. eccles. univers. part. 1, tit. 18, c. 2, n. 4, inquiens : « Hic nota omnes indistinctè presbyteros ad synodum admitti ; nec mirùm, quia, juxta phrasim illius temporis, nomine presbyterorum veniebant parochi, adeò ut admittere presbyteros ad synodum, idem tunc significaret quod hodiè admittere parochos. » Enimverò concilium Liptinense anni 743, tom. 1 Conc. Galliæ, editionis Sirmondi pag. 538, apertè ostendit presbyterorum nomine se non alios quàm parochos intelligere, cùm, can. 3, ait ut « unusquisque presbyter in parochiâ habitans subjectus sit illi episcopo in cujus parochiâ habitat, et semper in quadragesimâ rationem et ordinem ministerii sui, sive de Baptismo, sive de fide catholicâ, sive de precibus et ordine missarum, ipsi episcopo reddat et ostendat. » In eodem sensu sacerdotum nomen usurpavit Innocentius III, in cap. *Quod super his*, de Majorit. et Obed., cuidam episcopo quem Gonzalez existimat fuisse Cantuariensem, rescribens : « Abbates et sacerdotes diœcesanâ lege tibi subditos, qui ad tuam synodum venire contemnunt (dummodò in ipsâ synodo non ducas aliquid statuendum, quod canonicis obviet institutis) per censuram ecclesiasticam ad synodum ipsam venire compellas, et debitam tibi obedientiam et reverentiam exhibere ; » ubi Innocentium sacerdotum vocabulo parochos indigitâsse observat Fagnanus, in comment. ad idem cap., num. 2 et 3.

II. Magis disertè posteriores canones parochos seu curatos, et proprio et speciali nomine expressos, ad synodum compulêre. Præter supra allegata statuta ecclesiæ Meldensis, in quibus *presbyteri curam habentes* ad synodum ire jubentur; in epistolâ synodicâ Raymundi, episcopi Ruthenensis, anni 1289, habetur : *Præcipimus ut ad dictam synodum hiemalem veniant Ruthenam personaliter omnes prælati, et Clerici, et sacerdotes curam animarum habentes ;* sæpiùs cit. tom. 4 Anecdot. Martene, et Durand., col. 673. Et inter statuta ecclesiæ Nemausensis anni 1364, tit. 5, cap. 2, legimus : *Præcipientes districtè quòd rectores vel sacerdotes parochiales singulis annis ad utramque synodum veniant ;* eod. tom. 4, col. 1065. Omnem demùm dubitationem aufert Tridentinum, sess. 24, cap. 2, de Reform., clarè et manifestè edicens : *Ratione tamen parochialium, aut aliarum secularium, etiam annexarum, debeant ii qui illarum curam gerunt, quicumque illi sint, synodo interesse.* Quocirca extra controversiam est, quotquot animarum curam gerunt, sive seculares, sive regulares illi sint, indubiâ lege adigi ad interveniendum synodo. Barbosa, ad dictum cap. 2 Trid., num. 26, et de Offic. et Potest. episc., part. 3, allegat. 93, n. 5 et seq.; Massobr., de Synodo diœces., cap. 2, dub. 2, num. 12 ; Amedeus Chirolus, de sacr. Conciliis, pag. 381, § *Dixi simpliciter*, in Biblioth. max. Pontif.; Roccaberti, tom. 3; Ildephonsus Clemens de Arostegui, in supracit. Concordiâ pastorali, part. 2, c. 12, n. 22.

III. Aliqua difficultas unicè esse poterat quoad parochos ecclesias administrantes subjectas prælato *nullius*, secundæ tamen et non tertiæ speciei, juxta distinctionem quam adhibuimus et explicavimus lib. 2, cap. 11, num. 1. Si territorium prælati prælati secundæ speciei, quod lato quodam loquendi modo dicitur *nullius*, sit undequâque circumscriptum ab unâ eâdemque diœcesi, nullus unquàm dubitavit quin illius territorii parochi interesse debeant synodo ab ejusdem diœcesis episcopo indictæ ; at, cùm aliquando contingat illud territorium à pluribus diœcesibus terminari, disceptatum fuit cujusnam episcopi synodo intervenire deberent. Sed difficultatem enodavit sacra congregatio concilii : etenim, cùm concilium Tridentinum, sess. 24, c. 9, de Reform., statuerit ecclesias seculares quæ *nullius* diœcesis esse dicuntur, visitandas esse ab episcopo viciniori, hoc est, ut ibidem explicat, et decisum narrat Barbosa, n. 4, ab episcopo cujus cathedralis proximior est territorio de quo agitur, et frustranea visa fuerit visitatio, nisi parochi tenerentur accedere ad ejusdem vicinioris episcopi synodum, editisque in hâc statutis parere, idcircò sacra congregatio die 12 februarii 1622, lib. 12 Decret., pag. 90, ad dubium his verbis propositum : *An rectores qui sunt* nullius *diœcesis teneantur accedere ad synodum diœcesanam illius episcopi qui tanquàm proximior potest eos visitare*, respondit : *Teneri.* Quam quidem sacræ congregationis sententiam pluribus exornârunt, aliisque argumentis roborârunt Fagnanus, in cap. *Quod super his*, de Majorit. et Obed., et cardinalis Petra, ad Constit. apostol., tom. 5, pag. 131, n. 117.

CAPUT VI.

De obtinentibus beneficia simplicia, cæterisque presbyteris et clericis diœceseos.

I. Nihil de istis disputandum jam superest, cùm quid de singulis sit statuendum, distinctè explicaverit sacra congregatio concilii, cujus propterea sanctiones præstat duntaxat referre. In causâ Tullens., die 17 martii 1593, lib. 7 Decretor., p. 69 : *Sacra*, etc., *censuit episcopum non posse cogere ad accedendum ad synodum habentes beneficia simplicia, nisi ex consuetudine aliud observatum fuerit.*

II. Quoad cæteros è clero, nullum habentes ecclesiasticum beneficium, eadem sacro congregatio die 15 decembris 1629, lib. 14 Decretor., ita consulta : *Episcopus Balneoregiens. supplicat per sacram congregationem responderi, primò : An ipse cogere possit simplices sacerdotes non beneficiatos et clericos sacris ordinibus initiatos, pariter non beneficiatos, suæ diœcesis, ad interessendum synodo diœcesanæ ; secundò : Et quid, si concurrat consuetudo?* respondit : *Posse cogere, quando in synodo agendum est de reformatione morum, sive de aliquâ re concernente totum clerum, vel de intimandis decretis factis in synodo provinciali ; hoc autem casu, in ipsâ synodi convocatione faciendam esse mentionem quod de prædictis erit tractandum. Ad secundum, concurrente consuetudine, posse.*

III. Utramque responsionem confirmavit in causâ Januens. die 10 septembris 1633, lib. 14 Decretor., p. 780, addens, in circumstantiis in quibus simplices beneficiarii aliique de Clero synodo adesse coguntur, *eos non esse admittendos ad votum ferendum pro confirmatione judicum et examinatorum synodalium.* Idem repetitum fuit in causâ Forosemproniens. die 17 januarii 1654, lib. 19 Decret., pag. 302, simulque deliberatum ut secretò moneretur episcopus *ne absque necessitate cogeret clericos et sacerdotes ad interessen-*

dum synodo. Et, cùm episcopus sancti Angeli et Bisaciarum, occasione visitationis sacrorum liminum, sciscitaretur an posset ad synodum compellere quemdam suæ diœcesis sacerdotem obtinentem beneficium S. Antonii de Viennâ, in eâdem diœcesi existens, et propriâ carens ecclesiâ, sacra congregatio, die 15 aprilis 1690, respondit servanda esse modò allegata decreta, l. 4 Decret., pag. 254 à tergo, et 255.

IV. Ex quibus sacræ congregationis sanctionibus duo planè conficiuntur : primum nimirùm, obtinentes beneficia simplicia tunc solùm synodo adesse debere, cùm legitima consuetudo ad id eos obstringit; alterum, tam ipsos quàm cæteros è clero generatim ad synodum compelli posse, cùm aut de morum disciplinâ restaurandâ, aut de re ad omnes clericos pertinente agendum est. Hæc non multùm arridentAmedeo Chirolo de sacris conciliis, pag. 382, tom. 3 Biblioth. max. pontif. Sed, præter auctoritatem sacræ congregationis concilii, cui vel soli Chiroli asseclas acquiescere oporteret, illa eadem communi calculo à doctoribus approbantur, præcipuè à Panormitano, in cap. *Quod super his,* in primo notabili, de Majorit. et Obed.; Fagnano, ibid., num. 3; Botto, in tract. de Syn., p. 2, num. 18; Azorio, Instit. moral. tom. 2, l. 3, c. 47, q. 3; episcopo Crispino, in tract. de Visitatione pastorali, part. 3, § 18, num. 4; Monacello, in Formular. legal., tom. 1, tit. 5, formul. 3, n. 3, et tom. 4, pag. 104, n. 155, quorum postremus illud iterùm monet, quod à sacrâ congregatione jam audivimus, nimirùm oportere ut episcopus, ad omnem præcavendam litem et impediendas querelas, cùm omnes clericos ad synodum vocat, in convocationis edicto causam exprimat, propter quam id insueti oneris iisdem imponit.

V. Cæterùm, quòd possit consuetudine induci ut simplices beneficiarii cæterique de clero obstringantur adesse synodo, præter ea quæ doctores de robore et efficaciâ consuetudinis generatim astruunt, ad cap. fin., de Consuet., manifestè colligitur ex Pontificali Romano, 3 part., tit. 5, ubi legitur : *Sacerdotes et clerici universi qui ad synodum de jure vel consuetudine venire tenentur, conveniant in civitate vel alio loco, prout Pontifex ordinaverit.* Idemque tam antiquæ quàm recentiores synodi ut certum ponunt. Statuta synodalia ecclesiæ Avenionensis anni 1337, c. 8 cit., tom. 4 Anecdot., col. 563, hæc habent : *Hoc statuto, præcipimus et mandamus ut de cætero priores, rectores, decani et alii qui ad synodum venire consueverint, personaliter in quâlibet synodo infallibiliter veniant.* Statuta ecclesiæ Biterrensis anni 1368, n. 1, tom. 4 Anecdot., Martene, col. 627, ad synodum vocant, *qui de jure vel consuetudine venire tenentur;* et concilium provinciale Mediolanense V, part. 1 Act. eccl. Mediol., p. 276, decernit : *Synodo diœcesanæ universi et singuli sacerdotes et clerici cujuscumque ordinis intersint, quicumque canonum jure vel ecclesiasticis sanctionibus, vel Tridentino decreto, vel consuetudine, aliâve ratione interesse possunt aut planè debent. Adsint verò inter cæteros, quicumque beneficium ecclesiasticum (cujus causâ de jure aut consuetudine adesse debent) in eâ diœcesi obtinent, cujus synodus celebratur, quamvis in aliâ domicilium habeant.*

VI. Neque casu, sed consultò in hoc Mediolanensi concilio bis mentio facta est consuetudinis, quia, si vera narrat Pax Jordan., l. 8, tit. 2, num. 65, Mediolani reapsè consuetudo viget ut omnes sacris initiati ad synodum accedant. Rectè pariter ibidem cautum est ut beneficiarii ejus episcopi synodum adeant, in cujus diœcesi beneficium possident; nam si quis origine subditus sit episcopo, ex. gr., Parmensi, sed beneficium possideat in diœcesi Placentinâ, et in hâc insuper commoretur, hujus et non illius episcopi synodo intervenire debet, quemadmodùm censuit sacra congregatio concilii, apud Fagnanum, in cap. *Quod super his,* n. 15, de Majorit. et Obed.

VII. At idemne juris erit, cùm quispiam simplex beneficium obtinet in diœcesi Placentinâ, sed domicilium habet in diœcesi Parmensi? De hoc decerni videtur in allegato Mediolanensi concilio, quòd adesse cogatur synodo Placentinæ. Verùm tunc advertendum erit quâ ratione ab alterutro episcopo ad synodum vocetur. Si à Parmensi vocetur, tanquàm beneficiarius, eò quòd consuetudo ibi invaluerit ut omnes beneficiarii ad synodum eant; non poterit præfatus clericus ad accessum adigi, quoniam quà beneficiarius Placentino, et non Parmensi, subditur episcopo; si verò vocetur, non quatenùs beneficiarius, sed quatenùs clericus, quia scilicet eæ circumstantiæ emergunt quæ omnes clericos ad synodum urgent, non poterit accessum declinare : nam quà clericus illi episcopo subjicitur in cujus diœcesi degit. Ab episcopo autem Placentino potest ad suam synodum cogi ratione beneficii, quandocumque casus evenerit ut alii similes beneficiarii diœcesis Placentinæ compellantur ad synodum se conferre. Ex quo fit ut ille de quo est sermo, eodem anno ad duplicem synodum adigi queat; ad Parmensem scilicet et Placentinam, si ad unam uno nomine, altero ad alteram vocetur.

CAPUT VII.

De fratribus Capellanis sacræ religionis Hierosolymitanæ, curam animarum habentibus, aliisque eidem religioni inservientibus.

I. Etsi sacrum concilium Tridentinum sæpiùs cit., sess. 24, c. 2, de Reform., omnes regulares curam animarum habentes ad episcopalem synodum ire jusserit, specialis nihilominùs instituta est disputatio de fratribus quos Capellanos vocant, Hierosolymitanæ religionis, in aliquâ eidem religioni annexâ seu subjectâ ecclesiâ animarum curam exercentibus; cui quidem peculiari disputationi ansam dederunt amplissima privilegia quibus, ob ejus præclarissima in Ecclesiam catholicam merita Hierosolymitanus ordo fuit à Sede Apostolicâ largè exornatus. At perpetua et constans sacræ congregationis concilii sententia fuit nullum privilegium fratribus de quibus agimus, suffragari ut à synodo ab episcopo indictâ se possint subtrahere; etenim S. Pius V, in suâ constitutione 104, tom. 4 part. 3 Bullar., pag. 49, postremæ Romanæ editionis, apertè declaravit exemptiones concessas religioni Hierosolymitanæ nequaquàm comprehendere ejusdem ordinis religiosos eisque commissas parochiales ecclesias in illis quæ animarum curam respiciunt, quibus servanda statuit concilii Tridentini decreta. Idemque iterum sancitum reperitur à Gregorio VIII, constitut. 125, § 5, cit. part. 3, tom. 4 Bullarii, pag. 456.

II. Quamobrem, cùm sacræ congregationis concilii examini subjecta fuerint hæc dubia, in causâ Illerden. synodi :

Primò, an fratres Capellani sacræ religionis Hierosolymitanæ curam animarum habentes, teneantur convenire ad synodum diœcesanam?

Secundò, an iidem fratres Capellani curam animarum habentes, et Sacramenta in eorum ecclesiis regularibus et exemptis ministrantes clero et populo seculari subjecto episcopo loci, teneantur ad diœcesanam synodum convenire?

Tertiò, an iidem fratres Capellani curam animarum habentes teneantur interesse lectioni et conferentiæ casuum conscientiæ ab episcopo præscriptis propter necessitatem, vel utilitatem Ecclesiæ, præsertim contra propositiones damnatas?

III. Die 17 julii 1683, sacra congregatio respondit : *Ad primum, secundum, et tertium, affirmativè.*

IV. Neque solus episcopus prædictos fratres Capellanos cogere potest ut synodo interveniant, sed liberam præterea potestatem habet, quas adnimstrant parochiales ecclesias, quoad ea pariter quæ ad animarum curam quoquomodo referentur, ut delegatus Apostolicæ Sedis, visitandi, juxta constitutionem 187 S. Pii V, cit. part. 3, tom. 4 Bullar., pag. 180. Quia porrò S. Pius V expressè ait se per hanc constitutionem nullum voluisse afferre detrimentum juri

visitandi easdem ecclesias, quod antea religioni ejusque militibus competebat, inde fit ut facultas illas visitandi, in his quæ curam spectant animarum, censeatur cumulativè inesse episcopo et prioribus Hierosolymitanis; illi quidem jure delegato; illis autem jure ordinario; ita tamen ut si episcopi et priorum decreta inter se discrepent, illa prævaleant quæ ab episcopo sunt edita, juxta plures sacrarum Urbi congregationum sententias, relatas à Monacello in form. tom. 1, tit. 5, form. 2, n. 2.

V. Quæ autem diximus de fratribus Capellanis, potiori jure locum sibi vindicant in sacerdotibus secularibus qui aliquando præficiuntur ecclesiis parochialibus annexis Hierosolymitanæ religioni. Hi siquidem, cùm religiosi non sint, nullam omninò possunt prætexere causam cur à synodo se excusent, aut in aliis parochiæ administrationem respicientibus episcopi jurisdictionem declinent. Hinc, cùm in celebri causâ Pragen. jurisdictionis, de his sacerdotibus quæsitum fuisset à sacrâ congregatione concilii : *An nominati seu deputati in dictis ecclesiis, postquàm reportaverint ab archiepiscopo licentiam pro exercendâ curâ animarum, teneantur se conformare constitutionibus synodalibus et ordinationibus consistorialibus quoad omnia in ordine ad Sacramentorum administrationem et curam animarum?* die 14 januarii 1708 responsum fuit *affirmativè*, sicuti habetur tom. 9 Thesauri resolutionum anni 1740, pag. 170.

VI. At, quoniam alii etiam sacerdotes reperiuntur, seculares quidem, nec religiosis votis devincti, qui non curæ animarum, sed aliis Hierosolymitanæ religionis, sunt servitiis addicti; de his quoque videndum remanet an et quando ad episcopalem synodum adigi queant. Concilium Tridentinum, sess. 24, cap. 11, de Reform., decrevit inservientes ordinibus militaribus, et nominatim religioni Hierosolymitanæ, subjectos esse jurisdictioni ordinarii tanquàm Sedis Apostolicæ delegati, nisi vel religiosam professionem emiserint, vel intra militaris claustri seu domûs septa degentes religioni actu inserviant, et sub ordinis prælati obedientiâ vivant. Idem Tridentini decretum instauravit et distinctiùs explicavit Gregorius XIII, cit. constit. 125, Bullar. part. 3, tom. 4, in quâ prædictos inservientes, quocumque nomine nuncupentur, iterum subjecit delegatæ jurisdictioni episcoporum tam in visitatione quàm extra visitationem, § 2, pag. 455, *exceptis tamen iis qui ecclesiis aliisque locis dictorum militum actu serviunt, et intra eorum septa et domos resident, ac sub eorum obedientiâ vivunt; quæ omnia debere simul concurrere intelligantur; sive iis qui legitimè et secundùm regulam prædictæ religionis professionem fecerint, de quâ loci ordinario constare debeat.* Quam explicationem et prosequuntur et illustrant Fagnanus, in c. *Qui presbyterum*, n. 80, 91 et 99, de Pœnit. et Remiss.; Monacellus, tom. 4, in supplemento ad 3 tom., num. 159, pag. 105; Pignatell., consult. 22, tom. 2; rota, decis. 120, num. 16 et seq., part. 16 recen., atque eamdem semper respexit suasque decisiones ad illam conformavit sacra congregatio concilii, præcipuè in Materanen. jurisdictionis, 8 februarii 1658, lib 21 Decret., pag. 533 et seq., et novissimè in Caputaquen. jurisdictionis, 19 novemb. 1735.

VII. Eidem itaque distinctioni inhærentes, nullo labore rem nostram conficiemus. In primis enim nihil de illis sacerdotibus peculiariter dicendum occurrit, qui religiosa vota nuncupârunt; hi quippe inter veros recensentur religiosos, de quibus satis abundè disseruimus. Ad alios verò quod attinet, aut Hierosolymitanæ religionis obsequiis sunt ita mancipati ut simul omnes servent et impleant conditiones quas concilium Tridentinum et Gregoriana constitutio exposcunt; et tunc, cùm exemptione fruantur ab episcopi jurisdictione, in illis duntaxat eventibus coguntur synodo interesse, in quibus eodem onere gravantur cæteri exempti ac ipsimet regulares; aut ab aliquâ ex præscriptis conditionibus deficiunt; et tunc, cùm omninò subdantur jurisdictioni ordinarii, tanquam Sedis Apostolicæ delegati, debent ad synodum accedere perinde ac alii diœcesani.

VIII. Quæ hactenùs de Hierosolymitano dicta sunt, adamussim congruunt militari ordini SS. Mauritii et Lazari, qui à S. Pio V, in constitutione 43, § 12, Bullar. tom. 4, part. 2, pag. 339, in omnibus exequatus est ordini Hierosolymitano. Hinc, cùm nonnulli sacerdotes diœcesis Uritanæ litteras quas *patentales* vocant, obtinuissent à vicario commendæ SS. Mauritii et Lazari, iisdemque muniti se immunes jactarent à jurisdictione ordinarii; causâ propositâ in sacrâ congregatione concilii, et disputato, quod sequitur, dubio : *An officiales patentati commendæ SS. Mauritii et Lazari sint exempti à jurisdictione ordinarii?* die 7 septembris 1726 responsum fuit *negativè*.

CAPUT VIII.

De beneficiariis, Capellanis aliisque aggregatis ecclesiæ in solo Lateranensi fundatæ; de protonotariis et subcollectoribus spoliorum, ac de ecclesiasticis privilegiatis almæ domûs Lauretanæ.

I. Priusquàm de istorum omnium accessu ad synodum instituatur sermo, aliqua necesse est de singulorum exemptionibus delibare.

II. Privilegia à summis pontificibus Lateranensi capitulo concessa, atque à Pio IV postea revocata, denuò à Sixto V restituta et confirmata fuerunt in constitutione 29, Bullar. tom. 4, part. 4, pag. 185. Quocirca ad normam Sixtinæ, quæ hodie viget, constitutionis, ecclesiæ fundatæ in solo Lateranensi sunt exemptæ à jurisdictione ordinariâ episcopi, etsi subdantur ejusdem jurisdictioni delegatæ, juxta dec. 115, n. 7 et 9, dec. 513, num. 9, in fin., et num. 12, cum duob. seq., part. 9, rec. et dec. 485, part. 15, decis. 375, n. 17 et seq., dec. 383, num. 5 et 6, part. 19 recent. Aliqua tamen circa sensum Sixtinæ constitutionis remanebat difficultas à doctoribus excitata : num scilicet ut ecclesia dicatur fundata in solo Lateranensi necesse sit ut solum reapse fuerit sub vero, proprio, sincero ac stabili dominio basilicæ Lateranensis? quòd profectò exigere videntur verba privilegiorum eidem basilicæ competentium, quæ instaurata fuêre à Sixto V, quemadmodùm adnotavit Monacell., in Formul. legal., tom. 2, tit. 13, formul. 1, num. 85; an potiùs satis sit ut solum paulò ante ecclesiæ constructionem fuerit datâ operâ capitulo Lateranensi donatum, ut nimirum ecclesia in eo ædificanda subtraheretur ab ordinariâ jurisdictione episcopi? Hoc posterius satis esse censuit olim rota, dec. 185, p. 15 rec. Verùm oppositum decisum est à peculiari congregatione, hâc super re à sanctæ memoriæ Benedicto XIII deputatâ, die 20 decembris 1726, uti videre est in voto decisivo quod circumfertur, exarato à cardinali Aldrovando, tunc rotæ decano, eidemque congregationi ascripto. Cæterùm, quidquid sit de qualitate soli necessariâ ad assequendam exemptionem de quâ disserimus, cùm in citatâ constitutione prohibuerit Sixtus V Lateranensi capitulo ne novas ecclesias vel beneficia erigeret sine licentiâ ordinarii in cujus diœcesi esset erigenda, et præterea sanciverit ut quicumque eidem capitulo annexas seu addictas ecclesias regerent, aut beneficia obtinerent, nullius exemptionis prætextu ab ordinarii jurisdictione censerentur subtracti, sed exactè servanda edixerit concilii Tridentini decreta; idcircò sacra congregatio, ejusdem concilii interpres, in causâ Pennen. jurisdictionis, die 7 septembris 1680, lib. 31 Decretor., pag. 226, discusso articulo : *An clerici seu presbyteri aggregati ecclesiæ in solo Lateranensi fundatæ, excepto vicario, sint exempti à jurisdictione episcopi*, respondit *negativè, ad formam constitutionis Sixtinæ*. Et nuperrimè, anno scilicet 1735, ab episcopo Caputaquen. iterùm interrogata : *An beneficiatis Capellanis et patentatis capituli Lateranensis existentibus in Caputaquensi diœcesi, competat exemptio ab ordinarii jurisdictione*, die 17 decembris denuò respondit *negativè*.

III. Transitum inde facientes ad protonotarios, suique exploratum esse credimus eos originem duxisse à notariis qui à S. Clemente I deputati perhibentur ad perquirenda et conscribenda acta SS. martyrum, quemadmodùm affirmavit Leo X in suâ constitutione, quæ incipit *Regiminis universalis Ecclesiæ*, 1, Bullar. tom. 3, part. 4, pag. 460, edita in concilio Lateranensi, quorum sanè notariorum mentio etiam occurrit in canone, seu constituto S. Sylvestri, cap. 1, quod etsi supposititium habeatur, non esse tamen medio seculo posterius eruditi consentiunt apud Petrum Coustant, in Appendic. ad epistolas pontificias, tom. 1, pag. 43, ob eorumdem autem muneris excellentiam dicti sunt protonotarii, hoc est, primi inter notarios, qui sub sequenti etiam ætate, post restitutam scilicet Ecclesiæ pacem, adhuc in Ecclesiâ Romanâ perseverârunt, et loco inscribendi acta SS. martyrum, aliis in obsequium Apostolicæ Sedis gravissimis distenti sunt curis. Quanti porrò à Romanis pontificibus suorum notariorum dignitas haberetur, vel ex hoc colligitur, quòd graviora Ecclesiæ negotia illis gerenda demandarent : siquidem S. Leo Magnus et synodus Romana ad sedandas turbas ab hæreticis Constantinopoli excitatas duos statim illùc ablegârunt Romanæ Ecclesiæ notarios, epist. 46, col. 23 ejusdem Leonis, cap. 1 ; et Gregorius Magnus, cùm graves accepisset accusationes adversùs archiepiscopum Calaritanum, misit in Sardiniam Joannem notarium Apostolicæ Sedis, qui archiepiscopum cogeret certis documentis innocentiam suam prodere, lib. 2, indict. 10, epist. 49, col. 34, Operum t. 2, col. 613 ; narratque Joannes Diaconus, in Gregorii Vitâ, lib. 2, cap. 53, Oper. tom. 4, col. 64, ab eodem notarios in provincias longinquas abigi solitos ad disciplinam canonum tuendam aut restituendam. Similiter ab Innocentio III, lib. 15, epist. 153 : *Magistro Maximo notario nostro*, ea in partibus Romaniæ peragenda legimus commissa quæ summam quamdam auctoritatem rerumque experientiam desiderarent. Hinc autem evenisse opinamur ut protonotarii, utpote præcipui papæ administri, olim in Romanâ aulâ supra episcopos sederent, eamque prærogativam obtinuerint usque ad Pium II, qui eos deinceps episcopis cedere jussit suâ constitutione 4, cui totum orbem plausisse legitur in ejusdem commentariis, 4 edit. Francofort., anni 1614, lib. 3, pag. 64. Qui plura de protonotariorum origine et præstantiâ scire desiderat, legat Thomassinum de vet. et nov. Eccles. discipl., part. 1, l. 2, c. 104, et duobus seq. ; Cohell., in Notitiâ cardinalatûs, cap. 18 ; Barbosam, Jur. eccles. univ., lib. 1, c. 23 ; Andreuccium, in tract. de Protonotariis apostolic., part. 1, cap. 2. Quod nostra interest, ei animadvertere ex iis qui nunc ad protonotariorum officium assumuntur, alios dici *participantes*, alios *non participantes*, sed *extraordinarios*, *supranumerarios*, sive *honorarios*, et *titulares*, de quibus Scarfantonius ad Ceccoper., art. 1, lib. 1, tit. 9, num. 14. Participantium collegium ante Sixtum V ex septem constituebantur ; sed Sixtus V suâ constitut. 19 alios quinque aliis adjecit : quare hodie ex duodecim conflatur veris protonotariis, qui absque ullâ dubitatione et controversiâ tam in civilibus quàm in criminalibus sunt plenè exempti à jurisdictione ordinariorum, quibus duntaxat subduntur quoad beneficia quæ in eorum possideant diœcesibus, juxta allegatas Leonis X et Sixti X constitutiones, et latè deducta per Fabrum, de Protonotariis, cap. 11. Aliud tamen est de protonotariis non participantibus : hos quippe, de quibus in præsens solùm agimus, concilium Tridentinum, sess. 24, cap. 21, locorum ordinariis supposuit, tanquàm Apostolicæ Sedis delegatis, ex quo inferri putavit à Cochier, de Jurisdict. in exemptos, part. 1, q. 18, n. 8, omnem prorsus, quâ antea fruebantur, exemptionem esse illis ademptam. Sed verùs Barbosa, Juris eccles. l. 1, c. 23, num. 35, et Faber, de Protonotariis, cap. 11, num. 13, existimant decreti conciliaris virtute unicè ablatam illis esse exemptionem quoad causas criminales, non autem quoad civiles, in quibus vigere adhuc arbitrantur privilegium iisdem concessum à concilio Lateranensi, sess. 10, atque à Leone X confirmatum, const. 11, § 4, Bullar. tom. 2, c. 3, pag. 406, quo immunes fiunt potestate ordinarii in causis excedentibus summam viginti quinque ducatorum.

IV. Quòd si quis istius privilegii nudum verborum corticem consideret, facilè sibi in animum inducet enuntiatam restrictionem exemptionis ad solas causas civiles excedentes summam viginti quinque ducatorum intelligendam esse de protonotariis habitum et rochetum non gestantibus, non autem de illis qui hisce insignibus induti continuè incedunt, quos propterea credat in quâlibet etiam minimi momenti civili causâ esse ab ordinarii jurisdictione subtractos. At, qui mentem constitutionis penitùs investigaverit et contextum perpenderit, rectiùs existimabit solùm voluisse Pontificem ut protonotarii proprium habitum deferentes conveniri nequeant coram ordinario in causis prædictam summam excedentibus ; cæteros verò habitum non gestantes in omnibus etiam gravioris momenti causis reliquisse sub jurisdictione ordinariorum, quibus aliàs de jure subduntur. Ita enim, paulò post concilium Lateranense, Leonis constitutionem interpretatus est Antonius de Pratis, de Jurisdict. episc., cap. 8, per tot. inter tractat. magnos, tom. 13, p. 12, fol. 368, cui subscripsit Faber in cit. tract. de Protonotariis, cap. 11, n. 8 et seq. Et quod caput est, eamdem interpretationem sequitur sacra congregatio concilii, ut videre licet in unâ Papien. 14 decembris 1630, lib. 14 Decret., fol. 360, in Placentinâ, 20 augusti 1633, l. 14 Decret., fol. 760, et in *Nullius*, 19 januarii 1640, l. 16, pag. 520.

V. Quinimò eadem sacra congregatio, ad arcendos frequentes ordinariorum conquestiones de excessivo protonotariorum numero, ex quo episcoporum auctoritas in dies minuebatur, sæpiùs consulendum censui Sanctissimo ut deinceps in apostolicis litteris, quibus ejusmodi protonotarii creantur, expressè adderetur ne in causis civilibus ullâ gauderent exemptione à jurisdictione ordinarii, quemadmodùm, sacræ congregationis consilium secutus, addendum præcepit Urbanus VIII, anno 1635, quod legitur in dictâ Placentinâ, lib. 14, fol. 750. Et cohærenter ad hæc bonæ memoriæ Altovitus, sacræ congregationis secretarius, in suo suffragio exarato in quâdam causâ, cui titulus : Dubia exemptionis, hæc scripsit : *Crederem expressè declarandum protonotarios non participantes, etiamsi immediatè creatos à Papâ, sive habitum et rochetum gestantes, sive non, tam ratione personarum quàm beneficiorum, subjacere in criminalibus omnimodæ jurisdictioni ordinarii ; in civilibus verò causis cujuscumque summæ, ejusdem ordinarii jurisdictioni in primâ instantiâ subjacere protonotarios habitum et rochetum continuè non deferentes ; illum autem continuè deferentes prædictæ jurisdictioni subjacere in primâ instantiâ in causis summam ducatorum viginti quinque non excedentibus ; et quoad istos agendum denuò cum Sanctissimo ut in brevibus apponatur clausula quod in civilibus omninò subjaceant jurisdictioni ordinarii.* Quocirca Apostolicis litteris quibus aliquis in numerum refertur protonotariorum non participantium, semper hæc inseritur clausula : *Circa exemptiones à sacro concilio Tridentino sublatas, ita ut nedum quoad criminalia sed etiam quoad civilia, subjaceas ordinariis ;* uti habetur apud citatum Fabrum, c. 2, n. 7. Et nos ipsi, qui amplissimo diplomate dignitates et canonicos cathedralis ecclesiæ Patavinæ inter honorarios ascripsimus Apostolicæ Sedis protonotarios, disertè simul declaravimus per privilegia illis concessa nihil esse detractum episcopali jurisdictioni, quod legitur in nostrâ constit. 92, Bullar. tom. 1. Consuli potest Josephi Riganlii episcopi Apruntini tractatus de Protonotariis apostolicis, ubi specialiter in dissert. 2, à num. 112 ad finem, hæc omnia quæ à nobis dicta sunt, confirmantur.

VI. Jàm, quod attinet ad subcollectores spoliorum ad cameram apostolicam pertinentium, est in primis animadvertendum optimo jure summum Pontificem potuisse sibi reservare spolia clericorum in pauperes aliosque pios usus distribuenda, uti benè, post Redoanum, probat Azorius, Instit. moral., part. 2, lib. 8, c. 2, q. 4, et in provinciis in quibus prædicta spolia colliguntur potuisse exactores et collectores constituere, quorum importunam, quam exaggerat, exactionem facilè clerici eludere queunt, si scilicet bona Ecclesiæ quæ supersunt, pauperibus erogent, neque in commodum congregent cognatorum; uti benè perpendit cardinalis Baronius ad an. 397, num. 64, ubi loquens de his collectoribus, inquit : *De quorum importunâ exactione cùm multi querantur, hos facilè vitabunt et prudenter arte eludent, qui bona Ecclesiæ quæ supersunt non congregârint, sed in pauperes erogarint.* Et adhæret Thomassinus, de Beneficiis, part. 3, lib. 2, c. 57, n. 9. Horum collectorum exemptio à jurisdictione ordinarii certa est, et liquet ex constitutione 40 Gregorii XIII, tom. 4 part. 6 Bullar. nov., pag. 293, et constitutione 47 Urbani VIII, Bullar. tom. 4; sed, cùm in sacrâ congregatione concilii disceptatum fuisset quanta ea esset et quibus limitibus circumscriberetur, tandem die 27 febr. 1677, approbante sanctæ memoriæ Innocentio XI, decretum fuit subcollectorum privilegia non impedire quominùs iidem subdantur jurisdictioni ordinarii in rebus respicientibus aut curam animarum, si quam exerceant, aut servitium Ecclesiæ, si canonicatum aliudve beneficium possideant, aliisque pluribus nominatim expressis in eodem decreto, edito in Appendice ad concilium Romanum anni 1725, pag. 157.

VII. Edixit præterea sacra congregatio ut nonnisi unus pro quâlibet diœcesi deputari possit subcollector, et si plures deputentur, quamvis unus dicatur deputatus pro diœcesi, alter pro loco exempto intra diœcesim existente, hunc postremum, nullâ gaudere exemptione decrevit. Quare, cùm in diœcesi Bituntinâ tres olim reperirentur subcollectores, unus videlicet pro ipsâ civitate et diœcesi Bituntinâ, alter pro abbatiâ *nullius* Fasani, tertius pro loco *nullius* Rutiliani, et episcopus Bituntinus, die 4 maii 1697, à sacrâ congregatione concilii quæsivisset : *An subcollectores deputati pro jurisdictionibus Fasani, et Rutiliani, et commorantes Bitunti, aliquâ in dicto loco gaudeant exemptione,* responsum fuit : *Non gaudere, et episcopum procedere posse in futurum;* uti habetur lib. 47 Decretor., fol. 185. Atque episcopo Caputaquensi similem quæstionem proponenti, in congregatione habitâ die 14 martii 1722, cui nos tunc temporis à secretis eramus, rescriptum fuit ut servaretur prædictum decretum, editum in Bituntinâ.

VIII. Jactabant olim tam protonotarii non participantes quàm spoliorum subcollectores, sed illis annumerari Sedis Apostolicæ officialibus, de quibus loquitur textus in cap. *Cùm Matthæus*, de Hæreticis, et in cap. *Divina in eminenti*, de Privilegiis, inter extravag. com., ac propterea contendebant se non posse ab ordinariis ullâ irretiri censurâ, neque dignitates et beneficia non curata quæ obtinerent illorum jurisdictioni subesse; atque hæc opinio adeò eorum menti insederat, ut ipsimet curaverint ut à sacrâ congregatione concilii examinarentur quædam exemptionis dubia; quorum primum fuit : *An protonotarii non participantes, immediatè creati à papâ, connumerari debeant inter illos officiales de quibus loquuntur extravagantes :* Cùm Matthæus, de Hæreticis, de Divinâ in eminenti, de Privilegiis, *ita ut ordinarii locorum non possint in illos ferre censuras, et in illorum dignitatibus et beneficiis non curatis se intromittere, aut quoquomodò immiscere et judicare, sed pœnis in dictâ extravaganti contentis?* Secundum : *An subcollectores spoliorum pro rev. camerâ apostolicâ recenseri pariter debeant inter officiales de quibus loquuntur dictæ extravagantes ad effectum præmissum?* Et sacra congregatio, re sedulò, de more, discussâ die 16 maii 1682, ad utrumque *negativè* respondit, et perstitit in decisis die 20 junii ejusdem anni. Etenim veri officiales Sedis Apostolicæ, de quibus citati textus, altioris sunt gradûs atque ad graviora procuranda negotia destinati; quod egregiè explicat Penia comment. 75, vers. *Rursùs*, in Addit. ad Eimericum in Directorio inquisit., part. 3, q. 26, ad quem remittit lectorem glossator marginalis eâdem extravag. *cùm Matthæus;* unde audiendus non est Gonzalez, qui, unico citato Eimerico, oppositum asseruit ad regul. 8 cancell., gloss. 51, n. 82.

IX. Quibus annotatis, indubitanter concludimus nullum ex iis de quibus in præsens disserimus, posse à synodo se excusare, si huic aliàs interesse deberet. Quod profectò de beneficiariis et capellanis addictis servitio ecclesiæ capituli Lateranensi, atque insuper de protonotariis non participantibus, est luce meridianâ clarius : illi quippe nullâ fruuntur immunitate à jurisdictione ordinarii; et istorum exemptio, etiamsi habitum et rochetum continuè gestant, restricta est ad solas causas civiles excedentes summam ducatorum viginti quinque, uti ex iis patet quæ præmisimus. De subcollectoribus autem spoliorum omnem dubitationem, si qua antea subesse poterat, abstulit sacra congregatio concilii, in præfato decreto anni 1677, cujus verba sunt : « Et, quod majoris momenti est, ne prætextu hujusmodi officii cura animarum, servitium Ecclesiæ ac divini cultûs morumque honestas detrimentum patiantur, declaravit..... minimè gaudere exemptione in concernentibus curam animarum et respectivè adimplementum onerum ipsarum præbendarum, et eâdem ratione non gaudere canonicos et alios beneficiatos subcollectores in concernentibus servitium Ecclesiæ, et adimplementum onerum ipsorum canonicatuum et beneficiorum, nec lucrari distributiones quotidianas, si non inserviant. Insuper teneri ratione beneficiorum quæ obtinent, ad publicas processiones accedere, solvere cathedraticum et subsidium charitativum, et interesse synodo, ac visitationi, non tamen pluries quàm semel in anno. »

X. Neque sacra congregatio ejusmodi decreto novum obligationis vinculum in subcollectores injecit, sed libertatem quam affectabant, iterùm compescuit; siquidem jam antea, anno nimirùm 1654, die 21 martii, episcopo Cajacen. scisciranti : « An in casibus in quibus clerici beneficiati tenentur interesse synodis diœcesanis et ad publicas processiones accedere, possit episcopus cogere etiam pœnis censurarum clericos subcollectores, præsertim actu in subcollectoriâ non inservientes, ut synodis intersint et ad publicas processiones accedant? » eadem sacra congregatio responderat : « Episcopum cogere posse etiam clericos subcollectores ut synodis intersint et ad publicas processiones accedant, lib. 19 Decret., p. 329. »

XI. Denique, quod pertinet ad ecclesiasticos almæ domûs Lauretanæ servitiis addictos, eosque nomine ab ordinarii jurisdictione exemptos, cùm inter eos et episcopum Recinetensem ac Lauretanum controversia esset an posset hic eos compellere ut synodo diœcesanæ interessent, propositum nobis fuit dubium his verbis conceptum : *An occasione convocationis synodi liceat eidem episcopo vocare ad se ecclesiasticos privilegiatos almæ domûs tam ad concilium quàm ad reliquos actus necessarios pro explendâ dictâ synodo, eodem modo quo se gerit respectu suorum subditorum; et an facultate delegatâ possit renuentes debitis pœnis compellere?* Nos autem omnibus maturè pensatis, respondimus *affirmativè quoad utramque partem;* ut videre est in Appendice ad tom. 2 Bullarii nostri, pag. 26, num. 28.

CAPUT IX.

De laicis.

I. Viros principes ac præsertim Romanorum imperatores vel per se vel per suos legatos astitisse conciliis generalibus exploratissima res est, quam nemo unquàm inficiabitur. Nullus quippe est qui nesciat

Constantinum Magnum Nicæno I, Marcianum Chalcedonensi, Philippum Francorum regem Viennensi, Sigismundum imperatorem Constantiensi interfuisse conciliis, ut alios multos prætereamus reges et principes qui suos oratores ad œcumenicas synodos et speciatim ad omnium novissimam Tridentinam miserunt. Non adfuerunt tamen conciliis tanquàm judices, ut vel de fidei dogmatibus sententiam ferrent, aut de rebus ecclesiasticis judicarent : *Nefas est enim*, aiebat Theodosius junior in epistolâ ad Ephesinam synodum, *qui sanctissimorum episcoporum catalogo ascriptus non est, illum ecclesiasticis negotiis et consultationibus sese immiscere;* tom. 1 Collectionis Harduini, col. 1346; sed ut Patrum securitati prospicerent, tumultuantes compescerent, et quæ definienda atque decernenda forent suâ auctoritate foverent et tuerentur, sicuti egregiè scribebat Petrus de Alliaco cardinalis cameracensis, in tractatu de Reformatione Ecclesiæ, tit. de Reform. laicorum et principum, inquiens : *Propter præmissa expedit quòd reges et principes admittantur ad generalia concilia, non ad onerandum et confundendum, sed ad honorandam et confortandam Ecclesiam, et ad ea quæ ibi decreta fuerint, quantùm in eis est, exequendum;* quod etiam adnotârunt Bellarminus, l. 1 de Concil., cap. 15, et Thomassinus, de Conciliis, dissert. 3 et 10. Neque difficultatem facit quod in actis concilii Chalcedonensis Anatolius magister militum, Palladius præfectus prætorio, Tacianus præfectus Urbi, aliique nobiles laici, qui imperatorem comitabantur, et veluti ejusdem asseclæ concilio interfuerunt, vocentur *gloriosissimi judices ;* ita quippe vocantur, non quòd haberent munus judicandi in concilio, sed quòd ita extra concilium honoris causâ communiter appellarentur; nam, uti benè animadvertit du Cangius, nomen judicis et comitis sæpè legitur promiscuè usurpatum, quoniam ex numero comitum qui imperatoris sive regis latus assiduè tegebant; eumque comitabantur, judices eligebantur, qui ad provincias regendas mitterentur.

II. At, quamvis propter indicatas rationes maximè deceat ut principes suâ vel legatorum præsentiâ œcumenica concilia cohonestent, nihil tamen proinde conciliorum auctoritati detrahitur, si ab illis et se et suos legatos abducant. Unde audaciam Vigorii, qui non veritus est scribere concilium Tridentinum non fuisse legitimum, eò quòd ab eo recesserint legati regis Galliarum, jure meritòque retundit Duvallius part. 3, q. 7, ita illum redarguens : « Quod autem legati regis Christianissimi à concilio secesserint, quia honor illis debitus servatus non fuerat, nihil quidquam Vigorii intento favet; sicut enim eorum præsentia majorem vim decretis fidei non conferebat, cùm solis prælatis, non autem principibus, minùsque eorum vicariis et legatis, jus decernendi de fide et moribus Ecclesiæ conveniat, ita nihil quoque eorum absentia de robore eorumdem decretorum quidquam detraxit. Legati enim concilio præsentes discere debent non docere, non loqui, decreta servare, et non condere. »

III. Non ita porrò res se habet cùm non de œcumenicis, sed provincialibus synodis agitur; his siquidem intervenire non consuevisse laicos, quantùmcumque, etiamsi imperiali præfulgerent dignitate, testantur Nicolaus I et synodus VIII, quæ est Constantinopolitana IV. Ille quippe, epistolâ ad Michaelem imperatorem, qui adfuerat pseudo-synodo Constantinopolitanæ, contra sanctissimum præsulem Ignatium coactæ, ita eumdem alloquitur, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 258 : « Dicite, quæsumus, ubinam legistis imperatores antecessores vestros in synodalibus conventibus interfuisse? Nisi forsitan in quibus de fide tractatum est, quæ universalis est, quæ omnium communis est, quæ non solùm ad clericos, verùm etiam ad laicos et ad omnes omninò pertinet Christianos. » Et synodus VIII Nicolao consentiens, c. 17 cit., tom. 5, col. 907, hæc ait : « Illud autem tanquàm perosum quiddam ab auribus nostris repulimus, quod à quibusdam imperitis dicitur, non posse synodum absque principali præsentiâ celebrari, cùm nusquàm sacri canones convenire seculares principes in conciliis sanxerint, sed solos antistites. Unde nec interfuisse illos synodis, exceptis conciliis universalibus, invenimus; neque enim fas est seculares principes spectatores fieri rerum quæ sacerdotibus Dei nonnunquàm eveniunt. »

IV. Non ignorabant enimverò sapientissimi illi concilii Patres, Dionysium Exconsularem, à Constantino Magno delegatum, interfuisse synodo Tyriæ anni 335, sed simul sciebant hâc ipsâ de causâ fuisse illam reprobatam à concilio Alexandrino in suâ epistolâ synodicâ, apud S. Athanasium in Apol. contra Arian., n. 8, ita loquente : *Quomodò synodum vocare audent, in quâ comes præsidebat?* tom. 1, p. 1 oper., p. 130. Neque eosdem latebat alias similes synodos, contra Athanasium congregatas, ob eamdem rationem, quòd scilicet illis potentes laici interfuissent, illegitimas reputatas fuisse à Tiberio papâ, qui nomine imperatoris Constantii, ab Eusebio Spadone rogatus ut in Athanasii damnationem, à pluribus pseudo-synodis factam, subscriberet, inter cætera reposuit : *Ecclesiastica synodus procul palatio cogatur, ubi nec imperator compareat, nec comes accedat, nec judex comminetur;* quod refert Athanasius in Hist. Arianor. ad monachos, num. 36, loc. cit., pag. 365.

V. Non idcircò tamen negamus posse quandoque reges et principes aliosque laicos particularibus episcoporum conventibus adesse, si nimirùm ita ferat consuetudo, aut ab episcopis, ex aliquâ rationabili causâ, liberè et spontè invitentur, aut illorum præsentiam rerum circumstantiæ exposcant, puta si de rebus politicis principem et populum respicientibus, tractandum sit. Etenim concilio Toletano VIII anni 653 plures subscripsisse legimus comites palatinos, quos antiqua consuetudo ad illud introducendos suaserat, quemadmodùm in allocutione ad synodum aiebat Recesvinthus rex : *Vos etiam illustres viros, quos ex officio palatino huic sanctæ synodo interesse primatus obtinuit;* tom. 3 Collectionis Harduini, col. 959. Concilium verò Toletanum IV anni 633, c. 4, laicos arbitrio concilii admitti permisit : *Post ingressum omnium episcoporum atque consessum, vocentur deinde presbyteri, quos causa probaverit introire... ; deinde ingrediantur laici, qui electione concilii interesse meruerunt :* tom. 3 cit. Collect., col. 580. Ad concilium autem Epaonense anni 517, Viventiolus, episcopus Lugdunensis, in convocationis epistolâ, etiam laicos invitavit : *Præsenti protestatione denuntio conventum episcoporum omnium sortis nostræ circa septembris mensis initium, in Epaonensi parochiâ mox futurum, ubi clericos, prout expedit, convenire compellimus; laicos permittimus interesse, ut quæ à solis pontificibus ordinanda sunt, et populus possit agnoscere;* cit. Collect. tom. 2, col. 1046. Ac tandem Carolus Magnus et Ludovicus Pius pluribus interfuerunt episcoporum cœtibus, in quibus, non de solis rebus ecclesiasticis, sed de aliis ad politicum regni regimen spectantibus, actum et deliberatum fuisse, ex eorumdem Actis apparet. Iisdem verò urgentibus circumstantiis, et accedente Patrum assensu, posse etiamnùm laicos ad concilium provinciale admitti, tradidit Guillelmus Durandus Junior, episcopus Mimatensis, in tractatu de Modo generalis concilii celebrandi, quem jussu Clementis V summi pontificis edidit, et concilio Viennensi obtulit, ubi, part. 2, tit. 11, agens de Concilio provinciali, et de modo in eo retinendo, inquit : *Post ingressum omnium episcoporum atque consessum, vocentur deinde presbyteri, quos causa probaverit intrare. Nullus se inter illos ingerat diaconorum. Post hos ingrediantur diacones probabiles, quos ordo poposcerit interesse; et coronâ factâ de sedibus episcoporum, presbyteri à tergo eorum resideant; diacones in conspectu eorum stent; deinde ingrediantur laici, qui electione concilii interesse meruerunt.* Ruthenorum synodus provincialis, Zamosciæ habita anno 1720, ac Romæ edita typis sacræ congregationis de propa-

gandâ Fide, anno 1724, sub tit. 19, exhibet eorum nomina qui synodo interfuerunt, eique subscripserunt; quorum primus est Hieronymus Grimaldus archiepiscopus Edessæ, Apostolicæ Sedis nuntius, synodi præses, quem postea Clemens papa XII inter presbyteros S. R. E. cardinales adlegit; mox sequitur archiepiscopus Kiovensis, totius Russiæ metropolitanus, deinde episcopi, ac demùm archimandritæ; nec ullus omninò laicus intervenisse legitur. Contra verò in synodo provinciali Syrorum Maronitarum montis Libani, in quam anno 1736 convenerat ejusdem nationis patriarcha Antiochenus cum subjectis sibi archiepiscopis, episcopis et clero seculari ac regulari, præsidente in eâ Josepho Simonio Assemani præsule, Apostolicæ Sedis ablegato, post subscriptiones dicti patriarchæ et archiepiscoporum ac episcoporum, longiùs adjungitur catalogus magnatum secularium qui eidem synodo, juxta antiquam consuetudinem, interfuerunt; cui quidem catalogo sequens inscriptio præfixa est : *Magnates, qui synodo interfuerunt ex Gazenis Ageltonæ et Gustæ dominis, ex Habaiscis Gaziris dominis, ex montis Libani et Antilibani dominis;* tum subjiciuntur eorum nomina. Hujus synodi acta nondùm typis edita sunt, sed manuscripta asservantur in tabulario supradictæ congregationis de propagandâ Fide.

VI. Sed, præter recensitas circumstantias, nullum jus sibi arrogare possunt principes eorumve administri interveniendi synodis provincialibus. Hinc summi pontifices Pius IV et S. Pius V vetuerunt ne quispiam nomine regio admitteretur ad synodum provincialem Toletanam, eâ tempestate indictam; sed synodi acceleratio prævertit pontificum mandata, quæ per apostolicum nuntium fuissent archiepiscopo significanda. Cùmque subinde aliud simile concilium, præsente legato regio, anno 1582 fuisset Toleti celebratum, sacra congregatio concilii noluit illius decreta approbare, nisi priùs legati nomen ex concilii Actis expungeretur; et quanquàm cardinalis Quiroga, archiepiscopus Toletanus, pluribus antiquitatis petitis exemplis, ostendere conatus sit insuetum non esse ut ministri regii in conciliorum provincialium actis nominentur, ea tamen visa sunt non congruere præsenti disciplinæ, præsertim post Tridentinum vigenti, cùm paucis exceptis in Hispaniâ habitis non facile sit aliud provinciale concilium reperire cui regii administri interfuerint, sicuti scitè ad eumdem cardinalem Quiroga anno 1584 rescripsit cardinalis Philippus Boncompagnus : *Nunquàm invenitur seculares principes eorumve nuntios interfuisse conciliis, nisi universalibus, ubi agatur de fide, reformatione et de pace.* Quocirca post longas hâc super re habitas disceptationes, tandem Gregorius XIII suis apostolicis litteris in formâ brevis datis die 26 januarii 1585, nomen regii legati ex præfato concilio omninò deleri mandavit. Tota hujus rei series descripta reperitur lib. 4 Decret. sacræ congregationis concilii, pag. 28 et 29, et narratur à cardinali de Aguirre, tom. 4 concilior. Hispaniæ, pag. 224 et seq.

VII. Non exinde tamen fas est inferre integrum nunc ampliùs non esse episcopis laicos ad synodum invitare, non quidem ut intersint tanquàm judices, quod nunquàm licuit, sed tanquàm meri auditores, seu testes eorum quæ decernuntur, quod olim à Viventiolo factum paulò ante audivimus; quoniam etiam nunc tales circumstantiæ occurrere possunt, quæ laicorum præsentiam synodo valdè utilem et fructuosam reddant. Quamobrem eadem sacra congregatio concilii post præfatum decretum editum in causâ Toletanâ, die 22 aprilis 1598, in aliâ causâ Turritanâ dixit, *gubernatorem aliosque laicos non debere concilio provinciali interesse, nisi à synodo fuerint invitati;* l. 9 Decretor., pag. 66, à tergo. Idque certum ponit Cæremoniale episcoporum, l. 1, cap. 31, num. 7, ubi loquens de conciliis provincialibus, etiam laicis locum assignat : *Sedilia in ecclesiâ disponentur, in provincialibus quidem capacia pro numero episcoporum, abbatum aliorumque ecclesiasticâ dignitate fulgentium, item pro canonicis, ac etiam pro laicis, si qui interfuturi sint.* Rectè nihilominùs et opportunè Pignatellus, consult. 70, tom. 1, episcopos monet ut cautè in hoc se gerant, neque nimis faciles se præbeant in laicis ad synodum invitandis, ne quod ab initio meræ voluntatis et urbanitatis fuit, tractu temporis fiat necessitatis.

VIII. Ut jam à provincialibus ad diœcesanas synodos progrediamur, non prorsùs ab antiquis moribus alienum fuisse arbitramur, ut ad istas pariter quandòque laici introducerentur : quoniam in concilio Tarraconensi anni 516 edito à Garziâ Loaizâ, et relato ab Ivone, p. 5, cap. 158, statutum reperimus synodos ab episcopis esse per litteras indicendas, *ut non solùm de cathedralibus Ecclesiæ presbyteris, verùm etiam de diœcesanis ad concilium trahant, et aliquos de filiis Ecclesiæ secularium secum adducere studeant.* At hic mos ita postea obsolevit, ut disputent doctores an in ullo rerum eventu liceat nunc episcopo laicos ad suam synodum admittere. Monacellus, cit. tom. 1, formul. 3, n. 6, et dominus de Aste, in Methodo visitationis apostolicæ, part. 5, § 3, num. 23, id arbitrio episcopi plenè permittunt. Sed his refragatur sacra congregatio concilii, quæ in causâ Oriolens. synodi interrogata *an episcopus possit ad synodum vocare laicos, si eorum consilio uti velit*, respondit *episcopum non posse;* lib. 14 Decretor., pag. 600 et 601; Bottus, de Synodo, pag. 2, n. 38, laicos admittendos affirmat, cùm de communibus clericorum et laicorum negotiis est deliberandum. At Massobrius, de Synodo, cap. 3, dub. 3, et Romaguer., ad Const. synod. Gerund., lib. 1, tit. 1, c. 2, n. 20, Botti assertionem ita temperandam existimant, ut tunc laici admitti quidem possint, sed non necessariò debeant. Nos verò cohærenter ad ea quæ de synodo provinciali diximus, hæc statuimus : primum jus commune obsistere laicis ne synodo se interesse habere contendant; secundum, non obstante hâc juris severitate, aliquid nihilominùs esse deferendum contrariæ consuetudini, si alicubi jam invaluerit; tertium, etiamsi ejusmodi consuetudo nondùm sit inducta, posse episcopum ex aliquâ gravi urgentique causâ ad suam synodum laicos admittere, dummodò tamen suffragium non ferant; quartum, inter sufficientes causas illos admittendi, non posse eam annumerari quam sacra congregatio jam rejecit, quòd scilicet episcopus laicorum consilio indigeat; commodè quippè potest eos ante synodum consulere; quintum demùm, cavendum esse episcopis ne sine verâ et gravi necessitate laicos ad synodum arcessant; paulatim enim possent illi, consuetudinis obtentu, jus interveniendi sibi deinceps arrogare, quod jam nuper de synodo provinciali cum Pignatello animadvertimus.

IX. Hinc Odo, episcopus Parisiensis, in suis constitutionibus synodalibus, quas anno 1198 condidit, quamvis laicos à prævio ad synodum apparatu non excluserit, districtè tamen præcepit ut ante sessionis initium è synodi loco repellerentur : *Finito sermone*, inquit, *licentiabit episcopus laicos, et scholares, et alios clericos qui non debent synodo interesse;* tom. 6 Collect. Harduini, part. 2, cap. 2, col. 1957. Idemque anno 1289 faciendum decrevit Raymundus, episcopus Rhuthenensis, in supra citatâ epistolâ synodicâ : *In utrâque verò die, completo sermone, laici à loco ubi tenetur synodus expellantur;* quod pariter præscribunt sæpiùs laudata statuta Ecclesiæ Meldensis, tom. 4 cit. Anecdot., col. 891. At S. Carolus Borromæus in suis synodis, quò liberiùs posset clericorum vitia redarguere, laicos ante sermonem ab ecclesiâ exire jussit, teste Giussano in ejus Vitâ, lib. 2, cap. 16.

CAPUT X.

De ordine sedendi in synodo.

I. Extra omnem controversiam est primum et spectabiliorem locum deberi episcopo, juxta textum in can. *Episcopus in ecclesiâ*, dist. 95, et decretum Tridentini, sess. 25, cap. 6, de Reform. : *Episcopis præterea ubique is honor tribuatur qui eorum dignitati par est.*

cisque in choro, et in capitulo, in processionibus, et aliis actibus publicis, sit prima sedes, et locus, quem ipsi elegerint, et præcipua omnium rerum agendarum auctoritas. Aliud tamen est de synodis, sive generalibus, sive nationalibus, quibus unà cum episcopis simul intersint S. R. E. cardinales : hi siquidem, etsi episcopali careant charactere, ob eorum tamen officii ac dignitatis præstantiam, episcopis præferuntur, supra quos sedisse legimus in concilio Lugdunensi I, sub Innocentio IV, in cujus Actis habetur, tom. 7 Collectionis Harduini, col. 378 : *Ad dexteram, et in eminentioribus locis sederunt episcopi cardinales, ex alterâ verò presbyteri cardinales, archiepiscopi et episcopi post eos.* In concilio quoque Lugdunensi II anni 527, sub Gregorio X, cardinales omnibus antelatos episcopis et metropolitanis, legitur apud Raynaldum, ad eumd. annum, n. 3. Eamdemque loci prærogativam cardinalibus delatam in concilio Florentino, ex ejusdem Actis liquet. In concilio pariter Romano anni 1059, sub Nicolao II, quod ex antiquo codice Vaticano transcriptum, publici juris fecit Petrus Possinus, cardinales, ante episcopos, conciliaribus decretis subscripserunt, tom. 6. Collectionis Harduini, part. 1, col. 1066. Nec mirum est, cardinalibus, qui supremi Ecclesiæ moderatoris consiliarii sunt, eique, tanquàm membra suo capiti adhærent, hanc attribui præeminentiam, cùm in ecclesiâ Constantinopolitanâ eamdem obtinuerint septem diaconi cruciferi, quin imò etiam syncelli, hoc est, simplices clerici, aut monachi, familiares, et commensales patriarchæ, qui loco superiore in synodis sedebant, quemadmodùm ad rem observat Christianus Lupus in Schol. et Not. ad can. concil., tom. 2, pag. 1474, et tom. 2, pag. 441. Durum nihilominùs visum est Henrico archiepiscopo Cantuariensi, sibi regni primati, atque Apostolicæ Sedis legato nato, juxta text. in cap. 1, de Offic. legat., anteponi Joannem Kemp, archiepiscopum Eboracensem, ab Eugenio IV purpurâ decoratum, cui propterea cedere recusavit : verùm, cùm excitatam ab Henrico de præcedentiâ quæstionem resciverit Pontifex, litteris ad eumdem datis, primum in sedendo locum, honoremque supra quosvis episcopos et archiepiscopos, cardinali adjudicavit : quæ quidem Eugenii litteræ, in quibus cardinalitiæ dignitatis eminentia summoperè celebratur, referuntur à Raynaldo, ad ann. 1439, num. 40, à cardinali Jacobatio, de Conciliis l. 1, pag. 35, extantque Bullar. Rom. pag. 21, tom. 3, part. 3. Latæ tamen ab Eugenio sententiæ non acquievit archiepiscopus Gnesnensis, regni Poloniæ primas, qui paucis postea annis, id est, ann. 1449, in comitiis Petricoviensibus de loci prærogativâ contendit cum cardinali Sbigneo, episcopo Cracoviensi; quam tamen Nicolaus V iterùm cardinali asseruit, uti narrat citatus Raynaldus, ad an. 1449, num. 8, cùmque archiepiscopus ad regem provocâsset, negavit rex, se posse causam pertractare, quam summus Pontifex suâ sententiâ terminaverat, sicuti prosequuntur Spondanus, ad eumdem annum, n. 14, et Cromerus, lib. 22. Hæc, de quibus plura Jacobus Andrea Cursius, tract. de Præcedentiâ, c. 3, incidenter et cursim : scimus quippe nullam de hujusmodi præcedentiâ quæstionem moveri posse in nostrâ synodo diœcesanâ, cui unicus præest episcopus; eique propterea principem locum deberi, nemo unquàm dubitavit.

II. Post episcopum, ante cæteros assidere debet vicarius generalis, qui ratione jurisdictionis, quam in omnes exercet diœcesanos, omnibus dignitate antecellit, sicuti latè ostendunt Sbrozzius de Vicario episcopi l. 2, q. 25; Leo, in Thesauro fori ecclesiastici, p. 1, c. 10, n. 10 et 11, atque à sacrâ congregatione concilii decisum, testatur Jacobus Gallus, consult. 62, n. 13, referens decisionis verba, quæ sic sonant : *Vicarium generalem, tam præsente, quàm absente episcopo, præcedere debere canonicos, et dignitates ecclesiæ cathedralis, etiam in synodo.* Gallo astipulatur Scarfantonius in addit. ad Cecceper., lib. 4, tit. 5, sub num. 20, aliam adducens ejusdem sacræ congregationis decisionem, hisce verbis conceptam : *Vicarium in synodo locum habere ante dignitates, et canonicos ecclesiæ cathedralis.* Quapropter Robusterius, rotæ auditor, in suo voto impresso apud Gratianum, discept. 3, n. 23, egregiè confutatis duobus contrariis consiliis 51 et 52 Jacobi Menochi, universim et generatim astruit vicario generali præcedentiam tam in synodo quàm extra synodum, supra ecclesiæ cathedralis capitulum, ejusque dignitates : quod etiam affirmant Fagnanus in cap. *Ad hæc*, n. 29, de præbendis; Panimoll., dec. 1, annot. 5, à num. 5 ad num. 46, et annot. 16, num. 1 et seq.; Ricc., in Praxi, part. 4, resolut 190, n. 8; Monacell., in Formular. legal., part. 2, tit. 13, formul. 2, n. 18; quorum doctorum sententiæ favet textus in can. *Præcipimus*, dist. 93, ubi legitur : *Præcipimus, ne diaconus, quamvis etiam in dignitate, hoc est, in officio quolibet ecclesiastico sit, ante presbyterum sedeat, nisi locum habuerit proprii patriarchæ, aut metropolitani sui, pro aliquo capitulo; tunc enim sicut illius locum tenens honorabitur.* Hinc siquidem, quidquid in contrarium opinetur Janus à Costa, tit. de Majorit. et Obed., pag. 216, evidenter desumitur, vicarium generalem, præsente, vel absente episcopo, cujus locum tenet, ac jurisdictionem exercet, in synodo, et extra synodum, etiam canonicis, ac dignitatibus præire debere.

III. De loci, post episcopum, honorabilioris prærogativâ, cum vicario generali Patavino contendit olim abbas Sanctæ Nicæ, habens usum mitræ et baculi, cum jurisdictione intra suam ecclesiam et in suos canonicos; sed illam pluribus vicario vindicavit Massobrius, de synod. diœces., c. 3, dub. 6, ubi validis argumentis conclusit, tam præsente, quàm absente episcopo, debere vicarium generalem abbati præcedere. Hodiè tamen, post Gregorii XIV decretum supra allegatum, cap. 3, n. 3, neminem reperiri putamus, qui audeat jus sibi arrogare præcedendi vicario, nisi illud acquisierit ex legitimâ consuetudine, cui Pontifex in eodem decreto non derogavit. Ejusmodi consuetudine se fulciri jactabant canonici Hispalenses, ut locum supra vicarium sibi in synodo compararent; sed, cùm illam non probaverint, in sacræ rotæ auditorio die 21 junii 1697, coram Muto, succubuerunt, quemadmodùm etiam superiùs fuit indicatum. Secùs accidit archidiacono, dignitatibus, et canonicis ecclesiæ cathedralis Melitensis; hi quippe, cùm ritè ostenderint se ex antiquâ consuetudine esse in quasi possessione præcedendi vicario generali, tam in rotæ auditorio, quàm in sacrâ congregatione causam obtinuerunt, uti narrat auctor Siciliæ Sacræ, tom. 2, edit. Panorm. 1733, pag. 920, n. 49.

IV. Præter consuetudinem, alia quoque potest esse ratio, ob quam dignitates, et canonici, se in synodo præferendos vicario generali, jure meritòque postulare queant, si nimirùm sacris vestibus induti ipsi synodo assistant, quod censuit sacra congregatio concilii Petragoricens. in die 16 septemb. 1649, lib. 18 Decretor, pag. 678 : *Sacra*, etc., *respondit, vicarium generalem in diœcesanâ synodo habere debere locum ante canonicos, et dignitates ecclesiæ cathedralis, si non sint parati.* Quæ tamen decisio est intelligenda, nisi vicario assistat consuetudo, etiam tunc præcedendi, aut nisi ipse pariter sit indutus habitu prælatitio, rocheto videlicet, et mantellettâ, juxta alias ejusdem sacræ congregationis declarationes, relatas à Massobrio, c. 4, dub. 6, n. 37 et 47, quem sequitur Panimoll., dec. 1, annot. 5, n. 53.

V. Tertium in synodo locum occupant dignitates, et canonici ecclesiæ cathedralis, eo inter se sedendi ordine retento, quem in choro, aliisque actibus servare solent. Post canonicos, sedent eorumdem coadjutores, uti tradit Pignatell., consult. 185, n. 3 et 4, tom. 4. Beneficiariis verò, seu mansionariis ecclesiæ cathedralis, sedilia aptantur statim post canonicos, non quia digniores sint canonicis ecclesiarum collegiatarum, sed ne sejungantur à capitulo ecclesiæ cathedralis, cujus sunt addicti servitio; quod benè no-

tavit Gavantus, in Praxi synodi diœcesanæ, c. 13, n. 7. Eam autem post episcopum, et vicarium sedendi præeminentiam obtinent canonici ecclesiæ cathedralis, cùm simul uniti et constituentes unum corpus seu *capitulariter*, ut dicitur, synodo interveniunt; nam, si separatim et singillatim adsint, debent locum cedere abbatibus jus mitræ et baculi habentibus, etiam titularibus, et commendatariis, tam secularibus, quàm regularibus, sicut præscribitur in Cæremoniali episcoporum, l. 1, c. 31, num. 15, ubi de ordine sedendi in synodo sive provinciali, sive diœcesanâ, hæc habentur : « Dignitates, et canonici cathedralis ecclesiæ cùm capitulariter procedunt, aut sunt, præferuntur cæteris omnibus; aliàs abbates titulares, et habentes usum mitræ præcedunt, et post eos commendatarii, deinde dignitates, mox procuratores capitulorum ecclesiarum cathedralium, deinde cæteri, pro cujusque dignitate, et gradu. » Additque Leo, For. eccl. part. 1, c. 9, n. 4, etiam protonotarios non participantes indutos mantellettâ, et rocheto, anteponi canonicis, non capitulariter, sed divisim incedentibus, aut astantibus : et sequitur Scarfantonius in Notis ad Ceccoperium, lib. 3, tit. 8, n. 38 et seq.

VI. Inter abbates autem ille censetur alteri honore antecellere, qui priùs abbatiam est assecutus, nullâ habitâ ratione antiquitatis, seu dignitatis ordinum, aut ecclesiarum, quibus sunt addicti, ad normam sententiæ latæ à Pio IV, in causâ præcedentiæ inter canonicos regulares Lateranenses, et monachos Cassinenses, quam quidem sententiam idem summus Pontifex suis corroboravit apostolicis litteris, quæ habentur in Bullario Lateranensi, pag. 275. Generatim enim, in quæstionibus de præeminentiâ, receptum est, ut, cæteris paribus, ille alteri præponatur, qui priùs ad dignitatem est promotus, quod ex textibus in can. final., dist. 17, et in c. 1, et c. 15, de Majorit. et Obed. benè deducunt Cassan., in Cat. glor. mund., part. 4; Mauriquez, de Præcedentiâ, q. 1, 17; Peralta, eod. tract. de Præcedentiâ, cap. 3, n. 4.

VII. Quartus in synodo locus ecclesiarum collegiatarum, intra civitatem; quintus, earumdem in diœcesi existentium, canonicis assignatur : ita tamen, ut antiquior et dignior collegiata civitatis anteponatur aliis collegiatis ejusdem civitatis, idemque ordo servetur inter collegiatas diœceseos. Contigit autem aliquando ex insignibus collegiatis unam, quanquàm recentiorem, ex apostolico privilegio usum habuisse cappæ magnæ, quam gestare non poterant canonici collegiatæ antiquioris, cui simile indultum non fuerat concessum; quamobrem prioris collegiatæ canonici, unà cum spectabiliori magisque honorifico cappæ ornamento, se jus pariter assecutos contendebant præcedendi alterius antiquioris collegiatæ canonicis, solâ almutiâ indutis. Verùm sacra rituum congregatio, ad quam causa est delata, censuit ejusmodi honoris insignia nullam denotare præeminentiam, neque alterius juribus præjudicium ullum inferre; quocirca, etiam in prædicto rerum eventu, præcedentiam competere decrevit insigni collegiatæ quæ esset antiquior. Controversiæ seriem exponit Ursaya, p. 1, discept. 6, in cujus fine laudatum refert sacræ rituum congregationis decretum. Canonicos, nisi obstet contraria consuetudo, subsequuntur vicarii foranei, quos fortè contingat inter parochos non cooptari; etenim ob illam qualemcumque jurisdictionem quam exercent, maximè decet eos plebanis præferri, et præferendos statuit Joannes Franciscus Bonhomius, in supra alleg. decretis reformationis ecclesiasticæ, pag. 122, ubi, loquens de vicariis foraneis, ait : « Parochi reliquique omnes, quicumque illi sint, et archipresbyteri aut præpositi, vicariis ipsis pareant, ac loco cedant, non in divinis officiis tamen, in quibus, si canonici fuerint, suo loco eos sedere convenit. » Ideò autem locum digniorem cedunt canonicis ecclesiarum collegiatarum, quia isti (ut putamus) synodo adsunt collegialiter uniti, seu ut constituentes unum corpus. Infra vicarios foraneos sedere debent plebani seu archipresbyteri rurales, nisi usus obtinuerit ut promiscuè assideant cum parochis et curatis, qui in sedendi ordine statim succedunt, et è quibus ille alteri præire debet, qui priùs parochiæ præfectus fuit.

VIII. Post omnes hucusque enumeratos subsellia parantur, primò pro obtinentibus simplicia beneficia; secundò pro cæteris è clero; tertiò pro religiosis et monachis, si qui fortè ad synodum venire jussi fuerint; postremò pro laicis, si casus evenerit ut ad synodum admittantur. Inter clericos porrò ille alteri præcedit qui in majori ordine est constitutus, presbyter scilicet diacono, diaconus subdiacono, et sic deinceps, per textum in c. *Statuimus*, de Majorit. et Obed. Quòd si plures fuerint ordine pares, spectatur tempus ordinationis, et ille alteri anteponitur qui priùs est inauguratus, et si etiam in ordinationis die conveniant, habenda est ratio ætatis. Ab hâc tamen regulâ est ille excipiendus cui ordo collatus est à Romano Pontifice; is quippe, propter supremam dignitatem ordinantis, inter alias quibus gaudet prærogativas, quas recenset Hallier de sacris Electionibus part. 2, sect. 5, c. 3, art. 9, § 1 (vid. vol. præced. *Curs. compl. Theol.)*, etiam hâc potitur, ut cæteris præferatur, in eodem ordine constitutis, per textus in can. ultim., dist. 17, can. fin., dist. 75, et cap. *Per tuas*, de Majorit. et Obed., ubi Gonzales, n. 5, Barbosa, n. 2, Valenz., consil. 1, num. 16, et fusiùs Hallier, cit. loc.; siquidem, uti observat Glossa, in eod. c. *Per tuas*, etiam lege civili sancitum est, primò eorum nomina esse scribenda, qui dignitatem judicio principis sunt consecuti.

IX. Plurima de ordine sedendi in synodo videri possunt apud Botium, de Synodo, p. 1, n. 10, Massobrium, c. 4, dub. 6, Ursayam, discept. 29, tom. 2, p. 1, et discept. 9, eod. tom. 2, part. 2, quamvis reverà difficile sit in hâc præcedentiæ materiâ, certam regulam definire, cùm potissimùm inhærendum sit consuetudini, quæ pro locorum diversitate diversa est. Ad amputandas autem lites, et cujusque jura sarta tecta servanda, prudenter se geret episcopus, si in synodi initio decretum promulgaverit, quo declaretur ex ordine inibi sedendi nihil detractum iri juri habendi præstantiorem locum, quod quispiam sibi competere credat; quod faciendum statuit S. Carolus Borromæus in concilio provinciali Mediolanensi V, part. 3, ubi inter decreta initio diœcesanæ synodi legenda, hoc quarto loco commemorat, Act. Eccl. Mediolan., p. 1, pag. 278 : *Si cui in eâ synodo contigerit suo loco non sedere, aut incedere, aut aliud quidquam agere, per id propterea nemini jus acquiri acquisitumve esse, neque quidquam de cujusquam jure possessioneve detrahi; sed omnia in eo statu permanere, quo antea fuisse compertum erit;* idemque cautum legimus in synodo Diamperitanâ, habitâ anno 1590, quam notis à se illustratam anno 1745 typis Romanis edi curavit P. Joan. Facundus Raulin. Neque ulli displicere potest ejusmodi temperamentum, quod adhibitum scimus etiam ab œcumenicâ Tridentinâ synodo, quæ in fine sess. 2 ait : *Insuper ipsa sacra synodus statuit ac decrevit quòd, si fortè contigerit aliquot debito in loco non sedere..., nulli propterea præjudicium generetur, nullique novum jus acquiratur.* In ejusdem verò concilii resumptione, summus pontifex Pius IV, ut eas controversias de medio tolleret, quæ ex peculiaribus diversarum Ecclesiarum privilegiis et prærogativis oriri poterant, præsules omnes, ad illius celebrationem congregatos, in tres tantummodò classes distribuit, patriarcharum nempe, archiepiscoporum et episcoporum; inter quos jussit patriarchas primum locum tenere, archiepiscopos secundum, episcopos verò tertium; in singulis autem classibus digniorem sessionis locum ab illis occupari, qui ordinatione anteriores essent; nullo respectu habito ad eorum primatiales dignitates, sive veras, sive prætensas, quas proinde singulis in suo statu illæsas præservavit; ut videre est in ejusdem Pii IV constit. 24. Bullar.

Rom. tom. 2; ac demùm ipsius concilii Patres in fine sess. 25 declarârunt *ex loco assignato oratoribus tam ecclesiasticis quàm secularibus, in sedendo, incedendo, aut quibuscum aliis actibus*, nulli jus de novo acquisitum, nulli ablatum, censeri debere.

CAPUT XI.

De indumentis episcopi aliorumque qui synodo diœcesanæ intersunt.

I. Ut sacerdotalis consessûs majestas splendidior foret, suique venerationem omnibus ingereret, pluribus et antiquis conciliorum sanctionibus decretum fuit ut quotquot synodo interessent cleri, aliquod induerent sacrum ornamentum, cujusque dignitatis, seu ordinis proprium. Ex innumeris, quæ præstò sunt, particularium Ecclesiarum hâc de re statutis pauca quædam seligimus. Inter Constitutiones Ecclesiæ Claromontensis, annî 1268, Collectionis Harduini tom. 7, col. 587, legimus : *Districtè præcipientes sacerdotibus ut jejuni intrent synodum : in jejunio enim et oratione debet fieri. Injungimus iterùm districtè sacerdotibus curam animarum habentibus, ut induti albis et stolis intrent synodum æstivalem; in superpelliciis tantùm et stolis, synodum hiemalem; abbates autem cappis sericis sint induti.* Hîc concinunt sæpiùs laudata statuta synodalia Ecclesiæ Meldensis cit. tom. 4 Anecdot., col. 881, cap. 2 : *Districtè præcipitur sacerdotibus ut rasi coronam et jejuni intrent synodum, sub pœnis à jure statutis. Districtè etiam præcipitur ut induti albis et stolis intrent decani synodum, sacerdotes verò in superpelliciis.* Constitutiones Ecclesiæ Nicosiensis, t. 7 Collectionis Harduini, col. 1679, cap. 3, decernunt : *Intrent autem omnes in honesto habitu, videlicet in hieme in superpellicio vel cappâ clausâ aut chorali; in æstate verò in superpellicio tantum.* Statuta synodalia Ecclesiæ Nannetensis, c. 3 cit. tom. 4 Anecdot., col. 931, aiunt : *Præcipitur sacerdotibus ut jejuni et induti superpelliciis et stolis manè intrent in synodum; cæteri autem, personatus, seu vicarias habentes Ecclesiarum, superpelliciis tantùm albis; abbates autem cappis sericis sint induti.*

II. Majorem et splendidiorem sacrarum vestium apparatum præscripsit concilium Budense à Philippo, episcopo Firmano, Sedis Apostolicæ per Hungariam et Poloniam legato, anno 1279 celebratum, quod ex MSS. codicibus Vaticano et Vallicellano edidit Odoricus Raynaldus ad calcem tom. 14 Annal. ecclesiast. In hujus quippe cap. 20 hæc leguntur : « Statuimus etiam et præcipimus ut omnes tam regulares quàm seculares in dignitatibus seu personatibus constituti illius metropolitanæ in quâ provincialis et illius diœcesis in quâ episcopalis synodus fuerit celebranda, veniant...; præterea statuimus quòd archiepiscopi, episcopi, abbates, et quilibet alii, qui ex privilegio mitris utuntur, mitrati cum superpelliciis, stolis et cappis, seu pluvialibus; præpositi verò, priores et alii inferiores prælati cum superpelliciis et stolis, si diaconi saltem sint, et, si velint, pluvialibus, seu cappis; rectores verò et simplices sacerdotes cum cottis, seu superpelliciis et stolis tantùm; inferioris verò statûs, vel ordinis clerici cum cottis synodum intrent... Religiosos quoque nullam prælaturam vel administrationem habentes perpetuam, permittimus in habitu suo cum stolis in synodo posse stare. »

III. Licèt porrò hæc peculiarium Ecclesiarum statuta omnes non obstringant, ritum tamen et solemnitatem demonstrant, quâ decet synodum celebrari. Adde quòd non multùm discrepant ab usitato et communiori hujus temporis more, quem, ut ex Cæremoniali episcoporum, l. 1, c. 31, et Gavanto, in cit. Praxi, cap. 13, describamus, ab episcopo initium ducimus. Ante synodum, aliquot congregationes pro ejusdem directione fieri solent in ædibus episcopalibus, quibus episcopus præsidet indutus habitu prælatitio, rocheto scilicet et mozettâ; cùm ad ecclesiam accedit, synodum incœpturus vel prosecuturus, incedit indutus cappâ; priusquàm preces recitet, quæ cujusque sessionis initio dicendæ sunt, præter superpellicium, amictum et stolam, induit pluviale rubeum; in solemni supplicatione quæ cum universo clero in synodi initio et fine per urbem institui solet, pergit indutus albâ, stolâ, pluviali rubei coloris, mitram pretiosam et pastorale baculum deferens; easdemque vestes in sessionibus synodalibus retinet. Hisce ornatum insignibus suam synodum auspicatum fuisse S. Franciscum Salesium, narrat Carolus Augustus Salesius in ejus Vitâ, l. 5, pag. 250 : *Supplicatio per totam urbem instituta, in quâ videre erat; præter canonicos, centum curiones supparis indutos, ibat novissimus Salesius mitrâ et trabeâ insignis, quem plurimi etiam sacerdotes sequebantur.*

IV. Quod autem supra diximus de episcopo qui congregationibus, pro rerum in synodo decernendarum præparatione, in palatio episcopali habendis, habitu prælatitio, id est, rocheto et mozettâ indutus assistere debet, de iis episcopis intelligendum est, qui habent rocheti usum. Sunt enim quibus illud gestare interdictum est, nimirùm ii qui ex ordinibus regularibus, monasticis nempe et Mendicantibus, ad episcopatum assumuntur, ut habet Cæremoniale episcoporum, l. 1, cap. 1, num. 4, et c. 3, n. 4, ubi tamen opportunè declaratur, ejusmodi prohibitionem non afficere episcopos illos, qui ex ordinibus, seu congregationibus clericorum regularium, aut canonicorum etiam regularium, sive presbyterorum S. Spiritûs, vel ex militiis S. Joannis, et S. Jacobi, ad episcopatum evecti fuerint. Modernus Joseph Catalanus, tom. 1, ad Cæremoniale episc., l. 1, cap. 1, § 4, n. 5, summâ diligentiâ indicat auctoritates theologorum, ac juris canonici interpretum, qui docent episcopis ex ordinibus monasticis aut Mendicantibus assumptis non licere, sub excommunicationis, vel, ut aliis placet, sub gravis peccati pœnâ, rochetum deferre, tam scilicet ob Cæremonialis nuper allegati prohibitionem, quàm propter legem in jure canonico expressam, cap. *Clerici officia*, de Vitâ et Honest. cler. Nonnulli asserunt, in locum rocheti, concessum esse à Clemente VIII regularibus episcopis usum superpellicii. Verùm concessio isthæc, si vera est, non pertinet ad casum, de quo nunc agimus, sed ad delationem superpellicii subtus amictum, vel subtus albam, aut stolam, dùm missas privatim aut solemniter celebrant, vel pluviale induunt, ut divinis officiis assistant; vel demùm, cùm stolâ duntaxat induti, Sacramentum Confirmationis, aut ordines minores conferunt, aliisve benedictionibus, aut consecrationibus operantur. De his videri potest quondam Josephi Mariæ Perrimezzii, qui regularis erat episcopus, Dissert. 4 part. 1, pag. 118 et seq., ubi observat, superpellicium, dùm eo utuntur episcopi regulares, sacrorum semper indumentorum partem esse; at rochetum ab aliis episcopis deferri, etiam tanquàm communem habitum, et civilem. Dùm verò exempla quædam affert concessionum à summis Pontificibus factarum certis illustribus monachis ad episcopatum promotis, ut vestium colorem mutare, ac etiam rochetum gestare possent : dùmque observat, in Hispaniis episcopos regulares rochetum ex antiquâ consuetudine induere : satis indicat, has esse limitationes regulæ generalis, quâ contrarium statuitur. Quare, generaliter loquendo, concludendum erit episcopum ordini monastico, aut Mendicanti aliàs ascriptum, in congregationibus præsynodalibus, de quibus supra, talari veste, et mozettâ duntaxat indutum sedere debere, servato in hujusmodi vestibus colore, cujus est habitus religionis ab ipso professæ, ut se conformet textui in cit. cap. *Clerici officia*, de vitâ et Honest. cleric. Quamvis enim ibi dicatur, episcopos monachos habitum monachalem deferre oportere, usus tamen invaluit ut hujusmodi episcopi, retento colore ordinis, ex quo assumpti fuerunt, eâdem vestium formâ utantur, quâ reliqui episcopi uti solent; mozettâ nimirùm, mantellettâ, et veste talari.

V. At una hîc nobis occurrit quæstio : nimirùm, an

archiepiscopus, missam in suâ diœcesanâ synodo solemniter celebraturus, inter cætera pontificalia ornamenta, etiam pallium induere queat. Idemque quæritur de episcopo, cui ex privilegio usus pallii sit concessus. Certum in primis est, neutri licere, extra ecclesiam, et extra missarum solemnia, pallium gestare, cùm id à jure universim et generatim sit omnibus interdictum, juxta celebre responsum S. Gregorii Magni ad Joannem episcopum Ravennatem, epist. 56, l. 3, indict. 11, operum, tom. 2, col. 666, relatâ à Gratiano, can. *Contra morem*, dist. 100 : *Tibi non putamus ignotum, quòd penè de nullo metropolitâ in quibuslibet mundi partibus sit auditum, extra missarum tempus, usum sibi pallii vendicâsse. Et quòd benè hanc consuetudinem generalis Ecclesiæ noveritis, vestris nobis manifestissimè significâstis epistolis* : et infra, eumdem Joannem redarguens, quòd in solemnibus extra ecclesiam supplicationibus pallium gestare præsumpsisset, pergit Gregorius, col. 666 : *Admoneo, quatenus nisi decessorum meorum munificentiâ tibi hæc per privilegium attributa docueris, uti in plateis pallium ulterius ferre non præsumas, ne non habere et ad missas incipias, quod audacter et in plateis usurpas*. In eamdem sententiam iterùm scripsit Gregorius ad Marinianum, Joannis successorem, epist. 56, l. 5, indict. 13, tom. 2. oper., col. 787 : *Quo (pallio) non aliter te uti memineris, nisi in propriâ tuæ civitatis, dimissis jam filiis, ecclesiâ, procedens à salutatorio ad sacra missarum solemnia celebranda : peractis verò missis, idem in salutatorio rursùs curabis deponere*. Salutatorium autem, cujus Gregorius meminit, quod etiam diaconicum magnum, secretarium, receptorium, et vestiarium appellabatur, erat exedra ecclesiæ adjuncta, ubi episcopi sacras vestes induebant, et priusquàm ecclesiam ingrederentur, fidelium salutationes excipiebant, sicuti videri potest apud Ducange in Descriptione ædis Sophianæ, num. 88, ad calcem Cinnami, et in Glossario, verb. *Salutatorium;* et Binghamum, Orig. et Antiq. ecclesiastic. tom. 3, lib. 8, c. 7, § 7 et 8.

VI. Certum præterea est, non in omnibus missarum solemniis posse ab archiepiscopo, aut episcopo, pallii usum habente, illud adhiberi ; ut enim ait Innocentius III, in cap. *Ad honorem*, de Auctoritate et Usu pallii : *Solus Romanus Pontifex in missarum solemniis pallio semper utitur, et ubique : quoniam assumptus est in plenitudinem ecclesiasticæ potestatis quæ per pallium significatur. Alii autem eo nec semper, nec ubique, sed in ecclesiâ suâ in quâ jurisdictionem ecclesiasticam acceperunt, certis debent uti diebus*. Dies porrò quibus illis permittitur pallium deferre, recenset Glossa in eod. cap., verb. *Ad honorem*, quibus posse alias ex speciali privilegio addi, certum ponit Gregorius Magnus in cit. epist. ad Joannem Ravennatem, inquiens, col. 666 : *Aut enim mos omnium metropolitarum etiam à tuâ est fraternitate servandus, aut, si tuæ ecclesiæ aliquid specialiter dicis esse concessum..., à vobis oportet ostendi*. Et profectò illis diebus, à Glossâ enumeratis, sive ab antiquo, sive à recentiori jure adjectam scimus diem, quâ archiepiscopus, synodum celebrans provincialem, sacra mysteria solemniter agit, cùm in Cæremoniali episcoporum, lib. 1, cap. 31, n. 13, expressè dicatur : *Cantabitur missa de Spiritu sancto solemniter per archiepiscopum, qui in eâ utetur pallio* : quod quidem fuisse in usum deductum à S. Carolo Borromæo, atque à san. mem. Benedicto XIII, cùm ille Mediolani, hic Beneventi provinciales synodos haberent, narrat cardinalis Petra ad Const. apost., tom. 5, pag. 282, n. 31 et 32.

VII. Quare proposita quæstio unicè versatur circa missam solemniter celebrandam in synodo diœcesanâ. Ad quam indubitanter respondemus, neque archiepiscopo habenti pallii privilegium, fas esse in eâ pallium gestare. Ratio ex iis, quæ præmisimus, obvia et perspicua fit : etenim pallii usus pro die, de quâ agimus, nusquàm reperitur archiepiscopo, aut episcopo pallii privilegio cæteroquin exornato, concessus ; unde Gavantus in Praxi diœcesanæ synodi, cap. 13, n. 1, satis appositè scripsit : Habitus episcopi in missâ synodali erit pontificalis, et coloris rubei. Si celebrat solemniter, assumit omnia paramenta pontificalia, usque ad pallium exclusivè : quod etiam notavit Pax Jordan., tom. 2, l. 8, tit. 2, n. 92.

VIII. Quod attinet ad indumenta vicarii generalis : aut is est protonotarius apostolicus, et tunc vestes induit, hujus muneris proprias, rochetum videlicet, et mantellettam : aut eâ prærogativâ caret, et vestes defert, quibus per urbem incedere solet. Quòd si in canonicos cooptetur, in missâ et solemni supplicatione vestes adhibet canonicorum ; in sessionibus verò synodalibus, illis depositis, proprias assumit : Gavantus, cit. cap. 13, n. 11 et 12.

IX. Dignitates, et canonici ecclesiæ cathedralis episcopo rem divinam solemni ritu perficienti assistunt, induti vestibus sacris, hoc est, dignitate pluviali ; canonici ex ordine sacerdotali, casulâ, seu planetâ ; canonici ex ordine diaconali, vel subdiaconali, dalmaticis : quam distinctionem ideò servandam dicimus, quia factam credimus divisionem præbendarum ad normam decreti editi à Tridentino, sess. 24, c. 12, de Reformatione ; ubi enim ea divisio nondùm facta fuit, omnes canonicos uti solere pluviali, affirmat Paris Crassi, l. 1, c. 18. Coadjutores canonicorum ecclesiæ cathedralis, et canonici ecclesiarum collegiatarum, vestes adhibent quas in choro ferre consueverunt. Vicarii foranei, et archipresbyteri rurales, in aliquibus diœcesibus, aut pluviale, aut aliud ornamentum assumunt, quo à cæteris distinguantur : in aliis autem nullum obtinent speciale insigne. Rectores quoque ecclesiarum parochialium, alicubi, præter superpellicium seu cottam gestant caputium, alibi stolam. Cæteri de clero solùm induunt superpellicium. Quæ omnia didicimus à Gavanto, cit. cap. 13, rectè tamen concludente, standum esse locorum consuetudini.

X. Quod diximus de sacris indumentis, à canonicis ecclesiæ cathedralis adhibendis, locum duntaxat habet, cùm ipsemet episcopus sacris operatur solemni ritu ; nam, si vel privatim missam faciat, vel missæ, quam alter celebrat, assistat, quod tamen improbandum esse ex iis patebit, quæ inferiùs, l. 5, c. 1, num. 3, dicuntur, canonici sacra indumenta non assumunt, sed illa adhibent, quæ in choro deferunt, quæ etiam retinent, cùm sessionibus synodalibus adsunt. Secùs est de episcopo, qui, etsi non celebret, debet tamen synodo interesse, omnibus ornatus pontificiis insignibus, quod monet Gavantus, eod. cap. 13, num. 1, eique assistunt diaconus, et subdiaconus cum dalmaticis, perinde ac si missam celebranti inservirent, quemadmodùm præscribitur in Pontificali Romano, notatque Pax Jordan., loc. cit.

XI. At una adhuc, quoad canonicorum vestes, enodanda remanet difficultas. Nonnulla reperiuntur cathedralium ecclesiarum capitula, à Romanis Pontificibus hoc singulari exornata privilegio, ut dignitates et canonici usum habeant pontificalium. Jamdiù dignitates, et canonici ecclesiæ cathedralis Lucensis à Lucio III, Alexandro III, Martino V et Julio III, potestatem acceperant gestandi mitram albam sericam, ad instar S. R. E. cardinalium ; cùmque Benedictus XIII Lucensem ecclesiam in metropolitanam erexisset, aliud illis addidit privilegium deferendi pastorale baculum, instar abbatum. Clemens XI dignitatibus, et canonicis ecclesiæ metropolitanæ Beneventanæ, et ecclesiæ metropolitanæ Mediolanensis, præter mitram, omnia indumenta concessit, quibus utuntur abbates usum mitræ habentes. Ac tandem, ut cætera prætereamus exempla, Benedictus III usum pontificalium permisit dignitatibus, et canonicis ecclesiæ cathedralis Viterbiensis.

XII. Quibus positis, dubitatur an canonici, ejusmodi privilegiis decorati, possint in diœcesanâ synodo pontificalia insignia adhibere. Et respondendum censemus, posse, sepositis cæteris pontificalibus ornamentis, atque assumptis sacris vestibus quæ communes sunt aliis canonicis, uti solâ mitrâ, cùm episcopus

missam solemni ritu celebrat, cùmque unà cum eodem episcopo, et universo clero ad publicas incedunt supplicationes. Mitram pariter gestare poterunt in synodalibus sessionibus; modò tamen aliis sacris, non verò pontificalibus vestibus adsint induti; incongruum quippe esset, sine aliis sacris indumentis mitram deferre. Quòd possint in prædictis actibus mitram adhibere, ex verbis colligitur privilegiorum, quibus potiuntur: in illis siquidem vel usus mitræ ipsis tribuitur etiam expressè et nominatim in synodo, quemadmodùm sonant verba privilegii concessi canonicis Viterbiensibus; vel saltem generalis facultas datur mitram gestandi in omnibus functionibus ecclesiasticis, quibus etiam synodales comprehenduntur.

XIII. Quòd verò nequeant alia pontificalia indumenta adhibere, censuit sacra congregatio concilii; etenim cùm præpositus ecclesiæ collegiatæ S. Agathæ civitatis Cremonæ, cujus, c. 1 hujus libri, num. 4, meminimus, vellet Cremonensi synodo interesse, indutus pontificalibus ornamentis, quorum usum illi cæteroquin competere, nullus dubitabat, eique se opponeret episcopus, quæsitum fuit à sacrâ congregatione concilii: *An præpositus S. Agathæ possit, ultra usum mitræ, in cathedrali, et actionibus synodalibus uti baculo, aliisque pontificalibus, et laminis aureis, cum separato genuflexorio, et sede, occasione celebrationis missæ in synodo.* Et die 5 aprilis 1732 responsum fuit: *Negativè, excepto usu mitræ simplicis, in actibus synodalibus tantùm.* Iterùmque causâ propositâ, die 8 augusti 1733, sacra congregatio fuit in eâdem sententiâ quoad omnia, exceptâ qualitate mitræ, quam dixit posse à præposito gestari auriphrygiatam. Credere autem fas est, ideò quoad hoc sacram congregationem sententiam mutâsse, quia deprehensum fuit, præpositum exemptum esse ab episcopi jurisdictione; cæteri quippe, mitræ usu à Sede Apostolicâ donati, si episcopi jurisdictioni subjaceant, in episcopali synodo mitram simplicem duntaxat, et non auriphrygiatam, ferre permittuntur, juxta apertam decisionem Clementis IV, in c. *Ut apostolicæ*, de Privilegiis in 6, cujus verba sunt: *De fratrum nostrorum consilio, præsenti decreto statuimus, ut abbates, et alii, quibus mitræ usus est ab eâdem Sede concessus, exempti quidem in provincialibus conciliis, et episcopalibus synodis (quibus nonnulli eorum interesse tenentur), mitris tantummodò auriphrygiatis, non tamen aureas, vel argenteas laminas, aut gemmas habentibus, uti possint; non exempti verò, simplicibus, et albis, ac planis utantur. In aliis verò locis exemptis et non exemptis, mitris liceat illis uti, prout concessa eis ab eâdem Sede indulta permittunt.* Quamobrem canonici, et alii, qui nobiliori mitrâ in aliis actibus, et functionibus ecclesiasticis, ex privilegio utuntur, si eamdem in synodo deferre gestiant, concludenter, probare debent, id etiam honoris sibi specialiter et expressè, et quidem post Clementem IV fuisse à Sede Apostolicâ tributum.

CAPUT XII.

De pœnis quibus fiunt obnoxii non accedentes ad synodum, nisi legitimo detineantur impedimento.

I. Inutiles essent leges, et contemptui expositæ, nisi simul in contumaces animadverterent. Eadem propterea jura, quæ sacerdotes ad synodum ire jubent, aut pœnas irrogant, aut irrogandas illis decernunt, qui parere recusant. Memorata statuta Ecclesiæ Bitterrensis ejusmodi refractarios ab ingressu ecclesiæ interdicunt; synodus Catalaunensis anni 1393, et statuta synodalia ecclesiæ Nannetensis an. 1499, eosdem excommunicatione statim innodatos declarant, cit. t. 4 Thesaur. nov. anecdot., col. 627, 667 et 1022. Jus verò commune in c. *Quod super his*, de Maj. et Obed., episcoporum arbitrio permittit sibi subditos abbates et sacerdotes compellere *per censuram ecclesiasticam ad synodum venire.* Unde quamvis Concilium Trid., cit. c. 2, sess. 24, de Ref., ubi omnes exemptos, et multis in casibus jam à nobis expositis, etiam regulares, ad episcopalem synodum ire debere, statuit, nullam mentionem fecerit pœnæ inobedientibus inferendæ, meritò tamen sacra congregatio, ejusdem interpres, censuit, posse episcopum illorum pariter contumaciam censuris, aliisque pœnis coercere, sicuti hoc eodem libro, c. 1, n. 5, retulimus; siquidem quandocumque exempti, etiamsi regulares sint, ad synodum accedere tenentur, cessat, quoad hoc, eorum exemptio, et subduntur episcopo, perinde ac cæteri diœcesani. Quia verò cùm is, qui ad synodum ita cunctanter se confert, ut cùm jam absoluta est, ad eam perveniat, tum qui, priusquàm absolvatur, à synodo recedit, legi potiùs illudere, quàm obedire videtur; ideircò iisdem pœnis se obnoxium facit, quæ in illos latæ, aut ferendæ sunt, qui nullo modo accedunt, quemadmodùm advertunt Massobrius de Synodo diœces., c, 3, dub. 7, et Marescottus, var. Resolut. l. 1, c. 52, n. 32.

II. Nec solùm potest episcopus, suam synodum pervicaciter evitantes, ecclesiasticis censuris irretire, sed etiam pecuniâ mulctare, quod annotavit Pax Jordan., l. 8, tit. 2, n. 70; non enim desunt homines adeò rudes et crassi, rebusque his terrenis tam perditè addicti, ut plus à pœnâ pecuniariâ, quàm à censuris, deterreantur. Ita synodus Avenionensis, anni 1337, c. 8, viginti solidis, usualis monetæ, in ecclesiæ fabricam erogandis, illos mulctavit, qui ad synodum accersiti non advenerant: et synodus Meldensis, c. 4, similis inobedientiæ reos, suorum beneficiorum fructibus privavit, cit. tom. 4 Anecdot., col. 563 et 918. Ex menté tamen sacræ congregationis concilii, explicatâ in causâ Pientinæ synodi, quam c. 2, hujus libri, num. 8, allegavimus, non debet episcopus pecuniariam pœnam imponere regularibus: ii quippe viritim accepti, rerum temporalium proprietatem non habent: nec æquum videtur, ut pro unius, vel alterius religiosi contumaciâ, communitas, seu monasterium pœnam subire debeat.

III. Verùm, quia omnes leges, sed præcipuè ecclesiasticæ, sanctissimæ sunt, et ne latum quidem unguem à justitiâ et æquitate deflectunt, propterea à culpâ, et pœnâ eum absolvunt, qui ex rationabili causâ ad synodum non venit. Concilium Tridentinum, cit. cap. 2, sess. 24, de Reform., ab obligatione accedendi ad synodum provincialem eximit episcopos, *quibus cum imminente periculo transfretandum esset*: sicut olim contigit quatuor episcopis, Antibarensi, Catharensi, Olchinensi, et Suacensi, qui miserabili casu naufragium in mari fecerunt, dùm ad concilium provinciale Spalati indictum se simul conferrent; ut narrat P. Daniel Farlatus, tom. 1 Illyrici sacri in prolegomenis, p. 3, sect. 2, § 3, pag. 308. Eodem igitur jure à diœcesanâ synodo sunt excusandi, qui illam aut omninò, aut sine gravi periculo, adire nequeunt, sive ejusmodi periculum ipsis immineat ab extrinsecâ causâ, puta à flumine, quod sit trajiciendum, aut à latronibus viam obsidentibus; sive à causâ intrinsecâ, puta ab adversâ valetudine; multòque magis excusandi sunt parochi, quos, non propria, sed suarum ovium necessitas remoratur; etenim non solùm non reprehendendi, sed plurimùm commendandi sunt, si ideò duntaxat ad synodum non accedant, quia alium non habent sacerdotem, quem sibi in animarum curâ substituant; idque præsertim, cùm in parochiâ reperiuntur infirmi tam gravi morbo laborantes, ut prudenter timeatur, ne sint citò decessuri: quanta enim ratio à parochis, priusquàm ad synodum se accingant, habenda sit de ægrotis, quos in parochiâ relinquunt, satis apertè edisserunt sanctissimi ecclesiarum antistites, Andreas de Albalato, episcopus Valentinus in suâ synodo, habitâ anno 1255, cujus Acta evulgavit cardinalis de Aguirre, t. 3, pag. 511. Art, num. 152: *Item mandamus sacerdotibus, vel habentibus curam, quòd nullus renuntiet, nisi in manu episcopi; et cùm venerint ad synodum, perquirant parochias, et visitent infirmos, et donent pœnitentias; eisdem exponendo, qualiter tenentur ire ad synodum, et si interim morerentur, sine pœnitentiâ non decedant.* A

quâ synodo cùm venerint, non requisiti, visitent infirmos, et faciant quod saluti animarum noverint expedire. Constitutiones ecclesiæ Claromontensis, anni 1268, quarum supra meminimus, in principio hæc habent : *Item injungimus sacerdotibus parochialibus, qui vicarios non habent, quod die dominicâ, præcedente synodum, diligenter inquirant publicè in ecclesiis suis, si aliqui sunt infirmi in parochiis suis : feriâ verò sequenti, sive anteaquàm iter arripiant, eos visitent etiam non requisiti, et faciant quidquid necesse fuerit ad salutem animarum; præcipientes in Christo, eorum visitationem fieri per presbyteros vicinos in eâdem, vel aliis ecclesiis remanentes.* Statuta synodalia ecclesiæ Constantiensis, c. 17, cit. tom. 4 Anecdotorum, col. 805, præcipiunt: *Quando vos, presbyteri, ad synodum venire debetis, die dominicâ præcedente, publicè inquiratis in parochiâ, si qui sint infirmi, et eâ die, vel sequenti feriâ, vel anteaquàm iter arripiatis, et non requisiti, visitetis eos.* Ex his, aliisque sexcentis hujus generis monumentis, addiscere debent parochi, quàm sollicitos eos esse oporteat de æternâ salute suarum ovium, quæ in extremo versantur temporalis vitæ discrimine, cui nimirùm si per alium consulere nequeant, licitè, et sanctè se à synodo subtrahunt.

IV. Non idcircò tamen, quòd quispiam legitimo detineatur impedimento, potest suâ auctoritate, se ab accedendi obligatione absolvere, sed causam, cur non accedit, debet episcopo significare, à judicibus, ad id deputatis, absolutâ synodo, examinandam; et quò validiùs suam absentiam excuset, poterit ad synodum mittere procuratorem, qui omnes impedimenti, quo detinetur, circumstantias, meliùs, quàm per litteras fieret, synodo aperiat, quod scribit Fagnanus in suis Commentariis mss., ad c. 2 sess. 24, de Reform., inquiens : *Qui verò verentur accedere, ex sententiâ congregationis, poterunt mittere procuratores ad excusandum se.* Idemque de conciliis provincialibus sancitum invenimus in concilio Parisiensi, anno 1346 celebrato, præside Guillelmo archiepiscopo Senonensi, in cujus c. 6 habetur : *Illi qui ad provinciale concilium venire tenentur, si propter impedimentum canonicum remaneant, se excusent per idoneum nuntium litteratoriè destinatum, qui possit facere fidem per juramentum, de impedimento canonico, super quo etiam debet habere mandatum:* tom. 7 Collectionis Harduini, col. 1681, Opinatur præterea Bottus, cit. part. 2, n. 42, legitimè impeditum posse constituere procuratorem, non solùm ut ejus absentiam excuset, sed ut synodo ejus nomine intersit. At hæc opinio, quæ cæteroquin arrisit Massobrio, cap. 3, dub. 6, à nobis improbatur et rejicitur, an autem id jure fiat, mox patebit. In electionibus ecclesiasticis jus esse absenti, legitimo detento impedimento, constituere procuratorem, qui ejus nomine suffragium ferat, constat ex cap. *Quia propter*, § *Illud autem*, de Elect., et cap. *Si quis justo* in princ., eod. tit., in 6. Est tamen necesse ut procurator sit de gremio capituli, ne secùs capituli secreta pandantur extraneo, quod in citatis textibus pariter decernitur. Sed quia hæc constitutio emanavit in favorem capitularium, est in eorumdem facultate favori suo renuntiare, et extraneum procuratorem admittere, sicuti in cit. cap. *Si quis justo*, verb. *Nolente capitulo*, observat Glossa, docentque Panormitanus in c. *Quia propter*, § *Illud*, num. 2; Layman, n. 1, Pirhing., ad l. 1 Decret., tit. de Elect., n. 148. Et, generatim loquendo, nunquàm astringi posse universitatem, seu collegium, ad admittendum procuratorem extraneum, tradit Joannes Andreas, in c. *Quod alicui*, 67, n. 17, de Regulis juris, in 6, quia non potest unquàm compelli ad aperiendum collegii negotia iis qui de collegii gremio non sunt, l. *Mercatores*, 4, c. de Commerc. et Mercat. Quòd si nullus de collegio velit pro absente procuratoris munus suscipere, et extraneus à collegio non admittatur, sibi et suæ absentiæ causæ imputare debet absens, si pro eâ vice suffragio careat, quemadmodùm citati doctores perpendunt. Procurator autem de gremio capituli, ad eligendum constitutus, si habeat speciale mandatum ad eligendam certam personam, illam nomine absentis tenetur eligere, etiamsi proprio nomine aliam duxerit eligendam ; si verò constitutus sit cum generali mandato eligendi quem digniorem existimaverit, non potest unum suo, alterum procuratorio nomine eligere; utrumque suffragium debet in unam eamdemque personam conferre, sicut discrètè statuitur in cit. cap. *Si quis justo*, § *Porrò*; de Elect., in 6.

V. Quibus præmissis, cùm episcopi in conciliis generalibus votum habeant decisivum, et præterea solemni jurejurando, in suâ consecratione præstito, promiserint se concilium adituros, nisi præpediti fuerint *canonicâ præpeditione*, juxta juramenti formam, statutam in c. *Ego N.*, de Jurejur., disputant doctores an episcopus legitimè impeditus possit ad concilium mittere procuratorem; an necesse sit ut ejusmodi procurator assumatur è cœtu episcoporum; an vocem decisivam, an autem merè consultivam habeat; an saltem locum obtineat in sessionibus; an demùm episcopus, alterius episcopi procurator, duo ferre valeat suffragia. De hisce quæstionibus, quas uberrimè tractat cardinalis Jacobatius, de Conciliis, l. 2, decretum fuit in concilio Tridentino, quemadmodùm narrant cardinalis Pallavicinus, in concilii Hist. l. 21, cap. 1, et Joannes Stoz, in succinctâ Relatione historicâ de gestis in concilio Tridentino, sect. 4, a. 23, § 10, punct. 2, à num. 328 ad 332. Sed cùm, jubentibus apostolicis legatis, singulæ discussæ fuerint à selectis sacrorum canonum peritis, hi ferè unanimiter senserunt integrum quidem esse episcopis legitimè absentibus suos procuratores ad concilium mittere, sed procuratoribus neque decisivam, neque consultivam vocem, neque locum in sessionibus de jure competere. Omnem demùm controversiam composuit Pius IV, concedendo absentium episcoporum procuratoribus votum merè consultivum.

VI. Secùs est de conciliis provincialibus : in his quippe procuratores episcoporum absentium votum habent consultivum, et, annuente concilio, habere possunt etiam decisivum, sicuti respondit sacra congregatio concilii, in Salernitanâ 19 aprilis 1596, l. 8 Decret., pag. 174, his verbis, *episcoporum procuratores posse etiam decisivam vocem habere, si concilio provinciali placuerit.* Quam responsionem vetustissima provincialium conciliorum comprobat consuetudo : etenim concilium Arelatense II, circa annum 452 coactum, t. 2 Collection. Harduini, col. 774, ita episcopos vocatos ad concilium venire jussit, ut legitimè impeditis, alium loco suî mittere permiserit : *Si quis*, ait can. 18, *commonitus, infirmitatis causâ defuerit, personam vice suâ dirigat;* et Avitus episcopus Viennensis, in epistolâ tractoriâ, quâ scilicet Viennensis provinciæ episcopos ad concilium Epaonense anni 517 invitavit, atque præcepti vinculo quodammodò traxit, inquit, cit. t. 2 ejusdem Collectionis, col. 1045 : *Sed si fortè, quod Deus avertat, tanta cuicumque acerbitas corporeæ infirmitatis ingruerit, ut spiritualè desiderium carnali vincatur incommodo, duos presbyteros magnæ ac probabilis vitæ, mandati instructione firmatos, fratribus pro se præsentare procuret. Sed tales dignetur eligere, quos episcoporum concilio, non minùs scientiâ quàm reverentiâ jure faciat interesse, cum quibus deleciet summos pontifices conferre sermonem, quos ad definitiones pro episcopo suo sanciendas subscribendasque, cùm fuerit solertiâ eligi, sit auctoritas legi; sed istuc non extorqueat, nisi summa necessitas.* Discriminis hâc in re rationem inter concilium generale et provinciale attigerunt juris canonici periti, qui præfatos articulos in concilio Tridentino examinârunt; illi siquidem, si vera narrat citatus Stoz, ideò absentium episcoporum procuratores à jure suffragandi repulerunt, quia, inquiebant, canones et decreta quæ à concilio œcumenico condùntur, propter eorum infallibilem auctoritatem censentur quodammodò prodire à Spiritu sancto, et Spiritus sanctus eloquitur per os pastorum quos posuit regere Ecclesiam Dei, et non per alios, nullam dominici

gregis custodiam habentes, nisi etiam istis loquendi prærogativam concesserit supremus Ecclesiæ pastor, ac totius gregis moderator, id est, Romanus Pontifex. Hæc autem ratio non urget, cùm sermo est de conciliis provincialibus, quorum decreta nec obstringunt universam Ecclesiam, neque infallibilem auctoritatem habent, et plerùmque nihil de rebus fide divinâ credendis definiunt.

VII. Eodem modo quo de provinciali, ratiocinatur Bottus de synodo diœcesanâ. At longè diversa est utriusque ratio; etenim in synodo diœcesanâ solus episcopus est judex et legislator, ipse suo nomine decreta facit et promulgat, et quamvis astantium consilium exposcat, non tamen cogitur illud sequi; ex quo fit ut admissio procuratorum nihil prorsùs ad synodi utilitatem conferre valeat. Ad hæc, aut ut procurator eligitur, qui aliàs non esset synodo interfuturus, et hic potest repelli tanquàm extraneus; aut eligitur qui jam suo jure synodo intervenit, et hic certò non potest unum consilium suo, aliud absentis nomine, episcopo præbere; eaque propter inutile et supervacaneum est ut absentis quoque personam in synodo repræsentet. Quare concludendum existimamus absentium procuratoribus nullum patere aditum ad diœcesanam synodum, nisi illum iisdem aperiat, quæ jamdiù ita in diœcesi inoleverit, consuetudo.

LIBER QUARTUS.

DE OFFICIALIBUS, SEU MINISTRIS SYNODI, SUAM NIMIRUM OPERAM SYNODO PRÆSTANTIBUS, ALIISQUE, QUI PRO FUTURIS EVENTIBUS IN SYNODO ELIGUNTUR.

CAPUT PRIMUM.

De officialibus primi generis.

I. In Cæremoniali episcoporum, l. 1, c. 31, n. 18, ubi sermo fit de synodo diœcesanâ, habetur: *Officiales quoque et ministri necessarii deputandi sunt hujusmodi conciliis, veluti notarii, ostiarii, magistri cæremoniarum et alii, ut habetur in concilio Toletano IV, can. 4.* Ejusmodi officiales sigillatim enumerat Gavantus, in Praxi diœces. synodi, c. 18, et pluribus sequentibus, quorum aliquos eligendos affirmat ab episcopo ante synodum, alios in congregatione consultorum, priusquàm incipiant synodales sessiones, in primâ sessione postea promulgandos, quemadmodùm idem Gavantus, part. 2, sess. 1, tradit. Singulos et nos recensebimus; sed, qui minoris momenti sunt, cursim indicabimus. Ante synodum destinare debet episcopus præfectum hospitiorum cum sociis, de quibus idem Gavantus, c. 8. Eorum interest omnem adhibere diligentiam, ut clerici ad synodum venientes honestis excipiantur hospitiis, aut diversoria in civitate inveniant, eorum statui congruentia.

II. In congregatione consultorum unus pariter vel duo destinantur promotores, unus urbanus, foraneus alter, quorum munus est urgere actiones synodales, seu insistere ut omnia quæ in synodo facienda sunt celeriter et fructuosè perficiantur. Eligitur synodi secretarius quem, monente Gavanto, c. 29, decet esse aliquem ex canonicis ecclesiæ cathedralis, isque alium quem maluerit sibi socium seu coadjutorem ascisceat; qui quidem secretarii socius, etiam *lector* appellatur, cò quòd ei onus incumbat altâ voce legendi synodi decreta. Ad secretarium autem spectat primò curare, ut pridiè quàm synodus inchoetur, futuræ sessionis edictum affigatur valvis ecclesiæ; secundò, ante primam sessionem, nominatim, ut moris est, vocare canonicos ecclesiæ cathedralis et insigniorum collegiatarum; et ne nimiùm defatigetur, potest committere suo coadjutori ut cæteros de clero vocet; tertiò, præparare schedulas pro scrutinio, de quo mox, aliaque peragere quæ à Gavanto citato loco describuntur.

III. Deputatur insuper notarius synodi, qui solet esse episcopi cancellarius. Hic absentes notat, ut, nisi postea à judicibus excusentur, puniantur; singulorum, qui fidei professionem emittunt, nomina scribit; atque in fine cujuslibet sessionis, rogatus à promotore ut de iis quæ gesta sunt instrumentum conficiat, respondet se facturum, simulque aliquos de clero vocat in testes, quorum nomina in tabulas refert. Designantur præterea præfecti synodalis disciplinæ et scrutinii, hoc est, aliquot sacerdotes maturæ ætatis, prudentiâ et pietate conspicui, quorum officium sit omnes clericos sigillatim arcessere, ac cujuslibet mores et vivendi rationem investigare; utque faciliùs huic muneri faciant satis, solet unicuique præfecto certa pars cleri, in schedulâ descripta, committi examinanda, aliaque schedula tradi, in quâ quædam annotantur de quibus episcopus vult specialiùs inquiri. Absoluto autem scrutinio, omnia ad episcopum referentur, ac quilibet ex præfectis peracti à se scrutinii acta propriâ manu subscripta episcopo tradet, sicuti monet Gavantus, c. 23.

IV. Ad evitandas turbas et præcavendos tumultus, qui certè fierent si singulis de clero venia daretur reclamandi adversùs decreta quæ in synodo promulgantur, solet episcopus aliquem constituere totius cleri procuratorem, qui omnium nomine, eâ tamen quâ decet modestiâ et reverentiâ, dicat in synodo quæ clero displicent, quæque ex iis quæ aut statuta aut statuenda sunt difficiliora et aspera videantur, simulque modum suggerat quo illa emolliri clerus optaret; omnia porrò quæ nomine cleri petierit, scripta tradat synodi secretario; Gavantus, cap. 25.

V. Inter synodi officiales enumerat Gavantus confessarios ab episcopo pro synodo destinatos, quibus valdè congruum esse ait ut episcopus, præsertim in suâ primâ synodo, totam deleget potestatem quâ ipse potitur, ne eâ quidem sibi retentâ quam habet à Tridentino, sess. 24, c. 6, de Ref., absolvendi videlicet à casibus occultis Sedi Apostolicæ reservatis, et dispensandi in irregularitatibus provenientibus ex delicto occulto, illâ exceptâ quæ oritur ex homicidio voluntario. Caveat tamen episcopus ne præfatis confessariis potestatem faciat absolvendi ab hæresi externâ, quantùmvis occultâ, siquidem non solùm virtute Tridentini non posset ejusmodi facultatem alteri delegare, sed hodiè per bullam in Cœnâ Domini, legi consuetam, potestas absolvendi ab hæresi est ipsimet episcopo omninò adempta, quemadmodùm à S. Pio V, Gregorio XIII et Clemente VIII declaratum fuisse testantur Toletus, Guttierez, Ugolinus, et alii apud Sanchez, l. 2, in Decalog., c. 11, n. 26, et Suarez, de Censuris, disp. 21, sect. 3, num. 5, et constat ex tertiâ propositione proscriptâ ab Alexandro VII, in quâ saltem indirectè damnari sententiam astruentem episcopo facultatem absolvendi ab hæresi occultâ notat ibidem Dominicus Viva; de quâ re pleniùs suo loco.

VI. Confessariis adduntur concionatores, ad hoc electi ut totius diœcesis clerum simul coadunatum opportunè instruant, redarguant, hortentur, ac pabulo divini verbi reficiant, nisi ipsemet episcopus velit id muneris in se suscipere, quod profectò et maximè utile, et summoperè laudabile foret.

VII. Officiales itidem synodo necessarii, sunt magistri cæremoniarum, ut omnia quæ in synodo fiunt debito ritu, cultu et majestate peragantur. Necessarii quoque reputantur ostiarii, qui præsint ecclesiæ januis, et laicis sine strepitu ingressum prohibeant, et

cùm incipienda est synodus, ecclesiæ fores obserent. Ejusmodi ostiarios esse debere viros graves, notat Gavantus, c. 29, quia ad ipsos spectat sessionum tempore clericos quos fortè videant ecclesiam pervagantes, aut secum invicem colloquentes, admonere.

VIII. Officialibus synodi attexit idem Gavantus, cit. c. 8 et 26, œconomum, qui solet esse præfectus domûs episcopi, cujus est exigere cathedraticum, quod in plerisque locis, synodi tempore, est episcopo solvendum. Ac tandem mentionem facit de judicibus querelarum et excusationum, quorum officium est peculiariter considerandum.

CAPUT II.

De judicibus querelarum et excusationum.

I. Inter cæteras episcopalis muneris curas, ab Ecclesiæ incunabulis, una et non infima fuit clericorum laicorumque jurgia audire et componere, subortasque inter eos lites sine fòrensi strepitu dirimere. Quò verò sanctiora episcoporum judicia forent, in ecclesiis et synodis, adstante sacerdotum senatu, plerùmque exercebantur; quocirca non immeritò Thomassinus, de vet. et nov. eccles. Discipl., p. 2, l. 3, cap. 75, num. 4, speciem quamdam et imaginem curiæ seu tribunalis ecclesiastici diœcesanas synodos præ se tulisse asserit. Neque solùm civiles controversiæ, sed etiam causæ criminales ad episcopales synodos deferebantur, ut perpetrati delicti rei, synodali sententiâ debitam subirent pœnam; cujus rei indubiam fidem facit Cyprianus, ep. 12 et 49. Inter diœcesanas synodos Landavenses, quinque reperimus hanc unicam ob causam coactas, ut sententiam ferrent in quosdam qui homicidium, perjurium et incestum commiserant; et insuper alias duas in quibus pœna decreta est in alios qui Ecclesiæ patrimonium invaserant, et episcopi familiam injuriis lacessiverant, sicut legi potest in earumdem actis collectis ab Henrico Spelmano, Conc. Britann., tom. 1, à pag. 381 ad 386, et Wilkins, tom. 1, pag. 17, et p. 199. Neque pœnæ à synodis irrogatæ erant merè spirituales censurarum, quemadmodùm garriunt qui ecclesiasticam jurisdictionem impugnant, sed quandoque erant merè temporales, quod factum præcipuè legimus in synodo Landavensi, anno 887, cit. tom. 1 Wilkins, pag. 199, in principio, ubi rex Brochvail, cujus familia læserat familiam episcopi, nullâ irretitus fuit censurâ, sed damnatus duntaxat ad erogandum *pretium faciei suæ longitudine et latitudine in puro auro.*

II. Hanc quam exponimus disciplinam maximè viguisse seculo XI colligimus ex formulâ celebrandi diœcesanam synodum à Burchardo relatâ, et concilio Salegunstadiensi anni 1022 ascriptâ, cujus supra, l. 3, c. 5, n. 1, meminimus; in eâ quippe præscribitur ut episcopus, suæ synodi initio, ita presbyteros alloquatur: *Deinde vos simili obtestatione conjuro, ut nullus vestrùm in judicandum aut personam accipiat aut quolibet favore aut munere pulsatus, à veritate discedat. Sed cum tantâ pietate, quidquid cœtui se judicandum intulerit, retractare, ut nec discordans contentio ad subversionem justitiæ inter nos locum inveniat, nec rerum in perquirendâ æquitate rigor nostri ordinis vel sollicitudo tepescat.* Statimque ordo subnectitur, in causis audiendis servandus, qui erat ejusmodi: primâ die expediebantur causæ clericorum, et ideò post episcopi admonitionem subditur: *Post hanc exhortationem quisquis clericorum velit, conferat querelam;* secundâ die propositæ à laicis quæstiones dirimebantur, unde post preces, secundæ sessioni præmittendas, ibidem legitur: *Tunc si clerici querelam non habent conferendam, laici intromittantur...; quisquis ex laicis habeat querelam, proferat.* Quòd si non omnes secundâ die absolvi potuerant, proponebantur tertiâ die: *Si quæ sint quæstiones vel querelæ, conferantur, et sic synodus tertiæ diei solvatur.* Hæc autem omnia evidenter evincunt plurimas tunc temporis fuisse clericorum laicorumque controversias, ad synodum definiendas delatas.

III. Ex hâc antiquâ disciplinâ ortum habuit ut episcopus in synodo duos vel tres, unà cum suo vicario generali, deputet judices qui criminales querelas excipiant et civiles lites audiant, ac summario judicio de utrisque causis sententiam proferant. Ad eosdem judices pertinet quæstiones circa ordinem sedendi seu præcedendi inter congregatos fortè excitatas brevi manu (ut dici solet) ita componere, ut nulli præjudicium inferatur; ad eos pariter deferendæ su. t excusationes eorum qui ad synodum non accesserunt, finitâ synodo deinde examinandæ.

IV. Licèt autem hodiè primum et potissimum munus prædictorum judicum ferè conquiescat, quia ferè impossibile est ut clericorum aut laicorum causæ in synodo terminentur (adeò enim mutati sunt hominum mores, ut contendentes inter se partes summarium judicium effugiant, omnemque telam seu ordinem judiciarium exactè atque ad unguem servari exoptent, ex quo fit ut vicarii generalis tribunal libentiùs adeant), non idcircò tamen eorumdem judicum electio est censenda superflua, tum quia, uti animadvertunt Bottus, pag. 3, art. 7, et Massobrius, cap. 5, dub. 19, adhuc possent, si qui vellent, litis sumptibus parcere, suasque causas celeriter expedire, judices synodales adire, eorumque judicio acquiescere; tum quia necessarii reputantur ad servandam antiquæ disciplinæ memoriam, atque ad alia duo explenda munia, quæ illis pariter diximus demandata.

CAPUT III.

De testibus synodalibus.

I. Disseruimus hactenùs de officialibus synodo inservientibus, uberiùs nunc est de aliis agendum, qui in synodo eliguntur, ut in posterum adhibeantur. Præcipuum inter istos locum obtinent testes synodales, homines scilicet probatæ fidei, ab episcopo in synodo designati, ut custodes quodammodò sint decretorum quæ à synodo eduntur. Eorum quippe officium est diœcesim subinde perlustrare, atque animadvertere an quidquam alicubi contra synodi decreta fiat, et omnia in futurâ synodo episcopo referre, sicuti rectè tradunt Ducangius, in Glossario, verb. *Testes synodales;* Cironius, Observ. jur. canon. l. 1, cap. 18; Thomassin., de vet. et nov. eccles. Discipl., part. 2, l. 3, c. 76, n. 8, et cap. 79, num. 9 et seq.; Janus à Costâ, ad cap. 1, tit. 31 Decretal., pag. 156; Alteserra, de Jurisdict. eccles., l. 2, c. 19.

II. Sunt qui synodalium testium originem referant ad periodeutas, de quibus in canone 57 concilii Laodiceni, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 792. Verùm periodeutæ dicebantur, qui episcopi vice diœcesim circumeuntes visitabant, ejusque vicario nomine non sine perfecto jurisdictionis exercitio, decreta condebant: quocirca diœcesis visitatores, qui Græcè *periodeutæ*, Latinè *circuitores* dicti sunt, quemadmodùm et episcoporum visitationes *circuitiones* passim appellatæ, præsertim in capitulari Caroli Calvi, tit. 5, cap. 4, ex recensione Baluzii, tom. 2 Capitular., col. 23. Ac propterea procuratio quæ visitanti episcopo jam tum debebatur, *Circada* est vocata, quod observavit Ducangius, in Glossario, verb. *Circada.* Nostri verò testes synodales diœcesim perlustrant quidem, sed absque ullius prorsùs jurisdictionis exercitio, sicuti mox audiemus. Vera synodalium testium lineamenta nobis exhibet Hincmarus archiepiscopus Remensis, qui medio seculo IX florebat; is quippe, oper. tom. 1, pag. 716, nonnullis præmissis, à suo clero custodiendis, statim subjungit: *Hæc omni anno investiganda sunt à magistris et decanis presbyteris per singulas matrices ecclesias, et per capellas parochiæ nostræ, et nobis kalendis juliis renuntianda. Similiter etiam investigandum, et renuntiandum est nobis, qualiter observentur, et custodiantur illa quæ capitulatim observanda presbyteris dedimus.*

III. Adumbrata ab Hincmaro synodalium testium lineamenta clariùs explicavit Regino, abbas Prumiensis, qui labente eodem seculo IX scripsit ; modum, et formam describens Regino, lib. 2 de eccl. Disc., cap. 2, visitandæ ab episcopo diœcesis, illud inter cætera faciendum monet, ut in quâlibet rurali parochiâ quædam veluti particularis synodus congregetur ex omnibus ejusdem parochiæ sacerdotibus, clericis, aliisque gravibus et prudentibus viris; è quibus septem ab episcopo ait seligendos testes synodales, qui juramento constricti ad renuntiandum quidquid explorati habeant, singillatim ab eodem episcopo interrogentur de criminibus, et abusibus in eâ parochiâ grassantibus. Secundùm hanc formulam suas visitationes instituisse Uldaricum episcopum Augustanum narrat Gerardus, scriptor seculi X, in ejus Vitâ, § 6, num. 27, apud Mabillon. Act. Benedict. seculi V, pag. 428, Venetæ edit.; et Baluzius ad Reginonem, p. 533, se opinari asserit, eamdem formulam per omnes Occidentis regiones fuisse receptam; atque inde factum est, ut Burchardus et Gratianus suo quisque decreto hunc canonem inseruerint : *Episcopus in synodo residens, post congruam allocutionem, septem ex plebe ipsius parochiæ, vel eò ampliùs, prout viderit expedire, maturiores, honestiores, atque veraciores viros in medium debet vocare, et allatis sanctorum pignoribus unumque illorum tali sacramento constringat : Amodò in antea quidquid nôsti, aut audisti, aut postmodùm inquisiturus es, quod contra Dei voluntatem, et rectam christianitatem in istâ parochiâ factum sit, aut futurum erit..., nec propter amorem, nec propter timorem, nec propter pretium, nec propter parentelam, ullatenùs celes episcopum;* Burchardus, l. 1, cap. 91 et 92; Grat., can. 6, caus. 35, q. 6.

IV. Ne verò hæc salubris disciplina, quæ fortassè seculo XIII remitti cœperat, obsolesceret, Innocentius III in concilio Lateranensi, cap. 6, tom. 7 Collectionis Harduini, col. 33, mandavit ut in synodis provincialibus, quotannis celebrandis, synodales testes pro quâlibet è provinciæ diœcesibus constituerentur, ut unusquisque sibi commissam perlustraret, quodque corrigendum deprehenderet ad futuram provincialem synodum deferret : *Per singulas diœceses,* ait, *statuant idoneas personas, providas videlicet, et honestas, quæ per totum annum, simpliciter, et de plano, absque ullâ jurisdictione, sollicitè investigent, quæ correctione, vel reformatione sint digna; et ea fideliter perferant ad metropolitanum et suffraganeos, et alios in concilio subsequenti, ut super his et aliis, prout utilitati et honestati congruerit, providâ deliberatione procedant; et quæ statuerint, faciant observari.*

V. Quanquàm autem Innocentius III de solis meminerit testibus, à provinciali synodo designandis, non propterea tamen antiquum morem abrogavit, ut à quolibet etiam episcopo in suâ diœcesanâ synodo deputarentur : quare posteriora concilia, se ad Innocentii instituta, ut par erat, componentia, in utrisque sacris comitiis testes designandos, aut expressè edicunt, aut certum et usitatum jam ponunt. Concilium Saltzburgense, habitum anno 1420, cap. 2 Collectionis Harduini, tom. 8, col. 960, sancivit : *Sacro approbante concilio, ordinamus, ut omnes et singuli nostri suffraganei, in proximis ipsorum synodis per singulas diœceses, prout et nos in nostrâ proximâ synodo Saltzburgensi ordinabimus, sub pœnâ suspensionis à pontificali officio studeant personas idoneas, probas videlicet, et honestas, in testes publicos sive synodales ordinare, qui per totum annum simpliciter, et de plano, absque ullâ jurisdictione, sollicitè investigent quæ correctione et reformatione sint digna; et ea fideliter referant ad provinciale concilium, aut synodum episcopalem, ut correctione dignâ, animadversione congruâ puniantur.* S. Carolus Borromæus in concilio provinciali Mediolanensi IV anni 1576, part. 3, c. 6, Actor. p. 179, decrevit *ut testium synodalium munus, sicubi intermissum est, restituatur : atque non nomine solùm, sed certis officii partibus rectè per eos geratur, quibus in synodo vel provinciali vel diœcesanâ committetur.* Concilium Avenionense anni 1594, c. 4, Collectionis Harduini, tom. 10, col. 1838, idem, ac ferè totidem verbis repetit, quod S. Carolus sanciverat.

VI. Ut porrò sine mendacio et dolo munus suum expleant, antequàm illud assumant, jurisjurandi religione electi testes obstringuntur, ad omnia, quæ resciverint, et emendanda existimaverint, ingenuè et sincerè episcopo renuntianda, juxta juramenti formam statutam in synodo diœcesanâ Saltzburgensi, habitâ post prædictam provincialem, eodem anno 1420, quæ extat eod. tom. 8 Harduini, col. 981, aliamque similem, præscriptam à S. Carolo Borromæo, cit., c. 6 concilii provincialis Mediolanensis IV, de quâ etiam Gonzalez in cap. *Præterea,* litt. C., de Testibus cogendis, quæque non multùm discrepant ab eâ quæ habetur in alleg. can. *Episcopus in synodo.*

VII. Sæpiùs laudatus Franciscus Bonhomius in suis decretis generalibus Reformationis ecclesiasticæ, edit., Coloniens. ann. 1585, postquàm plurimùm commendavit synodalium testium utilitatem, p. 129, formam et ipse exhibet juramenti ab illis præstandi. Ratione autem emissi juramenti testes synodales recensentur quodammodò inter publicos officiales, quibus in iis, quæ pertinent ad munus, ad quod sunt à republicâ destinati, plena fides habetur, quod tamen ita limitandum, docet Massobrius, de Synodo diœces., c. 4, dub. 26 et tribus seq., ut non procedat, cùm aut agitur de crimine gravi pœnâ coercendo, aut cùm de crimine denuntiatus se aliàs insontem probat; quo in eventu puniendus est testis tanquàm perjurus.

VIII. Verùm ea est rerum humanarum conditio, ut non omnia, quæ optima sunt, semper in praxim deduci valeant. Synodalium testium utilitatem jure meritòque extollunt sanctissimi Ecclesiæ canones, eamque optimè cognovit S. Thuribius in synodo VI diœcesanâ Limensi, habitâ anno 1590, cap. 13, tom. 4 Collectionis cardinalis de Aguirre, p. 453, inquiens : *Ratio, ob quam sancti Patres justè et sanctè instituerunt, ut synodi singulis annis fierent, erat, ut in eis tractetur correctio et emendatio malorum morum, atque bonorum reformatio, et ut in eis constituatur quod expedit ad bonum regimen animarum, et de rebus ad episcopatus pertinentibus. Et ut quod ordinaretur et fieret in eisdem synodis, cum majori efficaciâ adimpleretur, ac desideratum sortiretur effectum, statuerunt ut singulis episcopatibus constituerentur et nominarentur testes synodales, personæ idoneæ et bonæ, quæ per totum archiepiscopatum, quisque in districtu sibi assignato, magnâ diligentiâ inquirant, qualiter servetur et adimpleatur quod in synodis constitutum et præceptum est.* Et nemo profectò est adeò hebetis ingenii, qui non videat quantùm illorum opera ad rectam conferret diœcesis administrationem ; multis siquidem malis obviam iretur, si episcopus ex relatione hominum integerrimæ fidei illa præsciret. Et nihilominùs difficile, ne impossibile dicam, est hujusmodi homines invenire qui velint id muneris capessere; enimverò quanquàm, ut omnem ab illis arcerent invidiam, jamdiù cœperint episcopi testium nomina in synodo non publicare, eorumque juramentum secretò excipere, quod et fieri permisit citatus Bonhomius, et à multis episcopis factum asserit Gavantus in suâ Praxi in annot. ad c. 33, non propterea tamen, quos exoptâssent, allicere potuerunt ad prædictum munus acceptandum. Præstò siquidem ii essent, qui illud affectarent, ut charitatis et zeli prætextu possent pro libito huic aut illi sibi inviso, falsum crimen appingere : sed viri verè probi et integerrimi, qui omni seposito humano affectu, veritatem investigent, eamque sincerè episcopo, solo charitatis studio, aperiant, desiderari quidem possunt, sperari tamen non possunt. Quare, ut ait Piasecius in Praxi episcopali, part. 2, c. 2, n. 9, synodales testes ferè ubique desueverunt : in eorumque locum suffecti sunt fiscales episcoporum, et decani, hoc est, vicarii foranei, qui

utique, quemadmodùm benè animadvertit Van-Espen, Jur. Eccl. univers. tom. 1, part. 1, tit. 18, cap. 3, n. 14, si doctrinâ, pietate, prudentiâ, et zelo præstarent, ac munus suum diligenter obirent, synodalium testium defectum supplerent et compensarent.

CAPUT IV.

De punctatoribus.

I. Compertum est omnibus in Historiâ ecclesiasticâ vel mediocriter versatis, nomina beneficiorum et præbendarum incognita fuisse prioribus Ecclesiæ seculis, cùm bonorum et redituum omnium ecclesiasticorum cura et administratio ad solos pertinebat episcopos, à quibus, statis temporibus, juxta præscriptam à sacris canonibus mensuram, inter clericos dividebantur : quia verò hujusmodi divisio singulis mensibus fiebat, ideò *mensurna* appellata est à S. Cypriano, epist. 28 Erectis deinde beneficiis, et cuique clericorum suâ assignatâ præbendâ, ex cujus fructibus, quoad viveret, aleretur; ne præbendam assecuti ab ecclesiæ servitio se impunè subtraherent, loco divisionum mensurnarum institutæ sunt distributiones quotidianæ, certæ videlicet redituum portiones, ex singulorum præbendis plerùmque detractæ, illis duntaxat erogandæ, qui divinis intersunt. Et ne hæc ipsa disciplina pedetentim relaxaretur, Bonifacius VIII, in cap. unic. de Clericis non residentibus, in 6, omnem illi contrariam consuetudinem, quæ jam alicubi cœperat inolescere, tanquàm abusum et corruptelam improbavit, statuitque ut in nullo rerum eventu quotidianas distributiones lucretur, qui reipsà horis canonicis, cæterisque ecclesiasticis functionibus non adest : iis solùm exceptis, *quos infirmitas, seu justa et rationabilis corporalis necessitas, aut evidens Ecclesiæ utilitas excusaret :* ubi, nomine *justæ, et rationabilis corporalis necessitatis*, doctores intelligunt injustam detentionem in carcere, injustam excommunicationem, aliamve censuram, et grave periculum, ab insidiante inimico imminens beneficiario, si domo egrediatur : quemadmodùm, nomine *utilitatis Ecclesiæ*, solam venire utilitatem ejus particularis ecclesiæ, ubi quis beneficium possidet, et vero similiùs etiam Ecclesiæ universalis, iidem doctores communiter tradunt; rectè simul notantes, neminem, ab infirmitate, aliâve ex indicatis causis impeditum à suo ministerio ecclesiæ præstando, lucrari quotidianas distributiones, nisi antea consueverit eidem inservire, ac divinis officiis interesse; quæ omnia enucleatè explicantur à Covarr., l. 3 Var., cap. 13; Monetâ, de Distribut. quotid., part. 2, à quæst. 5 usque ad 18; Vasquez, opuscul. de Benefic., c. 4; Garciâ, de Benefic., part. 7, c. 13; Pirhing., ad tit. 4 l. 3 Decretal., sect. 2, per tot. Bonifacii constitutionem instauravit Tridentinum, sess. 24, cap. 12, de Reform., et quò religiosiùs custodiretur, omnem prohibuit inter beneficiarios collusionem seu remissionem; vetuit nimirùm ne beneficiarii aut amissas ab absentibus distributiones, quæ præsentibus accrescunt, ullo pacto condonent, aut de illis condonandis, seu postquàm præsentibus traditæ sunt, restituendis, quoquo modo inter se paciscantur; de quâ re iidem citati doctores aliique apud Barbosam in Collectan. ad idem Tridentini cap., n. 108 et seq.

II. Verùm facilè eluderentur tot salutares constitutiones, nisi in singulis cathedralibus et collegiatis ecclesiis, certi et designati forent canonici, seu alio quocumque nomine nuncupentur beneficiarii, quibus onus incumberet accuratè annotandi quotquot in choro aliisque sacris functionibus desiderantur, et quibus nominatim diebus, aut à quâ speciatim divini officii parte hic aut ille se subducat. Qui verò ad ejusmodi munus destinantur, olim dictos fuisse *obedientiales*, quasi ex merâ obedientiâ invisum munus subirent inquirendi in aliorum negligentiam, ex quodam diplomate Innocentii III colligi autumat Petrus Morettus, in suo opere de Ritu dandi presbyterium, p. 1, sect. 5, num. 3. Nunc autem communiter vulgò dicuntur *punctatores;* itaque ad id muneris in singulis ecclesiis duo plerùmque deliguntur, tum ut uno impedito alter non desit, tum potissimùm ut alicujus à choro absentiam ambo uniformiter testantes, omnem à se removeant suspicionem fraudis. Ex his duobus, unum deputandum à capitulo, alterum ab episcopo decrevit S. Carolus Borromæus in primo concilio provinciali Mediolanensi, tit. de Officio punctatoris, part. 1 Act. eccl. Mediol., pag. 20. *Ut autem hoc officium meliùs exerceatur, neminique aliquid injustè aut remitti aut adimi possit, præter delectum à capitulo, alter punctator ab episcopo creetur :* quibus vestigiis laudabiliter et sanctè plures alii episcopi inhæserunt.

III. Neque hâc solâ diligentiâ contentus S. Carolus, in concilio provinciali Mediolanensi IV, part. 2 Act. eccl. Mediol., pag. 160, juramentum ab iisdem præstari voluit, hisce verbis conceptum : *Ego N. punctatoris officium, quod suscepi, per hæc sancta Dei Evangelia juratus, sanctè promitto ac spondeo me fideliter et sincerè, quantùm in me est, excculturum. Sic me Deus adjuvet, et hæc sancta Dei Evangelia;* vel si juret super sacras reliquias : *Et hæc sanctorum pignora.* Atque, universim loquendo, electos in punctatores, priusquàm officium assumant, esse jurejurando obstringendos ad illud fideliter obeundum, edixit sacra congregatio concilii in Marceraten. visitationis sacrorum liminum 26 aprilis 1664, ad sextum dubium, l. 24 Decretor., pag. 130, et in Curzulen. jurisdictionis, 16 novembris, l. 26 Decret., pag. 327. Cùmque postea dubitatum fuisset coram quo prædictum juramentum præstandum esset sacra congregatio præstandum censuit coram illo à quo punctator esset electus; in causâ enim Senens. officiorum, die 13 julii 1686, proposito sequenti dubio : *An qui punctatoris munere fungi debet, teneatur, et cogi possit ad præstandum juramentum in manibus archiepiscopi, et in capitulo, vel saltem alterutro modo, de fideliter exercendo dictum munus;* sacra congregatio respondit : *Punctatorem teneri jurare coram deputante.*

IV. Præterea S. Carolus Borromæus, quò magis magisque securus fieret de punctatorum diligentiâ et fidelitate, non solùm eos jurare voluit cùm punctatoris officium capessunt, sed et idem juramentum renovandum statuit, in synodo I diœcesanâ, quam contingat celebrari, dùm ipsi idem officium gerunt : « Quod de punctatorum jurejurando, ait loc. cit., pag. 160, in concilio I provinciali sancitum est, id et ab iisdem, et ab unoquoque item punctatore, qui vel festi diei, vel funeris, vel anniversariorum, vel processionum, vel aliorum denique divinorum officiorum causâ, etiam in collegiatis, aliisve ecclesiis constitutus est, præstetur, non modò cùm punctatoris officium suscipiunt, verùm etiam in publico diœcesanæ synodi conventu, qui habebitur, dùm ipsi id officium gerunt : quò religiosiùs unusquisque eorum excitetur ad debitum in munere suo obeundo diligentiùs officium cum fidelitate conjunctum adhibendum. »

V. Hæc consuetudo jurandi in synodo, quæ à Mediolanensi in plures alias pariter ecclesias est propagata, unica causa fuit cur doctores, de synodo tractantes, etiam punctatorum meminerint. Cæterùm ubi ea consuetudo non viget, nullo jure tenentur punctatores juramentum, quod semel præstiterunt, iterùm in synodo emittere; ac proinde non recensentur inter veros synodi officiales, neque aliâ ratione ad synodum pertinere queunt, nisi fortassè, quia de illis aut restituendis, sicubi non deputarentur, aut corrigendis, si officium suum negligerent, in synodo agendum foret. De punctatoribus, de distributionibus, de causis, ob quas absentes possunt eas lucrari, de collusione aut remissione illarum vitandis, fusè à nobis actum est in nostrâ Instit. 107.

CAPUT V.

De judicibus synodalibus.

I. « Cuncta per mundum novit Ecclesia, quoniam

quorumlibet sententiis ligata pontificum, Sedes B. Petri apostoli jus habeat resolvendi, utpote quòd de omni Ecclesiâ fas habeat judicandi, neque cuiquam de ejus liceat judicare judicio : siquidem ad illam de quâlibet mundi parte canones appellari voluerint, ab illâ autem nemo sit appellare permissus. » Ita epist. 7 ad episcopos Dardaniæ, anno 495, scripsit Gelasius papa, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 909, cujus auctoritatem Nicolaus I allegavit epist. 8, ad Michaelem imperatorem, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 167, inquiens : « Patet profectò, Sedis Apostolicæ, cujus auctoritate major non est, judicium à nemine fore retractandum, neque cuiquam de ejus libet judicare judicio. Siquidem ad illam de quâlibet mundi parte canones appellari voluerunt, ab illâ autem nemo sit appellare permissus. » Est autem ejusmodi appellationum jus adeò necessariò connexum cum Romani Pontificis in universam Ecclesiam jurisdictionis primatu, ut nemo possit illud in controversiam adducere, nisi et hunc velit perfractè inficiari : etenim cùm primatûs prærogativâ, Romanus Pontifex sit supremus in Ecclesiâ judex, cuique datur, per appellationem, ipsius implorare tuitionem : ab inferioris quippe sententiâ superioris tribunal adire omnibus concessum esse ipsa naturalis æquitas dictat et persuadet. Quocirca Stephanus Tornacensis, epist. 162, tom. 25 Biblioth. Patr., pag. 34, in hoc appellationis communi refugio, ait *consistere dignitatem Ecclesiæ Romanæ ;* et S. Bernardus, epist. 198, quæ est ad Innocentium II, tom. 1 oper., col. 190, in eodem sitam affirmat pretiosiorem gemmam, quæ in Pontificiâ emicet thiarâ : « Hoc inter cætera vestri singularis primatûs insignia, specialiùs, nobiliùsque nobilitat vestrum, et inclytum reddit apostolatum, si eripitis pauperem de manu fortiorum ejus. Nulla, meo judicio, in coronâ vestrâ pretiosior gemma zelo illo vestro, quo æmulari consuevistis oppressos, nec relinquitis virgam peccatorum super sortem justorum. »

II. Appellationibus, quæ undequàque ad Sedem Apostolicam semper delatæ sunt, alia insuper Romanis pontificibus accessit cura, audiendi nimirùm, etiam in primâ instantiâ, causas eorum, qui ab episcoporum jurisdictione subtracti, Apostolicæ Sedi immediatè subduntur. Verùm optimè perpendentes iidem summi pontifices, non facilè esse de rebus, in longinquis regionibus emergentibus, rectum Romæ institui judicium, *ad quod testium necessariæ personæ, vel propter sexûs, vel propter senectutis infirmitatem, vel multis aliis impedimentis, adduci non poterunt*, sicuti ad Cœlestinum I scripserant olim Africani episcopi, epist. 2, num. 3, inter epistolas Cœlestini, ex Recensione Petri Coustant, col. 1061, gravioribus proinde causis tantùm suo judicio reservatis, alias levioris momenti judicibus in partibus delegare consueverunt : cujus delegationis multa et præclara exempla nobis suppeditant epistolæ Alexandri III ad Petrum abbatem Sancti Remigii, et alios, editæ à Jacobo Sirmondo post epistolas Petri abbatis Cellensis, oper. varior. tom. 3, in fin. Cùm autem Innocentius III experientiâ didicisset, quòd « nonnulli gratiâ Sedis Apostolicæ abutentes, litteras ejus ad remotos judices impetrare niterentur, ut reus fatigatus laboribus et expensis, liti cedere, vel importunitatem actoris redimere compelleretur ; » ut huic dolo aditum occluderet, in concilio Lateranensi statuit : « Ne quis, ultra duas dietas extra suam diœcesim, per litteras apostolicas, ad judicium trahi possit, nisi de assensu partium fuerint impetratæ, » uti habetur in cap. *Nonnulli*, 28 de Rescriptis.

III. Magis adhuc, quàm Innocentius, litigantium commodo prospexit Bonifacius VIII, in cap. *Statutum*, de Rescriptis, in 6, decernens, ut si actor et reus ejusdem civitatis, seu diœcesis fuerint, extra ipsas causa à Sede Apostolicâ non committatur, nisi in duobus casibus, ibidem nominatim expressis, in quibus extra dictas civitatem et diœcesim ita causam committi permisit, ut *nullus eorum ultra unam dietam à fine suæ diœcesis valeat conveniri :* statimque subjungit : « Cùm autem actor et reus civitatum et diœcesium fuerint diversarum, si actor in civitate, vel diœcesi rei judicem habere recuset ; ipsum, non in suâ, sed in aliâ civitate, vel diœcesi liberè impetrare valeat... dummodò locus ad quem cum traxerit, ultra unam dietam, sicut in casu alio præmittitur, minimè sit remotus. » Ad hæc ne apostolicæ delegationes vilescerent, non aliis causas committi voluit idem Bonifacius, nisi personis in dignitate ecclesiasticâ constitutis, aut personatum, vel saltem canonicatum in ecclesiis cathedralibus obtinentibus, à quibus præterea non alibi causas audiri et definiri mandavit, nisi in civitatibus, aut locis insignibus, ubi litigantibus juris periti adesse queant : « Sancimus igitur, ait in eod. cap. *Statutum*, ut nullis nisi dignitate præditis, aut personatum obtinentibus, seu ecclesiarum cathedralium canonicis, causæ auctoritate litterarum Sedis Apostolicæ, vel legatorum ejusdem, de cætero committantur ; nec audiantur alibi quàm in civitatibus, vel locis insignibus, ubi possit commodè copia peritorum haberi. »

IV. Bonifacii constitutionem renonavit concilium Tridentinum, sess. 25, cap. 10, de Reform., utque magis adhuc Sedes Apostolica secura foret de scientiâ, prudentiâ et probitate personarum, quibus causas extra Urbem judicandas committit, eidem constitutioni nonnulla sapientissimè adjecit : « Quoniam (verba sunt Tridentini) ob malitiosam potentium suggestionem, et quandoque ob locorum longinquitatem, personarum notitia, quibus causæ mandantur, usque adeò haberi non potest, hinque interdùm judicibus non undequàque idoneis causæ in partibus delegantur ; statuit sancta synodus in singulis conciliis provincialibus aut diœcesanis aliquot personas, quæ qualitates habeant, juxta constitutionem Bonifacii VIII, quæ incipit *Statutum*, et alioquin ad id aptas designari ; ut præter ordinarios locorum, iis etiam posthac causæ ecclesiasticæ, ac spirituales, et ad forum ecclesiasticum pertinentes, in partibus delegandæ committantur. Et si aliquem interim ex designatis mori contigerit, substituat ordinarius loci, cum consilio capituli, alium in ejus locum usque ad futuram provincialem aut diœcesanam synodum, ita ut habeat quæque diœcesis quatuor saltem, aut etiam plures probatas personas, ac, ut supra, qualificatas, quibus hujusmodi causæ à quolibet legato vel nuntio atque etiam à Sede Apostolicâ committantur ; alioquin post designationem factam, quam statim episcopi ad summum Romanum Pontificem transmittant, delegationes quæcumque aliorum judicum aliis quàm his factæ subreptitiæ censeantur. »

V. Itaque inter graviora negotia in diœcesanâ synodo ab episcopo tractanda et expedienda recenseri debet deputatio judicum synodalium, quorum nomina ad Sedem Apostolicam subinde transmittantur. Non est tamen necesse ut in præfatos judices, ab episcopo in synodo deputatos, ipsa synodus consentiat, quoniam non dixit Tridentinum eos designandos à synodo, sed in synodo : quapropter Tridentini decreto satisfaciet episcopus, si synodi consilium exposcat, etsi ex causis sibi notis illud amplecti postea noluerit ; quemadmodùm, cùm aliquem ex deputatis in synodo mori contingit, debet quidem episcopus, priusquàm alium in ejus locum substituat, exquirere capituli consilium, sed non tenetur illud sequi ; quia non consensum, sed consilium duntaxat capituli Tridentinum exigit ; quod benè probat Fagnanus, in cap. *Cùm olim*, II, num. 13 et seq. de *Privilegiis*, atque à sacrâ congregatione concilii declaratum refert Gallemart, ad cit. cap. 10, sess. 25, n. 3. Generatim enim loquendo, *quibus in actionibus aut deliberationibus œcumenicâ synodo Tridentinâ aut provincialibus conciliis constitutum est de capituli clerive consilio aliquid agendum esse, non propterea tamen illud sequendi necessitatem sibi impositam esse episcopus existimet, nisi in iis tantùm de quibus id specialim nominatimque cautum est;*

dixêre Patres concilii Mediolanensis V, part. 3 Actor. eccles. Mediol., part. 1, pag. 282.

VI. Præfati Tridentini decreti executionem, quam certè et litigantium indemnitati consulere et ad rectam conferre justitiæ administrationem nemo est qui non videat, præ cæteris summoperè inculcârunt Joannes Franciscus Bonhomius, in citatis decretis generalibus Reformationis ecclesiasticæ, edit. Colon., ann. 1585, pag. 115, et cardinalis Gabriel Palæotus archiepiscopus Bononiensis, in suo provinciali concilio, habito anno 1586, ubi simul monuit ut factæ in synodo judicum electiones, illicò summo Pontifici notificarentur : *Hujusmodi autem nominationes sive electiones in singulis ecclesiis factas unusquisque episcopus ad summum Pontificem statim transmittere curabit, ut iisdem apostolicâ auctoritate causæ delegentur, et delegationes quæcumque aliorum judicum aliis quàm his factæ, subreptitiæ censeantur.* Et nihilominùs in sacræ congregationis concilii archivo nullus extat catalogus judicum synodalium, qui ab episcopis fuerit ad Sedem Apostolicam unquàm transmissus ; neque aliud hujus rei invenimus exemplum præter unicum adnotatum à cardinali Bellarmino, ad cap. 10, sess. 25 conc. Trident. Ex hâc porrò episcoporum incuriâ fit ut Sedes Apostolica causas in partibus personis committat in dignitate constitutis, ad solam normam cit. cap. *Statutum*, nullâ habitâ ratione judicum synodalium quorum nomina ignorat, sicuti ad rem perpendit Barbosa, ad dictum cap. 10 Trid., num. 25, scribens : *Decretum hoc de committendis causis solis judicibus synodalibus respectu papæ in usu non est, cùm adhuc frequenter ipse committere soleat causas aliis personis tam in dignitate ecclesiasticâ constitutis quàm deputatis in synodo ; sed id verisimiliter ex eo procedit, sive quia sit supra concilium, sive quòd diœcesani episcopi ex suâ parte etiam non curent ad summum Pontificem transmitti nominationes et designationes judicum à synodo factas, quod tamen juxta hoc decretum facere tenentur ; et sic papa ex quâdam quasi necessitate justitiæ administrandæ decretum non observat.* Et tamen sæpiùs episcopi conquesti sunt apud sacram congregationem concilii quòd à Sede Apostolicâ delegationes fierent personis minùs idoneis, perinde ac si ipsimet non essent hujus abusus præcipua causa. Id autem dissimulavit sacra congregatio ; et ne muneri suo deesset, monuit officiales, ad quos pertinet, ut in causis, in partibus committendis, omninò morem gererent Tridentino. Ita à sacrâ congregatione rescriptum fuisse ad Turritanum antistitem die 3 februarii 1635 legimus l. 15 *Decret.*, pag. 162, à terg. : *Significatum est ministris hujus sanctæ Sedis pro commissione causarum in partibus, ut eas nonnisi ab archiepiscopo in synodo ad præscriptum* cap. 10 sess. 25, *de Reform., designatis et notificandis committant.* Idemque et nos fieri curavimus, dùm ejusdem sacræ congregationis secretarii munere fungebamur : etenim, cùm episcopus Portallegren. postulâsset ut causæ solis committerentur judicibus in synodo electis, nequaquàm autem, ut antea fieri solebat, protonotariis apostolicis, inter quos multi reperiebantur indocti et imperiti, et hanc instantiam nos retulerimus ad sacram congregationem ; hæc die 17 novembris 1725 rescripsit à domino cardinali præfecto seriò agendum esse cum cardinali prodatario, ut à suis administris adamussim servari mandaret Tridentini sanctionem. Sed si episcopi nomina judicum in synodo deputatorum Sedi Apostolicæ non manifestant, sibi imputare debent quòd commissiones ad minùs peritos quandoque dirigantur : officiales enim sanctæ Sedis divinare non possunt quinam in hâc aut illâ diœcesi idonei sint ad apostolicas commissiones ritè subeundas, ac propterea apostolicas litteras ad eos dirigunt quos audiunt aliquo specioso titulo condecoratos, quamvis non ignorent sub specioso tituli cortice homines aliquando latere satis rudes et crassos.

VII. Neque à judicibus synodalibus eligendis episcopos remorari debet timor ne illi quoddam quasi tribunal erigant, quasi aliquam jurisdictionem statim adepti essent : nam sacra congregatio concilii in causâ Januen., die 15 martii 1601, l. 9 *Decret.*, pag. 134, jam statuit *personas designandas in synodo*, ex cap. 10 sess. 25, *ante delegationem, nullam habere jurisdictionem ;* quinimò, ut omnem ab illis arceret ambitionem ostentandi tribunal proprium cum propriis administris, eadem sacra congregatio, in causâ *Alben.*, die 15 januarii 1656, lib. 19 *Decretor.*, pag. 554, à tergo, dixit : *In hujusmodi appellationum causis ad judices synodales delatis adhibendos esse notarios curiæ episcopalis.* Unum duntaxat impedimento esse potest episcopis ne synodalium judicum nomina ad Sedem Apostolicam mittant, prætermissio scilicet tam provincialium quàm episcopalium synodorum in quibus essent illi designandi : quamvis enim à Tridentino facultas episcopis data sit judicibus in synodo electis et mox decedentibus alios cum consilio capituli substituendi, duraturos usque ad novam synodum quæ cæteroquin tempore à Tridentino statuto sit habenda ; nulla tamen iisdem potestas facta est novos judices deputandi, cùm aut nulli in synodo deputati sunt, aut nulla habita est synodus in quâ deputari potuerint aut effluxit jam tempus intra quod juxta Tridentin. decretum nova synodus fuisset habenda. Verùm, ne diœceses suis synodalibus judicibus diù careant, etiam in his eventibus modus suppetit episcopis illos nominandi : si enim potestatem, quam cæteroquin non haberent, à sacrâ congregatione concilii petant, eique simul causas exponant propter quas synodum celebrare nequeunt, hæc facultatem iisdem impertietur judices synodales cum consilio capituli designandi, sicuti factum cum archiepiscopo Januensi constat ex Actis sacræ congregationis, l. 19 *Decret.*, pag. 171, ubi hæc leguntur : *Januen. Dubium judicum synodalium. Sacrum concilium Tridentinum*, cap. 10, sess. 25 de *Reform.*, *statuit in singulis conciliis provincialibus aut diœcesanis*, etc. *Et si aliquem interim ex designatis mori contigerit, substituat ordinarius loci cum consilio capituli alium in ejus locum, usque ad futuram provincialem aut diœcesanam synodum.*

VIII. *Occurrit in his terminis casus in diœcesi Januen. in quâ per plures annos non fuit celebrata synodus provincialis aut diœcesana. Propterea eminentissimus archiepiscopus, dubius de facultate, si aliquem interim mori contigerit, substituendi alium in ejus locum, reverenter recurrit ad hanc sacram congregationem, pro declaratione, an valeat uti dictâ facultate substituendi alium, etsi synodus tam provincialis quàm diœcesana non fuerit intra tempus à concilio præscriptum*, sess. 24, c. 2, de *Reform.*, *celebrata. Unde expetitur sapientissimum oraculum EE. VV. ut declaretur an et quomodò valeat eminentissimus archiepiscopus procedere ad substitutionem judicum synodalium in casu*, etc.

Die primâ junii 1609, *sacra*, etc., *in casu de quo agitur, petitam facultatem substituendi, cum consilio capituli, eminentissimo archiepiscopo oratori impertita est.*

IX. Quæ hactenùs enarravimus, omnia à nobis indicata fuêre in nostrâ epistolâ encyclicâ, quam, post supremum Ecclesiæ clavum susceptum, die 26 august. 1741, dedimus ad patriarchas, archiepiscopos et episcopos, ubi methodum illis præscripsimus designandi judices synodales tam in synodo quàm extra synodum, et modum simul ostendimus quo eorum nomina Sedi Apostolicæ notificare debeant, ut hæc viris probis et doctis causarum cognitionem in partibus deinceps committere valeat ; uti videri potest in citatâ nostrâ epistolâ, quæ est 28, in nostro Bullario, tom. 1.

CAPUT VI.

De judicibus conservatoribus.

I. Regularium ordines, pleræque universitates ac nonnulla quoque canonicorum collegia, inter cætera

privilegia quibus à Sede Apostolicâ sunt exornata, hoc etiam gaudent, ut judices eligant eorumdem privilegiorum conservatores. Non deputantur ejusmodi judices in synodo; et nihilominùs connexionem hab nt cum synodo, quia desumendi sunt è cœtu judicum synodalium, de quibus in præcedenti capite actum est juxta constitutionem 9 Gregorii XV, Bullar. tom. 3, pag. 440, cujus verba sunt § 2 : *In futurum verò sanctitas sua, hâc generali et perpetuò valiturâ constitutione, statuit et decrevit, ut judices conservatores hujusmodi, sive principales sive subrogati, eligi, nominari aut deputari non possint, nisi non solùm habeant qualitates requisitas et descriptas in constitutione similis recordationis Bonifacii papæ VIII, etiam prædecessoris sui, quæ incipit* Statutum, *ita ut vel dignitate ecclesiasticâ præditi, vel personatum obtinentes, vel ecclesiarum cathedralium canonici existant; sed etiam in conciliis provincialibus aut diœcesanis, juxta decretum concilii prædicti, judices electi seu designati sint.* Et § 5 subdit : *Cæterùm, ut latiùs pateat conservatorum hujusmodi deligendorum facultas, sanctitas sua admonitos voluit omnes locorum ordinarios ut in synodis provincialibus aut diœcesanis quamplures personas ex habentibus qualitates in prædictâ constitutione ejusdem Bonifacii prædecessoris contentas et alioquin ad id aptas designari procurent; et si aliquem interim ex designatis mori contigerit, substituat ordinarius loci cum consilio capituli, alium in ejus locum usque ad futuram provincialem aut diœcesanam synodum.* Et postquàm, sequenti § 6, iterùm Pontifex edixit ne quispiam in conservatorem eligatur qui inter judices synodales non numeretur, præcipit ut nomina conservatorum, quos regulares selegerunt, curiæ episcopali exhibeantur : *Ejusque electionis seu assumptionis documentum infra tempus hujusmodi*, videlicet sex mensium, *penes Acta curiæ ordinariorum exhibere et dimittere teneantur; alioquin, eo ipso termino elapso, quamdiù conservatores secundùm formam præsentis constitutionis non elegerint, coram eisdem ordinariis conveniantur.*

II. Neque hâc constitutione quidquam de novo Gregorius sancivit, sed sanctiones quæ jam antea emanaverant, confirmavit : etenim ante Gregorii XV pontificatum, hoc est anno 1614, sacra congregatio concilii, apud Gavantum in Praxi diœces. synod., in annot. ad cap. 32, etiam hâc de causâ oportere dixerat ut in synodis diœcesanis celebrandis ab episcopis Mediolanensis provinciæ, ad quos suas litteras direxit, plures deputarentur judices synodales, ut nimirùm liceret regularibus quos vellent ex illis seligere, suorumque privilegiorum conservatores constituere. Quæ autem à conservatoribus qui inter judices synodales non recensebantur, antea gesta fuerant; eadem sacra congregatio ad cautelam convalidavit, *perinde ac si à conservatoribus legitimè deputatis processissent.* Quod profectò indicio est, illa jam tum minùs firma et nutantia sacræ congregationi visa fuisse.

III. Si autem in diœcesi nulli reperiantur judices synodales, tunc, ne regulares (quod de regularibus dicimus, de aliis eodem privilegio fruentibus est semper intelligendum) suo sine culpâ priventur jure, poterunt quem maluerint in conservatorem assumere, modò tamen qualitatibus præstet, quas Bonifacius VIII in cit. cap. *Statutum*, exposcit, atque in reliquis omnia serventur quæ à Gregorio XV præscribuntur, uti docent Fagnanus, in cap. *Sane*, II, n. 33, de Offic. judicis delegati, et in cap. *Si clericus*, n. 57, de Foro competenti; et Nidus, de Conservatoribus, cap. 3, part. 1, num. 7. At, si postea synodus celebretur in quâ synodales judices constituantur, statim cessat jurisdictio prædictorum conservatorum, iterùmque à Gregorianâ constitutione adiguntur regulares ad aliquem eligendum ex designatis in synodo, quod, teste Monacello, tom. 4, pag. 21, num. 221, sæpiùs declaravit sacra congregatio concilii, et præsertim in Wladislavien., 16 januarii 1649, lib. 18 Decretor., pag. 574, et in aliâ causâ ordinis minorum Observantium, die 10 decembris 1661, lib. 22 Decret., pag. 777, à tergo.

IV. Dubitatur autem an extra judicum synodalium cœtum facultatem habeant regulares aliquem in conservatorem sibi eligendi, qui majori præfulgeat ecclesiasticâ dignitate, puta episcopum, archiepiscopum aut aliquem ex S. R. E. cardinalibus. Affirmant plerique doctores, innixi perspicuo textu in cap. fin. de Offic. delegati, in 6, ubi Bonifacius VIII non solùm permittit, sed disertè præcipit : *De cætero conservatores deputari possint, nisi episcopi, vel eorum superiores aut abbates*, etc. Eamdemque olim fuisse sententiam sacræ congregationis concilii liquet ex citato decreto anni 1614 relato à Gavanto, ubi expressè ait præter judices synodales posse in conservatores assumi *episcopos atque illis superiores, eorumque generales vicarios.* At rectiùs opinantur alii ejusmodi sanctionibus derogatum esse à posteriori constitutione Gregorii XV, quâ regularium libertas ita quoad hoc est coarctata ut neminem in conservatorem eligere valeant, qui judicibus synodalibus non annumeretur, et omnis electio conservatorum facta contra formam ibidem statutam, nullius roboris esse decernitur. Non immeritò tamen ad hæc reponere possent regulares facultatem sibi datam à Bonifacio VIII tunc saltem reviviscere cùm in diœcesi nullus adest judex in synodo deputatus, aut ab episcopo necessariâ facultate instructo in synodalium locum suffectus. Verùm quidquid sit, an possint regulares in conservatorem assumere episcopum, aliumve majori præditum dignitate, qui fortè in diœcesi commoretur, certum esse videtur ab iisdem in unâ diœcesi existentibus in conservatorem eligi non posse alterius diœcesis episcopum; ejusmodi enim electiones sæpiùs improbatas fuisse à sacrâ congregatione concilii testatur Monacellus, tom. 4, pag. 22, num. 222. Cùmque denuò alieni episcopi electio à regularibus attentata fuerit, eadem sacra congregatio, die 3 augusti 1715, in *Nullius Altamuræ*, iterùm dixit illam non sustineri, uti videri est in Thesaur. resol., tom. 9, pag. 222 inter selectas ab anno 1700 ad 1718. Innituntur hæc sacræ congregationis responsa citatæ constitutioni Gregorii XV, in quâ decernitur nullum à conservatore jus exerceri posse extra diœcesim pro quâ fuit deputatus. Conservator enim, sicuti ait Nidus, de Conservator., part. 2, num. 7, præstò esse debet ad partes audiendas et regularium privilegia tuenda, eo ipso in loco ubi in discrimen vocantur; ex quo fit ut nequeat unus et idem pro diversis diœcesibus constitui, sed suus cuilibet diœcesis adesse debeat, quod latè ostendunt Monacellus, cit. loc. num. 222; Passerinus, in cap. *Hâc constitutione*, n. 161, in fine, de Offic. delegati, in 6; Barbosa, de Offic. et Potest. episcop., allegat. 1061, n. 7, in fin. Aut igitur alterius diœcesis episcopus in conservatorem electus commissum sibi munus exercere vult in propriâ diœcesi, et hoc facere prohibetur à citatâ Gregorii constitutione; aut, quandocumque regulares ejus operâ indigent, accurrere vult ad aliam diœcesim pro quâ fuit conservator designatus; et hoc multis nominibus dedecere quilibet videt.

V. Plurima nunc superessent dicenda de conservatorum jurisdictione, ejusque abusu, quæ, quoniam præsentis instituti non sunt, summatim indicabimus. Innocentius IV, in cap. 1 de Offic. et Potest. judicis delegati, in 6, statuit conservatores solùm posse illos quibus dati sunt *defendere à manifestis injuriis et violentiis, nec ad alia quæ judicialem indaginem exigunt, suam posse extendere potestatem.* Bonifacius VIII, in cap. *Hâc constitutione*, eod. tit., addidit quòd *si de aliis quàm de manifestis injuriis et violentiis scienter se intromiserint, seu ad alia quæ judicialem indaginem exigunt, suam extenderint potestatem; eo ipso per unum annum ab officio sint suspensi. Pars verò quæ hoc fieri procurabit, sententiam excommunicationis incurrat.* Concilium Tridentinum, sess. 14, cap. 5, de Reform.,

decrevit causas criminales et mixtas ad locorum ordinarios, et non ad conservatores, pertinere; civiles verò à conservatoribus posse cognosci, cùm ii quorum privilegia tuentur, rei sunt, non autem si sint actores. Clemens VIII, in suâ constitut. 3, Bullar. tom. 3, et Gregorius XV, cit. constitut. 9, præfatas juris sanctiones renovârunt, omnesque litteras apostolicas, quas *conservatorias* vocant, contra earumdem sanctionum formam concessas revocârunt, et intra illarum terminos coarctârunt. Cùmque Patres societatis Jesu contenderent litteras apostolicas quibus ipsi potiuntur, obtentas à S. Pio V et sub consuetâ formulâ *Rationi congruit*, postea expeditas à Gregorio XIII propter speciales et amplissimas clausulas, quibus sunt roboratæ, non esse revocatas neque restrictas intra limites Gregorianæ constitutionis, in celebri causâ Angelopolitanâ succubuerunt; in responsione enim ad quintum dubium decisum fuit illas clausulas minimè obstare quominùs comprehensæ dicantur in Gregorii XV constitutione, quemadmodùm habetur in bullâ 32 Innocentii X, Bullar. tom. 5.

VI. Cohærenter ad enuntiata jura, plura postmodùm prodierunt à sacrâ congregatione concilii decreta. Die 28 julii 1657, proposito dubio : *An regulares, habentes conservatorem, si rei sint, in causis requirentibus judicialem discussionem et indaginem conveniri queant coram eodem conservatore;* sacra congregatio respondit *negativè*, addiditque in eo rerum statu provocandos esse ad loci ordinarium, lib. 21 Decret., pag. 31. Idemque responsum dedit in causâ Papien., die 30 martii 1680, l. 31 Decretor., pag. 73. In causâ Januen. jurisdictionis, quæ versabatur inter Patres societatis Jesu et Patres carmelitas excalceatos, die 20 februarii 1723, quo tempore nos sacræ congregationis eramus à secretis, declaratum fuit conservatori à Patribus societatis in civitate Januensi deputato jus tantùm esse illos defendendi à manifestis injuriis et violentiis, eorumque causas cognoscendi, quando iidem rei sunt, ad normam Gregorianæ constitutionis; quæ uberiùs videri possunt in Thesaur. resolut. tom. 2, pag. 274. Quod verò attinet ad ministros quos conservatores deputare se posse arbitrabantur, in causâ Faventinâ 17 septembris 1667, l. 25 Decret. pag. 443, et iterùm in dubiis generalibus de conservatoribus, die 28 januarii 1679, l. 30 Decretor., pag. 249 et seq.. ac denique in particulari congregatione à sanctæ memoriæ Clemente XI deputatâ, cui nos tanquàm ejusdem secretarius interfuimus, die 22 martii 1720, decisum fuit alios ministros à conservatoribus assumi non posse præter unum notarium. De judice conservatore regularium integrum tractatum concinnavit Petrus Maria Forti, societatis Jesu, natione Siculus, quem, typis Mutinensibus impressum, evulgavit anno 1743. Non multùm tamen huic auctori fidendum est, quoniam multis in locis, sed præsertim art. 21, judicum conservatorum jurisdictionem ultra limites protendit, à sacris Urbis congregationibus eidem præscriptos. De judicibus conservatoribus universitatis studii generalis Avenionensis, et eorum jurisdictione nonnulla à nobis constituta sunt in constit. 142, Bullarii nostri tom. 1.

CAPUT VII.

De synodalibus examinatoribus.

I. Sacrosancta Tridentina synodus, sess. 23, c. 7, de Reform., decrevit ut episcopus, priusquàm ordines conferat, aliquot sibi adcitis sacerdotibus, aliisque prudentibus viris, divinæ legis peritis, et in ecclesiasticis functionibus exercitatis, « ordinandorum genus, personam, ætatem, institutionem, mores, doctrinam, et fidem diligenter investiget, et examinet. » Et cap. 15, statuit nullum sacerdotem, « etiam regularem, posse confessiones secularium, etiam sacerdotum, audire, nec ad id idoneum reputari, nisi aut parochiale beneficium, aut ab episcopis per examen, si illis videbitur esse necessarium, aut aliàs idoneus judicetur, et approbationem obtineat. » Postquàm autem, sess. 24, cap. 18, præmiserat animarum saluti maximè expedire, à dignis, et idoneis parochis gubernari, ut id diligentiùs, ac rectiùs perficiatur, dixit vacantes ecclesias parochiales illi duntaxat esse ab episcopo conferendas, qui in experimento, seu examine, eos tam eodem episcopo, aut ejus vicario generali, aliisque examinatoribus *non paucioribus quàm tribus* instituendo, fuerint approbati, et idonei renuntiati. Jussit præterea, sex ad minùs examinatores ab episcopo, vel ejus vicario, et in diœcesanâ synodo, singulis annis, proponi, *qui synodo satisfaciant, et ab eâ probentur;* è quibus, adveniente parochialis ecclesiæ vacatione, tres ab episcopo seligi voluit, qui unà cum eo examen perficiant, addiditque : « Sint verò hi examinatores magistri, seu doctores, aut licentiati in theologiâ, aut jure canonico, vel alii clerici, seu regulares, etiam ex ordine Mendicantium, aut etiam seculares, qui ad id videbuntur magis idonei, jurentque omnes ad sancta Dei Evangelia, se, quâcumque humanâ affectione postpositâ, fideliter munus executuros. Caveantque, ne quidquam prorsùs, occasione hujus examinis, nec post accipiant; alioqui simoniæ vitium tam ipsi quàm alii dantes incurrant, à quâ absolvi nequeant, nisi dimissis beneficiis, quæ quomodòcumque etiam antea obtinebant, et ad alia in posterum inhabiles reddantur. » Hæc quoad ecclesias parochiales, quæ ad liberam spectant collationem episcopi, aut juris patronatûs ecclesiastici sunt, omninò servari jussit Tridentinum; omnesque earumdem ecclesiarum provisiones, seu institutiones, contra formam istius decreti factas, irritas et inanes fore pro-

II. Quamobrem examen, seu concursus ad ecclesias parochiales necessariò institui debet coram tribus saltem examinatoribus, à synodo approbatis, secùs autem est de examine ab aliis subeundo, qui aut ordines petunt, aut ad excipiendas confessiones approbari cupiunt; in hoc quippe poterit episcopus examinatoribus uti quos maluerit, quod opportunè advertit Gavantus in Praxi diœc., synod., cap. 31, num. 2, quoniam Tridentinum synodales examinatores exigit tantùm in concursibus ad parochiales, cùmque agatur de sanctione restringente facultatem, aliàs episcopo à jure communi concessam, non debet extendi ultra casum expressum : quocirca merum consilium præbere voluisse, opinamur, septem illos episcopos, auctores articulorum Reformationis Parisiensis anni 1586, cùm art. 58, tom. 4 Thesaur. nov. anecdot., Martene et Durand., col. 1199, dixêre : « In diœcesanâ synodo, uti commodè fieri poterit, juxta decreta concilii Tridentini, deputentur examinatores; quorum operâ utatur episcopus, tum pro examine illorum quibus beneficia, præsertim curata, conferenda erunt, tum etiam eorum qui promovendi erunt ad ordines : » aut, si legem condiderunt, episcopos extra Galliam non obstrinxêre. Enimverò quòd in examine, non causâ conferendi beneficium parochiale, sed alio nomine faciendo, liceat episcopo examinatores adhibere quos voluerit, pro certo posuit S. Carolus Borromæus in concilio provinciali Mediolanensi V, anni 1579, cùm p. 3 Actor. eccl. Mediol. part., pag. 259, præceptum à Tridentino synodalibus latum, ne examinis occasione quidquam accipiant, etiam ad alios examinatores extendit, inquiens : « Nec verò item, qui examinatores liberè, pro arbitratu episcopi, ad alios quocumque nomine, causâve examinandos adiscuntur, examinis occasione unquàm quidquam, ne osculenta quidem, poculentave capiant. » Præterea, etsi Benedictus XIII, in suâ constitutione, quæ incipit *Pastoralis*, et habetur in appendice ad synodum Romanam, edixerit ut præbenda theologalis *et* pœnitentiaria, in Italiâ, eique adjacentibus insulis, conferantur, prævio examine et concursu, eo planè modo, quo conferuntur ecclesiæ parochiales; expressè tamen declaravit concursus ad illas non necessariò institui oportere coram examinatoribus synodalibus, *sed coram episcopo, et quatuor examinatoribus, etiamsi synodales non sint.*

III. Quibus adnotatis, accuratiùs sunt singula explicanda, quæ in examinatoribus synodalibus Tridentinum exposcit. Sex ad minus ab episcopo, aut ejus vicario, in synodo proponi voluit; non tamen vetuit ne plures proponantur; quinimò ex tali loquendi modo, et plures proponi posse, et ut plures proponantur, se exoptare, satis apertè Tridentinum innuit, quemadmodùm observat Barbosa in collectan. ad cap. 17, sess. 24, num. 85, ubi tamen à sacrâ congregatione concilii decisum refert, non esse ultra viginti proponendos, fortassè ob periculum, ne nimiùm aucto eorumdem numero, minùs diligens sit personarum, quæ proponuntur, delectus. Propositi ab episcopo officium non assequuntur, nisi approbentur à synodo : unde necesse est ut major pars eorum, qui synodo intersunt, in illos consentiat; secùs, alii ab episcopo erunt proponendi, qui à majori parte acceptentur. Posse autem hanc acceptationem fieri per suffragia tum publica, tum secreta, respondit sacra congregatio concilii ad patriarcham Venetiarum, die 11 julii 1592 : « Amplitudini tuæ super examinatoribus, in synodo approbandis, sic respondit congregatio sacri concilii interpretum, nempe examinatores, qui ab amplitudine tuâ propositi fuerint synodo, tam per vota secreta, quàm aperta posse probari. Itaque amplitudo tua eum modum in probatione servari faciat, quem magis expedire judicaverit. »

IV. Quod spectat ad examinatorum qualitates, quamvis Tridentinum desideret, ut deputandi ad ejusmodi munus, gradum aliquem in sacrâ theologiâ, vel in jure canonico sint consecuti; attamen arbitrio episcopi permittit, etiam, qui nullo gradu est condecoratus, proponere : ex quo fit ut etiamsi plures in diœcesi reperiantur doctoratûs laureâ insigniti, si nihilominùs episcopus eos minùs peritos existimet, poterit, cum synodi approbatione, aliis, sive secularibus, sive regularibus, qui sine doctoratu doctiores reputantur, examinatoris officium committere : quod à sacrâ congregatione concilii decisum, refert Fagnanus in cap. *Inter cæteras*, n. 45, usque ad fin. de Rescriptis.

V. Designantur quandoque examinatores sub nomine tantùm dignitatum, seu officiorum quæ obtinent, dicendo, ex. gr. : *Examinatores erunt vicarius generalis, archidiaconus, decanus, prior conventûs S. Dominici*, etc., statimque oritur quæstio, an decedentibus, vel dignitatem seu officium dimittentibus electis, examinatoris munus transeat ad eorum in dignitate vel officio successores. De hâc controversiâ, teste Garciâ de Beneficiis, part. 9, cap. 2, in responsione ad dub. 22, num. 339 et seq., actum fuit in sacrâ congregatione concilii in unâ Toletanâ, anno 1594, et decisum, sub generali deputatione auditorum consilii archiepiscopalis, in synodales examinatores, illos solùm fuisse comprehensos qui auditorum officium tunc temporis gerebant, non verò eorumdem successores; eidemque decisioni adstipulatam fuisse Romanam rotam, idem Garcias, n. 341 et seq., refert. Eadem quæstio fuit nuperrimè instaurata in sacrâ congregatione concilii; etenim, cùm in synodo diœcesanâ Policastrensi inter examinatores synodales deputatus fuisset etiam vicarius generalis episcopi, sub solo appellativo nomine dignitatis vicariatûs, atque hic unà cum aliis duobus examinatoribus synodalibus interfuisset concursui habito ad quamdam parochialem, sacra congregatio, die 19 septembris 1745, concursum convalidavit ad cautelam, sed simul scribendum dixit episcopo, vicarium generalem non posse deinceps synodalis examinatoris munus exercere, nisi proprio expresso nomine ad illud iterùm deputaretur. Ideò autem concursus fuit ad cautelam convalidatus, quia non desunt doctores qui opinantur examinatorum electionem, factam sub solo appellativo nomine dignitatis, seu officii, ne quoad illos quidem sustineri qui electionis tempore dignitatem, seu officium obtinent : et licèt sacra congregatio in prædictâ Tolctanâ oppositum censuerit, noluit tamen hanc quæstionem refricare, iterùmque decidere. Gavantus in Praxi diœces. synod., annot. 5 ad cap. 31, non improbabile opinatur, examinatoris munus transire ad successorem in dignitate, seu officio, cum electio hoc modo fit : *Deputetur prior S. Dominici, qui pro tempore fuerit*; at hæc opinio, cui solùm dubitanter Gavantus adhæret, nobis non arridet; ad munus quippe ad quod eligitur industria personæ, non potest designari persona incerta, cujus doctrina, prudentia, et probitas ignorantur. At tot itaque præcavendas, et obtruncandas controversias, consultiùs erit ut synodales examinatores, sub proprio et expresso cujusque nomine, et cognomine, ab episcopo proponantur, atque à synodo approbentur.

VI. Electi examinatores jurare debent, se, omni postpositâ humanâ affectione, munus suum fideliter executuros, sicuti Tridentinum præcipit. Ejusmodi autem juramentum in ipsâ synodo est emittendum, si illi synodo adsint; sin minùs, coram episcopo, aut ejus vicario. Quamvis porrò Tridentinum, juramentum ab illis præstandum, dixerit, ad sancta Dei Evangelia; attamen Gavantus, cit. cap. 31, annot 7, nihil referre affirmat, an super Evangelia, vel sacras sanctorum reliquias præstetur. Morem jurandi ad sanctorum lipsana antiquum esse, constat ex S. Augustino, epist. 78, tom. 2 oper., cod. 184, in quâ refert imperâsse se ut Bonifacii presbyteri accusatores pergerent, *ubi B. Felicis Nolensis corpus conditum est*, ut ibi juramentum præstarent; subditque : « Nam et nos novimus, Mediolani apud memoriam sanctorum, ubi mirabiliter et terribiliter dæmones confitentur, furem quemdam, qui ad eum locum venerat, ut falsum jurando deciperet, compulsum fuisse confiteri furtum, et quod abstulerat reddere. » Gregorius Magnus, l. 6, ep. 16, t. 2 oper., col. 837, jussit archidiaconum Ravennæ et seniores personas venire *ante corpus S. Apollinaris, et tacto ejus sepulcro jurare, quæ consuetudo ante Joannis episcopi tempora fuerit.* Formulam verò juramenti ibidem addit, col. 838 : *Juro ego per Patrem, et Filium, et Spiritum sanctum, inseparabilem divinæ potentiæ trinitatem, et hoc corpus B. Apollinaris martyris, me pro nullius favore personæ neque commodo aliquo interveniente, testari.* Cùm verò episcopus quidam fuisset accusatus, idem S. Gregorius, l. 2, epist. 33, ibid., col. 597, narrat, præter inquisitionem factam, *ne quid videretur omissum, aut nostro potuisset dubium cordi remanere, ad B. Petri sacratissimum corpus, districta eum ex abundanti fecimus sacramenta præbere.* Singularia hæc exempla non esse demonstrant frequentissima, quæ narrat Gregorius Turonensis, ut l. 5 Hist. Franc., c. 33 et 49, l. 1 de Glor. martyrum, c. 58, l. 2, c. 19; l. de Glor. confessorum, cap. 33, cap. 94, etc. Quin ex eodem constat plurium SS. martyrum sepulcra ob id ipsum insignia fuisse, quòd perjuros, qui falsò jurarent ad sua corpora, punirent : « Est etiam, inquit l. 1 de Glor. martyrum, cap. 39, col. 756, haud procul ab hujus urbis muro et Pancratius martyr valdè in perjuriis ultor. Ad cujus sepulcrum si cujusquam mens insana juramentum inane proferre voluerit..., statim aut arripitur à dæmone, aut cadens in pavimento amittit spiritum. Ex hoc enim quisque fidem hujuscumque rei ab alio voluerit elicere, ut verum cognoscat non aliter nisi ad hujus basilicam destinat. Nam ferunt plerosque juxta basilicas apostolorum, sive aliorum martyrum commanentes, non alibi pro hâc necessitate, nisi templum expetere B. Pancratii, ut ejus severitatis censurâ publicè discernente, aut veritatem audientes credant, aut pro fallaciâ judicium martyris beati experiantur. » Eadem fermè narrat de sepulcro S. Genesii martyris, l. 1 de Glor. martyrum, c. 74; de S. Juliano, l. 2, c. 39, col. 878; de Nicetio Trevererorum episcopo, de Glor. confess., cap. 94, col. 976. *Ad cujus nunc tumulum*, ait, *vinctorum catenæ franguntur*, etc. *Jam de perjuriis quid dicam? Si quis enim ibi falsum juramentum proferre ausus fuerit, illicò di-*

vinâ ultione corrigitur. De S. Eligio pariter Noviomensi episcopo similia exempla narrat S. Audoenus, l. 2, cap. 56, 53 et 77, tom. 2 Spicilegii Dacheriani, pag. 118 et 122. Idem aliquando factum et juramentum præstitum Constantinopoli in basilicâ S. Petri in Hormisdâ, testis est Vigilius, epist. 15, tom. 5 Collectionis Labbeanæ, col. 330, ubi legitur : *Et dùm sæpè dicti judices posito indiculo super altare et cataractâ B. Petri apostoli, et super crucem quæ de ligno passionis Domini habet inclausum, sed et super claves B. Petri apostoli præstitisset corporale jusjurandum*, etc. Hæc omnia exempla seculum VIII præcedunt, atque initium hæresis Iconoclastarum. Nam, post eam exortam, maximè propagatum hunc morem arbitramur, ut sacra pignora, quibus illi omnem cultum denegabant, hoc etiam speciali religionis actu Catholici prosequerentur; præsertim cùm sanctorum corpora tunc maximè distrahere, atque in partes secare, et in diversa loca transferre, fidelium pietas cœperit; quod annotavit Mabillonius, præfat. in secul. II Bened. Hinc ergo juramenti hujus consuetudo maximè invaluit; et in concilio Francofordiensi anni 794 postquàm scilicet Iconomacorum in sanctorum imagines et reliquias furor eruperat, can. 9, tom. 4 Collectionis Harduini, col. 906, mos innuitur jurandi aut tactis Evangeliis, aut coram propositis reliquiis. Initio verò sequentis seculi IX lege insuper cautum invenimus, ut omne juramentum supra reliquias præstaretur; ita quippe jurandum edixêre Capitularia edita anno 803, cap. 10, ex recensione Baluzii, tom. 1, col. 398, et inter Capitula ex variis synodis et publicis conventibus, post adeptum à Carolo Magno imperium, celebratis, excerpta, et evulgata à Sirmondo, tom. 2 Conc. Gall., pag. 246; hoc etiam cap. 13 annotatur : *Omne sacramentum in ecclesiâ aut supra reliquias juretur...., et sic juret : Sic illum Deus adjuvet, et illi sancti quorum istæ reliquiæ sunt, ut veritatem dicat*. De hoc jurandi modo legi possunt Martene, tom. 3, l. 3, antiq. Eccl. Rit., cap. 7, num. 2; Ferrandus, Disquisit. reliq., l. 2, part. 1, c. 3. Postquàm verò Lutherus et Calvinus, qui nullam antiquam hæresim non iterùm excitârunt, etiam Iconoclastarum impia dogmata renovaverunt, quò magis illis contrairet S. Carolus Borromæus, voluit ut testes, judices et examinatores synodales super sanctorum reliquias jurarent; de quo ritu, à S. Carolo Borromæo in Mediolanensem provinciam inducto, pluribus disserit Pax Jordanus, tom. 2, l. 8, tit. 2, num. 104 et seq.

VII. Synodalium examinatorum officium durat usque ad novam synodum, quæ intra unius anni spatium ad Tridentini normam esset celebranda, et in quâ aut iidem aut alii de novo deputandi forent, sicuti idem Tridentinum, sess. 24, de Reform., cap. 18, præcepit : *Examinatores autem singulis annis in diœcesanâ synodo ab episcopo vel ejus vicario, ad minùs sex proponantur*. Si autem vel omnes vel aliqui ex designatis in ultimâ synodo, decurrente anno moriantur, aut è diœcesi se subducant, tunc si sex saltem ex designatis remaneant (quoniam longè plures eligi posse jam diximus), cùm adhuc tunc numerum exæquent à Tridentino statutum, istorum operâ episcopus utetur, nec alios in demortuorum aut longè absentium locum substituere poterit; si verò sex non supersint, tunc Clementis VIII decreto, relato à Garciâ, cit. part. 9, cap. 2, n. 72, et Fagnano, in cap. *Cùm sit ars*, num. 54, de Ætate et Qualitate, facultas data est episcopis alios subrogandi, modò iis qualitatibus præstent quas Tridentinum requirit, à capitulo approbentur, et unà simul cum superstitibus, ex electis in synodo senos non excedant.

VIII. Verùm hæc annum duntaxat respiciunt, à postremâ synodo ad aliam, quæ post annum habenda esset, defluentem. Quid autem fiet si annus elabatur, et nova synodus non celebretur? Certum est statim ac effluxit annus ab ultimâ synodo cessare officium examinatorum, qui intra ejusdem anni intervallum, in demortuorum seu absentium locum fortè fuerint ab episcopo suffecti; ita enim disertè statuit Clemens VIII, in citato decreto : *Officium autem omnium prædictorum examinatorum synodalium subrogatorum expiret, cùm primùm advenerit tempus novæ synodi, juxta cap. 2, sess. 24, celebrandæ*. Quoad alios porrò non subrogatos, sed in ultimâ synodo electos, hoc censuit sacra congregatio concilii : quandiù sex illorum superstites sunt, omnes perseverant in munere, et episcopus in concursibus ad ecclesias parochiales illis uti poterit; sed, si vel unus ex illis decesserit, ita ut ex electis in synodo sex non remaneant, omnium officium expirat, et nullus adhiberi poterit in concursibus ad parochiales, neque post annum datum est episcopo in demortui locum quemquam sufficere; quæ videri possunt apud Garciam, cit. c. 2, num. 73; Fagnanum, in cit. cap. *Cùm sit ars*, eod. n. 54, et Massobrium, in Prax. habendi concursum, requisit. 12, dub. 4.

IX. Quapropter ut, elapso anno, et non existentibus sex examinatoribus in synodo electis, institui valeat validum experimentum concurrentium ad vacantes ecclesias parochiales, necesse est ut episcopus vel novam synodum cogat, vel facultatem petat à sacrâ congregatione concilii novos examinatores extra synodum deputandi : etenim, si concursus fiat coram examinatoribus extra synodum designatis ab episcopo, nullâ ad hoc instructo speciali facultate, parochialium collationes, institutiones seu provisiones, erunt irritæ. Hinc, cùm in diœcesi Bracharensi plures parochiales iis collatæ fuissent, qui approbati fuerant ab examinatoribus extra synodum deputatis ab archiepiscopo cum consensu capituli, opus deinde fuit ut qui illas obtinuerant, preces porrigerent summo Pontifici, ut suprema suâ auctoritate earumdem collationes convalidaret, et sacra congregatio concilii, ad quam preces remissæ fuerant die 26 januari 1715, illas convalidandas censuit, quia supplicantes, bonâ fide parochiales acceptaverant, atque ex archiepiscopi attestatione constabat multa exoritura scandala, si novus concursus ad illas foret indicendus, quod refertur Thesaur. resolut. tom. 9, pag. 219.

X. Nec sacra congregatio facultatem de quâ loquimur renuit unquàm potentibus concedere, quoniam, cùm probè noverit non facile esse episcopis, singulis prorsùs annis suas synodos cogere, ne idcircò legitimis careant examinatoribus, ex quorum defectu initi ad ecclesias parochiales concursus sint irriti, statim ac episcopus eidem exponit, sex ex electis in postremâ synodo ampliùs non extare, potestatem ei facit novos eligendi, à majori parte capituli approbandos, quorum tamen officium duraturum decernit tantùm ad annum; quo elapso, iterùm ad preces episcopi illos in munere confirmat, quod et deinceps semper in annum iisdem prorogat. Eâ facultate à sacrâ congregatione acceptâ, episcopus sex examinatores seliget, omnibus præditos qualitatibus à Tridentino requisitis, eosque capitulo proponet. Quòd si capitulum illos, quamvis cæteroquin idoneos, approbare recusaverit, existimant Pignatellus, cons. 119, tom. 1, et P. Andreuccius societatis Jesu, in suo tractatu de tuendâ Pace et Concordiâ inter episcopum et capitulum, part. 4, cap. 1, § 1, n. 198, habendos nihilominùs esse pro approbatis; semel enim posito quòd proposili ab episcopo tales sint quales Tridentinum exigit, capitulum tenetur ex justitiâ illos approbare, et consensus ex justitiâ præstandus, cùm injustè denegatur, habetur pro præstito, sicuti docent Surdus, dec. 220, num. 54; Mantic., dec. 226, tract. 9; Valenz., consil. 113, n. 27. Sed, quidquid sit de veritate hujus opinionis, de quâ non vacat hìc disputare, certum est quòd qui illam in praxi sectatur, obnoxium se facit innumeris litibus et controversiis; cùm enim hominum doctrina et mores evidentes non sint, nec unquàm obtrectantium linguas evadat, semper excitabitur quæstio an capitulum justè vel injustè consentire recusaverit in examinatores ab episcopo propositos;

et durante hâc quæstione, firmi non erunt concursus ad ecclesias parochiales, coram illis institutis. Tutius propterea erit ut in eo eventu episcopus à sacrâ congregatione concilii petat supplementum consensûs quem capitulum sine causâ denegavit. Ita se gessit episcopus Aversanus, qui cùm potestate antea sibi factâ à sacrâ congregatione concilii quemdam sacerdotem proposuisset suo capitulo, in synodalem examinatorem approbandum, quem tamen capitulum approbare noluit, iterùm supplex adiit eamdem sacram congregationem, exposcens ut consensum à suo capitulo irrationabiliter denegatum ipsa suppleret. Episcopi instantia examinanda erat in congregatione habitâ die 2 martii 1659; sed cùm perpensum fuerit jam tum elapsum fuisse annum quo præfatus sacerdos exercere potuisset examinatoris munus, juxta ea quæ supra diximus, sacra congregatio supervacaneum duxit causam definire, ab ejusque propterea discussione supersedit.

XI. Aliquid nunc dicendum superesset de præcepto examinatores obstringente, ne quidquam prorsùs occasione examinis recipere valeant; ad Tridentinum adeò perspicuis verbis suam mentem quoad hoc explicuit, ut expositione non indigeant. Unum tamen notatio ne dignum referimus, quod statutum reperimus in concilio provinciali Toletano, habito anno 1566, act. 2, cap. 24, t. 10 Collectionis Harduini, col. 1155, his verbis : *Horum verò examinatorum cuilibet, pro muneris suscepti labore, ordinarius, post beneficii collationem, ex reditibus ecclesiæ vacantis, qui alioquin rectori debeantur, justam aliquam mercedem, ejus arbitrio reddi curabit, cùm et dignus sit mercenarius mercede suâ.* Licèt autem quod à præfati concilii Patribus gestum est non improbemus, non tamen absolutè approbamus, multòque minùs imitandum proponimus : siquidem, cùm reditus vacantis ecclesiæ debeantur futuro rectori, aut aliis quibus fortè fuerint ab Apostolicâ Sede assignati, si examinatores quidquam ex illis lucrarentur, viderentur quodammodò aliquid, occasione examinis, ab illo percipere quem ad parochialem approbârunt; quòd profectò quamdam simoniæ suspicionem posset indoctis ingerere, cujus vel solam speciem ab examinatoribus arcere Tridentinum voluit. Quapropter, cùm de simili statuto, edito à concilio provinciali Compostellano, relatum olim fuisset ad sacram congregationem concilii, hæc illud adversari censuit menti Tridentini; proposito enim ab episcopo Abulensi sequenti dubio : *In episcopatu Abulensi, et totâ provinciâ Compostellanâ, ex decreto concilii provincialis Compostellani, post concilium Tridentinum facti, datur stipendium examinatoribus synodalibus ex fructibus parochialium ad quas fit examen; dubitatur an possit hoc dari, stante decreto sancti concilii Tridentini sess. 24, de Reform., cap. 18*, sacra congregatio respondit *non posse*, quod narrat Garcias, de Beneficiis, part. 5, cap. 7, n. 11.

CAPUT VIII.

Expenduntur alia ad synodalium examinatorum officium spectantia.

I. Quanquàm examinatorum officium sit extra synodum exercendum, quia tamen eorum electio in synodo fieri debet, non abs re esse ducimus nonnulla ad illud spectantia subnectere; inde enim clariùs patebit quanti momenti sit in examinatorum delectu non errare.

II. Vacante igitur parochiali ecclesiâ, quæ sit per concursum conferenda, episcopus, indictâ ad concursum die, ex examinatoribus in synodo electis tres ad minimum vocabit, qui coram se vel suo vicario concurrentes ad parochialem examinent. Quòd si examen fieret coram examinatoribus synodalibus *paucioribus quàm tribus*, vel si, præter tres aut etiam plures examinatores synodales, alii adhiberentur non synodales, ab episcopo deputati, concursus esset illegitimus, et collatio parochialis, utpote facta contra formam à Tridentino præscriptam, nullius esset roboris, sed ad Sedem Apostolicam devolveretur, juxta constitutionem 51 S. Pii V. quæ incipit : *In conferendis*, Bullar. Romanæ editionis tom. 4, part. 2, pag. 362, quemadmodùm episcopo Carthaginensi à sacrâ congregatione concilii rescriptum fuisse asserit Fagnanus in cap. *Cùm sit ars*, de Ætat. et Qualit., n. 55.

III. Examinatores autem, priusquàm concurrentes approbent, seu idoneos renuntient ad animarum curam, non solùm experiri debent eorumdem scientiam, sed et præcipuam rationem habere probitatis morum, prudentiæ, ætatis et cæterarum qualitatum quibus præditum esse oportet cui animarum regimen committitur. Hanc enim esse Tridentini mentem satis manifestè ex ejus verbis liquet, sess. 24, c. 18, de Reform. : *Peracto deinde examine, renuntientur quotcumque ab his idonei judicati fuerint, ætate, moribus, doctrinâ, prudentiâ et aliis rebus ad vacantem ecclesiam gubernandam opportunis;* et adhuc clariùs Tridentini mentem explicavit sacra congregatio ejusdem interpres; præfato enim Abulensi episcopo, sciscitanti *an provisio parochialis nulla sit, si examinatores relationem fecerint solùm quoad litteraturam, examen verò circa mores, ætatem et reliqua episcopo relinquatur; vel si non fecerint relationem episcopo de omnibus idoneis repertis, sed tantùm de eo qui ipsis magis idoneus videtur*, respondit *teneri facere relationem etiam circa mores, ætatem et reliqua, et examinatores debere renuntiare quotquot idonei judicati fuerint; episcopum verò habere ex his qui renuntiati fuerint magis idoneum eligere;* cujus quidem responsionis authenticas litteras se vidisse testatur laudatus Garcias, cit. p. 5, c. 7, n. 11, easque refert etiam Massobrius, *in Praxi habendi concursum*, requisit. 4, dub. 1. Quin imò eadem congregatio adeò necessarium reputavit, ut examinatores non solam respiciant scientiam, sed et cæteras expendant animi dotes eorum quorum habilitatis ad exercendam animarum curam periculum faciunt, ut aliter latum ab illis judicium, clariùs adhuc et expressiùs quàm in prædictâ causâ Abulensi fecerat, nullius esse roboris postea dixerit, et inde consecutam ecclesiæ parochialis collationem irritam atque inanem decreverit, sicuti affirmat Fagnanus, in cap. *Eam te*, de Ætat. et Qualit., n. 15, inquiens : *Ortâ dubitatione an sicut episcopo et examinatoribus simul junctis concilium Tridentinum, c. 18, sess. 24, committit examen scientiæ, sic etiam committat eisdem simul examen morum et prudentiæ, ita ut si examen ætatis, morum et prudentiæ factum fuerit à solo episcopo, concursus sit nullus. Die 2 augusti 1607, sacra congregatio censuit, si examinatores non retulerint idoneos quoad omnes qualitates, prout concilium requirit, nullum esse concursum.* De quâ re videri etiam possunt Ventriglia in Praxi eccles., part. 2, annot. 5, § 1, num. 46 et seq.; Lotter de Re benefic., l. 2, q. 31, n. 98; Rota, dec. 299, n. 1 et seq., coram Cavalerio. Cùmque de his jamdiù antea nobis compertum esset, idcircò, postquàm supremi pontificatûs solium conscendimus, in nostris litteris encyclicis diei 14 decembris 1742, quæ editæ sunt in nostro bullario, tom. 1, et sunt 68, juxta ordinem editionis, ad universos ecclesiarum antistites datis, reprobavimus abusum, alicubi inolescentem, quòd in concursibus ad parochiales, synodales examinatores de solâ litterarum peritiâ suffragium ferant; nec cætera considerent quæ ad animarum regimen ritè obeundum sunt necessaria, ac memoratas sacræ congregationis concilii sanctiones commendantes, diximus, § 10 : *Idque probè noscens congregatio, ejusdem concilii interpres, pluries edixit examinatores suo deesse muneri, si doctrinæ tantùm judices essent, nec inquirerent, qui præ aliis probitate morum, laboribus, præstito anteà Ecclesiæ obsequio, cæterisque dotibus, ad officium parochi cumulatè obeundum necessariis, essent idonei et commendabiles.*

IV. Porrò examinatores sua suffragia ferre debent,

priusquàm à loco examinis discedant, et ab episcopo ejusve vicario sejungantur; quod rectè notat Barbosa, ad cit. c. 18, sect. 24, n. 113. Nec quidquam refert an suffragia secretò vel palam ferantur, cùm nihil de hâc re fuerit à Tridentino sancitum; quod ad cardinalem Gabrielem Palæotum, primum Bononiensem archiepiscopum, rescripsit sacra congregatio concilii, addens tamen congruentiùs sibi videri ut examinatores secum invicem suffragia communicent, et deinde jubeant notario ut in acta referat, Titium, ex. gr., esse approbatum, Sejum reprobatum; quæ omnia discimus à Fagnano, in cit. cap. *Eam te*, 16, num. 17, de Ætat. et Qualit. At nihilominùs Bonòniæ antiqua viget consuetudo, ut vota ab examinatoribus dentur secretò per albos et nigros lapillos in urnam conjectos, teste Francisco Leone Thesauri for. Eccles., p. 2, cap. 18, num. 35.

V. In hoc examinatorum judicio nullæ sunt partes episcopi vel vicarii qui episcopi loco examini assistat, nisi fortè examinatorum vota sint paria aut singularia; tunc enim integrum erit episcopo vel vicario cui voluerit accedere, juxta Tridentinum, eodem c. 18: *Omnes qui descripti fuerint, examinentur ab episcopo, sive eo impedito, ab ejus vicario generali, atque ab aliis examinatoribus, non paucioribus quàm tribus; quorum votis si pares aut singulares fuerint, accedere possit episcopus vel vicarius, quibus magis videbitur.* Quocirca, cùm à sacrâ congregatione concilii, anno 1573, quæsitum fuisset *utrùm episcopus vel vicarius haberent votum decisivum in approbando examinatos ab examinatoribus in synodo deputatis*, eadem censuit *habere, si examinatores fuerint pares aut singulares in votis suis*, l. 1 Decretor., pag. 158. At, sicuti ab examinatoribus suffragia ferenda sunt statim peracto examine, ita etiam in eventu quòd episcopus aut ejus vicarius alicui accedere possit, coram iisdem examinatoribus explicare debet cuinam accedat, cùm id pertineat ad examinis complementum; Garcias, part. 9, cap. 2, num. 58.

VI. Prolato ab examinatoribus judicio, parochialem ecclesiam uni ex approbatis esse conferendam disertè Tridentinum edixit: *Non cuiquam alteri quàm uni ex prædictis examinatis, et ab examinatoribus approbatis, juxta supradictam regulam de ecclesiâ providendæ.* Verùm cùm idem Tridentinum simul definiverit ex pluribus approbatis illi esse conferendam qui magis idoneus reputatur, statim oritur quæstio an ejusmodi judicium de majori habilitate, seu supra cæteros approbatos præstantiâ, ad solum spectet episcopum, an etiam ad synodales examinatores. Sed adeò luculenta sunt verba quibus Tridentinum renuntiare digniorem inter approbatos solius episcopi judicio committit, ut mirum nobis videatur aliquos reperiri doctores qui id juris ascripserint examinatoribus: *Peracto deinde examine*, ait Tridentinum, *renuntientur quotcumque ab his idonei judicati fuerint, ætate, moribus, prudentiâ et aliis rebus, ad vacantem ecclesiam gubernandam opportunis, ex hisque episcopus eum eligat quem cæteris magis idoneum judicaverit.* Tridentino adhæsit sacra congregatio, ejusdem interpres, quæ anno 1573 ab episcopo Patavino ad hunc modum interrogata: *Licèt clarò concilium Tridentinum, cap. 18, sess. 24, loquatur, nihilominùs examinatores Patavini prætendunt ad eos etiam spectare eligere magis idoneum ex illis qui fuerint approbati in examine concursûs ad parochiales vacantes, et non ad episcopum, contra clara verba ipsius concilii. Quare nomine ordinarii Patavini, dominationibus vestris illustrissimis humiliter supplicatur ut suis litteris ipsi vicario generali et examinatoribus explicitè declarent quænam in casu supradicto fuerit concilii sententia;* respondit *id ad eos non spectare;* l. 1 Decret., pag. 110. Quod iterùm nos declaravimus et confirmavimus in præfatâ nostrâ epistolâ encyclicâ, § 11, ubi diximus: *Absoluto examine, ut cuique satis compertum est; sit tantummodò potestas examinatoribus renuntiandi quotquot regendæ ecclesiæ idoneos judicaverint, reservata uni episcopo electione digniores.* Non negamus tamen posse episcopum, si velit, antequàm digniorem ex approbatis renuntiet, quò cautiùs agat, examinatorum consilium exquirere: quod rectè perpendit Ventriglia in Prax. rer. eccles., p. 2, annot. 5, § 1, num. 49 et 50.

VII. Hæc de parochialibus, quarum collatio ad episcopum pertinet. Sed, cùm Tridentinum, cod. cap. 18, sanciverit, etiam ad vacantes ecclesias parochiales juris patronatûs ecclesiastici, indicendum esse concursum, et digniorem, ex approbatis, à patrono præsentandum episcopo; alia hinc suboritur quæstio, cujus nimirùm tunc sit judicare, quinam ex approbatis ab examinatoribus sit dignior. Verùm hanc quoque quæstionem dirimunt verba Tridentini, apertè concedentia patrono jus designandi magis idoneum: *Si verò juris patronatûs ecclesiastici erit, ac institutio ad episcopum, et non ad alium, pertineat; is, quem patronus digniorem inter probatos ab examinatoribus judicabit, episcopo præsentare teneatur, ut ab eo instituatur.* Sed, quamvis Tridentini verba adeò perspicua sint, ut nullum dubitationi locum relinquant, attamen abbas Sancti Cucufati diœcesis Barchinonensis, anno 1573, conquestus est apud sacram congregationem concilii, quod in concursibus ad ecclesias parochiales sui juris patronatûs ecclesiastici, examinatores sibi jus usurparent renuntiandi digniorem inter eos, quos approbaverant. Abbatis querelas, et sacræ congregationis sententiam, l. 1 Decret., pag. 167, ita descriptam legimus: « Examinatores synodales non ferebant tantùm judicium super idoneitate concurrentium, sed apertum judicium ferebant super majori idoneitate inter eos, quos approbaverant ut idoneos; supplicavitque (abbas) cardinalibus congregationis, ut dignarentur, suæ indemnitati providendo, ordinare episcopo, ut faceret et curaret, quòd examinatores in hujusmodi beneficiis patronatûs ecclesiastici approbarent tantùm idoneos, et relinqueretur locus patrono eligendi digniorem, quem ipse episcopus instituere debet et tenetur. » Et sacra congregatio censuit, « non pertinere ad examinatores judicare quis magis idoneus sit; et si parochialis sit juris patronatûs ecclesiastici, et institutio ad episcopum pertineat, facultatem judicandi digniorem inter idoneos, approbatos ab examinatoribus, spectare ad patronum ecclesiasticum, et episcopum teneri instituere eum quem dictus patronus digniorem judicaverit, et ipsi episcopo præsentaverit. »

VIII. Consultò autem adjecta fuit illa limitatio: *Si parochialis sit juris patronatûs ecclesiastici, et institutio ad episcopum pertineat:* nam, cùm institutio, non ad episcopum, sed ad alium pertinet, electionem dignioris non ad patronum, sed ad episcopum spectare, voluit Tridentinum: *Cùm verò institutio ab alio, quàm episcopo, erit facienda, tunc episcopus solus ex dignis eligat digniorem, quem patronus ei præsentet, ad quem institutio spectat.* Quod quidem decretum adeò religiosè custodiendum censuit sacra congregatio concilii, ut etiam quando institutio pertinet ad papam, eò quòd ecclesia parochialis vacaverit in mensibus Sedi Apostolicæ reservatis, facultatem designandi digniorem ex approbatis, non patrono ecclesiastico, sed episcopo competere, dixerit, apud Garciam cit. p. 9, c. 2, num. 272 et seq.; Barbosam, de Offic. et Potest. parochi, p. 1, c. 2, n. 127, ubi insuper ab eâdem sacrâ congregatione decisum refert, quòd si ecclesiam parochialem juris patronatûs ecclesiastici vacare contingat in mensibus Papæ reservatis, ad solum ordinarium pertineat indicere concursum, renuntiare magis idoneum, atque hæc omnia ad summi Pontificis datarium referre, nullâ prorsùs habitâ ratione patroni ecclesiastici: quocirca jure ac meritò dixit Navarius, consil. 5 et 6, de Jure patronatûs, patroni ecclesiastici jura multùm, post Tridentinum, imminuta esse, et limitata. Hoc ipso anno 1746, quo hasce nostras de synodo lucubrationes, plures ante annos exaratas, expolimus, tres, quæ hùc pertinent, quæstio-

nes nobis decidendas proposuit archiepiscopus Florentinus. Primò, an patronus ecclesiasticus, etiam in foro externo, teneatur ad vacantem ecclesiam parochialem præsentare magis idoneum, seu digniorem ex approbatis ab examinatoribus. Ad quod indubitanter teneri respondimus, utrumque enim forum respiciunt enuntiata Tridentini verba, c. 18, sess. 24 : *Quem patronus digniorem inter probatos ab examinatoribus judicabit, episcopo præsentare teneatur.* Secundò quæsivit, an episcopus acquiescere debeat ecclesiastici patroni judicio, et quem iste tanquàm digniorem præsentaverit, instituere; an potiùs investigare num patroni judicium fuerit rectum et rationabile. Cui interrogationi satisfecimus, hâc adhibitâ distinctione : Aut ex approbatis ab examinatoribus nullus est qui de patroni judicio conqueratur, suamque querelam ad episcopum deferat; aut inter eos reperitur qui illud injustum fuisse contendat, et hâc de causâ ad episcopum provocet : in primo casu, non debet episcopus indagare, an reverà, inter approbatos, dignior ille sit quem patronus præsentat, cùm concilium Tridentinum hanc indaginem episcopo non commiserit, sed, instituendum edixerit, quem patronus tanquàm digniorem præsentaverit; in altero autem rerum eventu debet episcopus judicis partes assumere, et diligenter disquirere, an rectum fuerit judicium, à patrono latum de sui præsentati meritorum, supra reliquos ex approbatis, præstantiâ. Tertio loco sciscitabatur, an ab episcopi, in hujus generis causis, sententiâ quâ ex litigantibus unum digniorem pronuntiat, appellatio ab alio interposita, qui in judicio succubuit, admittenda sit tantùm in devolutivo, an etiam in suspensivo. Ad quod cum distinctione pariter duximus respondendum : Aut enim judicium episcopi est conforme judicio patroni, ita scilicet, ut ille idem ab episcopo magis idoneus pronuntietur, quem, tanquàm digniorem, patronus antea præsentaverat; et tunc appellatio admittenda est solùm in devolutivo : aut judicium episcopi discrepat à judicio patroni, siquidem non illum, quem patronus præsentavit, sed alium ex approbatis digniorem declarat; et interposita ab hâc episcopi sententiâ appellatio admittenda est etiam in suspensivo : neque ullus est de beneficio instituendus, nisi post aliam sententiam proferendam à judice, ad quem appellatur; atque interim vacans ecclesia parochialis erit ab œconomo administranda : quæ uberiùs explanata leguntur in nostris litteris ad præfatum archiepiscopum datis hoc ipso anno 1746, typis Florentinis impressis, et in secundum tomum nostri Bullarii insertis, n. 4, in ordine.

IX. Hæc quoad ecclesias parochiales juris patronatûs ecclesiastici. At, si sermo sit de ecclesiis parochialibus juris patronatûs laicorum, ad eas non requiritur examen per concursum, sed sat est, ut præsentatus à patrono, idoneus reperiatur ab iisdem examinatoribus in synodo deputatis : *quod juris patronatûs laicorum fuerit*, pergit Tridentinum, *debeat, qui à patrono præsentatus erit, ab iisdem deputatis, ut supra, examinari, et non nisi idoneus repertus fuerit, admitti.* Dubitabant idem olim doctores, an statuendum foret de ecclesiâ parochiali, quæ sit juris patronatûs mixti, hoc est, partim ecclesiastici, partim laicalis : et sacra congregatio concilii, die 5 februarii 1620, ne jura laici, ob consortium cum ecclesiastico, ullâ ex parte læderentur, declaravit, neque ad ejusmodi ecclesiæ collationem necessarium esse examen per concursum, ac proinde etiam jus patronatûs mixtum hâc postremâ parte Tridentini decreti comprehensum censuit, sicuti testatur Barbosa, cit. loc., num. 126. Potest nihilominùs evenire, ut concursus institui debeat etiam ad ecclesias parochiales juris patronatûs laicorum : nam, si ab uno aut pluribus patronis laicis, gaudentibus æquali jure, plures ad vacantem ecclesiam sint nominati, et episcopo præsentati, neque ullus ex præsentatis retulerit à patronis plures voces, quàm cæteri; tenetur episcopus indicere concursum inter eosdem præsentatos : atque illum eligere, quem, ex approbatis ab examinatoribus, judicaverit magis idoneum : quod pariter à sacrâ congregatione concilii decisum refert idem Barbosa, num. 146.

X. Jus eligendi digniorem in singulis enumeratis casibus, competens episcopo, vacante sede episcopali, transit ad capitulum ecclesiæ cathedralis ad quod tota episcopi jurisdictio devolvitur; sed à capitulo transfertur in vicarium capitularem, quem ex Tridentini decreto, sess. 24, c. 16, reform., intra octo dies ab habitâ notitiâ vacationis ecclesiæ, tenetur eligere. Vigebat olim opinio permittens capitulo aliquam jurisdictionis partem sibi reservare. Ea propter, cùm institutus fuisset concursus ad quamdam ecclesiam parochialem, et lis excitata fuerit inter capitulum et vicarium capitularem, cuinam jus competeret renuntiandi magis idoneum; sacra congregatio concilii, die 18 novembris 1651, t. 10, decr., p. 155 et 156, censuit spectare ad capitulum, quia in deputatione vicarii id juris sibi expressè reservaverat. Verùm, cùm postea prævaluerit sententia opposita, et jam communiter doctores sentiant integrum non esse capitulo, ne minimam partem quidem jurisdictionis sibi reservare, sed totam quam habet conferre debere vicario capitulari, quod nos insinuavimus, l. 2, c. 9, et pluribus probant Fagnanus in cap. *His quæ*, num. 71, de Major. et Obed., et Marchett., de Vicario capitulari, part. 2, tit. 12, n. 27, etiam sacra congregatio è priori sententiâ recessit, aliudque judicium tulit in aliâ simili controversiâ. Vacante ecclesiâ cathedrali Elevens. indictus fuit concursus ad quamdam ecclesiam parochialem. Concursus, ut moris est in regno Lusitaniæ, habitus fuit coram capitulo. Lis subinde vertebatur inter capitulum, et vicarium capitularem, super jure eligendi digniorem ex approbatis; quod capitulum, eâ potissimùm ratione, sibi astruebat, quòd scilicet in vicarii deputatione, ejusdem jurisdictionem coarctâsset. Re delatâ ad sacram congregationem concilii, hæc, die 1 decembris 1736, jus de quo disceptabatur asseruit vicario, cujus jurisdictionem censuit nequaquàm potuisse à capitulo limitari.

LIBER QUINTUS.

DE GERENDIS IN SYNODO.

CAPUT PRIMUM.

De publicis supplicationibus, missis, allocutionibus, sermonibus et acclamationibus.

I. Constitutam ab episcopo diem quâ suam synodum celebrare vult, die Epiphaniorum, vel calendarum januarii, cathedrali in ecclesiâ è suggestu indici et promulgari, atque calendario, quod in singulos annos confici solet, ascribi, statuit S. Carolus Borromæus in concilio provinciali Mediolanensi IV, p. 3, Act. eccl. Mediol., part. 1, pag. 177. Et in concilio provinciali V, part. 3, ib. pag. 276, parochis præcipit ut per mensem, ante statutam synodi diem, quintâ quâque feriâ missam celebrent de Spiritu sancto, aut pro diversitate temporum orationem saltem de Spiritu sancto in missæ sacrificio recitent, populumque hortentur ut die dominico, synodi diem antecedente, verè pœnitentes et confessi sacram Communionem

sumant; hoc præcipuè precantes ut quæ ad eorum salutem pertinent, Dei auxiliante misericordiâ, per episcopum in synodo diligenter sanctèque agantur. Hæc aliaque ante synodum tam in civitate quàm in diœcesi facienda, magis adhuc accuratè et minutim descripta leguntur in appendice ad synodum Americanam, anno 1595 habitam à celebri ejus urbis episcopo Antonio Mariâ Gratiano, cap. 1071 et 1072.

II. Synodali celebritati triduum veteri ritu præstitutum esse idem S. Carolus, cit. loc., pag. 278, affirmat, et Pontificale Romanum, tit. de Ordine ad synodum, tribus sessionibus illam absolvi solere ait; quamvis utrobique addatur fas esse episcopo pro rerum gerendarum ratione, synodum ultra triduum protrahere. Quid autem singulis diebus agendum sit, nostrum erit hic exponere: *Primâ die synodi Pontifex summo manè cappam indutus, ab universo clero cum superpelliciis comitatus, ad ecclesiam pergit; paratur in sede; celebrat missam de Spiritu sancto, et præbet clero sacram Communionem;* verba sunt Pontificalis Romani cit. loc. Eodemque ritu, post ultimam sessionem, esse episcopum à clero associandum, cùm ab ecclesiâ se domum recipit, in eodem Pontificali inferiùs præscribitur: *Tunc omnes pariter surgentes, Pontificem, cappâ indutum, cum superpelliciis ad domum reducunt.* Hic porrò clericorum episcopum associantium comitatus speciem quamdam præ se fert processionis; nec alicubi, ut in diœcesi Neapolitanâ, alia fieri solet solemnis supplicatio, seu processio, cùm nulla reapsè descripta appareat in Actis synodi diœcesanæ, anno 1694, celebratæ à Jacobo cardinali Cantelmo, neque in Actis alterius synodi, anno 1726 habitæ à cardinali Francisco Pignatello, Neapolitanis archiepiscopis; nisi fortè ideò non reperiatur descripta in Actis synodalibus, quia pridiè habita fuerit, quemadmodùm suâ ætate Neapoli fieri consuevisse asserit Gavantus, in Praxi, part. 2, sess. 1, annot. 1. Cæterùm, quidquid sit de contrariâ consuetudine in hâc aut illâ peculiari diœcesi vigente, communi usu receptum est ut prius à synodi die ab episcopo et universo clero publica instituatur supplicatio seu processio per urbem, quod et faciendum præscripsit S. Carolus Borromæus, cit. loc., et factum à S. Francisco Salesio, l. 3, cap. 10, num. 3, narravimus; quorum exempla satis superque sunt ad firmandam regulam ad quam omnes conformare se debeant. Ejusmodi processionem instituendam, post celebratam ab episcopo missam, ut, dùm ea celebratur, commodiùs possit clerus in ecclesiâ congregari, ait Gavantus, cit. loc.; sed S. Carolus Borromæus illam, ante missam peragendam dicit: *Primo synodi die episcopus, processione solemni primùm peractâ, missæ sacrificium celebret.* Quilibet, quoad hoc, suæ ecclesiæ consuetudinem sectetur, modò missa non omittatur, quam synodalibus semper præmitti consuevisse, vel ex ipsis colligitur quæ seculo VI conficta creduntur, Gestis de Sixti Romani Pontificis purgatione, et Polychronii Hierosolymitani episcopi accusatione, ubi c. 8, cùm synodus Hierosolymis, certè prout moris erat, celebrata fingatur, dicitur: *Feriâ primâ celebratæ sunt missæ à Casto episcopo, qui directus fuerat à Xysto episcopo et coepiscopis suis; vel à synodo:* apud Coustant, in Appendic. ad tom. 1, epist. pontif., col. 121.

III. Itaque sive ante sive post processionem, debet episcopus missam facere de Spiritu sancto, et porrigere clero sacram Communionem, quam, acceptis stolis rubeis, etiam sacerdotes sument, qui fortè eâ die non celebraverint. In Pontificalibus editis ante Clementem VIII, uti observat Joseph Catalanus in notis ad Pontificale Romanum, tom. 3, tit. 5, § 2, n. 5, non legimus missam celebrandam, sed audiendam ab episcopo: *Primâ autem die concilii seu synodi manè conveniunt sacerdotes et clerici universi in ecclesiâ, in quâ debet concilium seu synodus celebrari, ubi Pontifex missam audit.* Sed quòd ita olim fieret, non absolvit episcopos ab obligatione per se ipsos celebrandi, quam illis imponit recens Pontificale, quod prodiit auctoritate Clementis VIII, ubi episcopo, et non alteri, dicitur: *Paratur in sede, celebrat missam de Spiritu sancto.* Nec satis est ut episcopus missam privatim faciat, sed omninò decet ut solemni et pontificiali ritu celebret, siquidem S. Carolus Borromæus, in concilio provinciali Mediolanensi IV, part. 2, tit. *Quæ pertinent ad sanctissimum missæ sacrificium*, pag. 152, dies enumerans quibus episcopus, *et Patrum monimentis, et veteri rituum cæremoniarumque Romanorum Codice, eoque comprobato*, sacra mysteria solemni celebritate et pontificio apparatu perficere debet, primam quoque diœcesanæ synodi diem inter illas recenset.

IV. Secundâ synodi die mos est, inquit Gavantus, cit. Prax., part. 2, sess. 2, n. 2, ut unus ex canonicis missam solemniter faciat pro defunctis, cui episcopus assistit, eâque peractâ, stolam et pluviale nigri coloris assumit, et consuetas orationes recitat pro defunctis, post quas, vestes nigras in rubeas mutat, et accepto pastorali baculo ad sedem synodalem ascendit. Tertiâ demùm die unus pariter ex canonicis missam celebrat de sanctissimâ Trinitate, additâ collectâ in gratiarum actionem; episcopus astat indutus stolâ et pluviali albi coloris. Missâ absolutâ, rubea accipit indumenta, ad consuetam sedem se confert, ultimæ sessioni præsidet, et synodo finem imponit.

V. Post ultimam sessionem alia fieri solet supplicatio seu processio, minùs tamen solemnis, vel circa vel intra ecclesiam, quod Gavantus, pag. 40, monet; quâ, absolutâ episcopus consueto ritu clero et populo benedicit, et quadraginta dierum indulgentiam impertitur. Quò tamen uberiorem fructum è synodi celebritate singuli capiant, solent episcopi, saltem cùm primam agunt synodum, indulgentiam plenariam à summo Pontifice sub consuetâ formulâ illis impetrare, qui unâ ex tribus synodi diebus ecclesiam cathedralem visitaverint. Cætera quæ ad preces in synodo recitandas aliasque functiones peragendas pertinent, legenda sunt in Pontificali Romano; et antiquiora quædam monumenta hanc eamdem materiam respicientia, videri possunt in Appendice concilii Calegunstadiensis, tom. 9 collectionis Conciliorum Labbei, col. 488; apud Martene, de antiquis Ecclesiæ ritibus, tom. 3, l. 4, cap. 34, n. 39, et apud Catalanum, ad Pontificale Romanum in Append. ad ordinem celebrandi synodum.

VI. Vetus institutum est ut episcopus in synodo brevi gravique sermone clerum alloquatur, et de iis admoneat quæ in illo corrigenda deprehenderit; quod saltem in postremâ sessione omninò fieri voluêre Patres concilii Mediolanensis V, cit. part. 3, pag. 279: *Episcopus antea quàm synodum dimittat, sermonem habeat paternis monitionibus plenum et dimissioni accommodatum.* Hujus admonitionis antiqua formula sub nomine *Inquisitionis* extat apud Reginonem abbatem Prumiensem; aliaque occurrit in Pontificali Romano, ex variis conciliorum decretis, pontificiis sanctionibus et SS. Patrum sententiis concinnata. S. Carolus Borromæus ad sublevandos episcopos qui concionibus habendis assueti non sunt, quasdam elucubravit atque à suo IV concilio provinciali approbatas ediditadmonitiones in quâlibet diœcesanâ synodo legendas, quæ compendiosam atque exactam clericalis vitæ disciplinam et vivendi rationem continent: *Quibus*, ait pag. 181, *pro libito suo unusquisque episcopus addat et detrahat, prout ecclesiæ suæ clero pro temporum ratione utile esse viderit.* Alias insuper et uberiores admonitiones idem S. Carolus evulgavit in suâ III synodo diœcesanâ, quæ insertæ sunt Actis ecclesiæ Mediolanensis, p. 2, pag. 299. Ex his quilibet episcopus ea seligere poterit quæ suæ ecclesiæ pro loco et tempore magis accommodata judicaverit, aliaque addet quæ Spiritus sanctus dabit ei eloqui.

VII. Mirabitur fortassè quispiam, in præfatâ admonitionum formulâ, quæ habetur in Pontificali Romano, tit. de Ordine ad synodum, ad fin., 3 sess., hoc inter cætera ab episcopo clero injungendum ad-

notari : *Tribus temporibus in anno, id est, Nativitate Domini, Paschâ et Pentecoste, omnes fideles accedere ad Communionem corporis Domini nostri Jesu Christi admonete, et ne omittunt quin saltem in Paschâ communicent.* Sed meminisse oportet legem olim ab Ecclesiâ latam fuisse ut omnes Christiani adultæ ætatis iis diebus quibus præcipua nostræ Religionis mysteria recoluntur, id est, Paschatis, Pentecostes et Nativitatis Domini, Eucharistiam sumerent, uti constat ex decreto quod refertur et Fabiano papæ tribuitur ab Ivone, part. 2, cap. 27; Burchardo, l. 5, cap. 17; et Gratiano, de Consecr., dist. 2, can. 16. *Etsi non frequentiùs, saltem in anno ter laici homines communicent (nisi fortè quis majoribus quibuslibet criminibus impediatur) in Paschâ videlicet, et Pentecoste et Natali Domini;* ex concilio Agathensi anni 506, can. 18, tom. 2 Collect. Harduini, col. 1000. *Seculares qui Natale Domini, Paschâ, Pentecoste non communicaverint, Catholici non credantur, nec inter Catholicos habeantur;* ex concilio Turonensi III, aliisque. Sed magis magisque in dies frigescente fidelium pietate, Innocentius III, in concilio Lateranensi IV, can. 22, relato in c. *Omnis utriusque sexûs*, de Pœnit. et Remis., statuit ut omnes fideles semel saltem in anno sua peccata sacramentali confessione expiarent, et *ad minùs in Paschâ* Eucharistiam susciperent. Totam quæ in Ecclesiâ viguit quoad obligationem accedendi ad Eucharistiam, disciplinam, ejusque pedetentim et veluti per gradus remissionem, describit Petrus Blesensis, sermone 16, ex recensione Joannis Bussæi, inquiens : *In primâ Ecclesiâ quotquot intererant consecrationi Eucharistiæ, communicabant eidem..... Postquàm autem crevit numerus fidelium, nec omnes accedere ad Eucharistiam visum est; statutum est ut saltem diebus dominicis fideles communicarent. Cùm verò paleæ supercrescentes cœperunt cooperire grana, et multorum refriguit charitas..., decretum est ut saltem per tres solemnitates in anno fideles communicarent, in Paschâ, Pentecoste et Natali. Nunc autem, quoniam dies mali sunt, et omnes ferè declinaverunt et inutiles facti sunt, non audeo dicere, ex præcepto Ecclesiæ, sed ex tacitâ permissione ipsius introductum est ut semel in anno congregentur in ecclesiâ ad communicandum : quod præterire fas non est.* Jam verò cùm formula de quâ loquimur, antiquissima sit et ante concilium Lateranense IV exarata, nemini mirum videri debet quòd in eâ fideles admoneantur ut ter in anno ad sacram Communionem accedant. Postquàm autem præceptum communicandi ter in anno in concilio Lateranensi temperatum fuit, addita sunt eidem for mulæ ea verba, *et ne omittat quia saltem in Paschâ communicet;* quæ quidem in antiquioribus formulis desiderantur, et satis apertè indicant Communionis præceptum nunc obligare solum in Paschate; quamvis expediat ut episcopus et parochi populum hortentur ad sæpiùs, sed præsertim in celebrioribus festivitatibus, sacra mysteria participanda.

VIII. Antiquam pariter disciplinam respiciunt verba quæ in eâdem formulâ sequuntur : *Certis temporibus conjugatos abstinere ab uxoribus exhortamini.* Olim in solemnioribus festivitatibus ac jejunii diebus, quibus peculiariter erat orationi vacandum, vetitum fuisse conjugibus matrimonii usum, ex pluribus colligitur Ecclesiæ sanctionibus, collectis à Gratiano, causâ 33, q. 4. Ratherius, episcopus Veronensis, in suâ epistolâ synodicâ, quæ habetur tom. 1 Spicilegii Dacherii, pag. 379, conjuges se abstinere jubet *in Natali Domini viginti diebus ac noctibus...., in octavis Paschæ et Pentecostes, litaniarum et omnium festivitatum vigiliis, sextis etiam feriis, præcipuè autem omnibus diebus, vel noctibus dominicis.* Inter Capitularia Theodori, archiepiscopi Cantuariensis, ab eodem Dacherio, Spicilegii tom. 1, evulgata, c. 46, pag. 488, legitur : *Vir abstineat se ab uxore suâ quadraginta dies ante Pascha, et primâ hebdomadâ post Pascha, et post Pentecosten unâ hebdomadâ.* In quadragesimâ pariter, in quâ *non solùm illicita, verùm etiam multa à nobis quoque licita meritò resecamus*, esse à conjugibus *omni voluptati renuntiandum, et ut licenter orationi vacetur, castitati mentis et corporis incumbendum*, respondit Nicolaus I ad consulta Bulgarorum, c. 9, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 358. In canone III, tom. 1 noviss. Collect. concilior. Britan., pag. 107, ex iis quos Ecbertus archiepiscopus Eboracensis ex pluribus excerpsit conciliis, hæc habentur : *Qui in matrimonio sunt, abstineant se tres noctes antequàm communicent, et postquàm communicaverint.* Hæc fortassè aliaque hujus generis multa ignota fuerunt nonnullis theologis moralibus qui, antiquam disciplinam ex hodiernâ metientes atque illam huic accommodantes, quod sæpè ab iisdem fieri notavit cardinalis Bona, Rer. liturgic. l. 1, c. 18, num. 1, non dubitârunt affirmare nunquàm ab Ecclesiâ fuisse usum conjugii certis diebus interdictum, cùm potiùs asserere debuerint, nunc intra meri consilii limites contineri quod olim severâ lege erat prohibitum; sicuti scitè ponderat Catalanus, in Comment. ad Pontificale Romanum, tom. 3, tit. de Ordine ad synodum, § 22.

IX. In fine synodi fieri solent acclamationes quibus diaconus, cæteris respondentibus, omnem laudem, honorem et gloriam refert Deo Patri misericordiarum, qui Spiritûs sancti invisibili gratiâ synodum dirigere atque ad felicem exitum perducere dignatus est; summo Pontifici, universalem Ecclesiam gubernanti, veram et diuturnam prosperitatem; episcopo synodo præsidenti, ejusque ministris, salutarem vigilantiam et divinam miserationum abundantiam; civitati et oppidis diœceseos pacem animorumque concordiam, omniaque fausta precatur; supplicatque Deo ut uberem opem elargiatur, quâ singuli adjuti edita in synodo decreta sanctè inviolatèque custodiant et exequantur.

X. Faustè acclamationes frequenter occurrunt in conciliis œcumenicis. Eas quippe in concilio Chalcedonensi, act. 1, act. 4, et bis act. 6, factas legimus. In concilio verò Constantinopolitano IV, ad finem cujusque actionis, acclamatum deprehendimus Adriano Romano pontifici, Basilio et Constantino imperatoribus, Eudoxiæ Augustæ, Ignatio, cæterisque patriarchis orientalibus, omniumque episcoporum orthodoxo senatui. Quæ autem in concilio Tridentino, auspicante cardinali à Lotharingiâ, aliisque Patribus prosequentibus, factæ sunt, extant tom. 10 Collectionis Harduini, col. 129. Rariùs occurrunt in antiquioribus conciliis provincialibus, etsi in synodo Romanâ anni 853, c. 42, *ab universis episcopis, presbyteris, diaconibus, et clero cuncto*, Leoni IV summo pontifici, t. 5 Collectionis Harduini, col. 75, et in concilio Toletano IV anni 633 ad finem, Sisenando regi acclamatum legamus tom. 3 Collectionis Harduini, col. 595. Inter concilia verò provincialia post Tridentinum habita acclamationes reperimus in fine Cameracensis, anni 1586, t. 9 Collectionis Harduini, col. 2181; Burdigalensis anni 1624, t. 11 Collectionis Harduini, col. 141, et aliis. Post acclamationes in conciliis provincialibus omnes episcopi accedunt ad osculum pacis, à metropolitano accipiendum, quod deinde sibi invicem pariter dant et accipiunt ut mutuam charitatem animorumque conjunctionem ostendant.

XI. Quod verò attinet ad nostras diœcesanas synodos, in Cæremoniali episcoporum, cap. 31, in fin., habetur : *In synodis diœcesanis magis deceret ut acclamationes et oscula pacis omitterentur.* Sed nihilominùs Gavantus, in Praxi synodi diœces., p. 2, sess. 3, num. 27, ait : *Acclamationes fiunt, saltem in primâ synodo, ut aliquando fiant : et Cæremoniale non eas prohibet, sed parcius adhiberi censet in diœcesanis synodis;* et reipsà acclamationes factas comperimus in synodo diœcesanâ Sutrinâ, anno 1671, habitâ à Julio cardinali Spinolâ; in synodo diœcesanâ Farsensi, anno 1685 habitâ à Carolo cardinali Barberino; in synodo diœcesanâ Montis Falisci, habitâ ab episcopo Bonaventurâ, aliisque non paucis. De osculo pacis hæc habentur in concilio provinciali Mediolanensi V, cit. p. 3, Act. eccl. Med., p. 1, pag. 279 : *Acclamationibus*

factis, omnes sacerdotes et clerici surgentes cum reverentiâ osculum pacis ab episcopo accipiant et sibi invicem dent cum timore et amore Dei. Si verò cleri qui convenerit numerus is est ut longiùs hic osculi ritus ducatur, ea ratio ineatur ut præpositi et archipresbyteri solùm ab episcopo illud accipiant, qui deinceps suo cuique clero dent, isque inter se mutuò item. Verùm, cùm hæc in Cæremoniali episcoporum nec præcipiantur nec prohibeantur, liberum erit episcopis ea vel facere vel omittere, sicuti fert cujuslibet diœcesis consuetudo.

CAPUT II.

De legendis in synodo, et fidei professione in eâ emittendâ.

I. Concilia provincialia et diœcesana olim fuisse ita inter se colligata ut unum alterum consequeretur, diximus, l. 1, c. 6, n. 1. In provincialibus enim universalium, in diœcesanis provincialium synodorum definitiones et decreta promulgabantur : quocirca concilium Toletanum XVI, anni 963, cap. 7, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 1797, sancivit ut unusquisque episcopus, intra sex menses post peractum provinciale concilium, suæ diœcesis clerum ad synodum arcesseret : *Quatenùs coram eis publicè omnia reserata de his quæ eodem anno in concilio acta vel definita extiterint, plenissimè notiora efficiantur.* Priscæ disciplinæ non ignarus S. Carolus Borromæus, in concilio provinciali Mediolanensi IV, illam renovare studuit, decernens, p. 1 Act eccl. Med., pag. 179 : *In primâ quâque diœcesanâ synodo decreta, in provinciali proximo concilio edita, promulgentur.* Ad eumdem pariter morem alludere voluit et retinendum duxit sacra congregatio concilii, cùm rescripsit posse ab episcopo omnes et singulos diœcesis clericos ad synodum evocari, si concilii provincialis decreta sint in eâ publicanda, sicuti l. 3, c. 6, n. 2, retulimus. Præterea concilium Tridentinum, ne eorum quæ de episcoporum et parochorum residentiâ, tum sess. 6, cap. 1, de Reform. sub Paulo III, tum sess. 23, c. 1, sub Pio IV, sanctissimè constituerat, ullo unquàm tempore memoria obliteraretur, in provincialibus et epicopalibus synodis illa semper in posterum legenda et promulganda præcepit : *Postremò*, ait, *tam decretum illud sub Paulo III quàm hoc ipsum in conciliis provincialibus et episcopalibus publicari sancta synodus præcipit; cupit enim quæ adeò ex pastorum munere animarumque salute sunt, frequenter omnium auribus mentibusque infigi, ut in posterum, Deo juvante, nullâ temporum injuriâ aut hominum oblivione, aut desuetudine aboleantur.*

II. Ad hæc, S. Carolus Borromæus, in sæpiùs citato concilio provinciali Mediolanensi V, p. 3 Act. eccl. Med., p. 1, pag. 278 et 279, in quâlibet diœcesanâ synodo semper legendas edixit constitutiones Pii II de Clericis illegitimè promotis, S. Pii V de Confidentiis beneficialibus, et de Horis canonicis recitandis, quibus permisit ut adjungerentur *aliæ vel pontificiæ sanctiones, vel provinciales constitutiones, vel decreta diœcesana, quæ episcopus legenda censuerit.* Nec incongruum esse, ait Gavantus, in citatâ Praxi, p. 2, sess. 2, n. 39 et seq., ut episcopus promulgari jubeat etiam sacrarum Urbis congregationum decreta, si quæ de novo prodierint, ad universum clerum spectantia; simulque expedire monet ut iis quæ leguntur, aliquâ episcopus vulgari sermone interserat, quibus causam et rationes exponat propter quas emanârunt, et accuratam omnium observationem inculcet. Verùm, ne tot constitutionum et decretorum farrago confusionem pariat et audientium mentes obruat, jamdiù mos inolevit ut episcopus in suis synodalibus constitutionibus, summorum pontificum sacrarumque Urbis congregationum recentia decreta, quæ speciatim suo clero notificanda judicaverit breviter innuat, eademque postea vel per extensum vel in compendium redacta, ac notis insuper quandoque illustrata, in appendice ad synodum edat et evulget.

III. Quod attinet ad fidei professionem, semper in Ecclesiâ hæc disciplina viguit, ut Patres, ad sacra comitia coeuntes, se catholicam fidem profiteri, et præcedentia œcumenica concilia recipere ac admittere, publicè protestarentur. Ita præsertim in concilio Chalcedonensi atque aliis deinceps conciliis Nicænâ ac Constantinopolitanâ, fidei formula recitata. Quibus vestigiis inhærens Tridentina synodus, sess. 25, de Reform., cap. 2, præcepit patriarchis, primatibus, archiepiscopis, episcopis, aliisque omnibus qui de jure vel consuetudine synodo provinciali interesse debent, *ut in ipsâ primâ synodo provinciali, post finem præsentis concilii habendâ, ea omnia et singula, quæ ab sanctâ synodo definita et statuta sunt, palàm recipiant, necnon veram obedientiam summo Romano Pontifici spondeant et profiteantur, simulque hæreses omnes à sacris canonibus et generalibus conciliis, præsertimque ab hâc eâdem synodo damnatas publicè detestentur et anathematizent;* eamdemque fidei professionem semper deinceps à novis ecclesiarum præsulibus emittendam, statuit in primâ synodo provinciali, cui intervenerint : *Idemque in posterum quicumque in patriarchas, primates, archiepiscopos episcosposque promovendi; in primâ synodo provinciali, in quâ ipsi interfuerint, omninò observent.* Huic verò sanctioni episcopos, ut par erat, morem gessisse, prôbant omnium provincialium conciliorum, quæ Tridentinum sunt consecuta, acta, quorum pleraque ad rem allegantur à Natali Alexandro, Hist. Eccles. seculi XV et XVI, dissert. 12, art. 16.

IV. Inspecto igitur Tridentini decreto, non tenetur episcopus fidei professionem emittere in primâ synodo diœcesanâ, sed in primâ provinciali; attamen maximè decet ut in hoc religionis actu præstando, etiam in suâ diœcesanâ synodo, cæteris exemplo præeat, et fidem catholicam, sub consuetâ formulâ, coram astantium sacerdotum cœtu, palàm profiteatur; quod docet Gavantus, in citatâ Praxi, part. 2, in annot. § 3, rationem simul adducens, cur id fieri expediat, inquiens : *Notandum est non teneri episcopum emittere professionem fidei in primâ synodo diœcesanâ, quia non habet ibi majorem, sed in primâ synodo provinciali. Quia tamen provincialis synodus ferè nunquàm hodiè celebratur, laudandi sunt ii episcopi qui in primâ suâ synodo coram Deo, genuflexi ante altare, fidei professionem emittant; est enim actus summæ religionis; quo casu stabit totus clerus, ob reverentiam genuflexi episcopi, qui breviori formulâ, de quâ infra, eam emittet*, etc. Gavanto obsecuti sunt duo cardinales, archiepiscopi Neapolitani, Cantelmus et Pignatellus, fidei professionem, in suâ quisque synodo, emittentes, quod ideò se facere declarârunt; quia nulli provinciali concilio usque ad eam diem intervenerant.

V. Severiùs egit Tridentinum, sess. 24, c. 12 de Reform., cum parochis à quibus fidei professionem emitti voluit intra duos menses, numerando à die quâ beneficii parochialis professionem consecuti sunt : *Provisi etiam de beneficiis quibuscumque, curam animarum habentibus, teneantur à die adeptæ possessionis, ad minùs intra duos menses, in manibus ipsius episcopi, vel eo impedito, coram generali ejus vicario, seu officiali, orthodoxæ suæ fidei publicam facere professionem, et in Romanæ Ecclesiæ obedientiâ se permansuros, spondeant ac jurent;* eidemque obligationi obnoxios fecit canonicos ecclesiarum cathedralium; quinimò istos non solùm coram episcopo aut ejus officiali, sed etiam coram capitulo, fidei professionem edere, statuit : *Provisi autem de canonicatibus et dignitatibus in ecclesiis cathedralibus, non solùm coram episcopo, seu ejus officiali, sed etiam in capitulo, idem facere teneantur.* Porrò tam canonicos quàm parochos huic sanctioni non obtemperantes jure privavit percipiendi suorum beneficiorum fructus : *Alioquin prædicti omnes provisi, ut supra, fructus non faciant suos, nec illis possessio suffragetur;* ubi tamen nomine fructuum non venire quotidianas distributiones sæpiùs censuit sacra congregatio concilii, et præcipuè die 9 februarii 1726, cùm interrogata *quibus pœnis subjaceant non emittentes vel debito modo non emittentes professionem fidei*,

respondit *non facere fructus suos, sed distributiones lucrari pro horis quibus intersunt;* juxta ea quæ de hâc materiâ tractantes plenè deduximus *in nostrâ Institut.* 60.

VI. Præfatum Tridentini decretum, sess. 24, solos attingit curatos et canonicos cathedralium, non autem canonicos collegiatarum ecclesiarum, cæterosque beneficiarios, sed idem Tridentinum, cit. cap. sess. 25, postquàm ad fidei professionem, in primo provinciali concilio emittendam, adegit episcopos, addidit : *Cæteri verò omnes, sive in præsenti, sive in futurum beneficia ecclesiastica habituri, et qui in synodo diœcesanâ convenire debent, idem ut supra, in eâ synodo quæ primo quoque tempore celebrabitur, faciant et observent; aliàs secundùm formam sacrorum canonum puniantur.* Dubitârunt quidem nonnulli an ejusmodi decretum sess. 25 referendum sit ad decretum sess. 24, et de illis duntaxat beneficiariis accipiendum, de quibus c. 12 fuerat sermo; sed unde hæc dubitatio oriri queat, planè non videmus. In priori quippe decreto soli nominantur curati et cathedralium ecclesiarum canonici; posterioris verò decreti verba generalia sunt, et omnes omninò beneficiarios complectuntur; nec ullam involvunt particulam quæ vel leviter innuat hæc intra limites prioris decreti esse restringenda : quapropter sine ullâ hæsitatione concludendum est postremi decreti virtute omnes et singulos qui beneficium ecclesiasticum possident, in primâ synodo diœcesanâ, cui aliàs obstringantur adesse, debere fidei professionem emittere.

VII. Verùm, etsi concilium Tridentinum prædicta statuerit, nullam tamen specialem fidei formulam certis verbis conceptam adornavit, in quam ii jurare debeant quos cæteroquin ad fidei professionem faciendam severâ lege astrinxit. Eam tamen formulam postea concinnavit Pius IV, et suâ const. 103, Bullar. tom. 4, p. 2, pag. 204, Roman. edit.; in eam jurare jussit, quicumque cathedralibus aut superioribus ecclesiis essent in posterum præficiendi vel canonicatus cathedralium ecclesiarum, aut beneficium animarum curam annexam habens forent consecuturi. Quia autem de cæteris beneficiariis nihil Pius IV decrevit, inde exorta est dubitatio an isti fidei professionem in primâ synodo diœcesanâ, ad Tridentini normam edituri, teneantur illam conceptis verbis emittere, juxta formam à Pio IV præscriptam, sed cùm in Pianâ formulâ reverà alia non contineantur præter illa, quæ Tridentinum speciatim exprimenda præcepit, meritò decisum fuit illam ab omnibus esse adhibendam, qui Tridentini decreto obstringuntur ad fidei professionem, sive in synodo sive extra synodum edendam, quemadmodùm refert Fagnanus in suis Manuscriptis, ad cap. 2, sess. 25, de Reform.: *Advertendum quòd licèt hæc formula professionis fidei, edita à Pio IV, non fuit edita tempore hujus decreti, cùm tamen præcipitur concilio provinciali interessentibus professio eorum quæ in dictâ formulâ continentur, benè fuit judicatum secundùm eam formulam quemque debere profiteri.*

VIII. Non est tamen necesse ut singuli Pianam formulam separatim recitent, sed sat est, ut synodi secretarius illam è suggestu altâ voce legat, omnesque fidem professuri eamdem totidem verbis simul repetant; quâ absolutâ, bini, terni vel quaterni ad episcopum accedent, et coram eo genuflexi super exposita sacrosancta Evangelia jusjurandum singulatim in hunc modum proferent : *Ego idem N. N. spondeo, voveo ac juro. Sic me Deus adjuvet, et hæc sancta Dei Evangelia.*

IX. Displicet hoc jusjurandum plerisque heterodoxis, idcò duntaxat illud improbantibus, quia unicuique fas esse vellent religionem et fidem quasi indusium pro libito mutare, ac proinde fidei professionem, conceptis verbis faciendam *Fidem formulariam*, per ludibrium appellant. Nostrum hìc non est eorum insaniam refellere; obiter tamen et veluti per transennam advertimus fidei formulas non recenter adinventas, sicuti illi oblatrant, sed Ecclesiæ coævas esse, quod et cordatiores inter eosdem hæreticos ultrò fatentur; nullus siquidem adultæ ætatis, primis Ecclesiæ seculis, Baptismate donabatur, qui catholicam fidem conceptis verbis antea non profiteretur, et grassantes tunc temporis hæreses publicè non detestaretur; de quâ re luculentum testimonium perhibent Cyprianus, epist. 76, ad Magnum; Tertullianus, de Baptism., c. 6; Eusebius, epist. ad Cæsar, apud Socratem, l. 1, cap. 8; Augustinus, l. 8 Confes., cap. 2; specialem quoque fidei professionem, sub certâ formulâ, semper Ecclesiam exegisse à suspectis Catholicis, redeuntibus ad Ecclesiam hæreticis ac novis episcopis, tradit Cyrillus Alexandrinus, epist. ad Acacium, tom. 5, p. 2 oper., pag. 109, et pluribus probat Christianus Lupus, in Scholiis et Notis ad Canones Ephesinos, tom. 1 edit. Lovaniens., an. 1665, pag. 360.

X. Nec præterea recens institutum est ut catholicam fidem, quam quis exteriùs profitetur, se constanter retenturum juratus promittat : etenim Patres concilii Toletani XI anni 675, can. 10, statuêre : *Placuit huic sancto concilio ut unusquisque qui ad ecclesiasticos gradus est accessurus, non ante honoris consecrationem accipiat, quàm placiti sui innodatione promittat, ut fidem catholicam sincerâ cordis devotione custodiens, justè et piè vivere debeat.* Collectionis Harduini tom. 3, col. 1028, ubi *placiti innodatione* aliud designari non posse quàm juramenti vinculum, nemo non videt. Gregorius II à Bonifacio Germanorum apostolo, quem pridiè kalendas decembris anno 723 episcopum inauguravit, juratam fidei professionem, ab omnibus episcopis in eorum oratione præstari solitam, accepit in hanc formam conceptam : *Promitto ego Bonifacius*, etc., *tibi, beate Petre, apostolorum princeps, vicarioque tuo beato Gregorio papæ, et successoribus ejus, per Patrem, et Filium et Spiritum sanctum, Trinitatem inseparabilem, et hoc sacratissimum corpus tuum, me omnem fidem et puritatem sanctæ fidei catholicæ exhibere, et in unitate ejusdem fidei, Deo operante, persistere, in quâ omnis Christianorum salus esse sine dubio comprobatur*, etc., apud Baronium, ad eumdem annum 723, n. 4. Berengarius in concilio Romano sub S. Gregorio VII, anno 1079, post ejuratam hæresim fidei professionem juramento super sancta Dei, Evangelia obsignavit, ut narrat Baronius, ad dictum annum, n. 3; et concilium Tolosanum anni 1129, can. 10, sancivit : *Universi tam mares, quàm fœminæ, masculi à 14 anno, et supra, fœminæ à 12, abjurent omnem hæresim, extollentem se adversùs sanctam, et catholicam Romanam Ecclesiam.... jurent etiam, quòd fidem catholicam, quam Romana Ecclesia tenet et prædicat, servabunt :* tom. 6 Collectionis Harduini, p. 2, col. 1151. Hæc, aliaque hujus generis innumera vetustate venerandâ exempla, et decreta satis superque essent ad obstruendum os hæreticorum obloquentium de fidei professione, ex Pii IV constitutione, conceptis verbis edendâ, et juramento confirmandâ; quæ tamen nos prætermittimus, quia præsentis instituti non est cum heterodoxis dimicare.

CAPUT III.

De scrutinio.

I. Scrutinium, ita dictum à scrutando, duplex esse potest : speciale, cùm scilicet singularis personæ mores investigantur; et generale, cùm in totius cleri vivendi rationem inquiritur. Accuratissimum scrutinium semper in Ecclesiâ fieri consuevit de probitate, doctrinâ, cæterisque animi dotibus eorum qui ad ordines, præsertim sacerdotium, et episcopatum, essent promovendi; quamvis nec semper, nec ubique idem fuerit modus illud instituendi. In Constitutionibus apostolicis, lib. 8, cap. 4, tom. 1 Patr. apostolic. Cotelerii, pag. 395, ab ipsis apostolis statutum dicitur, ut episcopum ordinaturi, eum populo sistant, petatque qui inter reliquos præcipuus est, *an ab omni-*

bus testimonium habeat, quòd dignus sit magnâ hâc et illustri præfecturâ. Ex eâdem apostolicâ traditione promanâsse, ut idem fieret in sacerdotum, et diaconorum ordinatione, asserit Cyprianus, epist. 68, quæ est ad clerum et plebes in Hispaniâ consistentes : *Ordinationes sacerdotales nonnisi sub populi assistentis conscientiâ fieri oportere, ut plebe præsente vel detegantur malorum crimina, vel bonorum merita prædicentur... Nec hoc in episcoporum tantùm et sacerdotum, sed in diaconorum ordinationibus observâsse apostolos, animadvertimus.* At in fine seculi IV, hanc disciplinam in Africâ mutari cœpisse, colligitur ex concilio Carthaginensi III anni 397, can. 22, relato à Gratiano, dist. 24, ubi episcoporum arbitrio relinquitur, vel populi testimonium exquirere, vel aliter ordinandorum merita examinare : *Nullus ordinetur clericus, nisi probatus fuerit vel episcoporum examine, vel populi testimonio.* Enimverò cùm absonum visum fuerit, cuilibet etiam ex infimâ plebe permittere illos publicè accusare, quos ipsamet ad episcopatum, sacerdotium, aliudve sacrum ministerium, electio fecerat honorandos ; usus postea invaluit, ut ordinandi vitia, non palàm et publicè, sed secretò, episcopo denuntiarentur : episcopi autem erat, primo loco, in denuntiantium vitam inquirere, ut inde liqueret an et quanta fides esset illis habenda ; cujus consuetudinis plurima exempla adducit Cironius, ad tit. 12, de Scrutinio in ordine faciendo. Ne autem, in hâc ipsâ secretâ denuntiatione, aditus pateret calumniæ, accusatorem, crimen non probantem quod ordinis candidato affinxerat, exilio plectendum, statuit Justinianus imperator, novellâ 123, c. 2 : *Accusator autem, sive non probaverit, sive etiam fugiat propositam à se accusationem, à provinciâ, in quâ habitat, abjiciatur :* et novellâ 6, cap. 2, eum *in perpetuum à sacrâ communione* segregandum constituit.

II. Quia porrò episcopi, pluribus curis distenti, non poterant singulorum, quibus essent manus imposituri, vitam et mores diligenter, sicuti oportebat, examinare ; inde factum est, ut ordinandorum scrutinium commiserint archidiaconis : quod quidem consilium jam à seculo IV captum fuisse à Romanis pontificibus, qui totius Ecclesiæ regendæ onere gravantur, constat ex Hieronymo, epist. 146 ad Evangelium, tom. 1 oper., col. 1077, scribente : *Sed dicis, quomodò Romæ, ad testimonium diaconi, presbyter ordinatur ?*

III. Posteriori ævo diversus, magisque exactus peragendi scrutinii modus inductus est, quem primò præscriptum invenimus à concilio Nannetensi incertæ ætatis, quod tamen eruditi consentiunt non esse seculo IX posterius, sed vel anno 658, vel 900, celebratum ; in ejus quippe cap. 11 decernitur : *Episcopus quando ordinationem facere disponit, omnes, qui ad sacrum ministerium accedere volunt, feriâ quartâ ante ipsam ordinationem evocandi sunt ad civitatem, unà cum archipresbyteris, qui eos præsentare debent. Et tunc episcopus è latere suo dirigere debet sacerdotes, et alios prudentes viros, gnaros legis divinæ, et exercitos in ecclesiasticis sanctionibus, qui ordinandorum vitam, genus, patriam, ætatem, institutionem, locum, ubi educati sunt, si sint benè litterati, si in lege Domini instructi, diligenter investigent ;* Conc. Gall., editionis Sirmondi, tom. 3, p. 604, et Collectionis Harduini, tom. 6, part. 1, col. 456. Sed, quoniam salutaris hæc institutio, temporum malitiâ, atque episcoporum incuriâ desueverat ; sapienter propterea ad hoc delecti à Paulo III cardinales et præsules, ut nimirùm collato studio ea ipsi suggererent, quæ ad reformandam Ecclesiam necessaria reputarent, in celebri concilio, anno 1538, eidem pontifici in scriptis exhibito, inter cæteros corrigendos abusus, hunc, tanquàm gravissimum, primo loco recensuêre : *Primus abusus in hâc parte est ordinatio clericorum, et præsertim presbyterorum, in quâ nulla adhibetur cura, nulla adhibetur diligentia, quòd passim quicumque sint, imperitissimi sint, vilissimo genere orti sint, malis moribus ornati sint, adolescentes admittantur ad ordines sacros, et maximè ad presbyteratum, ad characterem, inquam, Christum maximè exprimentem : hinc innumera scandala, hinc contemptus ordinis ecclesiastici, hinc divini cultûs veneratio non tantùm diminuta, sed etiam propè jam extincta.* Ad hæc autem præcidenda scandala, iidem delecti cardinales et præsules modum Pontifici indicârunt, quo in posterum exactum, de promovendis ad ordines, scrutinium efformaretur. Quod verò illi tantoperè exoptaverant, concilii Tridentini Patres postea præstiterunt, sess. 23, cap. 7, de Reform., ubi allegatum Nannetensem canonem totidem ferè verbis instaurârunt ; eamque Tridentini sanctionem, adhuc luculentiùs explicatam, inculcârunt, religiosèque custodiri præceperunt Clemens VIII, const. 16, § 7, tom. 3 ; Alexander VII, const. 129, tom. 5 ; Innocentius XIII, const. 34, § 5 Bullar. tom. 10, p. 2, Roman. edit., et nos ipsi in epistolâ commonitoriâ ad omnes episcopos, quæ est secundæ § 1, nostri Bullarii tom. 1.

IV. Quanquàm autem nunc in ipso ordinationis actu scrutinium non fiat, attamen, ut antiquissimæ illius disciplinæ, quam commemoravimus, memoria extet, et saltem vestigia remaneant, episcopus diaconatum, aut sacerdotium collaturus, populi testimonium exquirit, dicens : *Quid de eorum actibus, aut moribus noveritis, quid de merito sentiatis, liberâ voce pandatis... Si quis habet aliquid contra illos, pro Deo, et propter Deum, cum fiduciâ exeat, et dicat.* Et archidiaconum postea interrogat, an sciat esse dignum quem ordinandum exhibet : cui archidiaconus respondet : *Quantùm humana fragilitas nôsse sinit, et scio et testificor ipsum dignum esse ad hujus onus officii.* Simimilem attestationis formulam adhibitam vidimus in nonnullis antiquis litteris, quibus episcopus clericum, è suâ in aliam diœcesim commeantem, in hunc modum commendabat : *Qui, in quantum humana fragilitas scire potest, administratione sacrorum ministeriorum non sit indignus :* apud Pithœum in Glossario Juliani antecessoris. Quia porrò prædicta archidiaconi attestatio, nunc merus ritus, et cæremonia est, cùm jam aliunde ordinandi vitam et mores episcopus antea exploraverit, idcircò Innocentius III, in cap. unic. de Scrutinio in ordine faciendo, culpâ vacare dixit, archidiaconum, illum dignum affirmantem, quem indignum esse non novit, quamvis ignoret, an reverà dignus existat.

V. Hæc de scrutinio particulari. Scrutinium generale totius cleri fieri deberet in diœcesanâ synodo, ubi totus clerus episcopi oculis et censuræ subjaceat. Forma istud peragendi jam indicata fuit, lib. 4, c. 2, num. 2. Synodi initio eliguntur scrutatores, seu scrutinii præfecti, ex urbano, et diœcesano clero qui sacerdotes sint, ætate, prudentiâ, et probitate præstantes, tot numero, quot necessarii reputantur ad universi cleri scrutinium, intra tempus synodalium sessionum, absolvendum : utque id commodiùs expleri valeat, singulis scrutatoribus certus scrutandorum numerus assignatur, et unusquisque scrutator unum sibi adsciscit scribam, cujus sit, eorum qui scrutinio subjiciuntur, responsiones notare, quamvis ea, quæ graviora sunt, et arctius secretum exigunt, ipsemet scrutator scribere debeat : omnia verò, quæ explorârunt, ante synodi finem, in compendium redacta, et scriptis consignata, episcopo referant, ut si quid omnibus in communi injungendum sit, fiat, ac opportuno synodi decreto irrepentes abusus coerceantur.

VI. Singulis scrutatoribus traditur tabella, seu schedula scrutinii, ubi certa capita adnotantur rerum, de quibus episcopus vult esse speciatim inquirendum. A Burchardo, Wormatiensi episcopo, l. 1 Decretor., cap. 91 et pluribus sequentibus, octo supra octoginta proponuntur interrogationes, in synodo faciendæ, accuratum certè, sed nimis prolixum scrutinium continentes : eodemque prolixitatis vitio laborat scrutinium exhibitum ab Antonio Mariâ Gratiano in synodo Ameriná, cap. 1096 et seq. In Actis ecclesiæ Mediol.

nensis, part. 6, pag. 997, diligens reperitur catalogus eorum, quæ scrutatores indagare debent; quibus tamen permittitur alia superaddere, quæ iidem scrutatores, pro suâ prudentiâ, in clericis, et potissimùm canonicis, peculiariter perscrutanda judicaverint. Pax Jordan., tom. 2, lib. 8, tit. 2, de Synodo diœces., n. 110, plurima scrutatoribus suggerit quæsita, quæ ad exactum scrutinium perficiendum existimat opportuna. Pressiores et breviores sunt interrogationes, quæ proponuntur in archiepiscopali Bononiæ cardinalis Palæoti, pag. 213, et seq., ad quarum calcem idem prudentissimus archiepiscopus inquit, non esse omnia et singula, quæ in interrogationibus proponuntur, ab unoquoque inquirenda, sed ea tantùm, quæ ad cujusque conditionem, statum, et necessitatem magis accommodata videbuntur.

VII. Maximam scrutinii utilitatem nullus inficiatur; sed difficilè videtur, intra triduum, vel quatriduum, cùm ulteriùs synodus protrahi non soleat, omnium clericorum scrutinium ritè expleri posse. Hâc fortassè difficultate perterriti episcopi, etsi cæteroqui in suo pastorali munere obeundo diligentissimi, scrutinium in synodis jamdiù omiserunt, et passim omittunt: quamplurima quippe nos synodorum Acta tam typis edita quàm manuscripta pervolvimus, et in aliquibus scrutatores quidem designatos vidimus, scrutinium tamen factum non legimus; in aliis verò nec scrutinii nec scrutatorum ullam mentionem deprehendimus. Pax Jordan., cit. lib. 8, tit. 2, num. 102, scrutinium inventum existimat ad supplendum defectum visitationis; cùmque diœcesis visitatio, juxta rectam disciplinam, synodum præcedere debeat, inde evenisse arbitratur quòd episcopi synodale scrutinium, veluti inutile et superfluum, prætermiserint. At hæc Jordani ratiocinatio aliquid efficacitatis unicè habere potest apud antiquæ disciplinæ ignaros; qui enim vetustos Ecclesiæ canones vel leviter pertractârunt, optimè nôrunt onus perlustrandæ diœcesis non esse de novo episcopis impositum, sed semper illis incubuisse; et nihilominùs post diœcesim perlustratam, scrutinium in synodo fieri curârunt. Atque, ut cætera prætereamus sanctissimorum episcoporum exempla, S. Carolus Borromæus nunquàm profectò suam diœcesim visitare neglexit, nec propterea scrutinium in suis synodis omisit. Alia igitur erit causa cur hodiè synodalia scrutinia ferè desueverint; eaque esse potest, vel quia episcopus per suos administros quotidiè audit quid à singulis diœcesecos clericis fiat, et hâc ratione omnium mores jam perspectos et cognitos habet; vel quia homines tantæ experientiæ atque integritatis non invenit, quibus scrutatoris munus tutò credere queat; vel quia demùm clerici cupiunt se à proprio pastore, non ab alio, examinari. Mutantur in dies hominum mores, mutantur rerum circumstantiæ, et quod uno tempore utile erat, postea inutile et quandoque perniciosum evadit. Prudentis autem prælati est in iis ad quæ superioris lege non adigitur, se loco et tempori accommodare, et quædam quæ olim in usu erant prætermittere, sicuti ad rectum suæ diœcesis regimen magis expedire in Domino judicaverit. Superiùs diximus nos interfuisse concilio Romano sub Benedicto XIII. Jam verò integro ferè anno qui concilium præcessit, plures habitæ sunt congregationes præsynodales, quibus pariter præsentes fuimus, unà cum aliis ab eodem pontifice delectis viris; cùmque aliquot ex iis nonnulla judicarent esse concilio postmodùm proponenda, quæ ibidem ad servandum quodammodò formam scrutinii discuterentur et deciderentur, nos ingenuè diximus id nequaquàm fieri posse; negotia enim quæ concilio proponenda suggerebantur, jus alterius lædebant; atque ideò, licèt viderentur conciliari discussione digna, nihilominùs ii de quorum jure agebatur, erant priùs necessariò audiendi; quod sanè in concilio per modum scrutinii ritè peragi, ob modò adductam rationem, impossibile foret; quocirca auctores fuimus ut prædicta negotia, quæ judicialem quamquàm requirebant indaginem, à summo Pontifice extra concilium terminarentur, consilioque nostro cæteri acquieverunt.

CAPUT IV.

De auctoritate reservandi casus, eorumque reservatione in synodo faciendâ.

I. Posse summos ecclesiarum antistites, multòque magis omnium supremum Romanum Pontificem, inferiorum sacerdotum jurisdictionem ita coarctare, ut à quibusdam gravioribus culpis, quas sibi suoque judicio relaxandas reservant, ne in foro conscientiæ quidem et coram Deo illi absolvere valeant, catholicum dogma est, quod contra Wiclefum strenuè propugnavit Waldensis, tom. 2, de Sacram., cap. 149. Etenim ad relaxanda etiam in foro interno peccata, præter potestatem ordinis, necessaria est potestas jurisdictionis, quæ à superiore potest ad plures personas et causas extendi, atque ad pauciores restringi, prout ei visum fuerit. Hanc catholicam veritatem iterùm à Luthero impetitam, non solùm validis argumentis fulserunt theologi, è quibus videri possunt Sotus in 4, dist. 18, quæst. 2, art. 5; Vasquez in 3 part. D. Thom., tom. 4, quæst. 91, art. 3, et cardinalis Rossensis in suis Assertionibus adversùs Lutherum, art. 3, p. 66 et seq.; sed Henricus VIII, Angliæ rex, priusquàm ab orthodoxâ fide descisceret, agnovit et explicavit in suâ Assertione septem Sacramentorum adversùs Martinum Lutherum, Romæ editâ anno 1543, de Confessione, inquiens: « Sacerdos quilibet ordinem quidem habet, sed auctoritatem judicandi non habet (quæ res ad absolventem pertinet), priusquàm ei gregis alicujus cura committatur, idoneus tamen ante reputatur, cui cura tutò possit committi. Episcopus ergo, qui curam habet totius diœcesis, si cui sacerdoti partem quampiam suæ curæ commiserit, annon ipsa ratio docet hunc non ampliùs aut ligare posse, aut solvere, nisi quatenùs ille permiserit, sine cujus mandato nihil omninò in illius populo, vel ligare quemquam, vel solvere potuisset? quippe quod nec ipsi licebat episcopo in alienâ diœcesi. Quid ergo mirì est, si quædam sibi reservat episcopus, quorum curam putat esse majorem, quàm ut cuilibet possit, etiam non imperito, committi? »

II. Validiùs autem idem Ecclesiæ dogma, contra Lutheri conatus, stabilivit Tridentinum, sess. 14, de Sacram. Pœnit., ubi, cap. 7, catholicam doctrinam exposuit, et can. 11 contrarium sentientes anathemate percussit. « Magnoperè verò, ait cit. cap. 7, ad christiani populi disciplinam pertinere, sanctissimis Patribus nostris visum est, ut atrociora quædam, et graviora crimina, non à quibusvis, sed à summis duntaxat sacerdotibus absolverentur: unde meritò pontifices maximi pro supremâ potestate, sibi in Ecclesiâ universâ traditâ, causas aliquas criminum graviores suo potuerunt peculiari judicio reservare. Neque dubitandum est, quando omnia, quæ à Deo sunt, ordinata sunt, quin hoc idem episcopis omnibus in suâ cuique diœcesi, in ædificationem tamen, non in destructionem, liceat, pro illis in subditos traditâ supra reliquos inferiores sacerdotes auctoritate, præsertim quoad illa, quibus excommunicationis censura annexa est. Hanc autem delictorum reservationem, consonum est divinæ auctoritati, non tantùm in externâ politiâ, sed etiam coram Deo, vim habere. » Et cit. can. 11: « Si quis dixerit, episcopos non habere jus reservandi sibi casus, nisi quoad externam politiam, atque ideò casuum reservationem non prohibere, quominùs sacerdos à reservatis verè absolvat, anathema sit. » Plurima, quæ ad rem faciunt, et traditam à Tridentino doctrinam illustrant, occurrunt in libro, cui titulus: *Tres epistolæ pastorales* episcopi Atrebatensis, c. 7, de Reservatione casuum, pag. 193. Licèt autem Tridentinum potestatem reservandi peccata tantùm summo Pontifici, et episcopis nominatim adstruxerit; nomine tamen episcopi, etiam inferiores prælatos, habentes jurisdictionem quasi episcopalem, cum territorio se-

parato, comprehendisse, censuit sacra congregatio, ejusdem interpres, in Salernitanâ an. 1585, l. 4 Decretor., pag. 36, rescribens : « Prælatos seculares, episcopis inferiores, qui habent jurisdictionem quasi episcopalem in loco, et nulli diœcesano nec ipsi, nec eorum subditi subsunt, habere facultatem reservandi sibi casus. » Et in Marsicanâ an. 1587, idem, totidemque verbis respondit, lib. 4 Decretor., p. 250 à tergo. Eâdem insuper potestate gaudere parochos, quoad simplices sacerdotes, seu capellanos, in curæ exercitio iisdem inservientes, docuerunt Sylvius in 3 part. D. Thom., 4, quæst. 19, pag. 552, art. 2, quæst. 2, edit. Antuerp., an. 1714; Suarez, tom. 4, in 3 part., disp. 29, sect. 1, n. 4; cardinalis de Lugo, de Pœnit., disput. 20, sect. 1, n. 2; Neesen, tom. 2, tract. 5, de Sacram. Pœnit., quæst. 4, dub. 10, quia et ipsi jurisdictionem ordinariam habent *in foro interno*, quam delegant suis capellanis : simul tamen iidem doctores notant, non esse receptum, ut parochi eâ facultate utantur; additque de Lugo inutilem insuper fore reservationem, si quæ à parochis fieret, quoniam eâ non ligarentur excipientes confessiones auctoritate, et jurisdictione acceptâ ab episcopo, cujus imperio tota parochorum jurisdictio subest. Deditâ operâ diximus, parochos jurisdictionem ordinariam habere *in foro interno;* scimus quippe disceptationem Petri Mengonii de eminentiori parochorum Dignitate supra canonicos, an. 1723 Florentinis typis excusam, in quâ auctor junixus decretali Alexandri III, in cap. *Cùm ab Ecclesiarum*, de Offic. judic. ordin., asserere conatur parochis jurisdictionem ordinariam etiam in foro externo, fuisse validè confutatam à Joanne Dominico Lario in aliâ dissertatione, insequenti an 1735, Pisis impressâ, et meritò; siquidem ex communiori, atque in praxi receptâ sententiâ, quam cum S. Thomâ in supplem., 3 part., quæst. 22, art. 1; Suarez de Censuris, disp. 2, sect. 2, num. 10; Vasquez in opusc. de Excomm., dub. 17, num. 1, aliisque propugnat, pluribusque exornat Gonzalez ad cit. cap. *Cùm ab Ecclesiarum*, num. 2, non potest parochus, jure ordinario, sententiam ferre excommunicationis : neque contrarium evincit textus objecti cap. *Cùm ab Ecclesiarum;* quanquàm enim ibi Pontifex observari præcipiat excommunicationem *in clericos vel laicos suos* latam à Plebano S. Pancratii de Lucar, hunc tamen Plebanum eam non tulisse jure ordinario, sibi, ratione solius parochialis ecclesiæ, competente, sed jure extraordinario, videlicet ex speciali privilegio, vel ex præscriptâ consuetudine, vel alio legitimo titulo acquisito, idem Gonzalez ostendit. Sat tamen est id obiter adnotâsse. Ad propositum regrediamur.

III. Quamvis prædictâ facultate reservandi casus, possit episcopus semper, et quandocumque voluerit, uti; multis tamen nominibus decet, ut illam potiùs in synodo, quàm extra synodum exerceat. Primò, quia, ut in hoc negotio cautiùs se gerat, uti opportunè monent Homobonus, tract. 15, cap. 6, quæst. 12, et Lælius Zecchius, de Munere episcopi, cap. 7, expedit, ut priùs probos, atque longâ experientiâ edoctos sacerdotes in consilium adhibeat, quos profectò nusquàm melius, et commodiùs, quàm in synodo, habere potest : attamen curandum est, ut hoc ipsum consilium maximâ circumspectione, et cautelâ petatur, atque præstetur, ne arctissimum sacramentalis confessionis sigillum ullâ ex parte videatur violari : quâ de causâ, cùm olim vicarius generalis Tridentinus rogaverit regulares oppidi Bulganensis, ut sibi, adjectâ cæteroquin severâ lege secreti, quod se religiosè servaturum promittebat, manifestarent, quænam in genere essent graviora peccata, quæ eo in loco magis communiter committerentur, et regulares vicario morem gerere abnuerint, quos tamen vicarius urgere non desinebat; re delatâ ad sacram congregationem concilii, hæc, die 19 augusti 1673, dixit, regulares ad id cogi non posse, et monendum vicarium, ut ab ejusmodi interrogationibus abstineret. l. 28 Decretor., p. 150. Secundò, congruum est, ut reservatio fiat in synodo, ne secùs parochi conquerantur, suam ordinariam potestatem, ipsis prorsùs insciis, nimis admodùm coarctari : ut enim notat cardinalis de Lugo, de Sac. Pœn., disp. 20, sect. 3, num. 37, quamvis episcopus possit absolvendi, quam aliis sacerdotibus delegat, omninò jurisdictionem pro libito limitare, et ad paucissimas causas restringere; tantâ tamen potestate non potitur quoad parochos, quorum jurisdictio, etsi ab episcopo pendeat, eique subjaceat, non est tamen delegata, sed ordinaria; nec potest sine legitimâ causâ aut prorsùs auferri, aut adeò imminui ut ferè inanis remaneat. Omnis autem querelarum occasio præciditur, cùm reservatio fit in synodo, ubi si ea plus æquo aucta et extensa videatur, statim possunt parochi reclamare, et causas episcopo exponere cur exoptent hoc aut illud peccatum è reservatorum albo expungi : quibus auditis, aut episcopus sententiam mutabit, aut alias urgentiores rationes adducet, propter quas peccata illa reservanda existimat, quibus parochi acquiescent. Tertiò denique convenit reservationem fieri in synodo, quia in synodo facta, induit naturam legis, quæ, nullo contradicente, perpetua est, et quamdiù non revocatur, perseverat; facta autem extra synodum, non ab omnibus reputatur perpetua, opinantibus plerisque theologis, quos sequuntur Gavantus in Manuali episcoporum, verb. *Casus reservati*, num. 16, et Rocanglia, in Theolog. moral., t. 2, tract. 19, quæst. 7, quæsit. 2, illam, decedente episcopo, à quo est facta, illicò expirare; aliis ex adverso, cum Capeavil., de Casib. reserv., part. 1, cap. 5, in fin., contendentibus etiam tum perpetuam esse, et durare, donec à successore vel expressè, vel tacitè revocetur; ex quo fit, ut, mortuo episcopo, aliqui primâ sententiâ imbuti, à reservatis absolvant; illi verò secundam sectantes, talem absolutionem invalidam pronuntiabunt; atque exinde multa scandala exorientur, quæ præcaventur, si reservatio in synodo fiat. Quocirca communi usu receptum est ut episcopus in synodo statuat quænam peccata velit esse sibi reservata : nec solùm in diœcesanis, sed in pluribus provincialibus synodis casuum reservationes factas legimus, ut in Eboracensi anni 1195, cap. 11; Lambethensi anni 1281, cap. 6; Avenionensi à tribus provinciarum episcopis anno 1326 celebratâ, cap. 22; Collectionis Harduini tom. 6, part. 2, col. 1932, et tom. 7, col. 864 et 1503, aliisque adductis à Thomassino, de vet. et nov. Eccl. Discipl., part. 1, lib. 2, cap. 14, num. 4 et 5. Non idcircò tamen quòd casuum reservatio à provinciali concilio facta esset, potestas adempta erat episcopis ab illis absolvendi, sicuti contingit in legibus à superioribus latis, quæ à nullo inferiorum relaxari possunt : etenim eadem concilia non sibi aut metropolitanis, sed ipsismet episcopis illorum absolutionem reservabant; quod præfatos canones legenti patebit. Aliud erat de gravioribus criminibus, Papæ reservatis; ab his quippe, sicuti nunc, ita et olim, nullus, sine auctoritate Papæ, nunquàm absolvere audebat : sic in concilio Londinensi anni 1142 statutum narrat Matthæus Parisiensis, ad eumdem annum : *Ne aliquis, qui ecclesiam, cœmeteriumque violaverit, vel in clerico aut viro religioso manus injecerit violentas, ab alio quàm ipso Papâ possit absolvi;* quod decretum ex Rogerio quoque refert, Harduinus in Collectione suâ, tom. 6, part. 2, col. 1234, ad annum 1143. Et concilium Saltzburgense anni 1386, cap. 2, *sub interminatione maledictionis æternæ, districtè* prohibet ne quispiam à casibus Sedi Apostolicæ reservatis absolvere præsumat, in Collectionis Harduini tom. 7, c. 1901. Nec verum est quod asserit Van-Espen, Juris eccl. univers. tom. 1, part. 2, tit. 6, cap. 7, num. 9, non ante seculum XI cœpisse episcopos graviorum quorumdam criminum reos ad Sedem Apostolicam mittere, ut à Pontifice reconciliarentur : siquidem ex lib. 3 de Gestis sanctorum Rotonensium, cap. 1, seculo IV Benedictino,

constat ante annos circiter nongentos, homicidas ad Papam fuisse remissos, sed opportunè notavit Martene, de antiquis Ecclesiæ Ritibus, tom. 1, l. 1, cap. 6, art. 6 num. 6. Enimverò, cùm homicidium inter illa enumeretur enormia facinora quorum reis, saltem in plerisque ecclesiis, nunquàm olim concessam fuisse absolutionem, contendunt Petavius, in notis ad S. Epiphanium, hæresi 59; Albaspinæus, in Notis ad concilium Illiberitanum; Morinus, lib. 9 de Pœnit., c. 19; et citatur Martene, aliique non pauci; credere fas est quòd, cùm nimia hæc disciplinæ austeritas emolliri cœpit, id retentum fuerit, ut qui ea perpetraverant, à solâ Sede Apostolicò veniam consequerentur. Sedes autem Apostolicâ tantâ semper lenitate usa est, ut, etiam cùm prisca illa vigebat severitas, justis quandoque de causis à peccatis absolveret, quæ cæteroqui, ordinariâ lege non solebant ab Ecclesiâ remitti, sed uni Dei judicio relinqui, quemadmodùm colligitur ex Tertulliano, qui hæreticus Montanista jam factus, lib. de Pudicit., cap. 5, Zephyrinum Papam carpit quòd mœchis veniam daret, quibus, aut ipsamet Ecclesia Romana, ut existimat Martene, aut saltem pleræque aliæ ecclesiæ, sicuti opinatur Morinus, antea consueverant omnem indulgentiam denegare.

CAPUT V.

Quænam sint atrociora et graviora crimina reservanda unà cum aliis ad materiam pertinentibus, et signanter quoad regulares.

I. Post assertam episcopis facultatem casus reservandi, et designatum tempus, quod magis congruum videtur ad reservationem faciendam, operæ pretium est examinare quænam sint illa atrociora et graviora crimina quæ sanctissimorum Patrum judicio reservari consuevisse dixit Tridentinum : inde enim normam sument episcopi ad quam in reservandis peccatis se tutò conformare queant. Non aliunde autem illa meliùs rescire possumus quàm ex conciliis, in quibus modò hæc, modò illa peccata, tanquàm graviora, fuêre reservata. Nuper laudatum concilium Londinense, à solo episcopo absolvendos decrevit, *incendiarios, pejerantes in alicujus dispendium, et fures atrociores.* Concilium Lambethense, cit. cap. 6, episcopo reservavit *homicidia voluntaria, tam publica quàm occulta.* In diœcesanâ synodo Santonensi, habitâ anno 1280, cap. 24, Collectionis Harduini tom. 7, col. 848, longus contexitur catalogus casuum reservatorum, inter quos numerantur homicidium, mutilatio, lapsus carnis tam sacrilegus cum moniali quàm contra naturam, perjurium, incestus, abortus studiosè procuratus, litterarum falsificatio, sortilegium cum abusu Sacramentorum, violatio ecclesiarum, aliique non pauci. Concilium provinciale Ravenn. anni 1286, eod. t. 7 Harduini, col. 948, cap. 8, ad episcopum remittendum jussit, *cùm quis petit absolvi ab excommunicatione majori, latâ vel inductâ ab homine, vel jure; item incendio et crimine publico; sicut in blasphemante Deum, vel sanctos; item in voto, qualitercùmque emisso; et cum illis, qui filios oppresserunt ex proposito, sive casu; et cum quibuslibet homicidis, et sacrilegis, falsariis, violatoribus ecclesiarum, et immunitatum ecclesiasticæ libertatis, et sortilegis; item cum iis qui cum brutis libidine polluuntur; item cum incestuosis, et corruptoribus sanctimonialium; et in omni occupatione, usurpatione et detentione rei alienæ, ubi, cui restitutio fieri debeat, non inveniri potest; item cum perjuris et clandestinè matrimonium contrahentibus, ex quo matrimonio dubitatio oriatur, vel oriri possit, et in omnibus aliis criminibus, delictis, et excessibus, in quibus de consuetudine generali, vel speciali, episcopis reservatur confessio.*

II. Verùm, cùm seculi XV initio nimiùm excreverit casuum reservatio, et præterea abbates Carthusienses eò usque devenerint, ut omnia suorum subditorum peccata gravia sibi reservaverint, in ejusmodi effrenes reservationes censoriam virgam strinxit Joannes Gersonius, tam in opusculo super absolvendi Potestate, et qualiter expediat fieri reservationem peccatorum, quàm in Epistolâ ad quemdam episcopum de Moderatione casuum reservandorum, t. 2 Oper., col. 413 et 415, quibus in locis reservari quidem permittit pauca quædam peccata atrociora, sed non approbat ut hæc ipsa reserventur, quando sunt occulta; exinde enim periculum subesse, inquit, ne quod occultum est publicetur. Gersoni adhæsisse videntur concilium Senonense anni 1524, et synodus diœcesana Carnotensis anni 1526, quæ nullâ reservatione quoad crimina occulta affici voluerunt mulieres, ne istæ cum propriæ famæ dispendio episcopum vel pœnitentiarium, ad quem aliàs accedere non consueverant, cogerentur adire. Alia tamen post Gersonis ætatem in Galliâ celebrata concilia, sicuti animadvertit Thomassinus, cit. part. 1, l. 2, cap. 14, num. 8, in priori sententiâ et praxi perstiterunt, pluraque, quantùmvis occulta, peccata episcopis reservârunt; quinimò concilium Suessionense anni 1455, Collectionis Harduini tom. 9, col. 1385, hortabatur episcopos ne facultatem absolvendi à reservatis passim concederent regularibus.

III. Sed quod in Galliâ non est assecutus Gerson, præstitit in Germaniâ Laurentius cardinalis Campegius, ubi legatum agens apostolicum, et sedulam operam navans ecclesiarum reformationi, inter suas Constitutiones, Ratisbonæ promulgatas anno 1523, quæ habentur in Fasciculo rerum expetendarum et fugiendarum, edito Londini 1690, pag. 425, omnibus confessariis concedendam in posterum, edixit, facultatem absolvendi laicos à quibuslibet occultis criminibus, etsi aliàs reservatis, exceptis duntaxat hæreticis, homicidis et excommunicatis, quos ad episcopos vel vicarios, remittendos constituit; clericis verò etiam postmodùm, eo loco futuris, quo priùs erant. Campegio obsequens archiepiscopus Coloniensis in suo concilio provinciali anni 1537, part. 7, cap. 37, potestatem fecit omnibus parochis remittendi quælibet crimina occulta : et synodus diœcesana Augustensis anni 1548, Collectionis Harduini t. 9, col. 2045, statutum cardinalis Campegii instauravit et confirmavit.

IV. Non propterea tamen, quod ita aliquibus visum fuerit statuendum, restricta censenda est auctoritas episcoporum ad sola sibi reservanda peccata notoria : quoniam, uti rectè perpendit citatus Thomassinus, eod. num. 8, concilium Tridentinum, novis præsidiis muniens episcoporum jurisdictionem ad casus reservandos, illam non coarctavit ad publica, sed *ad atrociora et graviora crimina*, qualia esse, et dici possunt etiam occulta. Quia autem idem Tridentinum simul episcopos monuit ut eâ potestate non in destructionem, sed ædificationem utantur, idcircò nimiùm faciles esse non debent ad reservationes multiplicandas. Quanquàm verò non possit quoad hoc certa regula ubique custodienda præscribi, neque in specie designari queant peccata quæ reservari oporteat, alicubi enim sola proclivitas populi ad aliquod crimen frequenter perpetrandum, ut difficultate obtinendæ absolutionis, veluti quodam freno, cohibeatur, sufficientem causam præbet episcopo illud reservandi; quæ causa urgere desinit, ubi populus non est ad illud proclivis; attamen instar regulæ esse possunt quædam generalia monita et decreta quæ à sacris Urbis congregationibus hâc super re emanârunt. Sacra congregatio, episcoporum et regularium negotiis præposita, die 9 januarii 1610, locorum ordinarios ita monendos statuit : « Ne locorum ordinarii, quibus jus hoc reservandorum casuum competit, pluribus quàm opus sit reservationibus, subditis aut confessariis in animarum salute procurandâ cooperantibus, sint onerosi; monentur omnes ut paucos, eosque tantùm quos ad christianam disciplinam retinendam animarumque sibi creditarum salutem pro cujusvis diœcesis statu et qualitate necessariò reservandos esse judicaverint, reservent. » Idemque monitum replicandum decrevit

die 26 novembris 1602 : « Sed, ne locorum ordinarii, ad quos casuum reservatio spectat, eâ in re modum excedant, eadem sacra congregatio illos rursùm magnoperè admonendos censet ut non passim, sed cùm id videbitur communi bono expedire, atrociorum tantùm et graviorum criminum absolutionem sibi reservent, quòd reservatio ad christianam disciplinam retinendam conferat, et in ædificationem, non autem in destructionem, cedat; ne alioquin, Sacramenti Pœnitentiæ ministrorum coarctatâ potestate, sanctæ matris Ecclesiæ piæ menti contrarius effectus subsequatur. Prohibet etiam ne sibi superfluè reservent casus in bullâ die Cœnæ Domini legi consuetâ contentos, neque alios Sedi Apostolicæ specialiter reservatos. » Encyclicæ quoque litteræ ab eâdem sacrâ congregatione, eâdem die 26 novembris 1602, ad episcopos in hunc modum datæ sunt : « Præcipuè verò hæc monenda censet sacra congregatio, ut videant ipsi ordinarii ne illos casus promiscuè reservent quibus annexa est excommunicatio major, à jure imposita, cujus absolutio nemini reservata sit, nisi fortè propter frequens scandalum, aut aliam necessariam causam, aliqui hujusmodi casus nominatim reservandi viderentur, neque casus in quibus absolutio nisi cum restitutione vel executione eorum ad quæ pœnitentes tenentur, non confertur, neque illos qui etsi mortale peccatum inducant, circa res tamen pârvi momenti versantur, et frequenter inter idiotas evenire solent, uti damni dati, et similium. In peccatis etiam carnalibus reservandis multâ utantur circumspectione, propter periculum scandalorum, in iis maximè personis in quas ob accessum ad confessarios extraordinarios, vel frequentem reditum ad ordinarios, suspicionis aliquid cadere potest. Postremò eam potissimùm ineant et sequantur rationem quæ, consideratis diligenter cujusque provinciæ ac populorum moribus, naturâ ac propensione magis in Domino expedire videbitur. » Sacræ congregationis episcoporum, et regularium decretis legendis apud Quarantam, in verb. *Casus*, num. 14, et apud de Lamet et Fromageau, in Dictionario casuum conscientiæ, tom. 1, cas. 1, consentiunt decisiones sacræ congregationis concilii : etenim, cùm ad hunc delatum fuerit quòd episcopus Bellicastrensis supra modum auxisset catalogum casuum reservatorum, die 29 januarii 1661, decem aut ad summum duodecim gravioribus exceptis, episcopi arbitrio designandis, cæteros è catalogo deleri jussit, lib. 22 Decret., pag. 415.

V. At illud, præ cæteris, cavere debet episcopus, ne peccata, quantùmvis gravia, sed merè interna, sibi reservet : licèt enim etiam hæc reservari queant, sicuti docent Vasquez, supra cit. quæst. 91, art. 3, dub. 4 ; cardinalis de Lugo, disp. 20, sect 2, num. 13 ; et Suarez, de Fide, disp. 21, sect. 4, num. 2, ubi hæc habet : *Solent aliqui episcopi etiam hæresim mentalem reservare, quod quidem in summo rigore juris facere possunt, quia reservatio non est usus jurisdictionis externi fori, sed est ablatio jurisdictionis pro foro sacramentali, quam episcopus sicut dare potest, ita etiam auferre;* non est tamen in praxi receptum ut unquàm reserventur, veluti prosequitur Suarez, loc. cit. : *Nihilominùs tamen auctores communiter non consulunt neque laudant talem reservationem, propter animarum periculum; nam actus interiores frequentes et molesti sunt, et difficilè cognoscuntur; et ita etiam ego credo regulariter non expedire;* quinimò Sotus, in 4, dist. 18, quæst. 2, art. 5, actûs merè interni reservationem acriter reprehendendam existimat. Et reverà, uti benè de Lugo observavit, solos scimus prælatos regulares quædam peccata sive externa sive interna sibi olim indiscretè reservâsse ; cæterùm nec episcopi nec summi pontifices actus merè internos suis reservationibus complecti unquàm consueverunt. Unde, etsi peccatum hæresis gravissimum sit, et cùm in externum prodit, summo Pontifici reservetur; quamdiù tamen intra animum consistit, reservationem effugit.

Et quoniam de regularibus sermo incidit, ad coercendam nimiam libertatem quam sibi religionum prælati usurpabant, augendi in dies casuum reservationes, Clemens VIII, die 26 maii 1593, undecim casus designavit, quos referunt Suarez, de Pœnitentiâ disput. 29, sect. 3, num. 11, et Layman, Theolog. moral. lib. 5, tract. 6, cap. 12, num. 6; vetuitque regularibus ne alios præter illos sibi reservare præsumerent, nisi *generalis capituli in toto ordine, aut provincialis in provinciâ, maturâ discussione et consensu*, quamvis non propterea ad omnes ibidem descriptos sibi reservandos, eosdem astrinxerit. Et nihilominùs contendebant prælati regulares sibi ablatam non esse facultatem alicui gravi peccato, in Clementino decreto cæteroquin non expresso, annectendi censuram, quam sibi reservare possent ; nec deerant graves doctores qui huic eorum opinioni astipularentur, inter quos Suarez, Filliucius, Villalobos, aliique, quos adducit Diana, t. 7, tract. 1 de Dubiis regular., res. 114. Sed cùm hâc ratione Clementis decretum prorsùs eluderetur, sacra congregatio episcoporum et regularium, die 7 julii 1617, prædictam opinionem improbavit : « Cùm à nonnullis regularibus dubitaretur an in decreto felicis recordationis Clementis papæ VIII, anno 1593, 26 maii, super qualitate casuum ab eorumdem regularium superioribus reservandorum, edito, censuræ etiam comprehenderentur, ita ut iisdem superioribus absque capituli generalis aut provincialis consensu aliquibus peccatis in decreto hujusmodi non contentis excommunicationem annectere, ejusdemque absolutionem sibi reservare liceat; sacra congregatio cardinalium, negotiis regularium præpositorum, illustrissimo Bandino referente, censuras in supradicto decreto comprehendi censuit. »

VI. Verùm, quia homines quantùm propriam jurisdictionem dilatare gestiunt, tantùm alienam cui subsunt, restringere tentant; illi iidem qui reservationis vinculum in subditos plus quàm par erat injicere voluerant, reservationes ab episcopis factas pro viribus conati sunt effugere; et nisi eorum conatibus Apostolica Sedes obstitisset, episcoporum jurisdictionem ferè labefactâsset. Jampridem Benedictus XI, in cap. 1 de Privilegiis, inter extravag. comm., et Clemens V, in Clementinâ *Dudùm*, § *Per hujusmodi*, de Sepulturis, et in Clementinâ *Religiosi*, § *Quibus*, de Privileg. et Excess. privilegiator., declaraverant non licere fratribus Prædicatoribus et Minoribus quempiam absolvere à casibus episcopis reservatis ; nihilominùs iidem cæterique regulares, obtentu privilegiorum quorum confirmationem post concilium Tridentinum impetraverant, et præsertim illius quod contineri jactabant in bullâ quam vocant *Mare magnum*, jus sibi arrogabant crimina relaxandi episcopis reservata. Ut regularium ausus reprimeret, suaque et coepiscoporum jura tueretur, S. Carolus Borromæus Sedem Apostolicam adiit, petiitque : *An regulares ex privilegiis à Sede Apostolicâ impetratis, præsertim autem ex eo quod nominant* Mare magnum, *possint in his casibus quos sibi episcopus reservavit, absolvere confitentes;* et sacra congregatio concilii, die 10 septembris 1572, approbante Gregorio XIII, respondit : *Ex facultatibus per hoc* Mare magnum, *aliave privilegia regularibus concessa, factam eis non esse potestatem absolvendi in casibus sibi ab episcopo reservatis;* cujus rei fidem faciunt ejusdem sacræ congregationis litteræ, de quibus in notis cardinalis Augustini Valerii, episcopi Veronensis, ad constitutiones editas per Joannem Matthæum Gibertum Antecessorem, p. 100, edit. anni 1740. Hoc responso fretus S. Carolus, in suo concilio provinciali Mediolanensi III anni 1573, sub. tit. de iis quæ ad Sacramentum Pœnitentiæ pertinent, Actor. part. 1, p. 93, edixit *ne confessarii regulares, eorum peccatorum quorum absolutio episcopo reservata est, vinculis irretitos pœnitentes absolvant, quemadmodùm à sanctâ Sede Apostolicâ declaratum est id eis non licere, quâvis privilegiorum suorum auctoritate.* Utque efficaciùs regula-

res in officio contineret, in alio concilio provinciali Mediolanensi V anni 1579, cit. part. 1, pag. 222, absolvere præsumentes à casibus episcopis reservatis excommunicatione innodavit : *Ab iis casibus proximè promulgatis si quis confessarius cujusvis ordinis sine facultate scriptâ, ab episcopo datâ aliquem absolvere attentârit, excommunicationis pœnam ipso facto subeat.*

VII. At non propterea regulares sunt in ordinem redacti, sed aliàs in dies nectebant inanes rationes quibus sibi assererent jurisdictionem quam semel affectaverant. Quare à sacrâ congregatione episcoporum et regularium, die 9 januarii 1601, novum promulgatum fuit decretum, Clementis VIII auctoritate roboratum, quo iterùm decisum est nullam illis facultatem competere absolvendi à casibus *quos locorum ordinarii hactenùs reservârunt, vel in posterum sibi reservabunt.* Et quoniam etiam hanc novam decisionem variis tricis eludere iidem tentârunt, ut his obviàm iret, eadem sacra congregatio, jubente Paulo V, die 6 januarii 1617, aliud edidit decretum quo priora confirmavit atque ad unguem servari præcepit. Tot ac toties repetitis sanctionibus minimè perterriti regulares, illas, si non prorsùs evertere, saltem debilitare novo molimine studuerunt, dictitantes nimirùm robur non habere extra Italiam. Quocirca, ad hanc quoque cavillationem amputandam, eadem sacra congregatio, præcipiente Urbano VIII, die 18 novembris 1628, omnia hucusque relata decreta jam tertiò renovavit, ac regulares tam intra quàm extra Italiam degentes afficere et complecti expressè edixit et declaravit. Ad hæc, Alexander VII, die 24 septembris 1665, inter alias, hanc etiam propositionem damnavit : *Mendicantes possunt absolvere à casibus episcopo reservatis, non obtentâ ad id episcoporum facultate.* Et Clemens X, ut aditum obseraret innumeris effugiis à regularibus adinventis, anno 1670, suâ constitutione, quæ incipit *Superna magni patrisfamiliâs*, t. 6 Bullar., p. 305, non solùm denuò definivit per *Mare magnum* aliave privilegia nulli regularium cujuscumque ordinis, instituti, seu societatis, etiam Jesu, factam esse potestatem absolvendi à casibus episcopo reservatis, sed insuper sancivit *habentes facultatem absolvendi ab omnibus casibus Sedi Apostolicæ reservatis, non ideò à casibus episcopo reservatis posse absolvere.* Cùmque demùm nos sacræ congregationis concilii secretarium ageremus, instante archiepiscopo et electore Coloniensi, ejusdem sacræ congregationis examini subjecimus sequens dubium : *An confessarii regulares possint seculares extra mortis periculum absolvere à casibus ordinario reservatis.* Ad quod, die 16 novembris 1720, responsum fuit *negativè.* Ne porrò præfatæ decisiones ullo unquàm tempore è regularium memoriâ excideront, utque continuè præ oculis iidem haberent culpas quas nequeunt relaxare, eadem sacra congregatio concilii, in Sublacen. jurisdictionis, die 10 octobris 1676, dixit eos teneri affigere propriis sedibus confessionalibus notulas casuum episcopo reservatorum, et renuentes opportunis juris remediis ad id cogi posse ; uti habetur l. 29 Decretor., pag. 284, à tergo, et pag. 285.

VIII. Præter regulares, alii quoque episcoporum reservationes declinare tentârunt, quibus itidem sacræ congregationes obstiterunt. Confratres quarumdam confraternitatum, et signanter sanctissimi Rosarii, suorum privilegiorum virtute sibi fas esse arbitrabantur in quibusdam anni solemnitatibus confessarium eligere, à quo possent à casibus absolvi episcopo reservatis. Sed sacra congregatio statim ac illorum falsam persuasionem detexit, eam radicitùs evellere studuit pluribus decretis quibus oppositum definivit, præcipuè in Nerctonens., anni 1573, l. 1. Decretor., pag. 143, et in Mediolanens., eodem anno, eod. l., p. 162. Unde S. Carolus Borromæus, in citato concilio provinciali Mediolanensi V anni 1579, câd. part. 1, pag. 222, statuit : *Ne facultatum privilegiorumque jure, quæ cuicumque, etiam Rosarii et cruce signatorum, scholæ, confratriæ, collegiove, etiam laicorum, quæve collegis confratribusque in eo ascriptis, ante vel post concilii Tridentini confirmationem, concessa sunt, confessarius, cujusvis ordinis sit, ab iis casibus quos sibi episcopus in suâ diœcesi reservaverit, pœnitentes sine illius facultate absolvat. Si contra fecerit, suspensionem à divinis ipso facto incurrat.* Canonicus pœnitentiarius quandoque credidit solâ sui muneris assecutione se facultatem nancisci relaxandi peccata episcopo reservata; sed sacra congregatio concilii sancivit ejusmodi facultatem sine speciali episcopi concessione illi neutiquàm competere, l. 15 Decr., p. 621. Præterea hæc olim opinio multorum mentes invaserat, liberum cuique esse ex propriâ diœcesi ubi in casum reservatum inciderat, ad aliam in quâ reservatus non esset, ad hunc finem commeare, ut inibi à simplici confessario absolveretur ; sed sacra congregatio probè noscens per hanc opinionem factas ab episcopo reservationes penitùs eludi atque inutiles reddi, in causâ Compsanâ, die 16 septembris 1649, l. 18 Decretor, p. 677, declaravit : *Absolutionem pœnitentibus indultam, qui fraudulenter et sub eo fine in aliam diœcesim se transtulerunt, non sustineri.* Quam declarationem postmodùm confirmavit et roboravit Clemens X in laudatâ constitutione, decernens : *Posse regularem confessorem in eâ diœcesi in quâ est approbatus, confluentes ex aliâ diœcesi à peccatis in ipsâ reservatis, non autem in illâ ubi idem confessor non est approbatus, absolvere, nisi eosdem pœnitentes noverit in fraudem reservationis ad alienam diœcesim pro absolutione obtinendâ migrâsse.* Atque hoc pontificium decretum ab auctore Theologiæ moralis, in usum seminarii Petrocorensis editæ, commendatur sequentibus verbis : *Hâc convenienti moderatione contendentium theologorum rationibus satisfecit. Sic enim secundùm exterorum leges judicare non tenebimur, ut quidam opponebant. Sic etiam episcopi casum reservantis piæ intentioni sufficienter consulitur, ut alii volebant. Quis enim conqueratur si ipsius subditus bonâ fide in aliam diœcesim transiens, secundùm illius loci leges Sacramenta recipiat ? Receptissima siquidem consuetudo est ut viatores, mercatores, aliique qui propter negotiorum necessitatem vel ob pium alium finem in alienas diœceses transeunt, ibi possint sacramentaliter absolvi.* Ita legitur apud eumdem auctorem, t. 4, l. 2, tract. 1 de Pœnitentiâ, cap. 7, qu. 6.

IX. Denique post primam hujus operis nostri editionem, occasione oblatâ, infra scriptum decretum à nobis conditum fuit, quod ad eam pertinet piarum quarumdam sodalitatum persuasionem, quâ putant confessarios à suis sodalibus in vim peculiarium facultatum sibi concessarum electos absolutionem ipsis impertiri posse à casibus etiam ordinariis locorum reservatis. Cùm enim in civitate Januensi non ita pridem erecta fuisset pia confraternitas sub invocatione *B. Mariæ de succursu contra infideles*, eaque per nostras litteras in formâ brevis, quarum initium est *Attendentes*, non solùm approbata et confirmata fuisset, sed etiam variis indultis et privilegiis ditata, inter quæ illud erat, ut singuli illius confratres presbyterum quemlibet confessarium ab ordinario loci respectivè approbatum eligere possent, cui facultas tribuebatur ut unumquemque eorum à casibus etiam Sedi Apostolicæ reservatis, bis in eorum vitâ et in eorumdem mortis articulo, absolvere valeret ; non defuit qui hanc excitaret controversiam, an scilicet confessarii sic à prædictis electi possent etiam à casibus ordinariis locorum reservatis sine ipsorum ordinariorum licentiâ confratres illos absolvere. Nos verò aliis nostris apostolicis litteris, incipientibus *Pias Christi fidelium*, datis 12 kal. septembris 1752, ita respondimus : *Hujusmodi eligendi et respectivè absolvendi facultatem*, etc., *præterquàm in casibus nobis et Sedi Apostolicæ duntaxat, non verò etiam ordinariis locorum, reservatis, nisi eorumdem ordinariorum licentia accedat, per nos in præcitatis nostris litteris nunquàm concessam*

fuisse, et consequenter absolutiones in vim earumdem litterarum contra præsentis declarationis nostræ tenorem forsan de præterito impertitas, aut in posterum impertiendas, nemini suffragari potuisse sive posse decernimus et declaramus.

CAPUT VI.

De jure exigendi cathedraticum, in synodo plurimùm solvendum.

1. Abusus quondam in Ecclesiam irrepserat, ut archiepiscopus patriarchæ, episcopus metropolitæ, sacerdos episcopo, in suâ quisque ordinatione, aliquid penderent veluti in honoris et subjectionis significationem, sed quod fortassè ab initio modicum quid fuerat, adeò postea auctum est ut Eusebius, Ancyræ episcopus, et primæ Galatiæ metropolita, in concilio Chalcedonensi, act. 16, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 642, conquestus fuerit se invenisse suam ecclesiam nimio ære alieno gravatam ob debita quæ Theodotus decessor contraxerat ad solvenda patriarchæ Constantinopolitano ordinationis jura. Ad pestiferum hunc abusum ex Ecclesiâ Latinâ, ubi non minùs quàm in Græcâ, invaluerat, eliminandum, concilium Bracarense II, an. 572, can. 3, statuit : *Placuit ut de ordinationibus clericorum episcopi munera nulla suscipiant; sed, sicuti scriptum est, quod gratis, donante Deo, accipiunt, gratis dent;* Collectionis Harduini t. 3, col. 386. Voluerunt quippe hujus concilii sapientissimi Patres exempla sectari antiquioris synodi Illiberitanæ, quæ, can. 48, idem in baptismo servandum edixerat : *Emendari placuit ut qui baptizantur (ut fieri solebat) nummos in concham non immittant, ne sacerdos quod gratis accepit, pretio distrahere videatur;* Collectionis Harduini tom. 1, col. 255. Sed concilii Bracarensis salutare decretum efficax non fuit ad serpentem morbum compescendum : tempore enim Gregorii Magni adhuc idem abusus vigebat aliquid pensitandi episcopo ordinanti, quod, novo vocabulo, à simulatione invento, uti Gregorius ait, à Romanis dicebatur *pastellum*, quasi instar modici pastûs esset quid modicum et vile; sed, quantulumcumque esset, illud severè prohibuit idem Gregorius Magnus in synodo Romanâ, decernens, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 497 : *Antiquam regulam sequens, nihil unquàm de ordinationibus accipiendum esse constituo... Pro ordinatione ergo, vel pallio, seu cartis atque pastello, eumdem qui ordinandus vel ordinatus est, omninò aliquid dare prohibeo.* Quam Gregorii Magni sanctionem instauravit Tridentinum, sess. 21, c. 1 de Reform. : *Quoniam ab ecclesiastico ordine omnis avaritiæ suspicio abesse debet, nihil pro collatione quorumcumque ordinum, etiam clericalis tonsuræ, nec pro litteris dimissoriis aut testimonialibus, nec pro sigillo, nec aliâ quâcumque de causâ etiam sponte oblatum, episcopi, et alii ordinum collatores, aut eorum ministri, quovis pretextu accipiant.*

II. Jam verò, quia prædictum munus, tributum, seu pastellum, olim in ordinatione dari solitum, quandoque appellabatur etiam *cathedraticum*, quod rectè observârunt Gonzalez, in cap. *Conquerente*, de Offic., ordinar. litt. L, in fine, et Christianus Lupus, in Scholiis et Notis ad can. concilior., tom. 1, p. 467, inde factum est ut nonnulli, nominis æquivocatione decepti, scribere non dubitaverint cathedraticum generatim atque universim à sacris canonibus improbari et prohiberi. At, quantùm isti à veritate aberrent, ex sequentibus patebit. Verùm cathedraticum, de quo in præsens, est certa pensio, non occasione ordinationis, sed singulis annis episcopo solvi consueta in signum subjectionis et honorem cathedræ episcopalis, ad ejusdem cathedræ seu episcopalis officii onera sustentanda. Huic pensioni solvendæ, pro locorum et temporum diversitate, duplex erat præfixum tempus : alicubi præstabatur episcopo, cùm diœcesim visitabat, quod ex mox referendis conciliis Bracarensi et Toletano VII colligitur; alibi, et magis communiter, pendebatur tempore synodi; et quoniam synodus plerùmque post Pascha cogebatur, ideircò ejusmodi pensitatio quandoque *paschalis* est nuncupata, sicuti post textum in cap. 15 de Simoniâ, in primâ Collect. notavit Cironius, ad tit. de Censibus, et prosequitur Gonzalez, in cit. cap. *Conquerente*, eâdem litt. L. Frequentiùs tamen à synodo dicta est *synodica;* quod constat tum ex cit. cap. *Conquerente*, ubi Honorius III ait : *Synodatici, seu cathedratici nomine;* tum ex cap. *Olim*, de Censibus, ubi Innocentius III causam definit inter episcopum Spoletanum et clericos plebis Rupinæ super quantitate *synodatici* exagitatâ. Dicta est etiam *synodus*, ut constat ex concilio Tolosano, cap. 10, tom. 6, part. 1, Collectionis Harduini, col. 1045 : *Statuimus etiam ut ecclesiæ ad Sedem pertinentes, quæ solvunt tertium, aut paratam, vel synodum, solito more persolvant episcopis vel clericis;* ex ep. 58 Fulberti Carnotensis, tom. 18, Bibl. Patr., pag. 18, etc.; quanquàm à *synodatico* distingui *synodus* videtur in Indice ms. Beneficiorum eccles. Constan., apud du Cangium, verb. *Synodaticum : Archidiaconi habebunt coercitionem extra visitationem pro deportationibus, et pensionibus sibi debitis, ac ratione Circatæ, quæ debetur synodis, ac ratione tertiæ partis, quæ debetur in synodatico.* Cujus nominis ea ratio esse videtur, quod ad avertendam fortassè omnem fraudis suspicionem penderetur in synodo. Quare in vetere cartâ apud Joannem Columbum, l. 4, de Episc. Sistaric., num. 36, *concessit tertiam partem juris, seu servitii synodatici, quod solvi consuevit in synodo, quæ tenetur ad sistaricum*, etc.

III. Cathedraticum in hâc acceptione nunquàm Ecclesiæ canones vetuêre, sed duntaxat illud taxârunt, jubentes ne duos solidos excederet. Laudatum concilium Bracarense II, can. 2, t. 3 Collectionis Harduini, col. 386, ait : « Placuit ut nullus episcoporum per diœceses suas ambulans, propter honorem cathedræ suæ, id est, duos solidos, aliquid aliud per ecclesias tollat. » Concilium Toletanum VII, anni 646, cap. 4, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 622 : « Non ampliùs quàm duos solidos, unusquisque episcoporum præfatæ provinciæ, per singulas diœcesis suæ basilicas, juxta synodum Bracarensem, annuâ illatione sibi expetent conferri. » Et, ne quispiam cathedraticum cum procuratione episcopo diœcesim visitanti, ullo nomine debitâ, confunderet, de hâc, veluti de re diversâ, idem concilium subjunxit : *Cùm verò episcopus visitat, nulli præ multitudine onerosus existat.* Alexander III, in cap. 9, de Censibus, permittit episcopo ab ecclesiis, quas de novo acquirit, cathedraticum exigere : « Ecclesiis, inquit, quas de novo episcopi de manibus laicorum eripiunt, præter cathedraticum, et jura omnia, quæ aliis ecclesiis imponuntur, exactionem prohibemus imponi. » Honorius III, in cit. cap. *Conquerente*, inter jura episcopalia recenset jus exigendi, *synodatici, seu cathedratici nomine, duos solidos Lucensis monetæ;* sicuti legitur in integrâ decretali apud Gonzalez. Nullum enimverò episcopale jus, cathedratico antiquius, comperimus; siquidem Arnoldus, abbas Lubecensis, in chronico Slavorum narrat Harduinum archiepiscopum Bremensem deductum ad inopiam ex solo cathedratico victitâsse. In concilio Ravennati anni 997, can. 2, constitutum est ut quotannis, die sancto Vitali sacro, omnes archipresbyteri censum episcopo penderent duorum solidorum, quos, non alio quàm cathedratici nomine solutos, ostendit Thomassinus, de vet. et nov. eccles. Discipl., part. 3, l. 2, c. 34, num. 5. Geraldus episcopus Carducensis, cùm, anno 1090 canonicorum regularium collegium instituisset, illi in dotem assignavit jus exigendi tertiam partem paratam, id est, procurationum et cathedratici : *Tertiam partem paratarum, et quod in synodis exierit, ipsorum usui deputavit tertiam portionem*, Spicileg. tom. 3, pag. 416. Gualterus, episcopus Pictaviensis, in suâ synodo, habitâ anno 1280, can. 11, inter episcopalia jura synodaticum recensuit : « Monemus in generali quòd de bissexto et aliis juribus episcopalibus reddant nobis,

vel mandato nostro; item de synodo, parata, et aliis juribus archidiaconorum. » Collectionis Harduini, tom. 7, col. 854, ubi *bissexti* nomine intelligi quartam decimarum et oblationum suspicatur Thomassinus. Synodus Avenionensis anni 1366, cap. 11, neminem è synodo recedere jussit nisi priùs cathedraticum solvisset: « Quilibet vestrùm etiam, antequàm recedat, solvat synodalem et cathedraticum..., si voluerit excommunicationis sententiam et expensarum gravamina evitare. » Idemque decrevit synodus Biterrensis, anni 1368, cap. 26, Thesaur. nov. anecdot.; Martene et Durand, t. 4, col. 576 et 632; Humbertus de Romanis, quintus generalis magister ordinis Prædicatorum, in suo opere de Eruditione religiosorum prædicatorum, l. 2, cap. 2, de Synodis agens, dicit sacerdotes ad eam accedentes ut suam subjectionem episcopo testentur, solvere eidem *didrachma cathedraticum*, exemplo illorum de quibus ait evangelista Lucas, 2 : *Ibant omnes, ut profiterentur singuli in suam civitatem.* Hæc, aliaque hujus generis multa, quæ congeruntur à Christiano Lupo, in Scholiis et Notis ad canones conciliorum, cit. tom. 1, p. 468, t. 2, pag. 1123, tom. 3, pag. 209, atque à Thomassino, cit. p. 3, l. 2, c. 5, planè evincunt synodaticum semper fuisse episcopis debitum.

IV. Non tamen negamus potuisse episcopos, in cathedratico exigendo, aut contra justitiam, aut contra æquitatem, aliamve virtutem peccare, et quandoque peccâsse : vel quia ultra duos solidos, à jure statutos; vel quia nimis violenter à pauperibus clericis illud exigebant; vel demùm quia nimiam aviditatem, aurique sacram famem in cathedratici exactione, non sine profectò aliorum offensione et scandalo, manifestabant : contra quos justè invehitur S. Petrus Damianus, l. 2, ep. 2, ad cardinales episcopos Apostolicæ Sedis, sive Opusc. 31, cap. 5, inquiens : « Vidi... quemdam de fratribus nostris... qui sic subsultabat, atque gliscebat, dùm præfixum synodalis concilii tempus insisteret, ac si trituræ, sive vindemialis proventûs articulus immineret. Accingebat enim se muneribus colligendis, ad quos utique præcidendos, non aciem ferri, sed falcem exacuebat eloquii. » Quamobrem alii sancti antistites, ut omnem à se avaritiæ suspicionem quàm procul arcerent, suis presbyteris ad synodum evocatis, onus solvendi synodatici liberaliter remiserunt, inter quos emicuit sanctus Rudolphus, Eugubinus episcopus, quem idem Petrus Damianus, scribens ad Alexandrum II, l. 1, ep. 19, cap. 3, hoc nomine laudat, quòd *congregans, annualiter synodum, nullum assuetæ oblationis, vel xeniorum canonem à clericis exigi permittebat... absit, inquiens, ut synodum vendam.* Eâdemque de causâ Hincmarus, archiepiscopus Remensis, ep. 46, omnibus sibi subjectis episcopis mandavit *synodos presbyterorum secundùm sacros canones sine venalitate habere.* Non idcircò verò quòd priores contra leges deliquerint, et posteriores juri cesserint, quod eis competebat, jus aliis ademptum est, quod à sacris canonibus et legitimâ consuetudine fuit singulis episcopis concessum, sicuti egregiè ratiocinatur Lupus, cit. loc.

V. Hinc, quamvis concilium Tridentinum, sess. 24, cap. 3, de Reform., novis exactionibus episcopis interdixerit, non proinde expunxisse jus cathedratici, modò non in visitatione, ubi quidvis exigi, idem concilium vetuit, sed vel in synodo, vel alio tempore, pendatur, censuit congregatio, ejusdem interpres : *Sacra congregatio concilii censuit concilium Tridentinum nequaquàm sustulisse cathedraticum; non illud tamen solvendum in visitatione, sed extra et in synodi celebratione.* Quam decisionem pluribus argumentis roborat Fagnanus, in cap. *Conquerente*, n. 48 et seq. de Offic. ordinar., et in cap. *Venerabili*, num. 16 et seq. de Censibus. De hâc Tridentini mente nihil dubitavit S. Carolus Borromæus, qui etsi sacrosancta illius decreta religiosè custodierit, et ne minimum quidem eorum apicem neglexerit, nihilominùs in suâ secundâ synodo cathedratici legem renovavit, Act. eccl. Mediol. part. 2, pag. 346 : *Illud sacris canonibus constitutum est, ut à singulis parochis in diœcesanâ synodo cathedratici nomine, solidi duo exigantur, idque argumento honoris, qui cathedrali ecclesiæ tanquàm matri à cæteris parochialibus ecclesiis tribui debet.* S. Carolo consenserunt præsules concilii Bituricensis anni 1584, sub anathematis interminatione synodaticum seu cathedraticum solvi, jubentes, tit. 33, can. 7 : *Jura synodalia, cathedratica, episcopalia, et quævis alia... integrè persolvantur, sub pœnâ excommunicationis;* Collectionis Harduini tom. 10, col. 1402.

CAPUT VII.

De nonnullis quæstionibus cathedraticum respicientibus.

I. Firmato jure cathedratici, aliquot statim occurrunt enodandæ difficultates et dirimendæ quæstiones. Et primò quidem, non facile est determinare quantitatem pecuniæ, cathedratici nomine, episcopo erogandæ : scimus quippe à jure præscriptos duos solidos; sed quænam pecuniæ species et quantitas *solidi* nomine sit intelligenda ignoramus : siquidem, uti observant Covarruvias, de veter. Numism., cap. 3 et 6, n. 5, et Gonzalez, in cit. cap *Conquerente*, litt. M, nec solidus, nec solidi valor semper et ubique unus fuit, sed, pro temporum et regionum diversitate, diversus. Apud Romanos solidus erat sexta pars unciæ auri, et ideò, alio nomine, dicebatur *sextula*, uti tradit Isidorus, de Orig., l. 16, cap. 24, quod tamen Budæus, de Asse, l. 5, intelligendum putat non de solidis aureis antiquis, qui quaterni in uncias signabantur, et singuli binas drachmas pendebant, sed de posterioribus, cùm, pondere imminuto, sex aurei solidi ex unciâ cudi cœperunt. Apud Gallos aureus solidus quadraginta, argenteus duodecim tantùm denariis æstimabatur : non enim ejusdem aurei solidi valor, à 40 ad 12 denarios, à rege Pipino est adductus, uti putârunt Lindenbrogius, du Cangius et alii, quos refellunt Leblanc, in tract. Hist. pecun. Gallic., pag. 8, et Maurini, in Addit. ad Gloss. du Cangii; sed ad similitudinem antiqui solidi aurei percusum à Francis solidum argenteum, et duodecim denariis æstimatum, iidem auctores narrant, quibus etiam suffragatur Gronovius, l. 3, de Pecun. veter., cap. 6. Apud Longobardos quilibet solidus quadraginta pariter denarios continebat, sicuti citatus Gonzalez notat. Verùm non satis liquet aureusne an argenteus esset, et quanti æstimaretur solidus ille Lucensis, in cujus monetâ duos solidos pendendos, statuit Honorius III, in cit. cap. *Conquerente*. Concilium Romanum anni 1725 singulis solidis valorem attribuit unius auri monetæ Romanæ, ac proinde duos solidos, titulo cathedratici persolvendos, continere, ait, viginti Julios ejusdem monetæ : quanquàm non integros solidos à singulis beneficiariis pendendos decrèvit, sed pro quantitate redituum beneficiorum, quæ obtinent, secundùm mensuram ibidem definitam. Verùm, cùm præfatum concilium merè provinciale fuerit (quod alibi diximus), legem non constituit extra Romanam provinciam servandam. Quocirca cùm nihil certi hâc de re, à jure communi colligere possimus, concludendum est certam et universalem regulam quoad quantitatem cathedratici præscribi non posse, sed illam desumendam esse à particularibus locorum statutis, et receptâ in quâlibet diœcesi consuetudine, quemadmodùm docuerunt Abbas, in cap. *Olim*, de Censibus, et Barbosa, de Offic. et Potest. episc., alleg. 86, num. 84.

II. Faciliùs, quàm censûs episcopo pensitandi quantitas, determinantur personæ à quibus sit quotannis persolvendus : certum enim est cathedraticum solvi debere ab omnibus ecclesiis secularibus, et quibuscumque parochis et beneficiariis; æquum quippe est, ut qui ab Ecclesiâ stipendia recipit, Ecclesiæ Moderatori ejusque cathedræ, in subjectionis signum, aliquod tributum pendat : nec ad rem præsentem quidquam refert, cujus ritûs parochi, et beneficiarii sint,

modò in diœcesi degant, et unius episcopi jurisdictioni subsint : quare cùm quidam parochi, et beneficiarii diœcesi Cassanensis, hâc ratione se exemptos crederent ab obligatione solvendi cathedraticum epîscopo Latino, quòd ipsi addicti essent Græco ritui, in sacrâ congregatione concilii, ad quam ejusmodi controversia delata fuerat, die 8 februarii 1738, causâ cecîderunt, uti habetur tom. 8 Thesaur. Resolut., part. 2, pag. 25 et duabus seq.

III. Consultò diximus, ab ecclesiis secularibus : quoniam ecclesiæ regularium, monasteriis contiguæ, in quibus iidem regulares divina peragunt officia, gaudent exemptione à synodatico solvendo, per textus in can. *Inter cetera*, caus. 10, quæst. 3, et can. *Quàm sit*, caus. 18, q. 2, aliaque jura allegata à Barbosâ, Jur. eccles. l. 3, cap. 20, Engel ad tit. de Censib., num. 2. Aliud est de ecclesiis, capellis, et parochialibus secularibus, regularium monasteriis pleno jure unitis, à quibus cathedraticum episcopo loci esse pensitandum, communiter doctores tradunt; quia ejusmodi ecclesiæ nusquàm reperiuntur subtractæ à lege diœcesanâ, quinimò huic discrètè subjiciuntur in cap. *Conquerente*, de Offic. ordinar., ubi Honorius III ait : *Episcopus jura episcopalia in ecclesiis, seu capellis monasterii debet habere :* ac propterea, cùm inter jura episcopalia annumeretur cathedraticum, etiam hoc episcopo ab illis deberi, meritò infert Fagnanus in eod. cap. *Conquerente*, n. 10 et 43.

IV. De confraternitatibus laicorum, auctoritate ordinariâ erectis, disputatum est, an tenerentur ad cathedratici solutionem : et responsum fuit teneri, si habeant propriam ecclesiam; secùs autem, si simplicem tantùm capellam, seu altare habeant, in alienâ ecclesiâ situm : in causâ enim *Firmanâ cathedratici*, die 24 julii 1734, examinatis sequentibus dubiis : *An confraternitates erectæ auctoritate ordinariâ, et habentes propriam ecclesiam teneantur solvere cathedraticum in casu*, etc,; item : *An ad solutionem cathedratici teneantur item confraternitates, non habentes propriam ecclesiam, sed simplicem tantùm capellam in honorem sanctorum, sub quorum titulo sunt erectæ, in causâ*, etc.; sacra congregatio concilii ad primum respondit *affirmativè;* ad secundum *negativè :* idemque responsum dedit in *Urbevetanâ cathedratici*, die 20 martii 1745.

V. Diximus etiam cathedraticum solvendum à quibuscumque parochis et beneficiariis. Quoniam autem qui civitatem incolunt, unum quasi corpus simul constituunt; aliudque corpus conflant cæteri parochi et beneficiarii, in suburbiis degentes; dubitatum fuit, an satis sit, ut unicum cathedraticum solvatur à corpore parochorum et beneficiariorum civitatis, alterum à corpore aliorum, extra civitatem commorantium : an potiùs ab unoquoque singulatim suum cathedraticum sit pensitandum. Quæstio discussa, et decisa fuit in sacrâ congregatione concilii, die 19 novembris 1735, in *Perusinâ cathedratici*, in quâ proposito dubio : *An cathedraticum sit solvendum à rectoribus ecclesiarum parochialium civitatis, et suburbiorum Perusiæ, uti asserto uno corpore, seu potiùs ab unoquoque ex eis :* responsum fuit *negativè quoad primam partem; et affirmativè quoad secundam :* Secùs est, cùm nullus clericorum, uni eidemque ecclesiæ inservientium, suam possidet specialem præbendam, sed singuli sustentantur ex massâ communi, ex quâ unusquisque suam accipit portionem; tunc enim unicum cathedraticum esse ab omnibus ex eâdem massâ persolvendum, sancitum est in concilio Romano anni 1725, tit. 8, cap. 4 : *Ab ecclesiis verò ubi plures de massâ participant, ab omnibus in communi, julii* 20; *salvis tamen consuetudinibus ecclesiis et episcopis magis favorabilibus.* Et quod specialiter attinet ad beneficia simplicia, sacra congregatio concilii in *Macranens. cathedratici* die 29 aprilis 1731, dixit, ex omnibus beneficiis cathedraticum deberi episcopo, solis exceptis capellaniis laicalibus, et ad nutum amovibilibus.

VI. Alia succedit controversia : an ex privilegio, vel consuetudine tanti temporis, cujus initii non sit memoria, acquiri possit exemptio ab onere solvendi cathedraticum. Atque, ut priùs de privilegio loquamur, cùm Romanus Pontifex possit quamlibet ecclesiam, et beneficium, ab episcopi jurisdictione totaliter subtrahere, multò magis poterit à solutione cathedratici eximere, quod ex textu in cap. *Constitutus*, de religiosis Domibus, benè probat Bottus, de Synodo, 3 part., num. 90. Non tamen præsumitur, quòd Pontifex id privilegii alicui concesserit, nisi illius expressam mentionem fecerit, juxta textum in cap. *Pastoralis*, de Donationibus. Quinimò docet Piasec. in Prax. episcopal., p. 2, c. 2, num. 13, non censeri ecclesiæ remissum cathedraticum, etsi generatim fuerit ab episcopi jurisdictione subtracta, nisi speciali privilegio ab illius pensitatione deprehendatur nominatim liberata. Quod verò consuetudinem spectat, in eam olim sententiam nonnihil propenderat sacra congregatio concilii, quòd posset, immemorabili consuetudine, quilibet libertatem nancisci ab obligatione præstandi cathedraticum; sed, causæ articulo ad novam trutinam revocato, cùm consideraverit, episcopalia jura à subditis adversùs episcopos nunquàm præscribi posse, juxta sanctionem Innocentii III, in cap. 61, de Præscript., è priori sententiâ recessit, et oppositum definivit in *Lavellens. cathedratici* 6 junii 1693, l. 42 Decretor., pag. 261; disceptato enim sequenti dubio : *An cathedraticum episcopo debeatur, non obstante immemorabili in contrarium :* responsum fuit *affirmativè, ad formam juris, ab ecclesiis, et beneficiatis.* Quam decisionem postea roboravit sæpiùs laudatum concilium Romanum anni 1725, tit. 8, cap. 4, decernens : *Census cathedrali ecclesiæ solvendus in signum honoris, et subjectionis Cathedræ pontificali. Jus sanè, inter cætera episcopalia, ita privilegiarium, ut neque ab episcopis in totum remitti, nec à quoquam valeat, quocumque titulo, vel immemorabili consuetudine, præscribi.* Atque hâc definitione freta sacra congregatio concilii, in nuper allegatâ causâ *Perusinâ*, interrogata : *An cathedraticum debeatur episcopo ab ecclesiis existentibus in assertâ quasi centenariâ, vel immemorabili illud non solvendi;* fidentiùs respondit *affirmativè.* Nimiùm itaque à sacris Ecclesiæ canonibus deviârunt, qui asseruerunt, non licere episcopo à suis clericis cathedraticum exigere, nisi prematur inopiâ, aut innitatur præscriptione longioris temporis; quod moribus Galliæ receptum affirmat Feuret, l. 3, cap. 3, n. 23, addens, quòd si exigatur, interponatur appellatio tanquàm ab abusu : etenim uti contra eumdem Feuret egregiè ratiocinatur Alteserra in Vind. jurisdict. ecclesiast., l. 2, c. 19, gravis episcopi necessitas requiritur ut exoscere queat subsidium charitativum, quod in paupertatis levamen illi concessit concilium Lateranense III anni 1179, sub Alexandro III, can. 4, inquiens : *Sustinemus pro multis necessitatibus, quæ aliquoties superveniunt, ut, si manifesta ac rationabilis causa extiterit, cum charitate moderatum ab eis valeant auxilium postulare*, quam sanctionem commemorat Honorius III, in cit. cap. *Conquerente*, de Offic. ordinar., scribens episcopo Assisiensi, ut aliis juribus contentus, subsidium charitativum ab ecclesiis, præsertim exemptis, non exigat, nisi gravi urgeatur necessitate : *Tu autem, his juribus... contentus existens, non ampliùs ab eis exigas, præter moderatum auxilium quod juxta formam Lateranensis concilii, si manifesta et rationabilis causa extiterit, cum charitate postulandum : sicut ab aliis ecclesiis ejusdem diœcesis, pro necessitate temporis, sustinemus.* Sed neque paupertas, neque alia causa requiritur ad exigendum cathedraticum, quod inter episcopalia jura recenseatur, et cuilibet episcopo, sine ullâ limitatione, conceditur : nec profectò necesse est, ut episcopus è præscriptione sortiatur illud jus, quod adeò est sui muneris proprium, ut ne contrariâ præscriptione quidem possit illud amittere; ut enim dicebamus, nullus unquàm potest præscribere adversùs subjectionem et reverentiam debitam episcopo, in cujus significationem cathedraticum pensitatur.

VII. Postremò dubitatur, an cathedraticum, quod pensitandum esset in synodo, debeatur episcopo pro tempore, quo synodum non celebravit; quod idem est ac quærere, an, posito quòd episcopus decem, ex. gr., annorum spatio synodum non coegerit, in primâ synodo quam habet unicum tantùm, an potiùs decem cathedratica exigere valeat. Sæpiùs de hâc quæstione disceptatum est in sacrâ congregatione concilii; eaque semper fuit in sententiâ, quòd cathedraticum singulis annis sit episcopo solvendum, etiamsi synodus quotannis non cogatur : quamvis enim in synodo solvi consueverit, et hâc de causâ synodaticum sit appellatum, ut diximus; non idcircò tamen est ita affixum synodo, ut, hâc non habitâ, cesset obligatio illud præstandi : semper quippe urget ratio reverentiæ, et subjectionis erga cathedram episcopalem, propter quam synodatici pensitationem jura imperârunt. Quocirca in citatâ synodo Avenionensi anni 1366, c. 11, et in aliâ synodo pariter Avenionensi sub Alano episcopo, c. 15, cit. tom. 4 Anecdotor., col. 575 et 580, decretum fuit, ut non solùm synodaticum anni tunc decurrentis, sed *etiam arreragia temporis jam lapsi*, ante synodi dimissionem, integrè episcopo persolverentur : et sacra congregatio concilii, nullo habito respectu ad synodum, cathedraticum episcopo deberi à die adeptæ possessionis ecclesiæ, dixit in *Amalphitanâ cathedratici* 5 septembris 1705, et 26 februarii 1707, et in *Cassanensi* 12 martii 1735, l. 55 Decret., pag. 326, et l. 57, pag. 68, et l. 85, pag. 188.

VIII. Quod tamen est intelligendum, nisi adsit longæva, et legitimè præscripta consuetudo non solvendi cathedraticum, nisi in synodo : quoniam, etsi consuetudo non possit prorsùs delere obligationem illud pensitandi; potest nihilominùs minuere solutionis onus, et facere ut non urgeat singulis annis : siquidem eo ipso, quòd aliquando et in aliquâ etiam minimâ quantitate, est solvendum, jam servatur honor debitus cathedræ episcopali, contra quem duntaxat præscribi non potest, sicuti rectè perpendunt Bottus, de Synod., part. 3, n. 89 et seq., et Massobrius, eod. tract., cap. 4, dub. 33 et 34.

IX. Porrò, ut quàm celeriter et promptè sibi debitum cathedraticum episcopus assequatur, in particulari congregatione à san. mem. Clemente XII deputatâ die 5 octobris 1731, hæc methodus, in illius exactione servandâ, præscripta fuit : *Ut cleri solutioni cathedratici consultum sit nec tamen judiciarius ordo prætermittatur, sacra congregatio, à sanctissimo domino nostro deputata, censuit, rem sic esse temperandam, ut adversùs eos, qui illud solvere tenentur, si in morâ fuerint, unica sufficiat citatio, cum præfixione termini quinque dierum, antequàm decernatur expeditio mandati executivi : præmissâ autem illâ citatione, possit etiam deinde in contumaces ad ejusdem mandati executionem procedi absque aliâ novâ citatione.* Cohærenter ad hujusmodi decretum datæ sunt litteræ, quæ extant in appendice ad constitutiones synodales Sabinenses Hannibalis cardinalis Sancti Clementis, p. 30.

X. Duo his superaddimus, quæ ad cathedraticum referri possunt. Primum est, ab Antiocheno patriarchâ Maronitarum, cùm sacra olea distribueret, aliquam exigi consuevisse pecuniæ oblationem, quâ uteretur ad suî alimoniam, atque ad onera sustinenda, quæ patriarchali incumbunt officio, ac dignitati. Quanquàm autem constitisset, pecuniam neque dari, neque recipi animo nundinandi sacra olea; attamen, ad omnem propellendam simoniæ suspicionem, prædicta consuetudo fuit improbata à congregatione particulari, cui demandata est cognitio rerum ad Maronitas pertinentium, ejusque sententia fuit à nobis confirmata. Ut verò patriarchæ indigentiis prospiceremus, jussimus, ut in posterum eædem pecuniarum oblationes, nomine subsidii charitativi, fierent patriarchæ die dominicâ infra octavam solemnitatis Assumptionis Deiparæ Virginis Mariæ, quòd videre est in nostrâ constit. 43, Bullar. tom. 1. Alterum est, quòd canonica portio, seu quarta episcopalis, debita episcopo ex iis quæ relinquuntur ecclesiis, juxta textum in cap. *Requisisti*, de Testam., de quâ copiosè nos, in minoribus tunc constituti, disseruimus in quâdam causâ *Aretinâ*, et plura etiam adducta fuerunt à Ferdinando de Valentibus in suo voto, in eâdem causâ exarato, quod est 19, oper. tom. 3, cathedratici naturam imitatur, iisdemque prorsùs subjacet juris regulis, quæ in cathedratici solutione servantur : quemadmodùm demonstrat Scarfantonius in dissertatione, quam concinnavit pro quâdam causâ *Pisciens. quartæ*, editâ Lucæ anno 1746, ad cujus calcem impressa pariter reperitur prædicta nostra elucubratio in simili causâ *Aretinâ*.

CAPUT VIII.

De eleemosynâ missarum, et ejus taxatione in synodo ut plurimùm faciendâ.

1. Mos fuit in Ecclesiâ, plurium seculorum intervallo sanctè retentus, ut quotquot ad missarum solemnia convenirent fideles, suam unusquisque sacrificii partem, hoc est, panem et vinum consecrandum, offerret : ad quem alludens Cyprianus, l. de Oper. et Eleemosyn., divitem feminam hoc nomine increpat, quòd nihil offerens, alienæ oblationis partem sumeret : *Locuples*, inquit, *et dives es, et dominicum celebrare te credis, quæ corban omninò non respicis, quæ in dominicum sine sacrificio venis, quæ partem de sacrificio, quod pauper obtulit, sumis :* eumdemque respexit Augustinus (seu quisque est auctor sermonis olim 215, de Tempore, nunc 265, in append. tom. 5, part. 2, num. 2) dicens : *Erubescere debet homo idoneus, si de alienâ oblatione communicaverit :* atque inde etiam factum est, ut Tertullianus, l. de Exhort. castitat., cap. 7, omnes Christianos, sacerdotes dixerit, non quòd omnes potestatem haberent consecrandi, sed quia omnes panem, et vinum ad Dei altare offerebant, sicuti egregiè explicat Petavius in Diatribâ de Potestate consecrandi, cap. 1, tom. 4, Theolog. dogmat. Tanta porrò illius ritûs fuit apud majores nostros religio, ut, cùm Patres concilii Matisconensis II anni 585, deprehendissent, eum pedetentim obsolescere, statim restitui curaverint, can. 4, decernentes : *Residentibus nobis in sancto concilio, cognovimus quosdam Christianos, relicto fratrum cœtu, à mandato Dei aliquibus locis deviâsse; ita ut nullus eorum legitimo obsecundationis parere velit officio Deitatis, dum sacris altaribus nullam admovent hostiam. Propterea decernimus, ut omnibus dominicis diebus altaris oblatio ab omnibus viris et mulieribus offeratur tam panis quàm vini : ut per has immolationes et peccatorum suorum fascibus careant, et cum Abel, vel cæteris justis offerentibus, promereantur esse consortes. Omnes autem, qui definitiones nostras per inobedientiam evacuare contendunt, anathemate percellantur :* Collectionis Harduini tom. 3, col. 461. Neque verò, quod à singulis fidelibus offerebatur, modicum quid erat panis, et vini, quæ postea per sacerdotem consecrata, atque in Christi corpus, et sanguinem conversa, ipsimet offerentes perciperent; sed quilibet, pro suâ facultate, plures offerebat panes, cum largâ vini amphorâ, quorum exigua pars consecraretur, et reliqua massa sacerdotibus et clericis cederet, quemadmodùm, pluribus allatis monumentis ostendit Christianus Lupus, dissert. 2, procem. ad Decret. et Canon. conc., tom. 3 primæ edit., pag. 183.

II. Præter panem et vinum, quæ sacrificio usui erant, aliud ad altare offerre prohibuit canon 3 apostolorum : *Si quis episcopus, aut presbyter, præter ordinationem Domini, alia quædam in sacrificio offerat super altare, id est, aut mel, aut lac, aut pro vino siceram, aut confecta quædam, aut volatilia, aut animalia aliqua, aut legumina, contra constitutionem Domini faciens, congruo tempore deponatur.* Et quamvis sequens canon 4 ejusmodi prohibitionem temperans, permittat offerri etiam oleum, incensum, novas spicas, et uvas; cæteros

tamen fructus, non ad altare offerri, sed ad episcopum mitti jubet, presbyteris, diaconis, et clericis distribuendos: *Offerre non liceat aliquid ad altare, præter novas spicas, et uvas, et oleum ad luminaria, et thymiama, id est, incensum, tempore quo sancta celebratur oblatio. Reliqua poma omnia ad domum primitiæ episcopo, et presbyteris dirigantur, non offerantur in altari. Certum est autem, quòd episcopus, et presbyteri dividant et diaconis, et reliquis clericis.* Concilium verò Carthaginense III, anni 397, can. 24, qui est 37 in codice canonum Ecclesiæ Africanæ, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 883, mel, et lac offerri permittit in die Paschalis festivitatis, quo solemne baptisma celebrari, et egressis è sacro fonte mel, et lac dari consueverat: de quo ritu plura cardinalis Bona, Rer. liturg. l. 1, cap. 16, n. 3: *Ut in Sacramentis*, ait cit. concilium, *corporis, et sanguinis Domini nihil amplius offeratur, quàm quod ipse Dominus tradidit, hoc est, panis et vinum aquæ mixtum. Primitiæ verò, seu mel et lac, et quod uno die solemnissimo in infantum mysterio solet offerri, quamvis in altari offerantur, suam tamen habeant propriam benedictionem, ut à Sacramento Dominici corporis et sanguinis distinguantur: nec amplius in primitiis offeratur, quàm de uvis, et frumentis.* Verùm posteriori ætate usus obtinuit, ut nihil quidem, præter panem et vinum, juxta prisca Patrum decreta, offertorii tempore exhiberentur, sed vel ante missam, aut ante Evangelium, sive statim post Evangelium, liceret fidelibus, quidquid vellent, in sacerdotum commodum, ad altare offerre: quod ex Reginone, l. 1 de ecclesiast. Discipl., rectè colligit Martene, de antiquis Eccles. Ritib., tom. 1, l. 1, cap. 4, art. 6. Duo pariter oblationum genera commemorant Capitularia Caroli Magni, l. 6, c. 305, et magis apertè antiquissima Liturgia Æthiopum, quam ad hunc ritum comprobandum adducit Honoratus à Sanctâ Mariâ in suis Animadvers. in regulas et usum critices, tom. 2, l. 4, art. 6, oblationes factas ante offertorium, ab illis distinguit, quæ fiebant, dùm offertorium canebatur.

III. Sed, nùm inter cætera, etiam pecunia, sive ante missam, sive ante offertorium, prioribus seculis, ad altare offerri soleret, ignoramus. Scimus enimverò, ab Ecclesiæ incunabulis, in singulis Christianorum ecclesiis expositam fuisse arcam, quam Baronius ad an. 44, num. 69, *gazophylacium* appellat, in quam pecuniæ à fidelibus inferebantur. Ejusmodi arcæ meminit Tertullianus, Apol. c. 39, inquiens: *Si quod arcæ genus est, non de ordinariâ* (al. *honorariâ*) *summâ quasi redemptæ religionis congregatur. Modicam unusquisque stipem, menstruâ die, vel cùm velit, et si modò velit, et si modò possit, apponit: nam nemo compellitur, sed sponte confert.* Et Justinus, Apolog. 1 ad Antoninum Pium, num. 67, quasi rationem reddens pecuniæ, quæ in ecclesiæ gazophylacium conjiciebatur, ait: *Qui abundant, et volunt, suo arbitrio, quod quisque vult, largiuntur, et quod colligitur, apud eum qui præest, deponitur, ac ipse subvenit pupillis, et viduis, et iis qui vel ob morbum, vel aliam ob causam egent, tum etiam iis qui in vinculis sunt, et advenientibus peregrè hospitibus; uno verbo, omnium indigentium curam suscipit.* Ubi *indigentium* nomine, etiam Ecclesiæ ministros Justinum comprehendisse, minimè dubitamus: illi siquidem ex fidelium oblationibus alebantur, et incredibile videtur, quòd ex solo pane et vino ad altare oblatis, potuerint omnia sibi ad vitæ sustentationem necessaria comparare. Eumdem morem deponendi pecuniam in gazophylacio commemorant Augustinus serm. 356, tom. 5 oper., p. 2, n. 13, et Paulinus epist. 34, sive sermone de Gazophylacio: quorum proinde testimonio constat, labente seculo IV, et decurrente V, illum perseverâsse.

IV. Sed quandonam, non in gazophylacium immitti, sed ad ipsum altare cœperit pecunia offerri, certò definire non possumus. Habemus quippe ex Augustino epist. 22, n. 6, tom. 2 oper., c. 29, quæ est ad Aurelium primatem, tempore oblationis, seu missæ pro defunctis, fuisse simul denarios oblatos: sed cùm istos ab ipsismet offerentibus in pauperes erogari idem præcipiat, non videtur approbare, ut in diaconorum manibus ad altare deponerentur: *Oblationes pro spiritibus dormientium, quas verè aliquid adjuvare credendum est, super ipsas memorias non sint sumptuosæ, atque omnibus petentibus, sine typho, et cum alacritate præbeantur, neque vendantur; sed, si quis pro religione aliquid pecuniæ offerre voluerit, in præsenti pauperibus eroget.* Honorius Augustodunensis, scriptor seculi XII, in Gemmâ animæ, l. 1, cap. 66, tunc in Ecclesiam morem invectum asserit, pecuniam, loco panis, ad altare offerendi, cùm desierunt fideles, sacrificio assistentes, sacra participare mysteria, quod cæteroquin antea fas non erat prætermittere: *Postquàm autem Ecclesia numero quidem augebatur, sed sanctitate minuebatur, propter carnales, statutum est ut qui possent, singulis dominicis, vel tertiâ dominicâ, vel summis festivitatibus, vel ter in anno communicarent; ne ante confessionem et pœnitentiam pro aliquo crimine, judicium sibi sumerent. Et quia populo non communicante, non erat necesse panem tam magnum fieri, statutum est eum in modum denarii formari, vel fieri, et ut populus pro oblatione farinæ, denarios offerret:* tempus tamen, quo id acciderit, Honorius non designat.

V. Verùm, utut hæc res se habeat, et quidquid sit de initio usûs offerendi ad altare pecuniam, indubitatum est, quod asserit Thomassinus de vet. et nov. Eccl. Discipl., p. 3, l. 1, cap. 7, num. 8, juxta primigeniam nascentis et adolescentis Ecclesiæ disciplinam, sive panem, sive denarium oblatum fuisse Ecclesiæ et clericis in commune, non verò datum cuipiam peculiari sacerdoti, ut missam privatim faceret, quæ uni eleemosynam offerenti prodesset. Morem autem stipem elargiendi sacerdoti, ut exuberantem Sacrificii fructum stipis largitor in se, proximos, aut amicos, sive vitæ compotes, sive defunctos, derivaret, non ante seculum VIII inductum, neque passim ubique ante XII receptum; asserit Mabillonius, in præfat. 1, in seculum III Benedictinum, n. 62, cui tamen contradicit Pater Franciscus, Berlendi clericus regularis, theatinus, in dissert. historico-theologicâ de Oblationibus, p. 2, § 2, illum longè antiquiorem affirmans: enimverò, quod in fine seculi VIII jam invaluisset fidem facit Chrodegangus, episcopus Metensis, in regulâ quam, eo seculo labente vel IX ineunte, suis canonicis præscripsit: in eâ quippe, cap. 32, de Eleemosynis, cuique canonicorum liberam potestatem fecit accipiendi et in quos vellet usus expendendi eleemosynam, quæ pro suâ sibi missâ offerebatur: *De eleemosynis accipiendis*, inquit, *ita constituimus, ut si aliquis uni sacerdoti pro missâ suâ, vel pro confessione, aut infirmitate, seu pro quolibet caro suo, aut vivente, aut mortuo, aliquid in eleemosynâ dare voluerit, hoc sacerdos à tribuente accipiat, et exinde quod voluerit faciat;* Collectionis Harduini tom. 4, col. 1196. Seculo verò XI eumdem morem adeò longè latèque propagatum scimus, ut etiam pueris notus esset: etenim Joannes Monachus, in Vitâ S. Petri Damiani, cap. 2, de eo adhuc puerulo narrat, *quòd quâdam die... casu nummum reperit, et tanquàm subitò dives effectus, gratulabundus, quid eo mercari aptius posset, diù mente revolvere cœpit...; divinitùs tandem inspiratus, ait: Melius est ut tradam presbytero, qui Deo sacrificium offerat pro patre meo.*

VI. Specialem hanc sacrificii applicationem illi, qui eleemosynam largitus fuerit, visus est improbare Walafridus Strabo, qui seculo IX floruit, existimans illud non plus prodesse uni pro quo speciatim offeratur, quàm universo cœtui fidelium; libro enim de Reb. eccles., c. 22, ait: *Sed et in hoc error non modicus videtur, quod quidam se non posse aliter plenam commemorationem eorum facere, pro quibus offerunt, nisi singulas oblationes pro singulis offerant, vel pro vivis et defunctis non simul æstimant immolandum, cùm verè sciamus unum pro omnibus mortuum, et unum panem*

esse, et sanguinem, quem universalis Ecclesia offert. Quòd si cui placet pro singulis singulatim offerre, pro solius devotionis amplitudine et orationum augendarum delectatione id faciat, non autem pro stultâ opinatione, quâ patet, unum Dei Sacramentum non esse generale medicamentum. At non animadvertit Walafridus quòd, etsi sacrificium ex parte rei oblatæ et principalis offerentis scilicet Christi sit infinitæ virtutis, non tamen, ita ejus institutore Christo volente, infinitos producit effectus : secùs, si finem excipias colendi Deum, et supremum latriæ actum, qui sanè ex quâlibet, quantùmvis crebrò repetitâ, divinæ victimæ immolatione, semper Deo exhibetur, quoad cætera, quæ ex sacrificio reportare intendimus, superflua esset ejusdem iteratio. Semel autem posito quòd effectus sacrificii finitus sit, perspicuum jam est illud plus ei prodesse cui applicatur quàm aliis ; uti enim rationatur Suarez, tom. 3, in 3 part., disp. 78, sect. 1, et disp. 79, sect. 12, aut consideratur tanquàm propitiatorium, seu satisfactorium; et certè pro illo specialim satisfacit, in cujus debiti solutionem Deo exhibetur : aut consideratur tanquàm impetratorium ; et profectò ad beneficia illi uberiùs elargienda Deum movet, pro quo nominatim sacerdos divinam hostiam immolans, Deum exorat. Rem totam explicat D. Thomas, in 4, dist. 45, art. 4, quæstiunc. 1 et quæstiunc. 2.

VII. Quod visus est improbare Walafridus, alio nomine sunt apertè insectati Wiclefistæ, hodièque insectantur Lutherani et Calvinistæ, dictitantes pecuniam sacerdoti celebraturo in missæ pretium dari, eamque propterea veluti apertè simoniacam damnantes. At in primis, ad eorum fallaciam refellendam, satis abundè foret illud adducere, quod ad rem aiebat Gerson, in opusc. de Sollicitudine ecclesiasticorum, t. 2, p. 3, partic. 19, inquiens : *Sufficere in primis debet ad consensum hujus veritatis usus totius communis Ecclesiæ, qui sic habet et recipit; cui si quis detrahit, imprudenter se decipit.* Et p. 6 : *Nihil æquius, secundùm omnem legem, esse deducit Apostolus, 1 ad Corinth. 9, quàm qui altario deservit, de altario et vivat.* Præstat nihilominùs audire D. Thomam, qui hanc ipsam hæreticorum calumniam jampridem anteverterat, et diluerat, 2, q. 100, art. 2, ad 2, inquiens : *Sacerdos non accipit pecuniam quasi pretium consecrationis Eucharistiæ, aut missæ decantandæ : hoc enim esset simoniacum ; sed quasi stipendium suæ sustentationis.* Et in 4, dist. 25, quæst. 3, art. 2, quæstiunc. 1, ad 4 : *Facere pactionem de missâ celebrandâ est simoniacum semper. Si tamen non habet alios sumptus, et non tenetur ex officio missam cantare, potest accipere denarios, sicuti conducti sacerdotes faciunt, non quasi pretium missæ, sed quasi sustentamentum vitæ.*

VIII. At, quamvis res ita se habeat, nihilominùs fatendum est quorumdam improborum sacerdotum sordidam avaritiam quandoque dehonestâsse quod cæteroqui in se licitum et sanctum erat : nonnulli quippe visi sunt missas quodammodò venditare, ac turpissimum quæstum de illis facere. Et primò quidem, cùm nondùm missæ eâdem die iteratio erat severà lege prohibita, nonnulli ad solum finem plures eleemosynas captandi, sæpiùs in die sacris operabantur, quos acriter perstringit auctor vitæ S. Thomæ Cantuariensis, cap. 11, his verbis : *Illos autem in præsentiarum nec memoratu dignos, non Christi, sed mammonæ sacerdotes prætereo, qui, propter oblationum quæstum, unam Christi, et semel oblatam hostiam quotidiè, non semel, sed libentiùs iterùm, non tam consecrant, quàm dilaniant, Filium Dei quæstui habentes.* Postquàm verò et Alexander II, can. 53, de Consecratione, dist. 1, et Innocentius III, in cap. *Consuluisti*, de Celebrat. missar., et Honorius III, in cap. *Te referente*, eod. tit., districtè vetuerunt sacrificium eâdem die, solâ exceptâ solemnitate Nativitatis Domini, ab eodem sacerdote iterari, alias nequiores artes excogitârunt, quibus plures eleemosynas, unius missæ celebratione, lucrarentur. Aliqui enim tot hostias in eâdem missâ consecrabant, quot illi fuerant à quibus eleemosynam acceperant, autumantes se hâc ratione omnibus satisfacere; alii plures missas in unam congerebant : missam quippe diei usque ad offertorium legebant, tum aliam incipiebant usque ad eumdem locum, deinde tertiam et quartam, eodem modo ; postea tot secretas dicebant quot missas inceperant ; demùm sub uno canone sacrum perficiebant, totidem additis in fine collectis quot initio recitaverant : has autem missas *bifaciatas et trifaciatas* nuncupabant, quasi duplicem et triplicem haberent faciem, quæ solæ satis illis esse videbantur ad plures eleemosynas, pro earum numero, assequendas. Hæc aliaque hujus generis missarum monstra recensent Petrus Cantor, in opere quod inscripsit : Verbum abbreviatum, cap. 29, et cardinalis Bona, Rer. liturgic. l. 1, cap. 15.

IX. Quibus ab Ecclesiâ eliminatis, non idcircò improba sacerdotum cupiditas fuit radicitùs evulsa : adhuc enim iidem ingens lucrum ex missâ aucupantes, de unicâ eleemosynâ quam accipere poterant, quasi de mercis cujuspiam pretio pacisebantur, et nisi ad eorum votum augeretur, missam facere renuebant ; quos proinde Robertus cardinalis Pullus, natione Anglus, in Summâ theologicâ, quam medio seculo XII concinnavit, part. 7, cap. 17, ita objurgavit : *Quid est missarum solemnia contuitu temporalis commodi celebrare, nisi cum Judâ Christum vendere, tantò nequiùs, quantò resurgendo est sublimatus?* Quamobrem, ut gliscentem hanc pestem tandem ab Ecclesiâ prorsùs propellerent, et insatiabilem sacerdotum aviditatem perpetuo freno coercerent, Patres concilii Toletani, anni 1324, c. 6, vetuerunt ne ullus sacerdos quidquam, vel minimum, pro missâ ex pacto exigeret, sed edixerunt cum eleemosynâ contentum esse, quæ ei spontè daretur : *Multâ mentis amaritudine concitamur, gravisque doloris aculeus perfodit mentem nostram, intelligentes quòd aliqui presbyteri detestandâ et abominabili ambitione cæcati, pro missis per eos celebrandis pecuniam exigunt, et super hoc, ac si vellent vendere rem profanam, impudenter mercantur.... Verùm, cùm dictum Sacramentum super omnia pretiosum sit liberaliter, sicut cætera Sacramenta, celebrandum, districtiùs prohibemus ne aliquis presbyter pro missis celebrandis pecuniam exigat, vel rem aliam temporalem, sed gratè accipiat, si aliquid, per facientem missas celebrari, oblatum sibi charitativè fuerit, absque pacto, et conventione quâcumque.* Collectionis Harduini tom. 7, col. 1489.

X. Ac demùm concilium Tridentinum cùm animadverterit nondùm sacerdotes à profano illo mercimonio cessâsse, quod Patres Toletani fuerant detestati, sess. 22, in decreto de Observandis et Evitandis in celebratione missæ, injunxit episcopis ut de medio tollant quidquid avaritia contra reverentiam sacrificii missæ induxit, utque in primis *cujusvis generis mercedum conditiones, pacta et quidquid pro missis novis celebrandis datur, necnon importunas, atque illiberales eleemosynarum exactiones potiùs quàm postulationes, aliaque hujusmodi, quæ à simoniacâ labe, vel certò à turpi quæstu non longè absunt, omninò prohibeant.* Ut itaque episcopi Tridentino obtemperent, atque importunas et immoderatas eleemosynarum pro missis exactiones impediant, debent in suâ quisque diœcesi missarum stipem taxare ultra quam nemo quidquam exigere valeat : quod etiam ante Tridentinum factum legimus à Willelmo, archiepiscopo Eboracensi, cujus constitutionem renovavit Joannes, ejusdem successor, in concilio provinciali Eboracensi, anni 1367, cap. 3 : *Universis rectoribus et singulis ecclesiarum prælatis, vicariis et aliis quibuscumque personis ecclesiæ, capellas, cantarias, oratoria, hospitalia, seu beneficia ecclesiastica quæcumque, infra nostram diœcesim, obtinentibus, in virtute sanctæ obedientiæ, et sub pœnâ quadraginta solidorum, eleemosynæ nostræ applicandorum, similiter inhibemus, ne in ecclesiis, capellis, cantariis, hospitalibus, seu aliis beneficiis suis hujusmodi, quemquam capellanum stipendiarium divina celebrare permittant, nisi nomine stipendii sui annualis, de summâ sex mar-*

carum sit contentus. Concilior. Britanniæ t. 3, p. 69.

XI. Quamvis autem eleemosynæ taxatio et à consuetudine induci, et ab episcopo extra synodum fieri queat, attamen, ut stabilior sit, ac sacerdotibus commodiùs significetur et innotescat, plerùmque in synodo fieri consuevit, ac proinde Taxa synodalis communiter appellatur : quocirca sacra congregatio concilii interrogata, primò : *Quanta debeat esse eleemosyna missarum manualium*, secundò : *Quanta esse debeat pro perpetuis, non taxatis à fundatore;* die 15 novembris 1698 respondit : *Ad primum et secundum censuit, attendendam esse consuetudinem loci vel legem synodalem, quatenùs adsit; sin minùs, statuendam esse per episcopum eleemosynam competentem, ejus arbitrio.* L. 48 Decret., p. 584.

CAPUT IX.

De advertendis ab episcopo in statuendis missæ eleemosynis, evellendisque abusibus circa eas gliscentibus; et ne confessarii easdem à pœnitentibus exigant.

I. Sapienti sanè consilio sacra congregatio concilii episcoporum arbitrio commisit præfinire quantitatem eleemosynæ pro singulis missis, sacerdotibus erogandæ, quia non potest hâc in re certa et universalis regula, ubique custodienda, statui, cùm alicubi majorem, alibi minorem eam esse deceat, habito respectu ad locorum et temporum circumstantias, et præcipuè ad annonæ penuriam vel copiam. Unum tamen advertendum existimamus, nimirùm necesse non esse ut eleemosyna tanta sit quæ integram sustentationem sacerdoti eâ die quâ celebrat, suppeditet : etenim, sicuti optimè perpendit Suarez, tom. 3, in 3 part., disp. 83, art. 6, sect. 2, conclus. 3, actio sacrificandi non requirit integrum diem, neque majorem ejus partem ; unde non est cur sacerdos propter hoc solum ministerium integrè alatur ab eo pro quo sacrificium offert. Accedit neminem secularem ad sacros ordines promoveri, qui sufficiens beneficium aut patrimonium non habeat; nec ullum ad religionem admitti, qui ex monasterii reditibus, aut consuetis eleemosynis ali nequeat; ex quo fit ut nullus cogatur victum sibi comparare ex solo missarum stipendio, quemadmodùm argumentantur Gibalinus, de Simoniâ, q. 18, consect. 7, n. 4; Diana, in edit. Coord., tom. 2, tract. 1, resolut. 22, num. 17; et Juenin., de Sacram., dissert. 5, q. 7, c. 1, art. 5, ubi ait : « Sed monitum velim lectorem rationi consonam non esse consuetudinem quæ illud stipendium definit ex summâ quæ satis sit sacerdotis in unam diem sustentationi. Ratio est, quia stipendia non conferuntur ad integram presbyteri sustentationem, sed ad illius adminiculum : nec mirum, quippe quòd seculares sacerdotes fruantur aut titulis patrimonialibus, aut beneficiis quæ teneant eorum locum ; vetant nempe canones ne seculares ordinentur quin suffulti ad vitam titulo; Mendicantes verò à populo fideli supponuntur recipere eleemosynas, quibus vescantur : nec enim ad monasterium admitti debent plures, quàm consuetæ eleemosynæ sustentare valeant. »

II. Porrò si ultra eleemosynam ab episcopo taxatam plus sacerdos celebraturus exigat, non solùm delinquit contra legem Ecclesiæ, verùm etiam justitiam commutativam lædit : etenim, uti argumentatur Suarez, cit. loc., conclus. 1, quamvis missæ stipendium non habeat rationem pretii, nihilominùs exposcit justitia ut aliqua proportio servetur inter illud et opus, ad quod subeundum submministratur ; eamque proportionem definire, inspectâ naturâ rei de quâ agitur, ad solum spectat episcopum. Ob eamdem rationem, judicio episcopi, missarum eleemosynam taxantis, stare debent etiam regulares, quibus suorum privilegiorum obtentu neutiquàm licet stipem exigere illâ majorem quàm episcopus præscripsit : quemadmodùm enim ipsi, veluti membra communitatis, obstringuntur in contractibus servare æqualitatem statutam à legibus loci ubi degunt ; ita et in hoc quasi contractu non possunt proportionem prætergredi, quam loci ordinarius determinavit. Quocirca sacra congregatio concilii in unâ Romanâ, 15 januarii 1639, l. 16 Decret., pag. 138, dixit : *Eleemosynam pro quâlibet missâ per regulares celebrandâ in eorum ecclesiis, esse taxandam arbitrio ordinarii juxta morem regionis.* Nec regulares tamen nec seculares prohibentur uberiorem stipem à sponte dantibus accipere, dummodò absit dolus et quodcumque pactum, etiam implicitum; quod docuerunt Suarez, cit. concl. 1 ; cardinalis de Lugo, Respons. mor. l. 5, dub. 18, ac censuit sacra congregatio concilii, 16 januarii 1649, l. 18 Decret., pag. 575, à tergo, quæ interrogata : *An possit episcopus prohibere sub pœnâ censurarum laicis ne pinguius stipendium taxæ solvant sacerdotibus tam secularibus quàm regularibus, missam celebrantibus, et quòd iidem sacerdotes illud acceptare non possint, etiam à sponte dantibus;* respondit : *prohiberi non posse.* Si tamen qui manualem eleemosynam consuetâ pinguiorem accepit, alteri sacerdoti missam celebrandam committat, non potest illius partem sibi retinere, sed totam, quam accepit, erogare debet sacerdoti celebranti; quod ab Urbano VIII statutum est, et opposita opinio ab Alexandro VII, die 24 septembris 1665, proscripta fuit; inter propositiones enim ab eodem pontifice damnatas, una quæ est nona, sic sonat : *Post decretum Urbani potest sacerdos cui missæ celebrandæ traduntur, per alium satisfacere, collato illi minore stipendio, aliâ parte stipendii sibi retentâ.* Neque, solo jure spectato, prohiberentur sacerdotes minori acceptâ eleemosynâ ad missam celebrandam se obligare; siquidem quilibet potest cedere juri suo, et etiam sine ullo stipendio celebrandi onus in se suscipere; quia tamen aliquando illa consuetæ eleemosynæ remissio deprehensa est noxia aliis sacerdotibus qui, ob fraudulentam aliorum liberalitatem, debitâ sibi stipe privabantur, idcircò sacra congregatio concilii prædictam remissionem quandoque fieri vetuit, quemadmodùm contigit in unâ Sancti Severini, in quâ episcopo ad hunc modum interroganti : « Sacerdotes quotidiè se offerunt celebrare ad rationem tenuis eleemosynæ dimidii julii pro quâlibet missâ; unde supplicat declarari an ipse statuere possit eleemosynam manualem unius integri julii pro quâlibet missâ, imponendo pœnam celebrantibus pro minori quantitate; » die 16 julii 1689, eadem respondit *affirmativè quoad eleemosynam manualem.*

III. Quia verò recta ratio non patitur ex eleemosynâ ab episcopo taxatâ, quæ exigua esse solet, aliquid detrahi in commodum ecclesiæ submministrantis sacerdoti sacra indumenta, aliaque utensilia ad missæ celebrationem necessaria, hâc de causâ Urbanus VIII decrevit nihil ex eleemosynis manualibus esse eo nomine detrahendum; ex stipendiis verò pro missis perpetuis relictis, tunc solùm ecclesias ubi sunt celebrandæ, aliquid percipere permisit, cùm alios reditus non habent quibus onus sustineatur sacra utensilia præstandi; quæ omnia à nobis adducta et fusè pertractata fuêre in nostrâ instit. eccles. 56, et in dissertatione quam, dùm munus obiremus secretarii sacræ congregationis concilii, exaravimus, quæ extat in Thesaur. resol., tom. 3, pag. 307.

IV. Quis non crederet tot salubres constitutiones sacerdotum avaritiam refrenâsse? Et nihilominùs scimus sufficientes haud fuisse ad eam cohibendam. Aliqui enim suffulti plurium theologorum opinione, qui etsi sacrificii fructum quoad effectum et in actu secundo, uti aiunt, finitum esse fateantur, attamen opinantur illud pluribus applicatum æquè singulis prodesse ac si uni tantùm applicaretur, instar radii solaris, qui quamvis finitus sit, æquè tamen in unum ac in multos se effundit; post acceptam à pluribus consuetam eleemosynam se omnibus satisfacere arbitrabantur, unicum sacrificium singulis qui sibi stipem contulerant, nominatim et expressè applicando. Alii considerantes tres esse sacrificii fructus : generalem

videlicet, qui in universam Ecclesiam redundat; specialem, seu medium, quem ille solus participat pro quo nominatim à sacerdote sacrificium offertur; et specialissimum, quem ipsemet celebrans in se derivat; putârunt se posse hunc tertium fructum, qui cæteroquin est veluti actio immanens, quæ nequit ab agente in alium transire, alteri cedere, atque hâc ratione novam eleemosynam accipere. Ejusmodi opiniones et subdolæ artes unicè ab avaritiâ excogitatæ, jam à seculo XIII in Ecclesiam irrepserant, iisque obviam ierat concilium Lambethense, celebratum anno 1281, cap. 2, decernens : « Nec credat celebrans se dicendo missam unam posse satisfacere pro duobus, pro quo utroque promisit specialiter et in solidum celebrare.... Absit enim ne à quoquam catholico credatur tantùm intentione prodesse missam unam devotè celebratam mille hominibus pro quibus forsan dicetur, quantùm si mille missæ pro eis devotione simili canerentur! Licèt ipsum sacrificium, quod est Christus, sit infinitæ virtutis, non tamen in sacrificio suæ immensitatis summam plenitudinem operatur; alioquin pro uno mortuo nunquàm oporteret nisi unam missam dicere. Operatur enim in hujusmodi mysteriis distributione certâ suæ plenitudinis, quam ipse eisdem lege infallibili alligavit; » Collectionis Harduini tom. 7, col. 862. Et nihilominùs seculi XVI initio nondùm abolitæ fuerant : siquidem Norimbergensis Germanorum principum conventus, apud Adrianum VI summum pontificem, de hoc eodem abusu conquestus est : *Sacerdotes unius diei missas, ad quas fundationis seu annuæ recordationis jure celebrandas obligantur, non semel, sed quater, quinquies, pluriesve venundant, unâque missâ duobus, tribus, aut pluribus ecclesiasticis beneficiis satisfacere præsumunt.* Quamobrem eam pestilentem corruptelam iterùm totis viribus eradicare studuerunt cùm Urbanus VIII, in suis decretis anno 1625 promulgatis, tùm sacra congregatio concilii aliis decretis, die 25 januarii 1659, et 13 decembris ejusdem anni, quæ referuntur à Fagnano, in cap. *Fraternitatem*, de Sepulturis, n. 96 et 97; ac postremò illam omninò profligavit Alexander VII, cùm anno 1665 has damnavit propositiones : « Duplicatum stipendium potest sacerdos pro eâdem missâ licitè accipere, applicando petenti partem etiam specialissimam fructûs, ipsimet celebranti correspondentem, idque post decretum Urbani VIII. Non est contra justitiam pro pluribus sacrificiis stipendium accipere, et sacrificium unum offerre; neque etiam est contra fidelitatem, etiamsi promittam, promissione etiam juramento firmatâ, danti stipendium, quòd pro nullo alio offeram. »

V. Quæ hucusque sunt in medium prolata adhuc uberius exposita à nobis fuêre in nostrâ Instit. eccl. 56, ubi de missarum eleemosynâ, de titulo eam percipiendi, de abusibus in illius perceptione præcavendis, de proscriptis ab Apostolicâ Sede propositionibus, hanc materiam respicientibus; et rursùs in instit. eccl. 56, ubi quæstionem agitavimus, an suffragia uni defunctorum specialiter applicata, plus ei prosint quàm cæteris fidelium animabus in purgatorio detentis; in Inst. eccl. 92, ubi, an sacerdotes missæ sacrificium pro eo offerre valeant, qui postea erit eleemosynam oblaturus ut sacrificium pro se peragatur, quamvis ante missæ celebrationem, nec eleemosynam dederit, nec missam pro se celebrari petierit; et in nostro tractatu de Sacrificio missæ, sect. 2, § 19 et 20, ubi agitur de sacerdote qui tenetur per se celebrare, et quæritur an justâ de causâ possit interdùm à celebrando se abstinere, et an tunc teneatur celebrare per alium; atque in nostrâ constitut. 22, Bullar. tom. 1, quâ turpè damnavimus quorumdam mercimonium, qui missarum eleemosynas ibi quæritant et colligunt ubi taxa synodalis largiorem stipem sacerdotibus sacrum peragentibus assignat, missas verò alibi celebrari curant ubi sive consuetudine sive synodali lege minor eleemosyna pro singulis missis est celebrantibus attributa, ut hâc ratione prædicti pravi nundinatores partem lucrentur acceptæ stipis.

VI. Aliquid dicendum superest de pravâ quâdam avaritiæ specie in quam incurrere possent sacerdotes confessarii, si eleemosynas pro missarum celebratione sibimetipsis à pœnitentibus erogari curarent. Porrò non dubitatur quin possit confessarius pœnitentibus injungere ut missarum sacrificia celebrari faciant in satisfactione suorum peccatorum; id enim inter opera satisfactiora meritò recensetur, tum quia pœnitentes propterea aliquam pecuniæ summam à se abdicant, tum quia sic sacrificii oblationi cooperantes, peculiari quâdam ratione participes efficiuntur illius fructûs satisfactorii. Sed, ne hâc occasione aliqua suboriatur avaritiæ suspicio, non debet confessarius à pœnitente cui hujusmodi missarum celebrationem procurandam injungit, eleemosynam accipere, ut vel ipse eas missas celebret, vel in propriâ ecclesiâ celebrari faciat. *Cùm pro pœnitentiâ missas injunxerit, sibi, aut ecclesiæ suæ, aut monasterio dicendas non addicat;* verba sunt S. Caroli Borromæi in Instructione ad confessarios, part. 4 Actorum ecclesiæ Mediolanensis, à nobis aliàs relatâ in citatâ nostrâ Institutione 92. Quàm verò abhorreat Ecclesia à quâlibet hujusmodi avaritiæ specie, et sacerdotes Sacramentorum ministros ab omni illius suspicione, nedùm crimine, velit immunes, satis declarat Rituale Romanum tum in primâ generali Instructione de iis quæ in Sacramentorum administratione servanda sunt, tum etiam peculiariter in Regulis de Ordine ministrandi Sacramentum Pœnitentiæ. Cùm autem anno 1709 sacræ universali inquisitioni relatum fuisset presbyteros quosdam in ecclesiâ S. Jacobi de Compostellà confessionibus excipiendis addictos, sub præsidio antiquæ consuetudinis, eleemosynas accipere solere à pœnitentibus qui eas post confessionem peractam spontè illis dabant; sanctæ memoriæ Clemens papa XI, in congregatione S. Officii coram ipso habitâ die 14 februarii prædicti anni, mandavit ad archiepiscopum litteras scribi, quibus moneretur ut omni studio et vigilantiâ caveret ne vel minima avaritiæ suspicio in Sacramenti administratione misceretur. Laudatus autem S. Carolus Borromæus loco citato ita scribit : *Non modò non petat, sed nec velle se habere significet pecuniam, aliamve rem, pro suscepti in confessione laboris munere, imò verbis, vel potiùs factis ab his omnibus abhorrere demonstret.*

CAPUT X.

De missarum oneribus minuendis.

I. Cùm sapientissimi concilii Tridentini Patres probè animadverterint adeò ingentem esse numerum missarum ex piorum defunctorum legatis in perpetuum celebrandarum, ut illum explere et exæquare impossibile jam foret; cùmque insuper perpenderint ob decrementum reditnum quos illi reliquerant, adeò tenuem superesse eleemosynam singulis missis respondentem, ut nullus reperiretur sacerdos qui onus subire vellet eas celebrandi; hisce de causis, sess. 25, c. 4, de Reform., facultatem dederunt episcopis et superioribus generalibus ordinum regularium ut illi in suâ quisque diœcesanâ synodo, hi verò in capitulis generalibus, pro ipsorum arbitrio et conscientiâ, missarum onera contrahere seu eorum numerum minuere possent.

II. Verùm hanc facultatem, quâ plerique antistites, præsertim archiepiscopus Valentinus in suâ diœcesanâ synodo anni 1577, et in synodo provinciali anni 1584, atque in aliâ synodo diœcesanâ, habitâ anno 1590 apud cardinalem de Aguirre, tom. 4 Conciliorum Hispaniæ, pag. 289 et pag. 459, usi fuerant, revocavit et ad Sedem Apostolicam avocavit Urbanus VIII, in suâ constitutione 45, Bullar. tom. 5, § 1, cujus verba sunt : « Districtè prohibet atque interdicit ne episcopi in diœcesanâ synodo, aut generales in capitulis generalibus, vel aliàs quoquomodò reducant onera ulla missarum celebrandarum, aut post idem

concilium imposita, aut in limine fundationis; sed pro his omnibus reducendis aut moderandis, vel commutandis, ad Apostolicam Sedem recurratur, quæ, re diligenter perspectâ, id statuet quod magis in Domino expedire arbitrabitur. Alioquin reductiones, moderationes et commutationes hujusmodi, si quas contra hujus prohibitionis formam fieri contigerit, omninò nullas atque inanes decernit. » Quare hodiè integrum ampliùs non est episcopis in suis diœcesanis synodis, virtute facultatis sibi olim à Tridentino concessæ, missarum onera minuere et moderari; ac proindè scissæ hodiè sunt pleræque quæstiones quæ antea à doctoribus versabantur : puta an solus episcopus etiam extra synodum possit missarum onera minuere, an potiùs synodi consensus ad id requiratur, aliæque similes, de quibus Hurtadus, Res. mor. tom. 2, l. 6, n. 2125. Solùmque disputari potest an per prædictam Urbani VIII constitutionem adempta quoque eis sit potestas moderandi numerum missarum quarum celebrandarum obligationem nemo adhuc in se suscepit, et fortassè, ob tenuitatem eleemosynæ illarum numero respondentis, nemo reperitur qui illam acceptare velit. Non esse ademptam opinati sunt Pasqualig., de Sacrificio novæ legis, q. 1168; Passerin., de Stat. hominum, tom. 2, q. 187, n. 1055 et alii; quoniam Urbanus VIII solùm interdixit episcopis ne missarum onera à fundatoribus imposita imminuant; onus autem, inquiunt, à fundatore quidem relictum, sed nondùm acceptatum, non potest dici ulli impositum, cùm ante acceptationem nullus sit qui eo gravetur; sed, hâc subtili cæteroquin ratiocinatione posthabitâ, prævaluit sententia opposita, quam tuetur Diana, in edit. Coord., tom. 2, tract. 1, resol. 14, n. 3 et 4, cique semper astipulata est sacra congregatio concilii, à quâ cùm quæsitum fuisset : *An prohibitio facta episcopis reducendi onera missarum habeat locum etiam in casu quo legatum sit ita tenue ut non sit qui velit onus illi injunctum subire, et, si recurrendum sit ad Sedem Apostolicam pro moderatione oneris, totum aut ferè totum insumendum sit pro expensis ad id necessariis;* quamvis verba illa : *ut non sit qui velit onus illi injunctum subire*, manifestè indicarent celebrationis onus nondùm fuisse ab ullo acceptatum, nihilominùs eadem sacra congregatio respondit : *Et si legatum sit adeò tenue, nihilominùs pro reductione oneris ut supra impositi, ab iis ad quos pertinet, Sedem Apostolicam esse adeundam;* quod annotatum legitur post prædictam constitutionem Urbani VIII, Bullar. tom. 5, idemque iterùm sacra congregatio declaravit in causâ Lucen. onerum missarum, in quâ disceptato sequenti articulo : *An episcopus possit onera missarum nondùm acceptata reducere absque beneplacito Sedis Apostolicæ, sive hujus sacræ congregationis, quoties reductionem necessariam esse judicaverit, ex eo quòd locus pius legatum acceptare recuset, non diminuto onere;* die 20 junii 1682, respondit *negativè*. Secùs verò esset, si is qui legatum reliquit, expressam facultatem dedisset episcopo missarum designatarum numerum minuendi; tunc enim licere episcopo, inconsultâ Sede Apostolicâ, eâ facultate uti, censuit eadem sacra congregatio, uti habetur cit. tom. 5 Bullar., post laudatam Urbani VIII constitutionem.

III. Attamen, post Urbanum VIII, alii Romani Pontifices, videlicet Alexander VII, Clemens X, Clemens XI, Innocentius XIII et Benedictus XIII, ferè omnibus religiosis institutis privilegium concesserunt ut superiores generales, adhibito maturo consilio, ac nonnullis servatis regulis in eorumdem privilegiorum litteris expressis, possent in suâ quisque religione onera missarum antea relicta et acceptata moderari : eademque facultas à sanctæ memoriæ Benedicto XIII facta fuit omnibus episcopis qui vel per se vel per suos procuratores interfuerant concilio Romano habito anno 1725, uti videre est in eodem concilio, tit. 15, cap. 8. Huic concilio nos quoque interfuimus, tanquàm doctor in decretis, non verò tanquàm archiepiscopus Theodosiæ, licèt hujus ecclesiæ titulo essemus exornati; episcopis quippe merè titularibus aditus ad illud non patuit; et nihilominùs postquàm ab ecclesiâ Anconitanâ ab eodem Benedicto XIII nobis commissâ, ad Bononiensem metropolitanam, auctoritate Clementis XII, translati fuimus, ab eodem Clemente potestatem impetravimus missarum in perpetuum celebrandarum numerum, justis exigentibus causis, in nostrâ Bononiensi civitate et diœcesi contrahendi; quâ tamen summâ cum moderatione et cautelâ usi sumus, iisque inprimis adhibitis regulis quas semper præ oculis habuimus, cùm sacræ congregationis concilii secretarii munus obeuntes, de missarum numero, à fundatoribus præscripto, minuendo in eâdem sacrâ congregatione agendum erat.

CAPUT XI.

De ratione redituum seminarii à deputatis in synodo reddendâ, et de nonnullis ad eosdem deputatos pertinentibus.

I. Nihil est quod magis conferat ad reipublicæ felicitatem, quàm quòd puerilis ætas ad omnem informetur sapientiam : cùm enim sit Spiritûs sancti effatum : *Adolescens juxta viam suam, etiam cùm senuerit, non recedet ab eâ*, Proverb. 22, inde poterit respublica optimos rectores et administros sperare ac jure sibi polliceri. Hæc scitè perpendentes majores nostri, ubi primùm turbulentis priorum seculorum temporibus successit tranquillitas, episcopalia seminaria institui curârunt, in quibus sub episcopi oculis instruerentur et perpolirentur juniores clerici, qui ad majores ordines crescerent. Nisi suspecta esset fides illorum Nicænorum canonum quos ex Arabico in Latinum sermonem versos primò Franciscus Turrianus, deinde Abrahamus Ecchellensis evulgârunt, meritò affirmari posset ejusmodi seminariorum vestigia fuisse à concilio Nicæno delineata : etenim in canone qui est 55 apud Turrianum, et 59 apud Ecchellensem, jubentur chorepiscopi *instituere ministros, eosque distribuere per ecclesias et monasteria, et providere, ut discant, ut reddantur apti et idonei ad ædificationem monasteriorum, et ecclesiarum et aliorum locorum quæ horum operâ indigebunt.* Quæ quidem verba expendens qui notas huic canoni adjecit in Collectione Labbeanâ, tom. 2, pag. 307, ait : *Cernitur in hoc canone ratio quædam seminarii ministrorum Ecclesiæ, seu vestigium quoddam seminariorum, quæ nuper, secundùm decretum synodi Tridentinæ, instituta sunt.* Verùm, quod jam nos animadvertimus in nostrâ Instit. eccles. 59, ubi de seminariis disseruimus, cùm allegatus canon Nicænus non accenseatur numero illorum viginti quos tanquàm indubios concilii Nicæni fœtus universa recipit Ecclesia, nihil certi ex eo colligere possumus. Aliud certissimum et manifestum seminarii clericorum vestigium nobis suppeditat concilium Toletanum II, habitum anno 531, cùm, c. 1, decernat : *De his quos voluntas parentum à primis infantiæ annis clericatûs officio mancipârit, statuimus observandum ut mox cùm detonsi, vel ministerio lectorum contraditi fuerint, in domo ecclesiæ, sub episcopali præsentiâ, à præposito sibi debeant erudiri;* Collectionis Harduini tom. 2, col. 1159. Idem, quod Toletanum II, constituit Toletanum IV, celebratum anno 633, cap. 24, et relatum à Gratiano can. 1, 12, q. 1, præcipiens ut in ædibus ecclesiæ proximis juniores clerici educentur sub curâ sanctissimi senis, cujus oculos nec ad momentum effugiant : « Prona est omnis ætas ab adolescentiâ in malum : nihil enim incertius quàm vita adolescentium. Ob hoc constituendum oportuit ut si in clero puberes aut adolescentes existunt, omnes in uno conclavi atrii commorentur, ut lubricæ ætatis annos, non in luxuriâ, sed in disciplinis ecclesiasticis agant, deputati probatissimo seniori, quem magistrum doctrinæ et testem vitæ habeant. » Concilium verò Valense II anni 529, cap. 1, non unum tantùm in quâlibet diœcesi, sed in cujuslibet parochi domo, clericorum seminarium esse jubet, asseritque idem in totius Italiæ moribus positum : « Placuit ut omnes presbyteri qui

sunt in parochiis constituti, secundùm consuetudinem quam per totam Italiam satis salubriter teneri cognovimus, juniores lectores, quantoscumque sine uxore habuerint, secum in domo ubi ipsi habitare videntur, recipiant; et eos quomodò boni patres spiritaliter nutrientes, psalmos parare, divinis lectionibus insistere, et in lege Domini erudire contendant; ut et sibi dignos successores provideant, et à Domino præmia æterna recipiant: » Collectionis Harduini tom. 2, col. 1105.

II. Posterioribus tamen seculis infrequens est mentio ejusmodi episcopalium seminariorum; quod ideò evenisse plerique arbitrantur, quòd illorum loco passim erecta fuerint clericorum collegia intra monasteriorum claustra. At, licèt monachi scholas ubique aperuerint, in quibus pueri erudirentur, sicuti narrat Mabillonius, in præf. ad secul. III, in Act. SS. ord. S. Benedicti, § 4, et colligitur ex concilio Aquisgranensi anni 789, c. 72, ubi adolescentes vel in episcopiis, vel in monasteriis, pro ipsorum vel parentum libito, litteris atque ecclesiasticis disciplinis institui jussit: *Ut scholæ legentium puerorum fiant, psalmos, notas, cantus, computum, grammaticam, per singula monasteria vel episcopia discant;* tom. 4 Collectionis Harduini, col. 482; attamen, ut idem Mabillonius, ibid., n. 40, probat, nunquàm seculares clerici intra monasterii septa educandi bonisque artibus imbuendi excepti fuêre, sed duæ diversæ in quolibet monasterio constitutæ erant puerorum scholæ: aliæ *interiores seu claustrales* pro monachis et pueris monasterio oblatis; aliæ *exteriores et canonicæ* pro clericis secularibus; clerici enim vocabantur, quotquot litteris operam dabant, quod testatur Ordericus Vitalis, Hist. l. 3, inquiens: *Rodulphus autem quintus frater, clericus cognominatus est, quia peritiâ litterarum aliarumque artium optimè imbutus.* Ejusdem etiam discriminis inter secularium clericorum aliorumque qui se religioni devoverant, scholas, præter Mabillonium, fidem facit Gerardus Dubois, in Hist. eccl. Paris., l. 11, cap. 7, ubi pag. 776 ait: « Scholæ illæ inprimis cœptæ sunt ad clericorum institutionem: unde scholares, clerici vulgò dicebantur, et eam ob causam scholas erigi jubent et constitutiones regiæ, et decreta conciliorum; locus et episcopium, et monasterium designatur, hoc monachis, illud clericis; » quinimò in conventu ab abbatibus Franciæ habito Aquisgrani anno 817, cap. 42, expressè statutum legimus: *Ut nullus plebeius seu clericus secularis in monasterio ad habitandum recipiatur, nisi voluerit fieri monachus;* et c. 45: *Ut schola in monasterio non habeatur, nisi eorum qui oblati sunt;* tom. 4 Collectionis Harduini, col. 1251.

III. Quanquàm itaque verum sit, quod asserit Thomassinus, de vet. et nov. Eccles. Discipl., p. 2, l. 1 c. 102, n. 1, nimirùm, circa annum Christi millesimum neglecta prorsùs fuisse episcopalia clericorum seminaria, id tamen non inde contingit quòd clerici intra monasteria educarentur, sed quia satiùs visum est episcopis ut monachorum aut universitatum, quæ jam eâ tempestate auctæ et propagatæ erant, scholas illi frequentarent. Sed, cùm postea, quod idem Thomassinus, ibid., n. 4, observat, in universitatibus, litterarum fervore et scholarum pompâ, penè oppressa languesceret pietas; regulares verò congregationes subalienatæ essent ab illâ strictissimâ cum episcopis conjunctione quâ olim ab ipsis totæ pendebant, et quam clericis omnibus inspirari avebant episcopi; idcircò de antiquis seminariis restituendis cogitatum est. Reginaldus cardinalis Polus, cùm anno 1556 Anglicani cleri reformationem meditaretur, inter cætera reformationis capita quæ extant in Collectione conciliorum Harduini, tom. 10, col. 408, juniores clericos educari jussit in seminariis, quorum formam decreto 11 expressit; uti etiam à nobis fuit annotatum in citatâ nostrâ Instit. eccl. 59. Formæ autem quam Polus delineaverat, summam manum adjecêre Patres Tridentini, sess. 22, c. 18, de Reform., decernentes ut à quolibet episcopo prope suam cathedralem ecclesiam, aut alio convenienti loco, collegium seu seminarium instituatur, ubi clerici omnibus liberalibus artibus et ecclesiasticis excolantur institutis; cujus quidem decreti executionem urgere non omisimus in nostrâ epistolâ commonitoriâ ad omnes episcopos, quæ est secunda § 2 Bullarii nostri tom. 1. Ne verò ejusmodi seminaria ex redituum defectu ullo unquàm tempore pereant, statuit ibidem Tridentinum ut ex reditibus mensæ episcopalis et capituli, et quorumlibet beneficiorum diœcesis, certa pecuniæ summa detrahatur, quotannis seminario pensitanda, juxta mensuram seu taxam ab ipsomet episcopo præscribendam cum consilio duorum de capitulo, quorum alter ab ipsomet episcopo, alter à capitulo eligatur, ac duorum item de clero civitatis, quorum quidem alterius electio similiter ad episcopum, alterius verò ad eumdem clerum pertineat. Inter apostolicas litteras S. Pii papæ V, typis impressas per Franciscum Gaubau, complures leguntur, quæ hujusmodi seminariorum respiciunt, dùm sanctus Pontifex episcopis per Germaniam constitutis Tridentinorum decretorum executionem hâc in re enixè commendat.

IV. Præterea idem Tridentinum, loc. cit., mandavit ut episcopus singulis annis rationem redituum seminarii ab administratoribus accipiat, præsentibus duobus à capitulo, ac totidem à clero civitatis deputatis. Hanc porrò redituum rationem accipiendam in synodo docuerunt Piasec., in Prax. episcop., part. 1, cap. 2, art. 1, n. 11, et Barbosa, de Offic. et Potest. episcop., part. 3, alleg. 93, n. 22. Sed, cùm neque à Tridentino neque ab ullâ apostolicâ constitutione id cautum reperiatur, veriùs existimamus liberum esse episcopo prædictæ administrationis rationem extra synodum exposcere, nisi peculiaris cujusque diœcesis consuetudo ferat ut illa in synodo reddatur. Quoniam autem prædictorum auctorum opinio occasionem nobis præbuit de episcoporum seminariis eorumque curæ deputatis hìc loquendi, inopportunum non erit, nonnulla sacræ congregationis concilii decreta, præfatos deputatos respicientia, simul conglomerata hìc referre.

V. In Oscen. anni 1585, l. 4 Decret., pag. 84, hæc habentur: *Aliàs sacra congregatio ad interpretationem decreti, cap. 18, sess. 23, censuit episcopum Oscen. cum consilio deputatorum teneri tam circa institutionem, disciplinam et mores clericorum, quàm circa temporalium rerum administrationem providere; sufficere tamen quòd episcopus hujusmodi consilium requirat, eorumque consilio adhibito posse episcopum statuere et deliberare quæ pro prudentiâ suâ magis expedire judicaverit; exactionem verò quæ fit pro seminario, ad solum episcopum pertincre.*

VI. In *Nullius*, anni 1595, l. 8 Decret., p. 97, ita legitur: *Sacra congregatio censuit omnes quatuor deputatos, de quibus agitur in c. 18, sess. 23, adhibendos esse in consilio, in administratione rerum ipsius seminarii, præterquàm in compulsione ad portionem seminario debitam, cujus facultas ad solum episcopum spectat.*

VII. Instante capitulo Salernitano, plures quæstiones discussæ et decisæ fuerunt in eâdem sacrâ congregatione, quæ habentur l. 6. Decretor., pag. 22 et seq.: « Primò, an duo canonici electi ab archiepiscopo ad constituendam educationem puerorum seminarii, possint pro libito archiepiscopi mutari. Secundò, an eorum consilium adhibendum in constituendis regulis universalibus seminarii, electione singulorum puerorum introducendorum, electione magistrorum, librorum legendorum, confessoris, punitione dyscolorum, expulsione, visitatione et similibus. Tertiò, an alii quatuor sint deputandi in consilio tantummodò in taxatione, contributione fructuum ex unione beneficiorum, ut in aliis difficultatibus ob quas seminarii instructio vel conservatio impediretur, aut perturbaretur; an etiam in exactione et temporalium administratione tam dicti seminarii, ut, puta, deputatione vel expulsione ministrorum, et famulorum temporalium, expensis quotidianis provisionis

oladorum, quàm etiam bonorum quorumcumque et redituum ipsius seminarii, etiam ex beneficiis unitis, ut puta locationibus, concessionibus, aliisque contractibus, litibus. Quartò, an hi quatuor deputati sint perpetui, vel etiam amovibiles, servatâ, in eorum electione, ratione concilii, et dicta electio spectet ad capitulum. » En quæsita. Sequuntur responsiones : « Ad primum, non posse amoveri, nisi ex legitimâ causâ. Ad secundum, in omnibus his esse adhibendum. Ad tertium, teneri episcopum adhibere deputatorum consilium tam circa institutionem, disciplinam, et mores, quàm temporalium rerum administrationem. Ad quartum, esse perpetuos. »

VIII. In causâ Fundanâ deputationis officialium seminarii, 26 martii 1689, disceptato sequenti articulo : *An episcopus potuerit et possit deputare rectorem aliosque officiales seminarii absque consilio deputatorum à capitulo;* responsum fuit *negativè;* et examinato subinde altero dubio : *An episcopus in revisione et solidatione computorum dicti rectoris debuerit sequi consilium deputatorum;* responsum fuit : *Teneri adhibere consilium, sed non sequi;* l. 39 Decret., p. 129 et seq. His cohærent responsa ab eâdem sacrâ congregatione data in Tricariens. administrationis seminarii, 4 martii 1736.

IX. Verùm, quod diximus, seminarii rectorem esse ab episcopo constituendum cum deputatorum consilio, limitationem patitur quoad seminaria quæ legitimâ auctoritate tradita sint curæ et regimini alicujus ordinis regularis, sub expressâ conditione ut ejusdem ordinis prælato integrum sit quem maluerit sui instituti religiosum in seminarii rectorem eligere et deputare. Ita accidit Romæ, ubi cùm, juxta Tridentini statuta, clericorum seminarium à Pio IV erectum fuerit, et suppositum jurisdictioni ac tutelæ cardinalis in Urbe vicarii, ejus cura et actualis administratio commissa est præposito generali et presbyteris societatis Jesu, quod legere est in constitut. 134 Urbani VIII, § 4, Bullar. tom. 5. Dubitaverant nonnulli ex iisdem religiosis an sine violatione proprii instituti fas sibi esset curam acceptare seminarii quod episcopi subsit jurisdictioni; sed, pervolutis S. Ignatii regulis, perpensisque suarum generalium congregationum decretis, nihil inventum est quod prædicto regimini suscipiendo adversaretur, modò tamen deputatio rectoris aliorumque religiosorum qui seminarii præsint regimini et disciplinæ, ad præpositum generalem pertineat; quod à congregationibus generalibus, secundâ scilicet sub S. Francisco Borgiâ, quartâ sub P. Claudio Aquavivâ, et duodecimâ sub P. Carolo de Novelle, fuit declaratum. Cùm nos munere fungebamur secretarii sacræ congregationis concilii, episcopus civitatis Conceptionis in Americâ meridionali se plurimùm allaborâsse retulit, ut clericorum seminarium ad Tridentini normam in suâ erigeret diœcesi; sed vel nullum vel exiguum sanè fructum ex illius jam propediem absolvendâ erectione sperare, nisi ejus cura demandaretur Patribus societatis Jesu, cùm difficile esset homines seculares inibi invenire, ad clericos in doctrinâ et pietate imbuendos, et seminarium ritè administrandum idoneos. Actum fuit de hâc re in congregatione habitâ 13 junii 1722, et deliberatum dandam esse episcopo quam poscebat facultatem, ita tamen *ut seminarium sit sub patrocinio, protectione et subjectione episcopi, ejusque alumni nominentur ab episcopo*, quemadmodùm habetur tom. 2 Thesaur. resolut., pag. 191. Sub iisdem legibus alia quoque episcoporum seminaria aliorum regularium gubernio reperiuntur commissa; cura siquidem seminariorum civitatis Albani et Senogalliæ tradita est clericis regularibus, *Scholarum Piarum* nuncupatis; et nos ipsi seminarii nostri Bononiensis regimen dedimus clericis regularibus S. Pauli, vulgò *Barnabitis*, non amotis quidem deputatis, qui, juxta enuntiatas Tridentini sanctiones, seminarii disciplinæ atque administrationi invigilent, sed eorumdem auctoritate intra certos limites coercitâ. Post primam hujus operis nostri editionem, ad manus nostras pervenit Historia seminariorum clericalium, studio Joannis de Joanne, metropolitanæ ecclesiæ Panormitanæ canonici, collecta, in quâ de omnibus quæ ad rem pertinent, diligentissimè agitur; quamque consulere poterit quisquis exordia et progressus seminariorum episcopalium, optimamque eorum regiminis rationem noscere cupiat.

CAPUT XII.

De nonnullis monitionibus in synodo faciendis.

I. Clerici constituti in minoribus nullum possidentes ecclesiasticum beneficium, nisi clericalem habitum et tonsuram deferant, aliasque adimpleant conditiones quas Tridentinum, sess. 23, cap. 6, de Reform., exposcit, fori privilegio non gaudent, quemadmodùm idem Tridentinum ibidem sancivit. Possunt tamen iidem clericales vestes quas dimiserant resumere, et amissum fori privilegium hâc ratione recuperare, modò tamen id non fiat in fraudem, et nisi ab episcopo fuerint illo per sententiam privati; potest quippe episcopus clericum qui habitum deseruit, ut illum resumat, monere, et, si ter monitus non paruerit, potest per sententiam declarare cum excidisse clericalibus privilegiis, neque ad ea quibus jam spontè per habitûs dimissionem se abdicavit, esse deinceps admittendum : quâ sententiâ prolatâ, etiamsi clericales vestes iterùm induere propriâ auctoritate præsumat, ad fori privilegium non restituitur.

II. His positis, quæ summatim hìc indicata uberiùs à nobis inferiùs exponentur, putârunt nonnulli posse episcopum in suâ synodo universim edicere ut clerici qui clericalem habitum dimittunt, nisi intra trimestre numerandum à die quo illum deponunt, iterùm eumdem resumant, statim et illicò clericalibus excidant privilegiis, neque illis profuturum, si trimestri elapso, denuò habitum suscipiant : trinæ enim monitioni, quam privationis sententiam præcedere debere diximus, hanc unicam declarationem in synodo factam æquivalere autumant Panimoll., dec. 41, tom. 1; Monacell., in Formul. legal. pract., tom. 2, tit. 15, formul. 5, n. 3.

III. Verùm, quamvis hæc monitio seu declaratio in synodo laudabiliter fiat ad incutiendum terrorem clericis contumacibus, sicuti reipsà in pluribus synodis eam factam vidimus, inutilis tamen est ad inducendam statim privationem quam comminatur; quoniam, etiam hâc generali monitione præmissâ, in singularibus casibus necessariò conficiendus erit judicialis processus super transgressione et contumaciâ ejus qui synodali decreto non obtemperavit; ac propterea fieri nequit ut, alio ordine judiciario non servato, illa sola declaratio vires habeat quempiam privandi jure resumendi habitum, quo cæteroquin potiretur.

IV. Præterea juxta constitutionem 18 sanctæ memoriæ Gregorii XV, episcopus, unà cum prælatis regularibus, interesse et præsidere potest electionibus abbatissarum, quæ præficiendæ sunt in monasteriis iisdem regularibus subjectis, in cujus constitutionis sequelam à sacris Urbis congregationibus decisum est debere regulares futuram electionem abbatissæ episcopo denuntiare; et si episcopus dixerit se velle per se vel per alium eidem electioni interesse, teneri episcopi adventum usque ad præfinitum tempus exspectare. Jam verò ne episcopus gravetur onere suam voluntatem singulis vicibus manifestandi, eidem consulunt doctores ut semel in synodo generatim declaret se uti velle facultate à Gregorio XV sibi factâ, et quarumcumque abbatissarum, quantumvis exemptarum, electionibus semper et quandocumque interesse; hâc enim declaratione semel in synodo emissâ ligari regulares ne episcopo inconsulto abbatissarum electionibus præsidere valeant, perinde ac si in singulis specialibus casibus fuisset episcopi voluntas expressè iisdem significata, rectè probat Monacell., in Formul. legal., tom. 3, pag. 187.

V. Multa, quæ controversias spectant inter episcopos et prælatos regulares quoad electiones abbatissarum his subjectarum, sæpiùs excitatas, legi possunt in

folio sacræ congregationis concilii, habitæ die 26 aprilis 1727, à nobis, ejusdem congregationis secretarii munus tunc obeuntibus, exarato, et edito à Bartholomæo Liverani, Thesaur. resol., tom. 4, pag. 47.

LIBER SEXTUS.

DE CONSTITUTIONIBUS IN DIOECESANA SYNODO EDENDIS, EARUMQUE CONSCRIBENDARUM METHODO.

CAPUT PRIMUM.

Summa statuendorum in diœcesanis synodis.

I. Rem nedùm difficilem, sed planè impossibilem aggrederemur, si in animo nobis esset cuncta sigillatim exponere quæ in diœcesanis synodis constitui possint : innumera quippe sunt mala quæ in hanc aut illam diœcesim irrepere queunt, quibus opportunis constitutionibus ; sit occurrendum cùmque non eadem sit omnium locorum indoles, non iidem ubique hominum mores, non eædem in omni loco simul inolescant morum corruptelæ, nequeunt omnes leges cuicumque loco et tempori congruere, sed quod unius diœcesis status hìc et nunc decernendum suadet, alteri diœcesi, si ibidem statueretur, inopportunum, inutile et quandoque etiam noxium accideret ; quod inferiùs allerendis exemplis ostendemus. Solùm itaque generatim asserimus debere episcopum in suâ synodo constituere quæ ad vitia coercenda, virtutem promovendam, depravatos populi mores reformandos, et ecclesiasticam disciplinam aut restituendam, aut fovendam, necessaria et utilia esse judicaverit. Ut autem faciliùs remedia parare valeat, quæ ingravescentibus in diœcesi morbis medendis sint apta, expedire videtur ut ante synodum à vicariis foraneis, parochis civitatis, monialium confessariis, aliisque probis et prudentibus viris sciscitetur quænam, eorumdem judicio, in diœcesi, præcipuè quoad administrationem Sacramentorum, verbi divini prædicationem, dierum festorum cultum et observationem, videantur corrigenda et emendanda ; in congregationibus verò quæ synodo præmitti solent, theologos et canonistas doctrinâ, pietate, ac prudentiâ præditos, de modo consulet, quo inolescentes abusus suaviter simul et efficaciter eradicari possint. Has omnes diligentias à præsule Bonaventurâ, episcopo Montis Falisci, et Corneti, præmissas suæ synodo diœcesanæ, ut uberem ex illâ fructum commissa sibi diœcesis perciperet, deprehendimus ex ordine ejusdem synodi, à Francisco Gervasio typis edito anno 1719; easdemque in omni diœcesanâ synodo adhibendas sancitum est in celeberrimâ synodo provinciali Coloniensi, habitâ anno 1536 ab archiepiscopo Hermanno, annoque 1544 typis Venetis excusâ, et evulgatâ ; in eâ siquidem, part. 14, cap. 18, Collectionis Harduini tom. 9, col. 2028, ubi sermo est de synodo episcopali, hæc habentur : *In his ergo conciliis... apud metropolitanæ, cathedralium, collegiatarum, monasteriorumque prælatos, et præsertim archidiaconos, ac quos vocamus decanos rurales, qui vocati sunt in partem sollicitudinis episcopalis, per vicarium nostrum in pontificalibus, ac officialem, disquisitio diligens fiat, et quæ ex illorum judicio reformatione opus habere comperientur, communi consilio emendentur.* Hanc Coloniensem synodum, saluberrimis sanè, atque utilissimis constitutionibus refertam, cum laudis significatione commemoramus ; at non eamdem laudem attribuere possumus eidem præsidi Hermanno, qui turpiter postea ad Lutheranos defecit, eâque de causâ fuit à Paulo III per judicialem sententiam Coloniensi archiepiscopatu exturbatus, uti narrat cardinalis Pallavicinus in Histor. concil. Trid., l. 5, c. 14, n. 2 et 3; lib. 7, c. 1, n. 1, et l. 9, c. 13, n. 1.

II. Opus est etiam, ut episcopus sanctissima concilii Tridentini decreta, summorumque Pontificum constitutiones, sacrarum Urbis congregationum sanctiones, suorumque prædecessorum statuta diligenter expendat, cùm ut eorum inhæreat vestigiis, tùm ut videat, an illa excitata, iterùmque inculcata, satis sint ad compescendos abusus quibus obsistere exoptat : non enim necesse est, ut in quâlibet synodo novæ semper condantur leges, sed quandoque expedit antiquas tantùm instaurare, earumque insistere observationi ; quod, inter cæteros, fecisse comperimus Joannem episcopum Trecorensem, in suâ synodo quam habuit anno 1423, relatâ in sæpiùs cit. Thesaur. nov. anecdot. Martene, et Durand, tom. 4, col. 1129, ubi ait : « Communi utilitati, et grato regimini gregis nobis commissi intendere cupientes, nihil de novo, præter unum inferiùs descriptum ad præsens statuentes ; sed potiùs laudabilibus statutis prædecessorum nostrorum, infra designatis, et per nos maturè advisatis inhærentes, ipsa statuta dictorum prædecessorum nostrorum, inferiùs per rubricas annotata, et per nos ex multis aliis extracta, et alia, quæ de jure procedunt, laudamus, et approbamus, ipsaque, juxta eorum formas, et tenores, volumus, et præcipimus, à subditis nostris inviolabiliter observari. » Ita cùm nobis innotuisset complures abusus in regno Poloniæ invectos esse in usu oratoriorum domesticorum, ideòque, ad eos de medio tollendos, epistolam encyclicam dederimus ad primatem, archiepiscopos et episcopos ejusdem regni, quæ incipit : *Magno cum animi nostri dolore*, datam die 2 mensis junii 1751, et impressam tom. 3 Bullarii nostri, n. 48, collectis in unum prædecessorum nostrorum legibus hâc de re constitutis, necnon resolutionibus à congregationibus Urbis, cum eorumdem prædecessorum assensu, editis circa ea quæ in hujusmodi oratoriis domesticis fieri possunt, vel non possunt, demùm, § 26, ita scripsimus : « Quòd si vos etiam id præstare curabitis, ut in diœcesanis synodis vestris, in vestris item edictis, quæ à vobis pro bono diœcesis vestræ regimine publicantur, pontificiorum decretorum, ac resolutionum desuper indicatarum observantiam inculcetis, duplex inde bonum extabit, ut et vivam in vobismetipsis eorumdem memoriam teneatis, atque ab aliis aut ignorantiam expellatis, aut eamdem, utpote crassam deinceps, atque supinam, inexcusabilem reddatis. Hanc agendi rationem et normam tenuerunt, atque in præsentiâ tenent nostri in Italiâ episcopi, cum aut pontificiorum decretorum, quæ super privatis oratoriis condita sunt, summam in synodis suis inserunt, aut in appendice ad ipsas synodos eadem decreta per extensum adjunxerunt. »

III. Quoniam igitur specialia decreta, quæ fieri oporteat, episcopis suggerere non possumus, eosdem monemus, ut scopum ad quem synodi colliment sudiosè perpendant : inde enim facili negotio assequentur, quæ hìc et nunc specialiter sanciri debeant. Ut porrò finis quem synodi respiciunt magis magisque eorum menti insideat, et oculis obversetur, præter ea quæ, l. 1, c. 2, retulimus, alia subnectimus, illustrium antistitum allocutiones, et monita, eorum synodis plerùmque præmissa, quibus diserte causas explicarunt, propter quas illas coegerunt.

IV. In constitutione editâ à Leone X in concilio Lateranensi dicitur, synodos cogi, *ut depravata corrigantur :* quæ verba expendens Erasmus Chokier, in tract. de Jurisdictione in exemptos, tom. 2, p. 1,

§ 18, n. 206, ait : « Episcopalis synodus instituta est quatuor ex causis, è quibus unam hic designat Pontifex : primò, ut depravata corrigantur; secundò, ut ignorantes instruantur; tertiò, ut regulæ morum, statutaque formentur; quartò, ut quæ in provinciali synodo decreta sunt, in episcopali publicentur. »

V. In Pontificali Romano, sub tit. de Ordine ad synodum, ita episcopus præsentes alloquitur : « Venerabiles consacerdotes, et fratres nostri charissimi, præmissis Deo precibus, oportet ut ea quæ de divinis officiis, vel sacris ordinibus, aut etiam de nostris moribus, et necessitatibus ecclesiasticis à nobis conferenda sunt, cum charitate, et benignitate unusquisque vestrûm suscipiat, summâque reverentiâ, quantùm valet, Domino adjuvante, percipiat, vel quæ emendatione digna sunt, omni devotione unusquisque fideliter studeat emendare. »

VI. Initio statutorum synodalium Ecclesiæ Æduensis anni 1299, quæ referuntur tom. 4 Thesaur. nov. anecdot. Martene et Durand., col. 480, hæc leguntur : « Quia humana natura de facili prolabitur ad delicta, expedit ut homini noxius appetitus frenetur, et ligetur legalibus constitutionibus, et præceptis, ut declinet prohibita, et permissa sequatur. » Extant cod. tom. 4, col. 422 et seq. synodalia statuta Ecclesiæ, et diœcesis Andegavensis, ab episcopo Harduino anno 1423 edita, in quorum præfatione hæc episcopus loquitur : « Cura pastoralis officii et susceptı regiminis nos instanti pulsat aculeo, tantò velociùs ad subjectorum nostrorum culpas, et morum correctionem assurgere, quantò eas damnabiliùs desereremus incorrectas. » Et postquàm diœcesis suæ vitia, et corruptelas longâ oratione est prosecutus, sic tandem præfationem absolvit : « Hinc est, quòd nos præmissorum consideratione debitum officii nobis commissi exequentes, vitia extirpare, virtutesque inserere, ac saluti et periculis animarum subditorum nostrorum, et nostræ providere cupientes, ne sanguis eorum de manibus nostris in districti judicis examine requiratur, plurimorum scientificorum, proborum, et honestorum virorum ducti consilio, prohibitiones, monitiones, ordinationes, et statuta, quæ sequuntur, fecimus, constituimus, » etc.

VII. In amplissimâ collectione veterum scriptorum et monumentorum, editâ à citatis Martene, et Durand, tom. 7, col. 1225, referuntur statuta synodalia ecclesiæ Ambianensis, condita anno 1464, in quorum initio hæc leguntur : « Cùm solùm illud benè actum censeatur, quo vita hominum corrigitur, nullique dubium existat, quin ex decretis, et legibus, statutis, et constitutionibus humana coerceatur audacia, et appetitus noxius ad juris tramitem reducatur; ideò nos subditorum nostrorum mores in melius reformare cupientes, nonnulla statuta decrevimus promulganda. »

VIII. Episcopus Andomarensis, in synodo diœcesanâ anni 1583, causam allegans cur synodus quotannis cogatur, ait : « Quædam sunt ita communia mala, ut diœcesim unam integram obtineant, nec facilè possint, nisi communi consilio, et auxilio eorum omnium qui in diœcesi sunt, extirpari. Ad hæc congruit, ut una eadem diœcesis, eodem uno modo, et eisdem unis legibus universa regatur. Quà rectè à Patribus, et nominatim à Tridentinis statutum est ut, præter particulares ecclesiarum visitationes, quotannis etiam synodi diœcesanæ celebrentur, in quibus, congregatis totius diœcesis capitibus omnibus, statuantur ea quæ pro communi totius diœcesis bono statuenda videri possint, et caveatur ne quæ benè constituta sunt, temerentur. »

IX. S. Carolus Borromæus in præfatione ad synodum diœcesanam Mediolanensem XI, quam habuit anno 1584, part. 2 Act. eccles. Mediol., pag. 399 : « Quoniam, inquit, præcipua quædam capita sunt, in quibus exequendis longè languidiori studio actum, aut fortassè crebriùs peccatum est (id quod ex speculatione nostrâ archiepiscopali, quam in visitatione, alioque munere præstare debemus, hoc ipso præsertim anno, animadvertimus); ideò, ut prospiciamus, atque adeò caveamus, ne quid ex eo detrimenti jam institutæ disciplinæ ratio, progressioque patiatur, voluimus his nostris monitis assiduam eorum executionem excitare, eamdemque explicationibus augere, atque adeò ob oculos ponere, quò distinctiùs, et clariùs, ob eamque rem faciliùs, et commodiùs in executionis usum ab iis ipsis, quorum interest, inducantur. »

X. Similia passim occurrunt in aliorum episcoporum diœcesanis synodis, quæ scopum indigitant, ad quem synodales constitutiones collineare debeant. Hunc præ oculis habeat episcopus, ad illum suas dirigat constitutiones, et rem totam conficiet, quam ex crebrâ synodorum celebratione Ecclesia intendit.

CAPUT II.

Quâ methodo, quoque sermonis stylo conscribendæ sint synodales constitutiones.

I. Nihil peculiare dicendum occurrit de methodo quâ sint exarandæ synodales constitutiones, nisi quòd in memoriam revocetur monitum Isidori, l. 2 Etym., c. 10, relatum can. 2, dist. 4, ubi inter cæteras conditiones, quas in lege requirit, has etiam exposcit, nimirùm, ut sit *necessaria, utilis, loco temporique conveniens.* Haud enim imitatione dignos putamus illos episcopos, qui ut methodum retineant, quam à suis prædecessoribus servatam vident, innumeras consarcinant, neque necessarias, neque utiles, neque tempori accommodatas constitutiones : non animadvertentes, sapienter utique eas conditas fuisse à suis prædecessoribus, utpote maximè convenientes ætati quâ suas celebrârunt synodos; hodiè verò, mutatis rerum circumstantiis, esse prorsùs supervacaneas. Inter plurimas diœcesanas synodos, quas pervolvimus, synodum etiam percurrimus anno 1609 habitam ab Anastasio Germonio, archiepiscopo Tarantasiensi, cujus constitutiones distributæ sunt juxta ordinem titulorum decretalium. Ideò autem hanc methodum Germonius elegit, ut suo clero aliquod saltem specimen daret juris pontificii, cujus plerosque prorsùs jejunos et ignaros deprehenderat. At si quis vellet eamdem methodum sectari, ubi juris canonici studium viget, et scientia emicat, superfluis certè, atque inutilibus constitutionibus suam repleret synodum, et potiùs quàm statuta suæ diœcesis indigentiis congruentia, novam videretur conficere collectionem juris communis.

II. Synodus coacta ab Antonio Mariâ Gratiano, episcopo Amerino, anno 1595, referta est decretis concilii Tridentini; et laudabiliter sanè : etenim celebrata cùm fuerit triginta circiter annis post absolutum, et confirmatum Tridentinum, necesse fuit istius saluberrimis sanctionibus clerum et populum imbuere; quod ob eamdem rationem à S. Carolo Borromæo in suis tam provincialibus, quàm diœcesanis synodis præstitum, ex earumdem discimus lectione. At cùm hodiè Tridentini decreta vulgatissima sint, frustraneum profectò videretur illa transcribere, atque in diœcesanæ synodi acta intrudere; sed sat erit eadem innuere, novis sanctionibus fulcire, earumque observationem urgere. Eadem præterea Amerina synodus quamplurimis abundat adhortationibus, monitis, et statutis, quæ prudens episcopus necessaria putavit ad radicitùs evellendum vitiorum solium, quod, ob diù intermissam synodorum coactionem, in suæ curæ concredito Domini agro nimiùm supercrevisse compererat. Hanc methodum illis commendamus episcopis qui diœcesi præsunt, in quâ abusus et corruptelæ, unà cum rerum divinarum inscitiâ, adeò altas egerunt radices, ut non facilè extirpari queant : oportet enim tunc synodo inserere congruas instructiones, ad erudiendos indoctos, et synodales constitutiones crebris conspergere adhortationibus, quibus earum jugo ferendo insuetus populus, ad collum eidem submittendum suaviter inducatur : quinimò, generatim loquendo, hanc methodum illis etiam ecclesiarum

præsulibus summoperè convenire arbitramur, qui ferè nunquàm suum clerum, et populum encyclicis litteris alloquuntur, nec alias synodos se facilè deinceps habituros prævident; ita quippe, in unius saltem synodi lectione, omnes oves sui pastoris vocem quodam modo audient; quæque facere, quæque declinare debeant, addiscent. Qui verò sæpiùs synodos celebrant, aut frequenter, prout scilicet se obtulerit occasio, encyclicis litteris commissum sibi gregem pascunt, hortantur et edocent, satius erit, ut à prolixis instructionibus, in suam synodum inserendis, abstineant, ne secùs inutiliter repetant quæ jam aliàs edixerunt, rerumque frustrà repetitarum multitudine legentium mentes obruant. Verùm, cùm etiam hæc res ab innumeris pendeat circumstantiis, quas prævidere et considerare est impossibile, idcircò liberum relinquimus episcopo eam methodum in suis conscribendis synodalibus constitutionibus seligere, quæ magis ei arriserit, modò nunquàm à proposito deviet prospiciendi saluti animarum.

III. Quod attinet ad sermonis stylum in componendis constitutionibus servandum, meminisse etiam oportet quod laudatus Isidorus inculcat, nempe : *Erit autem lex... manifesta, ne aliquid per obscuritatem in captionem contineat;* ac proinde talibus verbis est concipnanda, quæ omnem excludant ambiguitatem, conditorisque mentem ac voluntatem subditis perspicuè exhibeant. Estque hæc conditio adeò necessaria, ut quamvis, juxta Suarez, l. 1 de Legibus, c. 11, n. 1, ad solam pertineat legis perfectionem, non itidem ad substantiam; attamen, si lex verbis ita obscuris sit concepta, ut multiplicem sensum reddat, nec qualem legislator intenderit, potuerint interpretes et doctores determinare, vim et efficaciam obligandi eam non obtinere, docent Baldus, in leg. *Datâ operâ*, 11, cod. de Ilis qui accusare non possunt, et Everard., Arg. legal., loco à rubro ad nigrum, n. 7; et certè qui in praxi unum ex multis sensibus, quos lex obscura præ se fert sequitur, legis violatæ reus et pœnæ obnoxius esse nequit; etiamsi postea, eo rejecto, alius sensus, legitimâ auctoritate usuve approbatus sit vel receptus, arg. cap. *Capellanus*, 4, de Feriis, ubi Panorm., n. 6; Imola, n. 3; Barbos., n. 4. Tanti igitur interest, claris ac manifestis verbis legem adornare, quanti exactam ejusdem executionem obtinere, aditumque occludere tergiversationibus, quibus subditi se valeant excusare à legis observatione. Cæterùm, dummodò obscuritas et dubietas in lege evitetur, nihil refert, quo sit exarata stylo. Synodi habitæ annis 1680, 1686, 1692 et 1697, à Guidone de Seve de Rochechouart, episcopo Atrebatensi, qui annis ampliùs quadraginta eidem ecclesiæ præfuit, gregemque suum assiduâ præsentiâ fovit, atque à noxiis erroribus, morumque corruptelis, indefessâ curâ tutatus est, uti legitur tom. 3 Galliæ christianæ Dionysii Sammarthani, col. 353, scriptæ sunt brevi, conciso, et laconico sermone; eumdemque stylum imitantur synodi habitæ à cardinali Lanfredino, episcopo Auximano, et Cingulano, annis 1734, 1735 et 1736. Ex adverso alias multas invenimus synodos, longo et asiatico, ut vocant, elucubratas stylo; qui utique rudiorum captui videtur magis accommodatus. Sed etiam in hoc quilibet abundet in sensu suo, et stylum adhibeat, quem maluerit.

CAPUT III.

Quæ utiliter in unâ, inutiliter in aliâ synodo decernuntur : ubi nonnulla de oblatis, eremitis et Græcis degentibus in diœcesibus episcoporum Latinorum.

I. Audivimus nuper ab Isidoro, legem convenire debere *loco et tempori;* ex hoc verò illud consequitur, quod jam superiùs animadvertimus, non posse videlicet certam regulam præscribi, quæ constitutiones indigitet in quâlibet synodo edendas; quæ enim uno tempore, atque in uno loco saluberrimæ sunt, alio tempore alioque in loco incassùm renovantur. Rem, uti nos facturos promisimus, nonnullis exemplis illustrabimus.

II. Pluribus Ecclesiæ seculis, liberum fuit parentibus, impuberes filios Deo et monasterio offerre; iisque semel à parentibus oblatis, integrum deinceps non erat monasterium deserere, atque ad seculum regredi, sine apostasiæ notâ : quocirca communis adagii loco habebatur canon. 49 concilii Toletani IV, *Monachum aut paterna devotio, aut propria professio, facit :* tom. 3 Collectionis Harduini, col. 589. Tantam parentum in filios potestatem aliqui profluxisse opinantur à veteri Testamento, ubi 1 Regum, c. 1, legitur, Samuelem, trium annorum puerum, fuisse à matre templo oblatum : alii eam referendam autumant ad antiquas Romanorum leges, per quas tantum parentibus in suos liberos astruebatur dominium, ut jus vitæ ac necis in istos haberent, summâque urgente necessitate, possent eosdem in servitium vendere sine redemptione, quemadmodùm constat ex l. 1, tit. 3, l. 3, cod. Theodos., et ex l. 10, tit. 47, l. 8, cod. Justinian. Quanquàm autem christianorum imperatorum leges ejusmodi enormem parentum in filios potestatem multùm coercuerint, facultatem nihilominùs illis reliquerunt, de suis liberis, quamdiù essent impuberes, pro arbitrio disponendi, excepto duntaxat mortis et servitutis negotio, uti habetur in l. unic., tit. 15, leg. 9, cod. Theodos. Verùm, quæcumque fuerit origo prædictæ consuetudinis, quam usque ad seculum XII perseverâsse, ex epistolâ 1 sancti Bernardi ad Robertum nepotem, atque ex epistolâ Siberti ad Rodulphum abbatem Sancti Trudonis, colligit Coustant in Epist. Romanorum Pontificum, tom. 1, col. 317; certum est, quòd, quamdiù ea in Ecclesiâ viguit, ferè omnia concilia aliquid decrevêre de pueris et puellis à parentibus monasterio oblatis, uti inter cætera Aurelianense V anni 549, can. 16, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 1447, Matisconense I, anni 581, can. 12, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 452, Toletanum X, anni 656, can. 6, ibid., col. 980. At, postquàm ea disciplina obsolevit, ineptum planè foret de iisdem oblatis in synodis verba fieri.

III. Quemadmodùm porrò diversitas temporum facit, ut in hodiernis synodis nihil statuendum occurrat de impuberibus filiis à parentibus monasterio oblatis; ita locorum diversitas efficit, ut in aliquâ synodo prudenter atque utiliter, in aliâ verò imprudenter et inutiliter de alio agatur, adhuc extante, oblatorum genere. Alii quondam fuerunt, et alicubi etiam nunc sunt, monasteriorum oblati, de quibus Mabillonius in præfat. ad sec. VI in Act. SS. ord. S. Benedicti, n. 93, et Carolus du Cangius in Gloss., verb. *Oblati monasteriorum;* homines scilicet, qui se suaque omnia in monasterii usus conferunt, ejusdemque monasterii prælato ad omnia obediunt. Ejusmodi autem oblati, qui etiam *donati* appellantur, habitum quidem assumunt à secularibus paululùm diversum, seque monasterio tradunt sub certâ verborum formulâ, nullâ tamen solemni professione se obstringunt : quocirca religiosi verè non sunt, nec matrimonii validè contrahendi incapaces; simplex quippe castitatis votum, si quod forte in prædictâ oblationis formulâ, quæ pro monasteriorum diversitate est diversa, contineatur, impedit utique matrimonium contrahendum, sed contractum non dirimit : uti ad rem ponderans Tapia in aut. *Ingressi*, v. *Sua*, cap. 10, n. 6; Covarr., in cap. *Alma mater*, part. 2 Relect., § 2, cap. 8; Navarrus, consil. 81, primæ edit., n. 15, de Regular.; Fagnanus, in cap. *Ut privilegia*, de Privilegiis, n. 30; Lezana, Oper. mor., tom. 1, p. 2, cap. 8 et 9, ubi formulam refert quam recitant oblati ordinis S. Hieronymi; Rocca tom. 2 Disp. jur., c. 140, ubi expendit formulam oblationis mulierum sacras ingredientium ædes nuncupatas SS. Virginis Dolorum de Urbe; Donatus, tom. 1 Rer. regular., part. 2, tract. 13. de Oblatis religiosorum, q. 6, per tot.; rota in Romanâ majoratûs, et primo-

genituræ de Cæsarinis 16 junii 1698, § *Si quidem electio*, coram Lancettâ.

IV. Quamvis verò prædicti oblati religiosi non sint, attamen si omnia bona sua, ne minimà quidem eorum parte, neque quoad proprietatem, neque quoad usumfructum sibi reservatâ, absque fraude et dolo, in monasterium contulerint, et habitum aliqualiter mutaverint, censentur personæ ecclesiasticæ, gaudentque privilegio fori, atque immunitate ab exactionibus secularibus, uti colligitur ex cap. *Per exemptionem*, de Privileg., in 6, ubi Bonifacius VIII statuit : *Per exemptionem ecclesiæ concessam, ipsa ecclesia, et ipsius monachi, vel canonici, clerici etiam, et conversi, perpetuòque oblati.... intelliguntur exempti :* atque ex Clement. 1, de Decimis, in quâ Clemens V, postquàm declaravit, teneri regulares decimas persolvere *de animalibus familiarium, et pastorum suorum*, addit : *Cæterùm præmissa extendi nolumus ad animalia, quæ per religiosorum ipsorum donatos, seu oblatos tenentur, dùm tamen illi religiosis eisdem cum effectu donaverint, aut obtulerint se, et sua :* quas constitutiones rectè perpendunt Fagnanus in cit. cap. *Ut privilegia*, n. 25 et seq., et Barbosa in eod. cap., n. 43. Ut verò subtrahantur etiam ab episcopi jurisdictione, solique subdantur prælato regulari, non solùm necesse est ut prædictas impleant conditiones, juxta apertam decisionem Alexandri III, in cap. *Cùm et plantare*, 3, de Privileg. ; *De confratribus* (hoc nomine *oblatos* appellat) *hoc constituimus, ut si, non se prædictis fratribus omninò reddiderint, sed in proprietatibus suis omninò duxerint remanendum, propter hoc ab episcoporum sententiâ nullatenus eximantur, sed potestatem suam in eos, sicut in alios parochianos suos, exerceant, cùm pro suis fuerint excessibus corrigendi ;* verùm etiam, jure novissimo Tridentini, sess. 24, cap. 11, de Reform., requiritur, ut actu religioni inserviant, cujus sunt oblati : secùs, etiamsi ab aliis conditionibus non deficiant, episcopali foro remanent obnoxii. Ad arcendas autem dissensiones, super prædictâ oblatorum exemptione, sæpè inter potestatem secularem, et episcopos excitatas, accuratissimum decretum olim editum fuit à sacrâ congregatione concilii, in quo singulæ enumerantur qualitates, quibus præstare debent oblati, ut habeantur pro personis ecclesiasticis ; atque ad istius decreti normam omnes deciduntur quæstiones oblatorum immunitatem spectantes. Alia præterea ab eâdem sacrâ congregatione emanârunt decreta, quibus definitum est quandonam iidem oblati etiam à foro episcopali prorsùs subtrahantur, et quandonam tam episcopi, quàm prælati regularis coercitioni subjaceant. Primum decretum refertur à Cohell. ad bullam *Boni regiminis*, c. 50, n. 142 ; Passerino, de hominum Stat., tom. 2, q. 187, art. 4, n. 225 ; Barbos., cit. loc., et fusè explicatur à laudato Fagnano. Alia decreta sunt à nobis indicata, et expensa in quâdam causâ Anglonens. sacræ congregationi propositâ 15 et 29 januarii 1724, de quâ tom. 3 Thesaur. resolut., pag. 5 et 11.

V. Jam autem episcopus diœcesim administrans, ubi plures degunt oblati, sapienter sanè enuntiata decreta in suam synodum inseret, aut illis conformes novas promulgabit constitutiones : at, si in diœcesi ejusmodi oblati non reperiantur, constitutiones ad eosdem pertinentes synodi paginas inutiliter replerent. Idemque judicium ferendum est de synodalibus statutis feminas respicientibus, quæ vulgò B. Beguinæ, Tertiariæ, et Bizochæ appellantur : ubi enim ejusmodi feminarum copia invenitur, prudenti certè consilio aliquid de iis, earumque vivendi ratione, in synodo decernitur : laudabiliter quoque poterunt certæ regulæ designari, in earumdem admissione ad Beguinarum habitum servandæ, quæ jampridem à sacrâ congregatione concilii præscriptæ fuere, et à nobis relatæ sunt in quibusdam ex nostris institutionibus pro archiepiscopi munere olim Bononiæ Italico sermone editis, ac deinde in Latinum conversis, videlicet instit. 29, § *Post moniales*, et instit. 105, in monitis pro mulieribus Tertiariis, quæ privatim in suis ædibus vitam agunt, § 1. Ast ubi aut nullæ, aut raræ sunt feminæ quæ Beguinarum amplectantur institutum, nemo non videt supervacaneum esse de illis in synodo pertractari.

VI. A religionum oblatis ad eremitas progredientes, aliud ad rem nostram appositum ab istis desumimus exemplum. Quatuor sunt eremitarum genera : alii tria substantialia nuncupant religionis vota in aliquâ ex religionibus à Sede Apostolicâ approbatis, quales sunt eremitæ Camaldulenses, qui propterea sunt veri religiosi : alii à votorum nexu soluti, in aliquâ congregatione degunt, ab episcopo approbatâ, modumque vivendi ibidem tenent ab eodem episcopo præscriptum ; et isti, licèt religiosi verè non sint, interdùm tamen, cum aliquâ improprietate sermonis, religiosi vocantur : alii sunt eremitæ, qui nec religionem professi, neque ulli ascripti congregationi, habitum eremiticum ab episcopo accipiunt, ejusdemque auctoritate, alicujus ecclesiæ addicuntur servitio : alii demùm sunt, qui pro suo libito eremiticas vestes induunt, neque ullius ecclesiæ, legitimâ auctoritate, alligati servitio, solitariam vitam eligunt. Ex his quatuor eremitarum speciebus de quibus à nobis actum est in nostro opere de Canonizat. sanctor., lib. 3, cap. 35, n. 15, secunda, et tertia ordinariæ subsunt episcopi potestati : eremitæ verò quartæ speciei, utpote qui inter personas ecclesiasticas non numerantur, fori privilegio non gaudent ; absonum quippe videretur, ut quis, pro suo arbitrio, se à laicali eximeret jurisdictione, cui erat antea obnoxius : quemâdmodùm rectè considerant Fermosinus in cap. *Nullus*, de Foro competenti, q. 15, n. 1 et 2 ; Fagnanus, ibid., n. 63 ; Cortiada, Dec. Catal. tom. 3, dec. 137, n. 61 ; Diana, in oper. coordinat., tom. 9, tract. 2, resol. 174, aliique passim : licèt tamen episcopo competat eos compellere ad habitum demittendum, vivendique rationem describendam, quam propriâ auctoritate susceperunt. Hanc potestatem in suâ synodo exercuit episcopus Gerundensis, prohibens, sub pœnâ excommunicationis, ne quis sine episcopi decreto, audeat eremiticas vestes assumere, uti legitur apud Romaguer., l. 3, tit. 15, cap. 1, 2, 4 et 5. Severiores etiam leges adversùs eosdem eremitas, tanquàm apes sine rege, uti doctores loquuntur, hùc illùc discurrentes, tulit clar. mem. cardinalis Portocarrero, archiepiscopus Toletanus, in suâ Toletanâ synodo, l. 3, tit. 13, constitut. 4. Nihil igitur est, quod à similibus constitutionibus condendis alios detineat episcopos, qui ejusdem generis vagos eremitas in suâ habent diœcesi. Jure pariter poterunt leges sancire, alios complectentes secundæ, et tertiæ speciei eremicolas ; puta edicere, se nulli in posterum veniam daturos solitariè vivendi, cujus mores sibi non fuerint antea benè perspecti, aliorumque testimonio comprobati ; quod laudabiliter sancitum legimus à cardinali Carolo Barberino in suâ synodo Farfensi, atque à cardinali Cybo, in synodo Ostiensi et Veliternâ, habitâ anno 1698, tit. 35. Ea siquidem solitariè vivendi ratio, adeò periculosa est, ut Hieronymus, in epist. 125 ad Rusticum monachum, n. 9, eligendam asserat à solis verè, et non ex parte perfectis ; et synodus Venetica anni 465, can. 7, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 797, ne monachis quidem illam permittendam censuerit, « nisi fortè probatis, post emeritos labores. » Multòque magis decet, ut episcopus in synodo regulas præscribat ab eremitis religiosè servandas, quod itidem à præfatis cardinalibus diligenter præstitum vidimus. Ex pluribus autem, quæ circumferuntur, eremitarum regulis, optimæ sunt quæ habentur in appendice ad concilium Romanum, pag. 257, à san. mem. Benedicto XIII concinnatæ, atque in eodem concilio, tit. 22, c. 2, singulis episcopis propositæ, et commendatæ, ut ad earum normam suos diœcesanos eremitas vivere cogant. Has igitur rectè episcopus suæ synodo adjunget, earumque observationem, ut in eodem concilio Ro-

mano cautum est, *practicè promovebit.* Verùm hæc, ut quilibet videt, solis aptantur diœcesibus, quas aliquot incolunt eremitæ; neutiquàm verò aliis à quibus absunt. Quamobrem qui istarum regimini præficiuntur antistites, oleum et operam perderent, si vano pruritu voluminosam conficiendi synodum, constitutiones, et regulas in illam ingererent custodiendas ab eremitis, qui cæteroquin in nullo suæ diœcesis angulo existunt.

VII. In aliquibus diœcesibus, uti etiam superiùs dictum est, unà cum Latinis commorantur Catholici Græci ritûs, eidem Latino episcopo omnes subjecti; cui propterea laudi ascribetur, si in suâ synodo proscribat errores, et insectetur abusus, si qui fortè in prædictos Græcos irrepserint. Ita se gessit cardinalis de Torres, archiepiscopus Montis Regalis in Siciliâ, qui in diœcesanâ synodo interdixit Italo-Græcis, suam habitantibus diœcesim, usum *synaxarii*, quod recitare solebant post lectionem sextam sabbati ante dominicam sexagesimæ, eo quòd in eo contineretur error, à catholicâ Ecclesiâ jamdiù damnatus, de animabus in cœlum non recipiendis, neque ad æternas ablegandis pœnas ante diem judicii: vetuit præterea, ne iidem recitarent officium impii Gregorii Palamæ, archiepiscopi Thessalonicensis: censurâque perstrinxit quasdam acclamationes, quibus plaudebant eidem Palamæ ac scelestissimo Photio, pseudopatriarchæ Constantinopolitano, auctori schismatis Græcorum: quæ quidem synodalia cardinalis de Torres decreta referuntur à Joanne de Joanne in tract. de divinis Siculorum Officiis, cap. 11. Neque idcircò cardinalis ordinariæ suæ potestatis limites est prætergressus; quamvis enim nequeat episcopus quæstiones definire ad fidei doctrinam pertinentes, non tamen prohibetur, ne aut in synodo, aut extra synodum, cavendos jubeat errores, jam ab Ecclesiâ proscriptos, quod colligitur ex cap. *Ad abolendam*, de Hæreticis, notatque Gonzalez in cap. *Vestra*, n. 3, de Locato et Conducto. Commendandi igitur erunt etiam alii similium ecclesiarum præsules, si suam curam et studium impendant, ut Græcorum, quibus præsunt, præcidant errores, depravatosque mores corrigant. At, ubi nulli sunt homines Græci ritûs, videretur aerem verberare episcopus, qui in suâ synodo de illis sanâ doctrinâ informandis se valdè sollicitum ostentaret. Sed de Græcorum erroribus, deque his quæ præstare debent episcopi Latini, ut Græcos homines, in suis diœcesibus degentes, ab illis immunes servare valeant, alibi fusiùs agemus.

CAPUT IV.

Aliis exemplis demonstratur non omnes constitutiones omni synodo æquè congruere; ubi multa de Judæis degentibus in terris Christianorum.

I. A multis christiani orbis regionibus, uti in Hispaniâ, et Lusitaniâ, Judæi coguntur perpetuò exulare; in aliis autem liberè habitare permittuntur. Ab omni temporali ditione Romanæ Ecclesiæ jussi sunt abesse exceptâ Româ et Anconâ, per constitutionem 110 S. Pii V, quæ incipit: *Hebræorum*, tom. 4, part. 3 Bull., p. 57. Et quanquàm Sixtus V per alias litteras in formâ brevis, datas die 22 octobris 1586, inter cætera privilegia Hebræis concessa, potestatem eisdem fecerit domicilium figendi in quolibet loco, temporali Ecclesiæ dominio subjecto, hæ tamen Sixti V litteræ revocatæ postea fuêre à Clemente VIII, constitutione 119, quæ incipit: *Cæca et obdurata*, quâ iterùm Hebræi expulsi sunt è terris Ecclesiæ, exceptis duntaxat Româ, Anconâ et Avenione. Cùmque sub eodem Clemente VIII ad Ecclesiam Romanam devolutus fuerit ducatus Ferrariensis, et subinde, sub Urbano VIII, ducatus Urbinatensis, venia data est Hebræis domicilium retinendi, quod antea habebant, in aliquot istorum principatuum locis.

II. Quibus præmissis, facile erit cuilibet dijudicare quibusnam locis statuta conveniant, certum Christianis præfinientia modum cum Hebræis conversandi: illis quippe in regionibus, in quibus Hebræi stabilem sedem habent, omninò expedit ut episcopi in suis synodis nimiam coerceant Christianorum cum illis consuetudinem, jurisque communis sanctiones, summorumque Pontificum instaurent hùc respicientia decreta, quæ, ad eorumdem episcoporum commodum, conglomerata proferimus. In cap. *Judæi*, 5, de Judæis, prohibentur Christiani cum Hebræis cohabitare, et contravenientes subjiciuntur excommunicationi. Quò verò exactiùs huic præcepto fieret satis, atque nimia evitaretur familiaritas Christianorum cum protervis Hebræis, quam omnes antiqui Ecclesiæ canones detestantur, præcipuè canon 50 concilii Illiberitani, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 255; canon 40 concilii Agathensis, tom. 2 Collectionis ejusdem, col. 1002; canon 15 concilii Epaonensis, ibid., col. 1049; canon 15 concilii Matisconensis I, tom. 3 ejusdem Collectionis, col. 453; jussit Paulus IV, in suâ constitutione 4, § 1, tom. 4, parte 1 Bullar., pag. 321, ut in locis ditionis ecclesiasticæ in quibus degere permittuntur Judæi, habitare debeant in loco separato, et clauso, atque à Christianorum ædibus penitùs sejuncto. Ne verò cum Christianis confundantur, decrevit Innocentius III, in cap. *In nonnullis*, 15, de Judæis, ut in quâlibet Christianorum provinciâ habitum deferant à Christianis diversum. In cujus decreti executionem concilium Ravennatense II, anni 1311, rub. 23, t. 7 Collectionis Harduini, col. 1370, Judæos portare statuit *in pannis superioribus certum signum, scilicet rotam panni crocei coloris; et mulieres eorum in capite.* Eodemque ferè signo eosdem à Christianis distingui voluêre Patres concilii Albiensis, anni 1254, can. 65, tom. cit. ejusdem Collectionis, col. 468; Nemausensis, anni 1284, tit. de perfidis Judæis, ibid., col. 936; et Avenionensis, anni 1326, can. 59, ibid., col. 1514. Paulus verò IV, in laudatâ constitutione, § 3, ab Hebræis masculis semper deferendum constituit *biretum glauci coloris; à feminis verò aliud signum patens, ita ut nullo modo celari aut abscondi possit;* et licèt ab istius signi delatione Pius IV, in constitutione 57, t. 4, p. 2 Bullar., pag. 105, iter facientes absolverit Hebræos, ejus tamen constitutio rescissa fuit à S. Pio V in suâ constitutione 10, § 6, tom. 4, part. 2 Bullar., pag. 286, atque à Clemente VIII, in citatâ constitutione 19. Ne porrò Judæi publicis præficiantur officiis vetitum est ab Innocentio III, in cap. *Cùm sit*, 16, atque à Gregorio IX, in cap. *Ex speciali*, 18, de Judæis. Ne iidem fiscalia ac vectigalia conducant atque à Christianis exigant, interdictum jam fuerat à synodo Regiaticinâ anni 830, can. 20, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 30, iterùmque sancitum à Gregorio IX, cit. loc. Ne ad suos lactandos filios christianas nutrices adhibeant cautum est, in cit. cap. 8 et cap. 13, de Judæis, atque à Gregorio XIII, in suâ constitutione 131, § 11, tom. 4, p. 5 Bullar., pag. 9. Christianis autem non licere aut acceptâ mercede servitium suum Judæis assiduè impendere, habetur in cit. cap. 5, 8 et 13, de Judæis; aut, ad suas curandas infirmitates Judæum medicum arcessere, liquet ex citatâ constitutione 4 Pauli IV. Constitutione 129 Gregorii XIII, tom. 4, part. 4 Bullar., pag. 1, quinimò à synodo quinisextâ, can. 11, relato à Gratiano, q. 1, 18, can. 13, anathemate percelluntur laici, et depositionis pœna decernitur in clericos qui ad suam sive tuendam sive recuperandam valetudinem Judæi medici operâ utuntur. Aliæ plurimæ Ecclesiæ sanctiones hanc materiam spectantes congestæ sunt à cardinali Sanctorio in suo Rituali Sacramentorum, tit. de infidelium Conversione procurandâ; quibus addenda est constitutio Clementis XI, incipiens *Propagandæ*, in ordine 61, tom. 10 Bullar., nov. p. 64, ubi prospicitur indemnitati Hebræorum Christi fidem complectentium, caveturque ne bonis priventur quæ antea possidebant, neque excludantur à successione ad parentum hæreditatem. In iis itaque diœcesibus in quibus licet Hebræis impunè commorari, licebit etiam episcopo prædictas constitu-

tiones, ne è fidelium memoriâ excidant, renovare. Legere etiam idem poterit nostram epistolam die 28 februarii 1747 datam ad archiepiscopum Tarsensem, nostrum in Urbe vicesgerentem, in quâ ex communi theologorum doctrinâ probavimus Hebræorum infantes baptizandos non esse invitis parentibus, nisi cæ occurrant peculiares circumstantiæ quas recenset S. Thomas, 2-2, q. 10, art. 12, et 3 part., q. 68, art. 10; câque occasione non pauca allegavimus sacrarum Urbis congregationum decreta ad eamdem rem pertinentia, è quibus excerpere poterit episcopus, suæque synodo attexere, quæ opportuna judicaverit ad suum edocendum gregem, si quem habeat Hebræis permixtum. Hæc epistola inserta est in t. 2 Bullarii nostri, n. 28. Aliam quoque epistolam encyclicam ad primatem, archiepiscopos, et episcopos Poloniæ conscripsimus, datam die 14 junii 1751, in quâ pleraque indicavimus quæ vetita sunt Hebræis commorantibus in Christianorum regionibus. Eodemque anno, sub die 15 decembris, aliam dedimus epistolam ad præsulem Petrum Hieronymum Guglielmi, Romanæ inquisitionis assessorem, de baptizandis Hebræorum infantibus : quæ epistolæ, separatim tunc editæ, mox impressæ sunt ejusdem Bullar. nostri t. 3, n. 49 et 54.

III. Verùm, quod plus negotii interdùm facessit episcopis, est matrimonium ab Hebræis in infidelitate contractum et consummatum, de quo disputatur an et quando per conversionem alterutrius conjugis ad christianam fidem dirimatur. Certum est infidelium conjugium, ex privilegio in fidei favorem à Christo Domino concesso, et per Apostolum Paulum, 1 ad Corinth., c. 7, promulgato, dissolvi, cùm conjugum alter christianam fidem amplectitur, renuente altero, in suâ infidelitate obdurato, cohabitare cum converso, aut cohabitare quidem volente, sed non sine contumeliâ Creatoris, hoc est, non sine periculo subversionis conjugis fidelis, vel non sine execratione sanctissimi nominis Christi, et christianæ religionis despicientiâ. Ex hoc verò fit integrum non esse conjugi converso transire ad alia vota, priùs quàm infidelis interpellatus, aut absolutè recusaverit cum eo cohabitare, aut animum sibi esse ostenderit cum illo quidem cohabitandi, sed non sine Creatoris contumeliâ; uti colligitur ex celeberrimâ decretali Innocentii III, in cap. *Quanto*, de Divortiis, notantque Sanchez, de Matrim., lib. 7, disp. 74, n. 12; Salmanticenses, tom. 2, tract. 9, de Matrim., cap. 4, n. 48; cardinalis de Lauræâ, de Matr., disp. 16, n. 198; Clericatus, de Sacram. Matrim., dec. 11, n. 24. At quandoque evenit conjugem infidelem in longinquas abiisse regiones, aut ita latitare ut interpellari nequeat; et tunc dubitatur an, interpellatione omissâ, fas sit converso alias inire nuptias. Affirmant plerique, quibus astipulantur Sanchez, cit. loc., n. 14; Genuensis, in Prax. cur. archiep. Neapol., c. 27, n. 20; Riccius, in Prax., p. 1, resol. 241. Alii ex adverso, inter quos Pontius, l. 7 de Matrim., cap. 48, n. 22, in eo rerum statu necessariam putant dispensationem summi Pontificis, cujus est declarare in quibusnam circumstantiis desinat obligare præceptum divinum, quo prædicta interpellatio ante rescissionem matrimonii videtur injuncta; atque huic posteriori sententiæ in quâdam causâ Florentinâ, discussâ 17 januarii 1722, adhæsit sacra congregatio concilii, cujus judicio nos omnia subjecimus rationum momenta, quæ à dissentientibus inter se doctoribus in utramque partem afferuntur, uti legere est t. 2 Thesaur. resol., pag. 117 et seq. Nec Sedes Apostolica difficilem se præbet eam petentibus dispensationem quam urgens causa suadet concedendam : etenim, sicuti in præfatâ causâ Florentinâ animadvertimus, Gregorius XIII locorum ordinariis, parochis et presbyteris missionariis societatis Jesu, in Angolâ, Æthiopiâ et Brasiliâ degentibus, potestatem fecit dispensandi cum quolibet conjuge qui christianæ religioni nomen dedit, ut novum posset matrimonium inire, omissâ interpellatione alterius conjugis infidelis quem constat legitimè interpellari non posse; et nos ipsi, ad Petri cathedram evecti, facultatem concessimus apostolico nuntio, Venetiis commoranti, ut in simili rerum eventu possit ab ejusdem interpellationis onere relevare conjuges conversos, existentes in loco pio catechumenorum ejusdem civitatis Venetiarum : quod habetur in constitut. 3, nostri Bullarii tom. 1.

IV. Sed alia hinc oritur controversia de temporis momento quo rescindatur fœdus connubii de quo est sermo. Plerique doctores sentiunt, interpellato conjuge infideli, eoque aut expressè abnuente legitimè cohabitare cum fideli, aut intra terminum sibi in interpellatione præfixum nihil respondente, dissolutum statim censeri vinculum conjugii quo erant ambo constricti. Alii arbitrantur tunc primùm dirimi cùm conjux conversus alteras nuptias contrahit. Ab istius autem controversiæ decisione, alterius pendet enodatio difficultatis, de quâ non semel contigit in ecclesiasticis foris disputari. Fingite Titium Hebræum christianam fidem amplecti; postquàm fuit Baptismate ablutus, uxorem suam Næviam, quam in Judaismo pertinacem reliquit, interpellet, an velit secum cohabitare sine Creatoris contumeliâ; Nævia aut expressè renuat, aut intra præfinitum sibi temporis intervallum nihil respondeat; aliud deinde matrimonium cum Hebræo viro contrahat Nævia, Titius autem christianus cælibem statum eligat; fingite rursùs post aliquot annos Næviam cum suo secundo viro ad christianam fidem converti, colente adhuc Titio cælibatum; gravis statim excitatur quæstio, an Nævia redire debeat ad Titium suum primum virum, an potiùs permanere cùm secundo. Hujus autem quæstionis decisio ab aliâ pendet, quam antea proponebamus : etenim, si matrimonium Titii cum Nævià rescissum fuit, statim ac Nævia interpellata renuit cum Titio legitimè cohabitare, uti opinantur doctores primæ sententiæ, validè profectò potuit eadem Nævia alteri se copulare viro cum quo propterea perseverare debet, etiam cùm ambo Christianorum sacris sunt initiati; at si matrimonium in infidelitate contractum, tunc solùm dissolvitur quando conjux conversus aliud conjugium init, uti existimant doctores secundæ sententiæ; cùm Titius in casu aliam non duxerit uxorem, illegitimum certè fuit novum matrimonium à Nævià nondùm à priori vinculo solutâ contractum; atque idcireò cùm christianam fidem amplectitur, tenetur ad primum virum redire. Verùm, cùm res contigerit Florentiæ anno 1726, et de eâ disceptaretur in sacrâ congregatione concilii, nos, pro nostro, quod tunc gerebamus, secretarii munere, dissertationem elucubravimus, quâ luculenter ostendimus ex enuntiatis sententiis posteriorem esse tam inter antiquos quàm inter recentiores theologos et canonistas ferè communiter receptam; ex quo conclusimus virum Hebræum, de quo res erat, quique cum secundâ uxore quam juxta præmonstratum casum duxerat, Baptismum petebat, post illud susceptum teneri redire ad primam jampridem christianam factam, et adhuc perseverantem innuptam; et sacra congregatio ne latum quidem unguem à nostrâ sententiâ recessit, eòque libentiùs eam est amplexata, quòd, nobis pariter suggerentibus, compererit, ita consentientibus theologis in concilium adhibitis, fuisse ab eâdem definitum, anno 1679 et 1680, in simili casu qui Florentiæ quoque evenerat; quæ omnia legenda sunt in Thes. resol., tom. 3, pag. 346 et seq.

V. Alter ejusdem causæ articulus, sacræ congregationis discussioni tunc quoque propositus, indecisus remansit. Quærebatur itidem, an saltem jus esset summo Pontifici, primum matrimonium, in infidelitate contractum, et consummatum, supremâ suâ auctoritate relaxandi, veniamque concedendi conjugi, tardiùs ad fidem converso, ut, in prædictis rerum circumstantiis, posset cum secundâ uxore permanere. Opportuna etiam de hâc, longè utique graviori, quæstione fuit à nobis exarata dissertatio, quæ extat tom. 4 cit. Thesaur. resolut., pag. 30 et seq., in quâ

plures allegavimus doctores, hanc potestatem Pontifici asserentes, simulque contendentes eam reipsà exercuisse S. Pium V et Gregorium XIII, sicut in citatâ dissertatione fusè habetur : sed sacra congregatio satius duxit à sententiâ ferendâ se abstinere; quoniam, etiam datâ Pontifici potestate rescindendi prius vinculum conjugii in infidelitate contracti, nihilominùs, quod nos sacræ congregationi insinuare non prætermisimus, meritò dubitabatur, num eæ adessent gravissimæ causæ, quæ necessariæ sunt ut per apostolicam dispensationem dirimatur.

VI. Itaque episcopus diœcesi præsidens, in quâ, ob admixtionem Christianorum cum Hebræis, interdùm casus occurrent, de quibus disseruimus, utiliter de iisdem sermonem instituet in suâ synodo. Salubriter in eâ formam inseret interpellationis à conjuge converso, alteri faciendæ, in suâ persistenti perfidiâ, quam formulam integram refert Clericatus, cit. loc. Prudenter denique suis parochis doctrinam tradet à sacrâ congregatione concilii approbatam, secundùm quam dijudicare debeant, an et quando, per conversionem alterutrius conjugis ad christianam fidem, alter in infidelitate relictus libertatem nanciscatur à vinculo matrimonii, quo erat obstrictus. Severè autem prohibebit ne maritus Hebræus ad fidem conversus, mittat ad uxorem in suâ persistentem infidelitate libellum repudii, juxta ritum Judaicum, ut hâc ratione det illi libertatem transeundi ad alia vota. Hunc enim detestabilem abusum, Judaicâ utique superstitione infectum, nos proscripsimus nostrâ constitutione, quæ incipit : *Apostolici ministerii*, editâ die 16 septembris 1747, estque 38 in ordine Bullarii nostri, tom. 2. Frustrà verò, et incassum hæc constituerentur, aut pertractarentur in synodo diœcesis, à quâ Hebræi coguntur perpetuò exulare, nec proinde unquàm in eâ casus eveniunt, de quibus hactenùs.

CAPUT V.

Quæ in præcedenti capite dicta sunt, novo confirmantur exemplo, communicationis videlicet Catholicorum cum hæreticis in divinis, atque adeò etiam matrimonii Catholicorum cum hæreticis.

1. Quantùm Ecclesia abominata fuerit Catholicorum cum hæreticis consortia, planè liquet ex Epistolâ secundâ apostoli Joannis, in quâ, vers. 10 et 11, discipulos suos in hunc modum admonuit : *Si quis venit ad vos, et hanc doctrinam non affert, nolite recipere eum in domum, nec ave ei dixeritis : qui enim dicit illi ave, communicat operibus ejus malignis :* et insuper ex epistolâ apostoli Pauli ad Titum, c. 3, vers. 10 : *Hæreticum hominem, post unam, et secundam correptionem, devita.* Quocirca idem apostolus Joannes, ut cæteris suo præiret exemplo, noluit cum Cerintho hæretico in eodem balneo lavari, sed dixit ad collegas : *Fugiamus ociùs, ne balneum, in quo est Cerinthus veritatis adversarius, extemplò corruat :* uti Irenæus, Hieronymus, atque Epiphanius testantur. Suique magistri exemplo edoctus S. Polycarpus, Smyrnensis episcopus, obvium et salutantem Marcionem, nec resalutare ausus, reposuit : *Cognosco primogenitum diaboli.* Hujus autem disciplinæ adeò tenax fuit magnus Antonius, ut de eo scribat Athanasius in Vitâ, n. 68, tom. 1, p. 2, oper., pag. 847 : *Cum Meletianis schismaticis nunquàm communicavit, compertam habens eorum ab initio malitiam atque defectionem. Nec cum Manichæis unquàm, aut aliis quibuslibet hæreticis amicè collocutus est, nisi admonendi causâ, ut mutatâ sententiâ piam sectarentur fidem, ratus eorum amicitiam et colloquia animi damnum atque perniciem esse ; quod item alios monebat.* Eamdem prohibitionem instaurârunt innumeri Ecclesiæ canones, sed potissimùm institêre ne Catholici cum hæreticis communicarent in rebus sacris, neve eorumdem frequentarent conventus. Inter apostolicos canones, 14 (al. 37), statuit : *Episcopus, presbyter, et diaconus, qui cum hæreticis oraverit tantummodò, communione privetur;* et 65 (al. 64 vel 57) : *Si quis clericus, aut laicus, ingressus fuerit in synagogam Judæorum, vel hæreticorum, ad orandum, deponatur, et segregetur.* Similem in modum synodus Laodicena, can. 9 ex versione Dionysii Exigui, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 781, decrevit : *Quòd non permittantur ecclesiastici ad hæreticorum cœmeteria, vel ad ea, quæ ab eis martyria appellantur, orationis causâ vel sanitatis, accedere : sed hujusmodi, si fideles fuerint, certo tempore communione privari ;* et rursùs, can. 33, col. 788 : *Quòd non oporteat cum hæreticis, aut schismaticis pariter orare.* Et concilium Carthaginense IV, can. 72, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 983, quem laudat Augustinus in sermone ad populum Cæsariensem, ait : *Cum hæreticis nec orandum, nec psallendum.* Hinc Cyrillus Hierosolymitanus, catech. 4, n. 37, in fin., catechumenum suum præcipuè odisse jubet omnia perfidorum hæreticorum conventicula ; idem monent cæteri Patres, quos adducit Christianus Lupus in Schol. et Not. ad can. conc., tom. 4, edit. Bruxellen., pag. 129 et seq.

II. Et nihilominùs ea est misera nostrorum temporum conditio, ut multis in provinciis, in quibus hæreses aut dominantur, aut grassantur impunè, duram Catholici subeant necessitatem cum hæreticis conversandi, et familiariter agendi. Quamvis autem per canonem Concilii Constantiensis à Martino V approbatum, qui incipit : *Ad evitanda*, quique in suo semper vigore permansit, non obstantibus contrariis subsequentibus constitutionibus conciliorum Basilæensis, et Lateranensis, nonnihil relaxata fuerit disciplina in eo quod pertinet ad conversandum, atque etiam in divinis communicandum cum hæreticis, qui tolerantur, et expressè denuntiati non sunt tanquàm vitandi, ut fusè probat Cabassut., in Theoriâ et Praxi juris canon., l. 5, cap. 11, n. 3 et seq., non idcircò tamen arbitrari debent Catholici fas sibi esse, indistinctè cum hæreticis, quanquàm non denuntiatis, in rebus sacris et divinis communicare : siquidem Paulus V, post maturam rei discussionem, neutiquàm licere definivit Catholicis regni Angliæ, hæreticorum templa adire, ritibusque interesse quos inibi exercent, uti legere est in duobus decretis, ab eodem Pontifice editis, uno scilicet anni 1606, altero anni 1607, quæ referuntur à cardinali de Laureâ, in 3 Sent., part. 2, tom. 3, disp. 11, art. 9, § 4, n. 292. Haud equidem ignoramus non deesse theologos, ab omni culpâ absolventes Catholicos qui cum hæreticis et schismaticis, nominatim non denuntiatis, communicant in divinis, atque etiam Sacramenta ab iisdem recipiunt, dummodò hæ simul concurrant rerum circumstantiæ : primò scilicet, ut ad prædictam communicationem Catholicos adigat gravissima, et urgentissima causa : secundò, ut hæretici, aut schismatici, à quibus Sacramenta exposcunt, sint validè ordinati, ut sacra administrent ritu Catholico, absque ullâ admixtione ritûs damnati : tertiò, ut communicatio cum iisdem in divinis, non sit externa protestatio falsi dogmatis, qualis erat ingressus in Protestantium ecclesias, cùm Catholicis Angliæ illum inhibuit Paulus V, ideò quippe regis edicta omnes adire jusserant hæreticorum templa, ut tali pacto se cum Protestantibus sentire faterentur; quartò demùm, ut Catholicorum cum hæreticis communicatio in divinis nulli scandalum ingerat. Verùm inprimis prædicta theologorum sententia suos habet adversarios, neque ab omnibus admittitur tanquàm in praxi secura : deinde, eâ etiam admissâ, cùm omnes enumeratæ circumstantiæ, simul et conjunctim adesse debeant, ut Catholicorum cum heterodoxis in rebus sacris societas omni vacet culpâ, quemadmodùm docent Sylvius, in 3 part. S. Thomæ, tom. 4 q. 64, art. 6, quæsit. 3, conclus. 3 ; cardinalis de Lugo, de Fide, disput. 22, sect. 1, n. 11; Thomas à Jesu, tract. de omnium gentium Salute procurandâ, l. 8, p. 2, § 4, vers. *Sed major est difficultas*, pag. 556 ; cardinalis Albitius de Inconstantiâ in fide, c. 18, n. 30 et seq. ; cardinalis Gottus, in 2-2 S. Thomæ, q. 4, dub. 6, § 3, n. 2, et quæst. 3, de Infidelibus compa-

ratè ad fideles, dub. 3, § 2, idcircò ferè impossibile est usuvenire, ut à flagitio excusari valeant Catholici, sese in rebus sacris cum hæreticis, vel schismaticis admiscentes. Quamobrem sacræ Urbis congregationes, sancti Officii videlicet, et de propagandâ Fide, illicitam semper reputârunt communicationem, de quâ est sermo, doctamque concinnârunt instructionem, nobis in minoribus tunc degentibus qualemcumque nostram operam navantibus, ad missionarios, cùm opus fuerit, transmittendam, ubi rationes expenduntur propter quas vix unquàm accidere potest ut in praxi sit innoxia Catholicorum cum hæreticis communicatio in divinis.

III. In divinis porrò cum hæreticis communicant Catholici, qui cum iisdem sese matrimonio jungere non dubitant: etenim, cùm matrimonium unum sit ex septem Ecclesiæ Sacramentis à Christo Domino institutis, idem est matrimonium cum hæretico contrahere, ac unum idemque Sacramentum unà cum eodem vel conficere, si nimirùm ipsimet contrahentes sint Sacramenti ministri, quod magis communiter opinantur scholastici, vel saltem percipere, si scilicet, quod alii præsertim ex recentioribus theologis autumant, illius minister sit solus sacerdos. Utrumque autem et illicitum, et sacrilegum esse, nemo dubitat. Quare Ecclesia iisdem ferè legibus, quibus Christianis interdixit, ne connubia inirent cum infidelibus, Catholicos pariter à sacrilegis nuptiis cum hæreticis contrahendis deterruit. Concilium Laodicenum, can. 10, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 784, ait: *Quòd non oporteat indifferenter ecclesiastico fœdere nuptiarum hæreticis suos filios, filiasque conjungere.* Agathense, can. 67, relato à Gratiano, caus. 28, quæst. 1, can. 16: *Non oportet cum hominibus hæreticis miscere connubia, et vel filios, vel filias dare, sed potiùs accipere, si tamen se profiteantur Christianos esse futuros et Catholicos.* Concilium Chalcedonense, can. 14, lectoribus, et cantoribus, inter inferiores clericos, interdicit *hæretico, vel pagano, vel Judæo se conjungere, nisi fortè promittat se ad orthodoxam fidem personæ orthodoxæ copulandæ transferre.* Hasce verò sanctiones roboravit Bonifacius VIII, in cap. *Decrevit*, de Hæreticis, in 6, ubi dote privandam statuit mulierem quæ scienter viro hæretico nupserit. Iis igitur in provinciis in quibus ejusmodi conjugia non sine sacrorum canonum contemptu passim celebrantur, debet episcopus, in suâ præsertim synodo, ab illis in propriarum animarum perniciem contrahendis Catholicos absterrere; quod nos faciendum ediximus in nostrâ constitutione 34, § 3, nostri Bullar. tom. 1. Præcipuè quoque episcopalis muneris partes erunt maxima Catholicis denuntiare pericula quæ tam ipsis quàm nascituræ soboli ex præfatis imminent nuptiis; quæ propterea cohonestari nequeunt obtentu solius consuetudinis (veriùs corruptelam dicerent), nisi ea amoveantur pericula, quod tamen vix evenire posse, rectè notant Layman, Theolog. moral. l. 5, tract. 10, p. 4, c. 14, n. 2; Pirrhing, ad tit. de Sponsal. et Matr., n. 166; Reiffenstuel, ibid., n. 360; Engel, ad tit. de matr. Contract. contra interdict. Eccles., § 2, n. 2; Gobat, Theolog. experim., tract. 9, casu 11, n. 216; Nicolaus Serarius, in opusc. de Catholicorum cum hæreticis Matrimoniis; Van-Espen, Jur. eccl., p. 1, tit. 13, c. 8, n. 9, aliique passim.

IV. Diximus autem vix evenire posse ut à connubiis Catholicorum cum hæreticis ea amoveantur pericula quæ ipsis plerùmque conjuncta esse solent; verùm non id omninò impossibile esse pronuntiavimus. Tales enim reipsà concurrere possunt circumstantiæ quæ cùm ab eo qui facultatem dispensandi habet, expensæ fuerint, aditum aperiant concessioni legitimæ dispensationis, cujus vi matrimonium in partes, hæreticam unam alteramque catholicam, licitum reddatur, ut alibi demonstrabimus. Quare in iis locis atque regionibus ubi hujusmodi matrimonia aliquando sic contrahi permittuntur, expedit omninò ut episcopus, ad tuendum Ecclesiæ decorem, ritus in eorumdem connubiorum celebratione servandos opportunè prudenterque præscribat.

V. Putant aliqui, et fidenter docent, hujusmodi matrimonia à sacerdote benedicenda esse. Ita censet Theophilus Raynaudus in libro cui titulus: Heteroclita spiritualia, operum tom. 16, pag. 182, num. 24 et seq. Sed rectiùs judicat Pontius, de Sacram. Matr., in Appendice de Matrimonio Catholici cum hæretico, c. 9, admonens hujusmodi matrimoniis sacerdotalem benedictionem impendendam non esse, neque missam in præsentiâ hæretici celebrari debere, nec matrimonium ipsum intra ecclesiæ ambitum contrahi; quoniam nihil horum ad illius validitatem intervenire necesse est. In Collationibus ecclesiasticis Parisiensibus, de Matrimonio, tom. 3, l. 1, collat. 2, § 5, exhibetur ritus quo celebratæ fuerunt nuptiæ inter Henrichetam è regio Francorum sanguine principem, et Carolum I magnæ Britanniæ regem, quibus Apostolicam dispensationem Urbanus papa VIII, in eum finem concesserat; quæ nuptiæ descriptæ habentur etiam in historiâ seu commentario, cui titulus: Mercurius Gallicus, tom. 2, pag. 359. Narrant itaque matrimonium inter prædictam catholicam principem et hæretici regis procuratorem extra ecclesiam contractum fuisse ad limina ecclesiæ metropolitanæ Parisiensis coram cardinali magno Franciæ eleemosynario, à quo tamen benedictio nuptialis data non fuit; deinde Britannici regis procuratorem novam nuptam deduxisse usque ad ingressum chori; ibi verò à prædicto cardinali celebratam solemni ritu fuisse missam, astantibus rege et reginâ Franciæ, et novâ magnæ Britanniæ reginâ ac universâ regiâ familiâ; sed prædictum regis Angliæ procuratorem, quamvis ipse Catholicus esset, cùm personam gereret principis Anglicanæ sectæ addicti in proximum archiepiscopi palatium interim secessisse donec missa terminaretur; quâ demùm expletâ, ad reducendam ab ecclesiâ reginam accessit. Honoratus Tournely, in Prælectionibus theolog. de Sacram. Matrim., pag. 106, juxta editionem Parisiensem, narrat expressè vetitum fuisse à Clemente VIII ne hujusmodi matrimoniis benedictio impenderetur; Gallicanum verò clerum anno 1670 suas ad christianissimum regem preces detulisse ut eorum importunitatem cohibere curaret, qui parochos ad benedicendas hujusmodi nuptias compellere sæpè tentabant; aliaque ad rem hanc pertinentia subjungit ibid., p. 108.

CAPUT VI.

De iis quæ provisa sunt super matrimoniis initis atque ineundis in Hollandiâ et in regionibus Fœderatorum Ordinum dominio in Belgio subjectis; quæ scilicet in synodis earum regionum, non autem in aliis, inseri et manifestari convenit.

I. Solemne judicium de his rebus actum, quas in præsenti capite tractandas suscipimus, promulgatum fuit die 4 novembris anni 1741, editâ declaratione et instructione, quæ in Bullario nostro, extat, t. 1, n. 34, et diligentiæ eâ occasione adhibitæ, in volumine foliorum congregationis concilii anni 1741 in lucem evulgatæ fuerunt. Quia tamen facillimè evenire potest ut hujusmodi rerum notitia nequaquàm ad omnes perveniat, nos, qui hanc curam assumpsimus ut quædam hìc indicaremus, quæ laudabiliter inseri possunt in synodis ab iis episcopis ad quos pertinent, id quod ab aliis, ad quorum curam illa non spectant, minùs laudabiliter fieret; cùm in hoc rerum genere ea matrimonia meritò recensenda putemus, quæ in Hollandiâ aliisque Belgii regionibus Fœderatorum Ordinum dominio subjectis ineuntur sine parochi præsentiâ inter partes hæreticas, vel alteram hæreticam, alteram verò catholicam; ideò quidquid ad eamdem materiam pertinet, summatim in hoc capite inserendum suscipimus.

II. Cùm sacri Tridentini concilii acta atque decreta à summo pontifice Pio IV, die 26 januarii, anno 1564, confirmata fuissent, nullâ interpositâ morâ, Philip-

pus II, Hispaniarum rex catholicus, concilium ipsum per omnia regna cæterasque dominio suo subjectas regiones promulgandum mandavit, ejusque decretorum promptam ubique observantiam edixit. Quâ in re in Hispaniis quidem mirâ facilitate regiis jussis obtemperatum est. Cùm autem ejusdem Philippi dominio Belgium quoque subjectum esset, illisque regionibus Margarita Parmensis ducissa gubernatricis munere præsideret; hæc verita ne concilii publicatio gravem aliquem motum excitaret in iis provinciis quæ contra Hispanorum regimen jampridem tumultuari cœperant, ex sententiâ etiam episcoporum et magistratuum, qui omninò supersedendum censebant à promulgatione concilii, pro eâ in aliud tempus differendâ ad Philippum conscripsit; à quo tamen responsum eidem mandatumque est ut, omnibus posthabitis, concilium publicaretur; id quod ab ipsâ promptè adimpletum est. Ita Belgicarum rerum scriptores testantur, videlicet cardinalis Bentivolus, Famianus Strada, Nicolaus Burgundus, Joannes Meursius, Emmanuel de Meteren. Et sanè provincialia duo extant concilia, alterum à Maximiliano à Bergis archiepiscopo Cameracensi, an. 1565, alterum ab archiepiscopo Mechliniensi, anno 1570, celebratum, quæ legi possunt tom. 10 Collectionis Harduini, in quibus secundùm Tridentini concilii decretum irrita declarantur ea matrimonia quæ sine parochi et duorum testium præsentiâ celebrari contingat; adeò ut valdè probabile ac verisimile fiat concilii decretum de Reformatione Matrimonii, in Belgio et regionibus Fœderatis publicatum observatumque fuisse, antequàm res in apertam rebellionem erumperent, quod anno 1572 factum est. Ad cujus rei comprobationem facit etiam relatio quædam præsulis de Turre archiepiscopi Ephesini, olim in Fœderatis Belgii provinciis vicarii apostolici; in quâ religionis statum in Hollandiâ exponens, anno 1656, ad pontificem Alexandrum VII scripsit concilium Tridentinum fuisse in iis locis et præceptum et promulgatum, ejusque decreta in praxim deducta, antequàm fera pessima hæresis omnia illùc devoratum venisset. Relatio hæc impressa habetur in Historiâ Ecclesiæ Ultrajectinæ, Pauli Hoynck in Appendice, p. 95.

III. Cùm igitur de tempore quo Tridentini concilii leges vim suam habere cœperunt, Fœderatæ provinciæ, non hæreticorum, sed principis catholici dominio subjectæ essent, cùmque decretum de quo agitur, in eisdem promulgatum fuerit; id gravi controversiæ viam aperuit, num scilicet mutato earum regionum temporali dominio iisque à catholici regis ditione in hæreticorum principum potestatem translatis, matrimonia quæ ibi fierent inter partes vel utramque hæreticam, vel alteram catholicam et alteram hæreticam, sine catholici parochi et duorum testium præsentiâ, nulla et irrita censeri deberent, veluti facta contra Tridentini concilii dispositionem, an verò valida, utpote sub ejusdem concilii censurâ non comprehensa.

IV. Hìc, quod in omnibus quæstionibus usuvenire solet, in duas classes divisi auctores fuerunt: alii enim tam ex theologis quàm ex canonistis pro nullitate; alii verò pro validitate steterunt. Cùm autem in Romanæ curiæ tribunalibus et cardinalium congregationibus, occasione quarumdam causarum matrimonialium, super hoc quæstionis capite deliberatum esset, negari nequit illis ut plurimùm magis arrisisse priorem opinionem, quæ eorum matrimoniorum nullitatem tuetur. Nos quidem, cùm plurium annorum spatio, antequàm ad majores dignitates ascenderemus, muncra tum secretarii congregationis concilii Tridentini interpretis, tum doctoris in decretis in pœnitentiariæ apostolicæ officio, tum etiam consultoris supremæ inquisitionis, exercuerimus, memoratarum causarum discussioni interfuimus; sed nunquàm opinioni illi acquiescere potuimus, per quam prædicta matrimonia nulla judicantur. Quare nobis continenter in votis erat ut aliqua se opportunitas offerret in quâ generalis regula et lex pro eorumdem matrimoniorum aut nullitate aut validitate statueretur; quoniam antecacto tempore nonnisi particularia decreta in hâc vel illâ causâ condita erant, quæ ne inter se quidem conformia semper fuerant, propter varietatem circumstantiarum quæ modò in unâ facti specie aderant, modò in alterâ desiderabantur.

V. Optata à nobis opportunitas oblata quidem est, sed non eo tempore quo nos memoratis officiis fungebamur, verùm postquàm ad cardinalitiam dignitatem evecti, Bononiæ ad archiepiscopalis illius ecclesiæ regimen residebamus. Eam occasionem attulit factum hujusmodi: Yprensis episcopus optimo ecclesiæ suæ moderamini studiosè prospiciens, in relatione statûs suæ Ecclesiæ, quam, ex Sixti V præscripto, ad sacram concilii congregationem transmisit, certam sibi regulam præfiniri postulavit, secundùm quam posset opportunè se gerere, et matrimonia hujusmodi, quæ in Fœderatis Belgii regionibus, sine parochi et duorum testium præsentiâ, vel ab hæreticis inter se, vel à Catholicis cum hæreticis contracta forent, aut nulla et irrita, aut firma et valida reputare. Ut igitur episcopi illius postulatis satisfieret, præsul Cavalchinus, archiepiscopus Philippensis, qui tunc temporis eidem congregationi à secretis erat, nunc autem hujus S. R. E. presbyter cardinalis, cùm laborem nullum omisisset pro iis colligendis, quæ hâc super re ante decreta fuerant, accuratam dissertationem ad explanandam materiam conscripsit; aliæ verò tres, de congregationis ejusdem mandato, à tribus eximiis in Urbe theologis elucubratæ fuerunt. Quæ omnia in unum collecta in tomo foliorum dictæ congregationis concilii anni 1741, quemadmodùm dictum est, impressa reperiuntur. Cùmque sub Clemente XII decessore nostro materia minimè proponi atque examinari potuisset, nosque interea temporis, nullis meritis nostris, ad summum pontificatum evecti essemus, lectis per nos examinatisque omnibus, quæ super hâc re in præcedenti pontificatu collecta et conscripta fuerant, opportunum factu existimavimus, congregationem concilii coram nobis habere, ut cardinalium ejusdem congregationis sententias vivâ voce prolatas exciperemus, id quod die 13 maii anni 1741 præstitum est. Decretum autem quod à congregatione conditum, atque à nobis die 4 novembris ejusdem anni approbatum fuit, impressum, ut dictum jam est, in tom. 1 Bullarii nostri reperitur.

VI. Tres sunt partes illius decreti, quæ unicuique legenti occurrunt. Prima versatur circa matrimonia inita, vel incunda in locis Hollandiæ et Belgii Fœderatorum Ordinum dominio subjectis, inter duos conjuges hæreticos, sine catholici parochi præsentiâ; et de his quidem decernitur, ea valida esse, tam quæ jam facta fuerint, quàm quæ eodem modo in posterum fieri contingat: ita ut, si ambo conjuges ad catholicam religionem convertantur, contracti matrimonii vinculo astricti remaneant, absque eo quòd coram catholico parocho renovare consensum obligentur; si verò alter eorum convertatur, altero in hæresi permanente, neutri fas sit ad alias nuptias transire, nisi alterius mors intercesserit, per quam maritalis nodus dissolvatur.

VII. In quo sanè conformia fuerunt suffragia eorum qui in congregatione convenerant: et licèt alii aliâ viâ insisterent, omnes tamen ad eamdem metam, eumdemque finem pervenerunt, ut pro validitate matrimonii sententiam ferrent. Quidam enim existimârunt, certam et perspicuam deesse probationem, quòd concilii decretum publicatum fuerit in unaquâque parochiâ earum regionum, antequàm illæ ab Hispanicâ dominatione se subtraherent; ideòque ex ejusdem conciliaris decreti tenore, ea matrimonia nequaquàm nullitatis vitio subjacere. Quamvis enim admitterent, edita fuisse regia mandata pro concilii publicatione, neque negarent, decretum de Reformatione matrimonii in supra laudatis provincialibus synodis insertum fuisse; attamen nil aliud ex his desumi posse dixerunt, nisi quamdam præsumptionem, quòd decretum promulgatum fuerit, ut par erat, in singulis parochiis:

quod tamen ad effectum, de quo agitur, demonstrari oporteret per positivam probationem, quæ saltem colligeretur ex immediatâ, nec interruptâ serie plurium actuum similium, et decreto uniformium; quæ sanè probatio in proposito casu non adest. Hæc autem eo vel magis confirmari autumabant, quòd si, post finem bellis impositum, apertumque Catholicis aditum in Hollandiâ, aliisque Fœderati Belgii regionibus vivendi, pro verisimili habetur, parochos et missionarios catholicos conciliaris decreti promulgationem tunc in suis quosque parochiis fecisse, ex hoc ipso arguere licet, hujusmodi publicationem antea factam non fuisse, quantùmvis catholici regis mandata pro concilii observatione prodiissent. Videatur Marchantius in Tribunali Sacrament., l. 1, tit. 7, q. 9, concl. 4.

VIII. Alii verò, omissâ quæstione, an ante defectionem earum gentium ab Hispanorum principum fide, in singulis locis atque parochiis publicatum fuerit, necne, Tridentinæ synodi decretum, ac etiam admittentes publicationem hujusmodi ritè factam; duas reputabant hominum societates, inter se planè distinctas, per occasionem, et in sequelam illiusmet defectionis, efformatas fuisse; alteram catholicam, et alteram hæreticam, quæ nunc invicem permixtæ in iisdem regionibus versantur. Quapropter, etiamsi ante civiles motus publicatum fuisset decretum, de quo agitur, cùm nondùm exorta, neque ibi constituta tunc esset altera illa hæreticorum societas, hæc ipsis minimè videbatur ejusmodi decreti publicatione astringi potuisse.

IX. Alii videntes, propositum casum cum adjunctis circumstantiis nequaquàm dici posse litteraliter decisum in conciliari decreto, quo nil aliud statuitur, nisi quòd nulla sint matrimonia, quæ coram parocho et duobus testibus non contrahantur; quòdque hæc nova lex non ante vim habere incipiat, cùm post triginta dies, ex quo ipsa in singulis parochiis publicata fuerit; ulteriùs autem decretum non progredi, neque declarare, an ejusmodi lege heterodoxæ societates, quæ tunc essent, æquè ac aliæ, quæ in posterum efformari possent, comprehendi deberent: ideò necessarium putabant, ipsam Tridentinorum Patrum mentem indagare, ut secundùm eam de propositâ quæstione indicari posset. Quo posito, magnam sanè rationem habendam esse dicebant de eâ conditione in decreto appositâ, quòd nempe decretum ipsum non obligaret, nisi post triginta dies ab ejus publicatione in singulis parochiis elapsos. Quæ quidem conditio (si fides habenda cardinali Pallavicino in Historiâ concilii, l. 22, c. 8, n. 10, ut certè habenda est) idcircò adjecta fuit, quia, absque illâ, magnus heterodoxorum querimoniis campus apertus foret, eòque magis aucta fuisset eorum aversio à concilio, dùm illius decreti vigore, uxores suas pro concubinis haberi, suosque liberos illegitimos declarari doluissent, siquidem nunquàm futurum erat, idque Patres ignorare non poterant, ut novum decretum ab illis acciperetur, et executioni demandaretur, eorumque matrimonia coram parocho catholico celebrarentur. Huic igitur incommodo providè occursum est per conditionem illam decreto adjectam, quâ imposita fuit illius publicationis necessitas, ita ut in locis hæreticorum, in quibus procul dubio nunquàm expleta foret hujusmodi publicatio, non verificatâ conditione, à cujus existentiâ concilium pendere voluit decreti sui efficaciam, nec incolæ hæretici unquàm astricti forent servandæ formæ in ipso decreto præscriptæ. Quòd si nunc in proposito casu pronuntiaretur pro nullitate matrimoniorum, quæ ab heterodoxis in Hollandiâ, et in Fœderato Belgio, absque præsentiâ catholici parochi ineuntur, futurum dicebant, ut in omnia illa incommoda et absurda incideremus, quæ Tridentini Patres, laudatum decretum efformantes, tantâ prudentiâ evitare studuerunt.

X. Alii denique catholicæ religionis causam utilitatesque potissimùm præ oculis habentes, aiebant, in hujusmodi rerum circumstantiis, id consilii capiendum esse, per quod eadem religio minùs invisa ipsius hostibus redderetur, quodque impedimenta non interponeret his qui fortè parati essent in illius gremium sese recipere.

Hoc autem præmisso, perpendere non omittebant, quòd si matrimonia, de quibus agebatur, irrita declararentur, si quando aliqui conjuges de abjurandâ hæresi statuissent, ut ipsis liceret in conjugali societate permanere, necesse haberent consensum renovare coram parocho catholico et duobus testibus; alioquin pro legitimis conjugibus se invicem habere non possent. Quantum porrò in hujusmodi consensûs renovationibus periculum insit, et quàm gravia incommoda inde metuenda essent, euarrando pergebant. Primum videlicet, quòd plures conjuges, quibus catholicam religionem amplectendi desiderium inesset, illud fortassè abjicerent, utrinque metuentes, ne alter ab altero, cum quo multorum annorum spatio libenter vixisset, relinqueretur. Deinde, quòd si fortè vir uxori, aut uxor viro displiceret, nec alia ipsis suppeteret via, quâ se à contracto vinculo liberarent, facillimè evenire posset, ut simularent se ad catholicam fidem converti, quo sibi solutionem à matrimoniali vinculo quærerent, requisitam nempe consensûs renovationem, post simulatam conversionem, alter alteri denegando. Tertium, quòd, etiamsi conjuges ad sanctam religionem seriò ac firmo proposito converterentur, attamen fieri posset, ut præcipua causa, ad conversionem impulsiva, esset spes recuperandæ libertatis, et abrumpendi vinculi, quod ipsi ad ferendum molestissimum esset, quod ubi eveniret, nemo est, qui non videat, quanti conversiones hujusmodi faciendæ essent.

XI. Sanè, quod pertinet ad timorem simulationis, de quâ modò dictum est, congruit Innocentii III responsum ad episcopum Ferrariensem, relatum in cap. *Quanto*, de Divortiis, ubi pontifex rogatus, num matrimonii vinculum dissolvatur, altero conjugum à catholicâ religione ad ethnicam superstitionem, aut ad hæresim transeunte, nequaquàm dissolvi respondet; et hanc, inter alias rationem affert: *Quorumdam malitiæ obviatur, qui in odium conjugum, vel quando sibi invicem displicerent, si eas possent in tali casu dimittere, simularent hæresim.*

XII. De altero autem quæstionis capite, quod in secundâ decreti parte definitum fuit, nimirùm de matrimoniis, quæ in iisdem Fœderati Belgii provinciis à catholico viro, aut muliere, cum hæretici feminâ, aut viro, sine catholici parochi præsentiâ, contrahuntur, de quibus quærebatur, validane an nulla habenda essent: quidam suffragia ferentium, Apostolicæ Sedis instituta præ oculis habentes, quibus semper ea matrimonia reprobata sunt, quæ inter duos contrahentes, alterum catholicum, et alterum hæreticum ineuntur, in eam propendebant partem, ut matrimonia isthæc nulla et irrita decerni deberent. Verùm ab aliis sapienter responsum fuit, non utique id agi, ut à prædictis institutis, et à veteribus hàc de re decretis discederetur, quorum observantia etiam in præsentiâ inculcanda erat, quemadmodùm gravibus verbis in decreto inculcata fuit; sed propositæ difficultatis summam in eo esse, ut dispiceretur, num, contracto jam matrimonio in dictis regionibus à catholicâ parte cum aliâ hæreticâ, et jam expleto hujusmodi actu, qui sine dubitatione ullâ illicitus est, nullum præterea et irritum declarandum esset matrimonium, propterea quòd in eo contrahendo minimè servata fuisset concilii forma: adeòque, cùm matrimonium inter duos baptizatos, diversæ licèt communionis, de facto initum, non quidem nullum, sed duntaxat illicitum sit, num idem pro nullo habendum esset, ex eo quòd sine parochi præsentiâ in iis regionibus contractum foret. Sensu igitur quæstionis explanato, concordibus suffragiis in eam sententiam itum est, quòd sicuti valida declarata fuerunt ea matrimonia, quæ in prædictis Fœderati Belgii provinciis inter duos contrahentes hæreticos, sine parochi præsentiâ, inita essent; ita valida dic

deberent illa quæ in iisdem locis inter duas partes, alteram catholicam, et alteram hæreticam, eodem modo contracta forent : quoniam, cùm conjugum alter, tum ratione loci in quo habitat, tum ratione societatis in quâ vivit, exemptus sit à Tridentinæ synodi lege ; exemptio, quâ ipsa fruitur, alteri parti communicata remanet propter individuitatem contractûs, vi cujus exemptio, quæ uni ex partibus competit, ad alteram, secundùm etiam civiles leges extenditur, eidemque communicatur.

XIII. Postquàm verò supra memoratum decretum nostrum anno 1741 in Fœderatis Belgii provinciis promulgatum est, quæsitum à nobis fuit, utrùm ea matrimonia comprehenderet, quæ in iisdem regionibus inirentur à contrahentibus utrinque catholicis, non coram parocho catholico, et duobus testibus : quin etiam petitum fuit, ut, si fortè illud hæc minimè comprehenderet, ad ea saltem per viam indulti extenderetur ; quo conscientiæ Catholicorum, qui in Fœderatis Belgii provinciis habitant, in tranquillo ponerentur. Responsum facile est, et dicta matrimonia in decreto nequaquàm comprehendi, et extensionem, quæ petebatur absurdam, et mali exempli futuram. Et quidem, matrimonia Catholicorum in decreto non comprehensa, facilè intelliget quicumque advertat, illud nominatum restrictum esse ad ea matrimonia, quæ in præfatis regionibus vel inter duos contrahentes hæreticos, vel inter unam partem catholicam, et alteram hæreticam, contrahuntur. Extensio autem decreti ad Catholicorum matrimonia, idcircò absurda, et mali exempli extitisset, quòd, cùm in iis locis missionarii catholici adsint, coram quibus anteacto tempore à contrahentibus Catholicis celebrata sunt matrimonia, cùmque concilii Tridentini decretum inter Catholicos illarum partium, et in peculiaribus eorum parochiis, saltem postquàm provinciæ Fœderati Belgii à catholici principis dominatione in hæreticorum potestatem transierunt, ritè publicatum fuisse constet ; unusquisque videt, quantâ cum offensione universæ Ecclesiæ auditum fuisset, matrimonia Catholicorum, quæ in regionibus illis juxta Tridentini formam celebrari possunt, à tam providæ legis observantiâ eximi per viam gratiæ et dispensationis. Videantur Jaenin, de Sacramentis, dissertat. 10, q. 5, c. 4, et Piette, Quæst. theologicar. part. 6, pag. 441 edit. anni 1741, qui docent, à contrahentibus Catholicis servandum esse concilii decretum etiam in iis regionibus, in quibus ab hæreticis non observatur.

XIV. Ultima decreti nostri pars ea respicit matrimonia, quæ in catholicorum principum regionibus fiunt ab iis qui domicilium habent in aliis regionibus Fœderatorum Ordinum dominio subjectis, necnon illa, quæ in provinciis Fœderatis contrahuntur ab his, quorum domicilium situm est in dominio principum catholicorum. De quibus sanè reputatum fuit nihil necesse esse peculiariter statuere, cùm satis provisum sit per canonici juris regulas jam pridem constitutas de iis qui relictâ regione in quâ domicilium habent, nec novo alibi domicilio, vel quasi, adhuc acquisito, matrimonium ibi contrahere cupiunt. De quibus regulis nos ipsi egimus in nostrâ Institutione 33 editionis Latinæ.

XV. Hæc autem satis erunt, ut in synodo earum diœcesium quarum conditio exigit ut de hujusmodi matrimoniis agatur, opportuna super ipsis decreta, apostolicis definitionibus consentanea, efformari valeant.

CAPUT VII.

De aliis quibusdam respicientibus matrimonia, quæ à Catholicis contrahuntur in regionibus infidelium, aut hæreticorum principum dominio subjectis, vel quæ in regionibus catholicis incuntur inter Catholicum ex unâ parte, et hæreticum ex alterâ : de quibus similiter nequaquàm in omnibus synodis agendum est.

I. Quædam regiones sunt principum infidelium dominio subjectæ, in quibus degentes Catholici matrimonia inter se coram parocho et duobus testibus contrahunt, temporali principe, cui parent, nullam in hâc re molestiam eisdem exhibente. Verùm quia vel ante, vel post matrimonium eâ ratione celebratum, patriis legibus coguntur coram infideli ministro se sistere, eoque præsente quamdam contractûs matrimonialis speciem inire ; neque id ab iis prætermitti potest, quin graves ipsis perturbationes obveniant, et magnum præjudicium innocenti proli, quæ aliàs minimè legitima reputaretur, quæsitum aliquando est, num id à Catholicis, salvâ conscientiâ, fieri possit ; et quo modo rectores animarum hujusmodi casibus se gerere debeant : et quidem id quod contingit in regionibus subjectis dominio principum infidelium, id aliis pariter evenit, quæ principum hæreticorum imperio parent.

II. Lessius, in Auctario, cas. 24, in verb. : *Hæreticorum conversatio*, id, salvâ conscientiâ, neque tolerari posse, contendit ; ejusque opinio verissima esset ; si hæreticus ministellus adhiberetur tanquàm persona sacra, quæ sacram cæremoniam intenderet exercere, ac per eam sanctitatem tribuere contractui matrimoniali ; tunc siquidem viderentur Catholici eum agnoscere tanquàm legitimum Christi ministrum, ritumque hæreticum approbare, et profiteri. Verùm, cùm plerùmque res aliter se habeat, illeque Catholicorum matrimoniis solùm assistat, tanquàm minister merè politicus neque virtute verborum, quibus conjugibus benè apprecatur, ullam credat sanctitatem accedere eorum conjugio, quod Sacramentum esse, nostri temporis hæretici communiter inficiantur ; rectiùs idcircò Catholicos eidem se sistentes, ut patriæ legibus morem gerant, graviaque evitent incommoda, quæ secùs sibi imminerent, à culpâ excusant Joannes Verjuys, in suo Pastorali, tract. 13, art. 7 ; Arsdekin, Theolog. tripartitæ tom. 2, part. 2, tract. 4, de Matrim., cap 8, § 2, n. 17 ; Lacroix, l. 6, p. 3, de Matrim., n. 775 ; Piette, Quæstion. theologicar. part. 6, pag. 441. In hâc quoque sententiâ fuit sacra congregatio sancti Officii, quæ hanc quæstionem diligenter, uti solet, examinavit, et die 29 novembris 1672, in eum, qui sequitur, modum definivit : « Catholici, qui matrimonio juncti sunt coram parocho et testibus catholicis, in pluribus locis (ita invaluit consuetudo) solent coram ministro hæretico, seu protestante, rursùs conjungi, ad evitanda gravia damna ; neque potest consuetudo hæc à clero corrigi. Peccantne, et quo peccato, Catholici sic denuò conjuncti coram ministro hæretico ; et quomodò se gerere debeat erga illos ordinarius loci ; sacra congregatio respondit : Quatenùs minister assistat matrimoniis Catholicorum, uti minister politicus, non peccare contrahentes : si verò assistat ut minister addictus sacris, non licere, et tunc contrahentes peccare mortaliter, et esse monendos. » Huic nos sententiæ, tunc à laudatâ congregatione prolatæ, auctoritatem nostram adjecimus in nostrâ const. 89, § 10, nostri Bullarii tom. 1 ; ubi fidelibus degentibus in regno Serviæ, finitimisque regionibus, interdiximus, ne matrimonio inter se catholicis ritibus celebrato, illud renovare præsumant coram *Caddi* : nostram tamen interdictionem hâc temperavimus limitatione, nisi scilicet nuptiarum cæremonia, explenda coram *Caddi*, actus sit merè civilis, nullamque contineat Mahumetis invocationem, aliudve superstitionis genus includat.

III. Postquàm conditum, promulgatumque fuit decretum illud nostrum, quod in præcedenti capite exposuimus super matrimoniis, quæ in Belgii regionibus Fœderatorum Ordinum dominio subjectis contrahuntur vel inter hæreticos, vel inter partem alteram catholicam, et alteram hæreticam, eaque, licèt non coram parocho catholico contracta, valida esse declaratum est : cùm palàm factum fuerit, hujusmodi indulgentiam in illis matrimoniis minimè locum habere, quæ in illis eisdem regionibus inter Catholicos contrahuntur, in quibus videlicet servanda est forma à sacro concilio Tridentino præscripta, expositum

nobis fuit, prædictos Catholicos, in eis locis degentes, non solùm teneri coram ministro hæretico se sistere, atque ibi quamdam contractûs matrimonialis speciem celebrare, idque reipsà ab illis fieri ad gravissima evitanda infortunia, quæ ipsis alioquin imminerent, verùm etiam aliquando contingere, ut cùm memoratus actus coram hæretico ministello præcedat, celebratio autem matrimonii coram parocho catholico, et duobus testibus differatur, hoc intermedio tempore inter hujusmodi sponsos copula intercedat, ex eâque proles oriatur. Unde controversia orta erat inter missionarios, quorum aliqui prædictos actus intermedios excusabant, eâ nixi opinione, quòd etiam inter Catholicos possit in matrimonio contractus à Sacramento sejungi : alii verò concilii Tridentini sanctionibus inhærentes, quæ in illis regionibus inter Catholicos vim suam obtinere debent, nullâ ratione subsistere, aut validum censeri posse putabant matrimonium illud, quod coram catholico parocho et duobus testibus celebratum non foret, adeòque omnes intermedios actus, quos supra innuimus, illicitos, et prolem inde susceptam illegitimam esse judicabant; contrariæ autem opinioni connivere, perinde esse contendebant ac observantiam formæ à Tridentino concilio præscriptæ ab iis regionibus et ab ipsis Catholicorum matrimoniis penitùs eliminare.

IV. Re itaque per missionarios dissentientes ad nos et Apostolicam Sedem delatâ, unà cum eorum rationibus hinc inde scripto exaratis, hisque per nos accuratè perpensis, audiendum nobis esse judicavimus consilium nonnullorum S. R. E. cardinalium, aliorumque virorum sacræ theologiæ, et juris canonici peritorum, quibus antea singulis dissertationem quamdam, super hoc à nobis conscriptam, distribui mandavimus. Qui sanè, iisdem principiis inhærentes, quæ nos in dissertatione posueramus, concordibus suffragiis eorum missionariorum sententiam approbârunt, qui steterant pro nullitate matrimonii, nisi contrahentes catholici vel ante, vel postquàm hæretico ministello se præsentâssent, coram parocho catholico, et duobus testibus, matrimonium ritè celebràssent : quique proinde peccaminosos definierant prædictos actus, intermedio tempore à sponsis exercitos.

V. De hâc controversiâ certiores nos fecerat vir religiosus, multiplici ex capite laudandus, P. Paulus Simon à S. Joseph è carmelitarum excalceatorum familiâ, cui propterea directæ sunt litteræ responsa nostra ferentes, quarum exemplum hìc subjicimus, quæque etiam referuntur t. 3 nostri Bullarii, in suppl., n. 3. His deinde omnes in dictis regionibus facilè acquievisse, ac normam in ipsis traditam in posterum sibi sequendam proposuisse, ex posterioribus litteris, inde acceptis, cum gaudio intelleximus. Nostrarum litterarum tenor talis est :

BENEDICTUS PP. XIV.

Dilecte fili, salutem et apostolicam benedictionem.

« Redditæ sunt nobis per dilectum filium, eumdemque primarium administrum nostrum, Silvium cardinalem Valenti, vestræ litteræ, quibus subortam inter vos in re gravis sanè momenti controversiam exponitis, eamque judicio nostro subjicitis. Non possumus equidem non magnoperè commendare propositum vestrum, quo Sedem Apostolicam consulendam censuistis, ejusque definitionem exposcendam, ut eam unanimi consensu amplectamini; quam si omnes, cùm similes emergunt quæstiones, pari docilitate exquirerent et sequerentur, non tanta succresceret in dies inter evangelicos operarios opinionum varietas, nec doleremus aliquando, ob eorumdem in tradendâ morum doctrinâ diversas sententias, in partes distrahi christianum populum, eamque scindi mentium animorumque concordiam, quam Christus Dominus Ecclesiæ suæ commendatam voluit usque adeò ut eâ præsertim, quasi tesserâ, discipulos suos cognoscendos prædixerit.

« Exposuistis itaque nobis non rarò isthìc contingere ut Catholici matrimonium inter se contracturi civilem adeant magistratum, aut hæreticum ministellum, quibus se sistere legibus patriæ coguntur, et coram illis mutuum exprimant in conjugium consensum, quem tamen postea renovare coram legitimo ministro catholico et duobus testibus, uti Tridentinum præcipit, aut omninò negligunt, aut in longum tempus differunt; interim verò, perinde ac si legitimi conjuges jam forent, non dubitant omnem conjugalem consuetudinem inter se habere. Quæsivistis deinde quid de illo consensu sentiendum sit, coram civili magistratu, aut hæretico ministello, præstito : num scilicet satis fuerit ad perficiendum matrimonium validum, saltem in ratione contractûs, quod alter ex vobis affirmat, alter inficiatur; etsi ad Sacramenti dignitatem non assurgat, quod nemo vestrûm in quæstionem adducit; si enim res ita se haberet, ut primus existimat, subsequens inter consentientes copula, etiam ante renovatum coram parocho catholico consensum, omni flagitio vacaret, et suscepta exinde proles absque ullâ dubitatione esset legitima reputanda.

« Jam verò, ut postulatis vestris breviter simul et dilucidè respondeamus, unàque controversiam omnem judicio nostro præcidamus, sic habete : ubicumque promulgatum et receptum sit concilii Tridentini decretum, cap. 1, sess. 24, de Reformat. matrim., ibi nulla prorsùs atque in omni ratione irrita esse conjugia aliter quàm coram alterutrius contrahentium legitimo parocho, aliove sacerdote parochi vices agente et duobus testibus, celebrata. Scimus profectò esse theologos qui in ipso fidelium matrimonio contractum à Sacramento ita dividunt, ut illum omninò perfectum quandoque consistere credant quin ad Sacramenti excellentiam pertingat. Sed, quidquid sit de hâc opinione, quam nos quidem nunc in medio relinquimus, ea certè, quod attinet ad rem præsentem, locum nullum sibi vindicare potest apud eos qui Tridentinâ lege obstringuntur : etenim qui, præter formam à se præscriptam, matrimonium contrahere attentant, eorum Tridentina synodus non Sacramentum modò, sed contractum ipsum irritum disertè pronuntiat; atque, ut ejus verbis utamur, eos ad sic contrahendum omninò inhabiles reddit, et hujusmodi contractus irritos esse decernit.

« Quare, cùm inter Catholicos in istis provinciis degentes et promulgatum et receptum jam fuerit illud Tridentini decretum, quod ambo fatemini, perspicuum est, matrimonium ab ipsis invicem initum coram civili magistratu, aut acatholico ministello, et non item coram proprio alterutrius contrahentium parocho et duobus testibus, neque in ratione Sacramenti, neque in ratione contractûs sustineri, aut ullo pacto validum reputari posse. Neque verò rationes propter quas valida pronuntiavimus matrimonia quæ aut ab hæreticis inter se, aut à Catholicis cum hæreticis, in istis Fœderatis provinciis contrahuntur, non servatâ formâ Tridentini, aptari queunt conjugiis inter se initis à Catholicis, quorum quilibet Tridentini decreto se obstrictum agnoscit, ejusque se auctoritatem sequi profitetur.

« Sciant itaque Catholici vestræ curæ concrediti, cùm civili magistratui, aut hæretico ministello, matrimonii celebrandi causâ se sistunt, actum se meè civilem exercere, quo suum erga leges et instituta principum obsequium ostendunt; cæterùm tunc quidem nullum à se contrahi matrimonium. Sciant, nisi coram ministro catholico et duobus testibus nuptias celebraverint, nunquàm se neque coram Deo neque coram Ecclesiâ veros et legitimos conjuges fore; nec, si interim conjugalem inter se consuetudinem habuerint, eam gravi culpâ carituram. Sciant denique, si qua ex hujusmodi conjunctione oriretur soboles, eam, utpote ex non legitimâ uxore natam, in oculis Dei fore illegitimam, et nisi conjuges consensum ex Ecclesiæ præscripto renovaverint, illegitimam perpetuò futuram etiam in Ecclesiæ fore

« Erit porrò officii vestri, hæc omnia, cùm commoda se obtulerit occasio, atque eâ quam rerum circumstantiæ vobis adhibendam suaserint, circumspectione et cautelâ singulis explicare prolixiùs; simulque omnes commonere ut, siquidem regionis consuetudini et terreni principis sanctionibus obtemperare coguntur, faciant illi quidem, sed religione salvâ, potioresque ducant sanctissimas Ecclesiæ leges, quibus fidelium matrimonia constringuntur. Illud præterea vobis curandum est, ne etiamsi duo Catholici civilem illam ac merè politicam coram hæreticis cæremoniam peregerint, nimiùm inter se familiariter agant aut sub tecto in communi habitent, nisi se priùs veris et legitimis nuptiis, ex normâ Tridentini, alligaverint; quanquàm enim ea familiaritas esse possit sine flagitio, flagitii certè periculo et suspicione non vacat; utrumque autem probis et benè moratis Christi fidelibus cavendum est. Ad ejusmodi porrò evitanda pericula, cognoscimus consultius utique fore ut Catholici non nisi matrimonio jam antea in faciem Ecclesiæ inter se legitimè celebrato, ad illam explendam civilem cæremoniam, secularem magistratum seu hæreticum ministellum adirent; sed, quoniam ex vestris litteris deprehendimus id non sine periculo et perturbationibus posse adimpleri, id sanctè pro viribus satagite, ut, postquàm reipublicæ morem illi gesserunt, non diù differant Ecclesiæ legibus parere, et conjugale fœdus, juxta præscriptam à Tridentino normam, ritè et sanctè inire, et si quid tum super hâc re, tum super aliis quæ istam missionem respiciunt, nobis suggerendum esse putetis, communicato inter vos consilio, operam nostram implorate, quam semper præsentem invenietis. Epistola hæc nostra tibi, dilecte fili, Paule Simon à sancto Joseph, inscripta est; eam tamen volumus à te communicari etiam dilecto filio Adriano Augustino Won-Duck pastori Leidensi, cujus scriptum super eâ de quâ nunc agitur controversiâ, à supradicto cardinali de Valentibus nobis oblatum libenter perlegimus.

« Postremò vos hortamur majorem in modum ut istam dominici gregis non contemnendam portionem sedulò, sicuti laudabiliter hactenùs fecistis, excolere atque ad omnem pietatem informare pergatis; vobisque interim apostolicam benedictionem peramanter impertimur. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem, die 17 septembris 1746, pontificatûs nostri anno septimo. »

VI. Quæ hactenùs dicta et narrata sunt, ad ea pertinent loca quæ infidelium aut hæreticorum principum ditioni subsunt. Sed alia loca non desunt, in quibus etiamsi alia religio præter sanctam catholicam Romanam non toleretur, complures tamen occultè vivunt ab illius communione extranei, qui Catholicorum speciem præ se ferentes, matrimonia cum Catholicis ineunt; eâque occasione catholicus parochus accersitur, qui matrimonii celebrationi assistat, licèt hic privatâ scientiâ satis superque compertum habeat alterum ex contrahentibus hæreticum esse. In arduis hujuscemodi circumstantiis, sunt qui contendant debere parochum, nullâ oppositâ difficultate, vel morâ, matrimonio assistere, nec in occultam contrahentium fidem subtiliùs inquirere, quamvis matrimonium inter Sacramenta vivorum connumeretur, cùm etiam Eucharistia, quæ vivorum Sacramentum est, peccatoribus occultis, cùm ad eam recipiendam publicè accedunt, non denegetur, juxta doctrinam sancti Thomæ, 3 parte, q. 80, art. 6. Contra autem alii reputantes quòd in Sacramento Matrimonii tenetur parochus suam assistentiam denegare, si noverit privatâ etiam scientiâ impedimentum aliquod adesse, nedùm dirimens, sed vel duntaxat impediens, ut puta sponsalia cum aliis præcedenter contracta, vel votum simplex castitatis ab alterutro contrahentium emissum; in eoque rerum statu, illius officii partes esse ut ecclesiasticum superiorem, sive episcopum, de eâ re certiorem faciat, qui opportunè consulere et providere valeat; eâdem ratione docent atque contendunt se gerere debere parochum qui advocatur ad assistendum matrimonio in quo ipsi constat, quantùmvis privatâ scientiâ, alterum ex contrahentibus, pro orthodoxo publicè habitum, hæreticæ sectæ occultè adhærere. In Aquensi concilio, quod anno 1585 celebratum est, ad tit. de Parochis, exstat decretum hujusmodi : *Nullus parochus, pœnâ illis excommunicationis propositâ, Sacramentum ullum administrare audeat hæreticis quibusvis vel quocumque modo à fide catholicâ aversis, nisi priùs constiterit illos resipuisse, et Ecclesiæ ritè reconciliatos fuisse;* tom. 10 Collectionis Harduini, col 1562.

VII. Altera hæc sententia non solùm priore tutior, sed etiam communior est. Cùm autem illius defensoribus onus incumbat diluendi argumentum illud, quod contra eam objiciebatur, de peccatore occulto publicè Eucharistiam petente, quam illi administrandam esse paulò ante significavimus; id sanè aggreditur Sanchez, in l. 3 de Matrimonio, disput. 15, n. 13; verùm feliciùs rem confecisse videtur cardinalis de Lugo, de Sacramentis, disput. 8, sect. 13, n. 208 et seq., quem super hâc re consuli volumus, cùm minimè consilium nostrum fuerit ut hìc ex professo, ut aiunt, tractatum de Matrimonio conscriberemus. Illud ad suscepti instituti rationem pertinet, ut episcopis in quorum diœcesibus hæretici, cùm publicè versari non permittantur, occultè vivunt, magnoperè suademus, ut sive in synodis, sive aliâ quâcumque opportunâ ratione, certas præscribant regulas de his, quæ præstari debeant ab illis omnibus, qui occultæ hæresis suspicione laborant, antequàm parochi ad Sacramenta illos admittant, atque adeò antequàm eorum matrimoniis assistant; severiores autem pœnas constituant adversùs eos qui, expletis semel illis actibus, qui pro solemni probatione eorum orthodoxæ fidei præscripti sunt : atque ita ad Sacramenta Ecclesiæ catholicæ, et ad matrimonii celebrationem admissi, in hæresim postmodùm relapsi deprehendantur. Hâc enim tutâ agendi methodo parochis suppeditatâ, si ipsi eam sequantur, ab illis eximentur angustiis, in quibus hærere meritò solent, cùm ad assistendum matrimoniis accersuntur, privatâ scientiâ compertum habentes, contrahentium alterum, tametsi pro catholico habeatur, hæreticum esse : poterunt siquidem, atque debebunt, in hujusmodi circumstantiis, eas probationes ab illo exigere, quibus se catholicum, certâ et irretractabili professione demonstret, secundùm ea, quæ ab episcopo in synodo, vel in aliis ordinationibus, præscripta fuerint.

CAPUT VIII.

De constitutionibus synodalibus ad missæ sacrificium spectantibus, quæ peculiaribus quibusdam diœcesibus, non verò aliis congruere possunt.

I. Præsens Ecclesiæ disciplina circa numerum missarum, quæ singulis diebus à sacerdote celebrari possunt, unum duntaxat sacrificium quovis die offerri permittit; excepto Natalis Jesu Christi solemni die, quo recurrente, cuique sacerdoti fas est ter missam celebrare, modò à purificatione abstineat, ne alioqui, eâ sumptâ, frangat jejunium naturale, quod alteram ac tertiam missam necessariò præire debet, ut expressè statuitur in can. *Sufficit*, de Consecrat., distinct. 1, in cap. *Te referente*, et in cap. *Consuluisti*, de Celebratione missarum.

II. Nonnullæ tamen à theologis excitantur quæstiones circa alios casus, in quibus licere aiunt duas eâdem die, etiam extra prædictum Nativitatis Domini festum, missas celebrare, veluti si priore missâ expletâ, infirmo jamjam morituro ministranda sit Eucharistia per modum viatici; si nuptiarum benedictio urgeat; aut festo die, celsioris nobilitatis, aut dignitatis quispiam superveniat, qui sacrum non audierit, et missam iterari postulet, ut Ecclesiæ præcepto faciat satis, nec interim in hisce rerum circumstantiis alius sacerdos præstò sit, præter eum qui sacrum pridem obtulit. Regino abbas, qui floruit Ecclesiæ

seculo X, in libello de ecclesiasticis Disciplinis, n. 33, monet episcopum, ut visitationem instituens, Parochum interroget *si tempore statuto, id est, circa horam tertiam diei, missam celebret, et post hæc, usque ad mediam diem jejunet, ut hospitibus, atque peregrè venientibus, si necesse fuerit, possit missam cantare.* Quidquid verò sit de hujusmodi theologorum quæstionibus, hodiè unus duntaxat superest casus, quo sacerdoti fas est uno eodemque die geminum offerre sacrificium, si nempe idem parochus duarum parochiarum curam gerat, quæ ad invicem longo satis intervallo dissocientur; ex quo fiat, ut vix, aut ne vix quidem, utriusque parochiæ populus in unam se conferre possit ecclesiam ad sacrum audiendum. In quo rerum statu concors omnium opinio est, parochum nedùm posse, sed planè teneri bis eodem die missam celebrare, ac, postquàm in unâ parochiâ missam expleverit, ad aliam accedere, ne alterutrius ecclesiæ populus, die festo, à sacro audiendo excludatur. Rem hanc fusiore stylo expendimus in tractatu nostro de Sacrificio missæ, sect. 2, § 34 et seq., ubi in unum colligere studuimus, quidquid circa eam cùm ex veteri, tùm ex recenti Ecclesiæ disciplinâ, nobis haurire licuit. Itaque ad eamdem lucubrationem lectores amandamus, ne actum agere videamur.

III. Cùm per Oscensis diœceseos tractum, non uno in loco, duæ parochiæ, longo intervallo dissitæ, sub uno animarum rectore socientur, parochis illis consilium incidit, ut, post sacrum in unâ ecclesiâ peractum, aliud eodem die in alterius parochiæ ecclesiâ celebrarent. Verùm solers episcopus, editâ synodali constitutione, id vetuit, non enim deerant sacerdotes qui, post missam à parocho in unâ ecclesiâ parochiali celebratam, possent illius vice in aliâ parochiâ sacrum obire. Excitatam hâc de re controversiam nos definivimus favore episcopi, cujus synodalis constitutio firmo satis innitebatur fundamento. Tunc enim solummodò permitti potest, die festo, missarum celebrationem iterari, ne alterutrius parochiæ populus solemni sacrificio careat, cùm nemo, præter parochum adest, qui in alterâ ex parochiis missam celebrare valeat. Ast, ubi alii suppetunt sacerdotes, qui in secundâ parochiâ rem divinam facere possunt, prædictæ disciplinæ indulgentia locum non habet, ut accuratè expendimus, tandemque decrevimus in constitutione nostrâ, ordine tertiâ Bullarii nostri tom. 2, quam lectores consulere poterunt, nolumus enim, quæ pridem scripsimus, hìc rursùm inutili labore repetere.

IV. In quarumdam civitatum ecclesiis mos obtinet, speciali quopiam privilegio firmatus, celebrandi missas in privilegio Nativitatis Domini ante noctis dimidium. Cùmque synodali sanctione episcopi decreverint, nulli fas esse sacrum obire, qui à præcedentis noctis dimidio jejunus non sit, nonnulla hinc prodière controversiarum capita. Onus quippe minimè ferendum imponi visum est sacerdoti, si à mediâ nocte quæ præcessit, ad illud temporis spatium, quo sequenti nocte sacrificium offerre debet (etiamsi hujusce noctis dimidium, ex vi privilegii, nondùm expectet) jejunio obstringatur. Nec defuêre, qui arbitrarentur, ex privilegio semel obtento, necessariò sequi exemptionem à lege jejunii, quod aliàs à præcedentis noctis dimidio servandum præcipitur. Itaque existimârunt, sacerdoti, qui ante noctis dimidium jus habet missam celebrandi, licere præcedenti die sacrificium offerre, et ablutionem sumere, imò et prandio sese reficere; tùm maximè, quòd in sacrâ antiquitate nonnulla suppetunt monumenta, ex quibus colligitur, sacram Eucharistiam etiam non jejunis ministratam fuisse. Enimverò, ut alibi videbimus, infantibus, quos matrum ubera paulò ante lactaverant, olim Eucharistiæ Sacramentum post Baptismum porrigebatur, ut patet è Sacramentario Gregoriano apud Hugonem Menardum, tom. 3 oper. S. Greg., pag. 73, ubi legimus : *Pontifex verò redit in sacrarium, expectans, ut, cùm vestiti fuerint infantes, confirmet eos; qui etiam prohibentur lactari ante sacram communionem, si necesse fuerit.* Concordat etiam Ordo 15 ecclesiæ Apamiensis penes Martene de antiquis Ecclesiæ Ritibus, lib. 1, cap. 1, art. 18, col. 206, litter. C, edit. Antuerp. Neque primus Ordo Romanus, relatus à Mabillonio, tom. 2 Musei Italici, pag. 28, num. 46, statuit ut infantes à lacte, aliove cibo abstineant à præcedenti nocte, sed jejunium duntaxat indicit unius horæ spatio servandum, hoc est, ab eo tempore, quod à Baptismo ad Eucharistiæ sumptionem intercurrit. Nec silentio prætereundus mos ille, qui apud fideles olim invaluerat feriâ quintâ in Cœnâ Domini, quo die ad sacram synaxim accedebant post comestionem : *Sacramenta altaris nonnisi à jejunis hominibus celebrentur, excepto die anniversario, quo cœna Domini celebratur* : uti legitur in can. *Sacramenta altaris*, de Consecrat., dist. 1. Quâ de re interrogatus S. Augustinus, in epistolâ 54 ad Januarium, respondit, servandam esse locorum consuetudinem.

V. Ut rectè dissolvatur hæc controversia quæ nonnisi ad peculiaris alicujus diœcesis gubernium pertinet, hæc quæ sequuntur, prænotâsse juvabit. Et primò, juxta Missalis rubricas, tempus ad privatam celebrationem missarum statutum, ab auroræ initio incipere, et ad meridiem usque inclusivè protendi. Et quamvis ex ejusdem rubricæ præscripto, pro conventualibus, ac solemnioribus missis certa quædam hora definiatur, ea tamen eisdem limitibus includitur, nimirùm ab aurorâ ad meridiem. Cujus rei causam explicat S. Thom., 3 part., q. 83, art. 2 ad 4, nosque nonnulla item annotavimus in pastoralibus nostris Institutionibus Bononiæ editis, ac præcipuè in eâ quæ tertiadecima occurrit in Latinâ editione.

VI. Secundò, etiam post constitutam, et usu firmatam hujusmodi disciplinam, adhuc tamen veterem consuetudinem celebrandi missas vespertinas quibusdam per annum noctibus in more permansisse. De missis hisce vespertinis consulendus Vicecomes de Ritibus missæ, l. 3, c. 29, ubi fusiori stylo rem tractat. Noctibus, quibus sacrificium offerebatur, S. Thom., loc. cit., accenset noctem sabbati sancti, quæ dominicam Resurrectionis immediatè præcedit, aitque, tunc temporis missam celebrari consuevisse *circa noctis principium.* Sed alii aliud tempus designant, hoc est, post noctis dimidium. Ita sentiunt Suarez, t. 2, in 3 part., disp. 46, sect. 2, et t. 3, disp. 80, sect. 3, § *Secunda exceptio;* Vasquez, t. 3, disp. 232, c. 2, à n. 23; Binius, tom. 1 Concilior., pag. 77, num. 66; Saussay, part. 2 Panopliæ sacerdotalis, l. 1, c. 9, art. 2, § 3. Rursùm alii, non jam post mediam noctem, sed eo temporis spatio, quod ad dimidium noctis accedit, sacrificii tempus statuunt, ut refert cardinalis Bona, Rer. liturgicar. l. 1, cap. 21, n. 4, quæ quidem sententia cæteris probabilior videtur, cùm à S. Hieronymo, cap. 25 in Matthæum doceamur, in Paschæ pervigilio populum ante noctis dimidium non dimitti; quod satis ostendit missam vespertinam paulò ante mediam noctem fuisse absolutam, ut scitè ratiocinatur Henaus, p. 2, de Sacrificio, disp. 21, sect. 3, n. 48. Verùm, cùm prisca illa consuetudo missam celebrandi nocte sabbati sancti, justis de causis sublata jam fuerit, nihil est, quod in hanc rem plura congeramus.

VII. Tertiò prænotandum, etiamnum vigere consuetudinem celebrandi missam ipsâ nocte, quæ diem festum Nativitatis Domini antecedit : *Nocte sanctâ Nativitatis Domini Salvatoris missas celebrent presbyteri, et hymnum angelicum in illis solemniter decantent, quoniam et eâdem nocte ab angelo pastoribus nuntiatus est :* sic habet textus in can. *Nocte sanctâ*, de Consecrat., dist. 1. Quæ verba cùm nullo modo definiant tempus noctis, quo sacrum offerre liceat, profectò ritum missas celebrandi post noctis dimidium, à communi et universali consuetudine quam Ecclesia probavit, repetamus oportet, ut animadvertit Pasqualig. de Sacrificio novæ legis, num. 1, q. 405, per tot.

VIII. Quartò præmittendum, nonnunquàm summos

Pontifices ecclesiis aliquibus tribuisse privilegium celebrandi missas in pervigilio Nativitatis Domini ante noctis dimidium. Quo pertinet indultum Alexandri VI, editum 6 augusti 1502, favore monasterii canonicorum regularium Venetiis erecti sub titulo S. Mariæ Charitatis, quod quidem privilegium refert Flaminius Cornelius in decade septimâ ecclesiarum Venetarum, quarum ipse monumenta eruditè illustravit. Pius IV prædecessoris Alexandri exemplum secutus, die 27 februarii 1562, pari beneficio donavit moniales S. Mariæ Miraculorum ejusdem urbis; et, sequenti anno 1563, instante equite Jacobo Superantio, Venetæ reipublicæ apud S. Sedem oratore, benignè annuit ut in collegiatâ et parochiali ecclesiâ S. Pauli missæ sacrificium peragi posset primâ horâ noctis, quæ Natalem Christi diem antecedit. Præterea ante ejusdem noctis dimidium, solemnis missa in augusto S. Marci templo celebratur; idemque ritus in aliis ecclesiis benè multis Venetiis obtinet, ut nos ipsi, quo tempore munus à secretis congregationis concilii gerebamus, multis prolatis monumentis olim ostendimus in folio quodam, quod typis evulgatum in causâ Venetâ, 13 julii 1720, prostat t. 1 Thesaur. resolut. sac. congr. conc., pag. 345.

IX. Quintò, S. pontifex Pius V privilegia omnia de missæ sacrificio ante dimidium noctis Nativitatis Domini celebrando abrogavit per constitutionem, quæ incipit: *Sanctissimus in Christo*, et inter ejusdem pontificis constitutiones recensetur ordine quarta, t. 2 Bullarii Romani. Hinc communi suffragio scriptores affirmant non licere post Pianam sanctionem ullibi celebrare missas in pervigilio Nativitatis ante mediam noctem, esto, ex vi præcedentium privilegiorum, id olim in ecclesiis aliquot obtinuisset. Ita censet Azor., Instit. mor. part. 1, l. 10, c. 25, q. 3; Francolin., de Tempore Horar. canonic., c. 29, n. 11 et 14; cardinalis Brancatius, de Privil. capell. cardin., p. 15; Clericatus, de Sacrific. missæ, decis. 39, n. 15 et 16. Quòd si etiam nostrâ ætate adhuc Venetiis in ecclesiis nonnullis mos perseverat sacrum offerendi ante dimidium noctis quæ festum Nativitatis præcedit, id aut ab aliis privilegiis posteriori ævo indultis repetendum est, aut à veterum privilegiorum confirmatione, justis ac rationabilibus causis ita suadentibus concessâ, ut contigisse meminimus in Pii IV diplomate favore collegiatæ et parochialis ecclesiæ S. Pauli, quam supra memoravimus. Etsi enim congregatio concilii, die 13 julii 1720, rescripserit hocce privilegium per Pii V bullam fuisse revocatum, addidit tamen consulendum summo Pontifici, ut Pii IV indultum confirmaret; nec Pontifex confirmationem denegavit.

X. Postremò, aliquid etiam de jejunio ab iis servando, qui aut missam celebrant, aut sacram Eucharistiam percipiunt, præmittere opportunum ducimus. Vetustissima sanè est Ecclesiæ disciplina quæ præcipit neminem ad Eucharistiam accedere posse qui jejunus non sit; nec desunt qui ejus initia repetant ab ævo apostolico, ut probat cardinalis Bona, Rer. liturgicar. l. 1, c. 21: *Ut nullus post cibum potumque, sive quodlibet minimum sumptum, missam facere præsumat;* verba sunt decreti quod Antero pontifici à nonnullis tribuitur: *Ut nullus accipiat sacrificium post cibum aut post aliquam parvissimam refectionem, nisi pro viatico;* verba sunt alterius decreti quod sub Eutychiani pontificis nomine ab Ivone recitatur, parte 2, c. 45. Haud ignoramus ejusmodi decreta apocryphis accenseri. Quidquid verò sit de genuino illorum auctore, nemo tamen qui sapiat, inficiabitur jam tum ab antiquissimâ ætate invaluisse consuetudinem ministrandi jejunis Eucharistiam, esto definitum originis tempus adhuc sit incompertum.

XI. Statutâ autem necessitate jejunii, ejusque jejunii quod naturale vocatur, superest inquirendum à quo tempore illius initium desumi debeat. Juxta communem Ecclesiæ consuetudinem, cujus item exordia adhuc ignorantur, jejunium illud à noctis dimidio incipit, et usque ad tempus quo Eucharistia sumitur, perseverat. Ita unanimi consensu docent theologi, duce D. Thomâ, qui, 3 parte, quæst. 80, art. 8, ad 5, ita loquitur: *Ecclesia Romanam diem à mediâ nocte incipit; et ideò, si post mediam noctem aliquis sumpserit aliquid per modum cibi vel potûs, non potest eâdem die hoc sumere Sacramentum; potest verò, si ante mediam noctem.* Excipit tamen S. doctor, in præcitato art. 8, infirmum, cui etiam non jejuno ministrari poterit Eucharistia, si periculum mortis immineat, ne fortè saluberrimo corporis Christi viatico destitutus moriatur. Consonat Rubrica Missalis, tit. 9, n. 1, in eodem jejunii naturalis initio designando; atque hùc referri etiam possunt quæ lato calamo scripsit Theodosius Rubeus in Horario universali, c. 20. Hoc naturale jejunium quamcumque vel minimam cibi quantitatem, sive, ut aiunt, materiæ parvitatem excludit, quæ tamen cum ecclesiastico jejunio componi potest. Hinc patet utriusque jejunii latum discrimen, quod multis demonstravimus in tractatu de Sacrificio missæ, sect. 2, § 96 Latinæ editionis, contra singularem cujusdam sententiam, quæ astruere nitebatur jejunium naturale per modicissimam cibi partem non lædi. Huic sanè non parùm favet Petrus Ledesma, qui in q. 24, art. 2, veterum theologorum opinionem ostendens, asserere non dubitavit licere sacerdoti, plures missas celebraturo, ad secundam et tertiam missam progredi, etsi in primo sacrificio consuetam purificationem sumpserit. At Henaus, in cit. disput. 20, sect. 4, n. 46, id falsum esse demonstrat, relatis auctoritatibus Paludani Durandi, Gabrielis Biel, Sylvestri, ac aliorum. In decretali Innocentii III, quæ incipit: *Ex parte*, de Celebrat. missar., injungitur sacerdoti ut purificationem sorbeat, *postquàm totum acceperit Eucharistiæ Sacramentum;* mox verò pontifex monet ne sacerdos ita se gerat, si pluries eodem die sacrificium offerat: *Ne, si fortè vinum perfusionis acciperet, celebrationem aliam impediret.* Eadem occurrunt in Sacramentario Gregoriano, tom. 3, p. 111, litter. D, ad vigiliam sancti Petri et Pauli, hisce verbis concepta: *Quando apostolicus duas missas celebrat unâ die, inter eas non lavat os, nisi post officium; sed absque intervallo, finitâ priore, incipitur altera.*

XII. Certam igitur Ecclesia constituit disciplinam cùm circa numerum missarum quæ à sacerdote uno eodemque die offerri possunt, tùm circa tempus ad missas celebrandas statutum, tùm etiam circa jejunii legem à sacerdote servandam, necnon circa definitum temporis limitem, à quo jejunii naturalis initium ducere oportet. Cùm tamen in hâc Ecclesiæ œconomiâ nihil occurrat quod à naturali aut divinâ lege suam trahat originem, hinc sequitur posse Romanum Pontificem, graviori quâpiam ac legitimâ causâ impellente, super hujusmodi ecclesiasticis constitutionibus dispensare. Sed, cùm plura sint relata ecclesiasticæ disciplinæ capita, eaque ad invicem distinguantur, quippe quæ nullo necessario nexu inter se copulantur; hinc etiam sequitur dispensationis beneficium ab uno ad alium casum, cujus expressa non fiat mentio, extendi non posse. Quocirca improbanda est illorum opinio, qui ex privilegio missam celebrandi ante dimidium noctis Nativitatis Domini, inferunt ipsam quoque jejunii servandi legem, quæ à dimidio præcedentis noctis sacerdoti imponitur, fuisse sublatam; ita ut is, exempli causâ, qui missam de vigiliâ Nativitatis pridem celebraverit, et ablutionem hauserit, adveniente nocte, ejus tamen dimidio nondùm elapso, solemnem missam de Nativitate Domini celebrare valeat. Indultum præveniendi in eâ solemnitate statutam mediæ noctis horam, ideò à nonnullis cum prætensâ exemptione à naturalis jejunii lege conjungitur, quia alioquin gravi nimis incommodo premeretur sacerdos, si à præcedentis noctis dimidio ad insequentem noctem, etiam non expectato illius dimidio, jejunium protraheret; et quia non desunt sacræ antiquitatis exempla quæ probant Eucharistiam etiam non jejunis fuisse porrectam. At exaggeratum cum primis sacerdotis incommodum,

usque adeò grave non est, ut ferri non possit. Siquidem nostrâ etiam ætate multi enumerantur qui per idem temporis spatium jejunium tolerant citra ullum valetudinis detrimentum. Quæ ex adverso producuntur monumenta, minùs officiunt. Haud inficiamur infantibus pridem lacte nutritis, ac fidelibus feriâ 5 in cœnâ Domini prandio refectis, sacram Eucharistiam olim fuisse distributam. Reponimus tamen prius exemplum ad rem non facere, ut cuique patet; posterius verò desumptum esse à peculiari duntaxat quarumdam Ecclesiarum more, qui in memoriam novissimæ cœnæ à Christo Domino celebratæ olim institutus aliquandiù apud illas viguit, sed jampridem in usu esse desiit.

XIII. Opportunius ad præsentem controversiam produci potuisset exemplum pontificiæ capellæ, in quâ primam missam ante noctis dimidium celebrat, qui ut plurimùm à præcedentis noctis dimidio jejunium non servavit. Antequàm verò hujusce difficultatis nodum dissolvamus, abs re non erit aliquantò longiùs digredi, ut quæ hâc in re ad pontificiam capellam pertinent, accuratiùs explicemus.

XIV. Ex Diariis, quæ pontificii cæremoniarum magistri ab anno 1484 ad annum 1517 digesserunt, colligimus matutinum in pontificiâ capellâ incœpisse circa octavam, nonam, ac etiam decimam horam (ab occasu solis numerando, juxta Italiæ morem) illius noctis quæ diem Christi natalem præcedit; ac præterea, sacrum hunc ritum unà cum solemni missâ nonnisi quatuor horarum spatio expleri consuevisse. Leo X, referente in Diariis Paride de Crassis, anno 1517, ob adversæ valetudinis incommoda, pontificiæ capellæ initium statuit horâ quintâ noctis. Pontifex Hadrianus VI, veterem morem secutus, horam noctis nonam restituit. At Clemens VII, Paulus III ac Julius item III circa secundam aut tertiam noctis horam matutinum inchoandum mandârunt; hinc horâ septimâ noctis ipsi etiam solemniori missæ finis imponebatur. Varius in hoc tempore designando fuit S. pontifex Pius V, quandoquidem, eo jubente, anno 1566, matutino initium dedit hora noctis sexta; anno 1567, hora quarta; anno 1568, hora quinta; anno 1569, hora octava cum dimidio; anno demùm 1570, hora nona. Gregorius XIII, juxta veterem morem, tertiam aut quartam noctis horam in usum revocavit. Atque hic demùm mos in pontificiâ capellâ deinde servatus fuit, et adhuc viget, statutâ pro matutini initio quartâ horâ noctis; ex quo sequitur ut solemnis missa paulò ante noctis dimidium perficiatur.

XV. Jam verò à designatione temporis et horæ ad jejunium progrediamur. Cæremoniarum magistri nonnunquàm in Diariis referunt cardinalem qui sacrum obtulit, ad missam celebrandam accessisse jejunum. Nostrâ ætate cardinalis Leander Colloredus, qui per quamplures annos missam nocte Nativitatis Domini solemni ritu obtulit, jejunium à præcedentis noctis dimidio accuratè servavit. Eâdem jejunii lege sese obstrinxit recolendæ memoriæ Benedictus papa XIII, quem præterea novimus ad meridiem usque festi Nativitatis Christi jejunium protraxisse; siquidem, post sacrum in pervigilio horâ consuetâ noctis solemniter peractum, alteram missam in aurorâ recitabat; ac postremò missarum solemnia aut in pontificiâ capellâ aut in Vaticanâ basilicâ perficiebat. Quia verò haud multa occurrunt eorum exempla, qui jejuni accesserint ad altare; contra verò frequentiùs contingit ut cardinalis qui nocte Nativitatis sacrum explet, die præcedenti à refectione non abstinuerit: superest ut rationem quæ id licere suadeat, inquiramus.

XVI. Sunt qui credant Romanum Pontificem quotannis litteras in formâ brevis expedire, per quas cardinalis nocte Nativitatis celebraturus eximatur à lege jejunii, quod alioquin à præcedentis noctis dimidio servare teneretur. Ita putat Pasqualig., in Decisionibus moralibus, dec. 311, et dec. 451, de Jejunio. Id tàmen gratis asseritur, et hujusmodi litteræ reipsà minimè conceduntur, ut appositè animadvertit Diana, in Edit. coord., tom. 2, tract. 5, resolut. 12, n. 4. Alii, ut à difficultate se expediant, aliam ineunt viam. Cardinalis de Lugo, de Sacramentis, disput. 15, de Eucharistiâ, sect. 2, à n. 55, affirmat cardinalem qui in pervigilio Nativitatis ante noctis dimidium missam celebrat in pontificiâ capellâ, jejunium naturale non frangere, etsi mane cibum sumpserit, et sacri oblatio mediam noctem antevertat, nec ullam à Pontifice obtinuerit dispensationem. Cùm enim, expressâ Pontificis voluntate, certum temporis spatium ad solemne officium peragendum fuerit definitum, Pontifex ipso mediam noctem anticipâsse censetur, non universim quidem, sed quoad solum pontificiæ capellæ locum, et quoad personam duntaxat cardinalis qui missam canit, ac aliorum qui ibidem missarum solemniis astant. Ad hanc opinionem confirmandam, advertere juvat fas esse Romano Pontifici ecclesiasticorum dierum limites statuere, absque eo quòd mediæ noctis vel auroræ physica momenta accuratiùs inspiciat. Enimverò iis in regionibus in quibus, ob sublimiorem poli elevationem, punctum mediæ noctis statui vix potest, punctum verò insequentis auroræ magis adhuc latet, quia plerùmque nullum est, ecclesiasticorum dierum initia à moribus et consuetudine petenda sunt; nimirùm ab eo tempore quo regionum illarum incolæ aut laboribus sese exercere incipiunt, aut quieti indulgent, ut olim sub pontifice Urbano VIII, in congregatione habitâ die 2 novembris 1634, definitum fuisse testantur memoratus Theodosius Rubeus, in Horario universali, c. 19, à n. 17, et in alio opusculo ad Rubricam missalis de aurorâ; cardinalis Brancatius, in dissertatione de Privilegiis capellæ cardinalium, p. 22 et seq.; Merati, ad Gavantum, tom. 1, part. 2, p. 767 et pag. 1378, decreto 276, Romanæ editionis.

XVII. Sententiam cardinalis de Lugo amplectuntur Magri, in Hierolexic., verb. *Nativitas Domini;* Aversa, de Euchar., q. 8, sect. 8; et Diana, loc. cit., resol. 11, et resolut. 12. Quia verò nunquàm fortassè Romani Pontifices de noctis dimidio in pontificiâ capellâ anticipando cogitaverunt, proindeque fundamentum cui cardinalis de Lugo ejusque sectatores innituntur, satis firmum non est; hinc meliori consilio alii sentiunt ac docent in proposito casu, licèt expressa Pontificis dispensatio non appareat, inesse tamen tacitam ac rationi admodùm consonam. Enimverò, cùm nonnisi præhabito summi Pontificis assensu stata ad matutinum inchoandum hora definiatur, profectò summus Pontifex haud ignorat quo tempore in pervigilio Nativitatis capella incipiat, quâ horâ solemnis missa, cui nonnunquàm ipsemet Pontifex interesse solet, celebretur. Et, quoniam præterea compertum persæpè illi est eum qui sacrum offert, non esse jejunum; et tamen nullus unquàm Pontifex edixisse fertur ut cardinalis eâ occasione ante noctis dimidium celebrans, à præcedenti mediâ nocte jejunium servaret; nil ultra requirendum videtur ad tacitam Pontificis dispensationem inducendam, æquitatis tamen ac rationis legibus consentaneam. In hanc sententiam descendunt Dicastillus, tom. 1, de Sacramentis, tractat. 4, de Eucharistiâ, disput. 9, dubit. 17, q. 7, num. 404; Gabriel de Henao, parte 2, de Sacrificio missæ, disp. 22, sect. 4, num. 44; Martin., t. 3, disp. 35, num. 64; Quartus, ad Rubricas Missalis, parte 3, tit. 9, sect. 1, in dubiis conscientiæ, dub. 6.

XVIII. Hanc tacitam Pontificis dispensationem æquitati ac rationi consentaneam diximus: non enim temerè antevertitur officii nocturni hora in pontificiâ capellâ, cùm et hujusmodi anticipatio modica sit, et cardinalibus ac prælatis qui eâ nocte eidem capellæ intersunt, non modò valdè opportuna, sed ferè necessaria dignoscatur. Nam iidem sequenti die ad aliam capellam accedere debent, in quâ summus Pontifex solemnia ut plurimùm exercet pontificalia. Quare, cùm illi qui episcopi aut presbyteri sunt, mane tres missas sint celebraturi, antequàm ad tertiam solemnem missam in capellâ peragendam revertantur, aut tempus illis deficiet, aut angustum nimis supererit,

nisi per anticipatum nocturni officii initium angustia temporis laxetur.

XIX. Quòd si rationi et æquitati consonum est horam antevertere, non minore rationis et æquitatis jure innititur tacita dispensatio, quæ celebrantem in pontificiâ capellâ ante noctis dimidium à naturali jejunio eximit. Si enim humani corporis imbecillitatem, quæ in dies gravior fit, expendamus, quodque caput est, si ad celebrantis ætatem, quæ ut plurimum senilis est, oculos convertamus, facilè apparebit vix ac ne vix quidem sperandum esse ut possit tamdiù jejunium tolerare. Pontifex Julius III, die 15 martii 1554, per litteras in formâ brevis concessit imperatori Carolo V ut, antequàm sacram Eucharistiam sumeret, paulùm cibi gustaret *ad necessariam sustentationem ventriculi*; ac insuper eumdem imperatorem absolvit quòd antea, citra Romani Pontificis dispensationem, *de medicorum consilio*, ad sacram Eucharistiam accesserit non jejunus. Pius item IV, à Portugalliæ rege certior factus quòd nonnulli sacerdotes qui Indicas regiones ejus dominio subjectas inhabitabant, *aut propriæ infirmitatis, aut aeris intemperiei occasione quibusdam remediis comestibilibus, aut potabilibus nocte uti consueverant*; per alias litteras datas die 10 februarii 1563 benignè indulsit ut *si ipsos illis post mediam noctem uti contigerit, missam die sequenti celebrare valeant, si urgentissima fuerit celebrandi necessitas, et paululùm inde dormierint.* Præterea, inter Innocentii XIII litteras in formâ brevis, una occurrit sub die 5 octobris 1722, in quâ regnanti Ludovico Galliæ regi conceditur ut die coronationis suæ *modicum jentaculum* sumere valeat ante Communionem, habitâ nimirùm ratione diuturnioris temporis quod in eo solemni ritu peragendo impenditur, ac imbecillis valetudinis ipsius regis, qui ætate adhuc recens corporis habitudinem nondùm satis firmaverat, ut in memoratis litteris expressum legimus. Pari privilegio idem pontifex donavit imperatricem Elisabetham, datis litteris die 20 augusti 1723, ut scilicet modicâ refectione uti posset, quamvis communicatura, quo die illius coronatio in Bohemiæ reginam, solemni pompâ ac in multas horas protrahenda, fieri debebat.

XX. Ex hactenùs dictis colligitur privilegium celebrandi missam in pontificiâ capellâ ante noctis dimidium, non quidem per necessariam connexionem secum ferre aliud privilegium exemptionis à lege jejunii; imò verò posterius hocce privilegium esse repetendum à tacitâ Pontificis dispensatione, quam satis probant eæ rerum ac temporis circumstantiæ, simul sumptæ, quas supra memoravimus. Hinc sequitur, sublatis hisce circumstantiis, jam nullum tacitæ dispensationis esse locum; ideòque ad jejunium naturale servandum teneri qui alibi sacrum offerat, etiamsi ex apostolico indulto mediæ noctis articulum in missæ oblatione præveniat. Consulendi in rem hanc Andræas Piscara Cataldo, in Prax. cæremon., lib. 3, sect. 2, c. 1, num. 4, pag. 391, et cap. 3, n. 1, pag. 393; necnon celebris Gavantus, p. 4, tit. 3, n. 5, ubi ita loquitur : *Celebraturus ante mediam noctem ex privilegio, vel legitimâ consuetudine, verè non dispensatur in jejunio necessario ad missam. Ideò à pridianâ mediâ nocte jejunet, neque in missâ vigiliæ sumat purificationem.* Consonat diligens scriptor P. Merati, t. 1, p. 2, Romanæ editionis pag. 853, n. 12.

XXI. Itaque, ut rem hanc expediamus, episcoporum partes erunt duo hæc in synodis opportunè secernere : ut scilicet primò, edicant nulli fas esse citra apostolicam dispensationem in nocte Nativitatis Christi missam celebrare ante noctis dimidium; et id quidem fieri prohibeant, indictâ in contumaces pœnâ suspensionis, quam etiam probant ac laudant Polacus, in suis Aphorismis sacrar. cæremon., aphorism. 1, n. 4; Pax Jordan., Elucubrat. t. 2, l. 4, tit. 1, de Sacrificio missæ, num. 63; secundò, apertè declarent eos qui ex apostolico privilegio sacrum obeunt ante noctis dimidium, adhuc teneri lege jejunii, idque à præcedentis noctis dimidio servandum esse. In Ordine quodam pro divini officii celebratione, Romæ edito anno 1645, cujus etiam meminit Diana, in Edit. coord., t. 3, tract. 1, resol. 55, n. 3, hæc legimus : *Missa hujus sacratissimæ noctis debet celebrari post mediam noctem; aliter sacerdos non celebraret jejunus. Celebraturus ante mediam noctem ex privilegio, vel legitimâ consuetudine, non dispensatur in jejunio necessario ad missam; id est, à pridianâ nocte jejunet, neque in missâ vigiliæ sumat purificationem.* Eadem occurrunt in Ordinario patriarchali, quod anno quolibet Venetiis evulgatur, ubi ad diem 24 decembris legitur hæc annotatio : *Celebrantes ante mediam noctem sint jejuni à mediâ nocte antecedenti, adeòque non sumant purificationem in missâ hodiernâ.*

XXII. In regnis atque ditionibus Hispaniarum et Portugalliæ regibus subjectis, adest privilegium celebrandi tres missas in die Commemorationis omnium fidelium defunctorum; quod olim pro aliquibus ex dictis regnis et pro quibusdam personis ibidem degentibus invectum, à nobis ampliatum et declaratum est sub eâ formâ quæ legi potest in decreto nostro, apostolicis litteris firmato, quod extat Bullarii nostri t. 2, num. 61. Sanè pro recto hujus privilegii usu plura observanda, pluraque opportunè præscribenda providimus; eaque omnia eodem decreto complexi sumus. Proindeque episcopi locales earum regionum in quibus locum habet hujusmodi indultum, si quid statuendum habeant circa triplicem illam missarum celebrationem, ut errandi pericula evitent, eidem decreto nostro in omnibus et per omnia se conformare curabunt.

CAPUT IX.

De communione sub utrâque specie quoad laicos, clericos, et sacerdotes non celebrantes : de quâ etsi quibusdam in synodis actum fuerit, in aliis tamen non expediret sermonem instituere.

I. De communione sub utrâque panis et vini specie latè egimus in nostro tractatu de Sacrificio missæ, editionis Latinæ § 356, et pluribus sequentibus; ubi ostendimus primò, fidei dogma esse, totum ac integrum Christum sub unâquaque specie contineri : secundò, eos qui sub unâ tantùm specie Christum sumunt, nullâ fraudari gratiâ, quæ propria sit Sacramenti, et ad æternam salutem necessaria : tertiò, nullo Dei præcepto iis qui missam non celebrant, communionis sub utrâque specie necessitatem imponi : quartò, ad ecclesiasticam disciplinam unicè pertinuisse, quòd calicis usus aliquando permissus, et communio sub utrâque specie laicis, clericis, et sacerdotibus non celebrantibus concessa fuerit; prævià tamen protestatione, per quam agnoscere se profiteantur, totum ac integrum Christum Dominum sub utrâque specie contineri, seque ea omnia quæ supra exposuimus, tanquàm fidei dogma ab Ecclesiâ definitum, tenere et credere.

II. In eodem tractatu nostro de Sacrificio missæ narravimus archiepiscopum Pragensem, ut Hussitas à seditionibus ac cædibus, quas propter sibi denegatum à Constantiensi concilio calicis usum passim instaurabant, tandem avocaret, in synodo habitâ anno 1426, Eucharistiæ Sacramentum sub utrâque specie illis concessisse; mox tamen Martini papæ V decreto hocce privilegium fuisse revocatum. Præterea memoravimus, concilium Basileense, Bohemiæ ac Moraviæ populis usum calicis tribuisse, modò in cæteris omnibus cum Ecclesiâ Romanâ convenirent, ac crederent, non minùs sub panis, quàm sub vini specie, totum ac integrum Christum Jesum existere; sed hanc itidem concessionem, ob varios, qui invaluerant, abusus, fuisse sublatam. Insuper addidimus, Romanos pontifices Paulum III ac Julium III apostolicis nuntiis auctoritatem delegâsse, ut calicis usum laicis permitterent : eos autem satius duxisse ab hujusmodi privilegii largitione abstinere. Tandem annotavimus, concilium Tridentinum hanc ipsam de usu calicis discussionem, Romani Pontificis arbitrio expediendam reliquisse : ac Pium IV, ut refractarios ac rebelles ad veritatis semitam revocaret, per litteras

in formâ brevis ad archiepiscopum Pragensem datas, indulsisse, ut nonnulli sacerdotes catholici destinarentur, qui præhabitis necessariis de fide protestationibus, possent Eucharistiam sub utrâque specie laicis ministrare : verùm, cùm spes à Pio IV concepta, irrita cecidisset, imò ex hâc benignâ calicis concessione non levia prodiissent mala, oportuisse ut successores pontifices S. Pius V et Gregorius XIII beneficium illud, quod in perniciem vertebatur, è medio tollerent.

III. Nihil igitur hâc in parte addendum superest, nisi hoc unum, nimirùm temporibus Sixti V et Pauli V iterùm de calicis concessione actum fuisse, instantibus Apostolicæ Sedis nuntiis, qui eam indulgentiam, si tunc temporis in usum revocaretur, in magnum catholicæ religionis incrementum cessuram pollicebantur. Placuit tamen postulata rejicere, ut patet ex monumentis, quæ in archivio sacræ universalis Inquisitionis servantur.

IV. In synodo diœcesanâ ab Wratislaviæ episcopo habitâ, atque in cap. sexto de Euchar., quod Apostolicæ Sedis nuntio, jussu Pauli V, fuit transmissum, post rejectas preces à nuntiis, ut modò narravimus, porrectas, hæc quæ sequuntur circa calicis usum statuta fuêre. Ipso capitis initio declarat synodus, præcepto eucharisticæ communionis solo Paschatis tempore fideles obstringi : addit tamen monendos eos ac hortandos, ut etiam solemnioribus festis Nativitatis Christi, Pentecostes, et Assumptionis B. Mariæ Virginis ad sacram synaxim accedant. Mox docet, jam tum ab Ecclesiæ primordiis eucharisticam communionem aut sub unâ panis, aut sub utrâque panis et vini specie ministrari consuevisse; Ecclesiam tamen successu temporis, justis validisque rationibus ita suadentibus, hanc, quoad laicos, probâsse consuetudinem, ut nonnisi sub unâ panis specie sacrâ Eucharistiâ reficerentur. *Licèt verò* (verba sunt synodi citato capite) *ab initio christianæ religionis aliquando unius, aliquando utriusque speciei usus fuerit; progressu tamen temporis Ecclesia, gravibus et justis causis adducta, consuetudinem sub alterâ tantùm specie communicandi approbavit.* Admittit etiam concessionem à Pio IV regno Bohemiæ factam; nec inficiatur diœcesim Wratislaviensem sub Bohemiæ regni ditione contineri, fatetur tamen se nolle à communi Ecclesiæ disciplinâ recedere : *Ex concessione autem Apostolicæ Sedis sub Pio IV pontifice felicis recordationis regno Bohemiæ factâ, cui provincia hæc et diœcesis Wratislaviensis incorporata est, laicis calicis usus liber permittitur. Nihilominùs Ecclesiæ universalis approbatam consuetudinem, quantùm Domino suffragante poterimus, rursùm introducere cupimus.* Postremò methodum suppeditat quam hâc in re sequantur magistri erga discipulos, sacerdotes erga parentes, quorum interest filios erudire, confessarii erga pœnitentes; ut omnes studio pacis et charitatis incensi, communem Ecclesiæ consuetudinem ultrò amplectantur : *Quod obtinebunt facilius, ubi illos accuratè erudierint, tantùm sub unâ specie, quantùm sub utrâque specie contineri.*

V. Pietatis, prudentiæ, ac pastoralis sollicitudinis legibus consentanea profectò est memorata synodalis constitutio, si temporum circumstantias, quibus edita fuit, inspiciamus. At verò pari digna laude fortassè non esset, aut saltem inutilis videri posset episcoporum cura, si quæ olim in Wratislaviæ synodo sancita fuêre, ad eas diœceses, et loca trahere vellent, in quibus, citra ullam controversiam, laudabilis ac inviolatus vigeret usus dispensandi laicis Eucharistiam sub unicâ panis specie.

VI. Quoad hosce episcopos, in quorum diœcesi pacifica viget consuetudo communionis laicis ministrandæ sub solâ panis specie, hoc unum notatu dignum superest explicandum. Accidit non semel, ut Lutheranus aliquis, qui pravo imbutus errore Eucharistiam sub utrâque specie sumere consuevit, catholicam religionem amplectatur. In hoc rerum statu solent aliquando episcopi, pietate moti, ab Apostolicâ Sede supplices postulare, ut is, qui, hæresi ejuratâ, catholicæ fidei nomen dedit, valeat in posterum Eucharistiæ Sacramentum sub utrâque specie recipere, veteri consuetudine, cui pridem assueverat, non immutatâ; præmissâ tamen protestatione, per quam se credere fateatur, totum integrumque Christum tam sub panis, quàm sub vini specie contineri, ac spondeat, se nonnisi in privatâ domûs capellâ sacram Eucharistiam sub geminâ specie sumpturum. In toties memorato tractatu nostro de Sacrificio missæ multa numerantur exempla Romanorum Pontificum, qui privilegium pro communione sub utrâque specie catholicis principibus aliquando ministrandâ concesserunt. Hæc tamen exempla ad hanc quam tractamus causam transferri non possunt; tum quia personarum conditio, quæ ad privilegia impetranda plurimùm aliquando valet, diversa est; tum etiam quia suspicari non licet, eum, qui in catholicâ fide educatus, ab eâ nunquàm recessit, affirmare, aut docere posse, communionem sub utrâque specie divino præcepto cunctis fidelibus fuisse propositam. Contra verò timendum, ne is, qui longo tempore hæresim professus est, in veteri errore adhuc permaneat, quantumvis eam solemni protestatione ejuraverit, atque in hoc ipso articulo nominatim in omne, quod Romana credit Ecclesia, se crediturum spoponderit; cùm præsertim de sinceritate protestationis antea emissæ ex hoc ipso dubitandum videatur, quòd nihilominùs sacram Eucharistiam sub utrâque specie accipere, post factam hæresis abjurationem, in votis habeat : qui enim ita se gerit, videtur adhuc in eâdem versari opinione, quam ante abdicatam hæresim fovebat. Hæc autem, aut his similia rationum momenta, in causâ fuisse putamus cur prædecessor noster Urbanus VIII anno 1627 privilegium à barone quopiam Bohemo petitum, ut in privato domûs suæ oratorio Eucharistiam sub utrâque specie acciperet, constanter denegaverit. Neque verò nos ipsi faciliores hâc in re fuimus erga nobilem mulierem, pridem Lutheranam, postea catholicam; quam tamen moneri curavimus, ut, quoniam singulari Dei beneficio ad catholicam fidem accesserat, æquo animo se submitteret legibus Romanæ Ecclesiæ, quæ mater omnium clementissima, ac de filiorum salute impensiùs sollicita, quid prosit illis, quid noceat, optimè intelligit. Hujusmodi sensus eruimus ex oratione quam super usu calicis habuit in concilio Tridentino Villalpandeus Segobiensis theologus, quamque Harduinus retulit in suâ conciliorum Collectione, t. 10, col. 312 : « Tanti enim apud nos, modò piè christianèque simus instituti, Ecclesiæ auctoritas, et charitatis opinio valere debet, quâ nos illa semper tanquàm piissima mater liberos tenerrimè prosecuta est, nostraque commoda procurat, ut, posthabito, atque abjecto procul quocumque affectu, quem fortassè nos erga calicem hunc temerè admodùm induimus, gerimusque, illi uni nos, atque omnia nostra submittere, illud velle unum, quod illa vult, illud optimum putare, quod optimum illa ducit, suspectamque habere sententiam nostram, quæ non ex obedientiâ Ecclesiæ orta sit, et ortam jam, continuò deserere debeamus. » Sylvius in 3 part. D. Thomæ, q. 80, art. 2, quæsit. 4, proposito dubio, *Utrùm calix sit ex dispensatione concedendus hæreticis*, qui sanctæ Romanæ Ecclesiæ imperio ac legibus se obtemperaturos promittunt, respondet, posse quidem hoc privilegium concedi; addit tamen : *Vix est ut ejusmodi dispensatio expediat respectu hæreticorum nostri temporis.* Haud equidem ignoramus, celebrem hunc scriptorem ita sentire de iis qui, hæresi nondùm ejuratâ, calicis usum postulant, quo fruantur post hæresim abjuratam. Si tamen rationes quibus ille utitur expendantur, unusquisque facili negotio dignoscere poterit, eas sibi locum vindicare etiam quoad eos qui pro usu calicis orant post hæresim ejuratam : inquit enim Sylvius, quòd instantes pro usu calicis ante hæresim abjuratam, ut plurimùm ita se gerunt,

pravo errore ducti, quòd putant Eucharistiam sub utrâque specie ex vi divini præcepti esse sumendam. Jam verò hujus erroris suspicione non carent, qui hoc ipsum postulant post hæresim ejuratam. Addit quòd, privilegio semel concesso, in præconceptâ opinione magis adhuc obfirmarentur hæretici, quibus latior aperiretur campus, ut Catholicis audaciores insultarent, et contra infirmiores ac pusillos acceptam dispensationem ostentarent, perinde ac si Romana Ecclesia eorum dogmata tandem probaret. Ac denique subdit, Sedis Apostolicæ indulgentiam cæteris exemplo futuram, ut privilegium peterent quod aliis concessum scirent; ex quo communis ac perniciosa paulatim inolesceret consuetudo. Tanti scriptoris animadversiones et valido non destituuntur fundamento; et si quis eas accuratè perpendat, easdem videbit utrique casui maximè aptabiles, hoc est, tam illi, in quo hæretici ante hæresim abjuratam calicem petunt, ut eo post ejurationem utantur, quàm alteri, in quo conversi ad fidem catholicam, calicis usum, post hæresim ejuratam, efflagitant.

CAPUT X.

De vernaculâ divinarum Scripturarum lectione alicubi prohibendâ synodali decreto, si abusus irrepserit : si tamen nullus abusui locus sit, hâc de re silere præstabit.

I. Spiritus Roterus, inter Dominicanæ familiæ alumnos accuratus scriptor, et contra hæreticam pravitatem inquisitor, cujus multa cum laude meminit P. Euchardus, tom. 2 Scriptorum ordinis Prædicatorum, pag. 188, celebrem edidit Dissertationem, de non vertendâ Scripturâ sacrâ in vulgarem linguam, quam anno 1548 Henrico II Francorum regi nuncupavit. Hæc lucubratio communi plausu in Galliis recepta, anno 1661 publicâ cleri Gallicani auctoritate iterùm prelo subjecta fuit. Tres item egregii S .R. E. cardinales hoc idem argumentum pertractârunt, eorum sententiam refellentes, qui aut planè necessariam, aut saltem opportunam, ac valdè utilem, jactabant versionem sacrarum Scripturarum in vulgarem linguam, ut nimirùm cuique promiscua esset earum lectio. Hos inter primus occurrit cardinalis Stanislaus Hosius, qui in Tridentino concilio legati munere præclarè functus est, l. 3 de Auctoritate Scripturæ sacræ, pag. 247; alter verò cardinalis Jacobus de Perron., l. 6, cap. 6 Resp. ad Angliæ regem; tertius venerabilis cardinalis Bellarminus, tom. 1 Controversiar. fidei, l. 2, de Verbo Dei, cap. 15. Si quis autem nôsse cupiat scriptores alios, et quidem benè multos, qui varios tractatus ac dissertationes erudito calamo elucubrârunt, ut ostendant, lectionem sacrorum Bibliorum vulgari linguâ redditorum non esse cuique permittendam, consulat volumen jussu cleri Gallicani Parisiis editum anno 1661, ita inscriptum : *Collectio quorumdam gravium auctorum, qui ex professo, vel occasione, sacræ Scripturæ, aut divinorùm officiorum in vulgarem linguam translationes damnârunt.* Quibus addere possumus, præter Justum Fontanium in opere de Italicâ eloquentiâ, verb. *Romanzo*, sive *Romanzio ;* etiam Passavantium, in Speculo veræ pœnitentiæ, ubi solidis probat rationibus, quàm ardua res sit sacrarum Scripturarum nuda et accurata in vulgarem linguam conversio. Non enim sufficit, ad opus ritè perficiendum, sola linguarum peritia ; sed alia insuper scitu necessaria sunt quæ ab interpretibus ut plurimùm ignorantur. Nolumus hìc silentio præterire Fredericum Furium Coriolanum, virum eruditione clarum, et Carolo V imperatori, ac Philippo II ejus filio satis acceptum. Hic auctor scripsit ac evulgavit opus de Consilio, et Consiliario, communi suffragio comprobatum commendatumque. Mox tamen sobrietatis limites prætergressus, postquàm Dissertationem adornavit anno 1556 Basileæ impressam, cui titulus : *Bononiæ, sive de libris sacris in vernaculam linguam convertendis :* cunctorum indignationem ac censuram promeritus, in quamplura sese conjecit discrimina, teste P. Michaele à S. Joseph, nunc episcopo Guadicensii, tom. 2 Bibliographiæ criticæ, pag. 413.

II. Propositum nobis non est, hanc controversiam universim expendere, ac funditùs exhaurire : ab iis tamen abstinere nolumus, quæ semel cognita, plurimùm prodesse poterunt. Itaque prænotare juvat primò, summum pontificem Innocentium III opportuna adhibuisse remedia ut modum imponeret Divinarum Scripturarum versioni, cùm earum in linguam Gallicam translatio Metis vulgata non leves in diœcesi illâ tumultus excitâsset; quippe vernacula lectio in omnium etiam mulierculârum manibus et ore versabatur. Consulenda in rem hanc memorati pontificis epistola 141, l. 2, pag. 432 et 434, juxta Baluzii Collectionem. Consulendus item Raynaldus ad annum Christi 1199, num. 27. Secundò, Clementem XI prædecessorem nostrum, per celebrem constitutionem *Unigenitus*, nonnullas propositiones, hoc est, 79 cum aliis pluribus quæ sequuntur, ideò proscripsisse, quòd communem omnibus inducerent necessitatem legendi sacram Scripturam : quo semel posito, etiam ipsa Scripturarum in linguam cuique obviam translatio statuenda omninò esset. Errorem hunc pontificiâ auctoritate confixum, alii etiam catholici scriptores impugnârunt : quos inter numerandi P. Jacobus Fontana societatis Jesu, tom. 3 operis quod Romæ prodiit anno 1721, contra Quesnellii propositiones; P. Fulgentius Belleli ex ordine eremitarum S. Aug., tom. 2 operis quod contra easdem Quesnellii propositiones scripsit, ac Romanis typis edidit anno 1737; P. Viva item societatis Jesu, in suis lucubrationibus quas adversùs hunc ipsum errorem perfecit, ac evulgavit.

III. Nec defuêre complures episcopi, qui de ovium custodiâ solliciti, promiscuam sacrorum Bibliorum vulgari linguâ lectionem per synodales constitutiones è medio sublatam voluêre. In concilio Tolosano, habito anno 1229 atque ab Harduino in conciliorum Collectione relato, tom. 7, col. 178, cavetur, cap. 14, ne laici libros retineant veteris aut novi Testamenti, exceptis Psalterio, et Breviario : mox verò additur : *Sed, ne prœmissos libros habeant in vulgari translatos, arctissimè inhibemus.* Pari œconomiâ concilium provinciale Oxoniense anni 1408, cit. tom. 7 Collectionis Harduini, col. 1491, ita statuit cap. 7 : *Periculosa res est, testante beato Hieronymo, textum sacræ Scripturæ de uno in aliud idioma transferre, eo quòd in ipsis translationibus non de facili idem in omnibus sensus retinetur.* Dein prohibet, ne quispiam ullum divinarum Scripturarum librum in Anglicum sermonem transferre præsumat; versionem à Wiclefo institutam damnat; ac tandem decernit, nullas translationes recipi, nisi primùm concilii provincialis decreto probentur. In novissimorum conciliorum, quæ in Galliis celebrata sunt, Collectione, à Ludovico Odespun concinnatâ, occurrit concilium provinciale Bituricense, habitum anno 1584, in quo sub tit. 4 de Abusu Scripturarum tollendo, hæc decernuntur, can. 2 : *Omnia Biblia sacra, et quivis alii libri de fide et religione, vernaculâ linguâ scripti respuantur, nisi quos Ecclesiæ catholicæ, et ordinarii auctoritas probaverit.* Eadem statuuntur in concilio Hierosolymitano, anno 1672, à patriarchâ Dositheo adversùs Calvinistas coacto, cujus concilii acta prostant in memoratâ Harduini Collectione, tom. 11, col. 245 et 258. Astipulantur alia item concilia in Belgii provinciis habita, nimirùm, Cameracense ac Mechliniense; necnon synodi diœcesanæ Brugensis, Yprensis, Gandavensis, Namurcensis, ac Leodiensis, quarum sanctiones promiscuam divinorum librorum lectionem vulgari idiomate expressam proscribunt, ut testatur P. Fontana, cit. 3, pag. 593, sub n. 4.

IV. Hæc tamen conciliorum et synodorum decreta utilitati ac necessitati consentanea fuisse arbitramur, quòd in provinciis, ac diœcesibus, in quibus promul-

gata fuerunt, jam inoleverit abusus promiscuæ lectionis sacrorum Librorum, in maternam linguam pro cujusque lectoris intelligentiâ captuque translatorum. At verò iis in locis, in quibus ejusmodi abusus nondùm invectus est, minùs provido consilio fortassè uterentur episcopi, qui vetitam lectionem insectarentur, ac propositis pœnis interdicerent. Ea quippe hominum conditio est, ut ni antur in vetitum, ac, statuto semel interdicto, perniciosâ quâdam cupidine illecti, quod prohibitum audiunt, curiosiùs inquirant; atque hâc unâ de causâ vetantem legem infringant, ut, quod legis jussu inconcessum nôrunt, introspiciant. S. Carolus Borromæus, prudentiâ, ac vigili curâ verè magnus, in primo Mediolanensi concilio cui præfuit anno 1565, hanc legem servandam decrevit : « Ut episcopi regulas Indicis de libris vetitis, ab iis, qui illi negotio à sacrosanctâ Tridentinâ synodo præfecti fuerunt, ex auctoritate sanctissimi domini nostri Pii IV editas, ab omnibus librorum impressoribus, ac bibliopolis, cæterisque omnibus laicis, et ecclesiasticis personis servari jubeant. » Quarta autem Indicis regula jussu Trid. concilii statuta, et Pii IV pontificis auctoritate firmata, hæc circa vernaculam sacrorum Librorum lectionem servandæ præcipit : « Cùm experimento manifestum sit, si sacra Biblia vulgari linguâ passim sine discrimine permittantur, plus inde, ob hominum temeritatem, detrimenti, quàm utilitatis, oriri; hâc in parte judicio episcopi, aut inquisitoris stetur, ut cum consilio parochi, vel confessarii, Bibliorum à catholicis auctoribus versorum lectionem vulgari linguâ eis concedere possint, quos intellexerint ex hujusmodi lectione non damnum, sed fidei et pietatis augmentum capere posse; quam facultatem in scriptis habeant. Qui autem absque tali facultate ea legere, seu habere præsumpserit, nisi priùs Bibliis ordinario redditis, peccatorum absolutionem percipere non possit. »

V. Quia verò in sequentibus annis experientia docuit, episcopos et inquisitores, quorum judicio vernacula sacrorum Librorum lectio concedi poterat vel denegari, indulgentiores hâc in re se præbuisse. imò verò ipsos etiam regularium præsides eamdem, quæ episcopis et inquisitoribus concessa fuerat, auctoritatem sibi arrogâsse; hinc quartæ Indicis regulæ hæc, quæ sequuntur, jussu Clementis VIII, fuêre superaddita : « Animadvertendum est circa supradictam quartam regulam Indicis fel. record. Pii papæ IV nullam per hanc impressionem et editionem de novo tribui facultatem episcopis, vel inquisitoribus, aut regularium superioribus, concedendi licentiam emendi, legendi, aut retinendi Biblia vulgari linguâ edita, cùm hactenùs mandato, et usu sanctæ Romanæ et universalis Inquisitionis sublata eis fuerit facultas concedendi hujusmodi licentias legendi, vel retinendi Biblia vulgaria, aut alias sacræ Scripturæ tam novi, quàm veteris Testamenti partes, quâvis vulgari linguâ edita, ac insuper summaria, et compendia etiam historica eorumdem Bibliorum seu librorum sacræ Scripturæ quocumque vulgari idiomate conscripta; quod quidem inviolatè servandum est. »

VI. Itaque, ut rem conficiamus, ubi nullus quoad vernaculam sacrarum Scripturarum lectionem abusus irrepsit, aut sileant episcopi, aut solùm quartæ Indicis regulæ urgeant complementum. Ubi verò abusus semel innotuit, etiam synodali decreto radicitùs evellatur. Concilium Tridentinum, sess. 22, de Sacrificio missæ, cap. 8. declarat non expedire ut vulgari idiomate missæ sacrificium offeratur. Ubi verò, nullo contradicente, lex ista servatur, superfluum planè est hâc de re in synodis sermonem instituere. At contra, si fortè paulatim inferenda timeatur prava consuetudo celebrandi missam novo quopiam idiomate, quod Ecclesia nondùm probaverit, episcoporum intercrit non solùm synodali decreto contra abusum illum totis obniti viribus, sed etiam ab Apostolicâ Sede consilium ac præsidium quærere ut ingruenti malo validiores occurrant. In Ecclesiasticâ Historiâ notum satis est duorum monachorum Cyrilli et Methodii, quorum uterque sanctitatis famâ decoratur, exemplum. Cùm enim, post evulgatum in Moraviæ regionibus Evangelium, potestatem sacerdotibus tradidissent ut missæ sacrificium Slavonico sermone perficerent, judicium subière Joannis VIII summi pontificis, qui ab iis gesta Apostolicâ auctoritate firmavit. Universam rei seriem in tractatu de Sacrificio missæ, sect. 1, § 79 et seq., fusiori stylo explicavimus. Hunc igitur locum, ne futili labore eadem repetamus, lectores consulant.

CAPUT XI.

Recens subortus in diœcesi abusus, modò reverà talis sit, et remediis canonicis submoveri valeat, necessariam interdùm reddit constitutionem, quæ in aliâ fortè synodo redundaret; ubi de confessariis qui pœnitentes astringerent ad sibi aperiendum nomen complicis in peccato; item de denuntiatione confessariorum sollicitantium ad turpia, et de sollicitantibus ad alia illicita.

I. *Ne improbâ usurpatione dissimulatio in deterius convalescat, et fiat de consuetudine regula, quæ non veniat ab ipsâ, quæ litteris mandata est, disciplinâ* (uti ad episcopos in Toletanâ synodo constitutos appositè scripsit Innocentius I, ep. 23, num. 2, tom. 1 Collectionis Harduini, col, 1023); quantociùs sanè præcidendus est abusus qui sub specie severioris et sanctioris disciplinæ, eam labefactat quæ ab Ecclesiâ est tradita, veramque Sacramentorum sanctitatem contaminat. Rem enarrabimus quæ non diù antea contigit. Concilium Tridentinum, sess. 14, can. 7, anathemate perstringit asserentes non esse in sacramentali confessione necessariò aperiendas circumstantias mutantes speciem peccati; an autem sint etiam necessariò aperiendæ quæ inter eamdem speciem notabiliter aggravant peccatum, litigant quidem theologi; sed Catechismus S. Pii V, tit. de Conditionibus et Circumstantiis ad confessionem requisitis, S. Carolus Borromæus, in Instruct. sacerdotum, Actor. Eccl. Mediol., part. 4, pag. 656, pluresque synodi episcopales, quas profert Genettus, Theolog. moral. tom. 4, tract. 6, de Sacram. Pœnit., c. 6, q. 3, etiam istas manifestandi gravem obligationem in pœnitente agnoscunt; quod etiam inter theologos docent Suarez, de Pœnit., disp. 22, sect. 3; Henriquez, de Pœnit., l. 2, cap. 7, num. 6; Th. Sanchez, in Summ., l. 2, cap. 22, n. 39, et l. 5, cap. 11, num. 24; Gonet, disp. 10, art. 3; Salmant., tom. 1, tract. 6, cap. 8, punct. 2; Baron. contra Amad., disput. 2, sect. 3, aliique ab his citati. Cavere nihilominùs debet confessarius ne occasione seu prætextu exquirendi à pœnitente peccati quod confitetur circumstantias, eumdem inducat ad pandendum nomen complicis, hoc est, personæ cum quâ peccatum illud perpetravit; etenim quidquid sit, quandocumque liceat pœnitenti sui criminis socium liberè et spontè confessario revelare, certum tamen est rarò evenire posse ut liceat confessario complicis nomen à pœnitente sciscitari, multòque minùs ad illud sibi patefaciendum eumdem obligare. Et nihilominùs haud ita pridem rumor ad nos pervenit, aliquot Sacramenti Pœnitentiæ ministros, suffultos quorumdam theologorum aut falsâ aut malè intellectâ doctrinâ, cœpisse non solùm à pœnitentibus complicis nomen exquirere, sed ad illud sibi aperiendum, locumque insuper designandum ubi is habitaret, eosdem adigere, denegatâ renuentibus alterutrum manifestare sacramentali absolutione. Hujus verò perniciosæ praxis hanc præferebant causam, videlicet ut ipsi complicem postea corriperent, atque ita in ejus tantùm utilitatem hujusmodi uterentur revelatione. Verùm nos gravia considerantes mala quæ inde necessariò consequebantur; proximi enim lædebatur fama; arctum sacramentalis confessionis sigillum periclitabatur; absterrebantur fideles à suis culpis confessario integrè, prout cæteroquin opus est, manifestandis; rixæ et discordiæ disseminabantur, et tota demùm perturbabatur

communitas; idcircò, pro nostro supremi apostolatûs munere, prædictum tunc primò pullulantem abusum, priusquàm inolesceret, præfocandum duximus nostris apostolicis litteris, incipientibus : *Suprema*, quæ habentur nostri Bullarii tom. 1, num. 134, aliisque duabus posterioribus constitutionibus, quarum initia sunt : *Ubi primum*, necnon : *Ad eradicandum*, quæ insertæ sunt ejusdem Bullarii nostri t. 2, num. 8 et num. 20, super quibus beatæ memoriæ Ludovicus Antonius Muratorius peculiarem dissertationem conscripsit, ac typis vulgavit.

II. Quod autem faciendum fuit à nobis, qui omnium Ecclesiarum gerimus curam, non illicò fieri decuisset à quolibet antistite, cui unius particularis Ecclesiæ commissum est regimen; is siquidem sollicitus esse debet de suâ excolendâ diœcesi, non de insectandis abusibus quos audit in alienâ insolescere, nisi prudenter prævideat eosdem, si non statim retundantur, suam pariter esse mox subituros : ubi enim abusus non est, quando novæ constitutionis freno vitium cohibetur, quod nunquàm diœcesim invasit, injuriam sibi fieri credunt diœcesani, putantes nimirùm se quodammodò infamari, quasi reos criminis quod ipsi non admiserunt. Ad præsules verò, si fortè eorum diœceses exitiosus ille morbus inficeret, spectabat sanè opportunis sanctionibus eum quantociùs propulsare, quod sanctissimè factum legimus in pluribus antiquis synodis. In synodo enim Bajocensi anni 1300, cap. 82, tom. 7 Collectionis Harduini, col. 1238, habetur : *In confessione sibi caveant sacerdotes ne inquirant nomina personarum cum quibus peccaverunt confitentes, sed circumstantias tantùm quæ possunt aggravare peccatum.* In synodo Lingoniensi anni 1404 : *Caveant sacerdotes ne in confessione inquirant ab his quorum audiunt confessiones, ut nominent eis expressè personas cum quibus ipsi confitentes peccaverint, nisi esset tale peccatum quòd oporteat exprimi aliquid de personâ; puta, peccavi cum filiâ meâ naturali, vel spirituali, vel nepte; et hoc casu non debet dici nomen proprium, aut cognomen personæ.* In synodo Leodiensi anni 1405 : *Inhibemus sacerdotibus, statuendo, et omnibus confessoribus, ne à confitentibus nomina illorum cum quibus peccaverunt, inquirant, vel circumstantias per quas possint nomina eorum designari. Quod si fecerint, ab officio audiendi confessiones noverint se ipso facto esse suspensos.* In synodo Senonensi anni 1524 : *In audiendis confessionibus caveant sacerdotes ne inquirant loca mansionum et nomina personarum cum quibus peccaverunt confitentes.* His concinunt synodus Carnotensis anni 1526, synodus Parisiensis anni 1557, statuta synodalia Ecclesiæ Trecensis, et Sifridi archiepiscopi Coloniensis, quæ videri possunt in tractatu historico et dogmatico de Secreto inviolabili confessionis, edito anno 1708 à Langlet du Frenoy, pag. 223 et seq. In aliis autem innumeris synodis, quanquàm speciatim agatur de Sacramento Pœnitentiæ, nulla tamen occurrit peculiaris constitutio quâ expressè prohibeantur confessarii ne à pœnitentibus complicum nomina exquirant; quia scilicet ejusmodi detestandus abusus non in omnes irrepserat diœceses, ac proinde non ab omnibus erat speciali constitutione repellendus.

III. Quare iterùm concludendum est, quod satis abundè demonstratum arbitramur, nimirùm non omnes synodales constitutiones omni loco et tempori convenire; sed prudentis præsulis esse, eas tantùm in synodo edere, quas ad obsistendum serpentibus corruptelis atque ecclesiasticæ disciplinæ nitorem restituendum, pro locorum et temporum diversitate, utiles reputaverit et necessarias. Apostolicas verò Constitutiones, quamvis non omnes episcopus synodo inserere debeat, præsertim eas quæ pertinent ad vitia quæ in suam diœcesim minimè invecta noverit, nec facilè in eam introducenda prospiciat; expedit tamen ut ipse eas probè calleat, quò ipsi in promptu sit ad earum præscriptum se gerere, earumque executionem ab aliis exigere, quoties abusus et crimina per eas damnata aditum sibi in ejus diœcesim aperierunt, aut aperire moliantur. Præter superiùs adductum de confessario complicis nomen à pœnitentibus indebitè exquirente, aliud exemplum afferre juvat de matrimoniis eunuchorum et spadonum, qui utroque teste carent. Ea postquàm à Sixto V, per constitutionem 59, quæ incipit : *Cùm frequenter*, nulla et irrita declarata sunt, talia etiam communiter agnita fuerunt ab auctoribus, Schmalzgrueber, ad l. 4 Decret., tit. 15, § 2; Anacleto, ad eumdem librum et titulum, n. 31; Clericato, de Matrimonio, dec. 32, num. 29; Rosignolio, Oper. moral. parte 1, tom. 6, prænot. 17, contract. 15, n. 37; aliisque recentioribus. Itaque in iis diœcesibus in quibus de hujusmodi matrimoniis contrahendis neque cogitatur, neque cogitatum fuisse constat, improvidum esset in synodo præfatam Sixtinam constitutionem inserere. Ut autem episcopus, si quæ forsan aliquando inter suos subditos hâc in re attentari contigerit, de his rectè decernere valeat, opportunum ipsi, vel potiùs necessarium erit, hujus quoque Sixtinæ constitutionis legem non ignorare.

IV. Innuimus autem in argumento hujus capitis non omnes semper abusus reverà tales esse ut novis condendis legibus causam præbere possint. Quod quidem ex iis quæ mox dicturi sumus, probari poterit. Pervulgatæ sunt Romanorum pontificum constitutiones, altera Pii IV et altera Gregorii XV, contra confessarios qui sacramentalis confessionis obtentu pœnitentes ad turpia sollicitant. In harum postremâ injungitur confessario qui personæ sollicitatæ confessionem audit, ut eam adigat ad denuntiandum confessarium sollicitantem apud competens tribunal, nimirùm aut sanctæ Inquisitionis officio, aut ordinario loci. Et nos quidem has omnes constitutiones innovavimus et declaravimus per nostram, quæ incipit : *Sacramentum Pœnitentiæ*, quæque exstat tom. 1 Bullar. nostri, n. 20.

V. Cùm itaque aliquando contingeret, et aliàs contigisse constaret, ut personæ sollicitationem passæ, admonitæ à confessario de obligatione ipsis impositâ denuntiandi sollicitantem, huic antea rem communicarent, ut ipse quoque sibi consuleret idem tribunal adeundo suumque reatum spontè accusando; quidam episcopi, corrigendorum criminum zelo flagrantes, hujusmodi communicationem pro abusu valdè pernicioso accipientes, cogitaverant aut peculiaribus edictis aut synodalibus constitutionibus districtè inhibere ne personæ sollicitantibus quidquam significare auderent, quo hi ad spontè comparendum excitarentur.

VI. Favebant ipsis edicta tum ab Hispanicâ Inquisitione, tum ab eâ, quæ per Siciliam constituta est, emanata, quibus injungitur sollicitatis, ut sollicitantem denuntient, hoc addito, ut nemini id antea significent : Bannes, in 2-2, q. 33, art. 8, dub. 2, in septimo argumento; Sanchez, in selectis, disp. 11, n. 57; Diana, Edit. coord. tom. 5, tract. 9, resol. 68, n. 3; Felix Potestas, tom. 2, p. 2, de Denuntiatione, n. 257.

VII. Cùm verò hujusmodi clausula in edictis supremæ Romanæ Inquisitionis minimè appareat, non deerant tamen alia quibus veluti fundamentis inniteretur dictorum præsulum sollicitudo, ut ea quæ meditabantur, reipsà decernerent atque statuerent. S. Thomas, 2-2, q. 33, art. 7, in corpore, expressè docet in criminibus etiam occultis fraternam correctionem judiciali denuntiationi minimè præmittendam, quinimò illa confestim judici deferenda esse quoties ejus generis sint ut etiam in occulto ad spiritualem tendant proximorum perniciem, quemadmodùm in hæresis crimine evenire non dubitatur. Præterea Sylvius, ad cit. art. concil. 3, certas quorumdam regularium ordinum constitutiones tanquàm justitiæ consonas tuetur, quæ statuunt delicta quædam absque prævià correctione fraternâ superiori statim denuntiari debere. Quod verò plurimùm re-

fert, illud est, Alexandrum VII, pontificem maximum, in congregatione S. Officii coram ipso habitâ die 8 julii, anno 1660, illorum reprobâsse opinionem, qui docebant crimina ad S. Officii jurisdictionem spectantia, denuntianda illi non esse, nisi correctio fraterna præcesserit. Quod quidem decretum in opere cardinalis Albitii de Inconstantiâ in fide, cap. 35, n. 44 et seq., editum est.

VIII. Nec silentio prætereundum quòd ex prævià admonitione quæ à sollicitato ante denuntiationem sollicitanti fit, justitia vindicativa non levè patitur detrimentum. Etenim, si reus ad se accusandum coram tribunali compareat antequàm sollicitatus ad illum denuntiandum accedat, ex consuetâ tribunalis pietate, tanquàm spontè comparens, salutaribus duntaxat impositis pœnis, dimittitur. Nec aliter se res habet ubi sollicitans judicibus se sistat, semetipsum incusans, etiam postquàm à personâ sollicitatâ fuerit denuntiatus; tunc enim, si ab unicâ tantùm personâ prævenitus fuerit, non ampliùs quidem uti spontè comparens, verùm *ac si esset spontè comparens*, salutaribus solùm multatus pœnis, dimittitur.

IX. Dubitari nequit quin allata rationum momenta aliquam vim præ se ferre videantur. Verùm cùm nullâ lege aut decreto prohibitum sit quominùs sollicitantem sollicitatus admoneat, ut, quoniam ab eo denuntiandus est, interea temporis cavere sibi festinet; optimum factu visum est præsulibus significare ut à quocumque edicto vel synodali constitutione super hoc promulgandâ sese abstinerent, remque totam intactam relinquentes, non quidem approbarent eorum agendi rationem, qui delinquentem confessarium ante denuntiationem monendum censebant, sed neque eam improbarent; cùm in quibusdam rerum circumstantiis hujusmodi admonitio perniciosa esse et pravos effectus producere valeat; in aliis autem proficua esse possit: siquidem, ut sæpè experiendo dignoscitur, vix unquàm sollicitatus adduci posset ut sollicitantem denuntiaret, nisi liberum illi esset eumdem antea admonere. Ex quo sequitur ut id non ab edictis aut constitutionibus, verùm à spiritualium directorum prudentiâ definiri debeat.

X. Diximus autem nullam hactenùs legem nullumque decretum adesse quo interdictum sit ne quis confessarium à se denuntiandum antea commonefaciat. Verùm duos casus distinguamus oportet. Alter ad illum pertinet, qui denuntiare omninò recusat, quia secretam admonitionem satis superque esse censet; vel recusat ad tempus, propterea quòd nondùm fraternè reum denuntiandum admonuit; idque ab Alexandro VII damnatur, qui non ideò quemquam ab onere denuntiandi immunem fore decernit, quia fraternam correctionem non antea præmiserit. Alter casus est de eo qui reum quidem admonet, verùm non idcircò ab eodem denuntiando se abstinet. Hoc autem est quod nullâ adhuc lege aut decreto vetatur; cùm sic et correctionis naturale præceptum, et simul denuntiationis positivum, adimpleatur. Ita disserunt Sanchez, in Selectis, disp. 11, n. 58; Escobar, in tractatu de Confess. sollic., part. 2, q. 4, § 1, n. 56; Roccafull., in Praxi theologiæ moralis, p. 3, l. 3, c. 6, n. 96 et 97; Thom. del Bene, de Officio Inquisitionis, p. 2, dubit. 218, sect. 21, n. 20; Diana, in Edit. coord., t. 5, tract. 9, resol. 68; Dandinus, in tractatu de Suspectis de hæresi, c. 4, sect. 2, subsect. 1, n. 18; Pignatellus, in novissimis Consultationibus, tom. 2, cons. 143, n. 14.

XI. Quod pertinet ad edictum aliquod à superioribus regularibus promulgatum de quibusdam criminibus religiosæ communitati noxiis, etiam absque prævià secretâ correctione, patefaciendis, Suarez, tom. 4 de Religione, tract. 10, l. 6, c. 10, n. 31, rectè sapienterque animadvertit duas esse quæstiones quæ super hoc institui possunt: alteram scilicet, utrum prævia admonitio in hujusmodi casibus necessaria censeri debeat, et ad hanc negativè respondet: alteram verò, utrùm sæpè dicta admonitio præmitti possit; ad hanc autem respondet affirmativè; ubi potissimùm non alio consilio id agatur, quàm ut reus, se denuntiandum superiori non ignorans, et ad emendationem et ad correctionem recipiendam se meliùs comparare possit. Hanc sententiam planè sectantur Antonius à Spiritu sancto, in suo Directorio regularium, tract. 3, disput. 6, n. 614, et Castropalaus, p. 3, tract. 16, disp. 6, punct. 7, n. 13.

XII. Nec obstare videtur supra indicatum justitiæ vindicativæ detrimentum. Ecclesiastica enim tribunalia misericordiam æquè ac justitiam fovent, atque id præcipuè spectant, ut delinquentes ad bonam frugem convertantur.

XIII. Illud præterea, veluti significando, indicavimus, nonnisi canonicis remediis procedendum esse in extirpandis abusibus, etiam cùm reverà tales esse comprobentur. Utque à sollicitationis materiâ, quæ prædictarum constitutionum objectum est, minimè recedamus, cùm olim in quibusdam regionibus quæ turbulentis et factiosis hominibus refertæ erant, evenisset ut in ipsâ sacramentali confessione pœnitentes à confessariis sollicitarentur ad tumultuandum et rebellandum adversùs legitimum dominum, qui hujusmodi locis, urbibus, aut regnis actu imperabat; non defuerunt ecclesiastici præsules, tantâ impietate commoti, qui censerent et affirmarent, ac etiam propositis edictis decernere vellent pœnitentes ita sollicitatos teneri coram legitimo ecclesiastico judice confessarios ad prædicta sollicitantes denuntiare; non solùm quia hujusmodi sacerdotes in fide suspecti habendi erant propter Sacramenti abusum, verùm etiam quia fundamentum prædictarum constitutionum, quæ statuunt sollicitatos in confessione ad venerea sollicitantem denuntiare debere, cùm sit irreverentia et contemptus quem hic erga Sacramentum ostendit, simili causâ æquè militat adversùs eos qui in confessione pœnitentes sollicitant ad alterius generis crimina, adeòque etiam ad seditiones atque tumultus. *Ille quoque graviter peccat, nec levem contrahit malæ credentiæ suspicionem, qui in Sacramento confessionis vel ad venerem, vel ad quæque flagitia, seu peccata, provocat confitentem; et propterea jure etiam optimo judicio inquisitorum subjectus est;* verba sunt Peniæ in Commentariis ad directorium Eymerici, p. 2, comment. 81, ad q. 56. Cui pariter sententiæ suffragantur Rodericus à Cunâ, in tract. de Confessar. sollicit., q. 2, n. 20, et q. 8, n. 9; Sanchez, in suis Select., disp. 11, n. 23; Trimarca, de confessar. Abus. Sacram. Pœnit., disput. 14, sect. 3, n. 15 et seq.

XIV. Sed, cùm pontificiæ constitutiones, superiùs laudatæ, de confessariis duntaxat qui sollicitant ad inhonesta vel turpia, loquantur; cùmque hoc delictum frequentius esset et sæpiùs in tribunali pœnitentiæ committeretur, quàm alia alterius generis (atque utinam adhuc identidem admitti non pergeret), ideòque pontifices huic potissimùm occurrere voluerint; denique cùm ageretur de extensione à casu ad casum in re pœnali; hinc factum est ut neque laudari neque probari meruerit consilium dictorum præsulum, qui Constitutiones apostolicas ad alia crimina præter ea quæ expressè in illis enuntiantur, extendere cogitabant, atque decernere ut, sicuti sollicitatus ad venerea in confessione confessarium sollicitantem denuntiare tenetur, nec, nisi expletâ hujusmodi denuntiatione, aut saltem datâ fide de eâ adimplendâ, peccatorum suorum absolutione donari potest; et sicuti adversùs confessarios ad præmissa sollicitantes proceditur cùm testium singularium depositionibus; ita pariter agendum esset in casibus quibus pœnitentes à confessariis sollicitarentur ad crimina diversi generis, quæ ad carnis concupiscentiam non referuntur. His rationum fundamentis innititur sententia priori contraria, cui doctores communiter suffragantur. Consuli possunt Carena, Diana, Bonacina, Homobonus, Bossius, Sanctarellus, et alii, quos allegat et sequitur beatæ memoriæ card. Cozza in suis Dubiis selectis de hâc sollicitationis materiâ, dub. 1.

LIBER SEPTIMUS.

DE HIS QUÆ CAVENDA SUNT IN CONSTITUTIONIBUS SYNODALIBUS, AC DE PERTINENTIBUS AD SACRAMENTA BAPTISMI, CONFIRMATIONIS, POENITENTIÆ ET EUCHARISTIÆ.

Ne factæ ab episcopo synodales constitutiones viribus careant, aut interpositæ ab illis appellationes earumdem executionem retardent, plurima detegemus vitia ob quæ sæpiùs illas aut rescissas aut saltem impugnatas vidimus, cùm in minoribus constituti sacris Urbis congregationibus studium operamque nostram navavimus. Et quoniam hæc præcipua causa fuit cur huic nostræ lucubrationi manus admoveremus, nimirùm ut episcopos de iis moneremus à quibus in suis constitutionibus cavere debeant, idcircò in hâc re elucidandâ diutiùs immorabimur.

CAPUT PRIMUM.

De cavendis quoad quæstiones nondùm definitas; ubi de quæstione, an sit de jure divino residentia quoad habentes curam animarum.

I. Sapienter monet Fagnanus, in cap. *Sicut olim*, n. 82, de Accusat., ne in provincialibus synodis facilè quæstiones decidantur inter catholicos doctores controversæ, et à Sede apostolicâ hactenùs non definitæ : *In rebus dubiis et de jure controversis non facilè definitiones fiant, præsertim ubi grave aliquod præjudicium parari potest, velut in materiâ Sacramentorum enodandâ, aut explicandis casibus usurarum, et aliorum vitiorum, quibus timoratæ conscientiæ irretiri possunt.* Minùs itaque erunt illæ definiendæ in Synodis diœcesanis, aut quidquam in harum constitutionibus dicendum, quo statui videatur quid de illis sentiendum sit.

II. Cùm sacræ congregationis concilii secretarii munere fungebamur, quidam episcopus, prudentiâ ac doctrinâ præclarus, atque amicitiæ necessitudine nobis conjunctus, suas ad nos misit constitutiones, quas paraverat, in suâ futurâ synodo mox promulgandas. In his animadvertimus parochis aliisque animarum rectoribus continuam inter suas oves residentiam præcipi et commendari, utpote quæ iis injuncta esset jure naturali et divino; quod insuper dicebatur, à concilio Tridentino jam definitum. Præsulem amicè admonuimus ut suos parochos quidem ad assiduam residentiam pro viribus excitaret, sed abstineret à jure determinando, è quo residentiæ obligatio oriatur; quale enim hoc sit, divinum ne, an merè ecclesiasticum, disputant theologi, et adhuc sub judice lis est. Nostris monitis morem gessit episcopus, è suâ constitutione verba expungens quæ nobis displicuerant; sed simul nobis significavit sibi innotuisse controversiam jampridem inter theologos exagitatam, sed eam existimâsse à concilio Tridentino decisam, sess. 23, cap. 1 de Reform., iis verbis : *Cùm præcepto divino mandatum sit omnibus quibus animarum cura commissa est, oves suas agnoscere, pro his sacrificium offerre, verbique divini prædicatione, Sacramentorum administratione, ac bonorum omnium operum exemplo pascere..., quæ omnia nequaquàm ab iis præstari et impleri possunt, qui gregi suo non invigilant, neque assistunt, sed mercenariorum more deserunt*, etc.

III. Ut amico præsuli plenè satisfaceremus, hæc nos illi reposuimus. Indubitatum est assiduæ residentiæ onus cunctis animarum pastoribus incumbere, illudque à conciliis et Patribus frequenter inculcari, quod, longâ contextâ canonum serie, fusè ostendunt Bartholomæus Caranza, opusc. de Resid. episc., cap. 7, et Thomassinus, de vet. et nov. Eccl. Discipl., parte 2, l. 3, à cap. 30 usque ad 35; sed non ita certum est jus à quo illud promanet; contendentibus plerisque residentiam à jure divino esse episcopis et parochis imperatam; aliis ex adverso ejus obligationem ad jus merè ecclesiasticum referentibus. De hâc controversiâ acriter disceptatum fuit in concilio Tridentino ante sess. 6, sub Paulo III; sed ea vehementiùs recruduit sub Pio IV, in conventibus habitis ante sess. 19 et 23, ac tanto studio in utramque partem versata est ut plura pro utràque sententiâ exarata fuerint opuscula, quæ prodierunt Venetiis anno 1562, impressa typis Jordani Zileti. Cùmque dissidentes inter se Patres haudquaquàm invicem conciliari potuerint, tandem deliberatum est ut novo quidem decreto cuncti animarum pastores ad residentiam adigerentur, ac severæ pœnæ contumacibus infligerentur; nihil tamen definiretur de jure quo iidem continuè inter suas oves versari tenentur; quinimò ita decretum concinnandum Patres duxêre, ut nihil inde alterutri sententiæ detraheretur; quæ omnia enarrantur à cardinali Pallavicino, in Histor. Concil. Trid., l. 7, c. 6; l. 16, c. 4; l. 21, c. 12. Hanc Tridentini mentem cùm perspectam habuerit Pius IV, in allocutione habitâ ad cardinales et episcopos, kalendis martii 1564, quæ extat in actis consistorialibus, agens de residentiâ à concilio Lateranensi sub Innocentio III atque à Tridentino animarum pastoribus novis sanctionibus injunctâ, hæc ad rem subdidit : *Licèt verò neque in illo neque in isto concilio clarè definitum sit an residentia de jure divino esse censeatur, quod neque etiam nos nunc ex improviso definire audemus.*

IV. Non ignoramus quosdam præstantissimos doctores contendere quæstionem de quâ est sermo, etsi clarè et expressè definita non fuerit, esse nihilominùs virtualiter et implicitè, ut aiunt, à concilio Tridentino decisam, quod hâc argumentatione manifestè confici arbitrantur : quo quisque jure obligatur ad finem, ad ea pariter obligatur quæ ad assequendum finem sunt necessaria; atqui episcopi cæterique animarum rectores, juxta Tridentinum, jure divino obligantur ad pascendum sibi commissum gregem; atque ad pascendum, uti decet et oportet, est necessaria residentia, quemadmodùm idem Tridentinum declarat; igitur jure divino iidem ad residentiam obligantur. Sed difficultas est in alterâ parte secundæ propositionis, quam minorem vocant; etenim non dixit Tridentinum non posse oves pascere, qui non resident, sed *qui gregi suo non invigilant, neque assistunt, sed mercenariorum more deserunt;* hæc autem verba commodè referri queunt ad animum, cùm verè intelligatur gregi suo invigilare, assistere, eumque non deserere, qui, etsi absens sit corpore, illius tamen regimini et tutelæ sedulo excubat animo, juxta illud Apostoli 2 ad Corinth. 11 : *Instantia mea quotidiana, sollicitudo omnium Ecclesiarum.* Quamobrem aliquot ex Tridentinis Patribus, qui prædictis decreti verbis obstiterant, metuentes ne illis controversia decidi et residentiæ præceptum juri divino ascribi videretur, eorumdem verborum sensu penitùs inspecto, postea acquieverunt; quod pariter refert laudatus Pallavicinus, cit. l. 21, c. 12, num. 5. Ad hæc, docet S. Thomas, 2-2, quæst. 185, art. 5, in corp., in quâlibet obligatione præcipuè spectandum esse obligationis finem; cùm autem finis propter quem animarum pastoribus residentia præcipitur, sit spirituale bonum animarum quibus præsunt, exinde concludit Angelicus quòd, si eumdem finem assequi possint in absentiâ, tunc licitè se à suis ovibus iidem subducere queant. Et profectò, si residentiæ præcepto non satisfacit qui ita inter suas oves versatur ut animo ab illis absit, nullam gerens earumdem curam; quia tali pacto finem contemnit propter quem residentia ei imperatur, sicuti sapien-

tissimè perpenderunt Patres concilii Aquileiensis anni 1596, rubricâ 5 : *Quod de episcoporum residentiâ à sacro concilio Tridentino et summorum Pontificum constitutionibus cautum est, hoc non est intelligendum, ut præsentiâ assideant, nihil præterea agant, cùm ex sacris canonibus residentia sit accipienda in eum sensum, ut sit laboriosa, non otiosa; id quod duobus præsertim Tridentinæ synodi verbis egregiè exprimitur : ut pascant, et regant*, etc.; Collectionis Harduini tom. 10, col. 1886, ob oppositam rationem censebitur residentiæ præceptum adimplere qui etsi à suis ovibus corpus subducat, animo tamen iisdem adest, et finem obtinet illas pascendi et regendi, ad quem localis pastoris præsentia dirigitur.

V. Hanc eamdem S. Thomæ ratiocinationem prosequentes illi Tridentini Patres, qui residentiæ onus à solo jure ecclesiastico impositum affirmabant, adhuc clariùs eam expoliverunt atque exemplo illustrârunt, apud eumdem Pallavicinum, l. 16, c. 4, n. 15. Contingit aliquando, aiebant, adeò exiguam esse diœcesim cui episcopus præest, tamque angustis limitibus coarctari, ut à loco suæ diœcesi finitimo meliùs ipse et commodiùs suas oves pascere et regere queat, quàm possit alius residens in amplissimæ diœcesis centro ; si itaque in residentiæ obligatione, juxta doctrinam Angelici, spectandus est obligationis finis, non potest dici quòd residentiæ præcepto non obtemperet qui in prædicto loco degit, unde pusillo suo gregi æquè eminere ac prospicere potest ac alter qui in amplissimæ suæ diœcesis præcipuâ urbe commoratur..

VI. Hæc nos amico præsuli scripsimus eo duntaxat consilio, ut sibi persuasum haberet non esse à Tridentino definitam quæstionem de quâ loquimur, sicuti ipse opinabatur; non autem ut illum distraheremus à sententiâ quæ residentiæ obligationem jure naturali et divino animarum pastoribus injunctam defendit ; ultrò enim fatemur hanc sententiam communiorem esse, eique ferè omnes calculum adjecisse, qui post Tridentinum scripserunt, tam theologos quàm canonistas, inter quos Sotus, lib. 10 de Justitiâ et Jure, q. 3, art. 1 ; Bellarminus, epist. ad Theanensem episcopum nepotem suum, post editionem Coloniensem anno 1619, aliasque rursùm vulgatas, post Acta legationis Helveticæ cardinalis Passionei ; Vasquez, opusc. de Benefic., c. 4, § 2, n. 121 ; Lessius, l. 2 de Just. et Jur., c. 34, n. 153 ; Azorius, Inst. moral. p. 2, l. 7, cap. 4, q. 1 ; Caranza, cit. tract. de Resid. episcop., c. 2 ; Navarrus, Manual. c. 25, n. 121 ; Gonzales, in cap. *Relatum*, de Cler. non resid., n. 6 et seq. ; Fagnanus, in cap. *Ex parte*, eod. tit. n. 21 et seq. ; Zoesius, ad eumd. tit., n. 2 ; Zypæus, num. 7 ; Pirhing., n. 11, aliique innumeri.

VII. Quod autem accidere posse numero præcedenti indicavimus, id reipsà contingit in sex episcopis cardinalibus, Ostiensi, Portuensi, Sabinensi, Albanensi, Prænestino, et Tusculano, qui, ut omnibus notum est, in collegio S. R. E. cardinalium principem locum obtinent, suppresso per Callistum II septimo episcopatu suburbicario, sanctarum videlicet Rufinæ et Secundæ, seu Sylvæ Candidæ olim nuncupato, cujus cathedram et diœcesim idem pontifex Portuensi ecclesiæ perpetuò univit. Sex hujusmodi episcoporum diœceses urbi Romæ admodùm proximæ sunt, ac penè contiguæ, sed tamen à diœcesi Romanâ verè distinctæ et separatæ, ut etiam colligere licet ex nostrâ constitutione 115, § 21, Bullarii nostri tom. 1. Cùm verò prædicti episcopi cardinales in ipsis diœcesibus non resideant, sed Romæ moram ducant, summo Pontifici assistentes, et Apostolicæ Sedis servitiis addicti, licèt aliquando ad visitandas easdem diœceses se conferant, ut alibi videbitur, sicque à residentiâ in propriis diœcesibus ex dispensatione pontificiâ plerùmque absint ; hinc aliquis argumentum desumere posset ut sustineret residentiæ debitum non à præcepto divino, sed ab ecclesiasticâ institutione provenire. Neque porrò ullum nobis onus incumberet huic argumento respondendi, cùm nos nec uni nec alteri ex præmissis sententiis adhærere professi simus. Sed, quoniam diximus communiorem post Tridentinum esse opinionem illam quæ residentiæ præceptum jure divino desumit, silentio minimè prætereundam censemus responsionem quæ dari posset ab hujus sententiæ propugnatoribus : nimirùm, cardinales episcopos suburbicarios dùm in urbe resident, ut Romano Pontifici et Ecclesiæ universalis negotiis operam præstent, satisfacere debito residentiæ, si non materialis, at saltem formalis ; quod quidem summâ facilitate adimplent ob parvam diœcesium sibi commissarum ab Urbe distantiam ; Romanum verò pontificem, dùm sciens et prudens id fieri patitur, et tacitam ipsis dispensationem à residentiâ materiali concedit, non eos quidem à legis divinæ vinculo absolvere, sed interpretando definire divinam legem illos in casu de quo agitur, ob adjunctas rerum circumstantias, nequaquàm astringere. Et hæc sanè responsio conformis est doctrinæ S. Thomæ, in quodlibet. 9, art. 15, cui post Covarruviam, Sotum et Vasquez, plenissimè adhæret Fagnanus, in cap. *Ex parte*, num. 57 et seq., de Clericis non resident., quamque etiam latè exornat Hurtadus in suis Resol. moral., de Residentiâ, tom. 1, res. 9, n. 29 et seq. Specialiter autem, pro eo quod pertinet ad prædictos sex episcopos suburbicarios, plura habet cardinalis Brancatius in suâ dissertatione de Optione sex episcopatuum.

CAPUT. II.

Iterùm de cavendis quoad quæstiones nondùm definitas ; ubi de eâ, an clerici beneficiarii sint domini vel administratores fructuum suorum beneficiorum.

I. Minùs nobis arrisit quod in aliâ offendimus synodo, ubi, illatâ mentione gravis obligationis quam habent clerici beneficiarii, beneficiorum quæ possident fructus suæ honestæ decentique sustentationi superfluos, erogandi in pauperes, aliasve pias causas, ejusmodi obligationis hæc ibidem afferebatur ratio, nimirùm *quia clerici beneficiarii non sunt prædictorum fructuum domini, sed meri dispensatores;* quanquàm enim commendaverimus consilium episcopi renovandi seu veriùs inculcandi observationem præcepti quo singuli obstringuntur beneficiarii, neutiquàm tamen visa est approbanda adjecta præcepti ratio quâ videbatur assumi quasi decisa controversia, etiamnùm inter doctores agitata, de quâ statim.

II. Quidquid sit, an, juxta priorum Ecclesiæ seculorum disciplinam, ecclesiasticis beneficiis gaudere possent, quibus opulentum suppetebat patrimonium, quod negare videntur Hieronymus, epist. ad Nepotianum ; Julianus Pomerius, de Vit. contemplat., l. 2, c. 9, aliique Patres, congesti à Thomassino, de vet. et nov. Eccles. Discipl., p. 3, l. 3, c. 4, certum est hâc nostrâ tempestate etiam clericis divitiis affluentibus ecclesiastica beneficia conferri ; neque est qui dubitet quin iidem verum dominium habeant redituum quos ex proprio percipiunt patrimonio ; in quorum proinde malâ distributione, aut etiam pravo usu, possunt utique contra alias virtutes, perinde ac laici, non verò contra strictam justitiam peccare.

III. Certum pariter est ante factam divisionem bonorum ecclesiasticorum, debuisse episcopum, ad quem pertinebat eorumdem administratio, partem singulis assignatam fideliter elargiri, nec potuisse absque violatione justitiæ commutativæ pauperes fraudare eâ quartâ parte proventuum, quæ, juxta ejus ævi disciplinam, erat pauperum indigentiis sublevandis destinata ; quod quidem onus ex eâdem profluens justitiæ virtute, iis in locis in quibus nondùm facta est prædicta divisio, etiamnùm incumbit episcopis, abbatibus, aliisve beneficiariis, quorum ecclesiasticis reditibus sunt illi admixti, pauperibus ac ecclesiæ fabricæ juxta priscam institutionem attributi ; ex quibus propterea si aliquid sibi usurpent, sunt injusti rei alienæ detentores, et tenentur ad restitutionem.

IV. Certum denique est, etiam positâ ecclesiastico-

rum bonorum divisione, et assignatâ jampridem pauperibus quartâ parte fundorum ad ecclesiam pertinentium, ex quibus putant doctores erecta et dotata fuisse hospitalia, aliaque instituta opera pia, ad eorumdem pauperum commodum; adhuc nihilominùs teneri clericos beneficiarios, reditus quos ultra sui honestam sustentationem ab ecclesiâ percipiunt, distribuere in pauperes, aliave pia opera erogare, nec posse absque gravi peccato in convivia, ludos, venationes, et similes profanos usus impendere, aut consanguineis elargiri, nisi tanquàm pauperibus, si verè pauperes sint, et tunc, ut minùs egeant, non ut ditescant.

V. Hanc obligationem omnes Ecclesiæ canones aut imponunt, aut omnibus impositam agnoscunt, qui Ecclesiæ militant stipendiis. Canon 37, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 18, inter apostolicos, decernit: « Omnium rerum ecclesiasticarum episcopus curam gerat, et eas administret, tanquàm Deo intuente. Non liceat autem ex eis aliquid sibi vendicare, vel propriis cognatis, quæ Dei sunt, largiri. Sin autem sunt pauperes, ut pauperibus suppeditet; sed non eorum prætextu vendat, quæ sunt Ecclesiæ. » Huic innumeri consentiunt canones collecti à Gratiano, caus. 12, q. 1, aliique quos profert Theophilus Raynaudus, in opusculo cui titulus: Mala è bonis Ecclesiæ, l. 2, sect. 3, n. 12, oper. tom. 12. Et, ne quis hasce Ecclesiæ sanctiones ad solum tempus referri credat, quo nondùm facta erat prædiorum aliorumque fundorum ad ecclesias spectantium divisio, audiat Tridentinum, sess. 25, cap. 1 de Reform., ubi, postquàm episcopos monuit ut modestâ supellectili, mensâ, ac frugali victu sint contenti, iisdem interdicit: « Ne ex reditibus Ecclesiæ consanguineos familiaresve suos augere studeant, cùm et apostolorum canones prohibeant ne res ecclesiasticas, quæ Dei sunt, consanguineis donent; sed, si pauperes sint, iis ut pauperibus distribuant; eas autem non distrahant, nec dissipent illorum causâ; imò, quammaximè potest, eos sancta synodus monet ut omnem humanum hunc erga fratres, nepotes, propinquosque carnis affectum, unde multorum malorum in Ecclesiâ seminarium extat, penitùs deponant. Quæ verò de episcopis dicta sunt, eadem non solùm in quibuscumque beneficia ecclesiastica tam sæcularia quàm regularia obtinentibus, pro gradûs sui conditione, observari, sed et ad S. R. E. cardinales pertinere decernit. » Scimus utique magistrum Lorcam hunc Tridentini locum intellexisse, non de beneficiorum fructibus, seu eorumdem portione Ecclesiæ prælatis aliisque clericis attributâ, sed de bonis immobilibus mensæ episcopalis aliorumque beneficiorum quorum dominium est penes Ecclesiam. At ipsamet allegata Tridentini verba turpiter deceptum Lorcam evincunt: etenim Tridentinum loquitur de illis bonis quibus fas est beneficiariis sublevare suorum consanguineorum, si quâ verè premantur, inopiam; nemo autem dicet unquàm posse in istos conferri bona immobilia præbendarum, quemadmodùm scitè ponderat Sylvius, in 2-2. D. Thom., q. 185, art. 7, concl. 5. Quocirca nullus omninò doctor, præter unicum Lorcam, ausus fuit unquàm eximere beneficiarios à gravi obligatione distribuendi reditus ecclesiasticos suæ honestæ sustentationi superfluos in pauperes, aliave pia et religiosa opera; quod eruditissimus Raynaudus, quo fortassè nullus accuratiùs doctorum placita hâc de re perquisierat, testatum reliquit, cit. loc., inquiens: « Denique nemo planè doctorum dissentit, sive inter theologos scholasticos, sive morales, sive inter jurisperitos, ita ut quamvis jampridem lites et dissidia efferbuerint inter doctores quoad dominium fructuum superfluorum, sitne penes beneficiarios, an penes alios, tamen quoad peccatum grave in dispensatione superfluorum aliter quàm ad pios usus, nemo planè, planè, inquam, nemo dissentiat. »

VI. Hæc, ut diximus, certissima sunt. Verum, quod modò à Raynaudo audivimus, acriter decertatur de titulo, seu causâ è quâ prædicta gravis oriatur obligatio. Plerique, præcipuè ex antiquioribus, eam oriri arbitrantur ex strictâ justitiâ: docent siquidem clericos meros esse administratores, non autem dominos ecclesiasticorum proventuum qui honestæ ipsorum sustentationi supersunt; ac proinde eos impendentes in usus profanos, tanquàm reos violatæ justitiæ, obligant ad restitutionem aut ecclesiæ, aut pauperibus faciendam; idemque restitutionis onus imponunt lusoribus, consanguineis, cæterisque pecuniam à clericis recipientibus quam certò sciunt ex ecclesiastico beneficio illius obvenisse. Ita, præter antiquiores, sentiunt Navarrus, de ecclesiast. Redit., q. 1, monit. 21, n. 1.; Azor. Instit. parte 2, l. 7, cap. 8, § *Prima igitur*, et § *Quod attinet;* Comitolus, Respons. moral. l. 1, quæst. 70 et 71; Moneta, de Distribut., parte 3, quæst. 1, n. 14; Natalis Alexander, Theolog. dogmat. et moral., de Sacram. Ord., l. 2, c. 5, regul. 9 et regul. 10; Genettus, Theolog. moral. tom. 2, tract. 1, de Benefic., cap. 11; continuator Prælectionum Honorati Tournely, tract. de Benefic., cap. 4, art. 3, conclus. 1; cardinalis Capisuccus, in suis Controvers. theolog., controvers. 30, per tot.; sed speciatim § 5 et seq., quorum opinioni præcipuum fundamentum præbent cùm canones asserentes, bona ecclesiastica esse *patrimonium Christi*, sicuti habetur in cap. *Cùm secundum*, de Præbend. et Dignit.; *Res Ecclesiæ est patrimonium pauperum*, ut dicitur in can. final. 16, q. 1; tùm Ecclesiæ Patres, qui furti et rapinæ reos faciunt clericos expendentes reditus ecclesiasticos in profanos usus, inter quos Hieronymus in cap. 3 Isaiæ, vers. 14, in fin., ubi ait: *Rapina pauperum in domibus eorum est quandò replent thesauros suos, et Ecclesiæ opibus abutuntur in delicias; publicasque stipes, quæ ad sustentationem pauperum datæ sunt, vel sibi reservant, vel propinquis distribuunt, et alienam inopiam, suas, suorumque faciunt esse divitias:* Bernardus in epist. 2 ad Fulcon., can. Regul. num. 11: *Quidquid præter necessarium victum, ac simplicem vestimentum de altario retines, tuum non est, rapina est, sacrilegium est:* aliique relati à Thomassino de vet. et nov. Eccles. Discipl., part. 3, lib. 3, à cap. 26 usque ad 35.

VII. Alii ex adverso, attribuentes clericis verum dominium etiam superfluorum reddituum, quos ab ecclesiâ percipiunt, existimant gravem obligationem illos erogandi in pauperes, aliisve piis operibus applicandi, non oriri ex strictâ justitiâ, sed vel ex lege charitatis, et misericordiæ, clericos beneficiarios præ aliis astringente; vel cum cardinali de Lugo, de Justit. et Jur., tom. 1, disp. 4, num. 17, ex virtute religionis; vel cum Lessio, lib. 2, de Just. et Jur., cap. 4, num. 47, et Haunoldo, de Just. et Jur., tom. 1, tract. 4, num. 82, ex positivo præcepto Ecclesiæ: quamobrem prædictos reditus elargientes consanguineis, aliâve ratione dissipantes, à gravi quidem culpâ non excusant, sed à restitutionis onere absolvunt. Hanc sententiam inter cæteros, propugnant Bannes 2-2, quæst. 32, art. 6; Dominicus Soto, de Justit. et Jur., lib. 10, quæst. 4, art. 3; Sylvius, in 2-2 D. Thomæ, q. 185, art. 7, conclus. 4; Molina, tract. 2 de Just. et Jur., disp. 143; Vasquez, de Reditib., cap. 1, § 1, dub. 2; Covarr., in cap. *Cùm in officiis*, de Testam., n. 7; Sarmiento, de Reditib. eccles., part. 4, cap. 6, n. 2; Marsilius, eod. tract., part. 2, cap. 1, 15 et 35; Gonzalez, in cap. *Si quis sanè*, de Peculio clericorum, à n. 6 usque ad fin.; Fagnanus, in eod. cap., à n. 1 usque ad 6; Barbosa, Jur. eccles. lib. 3, cap. 17, aliique ab his allegati, qui suam opinionem duobus potissimùm sustentant argumentis. Primum desumunt ex beneficiorum origine, quod in hunc modum exponunt. Cùm Ecclesiæ proventus, inquiunt, in communi administrabantur, et quarta illorum pars, statis temporibus, in clericos distribuebatur ecclesiæ obsequiis addictos, nemò facilè credet, alterum ex his evenisse; nimirùm vel singulos clericos adeò exiguam redituum portionem, ubique locorum, atque è quâlibet eccle-

siâ participâsse, quæ tantùm ad necessariam sustentationem iisdem sufficeret; vel, si aliquid ultra sui honestam sustentationem perciperent, istius portionis dominium non fuisse penes illos, quibus cæteroquin dabatur in pretium et mercedem laboris. Jam verò, pergunt, cùm, post factam bonorum divisionem, quartæ parti, inter clericos olim dividendæ, subrogatæ sint præbendæ, et subrogatum induat naturam ejus cui subrogatur, necessariò inde consequi videtur, ut unà cum possessione præbendæ, omnium ejusdem præbendæ fructuum dominium beneficiarii consequantur.

VIII. Alterum argumentum eidem opinioni suppeditat Tridentinum, sess. 23, cap. 1, et sess. 24, cap. 12, de Reform., quibus in locis decernit, ut beneficiarii, qui è beneficii loco sine legitimâ causâ diù absunt, aut fidei professionem intra præscriptum tempus emittere negligunt, suorum beneficiorum fructus *non faciant suos*: hinc enim, per argumentum à contrario infertur, quòd, si in loco beneficii resideant, et fidei professionem debito tempore emittant, eosdem fructus *faciant suos*. Facere autem *fructus suos*, idem omninò esse, ac eorumdem dominium acquirere, patet ex cap. unic. de Clericis non resident., in 6, ubi Bonifacius VIII loquens de distributionibus quotidianis, iis duntaxat erogandis, qui divinis intersunt, ait: *Qui verò aliter de distributionibus ipsis quidquam receperit ..., rerum sic acceptarum dominium non acquirat, nec faciat eas suas.*

IX. Neque hujus sententiæ patroni aliquid roboris inesse putant argumentis in contrarium allatis. Ad primum enim reponunt, bona ecclesiastica rectè dici *patrimonium Christi*, quia scilicet Christi intuitu, ejusque amore sunt in Ecclesiam collata, nuncupantur etiam *res Ecclesiæ*, quia beneficialium fundorum dominium penes Ecclesiam est: ac denique appellantur *patrimonium pauperum*: tum quia clericis dantur, qui solis Ecclesiæ stipendiis olim victitabant, eorumque plerique etiamnùm, præter id, quod ab Ecclesiâ percipiunt, aliud non habent, unde valeant sustentari; tum quia singuli beneficiarii gravi obstringuntur præcepto elargiendi pauperibus quidquid ultra propriam sustentationem ex Ecclesiæ bonis acquirunt. Ad allegata autem Patrum testimonia, eos ita locutos, respondent, oratoriâ quâdam exaggeratione, quâ etiam in divites laïcos, pauperum indigentiis non subvenientes, interdùm invehi consueverunt. Hieronymus enim, relatus à Gratiano sub initium distinctionis 42, ait: *Aliena rapere convincitur, qui ultra necessaria sibi retinere probatur*: et Ambrosius, seu quicumque sit auctor sermonis 81, qui inter Ambrosii opera circumfertur, relatus in can. *Sicut*, dist. 47, omnes divitiis affluentes ita alloquitur: « Quis tam injustus, tam avidus, tam avarus, quàm qui multorum alimenta, suum non usum, sed abundantiam, et delicias facit? Neque enim minùs est criminis habenti tollere, quàm, cùm possis et abundes, indigentibus denegare. Esurientium panis est, quem tu detines; nudorum indumentum est, quod tu recludis; et miserorum redemptio est et absolutio, pecunia quam tu in terram defodis. »

X. Porrò tam auctores primæ, quàm secundæ sententiæ, sibi suffragari contendunt Angelicum doctorem. Duplici in loco S. doctor hanc versavit quæstionem, in Quodlibetis nimirùm, et in Summâ. In Quodlibetis, quæ circa annum 1257 ab eo scripta, testantur Echard, de Scriptoribus ordinis prædicatorum, tom. 1, pag. 272, et Touron in Vitâ sancti Thomæ, pag. 153, qui apertè adhæret posteriori sententiæ, etenim quodlibet. 6, quæst. 7, art. 12, ad 3, hæc habet: « Aliter dicendum est de illis ecclesiasticis bonis, quæ principaliter sunt attribuenda necessitatibus pauperum, et ex consequenti necessitatibus ministrorum, sicut sunt bona hospitalium, et aliorum hujusmodi; et aliter de illis bonis, quæ sunt principaliter attributa usibus ministrorum, sicuti sunt præbendæ clericorum, et alia hujusmodi. Nam in primis bonis peccatum committitur non solùm ex abusu, sed etiam ex ipsâ rerum conditione, dùm aliquis in suos usus assumit quod est alterius; et ideò tenetur ad restitutionem, tanquàm defraudator rei alienæ. In secundis verò bonis non committitur peccatum, nisi per abusum, sicut et de bonis matrimonialibus dictum est: unde non tenetur quis ad restitutionem, sed solùm ad pœnitentiam peragendam. »

XI. Post exarata Quodlibeta, suadente Clemente IV, qui mense februario 1265 fuerat pontifex renuntiatus, opera dare cœpit Angelicus suæ conscribendæ Summæ theologicæ, et Secundam Secundæ circa annum 1269 absolvit, uti prosequuntur Echard, loc. cit., et Touron, pag. 203. In hoc autem postremo opere, nempe 2-2, quæst. 185, art. 7, sententiam retractâsse, quam in Quodlibetis docuerat, contendunt plerique ex iis qui primam opinionem propugnant. Verùm, ut ingenuè loquamur, in hoc ipso theologicæ Summæ loco, quem isti doctores sibi favere aiunt, videtur Angelicus doctrinam confirmare quam in citato quodlibeto 6 tradiderat: præmissâ siquidem distinctione bonorum, et disserens de ecclesiasticis proventibus, episcopi sustentationi assignatis, inquit: *De his autem, quæ sunt specialiter suo usui deputata, videtur esse eadem ratio, quæ est de propriis bonis.* Nihilominùs tamen, quia hîc S. Thomas non ita perspicuè, sicut aliàs solet, mentem suam explicuit, ideò Genettus, ne sibi contrarium fateatur Angelicum, cujus doctrinæ est addictissimus, de ejusdem, hâc in re, sententiâ ita cit. loco concludit: « Licèt autem Angelicus doctor singulari quâdam perspicuitate mentem suam utplurimùm aperire soleat, nullumque relinquat de veritate opinionis, et mentis suæ dubitandi locum; fatendum tamen, illum, in hâc quæstione resolvendâ, verbis ita in speciem ambiguis usum esse, ut, etiamsi insigniores illius discipuli significârint, docuerintque, quòd, juxta ejusdem sancti doctoris mentem, beneficiati non possunt esse domini redituum beneficiorum suorum, attamen nonnulli reperti sunt, qui contrario planè modo illius mentem interpretati sunt, et fundamentum suæ sententiæ hauserunt ex quodlibeto 6. »

XII. Aliud suæ opinioni præsidium comparare studuit Natalis Alexander ab auctoritate S. Caroli Borromæi, in cujus concilio Mediolanensi I definitum affirmat, beneficiarios non esse dominos ecclesiasticorum redituum, qui suæ honestæ sustentationi supersunt, eosque in profanos usus impendentes, ad restitutionem ab eodem adactos. Verùm nos, qui nullius partis studio abrepti sumus, nihil ejusmodi à S. Carolo decisum comperimus: etenim in primo concilio provinciali Mediolanensi, ad restitutionem obligantur beneficiarii non satisfacientes oneribus, suis beneficiis impositis, quique reditus ad certos usus, puta ad templorum ornatum, vel ad dotandas virgines, a fundatore designatos, sibi usurpant, aut propriâ auctoritate in alios vertunt usus, de quibus decernitur, Act. eccles. Mediol. part. 1, pag. 39: « Quod si facere omiserint, sed eos fructus sibi vindicare, vel ad alios transferre ausi fuerint, vel in quem debent usum non impenderint, se ex sacris canonibus, et sanctorum Patrum sententiâ, sacrilegii reos esse intelligant, et eorum omnium necessariâ restitutione teneri, neque ullâ omninò, etiam immemorabili consuetudine excusari. » Sermonem postea instituit concilium de ecclesiasticis proventibus, quos interdùm beneficiarii uberiùs percipiunt, quàm ad vitam honestè traducendam propria cujuslibet requirat conditio; et de hisce eosdem beneficiarios in hunc modum alloquitur: « Dubitare non debent ad eum finem hanc copiam illis esse attributam, ut præter ea quæ ad victum et cultum eorum satis essent, suppeterent etiam, quibus divini cultûs ornatus, et splendor conservaretur, et pauperum inopia et indigentia sublevaretur. » Monet deinde, ac per viscera misericordiæ Jesu Christi obtestatur clericos, quibus annui reditus redundant, ne hisce abutantur

in augendis consanguineis, aut in nutriendâ vanitate, et luxu fovendo; sed ut memores propriæ obligationis, illos pauperibus distribuant, nullâ tamen factâ mentione justitiæ, imò potiùs solâ indicatâ lege charitatis, quâ ad id faciendum obstringantur : ait quippe : « Ex eo verò, quod supererit, si necessaria pauperibus alimenta denegârint, intelligant se quos non paverint occidisse; atque ob violatam sanctissimæ charitatis legem, mortale peccatum commisisse, quo sibi iram in die iræ thesaurizaverunt. »

XIII. Quod tamen à S. Carolo decisum negamus, ultrò concedimus, in nonnullis diœcesanis aliorum episcoporum synodis affirmari, et veluti certum assumi : in synodo quippe Nonantulanâ, anno 1688 habitâ à cardinali de Angelis, legimus : *Superfluos Ecclesiæ reditus in pios usus expendant, memores illorum non esse dominos, sed tantùm commendatarios et administratores* : et in synodo Veliternâ, habitâ à cardinali Cybo anno 1698 : *Quicumque reditus ecclesiasticos possident, noverint res Ecclesiæ nihil aliud esse quàm vota fidelium, pretia peccatorum, et patrimonia pauperum, earumque propterea ministros se esse, non dominos, ut, quod illis superest, in pauperum necessitatibus erogent.* Licèt autem nos ejusmodi episcoporum effata haudquaquàm reprehendamus, cùm liberum illis fuerit sententiam amplecti, quam innumeri theologi laudabiliter propugnant, et tutiorem esse, atque in praxi consulendam, etiam alii, qui pro contrariâ stant, doctores fatentur, inter quos Lessius, de Just. et Jur., lib. 2, c. 4, num. 42, et Duvallius, in 2-2, D. Thom., part. 2, tract. de Charitate, et Eleemosynâ, q. 8, art. 6, attamen consultius existimamus, ut episcopus in synodo abstineat à quæstione decidendâ, suoque calculo adjiciendo alteri ex controversis inter Catholicos opinionibus. In hoc autem proposito nos obfirmant Patres concilii Tridentini; scimus etenim, enuntiatum decretum, sess. 25, c. 1, de Reform., quo interdicitur episcopis, ne ex reditibus Ecclesiæ consanguineos, familiaresque suos augere studeant, ita priùs fuisse efformatum, ut ejusmodi prohibitionis hæc ibidem adduceretur ratio, videlicet, quia *ecclesiasticorum proventuum dispensatores tantùm sunt* : et tamen hæc postrema verba in generali congregatione, habitâ die 23 novembris 1563, visa sunt Patribus expungenda, et reipsà expuncta sunt; quoniam cardinalis à Lotharingiâ archiepiscopus Remensis, Petrus Guerrerus archiepiscopus Granatensis, aliique præsules illis intercessêre, ne detrimentum afferrent sententiæ, ut ipsi aiebant, valdè communi, quæ ecclesiasticorum etiam superfluorum proventuum dominium beneficiariis attribuit. Rem totidem ferè verbis narrat cardinalis Pallavicinus, Hist. conc. Trident. l. 24, c. 3, n. 4, neque inficiatur Paulus Sarpi, ejusdem concil. Hist. l. 8, quamvis, ut indulgeat suo genio aut impugnandi, aut saltem obscurandi veritatem, decreto obstitisse asserat, non cardinalem à Lotharingiâ, neque archiepiscopum Guerrerum, sed episcopum Sulmonensem; quod tamen falsum esse, fatetur etiam modernus auctor, qui Sarpi Historiam in Gallicum sermonem vertit, eodem quo Sarpus, infectus veneno lividis notis aspersit, uti legere est tom. 2, pag. 724, num. 22. Quocirca, si concilii Tridentini Patres noluerunt quæstionem attingere inter Catholicos exagitatam, jure meritòque nos consulendum duximus episcopis, ne illam in suis synodis definiant, aut tanquàm definitam assumant.

XIV. Urgeant ipsi, et inculcent suis clericis, ex Ecclesiæ stipendiis victitantibus, gravem obligationem, quam habent elargiendi pauperibus, aliisve piis usibus applicandi, sibi redundantes ecclesiasticos reditus; sed adhuc latentem hujus obligationis originem non investigent : ut enim aiebat cardinalis Bellarminus, in epistolâ ad Theanensem episcopum nepotem suum, controv. 8 et 9, parùm refert determinare, unde illud proveniat gravis obligationis vinculum, quo cæteroquin omnes beneficiarios obstringi, indubitanter scimus : *Non disputo*, inquit Bellarminus, *quæstionem illam, an prælati sint verè domini redituum ecclesiasticorum, et an teneantur restituere, quæ malè expenderunt. Parùm enim refert, utrùm prælatus damnetur ad inferos, quia peccavit contra justitiam, an quia peccavit contra charitatem, non benè distribuendo facultates suas. Solùm quæro, in quos usus debeat expendere suas ecclesiasticas facultates, ut non amittat vitam æternam.*

CAPUT III.

Regula in præcedèntibus capitibus tradita limitatur.

I. Accidit interdùm, rem aliquam in quæstionem adduci nondùm ab Ecclesiâ definitam, et nihilominùs integrum esse episcopo, aliquid de illâ decernere, citra violationem regulæ, quam modò tradidimus : etenim aliquando totius controversiæ cardo unicè vertitur circa jus commune, quo solùm inspecto, disputant theologi, utrùm aliquid fieri liceat, necne; cæterùm nullus eorum abjudicat episcopo potestatem, illud suo peculiari statuto inhibendi, quod plerique contendunt esse à jure communi permissum. Rem pandunt quæ subnectimus exempla. Percurrenti diœcesanam synodum Neapolitanam, celebratam à cardinali Pignatello, poterit, primo aspectu, decisa videri controversia, magnis animorum motibus inter doctores agitata de quâ nos agimus in nostrâ Inst. 15, n. 20 et seq. In eâ quippe synodo, part. 1, c. 9, n. 4, sancitum legitur, ecclesiastici jejunii sanctitatem ab iis quoque servandam, quibus, valetudinis causâ, esus carnium in quadragesimâ, aliisque esurialibus feriis indulgetur; quod tamen apud theologos est in quæstione positum. Verùm, re sedulò examinatâ, controversiæ decisionem ex ejusdem synodi verbis minimè inferri, animadvertimus : in eâ siquidem non dicitur, ecclesiasticum jejunium cum carnium esu ritè componi, quod plures negârunt theologi, qui res morales per analogiam ad physicas explicantes, sibi animo fixerunt ecclesiasticum jejunium instar compositi physici, quod destrui necesse est, si vel una corruat ex partibus ejusdem essentiam constituentibus; sed, abstrahendo ab hâc quæstione jejunium, etsi non integrè, ac sicuti ab Ecclesiâ præcipitur, suo tamen modo servare in eâ synodo jubentur, quos à carnibus abstinere ægra valetudo non permittit; quod et ab aliis diœcesanis synodis, Lucanâ videlicet, Adjacensi, et Aleriensi, sanctissimè constitutum, ibidem asseritur : in quarum præsidium adduci etiam potuissent Acta Ecclesiæ Tarantasiensis, edita ab Anastasio Germonio, ejusdem urbis archiepiscopo, in suâ diœcesanâ synodo, ubi, ad tit. de Observ. jejun., l. 3, cap. 2, hæc habentur : « Nos autem, qui dispensantem hùc solum spectare intelligimus, ut, quantùm fieri potest, à malè affectis corporibus pericula ex noxiorum ciborum usu imminentia avertantur, non videmus, cur dispensatus (quamvis carnes edere licitè possit) ab hoc tamen, saluberrimo Ecclesiæ præcepto excusari possit; imò, cùm ex robustiore alimento valentior factus, faciliùs jejunaturus præsumatur, nihil obstare putamus, quin et ipse, sicut cæteri Christiani, tempore jejunii semel tantùm in die, horâque ab Ecclesiâ præscriptâ, cibum sumere debeat; cùm et inter celeberrimos theologos non desint, qui se idem sentire scriptis mandaverint. » Neque verè quempiam inficiari arbitramur, posse episcopum ad unicam saltem comestionem præcepto obstringere, quos adversa valetudo ab aliâ jejunii parte, quæ est abstinentia à carnibus, absolvit; præsertim cùm summi pontifices Clemens XI, Innocentius XIII et Benedictus XIII, in edictis quæ tanquàm episcopi Romani per cardinalem suum in Urbe vicarium super observatione quadragesimalis jejunii, singulis annis, ut moris est, promulgârunt, id ipsum Romæ fieri præceperint; ad quæ edicta allusit laudatus cardinalis Pignatellus, præfatam synodalem constitutionem ita exorditus : *Quia verò Apostolicæ Sedis,*

magisterio Spiritûs sancti edoctæ, præceptionibus, et institutis saluberrimis admonemur, etc. Sed supervacaneum est de hâc re pluribus disserere; quoniam nos, postquàm supremum Petri solium conscendimus, sinentes theologos in suis speculationibus tempus terere, ecclesiastici jejunii, hominum intemperantiâ, fatiscentem disciplinam, quantùm fert conditio temporum, pro viribus sustentare curavimus, injungentes episcopis, ne ulli permittant diebus quadragesimæ, valetudinis causâ, carnibus vesci, nisi adjectâ lege religiosè servandi alteram jejunii partem, quæ consistit in unicâ comestione; quod patet ex nostris apostolicis litteris, quæ extant in tom. 1 nostri Bullarii 19, 27, 55, 99.

II. Simile judicium ferendum est de aliis synodalibus constitutionibus, quibus severè interdicitur, ne dominicis, aliisque festis diebus, exerceantur negotiationes, neve fiant publicæ nundinæ, sive annuæ, sive hebdomadariæ, quemadmodùm non solùm cautum reperimus in synodo provinciali Cameracensi II, tit. 4, cap. 2, et Mechliniensi I, tit. de Festis, cap. 3; verùm etiam, teste Van-Espen, Jur. Eccles. univers. p. 2, tit. 17, cap. 4, num. 15 et 16, statutum legitur in aliis pluribus synodis diœcesanis Belgii, nimirùm Buscoducensi, tit. 12, cap. 2; Tornacensi anni 1645, tit. 3, cap. 7; et Yprensi anni 1609, tit. 6, cap. 1, quibus ex Italicis addimus synodum Lauretanam, habitam à cardinali Româ anno 1626; Senogalliensem, habitam à cardinali Antonio Barberino 1527; Sutrinam, celebratam à cardinali Julio Spinulâ 1671; Farsensem, coactam à cardinali Carolo Barberino 1685; Cæsanatensem, habitam à cardinali Denhoff 1693, aliasque non paucas. Etenim, quanquàm plures reperiantur nimiùm fortassè benigni theologi, qui negotiationem, etiamsi publicè et cum strepitu exerceatur, non accensendam opinentur operibus servilibus, festis diebus vetitis, atque aliquot præterea ex iis cùm inficiari nequeant, nundinas, seu mercatus, ne Deo sacratis diebus fiant, expressè saltem prohiberi in cap. 1, de Feriis; huic tamen præcepto derogatum asserunt per contrariam consuetudinem : uti videre est apud Cajetanum, in Summ., verb. *In festo prohibita*; Sylvestrum, in Summ., verb. *Negotium*, § 2; Navarrum, Manual. cap. 13, num. 8, et Layman, Thelog. moral. lib. 4, tract. 7, c. 2, n. 6, versio : *Dico octavo*. Nihilominùs nullus unquàm ausus fuit negare episcopo potestatem ejusmodi consuetudinem abrogandi, suâque peculiari sanctione interdicendi, ne prædicti profani actus, per quos certè fideles summoperè distrahuntur à divinis, exerceantur diebus festis : quod benè observant Ventrigl., in Prax. rer. eccles., tom. 1, annot. 16, § 1, num. 19; Zaul., ad Stat. Favent., tom. 1, lib. 7, observ. ad rubric. 2, n. 24; Nicol., in Prax. canonic., tom. 1, litt. C, § 1, n. 44.

III. Quamobrem episcopus removens à diebus, Dei cultui specialiter deputatis, aut solemnes nundinas, aut etiam hebdomadarias, nullam definit quæstionem inter theologos controversam, sed suo muneri indubitanter annexam auctoritatem exerit; ad tuendam dierum festorum sanctitatem, quæ per prædictos actus profanatur. De hâc materiâ uberrimè à nobis tractatum est in nostris apostolicis litteris, ad ordinarios ditionis ecclesiasticæ datis 5 novembris 1745, impressis tom. 1 nostri Bullar., 144 in ordine, in quibus, præmissâ distinctione nundinarum annuarum ab hebdomadariis, quas *mercatum* vocant, mercatum diebus festis haberi omninò prohibuimus, annuas verò nundinas, non tam permittendas, quàm, ad evitanda populorum incommoda, ex quàdam conniventiâ, tolerandas duximus, modò non exerceantur iis matutinis, et vespertinis horis, quibus divina officia in ecclesiis celebrantur, quod in iisdem litteris copiosiùs explicatur.

CAPUT IV.

Præcipuè abstinendum à definiendis quæstionibus respicientibus Sacramenta : ubi de intentione ministri requisitâ ad validitatem Sacramenti.

I. Audivimus à Fagnano, illas potissimùm quæstiones in particularibus synodis esse relinquendas intactas, quæ circa Sacramenta versantur. Quoniam autem impossibile foret eas omnes hìc recensere, nonnullas delibabimus, quæ frequentiùs occurrunt.

II. Utque id ordinatim conficiamus, à quæstione exordimur omnia Sacramenta complectente, alias subinde indicaturi ad singula pertinentes. Quæstio est inter theologos, sæpiùs à parochis refricari solita, an et qualis intentio sit necessaria in ministro, ut validum Sacramentum conficiat. Aliquam intentionem, saltem faciendi quod facit Ecclesia, in eo requiri, fidei dogma est : etenim Eugenius IV in suo decreto post concilium Florentinum, tom. 9 Collectionis Harduini, col. 438, septem novæ legis Sacramentis singulatim enumeratis, ait : *Hæc omnia Sacramenta tribus perficiuntur, videlicet rebus tanquàm materiâ, verbis tanquàm formâ, et personâ ministri conferentis Sacramentum cum intentione faciendi quod facit Ecclesia :* et Concilium Tridentinum, sess. 7, can. 11, de Sacramentis in genere, contrarium sentientes anathemate perstrinxit : *Si quis dixerit, in ministris, dùm Sacramenta conficiunt, et conferunt, non requiri intentionem saltem faciendi quod facit Ecclesia, anathema sit.*

III. Nec verò pauca, nec levia sunt rationum momenta, quibus hoc fidei dogma fulcitur : nam in primis Christus Dominus, Sacramentorum novæ legis auctor et institutor, eorumdem administrationem esse voluit actionem humanam : actio autem humana esse non potest, nisi sit libera; nec libera, nisi fiat ex rationis judicio, et cum intentione voluntatis. Præterea actio sacramentalis referri potest ad varios fines : infans quippe potest, ex. gr., aquâ ablui vel ad munditiem corporis, vel ad sanitatem : quamobrem, ut ablutio sit sacramentalis, necesse est, ut ad finem Baptismi determinetur per intentionem abluentis. Demùm, ut Sacramentum validè conferatur, qui illud administrat gerere se debet ut Christi et Ecclesiæ ministrum : ad quod profectò necessarium est, ut illud animo intendat quod Christus instituit, aut facit Ecclesia.

IV. Ex his porrò quæ latè exornant theologi, præcipuè Gregorius de Valentia, tom. 4 Commentarior. theolog. cor., disp. 3, q. 5, punct. 3, colligitur, eum, qui jocosè ac scurriliter Sacramenti ritum celebrat, Sacramentum non conficere, neque validè administrare. Is quippe animum illudendi sibi adesse ostendit, non verò ponendi religiosam actionem, à Christo Domino institutam, ejusque virtute sacratam : quare Lutheri et Calvini error, Sacramenta per jocum administrata nihilominùs rata esse asserentium, primò confixus est à Leone X, anno 1520, cùm inter cæteras hanc quoque Lutheri propositionem proscripsit : *Si per impossibile confessus non esset, contritus, aut sacerdos non seriò, sed joco absolveret, si tamen credat se absolutum, verissimè est absolutus :* et deinde expressè damnatus à concilio Tridentino, cùm cit. sess. 7, tùm sess. 14, cap. 6, et can. 9, de Sacrament. Pœnitent.

V. Nec quemquam movere debet, quod Socrates l. 1 Hist. Eccles., cap. 15, Sozomenus l. 2, cap. 17, aliique ex Rufino scribunt de Alexandro patriarchâ Alexandrino; ei nempe, aliisque episcopis ad concilium congregatis, ratum visum fuisse, ac validum Baptisma, ab Athanasio nondùm ex puerili ætate emerso, cum sociis ludente, collatum. Primò enim, uti nos animadvertimus Instit. 8, multi auctores factum illud non modò revocant in dubium, sed planè inficiantur : quoniam, si Hieronymi Chronico fidem adhibeamus, Alexander ad sedem Alexandrinam non est evectus ante annum 321, et Athanasius, eodem

Sozomeno referente, anno 325, concilio Nicæno, jam diaconus, interfuit, atque insequenti anno Alexandro vitâ functo successit; quocirca explicari non potest, quomodò puer luserit, Ecclesiam Alexandrinam regente Alexandro : et quamvis Alexandrum anno 313 episcopum inauguratum dicamus, uti tradunt Papius, ad ann. 311, n. 26, et Patres Mauro-Benedictini, in Vit. Athanas., tom. 1 oper., part. 1, pag. 3, tunc tamen Athanasium suæ ætatis annum duodevicesimum egisse oportuit, quoniam annorum saltem triginta prædicto anno 326 Alexandrinum episcopum eumdem renuntiatum, ferè communiter eruditi consentiunt; nunquàm enim ei ab Arianis objectum legimus, quòd junior episcopatum arripuisset, ut de Paulino, Hieronymi fratre, narratur; ætas verò duodeviginti annorum ab illis puerilibus nugis jam abhorret, quibus Socrates et Sozomenus Athanasium distentum scribunt. Deinde, etsi res ita se habuerit, nihil tamen exinde ad astruendum hæreticorum errorem conficitur; Athanasium quippe, non irrisoriè, sed seriò Baptisma contulisse eo ritu, quem ab Alexandro episcopo adhiberi viderat, ex eo colligitur, quod iidem historici narrant; eum scilicet, non omnes promiscuè socios, sed solùm catechumenos baptizâsse : cùm autem Athanasium tunc lusisse iidem asserunt, nihil aliud sibi voluisse videntur, quàm eumdem, in re seriò peractâ, oblectamentum animi, tanquàm extrinsecum finem, sibi proposuisse.

VI. Verùm, quanquàm apud Catholicos certissimum sit, in Sacramenti ministro aliquam intentionem requiri saltem faciendi quod facit Ecclesia; valdè tamen inter eosdem disputatur de hujus intentionis objecto, seu quid illud sit ad quod ferri debeat ejusmodi intentio, quam omnes necessariam fatentur. Ambrosius Catharinus, è Dominicanorum familiâ, episcopus Minorensis, et postea archiepiscopus Compsanus, in opusc. de Intentione ministri, contendit, ad Sacramentum validè administrandum, satis esse, ut minister intentionem habeat seriò perficiendi ritum externum, qui ab Ecclesiâ adhibetur : atque ideò, etiamsi suam intentionem retineat, aut interiùs dicat, se nolle facere quod facit Ecclesia, dummodò exteriùs seriò agat, nulloque signo pravam suam voluntatem prodat, ratum, perfectumque Sacramentum ab eo perfici Catharinus propugnat. Catharino præiverant Petrus Cantor, Robertus cardinalis Pullus, Paludanus, Sylvester : eumque postea sunt sectati Salmeron, 1. 1 Comment. in epist. D. Pauli, 3 part., disp. 2; Joannes Marius Scribonius, in Summ. theolog., de Sacram. in genere, q. 6 et 7; Vincentius Comtempsonius, in suo tract. de Sacram. in genere; Hyacinthus Serry, in Vind.; Catharin., Natalis Alexander, Gaspar Juenin, aliique recentiores.

VII. Hæc tamen opinio visa est aliis coincidere cum Lutheri et Calvini doctrinâ, à concilio Tridentino expressè damnatâ; ac propterea non dubitârunt hæresis notam eidem inurere. Verùm hujusmodi censores concilii Tridentini Historiæ se prorsùs jejunos ostendunt : etenim sessio 7, ubi primò impium hæreticorum dogma anathemate confossum fuit, habita est die 3 maii 1547, et laudatum Catharini opusculum, Romæ typis impressum prodiit anno 1552, quin opusculi auctor eâ occasione, in aliquam erroris suspicionem venerit; quapropter cardinalis Pallavicinus, cui Tridentini canones et decreta, eorumque genuinus sensus, ignota profectò non erant, in ejusdem concilii Historiâ lib. 9, cap. 6, n. 2, loquens de sententiâ à Catharino in eodem concilio propugnatâ, hæc habet : *Equidem existimo, Catharini sententiam falsam esse, sed non ideò per Tridentinos canones diserte damnatam; quapropter fas illi fuit affirmare, eam concilio non contradicere;* et lib. 12, cap. 10, exponens decreta Pœnitentiæ Sacramentum spectantia, à concilii Patribus formata, num. 34, ait : *Ex hisce postremis verbis conjicere potest quisquis ea legerit, haud esse expunctam sententiam Catharini, aliorumque theologorum, opinantium, Sacramento, quò ratum sit, sufficere in ministro voluntatem seriò agendi et obesse tantùmmodò jocum, quem Sacramentum suscipiens cognoscere possit.*

VIII. Quamobrem melioris judicii theologi Catharini opinionem ab hæresis censurâ vindicant, latumque inter illam ac Lutheri et Calvini doctrinam discrimen intercedere demonstrant, præsertim Vasquez, in 3 p., tom. 2, disp. 158, cap. 2 et 3; cardinalis de Lugo, de Sacrament., disput. 8, sect. 2, num. 15; Natalis Alexander, Theolog. dogmat. et moral. tom, 1, lib. 2, de Sacramentis in genere, c. 7, art. 3, reg. 1; Juenin, de Sacram., dissert. 1, q. 5, cap. 2, art. 3, § 1. Quin imò Marcus Antonius, de Dominis, l. 5, de Republic. eccles., cap. 12, § 12 et 13, ubi perversum hæreticorum errorem astruit, Catharinum à suâ sententiâ prorsùs alienum agnoscit et fatetur. Negari tamen haud potest, grave vulnus præfatæ opinioni inflictum ab Alexandro VIII, à quo die 7 decembris 1690, hæc inter alias propositio damnata fuit : *Valet Baptismus collatus à ministro, qui omnem ritum externum formamque baptizandi observat, intùs verò in corde suo apud se resolvit : Non intendo facere quod facit Ecclesia.* Sed nihilominùs à damnationis telo illam defendere conantur Juenin, cit. loc.; Serry in citatis Vindiciis, pag. 109; auctor oper. de Re Sacram., pag. 113, aliique, confixam propositionem intelligendam rati, cùm ritus externus aut non seriò, sed joco, et mimicè peragitur, aut ab illo exercetur, qui aliunde, hoc est, ab aliquâ exteriori circumstantiâ, puta à Sacramenti postulatione, non determinatur ad agendum nomine Ecclesiæ, seu tanquàm Ecclesiæ minister : ultrò enim admittit Juenin, non validè baptizare, qui à nemine postulatus domi infantem abluit cum expressâ Sanctissimæ Trinitatis invocatione, si intra se deliberet id quod fert propositio damnata : *Non intendo facere quod facit Ecclesia.*

IX. Verùm, utut hæc res coram Deo se habeat, nulla usque adhuc de eâ emanavit expressa Apostolicæ Sedis definitio. Quamvis igitur communior sit sententia exigens in ministro intentionem vel actualem, vel virtualem, faciendi non solùm ritum externum, sed id quod Christus instituit, seu quod facit Ecclesia, et hæc, veluti tutior, sit omninò servanda in praxi; non tamen episcopi priorem opinionem reprobare, atque ad hanc posteriorem, etiam theoricè tuendam, suos diœcesanos adigere : causas quippe majores, difficilioresque quæstiones, fidem aut disciplinam spectantes, ad Apostolicam Sedem deferendas statuit perpetua Ecclesiæ consuetudo, ab Innocentio III in cap. *Majores*, de Baptismo, confirmata. Quare, si constet quempiam aut Baptismum contulisse, aut aliud Sacramentum ex iis, quæ iterare nequeunt, administrâsse, omni adhibito externo ritu, sed intentione retentâ, aut cum deliberatâ voluntate non faciendi quod facit Ecclesia, urgente quidem necessitate, erit Sacramentum iterùm sub conditione perficiendum; si tamen res moram patiatur, Sedis Apostolicæ oraculum erit exquirendum, quemadmodùm ad Severum Scholasticum Constantinopolitanum faciendum scripsit Ferrandus, Ecclesiæ Carthaginensis diaconus, in difficili quæstione, quâ tunc Ecclesia fatigabatur, doctis, indoctisque in varias partes scissis, inquiens : *Interroga, vir prudentissime, si quid veritatis cupis audire, principaliter Apostolicæ Sedis antistitem, cujus sana doctrina constat judicio veritatis, et fulcitur munimine auctoritatis :* tom. 9 Biblioth. Patrum, pag. 509. Quod semel monitum volumus, ut regula sit etiam pro aliis controversiis quas mox commemorabimus.

CAPUT V.

Nonnullæ recensentur quæstiones, spectantes Sacramentum Baptismi, à quibus in synodo definiendis est abstinendum; ubi de Baptismo collato infanti in matris utero latitanti, necnon infanti qui aliquam sui partem ex utero matris emisit.

I. Nemo sit qui putet nos extra propositum vagari, cùm de singulis Sacramentis, atque interdùm etiam

prolixiùs disserimus : etenim, quanquàm nobis in animo non fuerit, tractatum de Sacramentis elucubrare, attamen, quia plerùmque episcopi in suis synodis de quolibet Sacramento specialem sermonem instituunt, nostri instituti esse arbitramur, difficultatum scopulos, in singulis latentes, iisdem detegere, per quos medii incedere debeant, neque in unam, alteramve partem deflectere, ne secùs in legem delinquant, quam à Fagnano didicimus, suamque synodum eruditorum hominum dicteriis exponant.

II. Post indicatam igitur controversiam omnibus Sacramentis communem, nonnullas statim offendimus quæstiones, ad Sacramentum Baptismi peculiariter pertinentes, quas in synodalibus constitutionibus præstat potiùs præterire, quàm enodare. Certum est, infantem in matris utero ita latitantem, ut nulla ejus pars aquâ perfundi queat, baptizari non posse, nec ei quidquam prodesse, quod nonnulli hæretici olim sunt arbitrati, si ejus loco, matris corpus abluatur, quemadmodùm, lib. 6 contra Julianum, c. 5, disertè tradit Augustinus, relatus in can. 114, de Consecrat., distinct. 4 : « Si ad matris corpus id, quod in eâ concipitur, pertineret, ita ut ejus pars deputaretur, non baptizaretur infans, cujus mater baptizata est, aliquo mortis urgente periculo, cùm eum gestaret in utero. Nunc verò, cùm etiam ipse baptizatur, non utique bis baptizatus habebitur. Non itaque ad maternum corpus, cùm esset in utero, pertinebat : » et prosequitur D. Thomas, 3 part., quæst. 68, art. 11. At quæstio est, an reserato materni uteri ostio, quod puerperii initio contingit, validè baptizetur infans, cujus corpusculum, etsi nullâ suî parte in lucem prodierit, aquâ nihilominùs, saltem per siphunculum tingi potest. Mirum est, quantùm in hâc quæstione varient doctores. Validè eum baptizari affirmant Victoria, in Summ. de Sacram., q. 32; Suarez, in 3 part., disp. 2, q. 68, sect. 6, art. 11, in comment.; Gregorius de Valentiâ, tom. 4, disput. 4, q. 1, punct. 2, § *Tertiò sequitur;* Chapeaville, de Casibus in peste, c. 2, q. 10, sub fin.; quibus ex recentioribus adhærent Peguletus in tract. Probabilit., cap. 41 et seq.; Piette, in Elucidat. difficilior. theolog. quæstionum, part. 5, de Baptismo, quæst. 8; Florentius Cocq, de Baptismo, sect. 7; Franciscus Henno, disput. 3, q. 1, conclus. 2; Holzmann, Theolog. mor. tom. 2, tract. 2, cap. 2, art. 2; § 1, n. 137; Sgobar, in Theologiâ radicali, tract. 13, de Baptismo, cap. 5, n. 43; et Gabriel Gualdus, in opusculo de hâc re accuratè conscripto, Patavii impresso anno 1710, et denuò anno 1712, quorum sententiam Theophilus Raynaudus, etsi contrariam sequatur, dicit communissimam. Negant ex adverso idem Raynaudus, opusc. de Ortu infantium per sectionem cæsaream, cap. 6, num. 14, oper. tom. 14; cardinalis de Lauræâ, in 4 sent., tom. 1, de Baptism., disput. 14, art. 4; Martinus Orelli in peculiari de hoc argumento dissertatione; Nicolaus Herminier, de Baptism., cap. 10; Natalis Alexander, Theol. dogmat. et moral. tom. 2, l. 2, c. 7, prop. 2, in fin.; Juenin, de Sacram., dissert. 2, q. 7, cap. 1, art. 2, in fin.; Gibert., Cons. canon. tom. 2, consult. 22, de Baptismo, per tot., et præsertim p. 242 et seq.; cardinalis Gotti, tom. 13, p. 260, et novissimè Joannes Laurentius Berti in suâ Theologiâ, tom. 6, lib. 31, cap. 18. Sed non omnes hujus posterioris sententiæ patroni eidem fidunt argumento. Theophilus Raynaudus validum fatetur Baptismum, collatum infanti è matris utero nondùm egresso, si ad ejus corpus aqua quomodòcumque pertingat; sed hoc nequaquàm evenire posse putat : *Nam*, inquit, *et ipse uterus est admodùm abditus, ac exquisitè occlusus à momento conceptionis usque ad tempus partûs, et intra ipsius uteri latebras fœtus tot undique secundinis circumsepitur, ut nesciam, quâ ratione dici possit, aquam ita esse applicabilem, ut ad fœtum immediatè possit pertingere :* neque ad rem facere autumat Raynaudus, quòd aquâ madefiant secundinæ, quibus infantis corpus involvitur; nemo quippe, ait, censebit, verè baptizatum iri puerum sacco coriaceo inclusum, si aqua soli corio affunderetur, per quod ad pueri corpus non pervaderet.

III. Sed ex duobus, quæ Raynaudus tanquàm certa sumit, primum est evidenter falsum; siquidem ex medicorum, et obstetricum testimonio satis constat, infantem, puerperii initio, secundinarum involucris jam spoliatum, posse intra matris uterum tangi, et tractari : alterum verò est in quæstione positum; quamvis enim ferè communiter doctores concedant, validum non fore Baptismum, si aquâ solæ perfunderentur vestes, quibus baptizandus obtegitur, non omnes tamen idem sentiunt de secundinis, quibus infans à naturâ circumvestitur, hæ quippe censentur quodammodò pars infantilis corporis, quod propterea videtur immediatè ablui, cùm illæ madefiunt : uti præ cæteris ratiocinantur Sylvester, verb. *Baptismus*, 4, quæst. 1, et Vasquez, in 3 part., tom. 2, disput. 145, cap. 4, n. 31.

IV. Quamobrem aliud alii argumentum instaurant, ad evertendum Baptisma, de quo est sermo. Baptismus, inquiunt isti, est Sacramentum regenerationis, et secundæ nativitatis spiritualis cui necesse est ut prima corporis nativitas præcedat; dixit enim Christus Dominus, Joan. 3 : *Nisi quis renatus fuerit denuò :* et rursùm : *Oportet vos nasci denuò :* non potest autem denuò nasci, qui nunquàm antea natus fuit. Eò autem fidentiùs huic argumento insistunt, quia ab Augustino se illud accepisse gloriantur : enimverò non semel S. doctor hâc ratiocinatione utitur ad probandum, natum esse oportere, qui regenerationis lavacro ab originali culpâ est expiandus; lib. enim 2, de peccat. Merit. et Remission., cap. 27, tom. 10 oper., col. 65, inquit : « Sacramentum Baptismi profectò Sacramentum regenerationis est : quocirca sicut homo, qui non vixerit, mori non potest, et qui mortuus non fuerit, resurgere non potest; ita qui natus non fuerit, resurgere non potest; » et epist. 187 ad Dardanum num. 31, tom. 2 oper., col. 688 : « Nec renasci quisquam potest, antequàm natus sit »; et infra : « Non video, quomodò ædificentur homines in domum Dei, ad habendum in se inhabitantem Deum, nisi cùm fuerint renati, quod non possunt esse, antequàm nati; » ac tandem num. 33 : « Si igitur homo regenerari, per gratiam Spiritûs, in utero potest, quoniam restat illi adhuc nasci, renascitur ergo, antequàm nascitur, quod fieri nullo modo potest. » Idem quod Augustinus docet Isidorus, lib. 1. Sentent., cap. 24, relatus in can. 115, de Consecrat., dist. 4 : « Qui in maternis uteris sunt, ideò cum matre baptizari non possunt, quia qui natus adhuc secundùm Adam non est, renasci secundùm Christum non potest. »

V. Verùm has, et similes Patrum locutiones facilè evadunt auctores primæ sententiæ, contendentes, unicum illarum scopum esse, improbare Baptismum collatum matri pro puero, quem in utero gestat; quod quidem Baptisma Augustinus loco paulò ante producto contra Julianum rejecit. Neque urgeri se arbitrantur à ratione petitâ ex allegatis Christi Domini verbis : verè enim, quantùm ad rem attinet, natum aiunt, qui ex additionibus maternæ alvi penetralibus ad uteri ostium decidit, atque obstetricis manibus pertractatur. Hanc porrò responsionem confirmant auctoritate D. Thomæ, qui, cit. quæst. 68, art. 11, in corp., nuper allatis Patrum testimoniis ritè expensis, ideò duntaxat infantem intra matris uterum latitantem baptizari posse inficiatur, quia salutari aquâ immediatè lustrari nequit : ex quo apparet, oppositum ab Angelico statui, cùm infantis corpus potest aliquo modo immediatè ablui : « Dicendum (verba sunt Angelici) quod de necessitate Baptismi est, quòd corpus baptizandi aliquo modo aquâ abluatur, cùm Baptismus sit quædam ablutio, ut

supra dictum est : corpus autem infantis antequàm nascatur ex utero, non potest aliquo modo ablui aquâ, nisi fortè dicatur, quòd ablutio baptismalis, quâ corpus matris lavatur, ad filium in ventre existentem perveniat. Sed hoc esse non potest, » etc.

VI. Hisce argumentis nimiùm confisus Gualdus, in cit. Opusc., cap. 12, num. 216, episcopos hortatur, ut parvulos intra matris uterum adhuc occlusos, cùm in vitæ discrimine versantur, et obstetricis manibus tractari queunt, omninò baptizari præcipiant, atque edicant. Verùm, quoniam ipsemet fatetur, ultimum controversiæ judicium à Sede Apostolicâ esse proferendum, tutius erit, ut episcopus istud exspectet, nec interim quidquam suis constitutionibus inserat, quo implexæ istius quæstionis decisionem sibi arrogâsse videatur. Ad parochos verò pertinebit obstetrices instruere, ut cùm casus evenerit, in quo infantem, nullâ adhuc suî parte editum, mox decessurum prudenter timeant, illum baptizent sub conditione, sub quâ pariter erit iterùm baptizandus, si periculum evadat, et foràs prodeat : quemadmodùm, post alios, faciendum monet Tournely in suis prælection., de Sacram. Baptism., quæst. 31, art. 3.

VII. Hæc de infante intra matris uterum totaliter abdito. Quid autem de illo dicendum, qui aliquam suî partem ex utero emisit? Huic, instante mortis periculo, in eâ parte esse Baptismum conferendum, quæ ex utero emersit, statuit Rituale Romanum, tit. de baptiz. Parvulis : additque, non esse Baptismum ullo pacto repetendum, si salutari aquâ infantis caput tinctum fuerit; secùs verò faciendum decernit, cùm, non caput, sed alia quælibet corporis pars aquâ perfunditur; tunc quippe puerulum, si vivus evaserit, iterùm sub conditione baptizandum præcipit. Rituali Romano consentit Rituale Sacramentorum, à cardinali Julio Antonio Sanctorio, jussu Gregorii XIII Romæ evulgato anno 1584, atque utrique respondent Instructiones S. Caroli Borromæi, Actor. eccles. Mediolanensis part. 4, pag. 477, § *Si verò fœtus.* Hanc eamdem doctrinam disertè tradit D. Thomas, 3 part., quæst. 68, art. 11, ubi hæc habet : « Ad quartum dicendum, quòd expectanda est totalis egressio pueri ex utero ad Baptismum, nisi mors immineat : si tamen primò caput egrediatur, in quo fundantur omnes sensus, debet baptizari periculo imminente; et non est postea rebaptizandus, si eum perfectè nasci contigerit. Et videtur idem faciendum, quæcumque alia pars egrediatur, periculo imminente. Quia tamen in nullâ exteriorum partium integritas vitæ ita consistit, sicut in capite, videtur quibusdam, quòd propter dubium, quâcumque aliâ parte corporis ablutâ, puer post perfectam nativitatem sit baptizandus sub hâc formâ : Si non es baptizatus, ego te baptizo. »

VIII. At nihilominùs, licèt doctores satis communiter admittant, sub conditione esse repetendum Baptismum, cùm abluta fuit exigua pars corporis, puta digitus, et juxta alios etiam sola manus, aut pes, quæ ex matris utero erupit; attamen inter se disputant, an repetendus sit, cùm abluta fuit alia pars æquè principalis, ac caput, puta humeri, pectus, scapulæ, brachia, etc., existimantibus plerisque, tam à D. Thomâ, quàm à Rituali Romano, caput nominatum esse, non restrictivè, sed merè demonstrativè, ut aiunt; seu exempli causâ, ac propterea idem judicium esse ferendum de aliis partibus æquè principalibus; sicuti ratiocinantur Sotus, in 4, distinct. 3, quæst. unic., art. 7, circa medium; Suarez, tom. 3, in 3 part., disp. 20, quæst. 66, art. 4, sect. 2, ubi explicans mentem D. Thomæ, ait : « S. Baptismus fieri potest in capite, illa est certissima et sufficientissima materia, quia illa pars præcipua est, et ab eâ maximè potest totus homo denominari. Quòd si hoc commodè fieri non potest propter aliquod gravis nocumenti periculum, si fiat ablutio in scapulis, aut in pectore, vel in humeris, erit satis certa, et indubitata materia. Interdùm verò solet occurrere necessitas baptizandi puerum in pede propter periculum mortis, et tunc etiam licitè id fit : tamen, quia res est dubia, si infans evadat periculum, et perfectè nascatur, iterùm abluendus est sub conditione, prout in Ritualibus ecclesiasticis parochi admonentur. Et hæc est communis doctrina theologorum cum D. Thomâ : » et prosequuntur Gregorius de Valentiâ, tom. 4, disp. 4, quæst. 1, punct. 2, § *Quanquàm rectè Sotus;* Coninck, de Sacram., quæst. 66, art. 2, dub. 2, num. 79; Gonzalez, in cap. 5 de Baptismo, n. 3, et alii.

IX. Idem dissidium, quod viget inter theologos, viguisse olim deprehendimus inter ecclesiarum antistites. Etenim statuta synodalia ecclesiæ Biterrensis, à Guillelmo episcopo anno 1342 condita, num. 10, tom. 4 Thesaur. nov. anecdotor., Martene, col. 644, validum statuunt Baptismum, quæcumque sit pars corporis, quæ aquâ lustretur : « Præcipimus moneri populum, quòd, si in ipso partu mulieris immineat grande periculum, ipsâ muliere multò tempore laborante in editione partûs, et caput, manus, vel alia pars infantis apparcat, quòd in illâ baptizetur, et censeatur baptizatus. » At antiqua statuta ecclesiæ Rutenensis in Aquitaniâ, ratum duntaxat habent Baptismum in capite, non verò in alio quovis membro, collatum : cap. enim 6, tom. 4 Thes. anecdotor., Martene, col. 686, ita decernunt : « Si verò, muliere in partu laborante, infans extra ventrem matris caput tantùm emiserit, et in tanto periculo infans positus, commodè haberi nequiverit, infundet aliquis, vel aliqua de astantibus aquam super caput infantis, dicens : Creatura Dei, ego te baptizo, etc., et erit baptizatus. Si verò, non caput, sed aliud membrum emiserit, et super illud membrum aquam effundendo, prædicto modo fuerit baptizatus, et postea vivus natus fuerit, non judicamus, talem esse baptizatum. » Concilium verò Trevirense anni 1310, discrimen faciens inter membra principalia, idem statuit, quod nuper laudati theologi opinantur; cap. enim 114 hæc habet, eodem tom. 4 Thes. anecdotor., col. 268 : « Si autem, muliere in partu laborante, infans in ventre matris tantùm caput emiserit, et nasci nequeat, mox aliqua de obstetricibus aquam super caput infantis infundat, dicens : Ego baptizo te, etc., et erit baptizatus. Idemque dicendum est, prout quidam asserunt, si major pars corporis, præter caput, appareat, baptizatur; secùs, si minor, solus pes, vel sola manus appareat; baptizari non debet; quod si fiat, nihil agitur; cùm enim partus tunc non nascatur, nec tunc etiam renasci potest. »

X. Cùm itaque hæc controversia hactenùs indecisa remaneat, uti scitè animadvertit cardinalis de Rohan in suo Rituali Argentinensi, ad tit. de Baptismo, § 5, inquiens : *Utrùm ratus sit Baptismus, non in capite, sed in aliquâ aliâ corporis parte collatus, multi non immeritò dubitant :* idcircò cavere debet episcopus, ne in suâ synodo aliquid quoad eam decernat; sed id solum curabit, ut parochi, cæterique, quorum interest, illud exactè exequantur, quod in Romano Rituali præscribitur, sicuti optimè animadvertit Gibertus, in Consult. canonic., de Sacramento Baptismi, consult. 22, ubi synodos affert Rituali Romano conformes, ejusque vestigiis inhærentes.

CAPUT VI.

De formâ conditionatâ Baptismatis, alteriusve Sacramenti characterem imprimentis; ubi de Baptismo collato infanti, qui jam indubitanter mortuus, per miraculum ad vitam creditur revocari.

I. Quoniam in præcedenti capite sæpiùs facta est mentio formæ conditionatæ Baptismatis, necessarium ducimus, de eâdem hìc ex professo agere, ne deinceps episcopales synodi, de illâ loquentes, errent; sicuti reipsà non paucas hâc in re errâsse comperimus. Eam à scholasticis esse adinventam, et in Ecclesiam invectam plerique viri eruditi existimârunt; sed eos toto cœlo aberrâsse ait Martene de antiquis Eccles. Ritib., tom. 1, lib. 1, cap. 1, art. 16, num. 9. Siquidem, longè ante scholasticos, S. Bonifacius, archiepiscopus Mo-

guntinus, in suis statutis circa annum 745 conditis, et tom. 1 Spicilegii à Lucâ Dacherio editis, cap. 28, hæc habet: *Si de aliquibus dubium sit utrùm sint baptizati, absque ullo scrupulo baptizentur, his tamen verbis præmissis : Non te rebaptizo, sed si nondùm es baptizatus, ego te baptizo.* Idemque, ac totidem ferè verbis, statutum legimus Capitular. lib. 9, cap. 184, apud Baluzium, tom. 1, pag. 954, è quibus idem decretum excerpsit; ac suæ canonum Collectioni, sub tit. 11, cap. 17, inseruit Isaac episcopus Lingonensis, apud Harduinum, Collect. conc. tom. 5, col. 447. Licèt porrò ante seculum VIII prædictæ conditionatæ formulæ expressam mentionem in conciliis, et Patribus non inveniamus, quemadmodùm, præter laudatum Martene, observârunt Juenin, de Sacram., dissert. 1, quæst. 3, cap. 5, artic. 1, et Tournely, Prælect. tom. 6, de Sacram. in genere, q. 1, art. 4, conclus. 2, non rectè tamen inde intulit Natalis Alexander, Hist. Eccles. secul. IV cap. 4, art. 12, illam non fuisse in usu; quin imò ex antiquâ et constanti Ecclesiæ praxi oppositum colligi putamus; quod hac ratiocinatione ostendimus. Perpetuum catholicæ fidei dogma fuit, unicum esse Baptisma, juxta illud Apostoli ad Ephes. 4: *Unus Dominus, una fides, unum Baptisma :* quod propterea semel ritè collatum, sine gravi piaculo iterari posse, semper Ecclesia negavit, uti constat ex can. 47 apostolor., juxta versionem Dionysii, ex can. 3 concilii Valentini, anni 374, et ex can. 38 concilii Carthaginensis III, anni 397, quibus in locis temerè rebaptizantes gravibus subduntur pœnis, et ecclesiasticâ communione privantur. At eadem Ecclesia, quæ ita docuit, eos nihilominùs de quibus dubitabatur an essent in Christo regenerati, incunctanter baptizandos præcepit; quod innumeris testimoniis comprobatur. Seculo III disputatum fuit de Baptismo clinicorum, num scilicet validum esset Baptisma per aspersionem datum ægrotis in lecto decumbentibus : consulitur Cyprianus : respondet S. doctor, epist. 76 ad Magnum, validum quidem sibi illud videri; iis autem, qui dubitabant, auctorem se esse ut illud iterùm conferrent: *Si aliquis existimat*, ait Cyprianus, *eos nihil consecutos, eo quòd aquâ salutari tantùm perfusi sunt, sed inanes, et vacui sunt, non decipiantur, ut, si incommodum languoris evaserint, et convaluerint, baptizentur.* Seculo V à legatis Maurorum interrogantur Patres concilii Carthaginensis V (aliis VI) anni 401, quid agendum foret de pueris, qui an baptizati essent, nemo certò sciret : ad quod responderunt Patres, can. 6, Collectionis Harduini tom. 1, col. 987 : *Placuit de infantibus, quoties non inveniuntur certissimi testes, qui eos baptizatos esse sine dubitatione testentur, neque ipsi sunt per ætatem idonei de traditis sibi Sacramentis respondere; absque ullo scrupulo eos esse baptizandos, ne ista trepidatio eos faciat Sacramentorum purgatione privari :* eumdemque canonem renovârunt synodus Africana anni 401, et alia synodus Carthaginensis sub Bonifacio episcopo anno 525. Idem ad Rusticum Narbonensem episcopum, atque iterùm ad Neonam episcopum Ravennatem rescripsit Leo Magnus. Ad hæc autem præcedentium conciliorum et Patrum decreta allusit Gregorius II, cùm de eâdem re interrogatus à Bonifacio episcopo, epist. 2, num. 9, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 1859, respondit: *De parvulis qui à parentibus subtracti sunt, et an baptizati, an non, ignorant, quia interrogâsti; hos ut baptizare debeas, secundùm Patrum traditionem, si non fuerit qui testificetur, ratio poscit.* Jam verò, cùm ex his, aliisque similibus testimoniis, à laudato Martene prolatis, luculenter pateat antiquum atque ipsi Ecclesiæ coævum usum fuisse eos baptizare de quibus dubitabatur num per regenerationis lavacrum ab originali culpâ essent expiati, ne dicamus Ecclesiam in eumdem incidisse rebaptizantium errorem, quem toties detestata erat et damnaverat, necesse est existimare, non aliter in eâ dubietate Baptismum conferri voluisse, quàm sub tacitâ et mente conceptâ conditione : *Si nondùm es legitimè baptizatus.* Hæc autem conditio, quæ priùs mente tantùm concipiebatur, cœpit seculo VIII in ipsâ Baptismi formâ exprimi, et pronuntiari : quam quidem disciplinam, multis jam in locis receptam, Alexander III, seculo XII, non solùm approbavit, sed ubique servandam edixit in cap. 2 de Baptismo, inquiens : *De quibus dubium est an baptizati fuerint, baptizantur his verbis præmissis : Si baptizatus es, non te baptizo; sed, si nondùm baptizatus es, ego te baptizo*, etc.; eamdemque sanctionem confirmavit Joannes XXII apud Odoricum Raynaldum, ad annum 133, n. 42.

II. Non ideò tamen, quòd per præfatam conditionem periculum evitetur rebaptizandi cum, qui jam semel fuerit legitimè baptizatus, est illa passim et temerè adhibenda; sed tunc solùm eâ uti licebit, cùm prudens et probabilis subest dubitatio an quis fuerit ritè baptizatus, nec diligenti præmissâ indagatione potuit rei veritas innotescere : quemadmodùm scitè perpendit Sotus, in 4, dist. 3, q. unic., art. 9, § *Circa hanc igitur solutionem*, ubi à sacrilegio non excusat, neque ab irregularitate absolvit sacerdotem sub conditione rebaptizantem, quem scit domi baptizatum, et nihil est quod collatum ei Baptisma rationabiliter suspectum reddat. Quarè minimè sectanda sunt exempla quæ congesserunt Gobat, tom. 1, tract. 2, sect. 3, et Marin., Theolog. tom. 3, tract. 19, disp. 1, sect. 8, num. 140, ubi plures sub conditione baptizatos narrant, qui ob merum scrupulum non tam dubitabant, quàm imprudenter suspicabantur, se non esse ritè baptizatos; quam quidem conditionatam Sacramenti iterationem, ob consecutos seu potiùs apprehensos effectus quietis conscientiarum, iidem auctores videntur approbare; sed potiùs aures præbendæ sunt Estio in 4, dist. 2, § 15, hæc ad rem annotanti : « Sciendum est non quamcumque levem in contrarium suspicionem vel scrupulum debere sufficere ad hoc, ut sub conditione quis hoc pacto baptizetur; sed requiri dubitationem probabilem... Ea autem probabilis dubitatio est quæ, factâ etiam diligenti indagine, discuti non potest, ita ut nec moralis certitudo facti haberi queat. » Imò veriùs obtemperandum est Catechismo Romano, p. 2, de Sacram. Baptism., n. 57, ubi de formâ conditionatâ ait : *Ea Baptismi forma ex Alexandri papæ auctoritate in illis tantùm permittitur, de quibus, re diligenter perquisitâ, dubium relinquitur an Baptismum ritè susceperint; aliter verò nunquàm fas est, etiam cum adjunctione, Baptismum alicui iterùm administrare.*

III. Quæ hucusque diximus, copiosiùs adhuc et clariùs à nobis exposita, pluribusque sacræ congregationis concilii responsis confirmata fuêre in nostrâ inst. 84, ubi non solùm ex ejusdem sacræ congregationis sententiâ ostendimus non esse Baptismum, ne sub conditione quidem, iterandum, cùm nulla occurrit prudens ratio dubitandi de prioris Baptismi validitate; sed etiam ab irregularitate iterantibus Baptisma inflictâ ab Alexandro III, in cap. *Ex litterarum*, de Apostatis et Reiterantibus Baptisma, non eximi probavimus, qui, ob solum apprehensum prioris Baptismi vitium, nullâque præmissâ veritatis indagatione, illud denuò sub conditione conferunt, quibus certò sciunt jam semel antea fuisse collatum; etenim, quamquàm plures doctores istiusmodi, sub conditione rebaptizantes, à gravi culpâ atque ab irregularitate absolvant, eo quòd per adjectam conditionem satis consultum existiment reverentiæ debitæ Sacramento, ad quod conficiendum non aliter fertur intentio ministri, nisi si ritè confectum non fuerit aliud antea administratum; hæc tamen sententia rejicitur à Catechismo Romano, cit. loc., ubi reprobantur asserentes *nullum scelus admitti, si quemvis sine delectu cum adjunctione illâ* (videlicet conditionis) *baptizent;* eidemque opinioni refragatur auctoritas S. Caroli, in cujus instructionibus, Actor. ecclesiæ Mediolanensis, parte 4, pag. 497, hæc de formâ conditionatâ habentur : « Quâ formâ utitur, cùm infans aliusve qui Baptismo offer-

tur, re diligenter perquisitâ, dubium relinquitur, aut certè non apparet, eum baptizatum esse, ut de expositis inventisque parvulis dubitari atque ignorari sæpenumerò solet. Quòd si, re accuratè investigatâ, exploratum habuerit illum formâ servatâ baptizatum esse, cavcat omninò ne hanc sub conditione baptizandi formam adhibeat, cùm sacrilegium committat, si contra fecerit, et illud impedimentum contrahat, quod sacri canones irregularitatem vocant. »

IV. In aliâ itidem nostrâ instit. 8, hanc eamdem materiam tractantes, diximus cum cardinali Albitio, de Inconstantiâ in fide, cap. 33, n. 14, usque ad 16, improbandas esse synodos in quibus generatim atque indistinctè iterùm sub conditione in ecclesiâ baptizari jubentur quicumque privatim fuêre ab obstetricibus domi baptizati. De hisce synodis, ac Ritualibus idem decernentibus, agit Holzmann, in suâ Theologiâ mor., tom. 2, tract. 2, cap. 2, art. 2, qui, licèt eorumdem auctores hoc nomine excuset, quòd scilicet dubium illis visum fuerit Baptisma ab obstetrice collatum, fatetur nihilominùs, minùs cautè ac nimiùm indefinitè eos locutos; cùm debuerint potiùs rerum circumstantias distinguere, easque determinare, quæ incertam reddunt validitatem collati Baptismi, quem propterea tunc oporteat sub conditione iterari. Enimverò, si obstetrices de Sacramenti materiâ, formâ, et necessariâ in ministro intentione, sint legitimè edoctæ, sicuti nos, in cit. institut., eas per parochos solerter edoceri jussimus, priusquàm ad obstetricum officium exercendum admittantur, eæque in speciali eventu quo Baptisma periclitanti infanti privatim contulerint, ab eodem parocho interrogatæ, omnia ritè à se adhibita testantur, quæ ad Sacramentum validè conficiendum requiruntur; nulla sanè subest probabilis ratio cur Baptismus debeat aut licitè possit sub conditione repeti. Scimus utique in aliis synodis relatis à Giberto, cit. tom. 2 Consult. canonicar., cons. 16, cautum reperiri ne plena fides habeatur solius obstetricis testimonio, nisi comprobetur assertione aliorum qui Baptismo præsentes fuerint. Verùm, quanquàm ex plurium attestatione major profectò hauriatur rei gestæ certitudo, attamen sacri canones sufficienter probatam habent collationem Baptismatis per unicum testem, præcipuè si is testificetur de facto proprio, hoc est, si affirmet illud fuisse à se legitimè administratum, nec quidquam in contrarium occurrat, quod illius testimonio fidem detrahat; uti disertè decernitur in can. 110 et 112, de Consecrat., dist. 4, et cap. *Nuper*, de Testibus, ubi interpretes omnes.

V. Aliud est, cùm collati Baptismi testimonium præbetur à personâ incertâ; etenim, cùm juxta rescriptum imperatoris Hadriani ad Junium Rufinum, proconsulem Macedoniæ, relatum à Callistrato, in l. *Testium* 3, ff. de Testib., testibus, non testimoniis, sit credendum, non debemus rem adeò gravem committere fidei personæ ignotæ, cujus qualitates, uti Callistratus in cit. leg. faciendum monet, explorare non possumus. Quare sacra congregatio concilii interrogata an iterùm baptizandi essent infantes vulgò *expositi*, ad hospitale S. Spiritûs in Saxiâ de urbe delati, etiamsi habeant collo appensam schedulam attestantem eos fuisse Baptismate ablutos, die 15 januarii 1724, respondit esse denuò baptizandos sub conditione, nisi certa habeatur notitia personæ à quâ schedula sit exarata, aut aliunde indubitatum desumatur indicium Baptismatis ritè eisdem collati : quod nos in cit. nostrâ instit. 8, animadvertimus, et videre est in Thesauro resolut., tom. 2, pag. 412 et tom. 3, pag. 2.

VI. In eâdem sententiâ fuerant Patres concilii provincialis Tolosani, habiti à cardinali Francisco de Joyosâ, anno 1590, in cujus p. 2, c. 2, decernitur : « Cùm projectis expositisque puerulis, licèt affixa reperiatur schedula quæ eos baptizatos esse testetur, in id tamen, an verum fictumque sit parochi diligenter inquirent; si certi nihil compererit in scripto chartulæ nomine, eos sub conditione baptizabunt; » tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1798. Cùmque minorem fidem collati Baptismatis, quàm schedula incerti auctoris, faciant alia signa exposîti infanti apposita, puta sal; ideò rectissimè à Richardo Poor, episcopo Sarum, cautum legitur : *Si verò pueros cum sale expositos contingat inveniri, baptizentur*, sub conditione tamen, ut statim ibidem explicatur; tom. 2 Concilior. Britan. Henric. Spelman., pag. 145.

VII. Itaque, si episcopus in synodo loqui velit de Sacramentorum formâ conditionatâ, quod profectò nedùm utile, sed quandoque etiam necessarium reputamus, omnia præ oculis habeat quæ hactenùs enarravimus, atque ad eorum normam, congruam formet instructionem, ad quam parochi in illâ adhibendâ se debeant conformare. Quòd si diœcesi præsit, in quâ sæpè contingat baptizatos ab hæreticis, ejuratâ hæresi quâ erant imbuti, in catholicæ Ecclesiæ gremium sese recipere, et dubitetur, uti alicubi dubitatum scimus an ii iterùm sint sub conditione baptizandi; antequàm in re admodùm sanè gravi et arduâ quidquam decernat, diligenter investiget oportet, num in illâ hæreticorum sectâ, de quâ agitur, aliquid innovatum fuerit circa Baptismi materiam et formam à Christo Domino institutas. Si enim utramque ab ejusdem sectæ pseudoministris ritè adhiberi deprehenderit, non potest permittere ut Baptismus ullo pacto iteretur, quin veniat in suspicionem erroris rebaptizantium, à S. Stephano I, atque, uti affirmat Augustinus, l. 2, c. 8, de Baptismo contra Donatistas, oper. tom. 9, col. 105, *à concilio plenario* proscripti, sive ejusmodi concilium fuerit Arelatense I, sive magnum Nicænum, de quo litigant eruditi. Si autem certò compererit, aut baptizandi corpus ab illis non perfundi aquâ naturali, aut formam pronuntiari sine expressâ invocatione sanctissimæ Trinitatis, sive aliâ ratione ab illâ diversâ quam Christus instituit, baptismum absolutè renovari jubeat; ob non adhibitam quippe legitimam formam, canon 8 concilii Laodiceni, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 781, rebaptizandos decrevit hæreticos Montanistas; et Gregorius Magnus, lib. 11, indict. 4, epist. 67, tom. 2 oper., col. 1167, scribens ad episcopos Hiberiæ, universim statuit : *Hi verò hæretici, qui in Trinitatis nomine baptizantur...., cùm ad sanctam Ecclesiam veniunt, baptizantur, quia Baptisma non fuit, quod in errore positi in sanctæ Trinitatis nomine minimè perceperunt.* Hæc sapienter respexit cardinalis de Rohan in suo Rituali Argentinensi, ad tit. de *Baptismo*, n. 6, cùm ait : *Baptizati ab iis hæreticis qui rectam baptizandi formam non retinent, denuò absolutè baptizari debent.* Quòd si denique, diligenti præmissâ perquisitione, rei veritatem certò assequi nequiverit, et dubia sibi atque incerta remaneat validitas Baptismatis ab hæretico ministro suscepti, illud utique erit sub conditione repetendum, quod in c. nostrâ instit. 84 declaratum diximus à sacrâ congregatione concilii, quæ interrogata : *An et in quibus casibus hæretici debeant sub conditione rebaptizari, si ad fidem catholicam convertantur;* die 27 martii 1682, respondit non esse rebaptizandos, *nisi dubium adsit probabile invaliditatis Baptismi.*

VIII. Rationabiliter porrò Patribus concilii provincialis Mechliniensis, anni 1606, incertum saltem et dubium visum est Baptisma collatum ab hæreticis Hollandiæ finitimarumque regionum, apud quos mos invaluerat ut uno aquam fundente alter Sacramenti formam pronuntiaret; ac propterea justè illud iterandum decrevêre, tit. 3, cap. 6 : « Et quia frequens experientia docet modernos hæreticos sæpè contra receptam Ecclesiæ consuetudinem et antiquissimam traditionem baptizare, uno aquam fundente, alio formam ipsam pronuntiante; ab hæreticis (qui non sunt ad baptizandum admittendi, ubi aliquis Catholicus præstò est) baptizati, similiter sub conditione baptizentur; » Collectionis Harduini t. 10, col. 1943; cujus quidem concilii sanctionem tutò sectari possunt et debent aliarum ecclesiarum præsules, à quibus sint Ecclesiæ reconciliandi hæretici, iis in locis baptizati ubi eumdem erroneum Baptismi ritum plerùm-

que adhiberi, non ex incerto rumore, sed ex fide dignis testimoniis acceperint, atque ideò meritò suspicentur eodem modo fuisse etiam illos baptizatos qui in Catholicorum numerum petunt aggregari; quod eam ob causam cum hæreticis Angliæ faciendum docuêre Sylvius, in 3 p., q. 66, art. 9.; cardinalis de Lugo, in Respons. mor., l. 1, dub. 2, num. 3; Gobat, tract. 2, num. 392; Laurentius Neesen, tract. 2, de Baptismo, dub. 5; Ludovicus Michon, in Usibus de Sacram., cas. 8; et La Croix, lib. 6, parte 1, num. 322. Idem verò Sylvius, in var. Resolut., verb. *Baptismus* III, operum tom. 5, agens de quodam Britanno baptizato ab hæretico Puritano, de quo valdè dubitabatur num in Baptismatis collatione orthodoxâ formâ usus fuisset, ait quòd, cùm rationabiliter de hoc dubitari posset, sub conditione rebaptizandus erat : « Quia justa prorsùs est ratio dubitandi de valore Baptismi collati, attentâ hæreticorum nostri temporis (qui, ut testantur Molanus et synodus Mechliniensis provincialis II, frequenter deprehensi fuerunt vel formam corrupisse, vel intentionem necessariam non habuisse, vel aliter malè baptizâsse) malitiâ..., quoniam saluti consulere oportet : quandoquidem est probabilis ratio dubitandi de remedio, quod constat esse necessarium; id quod fieri hìc potest, etiam expedit ut fiat. »

IX. Caveat tamen episcopus ne incertam et dubiam pronuntiet Baptismi validitatem hoc tantùm nomine, quòd hæreticus minister à quo fuit collatus, cùm non credat per regenerationis lavacrum deleri peccata, illud non contulerit in remissionem peccatorum, atque ideò non habuerit intentionem illud conficiendi, prout à Christo Domino est institutum; siquidem, cùm in Galliis disputatum olim fuerit an ob prædictam rationem rebaptizandi essent baptizati à Calvinistis, S. Pius V, ad quem controversia delata est, minimè rebaptizandos definivit. Sacramenti enim validitati non officit privatus ministri error, cui prævalet generalis ejusdem ministri intentio faciendi, quod Christus instituit, seu quod fit in verâ Christi Ecclesiâ; quemadmodùm testantur Acta concilii Eboricensis anni 1576, ubi hæc ad rem annotantur : « Ante decisionem Apostolicæ Sedis Romanæ, licuit fortassè cuique in suo sensu abundare. Verùm, quoniam, post habitam de hâc facultate disputationem, felicis recordationis Pius V definivit verum esse Baptisma quo uterentur Calvinistæ adhibentes formam et materiam institutam à Christo, cum intentione generali faciendi quod Christus instituit; licèt errarent in particulari interpretatione et singulari intentione, ut alii ferè omnes hæretici errârunt, vel circa intelligentiam formæ Baptismatis, vel circa aliquem ejus effectum : ob id baptizatos ab ipsis Calvinistis non iterùm tingendos sub conditione, etc. Hinc interdicimus omnibus curatis et presbyteris, sub pœnâ suspensionis ipso facto à divinis, ne allatos ad se pueros jam baptizatos à Calvinistis audeant iterùm tingere sub illâ conditione. » Alia similia synodorum statuta legi possunt apud Grancolas, in antiquo Sacramentario Ecclesiæ, p. 2, p. 153 et seq.

X. Quædam exstant in orbe catholico sanctuaria ad quæ deferuntur infantes sine Baptismate vitâ functi. Eorum cadavera ante aliquam imaginem salvatoris nostri Jesu Christi prodigiis celebratam, quæ ibidem veneratur, à piis parentibus collocantur, ibique aliquantisper relinquuntur, quo interim spatio enixæ preces omnipotenti Deo porriguntur ut hujusmodi infantes demortuos ad vitam revocare velit, quo possint Baptismatis Sacramentum accipere. Quòd si deinde aliquod in eis vitæ signum appareat, salutari lavacro *sub conditione* abluuntur; cùmque deinde ut plurimùm morti reddantur, tanquàm baptizati in loco sacro sepeliuntur.

XI. De his sanctuariis quæ in Germaniâ potissimùm existunt, ac de hujusmodi miraculosis eventibus agunt P. Bagatta, in suo opere de Admirandis orbis christiani; P. Gobat, in suâ Theologiâ morali, tom. 1, ac recentiùs omnibus P. Amort, t. 3 suæ Theologiæ, in tract. de Sacramento Baptismi. In synodis diœcesanis Lingonensibus, anno 1452 et 1455 habitis, item in statutis synodalibus ecclesiæ Lugdunensis, à cardinali Tournonio archiepiscopo promulgatis, ac in aliis etiam synodalibus Bisuntinæ ecclesiæ statutis, anno 1592 et 1656 editis, præmissa omnia vetita fuerunt sub gravium pœnarum interminatione; dictæque synodales sanctiones relatæ sunt à Thiers in tractatu de Superstitione, tom. 2, tert. edit. Paris., anni 1712, cap. 7, de Superstitionibus quæ ad Baptismum pertinent, et à Natali Alexandro, in suâ Theologiâ dogmaticâ et morali, l. 2 de Sacram. Baptismi, cap. 7, regul. 3. Fundamentum quo prædictæ synodales constitutiones innituntur, in eo potissimùm constituitur, quòd nimis ambigua sunt signa ex quibus ejusmodi infantium resurrectio erui contenditur; quòdque levis plerùmque fidei et auctoritatis sunt testes qui de iisdem testimonium perhibent; cùm pro certis reviviscentiæ signis habeantur aut pallidi coloris in rubicundum mutatio, aut membrorum, quæ antea rigebant, flexibilitas, aut sanguis è naribus fluens, aut aliqua sudoris gutta, quæ in fronte vel in stomacho appareat; cùmque de his ipsis rudes mulierculæ testes ut plurimùm sint; quapropter sapientes illi episcopi ecclesiasticæ disciplinæ gravitati convenire existimârunt, à suis diœcesibus hæc omnia removere, ac interdicere ne Baptismus prædictis infantibus conferatur, neve in locis sacris eorum cadavera tumulentur; idque eò magis, quòd supradicti physici effectus facilè ascribi possunt calori qui ex facibus circum infantium cadavera accensis oritur, aliisque ignibus quibus ipsa sanctuaria tepescunt.

XII. Inter hujusmodi sanctuaria, quod ad rem præsentem attinet, omnium fortassè celeberrimum est illud Uspergæ in Sueviâ, intra fines diœcesis Augustanæ, sub curâ canonicorum regularium Præmonstratensium; ad quod nimirùm ex remotis etiam regionibus infantium absque Baptismate mortuorum cadavera deferuntur, ut, aliquo in eis vitæ indicio comparente, sacrâ Baptismatis undâ abluantur. Sed, cùm ad congregationem S. Officii delatus fuisset recursus adversùs hujusmodi morem baptizandi prædictos infantes *sub conditione*, et quæstio diligenter coram eâ examinata fuisset, ipsis etiam canonicis Præmonstratensibus auditis, die tandem 27 aprilis anni 1729 decretum fuit ut hujusmodi consuetudo de medio tolleretur; idemque confirmatum fuit die 19 decembris ejusdem anni, item die 20 februarii anni 1737, 30 januarii 1738, 3 et 6 junii 1744, ac denique die 11 maii 1751. Porrò qui consuetudinem hanc tuebantur, ac pro illius approbatione instabant, hæc maximè afferebant : quòd scilicet, quamvis oculos aperire, colorem mutare, aliquam sudoris guttam emittere, et alia hujusmodi signa resurrectionis haud evidentia essent, probabilia tamen censeri debebant : cùmque proinde dubium subesset an infans revixisset, necne, id satis superque erat ut baptizari posset, vel potiùs deberet, sub conditione, *si vivus es*. Verùm prædicta congregatio rectè sapienterque animadvertit quòd minimè agebatur de infantibus de quorum vitâ aut morte ambiguis in utramque partem concurrentibus indiciis disputaretur, sed de infantibus procul dubio vitâ functis, quique saltem tanto jam tempore vitâ caruerant, quantùm in itinere plurium quandoque dierum, nullo prorsùs alimento ipsis dato, impensum fuerat; ac proinde rem esse de vero miraculo resurrectionis; quod sanè admitti non debet, nisi perspicuis et planè concludentibus probationibus evidenter demonstretur. Quemadmodùm verò, deficientibus hujusmodi probationibus, nec resurrectio admitti nec Baptismus sub conditione conferri debet : ita, si resurrectio pro certâ habetur (quod tamen ex signis superiùs enuntiatis, aliisque similibus nequaquàm inferri potest), jam non conditionata, sed absoluta

Baptismi forma adhibenda erit. Quod autem innuimus, resurrectionem ex prædictis signis minimè inferri posse, id sine ullâ dubitatione confirmamus, quantumvis eadem signa per testes idoneos atque inter se concordes comprobarentur. Sanè, cùm aliquando illa in servorum Dei, aut beatorum extinctis corporibus conspiciuntur, an et quibus in casibus miraculosa aut naturalia censeri debeant, latè ostensum per nos est in nostro opere de Canonizatione sanctorum, l. 4, p. 1, cap. 31. Sed nunquàm ulli hominum in mentem venit asserere prædictos servos Dei atque beatos in quorum corporibus id genus signa reperta sunt, à mortuis resurrexisse, vel saltem pro verisimili aut probabili habendum esse eosdem fuisse ad vitam revocatos. Illud autem silentio prætereundum non est, quòd inter signa quæ in eorum infantium cadaveribus apparere dicuntur, neque vagitus, neque ejulatus connumerari perlegimus, quæ cæteroquin infantium indoli adeò prona sunt, quæque in resurrectionis materiâ, utpote minùs fraudi ac falsitati subjectâ, magni quidem momenti existimarentur.

CAPUT VII.

De Sacramento Confirmationis relativè ad presbyteros Græcos, qui illud pueris post Baptismum administrant, et primò de ministro hujus Sacramenti.

I. Cùm vetusta apud Græcos consuetudo obtinuerit ut simplices sacerdotes Sacramentum Confirmationis administrent, puerosque statim post Baptismum sacro chrismate liniant; episcopi Latini in quorum diœcesibus Græci habitant, suorumque majorum institutis utuntur, persæpè dubitârunt de ejusmodi Confirmationis robore. Hanc autem quæstionem potissimùm movere et refricare solent in eorum synodis, in quibus, juxta salutare monitum Fagnani in cit. cap. *Sicut olim*, num. 91, de Accusat., ea sunt accuratiùs enucleanda quæ in singulis Sacramentis, ut rata sint, dignoscuntur necessaria. Quapropter in hâc nostrâ lucubratione, quam ad omnium ecclesiarum antistitum utilitatem et commodum exaramus, operæ pretium est præfatis mixti ritûs diœcesium præsulibus viam sternere, quam tutò calcare queant, quin impediantur innumeris molibus difficultatum quæ à doctoribus excitantur circa legitimum Sacramenti Confirmationis ministrum, nullique incertæ et controversæ inter Catholicos opinioni adhærentes, veram sectentur doctrinam ab Apostolicâ Sede approbatam, quidque de Confirmatione à simplici sacerdote administratâ sentiendum sit, pro locorum diversitate, absque errandi periculo, in suis synodis statuant. Quò verò clarius id fiat, nonnulla sunt præmittenda.

II. Ordinarium ministrum Sacramenti Confirmationis esse solum episcopum definitum est à concilio Constantiensi in damnatione errorum Wiclefi, ab Eugenio IV, in decreto instructionis ad Armenos, atque à Tridentino, sess. 7, de Confirmatione, can. 2: « Si quis dixerit sanctæ Confirmationis ordinarium ministrum non esse solum episcopum, sed quemvis simplicem sacerdotem, anathema sit. » Hanc veritatem didicit catholica Ecclesia ab Apostolis, qui cùm, Actor. 8, audivissent, Samariam recepisse verbum Dei, miserunt illùc Petrum et Joannem apostolos, ideòque episcopali charactere insignitos, qui recens à Philippo diacono baptizatis manus imponerent, ac Spiritum sanctum traderent. Hinc Innocentius I, in epistolâ ad Decentium Eugubinum episcopum, cap. 3, num. 6, ex recensione Petri Coustant, tom. 1, epist. Roman. Pontif., col. 858, scripsit : « De consignandis verò infantibus manifestum est, non ab alio quàm ab episcopo fieri licere : nam presbyteri, licèt secundi sint sacerdotes, pontificatûs tamen apicem non habent. Hoc autem pontificium solis deberi episcopis, ut vel consignent, vel paracletum Spiritum tradant, non solùm consuetudo ecclesiastica demonstrat, verùm et illa lectio Actuum apostolorum, quæ asserit Petrum et Joannem esse directos qui jam baptizatis traderent Spiritum sanctum ; nam presbyteris, sive extra episcopum, sive præsente episcopo, cùm baptizant, chrismate baptizatos ungere licet, sed quod ab episcopo fuerit consecratum, non tamen frontem ex eodem oleo signare, quod solis debetur episcopis, cùm tradunt Spiritum paracletum. »

III. Neque huic catholico dogmati illud contrariatur, quod annotavit Lucas Holstenius in dissert. 1, de Ministro Confirmationis, cap. 1, nimirùm ab Ananiâ, non utique apostolo, sed discipulo, manus fuisse impositas Saulo, uti legitur Act. 9, versic. 17. Etenim ea manuum impositio utpote quæ Baptismum præcessit, non fuit confirmatoria, sed curatoria, hoc est, adhibita ad restituendam Paulo visûs sanitatem; quod ex ejusdem capitis 9, versic. 18, liquet. De simili manuum impositione adhibendâ nimirùm ad curandos energumenos, loquitur Innocentius I, in cit. epist. ad Decentium, cap. 6, num. 9, ubi eam ex episcopi delegatione, fieri permisit etiam à diacono, inquiens : « De his verò baptizatis, qui postea à dæmonio, vitio aliquo, aut peccato interveniente, arripiuntur, est sollicita dilectio tua, si à presbytero, vel diacono possint, aut debeant designari; quòd hoc, nisi episcopus præceperit, non licet; nam eis manus imponenda omninò non est, nisi episcopus auctoritatem dederit id efficiendi. » Quem Innocentii locum non rectè considerârunt Morinus in dissertat. de Sacramento Confirmationis, cap. 16, et citatus Lucas Holstenius, qui inde erui affirmârunt potestatem confirmandi quondam fuisse diaconis delegatam : nam uti meliùs observavit Morini editor Moretus, et pluribus confirmat Petrus Coustant, ad cit. epist., nullus hìc est sermo de Sacramento Confirmationis, quod tunc temporis statim post Baptismum conferebatur, quemadmodùm in sequenti capite ostendemus; sed de ritu, quo eis succurrebatur, qui à dæmonio, post susceptum Baptismum, essent arrepti.

IV. At gravis olim exarsit inter doctores controversia, an, ex speciali delegatione Romani Pontificis, possit simplex sacerdos, saltem chrismate ab episcopo jam consecrato, Sacramentum Confirmationis administrare. Negabant quamplurimi non infimæ notæ theologi, inter quos Robertus cardinalis Pullus, part. 5, Sentent., cap. 23, Hugo Victorinus, lib. 2 de Sacram., p. 7, cap. 2, Hadrianus, in 4, distinct. 7, art. 3, Durandus ibidem, q. 3 et 4, quibus ex recentioribus adhæserunt Estius, in 4, dist. 7, § 21 et 22. Sambovius, tract. de Sacram. Confirm., Duhamel tom. 6 Theolog., tract. 2, l. 2, dissert. 3, cap. 4, Herminier, eod. tract., cap. 7. Affirmant ex adverso Jacobus cardinalis à Vitriaco, serm. in vigiliâ Pentecostes, D. Thomas, in 4, dist. 7, q. 3, et 3 part., q. 72, art. 51, Sotus, in 4, dist. 7, q. 1, art. 11, Bellarminus, de Sacram. Confirm., cap. 12, oper. tom. 3, Suarez, tom. 3, in 3 part., disput. 36, sect. 2, Gregorius de Valentiâ, tom. 4, disp. 5, quæst. 2, punct. 1, Covarruvias, l. 1 Var. cap. 10, Navarrus, Manual. cap. 22, n. 8, cardinalis de Lugo, in Respon. moral. l. 1, dub. 6, cardinalis de Laurœâ, in 4, tom. 3, disput. 2, art. 2, cardinalis Gottus, tom. 2, in 3 part., quæst. 2, de Ministro Confirmat., dub. 2, § 1, Juenin, de Sacram., diss. 3, q. 5, cap. 2, art. 2, § 3, Tournely, de Sacram. Confirm., quæst. 3, art. 2, Drovet, de Re sacramentariâ, l. 3, q. 7, Boucat, diss. 2 de Confirm., art. 4, sect. 2, tom. 5, Simonet., tract. 13, disp. 2, art. 2, Berti, Theolog. tom. 7, l. 32, cap. 7; quorum sententia, etsi neque à concilio Florentino, neque à Tridentino fuerit definita, sicuti contra Gregorium de Valentiâ observant Tournely, cit. loc., et Vuitasse, de Minist. extraord. Sacram. Confirm., tom. 2, q. 2, art. 5, sect. 1, attamen non videtur posse ampliùs in controversiam et dubitationem revocari.

V. Etenim S. Gregorius Magnus, cùm, ep. 9, lib. 4, indict. 12, tom. 2 oper., col. 689, presbyteris Calaritanis interdixisset : *Ne baptizatos infantes signare in fronte præsumerent, sed eos ungerent in pectore, ut episcopi postmodùm ungere debeant in fronte :* audiens postmodùm, hâc suâ prohibitione multos offensos,

epist. 26, eâd. indict. col. 705, tom. cit., relatâ in can. *Pervenit*, dist. 95, facultatem quam illis denegaverat, concessit, hæc ad Januarium, Calaritanum episcopum, scribens : « Pervenit quoque ad nos quosdam scandalizatos fuisse, quòd presbyteros chrismate tangere in fronte eos qui baptizati sunt, prohibuimus. Et nos quidem secundùm usum veterem Ecclesiæ nostræ fecimus ; sed, si omninò hâc de re aliqui contristantur, ubi episcopi desunt, ut presbyteri etiam in frontibus baptizatos chrismate tangere debeant, concedimus. » Sunt quidem, qui Gregorium locutum putant, non de unctione confirmatoriâ, sed de merâ cæremoniâ, seu sacramentali quâdam unctione, illi simili quæ fit in vertice baptizati, quam presbyteri Calaritani, contra usum cæteroquin Romanæ Ecclesiæ, aut antea, aut post Baptismum, faciebant in fronte. Ita Gregorium intelligendum affirmat Adrianus, cit. loc., cujus interpretationem approbat etiam Petrus de Marcâ, dissert. ad can. 28 concilii Claromontani anni 1095 ; licèt enim hic auctor non neget, posse à summo Pontifice potestatem confirmandi delegari simplici sacerdoti, id tamen ex eo Gregorii loco, et facto minimè confici autumat. Verùm hanc interpretationem validissimis argumentis refellit Suarez, cit. sect. 2. Quoniam inprimis Gregorius Magnus, epist. 26, eam ipsam facultatem episcopis Calaritanis elargitur, quam, epist. 9, denegaverat : in hâc autem de Sacramento Confirmationis sermonem fuisse, videtur manifestum ; solius enim cæremoniæ abolendæ tantam curam, et sollicitudinem Pontifex non suscepisset : deinde, si de merâ cæremoniâ quæstio fuisset, illius usum non limitâsset Gregorius ad solam circumstantiam temporis, quo episcopus abest : ac tandem Eugenius IV, in laudato decreto, præfatam sanè respiciens Gregorii epistolam, certum ponit, in eâ potestatem fieri simplici sacerdoti, non solius ritûs exercendi, sed verum Sacramentum Confirmationis administrandi, inquiens : « Legitur tamen aliquando per Sedis Apostolicæ dispensationem, ex rationali, et urgenti admodùm causâ, simplicem sacerdotem chrismate per episcopum confecto, hoc administrâsse Confirmationis Sacramentum. »

VI. Idem privilegium, quod Calaritanis Gregorius Magnus, plures posteriores pontifices aliis presbyteris sunt elargiti. Refert siquidem Lucas Wadingus, in Annal. Minorum, t. 11, ad ann. 1444 et 1447 et t. 16 ad ann. 1521 et 1522, nonnullos fratres Minores hoc privilegio donatos fuisse à Nicolao IV, Joanne XXII, Urbano V, Eugenio IV, Leone X atque Adriano VI, cujus diploma in cœnobio Franciscanorum Hispali asservari, idem Wadingus asserit : ex quo colligere licet, Adrianum, ad Petri Sedem evectum, è sententiâ recessisse quam antea docuerat. Narrat pariter Arcudius, Concord. lib. 2, cap. 15, se accepisse à P. Ludovico Fonsecâ, societatis Jesu, paucis quibusdam ejusdem societatis religiosis à Sede Apostolicâ indultum, ut Christianos Brasiliæ sacro chrismate inungerent. Eamdem facultatem abbati Montis Cassini concessit Sixtus V, confirmavitque Benedictus XIII, in suâ constit. 8, post concilium Romanum. Recens pariter est exemplum san. mem. Clementis XI, qui eodem an. 1721, quo summum diem obiit, Patri custodi Terræ sanctæ, ordinis Minorum, permisit Confirmationis Sacramentum, chrismate ab episcopo confecto, conferre. Hæc, aliaque ejusdem generis exempla nos congessimus in quâdam causâ Americanâ, sacræ congegationi concilii, cui tum eramus à secretis, propositâ die 13 junii 1722, tom. 2 Thesaur. resolut., pag. 187, eademque repetita fuêre à bon. mem. cardinali Lanfredin, idem munus obeunte, in aliâ causâ pariter Americanâ, eidem congregationi propositâ die 24 januarii 1733, tom. 6 Thesaur., pag. 14. Evectique ad Petri cathedram, etiam nos potestatem fecimus Patri custodi, et guardiano sancti sepulcri D. N. Jesu Christi, ordinis Minorum de Observantiâ, idem conferendi Sacramentum Confirmationis in locis Terræ sanctæ, in quibus actu non degunt episcopi Latini, et quoad fideles Græci ritûs, ubi desit episcopus Græcus catholicus, qui in propriâ residcat diœcesi, aut ubi istius ibidem residentis accesserit consensus, uti habetur in nostrâ constit. 10, atque in const. 87, § 14, nostri Bullar. tom. 1, pag. 28 et pag. 294.

VII. Quare non videtur hodiè fas esse potestatem de quâ olim disceptabatur, summo Pontifici abjudicare. Quoniam, ut ait Veracrux in Specul., p. 9, art. 27 : *De Pontificis potestate, postquàm dispensavit, dubitare, instar sacrilegii est ; esset enim Christo quasi exprobrare, quòd non satis Ecclesiæ suæ providisset* : et magis ad rem Sotus, cit. dist. 7, q. unic., art. 11 : « Non est dubitandum quin simplex sacerdos ex commissione Papæ possit Sacramentum Confirmationis exhibere. Et qui de hoc jam modo hæsitaret, ecclesiasticis sanctionibus adversaretur. Etenim, quamvis hæc conclusio ex sacris Litteris non planè colligatur, sufficere tamen debet orthodoxis quòd Gregorius (addimus nos, et alii Pontifices) illam fecerit dispensationem. »

CAPUT VIII.

De adhibendo chrismate ab episcopo benedicto, si presbyter uti minister extraordinarius Confirmationis Sacramentum administret ; et an ad solum Pontificem, excluso episcopo, pertineat jus delegandi simplici sacerdoti dicti Sacramenti administrationem.

I. Hactenùs expositæ quæstioni quam Romanorum Pontificum facta enodârunt, alia succedit nondùm dirempta controversia. Privilegium à laudatis pontificibus inferioris ordinis presbyteris concessum, chrismate consignandi baptizatos, semper limitatum audivimus hâc lege, modò scilicet chrismate uterentur ab episcopo sacrato. Quærunt autem doctores an potuisset iisdem fieri etiam potestas conficiendi chrisma in sacrâ unctione adhibendum. Nemo est qui dubitet chrismatis benedictionem annumeratam semper fuisse inter propria et præcipua episcopalis ordinis munera. In concilio enim Carthaginensi II anni 390, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 952, cap. 3 : *Ab universis episcopis dictum est : Chrismatis confectio et puellarum consecratio à presbyteris non fiant.* Carthaginense III anni 397, c. 36, ibid., col. 964, edixit : *Ut presbyter inconsulto episcopo virgines non consecret, chrisma verò nunquàm conficiat.* Concilium Bracarense anni 561, cap. 19, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 152, deponi jussit presbyteros chrisma conficere præsumentes. In Actis pariter concilii Toletani II anni 531, editis à cardinali de Aguirre, tom. 2, pag. 271, refertur epistola Montani episcopi Toletani ad Theoribium, in quâ Montanus sacrilegam increpat quorumdam presbyterorum audaciam, qui contra antiquissimum ipsique religioni christianæ coævum morem, jus sibi arrogabant consecrandi chrisma : « Quidam, ait, ut ad nos perlatum est, presbyteri ausu temerario res sacras non tam consecrare quàm violare præsumunt ; et cunctis ab initio fidei catholicæ seculis inusitatum summis sui ordinis hominibus, nisi tantum pontificibus debitum, jus consecrationis chrismatis, nescio quo typho, an dementiâ dicam, indubitanter assumunt ; quod quàm sacrilegum sit, piissimam conscientiam tuam latere non credo. » At, cùm isti aliique similes canones de solâ loquantur potestate ordinariâ quam nullus unquàm simplici presbytero asseruit, non adimunt quæstionem quæ versatur circa potestatem extraordinariam ; solùm enim disputatur an sicuti summus Pontifex potest simplici sacerdoti facultatem impertiri administrandi Sacramentum Confirmationis, ita eidem committere etiam valeat potestatem conficiendi chrisma. Affirmant Cajetanus, in 3 parte, q. 72, art. 3, Gregorius de Valentiâ, tom. 4, disput. 5, punct. 2, § *At hoc in primis ;* cardinalis de Laurcâ, in 4, tom. 3 ; disput. 2, art. 3 ; Berti, in suâ Theolog., tom. 7, l. 32, c. 5, proposit. 4 ; quorum sententiam valdè probabilem existimant Suarez, tom. 3, in 3 part.,

quæst. 72, disp. 43, sect. 2, § *Tertia sententia;* Bonacina, de Sacram., disp. 7, q. unic., punct. 2, num. 3. Etenim, si summus Pontifex supremâ suâ auctoritate potest simplici sacerdoti munus demandare conficiendi Sacramentum Confirmationis, de se cæteroquin annexum ordini episcopali, eò magis poterit facultatem eidem elargiri præparandi ejusdem Sacramenti materiam. Neque desiderantur ejusmodi concessæ facultatis exempla. Nam, si qua fides Wadingo, in Annal. Minor., tom. 11, ad ann. 1444, Eugenius IV Fabiano de Bechiâ ordinis Minorum, ad Indos proficiscenti, veniam dedit non solùm chrismate consignandi fideles, sed etiam ipsum chrisma conficiendi. Apud Mabillonium itidem, tom. 1, parte 2 Musæi Italici, exstat epistola Joannis Diaconi hæc ad Sanarium scribentis, n. 8, pag. 73 : « Sed nec illud tangat animum, quod sibi aliquando quædam vis necessitatis assumit, veluti (quod nunc per Africam fieri dicitur) ut presbyteri sanctum chrisma conficiant; quod meritò moveret, si istam pontificalis auctoritas licentiam non dedisset. Unde constat etiam nunc à pontificibus quodammodò fieri, quod in tantâ rerum necessitate, ut à presbyteris effici possit, superior ordo constituit. »

II. Ultrò tamen fatemur ejusmodi exempla, si vera sint, paucissima tamen esse, atque ut plurimùm non aliter consuevisse à summis Pontificibus simplices sacerdotes insigniri potestate administrandi Sacramentum Confirmationis, nisi sub expressâ conditione adhibendi chrisma, non à se, sed ab episcopo consecratum; quemadmodùm perpendit auctor Theologiæ moralis ad usum seminarii Petrocorensis, tom. 3, l. 1, tract. 3, cap. 2, q. 5; quare insuetum foret hâc etiam prærogativâ, episcopalis ordinis propriâ, inferiorem presbyterum exornare. Accedit nullam adesse necessitatem, hanc potestatem faciendi simplici presbytero : is quippe quòcumque se conferat, potest secum deferre chrisma ab episcopo acceptum; et siquidem à sacris canonibus, præcipuè can. *Litteris*, de Consecrat., dist. 3, et can. *Si quis de alio*, de Consec., dist. 4, vetitus est usus chrismatis ante annum benedicti, satis erit ut ab hoc positivo Ecclesiæ præcepto summi Pontificis auctoritate, eximatur; sicuti nos, in cit. nostrâ const. 10, ab eodem absolvimus prædictum custodem sancti sepuleri, si in loco degat ubi chrismatis ei non suppetat copia.

III. Sed omnium in hâc materiâ gravissima controversia versatur circa auctoritatem episcoporum; adeò enim diversa sunt hominum ingenia, ut eam ipsam potestatem quam plerique summo Pontifici adjudicârunt, alii cuilibet episcopo asserere non dubitent. Cardinalis Pallavicinus, Hist. Conc. Trid., l. 9, c. 7, n. 16; Christianus Lupus, in Notis ad canones octavæ synodi, cap. 5, tom. 2, pag. 1423 et seq.; Thomassinus, de vet. et nov. Eccles. Discipl., parte 1, l. 2, c. 23, num. 6; Franciscus Farvacquius, de Sacram. Confirm., cap. 4, q. 4 et 5; Van Espen, Jur. ecclesiast. parte 2, tit. 3, cap. 2, n. 5 et seq.; Juenin, cit. dissert. 3, q. 5, cap. 2, art. 2, § 3, in fin.; Petrus Coustant, in epistolas Roman. Pontific., tom. 1, col. 857, aliique recentiores opinantur solâ inspectâ institutione divinâ, et seclusâ Ecclesiæ prohibitione, posse episcopum simplici sacerdoti committere ut chrismate à se confecto fideles consignet, ne secùs degentes in locis ad quæ ipsè accurrere nequit, Sacramento Confirmationis perpetuò careant. Nec verò pauca nec levia sunt rationum momenta quibus hæc opinio innititur. Nam cæteris prætermissis, quæ videri possunt apud laudatum Lupum, concilium Toletanum I, celebratum anno 400, cui Patres undeviginti subscripsêre, can. 20, Collectionis Harduini tom. 1, col. 989, ita statuit : « Quamvis penè ubique custodiatur ut absque episcopo chrisma nemo conficiat, tamen quia in aliquibus locis vel provinciis presbyteri dicuntur chrisma conficere, placuit ex hâc die nullum alium nisi episcopum chrisma facere, et per diœcesim destinare... Statutum est, et diaconum non chrismare, sed presbyterum, absente episcopo; præsente verò, si ab ipso fuerit præceptum. » Toletano concinunt concilium Arausicanum I anni 441, et Epaonense anni 517, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 1783, et tom. 2, col. 1049, quorum primum can. 1 ait : *Hæreticos in mortis discrimine positos, si catholici esse desiderant, desit autem episcopus, à presbyteris cum chrismate et benedictione consignari placuit;* alterum autem, can. 16 inquit : *Presbyteros, propter salutem animarum, quam in cunctis optamus, desperatis et decumbentibus hæreticis, si conversionem subitam petant, chrismate permittimus subvenire. Quod omnes conversuri, si sani sunt, ab episcopo noverint expetendum.* Ad hæc, Martinus archiepiscopus Bracarensis, in canonum Collect., c. 51, non de hâc aut illâ regione, sed veluti de consuetudine ubique receptâ, ait : *Presbyter, præsente episcopo non signat infantes, nisi fortè illi ab episcopo fuerit præceptum.*

IV. Sed, licèt hæc momentosa sint, non tamen leviora sunt quæ in contrarium proferuntur. Etenim Innocentius I, qui statim post allegatam synodum Toletanam, hoc est, anno 402, fuit Pontifex renuntiatus, cit. ep. ad Decentium Engubinum episcopum, ex Actis apostolorum colligi asseruit solius episcopi esse baptizatorum frontem inungere, eâque unctione *Spiritum paracletum tradere.* Non potuisset autem Pontifex sine ullâ hæsitatione hæc affirmare, si eâdem ætate viguisset alicubi consuetudo, et baptizati infantes à simplici presbytero confirmarentur; quare, etsi Thomassinus dixerit se non videre nec suspicari posse quidnam aliud quàm Sacramentum Confirmationis Patres Toletani simplici sacerdoti permiserint; attamen alii ex hâc ipsâ Innocentii I decretali manifestè conflci arbitrantur eos de solâ locutos unctione, fieri solitâ post Baptismum ex merâ cæremoniâ, à quâ faciendâ jusserunt presbyterum abstinere, si episcopus astaret. Ita Toletanum canonem interpretatur Binius, in Notis ad eumdem, apud cardinalem de Aguirre, tom. 2 Concil. Hispaniæ, pag. 148, inquiens : *Hæc verba canonis intelligenda sunt, non de sacramentali Unctione chrismatis in fronte, sed de unctione cæremoniali quæ in solemni Baptismo in vertice baptizandi adhibetur. Hanc cæremonialem unctionem olim presbyteris interdictam, nonnisi cum licentiâ episcopi ab iisdem usurpatam fuisse.... recensuimus.* Hanc verò fuisse mentem præfati concilii Toletani suadent etiam Acta concilii Hispalensis II, habiti anno 619 adversùm Agapium, Cordubensem quondam episcopum, cui inter cætera crimini datum est quòd meris sacerdotibus potestatem delegâsset *conficiendi chrisma, et chrismate baptizatorum frontem signandi. Hæc enim omnia*, dixerunt Hispalenses Patres, cap. 7, *illicita esse presbyteris, vel chorepiscopis, quia pontificatûs apicem non habent, quem solis deberi episcopis auctoritate canonum præcipitur;* tom. 3 Collectionis Harduini, col. 560. Minimè autem reprehendendus fuisset Agapius, si rem gessisset à Patribus Toletanis episcoporum arbitrio permissam.

V. Minùs porrò hujus sententiæ patroni se urgeri opinantur ab allegatis Arausicani et Epaonensis conciliorum locis : incertum quippe esse aiunt num in illis sermo sit de Confirmatione, an potiùs de unctione, per quam hæretici ad Ecclesiam redeuntes ritu valdè affini ritui Confirmationis olim recipiebantur, et vero similius credunt ad hanc solam illa referri; eâ siquidem tempestate, quâ Confirmatio statim post Baptismum conferebatur, vix evenire poterat ut hæretici in Ecclesiæ catholicæ gremium se recipi exoptantes, nondùm essent confirmati, ac propterea in mortis articulo sacro chrismate signandi forent. Ad hæc Theodulphus Aurelianensis episcopus, cui certè canones conciliorum Galliæ ignoti non erant, lib. de Ordine Baptismi, cap. 17, tom. 14 Biblioth. Patr., pag. 13, absolutè ait : *Quod ergo presbyteris baptizatos chrismate ungere licet, Spiritum verò sanctum per manûs impositionem tradere non licet, antiquus iste mos ab*

apostolis Ecclesiæ est traditus. Nullâ autem ratione potuisset Theodulfus id ab apostolis traditum asserere, si oppositum scivisset Galliæ moribus olim usitatum.

VI. Ita ratiocinantur doctores, jus, de quo agimus, uni vindicantes Romano Pontifici, quorum longum catalogum contexuit Verricellus, de apostol. Mission. q. 130, sect. 1, et duabus seq., eorumque agmen ducit D. Thomas, 3 p. q. 72, art. 11, *Ad primum*, ubi hæc habet : « Dicendum, quòd papa in Ecclesiâ habet plenitudinem potestatis, ex quâ potest quædam, quæ sunt superiorum ordinum, committere quibusdam inferioribus, sicut quibusdam presbyteris concedit conferre minores ordines, quod pertinet ad potestatem episcopalem. Et ex hâc plenitudine potestatis concessit beatus Gregorius papa, quòd simplices sacerdotes hoc Sacramentum conferrent, quamdiù scandalum tollerctur. »

VII. Cæterùm, quidquid sit de hâc difficili, et valdè implexâ controversiâ, omnibus in confesso est, irritam nunc fore Confirmationem à simplici presbytero Latino, ex solâ episcopi delegatione, collatam, quia Sedes Apostolica id juris sibi unicè reservavit ; quam quidem reservationem non tantùm à consuetudine in totâ Ecclesiâ Latinâ jamdiù receptâ tacitè inductam arbitramur, sicuti opinantur Juenin. cit. loc.; Tournely, de Sacrâ Confirmat., q. 3, art. 2 ; sed jam ante IX seculi finem expressè factam colligimus ex epist. 70 Nicolai I ad Hincmarum et cæteros archiepiscopos, atque episcopos, in regno Caroli constitutos, in quâ legitur Græcorum imperatores, eosque qui illi parebant, calumniari sanctam Romanam Ecclesiam, imò omnem Ecclesiam, quæ Latinâ utitur linguâ, *quia presbyteros sortiri conjuges prohibemus, et quoniam eosdem presbyteros chrismate linire baptizatorum frontes inhibemus :* tom. 5 Collectionis Harduini, col. 309. Positâ autem reservatione facultatis, de quâ est sermo, à summo Pontifice sibi factâ, nec validè potest episcopus Latinus illâ uti : nam, quamvis confirmare sit actus ordinis episcopalis, cujus firmitas et validitas à Pontificis nutu non pendet, delegare tamen simplici presbytero potestatem exercendi ejusmodi actum, potiùs ad jurisdictionem, quàm ad ordinem, pertinet ; episcoporum verò jurisdictio, sive sit immediatè à Christo Domino, sive à summo Pontifice, ita semper huic subest, ut, consentientibus omnibus Catholicis ejusdem auctoritate, et imperio limitari, atque ex legitimâ causâ, omninò auferri possit. Illud etiam ad rem facit quod modò audivimus à D. Thomâ, nempe delegationem, de quâ est sermo, esse actum potestatis et jurisdictionis supremæ, à Christo Domino soli suo in terris vicario commissæ. Quamobrem Clemens VI, priusquàm ad catholicam communionem reciperet Consolatorem, Armenorum patriarcham, certior fieri voluit, an cum Ecclesiâ Romanâ sentiret etiam in hisce articulis, expressis in apostolicis litteris ad eumdem patriarcham datis, quæ habentur apud Raynaldum ad ann. 1351, num. 12, nimirùm : « Primò, de consecratione chrismatis, si credis quòd per nullum sacerdotem, qui non est episcopus, chrisma potest ritè et debitè consecrari. Secundò, si credis quòd Sacramentum Confirmationis per alium, quàm per Episcopum, non potest ex officio ordinariè ministrari. Tertiò, si credis quòd solùm per Romanum Pontificem, plenitudinem potestatis habentem, possit dispensatio Sacramenti Confirmationis presbyteris, qui non sunt episcopi, committi. Quartò, si credis quòd chrismati per quoscumque sacerdotes, qui non sunt episcopi, neque à Romano Pontifice super hoc commissionem, seu concessionem aliquam receperunt, iterùm per episcopum, vel episcopos sint chrismandi. » Quæ verba perpendant oportet, qui potestatem, de quâ disserimus, episcopis attribuunt.

CAPUT IX.

In quo finis imponitur propositæ quæstioni de pueris, qui post Baptismum à presbytero baptizante confirmantur.

I. Dicendum nunc restat de Græcorum consuetudine quæ nos ad hanc materiam tractandam induxit. Longè antè Photianum schisma, fuisse Græcorum moribus receptum, ut simplices sacerdotes baptizatos infantes statim sacro chrismate inungerent, demonstrant Morinus, cit. dissert. 2 de Sacram. Confirmat., et Lucas Holstenius, dissert. 1 de Ministro Confirmationis apud Græcos : eumdemque usum invaluisse apud alias Orientales Ecclesias testantur Ambrosiaster in comment. in Ep. Pauli, ad c. 4 Ep. ad Ephes., vers. 12, tom. 2 oper. edit. Paris., anno 1690, col. 231, in Append., inquiens : *Apud Ægyptum presbyteri consignant, si præsens non sit episcopus :* et Auctor Quæstion. veter. et nov. Testam., q. 101 in Append. ad 1 part., tom. 4 oper. S. Augustini, col. 93 : *In Alexandriâ, et per totam Ægyptum, si desit episcopus, consignat presbyter :* quibus in locis verbum *consignat*, non merum ritum, sed veram Confirmationem denotare, tanquàm indubitatum ponit Christianus Lupus, cit. tom. 2, pag. 1424. Sunt qui hanc Græcorum consuetudinem semper ab Ecclesiâ Latinâ improbatam affirmant. Etenim, inquiunt, Nicolaus I, vix exorto Photiano schismate, cùm audierit Græcos presbyteros, auctoritate et suasionibus Photii, Sacramentum Confirmationis per Bulgariam administrâsse, misit illùc Paulum Populoniensem, et Formosum Portuensem episcopos, legatos suos, qui omnes Bulgaros à prædictis presbyteris inaniter confirmatos, iterùm sacro chrismate ritè signarent ; quod constat tum ex epistolâ Photii ad omnes episcopos Orientales, ubi de hoc facto acerbè conqueritur, tum ex epistolâ Metrophanis metropolitæ Smyrnensis ad Manuelem Patricium, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 1114 ; testanturque Patres octavæ synodi in suâ epistolâ synodali ad Adrianum II, ibidem, ac ipsemet Nicolaus I scribit ad Hincmarum, apud Baronium ad annum 867, num. 56. Adhuc etiam expressiùs præfatam consuetudinem damnatam aiunt ab Innocentio III, in cap. *Quarto*, 4 de Consuet., ubi Lucio vicario suo, in Constantinopolitanâ urbe constituto, scripsit : *Pervenit ad audientiam nostram, quòd quidam simplices sacerdotes apud Constantinopolim ea Sacramenta præsumunt fidelibus exhibere, quæ ab apostolorum tempore fuerunt solis pontificibus reservata, ut est Sacramentum Confirmationis... conferre ; ad excusandas excusationes in peccatis solùm consuetudinem prætendentes*, etc. Quam quidem Innocentii III decretalem corroboratam dicunt ab Innocentio IV, qui de pluribus interrogatus quæstionibus inter archiepiscopum Nicosiensem, ejusque suffraganeos Latinos ex unâ parte, atque episcopos Græcos regni Cypri ex alterâ, subortis, hæc ad Ottonem cardinalem Tusculanum, Apostolicæ Sedis legatum, inter alia rescripsit : *Soli autem episcopi consignent chrismate in frontibus baptizatos ; quia hujus unctio non debet, nisi per episcopos, exhiberi :* Collectionis Harduini tom. 7, col. 364.

II. At, si doctoribus hæc nobis obtrudentibus assentirentur, cogeremur quoque cum iisdem admittere vacuam, inanem, atque irritam esse Confirmationem Græcorum ; hæc enim à simplici presbytero administrata, non potest aliunde vires sortiri quàm à delegatione sive expressè sive tacitè eidem sacerdoti factâ à Romano Pontifice ; hujus autem delegationis nullum haberemus indicium, si Græcorum consuetudini, de quâ est sermo, semper Romani Pontifices obstitissent. Asserere verò cum præfatis doctoribus, quos citant et sequuntur Sambovius, cit. disput. 7, de Sacram. Confirm., et Duhamel, cit. tom. 6, tract. de Sacram. Confirm., cap. 4, in fin., Sacramentum Confirmationis ab Ecclesiâ Græcâ nunc penitùs exulare, multis nominibus absurdissimum rectè ostendit Goarius in suis Notis ad Euchologium Græcorum, pag. 367. Equidem ex concilio Florentino certò conjicimus Græcorum Confirmationem, etsi à simplici sacerdote administratam, à Latinis Patribus ratam habitam ; cùm enim Græci, inter undecim quæstiones sibi à Latinis post unionem propositas, ad hanc quoque jussi sint respondere : *Quare episcopi non inungunt sacro*

chrismate, sed sacerdotes, cùm hoc Pontificibus sit datum? tom. 9 Collectionis Harduini, col. 430, plenè quoad hanc per Mitylenensem præsulem Latinis satisfecisse, ex eâdem Historiâ colligimus, in quâ, post undecim illas quæstiones habetur : *Hæc à Latinis objecta Mitylenensis canonicè omnia legitimèque dissolvit, præterquàm duo, de quibus Papa significavit imperatori, cur scilicet matrimonia dirimantur, et patriarcha non eligatur.* Magis autem disertè ejusdem rei testimonium nobis præbet Gregorius protosyncellus, qui eidem concilio interfuit tanquàm legatus patriarchæ Alexandrini, et postea creatus est patriarcha Constantinopolitanus : is quippe scribens adversùm epistolam Marci Ephesini, apud Harduinum, tom. 9, col. 641, ait : *Verùm Latini etiam nostros consignabant, et chrismatos appellabant. Sed hæc non fuisse in æquo et bono facta constat ex eo quòd in nostrâ unione nihil habuerant quod nobis objicerent; sed, cùm essemus orthodoxi, habiti sumus ab orthodoxis orthodoxi.*

III. Neque Confirmationem Græcorum irritam evincunt facta Romanorum pontificum in contrarium adducta. Etenim Nicolaus I iterùm Bulgaros consignari voluit; cùm quia Confirmationem receperant à sacerdotibus qui, Photii errore imbuti, eam contulerant jure ordinario, existimantes nimirùm potestatem eam conferendi et episcopis et sacerdotibus pari jure competere; tum quia iidem sacerdotes delegati fuerant à *Photio mœcho et invasore*, uti loquebantur apostolici legati, hoc est, pseudopatriarchâ, cui propterea legitimi patriarchæ jura non conveniebant; tum denique, et præcipuè, quia Bulgaria pertinebat ad patriarchatum Occidentalem, quod pluribus ostendit Christianus Lupus, cit. tom. 2, pag. 1404 et seq., atque ideò delegatio, de quâ est sermo, à Romano Pontifice Græcis presbyteris sive expressè sive tacitè facta, ministrandi Confirmationem in patriarchatibus Orientis, nequaquàm iisdem presbyteris id ipsum in Bulgariâ peragere permittebat. Decretalis autem Innocentii III solos respicit sacerdotes Latinos : etenim, cùm tunc temporis urbs Constantinopolitana subjecta esset imperio Francorum, ejusque patriarcha esset Venetus, ex Francis et Venetis incolis magnâ ex parte conflabatur; cùm autem audierit Innocentius sacerdotes Latinos inibi degentes, Græcorum ritus adoptâsse, Græcorumque more Confirmationem ausos conferre, hunc Latinorum abusum compescuit, scribens ad Lucium : « Volentes igitur hæc et alia, quæ oculos divinæ majestatis offendunt, de agro dominico extirpari, discretioni tuæ per apostolica scripta præcipiendo mandamus, quatenùs omnibus Latinis presbyteris, apud Constantinopolim constitutis, districtè prohibeas ne talia de cætero suâ temeritate præsumant. » Ita quippe habet integra decretalis apud Baluzium, tom. 1, epist. Innoc. III, pag. 408, et Gonzalez. Sed, quia in compilatione decretalium, quâ in scholis et foro utimur, omissum est verbum illud *Latinis*, hinc auctores contrarii ansam acceperunt asserendi Innocentium irritam pronuntiâsse Confirmationem à Græcis etiam sacerdotibus collatam; sicuti scitè animadvertunt Morinus, cit. dissert., c. 22, et Van Espen, Jur. Eccl. univers., part. 2, tit. 3, cap. 2, num. 4. Innocentius IV viribus carere voluit Confirmationem administratam à simplici sacerdote, sed unicè quoad regnum Cypri, in quo prævalere incœperat ritus Latinus ob multitudinem Latinorum antistitum ibidem degentium; ut enim idem ritus per totum regnum propagaretur, et foret perpetuus, necessarium duxit Innocentius IV revocare delegationem à Romanis pontificibus tacitè saltem factam sacerdotibus Græcis conferendi Sacramentum Chrismatis. Cæterùm in aliis locis, in quibus chrismatio data à sacerdotibus Græcis non est à Sede Apostolicâ expressè improbata, ea pro validâ est habenda, ob tacitum saltem privilegium à Sede Apostolicâ illis concessum : cujus quidem privilegii præsumptionem inducit ipsamet conniventia, et tolerantia Romanorum pontificum, qui prædictum Græcorum morem scientes, non contradixerunt, nec unquàm illum damnârunt, sicuti post Goarium et alios rectè ratiocinatur Arcudius, de Concord. Eccles. Occident. et Orient., l. 2 de Confirm., cap. 15, pag. 96, inquiens : *Tutissimum est dicere, Græcorum presbyteros per suos patriarchas et antistites ejusmodi facultatem à summo Pontifice obtinuisse, à quo omnis jurisdictio, quasi à capite, in alios, veluti membra, immediatè, vel mediatè derivatur et diffunditur.*

IV. Sed, quoniam omnis præsumptio cedit veritati, eadem confirmatio est irrita reputanda in locis, in quibus certò novimus talem facultatem Græcis, alteriusve Orientalis ritûs sacerdotibus, esse ab Apostolicâ Sede expressè ademptam. Præter autem sacerdotes in Bulgariâ, quibus eam ademptam audivimus à Nicolao I, et sacerdotes in regno Cypri, quibus eamdem abstulit Innocentius IV, scimus à Clemente VIII severè interdictum sacerdotibus Italo-Græcis, ne baptizatos chrismate consignare præsumant, cujus decretum nos confirmavimus in nostrâ constitutione 57, Bullar. nostri tom. 1, pag. 167, in cujus § 3 hæc ad rem ediximus : « Episcopi Latini, infantes, seu alios in suis diœcesibus baptizatos à presbyteris Græcis absolutè chrismate in fronte consignatos confirment; cùm neque per prædecessores nostros, neque per nos Græcis presbyteris in Italiâ, et insulis adjacentibus, ut infantibus baptizatis Sacramentum Confirmationis conferant, facultas concessa sit, aut concedatur : quinimò usque ab anno 1595, à fel. record. Clemente VIII prædecessore nostro fuit presbyteris Italo-Græcis expressè interdictum, ne baptizatos chrismate consignent. Secùs sub conditione, et cum cautelâ eos confirmare debent, de quibus vero similiter dubitari potest, utrùm ab episcopis Græcis, ordinem Baptismi juxta eorum Euchologium servantibus, fuerint baptizati. » In aliâ pariter nostrâ constitutione 129, § 4, cit. tom. ejusdem Bullar., pag. 513, illatâ mentione ejusdem Græcorum consuetudinis, hæc addidimus : « Quemadmodùm enim Græcis incolis Italiæ expressè vetita est administratio utriusque Sacramenti, ab eodem ministro contemporaneè facienda; ita patientiâ quâdam, et facilitate Sedis Apostolicæ factum est, ut unum et alterum Sacramentum ab eodem sacerdote in Oriente Græcis conferretur : » et § 5, permittendum duximus Cophtis perseverare in eodem ritu, jamdiù ab ipsis recepto, atque ab Apostolicâ Sede tolerato.

V. Hæc non incassùm sunt prænotata; ex omnibus quippe simul consideratis optima et secura conflatur regula, ad quam dirigi debeat judicium episcopi, in cujus synodo accidit disputari de robore Confirmationis, à simplici sacerdote Græci ritûs administratæ. Antequàm is quidquam definiat, diligenter inquirat, oportet, num in tali loco, ejusmodi Græcorum mos fuerit unquàm ab Apostolicâ Sede expressè improbatus; an potiùs ex ejusdem Sedis conniventiâ, et lenitate toleratus. Si primum, Confirmationem irritam pronuntiabit, atque à sacerdote Græco inaniter confirmatos, absque scrupulo iterandi Sacramentum, iterùm sacro chrismate inunget : si alterum, Confirmationem ratam habebit. Quòd si res dubia sit, nec possit certò dijudicari, num ejus regionis sacerdotibus aut expressè, aut saltem tacitè data sit ab Apostolicâ Sede facultas conferendi Sacramentum Confirmationis, se abstinebit à proferendâ sententiâ, eamque expectabit à Romano Pontifice, cui decet adeò grave negotium significari. Omnes ejusmodi circumstantias prudenter examinatas invenimus à pluribus synodis, et pro earumdem diversitate diversam ab illis prolatam deprehendimus de Confirmatione, Græco ritu administratâ, sententiam. In synodo Maronitarum, habitâ tempore Gregorii XIII, eodem pontifice jubente, synodi præses liberum esse declaravit confirmatis à simplici sacerdote denuò idem Sacramentum recipere ab episcopo, quia non satis constabat an presbyteris ecclesiæ Hierosolymitanæ, cui subduntur Maronitæ, concessum fuerit unquàm ab Apostolicâ Sede tacitum saltem privilegium, Sacramentum illud administrandi,

quemadmodùm referunt Verricellus, de apostol. Mission., tit. 7, de Confirmat., q. 131, num. 1, et Thomas à Jesu, de Conversione omnium gentium, lib. 3, cap. 5, pag. 484 et pag. 508. In synodo provinciali, seu nationali Albanâ, habitâ anno 1703, atque à summo Pontifice confirmatâ, decisum videtur, solius episcopi esse baptizatorum frontem chrismate linire; cap. enim 3, ubi de Confirmatione est sermo, hæc habentur : *Tanti porrò Sacramenti, quod sola episcopalis persona suæ vendicat dignitati*, etc. Contra in synodo provinciali Ruthenorum, celebratâ Camosciæ anno 1720, cujus acta à nobis, qui congregationis concilii secretarii munere tunc fungebamur, diligenter antea recognita, fuêre pariter ab Apostolicâ Sede approbata, sancitum est validam habendam fore, neque idcircò sine sacrilegio, posse iterari Confirmationem receptam à simplici sacerdote, quia scilicet compertum est, ad ea quoque loca extendi tacitam delegationem, Græcis sacerdotibus factam à Romano Pontifice : « Sacramentum Confirmationis (verba sunt præfatæ synodi) à Christo Domino institutum, quod parochi in Orientali Ecclesiâ extraordinario jure, et delegatâ ab episcopo facultate, ex Apostolicæ Sedis dispensatione, statim post Baptismum administrare solent, in genere visibilium signaculorum, sacrosanctum est, ut ipsum Baptismum, illudque nefas est iterare, propterea quòd indelebilem characterem imprimit. » Denique in nuperâ synodo nationali Maronitarum, coactâ in Monte Libano an. 1736, atque à nobis confirmatâ an. 1741, ut in nostrâ constitutione 31, Bullar. tom. 1, pag. 74, hæc ad rem edita sunt decreta : videlicet c. 2, de Sacramento Baptismi, can. 15 : « Majores nostri, sicut et cæteri Orientalium Ecclesiarum filii, statim post Baptismum tam infantes, quàm adultos consueverunt sacro chrismate perungere, atque adeò Sacramentum Confirmationis illis conferre; idque per simplices etiam sacerdotes, quibus patriarchæ et episcopi hanc facultatem concesserant, quemadmodùm à Ritualibus apparet. Quia verò patriarchæ nostri, ut eo, quo par est, obsequio Romanis Pontificibus, qui frequentes ad illos hâc de re litteras dederant, morem gererent, Latino ritui consentientes, decrevêre, ut deinceps nemo, nisi episcopali dignitate præditus, Sacramentum Confirmationis administraret; ideò mandamus ac præcipimus omnibus parochis, archipresbyteris, chorepiscopis, cæterisque dignitate episcopali carentibus, ne audeant in posterum baptizati frontem sacro Chrismate perungere, et verba illa, quæ ad Confirmationis Sacramentum, adeòque ad episcopum tanquàm ordinarium illius ministrum spectant, recitare; sed illis omissis, intingant pollicem in sacro chrismate, et ungant baptizatum in summitate capitis in modum crucis, dicentes orationem ex Rituali Romano desumptam, quæ sequitur : Deus omnipotens, Pater Domini nostri Jesu Christi, etc.; si verò adfuerit episcopus, et ipse, vel simplex presbyter adultum quempiam baptizaverit, poterit idem episcopus post Baptismum, si velit (ac præcipuè cùm contigerit ab illo baptizari adultum seu infantem in mortis periculo constitutum), prosequi cætera, quæ ad collationem Sacramenti Confirmationis in Rituali pertinent, ita tamen, ut patrinus, vel matrina adhibeatur, et nomen confirmati in libro ad id destinato à parocho, vel episcopo annotetur. Hinc in Rituali, quod auctoritate reverendissimi domini patriarchæ propediem est edendum, ante illa verba, quibus, juxta ritum nostrum, Confirmationis Sacramentum confertur, apponenda est admonitio ad simplices sacerdotes, cum supradictâ oratione : Deus omnipotens, etc., et altera admonitio ad episcopos cum ritu conferendi Sacramentum Confirmationis, quem omninò à ritu Baptismi distingui, et separari præcipimus. »

VI. Et cap. 4, de Sacram. Confirm., § 2 : « Is verò tam in nostrâ, quàm in reliquis Orientalibus Ecclesiis, antiquus mos obtinuerat, ut statim post Baptismum etiam Sacramentum Confirmationis conferretur; quemadmodùm et in Ritualibus continetur, et à concilio Laodiceno his verbis præscribitur, quòd oportet eos, qui illuminantur, post Baptismum inungi super cœlesti chrismate, et esse regni Christi participes; hâc tamen in re servandum præcipimus ac mandamus, quod dudùm à reverendissimis dominis patriarchis injunctum est, nosque supra de Baptismo monuimus, ne simplices sacerdotes de cætero præsumant hoc Sacramentum administrare; sed illud episcopi duntaxat conferant, illum sacrosanctæ Tridentinæ synodi canonem præ oculis habentes : *Si quis dixerit, sanctæ Confirmationis ordinarium ministrum non esse solum episcopum, sed quemvis simplicem sacerdotem, anathema sit.* »

CAPUT X.

Rursùs de Sacramento Confirmationis, de quo in quâdam constitutione synodali cautum est, ut pueris mox decessuris administraretur.

I. Non multis antea annis dubitatum et disceptatum fuit an sustineretur quædam synodalis constitutio, in quâ episcopus declaraverat, paratum se esse ad Sacramentum Confirmationis administrandum pueris mox decessuris, ne privarentur incremento gratiæ et gloriæ, quod certò forent ab eodem consecuturi : quapropter operæ pretium erit hanc controversiam, utpote quæ ad synodum pertinet, hìc elucidare.

II. Catechismus concilii Tridentini, jussu S. Pii V editus, part. 2, de Confirm., num. 15, observandum statuit, ut omnibus, post Baptismum, Confirmationis Sacramentum administretur; sed minùs expedire addit hoc fieri priusquàm pueri usum rationis adepti fuerint : atque ideò decere ut sacro chrismate non inungantur, nisi cùm ad septimum suæ ætatis annum pervenerint. Contra Pontificale Romanum, Clementis VIII primùm, deinde Urbani VIII auctoritate recognitum, tit. de Confirmandis, tanquàm certum ponit, Sacramentum Confirmationis etiam infantibus ab episcopo administrari; ait enim : *Infantes per patrinos ante pontificem confirmare volentem teneantur in brachiis dextris.* Pugnare proinde inter se videntur Catechismus et Pontificale : sed omnis cessabit antimonia si res accuratiùs, uti decet, expendatur.

III. Extra omnem controversiam est, Sacramentum Confirmationis validè conferri omnibus baptizatis, absque ullâ ætatis differentiâ, quod colligitur ex can. *de his*, de Consecrat., dist. 5, notatque Sotus in 4, dist. 7, quæst. unic., art. 8. Certum insuper est olim tam adultos quàm pueros statim post Baptismum fuisse confirmatos. Disertè id testatur Tertullianus, lib. de Baptismo, cap. 7 et 8, ubi ait : « Egressi de lavacro perungimur benedictâ unctione... dehinc manus imponitur per benedictionem, advocans et invitans Spiritum sanctum. » Cyprianus, epist. 73, ad Jubaianum : « Quod nunc quoque apud nos geritur, ut qui in ecclesiâ baptizantur præpositis ecclesiæ offerantur, et per nostram orationem ac manûs impositionem Spiritum sanctum consequantur et signaculo Dominico consummentur. » Cyrillus Hierosolymitanus, catechesi 21, mystag. 3, num. 1 : « Vobis quoque similiter, postquàm ex sacrorum laticum piscinâ adscendistis, datum est chrisma. » Gennadius, de Dogmat. Eccles., cap. 52 : « Si parvuli sunt vel hebetes, respondeant pro illis qui eos offerunt, juxta morem baptizandi : et sic manûs impositione et chrismate communiti, Eucharistiæ mysteriis admittantur. » Baluzius, in suis Notis ad Reginonem, lib. 1, cap. 69, duos exhibet antiquos codices manuscriptos Pontificales ex seculo IX et X, in quibus ordo confirmandi infantes statim post Baptismum continetur; in eorum enim altero sic legitur : *Statim autem confirmetur infans :* in altero verò : *Si episcopus adest, confirmari eum oportet chrismate.* Hæc eadem disciplina seculo XIII, licèt in Ecclesiâ Latinâ nonnihil remitti cœpisset, nondùm tamen penitùs obsoleverat, quod pluribus monumentis demonstrat Mar-

tene, de antiq. Eccles. Ritib., tom. 1, lib. 1, cap. 2, art. 1, num. 3, sed subsequenti ætate congruentius visum est expectare ut confirmandus rationis usum adeptus fuerit. Concilium provinciale Mediolanense I, à Carolo Borromæo anno 1565 celebratum, part. 2 Actor. Mediol. eccles., part. 1, pag. 7, decrevit : « Minori septennio Confirmationis Sacramentum nemini præbeatur. » Concilium Turonense anni 1583, cap. 7, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1403, loquens de eodem Sacramento : « Quod ut decentiùs conferatur, statuit ne ad illud facilè minores septennio... admittantur. » Concilium Cameracense anni 1586, tit. 7, cap. 2, tom. 9 ejusdem Collectionis, col. 2160 : « Non infra septimum aut octavum annum pueri confirmentur. » Concilium Tolosanum anni 1590, part. 2, cap. 3, num. 4, tom. 10 Collectionis ejusdem, col. 1799 : « Ni summa quædam impellat necessitas, septennio minores pueri antequàm veniant ad Confirmationem admittendi. » Tandem Catechismus Romanus, loc. cit., hæc habet : « Illud observandum est, omnibus quidem, post Baptismum, Confirmationis Sacramentum posse administrari, sed minùs tamen expedire hoc fieri antequàm pueri rationis usum habuerint. Quare, si duodecimus annus non expectandus videatur, usque ad septimum certò hoc Sacramentum differri maximè convenit. »

IV. Hanc tamen disciplinæ mutationem, justis de causis in Ecclesiam Latinam invectam, non est amplexa Ecclesia Orientalis ; ea quippe retinet etiam nunc veterem morem Sacramentum Confirmationis statim post Baptismum ministrandi, sicuti ex iis colligitur quæ in præcedenti capite diximus, testanturque Allatius, de Perpet. consens. Eccles. Occid. et Orient., lib. 3, c. 18 ; Thomas à Jesu, de Conversion. gent., lib. 7, c. 7, ac Joseph Vicecomes, in Observat. ecclesiast. de antiquis Baptismi Ritibus, lib. 5, cap. 32, atque de Maronitis et Syris asserit Naironus, in Enopliâ fidei catholicæ, part. 2, cap. 3. Diversam utriusque Ecclesiæ hâc in re consuetudinem considerans P. Drovet, tom. 2, de Re sacramentariâ, quæst. 9, inquit : « Habent suæ consuetudinis idoneas causas Græci, habent et suæ Latini. Illi, subjecti magis quàm Sacramenti respectum habentes, voluerunt Confirmationem statim post Baptismum conferri ; ut nimirùm quidquid gratiæ poterant promptiùs neophytis procurarent : isti, decori magis ac dignitati Sacramenti quàm exigentiæ fidelium consulentes, eò usque differendum statuerunt donec instructionis capaces essent, et possent divini beneficii pretium pro meritis æstimare. » Hanc eamdem rationem respexerunt Patres concilii Coloniensis anni 1536, part. 7, cap. 9, aientes : « Cùm enim hoc Sacramentum Confirmationis non sit necessitatis absolutæ, convenientiùs et utiliùs dabitur, si addatur admonitiuncula. At antequàm infans supra septimum ætatis annum progressus fuerit, parùm aut nihil horum quæ aguntur intelliget, ne dicamus meminerit : » tom. 9 Collectionis Harduini, col. 2004. Prædictas diversas utriusque Ecclesiæ diversi ritûs causas non præ oculis habuimus, cùm, in cit. nostrâ const. 129, relinquendos diximus Cophtos in suâ antiquâ consuetudine recipiendi Confirmationem statim post Baptismum, sed simul summoperè reprehendendos, quòd à Baptismo ritu Latino collato hoc potissimùm nomine abhorreant, quòd scilicet seorsùm à Confirmatione administretur, quod in ejusdem constit., § 5 et 6 legitur.

V. Verùm ut ad propositum redeamus, quamvis Catechismus Romanus non expedire dicat ut Sacramentum Confirmationis pueris ante septennium conferatur, non tamen prohibet ne ullo unquàm in eventu iisdem conferri queat : quod scitè perpendentes Suarez, in 3 part., tom. 3, disp. 35, sect. 2 ; Sylvius, in 3 part. D. Thomæ, quæst. 72, art. 8 ; Layman, Theolog. moral., lib. 5, tract. 3, cap. 5, num. 2 ; Diana, part. 3, tract. 4, resolut. 29 ; Cotonius, lib. 2, de Sacram., controv. 3, cap. 3 ; Juenin, de Sacram., dissert. 3, quæst. 8, cap. 1 ; Sylvester Maurus, tom. 3 Theolog., lib. 11, quæst. 119, num. 4 ; Roncaglia, de Sacram., tract. 3, cap. 3, num. 5 ; bon. mem. cardinalis Gottus, tom. 13 Theolog., pag. 336, num. 6, aliique plurimi affirmant sanctè ac licitè, etiam juxta præsentem disciplinam, sacro chrismate inungi pueros ante septennium, cùm aut prævidetur futura diutina absentia episcopi, aut iidem versantur in discrimine vitæ, aut alia urget necessitas, seu justa causa.

VI. Et profectò quòd Confirmatio non sit deneganda pueris ante septennium, si tali morbo laborent ut decessuri prævideantur apertè deducitur ex D. Thomâ, 3 part., quæst. 73, art. 8, ad 4, ubi docet etiam pueris morituris hoc Sacramentum dandum esse : *Ut confirmati decedentes, majorem gloriam consequantur, sicut et hìc majorem obtinent gratiam ;* quod nos ipsi advertimus, et cum eodem Angelico præceptore tradidimus in nostrâ instit. 6, ac pluribus prosequitur recens auctor Catalanus, tom. 3, in Pontificale Romanum, pag. 227, num. 22. Licèt enim Confirmatio non sit pueris ante usum rationis necessaria ad pugnam tunc subeundam pro fide Christi, non est tamen inutilis, tum quia auget illis gratiam, tum quia eis jus tribuit ad accipienda gratiæ auxilia quibus suo tempore roborentur ad sustinendam pugnam pro casu quo ex morbo convalescant : quamobrem Duhamel, tom. 5 Theol., tract. de Sacram., dissert. 3, cap. 1, postquàm docuit expedire ut Sacramentum Confirmationis conferatur habentibus usum rationis, id limitat in infantibus constitutis in mortis articulo, quibus laudabiliter conferri affirmat.

VII. Quòd verò præter periculum mortis alia insuper adesse possit justa causa ob quam Confirmatio pueris ante usum rationis ministretur, asserunt Patres concilii Mediolanensis V, part. 1 Actor. eccles. Mediol., part. 1, pag. 2200, ubi, explicantes decretum editum in concilio I Mediolanensi quod nos supra retulimus, hæc habent : « Alio decreto quod in concilio provinciali I sancivimus, cautum est ne Confirmationis Sacramentum iis præberetur qui annis septem minores natu sunt : si tamen episcopus ob aliquam causam justam atque adeò necessariam parvulo et infanti, qui non modò eam ætatem expleat, sed ne attingat quidem, ministrandum aliquando censuerit, ne sit vetitum. » Idemque ab aliis synodis sancitum esse refert Witasse, de Sacram. Confirmat., tom. 2, q. 4, art. 1.

VIII. Ex his porrò planè conficitur nullam esse contrarietatem, nullam antilogiam inter Catechismum et Pontificale Romanum. Catechismus prohibet ne regulariter Sacramentum Confirmationis conferatur pueris ante septennium : Pontificale supponit quòd in aliquo extraordinario casu justâque urgente causâ possit idem conferri. Quæ traduntur in Catechismo, constituunt regulam : quæ adduntur in Pontificali, constituunt limitationem regulæ. Quibus positis, si episcopus in suis constitutionibus diceret paratum se esse ad conferendum Sacramentum Confirmationis pueris et infantibus baptizatis, sed constitutis in mortis periculo ; aut juberet ut sibi Sacramentum Confirmationis ministraturo in hoc aut illo loco suæ diœcesis exhibeantur pueri et infantes, cùm facilis ad eos in posterum sibi non sit futurus accessus vel propter suî ingravescentem ætatem, vel propter eorum distantiam à civitate, aut propter itineris difficultatem : nihil profectò in hujusmodi constitutionibus synodalibus videretur reprehendendum : cùm in præfatis circumstantiis non sit locus regulæ traditæ in Catechismo, sed potiùs limitationi ejusdem regulæ de quâ in Pontificali. Cujus quidem limitationis exemplum præbuit Concilium Parisiense anni 829, can. 33, tom. 4 Collectionis Harduini, col. 1318, ubi à lege decernente ut Baptismus et Confirmatio duntaxat conferrentur tempore Paschatis et Pentecostes, excepit infirmos et periclitantes, *quibus*, ait, *sicut Baptismatis gratiâ succurrendum, ita incunctanter donum Spiritûs sancti est*

tradendum; de quâ re plura Gibert, Consult. canonicar., tom. 2, consult. 2, de Sacram. Confirmationis.

IX. Tria tamen advertere debet episcopus : primò, ne in suâ constitutione quidquam dicat quo insinuare videatur necessitatem seu præceptum suscipiendi Sacramentum Confirmationis in eâ ætate et statu ; secundò, ut Sacramentum administret eâ dignitate cui consulere voluit Ecclesia, cùm illud denegavit infantibus ante adeptum usum rationis, quemadmodùm supra audivimus à Drovet ; tertiò tandem, ne postquàm paratum se dixit ad Confirmationem conferendam omnibus pueris positis in vitæ discrimine, libenter accurrat ad nobiliores sibique benè visos, et ire detrectet ad pauperes aliosve de infimâ plebe : hoc siquidem fieret cum acceptione personarum et multorum scandalo ; à quâ quidem personarum acceptione quantùm sit abhorrendum, præcipuè in Sacramentorum administratione, ex iis colligitur quæ habentur in nostrâ constitut. 107, pag. 410 et pag. 417, Bullar. tom. 1.

CAPUT XI.

De evitandis in synodo quæstionibus theologicis circa sacrosanctum Eucharistiæ Sacramentum ; ubi de viatico exhibendo, necne, his qui eâdem die Eucharistiam susceperunt : item de communione dandâ reis capite damnatis, et denegandâ peccatoribus publicis et manifestis.

I. Neminem episcoporum adeò desipere putamus ut velit in suâ synodo, ne leviter quidem, quæstiones attingere quæ de sanctissimæ Eucharistiæ effectibus moventur à scholasticis atque in utramque partem versantur. Ejusmodi esset illa, ex. gr., utrùm Eucharistia æqualem conferat gratiam ex opere operato eam sumentibus sub utràque specie quàm sub unâ tantùm accipientibus. Hanc quippe controversiam, teste Francisco Blancho, archiepiscopo Compostellano, qui concilio Tridentino interfuit, et cujus, tacito nomine, meminit Henriquez, de Sacram., lib. 8, art. 44, § *In margine*, declinare voluêre Patres Tridentini, cùm, sess. 21 de Communione, etc., cap. 3, disserentes de fructu quem fideles è sanctissimâ Eucharistiâ percipiunt, cautè dixêre : *Nullâ gratiâ necessariâ ad salutem eos defraudari, qui unam speciem solam accipiunt* : noluerunt siquidem definire an isti totâ ubertate participes fierent gratiæ quâ donantur illam sub utràque specie degustantes. Non solùm autem inutile, sed incongruum esset in diœcesanâ synodo quæstionem tractari quam Tridentini Patres reliquerunt intactam. Similis naturæ et adhuc sub opinione posita est alia controversia quam theologi examinant : num scilicet sanctissima Eucharistia causet *per accidens* primam gratiam ; hoc est, an fidelis prudenter existimans se esse in gratiâ, si ad Eucharistiam saltem attritus accedat, consequatur remissionem lethalium quorum est invincibiliter oblitus. Enimverò irrisionibus se exponeret episcopus qui inter hasce scholasticorum tricas sese implicaret, præsertim cùm de rebus agatur quæ unicè pendent à divinâ institutione nobis hactenùs per Ecclesiam non manifestatâ. Satius igitur erit, ejusmodi inutilibus quæstionibus prætermissis, unicè insistere ut parochi cæterique animarum rectores crebrò in fidelium memoriam revocent præceptum Apostoli, 1 ad Corinth. 11 : *Probet autem seipsum homo, et sic de pane illo edat, et de calice bibat. Qui enim manducat et bibit indignè, judicium sibi manducat et bibit, non dijudicans corpus Domini* ; simulque declarent « eam probationem necessariam esse, ut nullus sibi conscius peccati mortalis, quantumvis sibi contritus videatur, absque præmissâ sacramentali confessione ad sacram Eucharistiam accedere debeat : » quemadmodùm definivit Tridentinum, sess. 13, c. 7, de Eucharistiâ.

II. Verùm aliqua interdùm occurrunt de administratione sanctissimæ Eucharistiæ in synodo statuenda, quæ cæteroquin summam exigunt circumspectionem, ne secùs synodale statutum ad difficultatis scopulum allidat quem in præsens suademus evitandum. Rem, ne ab instituto deflectamus, quod hucusque servavimus, exemplis patefacimus. Rectè ac sanctè in plerisque synodis commonitos legimus parochos ut solliciti sint de sanctissimo viatico iis statim porrigendo quos vitâ periclitari deprehenderint ; in aliis gravem insuper pœnam iisdem inflictam invenimus, si ipsorum inertiâ evenerit ut aliquis sine sanctissimi Christi corporis viatico ex hâc vitâ decesserit. At fingamus sacerdotem corpore sanum manè missam celebrâsse, aut laicum ex merâ devotione sanctissimam Eucharistiam percepisse : corripitur eâdem die subito morbo, aut lethali percutitur vulnere, ita ut medicorum judicio prudenter timeatur ne eâ ipsâ die intereat : cupit ægrotus refici sanctissimo viatico illudque à parocho instanter exposcit, quod tamen parochus ad eum deferre renuit : non tamen idcircò damnandus erit parochus tanquàm transgressor synodalis statuti, nec quidquam de hâc re, quæ fortè sæpiùs in diœcesi acciderit, erit in synodo deliberandum, nisi maximâ adhibitâ circumspectione et cautelâ. Etenim, licèt communiter theologi cum S. Thomâ, 3 part., q. 80, art. 11, in illis Christi Domini verbis, Joann. 6 : *Nisi manducaveritis carnem Filii hominis, et biberitis ejus sanguinem, non habebitis vitam in vobis*, contineri existiment præceptum obligans omnes fideles ad Eucharistiam percipiendam aliquoties in vitâ, atque imminente mortis periculo, neque ulli fas sit sine temeritatis notâ contrarium opinari, ut probant Valentia, disp. 6, quæst. 8, punct. 4, et Vincentius Baronius, 2 part. Manuductionis, pag. 258, atque ex iis liquet quæ ad prædictum præceptum comprobandum adducunt Suarez, de Eucharist., disp. 69, sect. 1 ; Vasquez, disp. 213, cap. 2 ; et cardinalis de Lugo, de Eucharist., disp. 16, sect. 1, et sect. 2, num. 17, et n. 33 ; nihilominùs tamen iidem theologi dissident inter se, num, adveniente repentino mortis periculo, sanctissimi Christi corporis viatico sit etiam illi succurrendum qui eâdem die, cùm cæteroquin nondùm ullâ laboraret corporis infirmitate, Eucharistiam accepit. Docent plerique etiam hunc inopinatò incidentem in mortis periculum teneri denuò se reficere eucharistico cibo, quò fiat validior ad ultimam sustinendam cum dæmone luctam : neque enim, inquiunt, per communionem ante vulnus vel morbum peractam potuit satisfieri præcepto, quod nondùm urgebat, Eucharistiam sumendi in mortis articulo. Ita Hurtadus, de Eucharist., disp. 11, diff. 2 ; Pellizzarius, Dicastillo, Quintanaduenas, aliique relati à Dianâ, part. 10, tract. 11, resol. 40. Alii ex adverso cum Suarez, cit. disp. 69, sect. 3, § *Rogabis* ; Coninck, q. 80, art. 11, dub. 3, num. 100 ; cardinali de Lugo, cit. loc., num. 52, aliisque à nobis allegatis in nostro opere de Canoniz. sanctor., l. 3, cap. 38, num. 22, ubi aliquid de hâc quæstione delibavimus, sentiunt in prædicto rerum eventu non solùm non urgere præceptum sumendi viaticum, sed recipi non posse sine piaculo : siquidem, ex unâ parte, divinæ legi quâ jubentur fideles sanctissimam Eucharistiam percipere cùm in ultimo versantur vitæ discrimine, veluti prævià quâdam solutione, jam satisfactum autumant per communionem manè peractam : ex aliâ verò parte, nemini licet bis eâdem die corporis Christi participare mysteria, solùmque id permittitur parocho in aliquo extraordinario eventu, de quo nos pariter egimus, cit. c. 38, cùm scilicet duas administrat parochias, et in utràque debet eâdem die celebrare. Inter has duas è diametro oppositas opiniones mediam viam ineuntes alii, quos, tacito nomine, citat de Lugo, eod. cit. loc., num. 50, et sequuntur Gobat, theolog. Experim., tract. 8, num. 175, et Marin., tom. 3, disp. 9, sect. 1, num. 13, dicunt prædictum hominem, qui manè benè valens ad Eucharistiam accessit et deinde in periculosum incidit morbum, posse, si velit, denuò Eucharistiam sumere per modum viatici, nullo tamen præcepto ad id faciendum obstringi : atque huic sententiæ astipulatur praxis

quorumdam religiosorum à quibus, uti referunt Diana, part. 8, tract. 2, resol. 87; Hurtadus, de Sacram., disp. 10, de Eucharist. difficult. 2, et cardinalis de Lugo, cit. loc., num. 51, in prædicto eventu sanctissimum viaticum porrigi consuevit sacerdotibus qui eâ ipsâ die celebrârunt. In tantâ opinionum varietate doctorumque discrepantiâ, integrum erit parocho eam sententiam amplecti quæ sibi magis arriserit, quin fiat reus violati statuti synodalis, quod certè non potuit casum istum extraordinarium respicere, neque fas erit episcopo aut in parochum animadvertere qui præfato ægrotanti viaticum denegavit, aut quidquam de ejusmodi controversiâ in suâ synodo decernere, ne videatur sibi arrogare partes judicis inter gravissimos hâc super re inter se contendentes theologos.

III. In hâc eâdem materiâ, nimirùm administrationis sanctissimæ Eucharistiæ, non abs re erit aliquid dicere de eo quod alicubi in dubium revocatur, an scilicet concedenda vel deneganda sit communio corporis Christi iis qui ob grave delictum ultimo supplicio damnati sunt. De hâc quæstione fusè egimus in nostro tractatu de Sacrificio missæ, sect. 2, § 175, ubi, indicatis variis locorum consuetudinibus, eam sequendam esse insinuavimus quæ in unoquoque loco respectivè obtinere dignoscitur; tametsi innuere non omisimus christianæ pietati magis conforme esse ut vivifici Sacramenti participatio iis etiam qui ob grave delictum sententiâ capitali damnati sunt, petentibus et alioquin rectè dispositis, non denegetur. Nunc autem addendum meritò censemus episcoporum partes esse hanc disciplinam in suis diœcesibus invehendam curare, ut delinquentibus ultimo supplicio afficiendis Eucharistia præbeatur, idque in synodalibus constitutionibus inserere : auctore nimirùm immortalis memoriæ pontifice S. Pio V, qui in epistolâ ad archiepiscopum Rossanensem, suum in Hispaniis nuntium, quam videre licet inter collectas a Francisco Goubau, lib. 2, num. 2, id ipsum ab eo cum catholico rege agendum eique suadendum mandat. Quòdque earum regionum judices prohibere solebant ne graviorum criminum reis capite damnatis communio ministraretur, id apertè improbat sequentibus verbis : « Id nos (Sacramentum nempe Eucharistiæ) minimè esse denegandum censemus, cùm christianæ charitati magis conveniat eos ad resistendum tali tempore fortiùs diabolicis tentationibus sacrâ communione muniri, ut, perituro corpore, saluti animæ, quantùm fieri potest, subveniatur. »

IV. In eodem tractatu nostro de Sacrificio missæ, edit. Latin., sect. 2, § 174, disseruimus etiam de sacrâ communione peccatoribus denegandâ. Quoniam verò deinceps super hâc materiâ gravissimæ in quibusdam regionibus agitatæ sunt controversiæ, haud inopportunum duximus quosdam hìc veluti canones à præstantioribus theologis prolatos atque receptos inserere, quos præ oculis habere poterunt episcopi, si fortè, pro recto diœcesium suarum regimine, necessarium putaverint regulas in hoc rerum genere sequendas synodali constitutione præscribere. Porrò Salvator noster, Matth. c. 7, apertis verbis edixit : *Nolite dare sanctum canibus.* Peccatores autem canum nomine designari satis est exploratum. Ex his verò aliqui occulti sunt, alii autem publici et manifesti. Itaque, cùm peccator occultus est, et publicè Eucharistiam petit, poterit quidem sacerdos, si occultè id facere valeat, illum monere ut à sacrâ mensâ se abstineat; poterit etiam, Eucharistiam publicè ministraturus, omnibus in communi edicere ne quis peccati labe inquinatus, nec antea Ecclesiæ reconciliatus, ad sacram mensam accedat; verùm, si nihilominùs peccator ejusmodi ad Sacramentum percipiendum sese offerat, minimè licebit illum repellere, et sacri doni participationem ei denegare. Ita docet S. Thomas, 3 part., q. 80, art. 6, per tot. Atque ita agendum demonstravit exemplo suo Dominus noster Jesus Christus, dùm Judæ, occulto adhuc peccatori, Sacramentum corporis sui dare non recusavit, ut idem S. doctor advertit ibid., q. 81, art. 2, in corpore, et in resp. ad secundum. Quamvis enim peccator occultus coram Deo jus non habeat filiorum pane vescendi, jure tamen contendere potest se publicâ infamiâ afficiendum non esse, prout eveniret si publicè ipsi denegaretur Eucharistia, cùm ad eam percipiendam se comparâsset; ut rectè disserit Sylvius in suis Comment. in 3 part. S. Thomæ, q. 80, art. 6, quæsit. 2, et prosequitur cardinalis Gotti, t. 3, in 3 p. ejusdem S. Thomæ, de Ministro, Subjecto et Usu Eucharistiæ, dub. 3, § 4, num. 12.

V. Hæc pertinent ad peccatorem occultum, qui Eucharistiam publicè petit. Videndum nunc est de peccatore occulto, qui in occulto postulat eam sibi ministrari. Quo quidem casu, si illius peccatum sacerdoti compertum certumque sit, cùm præterea cesset infamiæ eidem irrogandæ metus, regula est ut communio ei denegetur. *Occultos verò peccatores, si occultè petant, et non eos emendatos agnoverit, repellat; non autem, si publicè petant, et sine scandalo ipsos præterire nequeat;* verba sunt Ritualis Romani : cui sententiæ non modò consentanea docet S. Thomas in 4 Sent., dist. 9, art. 5, in resp. ad quintam quæstionem; sed etiam addit occulto peccatori Eucharistiam in occulto petenti denegandam eam esse, licèt sacerdos, de communionis administratione requisitus, requirentis peccatum ex illius confessione sacramentali cognoverit : *Si sacerdos sciat peccatum alicujus, qui Eucharistiam petit, per confessionem vel alio quolibet modo, distinguendum est, quia aut peccatum est occultum, aut manifestum. Si est occultum, aut exigit in occulto, aut in manifesto. Si in occulto, debet ei denegare, et monere ne in publico petat; si autem in manifesto petit, debet ei dare.* Verùm, cùm sanctus doctor, in 3 part. Summæ, loco superiùs citato, minimè repetiisse dignoscatur id quod in 4 lib. Sent. scribens posuerat, quamvis ibi opportuna illius doctrinæ repetendæ occasio fuisse videatur, oritur hinc quæstio inter illius sectatores, utrùm id quod in 4 Sententiarum dixerat, in posteriore Summâ confirmâsse, non retractando, an revocâsse, prætermittendo, censendus sit.

VI. Nos quidem hujusce controversiæ pelagus ingredi nolumus. Sed eam procul dubio sententiam cautiorem et magis tutam esse ac meritò sequendam existimamus, ut scilicet, quoniam omni ratione vitari oportet ea quæ pœnitentiæ Sacramentum odiosum fidelibus reddere possunt, et adeò districta est lex sigilli confessionis sacramentalis, ut confessarius ne cum ipso quidem pœnitente extra confessionem loqui possit de illius delicto quod per confessionem unicè novit, nisi ipse pœnitens expressam ei licentiam tribuerit; ut, inquam, debeat sacerdos Eucharistiam ministrare peccatori occulto, eamdem in occulto petenti, quoties illius peccatum ex auditâ duntaxat ejusdem confessione sacramentali cognoverit. Quòd si præterea delictum illud aliunde quàm ex ipsâ delinquentis confessione compertum habeat, et propterea idem delinquenti, licèt occulto, et communionem in occulto petenti, denegandam hanc esse duxerit, non omittat eidem significare, salvo semper notitiæ auctore, cognitum sibi esse illius statum aliâ ratione, quæ nihil commune habeat cum Sacramento Pœnitentiæ. Hæc sententia deducitur ex cap. *Si sacerdos*, de Officio judicis ordinarii; eamque insinuat Sylvius, loc. cit., § *Singularis tamen difficultas*, pluribus autem illustrat et firmat Cabassutius, in Theor. et Prax. jur. canon., lib. 3, cap. 7, num. 4. Denique P. Maurus societatis Jesu theologus, qui plures annos in Romano societatis lycæo magno cum plausu theologiæ cathedram moderatus est, tom. 3, lib. 12, q. 170, n. 11, post relatam opinionem ab Angelico doctore prolatam in 4 Sentent., quam etiam magni nominis theologi, Suarez et Vasquez, amplexi sunt, eam quidem speculativè sustineri posse, dicit; sed in eâdem ad praxim deducendâ non parùm periculi fore ait, ne fortè in aliquem scopulum incidatur ex iis quos supra innuimus.

VII. Hactenùs de peccatore occulto, qui vel publicè el occultè Eucharistiam petit. Jam verò dicendum st de publico peccatore, qui Sacramenti communio- em postulat sive in publico, sive in occulto. De hoc item tutissima et generalis regula est, ut à sacrâ mensâ repellatur. *Si peccatum est manifestum, debet enegari Eucharistia, sive in occulto, sive in manifesto etat.* Ita S. Thomas, loc. cit., in 4 Sentent., qui etiam ibi, in 3 part., q. 80, art. 6, ad primum, Salvatoris ententiam repetens, ait : *Sancta prohibentur dari canibus, id est, peccatoribus.* Idem sentit S. Bonaventura, aliique theologi communiter docent, post S. Cyrianum, cujus sententia relata est in can. *Pro dictione*, de Consecrat., dist. 2. Plena sunt autem ujusmodi prohibitionum synodalia episcoporum statuta, ut videre est in iis quæ S. Carolus Borromæus didit, et in aliis quæ indicantur à Genetto, Theol. loral., tom. 3, tract. 4, de Sacr. Euchar., cap. 9, uæst. 5. Quare nil aliud in hâc materiâ quærendum uperest, nisi ut statuatur quinam sint publici et manifesti peccatores quibus deneganda est Eucharistia, ive eam publicè, sive in occulto petant.

VIII. Quæstionem tractat Angelicus doctor in cit. rt. 6, ubi in corpore hæc habet : *Quidam sunt occulti eccatores, quidam verò manifesti, scilicet per evidenam facti, sicut publici usurarii, aut publici raptores, el etiam per aliquod judicium ecclesiasticum vel secure.* Cùmque deinde, in q. 82, art. 9, in respons. ad ertium, statuat assistendum non esse missæ concubinarii sacerdotis, ita subdit : *Sed hoc intelligendum st de notorio vel per sententiam, quæ fertur in conictum, vel per confessionem in jure factam, vel per videntiam facti, quando non potest factum aliquâ terversatione celari.* Itaque hoc tutò asserendum videur cum Sylvio, loc. cit., ad art. 6 dictæ quæst. 1, manifestos peccatores, ad effectum de quo agitur, censeri eos *quorum peccata noscuntur aut per judicis ententiam, aut per propriam confessionem in judicio factam, aut per evidentiam facti, quæ nullâ possit tergiversatione celari;* quod etiam ante illum statuerat Sotus in 4 Sent., dist. 12, q. 1, art. 6, § *Ambiguitas*, et rectè deducitur ex cap. *Tua nos*, et in cap. *Quæsitum*, de Cohabit. clericorum. Eorum autem opinio est rejicienda, qui asserunt neminem publici peccatoris censurâ notandum, aut ab eucharisticâ mensâ segregandum esse, præter eum quem judicis sententia talem esse declaravit, cùm ex præmissis constet manifesti quoque peccatoris nomine ad hunc effectum censeri eum qui notoriè talis est, quamvis nec ipse in judicio delictum confessus sit, nec super eo judex ecclesiasticus aut laicus sententiam tulerit, ut probè etiam animadvertit Juenin, de Sacramentis, diss. 4, q. 6, cap. 7, art. 1; continuator operis Tournely, tract. 3, de Censuris, part. 1, cap. 5; Genett., tom. 3, de Sacram. Euchar., p. 182, q. 8 editionis Latinæ; Gamachæus, tom. 3, q. 79, cap. 2, pag. 445; quibus consonant decisiones relatæ in Collationibus Andegavensibus anni 1716, tom. 2, pag. 236, et in Rhotomagensibus, de Sacramento Eucharistiæ; ita denique intelligenda esse synodorum decreta, et Ritualium præscripta quibus, ut supra innuimus, publici peccatores a communione arcentur, sine dubitatione censuit Van Espen, Jur. eccl. univers. part. 3, tit. 5, cap. 2, n. 20, ita scribens : *Cùm ergo Ritualia atque synodalia decreta velint universim, publicos et notorios peccatores à communione repelli, manifestum est à veris et mente Ecclesiæ omninò deviare qui hujusmodi peccatores non priùs volunt esse repellendos quàm per sententiam judicis sint ut notorii peccatores declarati; quasi non possent per notorietatem facti esse verè notorii et publici peccatores, antequàm per sententiam tales essent declarati. Num forsan scandalum non esset, aut sanctum non daretur canibus, si notoriis peccatoribus notorietate facti administraretur publicè Eucharistia, quamvis necdùm per sententiam domini officialis ut tales condemnati essent?*

CAPUT XII.

In quo agitur de viatico pueris exhibendo; item de iis qui, perseverante eodem morbi periculo, instant viaticum sibi exhiberi; et aliqua de frequenti aut quotidianâ communione.

I. Rectè tamen et sine reprehensione poterit episcopus synodali constitutione parochos compellere ad administrandum sanctissimum viaticum pueris mox decessuris, si eos compererint tantam assecutos judicii maturitatem, ut cibum istum cœlestem et supernum à communi et materiali discernant; haud enim leviter delinquere credimus qui pueros etiam duodennes et perspicacis ingenii, sinunt ex hâc vitâ migrare sine viatico, hanc unam ob causam, quia scilicet nunquàm antea, parochorum certè incuriâ et oscitantiâ, eucharisticum panem degustârunt. Ad ejusmodi autem gravem abusum radicitùs extirpandum, quem nulla profectò cohonestare valet probabilis theologorum opinio ad quam parochi confugiunt, ut suam aut prorsùs excusent, aut ad minus levent culpam, nonnulla sunt breviter præmittenda. Cuilibet antiquitatis studioso notissimum est antiquam Ecclesiæ consuetudinem obtinuisse ut sanctissimæ Eucharistiæ participes fierent infantes statim post Baptismum, quod pluribus monumentis demonstrat Martene, de antiq. Eccles. Ritib., tom. 1, lib. 1, cap. 1, art. 15, § 11, iisdemque infantibus perinde ac adultis consuevisse frequenter sacra mysteria ministrari, testantur Cyprianus, tract. de Lapsis; auctor Const. apostol., l. 8, c. 12 et 13; Dionysius, seu quicumque sit auctor eccles. Hierarch., c. 2 et 7; Augustinus, serm. 8, de Verbis Apostoli, et epist. 166, ad Bonifac., et constat ex Sacramentario, quod inscribitur nomine Sancti Gregorii, tit. de Sabbato sancto, aliisque testimoniis adductis à cardinali Bonâ, Rer. liturgic., lib. 2, cap. 19, num. 11; à Martene, cit. lib. 1, cap. 4, art. 10, § 14; à Juenin, de Sacram., diss. 4, quæst. 6, cap. 2; atque etiam ab hæretico Binghamo, Origin. Eccles. tom. 4, lib. 12, cap. 1, § 3, et tom. 6, lib. 15, cap. 4, § 5, 7, et cap. 7, § 4. Hic mos quem à Græcis suâ ætate retentum observat D. Thomas, 3 part., quæst. 80, art. 9, ad 3, et etiamnum apud eosdem perseverare, tradit Arcudius, l. 3, de Sacram. Euch., cap. 11, quandonam in Ecclesiâ Latinâ obsoleverit, incertum est : hoc unum certò scimus, ejusdem ritûs vestigia inveniri apud Hugonem à Sancto Victore, qui seculo XII scripsit, de Sacram., lib. 1, cap. 20, et apud Guibertum abbatem, auctorem XII seculi, lib. 1, de Pignoribus sanctorum, cap. 2, § 1. Sed subsequenti ætate ea deprehendimus omninò deleta, nec quadringentis abhinc annis usquàm legimus fuisse infantibus sanctissimam Eucharistiam in Ecclesiâ Latinâ administratam. Utramque disciplinam, habitâ ratione diversitatis temporum, commendavit Tridentinum, sess. 21, de Communione, cap. 4, ubi hæc habentur : « Denique sancta synodus docet parvulos usu rationis carentes nullâ obligari necessitate ad sacramentalem Eucharistiæ communionem... Neque ideò tamen damnanda est antiquitas, si eum morem in quibusdam locis aliquando servavit : ut enim sanctissimi illi Patres sui facti probabilem causam, pro illius temporis ratione, habuerunt; ita certè eos nullâ salutis necessitate id fecisse sine controversiâ credendum est. »

II. Factâ porrò prædictâ disciplinæ mutatione, Innocentius III, in cap. *Omnis utriusque sexûs*, de Pœnit. et Remiss., omnes Christi fideles, *postquàm ad annos discretionis pervenerint*, obligavit ad Eucharistiam ad minus in Paschate reverenter percipiendam. Hinc verò orta est inter scholasticos dissensio in determinando tempore quo ejusmodi præcepto urgeri incipiant pueri. Plerique doctores non improbabiliter docent omnes pueros statim ac sunt doli capaces, sicuti astringuntur sacramentalis confessionis præcepto, ita obligari ad communicandum in Paschate, nisi fortè, ut decernitur in cit. cap. *Omnis utriusque sexûs*,

« de proprii sacerdotis consilio ob aliquam rationabilem causam, ad tempus ab hujusmodi perceptione duxerit abstinendum. » Allegata enim decretalis Innocentii III utrumque præceptum conjungit, et absque ullo inter unum et alterum discrimine utrumque onus imponit omnibus utriusque sexûs fidelibus, *postquàm ad annos discretionis pervenerint*. Ita Paludanus, S. Antoninus, Tabiena, quos refert et sequitur Joannes Sanchez, in Selectis, disp. 26, quibus adde Castropalaum, tract. 21, disp. unic., punct. 10, num. 11, et Philippum Delacrux, in Thesaur. eccles., tract. 1, § 11, num. 3, atque huic sententiæ patrocinatur Manuale Henrici episcopi Sistaricensis, in synodo Sistaricensi approbatum, in cujus can. 16 habetur. « Moneant autem sacerdotes parochianos suos ut pueros à septennio et supra *Pater noster* et *Credo* doceant, ac in die sancto Parasceven ad ecclesiam adducant ad osculandam crucem, et in die sancto Paschæ ut corpus Christi, priùs tamen confessi, recipiant; » tom. 4 Anecdot. Martene, et Durand., col. 1082. At alii, quos citant et sequuntur Suarez, tom. 3, in 3 part., quæst. 80, disp. 70, sect. 1; Vasquez, disp. 214, cap. 4; Dicastillo, tom. 4, disp. 10, dubit. 5, n. 110, perfectiorem usum rationis expectandum censent ut pueri ad annuam communionem constringantur : non omnis quippe discretio quæ sufficiens habetur ad se expiandum sacramentali confessione satis est ad ritè percipiendam Eucharistiam, cujus excellentia majorem exigit in suscipiente judicii maturitatem ut debitâ religione ac reverentiâ ad eam accedat. Quo verò ætatis anno eam maturitatem advenisse sit præsumendum, non potest certâ regulâ definiri; cùm alii tardiùs, alii citiùs perfectum rationis usum rerumque spiritualium intelligentiam assequantur : id autem intra decimum et decimum quartum ætatis annum communiter evenire notat citatus Suarez.

III. Verùm, etsi doctores inter se dissentiant, ferè tamen communiter fatentur tantam non desiderari ætatem ut quis in mortis articulo et possit et debeat sanctissimo viatico muniri : quinimò laudatus Suarez expressè docet omnibus qui sunt doli capaces positis in vitæ discrimine illud esse ex divino præcepto porrigendum; citatam quippe sectionem in hunc modum absolvit : « Atverò de communione faciendâ in articulo mortis non est eadem ratio... Unde existimo in illo articulo dandam esse communionem cuicumque homini habenti usum rationis ad peccandum, et capaci confessionis et extremæ Unctionis. Quod Navarrus quidem fatetur esse omnibus consulendum : ego verò existimo esse obligationem tam ex parte petentis quàm dispensantium, » etc. Suaresii sententiam pluribus comprobat cardinalis de Lugo, de Euch., disp. 13, sect. 4, num. 37, eidemque suffragatur auctor anonymus in carmine MS. prolato à Martene, de antiq. Eccl. Ritib., cit. tom. 1, lib. 1, cap. 4, art. 10, § 14, inquiens :

Non pueris infra bis quinque manentibus annos
Des corpus Domini, quamvis sint corpore puri :
Quid sumant cùm ignorent, ergo prohibentur :
Excipe quos urget fera mors, anni licèt his sint
Octo, sive novem, vel septem, dùm sibi constet
Scire Pater noster, *et eorum vita probata.*

Quare nulli controversæ opinioni calculum adjicit episcopus qui in suâ synodo parochos seriò adhortatur et monet ne patiantur omnes pueros indiscriminatim interire sine Christi corporis viatico, illudque iis præbendum præcipit quos iidem parochi, diligenti præmisso examine, tantâ compererint pollere ingenii perspicaciâ, ut latentem sub speciebus sacramentalibus Christum et firmiter credant, et reverenter adorent : tunc verò securiùs id in synodo decernitur cùm non determinatur certa ætas in quâ decessurus puer sit Christi corpore reficiendus, circa quam unicè vertitur theologorum dissensio, sed ipsiusmet prudentis parochi judicio permittitur definire an moriturus puer, spectatâ ejus indole, sit tanti Sacramenti capax; hoc siquidem adhibito temperamento, nemo facilè contradicet synodali constitutioni, cui penè omnes theologi suffragantur.

IV. Similiter, absque formidine se aliquâ involvendi controversiâ, et potest et interdùm debet episcopus constituere ne parochi renuant sanctissimam Eucharistiam iteratò deferre ad ægrotos qui etiam perseverante eodem morbi periculo, illam sæpiùs per modum viatici, cùm naturale jejunium servare nequeant, percipere cupiunt. Quamvis enim Vasquez, in 3 part., disp. 214, cap. 2, in fin., doceat divino præcepto satisfieri per unicam perceptionem sanctissimi viatici in eâdem ægritudine, nullum tamen invenimus alicujus nominis theologum qui neget et licitum, et pium, ac laudabile esse illud sæpiùs repetere. Ita quippe expressè tradunt Sylvester, verb. *Eucharistia*, 3, § 6; Tabiena, verb. *Communicare*, num, 48; Sotus, in 4, dist. 12, quæst. 1, art. 8; Toletus in Summâ, lib. 10, cap. 15; Henriquez, lib. 8, cap. 4, num. 1, et cap. 50, num. 1; Suarez., disp. 68, sect. 5; Layman, lib. 5 Summ., tract. 4, cap. 6, num. 20; Diana, tom. 1, tract. 7, resolut. 57; cardinalis de Lugo, disp. 15, sect. 3, num. 64, qui malè traducit Vasquez, quasi auctorem contrariæ sententiæ, cùm hic de solâ loquatur obligatione, ut diximus, et legenti patebit.

V. Aliqua duntaxat dissensio est in præfiniendo temporis spatio quod debeat intercedere ut intra eamdem infirmitatem possit iterùm non jejuno dari Eucharistia. Aliqui enim cum Navarro, multùm temporis interfluere debere existimant inter unam et alteram communionem; quam indefinitam Navarri assertionem de spatio triginta dierum explicat Villalobos, in Summ., 1 part., tract. 7, dub. 38. Alii cum Suarez, cit. loc., decem aut octo dies exposcunt. Alii cum Ludovico à Sancto Joanne in Summâ Hispano sermone editâ, tom. 1, quæst. 7, art. 10, difficult. 4, de Sacram. Euch., post elapsos tres dies viaticum iterari concedunt. Alii demùm cum Layman, cit. cap. 6, num. 20, etiam insequenti die illud repeti permittunt, si videatur instare mortis periculum, et ægrotus, qui cùm sanus esset frequenter consueverat eucharisticum panem degustare, eo denuò nutriri et roborari cupiat. Abstrahat igitur episcopus ab hisce quæstionibus; solùmque parochis insinuet posse et debere sanctissimum viaticum in eâdem infirmitate iterùm et tertiò administrari; præsertim si ipsimet ægrotantes iterùm cœlestem illum panem esuriant; et, si velit, pœnam etiam in parochos decernat qui post plurimùm temporis Eucharistiam ad eumdem infirmum eam devotè efflagitantem, falsis quibusdam et emendicatis prætextibus, denuò deferre obstinatè detrectant : nihil quippe in hâc saluberrimâ constitutione invenietur censurâ et castigatione dignum.

VI. Quòd si in synodo aliquid etiam dicendum occurrat de sacramentalis communionis frequentiâ, caveat episcopus ne aut universim improbet, aut omnibus indiscriminatim suadeat quotidianum ad sacram mensam accessum. Etsi enim prisci fideles consueverint quotidiè eucharisticum panem degustare, quod discimus ex S. Justino, in apologiâ 1 quam pro Christianis obtulit imperatori Antonino; ex S. Cypriano, in expositione Orationis Dominicæ; ex S. Hieronymo, epist. 50; ex can. *Omnes fideles*, de Consecrat., dist. 1, et can. *Peracta*, ibid., dist. 2, quidquid sit, an ad quotidianam communionem ex Ecclesiæ præcepto adigerentur, quemadmodùm opinatur Vasquez, 3 part., disp. 214, an potiùs ex merâ devotione et charitatis ardore quotidianus ejusdem esus fuerit à fidelibus receptus, quod existimat Suarez, cit. disp. 69, sect. 3, et Juenin, de Sacram., dissert. 4, quæst. 9, cap. 3, art. 1, in fin., indubitatum est posterioribus seculis, postquàm scilicet elanguit fidelium charitas, non solùm intermissam fuisse communionis frequentiam, sed jamdudùm, hoc est, à seculo XII, inter pios et doctos vehementer dubitatum an consulendus esset fidelibus quotidianus Christi corporis esus : siquidem

apud Innocentium III, de Myster. miss., lib. 4, cap. 42, legimus : *Dixerit ergo quispiam communicandum esse quotidiè ; dixerit alius quotidiè communicandum non esse :* quæ certè verba indicant rem positam in quæstione, quam Innocentius non solvit, subjungens : *Faciat unusquisque quod piè crediderit faciendum* : atque ad id comprobandum affert Augustinum relatum in can. *Quotidiè*, de Consecrat., dist. 2, ubi ait : *Dixerit quispiam non quotidiè accipiendam Eucharistiam, alius affirmet quotidiè : faciat unusquisque quod secundùm fidem suam piè credit esse faciendum.* Eamdem quæstionem distinctè et perspicuè, suo more, pertractavit D. Thomas, 3 part., quæst. 80, art. 10, in quâ docet esum quidem eucharistici panis in se spectatum semper esse salutarem, et nihilominùs non semper cuicumque expedire illum sumere, quia non semper reperitur in sumente dispositio requisita ad dignam illius comestionem, ex quo concludit : « Et ideò, si aliquis se quotidiè ad hoc paratum inveniat, laudabile est quòd quotidiè sumat. Unde Augustinus, cùm dixisset : Accipe quotidiè ut quotidiè tibi prosit, subjungit : Sic vive ut quotidiè merearis accipere. Sed, quia multoties in pluribus hominum multa impedimenta hujus devotionis occurrunt propter corporis indispositionem vel animæ, non est utile omnibus hominibus quotidiè ad hoc Sacramentum accedere. »

VII. Hæc perpendentes sanctissimi Tridentini Patres, duobus à se editis decretis fideles hortati sunt ad sanctissimæ communionis frequentiam, sibique in votis esse demonstrârunt ut quilibet tantâ emineat morum integritate ut dignè possit etiam quotidiè Christi carnibus pasci ; consultò tamen abstinuerunt ab universali regulâ hâc de re tradendâ, cùm satis exploratum habuerint eam unicè desumi posse à cujuslibet peculiari statu, devotione et charitate. Primum decretum habetur sess. 13, de Eucharistiâ, cap. 8, estque hujusmodi : « Paterno affectu admonet sancta synodus, hortatur, rogat et obsecrat per viscera misericordiæ Dei nostri, ut omnes et singuli qui christiano nomine censentur... hæc sacra mysteria corporis et sanguinis ejus eâ fidei constantiâ et firmitate, eâ animi devotione, eâ pietate et cultu credant et venerentur, ut panem illum supersubstantialem frequenter suscipere possint. » Alterum extat, sess. 22, cap. 6, de Sacrific. miss. : « Optaret quidem sacrosancta synodus ut in singulis missis fideles astantes non solùm spirituali affectu, sed sacramentali etiam Eucharistiæ perceptione communicarent, quò ad eos sanctissimi hujus sacrificii fructus uberior proveniret. »

VIII. Sed nihilominùs hæc saluberrima Tridentini decreta non extinxerunt antiquam quam innuimus controversiam ; quinimò hæc seculo elapso acriùs inter theologos recruduit : plures quippe quotidianæ communioni plus æquo patrocinantes, eam omnibus sine ullo personarum delectu suadendam dictitârunt : è quorum numero fuit qui hanc etiam propositionem non est veritus asserere, quam die 2 martii 1679 apostolicæ damnationis telo confixit Innocentius XI : *Frequens confessio et communio etiam in his qui gentiliter vivunt est nota prædestinationis :* alii contra frequentiorem multòque magis quotidianum ad sacram mensam accessum nimiùm imprudenter universim damnârunt. Utriusque classis auctores referunt Rhodes, disp. 1, quæst. 4, sect. 1, § 2 et 3 ; Joannes Sanchez, disp. 22 ; cardinalis de Lugo, de Euchar., disp. 17, et Cardenas, Crisis theolog. tom. 3 ; disp. 66. Ad hanc verò litem præcidendam, jubente atque approbante Innocentio XI, die 12 februarii 1679, promulgatum est decretum, quod integrum legitur apud citatum Cardenas, cap. 1, et Lacroix, lib. 6, part. 1, num. 665, è quo hæc verba, ad episcopos maximè pertinentia, transcribimus : « In hoc igitur pastorum diligentiâ potissimùm invigilabit, non ut à frequenti aut quotidianâ sacræ communionis sumptione unicâ præcepti formulâ aliqui deterreantur, aut sumendi dies generaliter constituantur, sed magis quid singulis permittendum per se, aut parochos, seu confessarios sibi decernendum putet ; illudque omninò provideat ut nemo à sacro convivio, seu frequenter seu quotidiè accesserit, repellatur, et nihilominùs det operam ut unusquisque dignè, pro devotionis et præparationis modo rariùs aut crebriùs, Dominici corporis suavitatem degustet... Proderit etiam, præter parochorum et confessariorum diligentiam, operâ quoque concionatorum uti, et cum eis constitutum haberi ut, cùm fideles ad sanctissimi Sacramenti frequentiam (quod facere debent) accenderint, statim de magnâ ad illud sumendum præparatione orationem habeant ; generatimque ostendant eos qui ad frequentiorem aut quotidianam salutiferi cibi sumptionem devoto studio excitantur, debere, sive laici negotiatores sint, sive conjugati, sive quicumque alii, suam agnoscere infirmitatem, ut dignitate Sacramenti ac divini judicii formidine discant cœlestem mensam in quâ Christus est revereri ; et, si quando se minùs paratos senserint, ab eâ abstinere seque ad majorem præparationem accingere. »

IX. Si itaque in synodo instituatur sermo de frequenti aut etiam quotidiano sanctissimæ Eucharistiæ usu, non est deviandum ab hujus decreti semitâ ; sed, si qua parochis tradenda sit instructio, curandum est ut hæc illi adamussim respondeat ; præcipuè verò monendi sunt confessarii ne frequentem ad Eucharistiam accessum iis aut suadeant aut permittant qui in gravia peccata sæpè labuntur, nec de pœnitentiâ peragendâ suâque vitâ emendandâ sunt solliciti, sicuti nec illis qui, etsi gravia evitent crimina, voluntatem tamen habent venialibus inhærentem : quâ de re legendi sunt S. Franciscus Salesius, Philothææ part. 2, c. 20, et Joannes Thauletus, serm. 4, in festo ven. Sacramenti.

CAPUT XIII.

De pertinentibus ad Sacramentum Pœnitentiæ, et signanter de quæstione ejusque usu in synodalibus constitutionibus quoad necessitatem aliqualis dilectionis Dei in attritione ex metu gehennæ conceptâ, aut dictæ necessitatis exclusionem.

I. Sancta Tridentina synodus, sect. 14, cap. 4, de Pœnitentiâ, duplicem distinguens contritionem, utriusque virtutem et efficaciam in hunc modum explicat : « Docet præterea, etsi contritionem hanc aliquando charitate perfectam esse contingat, hominemque Deo reconciliare priusquàm hoc Sacramentum actu suscipiatur, ipsam nihilominùs reconciliationem ipsi contritioni, sine Sacramenti voto quod in illâ includitur, non esse ascribendam. Illam verò contritionem imperfectam, quæ attritio dicitur, quoniam vel ex turpitudinis peccati consideratione, vel ex gehennæ et pœnarum metu communiter concipitur, si voluntatem peccandi excludat cum spe veniæ, declarat, non solùm non facere hominem hypocritam et magis peccatorem, verùm etiam donum Dei esse et Spiritûs sancti impulsum, non adhuc quidem inhabitantis, sed tantùm moventis, quo pœnitens adjutus viam sibi ad justitiam parat. Et, quamvis sine Sacramento Pœnitentiæ per se ad justificationem perducere peccatorem nequeat ; tamen eum ad Dei gratiam in Sacramento Pœnitentiæ impetrandam disponit. »

II. Ex his concilii Tridentini verbis celebris orta est quæstio, qualis sit illa attritio quæ ad Dei gratiam in Sacramento Pœnitentiæ impetrandam disponit. Atque ut inprimis de ipso attritionis vocabulo aliquid dicamus, illud non esse antiquissimum, neque ante annum 1220 in scholis vulgari cœptum, eruditi omnes optimè nôrunt cum Morino, de Pœnit., lib. 8, cap. 2, num. 14. Quod tamen per nomen significatur et Patribus et theologis semper perspectum fuisse nemo dubitat : omnes quippe duplicem semper agnoverunt contritionem ; unam perfectam, quæ ex se justitiam et sanctitatem affert ; alteram imperfectam, quæ sola homini justificando impar est. Hanc verò contritionem imperfectam visum est scholasticis congruo vocabulo appellare attritionem. « Sicut enim, inquit Estius, in

4, dist. 16, § 9, in corporalibus attritum dicitur quod aliquo modo, nempe forinsecùs tantùm, læsum est aut comminutum; contritum verò quod totum intùs, et foris fractione in minima resolutum est; ita in spiritualibus attritio ab illis dicta est imperfecta quædam et aliquousque tantùm progressa pœnitentia : contritio verò pœnitentia intima et perfecta. »

III. Porrò ex multiplici capite potest hæc contritionis imperfectio dimanare : et primo loco valdè imperfecta est contritio quæ non est supernaturalis, sed unicè movetur ab objecto naturali, aut non elicitur viribus gratiæ. Hanc sufficientem non esse ad justificationis gratiam tam extra quàm intra Sacramentum consequendam omnes fatentur : est enim similis pœnitentiæ Antiochi, qui peccatum deflebat, non quòd esset offensa Dei, sed propter gravissimum morbum quo cruciabatur; quâ de causâ veniam à Deo non est consecutus, 2 Machab., cap. 9, et quamvis aliquot ex veteribus scholasticis visi sint huic naturali attritioni vires tribuere ad hominem Deo reconciliandum, eorum tamen opinio proscripta est ab Innocentio XI, qui anno 1679 hanc propositionem, num. 57, damnavit : *Probabile est sufficere attritionem naturalem, modò honestam.* Advertendum tamen ne quis confundat motivum pœnitentiæ cum occasione quâ ad pœnitentiam excitatur; etenim multi morbo aliove temporali malo vexati, perpetrata crimina mente revolvunt, et, Dei gratiâ auxiliante, illa ex motivo superno, seriò detestantur; sicuti accidit Ninivitis, qui, timore mortis temporalis ac subversionis urbis quam Jonas prænuntiabat commoti, per veram, sinceram et supernaturalem contritionem ad Deum conversi sunt.

IV. Imperfecta pariter est contritio quæ ab aliquo duntaxat peccatorum genere, non ab omnibus, voluntatem avertit : evenire enim potest ut quis ex speciali affectione erga aliquam virtutem peccata eidem opposita detestetur, quin tamen propositum habeat cætera præcavendi quæ aliis virtutibus adversantur. Ac demùm imperfectissima erit nec contritionis nomen ea merebitur quæ non procedat ex deliberatâ voluntate, sed potiùs sit quædam velleitas, seu sterilis atque inefficax displicentia de peccato, absque absoluto proposito in posterum non peccandi. Evidens porrò est neutram ex his posterioribus contritionibus ad justificationem prodesse, quia neutra excludit voluntatem peccandi, sicuti Tridentinum exposcit, neque ad illam pertinet pœnitentiam quam à nobis exigit Dominus, Ezechielis, cap. 18 : *Convertimini, et agite pœnitentiam ab omnibus iniquitatibus vestris, et non erit vobis in ruinam iniquitas. Projicite à vobis omnes prævaricationes vestras in quibus prævaricati estis : et facite vobis cor novum et spiritum novum.*

V. Alia est contritio supernaturalis et efficax, omnem excludens voluntatem peccandi, quæ nihilominùs aliis nominibus dicitur imperfecta; et in quam unicè cadit controversia quam proposuimus. Et primò quidem potest contritio esse imperfecta, imperfectione *merè negativâ;* quia scilicet, etsi concipiatur ex eodem motivo charitatis, seu amoris Dei super omnia, ex quo concipitur contritio perfecta, ad istius tamen intensionis gradum non pertingit, sed est, debilis, tenuis et remissa. Secundò dicitur imperfecta, quia peccata detestatur propter Deum dilectum, non tamen amore amicitiæ, sed concupiscentiæ, hoc est, dilectum, non quatenùs est in se summè bonus, sed quatenùs est bonus nobis, seu quatenùs nostra felicitas, beatitudo et finis ultimus. Tertiò, et plerùmque, nomine contritionis imperfectæ intelligitur dolor de peccatis unicè conceptus atque elicitus propter eorumdem turpitudinem, aut solum metum pœnarum et gehennæ, absque ullâ Dei dilectione. Verùm hæc eadem contritio imperfecta potest ita moveri ex timore gehennæ, ut simul conjungatur cum aliquo Dei amore initiali; quatenùs scilicet voluntas quæ peccata odit propter supplicia simul fertur quodammodò in Deum, ut objectum diligibile, eumque incipit amare, quamvis nondùm amet amore perfecto charitatis. Difficile tamen est explicare hunc amorem initialem, nisi dicamus eum esse verum actum amoris, sed debilem, tenuissimum atque in minimo gradu : ac proinde hæc quarta species contritionis imperfectæ videtur ferè coincidere cum primâ ex nuper enumeratis, neque in alio ab eâ differre, nisi quòd illa sit ex solo charitatis motivo, hæc verò admixtum etiam habeat timorem pœnarum.

VI. His positis, quamvis ante Tridentinum communiter theologi docuerint ad Dei gratiam in Sacramento Pœnitentiæ obtinendam satis esse contritionem imperfectam, quam jam tum attritionem nuncupabant; attritionis tamen nomine nunquàm dolorem intellexerunt de peccatis aliunde excitatum quàm ex motivo charitatis seu omninò sejunctum ab aliquo saltem remisso, tenui, debili, seu initiali amore benevolo Dei : sicuti testatur doctissimus Morinus, cit. lib. 8, cap. 4, num. 2. Omnium autem primi Franciscus Victoria et Dominicus Soto, ambo ex ordine Dominicanorum, docuerunt ad peccatorum remissionem virtute clavium assequendam satis esse attritionem merè servilem, seu conceptam ex solo metu gehennæ; modò tamen hæc à pœnitente bonâ fide reputetur contritio ad quam cæteroquin eliciendam eum pro viribus conari debere affirmârunt. At Melchior Canus, Victoriæ et Soti sententiam secutus, eam præterea extendit ad attritionem merè servilem, sic cognitam, hoc est, quæ à pœnitente non existimetur vera contritio, sed talis esse cognoscatur, qualis reverà est. Enimverò, si materia proxima sacramenti Pœnitentiæ esset vera contritio, error pœnitentis bonâ fide se contritum reputantis, cùm reverà contritus non sit, eum quidem excusaret à culpâ, sed non disponeret ad gratiam assequendam in Sacramento, quod, ex defectu materiæ proximæ, esset irritum; eo pacto quo qui, solo elicito actu doloris merè naturalis, quem tamen credit supernaturalem, ad Sacramentum Pœnitentiæ accedit, non fit utique sacrilegii reus, sed Sacramenti effectu privatur : quemadmodùm rectè ratiocinatur Suarez, tom. 4, in 3 part., disp. 20, sect. 4, num. 15 et seq. Quamobrem, si ad Sacramentum pœnitentiæ sufficit attritio servilis, quæ reputetur contritio, ut voluit Sotus, necessariò inde consequitur sufficientem etiam esse attritionem merè servilem, ut docuit Melchior Canus.

VII. Melchioris Cani sententia vix nata scholas omnes pervasit, et tanto plausu excepta est, ut plurimos ac magni nominis statim invenerit patronos : « Sed præ cæteris, inquit Morinus, cit. loc., hanc opinionem celebrem reddiderunt duo theologiæ scholasticæ clarissima et famosissima lumina, Franciscus Suarez et Gabriel Vasquez, quos innumeri nunc sequuntur theologi. » Verùm qui inter istos doctiores et sapientiores habentur, pavidi quodammodò et meticulosi, ac magnâ cum cautelâ, illi recenti opinioni subscripserunt, quam ipsemet Canus nonnisi dubitanter astruxerat, part. 5, relect. de Pœnit., inquiens: « Contritio ponitur pars Sacramenti, quia est certa et indubitata materia. Quòd autem attritio sufficiat, quamvis verum sit, non est adeò certum et indubitatum; et ideò concilium Florentinum, communisque sententia tenens certum, relinquens incertum, ponit contritionem partem esse hujus Sacramenti. » Hâc eâdem moderatione sequitur Suarez, tom. 4, in 3 part., quæst. 90, art. 4, disp. 15, sect. 4, num. 17, ubi, obligans fideles qui lethalem culpam admiserunt ad habendam contritionem charitate perfectam in articulo mortis, hanc affert rationem : « Nam, licèt sit probabilis opinio attritionem conjunctam cum Sacramento sufficere ad justificationem, tamen non est certa, et potest esse falsa. Quòd si fortassè in re ita est, probabilis ista existimatio non sufficit ut homo salvetur. Ergo qui sciens et videns ita se mori permittit, voluntariè exponit se periculo morali æternæ damnationis. Nam, ubi est morale dubium, est morale periculum, præsertim in re tam gravi. Hic autem est morale dubium, cùm illa opinio nec valdè antiqua, nec multùm communis sit. » Suaresii mon-

tum confirmat Philippus Gamachæus, Summ. theolog. cap. 8, de Pœnit., inquiens : « Etiamsi agnoscamus Sacramentum Pœnitentiæ reverà facere ex attritis contritos, non tamen id omninò indubitatum... Ergo debet tunc conari ad veram contritionem, ut hoc modo attritio saltem evadat certior. » Et Paulus Comitolus, Resp. moral. lib. 1, quæst. 32, licèt absolvi posse doceat qui ex solâ formidine æternæ pœnæ de peccatis dolet, hæc tamen prudenter addit : « Plures magnique theologi in pœnitente, antequàm absolvatur, contritionem veram, charitatem formatam, requirunt, neque usque adeò certum est attritionem pœnitenti esse satis. Quocirca sacerdotis partes præcipuè esse debent veræ contritionis motum in corde pœnitentis, auxiliante Deo, elicere, ardentique eum cohortatione urgere, ut propter Deum peccata admissa execretur omnia. » Sed quod isti, tantâ adhibitâ circumspectione, affimârunt, posteriores doctores, ob auctum sibi consentientium numerum animosiores facti, non solùm absque ullâ dubitatione et limitatione asseruerunt, sed contrariam sententiam, requirentem in pœnitente aliquem charitatis amorem, saltem initialem, carpere et censurâ afficere non dubitârunt, eam omninò improbabilem, periculosam, Tridentini menti contrariam, atque implicitè et virtualiter quodammodò ab eodem Tridentino proscriptam dictitantes. Verùm istos redarguit cardinalis Pallavicinus, disertè affirmans unicum Tridentini scopum fuisse damnare hæreticos improbantes timorem servilem, tanquàm inhonestum, neutiquàm verò definire controversiam jam tum inter doctores catholicos agitatam ; lib. enim 12 Hist. Tridentini, cap. 10, num. 25, hæc ad rem appositè scribit : « Quantùm ex actis conjicio, theologorum mens erat ut error hæreticorum damnaretur, tanquàm inhonestum improbantium pœnæ timorem : non item ut ferret sententiam de scholasticâ quæstione, an hujusmodi timor non solùm absque contritione animæ perfectâ (de quo controversia vix fuit, sicut patebit), sed etiam absque eo quòd ullus excitetur amor imperfectus, sufficiat ad peccatorum remissionem in Sacramento. Id verò clarè liquet ex ipsâ probatione concilii, quæ hujus articuli doctrinam firmat, cap. 4, nimirùm Ninivitarum pœnitentiam ex timore profectam ipsis profuisse, cùm certum esset, eo tempore quo Sacramentum Pœnitentiæ adhuc non extabat, eam formidolosam pœnitentiam minimè suffecisse per se ipsam ad peccatum delendum, sed vim tantummodò habuisse ad impetrandam novam gratiam, cujus ope adjiceretur charitas. » Testatur deinde idem probatissimus historicus, supra citatum decretum, cap. 4, sess. 14, fuisse priùs ita concinnatum, ut in eo diceretur attritionem ex metu gehennæ et pœnarum *sufficere* ad Dei gratiam in Sacramento impetrandam, sed, intercedente Joanne Æmiliano, Tudetano episcopo, ablatum fuisse verbum illud *sufficere*, ejusque loco subrogatum verbum *disponit*, quod profectò æquivocum est, et referri potest cùm ad dispositionem proximam, tum ad remotam, sicuti opportunè observant Petrus Lambertus Ledrou, in tract. de Contrit. et Attrit., dissert. 1, § 1 et seq.; Natalis Alexander, Theolog. dogmat. et moral. lib. 2, de Sacram. Pœnit., art. 3, proposit. 5; Juenin, de Sacram., dissert. 6, quæst. 4, § 3; Tourneiy, de Pœnit., quæst. 5, art. 2; Witasse, eod. tract., quæst. 3.

VIII. Ad hæc, ut observant Launoius in dissert. de Mente concilii Tridentini circa contritionem et attritionem, part. 2, cap. 2, et citatus Ledrou, § 3, ex ipsismet Patribus et theologis qui concilio Tridentino interfuerant, eodem concilio absoluto, aliqui propugnârunt necessitatem inchoatæ contritionis, seu amoris initialis, ad Sacramentum Pœnitentiæ, inter quos Fredericus Nausea, episcopus Viennensis in Austriâ, in suo Catechismo, et Franciscus Sonnius, episcopus Antuerpiensis, tract. 4, de Pœnit., cap. 6; alii pro sufficientiâ attritionis merè servilis dimicârunt, uti Andreas Vega, et citati Dominicus Soto et Melchior Canus. Non autem fuissent præsulès et theologi in has oppositas sententias distracti, si quid à concilio Tridentino de hâc re definitum scivissent.

IX. Cùm itaque versemur in quæstione ab Ecclesiâ hactenùs non definitâ, jure ac meritò Alexander VII, die 5 maii 1667, sub pœnâ excommunicationis latæ sententiæ Sedi Apostolicæ reservatæ præcepit : « Cunctis et singulis fidelibus... ut, si deinceps de materiâ attritionis scribent, vel libros aut scripturas edent, vel docebunt, vel prædicabunt, vel alio quovis modo pœnitentes, aut scholares, cæterosve erudient, non audeant alicujus theologicæ censuræ, alteriusve injuriæ aut contumeliæ notâ taxare alteram sententiam, sive negantem necessitatem aliqualis dilectionis Dei in præfatâ attritione ex metu gehennæ conceptâ, quæ hodiè inter scholasticos communior videtur, sive asserentem dictæ dilectionis necessitatem ; donec ab hâc sanctâ Sede fuerit aliquid hâc in re definitum. » Caveant proinde episcopi ne in suis synodis aut in instructione sacerdotum quam synodis quandoque attexunt, aliquid decernant aut de attritionis merè servilis ad Sacramentum Pœnitentiæ sufficientiâ, aut de amoris saltem initialis necessitate. Adhuc quippe sub judice lis est : adhuc impunè pro unâ et alterâ sententiâ dimicatur. Paucis antea annis cardinalis Gottus, Theol. tom. 3, in 3 part. D. Thomæ, quæst. 4, de Contritione, dub. 4, § 1, sententiam propugnavit non requirentem in pœnitente amorem Dei, ne initialem quidem, ad justificationis gratiam in Sacramento Pœnitentiæ assequendam. Hâc ipsâ in Urbe, operâ et curâ P. Caroli Jacobi Romilli, ordinis Minorum conventualium generalis ministri, typis recusum est opus Claudii Frassen inscriptum : *Scotus academicus;* cujus auctor, tom. 10, pag. 563, strenuè defendit attritionem ex solo metu pœnarum et gehennæ, atque ex amore concupiscentiæ seu affectu spei conceptam, modò supernaturalis sit omnemque excudat voluntatem peccandi, esse sufficientem dispositionem ad Sacramenti Pœnitentiæ fructum in se derivandum. Contra verò cardinalis Denhoff, episcopus Cæsenatensis, in suâ Instructione pastorali de Pœnit. Sacram., pag. 33, aliqualem amorem in attritione requirit ut sit sufficiens Sacramenti Pœnitentiæ materia. Franciscus Maria Campioni, anno 1698, doctam elucubravit dissertationem theologico-scholasticam, in quâ totis viribus conatus est demonstrare necessitatem aliqualis amoris Dei, saltem imperfecti et initialis, ad impetrandam gratiam in Sacramentis quæ dicuntur *mortuorum*. Et laudatus Petrus Lambertus Ledrou, episcopus Porphyriensis, apostolici sacrarii præfectus, cùm per Urbem evulgatam vidisset dissertationem à Bartholomæo Rivio, ejusdem sui Augustiniani Instituti theologo exaratam, in quâ auctor decertat pro sufficientiâ attritionis omnis charitatis expertis ad validè et cum fructu recipienda Sacramenta Baptismi et Pœnitentiæ, eidem statim contradictorem se præbuit, aliisque editis dissertationibus san. mem. Clementi XI nuncupatis, nullum non adhibuit argumentum quod aptum putaverit ad prædictam opinionem refellendam ; contendens attritionem merè servilem ne à Sacramento quidem vires sortiri quibus valeat hominem proximè disponere ad Dei gratiam vel primò obtinendam, vel admissam recuperandam. Hinc rectè intulit Berti, Theolog. tom. 7, lib. 34, cap. 5, nihil hactenùs à Sede Apostolicâ de hâc quæstione decisum, sed libertatem cuique datam ex præfatis opinionibus eam eligendi et docendi quam maluerit.

X. Sed non ideò prohibentur episcopi confessarios monere ut pœnitens ad veram et perfectam contritionem hortentur et excitent : id siquidem faciendum suadent etiam præcipui auctores qui pro sufficientia doloris ex solo metu gehennæ steterunt, uti Suarez, Gamachæus, Comitolus, quorum testimonia supra retulimus. Et, quod magis est, ita fieri præcipit Rituale Romanum jussu Pauli V editum, tit. 18, confessario injungens ut, auditâ pœnitentis sacramentali confes-

sione ejusque peccatis diligenter expensis : « Opportunas correptiones ac monitiones, prout opus esse viderit, paternâ charitate adhibeat, et ad dolorem et contritionem efficacibus verbis adducere conetur : » cui consonat Rituale Argentinense editum à cardinale de Rohan, tit. de Pœnit., § 1, ubi hæc habentur : « Cæterùm pœnitentes suos admonere non cessent confessarii ne se putent securos in Sacramenti Pœnitentiæ perceptione, si præter fidei et spei actus non incipiant diligere Deum tanquàm omnis justitiæ fontem, ut loquitur sacrosancta synodus Tridentina. »

CAPUT XIV.

De confessione quam nonnullæ synodi excipiendam prohibent confessario qui est in opere carnali complex criminis cum pœnitente peracti.

I. Ut jam, post dispositionem requisitam in pœnitente, aliquid de confessarii jurisdictione, quod ad propositum pertineat, dicamus, unum animadversione dignum censemus. Quamvis Sacramentum Pœnitentiæ sit à Christo Domino institutum per modum judicii, et nemo esse queat judex in causâ propriâ; nihilominùs communiter existimant theologi, duce D. Thomâ, solâ spectatâ naturâ Sacramenti, posse confessarium sui criminis socium à secum perpetrato peccato, cujuscumque speciei illud sit, in foro Sacramentali absolvere : siquidem tunc, non de propriâ, sed de alienâ culpâ judicium profert : neque, seclusâ legum prohibitione, repugnat ut quis judicis personam assumens, de commisso ab altero delicto sententiam dicat, licèt ejusdem delicti ipse, tanquàm privatus, particeps fuerit. Ita D. Thomas, in Supplem., 3 part., quæst. 20, art. 2 : « Ad primum ergo dicendum, quòd in tali casu nec sacerdos debet audire confessionem mulieris, cum quâ peccavit, de illo peccato, sed debet ad alium mittere, nec illa debet ei confiteri, sed debet petere licentiam ad alium eundi, vel ad superiorem recurrere, si ille licentiam denegaret, tum propter periculum, tum quia est minor verecundia. Si tamen absolveret, absoluta esset. Quod enim Augustinus dicit, quòd non debeat esse in eodem crimine, intelligendum est secundùm congruitatem, non secundum necessitatem Sacramenti. » An verò non solùm validè, sed etiam licitè id fiat, non consentiunt auctores. Aliquam certè labem in eâ confessione D. Thomam agnovisse, ex citatis ejusdem verbis palàm est. Et S. Petrus Damiani, opusc. 7, cap. 7, adeò vehementer in eamdem confessionem invehitur, ut certè videatur illam non solùm illicitam reputare, sed tanquàm irritam rejicere; ait enim : « Legis præceptum est ut cùm quis leprâ perfunditur, sacerdotibus ostendatur : tunc autem, non sacerdotibus, sed leproso potiùs ostenditur, cùm immundus immundo peractam communem nequitiam confitetur. Sed, cùm confessio utique manifestatio sit; quid, obsecro, manifestat, qui audienti cognitus narrat? Aut quo pacto confessio illa dicenda est, ubi nihil à confitente manifestatur, nisi quod jampridem ab audiente cognoscitur? Et qui sociali vinculo peractæ iniquitatis astringitur, quâ lege, quo jure, alterum poterit ligare, vel solvere? Frustra enim quis alium solvere nititur qui et ipse vinculis irretitur. » His, ex theologis moralibus assentitur Stephanus Fagundez, in secundum præceptum Ecclesiæ, lib. 4, cap. 5, num. 35, ubi gravis culpæ reum facit sacerdotem excipientem confessionem suæ concubinæ. At ex adverso Sylvester, in Sum., part. 1, verb. *Confessio*, 1, n. 17; Joannes Sanchez, disp. 10 Select., num. 16; Theophilus Raymundus, tom. 16, in opere cui titulus: *Heteroclita spiritualia*, pag. 128; Lacroix, tom. 2, pag. 227, aliique affirmant confessionem factam complici, tam ex parte pœnitentis quàm ex parte confessarii culpâ vacare, modò uterque à perpetrato crimine abhorreat, et longè absit periculum novi consensùs in illud.

II. Et tamen in multis synodis decretum est nedùm illicitam, sed inanem pariter, nullam atque irritam fore absolutionem à sacerdote datam socio sui criminis adversùs sextum Decalogi præceptum. Ita quippe statutum legimus in synodo Leodiensi anno 1662, pag. 74; in Veliternâ sub cardinali Cybo anno 1698, pag. 36; in synodo Fulginatensi sub episcopo Baptistellio anno 1722, pag. 76; in Bononiensi sub cardinali Jacobo Boncompagno, lib. 2, c. 6; in Anconitanâ sub cardinali Massæio ann. 1738, pag. 11, atque in synodo Lucanâ, quam refert Roncaglia in suâ Theologiâ, tom. 2, tract. 19, c. 3. Numquid igitur prædicti episcopi peccarunt contra regulam quam hucusque inculcavimus et elucidavimus, nihil in synodo decernendi de rebus dubiis atque inter theologos controversis, materiam præcipue Sacramentorum respicientibus?

III. Nihil illos peccâsse ex eorumdem statutis deprehendimus : illi siquidem non deciderunt quæstionem, an confessarius, generali cæteroquin jurisdictione instructus, validè et licitè pœnitentem absolvat à crimine secum perpetrato; sed eumdem privârunt jurisdictione seu facultate absolvendi socium sui criminis, seu complicem in peccato impudicitiæ. Quàm verò sapienter et sanctè id præstiterint, ex iis fas est judicare quæ doctores de hâc re agentes maturè ponderârunt. Atque, ut ea prætermittamus quæ à S. Petro Damiano et D. Thomâ nuper audivimus, Basilius Pontius, de Matrim., lib. 7, c. 38, n. 3, illatâ mentione confessionis, de quâ agimus, gravia mala describit atque exaggerat quæ ex eâ proveniunt, præcipuè cùm confessarius in sacrametali foro feminam audit cum quâ, non semel tantùm et diù antea peccavit, sed in turpi contubernio perseverat. Verjuys, tom. 9, art. 3, affirmat longâ experientiâ compertum ejusmodi confessiones plerùmque sacrilegas esse novisque peccatis fœdatas. Theophilus Raynaudus, quamvis, cit. loc., eamdem confessionem in se licitam dixerit, periculosam tamen fatetur. Et Natalis Alexander, Theolog. dogmat. et moral. tom. 1, lib. 2, de Pœnit., c. 5, art. 10, regul. 66, hanc rem annotavit : « Vix contingit ut peccatores qui apud ipsos hujusmodi crimen deponunt, sinceram illius pœnitentiam agant; vix contingit ut criminosi illi sacerdotes salutaria dent consilia, et convenientem satisfactionis modum præscribant : et, si peccata sint impudicitiæ, periculum est ne nova cùm pœnitenti, tum sacerdoti, in ipsâ confessione peccati nascatur occasio. » Quare S. Carolus Borromæus, ne sordidis hisce maculis illud fœdaretur Sacramentum, quo Christi sanguine perfundimur, ut à peccatorum leprâ mundemur, in suâ synodo diœcesanâ XI, Act. eccl. Mediol. part. 2, pag. 409, confessariis generatim atque universim facultatem interdixit sui cujuscumque criminis socium, seu quoquo modo participem, absolvendi : « Confessario, inquit, qui cujuscumque criminis, etiam minimi, socius particepsve ullo modo fuit, munus interdictum sit confessionis eorum audiendæ quos illius socios habuerit.... Nec verò absolutio, si quam impartierit, ullius roboris sit, sed irrita planè, ac rescissa, nullaque omninò, tanquàm ab eo impartita, qui jurisdictionis et facultatis expers est. Et verò, si quis confessarius culpæ socius particepsve aliquid contra ausus erit, excommunicationis sententiam statim subeat : cujus vinculo irretitus, ab alio sacerdote, nisi à nobis, absolvi non possit. »

IV. Quanquàm autem hæc sanctissimi præsulis statuta, etiam generatim, uti sonant, sint summoperè commendanda, et quilibet antistitum sanctè queat eorumdem vestigiis insistere; negari tamen haud potest majorem quamdam et graviorem inhonestatem in eo adesse, ut sacerdos illius personæ confessionem excipiat cum quâ impudicitiæ scelus admisit : ac proinde statim ac nos ad Petri cathedram evecti totius Dominici gregis curam suscepimus, universali lege ediximus, ne ullus confessarius : « Extra casum extremæ necessitatis, nimirùm in ipsius mortis articulo, et deficiente tunc quocumque alio sacerdote qui confessarii munus obire possit, confessionem sacramenta-

lem personæ complicis in peccato turpi atque inhonesto contra sextum Decalogi præceptum commisso, excipere audeat, sublatâ præterea illi ipso jure quâcumque auctoritate et jurisdictione ad qualemcumque personam ab hujusmodi culpâ absolvendam : » ut legi potest in nostris apostolicis litteris datis kalendis junii 1741, quæ extant Bullarii nostri tom. 1, constit. 20, § 4. Ut porrò conscientiarum tranquillitati consuleremus, aliis similibus litteris datis die 8 februarii 1745, quæ habentur, cit. tom. Bullarii, constit. 120, declaravimus, ad rem de quâ agimus, perinde esse, nullum adesse sacerdotem præter illum cum quo pœnitens inhonestè peccavit, aut eum tantùm adesse quem idem pœnitens, constitutus in mortis articulo, eligere nequit sine periculo seipsum infamandi, aliisque malam suî suspicionem ingerendi; atque ideò, in eo rerum statu, non prohiberi diximus sacerdotem suæ impudicitiæ complicem absolvere : eumdem tamen simul monuimus ne prædictæ infamiæ aut scandali pericula sibi confingat quæ reverà absint : quin imò voluimus ut ea, cùm potest, antevertat et removeat ; secùs enim pœnas non effugiet in nostrâ primâ constitutione inobedientibus inflictas.

CAPUT XV.

De formâ conditionatâ in Sacramento Pœnitentiæ.

I. Cùm in superiore capite 6 hujus libri, de Sacramento Baptismatis, quod in animâ characterem imprimit, ageremus, plura disseruimus de formâ conditionatâ, quæ in ejus administratione adhibetur, deque ejusdem vetustate necnon de circumstantiis necessariis ut quis eâ licitè uti possit : quæque ibi tradidimus, congrua congruis referendo, cæteris etiam Sacramentis quæ characterem imprimunt facilè aptari possunt. Ut autem aliqua dicamus de iis quæ non imprimunt characterem, cùm in his pœnitentiæ Sacramentum adnumeretur, disputant theologi, an absolutio sub conditione in illo impertiri possit : quod idem est ac dicere, an in hoc Sacramento, quod non imprimit characterem, quodque idcircò reiterari potest, quibusdam concurrentibus circumstantiis, conditionata forma admitti et adhiberi valeat.

II. Qui eam nullatenùs admittendam existimant, asserere solent hujusmodi formam conditionatam in Sacramento Pœnitentiæ nunquàm in Ecclesiâ adhibitam fuisse longo 16 seculorum spatio, quibus nec concilium ullum, nec ullus ex Patribus eam commemorâsse dignoscitur, nec ulla ipsius mentio reperitur in Ritualibus Latinis aut Græcis, nec etiam in Rituali Romano quod à Paulo V confirmatum fuit, licèt in his de formâ conditionatâ agatur quæ in Baptismi ac extremæ Unctionis administratione adhibetur ; præterea S. Carolum Borromæum accuratissimam Instructionem pro confessariis composuisse, in quâ loquitur de modo quo teneriores pueri atque puellæ ad confessionem admitti debeant, quin ullum de conditionatâ formâ verbum faciat, item Albertum Castellanum, ordinis Prædicatorum, anno 1497 quoddam edidisse opus, *Sacerdotalem Romanum* inscriptum, à summis Pontificibus approbatum (quod idcircò dici potest auctoritatem legis habere), ubi, pag. 11, à tergo, cap. 4, edit. Venet. 1585, postquàm egit de conditionatâ Baptismi formâ, et casuum circumstantias indicavit quibus ea adhiberi potest, sequentia verba in margine adnotavit : *Secùs in Sacramento Pœnitentiæ, quod non licet.* Contra conditionatam sacramentalis Pœnitentiæ formam clamat cardinalis Cajetanus in suâ Summâ, verb. *Absolutio primo*, sequentibus verbis : « Errat sacerdos sic faciens, quia præsumit sub formâ dubiâ tradere quod Christus mandavit sub formâ certâ ministrari : » ac paulò infra : « De nullo magis debet curare absolvens quàm de contritione et satisfactione pœnitentis ; et tamen Ecclesia, absque conditione aliquâ, credit pœnitenti dicenti se contritum et habere propositum satisfaciendi, et absolutionis beneficium impertitur absque conditionali notâ. Unde exterminanda est hujusmodi superstitio ab Ecclesiâ Dei. »

III. Utque eò magis sententiam suam confirment quâ usum conditionatæ formæ in Sacramento Pœnitentiæ rejiciunt, casum proponunt de confessario qui ita absolveret : *Te absolvo, si habeo potestatem absolvendi :* vel hoc modo : *Si tu es verè pœnitens :* vel hoc alio : *Si restitues alienum, aut tale aliquid feceris*, et absolutionem quidem duobus prioribus modis impertitam, validam esse affirmant : at conditionem inutilem prorsùs atque superfluam esse, utpote quæ nihil aliud efficiat, nisi ut minister incertus remaneat utrùm Sacramentum administraverit, pœnitens verò num illud susceperit : absolutionem autem tertio modo impertitam, nimirùm sub conditione de futuro, nullam omninò ac irritam esse, cùm ministri voluntas absoluta et efficax *de præsenti* esse debeat quo tempore ponitur materia et forma Sacramenti. Sicuti enim propositio conditionata *nihil ponit in re*, ita conditionata voluntas, quamdiù talis est, in suspenso remanet, et nihil prorsùs operatur. Ita disserunt Genett., tom. 4 suæ Theologiæ moralis, tract. 6, de Sacramento Pœnitentiæ, cap. 12, quæst. 6; Tournely in Prælectionibus theologicis, de Sacramento Pœnitentiæ, tom. 2, art. 3, quæst. 8, pag. 200, edit. Paris. 1728; Gibert, tom. 2 Consultationum canonicarum de Pœnitentiâ, consult. 1, et tom. 3, consult. 39, sive ultimâ.

IV. Alii tamen, qui formæ conditionatæ in Sacramento Pœnitentiæ favent, præmissis rationibus nihil moventur; eamque licitè et rectè adhiberi posse statuunt, dummodò necessariæ adsint circumstantiæ, ac de conditionibus *de præterito* vel *de præsenti* agatur, minimè verò *de futuro*. Animadvertunt siquidem nihil esse in formâ conditionatâ quod Sacramentum irritum faciat. Si enim conditiones illæ *de præterito* vel *de præsenti* adsunt dùm forma adhibetur, Sacramentum non secùs perficitur ac si forma absoluta adhibita fuisset; si verò desunt, tunc, licèt ob earum defectum absolutio irrita sit, id tamen formæ conditionatæ quâ sacerdos usus est ascribi non debet ; quoniam idem omninò contingeret, si forma absoluta, dùm impertiebatur absolutio, adhibita fuisset. His addunt, per hujusmodi conditionatæ formæ usum reverentiæ Sacramento debitæ maximè consuli, dùm per eam protestatur minister, si aliquod intersit obstaculum, se nolle Sacramentum perficere, et simul eumdem ministrum à gravibus angustiis se expedire quibus aliquando vexatur , dùm ex unâ parte veneration erga Sacramentum deesse nollet, ex alterâ verò necessarium periclitantibus animis auxilium denegare veretur. Ita disserunt theologi scholastici ac etiam morales qui formam conditionatam rectè adhiberi tuentur, dummodò tamen necessariæ, ut supra dictum est, adsint circumstantiæ, ad quas nimirùm, dùm agitur de illius usu in Pœnitentiæ Sacramento, veram redigi difficultatem affirmant.

V. Et quoniam hæc eorum opinio tanquàm 16 seculis incognita traducitur, et nulla in conciliis ac ritualibus mentio de ipsâ reperiri dicitur ; quinimò in Sacerdotali prædicti Alberti Castellani expressè reprobata apparet : aliquis ex ipsis non deest qui formam conditionatam in Sacramento Pœnitentiæ ab Henrico Gandavensi, qui seculo XIII floruit, in suo Quodlib. de Pœnitentiâ, admissam esse contendat. Sed, quia Henrici textus non satis clarus, nec ad rem conficiendam idoneus videri potest, ad Joannem Gersonium confugiunt, qui scripsit ineunte seculo XV, quique de absolutione conditionatâ in Sacramento Pœnitentiæ pluries in suis operibus verba facit, nimirùm in Responsionibus ad Carthusianorum interrogationes, tom. 2, pag. 461, litterâ A; in tractatu de unitate Ecclesiæ, eod. tom. 2, pag. 118, litterâ A; in tractatu de Schismate, tom. 2, pag. 79, litt. C : « Tenendum est hìc pro certissima conclusione theologiæ, quòd, sicut potest fieri confessio in multis casibus dubiis vel scrupulosis sub conditione , tam in eis quæ

sunt de jure quàm quæ sunt de facto, sic potest dari absolutio conditionalis : » ubi tamen docet opus non esse ut quis conditionem verbis exprimat (id quod aliquibus in more positum erat), sed satis esse ut eam duntaxat mente concipiat, quod etiam de Baptismi formâ conditionatâ asseruerat, eodem tom. 2, pag. 406, litt. B, juxta ejus operum editionem Amstelodami cusam, quâ nos usi sumus.

VI. Iidem verò qui formæ conditionatæ in Pœnitentiæ Sacramento favent, fatentur quidem nullam illius mentionem in alio Rituali aut concilio, vel canone factam reperiri : verùm advertunt, in nullo quoque Rituali, concilio, vel canone illam damnari : quod quidem prætermissum non esset, si prædictam conditionatam formam adhibere minùs rectum aut illicitum visum esset; siquidem complures occurrunt libri in quibus legitur sententia conditionatæ formæ favens. Albertus duntaxat Castellanus in suo Sacerdotali Romano, quod à summis Pontificibus approbatum fuisse asseritur, eam expressè in Pœnitentiæ Sacramento condemnat. Verùm egregius hìc ordinis Prædicatorum professor, qui exeunte seculo XV ac ineunte XVI floruit, eximiis quidem dotibus conspicuus fuit, idemque Sacerdotale Romanum concinnavit, quod ab ipso dicatum Leoni X, pontifici maximo, deinde Pii IV pontificis jussu emendatum fuisse dicitur, juxta ea quæ leguntur tom. 2 Scriptorum ordinis Prædicatorum P. Jacobi Echard, pag. 48. Sed hujusmodi opus legis auctoritatem et vim obtinere, admisso etiam quòd Pii IV auctoritate correctum fuerit, admodùm ad probandum difficilè judicatur. Gratiani enim decretum, quantùmvis pluries Romanorum Pontificum curâ emendatum fuisse non ignoretur, vim ac pondus legis non habet; quinimò inter omnes receptum est quidquid in ipso continetur tantùm auctoritatis habere quantùm ex se habuisset, si nunquàm in Gratiani Collectione insertum foret : ut videre est in nostro opere de Canonizatione sanctorum, lib. 4, part. 2, cap. 17, num. 10. Et hæc quidem respondendi ratio prudentibus viris facilè arridebit, cùm et firmo rationis fundamento innitatur, et magnam præ se ferat modestiam, dùm assertam operis revisionem de mandato Pii IV factam nullo modo attingit, cujus tamen pontificii mandati probatio valdè difficilis esset. Consulatur Berti, tom. 8 Theolog., lib. 34, cap. 8, § *Ultimo*.

VII. Nos quidem in hâc atque in aliis hujusmodi controversiis neutri ex partibus nos addicimus, atque ita ab episcopis in synodis agendum existimamus; quinimò de illâ ne verbum quidem à nobis factum esset, nisi, præter connexionem materiæ cum conditionatâ Baptismi formâ de quâ nuper sermonem habuimus, hujus controversiæ notio necessariò præmittenda nobis visa fuisset, antequàm de quibusdam casibus practicis in hoc capite ageremus, de quibus aliqui episcopi in suis synodis decreta et statuta edere opportunum duxerunt.

VIII. Accedit sæpè ut aliquis, gravi morbo se opprimi sentiens, confessarium arcessi jubeat : verùm interea temporis, antequàm confessarius adveniat, loquelam et cognitionem amittit : attamen etiam sine verbis, aliqua dat pœnitentiæ signa tum ante adventum confessarii, tum in illius conspectu; aliquando etiam nullum coram confessario pœnitentiæ signum ostendit, quamvis antea nonnulla ipsius indicia dederit. Hæc porrò quotidiè contingunt : sicut etiam quotidiè fit ut, postquàm ægrotus duo vel tria peccata confessus fuerit, confessionem prosequi ampliùs non possit. In his omnibus casibus impertiri absolutio debet. Ita enim in antiquo Carthaginensi concilio decretum fuit, relato in can. *Is qui*, 26, quæst. 6 : « Is qui pœnitentiam in infirmitate petit, si casu dùm ad eum sacerdos invitatus venit, oppressus infirmitate obmutuerit, vel in phrenesim versus fuerit, dent testimonium qui eum audierunt, et accipiat pœnitentiam. » Item in epistolâ S. Leonis, à Gratiano pariter relatâ in can. *Multiplex*, de Pœnitentiâ, dist. 1 : « Quòd si ægritudine aliquâ ita fuerint aggravati, ut quod paulò ante poscebant sub præsentiâ sacerdotis significare non valeant; testimonia eis fidelium circumstantium prodesse debebunt, ut simul et pœnitentiæ et reconciliationis beneficium consequantur. » Et, ut ad recentiora tempora descendamus, addenda est constitutio synodi Nemaufensis, anno 1284 habitæ, relata à Grancolas tom. 3 veterum Liturgiarum, pag. 772 : « Si infirmus petierit sacerdotem pro pœnitentiâ recipiendâ, vel aliqua signa pœnitentiæ fecerit, et interim, dùm sacerdos veniret, obmutuit infirmus, vel factus est amens aut phreneticus; sacerdos veniens, sive ad nutum infirmi, sive ad testimonium eorum qui audierunt ipsum petentem pœnitentiam, vel presbyterum, vel aliqua signa pœnitentiæ facientem, debet ei quidquid humanitatis vel consolationis poterit impendere, absolvendo eum et reconciliando, et orationes dicendo, et crucis osculum, si præsens crux fuerit, sibi dando. » Cum his concordat Rituale Romanum, tit. 18, ubi de infirmo loquens, ait : « Quòd si inter confitendum, vel etiam antequàm incipiat confiteri, vox et loquela ægro deficiat, nutibus et signis conetur (loquitur de confessario), quoad ejus fieri poterit, peccata pœnitentis cognoscere, quibus utcumque vel in genere vel in specie cognitis, vel etiamsi confitendi desiderium, sive per se, sive per alios ostenderit, absolvendus est. » Cùmque nonnulli existimarent ægrotum illum absolvendum non esse qui coram confessario nullum pœnitentiæ signum dedit, quantùmvis antea dederit coram aliis qui id ipsi confessario testificantur; suamque opinionem eâ ratione fulcirent, quòd Clemens VIII, pontifex maximus, anno 1602, sequentem propositionem, veluti scandalosam ac temerariam, damnavit : *Licere per litteras, seu internuntium, confessario absenti peccata sacramentaliter confiteri, et ab eodem absente absolutionem obtinere :* uti videre est in constitutione 87 ejusdem Pontificis, Bullar. tom. 3, eorum tamen error ab aliis facilè deprehensus est. Longè enim discrepat unus casus ab alio. Consulantur cardinalis de Lugo, de Sacramento Pœnitentiæ, disput. 17, sect. 5, § 2; cardinalis Gotti, tom. 14 Theologiæ, de Sacramento Pœnitentiæ, quæst. 8, dub. 3, § 2, num. 9; Diana, Edit. coord. tom. 1, tract. 3, resolut. 74; Elbel, Theol. moral. part. 2, de Sacramento Pœnitentiæ, conferent. 8, § 1, num. 207. Narrat hic auctor prædictum Clementem VIII interrogatum fuisse an prohibendo confessionem in absentiâ, sive per litteras, sive per nuntium factam, in animo habuerit hanc quoque confessionis speciem de quâ loquimur prohibere, et consequenter absolutionem quam sacerdos impertitur ægroto jamjam morituro, et nullum pœnitentiæ signum aut confessionis desiderium in sui præsentiâ demonstranti, de quibus tamen signis antea editis certior fit per testes; eumdemque pontificem negativè respondisse asserit. Et, quamvis ipse nullum hujusmodi responsionis documentum afferat, nihilominùs ita se rem habuisse constat ex testimonio Petri Lombardi, archiepiscopi Armacani, qui hoc idem audivisse se affirmat ex ore ipsius Pontificis, cum quo de hâc quæstione tractaverat. Id autem responsum non solùm relatum legitur in operibus P. Coninck, de absolutione moribundi, in fin., verùm etiam in laudato opere cardinalis de Lugo, sect. 4, num. 76 et 77. Quare, cùm olim major Lusitaniæ inquisitor supremæ inquisitioni Romanæ hanc proposuisset quæstionem : *An censuram et quam mereatur hæc propositio : Validè impenditur absolutio, quando ægrotus coram uno vel altero teste signa contritionis exhibet, deinde, superveniente confessore, nullo externo signo confitendi voluntatem ostendit; constat tamen ex relatu internuntii ægrotum ostendisse signa contritionis et confitendi voluntatem :* summus pontifex Urbanus VIII, in congregatione coram ipso habitâ die 24 februarii 1632, non solùm absolutionem impertiri posse respondit : *Sanctissimus dixit, huic ægroto posse impertiri absolutionem :* verùm etiam, ne laudatum decretum Clementis papæ VIII ne-

gotium ullum facessere posset, addidit : *Nec id repugnare decreto Clementis VIII, cùm diversam contineat rationem.* Uno verbo, in casu de quo agimus, pœnitens per alios ostendit suum confitendi propositum ; idque satis est ut in eo statu in quo positus est absolutionem consequi possit, ut in supra citato Rituali statuitur. Nec disputandi locus est utrùm in hoc casu ab solutio conditionata, an simplex et absoluta esse debeat. Hæc enim controversia locum non habet, nisi cùm signa ab infirmo edita, seu quæ confessario à testibus referuntur, dubia prorsùs ac æquivoca per seipsa sint aut fuerint. In his namque circumstantiis, sunt qui putant absolutionem sub conditione impertiendam esse. Ita legitur in Instructione pro sacerdotibus ad confessarii ministerium recens deputatis, Romæ editâ per quemdam presbyterum congregationis missionis, ac pluries etiam alibi typis excusâ, et præsertim Papiæ anno 1720, part. 2, cap. 12, § 1, num. 191 et seq. Et cardinalis de Lugo supra laudatus, explicans modum impertiendi absolutionem conditionatam, quando dubia sunt signa quæ ab infirmo ostenduntur aut ostensa sunt, ita prosequitur in dicto tractatu de Sacramento Pœnitentiæ, disp. 17, sect. 5, § 2, num. 91 : « Si dubitat sacerdos an signa ab infirmo exhibita fuerint ad significandum dolorem de peccatis et voluntatem absolutionis, an verò ex dolore morbi; item an quando dixit se velle confiteri esset compos suî, an impos et sine rationis usu ; in his enim et similibus casibus, propter reverentiam Sacramenti, absolutio impendi debet sub conditione explicitâ interiùs conceptâ. »

IX. Quæ hactenùs dicta sunt, ad eos pertinent qui in mortis articulo constituti pœnitentiæ signa aut confitendi votum ostenderunt, vel coram confessario, vel coram aliis sibi astantibus qui hoc ipsum confessario testificantur. Nunc agendum est de absolutione illorum qui gravî aliquo et repentino casu oppressi, vel morbo correpti, extremum agunt spiritum, absque eo quòd ulla dederint vel dare valeant pœnitentiæ signa. Quod cùm et iis contingere possit qui vitam ex christianæ legis præscripto semper duxerunt et Sacramenta frequenter suscipere consueverunt, atque illis etiam qui, de æternâ salute suâ plerùmque nihil cogitantes, flagitiis sæpè se contaminâsse noscuntur : de prioribus potissimùm intelligenda sunt ea quæ subjicimus. Antiquorum theologorum communis opinio fuit, quam multi adhuc tuentur, quòd, nullis editis à pœnitente actibus, absolutioni sacramentali impertiendæ locus esse non possit. Ita Natalis Alexander, in Theologiâ dogmatico-morali lib. 2, de Sacramento Pœnitentiæ, art. 7, regulâ 17, et Pontas, in verb. *Absolutio*, casu 4, ob eam nempe rationem nuper indicatam, quòd scilicet, cùm pœnitentis actus non adsunt, deest materia necessaria Sacramenti Pœnitentiæ; cùmque præterea sacerdoti notus non sit præsens pœnitentis status ejusdemque voluntas, non potest is judicantis in modum absolutoriam sententiam proferre. Afferunt etiam in hujus sententiæ confirmationem, quòd Sorbonæ facultas theologica, anno 1665, propositionem damnavit ex quodam libro excerptam, quæ sequentibus verbis concepta legitur : « Qui amiserit loquelam, vel usum rationis, si benè vivebat, ut bonus et fidelis, et frequentabat confessionem et communionem, quamvis non petierit Sacramenta, quia ex insperato talia acciderunt, debet præsupponi contritus, et faciente aliquo confessionem pro eo, sicut fit in populo, sacerdos faciat absolutionem ab omni sententiâ et peccato : » quam quidem prædicta Parisiensis facultas sequenti censurâ notavit : *Doctrina hujus propositionis, universim et absolutè sumpta, est in praxi periculosa.*

X. Adversùs hanc, quæ communis appellari poterat opinio, insurrexit celebris auctor Joannes Morinus, in suo tractatu de Sacramento Pœnitentiæ, lib. 10, cap. 10, hàc innixus ratione, quòd, si jam receptum et ratum est ut qui loquelæ usu destituitur nullumque pœnitentiæ signum coram sacerdote exhibet absolutione donetur, quoties astantes sacerdoti testificantur, eumdem, ante illius adventum, vel confessionem suam audiri postulâsse, vel dolorem de peccatis significando absolutionem consequi expetiisse, eò fortiùs absolvi poterit vel potiùs debebit is cui licèt nemo testimonium reddat quòd ante adventum confessarii pœnitentiæ signa dederit, tot tamen testes sunt de ejus proposito recipiendi Sacramenta in supremo vitæ discrimine quot sunt actus christianarum virtutum, quot confessiones sacramentales et communiones corporis Christi, quot demùm religionis et pietatis opera, quibus in universo suæ vitæ cursu manifestum probitatis specimen præbuit. Ad hanc verò opinionem roborandam, Morinus ipse quoddam Clementis VIII pontificis factum refert, qui fabro murario è Vaticanæ basilicæ fastigio fortè decidenti, ita absolutionem impertitus fuisse dicitur : *Si es capax, absolvo te à peccatis tuis* : ut legitur apud Homobonum, in exam. Eccles. part. 1, tract. 7, c. 18, quæst 84. Præterea affert Gregorii papæ XV auctoritatem, qui dùm Bononiensem archiepiscopatum obtinebat, in suo Memoriali confess., cap. 1, de formâ Sacram. Pœnitentiæ, num. 16, S. Antonini doctrinæ adhærens, docuit, *posse etiam absolvi moribundum assuetum frequentare confessionem, quamvis repentino casu oppressus Sacramentum non petierit.* Ac denique in medium profert Ecclesiæ Lemovicensis constitutiones editas anno 1620 in synodo, cui undecim abbates, decani tres, præpositi septem, ac decem priores, totidemque archipresbyteri interfuerunt : « Poterit quoque idem applicare remedium (videlicet sacramentalis absolutionis) ei qui judicio omniumque sensuum usu statim captus est, non petitâ pœnitentiâ nulloque signo contritionis edito, cùm violentiâ morbi judicatur de repentè et ex improviso præventus et oppressus, et christianè vixit; ferrique potest judicium ex actionibus vitæ et moribus eum libenter Pœnitentiæ Sacramentum petiturum fore, si tempus et morbi violentia permisissent; licèt hoc in casu nihil de absolutionis effectu promittere possimus; sed, animarum salvandarum causâ, nullum remedium omittere debemus quod Deus potestati nostræ commisit, Deum orantes ut immensâ bonitate et misericordiâ quod deest ægrotorum dispositioni suppleat, cætera inscrutabilibus Dei judiciis commendantes. »

XI. Morini opinio complures sectatores invenit ex his qui post eum scripserunt; quos inter numerandi sunt Merbesius, dissert. 4, de Pœnit., quæst. 85, item Juenin, de Sacram., dissert. 6, de Pœnit., quæst. 7, § 3, qui observat hoc idem in Rituali Ecclesiæ Tullensis, jussu cardinalis de Bissy, olim Tullensis episcopi, edito, præscriptum fuisse : cui nos addimus etiam illud bon. mem. cardinalis de Rohan Argentinensis episcopi, in cujus proœmio, num. 4, ita legitur : « Si qui fidelium subitò obmutescerent, vel omni rationis usu destituerentur, iis ultimo casu correptis non neganda absolutio et extrema Unctio; modò, cùm sani essent, vitam duxerint homine christiano dignam. Tunc enim præsumi debent habere sufficientem ad illa Sacramenta recipienda intentionem. » Genett., tom. 4 Theologiæ moralis, tract. 6, de Sacram. Pœnit., cap. 12, quæst. 5; Tournely, in Prælectionibus theologicis, de Sacram. Pœnitent., tom. 2; pag. 175 et seq., edit. Parisien. anni 1728; Vanroy in Theologiâ morali, part. 4, tom. 5, c. 9, quæst. 3; Witasse, de Sacram. Pœnit., part. 2, pag. 836; Henricus à S. Ignatio, tom. 3, lib. 5, cap. 196 et 197; Neesen, tom. 2, tract. 5, de Sacram. Pœnit., dub. 14. Auctor verò qui opus citati Pontas, Latinè redditum, additionibus locupletavit, præd. casu 4, animadvertit non tanti quidem faciendam esse rationem illam ab adversariis celebratam, quòd scilicet, cùm pœnitentis actus non adsunt, materia desit Sacramenti Pœnitentiæ. Nec enim certum est materiam Sacramenti esse hujusmodi

pœnitentis actus, cùm Tridentinum concilium illos haud præcisè materiam, sed quasi materiam Sacramenti appellaverit; uti videre est, sess. 14, de Pœnitentiâ, cap. 3. Quòd si etiam necessaria Sacramenti materia in hujusmodi actibus constitui deberet, ipsi jam antea præcessisse dicendi essent, et tunc pro præsentibus haberi possent: non secùs ac petitio absolutionis quam pœnitens ante confessarii adventum emisit, sed coram eo ampliùs exprimere aut repetere non potest, pro præsenti habetur ad eumdem effectum, ut sciiicet confessarius ejusmodi pœnitentem, jam sensibus et loquelâ destitutum, absolvere non dubitet.

XII. Et hæc quidem sententia inter theologos novissimis temporibus tantùm invaluit, ut auctor Theologiæ moralis ad usum seminarii Petrocorensis, dùm eam sibi nequaquàm probari significat, ad ultimum tamen admittat ejusmodi moribundis absolutionem dari posse sub conditione, ut videre est in illius tom. 4, lib. 2, tract. 1, quæst. 10. Similiter P. Berti, loco superiùs citato, apertè docens, quòd, juxta scholæ rigorem, ejusmodi infirmi minimè dici possent absolutionis capaces (id quod etiam fusè comprobat Cabassut., in Theor. et Prax. jur. can., lib. 3, cap. 11, num. 10), cùm tamen tot esse videat doctissimos viros qui eorum capacitatem admittunt, eamque constituunt in retroactâ illorum vitæ probitate ac pietate, conditionatam absolutionis formam cum ipsis adhiberi posse non inficiatur. Hanc verò, licèt aliqui nec rejiciendam putent ubi agitur de hominibus in mortis articulo constitutis qui neque recenter pœnitentiæ significationes ediderunt, et dissolutam flagitiosamque vitam, sceleribus semper inquinatam, egisse palàm dignoscuntur, quive etiam in actuali peccato moriuntur, dummodò catholicam fidem retinuerint, pro catholicis se gesserint; ut videre licet in supra dictâ Instructione pro confessariis tyronibus, part. 2, cap. 10, § 1, num, 193; id tamen nullo pacto probatur iis qui cum Morino putant rectam et religiosam vitæ rationem, et Sacramentorum frequentiam, quâ ægrotus ipse in omni vitâ fidem suam ex operibus comprobavit, justam præbere causam ut quamvis idem in mortis articulo, morbi vi oppressus, nullum pœnitentiæ signum dederit aut dare valeat, nihilominùs sacramentali absolutione, vel sub absolutâ, vel sub conditionatâ formâ, donari possit.

XIII. Hæc sunt quæ circa usum formæ conditionatæ in Sacramento Pœnitentiæ eâ quâ fieri poterat brevitate ac diligentiâ colligere nobis datum est. Et quoniam hæc omnia, quemadmodùm hucusque narravimus, in utramque partem à theologis disputantur, optimum factu judicaremus ut episcopi in suis synodis intra Ritualis Romani terminos se continerent; relinquentes nimirùm scholis et conferentiis, seu collationibus quæ de casibus moralibus haberi solent, totam hanc quæstionem de conditionatâ absolutionis formâ, et de peculiaribus casibus quibus adhiberi illa possit aut debeat. Porrò in synodo Montis Falisci, quæ an. 1710 habita fuit, cap. 6, de Pœnitentiâ, num. 6, decernitur *ut absolutione saltem sub conditione moribundus donetur, quamvis nullus adsit qui illius pœnitendi vota signis aut verbis prodita testetur.* In synodo Isclanâ habitâ anno 1716, part. 2, de Sacram. Pœnit., cap. 1, num. 19, legitur etiam de eo qui in mortis articulo reperitur, si *nulla signa præstiterit, saltem sub conditione absolvatur, modò in actuali peccato non decedat.* In synodo Feltriæ celebratâ anno 1627, tit. 10, decernitur ut, etiamsi astantes sacerdoti asserant infirmum suorum peccatorum pœnitentiam demonstrâsse et confitendi propositum ostendisse, *absolvatur in Domino sub conditione*, hoc tamen addito: *Cognitis ejusdem moribus ac vitâ, vel si in Deum à fide discedendo non peccaverit.* Si hæc synodalia statuta cum theologorum nuper indicatis opinionibus comparentur, facile erit agnoscere aliqua ex ipsis alteram ab alterâ circumstantiâ non rectè secernere, alia verò rem totam nimis ampliare, alia denique eamdem nimis in arctum constringere. Quod sanè propositam à nobis agendi rationem magis magisque confirmat; ut nempe, controversiarum decisione theologorum disputationibus relictâ, prudens episcopus ea duntaxat synodalibus statutis inserere studeat quæ in Ritualibus libris ab Ecclesiâ Romanâ propositis indicantur et præscribuntur.

CAPUT XVI.

De reprobatione doctrinæ quæ in nonnullis synodis legitur, confessionis videlicet factæ in mortis articulo laico aut etiam mulieri, deficiente sacerdote, aut diacono, vel subdiacono.

I. Bernardus Lemovicensis ann. 1374 factus Bononiensis episcopus, suam synodum coegit, pluresque edidit constitutiones, quas etiam Bernardi successores religiosè ac sanctè custodiri et servari jusserunt; uti testatur Sigonius, lib. 3, de Episcopis Bononiensibus, in dicto Bernardo. Illas easdem constitutiones, in posterioribus Bononiensibus synodis iterùm iterùmque publicatas, Augustinus Zannettus episcopus Sebastenus, Laurentii cardinalis Campegii, episcopi Bononiensis, vicarius generalis et suffraganeus, anno 1535 typis editas vulgavit. In harum constitutionum rubr. 5, de Pœnitent., hæc habentur: *Nullus alieno sacerdoti peccata sua confiteatur, nisi priùs à proprio petitâ licentiâ et obtentâ, quam nullus requisitus, dolosè vel malitiosè denegare præsumat. In quibusdam tamen casibus potest quis alieno sacerdoti confiteri, à suo non petitâ licentiâ: primò, si episcopus aliis specialiter delegaverit; secundo, si peccans in alienâ parochiâ, iterùm vult de peccato illo sacerdoti illius parochiæ confiteri; tertiò, si suum domicilium ad aliam transtulit parochiam; quartò, quando quis est vagabundus; quintò, si periculum mortis sibi imminet, nec habere potest proprium sacerdotem; quo casu, deficiente alieno sacerdote, confiteri posset laico, et etiam mulieri.* Id ipsum dictum comperimus in diœcesanâ synodo Sabinensi habitâ anno 1312 ab Arnaldo de Faugeriis S. R. E. cardinali episcopo Sabinensi, quam ex codice bibliothecæ Othobonianæ, publici juris fecit Hannibal cardinalis Albanus in appendice ad suam synodum pariter Sabinensem, habitam anno 1736. Andreas quoque Minorita, episcopus Megarensis, in Lumine confessorum, quod anno 1429 obtulit Jordano Ursino, episcopo Albanensi, S. R. E. cardinali pœnitentiario, eamdem tradidit doctrinam; uti videri potest in dissertatione, quam Constantinus Rugerius attexuit citatæ synodo Sabinensi cardinalis Albani, pag. 324. In Commentariis Pii II., lib. 6, pag. 151, editionis Francofurtensis anni 1614, refertur concio quam habuit Henricus Angliæ rex ad milites suos, dùm eos ad confligendum cum Gallorum exercitu cohortaretur; ubi, inter alia, sic eos admonet: *Verùm non tam vestris ex manibus quàm Dei dexterâ salutem sperate: quæ ut nobis secunda sit, peccata nostra confiteamur, humilique corde divinam misericordiam imploremus.* Sed in antiquioribus et non adhuc correctis editionibus, hæc alia verba leguntur: *Alter alteri peccata nostra confiteamur, et Eucharistiæ loco, cujus copiam non habemus, terram sumentes.*

II. De confessione, hoc est, de doctrinâ illâ seu consuetudine ut laici cum laicis confiterentur, nox agemus. Ad illud autem quod ibidem de Eucharistiâ dicitur, breviter observâsse juvat teneri nos jure divino Eucharistiæ Sacramentum in mortis periculo sumere, juxta communiorem theologorum sententiam, quam aliis compluribus allegatis referunt et tuentur Sylvius, tom. 4, in 3 part. S. Thomæ, disp. 80, art. 11, quæst. 1; cardinalis de Lugo, de Sacram. Eucharistiæ, disp. 16, sect. 2, num. 25 et seq. Cùmque duobus modis Sacramentum hoc percipiatur, vel scilicet reipsà et facto, vel spiritualiter et in voto, hoc est, vel ipsum eucharisticum panem ore manducando et deglutiendo, vel, si hoc fieri nequeat, id ipsum enixis votis desiderando; fortè evenit ut, ad hujusmodi desiderium externâ aliquâ actione significandum, simplices aliqui et rudes terram ore sumendam excogitaverint: quod tamen aliorum judicio subjicientes, id unum addimus, quòd

in Libello Benedicti XI, aliàs XII, de Erroribus Armenorum, quem edidit Raynaldus ad annum Christi 1341, num. 48, inter alios Armenorum errores, hic etiam, sub num. 107, refertur : *Item Armeni tenent quòd, si aliquis sit in periculo moriendi, et non habeat tempus recipiendi communionem, quòd faciunt crucem cum manu in terrâ, et de quolibet brachio dictæ crucis accipiunt modicum de terrâ, et comedunt : et hæc comestio terræ habetur per eos pro communione.* Interim ad propositam materiam confessionis à laico cum alio laico peragendæ regrediamur.

III. Plerique ex hæreticis dixerunt non solum sacerdotem, sed quemcumque fidelem, etiam laicum, posse esse ministrum Sacramenti Pœnitentiæ, præsertim si probus sit et justus. Hoc errore imbuti fuerunt Flagellantes, qui, spreto sacerdotum tribunali, peccata sua laicis confitebantur, et ab eis absolvebantur; uti videre est in lib. 3, de Gestis Baldewini de Lueczenburch, c. 9 Miscellaneor.; Baluzii tom. 1, eumdemque docuit Wiclefus, teste Waldensi, tom. 2, cap. 135 et 145, à quibus illum hausit iterùmque excitavit Lutherus, apud Rofensem, art. 13. Quare Henricus VIII, Angliæ rex, in suo opere de septem Sacramentis adversùs Lutherum, de Confessione, postquàm necessitatem astruxit peccata sua aperiendi sacerdotibus, quam non solùm ex pluribus sacræ Scripturæ textibus sanctorumque Patrum testimoniis, sed ex ipsâ fidelium antiquâ et constanti praxi evidenter ostendit, inquiens : *Verùm de confessione si verbum nullum neque nominatim neque in figurâ legeretur, neque quidquam à sanctis Patribus diceretur, tamen, cùm videam totum populum tot seculis peccata sua patefacere sacerdotibus, cùm ex eâ re tam assiduè videam tantum boni proventum, tam nihil enatum mali, aliud neque credere neque cogitare possem quàm eam rem, non humano consilio, sed divino planè mandato et constitutam esse et conservatam. Neque enim ullâ humanâ auctoritate populus unquàm potuisset adduci ut occultissima scelera quorum tacitam conscientiam horrebant, quæ, ne prodirent in lucem, tanti referebat ipsorum, in alienas aures (qui posset, cùm vellet, prodere) tanto cum pudore, tanto cum periculo, tam incunctanter effunderent; neque fieri potuisset, cùm tam numerosi presbyteri, boni malique, qui promiscuè confessiones audiant, ut audita continerent etiam hi qui aliàs nihil continent, nisi Deus ipse qui Sacramentum instituit rem tam salubrem speciali gratiâ defenderet. Mihi ergo, quidquid ait Lutherus, non ex aliquâ populi consuetudine, nec ex institutione Patrum, sed ab ipso Deo videtur instituta et præservata confessio.* Postquàm, inquam, de sacramentalis confessionis institutione hæc contra Lutherum scripserat, eumdem alio etiam nomine exagitat, quòd nimirùm confessionem cuicumque laico, imò etiam feminæ fieri permitteret, addens : *Nunc igitur judicet quisque quàm verè sentit Lutherus, qui, contra sanctorum omnium sententiam, claves Ecclesiæ trahit ad laicos, trahit ad mulieres, et ait verba Christi,* « *quæcumque ligaveritis*, etc. », *non sacerdotibus tantùm, sed omnibus dicta fidelibus.*

IV. Ecclesiæ itaque catholicæ certissimum dogma est solos sacerdotes posse Pœnitentiæ Sacramentum administrare, et à peccatis absolvere; quoniam ad sacramentalem absolutionem, quâ anima solvatur à culpæ nexu, necessaria est potestas clavium quam Christus Dominus solis contulit sacerdotibus, cùm, Joann. 20, solis apostolis eorumque successoribus, ritèque ab his ordinatis, dixerit : *Accipite Spiritum sanctum : quorum remiseritis peccata, remittuntur eis.* Quamobrem S. Ambrosius, lib. 1, de Pœnitent., cap. 2, num. 7, tom. 2 oper., col. 392, loquens de potestate absolvendi à peccatis : *Jus hoc*, inquit, *solis permissum sacerdotibus est;* et S. Basilius, in Regulis brevius tractatis, oper. tom. 2, pag. 516, ad interrogat. 288 : *Qui confiteri vult peccata sua, debetne confiteri omnibus et quibuslibet, aut quibus?* respondet : *Peccata iis confiteri necesse est, quibus mysteriorum Dei concredita dispensatio est :* ac S. Leo Magnus, epist. olim 91, nunc 85, cap. 2, ait divinitus esse ordinatum *ut indulgentia Dei, nisi supplicationibus sacerdotum, nequeat obtineri.* Atque, ut omissa faciamus alia plurima sanctorum Patrum testimonia, quæ congerunt Suarez, tom. 4, in 3 part., disp. 21, sect. 1; Vasquez tom. 4, in 3 part, quæst. 93, art. 1; Gregorius de Valentiâ, tum. 4, disp. 7, quæst. 10, punct. 1; Natalis Alexander, Hist. Eccl. tom. 3, ad secul. III., diss. 4; Juenin. de Sacram., diss. 6, quæst. 5, art. 2, et alii; Eugenius IV, in decreto unionis Armenorum, tom. 9 Collectionis Harduini, col. 440, definivit : *Minister hujus Sacramenti est sacerdos habens auctoritatem ad absolvendum vel ordinariam, vel ex commissione superioris.* Et in constit. 44 Leonis papæ X, Bullar. tom. 3, part. 3, pag. 489, inter cæteros errores Lutheri hic etiam proscribitur, quòd videlicet *in Sacramento Pœnitentiæ, ac remissione culpæ, non plus facit Papa, aut episcopus, quàm infimus sacerdos; imò, ubi non est sacerdos, æquè tantùm quilibet christianus, etiamsi mulier, aut puer esset.* Ac demùm sancta Tridentina synodus, sess. 14, de Pœnit., cap. 6, hæc habet : « Declarat sancta synodus falsas esse, et à veritate Evangelii penitùs alienas, doctrinas omnes quæ ad alios quosvis homines, præter episcopos et sacerdotes, clavium ministerium perniciosè extendunt, putantes verba illa Domini, *quæcumque alligaveritis*, etc., et, *quorum remiseritis*, etc., ad omnes Christi fideles indifferenter et promiscuè, contra institutionem hujus Sacramenti, ita fuisse dicta, ut quivis potestatem habeat remittendi peccata : » et can. 10 ejusdem sessionis, anathema profert adversùs eum qui asserit *non solos sacerdotes, sed omnes christianos esse ministros absolutionis.*

V. At, primo aspectu, oppositum sensisse videtur S. Cyprianus, epist. 12, ubi permittit confessionem fieri diacono, cùm sacerdos abest; ait enim : *Occurrendum puto fratribus nostris, ut qui libellos à martyribus acceperunt, et prærogativâ eorum apud Deum adjuvari possunt, si incommodo aliquo et infirmitatis periculo occupati fuerint, non expectatâ præsentiâ nostrâ, apud presbyterum quemcumque præsentem, vel si presbyter repertus non fuerit, et urgere exitus cœperit, apud diaconum quoque exomologesin facere delicti sui possint, ut, manu eis in pœnitentiam impositâ, veniant ad Dominum cum pace, quam dari martyres litteris ad nos factis desideraverunt.* Cypriano astipulantur tum antiquissima synodus Eliberitana, can. 32, collectionis Harduini tom. 1, col. 253, inquiens : *Apud presbyterum, si quis gravi lapsu in ruinam mortis inciderit, placuit agere pœnitentiam non debere, sed potius apud episcopum : cogente tamen infirmitate, necesse est presbyterum communionem præstare debere, et diaconum, si ei jusserit sacerdos :* tum concilium Triburiense anni 895, relatum in cap. *Fures*, de Furtis, ubi sic legitur : *Fures et latrones, si in furendo vel deprædando occiduntur, visum est pro eis non esse orandum; sed, si comprehensi aut vulnerati, presbytero vel diacono confessi fuerint, communionem eis non negamus :* tum demùm alia plurima veterum testimonia, congesta à Martene, de antiq. Eccles. Ritib., tom. 1, lib. 1, cap. 6, art. 6, num. 1.

VI. Attamen hæc quæ fucum faciunt, ritè expensa minimè pugnant cum veritate catholicâ. Etenim, prætermissis cæteris responsionibus quæ videri possunt apud nuper laudatos doctores et Duhamel, tom. 7 Theolog., tract. 7, de Pœnit., hæc sola quam subnectimus sufficere posse videtur ad omnem eluendam difficultatem. Nomen *exomologesis* non semper apud Patres significat confessionem arcanam, auricularem et sacramentalem, sed frequenter usurpatur pro ultimo illo ritu, seu actu externo, qui totius publicæ pœnitentiæ clausula erat et complementum, cùm nimirùm publicè pœnitentes, humi substrati, flentes atque ingemiscentes, seipsos incusabant, veniam exposcebant, et Ecclesiæ tandem reconciliari atque iterùm ad Sacramenta admitti petebant : quemadmodùm fusè demonstrat Albaspinæus, lib. 2 Observationum, observat. 26; Morinus, lib. 2, de Pœnit., cap.

2, num. 4 et seq.; Petavius suis in sanctum Epiphanium Animadversionibus, ad hæresim 59, quæ est Novatianorum; et planè constat cùm ex Tertulliano lib. de Pœnit, cap. 9, ubi ait : *Exomologesis prosternendi et humilificandi hominis disciplina est :* et lib. de Oratione, cap. 7 : *Exomologesis est petitio veniæ, quia qui petit veniam, delictum confitetur :* tùm ex eodem laudato Cypriano, epist. 55, ad Cornelium papam, ubi de lapsis agens qui publicam pœnitentiam subire detrectabant, hanc pariter exomologesin appellat, inquiens : *Sublatâ pœnitentiâ, nec exomologesi criminis factâ, despectis episcopis atque calcatis, pax à presbyteris verbis fallacibus prædicatur :* atque in eodem sensu, epist. 11, ait : *Cùm in minoribus delictis, quæ non in Deum committuntur, pœnitentia agatur justo tempore, et exomologesis fiat.* Hanc porrò publicam exomologesin, deficiente sacerdote, et urgente necessitate, excipere poterat diaconus, isque potestatem habebat publicum pœnitentem Ecclesiæ reconciliandi, eo pacto quo etiam nunc posset, facultate ab episcopo acceptâ, excommunicatum absolvere et Ecclesiæ communioni restituere.

VII. De hâc exomologesi loquitur Cyprianus, in cit. epist. 12, et de eâ intelliguntur cæteri Patres et concilia, cùm idem quod Cyprianus affirmant. Quòdque hic sit proprius et genuinus Cypriani aliorumque Patrum sensus, apertè insinuant posteriores Ecclesiarum constitutiones quæ eamdem potestatem faciunt diacono, excipiendi scilicet pœnitentium confessiones, absente sacerdote, sed simul apertè denegant eidem potestatem clavium et auctoritatem absolvendi à peccatis. Concilium Eboracense anni 1195, decret. 4, tom. 6, part. 2 Collectionis Harduini, col. 1931 : *Decrevimus*, ait, *etiam ut nonnisi summâ et gravi urgente necessitate, diaconus pœnitentiam confitenti imponat, ut juxta paternorum tenorem canonum huic ordini sacerdotali propriè convenire decernit antiquitas.* Constitutiones Odonis Parisiensis episcopi circa annum 1198, cap. 56, tom. 6, part. 2 Collectionis Harduini, col. 1946, inquiunt : *Prohibetur districtè ne diaconi ullo modo audiant confessiones, nisi in arctissimâ necessitate; claves enim non habent nec possunt absolvere.* Constitutiones Walteri, episcopi Dunelmensis, anni 1255, tom. 7 Collectionis ejusdem, col. 492, aiunt : « Et quia solis sacerdotibus est potestas ligandi et solvendi commissa, prohibemus ne diaconi confessiones audiant aut admittant, pœnitentias injungant..., nisi necessitas urgeat aut compellat, ut in casu mortis, per absentiam sacerdotis. » Videri poterunt de hâc re disserentes Estius, in 4, distinct. 17, § 13, in fin.; Natalis Alexander, cit. dissert. 4, ad secul. III, et cardinalis de Aguirre tom. 1 Concilior. Hispaniæ, pag. 729, ubi loca quæ in contrarium objici possunt ita explicanda censet, ut sensus sit : « Absente sacerdote, et urgente extremâ necessitate, diaconos olim interdùm et aliquibus locis solitos ex delegatione episcoporum audire confessiones lapsorum pœnitentium, non quidem ad absolvendum illos (non enim unquàm id facere potuerunt, aut possunt adhuc per delegationem episcopi, imò nec Romani Pontificis), sed ad explorandum illorum statum et veram contritionem, sive plenam conversionem ad Deum.

VIII. Quod autem specialiter attinet ad concilium Eliberitanum, illud, nomine *communionis*, vel intellexit communionem eucharisticam, vel canonicam reconciliationem cum Ecclesiâ, uti prosequitur cardinalis de Aguirre, loc. cit. Similiter et textum in cap. *Fures*, nonnulli intelligendum existimant de absolutione ab excommunicatione quâ irretiti erant publici latrones : alii verò eum interpretantes de Eucharistiâ, dicunt allegatum textum id unicè permittere; nimirùm ut diaconus præbeat furi vulnerato Eucharistiam, si ei constet de illius contritione; cùm inter cæteros casus in quibus sufficit contritio, sine sacramentali confessione, ad percipiendam Eucharistiam, enumeretur etiam ille hominis constituti in mortis articulo, cui deest sacerdos à quo sacramentalem absolutionem obtineat. At Antonius Augustinus, in Notis ad primam collectionem Decretalium, ad cap. *Fures*, de Furtis, contendit verba illa : *Vel diacono*, non esse authentica : et reverà in antiquis manuscriptis codicibus illorum loco legitur : *Vel Deo.* Quòd si hoc secundo modo legendum sit, tunc allatus textus concilii Triburiensis concordat cum capitularibus Theodori Cantuariensis, c. 55, Spicilegii tom 1, et cum can. 30, inter eos quos Gregorius III ex variis Patrum sententiis excerpsit, apud Harduinum tom. 3, col. 1876, quibus in locis dicitur, in casu necessitatis, cùm scilicet sacerdos deest, confessionem faciendam esse *soli Deo.*

IX. Majorem difficultatem faciunt, quæ apud antiquos Patres et theologos legimus de confessione faciendâ laico, urgente necessitate : *Tanta itaque vis confessionis est, ut, si deest sacerdos, confiteatur proximo :* verba sunt textûs in can. *Qui vult*, de Pœnit., dist. 6, excerpto ex libro de verâ et falsâ Pœnitentiâ, inter opera Augustini : ex quibus Petrùs Cantor, in Summâ de Sacram., fol. 203, concludit : *Ecce ex hâc auctoritate habemus, quòd in necessitate confitendum sit laico, si sacerdos desit, et non solùm venialia, sed etiam mortalia.* Idem docuêre antiquiores theologi, inter quos D. Thomas, in 4, dist. 17, quæst. 3, art. 3, quæst. 2, ubi ait : *Minister Pœnitentiæ, cui confessio est faciendaex officio, est sacerdos : sed in necessitate etiam laicus vicem sacerdotis supplet, ut ei confessio fieri possit.* Hæc aliorumque testimonia collecta sunt à Morino, de Pœnit., lib. 8, c. 24; Juenin, de Sacram., diss. 6, quæst. 5, art. 2; Martene, cit. lib. 1, c. 6, n. 8, quibus addi potest, ex canonistis, Ostiensis, lib. 5 Summæ, tit. de Pœnit. et Remiss., num. 14, ubi casus explicans in quibus licet alieno, et non proprio sacerdoti, seu parocho, peccata sua sacramentali confessione aperire, ait : *Tanta est vis confessionis, quòd, si immineat necessitatis articulus, ut quia infirmatur ad mortem is qui vult confiteri, vel oportet eum intrare bellum, et deest sacerdos, non solùm proprius, sed et quilibet, in tali articulo potest etiam laico, vel etiam mulieri, si non adsit alius, confiteri.*

X. Verùm hæc omnia facilè explicantur : duobus modis confessio fieri potest homini laico : primo, ut ab eo tanquàm à judice et Christi ministro, habente potestatem clavium, obtineatur sacramentalis absolutio; et sic esset inutilis, perniciosa, et conjuncta cum errore contra fidem : altero modo posset quis confiteri laico, ut ipsâ animi dimissione, seu humilitate, atque erubescentiâ confessionis, magis flectatur Deus ad ei elargiendum uberem gratiam quâ excitetur ad perfectam contritionem et justificetur; atque ejusmodi confessio esset in se proficua, atque multo tempore in usu fuit. De hâc loquuntur textus et doctores supra allegati, quemadmodùm se aliosque explicando tradit D. Thomas; qui, postquàm dixerat posse, deficiente sacerdote, confessionem fieri laico, statim addit ejusmodi confessionem esse quidem aliquo modo sacramentalem, quia est conjuncta cum voto Sacramenti; non tamen esse perfectum Sacramentum, nec gratiam causare ex opere operato, ac propterea reiterandam docet coram sacerdote. En Angelici verba in responsione ad primum : *Confessio laico ex desiderio sacerdotis facta, sacramentalis est quodammodò quamvis non sit Sacramentum perfectum, quia deest ei id quod est ex parte sacerdotis.* Et clariùs in responsione ad tertium : *Quamvis ille qui laico confessus est in articulo necessitatis, consecutus sit veniam à Deo, eò quòd propositum confitendi, secundùm mandatum Dei, quod concepit, sicut potuit, implevit, non tamen adhuc Ecclesiæ reconciliatus est, ut ad Sacramenta Ecclesiæ admitti debeat, nisi priùs à sacerdote absolvatur : sicut ille qui Baptismo flaminis baptizatus est, ad Eucharistiam non admittitur : et ideò oportet quòd iterùm confiteatur sacerdoti cùm copiam habere potuerit, et præcipuè quia, ut dictum est, Sacramentum Pœnitentiæ*

perfectum non fuit. Hanc D. Thomæ explicationem confirmat, ac præterea quænam fuerit eâ in re Ecclesiæ doctrina, nobis patefacit D. Thomæ coævus ejusdemque condiscipulus, Thomas Cantipratensis; hic siquidem, lib. 2, de Apibus, cap. 53, postquàm narravit Ludovicum comitem Leodiensem, in extremis constitutum, christianam virginem arcessivisse, *eique omnia peccata sua maximis cum lacrymis recitâsse*, statim addit : *Et hoc quidem, non pro indulgentiâ quam dare non potuit, sed ut magis ad orandum pro se tali piaculo moveretur.* Morem istum pandendi peccata sua laico, cùm instabat mortis periculum, et deerat sacerdos, perdurâsse usque ad seculi XV initium, discimus ex Guillelmo Lyndewode, qui per idem ferè tempus, uti ex operis præfatione desumitur, glossemata adjecit ad constitutiones Angliæ : is quippe glossator, ad tit. de Sacramentis iterandis, vel non, verb. *Pœnitentia*, pag. 32, hæc habet : *Laico posset quis confiteri in necessitate, ut per hoc appareat Ecclesiæ de suâ contritione. Non potest tamen laicus absolvere, vel ligare, cùm non habeat claves Ecclesiæ.*

XI. Sed posteriori ætate ea consuetudo justis de causis cœpit pedetentim remitti donec tandem penitùs obsoleverit. In supra citato Sacerdotali Romano Alberti Castellani, cap. 26, de Pœnitentiâ imponendâ infirmo, sequentia verba leguntur : *Si autem haberi non possit copia sacerdotis, quamvis bonum sit in hujusmodi periculis, in mari videlicet, bello, vel in infirmitate, vel morte violentâ, laico confiteri, tamen non est necessarium. Quod si fiat, et evadit, tenetur talis iterùm de illis peccatis confiteri, quia non habebat ille claves Ecclesiæ.* Dominicus Soto, celebris theologus ordinis Prædicatorum in suâ Relectione de Ratione tegendi et detegendi secretum, editâ Romæ anno 1574, pag. 159 et seq., agens de confessione quæ in necessitate fit laico, inquit : *At confessionem fieri laico, ubi non est copia sacerdotis, multò minùs necessarium est in quâcumque necessitate : nam quamvis Augustinus dicat tantam esse vim confessionis, ut, ubi non est copia sacerdotis, facienda sit proximo*, de Pœnit., distinct. 1, cap. *Quem pœnitet*, dist. 6, cap. 1, *non tamen insinuat esse præceptum, sed solùm id consulit, ut merito verecundiæ majorem gratiam consequatur apud Deum. Imò verò jam non est tanta consuetudo hujusmodi confessionis quanta in primitivâ Ecclesiâ. Nec forsan est consilium, tametsi eam non damnaverim, mansit enim consuetudo solùm inter nautas.* At, quidquid sit de assertione tanti viri, hodiè neque quoad nautas ejus doctrina videtur recipienda; multa siquidem ex ejusmodi confessione imminent damna, multa timentur pericula, quæ ponderat Clericatus de Pœnitentiâ, decis. 18, sub num. 13, neque ea evitantur, aut ideò contemni possunt, quòd laicus confessionem audiat ut illam, ex confitentis mandato, referat sacerdoti; quoniam, ut capite præcedenti dictum est, à summo pontifice Clemente VIII, nedùm illicita, sed invalida declarata fuit confessio facta sacerdoti per internuntium. Meritò propterea Navarrus Manual. cap. 21, num. 41; Gregorius de Valentia supra cit. disp. 7, quæst. 10, punct. 1, aliique ab hoc allegati concludunt, nisi excusetur ab ignorantiâ, in præsenti rerum statu, graviter eum peccare qui etiam in casu necessitatis peccata sua confitetur laico : quia sine ullâ causâ semetipsum infamat, et fortassè præbet aliis occasionem de se suspicandi quòd adhæreat Lutheranorum hæresi.

XII. Quibus stantibus, ut illùc redeamus unde digressi sumus, etsi in supra relatis constitutionibus synodalibus tam Bononiensibus quàm Sabinensibus insinuata fuerit confessio facienda laico, deficiente sacerdote, quia nondùm hæc consuetudo extincta erat tempore quo illæ conditæ sunt, attamen meritò in subsequentibus utriusque Ecclesiæ constitutionibus, neque ad titulum de Pœnitentiâ, neque in ullo alio loco, facta est mentio necessitatis aut utilitatis prædictæ confessionis, sed communis doctrina tradita est de actu contritionis in eo rerum eventu eliciendo (1).

(1) Operæ pretium eò loci duximus attexere utilissima monita pro confessariis monialium, quæ in præclarâ synodo Perusinâ, congregatâ ab eminentissimo quondam cardinali de Torres, inserta fuerunt, quæque ab Antonio mutuamus; hic nempe de arduo officio agitur, circa quod benè multa observanda sunt in praxi.

Monita pro confessariis ordinariis monialium.

1. Sacerdos ad confessiones monialium excipiendas designatus, commissam sibi provinciam ex obedientiâ, non turpis lucri gratiâ suscipiat et adeat.

2. Quâ vitæ ratione, quibusque constitutionibus cœnobium institutum sit, sedulò percunctetur; aptos etiam sibi libros comparet, ut ad omne officii munus instruere, omnemque virtutem, quæ sensus externos cohibeat, et componat, animum autem informet et ornet, ut patientiam, silentium, solitudinis amorem, clausuram, manuumque suarum laborem, moniales docere possit, pro loci instituto, superiorisque mandato.

3. Christianæ perfectionis studio unicè indulgeat; et vanitatem omnem, superfluumque ornatum declinet.

4. Gravium doctorum, expertorumque hominum consuetudinem colat, eosque in consilium adhibeat.

5. Probo ac prudenti viro animæ suæ curam committat, ipsumque frequenter adeat.

6. Scitè et cautè suam aliorumque salutem operetur. Nusquàm nimium sibi assumat; superbos enim odio habet Deus.

7. Caveat ne quovis prætextu nimis familiariter monialibus utatur; sed quoties locum excipiendis confessionibus statutum adibit, comitate conditam gravitatem præ se ferat, unde pœnitentes ad divinum veluti tribunal accedere concipiant.

8. Studiosè caveat ne cui se nimiùm dedat et fidat, arcanaque committat; quâ in re non solùm dignitati inserviet, sed etiam tranquillitati, cùm et suspiciones criminum et anxietates vitaverit.

9. Nullam sibi peculiariter conciliari cupiat et curet; imò si quam nimis suî studiosam cupidamque experiatur, gravibus atque efficacibus verbis admoneat, à proposito deterreat, ad bonam frugem revocet.

10. Ut moniales omnes ad humilitatem christianæ virtutis et perfectionis fundamentum, instruat et ducat, nunquàm eas earumque opera laudibus afficiet ac efferet.

11. Extra assignatum locum, seu fenestellam ferreâ transennâ immobilique velo tectam, nusquàm confessiones excipiat.

12. Nisi charitas vel necessitas urgeat, nullam speciatim advocet, nec extra confessionale, nec diutiùs, nec de rebus à spirituali salute alienis alloquatur. Superiorem tamen de monasticæ rei procuratione locuturam libenter audiat, optimisque quibus poterit consiliis juvabit.

13. Omnibus æquabiliter confessionum tempus dividet; si cui autem longiùs impendendum erit, magnâ sibi opus esse prudentiâ et cautione intelligat, ne cæteræ fraudentur, aut in suspicionem malarum rerum inducantur.

14. Publicas ne imperet pœnitentias, nisi ex publicis criminibus; monialesque de rebus in confessione auditis, ac de propriis culpis verba facere prohibebit.

15. Nullam diutiùs sine necessariâ causâ detineat, aut ad generalem confessionem hortetur.

16. Antequàm publico æris pulsu ad beatam Virginem Angelicâ salutatione colendam manè Christi fideles excitentur, citra necessitatem confessionale non ingrediatur; eodem etiam signo vespere audito promptus relinquat.

17. In id omnem industriam conferat suam, ut moniales, dùm proprias culpas confitentur, ineptam loquacitatem studiosè devitent, pressis aptisque ver-

bis utantur. Ad quod multùm conferet si quotidiè, priusquàm cubitum descendant, probè assuescant totius diei cogitationes, sermones, opera, omissiones, ad trutinam examenque sedulò revocare.

18. Excipiens confessiones sacerdos caveat ne se tædio vel indignatione affectum præ se ferat; sed gravitatem et de animarum salute sollicitudinem semper ostendat, à quærendâ existimatione ac etiam pœnitentium satisfactione alienus.

19. Omninò in rebus omnibus ita se cum monialibus semper gerat, ut nulli diffidentiam incutere possit.

20. In more positum habeat nullam apud cæteras laudibus efferre, multòque minùs vituperationibus prosequi.

21. Si quam debitum sorori honorem detrahere, aut ejus defectus aperire incipientem audiat, ne longiùs progredi aptâque objurgatione carere sinat.

22. Quæ veniales culpas confessa, minùs ex animo dolcat, nec resipiscere statutum habeat, efficaciter edoceatur tum illatæ Deo injuriæ, tum pœnarum quæ in Purgatorio luendæ manent gravitatem; ac etiam charitatis imminutionem, plurium donorum beneficiorumque privationem, necnon alia mala et detrimenta quibus venialia peccata in hâc quoque vitâ afficiuntur atque mulctantur. Uno verbo, sollicitè et accuratè ad dolorem propositumque excitetur.

23. Præ cæteris votorum observationem ob oculos gerat confessarius monialium; nec eas absolvat quæ pecuniam aliasve res tenent præter concessas ad usum à constitutionibus et à superiore. Si qui objiciantur prætextus, scitè prudenterque refutentur.

24. Bullæ à Clemente VII editæ de muneribus executionem obnixè curet, ideòque noverit, probèque calleat quid in ipsâ præcipiatur. Debitam negantes obedientiam non absolvantur.

25. Viderit ne quæ in animum inducat suum ne moriens quidem, ut pro arbitrio disponat de rebus sibi usui commissis, multòque minùs de cellâ.

26. Multus in eo sit ut moniales à nimio erga consanguineos, atque etiam erga sorores amore dimoveat.

27. Commune esse idem duabus cubile, aut duo in eâdem cellâ cubilia collocari, citra necessitatem, vel superioris mandatum non permittat.

28. Operam det ut à cancellis pro habendo cum exteris sermone factis quamplurimùm abstineatur, præsertim divinorum officiorum mensæque tempore, ac quoties sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum ab omnibus generaliter sumitur. Ubi autem aliqua congruis temporibus, et facultate obtentâ, ad illos vocata accedat, meminerit, nec sine teste, nec de rebus futilibus, quæque statum suum dedeceant, nec diutiùs loquendum esse.

29. Comœdias vel etiam pias repræsentationes legi in cœnobio, aut agi, nisi cum bonâ episcopi veniâ, sacerdos prohibeat; nullo verò pacto sinat, ut personatæ moniales bacchanalium tempore incedant, viriles induant vestes, aliisque secularibus jocis indulgeant; honestâ enim ac religiosâ uti recreatione, nunquàm deposito habitu, eâque contentæ esse debent.

30. Profanæ multòque minùs lascivæ musices libros in monasterio esse ne patiatur.

31. Etsi musicam pulchrè calleat, nullo tamen pacto moniales suas ipse docere instituat.

32. Quoniam feminarum est facile suspicari, dùm communes omnibus sermones atque adhortationes confessarius habet, caveat ne peculiares res attingat, vel defectus vituperet; poterit namque in audientium diffidentiam incidere.

33 Sacram communionem ministraturus videat ut cum debitâ animi dispositione, non ex consuetudine sumatur. Eam extraordinariè petentibus, nisi ad virtutes defectuumque emendationem proficiant, aut non tribuat, aut aliquando differat. Illud sanè curet, ne ab alio sacerdote, nisi ex ordinarii licentiâ distribuatur.

34. Mentalis oratio deberet esse quotidianus animarum cibus: proinde à monialibus potissimùm diligenda, ac colenda est, statutis præsertim horis. Ab illusionibus tamen dæmonis dolisque caveant, et cùm revelationes atque extases, quibus dignatas fuisse opinantur, confessario aperire ordiuntur, inauditæ dimittentur.

35. Veram mortificationem non in multis abstinentiis, pœnitentiis, vigiliis sitam esse intelligatur; sed in interiori voluntatis, propensionum, cupiditatum abnegatione ac cohibitione. Ad hanc igitur etiam atque etiam mulieres Deo dicatæ hortentur, in hâc exerceantur.

36. Quoniam plures moniales, præsertim verò quæ præsunt, eò animum inducunt suum, ut pravas in cœnobium irreptas consuetudines evellere, aliisque mederi malis nolint, eâ usæ excusatione, hæc jam tum in more fuisse, cùm ipsæ vel sacra claustra vel officium inierunt; accuratissimè ad omne munus instruantur, admoneanturque patratæ culpæ pœnam esse, perspicere quid cuique faciendum sit, ex ignaviâ tamen vel imbecillitate omittere; majorem autem pœnam majoris culpæ duci, ne capere quidem aut videre obligationes suas.

37. Totus sit confessarius ut feminas suæ curæ commissas et creditas ad religiosam atque evangelicam perfectionem instruat et ducat; multòque magis cavebit ne suis aut exemplis aut consiliis iter ad illam quàm expeditissimum impediat, et delinquendi præbeat occasionem.

38. Viderit ne quam peculiari complecti benevolentiâ credatur.

39. Qui sibi sanguinis necessitudine aliisque causis devincti sunt, quoad potest et licet, monasterio diligenter prohibeat.

40. A consanguineis monialium frequentandis abstineat.

41. Nihil dono unquàm monialibus det, ne sacras quidem imagines, nec ab illis accipiat.

42. A litteris mittendis accipiendisque, nisi statim episcopo ostendendis, abhorreat.

43. Ne mutuos cœnobio nummos det, nec ab illo sine episcopi facultate mutuetur.

44. Inscià superiore, et absque ejus mandato, nihil cuipiam emat, ne spirituales quidem libros.

45. Pecuniam à nullâ accipiat ad missas celebrandas, nisi ab eâ quæ præest rogatus.

46. Lintea, mappas, omniaque suo usui inservitura, nunquàm monialibus suenda, aut abluenda, agendave committat.

47. Quoties divina in exteriori templo celebrantur officia, ipse superpelliceo indutus intersit, nec ante discedat quàm cæteri sacerdotes omnes abierint. Idem planè præstabit ubi aliqua sacrum cœnobii habitum induat; nisi enim consanguinei aliique egressi sint, deposito superpelliceo ipse exibit.

48. Clericus Ecclesiæ tantùm ministret; cum monialibus nihil sibi rei habendum esse sciat.

49. Si nullus monasticæ rei curam syndicus habeat, sed solùm per procuratores episcopo et superiori subjectos administretur, poterit prudens confessarius moniales quæ præsunt suis consiliis juvare, ac etiam videre ne minister ac famuli omnes monasterio addicti rem malè gerant, dilapident, damnove aliquo afficiant; atque, cùm opus erit, ordinarium adibit, certiorem de omnibus reddet, et remedium rogabit.

50. Quæ clausuram spectant, quàm rigidissimè tueatur, datas ingrediendi facultates probè perpendat, quibusque circumstantiis et conditionibus afficiantur sedulò animadvertat.

51. Sine peculiari episcopi licentiâ sacra ipse claustra non ingrediatur, nisi ægrotis Sacramenta ministraturus, vel morienti opem laturus, et tunc superpelliceo stolâque indutus, rectè cellam petat, et nusquàm alibi consistat. Solus in cubiculo non maneat, nisi cùm cubantium confessiones excipit, quo tempore janua patefacta sit, ut optimè videri, non audiri possit.

52. Ægrotantes non tangat, ne ut morbi quidem

gravitatem cognoscat, nisi incerto periculo et articulo mortis ministrans extremam Unctionem.

53. Cùm officia distribuenda erunt, nihil se huic rei immisceat, præterquàm ex episcopi mandato, ad quem etiam deferet, si quid eum scire optimum reatur. Cum electâ superiore cæremonias, ut aiunt, non instituat, sed gravitatem semper religiosè tueatur.

54. Ad puellas quod attinet quæ monasterium ingrediuntur, vel jam ingressæ sunt, obnixè curet ut quæ in Pontificio libello, cujus proinde exemplar apud se habebit, præcipiuntur, executioni mandentur. Specula, profanos libros, aliasque vanitates in sacra claustra afferri non permittat, nec intra illa immodestas vestes vagasque crinium compositiones adhiberi concedat.

55. A professarum monialium consuetudine illas avertat, et solùm cum magistris esse sinat. Legendi, canendi, musicaque instrumenta pulsandi artem ne ab externis discant; choreis ac profanis cantionibus ne indulgeant cautum erit; organa solùm et clavicymbalum pulsare permittentur.

56. Id multò magis à novitiis expetetur et exigetur.

57. Cùm puella aliqua extra monasterium existens religiosum habitum sumptura accedit, admoneatur, positis vanitatibus vestium, annulorum, calamistratorum crinium, ecclesiam adeundam esse, nec sericæ cycladi, aut alio colore imbutæ quàm nigro, aut albo, aut fulvo, monasticam tunicam superimponi debere ex episcopi mandato, de quo etiam puellæ parentes certiores fient.

58. Nulla habeatur in exteriori templo musica, cùm aliqua cœnobio nomen datura est; nec à parentibus facienda oblatio, in limine clausuræ fiat; nec moniales apertis foribus, secularibusque conspicientibus, honestas licèt repræsentationes unquàm agant.

59. Sacra claustra ingrediente puellâ, vel religiosum habitum induente, vel solemnia professionis vota emittente, caveat confessarius ne invito et inscio episcopo oblata ultrò ac de more ab illius parentibus munera accipiat; vel moniales esculenta poculentaque supra quàm par sit à consanguineis petant, ut sibi dono dent.

60. Ubi comperiatur, puellam aliquam in monasterio degentem, vel matrimonio collocatam, vel collocandam esse, denuntiationibus factis, illicò episcopus adeatur, ut illa domum ad parentes remittatur, priusquàm à sponso visitetur, arrhisque consuetis donetur.

Monita pro confessariis monialium extraordinariis.

1. Confessarius extraordinarius bis aut ter quotannis monialibus adhibendus, plerùmque peti solet vel curiositatis gratiâ, vel quia ordinarius limis oculis aspicitur; idcircò si qui mittitur religioso spiritu ac prudentiâ careat, citò evertet diuturni temporis ædificium; quare,

2. Priusquàm sacerdos provinciam sibi concreditam suscipiat administrandam, episcopum adibit, ut de monasterio cognoscat, aptisque instruatur admonitionibus et consiliis, unde abusus divellere, animasque ad veræ perfectionis studium excitare possit.

3. Nisi eo ingenio polleat ut accommodum possit communiter habere sermonem, expediet è loco non exire, nisi auditis omnium confessionibus, et tunc missam poterit celebrare.

4. Apud eam quæ præest aget ut moniales omnes confessionale adeant, ne aliter cognoscatur quæ extraordinario confessario indiguerint. Ipse verò nullam de suo nomine interroget, nec utetur tabellâ aliquâ, in quâ singulæ descriptæ sint.

5. Caveat ne à quàpiam certarum imperfectiones percunctetur; poterit tamen à superiore quærere quid de regulari disciplinâ sentiat, ut ipsam quibus potest consiliis omnibus adjuvet.

6. Nunquàm se ordinarii confessarii familiarem significet, ne moniales aliquam capiant diffidentiam; viderit tamen ne quod illius factum vel dictum vituperet, aut certè, si aliud nequeat, excuset, dicens non rectè intellectum fuisse.

7. Ne remittat quod alter contraxit; et si moderatione opus sit, episcopum certiorem reddat.

8. Si quam de superiore ejusque mandatis querentem audiat, quæso ne obsecundet, sed vel jussum, vel jubentis animum tueatur aut excuset, ac obedientiæ votum commendet.

9. Quo tempore confessiones excipiet, ab habendis cum eâ quæ præest et cum ordinario confessario sermonibus, quamplurimùm poterit, abstinebit.

10. Confessionum cursum non intermittet; ut jam confessam rursùs audiat; quæque generalem confessionem retexere cupient, nisi postquàm omnes se stiterint, audiantur.

11. Ne se tædio molestiâque affectum præbeat; sed cunctas accuratè juvet, non tamen plus æquo immoretur.

12. De spectantibus ad salutem, atque in confessionali solùm sibi cum monialibus agendum esse sciat. Nunquàm se apud episcopum verba facturum pro aliquâ ægro animo affectâ spondeat, nec comitiis electionibusque se immisceat.

13. Si quid ipse de aliquo episcopi mandato sentiat interrogetur, ubi probare non possit, improbare non audeat. Rem totam legislatori aperiat, eique curandam relinquet.

14. Perturbatis rebus, quæ ad superioris aurem perventuræ non sint, scitè et commodè, quoad potest, medebitur; quas autem sine damno ad illum remittere potest, prudenter et cautè remittet.

15. Trium votorum, præsertim verò paupertatis, observationem vehementer etiam atque etiam curabit juxta ea quæ jam præcepta sunt, nec bullam de muneribus laxiori interpretatione remittet; ipse verò nihil unquàm dona aut accipiet aut tribuet.

16. Religiosi statûs onera obnixè imprimere in animos studeat. Ad perfectionem efficacissimis verbis hortetur, ad eamque unum iter esse mortificationis mundique contemptum edoceat, à quo potissimùm cancellorum frequentatio avertit.

17. Qui spirituales sermones facere velit, raros multâque affectos prudentiâ et cautione habebit. (EDIT.)

LIBER OCTAVUS.

DE PERTINENTIBUS AD SACRAMENTA EXTREMÆ UNCTIONIS, ORDINIS ET MATRIMONII.

CAPUT PRIMUM.

De Sacramento extremæ Unctionis: ubi de materiâ hujus Sacramenti, de olei benedictione ab episcopo peragendâ, nullâ tamen in synodo factâ prohibitione presbyteris Græciæ illud benedicendi, et Catholicos Græci ritûs inungendi, si in Latinorum diœcesibus Græci inhabitent.

1. Quamvis immemores haud simus nostri propositi, quod jam semel atque iterùm significavimus, neutiquàm scilicet nobis in animo esse tractatum de Sacramentis hìc exhibere; attamen innumeræ difficultates quibus hoc Sacramentum scatet nos vel nolentes cogunt aliquantulùm prolixiùs de eo disserere, quò securiùs possit episcopus è tot senticetis pedem subducere, suamque de Sacramentis administrandis synodalem instructionem ita adornare, ut communem

receptamque ab universâ Ecclesiâ doctrinam contineat, nullamque adoptet inter Catholicos controversam opinionem.

II. Extremam Unctionem verum esse novæ legis Sacramentum à Christo Domino institutum, apud Marcum quidem insinuatum, sed per apostolum Jacobum fidelibus commendatum et promulgatum, definivit Tridentinum, sess. 14; de extremâ Unctione cap. 1, inquiens : *Instituta est autem sacra hæc Unctio infirmorum, tanquàm verè et propriè Sacramentum novi Testamenti, à Christo Domino nostro apud Marcum quidem insinuatum, per Jacobum autem apostolum, ac Domini fratrem, fidelibus commendatum ac promulgatum. « Infirmatur, inquit epist. cap. 5, quis in vobis? Inducat presbyteros Ecclesiæ, et orent super eum, ungentes eum oleo in nomine Domini ; et oratio fidei salvabit infirmum, et alleviabit eum Dominus; et si in peccatis sit, dimittentur ei. »* Consultò autem dixêre Tridentini Patres ejusmodi Sacramentum fuisse apud Marcum insinuatum; quamvis enim Marci, c. 6, de apostolis à Christo ad prædicandum missis dicatur : *Et exeuntes prædicabant, ut pœnitentiam agerent, et dæmonia multa ejiciebant, et ungebant oleo multos ægros, et sanabant :* secum tamen contendunt theologi num talis unctio esset illa sacramentalis de quâ est sermo, an potiùs tantùm adhibita ad restituendam corporum sanitatem; quod posterius, non sine gravi fundamento, post Hugonem à S. Victore, Alensem, S. Bonaventuram, aliosque antiquiores, opinatur Dominicus Soto, in 4, dist. 23, quæst. 1, art. 1, et Bellarminus, de Sacram. extrem. Unct., lib. unic., cap. 2, Controv. tom. 3, tunc quippe apostoli nondùm erant sacerdotes, omnesque ægrotos promiscuè inungebant, qui cæteroquin, cùm nondùm Baptismum suscepissent, non erant aliorum Sacramentorum capaces. Quia verò Tridentini Patres tantâ semper circumspectione sua concinnârunt decreta, ut nullum vulnerarent Catholicorum opinionem, ideò adhibuerunt verbum illud *insinuatum*, quod sanè referri potest tam ad institutionem quàm ad figurum, typum et symbolum Sacramenti extremæ Unctionis, quod Christus Dominus in eâ unctione, de quâ Marcus loquitur, voluerit præmonstrare, quemadmodùm ex iis constat quæ Pallavicinus narrat, Hist. Concil. Trident. lib. 12, cap. 12, ac rectè expendunt Bellarminus, cit. loc.; Suarez, tom. 4, in 3 part., disp. 39, sect. 2, num. 4 et 5; Estius in Loca difficiliora sacræ Scripturæ, ad cap. 7 S. Marci, et in 4 Sent., dist. 23, § 2; Tournely, de Sacram. extrem. Unct., quæst. 1, art. 2.

III. Pergunt deinde Tridentini Patres, atque ex allegatis S. Jacobi verbis colligunt nobisque pandunt hujus Sacramenti materiam, formam, ministrum et affectus, aientes : *Quibus verbis, ut ex apostolicâ traditione, per manus acceptâ, Ecclesia didicit, docet materiam, formam, proprium ministrum et affectum hujus salutaris Sacramenti : intellexit enim Ecclesia materiam esse oleum ab episcopo benedictum; nam unctio aptissimè Spiritûs sancti gratiam, quâ invisibiliter anima ægrotantis inungitur, repræsentat : formam deinde esse illa verba : Per istam unctionem*, etc. Quibus Tridentini vestigiis inhærentes, singula disertiùs explicabimus. Itaque Sacramenti extremæ Unctionis materia est oleum, liquor videlicet ex baccis olivarum expressus, qui solùm in communi modo loquendi, absolutè et sine addito, *oleum* nuncupatur; quemadmodùm cum communi ponderat Suarez, tom. 4, in 3 p., disp. 40, sect. 1, num. 1. Debet autem ejusmodi oleum, saltem ex Ecclesiæ præcepto, esse simplex, hoc est, absque ullâ alterius liquoris admixtione. Diximus, *saltem ex Ecclesiæ præcepto*, quoniam Suarez, cit. loc., n. 10, defendit non solùm non esse contra Christi Domini institutionem alium liquorem huic admiscere, sed insuper opinatur aliquando fuisse illi balsamum admixtum; siquidem Innocentius I, epist. ad Decentium, allegata exponens apostoli Jacobi verba, infirmorum oleo chrismatis nomen attribuit, inquiens : *Quod non est dubium de fidelibus ægrotantibus accipi, vel intelligi debere, qui sancto oleo chrismatis perungi possunt :* ac sub eâdem chrismatis nomenclaturâ idem infirmorum oleum à pluribus designatur conciliis, Wormatiensi præsertim atque Aquisgranensi, ex quibus conjicit Suarez aliquid balsami tunc consuevisse illi admisceri. At meliùs alii, quos sequuntur Juenin, de Sacram., diss. 7, q. 3, cap. 1, et Tournely, cit. q. 1, art. 3, hanc admixtionem ex chrismatis nomenclaturâ nequaquàm colligi arbitrantur : Chrisma quippe frequenter appellatum advertunt omne unguentum, seu liquorem, quo corpus inungitur. Omnes tamen Suaresio concedunt nihil detractum iri Sacramenti validitati, si, contra communem cæteroquin et perpetuam Ecclesiæ praxim, infirmorum oleo admisceatur aliquid balsami, modò admixtio tanta non sit ut destruat exteriorem olei speciem, ita ut non ampliùs oleum, sed potiùs unguentum, aut alterius generis mixtum artificialem censeatur.

IV. Debet præterea oleum in extremâ Unctione adhibendum esse episcopi benedictione antea sacratum; quod ab antiquissimâ Patrum traditione accepimus : etenim Innocentius I, in cit. epist. ad Decentium, ægros inungendos dixit *oleo chrismatis ab episcopo confecto*. Beda quoque, in comment. ad cap. 6 Marci, lib. 2, c. 24, in fin. oper. tom. 5, affirmat *ab ipsis apostolis hunc sanciæ Ecclesiæ morem traditum, ut... ægroti ungantur oleo pontificali benedictione consecrato.* Et concilium Cabilonense II, anni 813, c. 48, ait : *Secundùm beati apostoli Jacobi documentum, cui etiam documenta Patrum consonant, infirmi oleo quod ab episcopis benedicitur à presbyteris ungi debent* : t. 4 Collectionis Harduini, col. 1040. Ac denique, ut cætera prætermittamus antiquiorum Patrum testimonia, ita nos docuerunt Eugenius IV, in decreto pro instructione Armenorum, et Tridentinum, cit. loc. Sed quæstio est, num episcopi benedictio sit necessaria ex Christi Domini institutione, an solùm ex Ecclesiæ præcepto. Diversa sunt hâc in re theologorum sententiæ. Victoria, in Summ. de Sacram., num. 216; Emmanuel Sa, verb. *Extrema Unctio*; Sumbovius, tract. de extrem. Unct.; Juenin, de Sacram., dissert. 7, q. 3, cap. 1, conclus. 3, putant benedictionem fuisse oleo superadditam ab Ecclesiâ, non verò institutam à Christo Domino; ac proinde illicitum quidem, sed validum pronuntiant Sacramentum oleo non consecrato administratum : quinimò, urgente necessitate; etiam absque culpâ ita administrari posse tradit citatus Victoria. Istis è diametro opponuntur Suarez, cit. disp. 40, sect. 1, num. 3 et 4; Estius, in 4, dist. 23, § 9, docentes olei consecrationem, non tantùm præcepti, sed etiam Sacramenti necessitate requiri; eamque præterea consecrationem ita à Christo Domino ordini episcopali annexam aiunt, ut simul asseverent ne à summo Pontifice quidem eam posse secundi ordinis presbyteris delegari. Inter hasce duas extremas sententias, medii quodammodò incedentes Cajetanus, 3 part., q. 72, art. 3; Sotus, in 4, dist. 23, q. 1, art. 3, § *De oleo ergò*, aliique, quos citant et sequuntur Gregorius de Valentiâ, tom. 4, disp. 8, q. 1, punct. 2, et Tannerus, tom. 4, disp. 8, q. 1, dub. 1, n. 10, tria statuunt : nimirùm primò, aliquam consecrationem ex Christi institutione requiri ut oleum fiat apta materia Sacramenti extremæ Unctionis : secundò, nunquàm in Ecclesiâ Latinâ fuisse ægrotantes oleo inunctos ab episcopo antea non consecrato : tertiò denique, ad Sacramenti validitatem satis esse affirmant oleum à simplici sacerdote benedictum. Et profectò posse, saltem ex commissione sive expressâ, sive tacitâ, Romani Pontificis, à simplici sacerdote præparari materiam aptam ad conficiendum Sacramentum extremæ Unctionis, res videtur exploratissima, quam nemini liceat in quæstionem adducere; siquidem in Ecclesiâ Orientali mos viget, à mille et ampliùs annis in eâ receptus, ut ipsimet presbyteri, cùm se accingunt ad infirmum inungendum, oleum in eâ sacra-

mentali Unctione adhibendum benedicant; uti testantur Joannes Nathanael, in epist. ad episcopum Anagninum, apud Arcudium; Arcudius, l. 5, c. 2; Allatius, de Consensu utriusque Ecclesiæ, cap. 16, et legitur in Græcorum Euchologio, à Goatio notis illustrato, pag. 436. Eumdemque morem ab Armenis retineri asserit Joannes XXII, epistolâ ad Offinium Armenorum regem, scribens in hæc verba : *Ipsi etiam sacerdotes oleum quod infirmorum dicitur consecrant pro Sacramento Unctionis extremæ; cùm tamen id apud nos ad episcopos solos spectet.* Hanc autem Orientalium consuetudinem Ecclesia Latina non solùm non improbavit, sed ratam habuit : refert quippe citatus Goarius, à sacrâ congregatione de propagandâ Fide approbatam, ejusque impensis Romæ editam Synopsim vernaculam Neophyti Rhodini, in quâ hæc habentur : *Materia Sacramenti extremæ Unctionis est oleum olivâ expressum, à pontifice, vel sacerdotibus qui præsentes fuerint, juxta Ecclesiæ morem, benedictum.* Consultò ait : *à pontifice, vel à sacerdotibus :* quia, uti narrat Arcudius, etiam episcopi Græci perinde ac Latini, feriâ quintâ majoris hebdomadæ, solemni pompâ et apparatu oleum infirmorum consecrant, quamvis postea suis sacerdotibus non distribuant, sed iisdem curam relinquant illud consecrandi quo mox in Sacramenti administratione utantur : de quâ re jure miratur laudatus auctor Theolog. mor. ad usum sem. Petrocorens. Sed quod adhuc clariùs ostendit ab Ecclesiâ Latinâ validum haberi Sacramentum extremæ Unctionis à sacerdotibus Græcis, oleo tunc à semetipsis benedicto, administratum, est decretum editum à Clemente VIII, in quo permittuntur Italo-Græci in prædicto ritu perseverare : *Circa oleum sanctum infirmorum* (sunt verba decreti) *non sunt cogendi presbyteri Græci olea sancta, præter chrisma, ab episcopis Latinis diœcesanis accipere : cùm ejusmodi olea ab eis in ipsâ oleorum et Sacramentorum exhibitione, ex veteri ritu, conficiantur ac benedicantur :* quod Clementis decretum fuit à nobis totidem ferè verbis renovatum et confirmatum in nostrâ constit. 57, § 4, nostri Bullar., tom. 1, pag. 172. Neutiquàm autem id tolerandum fuisset, si oleum simplicis sacerdotis benedictione sacratum, ne per potestatem quidem à Romano Pontifice sive expressè, sive tacitè, eidem sacerdoti factam, esset materia idonea ad conficiendum Sacramentum extremæ Unctionis. Quare episcopi Latini, partem populi Græci ritûs sibi subjectam habentes, etsi teneantur feriâ quintâ sacratioris hebdomadæ, unà cum cæteris sacris oleis, etiam illud infirmorum Latino ritu consecrare, Latinisque parochis distribuere, cæteraque implere quæ nos ediximus in nostrâ Inst. 81, ubi de infirmorum oleo ejusque benedictione ex professo egimus; quoad sacerdotes Græci ritûs, nihil innovent, sed eam exequantur quæ à Clemente VIII, iterùmque à nobis decreta sunt. Legi etiam potest Dissertatio Benedicti de Gaetanis de supremâ Unctione, post hæc jam scripta, à nobis visa, cap. 7.

CAPUT II.

De formâ Sacramenti extremæ Unctionis, de quâ multa in synodis et instructionibus episcopalibus.

I. In Dissertatione Benedicti de Gaetanis nuper citatâ, plura eruditè collecta legi possunt de formâ hujus Sacramenti, desumptâ ex variis Ecclesiarum Ritualibus tum Latinis, tum Græcis. Lectorem ad eam allegamus : et nunc tantùm animus est ea subdere quæ episcopi in suas synodos inserere possunt, si in eis de formâ Sacramenti loqui velint;

II. Formam Sacramenti extremæ Unctionis, non esse à Christo Domino institutam *in specie infimâ*, ut aiunt, hoc est, certis verbis præscriptam, theologi omnes admittunt, atque ex mox referendis diversis formulis, etiam in Ecclesiâ Latinâ in illius administratione usurpatis, evidenter demonstratur. Quæ nunc in Ecclesiâ Latinâ sit adhibenda, jam à Tridentino accepimus, et clariùs in Rituali Romano explicatur, neque est qui non intelligat eam esse deprecativam; quemadmodùm deprecativam pariter esse quæ adhibetur à Græcis, liquet ex eorumdem Euchologio in officio Olei sancti, testanturque Gabriel Philadelphiæ metropolita, in suo de Sacramentis opere; Arcudius, l. 5, c. 5, et Neophytus Rhodinus, in cit. Synopsi vernaculâ. Sed quæstio est an necessariò debeat esse deprecativa, ita ut indicativo modo pronuntiata irritum reddat Sacramentum. Deprecationem pertinere ad Sacramenti essentiam, docent S. Thomas, in 4, dist. 23, q. 1, art. 4, quæstiunc. 2, et in supplem. q. 29, art. 8; S. Bonaventura, eâd. dist., art. 1, q. 4, cit. disp. 40, sect. 3; Valentia, cit. disp. 8, q. 1, punct. 2; Henriquez, de Sacram., lib. 3, c. 8, aliique plurimi, præsertim ex antiquioribus, id manifestè confici existimantes ex allegatis S. Jacobi verbis : *Infirmatur quis in vobis? Inducat presbyteros Ecclesiæ, et orent super eum....., et oratio fidei salvabit infirmum*, etc.; quibus certè tota Sacramenti efficacia sacerdotis orationi tribuitur. Nihilominùs Albertus Magnus, eâd. dist. 23, art. 4, atque ibidem Richardus, Durandus, Paludanus, quibus ex recentioribus adhærent Tannerus, cit. disp. 7, dub. 1, num. 22; Estius, in 4, dist. 23, § 10; Menardus, in notis ad lib. Sacramentorum sancti Gregorii; Juenin., cit. dissert. 7, quæst. 4; Tournely, de Sacram. extrem. Unction., quæst. 2, art. 2; Martene, de antiq. Eccles. Ritib., lib. 1, cap. 7, art. 3, § 9, nihil Sacramenti substantiæ detrahi arbitrantur per formam modo absoluto, non deprecativo, prolatam, dummodò per eam significetur Unctionem fieri in nomine Domini. Ad hanc autem sententiam comprobandam innumeras exhibent formas absolutas, et non deprecativas in variis Ecclesiis Latinis olim usurpatas, quin majores nostri eas tanquàm insufficientes respuerint. Non ignoramus quid ad hoc, efficax certè argumentum, reposuerit cardinalis Sanctorius, in suo Rituali, pag. 324, ubi ad illud refellendum, hæc scripsit : « Sciat autem (sacerdos) formam hujus Sacramenti esse verba illa deprecatoria quæ in unctionibus proferuntur, veluti, secundùm usum Romanæ Ecclesiæ : *Per istam sanctam Unctionem, et suam piissimam misericordiam, indulgeat tibi Dominus quidquid per visum deliquisti.* Tum etiam noverit formam non servari et nihil agi per verba indicativa tantùm, puta : *Ungo oculos tuos, vel manus tuas*, et similia, sine verbis deprecativis, cujusmodi hactenùs ego non reperi. Et quamvis eâ occasione aliqui theologi referant quòd multæ Ecclesiæ habent pro formâ verba indicativa, ut : *Ungo oculos tuos*, etc.; et ideò quæsierint an valeat, et de eâ re plura extra rem dixerint; cùm nusquàm reperiatur talis forma per verba indicativa tantùm, seu per orationem indicativam tantùm, sine verbis deprecativis, hoc Sacramentum conferri; sed et libri, et ritus Ecclesiarum, qui pro eâ parte citantur, quòd habent verba indicativa, paulò post habent etiam verba deprecativa, etc. Quare quæstio inanis et frustranea est. Quoniam autem hujusmodi forma variis verbis traditur in diversis Ecclesiis, etiam præmittendo verba indicativa, et subjungendo deprecativa, unaquæque Ecclesia suam potest retinere formam, modò semper adhibeantur verba deprecativa, etc. Cæterùm apud sanctam Romanam Ecclesiam, unam tantùm in hoc Sacramento deprecandi formulam traditam, et passim in Italiâ, et toto orbe receptam esse, compertissimum et exploratissimum est. » Verùm, etsi Sanctorio concedamus aliquam deprecationem posse deprehendi, cùm in antiquissimâ illâ formâ Ambrosianâ, quam refert S. Bonaventura, cit. loc., q. 4 : *Ungo te oleo sanctificato, in nomine Patris, et Filii, et Spiritûs sancti, ut more militis uncti præparatus ad certamen, æreas possis superare potestates;* tùm in aliâ desumptâ ex libro Sacramentali Veneto-rum, à Leone X, ut fertur, approbato : *Ungo te oleo sancto, ut hâc Unctione protectus, fortiter stare valeas adversùs æreas catervas, in nomine Patris*, etc.; tùm

demùm in eâ quæ ex vetustissimo libro Sacramentorum Ecclesiæ Catalaunensis profertur à Martene, cit. loc.: *In nomine Patris*, etc., *sit tibi hæc porrectio olei sanctificati, ad purificationem mentis et corporis;* etenim verba illa *ut*, et *sit*, optativa cùm sint, non incongruè referre possunt proferentis votum, orationem et preces; at nescimus quo pacto possit deprecatio inveniri in aliis formis, ex plurimis antiquis Ritualibus à Menardo et Martene productis, in quibus solum adhibetur verbum *ungo*, absque alio additamento è quo deprecatio colligi aut fingi queat; nec facilè erit ad deprecativum sensum hanc detorquere, quæ extat in antiquo Pontificali Narbonensi: *In nomine Patris, et Filii, et Spiritûs sancti regnantis in secula seculorum, accipe sanitatem corporis, et remissionem peccatorum tuorum.* Sed, utcumque hæc res se habeat, cùm nihil de eâ ab Ecclesiâ definitum habemus, non decet in synodo, seu synodali instructione, ejusmodi quæstionem commemorare; sed duntaxat injungendum est parochis ut formam adhibeant in Rituali præscriptam, quæ certè sine gravi flagitio non potest privatâ auctoritate immutari.

CAPUT III.

De corporis partibus inungendis; de quo multa in nonnullis synodis et Ritualibus habentur.

I. Sed, quoniam in decreto Eugenii pro instructione Armenorum, in hujusce Sacramenti administratione septem unctiones fieri jubentur videlicet: « In oculis propter visum, in auribus propter auditum, in naribus propter odoratum, in ore propter gustum vel locutionem, in manibus propter tactum, in pedibus propter gressum, in renibus propter delectationem ibidem vigentem; » earumque singulis respondere debeat forma tunc à ministro pronuntianda, hoc est: *Per istam sanctam Unctionem, et suam piissimam misericordiam, indulgeat tibi Dominus quidquid per visum deliquisti*, cùm inunguntur oculi; *quidquid per auditum deliquisti*, cùm inunguntur aures; et sic deinceps, quemadmodùm fusè exponitur in Rituali Romano; hinc alia gravis suboritur controversia, utrùm omnes prædictæ unctiones et formæ prolationes sint de Sacramenti substantiâ; de quâ controversiâ multa habentur in citatâ dissertatione de supremâ Unctione, Benedicti de Gaetanis, cap. 8.

II. Ultrò doctores omnes fatentur cum Suarez, tom. 4, in 3 parte, disp. 40, sect. 2, n. 6, duas postremas unctiones, pedum scilicet et renum, necessarias non esse ad validam Sacramenti confectionem: tum quia non sunt in usu apud omnes Ecclesias; tum quia illa renum, honestatis et pudoris causâ, semper omittitur in feminis, et interdùm etiam in viris qui propter labefactatas corporis vires morbique languores dimoveri nequeunt sine gravi incommodo; quod annotatur à Rituali Romano, atque à cardinali Sanctorio, in suo Rituali, pag. 325. Haud difficulter quoque iidem admittunt cæteras quinque sensuum unctiones necessarias esse necessitate præcepti; sed dissentiunt; et disputant num etiam necessariæ sint necessitate Sacramenti. Antiquiores scholastici existimârunt omnes pertinere ad substantiam et integritatem Sacramenti, quod ex singulis, tanquàm ex suis partibus essentialibus, constitui atque integrari sunt opinati. Ita in 4, dist. 23, docuerunt S. Bonaventura, Richardus, Paludanus, Sotus, quibus subscripsêre Bellarminus, de extrem. Unct., lib. unic., c. 10; Gregorius de Valentia, tom. 4, disp. 4, q. 2, punct. 2, § *Secundo asserimus;* Gonetus, tom. 5, p. 466, aliique plurimi, præcipuè ex theologis moralibus. Citatur etiam pro hâc sententiâ S. Thomas; sed auctor Supplem., 3 parte, q. 32, art. 6, exponens Angelici præceptoris mentem, dubitanter loquitur, inquiens: *Illa Unctio ab omnibus observatur, quæ fit ad quinque sensus, quasi de necessitate Sacramenti;* et dubitanter quoque loquitur Suarez, cit. disp. 40, sect. 3, num. 16, quamvis sequenti disp. 41, sect. 2, in fin., videatur in sententiam propendere, tunc temporis ferè communiter à scholasticis receptam.

III. Alii ex adverso validum censent extremæ Unctionis Sacramentum, si vel una tantùm inungatur corporis pars, unicâ prolatâ, mox referendâ formâ universali, omnes sensus complectente. Ita Sylvius, in Supplem., q. 32, art. 6, q. 2; Nicolaus Serarius, tract. de extrem. Unct., cap. 7; Becanus, in Summ. theolog., de Sacram. in specie, cap. 27, quæst. 7; Estius, in 4, dist. 23, § 15; Natalis Alexander, Theolog. dogmat. et moral. tomo 5, lib. 2, cap. 5, regulâ 6; Juenin., cit. dissert. 7, quæst. 3, cap. 2; Tournely, cit. q. 2, art. 1, in. fin.; Vanroy, in suâ Theolog. moral., parte 4, tomo 2, de Sacram., tract. de extrem. Unct., q. 3; Piette, Quæst. theolog. parte 6, q. 3, vers. *Dico septimò*, aliique recentiores passim. Huic opinioni validissimum fundamentum præbet diversa in unctionum numero disciplina, quam in diversis Ecclesiis suâ ætate viguisse affirmat Albertus Magnus, in 4, dist. 23, art. 16, inquiens: *Diversarum Ecclesiarum et ordinum diversus est usus, quia in quibusdam Ecclesiis unguntur loca plura, et in quibusdam pauciora.* Atque exordiendo ab Ecclesiâ Orientali, licèt Græci, teste Arcudio, Concord. lib. 5, cap. 7, nunc inungant frontem, mentum, ambas genas, pectus, manus et pedes; attamen, ineunte seculo IX tres tantùm unctiones ab iisdem fieri consuevisse asserit Theodulphus, Aurelianensis episcopus, Capitular. 2, apud Baluzium, tomo 7 Miscellan. In Ecclesiâ verò Occidentali invenimus quidem, in S. Gregorii Sacramentario, edito à Menardo, præscriptas unctiones quinque sensuum; at in codice abbatis Rotaldi illis additas legimus unctiones colli, pectoris et scapularum; in veteri Pontificali Prudentii, episcopi Tricassini, imperatam insuper reperimus *unctionem umbilici, seu loci ubi plus dolor imminet;* antiquus codex Turonensis, unctionem fieri mandat *in genibus quoque; et in cruribus, suris, pedibus, ac plantis, et penè in omnibus membris, seu in loco ubi dolor plus imminet;* quæ omnia videri possunt apud Morinum, in Append. ad tract. de Pœnit., et Martene, de antiq. Eccles. Ritib., tomo 1, lib. 1, c. 7, art. 4. Tanta autem in unctionum numero difformitas non fuisset singularum Ecclesiarum arbitrio permissa, si certum earum numerum Sacramenti validitas exposceret.

IV. Majus adhuc argumentum huic eidem opinioni suppeditant recentiora peculiarium Ecclesiarum Ritualia, unicam unctionem fieri permittentia, si omnes perfici nequeant: siquidem Pastorale Mechliniense, cujus non levis est autoritas, tum quia ab academiâ Lovaniensi anno 1588 approbatum, tum quia ab Octavio Frangipanio, episcopo Tricariensi, per Germaniam ac Belgium nuntio apostolico, ad diœcesis quoque Coloniensis usum protractum, hæc de extremâ Unctione statuit: « In morbis contagiosis, et peste grassante, ut periculum vitetur, sufficit inungi sensûs organum magis ad Unctionem expositum, aut detectum, dicendo: Per istam sanctam Unctionem, et suam piissimam misericordiam, indulgeat tibi Dominus quidquid deliquisti per visum, auditum, odoratum, gustum, tactum, et gressum. » In antiquo codice Remigio-Remensi, à Sambovio laudato, legitur ritus *abbreviatus* conferendi hujus Sacramenti, ubi unius pariter unctionis fit mentio. In Rituali Parisiensi, prolato à Tournely, cit. art. 1, dicitur: « Si non possit super infirmum fieri, nisi unica unctio, ungatur oculus, vel aliud sensuum organum, et cæteris precibus prætermissis, dicatur: Per istam sacri olei Unctionem, et suam piissimam misericordiam, indulgeat tibi Deus quidquid peccâsti per sensus. » Eamdemque praxim approbant Cameracensis, Attrebatensis, aliarumque ecclesiarum Manualia, apud citatum Natalem Alexandrum.

V. Sed, quoniam neque de hâc quæstione, quæ sanè gravissima est, ulla hactenùs ab Apostolicâ Sede prodiit sententia, non debet episcopus in suâ synodo aliquid de illâ decernere; sed duntaxat parochos mo-

nebit ut, cùm prudenter timent ægrotum decessurum, priusquàm omnes absolvantur quinque sensuum unctiones, unicum sensum inungant, formam universalem pronuntiando, quam ab allegatis ritualibus audivimus; quinimò in prædicto eventu consultius esse ut caput, è quo omnium sensuum nervi descendunt, sub eâdem formâ universali inungatur, non immeritò advertit Coninck, de Sacram., disp. 19, dub. 3, n. 2. Ne verò parochi hâc libertate abutantur, expedit ut episcopus simul seriò eosdem admoneat à gravis culpæ reatu non excusari qui extra casum veræ necessitatis vel unam ex quinque sensuum unctionibus prætermittit.

CAPUT IV.

De Sacramenti extremæ Unctionis ministro tum quoad Ecclesiam Latinam, tum quoad Ecclesiam Græcam; quidve episcopi Latini in quorum diœcesibus Græci inhabitant, statuere valeant de eorum ritu hâc in re.

I. Sacramenti extremæ Unctionis ministros solos esse sacerdotes, contra novatores, definivit Tridentinum, cit. sess. 14, can. 4 : « Si quis dixerit presbyteros Ecclesiæ, quos beatus Jacobus adducendos esse ad infirmum inungendum hortatur, non esse sacerdotes ab episcopo ordinatos, sed etiam seniores in quàvis communitate, ob idque proprium extremæ Unctionis ministrum non esse solum sacerdotem, anathema sit. » Neque ullam difficultatem facit, quod de hujus Sacramenti administrandi ritu legitur apud Guidonem, in Disciplinâ Farfensi, nempe : « Tunc sint quatuor conversi, quorum unus accipiat aquam sanctam, alius crucem, tertius thuribulum, quartus oleum sacrum; » hic quippe *conversus* oleum deferebat, quo infirmus, non à se, sed à sacerdote inungeretur; sicuti ibidem postea annotatur, et scitè animadvertit monachus Benedictus congregationis S. Blasii in Sylvâ Nigrâ, cap. 127 præfationis ad opus inscriptum : *Vetus Disciplina monastica*, quod anno 1726 evulgavit. Aliquid tamen negotii facessit Innocentius I in sæpiùs laudatâ epistolâ ad Decentium, in quâ videtur omnibus Christianis facultatem asserere seipsos aliosque infirmos inungendi; loquens quippe de sacro oleo, ait : « Quod ab episcopo confectum, non solùm sacerdotibus, sed et omnibus uti Christianis licet, in suâ, aut in suorum necessitate, ungendum, » seu, ut meliùs alii legunt, *ungendo* aut *ad ungendum*. Verùm ab Innocentii mente perquàm longè aberrare, qui eum hoc loco omnes Christianos Sacramenti extremæ Unctionis ministros facere arbitrantur, optimè advertit Petrus Constant, in Notis ad eamd. epist., tomo 1, col. 863 : siquidem ibidem ad aliam statim progrediens quæstionem, de quâ fuerat à Decentio interrogatus, an scilicet ita presbyterorum proprium sit Sacramentum extremæ Unctionis administrare ut illud conferre episcopis non liceat; hanc opinionem, quæ plurimorum mentes invaserat, confutat Pontifex, respondens : « Cæterùm illud superfluum esse videmus adjectum, ut de episcopo ambigatur, quod presbyteris licere non est dubium. Nam idcircò presbyteris dictum est, quia episcopi occupationibus aliis impediti, ad omnes languidos ire non possunt. » Cuinam autem in mentem venìat potuisse Innocentium omnibus Christianis potestatem tribuere, quam plerique, per eam ætatem ex verbis apostoli Jacobi inferebant, adeò propriam esse presbyterorum ut eam etiam episcopis abjudicarent?

II. Quocirca allegatum Innocentii textum, quem totidem verbis repetitum legimus à Bedâ, in cit. epist. Jacobi, cap. 5, oper. tom. 5, atque ab anonymo scriptore, qui canonicorum regulam è Chrodogango atque ex Capitularibus Aquisgranensibus anni 816 consarcinavit, tomo 4 Collectionis Harduini, col. 1207, plerique intelligendum censent de unctione, non sacramentali, sed quæ unicè fieret ad medendos corporis languores, ideòque, non de unctione Jacobi, sed de aliâ cum illâ magis comparandâ, de quâ Marci 6. Etenim, cùm viderent fideles extremæ Unctionis beneficio plures infirmos in pristinam restitui sanitatem, cœperunt eodem sacro oleo uti ad sui aliorumque curandas infirmitates : cujus rei fidem faciunt Rufinus, lib. 11 Hist. Eccles., cap. 4; Palladius, Hist. Lausiacæ, cap. 20; Severus Sulpitius in Vitâ S. Martini, cap. 21; Gregorius Turonensis, in Vitis Patrum, cap. 4, et clariùs constat ex Vitâ S. Gothardi episcopi, apud Surium die 4 maii, qui presbytero jussit ut cujusdam mulieris, oculorum morbo laborantis, *sacro oleo, quod infirmorum dicitur, ejus ungeret oculos; quæ quidem unctio et sancti viri preces ab illo dolore, usque ad vitæ finem, eam immunem conservârunt.* Hunc autem morem, suâ ætate maximè vigentem, voluisse Innocentium, cit. loc., approbare, interpretantur Alphonsus de Castro, lib. de Hæres., verb. *extrema Unctio*; Sotus in 4, dist. 23, quæst. 2, art. 1; Gregorius de Valentia, cit. tom. 4, disp. 8, quæst. 2, punct. 1, quorum explicationem probabilem putant Estius, in 4, dist. 23, § 12, et Tournely, cit. quæst. 2, art. 4.

III. At meliùs fortassè Jansenius Gandavensis, in cap. 6 Marci; Maldonatus, ibidem; Bellarminus, cit. lib. 1, cap. 9; Baronius, ad ann. 63, n. 14; Suarez, cit. tom. 4, disp. 43, sect. 1, num. 6, in fin; Estius, cit. § 12, versic. *Potest et aliter*, quos sequitur laudatus Constant, Innocentium locutum arbitrantur de Unctione, non *activâ*, sed *passivâ*, hoc est, non de collatione, sed de receptione Sacramenti : cùm enim aliquibus persuasum fortè fuerit, oleo sancto solos inungi posse sacerdotes, à quibus conficitur, eo pacto quo in veteri atque etiam in novâ lege quædam aliæ sacræ unctiones sunt regum et sacerdotum propriæ; ad hunc refellendum errorem, docet ibidem Innocentius oleum sanctum confici quidem ab episcopo, aliis adjuvantibus inferioris ordinis sacerdotibus, non tamen ut subinde ipsi soli, verùm etiam ut omnes Christiani positi in vitæ discrimine ungantur.

IV. Posito jam hujus Sacramenti administrationem solis esse commissam sacerdotibus, dubitare quis posset num ad illud validè conficiendum unus sufficiat, vel plures requirantur presbyteri. Rationem dubitandi præbent sæpiùs allegata verba apostoli Jacobi aientis : *Infirmatur quis in vobis? Inducat presbyteros Ecclesiæ, et orent super eum, ungentes eum oleo in nomine Domini.* At nihilominùs firmiter tenendum est per unum tantùm sacerdotem validè Sacramentum confici : quod et definivit Alexander III, in cap. *Quæsivit*, de verbor. Signific. : *Nos itaque tibi taliter duximus respondendum, quòd sacerdos, uno præsente clerico, et etiam solus, potest infirmum ungere :* hodièque vigens in Ecclesiâ Latinâ usus confirmat. Neque refragantur verba S. Jacobi, qui, cùm dixit *presbyteros Ecclesiæ*, significavit aliquem ex presbyteris Ecclesiæ : novum quippe non est in sacris Litteris numerum pluralem poni pro singulari, quemadmodùm advertit Augustinus, lib. 3, de Consens. Evangelist., cap. 16, oper. tom. 3, part. 2, cujus auctoritate fretus S. Thomas, lib. 4, contra gentes, cap. 73, scripsit : *Jacobus dicit : « Inducat presbyteros Ecclesiæ, et oratio fidei sanabit infirmum. » Si tamen unus solus presbyter adsit, intelligitur hoc Sacramentum perficere in virtute totius Ecclesiæ, cujus minister existit, et cujus personam gerit.*

V. Sed, quanquàm unus certè sufficiat, plures nihilominùs sacerdotes fuisse olim in Ecclesiâ Latinâ adhibitos, ex pluribus antiquis Ritualibus colligit Menardus, notâ 909 ad Sacramentarium S. Gregorii; quibus alia ejusdem generis, præcipuè Cadurcense, Rutenense, et Tutelense, addit Martene, de antiq. Eccl. Rit., l. 1, c. 7, art. 3, § 3, eumdemque morem nobis exhibent constitutiones Angliæ, collectæ à Guillelmo Lyndewode, in quibus, ad tit. de extremâ Unctione, pag. 26, legimus : *Cum magnâ reverentiâ deferatur oleum infirmorum ad infirmos, et ipsos inungant sacerdotes cum magnâ devotione et orationum celebritate quæ ad hoc sunt ordinatæ :* ubi annotavit glossator, verb. *Orationum*, à singulis sacerdotibus pronun-

tiatam fuisse formam deprecativam cuilibet unctioni accommodatam. Cùmque eamdem constitutionem totidem prorsùs verbis repetitam inveniamus inter constitutiones Odonis episcopi Parisiensis, tom. 6 Collectionis Harduini, part. 2, col. 1941, indè conjicimus eam disciplinam in Galliis adhuc perdurâsse seculo XII quo illæ sunt editæ : quinimò sequenti etiam seculo XIII et ultra retentam alicubi eamdem disciplinam, non obscurè significant posteriora synodalia statuta tum Ecclesiæ Æduensis, cap. 19, tum Ecclesiarum Cadurcensis, Rutensis, et Tutelensis, cap. 17, tom. 4 Anecdotor.; Martene, et Durand, col. 470 et 714. Rectè tamen observat laudatus Martene, cit. art. 3, § 5, hanc ipsam Ecclesiæ Latinæ consuetudinem non fuisse firmam, constantem atque universalem, cùm ex aliis æquè antiquis monumentis, ab eodem productis, constet sæpiùs infirmos ab unico sacerdote inunctos. Nam Artemium febre correptum ab unico *sancto Nepotiano visitatum, atque oleo sancto perunctum*, narrat S. Gregorius Turonensis, lib. 1 Hist., cap. 41, et S. Eugendum *ab uno de fratribus* pariter inunctum, legimus in ejus Vitâ apud Bollandum 1 januarii. Hic verò ritus sacræ Unctionis, ab unico recipiendæ sacerdote, à paucis tunc, nec fortassè extra casum necessitatis usurpatus, adeò postea in Ecclesiâ Latinâ invaluit, ut theologi scholastici cum Suarez, cit. disp. 43, sect. 2, in fin., et cardinali de Lauræa in 4 Sent., tom. 3, disp. 11, art. 9, num. 124, illicitum nunc reputent, seclusâ necessitate, ejusmodi Sacramentum à pluribus simul administrari; quoniam nemini integrum est, in Sacramentis administrandis, à normâ recedere in Rituali præscriptâ. Si autem plures simul sacerdotes reipsà Sacramentum hoc conficiant, nemo ambigit illud esse ratum, modò singuli diversos inungant infirmi sensus, et quilibet congruentem inuncto sensui formam pronuntiet, quemadmodùm iidem auctores scitè animadvertunt. Sed de hoc fusiùs alibi disseremus. Præterea, etiam spectatâ hodiernâ Ecclesiæ disciplinâ, nedùm licitum, sed valdè laudabile est, ut uni Sacramentum administranti alii plures assistant sacerdotes, ob rationem quam adducit S. Thomas, cit. cap. 73, lib. 4 contra gentes, ubi ait : *Quia hoc Sacramentum perfectæ curationis effectum habet, et in eo requiritur copia gratiæ, competit huic Sacramento quòd multi sacerdotes intersint, et quòd oratio totius Ecclesiæ ad effectum hujus Sacramenti coadjuvet.* Et, si plures sacerdotes interesse nequeant, alios arcessendos probos viros, qui commodè haberi valeant, ob eamdem rationem annotavit cardinalis Sanctorius, in sæpè cit. Rituali Sacramentorum, pag. 324, inquiens : *Sacerdos, ubi commodè fieri potest, ut in ecclesiis collegiatis plures secum adhibeat presbyteros, cùm ungit infirmum, in aliis verò ecclesiis, saltem uno clerico præsente, aut aliis pluribus scholaribus, vel confratribus Ecclesiæ.*

VI. Si porrò causam investigemus cur Ecclesia Latina, quamvis etiamnum plures adesse cupiat, per unicum tamen sacerdotem velit Sacramentum administrari, quantùm ex conjecturis assequi licet, non aliam nisi hanc fuisse suspicamus : cùm plures simul sacerdotes ad infirmum inungendum advocabantur, quilibet pro suâ operâ haud exiguam exposcebat mercedem; cui solvendæ cùm pauperum vires non sufficerent, ii sine extremâ Unctione decedebant : quamobrem hæretici Waldenses, seu pauperes de Lugduno, uti narrat Reinerus, ordinis Prædicatorum, in opere contra eosdem circa annum 1254 exarato, inter cæteras falsas rationes propter quas Sacramentum extremæ Unctionis reprobabant, hanc etiam adducebant, *quia tantùm divitibus datur.* Curaverant sanè Ecclesiarum præsules prædictam turpem sacerdotum avaritiam reprimere, severisque sanctionibus interdixerant pro sacramentali Unctione quidquam exigere; quod potissimùm statutum reperimus ab Odone episcopo Parisiensi, in cit. cap. 8 suarum Constitutionum, atque in sydonis Andegavensi anni 1283, Remensi et Trecensi, habitis initio seculi XV. Verùm, cùm hæc repagula haud sufficientia comperta sint ad compescendam sacerdotum petulantiam, visum est deliberandum ut deinceps extrema Unctio, nullâ petitâ mercede, à solo conferretur ægrotantis parocho.

VII. Enimverò, etsi quilibet sacerdos possit illam validè conferre, solus tamen parochus est ordinarius ejusdem minister, nec ulli fas est, extra necessitatis eventum, sine ejusdem parochi licentiâ sacro oleo ægrotantes inungere, uti disertè statuitur in Catechismo Romano, p. 2, de Sacram. extr. Unct., § 21. Quinimò religiosi, qui nullâ petitâ à parocho veniâ, Sacramentum extremæ Unctionis administrare præsumunt, præter gravis culpæ reatum, in excommunicationem incidunt Sedi Apostolicæ reservatam, uti habetur in Clementinâ 1, de Privilegiis; quam quidem Clementinam cum tantâ severitate, post Archidiaconum, accipit Navarrus, Manual. c. 27, num. 102, ut asserat eâdem censurâ irretiri regulares extremam Unctionem ministrantes ægroto, etiam constituto in mortis articulo, cùmque parochus abest. Sed jure ac meritò Navarri opinionem refellunt Sotus, in 5, dist. 23, q. 2, art. 1; Sainte-Beuve, de Sacram. extrem. Unct., disp. 6, art. 2 (vid. vol. præced. Curs. compl. theol.); Natalis Alexander, eod. tract., lib. 2, cap. 5, regul. 10; Tournely, cit. quæst. 2, art. 4; Juenin, cit. dissert. 7, quæst. 6, cap. 2, aliique passim; etenim, cùm Ecclesia, urgente mortis periculo, cuilibet sacerdoti potestatem fecerit absolvendi à quibuslibet censuris et peccatis, verosimile certè non est quòd cuipiam sacerdoti interdixerit ne in eodem statu ac vitæ discrimine constituto, cùm parochus abest, administret extremam Unctionem, quæ est perfectio et complementum Pœnitentiæ, neque ad sui validitatem requirit in ministro potestatem jurisdictionis, sicuti Sacramentum Pœnitentiæ. Quare S. Carolus Borromæus, etsi parochorum jura studiosè semper tutatus fuerit, nihilominùs in concilio Mediolanensi V, part. 1, Actor. eccl. Mediolan., part. 1, pag. 223, deficiente parocho, cuilibet sacerdoti integrum esse voluit sacro oleo inungere infirmum in mortis periculo constitutum, inquiens : *Ne alius sacerdos, nisi parochus, hoc Sacramentum ministret; si porrò is impeditus aut aliàs in morâ est, mortisque periculum instat, tunc sacerdos alius ministret, licet.*

VIII. Quæ autem diximus de extremâ Unctione, per unicum sacerdotem administrandâ, locum tantùm habent in Ecclesiâ Latinâ, non verò in Græcâ, in quâ antiqua retinetur consuetudo septem adhibendi sacerdotes in hujusce Sacramenti collatione, uti legitur in eorumdem Euchologio, testanturque Simeon Thessalonicensis apud Sainte-Beuve, cit. tract. de Sacram. extrem. Unct., et Arcudius, Concord. lib. 5, cap. 3, qui insuper ejus numeri rationes et causas adducunt. Quòd si septem sacerdotes præstò non sint, tres saltem ad Sacramentum conficiendum ab ipsis adhiberi, iidem Arcudius et Thessalonicensis enarrant; neque Ecclesia Latina hanc Græcorum disciplinam, quam et ipsa pluribus seculis religiosè servavit, unquàm improbavit, modò Græci nobiscum credant et fateantur validè posse idem Sacramentum ab unico sacerdote administrari; quemadmodùm adnotârunt Goarius in Comment. ad Græcorum Euchologium; Leo Allatius, de Consens. Eccl. Occid. et Orient., lib. 3, cap. 16; Arcudius, cit. cap. 3, et auctor Theolog. moral. ad usum semin. Petrocorens., tom. 4, lib. 2, tract. 2, cap. 2. Quamobrem, si episcopus Latinus, diœcesi præpositus, quam Catholici Græci ritûs inhabitant, velit aliquid de hâc re in suâ synodo delibare, vestigia sectetur superiùs citatæ synodi provincialis Ruthenorum, habitæ Zamosciæ anno 1720, atque à Benedicto XIII, anno 1724, confirmatæ, in quâ hæc habentur : « Quanquàm in Græcâ Ecclesiâ receptum fuerit, prout aliquando etiam in

Latinâ, ut septem sacerdotes, hisque deficientibus, tres saltem advocarentur ad ministrandum hoc Sacramentum, iique omnes et materiam subministrarent, et formam proferrent; sciant autem pastores, plures eâ de causâ adhiberi solitos sacerdotes, tum ob reverentiam ejusdem, ac gratiæ copiam quam confert, tum ut plurium sacerdotum preces effectum Sacramenti coadjuvent; quâ de causâ sancta synodus statuendum censet, ut, si septem aut tres sacerdotes haberi commodè non possint, unus, qui totius Ecclesiæ personam gerit, et cujus virtute hoc Sacramentum perficit, illud conferat, ac infirmo ministret.» Poterit etiam synodo inserere § 5 cit. nostræ constitutionis 57, ubi hæc ad rem ediximus: « Nec refert utrùm eadem extrema Unctio per unum vel plures presbyteros fiat, ubi hujusmodi viget consuetudo, dummodò credant et asserant illud Sacramentum, servatâ debitâ materiâ et formâ, ab uno presbytero validè et licitè confici. Idem sacerdos materiam adhibere, formamque pronuntiare respectivè debet, ac præterea qui ungit, idem dicat formam respondentem, nec alius ungat, et alius formam pronuntiet. »

CAPUT V.

De subjecto hujus Sacramenti, et præsertim de more Græcorum sanos oleo inungendi, et quid de eo episcopi Latini, in quorum diœcesibus Græci inhabitant, in synodo disserere possint.

I. A Sacramenti ministro ad subjectum progredientibus, statuendum primo loco occurrit, quibusnam personis illud conferri valeat. Ecclesiæ Latinæ perpetua et constans traditio fuit extremam Unctionem solis infirmis esse exhibendam; et quidem tali morbo laborantibus, unde, peritorum judicio, mors secutura prudenter timeatur: eamque traditionem, ex sæpiùs allegatis apostoli Jacobi verbis deductam, omniumque theologorum consensione firmatam, cum D. Thomâ, in 4, dist. 23, quæst. 2, art. 2, quæstiunc. 2, explicârunt et inculcârunt Eugenius IV, in Decreto, tom. 9 Collectionis Harduini, col. 440, inquiens: *Hoc Sacramentum, nisi infirmo de cujus morte timetur, dari non debet:* concilium Tridentinum, cit. sess. 14, cap. 3: *Declaratur etiam esse hanc Unctionem infirmis adhibendam, illis verò præsertim qui tam periculosè decumbunt, ut in exitu vitæ constituti videantur: unde et Sacramentum exeuntium nuncupatur;* ac demùm Catechismus ejusdem concilii, § 18, de extremâ Unctione. Hinc verò fit ut extrema Unctio illis denegetur qui, cùm sano sint corpore, probabile aut etiam certum adeunt vitæ periculum, puta quia mare transgressuri, prælium commissu i, aut ultimo supplicio plectendi sunt, sicuti statuunt concilium Mediolanense IV anni 1576, sub S. Carolo, p. 2, tit. 6, et Cameracense anni 1586, tit. 12, c. 3, et docuerat S. Thom., cit. l. 4 contra gentes, c. 73, inquiens: *Hoc Sacramentum non debet dari propinquis ad mortem absque infirmitate, puta damnatis ad mortem;* quibus tamen postremis etiam alio nomine denegari perpendunt Maldonatus, tract. de Jejunio, cap. 9, tom. 2, pag. 337, et Martene, de antiq. Eccles. Ritib., tom. 1, lib. 1, cap. 7, art. 1, num. 1, quia nimirùm damnati ad ultimum supplicium recensentur quodammodò inter publicos peccatores, quos, ante reconciliationem, sicuti à cæteris Sacramentis, ita et ab hoc arceri, respondisse visus est citatis doctoribus Innocentius I, in cit. epist. ad Decentium: *Pœnitentibus istud infundi non potest.... Nam quibus cætera Sacramenta negantur, quomodo unum genus putatur posse concedi?* Sed consulendus est Petrus Constant, in Notis ad hanc epistolam, col. 864, litt. H. Hinc etiam extremâ Unctione muniri nequeunt feminæ partui propinquæ, nisi alia insuper iisdem accesserit extraordinaria et lethalis corporis ægritudo; quod benè ponderant doctores apud Clericatum, de extr. Unct., dec. 79, n. 22.

II. Neque huic Ecclesiæ Latinæ doctrinæ et praxi adversantur exempla ex probatis historicis prolata à Martene, cit. loc., videlicet Odiliæ, filiæ comitis Herimanni et Mathildis, quæ à Ricardo abbate monasterii S. Vitoni, de futurâ sequenti die ejus morte prænonita, licèt corpore sana, *nullam gravedinem pateretur*, attamen *liquore sancti olei inuncta..... inter verba orationis læta spiritum efflavit*, sicuti narrat Hugo Flaviniacensis in Chronico Virdunensi; et cujusdam monachi, apud Mabillonium, secul. VI, Benedict. part. 2, qui, post nocturnos festi S. Martini divinitùs admonitus de proximâ suâ ex hoc seculo migratione, revelationem abbati manifestavit, cujus venià sacro oleo unctus, *et Dominicis munitus mysteriis, sanus et incolumis cum cæteris in conventu versatus*, sequenti die obiit; necnon cujusdam Cinguriani fratris laici, qui similiter corpore sanus, *oleo sancto*, uti rogaverat, *unctus*, mox decessit: quod habetur in Vitâ S. Gildasii, secul. I Benedict., pag. 151; neque demùm adversatur exemplum quod allatis à Martene adjicimus, videlicet S. Hedwigis, quæ, referente ejus Vitæ scriptore, cap. 8, priusquàm ægrotare cœpisset, voluit extremæ Unctionis Sacramento muniri. Hæc, inquam, et si qua sunt alia hujus generis exempla, communi Latinæ Ecclesiæ doctrinæ et praxi non adversantur: nam, præterquàm quod extraordinaria sunt et derivata è speciali afflatu Spiritûs sancti, qui interdùm homines solvit ab ordinariæ providentiæ legibus; quod opportunè annotavit laudatus auctor Vitæ S. Hedwigis, scribens: *Hoc tamen, quod hìc diximus, admirandum potiùs est quàm imitandum, cui Spiritus Domini per revelationem tribuit efficaciam, et in quo, ut piè creditur, sancta devotio dispensavit:* atque rem prosequitur Thiers, de superstitione circa Sacramentum extremæ Unctionis, lib. 8, cap. 6, pag. 577 et seq.; possumus prudenter existimare, in prædictis rerum circumstantiis, eos qui sunt divinitùs admoniti de sibi instante vitæ interitu, jam tum cœpisse lethali morbo interiùs laborare, quo citò perducerentur ad mortem, quanquàm exteriùs viderentur sani et incolumes: quamobrem fuit illis administranda extrema Unctio ob eamdem rationem propter quam à citato concilio Mediolanensi IV, part. 2, et Aquensi anni 1585, tit. *Quæ pertinent ad Sacramentum extremæ Unctionis*, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1535, atque à theologis cum Suarez, cit. disput. 42, sect. 2, num. 11, in fin., conceditur senibus, qui, præ decrepitâ ætate, licèt nullâ aliâ speciali afficiantur ægritudine, in dies morituri creduntur; ipsa enim gravis et annosa senectus, infirmitas est quæ interiora vitæ organa labefactat, et mox ducit ad interitum.

III. Verùm ab expositâ Latinæ Ecclesiæ traditione deviârunt Græci: hi siquidem etiam sanos et benè valentes solent sacro oleo inungere in remissionem peccatorum: quod liquet ex eorum Euchologio, asseruntque Hieremias patriarcha Constantinopolitanus in suâ censurâ adversùs Augustanam Lutheranorum confessionem, lib. 1, cap. 7, Leo Allatius de Consens. Eccl. Occid. et Orient., lib. 9, cap. 16, et Arcudius, Concord. lib. 5, cap. 4, et cap. ult. Quinimò ipsemet episcopus, postquàm feriâ 5 majoris hebdomadæ infirmorum oleum solemni ritu consecravit, non jubet illud asservari, ad ægrotos suo tempore deferendum, sed totum statim insumit omnes inungendo astantes, quod accepimus à Goario, in suis ad Euchologium Notis. Ac denique Joannes Nathanael, presbyter, ac magnus œconomus Cretensis, apud citatum Arcudium, lib. 5, cap. 4, respondens ad quæsita sibi facta à Viviano, episcopo Anagnino circa mores Græcorum, inter cætera narrat Græcos sacerdotes, loco satisfactionis in sacramentali confessione pœnitentibus imponendæ, solere interdùm, haud exiguâ tamen acceptâ mercede, eosdem sancto oleo inungere, ut tali pacto à peccatorum reliquiis pœnisque pro iis subeundis absolvantur: quem abusum ipse Nathanael, et cum eo Arcudius, cit. cap. 4 acriter reprehendunt et damnant.

IV. Hæc certissima et exploratissima sunt, sed non

vequè certum an ejusmodi Unctio sanis adhibita habeatur à Græcis pro vero Sacramento. Goarius in cit. Comment., pag. 432, illam fieri contendit, tanquàm meram cæremoniam sacram, seu sacramentalem quamdam benedictionem, per quam sacerdotes unicè intendunt inunctos sublevare ab aliquâ levi corporis infirmitate, aut etiam à graviori morbo præservare: quod etiam in Ecclesiâ Latinâ olim factitatum, in præcedentis capitis initio prænotavimus. Arcudius contra affirmat sanos ac vegetos corpore à Græcis sacerdotibus, perinde ac infirmos, sancto oleo perungi, animo verum conficiendi Sacramentum; in cujus rei confirmationem plures affert Græcorum auctores, docentes etiam sanos esse capaces Sacramenti extremæ Unctionis. Quodque magis mirandum est, hæc doctrina quam Arcudius exagitat, nec defendere ausus Goarius, negavit unquàm Græcorum menti insedisse, suos invenit, inter nostros Latinos, defensores, nempe Juenin, cit. diss. 7, q. 7, c. 3, et Sainte-Beuve, de Sacram. extrem. Unct., disp. 7, artic. 1, qui triplici argumento illam defensare conantur. Etenim, aiunt, de prædictâ consuetudine, quam antiquissimam esse nemo ambigit, nulla lis fuit Græcis intentata in concilio Florentino, in quo cæteroquin jussi sunt de omnibus rationem reddere in quibus à Latinis differrent. Secundò, etsi ex apostolo Jacobo habeamus extremæ Unctionis Sacramento esse infirmis succurrendum, non tamen inde legitimè infertur, solos infirmos esse illius capaces; quocirca Eugenius IV, in citato decreto, non dixit: *Hoc Sacramentum, nisi infirmo dari non potest:* sed *dari non debet:* quod sanè verbum merum præceptum denotat, cui contrariâ consuetudine potest derogari, non absolutam importat necessitatem; similiter concilium Tridentinum decrevit extremam Unctionem *esse infirmis exhibendam*, de quo nullus dubitat, sed non dixit *solis infirmis*, de quo est quæstio. Tertiò demùm, pergunt iidem doctores, cùm à Græcis sacerdotibus sancto oleo inunguntur homines perfectà fruentes valetudine, nihil prorsùs desideratur ad veram Sacramenti confectionem: siquidem à legitimo ministro idonea et apta adhibetur materia, debita simul pronuntiatur Sacramenti forma, nec illi deest necessaria intentio, cùm eam unctionem facere intendat ad detergendas animæ sordes; quemadmodùm testatur Hieremias patriarcha Constantinopolitanus, in cit. Censurâ lib. 1, cap. 7, scribens: *Illis verò, qui post Baptisma peccaverint, Pœnitentia et consecrati olei Unctio conducunt. Hæc aut remissionem peccatorum largiuntur, aut sordes animæ inhærentes expurgant.*

V. At ejusmodi argumenta frivola sunt nulloque labore evertuntur. Ad hoc quippe postremum, ut singula inverso ordine expendamus, respondetur ad validam Sacramenti confectionem satis non esse à legitimo ministro debitas adhiberi materiam et formam, cùm intentione illud administrandi, si desit subjectum illius recipiendi capax, quod inter Sacramenti causas meritò annumeratur à Suarez, cit. tom. 4, disp. 42, in princ. Id autem in re nostrâ evenire perspicuum est, nisi illud ipsum tanquàm certum assumatur quod esset probandum, nimirùm hoc Sacramentum etiam pro sanis fuisse institutum; sicuti assumere videntur citati Juenin et Sainte-Beuve, qui cætera recensentes ad Sacramentum perficiendum requisita, subjecti capacitatem silentio prætercunt. Quòd autem soli infirmi sint extremæ Unctionis capaces, licèt clarè et expressè non sit à conciliis definitum, ex eorumdem tamen definitionibus legitimè infertur: quoniam Eugenius IV, definiens eam, *nisi infirmis de quorum morte timetur, dari non debere*, sanos profectò exclusit: quamvis enim verbum *non debet* possit de se merum præceptum inducere, plerùmque tamen absolutam denotat necessitatem, uti observant doctores allegati à Barbosâ, tract. de Usu frequent., dist. 77, num. 1, atque in decretis dogmaticis, in quibus Sacramentorum doctrina ab Ecclesiâ explicatur, ut plurimùm denotare necessitatem non tantùm præcepti, sed etiam Sacramenti, observat Suarez, cit. disput. 43, sect. 2, n. 2. Idem verò quod Eugenius, sibi voluit Tridentinum, cùm dixit *esse hanc Unctionem infirmis adhibendam:* integram quippe hujusce Sacramenti *credendam, et tenendam* doctrinam nequaquàm nobis tradidisset, quod cæteroquin in fine ejusdem capitis se fecisse protestatur, si etiam non infirmis posset illa adhiberi. Accedit consensus omnium theologorum, qui verba S. Jacobi ita sunt interpretati, ut inde planè confici existimaverint solum infirmum esse subjectum capax extremæ Unctionis: unanimem quippe theologorum consensum efficax esse argumentum ad catholicum dogma stabiliendum, docet Melchior Canus, de Locis theologicis, lib. 8, cap. 2 et sequenti. A silentio denique concilii Florentini rectiùs deducimus, sapientissimis illis Patribus fuisse persuasum sanctam Unctionem à Græcis sacerdotibus non adhiberi hominibus benè valentibus tanquàm Sacramentum, sed veluti meram cæremoniam et sacramentalem quamdam benedictionem: Græci enim, qui de singulis suis ritibus coacti sunt rationem reddere, gravem utique reprehensionem non evasissent, si comperti fuissent hâc in re à communi et constanti Ecclesiæ Latinæ traditione et praxi aberrare.

VI. Jure itaque Græcorum morem ita explicatum, uti voluit Arcudius, gravis erroris insimulant et damnant Theophilus Raynaudus, in Heteroclitis, sect. 1, punct. 12, oper. tom. 16, p. 164; Gonzalez in cap. *Quæsivit*, de verb. Significat., num. 2; Tournely, de Sacram. extrem. Unct., cit. quæst. 3; Benedictus de Gaetanis, in sæpè citatâ dissertatione, cap. 13, § *Ex adverso*, aliique, quibus, post quæstionem sedulò examinatam, tandem adhæret Herminier, de Sacram. tom. 3, c. 5. Quocirca episcopi Latini, in quorum potissimùm commodum hanc materiam prolixiùs tractavimus, diœcesibus præsidentes quas fideles incolunt Græci ritûs, diligenter invigilent ne iidem in eo versentur errore, ut credant per unctionem de quâ loquimur Sacramentum conferri; et severè interdicant ne ea unctio loco satisfactionis per confessarios imponendæ pœnitentibus injungatur. Id illis vetitum est à nobis, in cit. nostrâ constit. 57, § 5, ubi decrevimus: *Nulli per sacerdotes, vel confessarios, pro satisfactione pœnitentiæ unctio aliqua solummodò injungatur; infirmis verò, juxta verbum Jacobi apostoli, Unctio exhibeatur extrema.*

CAPUT VI.

De eodem subjecto extremæ Unctionis, et signanter de ætate in quâ eadem pueris exhiberi potest: ubi etiam de amentibus et furiosis: ac nonnulla de synodis in quibus de prædictis rebus disseritur.

I. Quòd autem diximus hoc Sacramentum esse pro infirmis institutum, non est ita accipiendum, quasi omnes omninò fideles, graviter decumbentes, sint illius recipiendi capaces: illud siquidem alio nomine denegatur pueris ante usum rationis, etiamsi in gravi versentur vitæ discrimine, quia nimirùm, cùm nondùm potuerint ullâ, vel levi culpâ fœdari, illis non congruit Sacramenti forma: *Indulgeat tibi Deus quidquid deliquisti*, etc., quod benè perpendit D. Thomas in 4, dist. 23, quæst. 2, art. 2, inquiens: *Nulli debet dari Sacramentum, cui non competit forma Sacramenti: sed forma hujus Sacramenti non competit pueris qui non peccaverunt per visum et auditum, ut in formâ exprimitur: ergo eis non debet dari hoc Sacramentum.* Rectè propterea S. Carolus Borromæus in suis instructionibus, communem secutus theologorum doctrinam, statuit part. 4 Act. eccl. Mediol., pag. 543: *Ministratur hoc Sacramentum extremæ Unctionis adultis periculosè ægrotantibus..., at non infantibus puerisve qui nullum adhuc rationis usum habent neque peccata admittunt.* Nec aliam unquàm fuisse Ecclesiæ doctrinam et praxim ostendit Martene, cit. lib. 1, de antiquis Eccl. Ritib., cap. 7, art. 1, § 2. Quamvis enim Nicolaus Cusanus, epist. 3 ad Bohemos, et Maldonatus, de Sacram. tom. 2, de extrem. Unct., col. 389, asserant

olim consuevisse etiam infantes infirmorum oleo inungi ; eos tamen sine fundamento locutos affirmat Cornelius à Lapide in Comment. ad epist. S. Jacobi, cap. 5, vers. 14, atque ex iis liquet vetustis monumentis quæ citatus Martene adducit : nisi fortè Cusanus et Maldonatus sint intelligendi de unctione, absque formâ Sacramentali, quam olim fuisse in usu præmonuimus.

II. At quæ ætas erit in pueris expectanda ut censcantur hujus Sacramenti capaces? Certè non est expectanda ætas quatuordecim annorum, quam videntur exigere plures synodales constitutiones, relatæ ab eodem Martene ; ac provinciale Anglicanum editum à Lyndewode, lib. 1, de sacrâ Unctione ; quanquàm reverà, si ritè expendantur, tantam ætatem non absolutè requirant, sed eos *maximè* inungendos statuant qui ad eam pertigerunt : in hunc quippe modum loquuntur constitutiones Odonis episcopi Parisiensis, cap. 8 ; synodalia statuta Ecclesiæ Meldensis, cap. 28 ; Nannetensis cap. 50, et citatum provinciale Anglicanum § *Cùm magna*. Multòque minùs expectanda est ætas octodecim annorum, quam expressè exposcunt cùm antiquus codex manuscriptus S. Martini Turonensis, à Martene pariter prolatus, tum Fredericus Nausea episcopus Viennensis, in suo Catechismo, lib. 3, cap. 107. Sed statim ac pueri, rationis compotes, judicantur doli et culpæ capaces, si in gravem incidant morbum, poterunt infirmorum oleo liniri : quod rectiùs sancitum legimus inter synodalia statuta Ecclesiarum Cadurcensis, Rutenensis et Tutelensis, cap. 17, tom. 4 Anecdotor. Martene, et Durand, col. 714, et nuper à cardinali de Rohan in Rituali Argentinensi, tit. de extrem. Unct., § 2, pag. 174, ubi edicitur : *Non denegetur etiam pueris, si septimum attigerint annum, nec iis in quibus malitia supplet ætatem, etiamsi septenarii non sint.* Quamobrem minimè approbandam censemus synodalem constitutionem à Germano Valente Guellio, episcopo Aurelianensi, anno 1587 promulgatam, in quâ decernitur : *Non detur hoc Sacramentum pueris qui nondùm communicaverunt :* etenim quandocumque censentur capaces Sacramenti Pœnitentiæ, sunt pariter idonei reputandi ad extremam Unctionem, quæ est illius complementum, quamvis nondùm tantâ polleant judicii maturitate ut videantur apti ad ritè participandam Eucharistiam, de cujus ineffabili excellentiâ et sanctitate non ita facilè edoceri queunt. Quare scitè et appositè Pastorale Mechliniense, apud Van Espen, part. 2, tit. 8, cap. 2, num. 9, postquàm retulit hæc Ritualis Romani verba : *Non ministretur pueris rationis usum non habentibus* ; addit : *Secùs de pueris periculosè ægrotantibus, qui peccati mortalis ac confessionis capaces sunt, licèt sint solùm octo aut novem annorum, et quamvis nunquàm communicaverint.*

III. Ob eamdem rationem propter quam ab ejusmodi Sacramento arcentur pueri quibus nondùm rationis lumen effulsit, illud pariter denegatur perpetuò amentibus et furiosis qui nullum ab ortu lucidum intervallum obtinuerunt : quod expressè cautum est à S. Carolo Borromæo, in Actis eccles. Mediolanen., loc. cit., atque à concilio Cameracensi anni 1586, tit. 12, num. 3, tom. 9 Collectionis Harduini, col. 2164, et communiter tradunt doctores apud Henriquez de Sacram., lib. 3, cap. 11, num. 9, quia nec isti potuerunt ullâ gravi aut levi culpâ se contaminare, ad cujus abstergendas reliquias institutum est hoc Sacramentum. Quamvis enim Suarez, cit. disp. 42, sect. 2, num. 8, opinetur extremam Unctionem etiam illi posse conferri qui nullum unquàm actuale peccatum admisit, atque idcircò eâ non caruisse censeat B. Virginem ; id tamen de iis duntaxat intelligendum, ait Tannerus, tom. 4, disp. 7, quæst. 1, dub. 3, qui, quantùm est ex parte sui statûs, et adepti usûs rationis, peccare potuerunt, etsi per accidens atque ex speciali Dei privilegio nunquam reipsà peccârint : secùs nulla est ratio cur eodem Sacramento fraudentur infantes quibus certè, contra S. Thomæ doctrinam et communem Ecclesiæ praxim, illud ministrari non permittet Suarez. Quod verò speciatim attinet ad B. Virginem, res valdè dubia et controversa est an ea, utpote omnis peccati expers, fuerit capax et particeps Sacramenti extremæ Unctionis. Affirmant S. Antoninus, 3 p., tit. 14, cap. 8 et 13 ; Canisius, lib. 1, de B. Virgine, cap. 9 ; Henriquez, de Sacram., lib. 3, cap. 11, n. 7, et modò laudatus Suarez ; quia habebat potentiam quam vocant *antecedentem* ad peccandum, etsi, ob singularem Dei erga ipsam providentiam, illa potentia nunquàm proditura erat in actum eo planè modo quo dicimus nunquàm fore ut prædestinatus ex hâc vitâ decedat cum lethalis culpæ reatu. Contra Victoria, in Summ., n. 222 ; Vasquez, in 3 p., disp. 119, c. 8, et citatus Tannerus, B. Virginem extremæ Unctionis incapacem pronuntiant : licèt enim, inquit Tannerus, absolutè loquendo, potuerit peccare, attamen ex privilegio, non uteumque eidem concesso, sed velut consentaneo et quasi debitò excellentiæ et dignitati quâ præstabat divinæ maternitatis, fuit ab omni peccato præservanda ; ac proinde non potuit ullo pacto eidem aptari extremæ Unctionis forma : *Indulgeat tibi Deus quidquid deliquisti*, etc. Sed, quidquid sit de hâc quæstione, quam scholasticis relinquimus,

IV. Indubitatum sit extremam Unctionem exhiberi non posse perpetuò amentibus et furiosis. Aliud verò est de adultis qui aliquando usum rationis habuerunt, et postea in phrenesim aut amentiam inciderunt : his quippe Unctionem tribuendam, juxta illud concilii Arausicani can. 13, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 1785 : *Amentibus quæcumque pietatis sunt conferenda*, declaravit Theoduiphus episcopus Aurelianensis, in secundo Capitulari, apud Baluzium Miscell. tom. 7, docetque S. Thomas, in 4, dist. 23, quæst. 2, art. 2, quæstiunc. 3, cui, teste Suarez, cit. disp. 42, sect. 1, num. 6, omnes theologi consentiunt. Necesse tamen est ut cætera adsint quæ requirit Navarrus, in Manual. cap. 22, n. 13, inquiens : *Cuilibet tamen ejusmodi infirmo est ministrandum, etiamsi jam sit amens et phreneticus, si absque irreverentiâ Sacramenti id fieri possit, et potuerit ante peccare, et, antequàm insaniret, expressè aut tacitè petierit illud, aut, si meminisset, petiturus fuisset, nec in peccato mortali notorio insanierit.*

V. Porrò de quolibet fideli de quo contrarium non constat, præsumendum est fuisse hoc Sacramentum petiturum, si potuisset : passim siquidem videmus extremâ Unctione muniri qui subitâ vi morbi oppressi sensibus destituuntur, nec ullum Sacramenti desiderium significare valent : eorum quippe perspecta pietas ac fides, non obscurum præbet argumentum desiderii quod, si possent, demonstrarent. Hanc verò praxim approbat S. Thomas, loc. cit., cui, præter Ritualia omnia, suffragantur etiam apud Natalem Alexandrum, de Sacram. extrem. Unct., cap. 5, regul. 16, concilium Parisiense anni 1557, et S. Carolus Borromæus, in laudatis instructionibus, pag. 543, inquiens : *Infirmis qui, sanâ mente dùm erant, illud petierunt, aut verisimile est quòd petiissent, etiamsi postea in amentiam inciderint, vel ratione sermonem uti desierint, ministrabitur item.* Quinimò observat Suarez, cit. disp. 42, sect. 1, num. 6, maximè oportere ut prædicto ægroto, sensibus destituto, qui aliorum Sacramentorum est incapax, subveniatur remedio extremæ Unctionis : *Quia*, ait, *inter fines præcipuos hujus Sacramenti est supplere vices Sacramenti Pœnitentiæ, quando vel illud applicari non potest, vel de facto non satis utiliter applicatum est.* Quamobrem plerique theologi, inter quos Chapeaville, de Ministr. Sacram. tempore pestis, cap. 1, quæst. 12 ; Layman, Theolog. moral. lib. 5, tract. 5, cap. 7 ; Thomas Tamburinus, in Methodo celebrandæ missæ, lib. 2, c. 7, § 7, permittunt sacerdoti missam interrumpere ut extremam Unctionem administret infirmo morti propinquo, cui nullum aliud Sacramentum potuit conferri ; quoniam in hoc eventu ab unicâ extremâ Un-

ctione potest ille, si sit sufficienter attritus, obtinere primam gratiam justificantem, quâ fortè indigeat; atque in prædictis circumstantiis, sive primario et per se, sive secundario et per accidens, ab extremâ Unctione causari, docent theologi in sequenti capite referendi.

CAPUT VII.

De tempore quo infirmis extrema Unctio est exhibenda; et quid in synodis et instructionibus episcopi de dicto tempore statuere debeant.

I. Quanquàm demonstratum jam sit extremam Unctionem solis infirmis esse conferendam, qui decessuri prudenter timentur, attamen dubitare quis potest quonam infirmitatis tempore sit administranda : statimne, detecto gravi in quo versantur vitæ discrimine; an potiùs, cùm iisdem mox imminet interitus? Abusus olim in plerasque irrepserat regiones, ut sancto oleo tunc tantùm linirentur infirmi, cùm, prorsùs desperatâ salute, jamjam essent extremum spiritum exhalaturi. Huic abusui ansam præbuit falsa persuasio, quæ seculo XIII plurimorum invaserat animos, nempe, post semel receptam extremam Unctionem, non ampliùs licere conjugatis, si convalescerent, ad conjugale opus reverti, nullique fas esse carnes deinceps comedere, nudisque pedibus incedere; quod narrant Martene, sæpiùs cit. lib. 1, cap. 7, art. 2, § 2, et Thiers, in suo tract. de Superstitione, tom. 2, cap. 7. Quocirca plures synodi, eodem seculo XIII celebratæ, populum de hoc errore quo à Sacramento percipiendo deterrebatur, solerter dedoceri curârunt; inter quas synodus Wigorniensis, anni 1240, cap. 19, tom. 7 Collectionis Harduini, col. 337, ubi statuit : *Sunt quidam, ut audivimus, qui, post perceptionem hujusmodi Sacramenti, sanitati pristinæ restituti, nefas reputant vel uxores suas cognoscere, vel carnes comedere, vel etiam aliquâ ratione nudis pedibus ambulare. Horum autem errorem, utpote doctrinæ sanæ contrarium, exsecramur, et eos excommunicationibus et monitionibus duximus corrigendos :* et synodus Exoniensis anni 1287, cap. 6, tom. 7 ejusdem Collectionis, col. 1081, inquiens : *Quoniam quidam laici imperiti, de hoc Sacramento nequiter sentientes, illud abhorrent in tantum quòd vix velint illud suscipere etiam in extremis, fatuè æstimantes, post ipsius susceptionem, carnis esum, nudis pedibus incessum, copulam carnalem etiam cum uxore legitimâ, sibi fore penitùs interdicta; præcipimus parochialibus presbyteris ut ubi noverint tantam hæresim pullulare, contrarium prædicent.* Quibus præiverat Richardus episcopus Sarum in Angliâ, qui in suis Constitutionibus anni 1217, cap. 68, relato in citato provinciali Anglicano, cap. *Cum magna, de sacrâ Unctione*, infirmum secretò moneri jusserat *quòd post Sacramentum susceptum licitè posset reverti ad opus conjugale.* Prædicto errore eliminato, alia, insequenti ætate, alicubi invaluit opinio, quæ fideles pariter remorabatur ab extremâ Unctione recipiendâ, nisi jam essent in ultimo agone constituti : putabant quippe per sacram Unctionem sibi adimi testamenti factionem, hoc est, potestatem condendi testamenti. Hunc verò errorem, præcedentis seculi initio in Belgio perseverantem proscripsit concilium Mechliniense anni 1607, tit. 8, cap. 2, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1946, inquiens : *Falluntur qui existimant suscepto hoc Sacramento vel testamentum condi non posse, vel spem convalescendi ob id imminui. Ideòque pastores contrarium subinde populum doceant. Et, si fortè alicubi usu introductum sit ut testamentum à susceptione hujus Sacramenti conditum non subsistat, declarat hæc synodus ejusmodi consuetudinem pro corruptelâ habendam esse.*

II. Hâc nostrâ ætate liberi profectò sunt fideles ab enarratis præjudiciis; et nihilominùs humani generis hostis hanc plerisque rudibus et ignaris mentem injecit, ut credant actum esse de vitâ illius qui sancto oleo est inunctus, et solum ei superesse sepulcrum; ex quo fit ut à sacrâ Unctione, perinde ac ab ipsâ morte, abhorreant. Opportunum idcircò et perutile erit ut episcopus in suâ synodo, aut synodali instructione, hunc detestandum errorem è rudium hominum mente evellere satagat; quod nos pro nostro pastorali munere præstare curavimus in nostrâ instit. 22. Quò verò faciliùs propositum sibi finem assequatur, suæ synodali instructioni rationes inserat propter quas non decet ejusmodi Sacramentum ad tempus differri quo *jamjam anima in primoribus labris laborat;* sicuti nobis exprobrabat impius Calvinus lib. 4 Instit., cap. 19, occasionem inde arripiens nobis illudendi quia *non infirmos*, ut ipse calumniabatur, *sed semi mortua cadavera pinguedine inficimus.* Prima autem ratio illa est quam ad rem de quâ agimus, fidelibus insinuari voluit synodus Burdigalensis anni 1583, tit. 13, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1347, parochis præcipiens : *Curent etiam crebris monitionibus imperitum vulgus ab illâ inani et impiâ opinione abducere, quâ plerique sinistrè de hujus Sacramenti virtute sentiunt, perinde ac si mortem ægris acceleret; cùm certum sit, ex Apostoli doctrinâ, Deum non animæ tantùm, verùm etiam corpori, si expedierit, virtute ejus Sacramenti salutem conferre;* et nuper cardinalis de Rohan, in suo Rituali Argentinensi, § 2, inquiens : *Solantur Sacramenta, non occidunt; hoc sæpè sæpiùs pastor mentibus fidelium inculcet.* Enimverò, cùm inter cæteros quos extrema Unctio producit effectus, causet etiam corporis valetudinem, si hæc ferat ad animæ salutem; quod non solùm eruitur ex sæpiùs allegatis verbis apostoli Jacobi, sed liquidò constat ex Sacramentario S. Gregorii Magni, ubi ad olei infirmorum consecrationem hæc præscribitur oratio : *Ut tuâ sanctâ benedictione sit omni hoc unguentum tangenti tutamentum mentis et corporis, ad evacuandos omnes dolores, omnesque infirmitates, omnem ægritudinem corporis;* ac disertè declarârunt tam Eugenius IV, in citato decreto inquiens : *Effectus est mentis sanatio, et, in quantum autem expedit, ipsius etiam corporis;* quàm Tridentinum cit. sess. 14, cap. 2, ubi de effectibus hujus Sacramenti disserens, ait : *Sanitatem corporis interdùm, ubi saluti animæ expedierit, (infirmus) consequitur;* idcircò ad inungendum infirmum expectanda non est ultima ejus vitæ periodus, quâ extremum agat spiritum; hunc enim effectum non operatur Sacramentum per modum miraculi, quod in illis circumstantiis esset necessarium, sed virtute quâdam, supernaturali quidem, sed quodammodò ordinariâ, quæ causas naturales adjuvat, sicuti ratiocinatur Suarez, cit. tom. 4, disp. 41, sect. 3, num. 5.

III. Altera ratio quâ efficaciùs alliciendi sunt fideles ad extremam Unctionem celeriter petendam et recipiendam, priusquàm sensibus et mente destituantur, desumenda est ex aliis nobilioribus effectibus quos eadem in decumbentium animâ operatur, quorum haud faciliter particeps esse potest ægrotus, jam sensibus et rationis usu carens. Concilium Tridentinum, loc. modò cit., extremæ Unctionis Sacramento non solam attribuit virtutem causandi corporis sanitatem, sed cæteros ejusdem effectus singulatim enumerans hæc habet : *Res porrò, et effectus hujus Sacramenti illis verbis explicatur :* Et oratio fidei salvabit infirmum, et alleviabit eum Dominus; si in peccatis sit, dimittentur ei. *Res etenim hæc gratia est Spiritûs sancti, cujus unctio delicta, si qua sint adhuc expianda, ac peccati reliquias abstergit, et ægroti animam alleviat et confirmat, magnam in eo divinæ misericordiæ fiduciam excitando, quâ infirmus sublevatus, et morbi incommoda ac labores leviùs fert, et tentationibus dæmonis, calcaneo insidiantis, faciliùs resistit, et sanitatem corporis interdùm, ubi saluti animæ expedierit, consequitur.* Porrò inter hos extremæ Unctionis effectus, à Tridentino enumeratos, curiosè magis quàm utiliter investigant scholastici quinam sit dicendus hujus Sacramenti proprius et primarius; et in diversas scinduntur opiniones, quas supervaca-

neum esset hìc recensere; sed legi possunt apud Suarez, cit. tom. 4, disp. 41; Gregorium de Valentiâ, cit. disp. 8, quæst. 1, punct. 3; Estium, in 4, dist. 23, § 4; Juenin, cit. dissert. 7, quæst. 8, et Tournely, cit. tract., quæst. ult., art. 1. Apud omnes tamen indubitatum esse per ejusmodi Sacramentum deleri peccata venialia, testantur Navarrus, Man. cap. 22, n. 13, et Suarez, cit. loc., sect. 1, n. 1 et 3. Ferè etiam communiter admittunt ejusdem virtute interdùm remitti peccata lethalia : cùm scilicet peccator, sufficienter cæteroquin attritus, alia Sacramenta recipere nequit, aut post illa suscepta, peccato irretitur, quod invincibiliter ignoret; quidquid sit, an in hujusmodi eventu illa remittat directè et per se, sicuti opinantur Bellarminus, de extrem. Unct. lib. unic., cap. 8, § *Dicet aliquis;* Maldonatus, de Sacram. extrem. Unct., quæst. 2; et Sainte-Beuve, de extrem. Unct., disp. 5, art. 1; sive indirectè, et per accidens, uti arbitrantur Suarez, cit. loc., num. 16; cardinalis de Lugo, de Sacram., disp. 9, sect. 1, num. 7; et Coninck, disp. 19, de extrem. Unct., dub. 5, num. 19 et 20; utramque virtutem extremæ Unctioni attribuit S. Thomas, cit. lib. 4 contra Gentes, cap. 73, ubi ait : *Contingit quòd homo omnium peccatorum quæ commisit notitiam vel memoriam non habet, ut possit per Pœnitentiam singula expurgare; sunt etiam quotidiana peccata sine quibus præsens vita non agitur, à quibus oportet hominem in suo exitu per hoc Sacramentum emundari;* et clariùs in Supplem., 3 part., quæst. 80, art. 1 : *Si invenit peccatum aliquod vel mortale, vel veniale, quoad culpam tollit ipsum, dummodò non ponatur obex ex parte recipientis.* Cui S. Thomæ doctrinæ adhæsit S. Carolus Borromæus, in Actis eccles. Mediolanen., part. 4, pag. 541, ubi, loquens de extremâ Unctione, ait : *Prima igitur utilitas, et effectus hujus Sacramenti est, quòd peccati reliquias tollit, tanquàm complementum Sacramenti Pœnitentiæ, quæ reliquæ peccata esse intelliguntur sive mortalia, sive venialia, quæ post alia Sacramenta remanent; potest enim fieri ut, ignorante eo qui commisit, vel non valente confiteri, peccatum mortale remaneat; in quo delendo ita hoc Sacramento juvatur ut fieri posset eum per hoc Sacramentum salvari, qui alioqui fuisset damnatus.* Jam verò neutrum effectum potest extrema Unctio operari sine pio aliquo ipsius suscipientis actu; nec enim peccata venialia remittit absque aliquâ eorumdem displicentiâ, nec lethalia delere valet sine eorumdem detestatione, eâque saltem imperfectâ contritione quæ est necessaria ad veniam et justificationem assequendam in Sacramento Pœnitentiæ; quod cum communi advertit idem Suarez, num. 22. Ejusmodi autem actus cùm certè elicere nequeat, qui est sensibus et mente jam destitutus, nisi fortè eos jam antea elicuerit, utroque sanè Sacramenti effectu fraudatur. Quocirca Catechismus concilii Tridentini, § 18, de extrem. Unct., graviter objurgat animarum pastores qui se falsæ vulgi persuasioni accommodantes, tunc primùm infirmum sacro oleo linire curant cùm vitâ et sensibus carere incipit : *In quo tamen* (sunt verba Catechismi) *pravissimè peccant, qui illud tempus ægroti ungendi observare solent, cùm jam, omni salutis spe amissâ, vitâ et sensibus carere incipiat. Constat enim ad uberiorem Sacramenti gratiam percipiendam, plurimùm valere, si ægrotus, cùm in eo adhuc integra mens et ratio viget, fidemque et religiosam animi voluntatem afferre potest, sacro oleo liniatur.* Idemque decernunt concilium Mediolanense I, anni 1565, Burdigalense, et Remense ejusdem anni 1583, Bituricense anni 1584, et S. Carolus Borromæus in suis Instructionibus, apud citatum Natalem Alexandrum, regul. 14.

IV. Hæc exempla imitetur episcopus, et in suâ synodo omnem operam conferat ut sui diœcesani, omni, si quo sint imbuti, errore abjecto, sacram Unctionem exposcant statim ac ex morbi violentiâ se ad interitum vergere sentiunt, tempusque præoccupent quo, emotâ jam mente nec Sacramenti efficaciam agnoscere, nec illud eo devotionis affectu percipere valent, quem ad uberem ejusdem gratiam participandam requirit S. Thomas, cit. dist. 23, quæst. 2, art. 2, quæstiunc. 3 et 4, et in Supplem., 3 part., quæst. 32, art. 4. Cùm tamen celerem commendat hujus Sacramenti administrationem, abstineat à verbis quæ videantur significare ejusdem recipiendi absolutam necessitatem; ne secùs videatur ipse quæstionem dirimere hactenùs indecisam : adhuc quippe litigant theologi num fideles periculoso morbo laborantes, quique jam Pœnitentiæ Sacramento sua peccata expiârunt, et Eucharistico pane sunt refecti, teneantur insuper aut divino, aut saltem ecclesiastico præcepto extremam Unctionem suscipere. Negant quamplurimi magni nominis theologi, quos citant et sequuntur Suarez, disp. 44, sect. 1, num. 4; Henriquez, de Sacram., lib. 3, cap. 10, n. 3; Estius, in 4, dist. 23, § 15; Cabassutius, in Theor. et Prax. Juris canonici, lib. 3, cap. 15, num. 8, et Sambovius, cit. tract., pag. 352, qui tamen hanc addit limitationem, nisi ægrotus gravibus prematur tentationibus ad quas superandas novo indigeat hujus Sacramenti munimine. Contra, quemlibet, in eo statu, jure tam divino, quàm ecclesiastico, obstringi ad sacram recipiendam Unctionem, sentire videntur Magister sententiarum, et S. Bonaventura, in 4, dist. 23, circa textum; Petrus Sotus, lect. 2 de extrem. Unct., et expressè defendunt Juenin, cit. dissert. 7, quæst. 9, cap. 2, ac Tournely, cit quæst. ultim., art. 2, quibus non obscurè favet concilium Coloniense I, anni 1536, part. 7, cap. 50, tom. 9 Collectionis Harduini, col. 2011, ubi cùm dixerit : *Est autem Unctio impendenda cum expositione Unctionis et mandati apostolici, quod sic habet : Infirmatur aliquis in vobis? Inducat presbyteros Ecclesiæ*, etc., indicavit profectò se in hisce Apostoli verbis verum præceptum agnoscere. Verùm, etsi expediat ut episcopus hanc controversiam declinet, indubitanter tamen asserere poterit, non posse sine gravi culpâ ejusmodi Sacramentum aut contemni, aut cum aliorum offensione et scandalo negligi et prætermitti; id siquidem à nemine negari fatetur Suarez, cit. loc., n. 5 et 6, nec præterea incongruum esset addere facilè Sacramenti contemptum præsumi in infirmo qui cùm vita periclitetur, extremam Unctionem sciens et volens petere negligit, multòque magis, si eam sibi à parocho exhibitam recipere renuat. Propterea synodus Coloniensis II, anni 1549, cap. 38, tom. 9 Collectionis Harduini, col. 2110, idem esse rata Sacramentum respuere ac contemnere : *Relatum nobis in concilio est impios quosdam homines, infirmitatis suæ tempore, Unctionem sacram respuisse ac contempsisse;* hujuscemodi homines ecclesiasticâ sepulturâ privandos decrevit; quod rectè ponderant Natalis Alexander, cit. loc., regul. 20, ac modò laudati Juenin et Tournely.

CAPUT VIII.

De ordine quo extrema Unctio infirmis administranda est; et de reiteratione administrationis ejusdem Sacramenti.

I. Sed et illud quoque edoceri cupiunt parochi, quonam ordine debeant extremam Unctionem infirmis administrare, ante ne, an post sanctissimi Christi corporis viaticum? Nemo, qui ecclesiasticæ historiæ non sit omninò imperitus, inficiabitur usum quondam fuisse ut sacro oleo linirentur infirmi post peractam quidem sacramentalem confessionem, sed priusquàm Christi corporis reficerentur viatico; quod multis exemplis probat Suarez, disp. 44, sect. 1, num. 8, atque ex pluribus Ritualibus ac synodorum statutis demonstrant Launoius, observ. 8, tom. 1 oper., pag. 608; Hugo Menardus, notâ 915, in Sacramentar. S. Gregorii; Van Espen, Jur. eccles. univ., part. 2, tit. 8, cap. 2, n. 22 et seq.; Martene, de antiq. Eccles. Ritib., l. 1, c. 7, art. 2, num. 3; Sainte-Beuve, cit. tract., disp. 8, art. 3; et fusè Pouget, Institutionum catholicarum, tom. 2, part. 3, sect. 1, cap. 6, § 4. Neque ad hanc inducendam consuetudinem, legitimam defuisse causam, ait citatus Suarez : cùm enim extrema Unctio sit *perfectio et consummatio Pœnitentiæ*, ut

communiter appellatur à Patribus, quæ peccatorum reliquias abstergit, uti à Tridentino edocemur, non sine rationabili causâ Pœnitentiæ conjungebatur, ut per utrumque Sacramentum homo perfectè expiatus sine ullâ animæ sorde cœlestem panem degustaret. At nihilominùs prædicta consuetudo ne priscis quidem temporibus fuit ubique, atque apud omnes inviolatè servata : alia quippe præstò sunt æquè vetusta Ecclesiarum statuta sacram Unctionem post viaticum exhiberi præcipientia; nec desiderantur exempla sanctorum virorum qui viaticum extremæ Unctioni præmiserunt, quæ pari diligentiâ congesta atque ingenuè producta sunt à citato Martene, eod. art. 2, num. 4. Hæc verò posterior praxis adeò postea prævaluit, ut Catechismus concilii Tridentini, S. Carolus Borromæus in suis Instructionibus, ac innumera Ritualia, extremam Unctionem post viaticum præberi decreverint; quemadmodùm animadvertit cardinalis Sanctorius, in suo Rituali, pag. 323 : *Quamvis apud veteres aliquando consuetudo fuerit ut post Pœnitentiam et reconciliationem infirmorum extrema primùm eis Unctio ac deinde sacra communio exhiberentur (ut ex diversis sacris canonibus, ac vetustis codicibus, Pontificalibus, et Ordinibus administrandorum Sacramentorum manifestè liquet); postea tamen ex generali consuetudine, quæ et hodiè universaliter in Latinâ et Occidentali Ecclesiâ viget, factum est ut priùs sacra communio, postmodum verò extremæ Unctionis Sacramentum, infirmis exhibeatur. Atque ideò et hunc ordinem hic servare oportet.* Hujus porrò disciplinæ mutationis aliam æquè rationabilem causam affert idem Suarez, n. 8, quia scilicet (sunt ejus verba) Eucharistia, *ut cibus ad confortandum in viâ præbetur, et ideò ut detur non est expectandum ultimum vitæ periculum; hoc verò Sacramentum exeuntium est, quasi in ultimum subsidium institutum*.

II. Sed, licèt res ita se habeat, aliqua nihilominùs Ritualia collecta à Pouget, catholic. Inst. loc. cit., extremam Unctionem ante viaticum conferri permittunt, si ægrotus ex pio desiderio se meliùs ad Eucharistiam præparandi ita secum fieri expostulet. Idem indulget etiam cardinalis de Rohan, in suo cit. Rituali Argentinens., a. 2, ubi hæc habet : *Si eodem tempore ægroto detur Eucharistia et extrema Unctio, hæc ante illam dari poterit, si ita fieri postulet ægrotus; et pia illa ægrotorum postulatio hisce fulcitur momentis : quòd nempe, quia effectus Unctionis extremæ abstersio est reliquiarum peccati, ipsa Unctio extrema spectari potest quasi amplior ad Eucharistiam præparatio; et quòd aliunde eam ante viaticum conferendi usus antiquus est, et probatur, licèt non ubique admissus. Faciat autem super eâ re parochus quod magis expedire videbitur pro astantium ædificatione, maximè autem pro temporis opportunitate; si enim vis morbi urgeret, viaticum primò detur, et postea extrema Unctio ministretur.* Verùm nos, quanquàm hanc permissionem nequaquàm improbemus; siquidem à laudato Suarez discimus contrariam consuetudinem Ecclesiæ Romanæ à concilii Tridentini Catechismo pariter approbatam non esse sub gravi saltem obligatione ab omnibus christiani orbis regionibus receptam, ac præterea à Natali Alexandro, cit. loc., regul. 21, accipimus apud Cistercienses etiam hodiè perseverare antiquum morem sacram Unctionem præmittendi viatico; nihilominùs in locis in quibus hic mos obsolevit, vigetque disciplina à concilii Tridentini Catechismo præscripta, non facilè permitteremus ab hâc recedi, solùm ad indulgendum privatæ et peculiari infirmi devotioni; sed potiùs parochis injungeremus ut extremam Unctionem petentibus ante viaticum, suaderent tutius et utilius fore Ecclesiæ Romanæ ritui ac usui à majori parte Ecclesiæ catholicæ jam recepto, se accommodare.

III. Dicendum nunc restat de hujus Sacramenti iteratione. Labente seculo XI, et incunte XII, hâc nonnulli imbuti erant opinione, ut illicitum reputarent fidelem sancto oleo semel inunctum, unquàm deinceps eodem linire; et si vera narrarent Ciaccònius et Ughellius, eadem opinio, saltem apud aliquos, etiam seculo XV perseverâsset : ambo enim referunt, ille tom. 2, in Vitâ Pii II, pag. 1005, hic verò, Italiæ sacræ tom. 2, pag. 553, disputatum fuisse an summo pontifici Pio II graviter ægrotanti administrari posset extrema Unctio, eò quòd pluribus antea annis eam recepisset Basileæ, cùm peste laboraret, quæ in eâ urbe grassabatur. Verùm, cùm hujus memorandi certè facti nulla mentio occurrat neque in Vitâ ejusdem Pii II à Joanne Antonio Campano, episcopo Aprutino, accuratè descriptâ, neque in Commentariis cardinalis Papiensis, qui cæteroquin quàm minutissimè scribit quæ in Pii II morte contigerunt; illud propterea aut fabulosis aut saltem suspectis narrationibus accensemus. Opinabantur alii extremam Unctionem posse iterùm eidem conferri, modò tamen à die quâ semel inunctus fuerat, tres integri anni effluxissent. Hanc falsam persuasionem sibi induxisse monachos Hirsaugienses refert auctor veteris Disciplinæ monasticæ, in præfat., c. 128, ubi postquàm antiquum exhibuit eòrumdem monachorum usum ponendi infirmum, extremâ Unctione jam munitum, et cui mortis momentum instaret, *super saccum cilicinum cinere aspersum*, hæc ex Guidone Farfensi addit : *Cæterùm Hirsaugienses existimabant Unctionis Sacramentum ab eodem iterari non posse, nisi effluxo triennio; hinc statuerunt eumdem fratrem, si mortem evaserit, post tres annos iterùm perungi posse.* Censuerunt denique alii, apud Petrum Cantorem, in Summ., cap. 132, et Durandum, l. 1 Rational. divin. Offic., cap. 8, n. 23, non licere extremam Unctionem intra ejusdem anni spatium repetere, etiamsi contingeret quempiam in periculosum morbum iteratò incidere. In hâc sententiâ fuit ille idem anonymus auctor codicis Turonensis, cujus supra meminimus; ait quippè : *Nonnisi mense semel tantùm communicet æger. Hic idem solo non bis ungatur in anno.* Neque eam seculo XVI ab omnium mente deletam colligimus ex synodo Iprensi, eodem seculo labente habitâ ab episcopo Rithovio, in quâ, tit. 17, c. 3, postquàm declaratum fuit posse extremam Unctionem, quandocumque opus fuerit, eidem denuò administrari, additum legimus : *Proindè consuetudinem secundùm quam non consuevit hoc Sacramentum intra annum secundò suscipi, etiamsi altera gravis obveniat infirmitas, tanquàm noxiam abrogemus.* Equidem jamdiù antea prævaluerat, et communi usu recepta, atque approbata fuerat sententia hujus Sacramenti iterationem permittens, quotiescumque fidelis in novum incidit morbum, et in diversum adducitur vitæ discrimen. Ideò enim, uti ratiocinatur S. Thomas in Supplem., 3 part., quæst. 33, art. 1, Sacramenta Baptismi, Confirmationis et Ordinis nequeunt sine sacrilegio iterari, quia imprimunt characterem et producunt effectum perpetuum : *Sacramentum autem quod habet effectum non perpetuum, potest iterari sine injuriâ, ut effectus deperditus iteratò recuperetur. Et quia sanitas corporis et mentis, quæ est effectus hujusmodi Sacramenti, potest amitti postquàm fuerit per Sacramentum effecta, ideò hoc Sacramentum sine sui injuriâ potest iterari.* Idem quod S. Thomas, docuêre Magister sententiarum, in 4, dist. 23; Guillelmus Altissiodorensis, lib. 4 Summ., tract. 7, cap. 2; S. Bonaventura, in 4, dist. 23, art. 2, q. 4; cæterique scholastici, quorum sententiam suâ tandem infallibili auctoritate firmârunt Tridentini Patres, sess. 14, cap. 3, definientes : *Quòd si infirmi post susceptam hanc Unctionem convaluerint, iterùm hujus Sacramenti subsidio juvari poterunt, cùm in aliud simile vitæ discrimen inciderint.*

IV. Verùm, adeo diversa sunt hominum ingenia, illud idem Sacramentum, quod plerique nunquàm iterari posse affirmârunt, alii, etiam in eâdem infirmitate, sæpiùs repeti voluêre; etenim in antiquo codice manuscripto S. Remigii, circa annum millesimum exarato, et prolato ab Hugone Menardo, in Notis ad Sacramentar. S. Gregorii, statuitur infirmos vitâ pe-

ricitantes, per septem continuos dies et Christi corporis viatico recreandos, et sancto oleo esse perungendos; eumdemque ritum clariùs adhuc et magis apertè præscribunt Theodulphus Aurelianensis, in suo secundo Capitulari, apud Baluzium, tom. 7 Miscell., aliique multi antiqui libri rituales, apud Martene, cit. lib. 1, cap. 7, art. 2, num. 5. Sed usus postea ab universâ Ecclesiâ receptus, à theologis communi calculo approbatus, et synodorum ac Ritualium auctoritate roboratus, obtinuit ut semel dumtaxat in eâdem infirmitate extrema Unctio adhibeatur : una siquidem necessarias suppeditat vires ad illa incommoda evitanda quæ morbus affert quo actu æger laborat. Atque, ut theologos prætermittamus, qui innumeri sunt, ita servandum decernunt statuta synodalia Danielis Nannetensis, Stephani Parisiensis episcopi; synodus Cameracensis anni 1586, tit. 12, cap. 4; Pastorale Mechliniense, Viennense, Lemovicense, aliaque quamplurima congesta à Launoio, tom. 1, pag. 552, et Van Espen, cit. p. 2, tit. 8, cap. 3, num. 32 et seq. Durante autem eâdem infirmitate, si post susceptam extremam Unctionem morbus ita remittat ut ægrotus mortis periculum evasisse videatur, sed, antequàm convalescat, iterùm in vitæ discrimen relabatur, etiam juxta præsentem disciplinam, poterit absque scrupulo denuò sacrâ Unctione muniri; quemadmodùm discrètè tradit D. Thomas, in 4, dist. 32, q. 2, art. 4, § *Ad secundam quæstionem*, inquiens : *Hoc Sacramentum non respicit tantùm infirmitatem, sed etiam infirmitatis statum; quia non debet dari nisi infirmis qui secundùm humanam æstimationem videntur morti appropinquare. Quædam ergo infirmitates non sunt diuturnæ : unde, si in eis datur hoc Sacramentum, tunc cùm homo ad illum statum perveniat, quòd sit in periculo mortis, non recedit à statu illo, nisi infirmitate curatâ : et ita iterùm non debet inungi; sed, si recidivum patiatur, erit alia infirmitas, et poterit fieri alia inunctio. Quædam verò sunt ægritudines diuturnæ, ut hectica et hydropisis, et hujusmodi : et in talibus non debet fieri inunctio, nisi quando videntur perducere ad periculum mortis : et, si homo illum articulum evadat, eâdem infirmitate durante, et iterùm ad similem statum per illam infirmitatem reducatur, iterùm potest inungi; quia jam est quasi alius infirmitatis status, quamvis non sit alia infirmitas simpliciter.* Idem, quod à D. Thomâ audivimus, decernunt synodus Lingonensis anni 1404; Senonensis anni 1524; Carnotensis anni 1526, apud Natalem Alexandrum, supra cit. lib. 2, cap. 5, reg. 19, quibus consentiunt Rituale Romanum, tit. de extr. Unctione, Rituale cardinalis Sanctorii, pag. 324, ubi legitur : *In eâdem infirmitate hoc Sacramentum iterari non debet, nisi diuturna sit, et infirmus, cùm visus esset meliùs se habere, iterùm in periculum mortis incidat.* Rituale Argentinense, tit. de extremâ Unctione, § 4, ac omnia Pastoralia modò commemorata : uti videre est apud citatum Van Espen, qui non inopportunè parochos monet ne nimiùm scrupulosè in hoc se gerant; sed, si dubitent an reverà morbi status sit mutatus, seu num idem vel diversum sit vitæ periculum in quo ægrotus versatur, expedire ait, ut ad Sacramenti iterationem propendeant, eo quòd hæc iteratio conformior sit veteri Ecclesiæ consuetudini, et per eam novum spirituale subsidium et levamen infirmo obveniat.

CAPUT IX.

De cautelâ in constitutionibus synodalibus adhibendâ, cùm in eis agitur de Sacramento Ordinis. Plura de quæstione, utrùm in cujuslibet ordinis minoris collatione verum conficiatur Sacramentum, quam nonnulli episcopi in suis constitutionibus synodalibus aut decidisse aut ignorâsse visi sunt.

I. Vidimus multis in synodis, cùm de sacris ordinationibus habetur sermo, graviter increpari qui ad ordines suscipiendos accedere audent cum conscientiâ peccati lethalis, eosdemque sacrilegii reos denuntiari, eo quòd Ordinationis Sacramentum, quod, vivorum cùm sit, exigit in suscipiente statum gratiæ, mortali culpâ fœdati participare præsumunt. Equidem ejusmodi reprehensionem summoperè commendamus; multis quippe nominibus illicitum et turpe credimus quempiam ullo etiam minori ordine initiari qui gravis culpæ reatu se non ignorat obstrictum; cui enim nefas non videatur inter Ecclesiæ ministros cooptari, sacrisque addici ministeriis, qui actu est dæmonis servituti alligatus? Fatemur præterea ejusmodi hominem vix eximi posse à sacrilegii reatu; tum quia plerùmque, post susceptum etiam minorem ordinem, sanctissimæ Eucharistiæ sit particeps; tum quia, quamvis ab hâc percipiendâ abstineat, adhuc se exponit periculo sacrilegii : quod rectè notavit Juenin, diss. 8, q. 7, c. 2, in princ., et ex mox dicendis patebit. Sed non itidem approbamus adjectam objurgationis causam, quæ displicet etiam Navarro, Manual. c. 22, num. 18, verb. *Quare probabilis;* per eam siquidem videtur affirmari et pro certo haberi, in cujuslibet etiam minoris ordinis collatione verum confici Sacramentum; quod tamen esse in quæstione positum, ad rem monuit idem Navarrus, et hìc paucis exponemus.

II. Ordinem, seu veriùs sacram illam cæremoniam quâ inaugurantur Ecclesiæ ministri, cujus effectus est ipse Ordo, esse verum et proprium novæ legis Sacramentum, perfractè quidem negârunt Lutherus, in l. de Captivit. Babylon., cap. de Ordine; Illyricus, in Confess. Antuerpiensi, cap. 11; Kemnitius, in 3 part. Examinis concilii Tridentini, disp. de Sacram. Ordin., aliique novatores; sed omnes orthodoxi constanter asserunt, et definitum est à Tridentino, sess. 23, cap. 3 : *Cùm, Scripturæ testimonio, apostolicâ traditione, et Patrum unanimi consensu perspicuum sit per sacram ordinationem, quæ verbis et signis exterioribus perficitur, gratiam conferri; dubitare nemo debet Ordinem esse verè et propriè unum ex septem sanctæ Ecclesiæ Sacramentis*, et can. 3, novatorum perstringens audaciam : *Si quis dixerit Ordinem, sive sacram ordinationem non esse verè et propriè Sacramentum à Christo Domino institutum : vel esse figmentum quoddam humanum, excogitatum à viris rerum ecclesiasticarum imperitis, aut esse tantùm ritum quemdam eligendi ministros verbi Dei et Sacramentorum, anathema sit.* Hinc omnes theologi inferunt fide divinâ tenendum saltem ordinationem sacerdotum esse verum et proprium Sacramentum; ad veritatem enim prædictæ definitionis universalis, necesse est ut ea ad minimum complectatur ordinum præstantissimum, quale est sacerdotium. Inter eosdem etiam communiter convenit veram Sacramenti rationem participare episcopatum et diaconatum; quinimò de episcopatu, etiamsi ab aliquibus non censeatur ordo diversus à sacerdotio, cujus tamen juxta omnes, est extensio, perfectio et complementum, id esse pariter ex fide affirmat Petrus Soto, in Instit. sacerdotum, lect. 4, de Sacram Ord., aut saltem non posse sine periculo et gravis erroris notâ hoc tempore negari, asserunt Medina, l. 1 de sacrorum hominum Continentiâ, c. 15, et Vasquez t. 3, in 3 part. S. Thom., disp. 240, cap. 4, in princ. De diaconatu verò, quamvis Bellarminus, Controv. tom. 3, de Sacram. Ord., c. 6, in princ., existimet id non esse de fide : *Quia non potest id evidenter deduci ex verbo Dei scripto, vel tradito, neque extat ulla Ecclesiæ de hâc re expressa determinatio :* idemque asserant Dominicus Soto, in 4, dist. 24, q. 1, art. 4, et Estius eâdem dist., § 3, vers. *Ad quæstionem porrò;* attamen ex Tridentini definitione liquidò inferri, autumat Vasquez, eodem tom. 3, disp. 238, c. 2, inquiens : *Ego tamen valdè miror viros non vulgariter doctos aut decretum concilii Tridentini, sess. 23, tom. 6, non legisse, aut planè non intellexisse, ubi definitur in hunc modum : Si quis dixerit, in Ecclesiâ catholicâ non esse hierarchiam divinâ ordinatione institutam, quæ constat ex episcopis, presbyteris et ministris, anathema sit. Ex quo canone expressè liquet hierarchiam*

jure divino institutam, non solùm constare episcopis et vresbyteris, seu sacerdotibus, sed etiam ministris. Per ministros autem, ut minimum, diaconos intelligere oportet : cùmque de cæteris inferioribus ordinibus nemo, etiam probabili conjecturâ ductus, asserere possit canonem esse intelligendum, superest ut dicamus de diaconis non posse non intelligi.

III. Consultò autem, pergit Vasquez, concilium eam vocem *ministris* adhibuit, ut diaconos denotaret : *de reliquis autem nihil definiret, sed scholæ disputationi relinqueret :* siquidem quæstio valdè admodùm difficilis et implexa est, an reliqui ordines diaconatu inferiores verum sint Sacramentum. Omnes veram Sacramenti rationem participare, docent S. Thomas, in 4, dist. 24, quæst. 2, art. 1, quæstiunc. 3, et in Supplem., 3 part., q. 37, art. 2 ; S. Bonaventura, in 4, dist. 24, art. 2, q. 4; Franciscus Victoria, in Summ., de Sacram., q. 22 ; Petrus Soto, de Inst. Sacerdotum, lect. 4, circa medium ; Sylvester, in Summ., verb. *Ordo*, 1, q. 1, in fin., et q. 2, in princ.; Melchior Canus, de Loc. theolog., lib. 3, cap. 4; Bellarminus, cit. l. 1 de Sacram. Ord., cap. 8; quorum sententiam et communiorem et probabiliorem vocant Gregorius de Valentia, tom. 4, disp. 9, q. 1, punct. 4, § *Tertia opinio ;* Hallier, de sacris Elect. et Ordin., part. 2, sect. 2, cap. 1, art. 2, § 6 et 7 ; Cabassutius, in Theor. et Praxi jur. canonic., l. 3, cap. 16, num. 3; auctor Theologiæ moralis ad usum seminarii Petrocorensis, tom. 4, l. 2, tract. 3, cap. 2, quæst. 4 et 5 ; et Estius, in 4, dist. 24, § 8, vers. *Alii denique*, qui etiam paulò inferiùs, vers. *Ad quæstionem porrò*, sibi videri addit in hanc sententiam propendere concilium Florentinum ac Tridentinum. Nec præterea defuêre aliquot juris canonici periti, quos refert Vasquez, disp. 237, cap. 1, qui etiam primæ clericali tonsuræ veram Sacramenti rationem ascripserint.

IV. Censent alii, ex ordinibus infra diaconatum solum subdiaconatum pertinere ad Sacramentum Ordinis; cæteros verò, quamvis certum ministrorum ordinem in Ecclesiâ constituant, ad Sacramenti tamen dignitatem non assurgere opinantur. Ita sentiunt Michael Medina, l. 1 de Continent., c. 46; Vasquez, cit. disp. 237, cap. 2, et disp. 238, per tot.; et Navarrus, Man. cap. 22, num. 18, vers. *Quare probabilis videtur ;* in quorum sententiam videtur nonnihil inclinare cardinalis Bona, Rer. liturgic. l. 1, c. 25, ubi, num. 16, de Subdiaconis, dubitat an fuerint à Christo Domino instituti : *Secundus ministrantium locus subdiaconorum est ; quorum, licèt expressa mentio in sacris Litteris non reperiatur, eorum tamen institutio vel ad Christum, ut recentiores scholastici existimant, vel ad apostolos referenda est :* cæteros verò inferiores ordines recentioris esse instituti, non obscurè affirmat, inquiens, seq. num. 17 : *Tertia classis ministrantium clericos minorum ordinum complectitur ; acolythos scilicet, exorcistas, lectores et ostiarios, quos antiquissimos esse, et ab apostolis vel ab immediatis eorum successoribus institutos, doctores scholastici asserunt, sed non probant.*

V. Alii denique omnibus ordinibus, exceptis presbyteratu et diaconatu, veram Sacramenti rationem, virtutem et excellentiam adimunt. Hanc sententiam tenuit scholasticorum princeps Petrus Lombardus, l. 4, dist. 24, quem à suis discipulis penè relictum sectati postea sunt Habertus, in Notis ad Pontificale Græcorum, pag. 48; Goarius, in Notis ad Euchologium, p. 247; Morinus, de sacr. Ordinat., exerc. 11, cap. 1, n. 3, ubi tantâ firmitate huic sententiæ inhæret, ut eidem neminem facilè contraire posse arbitretur : *Cùm ego examino et perpendo*, ait Morinus, *antiquiorum Patrum de subdiaconatu et minoribus ordinibus testimonia, propositionem illam quâ asseritur et subdiaconatum et quatuor minores ordines non esse Sacramenta, judico tam esse certam et evidentem, ut qui ea consideraverit, ire contra vix possit.* Morino consentiunt Juenin, de Sacram., dissert. 9, q. 6, c. 1, Tournely, de Sacram. Ordin., q. 6, art. 4 et art. 5; aliique plurimi recentiores ; Boucat, in Theologiâ Patrum, tom. 5, dissert. 9, de Ordinis Institutione, art. 8, ubi latè ostendere conatur opinionem hanc esse valdè probabilem ; Witasse, in tract. de Sacram. Ordinis, part. 2, q. 4, art. 2; Habert, in Theologiâ dogmaticâ et morali, tom. 7, de Ordine, part. 1, c. 6, per tot. ; Herminier, in tract. de Sacramentis, tom. 3, c. 3, conclus. 3 et 4.

VI. Ideò autem doctores in tot diversas scissi sunt opiniones, quia obscura et incerta est ordinum infra diaconatum origo, à quâ unicè pendet quæstionis decisio : etenim, si ea referenda sit ad Christi Domini institutionem, nemo audebit illis detrahere Sacramenti dignitatem, cujus cætera habere requisita, facilè demonstrabunt : si verò adinventi et constituti sint ab Ecclesiâ, non poterunt sanè veram participare rationem Sacramenti, ad quod de novo instituendum sola Ecclesiæ auctoritas non protenditur. At hanc originem indagare est operosum, assequi verò ferè impossibile. Fatentur omnes in sacris Litteris nullam fieri mentionem de ordinibus diaconatu inferioribus : sed non exinde rectè inferri eos non esse à Christo Domino institutos, aiunt auctores primæ sententiæ; potuit quippe evenire eorumdem institutionem fuisse à Christo Domino apostolis ore traditam; atque ita reapsè evenisse hâc ratiocinatione planè ostendi opinantur : *Quod universa tenet Ecclesia, nec conciliis institutum, sed semper retentum est, nonnisi auctoritate apostolicâ traditum rectissimè creditur :* firmissima regula est, quam nobis præbet Augustinus, lib. 4 contra Donatistas, cap. 24, num. 31, tom. 9 oper., col. 140. Hanc autem regulam rei nostræ convenire est manifestum : etenim quin ullum reperiatur concilium in quo instituti fuerint ordines diaconatu inferiores, eos nihilominùs semper, ab Ecclesiæ primordiis, in Ecclesiâ fuisse, semperque constanter retentos, scimus. Equidem quod speciatim attinet ad subdiaconatum, expressam illius mentionem faciunt Cyprianus, epist. 42 ; synodus Eliberitana, can. 30, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 253; Laodicena, can. 21 et 22, ibid., col. 785; Athanasius, epist. ad solitarios; et synodus Carthaginensis IV anni 398, cap. 5, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 979. Quod verò ad alios pertinet minores ordines, idem Cyprianus, in eâdem epistolâ, præter hypodiaconum, nominat acolythum, cujus pariter meminit Augustinus, epist. 194, aliàs 104, quam se, per Albinum acolythum, Sixto misisse significat. Cyprianus itidem, epist. 33, affirmat Aurelium confessorem fuisse à se in lectorem ordinatum. Et confessores ad eumdem Cyprianum scribentes, epist. 17, et lectorem, et exorcistam commemorant : *Præsente*, inquiunt, *de clero et exorcistâ, et lectore.* Lectoris quoque fit mentio in concilio Sardicensi anni 347, can. 13, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 645, et Chalcedonensi, can. 13, tom. 2 ejusdem Collectionis, col. 607. Narrat præterea Theodoretus, lib. 3, cap. 2; Socrates, lib. 3, cap. 1, Julianum, ante apostasiam, fuisse lectorem in Ecclesiâ, et post apostasiam jussisse, ut ad instar Ecclesiæ catholicæ, in templis gentilium essent lectores. Sed, quod magis est, Cornelius papa, epistolâ ad Fabium, episcopum Antiochenum, circa annum 251 exaratâ, Romanum clerum enumerans, omnes nominatim et majores et minores ordines recenset, Romæ adesse affirmans, num. 3, ex recensione Coustant, col. 150 : *Presbyteros quadraginta sex, diaconos septem, subdiaconos septem, acolythos duos et quadraginta, exorcistas autem et lectores cum ostiariis, quinquaginta duos.* Et citata synodus Carthaginensis IV, can. 5, 6, 7, 8 et 9, non solùm singulos prædictos ordines nominat, sed modum designat quo eorum quilibet ab episcopo conferretur. Porrò recentiores hujus sententiæ patroni missa faciunt antiquiora testimonia quæ ad eam roborandam assertionem olim proferebantur ex canone apostolorum 79, ex Constitutionibus apostolicis, l. 3, c. 11, ex epistolâ Ignatii ad Antiochenos, ex Dionysio, c. 3 eccles. Hierarch., atque ex synodo Romanâ sub Sylvestro, in quibus iidem ordines singillatim pariter

enumerantur : quia sciunt ab hodiernis criticis rejici et supposititia haberi : neque hisce dubiis monimentis se indigere autumant, cùm ex allatis, certò genuinis, satis luculenter demonstratum credant omnes ordines ab apostolis ad nos pervenisse. *Si enim* (concludit Melchior Canus, cit. lib. 3, cap. 4, ubi regulam ab Augustino acceptam rei quam versamus applicat) *consuetudinis cujusquam, diù in totâ Ecclesiâ observatæ, originem et principium nec ad summos Pontifices, nec ad concilia episcoporum referre possumus ; sed ea consuetudo ad apostolorum usque tempora retrotrahitur : conficitur planè illam ab apostolis esse profectam.*

VII. Verùm plura ad hæc reponunt auctores contrarii. Atque in primis, esto, inquiunt omnium ordinum origo ad apostolos referatur, attamen non inde conficitur eos esse à Christo Domino, omnium Sacramentorum novæ legis primo et unico auctore, institutos ; ut enim ibidem fatetur idem citatus Melchior Canus, ipsimet apostoli pleraque ad Ecclesiæ utilitatem constituêre potestate quidem à Christo Domino acceptâ, sed quæ sibi non fuerat ab eodem Christo immediatè tradita, quæque propterea obnoxia fuêre mutationibus, quibus certè non potuerunt subesse præcepta à Christo data, multòque minùs Sacramenta ab eodem instituta. Hujus autem secundi generis esse ordines diaconatu inferiores etiamsi apostolis suam deberent institutionem, vel ex hoc evidenter constat, quòd nec semper, nec ubique iidem atque eodem numero sint habiti. Etenim Ecclesia Græca, quidquid sit, an proximâ ab apostolis ætate omnes habuerit minores ordines, quod negat quidem Morinus, exercit. 14, cap. 1, sed affirmat Schelstratus, ad concil. Antioch., dissert. 4, c. 17, et pluribus probat Hallier, de sacr. Elect. et Ord., part. 2, sect. 1, cap. 1, art. 1, § 4, num. 27, nunc certè alios ordines infra diaconatum non admittit, nisi subdiaconatum et lectoratum, cæteros verò in suis Euchologiis, à mille et ampliùs annis, nunquàm recensuit. Similem mutationem factam deprædicant in Ecclesiâ Latinâ, in quâ ultra quatuor minores ordines quos retinemus, quondam numerabatur etiam ordo *cantorum*, seu *psalmistarum*, de quo fit expressa mentio in concilio Carthaginensi III, anni 397, can. 21, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 963 : *Ut clericum alienum, nisi concedente ejus episcopo, nemo audeat vel retinere vel promovere in ecclesiâ sibi creditâ. Clericorum autem nomen etiam lectores, et psalmistæ, et ostiarii retinent ;* et in citato concilio Carthaginensi IV, can. 10, ubi specialis ritus præscribitur ordinandi psalmistam seu cantorem : et magis disertè Isidorus Hispalensis, Etymol. lib. 7, cap. 12, relat. in can. *Clericos*, dist. 21, inter Ecclesiæ ministros proprium et distinctum locum assignat psalmistis : *Generaliter clerici nuncupantur omnes qui in Ecclesiâ Christi deserviunt, quorum gradus et nomina sunt hæc : Ostiarius, psalmista, lector, exorcista, acolythus, subdiaconus, diaconus, presbyter, episcopus.* Præter cantores fuisse etiam decantant alios minores ordines postea oblitteratos, præcipuè *fossariorum*, qui etiam *laborantes* et *copiatæ* sunt appellati, *custodum* martyrum, et *notariorum*. De fossariis, quorum officium erat operam impendere in sepeliendis fidelium corporibus, meminit Hieronymus, seu quicumque sit auctor tractatûs de septem Ecclesiæ Gradibus, ad Rusticum Narbonensem : iidemque clericis annumerantur in Codice Theodosiano, leg. 15, tit. de Episcopis, lib. 16. Custodibus martyrum, ita dictis quòd ipsis concrederetur custodia ecclesiarum, ubi sepulta erant martyrum corpora, peculiarem in Ecclesiâ gradum attribuit synodus quæ dicitur Romana, sub Sylvestro papâ, ubi de iis qui in Ecclesiâ militare ac proficere desiderant, decernitur ut in pluribus gradibus, aliquo temporum intervallo morentur, ac quinque annis custodes martyrum existant, antequàm ad diaconatûs, vel presbyteratûs ordinem ascendant : quamvis enim hæc synodus spuria habeatur, exhibet tamen disciplinam seculi VI, quo creditur confecta. Notarios denique, qui curam habebant instrumentorum et tabularum ecclesiæ, peculiarem constituisse clericorum ordinem colligunt ex Ennodio Ticinensi in Vitâ Antonii monachi Lirinensis, quem refert à Constantino antistite inter ecclesiasticos exceptores, seu notarios cœlestem militiam jussum ordiri ; atque ex libro Pontificali in Adriano I quem notarium regionarium, postea subdiaconum, demùm diaconum factum, ad pontificatum ascendisse narrat.

VIII. Sed ut quod sentimus apertè dicamus, nunquàm Ecclesiam Latinam alios ordines agnovisse credimus præter eos quos singulatim recensuit Cornelius papa. Quia verò clericis aliquo ex iis ordinibus initiatis diversa committebantur officia, ex istorum diversitate diversam pariter sortiebantur nomenclaturam, puta cantoris, fossarii, custodis martyrum, etc., quod benè ponderavit Bellarminus, de Clericis, lib. 1, cap. 11, et fusè probat Hallier, de sac. Elect. et Ordinat., part. 2, sect. 1, c. 1, art. 1, § 4. Et profectò, quòd cantores, de quibus videtur esse specialis difficultas, merum haberent officium sine vero ordine à cæteris distincto, eruitur ex ipsomet concilio Carthaginensi IV, cap. 10, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 979, in contrarium allegato : ibi enim omnium ordinum collatio ab episcopo dicitur facienda ; cantoris autem munus solâ presbyteri jussione suscipi atque exerceri permittitur : *Psalmista, id est, cantor, potest absque scientiâ episcopi, solâ jussione presbyteri, officium suscipere cantandi.* Cæterùm, si ex diversis officiis quibus clerici addicebantur, et diversâ quam inde assequebantur nominis appellatione, ecclesiasticorum ordinum diversitas inferretur, nimiùm ingens sanè fuisset apud majores nostros minorum ordinum numerus. Etenim in ecclesiasticis tabulis recensentur *catechistæ*, veluti specialem gradum in Ecclesiâ obtinentes ; et tamen discimus à Cypriano, epist. 14, ad hoc munus obeundum aliquem inferioris ordinis clericum seligi consuevisse, quin idcircò ad novi ordinis gradum promoveretur : *Optatum*, ait Cyprianus, *inter lectores doctorem audientium constituimus.* In l. 42, et l. 43, tit. 2, cit. lib. 16 cod. Theodosiani, commemorantur *parabolani*, hoc est, ut in eodem l. 43 explicatur, homines *ad curanda debilium ægra corpora deputati*, quos è clericorum cœtu fuisse ibidem annotavit Gothofredus, testaturque Baronius, ad annum 416, quin tamen, eodem Baronio observante, novum et peculiarem clericorum ordinem constituerent. Erant pariter defensores pauperum et defensores ecclesiarum. De illis sermo est in concilio Carthaginensi V anni 401, cap. 9, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 988. De istis mentio fit in concilio Chalcedonensi, can. 23. Utrosque verò quamvis Petavius in Notis ad Epiphanium, hæres. 62, num. 10, inter laicos collocet, attamen Morinus, exercit. 16, cap. 6, num. 16, ex ecclesiasticis monumentis constare asserit ea munera nonnisi clericis consuevisse committi. E clericorum insuper numero eligebantur ecclesiarum *œconomi*, de quibus in concilio Ephesino, act. 1, et in concilio Chalcedonensi, can. 2 et can. 26, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 601 et 611. Ex eodem designabantur *apocrisiarii*, de quibus Liberatus, Breviar. cap. 12 ; Evagrius, lib. 4, cap. 38, et Justinianus imper., novell. 6, cap. 2, quorum id erat officii, ut, tanquàm procuratores, omnes causas ecclesiasticas ad eos à quibus mandatum acceperant attinentes, in aulâ imperatoris agerent. Atque, ut alios hujus generis multos prætereamus, Epiphanius, Exposit. fid., num. 21, Ecclesiæ ministris accenset *hermeneutas*, seu interpretes, quorum munus erat ex unâ in aliam linguam transferre tam lectiones Scripturarum quàm conciones ab episcopis ad populum habitas. Ejusmodi verò munus fuisse speciale, atque ab aliis distinctum, liquet ex Actis passionis Procopii martyris, à Valesio publicatis in Notis ad Eusebium, de Martyr. Palæstin., cap. 1, hæc de Procop. narrantibus : *Ecclesiæ tria ministeria præbebat. Unum in legendi officio ; alterum in Syri interpretatione sermonis ; et tertium adversùs dæmones, manuum impositione.* Nisi igitur dicamus

omnia quæ retulimus, et quamplurima similia quæ referri possent, nomina fuisse officiorum, non ordinum, admittere cogeremur in antiquâ Ecclesiâ ordines ferè innumeros : quod nemo facilè credet. Quamobrem quod ex Morino retulimus argumentum, suas quidem vires habet, quâ pervetustâ innititur consuetudine Ecclesiæ Græcæ, tres minores ordines jamdiù respuentis ; sed inefficax est quantùm ad variationem quam factam astruit in Ecclesiâ Latinâ, quoad eorumdem numerum. Majoris ponderis sunt alia quæ ab eodem Morino eique astipulantibus theologis proferuntur, ad suam sustentandam opinionem.

IX. Verum Sacramentum, aiunt, gratiam producit ex opere operato ; eaque gratia per aliquod signum sensibile significatur : at in collatione quinque ordinum inferiorum, nihil fit quod gratiæ productionem arguat : non enim conferuntur per manûs impositionem, sicuti tres ordines supremi, quâ gratiam significari et causari docet S. Thomas, in 4, dist. 15, q. 1, art. 1 ; et 3 part., quæst. 84, art. 4, nec episcopus eos conferens dicit : *Accipe Spiritum sanctum* : aut his æquivalentia verba pronuntiat. Neque in hoc ullum intercedit aut unquàm intercessit discrimen inter subdiaconatum aliosque inferiores ordines : nam laudatum concilium Carth. IV, postquàm, can. 2, 3 et 4, dixerat episcopum, presbyterum et diaconum ordinari per manuum impositionem ; can. 5 expressè statuit : *Subdiaconus, cùm ordinatur, quia manus impositionem non accipit, patenam de episcopi manu accipiat vacuam, et calicem vacuum.* Sacramentarium pariter S. Gregorii, vetus Ordo Romanus, et hodiernum Pontificale Romanum, subdiacono denegant manûs impositionem ; quin imò idem subdiaconatus olim in Ecclesiâ Latinâ accensebatur minoribus ordinibus, in quorum classem etiamnum à Græcis rejicitur : tum verò primùm apud nos cœpit sacris annumerari, cùm Urbanus II, in concilio Beneventano anni 1091, can. 1, tom. 6, part. 2 Collectionis Harduini, col. 1696, permisit ut interdùm, *sed rarissimè, opportunitate exigente, et non sine Romani Pontificis, vel metropolitani licentiâ*, subdiaconus eligi posset in episcopum, quem ex solo cœtu eorum qui sunt in sacris constituti assumendum veteres canones sanciverant : quod testatur Innocentius III, in cap. *A multis*, de Ætat. et Qualit., et Ordin. præficiendorum : *Cùm hodiè subdiaconatus inter sacros ordines computetur, sicut Urbanus papa II sub his verbis expressit....: Qui in sacris ordinibus, presbyteratu, diaconatu, subdiaconatu sunt positi* : imò observat Thomassinus, de vet. et nov. Eccles. Discipl., part. 1, lib. 2, cap. 33, non ab Urbano II, sed ab ipsomet Innocentio III, fuisse subdiaconatum in sacros et majores ordines relatum, cùm scilicet ipse in citatâ decretali statuit, ut absque ullâ dispensatione *subdiaconus in episcopum valeat liberè eligi, sicuti diaconus, vel sacerdos* : hanc verò sanctionem ascribit Urbano II, quia is illi præluserat, ejusque jecerat fundamenta, permittens ex veniâ et indulgentiâ fieri quod ne ex veniâ quidem antea fiebat, et postmodùm Innocentius liberè fieri permisit. Sed, sive Innocentius, sive Urbanus subdiaconatum è minorum in majorum ordinum classem evexerit, sat est eum quondam locum habuisse inter minores ordines, ne in re de quâ agimus alia inter eumdem et minores ordines ponenda sit differentia.

X. Sed quid aliunde argumenta quærimus, pergit Morinus, ad probandum subdiaconatum eoque inferiores ordines non pertinere ad hierarchiam divinâ ordinatione institutam, cùm id clarè et expressè asseruerit idem Urbanus II, in cit. can. 1, hisce verbis : *Nullus deinceps in episcopum eligatur, nisi qui in sacris oraniibus religiosè vivens inventus est. Sacros autem ordines dicimus diaconatum ac presbyteratum. Hos siquidem solos primitiva legitur Ecclesia habuisse : super his solùm præceptum habemus Apostoli*, etc. Urbano concinit Gratianus, qui medio seculo XII suum compilavit Decretum, scribens initio, dist. 21 : *Levitas ab apostolis ordinatos legimus.... subdiaconos et acolythos, procedente tempore, Ecclesia sibi constituit.* Ante Gratianum et Urbanum II, seculi IX initio, id ipsum apertè tradiderat Amalarius, lib. 2 de divinis Officiis, cap. 6, inquiens : *Primò notandum est eos ordines qui potissimùm necessarii sunt in Ecclesiâ, apostolum Paulum denominâsse, et eorum mores depinxisse sine quibus non potest ritè immolatio altaris celebrari, scilicet sine sacerdote et diacono.... Cæteri ordines his adjecti sunt. Crescente Ecclesiâ, crevit officium ecclesiasticum : ut multitudini Ecclesiæ subveniri posset, adjiciuntur inferiores in adjutorio præpositorum. Unde Ambrosius in tractatu Epistolæ ad Timotheum : Illud verò dictis nostris adjici dignum est, quoniam non convenit demirari, si neque subdiaconorum, neque lectorum memoriam Apostolus fecisse videatur : illis etenim gradibus functionum qui in Ecclesiâ necessariè habentur, isti postea magis sunt adjecti propter utilitatem ministerii.*

XI. Idem affirmat Magister Sententiarum, cit. lib 4, dist. 24 : *Canones duos tantùm sacros ordines appellari censent, diaconatus scilicet et presbyteratus ; quos solos primitiva Ecclesia legitur habuisse... Subdiaconos verò et acolythos, procedente tempore, Ecclesia sibi constituit.* Et, quod magis est, S. Thomas, qui aliis in locis singulis ordinibus veri Sacramenti à Christo Domino instituti excellentiam asserit, in cap. 3 Epist. 1 ad Timoth., lect. 1, Magistrum secutus, ait : *In primitivâ Ecclesiâ, solùm erant tres ordines...., episcoporum, presbyterorum et ministrorum ; et non dividebantur per diversos gradus : sed omnia erant in uno ordine propter paucitatem ministrorum, et propter novitatem Ecclesiæ* : ex quo colligitur dubiam saltem fuisse hâc in re Angelici præceptoris mentem.

XII. Dubii pariter et nos hæremus, nec ullam in hâc difficillimâ controversiâ sententiam ferimus : ideò autem rationes attigimus quæ in utramque partem adducuntur, et paulò prolixiùs illas expolivimus quæ postremæ favent opinioni, ut videant episcopi non posse indubitanter sacrilegii damnari, qui cum conscientiâ peccati lethalis ordines diaconatu inferiores suscipere non reformidant. *Durum quippe videtur* (ad rem inquit Navarrus, cit. cap. 22 Man., num. 18, loquens de ordinibus minoribus) *damnare omnes qui accipiunt eos, non præmissâ confessione, vel saltem contritione sufficienti, quorum infinitus videtur esse numerus; quod tamen necesse esset facere, si essent Sacramenta vera, gratiam conferentia ex opere operato.* Loquitur verò Navarrus in eventu quo conferantur extra missarum solemnia, nec subinde debeant illis initiati sanctissimam Eucharistiam percipere ; quod tamen regulariter fieri non solet, nec fortassè sine rationabili causâ licet, ut paulò inferiùs dicetur. Quocirca episcopus in suâ synodali instructione, seu edicto, tutò poterit prædictos temerarios et pervicaces homines hoc nomine sacrilegos declarare, quòd peccati sorde contaminati, non vereantur immaculatis Christi carnibus vesci ; et solùm cavere debet ab aliâ adducendâ sacrilegii causâ, quòd scilicet ad Sacramentum Ordinis accedere præsumant, ne tali pacto aut controversiam ignorare, aut illam videatur decidere.

CAPUT X.

Quòd nihil in synodo sit decernendum de trium hierarchicorum ordinum materiâ et formâ, insinuatur exemplo desumpto ex quâdam quæstione congregationi concilii propositâ.

I. Si episcopus velit in suâ synodo peculiariter disserere de singulis ordinibus, quod à plerisque ad ordinandorum instructionem prudenter factitatum comperimus, diligenter curet ut omnia ad amussim iis respondeant quæ de iisdem ordinibus à Catechismo Romano traduntur ; atque omninò declinet quæstiones in scholis agitatas, maximè circa materiam et formam trium hierarchicorum ordinum : ne secùs in ea se conjiciat difficultatum dumeta à quibus vix possit explicari. Quod ne perperàm à nobis monitum videatur, ad rem facientem quæstionem subnectimus, de quâ, priusquàm huic operi extremam manum admoveremus, fuit in sacrâ congregatione concilii disceptatum.

Quidam sacerdotio initiandus, etsi omnes consuetas manuum impositiones ab episcopo accepisset, ad episcopum tamen solita patenæ cum hostiâ et calicis cum vino instrumenta porrigentem, ad alia tunc temporis distractus, non accessit. Re postea detectâ, quid facto opus esset, dubitatum atque à sacrâ congregatione petitum est. Difficultatis decisio ab illâ pendebat gravissimâ controversiâ inter theologos agitatâ circa materiam et formam ordinis presbyteratûs.

II. Antiquiores scholastici, quos Sotus, in 4, dist. 24, quæst. 1, art. 3, et teste Goneto, in Clypeo, disp. 2, art. 3, et plerique alii Thomistæ sectantur, aliam non agnoverunt ordinationis materiam quàm porrectionem instrumentorum, neque aliam formam quàm verba huic porrectioni adjuncta. Eorum præcipuum fundamentum situm est in decreto ab Eugenio IV edito in concilio Florentino ad Armenorum instructionem, ubi, cùm singulorum ordinum materiam et formam singillatim Eugenius recenseat, solam porrectionem instrumentorum et quæ eam comitantur verba commemorat; inquit enim, tom. 9 Collectionis Harduini, col. 440 : *Sextum Sacramentum est Ordinis, cujus materia est illud per cujus traditionem confertur Ordo : sicut presbyteratus traditur per calicis cum vino et patenæ cum pane porrectionem; diaconatus verò per libri Evangeliorum dationem; subdiaconatus verò per calicis vacui cum patenâ vacuâ superpositâ traditionem : et similiter de aliis per rerum ad ministeria sua pertinentium assignationem. Forma sacerdotii talis est : Accipe potestatem offerendi sacrificium in Ecclesiâ pro vivis et mortuis, in nomine Patris, et Filii, et Spiritûs sancti; et sic de aliorum ordinum formis, prout in Pontificali Romano latè continetur.* Cujus quidem decreti auctoritate suffulti præfati auctores, adeò tenaciter suæ opinioni adhæserunt, ut interrogati, cujusnam instrumenti traditione, evangelicæ prædicationis initio, ab apostolis ordinarentur diaconi, cùm nondùm Evangeliorum liber esset conscriptus, sine hæsitatione responderunt, ejus loco porrectam fuisse ordinando chartam in quâ fidei nostræ mysteria erant conscripta; quam sanè ridiculam et planè absurdam responsionem explodit Isambertus, de Sacr. Ordinis, disp. 3, art. 6.

III. Alii, cùm ex unâ parte prædictum Eugenii decretum præ oculis habuerint, atque ex aliâ animadverterint in sacris Litteris, ubicumque de sacrâ Ordinatione fit mentio, non aliter eam explicari quàm per manuum impositionem; Act. enim 6, cùm de constituendis diaconis apostoli deliberàssent, eorumque electionem discipulorum multitudini permisissent, septem ab his designatis, *orantes, imposuerunt manus;* et cap. 13, de Ordinatione Pauli et Barnabæ, dicitur : *Tunc jejunantes et orantes, imponentesque eis manus, dimiserunt illos;* Paulus itidem, 1 ad Timoth. 4, scribit : *Noli negligere gratiam quæ data est tibi cum impositione manuum presbyterii;* et Epist. 2 ad eumd., c. 1 : *Admonzo te ut resuscites gratiam Dei quæ est in te per impositionem manuum mearum :* ut hæc testimonia cum prædicto decreto simul conciliarent, docuerunt tam porrectionem instrumentorum quam manuum impositionem esse episcopatûs, presbyteratûs et diaconatûs adæquatam materiam : formam verò esse verba quæ in utràque actione ab ordinante proferuntur. Ex tribus autem mox referendis manuum impositionibus quæ adhibentur in ordinatione presbyteri, tertiam duntaxat, quæ fit sub hâc formulâ : *Accipe Spiritum sanctum; quorum remiseris peccata*, etc., ad Sacramenti essentiam pertinere isti auctores autumant. Ita Bellarminus, de Sacram. Ordin., l. unic., cap. 9; Maldonatus, tract. de Sacram. Ordin., q. 3, part. 2, propos. 1 et 4, ubi hanc assertionem quoad manuum impositionem esse de fide, quoad porrectionem instrumentorum proximè ad fidem accedere ait Vasquez, in 3 p., disp. 239, c. 2, 3 et 4; Hallier, de sacris Elect. et Ordinat., p. 2, sect. 2, cap. 2, art. 1, § 10 et seq.; Estius, in 4, dist. 24, § 24; Isambertus, cit. loc.; Pietti, de Sacram. Ord. q. 9; Vanroy, eod. tract., cap. 3, q. 1; Simonet., tract. 17, de Ord., disp. 3, art. 1; aliique innumeri.

IV. Alii demùm existimant trium ordinum hierarchicorum, episcopatûs videlicet, presbyteratûs et diaconatûs, adæquatam materiam et formam solam esse manuum impositionem cum ei respondentibus verbis; porrectionem autem instrumentorum ritum censent merè accessorium et integrantem, ab Ecclesiâ adjunctum ad majorem duntaxat significationem et expressionem collatæ potestatis. Quoniam verò in ordinatione presbyteri ter episcopus manus imponit ordinando : primò, absolutis litaniis, unà cum sibi astantibus presbyteris, nihil dicens; secundò, immediatè post primam, invocans in electum gratiam et dona Spiritûs sancti; tertiò, post communionem, proferens illa verba : *Accipe Spiritum sanctum*, etc.; non primam, neque tertiam, sed tantùm secundam cum adjunctis precibus totam Sacramenti essentiam perficere hujus sententiæ patroni contendunt. Non immeritò tamen advertit mox citandus Martene secundam manuum impositionem non differre à primâ, sed esse illius continuationem; quod reverà utramque inspicienti est manifestum. Ultrò porrò iidem concedunt cæteros ordines diaconatu inferiores per solam instrumentorum traditionem conferri : quoniam, ut ipsi opinantur, non sunt à Christo Domino instituti, sed ab Ecclesiâ adinventi; ac proinde, cùm non participent veram rationem Sacramenti, neque conferant gratiam ex opere operato, potuerunt quocumque alio modo ad Ecclesiæ placitum institui et conferri. Hanc sententiam propugnant Hugo Menardus, in Notis ad l. Sacrament. S. Gregorii; Joannes Martinus, de Sacr. Ordinat., part. 3, exercit. 7, cap. 1; Martinus Becanus, de Sacram. Ordin., cap. 26, q. 4, concl. 3; Goarius, in Not. ad Euchologium Græcorum, p. 256, num. 11; Arcudius, Concord. l. 6, cap. 7; quibus in locis hi duo posteriores doctores, non de solâ Ecclesiâ Græcâ, sed etiam de Latinâ expressè loquuntur; Juenin, de Sacram., dissert. 9, q. 3, cap. 2, et q. 4, cap. 2 et 3; Van Espen, Jur. Eccl. univers. part. 2, tit. 9, cap. 1, n. 9 et seq.; Martene, de antiq. Eccles. Ritib., lib. 1, cap. 8, art. 9, n. 11, 16 et 18; Tournely, de Sacram. Ordin. q. 3, concl. 1 et 2; aliique recentiores quibus facem prætulerant S. Bonaventura, in 4, dist. 24, part. 2, art. 1, q. 4; et Petrus Soto, lib. de Inst. sacerd., lect. 5; quorum primum hanc sententiam expressè docuisse, alterum verò maximè in eam inclinàsse fatetur Vasquez, cit. disp. 239, cap. 2, num. 5.

V. Duo autem sunt argumenta quibus hanc assertionem nedùm probari, sed evidenter demonstrari putat Morinus. Primum ex eo desumitur, quòd per annos ad minimum nongentos ordines hierarchici in universâ Ecclesiâ collati fuerint per solam manuum impositionem absque ullius instrumenti traditione; quod etiam doctores contrariæ sententiæ cum Bellarmino et Hallier, cit. loc., coguntur admittere : nulla quippe traditionis instrumentorum occurrit mentio in antiquis Ritualibus et Sacramentariis à Menardo, Morino et Martene diligenter perquisitis et prolatis : quinimò in supra citato concilio Carthaginensi IV anni 398, cui episcopi 214, inter quos Augustinus, interfuêre, per hoc subdiaconatus ab hierarchicis ordinibus distinguitur, quòd isti manuum impositione, ille verò instrumentorum porrectione conferretur, sicuti animadvertimus : eamdemque differentiam fieri legimus in antiquo Sacramentario Romano, edito à cardinali Thomasio, pag. 229. Nullam etiam instrumentorum traditionem commemorant Amalarius Fortunatus, Rabanus Maurus et Walafridus Strabo, etsi de ritibus conferendi sacros ordines fusè atque ex professo agant. Altum similiter apud eosdem scriptores atque in vetustissimis libris Ritualibus est silentium de tertiâ impositione manuum nunc fieri solitâ in ordinatione presbyteri, cum illis verbis : *Accipe Spiritum sanctum*, etc., cujus nullum inveniri monumentum illo antiquius quod extat in Vitâ Liet-

berti, episcopi Cameracensis, qui vixit seculo X; testatur Martene, cit. art. 9, num. 12; unde infert idem Martene hunc ritum, saltem quoad totam Ecclesiam Latinam esse adhuc recentiorem altero porrigendi instrumenta, quem cæteroquin non ante annos 700, aut ad summum 800, in Ecclesiam Latinam invectum ex iisdem Ritualibus planè constat. Quare, inquiunt laudati doctores, ne alterum ex his dicamus, nimirùm, aut mutatam fuisse Sacramentorum substantiam, quod erroneum; aut antiquam Ecclesiam caruisse vero sacerdotio et legitimis ministris, quod apertè hæreticum foret; necessariò dicendum est etiam nunc ordines hierarchicos solâ manuum impositione, et quidem distinctâ ab illâ tertiâ quæ est recentioris ævi, conferri.

VI. Porrò, non aliud Ecclesiam sibi voluisse credendum est, cùm prædicta additamenta sacræ ordinationi fieri præcepit (pergunt iidem doctores), quàm magis disertè explicare potestatem quæ secundâ manuum impositione est abundè ordinato collata; quemadmodùm, priusquàm scholasticorum opinio omnium menti altiùs insideret, fassi sunt Hugo à S. Victore, lib. 2, de Sacram. fidei, part. 3, cap. 12, inquiens. *Accipiunt calicem cum vino et patenam cum hostiis de manu episcopi, quatenùs his instrumentis potestatem se accepisse agnoscant placabiles Deo hostias offerendi:* ac totidem ferè verbis Petrus Lombardus, l. 4, dist. 24: *Accipiunt etiam calicem cum hostiis, ut per hoc sciant se accepisse potestatem placabiles Deo hostias offerendi:* quibus consentit antiquum Pontificale Romanum MS. bibliothecæ Colbertinæ, ubi legitur: *Accipiat patenam cum oblatis, et calicem cum vino, et ponat simul in manibus ordinati cujuslibet per se*: etenim cùm dicat *ordinati*, et non *ordinandi*, apertè denotat ante instrumenti traditionem, absolutam et perfectam jam esse ordinationem.

VII. Alterum, nec minùs validum argumentum huic sententiæ astruendæ, suppeditat ecclesia Græca, quæ in sacris ordinationibus perficiendis aliam non adhibuit neque adhibet materiam præter manuum impositionem; uti legere est in Græcorum Euchologio, et testatur Arcudius, cit. l. 6, cap. 2, quin tamen Ecclesia Romana ejusmodi Græcorum ordinationes unquàm irritas habuerit, aut ullo pacto improbaverit: imò de illarum validitate non solùm nihil dubitatum fuit in conciliis Lugdunensi et Florentino, quibus Græci cum Latinis adfuêre, sed nihil præterea dubitavit Clemens VIII, qui Russorum episcopos, presbyteros et diaconos ad catholicam unitatem admisit cum ordinibus quibus, secundùm ritum Græcorum, insigniti fuerant in suo schismate: uti latè prosequuntur Natalis Alexander, in Theolog. dogmat. et moral., lib. 2, de Sacram. Ordin., art. 7, § 2; Morinus, de sacr. Ordinat., part. 3, exercit. 7, cap. 1, num. 8; Cabassut., in Notit. ecclesiast. seculi IV, in append. ad can. concilii IV Carthaginensis, num. 4 et 5; Tournely, in Prælection. theolog., de Sacram. Ord.; cardinalis de Lugo, de Sacram., disp. 2, sect. 5, n. 85; cardinalis Albitius, de Inconst. in fide, cap. 30, sub num. 374, § *Diverso autem ritu;* Verricell., de apostol. Missionar., tit. 11, quæst. 168, sect. 3, num. 22.

VIII. Hoc autem eodem argumento, è Græcorum more petito, auctores quorum sententiam in præsens exponimus antevertunt fundamentum contrariæ opinionis Eugenii decreto subnixum: quâ enim ratione, inquiunt, potuisset Eugenius IV definire in instrumentorum porrectione, eique respondentibus verbis, consistere essentiam sacræ ordinationis, postquàm in eodem concilio ad communionem admiserat episcopos, sacerdotes et diaconos Græcos, solâ manuum impositione ordinatos? Necesse est igitur fateri Eugenium locutum de materiâ et formâ integrante et accessoriâ, quam optavit ab Armenis superaddi manuum impositioni jamdiù ab illis adhibitæ, ut Ecclesiæ Latinæ moribus se prorsùs accommodarent, ac rituum uniformitate firmiùs eidem adhærerent: quod benè ponderant Menardus, Becanus et Morinus. Neque hanc explicationem respuere possunt auctores contrarii: siquidem in eo decreto nulla fit mentio tertiæ impositionis manuum, quam nihilominùs ad ordinationis presbyteri essentiam pertinere iidem affirmant: atque idcircò fateri coguntur non fuisse mentem Pontificis ibidem explicare quæ ordinationis substantiam perficiunt.

IX. Ut hæc argumenta, quibus profectò nimiùm se premi sentiunt, declinent, varia prædicti doctores tentârunt effugia. Dixerunt plerique etiam nunc in Ecclesiâ Latinâ ordines hierarchicos solâ conferri manuum impositione, quia episcopus suis manibus instrumenta exhibet ordinando. At in primis, si porrectio instrumentorum vera esset manuum impositio, etiam inferiores ordines dicerentur conferri per manuum impositionem, contra id quod à concilio Carthaginensi IV audivimus: per manûs etiam impositionem perficerentur Baptismus et extrema Unctio, quia ministri manibus baptizandi corpus abluitur, et sancto oleo perungitur infirmus, quod tamen nemo unquàm dixit. Deinde hâc responsione difficultatis nodus non solvitur: nam neque hodiè Græci, neque olim Latini, in conferendis ordinibus hierarchicis instrumenta adhibuêre: ac propterea alia diversa est impositio manuum in quam cadit præsens controversia.

X. Dicunt alii reverà olim Latinos, sicuti nunc Græci, ordines hierarchicos solâ contulisse manuum impositione; et nihilominùs hodiè in Ecclesiâ Latinâ necessariam esse traditionem instrumentorum, quia Christus Dominus non instituit neque determinavit materiam et formam ordinationis in specie infimâ, seu *atoma*, uti aiunt, sed permisit Ecclesiæ illas pro suo libito determinare, justisque de causis mutare, modò et res et verba semper usurpet quæ apta sint ad significandum sacræ ordinationis effectum. Ecclesia autem quæ solam olim designaverat manuum impositionem cum verbis eam comitantibus, mutatis postea rerum circumstantiis, illâ Græcis relictâ, aliam materiam adhibendam statuit à Latinis. Verùm hæc doctrina duas gravissimas offendit difficultates. Primò quippe non satis probatur quòd Christus Dominus prædictam potestatem fecerit Ecclesiæ: imò oppositum videtur evinci ex Tridentino, sess. 21, cap. 2, ubi declarat à Christo relictam esse Ecclesiæ potestatem mutandi quæ Sacramentorum dispensationem respiciunt, *salvâ illorum substantiâ:* mutatio verò materiæ et formæ, non ad ritum et dispensationem, sed ad substantiam pertinet. Deinde, datâ Ecclesiæ facultate de quâ est sermo, gratis omninò et arbitrariò fingitur quòd Ecclesia eâ usa fuerit: dicant enim ubi et quando, quo seculo, in quo concilio, à quo Pontifice facta sit ejusmodi mutatio? Enimverò, si Ecclesia ab ordinationis ritu ea ablegâsset quæ antiquitùs fiebant, cogeremur utique affirmare ordinationis materiam et formam fuisse Ecclesiæ auctoritate mutatas, novasque antiquis subrogatas. Sed cùm omnia quæ habentur in antiquis Ritualibus perseverent intacta, ac sanctè et integrè etiam nunc peragantur; nemo facilè credet illa eadem quæ jampridem satis erant, nunc ad Ordinis Sacramentum perficiendum ampliùs non sufficere.

XI. Hæc omnia placuit hìc exponere, non ut huìc postremæ sententiæ calculum adjicerenus, sed eo tantùm consilio, ut perspicuum fieret eam, quamvis habeat contra se universam ferè aciem scholasticorum, ab istorum tamen ictibus nihil sibi metuere, imò et sua jacula habere quæ in eos intorqueat.

XII. Quare, ut ad propositum redeamus, cùm valdè incertum sit an is de quo in casu per secundam manuum impositionem esset ritè ordinatus, id utique faciendum erat quod præscribit Gregorius IX, in cap. *Presbyter*, de Sacram. non iterand., ubi in casu haud absimili decrevit: *Nihil esse iterandum, sed cautè supplendum quod per errorem extitit prætermissum:* quod præcipuè in illo rerum statu servandum erat, ne Sacramentum, quod in multorum sententiâ censebatur

undique perfectum, iterationis periculo subjiceretur; quemadmodùm optimè atque ad rem omninò appositè annotavit Natalis Alexander, Theolog. dogmat. et moral., de Sacram. Ordin., cap. 1, art. 7, § 2, in fin., inquiens: *Unde, si quis horum rituum, qui ad materiam vel formam pertinent, secundùm varias theologorum opiniones, in ordinatione fuisset omissus, v. g., manuum impositio prima, vel adjuncta oratio, aut calicis cum vino et aquâ, et patenæ cum hostiâ traditio, adjunctave formula verborum, aut unctio, aut denique manuum impositio postrema, vel hæc verba ipsam concomitantia: Accipe Spiritum sanctum*, etc., *supplere deberet episcopus quod in ordinatione fuisset incautè prætermissum, ut colligitur ex cap.* Pastoralis, *et ex cap.* Presbyter, *extra. de Sacramentis non iterandis.*

XIII. Quia autem nonnulli non infimi theologi dixerunt impositionem manuum præambulam porrectioni instrumentorum simul cum hâc in unam coalescere materiam, quâ, unà cum verbis ab episcopo instrumenta exhibente prolatis, prima confertur sacerdotalis potestatis pars, conficiendi nimirùm corpus Christi; idcircò sacra congregatio scitè animadvertens præviam illam manuum impositionem jamdiù antea peractam, non posse moraliter conjungi cum traditione instrumentorum quæ postmodùm fieret, ut etiam hujus opinionis in re tanti momenti rationem aliquam haberet, totam ordinationem sub conditione iterandam rescripsit.

CAPUT XI.

De protestatione in aliquas synodos insertâ, et per archidiaconum, episcopi nomine, ante ordinationem repetitâ, per quam episcopus ordines collaturus protestatur se intentionem non habere ordinandi regulares aut canonico impedimento irretitos: et de ordinatis ad majores ordines ab episcopo in missâ, non ab ipso celebratâ, sed à sacerdote; de quâ re in synodo episcopali aliquando disceptatum est.

I. In Pontificali Romano habetur edictum quo episcopus ordines collaturus, sub pœnâ excommunicationis, præcipit ne quisquam canonico impedimento irretitus ad ordines suscipiendos accedere audeat. Idem solent episcopi in suis synodis clariùs adhuc edicere et explicare, ac præcipuè solent illorum audaciam censuris compescere qui, emendicato et ficto patrimonii titulo quo reverà carent, ad sacros ordines promoveri præsumunt. Hæc omnia laudabiliter fiunt, neque ulli sunt reprehensioni obnoxia. At plerique episcopi, his diligentiis nequaquàm contenti, alias ulteriores adhibent quæ non omnibus probantur: solent quippe, priusquàm sacræ ordinationis cæremonias incipiant, per archidiaconum aliumve publicè denuntiare se intentionem non habere ordinandi irregulares censuris innodatos, carentes legitimo patrimonio, aut beneficio, vel litteris dimissorialibus proprii ordinarii, etc. Quanquàm autem præsumendum sit unicum ejusmodi protestationis scopum esse deterrere qui, aliquo ex enuntiatis vitiis laborans, ad ordines sacrilegè suscipiendos se accingit; ne enim gravis peccati reus fiat, tenetur episcopus absolutam intentionem habere ordinem conferendi homini præsenti, cui manus imponit et consueta porrigit instrumenta, quemadmodùm rectè animadvertunt Navarrus, consil. 5, de Tempor. ordinat.; Gobat, theolog. Experim., tract. 8, n. 316; et cardinalis de Lugo, de Sacram., disp. 8, sect. 7, n. 119; nihilominùs tamen, cùm prædictam protestationem ordinationi præmittit, innumeris scrupulis et animi anxietatibus occasionem præbet, et quandoque etiam probabilis et prudens dubitatio exinde excitatur num reverà quis fuerit legitimè ordinatus, eò quòd aliquo ex enuntiatis impedimentis esset obstrictus. Quare, ne cum maximo totius christianæ reipublicæ detrimento et perturbatione dubii atque incerti ministri sacris ministeriis addicantur, præstat omninò ut episcopus ab illâ generali protestatione abstineat: quod opportunè monet citatus de Lugo, his verbis: *Ego quidem usum talis protestationis nullo modo probo; tum quia in ritibus ecclesiasticis fundamentum non habet, nam, licèt in Pontificalibus antiquis et modernis apponatur formula quâ ordinandi monentur ex parte episcopi ne ullus accedat irregularis, absque ætate, vel facultate legitimâ*, etc., *in nullo tamen Pontificali invenitur talis protestatio de defectu intentionis.....; tum etiam quia, licèt existente gravissimâ causâ, posset aliquando episcopus habere intentionem sub conditione..... Cæterum ejusmodi voluntas conditionata universalis cum omnibus haberi non potest absque gravissimis inconvenientibus, propter dubia quæ inde oriuntur circa valorem Ordinis.* Minùs itaque decet aliquid synodo inseri quod prædictam protestationem contineat, aut eidem æquivalcat: etenim, cùm synodales sanctiones sint de se stabiles et perpetuæ, simile edictum in synodo promulgatum incertos redderet etiam ordines ab episcopis successoribus conferendos: quamvis enim isti nihil fortassè dicant quo significent se non habere intentionem quemquam initiandi qui canonico detineatur impedimento, semper nihilominùs dubitari poterit an suam intentionem conformaverint synodali statuto nondùm revocato.

II. At quid faciendum, si reipsà contingat aliquem canonico impedimento ligatum ordines recepisse ab episcopo qui eam solemnem protestationem sacræ cæremoniæ præmisit? Fusè de hâc quæstione à nobis actum est in nostro tractatu de Sacrificio missæ, sect. 2, § 70, ubi ex sacræ congregationis concilii sententiâ diximus interrogandum episcopum, si sit superstes, à quo ordines sunt collati; et si is asserat suam intentionem verè alligâsse præmissæ protestationi, ordinationem diximus absolutè iterandam; si verò dubia et incerta remaneat episcopi intentio, eo quòd non satis constet quâ mente eam protestationem emiserit, et an illi reverà suam aptaverit intentionem, ordinatio erit sub conditione repetenda. Quare, ad consulendum conscientiarum securitati et quieti, omnemque dubitationem de re sanè gravissimâ removendam, cavere utique debet episcopus ne ullus ad ordines suscipiendos admittatur, qui, diligenti præhabitâ inquisitione, non fuerit dignus et idoneus repertus, omnibusque ornatus qualitatibus quæ à sacris canonibus requiruntur; at, in ipso actu collationis ordinum, opus est ut absolutam habeat intentionem initiandi omnes et singulos, sive à se antea approbatos, sive quoquo modo intrusos, qui ad illos suscipiendos accedunt, et per consuetam materiæ exhibitionem formæque prolationem voti compotes fiunt: neque expedit ut aliquid, ne ad terrorem quidem, tunc dicat, unde fas sit ejus intentionis defectum conjicere aut leviter suspicari.

III. Aliam ob causam non semel dubitatum fuit de collatorum ordinum validitate. Quidam episcopus Græci ritûs, cui, ob ingravescentem ætatem et adversam corporis valetudinem laboriosum erat missam celebrare, cùm esset ordines collaturus, eam per alium sacerdotem fieri curabat, eoque sacrum peragente, ipse consueto ritu ordines conferebat. Dubitatum fuit de ordinationis ita peractæ validitate, et quid de eâ sentiendum ab Apostolicâ Sede quæsitum. Rei examen commissum fuit sacræ congregationi sancti Officii, nobisque, qui ejusdem consultoris officium tunc gerebamus, demandatum ut in scriptis sensum nostrum panderemus. Mandato obsequentes dissertationem elucubravimus, quâ prædictam ordinationem illicitam quidem, sed validam ostendimus. Illicita quòd fuerit, saltem quoad ordines sacros, nullo labore demonstravimus: etenim, si antiquam Ecclesiæ disciplinam respicimus, indubitatum est, primis duntaxat exceptis temporibus quibus ob ferventes persecutiones integrum non erat fidelibus in unum locum congregari, ordinationes non alibi, nisi intra ecclesiam fuisse celebratas: quocirca S. Gregorius Nazianzenus, Carm. de vitâ suâ, Maximo Cynico, Constantinopolitanæ sedis invasori, exprobravit, quòd Ecclesiâ exclusus, in ædibus cujusdam Aulœdi fueri

ordinatus; et teste Socrate, lib. 4, cap. 29, Ursino pariter, seu Ursicino, contra legitimam Damasi electionem, à factiosis quibusdam in antipapam electo, inter cætera objectabatur, quòd, non in ecclesiâ, sed in obscuro quodam basilicæ Sicinii loco ordinatus esset. Intra ecclesiam verò, non alio unquàm tempore fuisse ordines, saltem sacros, collatos, nisi cùm inibi divina celebrarentur mysteria, pluribus probat Hallier, de sacr. Elect. et Ordinat., part. 3, sect. 8, cap. 5, art. 1, cui assentiunt etiam hæreticus Binghamus, Origin. ecclesiast. tom. 2, l. 4, cap. 6, § 8, eumque morem ex apostolicâ traditione derivatum colligit idem Hallier, ex Actor. cap. 13, ubi ordinatio Sauli et Barnabæ cum sacrificio perfecta describitur : *Ministrantibus illis Domino, et jejunantibus, dixit illis Spiritus sanctus : Segregate mihi Saulum et Barnabam.* Per *ministerium* enim denotari sacrificium, per *segregationem* collationem episcopatûs, interpretes omnes annotârunt. Eamdem disciplinam nobis exhibent antiqui Patres, qui ordinationes quas referunt, semper sacrificii tempore peractas asserunt Theodoretus, Hist. relig. c. 13, tom. 3, loquens de ordinatione Macedonii anachoretæ, eam factam dicit tempore *mystici sacrificii*. Epiphanius, epist. 51, olim 60, ad Joannem Hierosolymitanum, tom. 1 oper. S. Hieronymi, col. 241, Paulinianum fratrem Hieronymi invitum et reluctantem, à se sacris mysteriis operam dante, primum in diaconum, deinde in presbyterum ordinatum narrat. Synodus verò Laodicena paulò etiam accuratiùs tempus definit peragendæ sacræ cæremoniæ : cùm enim, can. 4, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 781, dixerit : *Quòd non oporteat ordinationes sub conspectu audientium celebrari :* uti legit Dionysius ; vel : *Non licere manûs impositionem super ordinandos præsentibus catechumenis fieri :* juxta versionem Isidori : significavit profectò ordinationes fieri debere tempore oblationis, cui adesse prohibebantur catechumeni et audientes : quo nomine denotari potuit tam certus ordo catechumenorum qui ad sermones in ecclesiâ audiendos admittebantur, quàm cœtus pœnitentium quibus privilegium erat ingrediendi ecclesiam, utrosque enim *audientes* appellatos norunt eruditi.

IV. Nec solùm ordines sacros, quibus, ut superiùs diximus, nondùm annumerabatur subdiaconatus, sed etiam istum cæterosque minores ordines intra missarum solemnia collatos affirmat auctor Constit. Apost., lib. 8, ubi omnes exhibens ritus quibus tempore collectæ sacri Ecclesiæ ministri inaugurabantur, modum etiam recenset ordinandi lectorem. Neque inter majores et minores ordines aliud, quoad hoc, intercedebat discrimen, nisi quòd illi in sanctuario ante altare, isti verò extra sanctuarium et longè ab altari conferrentur : quod testatur Amalarius, cit. lib. 2, de divinis Officiis, cap. 6. Eamdemque consuetudinem etiam nunc à Græcis retineri, post Morinum, observat Martene, de antiq. Eccles. Ritib., tom. 2, lib. 1, c. 8, art. 4, § 10. Ex hâc autem consuetudine conferendi ordines minores extra sanctuarium et altare, evenisse arbitramur ut vetus Ordo Romanus et Pontificale Romanum severè quidem interdixerint ne ordines sacri, inter quos etiam subdiaconatus fuit postea cooptatus, extra missarum solemnia conferantur : *Minores verò ordines conferendos* (uti loquitur citatus Hallier) *etiam extra ipsa favorabiliter indulgent.* Negari tamen non potest congruum esse magisque conforme ritui in eodem Pontificali præscripto ut, quantùm fieri potest, etiam hodiè omnes ordines in missâ conferantur : *Quia omnes ordines* (ut eodem cit. cap. 5, art. 1, num. 3, prosequitur Hallier) *ad sacrificium missæ, tanquàm ad finem suum et scopum referuntur ; omnium ipsorum consummatio ac perfectio est.... Conveniebat est itaque ut coram divinis symbolis quæ Jesum in sacro altari præsentem continent, ordinationes perficiantur.*

V. Sed quod de ordinibus minoribus congruum diximus, de sacris est ex gravi præcepto servandum, nullus quippe à gravi culpâ eximeret episcopum, qui, contra communem Ecclesiæ morem ritumque in Romano Pontificali præscriptum, sacrum ordinem extra missarum solemnia conferret. Ad sacram verò cæremoniam licitè explendam, missa, non ab alio, *sed ab eo celebrari debet* (inquit Hallier, cit. c. 5, art. 3) *à quo ordines sunt conferendi* : idemque annotaverat Glossa in cap. *Quod sicut*, de Elect., verb. *Dividatur ;* et meritò, tum quia, ut eadem Glossa ibidem advertit, ita obtinuit constans et perpetua Latinæ Ecclesiæ consuetudo, cui consonat etiam Græcorum praxis, de quâ Arcudius, lib. 6 Concord., cap. 2; Goarius, in Notis ad Euchelog. Græcor., pag. 292, et Morinus, de sacr. Ordinat., part. 3, exercit. 11, cap. 6, tum quia nisi missa ab eo fiat à quo ordines conferuntur, *dividitur mysterium unitatis*, uti loquitur Innocentius III in cit. cap. *Quod sicut*, de Elect. ; cùm enim omnes ordinati debeant sanctissimam Eucharistiam percipere manibus ordinantis, quod ab Ecclesiæ primordiis usitatum, ac severâ lege præscriptum ostendit sæpiùs citatus Hallier, sect. 8, cap. 11, art. 6, asseritque auctor eccles. Hierarch., cap. 6 : *Sub fine eorumdem sanctissimæ consecrationis, divinissima Eucharistiæ communio traditur à pontifice qui illos consecravit :* nisi Eucharistia ab illo eodem conficiatur à quo initiatis porrigitur, non adeò perfectè repræsentatur unio ipsorum cum suo præsule ; quemadmodùm exhibetur cùm cœlestem panem ab eodem paratum suâque consecratione in Christi corpus conversum omnes simul accipiunt ; quæ quidem ratio fortiùs adhuc urget, si agatur de ordinatione episcopi vel presbyteri, qui, ad eamdem Ecclesiæ unionem repræsentandam, debent idem sacrificium cum ordinante conficere, seu simul concelebrare. Denique tenetur sacrorum ordinum collator missam facere per seipsum, ut obtemperet Pontificali Romano Clementis VIII et Urbani VIII auctoritate roborato ; ibi enim alius non apparet descriptus ritus conferendi sacros ordines, nisi in missâ conferentis.

VI. Quare hæc, quæ adduximus, ad propositam referentes quæstionem, jure indubitatum diximus, prædictum præsulem qui ordines etiam sacros contulerat, cùm, non ipse, sed alter sacrificium offerret, multis nominibus graviter deliquisse ; sed quod attinebat ad collatorum ordinum validitatem, hanc sustineri neque ullâ probabili ratione posse in dubitationem adduci affirmavimus. Quamvis enim inventi sint pauci aliqui auctores, quos commemorat Hallier, cit. cap. 5, art. 2, qui opinati sunt sacrificium missæ esse de substantiâ consecrationis seu promotionis ad sacros ordines ; attamen in primis nemo unquàm dixit esse de ordinationis substantiâ missam pontificis ordinantis : deinde ea ipsa paucorum opinio jamdiù rejecta et explosa fuit ab omnibus theologis et canonistis, quos congerit Sanchez, Consil. moral. lib. 7, c. 1, dub. 4. Quocirca Hallier, cit. loc., indubitanter ratam habendam ait ordinationem extra missarum solemnia factam : *Adeò ut hocce tempore de eâ re dubitare frivolum videatur : nec cum conditione repetendam eam esse sacram ordinationem censerem in quâ sacrificium missæ defuisset ; nullus enim canon legitur qui ad substantiam promotionis ad sacros ordines sacrificium missæ pertinere ostendat.* Minùs itaque dubitatum erit de validitate ordinis collati, non absolutè extra missarum solemnia, sed non intra missam ab episcopo celebratam à quo fuit collatus.

VII. Hæc nos pro veritate tunc scripsimus ; nostrorumque suffragium approbatum fuit à congregatione generali, anno 1715 habitâ coram fel. rec. Clemente XI. Cumque postea ad Sedem Apostolicam delatum fuerit quemdam episcopum in Hiberniâ sacros ordines contulisse, cùm sacra mysteria, non à se, sed ab alio sacerdote conficerentur, eadem controversia iterùm excitata, atque ad novum examen in eâdem congregatione est adducta : et cardinalis Petra, tunc ejusdem consultor, jussus pariter sententiam suam proferre, à nostro sensu non recessit. ordinumque collationem illicitam et ipse pronuntiavit, vali-

damque sustinuit; ejusque sententiam confirmavit fel. rec. Innocentius XIII, in congregatione generali, habitâ die 5 februarii 1722, qui simul prædictum episcopum per Bruxellensem internuntium seriò moneri jussit ut consuleret, cùm certè graviter in canones peccâsset; quemadmodùm legere est in ejusdem cardinalis Petra Comment. ad Constit. apostol., tom. 5, pag. 288.

VIII. Neque hæc extra propositum dicta censeantur: scimus quippe, non multis antea annis, in quâdam synodo disceptatum an à sacrorum ordinum exercitio forent arcendi qui à finitimo episcopo illos receperant tempore sacrificii ab alio sacerdote oblati. Quapropter à nostro instituto minimè alienum judicavimus hujus controversiæ decisionem referre, ut, si in posterum contingat in aliquâ synodo eamdem refricari, sciat episcopus quid sit deliberandum.

CAPUT XII.

Ad demonstrandum quàm circumspectè sit in synodo loquendum de ministro Sacramenti Matrimonii nonnulla præmittuntur respicientia concilii Tridentini decretum, quo irrita fiunt matrimonia clandestina.

I. Haudquaquàm satis explicare possumus quantùm intersit ne in episcopales synodos ullum obrepat verbum quo videatur aliqua approbari opinio inter Catholicos controversa, quamvis enim illud fortassè ex episcopi seu potiùs scriptoris calamo oscitanter excidat, statim nihilominùs auctores stantes pro eâ sententiâ, sibi astipulari decantant synodorum auctoritatem, quam omnes jure meritòque plurimi faciunt, privatorumque doctorum placitis anteponunt. Rem enarrabimus è quâ vel solâ apparebit quantâ circumspectione opus sit in concinnandis synodalibus decretis, ne in ullam deflecti valeant de re aliquâ dissidentium theologorum partem.

II. Concilium Tridentinum, sess. 24, de Reform. matrimonii, cap. 1, irrita esse decrevit matrimonia quæ aliter deinceps contraherentur *quàm præsente parocho, vel alio sacerdote de ipsius parochi seu ordinarii licentiâ, et duobus vel tribus testibus:* simulque statuit *ut hujusmodi decretum in unâquaque parochiâ suum robur post triginta dies habere incipiat, à die primâ publicationis in eâdem parochiâ factæ numerandos.* Absoluto atque ab Apostolicâ Sede confirmato concilio Tridentino, quamplurimi episcopi suas coegerunt synodos, in quibus prædicti decreti promulgationem, uti par erat, urgentes, per singulas parochias populo denuntiari jusserunt firmitate caritura quælibet conjugia in posterum contrahenda, nisi fuerint celebrata *coram legitimo ministro.* Equidem nobis persuasum est hanc unam ob causam ab hisce synodis parochum appellari legitimum matrimonii ministrum, quia scilicet ipse est publicus minister cui soli Ecclesia auctoritatem tribuit suâ præsentiâ roborandi matrimonii contractum, eique vires et firmitatem adjiciendi: at nihilominùs plures doctores, præcipuè Serry in præfat. ad nov. edit. operum Melchioris Cani, cap. 7, § *Novam*, ejusmodi locutionibus à synodis inconsideratè, ut nos opinamur, usurpatis, atque à se diligenter collectis, usi sunt ad probandum, etiam ex synodorum sententiâ, sacerdotem esse verum et proprium Sacramenti Matrimonii ministrum; quod proinde, nisi fuerit sacerdotali benedictione sacratum, neque gratiam conferre, neque ullâ ratione ad Sacramenti dignitatem pertingere iidem auctores defendunt. Verùm quot et quantis difficultatibus hæc opinio sit obnoxia quotque habeat contradictores, necessarium ducimus hìc exponere, ut deinceps cautiores fiant episcopi in suis conscribendis decretis, atque ut acturi de matrimonio, a prædictâ plerisque theologis invisâ loquendi formulâ abstineant.

III. Fidelium matrimonium à Deo in officium naturæ ab initio institutum, fuisse postea à Christo Domino elevatum ad dignitatem veri et proprii Sacramenti novæ legis, causantis gratiam ex opere operato, veritas catholica est, definita ab Eugenio IV in decreto pro Armenis, § *Septimum*, atque à Tridentino, cit. sess. 24, de Reform. matrim., cap. 1, quam à Lutheri, Calvini, aliorumque hæreticorum telis vindicat Bellarminus, de Sacram. Matrim. lib. unic. Quamobrem, quò religiosiùs fideles matrimonium celebrarent, quod *magnum esse Sacramentum in Christo et in Ecclesiâ* prædicaverat Apostolus ad Ephes. 5, ab Ecclesiæ primordiis cautum est ne aliter illud inirent quàm coram sacerdote, cujus benedictione quodammodò obsignaretur. Hujus disciplinæ testimonium nobis perhibent antiquissimi Patres. Etenim S. Ignatius, epist. ad Polycarpum, n. 5, ex recensione Cotelerii, t. 2, pag. 41, ait: *Decet verò ut sponsi et sponsæ de sententiâ episcopi conjugium faciant, quò nuptiæ sint secundùm Dominum, et non secundùm cupiditatem. Omnia ad honorem Dei fiant:* et juxta aliam editionem: *Decet verò ut mariti et maritæ cum episcopi arbitrio conjugium faciant, quò nuptiæ juxta Dominum sint, non autem juxta cupiditatem.* Tertullianus, lib. 2 ad Uxorem, cap. 8, edit. Paris. an 1634, pag. 191, scribit: *Unde sufficiamus ad enarrandam felicitatem ejus matrimonii quod Ecclesia conciliat, et confirmat oblatio, et obsignat benedictio?* et lib. de Pudicitiâ, ejusd. edit. pag. 718, et in Pamelii edit. cap. 4: *Ideò penes nos occultæ quoque conjunctiones, id est, non priùs apud Ecclesiam professæ, juxta mœchiam et fornicationem judicari periclitantur*, etc. Ad quem locum Rigaltius, in Notis, pag. 114, animadvertit iis verbis à Tertulliano prolatis: *Non priùs ad Ecclesiam professæ*, indicari conjugia in quibus non fuerat servata consuetudo, quâ solebant fideles conjugandi per presbyteros Ecclesiæ offerri, *ut communibus votis conjugia benedicerentur:* quam quidem consuetudinem firmavit concilium Carthaginense IV, can. 13, relat. à Gratiano, cap. 5, 30, quæst. 5: *Sponsus et sponsa, cùm benedicendi sunt à sacerdote, à parentibus suis vel à paranymphis offerantur.* Ad eumdem verò morem allusit Synesius Cyrenensis, qui floruit initio seculi V, epist. 105, ad Evoptium fratrem et successorem suum in metropolitanâ sede Ptolemaidis in Lybiâ Pentapolitanâ, cùm scribit, pag. 248, ex recensione Petavii: *Mihi et Deus ipse, et lex, et sacra Theophyli* (patriarchæ Alexandrini) *manus uxorem dedit:* ut enim opportunè observavit Christianus Lupus, in Schol. et Not. ad canones synodi VIII, tom. 2, p. 1421, hæc S. Synesii verba: *Mihi sacra Theophyli*, etc. *ostendunt fidelium nuptias palàm in ecclesiâ fuisse semper ab episcopo aut presbytero benedictas et sanctificatas.* Demùm in Capitularibus regum Francorum, lib. 7, cap. 179, tom. 1, col. 1002, ex recensione Baluzii, hæc in nuptiis præscribuntur servanda: *Priùs conveniendus est sacerdos in cujus parochiâ nuptiæ fieri debent in ecclesiâ coram populo; et ibi inquirere unà cum populo ipse sacerdos debet, si ejus propinqua sit, aut non, aut alterius uxor, vel sponsa, vel adultera: et si licitè et honestè omnia pariter invenerit, tunc per consilium et benedictionem sacerdotis, et consultis aliorum bonorum hominum, eam sponsare et legitimè dotare debet.*

IV. Hæc aliaque hujus generis multa, à viris eruditis congesta, probant quidem semper ab Ecclesiâ vetita clandestina conjugia; sed num ante Tridentinum fuerint insuper ullo unquàm tempore etiam irrita, quæstio est de quâ secum contenderunt ejusdem concilii Tridentini Patres; uti videre est apud cardinalem Pallavicinum, in Hist. Trident., lib. 22, cap. 4. Etenim cùm plerique Patrum abnuerent enuntiato decreto, cap. 1, sess. 24, eò quòd absonum reputarent tunc primùm irritâ decerni matrimonia aliter quàm coram parocho celebrata, quæ, etsi semper Ecclesia esset detestata, nunquàm tamen antea firmitate carere voluerat: alii qui pro decreto stabant, illis opposuerunt modò à nobis allegatas vetustissimas Ecclesiæ sanctiones, quibus sacerdotalem benedictionem præscriptam contendebant, non solùm ad cohonestanda, verùm etiam ad firmanda Christianorum conjugia: idque adhuc clariùs colligi aiebant ex

decreto Evaristo papæ ascripto, et relato in can. *Aliter*, 30, quæst. 5, ubi habetur : *Aliter legitimum non sit conjugium ; nisi ab his qui supra ipsam feminam dominationem habere videntur... uxor petatur..., et suo tempore sacerdotaliter, ut mos est, cum precibus et oblationibus à sacerdote benedicatur... Ita peracta, legitima scitote esse connubia : aliter verò præsumpta, non conjugia, sed adulteria, vel contubernia, vel stupra, aut fornicationes.* Aliud addere poterant, et fortassè addiderunt, indubitatum testimonium Nicolai I qui, cùm rescivisset Lotharium, imperatoris Lotharii filium, et Caroli Calvi regis Francorum nepotem, repudiatâ priore uxore Teuthbergâ, cui perpetrati incestûs cum Huberto fratre suo crimen affinxerat, aliam duxisse nomine Waldradam, seu Gualdradam, quam tamen, ad suum excusandum flagitium, ante Teuthbergam, à se ductam affirmabat, concilium Metis celebrandum indixit, suisque apostolicis legatis, Radoaldo Portuensi et Joanni Ficolensi episcopis, illùc missis ut de hâc causâ judicarent, præcepit ut diligenter investigarent an reverà Lotharius, priusquàm conjugali fœdere se devinciret Teuthbergæ, matrimonium celebrâsset cum Gualdradâ *coram testibus, secundùm legem et ritum quo nuptiæ celebrari solent. Si verò* (ait in can. *Lotharius* 31, q. 2) *minimè probatum fuerit Gualdradam fuisse uxorem legitimam, neque, nuptiis secundùm morem celebratis, per benedictionem scilicet sacerdotis, filio nostro Lothario extitisse conjunctam ; suggerite illi ut non molestè ferat legitimam sibi* (*si ipsa innocens apparuerit*) *reconciliari uxorem.* Hinc enim videtur evidenter inferri, medio seculo IX, quo Nicolaus I universalem regebat Ecclesiam, ratas non fuisse Christianorum nuptias, nisi essent *secundùm morem celebratæ per sacerdotalem benedictionem*, uti aiebat Nicolaus. Ex quibus omnibus prædicti Tridentini Patres, qui decretum urgebant quo irrita fierent matrimonia clandestina, nihil per illud novi decerni concludebant, sed antiquas tantùm Ecclesiæ leges instaurari, quas, aliquot duntaxat ante Tridentinum seculis, sola contraria consuetudo abrogaverat.

V. Verùm alii theologi et Patres qui decreto obsistebant, non satis constare affirmabant sacerdotalem benedictionem fuisse ullo unquàm tempore necessariam ad vires impertiendas Christianorum connubiis. Ad Tertullianum enim quod attinet, aliosque Patres et canones eumdem in modum loquentes, eos commodè intelligi aiebant de solâ necessitate præcepti quo cogebantur fideles suas nuptias celebrare coram sacro Ecclesiæ ministro, cujus benedictione uberiorem assequerentur sanctitatem. Siquidem Siricius papa, epist. ad Himerium, episcopum Tarraconensem, cap. 4, sacerdotali benedictione obsignari voluit etiam sponsalia de futuro, scribens : *De conjugali autem violatione requisisti, si desponsatam alii puellam alter in matrimonium possit accipere. Hoc ne fiat, modis omnibus inhibemus, quia illa benedictio quam nupturæ sacerdos imponit, apud fideles cujusdam sacrilegii instar est, si ullâ transgressione violetur.* Hîc quippe sermonem esse de sponsalibus de futuro non dubitat Coustant, in Notis ad epist. pont., tom. 1, col. 628, inquiens : *Obvius verborum Siricii sensus postulat ut ea potiùs de primâ desponsationis fide, quâ etiam virginem conjugem vocari Patres ex Evangelio probant, interpretemur.* Nec tamen inde conficitur etiam promissionem matrimonii inanem fuisse sine sacerdotis benedictione. Ad canonem porrò Evaristi, de quo specialis erat et nunc quoque est difficultas, non quòd genuinus credatur Evaristi fœtus, sed quia (uti aliàs diximus de similibus epistolis decretalibus ab Isidoro productis) præsumitur fabricatus ad normam disciplinæ quæ in Ecclesiâ vigebat in fine VIII, aut initio seculi IX ; ad canonem, inquam, Evaristi reponebant, si ille accipiendus esset sicuti verba sonant, non sola sacerdotis benedictio, verùm etiam alia quamplurima ibidem enumerata fuissent de formâ conjugalis contractûs ; quod tamen nemo unus asseruit : ait quippe pseudo-Evaristus : *Aliter legitimum non fit conjugium, nisi ab his qui super ipsam feminam dominationem habere videntur, et à quibus custoditur, uxor petatur, et à parentibus et propinquioribus sponsetur, et legibus dotetur, et suo tempore sacerdotaliter, ut mos est, cum precibus et oblationibus à sacerdote benedicatur, et à paranymphis, ut consuetudo docet, custodita et sociata, à proximis congruo tempore petita, legibus detur ac solemniter accipiatur, et biduo vel triduo orationibus vacent, et castitatem custodiant. Ita peracta, legitima scitote esse connubia ; aliter verò præsumpta, non conjugia, sed adulteria*, etc. Ne itaque tot conditiones ad matrimonii validitatem unquàm ab Ecclesiâ requisitas putemus, necesse est ita pseudo-Evaristum explicare, ut illis verbis : *Aliter legitimum non fit conjugium*, solùm significare voluerit aliter non fieri *licitè*, omnibusque servatis ritibus atque solemnitatibus à legibus præscriptis. Aliter porrò facta conjugia, appellanda dixit *adulteria et contubernia*, quia, uti ibidem annotavit Glossa, verb. *Contubernia*, matrimonia clandestina occasionem et securitatem præbent alia postea ineundi, in foro quidem externo legitima, sed quæ verè et coram Deo sunt adulteria et contubernia. Cæterùm ipsemet canonis auctor ratas, etsi legitimæ non essent, reputavit nuptias sine prædictis solemnitatibus celebratas : postquàm enim dixerat aliter inita conjugia esse adulteria, contubernia, etc., hanc statim limitationem apposuit : *Nisi voluntas propria suffragaverit, et vota succurrerint legitima :* quam limitationem opportunè ponderavit, ac Tridentinis Patribus de allegati canonis sensu inter se disputantibus considerandam proposuit Didacus Laynez, uti idem Pallavicinus refert, cit. cap. 22, n. 25. Et sanè, quanquàm hodiè nomine matrimonii legitimi et non rati, communiter intelligamus matrimonium infidelium ; olim tamen à juris canonici peritis, etiam inter matrimonia fidelium, fuisse hanc adhibitam distinctionem, ut alia dicerentur legitima et rata, alia rata duntaxat, sed non legitima, testis est Gratianus, qui, in fine, q. 1, caus. 28, loquens de conjugiis fidelium, hæc scripsit : *Horum quædam sunt legitima, veluti cùm uxor à parentibus traditur, à sponso dotatur, et à sacerdote benedicitur. Hæc talia conjugia legitima et rata appellantur. Illorum verò conjugia qui, contemptis omnibus illis solemnitatibus, solo affectu aliquam sibi in conjugem copulant, hujusmodi conjugium, non legitimum, sed ratum tantummodò esse creditur.*

VI. Faciliùs fuit Nicolai I epistolæ genuinum sensum aperire. Siquidem Lotharius, minimè sibi constans, nunc unam, nunc alteram obtendebat sui repudii causam ; quod ex pluribus constat ejusdem Nicolai epistolis, præsertim 22, 23, 32, 49, 52 et 58, hâc super causâ datis, quæ extant in Collectione Harduini, tom. 5, col. 236 et seq., et fusè enarrant Natalis Alexander, dissert. 9, in Histor. eccl., sec. IX et X, et Pagi junior, in Vitis Nicolai I et Adriani II. Ad Pontificem autem scripserat, se Teuthbergam repudiâsse, quia, priusquàm ei nuberet, jam erat obstrictus vinculo alterius connubii initi cum Gualdradâ. Videns porrò Pontifex quàm parùm fidendum esset assertionibus parùm sibi cohærentis Lotharii, nullam quoad hoc ei fidem habendam rescripsit, nisi probaret se legitimè, omnibusque adhibitis juris solemnitatibus, nupsisse Gualdradæ, quam cæteroquin aliunde notum erat habuisse loco pellicis ; sicuti iidem citati auctores testantur. Cæterùm à Nicolao validum habitum matrimonium clanculùm solo contrahentium consensu celebratum, liquet ex ejusdem responsi ad consulta Bulgarorum, ubi, postquàm omnes descripsit nuptiales ritus in Romanâ Ecclesiâ usitatos, illis prorsùs respondentes quos nuper à pseudo-Evaristo audivimus, inquit, cap. 3, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 35 : *Peccatum autem esse, si hæc cuncta in nuptiali fœdere non interveniant, non dicimus, quem-*

admodùm Græcos vos astruere dicitis ; præsertim cùm tanta soleat arctare quosdam rerum inopia, ut ad hæc præparanda nullum his suffragetur auxilium ; ac per hoc sufficiat, secundùm leges, solus eorum consensus de quorum conjunctionibus agitur. Qui consensus, si solus in nuptiis fortè defuerit, cætera omnia, etiam cum ipso coitu, celebrata frustrantur. Jure autem Bulgari ad Nicolaum scripserant se à Græcis accepisse non posse recensitas nuptiarum solemnitates sine peccato omitti, quoniam Leo imperator, novell. 89, publicâ lege sanciverat, ut *sacræ benedictionis testimonio* matrimonia confirmarentur, *adeò ut, si qui citra hanc matrimonium ineant, id ne ab initio quidem ita dici, neque illos in vitæ illâ consuetudine matrimonii jure potiri velimus.* Verùm hæc constitutio, cùm à principe laico prodierit, non potuit matrimonii validitatem, quoad forum conscientiæ, infringere.

VII. Hæc in utramque partem à Tridentinis theologis et Patribus versata sunt, et tandem deliberatum ut matrimonia clandestina, sive ullo unquàm tempore fuerint antea invalida, sive non, quod dubium profectò atque incertum remansit, ad ea nihilominùs præcavenda gravissima mala quæ in animarum perniciem ac totius christianæ reipublicæ perturbationem ex illis obveniebant, et quibus, experientiâ docente, haud satis occurrere poterat sola eorumdem prohibitio à concilio Lateranensi IV sub Innocentio III, in cap. *Cùm inhibitio*, de clandest. Desponsat., renovata, deliberatum, inquam, est ut invalida in posterum decernerentur : quod reipsà factum legimus per sæpiùs laudatum saluberrimum decretum, sess. 24, c. 1, de Reformatione matrimonii.

CAPUT XIII.

Ex eo quòd præsentia parochi necessaria nunc sit ad vires tribuendas Christianorum connubiis, recruduit quæstio, jam antea à nonnullis excitata, an scilicet ille sit Sacramenti Matrimonii minister. Secum invicem hâc in re pugnantium doctorum præcipua argumenta proferuntur : concluditurque non esse in synodalibus constitutionibus de hujusmodi controversiâ ferendum judicium, nec aliquid asserendum quod uni aut alteri opinioni refragetur.

I. Cùm prædicta controversia inter Tridentinos Patres ferveret, aliquot theologi Parisienses, duce Simone Vigorio, in medium protulêre sententiam Guillelmi Parisiensis, quâ rem totam facilè componi arbitrabantur. In unoquolibet matrimonio, etiam fidelium, distinguendam voluit Guillelmus, in suo tract. de Sacram. Matr., cap. 9, rationem contractûs à dignitate Sacramenti ; docuitque illam quandoque ab hâc separari : etenim, aiebat, minister Sacramenti Matrimonii est sacerdos, qui solus potest contractum conjugii, de se merè civilem et profanum, suâ benedictione consecrare, et efficere ut per eam, tanquàm formam, elevetur ad causandam gratiam ex opere operato : eo pacto quo aqua elementaris, quæ est materia Sacramenti Baptismi, per verba à ministro prolata, quæ sunt ejusdem Sacramenti forma, virtutem acquirit abluendi interiores animi sordes, producendique gratiam : quare, pergebat Guillelmus, si contingat matrimonium sine sacerdotis præsentiâ iniri, validum et firmum utique erit in ratione contractûs; nequaquàm autem Sacramenti naturam ac virtutem participabit. Positâ porrò hâc opinione, omnem explanatam difficultatem deprædicabant Parisienses : præjactis quippe Guillelmi principiis, perspicuum fit matrimonia clandestina, quamvis semper ab Ecclesiâ vetita, semper nihilominùs firmitatem habuisse insolubilis contractûs, sed Sacramenti naturâ, dignitate ac virtute caruisse : canones proinde et Patres validitatem illis attribuentes, solùm respexerunt civilem contractum ; quibus verò eadem visa sunt minùs rata, considerârunt in illis rationem Sacramenti, quam sine sacerdotis benedictione minimè assequi existimârunt.

II. Hæc Parisiensium doctrina, à Vigorio proposita, si vera narrat Pallavicinus, cit. Hist., l. 20, cap. 4, num. 1, paucos quidem habuit sectatores : attamen non erat adeò singularis, uti dictitavit Sotus, in 4, dist. 26, q. 2, art. 3, siquidem, præter Guillelmum, eamdem tradiderat Paludanus, in 4, dist. 5, q. 2, eidemque astipulati fuerant Patres concilii provincialis Coloniensis I anni 1536, part. 7, cap. 40, tom. 9 Collectionis Harduini, col. 2010, ubi non obscurè insinuârunt contractum matrimonii nonnisi per sacerdotis benedictionem Sacramentum effici, aientes : *Quod Sacramentum, si quis, sicut decet, acceperit, accedente sacerdotali precatione, confert donum Spiritûs, quo vir diligat uxorem amore casto, sicuti Christus dilexit Ecclesiam ;* et clariùs id ipsum expressit qui eidem concilio præfuit, et postea ad Lutheranos defecit, Hermanus, archiepiscopus Coloniensis, in suo Catechismo, ubi, p. 275, agens de Sacramento Matrimonii, hæc habet : *De ministro hujus Sacramenti postremò videndum est. Ut forsan quidam non improbandâ ratione dicant matrimonium certum ministrum non exigere, quòd conjuges in se casto amore ac religiosè consentientes Deus ipse conjungat ; tamen videmus et in veteri lege quosdam fuisse qui Dei vice conjuges conjungerent : quantò ergo magis putandum est in novâ lege sacerdotes, qui legatione pro Deo funguntur, legitimos hujus Sacramenti ministros esse.* Præterea paulò ante quàm Vigorius Guillelmi opinionem Tridentinis Patribus exponeret, anno nimirùm 1562, publici juris factum fuerat, etsi fortassè nondùm omnibus innotuisset, celeberrimum opus Melchioris Cani de Locis theologicis, ubi, lib. 8, cap. 5, doctissimus auctor Guillelmi sententiam instaurat, et validissimis sustentat argumentis ; nam, præterquàm quòd, inquit Canus, nunquàm Patres Christianorum matrimonium verum Sacramentum nominârunt, nisi simul meminerint sacerdotalis in illo intervenientis ministerii, quod percurrenti quos jam præmisimus textus patebit, certum est quodlibet Sacramentum esse opus divini cultûs et religionis. Matrimonium autem, solis verbis viri et feminæ contractum, sine ullo ministerio sacerdotis aliquam ponentis sacram cæremoniam, licèt rei sacræ signaculum sit, non potest tamen dici opus divini cultûs et religionis. Ad hæc Augustinus, in epist. ad Bonifacium, tradit oportere res ipsas corporeas quibus Sacramenta constant, imaginem et similitudinem gerere ejus sanctificationis cujus sunt signa et causæ : cùm autem connubiale fœdus sine ullo sacro ritu et sacerdotis ministerio contractum, nullam exteriùs exhibeat speciem interioris sanctificationis, consequens est ut propriè Sacramentum non sit. Deinde concilium Florentinum docet omnia Sacramenta constare rebus tanquàm materiâ, et verbis tanquàm formâ : nemo autem sibi facilè suadebit formam Sacramenti Matrimonii esse verba quibus contrahentes suum exprimunt consensum, quæ merè profana sunt atque etiam ab ethnicis usurpata. Insuper, verba quæ sunt alicujus Sacramenti forma, non possunt suppleri per nutus, scripturam, aliudve signum eorum loco substitutum ; quod consideranti alia Sacramenta est manifestum : at contrahentes, si, verborum loco, nutus, scripturam, aliudve signum supponant, æquè matrimonium perficiunt ac si verbis uterentur : non igitur eorum verba sunt Sacramenti Matrimonii forma. Tandem auctores qui tenent contrahentes esse Sacramenti Matrimonii ministros, multùm inter se dissentiunt in determinandâ ejusdem Sacramenti materiâ ac formâ. Aliqui enim cum Catharino, de Matrim., q. 1, docuêre consensum contrahentium exterioribus signis expressum, esse materiam ; verba verò à Christo Domino semel prolata, Matth. 19 : *Propter hoc dimittet homo patrem et matrem, et adhærebit uxori suæ*, esse formam pro omnibus fidelium matrimoniis. Alii cum Victoriâ in Summ., de Matrim., num. 245, opinantur verba unius contrahentis qui primò suum præstat consensum, esse materiam, et

verba secundò proferentis esse formam, per quam prima determinantur ad constituendum contractum et Sacramentum; quam quidem opinionem probabilem putat Henriquez, de Sacram., l. 11, cap. 2. Alii cum Covarr., 2 part., de Matrim., cap. 1, n. 8; Vasquez, in 3 part., tom. 2, disp. 129, cap. 3, et disp. 3, de Matr., cap. 5; et Basilio Pontio, de Matr., l. 1, cap. 7, num. 12, existimant consensus utriusque contrahentis verbis seu signis manifestatos, esse formam, corpora esse materiam remotam, eorumque traditionem et acceptationem (quam nescimus quo pacto à consensu distinguant) esse materiam proximam. Alii cum cardinali de Lugo, disp. 2, de Sacram., num. 29, dicunt contrahentium verba seu signa, prout sunt traditio corporum, esse materiam; ut verò significant et causant personalem obligationem in utroque contrahente, esse formam. Alii demùm magisque communiter, cum Soto, in 4, dist. 26, q. 2, art. 1; Bellarmino, l. 1, de Matrim., cap. 6; Suarez, tom. 3, in 3 part., de Sacram., disp. 2, sect. 1; Sanchez, de Matrim., l. 2, disp. 5, num. 6; et Gonet, disp. 2, art. 5, defendunt utriusque contrahentis consensum verbis seu signis expressum, esse materiam simul et formam, sed sub diversâ consideratione : est enim materia, quatenùs significat corporum traditionem; est forma, quatenùs mutuam exhibet eorumdem acceptationem. Jam verò, clamat Melchior Canus, nonne tanta in re gravissimâ varietas et dissonantia haud leve indicium est falsitatis opinionis, ad quam astruendam coguntur illius assertores tot diversas assignare unius Sacramenti materiam et formam, quarum pleræque hæreticis nugatoriæ, ipsisque Catholicis aut commentitiæ, aut certè parum solidæ videntur? Ad tot igitur evitandas ineptias, concludit Canus, à junioribus theologis excogitatas, teneamus oportet Sacramenti Matrimonii ministrum esse sacerdotem; formam esse benedictionem seu sacra verba quibus ille conjugibus benè precatur; materiam verò esse contractum civilem ab ipsismet contrahentibus mutuo consensu perfectum.

III. Hactenùs Melchior Canus, cujus argumenta etsi totis viribus convellere studuerit Bellarminus, cit. l. 1, cap. 7, non ideò tamen à Cani opinione omnes retraxit : siquidem eamdem sunt postea sectati Sylvius, in 3 part. D. Thom., tom. 4, dist. 42, art. 1, q. 1; Estius, in 4 Sent., dist. 26, § 10; Juenin, de Sacram., dissert. 11, q. 3; Serry, cit. præfat. ad opera Melchioris Cani, cap. 7; Duhamel, Theolog. tom. 7, tract. de Matr., c. 6; Tournely, de Sacram. Matr., pag. 120 et seq., edit. Parisiens.; Herminier, tract. de Sacram., tom. 3, cap. 5; Piette, part. 6 Quæstion. theologicar., q. 13; Gibertus, Consult. canonic., de Matr. tom. 1, consult. 55, et alii.

IV. Verùm quanquàm hucusque explicata Melchioris Cani sententia, tot doctorum suffragiis communita, sit valdè probabilis, ac cuique liberum absque ullâ erroris notâ eam amplecti, uti fatentur Habert, in Theolog. dogmat. et moral., tract. de Matr., cap. 4; Natalis Alexander, Théol. dogmat. et moral., de Sacram. Matrim., art. 5, § 2; et Genett., Theol. mor. tom. 5, tract. 9, cap. 4, attamen nullus inficiabitur communiorem esse contrariam aliorum opinionem qui constanter defendunt solos contrahentes esse ministros Sacramenti Matrimonii : quod proinde necessariò ab illis confici docent simul ac validum inter se ineunt conjugii contractum. Hanc quippe sententiam propugnârunt ferè omnes antiqui theologi, jurisque canonici interpretes, quos citant et sequuntur Vasquez, cit. disp. 3, de Sacram. Matr., dub. 3; Sanchez, l. 2, de Matr., disp. 5 et 6; Theophilus Raynaudus, in Heteroclit. spiritual., punct. 14, oper. tom. 16; Frassen, in suo Scoto academico, tom. 12, tract. 3, disp. 2, art. 1, q. 3, concl. 2; cardinalis de Laureâ, in 4, tom. 3, de Matr., disp. 13, art. 6; Clericatus, dec. 9, de Matr.; cardinalis Gottus, tom. 4, in 3 part., dub. 5, § 1, q. 2. Nec verum est, quod nonnulli jactitant, hanc opinionem ultra montes esse jam ferè antiquatam : ex illis quippe qui ultra montes non diù antea scripserunt, eamdem tuentur Van-Espen, Jur. Eccles. univers. tom. 1, p. 2, tit. 12, c. 5, n. 4; Simonet., Inst. theologic. tom. 3, tract. 18, disp. 1 et 2; Boucat, in Theologiâ Patrum, tom. 5, disp. 7, de Institutione matrimonii, art. 5, sect. 1 et sect. 2; auctor Theologiæ moralis ad usum seminarii Petrocorensis, tom. 4, cap. 4; Merbesius, in Summâ christianâ, tom. 2, de Sacram. Matr., diss. 7, q. 5; Pontas, in suo Dictionario, verb. *Matrimonium tertio*, cas. 1; aliique non pauci : quocirca Tournely, quanquàm Melchiori Cano adhæserit, nihilominùs ingenuè fassus est, cit. loc. : *Si ex auctoritate et numero scholasticorum pugnandum hùc foret, vinceret haud dubiè opposita sententia.*

V. Neque tam ingens theologorum numerus tantâ animi fortitudine pro hâc sententiâ dimicaret, nisi et ipsi validissima haberent argumenta quæ suis adversariis opponant; inter quæ non contemnendum utique est quod in hunc modum instaurant. Quidquid sit, an matrimonia clanculùm celebrata fuerint unquàm ante Tridentinum irrita, apud omnes tamen indubitatum est, ea, aliquot ante Tridentinum seculis, firmitate non caruisse : id quippe disertè declarârunt ipsimet Tridentini Patres, cit. cap. 1, hisce verbis : *Tametsi dubitandum non est clandestina matrimonia, libero contrahentium consensu facta, rata et vera esse matrimonia, quamdiù Ecclesia ea irrita non fecit, et proinde jure damnandi sint illi, ut eos sancta synodus anathemate damnat, qui ea vera ac rata esse negant :* et siquidem idem Tridentinum suum decretum quo irrita illa fecit, robur habere noluit, nisi post triginta dies, à die primâ ejusdem publicationis in unaquâque parochiâ factæ numerandos : certum pariter est etiam nunc matrimonia clandestina vera ac rata esse in locis in quibus prædictum decretum nunquàm fuit promulgatum. Jam autem nunquàm Tridentini Patres illa *vera ac rata* conjugia dixissent et declarâssent, nisi credidissent ea esse vera Sacramenta : uti enim perpendit Bellarminus, cit. cap. 7, sapientissimis illis Patribus notum erat à sacris canonibus, quibus suum loquendi modum conformâsse est præsumendum, ea tantùm matrimonia dici *vera ac rata* quæ non solùm sunt contractus civiles, sed etiam Sacramenta religionis : quod potissimùm discimus ab Innocentio III, in cap. *Quanto*, de Divortiis, ubi ait : *Etsi matrimonium verum inter infideles existat, non tamen est ratum : inter fideles autem verum et ratum existit, quia Sacramentum fidei quod semel est admissum, nunquàm amittitur, sed ratum efficit conjugii Sacramentum.* Porrò si semel evincitur matrimonium sine sacerdotis præsentiâ clanculùm contractum, aliquando fuisse et alicubi nunc quoque esse Sacramentum, necessariò inde conficitur illius ministros esse contrahentes, et non sacerdotem.

VI. Præterea, si sacerdos esset minister Sacramenti Matrimonii, verba ab eodem prolata : *Ego vos conjungo*, etc., essent ejusdem Sacramenti forma, quod ultrò concedunt doctores Cano astipulantes. At inquiunt adversarii, nec ea verba, nec alia illis æquivalentia, semper atque ubique adhibita fuêre, neque eadem aut illis similia inveniuntur in omnibus Rituali bus; quemadmodùm testatur Martene, de antiq. Eccl. Ritib., tom. 2, l. 1, cap. 9, art. 3, num. 6, inquiens : *Inaudita apud eos (majores nostros) erant illa verba parochi : Ego vos conjungo*, etc., *in quibus aliqui ex recentioribus scholasticis formam hujus Sacramenti constituunt, quæ tamen desideratur in duobus antiquis Ritualibus MSS. Beccensis monasterii, in Pontificali Senonensi annorum* 300, *in antiquo Rituali Bituricensi, et in aliis penè omnibus quæ à nobis postea exhibebuntur :* additque Simonet, cit. tract. 18, disp. 2, art. unico, § 3, alicubi hæc tantùm verba à sacerdote fuisse pronuntiata : *Quod Deus conjunxit, homo non separet :* quæ certè nihil commune habent cum illis : *Ego vos conjungo*, etc. Et quamvis Tridentinum, cit. loc., hanc posteriorem formulam indicaverit, quamcumque tamen aliam, juxta cujuslibet regionis usum,

adhiberi permisit, *vel aliis utatur verbis, juxta receptum uniuscujusque provinciæ ritum.* Tantam porrò varietatem Ecclesia non tolerâsset, multoque minùs cujuslibet provinciæ arbitrio permisisset, si existimâsset per verba à sacerdote prolata confici Sacramentum Matrimonii.

VII. Sunt qui insuper hoc idem argumentum confirment exemplo secundarum nuptiarum quæ, quanquàm validè et licitè contrahantur, quidquid in contrarium sentiant aliquot Orientales, quos hâc in re errantes nos redarguimus in nostrâ const. 57, § 8, num. 3, et in aliâ nostrâ const. 129, § 29, Bullarii nostri tom. 1, attamen prohibentur benedici tam apud Latinos, ut habetur in cap. 1, de secundis Nuptiis, quàm apud Græcos, ut in cit. nostrâ const. 57, § 8, num. 4; hinc quippe iterùm inferri autumant sacerdotis benedictionem necessariam non esse ad perficiendum Matrimonii Sacramentum. Verùm ejusmodi argumentum inane et fallax est; etenim secundæ nuptiæ non sunt quidem benedicendæ eâ solemni benedictione, quæ continetur in speciali missâ pro sponso et sponsâ, de quâ nos agimus in nostrâ Inst. 80, quamque nullus unquàm dixit pertinere ad essentiam Sacramenti Matrimonii, sed, ut validæ sint, contrahi debent coram parocho, qui eodem planè ritu, eâdemque verborum formulâ, in quam unicè cadit præsens controversia, illis benè precatur. Non ignoramus Glossam canonicam adnotâsse ideò secundas nuptias non esse benedicendas, ne Sacramenta iterentur; sed nomine Sacramenti intellexisse arbitramur *sacramentale*, quod, licèt in se spectatum semper iterari queat, hìc tamen obstat specialis ratio, ne iterari permittatur, siquidem, uti scitè atque ad rem ponderat S. Thomas, in 4, dist. 42, q. 3, art. 2, quamvis secundum matrimonium verum Sacramentum sit, deficit tamen ab illâ perfectâ significatione unionis Christi cum Ecclesiâ, quæ cùm fuerit et sit unius cum unâ, meliùs et perfectiùs repræsentatur per primum: propter hunc autem significationis defectum Ecclesia denegat secundis nuptiis eam solemniorem benedictionem quam primis impertitur.

VIII. Meliùs et solidiùs fulciri potest eadem opinio aliâ ratiocinatione quam à suis auctoribus prætermissam advertimus. In locis in quibus Tridentinum jam est promulgatum, non rarò contingit virum et feminam, matrimonium inter se contracturos, inopinantem parochum adire, et coram eo, quamvis invito et reluctante, ac duobus testibus ibidem fortuitò astantibus, mutuum in conjugium consensum exprimere, atque inde statim se subducere, quin parochus ullum, nisi fortassè objurgationis, verbum protulerit. Ejusmodi matrimonium, in sententiâ Melchioris Cani, est validum in ratione contractûs; sed ob defectum sacerdotalis benedictionis, non est Sacramentum. Ne itaque sic copulati fideles perpetuò careant gratiâ, quæ ex Sacramento Matrimonii in contrahentes derivatur, deberet Ecclesia illos compellere, aut saltem hortari atque inducere ad suum contractum legitimè, consuetisque adhibitis sacris ritibus, iterùm renovandum coram eodem parocho, cujus verbis fit Sacramentum, atque, ob eamdem rationem, coram sacerdote aut præciperet, aut saltem instaurari curaret clandestina conjugia in locis inita ubi Tridentini decretum non est receptum. Cùm autem in neutro casu conjugii renovationem ab Ecclesiâ urgeri videamus, non temerè inde conjicimus utrumque contractum, quanquàm sacerdotis benedictione non obsignatum, jam ab Ecclesiâ haberi pro Sacramento. Ad hanc excutiendam difficultatem, respondere possunt Cani asseclæ, ideò Ecclesiam nequaquàm sollicitam esse de prædictis conjugiis debito ritu instaurandis, quia contractus conjugii semel validè initus, nisi cùm iniretur Sacramenti naturam induerit, nunquàm deinceps poterit Sacramentum effici: quod docent Durandus, in 4, dist. 26, q. 3, num. 14; Vasquez, tom. 2, in 3 part., disp. 138, cap. 5, tom. 4, disp. 2, de Matr., cap. 10; aliique, quos citat et sequitur Basilius Pontius, de Matr., lib. 1, cap. 9, n. 8. Verùm hâc responsione difficultatem non evadunt: siquidem alii longè plures doctores, quos recenset et sequitur Sanchez, l. 2, de Matr., disp. 9, existimant matrimonium quod fuit validum solùm in ratione contractûs, posse deinde renovari, et assequi virtutem Sacramenti quâ prius caruit. In hâc porrò dubietate non negligeret Ecclesia fideles urgere ut in prædictis rerum eventibus sua connubia debito modo renovarent, ne frustrarentur ad minimum spe consequendæ gratiæ, quæ, saltem in multorum probabili et communiori sententiâ, ex contractûs iteratione ipsis obveniret.

IX. Utriusque opinionis solidiora fundamenta innuimus, non animo quemquam inducendi ad unam aut alteram amplectendam; sed ut episcopis sit persuasum utramque esse probabilem, suosque habere magnæ auctoritatis patronos: atque inde non decere discant ut ipsi judicis partes assumant, quæstionemque definiant de quâ Ecclesia nihil hactenùs pronuntiavit, sed theologorum disputationi permisit. Quare acturi in synodis de Matrimonio, proponant quidem explicentque doctrinam à concilio Florentino et Tridentino de ejusmodi Sacramento disertè traditam; sed caveant ne aut parochum, aut ipsos contrahentes, ejusdem ministros appellent: suorum verò prædecessorum synodos in quibus ministri nomen vel istis vel illi inditum reperient, intactas relinquant; ne eas corrigendo aut approbando, in idem incidant vitium alterutri suffragandi ex controversis inter theologos opinionibus: à quo diœcesanas synodos prorsùs immunes esse debere, hucusque inculcavimus.

CAPUT XIV.

Corrigitur falsa doctrina quæ in quasdam synodos irrepsit quoad idem Matrimonii Sacramentum.

I. In synodo Bononiensi habitâ anno 1634, dicitur non posse viros et feminas à matrimoniis contrahendis hoc nomine prohiberi, quòd doctrinam christianam ignorent, quamvis deceat ut parochus ejusmodi prohibitionem illis comminetur, quò faciliùs eosdem inducat ad fidei rudimenta addiscenda. Idem sentit Romaguerra, in Notis ad constitutiones synodales Gerundenses, l. 4, tit. 1, c. 2, ubi, cùm in hanc offenderit synodalem sanctionem: *Renovantes constitutionem in ultimâ synodo editam circa doctrinam christianam, statuimus et ordinamus quòd de cætero ad sponsalia per verba de præsenti non admittantur qui doctrinam christianam nescierint, et confirmati non fuerint:* loco eam illustrandi, uti aliàs solet, tacitè impugnat, docens fas non esse episcopo quemquam à matrimonio arcere hanc solam ob causam, quòd doctrinam christianam ignoret; sed duntaxat posse blandis verbis atque adhortationibus eum inducere ad matrimonium differendum, donec christianis imbuatur institutis. Nec dissimilia sunt quæ in hanc rem adduxit Marcellus Severoli, in suo Voto impresso, p. 14, recent. dec, 535, num. 52 et 53.

II. Fulcitur hæc opinio quorumdam theologorum auctoritate, qui, cùm ignorantiam doctrinæ christianæ non invenerint in vulgatis versiculis in quibus enumerantur impedimenta matrimonium impedientia, asserere proinde non dubitârunt neminem posse ob illam solam à matrimonio celebrando cohiberi. Ita docuit Thomas Sanchez, lib. 3, de Matrim., disp. 15, num. 9, inquiens: *Nescio tamen quâ ratione possit (episcopus) ob hanc ignorantiam arcere aliquos à matrimonio contrahendo, cùm ipsius non sit impedimenta matrimonii statuere, nec hoc impedimentum ab Ecclesiâ statutum sit:* et sequitur Diana, in Edit. coord., tract. 6, tom. 2, res. 95.

III. Verùm huic doctrinæ et Rituale Romanum, et S. Carolus Borromæus et quamplurimæ episcopales synodi ac summorum pontificum edicta adversantur. Etenim Rituale Romanum, tit. de Matr., de iis loquens qui matrimonio sunt jungendi, ait: *Utrique sciat rudimenta fidei, cùm ea deinde filios suos docere de-*

beant. S. Carolus in concilio provinciali Mediolanensi V, part. 3, Act. eccl. Mediol. p. 1, pag. 297, hæc statuit : *Parochus, quos sponsos experiundo viderit doctrinæ christianæ rudimenta planè ignorare, ne matrimonio illos ante jungat quàm eâ item ratione cognôrit didicisse quæ eo de genere illos planè scire oportet :* quæ verba advertens Franciscus Amatus Pouget, Inst. cathol. t. 2, part. 3, sect. 1, c. 8, § 5, num. 6, inquit : *Non accedendum priùs ad connubii legem quàm teneantur præcipua religionis mysteria, christianæque vitæ ratio et conjugatorum officia probè noscantur.* In archiepiscopali Bononiensi cardinalis Gabrielis Palæoti, part. 3, pag. 157, cavetur ne parochus ad tertiam deveniat matrimonii denuntiationem, nisi certò noverit sponsos principalia fidei nostræ mysteria didicisse, et saltem *Orationem Dominicam, Salutationem Angelicam, Symbolum Apostolicum, et præcepta Decalogi* memoriæ mandâsse. Idem edixêre innumeræ synodi, collectæ à Genetto, Theol. mor. tom. 5, tract. 9, cap. 2, q. 17, quibus addimus synodum Farfensem habitam anno 1685 à cardinali Barberino ; Cæsenatensem, habitam anno 1693 à cardinali Denhoff; Neapolitanam, habitam anno 1694 à cardinali Cantelmo ; Ariminensem, habitam anno 1724 à cardinali de Viâ ; Neapolitanam, habitam anno 1726 à cardinali Pignatello ; Sabinensem, habitam anno 1736 à cardinali Albano, omnes ad titulum de Matrimonio. Ac demùm in congregatione habitâ coram san. mem. Innocentio XII, anno 1697, decretum est non esse à parochis matrimonium in ecclesiâ proclamandum, nisi antea sponsos reperierint in christianæ religionis rudimentis sufficienter instructos; quod quidem decretum confirmatum fuit à fel. rec. Clemente XI, in suo Bullario, pag. 526. Idem edixit cardinalis de Rohan, in suo Rituali Argentinensi, ad tit. de Matrimonio, p. 254, ubi parochos diligenter investigare jussit, *an matrimonio jungendi teneant rudimenta fidei.* Ac denique nos ipsi in nostrâ encyclicâ epistolâ ad universos episcopos, quæ est 42 in nostro Bullario, § 11, tom. 1, hæc scripsimus : *Verùm, cùm matrimonio jungendi non sint, si parochus, ut debet, priùs interrogando, deprehenderit marem, seu feminam, quæ ad salutem necessaria sunt ignorare; vix tantæ ac tam luctuosæ ignorantiæ locum relinquet episcopus qui pastores animarum admoneat officii sui, et, huic si desint, negligentiæ repetat pœnas.*

IV. Quamobrem cùm doctrina tradita in citatâ synodo Bononiensi anno 1634 à communi Ecclesiæ sensu et praxi discordet, est omninò reformanda et corrigenda, sicuti reapsè correcta fuit in aliâ synodo diœcesanâ Bononiensi celebratâ à cardinali Boncompagno anno 1698, l. 2, c. 9, atque iterùm à nobis, Inst. 9, et Inst. 46, ubi ad matrimonium contrahendum neminem admitti præcepimus christianis institutis nondùm satis edoctum.

V. Neque in contrarium facit quod aiebat Sanchez, nimirùm non posse episcopum nova impedimenta matrimonium impedientia statuere : huic enim difficultati inprimis reponimus ab episcopo repellente à matrimonio contrahendo ignorantes christianæ religionis necessaria rudimenta, nullum de novo poni impedimentum, sed illud explicari et inculcari quo iidem jam detinentur : enimverò, cùm matrimonium inter fideles unum sit ex septem novæ legis Sacramentis à Christo Domino institutis, atque è numero eorum quæ dicuntur *vivorum*, nemo sine gravi sacrilegio illud celebrare potest in statu peccati mortalis, quod optimè perpendit Didacus Covarruvias, super 4 Decret., part. 2, de Matr., cap. 6, in princip., inquiens : *Existens in mortali crimine, non potest absque novo peccato matrimonium contrahere; tractat enim indecenter Sacramentum hoc maximum :* nec parochus licitè eidem matrimonio assistit; quamvis enim, juxta communiorem magisque receptam sententiam, non sit Sacramenti Matrimonii minister, *ut in præcedenti capite* diximus, nihilominùs in multis comparatur ministro, nec licitè suâ præsentiâ et auctoritate firmare potest contractum quem scit à contrahentibus sacrilegè iniri ; quemadmodùm prosequitur cardin. de Lauræâ, in 4 Sent., tom. 3, disp. 22, art. 22, num. 549, et pluribus Franciscus Maria Muscettola, archiepiscopus Rossanensis, in suâ dissert. de Sponsalibus et Matrimoniis, quæ exstat post secundam impressionem Observ. bon. mem. Pauli ad Statuta Faventina, iterùmque edita est Neapoli anno 1742. Qui autem fidei rudimenta ignorat, quæ ex gravi præcepto scire tenetur, quamdiù illa non addiscit, cùm potest, versatur in statu peccati mortalis, ac propterea jure ac meritò à matrimonio contrahendo arcetur. Deinde idem Sanchez, cit. disp. 15, num. 3, l. 7, disp. 6, n. 6; Basilius Pontius, de Matr., l. 7, c. 7; Gaspar Hurtado, disp. 25, difficult. 1, num. 1; et Perez, de Matr., disp. 23, sect. 1, num. 1, non solùm in episcopo, sed etiam in parocho facultatem agnoscunt impediendi ad tempus matrimonium ex aliquâ rationabili causâ, puta ad sedandum scandalum, vel ad detegendam alicujus objecti impedimenti veritatem; nec tamen inde confici autumant verum et proprium impedimentum eorum auctoritate matrimonio apponi; siquidem illa prohibitio temporaria est, atque, ablato scandalo et detectâ falsitate objecti obstaculi, sine ullâ dispensatione cessat extinguitur. Idem autem contingit in re nostrâ : episcopus enim ignorantibus christianæ religionis instituta et præcepta matrimonium interdicit solùm ad tempus donec scilicet illa addiscant : quòd si hæc prohibitio, diuturna sit et perseveret, id per accidens est, atque unicè oritur ex culpâ eorum qui illis erudiri aut recusant aut negligunt.

VI. Unum tamen advertendum addimus, quod rectè consideravit Giribaldus, de Sacram. Matr., tract. 10, cap. 3, dub. 13, num. 11, nimirùm quandoque evenire ut quis præcipua fidei nostræ mysteria et sciat et credat, cætera pariter quæ necessitate præcepti sunt addiscenda, aliquo saltem rudi modo, perceperit; sed, quia hebetis est ingenii et exilis memoriæ, post omnem adhibitam diligentiam, illa memoriâ retinere et recitare non valeat; in hoc autem rerum statu non debet perpetuò arceri à matrimonio, quod est institutum in officium naturæ, et propterea nemini sine propriâ culpâ est denegandum ; sed curabit parochus ut qui eo memoriæ defectu laborat, frequenter audiat quæ semel crassè didicit, ne ab ejus mente penitùs elabantur. Inter celeberrimas constitutiones Gibertinas, editas à Joanne Matthæo Giberto, episcopo Veronensi, quas alibi commendavimus, tit. 5, cap. 23, legitur : *Cùm autem quilibet christianus orationem dominicam, symbolum apostolorum, et præcepta Dei atque Ecclesiæ scire debeat, retinendo saltem sensum, et sacerdotibus ac prædicatoribus munere sibi imposito, prout tenentur, fungentibus, nullus se in veritate excusare poterit quòd à quo necessaria ad salutem addiscere possit, non habeat; ideò præmissa nescientes, ut magis confundantur,* etc., *in faciem Ecclesiæ ad Matrimonium contrahendum non admittantur;* ubi cardinalis Augustinus Valerius in notis ad rem subdit : *Adverte non esse arcendos,* etc., *qui ut necessaria ad salutem perdiscant, faciunt quod in se est, sicuti qui scholas doctrinæ Christianæ frequentant; quia non ob incuriam aut negligentiam, sed ob ingenii memoriæve imbecillitatem ea non addiscunt.* In concilio quodam Limano, can. 4, act. 2, relato per Mendozam in notis ad can. 42 concilii Illiberitani, agitur de hisce hominibus qui, cùm adeò crassâ, ut vocant, minervâ prædîti sint, ut christianam doctrinam, juxta methodum quâ ab aliis memoriæ mandatur, nullo modo addiscere valeant, ad Sacramenta tamen accedere, et signanter Matrimonium contrahere, cupiunt; atque ita cum his agendum statuitur : *Qui verò iis tantis impedimentis gravati fuerint ut copiosiorem catechesim non admittant, doceantur demùm pro suo modo præcipua fidei capita, scilicet unum esse Deum omnium rerum auctorem, qui accedentes ad se vitâ æternâ remuneret, improbos et rebelles æternis suppliciis in alio seculo puniat; deinde hunc ipsum Deum*

esse Patrem et Filium, et Spiritum sanctum, tres quidem personas, sed unum Deum verum; propterea Filium Dei, propter reparandam salutem hominum, factum hominem ex virgine Mariâ, pro nobis passum, et mortuum, ac tandem resurrexisse, et regnare in æternum; hunc esse Jesum Christum Dominum, et Salvatorem nostrum; postremò neminem posse esse salvum nisi credat in Jesum Christum, et pœnitens de peccatis commissis Sacramenta ipsius suscipiat; Baptismatis quidem si infidelis est; Confessionis autem, si lapsus post Baptismum; ac denique statuat ea servare quæ Deus et Ecclesia sancta præcipiunt, quorum summa est ut Deum diligat super omnia, et proximum sicut seipsum.

LIBER NONUS.

DE CAVENDIS IN SYNODO, QUÆ AUCTORITATI ET JURIBUS APOSTOLICÆ SEDIS REFRAGARI POSSUNT; ITEM DE NON ASSUMENDA DEFINITIONE CONTROVERSIARUM JURISDICTIONALIUM INTER POTESTATEM ECCLESIASTICAM ET SECULAREM; DE SOBRIO IN SYNODO USU LEGUM CIVILIUM; ET DE NON LÆDENDIS PRIVILEGIIS REGULARIUM.

CAPUT PRIMUM.

Nihil in synodo decernendum quod præjudicium inferat auctoritati et juribus Apostolicæ Sedis; ubi de falsitate assertionis tribuentis episcopo potestatem statuendi in suâ diœcesi, iis duntaxat exceptis quæ totius Ecclesiæ statum respiciunt, quidquid Papa sibi specialiter non reservavit; et incidenter de erectionibus monasteriorum et domuum regularium.

I. Nihil quod juris Apostolicæ Sedis præjudicium afferat, aut ejusdem auctoritati sit injuriosum, inveniri debet in constitutionibus sive provincialium, sive episcopalium synodorum; et si quid ejusmodi in eas fortè irrepserit, statim erit à Romano Pontifice rescindendum.

II. Urbanus VI, sub quo schisma omnium teterrimum et diuturnissimum exortum est, ut suæ obedientiæ prælatos novis sibi devinciret beneficiis, et magis magisque à partibus retraheret Roberti Gebennensis, qui à nonnullis cardinalibus, adversùm eumdem Urbanum, in pontificem electus, Clementis VII nomen assumpserat, et in Galliam secesserat, inter cætera privilegia, hoc etiam est illis elargitus, ut in eorum civitatibus et diœcesibus Apostolicæ litteræ executionem carerent, nisi ab ipsismet prælatis vel eorum officialibus essent antea examinatæ atque approbatæ; idque statim in consuetudinem et veluti in legem deductum est, pluribusque synodalibus statutis firmatum ac roboratum. E vivis erepto Urbano VI, ejusdem successor Bonifacius IX prædictam concessionem ab Urbano factam revocavit, et peculiaria locorum statuta, quæ ad illam fulciendam et stabiliendam emanaverant, nullius esse roboris decrevit. Cùm verò, anno 1417, in concilio Constantiensi ad Petri cathedram evectus fuerit Martinus V, ejus electione sublatum est schisma, quod quadraginta ferè annos Christi Ecclesiam dirè laceraverat: nam, etsi Petrus de Lunâ, dictus Benedictus XIII, à concilio exauctoratus, pontificiæ dignitatis insignia invictâ pervicaciâ retinuerit; attamen penè ab omnibus qui ei obedientiam præstiterant, post concilii sententiam et Martini electionem, desertus est. Jam verò probè animadvertens indubitatus pontifex Martinus V rationi congruum esse ut quæ schismatis calamitas in detrimentum Apostolicæ Sedis concedenda suaserat, restitutâ Ecclesiæ pace et tranquillitate, rescinderentur; sacro approbante concilio, eamdem Urbani VI constitutionem denuò abolevit.

III. Et nihilominùs in Toletanâ et Carthaginensi ecclesiis, obtentu obviandi falsitatibus, conditæ postea fuerunt synodales constitutiones, quibus edicebatur ne tabelliones et notarii etiam ab iis quorum interierat requisiti, apostolicas litteras reciperent à loci ordinario ejusve officialibus priùs non examinatas. Petita est hujusmodi constitutionum confirmatio à Leone X, supremum Ecclesiæ clavum tunc temporis tenente; sed hic, indecens, absonum, quinimò et temerarium reputans quòd quæ erant à summo Pontifice gesta, ea inferiorum examini et judicio subessent, nedùm porrectam sibi supplicationem rejecit, sed novâ insuper editâ apostolicâ constitutione, memoratas Bonifacii IX et Martini V sanctiones approbavit et restauravit, et quæcumque illis contraria statuta tam in præfatis Toletanâ et Carthaginensi, quàm in aliis quibuslibet synodis facta et attentata, irrita esse voluit; et, ne ulla eorumdem memoria ullo unquàm tempore extaret, eadem è libris, seu codicibus, in quibus scripta atque adnotata reperiebantur, ita oblitterari et radi præcepit, ut ampliùs legi non possent.

IV. Bonifacii IX, Martini V et Leonis X vestigia sectatus Clemens VII, in suâ constitutione 47, Bullar. tom. 4, part. 1, pag. 105, id ipsum sancivit quod illi hâc de re edixerant; addiditque se in suis litteris, in die cœnæ Domini lectis et promulgatis, anathemate perculisse et iterùm percellere quicumque litterarum apostolicarum executionem quovis prætextu impedirent, aut impedientibus consilium, auxilium et favorem præberent. Hoc unicum exemplum satis esse existimamus ad cautos reddendos episcopos ne in suas constitutiones aliquid obrepere sinant quod ullâ ratione Apostolicæ Sedis aut auctoritati injuriam irroget, aut jura imminuat: ob eam quippe conjunctionem et necessitudinem quam membra cum suo capite habere oportet, maximè decet ut ipsi primæ Sedis prærogativas, quæ hâc presertim tempestate, multorum invidiâ, in discrimen vocantur, sedulò defendant et pro viribus promoveant; suam enim causam agunt, cùm supremi Pastoris auctoritatem propugnant et sustinent: quoniam, si hujus jura evertantur, paulatim pariter inferiorum præsulum jurisdictio nutabit, et corruet. Hæc optimè considerârunt Patres concilii Diziacensis I, habiti anno 871, cui episcopi unus et vigenti per se, octo per suos procuratores, subscripsêre, cùm ad Adrianum II, papam, in synodali epistolâ, quæ extat in Collectionis Harduini tom. 5, col. 1321 ad rem apositè, atque ad posterorum exemplum maximè opportunè, ita scripsêre: *Quia ergo nos, quantùm scimus et possumus, privilegium sanctæ ac primæ Sedis Romanæ et conservare, et obaudire et extollere cupimus, atque satagimus (pro suo scilicet principatu quem B. Petrus apostolus, Domini voce perceptum, Ecclesiâ nihilominùs subsequente, et tenuit semper, et retinet); servet vestra paternitas et à Deo in primâ Sede constituta auctoritas, nobis filiis, et subjectis sibi episcopis ecclesiastica privilegia à sacris canonibus, et vestris decessoribus ac prædecessoribus, nostris decessoribus ac prædecessoribus conservata; quatenùs et Apostolica Sedes proprium vigorem retineat, et à se concessa aliis sua jura non minuat.*

V. Verùm accidit interdùm aliquot episcopos, cæteroquin erga Apostolicam Sedem obsequentissimos, ejusdem auctoritatem non consultò, sed potiùs incogitanter, sibi usurpare; deceptos nimirùm à quibus-

dam doctoribus qui potestatem, uni Romano Pontifici competentem, quarumcumque ecclesiarum præsulibus adjudicant. Astruunt scilicet ejusmodi auctores, et veluti indubitatum axioma venditant, hanc propositionem : *Quidquid potest Pontifex in universo orbe, si ea excipias quæ totius Ecclesiæ statum respiciunt, uti fidei articulum definire, potest episcovus in suâ diœcesi, nisi specialiter Papa sibi illud reservarit* : eoque fundamento præjactò, episcopalem jurisdictionem mirum in modum extollunt, ac ultra præscriptos ei limites protendunt. Hanc porrò opinionem, plurium et non infimæ notæ doctorum auctoritate munitam, quos referunt Fagnanus, in cap. *Dilectus*, de Tempor. Ord., num. 16, et in cap. *Perniciosam*, de Offic. Ord., num. 28, atque Arcudius, Concord. l. 2, de Confirmat., pag. 110, facilè hauriunt episcopi, eâque imbuti, sibi licere autumant nonnulla in suis synodis statuere quæ ad solam pertinent Apostolicam Sedem. Quamobrem laudatus Fagnanus, cit. loc., operæ pretium existimavit præfatam propositionem totis viribus convellere, ejusque falsitatem et ratione et auctoritate demonstrare.

VI. Ratione quidem : etenim, uti pariter argumentatur Suarez, l. 6 de Legibus, cap. 14, n. 4 et 6, etiam seclusâ superioris prohibitione, nequit inferior legem ab eodem superiore latam aut abrogare aut relaxare : superior quippe statim ac aliquid per suam legem præscribit, aut prohibet, illud subtrahit ab ordinariâ potestate inferioris ; cui propterea non licet in illam falcem immittere, nisi velit suam voluntatem anteponere voluntati superioris, per legem manifestatæ, quod profectò esset suæ subjectionis jugum excutere, et, *qui majoris potestatis est, judiciis suis addicere, aut propriis definitionibus subjugare :* quam intolerabilem insolentiam reprehendit Nicolaus I, in epistolâ ad Michaelem imperatorem relatâ in can. *Inferior*, dist. 21. Præterea, si integrum esset episcopo legem relaxare à concilio generali aut à summo Pontifice rogatam, tota everteretur Ecclesiæ disciplina, caput subjiceretur membris, et proinde actum jam esset de ecclesiasticâ hierarchiâ divinitùs institutâ ; quod benè ponderavit idem Fagnanus, in cap. *Nimis*, num. 44, de Filiis presbyterorum, inquiens : *Unde etiam apparet longè minùs admittendum esse jure ordinario episcopum dispensare contra legem concilii generalis, vel summi Pontificis, quoties dispensandi facultas illi non adimitur ; hæc enim doctrina, nisi temperetur secundùm ea quæ dicta sunt, falsa et periculosa est, et nullatenùs ad praxim deducenda ; nam inferiorem posse contra legem superioris absolutè dispensare, nihil est aliud quàm caput membris et superiora inferioribus subjicere, et ordinem naturalem invertere, et ecclesiasticam hierarchiam confundere, Dei ordinatione institutam ; præsertim verò quia mos sacrorum canonum et conciliorum est ferè ubique simpliciter præcipere aut prohibere quid faciendum sit vel non faciendum ; rarò autem descendunt ad prohibitionem dispensationis. Unde, si liceret episcopis dispensare quotiescumque dispensatio in speciem non prohibetur, consequenter esset in eorum facultate totum jus commune et concilia universalia subvertere, in singulis casibus dispensando ; quod est erroneum asserere.*

VII. Ad auctoritatem quod attinet, Fagnanus, in cit. cap. *Dilectus*, de Tempor. Ordin., ex hoc ipso textu inferri autumat falsitatem propositionis quam impugnat : cùm enim episcopus Rossensis in Hiberniâ tres sacros ordines eâdem die contulisset cuidam canonico Ymilicensi, in hujus ecclesiæ episcopum electo, obtentu mandati sibi facti ab archiepiscopo Casselensi, suo metropolitano, rem gestam improbavit et Rossensis excusationem respuit Innocentius III, rescribens, etiamsi constitisset de mandato archiepiscopi, adhuc illi non fuisse obtemperandum, eò quòd talis dispensatio nulli sit à canone permissa : *Tum quia* (sunt verba vulgatæ decretalis, quæ habentur in compilatione, quâ utimur), *si de mandato archiepiscopi constaret, cùm illi hujusmodi dispensatio à canone minimè sit permissa, ipsi obtemperare non debuit in hâc parte.* Ad ligandas igitur inferiori manus, ejusque jurisdictionem coarctandam, non est necesse, inquit Fagnanus, ut sit illi expressè interdictum, ne quidquam contra superioris legem audeat intentare : sed sat est id ei non esse ab ipsâ lege permissum, sicuti ab Innocentio audivimus. Verùm, cùm in integrâ Innocentii III decretali, quæ refertur à Gonzalez, post verbum *permissa*, hæc alia subdantur : *Quam ad solum Romanum Pontificem non est dubium pertinere ;* ex quibus potest quis conjicere potestatem relaxandi legem, de quâ agebatur, fuisse à jure episcopis ademptam, unique Romano Pontifici reservatam ; jam corruit argumentum quod ex eâ decretali Fagnanus instaurat. Clariores, nullique cavillationi obnoxii sunt alii textus, qui ad Fagnani opinionem roborandam, et contrarium axioma confodiendum, producuntur. Primus est in Clem. *Ne Romani*, de Electis, in quâ Clemens V ait : *Nos inter cætera, præcipuè attendentes quòd lex superioris per inferiorem tolli non potest ;* idque ita intelligendum declarat ut nequeat ab inferiori *corrigi, vel immutari, aut quidquam ei detrahi, sive addi, vel dispensari quomodòlibet circa ipsam seu aliquam ejus partem.* Alter textus est in cap. *Sancta Romana*, de religiosis Domibus inter Extravag. Joannis XXII, ubi legitur : *Quidam autem eorum dictum habitum et vivendi ritum à quibusdam episcopis, seu eorum superioribus, vel aliis ecclesiarum prælatis, habuisse profitentur, quos nec eis concedere licuit contra formam concilii generalis ;* ad quem locum opportunè notat Glossa, litt. N : *Non licet igitur episcopis contra inhibitionem generalis concilii facere, cùm sint astricti ad observantiam canonum ;* idemque latè ostendunt Innocentius, in cit. cap. *Dilectus*, de Tempor. Ordinat., n. 2 et 3, et in cap. 2, de Eo qui furtivè Ordinem suscepit ; Panorm., in cap. *Tam litteris*, num. 3, de Testibus ; Covarr., in 4, part. 2, cap. 6, n. 15 ; Gutierrez, can. *Quæst.*, lib. 1, cap. 5, num. 10 ; Suarez, cit. c. 14 ; Vasquez, tom. 2, in 1-2. disp. 178, cap. 2 ; Sanchez, de Matr., l. 8, disp. 5, n. 9, et lib. 2 Summ., cap. 40, n. 1 ; Pontius, de Matr., lib. 8, cap. 6, num. 1 ; Cabassutius, in Theor. et Prax. jur. canon., lib. 3, cap. 27, num. 3 ; Diana, in Edit. coord., tom. 3, tract. 2, resolut. 25, per tot. ; aliique innumeri ab his allegati. Et quamvis adversùs hæc asseratur textus in cap. *Nuper*, de Sententiâ excommunicationis, ubi dicitur ab inferiore concedi posse censuræ relaxationem, si conditor canonis eam sibi non reservaverit ; sapienter tamen Gonzalez, ad dictum cap. *Nuper*, n. 3, animadvertit id non esse extendendum ad alias materias in quibus ex eo duntaxat quòd aliquid non sit expressè episcopis prohibitum, non licet inferre idem esse eisdem positivè concessum : speciale enim illud esse ait in absolutione à censuris ; eâdemque specialitate gaudere asserunt doctores dispensationem in impedimentis quibusdam matrimonii merè impedientibus, de quibus infra loquemur.

VIII. Alius est nonnullorum error, qui videntes episcopi consensum tanquàm necessariam conditionem requiri pro alicujus actûs validitate aut legitimitate, ab hujusmodi consensu rem totam pendere putant, eamque episcopali duntaxat auctoritate, inconsulto Romano Pontifice, licitè et validè expleri posse arbitrantur, quamvis adsint apostolicæ Constitutiones, aut conciliaria decreta, quibus supremum et privativum, ut vocant, jus in id rerum genus Apostolicæ Sedi reservatur. Exemplo sit res ista quam subjicimus :

IX. Statuit sacra Tridentina synodus, sess. 25, de Regular., cap. 3, ne monasteria, seu domus tam virorum quàm mulierum, de cætero erigantur *sine episcopi in cujus diœcesi erigenda sunt, licentiâ priùs obtentâ.* Hinc verò aliqui inferunt ad erectionem novi monasterii in aliquâ diœcesi sufficere licentiam episcopi diœcesani, absque eo quòd Romani Pontificis auctoritas ad id requiratur, et maximè ubi agatur de episcopis ultra montes constitutis ; propterea quod

Innocentii X constitutio, quæ habetur num. 27, in Bullar. Rom. tom. 4, quæque Romani Pontifices auctoritatem in hujusmodi erectionibus necessariam declarat, de Italiâ et adjacentibus insulis tantummodò loquitur. At, cùm jampridem ante Tridentinum concilium regularibus interdicta fuerit novorum monasteriorum acquisitio sine expressâ licentiâ Apostolicæ Sedis, ut videre est in cap. *Religionum*, § *Confirmatos*, de religiosis Domibus, in sexto, et in cap. *Cùm ex eo*, de Excessibus prælatorum, eodem l. 6, satis patet nihil à Tridentinâ synodo detractum fuisse ejusdem Apostolicæ Sedis auctoritati jam præcedenter stabilitæ; sed illud duntaxat statutum fuisse, ut præter eam episcopalis quoque auctoritas et licentia in iisdem erectionibus interveniret. Quare communis hodiè, et in tribunalibus recepta est opinio, non licere regularibus tam intra quàm extra Italiam, nova monasteria, aut conventus, sive collegia fundare solâ episcopi localis auctoritate, sed Apostolicæ Sedis licentiam præterea necessariam esse. De monasteriis autem, seu conventibus, aut collegiis tantummodò loquimur; nam, si res esset de aliquo simplici hospitio quod pro regularium iter habentium commodo ædificari vellet, episcopi localis licentia ad id sufficeret, etiam non accedente Apostolicæ Sedis auctoritate. Quæ omnia maturè discussa et definita fuerunt occasione cujusdam causæ Eystetten. fundationis hospitii, in quâ tres decisiones auditorii rotæ emanârunt, una die 10 maii 1726, altera die 26 aprilis 1728, coram bonæ memoriæ Gamaches, ac tertia demùm coram bonæ memoriæ Ratto, postea episcopo Cordubensi, quæ in illius decisionum Collectione jam typis editâ legitur, tom. 3, num. 258.

CAPUT II.

Ex iis quæ dicta sunt, decernitur quibus in casibus fas sit aut non sit episcopo relaxare impedimenta dirimentia matrimonium. Agitur etiam de consuetudine ac nonnullis synodis Gallicanis eamdem episcoporum facultatem spectantibus.

I. Ex iis quæ hucusque stabilita sunt, sequitur fas non esse episcopis removere impedimenta dirimentia matrimonium, seu quemquam solvere ab impedimento quo detinetur, veniamque eidem concedere ut impedimento non obstante matrimonium contrahat: quoniam ejusmodi impedimenta ortum habent aut à concilio generali, aut à summis pontificibus, quorum decreta nequit inferior infringere, iisque ullâ ratione contraire; quod ex modò dictis liquet, et ad rem perpendunt Sanchez, cit. l. 8, disp. 6, num. 13; Pontius, de Matr., l. 8, c. 13, n. 1. Ne autem hâc doctrinâ, quam communem esse citati auctores asseverant, suam jurisdictionem nimiùm coarctari conquerantur episcopi; priusquàm ea uberiùs explanetur, plura sunt prænotanda. Et primò animadvertendum est sermonem hìc non esse de impedimentis merè impedientibus, quæ nullus dubitat posse ab episcopo relaxari, si excipias impedimentum ortum ex sponsalibus cum altero initis, quod, isto invito, sine ejusdem injuriâ remitti nequit, et illud quod provenit ex voto aut ingrediendæ religionis, aut perpetuæ castitatis, quæ vota nisi fuerint conditionata, summo Pontifici reservantur, necnon alterum proveniens ex hæresi, de quo in capite sequenti dicturi sumus; Sotus in 4, dist. 37, q. unic., art. 1; Navarrus, Man. cap. 22, num. 85; Sanchez, l. 8 de Matr., disp. 17, num. 15; Salmanticenses, in Cursu morali theologico, tom. 2, tract. 9, de Matr., c. 13, punct. unic., num. 16 et 17; Perez, de Matrim., disp. 23, sect. 8, num. 5; Cabassutius, in Theor. et Prax. jur. canon., l. 3, c. 27, n. 7; Natalis Alexander, Theolog. dogmat. et mor., de Matr., l. 2, art. 13, reg. 14; aliique communiter. Neque res est de impedimento quod irritum reddidit matrimonium jam publicè contractum: ultrò enim concedimus episcopo illud relaxandi facultatem, quam eidem ascribunt Sylvester, verb. *Dispensatio*, § 9; Sotus, cit. dist. 37, quæst. unic., art. 2; Navarrus, cit. cap. 22, num. 85; Sanchez, l. 2, disp. 40, num. 3; Pontius, lib. 8, cap. 13, num. 2; Zerola, 1 part., verb. *Dispensatio*, § *Ad quintum*; Cabassutius, cit. cap. 27, n. 3; Sylvius, operum tom. 5, inter resolutiones in verb. *Dispensatio secundò*, Fagnanus, in cap. *Nimis*, n. 33, de Filiis presbyterorum; Natalis Alexander, cit. loc., reg. 10; qui tamen unanimiter monent non posse episcopum eam potestatem sibi usurpare, nisi simul concurrant sex circumstantiæ: primò scilicet, ut jam matrimonium fuerit contractum in faciem Ecclesiæ, omnibusque adhibitis solemnitatibus; secundò, ut contractum fuerit bonâ fide, ex juris aut facti ignorantiâ; tertiò, ut sit consummatum; quartò, ut impedimentum sit occultum; quintò, ut non possit facilè adiri prima Sedes, seu dispensatio à Papâ obtineri, ob conjugum paupertatem, rusticitatem, locorum distantiam, aliasque similes causas; sextò denique, ut non possit separatio fieri sine scandalo. *Si verò* (ait Cabassutius, loc. cit.) *aliqua absit ex præfatis circumstantiis, et personæ sint pauperes, aut rudes, ac rusticæ, officium erit ordinarii prosequi hanc dispensationem, in formâ pauperum, apud Sedem Apostolicam, ut planè gratis et sine compositione obtineatur.* Notant itidem iidem doctores dispensationem ab episcopo in prædictis circumstantiis obtentam prodesse duntaxat pro foro conscientiæ, non autem pro foro externo: non enim plus potestatis tribuendum est episcopo quàm habeat major pœnitentiarius Papæ, qui in prædicto rerum eventu impedimentum aufert ut matrimonium convalescat solùm in foro interno. Quocirca, si impedimentum ante occultum, postea detegatur, et deducatur ad forum contentiosum, opus erit novâ dispensatione à summo Pontifice impetrandâ.

II. Tandem advertendum est nec quæstionem hìc esse de impedimento dirimente occulto quod obstet matrimonio nondùm contracto, sed proximè contrahendo. Scimus quippe non deesse doctores qui episcopo facultatem asserant illud auferendi, cùm tales urgent rerum circumstantiæ, ut nec summus Pontifex consuli, nec matrimonii contractus, ad quem omnia sunt disposita, differri possit sine scandalo, et paratorum ad nuptias infamiâ: ad præcavenda enim prædicta gravia mala, si alius non suppetat modus illis occurrendi, præsumendum est summum Pontificem delegare episcopo potestatem dispensandi, quam certè, requisitus, non esset ei denegaturus. Hanc facultatem, nullius præcedentis doctoris patrocinio fretum, se omnium primum episcopis vindicâsse gloriatur Sanchez, cit. l., disp. 40, num. 7; sed eum postea secuti sunt Pontius, cit. l. 8, cap. 13, num. 6; Hurtadus, disp. 26, de Matr., num. 7; Perez, de Matr., disp. 44, sect. 6, num. 12; Bonacina, de Matr., disp. 3, punct. 15, num. 5, verb. *Rursùs addo*; Barbosa, de Offic. et Potest. episcopi, part. 2, alleg. 35, num. 5; Cabassutius, cit. cap. 27, n. 4, de Justis, de dispensationibus matrimonialibus, l. 2, cap. 2, n. 129, et plur. seq.; Wiestner, ad tit. 16, l. 4 Decretal., n. 66 et seq.; Anacletus, in Jus can., tom. 4, in append. de Dispens. super impedimentis, num. 62 et 63. Sed, quamvis hæc opinio, teste citato Bonacinâ, hodiè sit ferè communis, eam tamen acriter reprehendit et exagitat Fagnanus in cit. cap. *Nimis*, num. 34 et 35, de Filiis presbyter., fortassè quia, ut annotavit Perez, cit. sect. 6, num. 13, est moraliter impossibile eas omnes concurrere rerum circumstantias quas sibi fingit Sanchez, in quibus nequeat matrimonium retardari absque scandalo, cùm alii plurimi semper præstò sint modi, ab eodem Perez indicati, protrahendi tempus nuptiis absque ullâ suspicione criminis, et infamiâ eorum qui jam erant ad eas celebrandas accincti.

III. Sed, quidquid sit de eâ extraordinariâ potestate quæ ex præsumptâ summi Pontificis voluntate in aliquo eventu, urgentissimæ videlicet necessitatis, et impedimenti occulti, competat episcopis, nullam in præsens de eâ ferimus judicium; sed tantùm disser-

mus de ordinariâ potestate dispensandi in quibusdam impedimentis dirimentibus publicis. Hanc potestatem communi ferè calculo doctores denegant episcopo; quinimò sacræ Urbis congregationes, concilii videlicet, ac supremæ Inquisitionis, non semel proscripserunt tanquàm falsam, et temerariam, propositionem asserentem episcopo jus dispensandi super impedimento dirimente publico, quod obsistat matrimonio contrahendo, etiamsi gravis urgeat illud contrahendi necessitas; uti videre est apud Joannem Baptistam Rigantium, virum apprimè doctum, tom. 4 Commentar. in Regul. cancellar., in notis ad regul. 49, num 1 et 2; ubi sacrarum congregationum responsa, summâ diligentiâ congesta, per extensum, ut dicitur, referuntur, et doctorum in hanc rem placita copiosè allegantur. Et nihilominùs aliquot episcopi eamdem potestatem etiam nunc sibimet ipsis ascribunt, et contra juris communis principia ac communem doctorum sensum, etiam in suis synodalibus constitutionibus sibi asserere quandoque non dubitant; et, quod magis dolendum est, non desunt aliqui, licèt pauci, doctores hâc in re episcopis blandientes, quorum nonnulli innituntur prædicto axiomate, cujus falsitatem deteximus; alii verò innituntur diuturnâ consuetudine, per quam acquisitam decantant quibusdam episcopis potestatem relaxandi aliqua impedimenta dirimentia, quâ, spectato jure communi, carerent. Hinc Gibertus, suarum Consultationum tom. 12, consult. 59, de Matr., absolutè docet episcopos in hoc negotio unicè spectare debere suorum prædecessorum praxim, liberèque posse, legitimâ exigente causâ, eas dispensationes indulgere, quas à suis prædecessoribus concessas deprehenderint. Hinc pariter Natalis Alexander, Theolog. dogmat. et mor. cit. l. 2, de Matr., cap. 4, art. 13, postquàm, reg. 11, auctoritatem dispensandi super impedimentis matrimonium dirimentibus, publicis, et notoriis, uni vindicavit Romano Pontifici, inquiens : « Hodierna Ecclesiæ disciplina, secundùm quam dispensationes in gradibus prohibitis consanguinitatis, vel affinitatis, aliisve impedimentis dirimentibus, Romano Pontifici reservatæ sunt, cùm publicum impedimentum est, et de matrimonio contrahendo agitur, non permittit ut episcopi his in circumstantiis dispensent. Cùm enim ab Ecclesiâ universali, sive illius capite Romano Pontifice, sint instituta impedimenta matrimonium dirimentia, dispensatio super eis, communi jure, ad caput universalis Ecclesiæ Romanum Pontificem, non ad episcopum, pertinet; ut colligitur ex cap. *Cùm inferior*, extra. de Major. et Obed. Conciliaque provincialia plurima, Ritualia Ecclesiarum, auctores omnes id confirmant, et auctoritatem dispensandi competere negant episcopis, cùm publicum impedimentum est, vel de contrahendo matrimonio agitur : » postquàm, inquam, hanc communem doctrinam disertè tradidit et insinuavit, in sequenti reg. 12 eamdem in hunc modum limitat : *Si tamen antiqua sit et legitimè præscripta diœcesis consuetudo ut episcopus in quarto gradu etiam de contrahendo certis in casibus dispenset, quia ejus decessores hâc usi sunt ab antiquo ad hanc usque diem facultate, quæ à Sede Apostolicâ concessa creditur (quod in quibusdam Galliarum diœcesibus fieri novimus), de his dispensationibus haud movenda lis est : siquidem consuetudo legitimè præscripta juri positivo præjudicat, usûsque longævi non levis est auctoritas, ut dicitur in cap.* Cùm consuetudinis, *et cap.* Cùm tanto, *Extrav. de Consuet.* Hinc denique nonnulli Gallicani episcopi, uti narrant Pontas, in verb. *Dispensatio matrimonii*, cas. 35; Herminier, de Sacramentis, tom. 5, c. 17; auctor Collationum ecclesiasticarum Parisiensium sub cardinali de Noailles, tom. 3, l. 5, col. 2, cap. 2; Gerbesius, in tractatu quem edidit de Potestate Ecclesiæ et principum super impedimentis matrimonii; et Sainte-Beuve, tom. 1 Res. casuum conscientiæ, cas. 66 et 57, usum prætexentes suorum decessorum, dispensant in impedimento quarti, et alicubi etiam tertii gradûs consanguinitatis seu affinitatis; et alii jus sibi vindicant relaxandi insuper impedimenta cognationis spiritualis, criminis, et publicæ honestatis; licèt alii ejusdem regni antistites, observante eodem Sainte-Beuve, sibi integrum non esse arbitrentur ab ullo cujuscumque generis canonico impedimento, matrimonium dirimente, quemquam solvere : prout scilicet, sicuti idem auctor prosequitur, fert diversa quæ in quâlibet diœcesi inolevit consuetudo. Ab eâdem quoque consuetudine quæ ex privilegio et indulto apostolico initium sumpsisse censenda sit, contendunt similiter episcopi Leodienses se potestatem adeptos dispensandi in quarto, et in tertio, hinc inde, consanguinitatis gradu : *Si imminens appareat periculum defectionis partium ad vicinos fidei hostes, mutuæ internecionis parentum et amicorum inter se ob corruptam puellam, et partes non habeant media recurrendi ad Urbem* : quemadmodùm referunt Lessius in Auctar., verb. *Matrimonium*, cas. 9; Gobat, theol. Exper. tract. 9, n. 596; et Van-Espen, Jur. Eccl. univ. tom. 1, p. 2, tit. 14, c. 1, n. 11, quod tamen jus sibi non arrogare alios Belgii episcopos, ne eos quidem quorum diœceses auctoritate Pauli IV à Leodiensi divulsæ sunt, opportunè animadvertit Zypæus, ad tit. de Eo qui cognovit consanguineam uxoris, n. 3.

IV. Verùm, sicuti graviter errant qui potestatem de quâ agitur episcopis adjudicant, unicè freti illo axiomate, cujus falsitatem plurima concilia provincialia, Ritualia Ecclesiarum, auctoresque omnes agnoscere fatetur etiam citatus Natalis Alexander, in allegatâ reg. 11, ita periculum est ne se aliosque decipiant qui eam à consuetudine mutuantur. Inprimis enim prudenter dubitari potest an ejusmodi consuetudo in florentissimo Galliarum regno, Apostolicæ Sedi obsequentissimo, et sacrorum canonum religiosissimo custode, ullo unquàm tempore viguerit; cùm non solùm contingere potuerit hunc illumque episcopum in hoc aut illo impedimento dispensâsse, ex privilegio sibi à primâ Sede specialiter concesso; sed etiam ita rem se habuisse constet ex regestis sacræ congregationis de propagandâ Fide, et sancti Officii, in quibus frequentes annotatæ reperiuntur hujusmodi speciales concessiones episcopis Gallicanis indultæ dispensandi super impedimentis tertii et quarti gradûs, unde Ducasse, auctor Gallicanus, in suâ Practicâ jurisdictionis ecclesiasticæ, cap. 10, sect. 7, scribit timoratæ conscientiæ et excellentis doctrinæ Gallicanos episcopos dispensâsse post indultum sibi à Sede Apostolicâ concessum, et à dispensatione abstinuisse, postquàm cessaverat, nec fuerat renovatum indultum quod ad certum tempus obtinuerant. In hâc autem dubietate non licere successori similes dispensationes elargiri rectè annotavit idem Natalis Alexander, in fine, cit. reg. 12, scribens : *At si dubitet, vel meritò dubitare debeat episcopus an dispensationes à suis decessoribus concessæ sint ex privilegio reali et perpetuo, an ex privilegio personali, dispensare non potest, nisi et ipse dispensandi privilegium à summo Pontifice obtineat. In re enim Sacramenta spectante non licet minùs probabilem, ac minùs tutam opinionem sequi, relictâ probabiliore, atque tutiore.*

V. Quòd autem aliquot Galliarum episcopi ex privilegio merè personali, non verò ex consuetudine, nacti sint facultatem super aliquo impedimento dispensandi, inde etiam conjicimus quòd ex unâ parte incredibile videatur talem consuetudinem intra unius vel alterius diœcesis limites constitisse, nec conterminas permeâsse; id quippe evenire vix potuit in re episcopis favorabili atque in regno servandæ inter pastores disciplinæ morumque concordiæ et unitatis studiosissimo : ex aliâ verò scimus, quamplurimos Galliarum antistites disertè declarâsse, sibi fas non esse ullum auferre, seu relaxare impedimentum matrimonium dirimens : siquidem concilium Turonense anni 1583, tit. 9, de Matr., tom. 20 Collectionis Harduini, col. 1405, definivit : *In quarto consanguinitatis et affinitatis, necnon cognationis spiritualis prohibi-*

tis gradibus episcopis dispensare non licere declaramus : in concilio Tolosano anni 1590, c. 8, ibidem, col. 1804, legimus : *Quos cognationis gradus impedit, licèt jam legibus solutos et dispensatos, nisi visâ priùs summi Pontificis dispensatione, in matrimonii conjunctionem parochi non recipiant :* synodus Lingonensis apud Natalem Alexandrum, cit. reg. 12, post enumeratas personas in aliquo usque ad quartum consanguinitatis gradum inter se conjunctas ait : *Inter istos non est legitimum matrimonium, nisi cùm eis sit per Sedem Apostolicam dispensatum :* idemque sancitum declaratumque reperiri in synodo Trecensi idem Natalis Alexander testatur. Additque Diot in opere, cui titulus : *Sacramentaria pastorum*, tract. 13, de Dispensationibus matrimonialibus, c. 8, p. 213, edit. Parisiens. an. 1709, in generali congregatione episcoporum et universi cleri Gallicani declaratum esse dispensationes omnes matrimoniales ad solum Papam pertinere, et parlamentis esse obsistendum, si aliquando episcoporum dispensationes admittant. Quis autem credat tot Gallicanos episcopos, suæ jurisdictionis tenacissimos, sibi sponte abjudicâsse eam auctoritatem, quam passim viderent ab aliis finitimarum diœcesium præsulibus jure ordinario, et non merè delegato, exerceri ?

VI. At etiam dato in aliquam diœcesim irrepsisse consuetudinem de quâ contenditur, ut per eam collatum dicamus episcopo legitimum jus auferendi impedimenta à conciliis œcumenicis, aut à summis Pontificibus inducta, diligenter priùs examinandum est an ea consuetudo omnes habuerit conditiones necessarias ut potuerit prævalere legi episcopo inhibenti ne superioris statutum infringere aut quoquo modo relaxare præsumat. Quin imò, cùm talis consuetudo non solùm tendat ad abrogandam legem, verùm etiam ad tollenda et minuenda jura uni competentia Romano Pontifici ; præter cæteras conditiones, necesse est ut centum ad minus annorum spatio sine ullâ interruptione perseveraverit. Quocirca citatus Van-Espen, Jur. Eccles. univ. p. 2, tit. 14, c. 1, n. 11, ut episcopo Leodiensi auctoritatem astruat dispensandi in tertio et quarto, et in tertio hinc inde, consanguinitatis seu affinitatis gradu, eamque ex legitimâ consuetudine ab eo acquisitam evincat, ejusmodi consuetudinem contendit esse immemorabilem. Ad consuetudinem quoque cujus initii memoria non extet, confugit citatus auctor Collationum Parisiensium, tom. 3, collat. 2, § 2. Verùm postremò et potissimùm considerandum est an per eam consuetudinem, si qua inoleverit, *disrumpatur nervus ecclesiasticæ disciplinæ :* in quo eventu, nunquàm per eam adversùs legem præscribi declaravit Innocentius III, in cap. *Cùm inter*, de Consuet. Num porrò prædicta consuetudo ejusmodi inficiatur vitio, potiùs quàm à nobis præstat audire à Gallicano auctore Cabassutio, qui, cit. l. 3, c. 17, n. 6, loquens de auctoritate dispensandi, quam sibi vindicant nonnulli suæ nationis præsules, hæc habet : « Si, « in oppositum reclamantibus conciliis œcumenicis « quæ hanc potestatem uni summo Pontifici legato- « que reservant, sibi ausint vindicare Gallicani du- « centi circiter et quadraginta nimirùm episcopi, cum « suis vicariis, seorsim in suis diœcesibus, singuli pro « suo arbitrio, hujusmodi licentiam, ingruet profectò « totâ Gallicanâ ditione admodùm exuberantior, et « inordinatior inter tot tamque diversa sibi aliisque « indulgentium prælatorum capita, in dispensandis « matrimoniis licentia. Quin etiam, si per universum « regnum ista invalesceret consuetudo (quod malum « Deus avertat), contingeret demùm ut quilibet laici, « etiam subalternorum tribunalium judices, per ca- « ptionem et distractionem bonorum episcopalium, « ipsosmet episcopos cogerent, pro suo peculiari, aut « amicorum, aut partium postulantium affectu, ad « sic dispensandum, sicut jamdudùm compellunt invi- « tos ad monitoria et excommunicationes decernen- « das ; sicque simile quid illis obveniret divinæ huic « apud Isaiam comminationi : *Pro eo quòd abjecit « populus iste aquas Siloe, quæ vadunt cum silen- « tio, propter hoc ecce adducet Dominus super eos « aquas fluminis fortes et multas.* Sic enim renuentes « hâc in parte summo universalis Ecclesiæ Pontifici « subjici, compelluntur indignissimè laicorum judi- « cum infimorum decretis obtemperare, aut proprio- « rum fructuum, ni pareant, interceptionem ac pri- « vationem pati. » Et post adducta modò à nobis relata loca conciliorum Turonensis et Tolosani, inanem decernentia hâc in re dispensationem quæ à summo Pontifice non dimanârit, concludit Cabassutius : *Sanè istæ ab episcopis concessæ dispensationes pro contrahendis conjugiis, aut nullitatem aut incertitudinem causant Sacramenti. Atverò in re sacramentariâ unanimes docent theologi non esse licitum quidquam incerti adhibere, eo certo medio prætermisso quod adhiberi possit. Atque ita licentia ista vel nefariam inducit Sacramenti nullitatem, aut ad summum, tutiore simul et probabiliore opinione rejectâ, minùs probabilem nec tutam in tanti momenti Sacramento, consectatur opinionem.*

VII. Huic Cabassutii monito morem gerant episcopi, et nullius consuetudinis prætextu eam exerceant facultatem quam dubiam saltem atque incertam esse dissimulare non possunt. Quòd si quis eam sibi certò competere obstinatè contendat, adhuc abstineat oportet ab illâ in suâ synodo ostentandâ et synodali statuto sibimet ipsi asserendâ : etenim (uti inferiùs suo loco demonstrabitur) ne ea quidem quæ episcopis certò licent ex tacitâ permissione et conniventiâ Apostolicæ Sedis, possunt ab iisdem per edictum aut synodalem constitutionem decerni, et juri suo ordinario quodammodò attribui ; id quippe manifestam saperet ambitionem quâ viderentur se quodammodò æquiparare summo Pontifici ejusque affectare supremam jurisdictionem.

VIII. Quare si aliquis antistes, ob nimiam suæ diœcesis ab Urbe distantiam, aliamve legitimam causam, necessariam sibi reputet auctoritatem dispensandi in uno aut pluribus impedimentis matrimonium dirimentibus, eam exposcat à Romano Pontifice, qui eam petentibus impertiri non renuit, nunc magis, nunc minùs amplam, pro temporum et locorum varietate.

CAPUT III.

De pontificiæ auctoritatis lœsione in eo quod pertinet ad dispensationes matrimoniales inter unam partem catholicum et alteram hæreticam.

I. Illicita esse ea matrimonia quæ inter partes contrahuntur, quarum altera catholica sit, altera hæresim profiteatur, dictum in superioribus à nobis est : neque tamen prætermissum tales interdùm circumstantias occurrere quibus hujusmodi etiam matrimonia licita esse possint. Idem hoc loco asserimus pariterque confirmamus. Et quidem, quod pertinet ad primam partem : *Si aliquis fidelis cum hæreticâ baptizatâ matrimonium contrahit, verum est matrimonium, quamvis peccet contrahendo, si sciat eam hæreticam : sicut peccaret, si cum excommunicatâ contraheret : non tamen propter hoc matrimonium dirimeretur.* Ita S. Thomas, in 4 Sent., dist. 39, quæst. 1, art. 1, ad 5. Cùm autem quæritur quænam sint eæ circumstantiæ quæ licita reddunt hujusmodi matrimonia, non desunt qui ea permissa esse contendant in iis locis in quibus notabilis populi pars ex hæreticis constituitur, dummodò à catholicâ parte perversionis periculum absit, et gravis aliqua vel publica causa intercedat : cujusmodi ab eis reputatur publicæ pacis conservandæ studium, si ea turbari posse prospiciatur intestino aliquo bello inter catholicos et hæreticos excitando, ubi illi animum alienum ostenderent à contrahendis matrimoniis cum hæreticis.

II. Alii præterea hæc matrimonia de quibus agimus pluribus in locis licita fore asserunt, in vim consuetudinis quam summis Pontificibus notam, neque ab eisdem (ut ipsi aiunt) improbatam, veræ dispensationi

æquivalere affirmant. Alii demùm considerantes ut hujusmodi matrimonia licita sint ecclesiasticæ auctoritatis interventu opus esse, ne vel penes simplicem parochum, vel penes ipsos quorum perfici negotium interest, arbitrium sit judicandi de sufficientiâ illius causæ quæ contrahentem ad ineundum matrimonium inducat, superioris ecclesiastici nomine localem etiam episcopum comprehendunt : idque etiam in quibusdam episcopalibus ordinationibus insertum reperitur. Atverò, si interdictum quo fit ut matrimonia hæc illicita sint, ex concilii generalis Chalcedonensis lege, aliisque contrariis sacrorum canonum sanctionibus originem habet, his insistendo regulis quas supra posuimus, facili negotio perspicere est hujuscemodi matrimonia licita aliter evadere non posse, præterquàm in vim dispensationis à Romano Pontifice obtentæ, exclusis episcopis, nisi à Pontifice facultatem acceperint, ut super iisdem dispensare possint; uti fusè demonstrat Henricus à S. Ignatio, in opere cui titulus : Ethica amoris, seu : Theologia sanctorum, t. 3, l. 8, p. 2, c. 36, n. 296. Neque est ut hâc in re contraria ulla consuetudo opponatur, quoties non adsit positiva pontificia dispensatio, quæ sanè ex solâ pontificum Romanorum scientiâ ac tolerantiâ deduci nullo pacto potest. Ita firmat Natalis Alexander, Theologiæ dogmaticæ et moralis tom. 2, art. 8, in regulis ad praxim spectantibus, reg. 10. Quâ de re cùm olim in congregatione S. Officii disceptatum fuerit, ea inter consultores et cardinales inquisitores sententia vicit, quæ pro pontificiâ steterat auctoritate : super quo videndus cardinalis Albitius, in tractatu de Inconstantiâ in fide, c. 36, n. 164 et seq., ac præcipuè n. 204 et 205, ac n. 225 et n. 238.

III. Pontificiæ ergo auctoritati injuria fit ab his qui illius interventu opus non esse contendunt ut matrimonia inter partes, alteram catholicam et alteram hæreticam, licitè contrahantur; sed non minùs graviter eamdem auctoritatem ab illis lædi dicendum est, qui aliquo abhinc tempore asserere et jactare cœperunt dispensationes hujusmodi à Romano Pontifice minimè concedi posse, etiamsi gravis causa concurrat, atque omne perversionis periculum absit; eâ scilicet ratione ducti, quòd, dùm pars catholica cum hæreticâ parte matrimonio conjungitur, illa Sacramentum huic administret, quod est contra legem divinam, quæ vetat Sacramenta indignis administrari, atque iis qui in lethalis peccati statu versantur, et peccatores notorii dici debent. Hoc modo Gamachæus, de Matrimonio, c. 28, ratiocinatur, cujus sententiam studiosè tuetur Sainte-Beuve, tom. 2 Casuum conscientiæ, ac post ipsum Pontas, in verb. *Dispensatio matrimonii*, casu 33. Sanè in collationibus ecclesiasticis Parisiensibus, collat. 2, de Matrimonio, tom. 3, l. 1, pluribus hâc super re disputatis, hâc denique ratione res tota concluditur, quòd, quemadmodùm Moyses, dùm Judæorum duritie victus libellum repudii eisdem permisit, non peccavit, nec actum illicitum commisit; ita omnis expers culpæ summus Pontifex dicendus sit, qui gravibus causis adductus, omnique adhibitâ cautione ut perversionis periculum removeatur, Catholicum dispensando, habilem reddit ad matrimonium cum hæretico contrahendum.

IV. Verùm hujusmodi temperamentum non satis tollit difficultatem tantâ ratiocinationum mole propositam. Etenim, quemadmodùm non desunt qui affirment, Moysis permissione non obstante, Judæum illum nihilominùs peccavisse, qui libello repudii utebatur; ita facilè quispiam existere posset, qui, non obstante pontificiâ dispensatione, ad exemplum Moysis indultâ, matrimonium Catholici cum hæretico peccaminosum esse contenderet. Quare, ad difficultatem illam de medio tollendam, aliâ viâ insistendum est. Pontius, gravis theologus, in Appendice ad tractatum de Matrimonio Catholici cum hæretico, temerarium appellat eum qui in dubium revocat an matrimonium Catholici cum hæretico licitum sit, ubi præcesserit pontificia dispensatio, in circumstantiis supra memoratis concessa, ubi videre est ibi, c. 8, n. 7 : *Temeritate non carere eum qui in dubium revocaverit an licitè illud matrimonium possit contrahi.* Et cardinalis de Lugo, in tractatu de Sacramentis, disp. 8, sect. 14, ad idem comprobandum plura persequitur.

V. Nobis profectò propositum hoc loco non est scholasticam illam quæstionem attingere, utrùm matrimonium unicum Sacramentum sit, an verò in eodem partialia duo Sacramenta interveniant, adeòque utrùm dici possit, quòd, ubi matrimonium, prævià dispensatione, inter partem catholicam Sacramenti capacem, et partem hæreticam, quæ ejusdem incapax est, contrahitur, ipsum in personâ quidem catholicâ Sacramentum sit, in alterâ autem contractus merè civilis : quemadmodùm docent Frassen, in Scoto academico, tom. 12, tract. 3, disp. 2, art. 1, q. 2, § *Quæres primò;* Henricus à S. Ignatio, in Ethicâ amoris cit. tom. 3, l. 8, p. 2, c. 8; Tournely, de Matrimonio, pag. 95 editionis Parisiensis anni 1730. Sed ipsam rei naturam expendentes, hoc affirmandum habemus, quòd, ubi exclusum sit à fideli perversionis periculum, quod semper excludendum non ambigitur, cuique rei per conditiones in dispensationibus apponendas consulitur, ubi etiam opportunè cautum sit, ut sancta religio in liberis, sive maribus, sive feminis, ex eo matrimonio suscipiendis servetur, suscepto item à catholicâ personâ onere curandi, ut hæreticam partem ad orthodoxam religionem amplectendam perducat, iis rationibus adhibitis, quas aptiores et opportuniores existimaverit, ac præterea intercedente gravi aliquâ, ac plerùmque publicâ causâ, quæ si deficiat, licèt cæteræ supra memoratæ adsint conditiones, dispensatio nequaquàm impertiri solet; ut colligere licet ex Clem. XI resp. ad episc. Herbipol., qui pro dispensatione ad contrahendum matrimonium inter partes, alteram catholicam et alteram hæreticam, eidem Pontifici supplicabat : *Nos itaque, etsi pro magnitudine spiritualis hujusmodi periculi* (de perversionis periculo loquitur), *quod tamen, propitio Deo, averti posse confidimus, intimè commoveamur; majoris tamen momenti esse existimamus Ecclesiæ Dei, Apostolicæ Sedis, prædecessorum nostrorum, ac sacrorum canonum, à Catholicorum cum hæreticis conjugio abhorrentium, regulas, nisi id totius christianæ reipublicæ bonum exposcat :* ut in tom. 1 Brevium ejusdem Pontificis, pag. 321, habetur; cùmque in dispensatione concedendâ neque divinum, neque naturale jus ullatenùs lædatur, sed ecclesiastico juri tantummodò derogetur nullam sanè causam vel rationem reperire est cur matrimonium, in vim hujusmodi deprecationis contractum, pro illicito aut peccaminoso habendum sit : ut appositè animadvertit Sylvius, in 3 part.; S. Thomas, tom. 4, q. 59, quæsit. 2, art. 1, § *Cæterùm.* Et, licèt objiciatur partem catholicam hæreticæ parti occasionem præbere profanandi Sacramentum, facilè respondebitur quòd profanatio hujusmodi per accidens, et præter catholicæ partis intentionem contingit : hæc enim jure suo utens, quoad se, nihil aliud agit quàm quod ad proprias rationes pertrahit voluntatem partis hæreticæ, cui paratus jam ac certus animus est, ut matrimonium in statu peccati contrahat, et contra legis præscriptum, cùm illud idem licitè et fructuosè præstare posset, si vel ante nuptias, vel dùm eas contrahit, in Ecclesiæ gremium sese reciperet. Ita respondent Tournely, loco cit., pag. 107; Isambertus, de Matrim., pag. 393, num. 7; Herminier, in tract. de Sacramentis, tom. 3, tit. *Cultûs disparitas*, § *His non obstantibus;* Maurus, in Cursu theologico, tom. 3, l. 10, q. 82, n. 4, qui ad rem nostram ita scribit : *Catholicus ministrans Sacramentum, facit actionem ex se indifferentem. Nam posset alter conjux converti ad fidem, et per contritionem justificari, et recipere Sacramentum dignè.* Quòd si pro vero habendum esset, contra jus divinum facere Catholicum illum qui, etiam remoto perversionis periculo, matrimonium cum hæretico contrahit, ejusque peccatum in eo consistere quòd personæ indignæ Sacramentum

ministret, dicendum esset (quod hactenùs à nemine affirmatum est) sanctas illas mulieres catholicas peccâsse, quæ nedùm cum hæreticis, sed cum infidelibus matrimonium contraxerunt, uti factum constat tum à S. Monicâ, D. Augustini matre, cum Patritio ethnico; à S. Anastasiâ cum Publio idololatrâ; à S. Cæciliâ cum Valeriano nondùm ad christianam fidem converso, atque ab aliis pluribus. Nec replicare juvat impedimentum *disparitatis cultûs* temporibus illis nondùm introductum fuisse; nam vicissim reponere in promptu est in prædictorum auctorum sensu obstitisse semper divini juris impedimentum, ne Sacramenta indignis ministrarentur : *Nec sanctos qui cum infidelibus contraxerunt, naturæ legem jusque divinum violâsse, et in perpetuâ fornicatione vixisse putandum est :* ut optimè disserit Natalis Alexander in Theologiâ dogmaticâ et morali, l. 2, de Sacram. Matr., art. 8, de cultûs disparitate. Improvidâ etiam ratione (quod asserere temerarium esset) à citato magno Chalcedonensi concilio, jam usque à quinto Ecclesiæ seculo, statutum fuisset quod legitur in ejusdem concilii canone 14, ne scilicet Catholicus matrimonio jungatur cum parte hæreticâ, Judæâ, aut ethnicâ, *nisi fortè persona orthodoxa copulanda promittat se ad orthodoxam fidem transferre.* Etenim hic etiam dici posset à parte catholicâ Sacramentum contrahenti indigno administrari, dùm matrimonium eo tempore contrahit quo altera pars meram catholicæ religionis amplectendæ promissionem emisit; nemo autem ex hoc tantummodò Sacramenti percipiendi dignus evadit, quòd se perfidiam abjuraturum aut sanctam fidem amplexurum promittat, sed tunc solùm, cùm, ejuratis reipsà erroribus, in sanctæ Ecclesiæ gremium fideliter ingreditur. Dicendum denique esset catholicos principes eorumque conciliarios, necnon Romanos Pontifices, et congregationes ab eis deputatas pro examinandis eorum instantiis qui dispensationes petunt ad contrahendum matrimonium cum parte hæreticâ, non obstante impedimento gradûs, et sine clausulâ : *Abjuratâ priùs hæresi*, intervenientibus tamen aliis supra memoratis conditionibus, eos, inquam, omnes et irrationabilia postulâsse, et postulata non rectè expendisse, et quæ petebantur, perperàm indulsisse, nullâ ratione habitâ gravissimi reatûs quo se obstrinxêre tam ii qui dispensationes concesserunt quàm qui easdem obtinuerunt : quod sanè affirmare nimiæ audaciæ esset, quemadmodùm Tournely, Herminier, locis supra citatis, et Chardon, tom. 6 Hist. Sacramentorum, c. 13, p. 402, probè animadvertunt.

VI. Quæ hactenùs dicta sunt eò spectant solummodò, ut Apostolicæ Sedis jura integra inviolataque serventur; minimè verò ut facilior aperiatur via concedendis apostolicis dispensationibus ad contrahenda matrimonia inter Catholicos et hæreticos : circa quas operæ pretium erit nostram constitutionem consulere, cujus initium : *Magnæ nobis*, quæque legitur tom. 2 nostri Bullarii, n. 51, in quâ scilicet rectæ disciplinæ regula indicatur cui Apostolica Sedes constanter insistit quoties hujusmodi dispensationes ab eâ requiruntur.

CAPUT IV.

Examen instituitur synodalis constitutionis ascribentis episcopo facultatem absolvendi ab hæresi, quæ, nisi congruè explicetur, jura deturbat Apostolicæ Sedis.

I. In nonnullis antiquis synodis indubitanter adjudicatur episcopo facultas absolvendi ab hæresi. Ita quippe disertè statui legimus in synodis Andegavensibus annorum 1216 et 1493, atque in synodo Ambianensi anni 1411, apud Pontas, verb. *Casus reservati*, cas. 4. Eamque facultatem nullo posteriori jure esse episcopis ademptam, declarâsse cardinalem Gasparem Quirogam, archiepiscopum Toletanum, atque in Hispaniarum regno supremum inquisitorem, in suâ synodo Toletanâ anni 1583, referunt Hurtadus, de Fide, disp. 84, sect. 2, § 11; cardinalis de Lugo, de Virtute fidei, disp. 23, sect. 3, § 1, num. 44, et novissimè Milante, exercit. 3 in tertiam propositionem damnatam ab Alexandro VII, p. 20.

II. Verùm ne hisce aliarumque plurium synodorum vetustis exemplis se abduci patiantur episcopi, eamque sibi vindicent jurisdictionem quâ carent; priusquàm quidquam de hâc re in suis synodis statuant, oportet ut certa ab incertis secernant, rerumque ac temporum varietatem accuratè dispiciant : potestas quippe absolvendi à crimine hæreseos, quæ olim indiscriminatim omnibus competebat Ecclesiarum pastoribus, neque hodiè illis denegatur in aliquibus circumstantiis : in aliis tamen communiter censetur summo Pontifici nunc reservata. Omnia singulatim expendamus.

III. Inter præcipuas pastoralis muneris curas est, solerter invigilare ne ullus contra orthodoxam doctrinam error in suam diœcesim irrepat : quod luculenter expressit Apostolus, 1 ad Timoth. cap. 3, et ad Titum cap. 1. Hinc nemo dubitat quin ad episcopum potissimùm pertineat in hæreticos inquirere, atque in illos quos in suis erroribus pertinaces compererit canonicis pœnis severè animadvertere. Hanc episcoporum obligationem agnovit et inculcavit auctor epistolæ ad episcopos in Galliis, atque in Hispaniis consistentes, quam Lucio papæ ascripsit Isidorus, ita episcopos alloquens : *Ideò, fratres, hortor dilectionem vestram, obtestor, et moneo, ut quâ debetis et potestis sollicitudine vigiletis ad investigandos hæreticos et inimicos sanctæ Ecclesiæ, et à sanis mentibus, ne pestis hæc latiùs divulgetur, severitate quâ potestis, pro viribus extirpetis :* tom. 1 Collectionis Harduini, col. 140. Quanquàm porrò hoc Lucii testimonium credatur adulterinum, adulterinum certè non est decretum concilii Remensis anni 625 vel 630, quod, can. 4, t. 3 Collectionis Harduini, col. 572, ab Ecclesiarum pastoribus hæreticos diligenter perquiri, et ad fidem catholicam pro viribus revocari, mandavit. Et ne inutiliter tempus teramus in re exornandâ apud omnes indubitatâ, satis abundè erit unam allegare sanctionem Innocentii III in concilio generali Lateranensi IV, anni 1215, in cujus cap. 3, de Hæreticis, jubentur episcopi singulis annis vel per se, vel per archidiaconos, suas circumire diœceses, et sedulò indagare an ullus in eâ latitet hæreticâ contagione infectus : socordes verò et negligentes in expurgandâ concreditâ sibi diœcesi ab hæreticâ lue, veluti gravis flagitii reos et pastorali ministerio indignos, è gradu dejici ibidem decernitur, tom. 7 Collectionis Harduini, col. 22 : *Volumus igitur, et mandamus, et in virtute obedientiæ districtè præcipimus, ut ad hæc efficaciter exequenda episcopi per diœceses suas diligenter invigilent, si canonicam effugere voluerint ultionem. Si quis enim episcopus super expurgando de suâ diœcesi hæreticæ pravitatis fermento negligens fuerit, vel remissus, cùm id certis indiciis apparuerit, et ab episcopali officio deponatur, et in locum ipsius alter substituatur idoneus, qui velit et possit hæreticam confundere pravitatem.* Neque per hoc, quòd à Sede Apostolicâ institutum fuerit Inquisitionis tribunal, cujus initium ad ejusdem seculi XIII initium, post tamen absolutum concilium Lateranense IV, in quo certè nulla de inquisitoribus à Sede Apostolicâ delegatis occurrit mentio, refert Ludovicus à Paramo, de Origine sacræ Inquisitionis, l. 2, tit. 1, c. 2, non est, inquam, per hoc episcopis subductum onus, aut adempta facultas in hæreticos inquirendi, sicuti disertè declaravit Bonifacius VIII, in cap. 17, de Hæreticis, in 6 : *Per hoc quòd negotium hæreticæ pravitatis alicui, vel aliquibus ab Apostolicâ Sede generaliter in aliquâ provinciâ, civitate, vel diœcesi delegatur, diœcesanis episcopis, quin et ipsi auctoritate ordinariâ, vel delegatâ (si habent) in eodem procedere valeant, nolumus derogari :* sed possunt et debent, perinde ac antea, omnem suam operam impendere ut eamdem pestem è suâ quilibet diœcesi eliminent; solùmque cavere, ne delegatos ab Apostolicâ Sede fidei quæsitores, ubi sunt constituti, à suo munere obeundo impediant, sed pari studio animorumque concordiâ debent in opus

adeò salutare incumbere, juxta modum præscriptum in eodem cap. *Per hoc*, atque in Clementinâ 1, eod. tit., et in Extravag. Benedicti XI, cap. 1, de Hæreticis. Jam verò tam inquisitor quàm episcopus potest resipiscentem hæreticum, aut spontè coram se comparentem, aud ad suum forum quoquo modo deductum, Ecclesiæ reconciliare, et pro utroque foro absolvere à censurâ in quam propter hæresim incidit : quod pluribus ostendunt cardinalis Albitius, de Inconstantiâ in fide, cap. 25, num. 33 et seq.; Farinaccius, de Hæresi, q. 92, § 4, n. 52; cardinalis de Lugo, de Virtute fidei, disp. 23, sect. 3, § 1, num. 52; Thomas del Bene, de Offic. S. Inquisitionis, part. 1, dubit. 57; et cardinalis Petra, tom. 3, ad Constit. 18 Innocentii IV, num. 27 et seq. Quin imò uterque potest pœnitentem hæreticum, postquàm suos ejuravit errores, ad simplicem confessarium remittere, ut ab eo absolvatur : eamque absolutionem, licèt à confessario datam in foro sacramentali, prodesse etiam pro foro externo, à cujus jurisdictione promanat, rectè observat idem del Bene. Plura de ordinariâ potestate episcoporum inquirendi in hæreticos, eosque Ecclesiæ reconciliandi, congesta sunt ab Alteserrâ, de Jurisdict. ecclesiast., l. 4, cap. 3, et novissimè à P. Joanne Antonio Bianchi, de Potestate Ecclesiæ, tom. 3, lib. 1, § 10, num. 2 et 3. Plura itidem ad rem facientia legi possunt in Colloquiis Andegavensibus mensis maii 1713, q. 4, pag. 110.

IV. Hæc certa sunt. Communiter quoque doctores non tantùm episcopo, verùm etiam cuilibet simplici confessario facultatem concedunt absolvendi ab hæresi purè internâ et mentali, nullo exteriori signo manifestatâ : absolutio quippe ab hæresi est summo Pontifici reservata solùm ratione censuræ eidem hæresi annexæ; Ecclesia autem, sicuti non potest per se directè et immediatè præcipere aut prohibere actum merè internum, juxta communem theologorum sententiam, quam cum S. Thomâ, 1-2, q. 91, art. 4, et q. 100, art. 9, docet Suarez, lib. 4, de Legibus, cap. 12, per tot., ita non potest hæresim quæ in exteriorem actum non prodit censurâ perstringere : uti ad rem tradunt Navarrus, cap. 27, num. 56; Suarez, de Censuris, disp. 4, sect. 2, et disp. 21, sect. 2; Sanchez, l. 2, in Decalogum, cap. 8, num. 1 et seq.; Bonacina, de Censuris in bullâ *Cœnæ* contentis, disp. 1, quæst. 2, punct. 2, num. 2 et 3; Barbosa, de Offic. et Potest. episcopi, part. 2, alleg. 40, num. 6 et 9, et in Collectan. ad cap. 6, sess. 24, concil. Trident., n. 50 et 51. Censuram pariter evaderet possetque pro foro conscientiæ ab episcopo aliove simplici confessario absolvi, qui exteriùs verbo, vel facto, aliquem negaret fidei articulum, retento tamen interiori assensu circa illum : nam iste, etsi graviter contra fidem peccaret, non tamen esset formaliter hæreticus, ac propterea non irretiretur censuris in hæreticos inflictis; quod benè perpendunt Lessius, de Just. et Jur., cap. 43, dub. 2, num. 11; Suarez, de Fide, disp. 14, sect. ult., num. 3; et Sanchez, cit. lib. 2, cap. 7, num. 8. In foro autem externo esset puniendus tanquàm hæreticus, nec ei crederetur asserenti se interiori assensu firmiter adhæsisse veritati, cui visus est exteriùs dissentire; uti prosequuntur Simanca, de catholic. Inst., tit. 13, num. 15; Rojas, tract. de Hæret., 1 part., num. 304 et seq.; et Farinaccius, de Hæresi, q. 179, num. 55.

V. Sed difficultas unicè circa eum versatur qui interiùs fidei articulo dissentit, suumque dissensum aliquo exteriori signo pandit, quin tamen idcircò fuerit ad forum judiciale deductus; de hoc quippe, quem hæreticum esse censurisque in hæreticos latis innodatum nemo dubitat, controvertitur an, quamdiù ejus delictum occultum est, possit ab episcopo pro foro conscientiæ absolvi. Difficultatem faciunt Tridentinum, et constitutio Apostolica quæ singulis annis in die Cœnæ Domini promulgatur. Etenim ex unâ parte Tridentinum, sess. 24, c. 6, de Reform., facultatem tribuit episcopis dispensandi in quâlibet irregularitate proveniente ex delicto occulto, eâ tantùm exceptâ quæ oritur ex homicidio voluntario; et insuper absolvendi in foro conscientiæ à quibuscumque casibus occultis, etiam Sedi Apostolicæ reservatis, non solùm non excepto, sed nominatim expresso etiam crimine hæresis : *Liceat episcopis.... in quibuscumque casibus occultis* (sunt verba Tridentini), *etiam Sedi Apostolicæ reservatis, delinquentes quoscumque sibi subditos, in diœcesi suâ, per seipsos, aut vicarium ad id specialiter deputandum, in foro conscientiæ gratis absolvere, impositâ pœnitentiâ salutari. Idem et in hæresis crimine, in eodem foro conscientiæ, eis tantùm, non eorum vicariis, sit permissum.* Ex aliâ verò parte summus Pontifex in prædictâ constitutione, postquàm anathemate perculit omnes hæreticos, sibi uni facultatem reservat eos absolvendi. Hinc verò oritur controversia, an per hujusmodi constitutionem, quotannis renovatam, censeatur derogari præfato decreto Tridentini. Enimverò extra controversiam est per illam ademptum esse regularibus aliisve privilegium, si quod antea habuerint, quempiam absolvendi ab hæresis crimine : quinimò, quamvis ab ipsomet summo Pontifice, tempore jubilæi, cuilibet confessario ex approbatis à locorum ordinariis amplissima concedatur potestas omnia remittendi facinora, atque in foro sacramentali quaslibet relaxandi censuras, sibi quomodòcumque, etiam virtute bullæ *Cœnæ*, reservatas, per eam tamen aliasve similes concessiones, nunquàm collatam censeri auctoritatem absolvendi à crimine hæresis, nisi hoc fuerit specialiter et nominatim expressum, declaravit Alexander VII, in suo decreto à nobis relato et accuratè expenso in nostrâ Inst. 4, quod est hujusmodi : *Sanctissimus Dominus noster Alexander papa VII, sub die 23 martii 1656, inhærendo declarationibus aliàs à prædecessoribus suis factis, ad removendam omnem dubitandi occasionem, et ne circa id in posterum ullo tempore hæsitari contingat, cùm crimen hæresis, præ cæteris gravissimum, speciali notâ dignum sit; decrevit facultatem absolvendi ab hæresi, in jubilæis, vel aliis similibus concessionibus, non censeri comprehensam, nisi expressis verbis concedatur facultas absolvendi ab hæresi.* Et siquidem hæc facultas non exprimitur in bullâ *Cruciatæ*, idcircò Gregorius XIII jam antea edixerat neminem posse, illius tantùm obtentu solvi à censurâ in quam propter hæresim incidit; quod videre est apud Emmanuelem Rodericum, in addit. ad bullam *Cruciatæ* § 9, num. 66.

VI. Sed nihilominùs specialis est ratio dubitandi num per eamdem bullam *Cœnæ* sit ablata etiam episcopis potestas absolvendi ab hæresi occultâ, iisdem tributa à concilio Tridentino : huic quippe existimant plerique cum Sanchez, de Matrim., l. 3, disp. 26, n. 7, circa medium, non derogari, sine expressâ ejusdem mentione, qualis in bullâ *Cœnæ* non occurrit. Accedit incredibile videri Pium IV, qui decreta concilii Tridentini approbavit, omnemque adhibuit operam ut per omnes orbis christiani provincias promulgarentur, eodem ipso anno quo hoc negotium urgebat, atque eorumdem decretorum acceptationem et religiosam observationem impensè commendabat, in bullâ *Cœnæ*, quam consueto more evulgavit, voluisse derogare præfato decreto episcopis favorabili; indignati enim fuissent episcopi, si audivissent se compelli ad subeunda onera sibi à Tridentino imposita, eo ipso tempore quo privabantur privilegio sibimetipsis ab eodem Tridentino indulto. Cùm autem bulla *Cœnæ* etiam tum munita esset iisdem clausulis derogatoriis quibus nunc est referta, præsumendum est, per istas voluisse et velle Pontifices revocare duntaxat facultates absolvendi ab hæresi, à suis antecessoribus concessas, non verò illam quâ justis de causis sunt episcopi à concilio Tridentino donati. Ita ratiocinatur Bannes, in 2-2, q. 11, art. 3; Aragonius, ibid., art. 1, col. 10; Hurtadus, disp. 84, sect. 2; Gutierrez, canonicar. Quæst. lib. 1, c. 15; Fagundez, in 2 præcept. Ecclesiæ, l. 8, c. 8, n. 33; Campegius, in additione ad Zanchium, de Hæresi, c. 34; Bossius, in Jubilæo

sect. 1, c. 10, § 5; Leander, part. 4, tract. 2, disp. 17, q. 45; aliique, quos referunt Sanchez, lib. 2, in Decalogum, cap. 11, num. ult.; et Diana 1 part., tract. de Absolutione ab hæresi, resolut. 2.

VII. Verùm utrumque argumentum nullo labore refellunt auctores contrarii, quos citant et sequuntur Sanchez, lib. 2 moral., disp. 3, § 2, n. 22; Garcias, de Benef., part. 11, c. 9, num. 121; Barbosa, ad dict. c. 6, sect. 24, de Reform., et de Offic. et Potest. episc., allegat. 40, n. 3; cardinalis de Lugo, de Virtute fidei, disp. 23, sect. 3, § 1; Rosignolus, de Censuris, tom. 1, q. 1, c. 15, n. 7; Duard., in bullam *Cœnæ*, lib. 3, § 1, q. 11, n. 43; Clericatus, de Pœnit., decis. 45, n. 4 et seq.; Anacletus Reiffenstuel, lib. 5 Decretal., tit. 7, § 7, n. 351 et seq.; aliique quamplurimi. Meliori sanè, et veriori judicio contendunt isti facultatem de quâ loquimur esse episcopis per bullam *Cœnæ* ademptam, et Romano Pontifici reservatam; nec multùm negotii ipsis facessunt argumenta in contrarium adducta. Ad primum quippe aiunt sufficienter derogari concilio Tridentino per illam generalem clausulam, in bullâ *Cœnæ* contentam : *Non obstantibus Constitutionibus apostolicis, et cujusvis concilii decretis :* etenim, cùm nullum, præter Tridentinum, reperiatur concilium à quo data sit episcopis potestas absolvendi ab hæresi, allegata verba quibus Pontifex eamdem potestatem sibi deinceps reservat, unicè alludere queunt ad enuntiatum Tridentini decretum, cui in hâc parte se derogare declarat. Ad hæc, ut Papa deroget concilio Tridentino, non est necesse ut expressam faciat ejusdem mentionem, sed satis est ut aliquid statuat quod Tridentini decretis adversetur : siquidem, cùm ipsimet Tridentini Patres, cap. ult., sess. 25, de Reform., sua decreta subjecerint judicio et voluntati summi Pontificis : *Omnia et singula, sub quibuscumque clausulis et verbis, quæ.... in hoc sacro concilio statuta sunt, declarat ita decreta fuisse, ut in his salva semper auctoritas Sedis Apostolicæ et sit, et esse intelligatur :* idcircò Pontifex aliquid edicens contra aliquam Tridentini sanctionem, non operatur contra mentem ejusdem concilii, neque illam exerit supremam auctoritatem sibi à Christo Domino collatam relaxandi et immutandi, cùm opus fuerit, quamcumque legem ecclesiasticam; sed potiùs eo utitur arbitrio à cujus nutu voluit idem Tridentinum suarum sanctionum firmitatem pendere : quod appositè expendunt Garcias, de Benefic., part. 4, c. 5, n. 31 et 33; Gonzalez, ad regul. 8 Cancell., gloss. 6, n. 120; Bonacina, de Cens., in bullâ *Cœnæ*, disp. 1, q. 2, punct. 2, n. 8; et Fagnanus, in cap. *Nulla*, num. 86, de Concess. præbendæ.

VIII. Alterum quod proferunt argumentum, ut aliquid haberet roboris, inprimis probandum esset quod gratis assumitur, nimirùm bullam *Cœnæ* à Pio IV de more promulgatam iisdem fuisse munitam clausulis quæ leguntur in similibus constitutionibus à posterioribus Pontificibus editis. Enimverò enuntiata verba : *Non obstantibus cujusvis concilii decretis,* non leguntur in bullâ *Cœnæ* promulgatâ à Martino V, quæ refertur à S. Antonino, 3 part., tit. 24, c. 72, neque in bullâ *Cœnæ* promulgatâ à Paulo III, quæ est 10 inter constitutiones ejusdem pontificis, Bullar. tom. 1, quin imò cardinalis de Lugo, de Virtute fidei, cit. disp. 23, sect. 3, § 1, n. 48, testatur se ea verba non invenisse in ullâ bullâ *Cœnæ* ante Gregorium XIII, ex quo conjicit neque à Pio IV fuisse adhibita; ac proinde corruit potissimum argumentum cui plurimùm fidunt auctores stantes pro contrariâ opinione.

IX. Deinde, cùm hæc controversia non versetur circa jus, sed circa factum, nemo quippe Catholicorum dubitat potuisse Pontificem facultatem de quâ agitur episcopis adimere, sed solùm disputant an re ipsâ ademerit : non est ex meris præsumptionibus et conjecturis colligenda voluntas summorum Pontificum, quam ipsimet disertè explicuerunt. Etenim S. Pius V et Gregorius XIII de hâc re interrogati, indubitanter responderunt nulli præter Papam hodiè integrum esse quemquam absolvere ab hæresi, etiam occultissimâ; eo quòd Papa per bullam *Cœnæ* ejusmodi facultatem sibi reservet : sicuti totidem verbis refert Navarrus, Man. c. 27, n. 275, addens, ab iisdem Pontificibus ne cardinali quidem summo pœnitentiario fuisse talem facultatem tributam, nisi multis limitationibus conscriptam. Præterea in Vitâ S. Francisci Salesii, descriptâ à Petro Hyacintho Galliziâ, lib. 2, cap. 32, atque in aliâ alterius auctoris, relatâ à Gobat, theologiæ Experim., tract. 7, cas. 8, n. 370, legitur eum ad episcopatum promotum, coram Clemente VIII examen subiisse promovendis ad episcopatum ab eodem pontifice indictum, atque inter quæstiones eidem propositas de hâc fuisse à Pontifice interrogatum : *Possentne episcopi ab hæresi absolvere.* Respondit Salesius : *Posse, virtute facultatis iisdem factæ à Tridentino.* At, aliam sibi mentem, aliam esse voluntatem mox subjecit Pontifex. Ad quod Salesius : *Siquidem hæc est mens sanctitatis vestræ, eidem acquiesco, atque è meâ sententiâ recedo.* Idem, nec semel, decisum est à sacris Urbis congregationibus quarum ministerio solent Pontifices mentem suam manifestare. Ita quippe declaratum à sacrâ congregatione S. Officii testantur Penia, Romanæ rotæ auditor, in Notis ad Eymericum, 3 p., q. 92, comment. 141, § *Equidem;* et cardinalis Albitius, qui ejusdem congregationis assessoris munus obierat, in suo tract. de Inconst. in fide, c. 25, n. 5 et seq. Idem responsum datum à sacrâ congregatione concilii, narrant Fagnanus, in cap. *Quoniam,* num. 29, de Constitutionibus, et in Cap. *Dilectus,* n. 30, de tempor. Ordinat.; ac cardinalis Petra, in Comment. ad const. 18 Innocentii IV, tom. 3, n. 19 et seq. Quocirca Suarez, qui in tract. de Censuris, disp. 21, sect. 3, n. 5, probabilem censuerat opinionem episcopis favorabilem, cùm postea diligentiùs expenderit allegata summorum Pontificum sacrarumque congregationum responsa, è priori sententiâ recessit, et in tract. de Fide. disp. 21, sect. 4, n. 13, apertè docuit nullâ probabili ratione posse hodiè astrui episcopis potestatem absolvendi ab hæresi. Et cardinalis de Lugo, cit. sect. 3, § 1, n. 46, post quæstionem in utramque partem versatam, eadem respiciens decreta, concludit : *Mihi moraliter certa est Pontificis mens, et sensus Romanæ curiæ, in quâ omnes Pontificis ministri pro certo supponunt singulis annis denuò eam facultatem episcopis auferri, et eâ solum de causâ, ad eumque finem addita esse in bullâ* Cœnæ *verba illa quibus revocantur facultates, concessæ etiam per cujusvis concilii decreta.* Ac denique Fagnanus, in cit. cap. *Dilectus,* n. 31, postquàm indicatam retulit declarationem editam à sacrâ congregatione concilii, ait : *Unde frustra nonnulli ex recentioribus theologis hunc articulum in controversiam adducunt, cùm habeamus claram determinationem sacræ congregationis.*

X. Sed majorem adhuc firmitatem huic sententiæ adjecit Alexander VII, cùm die 24 septembris 1665 hanc inter cæteras propositionem proscripsit : *Sententia asserens bullam* Cœnæ *solùm prohibere absolutionem hæresis, et aliorum criminum, quando publica sunt, et id non derogare facultati Tridentini, in quâ de occultis criminibus sermo est, anno* 1629, 18 *julii, in consistorio sacræ congregationis eminentissimorum cardinalium visa et tolerata est.* Fatemur equidem damnationis telum non directè confodere opinionem asserentem episcopis auctoritatem absolvendi ab hæresi occultâ, sed solùm directè perstringere quorumdam audaciam et imposturam, qui, ut eamdem opinionem validissimâ fulcirent auctoritate, in vulgus jactabant eam, à sacrâ congregatione examinatam, omnem evasisse censuram; uti advertunt Salmanticenses, in Cursu morali, tom. 4, tract. 18, de Privilegiis, c. 4, § 1, n. 163; et Milante, exerc. 3, in tertiam propositionem damnatam ab Alexandro VII, pag. 19. At nihilominùs nemo facile inficiabitur damnationis ictum grave vulnus indirectè inflixisse etiam opinioni quam sui auctores prædictâ impostura tutabantur : parùm enim sollicitus fuisset Pontifex de præcipuo evertendo argumento quo ea fulciebatur

opinio, si illam quoquo modo probabilem ac tolerabilem reputâsset; quemadmodùm ratiocinatur Dominicus Viva, in eamdem tertiam propositionem Alexandri VII, rectè inde inferens præfatam opinionem e suâ probabilitate, si quam antea haberet, plurimùm saltem fuisse deturbatam.

CAPUT V.

Alia evertuntur argumenta, quibus speciatim suffulti nonnulli auctores Gallicani, facultatem absolvendi ab hæresi, quam aliis ablatam haud difficulter admittunt, in suæ nationis episcopis intactam perseverare asseverant.

I. Potestatem de quâ hactenùs disseruimus, aliis innixi argumentis, suæ gentis episcopis vindicare conantur plures doctores Galli, quos sequuntur Tournely, seu, veriùs, continuator Theolog. mor. ejusdem, tom. 2, tract. 3, de Censuris, p. 1, pag. 471, edit. Venet.; et Pontas, verb. *Casus reservati*, cas. 4. Aliqui enim, teste Thomassino, de vet. et nov. Eccles. Discip., p. 1, l. 2, c. 15, n. 8, § *Accessit*, eam in Galliarum præsules derivatam volunt à consuetudine, tacito Romani Pontificis consensu roboratâ, quæ jamdiù obtinuit ut episcopi occultos hæreticos in foro sacramentali absolvant: *Absolvunt tamen ab hæresi* (ait Thomassinus) *episcopi Galliarum, non contradicente, adeòque, ut ex regulis juris ipsi interpretantur, consentiente Pontifice.* Alii verò, cum Giberto in suo tract. de Usu Ecclesiæ Gallicanæ in materiâ censurarum, tit. 17, ideò per bullam *Cœnæ* non revocatam defendunt Gallicanis episcopis auctoritatem absolvendi ab hæresi occultâ, iisdem concessam à Tridentino, quia præfata bulla, ut ipsi aiunt, et pluribus suadere conatur Gibert, nunquàm fuit in Galliis recepta.

II. Verùm neque ejusmodi argumenta tantæ sunt efficacitatis, ut illud evincant quod prædicti auctores contendunt: etenim, quod spectat ad non acceptationem bullæ *Cœnæ*, mirum est non vidisse Gibertum ejusmodi argumentum in ipsum retorqueri: nam, sicuti in Galliis, uti Gibertus ejusque asseclæ aiunt, neque promulgata neque usu recepta unquàm fuit bulla *Cœnæ*, ita pariter, iisdem asserentibus, nec publicatum nec receptum ibidem fuit concilium Tridentinum quoad decreta respicientia disciplinam: *Episcopi illarum regionum, in quibus concilium Tridentinum adhuc receptum non est, non possunt uti hâc facultate concessâ in hoc decreto*, scilicet cap. 6, sess. 24, de quo disputabatur, rescripsit sacra congregatio concilii, apud cardinalem de Lugo, cit. disp. 23, sect. 3, § 1, n. 54. Equidem cùm facultas absolvendi ab hæresi occultâ unicè ex concilio Tridentino in episcopos dimanaverit, non potuit illam participare qui Tridentino aditum in suam diœcesim occlusit; neque æquum est ut id commodi ex concilio reportent qui ejus onera subire detrectant: quemadmodùm cum eodem de Lugo ad rem prosequuntur doctores congesti à Sanchez, cit. l. 2, in Decalogum, cap. 11, atque à Barbosâ, ad cit. c. 6, sess. 24, n. 3.

III. Quod verò attinet ad consuetudinem, tacito Romani Pontificis consensu approbatam, quam in plerisque Galliarum diœcesibus jamdudùm obtinuisse aiebat Thomassinus, ut earumdem præsules passim ab hæresis crimine suos subditos absolvant: Thomassinum confundere suspicamur hæresim occultam, de quâ est quæstio, cum hæresi ad episcopi forum jam deductâ, à quâ jam prælaudatum jus esse cuilibet episcopo resipiscentem reum in utroque foro absolvendi. Hanc porrò suspicionem nobis injiciunt comitia cleri Gallicani anni 1585, ab eodem Thomassino indicta, quæ, teste du Taix, communi suffragio rogandum statuerunt Pontificem, ut episcopis eorumque officialibus veniam daret absolvendi hæreticos ad Ecclesiæ catholicæ gremium redeuntes: necessarium etenim non fuisset hanc facultatem pro omnibus regni episcopis à Pontifice efflagitare, si jam plerique illam consuetudine aliove modo à se acquisitam ibidem exercuissent. Idem privilegium quod omnibus concedi exoptârunt cleri comitia, non diù antea sibi fieri curaverant Patres conciliorum provincialium Rothomagensis, anni 1581, et Turonensis, anni 1583. Primi siquidem, postquàm decretum ediderant quo astruebatur episcopis potestas absolvendi ab hæresi, iisdem à Tridentino tributa, re meliùs consideratâ, eam potestatem, post bullam *Cœnæ*, dubiam saltem atque incertam agnoverunt, ac proinde sibi fieri à Pontifice postulârunt, ita ad Gregorium XIII scribentes: *Circa decretum de casibus reservatis, ubi dicitur ex concilio Tridentino episcopos absolvere ab hæresi, videtur contra bullam de Cœnâ Domini, et reservationem factam per dominos pios IV et V. Sed plures potiùs manebunt in hæresi quàm propter eam mittant ad Sedem Apostolicam; et interea, dùm mittitur, et expectatur absolutio, multæ incidere possunt tentationes et mutationes. Ideò humillimè supplicant episcopi ut dignetur sua sanctitas illis potestatem ex decreto Tridentino concedere.* Hisce verò precibus indulgendum censuit Pontifex, sed solùm ad tempus, rescribens: *Pro necessitate provinciæ concedetur ad tempus hæc facultas absolvendi, juxta decretum concilii Tridentini, cui magis visum fuerit:* tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1266. Patres autem Turonenses, eodem tom. 10, col. 1393, in synodi proœmio, c. 2, sanxère: *A suâ sanctitate, cujus judicio et censuræ omnia in præsenti concilio sancita et definita subjiciuntur, supplex synodus, quàm potest efflagitat obnixè ut episcopis provinciæ eorumque vicariis, officialibus et pœnitentiariis, facultatem ab hæresi absolvendi ac hæreticos Ecclesiæ restituendi iis interdictam concedere dignetur; quò facilius hæresis labe infecti, eâdem ejuratâ, ad Ecclesiæ catholicæ gremium revertantur.* Habemus igitur viginti Patres Gallos, septem videlicet qui concilio Rothomagensi, et tredecim qui Turonensi, vel per se, vel per suos procuratores interfuêre, præter plures abbates et procuratores capitulorum qui eorumdem conciliorum decretis subscripsêre, quibus persuasum fuit, virtute bullæ *Cœnæ*, vetitum sibi esse uti facultate episcopis factâ à Tridentino, et occultos hæreticos sine speciali Pontificis venià Ecclesiæ restituere. Idem universim sentiunt aliarum nationum episcopi, qui non audent hæreticos à censurarum nexu absolvere sine speciali privilegio summi Pontificis, à quo illud et petere et impetrare solent: quod de episcopis Germaniæ testantur Gobat, theol. Exper., tract. 7, cas. 8, n. 571; et Reiffenstuel, ad cit. tit. 7, l. 5 Decret., n. 397; de episcopis verò degentibus in Angliâ, Hibernià et Hollandiâ, refert Arsdekin, Theolog. tripart. tom. 2, p. 2, tract. 2, cap. 5, § 1, 5 et 6.

IV. Judicent nunc alii antistites an ipsi valeant, sine temeritatis notâ, tot illustrium et amplissimorum præsulum exemplis contraire, eamque auctoritatem sibi arrogare atque etiam in synodo ostentare, quam primæ Sedi reservatam sacræ Urbis congregationes ac ipsimet summi Pontifices non semel declarârunt, omnesque ferè theologi, sacrorum canonum periti, paucis quibusdam exceptis, episcopis per bullam *Cœnæ* ablatam docent. Neque quoad hoc postpositos se credant inquisitoribus, sicuti nonnullos episcopos conqueri audivimus, quasi inquisitoribus illa detur facultas quæ ipsis denegatur. Etenim, uti jam prænotavimus, aut sermo est de hæretico ad forum judiciale deducto, sive spontè suum delictum ad idem forum deferente; et tam episcopus quàm inquisitor potest illum pro utroque foro absolvere, et in Ecclesiæ gremium recipere: aut sermo est de hæretico occulto; et istum neque episcopus, neque inquisitor potest solvere à vinculo excommunicationis quâ coram Deo atque in foro conscientiæ est innodatus: ac propterea cardinalis Albitius, cit. c. 25, n. 16, opportunè, et fortassè ad prædictam præoccupandam episcoporum querimoniam, scripsit: *Quod dictum est de episcopis, idem dicendum est de inquisitoribus, qui nullo modo habent facultatem absolvendi hæreticos in foro conscientiæ:* idemque animadvertit cardinalis Petra, loc. cit., n. 28, tom. 3, pag. 180, inquiens: *Quamvis autem in-*

quisitores ab hæresi in foro judiciali absolvere possint, et talis absolutio pro utroque foro suffragetur, uti dixi, in foro tamen conscientiæ ejusmodi facultatem nec habent, nec expedit ut habeant. Equidem non ignoramus quod refert Pallavicinus in Hist. Conc. Trid., l. 23, c. 10, n. 4, optâsse nimirùm oratores Hispanos et Lusitanos ut in eo ipso decreto, c. 6, sess. 24, quo data est episcopis potestas absolvendi ab hæresi occultâ, prohiberentur iidem hâc potestate uti in regnis et locis ubi est tribunal Inquisitionis; ex quo plerique conjiciunt inquisitoribus Hispaniæ et Lusitaniæ idem jus jam antea fuisse quod à Tridentino fuit etiam episcopis concessum; secùs quippe, aiunt, nulla fuisset ratio cur præfati oratores vellent à decreto excipi loca in quibus viget tribunal Inquisitionis. Scimus præterea nonnullos doctores congestos à Dianâ in Edit. coord., t. 5, tract. 8, resol. 19 et 20, opinari eamdem facultatem in iisdem inquisitoribus etiamnum perseverare. Verùm, quidquid sit, an inquisitores, præsertim Hispaniæ et Lusitaniæ, auctoritatem unquàm habuerint absolvendi in foro sacramentali ab hæresi occultâ, quod probabiliùs negat Thomas del Bene, de Offic. S. Inquisit., p. 1, dub. 57, n. 11 et seq., certum est eam per bullam *Cœnæ* esse revocatam, nec posse ab iisdem usurpari, nisi speciale privilegium obtineant à Sede Apostolicâ: quemadmodùm ex iis quæ de episcopis diximus planè deducitur, aliisque allegatis docent Barbosa, de Offic. et Potest. episc., alleg. 40, n. 28; del Bene, n. 13 et seq.; ac cardinalis Petra, cit. loc., num. 29.

CAPUT VI.

Eadem jura Romani Pontificis læduntur etiam per synodalem constitutionem infligentem degradationis pœnam clericis quorumdam atrociorum criminum reis.

I. Tam in antiquis quàm in nuperis synodis, quò magis clerici à delictis deterreantur, recensentur pœnæ canonicæ in delinquentes infligendæ, et fit specialis mentio *degradationis*, cui fiunt obnoxii quorumdam atrociorum criminum rei. Hæc prudenter sanè et laudabiliter in synodos inseruntur: sed iterùm periculum hìc est ne episcopus, cùm degradationem clericis hujus aut illius delicti sontibus comminatur, suæ potestatis terminos prætergrediatur, et jura invadat Romani Pontificis; quod quâ ratione contingere queat, paucis ostendimus.

II. Adeò indecens semper et probrosum visum est sacris addici ministeriis hominem non integræ famæ, ut qui grave scelus admisit, in cæterorum fidelium offensionem incurrens, si laicus adhuc sit, juxta vetustissimas et sanctissimas Ecclesiæ leges, in perpetuum arceri debeat à sacris suscipiendis ordinibus; si verò jam fuerit inter clericos cooptatus, sit è clericali gradu dejiciendus. Primum ex apostolo Paulo tradit Augustinus, tract. 41, in Joann., n. 10, tom. 3 oper., p. 2, col. 575, ubi, præmissâ distinctione inter leviores culpas quas *peccata* vocat et graviora flagitia quæ *crimina* appellat, ea singulatim enumerat quorum Apostolus prorsùs insontes esse voluit sacris initiandos ordinibus: *Apostolus Paulus, quando elegit ordinandos vel presbyteros, vel diaconos, et quicumque ordinandus est ad præposituram Ecclesiæ, non ait: Si quis sine peccato est; hæc enim si diceret, omnis homo reprobaretur, nullus ordinaretur: sed ait: Si quis sine crimine est, sicuti est homicidium, adulterium, aliqua immunditia fornicationis, furtum, fraus, sacrilegium, et cætera hujusmodi.* Alterum præscribunt innumeri canones, è quibus paucos exhibemus. Canon 25 ex apostolicis, ex Recensione Cotelerii, statuit: *Episcopus, aut presbyter, aut diaconus, qui in fornicatione, aut perjurio, aut furto captus est, deponatur; non tamen communione privetur;* et canon 30: *Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus per pecunias hanc obtinuerit dignitatem, dejiciatur et ipse, et ordinator ejus, et à communione modis omnibus abscindatur.* S. Basilius, epist. ad Amphilochium, de Canonibus, can. 3, tom. 3 oper., p. 271: *Diaconus post diaconatum fornicatus, diaconatu ejicietur quidem, sed in laicorum detrusus locum à communione non arcebitur.* Concilium Aurelianense III anni 538, can. 7: *Si quis adulterâsse, aut confessus fuerit, vel convictus; depositus ab officio, communione concessâ, in monasterio toto vitæ suæ tempore retrudatur:* tom. 2 Collectionis Harduini, col. 1425. Et ibidem, can. 8: *Si quis clericus furtum, aut falsitatem admiserit, quia capitalia et ipsa sunt crimina, communione concessâ, ab ordine degradetur.* Ex his aliisque hujus generis multis quæ in antiquis synodis passim occurrunt, non solùm crimina addiscimus, propter quæ clerici è gradu deturbabantur, sed etiam colligimus ejectionem è clericali gradu minorem fuisse pœnam quàm esset segregatio è consortio fidelium, seu excommunicatio; aliquos enim audivimus è gradu deponendos, quin tamen idcircò essent communione privandi; quod adhuc clariùs liquet ex can. 29 apostolorum, ubi clericus ordinis ministerium exercere præsumens à quo esset depositus, veluti gravioris criminis reus, severiori anathematis pœnâ plecti jubetur: *Si quis episcopus, aut presbyter, aut diaconus depositus justè super certis criminibus, ausus fuerit attrectare ministerium dudum sibi commissum, hic ab Ecclesiâ penitùs abscindatur.* Placuit autem id obiter animadvertere, ut vel ex hoc appareat quàm gravis pœna sit excommunicatio, quâ majores nostri longè leviorem existimârunt ejectionem è gradu, atque hanc regulariter illi præmiserunt, ut delinquentes clericos corrigerent: neque faciles fuerunt in ferendâ anathematis sententiâ, quam plerique nostri temporis antistites in synodalium decretorum transgressores immoderatè quandoque decernunt; de quo abusu plura suo loco.

III. Quanquàm porrò insequenti ætate nonnihil remissa fuerit antiquæ disciplinæ severitas, non tamen exolevit degradationis pœna; sed etiamnum viget et fertur in clericos aut cujusdam atrocioris criminis reos, aut inemendabiles. Hanc pœnam theologi morales et canonistæ sæpè confundunt cum simplici depositione: sed reverà, licèt fortassè antiquioribus Ecclesiæ seculis nullum intercederet inter utramque discrimen, attamen illud aut induxit, aut jam inductum agnovit Clemens III, sive (uti habetur in Collectione quâ utimur) Cœlestinus III, in cap. *Cùm non ab homine*, 10, de Judiciis, ubi clericum homicidii, furti, perjurii, seu alterius gravis criminis legitimè convictum, primò jubet deponi, deinde excommunicari, et, crescente contumaciâ, anathematis, hoc est, solemnioris excommunicationis, cum execratione, mucrone feriri; ac demùm, si in profundum malorum venerit, degradari, seu curiæ seculari puniendum tradi, præcipit. Differentia verò inter simplicem depositionem et degradationem, in hoc sita est, ut scilicet per simplicem depositionem clericus perpetuò quidem removeatur à suscepti ordinis exercitio, aut ab officio, et Ecclesiasticæ jurisdictionis usu, aut à beneficio, aut denique ab ordine simul, officio et beneficio; non tamen spolietur privilegio canonis et fori, sed remaneat subjectus foro ecclesiastico, neque ullâ ratione subjiciatur jurisdictioni laicali: quod ex modo cit. cap. *Cùm non ab homine*, inferunt Abbas in cap. *At si clerici*, 4, § *De adulteriis*, n. 2, de Judiciis; Suarez, de Censuris, disp. 30, sect. 1, n. 8; Engel, ad tit. 37, l. 5 Decret., n. 11; Wiestner, ibid., n. 75; Schmalzgrueber, n. 135; nec obscurè etiam inde colligitur, quòd clerici depositi plerùmque à sacris canonibus jubeantur detrudi in arctum monasterium, sicuti de sacerdote revelante peccatum sibi in sacramentali confessione manifestatum statuit Innocentius III, in cap. *Omnis utriusque sexûs*, de Pœn. et Rem.; nemo enim facilè credet sacerdotem in monasterium detrusum esse extra forum ecclesiasticum, et laicali jurisdictioni obnoxium. At per veram degradationem clericus non solùm arcetur in perpetuum ab omni ecclesiastico ministerio, omnique privatur ecclesiastico officio et beneficio, verùm etiam exuitur privilegio fori, et

subjicitur potestati seculari, à quâ post degradationem judicari, in carceres detrudi, secundùm leges civiles puniri et condemnari potest, perinde ac si esset laicus. Ante degradationem tamen *realem et actualem* retinet privilegium canonis, ita ut injiciens violentas manus in clericum solùm *verbaliter* degradatum, et nondùm *actu* traditum curiæ seculari, incidat in excommunicationem, can. *Si quis suadente*, 10, q. 4, quod docent Glossa in cap. *Degradatio*, verb. *Privilegio*, de Pœnis, in 6; Panorm., in cap. *Ad abolendam*, n. 11, de Hæreticis; Barbosa, in cit. cap. *Degradatio*, n. 9; Wiestner, ad cit. tit. 37, l. 5 Decret., n. 78.

IV. Enimverò duplicem degradationem distinguit Bonifacius VIII in cit. cap. *Degradatio;* unam vocat *verbalem*, et est ipsa prolatio sententiæ per quam judex ecclesiasticus clericum ejicit è gradu, et foro laicali addicit; aliam nominat *actualem*, seu realem, et est actus ipse, seu solemnis cæremonia, quâ episcopus clericum, verbali sententiâ antea degradatum, sacris spoliat insignibus, et reipsà tradit curiæ seculari. Degradatio verbalis olim fiebat in provincialibus episcoporum synodis, ad quas presbyterorum aliorumque Ecclesiæ ministrorum criminales causæ referebantur, ut ibidem discuterentur et deciderentur, juxta canonem quintum Nicænum. Verùm, cùm haud faciliter, et quotiescumque opus erat, ejusmodi synodi congregarentur, propterea, ne clericorum enormia facinora diù manerent impunita, in concilio Carthaginensi II anni 390, can. 10, relato à Gratiano, can. 4, 15, q. 7, statutum est ut in posterum quæcumque clericorum causæ etiam extra synodum agitari et terminari possent; hâc tamen adjectâ limitatione, ut, si ageretur de delicto exauctorationis sententiam merente, hæc in episcopum nonnisi à duodecim, in presbyterum à sex, in diaconum à tribus simul congregatis episcopis ferre posset: quem canonem renovavit concilium Carthaginense III anni 397, can. 8, relato eâdem causâ, et q. can. 5, ac proinde concilium Hispalense II anni 619, can. 6, relato pariter à Gratiano, cit. loc., cap. 7, ait: *Episcopus sacerdotibus ac ministris solus honorem dare potest, auferre solus non potest.* Statutum à priscis canonibus episcoporum numerum ad verbalem degradationem clericorum majorum ordinum præscripsit etiam Bonifacius VIII, in cit. cap. *Degradatio;* solùmque permisit ut clerici minorum ordinum possent solâ proprii episcopi sententiâ exauctorari. At, quoniam nonnulli maledici Ecclesiam calumniabantur, quasi tot episcopos ad degradationis sententiam requireret, quot haud facilè possent congregari, ut tali pacto majoribus clericis, quocumque enormi flagitio conspurcatis, impunitatem daret, quod videre est apud Boehmerum, Jur. eccles. protestantium, tom. 5, tit. 37, de Pœnis, n. 118, cùmque insuper eâ re conquesti essent etiam principes Germaniæ, qui inter centum gravamina, quibus levamen et remedium afferri ab Adriano VI summo pontifice postulaverant, hoc art. 12 exposuerant: *Et tandem, ut in peccatis maleficiisque perpetrandis magis adhuc foveantur, præter omnem æquitatis rationem, aliquatenùs interdictum est archiepiscopis et episcopis, ne malefactores hos publicè criminali judicio reos agere possint, nisi priùs degradatos: id quod tantis sumptibus tantâque pompâ celebrari oportet, ut propterea perquàm rarissimùm uncti illi malefactores meritâ plectantur pœnâ:* idcircò Tridentini Patres, sess. 13, c. 4, de Reform., ad obstruendum os malignantium, sanxêre ut deinceps liceret episcopo per se, vel per suum vicarium generalem, ad verbalem clerici degradationem *in casibus in quibus aliorum episcoporum præsentia in numero à canonibus definito requiritur, etiam absque illis procedere; adhibitis tamen et in hoc sibi assistentibus totidem abbatibus, usum mitræ et baculi ex privilegio apostolico habentibus, si in civitate aut diœcesi reperiri et commodè interesse possint; alioquin aliis personis in ecclesiasticâ dignitate constitutis, quæ ætate graves, ac juris scientiâ commendabiles existant.* Ejusmodi porrò sive abbates, sive alias personas in ecclesiasticâ dignitate constitutas, non adhiberi tanquàm meros consiliarios, sed esse judices assessores quibus competit suffragium decisivum, rectè docent Suarez, de Censuris, disp. 30, sect. 1, n. 20; et Barbosa, ad cit. c. Tridentini, n. 8; sunt enim suffecti in locum episcoporum, quos veros fuisse judices constat ex allegatis juribus, et adhuc clariùs ex cap. 3, de Sententiâ et Re judicatâ, ubi dicitur: *Non potest quemquam à sacerdotali gradu (nisi justis ex causis) concors sacerdotum sententia submovere:* quin imò ex hoc textu inferri arbitrantur Maranta, de Ord. jud., part. 4, dist. 11, n. 71; Barbosa, de Offic. et Potest. episc., alleg. 110, n. 8; Reiffenstuel, ad cit. tit. de Pœnis, n. 44; Schmalzgrueber, ibid., n. 146, aliique ab his citati, necesse esse ut in degradationem presbyteri, diaconi, vel subdiaconi, omnes prædicti, episcopo assidentes, unanimiter consentiant.

V. Post degradationem verbalem, si procedendum sit ad realem, clericus degradandus, sacris vestibus indutus, ac si celebraret, vel, si infra sacerdotium sit constitutus, alium sui ordinis actum exercere deberet, adducitur ad episcopum, præsentibus aliis episcopis, seu abbatibus aliisve, qui degradationis sententiam protulerunt, atque adstante etiam judice seculari: episcopus verò eum gradatim exuit singulis ordinum insignibus, incipiens ab illo quod eidem in ordinatione ultimo loco traditum est, cæterisque adhibitis cæremoniis quæ præscribuntur in cit. cap. *Degradatio*, et habentur in Pontificali Romano: quibus expletis, degradatum tradit judici seculari, secundùm laicorum leges, puniendum; sed simul eumdem judicem seriò atque ex animo rogat, ut sententiam moderari, atque à pœnâ sanguinis abstinere velit: sicuti habetur in cap. *Novimus*, 27, de verb. Significat. Eædem cæremoniæ et solemnitates, juxta laudatam decretalem Bonifacii VIII et Pontificale Romanum, essent adhibendæ in actuali degradatione clerici minorum ordinum, aut etiam primæ tonsuræ; sed multis saltem in locis, teste Van-Espen, Jur. Eccles. univ., p. 3, tit. 11, c. 2, n. 61 et seq., quoad clericos ejusmodi non sunt in usu.

VI. Actualis degradationis, per quam clericus sacerdotali et clericali dignitate denudatur, et quasi redigitur ad laicalem conditionem, rudimenta habemus in novellâ 83, ubi Justinianus imperator ait: *Illud palàm est, si reum esse putaverit eum qui convenitur, provinciæ præses, et pœnâ judicaverit dignum; priùs hunc spoliari à Deo, amabili Episcopo, sacerdotali dignitate, et ita sub legum fieri manu.* Verùm Gothofredus, ad leg. 39, tit. 2, l. 16 Cod. Theodosian., observat clericos exauctoratos non semper tum fuisse traditos curiæ seculari, ut afficerentur morte, vel aliâ capitali pœnâ, uti nunc fit, sed ut jam dejecti ab ecclesiastici gradûs honore, ac clericalibus exuti prærogativis, addicerentur *curiæ*, id est, collegio alicujus civitatis, in quo, perinde ac laici, subire cogerentur officia ad quæ cæteri cives tenebantur: ipsis autem, utpote qui se indignos præbuerant clericatu, et ob morum improbitatem fuerant ex Ecclesiæ ministrorum albo expuncti, plerùmque demandabantur humiliora magisque abjecta curiæ ministeria, iisque in perpetuum addicebantur, ut tali pacto omnem amitterent spem pristinum recuperandi in Ecclesiâ gradum. Quare Honorius imperator eam tulit legem quam Gothofredus exornat, ubi de clericis ab officio depositis in hunc modum statuit: *Quemcumque clericorum indignum officio suo episcopus judicaverit, et ab Ecclesiæ ministerio segregaverit, aut si qui professum sacræ religionis spontè dereliquerit, continuò sibi eum curia vindicet, ut liber illi ultra ad Ecclesiam recursus esse non possit: et pro hominum qualitate, et quantitate patrimonii, vel ordini suo, vel collegio civitatis adjungatur, modò ut quibuscumque apti erunt publicis necessitatibus obligentur.*

VII. Sed, utut res tunc se habuerit, hodiè nullus clericorum solemniter degradatus reipsà traditur curiæ seculari, nisi qui ob grandia delicta meretur pœ-

nam capitalem. Quin imò non ob quodlibet crimen cui est à legibus inflicta pœna ultimi supplicii, potest clericus exauctorari, et seculari foro subjici; sed debet esse crimen cui à jure communi ecclesiastico, aut à pontificiis sanctionibus sit expressè et nominatim annexa degradationis pœna. Ejusmodi autem crimina sunt: primò, hæresis, et multò magis apostasia à fide, saltem cùm quis in illam relapsus, aut in eâ pertinax est, cap. *Ad abolendam*, § *Præsenti*, cap. *Excommunicamus*, 1, § *Damnati*, de Hæreticis, cap. *Quoniam*, et cap. *Super eo*, eod., in 6. Inter hæreticos verò magis adhuc specialiter actuali degradatione puniendi decernuntur negantes mysterium sanctissimæ Trinitatis, vel Christi Domini conceptionem operâ solius Spiritûs sancti, seu intactam Deiparæ virginitatem, aut ejusdem Christi Domini mortem, juxta constitutionem Pauli IV innovatam à Clemente VIII, const. 97, Bullar. tom. 3; secundò, falsificatio litterarum apostolicarum, cap. *Ad falsariorum*, 7, de Crimine falsi, et cap. *Novimus*, 27, de verb. Signific.; tertiò, gravis contumelia, vel calumnia proprio episcopo illata, seu structæ eidem insidiæ, et in ejus necem conspiratio, can. *Si quis*, 11, q. 1. Quia tamen plerique auctores, ac præsertim Glossa in cit. cap. *Novimus*, verb. *Tradatur;* Panormitanus, in cap. *At si clerici*, de Judiciis, n. 37; et Sylvester, verb. *Degradatio*, n. 4, docent non posse clericum ob ejusmodi crimen degradari, nisi fuerit incorrigibilis, si eorum doctrina admittatur, non poterit illud recenseri inter specialia delicta quæ in præsens enumeramus: nam, ut ad rem advertit Oliva, de Foro ecclesiastico, p. 2, q. 12, n. 14, quæcumque alia enormia clericorum flagitia poterunt actuali degradatione animadverti, si in illis clerici obstinatè perseverent, quod paulò inferiùs declarabitur. Quartum est quod vulgari nomine dicimus *assassinium*, cap. 1, de Homicidio, in 6; quintum est nefandum crimen, frequentatum, hoc est, non semel tantùm commissum, ex constitutione 95 S. Pii V, quæ incipit *Horrendum*, tom. 4, p. 3 Bullar., pag. 33; sextum est sollicitatio ad turpia in confessione sacramentali; si enim eam aggravent peculiares quædam circumstantiæ, sacerdos illius reus degradari permittitur in constitutione 34 Gregorii XV, Bullar. tom. 3. Notandum tamen quòd ab eo tempore quo hæc constitutio edita fuit, nullum exemplum reperire datum est, quo hujusmodi sollicitationis, cum circumstantiis etiam quantùmcumque aggravantibus, reus degradatione punitus, et foro seculari traditus fuerit; quod etiam observat cardinalis Albitius, in cit. tractatu de Inconstantiâ in fide, p. 1, c. 15, n. 13. Unde constitutio ipsa ad terrorem præcipuè incutiendum facta fuisse videtur. Septimum est celebratio missæ, aut exceptio confessionis sacramentalis temerè præsumpta ab eo qui sacro presbyteratûs ordine non est initiatus, ex constitutionibus Clementis VIII atque Urbani VIII, à nobis innovatis in nostrâ constitutione 79, nostri Bullar. tom. 1, pag. 342. Octavum est fabricatio, tonsio, aut adulteratio monetæ aureæ, vel argenteæ, ejusque adulteratæ erogatio, vel expositio in regnis, provinciis, et civitatibus Italiæ, ex constitutione Urbani VIII, quæ incipit: *In suprema*, Bullar. tom. 4. Nonum est sacrilegum et execrabile furtum sanctissimæ Eucharistiæ, sive cum sacrâ pyxide, sive sine illâ, quis sacram hostiam surripiat, et apud se retinere, aut aliò transferre præsumat, juxta constitutiones Innocentii XI et Alexandri VIII, à nobis confirmatas in nostrâ constitutione 39, nostri Bullar. tom. 1, pag. 314. Decimum est illius crimen qui abortum fœtûs animati vel per se, vel per alium procurat, effectu sequente, ex constitutione Sixti V, quæ incipit: *Effrenatam*. Diximus autem fœtûs animati, licèt Sixtus pari jure habendum statuerit inanimati ac animati fœtûs abortum, quia Gregorius XIV, per aliam suam constitutionem, quæ incipit: *Sedes Apostolica*, Sixtinam prædictam moderando, illius sanctionem ad abortus fœtûs animati restrinxit, et hoc etiam casu facultatem absolvendi ab incursâ excommunicatione, quam Sixtus Apostolicæ Sedi reservaverat, locorum ordinariis concessit.

VIII. Undecimum ab aliquibus recensetur maleficium, seu sortilegium, ex quo unius aut plurium personarum mors secuta comprobetur; hujusmodi enim maleficii seu sortilegii reus, etiam primo lapsu, curiæ seculari tradendus decernitur in constitutione 46 Gregorii XV, datâ die 20 maii 1623, quæ incipit: *Omnipotentis Dei*, Bullar. tom. 3. Verùm hæc constitutio de clericorum degradatione non loquitur, ut observat et probat cardinalis Albitius, in dicto tractatu de Inconst. in fide, p. 1, c. 32, n. 150. Nos autem hìc agimus de clerici degradatione, ejusque traditione brachio seculari. Duodecimum pariter ab aliquibus numeratur polygamia, cùm quis nimirùm, falsum professus nomen et cognomen, uxore vivente, aliam ducit; quem scilicet Urbanus VIII per suam constitutionem, quæ incipit: *Magnum*, die 20 junii 1637 editam, curiæ seculari tradendum sanxit. Sed, cùm nec in eâ constitutione degradationis mentio ulla fiat, evidens est clericos in ipsâ comprehensos non esse. Præterea dici potest hanc etiam constitutionem ad terrorem potissimùm editam fuisse; siquidem congregatio S. Officii anni 1647, nimirùm, vix annis decem ab illius promulgatione elapsis, ab archiepiscopo Beneventano interrogata quâ pœnâ puniendus esset polygamus, ita respondit: *Polygamorum pœna, si falsos testes ad suum liberum statum comprobandum non induxerint, post abjurationem de vehementi, solet esse damnatio ad triremes per quinquennium; si verò induxerint, per septennium. Falsi testes ipsi quoque damnantur ad triremes per quinquennium, aut brevius tempus, pro delicti sui qualitate.*

IX. Præter præmissa igitur nominatim excepta, alia etsi æquè gravia, aut etiam graviora clericorum scelera, tum demùm actuali degradatione vindicari, permittit Cœlestinus III, in cit. cap. *Cùm non ab homine*, de Judiciis, cùm clericus, depositionis et excommunicationis pœnis antea coercitus, non resipiscit, sed *in profundum malorum veniens contemnit:* tunc quippe (uti textus loquitur) *cùm Ecclesia non habeat ultra quid faciat, ne possit esse ultra perditio plurimorum, per secularem comprimendus est potestatem.* At nihilominùs plures doctores ita hanc decretalem interpretantur, ut per eam minimè prohiberi opinentur ne clericus parricidii, homicidii insidiosi, aut sacrilegii, vel alterius atrocissimi criminis reus, prædictis pœnarum gradibus non servatis, statim tradi possit curiæ seculari. Ita ad præd. cap. docuêre Ancharanus, n. 10; Alciatus, n. 22; Martinus del Rio, Disquis. magic. l. 5, sect. 16, § *Si quæras quid judicii liceat*, aliique relati à Farinaccio, Prax. crim. q. 8, num. 81.

X. Verùm communis doctorum sententia indubitanter affirmat ad actualem clerici cujuscumque criminis rei degradationem, præter enumeratos casus, à jure specialim expressos, non posse procedi, nisi ille sit incorrigibilis, hoc est, uti à Cœlestino audivimus, nisi Ecclesiæ monita, sibique gradatim inflictas canonicas depositionis et excommunicationis pœnas, pervicaciter contempserit; superfluum quippe fuisset, in quædam peculiaria clericorum flagitia degradationis pœnam nominatim decernere, si hæc potuisset cuicumque clerico flagitioso statim irrogari. Neque ad rem facit immanius scelus esse parricidium quàm fortè sit aliquod ex iis exceptis ob quod clericus, nullâ præmissâ canonicarum pœnarum gradatione, permittitur statim tradi curiæ seculari: etenim leges pœnales non complectuntur delicta quæ non exprimunt, etiamsi sint expressis graviora; quod argumento, cap. *In pœnis*, de Regul. jur., in 6, probant Castro, de Lege pœnali, l. 1, c. 7, docum. 3, et Suarez, l. 6, de Legib., c. 3, n. 5. Quare Innocentius III, qui statim post Cœlestinum III pontificatum tenuit, interrogatus ab episcopo Londinensi quid agendum foret de clericis in latrociniis, aliisque magnis scele-

ribus deprehensis; eos deponendos quidem, seu verbaliter tantùm degradandos, non tamen curiæ seculari tradendos, rescripsit in cap. *Tuæ*, 6, de Pœnis : *Ad illud quod à nobis tertiò requisisti, qualiter clerici in latrociniis vel aliis magnis sceleribus deprehensi puniri debeant, respondemus, quòd à suis ordinibus degradati detrudi debeant in arctis monasteriis ad pœnitentiam peragendam.* Et Bonifacius VIII, in cap. *Felicis*, eod. tit., in 6, etsi hostiliter insectantes aut percutientes S. R. E. cardinalem, reos declaret criminis læsæ majestatis, et veluti tales infames atque intestabiles pronuntiet, variisque pœnis addicat, non tamen, si fuerint clerici, actuali degradatione plectendos statuit.

XI. Instar igitur regulæ sit neminem clericorum, quantùmvis flagitiosum, posse ab episcopo actu degradari et curiæ seculari tradi, nisi, post ei inflictas alias pœnas in cit. cap. *Cùm ab homine* præscriptas, deprehensus fuerit inemendabilis; aut nisi sit reus alicujus ex enumeratis criminibus à jure communi, vel à Pontificiis sanctionibus nominatim expressis : quemadmodùm docent Ostiensis in cap. 1, n. 2, de Homic.; Berojas, in cap. *At si clerici*, n. 181, de Judiciis, verb. *Mihi autem;* Covarr., l. 2 Var., c. 20, n. 7; Farinaccius, cit. Prax. crimin., q. 8, n. 81; Fagnanus, in cit. cap. *Cùm non ab homine*, n. 6; Pignatellus, tom. 7, cons. 33, n. 25 et seq., aliique apud Raynaldum, ad Bannimenta Bonon., c. 5, § 1, à n. 154. Ab hâc regulâ, communi usu receptâ, non recedat episcopus, neque ad compescenda scelera quæ frequenter à suæ diœcesis clericis fortè perpetrantur, fas sibi esse putet in suâ synodo solemnis et actualis degradationis pœnam in illorum sontes decernere : id quippe, cùm sit contra canones, unicè pertinet ad Romanum Pontificem cujus certè supremam jurisdictionem invadit qui suâ auctoritate maleficis clericis eamdem pœnam irrogare præsumit. Quòd si alicubi tanta sit alicujus enormis criminis frequentia, et experientiâ compertum jam sit alias pœnas haud sufficientes esse ad clericos ab illo deterrendos, poterit episcopus summum Pontificem rogare ut in clericos, vel semel illud deinceps perpetrantes, decernat actualis degradationis sententiam, eamque à summo Pontifice latam, in suâ synodo, ad omnium terrorem, promulgare : sicuti faciendum monet Farinaccius, cit. quæst. 8, et Panimoll., decis. 14, adnot. 1, n. 25.

CAPUT VII.

De lœsione jurium Apostolicæ Sedis in unione beneficiorum, quæ seminario fit ab episcopis in vim decreti concilii Tridentini, cap. 18, *sess.* 23, *de Reformatione.*

I. Sacrum Tridentinum concilium inter alia adjumenta quæ episcopis attulit, ut clericorum seminaria, prout vehementer optabat, sustentari possent, facultatem ipsis concessit uniendi seminario *beneficia aliquot simplicia, cujuscumque qualitatis et dignitatis fuerint*, etc., *etiam ante vacationem, sine cultûs divini, et illa obtinentium præjudicio*, etc.; *quod locum habeat, etiamsi beneficia sint reservata vel affecta*, uti legitur in c. 18, sess. 23, de Reform. Siquidem compertum est omnibus aliqua existere beneficia ecclesiastica quorum collatio reservata semper est Romano Pontifici aut in corpore juris communis, ut videre est in cap. *Licet*, et in cap. *Statutum*, de Præbend., in 6, aut in Extravagantibus communibus, ut in cap. *Injunctæ*, tit. de Electione, in Extravaganti *Execrabilis*, de Præbendis et Dignitatibus, in Extravaganti *Ad regimen*, eod. tit., aut in bullis S. Pii V, Gregorii XIII, aliorumque Romanorum pontificum, aut in regulis cancellariæ, inter quas celebris est regula mensium reservatoria, in quâ sibi reservat Pontifex collationem omnium beneficiorum, quæcumque per octo anni menses vacare contigerit quorum deinde mensium duos episcopi in residentiæ premium remittit, quæ omnia efficit in vim plenariæ sùæ auctoritatis; ut videre est apud auctores qui materiam hanc plenè cumulatèque pertractant.

II. Necessarium quidem non est ut beneficiorum seminario uniones in synodo fiant : quin imò satius videtur ut, si faciendæ sint, extra synodum expleantur cum consilio quatuor seminarii deputatorum, de quibus alibi verba fecimus; quorum quidem consilium à Tridentinâ synodo in unionibus hujusmodi *pro formâ*, ut dici solet, requiritur, ut observat Lotterius, de Re beneficiariâ, l. 1, q. 29, n. 60, et ut resolutum fuit à congregatione ejusdem concilii interprete in causâ Giennens. 14 februarii 1544, l. 8 Decretor., pag 14 : *Sacra*, etc., *censuit uniones factas seminario absque consilio eorum quatuor quos jubet concilium adhiberi, minimè valere :* et in aliâ Ferrariens. 3 martii ejusdem anni, eod. l. 8 Decret., pag. 16, à tergo : *Sacra*, etc., *censuit in unionibus beneficiorum faciendis seminario satis esse servare formam traditam à concilio*, c. 18, *sess.* 23, *de Reform., nec requiri consilium capituli.* Verùm, quia aliquando in synodis actum vidimus de unionibus beneficiorum seminario factis aut faciendis, ad hoc ut clerus episcopalem hâc etiam in re sollicitudinem agnosceret, ideò opportunum existimamus aliquid hìc de unionibus beneficiorum seminario factis aut faciendis attingere, ne eas invalidè fieri contingat, neque Apostolicæ Sedis jura ex unione beneficiorum affectorum, aut ipsi reservatorum aliquid detrimenti capiant.

III. Porrò ut seminarii sustentationi provideatur, initium minimè ducendum est à beneficiis ecclesiasticis ipsi uniendis, sed dismembratio priùs fieri debet, seu detractio aliqua portionis fructuum tum mensæ episcopalis, tum mensæ capitularis, ac dignitatum, canonicatuum, et beneficiorum, etiamsi de jure patronatûs existant : *Ex fructibus integris mensæ episcopalis, et capituli, et quarumcumque dignitatum, personatuum, officiorum, præbendarum*, etc., *et beneficiorum quorumcumque, etiam regularium, etiamsi jurispatronatûs cujuscumque fuerint :* verba sunt concilii, loc. cit.; eaque dismembratio vulgò dicitur *taxa*. Et quidem recitata concilii verba satis indicant seminarium jam erectum præsupponi, scilicet paratam jam domum, præceptores conductos, deputatos electos, designatosque consultores ad taxam statuendam : ex quo sequitur unionem beneficiorum quæ fieret seminario non adhuc, uti supra dictum est, erecto, sed erigendo, irrita fore, juxta resolutionem congregationis concilii in causâ item Giennens. 1588, quæ à Sixto V pontifice confirmata fuit per litteras in formâ brevis datas die 26 octobris ejusdem anni, ut videre est apud Garciam, de Benefic., p. 12, c. 2, n. 193. Præterea concilium faciendam decernit seminario unionem simplicium aliquot beneficiorum : *necnon beneficia aliquot simplicia.* Hinc est, quòd episcopi non omnia beneficia, nec majorem ipsorum partem, seminario uniri possunt. Cùmque aliquis id efficere præsumpserit, et ipse reprehensus est, et uniones abrogatæ fuerunt, ut patet ex monumentis fideliter à Rigantio collectis, relatisque in tom. 2 ad Regulas cancellar., et speciatim reg. 13, n. 88 et seq.

IV. Sed jam ad jurium apostolicorum lœsionem gradum faciamus, quæ aliquoties in hisce unionibus contingit, quæque cuilibet episcopo effugienda omninò est. Retroactis temporibus episcoporum aliquis beneficium affectum, aut Apostolicæ Sedi reservatum, seminario univit, postquàm illud jam vacaverat, et qui de eo ab Apostolicâ Sede provideri meruerat, jam expediverat bullas, aut beneficii possessionem nactus fuerat. Id quidem, ut par erat, minimè tolerandum visum fuit; ac propterea congregatio concilii jure ac meritò decrevit ut ab episcopis beneficia hujusmodi ante illorum vacationem seminario unirentur. Ita ipsa respondit an. 1586, mense aug., ut videre est l. 4 Decret., pag. 169, à terg. et seq., in causâ Caputaquens., sequentibus verbis propositâ : *Seminarium Caputaquense humiliter petit sibi declarari, postquàm episcopus auctoritate concilii Tridentini potest unire se-*

minaria beneficia simplicia cujuscumque qualitatis, an episcopus, vel ejus vicarius, potuerit unire dicto seminario beneficia simplicia quæ vacârunt in mense Pontificis. Responsum verò fuit : *Sacra*, etc., *censuit uniri posse, modò uniantur ante vacationem.* Huic alia concors est resolutio in causâ Palentinâ 1588, mense junio, l. 5 Decretor., pag. 150 : *Sacra*, etc., *censuit uniones de beneficiis vacantibus in mense reservato non esse validas, cùm factæ fuerint post eorum vacationem, et provisos à Sede Apostolicâ debere mitti in possessionem beneficiorum :* cui sequens etiam addi potest edita in causâ Elborens. 31 augusti 1600, l. 9 Decretor., pag. 102, à terg. : *Sacra*, etc., *censuit, si hujusmodi beneficia quo tempore vacârunt erant reservata vel affecta, minimè potuisse post vacationem ab archiepiscopo seminariis uniri, et provisos apostolicos in eorumdem beneficiorum possessionem esse mittendos.*

V. Hoc itaque constituto et satis ubique cognito, quòd beneficia affectioni et reservationi subjecta, antequàm vacarent, seminario unienda essent, aliquid ulteriùs excogitari cœpit quod in apostolicorum jurium detrimentum cedere inventum est. Quædam existunt affectiones quæ beneficiatorum personas comitantur quocumque mense et quocumque loco decedant; uti est, exempli gratiâ, alicujus cardinalis familiaritas. Nonnulli episcopi in beneficia sic affecta potissimùm oculos injicientes, eaque, antequàm vacarent, seminario unientes, certum datariæ apostolicæ damnum inferebant, quæ, eveniente eorum vacatione, de ipsis, utpote jam seminario unitis, disponere non poterat. Hanc jurium apostolicorum perturbationem rectè animadvertit congregatio concilii, atque idcircò censuit viam aliquam arcendis in posterum fraudibus excogitandam esse : uti legitur l. 9 Decret., pag. 117, à terg., die 26 februarii 1601 : *Sacra*, etc., *censuit, de cætero ad obviandum fraudibus oportere decerni, ut non possint etiam ante vacationem uniri seminario beneficia quæ obtineant personæ quæ vel ob familiaritatem cardinalium, vel aliam rationem tales sint, ut, quocumque mense decedant, certum sit ea fore affecta Sedi Apostolicæ. Cæterùm in præteritum nihil statuendum, sinendumque ut causa suo marte decurrat.* Consilium hoc à Clemente VIII pontifice approbatum fuit, ut videre licet apud Fagnanum, in cap. *Sicut unire*, n. 37, de Excessibus prælatorum. Jamque id jus obtinet ut beneficii affecti unio ne quidem ante illius vacationem per episcopum seminario fieri valeat, quando affectio stabilis est, continua atque immutabilis, cujusmodi est illa familiarium Pontificis, et cardinalium, protonotariorum aliorumque Apostolicæ Sedis officialium : relictâ tamen ei facultate beneficium affectum affectione non continuâ, sed fortuitâ, qualis est illa mensis aut loci, ante vacationem uniendi ; ignoratur enim, dùm unio fit, ubi aut quo mense beneficiatus obiturus sit.

VI. Cujus legis ratio cùm in eo posita sit, ut supra attigimus, ne fraus fiat apostolicæ datariæ juribus; consequens est ut nec illa quidem unio sustineatur quam episcopus seminario fecerit beneficio non ita constanter affecto et nondùm vacante, si appareat expectatum ad id fuisse tempus quo beneficiatus ægrotans proximus erat obeundæ morti, quam reipsà in mense reservato obiit; sicuti nec illæ sustineantur quas fecerit episcopus aliquis quem constet nullum unquàm beneficium ex his quæ in suo mense vacârunt, seminario univisse, sed ad illa duntaxat unienda animum intendisse quæ in mense apostolico vacare poterant. Hæc omnia accuratissimè exposita sunt à Rigantio, loc. cit., n. 110 et seq.; cujus quidem scriptoris auctoritate libenter utimur, quòd et ipse, dùm vixit, nos omni amici hominis officio est prosecutus, et nos testes sumus incredibilis illius laboris ac diligentiæ in colligendis et discutiendis iis omnibus quæ suis operibus inseruit.

VII. Refert præterea idem auctor ad prædictam regulam 13, n. 117 et seq., controversiam exortam post Clementis VIII decretum ; cùm scilicet dubitatum fuit utrùm S. R. E. cardinales, aliique qui indulta habent conferendi beneficia Apostolicæ Sedi reservata et affecta, possent hæc, licèt non eventuali duntaxat et variabili reservationi obnoxia, sed fixa et immutabili affectione reservata, seminario unire. In favorem siquidem cardinalium dicebatur quòd, cùm ipsi in decreto Clementis VIII expressè nominati non fuerint, illius lege minimè tenebantur. Pro omnibus autem indultariis illud in genere afferebatur, quod nempe, sublatâ per indultum reservatione, libera in ipsis reviviscebat auctoritas ordinaria, quâ poterant, juxta Tridentini præscriptum, beneficia quæcumque, licèt antea apostolicis reservationibus et affectionibus subjecta, seminario unire. De hâc quæstione in congregatione concilii disputatum est; et quidem cardinalis Ubaldinus prolixo suffragio edito, quòd, suppresso illius nomine, refert Fagnanus, in cit. cap. *Sicut unire*, à n. 38 ad 46, de Excessibus prælatorum, intentioni cardinalis Lantes tunc episcopi Tudertini astipulatus, reliquos collegas in eâ causâ judicantes in suam sententiam pertraxit; ut colligitur ex resolutione ejusdem congregationis in Tudertinâ unionis, 20 januarii 1622, l. 12 Decret., pag. 88, ubi sic legitur : *An cardinalis episcopus, habens indultum, possit, non obstante decreto sanctæ memoriæ Clementis VIII, unire seminario ante vacationem ea beneficia quæ, si eodem cardinali vivente vacarent, non obstantibus reservationibus vel affectionibus apostolicis, ad suam collationem pertinerent. Sacra*, etc., *censuit posse.* Cùm tamen non eadem semper fuerit dictæ congregationis opinio, ac etiam in tribunali rotæ aliqua fuerit super hoc sententiarum varietas, summus pontifex Urbanus VIII, in suâ constitutione 165, quæ incipit : *Quamvis fel. rec. Clemens papa VIII*, confirmato priùs Clementino decreto, declaravit in illo non solùm patriarchas, metropolitanos, archiepiscopos et episcopos, verùm etiam S. R. E. cardinales comprehensos fuisse et esse; neque illis in vim indultorum apostolicorum licuisse aut licere beneficia, tempore unionis affecta et reservata, seminario unire, nisi ad formam decretorum ejusdem Clementis VIII, uti copiosiùs legitur in dictâ constitutione, relatâ etiam per extensum ab eodem Fagnano, in cit. cap. *Sicut unire*, n. 49 et 50, de Excess. prælator.

VIII. Hæc itaque statuta ac definita habentur pro eo quod pertinet ad unienda seminariis beneficia ecclesiastica Apostolicæ Sedi reservata aut affecta : nec aliud quidquam hìc addere necesse esset, nisi fel. rec. pontifex Benedictus XIII pro episcopis Italiæ et insularum adjacentium constitutionem edidisset, quæ incipit : *Creditæ nobis*, quæque ordine 27 extat in appendice ad concilium Romanum ab ipso habitum in basilicâ Lateranensi anno 1725. Per eam siquidem constitutionem prædictis episcopis jus tribuit uniendi seminario *beneficia simplicia, cujuscumque qualitatis et dignitatis fuerint, etiam jurispatronatûs ecclesiastici, vel quomodòcumque affecta et dispositioni Sedis Apostolicæ reservata*, etc.; *fel. rec. Clementis VIII, ac Urbani pariter VIII, necnon aliorum quorumcumque Romanorum pontificum prædecessorum nostrorum constitutionibus vel decretis, in contrarium facientibus non obstantibus*, etc. Quæ verba nonnullis Italiæ episcopis ansam dederunt ut sibi tributam putarent facultatem uniendi seminario quælibet beneficia simplicia nondùm vacantia, licèt quocumque modo Sedi Apostolicæ affecta et reservata; sublatis nimirùm de medio, per verba superiùs recitata, contrariis Clementis VIII et Urbani VIII decretis, in supra citatis eorum constitutionibus contentis. Verùm advertendum est præfatum Benedictum pontificem, in eâdem constitutione *Creditæ nobis*, decrevisse ut, antequàm ad beneficiorum unionem procedatur, non solùm statuta et imposita esse debeat taxa à concilio Tridentino præscripta, et quidem ad rationem saltem trium annuorum scutorum pro quolibet centenario fructuum, verùm etiam,

si hæc ad seminarii et clericorum in eo alendorum sustentationem satis non sit, ut eadem taxa usque ad summam quinque scutorum augeatur ; et quidem cum approbatione congregationis ab ipso Pontifice super seminariis institutæ. Quòd si in aliquâ diœcesi, computatis omnibus seminarii proventibus, etiam illis qui ex beneficiis antea unitis aliisque reditibus eidem applicatis obveniunt, necnon ipsâ taxâ ad prædictam rationem auctâ, non adhuc ejusdem seminarii et alumnorum necessariæ sustentationi sufficienter provisum esse constiterit, *tunc, et eo casu, ac in subsidium tantum*, prædicta beneficia affecta et Sedis Apostolicæ dispositioni reservata, non tamen jam vacantia, seminario uniantur. Ex quibus simul sumptis clarè patet episcopos Italiæ et adjacentium insularum qui benedictinam constitutionem exequi ac privilegio sibi per eam elargito uti velint, id agere minimè posse, nisi cætera superiùs indicata præcesserint : quod et ex ipsâ constitutione colligitur, et clariùs etiam ex edicto ipsius Pontificis jussu publicato, et ad locorum ordinarios transmisso per organum cardinalis Corradini tunc prodatarii, quod per extensum legi potest apud Rigantium, loc. cit., n. 127.

CAPUT VIII.

Quomodò se gerere debeant episcopi erga Apostolicam Sedem, si quam fortè pontificium constitutionem de aliquo disciplinæ capite pro suis diœcesibus minùs opportunam esse censeant.

1. In superioribus capitibus demonstravimus nihil ab episcopis in synodis statuendum esse quod Apostolicæ Sedis juribus ac prærogativis adversetur : ex quo sequitur ut debita illius constitutionibus obedientia præstari debeat etiam in iis quæ ad disciplinam pertinent. Verùm quia disciplina varia est pro locorum et temporum ratione, ac fieri potest ut aliqua constitutio, licèt plerisque orbis christiani diœcesibus utilis, alicui tamen provinciæ aut peculiari diœcesi minùs opportuna dignoscatur, idcircò operæ pretium duximus hìc explicare quâ ratione se gerere debeant episcopi qui aliquam pontificiam constitutionem diœcesis suæ rebus minimè conducere arbitrantur, ne debito erga summos pontifices et Apostolicam sedem obsequio desint.

II. Non hic agimus de peculiaribus rescriptis aut mandatis in quorum concessione, sive exp ditione, nihil facilius est quàm ut aliquando pontifices decipiantur, vel falsâ rerum enarratione, vel occultatione alicujus veritatis, quam si notam habuissent, nunquàm ea concessissent aut mandâssent quæ alicujus vitii arguuntur. Verùm in hisce casibus, quidquid ab eis per subreptionem aut per obreptionem impetratum est, ipsi haud inviti abrogant, uti apparet ex c. *Super litteris*, de Rescriptis : nec ullo modo ægrè ferunt, si executores quibus mandatum commissum est, executionem suspendant, atque interim accuratas rei mittant notitias quibus certiorem reddant Pontificem cur illius mandatum non duxerint exequendum. Celebris est decretalis Alexandri III, in c. *Si quando*, de Rescriptis, cujus hæc sunt verba : *Sicut vir providus et prudens, et discretus, qualitatem negotii pro quo tibi scribitur diligenter considerans, aut mandatum nostrum reverenter adimpleas, aut per litteras tuas quare adimplere non possis sufficientem et rationabilem causam prætendas, quia patienter sustinebimus, si non feceris quod pravâ nobis fuerit insinuatione suggestum.* Congruit sententia alterius decretalis, nimirùm cap. *Cùm teneamur*, de Præbendis, ubi sequentia leguntur verba : *Si non potest ei sine scandalo provideri, æquanimiter sustinemus, si pro eo mandatum nostrum non duxeris exequendum.* Non solùm autem episcopis id petentibus, sed aliis etiam quibuslibet quorum intersit et quorum res agatur, si damnum exponant aut jam obventum aut proximè obventurum ex pontificio decreto, litteris etiam apostolicis roborato, conceditur (ut omnibus notum est) aperitio oris, ut jura sua deducere possint ; quod alioquin ipsis interdictum esset, propter consuetas clausulas ejusmodi litteris, dùm nemini damnum inferri credebatur, adjectas.

III. Multò minùs hìc agitur de pontificiis constitutionibus dogmaticis quæ ad fidem pertinent ; cùm in his reformabile sit Romani pontificis judicium. Agitur itaque de constitutionibus ad disciplinam pertinentibus, at non ad illam quæ sacros respicit ritus, cæremonias, Sacramenta, clericorum vitam : namque isthæc omnia à pontificiâ pariter auctoritate omninò pendent : ideòque Apostolicæ Sedis decreta quæ circa ea prodire contingat inferiorum judicio et censuræ nullo modo subjecta esse debent : ut ipse etiam Petrus de Marca rectè perpendit, de Concordiâ sacerdotii et imperii, lib. 2, c. 7, n. 8. Sed alia extat ecclesiasticæ disciplinæ pars de quâ aliquando à Romanis pontificibus generaliter statuitur. Verùm nonnunquàm experientia demonstrat aliquod ex hujusmodi generalibus statutis, licèt pleris que provinciis ac diœcesibus utile atque proficuum, alicui tamen provinciæ aut diœcesi opportunum non esse : id quod legislatori compertum non erat, cùm ipse peculiares omnes locorum res atque rationes perspectas habere nequeat ; quemadmodùm fatetur Pontifex in cap. 1, de Constitutionibus, in 6. In his itaque rerum circumstantiis episcopus intelligens Apostolicæ Sedis legem in diœcesi suâ noxium aliquem effectum producere posse, non modò suas Romano Pontifici rationes repræsentare non prohibetur, quin potiùs ad id omninò tenetur, ut copiosè disserit Suarez, lib. 4, de Legibus, c. 16, n. 7, et optimè ad rem prosequitur Layman, notab. 1, in cap. *Si quando*, de Rescriptis. Neque Romani pontifices unquàm renuerunt inferiorum rationibus aurem præbere ; et, quoties has satis validas esse agnoverunt, minimè recusârunt aliquas provincias aut diœceses à generalium constitutionum suarum lege, quoad disciplinæ genus illud de quo nunc agimus, eximere : uti laudati auctores prosequuntur. Aliquando etiam legum ipsarum rigorem generaliter moderantes, pœnas adversùs illarum transgressores minuerunt. Horum exempla in hoc ipso opere nostro complura suppetunt. Sed unum hìc afferre juvat, quod alibi à nobis relatum non meminimus. Pius II pontif. max., in constitutione *Cùm ex sacrorum*, decrevit ut illi qui ad sacros ordines extra tempora à jure statuta, vel absque litteris dimissorialibus, aut ante legitimam ætatem promoverentur, ab ordinum susceptorum exercitio suspendi ipso jure forent : si autem in illis ministrare præsumerent, irregularitatem incurrerent. Ulteriùs progressus est Sixtus V, in constitutione quæ incipit : *Sanctum et salutare*, quâ scilicet antistitem illum qui aliquem minùs idoneum, aut legitimâ ætate minorem, vel patrimonio destitutum, ad ordines etiam minores promovisset, à collatione omnium ordinum atque ab Ecclesiæ ingressu suspensum fore decrevit. Verùm Clemens VIII, in constitutione quæ incipit : *Romanum Pontificem*, totum id ad sacri Tridentini concilii constitutionisque Pianæ terminos revocavit. Nec alia deessent exempla quæ in hanc rem adduci possent.

IV. Hæc autem innuisse sufficiat, ut intelligant episcopi licitum sibi esse proprias rationes Romano Pontifici exponere, ut vel recessum à peculiari aliquo decreto, vel suæ diœcesis exemptionem obtineant ab aliquâ generali lege, quæ tamen ad illud pertineat disciplinæ genus quod supra indicavimus : neque putandum eorum petitiones rejectum iri, si justis rationibus innixæ comperiantur. Illud autem omninò tenendum est, ut et in hujusmodi recursus debita Apostolicæ Sedi reverentia semper servetur ; et cùm ipsa, omnibus auditis, judicium suum protulerit, illius sententiæ obtemperetur, ejusque jussa promptæ executioni demandentur. Constat enim aliquando procacem agendi modum in culpam adducere eum qui alioquin bonum jus fovet quoad rei substantiam : æquum autem non esse apostolica decreta libenter accipi tunc solùm cùm propriis intentionibus congruunt, ac in sententiâ obfirmatè persistere, cùm

summus Pontifex, reclamantis rationibus auditis atque libratis, easdem tanti esse non reputat ut mandata sua revocare vel generales leges moderari opportunum censeat.

V. Nota sunt in ecclesiasticis historiis dissidia, quæ inter S. Leonem Magnum pontificem ac S. Hilarium Arelatensem episcopum intercesserunt. Cùm nempe hic Celidonium in Galliâ episcopum è sede suâ deturbâsset eo obtentu, quòd ante episcopalem ordinationem, cùm laicus esset, viduam in matrimonio habuisset, et capitis sententiam in aliquot reos pronuntiâsset; Celidonius ad Sedem Apostolicam provocavit, et, S. Leonis sententiâ in episcoporum concilio prolatâ, in pristinam sedem restitutus est. S. Hilarius ad Urbem se contulit, ut judicium suum tueretur. In quo, si justos defensionis limites non excessisset, nec, contentionis ardore abreptus, nimis audacter erga Apostolicæ Sedis præsulem se gessisset, non utique hujus indignationis pondus, nec asperam reprehensionem et castigationem quam accepit, in se derivâsset: cujus rei monumenta videre est in epist. 10 ejusdem S. Leonis, c. 4, quam quidem epistolam Valentinianus Augustus summâ veneratione suscepit, ut apparet ex his quæ ipse sancivit in suâ novellâ constitutione relatâ inter novellas Theodosii in calce codicis Theodosiani, titulo de episcopal. Ordinat. Monumenta hæc capitalia sunt, et nulli exceptioni obnoxia; adeòque his potiùs standum est quàm iis quæ ad S. Hilarii defensionem scripta leguntur in ejus Vitâ à S. Honorato Massiliensi episcopo, aut ab alio incerto auctore, 30 fermè annis post factum, exarata. De his etiam aliàs à nobis actum fuit in nostro lib. 2, de Canonizatione sanctorum, c. 41, n. 8 et seq., ubi silentio minimè prætermisimus gloriosam pœnitentiam quam deinde S. Hilarius, quoad vixit, in Lirinensi monasterio egit, et cujus merito in sanctorum numerum post mortem relatus fuit. Iis autem quæ à nobis ibi dicta sunt, modernus quoque Guadicensis episcopus consentit in suâ Bibliogr., t. 2, edit. ann. 1740, verb. *S. Hilarius Arelatensis*, sicut etiam auctor Observationum in Histor. Eccles. Claudii Fleury, editionis Avenionensis an. 1757, tom. 2, lib. 27.

VI. Non multò post, S. Mamertus, Viennæ in Galliâ episcopus, Marcellum Diensibus episcopum ordinavit, quantùmvis Diæ urbs in divisione provinciæ quam fecerat S. Leo Magnus, Arelatensi metropolitæ attributa fuisset. Quod cùm intellexisset S. Hilarius pontifex maximus, ad quem viginti Galliarum episcopi rem detulerunt, in S. Mamertum nonnihil commotus, illius factum apostolicâ auctoritate cohibere non distulit; ut patet ex duabus ejus epistolis quæ extant apud cardinalem Baronium, ad ann. Christi 463, n. 4 et seq., in quarum alterâ, quæ data est 6 kal. martias an. 464, reprobato Mamerti ausu, per quem Leontii Arelatensis jus violatum fuisse declarat, ita subjungit Pontifex: *Si transgressor remediis abutitur satisfactionis et veniæ, nec culpam præsentis excessûs curandam futuræ observantiæ sedulitate promittit, redeunte querimoniâ, eo privilegia Viennensis ecclesiæ ad Arelatensem antistitem transferantur exemplo, quo migravêre principio:* denique jubet novum Diensem episcopum confirmationem accipere à Leontio, *à quo ritè debuit consecrari.* Binius in Notis ad has Hilarii epistolas relatas tom. 4 Collectionis Labbeanæ conciliorum, col. 1043, existimat falsis relationibus adductum fuisse Pontificem ut adversùs S. Mamertum ita se gereret, ut videre est ibi, col. 1047. Tillemontius in Vitâ S. Hilarii papæ, a. 4, t. 16, pag. 44; affirmat nullam, aut levem admodùm S. Mamerti culpam fuisse. Pagius in vitâ ejusdem sancti pontificis, quæstionem in medio relinquit. Nullibi autem apparet S. Mamertum apostolicis decretis restitisse. Unde Godefridus Henschenius, in actis Bollandianis ad diem 11 maii, t. 2, pag. 629, n. 1, referens pontificium præceptum S. Mamerto indictum, *ut ab ordinationibus indebitis, ordinis sui et privilegiorum periculo, in posterum abstineat, utque qui Diensibus à Mamerto consecratus fuerat, Leontii Arelatensis episcopi, à quo consecrari debuit, arbitrio confirmetur,* ita prosequitur: *quod debitâ cum animi submissione fecisse S. Mamertum, et acquievisse decreto summi Pontificis, planè arbitramur.*

VII. Bulgariæ regionem ad Illyricum Orientis pertinere, universum verò Illyricum, tam Orientale, quàm Occidentale, jam usque à quarto Ecclesiæ sæculo Romanæ Sedi immediatè subjectum fuisse, constat inter ecclesiasticæ Historiæ peritos. Nihilominùs Orientalium patriarcharum vicarii in urbe regiâ adunati, ubi tunc concilium generale Constantinopolitanum IV celebrabatur, contra jus et fas, reclamantibus frustra Apostolicæ Sedis legatis, definierunt Bulgariam Constantinopolitanæ ecclesiæ subesse debere; unde et S. Ignatius, tunc patriarcha Constantinopolitanus, Theophylactum Bulgariæ archiepiscopum constituit. Adrianus II et Joannes VIII Romani pontifices, adversùs S. Ignatii factum apostolico zelo insurgere non omiserunt: eorumque litteræ ad hanc rem spectantes extant in tom. 9 Collectionis Labbeanæ conciliorum, à col. 59 ad 65. In earum alterâ, quæ etiam legitur apud cardinalem Baronium ad annum Christi 878, n. 5 et seq., Joannes VIII Ignatium arguit, tanquàm conculcatorem decretorum fratrum, et erga Apostolicam Sedem, à quâ multa ipsi beneficia præstita fuerant, ingratum. Unde, post primam et secundam commonitionem eidem jam factas, iterùm tertiò eum monet eique denuntiat, ut quoscumque per Bulgariam, vel alii ex ejus auctoritate consecrâssent, inde revocare non differat: ita ut, si illi intra triginta dierum spatium à Bulgariæ finibus reipsà egressi non fuerint, ipseque Ignatius ab omni ecclesiastico jure in eam diœcesim non se abstinuerit, post duos menses à die quo epistolam acceperit numerandos Dominici corporis et sanguinis communione privatus sit; et, si adhuc in contumaciâ pervicaciâque perstiterit, patriarchatûs tandem dignitate et episcopali gradu dejiciatur.

VIII. Cardinalis Baronius ad prædictum annum 878, num. 42, de S. Ignatii resistentiâ loquens, eumdem excusat, quòd et jura ecclesiæ suæ defendere tenebatur, et quòd ipse in eâ opinione erat, ut Bulgariæ provincia, non ad Romanam, sed ad Constantinopolitanam ecclesiam pertineret: *Probatum vas igne erat ipse, excoctumque fornace, omni rubigine carens.* Verùmtamen judicare non omittit, aliquâ culpæ maculâ ex hujusmodi resistentiâ eumdem aspersum fuisse: *Atverò nullum penitus contraxisse unquàm vel levem pulverem ipsum S. Ignatium ex hâc vel aliâ causâ, dici non patitur humana conditio, quo sanctorum neminem caruisse, Dei Genitrice exceptâ, æquè fatentur omnes.* Denique animadvertit peremptorias illas Joannis papæ litteras, missas per Paulum Anconitanum et Eugenium Ostiensem episcopos, Apostolicæ Sedis legatos, ut indicat earum data, nunquàm redditas fuisse sancto patriarchæ Ignatio, qui, cùm dicti legati Constantinopolim venerunt, jam ex hâc vitâ migraverat, ut constat ex epistolâ Styliani ad Stephanum VI pontificem, quam idem cardinalis Baronius integram refert ad annum Christi 886, n. 17 et seq. Ita etiam loquitur de S. Ignatii agendi ratione Spondanus ad annum 878, num. 8; Natalis autem Alexander, dissert. 4, in Historiam ecclesiasticam sæculi IX et X, § 23, ita scribit: *Ignatio redditæ non fuerunt acres illæ Joannis VIII litteræ; obierat enim cùm ejus legati Constantinopolim pervenêre, ut testatur Stylianus in epistolâ ad Stephanum VI pontificem maximum. Ignatii verò sanctitati non obstat illa de Bulgarorum diœcesi contentio, quia jura ecclesiæ suæ, ut ipse existimabat, tuebatur, sperabatque Romanum Pontificem tandem cessurum. Ignorantiæ itaque vitium fuit in causâ quam ipsi studium de sedis suæ juribus vindicandi ferventissimum obscuram fecit: quem nœvum in candore sanctæ animæ charitatis ubera contexêre.*

IX. Hæc sunt exempla graviorum dissensionum, quæ inter aliquot eximiæ sanctitatis episcopos et Apostolicæ Sedis pontifices intercessisse memorant ecclesiasticæ Historiæ. In quibus agitandis controversiis, si quis putaret eam mentem fuisse sanctissimis illis episcopis, ut debitam observantiam et obedientiam denegarent Romano Pontifici, quem, ut Ecclesiæ caput, supremâ in omnes ecclesiarum antistites jurisdictione præditum, reverebantur, non modò falsum, sed ipsismet gloriosis episcopis injuriosum judicium ferret. Eorum quilibet pro certo habuit tam solidas rationes suæ causæ favere, ut eam omni studio tueri licitè posset. In quâ tamen cùm aliqui ex illis, ultra quàm fas erat, in sensu suo obfirmari perstiterint, eorum agendi ratio reprehensa et correpta fuit. Quòd si, non obstante eorum vitæ innocentiâ ac meritorum magnitudine, vitio illis datum est, quòd apostolicis decretis aliquandiù restiterint, ipsique deinde hujusmodi vitium præclarâ pœnitentiâ expiandum judicârunt, nil aliud profectò ex relatis exemplis colligere potuerunt reliqui episcopi, quàm quòd interdictum quidem ipsis non est Romanum Pontificem adire, eique rationes exponere quibus vel edita ab eo mandata revocanda aut immutanda, vel generalem legem, utpote eorum diœcesibus minùs utilem, aliquo pacto moderandam suadeant; sed ita tamen hoc agere debent, ut et probabilibus causis se ad id adductos ostendant, et debitam Apostolicæ Sedi reverentiam servent, utque demùm, si Pontifex, auditis eorum rationibus, in priori sententiâ perseveraverit, prompti sint ac parati tum exequendis mandatis, tum legum observantiæ in suis diœcesibus præcipiendæ. Pulcherrimum hâc in re, ut in cæteris omnibus, exemplum dedit S. Carolus Borromæus; quod quidem indicare satis erit; nam alibi fusiùs de eo sermonem habebimus. Cùm in hâc Mediolanensi diœcesi quædam ab antiquo tempore existeret congregatio ex delectis peritisque viris composita, quæ bonorum ecclesiasticorum alienationes examinabat, ac pro casuum varietate alienandi facultatem aut concedebat, aut denegabat; idcircò sanctus archiepiscopus persuasum habebat diœcesim suam exemptam esse debere à generali lege quâ id genus causæ Apostolicæ Sedi reservatæ sunt, gravibus constitutis pœnis in eos qui ejusmodi alienationes, dictâ Sede inconsultâ, facere aut permittere præsumant. Suas itaque rationes Romano Pontifici accuratè et efficaciter, simulque reverenter exponi curavit: at, ubi compertum habuit prætensam illam exemptionem Pontifici non probari, statim acquievit: quin imò in catalogo censurarum Apostolicæ Sedi reservatarum eas quoque describi jussit quas incurrunt alienantes bona ecclesiastica sine auctoritate ejusdem Apostolicæ Sedis; idque ad universæ Mediolanensis diœcesis suæ notitiam perduxit.

CAPUT IX.

Nulla in synodo decidatur controversia quæ in materiâ jurisdictionis vertatur inter potestatem ecclesiasticam et secularem, ubi multa de causis nunc et olim pertinentibus ad ecclesiasticam potestatem.

1. Quem supra laudavimus, Fagnanus in cap. *Sicut olim*, de Accusat., n. 85, eâ pergens enumerare quæ in particularibus synodis non sint statuenda, ait: *In materiâ jurisdictionis ecclesiasticæ et secularis, consultius erit nihil statuere, quàm ut appareat ex juribus Ecclesiæ aliquid esse imminutum vel usurpatum.* Prudenter, suo more, id monuit Fagnanus; sed æquè sapienter, eam adjecit limitationem: *Nisi appareat aliquid esse imminutum vel usurpatum ex juribus Ecclesiæ.* Aliud quippe est jus controversum sibi asserere; aliud jus sibi certò competens tueri, atque ab injusto usurpatore vindicare: à primo omninò abstinendum, alterum est sacerdotali fortitudine præstandum: quod à pluribus synodis laudabiliter factum comperimus. In diœcesanâ synodo Meldensi anni 1635, cap. 8, districtè parochis præcipitur ut diebus dominicis et festivis inter missarum solemnia denuntient: *quòd omnes qui jurisdictionem ecclesiasticam impediunt manifestè vel occultè, directè vel indirectè, et qui impedientibus impendunt auxilium, consilium et favorem, declarantur excommunicati.* In synodo incerti loci, sed in Hispaniâ anno 1215 habitâ, cap. 11, decernitur ut clericus in flagitio deprehensus, atque à secularis fori administris detentus, ecclesiastico judici laico tradatur. In synodo Trecorensi, cap. 60, excommunicatione innodati declarantur *seculares, qui per se, vel per alios, à personis ecclesiasticis exigunt et extorquent pedagia, guidagia, vel costumas, pro rebus suis, quas non causâ negotiandi, vel mercandi, deferunt aut transmittunt:* tom. 4 Thesaur. nov. anecdot. Martene et Durand, col. 926, 171 et 1106. Hæc, aliaque sexcenta hujus generis statuta, quæ cùm in antiquis, tùm in recentioribus synodis passim occurrunt, plurimùm sunt commendanda; quoniam alienam jurisdictionem non invadunt, sed quæ foro ecclesiastico est à jure communi indubitanter ascripta, firmant magis et sustentant.

II. Verùm ne episcopus in hoc difficili et arduo negotio erret, ac, nimio atque indiscreto zelo abreptus, graves inter sacerdotium et imperium discordias imprudenter excitet, priusquàm quidquam in hâc materiâ faciendum aggrediatur, temporum et locorum circumstantias, sed et potissimùm rerum causarumque naturam diligenter consideret, oportet. Ex causis ecclesiasticis, aliquas ratione sui, alias ratione personarum, ad forum ecclesiasticum pertinere dicitur in cap. 4, de Diminut. Eccles., in 6. Inter primas principem locum obtinent causæ quæ versantur circa res merè spirituales, puta circa fidem, Sacramenta, religionem, seu cultum divinum, quas in solo foro ecclesiastico esse pertractandas nullus Catholicorum ambigit: potestas quippe illas cognoscendi pendet à jure clavium, quod solis sacerdotibus est à Christo concreditum. Quamobrem Joannes VIII, relatus in can. 11, *dist.* 96, scripsit: *Si imperator catholicus est, filius est, non præsul Ecclesiæ: quod ad religionem competit, discere ei convenit, non docere.... Ad sacerdotes enim Deus voluit quæ Ecclesiæ disponenda sunt pertinere, non ad seculi potestates; quas, si fideles sunt, Ecclesiæ suæ sacerdotibus voluit esse subjectas.* Et Innocentius III, in cap. 8, de Arbitris, severè prohibuit ne in causis hujusmodi compromittatur in laicum qui, ex defectu potestatis clavium, incapax est judicium de illis ferendi. Huic doctrinæ constanter adhærent etiam doctores Galli, quos proinde immeritò aliqui traducunt, quasi hâc in re potestati ecclesiasticæ adversentur. Inprimis quippe regni optimates in illâ ipsâ solemni protestatione, relatâ à Matthæo Parisio ad annum 1247, quâ jurisdictionem ecclesiasticam plurimùm coarctare tentârunt, nequaquàm ausi sunt ab eâ subducere causas fidei, matrimonii, et usurarum, quas ultrò admiserunt ad solum forum ecclesiasticum pertinere: *Nos omnes* (aiebant, p. 485) *regni majores attento animo percipientes quòd regnum, non per jus scriptum, nec per clericorum arrogantiam, sed per sudores bellicos fuerit acquisitum, præsenti decreto, omnium juramento statuimus et sanximus, ut nullus clericus vel laicus alium de cætero trahat in causam coram ordinario judice vel delegato, nisi super hæresi, matrimonio, vel usuris.* Deinde eamdem ecclesiasticam jurisdictionem, cui nimiùm angustos limites præscribi voluerant regni optimates, ad omnes alias causas aut spirituales aut spirituali annexas protendi, declarârunt christianissimi reges, Franciscus I, Henricus II et Carolus IX, in suis constitutionibus relatis in codice Henricæo, et in collatione regiarum constitutionum, atque insuper Henricus IV, in edicto anno 1606, art. 12. Idemque pronuntiatum fuit à parlamento Parisiensi die 29 decembris 1562, præsidente Thuano. Quæ omnia collecta sunt à Cabassutio, in Theor. et Prax. jur. canon., lib. 1, c. 9, n. 15 et 16.

III. Quia porrò matrimonium fidelium, etsi contra-

ctus civilis sit, est tamen à Christo Domino elevatum ad dignitatem Sacramenti, idcircò causas matrimoniales ad judices ecclesiasticos spectare, pronuntiato anathemate in contradicentes, definivit Tridentinum, sess. 24, can. 12, de Matrim. Ex judicibus verò ecclesiasticis nullum episcopo inferiorem posse illas cognoscere, idem concilium decrevit, eâd. sess. 24, de Reform., inquiens : *Causæ matrimoniales, non decani, archidiaconi, aut aliorum inferiorum judicio, etiam visitando, sed episcopi tantùm examini et jurisdictioni relinquantur.* Non exinde tamen, quòd causæ matrimoniales fori sint ecclesiastici, fas erit episcopo, quidquid matrimonium tangit, sibi suoque tribunali adjudicare, sed causarum naturam attentè inspicere et distinguere debet. Tria sunt causarum matrimonialium genera. Aliquæ versantur circa initi conjugalis fœderis firmitatem; et hæ, nullo Catholicorum contradicente, in solo Ecclesiæ foro sunt pertractandæ : quin imò, quæstiones ejusmodi in episcoporum concilio fuisse olim decisas, colligitur ex fragmento epistolæ ab Alexandro II ad quemdam Guillelmum de Monasteriolo scriptæ, atque ab Ivone, part. 9, c. 23; et Gratiano, can. 10, 35, q. 6, relatæ, in quâ Pontifex eidem Guillelmo interdicit ne propriam uxorem, consanguinitatis prætextu *præsumat dimittere, vel aliam ducere, donec episcoporum religiosorum concilium causam istam examinaverit.* Audivimus etiam superiùs litem quæ vertebatur inter Lotharium et Teuthbergam, super validitate connubii inter eos antea contracti, discussam fuisse in synodo Aquisgranensi; cùmque ab istius sententiâ Teuthberga appellâsset ad Nicolaum I, eodem pontifice jubente, fuisse iterùm examinatam in synodo Metensi. In actis itidem concilii Remensis, habiti anno 1119, cui præfuit Callistus II, relatis ab Orderico Vitale, lib. 12, pag. 859, legimus comitissam Hildegardem, uxorem Wilhelmi, comitis Pictavorum, ad synodum accessisse, et *altâ claràque voce querimoniam eloquenter enodâsse, quam omne concilium diligenter auscultavit. Se siquidem dixit à marito suo esse derelictam, sibique Malbergionem, vicecomitis de Castello-Araldi conjugem, in throno* (seu veriùs *toro*) *subrogatam.* Pontifex verò, cùm non posset causam definire, inaudito comite, qui infirmitate præpeditus non potuerat se synodo sistere, ad quam fuerat à papâ vocatus, *ei inducias dedit, certumque terminum constituit, quo consul ad placitum in curiam papæ veniret, ac ut legitimam uxorem reciperet, aut pro illicito repudio sententiam anathematis subiret.*

IV. Aliæ sunt causæ excitatæ aut super validitate sponsalium, aut super jure instituendi divortium quoad torum et cohabitationem, et istæ pariter, ob illum respectum quem habent ad Matrimonii Sacramentum, ad solum judicem ecclesiasticum deferuntur : quod deducitur ex cap. 20, *Ex litteris*, de Sponsalibus, et ex cap. *Porrò*, de Divortiis. Sponsalia quippe prævia sunt ad matrimonium celebrandum obligatio; et per divortium jura relaxantur utrique conjugum ex matrimonio quæsita. Aliæ demùm sunt causæ, quæ connexionem quidem habent cum matrimonio, sed res merè politicas et temporales directè atque immediatè respiciunt; uti sunt lites quæ frequenter moventur super dote, donatione propter nuptias, hæreditariâ successione, alimentis et similibus : et istas ad judices seculares pertinere, ex communi doctorum sensu, rectè docent Bellarminus, lib. unic., de Matrimon., cap. 32; et Tannerus, tom. 4, disp. 8, num. 166.

V. Verùm si, cùm de hujusmodi controversiis in foro laicali disceptatur, quæstio incidat de jure connubii, puta de præcedenti ad nuptias impedimento, judex secularis supersedere debet, atque incidentem causæ articulum ad judicem ecclesiasticum examinandum remittere, quod non solùm à jure communi sancitum est, sed et in senatu Neapolitano, post maturam rei discussionem, conclusum refert Matthæus, decis. Neapolit. 219, ac religiosè servari in Gallià testantur Annæus Robertus, lib. 3 Rerum judicat., c. 5, et lib. 4, c. 10; ac Renatus Choppinus, de sacr. Polit., lib. 2, tit. 1, n. 16; notatque Alteserra, de Jurisdict. ecclesiast., l. 6, c. 3, § *Superest.* Non idem tamen locum vicissim habet in judice ecclesiastico : etenim hic, cùm causam cognoscit aut de matrimonii validitate, aut de jure ad divortium, incidentem etiam quæstionem dirimit de alimentis, aut dote : quod planè emitur ex cap. 1 : *Qui filii sint legitimi*, ex cap. *de Prudentiâ*, 3, et cap. *Per tuas*, 7, de Donat. inter vir. et uxor., ubi id notant omnes interpretes. Sed, quanquàm, jure communi spectato, ita res se habeat, attamen, si vera narrat Fevretius, de Abusu, lib. 3, c. 5, in Gallià usus invaluit ut ejusmodi accessoriæ controversiæ de re merè temporali à judice ecclesiastico ad laicum illicò remittantur.

VI. Idem accidit in aliis plerisque causis quæ, licèt verè et propriè spirituales non sint, ob connexionem tamen quam habent cum re spirituali, à jure communi foro ecclesiastico addicuntur; et nihilominùs alicubi sive ex privilegio, sive ex consuetudine inductum est ut in tribunali seculari discutiantur. Ejusmodi, ex. gr., est causa jurispatronatûs, de quâ Alexander III, in cap. 3, de Judic., generatim edixit : *Causa verò jurispatronatûs ita conjuncta est et connexa spiritualibus causis, quòd nonnisi ecclesiastico judicio valeat definiri :* et nihilominùs in Gallià receptum esse ut de jurepatronatu merè laicali in judicio tam possessorio quàm petitorio, non ecclesiasticus, sed secularis judex sententiam ferat, narrant Franciscus de Roy, in Proleg. de Jur. patron., c. 29; Van-Espen., Jur. eccles. part. 2, tit. 25, c. 4, n. 16; et citatus Alteserra, Jurisdict. eccles. lib. 7, c. 11, ubi hæc habet : *Moribus nostris, causa jurispatronatûs spectat ad judicem laicum; quia, depravato ferè rerum omnium sensu, juspatronatus, ratione personarum quæ hujusmodi jure utuntur, vel prædiorum quibus cohæret, magis spectatur ut temporale quàm ut spirituale.*

VII. Haud absimile infortunium obvenit aliis causis fori ecclesiastici quas paulatim judices laici sibi usurpârunt. Communis doctorum doctrina, jure communi subnixa, fert ut lites motæ super possessione, seu quasi possessione juris annexi rei spirituali, atque ab hoc profluentis, puta super possessione exigendi decimas ecclesiasticas, non minùs quàm causæ proprietatis, versentur et dirimantur in tribunali ecclesiastico : quod pluribus argumentis demonstrârunt Antonius de Butrio in cap. fin., de Judic., n. 20; Ripa, in cap. *Decernimus*, eod. n. 17; Gutierrez, canon. Quæst. l. 1, c. 34, à n. 26; Garcias, de Benefic., part. 1, c. 2, à n. 50; Marta, de Jurisdict., part. 4, cent. 1, cas. 24, aliique congesti à Ranbech, Panopl. immunit., disp. 2, c. 5, à n. 9. Et tamen plerisque in locis enumeratis à Barbosâ, Jur. eccles. lib. 1, cap. 39, n. 161 et seq., sive expresso privilegio apostolico, sive diuturnâ consuetudine ab Ecclesiâ toleratâ, inductum est, ut causæ beneficiales, decimarum, et similes, in judicio petitorio remittantur quidem ad judicem ecclesiasticum, sed in judicio possessorio in foro seculari audiantur et definiantur : quod etiam in Belgio servari, præsertim cùm agitur de quasi possessione juris percipiendi decimas, affirmat citatus Van-Espen, part. 2, tit. 33, c. 9, n. 14. Diximus, sive ex privilegio, sive ex consuetudine : fertur quippe Carolum VII, Francorum regem, privilegium impetrâsse à Martino V ut causæ possessoriæ beneficiorum agitari possent apud regias curias, solo reservato petitori judicio ecclesiasticæ cognitioni. Pontificium diploma refertur à Guidone papâ, in decisionibus parlamenti Delphinatûs, quæst. 1, atque à Joanne Feralto, de Juribus et Privilegiis Franciæ regum, privileg. 11. Verùm citatus Alteserra, de Jurisdict. eccles., lib. 3, cap. 8, ejusdem diplomatis verbis diligenter perpensis, contendit Martinum V non concessisse de novo regibus Francorum eorumque tribunalibus jus cognoscendi et terminandi causas beneficiales super possessorio, sed tantùm declarâsse, suæ

mentis neutiquàm fuisse per alias suas præcedentes constitutiones derogare juri quod iidem reges ex antiquâ consuetudine, cujus initii non extaret memoria, à se suisque judicibus acquisitum asserebant cognoscendi de ejusmodi possessorio. Et certè, si privilegium genuinum sit, ejusdem verba id apertè denotant quod Alteserra affirmat. Verùm tam Alteserra quàm Cabassutius, in Theor. et Prax. jur. canon., lib. 4, c. 7, n. 3, aliique jurisconsulti Galli ab hoc allegati docent non astringi judicem ecclesiasticum eidem parti petitorium decernere, cui regius judex possessorium antea adjudicaverit : testanturque eam ipsam Galliarum consuetudinem limitari ad interdicta retinendæ aut recuperandæ, nec complecti interdicta acquirendæ possessionis.

VIII. Ob adjecti quoque jurisjurandi religionem, causas reales, quæcumque forent, et quascumque respicerent personas, ad judicem ecclesiasticum spectâsse constat ex cap. 23, de Judiciis, ubi Innocentius III ait : *Numquid non poterimus de juramenti religione cognoscere, quod ad judicium Ecclesiæ non est dubium pertinere?* ac tanquàm certum ponit Bonifacius VIII, in cap. 3, de For. competent., in 6, ubi respondet potuisse clericum, laicum pro quo fidejusserat, quique, juramento interposito, promiserat fidejussorem servare indemnem, convenire coram judice ecclesiastico, *ad cujus forum, ratione juramenti, causæ hujusmodi cognitio noscitur pertinere.* Hoc porrò titulo omnes ferè quæstiones super civilibus contractibus ad judicem ecclesiasticum olim devolvebantur; quoniam, inquit Monarcius, ad leg. 8, Cod. de episcopali Audientiâ, *nunquàm ferè omittebant tabelliones adjicere præstitum à contrahentibus sacramentum de servandis quæ pepigissent.* Et nihilominùs tam sanctè hæc disciplina pluribus seculis retenta est, ut principes laici non ausi sint illam infringere; nec alium sibi modum suppetere existimaverint impediendi ne hâc ratione omnes causæ à suis foris ablegarentur, quàm prohibere ne deinceps contractus, pacta, aliaque negotia firmarentur juramento : quod in Lusitaniâ aliisque in locis legibus cautum refert Felicianus de Olivâ, For. eccles., part. 1, q. 30, ubi simul has leges irritas contendit. In Galliâ tamen, si vera narrat sæpiùs citatus Alteserra, de eccles. Jurisdict., lib. 6, c. 10, non solùm interdictum fuit ne deinceps juramentum apponeretur contractibus, sed simul sancitum ut contra legum prohibitionem appositum vires ampliùs non haberet causam pertrahendi ad forum ecclesiasticum : *Olim tanta erat* (scribit Alteserra) *jurisjurandi religio, ut jusjurandum omnibus contractibus apponeretur, quò fides contractûs religione jurisjurandi tutior esset... Hâc occasione usu evenit, si fides secularibus, ut episcopi cognoscerent de contractibus et de feudis, propter juramenti vinculum in his interpositum, cap.* Novit., *de Judiciis. Hâc de causâ vetitum ne jusjurandum contractibus apponeretur, neve ulla ejus ratio in judiciis haberetur, ne hoc obtentu secularis jurisdictio evacuaretur, quoniam jusjurandum non debet esse vinculum iniquitatis.* Hæc de causis ratione sui ecclesiastico foro destinatis. Aliæ sunt causæ eidem foro addictæ ratione personarum quas tangunt. Non vacat hìc illam examinare quæstionem, quo jure, divinone an humano, clerici in causis merè temporalibus exempti sint à jurisdictione seculari : superfluum quippe videtur indagare primigeniam originem ejus exemptionis, quâ cæteroquin certò scimus clericos potitos ubi primùm Ecclesia, sedatis persecutionum procellis, christianos principes nacta est. Enimverò narrat Nicephorus, lib. 7 Hist. eccles., c. 46, *Constantinum Magnum, clericos omnes, constitutione latâ, immunes, liberosque esse permisisse, judiciumque et jurisdictionem in eos episcopis, siquidem civilium judicum cognitionem declinare vellent, mandâsse.* Cujus quidem exemptionis tuendæ adeò episcopi solliciti fuêre, ut patres concilii Carthaginensis III, habiti anno 397, can. 9, relato à Gratiano, in can. 45, 11, q. 1, statuerint, clericos, judicia secularia in causâ criminali adeuntes, ejiciendos è gradu; in causâ verò civili, illud amittere debere quod evicerunt, si pristinum locum in Ecclesiâ obtinere vellent : *Item placuit* (dixerunt Patres) *ut quisquis episcoporum, presbyterorum et diaconorum, seu clericorum, cùm in Ecclesiâ ei crimen fuerit intentatum, vel civilis causa fuerit commota, si, derelicto ecclesiastico judicio, publicis judiciis purgari voluerit, etiamsi pro ipso fuerit prolata sententia, locum suum amittat. Et hoc in criminali actione; in civili verò perdat quod evicit, si locum suum obtinere voluit.* Eamdem immunitatem atque exemptionem, in sequentibus seculis, et summos pontifices et principes summâ inter se consensione clericis confirmâsse, liquet ex Auth. *Hodiè*, Authent. *Clericus*, Authent. *Statuimus*, Cod. de Episcop. et Cleric., atque ex decretalium Rubricis, de Judiciis, et de For. competent.

IX. Neque duntaxat, si jus commmune inspiciamus, solus episcopus est judex competens in quibuslibet clericorum causis, sed ejusdem tribunal adire permittuntur etiam laici in controversiis, cujuscumque generis sint, inter eosdem exortis; idque non tantùm de communi litigantium consensu, uti statutum legimus ab Arcadio imperatore in leg. 5, Cod. de episcopali audientiâ, sed etiam altero eorum refragante, quemadmodùm expressè decernitur in extravag. 1, de episcopi Judicio, in appendice ad Codicem Theodosianum. Etsi enim demus Gothofredo eam legem non esse Constantini Magni, cujus nomen præ se fert, nemo tamen inficiabitur editam saltem esse à Theodosio, sub cujus nomine citatur à Carolo Magno, à quo est renovata, suisque Capitularibus inserta, lib. 6, cap. 366, eidemque Theodosio ascribitur ab Innocentio III, eam approbante in cit. cap. 13, de Judiciis, ubi hæc habet : *Nec illud humillimum omittamus, quod Theodosius statuit imperator, et Carolus innovavit....* : *Quicumque videlicet litem habens, sive petitor fuerit, sive reus, sive in initio litis, vel decursis temporum curriculis, sive cùm negotium peroratur, sive cùm jam cœperit promi sententia; si judicium elegerit sacrosanctæ Sedis antistitis, illicò, sine aliquâ dubitatione (etiamsi pars alia refragetur) ad episcoporum judicium cum sermone litigantium dirigatur.* Hæc autem facultas, ab utroque jure laicis facta, deferendi suas causas temporales ad judicium episcoporum, intacta perseverabat in fine seculi XIII, seu verìus incunte XIV, scribit enim Meyerus, Annalium Flandriæ lib. 10, à synodo provinciali, per archiepiscopum Remorum apud Compendium anno 1301 coactâ, fulminatos fuisse magistratus laicos *qui non patiebantur ut laici in foro ecclesiastico convenirentur*, quod reapsè legimus in ejusdem concilii actis, quæ ex MS. codice S. Genovefæ Parisiensis, post Labbeum, publici juris fecit Harduinus, tom. 7, col. 1250, suæ Collectionis.

X. Potiori jure ad tribunalia ecclesiastica provocare permittuntur viduæ, orphani, pupilli, aliæque miserabiles personæ, quibus opitulari, ab Ecclesiæ incunabulis, non ultimam fuisse episcoporum curam ostendit Thomassinus, de vet. et nov. Eccles. Discipl.; part. 2, lib. 3, c. 87, et pluribus seq., et apertè constat ex can. 1 et 2, dist. 87, in quorum primo habetur : *Licèt omnibus de nobis* (id est summis sacerdotibus) *sperantibus non debeamus, in quantum possumus, nos negare; plus tamen viduarum et orphanorum causas et impensiùs ducimus exequendas; quas tueri à nobis vel ab omnibus divina manifestat assertio;* et in altero dicitur : *Defensionis propriæ desolatis auxilio, et qui suis actibus adesse pro ætatis infirmitate non possunt, exoratum pontificem decet subvenire, quia pupillis tuitionem etiam divinitas jussit impendi.* Scimus utique istorum canonum fidem nutare, cùm non reperiantur inter genuinas epistolas Gelasii papæ, cui à Gratiano tribuuntur; at non propterea sunt contemnendi : uti enim aliàs observavimus, exhibent saltem disciplinam usu receptam eâ ætate quâ creduntur exarati. Præterquàm quòd certus et indubitatus est canon 12 concilii Matisconensis II, habiti anno 585, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 465, ubi idem, quod à Pseudo-Gelasio audivimus, hisce

verbis decernitur : *Quoniam provisioni nostræ, Deo auctore, causæ principaliter viduarum et pupillorum sunt commissæ, pervenit ad nos quòd à judicibus crudeliùs, pro levissimis causis, veluti defensore carentes, irremediabiliter affligantur. Ob quam causam decernimus ut judices non priùs viduas et pupillos conveniant, quàm episcopo nuntiârint, cujus sub velamine degunt. Quòd si episcopus præsens non fuerit, archidiacono, vel presbytero cuidam ejus, ut pariter sedentes communi deliberatione causis eorum terminos figant ita justè ac rectè, ut deinceps de talibus antedictæ personæ non conquassentur.* Perperàm autem ejusmodi canones in eum sensum nonnulli detorquent, ut meram significent tuitionem et protectionem viduarum ac pupillorum episcopis specialiter commissam et commendatam. Nam inprimis tuitio et defensio, ne sit inefficax, debet esse conjuncta cum jurisdictione; quamobrem, cùm Patres concilii Carthaginensis V, can. 9 relato à Gratiano 23, q. 3, can. 10, imperatores rogârunt ut ecclesiis darent defensores adversùm potentiam divitum, nomine defensorum veros intellexerunt judices cum potestate coercitivâ, quorum munus esset Ecclesiam defendere à divitum violentiis; eâdemque de causâ, ne scilicet inutiles essent conservatores quibus Sedes Apostolica munus committit tuendi jura et privilegia alicui personarum cœtui à se specialiter concessa, necessarium reputârunt summi pontifices veram jurisdictionem iisdem conferre exercendam in aliquibus casibus, de quibus in cap. 1, et cap. 2, de Offic. jud. deleg., in 6. Deinde nonnisi violenter ad meram significandam tuitionem detorquentur allegata verba concilii Matisconensis; siquidem Patres non hortantur, non rogant, quod proprium est meri defensoris et protectoris; sed districtè præcipiunt ne judices seculares viduas et pupillos conveniant sine episcopi scientiâ, iisdemque judicibus, absente episcopo, per archidiaconum vel presbyterum terminos constitui decernunt ad earumdem personarum causas finiendas; contravenientes verò judices anathemati subjiciunt. Hæc autem omnia veram redolent jurisdictionem, videnturque manifestè innuere viduarum ac pupillorum causas pertinuisse ad judicium episcoporum, à quibus quodammodò delegarentur judicibus secularibus, certis tamen adjectis legibus et conditionibus. Eamdem jurisdictionem episcopis vindicârunt posteriores canones, quibus libertas data est prædictis miserabilibus personis declinandi forum seculare, vetitumque secularibus judicibus ne illas coram se sistere cogerent. Quare Innocentius III, in cap. *Super quibusdam*, de verb. Signif., comiti Tolosano rescripsit ut, si quid litium ipsi esset adversùs viduas, orphanos, et misellos quosvis, coram judice ecclesiastico ad quem illi provocâssent, stare deberet : *Item viduis*, ait, *pupillis, orphanis, et personis miserabilibus tenearis in judicio ecclesiastico respondere.* Tanta præterea fuit hujus rei apud majores nostros persuasio ut quædam regina Angliæ, hoc solùm nomine quòd vidua essèt, sibi fas esse putaverit in causâ feudali declinare judicium domini directi feudi, et in papam provocare, uti habetur in cap. *Ex parte*, de For. compet., ubi Honorius II, totam enarrans hujus rei gestæ seriem, inquit : *Fuit ex parte ipsius reginæ responsum quòd vidua spoliata, irrequisito feudi domino, spoliatorem seu detentorem rei coram ecclesiastico judice poterat convenire, cujus interest viduas defensare.*

XI. Hæc simul collecta et annotata episcoporum oculis subjecimus, ut priora tempora cum hodiernis conferentes, videant et doleant gravia vulnera suæ antiquæ jurisdictioni inflicta : siquidem seculares potestates, ait Guillelmus Durandus junior, de Modo general. concil. celebrand., tit. 70, part. 2, *quasi per quamdam alluvionem frustatim ad se omnia trahunt. Et sicut frustratim lupus agnum comedit, ita et per ipsos jurisdictio ecclesiastica frustratim quodammodò devoratur, quidquid ad ecclesiasticam jurisdictionem, potissimè quoad temporalia pertinet, sibi competere putantes. Et pauci sunt casus ad Ecclesiam pertinentes, in quibus directè vel indirectè per eos ecclesiastica jurisdictio non turbetur in diversis mundi partibus; nec jam constituta remedia proficere possunt, sicut experientia docet.* Hisce judicum secularium ausibus ab initio obstiterunt pontifices maximi, et sanctissimi ecclesiarum antistites; sed, cùm illos à proposito dimovere nequiverint, ad evitanda majora mala, inolescentes in dies contra ecclesiasticam jurisdictionem consuetudines dissimulârunt et tolerârunt; et quandoque summi pontifices consultiùs duxêre id ipsum privilegio principibus concedere, quod propriâ auctoritate jampridem sibi usurpaverant.

XII. Jam verò, cùm desperandum jam sit ut potestas secularis intra constitutos sibi ab antiquo limites contineri patiatur, imprudenter ageret episcopus, si in suâ synodo aliquid decerneret, quo jurisdictionem sibi olim jure communi attributam recuperare tentaret; rem siquidem impossibilem aggrederetur, et sine ullâ Ecclesiæ utilitate graviter apud principem offenderet. Quare suo muneri satis abundè facturum se credat, si ad hæc tria animum diligenter intendat : Primò, ne princeps secularis sibi unquàm arroget jus sacrorum; hoc est, ne in ullo rerum eventu se immisceat in causis primi generis, merè scilicet spiritualibus et ecclesiasticis; secundò, ne judex laicus eam quoque partem ecclesiasticæ jurisdictionis invadat, quæ hactenùs perseverat intacta; nisi enim episcopus ejus vindicem statim se præbeat, banc pariter pedetentim amittet. Quia tamen plerùmque privati judices supremi principis auctoritate suffulti sunt, etiam in hoc negotio summâ prudentiâ, circumspectione et dexteritate opus est; atque inprimis, priusquàm episcopus consueta exerat censurarum arma, debet accuratè perpendere quod monet Augustinus, lib. 3, contra epistolam Parmeniani, n. 13, tom. 9 oper., col 64, hæc, quæ ad rem optimè quadrant, scribens : *Cùm quisque fratrum, id est, Christianorum, intùs in Ecclesiæ societate constitutorum, in aliquo tali peccato fuerit deprehensus, ut anathemate dignus habeatur, fiat hoc ubi periculum schismatis nullum est; atque id cum eâ dilectione de quâ ipse alibi præcipit, dicens ut inimicum non eum existimetis, sed corripite ut fratrem... Quando ita cujusque crimen notum est, et omnibus execrabile apparet, ut vel nullos prorsùs, vel non tales habeat defensores, per quos possit schisma contingere, non dormiat severitas disciplinæ.*

XIII. Tertiò denique, ubi aut privilegio aut legitimâ consuetudine fori ecclesiastici limites ultra juris communis sanctiones ampliati sunt, quod cæteroquin perquàm rarò contingere scimus; curabit episcopus ne suâ incuriâ aut conniventiâ contrahantur. Rem unico explicamus exemplo : Jure communi sancitum est ut actor sequatur forum rei, ac proinde clericus conveniens laicum in causâ merè civili et profanâ, illum convenire debeat coram judice seculari, per textum in cap. *Si clericus laicum*, de Foro competenti. Attamen alicubi usus inolevit ut clericus etiam in prædictis causis laicum conveniat coram judice ecclesiastico. Ejusmodi consuetudo viget in nostrâ diœcesi Bononiensi, quam approbavit et servari præcepit Gregorius XV cujus Apostolicas litteras nos retulimus in nostra instit. 40, in fin. Eademque etiam in Etruriâ ab antiquo tempore introducta reperitur, et manifestè comprobatur ex synodis tam provincialibus quàm diœcesanis illius ditionis : nimirùm ex synodo Florentinâ, quam habuit Cosmas de Pazzis episcopus, anno 1508, ad tit. de Foro competenti; ex concilio provinciali anno 1517 habito sub Julio cardinali Medicæo, tunc archiepiscopo Florentino, mox ad Romanum pontificatum, assumpto nomine Clementis VII, evecto, in rubricâ de Rotulo judicum delegatorum; item ex alio provinciali concilio, ab archiepiscopo Altoviro celebrato anno 1563, rubricâ 15 de Foro competenti; et ex diœcesanâ synodo coactâ anno 1666 ab archiepiscopo Nerlio S. R. E. cardinali; ex aliâ anno 1710 habitâ ab archiepiscopo de Gherardescâ; et recentiùs ex eâ quam bonæ memoriæ archiepisco-

pus Martellius habuit anno 1732. Ubi ergo hæc, aut similis consuetudo invaluit, ea utique erit sartâ tectâ custodienda; neque conqueri poterunt laici quòd episcopus hoc secularis jurisdictionis minimum frustulum, consuetudine acquisitum, sibi vindicet; cùm ipsi, sicuti à Guillelmo Durando suprà audivimus, solâ consuetudine, quæ ab initio dici potuit abusus et corruptela, ferè integram devoraverint jurisdictionem ecclesiasticam.

CAPUT X.

Leges civiles cum moderatione et delectu in synodo allegandæ.

I. Videtur *etiam abstinendum à mentione legum secularium, præsertim si affines sint illis quæ à Sede Apostolicâ improbatæ fuerunt;* verba sunt Fagnani in cit. cap. *Sicut olim*, n. 86. Ad quorum rectam intelligentiam, meminisse oportet ex legibus civilibus aliquas esse à jure canonico expressè approbatas, aliquas expressè correctas, atque abrogatas, aliquas verò neque approbatas, neque improbatas, sed silentio prætermissas. Leges primi generis et possunt, et quandoque debent, in synodalibus constitutionibus allegari; à legibus secundi generis commemorandis est abstinendum; legum tertii generis mentionem fieri perutile aliquando et laudabile. Quæ omnia congruis exemplis exornabimus.

II. Atque, ut à primis initium ducamus, aliquas ex iis delibabimus matrimonium respicientes. Olim, juxta Ecclesiæ Romanæ disciplinam, matrimonia minimè dissolvebantur ex capite impotentiæ: *Respondemus quòd de ejusmodi expressum canonem non habemus*, ait pontifex Lucius III, in cap. 2, de Frigidis et Maleficiatis, prout jacet in secundâ collectione decretalium Romanorum pontificum; quæ tamen verba nequaquàm leguntur in cap. 4, eod. tit. novissimæ collectionis, Gregorii IX jussu adornatæ. Et sanè, occurrentibus ejusmodi conjugiis, in quibus impotentia perpetua deprehenderetur, responderi solebat mulieri ut conjugem suum, quem tanquàm virum habere non poterat, in fratris locum haberet; juxta ea quæ rescripta leguntur ab Alexandro III, in cap. 2 et 3, et à Clemente III, in cap. 4 de Frigidis et Maleficiatis, in primâ collectione decretalium. Hodiè verò impotentia perpetua recensetur inter impedimenta matrimonium dirimentia; de quo in cap. *Fraternitatis*, ac toto tit. de Frigidis et Maleficiatis. At, quoniam post contractum conjugum frequenter contingit constare quidem de alterutrius conjugis impotentiâ, sed valdè dubitari num ea sit perpetua, vel potiùs temporaria, seu an sit insanabilis, vel possit naturali arte superari; ideircò leges civiles, quando impotentiæ signa aut evidentia aut indubitata non sunt, certum conjugibus præscripsêre tempus intra quod operam dare possint rei conjugali, suasque vires experiri, adhibitis etiam opportunis remediis quæ peritorum judicio apta sint ad illas reficiendas, et roborandas, si adhiberi queant, citra grave vitæ periculum, et valetudinis detrimentum. Ad ejusmodi experimentum Justinianus imperator, in l. *In causis*, Cod. de Repudiis, præfinivit biennium; sed postea ratus non posse intra biennium certum ferri judicium de impotentiæ perpetuitate, in novellâ 22, § *Per occasionem*, illud prorogavit ad triennium. Hanc autem Justiniani sanctionem expressè approbavit Cœlestinus III, in cap. *Laudabilem* 5, de Frigid. et Malefic., ac proinde in foris ecclesiasticis tanquàm lex canonica allegatur, et ubique religiosè custoditur: neque enim fides habenda est quibusdam doctoribus Gallicanis asserentibus prædictam triennalem cohabitationem non esse hodiè in Galliis usu receptam; eorum siquidem assertionem falsitatis redarguit et validè confutavit Bocchier, præses parlamenti Divionis, in suo tractatu edito anno 1735, de matrimonii Dissolutione, ex cap. *Impotentiæ*, paginâ 67 et seq.

III. In solatium orbitatis filiorum adinventum est figmentum adoptionis, per quam filios suscepisse videatur, qui illos non procreavit, uti habetur in l. 1, et in l. *Is qui filium*, ff. de Adoptionibus. Ad hoc fingendum naturæ simulacrum, cujus delineamenta expressa reperimus in sacris Litteris, nempe Gen. 48, Exodi 2, et Esther 1, varios et diversos ritus pro temporum et locorum diversitate legimus adhibitos. Atque, ut prætereamus modum illum adoptandi, barbaris usitatum, quem describit Diodorus Siculus, Biblioth. 4, 40, inquiens: « Illam adoptionem (*Herculis*) hoc modo factam perhibent: Juno lectum ingressa, Herculem corpori suo admotum, ut verum imitaretur partum, subter vestes ad terram demisit, quem in hoc usque tempus adoptionis ritum barbari observant. » Apud Romanos peragenda erat coram prætore, aut magistratu, penes quem esset legis actio, trinâ illâ imaginariâ venditione per æs, et libram, quâ apud ipsos cæteri perficiebantur actus legitimi; et si ageretur de adoptione perfectâ, de quâ mox, hæc explenda erat in comitiis curiatis, accersitis etiam pontificibus, aliisque adhibitis solemnitatibus, quas referunt Vincentius Gravina, Orig. jur. civ. tom. 1, pag. 208 et seq.; Heineccius, antiq. Roman., l. 1, tit. 11, n. 15; sed posteriori ævo alii à Romanis adinventi sunt adoptandi ritus, quos iidem auctores prosequuntur. Aliæ itidem adoptionis formulæ apud alias invaluerunt nationes. A Gothis quippe filios adoptatos per tactum barbæ, narrat Aimoinus, de Gestis Francorum, l. 1, c. 20; à Francis per barbæ præcisionem, testatur idem auctor, l. 4, c. 25. Sed magis communiter apud Christianos recepta fuit quædam spiritualis adoptionis species, quæ fiebat per incisionem capillorum: siquidem de Pipino, misso à Carolo Martello ad Luitprandum, Longobardorum regem, hæc scribit Paulus Diaconus, l. 6, c. 53: « Circa hæc tempora Carolus princeps Francorum Pipinum filium suum ad Luitprandum direxit, ut ejus, juxta morem, capillum susciperet, qui ejus cæsariem incidens, ei pater effectus est. » Et de pontifice Benedicto II, scribit Anastasius Bibliothecarius: « Hic unà cum clero et exercitu suscepit mallones capillorum dominorum Justiniani et Heraclii, filiorum clementissimi principis, simul et ejus jussionem per quam significabat eosdem capillos direxisse; » quem Anastasii locum explicans Baronius, ad annum 684, n. 7, ait: « Sic igitur pius imperator voluit ut filii sui scirent se Romanum Pontificem peculiarem habere parentem, cujus monitis impensiùs parere deberent, eumdemque ut patrem diligere, ac revereri. » De hoc peculiari Christianorum adoptandi ritu disserit Balsamon, ad can. 53 synodi Trullanæ, eumdemque pluribus illustrant Merillus, l. 3 Observ., c. 40, et Binius, in notis ad Vitam Benedicti II.

IV. Sed, omnibus hisce, aliisque plurimis adoptionis ritibus, quos recensent Cironius, ad tit. de Cognat. legal., et Gonzales, ad cap. 1, eod. tit., deletis, alium modum adoptioni faciendæ præscripsêre leges civiles, quibus utimur. Distinguunt istæ, sicut et etiam olim fuerat apud Romanos, duas species adoptionis: unam *perfectam*, quæ dicitur *adrogatio;* alteram *imperfectam*, quæ *adoptio simplex*, *et in specie*, etiam appellatur. Prima fit, cùm persona extranea, sui juris, ex principis rescripto, ita transit in potestatem et familiam adoptantis, ut perinde ac filius legitimus et naturalis fiat ejus hæres necessarius tam ab intestato, quàm ex testamento, § *Cùm autem* 3, instit. de Adoption., l. *Impuberem* 2, Cod. eod. Imperfecta fieri dicitur, cùm persona extranea, constituta sub sui naturalis patris seu avi potestate, solius magistratûs alteriusve judicis competentis auctoritate, in filium aut nepotem ascisciter, quin tamen transeat in familiam et potestatem adoptantis, cujus propterea non sit hæres necessarius ex testamento, quo præteriri potest, licèt eidem succedat ab intestato, § 2, vers. *Sed et hodiè*, institut. de Adoption. Eædem porrò civiles leges turpe atque inhonestum reputantes matrimonium inter eos iniri qui etiam imaginariâ et fictâ istâ cognationis specie conjunguntur, irritas decrevêre nuptias primò inter adoptantem et adoptatum, atque ab isto descendentes, l. *Quin etiam*, 55, ff. de Rit. nuptiar.; secundò inter ad-

optatum et filios naturales adoptantis, l. *Per adoptionem*, 17, ff. eod. § *Inter eas*, instit. de Nupt.; tertiò inter adoptantem et uxorem adoptati, ac vicissim inter adoptatum et uxorem adoptantis, l. *Adoptivus*, 14, ff. cit. Ad id discriminis inter enumeratas personas, adoptione conjunctas, intercedere leges voluêre, ut inter primas, quæ sunt quodammodò in lineâ rectâ ascendentium et descendentium, nunquàm, ne solutâ quidem adoptione, matrimonium consistere valeat : ut enim dicitur, in cit. l. *Quin etiam*, semper nefas reputatur eam uxorem ducere quæ per adoptionem filia aut neptis fuit; idemque servandum edixêre inter personas tertii generis, inter quas semel ortam ex adoptione affinitatis speciem, quæ matrimonio contrahendo obicem ponit, perpetuam esse decernunt. Quocirca *adoptivus filius, si emancipetur, eam quæ patris adoptivi uxor fuit, ducere non potest, quia novercæ locum habet*, inquit textus in cit. l. *Adoptivus*, ff. de Rit. nupt. Sed inter personas secundi generis, quæ adoptione interveniente sibi è latere jungi videntur, impedimentum durat quamdiù durat adoptio, seu quamdiù filii permanent sub patriâ potestate; sicuti habetur in cit. l. *Per adoptionem*, 17, de Rit. nupt. Solutâ verò patriâ potestate vel per mortem adoptantis, vel per emancipationem filii, sive adoptivi, sive naturalis, cessat impedimentum, et potest filius adoptivus in uxorem ducere filiam naturalem ejus à quo fuerat adoptatus, juxta apertum textum in cit. § *Inter eas*, instit. de Nupt.

V. Jam verò et cognationem legalem, et quæ ex eâ ad nuptias profluunt obstacula, eo prorsùs modo quo à jure civili statuta fuerant, universim recepit, approbavitque Nicolaus I, in responsione ad consulta Bulgarorum, c. 2, cujus responsionis fragmenta referuntur in can. *Ita diligere*, 30, q. 3, et in cap. unic. de Cognat. legal. Quamobrem, si quæstio incidat sive in tribunali ecclesiastico, sive etiam in synodo, an in hoc vel illo casu adsit impedimentum cognationis legalis, necessariò recurrendum erit ad leges civiles, atque ad earumdem normam controversia decidenda. Disputant, ex.gr., doctores num præfata ad matrimonium obstacula à solâ inducantur adrogatione, an etiam ab adoptione simplici et imperfectâ. Ex utràque oriri affirmant Glossa finalis, in cit. cap. unic. de Cogn. leg., atque ibidem Panormitanus, n. 7; Ancharanus, n. 8; Alexander de Nevo, n. 21; Gonzalez, n. 10, in fin.; Covarr., p. 2, de Spons., c. 6, § 5, n. 2; Pontius, de Matrim., l. 7, c. 41; Hurtadus, eod. tract., disp. 19, diffic. 2, n. 3. Contra, illa ex solâ adrogatione promanare contendunt Innocentius, in eod. cap. unic.; Sylvester, verb. *Matrimon.*, 8, q. 8, disp. 4; Henriquez, de Sacram., l. 12, c. 12, n. 3; Sanchez, de Matrim., l. 7, disp. 63, n. 9; Canisius, ad tit. de Cognat. legal., n. 4; Pirhing., n. 4; Engel, n. 3; Vincentius de Justis, de Dispens. matr., l. 2, c. 6, num. 198 et seq. Tam prioris quàm posterioris sententiæ patroni unicè insistunt juris civilis textibus, quos de quâlibet adoptione indiscriminatim loqui, defensores primæ sententiæ autumant; aliis ex adverso opinantibus eos de solâ adrogatione intelligendos. De hâc quæstione actum fuit in sacrâ congregatione concilii die 25 septembris 1734, uti videre est in Thes. resol., tom. 6, p. 364. Nihil tamen ex decisione quæ tunc prodiit, potest concludenter ad rem evinci. Adoptio siquidem de quâ tum disceptabatur, respiciebat puerum duodennem, expositum hospitali S. Spiritûs in Saxiâ, sub nullius patriâ potestate existentem, et adoptatum auctoritate commendatarii ejusdem hospitalis, cui id juris à summo Pontifice concessum est; atque idcircò talis adoptio non immeritò videri potuit vera adrogatio, quam impedimentum ad matrimonium inter recensitas personas præstare, nullus dubitat. Itaque, cùm indecisa adhuc remaneat controversia, si de eâ in synodo agendum foret, ex solis juris civilis sanctionibus posset definiri.

VI. Cognationem legalem excipit cognatio spiritualis, de quâ in Decretalibus Gregorii IX extat integer titulus, qui est, l. 4, tit. 11. In eo tamen titulo nullum decretale rescriptum ad cognationem spiritualem pertinens affertur; quod à spirituali cognatione provenit, multò ante Alexandri III ætatem mentio facta reperitur. Siquidem in concilio Romano I, sub S. Zachariâ papâ, habito anno Christi 743, statutum fuit c. 5 : *Ut spiritualem commatrem nullus sibi præsumat nefario conjugio copulare. Nam qui hujusmodi opus perpetravit, sciat se anathematis vinculo esse obligatum, et Dei judicio condemnatum;* tom. 3 Collectionis Harduini, col. 1928. Nec alia etiam antiquiora desunt hujusmodi disciplinæ monumenta. Sed, cùm nullum suppetat anterius eo quod habetur in l. 26 Cod. de Nuptiis, ubi hæc Justiniani imperatoris verba leguntur : *Ea persona omnimodò ad nuptias venire prohibenda, quam aliquis à sacrosancto suscepit Baptismate; cùm nihil aliud sic inducere potest paternam affectionem et justam nuptiarum prohibitionem, quàm hujusmodi nexus, per quam Deo mediante animæ eorum copulatæ sunt;* id utique sufficit ut in catalogo legum civilium quæ à jure canonico expressè confirmatæ sunt, præmissa etiam de spiritualis cognationis impedimento lata ascribatur; ut rectè etiam observat Joan. Baptista Bartholus episcopus Feltrensis, in suis Institutionibus Juris canonici, c. 44, n. 7.

CAPUT XI.

Exempla legum secundi generis, quæ scilicet sunt à jure canonico correctæ et improbatæ; ubi de matrimoniis filiorumfamiliàs sine consensu parentum, et servorum sine consensu dominorum.

I. Hactenùs de legibus civilibus à jure canonico expressè receptis et approbatis. Longè plura proferre possumus exempla legum abrogatarum. Ac primo loco occurrunt leges Cæsareæ permittentes usuras, dummodò non sint immoderatæ, nec modum excedant præscriptum à Constantino Magno, in Celeberrimâ, l. 1, tit. ult., l. 2 Cod. Theodosiani, renovatâ à Justiniano, l. 26 Cod. de Usuris : *In trajectitiis contractibus, vel specierum fœnori dationibus, usque ad centesimam tantummodò licere stipulari, nec eam excedere; licèt veteribus legibus hoc erat concessum;* quibus tamen sanctioribus Ecclesiæ legibus est derogatum, ac severè vetitum, seu veriùs jure naturali et divino vetitum declaratum, quidquam lucri, etiamsi minimum sit, ex mutuo reportare; quod ex can. 43 inter Apostolicos, ex can. 2 concilii Illiberitani, ex can. 12 concilii Arelatensis I, ex can. 16 concilii Carthaginensis III, aliisque pluribus Ecclesiæ sanctionibus, atque ex communi SS. Patrum sensu apertè constare inferiùs demonstrabimus.

II. Jure communi Cæsareo irrita fiunt matrimonia inita à filiisfamiliàs sine consensu parentum, uti probant textus in princ. Inst. de Nuptiis, et in l. *Nuptiæ* 2, de Ritu nuptiar., in quorum primo habetur : *Si filiifamiliarum sint, consensum habeant parentum quorum in potestate sunt; nam hoc fieri debere et civilis et naturalis ratio suadet, in tantum ut jussus parentis præcedere debeat;* et infra : *Si adversùs ea quæ diximus aliqui coierint, nec vir, nec uxor, nec nuptiæ, nec matrimonium, nec dos intelligitur;* in altero dicitur : *Nuptiæ consistere non possunt, nisi consentiant omnes, id est, qui coeunt, quorumque in potestate sunt.* Equidem non ignoramus Cujacium, in l. 35 Pauli ad edictum ad l. 2 et 10 de Ritu nupt., et Dionysium Godefridum in l. *Filius*, ff. de Ritu nuptiar., contendere per præfatas leges non irritas, sed solùm illicitas decerni nuptias quas filiifamiliàs contrahunt, invitis, aut insciis, nec consentientibus parentibus sub quorum sunt potestate; neque nos præterit hanc opinionem fulciri auctoritate Pauli jurisconsulti, qui l. 2 Sent. tit. 14, scripsit : *Eorum qui in potestate patris sunt, sine voluntate ejus matrimonia jure non contrahuntur, sed contracta non solvuntur; contemplatio enim publicæ utilitatis privatorum commodis præfertur.* Verùm non ita sentiunt alii eruditi viri, quibus prædictorum juris textuum verba adeò perspicua videntur, ut indubitanter asserant per illa infirmari conjugia filiorumfamiliàs quibus paternus

consensus non adjecerit vires : quinimò Vinnius, ad l. 1 Inst., tit. 10, perpendens verba illa Justiniani : *Ut jussus parentis præcedere debeat*, hæc insuper annotavit : *Jussus, id est, consensus, aut potiùs assensus parentis in nuptiis filiorum adeò necessarius est ut etiam præcedere debeat, neque ratihabitione patris retrolegitimè fiant, nimirùm cùm ratihabitio in iis tantùm locum habeat, quæ non statim ipso jure nulla sunt, sed aliquo modo consistunt, aut pendent.* Quod verò attinet ad locum ex Paulo jurisconsulto allegatum, hâc ipsâ de causâ, quòd scilicet apertè contradicat citatis legibus, quas certissimum est imperatorem Justianum, ex ejusdem Pauli jurisconsulti sententiâ, inseruisse corpori Juris à se promulgati, non immeritò suspicantur plerique, quos sequitur Juenin, tract. de Sacram., diss. 10, q. 5, art. 2, illum non esse Pauli, sed Eniani cujusdam, qui Theodosianum Codicem tempore Alarici, Gothorum regis, notis illustravit. Nec mirum tantam ab imperatoribus tributam potestatem parentibus in filiorum nuptias ; adhuc enim remanebant rudera illius immoderatæ potestatis patriæ, quæ, auctore Romulo, diù viguerat apud Romanos, cujus ratione *licebat parentibus loris cædere filios, carcere coercere, in agros ad opera rustica vinctos amandare, venundare, denique interficere ;* quod totidem verbis refert Dionysius Halicarnasseus, l. 2, p. 46. Hinc, teste Lactantio, Inst. l. 4, c. 3, filii dicebantur *servire patri.* Quinimò liberorum conditionem in quibusdam fuisse duriorem conditione servili observant idem Lactantius et Servius, ad Virgil. Æneid. 11, vers. 143. Quamvis porrò hæc parentum in filios immoderata jura, quæ certè barbariem sapiebant, cultioribus Romanæ reipublicæ temporibus fuerint valdè imminuta, nihilominùs tamen Justiniani ætate tantam parentes retinebant in filios potestatem ut idem imperator, a. 2 Inst. de patriâ Potestate, affirmaverit : *Nulli alii sunt homines qui talem in liberos habeant potestatem, qualem nos habemus.* Quocirca, cùm leges Cæsareæ viribus carere voluerint matrimonia à servis contracta, non consentientibus dominis quorum subsunt dominio ; mirum non est earumdem edicto fuisse robur ademptum conjugiis à filiisfamiliâs celebratis sine consensu parentum sub quorum potestate existunt.

III. Utrasque civiles leges, tam videlicet quæ servorum quàm quæ filiorumfamiliâs solo contrahentium consensu inita matrimonia infringebant, quondam ratas habuit Ecclesia ; etenim S. Basilius, ep. 199, canonicâ 2, ad Amphilochium can. 4, tom. 3 oper., p. 296, ait : « Matrimonia sine iis qui potestatem habent, fornicationes sunt. Neque ergò vivente patre, neque hero, qui conveniunt, extra reprehensionem sunt ; quemadmodùm, si annuant cohabitationi, quos penes hujus rei est arbitrium, tunc firmitatem conjugii accipit cohabitatio. » Et concilium Aurelianense IV anni 541, can. 22, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 1439 : « Ut nullus per imperium potestatis filiam competere audeat alienam, ne conjugium quod contra parentum voluntatem impiè copulatur, velut captivitas judicetur ; sed, sicut est prohibitum, non admittatur ; in his qui perpetraverint, excommunicationis severitas, pro modo piaculi, imponatur ; » et can. 24, loquens de conjugio servorum, decrevit : « Quæcumque mancipia sub specie conjugii ad Ecclesiæ septa confugerint, ut per hoc credant posse fieri conjugium, minimè eis licentia tribuatur, nec talis conjunctio à clericis defensetur ; » et paucis interjectis, complectens tam servorum quàm filiorumfamiliâs matrimonia clanculùm et propriâ auctoritate inita, addit : « De quâre decernimus ut parentibus, aut propriis dominis, prout ratio poscit personarum, acceptâ fide excusati sub separationis promissione, reddantur ; postmodùm tamen parentibus atque dominis libertate concessâ, si eos voluerint propriâ voluntate conjungere. » Concilium Cabilonense II, anni 813, canon. 39, relato à Gratiano, in can. ult. 29, q. 2, postquàm dixit : « Nobis visum est ut conjugia servorum non dirimantur, » hanc statim limitationem adjecit : « Ubi legalis conjunctio fuit, et per voluntatem dominorum. » Ac denique, ut alia prætereamus, quæ ad rem congessit Gonzalez in cap. fin. de Conjugio servorum, n. 3 et seq., Ahyto episcopus Basileensis in suo Capitulari, seculo IX, editum, apud Harduinum, tom. 4, col. 1244, can. 21, edixit : « Ubi verò mancipia, non unius, sed diversæ potestatis juncta fuerint, nisi consentientibus utrisque dominis, hujusmodi copulatio rata non erit. »

IV. Verùm postea consultius visum est Ecclesiæ prælatas civiles leges, pluribus seculis à se aut approbatas, aut toleratas, corrigere et abrogare ; statuitque ut deinceps nuptiarum validitas à solo penderet contrahentium consensu, nequaquàm autem à nutu eorum sub quorum dominio vel potestate contrahentes existunt ; quod generatim sancitum legimus, in cap. *Cùm locum*, de Spons. et Matr., in cap. *Licet*, et in cap. *Tua*, de Sponsâ duorum ; speciatim verò de servis rescripsit Harduinus papa ad archiepiscopum Salisburgensem, in cap. *Dignum*, de Conjugio servorum : « Nec inter servos matrimonia debent ullatenùs prohiberi ; et si contradicentibus dominis et invitis contracta fuerint, nullâ ratione sunt propter hoc ecclesiastico judicio dissolvenda ; » ac tandem filiisfamiliâs, post alias sanctiones indicatas à Juenin, cit. diss. 10, q. 5, c. 3, art. 1, definivit Tridentinum, sess. 24, cap. 1, de Reform. matr., ubi anathemate perculit, *qui falsò affirmant matrimonia à filiisfamiliâs sine consensu parentum contracta, irrita esse, et parentes ea rata vel irrita facere posse.*

V. Quamobrem non licet hodiè easdem civiles leges, jamdiù ab Ecclesiâ rescissas, excitare, earumque obtentu firmitatem adimere aut servorum aut filiorumfamiliâs connubiis, quibus domini vel parentes non annuerunt. Quod autem affirmat Boehmerus, Jur. eccles. Protestantium lib. 4, tit. 9, § 6, nempe in Pomeraniâ, Westphaliâ, et Bohemiâ, ubi adhuc remanent vestigia antiquæ servitutis, et etiam hodiè reperiuntur *homines proprii*, hoc est, existentes sub dominorum proprietate, istorum connubia non aliter esse valida quàm ex dominorum consensu, aut est accipiendum de servorum conjugiis quoad effectus civiles, aut non est admittendum à Catholicis illis in regionibus degentibus, qui sanctioribus Ecclesiæ legibus reguntur. Intra fines pariter pœnarum civilium concluditur edictum à christianissimo rege Henrico III, in comitiis Blesensibus anni 1579, art. 40, promulgatum atque à Ludovico XIII, anno 1629 et 1639, renovatum, quo nulla et invalida declarantur matrimonia à filiisfamiliâs contracta sine consensu parentum ; illud siquidem verbum *invalida, non esse aliter explicandum quàm per solam relationem ad contractum civilem*, ejusdem Ludovici nomine, clero Gallicano responderunt regii commissarii, uti habetur tom. 3 Rerum et Decretorum cleri Francici, testaturque Lovetus, in Parisiensi senatu consiliarius, tit. 6, litt. M, scribens : « Nullitas matrimonii proveniens ex defectu conditionum quas requirit articulus 40 Blesensis constitutionis, nullatenùs attingit ipsum Sacramentum, quod nihilominùs, in isto matrimonio existit ; non agitur de Sacramento, Matrimonii, aut ejus essentialibus cæremoniis, sed de validitate conventionum matrimonialium, de accessoriis matrimonii, de dotis validitate, et communitate inter virum et uxorem ; quæ conventiones non dependent ex theologicis decisionibus, sed ex edictis in parlamento verificatis. Idem ostendit Isaacus Habertus, episcopus Vabrensis, in libro de Justitiâ connubialis edicti à Ludovico XIII conditi, ubi hæc habet : « Non multùm laborandum est de conciliandis regiis edictis cum Ecclesiæ sententiâ : nullo siquidem unquàm edicto matrimonia filiorumfamiliâs invalida ac nulla esse absque consensu parentum tutorumque constitutum est, etsi hic error multis imposuerit. Prohibita quidem sunt ; sed invalida et nulla esse haudquaquàm definitum. Unde etiam decessorum suorum vestigiis insistens rex christianissimus Ludovicus, ea iterùm

prohibuit ac austeriùs interdixit; invalida tamen ac nulla esse, contra Tridentinæ synodi decretum, ac theologorum unanimem etiam in regno suo sententiam, minimè sanxit. » Idem tradit Cabassutius, in Theor. et Prax. Jur. canon. l. 3, c. 26, n. 6 et 7, ubi Brodeum carpit quòd regium edictum ad ipsam etiam Sacramenti rationem protraxerit. Idem docet Gerbasius in libro quem inscripsit Tractatus pacificus, etc., pag. 504. Idem Natalis Alexander, Theol. dogmat. et mor. l. 2, de Sacram. Matr., c. 2, art. 3, prop. 1. Quocirca nescimus quâ ratione Juenin, cit. diss. 10, c 3, art. 2, metuerit suum calculum adjicere tot doctorum Gallicorum sententiæ, regiâ etiam declaratione firmatæ, et decidere noluerit an reverà in Gallià matrimonia inita à filiisfamiliàs sine consensu parentum sint valida quoad substantiam, etsi civilibus effectibus destitui nemo dubitet. Neque extra institutum vagati sumus, dùm hæc prolixiùs enarravimus; siquidem verebamur ne episcopi, prædicti Juenin, aliorumque contra communem sapientiorum Galliæ doctorum sensum idem scriptitantium, auctoritate decepti, non audeant in suis synodis declarare matrimonia à filiisfamiliàs invitis ac insciis parentibus contracta, etsi illicita, valida tamen esse, ac proinde integrum non esse contrahentibus, quamdiù eorum alter superstes est, alias nuptias inire; quam profectò synodalem declarationem, ad consulendum animarum saluti non solùm utilem, sed maximè necessariam reputamus.

CAPUT XII.

Exempla alia legum civilium à jure canonico correctarum; ubi præcipuè de adulteriis et concubinatu.

1. Juxta leges civiles, conjugatus cognoscens solutam, adulterii judicio non tenetur, l. 6, § 1, ff. de Adulteriis, et l. 2 Cod., eod. tit., quamvis adulterii crimine damnetur conjugata solutum admittens. Aliud statutum est à jure canonico, quod tam virum quàm uxorem eâdem lege teneri voluit, quia utrobique idem ligat fidei conjugalis vinculum; quare Ambrosius, l. 1 de Abraham, relatus in can. *Nemo*, 32, q. 4, ait : *Nemo blandiatur sibi de legibus hominum. Omne stuprum adulterium est, nec viro licet quod mulieri non licet. Eadem à viro quæ ab uxore, debetur castimonia. Quidquid in eâ quæ non sit legitima uxor, commissum fuerit, adulterii crimine damnatur;* ubi Glossa, verb. *De legibus*, notat : *Quæ dicunt, quòd adulterium non committitur cum solutâ, sed cum nuptâ.* Acriùs eas Romanorum leges reprehendit Hieronymus in ep. ad Oceanum, de Morte Fabiolæ, cujus fragmentum refert Gratianus in can. 20, eâdem caus. 32, q. 5; ait quippe Hieronymus, tom. 1 oper., col. 455 : *Aliæ sunt leges Cæsarum, aliæ Christi. Aliud Papinianus, aliud Paulus noster præcipit. Apud illos viris impudicitiæ frena laxantur, et solo stupro atque adulterio condemnato, passim per lupanaria et ancillulas libido permittitur, quasi culpam dignitas faciat, non voluntas. Apud nos quod non licet feminis, æquè non licet viris, et eadem servitus pari conditione censetur.* Ad eamdem inter leges Cæsareas et ecclesiasticas hâc in re discrepantiam allusit Augustinus, l. 2 de adulterinis Conjugiis, c. 8, n. 7, tom. 6 oper., col. 407, ubi quosdam inducit adulteros ita secum invicem loquentes : *An verò sexûs nostri dignitas hanc sustinebit injuriam, ut cum aliis feminis, præter uxores nostras, si quid admittimus, in luendis pœnis, mulieribus comparemur?* Eosque in hunc modum conqueri addit Augustinus, confisos juribus forensibus, discrimen ponentibus inter viri et uxoris conditionem : *Sed isti*, ait, *quibus displicet ut inter virum et uxorem par pudicitiæ forma servetur, et potiùs eligunt, maximèque in hâc causâ, mundi legibus subditi esse, quàm Christi; quoniam jura forensia non eisdem quibus feminas, pudicitiæ nexibus viros videntur obstringere*, etc. Abrogatis autem prædictis legibus civilibus, nimiùm indulgentibus virorum impudicitiæ, consequens fuit ut eadem actio ad divortium daretur uxori contra virum adulterum, quæ huic competit adversùs adulteram uxorem; quemadmodùm perpendit Hieronymus, cit. ep. ad Oceanum, relatus in cap. *Præcepit Dominus, uxorem non debere dimitti, exceptâ causâ fornicationis, et si dimissa fuerit, manere innuptam. Quidquid viris jubetur, hoc consequenter redundat in feminas. Neque enim adultera uxor dimittenda est, et vir mœchus retinendus*; cui consonant Augustinus relatus, in can. *Idololatria*, 28, q. 1, et Innocentius I, ep. 3 ad Exuperium episcopum Tolosanum, c. 4, relatus pariter cit. causâ 32, q. 5, can. fin., ubi rationem insuper expendit propter quam rariùs contingit maritum adulterum ab uxore dimitti : « Et illud desideratum est sciri (scribit Innocentius) cur communicantes viri cum adulteris uxoribus non conveniant, cùm contra uxores in consortio adulterorum virorum manere videantur? Super hoc christiana religio adulterium in utroque sexu pari ratione condemnat. Sed viros suos mulieres non facilè de adulterio accusant, et non habent latentia peccata vindictam. Viri autem liberiùs uxores adulteras apud sacerdotes deferre consueverunt; et ideò mulieribus, prodito earum crimine, communio denegatur... Cùm ergo par causa sit, interdùm, probatione cessante, vindictæ ratio conquiescit. »

II. A legibus civilibus permissum esse concubinatum cum unâ, uxoris loco, domi retentâ, asserit Cujacius; quod si verum sit, nemini dubium est eas leges, utpote juri naturali et divino contrarias, esse ab Ecclesiâ reprobatas, præsertim à Tridentino, sess. 24, c. 8, de Reform. matr., ubi concubinarios tam solutos quàm uxoratos, si ter ab ordinario moniti, *concubinas non ejecerint, seque ab earum consuetudine non sejunxerint, excommunicatione feriendos esse*, decrevit. Diximus, si verum sit, quod sibi persuasit Cujacius; alii enim æquè docti ac eruditi juris civilis interpretes, præsertim Merillus, Observat. l. 3, c. 15, hallucinatum existimant Cujacium, qui concubinam confudit cum pellice; concubina quippe à legibus permissa, erat vera uxor, ducta tamen sine dote, et nuptiali solemnitate, uti colligitur ex l. 144, ff. de verb. Signif., l. *Donationes*, 32, de Donationibus, et Justiniani novellâ 18; à legitimâ verò uxore differebat solâ dignitate, quia scilicet concubina, etsi et ipsa uxor esset, non transibat in familiam mariti, neque istius participabat jura, privilegia, et honores, quorum consors fiebat uxor legitima; quod constat ex cit. l. *Donationes*, et pluribus exornant Merillus, cit. loc., Antonius Augustinus, de Emendatione Gratiani, l. 1, dialog. 15, et de Cangius, in Glossario, verb. *Dos*. In hoc eodem sensu sanctissimos antiqui Testamenti patriarchas, quibus permissa erat polygamia, præter uxores habuisse legimus concubinas, hoc est, aliud uxorum genus, quæ unicè ad procreandos liberos, non familiam regendam, resque familiares administrandas, essent admissæ; etenim Cetura, in c. 25 Genesis, dicitur Abrahæ concubina et uxor; et Agar, quæ ibidem appellatur pariter ejusdem concubina, in c. 16, vocata fuerat vera uxor; quod benè animadvertit Bellarminus, de concilior. Auctorit., l. 2, c. 8, proposit. 11.

III. De ejus modi concubinis, et non de pellicibus, loquuntur antiqui canones, concubinas ad Baptismum, et concubinarios ad communionem admittentes. *Concubina cujuspiam infidelis mancipii*, ait auctor Constitutionum apostolicarum, loquens de Baptismo, l. 8, c. 32, *illi soli dedita, admittatur; si autem etiam cum aliis petulanter agit, rejiciatur.* Et Patres concilii Toletani 1, habiti anno 400, c. 17, relato à Gratiano in can. *Is qui*, dist. 24 : *Si quis habens uxorem fidelem, concubinam habeat, non communicet. Cæterùm is qui non habet uxorem, et pro uxore concubinam habet, à communione non repellatur; tantùm ut unius mulieris, aut uxoris, aut concubinæ (ut ei placuerit) sit conjunctione contentus; aliàs vivens abjiciatur, donec desinat, et ad pœnitentiam revertatur.* Ac denique Isidorus, relatus in can. 5, eâd. dist. 34 : *Christiano non dicam*

plurimas, sed nec duas simul habere licitum est, nisi unam tantùm aut uxorem, aut certè, loco uxoris (si conjux deest), concubinam. Omnes, inquam, ejusmodi canones non loquuntur de pellice, sed de uxore, non adhibitis dotalium tabularum solemnitatibus ductâ, quam, vocabulo à Cæsareis legibus usurpato, et communiter tunc usitato, nominârunt *concubinam.* Ita canonem Toletanum interpretatur Gratianus, cit. dist. 34, ubi ait : *Concubina hìc ea intelligitur, quæ, cessantibus legalibus instrumentis, unita est, et conjugali affectu asciscitur. Hanc conjugem facit affectus; concubinam verò lex nominat.* Gratiani verò interpretationem amplectuntur et illustrant correctores Romani, in eod. cit. can. *Is qui;* Antonius Augustinus et Bellarminus, cit. loc.; Hurtadus, Resol. moral tom. 1, tract. 1, de Absolutione sacramentali, c. 6, per totum; Binius, in notis ad eumdem canonem 17; Toletanum, tom. 2 Conciliorum Hispaniæ, collectorum à cardinali de Aguirre, pag. 148, n. 22; Natalis Alexander, dissert. 29, ad sec. 1. Atque in eumdem sensum tam canonem Toletanum, quàm locum ex apostolicis Constitutionibus allegatum, accipiendum asserit etiam hæreticus Binghamus, Origin. ecclesiast. tom. 4, l. 11, c. 5, § 11, et tom. 7, l. 16, c. 11, § 5.

IV. Quòd si quis Patres Toletanos locutos velit de verâ pellice, hoc est muliere nullo conjugali fœdere viro junctâ, sed unicè ad explendam libidinem ab eodem domi retentâ, tunc dicendum esset eos nomine *communionis*, quam concubinariis non censuerunt denegandam, non intellexisse *communionem Eucharisticam*, sed solam *communionem civilem*, à quâ, depravatis ejus seculi moribus, quantùm fas erat, indulgentes, illos non judicârunt repellendos; uti, post Ferdinandum Mendoza, eumdem canonem explicat cardinalis de Aguirre, cit. loc., n. 23 et seq. Ecquis etenim credat novemdecim sapientissimos Patres qui Toletano concilio interfuerunt potuisse permittere ut divinæ mensæ participes fierent fornicarii, non solùm nullâ peractâ pœnitentiâ, verùm etiam in suo crimine insordescentes, quos Apostolus Paulus, 1 ad Corinthios 5, è regno cœlorum exclusit, et, ad Ephesios 5, *non habere hæreditatem in regno Christi et Dei*, prædicavit?

V. In sensu à nuper exposito diverso, *concubinæ* nomen accepit S. Leo Magnus in responsione ad inquisitiones Rustici Narbonensis, relatâ in can. 12, 13, q. 2, ubi, postquàm dixerat : *Non omnis mulier juncta viro uxor est viri, quia nec omnis filius est hæres patris*, addit : *Igitur cujuslibet loci clericus, si filiam suam viro habenti concubinam in matrimonium dederit, non ita accipiendum est, quasi conjugato eam dederit, nisi fortè illa mulier et ingenua facta, et dotata legitimè, et publicis nuptiis honestata videatur.* Loquitur nimirùm Pontifex de concubinâ quam vir sibi devinxerat non solùm sine nuptialibus tabulis, sed nexu solubili, seu quam ad individuam quidem vitæ sibi asciverat societatem, sed ad suî arbitrium duraturam. Ejusmodi concubinarum genus, quas alio nomine *ancillam* etiam appellabant, quæque nullâ ratione esse poterant veræ uxores, à paganis inventum, pedetentim fluxisse in Christianos, constat ex l. 1 Cod. Theod., tit. de naturalibus Liberis, ubi durior fit conditio naturalium liberorum, ut metu pœnæ hominum animi avocarentur à concubinatu *gentili, et admodùm solubili*, more Romano inito. Ea nihilominùs lex, ab imperatoribus lata, non valuit eumdem detestandum abusum è christianâ republicâ eliminare : insequenti quippe ætate adhuc plures inventi sunt, qui licere putaverint unam feminam sibi jungere quam possent pro libito à se abjicere; quod discimus ex Marculfo, Form. l. 2, c. 30, et ex Mabillonio, tom. 4 Analect. Jam verò has concubinas, quæ verè erant pellices, respexit Leo, cùm clericis permisit filias suas nuptui tradere viris habentibus concubinas : cum his quippe, ad tempus duntaxat acceptis, haud consistere potuerat insolubile vinculum matrimonii. Hanc sibi mentem esse apertè significavit idem Pontifex, inquiens : *Aliud est uxor, aliud concubina;* et paulò inferiùs : *Ancillam à toro abjicere, et uxorem certæ ingenuitatis accipere, non duplicatio conjugii, sed profectus est honestatis.* In easdem temporarias concubinas pluribus in locis invehitur Augustinus, et præcipuè de Bono conjugali, cap. 14, relato in can. 5, 32, q. 2 : *Concubinæ ad tempus adhibitæ, nec etiamsi causâ filiorum concumbant, justum faciunt concubinatum.* De illis pariter expressè loquitur Egbertus, archiepiscopus Eboracensis, in suis Excerptionibus ex sacris canonibus sanctorumque Patrum dictis concionatis, c. 127, tom. 1 Collection. conc. Britann., pag. 109, ubi hæc habet : *Augustinus dicit : Quale est, quod multi virorum, ante nuptias concubinas sibi adhibere non erubescunt, quas post annos dimittant, et sic postea legitimas uxores accipiant? Unde coram Domino, et coram angelis ejus testor, atque denuntio Deum ista conjugia semper prohibuisse, et nunquàm placuisse : et præcipuè temporibus christianis concubinas habere nunquàm licuit, nunquàm licet, nunquàm licebit.*

VI. Infiniti essemus, si cæteras percurrere vellemus leges à jure canonico delatas. Duas alias tantùm indicabimus. De jure civili vidua nubens intra annum luctûs, et multis fit obnoxia pœnis, de quibus Cironius ad tit. Decretalium de secundis Nuptiis; et inter cæteras notatur infamiâ, l. *Liberorum*, 81, ff., de His qui notantur infamiâ; iisdemque viduis, intra annum nubere, vetitum etiam legimus à concilio Ænhamensi, habito circa annum 1009, in cujus can. 16 præcipitur : *Et sit quælibet vidua, quæ se ipsam rectè continuerit, sub præsidio Dei, et regis, et sedeat 12 menses marito orbà; deinde eligat, quem ipsa voluerit;* tom. 1 Conc. Britanniæ, pag. 289. Verùm ejusmodi leges abrogârunt Urbanus III, in cap. 4, et Innocentius III, in cap. 5, de secundis Nuptiis, quorum postremus ait : *Cùm, secundùm Apostolum, mulier, mortuo viro suo, ab ejus sit lege soluta, et nubendi cui vult, tantùm in Domino, liberam habeat facultatem, non debet legalis infamiæ sustinere jacturam, quæ, licèt post viri obitum infra tempus luctûs (scilicet unius anni spatium) nubat, concessâ sibi tamen ab apostolo utitur potestate.*

VII. Juxta antiquiores leges, jus erat marito occidendi uxorem in adulterio deprehensam : quod videre est apud Covarr., in 4 Decret., p. 2, c. 7, § 7, n. 1. Posteriori verò jure Digestorum et Codicis Justinianei, facultas quoque data est marito occidendi adulterum turpiter cum uxore agentem, in propriâ domo deprehensum; uti liquet ex l. *Marito.*, ff. ad leg. *Juliam*, de Adulteriis, et ex l. *Gracchus* C., eod. tit. Patri quoque facta est potestas interficiendi filiam, in suâ potestate existentem, in suâ domo, vel in domo generi in adulterio deprehensam, dummodò tamen unà cum ipsâ adulterum quoque occidat, l. *Quod ait*, l. *Nihil interest.*, l. *Nec in eâ*, l. *Patri*, et tribus seq., ff. *Ad legem Juliam*, de Adulteriis. At omnes ejusmodi leges, utpote quæ impunitatem dabant delinquentibus adversùs quintum Decalogi præceptum, quo cuilibet interdicitur ne quemquam privatâ autoritate interficiat, sunt à jure canonico rescissæ, uti habetur in can. *Inter hæc*, 33, q. 2. Quare ab Alexandro VII, die 7 septembris 1665 apostolicæ damnationis telo confixa fuit etiam hæc propositio, in ordine 19 : *Non peccat maritus, occidens propriâ auctoritate uxorem in adulterio deprehensam.* Quin imò adeò jus canonicum abhorret ab occisione uxoris, etiam in adulterio repertæ, ut virum, id scelus perpetrantem, non solvat ab impedimento, quo in can. *Interfectores*, et in can. *Admonere*, 33, q. 2, cæteros ligavit propriæ uxoris interfectores, ne deinceps possint cum aliâ matrimonium contrahere; uti perpendit Perez, de Matr., disp. 23, sect. 6, n. 2, quod tamen impedimentum esse tantùm impediens, et non dirimens, docet cum communi S. Thomas in 4, dist. 38, q. 1, art. 2. Ad aliquid verò indulgendum humanæ imbecillitati, et subitæ iræ, quâ homines exardescunt, cùm suo, suæque familiæ honori illatam injuriam propriis oculis conspiciunt, statuit Alexander III, in cap. *Si verò*, de

sent. excomm., ut excommunicationi papæ reservatæ non subjaceat, *qui in clericum cum uxore, matre, sorore, vel filiâ propriâ turpiter inventum, manus injecerit violentas.*

VIII. Quas hucusque enumeravimus, aliasque simililes leges, à jure canonico correctas, frustra episcopus in suâ synodo commemoraret, nisi fortè ab illis aliquod argumentum desumere vellet ad magis roborandas suas synodales sanctiones. Sic, si in synodo agendum foret de adulteriis, posset hujus criminis gravitas vel inde colligi, et ponderanda proponi, quòd leges civiles interdùm permiserint occisionem adulteri in flagitio deprehensi. Ita pariter ad compescendam effrenatam licentiam filiorumfamiliàs nuptias contrahere præsumentium, insciis, aut justè, ac rationabiliter renuentibus parentibus, meritò diceretur; ejusmodi connubia non solùm esse à naturali et divinâ lege graviter prohibita, sed et insuper legibus civilibus adeò exosa, ut, si istis standum foret, validitate carerent. Is denique servandus est modus, quem tradit sanctissimus Nicolaus pontifex, in epistolâ ad concilium in diœcesi Silvanectensi congregatum, relatâ in can. *Lege imperatorum*, dist. 10, ubi sic legitur : *Lege imperatorum non in omnibus ecclesiasticis controversiis utendum est, præsertim cùm inveniantur evangelicæ ac canonicæ sanctioni aliquoties obviare.* Deinde verò, nonnullis adductis exemplis, et prædecessorum testimoniis, quibus id comprobatur, ita concludit : *Non quòd imperatorum leges (quibus sæpè Ecclesia utitur contra hæreticos, sæpè contra tyrannos, atque contru pravos quosque defenditur) dicamus penitùs renuendas, sed quòd eas evangelicis, apostolicis atque canonicis decretis (quibus postponendæ sunt) nullum posse inferre præjudicium asseramus.* Sed de legum civilium usu plura inferiùs, ubi de legibus à jure canonico silentio præteritis.

CAPUT XIII.

Gravis dubitatio olim exorta, an quædam lex civilis esset à jure canonico recepta, an potiùs abrogata; atque ideò an validè contrahi possit matrimonium inter vitricum et uxorem privigni.

I. Cùm sacræ congregationis concilii secretarii munere fungebamus, acriter in eâ disputatum fuit an textus juris civilis in l. *Uxorem*, ff. de Ritu nuptiarum, esset correctus et abrogatus à jure canonico in cap. *Non debet*, de Consanguinit. et Affinit. Disputationi autem causam dedit quædam synodalis constitutio, cujus firmitas à prædictæ legis civilis pendebat firmitate. Quidam episcopus, in suis constitutionibus synodalibus explicans impedimenta matrimonium dirimentia, et speciatim impedimentum affinitatis provenientis ex copulâ licitâ, dicit matrimonium validè contrahi non posse inter vitricum et uxorem privigni, juxta citatum textum juris civilis in l. *Uxorem*, 15, ff. de Rit. nuptiar., ubi Papinianus ait : *Uxorem quondam privigni conjungi matrimonio vitrici non oportet; nec in matrimonium convenire novercam ejus qui privignæ maritus fuit :* cui quidem textui minimè derogatum addebat ab Innocentio III, in cit. cap. *Non debet*, de Consanguinit. et Affin., quoniam, ut ipse aiebat, Innocentius duntaxat revocavit et abolevit impedimentum secundi et tertii generis affinitatis in lineâ collateralium, non autem in lineâ ascendentium et descendentium, sicuti utrumque textum, canonicum scilicet et civilem, perpendentes, docuerunt Oinotomus, ad l. 1 Inst., tit. de Nupt., n. 14; Arnoldus Vinnius, ad eumd. tit., n. 2; Joannes Schneideunitus, in Comment. ad Inst. civ., l. 1 de Nupt., tit. 10, pag. 50; Bruneman, in Comment. ad Pandectas, ad cit. leg. *Uxorem* 15, ff. de Rit. nupt., quorum auctorum judicium non ideò parvi faciendum est quòd ii sint heterodoxi, quoniam et ipsi, quoad matrimonii impedimenta, jus canonicum sectantur; quare citatus Schneideunitus affirmat, hanc unicam ob causam matrimonium inter vitricum et uxorem privigni, ab eorum consistoriis irritum pronuntiari : *Quia*, ait, *in hoc casu jus civile expressè non reperitur correctum, à jure canonico.* Idemque in tribunalibus Galliæ sæpiùs judicatum, refert Antonius Mornaccius, in Observ. ad 24 primos libros Digestorum, l. 23, ad leg. 24 de Rit. nupt., pag. 862. Et dato etiam, pergebat episcopus, quod in casu matrimonio non obstet impedimentum affinitatis, obstabit saltem impedimentum publicæ honestatis; quod consideravit Modestinus jurisconsultus, cùm in leg. *Non facilè*, 4, ff. de Gradibus et Affinibus, ait : *Hos itaque inter se, quòd, affinitatis causâ, parentum loco, liberorumque habentur, matrimonio copulari nefas est.* Et profectò matrimonium, de quo est sermo, ob maximam, quam redolet, inhonestatem, à jure civili improbatum censuit Faber, in suâ Jurisprudentiâ Papinianâ, tit. 10, de Nuptiis princ., 6, illat. 12, inquiens : *Inhonestum autem palàm est, eam, quæ aliquando uxor fuerit illius, qui mihi aut filii, aut parentis loco fuerit, uxorem à me duci.* Cui astipulatur Carpzovius, l. 2 Jurispr. consist. tit. 17, de Disp. matr. in gradu prohibito, definit. 119, pag. 162, ubi ait : *Privignus à vitrici, et hic rursùs à privigni viduâ abstinere debet, non solùm ob rationem honestatis, quæ in matrimonio multùm attenditur, sed etiam propter expressam juris civilis dispositionem.*

II. Nihilominùs tamen, hujus quæstionis articulo in sacrâ congregatione concilii maturè discusso, expensisque rationum momentis, à nobis, qui, ut diximus, ejusdem à secretis eramus, in utramque partem adductis, quæ legi possunt in Thesaur. resolut., tom. 2, pag. 26, eadem sacra congregatio, die 8 martii 1721, validum pronuntiavit matrimonium inter vitricum et uxorem privigni contractum. Neque enim ulla habenda fuit ratio prædictarum constitutionum synodalium, utpote quæ unicè innitebantur Juris civilis sanctionibus jamdiù correctis, atque abrogatis ab Innocentio III, in cit. cap. *Non debet*, de Consang. et Affinit. Ad cujus textûs expositionem præmittendum est triplex olim fuisse affinitatis genus, juxta can. 3 et can. fin. 35, q. 3, et cap. 1, de Sobole ex secundis nuptiis susceptâ, in primâ Collectione decretalium : primum unâ duntaxat mediâ personâ; alterum duabus; tertium tribus personis mediis contrahebatur : quæ omnia exemplis meliùs quàm ullâ aliâ ratione explicantur. Si Titius, frater Caii, matrimonium iniisset et consummâsset cum Bertâ, hæc Caii affinis erat, sicuti nunc est, in primo genere affinitatis; si, mortuo Titio, Berta matrimonio jungebatur cum Sempronio, Sempronius alter Bertæ maritus, et Caium, et omnes defuncti Titii consanguineos, secundo affinitatis genere contingebat; si demùm, mortuâ Bertâ, Sempronius aliud conjugium celebrâsset cum Nævià, etiam cum hâc et Caius, et omnes consanguinei Titii, tertio affinitatis genere conjungebantur. Ex his porrò affinitatis speciebus quælibet matrimonio validè contrahendo obstabat : quod ex cit. can. 3 et final. liquet, et explicant Petrus Blesensis, ep. 115, ac fusè Sanchez, lib. 7, de Matrim., disp. 67, ac Basilius Pontius, lib. 7, c. 36. Sed Innocentius III, in laudato cap. *Non debet*, secundam et tertiam affinitatis speciem abolevit et abrogavit; statuitque ut deinceps sola affinitas primi generis, usque ad quartum gradum, matrimonium impediret, et dirimeret. Adeò autem indefinitè Innocentius loquitur, ut gratis omninò, atque arbitrariò quis sibi fingere valeat, per præfatam decretalem abrogatas, et deletas non esse secundam et tertiam speciem affinitatis in lineâ rectâ ascendentium et descendentium, quemadmodùm ad tit. de Consanguinit. et Affinit. optimè ponderârunt Zoesius, n. 9, Engel, n. 6, Konig, n. 22, Schmalzgrueber, n. 77, et auctor Theolog. dogmat. et moral. ad usum seminarii Catalaunensis, tom. 7, p. 853, unde ab omnibus canonistis instar regulæ nullam habentis limitationem, usurpatur commune illud effatum : *Affinitas non parit affinitatem.*

III. Jam verò, cùm vitricus et uxor privigni, secundo duntaxat, et non primo affinitatis genere, inter se conjungantur, necessariò inde consequitur nullo nunc detineri canonico impedimento quominùs possint validum matrimonium inter se contrahere; sicuti egregiè ratiocinatur Cujacius, ad tit. 14, de Consanguinit. et Affinit., oper. posthumor. tom. 3, edit. Paris. anni 1658, pag. 366, inquiens : « At hodiè ex cap. penultimo, sive concilio Lateranensi, habito sub Innocentio III, in secundo genere affinitatis nuptiæ vetitæ non sunt, et abrogata est lex 15 ff., de tit. Nuptiar, et in Comment. ad eamdem legem *Uxorem*, 15, tom. 1 oper., pag. 153, ubi ait : At hæc Papiniani sententia hodiè abrogata est decreto Innocentii in cap. *Non debet*, extrav. de Consanguinit. et Affinit., quo in primo tantùm genere affinitatis nuptiæ prohibentur, non in secundo, vel tertio, et personæ, de quibus in hâc lege agitur, sunt in secundo genere affinitatis, non in primo. »

IV. Remoto impedimento affinitatis, illicò corruit aliud, quod ex publicâ honestate oriri fingitur : etenim impedimentum publicæ honestatis unicè emergit aut ex sponsalibus validis, juxta textus, in cap. 1 de Sponsal. et Matrim., in 6, c. 3, sess. 24 concilii Tridentini, de Reform. matrim., aut ex matrimonio duntaxat rato, ad normam constitutionis S. Pii V, incipientis : *Ad Romanum;* matrimonium autem consummatum aut veram producit affinitatem, aut certè aliud impedimentum non parit. Præterea publicæ honestatis impedimentum, ex matrimonio rato ortum, solùm contrahitur inter maritum et consanguineos uxoris, ac vicissim inter uxorem et consanguineos mariti; non autem inter maritum et affines uxoris, neque inter uxorem et affines mariti : vitricus verò non est consanguineus, sed affinis sui privigni, ac proinde neque affinitate, neque publicâ honestate impeditur ne matrimonium contrahere valeat cum ejusdem sui privigni uxore. Itaque concludendum est malè fuisse in præfatis constitutionibus synodalibus allegatas leges civiles, quæ ex jure canonico jamdiù fuerant expressè abregatæ. In synodo Limanâ decretum est ut Indi Peruani qui matrimonium contraxerunt cum novercâ, vel nuru, non admittantur ad Baptismum, nisi priùs conjugium præfatum veluti jure naturæ irritum solvant, uti refert Acost., de procurandâ Indorum salute, tit. 16, c. 21. Synodus hæc certum ponit affinitatem quæ ex matrimonio causatur, jure naturæ dirimere matrimonium in primo gradu lineæ rectæ : id autem certum non est, cum probatissimi auctores doceant nullam affinitatem, non eam quidem quæ est in primo gradu lineæ rectæ, dirimere matrimonium jure naturæ, sed jure tantùm ecclesiastico, et consequenter super eo impedimento, gravissimis urgentibus causis, posse à summo Pontifice dispensari; Sylvius, oper. tom. 5, in verb. *Dispensatio tertio.* At, quidquid sit de potestate, à simili dispensatione Romani pontifices, etsi pluries rogati, abstinuerunt. Legi potest Rigantius, cit. tom. 4, ad regul. 29 Cancellariæ, an. 18 et seq., ubi etiam mentionem facit nostri consilii reverenter exhibiti, dùm in minoribus essemus, Benedicto XIII nostro benefactori, ut à simili dispensatione, pro quâ rogabatur, abstineret, prout abstinuit.

CAPUT XIV.

De Legibus civilibus à jure canonico neque correctis, neque expressè approbatis, et proinde aliquando opportunè in synodo memorandis.

I. Aliquid nunc dicendum remanet de legibus secularibus à jure canonico silentio prætermissis. Ejusmodi leges et rem spectant merè profanam, neque ullâ ex parte sacris canonibus adversentur; tacitè approbatæ videntur in cap. 14 de novi oper. Nuntiat., in quo legitur : « Sicut leges non dedignantur sacros canones imitari, ita et sacrorum statuta canonum principum constitutionibus adjuvantur. » Atque iterum in cap. *Super specula*, de Privil., ubi habetur : « Sancta Ecclesia legum secularium non respuit famulatum, quæ æquitatis et justitiæ vestigia imitantur; » ac demùm in cap. unic. de Transactionibus, in Collectione 5 decretalium, ubi Honorius III, à Joanne cardinali Columnâ, suo per Orientem legato, de variis quæstionibus consultus, ita respondet : *Cùm jura canonica et civilia edita sint super omnibus ferè articulis prænotatis, procedas in his secundùm canonicas et legitimas sanctiones.* Unde fit ut judex ecclesiasticus, sententiam prolaturus de quæstione super re merè temporali, de quâ nihil à jure canonico reperiatur decisum, non solùm possit, sed debeat juri civili se conformare; quod in cit. cap. 1 de nov. oper. Nuntiat. tradunt Abbas antiquus n. 2, Joannes Andreas n. 5, et cum communi prosequuntur Menoch. de Arbitrar., lib. 2, cas. 185, n. 12, et Fagnanus in cap. *Cùm esses*, de Testam., n. 18. Hinc Gregorius Magnus in suis ex regesto decretis sæpenumerò præcipit ut *secundùm leges et canones ecclesiastica judicia terminentur;* et Gelasius papa, epist. 4 ad Anastasium imperatorem, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 893, scripsit : « Quantùm ad ordinem pertinet publicæ disciplinæ, cognoscentes imperium tibi supernâ dispositione collatum, legibus tuis ipsi quoque parent religionis antistites ne vel in rebus mundanis exclusæ videantur obviare sententiæ. » Hinc pariter Hincmarus, archiepiscopus Remensis, in schedulâ, seu libello expostulationis, adversùs Hincmarum, episcopum Laudunensem, quem obtulit synodo Duziacensi I, sæpiùs, sed præcipuè cap. 23, ad leges civiles provocavit, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 1257. Quamobrem si episcopus in suâ synodo causam pertractaret de quâ in sacris Ecclesiæ canonibus nihil inveniret statutum, et posset, et deberet leges civiles allegare, eisque adhærere.

II. Plures etiam leges civiles ecclesiasticis constitutionibus robur et firmitatem adjiciunt; puta, quia in illarum contemptores et refractarios severis pœnis animadvertunt : et eæ pariter, utpote foventes ecclesiasticam disciplinam, perutiliter allegantur. Ita Leo Magnus, epist. olim 93, nunc 15, ad Turribium, Asturicensem episcopum, adducit et summoperè commendat leges à principibus latas contra hæreticos Priscillianistas, inquiens : « Etiam mundi principes ita hanc sacrilegam amentiam detestati sunt, ut auctorem ejus cum plerisque discipulis, legum publicarum ense prosternerent..... Profuit diù ista districtio ecclesiasticæ lenitati, quæ, etsi sacerdotali contenta judicio, cruentas refugit ultiones, severis tamen christianorum principum constitutionibus adjuvatur : dùm ad spiritale nonnunquàm recurrunt remedium, qui timent corporale supplicium. » Ob eamdem rationem quòd nimirùm sint Ecclesiæ favorabiles, sine ullâ difficultate in medium proferri possunt leges civiles concedentes privilegia atque exemptiones ecclesiis, earumque administris; ex. gr., auth. *Item nulla*, Cod. de sacrosanctis ecclesiis, ubi ecclesiæ et personæ ecclesiasticæ ab exactionibus et oneribus per seculares magistratus imponendis, liberantur; auth. *Ingressi*, Cod. eod., ubi bona ingredientium religionem, si intestati decedant, monasteriis addicuntur; et auth. *Quas actiones*, Cod. eod., ubi imperator tempus quadraginta annorum exposcit ut quis usucapiat res immobiles ad inferiores ecclesias pertinentes, ac Romanæ Ecclesiæ, tanquàm omnium præstantissimæ, ac cæterarum capiti, privilegium indulget, ne adversùs ejusdem bona vel jura præscribi valeat, nisi 100 annorum spatio. Eò autem liberiùs potest prædicta lex civilis allegari, quia utrumque privilegium est in sacros canones insertum : privilegium etenim inferiorum ecclesiarum legitur in cap. *Illud*, in cap. *Quia indicante*, de Præscriptionibus, et in cap. *Accedentibus*, de Privilegiis; et de privilegio Ecclesiæ Romanæ mentio fit in can. penult. et ult., 16, q. 3, in cap. *Cùm dilecta*, de Confirmatione utili vel inutili, in cap. *Cùm vobis*, in

cap. *Ad audientiam*, in cap. *Si diligenti*, de Præscriptionibus, et in cap. *Si qui*, de Præscriptionibus, in 6. In annalibus tamen venerabilis cardinalis Baronii, ad ann. Christi 590, n. 28, legitur de S. Gregorio Magno, quòd, cùm misisset Petrum subdiaconum in Siciliam, qui præter alia sibi injuncta, patrimonium Ecclesiæ Romanæ in eâ insulâ consistens providâ curâ administraret, ad eumdem Petrum paulò post litteras dedit, cùm ipse vendicare vellet Romanæ Ecclesiæ fundum quemdam, præcipiens ut si 40 annis absque intermissione possessio illius continuata esset, nulla fieret possessori molestia, nolens uti privilegio à Justiniano Ecclesiæ Romanæ concesso 100 annorum, ut exordia pontificatûs sui aliorum lacrymis auspicaretur. Litteræ deputationis prædicti Petri subdiaconi leguntur inter epistolas S. Gregorii Magni, lib. 1, epist. 1, ad universos episcopos Siciliæ. Quæ autem ad ipsum Petrum conscripta memorat cardinalis Baronius, videri possunt in epist. 9, cit. lib. 1.

III. Fas etiam erit episcopo aliquid, ad normam cæteroquin sacrorum canonum, constituenti, innuere, atque in exemplum afferre leges civiles, quid simile decernentes. Ita se gessit Innocentius III, in cap. *Vergentis*, de Hæreticis, ubi bona hæreticorum confiscanda edicens, eaque in terris imperii fisco seculari, in terris Ecclesiæ fisco Ecclesiæ addicenda, exemplo utitur legum secularium eâdem pœnâ afficientium reos læsæ majestatis. Idemque exemplum legum secularium, in aliis etiam delictis, delinquentium bona fisco addicentium, adhibuit Bonifacius VIII, in cap. *Cùm secundùm leges*, de Hæreticis, in 6, ut inde pariter conficeret potiori jure confiscanda esse bona hæreticorum. Idem insuper pontifex, in extrav. 1, de Electione, inter communes, prohibens quemquam in episcopum recipi, qui antea non exhibuerit apostolicas litteras testantes sibi talis Ecclesiæ regimen fuisse commissum; utitur exemplo legum secularium, id ipsum ab iis fieri præcipientium, qui ad aliquam provinciam gubernandam se à principe missos asserunt. Denique idem Bonifacius VIII, in cap. *Si judex*, de Sentent. excommun., in 6, ad confirmandum quod ibidem decernit, nimirùm reum à curiâ seculari deprehensum in habitu et tonsurâ clericali, reputandum esse clericum, *donec constet de contrario*, ac proinde veluti talem curiæ ecclesiasticæ tradendum; utitur auctoritate legum civilium, idem in re simili decernentium : *Sicut de illo, qui in possessione ingenuitatis existit, si dicatur ab alio libertinus, legalis sanxit auctoritas, ut probandi necessitate, non ipse, sed adversarius astringatur;* atque, ut magis adhuc insinuet unumquemque talem præsumi, qualis ex habitu esse dignoscitur, aliud adducit exemplum à legibus pariter civilibus petitum : « Justum est enim ut ipse talis, quem gestat, ex habitu (quousque appareat aliud) præsumatur, qualis esse, cujus fert habitum, comprobatur. Ex stigmate namque consueto fabricensibus imprimi, latitans fabricensis agnoscitur. Et custodes aquarum (quos hydrophilacas nominant, quæ eis inligi solet, annotatione signati, manifesti sunt omnibus, et angariarum nomine non tenentur. » Fabricenses quippe, hoc est homines deputati ad arma cudenda in publicis fabricis, notabantur stigmate in brachiis, ut, si ab opere se subducerent, cui erant perpetuò allegati, ex eo dignosci possent, nullique liceret fugientes receptare : quod habetur in l. *Stigmata*, Cod. de Fabricensibus, lib. 11. Similiter hydrophilacæ, seu aquarii, homines, scilicet, quibus commissa erat custodia publicorum aquæductuum, signandi erant imperatorio stigmate in singulis manibus, l. *Decernimus*, Cod. de Aquæductu, eod. lib. 11, ut inde essent omnibus manifesti, nec unquàm à proprio munere distraherentur, ut in eâdem lege cavetur. Erant nimirùm tam fabricenses quàm hydrophilacæ genus quoddam servorum quibus olim stigma inurebatur in facie; sed Constantinus Augustus, in l. 17, Cod. de Pœnis, vetuit ne ullum signum hominum vultibus deinceps imprimeretur, *quo facies*, nit, *quæ ad similitudinem pulchritudinis est cœlestis figurata, minimè maculetur;* jussitque ut deinceps pœnæ criminum reis inflicta scriberetur in eorumdem suris, vel manibus; ex quo factum est ut etiam illi qui spontè se publicis operibus in perpetuum mancipabant, non in vultu, sed in brachiis vel manibus signarentur. Jam verò, ratiocinatur Bonifacius, si recensiti homines, ex civilium legum sanctione, tales præsumuntur quales apparent ex signo quod in brachiis aut manibus habent impressum, ideòque, nullâ interjectâ morâ, sunt ad opus reducendi ad quod dignoscuntur addicti, ita pariter qui signa gestat clericalia, habitum videlicet et tonsuram, donec contrarium probetur, pro clerico habendus est, et tanquàm talis ecclesiastico foro illicò restituendus.

IV. Præterea, inopportunum quandoque non erit commemorare severissimas pœnas à legibus seculi in hujus aut illius delicti sontes inflictas, puta in homicidas, adulteros, usurarios, ut hâc ratione qui ad ea crimina proclives sunt, eorumdem gravitatem magis agnoscant, atque ab illis perpetrandis retrahantur. Denique, si cuipiam nimiùm asperæ videantur leges Ecclesiæ, quas propterea nonnihil leniri et temperari, aut ab illis saltem se absolvi exoptaret, salubre consilium erit ei in memoriam revocare leges civiles, è quarum conspectu mites et suavissimæ apparere poterunt ecclesiasticæ sanctiones. Ita Innocentius III, in cap. *Per venerabilem qui filii sint legitimi*, scribens ad Willelmum, comitem Montis Pessulani, qui suos filios spurios à Pontifice legitimari petierat, ejus petitioni abnuens, ne hâc repulsâ comes offenderetur, opportunum duxit adducere leges civiles, longè severiùs quàm ecclesiasticæ, spurios insectantes, inquiens : *Canone verò vetante tales ad sacros Ordines promoveri, secularibus quoque legibus, non solùm repellentibus eos à successione paternâ, sed negantibus ipsis etiam alimenta, petitioni tuæ non duximus annuendum.* Denique, si quæ sunt leges civiles ecclesiasticis sanctionibus astipulantes, iisque conformes, haud interdictum erit eas commemorare, utì factum videmus à laudato S. Gregorio Magno, in epist. 54, lib. 11, in quâ Joanni Defensori, quem in Hispanias pro ecclesiasticâ causâ ipsi delegatâ mittebat, opportuna mandata dans, hæc ait : « De personâ presbyteri hoc attendendum est, quia, si quam causam habuit non ab alio teneri, sed episcopus ipsius adiri debuit, sicut novella constitutio manifestat, quæ loquitur de sanctissimis et Deo amabilibus, ac reverendissimis episcopis, clericis et monachis. » Similiter Joannes VIII, pontifex, in suâ epistolâ 163, episcopis suadere ac etiam præscribere volens ut neminem temerè excommunicarent, sed solùm causâ cognitâ et accuratè discussâ, non modò ecclesiasticos canones, sed etiam novellas constitutiones Justiniani imperatoris citat, dicens : « Insuper nostro apostolatui intimavit ut eum sine ratione discussâ excommunicare vultis. Quapropter apostolicâ auctoritate jubemus ut nemo vestrûm eum excommunicet, antequàm ad legis examen perveniat. Scitote quoniam in capitulo 100 concilii Africani legitur, similiter in libro 2 Novellarum Justiniani, ut nemo episcopus aut presbyter laicum excommunicet antequàm causa probetur. »

V. Si hæc omnia diligenter consideret episcopus, facilè deprehendet quid sibi voluerit Fagnanus, cùm monuit abstinendum esse ab allegandis in synodo legibus civilibus ab Ecclesiâ reprobatis : contra verò satis intelliget quo sensu et intra quem modum accipienda sint verba illa Hincmari Remensis, in Opusc. 17, ubi ait : *Leges Romanas ab imperatore Justiniano promulgatas probat Ecclesia;* aliaque ab Ivone Carnotensi prolata in epist. 280, videlicet : *Instituta legum novellarum commendat et servat Romana Ecclesia.* Hisque collatis cum textu Nicolai I, in can. *Lege imperatorum*, dist. 10, cujus verba superiùs attulimus in calce capitis 12 hujus libri, satis superque edocebitur quas leges civiles tutò commemorare, atque in suas synodales constitutiones inserere valeat.

CAPUT XV.

Nihil in synodo constituendum quod regularium privilegia lædat.

I. Quemadmodùm inferiori non licet legem abrogare à superiore latam, ita nec privilegiis derogare cuipiam à superiore concessis : quocirca S. Gregorius Magnus, epist. 14, lib. 8, indict. 1, tom. 2 oper. col. 905 : « Hæc constitutionis nostræ decreta, quæ pro defensorum sunt privilegiis, et ordinatione disposita, perpetuâ stabilitate, et sine aliquâ constituimus refragatione servari, sive quæ scripto decrevimus, seu quæ in eis in nostrâ præsentiâ videntur esse disposita; nec à quoquam Pontificum in totum, partemve, quâlibet occasione convelli decernimus, vel mutari. » Et ep. 111, l. 9, indict. 2, col. 1018 : « Cura est sollicitudinis adhibenda, ut ea quæ pro quiete monachorum, religiosæque conversationis fuerint ordinata, nec dissimulatio negligere, nec quædam valeat præsumptio perturbare. Sed, sicut hoc quod ratio exigebat utiliter oportuit definiri, ita quod definitum est non debet violari. » Et Innocentius IV, in concilio generali Lugdunensi, relato in cap. 1 de Privileg., in 6 : « Volentes, inquit, libertatem quam nonnullis Apostolica Sedes privilegio exemptionis indulsit, sic integram observari, ut et illam alii non infringant, et ipsi ejus limites non excedant. »

II. Hæc aliaque jura, idipsum decernentia, episcoporum oculis subjecit Fagnanus in cap. *Quod super his*, de Majorit. et Obed., à n. 14 ad fin., ut sibi persuasum haberent, nihil synodalibus constitutionibus esse inserendum, quod præjudicium inferat privilegiis à Sede Apostolicâ concessis regularium ordinum institutis. Ad uberiorem autem episcoporum instructionem, in exemplum adduxit idem Fagnanus quamdam synodum Cracoviensem, è cujus Actis, jubente Paulo V, expuncta fuêre nonnulla decreta quibus regularium exemptio vulnerabâtur. Haud absimile exemplum nos annotatum reperimus in lib. 4 Decretor. sacræ congregat. concilii, p. 601, ubi Robertus, cardinalis Ubaldini, refert à sacrâ congregatione approbata fuisse acta et decreta concilii provincialis Cameracensis, hâc tamen adjectâ declaratione, ut per illa nihil censeretur derogatum privilegiis regularium; quibus propterea denuntiari mandavit, ut sua privilegia, non clausa in corpore juris, quantociùs ejusdem provinciæ episcopis exhiberent, ut hâc ratione illi cognoscerent quidnam in concilii decretis illis adversaretur, et idcirco corrigendum foret.

III. Hisce fortassè exemplis nimiùm perterriti plerique episcopi, nullum, ne minimum quidem, verbum in suis synodis de regularibus fecêre; quod tamen nos minimè probandum censemus, siquidem quamplurima sunt in quibus regulares, quantâcumque fruantur exemptione, subsunt episcopo tanquàm Apostolicæ Sedis delegato; et, ne hujus subjectionis obliviscantur, necesse est eam quandoque illis in memoriam redigere, quod certè nusquàm commodius quàm in synodalibus constitutionibus fieri potest. Quare saniori consilio ali episcopi, absque ullâ regularium injuriâ aut eorumdem exemptionis violatione, plura in suis synodis expressè et nominatim de illis sanxêre. Atque, ut antiquiora hujus rei prætereamus exempla, in synodo Amerinâ, habitâ anno 1595, ab Antonio Mariâ Gratiano, duo leguntur integra capitula regulares respicientia, unum sub n. 949, cui titulus : *Quando puniendi regulares episcopo jus est;* alterum sub n. 956, ubi casus enumerantur in quibus *episcopi jussis edictis que regulares parere debent.* De regularibus pariter multa speciatim statuta deprehendimus in sæpiùs à nobis laudatis synodis nimirùm Cæsenatensi, habitâ à cardinali Denhoff, l. 2, c. 7; Neapolitanâ, habitâ à cardinali Cantelmo, part. 4, c. 8; Imolensi, sub cardinali Gozzadino, tit. 3, c. 10; Sabinensi, coactâ à cardinali Hannibale Albano, c. 8; ac Cingulanâ, celebratâ à cardinali Lanfredino, anno 1736, cap. 10.

IV. Verùm, ut episcopus tutò et sine ullo offendiculo in hoc negotio procedat, debet omnia benè prænoscere in quibus regulares habet suæ jurisdictioni obnoxios. Hæc singulatim recensentur ab auctoribus de hâc materiâ tractantibus, præcipuè ab Erasmo Chokier, de Jurisdict. ord. in exemp., part. 1, q. 45; Fagnano, in cap. *Grave*, de Offic. ord., à n. 37 usque ad fin.; Natali Alexandro, in Append. 1 ad tom. 1 Theolog. dogmat. et moral., è quibus pauca quædam seligimus. Et primò quidem regulares, delinquentes contra decretalem Innocentii III, in cap. 1 de Custod. Eucharist., non solùm à suo superiore regulari, sed etiam ab episcopo, cui tanti Sacramenti cura debet potissimùm incumbere, corrigi et puniri possunt, sicuti, approbante Innocentio XIII, die 8 januarii 1724 rescriptum fuit à sacrâ congregatione episcoporum et regularium, cujus decretum refertur in Appendice ad citatam synodum Neapolitanam, habitam à cardinali Pignatello, num. 20. Et quoniam ad SS. Eucharistiæ majorem venerationem confert, ne passim et sine causâ publicæ fidelium adorationi exponatur, propterea sacra congregatio concilii, apud citatum Fagnanum, n. 77, censuit non licere regularibus illam in propriis ecclesiis sine velamine exponere, nisi ex causâ publicâ, à loci ordinario approbatâ : *Sacra*, etc. *censuit* (sunt verba decreti editi die 17 Augusti anni 1630) *non licere regularibus etiam in eorum propriis ecclesiis sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum publicè adorandum exponere, nisi ex causâ publicâ, quæ probata sit ab ordinario; ex causâ autem privatâ posse; dummodo sanctissimum Sacramentum è tabernaculo non extrahatur, et sit velatum ita, ut ipsa sacra hostia videri non possit.* De quo argumento plura à nobis collecta legi possunt instit. 30.

V. Præterea concilium Tridentinum, in decreto, sess. 22, de Observandis et Evitandis in celebratione missæ, postquàm plura statuit religiosè servanda in celebratione hujus tremendi sacrificii, addidit : *Hæc igitur omnia quæ summatim enumerata sunt, omnibus locorum ordinariis ita proponuntur, ut non solùm ea ipsa sed quæcumque alia huc pertinere visa fuerint ipsi, pro datâ sibi à sacrosanctâ synodo potestate, ac etiam ut delegati Sedis Apostolicæ prohibeant, mandent, corrigant, statuant, atque ad ea inviolatè servanda censuris ecclesiasticis, aliisque pœnis, quæ illorum arbitrio constituentur, fidelem populum compellant; non obstantibus privilegiis, exemptionibus, appellationibus ac consuetudinibus quibuscumque.* Ex quibus verbis apertè conficitur amplam atque indefinitam auctoritatem datam esse episcopis compellendi regulares quoscumque ad plenam et exactam observationem non tantùm eorum quæ in præfato decreto continentur, verùm etiam aliorum quæ ipsimet episcopi ad majorem illius ineffabilis mysterii decorem et cultum duxerint præcipienda; quocirca laudatus cardinalis Lanfredinus, in citatâ synodo Cingulanâ, jure dixit : *Cum etiam regulares, ex vi decreti sacri concilii Tridentini subsint correctioni et punitioni episcopi, si commiserint prohibita vel indecentia in ecclesiis, etiam suorum ordinum, circa missæ sacrificium* (*prout aliàs à sacrâ congregatione concilii declaratum fuit*), *diligenter caveant eorumdem ordinum superiores, ne hujusmodi potestate, nobis competente, uti cogamur in sibi subjectos sacerdotes.* Quoniam verò in eodem Tridentini decreto episcopis præcipitur ut *singuli in suis diœcesibus interdicant ne cui vago et ignoto sacerdoti missas celebrare liceat*, jure pariter Joseph cardinalis Spinelli, archiepiscopus Neapolitanus, die 5 januarii 1743, sub pœnâ suspensionis à divinis ipso facto incurrendâ, etiam regularibus injunxit ne quempiam exterum sacerdotem in suis ecclesiis celebrare permittant sine prævià ordinarii licentiâ, quod et à nobis vetitum fuerat in nostrâ instit. 34, § 1. Pro suâ quippe rerum ecclesiasticarum singulari peritiâ probè noverat idem cardinalis, prædicti decreti virtute, factam esse episcopis facultatem etiam censuris animadvertendi in contumaces et inobedientes regulares. Enim verò, cùm in eodem de-

creto cautum reperiatur ne episcopus quemquam patiatur missam celebrare extra ecclesiam, in altari portatili, idcircò sacra congregatio concilii, die 4 junii 1672, licuisse censuit archiepiscopo Toletano contravenientes regulares, etiam censurarum inflictione, coercere; uti habetur l. 27 Decretor., p. 406. Atque, generatim loquendo, *in his in quibus à jure communi, à sacro concilio Tridentino, à Constitutionibus apostolicis tributa est episcopo jurisdictio in regulares, potest illos etiam per censuras ecclesiasticas compellere;* quod totidem verbis ab eâdem sacrâ congregatione rescriptum legimus ad episcopum Nebiensem, die 7 Februarii 1632, l. 14. Decret., p. 571, à tergo. Ob eamdem rationem, quia scilicet Tridentinum, sess. 25, de Invocat. et Venerat. reliq. sanctorum, decrevit ne in ullâ ecclesiâ, quomodòlibet exemptâ, ulla exponatur insolita imago, aut nova reliquia, ab episcopo non approbata; minimè dubitandum est quin possit episcopus inobedientes regulares quibuscumque pœnis, etiam censurarum, compescere; quod etiam ex decreto colligitur edito à sacrâ congregatione concilii, 5 junii 1700, apud Monacellum, in Formul. tom. 1, tit. 3, form. 8, n. 49.

VI. Eadem porrò sancta Tridentina synodus, sess. 25, cap. 1, de Regular., Bonifacii VIII constitutionem renovans, quæ legitur in cap. *Periculoso*, de Statu monachorum, in 6, sanctimonialium clausuræ exactam custodiam episcopis commisit, iisdemque mandavit *ut in omnibus monasteriis sibi subjectis, ordinariâ, in aliis verò, Sedis Apostolicæ auctoritate, clausuram sanctimonialium, ubi violata fuerit, diligenter restitui, et ubi inviolata est, conversari maximè procurent; inobedientes atque contradictores per censuras ecclesiasticas aliasque pœnas, quâcumque appellatione postpositâ, compescentes.* Hanc verò sanctionem explicavit ampliavitque Gregorius XV, in suâ constitutione 18 incipiente: *Inscrutabili*, Bullar. tom. 3, decernens quoscumque regulares delinquentes in iis quæ respiciunt clausuram monialium, etiam ipsismet regularibus subjectarum, aut personas intra monasterii septa degentes, corrigi et puniri posse ab episcopo loci, tanquàm Apostolicæ Sedis delegato. Quo verò sanctiùs monialium clausura custodiretur illæsa, Alexander VII, in suâ constitutione 156, quæ incipit: *Felici*, Bullar. tom. 5, statuit prælato regulari semel duntaxat in anno, occasione visitationis, fas esse monasterii sibi subjecti septa ingredi; si autem necessitas urgeat sæpius in anno idem monasterium ingrediendi, id non aliter prælato regulari licere voluit, quàm cum præsentiâ episcopi diœcesani, aut alterius personæ ecclesiasticæ, ab ipsomet episcopo specialiter deputandæ.

VII. Et quoniam crebræ allocutiones regularium cum monialibus visæ sunt quodammodò adversari fini perfectæ clausuræ, cujus præcipuus scopus fuit segregare moniales ab hominum consortio, ut liberiùs orationi vacent, et Deo unicè animum intendant; idcircò pluribus pontificiis sanctionibus vetitus fuit regularibus accessus ad moniales, etiam sui ordinis, suisque prælatis subjectas, sine expressâ licentiâ non solùm ejusdem prælati regularis, sed etiam episcopi. Sancitum id fuerat à Sixto V, anno 1590, cujus decretum Paulus V, Urbanus VIII, aliique posteriores pontifices confirmârunt et renovârunt. Verùm, quia regulares varia tentârunt effugia, ut ejusmodi decretum eluderent, novis propterea sanctionibus fuit roborandum et clariùs explicandum. Dictitabant plerique gravis culpæ reos non fieri regulares alloquentes moniales ex rationabili causâ, atque ad honestum finem. Alii, subtiliùs ratiocinantes, opinabantur horæ quadrantem cum dimidio, respectu spatii viginti quatuor horarum, quibus dies naturalis absolvitur, exiguam esse materiam, quæ ecclesiastici præcepti transgressionem plerùmque excusat à gravi noxâ; ac proinde, per tanti temporis intervallum, quod clepsydrâ metiebantur, putabant se posse sine periculo lethalis peccati cum monialibus loqui, nullâ petitâ ab episcopo licentiâ. Arbitrabantur alii saltem prædicto decreto non comprehendi regulares prædicationis munus obeuntes in monialium monasteriis; quibus idcircò docebant licere, post expletam concionem, sermonem cum illis habere, præsertim de rebus spiritualibus, in ipsâ prævià concione tractatis. Sed istas omnes cavillationes amputavit sacra congregatio concilii, quæ die 11 maii 1669, approbante Clemente IX, declaravit regulares quoscumque *absque legitimâ facultate* accedentes ad colloquendum, *etiam per quodcumque modicum temporis spatium, cum monialibus, aut aliis intra clausuram degentibus, peccare mortaliter, eosque sub excommunicationis, privationis vocis activæ et passivæ, aliisque contra regulares accedentes sine licentiâ ad monasteria monialium statutis pœnis, posse ab ordinario tanquam Sedis Apostolicæ delegato coerceri.* Et, die 26 novembr. 1672, respondit nullam, quantùmvis honestam et rationabilem, causam eximere à gravi culpâ regulares accedentes ad moniales sine episcopi licentiâ. Ac, die 21 maii 1678, iisdem pœnis affici dixit regulares qui post habitam ad moniales concionem, de quibuscumque rebus cum iisdem loquuntur, nisi specialem quoad hoc facultatem ab episcopo antea impetraverint. Hæc, aliaque sacræ congregationis decreta, eamdem materiam respicientia, simul collecta habentur post diœcesanam synodum Pisanam anni 1708, et in Appendice ad synodum Lucanam, habitam ab archiepiscopo Colloredo, anno 1736.

VIII. Ad eamdem clausuræ materiam pertinet translatio monialium de uno ad aliud etiam ejusdem ordinis et instituti monasterium. Sed hæc Apostolicæ Sedi reservata est, sicuti concessio licentiæ egrediendi è monasterio. Nihilominùs, eveniente aliquo repentino casu quo haberi nequeat recursus ad Sedem Apostolicam, permitti potest monialibus egressus è monasterii claustris. Verùm hujusmodi casus tres omninò numerantur: nempè magnum incendium, infirmitas lepræ, ac epidemiæ, sive pestis. Et, quoniam episcopus, ut supra dictum fuit, ex Apostolicæ Sedis et concilii Tridentini delegatione, clausuræ monialium custos est, etiam quoad monasteria ab ordinariâ suâ jurisdictione exempta, idcircò S. Pius V, pontifex maximus, in suâ constitutione, quæ incipit: *Decori et honestati*, in Bullario veteri, tom. 2. n. 8, et in postremâ Romanâ editione, t. 4, p. 2, n. 13, voluit ut, ubi moniales, etiam regularibus subjectæ, necesse habeant, ad evitanda prædictarum infirmitatum pericula, è monasterio exire, non modò prælati regularis, sed etiam episcopi licentia in scriptis accedat. Olim excitata fuit controversia an, præter casus superiùs expressos, moniales è claustris extrahi possint absque auctoritate Apostolicæ Sedis; eveniente nimirùm casu aliquo ita gravi ut aliis supra dictis, in S. Pii constitutione expressis, quodammodò æquipolleat, ut puta, si monialis aliqua propter morum pravitatem ab uno ad aliud monasterium transferenda judicetur, siquidem morum corruptela epidemico morbo æquiparari potest. De hâc quæstione inter Doctores Salmanticæ actum fuit, quo tempore cardinalis de Lugo in eâ civitate morabatur. Et hic quidem in suis Respons. moral., l. 3, dub. 18, sententias theologorum et canonistarum celebris illius studiorum universitatis exponit; ipse verò eam amplectitur, quæ docet minimè licere sine auctoritate Sedis Apostolicæ monialem ab uno ad aliud monasterium transferre in pœnam delicti ab eâ commissi; hoc enim frequentibus nimirùm translationibus viam aperiret; sed licitum esse ad hujusmodi translationem procedere propter evidens periculum scandali et perversionis aliarum monialium; nunc etenim casum verè putat æquipollentem esse morbo epidemiæ in bullâ S. Pii V expresso. Hujusmodi autem sententiæ innixi, quidam ulteriùs progressi sunt, contendentes translationem in hisce casibus fieri posse solo prælati regularis judicio et imperio, non requisitâ aut obtentâ episcopi licentiâ. Quod tamen nullo pacto sustineri potest: si

enim episcopi auctoritas necessaria est pro extrahendis è clausurâ monialibus, etiam ab illius ordinariâ jurisdictione exemptis, in ipsis casibus litteraliter expressis in bullâ S. Pii V, quis unquàm suadere poterit episcopi auctoritate opus non esse ubi agatur de aliis casibus qui in bullâ nequaquàm expressi sunt, sed ad illius dispositionem solâ ratiocinationis subtilitate pertracti?

IX. Neque verò prædictis tantùm limitibus circumscribitur delegata jurisdictio episcopi in regulares, sed longè ulteriùs protenditur. Etenim coercitioni episcopi fiunt obnoxii regulares excipientes confessiones secularium sine acceptâ ab episcopo facultate, contra decretum Tridentini, sess. 23, c. 15, de Reform.; item excipientes confessiones monialium, etiam suo ordini subjectarum, sine prævià episcopi approbatione, juxta constitutionem 16 Gregorii XV, Bullar. t. 3, et juxta constitutionem 10 Clementis X, § 4, Bullar. t. 7, p. 30. Hi enim pontifices, justis gravibusque de causis, quas refert Fagnanus in cap. *Cùm capella*, de Priv., hoc disciplinæ caput statuerunt, ut, quamvis prælati regulares sacerdotibus regularibus sibi subjectis, etiam ab episcopo non approbatis, et sine illius licentiâ facultatem tribuant excipiendi confessiones suorum collegarum regularium, minimè tamen valeant monialibus sui ordinis, quantùmvis eorum gubernio subjectis, inconsulto episcopo, et sine illius approbatione, confessarios ordinarios aut extraordinarios deputare; ut videre est in citatis eorum constitutionibus, quæ licèt in Hispaniarum regnis suspensæ fuerint in vim cujusdam brevis Urbani papæ VIII, relati apud Lezanam, consil. 40, n. 116, in aliis tamen orbis catholici regionibus, pro quibus ejusmodi brevia suspensiva non prodierunt, omnimodæ executioni demandari debent; quemadmodùm ultramontani etiam scriptores fatentur, Thomassinus, de veteri et novâ Ecclesiæ Disciplinâ, p. 1, l. 3, c. 40, n. 7; Van-Espen, Juris ecclesiastici t. 2, tit. 6, de Sacram. Pœn., n. 21; Cabassutius, in Theor. et Prax. jur. canon., l. 1, c. 11, n. 18; Genett., in Theol. mor., t. 4, tract. 6, de Sacram. Pœnit., c. 8; Natalis Alexander, in Theol. dogm. et mor., l. 2, de Sacram. Pœnit., art. 10, reg. 7.

X. Ad idem rerum genus pertinent ea quæ sequuntur: Sacra Trident. synodus, sess. 25, c. 10, de Regul., providè constituit ut superiores etiam regulares monialibus sibi subditis confessarium extraordinarium bis aut ter in anno offerre tenerentur. Sed, quoniam hujusmodi confessarius semper ex ipso superioris regularis ordine deligebatur, idque pusillos fortè mulierum animos in graves sæpè angustias conjiciebat; sub Innocentio papâ XIII, post diuturnum examen circa plura disciplinæ capita, quæ pro Hispaniarum regnis definienda aut stabilienda proponebantur, habitum in congregatione particulari ad id deputatâ, cui nos, tunc in minoribus constituti, secretarii officium præstitimus, hoc etiam constitutum fuit, ut superiores regulares monialibus sibi subjectis semel saltem in anno confessarium extraordinarium deputarent presbyterum aliquem ad id approbatum, secularem, vel alterius ordinis regularem; quòd si id ab ipsis negligeretur, tunc episcopi, pro suî arbitrio et conscientiâ, deputationem hujusmodi facere valerent, nec illa quovis titulo aut prætextu à superioribus regularibus impediri posset; ut videre est in litteris apostolicis ab Innocentio XIII editis, quarum initium est: *Apostolici ministerii*, quasque deinceps à Benedicto XIV in formâ specificâ confirmatas, nos ipsi, ad supremum pontificatum assumpti, hâc in parte, ad universum orbem catholicum expressè extendimus, et ampliavimus per nostram constitutionem, quæ incipit: *Pastoralis curæ*, quæque extat t. 2 Bullarii nostri, n. 56.

XI. Utque alios aliquot casus enumerando exequamur, in quibus regulares subjecti sunt episcopis tanquàm Sedis Apostolicæ delegatis, omittendi non sunt renuentes accedere ad publicas processiones, contra decretum concilii Trident., sess. 25, c. 13, de Regul.; prædicantes in ecclesiis suorum ordinum, episcopo contradicente, vel non petitâ ab eo benedictione, aut in alienis ecclesiis sine ejusdem episcopi licentiâ, contra decreta ejusdem Trid., sess. 5, c. 2, de Reform., et sess. 24, c. 4, ac citatam constitutionem *Inscrutabili* Gregorii XV; non servantes interdictum ab episcopo latum, aut dies festos ab episcopo indictos, vel recusantes promulgare censuras jussu episcopi denuntiandas, contra decretum sess. 25, c. 12, de Regul; conferentes litteras dimissoriales, aut ordines suis subditis secularibus, contra decretum sess. 23, c. 10; publicè docentes, non emissâ priùs fidei professione coram episcopo loci, ad normam constitutionis Pii IV, editam an. 1564; graviter delinquentes in administratione cujuslibet Sacramenti, quemadmodùm expressè sancitum fuit à Gregorio XV in eâdem constitutione *Inscrutabilis*, § 4; notoriè et cum scandalo delinquentes extra claustra; hi quippe, juxta constitutionem Clementis VIII, editam 8 martii 1696, puniri possunt ab episcopo, nisi superior regularis, ab episcopo admonitus, intra ei præfixum ab eodem episcopo tempus, illos punierit, et de punitione episcopum certiorem fecerit; delinquentes in personam ipsius episcopi, ejusque jurisdictionem impedientes, juxta decretum sacræ congregationis concilii, à Gregorio XIII approbatum, de quo Fagnanus in cit. cap. *Grave*, n. 76, transgredientes decretum ab Alexandro VII editum die 27 septemb. 1659, quo privilegia concessa prælatis episcopo inferioribus quoad usum pontificalium intra certos terminos coarctantur, et locorum episcopis potestas datur, decreti transgressores censuris coercendi; præsumentes dare habitum sui ordinis mulieribus tertiariis, non collegialiter viventibus, inconsulto episcopo; privilegia enim quæ ad id faciendum olim regulares habuerant, ita hodiè sunt limitata ut nulli queant habitum prædictum conferre sine licentiâ episcopi; ad quem pariter pertinet præmittere examen conditionum quas sacræ Urbis congregationes in mulieribus exigunt, quæ inter prædictas tertiarias cooptari petunt; de quâ re pluribus nos disseruimus in nostrâ inst. 29, ubi edidimus regularibus, priusquàm à loci ordinario facultatem obtineant, de quâ est sermo, onus incumbere hæc ritè probandi: primò scilicet, se privilegium habere à Sede Apostolicâ concedendi sui ordinis habitum feminis non collegialiter viventibus; secundò, feminas habitum actu petentes, esse probatæ vitæ, bonisque moribus præditas; tertiò, eas suæ ætatis annum agere quadragesimum; quartò, tot annuos reditus ex propriis bonis percipere, quot sunt ad earum alimoniam necessarii; quintò denique, non cum aliis eas cohabitare quàm cum personis in primo tantùm consanguinitatis vel affinitatis gradu sibi conjunctis; aliquâ verò ex his conditionibus deficiente, debet ordinarius petitam licentiam denegare. Quæ omnia in prædictâ nostrâ *institutione* præscripta, jam antea expensa à nobis pariter fuerant, occasione cujusdam causæ Mazarien. sacræ congregationi concilii, cujus secretarii munere tunc temporis fungebamur, propositæ, et decisæ 10 mai 1727, Thesaur. resolut. tom. 4, pag. 55.

XII. Sed tædet jam cætera prosequi, in quibus regulares delegatæ subjacent episcopi jurisdictioni. Qui singula exactè et minutissimè descripta videre desiderat, citatos legat Chokier, et Fagnanum. Interim nos concludimus integrum esse episcopo in synodalibus constitutionibus hanc suam exercere delegatam auctoritatem in regulares, et quandoque expedire ut id faciat, ad illos continendos in officio, et irrepentes abusus cohibendos.

CAPUT XVI.

Modus adhibendus in constitutionibus respicientibus regulares.

I. Etsi regulares non ignorent se in prædictis casibus episcoporum subdi jurisdictioni, cùm tamen in synodalibus constitutionibus se tangi sentiunt, eas multis

nominibus impugnare conantur; quod à longâ ejusmodi rerum experientiâ edocti sumus. Synodale decretum quandoque incusant, eò quòd ita conceptum sit ut videatur plus juris episcopo tribuere quàm ei competat; reclamant aliquando adversùs decreti verba, eò quòd ordinariam potiùs quàm delegatam jurisdictionem videatur episcopo asserere; conqueruntur interdùm aliquid in synodo esse universim, et veluti per modum regulæ statutum, quod solùm in certis et peculiaribus facti circumstantiis poterat ab episcopo decerni, ne secùs regularium privilegia violaret. Operæ autem pretium erit hæc omnia opportunis exemplis explicare.

II. Episcopus Midensis in suâ primâ constitutione synodali, excommunicationis vinculo ipso facto innodatum voluit et pronuntiavit quemcumque, sive secularem sive regularem, quovis modo exemptum, qui, sine suî auctoritate et licentiâ quodcumque Sacramentum administraret personis secularibus, aut aliâ ratione in cujuslibet Sacramenti administratione delinqueret. Conformis profectò videbatur hujusmodi constitutio superiùs indicatæ sanctioni Clementis V, in Clem. 1, de Priv., ubi anathemate percelluntur regulares Sacramentum Eucharistiæ, aut extremæ Unctionis, sive clericis sive laicis administrantes, vel *Matrimonia solemnizare*, hoc est, ut ibidem explicat Glossa, solemnem benedictionem conjugibus impertiri præsumentes sine licentiâ parochi. Cohærere pariter videbatur laudatæ constitutioni 18 Gregorii XV, *In cujus*, § 4. Episcoporum coercitioni supponuntur regulares sine legitimâ facultate sese ingerentes in iis quæ pertinent ad animarum curam, aut quodlibet Sacramentum ministrantes absque prævîâ episcopi approbatione et licentiâ.

III. Sed, quanquàm hæc ita se habeant, attamen prædicta constitutio, verbis nimiùm indefinitis concepta, acriter fuit à regularibus impugnata ob rationes quas subnectimus. Summus pontifex Paulus IV, in suâ constitutione impressâ in Bullario Rodriguez, permisit fratribus Minoribus distribuere sacram Eucharistiam in suis ecclesiis omnibus Christi fidelibus illam petentibus, solâ exceptâ die Paschatis resurrectionis dominicæ. Ejusmodi privilegium, confirmatum à S. Pio V, ad omnes regulares, *per communicationem*, ut aiunt, extensum est. Verùm, quia Eugenius IV, in suâ constitutione *Fide digna*, 24, pag. 33, t. 3, p. 3, Bullar., jampridem declaraverat tempus paschale, intra quod integrum est fidelibus annuæ perceptionis Eucharistiæ præcepto satisfacere, non unius, sed quindecim dierum spatio, hoc est à dominicâ Palmarum ad dominicam in Albis, intercludi, dubitatum fuit an sub limitatione præfati privilegii, regularibus concessi, sola intelligenda esset dies Paschatis, an potiùs omnes comprehenderentur prædicti quindecim dies. Controversia, de quâ plura Diana, t. 2, Edit. coord. de eccles. Commun., resp. 17, usque ad 24; Lezana, oper. t. 2, verb. *Eucharistia quoad regulares*, n. 2, et Tambur., de Jur. abbat., t. 2, disp. 3, q. 3, n. 2 et 3, sæpiùs discussa fuit in sacrâ congregatione concilii, quæ censuit solâ die solemnitatis Paschatis absolutè prohiberi regulares ne Eucharistiam in suis ecclesiis porrigant secularibus, etiamsi isti jam antea annuæ communionis præceptum in propriâ parochiâ impleverint; aliis verò diebus impediri non posse quominùs illam distribuant, modò seculares eucharistico pane in eorum ecclesiis refecti, non se solutos arbitrentur ab obligatione illum percipiendi à proprio sacerdote. Ex multis quæ proferri possent, duo seligimus sacræ congregationis decreta : primùm prodiit in causâ Burdigalen., 9 julii 1644, iterùmque confirmatum fuit in unâ Senonen., 11 junii 1650, l. 19 Decret., pag. 54, cujus verba sunt : *Sacra congregatio concilii, post maturam discussionem, censuit archiepiscopum Burdigalensem non posse prohibere regularibus habentibus privilegia apostolica, ut à dominicâ Palmarum usque ad dominicam in Albis inclusivè non valeant ministrare personis secularibus Sacramentum comm.; posse tamen iisdem prohibere ut personis secularibus die Paschatis non administrent dictum Eucharistiæ Sacram., etiamsi dictæ personæ seculares satisfecissent præcepto Ecclesiæ hâc de re edito.* Alterum emanavit in causâ Mechlin., an. 1682, quod in sacræ congregat. Actis ita legitur annotatum : *Parochi loci Lovanii conquerentes sanctissimum Eucharistiæ Sacram. personis secularibus ministrari à dominicâ Palmar. usque ad dominicam in Albis à regularibus, et præsertim societ. Jesu, prætextu privilegiorum, unde arguunt juribus parochialibus præjudicium inferri, et Ecclesiæ præceptum eludi, cùm non desint falsò asserentes se in eccl. regular. illi satisfecisse; libellum porrexerunt sanctiss. domino nostro, ut hisce malis occurreret, vetando regularibus ne vrœfato tempore dictum Sacram. audeant ministrare. Cum autem sanctitati suæ placuerit ad sacram congreg. conc. remittere hujusmodi preces, patri procuratori provinciæ societ. Jesu successivè communicatas, proponitur dubium : An patres societ. Jesu aliique regulares possint ministrare sanctissimum Euchar. Sacram. personis secularibus à dominicâ Palmarum usque et per totam dominicam in Albis. Cui dubio, die 31 januarii ejusdem anni 1682, responsum fuit affirmativè, excepto die Paschatis; ita tamen ut in aliis diebus sumentes Euchar. à regularibus intra duas hebdomadas Palmarum et Paschatis, non satisfaciant præcepto.*

IV. Jam verò hisce decretis, sæpiùs à sacrâ congregatione renovatis, etiam die 14 januarii 1736, in causâ Suessanâ jurium parochialium, de quâ in Thes. resol., tom. 7, pag. 161 et 181, apertè contraire dicebant regulares præfatam constitutionem episcopi Midensis, cujus verba adeò generalia erant ut viderentur liberam facultatem ipsis auferre etiam Eucharistiam in suis ecclesiis quâlibet anni die ministrandi. Et quia, synodalis constitutionis verbis ritè expensis, justa deprehensa est regularium querimonia, ideò sacra congregatio concilii, die 24 augusti 1686, eamdem constitutionem corrigi et reformari jussit.

V. Nullus autem regularium querimoniæ esset locus, si episcopus illis interdiceret ne solemni dominicæ resurrectionis die ulli secularium sacram Eucharistiam audeant ministrare, aut si severissimis pœnis eorum refrenaret insolentiam, qui eam falsam nec certè tolerandam doctrinam in vulgus disseminarent, annuæ scilicet communionis præcepto posse fideles in eorum ecclesiis satisfacere : etenim hæc propositio non solùm est apertè contraria decretali Innocentii III, in cap. *Omnis utriusque sexûs*, ejusdemque decretalis communi usuque comprobatæ acceptioni, verùm etiam contradicit ipsismet apostolicis, de quibus gloriantur, privilegiis : in his enim facultas fit regularibus ministrandi in suis ecclesiis sacram Eucharistiam personis secularibus, expressè et nominatim exceptâ die Paschatis Resurrect. Domini, uti audivimus. Quare, cùm circa an. 1630 quidam Patritius Cahil, parochus Dublinensis, inter cæteras propositiones, quas à nonnullis regularibus in Hibernîâ degentibus doceri ac spargi audierat, et quarum judicium à facultate theologicâ academiæ Sorbonensis postulavit, hanc etiam ab iisdem regularibus prolatam ad eamdem facultatem detulisset : *Parochiani non tenentur in propriâ parochiâ communicare in Paschate;* etsi regulares, qui cæteroquin alias propositiones de quibus accusabantur, unquàm à se assertas negabant, hanc unam, consueto suorum privilegiorum obtentu, pro viribus nisi sint defendere, impedire nihilominùs non valuerunt ne eidem hæc, quam jure merebatur, inureretur censura : *Propositio falsa, scandalosa, et temeraria;* quemadmodùm refertur in opere inscripto : Collectio judiciorum, etc., edito Parisiis anno 1727, pag. 324, 329 et 336.

VI. Idem episcopus Midensis, in suâ synodali constitutione octavâ, expressè denuntiaverat se nulli sive secularium sive regularium ordines collaturum,

qui non servàsset temporum interstitia à concil. Trid. præscripta; à quibus an quempiam absolvendum Ecclesiæ necessitas, aut utilitas exposceret, id non à prælato regulari, sed à se fore dijudicandum, edixerat. Hæc pariter constitutio innixa videbatur Trid., sess. 25, c. 11 et 13, de Reform., quibus in locis soli episcopo permittitur causam examinare propter quam sit aliquis citiùs quàm jura requirant ad altiorem ordinem promovendus. Fiiciri insuper videbatur pluribus decisionibus sac. congreg. conc., quæ sæpiùs censuit, à sacrâ Trid. synodo, soli episcopo ordines collaturo, nequaquàm autem prælato regulari, litteras dimissoriales concedenti suo subdito regulari, facultatem fieri hunc ex justâ causâ ab interstitiorum lege eximendi. Ita quippe ab eâdem responsum comperimus in *Nullius*, 31 junii 1597, l. 9 Decret., pag. 18, in Aquen., mense julii 1589, l. 6 Decret., pag. 18 et in N. N., 12 septemb. 1609, l. 11 Decret., pag. 65. Attamen, quia Sedes Apostolica, post Trident., nonnullis regularium ordinum institutis privilegium concessit exemptionis ab interstitiis, idcircò sacra congregatio, prædictâ die 24 augusti 1686, rescripsit etiam hanc constitutionem synodalem Midensem *esse reformandam quoad eos regulares qui habent privilegium concessum post Tridentinum.*

VII. Aliud rei, de quâ agimus, exemplum spectat facultatem administrandi Sacramentum Pœnitentiæ. Bonifacius VIII, in cap. *Super cathedram*, de Sepulturis, inter extravag. commun., statuit non posse regulares secularium confessiones excipere *sine licentiâ, gratiâ et beneplacito* episcopi in cujus diœcesi commorantur. Benedictus verò XI, in cap. *Inter cunctas*, de Privilegiis, pariter inter extravag. commun., decrevit superiores regulares debere quidem significare episcopo fuisse à se quosdam sui ordinis fratres deputatos ad audiendas secularium confessiones, non tamen teneri eorumdem fratrum nomina exprimere, nec certum numerum designare; voluitque insuper ut, nisi episcopus intra triduum ad confessiones excipiendas approbâsset quos prælatus regularis ita confusè eidem significaverat, iidem nihilominùs possent Sacramentum Pœnitentiæ, auctoritate Apostolicâ, secularibus administrare. Verùm hanc Benedicti XI sanctionem abrogavit Clemens V, in Clement. *Dudùm*, de Sepulturis, restauravitque constitutionem editam à Bonifacio VIII, quam denuò renovavit Tridentinum, sess. 13, c. 5 de Reform., edicens nulli regularium fas esse secularium, etiam sacerdotum, confessiones excipere sine episcopi approbatione. Hanc porrò approbationem, seu licentiam, posse ab episcopis concedi regularibus ad certum tempus, et limitari ad certum duntaxat genus personarum, disertè declarârunt Clemens X, in suâ constitutione 10, § 4; Urbanus VIII, in suis apostolicis litteris in formâ brevis, anno 1639, datis in causâ moti litigii inter cardinalem Sandovalem et regulares illius diœcesanos; Innocentius XIII, in suâ constitutione super ecclesiasticâ disciplinâ in regnis Hispaniarum, editâ die 13 maii 1723, et confirmatâ à Benedicto XIII, die 23 septembris 1724, aliâ constitutione, quæ extat in Appendice ad concilium Romanum anni 1725; atque opposita doctrina, quam regularium plerique venditabant, proscripta est ab Alexandro VII, qui, teste Cabassutio in Theor. et Prax. jur. canon., l. 1, c. 10, n. 13, die 30 januarii 1659, hanc propositionem *: Non possunt episcopi limitare seu restringere approbationes quas regularibus concedunt ad confessiones audiendas, neque ullâ ex parte revocare;* declaravit *falsam, temerariam, scandalosam et erroneam;* quæ omnia videri possunt in nostrâ inst. 86.

VIII. His ita per Tridentinum concilium et per apostolicas constitutiones decretis atque firmatis, accesserunt opportunæ declarationes dubiorum quibus vexari non destitit sententia textûs, licèt plana et aperta, tum ipsius concilii, tum prædictarum constitutionum; de quibus declarationibus à nobis fusiore calamo actum est in citatâ nostrâ inst. 86. Accesserunt acquiescentiæ significationes solemniter editæ à superioribus ordinum regularium, qui et agnoverunt et ultrò acceptârunt quæcumque decreta fuerant circa necessariam episcopalem approbationem, ubi regulares excipere velint secularium confessiones, seque præmissis legibus teneri propriâ subscriptione professi sunt; ut accidit Parisiis in solemni actu, relato per extensum in tom. 3 celebris Collectionis judiciorum, pag. 45. Post hæc omnia, quis crederet aliquod adhuc reluctantiæ et contradictionis germen excidendum superfluisse? Et tamen ita se res habuit. Notæ sunt Anglicanæ ecclesiæ calamitates post illius regni separationem à catholicâ unitate ac fide; et satis compertum est quantâ curarum et sollicitudinum mole Apostol. Sedes operam dederit ut pauci Catholici qui ibidem relicti sunt, in sanctæ religionis integritate permanerent, et quot in eum finem ecclesiastici regiminis formas atque rationes excogitare debuerit, donec ven. servus Dei Innoc. papa XI, per suas litteras in formâ brevis, an. 1688 editas, id tandem constituit, ut tres vicarii apostolici, episcopali charactere insigniti eum titulis ecclesiarum in infidelium partibus existentium, per diversas illius regni regiones opportunè divisas constituerentur, qui Catholicorum in iis degentium spirituale regimen gererent. Adversùs hosce vicarios apostolicos controversiam excitârunt missionarii regulares, contendentes confessariorum ministerium à se exerceri posse erga seculares personas absque illorum approbatione; tum quia eorumdem auctoritas, rigorosè loquendo, ordinaria dici nequit; tum quia conciliaria decreta et apostolicæ Constitutiones de episcopis ordinariis locorum verba faciunt; tum denique quia retroactis temporibus ipsi regulares missionarii, annuentibus Romanis pontificibus, et præsertim Urbano papâ VIII, secularium confessiones exceperant sine approbatione superioris ecclesiastici, quantùmvis episcopi titularis. De hâc controversiâ non semel actum est in congregat. Urbis; cùmque in ipsis animadversum fuerit apostolicos ejusmodi vicarios deputatos fuisse, et adhuc deputari cum iis facultatibus *quibus ordinarii in suis civitatibus et diœcesibus utuntur:* ex eo autem quòd certis concurrentibus circumstantiis permissum fuerat non rectè inferri quid obtinere debeat, cùm immutatus fuerit rerum status; iteratis vicibus decretum fuit regulares missionarios non posse secularium confessiones audire, nisi impetratâ priùs approbatione à vicariis apostolicis, quibus nempe subjecti esse debebant in concernentibus curam animarum, et Sacramentorum administrationem. Atque hæc decreta apostolicâ auctoritate confirmata fuerunt tum olim ab Innocentio XII, per litteras in formâ brevis datas die 5 novembr. 1696 tum etiam à nobis ipsis per similes litteras datas die 2 sept. 1745.

IX. Non defuit tamen qui in tuendâ exercendâque hâc in re episcopali auctoritate modum excederet. Episcopus quidam sibi licuisse autumabat in suis synodalibus constitutionibus prohibere ne ullus regularium, etsi cæteroquin à se approbatus, accederet ad domum secularium ægrotantium ut eorumdem confessiones inibi exciperet, sine speciali licentiâ parochi proprii ejusdem ægrotantis. Displicuit hæc constitutio regularibus, eò quòd ea non tam imminui quàm prorsùs ipsis auferri videretur facultas audiendi secularium confessiones; neminem quippe facilè reperiri aiebant, qui velit sanus confessarium eligere, à quo nequeat ægrotans, et mox fortassè decessurus, sacramentalem absolutionem obtinere; suas proinde adversùs decretum querelas ad sacram congregat. concilii detulerunt; eaque, sive ob prædictam rationem, sive potiùs ne ægrotantes privarentur solatio peccata sua aperiendi confessario quem optarent, die 14 decemb. 1658, synodalem constitut. ita temperandam censuit ut liberum quidem esset regularibus, jam ab episcopo approbatis, accedere ad domos secularium morbo

laborantium, ibique Sacramentum Pœnit., iisdem administrare, hâc tamen adjectâ lege, ut tenerentur exceptæ confessionis attestationem in schedulâ scriptam in eâdem domo relinquere, quâ certior fieret parochus de peractâ ab infirmo sacramentali confessione, ut tutò deinde posset cætera Sacramenta eidem conferre.

CAPUT XVII.

Aliæ exponuntur earumdem querelarum causæ.

I. Hæc de primâ querelarum causâ. Alteram, quam, non decretum, sed potiùs decreti verba interdùm regularibus suppeditant, unicum patefaciet exemplum. Sacrum concilium Tridentinum, sess. 25, c. 1, de Regul., præcipit *ut omnes regulares, tam viri quàm mulieres, ad regulæ quam professi sunt, præscriptum, vitam instituant et componant.* Hinc autem factum est ut nonnulli episcopi non dubitaverint hanc Trident. sanctionem in suis synodis renovare, idemque ac totidem ferè verbis iterùm decernere. Enimverò, cùm episcopi, in suâ quilibet diœcesi sacrorum canonum custodiam habere, atque in id potissimùm incumbere debeant, ut quotquot Deo devincti, atque Ecclesiæ obsequiis sunt specialiter mancipati, canonum statuta religiosè custodiant; ad eos quoque pertinet invigilare ut regulares ad regulam quam professi sunt, suam vivendi rationem componant. Atque, ut missa faciamus quamplurima provincialia concilia quæ, ante concessam regularibus exemptionem ab episcopi jurisdictione, exactam propriæ regulæ observationem iisdem et commendârunt, et statutis in transgressores pœnis districtè præceperunt, synodus provincialis Bituricensis anni 1336, t. 7 Collect. Harduini, col. 1669, quamvis non minùs quàm diœcesanâ, jurisdictione careret in regulares, nihilominùs, c. 1, ait: *Statuimus, præcipimus et ordinamus quòd religiosi, cujuscumque status fuerint, capitulum* Ne in agro, *et alias decretales editas super regularibus institutis, et constitutiones inviolabiliter custodiant et observent;* et synodus Burdigal., habita post Trident., anno nimirùm 1583, t. 10 Collec. Harduini, col. 1366, c. 25, inquit: *Superiores atque præpositi omnium monasteriorum et ordinum omnem curam et diligentiam adhibeant, tam in capitulis provincialibus, quàm in monasteriorum, etiam commendatorum, visitationibus, ut ipsorum inferiores ac subditi ex præscripto suæ professionis vitam instituant, et paupertatis, castitatis, obedientiæ, ac, si quæ sunt alia cujusvis monasterii peculiaria vota et præcepta, fideliter et inviolatè observent.* Sed, quanquàm hæc nemo inficiari audeat, attamen sæpiùs à regularibus accusatum est verbum illud *præcipimus*, seu *statuimus*, in synodalibus constitutionibus usurpatum: eo siquidem denotari dicebant ordinariam episcopi in ipsos auctoritatem, et jurisdictionem, et non meram custodiam, atque vigilantiam super observatione eorum quæ aut à jure communi, aut à pontificiis constitutionibus, aut à propriis cujusque ordinis institutis, sunt regularibus injuncta. Quapropter sacra congregatio concilii justam agnoscens regularium querelam, verbum illud *præcipimus*, seu *statuimus*, nedùm à diœcesanæ, verùm etiam à provincialis synodi constitutionibus jussit expungi, et decretum in hunc modum reformari: *Intelligant regulares se teneri ad regulæ quam professi sunt præscriptum vitam instituere*, sicut testantur Fagnanus, in cap. *Quod super his*, n. 25, de Major. et Obed.; et Matthæucc. de Official., cap. ult., n. 3 et seq.

II. Tertiam demùm occasionem impugnandi synodalia statuta quam à regularibus inde arripi diximus, quòd nimirùm generatim atque instar regulæ tradant quæ in peculiaribus facti circumstantiis unicè determinari possunt, duo demonstrabunt exempla. Summus pontifex Clemens VIII, die 15 martii 1596, prævio consilio sacræ congregationis concilii, sancivit, non licere prælato regulari litteras dimissoriales concedere suis subditis regularibus ad ordines suscipiendos à quocumque antistite, sed teneri illas dirigere ad episcopum diœcesanum in cujus scilicet diœcesi degit regularis ordinibus initiandus: si verò episcopus diœcesanus abfuerit, aut non sit ordinationem habiturus, tunc permisit prælato regulari suos subditos dimittere ad quemcumque antistitem, dummodò non in fraudem, hoc est de industriâ, litteras dimissoriales illis dare distulerit ad tempus quo prævidebat diœcesanum episcopum abfuturum, aut ordinationem non habiturum; quod quidem multis de causis quandoque fieri contingit, et præcipuè ut regularis ad ordines promovendus, qui juxta ejusdem Clementis VIII sanctionem, suæ scientiæ experimentum subire debet coram episcopo, à quo ordines petit, declinet examen quod ab episcopo diœcesano severiùs institui solere novit.

III. Hoc decreto, de quo nos prolixè tractavimus in nostrâ Instit. 23, suffulti aliquot episcopi, in suis constitutionibus absolutè illicitas, pronuntiârunt ordinationes regularium qui, cùm tempus imminet ordinationis, è loco recedunt ubi antea degebant, et ad alteram commeant diœcesim à cujus episcopo ordines suscipiunt, et paulò post ad pristinum locum redeunt: omnes quippe prædictæ circumstantiæ recessûs et reditûs vehementem inducunt præsumptionem fraudis, quam abesse voluit Clemens VIII, ut regulares ab alieno episcopo, et non à proprio loci in quo commorantur licitè ordines suscipere valeant. Enimverò, si minor aut mulier è patriâ recedat, aliò se conferat, ibique aliter quàm patriæ leges requirant contractum ineat, ac, stipulatione secutâ, in patriam se recipiat, id in fraudem statuti in patriâ vigentis factum præsumitur, juxta ea quæ allegantur à rotâ, decis. 17, n. 17 et seq., part. 13 Recent.

IV. Et nihilominùs sacra congregatio concilii, ejusmodi episcoporum constitutionibus ad trutinam positis, in causâ Neapolitanâ, die 5 septembris 1682, censuit, non posse in re præsenti universalem regulam constitui, sed judicium eliciendum esse ex peculiaribus facti circumstantiis. Quamvis enim ex iis quæ enarravimus vehemens oriatur fraudis præsumptio, hæc tamen præsumptio aliis contrariis præsumptionibus debilitari et elidi potest. Etenim, quod attinet ad ipsos subditos regulares ordinibus initiatos, hi facilè se excusare valent prætextu obedientiæ debitæ suis superioribus, à quibus aliò se conferre, et paulò post ad priorem conventum jussi sunt redire, quin rationem sciant propter quam id fuerit ipsis imperatum; superiores verò statim obtendunt necessitatem monasterii, quod brevem tantùm et non diuturnam exigebat permanentiam illius religiosi quem illùc miserunt. Quamvis autem ejusmodi excusationes interdùm falsæ sint in oculis Dei hominum corda perscrutantis, non tamen illicò falsæ probari queunt in foro Ecclesiæ. Quamobrem integrum quidem erit episcopo laudatam Clementis VIII sanctionem suis synodalibus constitutionibus inserere, ejusque exactam observationem regularibus indicere atque inculcare, quod in plerisque diœcesanis synodis, tam Italiæ quàm Galliæ, prudenter factum refert Hallier. de sacris Ordinat., part. 2, sect. 5, c. 3, art. 8, § 1. Fas etiam erit eidem illicitam quandoque pronuntiare ordinationem regularis quem ex specialibus facti circumstantiis cognoscat verè in fraudem è suâ diœcesi abiisse, ut alibi ordines reciperet; licebit præterea universim declarare regularium è diœcesi discessiones, imminente ordinationis tempore, et subitas ad eamdem regressiones, postquàm alibi sunt ordinibus initiati, nunquàm carituras fraudis suspicione; verùm, propter indicatas rationes cavendum ei erit ne generatim et veluti per modum regulæ, illicitas et fraudulentas statuat habendas omnes omninò ordinationes regularium è suâ diœcesi discedentium, et post susceptos ab alio episcopo ordines iterùm in eamdem sese recipientium.

V. Alterum ejusdem rei haud absimile exemplum nobis exhibet facultas prædicandi in synodalibus con-

stitutionibus nimiùm quandoque regularibus limitata. Evangelicæ prædicationis ministerium episcopis præcipuè esse concreditum nemo dubitat; apostolis quippe, in quorum vices et munus episcopi successerunt, Christus Dominus, cœlos conscensurus, peculiariùs præcepit : *Euntes in mundum universum, prædicate Evangelium omni creaturæ;* quod illi adeò districtè ad se pertinere existimârunt, ut cætera potiùs apostolatûs munia quàm prædicationis officium aliis committenda duxerint, cùm, Act. 6, agentes de diaconorum electione, discipulorum multitudini dixerunt : *Non est æquum nos derelinquere verbum Dei, et ministrare mensis. Considerate ergo, fratres, viros ex vobis boni testimonii septem, plenos Spiritu sancto et sapientiâ, quos constituamus super hoc opus. Nos verò orationi et ministerio verbi instantes erimus.* Hinc apostolus Paulus, 1 ad Cor. 1, de se ait : *Non misit me Christus baptizare, sed evangelizare;* et ad Timotheum scribens, Ep. 2, c. 2, eum ad prædicationis opus, tanquàm sui muneris præcipuum, hortatur, inquiens : *Prædica verbum, insta opportunè, importunè, argue, obsecra, increpa in omni patientiâ et doctrinâ.* Persuasum id fuit sanctissimis ecclesiarum præsulibus, qui non solùm prædicationis ministerium per semetipsos religiosè explebant, sed illud recensentes inter proprias et peculiares pastoris curas, nullum, ne presbyterum quidem, coram se è suggestu prædicare permittebant, nisi rarò admodùm, atque ex suî jussione, et singulari quâdam delegatione. Colligimus hoc ex Possidio de Augustino, in ejus Vitâ, c. 5, narrante eum à Valerio, Hipponensi episcopo, deputatum fuisse ad sui loco concionandum *contra usum et consuetudinem Africanarum ecclesiarum*, ubi solus episcopus prædicandi officio fungebatur. Chrysostomo itidem eximiæ et singulari laudi vertit Palladius, quòd nondùm episcopus factus *vices episcopi ageret in prædicatione verbi Dei.* At in sequentibus seculis episcopi, sive aliis curis nimiùm distenti, sive prædicationis muneri ritè obeundo impares, illud etiam coram se peragendum aliis demandare passim consueverunt : quocirca Patres concilii Valentini III, anni 855, can. 16, sese mutuò ad verbi ministerium excitantes, novâque lege astringentes, illud vel per se, vel per alium ministrare, sibi invicem permiserunt, aientes, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 94 : « Ut unusquisque nostrûm, sive per se, sive per aliquem vel aliquos ex ministris ecclesiæ fideliter doctos, ita verbum prædicationis tam in urbe, quàm foris in plebibus exhibeat, ut omninò eis admonitio et exhortatio salutaris deesse non possit. » Eamdem permissionem prædicandi per idoneum substitutum episcopis fecerat Ludovicus Pius, Capitular. l. 1, c. 105, inquiens : « Episcopos monemus ut sive per se, sive per vicarios, pabulum verbi divini sedulò populis annuntient. » Non proinde tamen unquàm episcopi penitùs subtracti fuêre ab onere verbum Dei ore proprio annuntiandi : id siquidem, utpote à Christo Domino eorum humeris impositum nunquàm à se abjicere valent, juxta doctrinam D. Thomæ, 3 part., q. 67, art. 2 ad primum, ubi hæc habet : « Utrumque officium, scilicet docendi et baptizandi, Dominus apostolis injunxit quorum vicem gerunt episcopi; aliter tamen, et aliter. Nam officium docendi commisit eis Christus, ut ipsi per se illud exercerent, tanquàm principalissimum. Unde et ipsi apostoli dixerunt, Act. 6 : *Non est æquum nos relinquere verbum Dei, et ministrare mensis.* Officium autem baptizandi commisit apostolis, ut per alios exercendum. Unde et Apostolus dicit, 1 Cor. 1 : *Non misit me Christus baptizare, sed evangelizare*, et hoc ideò, quia in baptizando nihil operatur meritum et sapientia ministri, sicut in docendo. » Sed tunc solùm libertas illis data est aliorum operâ et ministerio uti, cùm ipsi, legitimo detenti impedimento, evangelici verbi panem suis ovibus frangere nequeunt : quod luculenter explicavit Innocentius III, in concilio Lateranensi, cap. 10, relato in cap. 15 de Offic. ordinat., ubi ait : « Cùm sæpè contingat quòd episcopi propter suas occupationes multiplices, vel invaletudines corporales, aut hostiles incursus, seu occasiones alias (ne dicamus defectum scientiæ, quòd in eis reprobandum est omninò, nec de cætero tolerandum), per se ipsos non sufficiunt ministrare verbum Dei populo, maximè per amplas diœceses, et effusas; generali constitutione sancimus, ut episcopi viros idoneos ad sanctæ prædicationis officium salubriter exequendum assumant, potentes in opere et sermone, qui plebes sibi commissas, vice ipsorum, cùm per se iidem nequiverint, sollicitè visitantes, eas verbo ædificent, et exemplo : » et magis disertè Tridentinum, sess. 5, c. 2, et sess. 24, c. 4, de Reform., quibus in locis definivit. *Prædicationis munus esse episcoporum præcipuum, eosque teneri per se ipsos, si legitimè impediti non fuerint, ad prædicandum sanctum Jesu Christi Evangelium.* Cui decreto inhærens S. Carolus Borromæus, in suâ primâ synodo provinciali, Act. eccles. Mediol. part. 1, pag. 2, ita episcopos est allocutus : « Nos auctoritatem sacrosancti Tridentini concilii, et veterum Patrum secuti, in Domino episcopos hortamus, ut toto pectore in hanc curam incumbentes, greges sibi commissos ipsimet, præsertim in ecclesiâ suâ, verbo Dei pascant. Quòd si levi de causâ, aut quodam animi languore impediti, non fecerint, sciant sibi prætermissi necessarii officii judici Deo præcipuè rationem esse reddendam. Sin autem se interdùm verè impeditos cognoverint, per viros idoneos, ex præscripto ejusdem concilii deligendos, hoc munus studiosissimè populo præstent. »

VI. Hanc episcoporum obligationem præ oculis habentes Bonifacius VIII, Benedictus IX et Clemens V, certumque simul putantes eidem, interdùm saltem, ab episcopo satisfieri, cùm concesserunt regularibus privilegium prædicandi in ecclesiis suorum ordinum, atque in communibus plateis, omnes unanimiter, primus quidem in cit. cap. *Super cathedram*, de Sepulturis, alter in cit. cap. *Inter cunctas*, de Privilegiis, inter extravag. commun., et Clemens V, in clem.. *Dudùm*, de Sepulturis, horam exceperunt in quâ ipsemet episcopus prædicat, *vel coram se solemniter prædicare facit;* tunc enim in eâdem civitate, seu oppido, quemlibet inferiorem silere jusserunt, nisi episcopus ipse aliter judicaverit. Et rectè quidem; etenim, cùm solus episcopus in suâ diœcesi sit publicus doctor et magister, indecens profectò est ut, eo docente, quisquam discipulorum docere præsumat. Porrò ad rem præsentem perinde esse videtur, sive ipsemet episcopus magisterii cathedram conscendat, sive alium deputet, qui coram se è suggestu verba faciat : hic quippe tunc non reputatur merus coadjutor, et cooperator episcopi in prædicationis officio, sicuti à citato concilio Lateranensi cæteros nuncupatos audivimus, qui ad annuntiandum Dei verbum ab episcopo destinantur, sed videtur esse speciale instrumentum quo præsens episcopus utitur ad suos animi sensus suo populo manifestandos; eumque ad virtutem et pietatem informandum.

VII. Jam verò nulla unquàm in sacrâ congregatione concilii fuit difficultas circa prohibitionem factam regularibus, ne eâ horâ in suis ecclesiis conciones habeant, quâ episcopus per semetipsum prædicat; sed semper et firmiter censuit ejusmodi prohibitionem in suo robore permanere, atque ad unguem esse servandam. Ita quippe respondit in Pacen. 26 aprilis 1607, ad 4 dub., lib. 89 Positionum, pag. 170; in Bituntinâ 17 februarii 1629, lib. 14 Decretor., pag. 32, in Brundusinâ 10 martii 1645, lib. 17, p. 445; quin imò eadem congregatio semper fuit in sententiâ licere episcopo concionem habere ad populum in quâlibet suæ diœcesis ecclesiâ, etiamsi ad regulares pertineat, juxta ea quæ congesta leguntur tom. 8 Bullarii ord. Prædicatorum, editi ab Antonio Bremond, nunc ejusdem ordinis generali magistro, tit. 3 q. 1, n. 37. Sed sæpiùs quæstio agitata est super se

cundâ prohibitionis parte, quâ interdicitur regularibus ne prædicent quando episcopus *coram se solemniter prædicare facit;* quoniam, etsi eadem congregatio olim respondisset hanc quoque prohibitionem sustineri, attamen Gregorius XIII vehementer dubitavit an id esset usu receptum; sicuti annotatum reperimus in cit. lib. 89 Positionum, p. 171. Enimverò, cùm soleant episcopi concionibus in suâ cathedrali interesse tempore Adventûs et Quadragesimæ, si prædicta prohibitio vigeret, deberent regulares ab habendis in suis ecclesiis concionibus abstinere eo potissimùm tempore quo fideles illas audire solent, et hâc de causâ eorum regularium ecclesias frequentant. Hæc autem ratio tantæ efficacitatis visa est congregationi concilii, ut in allegatâ causâ Pacen. 26 aprilis 1607, dixerit nulli quidem fas esse concionari, quando episcopus ipse per semetipsum ad suum populum verba facit, sed nequaquàm impediri posse regulares ne in propriis ecclesiis conciones habeant, quando episcopus *coram se solemniter prædicare facit*, at postmodùm, eâdem quæstione novo examini subjectâ, in citatâ causâ Brundusinâ 10 martii 1645, eadem congregatio mentem suam clariùs explicans, declaravit id esse intelligendum, cùm episcopus consuetis concionibus interest, quæ per annum fieri solent : sed, si idem episcopus *ex causâ publicâ, convocatis clero, magistratu, et populo, coram se prædicare facit*, tunc illi licere dixit præcipere regularibus ut à prædicando abstineant, atque inobedientes pœnis etiam censurarum coercere. Equidem omnes prædictæ rerum circumstantiæ videntur efficere illam solemnitatem quam jura requirunt ut non liceat eodem tempore regularibus prædicare; secùs verò accidit, cùm tempore Adventûs et Quadragesimæ episcopus concioni adest; tunc quippe non videtur episcopus *facere coram se solemniter prædicare*, sed potiùs concionem audire, quæ etiam eo absente haberetur.

VIII. Quoniam autem in synodalibus constitutionibus, seu episcoporum edictis, non possunt omnia explicari quæ necessaria sunt ad discernendum quandonam cum veritate et proprietate sermonis dici possit *quòd episcopus faciat coram se solemniter prædicare*, idcircò eadem sacra congreg. concilii, ad præcavendas lites et discordias inter episcopum et regulares, die 12 julii 1687, censuit posse quidem episcopum in peculiaribus eventibus, in quibus opportunum reputet solemnem indicere concionem, coram se ab alio habendam, inhibere regularibus ne eâ ipsâ horâ in suis ecclesiis prædicent; minimè tamen expedire ut constitutione seu edicto illis generatim prædicare prohibeat, quotiescumque ipse *coram se solemniter prædicare faciet;* inde enim innumeræ orirentur lites, an hæc aut illa concio coram episcopo habita, iis fuerit prædita qualitatibus, seu comites habuerit conditiones, quas sacra congreg. concil. ad ejusdem solemnitatem requiri declaravit. Fingite episcopum, solâ motum curiositate celebrem quemdam oratorem audiendi, eidem injungere ut solemni quâdam die in suâ ecclesiâ cathedrali pium aliquod argumentum è suggestu exponat, atque, ad eumdem auditorum frequentiâ cohonestandum, clerum convocare, magistratum et populum; nulla profectò tunc suberit justa causa prohibendi ne in aliis ecclesiis, præsertim regularium, concio fiat; et tamen hic casus sub generali constitutionis prohibitione comprehenderetur, à quâ cæteroquin fuisset excipiendus.

LIBER DECIMUS.

DE CENSURIS, DE USURIS ET CONTRACTIBUS, NECNON DE MULCTIS PECUNIARIIS.

CAPUT PRIMUM.

Censuræ, præsertim latæ sententiæ, synodalium constitutionum transgressoribus, nonnisi sobriè et circumspectè infligantur; ubi etiam de potestate dictas censuras ferendi.

I. Censura, uti etiam describit Suarez, de Censuris disp. 1, sect. 1, est pœna spiritualis et medicinalis quâ homini baptizato, delinquenti, ac contumaci, quorumdam spiritualium bonorum usus aufertur ab Ecclesiâ, donec à contumaciâ recedat. Omnium gravissima, teste Aug., lib. de Corr. et Gratiâ, c. 15, est excommunicatio per quam fidelis, non hoc, aut illo spirituali bono privatur, sed tanquàm putridum membrum ab Ecclesiâ abscinditur, atque à fidelium communione, et consortio separatur; quocirca Cypr., ep. 62, eam appellat *gladium spiritalem quo superbi et contumaces necantur, dùm de Ecclesiâ ejiciuntur. Neque enim*, ait, *vivere foris possunt, cùm domus Dei una sit, et nemini salus esse nisi in Ecclesiâ possit;* cui concinit Hieron., ep. olim 1, nunc 14, ad Heliodorum scribens n. 8 : *In veteri quidem lege quicumque sacerdotibus non obtemperâsset, aut extra castra positus lapidabatur à populo, aut, gladio cervice subjectâ, contemptum expiabat cruore; nunc verò inobediens spirituali mucrone truncatur, aut ejectus de Ecclesiâ, rabido dæmonum ore discerpitur.*

II. Quare, cùm rationis et æquitatis principia suadeant pœnam esse commensurandam culpæ, et pro culpæ modo imponendam, consequens inde est nonnisi propter graviorem culpam esse excommunicationem ferendam. Id jampridem edixerant concilium Aurelianense V, anni 549, can. 2, et Arvernense II, paulò post celebratum, can. pariter 2, relato à Gratiano in can. 42, 11, q. 3, inquiens : *Nullus sacerdotum quemquam rectæ fidei hominem pro parvis et levibus causis à communione suspendat;* et concilium Meldense anni 845, can. 56, tom. 4 Collectionis Harduini, col. 1493 : *Quia anathema est æternæ mortis damnatio, et nonnisi pro mortali debet imponi crimine.* Sed, quoniam hæc saluberrima monita è memoriâ excidebant quorumdam Ecclesiæ prælatorum, qui frequenter ob culpas, si non leves, minùs tamen graves, anathematis gladio suas oves percellebant, de quo sæpiùs conquestus est infra allegandus Joannes Gerson; ideò concilium provinciale Colon. I, anni 1536, p. 13, c. 5, t. 9 Collect. Hard., col. 2025, illa renovare atque in omnium prælatorum memoriam redigere curavit, ita decernens : *Cùm excommunicatio pœna sit quâ nulla major est in Ecclesiâ, nec sit excommunicandus quis nisi pro peccato lethali, quòd anathema sit æternæ mortis damnatio, nec infligenda veniat, nisi his qui aliter corrigi non possunt, debebit judex non ante excommunicare quempiam, quàm cognoverit id vel causæ gravitatem, vel ejus qui extra communionem ponendus est, apertam contumaciam, præcepto justo acquiescere nolentis, exigere;* ac demùm Trid. synodus, sess. 23, c. 3, de Ref., omnes Ecclesiarum antistites in hunc modum admonuit : *Quamvis excommunicationis gladius nervus sit ecclesiasticæ disciplinæ, et ad continendos in officio populos valdè salutaris; sobriè tamen magnâque circumspectione exercendus est; cùm experientia doceat, si temerè aut levibus ex rebus incutiatur magis contemni quàm formidari, et perniciem potiùs parere quàm salutem.*

III. Quæ porrò de excommunicatione dicta sunt, intelligi etiam debent de suspensione et interdicto; quanquàm enim pauci quidam doctores, inter quos Cajetanus, in Summ., verb. *Suspensio*, et Medina, Summ. l. 1, c. 11, § 8, affirment suspensionem ob levem culpam ferri posse; idemque de interdicto sentiant Emmanuel Sa, verb. *Interdictum*, n. 7, et Gaspar Hurtado, tract. de Interdicto, difficult. 13, rectiùs tamen Suarez, de Censuris, disp. 4, sect. 4, n. 7, et

disp. 36, sect. 3, num. 2; Vasquez, in 1-2, disp. 158, n. 49; Layman, l. 1 Theol. mor., tract. 5, p. 2, c. 3, n. 2, et p. 4, c. 4, n. 4, docent suspensionem à divinis, seu ab officio et beneficio, ad longum tempus, atque interdictum, etiam personale, nisi partiale sit, sed integrum et totale, nec validè propter culpam levem, nec prudenter propter lethalem, quæ gravioribus non accenseatur, irrogari. Quamvis igitur episcopus ordinariam potestatem habeat ferendi censuras, easque in suarum constitutionum transgressores decernendi, non tamen expedit ut hunc usæ potestatis gladium exerat, nisi ad coercenda graviora crimina. Scimus profectò necesse non esse ut ante superioris legem, quâ aliquid sub censurâ prohibetur, illud jam esset lethaliter malum, sed quandoque contingere tunc primùm graviter malum fieri, cùm à superiore prohibetur sub pœnâ censuræ, quæ certè ejusdem mentionem ostendit obligandi sub mortali; at non decere dicimus ab episcopo aliquid sub gravi præcipi, vel prohiberi, statutâ in transgressores censurâ, nisi materia præcepti, sive ratione suî, sive ratione circumstantiarum, quas inferiùs indicabimus, talis et tanta sit ut hanc pœnam exposcat. De prælatis hæc ait Gerson, tract. de Vitâ spirituali animæ, lect. 4, coroll. 7, tom. 3 oper., col. 42, loquens de excommunicationibus latæ sententiæ : *Qui pro solis incommodis temporalibus evitandis, aut commodis politicis conservandis, æternam vult infligere mortem, cui, quæso, similis erit? illi nimirùm qui volens abigere muscam à fronte vicini, eam securi percutiens, vicinum stolidus excerebravit; aut ei parem dixerim, qui studens curationem modici vulneris in pede equi sui, pedem confestim abrupit, et scidit, equumque peremit.*

IV. In eumdem ferè sensum, longè ante Gersonem, ad Alexandrum II scripserat S. Petrus Damiani, ep. 12, ubi morem reprehendens qui tunc temporis inoleverat, ut cunctis ferè constitutionibus apostolicis subjungeretur anathematis pœna in earumdem transgressores, inquit : *Delinquit itaque, quisvis ille est, in illud apostolicæ Constitutionis edictum et aliquando levi quâdam ac perexiguâ offensione transgreditur; et continuò, velut hæreticus et tanquàm cunctis criminibus teneatur obnoxius, anathematis sententiâ condemnatur. Et cùm, dictante justitiâ, aliâ sit ultione plectendus, qui plus delinquit, aliâ qui minùs excedit; hìc graviter, leviterque peccantis, æqua cunctis et indifferens pœna solius scilicet anathematis, irrogatur... Quamobrem, si sanctæ prudentiæ vestræ placet, hunc morem de cætero à decretalibus paginis amoveri præcipiat, et vel damni pecuniæ, vel alterius cujuslibet ultionis calculum in earum transgressione præfigat; ne, quod aliis est ad tuitionis munimenta provisum, aliis ad perniciem proveniat animarum.*

V. Quòd si, omnium doctorum consensu, grave et enorme crimen requiritur ad irrogandam censuram, etiam quam vocant *comminatoriam*, et *ferendæ sententiæ;* multò sanè gravius et execrabilius esse oportet delictum ob quod infligatur censura latæ sententiæ, quâ nimirùm homo per solam legis transgressionem, nullâ prævià monitione, ejusdem legis ministerio statim perstringitur. Ejusmodi censuras, præcipuè verò excommunicationes latæ sententiæ, visi sunt improbare nonnulli doctores. Godscalcus Rosemundus, theologus Lovaniensis, in suo Confessionali, c. 20, eas è medio prorsus auferri vellet, inquiens : *Valdè inconsultum et periculosum est quòd episcopi in suis statutis, cæteri quoque judices, tam faciles sint in multiplicando censuras; unde expediens esset, ut etiam inquit Gerson, ut omnes constitutionum sententiæ excommunicationis latæ sententiæ, in jure vel statutis contentæ, quarum usus nullus est, aut plus obest quàm prodest, expressa revocatione cassarentur in principiis, et diœcesibus, et in Ecclesiâ universali. Expediens etiam esset ut nulla excommunicationis sententia ferretur de facto à jure, vel judice, neque pro futuro, nisi vro manifestâ contumaciâ, quâ quis ostendit se non paratum audire Ecclesiam.* Verùm hæc Godscalci assertio, quâ parte omnes excommunicationes latæ sententiæ tanquàm perniciosas deleri et abrogari vellet, audax est, communem enim Ecclesiæ usum condemnat, et concilia, summos pontifices, omnesque Ecclesiarum præsules tacitè carpit. Neque eidem astipulatur, quem citat, Gerson : hic siquidem, loc. cit., totus est in explicando quâ ratione excommunicationis vinculo ipso facto irretiatur qui ex merâ ignorantiâ, quanquàm culpabili, aut infirmitate, peccatum committit, etsi cæteroquin contumax non sit, sed paratus sit stare correctioni Ecclesiæ; et postquàm multa ad hanc rem explicandam adduxit, concludit coroll. 14, col. 49, eas excommunicationes latæ sententiæ *tantùmdem operari, ut absque processu alio judiciali, aut novâ constitutione, possit judex statim, probato facto, vel confessato, ferre juris sententiam, et eamdem publicare; non sic, ubi canones essent solùm ferendæ sententiæ : quoniam monitiones, et processus secundùm terminos juris prærequirerentur multiplices.* Unde apparet non improbari à Gersone excommunicationes latæ sententiæ, sed ad eas requiri sententiam declaratoriam criminis, quæ utique est necessaria pro foro externo, in quo nemo est reputandus censurâ innodatus, nisi legitimè probetur reus criminis, cui est censura jure ipso alligata : in foro autem interno, et coram Deo, cujus oculis omnia nuda sunt et aperta, ad incurrendum in censuram latæ sententiæ, nulla est necessaria judicis declaratio, sed sat est crimen perpetrare cui illa est annexa. Suam quippe contumaciam et Ecclesiæ contemptum satis apertè manifestat, qui in legem delinquit quam scit in suî transgressores censuræ vinculum statim et illicò injicere; sicuti egregiè ratiocinantur Suarez, de Censuris, disp. 3, sect. 8, n. 3; et Gonzalez in cap. 48, de Sententiâ excommunicationis, n. 6. Sed præ cæteris legendus est, de hâc re ex professo disserens, Theophilus Raynaudus, oper. tom. 14, pag. 514, ubi scribens adversùs Ayalam, censuras latæ sententiæ hoc nomine reprehendentem, quòd illis non præcedat canonica admonitio, egregiè ostendit, admonitionis loco esse promulgationem legis, aliquid fieri præcipientis, vel prohibentis, sub pœnâ censuræ.

VI. Godscalco, et Ayalæ assentiri videtur Van Espen, Jur. Eccles. univ. p. 3, tit. 11, c. 6, n. 19, ubi, etsi non audeat absolutè damnare excommunicationes latæ sententiæ, eas tamen recens adinventas, et per decem omninò secula ignotas Ecclesiæ fuisse affirmat. At Van Espenium falli facilè demonstrabimus. Atque inprimis nullam putamus fingi posse excommunicationem illâ severiorem, quâ homo baptizatus perpetuò arceatur à Sacramentorum perceptione, omnique excidat spe consequendæ ab Ecclesiâ reconciliationis; et tamen prioribus seculis, quorumdam atrociorum criminum reos, facto ipso, seu solâ criminis perpetratione, in hanc pœnam incurrisse, præter alibi laudatos Petavium, Morinum, Albaspinæum, aliosque plures, tradit cardinalis Bona, Rer. liturgic. l. 1, c. 17, n. 1, inquiens : *In exordio christianæ religionis tantum erat pietatis studium, tantum odium improbitatis, ut quibusdam sceleribus, quæ atrociora visa sunt, omnis prorsùs veniæ spes, omnis pœnitentia denegaretur; adeò ut qui ea commisisset, quamvis à divinâ misericordiâ eorum remissionem veræ contritionis subsidio obtineret, nunquàm tamen posset cum Ecclesiâ reconciliari; ea erant idololatria, homicidium, et adulterium.* Quid, quòd si actu pœnitentes, aut jam semel pœnitentiâ functi, in aliud cujuscumque generis peccatum, quamvis privatim et occultè, relaberentur, nunquàm deinceps veniam et pacem ab Ecclesiâ impetrarent? Nonne et hæc species erat severissimæ excommunicationis? Et tamen, hanc relapsis fuisse ipso facto inustam, et pluribus demonstrat doctissimus Morinus, de Pœnit. l. 5, c. 27, 28 et 29, et liquet ex plurium conciliorum decretis occultè etiam relapsos ab omni etiam civili fidelium consortio segregantibus. Siquidem concilium Turonense I anni 461, can.

8, Collectionis Harduini tom. 2, col. 795, decrevit : *Si quis verò post acceptam pœnitentiam, sicut canis ad vomitum suum, ita ad seculares illecebras, derelictâ, quam professus est, pœnitentiâ, fuerit reversus, à communione Ecclesiæ, vel à communione fidelium extraneus habeatur.* Concilium Veneticum circa annum 465 celebratum, can. 3, Collectionis Harduini tom. 2, col. 797, statuit : *Pœnitentes quoque, qui susceptam publicè pœnitentiam intermiserint, et ad prioris erroris consuetudinem revoluti, vitæ se seculari, conversationique reddiderint, non solùm à communione dominicorum Sacramentorum, sed etiam à conviviis fidelium submovendos.* Concilium Aurelianense I anni 511, can. 11, tom. 2, Collectionis Harduini, col. 1010 : *De his* (ait) *qui, susceptâ pœnitentiâ, religionem suæ professionis obliti, ad secularia relabuntur, placuit eos et à communione suspendi, et ab omnium catholicorum convivio separari.* Quare, quòd Siricius papa, ep. 1, ad Himerium Tarraconensem episcopum, c. 5, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 484, relapsis permiserit, *ut solâ intra ecclesiam fidelibus oratione jungantur, sacræ mysteriorum celebritati, quamvis non mereantur, intersint, à Dominicæ autem mensæ convivio segregentur*, id ex merâ indulgentiâ, et communis legis relaxatione factum existimat Morinus, cit. c. 29. Ad hæc, auctor operis de Vitâ contemplativâ (quem alii Prosperum Aquitanicum, qui medio seculo V scripsit, alii Julianum Pomerium, qui eodem seculo labente floruit, fuisse contendunt) l. 2, c. 7, disertè affirmat, eâ ætate clericos, grave aliquod facinus occultè admittentes statim in foro conscientiæ, et coram Deo, in suspensionem incidisse, quam Albaspinæus, Observ. l. 1, c. 2, et Suicer., Thes. Eccl. tom. 1, pag. 601, pro quâdam excommunicationis specie habitam, non immeritò notârunt : ait quippe Pomerius n. 2 : *Hi, qui in aliquo gradu ecclesiastico constituti, aliquod occultè crimen admittunt, ipsi se vanâ persuasione decipiunt, si eis videtur propterea communicare, et officium suum implere debere, quòd homines, occultatione sui criminis, fallunt;* et n. 3 : *Qui autem ea commiserint, et ideò prodere metuunt, ne sententiam justæ excommunicationis accipiant, sine causâ communicant : imò verò dupliciter contra se iram divinæ indignationis exaggerant, quòd et hominibus innocentiam fingunt, et, contempto Dei judicio, abstinere se ab altari propter homines erubescunt.*

VII. Quòd si hæc nondùm satis esse videantur ad probandum, majoribus nostris inusitatum non fuisse morem decernendi censuras latæ sententiæ ; alia statim proferemus antiquissima, et certissima ejusdem rei monumenta. Nôrunt omnes viri docti, tres olim fuisse species excommunicationis majoris, de quâ solâ in præsens res est : prima dicebatur *excommunicatio simplex ;* altera *anathema;* tertia *maranatha*, de quâ frequens mentio occurrit in Annalibus Ordinis S. Benedicti conscriptis à patre Mabillon t. 4, in Appendice; in Historiâ Lotharingiæ Calmet, t. 1, part. 2, pag. 340 ; et in novâ editione glossarii Caroli du Cangii, verb. *Maranatha.* Simplex excommunicatio et anathema, in hoc duntaxat inter se differebant, quòd illa solo verbo proferretur ; anathema verò pronuntiaretur celebri quâdam solemnitate, pluribusque adhibitis cæremoniis, quæ aptæ forent ad ostendendam perpetrati sceleris enormitatem ; maranatha autem hoc anathemati addebat, ut excommunicatus, solius Dei judicio relictus, ab Ecclesiæ communione separatus permanere juberetur usque ad adventum Domini, seu ad diem judicii ; quod ex ipsâ nominis etymologiâ elicuit Aug. apud Suarez, de Censuris disp. 8, sect. 2, et explicârunt Patres concilii Tolet. IV, statim allegandi. Jam verò antiquissima Synodus Gangrensis, paulò post Nicænam habita, omnes suorum viginti canonum transgressores anathemate percutit his verbis : *anathema sit ;* Collect. Harduini t. 1, col. 533, etc. Quibus sententiam latam importari, nemo facilè inficiabitur. Patres autem concilii Tolet. IV habiti an. 633, cui episcopi 62 interfuêre, c. 75, t. 3 Collect. Harduini, col. 594, *anathema, maranatha* in eos pronuntiârunt, qui adversùs regnum, vel regem conjurarent, in quos hanc formidandam sententiam, ter repetitam, protulerunt : *Hoc etiam tertiò acclamamus, dicentes : Quicumque amodò ex nobis, vel cunctis Hispaniæ populis, quâlibet meditatione, vel studio, sacramentum fidei suæ, quod pro patriæ salute, gentisque, Gothorum statu, vel incolumitate regiæ potestatis pollicitus est, violaverit, aut regem nece attrectaverit, aut potestate regni exuerit, aut præsumptione tyrannicâ regni fastigium usurpaverit, anathema sit in conspectu Spiritûs sancti, et martyrum Christi, atque ab Ecclesiâ catholicâ, quam perjurio profanaverit, efficiatur extraneus, et ab omni communione christianorum alienus, neque partem justorum habeat, sed cum diabolo, et angelis ejus æternis suppliciis condemnetur unà cum eis, qui eâdem conjuratione nituntur ; ut par pœna perditionis constringat, quos in perniciem prava societas copulat. Et ideò, si placet omnibus, qui adestis, hæc tertiò reiterata sententia, vestræ vocis eam consensu firmate. Ab universo clero, vel populo dictum est : Qui contra hanc nostram definitionem præsumpserit, anathema, maranatha, hoc est, perditio in adventu Domini sit, et cum Judâ Scarioth partem habeat, et ipsi, et socii eorum : Amen.* Eamdemque anathematis sententiam, eodem ritu, ac iisdem ferè verbis in eosdem regni, et regis proditores denuò latam legimus in concil. Tolet. XVI anni 693, c. 10, eod. t. 3 Collect. Harduini, col. 1801. Qui autem prædictæ sententiæ ritum, quo tribus vicibus, veluti trium monitionum loco, fuit repetita, considerat, multòque magis si illorum verborum: *Anathema sit in conspectu Spiritûs sancti et martyrum Christi,* vim et efficaciam attentiùs expendat, minimè dubitat Patrum mentem fuisse excommunicatione latæ sententiæ percellere quotquot in posterum in patriam aut regem rebellionem intentarent.

VIII. Non itaque recenter adinventæ, nec primis decem Ecclesiæ seculis ignotæ prorsùs fuerunt excommunicationes latæ sententiæ, sicuti sibi finxit, rerumque ecclesiasticarum minùs peritis imposuit Van Espen, ut illarum usum improbaret, easque parvi faciendas suaderet, quod certè alibi non obscurè insinuavit.

CAPUT II.

Auctoritate, et exemplis improbatur immoderatus usus censurarum latæ sententiæ.

1. Vindicatâ Ecclesiæ potestate infligendi censuras latæ sententiæ, illud affirmamus, quod nemo negabit, nimirùm frequentiùs, quàm rectæ disciplinæ ratio exposcat, censuras ejusmodi irrogari. Enimverò Navarrus, Manual. c. 27, n. 49, notat, antè annum 1298, quo promulgatus est sextus Decretalium, vix numeratas fuisse triginta sex excommunicationes latæ sententiæ, quæ etiam ad viginti sex poterant commodè redigi, eò quòd plures unum eumdemque ferè casum respicerent. *Per solum autem sextum Decretalium* (pergit Navarrus) *inductæ fuerunt* 32, *et per solas Clementinas* 50. *Postea per bullam Cœnæ, per extravagantes impressas, et non impressas, per constitutiones synodales, et provinciales, per visitationes, et reservationes secularium, et religiosorum, penè innumeræ* : additque, *valdè utilem, imò et necessariam forè aliquam earum limitationem, saltem quoad forum conscientiæ.* A Navarro in hunc modum edocti, ac præfatum concilii Tridentini decretum præ oculis habentes, cùm nos sacræ congregationis concilii munere fungeremur secretarii, semper episcopis, nos amicè consulentibus, auctores fuimus, ut parcè et magnâ cum circumspectione censuras infligerent, præsertim latæ sententiæ : sæpè etiam, cùm iidem suas synodales constitutiones priusquàm promulgarent, ad nos transmiserunt, eos hortati fuimus, ut ab illis censuras delerent, quibus earumdem transgressores ipso facto innodabantur. Hanc eamdem fuisse mentem comperimus præsulis Altoviti, nostri in eodem munere prædeces-

soris : ille quippe in causâ Neapolitanâ, propositâ die 18 maii 1686, cùm ageretur de edicto, ab archiepiscopo edito, quo sub pœnâ suspensionis ipso facto incurrendâ interdicebatur parochis, ne in sepeliendis pauperum cadaveribus quædam peragerent, quæ videbantur minùs decentia, hæc in suo voto annotavit : *Verùm mihi semper absonum visum est imponere pœnam suspensionis ipso facto incurrendæ pro quâlibet levi culpâ, præsertim contra parochos, non minùs in præjudicium animarum, eorum curæ commissarum, quàm ipsorum parochorum delinquentium.*

II. Item, cùm in congregatione habitâ die 20 decembris 1687, examinanda essent synodalia decreta episcopi Vasiorensis, et controversia præcipuè verteretur circa unum decretum, quo sub pœnâ excommunicationis latæ sententiæ prohibebantur sacerdotes ludere aleis, vel taxillis, quocumque modo, et cum quâcumque personâ ; postquàm Altovitus in suo suffragio, doctores retulit asserentes, licere quandoque sacerdotibus, animi relaxandi causâ, aleis, et taxillis ludere, modo id non frequenter, et sine scandalo faciant : attamen, quia ludus, qui juxta doctrinam D. Thomæ 2-2, q. 168, art. 2, ad virtutem pertinet eutrapeliæ, facilè degenerat in vitium, eò quòd ludentes aut nimiùm illi indulgeant, aut à conditionibus deficiant, quas idem D. Thomas ibid. et art. seq. ad ludum cohonestandum requirit, ideò addidit Altovitus, posse episcopum in suâ synodo edicere, ne sacerdotes, et clerici aleis, vel taxillis ludant : sed, quantùm attinet ad censuras, hæc prudenter animadvertit : *Pœnam excommunicationis latæ sententiæ, uti nimis rigidam, etiam nullo reclamante, ex officio tollendam esse, et per consequens, decretum in hâc parte reformatione indigere, censerem : licet enim sacrum Tridentinum concilium, c. 1, sess. 22, de Reform., tribuerit episcopis facultatem procurandi observantiam eorum, quæ per antiquos canones disposita fuêre circa vitam, et honestatem clericorum, non solùm sub pœnis per dictos canones statutis, sed etiam aliis, eorum arbitrio imponendis ; attamen arbitrium hujusmodi regulari debet à jure, juxta cujus dispositionem non est imponenda pœna excommunicationis, præsertim latæ sententiæ, nisi in casu, quo committitur culpa lethalis, quæ ex supradictis non contrahitur per clericos, rarò, vel recreationis causâ, et citra scandalum ludentes.* Putavit nimirùm Altovitus, nullam in casu, de quo res erat, adfuisse circumstantiam, ob quam potuerit ludus prohiberi sub gravi ; quod cæteroquì posse aliquando evenire, paulò post demonstrabimus.

III. Sed nunquàm magis se à censuris multiplicandis alienum ostendit Altovitus, quàm in causâ Melitensi, quæ fuit ejusmodi : Episcopus Melitensis in suâ synodo excommunicationi latæ sententiæ subjecerat clericos occultè detinentes arma prohibita. De hoc decreto, adversùs quod clerici reclamaverant, disputandum erat in sacrâ congregatione concilii die 16 decembris 1684. At Altovitus in suo suffragio, quod pro suo secretarii munere, ut moris est, exaravit, acriter decretum impugnavit ; aiebat enim usum armorum vetitum quidem esse clericis in cap. *Clerici*, de Vit. et Honest. clericor. ; et propterea rectè posse iterùm illum ab episcopo clericis interdici sub pœnis arbitrariis, etiam pecuniariis, locis piis applicandis, quemadmodùm tradunt Antonell., de Regim. Eccles., lib. 6, cap. 5, num. 2 ; et Bellet., Disquisit. clerical. part. 2, tit. de Pœnis clericor., § 1, num. 2 ; sed, quod attinet ad censuras, eas à jure irrogatas dicebat clericis arma gestantibus, non autem illa domi retinentibus, et præterea prædictas censuras esse ferendæ, et non latæ sententiæ ; quemadmodùm benè ponderavit Raynaudus, de Religioso loricato, vers. : *Jure tamen communi*, oper. tom. 17, pag. 193. Et quanquàm, pergebat Altovitus, in constitutionibus summorum pontificum, videlicet 49 Pii IV et 145 S. Pii V, excommunicatio latæ sententiæ feratur adversùs clericos deferentes, aut domi detinentes arma prohibita, hæ tamen constitutiones solos complectuntur clericos degentes in temporali ditione Romani pontificis ; cùmque versemur in materiâ odiosâ et pœnali, non sunt extendendæ ad clericos alibi commorantes. Etenim, quamvis in Clementinâ *Ne in agro*, § *Quia verò*, in fin., de Statu monachorum, excommunicatio latæ sententiæ decernatur in monachos arma detinentes intra septa monasterii sine licentiâ abbatis, non propterea sub eâ comprehensi censentur canonici regulares, licèt isti sæpiùs in jure confundantur cum monachis, et expressè nominentur in præcedenti Clementinæ periodo, ubi excommunicatione ipso facto declarantur irretiti tam monachi quàm canonici regulares qui, relictis claustris, per principum curias evagantur ; quemadmodùm, post Glossam in eâdem Clem., verb. *Monachos*, advertit Suarez, de Censuris, disp. 25, sect. 5, num. 8 ; ex quibus omnibus concludebat Altovitus synodalem constitutionem Melitensem esse ita temperandam ut excommunicationem, non latæ, sed ferendæ tantùm sententiæ, clericis arma detinentibus inureret. Non fuit causa, præfatâ die, definita, nec deinceps in sacræ congregationis regestis proposita apparet ; fortassè quia constitutionis defensores, à contrario suffragio secretarii certum periculum causæ suæ metuentes, episcopo suaserunt ut ipsemet synodale decretum reformaret.

IV. Nihil enimverò hoc exemplo efficacius adduci poterat ad indicandam et suadendam episcopis cautelam et circumspectionem quam adhibere debeant, in decernendis censuris latæ sententiæ, ne secùs sua decreta reformare aut etiam prorsùs delere cogantur : etenim nihil magis est apud doctores receptum quàm quòd episcopus queat jus commune adjuvare, pœnasque augere ab illo inflictas, quod fusè probat Romaguerra, ad Constitutiones synodales Gerundenses, lib. 1, tit. 1, cap. 1, num. 25 ; et nihilominùs ex iis quæ enarravimus, perspicuum fit non semper congruum reputari ut quæ à jure communi sunt vetita, atque interdùm etiam sub censurarum comminatione interdicta, iterùm ab episcopo prohibeantur, statutâ in transgressores censurâ latæ sententiæ ; sed hæc, tanquàm extremum remedium, est tantùm adhibenda cum malum gravissimum est, neque aliter præcidi aliisque pœnis cohiberi potest. Hanc pariter fuisse esseque constantem sententiam sacræ congregationis concilii, ex eo colligitur, quod paucis antea annis accidit episcopo Larinensi. Habita ab eo fuerat diœcesana synodus, anno 1728, adversùs cujus nimiùm severas constitutiones clerici Larinenses appellârunt ; sed sanctæ memoriæ Benedictus XIII, appellatione rejectâ, eas ad unguem servari jussit. Benedicto è vivis erepto, ab ejus successore Clemente XII facultas facta est Larinensibus clericis sua jura deducendi ad sacram congregationem concilii ; quæ cùm in primâ ex synodalibus constitutionibus à clero impugnatis sancitum deprehenderit ut omnes indiscriminatim ecclesiastici tenerentur interesse congregationi de quæstionibus ad forum conscientiæ spectantibus haberi consuetæ, atque in earum alterâ injunctum viderit sacerdotibus ut quotiescumque prædictæ congregationi non interessent, insequenti die abstinerent à celebratione missæ ; die 30 augusti 1732, rescripsit primam constitutionem non sustineri quoad clericos nondùm sacris initiatos ; ex alterâ verò deleri jussit præfatam pœnam suspensionis : etsi enim hæc levissima esset, et unicâ tantùm die sacerdotes arceret à sacro altaris ministerio, levior tamen sacræ congregationi visa est culpa propter quam infligebatur ; quod videri potest in Thesaur. resolut., tom. 5, pag. 387.

CAPUT III.

Interdùm decerni potest censura latæ sententiæ ad cohibendam culpam quæ in se spectata est levis, si ob adjunctas circumstantias fiat gravis.

I. Verùm contingere potest ut res quæ in se spectata levis esse videtur, gravis tamen appareat, si

circumstantiæ perpendantur, quibus circumvestitur, et præsertim si consideretur periculum ne abusus, qui ab uno vel altero in diœcesim induci cœpit, nisi statim præfocetur, totam paulatim communitatem contaminet; quemadmodùm notavit Gibalinus, de Censuris, discept. 2, quæst. 2, consectar. 7. In hoc autem rerum eventu, si episcopo alius non suppetat modus, licebit profectò etiam censurarum ense illum præcidere; novum quippe non est ut quod in paucis dissimulandum prudentia dictat, in totâ communitate tolerari non debeat. Plura hujus rei exempla nobis suppeditant conciliorum canones Etenim concilium Carthaginense IV anni 398, canone. 24, relato in can. *Sacerdote*, de Consecrat., dist. 1, excommunicandum statuit, qui, *sacerdote verbum in ecclesiâ faciente, egressus de auditorio fuerit*. Gregorius II, in concilio Romano anni 721, cui episcopi 32 interfuêre, can. 17 relato dist. 23, et in cap. 4 de Vit. et Honest. clericor., anathema pronuntiavit adversùs clericos comam nutrientes, inquiens : *Si quis ex clericis laxaverit comam, anathema sit. Et responderunt omnes tertiò : Anathema sit*. Bonifacius VIII, in extravag. *Detestandæ*, de Sepulturis, inter comm., excommunicatione perculit quicumque cadavera exenterarent, et conciderent. Nulla autem ex his actionibus, si nudè inspiciantur, tantam præ se fert culpam ut excommunicationis pœnâ debuerit coerceri; quin imò, etiamsi assentiamur Suarez, de Censuris, disput. 24, sect. 1, num. 6, docenti *interdùm vocari excommunicationem in antiquis juribus solam privationem Eucharistiæ, cujus usus per antonomasiam dicitur communio ;* atque in hoc sensu excommunicationis vocabulum usurpatum intelligamus à citato concilio Carthaginensi IV, adhuc videri non potuerant tanti criminis rei qui à concione recedebant, ut propterea debuerint sacrâ mensâ prohiberi. Quare, ne credamus sacros canones à justitiæ et æquitatis tramite deviâsse, dubitandum non est quin illæ actiones gravitatem acceperint ab adjunctis circumstantiis ; quod certè de concisione cadaverum, quæ non sine enormi barbarie et maximo fidelium horrore fiebat, ex prædictæ decretalis lectione apparet.

II. Hinc pariter in recentioribus synodis, præcipuè Hispalensi, Toletanâ, et Abulensi, relatis à Thomâ Sanchez, Consil. lib. 5, cap. 1, dub. 14, num. 6; Leandro, Quæst. moral. part. 3, tract. 5, disp. 2, quæst. 50; et Sancio, in Select., disput. 51, excommunicatio lata est adversùs eos qui, cùm ex legitimâ causâ, jejuniorum diebus, carnibus vescerentur, pisces simul comedebant; quamvis enim ea admixtio, seu carnium unà cum piscibus comestio, priusquàm à nobis, nostris apostolicis litteris, datis die 30 maii 1741, confirmatis die 22 augusti ejusdem anni, et luculentiùs explicatis in nostrâ responsione ad quæstiones nobis propositas ab archiepiscopo Compostellano die 8 julii 1744, quæ extant tom.1 nostri Bullarii, constit. 19, constit. 27, et constit. 99, severâ lege prohiberetur, fortassè secundùm se gravi culpâ vacaret; attamen ob adjunctum scandalum, à quo vix sejungi poterat, jure ac meritò etiam sub pœnâ excommunicationis fuit in præfatis synodis interdicta; quemadmodùm benè ponderat Daniel Concina, ordinis Prædicatorum theologus, in suo Comment. theologic., in præfatum nostrum rescriptum ad postulata archiepiscopi Compostellani, § 1, n. 50. Levissimam quoque turpitudinem, etiam priusquàm à ferè communi hominum consuetudine cohonestaretur, præ se ferre potuit usus pulveris Nicosiani, vulgò *tabaci ;* et nihilominùs Urbanus VIII, constitutione quæ incipit : *Cùm Ecclesia*, editâ die 30 januarii 1642, sub pœnâ excommunicationis ipso facto incurrendâ, *tabacum* sumere vetuit in ecclesiis civitatis, et diœcesis Hispalensis, quia ejusdem diœcesis sacerdotes non verebantur *tabacum* sumere in altari; ex quo sacra linea indecenter fœdabantur, et fideles nondùm assueti *tabaci* graveolentiæ, illius fœtorem abhorrentes, ab ecclesiis se subducebant; eâdemque de causâ Innocentius X et Innocentius XI, sub eâdem excommunicationis pœnâ latæ sententiæ, ejusdem *tabaci* usum interdixêre intra Vaticanam basilicam; pluresque episcopi, hisce permoti exemplis, excommunicatione innodârunt non solùm quotquot intra quamlibet suarum diœcesium ecclesiam *tabacum* sumerent, sed etiam sacerdotes qui ante celebrationem, et laicos qui ante eucharisticam communionem eodem pulvere extra ecclesiam uterentur; de quibus constitutionibus plura inferiùs.

III. Quòd si res, quæ in se leves sunt, ob adjunctas interdùm circumstantias scandali, prudenter sub censurâ latæ sententiæ prohibentur, multò magis excommunicatione latæ sententiæ cohiberi poterit peccatum, quod et in se jam grave est, et insuper grave affert scandalum. S. Toribius, in suâ primâ synodo provinciali, habitâ anno 1582, tom. 4. Concilior. Hispaniæ, cardinalis de Aguirre, pag. 244, act. 3, c. 4, ipso jure excommunicatos decrevit clericos operam dantes mercaturæ. Contra hanc constitutionem appellavit clerus ad sacram congregationem concilii, ad quam synodus de more missa fuerat examinanda. Sed sacra congregatio, etsi alias plures censuras ex ejusdem synodi constitutionibus deleri jusserit, hanc tamen sustinendam censuit, non solùm quia sciebat omnem negotiationem sub *interminatione anathematis* prohibitam esse clericis, præsertim sacris initiatis, in cap. 6 : *Ne clerici, vel monachi*, verùm etiam quia audierat infideles Indos plurimùm offendi, cùm ministros evangelicos vident impensam operam dare negotiationi; inde enim occasionem arripiunt suspicandi evangelicæ prædicationis, si non unicum, saltem præcipuum scopum esse, viam aperire Europæis ad negotiationem illis in regionibus exercendam, atque ingentem auri copiam ex iis in Europam asportandam; quemadmodùm narrat idem cardinalis de Aguirre, loc. cit., pag. 261.

IV. Ad idem præcavendum scandalum, Evangeliique præconum consulendum famæ et dignitati, summus pontifex Clemens IX sub pœnâ excommunicationis latæ sententiæ prohibuit quibuscumque ecclesiasticis, tam secularibus quàm regularibus, degentibus sive in insulis, provinciis et regnis Indiarum orientalium, sive in partibus Americæ tam australibus quàm septentrionalibus, ne unquàm cujusvis causæ, occasionis, et tituli prætextu, quæstuosam exerceant negotiationem sive per se, sive per alios, sive nomine proprio, sive religiosorum ordinum, quorum fortè sint alumni; voluitque statutas à se in prædictos negotiatores pœnas neque eum evadere qui semel tantùm mercaturam facit; quod videre est in constitutione ejusdem Pontificis, impressâ inter apostolicas Constitutiones, respicientes missiones Sinarum et Tunchini, in unum volumen collectas, editasque Parisiis anno 1676, part. 1, pag. 73.

V. Ex quibus omnibus conficitur impossibile esse ut episcopis certa præscribatur norma ad quam tutò et sine offendiculo conformare se queant in decernendis censuris latæ sententiæ, cùm res pendeat à rerum, locorum et temporum conditionibus, quas perpendere ad ipsorum prudentiam pertinet. Neque ex eo quod nos sciamus aliquam censuram ab aliquo episcopo latam, etiam clero contradicente, ratam habitam à sacrâ congregatione concilii, inferre possumus eamdem, si alibi feratur, ratam pariter habendam; scimus etenim sacram congregationem sustinuisse edictum quondam editum ab episcopo Comensi, quo sub pœnâ suspensionis ipso facto incurrendâ prohiberetur clericis in sacris constitutis ingressus in ecclesiam sine veste nigrâ oblongâ, quam *talarem* vocant, uti habetur, lib. 43 Decretor., pag. 128; sed simul, lib. 58, pag. 288, annotatum legimus eamdem sacram congregationem è simili edicto, promulgato ab episcopo Rubensi, expungi jussisse pœnam censurarum, earumque loco subrogandam pœnam solutionis quinque librarum ceræ albæ, et solùm in subsidium adjiciendas censuras, ferendæ tamen, non verò latæ sententiæ : quia nimirùm in diœcesi Rubensi usus vestis brevioris non adeò apud ecclesiasticos invaluerat, sicuti in diœcesi Co-

mensi, in quâ, uti episcopus sacræ congregationi significaverat, usus vestis talaris, quam propriam esse ecclesiasticorum infra dicemus, omnibus ferè obsoleverat, non sine populi admiratione et scandalo. Quare iterùm concludimus non posse certam regulam tradi infligendis censuris ubique servandam; sed rem totam relinqui prudentiæ et circumspectioni episcoporum.

CAPUT IV.

Quid de usuris et contractibus in synodo decerni possit; ubi specialiter de mutuo.

I. Optabat Fagnanus, in sæpiùs cit. cap. *Sicut olim*, n. 82, de Accusat., nihil à synodis provincialibus quoad usuras decerni; et tamen vix erit concilium provinciale invenire à quo non fuerint usuræ expressè damnatæ, easque exercentes severissimis pœnis subjecti. Hunc eumdem morem imitatæ diœcesanæ synodi, præsertim recentiores, ab anno scilicet 1608 usque ad hanc diem habitæ, quas summo studio collectas attentè perlegimus, specialem de usuris sermonem instituerunt, easque iterùm iterùmque improbârunt. Nec proinde aut hæ auctoritati Fagnani refragantur, aut Fagnanus communi synodorum usui et praxi adversatur: quod enim Fagnanus voluit, hoc unum est, ne à particularibus synodis quæstiones dirimantur *in casibus usurarum et aliorum vitiorum quibus timoratæ conscientiæ irretiri possunt*; quales sunt quæstiones circa contractus, inter graves theologos controversæ, et nondùm ab Ecclesiâ definitæ, non verò prohibuit ne usura verè et propriè talis, aut contractus certò fœneratitii proscribantur, atque è quâlibet diœcesi exterminentur. Quæ autem nominatim prioris aut potioris generis sint, per summa capita innuemus.

II. Omne lucrum ex mutuo præcisè *ratione mutui*, uti loquuntur theologi, hoc est lucri cessantis, damni emergentis, aliove extrinseco titulo remoto, usurarium, atque omni jure, naturali scilicet, divino et ecclesiastico, illicitum esse, perpetua fuit et est catholicæ Ecclesiæ doctrina, omnium conciliorum, Patrum et theologorum unanimi consensione firmata. Huic contradixêre Græci schismatici, qui, teste Guidone carmelitâ, in Catalogo hæreticorum, quodcumque lucrum ex mutuo permittunt. Græcis ex parte consensit Calvinus, qui ad cap. 18 Ezechielis, licere docuit aliquod moderatum lucrum, non quidem à paupere, sed à divite, præcisè ratione mutui exigere. Errorem à Calvino obiter insinuatum ex professo propugnavit Carolus Molinæus in suo tract. de Usuris, ubi, n. 10, audacter affirmat usuram non esse prohibitam *nisi in quantum est contra charitatem*. Distinguit deinde, n. 85, tres hominum gradus: primus complectitur pauperes emendicatâ stipe viventes, quibus, non mutuo, sed eleemosynâ succurrendum ait; alter indigentes, qui pro tempore indigent, quamvis pares sint mutuo postea restituendo; atque his quoque multùm gratuitò dandum asserit; tertius gradus complectitur divites et mercatores, qui nihil indigent, sed rem suam negotiatione amplificare student; et ab his usuram moderatam ratione mutui justè ac sanctè exigi posse tradit Molinæus. Eamdem pravam opinionem amplexatus, aliâ ratione defendit Claudius Salmasius in duplici tractatu, altero inscripto de Usuris; altero, de trapezitico Fœnore; quibus in locis usuram, nisi charitatem lædat, ab omni culpâ absolvit, eò quòd sit *merces locatæ pecuniæ*. Verùm, quanquàm plurimi heterodoxi, Calvini, Molinæi, Salmasii systemati stabiliendo allaboraverint, inter quos Petrus Hemigius, lib. 2, q. 1; Gerardus Noodt, de Fœnore et Usuris, lib. 1; Gronovius, et Barbeyrac in Notis ad Hugonem Grotium, l. 2, c. 12; Boehmerus, Jur. eccles. Protest., t. 5, l. 5, tit. 19; rationem tamen quâ eam Salmasius tutatus est, ferè omnes refellerunt, rectè arbitrantes mutuatæ pecuniæ dominium transferri in mutuatarium, ac propterea non posse mutuum locationi ullo pacto comparari; sicuti testatur Gothifredus Mascovius, in Notis ad Puffendorf, lib. 5, c. 7, § 5.

III. Impiæ Calvini et Molinæi opinioni non veriti sunt subscribere pauci quidam doctores catholici. Distinguunt et isti duplex genus mutui: unum, quo pecunia aliave res datur ad consumptionem, quod plerumque fit cum indigentibus, pecuniam mutuam accipientibus, ut se suamque familiam sustentent, debita solvant, filiam nuptui tradant, etc.; alterum, quo datur ad negotiationem, ut cum mercatoribus fieri solet, qui acceptam mutuo pecuniam negotiatione augent, ingensque ex eâ lucrum reportant. In primo casu usuram esse fatentur, quidquid exigitur ultra sortem. At à fœnoris labe excusant lucrum quod in secundo casu ex mutuo percipitur, dummodò sit moderatum, modumque servet à patriæ legibus definitum.

IV. Novam hanc distinctionem, ab hæreticis primùm excitatam, præverterant Ecclesiæ Patres, qui uno ore absolutè atque indefinitè fœneratitium pronuntiaverant quidquid ex mutuo ultra sortem exigitur. Tertullianus, l. 4 contra Marcionem, c. 17, ita explicat Ezechielis locum: *Pecuniam*, inquit, *suam fœnori non dedit, et quod abundaverit, non sumet, fœnoris scilicet redundantiam quod est usura*. S. Basilius, in psalm. 14, tom. 1 oper., p. 107, allegato pariter Ezechielis loco, ait: *Ezechiel id in maximis malis recenset, si fœnus et quidpiam ultra sortem accipiatur*. S. Ambrosius, lib. unic. de Tobiâ, c. 14, n. 49, tom. 1 oper., col. 607: *Et esca usura est, et vestis usura est, quodcumque sorti accedit usura est*. S. Hieronymus, in Ezechielem, l. 6, c. 18, tom. 5 oper., col. 210: *Alii pro pecuniâ fœneratâ solent munuscula accipere diversi generis, et non intelligunt usuram appellari et superabundantiam, quidquid illud est, si ab eo quod dederint, plus acceperint*. S. Augustinus in ps. 36, serm. 3, n. 6, tom. 4 oper., 285: *Si fœneraveris homini, id est, mutuam pecuniam tuam dederis, à quo aliquid plus quàm dedisti, expectes accipere, non pecuniam solam, sed aliquid, plus quàm dedisti, sive illud triticum sit, sive vinum, sive oleum, sive quodlibet aliud, si, plus quàm dedisti, expectas accipere, fœnerator es.* Concilium Agathense, relatum à Burchardo, l. 2, c. 127, ab Ivone, part. 6, c. 20, et à Gratiano, caus. 14, q. 3, can. 4: *Usura est, ubi amplius requiritur quàm datur*, v. g., *si dederis solidos decem, et amplius quæsieris*. Ex quibus Gratianus ibidem concludit: *Ecce evidenter ostenditur quòd quidquid ultra sortem exigitur, usura est*. Patribus adhæsêre veteres theologi, qui, duce D. Thomâ, 2-2, q. 78, art. 2, adeò districtè omne lucrum ex mutuo, jure naturali et divino vetitum asseruêre, ut ne munus quidem *ab obsequio, aut à linguâ*, quod certè quid minimum est, nullique onerosum, à mutuario, solius mutui causâ, exigi posse docuerint.

V. Neque verò Calvini et Molinæi asseclis suffragantur aut loca sacræ Scripturæ speciatim prohibentia ne pauperes usuris opprimantur, uti Exodi 22, v. 25, et Levitici 25, v. 35, aut sententiæ Patrum, usuras duntaxat redarguentium immoderatas, aut canones conciliorum, puta 56 ex apostolicis, 17 Nicænus, et 12 concilii Arelatensis I, solos clericos fœneratores severis pœnis subjicientes. Etenim antiqui Testamenti pagina in ipsismet in contrarium adductis locis, et adhuc clariùs Deuteron. 25, v. 19, Ezechielis 18, et psalm. 14, omnem omninò usuram, absque ullo personarum, à quibus exigatur, discrimine, prohibet et detestatur; pauperes autem alicubi expressè nominat, vel tantùm exempli causâ, quia plerùmque contingit ut illi magis egeant opis alienæ, et necessitate adacti mutuum accipiant, etiam sub obligatione immoderatum fœnus solvendi, quemadmodùm ad prædictum Exodi caput annotavit etiam Hugo Grotius; vel quia usuræ quæ à pauperibus extorquentur, præter propriam pravitatem, quamdam redolent sævitiam et immanitatem, speciali notâ et reprehensione dignam, sicuti ratiocinatur Gibalinus, de Usuris, l. 1, c. 7, art. 2.

VI. In novo autem Testamento, Lucæ 6, illis Christi Domini verbis: *Mutuum date nihil inde sperantes*; præceptum tradi, seu veriùs naturalem legem iterùm inculcari, nihil prorsùs lucri ex mutuo ab ullo sive paupere, sive divite, exigendi, non solùm docet D.

Thom., 2-2, q. 78, art. 1, ad 4, sed concors fuit conciliorum, Patrum, summorumque pontificum sententia, præcipuè Urbani III, in cap. *Consuluit*, de Usuris, qui præfati textûs auctoritate omnem, quantùmvis minimam usuram universim vetitam pronuntiavit; explicans enim præfata Christi Domini verba, iis prohiberi ait *omnem usuram et superabundantiam*. Dicere autem summos pontifices et concilia prædicti textûs verum et genuinum sensum non esse assecuta, quod aliquos mussitare non puduit, et temerarium, et ferè hæreticum est : quidquid enim sit, an Ecclesia non solùm infallibili polleat auctoritate in definiendis quæstionibus fidei, aut mores respicientibus, quod nullus catholicorum negat, sed etiam in delectu rationum quæ ad suas definitiones stabiliendas interdùm adducit, de quo nonnulli Catholici dubitârunt, certum et indubitatum est eam errare non posse in interpretandâ divinâ Scripturâ, ejusque genuino sensu fidelibus aperiendo.

VII. Haud absimilia reponimus ad testimonia Patrum. Hi siquidem, licèt vehementiùs invehantur in usuras immoderatas, atque à pauperibus extortas, veluti culmen sceleris ad quod homines pertrahit sordida atque insatiabilis avaritia, non idcircò tamen approbant moderatas à divitibus exigendas, quinimò etiam istas aliis in locis expressè condemnant. Enimverò Ambrosius, cit. lib. de Tobiâ, c. 6, tom. 1 oper., col. 597, de iis agens, qui pecuniam suam fœnerantur, non indigenti, sed diviti, seu negotiatori, cui uberes proventus pariat, eos in hunc modum increpat : *Nihil nequius fœneratoribus, qui aliena damna lucra sua arbitrarentur, et dispendio suo deputant quidquid ab aliis possidetur. Aucupantur hæredes novos, adolescentulos divites explorant per suos, adjungunt se, simulantes paternam et avitam amicitiam, volunt domesticas eorum cognoscere necessitates..... Sin verò nullos laqueos alicujus necessitatis offenderint, intexunt tabulas, aiunt nobile prædium esse venale, amplam domum; accumulant proventus fructuum, annuos reditus exaggerant, hortantur ut coemant. Similiter faciunt pretiosas vestes et monilia nobilia prædicantes. Neganti se habere pecuniam, ingerunt suam, dicentes : Utere ut tuâ; de fructibus emptæ possessionis pretium multiplicabis, debitam reddens;* et c. 14, col. 607: *Et putas te piè facere, quia à negotiatore velut munus suscipis? Inde ille fraudem facit in mercium pretio unde tibi solvit usuram. Fraudis illius tu auctor, tu particeps, tibi proficit quidquid ille fraudaverit. Et esca usura est, et vestis usura est, et quodcumque sorti accedit, usura est. Quod velis ei nomen imponas; usura est.* Similiter Hieronymus, in cit. cap. Ezechielis, tom. 5 oper., col. 210, perinde ac si cum illis ipsis congrederetur, contra quos pugnamus, fœnus reprobat etiam ex re percipiendum quæ ingentem fructum mutuario attulit, inquiens : *Solent argumentari ac dicere : dedi unum modium, qui satus fecit decem modios : nonne justum est ut medium modium de meo plus accipiam; cùm illâ meâ liberalitate novem et semis de meo habeat? Nolite errare, inquit Apostolus, Deus non irridetur. Respondeat enim nobis breviter fœnerator misericors, utrùm habenti dederit, an non habenti. Si habenti, utique dare non debuerat. Si dedit quasi non habenti, ergo quare plus exigit quasi ab habente?*

VIII. Ad canones quod attinet, si argumentum quod ex illis instaurant, quidquam haberet roboris et efficacitatis, probaret etiam fornicationes et adulteria esse laicis permissa, quia plerique canones in solos clericos fornicarios et adulteros, nullâ factâ laicorum mentione, animadvertunt; quæ sanè argumentatio inepta et ridicula foret : novum quippe non est Ecclesiam severiùs in clericis punire delicta, quæ etiam in laicis execratur, sicuti opportunè et ad rem appositè monuit concilium Carthaginense I, can. 13 : *Quod in laicis reprehenditur, id multò magis in clericis oportet prædamnari.* Cæterùm non desunt alii innumeri canones, clericos æquè ac laicos usurarios redarguentes; atque, ut alios prætereamus, antiquissima synodus Eliberitana, can 20, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 252, hæc habet : *Si quis clericorum detectus fuerit usuras accipere, placuit eum degradari et abstineri. Si quis etiam laicus accepisse probatur usuras et promiserit correctus jam se cessaturum, nec ulteriùs exacturum, placuit ei veniam tribui. Si verò in eâ iniquitate duraverit, ab Ecclesiâ esse projiciendum.* Ac Leo Magnus, epist. 3 ad episcopos per Campaniam, Picenum, Tusciam, et universas provincias constitutos, cap. 3, relat. can. 7, 14, quæst. 4, exagitans usuræ peccatum, ait : *Quod nos, non dicam in eos qui sunt in clericali officio constituti, sed et in laicos cadere, qui christianos se dici cupiunt, condolemus.*

IX. Jure itaque ac meritò auctores permittentes moderatum lucrum ex mutuo à divite et negotiatore exigere, veluti adversantes communi et perpetuæ catholicæ Ecclesiæ doctrinæ, inclamârunt, et validissimis argumentis confutârunt Navarrus, comment. de Usuris, num. 8 et seq.; Gibalinus, et Leotardus, in suo quilibet de Usuris tractatu; cardinalis de Lugo de Just. et Jur., tom. 2, dist. 25; Jacobus Gaytie, egregio opere, quod concinnavit adversùs Molinæum, Samalsium, auctoremque libelli Gallici *du Traité de la pratique des Billets;* Sainte-Beuve, in Resolut. casuum conscientiæ, tom. 2, ultim. edit. Paris. anni 1700, cas. 210, pag. 422 et seq.; Aloysius Bulteau, seu Bultellus, in Apologiâ pro Lactantio in materiâ usurarum, editâ Parisiis anno 1677; Pouget in suis Catholic. Instit., tom. 1, pag. 760; Natalis Alexander, Theolog. dogmat. et moral. tom. 2, lib 3, cap. 7; Genett., Theolog. moral., t. 1, tract. 4, de Mutuo et Usurâ, quæst. 6 et seq.; Pontas, in Dictionar. cas. conscient., t. 3, verb. *Usura;* continuator Prælectionum theologicarum Honorati Tourneiy, tract. de Contract., part. 2, cap. 3, aliique plurimi.

X. Verùm, quoniam tot doctorum auctoritate et argumentis minimè perterriti, prædictam exoticam opinionem nonnulli iterùm refricare non dubitârunt, propterea nos, ad Petri cathedram evecti, ne catholicæ doctrinæ puritas, cujus depositum nobis est à Christo concreditum, hâc erroris labe fœdaretur, datis ad Italiæ episcopos encyclicis litteris sub die primâ novembris 1745, hæc inter cætera declaravimus : primò omne lucrum ex mutuo, ratione mutui, usurarium et illicitum esse; secundò, ad usuræ labem purgandam nullum arcessiri posse subsidium, vel ex eo quòd id lucrum, non excessivum et nimium, sed moderatum, non magnum, sed exiguum sit; vel ex eo quòd is à quo id lucrum solius causâ mutui deposcitur, non pauper, sed dives existat, nec datam sibi mutuo summam relicturus otiosam, sed ad fortunas suas amplificandas, vel novis coemendis prædiis, vel quæstuosis agitandis negotiis, utilissimè sit impensurus; tertiò, quanquàm unà cum mutui contractu possint quandoque alii tituli, ut aiunt, fortè concurrere, ipsi mutuo extrinseci, è quibus justa oriatur causa aliquid ultra sortem ex mutuo debitam exigendi, attamen falsò et temerè affirmari diximus ejusmodi titulos semper reperiri, ac ubique præstò esse, ita ut illorum ratione, quotiescumque pecunia, frumentum, aliudve id generis, alteri cuicumque creditur, toties semper liceat auctarium moderatum ultra sortem integram salvamque recipere. Alia præterea edximus, atque in contractibus servanda commendavimus, quæ in episcopales synodos utiliter inseri poterunt ne usuræ maculâ inficiantur; sicuti videre est in præfatis nostris litteris, quæ sunt in ordine 143 Bullarii nostri tom. 1, quasque nuperrimè theologico Commentario illustravit Daniel Concina, ordinis Prædicatorum theologus.

XI. Quamobrem, si jampridem aliquot episcopi, inter quos cardinalis de Camus episcopus Gratianopolitanus, cardinalis de Bissy tunc episcopus Tullensis, Jacobus Benignus Bossuet episcopus Meldensis, et Bragadinus episcopus Veronensis, in suis edictis et

pastoralibus instructionibus præfatam proscripserant erroneam opinionem, utpote quam noverant jam à conciliis summorumque pontificum constitutionibus prædamnatam; multò magis integrum nunc erit episcopis illam, postquàm iterùm nominatim et expressè est ab Apostolicâ Sede reprobata, novis, si opus fuerit, constitutionibus è suâ diœcesi exturbare, eamque temerè disseminantes aut usu ipso approbantes severis pœnis coercere.

XII. Post eliminatum hæreticorum errorem, qui, paucorum fraudulentiâ, etiam in catholicam rempublicam irrepere cœperat, abs re non erit obiter detegere falsam doctrinam quâ sunt imbuti Judæi inter Christianos degentes. Ex illis Deuteronomii verbis, cap. 23 : *Non fœneraberis fratri tuo ad usuram pecuniam, nec frugem, nec quamcumque aliam rem, sed alieno;* interunt Hebræi sibi licere fœnerari Christianis, quos, licèt inter eos versentur, pro alienis habent et extraneis. Facile quidem esset hanc Judæorum fallaciam retundere, aut dicendo cum Ambrosio, cit. lib. de Tobiâ, cap. 15, in allegato textu permissum duntaxat fuisse Judæis usuras exigere ab Amorrhæis, Amalecitis, aliisque vicinioribus populis, à quibus Deus dominium abstulerat rerum omnium quas possidebant, et Judæis contulerat; aut dicendo cum D. Thomâ, 2-2, cit. quæst. 78, art. 1, ad 2, non fuisse permissum Hebræis usuras exigere ab extraneis, sed toleratum, tanquàm minus malum, eo pacto quo propter duritiam cordis eorum fuit in illis toleratum uxorum repudium; quod etiam ante divum Thomam senserat Alexander de Hales, part. 3, quæst. 86, art. 2, ubi ait : *Nunquàm fuit Judæis licitum fœnerari alieno, sed permissum fuit illis, sicut dare libellum repudii, propter duritiam cordis sui. Peccabant tamen mortaliter fœnerando alieno, sed permittebatur eis duplici de causâ : scilicet ne facerent pejus, id est, ne fœnerarentur fratribus suis, et quia duri erant, et paulatim trahendi ad perfectionem.* At quoniam res est cum Hebræis, qui theologorum et SS. Patrum auctoritatem irrident, nec ullus nobis suppetit modus evellendi pravam illam opinionem, quæ in eorumdem mentibus altas egit radices, unum faciendum superest : nimirùm ut falsæ illius opinionis usum, qui in detrimentum cedit, et oppressionem pauperum christianorum, pro viribus impediamus; neque aliter id præstari potest quàm opportunis constitutionibus episcoporum, et christianorum principum edictis, quibus severè prohibeantur Judæi Christianorum loca incolentes, ne ratione mutui quidquam à Christianis extorqueant, et certa simul præscribatur quantitas lucri ultra quam nihil impunè exigere possint ex aliis contractibus cum Christianis initis.

XIII. Primùm, statutum fuit in concilio Albiensi anni 1254, edito à Lucâ Dacherio, tom. 1 Spicilegii, in cujus cap. 19, pag. 724, habetur : *Statuimus et mandamus, in his quæ deinceps mutuaverint Judæi Christianis, Christianorum ipsorum stetur simplici juramento, an quidquam usurarium sit in eis; et in eo quòd usurarium esse dixerint, sic jurati absolvantur;* quod decretum renovatum legimus in concilio Montis Passulani an. 1258, cap. 5, eod. tom. 1 Spicilegii, p. 725. Alterum edixit Innocentius III, in concilio generali Lateranensi, c. 67, relato in cap. *Quantò magis*, de Usurâ, ubi districtè vetuit ne Judæi, obtentu cujuslibet contractûs, quem cæteroquin licitè cum Christianis inire queunt, graves et immoderatas usuras exigant : *Synodali decreto statuimus ut, si de cætero quocumque prætextu Judæi à Christianis graves et immoderatas usuras extorserint, Christianorum eis participium subtrahatur, donec de immoderato gravamine satisfecerint competenter.* Utrumque verò ad compescendos fœneratores Judæos, in temporali ditione Ecclesiæ commorantes, iterùm decernendum consuluit Marcellus Severolus, sacri consistorii advocatus, nobis, dùm viveret, singularis amicitiæ nexu conjunctus, in suo elaborato suffragio edito apud Passerinum, in cap. *Quanquàm*, 2, post num. 84, de Usuris, in 6. Et, ne à synodis recedamus, ita nuperrimè statuit episcopus Pisaurensis, in suâ diœcesanâ synodo habitâ anno 1742, tit. 4, num. 19, cujus exemplum poterunt alii episcopi imitari.

CAPUT V.

An et quando usuræ suspicione vacent quidam speciales contractus, de quibus interdum est in synodo agendum : ubi de lucro qui ultra sortem recipitur in montibus pietatis, de censibus et de cambiis.

I. Hactenùs de usuris generatim acceptis. Descendendum nunc est ad speciales contractus, de quibus dubitari potest an occultâ usuræ labe sordescant. Diù multùmque inter theologos et canonistas olim disceptatum fuit an usurarii essent montes pietatis, Perusiæ anno 1450 primùm erecti, in quibus, recepto pignore, pecunia aut frumentum mutuò datur pauperibus, eâ lege ut, si præfixo tempore debitum non solvant, vendantur pignora, et ex eorum pretio mons pietatis sortem creditam modicum quid ultra sortem recipiat, residuum verò reddatur debitori. Ejusmodi montes præ cæteris impugnârunt Cajet., in Comment. de Mont. piet., c. 1; et Dominicus Soto, lib. 6, de Just., q. 1, art. 6, quibus videbatur modicum illud lucrum ultra sortem receptum usuram sapere. Acriter pariter in illos invehitur cum aliis acatholicis Carpzovius, Pract. crim., q. 92, n. 4 et seqq. Verùm Leo X, in concilio Lateranensi V, sess. 10, sacro approbante concilio, montes prædictos licitos, atque ab omni usuræ labe immunes pronuntiavit, siquidem quod ultra sortem à mutuatariis exigitur, non causâ mutui, sed alio nomine exigitur; præcipuè ut sine montis detrimento congrua merces assignetur ministris, qui non sine magno labore pignora custodiunt, excutiunt, expendunt, et alia ejusdem generis multa præstant in gratiam mutuatariorum. Sicut enim si amicus, unius diei intervallo à me distans, mutuum à me petat, quod ad eum mittere cogar per hominem à me conductum, et mutuum et mercedem quam dedi homini per quem mutuum misi jure repetere possum; ita montis præfecti aliquid ultra sortem creditam exigere valent, erogandum in montis ministrorum salarium; quemadmodùm ratiocinatur Sylvius in 2-2 D. Th., q. 78, art. 4, quæsit. 1, ubi alia plurima adducit argumenta ad vindicandam justitiam montium pietatis.

II. Quoniam verò periculum est ne quod à montis præfectis ultra mutuatam pecuniæ summam exigitur expensas superet in ministrorum sustentationem erogandas, ideò sacra congregatio concilii, ut omnis usuræ suspicio quàm longè abesset à montibus pietatis, quos Tridentinum, sess. 22, c. 8, de Reform., inter loca pia enumeravit, et episcoporum visitationi subjecit, die 7 februarii 1637, rescribens ad archiepiscopum Neapolitanum, nihil ultra sortem exigendum statuit, nisi priùs consultâ Apostolicâ Sede. *Loca pia* (verba sunt sacræ congregationis quæ reperimus annotata l. 15 Decret., pag. 486) *et sacras ædes, quæ deposita retinent, dùm mutuant indigentibus pecunias, accepto pignore non posse quidquam à mutuatariis, nisi ex Sedis Apostolicæ dispensatione, accipere.* Idemque responsum datum legimus ad episcopum Adriensem die 14 martii ejusdem anni, eod. l. 15 Decret., p, 501, à tergo. Multò minùs, absque Apostolicæ Sedis placito, erit plus exigendum quàm antea consueverit, etiamsi mons pietatis eo auctario indigeat ad solvenda debita quæ in mutuatariorum commodum contraxit : quod probè scientes præfecti montis pietatis civitatis Caselensis, dùm nos sacræ congregationis concilii secretarium agebamus, ab eâdem sacrâ congregatione facultatem fieri petierunt, et montem, cujus reditus impares erant sublevandis pauperum indigentiis, ære alieno gravandi, et simul exigendi quinque ex singulis centenis nùmmis ab iis qui in posterum, dato pignore, pecuniam à monte reciperent, ut tali pacto possent et consueta sustinere onera, et æs alienum paulatim solvere : quemadmodùm videri potest

in Thesaur. resolut., tom. 1, pag. 28.

III. Quòd si contra episcopus animadverteret plus à mutuatariis solvi quàm necessarium sit ad montem servandum indemnem à necessariis impensis, et posset, et deberet usuram moderari, et redigere ad æqualitatem cum quotidianis sumptibus aliisque oneribus quibus mons prægravatur : quamvis etiam in hoc eventu tutius sit ut, priusquàm episcopus moderationem decernat, sacram congregationem concilii consulat.

IV. Non solùm de montium pietatis, sed etiam de emptionis censualium redituum justitiâ plerique dubitârunt : omnem siquidem censum esse larvatam usuram putârunt Henric., quodlib. 1, quæst. 39, et quodlib. 8, quæst. 24; et Salicet., in auth. *Eà lege*, Cod. de Usuris, quibus adhæsit Hottomannus, lib. 2 Observat., cap. 15, quamvis hìc non tam indagandæ et stabiliendæ veritatis studio quàm apostolica decreta statim alleganda insectandi pruritu ductus videatur. Sed distinguendum est inter censum realem et personalem. Census realem, qui jus est percipiendi annuam pensionem ex prædio aliove fundo fructifero, absque ullâ usuræ labe constitui, vendi et emi posse declarârunt Martinus V, in extravag. 1, de Empt. et Vendit. inter commun.; Callistus III, in extravag. 2, eod. tit., et S. Pius V, in suâ constitutione incipiente *Cùm onus*, editâ 14 kalendas februarii 1568, modò cæ serventur conditiones in præfatis constitutionibus præscriptæ, quas singulatim enumerat et explicat Navarrus in comment. de Usuris, num. 45 et seq. Sicuti enim potest quis emere rei alicujus usumfructum, remanente dominio directo penès venditorem, ita potest emere jus percipiendi partem fructuum ex alieno fundo, eorumque loco potest venditor se obligare ad solvendam emptori singulis annis certam pecuniæ summam, illorum fructuum æstimationi respondentem. Hoc autem, et non aliud fieri per contractum censûs realis, in quo omnia impleantur quæ fieri voluit S. Pius V, illum perpendenti evidenter apparet. Controversia tamen adhuc hodiè remanet, an licitus, vel potiùs fœneratitius sit census personalis. Constituitur hìc census non super re aliquâ fructiferâ, sed super personâ venditoris, qui obligationem sibi vel suis etiam hæredibus imponit certam pensionem solvendi emptori, ex industriâ, arte et labore suo; qui quidem census non transit in realem, quamvis pro ejus securitate quandoque detur hypotheca : quoniam, pereunte re hypothecatâ, non perit census, sicuti contingit cùm perit fundus in quo est constitutus census realis, sed adhuc remanet obligata persona. Jam verò ejusmodi censum, solo spectato jure naturæ, ab usuræ reatu absolvunt Sotus, lib. 6, de Just., quæst. 5, art. 1, conclus. 4; Covarruvias, lib. 3 Variar., cap. 7, n. 5, vers. *Ego sanè;* Azorius, Instit. part. 3, lib. 10, c. 5, quæst. 1; Lessius, lib. 2, de Just., cap. 22, num. 18; Reiffenstuel, ad tit. de Usur., num. 157; continuator Prælectionum Honorati Tournely, part. 2, de Contr., c. 6, aliique non pauci. Illum ex adverso merum esse mutuum censûs veste obtectum ad occultandam usuram, contendunt Navarrus, citat. commentar. de Usur., num. 81; Molina, de Just., tract. 2, disp. 387, n. 7; Guttierez, lib. 2 Practicar., quæst. 177, n. 7; cardinalis de Lugo, de Just. et Jur., disput. 27, sect. 2, num. 23; Fachin., lib. 2 Controv., cap. 44, aliique magni nominis doctores : quoniam (inquiunt) ejusmodi censu personali non emitur jus ad percipiendam annuam pensionem, sicuti in reali, sed venditur ipsa pensio; quemadmodùm enim is qui accepto pretio se obligat ad dandum equum, re ipsâ vendit equum, et non merum jus ad equum : ita qui, acceptâ certâ pecuniæ summâ, se suamque personam obligat ad solvendam quotannis certam pensionem, dicitur vendere ipsam pensionem. Quamobrem census personalem ementi, aurum ex auro per se, et immediatè nasceretur, in quo tota consistit usurarii contractûs nequitia, sicuti dicitur in can. *Sicut*, 8, vers. *Interdùm*, dist. 47. Magis autem prædictis auctoribus usuræ labe fœdatus videtur census personalis utrinque redimibilis, qui, ablato verborum cortice, aliud esse non deprehenditur, quàm purum putum mutuum. Et profectò, si, teste Fagnano in cap. *In civitate*, num. 16, de Censuris, ferè omnes canonistæ melioris notæ periculosam fatentur emptionem censûs realis ad certum tempus, et idcircò Innocentius omnibus fidelibus consulendum ait, ut ab hujusmodi contractu abstineant; additque præterea Conradus, hortandos esse magistratus, ut illum prohibeant : cò magis deterrendi erunt fideles à contrahendis censibus personalibus utrinque redimibilibus, qui certè majorem præ se ferunt usuræ speciem, quàm census reales ad certum tempus.

V. Sed superfluum est censum personalem novis argumentis insectari, quem jam proscripsit S. Pius V, in laudatâ constitutione *Cùm onus*, ubi ad censûs honestatem, inter cæteras conditiones, hanc quoque requirit, ut census constituatur in re fructiferâ, non quâlicumque, sed immobili, certâ, ac nominatim designatâ. Quapropter etiam auctores qui censum personalem, ejus naturâ inspectâ, ab usuræ suspicione vindicant, ingenuè tamen fatentur eum licitè fieri non posse ubi præfata Pii V constitutio est recepta; quod tamen in Gallià, Belgio et Germaniâ non contigisse affirmant Lessius, cit. cap. 22, num. 20; Haunoldus, de Just., tract. 10, num. 316; Pirhing, ad tit. de Usur., num. 85; Wiestner, ibid., num. 81. Verùm, quanquàm nos sciamus eumdem summum Pontificem, supplicante catholico rege Philippo II, indulsisse Hispanis ne ad suæ constitutionis, quoad eas conditiones quæ juris naturalis aut divini non sunt, exactam observationem astringerentur, sicuti narrant Guttierez, cit. quæst. 177, in fin., et Felicianus de Solis, lib. 1 de Censib., cap. 7, num. 2, nec dubitemus ab eâdem obligatione potuisse, contrario usu, seu legitimè præscriptâ consuetudine, cæteras eximi nationes, vehementer tamen suspicamur in censu merè personali, præsertim utrinque redimibili, eas desiderari conditiones quas non solùm pontificia constitutio, verùm etiam ipsum jus naturale et divinum exposcunt, ne sit larvatus contractus mutui, et propterea coram Deo usurarius.

VI. Sed, quoniam nulla hactenùs hâc de re ab Apostolicâ Sede prolata est sententia, non decet ut episcopus in suâ synodo censum personalem declaret ex naturâ suâ usuriarum; sed, si præsit diœcesi ubi prædicta viget S. Pii V constitutio, urgebit ejusdem observationem, curabitque pro viribus ne personales census in eam clanculùm inducantur; si verò diœcesim gubernet in quâ Piana constitutio non est moribus recepta, seriò fideles monebit atque hortabitur ut à censibus personalibus abstineant, eò quòd, etiam solâ spectatâ eorumdem indole, usuræ periculo et suspicione non vacent.

VII. Post census, consideranda occurrunt cambia. Est autem cambium permutatio pecuniæ cum moderato campsoris lucro, quod tribus modis fieri potest : vel scilicet permutando pecuniam præsentem cum aliâ diversæ speciei, puta auream cum argenteâ; vel numerando campsori pecuniam in uno loco, puta Romæ, restituendam in alio, puta Parisiis; vel contra accipiendo ab ipso campsore pecuniam Romæ, ut illa eidem restituatur Parisiis. Primum dicitur cambium *minutum*, et *manuale;* alia duo appellantur cambia *localia*, et *per litteras*, eò quòd numeranti pecuniam Romæ litteræ tradantur directæ ad alterum campsorem seu mercatorem commorantem Parisiis, cui restitutio ibidem facienda committitur. Ex quolibet ex his cambiis licere campsori aliquid lucrari, doctores omnes consentiunt : quia lucrum, quod percipit, non ex mutuo, sed ex aliis provenit legitimis titulis, quos præ cæteris expendunt Sotus, lib. 6, de Just., quæst. 10, art. 2; Navarrus, Manual. cap. 17, à n. 289 usque ad 295; Joannes Medina, de Cambiis, quæst. 4; et Molina, de Contractibus, tract. 2, disput. 404. Necesse tamen est ut in cambio locali vera fiat pecuniæ translatio, aut saltem ut qui pecuniam accipit

serium habeat animum illam alibi restituendi : si enim sciret eo ipso in loco ubi accepta est fore restituendam, quamvis cambii litteræ aliò directæ fingerentur, sub cambii specie vera lateret usura, quæ hominum quidem judicium effugere, Deum autem eludere non posset. Et de hoc cambio, quod *fictum* et *siccum* appellant, ea sunt intelligenda, quæ adversùs cambia statuit clar. mem. cardinalis Lanfredinus in suâ diœcesanâ synodo Cingulanâ, habitâ die 6 augusti 1736, cap. 14.

VIII. Hæc manifesta sunt, et vix ulli obnoxia difficultati. Alia captiosa adinventa est species cambii, quod vocant *obliquum*. Titius indigens mille aureis, mutuos eos petit à Caio, qui cùm consueverit negotiari, et negotiatione pecuniam suam augere, renuit indulgere petitioni Titii, à quo, ratione mutui, nihil potest exigere ; quia verò Titius Caium urgere non cessat, res inter eos in hunc modum componitur : Titius mutuos accipit à Caio prædictos mille aureos, neque, mutui causâ, quidquam se Caio ultra sortem soluturum promittit ; ut tamen Caio damnum rependat, quod ex dato mutuo subit, dat ei facultatem æquivalentem pecuniæ summam sive à semetipso, sive ab alio, per cambii contractum, accipiendi, eamque ad negotiationem destinandi, simulque Titius se obligat ad solvendum Caio, donec ei mutuum restituat, quidquid ratione cambii impendit, aut impendere deberet, si prædictos mille aureos à campsore accepisset. Quandoque etiam ipsemet Titius mutuatarius assumit sibi onus, cambiis negotiandi tantam pecuniæ summam, quantam mutuam accepit à Caio, in commodum tamen et utilitatem ejusdem Caii, cui quotannis solvit quantùm ex cambiis lucratur, aut lucrari posset, donec ei mutuum restituat. Si primo modo res peragatur, pertinet ad Caium mutuantem probare cambii litteras reverà à se transmissas, seu mille aureos se fuisse per cambium ab alio consecutum. Sed si Titius mutuatarius onus in se suscepit summam ei æquivalentem quam à Caio mutuam accepit cambiis activis negotiandi, tunc aut stetit promissis, aut non : si primum, Caius creditor justè percipit fructus, seu pecuniæ accessiones à cambiis productas ; si secundum, quamvis tunc nihil ex cambiis consequatur, eosdem tamen fructus à Titio requirit, titulo *ejus qui interest*, seu damni quod subit ex eo quòd Titius susceptæ obligationi non satisfecerit, juxta decisionem 829 Romanæ rotæ, coram Dunozetto jun. Et quia hic posterior modus securiorem reddit mutuantem, cui duplicem aperit viam ad consequendum auctarium mutuatæ pecuniæ, hâc de causâ frequentiùs adhibetur.

IX. Præmissâ hâc cambii obliqui notione, quam præbet cardinalis de Lucâ, lib. 5, tit. de Cambiis, in Summ., part. 2, num. 16, facilè est suspicari prædictas involutas ambages esse unicè excogitatas ad palliandam usuram, quæ nihilominùs non satis occultatur, et magis adhuc apertè se prodit, cùm contractus secundo ex recensitis modis initur ; quid enim absurdius, quid incredibilius fingi potest, quàm quòd Titius indigens mille aureis, quos mutuos accipit à Caio, totidem statim habeat paratos ad nundinas transmittendos, atque in activâ cambiâ erogandos, in mutuantis Caii utilitatem? et nihilominùs non desunt auctores qui pro ejusdem cambiorum tuendâ justitiâ decertant, inter quos cardinalis de Luca, de Cambiis, disc. 3, num. 5, disc. 5, num. 8, disc. 23, num. 9 ; Ansald., de Commerc. et Mercat., disc. 65, num. 46 et seqq. ; rota Bononiensis, apud Urceolum, de Transact., quæst. 40, à num. 23 usque ad fin. ; et rota Romana, decis. 1, lib. 8, ad ornat. card. de Luc., et decis. 323 et 695 cor. Molines.

X. Verùm, quidquid sit de foro externo, in quo fortassè ita res gesta præsumitur, sicuti in contractûs stipulatione describitur, in foro tamen interno, ubi sola spectatur veritas, si pecunia accepto mutuo respondens, neque à mutuante, neque à mutuatario, juxta prædictas diversas pactiones, fuerit ad nundinas transmissa, seu in cambiâ activâ erogata, nec unquàm in alterutrius animo fuit eam ad nundinas transmittere, seu in cambiâ erogare, minimè dubitandum est cambium esse illicitum, turpe et usurarium, ac propterea è christianâ republicâ prorsùs eliminandum. Non enimverò negamus posse mutuantem, qui solet pecuniam suam negotiatione augere, aliquid percipere à mutuatario, titulo *ejus quod interest*, hoc est lucri cessantis, aut damni emergentis ; sed, cùm hìc legitimus adest titulus aliquid ultra mutuatam sortem exigendi, is erit ingenuè adducendus, neque recurrendum ad prædictos cambii obliqui anfractus, qui vehementem ingerunt suspicionem fraudis et doli. Quamobrem clar. mem. cardinalis Marcellus de Aste, episcopus Anconitanus, in suo pastorali Monito, edito post Constitutiones synodales cardinalis Bartholomæi Massæi, ejusdem urbis episcopi, evulgatas anno 1738, pag. 165 et seq., suas oves seriò est dehortatus à cambiis obliquis, quæ mera esse deprehendit tegumenta usuræ ; nec inopportunum existimamus ut quilibet episcopus, ad eradicandum è suâ diœcesi eorumdem cambiorum abusum, simile monitum formet, suisque inserat synodalibus constitutionibus.

CAPUT VI.

A cambiis localibus activis, omnique aliâ quæstuosâ negotiatione, quantùmvis in se licitâ, et laicis permissâ, per synodalem sanctionem cohibeantur clerici.

I. Ex illicitis cambiis iterùm ad localia licita redeuntes, hæc à laicis impunè exerceri poterunt, non verò itidem à clericis, quibus vetitum esse cambiis activis operam dare statim demonstrabimus. Nihil est antiquius in Ecclesiâ lege clericis interdicente omnem secularem curam et quæstuosam negotiationem, quò liberiùs possint orationi vacare, et ad ecclesiastica, quibus addicti sunt, ministeria incumbere : quod pluribus probat Theophylus Raynaudus, in discept. de religioso Negotiatore. Quinimò tam ipse Raynaudus, in eâdem discept., § 3, quàm Franciscus Dominicus Granulettus, in Apologiâ quam compilavit pro lege divinâ prohibente clericis mercaturam, eam prohibitionem à jure divino promanâsse contendunt. Septimus inter canones dictos apostolicos, ex recensione Cotelerii, aliàs 4, sic se habet ex versione Dionysii Exigui : *Episcopus, aut presbyter, aut diaconus, nequaquàm seculares curas assumat ; sin aliter, dejiciatur.* Cyprianus, epist. 66, testatur suo ævo clericos ab omni commercio civili fuisse avocatos : *Quæ nunc ratio*, ait, *et forma in clero tenetur, ut qui in Ecclesiâ Domini ordinatione clericâ promoventur, in nullo ab administratione divinâ avocentur, nec molestiis et negotiis secularibus alligentur.* Cujus quidem disciplinæ adeò tenax fuit idem Cyprianus, ut, cùm audierit à Geminio Victore, de seculo excedente (quem Pamelius suspicatur fuisse episcopum ecclesiæ Furnitanorum), quemdam Geminium Faustinum presbyterum fuisse testamento suo tutorem nominatum, in eâdem epist. ad clerum et plebem Furnis consistentem datâ, jussit ut contra Victorem sententiam exequerentur canonis Africani, quæ erat ne pro dormitione ejus fieret oblatio, aut deprecatio aliqua nomine ejus in Ecclesiâ (pro more tunc temporis usitato) frequentaretur : *Neque enim*, ait, *apud altare Dei meretur nominari in sacerdotum prece, qui ab altari sacerdotes et ministros voluit avocare.* Atque, ut propiùs ad quæstuosam negotiationem accedamus, concilium Carthaginense III, anni 397, can. 15, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 963, statuit : *Placuit ut episcopi, et presbyteri, et diaconi, vel clerici, non sint conductores neque procuratores privatorum, neque ullo turpi vel inhonesto negotio victum quærant ; quia respicere debent scriptum esse : « Nemo militans Deo, implicat se negotiis secularibus. »* Concilium Arelatense II, circa annum 452, can. 14, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 774, decrevit : *Si quis clericus pecuniam dederit ad usuram, aut conductor alienæ rei voluerit esse, aut turpis lucri gratiâ aliquod negotiationis exercuerit, depositus à clero, à communione alienus fiat.* Patres verò concilii Chalcedonensis, can. 3, cit. tom. 2 ejusdem Collectionis, col. 602, se molestissimè audivisse aiunt, *quòd quidam, qui in clero videntur alle-*

cti, propter lucra turpia conductores alienarum possessionum fiant, et secularia negotia sub curâ suâ suscipiant; idque fieri, eodem canone vetant. Conciliis consentiunt antiqui Ecclesiæ Patres, è quibus Hieronymus, epist. 52, ad Nepotianum, num. 5, relata in can. 9, dist. 88, clericum negotiationi vacantem, quasi excommunicatum fugiendum suadet : *Negotiatorem clericum, et ex inope divitem, ex ignobili gloriosum, quasi quamdam pestem fuge.* Auctor Quæstionum veteris et novi Testamenti, inter Opera Augustini, cap. 127, relat. eâdem dist., can. 10 : *Fornicari*, ait, *omnibus semper non licet : negotiari verò aliquando licet, aliquando non licet. Antequàm enim ecclesiasticus quis sit, licet ei negotiari; facto jam, non licet.* Severus Sulpitius, Hist. lib. 1, cap. 23, clericos turpi quæstui inhiantes ita objurgat : *Tanta hoc tempore animos eorum habendi cupido, veluti tabes, incessit : inhiant possessionibus, prædia excolunt, auro incubant, emunt, venduntque, quæstui per omnia student.* Quare Gelasius papa, ut hanc clericorum immoderatam aviditatem compesceret, epist. ad episcopos per Lucaniam, Brutios et Siciliam constitutos, cap. 15, relato in can. 1, 14, quæst. 4, clericos qui deinceps negotiationi operam darent ab omni ecclesiastico ministerio arcendos decrevit : *Clerici aut ab indignis quæstibus noverint abstinendum, et ab omni cujuslibet negotiationis ingenio, vel cupiditate cessandum; aut in quocumque gradu sint positi, si cessare noluerint, mox à clericalibus officiis abstinere cogantur.* Cujus vestigiis inhærens Alexander III, in cap. 6 *Ne clerici vel monachi, sub interminatione anathematis*, prohibuit *ne monachi vel clerici causâ lucri negotientur;* ejusque constitutionem instauravit Clemens V, in Clem. 1, § *Adversùs verò*, de Vit. et Honest. clericorum.

II. Verùm quædam sunt species negotiationis impropriè talis clericis minimè interdictæ, quas diligenter expendunt Theophilus Raynaudus, in cit. disceptat.; Gonzalez, in cit. cap. 6 : *Ne clerici vel monachi*, num. 6; Panimoll., decis. 6, annot. 5, part. 1; et episcopus Perrimezzius, in suis canonic. Allegat., part. 3, allegat. 3. Istarum præcipua est, quâ quis manuum suarum labore, et honesto artificio, victum sibi comparare studet. Hanc approbavit Apostolus Paulus, Act. 20, de seipso dicens : *Ipsi scitis quoniam ad ea quæ mihi opus erant, et his qui mecum sunt, ministraverunt manus istæ;* et 2 ad Thessalonic. 3, scribens : *Neque gratis panem manducavimus ab aliquo, sed in labore et in fatigatione, nocte et die operantes, ne quem vestrùm gravaremus.* Ad sanctissimi porrò Apostoli Pauli imitationem, plerique venerabiles antistites et sacerdotes susceptæ divini verbi prædicationi sacrisque ecclesiæ ministeriis externam manuum operam adjungebant, quæ nec à dignitate ipsorum, nec ab ecclesiæ curâ, quam perpetuam gerebant, abhorreret; eâque ratione cùm sibimetipsis vitæ subsidia parabant, tum aliis egentibus operis sui quæstum impertiebantur, sicuti narrat Epiphanius, hæresi 80, num. 6. Et profectò de Zenone, episcopo Majumæ in Palæstinâ, memoriæ prodidit Sozomenus, lib. 7, cap. 28, eum jam senem, ac 100 circiter annos natum, certum tempus lineas vestes texendi artificio dedisse, eoque et sibimetipsi, et pauperibus necessaria subministrâsse, tametsi ecclesiam divitem et opulentam haberet. De Spiridione, episcopo Trimithuntis in Cypro, referunt Rufinus, lib. 10, cap. 5, et Socrates, lib. 1, cap. 12, quòd, cùm antea pastor ovium fuisset, in isthoc vitæ genere, ex singulari animi moderatione, omnem ætatem suam transegerit. Monachos pariter abbatis Aphtonii exercuisse omnes artes, atque ex divenditis opificiis victitâsse, quod verò supererat per mulierum monasteria, et carceres distribuisse, scribit Palladius in Aphtonio Hist. Laus., cap. 39. Atque, ut innumera ejusdem rei prætereamus exempla, concilium Carthaginense IV, can. 52, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 982, jubet *clericis victum et vestitum sibi artificiolò vel agriculturâ, absque officii sui detrimento parare.* Altera impropriæ negotiationis species clericis permissæ, est vendere res ex propriis prædiis collectas, suæque sustentationi superfluas : in quo sensu, dixit auctor operis Imperfecti, in Matthæum, hom. 38, omnes homines esse negotiatores, quia omnes coguntur res quibus abundant, cum aliis, quibus carent, permutare. Licitum quoque esse ecclesiasticis, è rebus ad propriam et familiæ sustentationem ecemptis, quæ supersunt, etiam cariùs quàm emerint vendere, modò justi pretii non prætergrediantur limites, jure tradunt Gonzalez, in cit. cap. 6, num. 6; Rebell., de Oblig. just., part. 2, quæst. ultim., num. 2; Molina, de Just., disp. 342, concl. 2; Gutierrez, de Gabell., quæst. 39, num. 16. Cætera quæ absque veræ negotiationis notâ à clericis exerceri queunt, iidem auctores enucleatè explicant.

III. Quoniam tamen clerici quæstui inhiantes facilè sibi persuadent hunc aut illum contractum, ipsis cæteroquin prohibitum, intra classem contineri negotiationis minùs propriè talis, et, quod deterius est, facilè theologos inveniunt falsæ eorum opinioni patrocinantes, necesse propterea est ut interdùm episcopus eorum immoderatæ aviditati obsistat; sed, si res dubia sit, priusquàm hunc aut illum contractum clericis vetitum declaret, explorare debet quid de illo senserit sacra congregatio concilii, cujus in hanc rem plura decreta simul collecta referunt Fagnanus, in cap. *Multa, Ne clerici vel monachi;* Natalis Alexander, epist. 23, post tom. 1 Theolog. dogmat. et moral.; Passerinus, de Stat. homin., tom. 2, q. 187, n. 189; et Monacell., in Formul. legal., tom. 3, pag. 149. Quod verò speciatim ad rem præsentem spectat, tutò et absque ullâ hæsitatione declarare potest cambia activa ad veram et propriam pertinere negotiationem, clericis prohibitam : quemadmodùm docuerunt Abbas in cap. 1, num. 12, vers. *Ex his nota, Ne clerici vel monachi;* Redoan, de Spoliis, quæst. 2, num. 6, et quæst. 15 num. 15; Bellet., Disquisit. cleric., part. 1, tit. de Disciplin. cleric., § 21, num. 19; et sæpiùs decisum fuit à rotâ Romanâ, præcipuè decis. 173, num. 6, decis. 251, num. 5 et seq., part. 14 recent., et decis 209, num 19, part. 12 recent. Quapropter, etsi cambium activum à clerico initum validum sit, neque ex eo quòd is illicitè egerit, propterea absolvatur debitor ab obligatione solvendi quod stipulatione promisit, sicuti advertit cardinalis de Lucâ, de Cambiis, disc. 18, num. 7, et respondit rota, decis. 378, num. 5 et seq., part. 17 recen., et decis. 555, num. 5 et 6, part. 19 recen., attamen potest episcopus in ipsum, tanquàm verum negotiatorem, statutis à sacris canonibus et apostolicis constitutionibus pœnis animadvertere, suisque synodalibus constitutionibus edicere, ne ullus in posterum in sacrorum canonum contemptum id facere præsumat.

IV. At nihilominùs arbitrantur clerici nullo negotio se posse eas pœnas evadere, si nimirùm cambii activi contractum per interpositam ineant personam : haud enim ignorant plurimos gravesque auctores opinari fas esse clericis quamlibet quæstuosam negotiationem per alium exercere; tunc quippè, aiunt, non distrahuntur à divinis, nec cum proprii statûs dedecore implicantur secularibus curis : quæ fuit unica ratio cur sacri canones omnem illis interdixerint negotiationem. Ita docuêre Molina, tract. 2, disput. 342, num. 13; Lessius, de Just., lib 2, cap. 21, num. 6, in fin.; Layman, Theolog. moral., lib. 3, tract. 4, cap. 17 § 7, num. 40, vers. Præterea; Theophilus Raynaudus, cit. discept., num. 91; cardinalis de Luca, de Cambiis, disc. 18, num. 8, circa med.; Lazarus Benedictus Migliorucius, sacrorum canonum in Pisanâ universitate professor, Instit. canon. lib. 2, tit. 29, dissert. 7, pag. 497 et seq.; aliique plures. Huic eidem opinion adhærens sæpiùs laudatus Altovitus, sacræ congregationis concilii olim secretarius, in quâdam causâ Florentinâ, sacræ congregationi propositâ die 29 novembris 1681, clericos etiam sacris initiatos censuit et pœnæ et culpæ reatum effugere, si cambia activa contrahant per interpositam personam; quamvis hanc

opinionem minùs tutam advertens, suum suffragium hisce verbis concluserit : *Verum quidem est hunc negotiandi modum per interpositam personam, licèt non prohibitum, nec illicitum, non esse tamen decentem statui clericali, ideòque non esse ad præsim deducendum.* De eodem juris articulo, ejusdem causæ occasione, disseruit cardinalis de Luca in suo speciali discursu, edito ab episcopo Zaulo ad Statut. Favent. tom. 12 edit. Roman. anni 1723, pag. 166 et seq., qui, cùm jam antea docuisset licere clericis, etiam per semetipsos, cambia activa contrahere, eò fortiùs illis permissum censuit et cambia, et quamlibet aliam negotiationem per alium exercere. Quia tamen optimè prævidebat hanc doctrinam, si à sacrâ congregatione approbaretur, scandalum parituram, ideò, sub ejusdem discursûs num. 60, sacræ congregationi auctor fuit ne ullum hâc de re responsum daret : et reapsè neque tunc, neque die 23 septembris 1686, quâ eadem quæstio ejusdem sacræ congregationis examini fuit iterùm subjecta, ullum ab eâ prodiit responsum. Sed prædictam opinionem, quam cardinalis de Lucâ et Altovitus sectati fuerant, iterùm postea in trutinâ positam validissimis argumentis refutârunt Fatinellus Romanæ curiæ prælatus, morum integritate et juris scientiâ præclarus, in suo Respons. 6, num. 42, tom. 2, et clar. mem. cardinalis Acciajuolus in quodam suo Suffragio, exarato in causâ Milevitanâ synodi, num. 26. Et similiter Romanæ rotæ auditorium, eâdem rejectâ, contrariam sententiam est amplexatum; uti videre est in decis. 1, num. 9, tit. 43, tom. 3, coram bon. mem. cardinali Falconerio; et rectè quidem, quoniam juxta regulam 72 juris, in 6, *qui facit per alium, est perinde ac si faciat per seipum.* Nec verum est clericos per interpositam personam cambiis alteriusve generis negotiationi vacantes à curis liberari quibus negotiatores implicantur : scimus quippe, experientiâ edocente, eos continuè anxios et sollicitos esse de lucro quod ex datâ alteri pecuniâ sint reportaturi, plenosque timoris ne à socio decipiantur. Neque contrariæ opinioni favet canon 18 concilii Eliberitani, ubi venia data videtur sacris Ecclesiæ ministris aliorum operâ et ministerio negotiationem exercendi, cùm dixerit, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 252 : *Episcopi, presbyteri et diacones de locis suis, negotiandi causâ, non discedant, nec circumeuntes provincias, quæstuosas nundinas sectentur. Sanè ad victum sibi conquirendum, aut filium, aut libertum, aut mercenarium, aut amicum, aut quemlibet mittant; et, si voluerint negotiari, intra provinciam negotientur.* Siquidem, si vel sola consideretur quæ eâ ætate vigebat ecclesiasticæ disciplinæ sanctitas, et præ oculis habeantur quos indicavimus vetustissimi Ecclesiæ canones, sacros altaris ministros ab omni turpis quæstûs suspicione quàm longè abesse jubentes, facilè est conjicere Eliberitanos Patres de solâ locutos honestissimâ negotiatione, tunc temporis usitatâ, quâ scilicet sanctissimi antistites, aliique inferioris ordinis sacerdotes, ex artificiolis, proprio labore confectis, victum sibi et pauperibus comparabant; simulque edixisse, ne ad hanc licèt innoxiam exercendam iidem extra provinciam vagarentur.

V. Sed supervacaneum est pluribus de hâc quæstione disserere, quam nos, statim ac ad supremum Ecclesiæ pontificatum evecti sumus, definivimus : necessarium quippe reputantes novæ legis freno cohibere insatiabilem clericorum cupiditatem divitias accumulandi, nostris apostolicis litteris, datis die 25 februarii 1741, quæ habentur tom. 1 nostri Bullarii, constit. 13, declaravimus et ediximus nullam negotiationem, aliàs clericis prohibitam, posse ab iisdem sub alieni nominis velamine exerceri; eique, etiam per alios, operam dantes, obnoxios fecimus pœnis quæ à sacris canonibus et constitutionibus apostolicis statutæ sunt contra clericos negotiatores. Quocircà, cùm controversia Apostolicæ Sedis judicio dirempta jam sit, tutò poterunt episcopi id ipsum in suis synodis iterùm decernere, et clericos per interpositam personam cambia activa contrahere præsumentes, ad sacrorum canonum normam punire.

CAPUT VII.

Quid sentiendum de contractu quem vocant trium contractuum : an à synodo permitti, an potiùs proscribi debeat.

I. Postquàm clericis ab omni etiam in se licitâ negotiatione propriè tali omninò abstinendum diximus, indagandum restat an laicis inire liceat contractum societatis cum *assecuratione*, ut aiunt, *capitalis et fructuum*, quem etiam *contractum trinum* appellant, quidque de illo ab episcopo decerni queat, est indicandum. Contractus societatis, generatim acceptus, *est duorum, vel plurium conventio contribuendi ad commune lucrum et damnum, secundùm proportionem rerum contributarum.* Potest autem contribui vel pecunia, vel opera, seu industria, vel instrumentum, puta navis, equus, animalia, etc., eaque omnia debent ad negotiationem destinari; nulla quippe, nisi ficta, potest esse societas ubi nulla ex rebus à sociis collatis instituitur negotiatio, ex quâ lucrum sperari queat. Ut autem societas justa sit, sicuti lucrum, ita et periculum ac damnum debet secundùm eamdem proportionem esse singulis sociis commune : nam, ut ait Ulpianus in leg. 29, ff. *Pro socio, si alter lucrum tantùm, alter damnum sentiret*, societas diceretur *leonina*, ab apologo leonis, qui, absque ullo suî periculo, aliarum ferarum venationis particeps esse voluit.

II. Ad ejusmodi verò periculum evitandum, atque unum ex sociis solius lucri participem ejusque securum reddendum, hic ineundæ societatis modus est adinventus : Titius init contractum societatis cum Sempronio mercatore, cui mille aureos tradit, è quibus probabiliter sperat se centum et triginta lucraturum; sed metuens Titius ne unà cum sperato lucro etiam capitale amittat, alium contractum init cum eodem Sempronio, cui condonat sexaginta aureos sperati lucri, ut, qualiscumque sit futurus negotiationis exitus, ipsi caveat de securitate capitalis mille aureorum; rursùsque secum reputans Titius melius sibi fore aliquod moderatum lucrum sed certum habere, quàm pinguius sed incertum expectare, tertium contractum cum eodem Sempronio init, quo eidem remittit alios viginti aureos sperati lucri, ut quinquaginta residuos ei solvat, sive negotiatio benè, sive malè succedat. Obstringitur itaque hisce contractibus Sempronius ad reddendum Titio intra certum tempus integram sortem, id est, summam mille aureorum salvam, et quinquaginta insuper aureorum incrementum.

III. Hic porrò est trinus ille contractus, quem celebrem fecit exorta inter Dominicum Sotum et Martinum Navarrum discordia. Putabat nimirùm Navarrus tres prædictos contractus simul et cum eâdem personâ tutâ conscientiâ iniri posse, atque ab usurariâ pravitate immunes esse, ob rationes quas adducit in suo Manuali, cap. 17, num. 254 et seq. Sotus ex adverso asserebat trium illorum contractuum conjunctionem degenerare in mutuum fœneratitium, et societatis leges, quæ lucri damnique communionem exposcunt, evertere, suamque assertionem pluribus propugnabat argumentis, quæ videri possunt in ejus opere de justitiâ, lib. 6, quæst. 6, art. 2. Causa delata est ad Sixtum V, pontificem maximum, qui, diligenter quæstione discussâ, duplicis securitatis pactionem societati adjectam usurariam pronuntiavit, eamque deinceps fieri prohibuit suâ constitutione 68, quæ incipit : *Detestabilis*, editâ anno 1586, tom. 4, part. 4 Bullar., pag. 263.

IV. Et nihilominùs nondùm causa finita est : siquidem plures, et non obscuri nominis posteriores theologi trinum contractum ab omni usuræ reatu absolvunt, et licitè etiam nunc fieri posse defendunt; inter quos Covarruv., 3 Var., cap. 2, num. 3; Lessius, lib. 2 de Just., cap. 25, dub. 3, num. 24; Franciscus Garcia, de Contract., part. 2, cap. 67; cardinalis de Lugo, de Just. et Jur, disput. 30, sect. 4; Gibalinus,

de Usur., lib. 6, cap. 5, art. 4; Salmanticenses, tom. 3 Curs. moral., tract. 14, cap. 3, punct 2, § 2; Bonacina, de Contract., disput. 3, quæst. 3, punct. 11, num. 2; Vanroy, part. 3, tract. de Contract., cap. 6, quæst. 10. Neque his negotium facessit contraria constitutio Sixti V; aiunt enim cardinales Toletus, et S Severinæ, quibus concinnandæ constitutionis cura fuerat à Pontifice commissa, testatos esse P. Stephano Tuccio societatis Jesu, Sixti mentem fuisse damnare duntaxat conventiones et pacta quæ in se injusta, illicita et usuraria forent, non verò quæ omni usurâ vacare probarentur; quod refert Comitolus, Respons. moral. lib. 3, quæst. 12, num. 3, hisce verbis : *Cardinalis Toletus et cardinalis S. Severinæ, quibus munus mandatum fuit à Sixto V componendæ legis, seu bullæ*, Detestabilis, *affirmârunt Patri Stephano Tuccio, theologo societatis Jesu, ut is datis ad me litteris testatus est, noluisse Sixtum suâ lege prohiberi, nisi injustos societatis contractus; quare qui ante legem latam justi erant, post latam quoque licere.* At ante legem à Sixto latam pergunt præfati doctores, injusta et usuraria erat societas in quâ periculum capitalis et lucri rejicitur in alium socium, virtute solius contractûs societatis; non autem quæ viduorum, qui societati superadduntur, contractuum, unum socium securum reddit capitalis, et alicujus partis lucri; hic quippe hanc securitatem emit ab altero socio, qui liberè et spontè ad eam se obligat, et, tanquàm præstitæ cautionis pretium, assequitur illud longè majus lucrum, quod primus ex collatâ in negotiationem pecuniâ probabiliter sperare posset. Ita pariter sensisse addunt celebrem Romanæ rotæ auditorem Joannem Baptistam Coccinum, in unâ Romanâ societatis 3 junii 1602, cujus sententiam idem sacræ rotæ tribunal constanter tenuit, pluribusque confirmavit decisionibus, in quibus ratum habuit contractum trinum.

V. At præfatis doctoribus contradictores se præbent Genett., Theol. moral. tom. 1, tract. 4, c. 14; Natalis Alexander, Theol. dogmat. et moral., edit. Paris. tom. 2, lib. 3, cap. 7, art. 5, regul. 23; auctor dissertationis editæ Lugduni anno 1673, de usurariâ trium contractuum Pravitate; Aurelius Piette, tom. 4, de Contract., quæst. 4, § 2; Sainte-Beuve, cas. 185, tom. 2 Resolut.; auctor Theologiæ moralis ad usum seminarii Petrocorensis, tom. 2, lib. 4, cap. 8; Gabriel Antoine, tom. 3, tract. de Contract., cap. 8, quæst. 3; continuator Prælectionum Tournely, part. 2 de Contract., cap. 4, art. 1, et Daniel Concina, in opere, cui titulus : *Usura contractûs trini dissertationibus historico-theologicis demonstrata*, aliique, quibus absonum videtur opinari Sixtum V, in constitutione quam edidit ad terminandam controversiam inter Sotum et Navarrum summâ contentione agitatam circa illum contractum trinum, de quo in præsens est sermo, verbis lusisse, et quæstionis nodum non solùm non solvisse, sed ne attigisse quidem. Ex assertione autem cardinalium Toleti et S. Severinæ, aliud non inferri autumant, nisi quòd Sixtus noluerit legem novam rogare, sed contractum proscribere, quem deprehenderat jam in se turpem, et usuræ labe fœdatum. Equidem, cùm tempore Clementis VIII compilandus esset liber septimus Decretalium, fuit dubitatum an illi inseranda foret prædicta Sixtina constitutio, atque in congregatione habitâ die 12 novembris 1593, deliberatum, non esse inserendam eò quòd nihil novi in eâ decernatur, sed contractus reprobetur in se fœneratitius, jam à jure communi proscriptus, sicuti colligitur ex actis congregationum eâ super re habitarum, quæ asservantur in archivo arcis Sancti Angeli. Quòd autem contractus trium contractuum sit in se fœneratitius, evidenter patere prædicti auctores arbitrantur, quoniam conferens pecuniam, rejecto periculo in accipientem, censetur mutuum dare, et pecuniæ dominium in eumdem accipientem transferre, cui reipsà perit, si pereat. Neque ad rem facere videtur quòd accipiens pecuniam obligetur ex pacto ad eam erogandam in negotiationem, quod non contingit in vero mutuo, cujus ratione ita mutuatarius fit dominus acceptæ pecuniæ, ut eam pro suo libito in quemcumque usum impendere valeat : etenim ea pactio, et inde orta obligatio videtur apparens, atque unicè apposita ad obtegendam usuram, quia reverà nihil interest ejus qui pecuniam tradit, habitâ cautione et pecuniæ et lucri, an illa ab accipiente in negotiationem vel in alium quemcumque usum impendatur. Addunt præterea, trini contractûs obtentu omnes leges eludi usuras prohibentes, cùm petenti mutuum quilibet respondere possit : Nolo mutuum dare, sed societatem tecum inire, sub pacto ut me de sorte securum facias, et ob majus lucrum, quod ex negotiatione probabiliter spero eventurum, aliquod minus, sed certum, mihi tradendum promittas. Sciunt sanè etiam hunc contrahendi modum approbari à Navarro, cit. loc., num. 255, at non ita sensisse clamitant Gregorium IX, in cap. *Naviganti*, de Usuris, cùm ait : *Naviganti, vel eunti ad nundinas, certam mutuans pecuniæ quantitatem, pro eò quòd suscipit in se periculum, recepturus aliquid ultra sortem, usurarius est censendus.* Siquidem, inquiunt, si Pontifex *fœneratorem* pronuntiavit qui non aliter pecuniam vult mutuam dare mercatori maritimo, quàm subeundo ejusdem pecuniæ periculum, ut hâc ratione aliquid ultra sortem à mutuatario percipiat, quemadmodùm prædictum textum expendentes annotârunt S. Antoninus, 2 part., cap. 7, § 21, tit. 7; Sylvester verb. *Usura*, 1, § 35; Molina, de Contract., disp. 318, num. 1, et Gonzalez, in eod. cap. *Naviganti*, num. 8, multò magis usurarius erit qui non aliter vult societatem inire, nisi rejecto in socium sortis periculo, et acceptâ insuper ab eo securitate alicujus lucri. Neque verò audiendos volunt auctores relatos à Gibalino, de Usuris, lib. 2, cap. 4, art. 3, num. 25, existimantes in allegatum textum irrepsisse mendum, et legendum : *Usurarius non est censendus;* huic quippe explicationi, teste eruditissimo Gonzalez, ibid., num. 7, in fin., repugnat omnium codicum fides, in quorum nullo invenitur particula *non*, sed textus legitur sicuti habetur in vulgatâ decretali.

VI. Hæc sunt præcipua rationum momenta, quæ in utramque partem adducuntur; neque Apostolica Sedes priori opinioni, etsi minùs congruere videatur Sixtinæ constitutioni, ullam hactenùs censuram inussit, à quâ proinde eidem infligendâ debet episcopus abstinere; ad usum verò quod attinet, tutò poterit contractum trinum, quem etiam ejusdem patroni periculosum fatentur, pro viribus impedire, atque ab eo ineundo suos subditos dehortari; quod à plerisque episcopis in suis diœcesanis synodis sapientissimè factum referunt citati Genettus, tom. 1, tract. 4, cap. 14, et Natalis Alexander, epistolâ 94, in appendic. ad tom. 2 suæ Theolog. moral.

CAPUT VIII.

Contractus cujuslibet diœcesis proprii, et peculiares in synodo examinentur.

I. Quoniam impossible foret singulos recensere contractus quos versutorum hominum nequitia in dies excogitat ad larvandas usuras, episcopos generatim monemus ut, cùm aliquem peculiarem contractum, alibi inusitatum, in commissis sibi diœcesibus fieri animadvertunt, quem ipsamet implexa atque involuta illius ineundi formula suspectum reddit, eum, accitis in consilium theologis, diligenter examinent, et, si usuræ labe fœdatum repererint, statim prohibeant. Præstitum id fuisse à sæpiùs laudato præsule Bonaventurâ, episcopo Montis Falisci, et Corneti, narrat Franciscus Gervasius, in supra cit. Ordine synodi, quo teste, vigilantissimus ille antistes in congregationibus suæ diœcesanæ synodo præviis theologorum judicio subjecit plures contractus in suâ civitate et diœcesi usitatos, è quibus qui aut manifestè fœneratitii aut occulti fœnoris suspecti sunt ab illis renuntiati, synodali constitutione interdixit.

II. In nonnullis diœcesibus frequentes sunt contractus, vulgò nuncupati *collatici*, qui sunt hujusmodi : Pro quolibet bove terram arante, tradito bubulco, seu colono, solvitur domino bovis certa portio frumenti, hâc tamen adjectâ lege, ut, si bos naturaliter moriatur, damnum sit domino et bubulco commune; si verò pereat culpâ ejus cui traditus est, is totum damnum subeat. Hic contractus, de quo fusè Clericat. in Miscellan., decis. 40, per tot., invaluerat in diœcesi Amerinâ; et quia poterat primo aspectu aliquam usuræ suspicionem ingerere, ut eam eluerent providi episcopi Amerini, illum theologis sedulò discutiendum commiserunt; cùmque ab his accepissent usuræ flagitio vacare contractum, uti antea consueverat, etiam in posterum fieri permiserunt; sed quò magis dolis et fraudibus occurrerent, nonnullas conditiones in eo adhiberi jusserunt, quas etiam approbavit sacra congregatio concilii, die 6 decembris 1730. Thesaur. resolut. tom. 5, pag. 86 et 87.

III. In nostrâ diœcesi Bononiensi, aliisque finitimis urbibus, frequentissimus est contractus qui dicitur *pactum francandi*. Titius vendit domum, seu prædium Sempronio, cum pacto redimendi rem venditam, quam tamen non tradit Sempronio, sed sibi retinet, tanquàm ejusdem conductor, solvitque propterea emptori mercedem conventam, donec illam redimat. Contractus ejumodi, cujus meminit rota Bononiensis apud Gypsium, decis. 119, reputatur licitus : etenim, cùm illicitum non sit rem vendere cum pacto redimendi, neque illicitum erit eidem adjicere alium contractum locationis et conductionis, qui præcedentem venditionem non destruit, sed confirmat, quemadmodùm ratiocinatur Ansaldus, decis. 463, num. 4 et seq.

IV. At nonnulla sunt quæ contractum venditionis cum pacto redimendi vitiare possunt. Et primò quidem, si in illius stipulatione facultas quæ datur venditori, rem venditam, quandocumque voluerit, redimendi, gravetur onere eam redimendi majori pretio quàm ipse vendiderit, contractus erit injustus; quanquàm enim Leotardus, de Usuris, quæst. 15, num. 10, etiam hanc pactionem licitam tueatur, rectiùs tamen alii usurariam præsumendam contendunt, addentes quòd si hæc præsumptio aliis adjuvetur conjecturis, sine ullâ hæsitatione debeat in foro externo absolutè usuraria pronuntiari, ob regulam textûs in cap. *Illa nos*, de Pignoribus, quam ad rem exornat Ansaldus, cit. decis., num. 6. Secundò, si venditio fiat cum pacto redimendi intra certum tempus, quo elapso non sit ampliùs locus retrovenditioni, manifestam pariter redolet usuram : siquidem ejusmodi pactum efficit ut contractus induat naturam pignoris, quod observavit Mantica, de tacit. et ambig. Convent., lib. 4, tit. 31, num. 68 et seq., et quamvis non indueret naturam pignoris, adhuc à justitiâ deficeret, si, obtentu pacti redimendi, venditio fieret infra limites justi pretii, neque haberetur ratio oneris impositi venditori fundum redimendi intra certum tempus, quo elapso, nequeat illum pro suo libito eodemque pretio recuperare; de quâ re legendus est Leotardus, cit. quæst. 15, à num. 16 usque ad 22, ubi pluribus argumentis præfati contractûs injustitiam demonstrat. Tertiò, si pactum redimendi hâc lege ineatur ut non liceat venditori fundum redimere, nisi post præfiniti temporis, puta duorum aut decem annorum, intervallum, non carebit præsumptione usuræ : quoniam ex eâ temporis præfinitione fas est conjicere interim voluisse emptorem lucrari ex mutuo, et usuram fictâ fundi emptione palliare; et quamvis hæc sola conjectura tanta non sit ut contractum in foro externo statim evincat fœneratitium, si tamen emptor aliàs fuerit de usurâ diffamatus, aliud non desiderari, ut etiam prædictum pactum judiciali sententiâ declaretur usurarium, docent Mohedan., decis. 3, de Empt. et Vendit., et Mantica, loc. cit., num. 31.

V. Jam verò, cùm *pactum francandi*, de quo est sermo, intra speciem contineatur contractûs venditionis cum pacto redimendi (sicuti præmonuimus) omnes præfatæ, aliæque similes conditiones, quæ hanc turpem, atque illicitam reddunt, etiam illud contaminant. Quare Gabriel cardinalis Palæotus, primus archiepiscopus Bononiensis, ne *pactum francandi*, in suâ diœcesi passim usurpatum, animas suæ curæ concreditas usuræ flagitio illaquearet, accuratam Instructionem promulgavit, typis Bononiensibus anno 1587 impressam post quæstiones morales, ejusdem mandato explicatas à P. Ludovico de Bejâ ordinis Eremitarum, in quâ mirâ prudentiâ et solertiâ omnes inprimis enumerat et enucleatè exponit conditiones quæ illud in foro externo aut omninò usurarium, aut saltem usuræ suspectum probant; confessarios deinde monet ut in foro sacramentali ab emptore diligenter exquirant num reverà serium animum habuerit fundum emendi, ejusque dominium acquirendi, vel an potiùs voluerit mutuam dare pecuniam, et usque ad ejusdem restitutionem consequi fructus ex domo, prædio, aliove fundo, quem cum *pacto francandi* emere simulavit; si enim res hoc posteriori modo se haberet, esset certi et turpis fœnoris reus; similiter et venditorem interrogandum ait num ab emente pecuniam mutuam petierit, cum fœnore restituendam, eumque renuentem induxerit ad usuram obtegendam pallio *pacti francandi;* in hoc quippe rerum statu non esset venditor immunis à gravis noxæ reatu, cùm neminem liceat ad fœnerandum allicere, qui aliàs non sit ad fœnerandum paratus; quinimò vix contingere potest ut à peccato excusetur qui, ut consequatur pecuniam, quam ab iniquo fœneratore sine usurâ obtinere non potest, se obligat ad eam restituendam cum fœnore, juxta doctrinam D. Thomæ, 2-2, quæst. 78, art. 4, in corp. : *Dicendum est quòd nullo modo licet inducere aliquem ad mutuandum sub usuris; licet tamen ab eo qui hoc paratus est facere, et usuras exercet, mutuum accipere sub usuris, propter aliquod bonum, quod est subventio suæ necessitatis, vel alterius;* quam sequuntur Innocentius in cap. *Super eo*, de Usuris; Sylvester in Summ., verb. *Usura*, 7, § 1; Tabiena, verb. *Usura*, 8, § 1, 2 et 3.

VI. Pauca hæc quæ delibavimus exempla satis esse videntur ad edocendos episcopos circumspectionem quam adhibere debent, cùm peculiarem quempiam contractum, novâ atque insuetâ veste circumvestitum, in diœcesim irrepere advertunt; hunc quippe aut illicò, aut saltem in synodo solerter expendere debent, nec sinere ut communi usu recipiatur, nisi ab omni usuræ periculo quàm longè abesse compererint.

CAPUT IX.

De multis, seu pœnis pecuniariis.

I. Non est hìc sermo de eleemosynis, quibus scimus integrum olim fuisse pœnitentibus redimere pœnam canonicam, cui pro modo perpetratæ culpæ facti fuerant obnoxii. Etenim, cùm, tepescente charitate, cœperint homines ab illis severis jejuniis, aliisque corporis macerationibus abhorrere, quibus pœnitentes afflictabantur, ex singulari quâdam Ecclesiæ indulgentiâ illis concessum fuit ut prædictas pœnas possent arbitrio suo redimere, atque in eleemosynas commutare. Hujus disciplinæ, quam non ante seculum octavum in Ecclesiam invectam, neque ante nonum propagatam, putat Morinus, de Pœnit., lib. 10, cap. 17, monumentum occurrit in concilio Triburiensi anni 895, can. 56, 57 et 58, tom. 6, part. 1 Collectionis Harduini, col. 455; quibus in locis venia datur pœnitentibus redimendi quorumdam dierum jejunium, in plures annos sibi præscriptum, *uno denario*, *vel pretio denarii*, *sive tres pauperes*, *pro nomine Domini*, *pascendo*. Et magis apertè in concilio Remensi anni 923, ubi, post indictum militibus qui interfuerant bello Suessionensi inter Robertum et Carolum reges acto, cujuslibet feriæ sextæ, et trium quadragesimarum per tres annos jejunium, libera fit iisdem potestas illud ex parte redimendi eleemosynis : *Omnibus his tribus quadragesimis, secundâ, quartâ, et sextâ feriâ,*

in pane, sale, et aquâ abstineant, aut redimant; tom. 6 Collec. Harduini, part. 1, col. 562. Neque ea disciplina displicuit Petro Damiano, pristinæ severitatis ceteroquin tenacissimo : is siquidem commissâ sibi à Romano Pontifice legatione fungens, Guidoni archiepiscopo Mediolanensi simoniacis ordinationibus, aliarumque rerum sacrarum nundinationibus implicato, pœnitentiam injunxit centum annorum; sed simul libertatem dedit illius redimendæ certâ pecuniæ eleemosynâ, in annos singulos erogandâ; quod ipsemet Damianus scripsit ad Hildebrandum tum Romæ Ecclesiæ archidiaconum, apud Baronium ad annum 1059, num. 55. Eumdem verò morem adhuc perseverâsse in fine duodecimi atque initio decimi tertii seculi, colligitur ex variis libris pœnitentialibus, eâ ætate exaratis, quos producit laudatus Morinus eodem cap. 17, num. 6 et seq., et evidenter constat ex epistolâ Innocentii III, tom. 1 Epistolar., ex recensione Stephani Baluzii, pag. 517, lib. 2, epist. 270, *archiepiscopo Magdeburgensi, et suffraganeis ejus, abbatibus*, etc., *in Magdeburgensi provinciâ constitutis*, datâ pro bello sacro, in quâ hanc illis, inter cæteras, impertitur facultatem, nimirùm, *ut circa eos qui de bonis suis Terræ Sanctæ voluerint subvenire, de discretorum virorum consilio, qualitate personarum et rerum facultate pensatis, ac considerato nihilominùs devotionis affectu, opus injunctæ pœnitentiæ commutare possitis in opus eleemosynæ faciendæ.* Sed posteriori ætate, quemadmodùm idem Morinus observat, cùm obsoleverint pœnitentiæ canonicæ, consequens fuit ut obsolesceret etiam earumdem redemptio, de quâ nullum verbum fecêre antiqui scholastici, etsi de variis speciebus relaxationum pœnitentialium multa disputaverint. De hisce eleemosynis fusè agit Muratorius, tom. 5, dissert. 68. Antiquitatum Italicarum medii ævi, ubi notat eas quæ juxta sacrorum canonum normam erogandæ erant in redemptionem captivorum, aut in alimoniam pauperum, uti habetur apud Reginonem, lib. 2, cap. 440 et seq., aliquando hominum malitiâ fuisse conversas in commodum et utilitatem sacerdotum, quorum proindè turpem avaritiam meritò exagitat et perstringit.

II. Neque loquimur de eleemosynis quæ etiam nunc à confessariis pœnitentibus imponuntur tanquàm opportunissimæ ad abluendas scelerum maculas, juxta illud Daniel 4 : *Peccata tua eleemosynis redime, et iniquitates tuas misericordiis pauperum;* quanquàm, uti rectè monet Thomassinus, de vet. et nov. Eccles. Discip., part. 3, lib. 1, cap. 74, num. 1 et 4, consultius sit ut non sola eleemosyna pœnitentibus præscribatur, sed simul orationes, jejunia, aliæque pœnæ corporis afflictivæ, pro criminum gravitate et numero, accumulentur, quæ aptiores sunt ad medendum intestinis animæ morbis, eorumque contagia expungenda, cùm eleemosyna solam expugnet avaritiam, carnem verò non maceret, nec reliqua vitia directè attingat. Cavendum præterea est confessario ne eleemosynam, quam pœnitenti præscribit, suam prætexens paupertatem, sibimet elargiendam suadeat; id quippe aut simoniam saperet, aut certè non effugeret turpis quæstûs notam; à quâ ut confessarios omninò immunes servaret S. Carolus Borromæus, iisdem præterea districtè præcepit ut, si quando eleemosynam pro missis celebrandis, pœnitentibus injungunt, eam non sibi, neque ecclesiæ, aut monasterio suo addicant; quâ de re plura superiùs à nobis dicta sunt, lib. 5, cap. 9, in fin.

III. De hisce eleemosynis, ut diximus, hìc non agimus; sed unicè res est de multis, seu pœnis pecuniariis, quæ à judice ecclesiastico in vindictam patrati criminis sæpiùs in foro externo infliguntur. Enimverò, si sacrorum canonum statuta perquirimus, à plerisque ejusmodi multas probari, ab aliis autem improbari, deprehendimus. Concilium Berghamstedense in Angliâ, sub Bertualdo archiepiscopo Cantuariensi, anno 697 celebratum, quod habetur in Collectione Spelmanni, tom. 1, pag. 254 et seq., et in novâ Collectione conciliorum Britanniæ, tom. 1, pag. 60, adulteria, latrocinia, aliaque plura enormia delicta, pecuniariâ multâ castigat. Leges etiam ecclesiasticæ Aluredi regis Anglorum, ab eodem Spelmanno, ibid., pag. 364, et in novâ Collectione, cit. tom. 1, pag. 186, relatæ, ferè omnia peccata eâdem pœnâ pecuniariâ coercent. At Othobonus cardinalis S. Adriani, Apostolicæ Sedis ad regnum Angliæ legatus, in suis constitutionibus in concilio Anglicano anni 1248 promulgatis, quæ extant in eâdem Collectione Spelmanni, tom. 2, pag. 276, ne faciliùs crimina admitterentur, à quibus quilibet posset solius pecuniæ solutione absolvi, id deinceps fieri, can. 4, vetuit; eidemque adhæsêre concilium Excestrense anni 1287, c. 31, et concilium Londinense anni 1342, cap. 10. Quamvis enim Thomassinus, cit. cap. 74, num. 7, has constitutiones intelligat de commutatione pœnitentiæ canonicæ in eleemosynam in foro sacramentali, de quâ paulò ante disseruimus, nobis tamen manifestè loqui videntur de pœnâ pecuniariâ in foro externo irrogandâ : etenim constitutio cardinalis Othoboni interdicit archidiaconis *ne pecuniam à delinquente pro gravi et notorio crimine recipiant, sed commissum crimen puniant animadversione condignâ;* et concilium Londinense archidiaconis pariter eorumque officialibus prohibet *ne à recidivo pecuniam recipiant quovis modo, sub pœnâ restitutionis dupli pecuniæ, fabricæ cathedralis ecclesiæ applicandæ;* archidiaconi autem, non in foro interno et sacramentali, sed in externo jurisdictionem exercebant, atque in delicta animadvertebant.

IV. Concilium itidem Turonense anni 1294, can. 3, apud laudatum Thomassinum, part. 3, lib. 1, cap. 74, num. 7, archidiaconos, archipresbyteros et decanos rurales, jurisdictionem contentiosam administrantes, acriter reprehendit quòd à *clericis, et laicis pœnam pecuniariam, contra canonum prohibitionem, exigerent et extorquerent.* Ex adverso episcopus Augustodunensis, in celebri illâ disputatione super finibus jurisdictionis ecclesiasticæ et laicalis, habitâ in conventu cleri Gallicani anno 1329 indicto à rege Philippo Valesio, pluribus argumentis evicit posse, secundùm jura tam canonica quàm civilia, ab episcoporum officialibus pœnas pecuniarias decerni. Idem dissidium videre reperimus inter juris communis sanctiones; siquidem Alexander III, in cap. *Licet*, 3, de Pœnis, improbare videtur *ut pro corrigendis excessibus, et criminibus puniendis, à clericis et laicis pœna pecuniaria exigatur.* Sed idem Alexander III, in cap. *In archiepiscopatu*, 4, de Raptoribus, et Honorius III, in cap. *dilectus*, 18, de Offic. judic. ordin., *emendas seu multas imponere et percipere* permittunt.

V. Si porrò sanctorum antistitum exempla investigamus, ea non minùs hâc in re inter se discrepare invenimus. S. Thomas archiepiscopus Cantuariensis consuevit istiusmodi pœnas infligere. Sed S. Hugo episcopus Lincolniensis *archidiaconos suos cæterosque prælatos severè compescuit ne à delinquentibus multam exigerent pecuniariam.* Cùmque ei objectaretur contrarium exemplum S. Thomæ, respondebat : *Credite mihi, non idcircò sanctus fuit : alia eum virtutum merita sanctum exhibuerunt, alio meruit nomine martyrii palmam;* quod narratur in ejusdem Vitâ apud Surium, die 17 novembris, cap. 16. Similiter de B. Joanne episcopo Teroanensi refertur, in ejusdem Actis à coævo scriptore exaratis, eum nunquàm induci potuisse ad multas recipiendas. Oppositum autem placuisse aliis episcopis, doctrinæ et sanctitatis famâ æquè præclaris, eruditè ostendit Franciscus Perez, episcopus Terulensis, in suâ Defensione canonicâ, Hispano sermone conscriptâ, potestatis decretorum episcoporum, pag. 44, 51 et 69, quibus fortassè experientiâ compertum fuit pecuniarias pœnas magis timeri quàm spirituales censurarum, quæ utpote spiritum tangentes, interdùm à crassis et obcœcatis hominibus contemnuntur; quod etiam sensit Petrus Blesensis, epist. 74, tom. 24 Biblioth. Patrum, p. 993,

ubi de quodam Guidone laico, notorio adultero, et sæpiùs excommunicato, hæc scribit : *Certissimam illius emendationem vobis promitto in ablatione pecuniæ. Sensibilis est illa sententia, non verbalis, ideòque plus doloris incutit, et timoris; nam juxta ethnicum, satyr.* 13 :

Ploratur lacrymis amissa pecunia veris;
Non cohibent sacra verba malum; majore tumultu
Planguntur nummi, quàm funera.

VI. Verùm omnem hâc de re controversiam diremit concilium Tridentinum, quod sess. 25, cap. 3, de Reform., potestatem decernendi multas pecuniarias episcopis vindicavit, inquiens : *Liceat eis (episcopis) si expedire videbitur, in causis civilibus, ad forum ecclesiasticum quomodòlibet pertinentibus, contra quoscumque, etiam laicos, per multas pecuniarias, quæ locis piis ibi existentibus, eo ipso quòd exactæ fuerint, assignentur... procedere, et causas definire.* Ac ipsummet concilium, sess. 6, cap. 1, de Reform., episcopos sine legitimâ causâ à suis diœcesibus absentes, pœnâ multavit amissionis *quartæ partis fructuum unius anni, fabricæ ecclesiæ, et pauperibus loci per superiorem ecclesiasticum applicandorum.* Et, cit. sess. 25, cap. 14, in clericos concubinarios, post monitionem non resipiscentes, pœnâ animadvertit privationis tertiæ partis fructuum suorum beneficiorum ac pensionum, *quæ fabricæ ecclesiæ, aut alteri pio loco, arbitrio episcopi, applicetur;* crescente verò contumaciâ, eosdem omnibus spoliat beneficiorum fructibus ac proventibus, prædictis pariter locis applicandis. Quare nemini fas est dubitare licere episcopo multas pecuniarias delinquentibus indicere, si ad eorum emendationem, aliorumque terrorem, eas conducere existimaverit.

VII. Rectè tamen monet Fagnanus, in cap. *Irrefragabili*, § *Cæterùm*, num. 15, de Offic. ordinar., ejusmodi pœnas exigi solùm posse per judicialem sententiam, et causâ cognitâ, non verò extra judicium à diffamatis de aliquo crimine, ut illius solutione judicialem evitent inquisitionem : ita enim viderentur delicta non puniri, sed tolerari, et pecuniæ solutione impunitas emi delinquendi : *Quod facit*, addit, *contra illos episcopos qui diœcesim visitationis titulo peragrantes, diligenter investigant an in loco reperiantur aliqui de ullo crimine suspecti, vel diffamati; eisque arcessitis contestantur se velle contra eos criminaliter procedere, suadentque ut se componant in certâ pecuniarum summâ, quam si recusent solvere, minantur se processuros ad formalem inquisitionem, carcerationem, et condemnationem; et his concussionibus, brevi manu, ingentes pecuniarum summas extorquent, quod est detestabile; et non semel vidi processus contra episcopos super hujusmodi extorsionibus, et concussionibus fabricatos.*

VIII. Abstinere præterea debet episcopus à novis constitutionibus passim edendis, inflictâ in transgressores pœnâ pecuniariâ, ne videatur illas ferre pro quæstu et pecuniæ emungendæ causâ; ad quam calumniam prævertendam concilium provinciale Aquense anni 1585, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1576, loquens de synodo diœcesanâ, statuit : *Censura ibi fiat de singulorum moribus, vestitu, et vitâ; ac infligatur pœna potiùs personalis, etiam carceris, ubi opus fuerit, quàm pecuniaria.* Eamdem pariter fuisse mentem sacræ congregationis concilii, ex pluribus, quas subnectimus, ejusdem decisionibus edocemur. Jussit Tridentinum, sess. 5, cap. 2, de Reform, ut plebani cæterique animarum rectores, *diebus saltem dominicis, et festis solemnibus, plebes sibi commissas, pro suâ et earum capacitate, pascant salutaribus verbis;* voluitque ut, *si ab episcopo moniti, trium mensium spatio muneri suo defuerint, per censuras ecclesiasticas, seu alias, ad ipsius episcopi arbitrium cogantur.* Hinc sibi licuisse putavit episcopus Novariensis, in suis constitutionibus synodalibus, parochos huic decreto contravenientes pecuniâ multare. Sed sacra congregatio concilii, die 15 junii 1658, etsi de potestate episcopi non dubitaverit, id tamen fieri non decuisse respondit. Episcopus Assisiensis, in suâ synodo, excommunicationem et quinquaginta aureorum pœnam decreverat in parochos è suâ parochiâ duorum dierum spatio sine episcopi licentiâ absentes. Sed eadem sacra congregatio delendam censuit è decreto excommunicationem latæ sententiæ, et pœnam pecuniariam non imponendam in certâ quantitate, sed relinquendam arbitrio episcopi, qui, cùm casus contingeret, ita illam temperaret ut responderet tempori absentiæ, et reditibus parocho ex suâ ecclesiâ obvenientibus; uti habetur lib. 153 Memorialium, pag. 953. In synodo Brundusinâ statutum fuerat ut sacerdotes aliique inferiores clerici inservire deberent ecclesiæ cui juxta decretum Tridentinum, cap. 16, sess. 23, de Reform., erant ascripti, singulis dominicis aliisque festis diebus, et in totâ octavâ corporis Christi, atque insuper solemnibus supplicationibus per annum fieri consuetis interesse, sub pœnâ ducatorum quinquaginta, seminario applicandâ; sed sacra congregatio, die 19 julii 1618, admonendum censuit episcopum ne ad pœnæ exactionem procederet, eò quòd Tridentinum, cit. loc., clericis ecclesiam descrentibus, cujus obsequiis in eorum ordinatione sunt mancipati, interdicendum duntaxat statuat exercitium sacrorum.

CAPUT X.

De multarum seu pœnarum applicatione, seu destinatione; et obiter nonnulla de procuratione debitâ episcopo visitanti.

I. Hæc de potestate imponendi pœnas pecuniarias. Quod verò attinet ad earumdem pœnarum destinationem et usum, sacra congregatio concilii, apud Fagnanum, in cap. *Presbyteri*, de Pœnis, à num. 4 usque ad fin., hæc tria declaravit : primò, multas à Tridentino inflictas clericis non residentibus, aut concubinariis, et quæ juxta cit. cap. 3, sess. 25, ad retundendam clericorum et laicorum contumaciam indicuntur, semper locis piis, sicut idem Tridentinum præcipit, esse assignandas; secundò, quæ nullâ certâ lege vel statuto sunt taxatæ, seu in certâ pecuniæ summâ præfinitæ, sed episcopi arbitrio decernuntur, eas similiter non posse nisi in opera pia expendi; ne secùs, ut idem Fagnanus, num. 9, ponderat, arbitrium episcopi propter avaritiam et quæstum sit immoderatum; tertiò denique, quas in certâ mensurâ designant canones, vel synodicæ constitutiones, servari posse integras egenti episcopo, si verè egeat; quamvis, monente eodem Fagnano, num. 22, ad evitandum scandalum et peccati periculum, tutius sit ut episcopus, priusquàm prædictas pœnas sibi vindicet, consulat sacram congregationem concilii, cujus erit judicare an reverà tantâ prematur inopiâ cui prædictis pecuniis oporteat subveniri. Universim enim loquendo, arbitrio superioris committitur decernere an quis sit verè pauper, juxta doctrinam quam tradunt Bartol., in l. *Si constante*, 14, ff. solut. matrim., aliique congesti à Menoch., de Arbitrar., l. 2, cent. 1, cas. 65, num. 6.

II. Quoniàm autem res hæc non levis est momenti, et facilè possent episcopi à nonnullis, quæ circumferuntur, sacræ congregationis decretis decipi, necessarium ducimus ejusdem sacræ congregationis concilii mentem diligentiùs indagare et exponere. Sciendum itaque sacram congregationem ante annum 1614 sæpiùs dixisse liberum esse episcopo verè pauperi et indigenti pœnas pecuniarias tertii generis in suæ inopiæ levamen erogare, quemadmodùm nuper à Fagnano audivimus; at ab anno 1614 ab ejusmodi declarationibus edendis eadem abstinuit, et mos invaluit ut episcopus qui præfatâ pecuniâ suam sublevare cupit inopiam, facultatem eam sibi addicendi petat ab eâdem S. congregatione, quæ illam modò concedit, modò negat, sicuti diversæ exposcunt rerum circumstantiæ; quod in quâdam causâ Novariensi, propositâ die 11 maii 1658, ad rem annotavit sacræ congregationis secretarius hisce verbis : *Sacra congrega-*

tio pro diversitate circumstantiarum et episcoporum, prout ipsis et eorum integritati, et bonitati, magis aut minùs fidit, similia indulta applicandi pœnas pecuniarias concessit. Facultatem verò, quam interdùm impertiendam existimat, nunquàm vult esse perpetuam, sed ad certum limitat tempus, quia interim cessare potest causa quæ eam hìc et nunc concedendam suadet. Ita reapsè in eâdem causâ Novariensi permisit quidem episcopo ut posset multis pecuniariis uti ad prosequendas lites quas intentaverat pro indemnitate locorum piorum suæ diœcesis, cujus sumptibus subeundis pares non erant suæ mensæ reditus, sed hanc permissionem duraturam voluit tantùm ad sex annos. Episcopo pariter Anglonensi potestatem fecit easdem multas in proprium commodum suæque paupertatis subsidium insumendi, sed duntaxat ad triennium, uti constat ex ejusdem sacræ congregationis decreto edito 15 januarii 1656, et annotato lib. 19 Decretor., pag. 554; quod proderit integrum audire, quoniam in eo et omnia confirmantur quæ hactenùs diximus, et summa elucet circumspectio ac cautela quâ sacra congregatio in impertiendis ejusmodi facultatibus se gerit : *Sanctissimus Dominus noster* (verba sunt decreti), *auditâ sententiâ sacræ congregationis concilii, veris existentibus narratis, in quibus gravatur conscientia ipsius oratoris, benignè annuit ut per triennium percipere possit pœnas et multas pecuniarias quæ in sacris canonibus seu statutis synodalibus pro delictis ad certam summam fuerunt præfinitæ, non autem pœnas et multas quæ vel ab ejus arbitrio pendent, vel per sententias, nullâ præcedente canonum vel statutorum synodalium determinatione, imponuntur, nec pœnas clericorum non residentium, vel concubinariorum, quæ piis locis omninò applicentur.* Quare, quidquid olim fuerit, dubitandum non est hodiè Apostolicæ Sedis licentiam requiri ut episcopus, quantumvis pauper, emendas seu multas pecuniarias sibi addicere et in proprios usus expendere possit.

III. Notandum tamen est interdùm contingere pœnam pecuniariam esse quidem inflictam à synodali statuto, simulque præfinitam in certâ pecuniæ quantitate, et propterea hoc nomine pertinere ad tertium genus pœnarum, quas diximus ab Apostolicâ Sede episcopo egenti quandoque concedi; sed simul evenire eam esse ab eodem statuto applicatam certo loco pio, seu ad aliquod determinatum pium opus destinatam, cujus rei exemplum nobis suppeditat diœcesana synodus Oriolana, habita anno 1600, cap. 71, relata à cardinali de Aguirre, t. 4 Concilior. Hispan., p. 741, ubi sic decernitur : *In his constitutionibus et statutis nostris, atque decretis hujus secundæ diœcesanæ synodi Oriolanæ, in quibus pœnæ et multæ pecuniariæ in violatores sancitæ sunt, nec quâ ratione distribuendæ illæ sint declaratur, earum dimidiam partem sanctæ Cruciatæ applicamus, alteram verò dimidium partem in opera pia, nostro arbitrio, distribui volumus.* Jam verò, cùm res ita se habet, sciant episcopi pœnas ejusmodi, quoad eam partem quæ est certo loco seu pio operi applicata, nunquam sibi, quantâcumque laborent inopiâ, fore ab Apostolicâ Sede concedendas, nisi probaverint locum seu opus pium eâ pecuniâ non indigere; neque enim Sedes Apostolica, ut uni gratificetur, vult juri quæsito alterius præjudicium inferre.

IV. Quæ autem hucusque dicta sunt de episcopis, facilè indicant quid sentiendum sit de capitulis ecclesiarum cathedralium, quibus aliquando in mentem venit sibi licere, vacante sede, multas pecuniarias et delinquentium compositiones in suos et canonicorum usus convertere. Contendebant id anno 1642 canonici Mazarienses, de quibus in congregatione concilii, die 6 decembris ejusdem anni, quæsitum fuit : *An canonici ecclesiæ cathedralis possint, sede vacante, propriâ auctoritate in usus proprios convertere pœnas, multas, et compositiones delinquentium?* Responsum autem fuit : *Canonicos non posse;* ut videre est lib. 17 Decretor., pag. 119, à terg., et 120. Paucis verò post annis, nimirùm die 28 martii 1648, instante vicario capitulari Elnensi, in eâdem congregatione sequens haud absimile dubium propositum fuit : *An vicario capitulari liceat pœnas et multas pecuniarias in usus proprios convertere, seu potiùs teneatur omnes piis locis applicare?* et simile rescriptum prodiit : *Vicarium capitularem non posse pœnas et multas in usus proprios convertere, sed integras locis piis debere applicare;* ut legitur lib. 18 Decretor., pag. 464 et seq. Nec reperire datum est exempla facultatis vicariis capitularibus impertitæ ut sibi applicare possent multas pecuniarias. Siquidem congrua vicarii capitularis sustentatio desumenda est ex vacantis sedis emolumentis, quæ scilicet ex jurisdictione, aut ex sigillo, seu ex alio quocumque fonte proveniunt; è quibus, detracto ejusdem vicarii competenti salario, quidquid reliquum est, ad futuri episcopi commodum remanere debet. *Sacra*, etc., *aliàs censuit emolumenta, sede episcopali vacante, obvenientia ex jurisdictione, et sigillo, aut aliàs undequàque, neque ad capitulum, neque ad ejus vicarium spectare; sed debere futuro successori reservari, si ad episcopum, ecclesiâ non vacante, pertinuissent. Ex his tamen emolumentis deducendum esse salarium rationabile vicario constituendum et persolvendum.* Ita decretum fuit ab eâdem sacrâ congregatione die 11 julii 1626, lib. 13 Decretor., pag. 55 et 56, in quâdam causâ *Nullius;* et iterùm in unâ Agrigentâ, die 17 aprilis 1627, eodem lib. 13 Decretor., pag. 252.

V. Tandem est animadvertendum quascumque multas seu pœnas pecuniarias, statim ac ab episcopi administris exactæ sunt, deponendas esse penes probatum virum; etenim Alexander IV, suis apostolicis litteris, quæ habentur post Eymericum in Director. inquisit., pag. 26, decrevit hæreticos, eorumque fautores, defensores et receptatores, in quibusdam casibus multandos pœnâ pecuniariâ, simulque voluit hanc integræ fidei homini, arbitrio ordinarii eligendo, custodiendam tradi, ut, cùm deinde opus fuerit, impendatur in prosequendâ causâ fidei adversùs hæreticos. Alexandri vestigiis adhæserunt Patres concilii Toletani, anni 1565, act. 2, cap. 14, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1151, ubi ita edixêre : *Pœnæ pecuniariæ, si quando à judicibus ordinariis, juxta rationem delicti, vel delinquentis qualitatem, eas imponi contigerit, in pios tantùm usus, et pro executione justitiæ, non pro privatâ episcoporum utilitate, expendantur, arbitrio episcopi, vel ejus vicarii. Deputeturque ab eodem episcopo, qui easdem pœnas recipere debeat, earumque rationem reddere teneatur.* Hæc autem praxis, veluti aptissima ad obviandum dolis, fraudibus et calumniis, placuit vener. Innocentio XI, pontifici maximo, cujus propterea jussu sacra congregatio episcoporum et Regularium, suis encyclicis litteris ad omnes episcopos die 5 februarii 1678 datis, quæ habentur apud Clericat. de Benef., discord. 100, num. 4, iisdem injunxit ut quaslibet emendas multas, seu pœnas pecuniarias statim custodiendas tradant probo et fideli depositario, ut hâc ratione semper innotescat quantùm à delinquentibus exactum sit, et in quem usum erogatum.

VI. Quæ hactenùs diximus, ut quilibet videt, eò omnia collineant, ut scilicet à foro ecclesiastico omnis arceatur avaritiæ species; quem eumdem scopum semper respexit sacra congregatio concilii, quoties-cumque de pecuniâ, quocumque nomine episcopo pensitandâ, in eâ actum est. Concilium Tridentinum, sess. 24, cap. 3, de Reform., præcepit ut episcopus singulis annis suæ diœcesis visitationem instituat, quam si, propter ejusdem diœce-eos latitudinem, intra annum explere nequeat, biennio saltem absolvat. Visitanti autem episcopo permisit, pro se suoque honesto comitatu, ab iis quibus de jure id onus incumbit, procurationes exigere, seu moderata et frugalia victualia recipere; relinquendo tamen arbitrio eorum qui visitantur, aut eadem victualia subministrare, aut

pecuniam, quam antea consueverant, exsolvere. Hoc porrò decreto non prohibetur episcopus ne intra ejusdem anni curriculum, si ita necessarium duxerit, iterum diœcesim visitando perlustret, quemadmodùm rectè notant Fagnanus, in cap. *Cùm venerabilis*, n. 3, de Censibus; Pirhing, in 3 lib. Decretal., tit. 39, sect. 2, n. 94; cardinalis de Lucâ, in Miscellan. Eccl. disc. 1, n. 118, et in Annotation. ad concilium Tridentin. disc. 5, num. 6. Sed, ne quisquam pastorem visitationem iterantem insimulet quasi crebriùs ad suas oves accurrat ut eas sæpiùs tondeat, non autem ut earumdem morbis novum afferat medicamen; propterea, cùm sacra congregatio episcoporum et regularium, anno 1586, tum sacra congregatio concilii, die 19 septembris 1682, censuerunt episcopo bis eodem anno diœcesim visitanti unicam tantùm deberi procurationem; examinato quippe sequenti articulo: *An episcopus qui, si commodè fieri possit, diœcesim suam quotannis visitare tenetur, possit hujusmodi visitationem facere per mensem, vel circiter, antequàm labatur integer annus à die peractæ ultimæ visitationis, vel potiùs debeat expectare quòd anni circulus integrè compleatur, antequàm denuò visitet, ita ut intra singuli cujuslibet anni cursum una tantùm visitatio fiat:* sacra congregatio concilii, prædictâ die, et anno, respondit: *Affirmativè, sed non posse recipere procurationem, neque victualia, nisi semel in anno.* Cui quidem responsioni concinit alia, ab eâdem sacrâ congregatione data die primâ junii 1737, in causâ Policastrem., Procurationis, in quâ propositâ quæstione: *An episcopus, non completo anno ab ultimâ visitatione, possit iterum eamdem Ecclesiam visitare, et aliam procurationem à visitandis exigere:* responsum fuit: *Affirmativè quoad primam partem, et negativè quoad secundam:* Thes. resolut., tom. 8, pag. 87. Hùc etiam pertinet, quod ab eâdem sacrâ congregat. decisum fuit, quoad procurationem solvendam vicario capitulari. Diximus superiùs, lib. 2, cap. 9, num. 5, posse à vicario capitulari diœcesim visitari post annum à die ultimæ visitationis ab episcopo peractæ, sed, quoniam non decet ut ipse cum tanto incedat comitatu, quanto indiget episcopus, qui majori præfulget dignitate; idcircò sacra congregatio, die 28 julii 1703, in causâ Ostanen. Procurationis, impressâ tom. 9 Thesaur., pag. 180, rescripsit, vicario capitulari deberi tantùm medietatem procurationum, quæ episc. solvi consueverunt: tali enim pacto servabitur indemnis ab expensis, quæ visitationis causâ occurrunt, sed nihil lucri ex eâ percipiet.

LIBER UNDECIMUS.

DE NOVITATE ET SEVERITATE QUÆ IN CONSTITUTIONIBUS SYNODALIBUS EVITANDÆ SUNT: UBI MULTA DE HUJUSMODI NOTIS ALIQUANDO SYNODALIBUS CONSTITUTIONIBUS IMMERITO INUSTIS.

CAPUT PRIMUM.

De falsâ novitatis notâ, quæ synodalibus constitutionibus quandoque inuritur: ubi de constitutionibus sancti Caroli Borromæi pro suâ ecclesiâ Mediolanensi.

I. Diuturnâ rerum experientiâ compertum est episcoporum constitutiones, etiam in synodis promulgatas, hoc nomine plerùmque traduci, quòd antiquis, et jamdiù receptis populi moribus adversentur, atque invisam novitatem in diœcesim inducant, quâ ejusdem jura infringantur, et publica quies perturbetur. Verùm, cùm eædem æquâ lance librantur, maximè conformes deprehenduntur sanctissimis Ecclesiæ institutis, quorum fortassè memoriam oblitteravit prava consuetudo, quæ præcedentium episcoporum socordiâ, in diœcesim irrepsit, et tam altas egit radices, ut, quæ legis prævaricatio est, pro lege haberi cœperit. *Nam mala consuetudo* (aiebat Nicolaus I epist. ad Hincmarum archiepiscopum Remensem, tom 5 Collectionis Harduini col. 646) *quæ non minùs, quàm perniciosa corruptela, vitanda est, nisi citiùs radicitùs evellatur, in privilegiorum jus ab improbis assumitur; et incipiunt prævaricationes, et variæ præsumptiones, celerrimè non compressæ, pro legibus venerari, et privilegiorum more perpetuò celebrari.* Cùm autem res ita se habeat, contemnendæ sunt hominum querelæ, totisque viribus enitendum, ut veteri corruptelæ nova prævaleat constitutio, quâ collapsa disciplina restauretur; opportunè siquidem monemur à Cypriano, epist. 74 ad Pompeium, relat. in Can. 8, dist. 8: *Consuetudo, quæ apud quosdam obrepserat, impedire non debet, quominùs veritas prævaleat, et vincat. Nam consuetudo sine veritate vetustas erroris est: propter quod, relicto errore, sequamur veritatem;* et rursùs ab Augustino, lib. 3, de Baptismo contra Donatistas, cap. 5, relato eâd. dist., can. 9: *Revelatione factâ veritatis, cedat consuetudo veritati; quia et Petrus, qui priùs circumcidebat, cessit Paulo veritatem prædicanti.*

II. Haud equidem inficiamur, potuisse antiquas leges contrariâ consuetudine abrogari, nec quandoque renovari posse absque populi offensione, quam omni studio præcavendam prudentia suadet. Verùm hæc locum sibi vindicant, *cùm consuetudo est rationabilis, et legitimè præscripta*, uti inquit Gregorius IX, in cap. final., de Consuetudine; nunquàm verò rationabiles esse possunt quædam consuetudines, eæque præsertim, quæ præcipuas labefactant leges, quibus ecclesiasticæ disciplinæ nervus continetur: has enim omnes irritas pronuntiavit Innocentius III in cap. 5, de Consuetudine, inquiens: *Nos igitur, cognito quòd ex tali consuetudine, si qua foret, disrumperetur nervus ecclesiasticæ disciplinæ, ipsam, de consensu fratrum nostrorum, duximus irritandam.* Has porrò consuetudines eradicandas dicimus, spretisque improborum hominum querelis, sustinendas constitutiones asserimus, quibus illi obsistitur: quâ in re plura nobis proponuntur ad imitandum exempla.

III. In ecclesiâ Mediolanensi graves inoleverant abusus, sanctioribus Ecclesiæ institutis è diametro oppositi. Quadragesimale jejunium, etiam quoad abstinentiam ab esu carnium, incipiebat feriâ secundâ post dominicam primam Quadragesimæ: præterea singulis dominicis, aliisque festis diebus, per Quadragesimam, et annum concurrentibus, publica exhibebantur spectacula; ludicræ pugnæ, saltationes, aliique ludi in plateis, etiam iis horis permittebantur, quibus in Metropolitanâ ecclesiâ divina persolvebantur officia: ea in templis desiderabatur modestia, quam et loci sanctitas, et divina, quæ inibi celebrantur, mysteria exposcunt. Adeò pestilentes corruptelas è florentissimo, quem excolebat, Domini agro propulsare curavit S. Carolus Borromæus, novisque editis sanctionibus edixit, dominicâ primâ Quadragesimæ quæ antepaschalis jejunii caput est, à vetitis cibis abstinendum; dierum festorum religionem nullo spectaculorum, saltationum, aut ludorum genere violandam, eo potissimùm tempore, quo fideles in ecclesiam convenire, rebusque divinis intentiùs vacare solent; quò vero magis à Deo dicatis locis omnis irreverentiæ et immodestiæ occasio arceretur, diversas stationes in templis parari jussit, in quibus viri à feminis separati orarent. Nihil in his statutis

non sanctum, nihil à pristinis Christianorum moribus alienum, nihil quod vetustissimis, ac ipsi Ecclesiæ coævis legibus non esset antea imperatum.

IV. Etenim, ad quadragesimale jejunium quod attinet, illud sex ad minus integras hebdomadas semper, ac ubique fuisse complexum, testatur Cassianus, collat. 21, c. 24, ubi Germanus Abbas Theonam interrogat his verbis : *Quid causæ est, ut sex hebdomadibus Quadragesima celebretur, licèt in quibusdam provinciis religionis forsitan propensior cura adjecisse hebdomadam etiam septimam videatur?* Quænam autem fuerint ea loca, in quibus ad septem hebdomadas protrahebatur, explicat Sozomenus lib. 7, c. 19, inquiens : *Alii verò septem hebdomadas computant, ut Constantinopoli et per cunctas in circuitu provincias, usque ad Phœnicem.* Cujus diversitatis ratio inde profecta est, quòd hisce in provinciis non solùm dies dominici, sed etiam omnia sabbata, uno excepto, è diebus esurialibus subtraherentur ; quibus subductis, sex et triginta dies remanebant jejunio persolvendi, quemadmodùm alibi, ubi soli dies dominici sex hebdomadarum jejunio eximebantur. Quod autem Socrates, lib. 5 Hist. Eccles., c. 22, scribit, moris scilicet fuisse Ecclesiæ Romanæ, tribus tantùm hebdomadis ante Pascha jejunare, id purum putum mendacium esse, evincunt contraria Leonis Magni, Petri Chrysologi, aliorumque Patrum, qui Socratis ætate vixerunt, testimonia congesta à Natali Alexandro, dissert. 4 ad sec. II.

V. In hunc modum Quadragesimam observatam fuisse ad tempus usque Gregorii Magni, liquet ex ejusdem homil. 16 in Evangelia, num. 5, oper. tom. 1, col. 1494, ubi S. Doctor rationem etiam adducit, cur sex et tringinta dies jejunio transigerentur, inquiens : *A præsenti die, usque ad Paschalis solemnitatis gaudia sex hebdomadæ veniunt, quarum videlicet dies quadraginta duo fiunt : ex quibus dum sex dies dominici ab abstinentiâ subtrahuntur, non plus in abstinentiâ, quàm triginta et sex dies remanent. Dum verò per trecentos et sexagînta quinque dies annus ducitur, nos autem per triginta et sex dies affligimur, quasi anni nostri decimas Deo damus ; ut qui nobismet ipsis per acceptum annum viximus, Auctori nostro nos in ejus decimis per abstinentiam mortificemus.* Prædictis verò triginta sex, alii quatuor dies, Cinerum videlicet, et tres insequentes, additi postea fuêre quadragesimalis jejunii initio, ut ita exactiùs Christi Domini exemplum imitaremur, qui *quadraginta diebus, et quadraginta noctibus* jejunavit, Matthæi 4. Quo verò tempore, et quo auctore id factum fuerit, difficile est definire. Bellarminus, lib. 2, de Bon. Oper., c. 15, censet jam à quinto seculo Romanæ Ecclesiæ usum obtinuisse, ut quatuor dies, dominicam Quadragesimæ præcedentes, jejunio consecrarentur : etenim Leo Magnus, serm. 4, de Quadragesimâ, quem in dominicâ Quinquagesimæ habitum idem Bellarminus existimat, ait : *Secundâ, et quartâ, et sextâ feriâ jejunemus : Sabbato autem apud Beatum Petrum vigilias celebremus.* Verùm hanc opinionem jamdiù exploserunt viri eruditi, præcipuè Hugo Menardus in not. ad Sacram. Nam, præterquàm quòd dies jejunii, in cit. loc. descripti, non sunt illi iidem, quos posterior ætas recipit, ex allegatâ Gregorii Magni homiliâ luculenter constat, præfatum additamentum, labente seculo VI, in Ecclesiâ Romanâ nondùm fuisse moribus usurpatum. Adduntque Pagius, Critic. in Baron., ad an. 57, n. 8, et Natalis Alexander, cit. dissert. 4, ad sec. II, art. 5, ea Leonis verba in plerisque antiquis codicibus desiderari : ex quo conjiciunt genuina non esse, sed Leonis sermoni recentiùs assuta. Alii apud Azorium, Inst. part. 1, l. 7, c. 12, q. 2, initiales illos dies additos arbitrantur ab ipsomet laudato Gregorio Magno ; alii verò à Gregorio II, qui incunte seculo VIII, Pontificatum tenuit. Sed omnes decepti sunt à Gratiano, qui in can. 16, de Consecrat., dist. 5, Gregorio papæ decretum ascribit, quod hisce verbis conceptum producit : *Ut sacer numerus quadraginta dierum adimpleatur, quem Salvator noster suo sacro jejunio consecravit, quatuor dies prioris hebdomadæ ad supplementum quadraginta dierum tolluntur, id est, quarta feria, quæ caput jejunii subnotatur, et quinta feria sequens, et sexta, et Sabbatum.* Quod tamen neque in paulò ante allegatâ homiliâ Gregorii Magni, è quâ cæteroquin reliqua ejusdem canonis verba excerpta sunt, neque in Gregorii II Actis reperimus. Amalarius, auctor noni seculi, lib. 1, de ecclesiasticis Officiis, quæ certè juxta ordinem, et ritum Romanum exponit, cap. 7, inquit : *Quartâ feriâ inter Quinquagesimam et Quadragesimam jejunium, quod protenditur, in Paschâ Domini, inchoamus.* At ex adverso Ratramnus monachus Corbejensis, qui medio eodem seculo nono apologiam contexuit pro Ecclesiâ Latinâ adversùs criminationes Græcorum, lib. 4, c. 4, asserit Romanos caput jejunii à Dominicâ primâ Quadragesimæ, non à feriâ quartâ Cinerum, inchoâsse : quod ad rem advertunt Christianus Lupus in scholiis, et notis ad Concil., can. tom. 3, pag. 815, et Mabillonius, præfat. 2, in sec. IV, cap. 4, n. 152. In tantâ itaque rerum obscuritate, et auctorum discrepantiâ, illud videtur affirmandum, quod opinantur citatus Natalis Alexander, et Thomassinus, tract. de Jejunio part. 2, c. 2, nimirùm cœpisse priùs nonnullos fideles, ex singulari quâdam pietate, quatuor dies, dominicæ Quadragesimæ prævios, antepaschali jejunio adjicere, eorumque morem, ab universâ Latinâ Ecclesiâ paulatim receptum, vim, et robur legis tandem obtinuisse, quam postea in concilio Beneventano anni 1091 firmavit Urbanus II, can. 4 : *Nullus omninò laicus, post diem Cineris, et cilicii, qui caput jejunii dicitur, carnibus vesci audeat :* ubi laicorum tantùm fit mentio ; quia, observante laudato Christiano Lupo, ibid., pag. 816, clericorum mos erat jejunium inchoandi dominicâ Quinquagesimæ, quod constat ex can. 4 et 6, apud Gratianum dist. 4, et ipsemet Urbanus II edixit in concilio Claromontano anni 1095, cujus canonem 9 à Guillelmo Malmesberiensi depravatum, ex Matthæo Parisiensi, et Francisco Bellefortio, ita legendum asserunt Lupus, cit. loc., et Harduinus in suâ Collect., tom. 6, part. 2, col. 1737 : *Nemo laicorum à capite jejunii, nemo clericorum à Quinquagesimâ usque in Pascha carnes comedat.*

VI. Jam verò prædictam consuetudinem quadragesimale jejunium à feriâ quartâ Cinerum exordiendi, nunquàm amplexatam esse ecclesiam Mediolanensem, ne ab Ambrosii institutis, quorum fuit semper tenacissima, recederet, testantur Decius, doctor Mediolanensis, cui profectò suæ Ecclesiæ mores erant perspecti, in cap. *Ad audientiam*, de Rescript., n. 20; Fagnanus, in cap. *Explicari*, de Observat. jejun., n. 37, et laudatus Thomassinus, eod. c. 2, n 3. Idque probè sciens S. Carolus Borromæus, non solùm nihil quoad hoc innovavit, sed priscam disciplinam in eâ suæ diœcesis parte, ubi fuerat retenta, intactam reliquit, atque in suo primo concilio provinciali, part. 2, tit. de Jejunio, Actor. Eccles. Mediolan., p. 12, ita statuit : *Edicimus, ut in provinciâ nostrâ, proximâ quartâ feriâ post Quinquagesimam, omnes quadragesimalis observantiæ initium faciant, præter civitatem Mediolanensem, easque diœcesis partes, ubi ex divi Ambrosii instituto divina officia celebrantur.* Longè verò aliud sensit sanctissimus archipræsul de abusu, in eamdem Ecclesiam invecto, comedendi carnes primâ dominicâ Quadragesimæ : hunc etenim, quia primigeniam Ecclesiæ legem evertebat, ex apostolicâ traditione derivatam, sanctè, et inviolatè ubique semper retentam, ac etiam Mediolani retroactis temporibus religiosè servatam, et quâ propterea corruente, sanctioris disciplinæ fundamentum nutabat, non diutiùs tolerandum, sed extirpandum censuit in suâ quintâ synodo diœcesanâ, in quâ ita statuit Actor. Eccles. Mediol., part. 2, p. 382 : *Dominica, quæ in capite Quadragesimæ, more Ambrosiano, dicitur, ut reliquæ dominicæ quadra-*

gesimales, servetur item, ab eâque abstinentiæ quadragesimalis initium planè fiat, cùm non solùm ex sanctissimo Patrum testimonio, sed ex sermonibus, et doctrinâ inprimis ejusdem beati Ambrosii, priscisque hujus Ecclesiæ tabulis, atque ex omni rituum certissimâ ratione, illam in Quadragesimæ diebus primam dominicam et numerari, et esse liquidè constet: proinde à cibis, qui quadragesimali tempore lege jejunii vetiti sunt, abstineat clerus, et populus omninò eo die, sicut aliis dominicis Quadragesimæ diebus.

VII. In altero pariter S. Caroli edicto, quo spectacula, et publici ludi diebus festis interdicebantur, nihil profectò novi decernebatur, sed antiquæ excitabantur leges, nedùm ab Ecclesiâ, sed à secularibus principibus latæ. Etenim Theodosius senior, leg. 2, tit. 5, lib. 16, Cod. Theodos., cujusque generis spectacula diebus dominicis exhiberi vetuit: *Nullus solis die populo spectaculum præbeat, nec divinam veneration-em confectâ solemnitate confundat.* Theodosius junior, ibid., leg. 5, non minùs dominicis, quàm aliis solemnioribus festis diebus, à theatralibus scenis, et circensibus ludis abstinendum constituit, etiamsi in aliquem ejusmodi diem natalis incideret imperatoris, cui tunc maximum honorem deferri ait, cùm omnipotentis Dei majestati debitus præstatur religionis cultus: *Dominico, qui septimanæ totius primus est dies, et Natale, atque Epiphaniorum Christi, Paschæ etiam, et Quinquagesimæ diebus... omni theatrorum, atque circensium voluptate per universas urbes earumdem populis denegatâ, totæ christianorum, ac fidelium mentes Dei cultibus occupantur... Ac, ne quis existimet, in honorem numinis nostri, veluti majore quâdam imperialis officii necessitate compelli..., nemo ambigat quòd tunc maximæ mansuetudini nostræ ab humano genere defertur, cùm virtutibus Dei omnipotentis, ac meritis, universi obsequium orbis impenditur.* Idem edictum, latâ insuper in ejusdem violatores pœnâ amissionis militiæ, et proscriptionis bonorum, renovârunt Leo, et Antemius, leg. 11, Cod. Justin., de Feriis: *Nihil eodem die sibi vindicet scena theatralis, aut circense certamen, aut ferarum lacrymosa spectacula. Et, si in nostrum ortum, aut natalem celebranda solemnitas inciderit, differatur. Amissionem militiæ, proscriptionemque patrimonii sustinebit, si quis unquàm hoc die festo spectaculis interesse, vel cujuscumque judicis apparitor, prætextu negotii publici seu privati, hæc, quæ hâc lege statuta sunt, crediderit temeranda.* Neque verò dubitandum est, ejusmodi imperiales constitutiones ad Ecclesiæ votum, atque episcoporum suggestionem emanâsse: siquidem in Codice canonum Ecclesiæ Africanæ, can. 61, legimus, Patres Africanos, in quâdam synodo congregatos, ab imperatore Honorio petendum decrevisse, ut dominicis aliisque Deo sacris diebus spectacula, et ludos amoveri juberet: *Necnon et illud petendum ut spectacula theatrorum, cæterorumque ludorum, die dominicâ, vel cæteris religionis christianæ diebus celeberrimis, amoveantur:* tom. 1 Collectionis Harduini, col. 898. Mirum autem non est, ecclesiarum antistites tantoperè exoptâsse, ut saltem diebus Dei cultui specialiter destinatis illa removerentur profana oblectamenta, quibus ullo unquàm tempore adesse à christianâ professione perquàm alienum reputârunt: quod constat ex synodo Carthaginensi III, can. 11; Trullanâ, can. 51, aliisque innumeris conciliorum sanctionibus, et Patrum sententiis, quas collegit Thomassinus, de vet. et nov. Eccles. Discipl., part. 3, l. 3, c. 42 et 43.

VIII. Tertium denique S. Caroli decretum ab iis solùm poterat novitatis insimulari, quibus pristini Christianorum mores essent prorsùs ignoti: siquidem, statim ac Christianis potestas facta est publica templa construendi, diversa intra eorumdem ambitum sunt loca constituta, in quibus viri à mulieribus separati consisterent: quinimò non desunt rerum ecclesiasticarum indagatores, qui hanc ipsam divisionem ab apostolis factam affirment: et quanquàm his refragetur mox allegandus Chrysostomus, negari tamen non potest, paulò post apostolorum ætatem, eam fuisse in Ecclesiâ usitatam. Auctor enim Constit. apostolic., l. 2, c. 57, de hâc separatione, tanquàm de consuetudine loquitur in totâ Ecclesiâ vigente; jubetque diaconissas custodire introitum mulierum, ostiarios verò januæ præesse, quâ viris in ecclesiam patet aditus: *Ostiarii stent ad virorum introitus, quos custodiant; diaconissæ verò ad mulierum* Ejusdem divisionis, veluti rei notissimæ, atque ubique usu receptæ, meminêre Cyrillus Hierosolymitanus, præfat. in Catech., n. 14; Augustinus, de Civit. Dei, lib. 2, c. 28; Socrates, lib. 1, c. 17, aliique passim. Ut plurimùm verò ea divisio facta erat ligneis parietibus, sicuti colligitur ex Chrysostomo, hom. 73, al. 74, in Matthæum, tomo 7 oper., p. 712, ubi de ejusdem separationis origine hæc habet notatu digna: *Oporteret utique, intùs esse murum, qui vos à mulieribus sequestraret. Quia verò id non vultis, necessarium esse putârunt patres nostri, ut saltem ligneis tabulis vos separaremus. Ut à senioribus ego audivi, initio hi parietes non fuêre: In Christo enim Jesu non est mas, neque femina. Apostolorum quoque tempore unà viri et mulieres erant. Nam tunc viri verè viri erant, et mulieres mulieres. Nunc verò contra, mulieres meretricum sibi mores assumpserunt, viri autem ab equis furentibus nihil differunt.* Aurea hæc Chrysostomi verba forsan perpendens S. Carolus Borromæus, secumque non immeritò reputans, magis in nostram, quàm in Chrysostomi ætatem quadrare, eamdem virorum à mulieribus separationem in Mediolanensibus templis fieri voluit; quam et nos Romæ factam vidimus in ecclesiâ S. Martini ad Montes, ubi quamdiù vixit ven. cardinalis Thomasius, ejusdem ecclesiæ titularis, stationes virorum et mulierum, interjecto ligneo muro, sejungebantur, quod etiam narrat Berninus in ejusdem cardinalis Vitâ, cap. 19.

IX. Verùm, quanquàm S. Caroli decreta vetustissimis Ecclesiæ sanctionibus, consuetudinibus, et moribus nullâ ex parte non responderent, nihilominùs novitatis notam non evasêre; cujus obtentu plerique turbulenti homines non dubitârunt illa acriter impugnare, eorumque auctorem Carolum, veluti novatorem, palàm et publicè traducere. Ab hâc calumniâ ut se vindicaret sanctissimus archipræsul, Gregorium XIII universalem Ecclesiam tunc moderantem adiit, eique causas exposuit, cur necessarium duxerit, gliscentibus in suâ diœcesi adversùs priscam disciplinam abusibus, prædictis salubribus constitutionibus obviare. Quia autem paulò post legati Romam pervenerunt à Mediolanensi magistratu, instigante civitatis gubernatore, missi, ut iisdem decretis apud Pontificem intercederent, Carolus, quò liberiùs cum Pontifice agere possent, statim ab Urbe discessit. Pontifex, auditis legatis, negotium examinandum commisit nonnullorum cardinalium congregationi, à quibus aliquot theologi, et canonistæ fuêre in consilium acciti. Istorum suffragia nos præ manibus habuimus, atque ex iis pleraque S. Caroli decretis hanc unicam ob causam obstitisse deprehendimus, quòd inveteratis diœcesis Mediolanensis moribus contrairent. At meliori sanè consilio Gregorius Caroli edicta, non cum hodiernis corruptelis, sed cum priscis Ecclesiæ institutis, sacrisque canonibus, in quibus erat apprimè versatus, contulit, eaque his ad amussim congruere videns, spretis contrariis theologorum suffragiis, suis apostolicis litteris confirmavit: et Mediolanenses legati, qui à Romanis per jocum appellabantur *Oratores Bacchanalium*, eò quòd præcipuè ad Urbem accessissent, ut Bacchanalium jura tuerentur et ampliarent, re infectâ in patriam remeârunt. Totam hujus rei historiam, quam leviter tetigerunt sacræ rotæ auditores in Relatione causæ canonizationis S. Caroli, part. 2, argum. 20, ex professo referunt Carolus à basilicâ Petri, de Vitâ et rebus gestis S. Caroli, lib. 5, c. 7 et seq.; Joannes Petrus Guissanus, in Vitâ S. Caroli, lib. 6, cap. 3 et 4; epi-

scopus Antonius Godeau, in elogiis episcoporum, elog. 98, pag. 640; et in Vitâ ejusdem S. Caroli, cap. 23, 24 et 25, lib. 1; Possevinus, de Vit. et Action. S. Caroli, cap. 10, 16, 20 et 25.

CAPUT II.

De falsâ notâ novitatis, quæ opponitur constitutionibus synodalibus, quibus ordinandorum multitudini modus imponitur, ac regulæ et remedia canonica præscribuntur, ut clericorum ordinationes debito modo fiant.

I. Nihil facilius est quàm ut episcopo ad alicujus ecclesiæ regimen assumpto in locum alterius, à quo, propter facilitatem in clericis faciendis, iisque promovendis, universa diœcesis relicta sit ecclesiasticis hominibus referta, si ipse propositis edictis et synodalibus decretis, abusui modum imponere, et canonicas cautelas, quibus fructuosæ sacrorum ordinum collationi sapienter provisum est, in usum revocare velit, novatoris notam licèt immeritò incurrat, ejusque edicta, atque decreta, novitatis nomine traducantur. Eodemque modo in hominum censuram incidere solet episcopus, qui, dùm finitimarum diœcesium præsules in conferendis ordinibus faciles et liberales se exhibent, parciùs ipse et cautiùs hâc in re procedendum sibi esse putat.

II. Sanè hoc primùm negari nequit, cujuscumque gradûs dignitatem ex magno numero eorum, quibus confertur, vilescere. Quâ de re celebre est S. Hieronymi effatum, qui cùm videret temporibus suis magnum esse presbyterorum, minorem autem diaconorum numerum, in suâ epist. 146, n. 2, ita scripsit: *Diaconos paucitas honorabiles, presbyteros turba contemptibiles facit.* Secundò constat hunc semper Ecclesiæ spiritum, atque constantem illius mentem fuisse, paucos ut potiùs, sed bonos haberet ministros, quàm multos inutiles, et pravos. Ita sensit concilium Lateranense sub Innocentio III, cap. 27, cujus verba sunt, quæ sequuntur: *Satius est paucos bonos quàm multos malos habere ministros.* Quibus consona sunt ea quæ leguntur in can. *Tales*, distinct. 23, ibi: *Melius est Domini sacerdotium paucos habere ministros, qui possint dignè opus Dei exercere, quàm multos inutiles, qui onus grave ordinatori adducant.* Tertiò, non aliunde quàm ex magnâ eorum qui ordinantur multitudine evenire dicendum est, ut in sanctuarium irrumpant, qui eò ingrediendi digni non erant, juxta verba prophetæ, Thren. cap. 1: *Vidit gentes ingressas sanctuarium suum, de quibus præceperas ne intrarent in Ecclesiam tuam;* seu ut apertis verbis, id quod vulgò accidit, eloquamur, tot numero sacerdotes passim conspiciantur, non modò sordidam ac mendicam vitam agentes, verùm etiam, quod gravius est, carceribus ob crimina inclusi, et in triremibus enormium delictorum pœnas luentes. *Ex facilitate manus imponendi factum est ut hoc tempore sit propè infinita turba clericorum, quorum plurimi non aspirant ad sacros ordines, ut sit Dominus pars eorum; sed vel ut subtrahant se à foro seculari, vel ut subsidium quærant vitæ temporalis, vel ut ad honores ecclesiasticos aliquando ascendant. Atque hinc fit ut multi circumeant, cum magnâ jacturâ ecclesiasticæ dignitatis, sordidi ac penè nudi stipem ostiatim mendicantes, alii verò, quod multò gravius est, culpâ suâ etiam sacerdotes inveniantur in publicis carceribus, vel catenis alligati in triremibus cum ultimâ hominum fœce ad remos trahendos assiduâ fustigatione cogantur.* Ita conqueritur venerabilis Robertus cardinalis Bellarminus, in suo opere de Gemitu columbæ, lib. 2, cap. 5. Nos verò plura de hoc argumento persequi necessarium non ducimus, cùm jam satis de hoc ipso egerimus et in secundâ ex nostris Institutionibus Bononiæ promulgatis, et in epistolâ encyclicâ, ad universos episcopos initio pontificatûs nostri conscriptâ, quæ extat Bullarii nostri tom. 1, num. 2; cùmque præterea erudita extet dissertatio à sacerdote Agnello Honorato canonico Aversano in lucem edita, in quâ collectum reperitur quidquid antiquis ac recentibus temporibus summorum pontificum, aut conciliorum decretis hâc de re constitutum fuit.

III. Ex disciplinæ veteris more, quicumque ecclesiasticis officiis et ordinibus destinabatur, educationem suscipere debebat in convictu ac veluti seminario episcopi, qui hâc ratione de illius indole, moribus, vocatione et progressu optimè certior fiebat. S. Augustinus, serm. 355, al. 49, de Diversis, num. 6, oper. tom. 5, part. 2, col. 1583, de se ipso ita testatur: *Certè ego sum, qui statueram, sicut nôstis, nullum ordinare clericum, nisi qui mecum vellet manere, ut, si vellet discedere à proposito, rectè illi tollerem clericatum, quia desereret sanctæ societatis promissum, cœptumque consortium.* De universâ ratione à S. Augustino servatâ quoad educationem eorum quibus Ecclesiæ munera committenda erant, latè agit abbas Benvenuti in Historiâ vitæ ejusdem sancti, quam ex illius operibus desumpsit, lib. 4, cap. 2, num. 7. De aliorum verò episcoporum disciplinâ illius institutis consentaneâ, actum superiùs à nobis est, ubi de seminariis episcopalibus sermonem habuimus; et post primam hujusce operis nostri editionem idem argumentum eruditè tractatum est à canonico Joanne de Joanne in Historiâ seminariorum clericalium, cap. 6.

IV. Ex ejusdem pariter disciplinæ præscripto hoc inconcussè servatum novimus, ut quicumque ecclesiasticum aliquem ordinem susciperet, certæ alicujus ecclesiæ servitio manciparetur, cui in adepto ordine ministrare deberet. Neque verò hujusmodi clerico licebat ecclesiam illam deserere, cui in suâ ordinatione addictus fuisset: sed, si fortè id sine episcopi veniâ fecisset, aut ordinem ipsum in aliâ ecclesiâ, præterquàm de licentiâ ejusdem episcopi, exercuisset, suspensionis pœnam incurrebat. Quâ de re perspicua est sanctio concilii Arelatensis, anno 314 celebrati, canone 2, cum quo concordat ejusdem concilii canon 21. Postmodùm in concilio generali Nicæno, canone 15, statutum fuit ne episcopi, presbyteri aut diaconi, ab iis ecclesiis pro quibus ordinati essent, ad alias demigrarent; quem canonem Gratianus refert causâ 7, quæst. 1, can. *Non oportet episcopum.* Idemque, distinct. 70, can. *Neminem absolutè*, percelebrem refert concilii Chalcedonensis canonem sextum, quo vetitæ sunt ordinationes clericorum qui alicujus peculiaris ecclesiæ ministeriis non addicantur.

V. Duobus his ecclesiasticæ disciplinæ veluti repagulis id planè obtinebatur, ut et ingressus in clerum, et ad sacras ordinationes aditus, quantùm fieri poterat, immerentibus interclusus maneret, et ne via aperiretur ecclesiasticorum ministrorum numero nimis augendo. Cùm enim hi omnes illius ecclesiæ cui inserviebant sumptibus alerentur, ecclesiarum autem reditus non excedentes aut immensi, sed certâ demùm mensurâ definiti essent, nunquàm fieri poterat ut clericorum numerus plus æquo excresceret, cùm ecclesiarum usui atque reditibus respondere deberet. Idemque ordo ac systema secularium quoque legum præsidio fulciebatur, per quas ecclesiasticorum canonum observantiæ provisum erat, ut colligitur ex l. 23 Cod. Theod., de Episcopis et Clericis, quæ in Codicem Justinianeum à Triboniano relata fuit, lib. 1, tit. 3, et ex ipsius Justiniani novellâ 3, cujus rubrica sequentibus verbis concepta est: *Ut determinatus sit numerus clericorum sanctissimæ majoris ecclesiæ et cæterarum ecclesiarum:* necnon ex aliis monumentis, quæ in laudatâ Agnelli Honorati dissertatione, pag. 67 et seq., collecta habentur.

VI. Antiquæ hujusmodi disciplinæ leges hodiernis quoque temporibus pristinam auctoritatem retinent; sed adeò remissè in earum observantiâ proceditur, ut suâ propemodùm efficaciâ destitutæ videri possint, nisi ecclesiarum præsules, quantùm per arduas rerum ac temporum circumstantias licebit, earum vigorem sustinere nitantur. Nam episcopalium convictuum,

qui adolescentium ecclesiasticorum erant scholæ, locum et vices nunc obtinent clericorum seminaria, ut alibi dictum est. Verùm quot adhuc reperiuntur diœceses seminario carentes! Quàm multa sunt seminaria in quibus non omnes magistri adsunt, per quos futuri Ecclesiæ ministri in disciplinis instituto suo necessariis eruditantur! Quàm multa sunt in quibus adolescentes certo duntaxat annorum numero aluntur, deinde ab iis dimittuntur eo potissimùm tempore quo majoris custodiæ et solidioris institutionis egerent, ut in viros ecclesiasticis muneribus idoneos evaderent! Quàm paucæ denique sunt diœceses in quibus exactè servetur hoc veteris disciplinæ caput, neminem ad ordines admittendi, qui in seminario educatus non fuerit, quique non inde rectà in clericatum deveniat! Augustinum superiùs audivimus palam profitentem nullum se clericum ordinaturum, qui secum in episcopio manere nollet; qui autem à suo convictu discedere voluisset, eum clericatu dejecturum. Ab hâc agendi methodo nequaquàm recedendum sibi esse duxit, quantùmvis magnas difficultates animo prospiceret, quæ sibi in eo proposito perseveranti objiciendæ erant : *Novi enim*, inquit loc. cit., *quia, si aliquem hoc facientem degradare voluero, non ei deerunt patroni, non ei deerunt suffragatores, et hìc, et apud episcopos, qui dicant : Quid mali fecit? Non potest tecum tolerare istam vitam; extra episcopium vult manere, et de proprio vivere; ideòne debet perdere canonicatum? Ego scio quantùm mali sit profiteri sanctum aliquid, nec implere.*

VII. Quod autem pertinet ad singulos clericos certæ alicujus ecclesiæ ministerio ascribendos, non modò Chalcedonensis concilii disciplina de medio sublata non est, quinimò novâ confirmatione instaurata, et recenti vigore donata fuit per concilii Tridentini decretum, quod legitur sess. 23, cap. 16, de Reform.: *Cùm nullus debeat ordinari, qui judicio sui episcopi non sit utilis aut necessarius suis ecclesiis, sancta synodus, vestigiis sexti canonis concilii Chalcedonensis inhærendo, statuit ut nullus in posterum ordinetur, qui illi ecclesiæ, aut pio loco, pro cujus necessitate aut utilitate assumitur, non ascribatur, ubi suis fungatur muneribus, nec incertis vagetur sedibus; quòd si locum, inconsulto episcopo, deseruerit, ei sacrorum exercitium interdicatur.* Atque hujus decreti observantia disertis verbis inculcata conspicitur in celebri constitutione Innocentii XIII, quæ incipit : *Apostolici ministerii*, quam is quidem pro restaurandâ in Hispaniarum regnis ecclesiasticâ disciplinâ edidit; at Benedictus XIII, illius successor, eamdem ab omnibus per orbem episcopis pro normâ haberi volens, aliâ constitutione, cujus initium est : *In supremo*, solemni formâ confirmavit, et in appendice concilii Romani à se celebrati locum habere jussit. Utraque constitutio in Romano etiam Bullario habetur excusa.

VIII. Verùm, si temporum circumstantiæ, tum illæ quæ Chalcedonensis concilii ætate vigebant, tum aliæ in quibus res erant dùm Tridentinum decretum prodiit, multòque magis illæ in quibus nunc versamur, debitâ consideratione expendantur, unusquisque intelliget, prioribus seculis, cùm omnes clerici et ministri sanctuarii, ut superiùs innuimus, ex illius ecclesiæ reditibus vivebant, pro cujus servitiis ad ordines promovebantur, non ita difficile fuisse præstitutum systema hâc in re constanter servare, ut scilicet nullius ordinatio haberetur, nisi certæ alicujus ecclesiæ ministerio manciparetur; hic autem neque susceptum officium deserere, nec illud in aliâ ecclesiâ exercere posset, neque demùm plures ordinarentur ministri, quàm ecclesiarum usus ac necessitas postularet. Sed, cùm sequentibus temporibus beneficia ecclesiastica, quæ simplicia vocant, erecta fuerint, quorum rectores residentiæ onere non tenentur, cùm ii duntaxat, si verè loquamur, Ecclesiæ servitio cum perseverandi obligatione nunc ascribantur, qui in metropolitanis, cathedralibus et collegiatis ecclesiis, canonicatus atque præbendas, aliaque perpetua beneficia residentialia obtinent, vel ecclesiis parochialibus aliisque beneficiis curatis præficiuntur, præterea, cùm post concilium Chalcedonense, et ante concilium Tridentinum, admissa fuerint clericorum patrimonia pro sufficienti ordinationis titulo, atque intra id ipsum temporis curriculum sacrificiorum numerus, et communionum ac confessionum frequentia magnoperè excreverint, quæ omnia plures operarios atque ministros requirunt, quis unquàm fide bonâ contendere valeat, non modò nullam ordinationem haberi sine ordinati ascriptione ad alicujus ecclesiæ servitium, sed etiam hujusmodi servitium ab eo deseri non posse, quin pœnas à Chalcedonensi concilio aliisque antiquis canonibus statutas incurrat?

IX. Difficultatem hanc rectè animadverterunt ac diligenter examinârunt duo celebres secretarii congregationis concilii, Carolus de Vecchiis, et Prosper Fagnanus : qui in quibusdam suffragiis suis, magno studio hâc super re elaboratis, videntes ex unâ parte concilium Tridentinum quodammodò innovatam voluisse Chalcedonensis synodi legem, quod indicant illa verba : *Vestigiis sexti canonis concilii Chalcedonensis inhærendo;* ex alterâ verò parte magnam differentiam intercedere inter circumstantias rerum quæ concilii Chalcedonensis ævo, quæque Tridentini concilii temporibus obtinebant; cùm etiam ipsa Tridentina synodus in præcedenti sess. 21, cap. 2, de Reform., clericorum patrimonia certis in casibus, de quibus infra dicemus, pro sufficienti titulo ad sacram ordinationem haberi permiserit, fateri coacti sunt præscriptam quidem fuisse à Tridentino concilio ascriptionem omnium ordinandorum ad alicujus ecclesiæ servitium, desumpto exemplo ab antiquorum canonum statutis; sed hanc ascriptionem diversam omninò esse ab illâ quam antiqui canones, et præcipuè sextus concilii Chalcedonensis, faciendam præscripserant.

X. Quòd si quæratur quænam igitur episcopo in synodalibus constitutionibus sequenda sit regula ad excludendum nimis magnum ecclesiasticorum secularium numerum, ad faciendum idoneorum clericorum delectum, ad obediendum concilii Tridentini decreto de omnibus clericis certæ alicujus ecclesiæ servitio ascribendis; hujusmodi autem ascriptionis quæ ratio adhiberi, qui usus institui possit; an denique sperare liceat episcopi studia in hâc re ad normam sacrorum canonum dirigenda, felicem exitum habitura, nec ipsi potiùs novatoris nomen acquisitura esse, in promptu erit responsio, ex immutatâ rerum et temporum conditione, præclusam non esse viam prudenti episcopo, quominùs synodalibus decretis, aliisque opportunis legibus et statutis, superfluam atque inutilem turbam ab ordinatione submovere valeat, nullam novitatis notam incurrendo, sed tum indicatis superiùs remediis, discretâ quâdam ratione, utendo, tum aliis etiam, quæ ex sacris Ecclesiæ canonibus et apostolicis Constitutionibus desumi possunt.

XI. Cùm enim ex supra dictis remediis primum sit illud quod episcopales scholæ et seminaria clericalia suppeditant, et hæc quidem, si non in omnibus, at quæ certè in plerisque diœcesibus reperiantur; complures sunt synodales constitutiones, quibus præscribitur, pluresque sunt diœceses, in quibus pro lege observatur ut sacri ordines nemini conferantur, qui vel multos annos, vel saltem definitum aliquod temporis spatium in seminario non transegerit; ex quo sanè duplex utilitas consequitur, nimirùm ut et ordinandorum numerus minuatur, et idonei tantummodò in clerum asciscantur, qui vocationis suæ indicia minimè dubia præbuerint. Videantur constitutiones synodales S. Francisci Salesii à præsule de Alex illius successore coordinatæ et auctæ. Videatur etiam concilium Romanum sub Benedicto XIII, habitum anno 1725, ubi, innovato canone duodecimo concilii Turonensis, anno 813 celebrati, ita statuitur, tit. 30, cap. 2 : *Omnes ad sacros ordines promovendos, per sex saltem menses continuos ante ordinationem, in seminariis respectivè, vel episcopiis apud episcopos omninò, sacro hoc*

etiam approbante concilio, commorari debere decernimus ; aliàs nunc pro tunc ab ordinibus suscipiendis rejectos esse sciant, nec cum eis, nisi prudenti episcoporum arbitrio, dispensandum. Quibus consonæ sunt aliæ complures ecclesiasticæ leges à prædicto canonico Joanne de Joanne in unum collectæ in citatâ Historiâ seminar. cleric., cap. 6, num 15 et seq. In iis itaque diœcesibus, in quibus seminarium adest, et lex ista jampridem inducta dignoscitur, ut ii duntaxat ad ordines admittantur, qui certo temporis spatio intra seminarii septa laudabiliter permanserint, satis erit episcopo hujusmodi legis observantiam constanter diligenterque tueri.

XII. Omnis igitur difficultas hâc in re ad eas diœceses redigitur, in quibus aut seminaria sunt, sed prædicta lex et consuetudo locum non habet, aut in quibus seminarium vel nimis angustum est, vel omninò non adest. Quod itaque ad priores illas diœceses attinet, oportet episcopum suavibus modis suam mentem ac desiderium unicuique declarare, simulque rationes ostendere ob quas recta disciplinæ ratio postulat neminem ad sacros ordines promoveri, qui in seminario episcopali assiduè vel aliquot saltem annorum aut mensium numero commoratus non fuerit. Et quoniam ordinandi hanc excusationem afferre solent, quòd ipsi quidem episcopi voluntati libenter obsecuturi essent, sed ob paupertatem nequeunt alimenta seminario persolvere, in promptu erit vicissim reponere prætensam hanc paupertatem subsistere non posse, nisi patrimonium fictum aut insufficiens sit beneficium, quod pro ordinationis titulo assignatum fuit; alioquin ex illius fructibus atque reditibus, vel saltem modicâ ipsis accessione factâ, alimenta prædicta persolvi possent. Sed, quoniam experientia docet quamlibet laudabilem consuetudinem ac disciplinam, nonnisi paulatim et per gradus introduci posse; et quia præterea, ut supra diximus, aliæ quædam diœceses sunt, in quibus, licèt episcopi forsan pro seminarii erectione, aut ampliatione plurimùm allaboraverint, vel nullum, vel minùs capax ad id, seminarium adest, hoc unum restat in hujusmodi casibus adhibendum remedium, ut aliqua in civitate ac respectivè in diœcesi designetur ecclesia sive oratorium quò omnibus saltem diebus dominicis convenire teneantur omnes et singuli qui in clerum ascribi, aut ad minores majoresque ordines promoveri cupiunt, ibique duabus ad minus in singulos menses vicibus, sacramentali confessione præmissâ, sacram Eucharistiam sumere debeant; hujusmodi autem conventuum sive congregationum moderatores et directores constituantur idonei et probi sacerdotes, seculares aut regulares, pauciores aut plures, prout episcopo magis expediens visum fuerit, qui et pro recto rerum ordine invigilent, et uniuscujusque agendi rationem scrutentur, quique ad congregatos sermonem habeant non tam concionando quàm instructionis et catechismi ritu, iis demonstrando quibus dotibus atque virtutibus instructos esse oporteat illos qui ad sanctuarii ministeria dignè accedere cupiunt; quænam sint vera ecclesiasticæ vocationis indicia; quæ ratio vitæ tum ex ipso clericalis professionis debito, tum ad proximorum ædificationem servanda ipsis erit, postquàm in clerum allecti, vel ad minores aut majores ordines promoti fuerint. Huic providentiæ, opportunis legibus constabilitæ, si diligens addatur cura ut omnia exactè studiosèque impleantur, quod facilè obtineri poterit, si ab ordinibus arceantur illi qui in statutarum legum observantiâ deficere comperti fuerint; neque negligentiæ, quantùm in ipso fuerit, neque novitatis nomine prudens episcopus à malevolis argui poterit.

XIII. Sequitur ut videamus de altero ex remediis superiùs indicatis, nimirùm de ordinandis omnibus certæ alicujus ecclesiæ servitio adscribendis; quod quidem, nonnullorum judicio, propter immutatas rerum et temporum rationes, aut omninò jam fieri non posse, aut nullius fructûs et utilitatis nunc fore videtur. Verùm qui sic existimant nullam idoneam causam afferre poterunt cur ab ordinationibus clericorum excludi debeat eorumdem ascriptio ad ecclesiarum servitium. Hæc enim, ut supra dictum est, à sacro concilio Tridentino præscribitur. Hæc ipsa nuperrimè à duobus summis pontificibus Innocentio XIII et Benedicto XIII in ejusdem Tridentini decreti executionem facienda statuitur et inculcatur, tam scilicet quoad illos qui clericali tonsurâ et minoribus ordinibus initiantur, quàm quoad illos qui ad majores ordines proveluntur; hoc insuper adjecto, ut, si omissa fuerit in ordinationibus, sive à prædecessoribus episcopis, sive ab ipsis tunc existentibus præsulibus, antea peractis, omissio isthæc per novam ac generalem clericorum omnium ascriptionem ad ecclesiarum ministeria suppleatur. Quòd si, præsentibus temporibus, ascriptio hujusmodi non eos omnes effectus operetur ac illa quæ à concilio Chalcedonensi, aliisque antiquis canonibus præscripta fuit, non tamen omni utilitate destituta censeri debet, et maximè si parochialis fuerit ecclesia, cui ordinatus ascribitur; atque huic, quemadmodùm par est, injungatur ut susceptum ordinem in eâdem celebrandis inserviendo assistat, ut in christianâ catechesi exponendâ parocho suppetias ferat, ut eidem sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum ad infirmos deferenti subserviat; collationes de sacris ritibus et de casibus conscientiæ, cum ipso parocho habendas, frequentet; neque verò in clerum admittantur, aut ad superiores ordines aliqui promoveantur, nisi qui hujusmodi servitium diligenter à se præstitum fuisse ecclesiis quibus ascripti fuerint, authenticis testimoniis et monumentis docuerint. Quia verò lex ista ad continendos quidem in officio inferiores clericos et ministros qui ad sacerdotium aspirant, satis valida et efficax esse poterit; sed parem vim minimè habebit quoad presbyteros jam ordinatos, qui ulteriores sibi gradus ab episcopo conferendos non esse sciunt; huic tamen alia opportuna media non deerunt, quibus sacerdotes etiam adducere valeat ut debitum servitium præstent ecclesiis quibus eos in ordinatione ascripsit, seu aliis quarum ministeriis, sic exigente diœcesis necessitate, eosdem forsan addixerit. In occurrentibus enim beneficiorum ecclesiasticorum collationibus, aliorumque officiorum et administrationum provisionibus atque deputationibus, facile ipsi erit sacerdotes sibi obtemperantes, ac sedulam ecclesiasticis muneribus operam navantes, inobedientibus ac desidiosis præferre, ac debito honore remunerari, nec ullam unquàm rationem habere illorum qui sibimetipsis Ecclesiæque inutiles, satis sibi occupationis esse putant, si quotidiè missarum sacra faciant, in quo idcircò assiduos et diligentes se præstant, ut quotidianam elemosynæ stipem non amittant.

XIV. Et quidem his omnibus, quæ hactenùs dicta sunt, nihil impedimenti afferre potest aut introducta disciplina beneficiorum simplicium, aut recepta consuetudo ordinandi clericos ad titulum patrimonii. Numquid enim beneficium simplex aut patrimonium exemptionem alicui tribuere potest, ut seminarium ingredi non teneatur, aut peculiaris ecclesiæ ministeriis ascribi, eique inservire nequeat? Porrò ordinationes ad titulum patrimonii originem suam repetunt à concilio Lateranensi III, quod anno Domini 1179 sub Alexandro III pontifice celebratum fuit; ex quo nimirùm desumptum est cap. *Episcopus*, de Præbendis, ut rectè observat Thomassinus de vet. et nov. Eccles. Discipl., part. 2, lib. 1, cap. 9, num. 2. Addit verò Van Espen, Jur. Eccles. univers. part. 2, tit. 9, cap. 6, num. 11 : *Negari nequit, titulum patrimonii à seculo decimo tertio passim invaluisse, atque titulum ordinationis non ampliùs acceptum fuisse pro ecclesiâ cui ordinandus ascriberetur eum in finem ut ibidem stabiliter functiones ordini proprias obiret ; sed pro proventibus, è quibus ipse ordinandus honestè vivere possit.* Disputatum quidem fuit in concilio Tridentino, et acriter controversum, abolendusne an retinendus esset usus ordinandi clericos ad titulum patrimonii aut pensionis

ecclesiasticæ, cùm aliqui jam tunc animo prospicere se dicerent, si hujusmodi consuetudo retineretur, apertum aditum relictum iri ut ordinationum numerus in immensum forsan excresceret. Sed, aliis prudenter considerantibus quòd, si unicus beneficii titulus ad ordinationem reliquus foret, cùm plures essent diœceses ecclesiasticis beneficiis parùm feraces, aliæque ipsis penè destitutæ, futurum facilè esset ut diœcesani sufficientem ministrorum numerum spiritualibus eorum usibus non haberent; in hoc demùm consilium à Patribus prudenter deventum fuit, ut titulum patrimonii sive pensionis nequaquàm excluderent, sed admittendum statuerent pro iis duntaxat *quos episcopus judicaverit assumendos pro necessitate vel commoditate ecclesiarum suarum*, ut legitur in cap. 2, sess. 21, de Reform., et latiùs narratur à cardinali Pallavicino in Historiâ ejusdem concilii, lib. 17, cap. 9.

XV. Hujus itaque decreti verbis, simulque intentioni sacri concilii inhærendo, dicendum est hodierno etiam tempore verum ordinationis titulum eum esse quem ecclesiastica beneficia suppeditant, nec, nisi per viam dispensationis, patrimonium aut pensionem pro titulo ordinationis admitti; quod apertè docet Fagnanus in cit. cap. *Episcopus*, num. 24, de Præbendis, ubi testatur talem etiam esse sensum sacræ congregationis ejusdem concilii interpretis : *Hodiè solum beneficium est titulus legitimus ad sacros ordines, patrimonium verò nonnisi dispensativè; quemadmodùm aliàs etiam declaravit sacra congregatio ejusdem concilii interpres.* Quæ cùm ita sint, improvidus quidem novator ille episcopus foret, qui patrimonii aut pensionis titulum in synodalibus constitutionibus suis prorsùs de medio tolleret : at verò sapiens executor mentis prædicti concilii dicendus erit ille qui, diligenter perpendens quot sint per diœcesim beneficia de quibus ipse disponere valeat, et quo sacrorum ministrorum numero diœcesis ipsa indigeat, ut in parochialibus aliisque ecclesiis divinus cultus et sacramentorum administratio rectè gerantur, ut monialibus confessarii, hospitalibus, et locis piis rectores et curatores non desint, hinc regulam atque mensuram capiat juxta quam, ad supplendum beneficiorum defectum, ordinationes alias ad titulum patrimonii, alias autem ad titulum pensionis ecclesiasticæ admittat et peragat. Ita enim intelligenda est necessitas illa aut commoditas ecclesiarum quam Tridentina synodus præ oculis haberi jubet. Ad quam tamen rectè præterea referri poterunt occurrentes identidem casus piorum quorumdam virorum, quos generis nobilitas aut sacrarum disciplinarum scientia commendat, quique ecclesiastici beneficii obtinendi copiam non habentes, in clerum se admitti, et ad sacros ordines promoveri postulant ad titulum patrimonii aut pensionis ecclesiasticæ : siquidem negari non potest per hujusmodi viros non parùm splendoris et utilitatis in Ecclesiam redundare. Sic se gerendo, atque his conformes leges et constitutiones synodales edendo, tum obloquentium censuras spernere, immeritumque novatoris nomen, sibi forsan appictum, nequaquàm formidare debebit episcopus; tum etiam id obtinebit, ut ecclesiasticorum suorum numerus intra justos fines consistat. Ad quem effectum præterea haud parùm contulerit, si accuratam instituet inquisitionem super realitate et subsistentiâ patrimonii, ad cujus titulum singuli quique ordinari se postulant : innumeræ sunt enim fraudes quæ in professionibus et assignationibus hujusmodi patrimonialium censuum atque redituum committi possunt, quibus ut obviàm iret Apostolica Sedes, opportuna remedia suppeditare ac præscribere non omisit, quæ aliàs à nobis demonstrata fuerunt, in nostrâ institutione 26 Latinæ editionis.

XVI. At non his tantùm de quibus jam satis actum, sed aliis etiam canonicis cautelis provideri posse indicavimus, ne clericorum numerus plus æquo augeatur, neve admittantur in clerum, nisi qui et merito et requisitis qualitatibus præditi, et divinâ vocatione, quantùm homini fas est de interioribus judicare, ad ecclesiastica ministeria appellati esse dignoscantur. Earum prima et potior est episcopi vigilantia in eorum vitam et mores qui ad clericalem statum aut ad superiores ordinum gradus aspirant : cùm certum sit episcopum posse ac debere ab ingressu ad ordines, et ab ascensu ab uno ad alium ordinem repellere eum quem noverit alicujus criminis reum esse, licèt illius crimen neque publicum sit, neque pervulgatum; de quo infra à nobis in hoc ipso opere agendum erit. Altera non inutilis cautela ea est, quæ ex rectè instituto ordinandorum examine desumi potest; si nempe, non in speciem, et cæremoniæ cujusdam veluti ritu, interrogentur tantummodò, ut alicubi usitatum est, super materiâ et formâ ordinis suscipiendi, sed ita examinentur ut planè dignosci valeat an ejusmodi scientiæ verè præditi sint, sine quâ nemo sufficienter aptus Ecclesiæ Dei minister existere potest. De studiis autem ab eo excolendis qui inter ecclesiasticos ascribi, quique ab uno ad alium ordinem, et præcipuè ad sacerdotium ascendere cupit, necnon de examine habendo super clericorum in hujusmodi studiis profectu, à nobis similiter actum est in institut. 42 Latinæ editionis, ad quam lectorem remittimus, ne ea quæ ibi jam dicta sunt iteremus. Tertiò, ad eumdem effectum magnoperè conducit laudabilis illa consuetudo, ut qui ad majores saltem ordines promovendi sunt, per denos dies antequàm singulos hujusmodi ordines suscipiant in alicujus pie domûs solitudinem secedant, ubi orationi, lectioni aliisque piis exercitationibus instantes, opportunis præterea virorum idoneorum monitis et instructionibus imbuantur, et in ecclesiasticæ vitæ ratione dirigantur. Porrò inæstimabilis est fructus qui ex hujusmodi spiritualibus exercitiis percipitur, si rectè instituta et peracta fuerint. Itaque summus pontifex Alexander VII, in suâ constitutione 126, eadem præscripsit omnibus qui Romæ et in sex episcopatibus suburbicariis ad sacros ordines promovendi essent : idque deinceps ad alias omnes diœceses extensum fuit per sequentium pontificum, Innocentii XI et Clementis XI, decreta, quæ videre licet in opere cui titulus : Ichnographia, seu Delineatio vitæ et officii episcopi, quod priùs quidam ecclesiasticus vir Italico idiomate edidit Romæ anno 1719, pag. 73. Alia verò de iisdem spiritualibus exercitiis ante sacrorum ordinum susceptionem peragendis, deque eorum utilitate, à nobismetipsis collecta, videri poterunt in nostrâ institut. 104. Quartum denique medium, et quidem ad intentum finem satis efficax, illud est, ut canonicæ leges de interstitiis inter unum et alterum ordinem servandis, prout in concilio Tridentino præscripta leguntur, cap. 11, 13 et 14, sess. 23, de Reform., quantùm fieri poterit, diligenter executioni mandentur. Quamvis enim in citatis concilii capitibus episcopo tribuatur auctoritas dispensandi super eorumdem interstitiorum observantiâ, hujus tamen auctoritatis usus, non quidem ex mero arbitrio dirigendus est, sed habitâ duntaxat ratione necessitatis aut utilitatis Ecclesiæ : quemadmodùm ab eodem concilio expressè indicatur sequentibus verbis : *Nisi necessitas aut Ecclesiæ utilitas, judicio episcopi, aliud exposcat :* quâ de re à nobis etiam est actum in nostrâ instit. 58. Has omnes agendi regulas si episcopus sibi aliisque sequendas proponat, earumque observantiæ, ut par est, diligenter insistat, id sanè perficiet, ut neque diœcesis superfluo inutilium et immerentium clericorum numero prægravetur, nec ipse novatoris nomine, nisi per summam temeritatem, atque calumniam, traduci possit; cùm potiùs restauratæ atque assertæ canonicæ disciplinæ laudem promereatur.

XVII. Summus pontifex Innocentius III, in suâ decretali quæ incipit *A multis*, de Ætat. et Qualit., ita scriptum reliquit : *Erubescant impii, et intelligant judicio Spiritûs sancti eos qui in sacris ordinibus presbyteratu, diaconatu, subdiaconatu sunt positi, si castè non vixerint, excludendos ab omni eorumdem graduum dignitate;* et paulò post : *Nemo ad sacrum ordinem per-*

mittatur accedere, nisi aut virgo, aut probatæ castitatis existat. His concinit sacrum concilium Tridentinum, cap. 13, sess. 23, ubi ita legitur : *Subdiaconi et diaconi ordinentur habentes bonum testimonium, et in minoribus ordinibus jam probati*, etc., *qui sperent, Deo auctore, se continere posse.* Episcopus autem, dùm sacerdotem ordinat, ita loquitur ex præscripto Pontificalis Romani : *Ut cœlestis sapientia, probi mores et diuturna justitiæ observatio ad id electos commendent.* Auctores sanè multi, qui de rebus ecclesiasticis accuratè scripserunt, hanc putant canonicæ disciplinæ legem usque ad Ecclesiæ seculum XI inviolabiliter servatam fuisse, ut qui post Baptismum conscientiam suam lethali aliquo crimine, ac præsertim incontinentiæ peccato maculàssent, ab omni spe ingrediendi in clericalem ordinem perpetuò exclusi manerent; vertente autem seculo XI, ex humanæ fragilitatis consideratione factum esse ut nova succederet disciplina, per quam hujusmodi criminibus antea inquinati, ab ordinibus nequaquàm excluderentur, dummodò occulta essent eorum delicta, atque ipsi verè pœnitentes de illis essent : idque deducunt ex can. *Fraternitatis*, dist. 34, ut latè videre est apud Habert, in Theol. dogmat. et moral. tom. 7, lib. 3, de Sacram. Ordinis, cap. 3, § *Ab XI igitur seculo.* Non ita pridem in unâ ex præcipuis Italiæ urbibus exorta est controversia, utrùm is qui pravâ consuetudine peccandi contra castitatem eò usque irretitus fuit, sed actu dolens de admissis, ad Sacramentum Confessionis cum requisitis dispositionibus accedit, si animum suum confessario declaret suscipiendi quamprimùm ordines sacros, absolutione donari valeat, an potiùs debeat confessarius illam suspendere, et in aliud tempus differre, donec hujusmodi pœnitens indubia dederit experimenta sinceri, quod se habere dicit, propositi non peccandi de cætero. Quâ in re, alii quidem existimàrunt necessarium omninò esse experimentum vel diuturnius, vel brevius, prout pœnitentis status requirere videbitur; et in hanc sententiam allegata fuit auctoritas Natalis Alexandri, qui in suâ Theolog. dogmat. et moral., lib. 2, de Sacram. Ordin., cap 3, num. 14, regul. 19, ita scribit : *Nemo est ad sacros ordines promovendus, nisi qui vel innocenter vixerit, vel occultas prioris vitæ maculas diuturnâ pœnitentiâ diluerit.* Cui addendus Habert, loc. cit., et Juenin, de Sacramentis, dissert. 8, quæst. 7, cap. 2. Prodiit hìc Romæ liber inscriptus *Istruzione per i novelli confessori*, cujus auctor satis peritus, et in administratione Sacramenti Pœnitentiæ apprimè versatus, part. 2, art. 3, docet primùm retrahendum prorsùs esse ab ascensu ad ordines sacros eum qui sincerè non credit se posse in illo statu castitatem observare ob pravum lasciviæ habitum, quo se implicatum benè novit; si autem proposito suscipiendi ordines consilio insistat, absolutionem ei denegandam esse : deinde verò addit quòd si ordinandus sincerè atque ex animo credit se castè vivere posse, et malos habitus exuere, proponens ea omnia præstare atque adimplere quæ suo ac discreti confessarii judicio ad emendationem vitæ necessaria et opportuna reputantur, hic sanè promoveri licitè potest, nec confessarius hoc ipsi interdicere valet : cùm et ad Pœnitentiæ Sacramentum suscipiendum satis dispositus censeri debeat, et consequenter etiam ad Ordinem sacrum, ad quem dignè suscipiendum nonnisi status gratiæ requiritur. Sacerdos quidam, nomine Alphonsus de Ligorio, in Medullâ theologiæ moralis, quæstionem hanc examinavit lib. 6, tract. 1, de Sacramentis in genere, cap. 3, fusiùs autem in peculiari dissertatione quam postmodùm, anno 1751, seorsim publicavit : in quâ hoc denique concludit, quòd, quamvis clericus recidivus et consuetudinarius, qui ad sacros ordines promoveri intendit, sinceram suam conversionem sine fraude professus, capax esse possit recipiendi sacramentalem absolutionem; in eo tamen statu non est ut ad sacros ordines suscipiendos licitè accedere valeat, nisi consentiat prævium aliquod experimentum præbere de propositi sui constantiâ, et de effectu diligentiarum, quas ad pravum habitum eradicandum habere constituit. Quòd si in susceptâ deliberatione permaneat ad sacram ordinationem rectà convolandi, hoc ipso asserit eumdem sacramentali etiam absolutione indignum se reddere, dùm Ecclesiæ leges in re gravi offendens, ad eam recipiendam dispositus minimè haberi potest. In quo tamen excipit casum quo Deus optimus maximus extraordinariam fortè compunctionis gratiam pœnitenti concedere dignaretur, deque eâ validæ confessario suppeterent conjecturæ : tunc enim et pœnitentem absolvendum esse censet, et eumdem, prætermisso quocumque alio experimento, ad ordines suscipiendos accedere posse. Interim tamen prudens auctor, in fine dissertationis, confessario suadere non omittit ut pœnitentem, quantumvis ita compunctum, inducere studeat ad aliquam temporis moram interponendam, antequàm ad sacrum Ordinem ascendat, quo valeat hoc medio tempore de illius pœnitentiæ efficaciâ et firmitate certiùs judicari : *Advertendum quòd confessarius toto conatu curare débet persuasum reddere hujusmodi initiandum, quamvis extraordinariè, ut supra, compunctum, ut differat ordines suscipere quoadusque probatione alicujus notabilis moræ magis purgatum se præbeat à sceleribus patratis. Imò addo consultius esse et congruentius ut adhuc taliter contrito, et quamvis ex compunctione habitâ sufficienter disposito, non solùm ad absolutionem, sed etiam ad ordinem assumendum, absolutio differatur, ipso quoque non consentiente, si velit statim ordinari, ut temporis experimento firmius probetur : dummodò tamen, excipio, ipse ex hâc dilatione ordinationis non sit subiturus notam, sive proximum periculum infamiæ; nam in hoc casu censerem cum Lacroix, non posse confessarium pœnitenti disposito beneficium absolutionis differre, quia tunc ille ex confessione peractâ habet jus non tantum ad absolutionem, sed ad eam statim obtinendam.*

XVIII. Porrò, absolutionem sacramentalem aliis quidem concedendam, aliis verò denegandam, aliis denique differendam esse, ex ipso Rituali Romano habetur, in quo, ad tit. de Sacramento Pœnitentiæ, lex ista confessario præscribitur : *Videat autem diligenter sacerdos quando et quibus conferenda, vel neganda, vel differenda sit absolutio.* Omnesque graviores theologi in eo consentiunt, ut non cuilibet pœnitenti concedenda sit absolutio, sed iis deneganda, qui vel pœnitentiam minimè profitentur, vel fictæ pœnitentiæ indicia præ se ferunt; iis autem differenda sit, quorum pœnitentia incerta et suspecta meritò habetur : quod etiam fieri præscribunt instructiones confessariis propositæ tum à S. Carolo Borromæo, tum à S. Francisco Salesio, qui regulas omnes pro rectâ absolutionis dispensatione à S. Carolo traditas, in suis Constitutionibus synodalibus adoptavit, ut ex earum tit. 9, art. 5, num. 3, videre licet. Itaque, si incerta aut suspecta sit illius pœnitentia quem constat habituali peccandi consuetudine irretitum fuisse, idque in animo habere ut post confessionem peractam, primo quoque tempore, ad sacrum Ordinem suscipiendum progrediatur, sine ullâ dubitatione dicendum est huic differendam esse absolutionem donec certiora præbeat conversionis suæ argumenta : nec enim aliter fidelis et prudens confessarius erga hujusmodi pœnitentem se gerere debuisset, etiam remotâ illius cogitatæ ordinationis circumstantiâ. Casus igitur qui in controversiam adduci potest, is est, quo pœnitens eò usque in peccatis habituatus, ad sacros ordines promoveri intendat, simulque talia contriti cordis indicia præ se ferat, ut confessarius illius conversionem sinceram meritò existimare valeat, atque confidere eum non ampliùs relapsurum esse in antiqua peccata, quorum consuetudine involutus fuit : in his enim circumstantiis quæritur, an sicuti confessarius absolutionem illi statim conferret, si sacrum Ordinem suscepturus non esset, ita possit ac debeat id ipsum facere, cùm sciat, eumdem in limine esse suscipiendi sacram ordinationem; an verò, propter reverentiam Ordini de-

bitam, et propter periculum, ne fortè in priora peccata post ordinationem relabens, graviores et magis abominabiles divinæ Majestati offensas inferat, aliquid ampliùs à pœnitente exigere debeat, quod extra casum proximæ illius ordinationis minimè exigeret; illius nempe absolutionem differre, et nova ab eo petere experimenta, quibus veram atque sinceram conversionem suam magis magisque ostendat. Profectò negari nequit hujusmodi pœnitentis spiritualem directorem ancipiti nimiùm curâ in hâc facti specie distrahendum fore : nullam verò suppetere generalem regulam, quæ in hujusmodi casibus indistinctè ab eo adhiberi valeat. Quare non aliud consilium eidem præberi posse censemus, quàm ut omnia personæ, rerum et casuum adjuncta diligenter inspiciat et maturè perpendat; meminerit etiam sibi non modò judicis, sed etiam medici partes impositas esse; medici autem officium esse eam curam ægroto adhibere, eaque ipsi præscribere remedia, quæ credit illius saluti magis opportuna et proficua fore : quemadmodùm scitè ad rem nostram animadvertit cardinalis de Lugo, de Sacram. Pœnit., disput. 14, sect. 10, num. 167 et seq., præcipuè verò num. 171. Denique divini luminis opem enixis precibus imploret, ut illius ductum sequens, neque se ipsum prodat, neque pœnitentem suum, cui aliquando absolutionis dilatio salubrior esse potest quàm properata ejusdem concessio, non exactis priùs novis experimentis super illius conversionis firmitate. Quoniam verò ejusmodi casus faciliùs se offerre possunt in audiendis eorum confessionibus qui jam in domum exercitiis spiritualibus destinatam statutis temporibus se receperunt, ut sacris ordinibus in proximâ ordinatione initientur, atque in his circumstantiis ad cæteras difficultates accedit infamiæ metus, quam pœnitens subeundam sibi fore asserit, si in eâ ordinatione non ampliùs promoveatur, tunc necesse erit (neque id sanè prudenti confessario admodùm difficile esse poterit) hujusmodi ordinando ante oculos ponere, non modò æternam salutem quovis humano respectu potiorem esse debere, verùm etiam nihil infamiæ in eo esse, si quis dicat et fateatur velle se maturiùs cogitare de incundo ejusmodi vitæ instituto, quod graviora secum fert onera, quodque semel susceptum per omnem vitam necessariò servandum erit. Hæc de propositâ quæstione paucis disserenda judicavimus, quoniam et ab argumento hujus capitis minimè aliena erant, et id fuisse novimus subjectum celebris controversiæ, quæ elapsis annis in unâ ex principibus Italiæ urbibus agitata fuit.

CAPUT III.

Ab eâdem novitatis notâ nonnullæ vindicantur synodales constitutiones, Alatrinæ videlicet, Ulyssiponenses, Barchinonenses, Herbipolenses, et aliæ.

I. In civitate Alatrinâ hic inoleverat detestandus abusus, ut in festo S. Sixti I, papæ, præcipui civitatis patroni, viri et mulieres, ante ecclesiæ fores choreas ducerent, incompositos agerent saltus, aliasque ludicras corporis gesticulationes, quæ potiùs Bacchi orgiis quàm Christi martyris solemnitati conveniebant. Providus episcopus has ethnicæ certè superstitionis reliquias edicto suo proscripsit. Contra episcopi edictum, consueto novitatis obtentu, reclamatum est ad sacram congregationem episcoporum et regularium. Marcellus Severolus, Romanæ curiæ advocatus, multis argumentis conatus est Alatrinam consuetudinem sustentare, atque ab omni superstitionis maculâ purgare, innixus potissimùm exemplo regii prophetæ Davidis, qui divino afflatus Spiritu ante Dei arcam saltavit : sed Severoli conatus infregit alter æquè doctus advocatus, Fatinellus de Fatinellis, qui pro episcopi edicto stetit. Etenim choreæ aliæque corporis jactationes, propter sibi insitam turpitudinem, quæ nullo religionis fuco obumbrari potest, per plures conciliorum canones jamdiù explosæ fuerant, et, ne in celebritatibus sanctorum, ad valvas præsertim ecclesiarum fierent, severè interdictum. Africani Patres, ut legere est can. 60, in Cod. canonum Ecclesiæ Africanæ, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 898, legem imperialem postulandam statuerunt ad compescenda tripudia quibus SS. martyrum natalitia profanabantur : *Quibus diebus, quod pudoris est dicere, saltationes sceleratissimas per vicos atque plateas exercent, ut matronalis honor et innumerabilium feminarum pudor, devotè venientium ad sacratissimam diem, injuriis lascivientibus appetatur : ut etiam ipsius sanctæ religionis penè fugiatur accessus.* Idem consilium cepêre Patres concilii Toletani III, anni 589, can. 23, relat. à Gratiano, dist. 3, de Consecrat., can. 2, ubi interponendam pariter decreverunt Reccaredi regis auctoritatem ut eamdem pestem ex Hispaniâ eliminarent : *Exterminanda est omninò irreligiosa consuetudo quam vulgus per sanctorum solemnitates agere consuevit, ut populi, qui debent officia divina attendere, saltationibus et turpibus invigilent canticis, non solùm sibi nocentes, sed et religiosorum officiis perstrepentes. Hoc etenim ut ab omni Hispaniâ depellatur, sacerdotum et judicum à concilio sancto curæ committitur.* Equidem tolerare non potuit Ecclesia ut veris Christi sanctis ille videretur præstari turpis et obscenus cultus qui à paganis exhibebatur falsis numinibus : uti enim ad rem aiebat auctor sermon. 265, olim 215, de Tempore, n. 4, inter opera S. Augustini, tom. 5, part. 2, col. 457, in Append. : *Isti infelices et miseri homines qui balationes et saltationes ante ipsas basilicas sanctorum exercere nec metuunt, nec erubescunt, etsi christiani ad ecclesiam venerint, pagani de ecclesiâ revertuntur, quia ista consuetudo balandi de paganorum observatione remansit.* Neque porrò ad cohonestandas choreas quidquam prodesse exemplum Davidis jampridem ponderavit auctor operis de Pœnitentiâ, lib. 2, cap. 6, num. 42 et 43, quòd Ambrosio adjudicandum, contra Petrum Soto et Rivetum, omnes eruditi consentiunt. Quoniam, ut ille ait, per mysticam David ante arcam saltationem unicè Deus præmonstrare voluit Hebræis, quibus omnia in figurâ contingebant, ut *unusquisque corpus attollat impigrum, nec humi pigra jacere membra, vel tardis sinat torpere vestigiis;* et propterea cavendum ait, ne quis *putet nobis saltationis lubricæ histrionicos motus, et scenæ deliramenta mandari;* tom. 2 oper. S. Ambrosii, col. 426. Sanè lib. 2 Regum, cap. 6, ubi Davidis saltatio refertur, illud adjicitur quòd Michol, illius uxor, non magni fecit, imò despectui habuit illius agendi modum : *Michol, filia Saul, prospiciens per fenestram, vidit regem David subsilientem atque saltantem coram Domino, et despexit eum in corde suo.* Cujus judicium certo quodam modo veluti rationabile approbare videtur Tostatus, in dictum cap. 6, quæst. 19, et in lib. 1 Paralip., cap. 15, quæst. 42, per hæc verba : *Quodammodò rationabiliter indignata est Michol redarguens eum.* Et quidem Salianus, ad annum mundi 2990, num. 47 et 48, advertit mirum non esse si Tostatus, natione Hispanus, in Davidis saltatione quamdam veluti levitatem reprehenderit, cùm eam parùm consentaneam reputare debuerit gravitati quæ apud Hispanos adeò rigidè servari solet : *Ex patriâ disciplinâ, quæ gravitatem habet à teneris unguiculis plurimum commendatam, et levitatem aspernatur, ac meritò respuit.* At, si rem penitùs inspiciamus, neque verum est Davidis factum à Tostato reprehendi, cùm is propositam quæstionem sequentibus deinde verbis concludat, cit. quæst. 19 : *David tamen excusatur, eò quòd egerit omnia ista ex affectu cordis; erat enim vir valdè deicola, et nesciens qualiter Deo placeret, humiliabat se coram eo quantùm poterat, et faciebat hæc ex affectu.* Neque verò dici potest Hispanam gravitatem choreas hujusmodi omninò respuere, cùm etiam nunc in solemnitate corporis Christi mos iste in Hispaniis perseveret, ut in publicis supplicationibus, dùm sanctissima Eucharistia circumfertur, non pauci procedant diversis vestibus induti, qui variis saltationum generibus animi lætitiam et devotæ mentis obsequium erga augustissi-

mum mysterium ostendere gestiunt; idque ab Hispanis episcopis et præsulibus toleretur tum propter consuetudinis vetustatem, tum propter chorearum hujusmodi naturam et qualitatem, quæ non ea secum fert absurda ob quæ episcopus Alatrinus illas de quibus hìc agimus proscribendas existimavit. Et quidem sacra congregatio episcoporum et regularium, omnibus ritè perpensis, episcopi constitutionem, spreto novitatis argumento quo impetebatur, approbavit; quemadmodùm nos ipsi retulimus in nostro opere de Canonizatione sanctorum, lib. 4, part. 2, cap. 31, n. 34 in fin.

II. In synodo Ulyssiponensi vetitum fuerat tabernariis ne festis diebus res etiam ad victum necessarias venderent iis matutinis horis quibus in ecclesiis solemnia peragebantur officia. In constitutionibus synodalibus Barchinonensibus interdictum pariter fuit mercatoribus ne iisdem Deo dicatis diebus ullam exercerent negotiationem, omnesque sive mercatores, sive artifices jussi sunt iisdem diebus suas apothecas obserare, nullique, aliquid emendi causâ, aditum in eas permittere. Utraque constitutio, quanquàm nihil de novo decerneret, sed Dei atque Ecclesiæ legem instauraret et inculcaret, nihilominùs insimulata fuit novitatis, atque acerrimè impugnata, sed perperàm; nam prima approbata fuit à sacrâ rotâ, decis. 1582, num. 8, coram Peniâ, et decis. 33, coram Dunozett., et decis. 293, coram Ubaldo; altera verò confirmata à sacrâ congregatione concilii die 13 martii 1679, et die 27 martii 1683, sicuti legitur in Regestis, refertque Nicollius in Prax. canonic., tom. 1, lit. C, § 1, num. 44.

III. Fridericus Carolus, episcopus Bambergensis et Herbipolensis, cùm anno 1740 collegiatam ecclesiam visitaret S. Joannis in Haugis civitatis Herbipolensis, parvipendens capituli querimonias, nihilque metuens novatoris censuram, quam sibi prævidebat irrogandam, antiquam proscripsit consuetudinem, in eâdem Ecclesiâ vigentem, quam referre atque à sui initio repetere neque inutile neque injucundum fore existimamus. Perspectum et exploratum est omnibus qui veteres Ecclesiæ annales vel leviter pertractârunt, jam à seculo VIII, auctore Crodogango, episcopo Metensi, efformata fuisse canonicorum collegia ad imaginem monachorum, à quibus canonici in hoc tantùm differebant, quòd regulam quidem ipsi servarent à sacris canonibus atque Ecclesiæ Patribus clericis præscriptam, religiosa tamen vota non nuncuparent: hoc quippe unicum discrimen inter utrosque intercessisse colligitur ex capitulari Aquisgranensi anni 789, cap. 71, tom. 1 Capitular. Baluzii, col. 237, ubi ita cautum legimus: *Simul et hoc rogare curavimus, ut omnes ubicumque qui se voto monachicæ vitæ constrinxerunt, monachicè et regulariter omnimodis secundùm votum suum vivant, secundùm quod scriptum est:* « *Vota vestra reddite Do-* « *mino Deo vestro....* » *Similiter qui ad clericatum accedunt, quod nos nominamus canonicam vitam, volumus ut illi canonicè secundùm suam regulam omnimodis vivant, et episcopus eorum regat vitam sicut abbas monachorum.* Inde verò factum arbitramur ut more monachorum, quorum vivendi rationem, etsi voto soluti, canonici in omnibus imitabantur, priusquàm capitulis sive cathedralium, sive collegiatarum ecclesiarum inscrerentur, tyrocinium subirent sub curâ præpositi, à quo morum disciplinâ imbuerentur, et sub magisterio scholastici, cujus munus erat juniores illos et novitios canonicos litteris bonisque artibus informare; quemadmodùm observat Antonius Matthæi, lib. 2 de Nobil., cap. 39, pluribusque exornat Thomassinus, de vet. et nov. eccles. Discipl., part. 1, lib. 3, cap. 8, num. 2 et seq., et cap. 70, num. 8. Tirocinii verò tempore multa ipsis subeunda erant incommoda, molestiæ haud leves tolerandæ, ut per dura et aspera quæque probati, ad reliquam vitam *canonicè* transigendam assuescerent: etenim, si jampridem Gregorius Magnus nemnem sacris ordinibus initiari voluit, nisi post probationem, teste Joanne Diacono in ejus Vitâ, lib. 2, num. 16, apud Mabillon. in Act. SS. Benedict. sec. I, pag. 408, multò magis probandi erant canonici qui ad exactam componebantur normam monachorum, de quibus scribit Petrus Blesensis, epist. 13: *Noviliorum claustralium mentes, adhuc desideriorum carnalium humoribus gravidæ et tumentes, non acceptantur in sacrificio Domini, nisi priùs igne tribulationis torreantur; nec paleas priorum deponunt affectuum, nisi per laborem et abstinentiam confringantur*; et ad rem nostram magis appositè Fructuosus episcopus, cap. 18 suæ Regulæ, de novitio loquens, part. 2 Cod. regul. Holstenii, pag. 274, ait: *Monasterium sub regulâ introducatur, et anno integro à cunctis fratribus, ex industriâ, conviciis comprobetur.*

IV. Postquàm autem obsoleta est Crodogangi institutio, et canonici, abjectâ vitâ communi, ac regulari observantiâ, in suâ quisque domo, secularium more, vivere cœperunt, quod in Germaniâ contigisse, fluente seculo X auctor est Trithemius, in Chron. Hirsaugiens., anno 977, nonnulla pristinæ disciplinæ remansêre rudera, quæ adhuc hodiè visuntur tum in canonico scholastico, tum *in anno residentiæ* seu *claustrali* quem quorumdam capitulorum Germaniæ canonici certâ anni die auspicari debent, atque in ecclesiæ servitio integrum transigere, priusquàm in capitulum admittantur, suæque præbendæ fructus participent. Sed in eo etiam clariùs veteris disciplinæ vestigium conspicitur, quod in aliis ejusdem Germaniæ capitulis est in more positum, nimirùm ut qui canonicatum adepti sunt, non statim post annum residentiæ, sicuti alibi fit, capitularibus annumerentur, sed meram expectativam habeant vacaturæ præbendæ canonicalis, ideòque non appellentur absolutè *canonici*, sed *domicellares*, seu *domicelli*, quasi non *domini*, sed *dominuli* sint, ut hâc ipsâ nomenclaturâ differant à veris canonicis, quos jam appellatos fuisse *dominos* testatur vetus monumentum apud Lucam Dacherium, tom. 3 Spicilegii, novæ editionis pag. 561. Hi quippe canonici *domicellares* speciem quamdam referunt juniorum clericorum, quos diximus in tirocinio olim detentos, variisque exercitationibus probatos, ut deinde in canonicorum collegium cooptarentur. Equidem Patres concilii Moguntini anni 1549, de iis quæ ad mores pertinent, cap. 87, de domicellariis perinde ac de novitiis in probatione degentibus, in hunc modum loquuntur, tom. 9 Collectionis Harduini, col. 2134: *Hactenùs in ecclesiis cathedralibus et collegiatis (saltem in eâ parte, quâ majores nostri non sine magnâ ratione juniores canonicos, quos domicellares vocant, non statim ut beneficia acceperint, ad capitula admitti, sed ad tempus sub jugo prælatorum detineri voluerunt) satis negligenter advigilatum esse, non sine ecclesiarum pernicie, sentimus; dùm hi, quibus ea cura incumbit, ad studia et mores domicellarium parùm attendentes, si modò domicellares certum tempus in beneficii possessione exegissent, aut pecuniam pro emancipatione constitutam numerâssent, sine ampliori delectu quosvis ad capitula admiserunt, etiam eos quos nec vitæ honestate, nec doctrinâ satis idoneos, aut ecclesiis utiles futuros nôrint... Quorum indemnitati consulere volentes, prælatorum, capitulorum et aliorum quorum interest, conscientias duximus onerandas; hisque districtè præciviendo injungimus ut in posterum, non secundùm prætensam consuetudinem (quæ in hâc parte, ut ecclesiis perniciosa, irrationabilis, aut potiùs corruptela censenda est) quoslibet, sed secundùm conscientiam idoneos tantùm et dignos ad capitula, præsertim metropoliticum et cathedralia, admittant.*

V. Ejusmodi canonici domicellares reperiuntur in præfatâ ecclesiâ S. Joannis in Haugis; iique, cùm essent in capitulum recipiendi, hoc quasi postremum sui tirocinii subibant experimentum: ab humeris ad lumbos denudati transibant per medium agmen canonicorum capitularium, à quorum singulis virgâ, quam quisque manibus tenebat, cædebantur; eoque experimento peracto, veluti per aspera quæque pro-

bati, atque à tirocinio subducti, capitularibus accensebantur. Hunc autem morem promanâsse opinamur ex illo veteri instituto, à monachis ad canonicos derivato, novitium scilicet lacessendi injuriis, conviciis et probris, sicuti ab episcopo Fructuoso audivimus. Alia præterea potuit esse ejus consuetudinis origo. Antiquis Romanorum legibus, emancipatio liberorum è patriâ potestate fiebat *cum injuriis et alapis*, ut dicitur Novell. 81, in præfat., et observant Antonius Perez, in Cod. tom. 2, lib. 8, tit. 49, num. 2; Vincentius Gravina, Orig. jur. lib. 2, num. 83; Heinec., Instit. Justin. lib. 2, tit. 12, et Antiquit. Romanar. tom. 1, lib. 1, cap. 12, § 5 et 9; inter cæteros enim ejusdem ritûs, quos describit Cajus, Instit. cap. 6, hic ultimus erat aliorumque complementum : emancipandus, post tertiam manumissionem, servorum more, *circumducebatur*, quasi ei libera daretur facultas abeundi quò vellet, *et colapho percutiebatur*, quo præstito, emancipatio censebatur omnibus numeris absoluta.

VI. Jam verò admissionem canonici domicellaris in capitulum speciem quamdam fuisse emancipationis, per quam ille liberaretur à nexu scholæ et subtraheretur à jugo canonici scholastici, colligimus tum ex antiquis statutis ecclesiæ Ultrajectinæ, relatis ab Antonio Matthæi, de Nobil. lib. 2, cap. 39, in quibus ita cavetur : *Si scholaris ad præbendam assumptus fuerit, vocem tamen in capitulo non habebit, donec vigesimum ætatis suæ annum attigerit, et per scholasticum nostrum decano et capitulo nostro emancipandus præsentatus ut idoneus fuerit;* et rursùs, de Officio scholastici : *Ad ipsum* pertinet *scholares examinare tam in scientiâ quàm in moribus et ætate; et, cùm habiles reperti fuerint, decano et capitulo nostro emancipandos præsentare;* tum ex vetusto diplomate, quod occurrit apud Schaten, lib. 11 Annal. Paderbon., ad ann. 1231, ubi circa finem hæc habentur : *Nullus canonicorum de cætero emancipabitur, quin idem juret ne numerus canonicorum excedat numerum præbendarum.* Quocirca improbabile non est, præfatum modum, eum in capitulum introducendi per convicia et verbera, ortum habuisse à veteri ritu emancipationis, quem postea abolevit Justinianus in leg. ultim., cod. de Emancip. liber.

VII. Sed quidquid sit de illius consuetudinis origine, quam nobis duntaxat conjicere, certò tamen assequi non licuit, eam prudenti sanè consilio extirpandam duxit laudatus Fridericus Carolus, episcopus Herbipolensis opportuno decreto, hisce verbis concepto : *Sicut quæ laudabiliter olim constituta, vel ab antiquo observata esse noscuntur, retinenda sunt in posterum; ita è contra, quæ honestati modestiæque ecclesiasticæ, vel bonis moribus adversantur, sacris inimica canonibus quantùmvis vetusta quantùmvis vulgata, adeò vires non contrahunt ab antiquitate, quin tanquàm abusus reformari debeant.* Enimverò, cùm hodiè inter canonicos domicellares non soli adolescentuli, sicuti forsan retroactis temporibus, sed viri numerentur ætate et prudentiâ plerùmque maturi, et quandoque etiam episcopali charactere exornati, jure ac meritò indecorum et turpe illi visum est, ut isti humeris denudatis sub ferularum ictibus in capitulum admitterentur. Obstitêre utique canonici novæ sanctioni, quâ querebantur antiquum everti capituli institutum, cujus initii non extabat memoria; sed frustra, quoniam nos, quibus jam tum universalis Ecclesiæ regimen obtigerat, considerantes, non posse vetustatis argumento abusus sustineri, qui rectæ rationi, decentiæ atque honestati adversantur, consilium episcopi summoperè commendavimus, ejusque decretum confirmavimus.

VIII. Præterea, ut à proposito de canonicis argumento non discedamus, meritò hîc recensendæ veniunt synodales quorumdam episcoporum constitutiones, quibus decernitur ut canonici suarum cathedralium, aliarumque ecclesiarum collegiatarum, dùm choro intersunt, minimè putent se, meram ibi assistentiam præstando, muneri suo satisfacere, sed ut re ipsâ canant et psallant, suasque voces adjungant inferioribus ministris horas canonicas aliasque præscriptas preces canentibus et recitantibus. Etenim non semel accidisse novimus ut hujusmodi constitutiones, tanquàm novitatem importantes, in hominum censuras incurrerent; cùm contra commendari debuissent, quòd per eas tolleretur abusus contra leges inductus, ut canonici à cantu et psalmodiâ abstinerent, et statuarum more in chori subselliis locati, divinas laudes ab aliis concelebrari audientes, ipsi silentium servarent. Sanè non ignoramus, in quorumdam libris scriptum reperiri licitum esse canonicis choro præsentes assistere et cantum omittere, quoties aut in præbendarum fundatione ab hujusmodi onere exempti fuerint, cùm possit fundator etiam contra legis positivæ præscriptum aliquid in fundatione statuere, aut quoties iisdem canonicis à summo Pontifice concessum fuerit indultum exemptionis à cantu, firmâ remanente obligatione divinis officiis in choro assistendi; cùm enim Pontifex valeat omnimodam iis libertatem tribuere, nimirùm eos etiam ab assistentiâ choro præstandâ eximere, multò magis potest, legitimâ aliquâ suadente causâ, eos à psallendi debito absolvere, et nihilominùs ad frequentandum chorum astringere. Ita docent Suarez, de Relig. tom. 2, lib. 4, de Horis canonicis, cap. 12, num. 11; Azor., Instit. Moral, part. 1, lib. 10, cap. 11, quæst. 6 et 7; Persicus, in tractat. de Horis canonicis, dub. 4, num. 12 et 13. Sed, quidquid sit de singularibus hujusmodi casibus, qui disputationis gratiâ ab auctoribus conficti potiùs quàm reipsâ existentes dici possunt, negari profectò nequit quòd, cùm chorus ad canendas psallendasque horas canonicas institutus fuerit, eique non solùm inferiores ministri et cantores, sed ipsi quoque ecclesiarum canonici, ex eorum officio debito, assistere teneantur, hi etiam ad canendum et ad concinendum inferiorum ministrorum Deo psallentium vocibus, ex ipsâ eorumdem officii naturâ tenentur. Ideòque fatendum est, et rationi et justitiæ consonas esse constitutiones synodales, quæ id à canonicis præstari jubent, easque odioso novitatis nomine immeritò traduci, cùm potiùs laudandæ essent, utpote prava corruptelarum germina exscindentes, quæ nimiâ forsan prædecessorum indulgentiâ in agro dominico radices egerant. Auctoritates et canones conciliorum tam provincialium quàm synodalium, quibus hæc sententia confirmatur, videri possunt apud Pontas, in verb. Canonicus, cas. 6; Genettum, Theol. moral. tom. 2, tract. 1, cap. 7, de Beneficiis, quæst. 11; Natalem Alexandrum, Theol. moral., lib. 2, cap. 8, de Horis canonicis, tom. 2. Quæ autem hâc de re statuta fuerunt à S. Pio V in suâ constitutione 35, Bullar. Roman. tom. 2, quæque satis apertè decreta leguntur in concilii Tridentini sess. 24, cap. 12, de Reform., ea per nos expensa fuerunt in nostrâ Instit. 107 Latinæ editionis, in quâ etiam complures adduximus resolutiones sacræ congregationis prædicti concilii Tridentini interpretis, eidem sententiæ constanter faventes; quas lector ibidem videre poterit, § 3, num. 16 et seq. Concordant epistola encyclica, quam ad episcopos Italiæ conscripsimus pontificatûs nostri anno quinto, impressa in Bullario nostro, tom. 1, num. 103, in quâ de hoc etiam argumento aliqua innuimus § 24, ac demùm litteræ nostræ in formâ brevis die 19 Januarii 1748 datæ ad cardinalem patriarcham Delphinum super concessione nonnullorum privilegiorum favore capituli et canonicorum ecclesiæ cathedralis Veronensis, quæ litteræ impressæ sunt in Supplemento ad calcem volum. 3 ejusdem Bullarii nostri, num. 4, pag. 585.

IX. Ex hactenùs dictis colliget episcopus non esse sibi metuendum à novatoris calumniâ, cùm constitutiones edit quas necessarias agnoscit ad depravatos populi clerique mores reformandos, et sanctissimos Ecclesiæ canones reparandos, temporum injuriâ hominumque malitiâ labefactatos : facilè quippe ab improborum dicteriis se tuebitur decreto Tridentini, sess. 22, cap. 1, de Reform., ubi, postquàm omnes

innovavit constitutiones, ad vitam et honestatem clericorum pertinentes, episcopos alloquens, ait : *Si qua verò ex his in desuetudinem abiisse compererint, ea quamprimùm in usum revocari et ab omnibus accuratè custodiri studeant, non obstantibus consuetudinibus quibuscumque, ne subditorum neglectæ emendationis ipsi condignas, Deo vindice, pœnas persolvant.*

CAPUT IV.

Quænam sit novitas in diœcesim non inducenda ; et primò, ne veteris disciplinæ restituendæ studio contra recentiores leges aut consuetudines generaliter receptas, decreta fiant ; ubi de clericorum habitu, et de eorum cohabitatione cum mulieribus consanguineis aut affinibus.

I. Quemadmodùm prudenter se gerit episcopus in id incumbens ut pristina disciplina, quam præfocavit abusus, in suâ diœcesi revirescat, ita imprudenter agit qui mores in eam inducere tentat aut nunquàm receptos, aut ex rationabili causâ postea obsoletos, præcipuè si res ejusmodi respiciant in quibus mutatio fieri potuit sine ullo Ecclesiæ dispendio, et purioris ethices jacturâ. Quoniam autem in hâc re, quæ à rerum, temporum et locorum circumstantiis maximè pendet, impossibile est universalem regulam constituere, in omni eventu æquè ab omnibus atque ubique servandam, regulæ loco esse poterunt nonnulla quæ in hoc et sequenti capite proferemus exempla.

II. Episcopus restituendæ ecclesiasticæ disciplinæ studiosus, plurimas saluberrimas paraverat constitutiones, in suâ diœcesanâ synodo propediem promulgandas. Eas nobis, qui tunc temporis secretarium agebamus S. congregationis concilii, pro suâ erga nos humanitate amicè dedit examinandas. Earum unam offendimus, in quâ prohibebatur clericis usus fibularum in calceis, adjectâ in tansgressores haud levi pœnâ ; ejusque constitutionis ratio petebatur ex cap. *Clerici*, 15, de Vit. et Honest. clericor., ubi Innocentius III, inter cætera ornamenta clericis interdicta, fibulas etiam recenset, inquiens : *Fibulas omninò non ferant.* At nos amico episcopo suasimus ut hanc constitutionem deleret ; neque his temporibus aptari diximus laudatam Innocentii III decretalem, utpote quæ de fibulis loquitur diversis sanè ab illis quæ nunc communiter apud honestos viros sunt in usu : fibulas enim ad merum olim pertinuisse luxum et vestium ornatum, testatur Ulpianus in leg. *Argumento*, 25, ff. de Auro et Argento legatis, inquiens : *Fibulæ ornamenta magis quàm vestis sunt ;* et prosequuntur Petrus Faber, lib. 1 Semest., cap. 16, et Chifletius, in Anastasi Childerici cap. 16, et quidem mollia erant ornamenta, mulierum potiùs quàm virorum propria, quemadmodùm in cit. leg. notavit Glossa, verb. *Ornamenta*, traditque Plinius, lib. 33, cap. 1, scribens : *Fibulas et alia muliebris cultûs ;* quamvis reverà, eodem Plinio teste, non deessent viri qui mulierum more aureis et gemmatis fibulis suas vestes constringerent ; quem etiam morem indicat illud Virgilii Æneid. 1 :

Aurea purpuream subnectit fibula vestem.

Quia porrò mulieres, calceorum loco, semper utebantur soleis, quas viri domi tantùm gestabant, quod deducitur ex Gellio, lib. 13, cap. 21, eas pariter pretiosis fibulis revinciebant ; quæque ad soleas colligandas erant necessariæ, ad merum luxum et pompam fuerunt postea etiam in calceamentis adhibitæ. Ad hujus verò generis calceamenta, pretiosis fibulis adornata, allusit concilium Carthaginense IV anni 398, cùm, cap. 45, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 982, ait : *Clericus nec vestibus nec calceamentis decorem quærat ;* eademque respexit concilium Matisconense anni 581, cùm can. 5 edixit : *Nullus clericus sagum, aut vestimenta vel calceamenta secularia, nisi quæ religionem deceant, induere præsumat ;* tom. 3 Collectionis Harduini, col. 452. De præfatis pariter fibulis, vanitati et pompæ unicè inservientibus locutum Innocentium III liquet ex contextu ; ait quippe : *Fibulas omninò non ferant, neque corrigias auri vel argenti ornatum habentes.* Fibulæ autem, quæ hodiè ad calceos colligandos sunt in usu, nisi sint gemmis distinctæ, nullam præ se ferunt vanitatem, sed solius commoditatis causâ adhibentur etiam ab hominibus infimæ plebis et pauperrimis. Quocirca illas clericis interdicere esset malè feriatorum hominum linguas ad dicteria et scommata incitare, absque ullo ecclesiasticæ disciplinæ profectu.

III. Similiter alius episcopus, et pietate et doctrinâ insignis, nobis etiam prædictum munus obeuntibus indicavit, inter synodales quas edere parabat constitutiones unam se condidisse, quâ prohibebat ecclesiasticis secularibus lugubres vestes in consanguineorum et affinium obitu induere ; siquidem animadverterat, tum cardinales, et Romanæ curiæ præsules in Urbe, tum episcopos extra Urbem, hâc ipsâ ratione se gerere : præterquàm quòd regulares nullibi conspiciuntur quidquam in vestitu immutare, decedentibus licèt eorum parentibus aut fratribus, nedùm remotioribus consanguineis. Addebat id sibi valdè consentaneum videri doctrinæ B. Pauli Apostoli, qui in Epistolâ ad Thessalonicenses, cap. 4, ita scribit : *Nolumus vos ignorare, fratres, de dormientibus, ut non contristemini, sicut et cæteri, qui spem non habent.* Ad hæc nos quidem respondimus valdè optandum esse ut clerici hanc legem servarent, utpote quæ et ecclesiasticis regulis, et aliis synodalibus constitutionibus omninò conformis esset. Nam inter Tarraconensis Ecclesiæ statuta unum adest anno 1338 editum, quod legitur tom. 1, lib. 3, in hæc verba conceptum : *Ne clericus in sacris ordinibus induat se de nigro, seu de vestibus lugubribus, per mortem alicujus, nisi fuerit pater aut mater, frater aut soror, aut dominus, quas etiam ultra duos menses portare non possit.* In concilio Toletano, quod sub pontificatu Sixti IV celebratum fuit, can. 8, ita legitur : *Ulteriùs luctuosas vestes induere clerici in sacris ordinibus constituti vel beneficiati non audeant.* Magis adhuc severa est lex à S. Carolo edita in concilio provinciali Mediolanensi V anni 1579, Mediolan., part. 1, pag. 268, quâ scilicet cuilibet part. 3 Actor. eccles. clerico, *qui amictu clericali indutus incedit*, districtè prohibetur *ne in propinquorum, ne parentum quidem obitu, vestes lugubres more laicorum induat gestetque..., sed pium erga propinquos mortuos charitatis studium officiumque præ se ferat omni aliâ ratione quæ cum clericalis ordinis decore dignitateque omninò conveniat.* Et huic quidem per omnia concordant constitutiones aliarum synodorum, videlicet Amerinæ anni 1595, Placentinæ anni 1589, Florentinæ ejusdem anni. At nihilominùs eidem episcopo insinuandum duximus, ut, antequàm hujusmodi constitutionem in synodo publicaret, quæ novitatis speciem in illius diœcesi procul dubio habitura erat, rem totam maturè perpenderet, videretque an sibi polliceri posset eamdem reipsà observatum iri, neque potiùs occasionem daturam esse clericorum recursibus, obloquutionibus et querelis, non sine periculo, ut laici quoque in partes accederent. Quibus ille in bonam partem acceptis, ac secum prudenter expensis, à decreti publicatione abstinendum existimavit.

IV. At multò magis cavendum est ne, obtentu renovandi pristinos Ecclesiæ canones, quidquam in synodo statuatur, quod contrarium sit posterioribus legibus, quibus antiquæ disciplinæ rigor nonnullis in rebus expressè mitigatus dignoscitur. Exemplum esse potest in cohabitatione clericorum et mulierum, de quâ nos pluribus disseruimus in nostrâ Instit. 83. Ne Ecclesiæ ministrorum existimatio ullâ fœdi criminis probabili suspicione imminueretur, magna synodus Nicæna, can. 3, juxta versionem Dionysii Exigui, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 323, ita sancivit : *Interdixit per omnia magna synodus, non episcopo, non presbytero, non diacono, nec alicui omninò qui in clero est, licere subintroductam habere mulierem, nisi fortè aut matrem, aut sororem, aut amitam, vel eas tantùm personas quæ suspicionem effugiunt.* Quænam porrò dicerentur mulieres *subintroductæ*, litigant eruditi.

putârunt aliqui cum Turriano, lib. 2 de dogmat. Character. Verbi Dei, pag. 93, eo nomine denotari uxores quibus clerici, priusquàm Ecclesiæ militiæ ascriberentur, essent legitimo connubii fœdere copulati : sed istorum opinio explosa fuit à Gothofredo, in not. ad Cod. Theodos., lib. 16, tit. de Episc., leg. 44, ubi ostendit Græcum vocabulum à Nicænis Patribus ad hibitum, nequaquàm conjugem, sed feminam significare omninò extraneam, nulloque parentelæ vinculo clerico devinctam. Alii cum Christiano Lupo, in not. ad præfat. can., tom. 1, pag. 21 et seq., eâ voce designari opinantur *agapetas*. Erant autem *agapetæ* Deo devotæ feminæ, quas Deo pariter sacrati viri, per quamdam spiritualis adoptionis speciem, sibi in matres, sorores aut filias asciscebant, et pietatis fovendæ studio aut certè prætextu, secum domi retinebant. Quia verò hujusmodi contubernium, etsi fortassè plerùmque flagitio careret, flagitii tamen periculo et suspicione nunquàm profectò vacabat, semper fuit ab Ecclesiâ improbatum. In illud acriter invectus est Cyprianus, epist. 62, ad Pomponium episcopum. Patres Antiocheni scribentes ad Dionysium papam, apud Eusebium, lib. 7. cap. 30, Paulo Samosateno, synodali sententiâ è patriarchatu dejecto, maximo crimini dederunt quòd *subintroductas* haberet, suisque clericis permitteret mulieres : *Quid hìc referre attinet* (aiebant) *subintroductas, ut Antiocheni vocant, mulieres tam ipsius quàm presbyterorum ejus ac diaconorum? in quibus non hoc solùm, sed etiam alia insanabilia crimina, quorum conscius est, et quorum ipsos reos esse convicit, nihilominùs tegit ac dissimulat, ut illos sibi obnoxios habeat.* Ad eumdem autem scopum propulsandi ab Ecclesiâ *agapetarum* pestem, ut eas vocat Hieronymus, epist. 22 ad Eustochium, collineâsse Patres Nicænos, cùm clericis vetuêre ne subintroductas haberent mulieres, cum aliis sensit laudatus Lupus ; quamvis reverà non statim voti compotes facti fuerint, siquidem eumdem abusum vehementer postea inclamârunt Gregorius Nazianzenus, in carmine continente præcepta virginum, Hieronymus, cit. epist. 22, epist. 125 ad Rusticum monachum, et epist. 128 ad Gaudentium, Chrysostomus, teste Palladio in ejus Vitâ, aliique Patres.

V. Verùm, etsi nullus neget, mulieris *subintroductæ* voce, etiam *agapetas* comprehendi, præter eas tamen quamcumque aliam feminam extraneam designari, evidenter demonstrârunt Gothofredus, cit. loc., et Ferdinandus Mendoza, de confirmando Concilio Eliberitano, lib. 2. Equidem Honorius et Theodosius Junior imperatores legem sancientes canoni Nicæno accommodatam, non tantùm cum feminis, secum sororum nomine assumptis, sed cum quibuslibet extraneis consortium habere, clericis interdixêre, exceptis matre, filiâ et sorore germanâ, in quibus arctum consanguinitatis vinculum omnem removet sævi criminis suspicionem : *Eum, qui probabilem seculo disciplinam agit, decolorari consortio sororiæ appellationis non decet. Quicumque igitur, cujuscumque gradùs sacerdotio fulciuntur, vel clericatûs honore censentur, extranearum sibi mulierum interdicta consortia cognoscant ; hâc tantùm eis facultate concessâ, ut matres, filias atque germanas, intra domorum suarum septa contineant. In his enim nihil sævi criminis existimari fœdus naturale permittit*, leg. 19, cod. de Episc. et Cleric. In eumdem sensum Nicænum canonem exposuêre quotquot illum renovârunt posteriora concilia. Carthaginense IV anni 398, cap. 46, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 982, ait : *Clericus cum extrancis mulieribus non habitet.* Arelatense II anni 452, can. 3, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 773 : *Si quis clericus à gradu diaconatûs in solatio suo mulierem, præter aviam, matrem, filiam, neptem vel conversam secum uxorem habere præsumpserit, à communione alienus habeatur. Pari quoque et mulierem, si se separare noluerit, pœnâ percellat.* Herdense anni 524, can. 15, tom. 2 ejusdem Collectionis, col. 1066 : *Familiaritatem extranearum mulierum, licèt ex toto sancti Patres antiquis monitionibus præceperint ecclesiasticis evitandam, id nunc tamen nobis visum est, ut qui talis probabitur, si post primam et secundam commonitionem se emendare neglexerit, donec in vitio perseverat, officii sui dignitate privetur.* Avernense anni 535, can. 16, tom. cit., col. 1183 : *Episcopi, presbyteri atque diaconi ità sanctæ conscientiæ luce resplendeant, ut effugiant probitate actuum maledicorum obloquia... Fugiatur his extranearum mulierum culpanda libertas ; et tantùm cum aviâ, matre, sorore vel nepte, si necessitas tulerit, habitent ; de quibus nominibus, ut priorum canonum series continet, nefas est aliud quàm natura constituit suspicari.* Concilium Romanum, congregatum à Zachariâ papâ anno 743, can. 2, tom. 3 ejusdem Collectionis, col. 1927 : *Ut presbyteri vel diaconi subintroductas mulieres nullo modo secum audeant habitare, nisi forsitan matrem suam aut proximitatem generis sibi habentes, quæ suspiciones effugiant, sicut in synodo Nicænâ continetur.* Concilium Moguntinum anni 813, can. 49, tom. 4 ejusdem Collectionis, col. 1016 : *Omnibus clericis feminas secum in domibus suis habere, ultra licentiam canonum, firmiter sit contradictum.* Remense ejusdem anni 813, can. 22, ibid., col. 1020 : *Ut à sacerdotibus omnis suspicio mulierum funditùs eradicetur ; cum quibus etiam nulla habitatio eis concedatur, præter illam quæ in Nicænâ synodo permittitur, id est, matrem aut sororem, vel eas tantùm personas, à quibus omnes suspiciones effugiant.*

VI. At veniam quam Nicæni Patres clericis dederant cohabitandi cum matribus, filiis et germanis sororibus, nonnihil ampliavit concilium Carthaginense III anni 397, illam non solùm ad feminas extendens, remotioribus sive consanguinitatis, sive affinitatis gradibus, iisdem conjunctas, sed etiam ad eas quarum indigerent famulatu : ait quippe canone 17 relato dist. 81, can. 27, *ut cum omnibus omninò clericis extraneæ feminæ non cohabitent, sed solæ matres, aviæ et materteræ, amitæ, sorores et filiæ fratrum aut sororum, et quæcumque ex familiâ, domesticâ necessitate, etiam antequàm ordinarentur, jam cum eis habitabant ; vel si filii eorum, jam ordinatis parentibus, uxores acceperint ; aut servis non habentibus in domo quas ducant, aliunde ducere necessitas fuerit.* Ex opposito concilium Forojuliense anni 791, cap. 4, tom. 4 Collectionis Harduini, col. 858, ob turpe et nefarium quod perpetrari contigerat facinus, præfatam licentiam revocavit, nec deinceps permittendum statuit ut clericus cum ullâ prorsùs muliere, ne matre quidem exceptâ, cohabitaret, inquiens : *Ut juxta Nicæni venerandi definitionem concilii, nullus patiatur subintroductas mulieres secum in domo propriâ habere, vel privatè cum eis cohabitantes conversari ; et, quanquàm de quibusdam inhonestâ carentibus suspicione, clementius aliquo modo inibi legatur indultum, nos tamen omnes omninò nunc necessarium vetare prospeximus, cò quòd experimento didicerimus, illarum velamento, alias licentius ad eos aditum veniendi, perditionis causam habuisse.* Forojuliensi consensêre concilium Nannetense incerti anni, can. 3, tom. 6, part. 1 ejusdem Collectionis, col. 457 : *Prohibendum et modis omnibus interminandum est ut nullus sacerdos eas personas feminarum, sicut et in canone insertum continetur, de quibus suspicio esse potest, in domo suâ habeat. Sed neque illas quas canones concedunt (quia, instigante diabolo, etiam in illis scelus frequenter perpetratum reperitur, aut etiam in pedisequis illarum) scilicet matrem, amitam, sororem ;* Moguntinum anni 888, cap. 10, tom. 6, part. 1 ejusdem Collectionis, col. 406 : *Ut clericis interdicatur mulieres in domo suâ habere, omnimodis decernimus. Quamvis enim sacri canones quasdam personas feminarum simul cum clericis in unâ domo habitare permittant, tamen, quod multùm dolendum est, sæpè audivimus per illam concessionem plurima scelera esse commissa... Et idcircò constituit hæc sancta synodus ut nullus presbyter ullam feminam secum in domo propriâ permittat, quatenùs oc-*

casio malæ suspicionis vel facti iniqui penitùs auferatur; et concil. Metense ejusdem anni 888, cap. 5, cit. tom. 6, part. 1, col. 411 : *Sacerdotes... nequaquàm in suâ domo secum aliquam feminam habeant, nec matrem, nec sororem.* Verùm Innocentius III, sciè perpendens non esse facilè præsumendum scelus, à cujus turpitudine natura ipsa quodammodò abhorret, neque rationi consentaneum reputans legem ferri ad præcavendum periculum quod rarissimum est, Nicænum canonem restituit, easque feminas clericorum ædes incolere permisit, quæ Nicæni Patres nullâ aspergi obliquâ suspicione existimârunt : rescribens enim ad episcopum Pistoriensem, in cap. *A nobis*, 9, de Cohabitat. clericor. et mulier., ait : *Cum clericis quoque non permittas mulierculas habitare, nisi fortè de illis personis existant, in quibus naturale fœdus nihil permittit sævi criminis suspicari.*

VII. Hâc posteriori Innocentii III decretali nemo dubitaret contrariis synodorum sanctionibus modò allegatis derogatum fuisse, nisi constitutio Nannetensis inserta foret compilationi decretalium Gregorii IX, locumque haberet in cap. 1, de Cohabitat. cleric. et mulier., etsi falsò ibi ascribatur concilio Moguntino, in quo etiam legitur, aliis tamen verbis renovata ; sed, postquàm in codicem juris communis relata est, nedùm revixisse, sed vim ac robur universalis legis videtur insuper adepta. Hâc ratiocinatione decepti aliquot episcopi, se juri communi institisse putârunt, cùm clericis vetuêre ne cum ullâ prorsùs feminâ, licèt arctissimo sibi consanguinitatis nexu obstrictâ, cohabitarent. Verùm aliter sensêre peritissimi sacrorum canonum interpretes, quibus compertum cùm sit jurium contrarietatem esse evitandam, nec facilè in eâdem canonum collectione admittendam, ita res visa est componenda : Decretalis, inquiunt, Innocentii III regulam constituit universalem communiter observandam. Decretum Nannetense ponit regulæ limitationem in specialibus quibusdam eventibus adhibendam. Itaque priori est inhærendum, cùm unius diœcesis clericis certa norma præscribitur, ad quam omnes se componere debeant ; posteriori insistendum, cùm de hoc aut illo agitur, cujus mores sunt depravati, et cum quâlibet prorsùs muliere consuetudo suspecta. Quamobrem, licèt in diœcesi contingat turpe incestùs flagitium semel aut iterùm ab uno aut altero clericorum perpetrari, non idcircò fas erit episcopo à communi regulâ recedere, et non sine populi admiratione ac scandalo, quasi omnes haberentur ejusdem enormis criminis aut rei aut suspecti, statim edicere ne ullus in posterum clericorum cum nepte, amitâ, sorore aut matre cohabitet : sed, si quemquam reperiat dubiæ famæ, cujus cum consanguineâ contubernium etiam apud probos et prudentes viros malè oleat, illi cui certè congruit regulæ limitatio separationem injungat, eâ tamen adhibitâ circumspectione et cautelâ quam rerum circumstantiæ exposcunt, ne delictum quod latet pateſiat. Non propterea tamen constitutionem improbamus quâ episcopus omnem cum mulieribus cohabitationem clericis interdicat, nisi ipse priùs, earumdem qualitatibus examinatis, illam pravâ suspicione vacare compererit : hoc quippe aliud non esset quàm sibi decernendum reservare num hæc vel illa femina cadat in censuram, an potiùs in limitationem regulæ Nicænæ ab Innocentio III innovatæ. Ita sancitum legimus à S. Carolo Borromæo in suo concilio provinciali Mediolanensi I, in cujus part. 2, Actor. eccl. Mediol. part. 1, pag. 19, habetur : *Quoniam non solùm malum cavere, verùm etiam omnem mali suspicionem fugere oportet, ne in cujusquam offensionem incurramus; in ædibus ad canonicorum aliorumve clericorum domicilium et usum ædificatis, aut aliis in quibus ipsi habitant, feminas quascumque, etiam quovis sanguinis, cognationis aut affinitatis vinculo eis conjunctas habitare prohibemus, nisi episcopus in alicujus urgenti necessitate aliter faciendum esse duxerit, cujus conscientiam in hoc vaidè oneramus.* Ejusmodi S. Caroli edictum, plurimùm tamen mitigatum, nos servari præcepimus à parochis nostræ Bononiensis diœcesis, quibus convivere permisimus cum feminis usque ad tertium consanguinitatis, et primum ac interdùm etiam secundùm affinitatis gradum sibi conjunctis ; cæterarum verò nomina ad nos deferri jussimus, ut, earum conditione inspectâ, deliberaremus an sine ullius offensione possent parochorum ædes incolere. Quia porrò hoc nostrum edictum, etsi tantâ indulgentiâ lenitam, pluribus nihilominùs visum est asperum et severum, illud ab obloquentium dicteriis vindicavimus in cit. nostrâ instit. 83, ubi plurima ad rem facientia videri possunt accumulata.

VIII. Cæterùm exceptio ista, quæ tum à canonico, tum à civili jure admittitur quoad personas naturali fœdere conjunctas intra certos gradus in quibus, licèt diversi sint sexûs, inhonestum aliquid suspicari communiter non licet, tunc locum habet cùm agitur de clericorum et mulierum cohabitatione. Quamvis autem, ex quâdam falsò præsumptâ rationis paritate reprehendendas nonnulli judicaverint synodales quorumdam episcoporum constitutiones, quibus severè vetitum fuit ne in eodem lecto simul cubare permittantur fratres et sorores septennio majores, neve ejusdem ætatis filii aut filiæ in eodem cubili unà cum patre et matre retineantur, nimis tamen patens est hujusmodi censuræ injustitia, et magna, quæ intercedit, differentia inter cohabitationem in unà domo, et condormitionem in eodem lecto. Porrò in concilio Mediolanensi IV, quod habetur part. 1 Actor. eccles. Mediol., ita statutum legitur, pag. 316 : *Parochus, ut diligentissimè poterit, et episcopus inprimis, tum auctoritate suâ, tum etiam, si opus erit, secularis magistratûs ope imploratâ, id maximoperè curet, ut ne cum feminâ quocumque vel arctissimè propinquitatis gradu conjunctâ, mas simul cubet, etiamsi ambo puerili ætate sunt, ita tamen grandiusculi, ut aliqua inde suspicio, periculum occasione impuri flagitii committendi existere possit. Nec verò pupertatis, angustæve habitationis excusationi locus facilè relinquatur, quominùs istiusmodi impuritatum occasio omnis præcidatur, cùm humi potiùs atque adeò sub dio jacere satius esset.* Item in synodo Fulginatensi à bonæ memoriæ episcopo Baptistellio celebratâ anno 1722, quæ recognita et approbata fuit in congregatione particulari, cujus secretarii munus nos tunc in minoribus constituti obivimus, illud idem præscribitur cap. 7, num. 8, et prohibitio redigitur ad eos qui septimum ætatis annum compleverint ; deinde verò, sequenti capite 9, inter casus episcopo reservatos recensetur eorum delictum, qui curam gerentes filiorum aut nepotum diversi sexûs, permittunt eos simul, mares nimirùm et feminas septennio majores, in eodem lecto cubare.

CAPUT V.

Novitatis notam non evadit constitutio synodalis, quæ antiquam diœcesis et regionis consuetudinem, justis de causis toleratam approbatamve, abrogare nititur ; ubi de jejunio sabbati, de more alicubi vigente vescendi die sabbati carnibus aut interioribus et extremis animalium partibus; item de ovis et lacticiniis, de carnibus avium et amphibiorum diebus jejunii vetandis aut permittendis.

I. Peculiarium quoque consuetudinum, quæ ab antiquo tempore in diœcesi et regione receptæ, et justis de causis toleratæ aut approbatæ dignoscuntur, æquum est ab episcopo rationem haberi, ne in constitutionibus synodalibus adversùs eas imprudenter insurgens, novatoris nomen sibi meritò acquirat. Episcopus Malacitanus, anno 1682, quæsivit à sacrâ congregatione concilii, *an in civitate Malacitanâ, quæ utpote portus maritimus abundat piscibus, tolerari possit ut diebus sabbati comedantur interiora et extremitates animalium, prout practicatur in aliis partibus Hispaniarum propter piscium penuriam et caritatem.* Videbitur fortassè cuipiam absque ullâ hæsitatione respondendum statim fuisse negativè ; sed alia fuit sententia sacræ congregationis concilii, quæ probè considerans non esse

immaturo et præpropero decreto præcidendam consuetudinem alicubi ex rationabili causâ communiter receptam, die 14 novembris ejusdem anni, episcopo rescripsit ut de moribus vigentibus in regno Granatæ, in quo sita est civitas Malacitana, sacram congregationem diligenter edoceret; si enim in toto pariter regno usus invaluisset prædictas animalium partes die sabbati comedendi, nihil certè eadem censuisset innovandum; innovationi siquidem tunc obstitisset illa eadem ratio, propter quam diximus à S. Carolo Borromæo non fuisse obstrictos Mediolanenses ad adjiciendum quadragesimali jejunio feriam quartam Cinerum, tresque insequentes dies. Etenim, ut rem paulò altiùs repetamus, de præcepto sive jejunandi, sive abstinendi à carnibus die sabbati, non una, sed varia fuit, multisque mutationibus obnoxia Ecclesiæ disciplina. Orientales unicum sabbatum post parascevem consecrabant jejunio; cæteris verò per annum recurrentibus, non solùm non jejunabant, sed eodem ferè solemni ritu quo diebus dominicis sacros celebrabant conventus et synaxes : quod testantur Athanasius, hom. de Semente; Socrates, lib. 5, cap. 22, et lib. 6, cap. 4; Cassianus, instit. lib. 3, cap. 2, innuitque Augustinus, epist. olim 118, nunc 54. Quinimò erat illis persuasum nequaquàm licere Christianis, etiamsi sponte vellent, sabbato jejunare; quam persuasionem inde ortam plerique eruditi opinantur, quòd Marcion hæreticus partem hæreseos suæ fecisset jejunium sabbati : is quippe, referente Epiphanio, hæres. 14, sabbato jejunandum docebat, in odium Dei Judæorum, mundi hujus aspectabilis Creatorem, quem malum impiè asserebat; Catholici verò orientales, ne huic Marcionis errori viderentur favere, sabbatum festâ celebritate colebant. In ejusdem porrò erroris abominationem, iidem eruditi autumant à Joanne III, episcopo Constantinopolitano, excusum fuisse canonem 56 eorum qui dicti sunt Apostolici, ubi deponuntur clerici, et segregantur laici, sabbato jejunantes : *Si quis clericus inventus fuerit die dominicâ jejunans, vel sabbato, præter unum solum, deponatur; si verò laicus sit, segregetur.* Quoniam autem subsequenti ætate aliæ in Oriente exortæ sunt hæreses, uti Marcianistarum, qui distincti erant à Marcionitis, auctoremque habebant Marcianum Trapezitam, Lampetianorum, Choreutarum et Adelphianorum, de quibus Cotelerius, in Constitut., lib. 5, cap. 15, et Combefisius, Histor. Monothelit. pag. 461, quarum sectatores, ex vanâ et superstitiosâ observatione, sabbato jejunabant, ut ab his secernerentur Catholici orientales, magis magisque à sabbati jejunio abhorruerunt; et quia auctor Constitutionum consuetudines Orientalis Ecclesiæ præcipuè enarrat, idcircò pluribus in locis, præsertim lib. 5, cap. 15, jejunium sabbati districtè prohibet.

II. Hujusmodi Orientalium morem nunquàm damnavit Ecclesia Romana, ut, præter alia, ostendit constitutio nostra pro Italo-Græcis edita, quæ incipit *Etsi pastoralis*, et extat tom. 1 Bullarii nostri, num. 57, ubi nimirùm, § 9, num. 8 et seq., tolerandus edicitur apud Græcos, in Græcâ parochiâ habitantes, esus carnium diebus sabbati per annum, si sine scandalo fieri possit, et dummodò id ad alios quoscumque, præter eorumdem Græcorum personas, non extendatur, ne ad ipsos quidem eorum famulos Latini ritûs. Putavit sanè Albaspinæus, Observat. lib. 1, cap. 13, in ipsâ quoque Romanâ Ecclesiâ usitatum olim fuisse ut diebus sabbati per annum carnes apponerentur. Attamen jam à seculo IV fuisse in eâ sabbati diem esurialibus annumeratam, discimus ex Hieronymo, epist. 78, olim 28, ad Lucinium Bæticum, et Augustino, epist. 82, olim 19, ad Hieronymum; epist. 36, olim 86, ad Casulanum, aliisque in locis. Neque oppositum quemquam opinari patitur auctoritas Innocentii I, qui seculi V initio, ad Decentium Eugubinum episcopum, cap. 4, num. 7, ex recensione Petri Coustant, col. 859, in hunc modum scripsit : *Sabbato verò jejunandum esse ratio evidentissima demonstrat : nam, si diem dominicum, ob venerabilem resurrectionem Domini nostri Jesu Christi, non solùm in Paschâ celebramus, verùm etiam per singulos circulos hebdomadarum ipsius diei imaginem frequentamus, ac sextâ feriâ propter passionem Domini jejunamus, sabbatum prætermittere non debemus, quod inter tristitiam atque lætitiam temporis illius videtur inclusum.... Non ergo nos negamus sextâ feriâ jejunandum; sed dicimus et sabbato hoc agendum.* Ejusmodi enim Ecclesiæ Romanæ institutum, cui nonnulli obluctabantur, post maturam discussionem, à S. Silvestro papâ stabili lege firmatum, asserit Nicolaus I, epist. 70, ad Hincmarum et cæteros episcopos in regno Caroli constitutos, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 310, inquiens : *Cùm de jejunio sabbati, tempore S. Silvestri confessoris Christi, sit satis discussum et disputatum, atque ut celebraretur per omnia definitum, nullusque post hæc ausu temerario contra illud statutum venire aut saltem mutire præsumpserit.* Neque audiendum putamus nuperum editorem operum S. Leonis in dissert. de Jejunio sabbati in Ecclesiâ Romanâ, cui astipulatur Natalis Alexander dissert. 4, ad secul. II, art. 6, contendentem, aut in hanc Nicolai epistolam, scribarum oscitantiâ, mendum irrepsisse, aut Nicolaum memoriâ lapsum, Silvestrum pro Innocentio supposuisse; etenim Innocentius I, loc. cit., jejunium sabbati de novo non præcipit, sed jam antea in Ecclesiâ Romanâ religiosè observatum, tanquàm certum assumit, causamque adducit cur id factum fuerit, uti ex ejusdem verbis liquet; præterea Socrates, qui medio eodem seculo V scripsit, diversos referens mores Orientalium et Occidentalium, sabbati cultum respicientes, cit. lib. 5, cap. 22, ait : *Cùm omnes ubique terrarum ecclesiæ per singulas hebdomadas die sabbati sacra mysteria celebrent, Alexandrini tamen et Romani vetustam quamdam traditionem secuti, id facere detrectant.* Vetustam autem traditionem nequaquàm vocâsset, quæ paucis antea annis ab Innocentio I esset in Romanam Ecclesiam inducta.

III. Ecclesiæ Romanæ usum sectatæ quidem sunt pleræque, non tamen omnes occidentales ecclesiæ. Id disertè asserit Augustinus, cit. epist. 36, ad Casulanum; additque in Africâ maximè contigisse *ut una ecclesia, vel unius regionis ecclesiæ, alios haberent sabbato prandentes, alios jejunantes.* Atque ut alias prætereamus, ecclesiam Mediolanensem, quanquàm à Romanâ non longè dissitam, sabbati jejunium ne Quadragesimæ quidem tempore observâsse, solo excepto sabbato magno ante Pascha, affirmat Ambrosius, de Eliâ et Jejun., cap. 10, num. 34, tom. 1 oper. col. 545 : *Quadragesima totis, præter sabbatum et dominicam, jejunatur diebus;* idemque Ambrosius ab Augustino adhuc catechumeno interrogatus quid agendum esset Monicæ matri suæ, Mediolani tunc degenti, respondit : *Quando hìc sum, non jejuno sabbato; quando Romæ sum, jejuno sabbato. Ad quamcumque ecclesiam veneritis, ejus morem servate, si pati scandalum non vultis aut facere;* quod in eâdem epistolâ Augustinus refert. Ex hâc porrò ecclesiarum etiam occidentalium hâc in re discrepantiâ evenisse putamus ut idem Nicolaus I, qui scribens ad episcopos Gallicanos, sabbati jejunium contra Græcorum incusationes strenuè propugnaverat, Bulgaris recens ad fidem conversis, solius sextæ feriæ, non autem sabbati, jejunium indixerit : noluit quippe Nicolaus jugum illis imponere, quod multæ etiam occidentales ecclesiæ subire detrectaverant, quemadmodum ipsemet non obscurè indicavit in respons. ad consult. Bulgar., cap. 4, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 355 : *Nos tamen vobis, qui, ut prætulimus, adhuc rudes estis, et lacte, tanquàm parvuli, nutriendi, non grave potuimus jugum, donec ad solidum cibum veniatis, imponere.* Quocirca errâsse credimus virum cæteroquin doctissimum Christianum Lupum, cùm in Scholiis et Notis ad can. concilior. tom. 5, pag. 167, ex hoc Nicolai loco intulit jam ejus

ætate sabbati jejunium in Romanâ Ecclesiâ exolevisse : huic siquidem opinationi expressè contradicit ipsemet Nicolaus in laudatâ epistolâ ad Gallicanos episcopos, in quâ disertè asserit S. Silvestri papæ institutum tunc fuisse Romæ sanctè ac religiosè observatum ; *Nullus que post hæc*, ait, *ausu temerario contra illud statutum venire, aut saltem mutire præsumpserit ; cùm potiùs è diverso Sedis Apostolicæ institutio, et Ecclesiæ Romanæ sequens observantia, ejusdem salutiferi constituti executrix fuisse hucusque reperiatur.*

IV. Illud autem probabile fatemur, quod ibidem Lupus contendit, ejusmodi nimirùm Romanæ Ecclesiæ disciplinam nunquàm Hispaniam pervasisse ; quamvis enim Albaspinæus, Observat. lib. 1, cap. 13, Natalis Alexander, cit. dissert. art. 6, Binghamus, Origin. eccles. lib. 20, cap. 3, § 6, vol. 9, aliique, eam receptam existiment à Patribus Eliberitanis, can. 26, ubi sanxêre : *Errorem corrigi placuit, ut omni sabbati die jejuniorum superpositiones celebremus*, attamen aliis videtur hisce verbis jejunium sabbati potiùs corrigi et respui tanquàm insolitum et de novo *superpositum*. Verùm, etsi legem, de quâ est sermo, à Patribus Eliberitanis latam dicamus, eam saltem non diù in Hispaniâ perseverâsse, sed contrario usu abolitam, colligitur ex epistolâ Adriani I, ad Egilam archiepiscopum Toletanum, in quâ, si vera refert Mariana, de Reb. Hispan. lib. 7, cap. 6, Pontifex acriter illum objurgat, quòd, Græcorum more, sineret in suâ diœcesi carnes edi diebus sabbati ; sed adhuc certiùs evincitur ex concilio Coyacensi, celebrato anno 1050, sub Ferdinando rege Castellæ, in cujus cap. 11, tom. 6, part. 1 Collectionis Harduini, col. 1028, præcipitur jejunium sextæ feriæ, nullâ factâ sabbati mentione.

V. Porrò, quia nemo libenter diù sustinet jugum à quo alios passim videt subtractos, ex hâc disciplinæ varietate tandem effectum est ut consuetudo sacrandi jejunio diem sabbati, in toto Occidente pedetentim defecerit, atque ita demùm obsoleverit, ut S. Gregorius VII, in concilio Romano anni 1078, cap. 8, relato in can. 31, de Consecrat., dist. 5, non ausus avitam disciplinam ex integro instaurare, satius duxerit fideles commonere ut à carnium esu eâ die abstinerent : *Quia dies sabbati apud sanctos Patres nostros in abstinentiâ celebris est habitus, nos eorumdem auctoritatem sequentes, salubriter admonemus ut quicumque se christianæ religionis participem esse desiderat, ab esu carnium eâdem die (nisi majori festivitate interveniente, vel infirmitate impediente) abstineat.* Si hujus constitutionis verba ad severum vocarentur examen, non facile utique esset definire an esus carnium sub gravi præcepto illis prohibeatur : etenim ex unâ parte verbum *admonemus*, non præceptum, sed merum importat consilium, uti benè Barbosa, tract. de Diction., dist. 12 ; at ex aliâ, verba quæ sequuntur : *Quicumque se christianæ religionis participem esse desiderat*, videntur aliter facientibus comminari *anathema*, quod sine gravi culpâ ferri sanè non potest. Sed quæstioni aditum occlusit Innocentius III, in cap. *Consilium*, de Observat. jejun., ubi ab episcopo Bracharensi de illis interrogatus, *qui propter debilitatem in sabbato carnes sumunt*, rescripsit : *Respondemus quòd super hoc consuetudinem tuæ regionis facias observari.* Si enim solam loci consuetudinem spectandam voluit, non obscurè profectò insinuavit Innocentius nullum eâ de re extare Ecclesiæ præceptum. Hinc communiter apud doctores invaluit opinio, licere die sabbati carnes comedere, ubicumque earum esus à receptâ consuetudine non est interdictus ; Glossa in citat. can. *Quia dies*, verb. *Admonemus*, de Consecrat., dist. 5 ; Glossa marginalis citans Ostiensem, in can. de Esu, de Consecrat., dist. 3 ; S. Antoninus, in Summ. theol., part. 1, tit. 16, cap. unic. ; Sylvester, in Summ., verb. *Jejunium*, num. 28 ; Fagnanus, in cit. cap. *Consilium*, num. 19 et seq., de Observ. jejun. ; Pirrhing, ad tit. 46, lib. 3 Decretal., num. 2, vers. *Ex quo infertur ;* ut in aliquibus Galliarum diœcesibus, quarum incolæ per omnes dies sabbati, qui singulis annis intercedunt inter solemnitatem Nativitatis Domini et Purificationem B. Mariæ Virginis, carnibus liberè vescuntur ; cujus consuetudinis, tanquàm in aliquibus Gallicanorum præsulum synodis memoratæ, et minimè reprobatæ, mentionem faciunt Thomassinus, in tract. de Jejunio, part. 2, cap. 6, et de l'Isle, in Historiâ jejunii, cap. 5, pag. 187.

VI. At, ad propositum regrediendo, non ignorabat sacra congregatio concilii, in pluribus Hispaniarum, præcipuè Castellæ, Gallæciæ et Majoricæ regnis, antiquam vigere consuetudinem, cujus originem difficile est divinare, ut ita in sabbato carnibus abstinerent, ut simul vescerentur interioribus extremisque animalium partibus ; sicuti testantur Navarrus in Manual., cap. 23, num. 120, vers. *Sextò posset ;* Covarr., Variar. lib. 4, cap. 20, num. 8, vers. *Hispani omnibus sabbatis ;* Rodriguez, Quæstion. regular. tom. 3, quæst. 45, art. 3, vers. *Castellani Hispani ;* Vivald. in Candelab. aur., cap. 11, de Quadragesimâ et Jejunio, num. 40. Si itaque eadem consuetudo viguisset etiam in regno Granatæ, imprudenter egisset episcopus Malacitanus, si illam abrogare tentâsset.

VII. De hâc ipsâ consuetudine nobis in Apostolicâ Sede residentibus agendum et cognoscendum fuit. Cùm enim clar. mem. Philippus V, Hispaniarum rex catholicus, nobis exponi fecisset, in suis Castellæ, Legionis et Indiarum regnis hunc morem ab immemorabili tempore inductum esse, ut sabbati diebus animalium intestina ac extremæ partes, ut sunt pedes, alæ et colla, comederentur ; verùm ad scrupulos omnes ex animis hominum timoratæ conscientiæ evellendos, auferendamque licentiosis occasionem edendi reliqua cum scandalo et derisione, optimè factum fore, si prædictorum regnorum incolis tandem permitteretur quascumque animalium carnes diebus sabbati comedere ; nos omnem opportunam diligentiam adhibuimus ut et expositæ rei subsistentiam planè compertam haberemus, et tutò statuere possemus an, hujusmodi petitioni annuendo, animarum utilitatibus consulturi essemus, aut potiùs aliquod ipsis detrimentum allaturi.

VIII. Cùm autem omnes, quorum fide ac consilio hâc in re usi fuimus, in eam sententiam convenerint, ut satius esse judicaverint id quod petebatur concedere, siquidem plerique jam publicè et frequenter receptæ consuetudinis limites transgrediebantur, idque malum non aliâ ratione corrigi poterat, quàm vel omninò interdicendo, ne sabbati diebus extremæ et internæ animalium partes comederentur, id quod maximas in iis regionibus turbas excitâsset ; vel permittendo ut cæteræ omnes animalium partes ibidem prædictis diebus comedi possent, nos, datis ad archiepiscopum Nazianzenum, apostolicum nuntium per Hispanias constitutum, litteris in formâ brevis sub datâ diei 22 januarii anni 1745, eidem facultatem concessimus ut, veris existentibus narratis, nostro nomine et auctoritate permitteret ut per eas regiones, in quibus asserta immemorabilis consuetudo vigere dignosceretur, quæcumque animalium carnes diebus sabbati alioquin jejunio non dicatis, comedi possent : *Fraternitati tuæ per præsentes committimus et mandamus, ut nostro nomine nostràque apostolicâ auctoritate permittas et indulgeas ut in regnis Castellæ, Legionis atque Indiarum, per dies sabbati (quibus tamen neque abstinentia consueta Quadragesimæ, neque aliud jejunium præcipitur) quibuslibet animalium partibus fideles vescantur ; eam verò conditionem adjicimus, nempe si consuetudo hujusmodi postremas animalium partes edendi diebus sabbati jamdudùm in iisdem regnis invaluerit, et à veritate aliena minimè sint pericula nobis exposita, et ipsa certò subeunda videantur, si carnium esus ad certas animalium partes solùm redigatur.* Quod hìc inserendum duximus, utpotè Hispanis præsulibus usui futurum, si quando in suis synodis de carnium esu diebus sabbati decernendum aliquid habuerint.

IX. Non id nobis propositum nunc est, ut antiquæ severioris disciplinæ rationem circa jejunium exponamus, de quâ satis diximus in nostrâ institutione 15 Bononiensi olim clero populoque propositâ : nec etiam de eâ lege, quâ vetitum est diebus jejunii ova et lacticinia comedere, cùm de hâc etiam, deque illius origine sermonem habuerimus sequenti institut. 16. Hoc unum innuendo monemus, communem, tutamque hodiernis temporibus haberi regulam, circa jejunium et qualitatem cibi diebus esurialibus adhibendam, quam S. Thomas Aquinas summâ sapientiæ et æquitatis ratione tradidit, ut etiam fatetur Thomassinus in tract. de Jejun., part. 2, cap. 6, num. 23. Itaque Angelicus, 2-2, quæst. 147, art. 8, docet Ecclesiæ lege interdictum esse jejunantibus esum carnium eorum animalium quæ in terrâ oriuntur, et in terrâ vitam ducunt; item in jejunio Quadragesimæ vetita esse ova et lacticinia, quæ tamen aliis jejunii diebus, pro variâ locorum ratione, alicubi permittuntur; generaliter verò concessum esse jejunii tempore piscibus uti, quòd eorum carnes, minore spiritu et robore quàm animalium terrestrium refertæ ac præditæ, magis aptæ sint reprimendis sensuum cupiditatibus, qui proprius est jejuniorum finis. Hanc S. Thomæ doctrinam egregiè pro more suo illustrat Sylvius, in cit. art. 8, quæst. 147. Sed, licèt adeò clara et perspicua sit, nihilominùs ad omnes controversias de medio tollendas minimè sufficiens visa fuit.

X. Nemo sanè, quod sciamus, id hodiè contendit, ut avium carnibus jejunii tempore vesci liceat; quod olim Orientales contendisse et factitâsse compertum est, cùm dicerent avium genus æquè ac piscium ex aquâ ortum ducere, uti testatur Socrates, Histor. cit. cap. 22, scribens : *Alii omninò ab omni animantium genere abstinent; alii inter animantia pisces solos comedunt, alii cum piscibus volucres etiam manducant, easque ex aquâ, ut est apud Moysen, nasci asserunt.* Sed illud in controversiam sæpè vocatur, an hæc aut illa animantium species ad piscium naturam pertineat, necne; an inter animalia terrestria, aut volatilia, vel potiùs aquatilia annumerari debeat; et consequenter an liceat diebus jejunii eorum carnibus vesci.

XI. Sanè, præstitutis superiùs regulis inhærendo, nonnulli auctores docent standum esse hâc in re vigenti consuetudini; adeòque, si alicujus animantis carnes jejunantibus apponi antea non consueverunt, ejusmodi carnes eo numero habendas esse, ut diebus jejunii illis uti non liceat; si autem usitatum fuerit ut animantis illius carnibus jejunantium mensæ extruantur, minimè dubitandum esse quin ex eo genere sint, quo vesci licitum est etiam jejunii tempore. Ita docet Abbas in rubricâ de jejuniorum Observantiâ, ubi hæc habet : *Ex quo non habemus in hoc jus specificum, recurrendum ad consuetudinem loci. Serva ergo in hoc consuetudinem.* Ita etiam Azorius, part. 1, l. 7, cap. 10, quæst. 6, in fine; Reginaldus, lib. 4, cap. 13, sect. 1, num. 143; Gobat, in Quinario, tract. 5, casu 23, à num. 222 ad 224; cardinalis Cozza, de Jejunio, part. 3, art. 3, dub. 10, num. 85, ex quo deducunt licitum esse diebus esurialibus comedere ranas quæ in aquâ vivunt, testudines quoque licèt terrestres, minimè verò quædam volucrum aquatilium genera, quia nimirùm illis consuetudo favet, his autem contraria dignoscitur.

XII. Consuetudinis porrò vim non negabimus. Sed hoc meritò admonendum censemus, ut videatur an hæc aut illa consuetudo vera et legitima dici debeat, et an apud pios probosque viros recepta sit; ne fortè abusus et corruptelæ pro judicandi et agendi normâ accipiantur. Quòd si de consuetudinis existentiâ aut de illius qualitate dubitetur, existimant aliqui exquirendum esse medicorum judicium, ut ab iis statuatur an animalia de quibus dubitatur ad piscium naturam propiùs accedant, an verò ad terrestrium genus pertineant. Hinc Tamburinus, ubi de viperinis carnibus jejunii tempore comedendis in utramque partem disputavit, medicorum denique judicio quæstionem definiendam remittit. Sed, cùm medicorum sententiæ rarò inter se conveniant, quod nobis frequenti experientiâ compertum est, id maximè advertendum judicamus, ut relata superiùs S. Thomæ doctrina semper præ oculis habeatur, nimirùm eam fuisse Ecclesiæ mentem in sanciendo pro diebus jejunii ciborum delectu, ut comprimendæ ac minuendæ carnis concupiscentiæ per salutarem abstinentiam consuleret : ex quo sequitur ut, si dubium subsit an esus carnium alicujus animalis jejunii tempore licitus sit an illicitus, nec adsit legitima et recepta consuetudo, quæ controversiam dirimere valeat, hoc maximè examinari debeat, an hujusmodi animal simile sit aut dissimile iis quorum esus diebus jejunii interdictus est, et an illius carnes humano corpori validiùs nutriendo et roborando idoneæ dignoscantur; quod ubi ita esse appareat, profectò inter eas annumerari debent, quæ jejunantibus apponi nequeunt; quemadmodùm latè probat idem Tamburinus tum lib. 4 in Decalogum, cap. 5, § 1, num. 10, tum etiam ad quartum præceptum Ecclesiæ, cap. 3, num. 2. Si autem nec hisce regulis insistendo quæstionem definire fas erit, nil tutius episcopo suaderi poterit, quàm ut abstineat à decretis super eâ in synodo edendis; sed potiùs ad Apostolicæ Sedis judicium rem deferat, ut sæpè aliàs sanctissimi ecclesiarum antistites omni tempore fecisse dignoscuntur; inter quos S. Augustinus Anglorum episcopus, et S. Bonifacius episcopus Moguntinus, qui in similibus casibus ad sanctam Sedem recursum habuerunt, et pontificia oracula pro definitionum suarum normâ acceperunt. Videantur Acta sanctorum ordinis S. Benedicti apud Mabillonium, secul. III, part. 2, pag. 72 Venetæ editionis.

XIII. Quod autem spectat ad ova et lacticinia, quibus vesci in jejunio quadragesimali vetitum esse diximus, in aliis verò per annum jejuniis alicubi licitum esse, ubi nimirùm hujusmodi consuetudo viget, nil aliud observandum habemus, nisi quod inter propositiones ab Alexandro papâ VII proscriptas sub die 18 martii anni 1666, hæc habetur num. 32 : *Non est evidens quòd consuetudo non comedendi ova et lacticinia in Quadragesimâ obliget.* In cæteris verò jejuniis extra Quadragesimam, sicuti ab episcopo prohiberi non debent ova et lacticinia in iis locis in quibus eorum usus legitimâ consuetudine jampridem inolevit, ita in aliis locis, quæ hanc consuetudinem non habent, prudentis episcopi officium est synodalibus decretis cavere ne antiquæ disciplinæ rigor paulatim mollescat, ut optimè præstitit quondam archiepiscopus Neapolitanus Matrius cardinalis Carafa in synodo provinciali, anno 1576 celebratâ, et Gregorii papæ XIII auctoritate confirmatâ; cujus vestigia secuti sunt illius successores, nimirùm cardinalis Philomarinus per edictum à congregatione Romanæ inquisitionis confirmatum, et cardinalis Pignatellus in synodo diœcesanâ, anno 1726, habitâ : quæ monumenta colligit, et retulit Milante exercit. 28, in prædictam propositionem ab Alexandro VII damnatam.

XIV. Non desunt sanè, qui dicant, certis in locis ob magnam piscium penuriam, à longo jam tempore invectam esse consuetudinem comedendi ova et lacticinia etiam in Quadragesimâ. Id peculiariter asseritur de Eborensi et Ægydiensi diœcesibus in Lusitaniâ; et in constitutionibus synodalibus ecclesiæ Ulyssiponensis hæc eadem consuetudo memoratur lib. 2, tit. 3, decret. 1, § 2, atque additur illius vigore tum ova tum lacticinia in Quadragesimâ sine peccato comedi posse. Hanc eamdem vim hujusmodi consuetudini tribuit Nogueira in Expositione bullæ Cruciatæ Lusitaniæ concessæ, disput. 22, sect. 9, cùmque, sect. seq., adversùs opinionem à se assertam objiciat relatæ propositionis damnationem ab Alexandro VII factam, respondet non aliam esse illius pontificis mentem, nisi ut consuetudo non comedendi ova et lacticinia in Quadragesimâ servari omninò debeat ubicumque vigere dignoscitur; sed ex hoc minimè sequi ut

eadem consuetudo obliget in locis atque regionibus in quibus non adest, et in quibus alia viget contraria consuetudo. Quod quidem responsum an veritati et rationi consentaneum sit, aliorum judicio expendendum libenter relinquimus, dummodò docti sint, et de conscientiæ suæ puritate animarumque salute religiosè solliciti.

CAPUT VI.

Invisæ novitatis censuram merentur synodales constitutiones, quibus damnari aut prohiberi velint consuetudines quædam generaliter approbatæ; ubi de solutione dotis à sanctimonialibus faciendâ monasterio in quo professionem emittunt; deque aliis præstationibus quas canonici quidam, suorum canonicatuum professionem aut fructus adepturi persolvere solent.

I. Ex eodem innovandi pruritu derivari videretur constitutio quâ episcopus simoniacum dictitans, quidquam solvere pro ingressu in religionem, prohiberet sanctimonialium cœnobiis consuetam dotem exigere à puellis sese Deo devoventibus: siquidem, quamvis eam dotis pensitationem plerique doctores improbaverint, usus tamen ubique receptus illam approbat; quodque magis est, sacra congregatio concilii, die 18 septembris 1683, à simoniâ immunem pronuntiavit, uti habetur lib. 33 Decretor., pag. 310, à terg., eâdemque quæstione in unâ Bononiensi iterùm examinatâ die 14 aprilis 1725, sacra congregatio in eâdem perstitit sententiâ, tom. 3 Thes. resolut., pag. 153 et seq. Hanc autem mentem sacræ congregationi injecit S. Thomas, cujus doctrinam in hâc postremâ causâ Bononiensi, pro nostro quo tunc fungebamur secretarii munere, eidem insinuavimus. Quærit Angelicus doctor, 2-2, quæst. 100, art. 3, ad quartum, an licitum sit aliquid ab iis exigere qui in religionem sese recipiunt, et distinguendum respondet, quo nomine illud exigitur: si exigatur pro ipso ingressu seu admissione in religionem, tanquàm ejusdem pretium, illicitum et simoniacum esse ait; si pro sustentatione illius qui monasterium ingreditur, ut Deo et religioni mancipatus, monasterii sumptibus perpetuò victitet; et iterùm tunc distinguendum inquit: aut enim monasterium aliunde habet unde necessaria alimenta religioso subministret, et non potest illum ad aliquod solvendum adigere; aut necessariis reditibus caret ad subeundum onus religiosum alendi; et tunc tantùm percipere poterit quantùm ad illius alimoniam reputabitur necessarium: *Pro ingressu*, inquit, *monasterii non licet aliquid exigere vel accipere quasi pretium; licet tamen, si monasterium sit tenue, quod non sufficiat ad tot personas nutriendas, gratis quidem ingressum monasterii exhibere; sed accipere aliquid pro victu personæ, quæ in monasterio fuerit recipienda, si ad hoc non sufficiant monasterii opes.*

II. Huic D. Thomæ doctrinæ, cui S. Bonaventura in Apologetico contra adversarios fratrum Minorum, quæst. 18, S. Raymundus, lib. 1, tit. 1, § 22, S. Antoninus, part. 2, cap. 5, § 18, Dionysius Carthusianus, lib. 2, de Simoniâ, aliique communiter astipulantur, adhærens, ut diximus, sacra congregatio concilii, eamque semper præ oculis habens, sæpiùs inprimis decrevit, à singulis sanctimonialium cœnobiis, ad normam decreti Tridentini, sess. 25, cap. 3, de Regular., tot esse moniales recipiendas quot episcopi judicio ex communibus reditibus aut consuetis eleemosynis sustentari possunt; censuit deinde, à monialibus, intra præfinitum numerum comprehensis, seu in demortuarum locum subrogandis, nihil esse monasterio pendendum, nisi interim monasterii reditus fuerint imminuti, nec ampliùs pares sint consueto sororum numero sustentando; ab his verò quæ ultra præfinitum numerum recipiuntur, dotem persolvendam dixit, cujus fructibus ali queant: quemadmodùm refert Fagnanus, in cap. *Non ampliùs*, de Instit., num. 24, ubi ita prosequitur: *Verùm sacra congregatio super negotiis episcoporum et regularium, animadvertens sanctimonialium monasteria sine dotium subsidio diù sustineri non posse, et propter ingruentes necessitates et casus inopinatos plerùmque ad inopiam redigi, summis pontificibus approbantibus, prudenter sanxit ut dotales eleemosynæ à monialibus numerariis persolverentur, tametsi numerus esset taxatus ad mensuram redituum monasterii.* Equidem experientiâ compertum cùm sit opulentissima monialium monasteria paulatim ad inopiam vergere, et quæ, paucis antea annis, quadraginta, ex. gr., monialibus necessaria ad victum largè suppeditabant, hodiè nihilominùs, quamvis novas interim dotes lucrata fuerint, vix sufficientes proventus habere ad eumdem numerum alendum, quod quâ ratione contingat planè ignoramus, hinc, ne consuetus Deo sacratarum virginum numerus in monasteriis decrescat, et de redituum sufficientiâ eadem monasteria fiant securiora, prudentissimè cautum est ut omnia indefinitè habeantur pro indigentibus atque indigentiæ nomine ab omnibus omninò puellis, religioni nomen dantibus, præscriptam dotem recipiant.

III. Scimus hanc communem monasteriorum praxim, sacrarum Urbis congregationum responsis corroboratam, non probari à Van Espenio, qui in suo tract. de Vitio simoniæ circa ingressum religionis, cap. 2, carpit inprimis Christianum Lupum, eò quòd in Notis ad can. 19 concilii Nicæni II, illam in Belgio etiam vigentem à culpâ absolverit; et subinde, c. 3, § 3, absolutè asserit contra jus naturale et divinum peccare monasteria *quorum proventus sunt sufficientes ut numerum aliquem religiosorum sustentent, et tamen nullum gratis ad monasterium admittunt;* additque omnia quæ ad hanc consuetudinem cohonestandam adduci solent, vana esse effugia jam olim improbata ab Innocentio III, in cap. 40, de Simoniâ, ubi ait: *Quoniam simoniaca labes adeò plerasque moniales infecit, ut vix aliquas sine pretio recipiant in sorores, paupertatis prætextu volentes hujusmodi vitium palliare.* Neque ignoramus hanc eamdem opinionem, à Van Espenio haustam, plurimorum menti insedisse, qui illam episcopis suadere conantur, ut eâ tandem imbuti, sanctimonialium cœnobia compellant ad tot saltem puellas sine dote recipiendas, quæ ad consuetum sororum numerum explendum in monasterium admittuntur. Quocirca operæ pretium est istorum opinionem, quam auctoritate pervertimus, etiam rationibus refellere.

IV. Eximius Suarez, tom. 1, de Relig., lib 4, de Simon. cap. 17, accuratè expendens allegatum D. Thomæ locum, optimè animadvertit illicitum quidem et simoniacum esse aliquid recipere ab ingrediente religionem, sive illud recipiatur tanquàm pretium ingressûs, sive recipiatur pro onere quod sibi monasterium assumit, sustentandi religiosum, ad quod cæteroquin subeundum sufficiunt monasterii reditus, uti asseruit D. Thomas; hoc tamen interesse inter utrumque discrimen, quòd in primo casu simonia quæ committitur est juris naturalis et divini; in altero verò est juris tantùm ecclesiastici: etenim, pergit Suarez, quemadmodùm matrimonium carnale considerari potest in ratione Sacramenti et in ratione contractûs civilis, cui annexum est onus alendi conjugem et familiam, atque hujus intuitu exigitur dos à puellâ, quam pro ipso Sacramento accipere simoniacum foret, ita etiam matrimonium spirituale, sive professio religiosa, est status quidem spiritualis, et est præterea contractus quidam humanus inter religiosum et Religionem, quæ se obligat ad illum sustentandum. Quare, concludit Suarez, solâ spectatâ rei naturâ, quamvis nihil possit exigi pro ipso statu religioso, qui spiritualis est, posset tamen exigi pro hoc onere alendi personam religiosam, quod est temporale et pretio æstimabile. Verùm, quoniam jus ad alimenta è monasterii proventibus percipienda profluit ab ipsâ professione religiosâ, idcircò Ecclesia, ne ullâ ratione pretium pro illâ accipi videretur, districtè vetuit quidquam ab eo exigi, cui monasterium necessa-

ria ad victum stipendia subministrare potest. Hactenùs Suarez. Investigat deinde Thomassinus ejusmodi ecclesiasticæ prohibitionis initia, et part. 3 de vet. et nov. Eccles. Discipl., lib. 1, cap. 51, num. 8, observat septem prioribus seculis plures quidem latas fuisse leges ad compescendam monachorum avaritiam, alimentorum obtentu, pecuniam ab iis extorquentium, qui sese Dei ac religionis obsequiis mancipabant; sed simul notat unicum earumdem scopum fuisse arcere à religiosis immoderatum divitiarum studium, et fovere monasticam paupertatem, non autem impedire simoniam, quam nulli adhuc in mentem venerat posse in hoc negotio committi. Omnium prima, septima synodus, quæ est Nicæna II, celebrata anno 787, ejus criminis reos in simoniacorum classem retulit: nullum quippe inter ipsos ac sacrorum ordinum nundinatores discrimen faciens, can. 19, tom. 4 Collectionis Harduini, col. 498, ita statuit: *In tantum inolevit avaritiæ facinus in rectores ecclesiarum, ut etiam quidam eorum qui dicuntur religiosi viri atque mulieres, obliviscentes mandatorum Domini, decipiantur, et per aurum introitus accedentium tam ad sacratum Ordinem quàm ad monasticam vitam efficiant..... Si quis ergo inventus fuerit hoc faciens, si quidem episcopus vel abbas extiterit, vel quilibet de sacrato collegio, aut desinat, aut deponatur, juxta secundam regulam sancti Chalcedonensis concilii. Abbatissa verò ejiciatur de monasterio, et tradatur in alio monasterio ad subjectionem.* At alii canones, per idem ferè tempus editi, eamdem cæteroquin prohibitionem instaurantes, nullam simoniæ fecêre mentionem. Sic synodus Francofordiensis anni 794, can. 16, ibid., col. 906, ait: *Audivimus quòd quidam abbates, cupiditate ducti, præmia pro introeuntibus in monasterium requirant. Ideò placuit nobis et sanctæ synodo, ut pro suscipiendis in sancto ordine fratribus nequaquàm pecunia requiratur.* Neque simoniæ meminit Alexander III in concilio Lateranensi, cap. 10, etsi eumdem abusum proscribat, inquiens: *Monachi non pretio recipiantur in monasterio..... Si quis exactus pro suâ receptione aliquid dederit, ad sacros ordines non ascendat. Is autem qui acceperit officii sui privatione mulctetur.* Posteriores tamen pontifices, præcipuè Clemens III, cap. 25, et Innocentius III, cap. 30 et 40 de Simoniâ, Nicæni concilii canoni adhærentes, simoniæ labe fœdatum pronuntiârunt, quicumque pro religionis ingressu pecuniam ex pacto aut recipit aut solvit in commodum monasterii, quod cæteroquin nullâ premitur egestate: cùm enim monasterium potest suis sumptibus religiosi indigentiis prospicere, illa pecunia dari præsumitur tanquàm pretium ingressûs et admissionis in religionem; quando autem lex Ecclesiæ aliquid fieri vetat ob præsumptionem simoniæ juris divini, simul efficit ut ejusdem legis transgressor fiat reus simoniæ juris ecclesiastici; quemadmodùm explicat atque exemplo beneficii ecclesiastici illustrat Suarez, cit. loc.

V. Cùm itaque versemur in simoniâ quæ ortum habuit è solâ lege Ecclesiæ, mirum esse non debet hanc potuisse nunc severiùs accipi, nunc justis de causis aliquantulùm emolliri, prout vel augetur vel minuitur præsumptio venditionis rei spiritualis, seu veriùs animi illam nundinandi, in quâ præsumptione fundatur. Atque, ut missa faciamus antiquiora hâc in re particularium ecclesiarum inter se discordantia statuta, quæ videri possunt apud citatum Thomassinum, concilium Cameracense anni 1565, tit. 18, cap. 12, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 599, nullam pecuniæ pactionem in Monialium ingressu tolerandam statuit, nec prætexendam permisit cœnobii inopiam, ad aliquam recipiendam, quæ in monasterium conferret dotis subsidium: *Abesse*, ait, *omninò vult sancta synodus à religionis ingressu labem, etiamque speciem detestabilis simoniæ. Quocirca præcipit seriò sacros canones insecuta, ne monachi vel moniales aliquem vel aliquam ad professionem recipiant, mediante alicujus pecuniæ aut muneris pacto: ne eâ quidem ex causâ, quòd plures alere non possint sine aliquo subsidio;* ubi tamen notanda sunt illa verba: *Abesse vult à religionis ingressu labem, etiamque speciem detestabilis simoniæ;* ex quibus apparet dotis pensitationem non damnari à concilio tanquàm simoniacam, sed prohiberi ad longiùs avertendam omnem simoniæ speciem. Contra S. Carolus Borromæus, quo certè non alius solertior sacrorum canonum custos, purioris disciplinæ tenacior, et concilii Tridentini fidelior interpres, in concilio provinciali Mediolanensi I ejusdem anni 1566, part. 3, veluti jam certum ponit, à singulis monialibus in ipso monasterii limine aliquam pecuniæ summam penes probum virum deponi, professionis tempore monasterio tradendam, inquiens, part. 1 Act. eccles. Mediol., pag. 47: *Quod, professione factâ, eleemosynæ gratiâ ad professam sustentandam monasterio datur, id quo tempore puella religionis habitum suscipiet, apud virum monialibus et earum superiori probatum deponatur, ut nullo impedimento tum monialibus præstò esse possit;* et in concilio Mediolanensi II anni 1569, cap. 2, inter capita quædam ad moniales pertinentia, part. 1 Act. eccles. Mediol., pag. 75, ab episcopo præscribi voluit eleemosynam dotalem, à singulis monialibus, alimentorum nomine, monasterio pensitandam, inquiens: *Episcopus præterea tum impensas æstimet, quæ et in religionis ingressu et tempore professionis fieri solent pro vestitu aut pro aliis rebus, ad ipsius puellæ vel monasterii usum commoditatemve pertinentibus; tum pecuniæ etiam summam præscribat, quam puella alimentorum nomine monasterio det; nisi census, aut alia bona immobilia, quorum annui fructus, ejusdem judicio, ad ea alimenta satis sint, monasterio attribuantur.* Mediam viam iniit concilium Turonense, habitum anno 1583, quod cap. 17, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1431, insinuat, moniales, intra præfixum ab episcopo numerum, gratis omninò admittendas; ultra numerum verò, cum justâ dote. Sed concilium Avenionense anni 1594, tit. 50, de Sanctimonialibus, ibid., col. 1865, idem prorsùs servari jussit, quod S. Carolus sanciverat. In hâc opinionum varietate, diù anceps hæserat sacra congregatio concilii, et quandoque propenderat in Turonensium Patrum sententiam, sicuti à Fagnano accepimus; sed, cùm experientia didicerit nullum reperiri adeò opulentum sanctimonialium cœnobium, quod ad reparanda quotidiana suorum redituum decrementa non egeat novarum dotium accessione, firmiter tandem amplexata est S. Caroli decreta, eaque religiosè observari voluit; quod non solùm constat ex allegatis ejusdem decisionibus, sed adhuc clariùs ex aliâ, quæ refertur in Bibliothecâ Prænonstratensi, pag. 556, cujus verba sunt: *Non vestiantur moniales, nec admittantur ad habitum, nisi priùs parentes, vel illi ad quos earum cura spectat, promptam habuerint pecuniam pro dote, vel eleemosynâ consuetâ, et illam deposuerint solvendam monasterio post emissam professionem.* Etenim, uti ad rem perpendit Cabassutius, in Theor. et Prax. jur. canon., lib. 5, cap. 5, num. 13, non est expectanda, sed præcavenda arctâ et extremâ monasteriorum necessitas, ne secùs ea sequantur gravissima mala, quæ in animarum dispendium gravem monasteriorum inopiam plerùmque comitantur: *Videmus*, inquit Cabassutius, *in permultis virginum monasteriis, ad gravem inopiam redactis, fuisse eò quandoque redactos prælatos, ut, solutâ clausurâ, virgines ad proprios parentes transmiserint nutriendas, suasque operas, ne à propriis parentibus repellerentur, famulitia et opificia pro pane apud eos quærendo locaturas. Vidimus multoties, facilè dissipatis monasteriorum exiguis facultatibus, necesse fuisse, quasi in communi naufragio, ut singulæ moniales privatim suo victui consulerent, suas operas externis pretio ad vitæ subsidium exhiberent, proprietatem rerum, quascumque corradere possent, sibi ad vitæ privatæ necessitates assererent, tempora orationi vel lectioni destinata*

manuum labori insumerent, colloquia cum externis, à quibus subsidium aliquod sperabant, miscerent; ex quibus contingeret omnem interiorem et exteriorem disciplinam prorsùs evanescere.

VI. Si hæc secum animo revolvat episcopus, non statim illicitum et simoniacum pronuntiabit dotale subsidium, quod à puellis sese in religionem recipientibus exigitur, neque faciles aures præbebit suasionibus hominum, qui, ut propriæ parcant pecuniæ, suasque filias sine ullo sumptu religioni alendas tradant, monasteriorum opulentiam exaggerant, novamque pecuniam illis collatam in inutiles ac voluptuosos sumptus erogari clamitant. Non idcircò tamen negamus interdùm expedire dotis quantitatem imminui, et quandoque etiam prorsùs remitti; sed, quod in pecuniariis circumstantiis, et consultâ priùs sacrâ congregatione concilii, fieri decet, non poterit synodali constitutione generatim atque universim faciendum decerni. Illud autem curabit episcopus, ne ultra præfinitam dotem, monasterio pendendam, alia pecuniæ summa à puellis extorqueatur, in monialium commodum aliosve usus impendenda, qui ad puellæ sustentationem nequaquàm pertinent; id quippe cùm nullâ ratione honestari valeat, adhuc remanet sub censurâ Extravag. 1, de Simoniâ, inter comm., ubi Urbanus V utriusque sexûs regularibus districtè inhibuit ne ante aut post cujusquam in religionem ingressum, *quoscumque pastus, prandia, seu cœnas, pecunias, jocalia, aut res alias, etiam ad usum ecclesiasticum, seu quemvis pium usum alium deputata vel deputanda directè vel indirectè petere vel exigere quoquo modo præsumant.*

VII. Modum quoque imponet sumptuosis apparatibus, musicis concentibus, comessationibus, aliisque hujusmodi quæ cum magno familiarum impendio alicubi fieri solent in monialium ingressu et professione : omnem siquidem mundanam pompam, omnem profanum luxum dedecere spirituales nuptias, quas eligit puella quæ Deo et religioni se devovet, scitè ponderat Navarrus in tract. de Redditibus ecclesiasticis, in fine quæstionis primæ, pag. 150 edit. Romanæ anni 1584, ubi hæc ad rem scripsit : *Quid, quæso, dicemus ad prodigas illas expensas et profanos apparatus fieri solitos ex pacto tacito vel expresso, dùm puellæ vel ingrediuntur in monasterium, vel professionem emittunt? Quid aliud moderatiùs quàm ut hæc vehementer interdicantur et culpentur, et puniantur illæ quæ taliter faciunt? Et simul etiam doceantur quàm honestior apparet cunctis hæc inspicientibus, modesta quædam humilisque temperantia, spirituali juncta contemplationi, quàm pomposa profanitas, mundanæ cuidam admixta voluptati, in funeralibus ejus quæ per professionem moritur mundo, et nascitur vel excrescit Deo.* Videatur etiam Tournely in Theologiâ morali, in append. de Simoniâ, cap. 4, sect. 3, ubi prædicta omnia amplissimè confirmantur.

VIII. Non multùm dissimiles iis præstationibus, quæ nomine dotis à monialibus persolvuntur monasteriis in quibus professionem emittunt, sunt aliæ quædam quas canonici solvunt vel ex consuetudine, vel ex antiquis ecclesiarum statutis, cùm primùm ad suorum canonicatuum possessionem, aut cùm ad fructuum et distributionum participationem admittuntur. Illinc, sicuti moniales in primo casu de nullâ simoniæ labe notari possunt, et falleretur, si secùs judicaret, episcopus, ita idem dicendum est in secundo, si debitæ circumstantiæ concurrant. Gregorius IX, in cap. *Jacobus*, de Simoniâ, consuetudinem reprobat quorumdam canonicorum, qui fratribus in eorum collegium recenter admissis quosdam peculiares proventus capere non permittebant, donec eos in prandia lautè tractâssent. Sacrum etiam Tridentinum concilium, sess. 24, cap. 14, de Reform., episcopis hanc curam committit, ut diligenter cognoscant de hujus generis consuetudinibus atque statutis, ne fortè aliqua simoniæ aut avaritiæ labes in præscribendis exigendisque ejusmodi solutionibus se ingerat. Idque confirmat et latiùs declarat sanctus pontifex Pius V, in suâ constitutione 64, quæ incipit : *Durum nimis*, Bullar. Roman. tom. 2, quæ constitutio refertur et innovatur in alterâ recentiori Innocentii papæ XII, incipiente : *Ecclesiæ catholicæ*, quam videre est num. 51, in Bullario peculiari ejusdem Innocentii XII. Cùm verò harum legum sanctiones tunc locum habeant cùm aut hujusmodi solutiones recens inductæ, et sine debitâ facultate sunt institutæ; aut, si ab antiquo tempore in usu sunt, cùm nec in Ecclesiæ utilitatem, nec in aliud opus pium erogantur, sed inter canonicos dividuntur, ut rectè jam observârunt doctores scribentes in cit. cap. *Jacobus*, videlicet Joannes Andreas, num. 4; Butrius, num. itidem 4; Ostiensis, num. 2; Zabarella, num. 3; Boich., num. 8, de Simoniâ, et colligitur ex ipso concilio Tridentino, loc. cit., ibi : *In usus pios non convertuntur;* utque etiam optimè advertit sacra congregatio concilii, nobis in secretarii munere tunc constitutis, in causâ Cassanen., propositâ et resolutâ die 3 decembris 1718, cujus summam videre est tom. 1 Thesauri resol., pag. 135, et in aliâ Januen. Pactionum, propositâ die 19 decembris 1722, decisâ verò die 16 januarii 1723, de quâ tom. 2 prædicti Thesauri, pag. 256 et 261, cui jam in eâdem sententiâ præiverat S. Carolus Borromæus, dùm in executionem Tridentinorum canonum conciliaria sua decreta ederet, relata à Thomassino, de Beneficiis, part. 3, lib. 1, cap. 61, num. 13; aut denique cùm eædem solutiones convertuntur quidem in utilitatem Ecclesiæ et in usus pios, sed excedunt valorem fructuum qui ex præbendâ canonicali sex mensium spatio proveniunt; quod vetitum est in citatâ constitutione S. Pii V, § 4, hinc est quòd, ubi ejusmodi solutiones ab antiquo tempore legitimè inductæ, et justam quantitatem non excedentes, utiliter et piè impendantur, si eas episcopus, ob prætensum simoniæ vitium, reprobandas abolendasque statueret, inconsulto potiùs novitatis studio quàm restaurandæ disciplinæ zelo flagrare se ostenderet. Sanè in cit. cap. *Jacobus*, expressè reprobantur etiam convivia et prandia in canonicorum ingressibus paranda, et meritò quidem; cùm hæc neque in Ecclesiæ aut sacrarii beneficium, nec in usus pios cedant, sed privatorum solatio et voluptati deserviant. Verùm, cùm magnæ plerùmque difficultates occurrere soleant in receptis usibus abolendis, ubi præsertim antiquâ consuetudine nitantur, haud inopportunum erit hìc annotare quòd, præter veterem quamdam causam Polinianen., in dictâ congregatione concilii judicatam anno 1584, de quâ lib. 4 Decretor., pag. 9; altera quoque, cujus titulus erat : *Brugen.*, majore partium studio ibidem proposita fuit die 13 augusti 1729, et die 3 sequentis mensis septembris definita, in quâ dictum fuit tolerari posse consuetudinem ab immemorabili tempore vigentem, ut novus canonicus cæteros capitulares convivio excipiat; dummodò id sponte ab eo fiat, et moderatæ frugalitatis leges serventur, ut videre licet tom. 4 Thesaur. resolut., pag. 336 et pag. 342, item tom. 5, pag. 54, § *Consuetudo*. Et in eamdem sententiam resoluta fuit alia causa Leodien. proposita die 18 julii 1733, et relata in ejusdem Thesauri tom. 6, pag. 141. Quorum decretorum æquitati magnoperè suffragatur tenor cap. *Sanè*, inter Extravag. commun. de Simoniâ.

CAPUT VII.

De aliis quibusdam conciliis à probis viris optimo sanè studio propositis, quæ tamen in synodalibus constitutionibus adoptata odiosam novitatis speciem induissent; ubi de cantoribus eunuchis, ac de musicâ et instrumentis musicalibus in ecclesiâ tolerandis vel prohibendis; item de lacte infantibus præbendo; et de sectione cæsareâ.

I. Hoc etiam procul dubio ad episcopi officium pertinet, ut synodalibus decretis ecclesiasticæ musicæ rationem, quatenùs in diœcesi suâ opus esse cognoverit, ad certas regulas exigat atque componat; ut

corda fidelium ad pietatem excitet, non aures solas, sicuti fit in theatris, inani voluptate demulceat. Quæ hâc de re in nonnullarum diœcesium synodis constituta sunt, collecta leguntur apud Van Espen Jur. eccles. univers. part. 2, tit. 5, cap. 9, num. 27 et seq. Quid autem in suâ ecclesiâ servandum instituerit S. Carolus Borromæus videri potest in illius concilio Mediolanensi I. § 51, tom. 10 collectionis Harduini, col. 687. De hâc ipsâ re in synodo Avenionensi, anno 1594 habitâ, tit. 35, de Cantu ecclesiastico, hæc leguntur cit. tom. 10, col. 1856 : *Musices numeros ad pietatis sensum permovendum salubriter adhibet Ecclesia. Quapropter ejus studium in cunctis ecclesiis non solùm permittimus, verùm in dies augescere optamus. Ea tamen observatio habenda erit, ut non ad modulos profanarum cantionum tum Psalmi tum cætera ecclesiastica decinantur.* Nos autem in unâ ex nostris epistolis encyclicis, quæ impressa est Bullarii nostri tom. 3, num 3, plura congessimus, ex Patribus, conciliis et ecclesiasticæ historiæ monumentis desumpta, quæ ad materiam hanc illustrandam opportuna judicavimus, quæ sanè plerisque piis viris haud ingrata fuisse accepimus ; sed tum ante illius epistolæ editionem, tum etiam deinceps nonnullos fuisse novimus qui, pietatis studio incensi, summo conatu, licèt hucusque irrito, episcopis suadere curaverunt ut synodalibus constitutionibus novam insererent sanctionem, quâ eunuchi cantores ab ecclesiasticis concentibus excluderentur, quòd et irregulares plerùmque sint hujusmodi homines, cùm nemo ferè eunuchus fiat absque peccato ; et ex tali prohibitione facilè eventurum esset, ut tolleretur abusus evirandi pueros ; cùmque præterea dicerent molles eunuchorum voces plurimùm in causâ esse ut ecclesiarum cantus ad theatrales modulos maximè accedat ; neque verò impossibile esse eorum vocibus alias, puerorum præsertim, voces ecclesiasticis choris magis aptas subrogare.

II. Celebris profectò est magni Nicæni concilii canon primus, qui sic habet : *Si quis à medicis propter languorem desectus est, aut à Barbaris abscissus, hic in clero permaneat. Si quis autem se ipsum sanus abscidit, hunc et in clero constitutum abstinere convenit, et deinceps nullum debere talium promoveri. Sicut autem hoc claret, quod de his qui hanc rem affectant audentque semetipsos abscindere, dictum sit, sic eos quos aut barbari aut domini castraverunt, si inveniuntur aliàs dignissimi, tales ad clerum suscipit regula.* His consona omninò sunt quæ statuta leguntur in antiquissimis canonibus, qui Apostolorum dicuntur, can. 20 et tribus sequentibus ; ubi nempe cuilibet intelligere licet casum à casu distingui : nimirùm eos qui, aut medicorum præcepto, et morbi necessitate sic exigente, evirati sint, aut qui hanc violentiam à barbaris perpessi fuerint, neque dejici à clericali gradu quem obtinebant, neque ab ingressu in clerum arceri ; contra verò, eos qui ultrò sè absciderint, aut abscindi permiserint, si clerici fuerint, expellendos, si autem ordinari se postulent, nusquàm promovendos edici. Hoc ipsum apertè jubent plures decretales epistolæ Romanorum pontificum, quæ extant in Collectione Gregorii IX, tit. de corpore vitiatis Ordinandis, vèl non. Neque desunt in corpore juris civilis severissimæ leges adversùs eos editæ, qui sibi spontè aut aliis injuriam hanc inferre ausi fuerint. Videantur l. 3, § *Qui hominem*, et l. 4, § *Idem*, ff. ad l. *Cornel.*, de Sicar. Pluraque de hoc argumento videri possunt eruditè collecta à Christiano Lupo, à Joanne Cabassutio, et recentiùs à Josepho Catalano presbytero in Notis ad cit. canonem primum concilii Nicæni.

III. Nihilominùs inter auctores morales proximè præteriti seculi orta et agitata fuit controversia, an, posito hujusmodi casu, quo pater filium eunuchum fieri permittat, neque filius dissentiat, et medici nullum in eo vitæ periculum fore affirment, id autem in eum finem unice fiat, ut filius inter Ecclesiæ cantores ascribi, et majore vocis suavitate officium hoc exercere valeat, atque ita honestum sibi victum parare, an, inquam, his omnibus circumstantiis simul concurrentibus, talis filii eviratio sine peccato fieri possit. In quo Pasqualigus, quæst. 498, affirmativam sententiam amplexus fuit. Sed vicit apud plerosque, et facta est communior opinio negans. Inter theologos morales legi possunt cardinalis de Lugo, de Justitiâ et Jure, tom. 1, disp. 10, sect. 1, num. 25 ; Hurtado, Resol. moral. tom. 2, tract. 12, cap 1, difficult. 1, num. 757 et seq. : Gibalinus de universâ Negotiatione, tom. 1, lib. 1, cap. 4, art. 3, num. 13 et seq. ; Thesaurus de Pœnis Ecclesiæ, part. 2, cap. 1, in verb. *Membrorum mutilatio*, § *Amplia secundò ;* Theophilus Raynaudus, oper. tom. 14, in illo cui titulus : *Eunuchi nati, facti, mystici*, cap. 5. § 5, per tot. ; Diana in Edit coord., tom. 1, tract. 7, resol. 130, num. 3 ; Coton., Controversiar. l.b. 5, cap. 3, num. 103 et 104 ; Leander, Oper. moral. tom. 9, tract. 3, disp 4, quæst. 12. Præterea videri possunt canonistæ scribentes in cap. *Ex parte*, de corpore Vitiatis, etc., ut puta Gonzales, ibi, num. 5 ; Engel, num. 12 ; Coninck, num. 5 ; Wiestner, num. 22 ; Schmalzgrueber, num. 5.

IV. Et quidem validissima est ratio cui horum sententia innititur. Homo enim non ita membrorum corporis sui dominus est, ut assentiri valeat abscissioni alicujus ex illis, præterquàm si totius corporis salus et conservatio aliter obtineri nequeat : ut de leprosis testatur Aetius, lib. 13, cap. 125, quòd per virilium amputationem ab exitiali hujusmodi morbo liberentur. Ita docent theologi, duce S. Thomâ, 2-2, quæst. 65, art. 1 ; egregiè illustrat Sylvius, in Commentar. ad eumdem art. 1, conclus. 2. Quare nec prætensa necessitas parandi sibi victum, nec laudabile propositum inserviendi Ecclesiæ in cantoris officio, satis justam rationem aut causam suppeditant ad excusandam à peccato ultroneam hominis evirationem. Gravissimâ porrò censurâ damnatum olim fuit Leontii presbyteri factum, qui apud episcopum suum Eustatium accusatus, quòd cum puellâ quâdam, nomine Eustoliâ, minùs honestè ageret, ideòque ab illius consuetudine abstinere jussus, ut se ab omni turpitudinis suspicione vindicaret, se ipsum abscidit, uti testantur S. Athanasius, in Apologiâ de fugâ suâ, propè fin. ; Socrates, Hist. lib. 2, cap. 21 ; Theodoretus, lib. 2, cap. 24. Nec aliter judicatum est de Origene, qui verum sensum non assecutus Evangelici illius textûs : *Sunt eunuchi, qui se ipsos castraverunt propter regnum cœlorum*, quo sibi liberum et tutum esset mulieres etiam sacris disciplinis instruere, medicamine sumpto, eunuchum se reddidit, itaque Demetrii Alexandrini episcopi sui judicio à sacrâ ordinatione repulsus fuit ; quanquàm deinde, falsis ejusdem Demetrii testimonialibus litteris sibi procusis, ad Cæsariensem et ad Hierosolymitanum episcopos se contulit, à quibus sacros ordines et presbyterium obtinuit, quod simultatum et dissensionum inter hos et Alexandrinum episcopum causa fuit, uti narrant Eusebius, Hist. eccles. lib. 6 ; S. Epiphanius, hæres. 64, lib. 2 ; S. Hieronymus, de Scriptorib. ecclesiast., in Alexandro. Plura de hâc re colligit Binghamus, auctor heterodoxus, Origin. seu Antiquit. eccles. tom. 2, lib. 4, cap. 3, § 9. Inter pontificias decretales relatas sub titulo de corpore Vitiatis, una est Alexandri papæ III, quæ incipit : *Significavit*, ad archiepiscopum Ravennatem conscripta, cui permittit Pontifex ut misero cuidam presbytero, qui stultè putans obsequium sè præstare Deo, fecerat sibi virilia amputari, sacerdotalis officii exercitium, excepto tamen altaris ministerio, concedere valeat ; quod ita intelligitur, ut benedicendi, et Sacramenta Baptismi, Pœnitentiæ ac extremæ Unctionis administrandi licentiam ipsi impertiri posset ; sed an, ex ejusdem indulti vi, officium diaconi aut subdiaconi in missâ exercere posset, controvertitur inter canonistas ; quorum tamen plurimi negativam opinionem tuentur, ut videre est apud Laymân, in Comment. ad. cit. cap. *Significavit*. Videatur etiam Thomassinus, de Benef., tom. 2, lib. 1, cap. 83, num.

V. Hæc omnia pleno quidem robore subsistunt; neque enim immutata est Ecclesiæ disciplina, quæ irregularitatis notam inurit eunucho qui, extra necessitatem salvandæ vitæ, mutilationi suæ assensum præbuit; neque à peccato immunis, juxta communem sententiam paulò ante expositam, habendus est ille qui, præter ejusmodi necessitatis casum, id agit, etiam ad conservandam vocis suavitatem, et ut idoneus ecclesiæ cantor evadat. Unde, etiamsi adhuc in usu esset, quod olim servatum fuit, ut nemo castrari posset, nisi de licentiâ episcopi, quemadmodùm ex Theodoro Balsamone colligitur, et refertur per Janum à Costâ, ad tit. decretal. de corpore Vitiatis, ac per Thomassinum, de Benefic. part. 2, lib. 1, cap. 82, num. 5, crederemus episcopum nequaquàm hujusmodi licentiam concedere posse ob eum finem ut idoneos cantores sacris ecclesiarum concentibus compararet; urget enim semper in oppositum adducta ratio, nunquàm licitam esse membrorum humani corporis amputationem atque jacturam, nisi cùm totum corpus aliâ ratione ab interitu vindicari nequit; nec sufficientem esse causam ad id faciendum, sive mandandum aut permittendum, quòd ecclesiæ chorus acutis vocibus opus habeat. Verùmtamen, quod hìc quæritur, hoc demùm est, an in præsentibus rerum ac temporum circumstantiis, cùm nempe secularis potestas, quidquid civiles leges contra statuerint, haud infrequentes puerorum evirationes impunè fieri, saltem dissimulando, permittit, nec ampliùs ad id episcoporum licentia postulatur; cùm in ecclesiis jampridem invecta est ea musicæ ratio, quæ vix aut ne vix quidem absque eunuchorum vocibus sustineri valet; cùmque istorum voces in ecclesiarum concentibus, et quidem in ipsâ Romani Pontificis capellâ, à multo jam tempore audiri consueverint; an, inquam, in his circumstantiis prudenter se gereret episcopus, qui synodali decreto à choris musicis ecclesiarum suarum eunuchos cantores eliminaret; an verò per hoc in hominum reprehensionem et odium, non sine publicæ tranquillitatis perturbatione, tanquàm importunæ novitatis auctor meritò incurreret.

VI. Ad hos itaque terminos redactâ quæstionis summâ, non admodùm difficilis videtur esse responsio; eaque, pro nostrâ quidem judicandi agendique ratione, piorum ejusmodi virorum studiis atque consiliis, de quibus initio dicebamus, contraria esse deberet, hâc saltem de causâ, ne episcopus, cui populorum amor ad munus suum utiliter gerendum maximè necessarius est, eorum animos à se ultrò abalienare, sibique molestias et offensiones sine causâ parare velle videatur. In hâc nos sententiâ duæ res confirmant, de quibus in citatâ nostrâ encyclicâ epistolâ fusiùs egimus. Una est, quòd, cùm in concilio Tridentino à quibusdam episcopis ecclesiasticæ disciplinæ studiosis propositum fuisset ut cantus musicus ab ecclesiis omninò tolleretur, nec nisi Gregorianus canendi modus in ipsis retineretur; cùm tamen alii rectè animadvertissent, per hujusmodi novitatem innumeris querelis atque perturbationibus aditum apertum iri, hoc denique consilium captum fuit, non ut musici cantus in ecclesiis prohiberentur, sed ut, certis propositis regulis, ad pietatis et gravitatis normam reformarentur. Altera est, quæ paucis abhinc annis examinata fuit quæstio de usu organi aliorumque instrumentorum musicorum; quæ scilicet ab aliquibus optimo zelo ductis, ut in prædictâ nostrâ epistolâ innuimus, ab ecclesiis removenda esse dicebantur; in quo quidem pontificii sacelli nostri, ac metropolitanæ Lugdunensis ecclesiæ, aliarumque ecclesiarum, in quibus eorum usus nunquàm receptus fuit, exempla ipsis favebant. Sed cùm alii pro organo aliisque instrumentis in ecclesiarum musicâ retinendis, pari studio certarent, et satis appareret quàm difficile futurum esset eorum usum tollere ab iis ecclesiis in quibus jampridem invectus erat, satius visum est mediam viam tenere; nec omnia scilicet musica instrumenta in ecclesiis permittere, nec omnia prohibere; sed, organo aliisque nonnullis instrumentis retentis, ea duntaxat ab ecclesiarum choris eliminare, quæ theatralibus ludis potiùs quàm sacris locis et actionibus convenire visa sunt; ut in eâdem epistolâ nostrâ distinctiùs declaratum per nos fuit.

VII. Ab his duobus exemplis sapiens episcopus colligere poterit optimum omnium consilium fore, non ut ab ecclesiarum musicâ eunuchorum voces removeat, sed ut potiùs caveat, ne theatrales modi ad ecclesiasticos concentus transferantur, neve theatralibus instrumentis ecclesiæ personent. Contra verò, si qui ex ecclesiæ cantoribus clerici sunt, ne hi in scenam ascendant; quod religiosissimè observatur à musicis pontificiæ capellæ. Denique, si eam in diœcesi consuetudinem invenerit, ut musici in ecclesiis, etiamsi clerici non sint, superpellicio indati, officio fungantur, vel eam, ut hominum aspectui canentes non pateant, sed post transennam, seu cratem choro præfixam sese contineant, laudabiles hujusmodi mores inviolatos servari studiosissimè curet.

VIII. Illud denique cavendum est episcopo, hâc præsertim ætate, quâ revixisse videntur viri illi Athenienses, de quibus Actorum cap. 17 dicitur : *Athenienses autem omnes, et advenæ hospites, ad nihil aliud vacabant, nisi aut dicere, aut audire aliquid novi;* ne scilicet istiusmodi hominum suasionibus ad ea attentanda inducatur, quæ licèt ecclesiasticam disciplinam non respiciant, civilis tamen reipublicæ instituta, communemque vivendi rationem invertunt. Rem enarrabimus, quæ paucis antea annis nobis contigit. Infantes spurii, quos *projectos* dicimus, ad hospitale domicilium civitatis Bononiensis delati, interdùm à nutricibus alebantur, celticâ lue, aliisque contagiosis morbis infectis; ex quo fiebat ut miseri illi pueruli luem unà cum lacte sugentes, aut citò interirent, aut perpetuò ægrotarent. Ad prospiciendum tot innocentium infantium indemnitati, alium non suppetere modum fuit nobis insinuatum, quàm illos enutrire lacte caprino, aut vaccæ, quod maximam analogiam habere cum succo, quo fetus humanus alitur in utero matris, ostendit egregius physicus Cyrillus in Notis ad Etmullerum, edit. Neapol. Quò verò magis ad ejusmodi consilium capessendum nos inducerent, illius auctores nobis exhibuêre formam vasis affabrè elaborati, per quod lac infantium ori poterat commodè instillari. Fuerat autem illud vasculum, jubente supremo Galliæ senatu, ubi de eâdem re erat deliberandum, adinventum, et delineatum à regio architecto du Val. Vidimus præterea libellum, Gallico idiomate conscriptum, cui titulus : *Traité de la communication des maladies et des passions;* cujus auctor pluribus argumentis probare conatur plurimùm expedire reipublicæ felicitati ut omnes prorsùs infantes à caprâ potiùs, aut vaccâ enutriantur, quàm à matre aliâve muliere, ne pravis animi affectionibus, quibus mulieres plerùmque scatent, imbuantur. At, qui ita ratiocinantur, non animadvertunt se injurios esse in naturam ejusque Auctorem, cujus summa providentia non aliâ certè de causâ voluit ut in ipso puerperio matris ubera lacte intumescerent, nisi ut inde nata proles vitæ caperet alimentum. Haud equidem inficiamur lactis qualitatem ab infantibus hausti plurimùm conferre ad eorumdem mores in bonam aut malam partem inclinandos, quod benè advertit Cornelius à Lapide, in cap. 21 Genes., vers. 7; sed hoc eodem argumento conficimus, non esse brutorum lacte enutriendos, ne brutorum affectiones in se derivent, brutalesque induant mores; ad quod allusit Ovidius, cùm ait :

Nec lac bibit ille leænæ;

et Virgilius :

Hircanæque admôrunt ubera tigres;

quæ omnia ad rem ponderavit Mapheus Vegius Laudensis in suo opere de liberorum Educatione, lib. 1, cap. 4. Quamobrem, ne violaremus instinctum non solis hominibus sed et cæteris animantibus à naturâ inditum, inter quæ nullum sanè erit reperire, à quo

genita proles relinquatur enutrienda alterius speciei bruto, curavimus quidem ut nutrices perfectâ fruentes valetudine prædictos infantes lactarent; sed præstitum nobis à novitatum studiosis consilium ad tempus rejecimus quo nutrices inveniri nequeant, et necessitas urgeat in earumdem locum subrogandi vaccas seu capras; quod evenisse Romæ, cùm sæva ibi grassaretur pestilentia, narrat cardinalis Gastaldus in suo tract. de avertendâ et profligandâ Peste, cap. 5, num. 3 et 4.

IX. Plures etiam audivimus episcopo insinuantes ut gravi præcepto compellat matres ad proprios filios suis uberibus lactandos; neque istorum insinuatio, ritè expensa, deprehenditur prorsùs irrationabilis; etenim non solùm Ecclesiæ Patribus, sed etiam ethnicis philosophis turpe et absonum visum est, ut mater filium, quem in utero aluit, postquàm peperit, alteri tradat enutriendum. Illas certè reprehendit Phavorinus philosophus apud Aulum Gellium, Noct. Atticar. lib. 12, cap. 1, inquiens : *Quod est enim hoc contra naturam imperfectum, atque dimidiatum matris genus, peperisse, ac statim ab sese abjecisse? Aluisse in utero sanguine suo nescio quid quod non videret; non alere nunc suo lacte quod videat jam viventem, jam hominem, jam matris officia implorantem?* Easdemque impietatis insimulat Messala apud Tacitum, dialog. de Orat. Ex Patribus verò S. Ambrosius, lib. 1 de Abraham, cap. 7, num. 63, tom. 1 oper., col. 303, ex eo, quòd Sara lactaverit filium, infert : *Provocantur feminæ meminisse dignitatis suæ, et lactare filios suos. Hæc enim matrum gratia, hic honos, quo filios propriis commendent viris.* Et Gregorius Magnus, lib. 11, epist. 64 ad Augustinum, Anglorum episcopum in respons. ad interrogat. 10, tom. 2 oper., col. 1158, respondit pravam consuetudinem effecisse *ut mulieres filios quos gignunt nutrire contemnant, eosque aliis mulieribus ad nutriendum tradant. Quod videlicet* (addit) *ex solâ causâ incontinentiæ videtur inventum : quia, dum se continere nolunt, despiciunt lactare quos gignunt.* Eodem modo loquuntur Clemens Alexandrinus, lib. 3 Pædagog., Chrysostomus, hom. de Nativ. Machab., aliique Patres, quos adducunt citatus Mapheus Vegius Laudensis, de liberor. Educat., lib. 1, cap. 4, in Biblioth. maxim. veter. Patr., tom. 26; Cornelius à Lapide, in cit. cap. 21 Genes., vers. 7; Theophilus Raynaudus, de Agno cereo, cap. 5, num., 1 oper. tom. 10; Natalis Alexander, in Theolog. dogmatico-morali de Sacram. Matrim., lib. 2, cap. 5, § 2, regul. 17.

X. Quamobrem nonnulli theologi, apud laudatum à Lapide, à gravi culpâ non excusant matrem quæ absque legitimâ causâ se subtrahit ab onere sibi à naturâ imposito, propriam lactandi prolem, quod, observante Magno Basilio, hom. 9 in Hexaemeron, nulla quantùmvis crudelissima fera subire detrectat; sed meliùs Navarrus, Manual. cap. 14, num. 17, cui subscribit à Lapide, illam solius peccati venialis ream facit; urgente verò legitimâ causâ, ab omni culpâ absolvit.

XI. Cùm autem, non una, sed multæ occurrere queant legitimæ causæ, propter quas matres licitè se à prædicto onere subducunt, ut puta si lacte careant, si malâ afficiantur valetudine, si numerosâ indigeant prole, et propterea huic procreandæ, priusquàm consenescant, operam dare cupiant; idcircò episcopus, ne novatoris notam obtineat, abstinere debet à præfato præcepto ferendo; sed potiùs nobiles et divites mulieres, à quibus duntaxat solent filii lacte enutriendi nutricibus tradi, seriò monebit atque hortabitur ut sanctissimas feminas imitentur, quæ suis uberibus filios lactârunt, uti Sara Isaac, Rebecca Jacob, Anna Samuelem, ac ipsa Dei Genitrix sanctissima Virgo Maria Filium suum Christum Dominum. Quâ de re Natalis Alexander, loc. nuper cit., ita scripsit : *Christianas mulieres adhortari operæ pretium est, ut filios suos propriis lactent uberibus, non alienis nutricibus tradant.*

XII. Fuerunt etiam qui abolendum in partu proponerent usum sectionis cæsareæ; per quam nempe, mortuâ muliere gravidâ, si fetus in illius utero adhuc vivere judicetur, chirurgicâ manu extrahitur, ut baptizetur, ejusque nutritioni ac vitæ omni ratione consulatur. Auctores autem citabant hujusmodi sectionem respuentes, eamque veluti sævam et inutilem condemnantes, videlicet Parævum, Guillemæum, Ronfilcium, Hornium, Mauricæum, aliosque asserentes fieri non posse ut fetus post matris mortem vel uno temporis momento vitam producat, cùm is unà cum matre interire necessariò debeat; quæ sententia est Gasparis Bahuini, Roderici de Castro, Nerii, aliorumque nonnullorum de rebus anatomicis scribentium. Nos tamen istorum consiliis obsecundandum nobis esse non duximus; quinimò injungere et inculcare non omisimus, ut, quoties mulier aliqua decederet, quæ fetum in utero vivum habere crederetur, hic, cùm primùm posset, per sectionem cæsaream ab illius corpore extraheretur.

XIII. In quo non modò Juris civilis auctoritatem præ oculis habuimus; cùm in l. *Vetat*, ff. de Mortuo inferendo, ita scriptum sit : *Vetat*, seu, juxta aliam lectionem, *negat lex regia, mulierem quæ prægnans mortua sit, humari, antequàm partus ei excidatur. Is, qui contra fecerit, spem animantis cum gravidâ peremisse videtur;* verùm etiam inprimis nostrorum theologorum doctrinam secuti sumus, quorum dux est Thomas, 3 part., quæst. 68, art. 11, ad tertium, ubi ita scribit : *Si tamen mater mortua fuerit, vivente prole in utero, debet aperiri, ut puer baptizetur.* Hoc idem disertè præscribit Rituale Romanum, tit. 7, de baptizandis Pueris, § 3. Item Instructio à S. Carolo edita pro rectâ administratione Sacramenti Baptismatis, sub tit. de iis quæ parochus curet, cùm timetur de partu, Actor. eccles. Mediol. part. 4, pag. 502, ac Rituale cardinalis Sanctorii, lib. 1, pag. 18, prout etiam aliud promulgatum à cardinale de Rohan, de Baptismo, num. 5. Et sanè, ubi reverà mortua sit mater, et vivus putetur fetus in illiusutero inclusus, nullus gravis auctor inveniri poterit, qui sectionem cæsaream, utpote crudelem aut inutilem, damnet; præsertim cùm plura exempla suppetant vivorum fetuum è matrum defunctarum corporibus eâ ratione extractorum; quorum aliqui tamdiù vitalem spiritum duxerunt, donec Baptismi lavacro ad meliorem vitam regenerari potuerint; alii verò longiùs vixisse, et ad virilem ætatem, ac etiam ad senectutem pervenisse dignoscuntur. Videatur hâc de re, ex theologis quidem, Theophilus Raynaudus, tom. 14 operum, in tractatu cui titulus : *De ortu infantium per sectionem cæsaream*, cap. 2; ex medicis verò, auctor Lexici universalis rei medicæ, quod Anglico primùm sermone conscriptum in Gallicam linguam translatum habetur, tom. 2, in verb. *Cæsarea sectio;* item Heisterus, Institutionum chirurgicarum tom. 3, part. 2, sect. 5, cap. 3, pag. 70 editionis Neapolitanæ anni 1749. Ad comprobandam verò utilitatem et necessitatem sectionis cæsareæ, cùm præsertim, defunctâ matre, conjicere licet illius prolem in utero extinctam non esse, peculiarem librum edidit Franciscus Emmanuel Cangiamila, impressum Panormi anno 1745, in quo solidis argumentis et multâ eruditione susceptam causam agere non prætermisit. Porrò in regestis Gregorii papæ IX, quæ in scriniis Vaticanis asservantur, ad annum 2, adest illius pontificis epistola 20, ad doctores facultatis theologicæ Parisiensis conscripta, quæ etiam impressa legitur in Annalibus Raynaldi, ad annum 1228, num. 29 et seq., et apud Bulæum, tom. 3 Historiæ Universitatis Parisiensis, ad dictum annum, in quâ magno zelo et doctrinâ invehitur in eos qui philosophicis subtilitatibus, et incertæ semper naturalium rerum scientiæ innixi, positos à Patribus terminos transferre, probatasque sacris pastoribus atque theologis agendi regulas immutare præsumunt.

CAPUT VIII.

De censoriâ notâ nimiæ severitatis, synodalibus constitutionibus falsò interdùm inustâ; ubi de præscribendâ veste oblongâ et nigri coloris clericis in sacris constitutis, aut beneficium ecclesiasticum possidentibus.

I. Plures synodales constitutiones sunt in invidiam adductæ falsâ criminatione nimiæ severitatis, quæ tamen expensæ ad sacrorum canonum normam, deprehensæ sunt eorumdem rigorem potiùs temperâsse. In nonnullis synodis aut episcoporum edictis, jussi sunt clerici sive in sacris constituti, sive ecclesiasticum beneficium possidentes, veste uti oblongâ nigri coloris, quam *talarem* appellamus, adjectâ pœnâ in contumaces. Adversùm has sanctiones, quas nimio rigore conspersas dictitabant, provocârunt ecclesiastici ad sacram congregationem concilii; sed semper provocantes succubuêre; quod videre est in nostrâ institut. 71, et in epistolâ pastorali bonæ memoriæ cardinalis Lanfredini editâ in civitate Æsinâ, anno 1740, pag. 287 et seq. Nihil quippe visum est corrigendum in decretis quæ fulciebantur auctoritate Tridentini, sess. 14, cap. 6, de Reform., ubi oportere ait *clericos vestes proprio congruentes ordini semper deferre;* subditque : *Omnes ecclesiasticæ personæ, quantumcumque exemptæ, quæ aut in sacris fuerint, aut dignitates, personatus, officia aut beneficia qualiacumque ecclesiastica obtinuerint, si posteaquàm ab episcopo suo etiam per edictum publicum moniti fuerint, honestum habitum clericalem, illorum ordini ac dignitati congruentem, et juxta ipsius episcopi ordinationem et mandatum non detulerint, per suspensionem ab ordinibus ac officio, et beneficio ac fructibus, redditibus et proventibus ipsorum beneficiorum, necnon, si semel correpti, denuò in hoc deliquerint, etiam per privationem officiorum et beneficiorum hujusmodi coerceri possint et debeant.* Neque clerici episcopi edicto contravenientes suam idcircò excusare valent contumaciam, quòd Tridentinum talaris vestis non meminerit : siquidem non ipsorum, sed episcopi judicio statuendum à Tridentino permittitur quænam vestis eorum ordini et dignitati conveniat. Quocirca synodus provincialis Mechliniensis, anni 1607, tit. 18, cap. 4, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1958, Tridentini mentem sapienter interpretata, decrevit : *Quoniam mundana curiositas quotidianas adinvenit levitates, omnis ille habitus quibuslibet ecclesiasticis personis interdictus sit, à quo episcopus abstinendum mandârit.* Deinde, qui nolit se sacrorum canonum prorsùs imperitum ostendere, fateri cogitur nullam aliam, nisi talarem, esse vestem clericorum propriam, eorumque statui maximè convenientem. Equidem quanquàm ultrò concedamus Sirmondo apud Labbeum, tom. 2 Concilior., pag. 1817; Thomassino, de vet. et nov. eccles. Discipl., part. 1, lib. 2, cap. 43; Binghamo, Orig. eccles., lib. 6, cap. 4, § 18, volum. 2, aliisque eruditis affirmantibus quinque prioribus seculis civiles clericorum vestes modestiâ tantùm non formâ, à communibus laicorum vestibus discrepâsse, quod rectè colligi agnoscimus ex epist. 4, num. 2, Cœlestini I ad episcopos provinciæ Viennensis et Narbonensis, anno 428 datâ, ubi quosdam sacerdotes reprehendens, qui, relicto habitu communi, *pallium* assumpserant, philosophorum proprium, ait : *Unde hic habitus in ecclesiis Gallicanis, ut tot annorum, tantorumque pontificum in alterum habitum consuetudo vertatur? Discernendi à plebe vel cæteris sumus doctrinâ, non veste; conversatione, non habitu; mentis puritate, non cultu;* attamen nemo, putamus, inficiabitur, insequentibus seculis cœpisse clericos etiam in exteriori corporis cultu à laicis discerni. Etenim S. Gregorius Turonensis, qui seculo VI vixit, Hist. Franc. lib. 5, cap. 14, eam vestium distinctionem jam inductam innuit, inquiens : *Merovechus tonsuratus est, mutatâque veste quâ clericis uti mos est, presbyter ordinatur.* Eamdemque indumentorum differentiam ante seculum VII receptam in Ecclesiâ Orientali, constat ex synodo Trullanâ, habitâ anno 688, quæ illam jam ante præceptam asserit, ejusque observationem can. 27 inculcat, inquiens : *Nullus eorum qui in cleri catalogum relati sunt, vestem sibi non convenientem induat, neque in civitate degens, neque iter ingrediens; sed utatur vestibus quæ iis qui in clerum relati sunt attributæ fuêre. Si quis autem tale quid fecerit, unâ septimanâ segregetur;* tom. 3 Collectionis Harduini, col. 1671. Illud porrò vestium discrimen in hoc potissimùm situm fuisse, quòd vestes clericorum, licèt nondùm à laicalibus in colore discreparent, sicuti citatus Thomassinus, cap. 46, existimat, essent tamen oblongæ, atque ad talos usque ferè productæ, ex pluribus conjicimus conciliis. Concilium Germanicum, auctoritate S. Bonifacii anno 742 celebratum, atque à synodo Liptinensi insequentis anni 743 receptum et approbatum, can. 7, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 1921, presbyteris et diaconis vetuit, ne *sago*, id est breviori veste, laicorum more, uterentur : *Decrevimus quoque ut presbyteri vel diaconi, non sagis, laicorum more, sed casulis utantur, ritu servorum Dei.* Et synodus Romana, à Zachariâ papâ eodem anno 743 habita, can. 3, ídem præcipit, decernens *ut episcopus, presbyter et diaconus secularí indumento minimè utantur, nisi, ut condecet, tunicâ sacerdotali;* ibid., col. 1927. Quibus in locis neminem suspicari credimus sermonem esse de veste, non civili, sed sacrâ; cui enim in mentem veniat, presbyteros et diaconos eò tum sceleris devenisse, ut communibus vestibus induti ad altare accederent sacris operaturi? Omnibus quippe compertum est nunquàm licuisse christianæ religionis ministris divina celebrare mysteria sine specialibus, atque ad eum tantùm usum destinatis sacris indumentis; sive hic ritus ab ipsis apostolis fuerit traditus, quod existimant cardinalis Bona, Rer. liturgic. lib. 1, cap. 24, aliique plurimi, quos nos allegavimus in nostrâ instit. 21, sive immediatè post apostolos fuerit præscriptus, quod nullus in quæstionem adducit. Ambo propterea concilia intelligenda sunt de veste communi diaconorum et sacerdotum, quæ ab uno vocatur *casula*, ab altero *tunica;* sed utraque erat *talaris*. Casula enim, teste Rabano, Instit. clericor. lib. 1, cap. 21, dicta est per *diminutionem à casâ, eò quòd totum hominem tegat, quasi minor casa.* Quamobrem Joannes Diaconus, in Vitâ S. Gregorii, lib. 2, cap. 45, etiam monachorum vestem appellavit *casulam*. Et similiter *tunicam*, vestem fuisse quæ ad talos usque descenderet, constat ex Tullio, qui, orat. 2 *in Catilinam*, milites Catilinæ deridebat, quòd *manicatis et talaribus tunicis essent amicti;* atque ex Hieronymo, Quæst. Hebr. in Gen. cap. 37, oper. tom. 3, col. 363.

II. De posterioribus seculis res certissima est, nullique obnoxia dubitationi, cùm innumeri occurrant conciliorum canones, congesti à Thomassino, cit. lib. 2, cap. 50 et 51, vestem talarem clericis præscribentes. Quinimò adeò ejus usus invaluit, ut opus fuerit præcidere nimiam vestium talarium longitudinem, quæ in luxum, et pompam cœperat degenerare; quocirca Innocentius III, in concilio generali Lateranensi anni 1215, can. 16, relato in cap. 15, de Vit. et Honest. clericor., de clericis loquens, statuit : « Clausa deferant desuper indumenta, nimiâ brevitate vel longitudine non notanda; » et concilium Toletanum anni 1324, can. 2, syrmata, id est, oblongas vestes, humum verrentes, clericis prohibuit : « Nullus clericus supertunicale, vel tabardum deferat ita longum, quod, si ad pedes contingat, nullatenùs tamen per terram trahatur; cùm hæc, non honestas, sed superfluitas et indecentia censeatur; » t. 7 Collect. Hard., col. 1488.

III. Ad recentiora porrò tempora descendendo, ferè omnia quæ post Tridentinum celebrata sunt concilia, clericos adigerunt ad gestandam vestem talarem, et quidem nigri coloris, ad quem, uti Thomassinus observat, non erant antea certâ lege astricti, sed poterant alio quolibet, modò decenti et modesto uti. S. Carolus Borromæus, in suo concilio provinciali Mediolanensi I, part. 2, de clericorum vestitu loquens, part. 1 Actor. eccles. Mediol., pag. 18, ait, *In omni vestitu color tantùm niger adhibeatur ....; ex-*

terna vestis simplex ac talaris erit. In concilio Mechliniensi anni 1570, tit. de Vit. et Honest cleric., cap. 3, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1195, jubentur clerici majorum ordinum, cùm in publicum prodeunt, gestare *vestem talarem.* Concilium Remense anni 1583, tit. de Clericis in genere, num. 8, ibid., col. 1292 : *Veste ecclesiasticâ, eâque talari ac decenti utantur omnes clerici.* Concilium Burdigalense ejusdem anni, tit. 21, ibid., col. 1359 : *Vestes eorum sint talares.* Quodque notabilius est, concilium provinciale Narbonense anni 1609, cap. 41, tom. 11 Collectionis Harduini, col. 44, clericos etiam noctu incedentes ad deferendam vestem talarem obligavit : *Noctu incedentes ex causâ rationabili, togas talares deferant.* Provincialibus concinunt innumeræ synodi diœcesanæ, congestæ à Genetto, Theol. moral. tom. 2, tract. 1, cap. 9, et in appendice ad synodum Fulginatensem episcopi Baptistelli, pag. 172 et seq.

IV. Quare sacrorum canonum rigorem non augent, sed emolliunt synodales constitutiones quæ obligationem deferendi vestem talarem, à pluribus conciliis omnibus clericis generatim impositam, ad solos limitant clericos majorum ordinum, aut ecclesiasticum possidentes beneficium ; et majori adhuc indulgentiâ lenitum reputari debet episcopale edictum solos compellens sacerdotes ad eam saltem induendam, cùm ecclesiam ingrediuntur sacris operaturi ; cujusmodi illud est quod à nobis promulgatum fuit in nostrâ diœcesi Bononiensi, de quo plura in nostrâ instit. 34 et instit. 71.

CAPUT IX.

A severitatis notâ vindicatur synodalis constitutio, quâ clericis interdicitur usus comæ supposititiæ, vulgò parrucca.

I. Clericalem modestiam dedecere plerisque episcopis visa est coma supposititia, vulgò *parrucca*, cujus proinde usum clericis in suis synodis inhibuêre. Ita quippe statutum comperimus in diœcesanâ synodo Melitensi anni 1703, sess. 3, cap. 1 ; Pisanâ anni 1708, cap. 25 ; Montis Falisci anni 1710, cap. ultim. ; Portalegrensi, 1714, sess 3, cap. 1, aliisque allegatis à Thiers in tractatu inscripto : *Histoire des perruques.* Licèt autem etiam ejusmodi prohibitiones sanctioribus Ecclesiæ legibus essent accommodatæ, ut mox ostendetur, nihilominùs clericorum querelas non evasêre, qui ninimam prætexentes earumdem severitatem, eas eludere tentârunt, sed frustra, quoniam sacra congregatio concilii illas sustinuit, suisque corroboravit decretis ; et solùm aliquando censurarum pœnas in prohibitionis transgressores ipso jure illatas nonnihil censuit mitigandas. Sarnellus, episcopus Vigiliensis, anno 1697, usum comæ fictitiæ suis clericis ademit sub pœnâ excommunicationis *ipso facto* incurrendâ. Appellârunt ecclesiastici ad Sedem Apostolicam ; sed in congregatione particulari, habitâ 20 maii 1699, edictum approbatum fuit quoad clericos constitutos in sacris, aut beneficium ecclesiasticum possidentes ; quod verò attinet ad clericos minorum ordinum, nullum obtinentes ecclesiasticum beneficium, responsum est pœnam esse moderandam, sed, firmâ remanente prohibitione, in contumaces aliis pœnis animadvertendum, ad normam sacrorum canonum, et sacri concilii Tridentini, cap. 6, sess. 23 de Reform., uti habetur lib. 49 Decretor., pag. 206, et referunt memoratus Sarnellus, ad calcem, tom. 3 Epistolar., in discurs. adversùs fictitias ecclesiasticorum comas, cap. 13, et Monacell., in Formul. legal., in append., tom. 1, fol. 359, num. 19 et 20. Ab hujus particularis congregationis sententiâ ne latum quidem unguem discedens episcopus Melphitensis, anno 1721, omnes quidem clericos à gestandâ comâ ascititiâ abstinere jussit ; sed idem faciens discrimen quod prædicta sacra congregatio duxerat observandum, clericos majorum ordinum, aut ecclesiastico beneficio donatos, ab eâ deferendâ compescuit pœnâ excommunicationis ; cæteros verò aliis pœnis, arbitrio suo, irrogandis. De hujusce edicti viribus, quòd tanquàm nimiùm severum traducebatur, disputatum fuit in sacrâ congregatione concilii, die 8 augusti 1722, cùmque nos, qui tunc temporis ejusdem sacræ congregationis secretarium agebamus, omnia quæ ad illud fulciendum erant opportuna, descripserimus in consueto folio, quod pro nostro munere exaravimus, fuit quoad omnes sui partes approbatum, uti videre est tom. 2 Thesaur. resolut., pag. 206 et seq.

II. Porrò, ne quispiam deinceps contra similia decreta, quæ ab episcopis fiant, mussitare audeat, s. sacræ congregationis auctoritati, uti par esset, non acquiescat, rationes audiat à nobis in præfatâ causâ Melphitensi indicatas, propter quas coma fictitia jure ac meritò ecclesiasticis interdicitur. Consuevisse olim feminas alienis capillis caput exornare, eruitur ex Martiali, qui pluribus in locis eas carpit, quæ propriam senectutem hâc ementitâ arte obtegebant. Sic lib. 6, epig. 10 :

Jurat capillos esse, quos emit, suos
Fabulla. Numquid illa, Paulle, pejerat?

Et lib. 12, epig. 21 :

Dentibus, atque comis, nec te pudet, uteris emptis :
Quid facies oculo, Lælia? non emitur.

Ad eumdem morem illusit Ovidius, l. 3 de Arte, etc. :

Femina procedit densissima crinibus emptis,
Proque suis, alios efficit æra suos.

In Anthologiâ pariter occurrit epigramma Lucilii in quamdam Nicyllam, quæ emerat galericulum atrum, ut, dissimulatâ senectute, canos suos velare posset, quod Adrianus Junius, libell. de Comâ, cap. 1, Latinè sic reddidit :

Fingere te perhibent quidam, Nicylla, capillos,
Quos mercata atros ipsa foro extuleras.

Quare Hieronymus, epist. 38 ad Marcellam, num. 3, inquit : *Nec numerus annorum potest docere quòd vetulæ sint, quæ capillis alienis verticem struunt ;* atque epist. 130, ad Demetriadem, muliebrem cultum describens, num. 7, ait : *Quando eras in seculo, ea quæ erant seculi diligebas, polire faciem purpurisso, et cerussâ ora depingere, ornare crinem, et alienis capillis turritum verticem struere ;* turritum verò verticem vocat, quia ex alienis capillis tutulus efficiebatur, quem Lucanus nominat *turritam frontis coronam*, et Prudentius *in Psychomachiâ*, feminæ lascivæ atque superbæ turritum caput tribuit :

Turritum tortis caput accumulârat
Crinibus.

In hunc vanum mulierum luxum invehitur Tertullianus, lib. 2, cap. 7, de Cultu feminar., inquiens : *Si non pudet enormitatis, pudeat inquinamenti, ne exuvias alieni capitis, forsan immundi, forsan nocentis, et gehennæ destinati, sancto et christiano capiti supparetis.* Eumdemque reprehendit Clemens Alexandrinus, Pædagog., lib. 3, cap. 11, ubi ait : *Alienorum capillorum appositiones sunt omninò rejiciendæ, et externas comas capiti adhibere est maximè impium, quo fit ut mortuis pilis cranium induant. Cui enim manum imponit presbyter? Cui autem benedicit? Non mulieri, quæ est ornata, sed alienis capillis, et per ipsos alii capiti.*

III. Ex hoc verò quòd Patres hanc fœditatem in solis feminis reprehendant, infert Christianus Lupus, in dissert. de S. Leonis IX Actis, cap. 15, eam tunc omnibus ubique viris fuisse incognitam, ac primùm in Anglià sub Guillelmo II, aut ejus successore Henrico I, in fine XI aut initio XII seculi, cœpisse ab iisdem usurpari ; quod tamen monstrum, addit, diù in eâ tantùm insulâ latitâsse, nec alias permeâsse regiones. At Thiers, in citato tractatu, cap. 1, pluribus probat jampridem fictum capillitium ab effeminatis viris adhibitum ; quod præ cæteris, quæ idem auctor ibidem adducit, nobis suadet Rufus Festus Avienus, poeta christianus, Augustino coævus, qui carmine 10 equitem manifestè describit, cujus caput erat suppositità comâ redimitum, inquiens :

Calvus eques capiti solitus religare capillos,
Atque alias nitido vertice ferre comas.
Hujus ab adverso Borcæ spiramina præstant

Ridiculum, populo conspiciente, caput.
Nam mox dejecto nituit frons nuda galero,
Discolor, appositâ quæ fuit ante, comâ.

Cæterùm, quidquid sit de tempore quo hujus generis tegmen, ab alienis capillis emendicatum, cœperit à viris adhiberi, neminem reperiri putamus, qui credat illud etiam à clericis antiquitùs usurpatum. Ecquis sibi animo fingat licuisse unquàm clericis extraneam comam suo capiti superinducere, qui sacræ militiæ per comæ abscissionem ascribebantur, ita ut idem esset clericum fieri, ac detonderi? uti observat Mabillonius in præfat. ad sec. III Act. Benedict., part. 1, num. 18 et 19, quique semel detonsi nunquàm deinceps comam alere, sed semper attonso capite incedere tenebantur; quod constat ex synodo circa annum 450, sub S. Patricio in Hibernià celebratâ, can. 6, Collectionis Harduini tom. 1, col. 1791; ex cap. 66 Martini Bracarensis, tom. 3 ejusdem Collectionis, col. 598, atque ex concilio Toletano IV anni 633, can. 41, eod. tom. 3, col. 588. Quinimò nullâ ratione fingere possumus fuisse unquàm usum comæ fictitiæ in clericis toleratum, cùm potiùs quilibet eorum qui comam laxare præsumeret, etiam invitus et reluctans per archidiaconum jussus sit detonderi à concilio Agathensi anni 506, can. 2, relato dist. 23, can. 22, et ab Alexandro III, in cap. 7 de Vit. et Honest. clericor.: *Clerici, qui comam nutriunt et barbam, etiam inviti à suis archidiaconis tondeantur.*

IV. Adeò porrò verum est clericos à ficto capillitio ad hæc usque postrema tempora abhorruisse, ut synodi tam provinciales quàm diœcesanæ, à Tridentino ad præcedentis seculi finem coactæ, illis duntaxat inhibuerint capillos intortos, cincinnatos, seu calamistratos gestare, nullâ suppositititæ comæ factâ mentione. Sic synodus provincialis Mediolanensis I, part. 2 Actor. eccl. Mediol., part. 1, pag. 18: *Ita sint abraso capillo, ut tonsura conspicua sit omnibus. Comam verò et barbam ne studiosè nutriant: capillis simplicem cultum adhibeant.* Synodus provincialis Bituricensis anni 1584, tit. 25, c. 3: *Clerici crines calamistratos ac retortos non habeant.* Diœcesana synodus Ravenatensis anni 1607, tit. de Vit. et Honest. clericor., cap. 1: *Capillos ne gerant calamistratos, nec supra frontem eminentiores.* Synodus Lucensis anni 1625, de Vit. et Honest. clericor., cap. 1: *Comas calamistratas, more feminarum, ne gestent.* Synodus Amalphitana anni 1659, eod. tit., c. 2: *Cincinnos et comam ne nutriant.* Ex hoc autem quòd tot synodi, de clericorum honestate sollicitæ, fictitiam comam, quæ certè majorem præ se fert vanitatem, quàm proprii capilli studiosè cincinnati, silentio prætermiserint, utique argumentum elicitur, inquit laudatus Thiers, ad probandum, nondùm clericos ausos fuisse ab extraneis capillis illum ornatum quærere, quem ex propriis suo capiti aptare prohibebantur. Sed, cùm postea eodem muliebri cultu et ipsi delectari cœperint, huic abusui contra clericalem honestatem inolescenti obstitêre posteriores synodi, quarum nonnullas indicavimus, ab eodem Thiers accuratè collectæ; rectè quidem: nam per ficti capillitii usum tonsura clericalis, à sacris canonibus tantoperè commendata, prorsùs exolescit, omnesque canones eluduntur, quibus capillis affabrè concinnandis clerici abstinere jubentur. Ad hæc, nullâ ratione est in clericis tolerandum, quod etiam heterodoxus auctor Martinus Schoockius, exercit. 24, de Comâ et Barbâ, in fin., in omnibus Christianis improbavit, inquiens: *Ingenuè profiteor me non videre quomodò alienæ hæ capitis exuviæ excusari possint, cùm omni ævo apud omnes nationes eædem exosæ fuerint.*

V. Quæ hactenùs diximus, rationabilem et juri conformem ostendunt synodalem constitutionem, clericis interdicentem usum comæ suppositititæ. Sed, quoniam non potest legislator singulos prævidere peculiares casus, omnesque suâ lege complecti, expedit profectò ut in ipsâmet constitutione, seu edicto, facultatem quâ cæteroquin pollet, sibi expressè servet, fictum capillitium illis permittendi, qui, medicorum judicio, valetudinis causâ, eo indigent: quod prudenter factum animadvertimus in diœcesanâ synodo Bononiensi anni 1698, lib. 3, cap. 1, ubi similis constitutio hâc mitigatur limitatione: *Nisi ex causâ nobis vel vicario nostro cognitâ, indulgendum ad tempus arbitrabimur;* atque in synodo Asculanâ anni 1718, cap. 20: *Nisi ex justâ et rationabili causâ dispensationem impetraverit.* Caveat tamen episcopus ne hanc veniam elargiatur, nisi, præter causam, etiam comam ipsam, quam clerici gestare cupiunt, diligenter priùs examinaverit: non alia siquidem est iisdem, præcipuè si sint in sacris constituti, permittenda, nisi quæ nullam præ se ferat vanitatem; sed tantâ sit moderatione ac modestiâ concinnata, ut omnibus manifestè appareat eam ob meram necessitatem, non ad luxum et pompam, ad capitis non ornamentum, sed tegumentum, adhiberi. Cavebit præterea ne ulli sacerdoti licentiam concedat missæ sacrificium celebrandi cum ascititiâ comâ; quamvis enim Theophilus Raynaudus, oper. tom. 13, de Pileo et cæteris capitis Tegminibus, sect. 2, § *Nunc è contrario*, circa finem, et Pasqualigus, de Sacrif. nov. leg., quæst. 852, licere opinentur sacerdoti sacris operari cum ficto capillitio, ita suo capiti aptato, ut à verâ et naturali comâ internosci nequeat, atque insuper apud sæpè citatum Thiers, cap. 20, extet licentia, cardinali Hieronymo Grimaldi, archiepiscopo Aquensi, cuidam sacerdoti concessa, missam celebrandi cum comâ suppositititâ, attamen certum est Raynaudum et Pasqualigum falli, ac cardinalem Grimaldum suæ potestatis limites prætergressum; etenim, uti benè ratiocinatur Reiffenstuel, ad lib. 3 Decretal., tit. 1, num. 91, nemo sanæ mentis inficiari potest, per fictum capillitium sacerdotis caput velari et cooperiri; in altari autem cooperto capite ministrare, ne episcopo quidem permittendum, statuit Zacharias papa in concilio Romano anni 743, cap. 13, relato dist. 1, de Consecrat., can. 57: *Nullus episcopus, presbyter aut diaconus, ad solemnia missarum celebranda præsumat cum baculo introire, aut velato capite altario Dei assistere; quoniam et Apostolus prohibet viros velato capite orare in ecclesiâ; et qui temerè præsumpserit, communione privetur.* Cuilibet verò compertum est non posse episcopum relaxare legem à superiore latam, neque alteri illam licentiam impertiri, quam sibimetipsi concedere nequit. Quocirca sacra rituum congregatio die 31 januarii 1626 et 24 aprilis ejusdem anni, apud Gavantum in comment. ad rubr. Missal., part. 2, tit. 2, decrevit: *Nemo audeat uti pileolo in celebrationem missarum, sine expressâ licentiâ Sedis Apostolicæ, non obstante quâcumque contrariâ consuetudine.* Cùmque in congregatione particulari, ab Alexandro VIII anno 1690 deputatâ, fuerit speciatim discussus articulus, de quo in præsens tractamus, an scilicet *pileoli* nomine comprehendatur etiam coma suppositicia, ita ut neque cum hâc fas sit sacerdoti sine dispensatione Papæ missam facere, etiamsi illa sit decens et modesta, qualem Pasqualigus et Raynaudus permiserunt, responsum fuit, *comprehendi;* sicut refert Ursaya, Institut. criminal. lib. 1, tit. 10, § 4, num. 51, in cujus quidem decreti sequelam Innocentius XII, per suos apostolicos nuntios, locorum ordinarios moneri jussit, ne quemquam permitterent, sine Apostolicæ Sedis privilegio, cum adulterino capillitio sacrosanctum peragere missæ sacrificium; quemadmodùm refert citatus Reiffenstuel. Quæ omnia uberiùs à nobis expensa fuêre in citato folio pro sacrâ congregatione concilii exarato, atque in nostrâ instit. 34 et instit. 96.

CAPUT X.

Alia ejusdem censuræ synodalibus constitutionibus immeritò inustæ exempla; ubi de ludis, et venationibus, choreis, spectaculisque, quæ clericis interdicuntur.

I. Post vestes et fictam comam, earumque fucos, ad quasdam clericis vetitas actiones sermonem convertimus. In can. 42 et 43, aliàs 55, inter vulgares Apostolicos, sub anathematis pœnâ arcentur clerici ab

alearum lusu : *Episcopus, aut presbyter, aut diaconus, aleæ atque ebrietati deserviens, aut desinat, aut certè damnetur. Subdiaconus, aut lector, aut cantor similia faciens, aut desinat, aut communione privetur. Similiter etiam laici.* Et concilium Eliberitanum, can. 79, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 258, quotquot aleis luderent à communione separandos decrevit : *Si quis fidelis aleâ, id est, tabulâ, luserit nummos, placuit eum abstineri; et, si emendatus cessaverit, post annum poterit communioni reconciliari.* Putat quidem Albaspinæus, Observat. ad hunc canonem, ideò fideles aleis ludentes fuisse tam gravi pœnâ punitos, quia tunc temporis, quo nondùm extincta erat ethnica superstitio, effigies falsorum numinum habebantur pro numeris, eorumque nomen invocari solebat, ut felicissimus eveniret aleæ jactus; at, si res ita se habuisset, longè adhuc graviori pœnâ in ludentes fideles, tanquàm in idololatras, fuisset animadversum; quocirca verùs putamus alearum lusum omnibus quidem Christianis, sed specialim ecclesiasticis prohibitum, ob eamdem rationem, propter quam illum damnârunt Cornelius Tacitus, in lib. de Moribus Germanor., cap. 24, et Ammianus Marcellinus, lib. 14, cap. 19, et lib. 28, cap. 22, quia nimirùm per illum homines ad fraudes, fallacias, mendacia, perjuria, furta, aliaque enormia scelera inclinantur. *Alea* siquidem (aiebat Petrus Blesensis, epist. 74) *perjurii, furti, sacrilegii mater est.* Quâ etiam de causâ vetustæ leges Romanorum, quas laudat Taylor, duct. Dubit. lib. 4, cap. 1, aleatores exilio, aliisque mulctârunt severis pœnis, et Justinianus imperator, leg. 1, cod. de Aleatoribus, sancivit ut victus in aleæ lusu, non posset conveniri; et, si solvisset, tam ipse quàm ejus hæredes, etiam post triginta annos, haberent repetitionem adversùs victorem.

II. Sed utcumque præfati canones explicentur, nullo pacto declinari possunt posteriores Ecclesiæ constitutiones, quæ clericos ab alearum, taxillorum, aliisque ludis cohibuêre. Atque, ut prætereamus antiquiores canones, congestos à Christiano Lupo, in Notis ad can. 50 Trullanum, tom. 2, pag. 948, synodus Romana sub Eugenio II, can. 11, tom. 5 Collectionis Harduini, col. 66, adeò indecorum putavit sacerdotem ludis operam dare, ut ne ludentes quidem spectare fas illi esse statuerit : *Sacerdos sedulè divina debet perscrutari et ammonere eloquia..... Quamobrem ludos aliquos coram se fieri non delectetur. Transgressor quippe inventus, ammonitione episcopi ulteriùs agere desinat; sin autem, canonicè judicetur.* Eugenii autem prohibitionem instauravit Innocentius III, in concilio generali Lateranensi, relato in cap. 15, de Vit. et Honest. clericor., clericis præcipiens : *Ad aleas et taxillos ne ludant, nec hujusmodi ludis intersint.* Quotquot autem post Innocentium celebratæ sunt synodi, huic decretali inhærentes, ab iisdem ludis clericos quàm longè abesse jusserunt. Ita quippe sanxêre concilium Biterrense anni 1255, can. 24; Salisburgense anni 1420, cap. 4; Toletanum anni 1473, can. 11, aliaque congesta à Thomassino, de vet. et nov. eccles. Discipl., part. 3, cap. 46.

III. Quamvis porrò sacri canones alearum duntaxat et taxillorum ludi plerùmque meminerint, omnem tamen lusum prohibere voluisse, à fortunâ potiùs quàm ab industriâ et arte pendentem, opportunè animadverterunt Valensis, ad tit. 1, lib. 3 Decretal., num. 12, et S. Antoninus, Summ. part. 2, tit. 1, cap. 25. Quinimò Tuldenus, ad tit. cod. de Aleatoribus, magis adhuc generatim accipiendam voluit similem legum civilium prohibitionem, quam ad omnem lusum, lucri causâ exercitum, extendit, inquiens : *Non tantùm tesserarum lusus, sed quicumque alius, perinde à fortunæ eventu, imò vel à solertiâ pendens, continetur, et in lucrum exercitus improbatur.* Quare concilium Tridentinum, sess. 24, cap. 12, de Reform., non ab hoc aut ab illo, sed universim *ab illicitis* ludis clericis abstinendum edixit; episcoporum scilicet judicio relinquens determinare, pro diversis personarum, locorum et temporum conditionibus, quinam essent illiciti reputandi. Tridentino statim obsequens S. Carolus Borromæus, in suo concilio provinciali Mediolanensi I, part. 2 Actor. eccl. Mediol., part. 1, pag. 19, accuratum habuit delectum ludorum, quibus fas, quibus nefas esset clericis sese oblectare; eosque potissimùm abstinere voluit à ludo *aleæ, et tesserarum, ac talorum, atque à globis qui malleis ligneis impelluntur, item follis*, id est, *pilæ majoris.* Alia verò alibi celebrata concilia, unanimi pariter consensione, lusum alearum, seu pictarum pagellarum, et taxillorum, clericis indecentem atque illicitum declarârunt; alios verò ludos plerùmque speciatim non nominârunt, sed generatim omnem ludum clericis vetitum dixêre, qui eorum statui indecorus videretur. Ita concilium Burdigalense anni 1583, tit. 21, de Vitâ et Moribus cleric., tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1359 : *Ab aleâ, tesseris, chartis, et quovis alio vetito et indecoro ludo, cùm privatim, tùm publicè penitùs abstineant.* Concilium Aquense anni 1585, tit. de Vit. et Honestat. clericor., ibid., col. 1543 : *Ne pagellis pictis, aut aleâ aliove hujusmodi ludi genere ludant, aut ludentes spectent.* Narbonense anni 1607, cap. 41, tom 11 Collectionis Harduini, col. 44 : *Non ludant aleis, tesseris, chartis, aut alio ludo prohibito vel indecoro, præsertim publicè.*

IV. Dubitari autem solet an inter indecoros, ac proinde illicitos, recenseri debeat ludus *scachorum.* Illum certè damnavit S. Petrus Damianus, opusc. 20, cap. 7, tom. 3 oper., graviter objurgans Florentinorum episcopum, secum iter agentem, quem scachis ad fallendum tempus semel lusisse deprehenderat; cùmque episcopus, ad se excusandum, scachos ab aleis distinguere conaretur, S. Petrus ibidem episcopi excusationem in hunc modum refellit : *Scachum Scriptura non ponit, sed utriusque ludi genus aleæ nomine comprehendit. Quapropter, dum alea prohibetur, et nominatim de scacho nihil dicitur, constat procul dubio utrumque genus uno vocabulo comprehensum, unius sententiæ auctoritate damnatum.* Et, ne quispiam Damianum nimio zelo abreptum existimet, audiat cardinalem Baronium, ad annum 1061, num. 42, ita illum ejusque sententiam defendentem : *Quem sciolus quispiam redarguat hallucinatum, dùm sub aleis redigit scachos, quos non ut aleas dubia fortuna volvit, sed humani ingenii acumen exercet. Sit utcumque velit, ad Pauli sententiam redigendi procul dubio sunt sacerdotes, quâ ait non licere quæ non expediunt; non licere quæ non ædificant.* Neque Damiano refragatur concilium Mexicanum anni 1585, confirmatum à Sixto V anno 1589, quod, lib. 3, tit. 5, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1671, scachorum ludum licitum reputans, clericis permisit : Damianus quippe episcopum reprehendit, qui *in spatiosâ domo cum commeantium turbâ resedit*, iisque astantibus, vespertinum tempus in scachorum vanitate consumpserat; concilium autem Mexicanum clericos ludere permisit in occulto tantùm, honestæ recreationis causâ, et adjectâ lege ne multùm pecuniæ in eum lusum impenderet : *Scachis*, inquit, *aut aliis ludis permissis, ne ludant in locis publicis, aut in domibus quò ad id multitudo hominum convenit, veluti in domibus aromaticorum aut tonsorum. Si autem in occulto ludos licitos hujusmodi exercuerint, numerosa pecunia in eis non intercedat; aliter enim pro qualitate excessùs corrigentur.*

V. Hæc, quæ jam diligenter à nobis expensa sunt in nostrâ institut. 27, non abs re hìc duximus repetenda; ad nostrum etenim collineant scopum absolvendi à nimiæ severitatis censurâ episcopales constitutiones, arcentes clericos ab alearum, taxillorum, aliove simili ludo. Non proinde tamen quisquam nos oblitos existimet doctrinæ D. Thomæ, quam lib. 10, cap. 2, num. 2, commemoravimus, posse nimirùm ludum non solùm culpâ vacare, verùm etiam ad virtutem eutrapeliæ pertinere; nam, ut ibidem, duce eodem S. Thomâ, insinuavimus, tot ad illum cohonestandum requiruntur conditiones, ut ex earum defectu facilè in vitium degeneret, præsertim in eccle-

siasticis, à quibus vix potest sine scandalo exerceri. Neque eosdem nimiùm ludo indulgentes à culpâ eximit consuetudo quam veluti manifestam corruptelam jamdiù improbavit Innocentius III, in cap. *Inter dilectos*, 11, de Excessib. prælator., ubi clericum aleārum lusui addictum, et obtentu consuetudinis *Gallicorum clericorum, quâ ferè universi clerici sic frequenter ludunt*, sese excusantem, in hunc modum refellit : *Nos, qui ex officii nostri debito pestes hujusmodi extirpare proponimus, atque ludos voluptuosos (occasione quorum sub quâdam curialitatis imagine ad dissolutionis materiam devenitur) penitùs improbamus excusationem prædictam, quæ per pravam consuetudinem, quæ corruptela dicenda est, palliatur, frivolam reputantes; cùm in illis magis plectibilis sit offensa per quos ad excusandas excusationes in culpis delinquendi auctoritas usurpatur*, etc. Quamobrem, licèt superiùs laudatus Altovitus nimiùm rigidam existimaverit synodalem constitutionem episcopi Vasionensis, in sacrâ congregatione concilii die 20 decembris 1687 examinatam, quâ excommunicatione latæ sententiæ percellebantur sacerdotes aleis vel taxillis ludentes, conclusit tamen pœnam quidem esse mitigandam, sed prohibitionem ratam ac firmàm habendam; sicuti cit. cap. 2, num. 2, lib. 10, retulimus.

VI. Detectâ calumniâ impactâ synodali constitutioni clericos deterrenti ab illicitis ludis, eluenda remanet alia, quæ alteri affingitur synodali statuto, quo iidem cohibentur à venatione. Scimus quippe nullam fortassè episcoporum sanctionem fuisse unquàm majori conatu impetitam, et tanquàm nimiùm severam per omnium ora traductam, quàm ea quæ ecclesiasticis prohibet venationis exercitium, quod nedùm honestum, sed, ad animum relaxandum, interdùm necessarium plerique dictitant; et tamen, si vera fateri oportet, non facilè aliam inveniemus constitutionem quæ sit juri communi conformior, et in quâ verus Ecclesiæ spiritus magis eluceat. Venationem siquidem episcopis, presbyteris et diaconis vetuit synodus Agathensis anni 506, cap. 55, relato à Gratiano, dist. 34, can. 2, atque à Gregorio IX suis Decretalibus inserto, in cap. 1, de Clerico venatore, etsi utrobique falsò ascribatur concilio Aurelianensi : *Episcopis, presbyteris, diaconibus canes ad venandum aut accipitres habere non liceat. Quòd si quis talium personarum in hâc voluntate detectus fuerit, si episcopus est, tribus mensibus se à communione suspendat; presbyter duobus mensibus se abstineat; diaconus uno ab omni officio vel communione cessabit;* tom. 2 Collectionis Harduini, col. 1004; quem canonem totidem ferè verbis renovavit concilium Epaonense anni 517, can. 4, ibid., col. 1048. Concilium verò Germanicum anni 742, can. 2, relato in cap. 2, de Cleric. venat., et concilio Aurelianensi pariter attributo, ait : *Necnon et illas venationes et silvaticas vagationes cum canibus, omnibus servis Dei interdiximus, et ut accipitres et falcones non habeant;* tom. 3 Collectionis Harduini, col. 1920. Pœnam porrò à concilio Agathensi episcopis, presbyteris et diaconis venationi operam dantibus irrogatam, iterùm iisdem inflictam reperimus in antiquâ Collectione canonum pœnitentialium, ab auctore anonymo conscriptâ ante seculum IX, quæ extat tom. 1 Spicileg. Lucæ Dacherii, pag. 555. Cùmque subdiaconatus, qui olim minoribus accensebatur ordinibus, fuerit postea inter sacros cooptatus, quod seculo XI evenisse colligitur ex Micrologo, de ecclesiast. Observat., cap. 8, asseritque Morinus, de sacr. Ordinat., part. 3, exercit. 12, proinde sub eâdem pœnâ etiam subdiaconos venatores comprehensos voluit sexta synodus anno 1265 habita à Nicolao Gelant, episcopo Andegavensi, cap. 2, tom. 1 Spicileg., pag. 729. Et quia canones aliquid aut prohibentes aut præcipientes clericis, sacris initiatis, illud idem præcipere aut prohibere consueverunt etiam clericis minorum ordinum ex Ecclesiæ stipendiis victitantibus, ideircò concilium Parisiense anni 1212, part. 1, cap. 3, statuit : *Prohibemus etiam universis clericis beneficialis, ne canes aut aves habeant ad venandum vel aucupandum, aut venationi sive aucupationi inserviant;* tom. 6, part. 2 Collectionis Harduini, col. 2001, et concilium apud Montem Pessulanum anni 1215, can. 7, ibid., col. 2047, addidit ut, si quando clerici beneficiarii sese venatoribus comites adjicerent, quod tamen rarissimò fieri permisit, nequaquàm illis liceret aves venatorias propriâ manu gestare : *Nec episcopus, nec clericus cathedralis, vel conventualis ecclesiæ, vel alius clericus de beneficio ecclesiastico vivens, aves venatorias habeat in propriâ domo. Et, si aliquando exeat cum laicis ad venandum, gratiâ spatiandi, quod rarò fieri expedit, propriâ manu hujusmodi aves non portet.* Cui concinit concilium Albiense, anno 1254 celebratum à Zoeno, episcopo Avenionensi, Apostolicæ Sedis legato, cap. 15, tom. 1 Spicileg., pag. 722 : *Aves venatorias præterea quisquam clericus in sacris ordinibus constitutus, vel alius qui de beneficio ecclesiastico sustentatur, in publico manu propriâ deferre non præsumat.* Alia plura à venatione clericos ablegantia concilia congesta sunt à Gonzalez, in c. 1, de Cleric. ven., num. 3, atque à Thomassino, de vet. et nov. eccles. Discipl., part. 3, lib. 3, c. 46.

VII. Quare mirum non est quòd Petrus Blesensis, epist. 56, ad Gualterum episcopum Roffensem, atque epist. 61, ad archidiaconum Salisberiensem, adeò vehementer objurget clericum venatorem, ut se valdè timere simul affirmet, ne is in ultimo ultricis iræ die inter hædos, non inter Christi oves, sit numerandus. Nihilominùs cardinalis Papiensis, epist. 48, artis venatoriæ patrocinium quodammodò suscipere non dubitavit; sed, uti benè observat Thomassinus, cit. cap. 46, num. 10, tam arctis eam circumscripsit limitibus, ut vel sic damnâsse magis illam quàm defensitâsse videatur; fatetur quippe nec sibi videri posse episcopos et parochos venationi tutò vacare; sed eam non esse improbandam ait in cardinali, cui nulla incumbat animarum cura. Ita nimirùm Papiensis, propriam potiùs quàm aliorum causam agens, sumn excusavit nimium venandi studium, de quo fuerat in consistorio à cardinali Atrebatensi reprehensus. At laudatus Thomassinus, quanquàm Papiensis factum excuset, eò quòd valetudinis tantùm causâ et medicorum consilio aliquando venationi indulgeret, quod ipsemet testatur, ejus tamen sententiam, cardinales à communi lege universim eximentem, pluribus convellit argumentis. Plura pariter in clericos venatores accumulavit Theophilus Raynaudus, in opere inscripto : *Mala è bonis Ecclesiæ*, lib. 2, sect. 3, cap. 4, num. 26 et seq., oper. tom. 12, pag. 210, et in altero opere cui titulus : *Religiosus loricatus*, præsupposit. 1, tom. 17, pag. 195, ubi inter cætera affirmat venationem etiam hoc nomine debuisse clericis interdici, quòd ea sit quoddam quasi bellum, aut saltem belli simulacrum et præludium, sicuti illam dixêre Xenophon, lib. 1 de Venat.; Tullius, lib. 1 de Naturâ deorum; Philo, lib. 1 de Vitâ Moysis, probatque Mercurialis, lib. 3 de Art. gymnast., cap. 15.

VIII. Verùm, cùm duo sint venationum genera : alia siquidem est clamorosa, alia quieta; illa magno armorum, canum, accipitrum apparatu et tumultu exercetur, ut apri, cervi et majores feræ capiantur; altera solis laqueis et retibus, aut etiam armis, sed paucis adhibitis canibus, ad occidendum lepores, vulpes, aliasve minores feras, sine ullo strepitu instituitur; hinc orta est quæstio inter doctores an utraque sit clericis interdicta. Solam quidem clamorosam illis vetitam affirmant Glossa in cap. 1, verb. *Voluptate*, de Cleric. venat.; Sylvester, verb. *Venatio*, vers. *Quantùm verò ad personam;* Bellett., Disquisit. clerical. part. 1, tit. de Discipl. cleric., § 19; Lessius, lib. 2 de Just. et Jur., cap. 5, num. 40; Barbosa, in cit. cap. 1, num. 2; Pirhing., ad tit. de Cleric. venat., num. 3; Reiffenstuel, ibid., num. 5 et 6. At, licèt hæc opinio communior sit magisque inter doctores recepta, opposita tamen videtur certè juri conformior : siquidem allegati canones à venatione clericos arcent, quæ, non armis, sed solis avibus venatoriis, puta fal-

cone aut accipitre, ac propterea sine ullo tumultu et strepitu exercetur; uti illos legenti est manifestum. Accedit quòd, quanquàm in jure receptum sit, ex homicidio merè casuali, ab eo perpetrato qui operam dabat rei licitæ, nullam incurri irregularitatem, quod planè colligitur ex cap. *Lator*, 9, cap. *Dilectus*, 13, cap. *Ex litteris*, 14, cap. *Ex litteris*, 15, et cap. *Significâsti*, 16, de Homicidio; nihilominùs sacra congregatio concilii sæpiùs irregularem declaravit clericum qui, cùm vacaret venationi, non clamorosæ, sed quietæ, hominem fortuitò interfecerat; quod utique argumento est eam existimâsse omnem venationem, etiam non clamorosam, esse clericis prohibitam. Verùm, cùm fortassè sacra congregatio ita declaraverit, eò quòd non satis compertum habuerit, à clericis de quibus agebatur omnem adhibitam fuisse diligentiam ad evitandum homicidium, quod profectò necesse est, ne ex illo, quanquàm ex licito opere, absque dolo, subsecuto, inducatur irregularitas, quod cum communi docent Covarr., in Clem. *Si furiosus*, 2 part., § 4, num. 2; Ugolinus, de Irregul., cap. 18; Avila, eod. tract., 7 part., disp. 6, sect. 1, idcircò controversia remanet adhuc indecisa.

IX. Ex hâc verò opinionum varietate factum est ut episcopi in suis synodis, etsi unanimi consensione decreto institerint concilii Tridentini, quod, sess. 24, cap. 12, de Reformat., canonicos ecclesiæ cathedralis *ab illicitis venationibus et aucupiis* abstinere jussit, non omnes tamen convenerint in determinando quænam venatio esset clericis licita, quænam illicita; in aliquibus quippe synodis quæcumque venatio est ecclesiasticis interdicta; in aliis sola clamorosa; in quibusdam à venatione prohibentur solis diebus festis; in aliis nullâ die venari permittuntur sine episcopi licentiâ; alicubi à venatione deterrentur pœnâ suspensionis; alibi solâ pœnâ pecuniariâ. S. Carolus Borromæus in suo concilio I provinciali anni 1565, part. 2, Act. eccles. Mediol. part. 1, pag. 19, de clericis loquens, absolutè ait: *A venatione abstinebunt;* in synodo verò diœcesanâ XI, Act. eccles. Mediol. part. 2, pag. 414, iisdem inhibuit alere et habere canes vel catellos; atque in concilio provinciali Mediolanensi V anni 1579, part. 1, ibid., pag. 214, etiam laicos tempore Quadragesimæ festisque diebus à venatione compescuit; quod ipsum iterùm vetuit in edicto de observatione Quadragesimæ, Actor. part. 3, pag. 442, equidem auctor homil. 33, de Quadrages., inter Opera Ambrosii, relatæ in can. 13, dist. 86, jejunium cum venatione ritè componi posse, negavit: *An putatis illum jejunare, qui primo diluculo non ad ecclesiam vigilat, non beatorum martyrum loca sancta perquirit; sed surgens congregat servulos, disponit retia, canes producit, saltus sylvasque perlustrat?* Et Nicolaus I, respondens ad consulta Bulgarorum, num. 44, nulli fas esse putavit tempore Quadragesimæ venationi indulgere: *Nulla ratio sit in quadragesimali tempore venationibus uti; venantes enim nihil præter carnes captant. Ut ergo nihil carnale sectari videamini, decenter à carnibus captandis, in quadragesimali præcipuè tempore, vobis est abstinendum. Quantò enim jejunii tempore arctius est divinis cultibus insistendum, tantò est in cunctis mundi nocivis oblectamentis longiùs recedendum, præsertim cùm neminem, nisi reproborum, venationes exercuisse, sacra designet historia;* tom. 5 Collectionis Harduini, col. 369. Quibus postremis verbis ad illud idem alludit Nicolaus, quod consideraverat Hieronymus in psal. 90, relatus in can. 11, dist. 86: *Esaü venator erat, quoniam peccator erat. Et penitùs non invenimus in Scripturis sanctis sanctum aliquem venatorem; piscatores invenimus sanctos.*

X. Ex quibus omnibus conficitur non posse nimiæ severitatis notâ aspergi synodalem constitutionem, ablegantem clericos, præcipuè majorum ordinum, aut ecclesiasticum possidentes beneficium, à venationis exercitio. Etenim nonnisi temerè reprehenditur constitutio cui juris communis sanctiones, et S. Caroli Borromæi auctoritas patrocinantur.

XI. Magis autem temerè nimii rigoris censura appingitur synodali statuto, quo ecclesiastici à choreis, comœdiis aliisque spectaculis longè abesse jubentur, et gravioribus adhuc pœnis percelluntur, quos choreas ducere, aut personatos incedere, aut comœdiæ actores esse non pudet. Quis enim abloqui audeat de hâc sanctissimâ constitutione, vero Ecclesiæ spiritu refertâ, omniumque conciliorum auctoritate munitâ? Enimverò, sive antiquitas, sive recentiores post Tridentinum coactas synodos percurramus, omnes vehementer clericis succensuisse comperimus ab hisce fœdis oblectamentis sese non continentibus. Synodus Laodicena, circa annum 372 celebrata, cap. 54, relato de Consecrat., dist. 5, can. 37: *Non oportet*, ait, *ministros altaris, vel quoslibet clericos spectaculis aliquibus, quæ aut in nuptiis aut scenis exhibentur, interesse; sed, antequàm thymelici ingrediantur, surgere eos de convivio, et abire.* Synodus Venetica anni 465, et Agathensis anni 506, unum eumdemque canonem formârunt, Gratiani Decreto, dist. 34, can. 19, insertum, hisce verbis conceptum: *Presbyteri, diaconi, subdiaconi, vel deinceps, quibus ducendi uxores licentia non est, etiam alienarum nuptiarum evitent convivia, nec his cœtibus misceantur, ubi amatoria cantantur et turpia, aut obsceni motus corporum choreis et saltibus efferuntur; ne auditus aut oblutus sacris mysteriis deputatus, turpium spectaculorum atque verborum contagione polluatur.* Has sanctissimas leges renovavit S. Carolus Borromæus in suo concilio provinciali I, part. 2, Act. eccl. Mediol. part. 1, pag. 19, ita decernens: *Clerici personati non incedent, choreas privatas aut publicas non agent nec spectabunt.... Fabulis, comœdiis et hastiludiis, aliisve profanis et inanibus spectaculis non intererunt, ne aures et oculi sacris officiis addicti, ludicris et impuris actionibus sermonibusque distracti, polluantur.* Sancti Caroli vestigia calcârunt Patres concilii Burdigalensis anni 1585, tit. 21, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1359; Bituricensis anni 1584, tit. 25, can. 6, ibid., col. 1486; Aquensis anni 1585, tit. de Vit. et Honest. clericor., ibid., col. 1543, idem iisdemque ferè verbis edicentes quod ille statuerat. Et S. Franciscus Salesius, in suis synodalibus Constitutionibus, part. 3, tit. 4, ipso facto à divinis suspensos voluit sacerdotes eò sceleris devenientes, ut choreas nedùm spectare, sed et ducere auderent.

XII. Nimis porrò laxa, ne dicam apertè erronea et scandalosa est doctrina quam tradit Lucius Ferraris, in suâ Bibliothecâ canonicâ, tom. 2, verb. *Clericus*, art. 4, num. 17, ubi, etsi fateatur non esse clericis permittendum comicos agere, seu comœdiarum actores esse, attamen à gravi culpâ eosdem absolvit, comœdias spectantes quantùmvis turpes atque obscenas, dummodò ex illarum auditione nullum sibi imminere prævideant probabile periculum lapsûs, eorumque præsentia nullum in populum ingerat scandalum: *Verùm*, ait, *si comœdiæ audiantur ob solam vanam curiositatem, absque periculo probabili lapsûs, etiamsi res turpes repræsententur, et modus repræsentandi sit turpis, probabilius est non esse peccatum mortale, cessante scandalo, quòd modo videtur cessare, et non esse, quia frequentissimum est clericis comœdiis interesse.* Quis enim est qui non intelligat rerum obscenarum vel solam narrationem pravos animi motus in audientibus excitare, eosque sensim ad interitum disponere, juxtà illud Apostoli effatum 1 ad Corinth. 15: *Corrumpunt mores bonos colloquia mala?* Quâ igitur ratione, quo pacto evenire poterit, ut suæ spiritualis ruinæ periculum declinet, qui earumdem turpium rerum theatrali interest repræsentationi, quæ plus certè efficacitatis habent ad spectatorum mentes perturbandas, animos commovendum, et tandem ad peccatum inducendum? Quocirca etiam mollioris ethices sectatores ejusmodi comœdias damnant, et nedùm clericos, sed laicos quoque eas inspicientes, vix unquàm gravem culpam evadere communi calculo docent cum D. Thomâ, in 4, dist. 16, q. 4, a. 2, quæstiunc. 2: *Ad secundam quæstionem dicendum quòd hujus-*

modi spectacula, si sunt rerum turpium et ad peccatum provocantium, studiosa eorum inspectio peccatum est, et quandoque in eis tanta potest libido adhiberi, ut sit etiam mortale; unde à tali inspectione omnes se arcere debent.

XIII. Supervacaneum autem reputamus pluribus prosequi hoc cæteroquin gravissimum argumentum, quoniam jam illud copiosè pertractavimus in nostrâ instit. 37, et instit. 76, ubi plura in comœdiarum et chorearum detestationem ex probatis auctoribus excerpta accumulavimus. De eodem argumento legi etiam potest secunda pars Summæ theologicæ S. Antonini, lib. 3, cap. 6 et 7, theologicis notis illustrata, atque epistola 3 et 30 in Append. ad Theolog. dogmat. et moral. Natalis Alexandri, et Thomassinus, cit. part. 3, lib. 3, cap. 45 et 46.

CAPUT XI.

Immeritò nimiæ severitatis insimulatur constitutio præscribens sacerdotibus assiduam lectionem antiquorum canonum pœnitentialium.

I. Tantâ diligentiâ majores nostri disquirebant quæ unicuique peccato esset imponenda pœnitentia, ut si enorme aliquod audiretur perpetratum crimen, quod vel ratione sui, vel ratione adjectæ circumstantiæ, quamdam peculiarem et graviorem redoleret nequitiam et turpitudinem, simul statim convenirent episcopi ad deliberandum quo pœnitentiæ genere esset illud expiandum; reque maturè discussâ ac tandem deliberatâ, singuli parœciis suis quod communi consensu statutum fuerat significabant. Hujus vetustissimæ Ecclesiæ praxis locupletissimus testis est S. Cyprianus multis in epistolis, præcipuè epist. 14, 18, 55 et 62, eamque pluribus monumentis comprobat doctissimus Morinus de Pœnit., lib. 4, cap. 17, lib. 6, cap. 14 et 15. Tanti præterea momenti negotium æstimabatur ut peccatores dignam suoque reatui æquam subirent pœnitentiam, ut interdùm etiam Romani Pontificis eâ de re exquireretur sententia; et quandoque ad eumdem ipse reus remitteretur dijudicandus, quâ et quantâ pœnitentiâ à Deo atque ab Ecclesiâ reconciliationem consequi mereretur. Theodebertus Francorum rex Vigilium papam interrogavit quâ pœnitentiâ plectendus esset qui fratris sui uxorem duxerat; cui interrogationi Vigilius satisfecit epistolâ ad Cæsarium Arelatensem episcopum, quam habemus tom. 1 Concil. Galliæ, pag. 246. In concilio Lemovicensi anni 1031, tom. 6 Collectionis Harduini, part. 1, col. 891, decretum est: *Si episcopus parochianum suum cum testibus, vel litteris, Apostolico ad pœnitentiam accipiendam direxerit, ut multoties pro gravissimis fieri solet reatibus, in quibus episcopi ad dignam hæsitant pœnitentiam imponendam, hic talis licenter à Papâ remedium sumere potest;* ibidemque circa finem, factum narratur cujusdam militis Vasconis, qui, jubente Vasconum duce Sancio, seniorem suum occiderat, sed postea pœnitentiâ ductus episcopum adiit, à quo hoc accepit responsum: *Nescio tibi consilium ferre pœnitentiæ; sed vade quantocitius ad Papam Romanum. Si tibi ille pœnitentiam concedit, et ego gaudeo, et confirmo; si te ille abjecerit, nunquàm nec à me, nec ab aliquo invenies pœnitentiam.*

II. Quam autem aut episcopi, aut pontifices maximi certo crimini semel imponendam statuerant, pœnitentia in codicem referebatur, qui Liber pœnitentialis est nuncupatus, ut deinceps regula esset ad quam inferiores sacerdotes se conformarent; et, ne quisquam ab eâ recederet, episcopus in suâ synodo, atque in diœcesis visitatione, id potissimùm investigabat, an quilibet presbyter librum haberet pœnitentialem suæ diœcesis proprium, et an, secundùm quod ibi præscriptum erat, pro modo culpæ, pœnitentiam injungeret. Discimus id ex Burchardo, apud quem, lib. 1, cap. 94, inter ea quæ episcopi in diœcesanis synodis quærere debent, hoc interrogat. 58 continetur: *Est aliquis qui modum pœnitentiæ sibi injunctum non custodierit?* atque ex regione, suam canonum collectionem à modo exordiente visitandi ecclesias, ubi cap. 95 hæc singulis presbyteris ab episcopo aut archidiacono facienda proponitur interrogatio: *Si habeat Pœnitentiale Romanum vel à Theodoro episcopo, aut à venerabili presbytero Bedâ editum, ut, secundùm quod ibi scriptum est, interroget confitentem, aut confesso modum pœnitentiæ imponat.*

III. Multi ex hisce libris pœnitentialibus, ab episcopis exaratis, perierunt; atque utinam ille extaret quem accuratissimè conscripserat Cyprianus, ut ipsemet, epist. 52 ad Antonianum, testatur; inde enim exactissimæ priscorum Patrum in puniendis peccatis diligentiæ luculentum haberemus testimonium; sed, licèt plures ex illis desiderentur, plures tamen, sapientissimo Dei consilio, ad nos pervenerunt, ut ex illis discamus quinam fuerit in Ecclesiâ catholicâ veræ pœnitentiæ spiritus. Antonius Augustinus ad suam Juris canonici epitomam antiquum attexuit Pœnitentiale Romanum, in novem titulos distributum, in quibus varia recensentur criminum genera, atque ex conciliis, summorum Pontificum epistolis, ac Patrum sententiis, pœnitentiæ describuntur pro singulis imponendæ: et fortassè hic liber ille idem est quem Nicolaus I se misisse scribit ad Bulgaros, in responsione ad eorum quæsita, cap. 75: *Judicium pœnitentiæ, quod postulatis, episcopi nostri, quos in patriam vestram misimus, in scriptis secum utique deferent; aut certè episcopus qui in vobis ordinabitur, hoc, cùm oportuerit, exhibebit;* tom. 5 Collectionis Harduini, col. 378. Post Gratiani decretum in editione Romanâ habentur canones pœnitentiales, desumpti ex Summâ Astensi; eosdemque canones, à mendis purgatos, qui librariorum incuriâ in eos irrepserant, laudatus Antonius Augustinus adjecit libris pœnitentialibus, Romano, Bedæ, et Rabani, opportunis et eruditis notis à se exornatis. Alios antiquos libros pœnitentiales in lucem protulit Morinus, in Append. ad tract. de Pœnit.; alios evulgavit Martene, tom. 2, de antiq. Eccles. Ritib.; liber ven. Bedæ de Remediis peccatorum, editus est tom. 6 Concilior. Collectionis Labbeanæ; Capitulare Theodulfi episcopi Aurelianensis, publici juris fecit Baluzius, tom. 7 Miscellaneor., pag. 21; Muratorius binos Pœnitentiales ex Italicis deprompsit bibliothecis, alterum scilicet ex codice MS. capituli canonicorum Veronensium, alterum ex codicibus MS. monasterii Bobiensis, atque ambos edidit tom. 5 Antiquit. Ital. medii ævi, dissert. 68. S. Carolus Borromæus non solùm vulgatos canones pœnitentiales, sed innumeros alios, ex antiquis conciliis aliisque libris pœnitentialibus in unum collegit, per decem distribuit Decalogi præcepta, eorumque lectionem summoperè sacerdotibus commendavit. Eamdem verò S. Caroli collectionem, ad sacerdotum Pœnitentiæ Sacramentum administrantium instructionem, denuò typis Romanis imprimi jussit Gaspar cardinalis Carpineus tempore pontificatûs Innocentii XII, cujus erat in Urbe vicarius.

IV. Jam verò, si episcopus in suâ synodo antiquos canones pœnitentiales renovaret, suisque constitutionibus annecteret, animo inducendi confessarios ad pœnitentias imponendas quæ pro unoquoque crimine sunt in illis præscriptæ, non solùm rigidissimæ ethices sectatorem se ostenderet, sed rem planè impossibilem tentaret; etenim hâc nostrâ lutulentâ ætate, quâ fideles à pristino morum nitore et sanctitate defecerunt, tot interdùm gravissimis scelcribus onerati ad sacramentale forum quidam accedunt, ut, si iisdem secundùm antiquos canones pœnitentiales foret injungenda pœnitentia, hæc ad tot annos esset protrahenda, qui integrum eorumdem vitæ cursum non exæquarent modò, sed excederent; quod in cit. dissert. benè ponderavit Muratorius.

V. At, si episcopus suis synodalibus constitutionibus canones inserat pœnitentiales, vel eorumdem studium, et cognitionem sacerdotibus suadeat, aut etiam præcipiat, non ut illos, jam à multis seculis obsoletos, ad usum revocet, sed duntaxat ut eorumdem notitia confessariis prodesse queat, ad aliqualem proportionem servandam inter diversas peccatorum species et pœnitentiam pro singulis imponendam; ac præterea ut iidem confessarii inde argumentum de-

sumant ad aperiendum pœnitentibus admissorum scelerum gravitatem, quæ tam longâ, tam asperâ, tamque formidandâ vindictâ, etiam in hâc vitâ, ab Ecclesiâ coercebantur; si, inquam, hoc tantùm consilio id ab episcopo fiat, statim constitutiones synodales inclamare, turbas ciere, clerum et populum adversùs eas concitare (quod aliquando factum scimus), res planè intolerabilis est, atque à nullo cordato viro ferenda. Enimverò quam reprehensionem meretur episcopus qui plurimùm et sanctitate et doctrinâ præstantium præsulum vestigia premit? Quid à S. Carolo hâc in re gestum fuerit, jam audivimus. Quid alii fecerint antistites, mox subnectemus.

VI. In famigeratis constitutionibus Matthæi Giberti, episcopi Veronensis, ecclesiasticæ disciplinæ ante Tridentinam synodum instauratoris solertissimi, cap. 18, tit. 6. statuitur : *Confessarii canones pœnitentiales quasi quasdam regulas ediscant.... ut sciant illos postea sapienter et discretè moderari, secundùm peccati circumstantias, et contritionis qualitatem.* Joannes Franciscus Bonhomius Vercellarum episcopus, qui floruit post Tridentinum, in suis generalibus decretis ecclesiasticæ reformationis, pag. 213, loquens de confessario, ait : *Canonesque item pœnitentiales rectè memoriâ teneat, ut singulis criminibus congruam satisfactionem injungere valeat, simulque ipsis pœnitentibus, ut promptiùs ac libentiùs, quod jussi erunt ipsi præstent, diligenter exponat quàm benignè hodiè Ecclesia sancta gravissimas antiquorum canonum pœnas in mitiores commutandas esse censuerit.* Hoc ipsum à Catechismo Romano ad tit. de Pœnit. hisce verbis insinuatur : *Ut pœnitentes suorum scelerum gravitatem magis agnoscant, operæ pretium erit eis interdùm significare quæ pœnæ quibusdam delictis, ex veterum canonum præscripto, qui pœnitentiales vocantur, constitutæ sint.* In concilio provinciali Florentino, habito anno 1518, atque à Leone X confirmato ; pag. 120 et seq., integri referuntur antiqui canones pœnitentiales, quibus hæc præfiguntur verba : *Hi sunt pœnitentiales canones quos hìc in fine subnectendos duximus ad sublevandam simplicium clericorum imperitiam, ut, cùm viderint certam à jure pœnitentiam imponi, ipsi meliùs arbitrium suum informare possint, quomodò, attentis confessione, fletu, lacrymis, et dolore, dispositione, et facultate confitentium, pœnitentias salubriter moderari possint : nam qualitas temporum nostrorum, in quibus non solùm merita, sed et corpora defecerunt, non patitur rigorem antiquorum canonum permanere; sed necesse est illum à discreto sacerdotis judicio temperari.* In synodo Amerinâ, habitâ anno 1595 ab episcopo Antonio Mariâ Gratiano, cap. 146, legitur : « Pœnitentialium canonum jure impositas singulis scleribus pœnas pœnitentiasque nôsse confessoribus perutile fuerit, cùm ut ex iis ipsi meliùs certiùsque statuere valeant quæ cuique peccato definienda pœnitentia sit, tum ut pœnitentes ipsi à confessoribus de prisci moris severitate edocti, quantò nunc benigniùs cum illis pia mater Ecclesia agat intelligentes, hanc saltem ei gratiam referant, ut peccatorum consuetudine ob id diligentiùs abstineant. » In synodo Pragensi, celebratâ anno 1605, et jussu cardinalis episcopi de Harrac recusâ anno 1650, tit. de Pœnit., dicitur : « Confessarii canones pœnitentiales memoriæ mandent, ut singulis criminibus congruam satisfactionem injungant. » In synodo Osnabrugensi anni 1628, cap. 17, habetur : *Requiritur in sacerdote scientia canonum pœnitentialium.* Similes episcoporum Italiæ synodales constitutiones recensentur à Genetto, tom. 4, Theolog. moral., tract. 6, cap. 7 : videlicet, Cosmæ de Torres, episcopi Perusini ; cardinalis Jacobi Sabelli, archiepiscopi Beneventani ; cardinalis Joannis Baptistæ Lenii, episcopi Ferrariensis ; ven. servi Dei cardinalis Pauli de Aretio, episcopi Placentini; cardinalis Bonifacii Cajetani, archiepiscopi Tarentini ; cardinalis Cybo, sacri collegii decani, episcopi Veliterni; cardinalis Jacobi Boncompagni, decessoris nostri in archiepiscopâtu Bononiensi.

VII. Quæ autem hucusque dicta sunt de pœnitentialium canonum utilitate, pluribus argumentis confirmat cardinalis de Aguirre, ad can. 11 et 12 concilii Toletani III, tom. 2 Collect. maxim. concilior. Hispan., eaque nituntur etiam auctoritate D. Thomæ, qui, quod lib. 3, quæst. 13, art. 1, docet quidem non esse nunc pœnitentiam præscribendam ad exactam normam antiquorum canonum, sed simul expedire ait ut confessarius pœnitenti significet quanta pœnitentia pro singulis ab ipso perpetratis flagitiis expiandis esset olim ab Ecclesiâ definita : *Videtur satis conveniens quòd sacerdos non oneret pœnitentem gravi pondere satisfactionis : quia, sicut parvus ignis à multis lignis superpositis de facili extinguitur, ita posset contingere quòd parvus affectus contritionis in pœnitente nuper excitatus, propter grave onus satisfactionis extingueretur, peccatore totaliter desperante. Unde meliùs est quòd sacerdos pœnitenti indicet quanta pœnitentia esset sibi pro peccatis injungenda, et injungat sibi nihilominùs aliquid quod pœnitens tolerabiliter ferat, ex cujus impletione assuefiat ut majora impleat, quæ etiam sacerdos sibi injungere non attentâsset; et hæc, quæ præter injunctionem expressam facit, accipiunt majorem vim expiationis culpæ præteritæ ex illâ generali injunctione quâ sacerdos dicit : Quidquid boni feceris, sit tibi in remissionem peccatorum.*

VIII. Licèt autem unicuique canones pœnitentiales ad eum finem, quem hucusque indicavimus, percurrenti facilè pateat quàm graves olim fuerint pœnitentiæ à peccatoribus subeundæ; attamen, quis crederet? non defuerunt, qui aliquem ex iisdem canonibus laxitatis nomine ausi sint reprehendere. De canone loquimur ex Urbani II epistolâ desumpto, quem referunt Baronius in Annalibus ad annum Christi 1089, num. 11, et Gratianus, causâ 23, quæst. 5, can. *Excommunicatorum;* in quo nempè modica et levis pœnitentia præscribitur ei qui excommunicatum occiderit. En canonis verba : *Excommunicatorum interfectoribus, prout in Ordine Ecclesiæ Romanæ didicistis, secundùm intentionem, modum congruæ satisfactionis injunge. Non enim eos homicidas arbitramur, quos adversùs excommunicatos, zelo catholicæ matris ardentes, aliquos eorum trucidâsse contigerit. Ne tamen ejusdem Ecclesiæ matris disciplina deseratur, eo tenore quem diximus, pœnitentiam eis indicito congruentem, quâ divinæ simplicitatis oculos adversùs se complacare valeant, si fortè quid duplicitatis, pro humanâ fragilitate, in eodem flagitio incurrerint.* Hunc textum illustrans cardinalis de Turrecrem., in Comment. scribit quòd si quis vero zelo ductus excommunicatum occiderit, nullam meretur pœnitentiam ; cui tamen subjiciendus est saltem ad cautelam, si dubitetur eum odio vel irâ ad id impulsum fuisse.

IX. Ut autem intelligatur nihil esse in relato canone quod veteri canonicæ severitati repugnet, prænotandum est communes olim fuisse, ex deplorabili temporum corruptelâ, privatas quasdam inimicitias, quæ non solùm inter eos quibus præcipua illarum causa intercedebat, sed etiam inter eorum consanguineos et affines gerebantur, et diris modis exercebantur. Hæ vocabantur *faidæ;* deque iis fusè agit du Cangius in Glossario ad scriptores mediæ et infimæ latinitatis, edit. Paris. 1733, in verb. *Faida*, et in dissertatione ad Joinvillam de privatis Bellis. Porrò circa medium seculi XI utraque potestas, ecclesiastica nimirùm et secularis, ut privatas hasce inimicitias, seu potiùs privata bella, ex quibus tot hominum strages ac bonorum devastationes oriebantur, de medio tollerent, conjunctis viribus plura moliri cœperunt. Quæ cùm ad tantum malum penitùs extirpandum non sufficissent, ut illud saltem intra modum aliquem coercerent, certos per hebdomadam dies præfinierunt, quibus ab homicidiis atque rapinis cessandum abstinendumque esset, qui dies *treugæ Domini* appellati fuerunt ; ut videre est apud Pagium, Critic. in Annal. Baronii ad ann. Christi 1034, num. 3 et 4, et apud Gonzalez, in cap. *Treugas*, qui est Alexandri III, de Treugâ et Pace, num. 9. Has igitur treugas Domini infringentes excommunicationis sententiam incurrebant. Cùm autem Urbanus II pontifex in præcitatâ suâ decretali de iis

loquatur, qui hujusmodi violatores, et ob id excommunicatos, interfecissent, neque verò dispositionem suam ad alios quoramcumque excommunicatorum interemptores extendat (id quod ab aliquibus male creditum fuit), satis patet non eum descivisse ab antiquâ disciplinæ severitate adversùs homicidas, sed prudenti moderatione ecclesiasticam legem attemperàsse juxta temporum circumstantias, quæ id maximè postulabant, ut impuniti non abirent violatores treugæ Domini, per quam unicè privatorum bellorum calamitatibus modus aliquis afferri poterat. *Si raptores istos, pacisque violatores, ab utrâque potestate proscriptos, occidi contingeret à quoquam privato, zelo justitiæ; non homicidii pœnâ canonicâ et ordinariâ, sed leviori et remissiori satisfactione culpam illam diluendam docet Urbanus II, qui de hoc solo genere excommunicatorum intelligendus est, non autem de omnibus excommunicatis, ut quidam sibi malè feriati persuaserunt. Cujus interpretationis eò lubentiùs hìc memini, quod eâ levari posse mihi videatur invidia quæ, ob textum hunc malè intellectum, creari solet adversùs summos Pontifices.* Ita scribit Petrus de Marca, de Concord. sacerd. et imper., l. 4, c. 14, n. 3.

CAPUT XII.

A nimiæ severitatis notâ vindicatur synodalis constitutio quæ mulieribus vetat vanos ornatus, cùm ad Pœnitentiæ et Eucharistiæ Sacramenta accedunt.

I. Duo gravissimi theologi sapienter admodùm et doctè de mulierum ornatu agunt. S. Thomas, 2-2, quæst. 169, art. 2, docet mulierem quæ eo fine se ornat ut intuentes ad libidinem provocet, lethale peccatum committere. Admittit quidem licitè uti posse ornatibus eam quæ matrimonio juncta est, si modò id faciat ut placeat viro suo, ne is alienas mulieres concupiscat, sed ipsius tantùm amore contentus sit; at quæ mulieres neque nuptæ sunt neque nubere volunt, si tali ornatu virorum amorem sibi conciliare in animo habeant, lethaliter eas peccare idem S. doctor affirmat; cæterùm, si levitate quâdam ad se ornandas ducantur, venialem tantùm culpam contrahere. Deinde in responsione ad secundum, ubi de fuco agit, quo mulieres quædam faciem pingere consueverunt, statuit eas etiam gravi se scelere obstringere, *si propter lasciviam, vel in Dei contemptum*, hujusmodi pigmentis utantur; et tamen, pro eâ quâ præstat judicii æquitate, distinguit inter eum casum, cùm mulier fuco utitur ut speciosa ac pulchra appareat, quæ reverà pulchra ac speciosa non est: et alterum, cùm fuco ac figmento obducere duntaxat intendit vitium aliquod corporis atque deformitatem, quæ morbo aliquo seu aliâ fortuitâ causâ ei advenit; atque in hoc secundo casu peccatum saltem lethale mulierem non admittere existimat.

II. Iisdem vestigiis insistit S. Antoninus, in Summâ, part. 2, tit. 4, cap. 5, de Præsumptionib., § 5 et § 8, ubi de muliebri ornatu disserit, qui rariùs in singulis regionibus aut locis in usu est; et quidem, si pravo animo ac consilio eos ornatus mulieres adhibeant, lethale; si verò vanitatis potiùs causâ id faciant, veniale peccatum eas committere, ait. Verùm, cùm accidere posse prævideat ut qui oculum adjicit sic comptæ et ornatæ mulieri, non tam hujus culpâ quàm vitio suo ad concupiscentiam inflammetur, prudenter animadvertit quòd, dùm intentio ac mens mulieris improba non est, peccati occasio accepta potiùs dici debet, quàm data. Sylvius tamen, in comment. ad citatum articulum S. Thomæ, optimè monet quòd, quando ornatus illi justis modestiæ finibus non continentur, licèt patrio more et consuetudine excusari dicantur, nihilominùs *confessariorum et concionatorum est prudenter operam dare stultis ejusmodi consuetudinibus extirpandis.*

III. Duorum, quos hìc adduximus, theologorum, doctrinâ et sanctitate insignium, sententiam auctoritatemque libentissimè sequimur; ac prudentissimo quoque Sylvii consilio facilè assentimur. Neque verò episcopo suaderemus ut eam provinciam plenam laboris atque periculi susciperet, ut synodalibus constitutionibus unum aut alterum muliebrem ornatum proscriberet. At, si mulieribus graviter præcipiat ne vanis ornatibus comptæ ad ecclesiam se conferant, multòque magis si eisdem ad Sacramenta Pœnitentiæ et Eucharistiæ accedere prohibeat, nisi omni vanitate depositâ, ac, pectore præsertim operto, decenter compositæ incedant; tum certè, si constitutioni synodali (ut aliquando evenisse novimus) aliqua severitatis duritiæque nota inuratur, negligi omninò hæc debebit, neque bonæ necessariæque legi præsidium denegabitur, quo debitam executionem sortiatur.

IV. S. Paulus apostolus, Epist. 1 ad Corinth., cap. 11, mulierem, dùm Deum orat, velo caput suum obtegere jubet, *propter angelos*. Hunc Apostoli locum interpretantes Estius, Cornelius à Lapide, et Calmet, qui etiam concordes citant aliorum interpretum sententias, existimant mulieribus Apostolum præscripsisse ut caput velo obducerent in argumentum suæ ipsarum modestiæ ac pudoris, præcipuè verò cùm sacra mysteria celebrantur, ob reverentiam quam erga bonos angelos adhibere debent, qui semper in templo præstò sunt, et sacris altaribus astant. Sed ut ex ecclesiasticæ potissimùm disciplinæ praxi justum de hâc re judicium efformari valeat, si à sanctissimis, qui ante nos fuerunt, episcopis, quique optimi regiminis laude magnoperè celebrantur, passim in synodis statutum fuisse constét ut mulieres ecclesiam ingredientes, multòque magis ad Sacramenta accedentes, abstineant omninò à vanis ornatibus, et vestimentorum luxu qui christianam modestiam dedecet; ecquis erit qui similia statuta atque decreta, ab egregio aliquo ætatis nostræ episcopo edita, veluti inauditæ severitatis speciem referentia damnare audeat, aut vituperare?

V. Porrò S. Carolus Borromæus non semel hâc in re quid observandum sit edixit, id est, part. 4 Actor., pag. 514 et seq., et pag. 718, atque in concilio provinciali I, part. 2 constitutionum, Actor. part. 1, pag. 8, quibus in locis observare est quomodò mulieribus vetet ne vestibus plus æquo splendidis, aut diffluentibus, atque caudatis utantur, ne capillos calamistris intorqueant, vultum fuco deliniant, præcipuè verò ne ad Sacramenta accedant pectus apertum habentes, aut tenuissimo velo involutum; cùm ita undequàque coopertas eas esse velit, ut nihil nudatum, præter vultum, appareat. Ibidem videre licet quo pacto illas à Sacramentorum usu repelli omninò jubeat, si fortè dissimili ratione et modo ad ea accedant. Videatur etiam synodus auctoritate Apostolicæ Sedis celebrata ab episcopo Atrebatensi anno 1636, et à Sylvio loco superiùs citato commemorata, in quâ similiter mulieribus districtè præcipitur ne ad ecclesias se conferant, neve ad Pœnitentiæ et Eucharistiæ Sacramenta accedant, *gutture et pectore discoopertis*. Italicas etiam nostrates synodos videre licet: Amerinam scilicet, ab Antonio Mariâ Gratiano episcopo habitam anno 1595, cap. 77; Farfensem, à cardinali Carolo Barberino coactam anno 1685, cap. 9; Æsinam, à cardinali Petruccio celebratam eodem anno, tit. 14; Nonantulanam, à cardinali de Angelis abbate congregatam anno 1688, cap. 12; Fulginatensem, ab episcopo Baptistellio convocatam anno 1722, cap. 19, num. 5; et hæc quidem synodus ultimo loco memorata, cùm à quibusdam immeritò carperetur, in contradictorio judicio propugnata est ac vindicata, quo tempore nos in minoribus constituti munere secretarii congregationis concilii fungebamur, ut alibi diximus. Quòd si tot tantosque præsules S. Caroli Borromæi legibus et institutis miro consensu inhærentes, immodicæ severitatis arguere temerarium esset, sequitur ut aliorum quoque constitutiones, in quibus similia jubeantur, eo nomine reprehendere sine temeritatis vitio non liceat.

VI. Denique nullo pacto prætermittendum est celebre edictum, jussu ven. Dei servi Innocentii papæ XI promulgatum, confirmatumque à sanctæ memoriæ Clemente XI, die 5 julii 1713, quo disertis verbis prohibetur ne ad sancta Sacramenta, præsertim Pœnitentiæ et Eucharistiæ, illæ mulieres admittantur, quæ cum debitâ modestiâ ad ea non accedunt, quæque

humeros pectusque veste, seu panno, aliove integumento, quod translucidum non sit, opertum non habent. Quæ quidem edicta, licèt per organum cardinalis Urbis vicarii proposita, ab iis pontificibus uti Romanæ urbis episcopis tantummodò lata fuerint, possunt tamen et debent pro regulâ et exemplo à cæteris episcopis haberi et suscipi; ut, cùm eorum normam secutos se esse ostenderint, opposita ipsis nimiæ severitatis nota continuò evanescat.

CAPUT XIII.

Exemplis ostenditur quænam sit severitas in synodalibus constitutionibus evitanda; et singulatim disseritur de constitutione prohibente usum tabaci ante eucharisticam communionem; atque expenditur alia constitutio quâ interdicitur clericis ne secularium patrocinio et favore ecclesiastica beneficia assequi studeant.

I. In superiùs citato concilio provinciali Mexicano, habito anno 1585, quod cardinalis de Aguirre, in præfat. ad tom. 4 Concilior. Hispan., num. 16, à Sede Apostolicâ approbatum affirmat, lib. 3, tit. 15, § 13, cit. tom. 4, pag. 556, ita cautum legitur: *Ob reverentiam quæ Eucharistiæ percipiendæ exhibenda est, præcipitur ne ullus sacerdos ante missæ celebrationem, aut quævis alia persona ante communionem, quidquam tabaci, picietive, aut similium, medicamenti causâ per modum fumalis evaporationis, aut alio quovis modo percipiat.* Haud absimile edictum anno 1642 promulgavit cardinalis Borgia archiepiscopus Hispalensis, quo sub pœnâ excommunicationis latæ sententiæ jussi sunt sacerdotes à tabaci usu abstinere, unâ ante missæ celebrationem, alterâ post eamdem celebratam horâ.

II. His suffulti auctoritatibus, Clericatus, de Sacram. Euchar., decis. 54, num. 12, cas. 2; Natalis Alexander, in Theolog. dogmat. et moral., tom. 1, in append. 1 variar. Epistolar., epist. 45; Sarnellus episcopus, tom. 6 Epistol. ecclesiastic., epist. 30; Hurtado, Resol. moral. tom. 2, tract. 11, cap. ultim., docuerunt oportere ac decere ut episcopi in suis synodis edicant ut à nemine ante missæ celebrationem, aut sanctissimæ Eucharistiæ perceptionem, tabaci folium mandatur, quod à plerisque fit ad sputa et phlegmata ex ore projicienda, aut illius fumus attrahatur, vel in pulverem redactum naribus ingeratur; quia valdè indecens illis visum est ut quis ore et naribus tabaco conspurcatis, ejusque redolens graveolentiam, ad sanctissimam accedat Eucharistiam. Fuerunt præterea qui tabaci usum ante accessum ad sacram communionem jam omnibus ab Ecclesiâ vetitum putârunt, eo quòd etiam illius fumus in os injectus, et pulvis naribus attractus, jejunium frangat naturale. Ita quippe opinati sunt Alphonsus de Leone, in Quæst. moral. de Chocolate, part. 2, § 4, num. 10 et seq., et Lezana, tom. 3, verb. *Eucharistia*, num. 10. Sed istorum opinio confutata est à Pasqualigo, in Praxi jejunii, decis. 438; Dianâ, in Edit. coord., tom. 2, tract. 1, resol. 121; Hurtado, cit. loc., num. 393, et cardinali de Lugo, Respons. moral. lib. 1, dub. 9; siquidem nec tabaci fumus, nec pulvis naribus ingestus, est vera comestio, aut potatio, quibus duntaxat naturale jejunium solvitur. Aliqua tamen difficultas adhuc remanet de tabaci folii masticatione, quâ naturale jejunium violari, si aliquid succi ex illo expressi in stomachum trajiciatur, tanquàm certum asserit citatus de Leone, cui etiam Pasqualigus et Diana consentiunt, dummodò non fortuitò, et præter intentionem id contingat. Sed addit Hecquet, in suo tract. de Dispensat. quadragesim., tom. 2, part. 3, cap. 18, nunquàm fortuitò, sed necessariò id evenire; siquidem qui tabaci folium dentibus conterit, id ipsum animo intendit, ut scilicet illius succo stomachus à pituitâ et phlegmate abstergatur. Ex adverso autem Zacchias, Quæst. medico-legal. lib. 9, tit. 7, quæst. unic., num. 33, citatus cardinalis de Lugo, num. 5 et seq., eoque teste, plures theologi Neapolitani, ab ipso interrogati, censent nullâ ratione per tabaci masticationem frangi jejunium naturale, quia ejus succus, quanquàm in stomachum delabatur, non est aptus ad nutriendum, sed duntaxat ad stomachi fibras irritandas.

III. Verùm quidquid sit de hâc quæstione, quam in medio reliquimus, de solo agentes tabaci fumo, aut pulvere naribus attracto, illud idem hìc repetimus, quod jam lib. 10, cap. 3, num. 2, prænotavimus, nimirùm nequaquàm hodiè expedire ut illius usus sub censurarum pœnâ interdicatur: etenim, quanquàm olim quamdam præ se ferret turpitudinem atque indecentiam, propter quam Innocentius X et Innocentius XI excommunicatione perculerunt quotquot tabacum sumere auderent intra Vaticanam basilicam, atque Urbanus VIII sub eâdem pœnâ idem antea fieri vetuerat intra ecclesias diœcesis Hispalensis; hodiè tamen, cùm à communi consuetudine sit adeò cohonestatus, ut nulli prorsùs scandalum præbeat, aut admirationem causet, quod benè perpendit Lazarus Benedictus Migliorucius, Instit. jur. canonic. tom. 1, pag. 187, nimiùm profectò severum se præberet episcopus, si Mexicanæ aliarumque similium synodorum vestigiis insistens, aut omnibus ante sacræ Eucharistiæ perceptionem, aut solis sacerdotibus ante missæ celebrationem tabacum interdiceret, adjectâ præsertim in transgressores censurarum pœnâ. Quapropter, cùm nos in minoribus constituti, sacræ congregationis concilii secretarii munus obiremus, semper episcopis auctores fuimus ut ejusmodi constitutionem, jam aliquando formatam, à suis synodis subtraherent, ne nimii rigoris notam incurrerent, aditumque aperirent subditorum querelis ad sacram congregationem concilii deferendis; quod multò magis iisdem consulendum ducimus, postquàm sanctæ memoriæ Benedictus XIII, exploratum habens à tabaci usu omnem nunc abesse inhonestatem atque indecentiam, illum sumere permisit intra Vaticanam basilicam.

IV. Alia nimii rigoris exempla nobis suppeditant sæpiùs in hâc lucubratione commemorata decreta synodalia episcopi Midensis. Inter ea, quod decimum erat in ordine, præter infamiæ notam, atque etiam excommunicationem ipso facto incurrendam, ad officium aut beneficium assequendum statim inhabilem decernebat quicumque, sive secularis sive regularis, pro illo aut obtinendo aut retinendo potestatis secularis auxilium et patrocinium postulâsset. Undecimum verò decretum, ad ordinarii arbitrium, suspensum pronuntiabat, qui pro eodem pariter beneficio retinendo aut obtinendo, modò illud non esset jurispatronatûs, commendatitiam epistolam à quocumque laico ad suum ordinarium impetraret. De hujusmodi decretorum firmitate, in sacrâ congregatione concilii, ad quam à sacrâ congregatione de propagandâ Fide remissa fuerant, examinandâ, actum est die 24 augusti 1686, et decisum, revocanda, eò quòd nimio essent rigore conspersa, onusque imponerent intolerabile. Equidem S. Carolus Borromæus, quem nemo certè dicet plus æquò indulgentem, aut ecclesiasticæ disciplinæ in suâ provinciâ stabiliendæ minùs studiosum, ad eumdem eradicandum abusum, cui Midensis episcopus obviare voluerat, in suo primo concilio provinciali Mediolanensi, part. 2, Act. eccles. Mediolan. part. 1, pag. 14, decretum formavit longè suavius, hisce verbis conceptum: *Qui beneficium ecclesiasticum vacans multis et ambitiosis precibus per se vel per alios petierit, eo facto ita reddatur indignus, ut per biennium in eum neque illud, neque aliud beneficium conferri possit.* Nulla hìc à S. Carolo irrogatur excommunicatio, nulla inuritur suspensio; non perpetuâ, sed temporariâ, ad duos tantùm annos duraturâ, inhabilitate ad beneficium assequendum afficitur, qui non unâ officiosâ epistolâ, sed multis iteratis atque ambitiosis precibus illud ab episcopo conatur extorquere. Si intra eosdem limites se continuisset episcopus Midensis, nimii rigoris notam profectò evasisset.

CAPUT XIV.

Non potest à nimiâ severitate excusari synodalis constitutio adigens seculares ad missam Deique verbum audiendum in ecclesiâ parochiali omnibus dominicis aliisque festis diebus.

I. Inter easdem Midenses constitutiones quinta seculares omnes adigebat ad audiendam missam parochialem dominicis aliisque solemnioribus festis diebus, atque inibi Dei verbum auscultandum, fideique rudimenta addiscenda. Sexta prohibebat regularibus ne monitionibus atque hortationibus plebem à parochiali ad suas evocarent ecclesias, ut prædictis diebus missæ sacrificio ac concioni in illis interessent. Septima denique declarabat unu quemque teneri tempore paschali atque in mortis articulo sua peccata confiteri proprio parocho vel alteri sacerdoti ab eodem parocho delegato.

II. Etiam hujusmodi constitutiones discussæ fuêre in præfatâ congregatione, atque conclusum septimam esse delendam; quintam autem et sextam ita mitigandas, ut per eas monerentur quidem, non autem cogerentur fideles missæ et concioni in parochiali ecclesiâ adesse. Etenim, ad istarum primam quod attinet, diù multùmque olim disputatum fuit quinam sit *proprius ille sacerdos*, cui tempore paschali ab unoquoque fideli peccata aperienda præcepit Innocentius III in concilio generali Lateranensi, can. 21, relato in cap. *Omnis utriusque sexûs*, de Pœnit. et Remiss., inquiens : *Omnis utriusque sexûs fidelis, postquàm ad annos discretionis pervenerit, omnia sua solus peccata, saltem semel in anno, fideliter confiteatur proprio sacerdoti.* Joannes Launoius, in libro qui inscribitur : *Explicata Ecclesiæ traditio circa canonem : Omnis utriusque sexûs*, prolixè hoc argumentum versans, pluribus probat *proprii sacerdotis* nomine parochum designari. Verùm, quanquàm nemo id audeat inficiari, nemo tamen, salvâ fide, negare potest etiam summum Pontificem in totâ Ecclesiâ, et episcopum in commissâ sibi diœcesi proprium esse sacerdotem, qui fidelium confessiones excipere, ac facultatem illas excipiendi alteri delegare valeat; siquidem, uti nos ipsi, in nostrâ instit. 18, prænotavimus, qui oppositum sentiret, in errores incideret Joannis de Poliaco proscriptos à Joanne XXII, apud Raynaldum ad annum 1321, à num. 20 usque ad 38. Temerè quippe affirmaverat Poliacus quòd *stante* OMNIS UTRIUSQUE SEXUS *edicto in concilio generali, Romanus Pontifex non possit facere quòd parochiani non teneantur omnia peccata sua semel in anno proprio sacerdoti confiteri, quem dicebat esse parochialem curatum;* et rursùs, quòd *Papa non potest dare potestatem generalem audiendi confessiones, imò nec Deus, quin confessus habenti licentiam, teneatur eadem confiteri proprio sacerdoti.* Hosce autem errores, auditis priùs theologorum suffragiis, damnavit Joannes XXII, et, ne eosdem quisquam deinceps docere, defendere et disseminare præsumeret, districtè vetuit constitutione editâ Avenione 8 kalendas augusti, sui pontificatûs anno 5, easdemque assertiones, iterùm à nonnullis vindicatas, confixit Alexander V, anno 1409, constitutione quæ incipit : *Regnans in excelsis.* Sed nihilominùs adhuc remanet controversia an præfata facultas, quam nullus Catholicorum summo Pontifici atque episcopis adjudicat, ita ab illis delegetur aliis sacerdotibus, ut velint à fidelibus, peccata sua tempore Paschatis istis aperientibus, satisfieri canoni *Omnis utriusque sexûs.* Negârunt quamplures ex antiquis, quos tamen strenuè confutârunt S. Thomas, opusc. contra impugnantes religionem; S. Bonaventura, tract. *Quare fratres Minores prædicent, et confessiones audiant;* Joannes Gerson, de Statu privilegiatorum, considerat. 5, 6 et 7; Ægidius Carlerius, in 4 Sent., dist. 17; Adrianus, in 4, quæst. 5, de Confessione; etenim, aiebat Adrianus, *quemadmodùm proprii licentia sacerdotis sufficit quominùs juxta præceptum concilii generalis teneatur confiteri proprio sacerdoti, ita sufficere videtur licentia episcopi, summi pontificis, aut eorum quibus ad hujusmodi negotia commiserunt suam potestatem, ut est vicarius episcopi, et pœnitentiarius Papæ.*

III. Sed tot tantorumque doctorum auctoritate, cui etiam totius christiani orbis suffragatur consuetudo, minimè perterriti aliquot recentiores auctores, non dubitârunt dimicare pro necessitate confessionis faciendæ proprio parocho; inter quos Bonaventura Basseau, in suo Theophilo parochiali, part. 4, art. 15; Juenin, de Sacram., diss. 6, quæst 5, cap. 4, art. 3, § 1 et 2, et Van Espen, Jur. eccl. univ. part. 2, tit. 6, cap. 5, quibus in locis præterea contendunt eam quoque esse synodorum Galliæ, totiusque Gallicani cleri sententiam. Verùm istorum argumenta pervertit Natalis Alexander, Hist. eccles., dissert. 4, ad sec. XIII et XIV, ubi insuper pluribus allatis monumentis evidenter demonstrat Ecclesiam Gallicanam longè aliud sensisse quàm isti venditent auctores; enimverò concilium provinciale Rotomagense anni 1581, cap. 37; concilium provinciale Aquense anni 1585, tit. de Pœnit., et Cameracense anni 1586, regulares ab episcopo approbatos, secularium confessiones paschali tempore audire posse apertè docuêre; idemque perspicuis verbis declarârunt diœcesanæ synodi Tolosana anni 1530, Claromontana anni 1538, Suessionensis anni 1571, et Lugdunensis anni 1577. Cœtus autem totius Gallicani cleri satis luculenter mentem suam aperuit, cùm 25 aprilis anni 1683 librum approbavit, quem pro confessione factâ cuilibet sacerdoti, ab episcopo approbato, scripserat P. Bagottus, societatis Jesu presbyter, aliumque proscripsit contra Bagotti doctrinam evulgatum.

IV. Accedunt constitutiones summorum Pontificum. Clemens VIII, apostolicis litteris, anno 1592 ad Belgas datis, omnibus fidelibus licitum pronuntiavit, Quadragesimæ, Paschatis et alio quovis tempore, religiosis Mendicantibus, presbyteris societatis Jesu, et aliis privilegiatis confiteri, dummodò ab ordinariis fuerint approbati; præcepitque archiepiscopo Cameracensi et episcopo Atrebatensi ut parochos in officio continerent, ne prohiberent plebem sibi subditam, quominùs regularibus tempore paschali confiteretur : *Præsenti nostro decreto, alt, sancimus, tam dictis fratribus Mendicantibus et presbyteris dictæ societatis Jesu, quàm aliis privilegiatis prædictis, quibus id à Sede Apostolicâ indultum est, idoneis tamen et ab ordinario approbatis, peccata sua, etiam quadragesimali, et paschali, et quovis alio tempore confiteri licitè posse; dummodò tamen iidem seculares Christi fideles Sacramentum Eucharistiæ die festo paschalis Resurrectionis in propriâ parochiâ ab eorum parocho sumant.* Eamdem porrò controversiam iterùm excitatam inter archiepiscopum Burdigalensem et regulares, Innocentius X, constitutione editâ 7 idus februarii, anno 1645, incipiente : *Exponi nobis*, definivit : *Non potest archiepiscopus Burdigalensis prohibere regularibus habentibus privilegia apostolica, ne à dominicâ Palmarum usque ad dominicam in Albis inclusivè administrare valeant personis secularibus Sacramentum confessionis.*

V. Utramque constitutionem eludere tentat citatus Juenin, inquiens à Clemente VIII atque Innocentio X definiri quidem integrum esse Christi fidelibus confiteri regularibus, à locorum ordinariis legitimè approbatis, quovis tempore, etiam paschali; nequaquàm autem decerni per confessiones regularibus factas fieri satis canoni *Omnis utriusque sexûs.* At vanum hoc esse effugium, ad pontificia declinanda decreta adinventum, nemo non videt. Etenim, quia seculares tempore paschali, solâ exceptâ dominicâ Resurrectionis, sanctissimam Eucharistiam liberè percipere possunt in ecclesiis regularium, eam tamen inibi percipientes, non satisfaciunt præcepto annuæ communionis, quod superiori lib. 9, cap. 16, num. 3, ostensum est; idcircò Clemens VIII id in suo decreto expressè cautum voluit. Idem itaque declarâsset, si per confessionem factam regularibus annuæ confessionis præcepto satisfieri noluisset. Denique nullam similem interpretationem patitur constitutio Clementis X, incipiens : *Superna*, promulgata 11 kalend. junii anni 1670, quâ conceptis verbis decernitur, qui paschali tempore regularibus ab episcopo approbatis sua peccata aperiat, satisfacere canoni *Omnis utriusque sexûs : Eos*, inquit, *qui dictis religiosis, simpliciter approbatis, paschali tempore confessi fuerint, constitutioni*

quæ incipit : Omnis utriusque sexûs, *quoad confessionem duntaxat, satisfecisse censendos.* In eâdem insuper constitutione definivit idem pontifex fas esse fidelibus ægrotantibus, absque aliâ aut episcopi aut parochi licentiâ, sacramentalem confessionem peragere apud regularem jam semel ab episcopo approbatum, hâc tantùm adjectâ lege, ut regularis qui infirmi confessionem excepit, teneatur de illâ certiorem facere ejusdem infirmi parochum : *Regulares simpliciter ab ordinariis approbatos posse in diœcesi episcopi approbantis quovis anni tempore, et quorumcumque etiam infirmorum confessiones audire, absque ullâ parochorum vel ipsius episcopi licentiâ : de quâ tamen confessione teneri dictos religiosos eorumdem infirmorum parochum illicò certiorem reddere; et hoc posse illis ab episcopo sub pœnâ suspensionis à facultate audiendi confessionis præcipi; sufficere tamen ut certioratio hujusmodi fiat saltem per scripturam apud ipsum infirmum relinquendam.*

VI. Quæ cùm ita se habeant, non poterat episcopus Midensis obligationem, à quâ fideles saltem per prædictas constitutiones soluti jam sunt, illis iterùm imponere, eosque præcepto adigere ad sacramentalem confessionem soli parocho aut de solius parochi licentiâ alteri sacerdoti faciendam tempore Paschatis, aut instante mortis periculo; quapropter jure meritòque fuit prædicta constitutio, sacræ congregationis judicio, castiganda.

VII. Quod verò alias spectat laudatas constitutiones Midenses, vetus pariter controversia est, sub finem præsertim seculi XV in Germaniâ inter parochos et fratres Mendicantes summâ contentione agitata, num fideles teneantur diebus festis parochiali missæ interesse. Causa delata est ad Sixtum IV, qui, rationibus utrinque allegatis seriè expensis, tandem die 17 junii 1478 illam definivit, editâ constitutione quæ incipit : *Vices illius*, relatâ in extravag. 2, de Treugâ et Pace, ubi inter alia præcipit *ut fratres Mendicantes non prædicent, populos parochianos non teneri audire missam in eorum parochiis diebus festivis et dominicis; cùm jure sit cautum illis diebus parochianos teneri audire missam in eorum parochiali ecclesiâ, nisi forsan ex honestâ causâ ab ipsâ ecclesiâ se absentarent;* ex quâ decretali liquidò constat jure communi cautum esse ut singuli fideles diebus festis missæ adsint parochiali. Inducta autem est ea obligatio ante concilium Sardicense, in quo Osius episcopus, can. 14, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 648, inquit : *Memini superiore concilio fratres nostros constituisse ut, si quis laicus in eâ in quâ commoratur civitate tres dominicos dies, id est, per tres septimanas, non celebrâsset conventum, communione privaretur;* nomine quippe *conventûs* designari missam solemnem, in quâ populus cum suo pastore unum efficit cœtum, unamque repræsentat ecclesiam, communiter annotârunt canonistæ. Sardicensem canonem renovavit concilium Quinisextum, can. 80, decernens, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 1690, ut, *si quis in civitate agens, tribus diebus dominicis, in tribus septimanis, unâ non conveniat, si sit quidem clericus, deponatur; si verò laicus, segregetur.* Ut huic porrò præcepto satisfieret, in synodo Nannetensi, can. 1, relato in Decretales Gregorii IX, cap. 2, de parochiis, statutum est *ut dominicis et festis diebus presbyteri, antequàm missas celebrent, plebem interrogent si alterius parochianus in ecclesiâ sit, qui, proprio contempto presbytero, ibi missam velit audire. Quem si invenerint, statim ab ecclesiâ ejiciant, et ad suam parochiam redire compellant;* tom. 6, part. 1, Collectionis Harduini, col. 457, et in ejusdem concilii can. 2 additur : *Nullus presbyter alterius parochianum, nisi in itinere fuerit, vel placitum ibi habuerit, ad missam recipiat.* Eamdem legem atque obligationem plures inculcârunt posteriores synodi, quas adducit Natalis Alexander t. 1 Theol. dogmat. et moral., lib. 2, de Sacram. Eucharist., art. 5, regul. 10.

VIII. Verùm hisce sanctionibus derogatum nunc est non solùm contrariâ consuetudine, quam jam suâ ætate multis in locis inductam innuit S. Antoninus, Summ. theolog. part. 2, tit. 9, cap. 10, docens non peccare qui die festo missam audit extra parochiam, ubi consuetudo viget illam audiendi in quâlibet ecclesiâ; verùm etiam posterioribus summorum Pontificum constitutionibus : siquidem Leo X, constitutione editâ die 13 novembris 1517, discrè ait : *Auctoritate apostolicâ, tenore præsentium, notum facimus, omnes Christi fideles, qui, non contempto proprio sacerdote parochiali, in ecclesiis fratrum ordinum Mendicantium, dominicis et festis diebus missas audiunt, satisfacere præcepto Ecclesiæ de missâ audiendâ, nec in aliquam labem mortalis peccati pœnamve incurrere,* S. Pius V, suis apostolicis litteris, datis 17 kalend. septembris 1567, definivit : *Christi fideles audiendo missas in ecclesiâ fratrum hujusmodi, diebus dominicis aut festivis, præcepto Ecclesiæ de illis audiendis satisfecisse censeantur;* Clemens VIII, in brevi quod incipit : *Significatum*, dato anno 1592, hæc statuit : *Præsenti nostro decreto sancimus, secularibus universis liberè missas diebus dominicis et aliis majoribus festis audire in ecclesiâ tam fratrum Prædicatorum quàm aliorum Mendicantium, necnon etiam societatis Jesu, licitè posse, dummodò in contemptum parochialium ecclesiarum non faciant.*

IX. At nihilominùs non desunt auctores, inter quos Juenin, de Sacramentis, dissert. 5, quæst. 7, cap. 2, art. 2, et Van Espen, Jur. eccl., part. 2, tit. 5, cap. 2, propugnantes, ne hodiè quidem, citra grave peccatum, fas esse fidelibus, solemnioribus saltem diebus festis, rei divinæ alibi quàm in propriâ parochiâ interesse; neque enim juri communi derogatum aiunt per præfatas constitutiones, quibus potestas fit secularibus missam audiendi in ecclesiis regularium, quoniam in illis hæc adjicitur limitatio, nimirùm : *Dummodò id non faciant in contemptum parochialium ecclesiarum;* est autem impossibile, pergunt, contemptum abesse, cùm iidem, sine ullâ rationabili causâ, à propriâ se subducunt parochiâ. Verùm hâc explicatione præfata summorum Pontificum indulta penitùs evertuntur : nullo etenim opus fuerat privilegio ad hoc ut fideles, legitimâ urgente causâ, alienam adirent ecclesiam, ut ibi missæ assisterent sacrificio, quod ex præfatis juris communis sanctionibus perspicuum est; quare, ne dicamus Leonem X, S. Pium V et Clementem VIII, verbis lusisse, nec quidquam specialis privilegii regularibus concessisse, necessariò fateri debemus cum Azorio, Instit. part. 1, lib. 7, cap. 6, quæst. 4, in fin.; Fagundez, lib. 2, cap. 3, num. 9, aliisque ab his citatis, nomine *contemptûs* ab illis intelligi actum aliquem distinctum ab ipsâ auditione sacri extra parochiam, quo quis sive expressè, sive tacitè, se à proprio pastore aversum ostendat.

X. Sed quæ hactenùs diximus solam astruunt libertatem rem divinam quâlibet anni die audiendi in ecclesiis regularium. Quid autem dicendum quoad alias ecclesias nullo privilegio hâc in re à Sede Apostolicâ donatas? Integrum hodiè omnibus esse in quâlibet ecclesiâ, modò non sit capella seu oratorium privatum, sacris mysteriis interesse, quia contrariâ consuetudine, in toto christiano orbe receptâ, derogatum est præcepto audiendi missam parochialem, docent Sylvester, verb. *Missa*, 2, quæst. 5; Navarrus, Manual. cap. 21, num 5; Trullench, in Præcept. Decalog., tom. 1, lib. 3, cap. 1, dub. 6, num. 5, pluribusque allegatis, Barbosa in Collectan. ad Trident., sess. 22, de observand. et evitand. in celebration. miss., num. 21, de Offic. et Potestate parochi, cap. 11, num. 14 et seq., addentes insuper non posse hodiè episcopum præcipere suis subditis ut se sistant missæ parochiali, quia non potest delere consuetudinem, quæ cùm vigeat in toto orbe, jam induit naturam juris communis. Et sanè, cùm versemur in lege merè ecclesiasticâ, etiam Juenin, cit. loc., in fin., § 3, admittit potuisse legitimâ præscriptione abrogari; et Van Espen, quamvis eam in Belgio minimè abrogatam contendat, num. tamen 15 fatetur solere episcopos monere quidem atque hortari, non verò ullo judiciali actu populum compellere

ad interveniendum missæ parochiali. Enimverò, non præcepto adigendam, sed hortationibus ad id alliciendam plebem, statuit Tridentinum, sess. 22, in decreto de observand. et evitand. in celebrat. miss., ubi episcopos in hunc modum alloquitur : *Moneant eumdem populum ut frequenter ad suas parochias, saltem diebus dominicis et majoribus festis, accedant.* Tridentino obsequens S. Carolus Borromæus, in suo concilio provinciali Mediolanensi VI, Act. eccl. Mediol. part. 1, pag. 302, ab omni abstinens præcepto, plures adduxit rationes quibus plebem ad parochialem missam suaviter adduceret : *Hâc nostrâ monitione*, inquit, *eos universos et singulos cohortamur, ac per viscera misericordiæ Jesu Christi obsecramus atque obtestamur, ut, quamvis in suis viciniis, oppidis et suburbiis, oratoria, capellas aliasve ecclesias habeant, ubi sanctissimo missæ sacrificio interesse possint, frequenter tamen, dominicis saltem aliisque solemnibus festis diebus, ad suam quique parochialem ecclesiam conveniant, ubi à Parocho, cui eorum cura commissa est, verbo Dei pascantur, fidei christianæ rudimentis, aliisque animarum saluti necessariis præceptis erudiantur, ad sanctissima Sacramenta religiosiùs percipienda instruantur.* Hortationibus pariter et suasionibus usi sunt ven. Dei servus Joannes Ribera, archiepiscopus Valentinus, in suâ diœcesanâ synodo, habitâ anno 1584, tom. 4 Concil. Hispan., pag. 285; S. Toribius, archiepiscopus Limanus, in suâ diœcesanâ synodo VII, coactâ anno 1592, ibid., pag. 689, aliique plures episcopi in suis synodalibus constitutionibus, apud Genettum, tom. 6, tract. 4, cap. 7, quæst. 5.

XI. Si istorum vestigiis inhæsisset episcopus Midensis, suamque constitutionem verbis formâsset tantùm hortatoriis, nulli fuisset reprehensioni obnoxius, sed quia præceptum adjecit, hoc fuit expugnandum; quemadmodùm, jubente eâdem sacrâ congregratione, sæpiùs antea expunctum fuerat ab aliis similibus synodalibus statutis, uti videre est apud Azorium, cit. cap. 6, quæst. 6, in fin.; Pasqualigum, de Sacrific. nov. lég., quæst. 1258; Barbosam, loc. cit., atque in declarationibus ejusdem sacræ congregationis impressis Lugd. an. 1640, n. 11.

XII. Majus negotium facessere poterat obligatio imposita Dei verbum audiendi in propriâ parochiâ. Idem quippe Tridentinum, quod agens de auditione missæ in ecclesiâ parochiali, verbis utitur duntaxat hortatoriis : *Moneat populum;* loquens de divini verbi auscultatione, alia adjecit verba quæ videntur præceptum, et obligationem inducere : *Moneatque episcopus* (ait sess. 24, cap. 4, de Reform.) *populum diligenter, teneri unumquemque parochiæ suæ interesse, ubi commodè id fieri potest, ad audiendum verbum Dei.* Idem discrimen animadvertit, qui nullum Tridentini verbum non est diligenter rimatus, S. Carolus Borromæus in nuper citato concilio Mediolanensi VI, loc. cit., pag. 301, ubi hæc habet : *Sacra Tridentina synodus œcumenica ab episcopis fideles non solùm hoc moneri voluit, ut frequenter ad proprias parochiales ecclesias saltem dominicis diebus festisque majoribus accedant; sed illud etiam diligenter ostendit, unumquemque teneri, ubi commodè fieri potest, parochiæ suæ interesse ad audiendum verbum Dei.*

XIII. At, cùm Dei verbum, ex ejusdem Tridentini decreto, sess. 22, cap. 8, à parochis vel per se vel per alios sit annuntiandum et explicandum inter missarum celebrationem, quod antiquissimi esse instituti notat cardinalis Bona, Rer. liturgicar. lib. 2, cap. 7, num. 6, inquiens : *Hic mos, nunquàm interruptâ serie, ab initio Ecclesiæ usque ad nostra tempora servatus est, ut proximè post Evangelium sermo, sive homilia, vel tractatus ad populum haberetur;* hinc, si fideles obstringerentur præcepto illud in propriâ parochiâ auscultandi, tenerentur pariter missæ parochiali adesse, à quâ tamen obligatione eos solutos pronuntiavimus. Ad hanc difficultatem evitandam, varias doctores inière vias. Suarez, tom. 1, de Religione, lib. 2, cap. 16, num. 10, opinatur ideò Tridentinum, verbo *teneri*, eam addidisse limitationem, *ubi commodè id fieri potest*, ut tali pacto significaret sibi in animo non esse fideles absoluto præcepto obstringere, sed tantùm monere atque hortari. Ad hæc, ait Suarez, si aliquod urget præceptum audiendi Dei verbum, illud, non ex lege positivâ Ecclesiæ, sed ex lege profluit charitatis sibi debitæ, quâ quilibet *tenetur habere curam animæ suæ, non solùm adhibendo media simpliciter necessaria, sed etiam utilia, quale sæpè est concionem audire.* Licèt porrò lex charitatis, pergit Suarez, non obliget ad concionem audiendam in parochiâ, Tridentinum tamen parochiam nominavit, quia ibidem à parocho semper inter missarum solemnia concio haberi debet, quod idem Tridentinum alibi decrevit. Eamdem doctrinam amplexatus Rodriguez, Quæst. regul. tom. 1, quæst. 43, art. 7, Tridentinum intelligendum docet, cùm, urgente charitatis præcepto se reficiendi pabulo divini verbi, hoc nusquàm commodiùs et utiliùs audiri potest, quàm in ecclesiâ parochiali. In idem recidit quod tradunt Fagundez, lib. 2, cap. 1, num. 10, et Bonacina, disp. 5, de tertio Decalogi præcepto, quæst. unicâ, punct. 2, num. 27 et seq., nimirùm, tunc solùm teneri fideles parochiali concioni interesse, cùm necessaria fidei rudimenta, quæ cæteroquin ignorant, alibi addiscere nequeunt; aut cùm prævident alios suo exemplo pertrahendos ad concionem, à quâ secùs non sine gravi eorumdem animarum dispendio se subducerent; quem tamen casum moraliter impossibilem rectè simul advertunt. Sed fortassè melius Zerola, in Prax., part. 1, verb. *Prædicatio*, vers. *Ad* 4; Trullench, cit. tom. 1, lib. 3, cap. 1, dub. 4, num. 11, aliique sentiunt obligationem, si quæ unquàm fuit, auscultandi proprium parochum verba facientem ad suum populum, ablatam nunc esse per contrariam consuetudinem, cùm passim viri pii et docti aliò se conferant ad sacros audiendos oratores; ac proinde, inquit Zerola, sacra congregatio concilii sæpiùs declaravit non posse ordinarium multis et pœnis subditos adigere ad concionem auscultandam in parochiâ; quod etiam testatur Barbosa in Collectan. ad Trident., sess. 24, cap. 4, num. 17. Mirum propterea non est quòd præceptum hâc de re latum ab episcopo Midensi, tanquàm nimiùm severum, fuerit, ex ejusdem sacræ congregationis sententiâ, præcidendum.

LIBER DUODECIMUS.

DE CONSTITUTIONUM SYNODALIUM QUÆ JURI COMMUNI ET APOSTOLICIS SANCTIONIBUS ADVERSANTUR INSUBSISTENTIA. ITEM AN ET QUATENUS LICEAT ALIQUID, PRÆTER JUS COMMUNE, IN SYNODO STATUERE.

CAPUT PRIMUM.

Firmitate carent synodales constitutiones juri communi et apostolicis sanctionibus adversantes; multaque ad hanc rem comprobandam afferuntur exempla.

1. Canonum statuta ab omnibus custodienda dicitur in cap. 1 de Constitutionibus, potissimùm autem ab episcopis, qui sunt custodes sacrarum regularum, uti habetur in can. *Cùm simus*, 9, quæst. 3, quique in suî consecratione se ad id arctissimo obstringunt juramento, ut in cap. *Ego N.*, de Jurejurando. Quo

circa nihil magis vulgatum est quàm quòd synodalis constitutio contra jus commune et apostolicas sanctiones, nullius sit roboris et firmitatis; quod manifestè constat ex cap. *Quod super his*, de Majorit. et Obed., notatque Fagnanus, ibidem, num. 26, atque in cap. *Sicut olim*, num. 8 et seq., de Accusat.

II. Plures porrò synodales constitutiones juri communi obviantes recenset Bottus, in tract. de Synodo, 3 part., art. 1, concl. 1, et plurib. seqq. Alias plures nos simul coacervabimus eodem vitio infectas, eodemque nomine improbatas. A jure communi sancitum est capitulum ecclesiæ cathedralis præcedere debere capitulo collegiatæ; cùm autem in synodalibus constitutionibus Cæsaraugustanis decreta fuisset promiscua sessio inter canonicos cathedralis et canonicos collegiatæ, in Romanæ rotæ auditorio decisum est ejusmodi constitutioni nihil esse deferendum, decis. 3, num. 11, part. 5, tom. 1 Recent. Jure communi spectato, abbates regulares, nullam gerentes animarum curam, non tenentur accedere ad diœcesanam synodum, quod, lib. 3, cap. 1, num. 8 et seq., ostendimus. In synodalibus constitutionibus Pampilonensibus iidem ad synodum accedere jussi sunt; sed in rotæ auditorio fuêre ab ejusmodi præcepto absoluti, decis. 9, post Murgam, ad Constitutiones apostolicas. A capitulis et monasteriis deputari solent vicarii temporarii, ad nutum amovibiles, qui animarum curam exerceant in parochiis, iisdem capitulis seu monasteriis unitis, à quibus tamen de jure communi possunt etiam sine causâ divelli ac removeri, modò remotio fiat absque dolo, et non ex odio. In citatis constitutionibus Pampilonensibus statutum fuit ne iidem, indictâ causâ, è curæ exercitio evocarentur, uti habetur decis. 121, coram Coccino; sed, cùm contigisset remotionem sine causâ fieri, rota, decis. 886, num. 29, coram Cerro, illam sustinuit, nullâ habitâ ratione synodalis constitutionis. Bonifacius VIII, in cap. *Consuetudinem*, de Clericis non resident., in 6, statuit distributiones quotidianas canonicis et aliis beneficiatis ecclesiarum cathedralium et collegiatarum tribui non debere, nisi ipsi divinis officiis reipsà adfuerint, exceptis illis quos infirmitas seu justa et rationabilis corporis necessitas, aut evidens Ecclesiæ utilitas excusaret; eamque constitutionem innovavit sacra Tridentina synodus, sess. 24, cap 12, de Reform., et observari præcepit, non ostantibus contrariis quibuscumque statutis et consuetudinibus. Itaque, cùm deinde quæsitum fuerit utrùm in synodo diœcesanâ rectè decerni potuisset, ut absentibus, extra prædictos casus exceptos, distributiones capiendi jus esset, negativa prodiit resolutio, propterea quòd inferior superioris legem tollere, eique derogare nequit; ut latè probat Passerinus, in commentariis ad cit. cap. *Consuetudinem*, n. 175, de Clericis non resident., in 6.

III. In causis beneficialibus admittitur appellatio suspensiva, ab eo interposita, qui in primâ instantiâ succubuit; et solùm post sententiam definitivam, apud Sedem Apostolicam sive in petitorio, sive in possessorio promulgatam, ad compescendam litigantium malitiam, est locus sequestrationi fructuum, per textum in Clement. unic. de Sequestrat. possess. et fruct. Nihilominùs aliquot episcopi fas sibi esse putârunt, hanc appellationem suspensivam in suis synodis reprobare, nec deinceps admittendam decernere; neque jd perperam se fecisse arbitrabantur; etenim Lancellot., de Attentatis, part. 2, cap. 12, limit. 48; Sperell., decis. 85, num. 4; Garcias, de Benefic., part. 9, cap. 4, num. 30, asserunt posse episcopum in suâ synodo aliquas appellationes suspensivas è medio tollere. Verùm hæc assertio tolerari duntaxat potest, cùm appellatio in suspensivo non est expressè admissa, et concessa à jure communi, cui profectò nullus, præter supremum legislatorem, potest derogare; quare rectè Fagnanus, in cit. cap. *Sicut olim*, num. 80 et seq., de Accusat., ait: *Si circa judicia illorumque expeditiones fuerit decernendum, meminisse oportebit non posse episcopos nec synodum provincialem* (minùs itaque diœcesanam) *causam quæ sui naturâ aut ex juris dispositione summaria non sit, summariam efficere, neque breviorem reddere instantiam, aut ea quæ de jure communi in causis summariis servanda sunt, præcidere, minùsque appellationes in casibus, in quibus aliàs permittuntur, prohibere.*

IV. In nonnullis synodis et quorumdam capitulorum statutis, ab ordinibus et beneficiis arcentur descendentes ex Judæis. Ejusmodi quoque statuta sacris adversari canonibus, est manifestum: hi siquidem, consentiente Apostolo, 1 ad Timoth. 3, ubi in episcopum ordinari vetuit *neophytum, ne in superbiam elatus, in judicium incidat diaboli*, solos neophytos, id est, recens ad fidem conversos, irregulares pronunciârunt. Ita decrevêre concilium Nicænum, can. 2, Laodicenum, can. 3, Arelatense II, can. 1. Descendentes autem à Judæis nunquàm ordinum et beneficiorum dixêre incapaces; quinimò Alexander III, in cap. *Eam te*, de Rescriptis, ad episcopum scribens Tornacensem, in canonicum recipi jussit, qui ex Judaismo ad christianam fidem fuerat conversus: *Mandatum dedimus, et præceptum, ut P. (qui de gente Judæorum originem duxit, et divinâ gratiâ fidem Christi suscepit) in canonicum reciperent, et præbendam sibi conferre deberent;* et infra: *Pro eo verò quòd Judæus extiterit, ipsum dedignari non debes;* etenim, quod ibidem notat Glossa, *de Judæis conversis Ecclesia fundata fuit;* et rectè prosequuntur Covarr., in Clement. *Si furiosus*, part. 1, § 2, num. 8, conclus. 3; Sanchez, in Summ., lib 2, cap. 28, num. 11; Fermosin., tract. 2 Criminal., ad cap. *Ex speciali*, num. 48, de Judæis. Quamobrem prædictas synodales constitutiones, ob juris communis resistentiam, irritas declarârunt Abbas in cap. *Ad decorem*, num. 4, de Instit.; Solorzan., de Jure Indiarum, tom. 2, lib. 3, cap. 19, num. 3; Pegas, de Competentiâ inter archiepiscopum et nuntium, part. 3, cap. 1, § 6, num. 16. Aliter dicendum foret si in beneficii erectione à fundatore cautum esset ne unquàm illud conferatur descendenti à Judæis: quoniam in beneficii fundatione permittitur fundatori leges et conditiones illi apponere etiam juri communi adversantes; sicuti ad rem animadvertunt Solorzan., loc. cit. verb. *Sed licet*, et Fermosin., in cap. *Ex speciali*, num. 35, de Judæis. Idem judicium ferendum esset, si summus Pontifex justis de causis statuisset ne in aliquâ regione descendentes à Judæis promoveantur ad ordines; quod reapsè in regno Portugalliæ servari jussit Sixtus V suis apostolicis litteris, datis die 15 januarii 1588, et confirmatis à Clemente VIII, die 18 decembris 1600, quarum executionem iterùm inculcavit sacra congregatio sancti Officii epistolâ ad collectorem ejusdem regni datâ anno 1611.

V. Quod diximus de Judæis, etiam in iis locum sibi vindicat, qui originem ducunt ab aliis infidelibus. Quocirca, cùm in nonnullis regionibus, et speciatim in civitate Charchien., invaluisset consuetudo ab ordinibus excludendi descendentes ab Indis, seu, ut vocant, *à Mulatis*, de illius robore disputatum fuit in sacrâ congregatione concilii die 13 februarii 1683, et decisum Indos, Nigros, omnesque ab illis sive per paternam, sive per maternam lineam descendentes, ab ordinibus recipiendis prohiberi non posse, si cæteris polleant qualitatibus animique dotibus à sacris canonibus præscriptis. Cohærenter ad hæc, datæ fuerunt litteræ ad Indiarum aliosque per Hispanias et regnum Portugalliæ constitutos episcopos; cùmque archiepiscopus Ulyssiponen. renuisset ordines cuidam conferre, qui à Mauris trahebat originem, suas prætexens synodales constitutiones, ab ordinibus excludentes quotquot à Mauris, Nigris, alteriusve nationis infidelibus provenirent; re maturè discussâ in sacrâ congregatione concilii, die 13 januarii 1685, respon-

sum est præfatas synodales constitutiones, utpote obsistentes juri communi, nullius esse roboris.

VI. Non tamen idcircò improbamus constitutionem conditam à sæpiùs laudatâ provinciali synodo Mexicanâ, quæ, lib. 1, tit. 4, § 2, Maurorum aliorumque infidelium filium circumspectè admodùm ordinibus initiari præcepit, inquiens : *Mexici tam ab Indis quàm à Mauris necnon ab illis qui ex altero parente Æthiope nascuntur, descendentes in primo gradu, ne ad ordines sine magno delectu admittantur* ; tom. 4 Concil. Hispan., pag. 303. Aliud quippe est descendentes ab infidelibus, ab ordinibus prorsùs excludere ; aliud, cum cautelâ et delectu illos promovere. Primum improbavimus, alterum commendamus, ne secùs homines suspectæ fidei sacris addicantur ministeriis. Etenim, quanquàm Ecclesia ex hominibus coaluerit ab infidelitate conversis, nunquàm tamen neophytos inter sacros Ecclesiæ ministros cooptari permisit, nisi antea probati, certum suæ fidei dedissent testimonium. *Nam et tempore opus est* (ait concilium Nicænum, cit. can. 2, tom. 1, Collectionis Harduini, col. 323, loquens de ordinatione neophyti) *ei, qui catechizatur, et post Baptismum probatione quamplurimâ;* et, in can. 3 *Arabico*, ab Ecchellensi edito, ibid. col. 477 : *Quicumque recens baptizatus fuit, cujus fidei adhuc non dignoscitur experimento certitudo, ne episcopus, aut presbyter, aut diaconus ordinetur.* Quantùm verò temporis neophyti probationi sit præmittendum, priusquàm eidem aditus aperiatur ad ordines, non conveniunt doctores. Alii unum annum satis esse putant, quia miles in jure civili, exacto militiæ anno, dicitur *veteranus ;* alii biennium requirunt, quia Gregorius Magnus, oper. tom. 2, col. 1056, lib. 10, indict. 3, epist. 24 relatâ in can. 6, 19, quæst. 3, conversos ad religionem vetuit ordinari *priusquàm biennium in conversione compleant ;* alii exigunt decennium, quoniam decennium in jure dicitur longum tempus, et infra illud non reputatur, l. *Super longi*, Cod. de Præscript. long. temp., ubi interpretes ; alii demùm cum Covarruviâ et Gibalino de Irregular., cap. 3, quæst. 3, cùm nullum hâc de re sit certum tempus definitum à jure, id relinqui autumant arbitrio episcopi, cujus est perpendere an recenter ad fidem conversi tantæ sint virtutis atque in fide constantiæ, ut ecclesiastica ministeria illis tutò committi valeant. Quæ autem diximus de neophytis, congruere possunt etiam eorumdem filiis, si experientiâ compertum sit eos aliquando in fide nutâsse ; nam et istos probare oportebit, priusquàm ordinibus initientur, quemadmodùm prudenter sancitum fuit in laudatâ synodo Mexicanâ ; non exinde tamen licebit inferre eos posse itidem absolutè ac perpetuò ab ordinibus arceri ; multòque minùs ab iisdem excludi poterunt infidelium nepotes, pronepotes, atque abnepotes, quod in aliis allegatis synodis decretum fuerat.

VII. Inter cæteras facultates quas Apostolica Sedes per bullam *Cruciatæ* Hispaniarum regnis concedi solitam elargitur, numeratur etiam potestas absolvendi à censuris, to constitutionibus synodalibus Pampilonensibus et Salamantinis declaratum est absolutionem virtute bullæ *Cruciatæ* impetratam prodesse in utroque foro ; in quarum constitutionum obsequium eam dem opinionem tutati sunt nonnulli doctores apud Frances, variar. Resolut. cap. 20, num. 171 et seq. ; sed, cùm vera theologorum sententia doceat facultatem absolvendi à censuris in bullâ *Cruciatæ* concessam solùm respicere forum internum, atque hæc theologorum sententia fulciatur constitutione Urbani VIII, quam refert et expendit Wigandt, in tract. 18, append. 2, examin. 2, de *sanctæ Cruciatæ* bullâ, num. 48 ; idcircò præfatæ constitutiones, veluti obviantes Constitutioni apostolicæ, rescissæ fuêre à rotâ, decis. 14, coram Merlino, et novissimè impugnatæ à Patre Ludovico Nogueira, in Expositione bullæ *Cruciatæ*, disput. 15, sec. 5.

VIII. Episcopus Tarinensis in suâ synodo, habitâ anno 1728, sibi licere putavit novam erigere dignitatem cantoratûs, quæ nunquàm antea fuerat, in suâ ecclesiâ cathedrali De hâc synodali constitutione anno 1732 disputatum fuit in sacrâ congregatione concilii, et decisum eam viribus carere ; jure sic quidem communi permittitur tantùm episcopo de novo erigere simplex officium, aut etiam cum consensu capituli antiquam redintegrare dignitatem, quæ olim in suâ ecclesiâ extiterit, et fuerit postea suppressa ; sed illam de novo instituere, ad solam pertinet Apostolicam Sedem ; quemadmodùm docent Abbas, in cap. *Cùm accessisset*, num. 4, de Constit. ; Fagnanus, in cap. *Dilecto*, num. 7, de Præbend. ; Corrad, in Praxi beneficiar., lib. 2, cap. 2, num. 28 et seq. ; cardinalis Petra, ad constit. 2 Eugenii III, sect. unic., num. 35, et, teste citato Fagnano, jampridem declaratum fuerat ab eâdem sacrâ congregatione concilii.

CAPUT II.

Ad tuendum synodalem constitutionem contrariam juri communi, frustra adducitur studium servandæ ecclesiasticæ disciplinæ ; sigillatim verò examinantur constitutiones clericos omnium clericalium jurium possessione deturbantes, ob non impletas ab illis conditiones à concilio Tridentino præscriptas.

I. Initiatus primâ tonsurâ, aut etiam constitutus in minoribus ordinibus, non fruitur privilegio fori *nisi beneficium ecclesiasticum habeat, aut clericalem habitum et tonsuram deferens, alicui ecclesiæ ex mandato episcopi inserviat, vel in seminario clericorum, aut in aliquâ scholâ, vel universitate, de licentiâ episcopi, quasi in viâ ad majores ordines suscipiendos versetur.* Verba sunt Tridentini, sess. 23, cap. 6, de Reform. Clerici quoque conjugati, *qui cum unicis et virginibus contraxerunt, modò alicujus ecclesiæ servitio vel ministerio ab episcopo deputati, eidem ecclesiæ serviant vel ministrent, et clericali habitu et tonsurâ utantur*, eodem gaudent fori privilegio, juxta textum in cap. *Clerici*, de Cleric. conjugat., in 6, confirmatum à Tridentino, cit. loc. Qui autem prædictas non implet conditiones, et præcipuè si habitum et tonsuram non deferat clericalem, etiam nullâ præcedente monitione, remanet ipso jure spoliatus fori privilegio ; quod cum communi docet Fagnanus, in cap. *Si quis*, num. 21 et seq., de Foro competenti. Dubitatum autem fuit an clericus non conjugatus, nullumque possidens ecclesiasticum beneficium, si clericales vestes abjiciat, aliis gaudeat clericalibus privilegiis, puta exemptione reali ab oneribus laicalibus, privilegio cap. *Odoardus*, de Solut., ac similibus ; nec defuerunt doctores qui docuerint eum unà cum habitu quem deponit omnia simul à se abjicere clericalia jura, quibus propterea remaneat facto ipso spoliatus ; putârunt quippe solius privilegii fori expressam mentionem à Tridentino fieri, quia illud præcipuum est, sub quo cætera comprehenduntur ; cardinalis de Luca, in Annotat. ad Tridentinum, disc. 24, num. 33 ; Rota, coram Priolo, decis. 290, num. 14 et 15, et decis. 304, à num. 18, part. 17, et decis. 10, num. 10 et seq., part. 18 Recent.

II. Hæc doctrina, utpote magis apta ad clericos continendos in officio, multùm arrisit cuidam antistiti Theatino, qui proinde eâ innixus, in suâ diœcesanâ synodo declaravit clericos conditionibus deficientes in præfato Tridentini decreto præscriptis, ipso jure omnibus exui privilegiis clericalibus. Eidem porrò synodali constitutioni insistens archiepiscopus Theatinus, successor illius qui synodum celebraverat, ab omnibus clericorum exemptionibus excidisse pronuntiavit quosdam clericos, qui in habitu et tonsurâ non incesserant. Sed, cùm quidam eorum ab hâc archiepiscopi sententiâ appellâsset ad sacram congregationem concilii, hæc die 10 junii 1684, nullâ habitâ ratione synodalis constitutionis, respondit illum amisisse

duntaxat privilegium fori. Etenim solum studium adigendi clericos ad gestendas vestes clericales, non potuit synodo Theatinæ esse sufficiens causa cur clericis adimeret privilegia, quæ, juxta probabiliorem et communiorem sententiam, Tridentinum relinquit intacta; siquidem, cùm versemur in materiâ pœnali, odiosâ et restrictivâ juris communis, Tridentini verba non esse extendenda ultra privilegium fori, quod unicè exprimunt, sentiunt Gonzalez, ad regul. 8 Cancellariæ, gloss. 5, § 5, num. 71; Garcias, de Benefic. part. 2, cap. 3, num. 5, in fin.; Comitol., Respons. moral. lib. 6, quæst. 20; Scacc., de Cambiis, part. 3, § 7, gloss. 5, num. 162, verb. *Contrarium*. Eadem quoque fuit constans et perpetua sententia sacræ congregationis concilii; quod ex pluribus evincitur ejusdem decisionibus. In causâ Aquen., mense februario 1589, lib. 5 Decretor., pag. 257, censuit, *clericos, qui decreto concilii*, cap. 6, sess. 23, de Reform., *privilegio fori non gaudent, non intelligi privatos privilegio canonis;* et die 3 decembris 1622, lib. 12 Decretor., pag. 115, cùm quæsitum fuisset *an, ut clericus uti posset beneficio capituli* Odoardus, *requirerentur conditiones præscriptæ à sacro concilio*. sess. 23, cap. 6, responsum fuit *decretum concilii non ademisse clericis non habentibus qualitates quæ exprimuntur* cap. 6, sess. 23, *nisi privilegium fori, et cætera firma remanere sub dispositione juris*. Idemque deducitur ex aliis responsis ab eâdem sacrâ congregatione datis in *Nullius* 10 maii 1625, lib. 13 Decretor., pag. 291; in *Salutarium exemptionis* 9 februarii 1664, lib. 24 Decretor., pag. 50, et in *Senogallien.* 6 julii 1680, lib. 31 Decretor., pag. 117, et videre est apud Fagnanum, in cit. cap. *Si quis*, de For. compet.

III. Ad eumdem finem clericos inducendi ad obtemperandum Tridentini decreto, conditionesque servandas ibidem statutas, aliquando episcopi in suis synodis protestati sunt se nunquàm ad suum forum revocaturos clericos delinquentes, qui illarum aliquam non servâssent, sed eos relicturos coercitioni potestatis secularis. Verùm, cùm ejusmodi constitutiones paratas animadvertimus in synodis ab amicis episcopis, priusquàm promulgarentur, ad nos transmissis, semper delendas existimavimus; quidquid enim sit, an possit episcopus clericum alicujus criminis reum, qui conciliares conditiones non implevit, puniendum relinquere judici seculari, hoc unum tamen certum est, nunquàm scilicet impediri episcopum, quominùs illum, sive cælebs, sive conjugatus sit, semper valeat à judice seculari repetere, atque ad suum forum revocare, quemadmodùm definivit sacra congregatio concilii in unâ Muranâ 21 januarii 1594, et in unâ Valentinâ 27 martii 1627, et benè prosequitur Pignatell., consult. 46, tom. 1. Allegatum quippe Tridentini decretum solùm operatur, ut nequeat à clerico, qui præscriptas ibidem conditiones implere neglexit, declinari forum seculare, non autem privat episcopum jurisdictione et facultate illum tanquàm sibi subditum puniendi. Hoc autem posito, perspicuum est contrariam protestationem, ab episcopo in synodo factam, aut non cohærere juri communi, aut imprudentiæ notari; vel enim episcopus id unicè animo intendit, significare nimirùm, deliberatum sibi esse, nunquàm clericum, de quo est sermo, à foro seculari ad suum se deinceps evocaturum; et imprudentis utique consilii est publicâ protestatione se obstringere ad nunquàm exercendam facultatem quâ cæteroquin potitur; vel intendit se suosque successores impedire, ne unquàm à judice seculari repetere valeant clericum delinquentem, qui ob non servatas conciliares conditiones fuit ab eodem comprehensus; et hoc perperàm attentat, quia in ipsius arbitrio non est abdicare, multòque minùs successoribus auferre jura episcopalia à jure communi ipsis concessa.

IV. Quòd verò ordinarius possit jure suo clericos tam cælibes quàm conjugatos, etsi non habeant requisita à Tridentino, sibi vindicare, atque à judice laico, à quo fuerant comprehensi, repetere, debitisque in eosdem pœnis animadvertere, sæpiùs definitum est à sacrâ congregatione, apud Sperellum, decis. 17, num. 33 et 34, quibus addi potest decretum aliàs editum, atque archiepiscopo Neapolitano, sacra limina visitanti datum, cujus verba sunt: *Ad tertium, factâ relatione sanctissimo domino nostro super causâ Leodien. die primâ ejusdem in sacrâ congregatione concilii propositâ et resolutâ, Sanctitas sua approbavit opinionem eorum qui majores numero fuerunt in voto, clericos etiam non habentes requisita cap. 6, sess. 23, de Reform., licèt ipsi tanquàm contravenientes ordinationi sacri concilii, non possint prò se allegare privilegium fori, nihilominùs subesse jurisdictioni episcoporum, seu ordinariorum, illorumque cognitioni, nedùm in causis, in quibus iidem episcopi, seu ordinarii prævenerunt, verùm etiam in quibus non prævenerunt, sed illos è manibus iudicis laici repetunt, quando clerici adhuc clerici permaneant, videlicet si neque à jure, neque ab homine, per declarationem servatis servandis factam, privilegiis clericalibus denudati, seu privati sint;* die 9 novembris 1630, lib. 14 Decretor., pag. 346. Die verò 1 augusti 1634, *occasione propositionis factæ relationis statûs ecclesiæ Neapolitanæ, Sanctitas sua, ad removendam omnem difficultatem, jussit omninò servari supradictam opinionem.* Id ipsum fuerat antecedenter conclusum die 18 decembris 1595, lib. 8 Decretor., pag. 153; die 12 junii 1608, lib. 11 Decretor., pag. 35, et die 14 martii 1620, lib. 12 Decretor., pag. 37.

V. Quod verò speciatim attinet ad clericos conjugatos, extat responsum ejusdem sacræ congregationis in *Alatrinâ jurisdictionis* die 27 martii 1683, cujus verba sunt: *In carceribus Frusionis detinetur, nomine curiæ episcopalis Alatrinæ, Dominicus Colacicco clericus conjugatus, ut prætensus homicidii reus. At, prætendente fisco curiæ secularis, carceratum esse ad hanc remittendum, tanquàm non haventem requisita sacri concilii ad effectum gaudendi privilegio fori; controversia delata fuit ad sacram congregationem immunitatis, ex cujus decreto resolvendum proponitur dubium: An, præveniente episcopo, vel volente vindicare clericum, possit, licèt non habeat requisita Sacra*, etc., *respondit: Affirmativè.* Post hæc à nobis exarata, typis impressa est Bibliotheca canonica Lucii Ferraris, cujus supra meminimus, atque in ejus tom. 2, verb. *Clericus*, art. 2, num. 50 et seq., plura congesta vidimus de jure episcopi in clericos conjugatos, quæ, cùm opus fuerit, legi poterunt.

CAPUT III.

Ad ea confirmanda, quæ nuper dicta sunt, statuitur an et quando liceat clerico iterùm induere clericales vestes quas antea dimiserat; an liceat episcopo ordines minores, unà cum subdiaconatu, uni eidemque personæ eâdem die conferre; et an irregularitate afficiatur qui, nullâ impetratâ absolutione à censurâ quâ est irretitus, ascendere præsumit ad altioris ordinis gradum.

I. Nihil frequentiùs quàm quòd à clericis clericalis habitus dimittatur, et dimissus pro libito resumatur. Illum autem resumentes, modò id non faciant in fraudem, sive cælibes sint, sive conjugati, ad pristina restituuntur clericalis ordinis privilegia; quod communiter tradunt doctores in cap. unic. de Clericis conjugatis, in 6, speciatim Passerin., num. 30, et latè Panimoll., decis. 6, annot. 6, num. 18 et duobus seq., decisumque est à sacrâ congregatione concilii in *Meliten. fori* 7 maii 1672, lib. 27 Decretor., pag. 379, idemque de clericis, qui, dimissâ militiâ, cui nomen dederant, iterùm vestes induunt clericales, docent Carena, resolut. 11, num. 16; Oril., in observat. ad resolut. 4 Campanæ, num. 4, et rota, decis. 355, num. 9 et 10, part. 14 Recen. Hinc porrò fit ut propter delictum ab ipsis eo tempore perpetratum, quo laicorum more induti incedebant, coerceri nequeant à judice laico, postquàm sine dolo et fraude vestem laicalem in clericalem iterùm commutârunt, uti notant Pignatellus, consult. 45, per tot., tom. 1; Panimoll., cit.

decis. 6, annot. 6, num. 22, et sæpiùs declaravit sacra congregatio concilii, signanter in Nuscanâ 19 decembris 1584 : *Sacra*, etc., *respondit, clericum conjugatum, qui post dimissum habitum et tonsuram clericalem deliquit, quamvis pro eo delicto in curiâ laicali citatus, et in contumaciam condemnatus fuerit, si deinde, modò non in fraudem, reassumpto habitu et tonsurâ, Ecclesiæ inserviat, juxta decretum sacri concilii, cap. 6, sess. 23, non posse à judice laico propter idem delictum in carcerem conjici, aut personaliter distringi.* Idemque respondit in *Nutlius* 19 decembris 1596. Tunc autem præsumitur clericus habitum quem deposuerat in fraudem resumere, cùm illum induit, postquàm à potestate seculari comprehensus atque in carcerem conjectus, ex eo se per fugam subtraxit, aut postquàm è carceribus, præstità cautione parendi judicis sententiæ, dimissus fuit, inquit Fagnanus, in cap. *Magnus*, num. 73, de Oblig. ad ratiocin., in quo tamen rerum eventu, non secularis, sed ecclesiastici judicis esse inspicere, ac decernere an reverà fraus adfuerit, docet ibidem Fagnanus, num. 74, et respondit sacra congregatio in unâ Aquilanâ apud Pignatellum, eâd. consult. 45, num. 6.

II. Disputatur duntaxat num de fraude constare debeat, etiam ut judex laicus possit contra præfati clerici bona *realiter* procedere, vel solùm ut in ejusdem personam animadvertere queat. Non enim, quoad hoc, semper in eâdem sententiâ perstitisse visa est sacra congregatio. Ea quippe quandoque propendere visa est in opinionem quæ fraudem necessariam putat, ut potestas secularis possit manum injicere in personam clerici, qui post patratum delictum clericalem habitum resumpsit; sed de fraude nequaquàm inquirendum autumat, ut contra delinquentis bona liberè procedat, ad quod satis esse arbitratur, clericalem habitum fuisse post delictum resumptum, quin sit investigandum quo animo id factum fuerit; uti videre est apud Fagnanum., cit. loc.; Passerinum, in cap. unic. de Cleric. conjugat., in 6; et Orill., in observ. ad resolut. 4 Campanæ, num. 18. Aliquando autem eadem visa est fraudem exigere in utroque casu; ita ut, eâ seclusâ, nequeat judex laicus neque in personam, neque in bona procedere clerici, qui habitum resumpsit. Ita quippe colligitur ex ejusdem responso dato in causâ Papien. 23 maii 1626, lib. 13 Decretor., pag. 7, quod allegant etiam Thomas del Bene, de Immunitate, tom. 1, c. 4, dub. 25, num. 11, et Tondut., de Prœventione, part. 2, cap. 53, num. 5. Quamvis, si contra clericum agatur tantùm civiliter, seu ad solam pœnam pecuniariam, longè facilior admittatur fraudis probatio; si enim ipse habitum resumat, postquàm citatus fuit ad tribunal seculare, censetur illum resumere in fraudem, et propterea non potest in eo judicio civili forum declinare laicale; quod docent Orill., ubi supra, num. 27; Formosin., in cap. *Proposuisti*, quæst. 7, per tot., et signanter n. 7, de Foro competenti, censuitque sacra congregatio concilii in Sabinen. privilegii fori 30 martii 1686.

III. Hæc præmittenda fuêre, ut faciliorem viam sternerent ad ea quæ statim ad rem nostram dicturi sumus. Ad præcavenda mala quæ ex hâc liberâ habitûs et tonsuræ dimissione, et liberâ potestate utrumque clericorum insigne quandocumque resumendi, oriuntur, atque ad evitandas insuper contentiones inter utramque potestatem, secularem scilicet et ecclesiasticam, quæ plerùmque hâc de causâ excitantur, nonnulli episcopi in suis synodis edixêre ne deinceps ulli clericorum liceret, absque ordinarii licentiâ, clericales vestes et tonsuram deponere, depositasque resumere; simulque decrevêre ut clericalis habitus, sine episcopi licentiâ resumptus, nulli suffragaretur ad iterùm assequenda clericalia jura. Verùm, cùm clericus constitutus in minoribus possit jure suo, quandocumque voluerit, ad secularem statum redire, ac pro suo pariter libito ad ecclesiasticum inde reverti, reversus autem, statim ac habitum clericalem, quem abjecerat, denuò induit, à jure communi ad omnia restituatur clericalia privilegia, quæ antea amiserat; ejusmodi constitutiones, contrarium decernentes, omni carent robore et efficaciâ; quod benè advertunt et probant Ricc., part. 2 Decis. cur. Neapol., decis. 168; Donat. Anton. de Marinis, Resolut. jur. lib. 1, cap. 49, num. 3 et seq., et, quod magis est, præfatas synodales constitutiones semper irritas pronuntiavit sacra congregatio concilii. Etenim in Marsicanâ clericatûs consulta, « an sustineatur constitutio synodalis generaliter prohibens ne ullus clericus primæ tonsuræ dimittat habitum, neque coram notario seculari, neque sine licentiâ episcopi, respondit : *Negativè*, » die 7 septembris 1677, lib. 29 Decretor., pag. 500. Jam autem antea in Oppiden. die 10 maii 1635, lib. 15 Decretor., pag. 176, id ipsum hisce verbis decreverat : « A prohibitione generali, ne clerici reassumere possint habitum clericalem absque auctoritate ipsius episcopi, abstinendum. » Et in Mutinen. 14 decembris 1647, lib. 18 Decretor., pag. 437, interrogata, « an idem episcopus constituere possit in eâdem synodo, ut clerici, qui semel habitum clericalem deposuerunt, non possint illum reassumere absque expressâ ejusdem episcopi licentiâ, » respondet : *Negativè*. In causâ verò *Nullius*, seu *Neapolitanâ*, 8 augusti 1654, lib. 19 Decretor., pag. 384, propositâ quæstione, « an clericus in minoribus constitutus, qui dimisit habitum clericalem, possit absque licentiâ episcopi illum reassumere, quando adest constitutio synodalis prohibitiva, ne reassumatur absque prædictâ licentiâ, » sacra, etc., censuit, « posse, absque licentiâ episcopi, non obstante constitutione synodali prohibitivâ, cùm non sit permissa. » Et in causâ Pennen. die 19 julii 1692, lib. 24 Decretor., pag. 476, ad simile quæsitum respondit, *dandum esse suprædictum decretum in causâ Neapolitanâ.*

IV. Ad obviandum autem incommodis quibus episcopi per præfatas constitutiones occurrere cupiebant, alia ipsis à jure parata est via, quam sine offendiculo calcare possint. Præcipiant itaque clericis vel per publicum edictum, vel per citationem singulis factam, ut, incedant in habitu et tonsurâ, atque alicui inserviant ecclesiæ, præfinito congruo tempore ad utrumque præstandum; hoc autem elapso, ter illos commoneant ut præcepto obtemperent, ad normam textûs in cap. *Contingit*, 2, de Sententiâ excommunicationis; advertant tamen, hâc in re non satis esse unicam monitionem, quæ tribus æquivaleat, sicuti observat Glossa in Clementinâ 1, verb. *Tertio*, sed requiri tres distinctas, ut, aliis citatis, docet Fagnanus in eod. cap. *Contingit*, num. 8; post trinam verò monitionem, adversùs inobedientes, in suâ persistentes contumaciâ, sententiam ferant, quâ declarent eos propriâ culpâ excidisse clericalibus juribus, neque deinceps restituendos fore ad privilegia quorum suâ pervicaciâ se præbuerunt indignos. Quòd si, post hanc sententiam, clericales vestes iterùm induere præsumant, non propterea tamen à seculari foro se subtrahent, sed remanebunt eidem subjecti, perinde ac laici; quem admodùm tradit Fagnanus, loc. cit., atque ex sententiâ sacræ congregationis immunitatis confirmat Monacell., in Formul. legal. practic. tom. 2, tit. 15, formul. 4 cum tribus sequentibus.

V. Haud multùm à nuper enarratis absimile erat repagulum, quod prædictæ libertati clericorum exuendi iterùmque induendi clericalem habitum, apponere meditabatur Calaritanus archiepiscopus. Significaverat is sacræ congregationi concilii, in suâ diœcesi ingentem reperiri numerum clericorum conjugatorum, quorum plerique, in clericalis ordinis dedecus, artes viles exercebant, et quandoque enormia perpetrabant facinora; ex quo consequebatur, ferè semper ab archiepiscopo, pro tuendâ eorum exemptione, suique fori jura propugnando, contendendum esse cum potestate seculari. Ad hæc autem non levia mala cohibenda, potestatem sibi fieri petierat conferendi eâdem die uni eidemque personæ

minores ordines et subdiaconatum ; tali enim pacto clerici adeò obstricti et mancipati remanerent ecclesiæ, ut non ampliùs integrum illis foret ad seculum regredi, et vilibus artibus vacare ; quod in aliis ejusdem regni diœcesibus, ad eosdem eradicandos abusus, jam moribus receptum addidit. Super hisce archiepiscopi postulatis nos, qui tunc temporis ejusdem sacræ congregationis secretarium agebamus, opportunam elaboravimus dissertationem, quæ extat tom. 4 Thesaur. resolut., pag. 162, in quâ, post accuratè examinatum textum in cap. 2, de eo qui furtivè Ordinem suscepit, et cætera expensa, quæ à doctoribus ad rem allegantur, episcopi precibus abnuendum conclusimus. Sacra verò congregatio, nostro sensui adhærens, die 21 februarii 1728, archiepiscopi instantiam rejecit ; non enim derogandum censuit juri communi, ad propulsandos abusus qui aliis juris remediis poterant coerceri.

VI. Ad rem pariter quam versamus aliud pertinet decretum, quod alius episcopus secum deliberaverat publicandum. Cautum est in jure ut si quis suspensus ab ordinis exercitio ordinem exerceat, fiat statim irregularis, per textus in cap. *Apostolicæ*, 9, de Clerico excommunicato, deposito vel interdicto ministrante, cap. 1, de Sententiâ excommunicationis, in 6, et cap. 1, de Sententiâ et Re judicatâ, pariter in 6. In nonnullis diœcesibus eò usque processerat clericorum audacia, ut, quamvis suspensione irretiti, ab exercitio se abstinerent ordinum quibus erant initiati, attamen, nullâ impetratâ absolutione à censurâ, ad superiorem ordinem ascendere non dubitarent. Episcopi, in quorum diœcesibus hæc frequentiùs eveniebant, ad eorum sacrilegam cohibendam temeritatem, cùm inutilia experti fuissent alia, quæ jam adhibuerant, remedia, quæsierunt à nobis in minoribus tunc constitutis, an sibi fas esset eos synodali decreto declarare irregulares.

VII. Huic interrogationi indubitanter respondimus, id nequaquàm ab episcopis posse decerni ; apud omnes enim canonistas, principii loco est, irregularitatem à solo jure, et non ab homine, induci posse ; à jure autem irregularitate quidem afficiuntur, qui, contemptâ quâ ligantur, censurâ, in suscepto ordine solemniter ministrant ; nunquàm verò irregulares pronuntiantur, qui cum ejusdem censuræ vinculo ad superiorem ordinem ascendere præsumunt. Scimus enimverò, non defuisse doctores, quibus visum cùm fuerit, ascensum ad altiorem ordinem quoddam esse exercitium inferioris ordinis jam suscepti, idcircò docuêre irregularitatem à jure in primo casu irrogatam, etiam secundum complecti. Ita inter cæteros tenuerunt Angel., in Summ., verb. *Irregularitas*, § 22 ; Sylvester, ibid., quæst. 2 ; Navarrus, consil. 26, de Temporibus ordinat., lib. 1 ; Covarr., in cap. *Alma mater*, part. 2, § 3, de Excommunicat. ; Majol., de Irregularit., lib. 4, cap. 34, num. 1 et seq. ; Pax Jordan., Elucubrat. tom. 1, lib. 3, tit. 6, num. 382 ; Volp., Resolut. moral., resolut. 103, num. 10. Sed simul non ignoramus veriorem et communiorem esse sententiam oppositam, quæ, quanquàm sacrilegii reum fateatur, qui sciens se censuræ vinculo obstrictum, superioris ordinis gradum audacter conscendit, eum tamen ab irregularitate absolvit ; quam quidem sententiam amplexata est sacra congregatio concilii in Carinolen. seu Neapolitanâ ordinationis, die 31 januarii 1688, siquidem recipiens altiorem ordinem, nonnisi impropriè dicitur solemniter ministrare in inferiori ordine, à cujus exercitio est suspensus ; in hâc autem materiâ odiosâ et pœnali, non censetur cadere sub legis censuram, quod nonnisi impropriè legis verba comprehendunt ; uti appositè ratiocinantur Suarez, de Censuris, disput. 42, sect. 3, num. 2, et disput. 31, num. 57 et seq. ; Sayr., de Censuris, cap. 16, num. 22 ; Layman, Theolog. moral. lib. 1, tract. 5, cap. 3, num. 5 ; Sorb., in Compend. privileg. Mendic., vers. : *Sed hîc advertenda est* ; Bonacina, Oper. moral. tom. 1, de Censuris, disput. 7, quæst. 3, punct. 4, num. 2 ; Diana, Oper. moral. tom. 5, tract. 5, resolut. 17, num. 2 ; Antonell., de Reg. eccles. lib. 2, cap. 11, num. 6 ; Vulp., in Prax. judic. for. eccles., cap. 8, num. 32 ; Barbosa, de Potest. episc., part. 2, allegat. 16, num. 13, in fin. ; Tambur., Oper. moral. tom. 2, lib. 10, tract. 4, cap. 14, num. 8 ; Fermosin., in cap. *Vel non est compos*, de Tempor. ordinat., quæst. 3, num. 13 et 14 ; Bard., in Select. Moral., lib. 1, quæst. 12, per tot. ; Gibalin., de Irregularit. cap. 5, quæst. 2, consect. 3 ; Lezana ; in Summ., tom. 2, verb. *Irregularitas*, num. 4, vers. 2 : *Id etiam dicendum de suspenso.*

CAPUT IV.

Ad ampliorem præmissorum confirmationem, expenditur casus clericorum, qui, postquàm primâ tonsurâ insigniti, ac etiam ad minores ordines promoti fuerunt, ad majores ascendere recusant ; vel majoribus ordinibus initiati, ad sacerdotium promoveri non curant ; an scilicet et quâ ratione ab episcopo cogi possint ad superiores ordines sus ipiendos.

I. Dictum est in superiori capite de Calaritani archiepiscopi consultatione, qui cùm videret in suâ diœcesi non paucos clericos conjugatos ad sordidas artes se abjicere, aut se flagitiis contaminare, ut scandalis hisce obviàm iret, secum deliberaverat, quemcumque deinceps minoribus ordinibus initiaret, eumdem simul ad subdiaconatum promovere ; super quo sacræ congregationis concilii sententiam exquirens, contrarium responsum tulit. Alii autem episcopi animadvertentes diœceses suas refertas esse minoribus clericis in otio et luxu viventibus, id consilii ceperant, ut eos ad sacros ordines suscipiendos compellerent, præfiniendo ipsis congruum tempus, intra quod ad majores ordines ascendere deberent ; quo elapso, si præcepto non obtemperâssent, omnibus clericalibus privilegiis expertes fierent, et laicalis fori jurisdictioni subjicerentur ; id autem, quò plus solemnitatis et roboris haberet, in suis synodalibus constitutionibus inserere cogitaverant. Verùm, cùm nostrum hâc de re judicium exquireretur, respondere non dubitavimus hujusmodi consilium erroneum esse, et ad effectum aliter perduci non posse, quàm cum apertâ ecclesiasticæ disciplinæ violatione, et proximo periculo replendi sanctuarium vitiosis et scelestis hominibus, ad quorum ingressum meritò luxisset Ecclesia, prophetæ, Thren. 1, vocibus utens : *Vidit gentes ingressas sanctuarium suum, de quibus præceperas ne intrarent in Ecclesiam tuam.*

II. In cujus sententiæ confirmationem satis fortassò fuisset ostendere quòd, licèt antiquitùs ea disciplina viguerit, ut filii impuberes ad tonsuram et ad lectoratum à parentibus oblati, ab Ecclesiâ acceptarentur ; quâ de re nos ipsi egimus in epistolâ ad assessorem S. Officii conscriptâ sub die 15 decembris 1751, n. 4, quæ typis vulgata, deindeque inserta fuit Bullario nostro, tom. 3, num. 54 ; licèt etiam in ecclesiasticis monumentis exempla non desint ordinationum per vim factarum ; cujusmodi fuit ordinatio S. Augustini, qui, ut mos gereretur populo tumultuanti, invitus ad sacerdotium promotus fuit, uti narrat Possidius in ejus Vitâ, et nos aliàs retulimus in nostrâ instit. 72, § *Tertio loco*, pag. 350, et qualis etiam fuit ordinatio Macedonii celebris anachoretæ, de quâ Theodoretus in Historiâ religiosâ, c. 3 ; nihilominùs hodiè severissimis legibus vetitæ sunt ordinationes coactæ. Siquidem *justum est ut nemo crescere compeliatur invitus.* Ita olim pronuntiavit S. Gregorius Magnus, cujus verba relata sunt in can. *Gesta*, dist. 74, cum quibus concordant ea quæ leguntur in can. *Ubi ista*, eâdem distinct. : *Denuntiamus, quòd, si posthàc quidquam tale præsumpseris, et aliquem seu episcopum, seu presbyterum, seu diaconum, invitum facere fortè credideris, ordinationes tibi Ravennatis ecclesiæ vel Æmiliensis noveris auferendas ;* adeò ut, juxta vigentem canonicam jurisprudentiam, si quis gravi veroque metu coactus ad ordinationem accedat, et ordines suscipiat, valida quidem habeatur illius ordinatio, et character ordinis ipsius

animæ impressus; sed nihilominùs eadem ordinatio illicita reputetur, nec ordinatus astrictus remaneat continentiæ voto, quod annexum est ordini eidem collato; quemadmodùm deducitur ex decretali Innocentii III, in cap. *Majores*, de Baptismo, et ex aliis probationibus, quas nos cumulavimus in nostrâ epistolâ ad vicesgerentem Urbis, datâ die 28 februarii 1747, et impressâ tum seorsim, tum in eodem Bullario nostro, tom. 2, num. 28, super quibus etiam nonnulla collegimus in nostro tractatu de Sacrificio miss. (Vid., vol. 24.)

III. Sed, ut ipsam propositæ quæstionis, simulque responsi nostri rationem accuratiùs expendamus, præmittendum est aliquos esse tum simplices clericos, aut minoribus ordinibus initiatos, tum etiam subdiaconos, diaconos, qui beneficium ecclesiasticum nullum possident; alios verò esse ecclesiasticis beneficiis præditos, quibus annexum est onus suscipiendi ordines sacros, vel etiam presbyteratum. Quod itaque ad illos pertinet, qui cum tonsurâ aut minoris ordinis gradu beneficium nullum obtinent, quomodò hi compelli poterunt ad suscipiendum ordinem sacrum, cùm ipsis Ecclesia permittat uxorem, dummodò virginem, ducere; et nihilominùs, si habitum et tonsuram clericalem non deserant, et ecclesiæ ministrare pergant, clericalibus privilegiis eosdem gaudere consentiat? Quod quidem à Bonifacio VIII statutum legitur in cap. *Clerici*, de Clericis conjugatis, in sexto, et rursùs instauratum à sacro Tridentino concilio, sess. 23, c. 6, de Reformatione, ut alibi in hoc ipso opere expositum fuit. Fatemur equidem omnes clericos, juxta Ecclesiæ mentem, eo loco haberi, ut sint *in viâ ad majores ordines suscipiendos*, quemadmodùm exequendo pronuntiat idem concilium in cit. c. 6, cujus etiam lex est in ejusdem sess., c. 11, ut *nemo iis* (minoribus nempe ordinibus) *initietur quem non scientiæ spes majoribus ordinibus dignum ostendat*. Verùm nil aliud inde inferri potest, nisi cavendum episcopis esse ne clericalem tonsuram aut minores ordines aliis conferant, quàm his de quibus meritò conjicere liceat, aliquando tales futuros, ut ad majores ordines cum Ecclesiæ utilitate promoveantur; non autem exigendum esse ab ipsis tonsuratis, aliisque minoribus clericis, ut etiam inviti ad majores ordines ascendant. Nec aliter judicandum videtur de subdiaconis aut diaconis ecclesiastico beneficio carentibus. De his enim præfata Tridentina synodus, c. 12 et 13 ejusdem sess. 23, plura quidem præscripsit, pluraque proposuit, quæ in ipsis veluti necessariæ conditiones requirerentur, ut ad diaconatum, seu respectivè ad sacerdotium dignè promoverentur; at non ulteriùs progressa fuisse dignoscitur, ut subdiaconum cogi voluerit ad diaconatûs ordinem ascendere, aut diaconum invitum sacerdotio initiari. Neque verò desunt exempla virorum eximiâ probitate, ac etiam illustri sanctitate præditorum, qui, cùm ad subdiaconatûs ordinem pervenerint, in eo per totum vitæ cursum perseverârunt, quive ad diaconatum usque progressi, nunquàm ad sacerdotium ascenderunt; sive sublimem gradûs celsitudinem pertimescentes, sive christianâ animi demissione existimantes se iis dotibus atque virtutibus carere, quas sacri canones in promovendis ad superiores hosce ecclesiasticæ hierarchiæ ordines requirunt.

IV. Hæc autem intelligenda sunt de clericis, tum minoribus tum majoribus, qui ecclesiastica beneficia non obtinent. Jam verò videndum de iis, qui hujusmodi beneficiis fruuntur. Quos quidem certum est teneri ad eum ordinem suscipiendum, quem natura postulat beneficii quod unusquisque obtinet. Etenim sacra Tridentina synodus, c. 12, sess. 24, de Reform., episcopis mandat ut *neminem deinceps ad dignitatem, canonicatum aut portionem recipiant, nisi qui eo ordine sacro aut sit initiatus, quem illa dignitas, præbenda aut portio requirit, aut in tali ætate, ut infra tempus à jure et ab hac sanctâ synodo statutum initiari valeat*. Cùm autem ii qui beneficium acceptârunt, simul etiam acceptaverint onus ascendendi ad ordinem beneficio annexum, æquum est eos à superiore compelli ad hujusmodi ordinem assumendum; vel, si hanc obligationem implere recusent, eosdem adepto beneficio privari. Quod statutum jampridem fuit ab Alexandro III, in celebri suâ decretali *Cùm in cunctis*, § *Inferiora*, de Electione, cum quâ concordat altera Gregorii X, quæ incipit: *Licet*, eod. tit., in sexto. Atque his constitutionibus, quæ extant in corpore juris canonici, addenda est Innocentii III epistola 130, regest. 14, quæ scripta est ad apostolicum legatum ab ipso in Lombardiam directum, cui, ut provideretur necessitati quarumdam ecclesiarum sacerdotum ministerio carentium, ita scribit: *Si quos inveneris in ipsis idoneos ad gradum sacerdotii assumendum, tu illos, ut se ad superiores ordines faciant promoveri, per subtractionem beneficiorum, appellatione cessante, compellas*.

V. In actis sæpè dictæ congregationis concilii Tridentini interpretis, ad annum 1683, annotatum invenimus proposita fuisse ab episcopo Malacitano nonnulla dubia circa clericos tonsuratos, aut in minoribus ordinibus constitutos, qui cùm ecclesiastica beneficia obtinerent, ad majores ordines promoveri non curabant; nimirùm quæsitum fuisse an ad superiores hujusmodi ordines suscipiendos adigi possent, indicta pœnâ privationis beneficiorum; quot verò monitiones præmitti deberent ut ad comminatam pœnam reipsà infligendam canonicè procedi posset; quòd si fortè illi, advenientibus ordinationum temporibus, examini quidem se sisterent, sed reprobari mererentur, quoties id evenire opus esset, antequàm ad privationem beneficii procederetur. His autem perpensis, sub die 23 martii ejusdem anni prædicta congregatio nullum generale responsum dandum esse censuit, sed illud in casibus particularibus daturam se edixit, in quo sanè eam sapientissimè se gessisse fatendum est. Nam primò episcopus de compellendis omnibus clericis beneficiatis ad sacros ordines suscipiendos agebat; quasi verò beneficium nullum foret, cui annexum non esset onus ascendendi ad ordinem sacrum; cùm constet, plura esse quæ ex ipsâ juris dispositione, præter clericalem tonsuram, aut ordines minores, nihil ultra requirunt, ut sunt canonicatus ecclesiarum collegiatarum; quarum scilicet canonici, nisi propriis constitutionibus obstringantur ad suscipiendum ordinem sacrum, haud sanè ad id arctantur jure communi, quod nihil aliud in eis requirit, præter ætatem annorum quatuordecim, et clericalem tonsuram, ut latè probant Corrad., in Praxi beneficiar., lib. 2, c. 12, à num. 68; Garcias, de Benefic., part. 7, c. 4, num. 39; Narbona, de Ætate annor. 14, part. 4, num. 2; Tondut., Quæst. beneficiar. part. 2, c. 3, § 12, num. 1 et 2; Pax Jordan., Elucubrat., tom. 2, lib. 10, tit. 20, num. 9; Ventriglia, in Praxi for. ecclesiast., notab 6, § 1, num. 11; card. de Luca, de Benefic. discurs. 17, num. 17. Idque etiam ab ipsâ congregatione concilii, re acriter disputatâ, definitum fuit in Romanâ juris interessendi capitulo et percipiendi distributiones, 18 maii anni 1686, ubi, quoad canonicos ecclesiæ collegiatæ S. Mariæ in Cosmedin de Urbe, decisum fuit eos compelli non posse ad subdiaconatûs ordinem suscipiendum, adeòque eosdem, etiamsi in sacris ordinibus constituti non essent, servitium choro peragendo, distributiones rectè lucrari.

VI. Præterea, cùm fieri possit ut hi qui ratione beneficii ad ordines sacros et ad ipsum quoque sacerdotium assumendum obstringuntur, legitimo aliquo impedimento detineantur, quominùs id, etiam volentes, implere valeant; et in his rerum circumstantiis æquum non sit ita eos ad ordinationem compellere, ut, nisi obtemperaverint, beneficio priventur, facilè patet vix fieri potuisse ut aptum generale responsum ad proposita Malacitani episcopi dubia conciperetur. Equidem lex canonica in cap. *Ut abbates*, de Ætate et Qualit. præficiend., nullum quantùmvis justum impedimentum ad eos excusandos admittit, atque omnes, qui beneficii causâ ad sacrum ordinem assumendum tenentur, si id reipsà non præstent, beneficio cadere

jubet : *Quòd si, aliquâ justâ causâ prohibente, presbyteri aut diaconi esse non potuerint, prælationes amittant.* Sed in alio capitulo ejusdem tituli, quod incipit : *Quæris à nobis*, Alexander papa III distinguit casum eorum qui *pro solâ voluntate* renuunt ascendere ad ordines sacros, quos ex lege beneficiorum quibus fruuntur suscipere deberent, ab eorum casu qui libenter ad ordinationem accessuros fore profitentur, nisi occultis suis peccatis ab eâ arcerentur ; et illos quidem, omni appellatione remotâ, compellendos esse statuit *ad majores ordines recipiendos, per amissionem locorum et beneficiorum subtractionem ;* his autem qui ob occulta sua crimina ordinari recusant, prælerendos esse decernit alios *inferiores in Ecclesiâ, quorum sit vita probabilis ;* ipsos verò beneficiis privandos, *nisi fortè in aliis ecclesiæ servitiis*, etiam ad sacros ordines non promoti, *valdè utiles fuerint.* At demùm in clementinâ *Ut ii*, eod. tit., de Ætate et Qualit., cùm pœnæ quædam adjiciantur in eos qui se promoveri non faciunt ad ordines suis beneficiis annexos, justi tamen impedimenti excusatio non rejicitur ; quod indicant interjecta illa verba : *Justo impedimento cessante.* Et sanè interpretes juris canonici varia impedimentorum genera distinguunt : alii unam classem faciunt eorum quæ à culpâ proveniunt, quæque prævisa forsan fuerunt antequàm beneficium acceptaretur ; alteram verò eorum quæ neque culpabilem causam habent, neque prævisa sunt ; et quidem posterioribus hisce sufficientem excusandi vim tribuunt, prioribus autem denegant. Alii, aliâ viâ incedentes, existimant beneficio privandum esse eum qui ordinari non potest propter impedimentum perpetuum, vel longo tempore permansurum ; secùs autem, si ab ordinatione arceatur ad tempus non adeò diuturnum, quamvis culpâ suâ impedimentum hoc temporaneum contraxerit ; ut puta, si quis, accepto vulnere, ad ordinationem accedere non posset eo tempore quod ipsi præstitutum est ut ordinem sacrum susciplat.

VII. Cæterùm contra id quod superiùs posuimus, de non adigendis minoribus clericis ad suscipiendos ordines sacros, nisi beneficium obtineant, quod hujusmodi promotionem requirat, et quidem eâ lege, ut, sub pœnâ privationis ejusdem beneficii, jure compelli possint ad assumendum ordinem illi annexum ; contra hoc, inquam, systema non alia nobis occurrit exceptio, seu limitatio, præter eam quam aliquando inducere potest Ecclesiæ necessitas. Quæ quidem alteri cuilibet respectui præponderare debet, atque sufficere dicenda est, ut etiam ii qui aliunde ad ordinem sacrum, aut ad sacerdotium promoveri non tenentur, et ad majores ordines, et ad sacerdotium ipsum ascendere compellantur. Id rectè deducitur ex can. *Consuluit*, et ex can. *Placuit*, dist. 74, quorum posterior legitur ordine 31 in integro Codice canonum Ecclesiæ Africanæ, qui Latinè et Græcè editus habetur in Labbeanâ conciliorum Collectione, tom. 2. Huic canoni innixus Bosquetus, in notis ad cit. epistolam 130 Innocentii III, cùm antea demonstrâsset minores clericos cogi non posse ut ad sacros ordines ascenderent, sic deinde conclusit : *Atverò, ubi evidens Ecclesiæ necessitas id expostulat, quantùmlibet reluctantes clericos promovere potest episcopus.* Quâ in re animadversione dignum est statutum concilii Turonensis, anno 1583 celebrati, tit. 14 de Parœcis, Presbyteris, et aliis Clericis, § *Nonnulli etiam*, ubi de clericis agitur ejusmodi beneficia possidentibus, quibus fruendis, non Ordo sacer, sed simplex tonsura requiritur ; et tamen ita decernitur : *Si necessitas, vel utilitas ecclesiarum ad majores ordines suaserit ordinari, volumus, per amissionem locorum, necnon fructuum, ipsorumque beneficiorum subtractionem, sacrorum canonum auctoritate, per episcopos ad talium ordinum susceptionem, dummodò idonei sint, cessante appellatione, compelli ;* tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1422. Neque temerè addita ibi sunt ea verba, *dummodò idonei sint ;* etenim, cùm olim episcopus Feretranus sacræ congregationi concilii exposuisset magnam esse in suâ diœcesi sacerdotum penuriam, quæsivissetque an propterea sibi liceret aliquot ex suis subdiaconis atque diaconis ad presbyteratûs ordinem provehere, quamtùmvis eà scientiâ minimè præditi essent, quæ in promovendis ad sacerdotium requiritur ; negativum ipsi responsum datum fuit ; simulque graviter injunctum ut illos in sacræ doctrinæ studiis exercendos curaret, donec idonei ad sacerdotium evaderent ; interim verò pro necessitatibus populi regularium operâ uteretur. Hanc resolutionem refert Fagnanus, in cap. *Quæris*, num. 18, de Ætat. et Qualit. præfic., et dignis laudibus prosequitur Thomassinus de vet. et nov. Eccl. Discipl., part. 2, lib. 1, cap. 87, num. 15. Cum quâ etiam optimè congruit ejusdem congregationis institutum, et regula quam sequitur in admittendis regularibus ad curam animarum in parœciis secularibus ; quos scilicet, accedente dispensatione Apostolicâ, tunc demùm ad id muneris deputari posse censet, cùm idonei sacerdotes seculares non adsunt, quibus animarum cura committi valeat, et cùm pro eorum deputatione instet episcopus, propter necessitatem aut utilitatem Ecclesiæ ; ut videre est apud eumdem Fagnanum, in cap. *Quod Dei timorem*, num. 17, de Statu monachorum, et nos ipsi latiùs exposuimus in nostrâ constitutione, quæ incipit *Cùm nuper*, Bullarii nostri tom. 3, num. 51.

VIII. Ex hactenùs dictis satis eruitur quæ sit in hoc rerum genere sacrorum canonum mens, et Ecclesiæ disciplina. Quam si quis conferat cum relato superiùs consilio, quod quidam episcopi sibi proposuerant, et approbari petierant, ut nempe clericis tonsuratis, aut in minoribus ordinibus constitutis, indistinctè præfigerent terminum intra quem ad ordines sacros ascendere deberent, alioquin privilegio fori privati remanerent ; haud difficile erit eorum petitionis incongruentiam agnoscere. Sed, quoniam eorumdem animus ad rectum procul dubio finem ferebatur, nec aliud ipsis propositum erat quàm ut ea scandala ab Ecclesiâ tollerentur, quæ ab inferioribus clericis de ulteriori promotione non cogitantibus, et interim inertem vitiosamque vitam ducentibus, sæpè proveniunt ; idcircò nonnulla hìc annotare juvabit, quæ ad optimum hujusmodi intentum aliâ ratione assequendum æquè conferunt. Si enim agatur de iis qui jam ad tonsuram et ad ordines minores admissi sunt, jam de his constat quòd clericalem habitum et tonsuram deferre, ac Ecclesiæ servitium impendere tenentur, eamque morum et vitæ rationem servare, quæ sacros Ecclesiæ ministros maximè deceat. Quòd si beneficium ecclesiasticum obtineant, perspicuis sanctionibus cautum est ut quidquid pro clericis in sacris ordinibus constitutis à sacris canonibus statutum habetur, id etiam quoad illos procedere censeatur. Si igitur tonsurati, et minorum ordinum clerici tonsuram et habitum non deferant, Ecclesiæque, ut par est, non inserviant, ipsa Tridentina synodus meritas in eos pœnas constituens, fori quoque privilegio expertes eos esse jubet ; neque minùs in clericos beneficiatos, licèt sacro ordine minimè præditos, animadvertendum decernit, quatenùs in habitu et tonsurâ non incedant aut honestam et religiosam vitam non ducant : consentientibus apostolicis Constitutionibus, quæ contra illos usque ad privationem beneficiorum procedi volunt. His itaque legibus observatis, ac debitæ executioni demandatis, non solùm à regulâ exorbitans, sed etiam supervacaneum agnoscetur propositum consilium cogendi clericos minores, aut beneficiatos aliunde non arctatos, ut sacros ordines ac etiam presbyteratum suscipiant. Si autem de iis agatur, qui deinceps in clerum ascribendi, minoribusque ordinibus initiandi sunt, de quibus episcopus vereatur ne in eadem vitia et scandala ac alii pridem ascripti et initiati, prolabantur ; præterquàm quòd relata canonica statuta, quæ ad ordinatos in officio continendos valent his etiam qui in posterum ordina-

buntur aptari possunt et debent, illud potissimùm ad præcavenda clericalis ordinis dedecora idoneum consilium erit, ut clerici non ordinentur plures, quàm Ecclesiæ necessitas et utilitas postulare videantur; hoc semper præ oculis habendo, facilius esse magno in numero decipi, et in ordinandorum turbâ aliquos existere, qui immerentes in clerum irrepant; satius verò esse paucos et bonos, quàm multos pravosque, Ecclesiæ ministros habere. Quòd si præterea debitum impendatur studium in discutiendis qualitatibus ordinandorum, quas nempe sacri canones in iis requirunt, ut dignè in clerum asciscantur, si optimatum et potentium commendationibus hâc in re minimè deferatur; minuetur profectò ambientium numerus, simulque corruptelas et scandala, quæ in clericorum multitudine facilè occurrunt, si non omninò tolli, magnâ tamen ex parte evitari continget, absque eo quòd opus sit ad novi generis remedia, sacris Ecclesiæ canonibus ignota, confugere. Has quidem agendi regulas nos ipsi, hujus nostri pontificatûs exordio, ecclesiarum præsulibus inculcare non omisimus per epistolam encyclicam datam ad omnes patriarchas, primates, etc., quæ incipit : *Ubi primum*, et impressa est Bullarii nostri tom. 1, num. 2. Totam verò hanc materiam eruditè admodùm tractavit Agnellus Honoratus, canonicus Aversanus, in quâdam suâ dissertatione typis impressâ Neapoli, anno 1742, in quâ etiam, pag. 127, de prædictâ epistolâ nostrâ honorificam mentionem fecit.

CAPUT V.

Ne obtentu quidem removendi abusus à rebus sacris, potest in synodo quidquam constitui contra jus commune; quamobrem viribus caruêre quædam synodales constitutiones respicientes sponsalia et matrimonia clandestina, etsi justæ ac sanctæ atque ad graves eliminandos abusus viderentur quodammodo necessariæ.

I. In diœcesi Valentinâ sæpissimè eveniebat ab uno eodemque cum pluribus sponsalia contrahi; atque inde fiebat ut graves inter utriusque partis consanguineos orirentur discordiæ, et frequenter in judicio litigandum esset quænam sponsalia prævalerent, aliisque forent præferenda. Ad prospiciendum diœcesis tranquillitati, et tot præcidenda litigia, rogatus fuit archiepiscopus ut in suâ synodo statueret nulla atque irrita in posterum futura sponsalia quæ sine præsentiâ parochi duorumque saltem testium contraherentur; sed prudens archiepiscopus porrectis sibi precibus abnuit; tantam quippe potestatem sibi inesse non existimavit extendendi ad sponsalia decretum Tridentini sess. 24, cap. 1, de Reform. matrim., quo irrita fiunt clandestina conjugia. Actum fuit de hâc re in sacrâ congregatione concilii, quæ archiepiscopi sententiam approbavit, ejusque commendavit consilium : siquidem Tridentinum in citato decreto nihil innovavit circa sponsalia, eaque reliquit sub dispositione juris communis, juxta quod etiam remotis arbitris, validè contrahuntur. Congregationis responsum habetur lib. 1 Decretor., pag. 99, et pag. 126. Legi etiam potest nostra instit. 46, ubi prolixè de hâc materiâ disseruimus.

II. Alter archiepiscopus ad eliminandum abusum, nimiùm in dies in suâ diœcesi inolescentem, ut matrimonium contracturi, nullâ præmissâ illius denuntiatione, infirmitatis prætextu, parochum arcesserent, et coram eo, licèt invito et reluctante, ac duobus testibus, matrimonium inirent, constitutionem promulgavit, quâ, adempta parochis facultate assistendi matrimoniis quibus non præcessissent debitæ denuntiationes, matrimonia ita contracta, nulla atque irrita decrevit, et declaravit. Sed, re delatâ ad eamdem congregationem concilii, hæc, teste cardinali de Lugo, Respons. moral. lib. 1, dub. 45, archiepiscopo mandavit ut quantociùs suam revocaret constitutionem : omissio quippe denuntiationum sine episcopi dispensatione, reddit utique matrimonium illicitum, non tamen efficit invalidum; neque in episcopi potestate est novum statuere impedimentum dirimens, quod à solo summo Pontifice potest induci; uti pluribus demonstrant Sanchez, de Matrim. lib. 7, disp. 1, num. 9, et Pontius, lib. 6 de Matrim., cap. 1, num. 12. Quocirca eadem sacra congregatio concilii, apud eumdem Sanchez, lib. 3, disp. 21, num. 12, validum definivit matrimonium celebratum coram parocho, cui ab episcopo sit generatim interdictum ne matrimoniis assistat : *Congregatio cardinalium respondit valere matrimonium contractum coram parocho cui interdictum est ab episcopo ne interveniat.* Is enim adhuc est verè parochus, suæque retinet parochiæ titulum, et propterea omnibus præstat qualitatibus quas Tridentinum exposcit ad matrimonii validitatem; prohibitio autem episcopi solùm operatur ne ille licitè, non itidem ne validè assistat.

III. Aliud esset de matrimonio celebrato contra interdictum Papæ, munitum decreto irritante : siquidem, cùm Papa possit per suam universalem legem novum impedimentum dirimens matrimonio apponere, potest etiam in aliquo speciali eventu prohibere ne inter peculiares personas matrimonium contrahatur, simulque decernere ut, contra suam prohibitionem, contractum sit irritum; quemadmodùm annotârunt Alexander de Nevo, et Calderinus, in cap. *Tua*, de Sponsâ duorum, docentque Barbosa, in cap. *Ad dissolvendam*, num. 4, de Dispensat. impuber.; Leander, oper. moral. tom. 2, tract. 9, disp. 23, de Impedimentis matrimonii, quæstion. 3; Bècan., in Summ., tit. de Sacram., cap. 49, quæst. 1, num. 6; Schmalzgrueber, ad lib. 4 Decretal., tit. 16, num. 9. Sola verò prohibitio, sine decreto irritante, producit duntaxat impedimentum impediens, non autem dirimens matrimonium; quamobrem Alexander III, in cap. *Ex litteris*, de Matrim. contract. contra interdict. Eccles., validum pronuntiavit matrimonium initum contra episcopi inhibitionem, et adhuc pendente lite super præviis sponsalibus à contrahentium altero cum aliâ personâ stipulatis. Quòd si idem Pontifex in cap. *Tua fraternitas*, de Sponsâ duorum, irritum declaravit matrimonium contra episcopi inhibitionem contractum, post aliud matrimonium antea initum, sed nondùm carnali copulâ consummatum; non ideò secundum matrimonium irritum dixit, quia esset celebratum contra episcopi interdictum, sed quia ei aliud obstabat matrimonium, quod licèt duntaxat ratum, adhuc tamen induxerat impedimentum dirimens alterius matrimonii postea attentati; quod integram decretalem legenti manifestè patet, ponderatque Gonzalez in cap. *De muliere*, de Matrim. contract. contra interdictum Ecclesiæ, num. 2.

IV. Non prohibetur tamen episcopus severissimis pœnis illorum refrenare proterviam, qui contra interdictum Ecclesiæ matrimonium contrahere præsumunt; quod cum communi tradit Sanchez, lib. 3, disput. 46, num. 7, notans insuper eas pœnas non esse à jure præfinitas, sed ejusdem episcopi permitti arbitrio. Verùm etiam in his decernendis cavere debet ne suâ abutatur libertate, et jus commune infringat; quod alio exponemus exemplo. In synodo Salmanticensi fuerat olim edita constitutio, cujus meminit Covarruvias in 4 Decretal., 2 part., cap. 6, num. 4, quâ, excommunicatione latæ sententiæ innodabantur contrahentes matrimonium non præmissis publicationibus à Tridentino præscriptis; et præterea decernebatur hâc excommunicatione irretitos, statim esse evitandos, licèt non essent publicè ac nominatim denuntiati. At ejusmodi constitutio, quoad secundam sui partem, sustineri minimè potuit, quoniam evitandos pronuntiabat, qui, juxta canonicas sanctiones, evitandi nequaquàm sunt : in celebri enim extravaganti Martini V, incipiente *Ad evitanda*, editâ in concilio Constantiensi, evitandi decernuntur solùm excommunicati, publicè et nominatim denuntiati, ac publici et notorii clericorum percussores : uti ponderant Sanchez, de Matrim. lib. 3, disp. 46, num. 10, et cardinalis de Lugo, cit. dub. 45, num. 5. Quamvis verò Fagnanus, in cap.

Quod à prædecessore, num. 55, de Schismaticis, probare conetur evitandos etiam esse quoscumque qui facti notorietate certò dignoscuntur in excommunicationem incidisse, juxta posteriorem sanctionem concilii Lateranensis V, sess. 11, § *Statuimus autem*, ejus tamen doctrina ferè communiter rejecta est, cùm ubique moribus sit recepta laudata constitutio *Ad evitanda;* quod testantur Suarez, de Cens., disput. 9, sect. 25; Layman, Theolog. moral. lib. 1, tract. 5, part. 2, cap. 4, num. 1; Cabassut., in Theoriâ et Praxi juris canon., lib. 5, cap. 11, num. 3; cardinalis Albitius, de Inconstantiâ in fide, cap. 18, num. 23; Engel, ad lib. 5 Decret., tit. 39, num. 53; Wiestner, ibid., num. 63; Reiffenstuel, num. 138; quod etiam superiùs innuimus lib. 6, cap. 5. Illud tamen, quoad hanc Martini V constitutionem *Ad evitanda*, mirum videri potest, quòd, cùm ab eo pontifice in Constantiensi concilio edita fuisse dicatur, nulla tamen illius mentio vel minima occurrat sive in Actis ejusdem concilii, quæ ab Hermanno Vonderhardt collecta et sex voluminibus in folio edita fuerunt, in quibus minutissima quæque habentur, quæ singulis diebus in concilio gesta asseruntur; sive in tot aliis monumentis ad idem concilium pertinentibus, quæ extant in Labbeanâ conciliorum Collectione, tom. 12 edit. Parisiensis; sive in aliis nuperrimè prolatis à Dominico Mansio in suo Supplemento, tom. 4. Quare tota illius constitutionis auctoritas desumitur ex testificatione S. Antonini, qui eam per extensum refert tum in 3 part. suæ Summæ historial., tit. 22, cap. 6, § 4, tum etiam in 3 part. suæ Summæ theologicæ, tit. 25, cap. 2 et 3, ubi eorum dicta refellit, qui vel asserebant propositam quidem in concilio fuisse prædictam constitutionem, sed Patrum suffragiis, et Italicæ præsertim nationis sententiâ rejectam fuisse, vel eam ita editam fuisse, ut ad quinquennium duntaxat vigere deberet; contra quos docet eamdem non modò propositam, sed etiam acceptatam in concilio fuisse, eique perpetuam vim et auctoritatem fuisse tributam; quarum rerum testem appellat Julianum tunc auditorem generalem cameræ apostolicæ, deinde cardinalem S. R. E. insignem illius ætatis virum, et jurisprudentiâ maximè celebratum. Hâc super re videri etiam possunt annotationes in Summam S. Antonini, in editione illius operum Veronæ adornatâ anno 1740.

V. Sed, ut ad matrimonia redeamus, et ad decretum concilii Tridentini super eorum celebrationis formâ, cùm in cit. cap. 1, sess. 24, de Reform. matrim., arbitrio ordinarii relictum sit pœnas statuere in parochum qui cum minore quàm duorum aut trium testium numero hujusmodi contractui interfuerit; sicut etiam in testes qui sine parocho, vel alio sacerdote de ipsius parochi vel ordinarii licentiâ, suam iisdem contractibus præsentiam impendere præsumpserint; dubitatum aliquando fuit an stante bonâ fide sustineri posset pro valido matrimonium coram parocho et unico teste contractum. At sæpè dicta congregatio concilii, die 14 januarii 1673, negativè respondit, ut relatum habetur lib. 28 Decretor., pag. 4, à terg., et 5. Eadem tamen, proposito dubio super validitate matrimonii contracti coram duobus testibus sine parocho, in loco ubi hæreticus tantummodò minister residebat, catholicus autem parochus, aliusve sacerdos, vel omninò non aderat, vel illius adeundi libera potestas non erat; omnibus facti circumstantiis ritè perpensis, pro validitate respondit die 30 martii anni 1669, uti legitur lib. 26 Decretor., pag. 198, à terg., et 199. Et huic quidem congregationis sententiæ inhærere se ostendunt Sylvius, in comment. in Supplem. ad 3 part. D. Thomæ, quæst. 45, art. 5, quæst. 4; Piatellius, in synopsi Cursûs theologici, part. 5, cap. 7, § 8, de Clandestin. matrim., num. 1123; Pontas, in dictionar. Casuum conscientiæ, verb. *Impedimentum clandestinitatis*, cas. 20; Gamachæus, in 3 part., tract. de Matrim., cap. 28, in fin.; cardinalis de Lauræâ, in 4 lib. Sentent., tom. 3, disp. 22, art. 5, § 4; Clericatus, de Sacram. Matrim., decis. 35 num. 25.

VI. Illud etiam præfato Tridentini decreto additum legitur, ut decretum ipsum in singulis parochialibus ecclesiis pluries promulgari et populo explicari deberet, utque *in unaquâque parochiâ suum robur post triginta dies habere inciperet à die primæ publicationis in eâdem parochiâ factæ, numerandos;* cit. cap. 1, in fine. Cùm igitur ad judicandum de conciliaris legis vigore in unoquoque loco præmittenda videretur probatio publicationis decreti in ecclesiâ parochiali ipsius loci pridem expletæ; jam hoc pro regulâ habetur, ut ubi facta præsumatur ejusdem decreti publicatio, ubicumque constet jam usu receptum esse ut matrimonia coram parocho et duobus vel tribus testibus, tanquàm in executionem decreti concilii Tridentini, celebrentur, ut apertè legitur in quâdam resolutione, à prædictâ congregatione editâ 26 septembris anni 1602, quæ refertur lib. 10 Decretor., pag. 47 : *Publicationem præsumi, ubi id decretum fuerit aliquo tempore in parochiâ tanquàm decretum concilii observatum;* et concordant ea quæ enuntiata leguntur in aliâ superiùs citatâ resolutione diei 30 martii 1669.

VII. Jam verò, cùm in diœcesi Kioviensi, atque in totâ Ruthenâ provinciâ, nunquàm promulgatum fuisset sæpiùs laudatum decretum Tridentini sess. 24, cap. 1, de Reform. matrim., ad præcidenda nihilominùs scandala quæ in clandestinis conjugiis, in maximam animarum perniciem, proveniebant, in diœcesanâ synodo Kioviensi, habitâ die 11 octobris 1619, atque in synodo provinciali Ruthenâ, habitâ die 6 augusti 1626, constitutiones sunt editæ, in quibus irrita declarata sunt matrimonia aliter quàm coram parocho et duobus vel tribus testibus celebrata; eodem planè modo quo à Tridentino statutum fuerat, licèt nulla Tridentini fuerit in illis facta mentio; simulque jussi sunt singuli Rutheni parochi eas synodales constitutiones per suas ecclesias quamprimùm promulgare, sicuti etiam à Tridentino fuerat præscriptum; iis qui post hanc publicationem sine parochi et duorum saltem testium præsentiâ matrimonium contraxerunt, injuncta est separatio, et veluti nullo inter se legitimo connubii fœdere obstrictis, libera facta est potestas transeundi ad alia vota.

VIII. De hisce decretis acriter disceptatum fuit cùm in S. congregatione de propagandâ Fide, tum in sacrâ congregatione concilii. Scripserunt in utramque partem theologi et canonistæ, quorum nonnulli existimârunt nihil esse dubitandum de validitate constitutionum quæ adamussim respondebant et verbis et menti concilii Tridentini; quod ideò non fuit expressè nominatum, ne illius nomine audito Rutheni schismatici, quibus est invisum, magis magisque ab unione retraherentur, et ne similiter Græci ab orthodoxâ Ecclesiâ separati, occasionem inde arriperent spargendi in vulgus Latinos velle suos mores et ritus in ipsorum Ecclesiam invehere; quam calumniam nobis impingunt ut plebis animum à Latinis avertant, atque in schismate obduratum detineant.

IX. Alii ex adverso fuerunt in sententiâ prætata synodalia statuta, quanquàm Tridentino omninò conformia, viribus tamen carere; quod hâc ratiocinatione manifestè confici sunt arbitrati : Tridentinum noluit suum decretum quo irrita fecit matrimonia clandestina, quempiam afficere et ligare, nisi post triginta dies ab ejusdem decreti publicatione factâ in parochiâ in quâ ipse degit; ut patet ex verbis decreti quæ supra retulimus; at in parochialibus ecclesiis Ruthenis nunquàm prædictum conciliare decretum fuit promulgatum; itaque matrimonia inibi aliter contracta quàm Tridentinum præscripserit non possunt esse irrita virtute decreti ejusdem Tridentini. Unicè igitur restat ut irrita sint virtute constitutionum à synodis Ruthenis editarum, earumdemque synodorum nomine atque auctoritate, per singulas parochias promulgatarum. Hoc autem contingere nequaquàm potest : nulla quippe peculiaris synodus potest inducere novum impedimentum dirimens matrimonium, seu hujus contrahendi novam formam præscribere; sed est ad id ne-

cessaria suprema auctoritas vel concilii œcumenici, vel summi Pontificis.

X. Hanc postremam opinionem amplexata est sacra congregatio, quæ, die 2 decembris 1628, rescripsit synodalia decreta Ruthena per parochias publicata non potuisse firmitatem adimere matrimoniis contra formam in iisdem statutam contrahendis, et propterea valida definivit matrimonia clandestina, inita post eorumdem decretorum promulgationem; quodque hinc necessariò consequebatur, redintegrari jussit conjugia hoc tantùm nomine rescissa, quòd aliter essent celebrata quàm synodales exposcerent constitutiones; conjugesque eâ de causâ separatos ad cohabitationem instaurandam adegit; idque, etiamsi post separationem alias celebrâssent nuptias, quarum validitati obstabant primæ jam legitimè contractæ. Ut porrò deinceps incommoda averterentur, quæ ex clandestinis proveniunt matrimoniis, eadem congregatio consuluit Sanctissimo ut per suas apostolicas litteras in formâ brevis, iisdem ferè verbis conceptas, quibus Tridentinum utitur, conjugia aliter quàm coram alterutrius contrahentium parocho et duobus aut tribus testibus in posterum contrahenda, irrita decerneret, easque litteras per singulas parochias Ruthenas præciperet promulgari.

XI. Eamdem sententiam in quâ, post novum examen, eadem congregatio perstitit die 20 martii 1629, approbavit confirmavitque Urbanus VIII, simulque deputavit particularem congregationem quæ de modo deliberaret, quo litteræ apostolicæ essent formandæ. Habita est hæc congregatio die 20 aprilis 1629, eâque suggerente, scripta fuêre duo brevia : alterum, in quo demandabatur publicatio decreti concilii Tridentini expressè et nominatim ; alterum, in quo ipsemet Pontifex, verbis tamen à Tridentino acceptis, et factâ insuper Tridentini mentione, nullius roboris decernebat nuptias quæ sine parocho et testibus in posterum fierent. Utrumque apostolicum breve transmissum fuit ad nuntium apostolicum, eique insinuatum ut, nisi ab expressâ publicatione Tridentini turbas et tumultus excitandos prævideret, uteretur primo brevi; sin minùs, urgeret promulgationem secundi per quamlibet parochiam, non tanquàm decreti Tridentini, sed tanquàm constitutionis pontificiæ; parochis autem injungeret ut populo declararent pontificiam constitutionem vim habituram post tringinta dies ab ejusdem publicatione in parochiâ factâ numerandos, quemadmodùm etiam Tridentinum in suo decreto cautum voluit. Litteræ quoque datæ sunt ad archiepiscopum Kioviensem, quibus, post plurimùm commendatum ejusdem studium abducendi fideles à clandestinis desponsationibus, fuit suaviter quodammodò reprehensus quòd deliquisset contra jus commune, ascribendo sibi potestatem quâ certò carebat.

XII. Ex quibus satis abundè demonstratum arbitramur nunquàm permitti episcopis aliquid in suas synodales constitutiones inserere quod juri communi atque apostolicis Constitutionibus refragetur, etiamsi illud necessarium reputetur ad evellendas corruptelas, et rerum sacrarum tuendam religionem.

XIII. A traditâ tamen regulâ excipitur constitutio synodalis quæ sit corroborata apostolicâ confirmatione; ab hâc enim tantas accipit vires ut prævaleat juri communi, cui cæteroquin sit contraria; sicuti advertunt Gonzalez, ad regul. 8 cancellariæ, in 3 annot., num. 213 et seq.; rota, decis. 60, num. 4 et seq., part. 9, recent.; quod tamen est intelligendum, si confirmatio apostolica sit in formâ specificâ, ut aiunt, non in communi; latum quippe inter hæc duo confirmationum genera intercedere discrimen alibi demonstrabitur.

XIV. Hîc autem monendos censemus synodalium legum latores, ne facilè putent Sedis Apostolicæ confirmationem in formâ specificâ accessuram esse eorum statutis quæ juri communi et Constitutionibus apostolicis contraria dignoscantur; non quia satis auctoritatis in eâdem Sede non sit ad derogandum cuilibet positivæ legi ecclesiasticæ; sed quia ita fert illius institutum et consuetudo, ut in peculiaribus quidem casibus, si graves causæ ita suadeant, dispensationes à legibus generalibus aliquando concedere non recuset; ipsas tamen leges pro cæteris casibus in suo vigore subsistere velit; cùm Romanus Pontifex sacrorum canonum atque constitutionum à prædecessoribus suis editarum, quoad licet, custodem se ac vindicem præbeat, ac etiam sanctioris illius disciplinæ assertorem, quæ gravium theologorum aliorumque sapientum piorumque virorum consensu comprobatur.

XV. Quin etiam ipsa Apostolica Sedes cavere solet ne quid novi contra jus commune receptasque doctorum opiniones sine gravi causâ decernat. Quo in genere memoriâ tenemus, sub pontificatu Clementis XI, à viris quibusdam, doctrinâ et zelo præstantibus, expositum fuisse quòd in provisionibus prioratuum, præceptoriarum, aliarumque dignitatum, et commendarum ordinis Hierosolymitani, non rarò eveniebat ut preces, pactiones, et munera intercederent: unde, cùm hujusmodi dignitates atque commendæ, juxta communem canonistarum opinionem, inter beneficia ecclesiastica, licèt manualia, recenseantur; ad eradicandos abusus, optimum factu videbatur declarare prædicta munera, pacta, aliaque ambitionis aut avaritiæ molimina, pro simoniacis habenda esse; adeòque eos qui talia egissent, omnibus iis pœnis subjectos esse debere, quas sacri canones in simoniacos statuerunt.

XVI. Hujus rei examen nobis tunc in minoribus existentibus, et sacræ Romanæ inquisitionis consultoris munus gerentibus, commissum fuit. Nos autem prolixo elaboratoque scripto demonstravimus primùm negari non posse quin ex sententiâ canonistarum, et ex fori opinione, Hierosolymitani ordinis prioratus, præceptoriæ atque commendæ pro beneficiis ecclesiasticis manualibus haberentur, et, juxta eam opinionem, materia et subjectum simoniæ in ipsis esse censeretur. Verùmtamen subjecimus id à theologis nequaquàm admitti, et quidem horum sententiam gravissimis rationibus innixam esse. Cæterùm insinuare non omisimus dandam esse operam, omnique ratione agendum esse, ut relati abusus omninò tollerentur; cùm et injustum et pessimi exempli esset ut quæ præmia ex præclari ordinis instituto destinata sunt iis qui magna et diuturna ipsi ordini servitia præstiterint, intervenientibus pactis, officiis, atque muneribus distribuerentur; quod tamen aliâ viâ efficiendum esse censuimus quàm per ejusmodi declarationem, quâ definiretur ejusdem ordinis prioratus, præceptorias atque commendas ecclesiastica beneficia esse, in quorum collatione et provisione simoniæ crimen admitti posset, quod pœnis adversùs simoniacos statutis puniendum esset.

XVII. Porrò ad essentiam beneficii ecclesiastici, juxta theologos, id necessariò requiritur, ut ei annexum sit alicujus spiritualis ministerii exercitium, utque idem in personam clericali charactere insignitam conferatur; quæ duo cùm in commendis ordinis Hierosolymitani minimè reperiantur, idcircò putant beneficiorum denominationem et qualitatem iisdem propriè non competere, et consequenter neque simoniæ materiem in illis esse. Ita sentiunt Suarez, de Religion., tom. 1, lib. 4, cap. 27, num. 6 et seq.; Victoria, Prælect. de Simoniâ, num. 45; Gibalin., de Simoniâ, quæst. 20, consectar. 7; Diana, in Edit. coord., tom. 5, tract. 7, resolut. 36, per tot., et concordant alii plures theologi à nobis allegati in dissertatione, de quâ supra; ubi etiam advertimus in eamdem sententiam convenisse theologos tum facultatis Parisiensis in quâdam consultatione per eos editâ, et relatâ apud Sainte-Beuve, tom. 2, cas. 72, tum Salmanticensis universitatis, quorum auctoritatem citant PP. Salmanticenses in Theolog. moral., tom. 4, tract. 19, de Simoniâ, cap. 2, punct. 9, num. 65, et seq.; tum denique infra scriptos theologos Romanos, qui olim de hâc ipsâ quæstione interrogati, consulta-

tionibus suis scripto exaratis eamdem opinionem tueri non dubitârunt; nimirùm P. Alpharum sacræ pœnitentiariæ theologum, societatis Jesu; item theologos collegii Casanatensis, ordinis Prædicatorum, et P. Gerardum Capassi ordinis Servorum B. M. V., ac P. Leandrum Porzia ordinis S. Benedicti congregationis Cassinensis, qui postea inter S. R. E. cardinales cooptatus fuit.

XVIII. His omnibus per dictum pontificem Clementem XI maturè perpensis, conscriptæ fuerunt ab eo litteræ in formâ brevis ad magnum magistrum ordinis Hierosolymitani sub die 11 februarii anni 1719, incipientes *Inclytum ordinem*, quæ legi possunt in Collectione selectorum brevium et epistolarum ejusdem pontificis, typis impressâ, tom. 2, pag. 694 et seq., quæ quidem litteræ libenti et grato animo ab eodem magno magistro exceptæ fuerunt (ut colligitur ex altero brevi ad eum dato, quod extat eodem tom. 2, pag. 712, in quo citatur illius epistola in gratiarum actionem ad Pontificem scripta die 21 junii prædicti anni) ac etiam in cancellariâ ejusdem ordinis registratæ fuerunt. In iis igitur Pontifex, commemoratis priùs quæ circa materiam de quâ agitur præscripta sunt in ipsius ordinis statutis auctoritate apostolicâ confirmatis, tum etiam solemni jurejurando quo singuli præceptorias aliasque commendas, seu dignitates ordinis pro tempore obtinentes profitentur se illas neque pretio, neque pactis aut pollicitationibus adeptos esse, et quidem abominandam hanc corruptelam ecclesiasticis æquè ac secularibus legibus damnatam et pœnis indictis severissimè prohibitam gravibus verbis detestatus, omnes et singulas electiones seu collationes et provisiones quas eâ ratione procurari aut fieri contingeret nullas et irritas esse et fore nec ullo diuturnæ possessionis aut bonæ fidei obtentu sanari posse, decrevit: eos autem qui aditum sibi ad præceptorias, commendas, dignitates, aliaque ordinis beneficia seu munera pravis ejusmodi artibus munire contenderent, quique his consentirent, pœnas omnes à sacris canonibus et à sæpè dictis statutis præscriptas incurrere, iisque re ipsâ subjiciendos esse declaravit; easdemque pœnas, quatenùs opus esset, innovavit, et adversùs prætensum fortè non usum seu contrarium usum restituit et redintegravit. Verùmtamen abstinendum censuit ab eâ declaratione quam quidam fieri postulaverant, quòd scilicet prædicti ordinis priores, præceptoriæ, aliæque dignitates atque commendæ, tanquàm beneficia ecclesiastica, materiam et subjectum simoniæ constituerent; proindeque ii qui pactiones et munera in expiscandis earum collationibus et provisionibus interponerent, quique his consentirent, simoniacorum pœnis puniendi forent. Justam enim rationem habendam esse duxit contrariæ theologorum sententiæ, quam hujusmodi decreto edito damnare visus fuisset: simulque abusum idoneis remediis corrigere et propulsare non prætermisit.

CAPUT VI.

Firmitate non carent synodales constitutiones, aliquid decernentes præter jus commune : quod multis firmatur exemplis.

I. De iis quæ sunt à jure prætermissa, non prohibetur episcopus aliquid in suâ synodo decernere quod ad ecclesiasticam disciplinam in concreditâ sibi diœcesi aut reparandam, aut promovendam conducere arbitretur : ejusmodi quippe statuta non sunt contra canones, sed præter canones, iisque præterea robur adjiciunt et fulcimentum ; quod ex iis palàm fiet quæ mox enarrabimus.

II. Et ne recedamus ab exemplo matrimonii, de quo in superiori capite pluribus egimus, Innocentius III in concilio generali Lateranensi, relato in cap. *Cum inhibitio*, de Clandestin. desponsat., matrimonium, priusquàm celebretur, publicè in ecclesiâ denuntiari præcipit, eamdemque publicationem ter faciendam statuit Tridentinum, cit. cap. 1, sess. 24, de Reform. matrim., nisi episcopus aut omnes denuntiationes aut earum aliquam remittendam censuerit ; quod ejusdem judicio et prudentiæ relinquitur. Parochus autem matrimonio interesse præsumens cui legitimæ non præcesserint denuntiationes, suspensione ab officio triennio duraturâ aut etiam graviori pœnâ plecti jubetur in cit. cap. *Cùm inhibitio*, § final., à quâ quidem suspensione, cujus tempus est à jure determinatum, non posse eumdem intra triennium ab episcopo absolvi docent Sanchez, de Matrim., lib. 3, disp. 52, num. 2; Gutierrez, de Matrim., cap. 75, num. 22; et Pontius, lib. 5, cap. 37, num. 11. Ipsis verò contrahentibus, quia Ecclesiæ mandatum in re sanè gravi contemnunt, condignam pœnitentiam injungendam, in eodem cit., § final., statuitur. Testibus tamen qui ejusmodi matrimoniis assistunt nulla pœna neque à concilio Lateranensi neque à Tridentino reperitur imposita : at nihilominùs pleræque diœcesanæ synodi etiam in illos duxerunt animadvertendum pœnâ excommunicationis latæ sententiæ. Quamvis porrò Soto, in 4, dist. 28, quæst. 1, art. 2, § *Quo igitur*, absonum visum sit à particulari synodo illam in prædictos testes irrogari pœnam, à quâ infligendâ concilia generalia abstinuerunt, ac preindè præfatas constitutiones irritas existimaverit; rectiùs tamen earumdem validitatem propugnat, atque à Soti argumentis vindicat Sanchez, cit. lib. 3, disp. 46, num. 8; etenim, cùm testes præfati assistentiam præstent matrimonio ab Ecclesiâ interdicto, graviter profectò in Ecclesiæ leges delinquunt : quapropter synodales constitutiones, eorum culpam debitâ coercentes pœnâ nihil agunt contra canones, sed canones ipsos tuentur ac fovent : sicuti animadvertit etiam Fagnanus, in cit. cap. *Sicut olim*, num. 78, de Accusat., ubi loquens de synodo provinciali, quæ in re, quam in præsens versamus, non plus auctoritatis habet quàm diœcesana, ait : *Non tamen horum potestas adeò restringitur quin multa statuere possint circa ea quæ totam provinciam concernunt, præter jus commune, suisque decretis jus commune adjuvare, addendo novas pœnas, vel antiquas augendo.*

III. Præterea frequens occurrit in synodis diœcesanis decretum quo sponsus prohibetur ante contractum matrimonium in unâ eâdemque domo cum sponsâ habitare; idque prudenter constitui solet propter periculum evidens ne inter eosdem sponsos copula habeatur ante matrimonii celebrationem. Quòd si id fortè contingat, nonnulli episcopi adversùs delinquentes easdem pœnas statuendas putârunt quæ pro stupri crimine in jure decernuntur : non quia ejusmodi copulam verum stuprum esse censerent; hoc enim communis opinio respuit, ut aliàs à nobis demonstratum fuit in nostrâ instit. 46, Latinæ editionis pag. 246, § *Nihil aliud*, sed ut severitas pœnæ sponsos in delictum prochives ab eo perpetrando contineret. Quâ in re non se contra jus commune, sed præter illud agere et decernere existimârunt. Hâc olim ratione se gessit ven. servus Dei Robertus cardinalis Bellarminus in suâ synodo episcopali Capuæ celebratâ : cujus revisio cùm nobis aliàs demandata fuisset, quo tempore illius beatificationis causa sub pontifice Clemente XI discutiebatur, nos quidem judicavimus nihil in eo synodali decreto contineri quod sacris canonibus adversum dici posset; sed aliquid duntaxat canonicæ dispositioni adjectum fuisse, per quod illius vigori et observantiæ magis consuleretur : atque hæc sententia nostra à congregatione sacrorum rituum comprobata fuit die 4 februarii anni 1714. Et sanè de subsistentiâ et æquitate judicii à sacrâ congregatione prolati dubitari non potest, neque debet : verùmtamen animadvertere licet constitutionem de quâ agebatur non eo fine tunc examinatam fuisse, ut decerneretur an sustineri et executioni demandari deberet, cùm tot ante annis condita fuisset; sed ut videretur an errorem aliquem contra fidem contineret, aut doctrinam novam vel peregrinam et communi Ecclesiæ sensui contrariam. Quapropter, præmissis non obstantibus, minimè dubitabimus hoc episcopis consilium præbere, ut abs-

tineant ab eo exemplo in suis synodalibus statutis sequendo, neque pœnâ stupri puniendum decernant sponsum qui mulierem sibi desponsatam, ante celebratum matrimonium, ad copulam adduxerit. Si enim hujusmodi constitutionis vis et subsistentia in judicium adduceretur, valdè verendum esset ne pro illius reprobatione responderetur; utpotè quæ non tam præter jus commune quàm contra illud facta videri posset. Sanè, cùm anno 1573 episcopi provinciæ Mediolanensis, ad congregationem concilii recursum habentes, exposuissent nimis frequenter in eâ provinciâ delictum ejusmodi admitti, proindeque ad illud eliminandum (quoniam post concilium Tridentinum non amplius id obtinebat, ut sponsalia de futuro ob copulam in matrimonium de præsenti transirent) hanc legem statuendam cogitaverant, ut quicumque sponsus inventus esset ejus criminis reus stupratoris pœnâ puniendus esset; sacra congregatio respondit : *Non posse : sed ambos graviter arbitrio ordinarii duntaxat esse puniendos;* uti legitur lib. 1 Decretor., pag. 2, et à terg.; et videre est apud Fagnanum, in cap. *Is qui fidem*, num. 15, de Sponsalibus.

IV. In rem pariter cadit quod supra dicebamus de clerico in minoribus constituto aut solâ primâ tonsurâ initiato, nullum possidente ecclesiasticum beneficium, quem privilegio fori gauderi noluit Tridentinum, cit. sess. 23, cap. 6 de Reform., nisi habitum et tonsuram deferat, atque alicui ecclesiæ ex mandato episcopi inserviat. Quale autem servitium debeat ab eo ecclesiæ præstari ut exemptionem nanciscatur à foro laicali, non fuit à Tridentino definitum. Quare, cùm de re agatur à jure prætermissâ, licebit episcopo illam in suâ synodo determinare, normamque præscribere servitii à clerico impendendi ecclesiæ cui est adscriptus : quemadmodùm censuit S. congregatio concilii in Oppiden. clericalis servitii 10 jan. 1660, lib. 22 Decretor., pag. 6, ubi ita legitur : *Quandoquidem non rarò controversiæ oriuntur circa frequentiam et qualitatem servitii præstandi per clericos, ad effectum ut, junctis cæteris requisitis, fori privilegio gaudeant, supplex quærit episcopus Oppidensis an clericus incedens in habitu et tonsurâ clericali, qui semel in hebdomadâ, vel quater, ter, bis, aut semel in mense sacerdoti celebranti ministrat in sacrificio missæ, vel qui superpellicio quoque indutus toties aliis interest divinis officiis, dicatur ecclesiæ inservire ad præscriptum sacri concilii Tridentini, ita ut fori ecclesiastici privilegio gaudere debeat; an verò longiùs præstandum servitium, et quod, et quantùm. Sacra congregatio concilii censuit remittendum arbitrio episcopi.*

V. Unum tamen cavere debet episcopus, nimirùm ne unà cum qualitate servitii ita etiam designet ecclesiam cui sit præstandum, ut simul declaret fori privilegio excidere qui eadem ministeria à synodo præscripta in alterâ exerceat ecclesiâ : sacra quippe congregatio concilii jam aliàs decidit clericum fori privilegium non amittere, etiamsi ecclesiæ inserviat sine mandato episcopi; aut non illi quam episcopus designavit, sed alteri famuletur ecclesiæ : quamvis enim Tridentinum voluerit cum inservire ecclesiæ *ex mandato episcopi*, hæc tamen conditio *mandati episcopi*, adeò levis visa est sacræ congregationi, ut illius defectus non satis sit ad spoliandum fori privilegio clericum cætera quæ potiora sunt ab eodem Tridentino præscripta exactè adimplentem : uti videre est apud Fagnanum in cap. *Si quis*, num. 21 et seq., de Foro competenti, et adhuc clariùs constat ex responso ab eâdem sacrâ congregatione dato in Senogallien., die 23 januarii 1603, lib. 10 Decretor., pag. 54, cujus verba sunt : *Sacra*, etc., *censuit oratorem clericalem habitum et tonsuram deferentem, quamvis alteri ecclesiæ quàm illi cui ex mandato episcopi ad inserviendum adscriptus fuit inserviat, nihilominùs privilegio fori gaudere.* Atque iterùm in Neapolitanâ, die 1 februarii 1614, lib. 11 Decretor., pag. 159, cùm eadem congregatio fuisset consulta : *An clericus in minoribus ordinibus constitutus, clericalem habitum et tonsuram deferens, atque ecclesiæ inserviens, gaudeat privilegio fori, si alicui ecclesiæ ab episcopo ascriptus non sit*, respondit : *Gaudere.*

VI. Neque hæc sacræ congregationis responsa alteri adversantur Tridentini decreto ejusdem sess. 23, cap. 16, de quo nos ipsi superiùs egimus, lib. 11, c. 2, ubi nimirùm vestigiis inhærens sexti canonis concilii Chalcedonensis, neminem in posterum ordinibus initiandum decrevit, *qui illi ecclesiæ aut pio loco pro cujus necessitate aut utilitate assumitur, non ascribatur, ubi suis fungatur muneribus;* simulque sacris interdicendum præcepit, qui, inconsulto episcopo, ab ecclesiâ se proripit cui fuit alligatus. Aliud siquidem est clericum posse compelli ad inserviendum ecclesiæ ab episcopo designatæ; aliud, posse fori privilegio ideò privari, quòd non illi, sed alteri ecclesiæ suum servitium impendat. Primum certè, non itidem alterum, ex allegato Tridentini textu consequitur; quinimò ex hoc apertè conficitur, solâ suspensione à divinis aut interdictione ascensûs ad superiores ordines, ejus esse puniendam contumaciam, qui, inconsulto episcopo, ab ecclesiâ recedit cui in suî ordinatione fuit mancipatus, uti in suis suffragiis hâc super re diligenter elucubratis concluserunt Carolus de Vechiis et Prosper Fagnanus, celebres olim sacræ congregationis concilii secretarii, quæ extant lib. Memoralium 52, pag. 16.

VII. Ad rem quoque præsentem exornandam faciunt, quæ Eugenius IV, in suâ constitut. 27, § 13, Bullar. tom. 3, part. 3, pag. 39, et Rituale Romanum, tit. 9, præcipiunt; nimirùm recens natos infantes, quamprimùm commodè poterit, esse baptizandos; at neque Eugenius, neque Rituale, tempus præfiniunt intra quod sint ad ecclesiam deferendi, ut salutari aquâ abluantur; ac propterea integrum erit episcopis illud determinare; quod à S. Carolo Borromæo atque ab aliis episcopis in suis synodis sapientissimè factum videmus. Complures hâc de re constitutiones in diœcesanis synodis editas collegerunt Clericatus, de Baptismo, decis. 25, num. 5 et seq., et Eusebius Amort, Theolog. scholast. tom. 2, tract. de Sacram. Baptismi et Confirmationis, § 1, quæst. 5, quæ plerùmque concordant in præfiniendo terminum octo dierum ab infantis nativitate, ultra quos illius Baptismus differri non debeat. Equidem in Ecclesiæ historiâ exempla non desunt nonnullorum qui etiam à christianis parentibus orti, et christianæ fidei dogmatibus imbuti, Baptismum usque ad provectam ætatem suscipere distulerunt. Ita narratur de Constantino Magno imperatore, qui quamvis ante annum æræ vulgaris 312 religionis nostræ veritatem agnovisset, tamen Baptismo regeneratus non est ante annum 324, in urbe Româ; vel, si Eusebio deferendum sit, Nicomediæ duntaxat anno 337 baptizatus fuit. Illius exemplum secutus est Constantius filius, qui paulò ante mortem, hoc est, anno 361, Antiochiæ Baptismum suscepit. Theodosius similiter, cùm gravi morbo Thessalonicæ correptus fuisset, Baptismum sibi ministrari petiit et obtinuit; sed postea convaluit. De S. Ambrosio Mediolanensi episcopo et Ecclesiæ doctore, narrat Paulinus Notarius, Baptismum tunc ei collatum fuisse, cùm ad sacram ordinationem jamjam eveheudus esset. Nec quisquam ignorat S. Augustinum anno ætatis suæ trigesimo tertio baptizatum fuisse. Verùm ex peculiaribus factis hujusmodi nec exemplum nec norma desumi debent, quamvis reprehendenda generaliter non sint, ubi agatur de probis viris aut sanctitate illustribus, qui Baptismi susceptionem usque ad provectam ætatem justis de causis differendam sibi esse judicaverint. Tertullianus etiam et S. Gregorius Nazianzenus in eam sententiam propendere visi sunt, ut satius esset regenerandos ad Sacramentum Baptismi adultos accedere. Sed, cùm huic opinioni contraria sit Ecclesiæ traditio, juxta quam infantibus recens natis, quo citiùs fieri potest, Baptismus conferri, nec in aliud tempus remitti debet, hæc habenda est pro regulâ, eique omninò est obtemperandum. In Catechismo Romano, ex decreto concilii Tridentini edito, part. 2, de Sacram. Baptismi, ubi agitur de præcepto suscipiendi

Baptismum, hæc habentur : *Quam legem non solùm de iis qui adultâ ætate sunt, sed etiam de pueris infantibus intelligendam esse, idque ab apostolicâ traditione Ecclesiam accepisse, communis Patrum sententia et auctoritas confirmat.* Hoc idem latè probant et evidenter demonstrant scriptores catholici de controversiis agentes ; qui etiam animadvertere non omittunt, Ecclesiæ legibus, inter irregulares, et nunquàm ad sacram ordinationem admittendos, recensitos fuisse eos qui Baptismum, cùm possent, tempestivè suscipere neglexerant, sed in infirmitate constituti, et in lectulo decumbentes, mortis metu ad eum suscipiendum adducti fuerant. Porrò, ut observat Maldonatus, de Baptism., tom. 1, c. 2, quæst. 7, nec prædictus mos differendi Baptismum unquàm in Ecclesiâ communis fuit, ideòque ad imitandum proponi nequit ; nec aliud ferè spectabant plerique ex iis qui baptizari differebant, quàm ut interea peccandi libertatem non amitterent : *Erat enim summum scelus inter Christianos illos, post Baptismum, peccare.* Reliquum est hìc admonere præfatam octo dierum dilationem minimè permissam censeri debere, ubi vitæ periculum puero in lucem edito imminere videatur ; sed, cùm æterna illius animæ salus periclitetur, salutare lavacrum ei statim impendendum esse ; idque etiam per laicam personam, si præstò non sint Ecclesiæ ministri, juxta statutum Eugenii IV, in concilio Florentino, part. 3 Actor., in Decreto pro Jacobinis, ubi *admonet non esse per quadraginta aut octuaginta dies, seu aliud tempus, juxta quorumdam observantiam, sacrum Baptisma differendum, sed quamprimùm commodè fieri potest debere conferri ; ita tamen quòd, mortis imminente periculo, mox sine ullâ dilatione baptizentur, etiam per laicum.*

VIII. In citato Rituali Romano, tit. 34, legitur : *Nullum corpus sepeliatur, præsertim si mors repentina fuerit, nisi post debitum temporis intervallum, ut nullus omninò de morte relinquatur dubitandi locus.* Neque hìc certum tempus determinatur, quod effluere debeat priusquàm cadaver humetur. Providè tamen cùm in actis ecclesiæ Mediolanensis, tum in aliis synodis tam provincialibus quàm diœcesanis, cautum est ne cadaver sepulturæ mandetur, nisi post duodecim ab obitu horas, si mors sit ex morbo secuta ; et, si repentina vel violenta fuerit, nisi post viginti quatuor horarum intervallum, quemadmodùm fusè habetur in annotationibus ad synodum Fulginatensem episcopi Baptistelli, c. 24, num. 6 ; hoc siquidem non est contraire, sed obsequi Rituali Romano, quod certò de morte constare voluit, priusquàm cadaver tumuletur. Sunt sanè qui tempus magis diuturnum requirunt, ut de secutâ morte judicium certum proferri possit ; quâ de re fusiùs à nobis actum est in nostro opere de Canonizat. sanctor., lib. 4, part. 1, c. 21, num. 10 et seq. Sed ad effectum de quo nunc agitur, satis esse putamus indicatis legibus morem gerere. Quæ enim in dicto opere de Canonizat., loc. cit., inseruimus, ad alium effectum ibi adducta sunt, ut scilicet certum judicium proferri valeat de miraculis resuscitationis mortuorum, quæ in congregatione sacrorum rituum approbanda proponuntur ; ubi omninò necesse est præcedentem mortem demonstrare per rigorosas probationes : cujusmodi sanè non requiruntur neque requiri possunt ad hoc ut sepulturæ mandetur cadaver hominis qui defunctus reputatur ; rectè enim talis creditur, quoties adsunt secutæ mortis indicia, quæ moraliter certa sunt, quæque communiter pro indubiis habentur.

IX. Habenti jus non tantùm ad beneficium, sed in ipso beneficio, et quidem adeò certum et manifestum, ut nequeat rationabiliter in quæstionem adduci, permittitur à sacris canonibus pecuniâ redimere vexationem sibi injustè illatam ; quod desumitur ex cap. *Dilectus*, 28, de Sim., docentque S. Thom., 2-2, q. 100, art. 2, ad 5, et in 4, dist. 25, quæst. 3, art. 2, quæstiunc. 1, ad 7 ; S. Antoninus, in Summ. theol., 2 p., tit. 1, cap. 4, § 2 ; Toletus in Summ., lib. 5, cap. 90 ; Suarez, tom. 1, de Relig., lib. 4, de Simon., cap. 50 ; Valentia, tom. 3 Comment. theol., disp. 6, quæst. 16, punct. 3 ; Giballinus, de Simon., quæst. 18 ; Navarrus, Manual. cap. 23, num. 102, et consil. 48, num. 44, de Simon. ; Gonzalez, in cap. *Matthæus*, de Simon., num. 2 ; Barbosa, ibid., num. 4. Neque à sacris canonibus cautum est intercedere debere auctoritatem episcopi ut quis tutâ conscientiâ possit pecuniam solvere, ne possessione exturbetur beneficii, quod justè et legitimè obtinet. Nihilominùs S. Carolus Borrom., scitè perpendens facilè in hoc negotio posse quempiam hallucinari, atque, obtentu redimendæ injustæ vexationis, veram committere simoniam, sicuti contigit illi quem Lucius III, in cap. *Matthæus*, de Simon., simoniacâ labe fœdatum agnovit, eò quòd pecuniam dedisset, ne ei retardaretur possessio prælaturæ, ad quam, utpote electus à majori parte capituli, habebat quidem jus *ad rem*, nondùm tamen jus perfectum et absolutum *in re*, quod, juxta citatum textum in cap. *Dilectus*, necessariò requiritur ut possit injusta vexatio pecuniæ solutione propulsari ; quemadmodùm benè ponderant citati S. Thomas, S. Antoninus, Suarez et Gonzalez, et fusè nos explicuimus in nostrâ instit. 93, ubi ex professo de hâc re tractavimus ; hâc, inquam, de causâ S. Carolus in concilio provinciali I, part. 2, Actor. eccl. Mediol. part. 1, pag. 14, nemini licere sancivit, ad redimendam injustam vexationem in causâ beneficiali, quidquam solvere, aut cum adversario transigere, sine episcopi assensu : cujus erit investigare an pecuniæ solutio, seu inita inter se de beneficio contendentes pactio, omni careat fraude et simoniæ suspicione : *Ne redimendæ vexationis specie*, ait, *in causis beneficiorum simoniacæ pactiones intercedant, nemini licere volumus, ad redimendam vexationem, ne in casibus quidem jure permissis, pecuniam dare, quidquamve pacisci aut transigere, nisi episcopi consensus accesserit ; cujus partes erunt et perspicere diligenter an subsit aliqua fraus, et ubi rem fraude carere et jure permissam esse cognoverit, non denegare ei qui petierit facultatem se à vexatione liberandi.* His consonæ sunt aliæ constitutiones synodales, nimirùm concilii provincialis Ravennatensis, anno 1569 à cardinale Julio Feltrio de Ruêre celebrati, cap. 6, *ut nulli liceat in casibus à jure permissis sese à vexatione redimere absque ordinarii licentiâ, qui, re diligenter inspectâ et cognitâ, quod juri et æquitati consentaneum videbitur, pro suâ conscientiâ decernat et admittat ;* item synodi Ravennatis habitæ anno 1607, de Beneficiis, num. 4, *quòd nulli liceat in casibus à jure permissis sese à vexatione redimere absque episcopi licentiâ, qui, re diligenter inspectâ et cognitâ, quod juri et æquitati consentaneum videbitur, decernat et admittat ;* tum etiam concilii provincialis Beneventani, anno 1656 congregati, tit. 31, num. 2, *ne, redimendæ vexationis specie, in causis beneficiorum simoniacæ pactiones intercedant, ne in casibus quidem jure permissis, pecuniam dare, quidquamve pacisci aut transigere, nisi episcopi consensus accesserit*, etc. *Qui contra quàm decretum à nobis est, fecerit, episcopi arbitratu plectatur, et quod actum fuerit irritum sit ac nullum.* Similia habentur in concilio provinciali Neapolitano, habito anno 1683, tit. 36, in synodo Auximanâ anni 1593, in synodo Ravennatensi, habitâ anno 1640, et in synodo Æsinâ, habitâ anno 1683, tit. 36.

X. Diversum judicium ferendum esset de aliâ quam subjicimus constitutione. A concilio Lateranensi sub Innocentio III, in cap. *Omnis utriusque sexûs*, de Pœnit. et Remiss., cui concinit Tridentinum, sess. 13, can. 9, de sacrosancto Eucharistiæ Sacramento, omnes fideles obstricti sunt præcepto sacram Eucharistiam percipiendi, saltem in paschate. Tempus porrò paschale, ad huic obtemperandum præcepto, quindecim dierum spatio, hoc est, à dominicâ *Palmarum* usque ad dominicam *in Albis*, concludi declaravit Eugenius IV, in suâ constitutione 24, tom. 3, part. 3, Bullar. pag. 33, quod superiùs nos, lib. 9, cap. 16, num. 3, prolixiùs explicuimus. Hoc posito, videri posset episcopo amplissimam regenti diœcesim, fas sibi esse tempus paschale in suâ præsertim synodo ulteriùs etiam prorogare, puta usque ad festum Ascensio-

nis dominicæ, vel sanctissimæ Trinitatis; eò vel magis, quòd ita opinantur nonnulli doctores, ut Pirhing., ad tit. de Pœnit. et Remiss., sect. 1, § 4, notab. 5, et Pasqualig., de Sacrificio novæ legis, quæst. 647, num. 1, quorum sententiæ adhæsisse videtur etiam sacra congregatio concilii, ut videre est apud Fagnanum, in cap. *Omnis*, num. 46, de Pœnit. et Remiss. Et sanè, cùm olim archiepiscopus Panormitanus ab eâ confirmari postulâsset decretum à se in synodo editum, quo, ob civitatis amplitudinem, et ministrorum penuriam, dictum tempus paschale ita protraxerat, ut à feriâ 4 Cinerum incipere censeretur, et dominicâ *in Albis* desineret, eadem sacra congregatio, die 31 januarii 1682, respondit ut archiepiscopus *uteretur jure suo*. Nos tamen in similibus casibus aliter judicandum putavissemus, nec hujusmodi synodales constitutiones sine approbatione apostolicâ vim ullam obtinere censuissemus; cùm non decernant quod est à jure prætermissum, sed, contra jus, limites amplient ab ipso jure præfinitos. Quocirca cardinalis Cantelmus, archiepiscopus Neapolitanus, probè noscens tantam sibi non esse potestatem, usque ad diem Ascensionis protendendi tempus intra quod à suis subditis satisfieri posset paschalis communionis præcepto, illam sibi fieri petiit à sacrâ congregatione, quæ, ob ingentem numerum populi Neapolitanam urbem incolentis, petitam prorogationem concessit die 20 martii 1634, quam idem cardinalis in suam inseruit diœcesanam synodum, eodem anno celebratam; idemque præstitum fuit ab ejus successore cardinali Pignatello, in synodo quam habuit anno 1726.

XI. Ad eamdem pertinet speciem, quod hìc subnectere opportunum ducimus. Si quis commissi peccati mortalis sibi conscius sit, quamvis corde contritus de ipso sibi esse videatur, non debet tamen, sine prævià sacramentali confessione, ad eucharisticam mensam accedere. Hoc præceptum, quod pro omnibus constitutum est, eos etiam sacerdotes comprehendit, qui *ex officio* missam celebrare tenentur, cùm nec his liceat, nisi præmissâ sacramentali confessione, missarum sacra facere, si confitendi modus ipsis suppetat: *Modò non desit illis copia confessoris. Quòd si, necessitate urgente, sacerdos, absque prævià confessione, celebraverit, quamprimùm confiteatur.* Ita statuit concilium Tridentinum, sess. 13, de Eucharistiâ, cap. 7.

XII. Nonnulli docuerant novissima hæc concilii verba præcepti vim non habere, sed tantùm consilii. Visum est aliis verbum illud *quamprimùm* intelligendum esse de primâ confessione, quam suo tempore quandocumque sacerdos perageret. Verùm hujusmodi assertiones damnatæ fuerunt Alexandri VII pontificis maximi decreto, die 18 martii 1666 edito, ut patet legenti propositiones 38 et 39, inter eas quæ eodem decreto proscriptæ sunt. Sed non ideò sublatæ sunt omnes hâc de re controversiæ. Quamvis autem auctores morales communiter sentiant ad conciliaris præcepti implementum sufficere, si sacerdos intra triduum confiteatur, ut videre est apud Vivam, ad supradict. proposit. 39, num. 5, et apud Milante, exercitat. 33 in eamd. proposit. 39, § *Collige quarto;* nihilominùs id nobis cautius consilium videretur, ut episcopus controversias hujusmodi in collationibus seu conferentiis de casibus moralibus, quæ inter ipsius clericos haberi solent, discutiendas relinqueret; nec quidquam circa illas in synodo, sine prævio Apostolicæ Sedis oraculo, decernendum susciperet; hoc tamen studiosè curando, ut in prædictis collationibus moralibus eorum theologorum sententia vinceret, qui mediâ viâ inter rigorem et laxitatem incedere norunt.

CAPUT VII.

Aliæ proferuntur synodales constitutiones, quæ non ideò nutârunt, quòd aliquid statuerint præter jus commune.

I. Jusserat Clemens VIII diœcesis Calaguritanæ beneficia clericis duntaxat *patrimonialibus* conferri; quinam autem essent inter patrimoniales recensendi, non explicuit. Quocirca, ad amputandas lites quæ frequenter in foro agitabantur, num aliquis eâ polleret qualitate quam requirebat Clementina constitutio, episcopi in suis synodis necessarium putârunt eamdem constitutionem declarare. Edixerunt propterea *patrimoniales* nequaquàm habendos, qui mercede conducti in loco habitabant, sed ad veram patrimonialitatem requiri domicilium, incolatum et civitatem. Adversùm ejusmodi synodales constitutiones provocatum fuit ad sacræ rotæ auditorium; sed, animadversum cùm fuerit Clementinam constitutionem aliquà certè indigere explicatione, nullamque magis rationi atque æquitati congruere, quàm quæ à prædictis synodis data fuerat, rota illas censuit sustinendas, decis. 98, num. 2, coram sanctæ memoriæ Alexandro VIII, et decis. 241, num. 6, coram Peutingerio.

II. Ad obtruncandas similiter lites super decimis à clericis solvendis è suorum beneficiorum prædiis alteri locatis, episcopus Abulensis in suis synodalibus constitutionibus anni 1557 sancivit ut eorumdem prædiorum conductores priùs fructus detraherent clericis debitos atque ex reliquis sibi obvenientibus decimas penderent. Etenim hæc constitutio fuit in judicium traducta; sed rotæ auditorium scitè perpendens nihil per eam fuisse juri communi derogatum, sed modum duntaxat præscriptum, et quidem rationabilem atque apprimè aptum ad obviandum litigiis, quo à quolibet, pro suâ ratâ decimæ persolverentur, eam approbavit decis. 1734 num. 17 et seq., coram Coccino.

III. Haud levis pariter fuit disputatio, in pluribus tribunalibus olim agitata, an sustinerentur statuta, consuetudines atque ecclesiarum constitutiones, etiam synodali decreto roboratæ, quibus cavetur ut fructus primi anni cujuslibet beneficii, non illi qui beneficium obtinuit, sed defuncti antecessoris hæredibus obveniant. Rotæ auditorium ejusmodi sive consuetudines sive constitutiones quondam improbavit in decisionibus relatis à Garciâ, de Beneficiis, part. 10, cap. 5, num. 141 et 142. Sed deinde, mutatâ sententiâ, easdem validas pronuntiavit decis. 1053, coram Seraphin., decis. 660, num. 2, part. 4 divers., et in Leodien. canonicatûs et scholasteriæ, 10 maii 1660, coram Bourlemont. Hæc autem posterior opinio prævaluit atque ab omnibus ferè auctoribus recepta et propugnata est: siquidem præfata statuta non auferunt beneficiario annales sui beneficii reditus, sed hosce eidem reservant post mortem persolvendos; idem quippe beneficium transibit in successorem cum eodem onere tradendi hæredibus decessoris reditus primi anni, et sic deinceps; quocirca nihil in illis est quod simoniam sapiat, aut quod adversetur vel constitutioni Joannis XXII, in extravag. *Suscepti, ne sede vacante*, inter comm., vel decreto Tridentini, sess. 24, cap. 14, de Reform., vel constitutioni 143 S. Pii V, tom. 4, part. 3, Bullar., pag. 109, vel demùm constitutioni 117 Innocentii XII, tom. 9 Bullar., pag. 413; in his enim solùm damnantur illicitæ pactiones atque pecuniæ erogationes in aliorum canonicorum commodum; non verò prohibetur dilatio solutionis redituum primi anni ad tempus mortis beneficiarii, ut ei justæ reddantur exequiæ, et æs alienum, si quo fortè gravatus decesserit, solvatur; quemadmodùm optimè expensum fuit à sacrâ congregatione concilii, quæ post maturam articuli discussionem, nihil in prædictis constitutionibus reprehendendum invenit, in Civitaten. statutorum, die 24 martii et 9 junii 1580, lib. 106, Positionum, pag. 9, atque in Mediolanen., 15 maii 1580, tom. 115 Positionum, pag. 205; idemque tradunt Suarez, de Relig. tom. 2, tract. 4, lib. 4, cap. 20, num. 9; Azor., Instit. part. 1, lib. 12, cap. 4, quæst. 4; Leo, Thesaur. for. Eccles. cap. 32, num. 6; Gutierrez, canonic. Quæst. lib. 1, cap. 29, num. 30; Garcias, cit. cap. 5, num. 137 et plurib. seqq.; Barbosa in Collect. ad Trident. sess. 24, cap. 14, num. 3 et 8, et de Canonicis, cap. 15, num. 31; Panimoll., decis. 31, annot. 1, num. 17 et seqq., tom. 1; Mean., in observat. ad jus Leodiense, part. 3, observ. 277, et fusè

Pitonius, Discept. ecclesiastic. part. 3, discept. 57.

IV. In diœcesi Toletanâ, ecclesiarum sacrariis præfecti tot eleemosynas pro missis in iisdem ecclesiis celebrandis acceptabant, quibus satisfieri impossibile foret; quare, ne fidelium pietas eleemosynam erogantium fraudaretur, archiepiscopus in suis synodalibus constitutionibus jussit ut singuli ecclesiarum præfecti quolibet trimestri et de perceptis eleemosynis, et de celebratis missis exactam sibi rationem redderent; quòd si missæ numerum non exæquarent ab elargientibus eleemosynam præscriptum, liberum sibi esse voluit earumdem celebrationem alteri ecclesiæ committere. Etiam ejusmodi constitutio acriter impugnata est apud sacræ rotæ tribunal; plerisque enim videbatur archiepiscopus suæ potestatis limites prætergressus, quasi sibi jus usurpâsset piam commutandi fidelium voluntatem, qui in illâ speciali ecclesiâ sacrificium pro se offerri voluerant, in quam consuetam contulerant stipem. Verùm rotæ auditorium cùm ponderaverit non fuisse ab episcopo absolutè sancitum ut missæ extra ecclesiam celebrarentur, cui fuerant eleemosynæ oblatæ, sed duntaxat præscriptum quid faciendum foret quando in illâ tot missæ celebrari non poterant, quæ oblatis eleemosynis responderent; cùmque simul perpenderit aliquod temperamentum necessariò adhibendum fuisse, ne in prædicto casu, à jure communi non præviso, prorsùs eluderentur fideles eleemosynam elargientes; utque iidem specialem fructum, quem, erogatâ stipe, exoptabant, ex sacrificio assequerentur, si non in illâ quam designaverant ecclesiâ, alibi saltem oblato; idcircò laudatam constitutionem commendavit approbavitque decis. 1436, et decis. 1522, coram Coccino.

V. Haud absimilis quæstio sæpiùs delata est ad sacram congregationem concilii, à quâ petitum fuit quid foret agendum cùm ingens eleemosynarum copia in unam conferebatur ecclesiam, ut tot missæ celebrarentur in uno certo et designato ejusdem ecclesiæ sacello, quas tamen ibidem celebrare esset impossibile; et sacra congregatio censuit missarum celebrationem non esse ultra hebdomadam differendam, sed in aliis saltem ejusdem ecclesiæ sacellis explendam. Ne autem imponeretur fidelibus eleemosynas erogantibus, per scriptam tabellam, in visibili ecclesiæ loco exponendam, notificari jussit, suscipiendis in posterum missarum oneribus satisfactum utique iri in altari à benefactoribus designato, si tamen intra unius hebdomadæ spatium fieri posset; sin minùs, in aliis ejusdem ecclesiæ altaribus, juxta sacræ congregationis rescriptum.

VI. Notissima est constitutio concilii Lateranensis sub Alexandro III, in cap. *Quoniam*, de Jure patronatûs, in quâ decernitur ut, vacante beneficio juris patronatûs, si patronorum suffragia discissa fuerint, neque in eamdem conspirent personam, *ille præficiatur ecclesiæ, qui majoribus juvatur meritis, et plurimorum eligitur et probatur assensu.* Quocirca, si ex decem patronis quatuor præsentent Petrum, tres Joannem, et reliqui tres Antonium, Petrus, si aliàs idoneus sit, erit de beneficio instituendus, quemadmodùm ad dict. cap. annotârunt Abbas, num. 13, Gonzalez, num. 2, Barbosa, num. 4, Fagnanus, num. 15, dummodò tamen præsentatio non fiat à pluribus tanquàm constituentibus unum collegium; tunc enim eum solum qui à majori parte totius collegii, puta sex ex decem, præsentatur, esse instituendum, iidem doctores advertunt cum Lambertino, de Jure patron., lib. 2, part. 3, quæst. 4, art. 4. Si verò is qui majora retulit suffragia non reperiatur idoneus, poterit alter præsentatus à paucioribus, qui se dignum et idoneum præbeat, de beneficio institui, sicuti iidem doctores prosequuntur. Jam verò episcopus Pampilonensis, in cujus diœcesi frequenter occurrebant prædictæ patronorum in præsentando dissensiones, in suis synodalibus constitutionibus edixit, si deinceps contingeret præsentatum à majori parte idoneum non reperiri, non esse admittendum præsentatum à minori, sed novam ab omnibus præsentationem faciendam. Putârunt nonnulli hanc constitutionem contraire juri communi, ex cujus censurâ, quando à majori parte præsentatur indignus, totum jus præsentandi devolvitur ad alios, quanquàm numero pauciores; ac proinde qui ab his nominatus fuit atque idoneus repertus, non videtur posse, sine injuriâ, beneficio privari. Verùm rotæ auditorium, in quo de præfatæ constitutionis viribus est disputatum, illam ratam habuit, validamque pronuntiavit, decis. 125 et 1105, coram Coccino. Siquidem inprimis, non omnes patroni, sed tantùm ecclesiastici, præsentantes indignum, excidunt pro eâ vice jure præsentandi, uti tradunt Sylvester verb. *Jus patronatûs*, quæst. 7, dist. 2; Lessius, de Just. et Jur. lib. 2, cap. 34, num. 29; Layman, lib. 4, tract. 2, cap. 13, num. 7; Vallens, ad tit. de Jure patron., § 5; Barbosa, in cap. *Cum autem*, de Jure patron., num. 5. Deinde hæc ipsa pœna ne patronos quidem ecclesiasticos afficit, qui non scienter, sed ignoranter indignum præsentant; quibus propterea intra semestre permitti alium idoneum præsentare, docent Azor., Instit. part. 2, lib. 6, cap. 22, quæst. 6, in fin.; Pirhing, ad tit. de Jure patron., num. 104, verb. *Aliud verò;* Wiestner, eod tit., num. 133, aliique ab Azorio citati. Præfata autem constitutio Pampilonensis potuit commodè intelligi de solis patronis laicis, aut, si etiam ecclesiasticos comprehenderit, potuit locum sibi vindicare in eventu quòd iidem non scienter, sed ignoranter præsentaverint indignum: quamobrem nihil in eâ deprehensum est quod juri communi refragaretur; quamvis enim etiam detur in utroque casu liberum esse episcopo admittere idoneum à minori patronorum numero præsentatum, ad eum tamen admittendum nullo jure compellitur; quinimò, in cit. cap. *Quoniam*, postquàm jussus est instituere, *qui plurimorum eligitur et probatur assensu*, statim subjungitur: *Si autem hoc sine scandalo esse nequiverit, ordinet antistes ecclesiam, sicut melius eam, secundum Deum, viderit ordinandam.*

VII. Denique opus est annotare aliqua interdùm à sacris Urbis congregationibus edi responsa, quæ, licèt juri communi sint conformia, non tamen labefactant contraria synodorum statuta, quæ alicubi justis de causis vigeant, neque ab istis in posterum servandis quempiam excusant. Ita, quamvis à sacrâ congregatione concilii sæpiùs decisum fuerit, *de rigore juris, non posse à parocho prohiberi ne in publicis oratoriis, sitis intra suæ parochiæ fines, missæ celebrentur ante missam parochialem;* quod totidem verbis legitur lib. 16 Decretor., pag. 531 et 543, nihilominùs, si episcopus in synodo, aut etiam extra synodum, contrarium jusserit, ne populus retrahatur à missâ parochiali et concione in eâ per parochum haberi solitâ, episcopi præceptum prævalebit, eique erit obtemperandum etiam ex ejusdem sacræ congregationis sententiâ, quæ die 25 maii 1652 respondit, *constitutiones synodales disponentes ut diebus festis missæ celebrari non debeant in aliis ecclesiis, nisi celebratâ missâ in ecclesiâ parochiali, esse observandas*, uti habetur lib. 19 Decretor., pag. 191, et videri potest in nostrâ instit. 44. Similiter à sacrâ rituum congregatione anno 1703 plura emanârunt decreta ad dirimendas contentiones inter parochos, et capellanos confraternitatum contra parœciæ ambitum existentium excitari consuetas; sed in iisdem decretis expressè cautum est ea locum non habere ubi aliud ab episcopo in suis synodalibus constitutionibus statutum fuerit, quod à nobis pariter uberiùs explicatum est inst. 105.

CAPUT VIII.

Nonnullæ recensentur rerum circumstantiæ, in quibus dubitari potest an liceat episcopo aliquid edicere contra jus commune aut apostolicas sanctiones; ubi de facultate episcopi clericum suspendendi ab ordinis exercitio ob occultum crimen, in foro externo non probatum, item examinandi alienos subditos cum proprii episcopi dimissoriis ad ordinationem accedentes; et de non permittendâ alienatione rerum ecclesiæ absque Apostolicæ Sedis assensu.

I. Tales quandoque emergunt rerum circumstantiæ,

à jure communi non prævisæ, ut ex quâdam *ἐπιεικείᾳ*, seu tacitâ ipsiusmet juris permissione, liceat episcopo jus commune relaxare, seu aliquid contra ejusdem severitatem indulgere; præsertim si res dilationem non patiatur, nec facilè summus Pontifex consuli queat, ejusque suprema auctoritas implorari; sicuti docent Abbas, in cap. final. de Constit., n. 10; Felinus, in cap. 1, n 49, eod. tit.; Barbosa, de Offic. et Potest. episc., alleg. 93, num. 32, et colligitur ex responso dato à sacrâ congregatione concilii in causâ Egitanien., die 19 aprilis 1692, de quâ lib. 22 Decretor., p. 237 et seq.

II. Non ideò tamen fas etiam erit episcopo hanc facultatem ex merâ juris benignitate atque indulgentiâ sibi competentem in suâ synodo exerere et quodammodò ostentare, edicendo scilicet per modum universalis statuti, quod solùm in aliquo specialissimo casu est sibi permissum; id quippe ambitionem saperet et temeritatem; quod scitè animadvertit Fagnanus, in cap. *Sicut olim*, de Accusat., num. 80, inquiens: *Ad evitandam omnem ambitionis et præsumptionis suspicionem, abstinendum erit à promulgandis novis decretis, quæ juri communi et pontificiis constitutionibus minùs consonant, etiam in casibus aliàs permissis.* Quamvis enim ducibus secularibus contra Cæsareas leges aliquid statuere sit inverdùm permissum, leg. 1, ff. de Constit. princip., et leg. *Omnes*, ff. de Just. et Jur., nunquàm tamen episcopis datum est quidquam contra canones decernere, uti ponderant Panormitanus, in cap. final., num. 9, de Consuetudine, et in cap. *Quod super*, de Majorit. et Obed., num. 1; Felinus, ibid., num. 2; Antonius de Butrio, in cap. 1, num. 3, de Translat. episc. Rem, uti hactenùs consuevimus, congruis exponemus exemplis.

III. Concilium Tridentinum, sess. 14, cap. 1, de Reform., decrevit: *Ei, cui ascensus ad sacros ordines à suo prælato, ex quâcumque causâ, etiam ob occultum crimen, quomodòlibet, etiam extrajudicialiter, fuerit interdictus, aut qui à suis ordinibus, seu gradibus, vel dignitatibus ecclesiasticis fuerit suspensus, nulla, contra ipsius prælati voluntatem, concessâ licentiâ de se promoveri faciendo, aut ad priores ordines, gradus et dignitates, sive honores, restitutio suffragetur.* Ex quibus verbis colligitur posse episcopum ob occultum crimen etiam extrajudicialiter cognitum non solùm clericis prohibere ascensum ad superiores ordines, sed etiam à suscepti jam ordinis ministerio eosdem interdicere; quamvis enim in secundâ decreti parte, ubi de suspensione est sermo, non iterentur illa verba: *Etiam ob occultum crimen, quomodòlibet, etiam extrajudicialiter*, constans nihilominùs et perpetua sacræ congregationis concilii sententia fuit, ob continuationem sermonis censeri repetita, eaque utrumque casum complecti. Ab episcopo siquidem Aleriensi interrogata, « an verba illa: *Ob occultum crimen quomodòlibet, etiam extrajudicialiter*, expressa duntaxat in primâ parte periodi, censeantur repetita in secundâ parte; adeò ut inde colligi valeat, prælatum nedùm posse ob occultum crimen extrajudicialiter interdicere suo subdito ascensum ad ordines, sed itidem ob occultum crimen posse etiam extrajudicialiter illum suspendere ab ordinibus jam susceptis, sacra congregatio, die 24 novembris 1657, re sedulò examinatâ, censuit non recedendum ab antiquis declarationibus, super hoc eodem dubio pluries datis ac proinde affirmativè respondit, » lib. 21 Decretor., pag. 134. Et cohærenter ad hanc responsionem, eadem sacra congregatio, die 16 decembris 1730, sustineri dixit *suspensionem à divinis, ab episcopo Capritano ex informatâ tantùm conscientiâ duobus sacerdotibus inflictam*, uti videre est in Thesaur. resolut., tom. 5, pag. 81, idemque responsum dedit in causâ Oritanâ, seu Tarentinâ, 20 augusti 1755, ejusd. Thesaur. tom. 7, pag. 115.

IV. Adeò porrò verum est posse episcopum, virtute prædicti decreti, ex causâ sibi notâ clericum interdicere tam sacrorum exercitio quàm ascensu ad altioris ordinis gradum, ut neque teneatur *causam suspensionis, seu delictum manifestare ipsi reo, sed tantùm Sedi Apostolicæ, si suspensus ad eam recursum habuerit;* quod totidem verbis à sacrâ congregatione responsum legimus episcopo Vercellensi, die 21 martii 1643, lib. 17 Decretor., pag. 170 et seq. Atque, universim loquendo, episcopum renuentem alicui ordines conferre, nullo jure obstringi ad manifestandam causam cur eum repellat, neque ei qui repulsus est ullam competere appellationem, sed tantùm permitti adire Sedem Apostolicam, eique suas querelas exponere, eadem sacra congregatio disertè declaravit, cùm ad cardinalem Antonium Barberinum, archiepiscopum Remensem, apostolica limina visitantem atque hàc ipsâ de re sacræ congregationis sententiam sciscitantem, die 21 aprilis 1668, in hunc modum respondit: « Cùm nullus ordinari debeat quem episcopus suæ ecclesiæ utilem aut necessarium non judicaverit, congregatio non semel declaravit ab hujusmodi judicio nullam dari appellationem, sed recursum duntaxat ad Sedem Apostolicam, quæ juxta ipsius congregationis sententiam, per Gregorium XIII fel. record. approbatam, quotiescumque ordinarius recusaverit quemcumque ordinare, metropolitano aut viciniori episcopo committit, ut ab eodem ordinario priùs requirat causam recusationis, quo legitimam non allegante, licet illi eumdem recusatum ordinare. Itaque, si qui ex diœcesanis episcoporum eminentiæ vestræ provincialium Sedem Apostolicam adiverint, juxta prænarratam formulam eorum querimoniis consuletur; cui formulæ ut unum in præsens addatur, censuerunt expedire EE. PP. videlicet ut metropolitanus aut vicinior episcopus, antequàm commissas sibi partes exequi aggrediantur, paternè curent, ut illi denuò apud suos episcopos per tres vices suppliciter petant. » Lib. 16 Litterar. visitationis sacrorum liminum, pag. 401.

V. Ex hoc verò quòd suspensus ab episcopo ob occultam causam, quam tamen episcopus sibi notam asserit, appellare nequeat ad superiorem, necessariò consequitur quòd si nihilominùs appellationem interponere, ejusque obtentu in altari ministrare, seu quovis modo suum ordinem solemniter exercere præsumat, statim incidat in irregularitatem. Quidquid enim in contrarium senserint nonnulli doctores, ita expressè definivit sacra congregatio concilii in Sagonen. 21 junii 1625, lib. 24 Positionum, pag. 1, ubi hæc adnotantur: *Episcopus Sagonensis ex facultate sibi attributâ decreto concilii, cap. 1, sess. 14, ex causis sibi notis suspendit parochum ab exercitio curæ: sed ille appellavit et, præcepto episcopi contempto, celebravit, et curam exercuit. Quæritur an à dictâ suspensione detur appellatio, ita ut parochus, non obstante appellatione interpositâ, per exercitium curæ effectus fuerit irregularis. Sacra congregatio concilii censuit ab hujusmodi suspensione non dari appellationem, et parochum qui Sacramenta ut supra ministravit irregularitatem contraxisse.*

VI Sed quanquàm hæc verissima sint, attamen reprehensibilis foret episcopus, si in suâ synodo declararet se deinceps, ex privatâ tantùm scientiâ, pœnâ suspensionis à divinis animadversurum in clericos quos graviter deliquisse compererit, quamvis eorum delictum non possit in foro externo concludenter probari, aut illud non expediat in aliorum notitiam deducere: ejusmodi siquidem constitutio quamdam redoleret ambitionem, atque potestatis ostentationem; ipseque episcopus traduceretur veluti in superbiam elatus, quasi vellet tantum in suum clerum sibi dominatum astruere, qui in exosam degeneret tyrannidem.

VII. Idem porrò dicendum esset in hoc altero casu. Jubet sacra Tridentina synodus, sess. 23, cap. 3, de Reform., episcopum qui sacras ordinationes per semetipsum habere nequiverit, subditos suos non aliter quàm jam probatos et examinatos ad alium episcopum ordinandos dimittere. Itaque, ex com-

muni et receptâ sententiâ, minimè tenetur episcopus ad quem directæ sunt litteræ dimissoriæ, super hujusmodi ordinandorum idoneitate examen instituere, aut de sufficientiâ tituli ad quem ordinantur inquirere : ut videre est apud Fagnanum, in cap. *Cùm secundum*, num. 52, de Præbend. et Dignitat. Nullâ tamen lege prohibetur, si velit, eorum merita prudenter expendere, et novo etiam examini eosdem subjicere; juxta celebrem resolutionem sacræ congregationis ejusdem concilii interpretis, editam in causâ *Nullius* 16 januarii 1595, quæ legitur lib. 7 Decretor., pag. 80, à tergo, ubi ad propositum dubium : *An episcopus ordinans alienos subditos seculares cum dimissoriis proprii episcopi asserentis eos examinatos fuisse et idoneos repertos, teneatur hujusmodi attestationi deferre, vel etiam possit eosdem ordinandos examinare ;* responsum prodiit : *Posse episcopum ordinantem, si voluerit, attestationi proprii episcopi deferre, sed non teneri.* Et concordat alia ejusdem congregationis resolutio super dubio ordinationis edita die 17 januarii 1693, quæ extat lib. 43 Decretor., pag. 71. Hoc tamen locum non habet quoad episcopum auxiliarem seu suffraganeum cui ad supplendas episcopi diœcesani vices assumpto et deputato eorum committuntur ordinationes qui ab ipso diœcesis ordinario præsule examinati et probati fuerunt. Episcopus namque auxiliaris jus non habet novum de illis experimentum capiendi ; sed, si aliqua justa causa ipsum retrahat, ne aliquem, licèt ab ordinario probatum, sacris initiandum existimet, poterit duntaxat, ac etiam aliquando debebit, ab illius ordinatione abstinere : quemadmodùm ab eâdem congregatione concilii decretum fuit, dùm nos illius secretarii officium gerebamus, in causâ Elboren. dubiorum propositâ die 2 augusti et definitâ die 22 ejusdem mensis anno 1721, cujus expositio legitur in Thesaur. resolut., tom. 2, pag. 65 et pag. 69. At episcopus alterius diœcesis ordinarius, ut supra diximus, regulariter loquendo, potest eos, qui cum proprii episcopi dimissoriis ad ordines à se suscipiendos accedunt, quantùmvis ab ipso dimittente examinatos et approbatos, ad examen revocare. Verumtamen, ob causam in præcedenti paragrapho allatam, minimè commendandus esset, si quis in ipsâ synodo declarandum profitendumque censeret propositum sibi esse omnes alienos subditos ad sacram ordinationem apud se accedentes examinare, quantùmvis à proprio ordinario approbatos ejusque testimonio quoad hoc in litteris dimissoriis munitos.

VIII. Nihil magis tritum quàm legem quamlibet humanam, etiam canonicam, posse contrariâ consuetudine, quæ sit rationabilis et legitimè præscripta, abrogari, juxta textum in cap. final. de Consuetudine : et nihilominùs, si alicubi reapsè evenerit ut contra aliquam juris communis vel Apostolicæ Sedis sanctionem prævaluerit consuetudo quam oporteat tolerare, non propterea fas erit episcopo in suâ synodo constitutionem edere eidem consuetudini conformem, et canonicis adversantem institutis : etenim, sicuti optimè ratiocinatur Barbosa, cit. allegat. 93, n. 29, quòd consuetudo prævaleat contra legem superioris, id oritur ex ipsomet superioris consensu, qui eam, etiam suæ legi obviantem, cùm rationabilis et diuturna est, statuit tolerandam in cit. cap. final. de Consuetud., unde fit, ut ejusdem superioris auctoritati, et jurisdictioni nihil per illam censeatur detractum : at, si inferior consuetudini, superioris legi contrariæ, suo peculiari statuto vires adjicere velit, videbitur profectò auctoritatem sibi arrogare delendi legem superioris ; quod in nullo rerum eventu esse eidem permissum, paulò ante prænonuimus. Quid autem in prædictis circumstantiis, antiquæ scilicet consuetudinis à lege dissonantis, sit ab episcopo agendum, exemplo suo indigitavit S. Carolus Borromæus.

IX. Celebris est constitutio Pauli II in extravag. *Ambitiosæ*, de reb. eccles. non alienan. inter comm., quâ rerum ad ecclesias pertinentium alienationes sine beneplacito apostolico fieri prohibentur; et factæ, irritæ decernuntur. Cùm autem nonnulla sint loca, in quibus hæc constitutio non est moribus recepta, disputatur inter doctores, an ea nihilominùs suas ibidem habeat vires; affirmantibus plerisque, aliis negantibus, cæteris verò distinguentibus inter alienationis contractûs firmitatem, et pœnas contrahentibus ab eâdem inflictas : aiunt quippe, alienationem sustineri nequaquàm posse, quia beneplacitum apostolicum requiritur, tanquàm ejusdem forma, sine quâ actus, ubicumque gestus fuerit, subsistere nequit ; contrahentes verò in locis, ubi prædicta constitutio recepta non est, non obtento Sedis Apostolicæ consensu, à censuris, aliisve pœnis absolvunt, in eâdem statutis, quæ videri possunt apud Quarantam in Compendio Bullarum, verb. *Alienatio*, num. 48; Thomam del Bene, de Immunit. Eccl., cap. 17, dub. 22; Hurtadum, de Congruâ, tom. 1, lib. 1, resolut. 2, § 3; Corradum, in Praxi dispensationum, lib. 9, cap. 1; Donatum, Rer. Regular., tom. 1, tract. 14, quæst. 3; Pacion., de Locat., c. 14, § 1 per tot.

X. Jam verò in diœcesi Mediolanensi, quo tempore ei præerat S. Carolus Borromæus, mos invaluerat alienandi bona ecclesiarum, inconsultâ Apostolicâ Sede. Re tamen discussâ in quâdam congregatione theologorum, et canonistarum, singulis hebdomadis haberi consuetâ, coram vicario generali, cujus erat ojudicare,an alienatio esset cessura in evidentem ecclesiæ utilitatem, consideravit ex unâ parte sanctissimus archipræsul Carolus, neque improbari, neque facilè evelli posse hanc suæ diœcesis consuetudinem, quæ vetustissima erat, altasque in eâ egerat radices; at ex aliâ absonum eidem videbatur, Mediolani non receptam asserere Paulinam constitutionem, quam Pius IV et S. Pius V paulò ante confirmaverant, atque ubique jusserant custodiri. In hoc rerum statu, quamvis in suis synodis omnia singulatim, atque accuratè digesserit, quæ ad rectam conducerent suæ diœcesis administrationem, nihil de hâc materiâ censuit deliberandum, sed per abbatem Spetianum, suum in Urbe negotiorum gestorem, Sedem Apostolicam consuluit, ejusque sententiam poposcit : cùmque audivisset, summum Pontificem exoptare ut Paulina constitutio in diœcesis Mediolanensis mores induceretur, supremi pastoris voluntati statim obsequens, die ultimâ aprilis 1584, catalogum promulgavit censurarum, et criminum, à quibus absolvendi facultas per sacros canones, concilia, et constitutiones apostolicas, est simplici confessario adempta, ubi inter cæteras censuras hanc etiam recensuit, num. 48 Act. eccl. Mediol., part. 6, pag. 993 : *Qui bona ecclesiastica alienant, et alienata recipiunt absque Sedis Apostolicæ auctoritate. Paulus II*, in extravag. *Ambitiosæ ;* quâ quidem ratione significavit, quæ in hâc Extravaganti statuta sunt, etiam Mediolani esse religiosè servanda.

XI. Epistolæ S. Caroli ad Spetianum, ejusdemque Spetiani ad S. Carolum responsa retulit sæpiùs à nobis laudatus Altovitus in expositione causæ Mediolanen. de Reb. eccles. non alienand. sacræ congregationis concilii examini subjectæ die 14 martii 1682; quibus addidit epistolam ab eâdem sacrâ congregatione mense novembris 1655 datam ad dominicum Littam, arch.episcopum Mediolanensem, et postea S. R. E. cardinalem, quâ eidem injunctum est, ut Paulinæ constitutionis observationem urgeret; ex quibus omnibus intulit Altovitus extravagantem *Ambitiosæ*,jamdudùm in diœcesi Mediolanensi receptam. Altoviti sententiæ adhæsit sacra congregatio, quæ præfatâ die 14 martii 1682, allegatum decretum anni 1655 renovavit, eique omninò parendum rescripsit. Quare Bonacina, auctor Mediolanensis, Oper. moral. tom. 1, tit. de Alienat. bonor. ecclesiasticor., disp. 2, punct. 5, proposit. unic., sine ullâ hæsitatione asseruit Pauli II sanctionem vigere in diœcesi Mediolanensi, etiam quoad censuras, aliasque pœnas, solâ exceptâ priva-

tione beneficii ante sententiam, quam, licèt in eâdem Extravaganti inducatur, credit non esse Mediolani receptam.

XII. Quod à S. Carolo in hoc gravi negotio gestum est, normam præbet episcopis, ad quam in simili eventu se debeant conformare. Quamvis itaque in suâ diœcesi invaluisse deprehendant antiquam consuetudinem, sacris canonibus, atque apostolicis constitutionibus contrariam, caveant, ne illam synodali constitutione roborent, et fulciant; sed, priusquàm aut eam divellere, aut confirmare aggrediantur, Sedis Apostolicæ sensum exquirant, ejusque responsum expectent.

XIII. Ita in re haud absimili se gessit episcopus Liparitanus. In antiquis canonibus potestas datur episcopo, novum monasterium in suâ diœcesi construere volenti, donandi eidem quinquagesimam partem redituum ecclesiæ suæ : *In ecclesiam verò, quæ monasticis non informabitur institutis, aut quam pro suis magnificare voluerit sepulturis*, conferre permittitur *centesimam partem censûs ecclesiæ cui præsidet* : uti habetur in can. 5 concilii Toletani IX anni 655, relato à Gratiano in can. Bonæ 12, quæst. 2. Toletanum canonem nonnihil limitavit Innocentius III, in cap. *Apostolicæ*, de Donationibus, ubi statuit, non solùm non posse episcopum è suæ ecclesiæ proventibus plus donare, quàm ei sit à præfato canone concessum, sed neque permissam ibidem redituum summam, aut etiam minorem, è suâ ecclesiâ distrahere, alterique elargiri, si id in grave cedat suæ ecclesiæ detrimentum : *Hoc semper est observandum, quòd unus episcopus, vel alius, non solùm non debet ampliùs, sed nec tantùm, aut minùs cum gravi ecclesiæ suæ detrimento conferre : sive simul, et semel id facere velit, sive pluries, et successivè, eisdem, vel diversis ecclesiis conferendo.* Inspectâ hujusmodi canonum permissione, sibi licere putabat memoratus episcopus Liparitanus, aliquam partem suæ mensæ redituum distrahere, atque in perpetuum elargiri capitulo cathedralis ecclesiæ, ad augendas distributiones quotidianas, quibus allicerentur canonici ad continuum servitium impendendum ecclesiæ : nullum quippe grave detrimentum, per eam redituum distractionem, suæ aliàs locupleti mensæ sibi inferri judicabat : at nihilominùs obsistere dubitavit cùm præfatam constitutionem Pauli II, tum juramentum in sui consecratione præstitum, juxta formam præscriptam in Pontificali, quæ sic sonat : « Possessiones verò ad mensam meam pertinentes non vendam, nec donabo, neque impignorabo, nec de novo infeudabo, vel aliquo modo alienabo, etiam cum consensu capituli ecclesiæ meæ, inconsulto Romano Pontifice : et, si ad aliquam alienationem devenero, pœnas in quâdam super hoc editâ constitutione contentas eo ipso incurrere volo : » cujus quidem juramenti virtute, episcopos omni se abdicare potestate quidquam alienandi, etiam in casibus sibi aliàs à jure permissis, docent Navarrus in tract. de Alien. rer. eccles., num. 11, et seq.; Layman, Theolog. moral., lib. 3, tract. 4, cap. 10, num. 9; Passerin., de Stat. homin., tom. 1, quæst. 185, art. 7, num. 306; Pirhing, in 3 Decretal. tit. 13, sect. 3, § 7, num 57. In hâc itaque dubietate noluit ipse judicis partes assumere, suoque judicio quæstionem dirimere; sed quæsivit à sacrâ congregatione concilii : « An absque Sedis Apostolicæ beneplacito potuerit, aut possit applicare in perpetuum capitulo ecclesiæ cathedralis dictam ratam, scutorum videlicet 876 redituum mensæ episcopalis in causam distributionum; et sacra congregatio, die 5 martii 1689, respondit negativè.

CAPUT IX.

De dubitatione aliquando ortâ, an, et quando liceat episcopo, in suâ præsertim synodo, præfinire quantitatem redituum patrimonii, aut beneficii, ad cujus titulum quis possit ad sacros ordines promoveri.

1. Aliud nunc adducendum superest exemplum, respiciens *titulum* sacræ ordinationis : quod ut ritè exponatur, atque ad propositum referatur, nonnulla sunt præmittenda. Nemo ex clero seculari sacris ordinibus initiari potest, *nisi priùs legitimè constet, eum beneficium ecclesiasticum, quod sibi ad victum honestè sufficiat, pacificè possidere.... Patrimonium vero, vel pensionem obtinentes, ordinari non poterunt, nisi quos episcopus judicaverit assumendos pro necessitate, vel commoditate ecclesiarum suarum* : quemadmodùm totidem verbis sancitum est à concilio Tridentino, sess. 21, cap. 2, de Reform. Ut huic decreto morem gererent episcopi, ferè omnes in suis synodis certam præscripserunt quantitatem redituum, qui in eâ diœcesi censerentur sufficientes ad honestam sustentationem clerici; id quippe non potuit à Tridentino determinari, cùm à regionum pendeat varietate : curârunt præterea obviare fraudibus, quæ nimiùm frequenter ab iis committuntur, qui ad titulum patrimonii promoveri petunt; quibus etiam aditum occludere studuit sacra congregatio concilii pluribus sanctionibus, et decretis, quæ nos retulimus in nostrâ instit. 26. Et, quoniam majus fraudis periculum, quod in patrimonii constitutione timetur, est, ne illud fictum sit, aut à quodam tertio assignatum cum pacto, inter se et clericum inito, ut hic ad sacros ordines promotus, si aliunde acquirat, unde honestè victitare queat, bona sibi in patrimonium assignata, eorumque usumfructum domino restituat, et relinquat, propterea sacra congregatio, ad hanc fraudem longiùs propellendam, sæpiùs definivit non solùm non licere clerico patrimonium distrahere, ad cujus titulum est ordinatus, sed neque cum aliis bonis cujuscumque generis, sine episcopi licentiâ, illud permutare, quod ex pluribus constat decretis in cit. instit. allegatis, quibus alia hìc subnectimus, nimirùm in Terracinen. 20 julii 1619, lib. 12 Decretor., pag. 17, et die 16 novembris 1686, lib. 36 Decret., pag. 449, ubi hæc leguntur : *Quæritur an verba illa concilii in cap. 2, sess. 21 : « Atque deinceps alienari, » etc., intelligenda sint, ut, postquàm ordinatus adeptus fuerit, unde vivere possit, requiratur etiam licentia episcopi? Sacra congregatio censuit requiri licentiam, quamvis ordinatus sit adeptus;* quod quidem responsum sacra congregatio dandum voluit ad similem quæstionem die 12 julii 1687 hisce verbis propositam : *An bonis ad commodum sustentationem postea quæsitis, vel beneficio sufficienti adepto, statim patrimonium evanescat; vel potiùs requiratur expressa subrogatio bonorum, seu beneficii assecuti, ab episcopo faciendа loco patrimonii : quâ subrogatione expressè non factâ, patrimonium adhuc vigeat, nec expiret, prædicta clausulâ non obstante.*

II. Hæc obiter. Ad titulum verò beneficii quod speciatim attinet, Innocentius XII, in celebri constitutione *Speculatores*, tom. 9 Bull., pag. 375, sancivit, neminem posse, ad titulum beneficii in alienâ diœcesi obtenti, ab istius episcopo ordinibus initiari, nisi beneficium tot ei annuos reditus subministret, qui, detractis oneribus, ad congruam ejusdem sustentationem sufficiant. Excitatâ deinde controversiâ, an sufficientia esset præfinienda ad normam taxæ synodalis vigentis in diœcesi domicilii, an potiùs in eâ diœcesi, ubi situm est beneficium, sacra congregatio, ut eam dirimeret, hanc adhibuit distinctionem : aut beneficium continuam exposcit et perpetuam residentiam, aut ejusmodi obligationis vinculo beneficiarium non obstringit; si secundum, sufficientia erit desumenda à taxâ synodali, præfinitâ in loco, ubi beneficiarius domicilium habet : si primum, à taxâ præscriptâ in diœcesi, in quâ beneficium possidet : sicuti colligitur ex responsis datis in Alatrinâ, die 9 julii 1701, lib. 51 Decretor. pag. 393, à tergo, in Arminiens. ordinationis, 10 januarii 1708, lib. 55 Decretor., pag. 23, in Romanâ, seu S. Agathæ Gothorum, 27 maii 1713, lib. 63 Decretor., pag. 219, à tergo. Huic eidem distinctioni adhæsit, eamque supremâ suâ auctoritate corroboravit Innocentius XIII in suâ constitutione incipiente *Apostolici ministerii*, inquiens § 7 : *Cùm etiam, juxta memoratam Innocentii XII, prædecessoris*

constitutionem, ratione, ac titulo beneficii in alienâ diœcesi obtenti, non aliter liceat ordines ab episcopo ejusdem diœcesis suscipere, quàm si Beneficium prædictum sit ejus reditûs, ut ad congruam vitæ sustentationem, detractis oneribus, per se sufficiat; declaràmus, sufficientiam hujusmodi præfiniendam esse, non juxta taxam synodalem, sive morem, pro promovendis ad sacros ordines vigentem in loco prædicti beneficii, nisi tamen illud continuam, et præcisam residentiam requirat, sed juxta taxam, vel, eâ deficiente, juxta morem in alio loco domicilii vigentem.

III. Hisce decretis, facilè alicui persuasum erit, omnes diremptas quæstiones sacræ ordinationis titulum respicientes. Verùm non ita se res habuit: etenim, cùm beneficio, ad cujus titulum quis promoveri exposcit, plerùmque annexum sit onus celebrandi plures missas, alia supererat enodanda difficultas; num scilicet ad definiendum, an beneficiario tot ex beneficio obveniant reditus, quot, juxta taxam synodalem, vel regionis consuetudinem, reputantur sufficientes ad vitam honestè traducendam, detrahenda sint onera missarum, quibus beneficium prægravatur; an potiùs soli sint æstimandi beneficii fructus, nullâ habitâ ratione adjecti oneris missarum.

IV. Non una erat hâc de re doctorum sententia. Opinabantur plerique, onera missarum esse detrahenda, cùm liberum est beneficiario illis vel per se, vel per alium satisfacere; secùs verò, cùm missas per se ipsum celebrare tenetur: siquidem in primo casu, si in morbum incidat, quo à celebrando præpediatur, debet alteri sacerdoti consuetam eleemosynam elargiri, ut missas faciat; ac proinde, si morbus diuturnus sit, periculum erit, ne beneficiarius ad extremam redigatur mendicitatem, cui sacri canones, ac præcipuè Tridentinum obviare voluerunt, cùm titulum sive patrimonii, sive beneficii in clerico seculari exegerunt, ut ad sacros ordines valeat promoveri: ejusmodi autem periculum iidem doctores abesse aiunt in secundo casu; qui enim tenetur missas celebrare per se ipsum, tempore, quo ægrotat, aut alio detinetur legitimo impedimento, nullâ afficitur obligatione celebrandi per alium; quemadmodùm, aliis allegatis, tradit Leander, Oper. moral. tom. 2, tract. 8, disp. 7, quæst. 19.

V. Arbitrabantur alii, missarum onera in neutro casu esse detrahenda: etenim cùm eleemosyna, quæ sacerdoti datur, sit *quasi stipendium suæ sustentationis*, ut ait D. Thomas, 2-2, quæst. 100, art. 2, ad 2, nulla ratio patitur, eam excludere à sensu redituum, qui sufficientem sustentationem sacerdoti suppeditant. Neque in contrarium facit, quòd tempore infirmitatis sacerdos, cui liberum est celebrare per alium, huic teneatur elargiri stipem, ad suî cæteroquin alimoniam, necessariam; hic siquidem casus infrequens est, quem jura non respiciunt; secùs in constitutione patrimonii habenda pariter esset ratio ingruentis belli, imminentis alluvionis, similisque infortunii, cui obnoxia sunt prædia in patrimonium assignata. Ad hæc, etiam sacerdotem, cui onus incumbat celebrandi per se ipsum, si impediatur infirmitate, quæ sit diuturna, teneri suæ obligationi satisfacere per alium, rectiùs docent cardinalis de Lugo de Sacram. Eucharist. disp. 11, sect. 2, num. 48 et 49, Diana in Edit. coord. tom. 2, tract. 1, resolut. 59, Passerin. de Stat. homin. tom. 2, quæst. 587, art. 4, num. 1120, quorum sententiam sectata est sacra congregatio concilii in Romanâ celebrationis missarum, 4 junii 1689, atque in aliâ Romanâ, 2 octobris 1721, ac proinde nullum, quantùm attinet ad rem præsentem, videtur ponendum discrimen inter eum, qui tenetur missas per se ipsum celebrare, ac alterum, cui potestas est celebrandi per alium.

VI. In hâc opinionum varietate satius duxerunt aliquot episcopi sacræ congregationis concilii sententiam efflagitare. et nos, qui eidem eramus à secretis, ut Patres unico intuitu omnia inspicerent, quæ ad materiam pertinerent, quod semper consuevimus, cùm difficilior occurreret, examinandus causæ articulus, diligentem exaravimus dissertationem, quæ extat tom. 2 Thesaur. resolut. pag. 214, ubi cujuslibet ex diversis, quas retulimus, auctorum sententiis præcipua expendimus rationum momenta. Actum fuit de hâc quæstione die 8 augusti 1722, iterùmque die 24 aprilis 1723; ac tandem die 17 julii ejusdem anni decisum, rem esse relinquendam conscientiæ, et arbitrio ordinariorum, qui, spectatis locorum, et personarum conditionibus, vel in particularibus eventibus statuant, vel etiam in synodo per modum legis decernant, an onera missarum sint, aut non sint detrahenda è reditibus beneficii, è quibus ordinandus suam honestam sustentationem est percepturus.

VII. Quamobrem, absque periculo obviandi juri communi, et sacro concilio Tridentino, tutò poterit episcopus in suâ synodo non solùm præfinire quantitatem proventuum, qui censeantur sufficientes ad alimoniam subministrandam clerico, suam incolenti diœcesim, sed etiam statuere et determinare, num inter ejusmodi proventus sit numeranda, an potiùs detrahenda stipes respondens numero missarum, ad quas celebrandas clericus sive per se, sive per alium adigitur lege sibi indictâ à fundatore beneficii, quod possidet.

LIBER DECIMUS TERTIUS.

DE CÆTERIS AD DIOECESANAM SYNODUM PERTINENTIBUS.

Ut quæcumque ad hoc argumentum pertinent, exequamur, nonnulla supersunt adnotanda, quæ aut in fine synodi, aut, synodo jam absolutâ, fieri solent; et, quæ exinde oriuntur, difficultates restant breviter enucleandæ.

CAPUT PRIMUM.

De verbo Placet, *quo synodales constitutiones solent alicubi ab adstantibus approbari.*

I. In pluribus diœcesibus usus invaluit, ut, lectis synodalibus constitutionibus, omnium, qui synodo adsunt, exquiratur consensus, per verbum *Placet*, à singulis exhibendus. Huic verò consuetudini astipulatur Pontificale Romanum, quod agens de ordine ad synodum, ait: *Post hæc leguntur constitutiones, si quæ sint, per synodum approbandæ:* ex quo colligi videtur, consensum saltem majoris partis eorum qui synodo intersunt necessarium esse, ut constitutiones per episcopum editæ robur obtineant, et efficaciam, parendique obligationem in universam inducant diœcesim, juxta ea quæ de sensu, et vi verbi *Placet*, leguntur in Comment. nov. ad concilium Eliberitanum, tom. 1 Collectionis conciliorum Hispaniæ cardinalis de Aguirre pag. 327. Equidem Joannes Petrus Gibert in suo Corpore juris canonici tom. 1, part. 1, tit. 18, satis prolixam concinnavit dissertationem de auctoritate presbyterorum in synodo diœcesanâ, ubi pluribus suadere conatur, eosdem ad synodum vocatos habere votum decisivum; additque, quòd, si hoc illis abjudicetur, consultivum saltem debeat omninò iisdem attribui.

II. Verùm, rem aliter se habere, fateri compellitur, qui declinare velit errorem Aerii, à Calvino renovatum. Aerius, presbyter Arianus, quarto Ecclesiæ seculo, cùm episcopatum, quem ambiverat, non fuisset assecutus, ut se ipsum solaretur, docuit nihil plane

discriminis intercedere inter episcopum et presbyterum; sicut refert S. Epiphanius, hæres. 75. Extinctam Aerii hæresim, inclinante seculo XIV excitavit Joannes Wiclefus, à quo eamdem hausit Calvinus, qui Instit. cap. 8, num. 52 asserit episcopum nullum habere in presbyteros dominatum, sed eas tantùm partes, *quas habet consul in senatu, ut referat de negotiis, sententias roget..... et, quod communi consilio decretum fuerit, exequatur.* At Ecclesiæ catholicæ firmissimum dogma est, episcopos esse superiores presbyteris non solùm potestate ordinis, sed etiam jurisdictionis. Hanc veritatem, contra Calvinum, definivit Tridentinum, sess. 23, de Sacram. Ord., can. 6; eamdemque iterùm impetitam à Calvini asseclâ Salmasio, sub larvato nomine Wallonis Messalini, strenuè propugnavit Petavius tribus de eccl. Hierar. libris; idemque contra Blondellum, ejusdem sectæ calvinianæ ministrum, præstitit Natalis Alexander, dissert. 44 in Histor. eccles. secul. IV.

III. Ex eo porrò quòd episcopi sint superiores presbyteris potestate jurisdictionis, necessariò consequitur posse ab illis leges ferri quibus presbyteri, etiam inviti et reluctantes, cogantur obtemperare : ut enim optimè aiebat Gerson de Potest. eccles., considerat. 4, tom. 2 oper., part. 1, p. 250 : *Potestas ecclesiastica jurisdictionis in foro exteriori est potestas ecclesiastica coercitiva, quæ valet exerceri in alterum, etiam invitum, ad dirigendum subditos in finem beatitudinis æternæ..... Propriè verò dicitur jurisdictio facultas seu potestas propinqua dicendi vel sententiandi jus in alterum, etiam invitum.* Hanc eamdem potestatem episcopis asseruerunt omnes antiqui Patres. Etenim S. Justinus, apolog. 1 ad imperatorem, num. 67, rationem reddens disciplinæ quam Christiani ab apostolis acceperant, singularem præpositum supra fideles constitutum commemorat, cui reliqui subderentur atque obedirent. Et Dionysius, Corinthiorum episcopus, qui circa annum Domini 160 vivebat, scribens ad Pinytum, Gnossiorum episcopum, apud Eusebium, lib. 4 Hist., cap. 23, agnovit profectò in episcopo auctoritatem suos clericos obstringendi legibus et præceptis; cùm Pinytum admonuerit *ne grave onus castitatis fratrum cervicibus tanquàm necessarium imponat, sed ejus quæ in plerisque hominibus inest infirmitatis rationem habeat.* Idem fatetur S. Irenæus, lib. 4, adversùs hæreses, cap. 26, num. 2, inquiens : *Quapropter eis qui in Ecclesiâ sunt presbyteris obaudire oportet his qui successionem habent ab apostolis, qui cum episcopatûs successione charisma veritatis certum, secundùm placitum Patris, acceperunt.* Et magis apertè Cyprianus, epist. 27, ad Lapsos : *Inde* à Christo Domino, *per temporum et successionum vices, episcoporum ordinatio et Ecclesiæ ratio decurrit, ut Ecclesia super episcopos constituatur, et omnis actus Ecclesiæ per eosdem præpositos gubernetur.* Hieronymus verò, quem frustra Blondellus in suas partes trahere tentavit, quamvis nonnullis in locis, præsertim in comment., cap. 1, epist. ad Titum, et epist. 85, ad Evagrium, subobscurè loquatur, alibi tamen, mentem suam clariùs explicans, catholicum dogma tuetur : etenim epist. 52, olim 2, ad Nepotianum, num. 7, tom. 1 oper., col. 260, ait : *Esto subjectus pontifici tuo, et quasi animæ parentem suscipe :* et epist. 41, olim 54, ad Marcellam, num. 3, col. 187, hoc inter Catholicos et Montanistas ponit discrimen : *Apud nos apostolorum locum episcopi tenent : apud eos episcopus tertius est :* in dialogo verò adversùm Luciferianos adeò manifestè totam potestatem jurisdictionis in unius diœcesis episcopo reponendam putavit, ut secùs unitatem Ecclesiæ consistere non posse affirmaverit, num. 9, tom. 2 oper., col. 182 : *Ecclesiæ salus in summi sacerdotis dignitate pendet : cui si non exors quædam et ab omnibus eminens detur potestas, tot in ecclesiis efficientur schismata quot sacerdotes.* Missa facimus alia quamplurima cùm ejusdem Hieronymi, tùm S. Ignatii martyris, Tertulliani, Clementis Alexandrini, Origenis, aliorumque Patrum in eamdem rem luculenta testimonia, quæ videri possunt apud laudatos Petavium, Natalem Alexandrum, Bellarminum, lib. 1, de Clericis, cap. 14, et Josephum Binghamum, Orig. Eccl., tom. 1, lib. 2, cap. 1, § 2, qui quidem auctor, licèt heterodoxus, nihilominùs hâc in re à Catholicis non dissentit.

IV. Non ideircò tamen negamus consuevisse, imò et quandoque in rebus gravioris momenti debuisse etiam episcopos, priusquàm quidquam decernerent, inferiorum presbyterorum consilium et sententiam exquirere, ut tali pacto majus pondus majoremque auctoritatem suis decretis conciliarent. Ita quippe cautum legimus, can. 35, al. 27, inter Apostolicos, ex versione Dionysii Exigui : *Episcopos gentium singularum scire convenit quis inter eos primus habeatur, quem velut caput existiment, ut nihil ampliùs præter ejus conscientiam gerant quàm illa sola singuli quæ parochiæ propriæ et villis quæ sub eâ sunt competunt. Sed nec ille præter omnium conscientiam faciat aliquid. Sic enim unanimitas erit, et glorificabitur Deus per Christum in Spiritu sancto.* Concilium verò Carthaginense IV, cap. 22, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 980, præcepit *ut episcopus sine consilio clericorum suorum clericos non ordinet, ita ut civium conniventiam et testimonium quærat :* et, cap. 23, *ut episcopus nullius causam audiat absque præsentiâ clericorum suorum.* Quamobrem auctor Constit. apost., lib. 2, cap. 28, presbyteros appellavit *consiliarios episcopi;* et Hieronymus, lib. 2, in cap. 3 Isaiæ, vers. 3, tom. 4 oper., col. 51 : *Et nos,* inquit, *habemus in Ecclesiâ senatum nostrum, cœtum presbyterorum :* quem quidem sacerdotum senatum Origenes in Matthæum comparat senatui in quâlibet civitate constituto, à quo civitatis negotia administrantur. Quamvis porrò istius senatûs caput et princeps esset episcopus, cujus solius sententia cæterorum placito præponderaret, attamen Cyprianus ab ipso sui episcopatûs exordio hanc sibimetipsi legem indixerat nihil ut aggrederetur rei quæ suæ ecclesiæ gubernationem respiceret sine ejusdem senatûs consilio, nec sine totius plebis consensu : quod ipsemet testatur epist. 5. ad presbyteros et diaconos scribens : *Ad id verò quod scripserunt mihi compresbyteri, Donatus et Fortunatus, Novatus et Gordius, solus rescribere nihil potui, quando à primordio episcopatûs mei statuerim nihil sine consilio vestro, et sine consensu plebis, meâ privatim sententiâ gerere.* Videri potest de hoc argumento Alteserra in Vindiciis ecclesiasticæ jurisdictionis, lib. 11, cap. 12.

V. Verùm, cùm postea in quâlibet diœcesi nimiùm auctus fuerit sacerdotum numerus, quos proinde difficilè foret episcopo, quoties sibi opus esset, in unum convocare, atque in consilium adhibere; inde factum est ut soli canonici ecclesiæ cathedralis, quos jam ferè ubique recepta Crodogangi institutio, seu communis vitæ ratio, arctiori vinculo, veluti membra cum capite, episcopo devinciebat, fuerint in ejusdem consiliarios asciti : quemadmodùm observat Mabillon., t. 2 Annal. Benedict., ad annum 837, ac prosequitur Thomassinus, de vet. et nov. Eccl. Discipl., part. 1, lib. 3, cap. 9 et seq. Et profectò ambigi non potest quin etiam hodiè jure decretalium canonici ecclesiæ cathedralis sint consiliarii nati episcoporum; adeò ut non liceat episcopo aliquod gravis momenti negotium aggredi et deliberare inconsulto capitulo. *Novit tuæ discretionis prudentia* (inquit Alexander III, in cap. *Novit*, de his quæ fiunt à Prælat. scribens ad patriarcham Hierosolymitanum) *qualiter tu et fratres tui unum corpus sitis, ita quòd tu caput et illi membra esse probantur : unde non decet te, omissis membris, aliorum consilio in ecclesiæ tuæ negotiis uti :* et in seq. cap. *Quanto*, ad eumdem : *Fraternitati tuæ mandamus quatenus concessionibus et confirmationibus, et aliis ecclesiæ tuæ negotiis, fratres tuos requiras, et cum eorum consilio, vel sanioris partis, eadem peragas et pertractes; et quæ statuenda sunt statuas, et errata corrigas, et evellenda dissipes et evellas.*

VI. Sed licèt episcopus teneatur sui capituli con-

silium exquirere, non propterea tamen tenetur illud sequi, nisi in casibus à jure expressis. Latum siquidem intercedit discrimen inter consilium et consensum : ubi enim jura capituli consensum exposcunt, illud facere cogitur episcopus quod major pars canonicorum faciendum concluserit; sui verò solùm exigunt capituli consilium, ubi obligationi faciet satis, si canonicos consulat, quin deinde ullâ adigatur lege ad eorumdem amplectendum sententiam : quod colligitur ex cap. *Cùm olim*, 7, de Arbitr., et cap. 1, de Capell. monac, traditque cum communi Gonzalez, in cap. *Cùm in veteri*, 52, de Elect., num. 4. Nec proinde frustraneum erit reputandum canonicorum consilium : etsi enim episcopus non teneatur illud sequi, consulentium tamen rationibus instruitur atque edocetur ne inconsideratè et præcipitanter agat : uti ad rem ponderant Sylvester, verb. *Consilium*, et Engel ad tit. de his quæ fiunt à prælat., num. 1, quæ etiam causa est cur Romanus Pontifex non soleat ardua negotia sine fratrum suorum, id est S. R. E. cardinalium, consilio decernere, quanquàm sciat supremæ suæ potestatis exercitium ab eorumdem assensu nequaquàm pendere : quod scitè annotârunt Glossa in cap. *Fundamenta*, verb. *Contingeret*, de Elect., in 6; Hieronymus Gonzalez, ad regul. 8 Cancell., gloss. 46, num. 62; et Menoch., præsumpt. 34, n. 24, lib. 6.

VII. Sicuti porrò cardinales, quia sunt assessores, collaterales et coadjutores Papæ, uti eos vocat S. Bernardus, lib. 4, de Considerat., ad Eugenium, ideò, cùm à Papâ in consilium adhibentur, tenentur quid coram Deo sentiunt ingenuè aperire : *Cùm per ipsum Romanum Pontificem* (verba sunt Nicolai III, in cit. cap. *Fundamenta*, de Elect., in 6) *in quibuscumque negotiis contingeret eorum peti consilia, in consulendo per omnia liberi, eidem Romano Pontifici in omnibus quæ pro tempore imminent liberè consulant et assistant :* nec possunt sine culpâ consilium suum reticere, aut ambiguis verbis obductum proferre, etiamsi prævideant illud ab aliis cardinalibus atque ab ipso Pontifice respuendum; quod rectè tradunt Joannes Hieronymus Albanus, de Cardinalatu, quæst. 10, et Hieronymus Platus, de cardinalis Dignitate et Officio, cap. 28; ita cathedralium ecclesiarum canonici ab episcopo requisiti debent mentem suam eâ quâ utique decet modestiâ, sed pari animi sinceritate manifestare, etiamsi de rebus consulantur in quibus sciunt liberum esse episcopo ab eorumdem canonicorum consilio deviare.

VIII. Quænam autem sint res de quibus episcopus deliberare nequit sine consensu capituli, et quænam illæ quas decernere valet, audito duntaxat capituli consilio, fusè explicant doctores ad cit. tit. de his quæ fiunt à prælat., nec præsentis instituti est eas singulatim recensere. Unum tamen animadvertimus, multùm scilicet hâc in re deferendum esse locorum consuetudini, quâ induci potest ut episcopus solutus sit ab obligatione quâ cæteroquin, spectato jure communi, teneretur requirendi sui capituli consensum aut etiam consilium : quod apertè colligitur ex cap. *Ea noscitur*, de his quæ fiunt à prælat., et ex cap. *Non est*, de Consuetudine, in 6, docentque Stephanus Gratianus, Discept. forens. cap. 100, num. ult.; Zerola, in Prax. episc., part. 1, verb. *Capitulum*, num. 8; Barbosa, de Canonicis, cap. 42, num. 19; Fermosinus, de Potest. capituli sed. vac., tract. 2, quæst. 1, num. 4.

IX. Jam verò, ut hæc quæ præmisimus ad rem nostram accommodemus, cùm hodiè cujuslibet particularis ecclesiæ senatus, non ex omnibus diœceseos sacerdotibus, sicut olim, sed ex solis constituatur canonicis ecclesiæ cathedralis, necesse utique non est ut episcopus novas constitutiones in synodo promulgaturus totius cleri sententiam efflagitet, sed satis est, si sui capituli consilium exposcat, etsi illud sequi non teneatur, nisi in ipsis constitutionibus aliquid decernatur de re, puta de ecclesiâ parochiali alicui collegio aut monasterio perpetuò uniendâ; ad quam jura majoris partis capituiarium exigunt consensum. Quinimò ab eâ ipsâ obligatione petendi capituli consilium solutus erit episcopus qui per legitimè præscriptam consuetudinem jus sibi acquisierit novas leges condendi et publicandi inconsulto capitulo : quod reapsè contigisse in diœcesi Gerundensi testatur Romaguerra, ad constitutiones synodales Gerundenses, lib. 1, tit. 1, c. 1, n. 20, et, siquidem contrariorum eadem est disciplina, obstringeretur episcopus non solùm consilium, sed etiam sui capituli consensum expetere, ubi idem capitulum id juris ex antiquâ consuetudine sibi vindicasset. Constant hæc omnia ex pluribus sacræ congregationis concilii quæ subnectimus responsis.

X. In causâ Urgellen., anno 1581, lib. 3 Decretor., pag. 32, quæsitum fuit « an, stante concilii Tridentini cap. 2, sess. 24, constitutiones editæ, aut quæ in synodalibus constitutionibus de cætero fient, de consensu capituli fieri debeant; an verò episcopus per se facere constitutiones, et publicare eas possit : et sacra congregatio respondit « episcopum in synodo diœcesanâ per se constitutiones facere posse absque consensu et approbatione cleri; requirendum tamen consilium capituli, licèt id non teneatur sequi episcopus, præterquàm in casibus à jure expressis. »

XI. In causâ Burgen., 5 julii 1627, lib. 13 Decretor., pag. 267, eadem interrogata « an archiepiscopus Burgen., in decernendo et statuendo ea quæ sibi benè visa fuerint opportuna, in synodo diœcesanâ teneatur sequi consilium sui capituli : » respondit « archiepiscopum teneri requirere consilium capituli, non autem illud sequi, circumscriptâ consuetudine immemorabili, vel aliàs legitimè præscriptâ, necnon alio legitimo et sufficienti titulo, super quibus capitulum poterit particulariter audiri. »

XII. Apud episcopum Sarnellum in suis epistolis ecclesiasticis, lib. 2, epistolâ 20, pag. 49, extat epistola ab eâdem sacrâ congregati ne data ad patriarcham Venetiarum die 27 aprilis 1592, in quâ hæc habentur : « Sacra congregatio, per libellum amplitudinis tuæ nomine porrectum consulta, respondit eamdem amplitudinem tuam in synodo diœcesanâ facere posse constitutiones absque consensu et approbatione cleri; debere tamen requirere consilium capituli, licèt illud non teneatur sequi, nisi in casibus à jure expressis, non obstante quod ex formâ Romani Pontificalis in celebrandâ diœcesanâ synodo expressè habeatur, ut constitutiones in synodo publicandæ, à Patribus per verbum *Placet* confirmentur. »

XIII. Alia ejusdem sacræ congregationis epistola ad episcopum Oriolanum data 17 maii 1599, refertur à cardinali de Aguirre, tom. 4 Concil. Hispan., p. 748, cujus verba sunt : « Sacra congregatio cardinalium concilii Tridentini interpretum, supìus consulta respondit licere episcopo ad eumque pertinere cogere synodum diœcesanam absque consensu et consilio capituli. In eâ autem constitutiones eumdem episcopum edere et promulgare posse absque consensu et approbatione cleri; debere tamen requirere consilium capituli, tametsi illud sequi non teneatur, præterquàm in quibusdam casibus à jure expressis. »

XIV. Capitulum Hispalense adversùs archiepiscopum qui diœcesanam synodum absque suo consensu coegerat, ad sacram congregationem concilii provocavit, ejusque examini hæc inter cætera dubia subjecit : « primò, an ipse archiepiscopus sine consensu dicti capituli possit indicere et convocare diœcesanam synodum; secundò, an ipse archiepiscopus sine consensu dicti capituli possit in diœcesanâ synodo condere statuta et constitutiones de rebus gravibus et arduis...; quartò, an sit necessarius assensus clericorum synodo interessentium, ita ut major pars contradicendo possit omnium seu alterius constitutionis exitum retardare. » Et sacra congregatio, die 26 no-

vembris 1689, respondit « ad primum affirmativè; ad secundum affirmativè; debere tamen archiepiscopum requirere consilium capituli, licèt illud non teneatur sequi, præterquàm in quibusdam casibus à jure expressis; ad quartum negativè. » Videri poterunt de hàc re disserentes Bottus, in tract. de Synodo, 3 part., num. 137 et seq.; cardinalis de Luca, de Jurisdict., disc. 56; de Aste, archiepiscopus Hydruntinus, in Methodo sacræ visitationis, part. 5, § 2, num. 6 et 7; et Synodicon ecclesiæ Beneventanæ, in append. ad concilium provinciale III, pag. 26 et 27.

XV. Posito autem quòd episcopus, priusquàm synodales constitutiones promulget, sui capituli consilium exposcere debeat, quò meliùs et maturiùs suam capitulares sententiam pandant, decet profectò ut illas ante synodum singulis canonicis expendendas tradat, omnibusque deinde in unum congregatis quid de iisdem sentiant requirat et audiat. Postquàm verò capitulum suum protulit judicium, in episcopi arbitrio erit aut illi acquiescere, aut in suo proposito persistere, prout magis expedire judicaverit: uti enim optimè alebant Patres concilii provincialis Rothomagensis anni 1581, tit. de Episc. et Capit., num. 28, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1225, non caput membris, sed membra capiti obsequi atque obtemperare debent: *Declarat hæc sancta synodus, præcipuam in ipsis ecclesiis auctoritatem et rerum gerendarum potestatem ad episcopos pertinere, eosque consilio et operâ capitulorum et dignitatum juvari debere, ut membrorum capiti cohærentium et obsequentium.*

XVI. Quòd si episcopus, inconsulto capitulo, novas constitutiones ediderit atque in synodo promulgaverit, illæ profectò, utpote deficientes à normâ à jure præscriptâ, firmitate carebunt; quamvis, si justæ et rationabiles deprehendantur, sanari queant à sacrâ congregatione concilii: quod aliquando factum testatur cardinalis Petra, in Comment. ad constit. 1 Benedicti XII, sect. unic., num. 17, tom. 4, pag. 124.

CAPUT II.

De synodi subscriptione.

I. Quoniam in diœcesanâ synodo nullus est præter episcopum qui jurisdictionem habeat et potestatem ferendi leges, quod ex hactenùs dictis planè liquet, docentque Bellarminus, lib. 1, de Conciliis, cap. 4, et Suarez, lib. 6, de Legib., cap. 15, num. 8, manifestè exinde conficitur solius episcopi, alteriusve qui ejus loco synodo præsit, esse synodales constitutiones suâ firmare subscriptione: sicuti optimè monuit Scarfanton., in not. ad Ceccoper., tom. 2, lib. 4, tit. 3, in animadvers., num. 17. Sed quanquàm hæc res compertissima sit, nec jurè possit in quæstionem adduci; nihilominùs canonici ecclesiæ metropolitanæ Hispalensis acriter olim dimicârunt pro astruendo sibi jure subscribendi unà cum archiepiscopo synodalia decreta. Verùm, cùm causa delata fuerit ad sacram congregationem concilii, hæc parvi faciens quod Altovitus, sacræ congregationis secretarius, in suo consultivo suffragio, quod penes nos extat, testatus fuerat, aliquas nimirùm à se repertas diœcesanas synodos Hispalenses quibus canonici post archiepiscopum subscripserant, contra eosdem pronuntiavit; ad dubium quippe hisce verbis propositum: *An capitulum, seu canonici ab illo deputandi ad interessendum celebrationi synodi, debeant unà cum archiepiscopo subscribere synodo diœcesanæ;* die 26 novembris 1689 respondit *negativè.*

II. Neque canonicis suffragatur exemplum concilii generalis, cui etsi Romanus Pontifex vel per se, vel per suos præsit legatos, omnes subscribunt episcopi: siquidem episcopi in concilio generali summo Pontifici assident, non tanquàm meri consiliarii, verùm etiam tanquàm judices; uti ostendunt cardinalis Turrecremata, Summ. eccl. lib. 3, cap. 63 et 64; Melchior Canus, de Locis theol., lib. 5, cap. 5, quæst. 2; et Bellarminus, cit. lib. 1, de Conciliis, cap. 18. Canonici autem ad diœcesanam synodum vocantur tanquàm meri episcopi consiliarii, non verò ut judicis partes ibidem assumant: quapropter non debent synodo subscribere, ne videantur sibi usurpâre censoriam et judiciariam potestatem, quam ex subscriptione inferri animadvertit laudatus Canus, Loc. theolog. lib. 5, cap. 5, pag. 154, Patavin. edit. ann. 1614, inquiens: *Consiliarii, qui non sunt simul judices, non solent judicio sententiæque subscribere. At in synodali sententiâ* (loquitur de concilio generali) *non Pontificis solùm, sed cæterorum episcoporum subscriptiones apponuntur. Sunt igitur sine dubio judices.*

III. Ex eo porrò quòd episcopi in concilio generali sint veri judices, cave ne inferas teneri Romanum Pontificem in ferendâ sententiâ majorem partem judicum sequi, eorumque doctrinam approbare: etenim, uti ratiocinatur idem Melchior Canus, quamvis omnes episcopi sint veri judices, supremum tamen judicium est à Christo Domino suo in terris vicario commissum, eidemque munus demandatum quotquot in errorem deflexerint, sive pauciores, sive plures numero fuerint, ad veram fidem revocandi, juxta illud quod Petro dixit Christus Luc. 22: *Rogavi pro te ut non deficiat fides tua: et tu aliquando conversus,* non unum et item alterum, sed sive paucos, sive multos, *confirma fratres tuos.* Quocirca Damasus papa, scribens ad episcopos per Illyricum constitutos, numerum concilii Ariminensis contemnendum dixit, eò quòd illi non accesserit Romani Pontificis sententia, atque prævalenti multitudini unum Vincentium Capuanum, aliosque paucos opposuit episcopos qui contra concilii judicium steterunt: *Neque enim,* ait, *præjudicium aliquod fieri potuit per numerum Ariminio congregatum; quando constat neque Romanum episcopum, cujus ante omnia decebat eos expectare decretum, neque Vincentium, qui tantis annis episcopatum inviolabiliter custodivit, neque alios talibus præbuisse consensum:* apud Petrum Coustant, epist. Roman. Pontific. tom. 1, col. 486. Hanc supremam Romani Pontificis supra cæteros episcopos prærogativam agnovit œcumenica synodus Florentina, cui solus Eugenius IV, qui eidem per se præfuerat, subscripsit definiens: *Ego Eugenius catholicæ Ecclesiæ episcopus, ita definiens subscripsi:* cæteri verò, licèt Pontifici astiterint tanquàm conjudices, in Pontificis tamen reverentiam se abstinuerunt à verbo *definiens,* solùmque dixerunt: *Ego N. episcopus subscripsi:* cùm cæteroquin in aliis conciliis quibus summus Pontifex per suos præfuit legatos, ac præsertim in Tridentino, quilibet subscripserit definiens, exceptis procuratoribus absentium, qui ad suffragium decisivum non fuerunt admissi; quod alibi fuit à nobis annotatum. Plura quæ ad rem faciunt legi poterunt apud Gravinam, de Causâ efficiente conciliorum, tom. 8 Biblioth. maxim. Pont., pag. 895; et Perrimezium, tom. 1 Dissert. eccles., diss. 5, pag. 162 et seq.

IV. Quia verò etiam in concilio provinciali episcopi suffraganei adsunt tanquàm judices, ita ut eorumdem aut majoris partis eorum sententia prævaleat sententiæ metropolitani, quod colligitur ex can. *Archiepisc.,* 9. quæst. 3, docentque Turrecremata, in can. *Per singulas,* eâd. caus. et quæst., ac Fagnanus, in cap. *Sicut olim,* num. 104, de Accusat., propterea ejusdem synodi decreta omnes subscribunt. Quem morem retentum vidimus etiam à concilio provinciali Romano anni 1725, cui præter summum pontificem Benedictum XIII, qui illi præfuerat tanquàm Romanæ provinciæ metropolitanus, omnes subscripserunt quotquot intervenerant cardinales, episcopi et procuratores absentium. Et, siquidem quod à majori parte conclusum est jam habet vim legis totam obligantis provinciam, etiam illi qui cæteroquin dissenserunt coguntur aliorum acquiescere judicio ac synodalia statuta acceptare, suâque corroborare subscriptione: quanquàm iis qui se gravatos sentiunt suppetat remedium appellationis ad Sedem Apostolicam. Ita rectè definitum fuit à concilio provinciali Narbonensi anni 1609, cap. 29, in fin., tom. 11 Collectionis Harduini,

col. 32 : *Quo absoluto et factis acclamationibus, decretis ejus manu propriâ tam episcopi quàm procuratores subscribant, licèt in omnibus nomine proprio non consenserint : judicia enim sanioris et majoris partis prævalent, et quod conclusum fuerit à pluribus censetur approbatum. Quâ non obstante subscriptione, si in aliquibus quis se gravatum senserit, viam juris per appellationem ad summum Pontificem, provincialis concilii judicem, ei patere declaramus.* Quòd si quis adeò pertinaciter suæ adhæserit opinioni, ut majoris partis sententiæ cedere recusaverit, eum aut è consensu expelli, aut anathemate percelli, jusserunt Patres concilii Toletani VIII, anni 653, cap. 11, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 965, aientes : *Cùm verò quælibet sancta synodus agitur, aut pacificè inter pontifices quidpiam definitur; si pauciores per nescientiam vel contentionem fortè dissentiant, aut commoniti plurimorum sententiæ cedant, aut ab eorum cœtu cum dedecore confusionis abscedant, aut excommunicationis annuæ sententiam luant.*

V. Quod verò attinet ad presbyteros provinciali synodo quandoque præsentes, non unam semper fuisse comperimus in re quam versamus Ecclesiæ disciplinam : ad plures quippe ex provincialibus synodis presbyteros unà cum episcopis fuisse vocatos, eorumdemque acta subscripsisse, constat tum ex concilio Arelatensi I, habito anno 314, cui plures presbyteros, quinimò et diaconos, atque etiam exorcistas subscriptos legimus in ejusdem actis editis à Sirmondo; tum ex concilio Romano I, sub Symmacho anni 499, cui 68 presbyteros, et 7 diaconos subscriptos invenimus; tum denique, ut alia plurima prætermittamus, ex alio concilio Romano sub Gregorio II, anni 721, ubi episcopi, presbyteri et diaconi, sub hâc formulâ decretis ab ipsis omnibus communi nomine promulgatis subscripserunt : *Opportunus, gratiâ Dei episcopus ecclesiæ Maturanensis, huic constituto à nobis promulgato subscripsi. Sisinnius, S. R. E. tituli S. Sixti presbyter, huic constituto à nobis promulgato subscripsi. Muscus, humilis diaconus sanctæ Sedis Apostolicæ, huic constituto à nobis promulgato subscripsi :* tom. 2 Collectionis Harduini, col. 962, et tom. 3, col. 1866 et seq. Verùm quanquàm olim fuerit in potestate episcoporum presbyteros atque interdùm etiam diaconos ad concilium provinciale cum jure suffragii admittere, postea tamen suffragium decisivum concessum fuisse solis abbatibus habentibus jurisdictionem quasi episcopalem, eruitur ex concilio Londoniensi anni 1075, in quo cautum fuit *ne quis in concilio loquatur præter licentiam à metropolitano concessam, exceptis episcopis et abbatibus,* qui pariter ejusdem concilii statuta subscripserunt : tom. 6 ejusdem collectionis, part. 1, col. 1558. Nec mirum est abbates fuisse hâc prærogativâ donatos, cùm iidem, sive ex privilegio, sive ex consuetudine, jus etiam acquisierint interveniendi conciliis œcumenicis : quod profectò jam ante concilium Constantiense contigisse asserit cardinalis Cameracensis in scheludâ eidem concilio oblatâ, apud Emmanuelem à Schelstrate, inquiens : *Item sciendum est quòd quando in conciliis generalibus soli episcopi habebant vocem definitivam, hoc fuit quia habebant administrationem populi... postea additi fuêre abbates eâdem de causâ, et quia habebant administrationem subjectorum.* Quamobrem iidem, atque ob eamdem rationem, jurisdictionis scilicet quam exercent in subditos, ordinum quoque regularium superiores generales subscripserunt decretis concilii Florentini, et Tridentini.

VI. Alii verò presbyteri nullâ fruentes jurisdictione quasi episcopali, à provincialibus conciliis sunt exclusi, exceptis duntaxat canonicis ecclesiarum cathedralium, qui sunt ad illa invitandi ut vel per se vel per suos intersint nuntios seu procuratores; uti habet textus in cap. *Etsi membra ;* de his quæ fiunt à prælatis sine consensu capituli, ubi Innocentius III ait : « Provinciæ Senonensis capitula cathedralium ecclesiarum ad nos querimoniam transmiserunt, quòd archiepiscopus Senonensis et ejus suffraganei procuratores eorum nuper ad provinciale concilium convocatos ad tractatum eorum admittere noluerunt. Visum fuit nobis et fratribus nostris ut capitula ipsa ad hujusmodi concilia debeant invitari, et eorum nuntii ad tractatum admitti, maximè super illis quæ ipsa capitula contingere dignoscuntur. » Non tamen præfatos canonicos eorumve procuratores aliam habere vocem, nisi merè consultivam, juris communis vestigia sectantes disertè declarârunt Patres concilii provincialis Burdigalensis, anni 1583, cap. 34, tom. 10 Collectionis Harduini, col. 1379, ubi, agentes de concilio provinciali, edixêre : « Capitula cathedralium ecclesiarum speciatim ad synodum invitentur, eisque liceat delegare ex suis capitulis canonicos qui synodo intersint, ac eorum mandata referant. Sciant autem se in synodo tantùm consulendi, non autem decernendi, potestatem habere. » Cùmque in alio concilio Burdigalensi, celebrato anno 1624, procurator capituli Santonensis contendisset *omnes procuratores capitulorum in concilio, in rebus conciliariis de dirigendis, vocem decisivam habere,* communi Patrum sententiâ jussus est suam opinionem, tanquàm erroneam atque Ecclesiæ praxi et Romani Pontificis decretis contrariam retractare : simulque statutum ne quis deinceps eamdem tenere, docere et propugnare auderet : « Sacro approbante concilio, decretis ultimi concilii provincialis Burdigalensis inhærentes, opinionem quorumdam qui ausi sunt asserere præter episcopos quosdam etiam alios habere vocem decisivam in concilio provinciali, ut erroneam judicamus ; quibuscumque deinceps eamdem proponere, in concionibus agitare, docere et tenere prohibentes : » tom. 11 Collectionis Harduini, col. 132.

VII. Non solùm autem canonici ecclesiarum cathedralium eorumve procuratores auctoritatem non habent quidquam decernendi in concilio provinciali, sed poterunt etiam è congregationibus quæ sessionibus præmitti solent excludi cùm à Patribus de re aliquâ est in illis pertractandum quam propalare nequeant sine violatione juramenti aut obedientiæ debitæ superiori, vel alia subest justa causa eos non admittendi; quemadmodùm docent Fagnanus, in cit. cap. *Etsi membra,* num. 14; et Pirhing, ad eumdem tit., § 3, num. 19. Ex quibus concludimus unam eamdemque esse conditionem capitulorum ecclesiarum cathedralium in synodis tam provincialibus quàm diœcesanis : etenim tam ad istas quàm ad illas sunt vocandi, in utrisque votum habent merè consultivum, et neutrius decreta subscribunt.

CAPUT III.

De synodalium decretorum revisione et approbatione.

I. Cùm in provincialibus conciliis quæ antiquioribus Ecclesiæ seculis cogebantur, recens subortæ hæreses interdùm damnarentur, et gliscentes per provinciam errores sollicitâ curâ præfocarentur; inde factum est ut eorumdem acta per synodalem epistolam ad Romanum transmitterentur Pontificem, ut, accedente primæ Sedis et Jesu Christi in terris vicarii approbatione, quod in illis particularibus episcoporum cœtibus fuerat deliberatum tanquàm fidei dogma ab omnibus reciperetur orthodoxis, unaque esset ubique omnium fides. Hujus disciplinæ testimonium perhibent Patres concilii Carthaginensis et Milevitani, ejusdem anni 416, qui, post proscriptos Pelagii et Cœlestii errores, quod à se gestum fuerat Innocentio I totius Ecclesiæ principatum tenenti significârunt, rogantes ut apostolicæ suæ auctoritatis fulcimentum et robur conciliaribus statutis adjiceret. *Hoc itaque gestum* (scripserunt Patres Carthaginenses, tom. 1 Collectionis Harduini, col. 1214) *domine frater, sanctæ charitati tuæ intimandum duximus, ut statutis nostræ mediocritatis etiam Apostolicæ Sedis adhibeatur auctoritas.* Et Patres Milevitani, ibid., col. 1221 : *Quia te Dominus gratiæ suæ præcipuo munere in Sede Apostolicâ collocavit, talemque nostris temporibus præstitit, ut nobis potiùs ad culpam negligentiæ valeat, si apud tuam venerationem quæ pro*

Ecclesiâ sunt suggerenda tacuerimus. Innocentius verò litteris ad eosdem datis, eos hoc nomine plurimùm commendat, quòd scilicet exquirentes primæ Sedis oraculum, eorumque quæ à se gesta fuerant confirmationem ab eâdem petentes, sanctissimis Ecclesiæ legibus obtemperaverint, et prisca calcaverint instituta Patrum, qui, « non humanâ, » ait ad episcopos Carthagine congregatos, « sed divinâ decrevêre sententiâ, ut, quidquid, quamvis de disjunctis remotisque provinciis ageretur, non priùs ducerent finiendum, nisi ad hujus Sedis notitiam perveniret ; ut totâ hujus auctoritate justa quæ fuerit pronuntiatio firmaretur ; indeque sumerent cæteræ ecclesiæ (velut de natali suo fonte aquæ cunctæ procederent, et per diversas totius mundi regiones puri latices capitis incorrupti manarent) quid præcipere, quos abluere, quos veluti cœno inemundabili sordidatos, mundis dignâ corporibus undâ vitaret : » et ad Patres Milevitanos : « Diligenter ergo et congruè apostolici consulitis honoris arcana (honoris, inquam, illius quem præter illa quæ sunt extrinsecùs sollicitudo manet omnium ecclesiarum) super anxiis rebus, quæ sit tenenda sententia : antiquæ scilicet regulæ formam secuti, quam toto semper ab orbe mecum nôstis esse servatam... Præsertim quoties fidei ratio ventilatur, arbitror omnes fratres et coepiscopos nostros nonnisi ad Petrum, id est sui nominis et honoris auctorem, referre debere, velut nunc retulit vestra dilectio, quod per totum mundum possit Ecclesiis omnibus in commune prodesse : » apud Petrum Coustant, Epist. Roman. Pontific. tom. 1, col. 889 et 896. Eamdem confirmationem à Zozymo papâ petiisse alia duo Africana concilia, contra Pelagianos pariter coacta, testatur mox citandus Prosper, in libro contra collatorem, et constat ex ejusdem Zosymi epistolâ, quam ex MS. codice Vaticano profert Baronius ad ann. 417, num. 19 et seq. Similiter Cæsarius, Arelatensis episcopus, confirmationem synodi II Arausicanæ postulavit à Felice papâ, eoque præmortuo, impetravit à Bonifacio II ; quod narratur in Vitâ ejusdem Cæsarii, lib. 1, sub fin. ; apud Mabillonium, in secul. I Benedictin., pag. 646, Venet. edit. ; et colligitur ex epistolâ Bonifacii, tom. 2 Collectionis Harduini, col. 1109.

II. Ab apostolicâ verò confirmatione provinciale concilium mutuari infallibilem auctoritatem, ita ut in fide errare nequeat, rectè docent Melchior Canus, de Loc. theolog. lib. 5, cap. 4, conclus. 5 ; Bellarminus, lib. 2 de Conciliis, cap. 5 ; pluribusque argumentis ostendit Thomassinus, dissert. 9, in concilia Carthaginense et Milevitanum. Enimverò, nisi res ita se haberet, aiunt Canus et Bellarminus, non possent dici irreformabili Ecclesiæ judicio proscripti errores Helvidii, Pelagii et Priscilliani : quorum primus damnatus est à concilio Telensi confirmato à Siricio ; alter à præfatis conciliis Africanis confirmatis ab Innocentio et Zosymo ; tertius à concilio Toletano confirmato à Leone Magno : quæ quidem concilia fuêre tantùm provincialia. Accedit quòd Augustinus et Prosper rem contra Pelagium omninò confectam sunt arbitrati, postquàm Africanorum antistitum synodalis sententia in eumdem prolata ab Apostolicâ Sede fuit approbata. Augustinus quippe, serm. 131, olim 2, de Verbis apost., num. 10, tom. 5 oper., col. 645, inquit : « Jam de hâc causâ duo concilia missa sunt ad Sedem Apostolicam : inde etiam rescripta venerunt. Causa finita est, utinam aliquando finiatur error ! » Et rursùm, lib. 2 oper. Imperfect., contra Julian., num. 103, tom. 10 oper., col. 993 : « Quid adhuc quæris examen quod jam factum est apud Apostolicam Sedem ; quod denique jam factum est in episcopali judicio Palæstino...? Damnata ergo hæresis ab episcopis non adhuc examinanda, sed coercenda est à potestatibus christianis. » Prosper autem contra collat., cap. 21, aliàs 41 : « Tunc istorum machinæ fractæ sunt..., quando beatæ memoriæ Innocentius nefandi erroris capita apostolico mucrone percussit, quando Pelagium ad proferendam in se suosque sententiam Palæstinorum episcoporum synodus coarctavit, quando Africanorum conciliorum decretis beatæ recordationis papæ Zosymus sententiæ suæ robur annexuit, et ad impiorum detruncationem gladio Petri dexteras omnium armavit antistitum. » Quare non immeritò laudatus Thomassinus, loc. cit., num. 4, ait « provinciales synodos ab Apostolicâ Sede confirmandas esse, et, ubi confirmatæ fuerint, tunc in auctoritatis summum columen eas recipi, nec posse ab eis citra hæreseos discrimen provocari. »

III. Hæc de provincialibus synodis, in quibus hæreses damnabantur, et quid fide tenendum esset decernebatur. Hodiè verò, etsi plerùmque in ejusmodi synodis fidei causæ non pertractentur, sed sola condantur decreta disciplinam respicientia, ut tamen antiquæ consuetudinis aliquod remaneret vestigium, ea, antequàm promulgentur, transmitti jussit Sixtus V ad sacram congregationem concilii ; non quidem ut postea confirmationem reportent à Sede Apostolicâ, sed ut corrigatur, si quid fortassè in iisdem aut nimis rigidum, aut minùs rationi congruum deprehendatur : *Provincialium verò* (alloquitur Pontifex sacram congregationem concilii suâ constit. 117, tom. 4 Bullar., part. 4, pag. 396), *ubivis terrarum illæ celebrentur, decreta ad se mitti præcipiet, eaque singula expendet et recognoscet :* atque ita esse moribus receptum fidem faciunt concilia provincialia, Valentinum anni 1565, Toletanum anni 1582, Mexicanum anni 1585, quorum decreta à sacrâ congregatione concilii, ad quam missa fuerant examinanda, leguntur emendata in Collectione conciliorum Hispaniæ cardinalis de Aguirre, tom. 4. Concilium pariter provinciale Narbonense anni 1609, ab eâdem sacrâ congregatione recognitum et correctum, testatur cardinalis Arigonius in epistolâ datâ 27 novembris 1611, quæ ad ejusdem concilii calcem refertur, tom. 11 Collectionis Harduini, col. 54. Ejusdem congregationis judicio subjecta decreta concilii provincialis Salernitani narrat cardinalis Lancellotti in suâ attestatione exaratâ die 23 augusti 1616. Et nos ipsi, cùm ejusdem congregationis secretarii munus gerebamus, scimus ejus judicio fuisse suppositas sanctiones synodi provincialis Ruthenorum, quæ, præside Hieronymo Girmaldo, archiepiscopo Edesseno, in regno Poloniæ nuntio apostolico cum facultatibus legati de latere, et postea S. R. E. cardinali, habita fuerat anno 1720.

IV. Non semel tamen accidit provincialia concilia non solùm à sacrâ congregatione concilii recognosci, et, si opus fuerit, emendari, verùm etiam à summo Pontifice, ita petentibus metropolitanis à quibus sunt celebrata per apostolicas litteras confirmari. Etenim Gregorius XIII, per suum speciale breve approbavit quartum et quintum ex conciliis provincialibus Mediolanensibus, S. Carolo Borromæo coactis : quod narrat Giussanus, in vitâ S. Caroli, lib. 6, cap. 2, et nos supra memoravimus. Synodus quoque à Petro, episcopo Beritensi, vicario apostolico in Tunkino, celebrata in pago Diughieu provinciæ Kinam die 14 februarii 1670, quæ provincialis potiùs quàm diœcesanæ indolem videtur præ se tulisse, post ejusdem examen præmissum à sacrâ congregatione de propagandâ Fide, confirmata fuit à Clemente X per apostolicas litteras datas 23 decembris 1673, quæ extant inter Constitutiones apostolicas pro missionibus Sinarum, Tunkini, etc., typis Parisiensibus impressas anno 1676, part. 1, pag. 121 et seq. Similiter à Paulo V approbatum concilium provinciale Mechliniense anni 1607 constat ex ejusdem brevi quod conciliaribus statutis attexuit Harduinus suæ Collectionis tom. 10, col. 1969. Apostolicâ itidem confirmatione roborata fuêre duo concilia provincialia Beneventana, annis 1693 et 1698 habita à Vincentio Mariâ cardinali Ursino, archiepiscopo Beneventano, qui postea summus pontifex est renuntiatus, assumpto nomine Benedicti XIII, quod videre est in Collectione conciliorum provincialium Beneventanorum, editâ Romæ 1724, pag. 577 et 604. Idemque Benedictus, cùm supremum pontificatum

teneret, nonnulla approbavit concilia provincialia, uti Avenionense, celebratum anno 1725, atque Ebredunense anni 1727. Et nos ipsi, postquàm ad Petri cathedram evecti fuimus, confirmavimus synodum provincialem coactam in monte Libano, per nostras apostolicas litteras datas 1 septembris 1741, et evulgatas unà cum Actis consistorii semipublici habiti 13 julii 1744, iterùmque impressas Bullarii nostri t. 1, pag. 74 et seq., et tom. 2, in appendice, pag. 35 et seq.

V. Quibus positis, posset quis dubitare an prædicta provincialia concilia ab Apostolicâ confirmatione vires accipiant universam obligandi Ecclesiam, perinde ac si essent constitutiones pontificiæ, juxta illud Justiniani effatum, in leg. 1 cod. de vet. jur. Enucl.: *Omnia nostra facimus, quibus auctoritatem nostram impertimur.* Sed hanc difficultatem diluunt Suarez, lib. 4, de Legib., cap. 6, num. 10, et Fagnanus, in cap. *Canonum statuta*, num. 13, de Constitut., opportunè monentes confirmationem robur quidem adjicere actui confirmato, sed nequaquàm illum extendere, nisi aliter superior expresserit, sicuti arg. leg. *Aurelius*, etc., ff. de Liberat. legat., docet Baldus, in leg. 1, in fin. cod. *Si advers. rem judic.*; ex quo concludunt prædictorum conciliorum decreta, quanquàm à summo Pontifice approbata, nisi sint clausa in corpore juris communis, de quibus duntaxat loquebatur Justinianus, provinciæ limites non prætergredi : quod reapsè de præfatis conciliis provincialibus Mediolanensibus à Gregorio XIII confirmatis omnes doctores sentire idem Fagnanus observat.

VI. Non omnia autem quæ hucusque de provincialibus dicta sunt nostris congruunt diœcesanis synodis : harum quippe constitutiones statim possunt ab episcopis publicari, quin ullâ obstringantur obligatione illas transmittendi ad sacram congregationem concilii, ejusque expectandi judicium. Haud equidem ignoramus Antonium Mariam Gratianum, episcopum Amerinam, suam, quam sæpiùs laudavimus, synodum habitam anno 1595, typisque Venetis anno 1597 impressam, inscripsisse Clementi VIII, atque in epistolâ nuncupatoriâ ita Pontificem allocutum : *Cùm igitur mihi antiquissima cura fuerit, quanquàm diù ac variè interpellata, diœcesis hujus synodum habere, quæ habita his triginta annis non erat, in eâque omnem morum atque ecclesiasticarum rerum rationem maximè ex Tridentini concilii præscriptis condere constituereque, incessit animum cogitatio volumen ipsum decretorum, priusquàm ederem meis, ad te mittendi tibique dicandi. Non quidem eo consilio ut fulgorem ac majestatem nominis tui præferens quasi commendatius inde spectatiusque prodiret, sed, cùm sancire atque promulgare hujus generis quidquam non ante probatum tibi fas jusque nemini sit, ut tuo arbitrio, tuæ ditioni, quâ debeo fide reverentiâque subjicerem. Id demùm habiturus ratum sanctumque, quod tu, cujus haud dubiè cœlesti afflatu voluntas regitur, cuique cœlestis numinis instar inest, sanciendum comprobandumque esse censueris.* Verùm hæc unicè referri debent ad Gratiani obsequium et reverentiam erga Sedem Apostolicam, non verò ad necessitatem consulendi summum Pontificem, ejusque approbationem obtinendi : siquidem, si jus commune spectemus, ab hoc liberam habet episcopus facultatem ferendi et promulgandi leges quas opportunas duxerit ad rectam suæ diœcesis administrationem, independenter ab ullâ superioris confirmatione; uti benè Suarez, cit. cap. 6, num. 9 et 10. Si verò consideremus paulò ante indicatam Sixtinam constitutionem, hanc solùm loqui animadvertimus de synodo provinciali, cujus acta ante promulgationem recognoscenda statuit à sacrâ congregatione concilii; nequaquàm autem complecti deprehendimus decreta synodi diœcesanæ, de quibus nihil de novo decernit, sed cujuslibet episcopi prudentiæ atque arbitrio, cui antea permittebantur, ea reliquit. In hâc sententiâ fuit sacra congregatio concilii, quæ rogata ut recognosceret acta diœcesanæ synodi Strongolensis, die 17 junii 1615, respondit : *Se non consuevisse revidere et approbare, nisi synodos provinciales, ex constitutione Sixti V, et quòd idcircò episcopus uteretur jure sibi ex sacro concilio competente :* lib. 17 Decretor., pag. 484. Quocirca in hâc nostrâ commentatione falli jam diximus cardinalem de Luca et Van Espenium, asserentes diœcesanas synodos robore et efficaciâ carere, nisi à prædictâ sacrâ congregatione approbentur.

VII. Compertum propterea nobis est non deesse episcopos qui suas constitutiones in synodo promulgandas ad aliquem virum doctum rerumque ecclesiasticarum apprimè peritum, in Urbe commorantem, mittant, ejusque de illis consilium et judicium exquirant, aut etiam aliquem cardinalem, sacræ congregationi concilii ascriptum, enixè rogent ut eas legat et corrigat; quod sæpiùs à nobis, cùm in minoribus essemus, factum reminiscimur, ut amicorum antistitum indulgeremus petitionibus. At hæc ab episcopis ex merâ fiunt cautelâ, ut nimirùm sui cleri et populi querimoniis aditum occludant, non ex ullâ quâ teneantur obligatione : neque enim iidem sacræ congregationis judicialem sententiam, sed peculiaris personæ judicium expetunt et consilium : sacram quippe congregationem non solere diœcesanas synodos recognoscere, nisi adversùm ejusdem decreta ab aliquo fuerit appellatum, et modò ab ipsâmet accepimus, et asseruit cardinalis Carafa, ejusdem olim præfectus, in suâ epistolâ anno 1586, ad quemdam episcopum datâ, quæ à pluribus refertur auctoribus, et novissimè edita est à Miglioruccio, Instit. canonic. lib. 1, tit. 3, num. 26, pag. 53, cujus verba sunt : *Non est in more positum apud Patres illustrissimos qui Tridentini concilii decretis interpretandis præfecti sunt, diœcesanas synodos recognoscere, sed provinciales tantùm emendare. Quare, ut voluntati atque pastorali amplitudinis tuæ zelo in tuæ synodi correctione quoquo modo satis per me fieret, illud pro meâ in te et Ecclesiam tuam charitate mihi sumpsi, ut synodum ipsam percurrerem simulque et annotarem quæ notatu digna visa sunt, quemadmodum licebit in extremis ipsis synodi pagellis, ubi nostras animadversiones ascripsimus, inspicere. Quod superest tamen, tu clerusque tuus in salutarium constitutionum observationes naviter incumbite : memores unam optimam legem esse, legem observare. Valete in Domino.*

CAPUT IV.

De synodalium decretorum promulgatione, et quam in diœcesim inducunt obligatione.

I. Certum est ad legis substantiam pertinere ipsius legis promulgationem, quâ ad totius communitatis notitiam devenire queat, leg. *Leges sacratissimæ*, cod. de Legib. et Rubr., novell. 66; etenim, cùm lex sit regula morum, non uni aut alteri personæ, sed toti propositæ communitati, debet omnibus ita significari, ut ad omnium aures pervenire valeat; quod aliter fieri nequit quàm per ejusdem legis promulgationem. Modus autem quo hæc promulgatio sit facienda non est speciatim à jure præfinitus : quare meritò Suarez, lib. 4, de Legib., cap. 15, num. 8, asserit leges ab episcopis latas sufficienter promulgari, si aut publicè legantur in ecclesiâ cathedrali, aut voce præconis in plateâ civitatis astantibus significentur, aut scriptæ affigantur in loco publico ad hoc designato. Quinimò, si statuta synodalia, non populum, sed solùm respiciant diœcesis clerum, aliâ non indigent publicatione ab eâ distinctâ quæ fit in ipsâ synodo cui interest præcipua pars ejusdem cleri : siquidem Innocentius III, in cap. *Ad hæc*, de Postulat. prælat., disjunctivè ait legis vinculum in omnes protendi : *cùm solemniter editur, aut publicè promulgatur :* nulla autem lex magis solemniter editur eâ quæ fit in consessu præcipuæ partis eorum in quos fertur.

II. Factâ porrò synodalium constitutionum promulgatione, nullius temporis determinatum spatium interfluere necesse est ut illæ parendi obligationem inducant; sed statim unumquemque ligant qui earum

dem notitiam quoquo modo habuerit. Licèt enim in jure civili cautum sit leges imperiales non obligare, nisi post duos menses ab earumdem promulgatione in singulis provinciis factâ, juxta textum cit. novell. 66 ejusque rubr., et insuper disputetur inter doctores an idem locum habeat in legibus pontificiis pro universâ Ecclesiâ latis; in quâ quæstione affirmativam sententiam tuentur Navarrus, Manual. cap. 23, num. 44; Sotus, lib. 1, de Just., quæst. 1, art. 4; negativam verò propugnant Suarez, lib. 3, de Legib., cap. 18; lib. 4, cap. 15; Menoch., de Arbitrar., cas. 185, num. 8, aliique magis communiter: omnes tamen fatentur legem latam ab inferioribus, nisi aliud ipsemet legislator decernat, statim post promulgationem unumquemque afficere: quod tanquàm certum ponunt Ostiensis, in Summ., tit. de Constit., § *Quando;* Navarrus, cit. loc., et consil. 1, num. 16, de Constit.; Suarez, cit. cap. 18, num. 9; Azor., Instit. part. 1, lib. 5, cap. 5, quæst. 2.

III. Neque ad declinandum synodalium constitutionum vinculum prodesse potest auctoritas Gratiani, qui initio dist. 18 scripsit: *Episcoporum concilia sunt invalida ad definiendum et constituendum, non autem ad corrigendum. Sunt enim necessaria episcoporum concilia ad exhortationem et correctionem, quæ, etsi non habent vim constitutionis, habent tamen auctoritatem imponendi et indicendi quod aliàs statutum est, et generaliter seu specialiter observari præceptum.* Hæc siquidem nimiùm inconsideratè atque oscitanter à Gratiano prolata observat ibidem Glossa, verb. *Constituendum*, inquiens: *Illud non est verum, quia episcopi benè possunt condere canones episcopales, et archiepiscopus provinciales: quia quilibet populus et quælibet ecclesia sibi potest statuere aliquod jus:* annotavitque Cabassutius, in Theor. et Prax. jur. canon., cap. 1, in fin., ubi Gratiani errorem redarguit. Etenim, cùm episcopi positi sint à Spiritu sancto *regere Ecclesiam Dei*, Act. 20, iisque collata sit potestas solvendi et ligandi, Matth. 18, sive hæc sit immediatè à Christo Domino, sive à summo Pontifice, nemo, salvâ fide, potest jurisdictionem illis abjudicare suas oves legibus obstringendi, quibus obtemperare cogantur: quod ex iis liquet quæ lib. 1, cap. 4, et lib. 5, cap. 4, diximus, et latè probat Suarez, lib. 4, de Legib., cap. 4. Quocirca apud omnes juristas principii loco est, synodales constitutiones facere jus particulare ab omnibus observandum qui in constituentis territorio degunt: rota, cor. *Seraphino*, decis. 813, num. 3; decis. 14, num. 7; decis. 15, num. 6; decis. 16, num. 9; decis. 18, num. 13; lib. 14, ad ornat. card. de Luca, et decis. 471, num. 5, part. 14; decis. 212, num. 3, part. 15; decis. 163, num. 18, part. 17 Recent., decis. 123, num. 14, cor. *Herrera;* decis. 7, num. 19, cor. *Molines:* et prosequitur Romaguerra ad constitutiones synodales Gerundenses, lib. 1, tit. 1, cap. 1, num. 35 et seq.

IV. Ex eo porrò quòd potestas ferendi leges sit in episcopis aut immediatè à Christo, aut à summo Pontifice, cui est à Christo immediatè collata, necessariò etiam consequitur earum firmitatem nequaquàm pendere à populi acceptatione, sed ab unico legislatore vires sortiri quibus unumquemque quantùmvis reluctantem constringant, nisi fortè à justitiâ certò deficiant, ex cujus defectu sint irritæ: quemadmodùm benè perpendit Suarez, cit. lib. 4, de Legib., cap. 16, per tot., ubi meritò etiam animadvertit oppositam opinionem, quam aliqui ausi sunt venditare, componi non posse cum fide, quâ credimus Ecclesiæ regimen fuisse à Christo commissum Romano Pontifici, in cujus sollicitudinis partem cæteri vocati sunt particularium ecclesiarum antistites.

V. Quòd si quis legis *subjectum*, ut aiunt, hoc est, personas inquirat quæ diœcesanæ synodi decretis ligentur, paucis respondetur ad eorumdem observationem adigi quotquot incolunt episcopi diœcesim, cujuscumque sint statûs et conditionis, nisi speciali privilegio ab ejusdem subtrahantur jurisdictione: Suarez, lib. 4, de Legib., cap. 19, num. 5. Quinimò regulares, eorum exemptione non obstante, parere coguntur diœcesanæ synodi sanctionibus, in iis quæ respiciunt curam animarum, aut Sacramentorum administrationem, juxta decretum Tridentini, sess. 25, cap. 11, de Regular., atque apostolicas constitutiones concilii textum explicantes: decretis pariter subjiciuntur quæ materiam concernunt, in quâ subsunt jurisdictioni delegatæ episcopi, juxta decisionem Innocentii IV, in cap. 1, de Privileg., in 6: *Salvis nihilominùs casibus aliis in quibus eos episcoporum jurisdictioni subesse canonica præcipiunt instituta:* quod prolixiùs explicuimus lib. 9, cap. 15, num. 4 et seq. Notat præterea idem Suarez, eod. lib. 4, cap. 20, num. 10, aliquando ad evitandum scandalum et fugiendam difformitatem à cæteris diœceseos membris teneri regulares obtemperare constitutionibus synodalibus, à quibus cæteroquin ratione suæ exemptionis essent soluti; quamvis simul advertat non semper illas transgredientes fieri gravis culpæ reos, sicuti cæteri qui episcopali juri plenè subduntur.

VI. Aliqui nihilominùs doctores quos citant Azor., Instit. part. 1, lib. 7, cap. 19, quæst. 2, et Diana, part. 1, tract. 9, resolut. 36, et part. 10, tract. 11, resolut. 36, specialem quæstionem movent de jejuniis ab episcopo vel per edictum vel per synodalem constitutionem toti diœcesi indictis, ad quæ religiosè servanda etiam regulares compellunt: durum quippe et absonum illis videtur regulares, austerioris vitæ genus professos, licitè posse iis diebus epulari quibus cæteris inter quos versantur est abstinentia præcepta. Addunt præterea nullum, quantùm ad rem attinet, posse assignari discrimen inter legem episcopi indicentem jejunium et legem quâ dies aliquis festus per totam diœcesim celebrandus edicitur: huic autem posteriori obtemperare debere etiam regulares statuit Tridentinum, sess. 25, cap. 12, de Regul.: *Dies festi quos in diœcesi suâ servandos idem episcopus præceperit, ab exemptis omnibus, etiam regularibus, serventur:* unde inferunt pari ratione eosdem obstringi lege jejunii ab episcopo latâ. Verùm Suarez, cit. loc., num. 5; Azorius et Diana, locis cit.; Bonacina, de Præceptis Eccles., disp. ult., quæst. 1, punct. 6, num. 5; Lacroix, lib. 3, part. 2, num. 1274; cardinalis Cozza, de Jejunio, part. 3, dub. 4, num. 65; Pontas in suo Dictionar., verb. *Jejunium*, cas. 16, etiam à prædictâ synodali lege regulares liberos pronuntiant: semel enim positâ eorum exemptione ab episcopi jurisdictione, nulla est efficax ratio cur hoc speciali episcopalis jurisdictionis actu ligentur; quòd enim colere teneantur dies festos ab episcopo præscriptos, sicuti et servare interdictum ab eodem episcopo promulgatum, id provenit ex peculiari sanctione Tridentini, quod in hisce duobus casibus regulares supposuit jurisdictioni ordinarii, à quâ cæteroquin in omnibus aliis non nominatim exceptis sunt prorsùs exempti. Quòd autem iidem regulares austerioris vitæ genus elegerint, hoc probat utique eos obligari ad jejunia, aliasque corporis macerationes præscriptas in regulis ordinis cui sunt ascripti, quæque insuper à prælato regulari cui subsunt forsan iisdem de novo indicantur; non autem probat adigi etiam ad jejunia indicta ab episcopo aliove prælato cujus jurisdictioni et imperio non subjacent: quinimò, quia plura sustinent onera cujuslibet regularis instituti propria, æquum non est ut etiam alia cogantur subire quæ suis diœcesanis imponit ordinarius loci in quo degunt.

VII. Verùm, si aliquâ regularium communitate antiqua invaluisset consuetudo servandi jejunia quæ episcopus sive in synodo, sive extra synodum, aliquoties indicit; nullus dubitat ad ea deinceps servanda eamdem communitatem compelli posse: tunc quippe jejunandi obligatio non oritur ab episcopi jurisdictione, sed ab ipsâ consuetudine quæ vim habet inducendi legis obligationem: quemadmodùm opportunè monent omnes laudati doctores. Similiter, non ab episcopi præcepto, sed à jure naturali jejunare coguntur regu-

lares iis diebus quos episcopus jussit esse esuriales, si non jejunantes scandalum præbeant aliis; quod jam cum Suarez prænotavimus. Quocirca à culpâ non excusamus eos regulares qui illis ipsis diebus quibus tota diœcesis à vetitis cibis abstinet, ut episcopi edicto morem gerat, ad suam ostentandam exemptionem se splendidè epulatos palàm et publicè gloriantur: hæc enim vana ostentatio non potest non afferre audientibus gravem offensionem, præsertim si jejunium fuerit ab episcopo imperatum ex publicâ causâ, puta ad placandum Deum ut ingens aliquod malum aut imminens mali periculum à diœcesi avertat. In synodo diœcesanâ cardinalis Capponii, archiepiscopi Ravennatensis, habitâ anno 1627, titulo de Observatione dierum festorum, num. 17, habentur hæc verba: *Prædecessor noster*, Petrus videlicet cardinalis Aldobrandinus, *unanimi totius cleri acclamatione, habitoque in pleno senatu sapientum ac totius populi antiquæ civitatis Ravennæ assensu, pervigilium sancti Apollinaris protectoris de patroni jejunio ab omnibus nostræ diœcesis celebrandum in primâ synodo statuit, ac pronuntiavit:* et hoc ipsum in subsequentibus synodis archiepiscoporum confirmationem obtinuit, et jejunium prædictæ diei observatur in universâ diœcesi tum à secularibus, tum à regularibus. Sanctæ memoriæ Clemens XI, ut singulis annis celebraretur memoria liberationis è periculo terræmotûs quo urbs Roma afflicta fuit, statuit jejunium quotannis esse servandum pridiè dici festi Purificationis beatæ Mariæ Virginis; uti legitur in ejus Vitâ editâ Urbini anno 1727, lib. 2, num. 36, pag. 98; et quamvis hoc jejunium fuerit à dicto pontifice demandatum, uti Urbis episcopo, usque ad præsentem diem observatur à secularibus et regularibus in Urbe degentibus.

VIII. Capitula itidem exempta obnoxia sunt synodalibus constitutionibus quæ versantur circa reformationem morum et disciplinæ; quod à sacrâ congregatione declaratum testata sunt concilia provincialia Mechliniense et Namurcense, relata à Van-Espen, Jur. Eccles. univ., part. 1, tit. 18, cap. 4, num. 8, intactâ in reliquis remanente eorumdem capitulorum exemptione, quæ in hoc præcipuè sita est ut episcopus extra visitationem procedere nequeat contra aliquem canonicum sine duobus adjunctis è gremio capituli, ad normam Tridentini, sess. 25, cap. 6, de Reform., quamvis eadem capitula sine adjunctis pro suo arbitrio visitare queat, juxta aliud ejusdem concilii decretum, sess. 6, cap. 4, de Reformat., quæ duo decreta à nobis expensa et invicem conciliata fuêre in causâ Januen. jurisdictionis, de quâ tom. 2 Thesaur. resol., pag. 192 et seq.

IX. Difficultas de iis esse potest qui de episcopi diœcesi quidem sunt, sed extra diœcesim versantur, mox tamen ad illam redituri: de his quippe dubitatur an absentiæ tempore diœcesanis constitutionibus obstringantur, censurisque afficiantur in earumdem transgressores latis. Communiter verò respondent doctores particularibus loci statutis non obligari qui extra statuentis territorium degit; juxta apertam decisionem Bonifacii VIII, in cap. final. de Constitut., in 6: *Statuto episcopi quo in omnes qui furtum commiserint excommunicationis sententia promulgatur, subditi ejus furtum extra ipsius diœcesim committentes minimè ligari noscuntur: cùm extra territorium jus dicenti non pareatur impunè:* quæ est sententia Pauli jurisconsulti, in leg. final., ff. de Jurisdict. Aliud autem esse aiunt de præcepto alicui ab episcopo facto ne, ex. gr., aleis ludat, sub pœnâ excommunicationis ipso facto incurrendâ: eum quippe cui tale præceptum injunctum est, si extra diœcesim aleis ludat, in excommunicationem incidere iidem doctores affirmant. Ratio discriminis est quia lex seu statutum per se et immediatè respicit territorium seu diœcesim, eique quasi cohæret, ac proinde non potest obstringere qui extra territorium seu diœcesim existit; præceptum verò afficit immediatè personam ejusque veluti ossibus hæret, quòcumque terrarum discesserit: S. Antoninus, part. 2, tit. 6, cap. 2, § 2; Covar., in cap. *Alma Mater*, part. 1, § 10, num. 5; Suarez, de Legib., lib. 3, cap. 32, num. 1, et lib. 4, cap. 19, num. 1; Layman, in cit. cap. final., de Constitut., in 6, num. 3; Pirhing, ad eumdem tit. de Constit., num. 55 et 59.

X. Verùm prædicta communis assertio limitanda est in illo qui è diœcesi egreditur solo animo declinandi synodalis statuti obligationem: quamvis enim nonnulli doctores etiam hunc à statuti vinculo solutum arbitrentur, meliùs tamen eum, in legis fraudem discedentem, legis vinculum secum ferre eoque constrictum manere defendunt Manuel, tom. 1 Summ., cap. 219, num. 12; Vasquez, in 3 part., quæst. 98, art. 2; Rebell., de Oblig. just., lib. 2, quæst. 7, sect. 3, num. 16; Layman, Theolog. moral. lib. 1, tract. 4, cap. 11, num. 9. Neque hodiè fas esse videtur ab hâc sententiâ recedere, postquàm sacra congregatio concilii illegitimum pronuntiavit matrimonium, non servatâ Tridentini formâ, ab iis celebratum qui solo animo illud clandestinè contrahendi recesserunt è loco ubi Tridentinum est promulgatum, et se ad locum contulerunt in quo promulgatum non est; quam declarationem, suà roboratam auctoritate, Urbanus VIII, inseruit brevi ad archiepiscopum Coloniensem dato anno 1627, uti narrat cardinalis de Lugo, lib. 1 Respons. moral., dub. 36, eidemque declarationi aliæ plures consonant decisiones quæ ab eâdem congregatione prodierunt, diligenter à nobis collectæ, et relatæ in nostrâ Instit. 33, num. 8 et seq. Etenim, cùm neque sacræ congregationi neque summo Pontifici in animo fuerit novam rogare legem, sed præexistentem, jam à Tridentino indictam, explicare, jam exinde conficitur ex utriusque sententiâ qui in legis fraudem è loco se subducit ubi ea viget, sub lege nihilominùs comprehensum ejusque nexu devinctum manere. Accedit quòd Clemens X in constitutione quæ incipit: *Superna*, editâ 21 maii, et publicatâ 2 augusti 1670, declaravit posse regularem in diœcesi in quâ ad excipiendas confessiones est approbatus, *confluentes ex aliâ diœcesi à peccatis in ipsâ reservatis, non autem in illâ ubi idem confessor est approbatus, absolvere, nisi eosdem pœnitentes noverit in fraudem reservationis ad alienam diœcesim pro absolutione obtinendâ migrâsse.* Ex quo iterùm manifestum fit dolum et fraudem nemini patrocinari ad evadendum legis vinculum, eamque fraudem verè ab illo committi qui solo animo legem eludendi è loco se proripit ubi illa viget.

CAPUT V.

Quibus modis cessare possit obligatio inducta à synodali statuto.

I. Siquidem de essentiâ legis est perpetuitas in eo sensu quem fusè explicat Suarez, lib. 1, de Legibus, cap. 10, per tot., certum proinde est synodales constitutiones, nisi revocentur, in suo robore permanere, quamvis episcopus à quo sunt editæ è vitâ decesserit, aut se episcopatu abdicaverit, aut ad aliam sit translatus ecclesiam: quod apud omnes canonistas indubitatum asserunt Barbosa, de Offic. et Potest. episc. part. 3, allegat. 93, num. 23; Fagnanus, in cap. *A nobis*, 1, à num. 5 usque ad fin., de Sent. excommun.; Antonell., de Regim. Eccles. episcop., lib. 1, cap. 1, § 6, num. 70; card. de Luca, in annotat. ad Trident, disc. 30, num. 15; Reiffenstuel, ad tit. de Constit., § 4, num. 70; Romaguerra, ad constit. synodal. Gerunden., lib. 1, tit. 1, cap. 1, num. 29. Non ita certum est, an episcopi morte cessent statuta ab eodem extra synodum facta, et per simplex edictum promulgata. Hæc quippe statim vires amittere, neque ampliùs urgere, autumant Bertacchin., tract. de Episc., part. 2, lib. 4, decis. 15; Riccius, decis. 149, num. 2, part. 1; Zerola, Prax. episc. part. 1, vers. *Edicta*, § *Ad tertium*; Sperellus, For. eccles. decis. 14, num. 21 et 22; Barbosa, cit. loc., inde inferentes per episcopi obitum cessare casuum reservationem, nisi facta fuerit in synodo. At meliùs alii episcopi statutis, etiam extra synodum, audito tamen consilio capituli, factis et promulgatis

eamdem attribuunt perpetuitatem quam omnes concedunt synodalibus constitutionibus : siquidem etiam illa suas vires et efficaciam unicè mutuantur ab auctoritate et jurisdictione episcopi, quæ eadem prorsùs est, sive in synodo, sive extra synodum exerceatur. Accedit expressa decisio Gregorii IX, in cap. ultim., de Offic. legat., ubi ait : *Nemini dubium esse volumus quin legatorum Sedis Apostolicæ statuta, edita in provinciâ sibi commissâ, durent tanquàm perpetua, licèt eamdem postmodùm sint egressi :* nam si statutum legati perseverat postquàm ejus jurisdictio per egressum è provinciâ est extincta, idem dicendum esse de quolibet episcopi statuto, meritò ibidem observat Glossa, vers. *Statuta*, quam sequuntur Jason, in leg. *Stipulationum*, ff. de Verb. oblig., num. 3 et 4; Fredericus de Senis, consil. 16, aliique quos allegat Reiffenstuel, cit. tit. de Constit., § 4, num. 70, ubi simul docet hanc eamdem potestatem condendi statuta in perpetuum duratura competere capitulo, vacante sede episcopali.

II. Quod autem diximus, synodales constitutiones esse perpetuas, non est ita accipiendum, quasi nequeant ab eodem episcopo ejusve successore revocari : etenim perpetuæ dicuntur hoc tantùm nomine, quòd scilicet sint regulæ stabiles, propositæ communitati, quæ moraliter eadem perseverat; atque insuper quia, spectatâ earumdem naturâ, durant post mortem legislatoris, nisi ab ipsomet aut à successore abrogentur : nequaquàm verò perpetuæ dicuntur, quasi sint immutabiles; cùm interdùm novæ emergentes rerum circumstantiæ illas delendas atque abrogandas suadeant : uti benè ratiocinatur Suarez, cit. cap. 10, num. 15. Quare si postremæ synodi decreta aliis adversentur quæ in prioribus fuerant edita, posterioribus erit inhærendum; quia jus posterius derogat priori : quemadmodùm ad rem ponderat cardinalis Jacobatius, de Conciliis, lib. 6; ad quod allusit etiam S. Augustinus, lib. 2, de Baptismo contra Donatistas scribens, cap. 3, num. 4, tom. 9 oper., col. 98, *sæpè priora posterioribus emendari; cùm aliquo experimento rerum aperitur quod clausum erat, et cognoscitur quod latebat.*

III. Præter revocationem verò à legislatore ejusve successore factam, alii duo sunt modi quibus diœcesecos incolæ synodalium constitutionum jugum excutere possunt : primò, si nunquàm illas earumve aliquam moribus recipiant, seu observare incipiant : secundò, si, postquàm receptæ fuerant, per contrariam consuetudinem ab earumdem vinculo se solvant. Ad primum quod attinet, quanquàm leges, potissimùm ecclesiasticæ, à populi acceptatione minimè pendeant, attamen, cùm eædem nunquàm à populo recipiuntur, peccant quidem eas non recipientes, sed tandem desinunt obligare; quoniam præsumitur nolle legislatorem cum maximo animarum dispendio suæ legis vinculo diù irretitam tenere communitatem quæ nunquàm passa est se eo constringi : uti benè ratiocinatur Suarez, lib. 4, de Legib., cap. 16, num. 9. Quantum verò temporis necessarium sit ut lex nunquàm usu recepta censeatur tacitè revocata, litigant doctores. Certum solùm videtur nullum temporis spatium esse necessarium quando legislator scit suam legem non recipi, et, cùm commodè possit ejusdem observationem urgere, dissimulat tacetque, neque in transgressores animadvertit : tunc quippe, post paucos actus à superiore toleratos, præsumitur quòd idem per hanc ipsam conniventiam suam legem tacitè revocet, nolitque eâ obstringere communitatem cui displicet : Suarez, cit. loc., num. 10 et 12. At difficultas est quando lex ab initio respuitur, ignorante legislatore. Ne in hoc rerum eventu quidem ullum determinatum temporis intervallum necessarium existimant Felinus, in cap. 1, num. 13, de Treug. et Pac.; et Bott., in tract. de Synod., art. 2, num. 63, quorum sententiâ, post paucos transgressionis actus, prudentis viri judicio definiendos, censetur pariter lex abrogata. Alii è diametro oppositi, quos sequitur Fagnanus, in eod. cap. de Treug. et Pac., legem, etsi nunquàm usu receptam, urgere nihilominùs putant, donec non effluxerit tempus 40 annorum, intra cujus spatium quotquot legi non parent, cujus materia sit gravis, à gravis culpæ reatu non excusant. Alii demùm, quorum opinionem *practicè certam* arbitratur laudatus Suarez, num. 11, docent ad delendam legem quæ nunquàm à communitate servari cœperit necessarium et sufficiens esse decennium, nam, ex unâ parte, ejusmodi temporis spatium satis est ut consuetudo seu præscriptio dicatur longi temporis, juxta Glossam, in cap. ult. de Consuetud., in 6, atque ex aliâ breviùs videtur exigi ut lex nunquàm usu recepta desinat obligare, quàm requiratur ad abrogandam legem quæ diù fuit moribus comprobata : cùm autem ad hoc postremum requiratur ad summum tempus 40 annorum, ut statim dicemus, videtur ad primum satis abundè esse decennium.

IV. Cùm verò agitur de lege jam populi moribus firmatâ, ad illam contrariâ consuetudine abrogandam communiter exigunt doctores 40 annorum spatium; quoniam tantum temporis necessarium est ad præscribendum contra Ecclesiam, per textum in cap. *De quartâ*, aliisque de Præscript. Verùm plerique ex recentioribus non improbabiliter opinantur satis esse consuetudinem decem annorum : nam, teste Suarez, lib. 7, de Legib., cap. 18, apud omnes in confesso est tanti temporis consuetudinem vires habere abrogandi legem civilem, nec contrarium reperitur sancitum pro lege canonicâ : neque enim (aiunt hujus sententiæ patroni) exemplum prescriptionis, per quam aufertur ab Ecclesiâ jus proprietatis sive in re, sive ad rem, puta jus percipiendi decimas, comparari potest consuetudini, per quam sine Ecclesiæ detrimento ejusque bonorum jacturâ tollitur obligatio legalis : secùs quippe lex lata à Romano Pontifice non posset abrogari, nisi per consuetudinem 100 annorum; tantum enim temporis requiritur ad præscribendum contra bona et jura Ecclesiæ Romanæ, cap. *Ad audientiam*, 13, et cap. *Si diligenti*, 17, de Præscript. Ita ratiocinantur Lessius, lib. 2, de Just. et Jur., cap. 6, num. 46; cardinalis de Lugo, de Just. et Jur., disput. 7, sect. 6, num. 94; Pirhing, ad tit. de Consuetud., § 6, num. 39, aliique ab his citati.

V. Quod porrò dicimus, legem sive nunquàm receptam, sive receptam, contrariâ consuetudine deleri, intelligendum est dummodò consuetudo cæteras habeat conditiones quæ à jure in eâ exposcuntur, præcipuè in can. *Veritate*, cum seq. dist. 8, cap. *Ad nostram*, et cap. fin., de Consuetudine : et primò quidem, ut sit rationabilis, hoc est, neque juri divino, neque naturali contraria, nec expressè à jure reprobata, aut in legislatoris contemptum invecta : deinde, ut à majori communitatis parte liberè et sponte sit inducta, pluribusque ac continuis actibus frequentata, animo legem tollendi : ac demùm, ut adsit consensus legislatoris, non quidem expressus et *personalis*, qualem cum aliis necessarium voluit Pontius, lib. 6, de Matrim., cap. 6, num. 7, sed consensus legalis et juridicus, qui nimirùm jam habetur per leges et canones omnem consuetudinem populi moribus inductam approbantes, eique vires tribuentes abrogandi legem : quod communissimè sentiunt doctores congesti à Suarez, cit. lib. 7, cap. 18, num. 14.

VI. Si itaque incidat quæstio an constitutio synodalis desierit obligare, eò quòd, aut tolerante episcopo, nunquàm fuerit ab aliquâ communitate recepta, aut, postquàm fuerat moribus comprobata, contrariâ consuetudine sit deleta, res erit decidenda juxta indicatas doctrinas quas prolixiùs enormant juris canonici interpretes, ad tit. de Consuetud.

VII. Hactenùs de cessatione legis in communi. Verùm, manente legis obligatione quoad totam communitatem, potest quis à legis vinculo subduci per dispensationem à superiore impetratam : quam quidem dispensationem, si sermo sit de lege seu constitutione synodali, obtineri posse ab episcopo qui legem tulit, ejusque in episcopali cathedrâ successore, nemo am-

bigit; omnis enim res per quascumque causas nascitur, per easdem dissolvitur, juxta cap. 1, de Regul. jur., quod ad rem perpendunt Navarrus, in Summ., cap. 25, num. 74; Azorius, Instit. part. 1, lib. 5, cap. 15, quæst. 3; Suarez, lib. 6, de Legib., cap. 15, num. 8; Barbosa, de Offic. et Potest. episc., allegat. 34, num. 2 et 3. Neque ad aliquem eximendum à Synodalis statuti observatione tenetur episcopus exquirere consensum aut consilium capituli, quanquàm de ejusmodi consilio illud ediderit: jura enim potestatem dispensandi uni committunt episcopo, nullâ factâ capituli mentione, cap. *At si clerici*, § *De adulteriis*, de Judiciis, cap. *Cùm ex eo*, de Elect., in 6, quod, aliis allegatis, ponderat Suarez, cit. loc., num. 10, et prosequitur Romaguerra, ad constit. synod. Gerunden., lib. 1, tit. 1, cap. 1, num. 32. Ut tamen licitè dispensationem elargiatur, justa requiritur causa: siquidem recta ratio suadet neminem esse à communi lege absque legitimâ causâ eximendum, præsertim si dispensatio uni concessa aliis causam præbeat obloquendi de superiore, quasi sit acceptor personarum: Navarrus, cit. cap. 25, num. 5; Azorius, cit. cap. 15, quæst. 3, in fin.; Suarez, eod. lib. 6, cap. 18, num. 4 et seq.; Barbosa, cit. loc., num. 5. Dispensationem verò super propriâ constitutione, etiam sine justâ causâ datam, validam propugnant doctores, quos adducit et sequitur Suarez, eod. lib., cap. 19, num. 6 et seq., qui tamen oppositum tenent quando inferior aut ex privilegio, aut epikeiâ relaxat legem à superiore latam, puta, cùm episcopus aliquem eximit à lege summi Pontificis: hanc enim dispensationem nullâ urgente justâ causâ ab inferiore concessam, non solùm illicitam, sed invalidam, omnes doctores pronuntiant; quia non censetur superior potestatem dispensandi super suâ lege impertiri, nisi ex causâ rationabili; ac proinde, qui, hâc non existente, dispensationem elargitur, suæ potestatis limites prætergreditur: Abbas, in cit. cap. *At si clerici*, num. 10, de Judic.; Barbosa, cit. allegat. 34, num. 1, in fin.; Reiffenstuel, ad tit. de Constitut., § 18, num. 178, aliique communiter.

VIII. Non eo tamen jure quo suæ diœcesanæ, relaxare potest episcopus constitutionem synodi provincialis. Hæc quippe condita est à cœtu episcoporum tanquàm constituentium unum mysticum corpus altioris jurisdictionis quàm in singulis reperiatur episcopis; ac propterea censetur lex lata à superiore, cui inferior jure ordinario nequit derogare: Suarez, lib. 6, de Legib., cap. 15, num. 4. Et, quoniam etiam archiepiscopus, quamvis concilio provinciali præsideat, attamen est illo inferior; à metropolitano enim ad concilium provinciale, tanquàm ad superiorem, appellari posse ait Glossa, ultima in cap. penult. de Appellat., in 6; hinc rectè infert idem Suarez, ibidem, num. 5, neque archiepiscopum potestatem habere relaxandi, seu aliquem per dispensationem solvendi à vinculo constitutionis editæ à concilio provinciali. Quocirca rectè ait cardinalis Cozza, de Jejun., part. 3, art. 9, dub. 1, num. 5, neque episcopo neque archiepiscopo jus esse abrogandi obligationem jejunii in provinciali synodo indicti.

IX. Unam hìc difficultatem movent Bottusi, de Synodo, part. 2, art. 4, num. 12, et Barbosa, cit. alleg. 34, num. 7, num scilicet integrum sit episcopo aut prorsùs delere constitutiones synodales à se factas, aut aliquem ex justâ causâ ab illis eximere, quando cædem auctoritate summi Pontificis sunt confirmatæ. Verùm, cùm ex dictis liqueat constitutiones synodi diœcesanæ non solere à summo Pontifice confirmari, si quæstio circa eas duntaxat versaretur, inutilis foret et supervacanea: at, siquidem etiam de constitutionibus synodi provincialis, quas nonnunquàm Pontificiâ auctoritate roborari diximus, dubitari potest an apostolicâ confirmatione munitæ nihilo tamen minùs abrogari queant in aliâ provinciali synodo; idcircò operæ pretium est aliquid de hâc controversiâ delibare. Non una est hâc in re auctorum sententia. Baldus, in leg. *Omnium*, cod. de Testam., universim docet statutum inferioris à superiore confirmatum non posse deinceps, sine superioris consensu, ab inferiore revocari. Oppositum sentit Bartolus, in eâd. leg. *Omnium*, ubi expressè tradit confirmationem superioris nullum præbere obstaculum inferiori, quominùs legem à se rogatam pro suo libito revocare queat. Uterque tamen meliùs alibi suam aperit mentem: Baldus enim in leg. *Ex placito*, num. 12 et seq., cod. de rer. Permut., et Bartol., in leg. *Omnes populi*, ff. de Just. et Jur., duplicem distinguunt legis confirmationem: unam vocant *essentialem*; alteram *accidentalem*: essentialem dicunt quæ est necessaria ut inferioris statutum vires habeat obligandi; quod obtingeret, si inferior, nisi fulciretur auctoritate superioris, potestatem non haberet suos subditos novi statuti nexu obstringendi: confirmationem accidentalem appellant quando inferior habet potestatem ferendi veram legem quæ talis sit, viresque habeat obligandi, sed solùm ad majorem ejusdem legis auctoritatem et robur confirmationem petit à superiore. Hâc porrò distinctione præmissâ, ambo docent statutum primi generis à superiore confirmatum non esse ab inferiore revocabile: quoniam reputatur lex superioris lata ad petitionem inferioris: statutum verò secundi generis, siquidem etiam post superioris confirmationem adhuc censetur lex inferioris, qui illius condendæ auctoritatem habebat, aiunt posse ab inferiore revocari; quod probant ex cit. leg. *Omnium*, cod. de Testam., in quâ decernitur, testamentum, licèt confirmatum ab imperatore, posse nihilominùs à conditore revocari.

X. Aliam distinctionem adhibet Panormitanus, in cap. *Cùm accessissent*, de Constit., num. 2, et in cap. *Dilecto*, num. 10, de Præbend. Aut, ait, statutum respicit duntaxat favorem et commodum statuentium; et tunc confirmatio obtenta à superiore statuentes non impedit ne illud delere valeant: etenim Innocentius III, in dicto cap. *Cùm accessissent*, de Constit., rescribit potuisse canonicos Tullenses rescindere statutum quod ipsimet condiderant, abolendi nimirùm in suâ ecclesiâ officium primiceriatûs, quanquàm idem statutum fuisset ab Apostolicâ Sede confirmatum: aut statutum pertinet ad publicum bonum; et tunc, inquit Panormitanus, sine consensu summi Pontificis à quo fuerit confirmatum non potest à statuentibus rescindi aut relaxari; quoniam jam effectum est jus superioris, cui nemo privatus potest derogare, leg. *Jus publicum*, ff. de Pactis, cap. *Si diligenti*, de Foro comp.

XI. Verùm, ut alias prætermittamus doctorum opiniones quas recenset Suarez, lib. 6, de Legib., cap. 26, cæteris præferenda videtur sententia Fagnani, in cap. *Si quis*, à num. 11 usque ad 24, de Confirmatione utili, vel inutili, ubi distinguendum docet inter confirmationem, quam vocant *in formâ communi* et confirmationem *in formâ specificâ*. In formâ specificâ fieri dicitur cui præmittitur causæ cognitio, et singula statuta diligenter expenduntur, ac deinde, nullâ adjectâ conditione, auctoritate Apostolicâ cum clausulâ *motu proprio atque ex certâ scientiâ*, confirmentur. In formâ communi confirmari dicuntur statuta quæ non singulatim examinantur, neque approbantur à Pontifice *motu proprio et ex certâ scientiâ*, atque Apostolicæ auctoritatis robur illis non adjicitur absolutè, sed solùm conditionatè, videlicet, *si justè, canonicè, aut providè facta sint; et dummodò sacris canonibus, Tridentini concilii decretis et Constitutionibus apostolicis non adversentur*: quam postremam conditionem omnibus statutorum confirmationibus *in formâ communi*, hodiè exprimi atque opponi solere idem Fagnanus, num. 18, testatur. Jam verò, pergit Fagnanus, statuto confirmato *in formâ specificâ*, cùm naturam induerit legis pontificiæ, nulli inferiorum fas est derogare: statutum verò confirmatum *in formâ communi* integrum est statuentibus delere, atque ab illius obligatione aliquem ex justâ causâ subtrahere: etenim talis confirmatio nihil novi juris aut efficaci-

tatis illis tribuit quà antea carerent. De prædictâ duplici confirmationis specie atque utriusque effectibus fusè agunt Suarez, lib. 8, de Legibus, cap. 18, per tot.; Garcias, de Beneficiis, part. 5, cap. 2, num. 251 et seq.; Barbosa, ad cap. 1, et cap. 4, de Confirmat. utili, vel inutili; Pirhing, eod. tit., num. 3 et seq.; atque ibidem Engel, num. 5; Reiffenstuel, num. 4.

XII. Dicendum nunc restat an synodalium constitutionum vires infringantur seu retardentur ob interpositam ab illis appellationem ad superiorem. Sed nullo negotio hæc difficultas eluitur : nam, cùm ejusmodi constitutiones, non unam aut alteram personam, sed universam respiciant diœcesim, apud omnes in comperto est interpositam ab illis appellationem non esse admittendam in suspensivo : quod latè demonstrant Cappon., discept. 167, num. 4 et seq., tom. 3; de Aste, in Methodo sac. visit., part. 5, § 2, num. 24; Coccin., decis. 1486, num. 1 et 2, et decis. 1522, num. 1 et 2; Romaguerra, ad constit. synod. Gerunden., lib. 1, tit. 1, cap. 1, num. 46. Accedit synodales constitutiones ad unum plerùmque collineare scopum, correctionis nimirùm et reformationis morum; in quâ materiâ sacri canones non admittunt appellationem, nisi in devolutivo, per textus in cap. *Irrefragabili*, de Offic. ordin., et cap. *Ad nostram*, de Appellat., innovatos à Tridentino, in cap. 1, sess. 22, et cap. 10, sess. 24, de Reform., quas quidem saluberrimas sanctiones nos ad unguem servari jussimus in nostrâ constitutione 48, § 21, nostri Bullar. tom. 1, pag. 137. Et quanquàm doctores hanc assertionem ita limitent, ut appellationi, etiam in suspensivo, locum esse affirment, cùm episcopus, servato ordine judiciario, in aliquem animadvertit, atque in ejusdem correctione nimiùm excedit, à justitiæ et æquitatis semitâ deflectens, juxta latè deducta per Fagnanum, in cit. cap. *Irrefragabili*, num. 6 et seq., de Offic. ordin., et in cap. *Ad nostram*, de Appellat., per tot., hæc tamen limitatio non afficit synodales constitutiones : hæ quippe non se habent per modum peculiaris sententiæ contra aliquem latæ, cui sit præmittendus ordo judiciarius; sed sunt leges universim editæ ad cleri populique mores corrigendos et reformandos, quas appellationem in suspensivo prorsùs excludere scitè considerat Pignatellus, consult. 72, tom. 1.

XIII. Quanquàm porrò à synodalibus statutis de jure admitti possit appellatio in devolutivo, hæc tamen ipsa à prudenti superiore non est statim atque ad cujuslibet querelam admittenda; ne episcopi deterreantur à suis cogendis synodis timore litium quas postea subire cogantur ob malè feriatorum hominum adversùs synodales constitutiones querimonias et frivolas appellationes. Quare ad hæc præcavenda incommoda, cùm appellatio interponitur ad sacram congregationem concilii, satiùs erit ut ejusdem secretarius appellantes compellat ad designandas singulas constitutiones contra quas reclamant, eosque simul adigat ad momenta rationum exponenda propter quas eas irrationabiles, nimiùm graves et onerosas, aliove vitio contendunt infectas : hæc verò omnia idem secretarius significabit sacræ congregationi, quæ in hunc modum ritè instructa providè decernet an appellatio sit admittenda, an potiùs rejicienda veluti inanis et calumniosa. Hæc methodus à nobis, cùm prædicto secretarii munere fungeremur, adhibita fuit in gravi controversiâ excitatâ adversùs synodum Fulginatensem, habitam anno 1722 ab episcopo Baptistellio : eoque pacto ex innumeris causæ articulis ab appellantibus propositis paucos selegimus qui videri poterant aliquâ discussione digni, eosque duntaxat sacræ congregationis judicio subjecimus, in quibus tamen iidem appellantes succubuerunt, causamque in omnibus obtinuit episcopus : quod videre est in eâdem synodo typis impressâ, pag. 285.

XIV. His autem opportunum erit adjicere cavendum esse episcopo ne sub censurarum pœnâ injungat clericis ut synodalium constitutionum codicem sibi emant. Etenim, præter ea quæ circa moderatum usum censurarum in hujus operis lib. 10, cap. 2, prænotavimus, ejusmodi edictum, utpote ingerens aliquam suspicionem turpis quæstûs, fuit expressè improbatum à sacrâ congregatione concilii in causâ Larinen. decretorum synodalium, die 30 augusti 1732, de quâ tom. 5 Thesaur. resolut., pag. 387 et seq. Ne autem editæ constitutiones ullo unquàm tempore in oblivionem veniant, consultius erit vestigia sectari sæpiùs à nobis laudati Antonii Mariæ Gratiani, episcopi Amerini, qui suis clericis præcepit ut synodalia statuta crebrò pervolverent, memoriæ mandarent, sibique diœcesim subinde visitandi exactam de illis rationem redderent : *Nam quemadmodùm* (inquit in sæpè citatâ suâ synodo, cap. 1066) *magnoperè illi collaudabuntur quos studiosè in eorum lectione versatos intelligimus; ita quorum notabilis negligentia tarditasque visa fuerit, pro eorum merito acriter à nobis corripientur atque objurgabuntur.*

CAPUT VI.

De visitatione sacrorum liminum, et relatione statûs ecclesiæ, quæ à quolibet episcopo et prælato inferiore territorium separatum habente Apostolicæ Sedi facienda est.

I. Visitatio sacrorum liminum, quam singuli episcopi et prælati territorium separatum habentes statis temporibus explere debent, et relatio statûs propriæ cujusque ecclesiæ quam eâ occasione exhibere jubentur, res sunt à materiâ synodi haud quidem alienæ, quin imò cum eâ valdè connexæ; tum quia dùm ecclesiarum status exponitur Apostolicæ Sedi, solet hæc episcopos et prælatos qui fortè synodum, cùm possent, non habuerunt, ad illius celebrationem excitare; tum quia episcopi et prælati qui synodum celebrârunt, id ipsum exponere non omittunt in relatione statûs ecclesiæ; in quâ etiam sæpè se referre solent ad constitutiones in synodo editas circa varia rerum capita quæ ejusdem relationis objectum constituunt. Quare opportunum visum est præsenti tractatui finem imponere agendo de visitatione sacrorum liminum ac relatione statûs ecclesiæ quæ ab unoquoque præsule Apostolicæ Sedi, ut innuimus, facienda est : cùm maximè Fagnanus, in cap. *Ego N.*, num. 22, de Jurejurando, asserere non dubitaverit ipsam sacrorum liminum visitationem episcopalibus synodis quâdam ratione æquiparari : *Colligi potest hanc visitationem liminum nunc aliquâ ex parte assimilari synodis episcopalibus.*

II. Celebris est Sixti V pontificis maximi constitutio, quæ incipit : *Romanus Pontifex*, quæque inter illius constitutiones in Bullario Romano impressa legitur, tom. 4, part. 4 nov. edit., num. 24, quâ scilicet omnibus patriarchis, primatibus, archiepiscopis et episcopis, etiamsi S. R. E. cardinales fuerint, præcipit ut, antequàm consecrationis munus suscipiant aut pallium assequantur, vel, si de unâ ad aliam ecclesiam transferantur, antequàm hujus regimini et administrationi se immisceant, si quidem in Romanâ curiâ præsentes sint, in manibus S. R. E. diaconi cardinalis in ordine prioris, extra curiam verò in manibus antistitis ad hoc à Sede Apostolicâ delegati, singuli ex præscriptâ formulâ jurent se statis temporibus in ipsâ constitutione expressis limina sanctorum apostolorum Petri et Pauli personaliter visitaturos; sin autem legitimo impedimento detineantur, id ipsum impleturos per aliquem de sui capituli gremio, seu aliâ ecclesiasticâ dignitate vel beneficio præditum, cui quidem, donec hujusce rei gratiâ adfuerit, permittit Pontifex ut canonicatus atque præbendæ seu beneficii fructus et distributiones lucretur, perinde ac si divinis officiis et choro interesset; ut aliàs à nobis expositum fuit in nostrâ institut. 107, § 9. Si verò ex canonicis et dignitatibus non adsit quem mittant ad limina, sacerdotem aliquem diœcesanum, legitimo mandato munitum, ad Urbem dirigere jubentur; eâ-

que occasione Romano Pontifici rationem reddere de pastoralis officii implemento, deque omnibus quæ ad ecclesiarum suarum statum pertinent, ac cleri et populi mores et disciplinam animarumque ipsis commendatarum salutem concernunt. Cæterùm variam locorum atque diœcesium ab Urbe distantiam summâ æquitatis ratione perpendens Pontifex, hujusmodi visitationem aliis quidem episcopis tertio quoque anno, aliis autem quarto, aliis quinto, aliis demùm singulis decenniis obeundam præscripsit. De impedimentis verò ob quæ unusquisque episcoporum sacra limina, non per seipsum, sed per procuratorem adeunda sibi reputet, an justa sint et an legitimè probentur, prædicto cardinali in diaconorum ordine priori examinandum judicandumque commisit. Sed, cùm idem Sixtus deinde in alterâ constitutione super erectione plurium congregationum S. R. E. cardinalium editâ, inter alia officia congregationi cardinalium sacri concilii Tridentini interpretum injuncta, hoc etiam demandaverit ut postulata discuteret quæ ab episcopis proponuntur, et in relationibus statûs ecclesiarum quas dictæ visitationis occasione exhibent ut plurimùm inseruntur, iisque opportuna responsa daret; hinc factum est ut examen illud quod antea apud cardinalem primum diaconum fieri debebat, nunc apud memoratam congregationem peragatur : uti etiam observavit Fagnanus, in cit. cap. *Ego N.*, num. 13, de Jurejurando.

III. Abstinendum hìc autem ducimus ab exponendis controversiis olim in prædictâ congregatione agitatis tam super qualitate impedimenti quo episcopus à personali sacrorum liminum visitatione rectè excusetur, quàm super documentorum genere quæ ad idem impedimentum legitimè probandum afferri debeant, ac demùm super personâ procuratoris ad obeundas episcopi vices delegandi; de quo disputatum fuit an liceret canonicum aliumve diœcesanum sacerdotem, non præcisè in eum finem ablegatum, sed jampridem in Urbe commorantem suasque res ibi agentem, ad visitationem peragendam procuratorem constituere; et an sacerdotem regularem mittere et deputare liceret. In hoc enim rerum genere jamdudùm faciliùs atque remissiùs agi cœpit, et pristinus rigor progressu temporis valdè temperatus est, habitâ ratione gravium expensarum quæ ad Romanum iter conficiendum episcopis subeundæ sunt, gravioremque onerum quibus episcopales mensæ, vel temporum calamitate, vel aliis de causis, subjiciuntur. Unde, si episcopus, justo quolibet impedimento detentus, à sacrâ congregatione licentiam petat visitandi limina per procuratorem, atque etiam in eum finem deputandi canonicum aliquem aut sacerdotem diœcesis suæ jam in Urbe existentem et privatis suis rebus vacantem, vel etiam ordinarium suum negotiorum gestorem seu agentem, de rebus ecclesiæ et diœcesis probè instructum, dummodò ecclesiastico charactere sit insignitus; factâ Romano Pontifici per secretarium ipsius congregationis instantiæ illius relatione, non ita frequenter rejici solet, ut olim evenisse constat; sed petita licentia et facultas passim benignè conceditur. De regulari tamen sacerdote, cùm mentio quidem fiat in citatâ Sixti V constitutione, § 4, sed pro eo tantùm casu quo clerus in diœcesi deficiat, adjectâ lege, ut sacerdos regularis probus et religiosus sit, ecclesiæque ac diœcesis res et negotia optimè calleat; atque hæc etiam enuntientur in formulâ juramenti quam recitat episcopus dùm ad suscipiendum consecrationis munus accedit, quæque inserta est Pontificali Romano, ubi sic legitur: *Et, clero deficiente omninò, per aliquem alium presbyterum secularem vel regularem spectatæ probitatis et religionis, de supradictis omnibus plenè instructum :* hinc est quòd si regularis aliquis sacerdos deputari velit, nonnihil difficultatis offendi solet : cùm priùs probanda sit deficientia capituli et cleri secularis; eâque non probatâ, nequaquàm admittatur procurator regularis sive à diœcesi missus, sive jampridem in Urbe degens; nisi fortè agatur de ecclesiis in remotissimis regionibus constitutis, unde difficillimum est specialem procuratorem de gremio capituli aut cleri secularis ad visitanda apostolorum limina Romam transmittere.

IV. Nonnullas itaque alterius generis quæstiones in præfatâ congregatione concilii discussas et definitas breviter hoc loco indicabimus. Et primùm, cùm in Sixtinâ constitutione inter eos qui singulis decenniis ad sacrorum liminum visitationem adiguntur non alii recenseantur quàm episcopi Asiatici, et qui in novis terris orientalibus, meridionalibus, occidentalibus et septentrionalibus existunt; episcopi Hiberniæ olim postulârunt ut, eorum paupertatis ratione habitâ, ipsis concederetur singulis pariter decenniis semel duntaxat eamdem visitationem explere : quod iis ob allegatam paupertatis causam à sacrâ congregatione, annuente Pontifice, indultum fuit die 10 maii 1631, ut annotatum reperitur, lib. 14 Decretor., pag. 422, quantùmvis in ipsâ Sixti V constitutione de iis nominatim statutum fuisset ut quarto quoque anno ad id tenerentur. Eadem lex de visitandis quarto quoque anno apostolorum liminibus in dictâ constitutione imponitur episcopis Gallis. Quæsitum itaque fuit an episcopus Carpentoractensis singulis quadriennìis, vel potiùs triennìis, ad hujusmodi visitationem teneretur : et quidem perpenso quòd comitatus Venusinus, non secùs ac Avenionensis, licèt non de Galliâ, in Galliæ tamen partibus situs est, ut dictum fuit in decis. 80, num. 1 et seq. post., Tondut., de Pensionibus ecclesiast., et in Disquisitionibus legalibus Pauli de Gandecombe, cap. 12, num. 1 et pluribus seqq.: dicta congregatio die 19 februarii 1718, dùm nos secretarii illius munere fungeremur, meritò censuit episcopum Carpentoractensem singulis tantùm quadriennìis sacra limina visitare debere : ut videre est tom. 1 Thesaur. resolut., Urbin. edit. pag. 23.

V. De aliis præterea controversiis actum et pronuntiatum fuit quæ pertinent ad personas prædictæ visitationis, et reddendæ rationis lege obstrictas. Quæsitum nempe aliquando fuit an id oneris incumberet episcopis quibus coadjutor ab Apostolicâ Sede datus fuisset. Summus autem pontifex Clemens VIII, die 25 februarii 1592, respondit satis esse ut vel episcopus ipse, vel coadjutor, illius nomine, visitationem expleret, et relationem statûs ecclesiæ exhiberet : idque relatum fuit in Acta dictæ congregationis concilii, lib. 73, supplicum libellorum pag. 29. Accidit aliquando, gravibus id suadentibus causis, ut regius aliquis princeps, in legitimâ ætate nondùm constitutus, alicui ecclesiæ præficiatur, adjuncto eidem certo administratore ad hoc ut meliori diœcesis regimini consulatur. Cùm itaque dubitatum olim fuerit an hujusmodi administrator apostolorum limina visitare, et statum ecclesiæ sibi quoque ad regendum commissæ Apostolicæ Sedi repræsentare teneretur, sacra congregatio concilii, die 13 augusti 1622, respondit administratorem tam proprio nomine quàm etiam principis episcopi, cujus partes in ecclesiæ gubernio adimplet, Sixtinæ constitutionis præceptum servare debere. Complures sunt episcopi titulares de quibus, lib. 2, cap. 7, à nobis est actum, qui scilicet ordinati sunt episcopi alicujus ecclesiæ in iis regionibus constitutæ, quæ ab infidelibus occupantur. Andreuccius in tractatu de Episcopo titulari, part. 4, § 1, num. 209, negat hujusmodi episcopos Sixtinâ lege teneri; utpote qui Ecclesiarum suarum statum planè ignorantes, illius relationem facere nullo modo possunt. Verùm Fagnanus, in cit. cap. *Ego N.*, num. 82 et seqq., de Jurejur., rectè animadvertit quòd, cum in visitatione sacrorum liminum, præter venerationem erga sanctorum apostolorum cineres, debitæ Romano Pontifici submissionis et obedientiæ actus contineatur; cùmque etiam episcopus titularis, licèt absens et impeditus quominùs ad suam ecclesiam accedat; de hujus tamen statu aliqua identidem cognoscere possit, quæ Pontifici referenda sint, et quo-

rum occasione aliquid in ejusdem ecclesiæ utilitatem proponendum occurrat : hinc affirmandum videtur episcopos quoque titulares ad Sixtinæ bullæ observantiam teneri : cui sententiæ adhæret etiam Thomassinus, de vet. et nov. Eccles. Discipl., part. 2, lib. 3, cap. 42, num. 12 et 13.

VI. Nemini ignotum est in S. R. E. cardinalium collegio sex esse episcopos, suburbicarios nuncupatos, Ostiensem videlicet, Portuensem, Sabinensem, Albanensem, Prænestinum, et Tusculanum. Hi non solùm ad residentiam minimè obligantur; verùm, si præter unius ex ecclesiis suburbicariis, alterius forsan episcopalis ecclesiæ præsules sint, apud alteram hanc residere tenentur; quod declaratum fuit ab Urbano VIII, per decretum die 28 novembris 1633, editum et impressum post Dissertationes cardinalis Brancatii, in calce videlicet illius cui titulus : de Optione sex episcopatuum, pag. 67. Quæri autem solet quæ ratio sit cur sex memorati cardinales episcopi suburbicarii ad residentiam minimè obligentur. At, omissis sententiis et opinionibus quæ nihil habent probabilitatis, ea verior censenda est quæ à prædicto quoque cardinali Brancatio, in cit. dissertatione, et ab aliis communiter approbatur, hanc illis à residendi lege exemptionem concessam esse, partim ob assiduam assistentiam quam Romano Pontifici præstant, partim ob modicam earum diœcesium distantiam ab urbe Româ, in quâ ipsi residentes facilè possunt carumdem regimini invigilare, atque omnia adimplere quæ in residentiæ, si non materialis, at saltem formalis obligatione continentur. Ab hâc enim nullo pacto exempti censeri debent; cùm etiam ad peragendam suarum diœcesium visitationem, ad formam sacrorum canonum et concilii Tridentini, teneri eos definierit Alexander VII, consistoriali decreto quod refert laudatus cardinalis Brancatius, in cit. dissert., pag. 53, subjungens : *Post hæc scripta sanctissimus dominus noster Alexander VII, Spiritu afflatus divino, in consistorio 5 idus octobris, in quo ad optionem admissi fuimus, decreto sanxit ut omnes sex episcopi visitare teneantur proprias suas diœceses, ad præscriptum sacrorum canonum et concilii Tridentini.*

VII. Quòd si adversùs hæc objiciatur quòd cardinalibus ad alicujus ecclesiæ suburbicariæ optionem admissis, alterius etiam ecclesiæ, si quam fortè priùs obtinebant, retentio conceditur; et, cùm apud hanc, ut supra diximus, residere debeant, nequaquàm ipsis facilè erit suburbicariæ diœcesis regimini debitam curam impendere : hoc primùm respondebimus, Urbanum VIII, in præallegato decreto cardinales illos magnoperè commendàsse, qui, cùm episcopali cuipiam ecclesiæ præessent, vel à suburbicarii episcopatûs optione abstinuerant, vel ad hunc per optionem ascendentes, priore ecclesiâ se abdicaverant. Addemus deinde ulteriùs etiam progressum fuisse Clementem XII, in suâ constitutione quæ incipit : *Pastorale officium*, impressâ in Bullario Romano postremæ editionis, tom. 13, num. 22, adjicientem § 7, quòd, cùm cardinalis alicujus ecclesiæ præsul, si ad episcopatum suburbicarium ascendat, priorem ecclesiam retinere nequeat sine speciali Romani Pontificis indulto; in hujus porrò indulti concessione plura perpendenda sint ab ipso Pontifice, et præsertim an ecclesia illa posteriori sit adeò propinqua, ut pastoralem curam utrique commodè impendere suumque ministerium rectè implere valeat; innovando etiam, § 9, laudatum Alexandri VII decretum de visitatione ecclesiarum et diœcesium per cardinales episcopos suburbicarios, ad præscriptum sacrorum canonum et decretorum concilii Tridentini, faciendâ.

VIII. An verò hujusmodi suburbicarii cardinales episcopi ad visitationem sacrorum liminum, et ad relationem statûs propriæ cujusque ecclesiæ juxta Sixtinam constitutionem tenerentur, controversia olim fuit : de quâ cùm in congregatione concilii die 9 januarii 1616 actum fuerit, sacra congregatio ita rescripsit : *Agendum esse cum sanctissimo domino nostro, ne illos obstringat; sed potius benignè declaret non teneri ejusmodi onus subire, cùm sint quotidiè in conspectu sanctitatis suæ.* At summus pontifex Paulus V, ut in Actis ejusdem congregationis annotatum legitur, lib. 19 supplic. Libellor., pag. 887, hujusmodi declarationem edere noluit; *sed dixit nec velle se illis id oneris imponere, si aliàs non teneantur : verùm expedire sibique placere ut et ipsi constitutionem observent.* Denique Clemens XII, in suâ citatâ constitutione, § 9, jure ac meritò declaravit ipsos verè obligatos esse ad Sixtinæ constitutionis observantiam : *Necnon relationem statûs earumdem ecclesiarum et diœcesium quibus præsunt, ipsi Pontifici, juxta constitutionem san. mem. Sixti papæ V, prædecessoris quoque nostri, quæ incipit :* Romanus Pontifex, *exhibere.* Quod quidem jure ac meritò à Clemente XII factum fuisse diximus. Cùm enim in Sixtinâ constitutione episcoporum etiam cardinalium expressa mentio fiat, cùmque iidem cardinales episcopi suburbicarii diœceses suas gubernare et visitare teneantur, nec ab alio episcopalis officii onere exempti sint præterquàm à residentiâ materiali, ut supra diximus : difficile sanè erat intelligere quâ ratione à Sixtinæ constitutionis lege immunes censeri possent.

IX. Qui verè sub illius constitutionis sanctione minimè comprehenduntur, ii sunt præsules quos inferiores et tertiæ speciei prælatos appellant; qui nempe proprium territorium habent verè separatum, in quo ipsi soli independenter à quocumque episcopo omnimodam spiritualem jurisdictionem in clerum et populum exercent; de his enim in præfatâ constitutione neque verbum ullum legitur, neque sententia quæ ad illos directè pertineat. Sed, cùm nobis semper incongruum visum fuerit hujusmodi prælatos, Apostolicæ Sedi immediatè subjectos, debitum erga ipsam obsequii et obedientiæ actum, apostolorum limina statis temporibus visitando, non exhibere, nec de eorum diœcesis seu territorii statu tam materiali quàm formali relationem facere; postquàm ad summum pontificatum nullis nostris meritis evecti fuimus, non modò prædictam Sixti V constitutionem confirmavimus, sed ejus præterea legem atque sanctionem extendimus ad abbates aliosque inferiores prælatos, jurisdictionem quasi episcopalem et territorium separatum habentes : quibus, ad normam ejusdem Sixtinæ constitutionis, certa temporum spatia præfinimus quibus singuli vel per se ipsi, vel per certos idoneos procuratores, sacra apostolorum limina visitare et relationem statûs suarum ecclesiarum atque districtuum exponere deberent; juramenti quoque formulam præscribendo quo eorum quilibet, dùm ad hujusmodi prælaturas et dignitates promoventur, ad prædicta adimplenda se obstringere debent : ut videre est in nostrâ constitutione quæ incipit : *Quod sancta*, die 23 novembris anni 1740 editâ, et in Bullario nostro impressâ, tom. 1, num. 7.

X. Complura rerum capita, circa quæ versari debet relatio statûs ecclesiæ occasione visitationis sacrorum liminum, prædictæ congregationi concilii exhibenda, indicata sunt à Fagnano, in sæpè cit. cap. *Ego N.*, de Jurejurando, ubi materialem ecclesiæ statum à formali aptè distinguendo secrevit. Quæ autem ab eo scripta fuerunt adoptavit etiam et retulit Van Espen, Juris Eccl. univ. part. 1, tit. 15, cap. 2, num. 22. Sed, cùm nunquàm publicâ auctoritate prodisset instructio super modo conficiendi relationem tam materialis quàm formalis statûs ecclesiarum atque diœcesium, prout ab Apostolicâ Sede requiritur, summus pontifex Benedictus XIII, in concilio Romano à se celebrato, mandavit hujusmodi instructionem confici à prædictâ congregatione concilii. Cujus cùm nos secretarii munus tunc gereremus, simulque in eodem concilio Romano doctoris in decretis officio fungeremur, idcircò ejusdem instructionis conficiendæ cura nobis injuncta fuit. Eam itaque à nobis exaratam subindeque probatam et publicâ auctoritate donatam unusquisque con-

sulere potest, impressam in calce prædicti concilii Romani, et iterùm in Bullario nostro, tom. 2, in appendice, pag. 1 et seq. Eique inhærentes, quicumque relationes hujusmodi facere tenentur, nihil desiderandum relinquent quod circa materialem atque formalem ecclesiarum suarum statum Apostolicæ Sedi sit aperiendum.

XI. Illud præterea animadvertimus, dùm sæpè dictæ congregationi concilii operam nostram in secretarii officio impendebamus, ob multiplicem negotiorum quæ in eâ agitantur copiam, plerùmque evenire ut relationibus statûs ecclesiarum per episcopos oblatis sive transmissis seriùs aliquantò responderetur. Quare, ad supremum pontificatum evecti, aliam congregationem in prioris illius subsidium deputavimus, ac veluti ejusdem congregationis concilii appendicem constituimus, quæ in hujusmodi relationibus examinandis reddendisque opportunis responsis unicè occuparetur. Hanc autem ex competenti numero præsulum Romanæ curiæ compositam voluimus, eodem cardinali in ipsius præfectum deputato qui congregationis concilii præfectus est; eodemque secretario qui alteri est à secretis. Itaque nova hæc congregatio statis diebus coram dicto cardinali præfecto cogitur; et, referentibus præsulibus quidquid in relationibus sibi respectivè distributis continetur, ad propositas quæstiones idonea parantur responsa; quæ deinde ejusdem cardinalis præfecti judicio expensa, ac per eum, quatenùs opus sit, ad summum Pontificem relata ab eoque approbata, debitis temporibus expediuntur: uti latiùs statutum legitur in alterâ constitutione nostrâ super novæ hujus congregationis institutione et officio, prædictâ die 23 novembris 1740 editâ, cujus initium est: *Decet Romanum Pontificem*, cit. tom. 1 Bullarii nostri, num. 8. Et nos quidem congregationem hanc pluribus vicibus coram nobismetipsis haberi voluimus: responsa quoque perlegimus quæ ex illius sententiâ et consilio usque in hunc diem ad episcopales relationes transmissa fuerunt; nulli parcentes labori aut diligentiæ tum in propositis quæstionibus examinandis atque solvendis, tum in indicandis ac suggerendis opportunioribus rationibus pro felici regimine earum diœcesium quarum relationes expendebantur.

XII. In toto autem hujus capitis decursu non alium auctorem citavimus ejus legis quâ singuli episcopi sanctorum apostolorum limina certis temporibus visitare, et statum ecclesiæ suæ Apostolicæ Sedi exponere tenentur, præter unum pontificem Sixtum V, ex quo non illud à quopiam inferri volumus pontificem hunc primum fuisse qui eam legem et consuetudinem invexerit. Antiquissimum porrò simulque illustre hujus rei monumentum habemus in ecclesiasticâ Historiâ, epistolam nimirùm à Patribus concilii Milevitani ad S. Innocentium I, pontificem maximum, scriptam, in quâ deplorabilem exponentes statum ecclesiarum Palæstinæ atque Africæ, quas Pelagiani plurimùm perturbaverant, et apostolici pastoris opem implorantes, ita scribunt: *Quia te Dominus, gratiæ suæ præcipuo munere, in Sede Apostolicâ collocavit, talemque nostris temporibus præstitit ut nobis potiùs ad culpam negligentiæ valeat, si apud tuam venerationem quæ pro Ecclesiâ suggerenda sunt tacuerimus, quàm ea tu possis vel fastidiosè vel negligenter accipere; magnis periculis infirmorum membrorum Christi pastoralem diligentiam, quæsumus, adhibere digneris.* Neque minùs ad id significandum, de quo nunc agimus, perspicua sunt verba quibus sanctus Pontifex in suâ responsione utitur, nempe: *Diligenter et congruè apostolico consulitis honori; honori, inquam, illius quem, præter illa quæ sunt extrinsecùs, sollicitudo manet omnium ecclesiarum super anxiis rebus quæ sit tenenda sententia, antiquæ scilicet regulæ formam secuti quam toto semper ab orbe mecum nôstis esse servatam.* Has duas epistolas videre licet in editione operum S. Augustini, quæ, curantibus monachis congregationis sancti Mauri, prodiit Parisiis anno 1679, tom. 2, pag. 620 et 659.

Præterea S. Gregorius Magnus episcopis per Siciliam constitutis indulsisse invenitur, et, cùm antea tertio quoque anno Romam accedere tenerentur, deinceps nonnisi semel singulis quinquenniis hujusmodi iter suscipere deberent; ut ipse scripsit ad Cyprianum diaconum, in eâ insulâ residentem, epist. 22, lib. 7, tom. 2 operum, col. 866 et seq.: *Novit dilectio tua hoc olim consuetudinem tenuisse ut fratres et coepiscopi nostri Romam semel in triennio de Siciliâ convenirent; sed nos eorum labori consulentes constituisse ut suam hùc semel in quinquennio præsentiam exhiberent.* Similis episcoporum obligatio, diversa tamen pro ecclesiarum ab Urbe distantiâ, cruitur etiam ex concilio Romano, anno 743 habito à S. Zachariâ papâ, can. 5, tom. 3 Collectionis Harduini, col. 1927: *Ut, juxta sanctorum Patrum et canonum statuta, omnes episcopi qui hujus Apostolicæ Sedis ordinationi subjacebunt, qui propinqui sunt, annuè idibus mensis maii sanctorum principum apostolorum Petri et Pauli liminibus præsententur, omni occasione sepositâ: qui verò de longinquo, juxta chirographum suum impleant.* Formula juramenti ab episcopo electo præstandi descripta legitur in decretalibus Gregorii IX, in pluries citato cap. *Ego N.*, de Jurejurand., ubi inter cætera hæc habentur: *Apostolorum limina singulis annis aut per me aut per certum nuntium visitabo, nisi eorum* (Romanorum nempe Pontificum) *absolvar licentiâ.* Ejus formulæ auctor existimatur S. Gregorius VII; evidens est enim error Caroli Molinæi, qui eam ipsi Gregorio IX attribuit, ut rectè ostendit Gonzalez, in Commentar. ad cit. text. Inter Innocentii III rescripta unum adest quod spectat ad patriarcham Antiochenum, qui, cùm juxta obligationem suam quarto quoque anno ad visitanda apostolorum limina, reddendamque rationem administrationis ecclesiæ suæ, Romam venire debuisset, neque id, certis impedimentis obstantibus, executus esset, excusationes suas ad Pontificem miserat. Qui sanè eas benignè admisit, sed simul patriarcham admonuit ne in posterum officio deesset. Facti series exponitur in Historiâ pontificiæ jurisdictionis quam edidit Roussel, lib. 3, cap. 1, num. 11. Sub Alexandro IV compertum fuit nonnullos episcopos, ut ab incommodis se eximerent, indulta specialia postulando impetrâsse ne statis temporibus tenerentur ad apostolica limina se sistere, et relationem statûs suarum ecclesiarum exhibere. Verùm Pontifex, editâ constitutione, omnia indulta hujusmodi eòusque concessa abrogavit; ut videre est apud Raynaldum ad annum Christi 1257, num. 50; et sequentia verba in citatâ constitutione adjecit: *Non est facilè recedendum ab eo quod à prædecessoribus nostris super hoc diù excogitatum extitit et obtentum.* Denique, ut alia antiquitatis monumenta omittamus, in opere P. Thomæ à Jesu de omnium gentium salute procurandâ, lib. 7, pag. 291, inter quæsita ex parte patriarchæ Maronitarum proposita Gregorio XIII, qui Sixtum V in summo pontificatu immediatè præcessit, hoc etiam relatum legitur: *Præterea, cùm Pontificale Romanum statuat jubeatque singulos episcopos ultramarinos omni triennio Romam venire de ecclesiarum ipsorum statu deposituros; num et nostri ad idem teneantur necne, sufficiatque, propter itineris difficultates Turcarumque pericula, quempiam eorum nomine delegare.* Responsum autem subjicitur, quod sic habet: *Ob magnam locorum intercapedinem denegandum non videtur quod petunt, ut satis sit unoquoque triennio unum, episcoporum omnium nomine, Romam destinari.*

XIII. Non itaque Sixtus V hanc legem primus invexit quâ catholici antistites ad visitanda limina sanctorum apostolorum Petri et Pauli, et ad referendum Apostolicæ Sedi ecclesiarum suarum statum obligantur; cùm et unum et alterum hujusce legis caput tot antea seculis viguisse constet; et satis appareat utrumque consequens esse illius primatûs quo Romanus Pontifex in universâ Ecclesiâ potitur. Verùmtamen hoc Sixto tribuendum est quòd visitationum tempora singulis episcopis congruâ ratione determinaverit,

quodque aliquos specialiter deputaverit qui postulata in episcoporum relationibus proposita expenderent iisque opportunè responderent.

CAPUT VII.

De relatione statûs ecclesiæ, de quâ actum est capite superiori, et de primâ ejusdem parte.

I. Sicuti superiori capite diximus à summo pontifice Sixto V statutum fuit tempus quo ab episcopis sacra limina visitarentur : eisdemque mandatum est ut relationem statûs suarum ecclesiarum à sacrâ concilii congregatione postea considerandam examinandamque transmitterent. Quoniam verò nulla fuerat unquàm edita instructio quâ tanquàm regulâ in eâ relatione efformandâ uterentur episcopi; hinc de hâc re actum fuit in concilio Romano quod anno 1725 in Lateranensi basilicâ, præsidente fel. mem. Benedicto XIII, habitum est : nobisque, qui tunc in minoribus constituti munere interpretis sacrorum canonum in eodem concilio fungebamur, ea cura commissa ut instructionem ipsam efformaremus. Promptè paruimus : et quæ à nobis tunc facta fuit instructio, ea ipsa est quæ post Romanum ipsum concilium typis impressa legitur; sicuti etiam in append. ad tom. 2 nostri Bullarii, num. 1. Eademque nobis causam dedit ut in hoc et sequentibus capitibus quædam animadversione et scitu digna insereremus : quare iterùm illam ad calcem hujus libri dabimus impressam.

II. In plures paragraphos ea dividitur instructio : in quorum primo significatur episcopis, ut in relatione statûs ecclesiæ, præter accuratam descriptionem confinium diœcesis, aliarumque multarum rerum quæ in dicto paragrapho legi possunt, privilegia quoque atque prærogativas exponant quibus eorum ecclesiæ decorantur. Ibi tamen monendos eosdem censuimus, non semper hæc peragenda sibi esse, sed primâ tantùm vice quâ sacra limina visitantes Apostolicæ Sedi ecclesiarum suarum statum exponunt : deinde verò necessarium non esse ut semper hæc eadem repetant; sed satis futurum, si ad ea se referant quæ in superioribus relationibus significârunt : nisi quid interea in diœcesi mutatum fuerit, aut novi aliquid contigerit quod statum ecclesiæ materialem inverterit, et tanti momenti sit ut exprimendum meritò videatur.

III. Quod ut exemplis planiùs declaretur, quandoquidem cardinales qui episcopatus obtinent suburbicarios à sacris liminibus visitandis exempti non sunt, tenenturque et ipsi relationem statûs suarum ecclesiarum exhibere; optimum factu erit, si cardinalis decanus, cùm primùm de Ostiensis ecclesiæ statu relationem conficiet, magnum illud commemoret privilegium quod inter omnes est Ostiensi episcopo peculiare, consecrandi Romanum Pontificem, nisi fuerit antea episcopali charactere insignitus. In Vitâ S. Marci pontificis, qui anno 336 S. Petri cathedram implevit, apud vulgatum Anastasium sic legitur : *Hic* (*S. Marcus*) *constituit ut èpiscopus Ostiensis, qui consecrat episcopum Urbis, pallio uteretur.* Sed Binius et Labbeus, in notis, hanc consuetudinem, ut Romanus Pontifex ab episcopo Ostiensi consecraretur, S. Marci pontificatu vetustiorem esse contendunt : *Nam Dionysius papa à Maximiano Ostiensi episcopo consecratus fuisse legitur.* Celebris est S. Augustini textus in Breviculo collationis tertiæ diei cum Donatistis, cap. 16, num. 29, tom. 9, col. 571 : *Nec Romanæ Ecclesiæ* (*episcopum*) *ordinat aliquis episcopus metropolitanus, sed de proximo Ostiensis.* Textum hunc S. Augustini non videtur rectè intellexisse et benè in rem suam adhibuisse Sigonius, de Regno Italiæ ad annum 682, cùm scripsit, ex summis pontificibus primum qui à tribus episcopis Ostiensi, Portuensi, Veliternensi fuerit consecratus, Leonem II fuisse, contra morem superioribus temporibus usitatum quibus solus Ostiensis hoc munere fungebatur; quod item tradit Ciacconius, in Vitâ S. Leonis II. Sed eorum error notatur ab aliis accuratè observantibus Romani Pontificis consecrationem semper fieri consuevisse à tribus episcopis; ac inter eos Ostiensem non modò locum obtinuisse, sed primas semper partes egisse, ita ut reliqui duo episcopi suburbicarii assistentium personam gesserint. Ad Augustinum quod attinet affirmantem, ut supra diximus, summi Pontificis consecrationem, non ab aliquo metropolitâ, sed ab Ostiensi episcopo peragi solitam; illius verba non ita intelligenda esse dicunt, ut à solo Ostiensi, sine aliis duobus episcopis, Romanus Pontifex consecrationis munus acciperet; sed ut, nullo ad id vocato à remotioribus partibus metropolitano, ejusdem consecratio à proximo Ostiensi episcopo peragaretur. Videri hâc de re possunt Mabillonius, in Commen. prævio ad ordin. Roman., pag. 118 et seq.; Pagius ad annum Christi 682, num. 6; et in Vitâ S. Marci, num. 3; Sassius, in notis ad Sigonium; Vignolius, in notis ad Vitam S. Leonis II, num. 1. Neque verò contra hæc fel. rec. Clementis papæ XI exemplum aliquis afferat, qui, cùm nondùm in episcopali ordine constitutus esset quando summus Pontifex electus est, non ab Ostiensi, sed à Portuensi episcopo consecrationem accepit. Hoc enim ideò factum est quia tunc Ostiensis vacabat ecclesia; ut rectè monet Borgia, in Historiâ Veliternensis ecclesiæ, circa finem. Quæ omnia singulare episcopi Ostiensis privilegium demonstrant, quod ab eodem in primâ quam exhibebit relatione statûs ecclesiæ meritò commemorandum censemus.

IV. Salisburgensis etiam archiepiscopalis ecclesia privilegio condecoratur singulari planèque digno, quod in primâ relatione statûs ecclesiæ ab unoquoque archiepiscopo faciendâ memoretur; idque in eo situm est ut quatuor cathedralibus per Germaniam ecclesiis, nimirùm Gurgensi, Chiemensi, Seccoviensi, et Lavantinæ, quotiescumque illas vacare contigerit, episcopos ipse constituat. Jus istud, quod archiepiscopus Salisburgensis in prædictarum ecclesiarum collatione exercet, in medium adduxit episcopus Guadicensis, cùm in concilio Tridentino ageretur de illius canonis promulgatione quo statuitur eos esse veros episcopos quos Romanus Pontifex *in partem sollicitudinis* elegerit; aiebat enim archiepiscopum Salisburgensem quatuor hosce episcopos creare absque eo quòd Romani Pontificis auctoritas eâ in re interveniat; ideòque canonis verba reformanda censebat. Verùm cùm cardinalis Simonetta ad hujusmodi objectum comiter respondisset id fieri quidem ab archiepiscopo Salisburgensi, sed ex Sedis Apostolicæ privilegio, valdè reclamatum est à Patribus adversùs orationem episcopi; nec ante quieverunt quàm is æquiori sermone quæ dixerat explicaverit. Hæc omnia fusè narrant cardinalis Pallavicinus, in suâ Historiâ concilii Tridentini, lib. 19, cap. 5, num. 5; Redingius, in Hist. ejusdem conc., tom. 4, tract. 10, sect. 1, § 1, pag. 44; Rigantius, in Commentariis ad regul. 1 cancell., § 7, n. 37.

V. Quæ cardinalis Simonetta tunc affirmavit solido quidem fundamento innixa dignoscuntur. Etenim, si de Gurgensi episcopatu agatur, Alexandro II, pontifici maximo tribuendum est quòd archiepiscopus Salisburgensis hanc supra eum exerceat auctoritatem. Nam summus ille Pontifex Gebeardo archiepiscopo Salisburgensi facultatem concessit ut quamdam diœcesis suæ parœciam in cathedralem erigeret, quæ quidem Gurgensis ecclesia fuit; eidemque Gebeardo ejusque in archiepiscopatu successoribus indulsit ut hujusmodi ecclesiæ episcopum eligerent, ordinarent consecrarentque. Bulla Alexandri refertur à Canisio, Lection. antiq. novæ edit. tom. 3, part. 2, pag. 456 et seq., et à card. Baronio, in Annal. ad annum 1070, num. 42. Et quia schismatis tempore in Gurgensi episcopo eligendo consecrandoque, ab Alexandri II lege discessum fuerat; hinc Alexander III, anno 1179, declaravit nihil pristini juris ex eo detractum fuisse archiepiscopo Salisburgensi. Orta deinde est quæstio inter eumdem archiepiscopum et capitulum quod sibi asserebat jus eligendi Gurgensem episcopum; sed delecti arbitri judicârunt provisionem Gurgensis eccle-

siæ ad archiepiscopum pleno jure pertinere; eorumque sententia à Lucio III confirmata fuit anno 1184. Constitutiones tam Alexandri III quàm Lucii III videri possunt apud Hansizium, Germaniæ sacræ tom. 2, pag. 299 et seq., et pag. 303 et seq. Cùm verò Ferdinandus I, imperator, novam excitâsset controversiam, contendens nominationem Gurgensis episcopi sibi deberi; res anno 1568 ita composita est ut archiepiscopi privilegium arctioribus limitibus conclusum remanserit: siquidem statutum fuit ut archidux Austriæ duos sibi ordine succedentes episcopos nominet; Salisburgensis verò archiepiscopus tertium libero jure constituat: sicuti legere est in Historiâ episcopatuum Germaniæ, edit. Bruxell., anno 1722, tom. 2, pag. 97; et apud citatum Hansizium, Germaniæ sacræ tom. 2, pag. 8 et pag. 603.

VI. Hæc pertinent ad privilegium archiepiscopi Salisburgensis circa Gurgensem ecclesiam, quoties vacaverit, conferendam. Ad privilegium nunc progrediendo quo tribus aliis ecclesiis, Chimensi, Seccoviensi, et Lavantinæ, episcopos similiter constituere dignoscitur; legitur in libro Taxarum ecclesias illas fundatas atque donatas fuisse ab archiepiscopo Salisburgensi Eberardo à Truchsen; primam videlicet anno 1214, secundam anno 1219, tertiam anno 1221; item primam in cathedralem erectam fuisse ab Innocentio III, duas reliquas ab Honorio III, eosdemque Pontifices Salisburgensibus archiepiscopis indulsisse ut singulis hujusmodi ecclesiis pro tempore vacantibus episcopos eligerent et consecrarent. Indulta hæc commemorantur in bullâ Nicolai V, anno 1447, pro eorumdem confirmatione editâ, et in alterâ sequenti anno emanatâ, in quâ declaratur ex Germaniæ concordatis præjudicium nullum iis privilegiis allatum esse. Quod etiam confirmatur duabus apostolicis constitutionibus, altera Pauli II, anno 1466, altera verò Clementis VII, anno 1524, editis, quæ referuntur ab Hansizio, cit. tom. 2, pag. 480 et seq., et pag. 518, et pag. 589 et seq.

VII. Quamvis verò in mox dictis Clementis VII litteris metropolitica auctoritas enuntietur (quod ansam alicui præbuit affirmandi potestatem illam Salisburgensis archiepiscopi in sæpè dictas ecclesias esse ex jure metropolitico, non ex apostolicâ auctoritate), tamen animadvertere quisque potest quòd, cùm Clemens VII ad privilegia se referat à suis prædecessoribus concessa, in his autem nulla fiat mentio juris metropolitici; id satis est ut, eo excluso, omnia in auctoritatem apostolicam referantur. Præterquàm quòd, cùm in jure metropolitico duplex auctoritas considerari possit, ordinaria scilicet et delegata, ut rectè colligitur ex cap. *Irrefragabili*, § *Cæterùm*, de Officio ordinarii; facilè et pronum est ita Clementis VII litteras intelligere, ut quod in ipsis de metropoliticâ auctoritate enuntiatur, non quidem ad ordinariam, sed ad delegatam auctoritatem, atque ita ad Apostolicæ Sedis privilegium referatur: sicuti profundè probat Rigantius, in Comment. ad regulam primam cancellariæ, § 7, à num. 15 ad 53, et præcipuè num. 41 et 42.

VIII. Notum est omnibus quòd, cùm fel. rec. Clemens papa XI multa atque insignia privilegia archiepiscopo Ulyssiponensi concessisset, atque inter alia ut patriarchæ titulo, ad instar patriarchæ Venetiarum, decoraretur, uti legitur in ejusdem Clementis constitutione quæ incipit: *In supremo apostolatûs*, in ejus Bullario, num. 86, huic postea anno 1720 alteram addidit prærogativam, statuens ut ad eum peculiari jure pertineret sacro oleo Lusitanum regem in brachio inungere, de quo unctionis ritu sermo est in cap. unic. de sacrâ Unct., uti colligitur ex apostolicis ejusdem Clementis litteris, in formâ brevis dicto anno expeditis, quarum initium est: *Sacrosancti apostolatûs*.

IX. Itaque decet quàm maximè ut in primâ relatione statûs ecclesiæ Ulyssiponensis, à singulis patriarchis ad Apostolicam Sedem transmittendâ, nequaquàm silentur eximia privilegia eidem ecclesiæ concessa: inter quæ illud commemoratione dignum omninò est quo Lusitani regis inunctio patriarchis attributa fuit. Cùm in minoribus adhuc essemus, commissa nobis fuit cura examinandi utrùm ejusmodi privilegium regem ungendi, quod pro Ulyssiponensi patriarcha postulabatur, deberet illi ab hâc S. Sede concedi. Dùm operi insisteremus, animadversum à nobis fuit jus ungendorum Lusitanorum regum ab Eugenio IV anno 1436 archiepiscopo Bracharensi fuisse collatum. Hic autem non adeò facilè hujusmodi jure spoliari posse videbatur: cùm memoriæ proditum sit Alexandrum III, pontificem maximum, fortiter restitisse Henrico Anglorum regi sacram filii sui unctionem ab archiepiscopo Eboracensi fieri cupienti; propterea quòd privilegium ungendi regis jampridem Cantuariensi archiepiscopo tributum fuerat: et Clementem V eâdem de causâ revocâsse privilegia quæ circa regis unctionem pluribus Angliæ episcopis concessa fuerant, quòd scilicet hujusmodi jus et privilegium à multo jam tempore Cantuariensis archiepiscopus obtinuerat: quæ omnia videre licet in Annalibus ecclesiasticis apud cardinalem Baronium, ad annum 1170, et apud Raynaldum, ad annum 1308, numero 18, circa finem.

X. Illud etiam nobis in ejus quæstionis examine occurrit, Alexandrum IV, summum pontificem, cùm episcopis Pragensi atque Olomucensi commisisset ut unctionem regis Bohemiæ, quam archiepiscopus Moguntinus eo tempore electus, sed nondùm confirmatus, administrare nequibat, ipsi peragerent, adeò cautè in hâc re se gessisse, ne Moguntino cujus id muneris erat aliquod præjudicium afferret, ut emolumenta omnia quæ is occasione unctionis à se explendæ consecuturus fuisset, eidem post confirmationem servata esse voluerit; ideòque prædictis episcopis mandaverit ut eadem illi fideliter traderent: sicuti legere est in dicti Alexandri papæ epistolâ apud Raynaldum, ad annum Christi 1260, num. 18.

XI. At nihilominùs, habitâ ratione illustrium meritorum quibus Lusitaniæ rex Apostolicæ Sedis favorem sibi conciliaverat, dùm nuper, instante Pontifice, Venetorum rempublicam acerrimo bello cum Turcis contendentem, validis ministratis auxiliis, opportunè juverat; eximia quoque honorum decora perpendentes quæ, eodem rege supplicante, archiepiscopo Ulyssiponensi ad patriarchæ dignitatem evecto collata fuerant, regiamque liberalitatem erga ipsam patriarchalem ecclesiam largiter effusam, ingentem denique sollicitudinem quâ idem rex efflagitabat ut ungendorum in posterum regum munus patriarchæ Ulyssiponensi concederetur: facilè in eam sententiam descendimus, quam etiam scriptis promere non dubitavimus, ut non obstante privilegio ab Eugenio IV episcopis Bracharensibus concesso, Lusitani regis ungendi jus patriarchæ conferri posset: cùm maximè videatur quodammodò convenire ut ritus hujusmodi ab eo episcopo peragatur qui regi magis acceptus sit: quemadmodùm ad rem nostram appositè perpendit Rodericus à Cluna, archiepiscopus Bracharensis, in tractatu de Primatu Bracharensis ecclesiæ, cap. 36, num. 4, ubi argumentum confutans Garciæ de Loaisa qui primatum archiepiscopi Toletani in universâ Hispaniâ ex eo potissimùm colligebat quòd ejus esset regem inungere; postquàm plura in contrariam partem exempla attulit, ita concludit: *Igitur non ad primates vel præsules tantùm Toletanos hoc spectat officium, sed ad illos quos elegerit ungendus rex.* Nec dubitârunt Romani pontifices hujusmodi gratias catholicis regibus impertiri; sicuti rectè observatum fuit à Josepho Catalano, ad Pontif. Roman. tom. 1, tit. 20 (quod opus multos post annos editum est quàm nostrum illud votum scriptis vulgatum fuerat), ubi § 1, sub num. 12, hæc habet: *Constat illud quoque ex variis maximorum pontificum litteris, ipsos non semel ad regum preces episcopos designasse à quibus illi eorumque successores in posterum*

consecrarentur. Demùm in nostrâ nos sententiâ maximè confirmavit exemplum Clementis papæ VI, qui, etiamsi non ignoraret quid ab Alexandro IV actum fuisset pro regis Bohemiæ ungendi jure, ut supra narravimus, Moguntino archiepiscopo conservando, nihilominùs, postquàm Pragensis ecclesia in archiepiscopatum erecta fuit, Joanne Bohemiæ rege petente, hoc idem jus à Moguntino ad Pragensem archiepiscopum transtulit : uti videre est apud Raynaldum, ad annum Christi 1344, num. 65. Nostris hisce animadversionibus aliam majoris ponderis addidit pontifex ipse Clemens XI, eamque in suis apostolicis litteris expressam voluit : privilegium scilicet Eugenii IV à Bracharensi archiepiscopo nunquàm fuisse executioni mandatum, cùm is reverà nunquàm Lusitanorum regem unxisse legatur. Quibus omnibus rationibus simul junctis, indultum quod petebatur pro patriarchâ Ulyssiponensi ejusque successoribus expeditum fuit.

XII. Tria hæc exempla adducta à nobis sunt, ut optimum factu ostenderemus, si episcopus sacra primò limina visitaturus in exponendo ecclesiæ suæ statu illius prærogativas et privilegia recenseat. Primum à remotioribus temporibus petitum est; secundum à mediis; tertium ex proximis. Alia in eam rem adjungere superfluum esset. Sed, quoniam præterea in primâ relationis parte dicendum est de iis quæ pertinent ad erectionem episcopatûs, ad ecclesiæ cathedralis situm, et ad confinia diœcesis, nonnulla referemus recentiora exempla, ex quibus aliquid luminis desumere poterunt episcopi, ut primæ relationis parti ex debito satisfaciant.

XIII. Celebris fuit, non in Germaniâ modò, sed in universo etiam orbe catholico abbatia Fuldensis. Quibus et quàm insignibus ornata fuerit prærogativis, quibus tum apostolicis tum Cæsareis privilegiis decorata, legi potest in Historiâ Fuldensi à Browero edita anno 1612, et in aliâ Historiâ pariter Fuldensi à Joanne Friderico Schannat typis impressâ anno 1729. Hanc celebrem abbatiam nos ipsi in episcopatum ereximus; ita tamen ut et privilegia omnia quibus antea fruebatur integra manerent, et ipsius regularis status nequaquàm in eâ immutaretur; cùm scilicet novus episcopus in eâ constitutus, non solùm Fuldensis episcopus, sed etiam Fuldensis abbas nuncupari debeat; quique in abbatem posthàc electus erit, idem intelligendus sit ad episcopatum electus : monachus verò decanus, tresque capitulares monachi quorum antea erat abbatem eligere, iidem, vacante abbatiali dignitate, electionem peragere debeant; hoc uno interjecto discrimine, quòd qui priùs eligebatur nonnisi abbas Fuldensis erat, in posterum verò electus, et abbas, et episcopus Fuldensis electus esse censebitur : quemadmodùm in nostrâ constitutione super hoc editâ fusiùs præscribitur.

XIV. Hujusmodi Fuldensis episcopatûs fundatio digna planè est quæ in primo relationis capite referatur; cùm et peculiaris sit, et memoriam renovet eorum episcopatuum qui olim, ante Anglicanum schisma, in Majori Britanniâ erant; ad quos videlicet soli monachi eligebantur. Abbates enim monasteriorum erant similiter monachi, eorumque electio à monachis fiebat : qui autem in abbatem eligebatur, idem etiam intelligebatur electus episcopus. Porrò novem erant cathedrales ecclesiæ in quibus hujusmodi disciplina recepta fuerat et vigebat. Eædem recensentur tom. 2 operis ab Henrico Wharton anno 1691 editi, cui titulus : *Anglia sacra, sive : Collectio historiarum partim antiquitus, partim recenter scriptarum de archiepiscopis et episcopis Angliæ, à primâ fidei christianæ susceptione ad annum* 1540. Earum quoque mentio habetur in apostolicis litteris Urbani papæ VIII incipientibus : *Plantata in agro dominico*, datis anno 1633, ibi, *Quoniam verò inter privilegia, gratias, indulta et facultates ac prærogativas ordinis et congregationis Nigrorum nuncupatorum monachorum S. Benedicti, ac illius monasteriorum in Angliâ, fuerunt jura cathedralia novem ecclesiarum, nimirum archiepiscopatûs Cantuariensis, episcopatum verò Wintoniensis, Dunelmensis, Eliensis, Wigorniensis, Nordoviensis, Roffensis, Bathoniensis et Coventrensis, quorum episcopatuum cathedræ sitæ fuerunt et collatæ in monasteriis ejusdem ordinis, ex conditione, seu consuetudine, ut capitula dictarum cathedralium ecclesiarum, omniaque jura capitularia manerent, et essent in conventibus et monachis eorumdem monasteriorum, qui monachi, cum priore suo, erant earumdem ecclesiarum canonici primarii, et capitula cathedralia constituebant, episcopi verò quasi abbates eorumdem conventuum et monachorum tam ad sedem abbatialem quàm etiam episcopalem eligebantur*, etc. *Super quo jure prædictis monachis ordinis S. Benedicti conservando et perpetuando à diversis Romanis pontificibus prædecessoribus nostris etiam diversæ litteræ emanârunt, repulsis contradictoribus, et prædictis juribus illæsis, et integris reservatis eisdem monachis usque ad infelix schisma Henrici VIII, Angliæ regis.*

XV. Opportunè hìc etiam mentio occurrit celebris monasterii Montis Casini, cujus abbatialem ecclesiam pontifex Joannes XXI, qui ab aliis dicitur XXII, in cathedralem erexit, voluitque ut monasterii abbas esset etiam episcopus et episcopalem jurisdictionem in designatis locis finitimis exerceret; relictoque monachis eligendi jure, decrevit ut qui abbas à monachis subinde eligeretur simul etiam episcopus haberetur electus. Apostolicæ Joannis litteræ referuntur ab Ughellio, Ital. sacr. tom. 1, secundæ edit. pag. 572, et part. 2 Historiæ abbat. Casin. P. abbatis Gattola, seculo IX, pag. 515 et seq. In hoc statu ea ecclesia perseveravit usque ad tempora Urbani V, qui, cùm ingens disciplinæ monasticæ detrimentum ex hâc institutione derivatum accepisset, primò quidem abbatialium et episcopalium proventuum administrationem retinuit, eosque in restaurandis monasterii ecclesiæque ædificiis impendi jussit; deinde abbatialem dignitatem ad eum statum revocavit in quo erat ante Casinensis episcopatûs erectionem : secuti videre est in ejus constitutione apud Ughellium, loc. cit., pag. 573, et apud P. abbatem Gattola, pag. 517.

XVI. Cùm charissimus in Christo filius noster Josephus, Lusitaniæ et Algarbiorum rex fidelissimus, nobis exposuisset aerem in insulâ S. Thomæ in Africâ adeò gravem esse ac perniciosum, ut qui ex Europâ illùc advecherentur, aut vitam celeri morte mutarent, aut graves subirent infirmitates, quod experientiâ compertum erat; seque ideò necessitate compulsum fuisse ut gubernatorem, aliosque regios ministros ac tribunalia transferret ad castrum S. Antonii nuncupatum, quod situm est in insulâ quæ dicitur Principis, intra districtum ejusdem diœcesis insulæ S. Thomæ : suas nobis preces exhibuit ut cathedram etiam episcopalem ab insulâ S. Thomæ ad insulam Principis, et ad prædictum castrum S. Antonii transferremus, quod quidem castrum, iis omnibus ornamentis et prærogativis decoratum quæ civitatem deceant, rex ipse jam civitatis titulo auxerat. Fidem præterea regiam obligavit se ibi insignem ecclesiam cathedralem suis sumptibus ædificaturum, quæ Deo in honorem S. Antonii solemni ritu postea consecraretur. Addidit insuper se paraturum congruos reditus, seu præbendas singulis canonicis assignandas, postquàm ad idem castrum se contulissent fixamque sedem ibi collocâssent; et prospecturum ne antiqua cathedralis ecclesia, Deo in honorem S. Thomæ dicata, omninò deserta sacrisque destituta ministris relinqueretur. Quibus omnibus maturè perpensis, nos demùm precibus regiis annuentes, indulsimus ut, postquàm ea quæ promissa fuerant adimpleta fuissent, cathedra episcopalis ab insulâ S. Thomæ ad dictum castrum S. Antonii transferretur. Episcopo autem jussimus ut post transitum ad novam sedem et ipse, et qui ipsi in eâ cathedrâ sufficerentur episcopi, insularum S. Thomæ et Principis denominarentur : sicuti legitur in nostris apostolicis litteris in formâ brevis, datis die 31 januarii anni 1754, quarum initium est : *Super specula.*

XVII. Hanc igitur translationem, cùm primùm episcopus insularum S. Thomæ et Principis sacra limina visitaturus ecclesiarum suarum statum Apostolicæ Sedi exponet, silentio præterire non debebit. Quæstio celebris est, et apud jurisperitos frequenter agitata, utrùm oppidum in quo non sedet episcopus civitatis titulo appellari possit. Videri possunt Alciatus, in cap. *Perniciosam*, num. 1 et seq., de Officio ordinarii; Joachimus Cluten, in Syllog. rerum quotidianar., thes. 22, in notis, litterâ *D;* Laurentius Ohm., in tract. canonico politico de Jure episcopali, thes. 13, in notis, litterâ C; Besold., in dissert. jurid. politic., de Jure universit., cap. 1, § 7; Losæus, de Jure universit., part. 1, cap. 2, num. 14; Raynald. Cors., Indagat. jur. lib. 3, cap. 3; Limnæus, de Jure publico, lib. 7, cap. 1, num. 16; Gaspar Klock, de Contribut., cap. 5, num. 2; Rebuff., in Praxi beneficiariâ, part. 1, tit. de Erectione ecclesiarum in cathedrales, num 5 et 6. Et alii quidem, ut assolet, eam opinionem sequuntur ut locus qui caret episcopo civitas dici nequeat : alii contra civitatem sine episcopo esse posse propugnant; tum quia civitates fuerunt ante institutos episcopos, ut observat etiam Glossa, in cap. *Si civitas*, de Sent. excommun., in 6, tum quia, si fortè contingat episcopum à civibus interfici, ea quidem pœna inter alias in sacrilegam civitatem infligitur, ut sede episcopali perpetuò careat, non ideò tamen civitatis titulo et jure spolietur : sicuti colligitur ex textu, in can. *Ita nos*, 25, quæst. 2, et observat Decius, in cap. *Episcopalia*, num. 9, de Privilegiis.

XVIII. Nos quidem semper arbitrati sumus civitatis honore potiri posse locum qui episcopo careat, dummodò aliunde illustris sit, iisque dotibus et prærogativis ornatus quæ civitati conveniunt, et à supremo principe, cui talis auctoritas sit, civitatis jure et appellatione donetur. Ita fel. rec. prædecessor noster Benedictus papa XIII, tanquàm dominus temporalis et princeps, oppidum Roncilionis in civitatem erexit; jussitque ut in posterum civitas diceretur, et incolæ civium titulo decorarentur. Non ideò tamen episcopalem sedem in civitate Roncilionis constituit; sed voluit ut, quemadmodùm superiori tempore, ita deinceps episcopo Sutrino subjecta esset, nec is in eâ sedem habere teneretur : sicuti videre est in ejus constitutione incipiente : *In supremo militantis*, quæ est 225, tom. 12 novi Bullarii. Parem nos etiam honorem contulimus oppido Pergulæ; ita tamen ut nova civitas Eugubino episcopo, ut antea, subdita remaneat, neque hic ullo pacto ad residendum in eâ compelli possit; sicuti videri potest in nostrâ constitutione quæ est 61 tom. 3 nostri Bullarii. Contra verò persuasum semper habuimus quòd statim ac episcopalis sedes in aliquo oppido fuerit stabilita, etiamsi illud antea civitatis jure non gauderet, eo ipso ad civitatis gradum assurgat, ipsique omnia civitatis privilegia debeantur : siquidem canonici juris regula est, ne in villis et pagis, sed solùm in urbibus episcopalis dignitas statuatur; uti decretum legitur in can. *Episcopi*, et in can. *Illud sanè*, dist. 80, et in cap. *Episcopalia*, de Privilegiis. Quamobrem Romani pontifices, cùm in aliquo oppido cui nec episcopus antea fuerit, nec titulus civitatis, episcopum primò constituunt eodem tempore quo illud sede episcopali exornant, simul etiam civitatis honore illud adaugent, sequenti nimirùm formulâ utentes : *Oppidum N. in civitatem, ecclesiam verò in cathedralem pro uno episcopo*, etc., *erigimus et instituimus;* uti Fagnanus animadvertit in cap. *Episcopalia*, num. 15, de Privilegiis, ubi etiam exemplum memorat Sixti V, qui eâ ratione oppida Montisalti, S. Severini et Tolentini in civitates erexit, et episcopali sede decoravit. Illud demùm censuimus, si fortè oppidum aut castrum aliquod jam à seculari principe honorem obtinuerit civitatis, et justæ causæ non desint ob quas episcopalis cathedra ad novam civitatem transferatur, hoc fieri conveniens esse, et quidem per viam simplicis translationis; cùm nec sacrorum canonum lex aliud requirat, quàm ut episcopales cathedræ in populosis urbibus, tantoque honore dignis, minimè verò in locis obscuris et infrequentibus, statuantur : et nulla necessitas exigat ut locus qui antea civitatis jure gaudebat, iterùm in civitatem erigatur ut novum episcopalis sedis honorem consequatur. Quo pacto, licèt nemo nobilis esse possit, qui ingenuus non sit, si quis tamen ingenuus novo nobilitatis honore donandus sit, nequaquàm indiget speciali privilegio quo ipsi tribuantur ingenuitatis jura, quæ jam obtinebat; ut optimè ad rem nostram advertunt doctores de hâc materiâ tractantes.

XIX. Ad diœcesis confinia, quæ, ut diximus, in primâ relatione solent ab episcopis memorari, factum mox referendum pertinet : cùm celebris cardinalis Ximenes de Cisneros magnam illam expeditionem in Africam aggressurus esset, cum Ferdinando rege convenit ut si Orani civitas ab infidelium potestate eriperetur, ecclesiæ Toletanæ jurisdictioni subjiceretur, eaque conventio et æqua visa est, et suum facilè obtinuit effectum. Compertum enim fuit Orani urbem nunquàm fuisse episcopali cathedrâ ornatam, nulloque prorsùs jure titularem quemdam Auriensem episcopum eam sibi civitatem vindicare, tanquàm in assignatâ sibi diœcesi constitutam. Quæ in hoc negotio tunc agitata et acta fuerunt, referuntur ab Alvaro Gomez, de Rebus gestis Francisci Ximenii, lib. 3, fol. 125. Et de hâc ipsâ re loquitur etiam Thomassinus, de Beneficiis, part. 1, lib. 1, cap. 27, num. 9. Orani postea civitas, quæ expugnata tunc fuit, in potestatem rursùs Maurorum venit. Cùm verò eam armis iterùm subegisset clarissimæ memoriæ Philippus V, Hispaniarum rex catholicus, eamdem cardinali de Astorgâ archiepiscopo Toletano restitutam voluit, tanquàm illius diœcesis membrum et partem; cardinalis autem nihil intentatum reliquit ut catholicam religionem ad pristinum splendorem in civitate revocaret. Hoc itaque celebre factum, cujus etiam meminit præsul Ildefonsus Clemens de Arostegui, in suâ Concordiâ pastorali, part. 1, cap. 5, num. 41, in primâ Toletani archiepiscopi relatione jure ac meritò erit commemorandum.

CAPUT VIII.

De relatione statûs ecclesiæ, et secundâ ejusdem parte.

I. In hâc secundâ relationis parte plura rerum capita attinguntur. Primum respicit residentiæ præceptum, cui an plenè obtemperaverit docere debet episcopus. Secundum pertinet ad episcopos, nulli archiepiscopo, sed sanctæ Sedi immediatè subjectos; qui referre debent an archiepiscopum delegerint, cujus synodo provinciali unà cum illius suffraganeis debeant interesse. Tertium denique exponenda docet, si quæ fortè adsint, impedimenta quibus ab implendo munere episcopali detineantur.

II. Ad primum quod spectat, nos sanè episcopos ut residentiæ legem servarent graviter admonere non prætermisimus in nostris encyclicis litteris, anno 1740 editis, ac deinde impressis Bullarii nostri tom. 1, num. 2. Sed fusiùs in nostrâ constitutione, cujus initium est : *Ad universæ*, anno 1746 emanatâ, quæ est 18 tom. 2 ejusdem nostri Bullarii, cùm omnes nostrorum prædecessorum constitutiones ad residentiam spectantes retulerimus, atque confirmaverimus; singulas fermè leges in ipsis præscriptas et à sacris pastoribus servandas exponere et declarare curavimus; legitimas quoque causas indicavimus; ob quas episcopis permittitur à propriis sedibus aliquandiù abesse; simulque cautelas ab iis adhibendas ne animarum regimen, ipsis absentibus, aliquid detrimenti patiatur. Episcopus igitur in suâ relatione red-

diturus rationem de hoc districto residendi præcepto, si nostram citatam constitutionem attentè legerit, facilè intelliget an illi satisfecerit, an ab eo defecerit.

III. In superiori lib. 7, cap. 1, num. 7, sex esse asseruimus episcopatus suburbicarios : Ostiensem, Portuensem, Sabinensem, Albanensem, Prænestinum, et Tusculanum ; quos nempe in titulum obtinent sex illi S. R. E. cardinales, qui in sacro collegio episcoporum ordinem constituunt. Ibi etiam ostendimus hos episcopos cardinales, etiamsi Romæ resideant, ac suam summo Pontifici operam præstent, de non impletâ residendi obligatione reprehendi non posse. Quia verò aliquando contingit ut non solùm uni ex suburbicariis ecclesiis, sed simul etiam alteri præsint, quæ suburbicaria non est, idcircò de hâc consuetudine instituendus nobis est sermo, videndumque in quarum utrâ hi cardinales episcopi debeant residere, ut suo muneri satisfaciant.

IV. A Tridentino concilio, præter alia in præcedentibus decretis statuta, sess. 7, cap. 2, de Reform., interdictum legitur ne quælibet persona, in quâcumque dignitate constituta, duabus episcopalibus præsit ecclesiis sive in titulum, sive commendæ jure. Porrò in cardinalis Brancatii dissertatione de Optione sex episcopatuum, pag. 62 et seq., multa leguntur decreta summorum pontificum ante Tridentinum concilium cardinalibus permittentium ut, præter quamcumque aliam episcopalem ecclesiam, habere etiam possint alteram ex suburbicariis. Post Tridentinum verò concilium, vener. cardinalis Bellarminus anceps fuit et dubius utrùm liceret cardinalibus habere eodem tempore duas ecclesias, quarum una cardinalitia esset, altera non esset : *Timendum est ne fortè non sint in conscientiâ tuti qui aliquando duas ecclesias habent, unam cardinalitiam, alteram non cardinalitiam.* Clemens verò VIII, pontifex maximus excitato dubio ita respondit : *Quoad illam polygamiam, ea interdùm in istis est episcopatibus cardinalitiis, circa quos nihil immutandum diximus, cùm à prædecessoribus nostris, etiam post concilium Tridentinum, res hæc examinata fuerit, et ita constituta ; et turbare ordinem collegii, et redarguere facta prædecessorum nostrorum, et tot cardinalium, non visa fuit nobis res quæ sine scandalo fieri possit.* Et summus quidem pontifex Urbanus VIII, in suo decreto die 28 novembris 1633 edito, dixit, hanc consuetudinem invaluisse; attamen *à se non laudari, nec improbari ; commendari verò cardinales aliarum ecclesiarum episcopos, utpote cardinalem Borromæum piæ memoriæ, et alios qui optione hujusmodi abstinuerunt.* Ad hanc rem examinandam congregatio particularis habita fuit jussu Alexandri VII, die ultimâ junii anni 1666, in quâ, etsi non omnes initio in eâdem opinione convenerint, plurium tamen seculorum consuetudine consideratâ, conclusum denique est nihil esse innovandum ; atque decretum fuit *ecclesiam ordinis cardinalitii habendam in titulum, cùm hic adhæreat essentialiter dignitati cardinalatûs ; alteram verò ecclesiam in commendam ; propterea transituros ad episcopatum cardinalitium absolvi potiùs debere à vinculo ecclesiæ cui jam præsunt, eamque in administrationem accipere ;* ideòque improbata fuit optio episcopatûs Tusculani, quam cardinalis Sabellus, archiepiscopus Salernitanus, ita admitti postulaverat ut archiepiscopatus sibi relinqueretur in titulum, episcopatus autem sibimet in commendam, seu in administrationem concederetur. At Clemens XII, prædecessor noster, hujusmodi ecclesiarum conjunctioni in unius cardinalis personâ salubrem modum imposuit per suam constitutionem, quæ incipit : *Pastorale officium*, et est 22 tom. 13 Bullarii novi Romani ; ubi nimirùm, § 7, non solùm ii cardinales commendantur qui, dùm unam aliquam episcopalem ecclesiam obtinent, ab optione alterius ex suburbicariis abstinent; sed præterea dicitur quòd, si quando eveniat cardinales alteri jam ecclesiæ præfectos, ad aliquam ex suburbicariis ecclesiis per optionem aspirare, Romani Pontificis partes esse debebunt animum sedulò advertere et deliberare *utrùm expediat eis concedere administrationis, seu alio nomine, retentionem alterius ecclesiæ cui antea præerant, ac in primis utrùm ambæ sint invicem adeò propinquæ ut pastoralem curam utrique commodè impendere suumque ministerium rectè implere valeant.*

V. Ex eo autem quòd cardinalis episcopus à prioris ecclesiæ vinculo absolvatur, ut dictum est, cùm, debitis concurrentibus circumstantiis, alterius ecclesiæ suburbicariæ optio ipsi conceditur, non defuerunt qui hoc inferre se posse judicaverint, majori jam libertate gaudere posse hujusmodi cardinalem in illius ecclesiæ regimine, quam administrationis titulo retinet ; ideòque in ejus potestate esse quandocumque illam dimittere, neque proprio ac rigoroso præcepto residendi apud illam obstringi. Quod quidem et rectæ rationi et ecclesiasticæ regulæ adversatur. Aliquam enim veritatis speciem habere posset, si nihil aliud in proposito casu intercederet, præter absolutionem à vinculo prioris ecclesiæ. Sed cùm eidem sic absoluto illiusmet ecclesiæ retentio in administrationem unico eodemque contextu concedatur, unicuique deprehendere licet canonicam hanc esse loquendi formulam, idcircò adhibitam ut excludatur duarum ecclesiarum in titulum retentio, non autem ut cardinalis episcopus ab iis obligationibus eximatur, quibus utriusque ecclesiæ optimo regimini intendere, advigilare tenetur. Neque verò gubernium ecclesiæ quam administrationis nomine retinet, pro libito dimittere potest ; cùm, juxta vigentem praxim, summi Pontificis assensus ad id antea requirendus sit ; eoque impetrato, solemnis dimissionis actus scripto redigendus, et proprio dimittentis chirographo sit roborandus. Tantùm verò abest ut rigorosâ lege residendi apud ecclesiam administrationis nomine retentam solutus censeri valeat, ut contrarium omninò disertè statutum fuerit ab Urbano papa VIII, in superiùs allegato decreto, cujus hæc sunt apertissima verba : *Insuper sanctitas sua declaravit dubium hactenùs nullo modo fuisse, nec esse debere, residentiam cardinalium archiepiscoporum ac episcoporum extitisse, et esse apud alias ecclesias metropolitanas seu cathedrales sibi commissas, non autem apud sex ecclesias cathedrales titulares eorumdem cardinalium, in quibus cardinales ordine priores præsse solent*, etc. ; *et propterea eos qui aliis ecclesiis supradictis præsunt, et apud eas non residerunt, nec residenti, non fecisse nec facere illarum fructus suos, etiam sub prætextu quòd alicui ex dictis sex ecclesiis præsideant, et in Urbe commorentur.* Quod quidem decretum nos etiam confirmandum duximus in antedictâ nostrâ constitutione 18, § *Et quoniam*, nostri Bullarii tom. 2. Itaque extra dubium est cardinalem episcopum in exhibendâ Apostolicæ Sedi relatione statûs illius ecclesiæ quam in administrationem retinuit, dùm aliam suburbicariam per optionem adipisceretur, de residentiâ apud illam servatâ docere debere, simulque de vigilantiâ et curâ alterius regimini impensâ : si eam nimirùm, cùm potuit, præsens visitavit; si ordinationes, confirmationes, aliaque episcopalia munia aliquando apud ipsam exercuit; si denique illius administrationi, quantùmvis absens, opportunè consuluit aut per episcopum suffraganeum, uti fieri solet in duabus ecclesiis, Ostiensi et Sabinensi, aut per idoneum expertumque vicarium. Harum siquidem ecclesiarum regimini rectè applicari potest præceptum concilii Lateranensis sub Leone X habiti, ubi, dùm agitur de episcopatibus qui tunc temporis à cardinalibus etsi non residentibus facilè obtinebantur, ita statuitur : *Omni conatu suo provideant inserviri cathedralibus, dignos et idoneos vicarios, seu suffraganeos, prout consuetudo fuerit, cum dignâ competenti mercede apponentes.* Videndus hâc de re Thomassinus, de Beneficiis, part. 1, lib. 1, cap. 27, num. 6.

VI. Soli non sunt cardinales qui ex tacitâ Romanorum pontificum dispensatione duos retineant episcopatus, cardinalitium scilicet in titulum, alterum verò neque cardinalitium, neque suburbicarium, in administrationem, vel commendam. Etiam in Germaniâ nec defuêre, nec desunt præsulum aliquorum exempla, quibus indultum est ut tres simul, et quatuor etiam episcopatus obtineant. Ita enim expedire censetur catholicæ religionis utilitati, cujus valdè interest in illis regionibus episcopos esse magnâ auctoritate et potentiâ præditos, ne eadem religio ab hæreticis opprimatur. Legi de hâc re possunt cardinalis Pallavicinus, in Historiâ concilii Tridentini, lib. 24, cap. 12, num. 11; alter Pallavicinus, in Defens. Romani Pontificatûs, tom. 1, lib. 15, cap. 17, § 1, pag. 657; Thomassinus, tom. 2, de Beneficiis, lib. 3, cap. 20, num. 13; Fagnanus, in cap. *Dudum, il secondo*, num 29, de Electione. Alios collegit Rigantius in Regulam primam cancellariæ, § 7, num 167 et seq., ubi multa refert exempla hujusmodi retentionum quas Romani pontifices episcopis per Germaniam, sublimioris præsertim generis, ex præindicatâ causâ concesserunt.

VII. Verùm felicis recordationis prædecessor noster Clemens papa XII, cùm sapienter animadvertisset, ex eo quòd uni eidemque personæ tot episcopales ecclesiæ permitterentur, eam ab Ecclesiâ catholicâ utilitatem quæ sperabatur, minimè percipi, ex pastoralis officii sui munere huic rei remedium aliquod censuit adhibendum. Itaque, cùm vidisset plurium episcopatuum consecutionem ex earum litterarum concessione pendere, quibus *eligibilitas* indulgetur; cùm scilicet, hujusmodi indultorum vigore, qui unicum habebat episcopatum, et ad alium transire non poterat, nisi per ordinariam postulationis viam, faciliorem exinde semitam sibi aperiret ad aliam ecclesiam assequendam; duo saluberrima decreta edidit, quorum altero, tanquàm regulâ, uteretur in posterum congregatio consistorialis; altero autem brevium secretaria. Hæc typis impressa, quantùm scire potuimus, cùm nondùm fuerint, optimum esse ducimus hìc ea inserere ut perpetua eorum memoria servetur, et ut executioni opportunè mandentur; cùm ea plurimùm conferre posse putemus, nisi ad tollendam penitùs, at saltem ad cohibendam in Germaniâ immoderatam in unâ eâdemque personâ episcopatuum pluralitatem.

VIII. Primum pro congregatione consistoriali sic habet: *Sanctissimus dominus noster Clemens papa XII animadvertens minimè expedire quòd episcopis in Germaniâ, etiamsi sublimibus familiis orti sint, tam facilè concedatur dispensatio ad effectum retinendi simul tres, vel quatuor, ac etiam quinque cathedrales ecclesias, quarum præsules temporali quoque dominatu potiuntur, præsertim cùm experientiâ compertum sit eas diœceses ab hæreticorum erroribus magis esse immunes, quarum singulæ ab uno gubernantur episcopo; hinc majorem deinceps circumspectionem in hoc adhiberi mandat, nec solùm attendi exempla, sed peculiares perpendi singulorum casuum circumstantias, habitâ nimirum ratione temporum, personarum, et ecclesiarum; ita quidem, ut dispensationum impertiendarum norma sumatur potissimùm à majori ecclesiarum ipsarum bono ac utilitate. Quòd si iis qui alicui jam præsint ecclesiæ, justis de causis à Sede Apostolicâ aut jam fuerit concessum, aut deinceps concedi contigerit indultum eligibilitatis ad aliam, declarat sanctitas sua non per hoc censeri debere concessam dispensationem ad effectum simul retinendi prædictam quoque aliam ecclesiam, postquàm electio peracta fuerit; sed, antequàm electio ipsa à Sede Apostolicâ confirmetur, summâ maturitate esse examinandum an utilitas vel necessitas talium ecclesiarum, et catholicæ religionis tuendæ ratio postulet, impertiri hujusmodi dispensationem pro omnium retentione, vel potius in ejusdem electionis confirmatione poni oporteat decretum de aliâ ecclesiâ dimittendâ.*

Declarat itidem sanctitas sua non convenire ut indiscriminatim, nulloque delectu, et sine causæ cognitione, tribuatur episcopis facultas retinendi simul plures dignitates, aut canonicatus cathedralium vel collegiatarum ecclesiarum; tam in Germaniâ, quàm in Poloniæ regno; per hoc quippe divino cultui non mediocre detrimentum affertur, ecclesiæ debitis fraudantur obsequiis, et ecclesiastica stipendia, quæ congruæ plurium ministrorum Dei sustentationi destinata sunt, in unam collata personam, incitamentum præbent ad luxum. Mandat itaque sanctitas sua, cautiùs quàm hactenùs forsan factum fuerit, hâc etiam in re in posterum agi, et, exemplis sepositis, spectari inprimis id quod, juxta locorum, ecclesiarum, personarumque conditiones, ad ampliorem Dei gloriam expedire visum fuerit. Ne autem saluberrimi hujus moniti memoria obsolescat, vult sanctissimus Pater præsens hoc decretum asservari apud acta sacræ congregationis rebus consistorialibus præpositæ, atque illud ab ejusdem congregationis secretario pro tempore, quotiescumque opportunum fuerit, in memoriam revocari eorum qui his de rebus consilium Pontifici maximo daturi sunt. Hâc die 6 Jan. an. 1731.

IX. Altero decreto, quod pro brevium secretariâ conditum est, ita cavetur: *Quanquàm invaluerit usus dispensandi præsertim cum sublimibus personis, ut plures episcopatus in Germaniâ simul retinere possint ob eam quidem justam et laudabilem rationem, ut adversùs hæreticorum conatus catholicam religionem opibus, auctoritate, potentiâ sartam tectam tueantur; ex inconsultâ tamen hujusmodi dispensationum frequentiâ, immoderatoque usu, gravissima in christianam rempublicam incommoda manare posse exploratum satis est: vix enim, ac ne vix quidem sperari potest ut qui tribus, vel quatuor, vel etiam quinque cathedralibus ecclesiis, magno locorum intervallo disjunctis, præsit cum summâ etiam in temporalibus potestate, eas omnes solerter, ac fructuosè, et cum animarum sibi commissarum salute regere valeat. Quo sanè fit ut ob pastorum absentiam, et curarum, quæ ad temporales ditiones pertinent, copiam, neglectâ spirituali diœcesium culturâ, nec Catholicorum mores, qui à veteri instituto deflexerint, corrigi, nec ecclesiasticæ disciplinæ nitor redintegrari, nec dogmata à fide aliena extirpari; nec eorum veneno polluti homines ad religionis orthodoxæ veritatem reduci commodè possint. Itaque, ne plurium episcopatuum in unâ personâ coacervatio, sacris alioquin legibus adeò invisa, quæ ex apostolicâ auctoritate in ædificationem rectè aliquando permittitur, perniciosè cedat in destructionem, de consilio plurium venerabilium fratrum nostrorum S. R. E. cardinalium decernimus, et mandamus, ut in posterum ei qui uni jam præsit ecclesiæ, nonnisi causæ cognitione præmissâ concedatur indultum eligibilitatis ad aliam; si verò hujusmodi indultum justâ pariter causâ concedendum videatur ei qui jam duas regat ecclesias, semper eidem indulto inseratur conditio ut prædictam ecclesiam, ad quam eum eligi contingat, non aliter possit obtinere quàm unâ quam maluerit, ex prioribus dimissâ. Tres denique obtinenti ecclesias indultum eligibilitatis ad aliam nullo modo tribuatur. Enixè autem rogamus atque obsecramus in Domino Romanos pontifices successores nostros, ut ipsi quoque memores sapientissimi moniti Tridentinorum Patrum in cap. 18, sess, 25, de Reformat., salubrem hanc moderationis normam in dispensationibus prædictis omninò servari curent. Datum in palatio nostro Quirinali, hâc die 5 januarii 1731.*

X. Supra jam observavimus cardinalem qui duos habeat episcopatus, alterum suburbicarium in titulum, et alterum in administrationem, perpetuam debere statuere residentiam in eo cujus est solùm administrator; ideòque in relatione statûs ecclesiæ, ostendere debere se residendi præcepto, juxta præindicatam regulam, satisfecisse. Non invenimus adhuc fuisse statutum in quânam ex multis ecclesiis quas in Germaniâ ex dispensatione quis obtinet, re-

sidere debeat, ut ejusmodi præceptum adimpleat, eique se obtemperâsse in relatione demonstrare valeat. Quare locum hìc habere posse videtur canonici juris regula, juxta quam, si ex indulgentiâ Romanæ Sedis quis plura obtineat beneficia, quorum unumquodque annexam habeat incompatibilem residendi obligationem, in digniori magisque titularis præsentiâ indigente residere debet, *cùm oporteat eum in majori Ecclesiâ deservire;* verba sunt textûs in cap. *Extirpandæ*, de Præbendis; qui textus eodem modo intelligitur à doctoribus relatis à Frasso, de Patronatu regio Indiarum, capite 27, numero 11 et sequentibus.

XI. Qui dicuntur capellani majores regum, variis titulis insigniti fuerunt, sicuti videri potest in tractatu Josephi Carafæ, in Capellâ regis, pag. 128. Is qui hoc munere fungitur apud catholicum regem, quique etiam ejusdem est magnus eleemosynarius, patriarchæ Indiarum titulo decoratur. Quamvis verò in Indiis Occidentalibus maris Oceani, quarum patriarcha is appellatur, complures episcopi sint, et catholica religio vigeat et floreat; cùm tamen nulla ibidem existat patriarchalis ecclesia, nec ullum hujusmodi ecclesiæ capitulum, non potest is ad titulum sui patriarchatûs episcopalem consecrationem suscipere, aut pallium petere; neque jurisdictionem sive voluntariam, sive contentiosam in Indiarum aut Hispaniarum regionibus exercere; nec ad ipsas quidem Indias se conferre sine expressâ licentiâ Romani Pontificis. Quare illius patriarchalis dignitas ad merum redigitur honoris titulum, ex quo nullum residentiæ onus exsurgit. Ut autem episcopali charactere non careat, aliqua ipsi ecclesia, in partibus infidelium sita, confertur in titulum, cujus ratione sacræ consecrationis munus eidem impenditur. Quæ omnia colliguntur ex Actis in consistorio secreto die 20 januarii anni 1734, cùm piæ memoriæ prædecessor noster Clemens XII præclarum sacerdotem Alvarum de Mendoza, nunc S. R. E. cardinalem, Indiarum patriarcham renuntiavit in locum cardinalis Borgiæ Indiarum itidem patriarchæ, simulque ipsum Pharsaliensi ecclesiæ præfecit; eaque omnia quæ hactenùs dicta sunt, de patriarchali Indiarum titulo exposuit.

XII. Non desunt in ecclesiasticis historiis aliquorum exempla, qui consecrati episcopi sunt honoris causâ, et ut magnis eorum meritis præmium aliquod rependeretur, nullo peculiaris ecclesiæ titulo ipsis tributo, sicuti egregiè advertit Christianus Lupus, in Comment. ad can. 6 concilii Chalced., et apertè habemus ex Sozomeno, in Histor. Eccles., lib. 6, c. 24. *Adde his Barsen et Eulogium, qui ambo post creabantur episcopi, non urbis alicujus, sed honoris causâ, qui veluti viæ piè anteactæ compensatio illis in propriis monasteriis deferabatur;* et ex Nicephoro Callisto, lib. 11, cap. 40, ubi sic legitur: *Extitère propterea Barses et Eulogius, qui ambo post longum monastici exercitii certamen episcopi sunt facti, non in urbe aliquâ, sed honoris gratiâ in monasteriis suis episcopalem consecuti sunt consecrationem.* Hæc hodiè immutata est disciplina; neque ullus consecratur episcopus, nisi ut certæ præficiatur ecclesiæ, vel actualiter ab ipso regendæ, si pateat ad eam accessus, vel saltem habitualiter, si ad eam sub infidelium jugo gementem accedere prohibeatur; cujus generis ii sunt episcopatus qui *in partibus* dicuntur. Itaque, cùm capellani majores, sive magni eleemosynarii regum, juxta apostolica privilegia ipsis concessa, episcopali charactere prædili esse debeant ut in capellis regiis peragere valeant functiones episcopales; sicuti cumulatè à nobis ostensum est in epistolâ ad cardinalem de Lanceis magnum eleemosynarium, sive capellanum majorem regiæ capellæ Sardiniæ regis, tunc per nos scriptâ, cùm ipsum in Nicosiensem archiepiscopum consecravimus, quæ epistola inserta est in Bullario nostro, tom. 2, num. 36; cùm autem in personâ magni eleemosynarii regis catholici, patriarchatus Indiarum, ex dictis, nequeat esse episcopalis tituli fundamentum; hinc est quòd, ut characterem habeat episcopalem, seposito patriarchæ Indiarum titulo, alter ipsi confertur, et veri quidem episcopatûs titulus, cujus Ecclesia, quamvis infidelium tyrannide oppressa lugeat, re ipsâ tamen Ecclesia est episcopalis.

XIII. Sequitur modò aliud caput de metropolitano ab iis episcopis eligendo, qui nulli archiepiscopo subsunt, ut illius, quem elegerint, provinciali concilio intersint. Sacrum Tridentinum concilium, sess. 24, de Reform., c. 2, antiquas sanctiones canonicas renovavit, quibus archiepiscopi jubentur habere singulis tribus annis provinciale concilium; et in regestis congregationis concilii, lib. 29 Decretor., pag. 355 et seq., reperitur epistola plurimæ eruditionis et doctrinæ referta, à cardinali Hieronymo Grimaldo archiepiscopo Aquisextiensi ad summum Pontificem data, et à Pontifice remissa ad eamdem congregationem, in quâ conciliorum provincialium necessitas et auctoritas comprobatur. Patres autem Tridentini concilii animadvertentes, plures reperiri episcopos qui, cùm nulli archiepiscopo, sed uni sanctæ Sedi sint immediatè subjecti, nunquàm interfuturiessent provincialibus conciliis, quibus archiepiscoporum suffraganei tantummodò adesse consueverunt; sequens loc. cit. condidêre decretum: *Itidem episcopi qui nulli archiepiscopo subjiciuntur, aliquem vicinum metropolitanum semel eligant, in cujus synodo provinciali cum aliis interesse debeant, et quæ ibi ordinata fuerint, observent, ac observari faciant. In reliquis omnibus eorum exemptio et privilegia salva atque integra maneant.* Cùmque aliqua sint ecclesiarum cathedralium capitula quæ Apostolicæ Sedi immediatè subjecta se esse contendunt, quantùmvis eorum episcopi certo metropolitano subjiciantur; hinc excitata est controversia, utrùm hujusmodi capitula teneantur parere decretis illius concilii provincialis cui eorum episcopus interfuerit. Responsum dedit sacra congregatio concilii, et quidem à summo Pontifice confirmatum, teneri: *Sunt nonnulla capitula ecclesiarum quæ prætendunt se exempta et immediatè Sedi Apostolicæ subjecta, licèt eorum episcopi isto privilegio minimè gaudeant, sed subsint suis metropolitanis. Modò quæritur an sicut episcopus exemptus tenetur semel eligere metropolitanum, ejusque conciliis provincialibus interesse, et decreta in illis condita observare, idem dicendum sit de istis capitulis exemptis; vel potiùs dicendum sit ut decreta illius concilii provincialis cui interfuerit illorum episcopus non exemptus, observari debeant. Sanctissimus dominus noster, etiam ex sententiâ sacræ congregationis concilii, declaravit ita debere observari.* Ita legitur lib. 1 Decretor., pag. 51, anno 1573. Tridentinæ sanctionis habita fuit ratio in concilio Romano, coacto anno 1725. Cùmque eidem aliqui episcopi interfuissent, qui à metropolitani jurisdictione immunes, et Sanctæ Sedi immediatè subjecti, archiepiscopum sibi non delegerant, ad cujus synodum provincialem accederent, jussi sunt, canonicis etiam pœnis indictis, electionem hujusmodi statim perficere; idemque absentibus significatum fuit; ac insuper particularis instituta congregatio quæ decretum hâc de re conditum exequendum curaret.

XIV. Hæc congregatio habita fuit die 28 maii ejusdem anni 1725, editaque ab ipsâ sunt consultissima decreta, quæ nos supra innuimus, sed non retulimus, ut aiunt, per extensum. Ideòque, cùm à nullo adhuc, quem sciamus, auctore impressa fuerint, optimum ducimus ea huic capiti inserere:

Examinato diligenter decreto sacri concilii Tridentini, sess. 24, cap. 2, de Electione metropolitani per episcopos qui nulli archiepiscopo subjiciuntur, ad effectum perducendâ, concordibus et uniformibus votis fuit resolutum, ut sequitur:

Primò, archiepiscopos qui non habent suffraganeos, non teneri eligere metropolitanum ad effectum conveniendi in ejus concilio provinciali;

Secundò, sex cardinales episcopos urbium Romæ adjacentium, non teneri, ut supra;

Tertiò, episcopos omnes qui sunt inter provinciam Capuanam et Pisanam, non teneri eligere metropolitanum ad effectum præfatum. Eos nihilominùs qui, vel quorum antecessores, jam semel post Tridentinum elegerunt metropolitanum, teneri stare electioni; prout etiam episcopos qui à provinciâ Romanâ inter dictas Capuanam et Pisanam constitutâ divulsi fuerunt, et assignati suffraganei ecclesiarum in metropolitanas electarum, eidem subesse debere;

Quartò, episcopos verè immediatè subjectos Apostolicæ Sedi, qui sunt extra præfatam provinciam Romanam, ubicumque locorum existentes, omninò teneri eligere metropolitanum, juxta decretum concilii Tridentini, sess. 24, cap. 2, de Reformat., quatenùs ipsi vel eorum antecessores jam non elegerint;

Quintò, abbates aliosque prælatos inferiores nullius diœcesis, habentes jurisdictionem quasi episcopalem in clerum et populum, cum territorio separato, teneri eligere metropolitanum, ut supra;

Sextò, episcopos, abbates, et prælatos inferiores, qui debent, ut supra, eligere metropolitanum, etsi non teneantur eligere viciniorem, debere tamen, juxta dictum decretum concilii Tridentini, vicinum eligere; quod est intelligendum de non nimis longè distante, habitâ ratione regionum.

XV. Inter episcopos qui ut metropolitanum sibi ad prædictum effectum eligerent à congregatione compulsi sunt, alter Papiensis fuit, Lucensis alter; sicuti legitur in regestis prædictæ congregationis habitæ, ut dictum est die 28 maii 1725. Et hi quidem plura obtendere non omiserunt, ut metropolitani electionem declinarent; sed eorum contentiones et studia in irritum cesserunt, rejectis eorum instantiis per eamdem congregationem habitam die 11 februarii 1726. Cùm verò felicis recordationis Benedictus PP. XIII justis gravibusque de causis episcopatum Lucensem in archiepiscopatum erexerit, nullo tamen ipsi ascripto suffraganeo, ut patet ex ejus constitutione incipiente: *Inscrutabili*, in novo Bullario, tom. 12; et cùm nos Papiensi episcopatui unitum perpetuò voluerimus titulum archiepiscopi Amasiæ in partibus infidelium, sicuti videre est in nostrâ constitutione quæ incipit: *Ad supremam*, in nostro Bullario, tom. 1, num. 74; hinc uterque præsul ab eligendi metropolitani lege immunis evasit, juxta primum superiùs inserti decreti caput. Ad episcopos verò quod spectat, qui Capuanam et Pisanam provinciam interjacent, multò ante fuerat pronuntiatum non adigi eos metropolitanum eligere; sicuti videri potest lib. 4 Decretorum congregationis concilii anni 1585, pag. 53. *Sacra*, etc., *censuit decretum cap. 2 de Reformat., sess. 24, non habere locum in episcopis qui sunt in provinciâ Romanâ.* De provinciâ Romanâ inter Capuanam et Pisanam loquitur Innocentius III, in cap. *Sua nobis*, de Officio vicarii. Nos de ipsâ mentionem fecimus in superiori lib. 2, cap. 2, num. 3, ubi etiam rationum momenta attulimus, ob quæ hujusmodi provinciæ episcopi ab eligendo metropolitano eximuntur. Itaque alteri huic relationis capiti finem imponentes, censemus, facilè ex dictis quemlibet episcopum colligere posse num ad eligendum metropolitanum obstringatur, et quomodò de injuncti sibi oneris implemento docere debeat.

XVI. Tertium superest caput, in quo disserendum est de impedimentis quibus episcopi aliquando ab exercendâ propriâ auctoritate suoque munere peragendo detinentur. Ex his nonnulla profluunt à potestate laicali, alia ab ecclesiasticis ipsis, qui exemptionum prætextu ab ordinariâ episcopi auctoritate se subtrahere contendunt. Nos, licèt de his omnibus in superioribus libris et capitibus egerimus, aliqua tamen hìc etiam addituri sumus; et quoniam de hâc re superiùs agentes, non prætermisimus ea quoque indicare remedia quæ ad hujus generis incommoda et absurda tollenda, et olim à sacris canonibus, et novissimè à Tridentinâ synodo constituta fuerunt; idcircò, ne hìc actum agere videamur, sermonem duntaxat instituemus de gravissimo quodam præjudicio adversùs episcopalem auctoritatem intentato, quod nostrâ ætate parùm abfuit quin altas radices figeret, nisi Apostolica Sedes opportunos illi obices opposuisset. Quam in rem cùm nos, in minoribus adhuc constituti, nonnihil consilii et opere contulerimus, muneris nostri postmodùm esse duximus, in supremâ Petri cathedrâ nullis licèt nostris meritis collocati, quæ tunc rectè statuta sunt, tueri et confirmare.

XVII. Quandoquidem prælatorum inferiorum tres sunt classes et species, ex quibus ultima, majorisque momenti, eorum est qui, exceptis iis quæ ordinis sunt, reliqua omnia peragunt quæ pertinent ad jurisdictionem ordinariam in clerum et populum unius vel plurium oppidorum seu castrorum, quæ quondam in diœcesi proximi episcopi continebantur, sed ab ipsâ exinde avulsa fuerunt, juxta ea quæ supra diximus, lib. 2, cap. 11, num. 2 et seq.; invaluerat jamjam in tribunalibus quædam opinio, posse hanc auctoritatem inferiori prælato competere etiam in vim tituli colorati unà cum præscriptione quadragenariâ.

XVIII. Opinio hæc non minùs episcopis quibusdam zelo præstantibus, quàm multis in canonico jure peritis, minùs tutâ visa est, atque etiam periculi plena. Cùmque de hâc re nonulli episcopi apud felicis memoriæ Clementem papam XI conquesti fuissent, summus Pontifex peculiarem deputavit congregationem, quinque cardinalibus totidemque præsulibus compositam, in quâ hujusmodi opinionis vis ad trutinam revocaretur. Porrò inter cardinales delecti sunt Franciscus de Judice, Vallemanius, Parraccianus, Corradinus, et Scottus; inter præsules verò Petra, postea cardinalis, Lancetta, Cerrus, Ansideus, qui eâdem cardinalatûs dignitate ornatus est, nosque ipsi tunc sacræ concilii congregationi à secretis. Nobis autem peculiariter id oneris impositum fuit, ut materiam scripto expanderemus atque discuteremus; quare satis longam dissertationem typis impressam edidimus; quâ opportuno tempore congregatis omnibus communicatâ, propositum fuit, rigidoque subjectum examini dubium: *An ad tramites sacrorum canonum, sacrique præsertim concilii Tridentini, possit inferior prælatus territorium separatum, et jurisdictionem ordinariam, et quasi episcopalem in clerum et populum, cum ipsius episcopi exclusione, in aliquo speciali loco acquirere per quadragenariam præscriptionem unà cum titulo colorato;* omniumque suffragiis ita rescriptum: *Unanimiter responderunt non posse; sed pro acquisitione territorii separati, prædictæque jurisdictionis, omninò requiri aut clarum et undequàque subsistens apostolicum privilegium, aut consuetudinem immemorabilem cum suis omnibus requisitis ritè probatam, per quam apostolicum privilegium de jure præsumi valeat.* Hæc congregatio habita fuit die 3 januarii 1721. Omnibusque ad Clementem XI per nos relatis, summus idem Pontifex ea benignè approbavit, et confirmavit die 14 januarii ejusdem anni. Decretum insertum est editumque in ejus Bullario; eoque nobis tanquàm regula proposito, plures controversiæ inter episcopos et prælatos inferiores exortæ, à nobis jam in B. Petri cathedrâ sedentibus definitæ fuerunt, non sine consilio et assensu tribunalium, aut congregationum particularium ex peritissimis in canonico jure viris, coram nobis sententiam dicentibus, compositarum; sicuti videri potest in nostrâ constitutione 33, in Bullario, tom. 2.

XIX. Et sanè, si villam, castrum, aut oppidum esse ponamus inter confinia diœcesis alicujus episcopi, nullâ ratione nulloque juridico fundamento prælatus inferior asserere sibi valet ordinariam jurisdictionem supra clerum populumque ejus oppidi, castri, vel loci, nisi privilegium exhibeat apostolicum

quo Romanus Pontifex locum ipsum à potestate episcopi subtrahat, eidem episcopo interdicat ne ordinariam jurisdictionem in illo deinceps exerceat; in ejus autem locum subroget prælatum inferiorem, eumque constituat oppidi sive castri ordinarium, cum omnimodâ in clerum et populum jurisdictione : *Sicut unire episcopatus, atque potestati subjicere alienæ, ad summum Pontificem pertinere dignoscitur*; verba sunt Cœlestini III, in cap. *Sicut unire*, de Excessîb. prælat., quibus conformia sunt alia Joannis XXII, in extravag. *Sedes Apostolica*, de Concessione præbendæ. Gravia sunt autem magnique ponderis verba ab Urbano II prolata in Claromontano concilio, habito anno 1095, cùm, restituto Atrebatensi episcopatu, eoque ab Ecclesiâ Cameracensi avulso cui olim unitus fuerat, uti fusè narratur in Galliâ christianâ, tom. 2, pag. 213, de pontificiâ Auctoritate, contra Cameracensis episcopi clamores et querelas disserere coactus fuit; quemadmodùm videre est apud Stephanum Baluzium, in Addit. ad lib. 4, de Concordiâ sacerdotii et imperii, cap. 13, et in Collectione conciliorum Harduini, tom. 6, part. 2, col. 1656, ad quod etiam confirmandum magnoperè confert epistola S. Bernardi 131 ad Mediolanenses. Celebris Fagnanus, in cap. *Cùm contingat*, num. 28, de Foro competenti, cùm Leonis X privilegium considerâsset Pisciensi præposito indultum, in quo ipsi ordinaria jurisdictio in personas ecclesiasticas ejusdem loci, à Lucensi episcopo avulsa, tribuitur; pro separato præpositi territorio judicium tulit. Postmodùm verò felicis recordationis prædecessor noster Benedictus papa XIII, anno 1727, Pisciensem episcopatum instituit, ejusdem oppidi collegiatam ecclesiam erigens in cathedralem. Verùm idem celebris auctor, in cap. *Cùm ab Ecclesiarum*, num. 13 et seq., de Officio ordinarii, cùm examinanda sibi proposuisset Pratensis præpositi privilegia, atque animadvertisset eum reverà esse in Pistoriensi diœcesi, nullumque ipsi favere apostolicum privilegium per quod oppidum Prati à potestate Pistoriensis episcopi avelleretur, et jurisdictio ordinaria in illius clerum et populum præposito Pratensi tribueretur, contra ipsum pronuntiavit; sed, ut controversiæ finis tandem imponeretur, Innocentius X, pontifex maximus, Pratensem ecclesiam extulit in cathedralem, eamque per unionem, quæ *æquè principalis* dicitur, cum episcopatu Pistoriensi perpetuò conjunxit. Apostolicæ Innocentii litteræ de hâc erectione et conjunctione impressæ sunt apud Ughellium, Ital. Sacr. tom. 3, secundæ editionis anni 1718, col. 525.

XX. Complurium eruditorum opinio est, hujusmodi privilegia esse recentia, neque ullum reperiri quod seculum duodecimum antecedat. Verùm, translato imperio romano à Græcis ad Francos per Leonem III, summum pontificem, restitutâque Occidenti dignitate imperiali, quæ ex malâ Græcorum administratione splendorem suum amiserat, invenitur quoddam privilegium monasterio Centulensi in Galliâ à summo Pontifice in Caroli Augusti coronatione concessum, quod ab antiquo codice transcriptum, impressum legitur, apud Mabillonium, in Annalibus Benedictinis, lib. 26, pag. 324. In eô, instantibus Jesse, Ambianensium episcopo, et Angilberto abbate, non modò conceditur ut monasterium in villâ Centulæ situm, unà cum omnibus ecclesiis, clericis, militibus, colonis et bonis, ab abbate ita pacificè possideatur ut nulla ipsi molestia aut ab aliquo rege aut ab aliquo episcopo inferatur; non solùm monasterium Romanæ Sedi subjicitur, ac, ne desit omninò, qui potestatem ordinis in eo exerceat, archiepiscopus Remensis, aut quispiam ex ejus suffraganeis ad id designatur (quæ omnia ad meram quamdam passivam exemptionem cum aliquo jurisdictionis activæ jure supra determinatum hominum cœtum reduci facilè possent): sed, cùm præterea Pontifex ecclesiasticam omnem curam in villâ Centulæ abbati committat, et ab eâdem exercendâ Ambianensem episcopum, in cujus diœcesi villa continebatur, excludat : *Ipsius autem totius villæ, quæ Centula nuncupatur, curam ecclesiasticam retineat, nec in aliquo episcopus Ambianicæ sedis de ecclesiis aut clericis ejusdem loci se intromittat, nisi fortè voluntas abbatis illum rogando invitaverit ut aliquam consecrationem vel ordinationem seu prædicationem exerceat..... nihil ampliùs quàm secundùm suam utilitatem abbas permiserit, ibidem episcopus perficiat :* id satius esse videtur ut affirmare liceat abbatem ejus monasterii à summo Pontifice constitutum fuisse villæ Centulæ ordinarium, villamque ab Ambianensi diœcesi penitùs separatam : in quo tota sita est vis privilegii apostolici, cujus præsidio inferior prælatus jurisdictionem quasi episcopalem et ordinariam acquirit supra clerum et populum loci alicujus, qui, cùm antea ad diœcesim episcopi tanquàm pars pertineret, prælato inferiori veluti in diœcesim, Romani Pontificis auctoritate, assignatur.

XXI. Nemo est igitur qui prælato inferiori suum oppugnet territorium separatum cum jurisdictione supra clerum et populum in ejusdem territorii districtu degentem, si apostolico muniatur privilegio quo id ipsi perspicuè concedatur. Majus difficultatis momentum vertitur circa privilegia præsumpta, hoc est ex immemorabili consuetudine petita. Aliqui enim, quorum agmen ducit Ostiensis, in cap. *Cùm contingat*, de Foro competenti, vim hanc immemorabili inesse pernegant. Contra verò alii docent posse à prælato inferiori territorium separatum acquiri, si ab immemorabili tempore in aliquo loco, non unam aliquam, sed omnem omninò jurisdictionalium actuum speciem ita solus exercuerit ut episcopus, in cujus diœcesi locus comprehendebatur, toto eo tempore nullam in his partem habuerit, nulloque pacto sese immiscuerit. Ita, post Archidiaconum, docet Joannes Andreas, in cap. *Cùm episcopus*, sub num. 1, de Officio ordinarii, n. 6; iisque assentitur Fagnanus, in cap. *Nullus*, num. 22, de Parochiis. Porrò hæc opinio in antedicto decreto anni 1721 ac in successivis nostris apostolicis constitutionibus fuit comprobata : inest quippe immemorabili ipsa etiam apostolica auctoritas, quoniam is qui ejusdem præsidio fulcitur potest quodcumque apostolicum privilegium allegare.

XXII. Quia verò hujusmodi facultas ei minimè competit cui sola favet quadragenaria, quantùmvis juncta cum titulo colorato, nimirùm cum ejusmodi titulo, qui, si accuratè introspiciatur, nullus planè est atque inefficax; hinc rejecta fuit, eorum opinio qui contendebant posse à prælato inferiore territorium separatum acquiri contra episcopum in vim præscriptionis quadragenariæ titulo colorato conjunctæ. Etsi enim aliqui reperiantur canones qui prædictæ quadragenariæ, titulo colorato roboratæ, efficacem vim tribuant ad passivam exemptionem acquirendam, sicuti videre est in cap. *Auditis*, de Præscriptionibus, et in alio pariter *Auditis*, de in integrum Restitutione, et in cap. *Ex ore*, de Privilegiis, qui textus de exemptione passivâ intelligi omninò debent; vel etiam ad peculiarem aliquem activæ jurisdictionis actum præscribendum, uti patet ex cap. *Dilecto filio*, de Officio archidiaconi; cap. *Irrefragabili*, de Officio Jud. ordinar.; cap. *Cùm contingat*, de Foro compet.; cap. *Cùm olim*, de Præscriptionibus; cap. *Accedentibus*, de Excessibus prælat.; nullus tamen canon adest in universo jure canonico quo talis ac tanta vis statuatur in præscriptione quadragenariâ cum titulo colorato conjunctâ, ut propterea prælatus inferior, excluso episcopo, jure possit sibi territorium separatum constituere, omnemque invadere activam jurisdictionem.

XXIII. Omnibus autem quæ hùc usque diximus constitutis, antedictum decretum anni 1721 ita prosequitur : *An autem, admisso vero apostolico privilegio, de suî naturâ apto ad separationem territorii, et concessionem jurisdictionis ordinariæ quasi episcopalis in eterum et populum, cum exclusione episcopi, in aliquo de-*

terminato loco, sed aliquam rationabilem dubietatem aut disputationem admittente, subsequens uniformis quadragenaria, aut per aliud legitimum tempus continuata observantia, favens prælato inferiori in quâlibet actuum specie ordinariæ et quasi episcopalis jurisdictionis, deservire valeat pro dicti apostolici privilegii interpretatione; prædicti eminentissimi DD. et RR. PP. dixerunt id dependere à singulis casuum et factorum circumstantiis : et sic dandum esse responsum à suis judicibus super hâc re in casibus particularibus.

XXIV. Rectè perpendenda sunt ea verba : *Admisso verò apostolico privilegio de suî naturâ apto ad separationem territorii, et concessionem jurisdictionis ordinariæ quasi episcopalis in clerum et populum, cum exclusione episcopi, in aliquo determinato loco :* iis quippe excluditur privilegium apostolicum, quod passivam solummodò præstet exemptionem; hoc enim satis aptum non est, tantæque virtutis, ut possit territorium à reliquâ diœcesi divellere, et ordinariam quasi episcopalem jurisdictionem supra clerum et populum, episcopo ademptam, in prælatum inferiorem transferre. Animadversione etiam digna sunt alia decreti verba : *Subsequens uniformis quadragenaria, aut per aliud legitimum tempus continuata observantia, favens prælato inferiori in quâlibet actuum specie ordinariæ et quasi episcopalis jurisdictionis :* quibus verbis indicatur ad tollendum dubium super privilegio exortum, et ad vindicandam in vim privilegii ordinariam prælati inferioris auctoritatem, haud esse satis exercitium continuatum multorum actuum in unicâ tantùm jurisdictionis specie; sed necessariam esse ejusmodi observantiam quæ omne genus actuum jurisdictionalium complectatur. In his enim solummodò circumstantiis haberi potest ratio consuetudinis quadragenariæ, sed loco signi et effectûs jurisdictionis à summo Pontifice jam antea concessæ, nunquàm verò tanquàm fundamenti et causæ ejusdem jurisdictionis : sicuti egregiè advertit auctor tractatûs de Libertatibus Eccl. Gallic., lib. 8, cap. 7, num. 5. *Non igitur ad consuetudinem seu usum attenditur quasi ad causam jurisdictionis, sed potiùs tanquàm ad effectum et signum illius.*

XXV. Et hæc sunt quæ hoc loco duximus inserenda ut episcopi in suis relationibus impedimenta recensentes quæ à prælatis inferioribus pati solent circa librum suæ pastoralis jurisdictionis exercitium, omnia rectè perpendant, et ad hanc normam revocent; nec nisi jure conquerantur, si quas habeant querelas in hoc rerum genere ad Apostolicam Sedem deferendas.

CAPUT IX.

De relatione statûs ecclesiæ, et tertio ejusdem capite.

I. In tertio capite relationis ab episcopis in visitatione sacrorum liminum faciendæ comprehenduntur ecclesiarum capitula, canonici, parochi, aliique ecclesiastici viri clerum secularem componentes. De his omnibus in hoc et sequenti capite nos breviter aliqua delibabimus, non ut materiam universam funditùs exhauriamus, sed ut ea exponamus quæ sæpè observavimus ab episcopis in hujusmodi relationibus commemorari.

II. De capitulorum canonicalium immunitate ab eorum jurisdictione aliquando conquesti sunt episcopi. Huic sanè querelæ locus esse in Italiâ non potest : nullum enim meminimus esse in Italiâ capitulum à quo contra episcopos excitata fuerit hujusmodi controversia, si duo capitula excipias, Genuense et Veroniense : quorum primum solemni sacræ concilii congregationis judicio causâ cecidit, cùm nos eidem congregationi à secretis essemus, die 4 julii anni 1722, sicuti videre est in folio à nobis tunc exarato, editoque tom. 2 Thesauri resolutionum, pag. 193; secundum verò ab episcopi sui jurisdictione liberum se quidem esse contendit, et patriarcham Aquileiensem, sive (ut hodiernus est ordo) archiepiscopum Utinensem, illius provinciæ metropolitam, in suum immediatum superiorem agnoscere se profitetur; quæ res hodiè pendentium consultationum atque tractatuum objectum est. Quem verò locum in Italiâ non habet hæc controversia, illum sanè frequenter ultra montes habet, præcipuè in Hispaniâ, ubi plura canonicorum capitula episcoporum suorum jurisdictioni subesse acerrimè negant. Si eruditis præstanda sit fides, vera et potissima causa quâ factum est ut hoc sibi jus contra episcopos arrogaverint, seque in eo statu posuerint ut se suaque omnia, ac ipsius cathedrales pluresque alias per diœcesim constitutas ecclesias, episcopi auctoritate sepositâ, regerent et administrarent, bellorum tumultibus ascribenda est. Cùm enim, occupatis ex maximâ parte per Saracenos Hispaniis, earum legitimi reges plerùmque in campo vitam agerent ut civitates et regna ab eorum potestate vindicarent, eosque episcopi ad bella comitari necesse haberent; hinc facilè evenit ut canonicorum capitula, absentibus episcopis, in antedicto jure se stabilirent. Non ideò tamen negabimus à Romanis pontificibus post seculum X varia concessa fuisse privilegia quibus aliquot ecclesiarum capitula tam in Hispaniis quàm in aliis orbis catholici partibus ab episcoporum jurisdictione exempta sunt. Diximus autem, post seculum X : quoniam superiori tempore, dùm suam episcopi jurisdictionem exercebant *cum consulto consensuque suæ ecclesiæ canonicorum*, quemadmodùm loquitur Joannes VIII, in quodam privilegio Pictaviensi ecclesiæ concesso, nulla erat occasio canonicis propter quam à summo Pontifice ejusmodi privilegia peterent quibus ab episcoporum jurisdictione immunes fierent. Vide Thomassinum, de Benefic., part. 1, lib. 3, cap. 33, num. 10, et cap. 41, num. 8. In ecclesiis Bituricensi, Lemovicensi et Pictaviensi, hæc esse dicitur capitulorum prærogativa, ut independenter ab episcoporum auctoritate per suos decanos jus dicant, ferantque sententias contra canonicos, beneficiatos et capellanos eorum ecclesiis inservientes; sicuti videri potest apud Choppin, de sac. Polit., lib. 4, cap. 2, et in Monasticon., lib. 1, cap. final.; et apud Tondut., Quæst. beneficial. 62, num. 2. In aliquibus Germaniæ capitulis tunc solùm episcopis auctoritas esse dicitur procedendi contra canonicos, beneficiatos, aliosque ecclesiæ ministros, quando capitulorum decani, in jure reddendo negligentes, justitiam petentibus administrare recusent. Vide de hâc re Pirhing, in Jus canonicum, lib. 2, tit. 2, sect. 3, § 1, num. 74; Wagnereck, ad cap. *Cùm contingat*, 13, num. unic, de Foro competenti. Et quidem Saravia in suo tractatu de Adjunctis, quæst. 1, num. 41, asserere non dubitavit nunquàm tantam vim habitura fuisse duo illa capitula, Bellovacense in Galliâ, et Coloniense in Germaniâ, ut sese validè viriliterque opponerent præsulibus suis, tum cùm ambo, sicuti legimus in historiis, à fide catholicâ defecerunt, nisi fuissent à jurisdictione suorum episcoporum immunia.

III. Alexander III, pontifex maximus, in cap. *Recepimus*, de Privilegiis, sapienter animadvertit et admonet ut quoties aliqui (et sic etiam capitula et canonici) ab episcoporum subjectione immunes se esse contendunt, inspiciantur privilegia, et eorum tenor diligenter expendatur. Neque enim semper hujusmodi privilegia eam habent vim de quâ sibi quisque blanditur; ut scilicet privilegiatos ab episcopali jurisdictione omninò subtrahant. Id sanè ex iis privilegiis non sequitur quibus ecclesia aliqua aut capitulum sub protectione B. Petri aut Romanorum pontificum recipi dicitur : non item ex iis quibus conceditur et statuitur ut nemo excommunicationis sententiam in canonicos ferre valeat, præter Romanum pontificem ejusve legatum : neque etiam ex iis quibus alicujus annui tributi, seu censûs præstatio eidem Romano pontifici aut Apostolicæ Sedi persolvenda decernitur.

Sed necesse omninò est ipsam exemptionem apertis verbis disertè concedi, ecclesiamque illam, seu hominum cœtum de quo agitur, non *enuntiativè* aut *relativè*, seu *suppositivè*, ut scribentes in foro loquuntur, sed *dispositivè* ab ordinarii jurisdictione immunem, uni autem Ecclesiæ Romanæ subjectum, et ad eam nullo medio pertinentem declarari. Quæ omnia satis expressa habentur in sacris canonibus aliàs per nos allegatis in nostrâ constitutione, quæ est 40 tom. 2 Bullarii nostri, sicuti quisque videre poterit qui eam legerit.

IV. Porrò hujusmodi privilegia, quibus ante Tridentinum concilium plura ecclesiarum capitula ab episcoporum suorum jurisdictione exempta et Apostolicæ Sedi immediatè subjecta fuerant, ejusdem concilii generalis decreto abrogari et de medio tolli volebat cardinalis à Lotharingiâ; idque in concilio proponere et magno zelo ac fervore Patribus suadere non prætermisit; quemadmodùm narrat cardinalis Pallavicinus, in Historiâ ejusdem concilii, lib. 23, cap. 3. Et quamvis decretum in illius sententiam minimè perlatum fuerit, attamen Patres juribus episcoporum tam providè consultum esse voluerunt, eorumque auctoritatem cum capitulorum et canonicorum immunitatibus ita rectè composuerunt, ut quicumque episcopus capitulum habet à suâ jurisdictione exemptum, dummodò exemptio legitimis privilegiis innitatur, et non interruptâ observantiâ roboretur, non jam ipsam exemptionem incusare, et de eâ conqueri debeat, sed potiùs in suâ relatione exponere teneatur an ea diligenter à capitulo et canonicis præstari curaverit quæ sacrum concilium episcopis omnibus ab hujusmodi exemptis capitulis atque canonicis exigenda mandavit.

V. Duo sunt textus Tridentini concilii ad materiam hanc pertinentes. Primus habetur in cap. 4, sess. 6, de Reformat., ubi sic legitur: « Capitula cathedralium et aliarum majorum ecclesiarum, illorumque personæ, nullis exemptionibus, consuetudinibus, sententiis, juramentis, concordiis, quæ tantùm suos obligent auctores, non etiam successores, tueri se possint, quominùs à suis episcopis, vel aliis majoribus prælatis, per seipsos solos, vel illis quibus sibi videbitur adjunctis, juxta canonicas sanctiones, toties quoties opus fuerit visitari, corrigi et emendari, etiam auctoritate apostolicâ, possent et valeant. »

VI. De capitulis exemptis ibi procul dubio synodus loquitur; quoniam et obtentis exemptionibus derogat, et auctoritatis apostolicæ mentionem facit, ut eâ episcopos muniat. Vult autem episcopos hæc etiam capitula, eorumque canonicos visitare posse, corrigere et emendare, tam per seipsos solos quàm cum adjunctis sibi personis eorumdem arbitrio deligendis. Quo nihil ampliùs desiderandum videtur ut jure possimus asserere in facultatibus episcopi esse, quâcumque exemptione, quocumque privilegio, et quâlibet etiam immemorabili consuetudine nihil obstante, capituli et canonicorum visitationem peragere, eosque pro meritis corrigere et punire, absque eo quòd teneatur alios in consilium assumere multòque minùs aliquem ex canonicorum aut beneficiatorum numero sibi adjungere; cùm in illius voluntatis arbitrio positum sit alterius auxilio hâc in re uti aut non uti; utendo autem, ex quolibet hominum genere adjunctos sibi deligere: quemadmodùm apertè rescripsit sacra congregatio concilii in causâ Zamoren., lib. 13 Positionum, pag. 806: « Præsupposito quòd capitulum Zamorense est exemptum de consuetudine immemorabili, quæritur an possit episcopus visitare ecclesiam, illiusque canonicos beneficiatos, et alias ecclesiæ personas per seipsum, vel an debeant intervenire adjuncti, aut aliæ personæ de ecclesiâ, vel extra eam, quia nunc procedit solus episcopus cum secretario et notario. Congregatio concilii respondit posse per seipsum solum, absque adjunctis. » Animadvertenda in hâc resolutione sunt ea verba: *per seipsum*, quæ planè respondent aliis à Tridentino concilio in citato cap. 4 adhibitis: *per seipsos*; ex quibus evidenter infertur episcopum, quoties capituli exempti visitationem seorsim instituere velit, id quidem posse, sed eam *per seipsum* explere debere, nec operam hanc alteri committere posse: sicuti egregiè advertit Fagnanus, in cap. *Procurationes*, num. 11, de Censibus: contra verò, id licitum esse episcopo, dùm universæ diœcesis, vel partis illius visitationem peragit, juxta decreta in cap. 3, sess. 24, et sicuti congregatio concilii perpendit in causâ Hispalen., die 12 martii anni 1593, lib. 7 Decretor., pag. 98: « Sacra, etc., censuit ordinarium volentem visitare in vim capitis quarti, sess. 6, teneri per seipsum; volentem autem visitare ex cap. 3, session. 24, posse per suum generalem vicarium aut visitatorem, si tamen legitimè impeditus fuerit. »

VII. Nonnulli olim arbitrati sunt episcopum hujusmodi exempta capitula visitaturum teneri duos ex canonicis sibi adjunctos adhibere, ex eâ potissimùm ratione quòd et concilium in suo decreto ad jus commune se referat iis verbis: *juxta canonicas sanctiones*, et jus commune duos aut tres cathedralis canonicos episcopo visitanti adjungat, uti videre est in cap. *Ut juxta*, de Off. jud. ordin., quam olim sententiam rota Romana amplexa fuisse dignoscitur. Verùm, cùm ea concilii verba: *juxta canonicas sanctiones*, rectè referri possint ad alia quæ proximè consequuntur: *toties quoties opus fuerit*; nec extra omne dubium positum sit quòd etiam ex regulâ juris communis teneatur episcopus exemptum capitulum visitaturus duos sibi canonicos adjungere, ut videri potest in cap. *Debent*, de Offic. jud. ordin. inter Extravag. commun.; contra verò certissimum sit à Tridentino concilio (quod multò post habitum fuit quàm statutum id exstitit in jure communi) decretum fuisse immunia capitula visitari posse per episcopos sive *solos*, sive *illis quibus sibi videbitur adjunctis*, nullus jam relatæ opinioni locus esse potest: ideòque meritò fuit à sacrâ concilii congregatione rejecta: cujus judicium à summo pontifice Gregorii XIII approbatum fuit et confirmatum, uti disertè testatur Fagnanus, in cit. cap. *Ut juxta*, num. 37, de Offic. jud. ordin.

VIII. Alter de hâc ipsâ re concilii Tridentini textus continetur in cap. 6, sess. 25, de Reformat, ubi, post confirmationem eorum omnium quæ in antedicto cap. 4, sess. 6, statuta fuerant, eamdem materiam de capitulis et canonicis ab episcopali jurisdictione exemptis prosequendo, transitus fit ad alium casum quo episcopus *extra visitationem* contra aliquem de capitulo procedere velit: idque ab episcopo fieri non posse statuitur sine consilio et assensu duorum capitularium, quos anno quolibet incunte tenetur capitulum designare ut possint episcopo semper adesse, si is extra actum visitationis in aliquem ex canonicis procedere velit. Quia verò, cùm episcopus solus sit, canonici autem duo, facilè evenire posset ut hi inter se conspirarent, unitisque sententiis contrariam episcopi opinionem eluderent; ideò concilium providè statuit ut duorum canonicorum sententiæ simul junctæ unius tantummodò suffragii vim habeant, et ut episcopi quidem sententia prævaleat, si alter ex canonicis suum illi judicium adjungat: si autem canonici ambo in contrariâ sententiâ juncti perseverent, nec episcopus à suâ dimoveatur, tunc intra sex dierum spatium ad tertii electionem procedendum fore decernit, præscriptâ etiam hujusmodi electionis formâ: sicuti fusiùs legitur in dicto cap. 6, sess. 25, ubi etiam prudenter statuitur quid faciendum sit, si timeatur ne certorum criminum reus fugam arripiat; nimirùm, posse tunc episcopum solùm, etiam extra visitationis actum, ad necessariam personæ detentionem procedere, firmâ tamen remanente obligatione adhibendi adjunctos in causæ prosecutione.

IX. Si duo hæc concilii decreta, quæ sunt nimirùm in cap. 4, sess. 6, et in cap. 6, sess. 25, de Reformat.,

aptè inter se comparentur, quod non omnes faciunt; haud difficile erit Tridentinorum Patrum mentem deprehendere : quæ scilicet et liberum esse voluit episcopis jus visitandi capitula, etiam exempta, per seipsos solos et absque adjunctis; et nihilominùs eisdem exemptis capitulis præservandum censuit privilegium, ut extra visitationem non possit episcopus contra canonicum quemlibet procedere, nisi duobus aliis canonicis ad id sibi adjunctis, ac de eorum consilio et assensu, eo modo quem paulò ante explicavimus. De duorum hujusmodi textuum conciliatione, ac de duorum casuum distinctione, cùm scilicet episcopus aut procedit *in visitatione*, aut *extra visitationem*, opportunè tractant Barbosa, in notis ad cap. 6, sess. 25, num. 3, de Reformat., et de Canonicis, cap. 28, num. 2; Tondut., Quæst benefic. tom. 1, cap. 61, num. 2; Solorzan., de Jure Indiar. tom. 2, lib. 3, cap 14, num. 66; rota, decis. 745, part. 1 Diversor., et in Giennen. Adjunctorum, 13 februarii 1702, coram bon. mem. Molines (quæ est decis. 13 in Mantissâ ad cardinalem de Luca, tom. 1, lib. 3), et in Taraconen. coram bon. mem. de Ulmo (quæ est decis. 9, post Prosperum in suo tractatu de Territorio separato); et præcipuè num. 7 et seq., ubi, Taraconensi capitulo contendente non posse episcopum contra canonicos agere extra visitationem, nisi duos sibi adjunctos assumeret, juxta præscriptum cujusdam constitutionis Benedicti XII et concilii Tridentini in cit. cap. 6, sess. 25, contra ipsum capitulum judicium fertur; propterea quòd allegata quidem constitutio ad casum de quo tunc quærebatur nequaquàm pertinere visa est; Tridentinum verò decretum locum habere non potest, nisi capitulum aliunde probetur exemptum, quod de Taraconensi capitulo tunc dici posse rota non censuit. Et quidem ipsa etiam congregatio concilii Tridentini interpres in eâ semper fuit opinione, non esse locum decreto de adjunctis, quod legitur in cit. cap. 6, sess. 25, de Reformat., nisi cùm et agitur de capitulo ab episcopi jurisdictione exempto, et episcopus contra canonicum procedere intendit *extra visitationem* : sicuti colligitur ex variis ejusdem congregationis responsionibus ad postulata episcoporum : *Episcopus Brixien. ad observationem decreti concilii Tridentini, sess. 25, cap. 6, supplicat declarari an ea quæ observanda injunguntur episcopo extra visitationem procedenti contra cathedralis et collegiatarum ecclesiarum capitula et eorum personas adeò indistinctè locum habeant, ut, etiamsi capitula hujusmodi exempta non sint, ea nihilominùs episcopus observare teneatur. Sacra*, etc., *censuit dictum cap. 6, sess. 25, habere tantum locum in capitulis exemptis.* Similis planè est alia responsio quam Faventino dedit episcopo : *Episcopus Faventinus rogat an canonicos et quoscumque alios suæ ecclesiæ delinquentes possit sine capituli seu cujusvis alterius interventu corrigere, non obstante concilii Tridentini decreto, sess. 25, cap. 6, quod, ut ipse existimat, de exemptis à jurisdictione episcopi duntaxat, et non de aliis, intelligitur. Sacra*, etc., *censuit ita esse intelligendum dictum cap. 6, sess. 25.* Eique concordat alia responsio episcopo Gadicensi : *Diebus præteritis fuit petita pro parte episcopi Gadicensis declaratio sacræ congregationis, quòd decretum concilii cap. 6, sess. 25, dum loquitur de adjunctis, non habeat locum, nisi in capitulis exemptis, et propterea petebatur declarari quòd episcopus Gadicen. non obligetur dicto decreto, nec teneatur assumere adjunctos capitulares, quia capitulum non est exemptum*, etc. *Sacra*, etc., *censuit, si verum est capitulum Gadicense non esse exemptum à jurisdictione ordinarii, non habere in eo locum decretum illud concilii, sess. 25, cap. 6.* Omnes hæ responsiones editæ sunt anno 1573, et leguntur lib. 1 Decretor., pag. 71, pag. 152, à terg., pag. 156, à terg., et pag. 157.

X. Multa alia ad canonicos pertinentia aliquando ab episcopis exponuntur in relationibus statûs suarum ecclesiarum quas ad S. Sedem de more transmittunt : nunc scilicet interesse quidem choro canonicos, non tamen canere, neque chori psalmodiam suis vocibus comitari, sed, indicto sibi silentio, nulloque facto labiorum motu, inferiores ministros è suis scamnis canentes audire, eo sub obtentu quòd solam in choro præsentiam sibi impositam esse putent; nunc autem in quibusdam ecclesiis cathedralibus atque capitulis, non singulis horis canonicis, sed aliquibus tantùm interesse canonicos; aliquando eosdem quotidianum ecclesiæ servitium nequaquàm impendere; alios, postquàm ecclesiæ certorum annorum numero deservierint, eidem omninò valedicere, denique in aliis cathedralibus et collegiatis ecclesiis canonicum theologum suo munere non perfungi. Nos de his omnibus hìc aliqua proferemus, eaque remedia breviter indicabimus quæ solent à congregatione concilii in suis responsionibus afferri et episcopis adhibenda proponi.

XI. Et, ut ab iis canonicis sumamus exordium qui arbitrantur muneri suo se satisfacere, si choro præsentes intersint, silentium tamen servent et officia divina elatâ voce non canant, dicimus id tolerari nullo modo debere aut posse, et canonicis clarè significandum ipsos, si ita in choro se gerant, nequaquàm in foro conscientiæ fructus suos facere. Nimis enim aperta est Tridentini concilii lex, sess. 24, cap. 12, de Reformat., ubi, de canonicis loquens, ita decernit : *Omnes verò divina per se, et non per substitutos, compellantur obire officia, et episcopo celebranti aut alia pontificalia exercenti assistere, et inservire, atque in choro, ad psallendum instituto, hymnis et canticis, Dei nomen reverenter, distinctè, devotèque laudare.* Conciliari decreto conformia omninò sunt sacræ congregationis judicia quibus contraria quælibet consuetudo veri abusûs nomine compellatur, et talis esse declaratur. Nec aliter senserunt provincialia concilia quæ aut paulò ante aut paulò post Tridentinum habita sunt, quorum auctoritates relatæ à nobis sunt in nostrâ instit. 107, § 3 Latinæ editionis, et à Van-Espen in suo opusculo de Officio canonicorum, part. 3, cap. 2, § 2. Nostra etiam extant decreta super hâc verâ et rigorosâ canonicorum obligatione, auctoritate apostolicâ edita; tum scilicet in constitutione quæ incipit : *Cùm semper*, et est 103, § 24, in nostro Bullario, tom. 1, tum in aliâ cujus initium : *Præclara decora*, § 6, tom. 3 nostri Bullarii, in supplemento, n. 4. Auctoritates insignium in jure canonico scriptorum relatæ sunt in antedictâ nostrâ instit. 107, quibus addi etiam potest Clericatus, in suis Erotemat. ecclesiast., cap. 18, quæst. 16, ubi nonnulla refert decreta sæpè dictæ congregationis concilii, ab illius secretario indicata cuidam canonico Patavino qui illum de hâc ipsâ re de quâ modò agimus interrogaverat. Theologorum auctoritates allegat Van-Espen, loc. cit., § 3, ubi plures ex illis citat qui, etsi habeantur tanquàm benignioribus sententiis addicti, nihilominùs docent et probant teneri canonicos, præter præsentiam in choro, in concinendis divinis laudibus, aliorum cantum suis etiam vocibus comitari : quod nisi faciant, fructus atque distributiones malè illicitèque percipere. Pilatus, auctor recens, in suo tractatu de Originibus juris pontificii, tit. 12, de Canonicis, pag. 54 et 55, quædam capitula memorat in quibus à canonicis substituuntur aliqui sacerdotes qui horas divinas pro ipsis absentibus cantent. Sed hoc ad rem nostram non facit. Etenim, ut auctor ipse egregiè animadvertit, locum id habet quando canonici, justis ex causis impediti, interesse choro non possunt : et, nisi tunc essent qui in horis canonicis recitandis ipsorum absentium vicariam operam gererent, non dies modò et integræ hebdomadæ, sed menses etiam elaberentur quibus ab officio divino vacaret chorus. Quod longè abest à casu nostro, in quo de iis canonicis agitur qui, choro præsentes cùm sint, à cantandis divinis laudibus abstinent. De sacerdotibus autem qui in recitando officio divino canonicorum sustinent vices, quibus dotibus præditi esse debeant et in quibus circumstantiis liceat canonicis vicariâ eorum operâ in

choro uti, satis fusè disserit Van-Espen, loc. cit., § 5. At idem, in superiori § 4, canonicos graviter admonet ne privata sua statuta magni faciant, iisque nimis confidenter innitantur, si fortè id in ipsis assertum legatur : canonicos nimirùm, in choro præsentes, ad cantandas vocaliter horas canonicas non obligari ; cùm et sacris canonibus, et Ecclesiæ præscriptis, et ipsi naturali rationi statuta hujusmodi adversentur.

XII. Primum atque præcipuum canonicorum omnium institutum, sive metropolitanis, sive cathedralibus, sive collegiatis inserviant, hoc est, ut in choro divinum officium integrum recitent. In omnibus etiam hujusmodi choris missa conventualis quotidiè cum cantu celebrari debet, atque hæc omnia debitis horis sunt peragenda. Ita per sacros canones statutum legitur, ut in Clementinâ 1, in celebrat. missar., ubi hæc habentur : *Necnon ut in cathedralibus, regularibus et collegiatis ecclesiis horis debitis devotè psallatur : in aliis verò convenienter et debitè celebretur divinum diurnum et nocturnum officium.* Ita etiam legitur in cap. *Dolentes*, eodem titulo : *Districtè præcipientes in virtute obedientiæ, ut divinum officium nocturnum pariter et diurnum, quantùm eis dederit Deus, studiosè celebrent pariter et devotè :* et in cap. *Presbyter*, sub eodem titulo : *Septies in die laudem dixi tibi, qui septenarius numerus à nobis impletur, si matutini, primæ, tertiæ, sextæ, nonæ, vesperæ et completorii tempore, nostræ servitutis officia persolvamus.* Et ad missam conventualem quod spectat, sic legitur in cap. *Cum creatura*, eodem titulo : *Et pro festo vel feriâ, secundùm temporum congruentiam missarum solemnia et conventualiter celebretis et faciatis conventualiter celebrari.* De officio parvo B. Mariæ Virginis, de officio defunctorum, de psalmis gradualibus, de psalmis pœnitentialibus, certis quibusdam diebus à canonicis in choro recitandis, distinctæ leges habentur in rubricis ; in quibus etiam statuitur quibus diebus ad quotidianam missam conventualem secunda aut tertia conventuales pariter missæ superaddendæ sint. Circa prædictorum officiorum celebrationem observanda sunt quæ S. Pius papa V præscribit in suâ constitutione 64, in quâ declarat quando eorum recitatio ad præceptum et obligationem, et quando ad pietatem duntaxat et devotionem pertineat. De hâc materiâ nos egimus in cit. instit. 107, § 1, necnon in nostro tractatu de Festis Domini nostri Jesu Christi, et B. Virginis Mariæ, ubi de officio S. Mariæ in sabbato dicendum occurrit. Quod spectat ad missam conventualem, non solùm celebranda est ex præcepto quotidiè, sed etiam pro benefactoribus in genere quotidiè applicanda : uti videre est in nostrâ constitutione 103, § 11 et seq., nostri Bullarii tom. 1, in quâ contraria quælibet consuetudo, etiam immemorabilis, reprobatur ; relictâ tamen congregationi concilii facultate indulgendi ut, quibusdam concurrentibus circumstantiis, missa conventualis, quæ singulis diebus pro benefactoribus in genere offerenda esset, solis festivis diebus pro iis applicetur. At si, præter primam, etiam secunda et tertia conventualis missa celebretur, satis declaratur nullum esse generale præceptum per quod secunda etiam et tertia pro benefactoribus in genere sint applicandæ : nisi fortassè antiqua invaluerit consuetudo per quam inducta fuerit hujusmodi obligatio. Eorum tamen pietas commendatur qui, licèt ex nullâ antiquâ consuetudine ad id teneantur, nihilominùs secundam etiam et tertiam, præter primam conventualem missam, pro benefactoribus in genere applicant.

XIII. In aliquibus cathedralibus et collegiatis ecclesiis canonicales proventus exigui admodùm sunt, distributiones verò tenuissimæ. Factum hinc est, ut canonici se non teneri aliquando contenderint omnibus horis canonicis in choro interesse ; sed satis suo muneri ac debito fecisse censuerint, si, exempli gratiâ, missæ et vesperis, vel matutino et laudibus, non autem reliquis officii divini partibus præsentiam suam et operam præstitissent : præcipuè cùm non aliter egerint qui eos in eisdem canonicatibus præcesserunt. De hâc re nonnulli episcopi in suis relationibus sacram congregationem certiorem fieri voluerunt, et quid sibi faciendum esset ab eâ petierunt. Cardinalis Cajetanus in suâ Summâ, verb. *Horæ canonicæ*, num. 14, sententiam suam pro hujusmodi canonicis tulit ; et Cajetanum in eâdem opinione secutus est Suarez, de Religione, tom. 2, lib. 4, cap. 10, num. 5. Sed, quoniam ex hujus sententiæ praxi hoc facilè absurdum consequi posset ut non integrum divinum officium quotidiè in choro recitaretur ; cùm vix sperandum videatur ut, abeuntibus è choro aliquibus ex iis qui ad has vel illas horas canonicas teneri se non putant, alii semper inveniantur qui ex peculiaris pietatis instinctu, nullo licèt præcepto astringi se existiment, easdem in choro recitaturi remaneant : idcircò nunquàm hujusmodi canonicorum intentioni suffragata sunt Apostolicæ Sedis judicia : quin imò eorum episcoporum zelus maximè commendatus est qui se canonicis id contendentibus opposuerunt. Cùm verò de capitulis magno canonicorum numero constantibus actum fuit, in quibus vel proventus essent admodùm tenues, vel servitium chori assiduum et quotidianum, ob aeris inclementiam aut ob ecclesiæ distantiam à centro urbis in quâ canonici et beneficiati domicilium habent, nimis grave esset, permissum potiùs fuit ut alternatim choro frequentarent, eorum scilicet media pars per unam hebdomadam, reliqua verò per alteram ; ita tamen ut tempore adventûs et quadragesimæ, ac in omnibus diebus festis de præcepto, necnon per totam octavam solemnitatis corporis Christi, aliisque diebus quibus id convenire episcopi judicio visum fuerit, omnes ad chorum officia divina celebraturi accedant. Nec dissimili ratione provisum indultumque reperitur quoad horam recitandi in choro divinum officium. In aliquibus metropolitanis et cathedralibus ultra montes matutinum canitur de mediâ nocte ; eademque consuetudo in aliquibus etiam Italiæ ecclesiis obtinere dignoscitur. Sed, quoniam sub mediæ noctis appellatione ea etiam comprehenditur noctis pars quæ est auroræ finitima ; hinc ejusmodi consuetudo et disciplina inducta est, ut matutinum circa auroram paulò ante solis ortum in choro recitaretur. De hâc re plura nos ipsi scripsimus in cit. nostrâ instit. 107, § 4. A venerabili cardinale Bellarmino scriptæ fuerunt constitutiones pro capitulo et canonicis Montis Politiani, eædemque etiam summi Pontificis auctoritate approbatæ et confirmatæ fuerunt. In iis autem statutum fuit ut eâ quam diximus horâ canonici in chorum convenirent matutinum decantaturi, exceptis hiemalibus mensibus, quibus indultum est ut ad horam post ortum solis matutini principium in choro protraheretur. Cùm verò postmodùm experiendo compertum fuerit, ob illius climatis rigorem et frigus eam horam nimis incommodam et sanitati corporum perniciosam esse, permissum fuit à sacrâ congregatione ut à mense novembris ad mensem aprilis matutinum recitari posset antecedente vespere. Porrò responsa quæ à sacrâ congregatione data fuerunt ad ejus generis postulata de quibus hucusque diximus, relata à nobis sunt in foliis quæ olim, in minoribus constituti, pro munere secretarii ejusdem congregationis exaravimus, et præsertim in eo quod confectum fuit pro causâ Atrien. propositâ die 5 decembris, et resolutâ die 19 ejusdem anno 1722, item in alio in causâ Isernien. propositâ atque decisâ die 26 januarii 1723, et in alio in causâ Anglonen. propositâ atque decisâ die 2 octobris 1723. Quæ quidem folia, unà cum resolutionibus, typis impressa leguntur in Thesauro resolutionum ejusdem congregationis, diebus et annis supra notatis, et omnia extant tom. 2 dicti Thesauri, pag. 247 et 252, pag. 335 et 337, et pag. 383.

XIV. Chori exercitium, si continuum fuerit et quotidianum, magnum certè incommodum et laborem afferre non dubitatur ; et ideò rara sunt ea capitula quorum canonici alicujus temporis vacatione non gaudeant, sive quia sic fuerit in eorum statutis præscri-

ptum, sive quia ex antiquâ consuetudine hoc fuerit inductum, ut à continuis chori laboribus aliquo tempore conquiescant. Neque justa episcopis occasio est in eorum relationibus conquerendi de suis canonicis quòd fruantur his vacationibus, dummodò tres menses annis singulis non excedant; aut dummodò non contendant easdem à spatio duorum mensium, vel alio minori tempore quod ab eorum constitutionibus aut ab antiquâ consuetudine ipsis permittitur, ad tres integros menses extendi. Sacra Tridentina synodus, cap. 12, sess. 24, de Reformat, ita statuit : *Præterea obtinentibus in iisdem cathedralibus aut collegiatis dignitates, canonicatus præbendas aut portiones, non liceat, vigore cujuslibet statuti aut consuetudinis, ultra tres menses ab iisdem ecclesiis quolibet anno abesse, salvis nihilominùs earum ecclesiarum constitutionibus quæ longius servitii tempus requirunt.* De hoc conciliari decreto, deque resolutionibus circa illud à sacrâ congregatione emanatis latè actum à nobis est in citatâ nostrâ instit. 107, § 6, ubi etiam animadvertere non omisimus prudentes episcopos hoc sedulò curare debere, ut canonici aliique chori servitio addicti vacationibus sibi à statuto aut à consuetudine permissis ita utantur, ut congruus semper numerus ex eorum respectivè cœtu remaneat, qui divinis officiis in choro ritè celebrandis sufficiat.

XV. Porrò, si quotidianum et non interruptum chori servitium, communi hominum judicio laboriosum et grave censetur, multò sanè gravius atque molestius progressu temporis visum est nullum, donec vixeris, serviendi finem videre, quantùmvis diuturno annorum curriculo cum assiduitatis et diligentiæ laude inservieris. Equidem nullus est in jure canonico textus quo privilegium exemptionis à choro concedatur canonicis qui multorum annorum spatio operam suam eidem choro laudabiliter præstiterunt : uti rectè observat Navarrus, in concil. 12, lib. 3, de Clericis non residentibus. Cùm tamen animadversum fuerit in lege Mosaicâ Levitam illum qui à 25 ad ætatis annum 50 in templo ministerium suum accuratè implevisset, ab omni deinceps opere et labore liberum et immunem declarari, uti legitur Numer. cap. 8; veteranis autem militibus honestam missionem et à belli laboribus immunitatem ipsâ civilium legum æquitate concessam fuisse, uti colligitur ex l. *A muneribus*, ff. de Vacat. et Excusat. muner., et ex l. 1, cap. *De veteranis*, lib. 12; cùmque præterea in congregatione concilii, non improbandum, sed tolerandum olim visum fuerit capituli cujusdam statutum expressè permittens ut, si quis canonicus per annos 40 chorum laudabiliter frequentâsset, ab ejus servitio deinceps sine fructuum et distributionum jacturâ abstinere posset; eaque congregationis sententia et resolutio à fel. record. Gregorio papâ XIII approbata et confirmata fuerit, sicuti videri potest apud Garciam, de Benefic. part. 3, cap. 2, § 1, num. 544; hinc consuetudo universalis invaluit, ut canonici, et alii, qui chori servitio addicti sunt, si per annos quadraginta laudabilem illi operam impenderint, ab eodem in posterum frequentando absolvantur; fructus tamen, atque distributiones eodem, quo antea, modo percipiant. Cùm nobis officium secretarii prædictæ congregationis commissum fuit, jam stabilitam invenimus regulam, et consuetudinem hujusmodi exemptionis, quam vocant *jubilationem*, post quadraginta annorum servitium concedendæ, cum indulto percipiendi fructus, et distributiones. Adhuc tamen multæ supererant solvendæ difficultates : videlicet, utrùm in quadraginta annorum numero ii etiam anni computandi essent, quibus canonicus abfuit ab ecclesiâ, sive quia infirmitate detentus fuit, sive quia facultatem obtinuit, disciplinarum addiscendarum causâ, in aliquâ studiorum universitate versandi, sive quia longè à servitio chori, pro ipsius tamen ecclesiæ utilitate, debuit ex canonicorum consensu aliquod ministerium implere : præterea utrùm, dato casu, quo quis per viginti annos beneficiati personam sustinuerit, per alios verò viginti in canonicorum ordine eidem ecclesiæ inservierit, aut viginti priores annos alicujus canonici coadjutorem egerit, et totidem, post obitum coadjuti, in ejusdem canonicatûs et præbendæ possessione inserviendo transegerit; utrùm, inquam, ad efficiendum requisitum quadraginta annorum numerum, diversa hæc atque distincta inter se munera, et tempora conjungi possent. Et nos quidem, ut muneri nostro satisfaceremus, omnem adhibuimus diligentiam in perlustrandis, ponderandisque actorum, et resolutionum regestis, ut, generali regulâ constitutâ, hæ omnes, aliæque similes difficultates, quæ quotidiè proponebantur, in posterum de medio tollerentur, aut facilè solverentur. Duo præsertim à nobis exarata sunt, et typis edita folia : alterum pro congregatione, quæ habita fuit die 24 septembris 1718, alterum verò pro congregatione habitâ die 17 decembris ejusdem anni. Ambo videri possunt impressa tom. 1 Thesauri resolutionum, pag. 311 et seq., et pag. 144 et seq., ubi ad calcem posterioris hujusce folii relata sunt responsa sacræ congregationis, quibus tanquàm normâ uti possunt, et debent episcopi, tum ut servitium chori, à canonicis adimplendum, rectè dirigant, et moderentur, tum ut prudenter omnia perpendant, si fortè de canonicis, indulto jubilationis gaudentibus, in relatione statûs ecclesiæ sermonem instituendum putent. Sanè, cùm nobis propositum non sit, ut de jubilationibus canonicorum, aliorumque choro inservientium, hìc ex professo agamus, satis erit lectorem remittere ad ea, quæ in prædictis foliis exposuimus, et ad præfatæ congregationis resolutiones, quas ibi retulimus. Advertendum duntaxat hìc est, quòd is, qui jubilationem obtinuit, non solùm ampliùs non tenetur choro interesse, sed neque residere in civitate, aut loco, ubi sita est ecclesia cathedralis, sive collegiata, in quâ canonicatum, aut præbendam, aliudve beneficium chorale obtinet; sed in illius potestate est, domicilium alibi figere. Quâ in re melior est jubilati conditio, quàm illius, cui datus est coadjutor. Hic enim, licet à servitio chori immunis evadat, adhuc tamen à civitate, vel loco ecclesiæ suæ abesse non potest, nisi peculiare super hoc ipso indultum obtineat, quod etiam ad certum definitum tempus tantummodò concedi solet. Hoc tamen jubilationum privilegia tantisper imminuit, quòd, licèt beneficiarius hujusmodi neque choro interesse, neque in loco residere teneatur, potest nihilominùs ad ecclesiæ servitium rursùs ab episcopo evocari, si, propter illius absentiam, divini cultûs ratio detrimentum aliquod subire dignoscatur; prout apertè statuitur in antedictis decretis, et clarè colligitur ex decretali Gregorii IX in cap. *Cùm ad hoc*, de Clericis non resident.

XVI. Inter alia saluberrima decreta, quæ renovata sunt in Tridentino concilio, illud est etiam, quod legitur cap. 1, sess. 5, de Reformat., ubi statutum fuit, ut in omnibus ecclesiis cathedralibus peculiaris præbenda constitueretur pro uno sacræ theologiæ lectore, cujus esset exponere, et interpretari sacram Scripturam, in quâ continetur magnus ille thesaurus salutaris doctrinæ, quem Spiritus sanctus liberaliter hominibus est elargitus. Porrò decretum istud diximus in Tridentino concilio renovatum fuisse; siquidem hujusce institutionis exordia deprehenduntur in concilio IV Lateranensi, quod sub Innocentio III celebratum fuit, et ex quo desumptum est cap. *Quia nonnullis*, de Magistris. Historica monumenta, quæ pertinent ad erectionem præbendæ theologalis in singulis cathedralibus, et collegiatis ecclesiis, videri possunt apud Thomassinum de veter. et nov. eccles. Discipl. part. 1, lib. 2, cap. 10, et apud Van Espen, Jur. eccles. univ. tom. 1, part. 1, tit. 11, cap. 6. Neque hìc nobis aliud addendum remanet, nisi quòd summus pontifex Benedictus XIII in suâ constitutione, quæ incipit : *Pastoralis officii*, anno 1725 editâ, non solùm episcopos omnes excitare curavit, ut in suis cathedralibus, et collegiatis theologalem præben-

dam erigerent; sed præterea jussit, ut eadem per concursum dignioribus, et aptioribus conferretur, iisque solùm, qui magisterium, et lauream in sacrâ theologiâ vel consecuti jam fuissent, vel intra annum consequi possent.

XVII. Juxta præsentem ecclesiasticorum studiorum methodum, negari non potest, ea in varias classes esse distincta; altera enim est eorum, qui sacras Scripturas interpretantur; altera eorum, qui theologicas disciplinas sive scholasticè, sive dogmaticè exponunt: altera moralistarum, qui de agendis, et vitandis in praxi disputant; altera demùm eorum, qui sacros canones profitentur. Hæc diversarum classium distinctio occasionem dedit nonnullis episcopis, ut Sanctæ Sedi aliquando in suis relationibus repræsentarent, pro cleri utilitate, et instructione magis expediens fore, si à canonico theologo in suis cathedralibus et collegiatis theologia moralis traderetur, quàm si idem divinas Scripturas exponeret; ex eâ potissimùm ratione, quòd sacrarum Scripturarum explanationem à concionatoribus intelligere clerus facilè possit; theologiam verò moralem ab aliis ferè, quàm à canonico theologo, addiscere nequeat. De hâc etiam re actum fuit, cùm nos à secretis essemus sæpè dictæ congregationi concilii; quin etiam typis impressus fuit discursus quidam noster, in eâ congregatione relatus, quæ habita fuit die 5 junii an. 1723, qui legitur in Thesauro resolutionut, mom. 2, pag. 319. In eo probavimus, decretum illud Tridentini concilii, sive ejus verba considerentur, sive ratio habeatur praxis, et consuetudinis sequentium temporum, æquè comprehendere Scipturarum sacrarum expositionem, ac theologiæ scholasticæ disciplinam, et à canonico theologo non magis suo muneri satisfieri, si sacros Scripturæ libros explicet et declaret, quàm si in theologiâ scholasticâ clerum erudiat: dummodò hæc talis sit, qualem Melchior Canus tradendam, addiscendamque suadet in suo lib. 8 de Locis theologicis, cap. 1; et quidem nos etiam indicavimus in nostrâ institutione 42, pag. 220 et seq., quæ scilicet circa quæstiones gravis momenti, et utilitatis versetur, easque pertractet, allatis divinæ Scripturæ testimoniis, conciliorum decretis et Patrum auctoritatibus. Ulteriùs annotavimus, nonnullorum episcoporum mandato laudabiliter factum esse, ut per canonicum theologum ea traderetur theologia, quæ est de conscientiis et moribus dirigendis: id unum verò minimè decisum fuisse, num, juxta concilii mentem, canonicus theologus suum munus satis adimpleat, si explicando juri canonico operam præstet. Sanè professores juris canonici aliquando præbendam theologalem se posse consequi contenderunt, etiamsi laureâ doctorali in sacrâ theologiâ insigniti non fuissent; satis esse censentes se lauream reportâsse in jure canonico. Et quidem inficiari non possumus, arcto inter sese vinculo copulari theologiam moralem, et canonici juris scientiam, sicuti in citato discursu ostendimus: nihilominùs, cùm hodiè hæ facultates, tanquàm ab invicem distinctæ, diversâ ratione tractentur, et magisteria seorsim conferantur, statueritque concilium, ut is theologus canonicus eligatur, qui in sacrâ theologiâ sit doctor; meritò à sacrâ congregatione responsum fuit, ad consequendam præbendam theologalem, generaliter loquendo satis non esse, ut quis in jure canonico doctoris gradum adeptus fuerit; in casibus tamen particularibus videri posse, an expediat eamdem præbendam alicui sacrorum canonum magistro conferre, qui scilicet cum juris canonici lectione ea quoque conjungere valeat, quæ pertinent ad theologiam moralem: quod sanè ab aliquibus magnâ cum laude præstitum fuisse, et adhuc præstari dignoscitur, ut patet ex eruditis eorum operibus typis impressis. Videatur responsum ejusdem congregationis ad dubium propositum die 5 junii 1723, in Thesauro resolut., tom. 2, pag. 321.

XVIII. A canonicis ad parochos transeundo, occurrebant olim in episcoporum relationibus frequentes eorum querelæ de nimiâ facilitate, quâ admitti dicebant appellationes, ab ipsorum judicio interpositas ab aliquibus, qui in concursibus ad vacantes parochiales ecclesias indictis postpositi fuerant. Sanè parochiales ecclesias dignioribus conferendas esse, atque iis, qui ætate, moribus, doctrinâ, prudentiâ, cæteris antecellant, statutum habetur in can. *Si fortè*, dist. 63; in cap. *Quoniam*, de Jure patronatûs, et in cap. *Constitutis*, de Appellationibus. Quod ut executioni fideliter mandaretur, in sacro Tridentino concilio cap. 18, sess. 24, de Reformat., lata fuit lex de concursibus habendis in collatione earum parochialium, quæ vel ad liberam ordinarii collationem, et provisionem pertinent, vel juris patronatûs ecclesiastici sunt; ut scilicet collator ex prævio examine concurrentium, tum quoad doctrinam, tum quoad alias requisitas qualitates, digniorem inter cæteros dignoscere valeat, eique parochialem ecclesiam regendam committere. Sacri concilii sanctionibus obsecundando sanctus Pius papa V, in suâ constitutione 53, in antiquo Bullario, tom. 2, declaravit, ut, si quis de judicio episcopi quereretur, quòd parochialem ecclesiam immerenti contulisset, vel ei, quem ipse meritorum cumulo superaret appellationem interponere posset vel ad metropolitanum vel ad Apostolicam Sedem; eo interim, qui ab episcopo delectus fuisset, in parochiæ possessione manente.

XIX. Sed, quoniam nihil est tam sanctum, ex quo in infinitâ circumstantium rerum et casuum varietate, aliquod non nascatur absurdum; hinc est, quòd superioribus temporibus, si quis à judicio episcopi provocâsset, et coram judice appellationis probare voluisset se magis doctum et idoneum, majoribusque meritis commendatum esse quàm is qui sibi in concursu prælatus fuerat, id aliter obtinere non poterat, quàm ipsum æmulum vocando ad novum examen coram appellationis judice habendum. Ex quo hæc sanè inconvenientia sequebantur: primum, quòd contra juris regulas appellatio admittebatur, antequàm gravaminis probatio fieret: alterum, quòd qui in parochialis ecclesiæ possessione jam erat, eam deserere cogebatur, ut coram judice appellationis personaliter se sisteret, neque solùm ad curiam metropolitanam pergere, sed, si appellatio ad Sedem Apostolicam interposita fuerat, ad Urbem etiam ex longinquis regionibus venire jubebatur, ut novo examini se subjiceret, novoque facto periculo ostenderet se meritò unum ex omnibus ad regendam parœciam ab episcopo electum fuisse: tertium denique, quòd, cùm inter primum, et secundum examen, non breve temporis spatium plerùmque intercurrere deberet, facilè evenire poterat, ut, qui in primo examine minoris doctrinæ specimen dederat, ideòque à parochiali ecclesiâ exclusus meritò fuerat, secundo se doctiorem probaret, aptioremque eo, cui ecclesia ab episcopo collata fuerat; assiduo enim studio, magnâ cum animi contentione interea adhibito, eam sibi doctrinam comparare poterat, quâ tempore prioris examinis certè carebat. Itaque periculum erat, ne judicium episcopi, in parochialis ecclesiæ collatione prolatum, superioris judicis sententiâ irrationabile declararetur, non sine episcopalis existimationis detrimento, licèt absque ullâ ipsius episcopi culpâ: siquidem is judicium suum interposuerat super priore concurrentium experimento, in quo procul dubio appellans ille minùs idoneus æmulo suo agnitus fuerat: superioris autem judicis sententia cadebat super novo eorumdem concurrentium examine, in quo is, qui antea fuerat postpositus, ideò forsan alteri præferendus apparebat, quòd interim majorem doctrinam improbo labore acquisierat.

XX. Episcoporum querelas in hoc rerum genere nos ipsi olim sæpè dictæ congregationi concilii repræsentare, pro secretarii munere quod gerebamus, omninò necessarium duximus; ac prædictorum, aliorumque inconvenientium seriem scripto exponentes, eorum originem in eo sitam ostendimus, quòd exa-

mina concurrentium ore tenùs fieri solebant. Quæ consuetudo si tolleretur, jubereturque, ut in posterum examina hujusmodi scriptis consignarentur, ita ut unusquisque occurrentium tam consuetam expositionem Evangelii, quàm resolutionem moralium quæstionum, quæ proponuntur, scripto exaratas exhibere deberet; tunc demùm futurum diximus, ut malis hisce omnibus occurreretur. Porrò, retentâ consuetudine nihil scribendi ex iis, quæ à concurrentibus dicebantur, absurda illa omnia necessariò consequi debebant : cùm neque prohiberi possent appellationes eorum, qui se judicio episcopi gravatos esse contenderent; neque verò judex appellationis aliter de prætenso gravamine cognoscere posset, quàm ipsos concurrentes vocando ad novum examen coram se habendum; quo indicto, jam parochus adeptam ecclesiam relinquere cogebatur, aliisque malis omnibus, quæ supra narravimus, aditus aperiebatur. Quod si, vocali examine sublato, nova induceretur consuetudo, ut concurrentium experimenta proprio ipsorum charactere scriberentur, et scripta ac obsignata in actis servarentur, nullus prædictis incommodis relinqueretur locus. Interpositâ enim appellatione, cùm acta concursûs ad superiorem judicem transmittenda essent, tunc pronum et facile ostendimus fore, ut, iis tantummodò inspectis, et visis explicationibus Evangelii, ac responsionibus datis ad theologica quæsita in concursu proposita, judex appellationis decerneret, an rectè appellatum fuerit, necne, et an rationabiliter, aut secùs, ab episcopo judicatum fuerit; absque eo quòd provisus ab episcopo ecclesiam suam relinquere cogeretur, ut iterùm examini se subjiceret. Ubi etiam opportunissimum fore diximus, si inter acta concursûs, authentica documenta servarentur, à singulis concurrentibus prolata super peculiaribus meritis et qualitatibus, quibus se ad parochialem ecclesiam adipiscendam commendari censuerunt. Certum est enim, non eum semper, qui majori doctrinâ et scientiâ pollet, ad regendam parochialem ecclesiam magis aptum censeri debere : contingere autem posse, ut aliquis doctrinæ suæ merito confidens, à judicio episcopi provocet; cùm tamen hic alterum illi prætulerit, non quia doctiorem, sed quia sufficienti simul doctrinâ præditum, simulque aliarum qualitatum cumulo magis commendatum, ideòque ad curam animarum aptiorem existimaverit. Hâc itaque novâ methodo concursibus habendis præstitutâ, conclusimus, fore ut neque tolleretur concessæ appellationis remedium, neque tamen adeò frequenter, aut levi de causâ, hujusmodi lites ad superiora tribunalia deferrentur; delatæ verò, facili ratione, et sine magno concurrentium incommodo definiri possent. Quæ omnia à nobis peculiari dissertatione comprehensa, prædictæ congregationis examini subjecta fuerunt die primâ octobris anni 1720, ejusdemque congregationis decreto, die 16 sequentis mensis novembris edito, plenissimè adoptata et comprobata. Quare, accedente fel. record. Clementis papæ XI auctoritate, incyclicæ litteræ ad episcopos conscriptæ fuerunt, quibus indicatus fuit novus ejusmodi ordo in habendis concursibus ad parochiales ecclesias exinde servandus. Discursus noster typis impressus est, legiturque in Thesauro resolutionum tom. 1, pag. 382 et seq.; resolutiones verò pag. 395 et seq. Encyclica epistola expedita fuit die 10 januarii 1721, et est in ordine *octava* in Bullario Clementis XI, inter ea quæ spectant ad congregationem concilii. De omnibus autem latiùs etiam disseruimus in nostrâ institutione 7 Latinæ editionis.

XXI. Sublatis per opportunum hujusmodi remedium justis episcoporum querimoniis, quibus causam dabat antiqua methodus, quâ et concursus habebantur, et admittebantur appellationes eorum, qui episcopali judicio gravatos se esse contendebant; aliud instantiæ genus aliquando in eorum relationibus inventum fuit : ut scilicet alteri malo, quod in aliquibus diœcesibus frequens admodùm est, opportunè provideretur. Sæpè enim contingit, ut ii ipsi parochi, qui vel à patronis laicis nominati, examine facto, idonei et habiles ab episcopo reperti sunt, vel, si parochialis ecclesiæ provisio per concursum facta est, in ipso concursu doctiores aptioresque judicati, ideòque cæteris competitoribus prælati fuerunt, temporis decursu, indocti et inhabiles comperiantur, aut tales evadant, cùm post adeptam animarum curam necessarium studii exercitium omninò reliquerint. De hoc etiam actum fuit in dictâ congregatione concilii, dùm nos illius secretarii officium gereremus, instantibus nonnullis episcopis, et præcipuè Legionensi, in relatione statûs ecclesiæ suæ; cui, re discussâ in congregatione diei 15 decembris anni 1725, responsum fuit, *observanda esse antiqua decreta;* quæ quidem ad sequentia reducuntur; nimirùm, prudenti episcopo in re tam gravi non esse inconsideratè procedendum; non esse præbendas nimis faciles aures fallacibus vulgi vocibus clamantis imperitum parochum esse et administrandæ parœciæ ineptum; si verò de ejusdem imperitiâ et ignorantiâ probabiles notitiæ et gravia argumenta suppetant, tunc in potestate episcopi esse, etiam extra visitationem, omni judicii formâ seclusâ, hujusmodi parochum ad examen revocare, quamvis aliàs ab eodem episcopo in præcedenti examine approbatus fuerit. Ita olim sacra congregatio respondit episcopo Pampilonensi, die 22 septembris anni 1668, sicuti legitur in libro Decretorum 26, pag. 108 : *Cùm sub die 15 januarii 1667, ad instantiam episcopi Pampilonen. ab hâc sacrâ congregatione resolutum fuerit, primò, posse episcopum examinare parochos, et rectores semel approbatos ad curam animarum, quando adest vehemens suspicio de illorum imperitiâ; secundò, posse ad hujusmodi examen procedere etiam extra visitationem; tertiò, ad dictum examen faciendum, haud necesse esse, ut judiciales probationes imperitiæ præcedant : nunc supplicat episcopus ipse, per hanc sacram congregationem ulteriùs declarari, an in actu visitationis diœcesis possit episcopus examinare parochos, quotquot visitat, etiamsi contra illos, vel aliquem ipsorum, non vigeat suspicio imperitiæ :* et congregatio respondit : *Negativè.* Cùmque ex vehementi suspicione, sive ex semiplenâ probatione imperitiæ, liceat episcopo ad examen revocare parochum illum, quem ipsemet olim ad animarum curam approbavit; multò magis id agere poterit, si agatur de parochis in hujusmodi officio à prædecessoribus episcopis constitutis. Quâ de re multa sunt congregationis responsa. Primum est diei 26 augusti 1628, lib. 13 Decretorum, pag. 520, à terg. : *Sacra*, etc., *censuit, episcopos successores posse, superveniente rationabili causâ, iterùm ex officio etiam extra visitationem, examinare parochos aliàs ad ecclesias parochiales approbatos.* Secundum diei 13 Januarii 1635, lib. 15 Decretorum, pag. 146, à terg. : *Sacra*, etc., *respondit, episcopos successores, superveniente rationabili causâ, posse etiam ex officio iterùm examinare tam in visitatione, quàm extra, parochos, quamvis regulares, approbatos tempore provisionis parochialium.* De hâc ipsâ materiâ videri potest nostra institutio 9 Latinæ editionis. Compertâ verò per novi examinis experimentum parochi inscitiâ et imperitiâ, locum habere debet sacri Tridentini concilii decretum, quod extat cap. 6, sess. 21, de Reformat., ubi statuitur, ut episcopi, etiam tanquàm Sedis Apostolicæ delegati, hujusmodi parochis illitteratis et imperitis coadjutores, aut vicarios pro tempore deputare, partemque fructuum eisdem pro sufficienti victu assignare possint.

XXII. In hujus capitis complementum nihil remanet aliud, quàm pauca quædam referre, quæ pertinent ad subjiciendos iterato examini sacerdotes sive seculares, sive regulares, quibus facultas excipiendi sacramentales fidelium confessiones ad certum determinatum tempus data fuit. Etenim episcopi, et ordinarii jure meritòque contendunt, eo determinato tempore elapso, ex. gr., completo anno, ad quem aliquibus

facultatem audiendi secularium confessiones impertiti fuerant, posse se iterùm ad examen eos revocare, et novum de eorum doctrinâ periculum facere; contra verò obniti, et conqueri solent de hâc re sacerdotes, præsertim regulares. In hâc materiâ videri potest nostra institutio 86, in quâ apostolicas constitutiones retulimus, quibus tribuitur et asseritur episcopis hæc facultas; quâ, licèt contra clamitent regulares, spoliari non possunt. Excipiendus est tamen casus, quo potestas audiendi secularium confessiones aliquibus regularibus, prævio examine, per eosdem episcopos concessa fuerit sine ullâ temporis limitatione. Tunc enim illis sic approbatis concessam potestatem adimere, aut suspendere nequeunt, nisi fortè contraria aliqua supervenerit causa, et quidem ad ipsas sacramentales confessiones pertinens, juxta Innocentii X constitutionem, quæ incipit: *Cùm sicut accepimus*; de quâ nos ipsi mentionem fecimus in nostrâ constitutione, super Anglicanis missionibus editâ, cujus initium est: *Apostolicum ministerium*, num. 9, datâ die 30 maii 1753, cui locus est in tom. 4 nostri Bullarii.

XXIII. Aliquando etiam episcopi in suis relationibus questi sunt de ecclesiasticis diœcesis suæ, quòd proprii statûs dignitatem indecoris, vilibusque ministeriis, et muneribus fœdent, eaque agant, quæ seculares ipsos maximè dedecent. Quibus aliud remedium suaderi, aliudve consilium præberi non potest, quàm ut contra delinquentes utantur jure suo *ad tramites sacrorum canonum*: sicuti etiam legitur in constitutione Innocentii XIII, quæ incipit: *Apostolici ministerii*, quam ejus successor Benedictus XIII postea confirmavit, quæque pro ecclesiasticæ disciplinæ in regnis Hispaniarum conservatione edita fuit. Aliæ præterea sunt ecclesiasticorum actiones, de quibus Sanctam Sedem consulere in suis relationibus studiosi et vigilantes episcopi non omiserunt: de quibus in sequenti capite agemus.

CAPUT X.

In quo subsequitur tractatio de tertiâ parte relationis statûs ecclesiæ.

I. Cùm olim ex veteris officii nostri debito percurreremus relationes statûs ecclesiarum, quæ ab episcopis transmittuntur; cùmque ad summi pontificatûs apicem nullis licèt nostris meritis evecti, plures habuerimus coram nobis congregationes, ut et perspecta nobis essent, quæ de cleri moribus referuntur ab episcopis, et opportuna ipsis remedia ad invectos abusus eliminandos indicare possemus, atque ita eò clarior elucesceret maxima, quâ afficimur, omnium ecclesiarum sollicitudo: animadvertimus, leviter et modestè satis attingi quædam veluti capita, ex quibus aiebant episcopi certos quosdam in clerum irrepsisse, atque irrepere abusus, qui sanè ipsis culpæ verti non poterant; propterea quod in episcopi auctoritate haud positum erat ecclesiasticos sibi subditos, rescriptis congregationum, aut brevibus apostolicis, quodam quasi clypeo, se obtegentes ad recti normam revocare.

II. Nonnulli reperiuntur quibusdam in civitatibus et diœcesibus seculares sacerdotes, qui medicam et chirurgicam artem profitentur. Id autem sacerdotali muneri, et dignitati indecorum haberi, quandoque testantur episcopi: et tamen aiunt, prævиis superiùs indicatis rescriptis, et brevibus, artes hujusmodi per sacerdotes tutò, palàmque exerceri.

III. Ne res diversæ simul commisceantur, plures secernendæ sunt casuum species. Sunt enim nonnulli, qui, dùm in laicorum numerum recensebantur, medicam artem exercuerunt, ejusque deserendæ animo ad ordines promoveri postulant: sunt alii quibus mens est ægris curandis operam studiumque impendere etiam cùm sacris ordinibus fuerint insigniti. Nec in unum veluti acervum conjiciendi sunt seculares, et regulares clerici; neque medica cum chirurgicâ arte permiscenda. Inest quippe singulis recensitis casibus, quod peculiari animadversione expendatur.

IV. Si quis adhuc laicus physicum egit, vel etiam chirurgum, dummodò suam ipse artem optimè noverit, omnemque diligentiam ac studium juxta artis præcepta adhibuerit in ægris curandis, licèt eorum aliquis è vivis excesserit, nullâ, si strictæ canonum censuræ insistere velimus, irregularitate innodatur: *Tandem physici, vel chirurgi, si periti sint in arte, et nihil omiserint de contingentibus, et habuerint super hoc sanam conscientiam, poterunt promoveri, si causâ eorum aliquid in homine contigerit*: sunt verba S. Petri Cœlestini in suo Opusc. 7, part. 4, sect. 1, cap. 3, tom. 25 Biblioth. Patr., pag. 822. Attamen constat, in hâc ipsâ facti specie à congregationibus, et secretariâ brevium, quasdam dispensationes quas vocant *ad cautelam*, concedi consuevisse; vel quia hi, qui medicam artem exercuerunt, subindeque ad sacros ordines promoveri exoptant, licèt nullius certæ culpæ meminerint, quæ ipsorum conscientiam perturbet, cùm tamen certò non sciant, semper usos fuisse omnibus ab arte præscriptis regulis ad expellendum morbum, qui ægrotum interemit, sibi tutiùs consulere cupientes, rescriptum vel breve dispensationis ab irregularitate *ad cautelam* satagunt obtinere; vel quia non desunt cautiores episcopi, qui renuunt manus imponere medicam artem professis, nisi aliquod proferant hujusmodi dispensationis breve, seu rescriptum: verentur enim, ne physicus in tantâ curationum frequentiâ quandoque aliquid, quamvis præter animum, deliquerit. Verùm, cùm talia rescripta, vel brevia, non consueverint indulgeri, nisi priùs audito episcopo, cui ea cura mandatur, ut distinctè referat casus omnes animadversione dignos, eorumque peculiares circumstantias, insimulque exponat, quonam consilio orator ad ordines sacros promoveri exposcat; quisque facilè intelligere potest, hisce omnibus sedulò præmissis, si quid minùs rectum consequatur, illud minimè ascribendum esse brevibus, vel congregationum rescriptis, sed parùm accuratæ relationi ab eo transmissæ, qui cùm investigare omnia, ac referre deberet, aliqua tamen prætermisit, quæ, si perspecta fuissent, concessioni brevis, vel rescripti moram impedimentumque injecissent; vel saltem ascribendum esse humanæ imbecillitati, quæ aliorum fraudibus, et machinationibus nimis est obnoxia.

V. Sermonem nunc convertentes ad eos, qui, quam antea exercuerant, medicam artem etiam post susceptos ordines profiteri volunt, præmittendum ducimus, juxta veterem Ecclesiæ disciplinam, vetitam haud fuisse, artis medicæ exercitationem iis, qui in sacris ordinibus constituti essent. *Salutat vos Lucas medicus*, legitur in Epist. ad Coloss. cap. 4, vers. 14. Sanior ac receptior opinio vult, ibi ab Apostolo designari S. Lucam evangelistam, hunc que egisse medicum, etiam postquàm ad sacerdotalem gradum conscenderat. In Vitâ S. Juvenalis Narniensis episcopi, apud Bollandistas, dicitur ille ex Africâ Romam accessisse *presbyter, arte medicus*. Testatur Rufinus, lib. 10, cap. 30, S. Eusebium episcopum Vercellensem, post Alexandrinum concilium, Orientem atque Italiam peragrâsse, quo in itinere *medici pariter, et sacerdotis fungebatur officio*. Ad veterem hunc morem eò magis comprobandum eruditi viri utuntur quoque binis Theodoreti epistolis, quarum altera est 114, altera 115, ad Apellam, quibus commendatur Petrus sacerdos, *qui hanc artem*, medicam scilicet, *cum ratione tractat, et hanc moribus exornat*. Denique inter Edessenæ ecclesiæ clericos, qui decimæ actioni Chalcedonensis concilii in causâ Ibæ subscripserunt, alter sic subscriptus legitur: *Sabas diaconus; qui dicor medicus*. Verùm, quia subinde ecclesia, justis ac urgentibus de causis, interdicendum censuit monachis et majorum ordinum clericis, medicæ artis exercitium, uti videre est can. 6 concilii Remensis, habiti sub Innocentio II, anno 1131, et can. 9, concilii Lateranensis eodem sedente Pontifice celebrati anno

1139, in collectione Labbeanâ, tom. 10, col. 984 et col. 1004; hæcque disciplina constabilita fuit ab Alexandro III, in cap. *Non magnoperè*, et ab Honorio III, in cap. *Super specula, ne clerici, vel monachi*, ac denique protracta et ampliata fuit ad clericos quoque minoribus tantùm ordinibus initiatos, sed ecclesiasticum beneficium possidentes; hinc sequitur, necessarium nunc esse his omnibus apostolicum indultum, ut medendi artem valeant exercere. Quapropter omni prorsùs destituitur fundamento eruditus conatus Agnani, regii physici in Gallià, qui anno 1696, tractatum typis edidit, Gallico idiomate conscriptum, cui titulus: *Presbyter medicus*, in quo illud sibi probandum assumit, nihil esse tam congruum, quàm quòd medicus semper sit sacerdos, vel monachus.

VI. Quodlibet dispensationis indultum, indole quâdam suâ, duo hæc requirit: justam videlicet causam, hujusque legitimam probationem; ut et superior tutâ conscientiâ imploratam auctoritatem suam præstare possit, et orator obtento dispensationis beneficio uti valeat. Itaque, cùm res est de secularibus clericis, sacris ordinibus insignitis, qui artis medicæ exercendæ facultatem implorant, pro obtinendæ dispensationis causâ plerùmque affertur, civitatem, oppidum, vel pagum, in quibus clericus artem profiteri cupit, destitui penitùs secularì medico, facultate hujusmodi satis instructo; vel si qui fortè adsint laici medici, ad eum tamen numerum dicuntur non pertingere, qui ægris in civitate, oppido, vel pago curandis sufficiat. Est et alia legitimæ dispensationis causa desumpta ex clerici, ipsiusque familiæ egestate, quæ non nisi honesto lucro, ex arte medicâ percipiendo, levari possit.

VII. Si autem sermo sit de regularibus, animadvertimus primò, summos pontifices nonnulla artis medicæ exercendæ privilegia concessisse regularibus in missionarios ablegatis, propterea quòd fuerit experientiâ satis compertum, conferre id plurimùm ad ampliorem faustumque missionum progressum. Inspiciatur constitutio Clementis X, cui initium: *Cùm sicut dilectus*, tom. 7 Bull. nov. Rom., pag. 37 et altera Clementis XII, incipiens: *Cùm sicut*, tom. 14 ejusdem Bullar. Hujusmodi verò facultates, regularibus missionariis tributæ, omninò exercendæ sunt ad normam decreti congregationis de propagandâ Fide; in quo sequentes providæ conditiones recensentur: *Ut videlicet missionarius sit in arte medicinæ peritus; ut eam gratis exerceat; ut absque incisione, et adustione operetur; ut in loco, ubi missionarius degit, non sint medici, et chirurgi laici, vel sint hæretici, aut Hebræi.* Quod verò spectat ad eos regulares, qui, ex instituti sui ratione, hospitalium curam et administrationem obtinent, cujusmodi sunt ii, qui regulam S. Joannis de Deo profitentur; illud præmonendum est, facultatem exercendi medicinam extra hospitalia eorum curæ et regimini subjecta, ab Apostolicâ Sede tantummodò concedi posse: cùm ejus concedendæ auctoritatem apostolicis nuntiis et superioribus regularibus ademerit Urbanus VIII, uti videre est in ejus constitutione relatâ in Bullar. prædictæ religionis, pag. 227 et pag. 242. Ut autem in eum finem cum præfatis regularibus dispensetur, una hæc subesse potest justa causa; quòd nimirùm in civitate, oppido, vel pago, is laicorum medicorum numerus non habeatur, qui ad ferendam ægrotorum indigentiis opem necessarius videatur. Si enim ponamus plures in aliquâ civitate adesse medicos suam artem probè callentes, quis credat unum aliquem, et quidem religiosi ordinis professorem, tantâ præ cæteris excellentiâ præstantem ibidem existere, ut medicæ artis exercitium ipsi interdicere, in publicum vergat populorum incommodum? Diximus, casum hujusmodi vix credendum videri posse; attamen Ordericus Vitalis ad annum 1059, de Radulpho monacho hæc habet: *Ut in grammaticâ, et dialecticâ, in astronomiâ quoque nobiliter eruditus est, et musicâ. Physicæ quoque sententiam tam copiosè habuit, ut in urbe Salernitanâ, ubi maximæ medicorum scholæ ab antiquo tempore habentur, neminem in medicinali arte, præter quamdam sapientem matronam, sibi parem inveniret.* In duabus S. Bernardi epistolis, 67 nimirùm et 68, quæ inscriptæ sunt monachis Flaviacensibus, agitur de quodam monacho, qui è cœnobio aufugerat, propterea quòd abbas eum sæpè sæpiùs extra monasterium ad ægros curandos dimittebat, eâque ratione ipsum à regularis instituti observantiâ abstrahebat: *Abbas meus habebat me, non monachum, sed medicum. Cogebat servire, imò ipse serviebat per me, non Deo, sed seculo; quando, ne secularium malevolentiam incurreret principum, mederi me compellebat.* Hæc leguntur in epistolâ 67. In subsequenti verò epistolâ 68, postquàm idem sanctus retulerat hujusmodi factum ab abbate pernegari, hisce verbis concludit. *Ipsum, qui hoc dixit, falsitate arguitis. Si mentitus sit, nescimus: ipse viderit. Sed hoc scimus, quia sive per se ipsum, ut vos fatemini, sive per vos, ut ipse testatur, hoc fecerit, in magno interim periculo fuerit.*

VIII. Neque verò clericis, et monachis illimitata, ac arbitraria conceditur artis medicæ exercendæ facultas, sed in ipsis indulti litteris nonnullæ satis providæ conditiones apponuntur. Et primò quidem in omnibus dispensationum litteris conditionalia hæc verba inscribuntur; medicinam scilicet exercendam *absque incisione, et adustione*: quæ verba desumpta sunt ex decretali Innocentii III, in cap. *Sententiam*, *ne clerici, vel monachi.* Cùm verò indultum clerico seculari, majoribus ordinibus insignito, in eum finem conceditur, ut propriam, familiæque suæ inopiam levare possit, in litteris clausula hæc apponitur; videlicet, indultum eò usque vim habiturum, quòusque orator certos ecclesiasticos reditus, vel residentiale beneficium fuerit assecutus. Olim altera quoque clausula inserebatur hujusmodi brevibus, et rescriptis, quâ vetabatur medico ecclesiastico quidquam vel à sponte offerentibus accipere. At, quia evidens suberat periculum, ne hujusmodi præceptum infringeretur, et quia insuper clausula ipsa minimè congruere videbatur dispensationibus illis, quæ clerico conceduntur, ut sibi, et indigenti familiæ possit consulere; ideò, illâ sublatâ, mitior altera invecta est, quâ ecclesiastico medico prohibetur quidem, ne quid exposcat, at integrum ipsi relinquitur spontè oblata recipere, præterquàm si à vero egeno offerantur: neque enim ei permittitur quidquam à viris pauperibus, quantùmvis spontè offerentibus, accipere. Dispensationis denique litteris quæ ad regularium favorem expediuntur, ea semper inest modificativa clausula, ut nihil penitùs ab ipsis recipiatur, sed artis subsidia infirmis per eos gratis omninò exhibeantur.

IX. Cùm et indultorum causas, et conditiones, quibus illa circumscribuntur, et temperantur, recensuerimus; reliquum est, ut de probationibus disseramus, quæ ad verificandas causas in precibus expressas requiruntur. Quicumque sit orator ecclesiasticus, secularis vel regularis, nunquàm oblatæ preces obsignantur, vel breve expeditur, priusquàm episcopus retulerit de viri peritiâ in arte medicâ, deque civitatis, oppidi, vel loci, ejusdem medicam operam exposcentis, non affectatâ indigentiâ. Quinimò, si ecclesiasticus in ordine religioso professus sit, superioris regularis præterea relatio exquiritur circa mores illius subditi extra hospitalia religionis medicum agere cupientis; utque præterea constet, quod utrique muneri, medendi scilicet ægrotis in hospitalibus religionis languentibus, aliisque extra degentibus, possit cumulatè satisfacere. Quod si quandoque maxima locorum distantia, vel urgens allegata necessitas efficiat, ut, non expectatâ ordinarii relatione, rescriptum expediatur vel breve dispensationis transmittatur; illa tamen, unà cum universo negotio, ad ordinarium diriguntur in formâ, quam vocant, commissariâ: ita ut ad illum pertineat sedulò explorare, an causæ in supplici libello expositæ veritati innitantur; si autem minùs veræ reperiantur, ab obtentæ gratiæ executione abstineat: perspecta quippe est protestatio Alexandri III pontificis in decretali *Si quando*, de Rescriptis, cui

successores Pontifices semper adhæserunt, et adhærent : *Patienter sustinebimus, si non feceris quod pravâ nobis fuerit insinuatione suggestum.*

X. Rebus autem sic se habentibus, si etiam malo fato contingat ecclesiasticum aliquem, non satis in arte peritum, ægris curandis operam suam præstare, vel medicum se exhibere aliquo in loco sufficienti medicorum laicalium copiâ non destituto, vel denique, obtento indulto pro eo loco in quo laicorum professorum copia non aderat, ad alium locum transire illorum numero redundantem; facilè quisque intelliget hujusmodi abusus nequaquàm potuisse vel posse referri in eum qui indultum exercendæ artis concesserit; sed ei adscribendos esse qui, vel incuriâ et negligentiâ, vel aliâ de causâ id fieri passus est ac patitur, quod ne fieret, pro viribus debuisset ac deberet obsistere.

XI. Chirurgiæ verò exercitium longè difficiliùs ecclesiasticis permittitur : hujusmodi enim indultum seculari vel regulari clerico tunc tantummodò concedi consuevit, cùm nullus omninò adest in loco laicus chirurgiæ professor, qui incolis illius operâ indigentibus præstò esse possit : tunc que insuper, ad avertendum irregularitatis periculum, in rescripto vel brevi inscribitur ut plurimùm clausula : *citra incisionem, vel adustionem.* Celebris planè est decretalis Innocentii III, in cap. *Tua nos*, de Homicidio, in quâ irregularitatem contraxisse declaratur monachus, qui cùm artem optimè calleret, eamque, non spe lucri, sed christianæ charitatis affectu exerceret, tumorem qui in mulieris gutture excreverat ferro secuit, simulque eam monuit ne se aperto aeri exponeret, quod quidem præceptum quia mulier transgressa est, dùm, ut segetes colligeret, ventorum inclementiam perpessa fuit, ex hâc vitâ decessit : *Nos igitur fraternitati tuæ respondemus, quòd, licèt ipse monachus multùm deliquerit, adeoque officium usurpando, quod sibi minimè congruebat, si tamen causâ pietatis, et non cupiditatis, id egerit, et peritus erat in exercitio chirurgiæ, omnemque studuit, quam debuit, diligentiam adhibere, non est ex eo, quod per culpam mulieris contra consilium ejus accidit, adeò reprobandus, quòd non, post satisfactionem condignam, cum eo misericorditer agi possit, ut divina valeat celebrare; alioquin interdicenda est ei sacerdotalis ordinis executio de rigore.*

XII. Medicam et chirurgicam artem subsequitur advocationis officium, quod in tribunalibus profitentur ecclesiastici, sacris ordinibus insigniti, in vim rescriptorum et brevium quæ concedi consueverunt, et ex quibus ingens asseritur abusuum series in eversionem canonicæ disciplinæ profluere. Conquestio tamen nullo fundamento innititur, tum quia perexiguus est hujusmodi rescriptorum et brevium numerus; tum quia, si de rescriptis agitur, hæc quidem non aliis clausulis verbisque contexta sunt, quàm quæ in canonicis sanctionibus habentur; adeò ut dici potiùs mereantur declarationes eorum quæ à sacris canonibus hâc de re constituta reperiuntur, quàm juris canonici relaxationes. Enimverò neque rescripta neque brevia monachis unquàm, aut canonicis regularibus, conceduntur; quod planè consonum est decretali *Clerici*, alterique *Ex parte tuâ*, de Postulando. Seculari autem clerico minorum ordinum, etiam beneficiato, item subdiacono, imò et sacerdoti, jus ipsum canonicum permittit ut se advocatos in tribunalibus quidem ecclesiasticis liberè exhibeant; in laicalibus verò, et coram seculari judice, si causa ibidem agitanda propriam ipsorum, vel ecclesiæ cui præsunt, aut cui ascripti sunt, vel denique miserabilium personarum rem utilitatemque respiciat : quemadmodùm legere est in cit. cap. *Clerici*, et in cap. *Cùm sacerdotis*, de Postulando, rectèque expendit etiam Fagnanus, in cap. *Magnus*, num. 2, de Obligatis ad ratiocin. Cùm ergo in rescriptis præindicati casus tantummodò exprimantur, clarè patet per hujusmodi indulta ecclesiasticis secularibus facultatem fieri advocationem exercendi in iismet factî speciebus, in quibus sacri canones hoc ipsis indulserunt. Optimè novimus studium juris civilis videri posse non omninò decere ecclesiasticum, sacris præsertim ordinibus insignitum; et tamen, sedulo hoc studio non præmisso, neminem posse de re ipsâ fieri, et agere advocatum. Verùm extrinseca hæc civilis studii cum ecclesiasticæ vitæ instituto repugnantia evanescit, si perpendatur tam arctam nostro hoc tempore inter jus canonicum et civile intercedere connexionem, eaque ita sese mutuò adjuvare, ut qui optimè primum nosse cupit, alterius scientiam sibi comparare debeat. De hâc cohærentiâ à nobis actum est superiori lib. 9, cap. 10 et seq. Mabillonius, de studiis monasticis disserens, quoad juris canonici cum civili consonantiam hæc habet, part. 2, cap. 5, num. 3 : *Monachos parùm decet hujusmodi studium. Præterea ipsis à S. Basilio interdicitur in epistolâ ad S. Gregorium, sicut etiam ab Alexandro III, pontifice maximo, præter alios qui omittuntur. Quod tamen de iis videtur intelligendum qui id expressè profitentur; secùs verò respectu illorum qui legum vel institutionum universalem duntaxat ideam sibi comparare cupiunt, ut inde ad jus canonicum percipiendum faciliùs se introducere valeant, vel etiam ut ad rectè judicandum de variis quæ contingunt actionibus disponantur ingenia. Quod appositè Petrus Blesensis animadvertit, inquiens : Bonum est scire leges, sed non ad quæstum, non ad iniquum juris compendium, sed ad inquisitionem veritatis, et judicii æquitatem. Plurima etiam in Theodosii ac Justiniani Codicibus extant, quorum scientia superiores maximè decet. Domini Gothofredi notæ in Theodosianum Codicem eruditionum copiâ undique scatent.* Quæ hactenùs dicta sunt, ad congregationum rescripta pertinent. Fatemur in brevibus paulò liberaliùs agi. Sacerdoti enim seculari qui scientiæ et juris peritiæ famam sibi comparavit, indulgetur ut in tribunalibus etiam laicalibus possit tam civiles quàm criminales causas agere, prout advocati laici solent, dummodò in criminalibus judiciis ad defensionem tantummodò scribat et agat; nec ei interdicitur quin laborum præmium possit exposcere; superaddiitur tamen, eòusque advocationis exercitium eidem permitti, quòusque certos ecclesiasticos reditus in congruam sustentationem aut beneficium residentiale fuerit assecutus. Unde patet dispensationem in hunc finem ipsi concedi, ut habeat unde honestum sibi victum valeat comparare. Quapropter, si sacerdoti vel ex patrimonialibus bonis, vel ex fructibus beneficiorum ac pensionum, quas fortè celàsset, congrua suppeterent alimenta; noverint episcopi ablatam sibi non fuisse auctoritatem interdicendi hujusmodi sacerdoti ne concessis in brevi facultatibus utatur; quod quidem tunc etiam locum haberet, cùm sacerdos ita in advocati muneribus versaretur ut offensionis et scandali occasionem cæteris exhiberet. Rebus autem sic in suo lumine constitutis, difficile admodùm videtur in illis quidquam reprehensione dignum posse inveniri.

XIII. Affirmare quidem non possumus nos legisse in relationibus statûs Ecclesiæ querelam ullam adversùs resignationes beneficiorum, animarum curam, vel onus residentiæ, et choralis servitii annexum habentium, quæ *in favorem certæ personæ* fieri et admitti consueverunt; sicuti nec quemquam episcoporum conqueri legimus de coadjutoriis *cum futurâ successione*, quæ fiunt non solùm de ecclesiis cathedralibus, sed etiam de parochiis, canonicatibus, aliisque inferioribus beneficiis; negare tamen non possumus quin ore tenùs sæpe jactari audiverimus hujusmodi querelas, easque etiam invenerimus penes aliquem auctorem exscriptas. Nec enim desunt qui contendant, per hujusmodi resignationes et coadjutorias, repleri diœceses sacerdotibus et ministris parùm idoneis, easdemque esse sacris canonibus et concilio Tridentino contrarias. At, licèt ultrò concedamus minimè probandum fore, si hujusmodi resignationes in excessivum numerum excrescerent, iisdemque, nullo præmisso

conditionum ac causarum examine, nullo personarum habito delectu, aditus patefieret; facilè tamen evincere possumus resignationes ipsas et coadjutorum deputationes, proficuas et necessarias esse, quoties intra congruum numerum consistant, nec aliter admittantur quàm cùm ex prævià accuratâ discussione constiterit nullam ex requisitis causis et conditionibus desiderari; qui planè stylus est quem Apostolica Sedes servare consuevit; easdemque ostendere possumus nec juri canonico, nec Tridentini concilii decretis adversari.

XIV. Resignatio in favorem vel favore certæ personæ, illa dicitur quâ parochus, canonicus, vel alius cuilibet beneficiarius, suum beneficium in superioris manus dimittit, eo tamen animo, et expressâ conditione adjectâ, ut parochia, canonicatus, beneficiumve dimissum, certæ designatæ personæ conferantur; adeò quidem ut, si superior alteri quàm designatæ personæ beneficium conferret, irritus planè esset collationis actus, juxta Glossam, in cap. *Olim, il primo*, verb. *Traditam*, de Restit. spoliator. Quam in rem plurimùm confert textus in cap. *Cùm universorum*, de rer. Permut., in quo hæc proponitur facti species: Duo præbendam obtinentes, non imploratâ superioris auctoritate, inter se egerant ac convenerant de propriis præbendis sibi mutuò transferendis ac permutandis; cùm autem alter, præbendam alterius jam consecutus, suam ipse, non in alterum illum, sed, contra initam conventionem, in tertiam extraneam personam transtulisset, pronuntiat Pontifex eum qui contra jus et privatâ auctoritate præbendam suam alteri resignaverat, eâ carere non debere, sed posse illam repetere, propterea quòd deceptus fuerit, dùm conditionem resignationi adjectam alter implere detrectavit. Superior autem, penes quem potestas est admittendi hasce resignationes pactionatas, et *in favorem*, unus est Romanus Pontifex: cùm enim illæ adversentur litteræ et positivæ sanctioni juris scripti in can. *Plerique*, 8, quæst. 1, consequitur privatam hanc auctoritatem esse Romani Pontificis, quippe qui unus positivo juri supereminet, et, quoties opus est, jus ipsum relaxare potest, juxta cap. *Significâsti*, de Elect., et cap 1, *Proposuit*, de Concess. præbendæ.

XV. Adversùs hujusmodi beneficiorum dimissiones favore certæ personæ, non solùm anteactis, sed nostris quoque temporibus, plures cumulantur querelæ. Dicunt enim aliqui, dùm hisce resignationibus locus relinquitur in parochialibus beneficiis, è medio tolli concursum à concilio Tridentino præscriptum; subdunt fieri exinde ut ad parochiales, canonicatus, et reliqua beneficia, personæ plerùmque immerentes assumantur; innuunt insuper resignationes ut plurimùm dirigi à resignante in personas sibi sanguine junctas, quod speciem quamdam habet hæreditariæ successionis in ecclesiasticis beneficiis improbatæ; in dubium denique revocant an, ob inserta pacta et conventiones, actus ab omni simoniæ suspicione immunis pronuntiari possit.

XVI. At contra, si æquioribus oculis percurratur nimia frequentia casuum quibus parochi, canonici, vel beneficiarii, ex contracto morbo, vel ob ingravescentem ætatem, inhabiles efficiuntur; si perpendatur animo nonnunquàm, quæ humana imbecillitas est, reperiri parochos et canonicos opportunà litterarum scientià destitutos; si seriò animadvertatur indicatum à jure remedium adjungendi sacerdotem adjutorem senescentibus, et malà valetudine affectis, non semper in usum redigi, neque per eum urgentibus indigentiis plenè consuli posse; si tandem secum quisque perpendat, facilè quidem esse proponere ut illitteratus parochus à parochiali officio removeatur, eidemque substituatur idoneus vicarius, at id ipsum perficere non adeò facile, vel saltem non nisi post diuturnas lites et perturbationes obtineri posse; cùm cæteroquin paratum opportunumque suppetat remedium ex resignatione quam sæpè parochus in favorem personæ sibi exceptæ libenter exhibet, quinimò sibi permitti enixè postulat; ecquis erit unquàm qui receptam disciplinam, sive morem, carpere jure possit? Uti satis prudenter observat Redignius, in Historiâ concilii Tridentini, sess. 24, pag. 365.

XVII. Si autem hæ rationes in unâ veluti lancis parte appendantur, in alterâ verò statuantur quæ superiùs objectæ fuerunt, nullo negotio posteriores prioribus præponderare dignoscentur. Insuper unicuique ex oppositis rationibus non deest peculiaris et satis firma responsio. Et primò quidem asserebatur per resignationes parochialium *favore certæ personæ* tolli saluberrimam concursûs disciplinam. At hæc satis valida haberi posset objectio, si omnes, vel saltem pleræque parochialium, prævià resignatione, conferrentur; secùs verò, dùm perpaucæ et insuper peculiaribus urgentibus causis, parochialium resignationes recipiuntur. Quilibet episcopus potest hoc sibi perspectum efficere, modò diœcesis suæ parochias recenseat, et quæ per concursum, quæ per resignationem collatæ comperiuntur, enumeret; perspiciet enim numerum parochialium quibus servatâ concursûs formâ præpositus fuit parochus, longè superexcedere exiguum illum parochiarum numerum, quæ resignatariis fuerunt concessæ. Asserebatur secundo loco, ex invectis resignationibus consequi ut ecclesiastica beneficia in immeritas personas conferantur. Verùm, præterquàm quòd reponi posset id ipsum sæpè etiam usuvenire, dùm prævio solemni concursu liberè rectores seliguntur, cùm hominis non sit omnia inspicere atque prospicere; in omnimodam propositæ objectionis eliminationem mox infra subjicietur methodus quæ in admittendis resignationibus observatur, ut inde dignosci valeat an quidquam intactum relictum fuerit, quo dignis pateat, indignis ostium occludatur; quod sanè quilibet rei perspicuitate compulsus, id ita esse fatebitur; et, si secùs quandoque contingat, id minimè collatoris culpæ ascribendum esse. Tertio loco proponebatur animadversio, resignationes de quibus sermo est, inter consanguineos plerùmque celebrari; quod speciem quamdam damnatæ per sacros canones hæreditariæ successionis in beneficiis ecclesiasticis præ se fert. In primis autem animadverti et illud poterat, plurima extare resignationum exempla quibus non in consanguineos vel affines, sed in extraneos planè beneficia fuerunt translata; deinde æquiori animo perpendi, imaginem illam hæreditariæ successionis penitùs abesse cùm nepos, consanguineus, vel affinis, digni et idonei comperiuntur; eoque casu nihil obstare quominùs beneficia illis resignari valeant. Lupus Ferrariensis, in epist. 73, archiepiscopum Senonensem exoravit ut cuidam parocho qui ob hebetiorem oculorum aciem suo muneri satisfacere non poterat, virum emeritum, illius propinquum, substitueret: *Peto ut, ad supplicationem Gerohaldi presbyteri, N. diaconum, ejus propinquum, in ipsius titulo dignemini ordinare, quoniam difficultate visûs frequenter non sufficit sacerdotale munus implere.* Hincmarus Remensis, hoc nomine accusatus, quòd nepotem suum in episcopum Laudunensem ordinâsset, objectam accusationem ita retudit: *Reputatur etiam mihi quòd te nepotem meum gratiâ propinquitatis episcopum ordinaverim, quasi non et alii per me sint ordinati episcopi qui non sunt mihi carne propinqui; et nolunt attendere mihi, hoc reputantes, quia non impedit ad quemquam ordinandum carnis propinquitas, si ordinandus fuerit electus et petitus secundùm ecclesiasticas regulas.* Flodoardus quoque in Historiâ hæc de seipso commemorat: *Ego verò fractus ætate, et attritus infirmitate, ministerio me abdicavi prælaturæ coram eodem præsule qui, me hoc absolvens, imposuit illud Flodoardo nepoti meo, septuagesimo ætatis meæ anno.* Insuper quicumque in rerum usu aliquantò versatus sit, perfacilè testari potuerit consuevisse Deum optimum maximum etiam ex hoc humano in carnem et sanguinem affectu utilitatem et non exigua commoda in suam Ecclesiam derivare. Beneficiarius quippe qui consanguineum in beneficio sibi successorem exoptat, in id curam studiumque suum impendit, ut illum ho-

nis moribus imbutum scientiàque instructum, proposito honore dignum exhibeat, Ecclesiam quoque, ejusque bona et ædificia, sarta tecta servare non negligit, ut expensarum incommoda expectato sibi successori subeunda non relinquat. Quarto tandem ac postremo loco concludebatur resignationes ejusmodi annexas semper habere conventiones, pacta, conditiones, ut non temerè in suspicionem simoniacæ labis venire judicentur. At, cùm recensitis pactis et conditionibus id tantummodò caveatur, ut dimissum beneficium transferatur in designatam personam, aut ad summum ut à resignatario certa aliqua pensio dimittenti quotannis persolvatur, nunquàm affirmare licebit hujusmodi resignationum actus simoniâ divino jure proscriptâ infici; sed, si quod vitium inest, fatendum erit id juri ecclesiastico positivo duntaxat adversari, ejusque censurâ damnatum esse; juxta doctrinam Glossæ in cap. *Ex parte, il primo*, de Officio judicis delegat., et in cap. *Cùm pridem*, verb. *Illicitæ pactionis speciem*, tit. de Pactis. Ex quo illud porrò consequitur, si recensita pacta distinctè exposita, planè perspecta et comprobata fuerint à summo Pontifice, resignationem nec simoniacam esse, nec illicitam, cùm illius actum et annexa pacta omnia rata fecerit is qui universo ecclesiastico juri superior est, illudque potest suâ auctoritate relaxare, uti rectè concludunt auctores. Quin imò tantùm abest ut in resignationibus favore certæ personæ simoniacum crimen passim lateat, ut ex illis potiùs validum remedium prodierit ad eliminandam simoniam illam divino jure damnatam. Certis quippe allatis relationibus detectum est in quibusdam regionibus ubi rumor increbuerat resignationes favore certæ personæ non ampliùs locum aut exitum habituras, invectum fuisse occultum ac perniciosum abusum, quo fictitia beneficia erigebantur eo consilio, ut illa subinde cum veris parochiis et canonicatibus permutarentur, certâ aliquâ super hisce parochialibus et canonicatibus pensione constitutâ; quâ quidem improbâ methodo id assequebantur, quod aliàs jure obtinuissent, si parochialium aut canonicatuum resignationes in favorem certæ personæ, juxta receptum stylum, factæ fuissent et admissæ.

XVIII. Quæ hactenùs disputata sunt, satis superque esse deberent ad eradicanda tandem, si fieri unquàm poterit, zizania, quæ identidem disseminantur. Verùm, quia intrinsecis rationibus quandoque præpollere solent auctoritates, et res judicatæ tribunalium, licebit nobis has superaddere notitias. Arnulphus Ruzæus, in magnâ Parisiensi curiâ consiliarius, tractatum scripsit Juris regaliorum, ubi privilegio 32, num. 2, asserit discussam olim fuisse quæstionem, an resignatio *favore certæ personæ* valida sit, an verò simoniaca dici mereatur. Plures affert ipse rationes ad vindicandam actûs validitatem, eumque purgandum omni suspicione simoniacæ labis; sed subindè refert supremæ curiæ decretum quo hujusmodi renuntiationes irritæ ac simoniacæ declarantur. Verùm, ut hujusmodi judicati vis pondusque expendatur, satis esse videtur hoc unum monere: firmas nimirùm in Galliâ et validas haberi beneficiorum regio juri subjectorum resignationes in favorem certæ personæ coram rege peractas: quo posito, quis valeat percipere quo unquàm jure eædem licitæ sint, nulloque simoniæ vitio infectæ, si coram rege peragantur; contra verò nullæ sint, irritæ, ac simoniacæ, si fiant coram Pontifice maximo, actum comprobante et acceptante? De jure hoc regio, fusiori calamo, scripsit auctor tractatûs de Regaliâ, part. 2, cap. 7, pag. 70, quo in loco ejusdem juris imbecillitatem demonstrat. Cabassutius verò in Theoriâ et Praxi juris canonici, lib. 2, cap. 12, num. 12, si jus regium tuetur, pontificium saltem non oppugnat: *Resignationem in favorem*, inquit, *jus prohibet; ideòque omnes in favorem factæ resignationes nullius sunt momenti, nisi fuerint admissæ à Papâ, cujus potestatis est de communi jure dispensare. In Galliâ tamen multorum seculorum usu et consuetudine præscriptum est ut tempore regaliæ fiant beneficiorum resignationes in alterius certæ personæ favorem coram rege, qui solus ac pleno jure vacantia in regaliâ beneficia confert. Secluso Papâ, et rege, nullus potest resignationes in favorem admittere; nec ipse Papæ legatus, nisi hoc specialiter in mandatis habeat.*

XIX. Certum est Galliarum oratores in concilio Tridentino enixis studiis proposuisse ac suasisse ut proscriberentur omninò resignationes in favorem certæ personæ fieri solitæ, asserentes sanctionibus canonicis adversari, quòd possit quisquam sibi in beneficio successorem quærere ac seligere; uti videre est apud Thomassinum, tom. 2, lib. 1, cap. 50, in fin.; et Van Espen, Jur. Eccles. univers. part. 2, tit. 27, cap. 1, num. 19. Æquè tamen certum est eorum instantiam apud Tridentinos Patres minimè obtinuisse; quod fatetur etiam Natalis Alexander, in suâ Theologiâ dogmaticâ, tom. 2, lib. 2, cap. 6, regul. 8: *Regum christianissimorum ad Tridentinam synodum oratores in mandatis habuêre ut resignationum in favorem abrogationem postularent, ac diligenter urgerent. Id tamen obtinere non potuerunt. Potestas enim ipsas approbandi penes summum Pontificem remansit; episcopis autem aliisque collatoribus est adempta.* Satis enim fuit sacro concilio tollere et abrogare mandata de providendo gratias quæ expectativæ dicuntur, et reservationes mentales; quemadmodùm videre est sess. 24, cap. 19, de Reformat.; hæcque omnia fuerunt executioni demandata, et adhuc religiosè servantur.

XX. Vetus est Apostolicæ Sedis consuetudo quâ resignationes favore certæ personæ recipiuntur. Pervolutis enim datariæ regestis, compertum est Clementem V, qui in Pontificem maximum electus fuit anno 1305, easdem admisisse, ejusque exemplum secutos esse successores pontifices, ipsumque S. Pium V, auctorem celebris constitutionis, inter suas 48, quâ data fuit norma resignationibus quæ coram ordinariis fieri, et ab iis admitti possunt; et quoties adversùs hujusmodi resignationes controversia aliqua excitata fuit, haud neglectum est fundamenta quibus illæ innituntur, sedulâ investigatione perpendere. Clemens enim XI, sanctæ memoriæ pontifex, congregationem haberi voluit à viris doctrinâ rerumque usu tunc Romæ præstantibus, in eâque discuti an resignationes favore certæ personæ essent proscribendæ; et, quatenùs abrogandæ minimè viderentur, quibus conditionibus easdem moderari et cohiberi expediret; concordique omnium suffragio pronuntiatum fuit resignationes tolli non oportere; sed nec easdem in posterum recipi debere quoad parochiales, dignitates, canonicatus, et reliqua beneficia residentialia, nisi præcesserit ordinarii relatio de resignatarii moribus, doctrinâ et habilitate; et quoad parochiales hoc superadditum fuit, ut resignatarius ætatis suæ annum trigesimum ageret, quamvis ex juris communis præscripto, qui vigesimum quartum annum exegerit, rectè parochiali præponatur, uti constat ex cap. *Cùm in cunctis*, § *Inferiora*, ubi Abbas, num. 2, et Fagnanus, num. 10, de Elect. Ordinarii itaque in id animum maximè intendant, ut accuratam, rectamque, dùm exquiritur, relationem faciant; et, si de resignatione parochialis agatur, eamdem non transmittant, nisi præhabito examine illius in quem animarum cura transferenda proponitur, coram examinatoribus synodalibus; si verò res sit de canonicatibus, aliisque beneficiis residentiam exposcentibus, quin et de beneficiis nullo residentiæ onere gravatis (quandoquidem nec horum resignatio sine prævià ordinarii relatione nunc recipitur, quamvis vigens antea praxis id minimè requireret), secluso partium studio, et personarum acceptione post habitâ, rerum veritatem exponant et referant. Eoque pacto jam nulla erit occasio vociferandi, ex resignationibus quæ fiunt et admittuntur favore certæ personæ, id evenire ut parochiales, canonicatus, beneficiaque omnia viris immeritis repleantur. Inspiciatur doctus et accuratus Rigantius, in Commentariis ad regul. 45 cancell., § 1, à num. 1 ad 41, ubi quæ hactenùs disputavimus, pluribus ipse recensuit, et reliquas omnes hanc rem attingentes notitias collegit.

XXI. Proximum à resignationibus *favore certæ personæ* locum obtinent coadjutoriæ *cum futurâ successione*, de quibus idem quod de illis judicium ferendum est : nimirùm nec excessivum illarum numerum esse approbandum ; at ne eas quidem reprobandas, quæ concedi solent quibusdam impellentibus circumstantiis, plerùmque ex eo provenientibus quòd qui ecclesiam, aut præbendam, vel quodlibet aliud ecclesiasticum beneficium obtinent, impares evaserint obeundis muneribus eorum ecclesiæ, præbendæ, aut beneficio annexis ; quòdque difficile admodùm sit idoneum alium virum reperire, qui debita ecclesiæ obsequia, curam, servitutem exhibere velit, non proposito ipsi certo futuræ successionis præmio. In decretalibus, sub tit. *de Clerico ægrotante*, et præcipuè in cap. *de Rectoribus*, cavetur, ut coadjutori congrua portio ex ecclesiæ reditibus assignetur, quia ibi agebatur de coadjuto temporariâ ægritudine correpto quo tandem convalescente, coadjutoria cessare debebat. Verùm in aliis duobus capitulis, quorum alterum incipit *Tua nos*, alterum *Consultationibus*, nullum planè habetur verbum de congruâ coadjutori ascribendâ ; ex quo plures juris canonici interpretes inferendum duxerunt, in duabus hisce decretalibus rem esse de coadjutore ob perpetuam coadjuti ægritudinem, et cum jure futuræ successionis deputato ; hasque proinde coadjutorias juri canonico cognitas esse atque probatas, eòque magis, quia pro illis validissimum suppetit argumentum ex can. *Quamvis*, 7, quæst. 1, in quo dùm agitur de coadjutore qui adjungendus erat episcopo à pluribus annis ægrotanti, et de cujus valetudine jam ferè nulla spes suberat, hæc apposita leguntur verba : *Qui, etiamsi episcopo qui nunc ægrotat, superstes exiterit, loco ejus debeat consecrari.*

XXII. Verùm, ad planè vindicandas coadjutorias cum futurâ successione, validissimum nobis argumentum suppeditant solemnia quædam facta quæ in historiâ ecclesiasticâ referuntur. Illustre illud planè est, quod medio circiter tertio seculo contigit. Cùm enim, è vivis erepto Severo, pax et tranquillitas Orientali Ecclesiæ fuisset restituta, celebris Narcissus ad suam remeavit Hierosolymitanam Ecclesiam ; at, quia illi utiliter præesse non poterat, cùm centesimum jam ageret ætatis annum, Palæstinæ episcopi, Narcisso annuente, cleroque universo, et populo consentiente, in cathedrâ Hierosolymitanâ collocârunt S. Alexandrum tunc in Cappadociâ episcopum, qui per id temporis illùc advenerat sacra loca visitaturus ; atque hoc pacto Narcisso adjunxerunt episcopum adjutorem cum jure successionis post Narcissi mortem in Hierosolymitano episcopatu obtinendæ. Quâ agendi methodo binas dispensationes Palæstinæ episcopi concessisse videntur : alteram, quâ episcopum ab unâ ad aliam Ecclesiam transtulerunt ; alteram verò, quâ duos in eâdem sede constituerunt episcopos, quòd ita Hierosolymitanæ Ecclesiæ utilitas et necessitas postularet. Narratur id ab Eusebio, lib. 6 Histor. Eccles., cap. 9 ; à Nicephoro, Histor. Eccles., lib. 5, cap. 10 ; à Papebrochio, in Histor. Chronol. episcopor. Hierosolymit., num. 60, tom. 3, mens. maii. Adductæ verò animadversiones leguntur penes Thomassin., de veter. et novæ Eccles. Discipl., part. 2, lib. 2, cap. 55, num. 10, ubi post relatam electionis Alexandri historiam, hæc subdit : *Eodem afflati Spiritu charitatis sancto episcopi provinciæ duplici subscripsêre dispensationi, ut et Alexandrum prioris Ecclesiæ nexu solverent, et coadjutorem illum Narcissi, ac coepiscopum darent. Eò invitabat utilitas, eò necessitas adigebat. Erat enim Narcissus centum annos natus, et Alexandri non paulò eminentius erat virtutum fastigium, quàm sedis Hierosolymitanæ. Ita compensata est dispensatio duplex à concilio provinciali.* Et, si fides adhibenda est erudito Ruinart, in Acta martyrum, et peculiariter in Acta S. Alexandri, ex hoc celebri facto coadjutoriæ cum futurâ successione suam repetunt originem : *Cujus quidem facti nullum exemplum in Ecclesiâ tunc temporis præcesserat ; ad quod proinde episcoporum coadjutorum, qui jam nunc frequentiores sunt, origo refertur.*

XXIII. Perspectum omnibus est quod exeunte quarto seculo contigerit S. Augustino in Hipponensem episcopum assumpto. Valerius præclarus episcopus, non minùs adversâ valetudine quàm senio confectus, exoptabat ut S. Augustinus, tunc tantùm sacerdos, sibi in Hipponensi cathedrâ assideret coepiscopus, ut unà simul eidem Ecclesiæ præesset, et demùm sibi decedenti esset in universo pastorali regimine successor : *Formidans idem venerabilis senex*, Valerius nempe, *et sciens se corpore et ætate infirmissimum, egit secretis litteris apud primatem episcopum Carthaginensem, allegans imbecillitatem corporis sui, ætatisque gravitatem, et obsecrans ut Hipponensi Ecclesiæ ordinaretur episcopus, quo suæ cathedræ non tam succederet, quàm consacerdos accederet Augustinus.* Hæc leguntur in Vitâ S. Augustini scriptâ à S. Possidio, cap. 8, ubi etiam narratur quòd, cùm Megalius episcopus Calamensis, Numidiæ primas, Hipponam pervenisset, Valerius, adjunctis sibi reliquis episcopis ibidem præsentibus, clero populoque nedùm consentiente, sed etiam plaudente, effecit ut Augustinus tunc presbyter Hipponensem acceptaret episcopatum, eumque unà cum ipso Valerio administrandum regendumque susciperet. De hâc suâ electione Augustinus, in epist. 113, aliàs 110, loquitur, et conqueritur, eo quia, vivente adhuc Valerio, fuerit Hipponæ episcopus ordinatus, quod contra Nicænæ synodi sanctionem attentatum asserebat : *Adhuc in corpore posito beatæ memoriæ patre et episcopo meo Valerio, episcopus ordinatus sum, et sedi cum illo ; quod concilio Nicæno prohibitum fuisse nesciebam, nec ipse sciebat.* In eâdem epistolâ S. doctor refert Severum episcopum Melivitanum, propterea quòd valdè metueret ne, post sui obitum, tumultus ac contentiones excitarentur in designando successore, rem ita gessisse, ut, vivens adhuc, futurum sibi in episcopali sede successorem jam electum conspiceret ; et quamvis in eam rem solius tantùm cleri accesserit consensus, ideòque complures meritò vererentur ne ob neglectum penitùs populi judicium perturbationes et dissidia orirentur, cùm primùm rei gestæ ratio perspecta fieret ; placuit nihilominùs omnipotenti Deo ut pacatum res exitum haberet : *Deo placuit, tristitia fugata est, gaudium successit. Ordinatus est episcopus quem præcedens episcopus designaverat.* Ipsa sunt Augustini verba, post quæ subdit, omnibusque disertè significat, se velle sibi in Hipponensi Ecclesiâ successorem sacerdotem Eraclium : *In omnium vestrùm notitiam perfero : presbyterum Eraclium mihi successorem volo ;* ita tamen ut, dùm viveret, nollet se pastorali curâ et sollicitudine penitùs eximere, sed adjutorem sociumque in illis perferendis habere sacerdotem Eraclium, uti legitur num. 6. Quæ quidem sancti pastoris voluntas concordi omnium plausu comprobata fuit. Et sicuti tunc non adfuit qui maximas Deo optimo gratias non retulerit, ita neminem nunc reperire est qui in relatâ facti serie perspectissimum coadjutoriæ cum futurâ successione exemplum non agnoscat ; veluti etiam rectè perpendit Petrus de Marcâ, de Concord. sacerd. et imperii, lib. 6, cap. 8, num. 8 : « Valerius Hipponensis episcopus Augustinum in ecclesiâ suâ ordinari episcopum fecit, ut coadjutor et coepiscopus esset ; ita ut, novo more, inquit Paulinus, non tam succederet quàm accederet. Cæterùm ordinationem illam probavit cleri et populi consensus, et episcoporum comprovincialium. Canones nihilominùs Nicænos in eâ violatos esse fatetur Augustinus, non quia ipse successor Valerio destinatus esset, sed quia episcopus unà cum illo fuit. Quippe concilium illud vetuerat ne duo episcopi essent in unâ Ecclesiâ. Nam, quod spectat ad electionem successoris, nihil in eâ reprehendebat, modò fieret cum consensu cleri et plebis, id est, eorum ad quos jus eligendi pertinebat. Certè ipsemet Augustinus successorem sibi constituit Eraclium in plenario ecclesiæ suæ cœtu ; cui electioni ut accederet cleri et populi Hipponensis consensus, effe-

cit, et acta consensûs eorum per notarios excipi jussit. »

XXIV. Sacræ igitur antiquitati probatæ quoque noscuntur coadjutoriæ cum futurâ successione, quoties ea sit præsulis conditio, ut administrationi et gubernio Ecclesiæ utiliter ampliùs præesse non valeat; quoties designatus coadjutor et meritis polleat, et rerum agendarum scientiâ; quoties denique in coadjutore cooptando, ne aliena jura lædantur, eorum exquiratur obtineaturque consensus, quorum suffragiis episcopi electio esset perficienda. Hæcque planè methodus illa est, quæ constanti usu recepta nostris hisce temporibus servatur. Neque enim prælati coadjutorem sibi exposcentis preces recipiuntur, nisi claris ac undique certis probationibus doceat se concreditæ sibi Ecclesiæ utiliter administrandæ imparem evasisse; nisi ad eumdem planè perspicuitatis gradum demonstret postulatum coadjutorem doctrinâ, pietate, prudentiâ, cæterisque dotibus instructum esse, quæ ipsum prælaturâ dignum, ejusque muneribus sustinendis idoneum constituant; nisi demùm, ubi agatur de ecclesiasticâ dignitate quæ prævià electione vel nominatione conferri soleat, eorum proferat consensum qui eligendi vel nominandi jure potiuntur. Utque insuper illud declinetur incommodum quod S. August. contigisse conqueritur, dùm ipse à Valerio in Hipponensis Ecclesiæ coadjutorem assumptus fuit, quicumque episcopi coadjutor constituitur, consecratur quidem et ipse episcopus, ut, dùm coadjutus legitimo detinetur impedimento, ordinis munia obire possit; at titulum non consequitur illiusmet Ecclesiæ, cujus administrationi ac regimini allaborat, ne duo simul sedeant in unâ episcopali sede episcopi, sintque duo unius Ecclesiæ sponsi; sed titulo solummodò donatur alicujus Ecclesiæ in partibus infidelium sitæ; à cujus vinculo tunc demùm solvitur, cùm, vitâ functo episcopo cui adhæserat coadjutor, administrandam assumit jure suo Ecclesiam cui antea adjutricem operam uti coadjutor præstiterat.

XXV. Ignota nobis non est responsio quæ recensitis hucusque rationibus, claris cæteroquin ac planè perspicuis, opponitur. Objicitur nempe locum iis esse, cùm agitur de coadjutore in episcopali Ecclesiâ, vel insigni aliquo monasterio statuendo; secùs verò, si res sit de parochiis, canonicatibus, cæterisque inferioribus beneficiis residentiam annexam habentibus; facilè siquidem intelligi posse justam subesse necessitatem occurrendi indigentiis episcopalis vel abbatialis Ecclesiæ, etiam per coadjutorem cum jure futuræ successionis adscitum, si episcopus vel abbas ex infirmitate, ingravescente ætate, vel alio quovis impedimento, gravissima onera sibi imposita perferre non valeant; at non ita facile captu esse quænam tanta urgeat necessitas ut parocho, vel canonico, inhabili effecto, statim adjungatur coadjutor cui non modò spes, sed certum jus succedendi in beneficio addicatur, cùm et parochus in curâ animarum obeundâ satis à vicario sublevari et adjuvari possit, et quodcumque capitulum, utpote ex pluribus canonicis et beneficiatis compositum, quamvis aliquis ex ipsis justo impedimento detentus perpetuò abesse cogatur, valeat quàm facilè absentis onera in reliquos ita distribuere, ut nullum Ecclesiæ divinoque cultui detrimentum irrogetur; quo quidem seposito detrimento, omnis illicò cessat legitima causa quæ coadjutoriam justificare possit. Posito autem legitimæ ac urgentis causæ defectu, consuetæ audiuntur oblocutiones, ex coadjutoriis videlicet insurgere votum captandæ mortis alterius, et expectativas gratias, à sacro Tridentino concilio proscriptas, in usum revocari.

XXVI. Verùm, si episcopo aut abbati rectè adjungitur coadjutor, etiam cum jure futuræ successionis, ne, illis justo aliquo impedimento præpeditis, episcopatûs vel monasterii regimen negligatur, vel detrimentum aliquod subeat, quamvis fortè posset episcopi suffraganei aut vicarii operâ rebus omnibus opportunè consuli; idque eâ de causâ, quòd experientiâ comperтum sit Ecclesiæ longè utilius esse, potiùs quàm à suffraganeo seu vicario, regi administrarique per idoneum coadjutorem qui regiminis curas et sollicitudines eò libentiùs aggrediatur, quò tutiorem spem fovet se in susceptis muneribus diutiùs permansurum, si coadjuto episcopo vel abbati superstes fuerit; cur unquàm reprobandus erit longèque removendus à parochialibus coadjutor cum jure successionis, quotiescumque parochus, inhabilis factus, officii sui partes implere reipsà non valeat; quoties coadjutor non constituitur, nisi ex præcedentibus legitimis documentis constet de illius merito et idoneitate; ac demùm quoties manibus veluti tangitur, recto animarum gubernio aptiorem utilioremque evadere sacerdotem coadjutorem cum futurâ successione, quolibet alio sacerdote qui, nullâ spe fretus obtinendæ parochialis, mercenariam operam suam præstet? Præterea, quod ad canonicos attinet, quamvis capitulum non adeò exiguo canonicorum numero constet, cùm tamen quandoque contingat nonnullos ex iis in capituli negotia expedienda incumbere, aliquos jubilationem emeritos, alios demùm aliis de causis choro non interesse, indeque non exiguum divini cultûs detrimentum oriri; quis unquàm bonâ fide contendere poterit hisce urgentibus circumstantiis haud licere adjungere canonico ætate confecto et Ecclesiæ non ampliùs inservire valenti, coadjutorem cum futurâ in canonicatu successione? Hùc totâ re perductâ, non nisi per summam injuriam dictitatur aut redintegrari expectativas gratias à concilio Tridentino proscriptas, dùm admittuntur coadjutoriæ cum annexo futuræ successionis jure; siquidem coadjutoriæ nunquàm ferè expediuntur, nisi expressus coadjuti præcesserit consensus, qui in expectativis nullo modo requirebatur; aut per coadjutorias pravum induci votum captandæ mortis coadjuti, cùm idem, et potiori fortè jure, asseri posset de episcoporum et abbatum coadjutoribus, et tamen nil tale obmurmuretur, vel certè spernatur, si quid ejusmodi exaudiri contingat; cùmque etiam posset idem de illis affirmari, quibus pensiones reservantur super episcopatibus, abbatiis, parochiis, et canonicatibus, nec tamen tale quid objiciatur; cùmque demùm præponderare omnibus debeat necessitas consulendi Ecclesiæ, quâ inspectâ, omnem planè vim ac pondus amittunt, non minùs exaggeratum alienæ mortis votum, quàm jactata hæreditariæ successionis species in sanctuarium illata : *Tota coadjutoriarum amaritudo considerari potest vel in voto captandæ mortis, in quo fundatur reprobatio expectativarum, vel in successione quasi hæreditariâ in beneficio, vel in eo quòd per hujusmodi gratias minùs idonei in Ecclesiâ ingeruntur. At primum excluditur per consensum et requisitionem coadjuti; neque enim datur coadjutor invito, nisi in casu dilapidationis, cum ablatione administrationis, à quâ de jure veniat perpetuò suspendendus, aut in casu dementiæ. Secundum excluditur per litteras commendatitias aut episcopi, aut capituli, de qualitatibus coadjutoris, et indigentiâ Ecclesiæ. Tertium accidit contra mentem summi Pontificis ex sinistrâ informatione, quæ in quâlibet gratiâ provisivâ intervenire potest.* Ita optimè disserit Joannes Solier in Notis ad Institutiones canonicas Lancelloti, lib. 1, tit. 16, de Coadjutore, § 1; quod etiam repetitum legitur à Filesac, de sacrâ episcoporum Auctoritate, cap. 14, § 2.

XXVII. Neque verò dissimulare volumus ea quæ de coadjutoriis cum futurâ successione à concilio Tridentino fuerunt constituta. Cùm enim in eo sedulâ disquisitione disceptatum fuisset an penitùs tollendæ essent hujusmodi coadjutoriæ, in eam demùm sententiam itum est, quæ expressa legitur sequenti decreto, cap. 7, sess. 25, de Reformat., quo cautum fuit ne in posterum coadjutoriæ enuntiatæ quocumque in beneficio locum obtinerent : *In coadjutoriis quoque cum futurâ successione idem posthac observetur, ut nemini in quibuscumque beneficiis permittantur.* Verùm, cùm exinde perpensum rectè fuisset perfacilè fieri posse ut episcopatus vel monasterium, ob contractam

ab episcopo vel abbate rerum gerendarum inhabilitatem, ingens aliquod detrimentum subirent, non abnuit concilium in hâc facti specie coadjutoriis cum futurâ successione locum relinquere, dummodò tamen allatæ causæ à summo Pontifice rectè perpensæ eidemque probatæ fuissent, et designandus coadjutor iis omnibus polleret qualitatibus quæ ad probum sa- isque idoneum prælatum efformandum desiderantur : *Quòd si quando ecclesiæ cathedralis aut monasterii urgens necessitas aut evidens utilitas postulet prælato dari coadjutorem, is non aliàs cum futurâ successione detur, quàm hæc causa priùs diligenter à sanctissimo Romano Pontifice sit cognita, et qualitates omnes in illo concurrere certum sit, quæ à jure et decretis hujus sanctæ synodi in episcopis et prælatis requiruntur.* Cùm igitur concilium in universum coadjutorias cum futurâ successione interdixerit in omnibus beneficiis ecclesiasticis, subindeque à generali sanctione exceperit episcopatus et monasteria, nullo penitùs verbo facto de inferioribus beneficiis, validum exinde illis suppetit argumentum, qui coadjutorias cum futurâ successione ab inferioribus beneficiis excludunt. Inspiciatur Fagnanus, in cap. *Nulla*, num. 69 et seq., de Concess. præbendæ.

XXVIII. Hujusmodi argumenti vim sanè agnoscimus ; at nihilominùs arbitramur neque potuisse neque voluisse Tridentinos Patres vinculum injicere Romanis Pontificibus, ne justis ac validis urgentibus causis coadjutores cum futurâ successione inferioribus beneficiis valerent constituere ; sed tantùm voluisse monitum quoddam iis relinquere, ne suam hisce coadjutoriis præstent auctoritatem, nisi cùm reipsà debitæ circumstantiæ id expostulent : cùm nempe alia reverà non suppetat ratio Ecclesiarum necessitatibus consulendi ; utque hujusmodi coadjutoriarum numerum in immensum excrescere non sinant, ne collatorum jus omninò, vel magnà ex parte, impediatur, neve ecclesiasticorum cœtus justâ fraudetur spe concurrendi, et assequendi beneficia quæ identidem per diœceses vacare contingit.

XXIX. Neque profectò arbitraria est hujusmodi interpretatio. Innititur enim textui ejusdem concilii in cap. 21, sess. 25, de Reformat., ubi hæc leguntur : *Postremò sancta synodus, omnia et singula, sub quibuscumque clausulis et verbis, quæ de morum reformatione atque ecclesiasticâ disciplinâ, tam sub fel. rec. Paulo III ac Julio III quàm sub B. Pio IV, pontificibus maximis, in hoc sacro concilio statuta sunt, declarat ita decreta fuisse, ut in his salva semper auctoritas Sedis Apostolicæ et sit, et esse intelligatur.* Innititur præterea usui ac consuetudini jam inde statim post concilium observatæ, et in hæc nostra tempora productæ : cui quidem in ejusmodi circumstantiis quantùm ponderis et auctoritatis insit ad rectam legum intelligentiam assequendam, nemo ignorat. Vix enim absoluto concilio ac dimissis Patribus, cardinalis Navagerius ad suam Veronensem Ecclesiam reversus, seque prostratâ valetudine sentiens affectum, à pontifice Pio IV petiit obtinuitque sibi in coadjutorem cum futurâ successione in eâdem Ecclesiâ adjungi clericum Augustinum Valerium, sororis suæ filium, qui subinde ad cardinalitiam dignitatem assumi promeruit ; quâ in re suum illi favorem præstitit S. Carolus Borromæus, agendo apud eumdem summum Pontificem avunculum suum ut contrariis quibuscumque derogaret, utpote qui Augustini merita optimè noverat : quemadmodùm legere est in illius Vitâ à Joanne Venturâ conscriptâ, et hoc ipso anno 1754 Venetiis prelo restitutâ, pag. 35. In datariæ quoque regestis extant exempla coadjutoriarum cum futurâ successione in beneficiis inferioribus quæ sub pontificatu tum Pii IV, post absolutum concilium, tum S. Pii V, tum cæterorum successorum pontificum fuerunt expeditæ. Innititur tandem aliis quoque ejusdem sacri concilii capitibus. Prægnantia siquidem et universalia sunt verba capitis 2, sess. 7, de Reformat. : *Nemo, quacumque etiam dignitate, gradu, aut præeminentiâ præfulgens, plures metropolitanas seu cathedrales ecclesias in titulum sive commendam, aut alio quovis nomine, contra sacrorum canonum instituta, recipere et simul retinere præsumat.* Prægnantia item et universalia sunt quoque verba cap. 7, sess. 14, de Reform. : *Cùm etiam qui per industriam occiderit proximum suum et per insidias, ab altari avelli debeat ; qui suâ voluntate homicidium perpetraverit, etiamsi crimen id nec ordine judiciario probatum, nec aliâ ratione publicum, sed occultum fuerit, nullo tempore ad sacros ordines promoveri possit ; nec illi aliqua ecclesiastica beneficia, etiamsi curam non habeant animarum, conferre liceat ; sed omni ordine ac beneficio et officio ecclesiastico perpetuò careat.* Prægnantia denique et universalia sunt pariter verba capitis 5, sess. 24, de Reformat. matrim. : *In contrahendis matrimoniis, vel nulla omninò detur dispensatio, vel rarò, idque ex causâ, et gratis concedatur. In secundo gradu nunquàm dispensetur, nisi inter magnos principes, et ob publicam causam.* Attamen, his minimè refragantibus, perspectum est omnibus Apostolicam Sedem dispensâsse anteactis temporibus, et identidem dispensare super retentione plurium episcopatuum in quibusdam regionibus, ubi id in catholicæ religionis utilitatem vergere judicatur ; quemadmodùm superiùs quoque animadvertimus. Nec etiam desunt exempla dispensationum quibus indultum est homicidis voluntariis, ad ordines jam promotis, ut sacra altaris ministeria obire possent ; imò et aliqua reperire licet, quamvis rara admodùm, exempla similis et majoris dispensationis concessæ iis qui voluntarii homicidii crimen perpetrârunt, antequàm ordinibus initiarentur ; sive conciliare interdictum eos tantùm afficiat qui antequàm ordinarentur hominem interfecerunt, sive ad eos quoque proten datur qui post susceptos ordines hujusmodi crimine sese obstrinxerunt : quâ de re videndus Fagnanus, in cap. *Henricus*, num. 25 et seq., de Clericis pugnantibus in duello. Ad hujusmodi autem lenitatis ac clementiæ gradum adduci se Romani Pontifices passi sunt, non primis quibusque supplicantium precibus, sed postquàm pluries exhibitas obtestationes rejecerant ; postquàm gravissimum crimen publicâ ac insigni delinquentis pœnitentiâ expiatum fuisse constabat ; postquàm denique ab ordinario loci aliisque ecclesiasticis viris habita fuerunt certa et planè authentica testimonia tam de expletis peculiaribus pœnitentiæ actibus, datoque præclaræ virtutis exemplo per diuturnum probatæ vitæ tenorem, quàm de spirituali utilitate quæ in proximos per eum qui dispensationem petit obventura speratur, quoties illi ad majores ordines ascensus indulgeatur, sive eorumdem antea adeptorum exercitium restituatur. Complura tandem exempla suppetunt dispensationum super impedimentis matrimonii concessarum, ac solutionum pecuniæ in earum concessionibus injunctarum. De omnibus his legi potest cardinalis Pallavicinus in Historiâ concilii Tridentini, lib. 23, cap. 8, num. 21, ubi plenè ostendit tum prædictorum omnium necessitatem, quamvis conciliaris obstet prohibitio ; tum exactæ inde pecuniæ in pietatis opera erogationem ; tum denique inculpabilem agendi rationem à S. pontifice Pio V initam, qui successoribus omnibus præclarum reliquit lenitatis exemplum, ne asperiores ac difficiliores in denegandis dispensationibus sese exhibentes, Christi fidelium animas præcipites ad perditionis barathrum propellant. Nunc autem ad coadjutorias revertentes, ex præadductis rationibus atque exemplis colligimus coadjutorias etiam cum futurâ successione in beneficiis inferioribus reprobari, aut illicitas reputari non posse. Cæterùm perperàm jactari dicimus, per ipsas immeritis ministris diœceses impleri : lùm, ut superiùs latè disseruimus, iisdem non patet aditus, nisi urgeat Ecclesiæ necessitas, cui aliter satis consuli non posse legitimis probationibus doceatur ; ac nisi simul ex allatis authenticis documentis planè constet coadjutorem virum esse beneficio dignum aptumque ad rectè ac sedulò implenda munera quæ

ipsi, dùm designatur coadjutor cum futurâ in eodem beneficio successione, exercenda demandantur.

XXX. Aliquando episcoporum querelis locus factus est ob exemptionem nonnullis ipsorum subditis concessam ab illorum jurisdictione ordinariâ. At id rarò admodùm et non sine gravissimâ causâ factum est, aut fit : petens enim exemptionem à suo ordinario probare debet sævitiem contra se exercitam, aut justum timorem quòd ea exerceatur. Videantur Lotterius, de Re beneficiariâ, lib. 1, quæst. 24, num. 30 et seq.; Pignatellus, consult. 124, tom. 10; et rota, decis. 280, part. 5, tom. 1 Recent. Nec petitæ exemptioni via aperitur, nisi audito ordinario ipsoque fraternè admonito ut mitiùs agat; et juxta praxim congregationis episcoporum et regularium, etiamsi adsint probationes sævitiæ vel justi timoris, ut plurimùm prohibetur tantùm ordinario ne procedat ad actus irretractabiles excommunicationis, suspensionis, interdicti, carcerationis, sequestrationis, seu alterius similis detentionis, nisi priùs aut eâdem congregatione aut metropolitano certioratis, et obtentâ ab ipsis facultate procedendi. Quòd si aliquis in flagranti, uti dicitur, fuisset deprehensus in aliquo gravi delicto, tunc ordinario nunquàm intelligitur subtracta facultas procedendi adversùs prædicto modo delinquentem, juxta responsum ejusdem congregationis editum die 5 martii 1660, quo nihil moderatius excogitari potest.

CAPUT XI.

De quarto capite relationis statûs ecclesiæ.

I. Pertinet quartum caput ad regulares de quibus hoc ipso tractatu jam plura disseruimus : ideòque perpauca nunc supersunt addenda, eaque minimè spectantia ad regulares in propriis claustris degentes, sed ad eos potiùs qui mallent extra religiosas domos vagari, aliosque illos qui è claustris ob patrata crimina fuerunt expulsi; de quibus non destiterunt episcopi in relationibus statûs suarum Ecclesiarum opportunas instructiones et providentias exposcere.

II. Perspecta cuique est concilii Tridentini sanctio sess. 25, cap. 19, de Regularibus edita, quâ cavetur ut quilibet regularis suam oppugnaturus professionem, si quinquennium ab eâ emissâ necdùm fuerit evolutum, eamque nullam fuisse contendat, uti violenter extortam, *per vim et metum*, vel quia immaturè factam, *ante ætatem debitam*, vel ob aliam hujusmodi causam, *aut quid simile;* debeat sua jura proponere *coram superiore suo et ordinario*. Complures extant regularium ordinum constitutiones quibus statuitur ut, si quis habituali corporis ægritudine, v. g., comitiali morbo, afflictetur, eamque, rogatus, ante professionem non patefecerit, quamvis jam professus, è religione ejiciatur. Si hujusmodi quæstionem intra quinquennium à die emissæ professionis excitari contingat, nonnulli episcopi in relatione statûs Ecclesiarum exposuerunt contendere regulares eam unius regularis superioris judicio definiendam, nec episcopum posse in hoc definiendo negotio se immiscere, propterea quòd concilium Tridentinum episcopos tunc solùm conjudices esse voluerit, cùm, quinquennali spatio nondùm exacto, professio nulla dicatur, tanquàm expressa *per vim et metum*, vel *ante ætatem debitam*, aut *aliâ simili de causâ*, qualis nullatenùs dici valet ea de quâ nunc sermo occurrit, cùm scilicet regularis in ipsâ votorum nuncupatione rogatus an aliquo habituali morbo laboraret, morbum ipsum reticuit. Verùm constans atque perpetua sacræ congregationis concilii sententia fuit in hâc quoque facti specie per superiorem regularem et ordinarium, junctis suffragiis, causam cognosci ac definiri oportere : neque enim jure contendi potest concilium suam legem coercuisse ad ejus tantùm generis judicia in quibus professio tanquàm facta per vim et metum, vel ante præscriptam ætatem, irrita diceretur; siquidem de cæteris quoque similibus casibus per ea verba : *aut quid simile*, mentionem fecit. Ratio autem quæ Tridentinis Patribus suasit ne hujusmodi judicium unius superioris localis sententiæ reliquerint absolvendum, sed mallent episcopalem quoque auctoritatem accedere, non solùm sibi locum vindicat cùm professionis nullitas ex vi et metu, vel ex incompletâ ætate desumitur; verùm etiam cùm professio nulla asseritur, ex quo professus corporis vitium reticuit, licèt interrogatus fuerit ut, si quod inesset occultum vitium, patefaceret. Sacræ congregationis decreta à nobis relata fuerunt in folio quod pro imposito nobis olim secretarii munere exaravimus in causâ Burgen. quæ proposita fuit et ad normam præfatorum decretorum decisa die 13 aprilis 1720, uti videre est tom. 1 Thesaur. resolutionum : eamdemque congregationis sententiam nos ipsi complexi sumus atque firmavimus in nostrâ constitutione cui initium : *Si datam hominibus*, 47, § *Cùm etenim*, tom. 2 nostri Bullarii.

III. At hìc non est controversiæ finis. Sanè de jure communi valida est regularis professio, etiam ab eo emissa qui aliquo habituali morbo detinetur, nec illum ante professionem, quantùmvis interrogatus, denuntiat. Ut autem irrita fiat, necesse omninò est ut id in constitutionibus ordinis à S. Sede approbatis peculiari sanctione edicatur; quemadmodùm rectè animadvertunt Navarrus, consil. 48, num. 2, lib. 3, tit. de Regularibus; rota coram Ubaldo, decis. 38, num. 2 et seq., et decis. 394, num. 1 et seq., coram eodem. Neque tutò affirmare licet nullitatem professionis per constitutiones ordinis fuisse inductam, quoties professus, requisitus, ægritudinem suam celaverit, quamvis constitutiones et illam pandi jubeant, ac pro testentur aliàs illegitimam fore professionem; sed opus est ut illam reipsà nullam fore declarent, si contra statutam legem ab aliquo emissa fuerit : veluti optimè expendunt Fagnanus, in cap. *Qui presbyterum*, num. 85 et seq., de Pœnit. et Remiss.; Bordon., in Controvers. moral., controv. 21, de Ætat. profess., quæst. 9; cardinalis Petra, ad Constit. apostol., tom. 2, pag. 525. Positâ autem professionis nullitate, disquirendum tantummodò superest, non quidem an religio, juribus utens ex nullitate professionis sibi competentibus, professum valeat expellere; sed num professo liceat se vindicare in libertatem exeundi è religione, quamvis hæc ultrò eumdem retinere consentiat.

IV. Non semel hujusmodi casus in quæstionem venit, et ad illius decisionem congregationis concilii auctoritas implorata fuit. In constitutionibus ordinis Capuccinorum quæ à S. Sede in formâ specificâ confirmatæ fuerunt, cap. 2, hæc leguntur : *Qui elephantiâ, morbo caduco, aut aliâ infirmitate contagiosâ afficitur, non recipiatur. Et, si quis talis receptus fuerit, eò quòd interrogatus talem infirmitatem manifestare noluerit, declaratur religionem ad eum retinendum minimè velle esse obligatam.* Perspicua sunt verba quoad ipsius religionis facultatem ejiciendi professum qui morbum quo tenebatur reticuit, quamvis de eodem antequàm religioni se devoveret interrogatus fuerit; quemadmodùm scitè animadvertit P. Bartholomæus de Vecchis in libro inscripto : *Praxis observanda in admittendis ad religionis statum novitiis*, disput. 13, dub. 15, num. 4 et seq.; et præcipuè num. 8. Itaque, quotiescumque superiores regulares consenserunt ut sic professus abscederet, testimoniales litteras ipsi tradentes quibus ille declarabatur regulari observantiâ solutus, imò extra eam factus, ex eò quòd, rogatus licèt, occultum perpetuumque suæ valetudinis vitium retinuerat, ne fortè suspicaretur aliquis ipsum veluti incorrigibilem è religione expulsum fuisse, temperamentum hujusmodi Romanæ congregationes commendare non destiterunt. At, cùm religio postulationibus hujusmodi professi abire cupientis obsistit, contenditque sibi uni relictum esse jus impugnandi ejusmodi professionem, non autem illi qui contra constitutionum præscriptum illam emisit, tunc ingens profectò difficultatum pelagus commotum est. Visum est enim aliquibus nullo modo percipi posse cur correspectivus contractus, si quoad alterum ex contrahentibus nul-

lus remanet, nullus itidem esse non debeat respectu alterius; spectatâque æqualitatis conditione hujusmodi contractui intrinsecâ, si primo licitum est nullitate uti eamque judicio persequi, cur eamdem ipsam proponere alter prohibeatur? Ita disserunt Capon., discept. 53, num. 33 et seq.; P. de Vecchis, citat. oper., disput. 13, dub. 15, num. 4, et num. 8; et P. Thesaurus, ex Capuccinorum familiâ, in libro cui titulus: *Expositio in regulam fratrum Minorum S. Francisci*, cap. 2. Alii è contrariâ parte opinantur, justitiæ et æquitati maximè congruere ut decepta religio jure suo utatur, ejiciendo ejusmodi nulliter professum; at iniquum esse et à juris regulis peralienum ut deceptor ex propriâ fraude compendium utilitatemque percipiat: quæ verò correspectivis contractibus inesse dicitur æqualitas, eam dicunt locum obtinere debere quando contrahentes omnes id quod debuerant bonâ fide præstiterunt: nullatenùs autem cùm ipsorum alter culpabilis deprehenditur, veluti in dies comprobatur in matrimoniali contractu, in quo conjux innocens id jure petit quod alter delinquens petere prohibetur.

V. Dùm in minoribus constituti prædicto munere secretarii congregationis concilii fungebamur, res tulit ut opportunus fieret hujusmodi disputationi locus in quâdam causâ provinciæ Romanæ Capuccinorum nullitatis professionis, propositâ die 31 julii 1723, et 8 julii sequentis anni 1724. Folia tunc typis vulganda contexere, et congruis animadversionibus exornare non prætermisimus, uti videre est tom. 2 et 3 Thesauri resolutionum. Affirmari tamen non potest quæstionis nodum resolutione tunc editâ fuisse solutum: quapropter in superiùs indicatâ nostrâ constitutione cui initium: *Si datam hominibus*, quæque est 47 tom. 2 nostri Bullarii, in aliud tempus congruam quæstionis decisionem reservavimus, uti patet ex § *Itaque prædictis omnibus*. Quare, cùm nonnulli episcopi in relatione statûs Ecclesiarum suarum opportuna sibi monita justamque hâc in re procedendi normam tradi expetierint, asserentes factum quandoque esse ut simul cum regulari superiore cognoscere debuerint an professus qui, ut supra, rogatus corporis vitium per fraudem reticuerat, ad proponendam nullitatem professionis admitti deberet, contradicente licèt religione, quæ eumdem sibi addictum retinere intendebat, nil curans inductam à constitutionibus illius professionis nullitatem, quam, non in professi favorem, sed in proprium commodum utilitatemque statutam affirmabat; non aliud responsum tunc dari potuit, neque deinceps dabitur, quousque quæstio dirimatur, quàm ut evolvantur libri, dissentientium scriptorum momenta expendantur, nec eorum tantummodò auctoritas, sed præsertim allatæ per ipsos rationes introspiciantur; eique opinioni sententia aptetur quam is qui judicis auctoritate fungitur probabiliorem esse deprehendet. Etenim inter propositiones à ven. servo Dei Innocentio XI 2 martii 1679 proscriptas, secunda numero recensetur ista: *Probabiliter existimo judicem posse judicare juxta opinionem etiam minùs probabilem.*

VI. Subsequuntur modò regulares profugi ac desertores, hoc est, à religione apostatæ, atque ii qui definitivâ sententiâ à proprio regulari ordine repulsi fuerunt: cùm enim hi omnes vivant extra claustra, neque reverà exiguus sit eorum numerus, non leve negotium facessunt episcopis in spirituali regimine obeundo: quâ de re plerique in relatione statûs suarum Ecclesiarum sæpiùs conquesti sunt. Malum negari non potest; ejusdemque causæ satis superque perspectæ sunt: præscripta item comperiuntur remedia quibus etiam controversiæ plures è medio sublatæ fuerunt: ideòque tantummodò reliquum est ut ea episcopis indigitentur, excitenturque ipsi ad eadem in praxim deducenda.

VII. Redundantem nimis regularium numerum putant aliqui, et validis quidem rationibus innixi, potissimam causam esse cur tot reperiantur profugi, apostatæ et ejecti, diœceses inficientes. Ita disserit gravissimus societatis Jesu theologus Franciscus de Ribera in Oseam, cap. 2, num. 101: *Indicavit longi temporis usus nullam esse certiorem ac præsentiorem religionibus pestem quàm multitudinem. Nam quæ dicuntur pestes, et sunt ambitiones, avaritiæ, voluptates, contentiones et æmulationes, ex multitudine oriuntur. Ac si quis putat in magnâ hominum multitudine mortificationem et humilitatem, et pacem concordiamque animorum conservari posse diù, id putat quod neque in hunc diem usque factum est, neque fiet. Quid est (inquit Salomon) quod fuit? Ipsum quod futurum est. Quia est quod factum est? Ipsum quod faciendum est. Pauci qui perfecti essent, aut qui ex animo ad perfectionem properarent, omni tempore inventi sunt; multi qui diù, nullo. Senex est jam mundus; non mutabit mores, opinor. Quod pretiosum est, rarum semper fuit; et stultorum infinitus est numerus.* Contendunt alii excessivam profugorum, apostatarum ejectorumque multitudinem ex nimiâ facilitate profluere quâ ad habitum recipiuntur quicumque se religioni offerunt; tum ex contemptu regularum quæ ad uniuscujusque vocationem novitiatûs tempore probandam statutæ reperiuntur; ex quâdam denique animorum propensione, semper proclivi ad novitiorum professionem admittendam ut religiosorum numerus excrescat. Quod rectè perpensum fuit à Clemente papâ VIII, in suis generalibus decretis super admissione novitiorum ad regularem habitum et professionem, anno 1596 et 1599 evulgatis; iterùmque expressum à pontifice Innocentio XII, in suo decreto de ejectis et ejiciendis, edito sub annum 1693: *At quia nimia sine delectu facilitas recipiendi quoscumque religionis ingressum petentes, et à religione forsan alienos, duram satis tractu temporis necessitatem parit eosdem è claustris ejiciendi.* Neque nos prætermisimus in præindicatâ nostrâ constitutione 47, tom. 2 nostri Bullarii, alias superaddere animadversiones eòdem spectantes. Alii demùm autumant rem hujusmodi, cæteroquin gravissimam, non aliter quàm nunc se habeat procedere posse, ex quo Tridentini concilii decreta atque ordinum regulæ et constitutiones ab Apostolicâ Sede approbatæ ne quaquàm observentur. Concilium quippe, sess. 25. de Regularibus, cap. 3, statuit ut in monasteria et cœnobia, sive immobilia bona possideant, sive non, is tantummodò recipiatur religiosorum numerus qui ex monasterii reditibus vel consuetis eleemosynis alì possint: *In prædictis autem monasteriis et domibus tam virorum quàm mulierum, bona immobilia possidentibus, vel non possidentibus, is tantùm numerus constituatur, ac in posterum conservetur, qui vel ex reditibus propriis monasteriorum, vel ex consuetis eleemosynis commodè possit sustentari;* quod quidem saluberrimum præceptum ab Innocentio XIII innovatum fuit in suâ constitutione incipiente: *Apostolici ministerii*, § 14, subindè confirmatâ in formâ specificâ à summo pontifice Benedicto XIII, per aliam cui initium: *In supremo militantis Ecclesiæ.* Ordinum verò regularium institutores in suis constitutionibus, à S. Sede approbatis, optima ediderunt præcepta ad rectam novitiorum institutionem, domorum probationis gubernium et vocationis explorationem, quàm maximè accommodata. Denique Clemens VIII in præfatis suis decretis omnia prudentissimè statuit ac jussit quæcumque conducere poterant ad tutam certamque explorationem spiritûs novitiorum qui ad solemnem votorum nuncupationem recipi exposcunt.

VIII. Hujusce instituti nostri ratio non patitur ut quæ sit vera mali de quo nunc agimus causa investigemus; quamvis fortassè, si id persequi liberet, non admodùm difficilem provinciam aggrederemur: omnes quippe relatæ sententiæ in unam commodè restringi possunt; cùm inter eas non aliud reipsà discrimen intercedat quàm quod oritur ex diversitate verborum quibus unusquisque ad exprimendos animi sensus utitur. Verùm quomodòcumque sese res habeant, cùm id nobis tantùm sumpserimus ut remedia

recenseremus à S. Sede præscripta, ne spirituale diœcesium gubernium et administratio à religiosis fugitivis, apostatis et expulsis perturbetur et evertatur; dabimus operam ut, quâ breviore et clariore fieri poterit ratione, assumptam provinciam obeamus: solemni tamen ac omninò necessariâ protestatione præmissâ, quantùmvis ingens sit profugorum, apostatarum ejectorumque religiosorum numerus, nihil propterea detractum censeri debere ingenti merito religiosorum cœtuum, quibus veluti firmissimis munimentis Ecclesia fulcitur, nec insigni cæterorum religiosorum virtuti qui in claustris piè sanctèque vivunt, et quorum probatissimæ vitæ ratio Catholicis quidem ad virtutem est stimulus, hæreticis autem confusio; uti appositè edisserit Theophilus Raynaudus, tom. 17 suorum operum, et præsertim in eo quod inscribitur: *De apostasiâ à religiosis ordinibus*, pag. 17 et seq.

IX. Apostasia à Latinis propriè *desertio* appellata est; idemque sonat apostata ac desertor: uti conjicere licet ex leg. *Desertorem*, ff. de Re militari. Quandoque etiam apostata dicitur prævaricator, et Hebræis *Belial*. Cùm igitur apostasia nil aliud sit quàm recessus ab eo vitæ instituto quod quis eâ mente assumpserat ut eidem perpetuò adhæreret; cùmque possit aliquis à fide catholicâ, quam amplexus fuerat, deficere; alius à clericali statu semel assumpto recedere; alius demùm è regulari instituto cui se devoverat se subtrahere: consequitur tres numerari apostasiæ species. Prima *perfidiæ* dicitur, altera *ordinis*, tertia *monachatûs*. Inest procul dubio prioris speciei apostasiæ atrox crimen; cùm per ipsam apostata à fide catholicâ penitùs deficiat, ut Judaismum, paganismum, aliudve infidelitatis genus sequatur, et quidem sponte, non autem per vim aut ex incusso mortis metu: hoc quippe posteriori casu qui fidem fallit, apostata propriè non est, sed dicitur *lapsus*, et canonicis pœnis coercetur, uti legere est in can. 61, inter eos qui Apostolici nuncupantur; et, si delicti sui ex animo pœnitens revertatur, veniam facilè consequitur, uti constat ex can. 6 synodi Ancyranæ. De hujusmodi apostatis nunc nobis non est sermo, neque de apostatis ab ordine; sed de apostatis à statu regulari, quorum crimen quamvis excusatione dignum reputetur ab apostatâ Marco Antonio de Dominis, lib. 2 de Republ. eccl., cap. 12, acriter tamen perstringitur à Petro Blesensi, epist. 13, in quâ scribit: *Quid est claustralem ad seculum redire, nisi cœli habitatorem cadere in infernum?* et à S. Anselmo, lib. 3, epist. 13, ubi ponderosis hisce verbis monachum corripit qui ab assumpto regularis vitæ instituto deflectere cogitabat: *Nihil salubrius potuisti incipere; nihil periculosius potes relinquere.* Hujus etiam criminis gravitatem pervalidis rationibus demonstrant Turrianus, Theophilus Raynaudus et Gonzalez, in cap. *Consultationi*, num. 5, de Apostatis.

X. Pœnales erant in monasteriis carceres in quos criminosi monachi detrudebantur. De illis disserit, ipsorumque describit horrorem circa medium seculi XIV, Stephanus archiepiscopus Tolosanus in suâ epistolâ ad Joannem regem. Si autem illis mancipabantur monachi gravibus delictis obnoxii, consequitur omninò ut in illos conjici debuerint à regulari statu apostatæ; quemadmodùm in rem nostram ratiocinatur Ayrmannus, auctor heterodoxus, in Comment. Historic.-juridico de monasterii Carcere, pag. 46: *Gravissimum quidem monachorum delictum putatur esse apostasia, et apostatæ in specie dicuntur qui, post professionem factam, religionem deserunt sine transitu ad aliam, et cum animo non revertendi ad suam. Fugitivi autem habentur qui à monasterio ad tempus discedunt, non abjecto prorsùs revertendi animo.* Juxta vigentem nostris hisce temporibus disciplinam, apostasia inter graviora crimina recensetur. Verùm Ecclesia, pia mater, pro summâ quâ utitur commiseratione ac indulgentiâ, minimè recusat amplecti apostatas qui admissum errorem ex animo dolentes ad relictam vitæ regularis professionem revertuntur.

XI. Celebris est Gregorii IX decretalis incipiens: *Ne religiosi*, sub tit. de Regularibus et Transeuntibus ad religionem, per quam pontifex, gravibus indictis pœnis, præcipit superioribus regularibus ut profugos et apostatas inquirant, atque in monasteria recipi, omniaque ipsis ad victum necessaria suppeditari curent, ut per canonicæ pœnitentiæ remedia crimen expiare possint. Hoc idem, ante Gregorianam constitutionem, statutum fuerat in concilio Aurelianensi I, in concilio Toletano VII, et in Constantinopolitano II, quorum verba exscribuntur ab Haefteno, in suis Disquisitionibus monasticis, part. 2, lib. 8, tract. 4, disq. 8. S. Benedicti Regula, quæque illi consentaneæ sunt Cisterciensium, eremitarum S. Augustini et Carmelitarum discalceatorum constitutiones, redeuntibus fugitivis et apostatis januam usque tertiò patere jubent, eamque non nisi post quartam defectionem occludi; quâ nempe secutâ, cùm profugus et apostata incorrigibilis reputetur, ad formalem illius expulsionem proceditur, de quâ hoc ipso capite redibit sermo. Videatur idem Haeftenus, cit. loc., ubi genuinum hunc esse Regulæ S. Benedicti sensum demonstrat; tum etiam Calmet, in eamdem Regulam S. Benedicti, tom. 1, cap. 29. Præterea non negligit Apostolica Sedes gratiosa identidem promulgare indulta quibus cisalpinis apostatis quatuor, transalpinis autem octo mensium spatium præfinire solet, ut, si ad religionem revertentes suam fateantur culpam, et à superioribus veniam et absolutionem humiliter petant, spondeantque melioris vitæ propositum deinceps servare, ab omnibus pœnis quibus propter apostasiam obnoxii facti fuerant, misericorditer liberentur. Exactis verò terminis in indulto præfinitis, præter congregationem episcoporum et regularium, si fugitivi et apostatæ ad apostolicam pœnitentiariam quocumque tempore recurrant, ipsa, pro tribuitis sibi facultatibus, paratam se semper exhibet ad eos excipiendos, ad agendum cum superioribus ordinis ut pœnæ per ipsos incursæ discretâ moderatione temperentur, ad efficiendum denique ut humaniter recipiantur et habeantur, ac etiam, certis urgentibus circumstantiis, ut præmeritæ pœnæ ipsis omninò relaxentur; imò, si res ita postulare videatur, eisdem permittitur ut ad alium religiosum ordinem transire valeant: quemadmodùm constat ex nostrâ constitutione quæ incipit: *Pastor bonus*, 95, § 53, t. 1 nostri Bullarii. Et quia sæpè contingit ut apostata non solùm defectionis sit reus, sed ante defectionem alia quoque patrârit crimina, ob quæ à religione puniri debuerat, paratusque esset ad reditum, dummodò, præter relaxationem pœnæ propter apostasiam sibi debitæ, immunis quoque fieret ab aliis quibus ejusmodi delicta ipsum obnoxium reddiderant; tunc pœnitentiariæ officium, perpendens hinc immoderatam apostatæ instantiam, inde verò ob oculos sibi statuens perpetuum sibi proprium commiserandi propositum, charitativam sibi curam sumit expendendi unà cum superioribus regularibus, præter delictum apostasiæ, cætera quoque crimina et pœnas ipsis debitas, atque efficit ut eædem æquâ moderatione componantur.

XII. Hâc benignâ agendi methodo utitur Apostolica Sedes erga religiosos fugitivos atque à regulâ et professione apostatas, quotiescumque ex animo dolentes ad ovile quod deseruerant ultrò redeunt. Quapropter episcopus rem aggredietur summâ laude et apostolico munere planè dignam, si, cùm in suâ diœcesi fugitivum aliquem vel apostatam deprehenderit, nihil relinquat infectum quo illi voluntarium ad religionem reditum suadeat, nedùm eidem sua spondens officia, sed etiam ipsi demonstrans summam lenitatem, æquitatem, moderationem, quam, interpositâ sacræ pœnitentiariæ vel congregationis episcoporum et regularium auctoritate, ad religionem redux experietur. At, si fortè reperiretur aliquis qui, ut satis superque evenire quandoque solet, obfirmatâ malitiâ id unum animo volveret ut effrenam procul à claustris vitam viveret, præstò sunt Ecclesiæ canones et decreta ad

quorum normam hujusmodi refractariorum audacia compescatur, et quorum auctoritate si utantur episcopi, apostatæ et fugitivi in illorum diœcesibus turbas minimè concitabunt.

XIII. Tridentinum concilium in id multùm allaboravit ut regularibus apostatandi occasionem subtraheret. Ejus rei perspicuam nobis exhibet probationem primo loco id quod statutum legitur c. 11, sess. 14, de Reformat., ut transitus ab unâ ad aliam religionem rectè atque ordine fiant; quoniam, eorum arreptâ opportunitate, haud rarò professi in apostasiam excurrebant. Animadvertit pariter regulares illos qui se nulliter professos fuisse contendebant, nonnunquàm eò usque audaciæ processisse, ut regularem habitum exuerent, et è claustris discederent : quapropter cap. 19, sess. 25, de Regularibus, statuit ne hi ullo modo audirentur, nisi postquàm ad suum monasterium rediissent; voluitque in contumaces, tanquàm in apostatas, animadverti : *Quòd si antea habitum sponte dimiserit, nullatenùs ad allegandum quamcumque causam admittatur, sed ad monasterium redire cogatur, et tanquàm apostata puniatur : interim verò nullo privilegio suæ religionis juvetur.* Sciens insuper à regularibus ansam derelinquendi claustra, et hùc illùcque vagandi, quandoque captari ex falsò præsumptâ necessitate confugiendi ad ordinis superiores; hinc cap. 4, sess. 25, de Regularibus, edixit ne id cuiquam liceret, nisi præobtentâ eorumdem superiorum expressâ facultate : cavitque ut, si quispiam eo sub obtentu extra claustra sine superiorum litteris deprehendatur, is apostatarum pœnis per ordinarium loci subjiciatur : *Nec liceat regularibus à suis conventibus recedere, etiam prætextu ad superiores suos accedendi, nisi ab eisdem missi aut vocati fuerint. Qui verò sine prædicto mandato, in scriptis obtento, repertus fuerit, ab ordinariis locorum, tanquàm desertor sui instituti, puniatur.* Denique Tridentini Patres, eodem cap. 4, opportuna decreta ediderunt pro regularibus ad publicas universitates studiorum causâ per suos superiores ablegatis, statuentes ut in monasteriis degant, utque in eos extra conventus manentes à locorum ordinariis procedatur : *Illi autem qui studiorum causâ ad universitates mittuntur, in conventibus tantùm habitent : alioquin ab ordinariis contra eos procedatur.* Providis hisce concilii Tridentini sanctionibus perpetuò firmiterque adhæsit Apostolica Sedes, novas identidem evulgando constitutiones et nova mandata, prout occurrentium casuum necessitas, et sententiarum discrepantia inter auctores qui de fugitivis et apostatis egerunt, expetere visa est.

XIV. Ut paulò superiùs innuimus, Tridentinum concilium opportunè cavere non destitit ne religiosus ex uno in alium ordinem transeundo, vel profugus vel apostata evadat; decernens ut transitus semper fieri debeat ad ordinem in quo vigeat regularis claustralis observantia. Jam verò, præter decreta congregationis concilii anni 1624 ab Urbano VIII approbata, quibus unicuique regulari superiori præcipitur ne religioso sibi subdito facultatem faciat transeundi ad aliam religionem, licèt strictiorem, nisi ex indubiis sibi documentis certò constet alterius illius superiorem promptum paratumque esse ad eum recipiendum, et nisi rem ita disposuerit ut idem religiosus à suâ ad alteram religionem rectà pertranseat; Benedictus XIII pontifex, in suâ constitutione incipiente : *Licet sacra*, 112, tom. 12 Bull. Roman. novissimæ editionis, inhærens eidem conciliari sanctioni, non modò transitum vetuit ab unâ ad alteram religionem, etiamsi de apostatâ transferendo ageretur, quoties in eâ ad quam fit transitus claustralis regularis observantia non vigeat, sed hoc insuper addidit ne cui liceret ad quemlibet militarem aut hospitalarem ordinem commeare, quamvis in eo regularis claustralis observantia vigeret, nisi forte is esset ordo S. Joannis de Deo : quemadmodùm etiam à nobis declaratum fuit in nostrâ constitutione super facultatibus majoris pœnitentiarii et officii pœnitentiariæ, quæ incipit : *Pastor bonus*, et est 95, § 35, tom. 1 nostri Bullarii, in cujus præcedenti § 35 opportunè monuimus ut, dùm apostatæ facultas tribuitur ad aliam religionem transeundi, diligenter caveatur ne per hujusmodi transitum iteratæ fugæ vel apostasiæ aditus patefiat : *Adhibitis tamen iis cautionibus quas ad refrenandam vagandi licentiam necessarias seu opportunas judicaverit.* Similiter, uti paulò supra expressum est, sacrum Tridentinum concilium pro apostatâ haberi voluit regularem illum qui professionem à se emissam ex capite nullitatis impugnare contendens, claustra deserit, exuitque regularem habitum; simulque prohibuit ne audiatur is, nisi monasterium repetat, abjectumque habitum resumat. Nos itaque providæ huic sanctioni inhærentes, in nostris litteris incipientibus : *Si datam*, 47, § *Accuratum*, tom. 2 nostri Bullarii, postquàm constituimus in judicio nullitatis professionis designandum adhibendumque esse defensorem, qui validitatem professionis tueatur, neque verò judicium pro absoluto habendum esse statim ac semel contra validitatem professionis pronuntiatum fuerit, sed opus esse ut prior sententia alterâ conformi editâ confirmetur; illud consentaneè superaddimus, regularem qui post obtentam primam sententiam, alterâ non expectatâ, monasterium habitumque deserit, obnoxium fieri pœnis in apostatas sanctis : *Nos enim præsentium tenore decernimus, ac sub pœnis adversùs apostatas sanctis districtè prohibemus, ne quis sub clypeo unicæ resolutionis, pro concessione restitutionis in integrum obtentæ, è religiosis claustris migrare multòque minùs habitum regularem deponere audeat seu præsumat.* Illud insuper supra innuimus ab eodem concilio decretum fuisse, ut regularis qui, non præobtentis facultativis litteris, sub obtentu confugiendi ad superiores, à suo conventu abscedit, tanquàm apostata coerceatur. In quo ne putaret aliquis sanctam synodum oppresso abstulisse confugium ad superiorem, à quo jus sibi reddendum exposcat, doctores et congregationum quoque decreta in hoc conveniunt ut à concilio interdictus fuerit hujusmodi recursus, recurrens autem apostatarum pœnis subjectus, si absque prævià facultate è claustro discedens ad superiorem arripit iter, quando recurrendi causa vel nulla, vel admodùm levis affertur; nullatenùs verò cùm vera, urgens et gravioris momenti subest recurrendi occasio. Videatur Barbosa, in cap. 4, num. 9, sess. 25, de Regularibus et Monialibus. Optimè etiam rem pertractat versatissimus Ricciullus, archiepiscopus Consentinus, de Jure personarum extra Ecclesiæ gremium existentium, lib. 8, cap. 2, n. 25 et seq., ubi, post accuratè discussum articulum, ita concludit : *Dicendum est ergo mentem concilii fuisse subtrahere religiosis inanes affectatosque prætextus quibus subnixi sæpissimè nonnulli, levissimis ex causis, conventu exibant; et quòd in illis casibus intellexerit religiosos esse puniendos, tanquàm sui ordinis desertores, etiamsi recedant sub prætextu accedendi ad suos superiores ad hoc ut, quantùm fieri possit, in proprio officio et obedientiâ contineantur, et vagandi occasio ipsis auferatur.* Et recens auctor Ferraris, in suâ Bibliothecâ canonicâ, verb. *Apostasia*, num. 29 et seq., sedulò collegit quidquid fuerat in hanc rem ab auctoribus scriptum et à congregationibus decretum. Denique, cùm, ex theologorum et canonistarum sententiâ, apostasia sit criminosus recessus à religione, et nemo reipsà apostata fiat, nisi qui à claustris abscedat animo derelinquendi religiosum statum, ex his principiis nonnullæ profluxerunt quæstiones, ut, puta : an qui à claustro recedit ut in aliam strictiorem vel laxiorem religionem transeat, non præobtentâ à superioribus facultate, apostata dici debeat, cùm is reverà religiosæ vitæ propositum non deserat : an insuper tanquàm apostata traduci valeat qui procul quidem à claustro vagatur, sed regularem retinet habitum, vel, si ipsum exuit, satis tamen apparet id non eâ mente ab eo fieri ut religioni perpetuò valedicat. De his aliisque hujus generis controversiis plura disserit Theophilus Raynaudus, tom. 17, in tract. de Apostasiâ

à religiosis ordinibus, pag. 5 et seq. Quò magis autem illæ delectant dùm penes auctores subtiliter tractatæ leguntur, eò molestiores accidunt dùm pro occurrentium casuum necessitate definiendæ proponuntur : negotium enim facessunt episcopis, eosque in duram adigunt necessitatem tolerandi in propriis diœcesibus fugitivos et apostatas, absque eo quòd uti valeant remediis à concilio Tridentino et ab apostolicis constitutionibus sibi paratis. Quod cùm seriò animadvertisset congregatio concilii Tridentini interpres sub pontificatu Urbani VIII, ipso pontifice expressè annuente, inter cætera sub annum 1624 edita decreta, hoc quoque inseruit : *Rursùs statuit ut fugitivi et apostatæ, sive habitum regularem deferant, sive non, possint ac debeant ab episcopo loci ubi moram trahunt in carceres conjici, ac superioribus regularibus consignari, secundùm regularia instituta puniendi.* Ex quo sequitur ut in praxi et ad effectum de quo agitur apostata censeri debeat regularis qui in claustris non degit, quique ab illis, non præobtentâ à superioribus veniâ, abscessit, vagaturque, sive religiosa indumenta gestet, sive dimiserit ; sive redeundi animum retineat, sive abjecerit ; ideòque debeat ab episcopo, tanquàm apostata, carceribus mancipari, exindeque suis superioribus tradi corripiendus quemadmodùm pergit citatus Ferraris, num. 16 : *In praxi communiter accipiuntur et tractantur ut veri apostatæ, qui extra claustra sine superiorum licentiâ, habitu etiam retento, et cum animo redeundi ad religionem, vagantur.* Non idcircò tamen episcopus æquitatem exuere debet erga illos regulares, qui, ut se ab immoderatâ superioris localis severitate subtrahant, ad suum prælatum superiorem confugiunt, et in diœcesi non consistentes, arrepto insistunt itineri, ut tandem ad eum locum pertingant, in quo superior oppressionis vindex commoratur ; si enim hi carceribus includerentur, et religioni restituerentur, hoc reverà esset afflictionem addere afflicto, oppressioni vires subministrare, atque injustitiæ se adjutorem præbere : veluti scitè perpendit idem auctor, præindicato loco, num. 29 et seq. Nec, ad hujusmodi notam declinandam, satis esset in excusationem afferre justitiam administrari dùm reprimuntur recursus qui nullo innituntur fundamento, vel qui absque legitimâ causâ interponuntur, quemadmodùm nos quoque superiùs innuimus : hanc enim quæstionem assumere non pertinet ad ordinarium cujus diœcesim regularis pertransit, sed spectat ad superiorem ad quem provocavit ; cujus pariter erit quoque cognoscere quantùm insit ponderis eorum excusationibus de quibus supra dicebamus, qui aiunt se utique è religione recessisse, sed ut alteri nomen darent, vel vagâsse quidem, sed regulari habitu retento, et fixam semper animo gerentes redeundi sententiam. Hic igitur superior harum omnium causarum pondus expendet, eas secernendo quæ, quamvis in foro conscientiæ valere possint, attamen in foro externo viribus planè omnibus destituuntur ; ac etiam diligenter perpendet an proprii forsan ordinis constitutiones, à summis Pontificibus confirmatæ, apostasiæ reum ejusque pœnis obnoxium decernant religiosum qui propriam religionem deserit, etiam ad hoc ut se in aliam recipiat, non expectatâ veniâ prælati qui solemnia illius professionis vota excepit. Facti hujus speciem ex constitutionibus apostolicis expendunt, quoad societatem Jesu, Castropalaus, de Voto religiosæ obedientiæ, disput. 4, punct. 16, num. 7 ; quoad congregationem verò clericorum regularium S. Pauli, Rotarius, in suâ Theologiâ morali regularium, tom. 1, lib. 3, cap. 3, punct. 4, num. 8. Id autem minimè adimit episcopo jus facultatemque carceribus mancipandi et superioribus suis tradendi eum regularem qui in suâ diœcesi moram trahit extra claustra, sive abjecto, sive retento habitu, quidquid tandem causæ per ipsum afferatur ad arreptam fugam vel apostasiam vindicandam, excepto mox indicato casu quo regularis, ut se ab illatis injuriis ac vexationibus redimat, rectà per diœcesim transit ut ad locum perveniat in quo superior suus commoratur.

XV. A fugitivis et apostatis progreditur sermo ad regulares à religione expulsos tanquàm incorrigibiles, de quibus plura edixit statuitque Apostolica Sedes. Tempore summi pontificis Pii IV, ejusque auctoritate, congregatio concilii nonnulla evulgavit decreta quæ procuratoribus generalibus ordinum fuerunt intimata, in quibus constitutum fuit ut si qui fortè religiosi malè morati et desperatæ emendationis in religionibus invenirentur, acrioribus pœnis à suis superioribus plecti deberent, claustrali etiam cohiberentur carcere, nullatenùs tamen à religione expellerentur : eaque decreta innixa fuerunt sententiæ veterum juris canonici interpretum, quos latè recensuit Fagnanus in cap. *Ne religiosi*, n. 37 et 38, de Regularibus, ubi omnia colligens quæ à sacrorum canonum glossatoribus scripta fuerunt, in hæc concludit : *Ex quibus patet jura loquentia de expulsione regularium non esse accipienda de expulsione à monasterio seu ab ordine, ita ut in seculo vivant, sed à communione et commercio aliorum regularium tantùm.* Uno verbo, tunc id tantummodò actum est, ut præcaveretur periculum ne religiosus nequam et incorrigibilis alios inficeret, ipsum carceribus inclusum à cæterorum religiosorum consuetudine segregando, absque eo quòd extra religionem et claustra expelleretur, in longè deterius tum propriæ salutis discrimen, tum et aliorum complurium cum quibus in seculo manens versari posset.

XVI. Hujusmodi decretum non arrisit, nec arridere poterat ordinum regularium procuratoribus : neque enim negari potest in maximum vergere incommodum unum pluresve religiosos ad longum et indefinitum tempus carceribus mancipatos detinere, et ministros semper paratos habere addictosque spiritualibus et temporalibus hujusmodi inclusorum indigentiis, quorum gravia crimina spem omnem emendationis adimunt. Itaque experientiâ compertum est semper urgere periculum ne carcere detenti in desperationem ruant, aut contra ne superiores locales consilium capiant apertum ipsis ad fugam aditum relinquendi, ut se tandem tot incommodis ac perturbationibus expediant. Quapropter, cùm procuratores generales tempore Urbani VIII novas preces exhibuissent, ipso concedente et approbante Pontifice, habita fuit anno 1624 congregatio concilii in quâ decretum fuit ut incorrigibiles è religionibus, sententiâ definitivâ editâ, expellerentur : quemadmodùm videre est penes Fagnanum, in cit. cap. *Ne religiosi*, num. 52 et seq., de Regularib., ubi sub num. 56 testatur omnium suffragia in hanc sententiam convenisse. Cùmque iterùm eadem quæstio sub Innocentio XII, anno 1693, in sacrâ concilii congregatione proposita et discussa fuisset, id maximè urgentibus procuratoribus generalibus ordinum, ob eas causas atque rationes quas inferiùs recensebimus, rescriptum prodiit, retinendum omninò esse morem ejiciendi incorrigibiles ab ordine et religione, veluti sacris canonibus et Patrum auctoritati conformem, hoc est, præfinitæ à sanctis monasticorum ordinum fundatoribus methodo omninò consentaneum : *Firmis ac in suo robore semper manentibus prædictis decretis de apostatis* (hæc autem sunt decreta anno 1624 evulgata), *etiam secundùm eam partem ubi agitur de ejectis et ejiciendis, tanquàm sacris canonibus et communiori sanctorum Patrum menti conformibus.*

XVII. In decretali Innocentii III, *Cùm ad monasterium*, de Statu monachorum, perspicuis verbis indicatur expulsio professi qui à damnatâ rerum proprietate divelli non potest : *Si verò post hoc proprietatem aliquam fuerit deprehensus habere, regulari monitione præmissâ, de monasterio expellatur, nec recipiatur ulterius, nisi pœniteat secundùm monasticam disciplinam.* Non admodùm absimili dicendi formâ usus est Honorius III, in decretali *Ea quæ*, eodem tit. : *Ovem morbidam ejiciant ab ovili, ne inficiat sanas oves.* Septem in Regulâ S. Benedicti indigitantur agendi rationes quibus aberrantes monachi ad rectum iter reducantur et compel-

lantur, quemadmodùm videre est apud Smaragdum, Bernardum Cassinensem, Boerium, Ostiensem, Turrecrematam, et specialiter apud Haeftenum, part. 2, tract. 4, Disquisit. monast. lib. 8, disquisit. 6. Earum autem novissima est ejectio è monasterio : *Quòd si nec isto modo sanatus fuerit, tunc jam utatur abbas ferro abscissionis, ut ait Apostolus :* « *Auferte malum ex vobis* » De hâc ipsâ expulsione disserit Fructuosus episcopus, c. 8 : *Si se corripere non permiserint, foràs projiciantur;* et c. 14, de eo qui, licèt carceri inclusus, in suâ pervicacià obfirmatur et insordescit, ita statuit : *In collationem deductus, exuatur monasterii vestibus, et induatur quas olim adduxerat secularibus, et cum confusionis notâ à monasterio expellatur.* Commemorat quoque hunc morem veluti suo ævo vigentem Isidorus Pelusiota, lib. 1, epist. 318 : *È fratrum tranquillitate foràs ablegetur, ne tumidos fluctus ac vertigines placidis et quietis ipsorum moribus excitet. Nam hoc quoque lex nobis sub parabolæ cortice præscribit, cùm eos qui leprâ laborant extra castra emittit.* Quæ omnia evincunt quàm verum sit, quod in supra exscriptis verbis decretorum anni 1693 indicatur, ejectionem nimirùm eorum quorum emendationis nulla est spes reliqua sacris canonibus congruere, et veteribus monasticis institutis. S. Thomas, quodlibet. 12, art. 36, quæstionem proponit *utrùm aliquis religiosus expelli debeat propter peccatum de religione,* respondetque tunc demùm hujusmodi expulsionis pœnæ locum fieri, cùm jam nullus sperandæ correctioni locus relinquitur : « Non debet religio infligere talem pœnam, quamdiù vult corrigi; quoniam, sicut est excommunicatio in Ecclesiâ, ita est expulsio à religione : et ideò dicendum quòd nullus est, nisi propter contumaciam, expellendus, sed est sequestrandus in carcere, vel alio modo. » Ita quoque disserit S. Bonaventura circa Regulam S. Francisci, quæst. 14. Et quamvis, post prædicta quoque Romanorum Pontificum decreta, Van Espen, in suo Jure ecclesiastico, part. 1, tit. 27, c. 7, num. 10, addubitet num hujusmodi ejectionis disciplina nostris hisce temporibus, vel saltem suis regionibus conveniat : *Multùm dubito num moribus nostris hæc congruant,* nemo tamen unus est qui rem ad justi et æqui normam expendens, eorum audaciam non improbet qui reprobandam censent incorrigibilium ejectionem, postquàm eadem tam perspicuè ab Apostolicâ Sede in suis decretis comprobata fuit, atque præscripta. Adeantur Gonzalez, in cap. *Ne religiosi,* num. 5, de Regularibus; Tamburinus, de Jure abbatum, tom. 3, disp. 8, quæst. 7; Haeftenus, cit. disquisit. 8; Ricciullus, de Jure personarum extra Ecclesiæ gremium existentium, lib. 8, c. 10, num. 6 et seq.; Gibalinus, in suo tractatu de Clausurâ regulari, disquisit. 2, c. 4, § 8, et § 11, num. 57, ubi, postquàm eorum recensuit sententiam qui expulsioni monachorum à religione et monasterio se infensos exhibent, hæc habet : « Perstandum tamen est in communissimâ cæterorum omnium sententiâ, quos singillatim recensere nihil attinet, et quam usu constanti atque auctoritate § 8 cit. satis superque stabilivimus, quam etiam apertissima ratio demonstrat, cùm et bonum commune totius corporis unius membri abscissione sæpè curandum sit, et religionis integritas ac sanctitas ejusmodi strumarum resecatione servanda. »

XVIII. Constabilito autem hoc primo capite de expulsione incorrigibilium è religione, in congregationibus habitis sub pontificatu Urbani VIII, progressus factus est ad alia duo capita : quorum primum erat de iis quæ antea concurrere et probari deberent ad hoc ut religiosus posset incorrigibilis pronuntiari, exindeque è religione expelli; alterum de agendi ratione quæ cum ejusmodi ejectis servanda foret. Qui enim contrariam ejectioni sententiam imbiberant, liberè asserebant, ejectionibus in usum revocatis, et amplam aperiri viam invidiæ, malevolentiæ improboque alicujus superioris regularis animo, ut infensum sibi religiosum è religione impunè ejicere valeret; et simul, omni subtracto freno ejectorum libidini, fore ut illi in deteriùs semper ruerent, verique filii perditionis efficerentur. Ad occurrendum propterea priori incommodo, in decretis congregationis concilii anni 1624, ab eodem Pontifice, uti sæpè monuimus, confirmatis, cautum fuit ut is religiosus incorrigibilis censeretur, et effectum procedendi ad illius ejectionem, qui planè omnibus notatus esset improbitatis characteribus quos jus canonicum recenset atque requirit ut quis incorrigibilis dici valeat : « Ut in posterum è religionibus nullus legitimè professus ejici possit, nisi sit verè incorrigibilis : verè autem incorrigibilis minimè censeatur, nisi concurrant ea omnia quæ ad hoc ex juris communis dispositione requiruntur, sublatis hâc in parte statutis et constitutionibus cujusque religionis et ordinis etiam à Sede Apostolicâ approbatis et confirmatis. » Nec satis id congregationi fuit; sed voluit insuper ut ad constituendum reum inemendabilem deberet præterea carceribus *in jejunio et pœnitentiâ* per integrum annum mancipari : quo demùm evoluto, nisi resipuisset, sed obfirmatâ malitiâ pervicax deprehenderetur, tunc denique à religione procul abjiceretur : *Ne contagione pestiferâ plurimos perdat, tanquàm pecus morbida ac membrum putre ejici tandem possit.* Edixitque demùm, ut ejectionis sententia à superiore generali ordinis, adhibitis in consilium sex ex gravioribus patribus, in capitulis seu congregationibus generalibus designandis, pronuntiaretur.

XIX. Jam verò sequenti anno 1625, instante cardinali de Lugo, protectore ordinis B. Mariæ de Mercede redemptionis captivorum, proposita, discussa et declarata fuerunt nonnulla dubia ad majorem præcedentium decretorum elucidationem tendentia. Congregationis resolutiones, super iis editæ, impressæ leguntur penes Pasqualigum super controversiis Laureti de Franchis, num. 1083, pag. 302. At majoris momenti sunt decreta ab eâdem congregatione, sedente Innocentio XII, eoque, uti dictum est, approbante, sub annum 1693 evulgata, in quibus, instantibus procuratoribus generalibus ordinum regularium, et conquerentibus grave nimis religioni esse per integrum anni spatium reos carceribus addictos habere, remque nimis protrahi si ad incorrigibiles è religione expellendos prælati generalis sententia exspectanda esset, annalis carcer *in pœnitentiâ et jejunio* statutus in decretis Urbani VIII, ad sex menses contractus fuit : et provincialibus, in designatâ cuique provinciâ, tributa fuit facultas ejiciendi è religione incorrigibiles, consultis tamen et assentientibus sex aliis ex eâdem provinciâ religiosis designandis in congregatione provinciali et confirmandis à superiore generali; cui etiam reservata fuit auctoritas ad examen revocandi, et confirmandi aut infirmandi ejectionis sententias à provincialibus, juxta præscriptam methodum, pronuntiatas : salvo tamen jure Apostolicæ Sedis et auctoritate ejusdem congregationis concilii, quotiescumque ejectus ad ipsam mallet recurrere, seu provocare, quemadmodùm mox infra docebitur. Et, quia in conficiendis processibus super criminibus plures sæpè occurrebant difficultates, opportunè super hoc etiam decretum est, ut scilicet validi ac legitimi censerentur processus qui in unoquoque ordine vel religione ad normam illius regularum, constitutionum, praxis et consuetudinis confecti fuissent. Porrò, ad absolvendam exequendamque incorrigibilium ejectionem, nonnulla indulta facilioris et expeditioris methodi, nihil tamen immutatâ rei substantiâ, à pontificibus successoribus concessa feruntur quibusdam religionibus, videlicet fratribus Minoribus de Observantiâ, à Benedicto XIII, die 6 decemb. 1729, Capucinis et minoribus conventualibus, à Clemente XII, 5 februarii 1759. Nostrum autem non est nunc hujusmodi indultorum tenorem ad examen revocare, sicu i nec enodare innumeras quæstiones ab auctoribus excitatas super intelligentiâ decretorum Urbani VIII et Innocentii XII ; quæ enim hactenùs adducta sunt eo tantùm consilio protulimus ut primum illud caput illustraretur quod respicit incorrigibilitatem, ex quâ fit ejectioni locus.

XX. Secundum nunc sequitur caput quo præscri-

bitur agendi ratio erga ejectos servanda, non solùm à religione ex quâ expulsi fuerunt, sed etiam ab episcopo in cujus diœcesi domicilium fortè statuerunt. Theologi æquè ac canonistæ pluribus disputant an ejecti è religiosis ordinibus obstricti maneant substantialibus religiosæ professionis votis, nimirùm castitatis, paupertatis et obedientiæ, et reliquis etiam votis nonnullorum ordinum instituto annexis, cujusmodi est votum perpetui quadragesimalis victûs quoad fratres Minimos S. Francisci de Paula, et alterum quoad fratres B. Mariæ de Mercede redemptionis captivorum, videlicet se in pignus dedendi, ut inopes Christi fideles captivos redimant. Ulteriùs deinde progredientes, inquirunt an expulsi diœcesano episcopo parere debeant, cùm nec ullam ipsi unquàm spoponderint obedientiam, nec ab eâ eximantur quam suis superioribus regularibus voverunt : item, posito quòd episcopus jus aliquod in eos nanciscatur, an possit de sententiâ ejectionis à religione in ipsos latâ cognoscere : præterea num religio, post latam hujusmodi sententiam, ejecti reditum curare teneatur : denique, num, habitis resipiscentiæ argumentis, ipsum religio recipere teneatur. Navarrus quippe, in comment. 2 de Regularibus, num. 36, tuetur superiùs dedicatam decretalem *Ne religiosi*, de Regularibus, eos minimè afficere qui justè et per definitivam sententiam ejecti fuerunt. Et quidem summi Pontifices haud destiterunt excitatas hujusmodi quæstiones per organum sacrarum congregationum enodare ac definire, simulque episcopis facilem sternere et indigitare viam cui insistant, ne ab ejectis eorum diœceses incolentibus assiduis sollicitudinibus fatigentur. Decretis anni 1624 cautum legimus à superioribus regularibus nuntiandam esse episcopo sententiam editam expulsionis alicujus à religione : *Illicò expulsionis sententiam eidem ordinario notificare teneatur ;* idque solummodò ut ipsam perspectam habeat, nullatenùs verò ut possit de illius justitiâ aut injustitiâ cognoscere ; hoc quippè, ut præmonuimus, est sanctæ Sedi reservatum, juxta decreta anni 1693 : *Salvâ semper sanctæ Sedis, sacræ congregationis concilii, in casu recursûs et appellationis, auctoritate.* Vetitum quidem est expulsis habitum religionis induere : at, quousque extra claustra commorantur, uti debent clericali habitu, ordinarii loci jurisdictioni subesse, et mandatis obsequi : *Sic verò ejecti*, pergunt decreta anni 1624, *quamdiù non redierint ad religionem, in habitu clericali incedant, atque ordinarii loci jurisdictioni et obedientiæ subsint ;* quod nullatenùs obtineri posset, nisi ejectionis sententia ordinario esset perspecta, veluti superiùs notatum est, et ipsa subdunt decreta. Insuper, hujusmodi extorres, quousque extra religionem manent, ab exercitio ordinum in religione susceptorum perpetuâ suspensione interdicuntur, quam loci ordinarius nec relaxare nec moderari valet : *Item, ut ejecti, extra religionem degentes, sint perpetuò suspensi ab exercitio ordinum, sublatâ ordinariis locorum facultate dictam suspensionem relaxandi aut moderandi.* Et Fagnanus, in cap. *Ne religiosi*, num. 11, de Regularibus, testatur se auctorem congregationi fuisse ut in citatis decretis præfatam suspensionem apponeret : *Unde, nobis suggerentibus, in decretis de regularibus apostatis et ejectis appositum fuit illud caput, ut ejecti, extra religionem degentes, sint perpetuò suspensi ab exercitio ordinum.* Denique, ex iisdem decretis anni 1624 omnis conticescit disputatio an etiam post legitimam ejectionis sententiam religio reditum expulsi urgere ipsumque reducem excipere debeat, quotiescumque ordinarius in cujus diœcesi domicilium habuit fidem faciat de ejusdem probatâ vivendi ratione, emendatisque et ad virtutem compositis moribus, quorum certas habeat et validas probationes : « Ac postremò esse innovandam, et suæ beatitudinis auctoritate innovat constitutionem fel. record. Gregorii IX, relatam in cap. final. de Regular., ac propterea declarat eam constitutionem in iis quoque vindicare sibi locum, servandamque esse, qui justè, definitivèque, ac juris ordine servato, expulsi fuerint ; dummodò tamen in expulsis hujusmodi subsit spes evidens emendationis, ex litteris saltem testimonialibus ordinarii, cujus conscientiam in his litteris concedendis sacra congregatio seriò oneravit. » Ne vero ordinarii quod pertinet ad concedendas præfatas testificationes nimiâ angantur sollicitudine, non abs re erit monere ejectos, etiam post latam in eos expulsionis sententiam, tum substantialibus religionis, tum cæteris sui ordinis peculiaribus votis indubiè obstringi ; ita tamen, ut castitatis quidem votum sine exceptione ab eisdem sit custodiendum, reliqua verò paupertatis, obedientiæ, et si quæ alia eorum professioni annexa sint vota, moderationem quamdam in ipso usu et praxi patiantur. Neque enim ab ejecto requiri potest summa illa paupertas cujuscumque proprietatis nescia, quam cæteroquin, in claustris manens, servare debuisset, cùm ea sibi comparare debeat quibus vitam tolerare possit ; sicuti nec obedientia proprio superiori regulari exhibenda, cùm is eum à religiosorum cœtu et societate depulerit. Id autem longè potiori jure affirmare licet de reliquis alicui religioso instituto peculiaribus votis, licèt in professione nuncupatis, quorum scilicet vis quoad expulsos à religione quodammodò suspensa remanet. Hæc omnia rectè discussa et explanata videre licet ad terminos juris communis, à Gibalino, in citato tractatu de Clausurâ regulari, disput. 2, cap. 4, § 14, consectar. 8 et seq., ad normam verò decretorum Urbani et Innocentii exposita à Ferraris in suâ Bibliothecâ canonicâ, verb. *Ejicere*, num. 49 et seq. Quocirca nimii rigoris ac fortè etiam injustitiæ argueretur ordinarius ille qui testimonium emendatæ vitæ reditûsque ad bonam frugem denegaret ejecto, propterea quòd eum non deprehendisset quidquid ipsius ordinis constitutionibus cavetur, ejectionis tempore exactè servantem. Satis enim ipsi esse debet, si inculpatè vitam duxit, si pœnitentiæ signa dedit, remotus à seculo, modestus, ac pietatis et misericordiæ spiritualis et temporalis operibus deditus ; uno verbo, si manifesta et tuta emendationis ac resipiscentiæ argumenta præ se tulit.

XXI. Antequàm recensita decreta anni 1624 evulgarentur, in provinciali Limanâ synodo, coactâ anno 1583, sancitum fuerat ut regulares sacerdotes, è religione ejecti, ab omni prorsùs ecclesiastico ministerio per episcopos prohiberentur, multòque magis ne ad cujuscumque beneficii ecclesiastici assecutionem admitterentur. Publicatis autem prædicto anno 1624 decretis Urbani VIII, cùm nonnulli è societatis Jesu religiosi, post nuncupata tria simplicia castitatis, paupertatis et obedientiæ vota, ab eâ dimissi reperirentur, non defuit qui contenderet hos pro ejectis omninò habendos, ideòque à susceptorum ordinum exercitio suspensos, et, tanquàm inhabiles, ab ecclesiasticis muneribus obeundis et beneficiis assequendis procul arcendos. Quæstionem hanc attingere noluit archiepiscopus ; sed in relatione statûs suæ ecclesiæ eamdem detulit ad sacram concilii congregationem, quæ, die 11 februarii 1662, hunc in modum rescripsit : *Congregatio concilii respondit religiosos societatis, post tria vota simplicia duntaxat, vigore privilegiorum ejusdem societatis dimissos, non comprehendi in constitutione Urbani VIII de apostatis et ejectis.*

XXII. Perspectum cuique est clericos regulares societatis Jesu, exacto probationis tempore, nequaquàm se religioni obstringere solemnibus castitatis, paupertatis et obedientiæ votis, quemadmodùm in cæteris religiosis ordinibus observatur ; sed emitti ab iis simplicia quædam castitatis, paupertatis et obedientiæ vota, quibus addicuntur ipsi quidem religioni, adeò ut abscedere nequeant, nec gradum respuere à superioribus sibi designatum, sive ad solemnem professionem, sive *ad conditionem coadjutorum* advocentur ; sicuti nec ad aliam religionem transire, licèt strictioris observantiæ, Carthusianâ tantummodò exceptâ, uti videre est in constitutione Gregorii XIII cui initium : *Decet Romanum Pontificem*, quæque in formâ specificâ confirmata fuit à Clemente XI per suam ricipientem : *Sacri*

apostolatûs, quæ num. 264 relata est in part. 2, t. 11 Bull. novi Romani, ex quarum etiam constitutionum lege, ad legitimum validumque reddendum hujusmodi transitum, summi Pontificis vel præpositi generalis facultas requiritur; at integrum adhuc est religioni eosdem dimittere, votisque nuncupatis exsolvere. In instituti formulâ summo pontifici Julio III, anno 1550, oblatâ, et ab ipso confirmatâ per apostolicas litteras incipientes: *Exposcit debitum*, habetur coadjutores formatos et scholasticos à societate approbatos vota vovere simplicia, *sed quibus teneantur quamdiù præpositus generalis in societate eos retinendos esse censuerit.* Tempore summi pontificis Sixti V propugnârunt aliqui eos qui simplicia vota emiserant dimitti non posse, nisi servatâ ordinarii judicii formâ. Verùm Gregorius XIV, in suâ constitutione anno 1591 editâ, cujus initium: *Ecclesiæ catholicæ*, statuit nihil innovandum esse, et præfatos religiosos, nullo confecto processu, nullâque servatâ judicii formâ, dimitti posse: *Solâ facti veritate inspectâ, culpæ vel rationabilis causæ tantùm ratione habitâ, ac personarum, aliarumque circumstantiarum, quarum consideratio sit cum charitate et prudentiâ conjuncta.* Quapropter in quintâ congregatione generali societatis, habitâ anno 1593, decreto 58 declaratum fuit ad instituti substantiam pertinere id quod sequitur, nempe *non esse necessarium ut in dimittendo forma judicialis servetur.* Proindeque, si in dimissione clerici seu presbyteri societatis Jesu judicialis forma non servatur, si de illius qui dimittitur incorrigibilitate non disputatur, si dimissionis causa plerùmque ex eo desumitur quòd religiosus minimè valeat incœptum curriculum laudabiliter persequi, et ad societatis institutum vitam exigere, jure optimo è congregatione concilii declaratum fuit pœnalia, quæ supra diximus, decreta in apostatas et ejectos lata, eum non afficere qui prædicto modo jubetur è societate abire; adeòque hunc ad ministeria et beneficia ecclesiastica obeunda et assequenda idoneum esse: cujusmodi declaratio apposita quoque fuerat in decreto 50 nonæ congregationis generalis ejusdem societatis Jesu, coactæ anno 1650, ubi ipsius societatis nomine declaratum fuit, quantùm ad ipsam attineret, nihil obstare iis qui post simplicia vota ex eâdem dimissi fuissent, quominùs ecclesiastica beneficia et officia assequi possent, si cæteroquin digni, et ad ea obtinenda idonei dignoscerentur.

XXIII. Illud autem quandoque obstat prædictis religiosis è societate Jesu, eâ ratione dimissis, quòd, dùm in eâdem versabantur, sacris ordinibus initiati fuerint, non ratione patrimonii, aut beneficii ecclesiastici quo potirentur, sed ad titulum religiosæ paupertatis: subinde enim dimissi, nullumque patrimonium vel beneficium obtinentes, hoc solo nomine suspensioni fiunt obnoxii; id quod aliquando vexationem intulit ejusdem societatis superioribus, cùm non defuerit qui eos in judicium provocaret, contendens sibi annuam præstationem à societate constituendam esse, propterea quòd nec ipse haberet unde vitam tolerare posset, et nimis grave illi esset perpetuâ suspensione submoveri ab exercitio ordinum quibus fuerat insignitus in ipsâ religione, quæ si eum dimisit, id minimè certè factum, quia ipse gravioris criminis reus aut incorrigibilis judicatus fuerit.

XXIV. Sanè Tridentinum concilium, sess. 21, c. 2, de Reformat., vetat clericum quemlibet secularem, beneficium vel patrimonium non habentem, ad ordines promoveri; et S. Pius V pontifex, in suâ constitutione 75 incipiente: *Romanus Pontifex*, Bullar. tom. 2, declaravit concilii statutum extendi quoque ad religiosos qui, antequàm professionem emittant, ad sacros ordines promoveri velint. Hoc itaque retento themate, prohibebantur patres societatis suos religiosos post vota simplicia offerre sacris ordinibus initiandos, quotiescumque beneficium vel patrimonium non possiderent. Verùm Gregorius XIII illos hoc speciali donavit privilegio, ut ipsorum religiosi, post tria simplicia vota, et ante emissam solemnem professionem, possent ad sacros ordines promoveri, quamvis omni patrimonio et beneficio destituerentur, veluti abundè demonstrant Thesaurus, de Pœnis ecclesiasticis, part. 2, cap. 11, sub num. 5, § *Limita ut non procedat*; Sanctarell., variar. Resolut. part. 1, quæst. 49, à num. 5 ad num. 12; Sanchez, Consil. moral. lib. 7, cap. 1, dub. 35, num. 12; Pirhing, ad lib. 1 Decretal., tit. 11, sect. 1, num. 75; Barbosa, ad cap. 2, sess. 21, num. 5 et 6; Gallemart, in Remissionibus ad idem cap. 2; Pasqualig. ad Lauret. de Franchis, part. 1, num. 352; Rigant., ad regul. 24 Cancellariæ, § 5, num. 169 et seq.

XXV. Quod itaque pertinet ad annuam præstationem quæ contendebatur à societate persolvenda ei qui sacris ordinibus initiatus dimitteretur, nec habens unde viveret, idcircò suspensione illigatus remaneret, difficultatis summa potissimùm constituebatur in quâdam pollicitatione quæ à societate facta ponebatur, alendi nempe ad ordines promotos, cùm eos dimitti contigisset. Dùm nos ipsi, in minoribus constituti, officio secretarii congregationis concilii fungeremur, hujusmodi petitionem quidam proposuit, qui ordinibus insignitus, deinde è societate dimissus fuerat; disceptatumque de eâ fuit die 28 februarii 1722, in causâ Neapolitanâ congruæ, uti videre est tom. 2 Thesauri resolutionum. Et, quamvis rejecta fuerit petitio, eo potissimùm nomine quòd actor à suo regulari superiore facultatem ascendendi ad sacros ordines surripuerat, falsò asserens se, antequàm religioni nomen daret, ad titulum patrimonii fuisse primâ tonsurâ initiatum; pro eo tamen quod pertinet ad præsuppositam illam oblationem à societate factam, cùm nos in sacram congregationem authentica attulissemus regesta, ostendentes certum haudquaquàm esse ejusmodi pollicitationem ab eo prodiisse, qui legitimâ ad id facultate polleret, vel, si jure facta, acceptatam eam fuisse ab eo cui ejusdem acceptandæ inesset auctoritas, vel denique, si jure et facta fuerat, et acceptata, eamdem vim suam non amisisse post superiùs indicatum Gregorii XIII privilegium; siquidem illa exhibita ponebatur sub pontificatu S. Pii V, cùm scilicet patres societatis Pianâ obstringebantur lege de non promovendis ad sacros ordines religiosis non professis, nisi beneficium vel patrimonium obtinerent: aperuit hoc aditum, stravitque viam apostolicæ constitutioni quam deinde Benedictus XIII edidit, incipientem: *Injuncti nobis*, quæ est 228, tom. 12 novi Bullarii Romani, quàque declaravit *societatem Jesu non teneri nec obligatam esse ad ullam subministrationem sive congruæ sustentationis, sive alimentorum, sive alio quocumque titulo et causâ iltis faciendam, qui post biennium probationis et emissionis votorum simplicium, extra dictam societatem à suis superioribus ejiciuntur, tametsi, dùm in eâ permanebant, ad sacros etiam presbyteratûs ordinis sine beneficio ecclesiastico ac patrimonio, et ad titulum religiosæ paupertatis promoti fuerint.* Perœqua sanè constitutio, provida et omninò congruens præcedentibus tribunalium judicatis, in quibus, quoties post constitutionem Gregorii XIII proposita fuit, toties rejecta conspicitur petitio à prædictis religiosis promota, ab iis, inquam, qui post biennalem probationem, votorumque simplicium nuncupationem, ad sacros, etiam presbyteratûs, ordines promoti, deindeque à societate dimissi, vitæ subsidia exposcebant, eò quòd patrimonium non haberent, nec beneficium, fuerantque ordinibus initiati ad titulum religiosæ paupertatis, dùm inter societatis alumnos recensebantur. Harum rerum judicatarum series inspici potest penes Pignatell., consult. 92, tom. 10; et Lacroix, Theol. moral. l. 6 part. 2, num. 2196 et seq.

XXVI. Quæcumque hactenùs disseruimus, tum in facultate quam habent superiores societatis Jesu dimittendi ex eâ religiosos non servatâ judicii formâ, tum in eorum qui sic dimissi fuerint habilitate ad ministeria et beneficia ecclesiastica obtinenda, tum denique de suspensione ab ordinum susceptorum exercitio, cui subjacent tunc solùm cùm ecclesiastico

beneficio aut patrimonio destituuntur, facile est intelligere ad eos tantummodò societatis religiosos pertinere qui post consuetum biennalis temporis lapsum simplicia castitatis, paupertatis et obedientiæ vota voverunt; non autem ad eos qui, exacto statuto curriculo, regularem professionem emittentes, solemnia castitatis, paupertatis et obedientiæ vota nuncupârunt. Hos enim si superiores velint è societate ejicere, debent judicialem ordinem servare, eorumque incorrigibilitatem evincere; ipsi autem sic expulsi perinde habendi sunt ac reliqui omnes ex aliis religionibus ejecti. Neque enim societas hâc in re ullo peculiari privilegio donata est; et, si quod etiam obtinuisset, eo jam uti non posset : nimis quippe amplâ ac validâ derogatione Urbanus VIII præcedentia quæcumque privilegia sustulit : quod rectè animadvertit quoque cardinalis de Lugo, dùm in quâdam consultatione die 16 januarii 1624 exaratâ, quam nos manuscriptam in formâ authenticâ inspeximus, hâc de re sententiam rogatus, sequens edidit responsum : *Facultas major societatis ad expellendos professos quàm sit in aliis religionibus hodiè ablata est, meo judicio, ab Urbano VIII, per decretum editum in sacrâ congregatione concilii Tridentini, anno* 1624, *ubi omninò prohibetur ne in ullâ religione professus ejici possit, nisi sit verè incorrigibilis, et probetur per annum*, etc. *At revocantur omnes constitutiones et privilegia pontificia cujuscumque ordinis cum clausulis derogatoriis strictissimis. Quare, quoad professos ejiciendos, credo societatem nunc non habere plus potestatis quàm alias religiones. Ita judico, salvo*, etc.

XXVII. Ad institutum de ejectis à religione sermonem pertinet alia quæstio, cujus definitionem episcopi quidam ab Apostolicâ Sede pro certorum casuum, in suis diœcesibus occurrentium, necessitatibus postulârunt. Jam supra dictum est hujusmodi ejectos obstringi castitatis, paupertatis et obedientiæ votis; eâ tamen, quoad postrema duo vota, seu quoad illorum observantiæ formam, moderatione adhibitâ, quæ peculiaribus cujusque circumstantiis aptetur ac congruat. At nonnulli aliquando fuerunt qui contenderent vota in quibusdam religionibus emitti solita, haudquaquàm solemnia, sed simplicia tantùm censeri oportere; ideòque, si aliquem hujusmodi ordinum religiosum ejici contingeret, quamvis non negaretur ipsum simplicia vota custodire debere, si tamen matrimonium contraheret, non posse illud irritum et nullum, sed tantummodò illicitum pronuntiari. Excitata hujusmodi disputatio fuit quoad religiosos laicos Cistercienses. Nosque ipsi rem definiendam esse duximus cum consilio congregationis particularis, quam coram nobis coegimus, et in quâ infra scriptum decretum editum fuit : quod, quia certam normam et jam secutis, et in posterum obventuris casibus potest exhibere, nec hactenùs ullibi impressum legitur, ideò optimum existimamus hìc illud per extensum inserere.

DECRETUM

SUMMI PONTIFICIS BENEDICTI XIV.

Prævio consilio particularis congregationis ab ipso deputatæ cardinalium de Gentilibus, Cavalchini, Tamburini et Besozii, necnon archiepiscopi Damasceni, congregationis episcoporum et regularium, atque ejusdem congregationis particularis secretarii, super dubio : An vota quæ à conversis Cisterciensibus emittuntur, simplicia sint vel solemnia.

XXVIII. « Delatâ ad pœnitentiariæ apostolicæ signaturam controversiâ de votis quæ in professione à conversis Cisterciensibus emittuntur, an simplicia sint vel solemnia, eadem à dubii definitione se abstinuit, eo potissimùm sub obtentu quòd de eâ agendum esset in congregatione episcoporum et regularium, cui jam exhibita fuerant suffragia patrum generalis et procuratoris generalis ordinis Cisterciensis. Sed, cùm nec ab hâc ullum usque judicium adhùc prodiisset, opportunum et congruum fore reputantes si rem totam ad nos avocaremus, in congregatione particulari coram nobis habendâ discutiendam, supradictorum cardinalium et secretarii congregationem deputavimus; quæ habita coram nobis die 16 currentis mensis martii, unanimi censuit suffragio vota à conversis Cisterciensibus in professione emissa, non esse simplicia, sed solemnia.

« Et sanè, si in ipso familiæ Cisterciensis exordio, quod seculo XI contigit, monachis conversi adjuncti fuerunt, ut monachi in claustro solitudini et contemplationi vacarent, et conversi domos illas regerent in quibus utilia hominum necessitati parabantur, et sic de conversis statutum est; tuncque definierunt, se conversos laicos barbatos licentiâ episcopi sui suscepturos, eosque in vitâ suâ, et in morte, excepto monachatu, ut semetipsos, tractaturos, uti legitur in Exordio Cisterciensis cœnobii, tom. 1 Bibliothecæ patrum Cisterciensium Tissier, autumantis citatum opusculum esse S. Stephani, abbatis Cisterciensis;

« Si, coacto Lateranensi concilio II, anno 1139, sub pontifice Innocentio II, statutum est nulla futura matrimonia quæ post professionem fierent à conversis; si hoc ipsum confirmatum fuit in concilio Remensi, habito sub Eugenio papâ III, qui in minoribus fuerat abbas SS. Vincentii et Anastasii Romæ ad Aquas Salvias, sanctique Bernardi discipulus; si pontifex Alexander, hujus nominis III, in suâ decretali quæ incipit : *Non est vobis*, sub tit. de Regularibus, æquali erga abbatem obedientiæ jugo respondit esse subjectos tum monachos, tum conversos ordinis Cisterciensis : suadent hæc omnia quòd vota à conversis Cisterciensibus in professione emissa, non simplicia sunt, sed solemnia : quod etiam fuit animadversum à Mabillonio, monachorum institutorum peritissimo, in suâ præfatione in part. 2 seculi VI ordinis S. Benedicti, § XI.

« Nec, ut ab hoc sensu quis recederet, quidquam prodesse potuerunt verba quæ à conversis Cisterciensibus in professione emittuntur : *Pater, promitto tibi obedientiam de bono usque ad mortem.* Præterquàm quòd enim compertum est quinque prioribus Ecclesiæ seculis nullam in emittendâ professione verborum formam fuisse præscriptam, et quod nec etiam juxta præsentem disciplinam unius instituti regularis professio concordat in verbis cum professione alterius instituti; cùm alumni S. Benedicti promittant stabilitatem loci, conversionem morum, atque obedientiam secundùm Regulam S. Benedicti; alumni S. Dominici voveant obedientiam secundùm Regulam S. Augustini; alumni S. Brunonis suorum morum conversionem promittant; quæ promissio æquipollere videtur promissioni conversorum Cisterciensium obedientiæ de bono usque ad mortem :

« Vis in eo consistere visa est, quòd ad effectum de quo agitur, nedùm verborum, sed cæterarum quoque extrinsecarum circumstantiarum ratio habenda est. Cùmque in libro antiquarum Definitionum ordinis Cisterciensis, dist. 14, cap. 1, tit. de Receptione et Professione conversorum, legatur quòd, post expletum novitiatûs annum, conversus ad capitulum monachorum accedens, prostratus primò veniam petat, et deinde surgens ad imperium abbatis, et interrogatus, spondeat stabilitatem suam, post quæ abbas dicat : *Det tibi Deus perseverantiam*, omnesque respondeant : *Amen;* quòdque, omni proprietate relictâ, suorumque bonorum factâ, prout libuerit, et maximè favore pauperum, distributione, flexis genibus, jungat manus, easque ponat inter manus abbatis, eique promittat obedientiam de bono usque ad mortem; abbasque respondeat : *Det tibi Deus vitam æternam;* respondentibus omnibus : *Amen;* quæ omnia quoque leguntur in Rituali Cisterciensium, lib. 6, de Ritu suscipiendi fratres, cap. 6, sub titulo de Receptione et Professione conversorum :

« Accessus ad capitulum, non tempore novitiatûs, sed post novitiatum expletum per integrum annum, promissio stabilitatis post interrogationem de eâ factam, et ejusdem acceptatio facta ab abbate, cujus est

professionem admittere, solemnis proprietatis abdicatio, genuflexio ante abbatem, et cætera solemnia, quæ comitantur promissionem obedientiæ de bono usque ad mortem, æternæ vitæ precatio, memoratæ obedientiæ correspondens, satis innuunt professionem esse solemnem, in eâque implicitè et virtualiter contineri vota castitatis, paupertatis et obedientiæ, quæ, utpote juncta professioni regulari, non simplicia sunt, sed solemnia, juxta responsum Bonifacii VIII, in cap. unic. de Voto, et voti Redemptione, in sexto.

« Unanime interessentium congregationi suffragium pro solemnitate votorum, quæ à conversis Cisterciensibus in professione emittuntur, fuit à nobis in ipsâ congregatione ore tenùs approbatum. Hoc ipsum à nobis præsenti nostro decreto confirmatur, quod nostro sigillo munitum archiepiscopo Damasceno congregationis episcoporum et regularium, et particularis congregationis secretario, manibus nostris consignamus, demandantes ut illud referat inter acta congregationis episcoporum et regularium, et decreti exemplar ad pœnitentiariam apostolicam, et congregationem cardinalium concilii Tridentini interpretum, inter sua acta asservandum, transmittat; ut unanimis in posterum sit sententia de solemnitate votorum quæ à conversis Cisterciensibus emittuntur. Datum ex palatio apostolico Quirinali, hâc die 21 martii 1747. »

XXIX. Præcipuum hoc est solemnis voti castitatis, quod sacro ordini, vel religiosæ professioni est annexum, ut irritum reddat matrimonium, quod quisquam audeat exinde contrahere, per textum in cap. *Meminimus*, et cap. *Insinuante*, qui clerici, vel voventes. Simplex autem votum castitatis non nisi illicitum constituit matrimonium, atque efficit ut conjux, qui se hujusmodi voto obstrinxit, petere quidem nequeat à conjuge, eidem tamen petenti debitum reddere teneatur : prout docet S. Thomas in 4 Sent., dist. 38, quæst. 1, art. 3, quæst. 2, ad tertium, et ad quartum. Verùm, quia ex Romani Pontificis auctoritate fieri potest, ut vera religio ea quoque sit, in quâ simplicia tantummodò vota emittuntur, utque insuper vota simplicia impedimentum dirimens matrimonii constituant; siquidem Romanorum Pontificum constitutionibus statutum reperitur, eos, qui societati Jesu nomen dederint, veros fieri religiosos simplicibus tantùm castitatis, paupertatis et obedientiæ votis, post probationis biennium emissis, et simplex castitatis votum, quo se tunc obstringunt, matrimonii esse dirimens impedimentum, quemadmodùm videre est in constitutione Gregorii XIII, editâ anno 1582, incipiente : *Quantò fructuosiùs*, et in alterâ vulgatâ anno 1584, cui initium : *Ascendente Domino*, in privilegiis autem pro instituti confirmatione emanatis, expressa inest declaratio, quòd vota prædicta voventem obstringant, quousque idem in religione permaneat, eorum autem vinculo exsolvatur, statim ac à superioribus è societate dimissus fuerit : hinc porrò consequitur, ut, quamvis matrimonium, à religioso in societate adhuc manente attentatum, nullum irritumque esset, licèt initum post simplex duntaxat castitatis votum, ejusmodi tamen censeri non posset, imò validum legitimumque esset matrimonium, si illud post dimissionem è societate contraheret : veluti latiùs demonstratur in Collationibus ecclesiasticis Parisiensibus *de Matrimonio*, quæ editæ fuerunt à cardinale de Noailles illius urbis archiepiscopo, tom. 2, lib. 3, collat. 1, § 3.

XXX. Ultimo loco in Urbani VIII et Innocentii XII decretis cavetur, debere religionem alumni sui ejecti reditum urgere, eumque iterùm in sinum recipere, quotiescumque ordinarius in cujus diœcesi versatus est, tale de illo testimonium perhibeat, ut eum conjicere liceat re ipsâ ad bonam frugem rediisse. Cùm autem quandoque contingat, regularem haud fuisse decretoriâ sententiâ è religione expulsum, veluti incorrigibilem, sed, ob atrox aliquod crimen, ad præfinitum temporis spatium, puta septennium, vel decennium, ab eâdem religione damnatum fuisse ad triremes; inde exorta est quæstio, an, exacto pœnalis temporis cursu, ipsum religio recipere, et ad convictum, ut antea, admittere teneatur. Extra controversiam positum est religiosum ad triremes damnatum religionis vota servare debere eo modo quem infelix ejus conditio patitur; uti evincunt Donatus, in Prax. rer. regular. tom. 1, tract. 8, de Ejectis, quæst. 23, et tract. 9, de Galeotis religiosorum, quæst. 16 et 17; Rotarius, in Theolog. moral. regular., tom. 1, lib. 3, cap. 2, punct. 8, num. 7. Absolutâ verò pœnâ ipsi irrogatâ non æquè conveniunt auctores, an religio eumdem teneatur in cœnobium recipere. Docent nonnulli id oneris religionibus nullibi impositum reperiri; et, si eædem ad recipiendos hujusmodi alumnos, tam magnâ infamiâ notatos, superioris auctoritate adigantur, licere solummodò eos admittere sine cucullo, Tertiariorum habitu indutos, atque vilioribus religiosæ domûs muneribus habere addictos. Contra alii, nullâ distinctione adhibitâ, arbitrantur religionem omninò teneri ad hujusmodi religiosos recipiendos. Ita disserit Donatus, cit. loc. tract. 9, quæst. 22, et latiori calamo Rotarius præindicato loco, num. 4. Cùm nos congregationi concilii à secretis essemus, quibusdam instantibus episcopis, propositum hoc dubium fuit, sed non definitum : opportunum enim visum est, procuratores generales ordinum priùs audire, quàm ulla ederetur resolutio. Contigit id die 24 martii 1725, uti videre est tom. 3 Thesauri resolutionum. Ideòque, cùm nulla hâc de re afferri resolutio possit, neque damnatis ad triremes ob aliquod crimen aptari posse videantur summorum pontificum Urbani et Innocentii decreta, scripta de religiosis incorrigibilibus, qui longè gravioribus delictis sunt obnoxii, et quorum pervicacia nimis constans deprehensa est, nec pœnal. sex mensium carcere vinci potuit; quod ad illos pertinet, integrum erit episcopis vel cum superioribus ordinis agere, vel sanctæ Sedis auctoritatem implorare, ut, quâ ratione magis expediens fore judicabitur, iidem à religione recipiantur. Si autem hoc obtinere non valeant, noverint episcopi id oneris sibi tantummodò incumbere, ut eorum vivendi rationem studiosè speculentur, ne alios inficiant, majorisque dedecoris notam regulari ordini imponant. Neque verò sinant hujusmodi religiosos, qui sacerdotes fuerint, sive extra claustra remaneant, sive iterùm à religione fuerint in societatem vitæ recepti, sacrosanctum missæ sacrificium celebrare, si remigaverunt, vel si fuerunt ad triremes damnati ob aliquod delictum, cui de jure infamia est annexa : extat enim decretum Urbani papæ VIII, quo declarantur perpetuò irregulares sacerdotes tam seculares, quàm regulares, qui ad triremes vel perpetuò, vel ad definitum tempus damnati, remigaverunt. An verò simplex damnatio ad triremes infamiam importet, et consequenter irregularitatis notam damnato inurat, id inter doctores controvertitur. Sed communis opinio est, tunc procul dubio damnatum irregularem esse, cùm sententia lata est ob delictum quod secum fert infamiam de jure. Ne autem ea quæ jampridem à nobis tractata sunt iterùm superfluo labore discutienda resumamus, percurrat lector quæ fusè deduximus, cùm munere secretarii congregationis concilii in minoribus fungeremur, quæque ab ipsâ congregatione benignè probata fuerunt in causâ *Lavellanâ*, seu *Romanâ*, propositâ 8 junii 1726, et resolutâ 6 julii ejusdem anni, uti videre licet tom. 3 Thesauri resolutionum.

XXXI. Non deerunt fortassè qui dicant omnia quidem ab Apostolicâ Sede provisa sapienter fuisse, quæ ad rectè moderandam regularium incorrigibilium ejectionem idonea essent, quæque etiam episcopis opportuna forent ad evitandas aut submovendas perturbationes quæ sibi ab hujusmodi ejectis inferri possent; verùm non satis forsan cogitatum fuisse putent de casu, qui sæpè nimis usu venire dignoscitur, cùm scilicet ejectus sententiam ejectionis, contra se latam, aut nullitatis, aut injustitiæ vitio arguit, et ab eâ appellat.

quo nempe casu duplex exsurgere solet difficultas. Dubitatur enim primò, quomodò episcopus se gerere debeat cum expulso, qui à sententiâ ejectionis suæ provocavit, et provocat : deinde, quâ ratione expulsus ipse in regionibus fortè à Romanâ curiâ et Urbe remotis degens, et ut plurimùm omnium rerum inopiâ pressus, provocationis beneficio uti juvarique valeat; cùm, in decretis præsertim Innocentii XII, sacris congregationibus Urbis cognitio validitatis ac justitiæ hujusmodi sententiarum fuerit delegata. Sanè Angelopolitani archiepiscopi procurator, qui anno 1662 ad Urbem accesserat sacra limina visitaturus, in relatione statûs prædictæ ecclesiæ posterius hoc dubium proposuit, petiitque, ut, spectatâ maximâ quæ intercedit inter Angelopolitanam et Romanam urbem distantiâ, ecclesiasticus judex in iis partibus designaretur, ad quem ejectus jura sibi contra ejectionis sententiam competentia posset deducere. Congregatio autem concilii, die 11 februarii 1662 habita, Pontifici consuluit, ut ipsum archiepiscopum Angelopolitanum in judicem ecclesiasticum delegatum per eas regiones designaret, coram quo regulares expulsi, de ejectionis suæ sententiâ conquerentes, possent jura sua in gradu appellationis proponere, absque eo quòd ad Romanæ curiæ tribunalia causam deferre cogerentur. In eâ verò, quæ tunc edita fuit, resolutione, congregatio ulteriùs progressa non fuit ad investigandum, definiendumque modum, quo episcopus se gerere deberet cum religioso ab ejectionis sententiâ appellante, dùm vigore ipsius appellationis sententia pendet suspensa. Verùm, quod tunc omissum, postea opportunè præstitum fuit : cavit enim, ne quispiam, licèt intra terminum à lege præfinitum ab ejectionis sententiâ appellaverit, possit extra carceres sua jura experiri; sed si eadem proponere velit, omninò debeat sese in carceribus constituere. Cùm autem provocans carceribus detinetur, non est cur episcopus de eo sollicitus sit; quem scilicet studiosè observare, ac custodire tantummodò debet, cùm procul à claustris in suâ diœcesi versatur. Quæ super hoc prodiit congregationis resolutio, sequens est, excerpta ex lib. 98 Decretorum, pag. 521.

Lycien. ejectionis à religione.

« Pater N. N. ob plura crimina per eum, ut prætenditur in religione patrata, et de quibus, licèt pluries punitus, adhuc non resipuerat, fuit de mense septembris superioris anni, per sententiam patris generalis incorrigibilis declaratus, et uti talis, à religione ejectus. Appellavit orator ab hujusmodi sententiâ ad hanc sacram congregationem sub prætextu notoriæ nullitatis et injustitiæ, præsertim ob non servatam formam decretorum ejusdem sacræ congregationis, relatorum in constit. 28 san. mem. Urbani VIII, et in novissimâ constitutione sanctissimi domini nostri editâ 1 martii 1693. Actisque transportatis, ac religione auditâ, et informante, dignabuntur EE. VV. declarare :

I. « An constet de assertâ incorrigibilitate oratoris; et, quatenùs negativè,

II. « An idem orator veniat religioni restituendus in casu, etc.

« Die 15 novembris 1698, sacra congregatio concilii rescripsit : Orator se constituat in carceribus formalibus religionis, et postea providebitur. »

CAPUT XII.

De quinto capite relationis statûs ecclesiæ.

I. Ad moniales pertinet hoc quintum caput. Tridentinum concilium, sess. 25, cap. 15, de Regularibus et Monialibus, statuit, ne religiosa professio ante decimum sextum ætatis annum expletum, et non exacto novitiatûs anno, emittatur : *Nec qui minore tempore, quàm per annum post susceptum habitum in probatione steterit, ad professionem admittatur.* Si quæ verò nuncupata professio duabus hisce conditionibus destituatur, irritam eam declarat, ac omni planè vi obligandi expertem : *Professio autem antea facta, sit nulla, nullamque inducat obligationem ad alicujus regulæ, vel religionis, vel ordinis observationem, aut ad alios quoscumque effectus.* A præscriptâ autem regulâ exemptos voluit eadem sancta synodus PP. societatis Jesu, qui plerùmque neminem, nisi evoluto saltem probationis biennio, ad professionem recipiunt; uti videre est sequenti cap. 16 : *Per hæc tamen sancta synodus non intendit aliquid innovare, aut prohibere, quin religio clericorum societatis Jesu, juxta pium eorum institutum, à sanctâ Sede Apostolicâ approbatum, Domino et ejus Ecclesiæ inservire possint* : quod Fagnanus quoque animadvertit in cap. *Ad Apostolicam*, num. 15, de Regularibus. Eademque synodus, postquàm, c. 18, anathemate perculit audentes cogere mulieres, ut se religioni devoveant; simulque declaravit, ea omnia, quæ tum ante professionem, tum in ipsâ professione præstanda decreverat, locum habere debere in quibuscumque monasteriis, non solùm episcopo, sed etiam alteri cuilibet prælato subjectis : hæc addidit verba : *Ab his tamen excipiuntur mulieres, quæ pœnitentes, aut convertitæ appellantur; in quibus constitutiones earum serventur.* Hinc autem orta est disputatio, an postremorum hujusmodi verborum vis, ea tantummodò complectatur, quæ in ipso cap. 18, cui inserta sunt, decreta leguntur, vel potiùs ad ea quoque protendi debeat, quæ præindicato cap. 15 continentur; adeò ut, si in monialium pœnitentium, sive convertitarum constitutionibus, probationis annus ante professionem explendus minimè præfiniatur, valida post concilium censeri possint vota in hujusmodi cœnobiis emissa sine prævio annali experimento, utpote contra conciliarem quidem sanctionem, sed tamen ad normam suarum constitutionum exacta. Itaque congregatio concilii Tridentini interpres, propositam hanc quæstionem definiens, respondit, quod præscriptum fuerat cap. 18, ad præcedentia quoque capita, atque adeò ad ipsum etiam cap. 15 referri : quemadmodùm testatur Fagnanus, in cit. cap. *Ad Apostolicam*, n. 29 et 30, de Regularibus, et post ipsum Passerinus, de Statibus hominum, tom. 3, quæst. 189, num. 55. Congregationis resolutio edita fuit die 2 martii 1606, et sequentibus verbis concepta : *Congregatio respondit, si ex instituto, vel constitutionibus convertitarum ad professionem admitti consueverint absque anno probationis, decretum ejusdem concilii quoad convertitas, nihil earum institutis, aut constitutionibus circa probationis annum detraxisse.*

II. Nullum sanè de hâc controversiâ offendimus postulatum in relationibus statûs ecclesiarum ab episcopis ad Sanctam Sedem transmitti solitis; verùm ætatem, annumque probationis commemoravimus, in quemdam veluti apparatum ad ea, quæ mox tractaturi sumus. Exploratum cuique est, post contractum, sed nondùm consummatum matrimonium, indulgeri conjugi, qui cupit aliquam ex approbatis religionibus ingredi, bimestre spatium, quo de inemndo vitæ statu deliberet, juxta præscriptum in cap. *Ex publico*, de conversione conjugatorum. Quia verò alteri conjugi religionem ingredi nolenti non licet ad alia vota migrare, nisi alter reipsà se religioni obstringat, solemni nuncupatâ professione; si hæc, ut supra monuimus, non nisi evoluto probationis anno emitti potest, dubitârunt nonnulli episcopi, in quorum diœcesibus id evenit, an is quoque casus sub conciliari lege, annalem novitiatum requirente, comprehenderetur : eâ scilicet de causâ, quòd alter conjux graviori afficiatur incommodo, dùm per integrum anni spatium suâ libertate uti prohibetur; fierique etiam posset, ut hujusmodi onus ad biennium protenderetur, ex quo conjux religionem ingressus, postquàm in eâ regularis vitæ tirocinium inierat, jamjam exeunte anno, posset ex eâ ad aliam religionem transire, ibique annale experimentum instaurare. At nimis generalia sunt concilii verba cap. 15, ideòque dicendum est, illa propositam quoque facti speciem complecti; ita quidem, ut, nihil obstantibus circumstantiis quantùmvis urgentibus, si à conjuge religionem ingresso, nondùm evoluto novitiatûs anno, emitteretur professio, irrita ea penitùs esset ac nulla :

neque propterea conjux, qui in seculo mansit, posset se liberum asserere, ad effectum transeundi ad alia vota. Dispensatione igitur opus est, ut probationis tempus contrahatur; hæcque nonnisi à Romano Pontifice, qui supra concilium est, indulgeri potest. Neque verò hujusmodi dispensationi legitima deest causa : habitâ ratione nimis evidentis incontinentiæ periculi, in quod adduceretur is, qui secum jam de matrimonio ineundo constituerat, si diutiùs ab alio matrimonio contrahendo abstinere deberet. Videndus Passerinus de Statibus hominum, tom. 3, quæst. 189, num. 56.

III. S. Pius V pontifex, suâ constitutione 109 in bullario Romano, quæ relata est in novum bullarium ordinis Prædicatorum tom. 5, num. 95, monialibus novitiis, quæ S. Dominici institutum amplexæ sunt, indulsit, ut in mortis articulo religiosæ professionis vota vovere possint, quamvis necdùm exacto probationis anno, dummodò tamen ad ætatem professioni emittendæ necessariam pertigerint. Ex hâc constitutione nonnullæ inter auctores excitatæ sunt quæstiones. Prima quidem, an ipsa complecteretur puellas educationis causâ in monasteriis ordinis S. Dominici commorantes. Hâc de re actum fuit in quâdam causâ Neapolitanâ, in quâ congregatio die 14 martii 1705, rescripsit, professionem puellæ, educationis causâ in monasterium monialium S. Dominici receptæ, nullam fuisse, licèt in exitu vitæ emissam, propterea quòd religiosæ probationis annus non præcesserit, uti videre est discept. 24, tom. 2, part. 2, bon. mem. advocati Ursayæ. Altera, an, exclusis licèt à Pianæ constitutionis indulto puellis educandis, eodem saltem uti possint novitii ejusdem ordinis Prædicatorum. Tertia, num, propter privilegiorum communicationem, ad cæterorum quoque regularium ordinum novitios atque novitias eadem constitutio protendi valeat. De his consuli possunt auctores materiam pertractantes. Illic verò nil aliud opportunè monendum, quàm plures reperiri, auctores qui sese ab omni negotio facilè expediunt, dicentes, sublatum censeri debere memoratum S. Pii V privilegium, ex quo Gregorius XIII, editâ constitutione, ad sacrorum canonum, conciliique præscriptum revocavit quidquid ampliùs S. Pius V in regularium favorem constituerat. Quarta denique, an, positâ Pianæ constitutionis efficaciâ, cui nihil à Gregorio pontifice fuerit derogatum, si novitia, quæ in proximum vitæ discrimen adducta, nondùm evoluto probationis anno, professionem emisit, convalescat, teneatur ipsa novitiatum implere, et factam professionem ratam habere, aut aliam ex integro nuncupare. Adeantur Rodericus, quæst. Regul. tom. 3, quæst. 15, art. 6; Diana, Editionis coordinatæ tom. 7, tract. 1, resol. 160 et 161; Pelizzarius, tom. 1, Manual. regular. tract. 2, cap. 7, quæst. 24, et tract. 3, cap. 2, quæst. 3, qui plerùmque hâc etiam in re regularibus favent.

IV. Ad eorum assertiones roborandas plurimùm conferre possunt quæ in Historiâ ecclesiasticâ leguntur de iis religiosis, qui *Monachi ad succurrendum* dicebantur, iique erant, qui imminentis mortis periculo territi, monasticæ professionis insignia sibi tradi postulabant, eâ spe ducti, fore ut ex susceptâ hoc modo publicâ pœnitentiâ æternæ vitæ participes fierent. De hisce monachis *ad succurrendum* eruditè admodùm more suo agunt Mabillonius in Præfat. ad seculum I Benedictinum, num. 105, § *Tertiam denique*, et in Præfat. 1, in seculum III, num. 21, § *Quocirca*, itidemque in Præfat. 2, in seculum IV, num. 191, § *Priorem ob causam;* Christianus Lupus in suis notis ad concilia generalia et provincialia, tom. 3 vetustioris editionis, in notis ad primum decretum S. Leonis IX, pag. 589 et seq.; Haeftenus in suis Disquisitionibus monasticis, tom 2, lib. 5, tract. 7, disquisit. 2; recensque eruditus Plazza in suo opere inscripto : Christianorum in sanctos sanctorumque Reginam, etc., propensa Devotio, part. 1, cap. 17, num. 25 et seqq.

V. Indubium quippe est, hosce monachos *ad succurrendum* nuncupatos, si convaluissent, religioni, quam per professionem voverant, mansisse perpetuò addictos, adeò ut ex eâ abeuntes, apostasiæ rei fierent. Celebre est opusculum XVI beati Petri Damiani, scriptum ad Gislerium episcopum Auximanum, in quo eorum assertionem pervalidè oppugnat, qui affirmare audebant, piam quidem rem esse, et ad æternæ vitæ meritum valdè utilem, in mortis articulo monasticum induere habitum, et ipsam quoque professionem emittere; at hujusmodi professioni non eam inesse vim ac efficaciam, ut, si æger convaluisset, adigeretur propterea reliquum vitæ spatium in monasterio exigere. Laudatum opusculum legi potest tom. 3, cap. 2 Operum ejusdem, impressionis anni 1743, pag. 181. Memorata autem erronea opinio synodali decreto proscripta fuit. Et nunc inter eruditos tantummodò quæstio est, an proscriptionis decretum fuerit editum in synodo coactâ sub Stephano X, vel potiùs sub Leone IX, uti videri potest apud Christianum Lupum cit. loc. pag. 595.

VI. Verùm, quidquid sit de recensitis quæstionibus, et quidquid olim fuerit de his monachis *ad succurrendum*, quorum nullum hodiè vestigium superest, quidquid demùm sit de ipsâ quoque S. Pii V constitutione, nùm scilicet derogatum ipsi fuerit à Gregorio XIII, per opportunum videtur, pro eo quod pertinet ad ecclesiasticum regimen, monere episcopos, quòd, si novitia ordinis S. Dominici, in idoneâ quidem ætate constituta, sed nondùm legitimum tirocinii tempus emensa, in mortis articulo professionem emiserit, hæc utique illi proficua esse poterit ad spirituales effectus, ad assequendas nimirùm indulgentias, acquiri solitas ab illis quæ ritè solemnem professionem emittunt; nunquàm verò ad temporales effectus, videlicet ad tribuendam monasterio actionem, quâ dotem, ac reliqua bona sic professæ monialis petere valeat. Ita censet Fagnanus in cap. *Sicut nobis*, à num. 22 usque ad 54, et præsertim num. 33 de Regularibus, cujus sententiam amplexa est etiam congregatio concilii in causâ Narnien. professionis, propositâ 22 junii 1743, et resolutâ 25 januarii 1744, in quâ cùm quæstio esset de novitiâ quæ in extremis constituta, post vigesimum secundum novitiatûs mensem emiserat professionem in monasterio, cujus constitutionibus biennale experimentum ante professionem requirebatur, validum sanè congregatio declaravit hujusmodi actum, sed ad spirituales tantummodò gratias lucrifaciendas. Porrò, hâc retentâ, servatâque regulâ, quæ firmissimis innititur fundamentis, aditus intercluditur litibus, et compescuntur vociferationes secularium, temerè plerùmque inclamantium, magnas, imò excessivas esse, quæ monasteriis, cæterisque piis locis fiunt, temporalium bonorum accessiones : quod etiam nos ipsi, dùm munere secretarii concilii fungeremur, non negleximus significare episcopis in relatione statûs suarum ecclesiarum exquirentibus, quonam se modo gerere, quidve judicare deberent de professionibus in aliquibus suarum diœcesium monasteriis nuncupari solitis à monialibus novitiis proximam mortem præsentientibus, quæ licèt legitimam ætatem implevissent, nondùm tamen præfinitum tirocinio spatium plenè exegerant.

VII. Animadvertimus, haud leve negotium facessere episcopis, quod satis frequenter contingere solet, ut mulier, post inita sponsalia, vel etiam post matrimonium de præsenti celebratum, postulet, seu in monialium monasterium recipi, et, evoluto novitiatûs anno, ad regularem professionem admitti; atque eam difficultatem oriri ex innumeris quæstionibus et controversiis, quas hâc de re auctores, nunquàm, ut assolet, inter se convenientes, excitârunt; dùm ignoratur, quæ sit sententia sacrarum Urbis congregationum judicio probata atque recepta : et sic, qui rebus administrandis definiendisque præest, deprehendere nequit, ubi tutò consistat, quod esset ipsi cæteroquin facillimum, si perspectum haberet, utra ex sententiis

sibi invicem oppositis in Romanæ curiæ tribunalibus obtineat. Hoc itaque nos, repetentes ea, quæ diuturno complurium annorum curriculo præ manibus habuimus, exponendum sumimus.

VIII. Si de simplicibus sponsalibus agatur, hoc est de promissione nubendi certo viro factâ, ac per mutuam repromissionem ab ipso acceptatâ, quamvis etiam juramenti religione fuerit utrinque firmata, dummodò ultra processum non fuerit, neque sponsi carnali copulâ sese cognoverint, prohiberi non potest mulier quin monasterium ingrediatur, exactoque probationis anno, solemnia religionis vota profiteatur. Ita rescripsit Alexander III, in decretali *Commissum*, de Sponsalibus : quo tamen loco subdit, satiùs fore mulieri, si, antequàm monasterium ingrediatur, ut juratam fidem præstet, matrimonium contrahat : *Fraternitati tuæ taliter respondemus, quòd tutius est ei, religione juramenti servatâ, priùs contrahere, et postea, si elegerit, ad religionem migrare.* Textum hunc nonnulli ita interpretantur, ut consilium potiùs quàm præceptum præ se ferat ; uti videre est penès Sanchez de Matrimonio, lib. 1, disput. 43, num. 7, Alii tamen rectè perpendunt, pontificiam constitutionem locum sibi vindicare in eâ facti specie, quâ mulier de religionis ingressu adhuc deliberans, nondùm reipsà monasterium ingressa fuerit. In his enim circumstantiis potest utique sponsa, absque eo quod admirationem ingerat, jurisjurandi fidem liberare, matrimonium inire, exindeque ad claustra properare ; quod profectò non eveniret, si mulier jam monasterium ingressa, subinde aut in ipso monasterio manens, matrimonium iniret, aut ex eo egressa, nuptias celebraret, et postea claustra repeteret. Ita disserit Gonzalez in Commentariis ad præcit. text ; latiorique calamo rem persequitur Pirhing, ad tit. Decretal. de sponsal. et matrim. lib. 4, tit. 1, num. 52 et 53. Sed, cùm in sponsalibus, juxta nunc vigentem stipulationum formam contractis atque juratis, apponi soleat non solùm contrahendi, sed et consummandi matrimonii obligatio ; hæc sanè recentior receptaque praxis fortassè potest efficere, ut executioni mandari nequeant, quæ statuta sunt in decretali *Commissum ;* ut scilicet matrimonium ad formam juratæ promissionis contrahatur, deinde verò mulier in religionem et claustra se recipiat : neque enim, non secutâ consummatione, satis impletum dici posset juramentum, quod tamen unum in causâ fuit, ut pontifex præciperet ei, quæ matrimonium se contracturam juraverat, ut matrimonium priùs celebraret, subindeque, si libuisset, ad claustra migraret. Verùm, quamvis dispositio memoratæ decretalis *Commissum*, aptari nequeat propositæ juratæ sponsioni, contrahendi videlicet, simulque consummandi matrimonium ; huic tamen omninò congruere videtur effatum illud : *Propositum, aut promissum non infringit, qui in melius illud commutat ;* quod legitur in decretali *Pervenit*, de Jurejurando. Neque in juratâ consummandi promissione videtur contineri casus, quo ipsi sacri canones à consummatione abstinendum probant atque collaudant, juxta alteram decretalem in cap. *Ad nostram*, 21, de Jurejurando ; ubi, cùm quidam jurejurando pollicitus esset, se in causis omnibus judicii solemnia servaturum, Innocentius III pontifex rescripsit, Juramentum in hunc, qui sequitur, modum esse interpretandum : *Quanquàm et secundùm approbatum intellectum rectè possit intelligi, quod jurâsti, ut in omnibus causis ordinem judiciarium observares, in illis videlicet, in quibus est ordo judiciarius observandus.*

IX. His circa sponsalia explicatis, sequitur ut agamus de matrimonio, rato tamen, nec consummato ; integrum est enim mulieri, quæ matrimonium tantùm celebravit, non autem consummavit, in monasterium se recipere, ibique solemnia religionis vota nuncupare. Per hanc autem votorum nuncupationem matrimoniali vinculo vir exsolvitur, ipsique liberum est ad alias nuptias convolare, juxta rescriptum Alexandri III pontificis, in decretali *Verùm*, de Conversione conjugatorum, et juxta definitionem sacræ Tridentinæ synodi in can. 6, sess. 24, de Matrimonio. Animadvertendum tamen est, privilegium hoc esse concessum tantummodò religiosæ professioni, emissæ in aliquâ ex approbatis religionibus, in quibus nimirùm emissa castitatis, paupertatis et obedientiæ vota, solemnium vim et naturam obtinent ; nunquàm verò professioni emittì solitæ in quibusdam piarum mulierum cœtibus, veluti Tertiariarum, Beguinarum, aut Oblatarum, quarum vota, non inter solemnia, sed inter simplicia recensentur, juxta constantem, atque conformem sententiam tribunalium tum rotæ, tum congregationis concilii, quæ sæpè sæpiùs matrimonia ab illis post castitatis votum contracta, valida pronuntiârunt, ex quo ejusmodi vota simplicia fuerint, non autem solemnia. Id ipsum obtinet quoad viros in militaribus ordinibus professos ; exceptis duntaxat Hierosolymitanis equitibus, qui viri sunt religiosi, cùm sese trino, solemnique castitatis, paupertatis et obedientiæ voto obstringant, quemadmodùm rectè animadvertunt Escannius in propugnaculo Hierosolymitano, disquisit. 6, cap. 2 ; Adden. ad Lodovis. decis. 87, num. 13, et ideò quæ in hâc equestri religione emittitur professio, matrimonii rati, et non consummati vinculum dissolvit, et, si quod inde contrahatur matrimonium, irritum facit : uti ad rem nostram subdit Sanchez, de Matrim. lib. 2, disp. 8, num. 8. At non eadem vis est, et prærogativa professioni in reliquis militaribus ordinibus nuncupatæ, in quibus, non indefinita, sed plerùmque conjugalis castitas, vel à secundis nuptiis abstinentia vovetur : uti scitè disserunt Mendo, de Ordinibus militaribus, disquisit. 5, quæst. 3, num. 17 ; Pontius, de Matrimonio lib. 9, cap. 7 ; cardinalis de Lauræa, tom. 3, in 4 lib. Sent., disp. 16, art. 13, num. 292 et seq. ; Clericat. de Sacrament. Matrim., decis. 13, num. 18.

X. A matrimonio rato, sed non consummato, progrediendum est ad matrimonium consummatum. De quo illud est præmittendum, quòd, quidquid sit de quibusdam exemplis, quæ in ecclesiasticâ historiâ leguntur, nonnullarum scilicet mulierum jam nuptarum, quæ, viris planè insciis, ad religiosa claustra confugerunt, vel de viris, qui, uxoribus nihil tale opinantibus, monasticam vitam professi sunt ; cùm tribuenda hæc sint peculiari divino afflatui, aut vigenti per ea tempora ecclesiasticæ disciplinæ, quæ ad monasticum institutum fovendum, ampliandumque magnoperè intendebat : nostris sanè temporibus, si de matrimonio agatur consummato, nequit uxor sine consensu viri, aut vir sine consensu uxoris, religiosam et claustralem vitam amplecti : quemadmodùm perspicuè infertur ex decretali Alexandri III, in cap. *Verùm*, de Convers. conjug. Consensum autem hujusmodi liberum esse oportet, ac voluntarium ; si enim fuisset per vim metumve extortus, posset utique, qui ipsum præstitit, alterum conjugem, licèt jam claustris inclusum, ex iis revocare ; uti rescripsit Innocentius III, in decretali *Accedens*, eodem tit. Et, quamvis etiam consensus omninò fuisset liber, insuperque conjux, monasterium ingressus, religiosam professionem emisisset, si alter conjux, ea quæ sacris canonibus constituta sunt, ex parte suâ non præstet, integrum ipsi est, professum è claustro revocare, licèt professio ab eo validè emissa fuerit ; juxta celebre rescriptum laudati pontificis Alexandri III, in decretali *Præterea*, de Convers. conjug. Quapropter, si in aliquâ diœcesi contingat, ut nupta mulier in religionem se recipiat, noverit episcopus, id sibi vel maximè incumbere, ut et legitimus liberque præcedat viri consensus, et is præterea præscriptas à sacris canonibus conditiones implere non omittat.

XI. De quibus sanè conditionibus aliqua hìc adnotare volentes, duo à sacris canonibus præscripta comperimus. Primum, ut, si alter conjugum velit in monasterium sese recipere, ibique se Deo devovere, id ei nullatenùs concedatur, nisi alter quoque conjux

cœnobium ingrediatur, et in eo regularem professionem emittat. Satis perspicuus est textus in can. *Quia Agatho*, 27, quæst. 2, ubi hæc leguntur : *Quem tamen* (de Agathone sermo est ab uxore ad religionem properante) *ita suscipiendum esse cognosce, si et uxor illius similiter converti voluerit; nam, dùm unum utrorumque corpus conjugii copulatione sit factum, incongruum est, partem converti, et partem in seculo remanere.* Huic consonat sequens canon *Scripsit nobis*, in quo continetur rescriptum Nicolai pontificis ad reginam Theutbergam, quæ cùm esset Lothario nupta, religioni nomen dare exoptabat : *Cui nos scripsimus, non hoc aliter fieri posse, nisi eamdem vitam conjux ejus Lotharius elegerit.* Idemque pontifex ad Lotharium scribens, hæc habet : *Nam licèt sit scriptum : Quod Deus conjunxit, homo non separet; Deus tamen et non homo, separat, quando divini amoris intuitu, ex consensu utriusque conjugis, matrimonia dissolvuntur. Aliter autem fieri mutuam separationem vestram prohibemus.* Neque clarior esse potest Alexandri III decretalis in cap. *Cùm sis*, de Convers. conjug. : *Ignorare non debes, sanctorum Patrum constitutioni esse contrarium, ut vir, uxore suâ, aut uxor, viro ejus non assumente religionis habitum, debeat ad religionem transire.* Hæc est prior regula à jure canonico tradita. Sequitur altera, quam prioris limitationem meritò dixeris; quâ nimirùm sancitur, posse alterum conjugem, post matrimonium etiam consummatum, fieri religiosum, licèt alter ejus vestigia sequi detrectet, dummodò tamen hic provectæ ætatis sit, ab omni incontinentiæ suspicione immunis, et, si inter seculares versari maluerit, simplicis castitatis voto se obstringat; his quippe positis peculiaribus circumstantiis, alteri ex conjugibus fit facultas ingrediendi religionem, alteri verò manendi in seculo; veluti prosequitur Alexander pontifex in præcitatâ decretali *Cùm sis*, de Convers. conjug. En ejus verba : « Inde est quòd auctoritate apostolicâ prohibemus, ne in episcopatu tuo virum, vel uxorem, nisi uterque ad religionem migraverit, transire permittas. Verùm, si ita uxor senex est, et sterilis, quòd sine suspicione possit esse in seculo, dissimulare poteris, ut, eâ in seculo remanente, et castitatem promittente, ad religionem transeat vir ejusdem. » In quem textum Glossa verb. *Dissimulare*, observat, hujusmodi verbo veram permittendi et approbandi vim inesse. Quod eò magis dicendum est, dùm quidquid decretum legitur in præindicato cap. *Cùm sis*, confirmatur quoque in subsequentibus decretalibus sub eodem titulo de Conversione conjugatorum collectis, quarum uni initium est *Uxoratus*, alteri *Ad apostolicam*, et alteri *Significavit*. Et, quamvis in primâ ex illis, nimirùm in decretali *Uxoratus*, habeatur, continentiæ votum à conjuge jam sene, qui in seculo remanet, emittendum, *publicè in conspectu Ecclesiæ* nuncupari debere, exinde tamen non sequitur, solemne illud esse; nam, sicut inferiùs demonstrabimus, illud tantummodò continentiæ votum solemne censetur, quod est sacro ordini, vel regulari professioni adnexum : sed hoc tantummodò ex laudatâ decretali infertur perpetuæ continentiæ votum à manente in seculo concipiendum, et ritè perficiendum esse coram testibus, et superiore ecclesiastico, ne unquàm de illius nuncupatione dubitari possit.

XII. Si hasce vias, quæ à sacris canonibus indicantur, quæque accuratè semper servatæ fuerunt ab Urbis congregationibus, insistet episcopus, nihil offendet, quod justam dubitandi causam ei præbeat, ubi casus se obtulerit nuptæ mulieris, quæ monasterium ingredi, ac regularem professionem suis loco et tempore emittere velit. Difficultates, quæ aliquandò occurrunt, et de quibus interdùm congregatio concilii sententiam rogata fuit in relatione statûs ecclesiarum, inde profluxerunt, quòd aut vir abnueret ingredi religionem, sed mallet duntaxat sacro ordine, et presbyteratu in seculo initiari, quamvis uxor inter moniales profiteretur; aut nonnulli ex viris contenderint se in seculo manere posse, nec ideò obstringi debere ad simplex castitatis votum emittendum, in casu videlicet, quo conjugalis fides fracta per adulterium fuerat ab uxore, quæ subinde facti pœnitens, in monasterium se abdere decreverat, et religiosæ vitæ institutum amplecti, ac vovere.

XIII. Cùm dictum fuerit superiùs, quoties uxor religiosam in monasterio vitam amplectatur, debere et virum ingredi monasterium, ibique monasticæ professionis vota emittere, nisi eâ sit ætate, vel conditione, quæ omnem incontinentiæ suspicionem excludat, satis verò esse, ut in seculo se simplicis castitatis voto obstringat, si ab hujusmodi suspicione, maximè per ætatem, vindicetur : ambigi jure nequit, quin in hâc posteriori facti specie, possit vir, si velit, ad sacrum ordinem, indeque ad sacerdotalem gradum in seculo conscendere : si enim lex ipsi in tali casu indulget, ut simplici castitatis voto illigatus in seculo permaneat, cumulatiùs legem implet, si sacris ordinibus initietur : cùm castitatis votum, sacris ordinibus annexum, solemne sit et habeatur, juxta decretalem in cap. unic. *de Voto*, in 6, cujus hæc sunt verba : *Illud solum votum debere dici solemne*, etc., *quod solemnizatum fuerit per susceptionem sacri ordinis, aut per professionem expressam, vel tacitam, factam alicui de religionibus per Sedem Apostolicam approbatis.*

XIV. Nodus igitur difficultatis est potissimùm in eo casu, quo vir nec ætate grandævus, nec ob alias circumstantias ab incontinentiæ suspicione remotus, juxta canonum sanctionem deberet solemnia religionis vota nuncupare; quod tamen ipse abnuit, sacrum tantummodò ordinem suscipere intendens, vel ad sacerdotalem gradum in seculo ascendere. Instante Veronensi episcopo, casus hujusmodi propositus fuit in sacrâ congregatione concilii habitâ 18 decembris 1728, eoque licèt ad iteratum examen revocato, nulla tamen prodiit resolutio, uti videre est tom. 4 Thesauri resolutionum; propterea quòd existimatum non fuerit, virum, qui à florente, quam agit, ætate ad voluptatem allicitur, per susceptos in seculo sacros ordines dici posse ab incontinentiæ periculo procul abesse, atque adeò opportunis cautionibus præsidiisque munitum, qualis evaderet, si se in monasterium abderet, ibi que religiosam emitteret professionem. Haud tamen diffitentur, quin aliqua afferri possint exempla episcoporum, qui nuptæ mulieri facultatem fecerint se Deo dicandi in monasterio, dùm vir sacerdotio inter seculares initiaretur, licèt is, haud grandiorem, sed virentem ageret ætatem. Hoc autem ideò fortassè factum, quòd perspectissima fuerit viri probitas, certòque præcognitum, quantùm quidem humana conditio patitur, fore, ut sacris ordinibus obstrictus, illibatam castitatem servaret; quod potissimùm intendant sanctiones canonum jubentium, virum ætate florentem, religionem ingredi, quoties uxor inter moniales ad religiosam vitam ducendam se recipit. Nemo sanè ignorat veterem illam, satisque arduam, quæ olim fuit, controversiam, an, sicut matrimonii rati, sed non consummati vinculum per religiosam professionem dissolvitur, ita per sacri ordinis assumptionem diremptum illud pronuntiari jure posset; cùm sacer ordo, æque ac religiosa professio, sit impedimentum nedùm impediens, sed dirimens etiam matrimonium. Cardinalis Ostiensis *in Summâ*, eamdem sacro ordini vim tribuit ad dissolvendum matrimonium ratum nec consummatum, quam habet regularis professio. Oppositam essentiam alii sunt secuti, impensiùs monentes quòd, nullâ super hoc allatâ, nec evulgatâ pontificiâ definitione, periculosum nimis est Ostiensis opinioni subscribere. Verùm, cùm postmodùm Joannes XXII suam ediderit constitutionem, quæ incipit *Antiquæ*, sub titulo de Voto, et voti Redemptione, in Collectione ejusdem decretalium, tit. 6, indubium firmumque mansit, quamvis matrimonium ratum, sed non consummatum, dissolvat religiosa professio, minimè tamen per susceptionem sacrorum ordinum dissociatum illud censeri oportere. Porrò, si ad casum de quo agimus exemplum ejusmodi accommodetur, unusquis-

que facilè noverit non satis tutò egisse episcopos illos qui quandoque facultatem fecerunt ad sacros ordines conscendendi viro licèt juniori cujus uxor sanctimonialium vitam amplectebatur, longèque rectiùs fuisse facturos si, ubi peculiares facti circumstantiæ id suadere viderentur, eosdem monuissent ut opportunam à Sede Apostolicâ dispensationem implorarent, cùm nulla de hoc pontificia exstet definitio.

XV. Verùm, si hoc quæstionis caput de viro juniore qui, uxore monasticam vitam vovente, non inter regulares profiteri, sed inter seculares sacerdotes initiari contendit, nullo pontificio rescripto aut constitutione fuit definitum; haud tamen illa desiderantur quoad alterum caput de viro florentis ætatis cujus uxor, admissi adulterii pœnitens, vult sese in monasterium abdere, ibique, nuncupatâ regulari professione, crimina sua expiare. Actum de eâ re fuit in congregatione particulari habitâ coram fel. record. Innocentio papâ X, in eâque statutum fuit, legitimâ adulterii probatione non deficiente, nimirùm quoties aut mulier ipsa crimen confessa sit, aut illius delictum notorium fuerit, aut denique judex sententiam tulerit super divortio ex capite adulterii; si uxor religiosam in monasterio vitam eligat, non cogi virum, licèt florentem ætate, religionem ingredi, sed satis esse ut ab eo simplex castitatis votum in seculo nuncupetur. Ita testatur Lezana, qui memoratæ congregationi coram Pontifice habitæ interfuit, in suo consult. 30, num. 27. Huic consonant aliæ à congregatione concilii editæ resolutiones, in causâ nimirùm Lucanâ, decisâ 14 novembris 1682, lib. 32 Decretor., fol. 479, et in Ferrarien. 2 maii 1693, uti videre est lib. 43 Decretor., fol. 225; dùmque nos ipsi in minoribus constituti eidem congregationi à secretis essemus, in causâ Januen. 2 maii 1722, ut patet ex tom. 2 Thesauri resolutionum, ubi insertum est folium quod tunc à nobis elucubratum et typis impressum congregationi obtulimus.

XVI. Hæc sunt quæ hìc opportunè afferenda duximus ut demonstraremus quomodò se gerere debeat episcopus, si aliqua nupta mulier monasterium ingredi et religiosum institutum profiteri velit: nimirùm quandò et quâ ratione illius instantiæ valeat obsecundare. Quæ tamen nullatenùs obstant quominùs, si peculiares alicujus facti circumstantiæ temperamentum aliquod vel generalis regulæ relaxationem exposcere videantur, Apostolicæ Sedis auctoritas imploretur, quæ ex legitimis causis potest consuevitque opportunas dispensationes indulgere. Quemadmodùm mox supra monuimus, probato adulterio, si uxor adultera, saniore inito consilio, se religioni devoveat, non eo onere gravatur vir, licèt junior, ut monachus fiat; sed satis est ut simplici castitatis voto inter seculares se obstringat. Turbavit id aliquando non neminem, qui ad S. Sedem supplex confugit ut à præfati voti nuncupandi onere fieret immunis, fortassè etiam pertimescens ne, mortuâ quandocumque in claustris uxore, adempta sibi esset facultas transeundi ad alias nuptias. Cùm enim uxor quæ consensit virum sacro ordine initiari, eo è vivis erepto, prohibeatur alteri nubere, ut constat ex cap. *Seriatim*, distinct. 32, et si quod ab ipsâ attentetur matrimonium, ecclesiasticis sanctionibus irritum fiat, uti videre est apud Sanchez, de Matrim., lib. 7, disput. 40, per tot., dubitari non omninò temerè posset num idem quoque pronuntiandum esset in alterâ facti specie quâ, uxore solemniter professâ, simplici autem castitatis voto per virum nuncupato, vellet hic, post illius mortem, ad alias nuptias convolare: par enim ratio inesse videtur utrique speciei, nimirùm reverentiæ habendæ erga solemne votum, licèt ab altero conjuge emissum: quam rationem innuit S. Thomas, in 4 Sentent., distinct. 27, quæst. 1, art. 2. ad 2. Quòd si hujusmodi ratio non satis idonea censeretur, initum tamen matrimonium semper esset illicitum, propterea quòd votum castitatis, licèt simplex, oporteat esse perpetuum. Itaque in proposito casu, allato episcopi testimonio de religiosâ vitâ, probatisque moribus oratoris, datum ipsi fuit ut, præfato voto non emisso, liber inter seculares versaretur: hicque fuit exitus præindicatæ causæ Januen., quamvis antea decretum fuisset ut vir votum simplex castitatis voveret in seculo, si uxor adultera regularem emitteret professionem. Hæc omnia, dùm in minoribus secretarii congregationis munere fungeremur, collegimus in foliis à nobis editis in causâ Ulyssiponensi 22 novembris et 6 decembris 1727, uti videre licet tom. 4 Thesauri resolutionum. Sacri enim canones adigunt quidem virum ætate florentem ad professionem in monasterio nuncupandam, vel, quatenùs in provectâ jam ætate constitutus sit, ad emittendum in seculo simplex castitatis votum, dùm uxor religiosum institutum amplectitur, at non tunc cùm jura matrimonii sunt læsa: si enim hujusmodi jura ab uxore per adulterium læsa fuerint, quod tunc juniori viro in seculo manenti imponitur onus emittendi simplex castitatis votum, præscriptum dici debet ad quamdam veluti tutiorem cautionem; cui quidem stricto jure locus non est quoties anteacta viri vita nullam futuræ incontinentiæ suspicionem ingerit. Insuper olim, proprio instante episcopo, dispensatio concessa fuit benè merito viro, sexagenario majori, ut sacerdotalem gradum ascendere posset, dummodò ejus uxor, quæ agebat ætatis annum 58, perpetuam castitatem voveret, absque eo quòd monasterium ingrederetur et professionem emitteret regularem, cùm cæteroquin ipsa exiniæ honestatis specimen semper præbuisset. Hujusmodi indultum concessum fuit nobili viro Parisiensi in congregatione habitâ 6 maii 1645, uti videre est lib. 17 Decretorum, pag. 471, à terg. Nos ipsi quoque, allatis precibus defuncti cardinalis de Almeyda, patriarchæ Ulyssiponensis, audito priùs voto officii nostri pœnitentiariæ, non recusavimus facultatem facere spectato viro, licèt ætate non admodùm provecto, conscendendi ad sacros ordines, dummodò uxor simplex castitatis votum coram cardinali patriarchâ nuncuparet, postquàm tamen se in aliquod monasterium recepisset, cavissetque idoneè se professionem emissuram, cùm primùm congruam dotem monasterio persolvendam fuisset consecuta. Denique, cùm Panormitanus archiepiscopus retulisset se in diœcesi reperisse virum et mulierem conjuges ex quibus, cùm ambo affectæ valetudinis essent, et septuagenariam ætatem propè attingerent, vir quidèm sacerdotali ordine insigniri exoptabat, at uxor, licèt in id consensum ultrò præberet, tamen ad id tantummodò, et vix quidem, adduci poterat ut tertiariæ habitum indueret, cùmque archiepiscopus pro dispensatione supplicaret, re ad congregationem concilii delatâ, hæc quidem pro dispensatione votum tulit, hâc tamen superadditâ conditione, ut vir uxorque diversas ædes incolerent: uti cernere est in resolutione editâ 20 maii 1752, quæ nostris litteris in formâ brevis datis 13 septembris ejusdem anni, fuit confirmata. Tunc autem necessaria habita fuit dispensatio, propterea quòd in decretali *Conjugatus*, de Convers. conjug., cautum legatur: *Nullus conjugatorum est ad sacros ordines promovendus, nisi ab uxore continentiam profitente fuerit absolutus*: relata autem verba, *continentiam profitente*, minimè congruere visa sint tertiariarum instituto quod uxor amplecti cupiebat. Superaddita verò fuit cautela distinctas inhabitandi domos, ex rationibus quas in nostrâ instit. 83 attulimus.

XVII. Hactenùs dictum est de iis quæ ad ingressum mulierum in monasterium et ad professionem tempore suo ab ipsis emittendam pertinent. Nunc opus est aliqua attingere quæ moniales jam professas respiciunt; ex iis nimirùm quæ episcopis aliquando querelarum argumentum præbuerunt in relatione statûs ecclesiæ ac diœcesis ad S. Sedem transmissâ. Vulgaris ac communis olim evaserat querimonia de confessariis monialium. Nonnulli enim ex prælatis plùs æquò se alienos præstabant à concedendo alicui moniali confessario extraordinario, posteaquàm ille uni-

verso monasterio omnibusque monialibus datus fuerat, putantes nimirùm hanc esse rectam spiritualis monialium regiminis formam. Insuper, cùm nonnulla monialium monasteria certi ordinis regularibus reperiantur subjecta, exponebantur ab episcopis aliquarum monialium querelæ cupientium habere nonnunquàm confessarium extraordinarium alterius instituti, regularem, vel secularem sacerdotem. Sedulæ disquisitioni res fuit subjecta sub Innocentio XIII, in congregatione particulari, cui, cùm nos in minoribus à secretis essemus, plurimùm laboris ac operæ hanc in rem scripto verboque contulimus; tuncque prodiit ejusdem pontificis constitutio cui initium : *Apostolici ministerii*, quæ edita potissimùm fuit ad instaurandam in Hispaniarum regnis ecclesiasticam disciplinam, subindeque verò confirmata fuit ab ejusdem successore Benedicto XIII. Eadem planè materies nobis ad summum pontificatum evectis fuit ad iteratam trutinam revocata, id vel maximè exposcentibus pluribus episcopis probisque viris ecclesiasticis; habitoque desuper sedulo accuratoque examine, nostram edidimus constitutionem incipientem : *Pastoralis curæ*, quæ est num. 56, nostri Bullarii tom. 2, quâ episcopis insinuavimus ut faciles se omninò præbeant in concedendo confessario extraordinario singulis etiam monialibus illum ex justâ causâ petentibus, quamvis antea universo monialium cœtui extraordinarius confessarius datus fuerit, juxta Tridentini concilii præscriptum, sess. 25, de Regularibus, c. 10; atque insuper cavimus ut unusquisque superior regularis, saltem semel quotannis, monialibus sibi subjectis confessarium extraordinarium designet è clero seculari, vel ex altero regulari instituto sacerdotem; eoque id negligente, episcopus loci id efficiat, quod regularis superior præstare debuerat. In eâdem constitutione rationes et fundamenta exposuimus, quibus hujusmodi sanctio innititur; cujus executionem si episcopi urgere non omittant, omnis conticesceret querela; episcoporum autem nemo ampliùs vereri aut dubitare poterit, rectènè an secùs agat, dùm facilem se exhibet in concedendo confessario extraordinario certæ alicui moniali, postquàm ipsum universo monialium cœtui jam concesserat; numque sibi jus aliquod possit vindicare in designandis confessariis extraordinariis monialium regularibus subjectarum, ut aliquando, vertente anno, confessarium extraordinarium habeant regularem alterius ordinis, vel secularem sacerdotem.

XVIII. Longè difficilior est quæstio de vitâ communi suis in monasteriis à monialibus servandâ. Sanè Regesta congregationum, tam concilii quàm episcoporum ac regularium, plena sunt variis hâc de re postulationibus. Ut vitæ communis prærogativæ innotescant, satis est perpendere quòd, emisso cœlitùs Spiritu sancto solemni Pentecostes die, ipsam illicò primò Christi fideles Hierosolymis amplexi fuerunt, quemadmodùm nôsse licet ex Actibus apostolorum, cap. 2 : *Omnes qui credebant, erant pariter, et habebant omnia communia; possessiones et substantias vendebant, et dividebant illa omnibus, prout unicuique opus erat;* et cap. 4 : *Neque quisquam egens erat inter illos; quotquot enim possessores agrorum aut domorum erant, vendentes afferebant pretia eorum quæ vendebant, et ponebant ante pedes apostolorum; dividebatur autem singulis, prout cuique opus erat.* Huic veteri disciplinæ regularium ordinum institutores suum veluti ædificium superextructum voluerunt, communis vitæ usum suis sectatoribus præscribentes, eidemque fundamento religiosæ vitæ institutum innixum voluit Ecclesia, dùm, proscriptâ à virorum mulierumque monasteriis proprietate, communia omnia inter eos esse voluit. A Tridentino concilio, sess. 25, de Regularibus et Monialibus, cap. 1, id enixè urgetur, ut vota obedientiæ, paupertatis, castitatis, necnon communis vita, serventur : *Atque inprimis, quæ ad suæ professionis perfectionem, ut obedientiæ, paupertatis et castitatis, ac si quæ alia sunt alicujus regulæ et ordinis peculiaria vota, et præcepta, ad eorum respectivè essentiam, necnon ad communem, vitam, victum et vestitum conservanda pertinentia, fideliter observent.* Sequenti autem capite prohibentur religiosi atque religiosæ bona quæcumque, sive mobilia sive immobilia, uti propria habere; ediciturque ut, si quæ ipsis res immobiles aut mobiles assignentur, *statim superiori tradantur, conventuique incorporentur.* Consonant Clementis VIII et Innocentii XII, Romanorum pontificum constitutiones; haud enim difficile captu est quòd si in unâ eâdemque religiosâ domo aliquæ monialium à suis consanguineis certam annuam præstationem, quam *livellum* dicunt, recipiant, cæteræ non item, dùm hæ in angustiis vivent, illæ autem lautiùs se gerent, ibi facilè regnabit superbia, et concitabuntur invidiæ atque æmulationes, quæ vitia religiosam humilitatem pessumdant, mutuæque charitatis vinculum disrumpunt. Insuper non omnes moniales, quæ hujusmodi annuas præstationes recipiunt, illas semper erogant in suas indigentias; sed eas quandoque improvido consilio proficiunt, ut amicos extra monasterium degentes muneribus cumulent, quod extremum infert claustrali ac religiosæ vitæ exitium.

XIX. Neminem reperire est, qui veritatem hanc, meridianâ luce clariorem, ultrò non fateatur. Difficultas versatur in maximis removendis obstaculis quæ passim occurrunt, cùm agitur de restituendâ in monialium monasteriis communi vitâ; quæ, quamvis in earum regulis indicta sit, obsoleverat tamen jam tum, cùm illæ quæ actu in monasterio degunt, illud ingressæ sunt, et professionem nuncupârunt; neque enim facilè in usum revocari potest, ubi non omnes moniales in illius acceptationem conveniunt, sed, his assentientibus, abnuunt illæ; et ubi ex neglectâ rerum curâ, ac improvidâ administratione, vel ex adversis casibus, annui reditus monasterii impares deprehenduntur congruæ monialium sustentationi, ac perferendis munerum claustralium expensis, quamvis eædem intra summæ moderationis limites cohibeantur, nisi inter moniales adsint nonnullæ quæ peculiares annuas præstationes et perenne charitativum subsidium à suis consanguineis exigant. Celebres planè sunt monialium constitutiones quæ ab eximio præsule Joanne Matthæo Giberto, episcopo Veronensi, fuerunt conscriptæ anno 1531, editæ verò sub annum 1539, atque iterùm anno 1563, à Bernardo cardinali Navagerio evulgatæ, quasque insuper secutus est S. Carolus Borromæus, teste Carolo à Basilicâ Petri; Novariensi episcopo. De vitâ communi hæc loquitur Gibertus, cap. 5 : « Volumus etiam, quemadmodùm præcipiunt earum regulæ, quas voto solemni observare promiserunt, et secundùm vitam apostolicam, quæ vitæ religiosæ et monachalis substantia est, ut vivatur in communi de omnibus tam vestimentis et calceamentis, quàm cibo et potu, omnique aliâ re; et ut abbatissa, juxta monasterii facultates diligenter commensuratas, consulat necessitatibus sororum discretè et benignè quoad victum et vestitum, aliaque pro cellis necessaria, gerens se veluti provida materfamilias in domo rectè moderatâ, cui non nisi unum est marsupium; prævidendo scilicet, initio anni, occurrentes suarum filiarum necessitates, simulque reditus et solitas eleemosynas, ut omnibus providere queat. »

XX. Communi vitæ non repugnant subsidia quæ monialibus exhibentur à consanguineis. Fortassè enim animadversum fuit non posse plerùmque fieri ut ex certis solummodò monasterii proventibus opportunus victus cultusque suppeteret monialibus, et reliquæ nec exiguæ perferrentur expensæ, sine quibus diù esse monasteria non possunt. Verùm id communis vitæ ratio exposcit ut omnia in manus coalescant præpositæ, quæ priùs consulere debet indigentiis illius monialis cui annua præstatio à consanguineis penditur, et quidquid reliquum fuerit, in cæterarum inopiæ levamen erogare. Ita definivit congregatio concilii anno 1586, responsum præbens postulatis cujusdam in Indiis episcopi, uti videre est lib. 4 Decretor.,

pag. 114, à terg. : « An moniales privatim possint habere aliquos reditus pecuniarum, sive aliquos census relictos, et legatos ab aliquibus consanguineis, vel aliis personis pro earum subventione. Sacra, etc., respondit non posse; sed omnia ad manus abbatissæ deferri oportere, quæ in primis illius monialis necessitatibus debeat providere; » quod etiam ratum habuit anno 1601, in causâ Vallisoletanâ, quemadmodùm constat ex lib. 10 Decretor., pag. 11, à terg. : « Sacra, etc., respondit, regularibus sive viris, sive mulieribus, non licere quidpiam proprium possidere; sed, quidquid acquisiverint, et ex donatione, eleemosynâ, à parentibus vel aliunde obtinuerint, rectà ad manus superioris esse deferendum, qui priùs prospicere debebit necessitatibus illius cujus operâ vel contemplatione partum fuerit, et reliquum in totius monasterii usum convertere. » Æquitate ac prudentiâ refertæ sunt hujusmodi resolutiones, quamvis haud videantur ad amussim congruere severiori vitæ communis instituto, quod exposcere videtur perfectam æqualitatem, et quamcumque prædilectionem excludere, nec aliam in expensis regulam agnoscere quàm singulorum indigentiam, nullâ penitùs habitâ ratione hujus, illiusve religiosi, aut monialis, quorum gratiâ munera seu præstationes in communes loculos pervenerunt. Et tamen nec ipsa quidem adeò commendata temperatio satis esse videtur ad præcavendas aut compescendas monasteriorum perturbationes, ubi de invehendâ aut restituendâ in ipsis vitæ communis observantiâ ageretur; cùm difficillimum actu sit ut moniales quæ anteacto tempore eleemosynas à suis consanguineis acceptas in proprios usus, vel in alterius monialis sibi benè visæ indigentias sublevandas impenderunt, novam indicatam methodum, nullis excitatis turbis, amplectantur. Si autem peculii usus ad supra indicatam normam redigi velit quoad futura tempora, nimirùm quoad illas tantummodò moniales, quæ post novam editam legem monasterium ingredientur, ibique professionem emittent, illud insuper subest periculi, ne consanguinei renuant annua ipsis constituere subsidia (quibus subtractis, religiosæ communitatis reditus ut plurimùm illius subsistentiæ impares dignoscuntur), ex quo scilicet, si ea constituere et pensitare debeant, velint tantummodò in sibi conjunctæ religiosæ, non autem in cæterarum commoda expendi. Et, quamvis nonnemo proposuerit hujusmodi incommodo satis consuli posse, si, vitalitiis præstationibus sublatis, augeretur summa dotis cuilibet moniali, cùm profitetur, constituendæ; alii tamen exinde futurum monuerunt, ut dissensiones et jurgia non solùm non compescantur, sed augeantur potiùs; quin etiam contentiones atque dissidia inter monasteria et puellarum consanguineos, indeque inter geminas potestates, ecclesiasticam et secularem, effervescant.

XXI. Hæc omnia non eo consilio afferuntur, ut improbetur studium eorum episcoporum qui in monialium cœnobia perfectam vitam communem invehere pro viribus conantur; superiùs enim affirmatum fuit commendabilem eam esse, constitutionibus præterea nonnullorum monasteriorum fuisse præscriptam, plurimùmque conducere ad paupertatis votum religiosiùs custodiendum, et sartam tectamque servandam monasticam disciplinam; quibus insuper addemus à sacris congregationibus pluries insinuatum fuisse episcopis ut non alias sinerent monasteria ingredi, et in iis religiosam professionem emittere, præter illas quæ se communis vitæ instituto religiosè custodiendo promptas paratasque exhibeant; uti videre est apud Fagnanum, in cap. *Monachi*, num. 69, de Statu monachorum. Sed, quæ supra diximus, ad hoc exposita fuerunt, ut, priusquàm manus operi admoveatur, res diligenter pertentetur; in primis annuus monasterii census supputetur, ut compertum fiat an necessariis omnibus ejusdem expensis sufficiat; deinde ne minis atque terroribus, sed hortationibus et spiritualibus exercitiis revocentur moniales ad exoptatam collapsæ disciplinæ instaurationem; audiantur priùs omnes et singulæ, non quasi ipsarum in id colligantur suffragia, vel consensus exquiratur, sed ut earumdem exploretur animus, et deprehendatur an et quæ hujusmodi reformationi libenter acquiescant, aut contrà oblùctentur, et quo in numero recenseantur illæ quæ ætate aut auctoritate graviores habentur. Id omne colligitur ex pluribus responsis à duabus congregationibus, nimirùm episcoporum et regularium, atque concilii, datis ad postulata episcoporum qui ab ipsis consilium opemque implorârunt ut propositum, quod meditati fuerant, invehendæ in monasteria suarum diœcesium vitæ communis, ad optatos exitus possent perducere. Servetur itaque rerum omnium perfecta communio, ubi illa viget. Detur etiam opera ut ubi non obtinet, introducatur; sed semper præ oculis habeantur quæ plurimæ sese objiciunt difficultates. Cùmque de opportunis adhibendis remediis cogitatum fuerit, si haud temerè conjiciatur fore ut tentatum opus in irritum cedat, vel, eo suscepto, plùs incommodi sit inde pertimescendum quàm sperandum utilitatis, res in aliud tempus protrahatur; interea verò in id studium omne atque industria conferatur, ut monialium singulæ in communem arcam monasterii pecuniam inferant, quam ex annuis præstationibus sibi, postquàm professionem emiserunt, constitutis recipiunt, seu quam suarum manuum laboribus lucratæ sunt, atque lucrantur; utque de universâ peculii summâ superioris sam certiorem faciant, nec sine præobtento illius consensu pecuniis utantur, et tunc quidem in causas tantummodò honestas et necessarias, ab eâdem præpositâ approbandas; eisque demùm efficaciter suadeatur et apertè denuntietur nullum iis esse hujusmodi peculii dominium, sed merum usum, huncque, ut superiùs diximus, omninò subjectum præpositæ arbitrio ac voluntati; ideòque eas semper paratas esse oportere, nullis objectis impedimentis, sed æquo potiùs libentique animo assentiri, ut eadem præposita, sic exposcentibus monasterii rationibus, in illius sublevandis indigentiis pecuniâ ab ipsis depositâ utatur. Hæ omnes conditiones recensentur ab auctoribus qui de re tractârunt; eorumque dicta collecta leguntur in tractatu de Vitâ communi, Romæ impresso anno 1695. De illis et nos verba fecimus in nostro opere de Canonizatione sanctorum, lib. 3, cap. 41, num. 12. Cùmque deinde aliquis nimiâ severitate eas in suis operibus oppugnaverit, quædam typis traditæ fuerunt responsiones, anonyma altera, Veronæ cusa, altera Patris Milante ex Dominicanâ familiâ, in quibus præmissorum omnium æquitas validis rationibus asseritur et propugnatur.

XXII. Exploratum est omnibus in Historiâ ecclesiasticâ parumper versatis, canonicos olim ecclesiarum cathedralium vel insignium collegiatarum servitio adscriptos, certo cuidam communis vitæ instituto fuisse obstrictos. Perspicui sunt hâc de re canones conciliorum Aquisgranensium, alterius nimirùm habiti anno 789, alterius verò anno 816; item concilii Moguntini, necnon Turonensis anno 813 coacti. Nec opus est ut hìc de hujus disciplinæ relaxatione disseramus, cùm sibi quisque possit quæ nôsse cupiat comparare ex libro composito à piissimo Gerhodo, præposito Reicherspergensi, de corrupto Ecclesiæ Statu, et ad pontificem Eugenium III directo, aliisque ejusdem auctoris operibus, quæ habentur in Thesauro anecdotorum P. Pezii, tom. 2, part. 2. Animadvertimus quidem, cùm vetus hæc strictiorque disciplina vigeret, canonicos unam eamdemque domum incoluisse, pari quoque habitu, communique mensâ usos, nihil habuisse peculiare, quod in proprias singuli indigentias expenderent, sed omnia omnibus ex ecclesiæ reditibus suppetiisse. At cùm, labente tempore, communis vitæ institutum ad id redactum fuerit, ut una esset omnibus domus, idemque refectorium, simulque omnes ecclesiasticis functionibus interessent, ad hoc, ut canonici frequentes in chorum convenirent, invaluit usus segregandi certa quædam emolumenta, distri-

buenda iis qui horis canonicis præsentes intererant, quorumque absentes participes esse non poterant. Jam denique, si una vel altera cathedralis ecclesia excipiatur, perpauca nunc temporis reperire est capitula canonicorum secularium qui sub eodem tecto commorentur, et in communi vescantur refectorio : proprias enim ædes quisque habet, fruiturque præbendæ suæ fructibus, suisque distributionibus. Eruditam perlegimus dissertationem, quæ erit numero nona, in Vitam beatæ Claræ Ariminensis, opus canonici Josephi Garampi, quod in publicam lucem quamprimùm prodibit. In quâ quidem dissertatione collectum invenitur quidquid ad exordium, progressum, lapsumque pertinet communis vitæ inter canonicos; et ex insertis in eâ monumentis perspicuè infertur quòd, postquàm choro interessentibus certa emolumenta constitui cœperunt, qui illa lucrabatur, eadem et sua faciebat, expendebatque liberè in proprios usus, cùm illorum dominus esset pleno jure, quemadmodùm et hodiè sunt canonici quoad chorales distributiones. Sanè quæ à monialibus servanda est vita communis, nequaquàm talis esse debet ac illa quæ intermediis temporibus inter canonicos vigebat. Nec enim satis est ut intra eadem claustra vivant, ut sumant in uno refectorio cibum, utque communitatis obeant onera. Sed si proventus habeant, vel annuas præstationes sibi à consanguineis constitutas, hoc insuper scire debent non penès se esse illarum dominium, sed usum tantummodò, atque hunc superiorissæ arbitrio et voluntati omninò subjectum; ac reminisci, obstringi se paupertatis voto, indeque fieri ut ipsarum conditio, quoad livellorum cæterorumque subsidiorum usum, valdè differat à conditione canonicorum quoad chorales distributiones, etiam eorum inter quos medio illo tempore vita communis obtinebat.

XXIII. Ab instituto de monialibus sermone non recedentes, addemus novisse nos ex relationibus statûs ecclesiarum, quandoque excitatam fuisse quæstionem, utrùm episcoporum jus esset, an potiùs ad superiores regulares pertineret, opportunam facultatem largiri cupientibus alloqui moniales, vel iis qui monasterii claustra ingredi debent ex legitimâ ac necessariâ causâ, quoties res est de monialium monasterio regularibus subjecto. In concilio Tridentino, sess. 25, cap. 5, de Regularibus, ita cautum legitur : *Ingredi intra septa monasterii nemini liceat, cujuscumque generis, aut conditionis, sexûs, vel ætatis fuerit, sine episcopi vel superioris licentiâ in scriptis obtentâ, sub excommunicationis pœnâ ipso facto incurrendâ. Dare autem tantùm episcopus vel superior licentiam debet in casibus necessariis; neque alius nullo modo possit, etiam vigore cujuscumque facultatis, vel indulti hactenùs concessi, vel in posterum concedendi.* Disjunctiva particula est in verbis concilii, ubi de episcopo vel superiore agitur. Quare congregatio ejusdem concilii interpres aliàs respondit hujusmodi facultatis impertiendæ jus esse penès superiores regulares quoad monialium monasteria eisdem subjecta; nisi tamen consuetudo obtinuisset ut ab episcopo solo, vel ab episcopo simul et regulari superiore, licentia concederetur, cùm sit servanda consuetudo; uti constat ex resolutione editâ in quâdam causâ *Nullius*, 17 julii 1597, lib. 9 Decretor., pag. 24. En verba : *Sacra*, etc., *censuit facultatem concedendi licentiam accedendi ad colloquium cum monialibus regularibus subjectis, spectare ad ipsos superiores regulares, nisi in loco esset consuetudo legitimè præscripta, ut hujusmodi licentia etiam quoad monasteria quæ regularibus subsunt, ab episcopo tantùm, vel ab episcopo et superiore regulari conjunctim, obtinetur; tunc enim consuetudinem esse observandam.* Verùm, cùm de mandato Pontificis res hæc ad iteratum examen fuisset adducta, definitum fuit, quoad ipsa quoque monasteria regularibus subjecta, minimè satis esse ad hoc, ut monasterii septa quocumque etiam urgente casu ingredi liceat, in id veniam obtinuisse à superiore regulari; sed opus omninò esse ut et episcopi licentia accedat, nihil obstante contrariâ etiam immemorabili consuetudine. Reque ad summum pontificem Urbanum VIII delatâ, non solùm is ratum habuit quidquid definitum fuerat, sed addidit, ubicumque in more positum fuisset ut hujusmodi facultates ab episcopo solo concederentur, eumdem unum, non autem regularem superiorem, easdem impertiri debere. Colliguntur hæc omnia ex rescripto ad episcopum Bellunensem dato sub die 17 junii 1630, lib. 14 Decretor., pag. 300 : *Tametsi aliàs sacra congregatio concilii declaraverit litteras ingrediendi septa monasteriorum moniatium exemptarum, et regularibus subjectarum, ex verâ tantùm necessitate, quæ moniales respiciat, concedendas, seu accedendi ad loquendum cum monialibus, pertinere ad ipsos tantùm superiores regulares; nihilominùs sub die 13 novembris 1620, quò magis clausuræ observationi consuleretur, facultate sibi à sanctissimo domino nostro tributâ statuit et decrevit ut deinceps intra hujusmodi septa neminî ingredi liceat, nisi licentiæ in casibus necessariis concedendæ, nedùm à superioribus regularibus dictorum monasteriorum, sed etiam à locorum ordinariis obtentæ fuerint, non obstantibus contrariis quibuscumque legibus, statutis, consuetudinibus, etiam immemorabilibus. Postremò autem, ad revocandam omnem dubietatem quæ ex hujusmodi decreto forsan oriri posset, negotio iterùm in sacrâ congregatione proposito, atque sanctissimo domino nostro relato, die 21 maii 1630, sua sanctitas declaravit hujusmodi licentias à superioribus regularibus non esse petendas in illis locis in quibus adesset consuetudo ut istæ ab episcopis tantùm concedantur; hoc enim casu statuit et decrevit talem consuetudinem esse observandam, et ipsorum episcoporum tantummodò licentias sufficere, etiam privativè quoad ipsos regulares.* Idem planè rescriptum fuit tum episcopo Camerinensi die 10 decembris 1633, uti videre est lib. 15 Decretor., pag. 14, tum episcopo Perusino, qui hanc quæstionem proposuerat in relatione statûs suæ ecclesiæ, quemadmodùm deprehenditur ex rescripto edito die 10 januarii 1637, lib. 15 Decret., pag. 465. Idem archiepiscopo Montis-Regalis, qui eamdem quæstionem attigit in relatione itidem statûs ecclesiæ suæ, uti cernere est in responsione datâ 7 augusti 1638, lib. 16 Decretor., pag. 86 et seq. Idem denique archiepiscopo Neapolitano, uti constat ex rescripto die 18 novembris 1645, lib. 17 Decret., pag. 520 et seq. Ex iteratis hisce rescriptis, pontificiâ quoque auctoritate, ut supra monuimus, roboratis, omnis planè aditus præclusus esse deberet disputationibus ac controversiis hâc de re antiquitùs excitatis; ideòque nil aliud est reliquum, quàm ut episcopi prædictorum decretorum executioni advigilent.

XXIV. Lex clausuræ, monialium claustris indicta, non solùm ab ingressu monasteriorum repellit tam viros quàm mulieres, nisi et necessitas urgeat, et opportunæ facultates præobtentæ fuerint, uti jam dictum est; sed etiam districtè prohibet moniales è claustris egredi. Hujusce disciplinæ constitutio ac firmitas jure optimo asseritur Bonifacio VIII pontifici, quemadmodùm deprehenditur ex ejus decretali, cui initium *Periculoso*, de Statu regularium, lib. 6 : *Præsenti constitutione, perpetuò irrefragabiliter valiturâ, sancimus universas et singulas moniales præsentes atque futuras*, etc., *in quibuslibet mundi partibus existentes, sub perpetuâ in suis monasteriis debere de cætero permanere clausurâ.* Quam Bonifacii decretalem amplexæ sunt successivæ particulares synodi, ejusque executionem et observantiam plurimùm commendârunt; uti videre est in synodo Coloniensi habitâ anno 1310, ubi hæc leguntur cap. 28 : *Nulla mulier solemne votum continentiæ emittat, quæ non elegerit sub clausurâ certâ vel approbatâ alicujus ordinis remanere*, etc. *Moniales sub perpetuâ in suis monasteriis clausurâ maneant, ac nulli, nisi de illius ad quem pertinuerit speciali licentiâ, ingressus vel accessus pateat ad easdem*, etc., *juxta constitutionem domini Bonifacii.* Similia statuta leguntur in provinciali synodo Ravennatensi 1314, et in alterâ itidem Ravennatensi 1317, in Beneventanâ anni 1331, in Bituricensi anni 1336, et in aliâ Beneventanâ sy-

nodo coactâ anno 1378. Nec ullum, quem noverimus, offendit obicem Bonifacii constitutio, præter paupertatem monasteriorum, in quibus moniales fame perirent, nisi è claustris prodeuntes victum sibi ex hominum liberalitate circumeundo quæritâssent; uti testatur Guillelmus Durandus, de Modo celebrandi concilium generale, part. 2, tit. 25, ubi notat nullâ aliâ ratione fieri posse ut exactæ clausuræ lex recipiatur et observetur, nisi simul districtè statutum fuerit ne plures in singula monasteria admittantur moniales, quàm annuis cujusque monasterii reditibus ali possint: *Provisio domini Bonifacii de includendis monialibus non servatur;* non scilicet æquè in singulis monasteriis, ex eâ nimirùm ratione quam statim subjicit: *Quòd multæ sunt quæ si includerentur, non haberent unde viverent;* ideòque opportunum proponit remedium, videlicet: *Quòd non reperiantur plures quàm possint de earum reditibus sustentari.*

XXV. Probavit sancta Tridentina synodus prudens Durandi consilium; etenim, cap. 3, sess. 25, de Regularibus sanxit *ut in monasteriis et domibus tam virorum quàm mulierum, bona immobilia possidentibus vel non possidentibus, is tantùm numerus constituatur, ac in posterum conservetur, qui vel ex reditibus propriis monasteriorum, vel ex consuetis eleemosynis commodè possit sustentari;* et cap. 5 ejusdem sess., constitutionem instauravit Bonifacii VIII, eamque religiosè servari jussit, facultate insuper factâ episcopis implorandi brachium seculare ad hujusmodi legis executionem urgendam et asserendam.

XXVI. Ipse tamen pontifex Bonifacius VIII, cui, uti dictum est, acceptam ferimus clausuræ firmitatem, rectè prospexit ejusmodi casum dari posse quo monialis aliquo laboraret morbo, cujus contagio reliquas moniales posset inficere; et quidem in hâc facti specie ægrotanti moniali egressum è claustris indulsit: *Nisi fortè tanto et tali morbo evidenter earum aliquam laborare constaret, quòd non posset cum aliis absque gravi periculo seu scandalo commorari.* Postea verò S. Pius V, in suâ constitutione incipiente: *Decori et honestati*, quæ est num. 8, tom. 2 Bullarii veteris, in recentiori autem impressione tom. 4, part. 2, num. 13, facultatem egrediendi è monasterio tribus hisce casibus, magni nimirùm incendii, lepræ, et epidemiæ, seu pestis, circumscripsit. Hoc tamen satis non fuit ad compescendam scriptorum licentiam, quin statim inter se disceptare cœperint, an scilicet verbis et litteræ Pianæ constitutionis sine exceptione sit adhærendum, vel potiùs relinquatur locus benigniori interpretationi, juxta quam liceat monialibus è claustris egredi, si casus evenerit, non quidem in Pianâ constitutione disertè expressus, sed expresso simillimus, et in quo par ratio vel etiam fortior subesse possit.

XXVII. De hâc quæstione jam disseruimus superiore lib. 9, cap. 15, num. 8, ubi etiam aliqua attigimus de episcopi auctoritate necessariò implorandâ, quotiescumque monialis egredi debeat à monasterio, quamvis regularium regimini subjecto. Quod tamen episcopis maximam sollicitudinem ingerere animadvertimus, illud est, quod sæpè nimiùm evenire dignoscitur, ut aliqua monialis, affectæ valetudinis causâ, cœli mutatione indigeat, aut necesse habeat salubres aquas potare, earumve balneis mergi, et quidem in locis in quibus ex ipso naturali fonte erumpunt; vel, quod deplorabilius, insaniâ et furore correpta, aut phthisi vel scorbuto infecta, ad eum profligatæ valetudinis statum redacta dignoscatur, ut si in monasterio maneat, verendum sit ne cæteras moniales inficiat. Magnum hæc negotium facessunt episcopis, non sanè quia ad eos spectet facultatem impertiri hujusmodi monialibus egrediendi è monasterio, aliòve commigrandi; id enim Apostolicæ Sedi privativè reservatum est; sed quia ab hâc ipsâ Apostolicâ Sede nihil de his rebus statuitur, nisi ipsorum episcoporum præhabitâ informatione exploratâque sententiâ, vel etiam, ubi maxima locorum distantia non patiatur ut episcoporum relationes expectentur, expeditior iritur via quâ res *in formâ*, ut inquiunt, *commissariâ*, ipsorum judicio terminanda committitur, tuncque id oneris imponitur præsuli, ut disquirat seriòque investiget an vera sint exposita, et an omnes concurrant circumstantiæ quibus egressus è claustris permitti debeat; quod quidem onus et alia subsequitur cura, efficiendi nimirùm ut quo tutiori et honestiori fieri potest loco monialis excipiatur et collocetur. Sub ipsa pontificatûs nostri primordia delatum ad nos fuit in quibusdam regnis complures moniales commorari extra claustra, è quibus, curandarum infirmitatum, aliisve de causis exierant; et quidem magnum exactum esse temporis spatium ex quo plures earum recesserant, nec adhuc de reditu cogitari; denique easdem è monasterio prodiisse vigore facultatis obtentæ à quibusdam qui sibi ejusdem impertiendæ jus auctoritatemque asserebant. Nos autem ex apostolici muneris nostri debito non negleximus invecto abusui opportunè consulere, jubentes moniales regredi ad sua monasteria, penitùsque abrogantes assertam sibi à quibuslibet auctoritatem indulgenti monialibus exeundi licentiam. Videatur nostra constitutio, cui initium *Cùm sacrarum*, quæ est num. 21, tom. 1 nostri Bullarii. Inspiciatur et altera, quæ incipit *Salutare*, num. 40, eodem tom. 1 nostri Bullarii, quâ quidem, exceptis locorum ordinariis qui, servatâ superiùs indicatâ methodo, justisque urgentibus causis, facultatem ingrediendi monialium septa viris mulieribusque elargiuntur, adimitur cæteris omnibus auctoritas quam in id sibi sumebant; ita ut nec ipsæ cardinalium congregationes, ad quas fortè recursus fiat, decretum ullum in hoc rerum genere edere possint, nisi re ad Pontificem delatâ, ipse supremum assensum suum interponat.

XXVIII. Joseph Gibalinus, societatis Jesu sacerdos, plura conscripsit opera, inter quæ illud est sanè peraccuratum, quod edidit de Clausurâ regulari monialium. Hoc autem in opere, disquisit. 1, cap. 6, pluribus disserit de duabus Bonifacii VIII et S. Pii V Constitutionibus, inquirens nimirùm an posterior hæc sit antiquioris illius constitutionis amplificatio; et qui fiat ut in Pianâ constitutione lepra recenseatur inter causas legitimas quibus liceat mônali è monasterio exire, cùm cæteroquin Alexander III, in suâ decretali *Pervenit*, de Conjugio leprosorum, vetet ne à viro uxor, neve vicissim ab uxore vir, ob lepram sejungantur. Et ipse quidem, statuto inter lepram et lepram discrimine, ut altera nimirùm contactu et consuetudine propagetur, aliosque inficiat, altera verò ægrotanti tantùm adhæreat, ipsumque solum afflictet, propositam quæstionem perfacilè absolvit. Disserit inde de contagiosis morbis, deque urgenti, quâ interdùm moniales tenentur, necessitate ebibendi aquas calidas in ipsis locis ubi è terrâ erumpunt; et quædam attingit de balneis, quibus uti jubentur moniales ad invalescentem morbum expellendum. At nos hìc tantummodò, quod praxim respicit, persequemur, ut notum sit episcopis quonam modo se gerere debeant, cùm eorum relatio et sententia exquiritur super precibus alicujus monialis è claustris egredi cupientis, vel cum ad ipsos causa egressûs, totum negotium in formâ, ut inquiunt, commissariâ, remittitur, quod quandoque fieri supra dictum est.

XXIX. Quoties igitur contingat, quod non admodùm rarò evenire solet, ut ex medicorum sententiâ monialis ægrotans aeris et cœli mutatione indigere dicatur, illud primùm sedulò investigandum est, an exposita veritati nitantur; an medicus qui de iis testatur, talis sit ut ei meritò fides adhiberi possit, vel potiùs expediat alterius quoque medici explorare sententiam. Tum, comprobatâ facti veritate, facilè moniali indulgetur facultas ad certum tempus transeundi ad alium salubrioris aeris locum, dummodò in alio monialium monasterio ejusdem vel alterius instituti collocetur, ac retento semper onere redeundi ad monasterium unde discesserat, cùm exactum fuerit præfinitum tempus ad experiendum salubrioris aeris beneficium. Hujusmodi licentiæ à congregatione episcoporum et

regularium, ex sibi tributis facultatibus, expediuntur, præhabitâ semper informatione episcopi ; vel saltem ab ipsâ hujusmodi transitus ad eumdem episcopum, seu ordinarium, in formâ commissariâ delegatur. In dirutâ Aquileiensi civitate insigne extat monialium monasterium sanctæ Sedi immediatè subjectum; cùmque aeris temperies in eâ urbe quibusdam anni mensibus insalubris admodùm sit et gravis, eâ tempestate ineunte, moniales ex antiquâ consuetudine Aquileiense monasterium deserentes, in aliud se conferunt melioris cœli, et mox Aquileiam repetunt, cùm per anni tempus licet. Aliud est, si monialis quæ noxium sibi experta est situm et cœlum illius monasterii in quo professa fuit, cupiat in aliud transferri salubrioris aeris, in quo reliquum vitæ spatium exigat, exinde nunquàm ad primum monasterium reversura. Tunc enim vel ad apostolicæ pœnitentiariæ officium, vel ad congregationem episcoporum et regularium instantia defertur, siquidem utrumque tribunal hoc jure fruitur et auctoritate, ut præfatum transitum concedat; non tamen sine debitis injunctis conditionibus, pro eo quod spectat ad dotem secundo monasterio pensitandam; nec sine opportunis cautelis quoad legem clausuræ, ut minimùm fieri poterit, lædendam; incongruum quippe esset ut ex monasterio legi clausuræ subjecto, fruendi etiam salubrioris aeris causâ, transitus indulgeretur ad alium monasterium, vel religiosam domum Oblatarum, quæ clausuræ lege non obstringuntur; neque enim sine exemplo est, quòd monialis aliqua è monasterio in quo vigebat clausuræ lex, in aliud traducta monasterium, vel religiosam domum hujusmodi legi minimè obnoxiam, contenderit se propterea clausuræ vinculo solutam esse, eâ ratione allatâ, quòd clausuræ lex, non personæ, sed loco fuerit annexa.

XXX. Ad mineralium aquarum haustus et balnea progrediendi facultas à solo Pontifice, ut dictum est, indulgetur. At neque Pontifex, neque congregationes, quarum is consilio in hujusmodi concedendis licentiis utitur, satis dignoscere poterunt quid in peculiari cujusque facti specie tutò definire valeant, nisi episcopi se eisdem exhibeant adjutores, studiumque suum in id conferant, opportunas à medicis exquirendo notitias, ut certò deprehendant an remedium quod iidem medici ex aquis repetendum suadent, sit reapsè moniali ægrotanti necessarium; si enim illo monialem omninò indigere affirmetur, durum nimis esset ægrotantem ab eo prohibere, si verò non usquequàque eo opus sit, licentia quæ indulgeretur providis clausuræ legibus nimis adversa et perniciosa censeri deberet. Neque verò hìc finem habet sollicitudo et diligentia ab episcopis adhibenda : positâ quippe præfati remedii, ac proinde etiam è monasterio exeundi necessitate, sedulò advertendum est cuinam concredantur moniales è clausurâ egressæ. Nec enim indiscriminatim cuique tradendæ, sed commendandæ sunt vel fidei patris, si superstes vivat, vel patruorum, vel fratrum, siquidem maturæ ætatis sint, integrique nominis, vel denique matris custodiæ; hisque omnibus deficientibus, advocandæ sunt honestæ mulieres arcto consanguinitatis vinculo moniali conjunctæ; et, si nec istarum copia suppetat, confugiendum est ad matronas omni exceptione majores. Insuper indicendæ leges atque cautiones, quæ in itinere et in statione observentur; regressui autem certum temporis spatium est præfiniendum; moniali denique interdicendum ne monasticum exuat habitum, ad hoc, ut se ubique monialem esse meminerit.

XXXI. De morbis tandem disserendum superest. Percurrentibus itaque tum decretalem Bonifacii VIII, tum memoratam S. Pii V constitutionem, tum denique quidquid tradant auctores Pianam constitutionem interpretantes, eamque etiam ultra casus in ipsâ recensitos benignìùs protendentes, seposito semper irruentium undique flammarum incendio, quod, cùm monasterium vastet, januas quoque pandit, ut inde aufugientes moniales vitam servare possint; satis constat, omnia redigi ad illud morborum genus, quorum contagione aliæ quoque moniales infici possent, si ægrota monialis in manasterio detineretur ibique curaretur. Loquitur quidem Piana constitutio de peste et epidemiâ : at id minimè accipiendum de peste ac epidemiâ, quæ urbem, in quâ monasterium situm est, invaserit; hoc quippe casu magis consultum erit monialibus, dum monasterii septis inclusæ, à reliquorum consortio, atque ita à contrahendo sævientis morbi veneno fient remotiores, quàm si ad consanguineorum domos transferrentur : sed intelligendum est de peste atque epidemiâ, quæ monasterium ipsum aggressa, unam, alteramve monialem corripuerit : quemadmodùm rectè animadvertit congregatio episcoporum et regularium in litteris ad archiepiscopum Avenionensem datis 20 septembris 1720, cùm timeretur ne ea urbs teterrimum pestis infortunium subiret. Hùc autem re adductâ, præter studium ab episcopis adhibendum in exquirendâ à medicis tum morbi qualitate, tum periculo, ne aliæ benè valentes inficiantur, investigandum insuper est, dum adsit in monasterio segregatus aliquis locus, quo detineri valeat monialis morbo correpta; num possit in praxim redigi, ut in monasterium inducantur seculares famulæ, quæ ægrotanti inserviant, absque eo quòd cum cæteris monialibus versari debeant; quatenùs verò monasterium hoc destituatur commodo, num illud invenire liceat in alio monasterio, vel religiosâ Oblatarum domo; semper enim longiùs evitantur pericula, dum monialis in proprio detinetur monasterio, vel ad aliud transfertur, quàm si secularibus personis, quantumvis arcto consanguinitatis vinculo junctis, concredatur. Si autem neutro ex præindicatis modis ægrotanti moniali consuli possit, nihil aliud est reliquum, quàm ut, adhibitis superiùs expressis cautionibus, monialis consanguineorum fidei et curæ committatur. Assiduus rerum usus nos edocuit, quàm arduum sit omnes omninò fraudes detegere ac declinare; cùm medici faciliores, quàm par est, sese præbeant in testificationibus subscribendis; moniales verò vel maximè exoptent, ut tollantur incommoda quæ sibi ac universo monasterio ab ægrotante sorore afferuntur; consanguinei denique ut plurimùm proniores sint ad monialem suis ædibus excipiendam. At hæc non efficiunt quin omnia tentanda sint, ut adhibitæ fallaces artes eludantur. Quò autem severior adhibetur trutina, eò infrequentiores erunt postulationes ad extorquendam facultatem discedendi è monasterio : siquidem experientiâ perspectissimum est, concedendi facilitatem, petendi facilitati et audaciæ aditum patefacere.

CAPUT XIII.

De postulatis quæ in relatione statûs ecclesiæ ab episcopis proponi solent : et primò de iis quæ ad ipsos episcopos spectant, quatenùs in ordinem episcopalem ingressi sunt, ecclesiæque regimen susceperunt.

I. Quoniam de iis quæ in subsequentibus Instructionis capitibus, sexto nimirùm, septimo, et octavo, continentur, plura jam hoc ipso in opere, prout occasio tulit, attigimus; ne ea, quæ superiùs dicta sunt, repetamus, transeundum nobis esse censemus ad illa quæ exponenda suadet nonum et ultimum ejusdem Instructionis caput : quo scilicet invitantur episcopi, ut, si quæ habent postulata, sibi, suarumque ecclesiarum regimini opportuna, proponant; promptamque sibi opem, vel saltem consilium, ab Apostolicâ Sede, et ab ipsâ congregatione concilii expectare jubentur. Cùm autem animadversum à nobis fuerit, quædam interdùm postulata ab episcopis proponi, quæ propriam ipsorum personam respiciunt; ab his initium ducentes, in præsenti capite agemus de iis quæ spectant ad ipsos episcopos in ordinem episcopalem ingredientes, suarumque ecclesiarum regimen suscipientes : ut deinde gradum faciamus ad ea quæ ipsis in episcopatûs administratione versantibus occurrunt; ac demùm ad alia quæ pastoralis oneris dimissionem, aliquando ipsis necessariam optatamque, concernunt.

II. Episcopus quidam in relatione statûs suæ ecclesiæ obortum sibi exposuit dubium de propriæ ordinationis validitate, propterea quòd consecratus fuisset ab uno episcopo, altero tantùm seculari presbytero assistente; cùm cæteroquin per litteras apostolicas dispensatum cum eò fuisset, ut consecrari quidem posset ab uno tantùm episcopo, sed assistentibus illi duobus sacerdotibus in dignitate ecclesiasticâ constitutis.

III. Plures hâc de re sententiam suam rogati fuerunt; inter quos nos ipsi, cùm in minoribus constituti munere secretarii congregationis concilii fungeremur: quare sequentes animadversiones à nobis tunc exhibitæ fuerunt.

IV. Primò videlicet animadvertimus, circa quæstionem, an episcopi consecratio ab uno tantùm episcopo peracta, nulla sit, an tantummodò illicita, tres circumferri auctorum sententias. Quarum altera est pro nullitate; eamque tuentur Morinus, de Sacram. Ordin., part. 3, exercit. 4, cap. 2; Tournely, de Sacram. Ordinis, impressionis Paris. anni 1729, pag. 453. Altera nullam itidem irritamque asserit ejusmodi ordinationem, nisi pontificio indulto, seu dispensatione concessum fuerit, ut eadem ab uno tantùm episcopo perageretur; huicque opinioni adhæret Piette, part. 6 suarum theologicarum Quæstionum de Sacram. Ordinis, quæst. 13, § 1 et 2. Tertia denique propugnat, quamvis, juxta disciplinam à sacris canonibus præscriptam, episcopalis ordinatio ab uno episcopo, aliis duobus episcopis ei assistentibus, sit peragenda, uti legitur in can. *Episcopis*, et can. *Episcopum*, dist. 64, et can. *Porrò*, dist. 66; tamen, si ab uno episcopo habeatur, reliquis duobus nec accitis, nec præsentibus, nec cooperantibus, ratam esse et validam, quantùmvis illicitam: siquidem plures in sacrâ antiquitate occurrunt antistitum ordinationes ab uno tantùm episcopo peractæ, quæ redarguuntur quidem uti illicitæ, sed minimè rejiciuntur ut irritæ ac nullæ: neque verò usquam legitur, episcopum, ab uno antistite consecratum, jussum fuisse consecrationis munus iteratò recipere ab episcopo cui alii duo episcopi cooperarentur. Videri hâc de re possunt Thomassinus, de vet. et nov. Eccles. Discipl. part. 2, lib. 2, cap. 12, per tot., et præcipuè num. 1; Cabassutius, in Notitiâ Eccles. seculi IV, in notis ad can. 4 Nicænum; Christianus Lupus, ad Concilia generalia et provincialia, tom. 1 prioris edit., pag. 29, et pag. 33; Hallier, de sac. Ordinationib., part. 2, sect. 5, cap. 2, art. 2, per tot., et potissimùm § 3; Van Espen, Jur. eccles. part. 1, tit. 15, de Consecrat. episc., cap. 1, per tot., et signanter num. 7; Boucat, tom. 5 de Ordinis institutione, disput. 6, sect. 6, punct. 2, pag. 443; Juenin, de Sacramentis, dissert. 9, de Ordinibus in specie, quæst. 1, de Episcopatu, cap. 4; ex auctoribus verò, qui omnium manibus teruntur, Diana, in Edit. coordin., tom. 4, tract. 8, resolut. 27, et pluribus sequentibus, et nominatim resolut. 29; Solorzan., de Jure Indiarum, tom. 3, cap. 6, num. 38; Azorius, Instit. moral. part. 2, lib. 3, cap. 30, § *Sed quid dicendum*. Inter eos autem qui recentioribus temporibus Romæ scripserunt, quosque post latum à nobis suffragium inspeximus, bon. mem. cardinalis Gotti, tom. 15 suæ Theologiæ, quæst. 5, de Episcopat., dub. 4, § 1 et 2, et modernus Joseph. Catalanus, tom. 1 ad Pontificale Romanum, pag. 198 et seq., quibus in locis pluribus tuentur, episcopi consecrationem ab uno episcopo peractam, illicitam quidem esse, sed validam firmamque, quamvis, nullo præobtento pontificio indulto, seu dispensatione, celebrata fuerit.

V. Animadvertimus secundò, quòd, etsi affirmari nequeat, ab hâc Sanctâ Sede fuisse definitam prædictam quæstionem, an episcopi consecratio, quam unus expleverit episcopus, irrita sit et nulla, an potiùs tantummodò illicita; nemo tamen inficias ierit, quin probabilior et magis plausibilis sit tertia opinio, quæ, uti diximus, validam esse propugnat, quamvis illicitam, ejusmodi ordinationem; hancque amplexi fuerint, et in praxim redegerint Romani pontifices, qui frequenter indulta elargiuntur, ut in remotioribus regionibus, in quibus haud facilè tres episcopi unà convenire possunt, ordinandus consecrationis munus recipiat ab uno episcopo, duabus ipsi assistentibus dignitatibus, vel duobus etiam simplicibus sacerdotibus: quod porrò nullatenùs præstarent, nisi probabiliorem arbitrarentur sententiam illam, quæ asserit validam firmamque, ac tantummodò illicitam esse ordinationem, quam unus peregerit episcopus; ideòque in suâ potestate esse, illiciti actûs notam ab eâ removere, impertiendo facultatem, ut ab uno tantùm episcopo expleri possit. Sanè, cùm olim S. Pius papa V votum congregationis concilii hâc de re exquisiisset, responsum ipsi datum fuit sequentis tenoris, ut notatum reperitur in lib. 10 Regestorum, pag. 16: *Cùm san. mem. Pius V consuluisset congregationem concilii, an in provinciâ in quâ episcoporum copia haberi non posset, dispensandum esset, ut, loco duorum episcoporum, qui consecrationi interesse debent, sufficiantur abbates, duove alii habentes dignitates ecclesiasticas, congregatio, secuta sententiam majoris partis theologorum, quos tunc consuluit, respondit dispensationem esse concedendam.*

VI. Quinimò, præter eam facti speciem, quâ episcoporum copia haberi non possit, paris quoque valoris habita est altera, quâ, licèt tres episcopi convenire commodè valeant, prudens tamen œconomia exposcit, ut consecratio ad tempus occulta maneat, nec ulli, nisi certis advenientibus rerum circumstantiis, innotescat. Et quidem, hâc impellente ratione, fel. record. Alexander Papa VII indulsit, ut pater Sebastianus ex Carmelitarum discalceatorum familiâ, cùm ad Orientales Indias apostolicam visitationem obiturus remeare deberet, secretò in pontificio sacello ordinaretur episcopus Hierapolitanus à solo Porphyriensi episcopo, supplentibus vices duorum episcoporum assistentium binis Vaticanæ basilicæ canonicis presbyteris, Lucâ Holstenio, et Francisco Mariâ Phœbeo: quemadmodùm habetur in Historiâ Vitæ memorati Sebastiani episcopi, Romæ editâ anno 1719, lib. 2, cap. 2, sub initium.

VII. Tertiò denique animadvertimus, sicuti valida est, sed illicita, episcopi consecratio, quam unus peregerit episcopus duobus assistentibus sacerdotibus, dùm apostolicum non præcessit indultum, quo ita fieri permissum fuerit; non absimili ratione validam haberi debere, et tantummodò illicitam, episcopalem consecrationem, quam peregerit unus antistes, uno assistente presbytero, quamvis in obtentâ dispensatione, seu indulto, ea lex ascripta fuisset, ut duo astarent presbyteri: utroque enim casu omnia concurrunt ad actûs validitatem necessaria: et utroque casu aliquid desideratur, quòd ad ejusdem actûs solemnitatem, et præscriptorum rituum observantiam pertinet; quandoquidem in primâ facti specie deest duorum antistitum præsentia à sacris canonibus statuta; in alterâ verò desideratur præsentia duorum sacerdotum, quos Pontifex adhibendos voluit.

VIII. Credi autem nullo modo potest, voluisse Pontificem, ut suis mandatis in Brevi expressis major inesset vis et efficacia, quàm quæ canonum sanctionibus passim tribuitur. Nec enim omnes canones, qui aliquid servandum statuunt, nullitatis vitium statim inducunt iis actibus, qui aliter gesti fuerint; nisi expressum contineant decretum, quo irritum et nullum pronuntietur quidquid secùs fieri contingat. Idem ergo affirmandum erit de lege, quam Pontifex in Brevi indixerit. Si autem id obtinet in iis rebus quæ ejus potestati et auctoritati subjiciuntur, quid dicendum erit de illis, quæ (sicuti hæc est, de quâ loquimur) quoad validitatem à Christi Domini auctoritate dependent? Quæcumque igitur in utroque casu præscribuntur, nihil aliud sunt quàm providæ regulæ ad necessariam ritûs honestatem et decentiam constitutæ; quæ si omittantur, illicitus quidem erit actus, non verò irritus et effectu vacuus.

IX. His omnibus rationum momentis adducti, asseruimus, episcopi consecrationem ab uno episcopo,

unoquoque assistente sacerdote peractam, quamvis in Brevi cautum fuisset, ut duo adhiberentur sacerdotes, validam fuisse, quamvis illicitam; atque huic sententiæ firmiùs etiam adhæsimus, perpendentes inauditum planè non esse, episcopum aliquem consecrationis munus suscepisse ab uno episcopo, altero tantùm, vel etiam nullo assistente sacerdote : dùm in Collectione apostolicarum constitutionum, brevium et decretorum pro sacris missionibus Sinarum et Tunkini, Parisiis recusâ anno 1676, part. 1, pag. 11 et seq., exhibetur Breve Alexandri VII, quo vicariis apostolicis superstitibus indulgetur ut in episcopum præficere valeant sacerdotem, utque illius consecratio ab uno episcopo, duobus simplicibus sacerdotibus, vel etiam nullo planè assistente, perficiatur.

X. Cùm autem reliqui etiam, quos Pontifex tunc consuluit, nostræ sententiæ adhæsissent, eamdem probavit idem pontifex in suis litteris datis die 26 novembris 1718, ubi, *de nonnullorum gravium virorum, præsertim Romanæ curiæ prælatorum, eximiâ sacrorum canonum scientiâ, singularique fide et integritate conspicuorum, qui de mandato eorumdem cardinalium rem maturè examinârunt, et consecrationem hujusmodi validam, licèt illicitam, esse censuerunt consilio*, etc., salutaribus pœnitentiis tam ordinatori quàm ordinato injunctis, ratam firmamque, sed illicitam, consecrationem pronuntiavit.

XI. Frequentior est alter casus, quo nonnulli, antequàm in episcopos eligantur, quædam ineunt pacta et conventiones cum canonicis mox eos electuris, eorumque observantiam jurejurando polliceri non dubitant; at, cùm subindè eos et promisisse, et jurâsse pœniteat, relaxationem contractæ obligationis et juramenti, vel in relatione statûs ecclesiæ, quam congregationi concilii exhibent, vel immediatè ab ipso Romano Pontifice exposcunt.

XII. Contingunt hæc in Germaniâ, ubi vigens est apud canonicos jus eligendi episcopum, exclusis cæteris de clero, eòque magis et laicis. Cujus quidem juris veluti fundamenta jecêre duo imperatores Otho IV et Fridericus II; ille nimirùm anno 1209, hic verò anno 1213, in suis diplomatibus relatis apud Lunig, tom. 1 Spicil. ecclesiast., pag. 167; et Goldastum, Constit. imperial., tom. 1, pag. 290. At idem subinde canonicè constitutum firmatumque fuit in concordato inter Nicolaum V pontificem et Fridericum III, totamque Germanicam nationem, anno 1448 inito. Hoc autem jure eligendi episcopum capitulis asserto, inolescere cœpit et usus quasdam ineundi pactiones conventionesque inter eligendum et canonicos : quæ quamvis fortassè, cùm primùm invectæ sunt, ad publicam referrentur utilitatem, optimumque regimen diœcesis, ac ipsius quoque principatûs cum episcopali dignitate conjuncti, non ità multò post in eversionem juris episcopalis, privatumque nonnullorum, et potissimùm electorum, commodum utilitatemque deflexêre; uti videre est tum in satis prolixâ dissertatione Schwarzii de Capitulationibus episcoporum Germaniæ, tum in opere Herbipoli impresso sub annum 1697, inscriptoque : Factum et Jus juramenti episcopalis, sive Capitulationum.

XIII. Claræ memoriæ Carolus V imperator abusum hunc expressè detulit ad Adrianum VI pontificem, datis ad eum litteris anno 1522, quæ referuntur à Goldasto, Constit. imperial. tom. 1, pag. 447, necnon in libro inscripto : Imperatorum imperiique Gravamina, part. 2, pag. 357, edit. Francofurt. anni 1725. In iis autem litteris, inter cætera absurda, num. 85, exponitur juratum pactum, quo cavetur, ne episcopo, in ullâ omninò quantùmvis gravi, ac etiam intolerandâ facti specie, liceat contra ipsos electores procedere, aut obsistere judicibus et officialibus capituli, quidquid tamen agendum susceperint, aut decernendum putaverint : quâ excogitatâ methodo, securitatem delinquendi, remotâ quâcumque pœnæ formidine, nanciscebantur capitulares : *Nullum in episcopum, seu prælatum eligunt, nisi se priùs jurejurando astrinxerit, planèque devoverit, litteris quoque interdùm, instrumentisque sigillo probè munitis caverit, ipsis, ipsorumque ordinatis judicibus, ac officialibus, in nullo utcumque gravi, vel inhonesto, intolerabilique proposito, se contrarium fore, ac, si quando eos delinquere contigerit, impunè eis per ipsum, ut hoc sibi liceat.* Minùs absonum erat quod Æneas Sylvius enarrat in suo libro de Moribus Germanorum, pag. 1045, quamvis et is hoc ipsum improbare non omittat : *Statutum habent, quo cautum est, ne quem canonicorum decanus corripiat, nisi majori parte capituli consentiente; atque ita fit, ut omnes passim discoli aberrent, compensantesque sibi quisque invicem crimina, impunes abeant.*

XIV. Vel solæ communis canonici juris sanctiones satis superque fuissent, ut pronuntiari tutò posset hujusmodi pacta, quamvis juramento firmata, damnabilia esse, et nullo modo servanda. Perspicua est decretalis in cap. *Sicut nostris*, de Jurejurando, ubi narratur, quòd Tudertinus episcopus, priusquàm ad eam sedem eveheretur, unà cum reliquis canonicis in pactum consenserat, per quod imminuebantur ecclesiæ reditus, quòdque insuper hujusmodi pactio jurisjurandi religione vallata fuerat. Nihilominùs, episcopo post peractam electionem id, quod juratus promiserat, præstare renuente, Innocentius III pontifex maximus Amerino episcopo mandat ut omnia in pristinum restituat; de juramento autem, et pactione ita rescribit : *Nos igitur saluti ejus*, episcopi videlicet, *paternâ volentes sollicitudine providere, pro juratione incautâ imponi ei fecimus pœnitentiam congruentem : et nihilominùs attendentes quòd juramentum, non ut esset iniquitatis vinculum, fuerit institutum, et quòd, non juramenta, sed perjuria potiùs sunt dicenda, quæ contra utilitatem ecclesiasticam attentantur*, apostolico delegato, quæ supra innuimus, exequenda committit. Consonat et decretalis *Contingit*, de Jurejurando, in 6. Attamen religiosi Germaniæ episcopi suis in synodis diœcesanis, vel provincialibus, non prætermiserunt memorata pacta quantumvis jurata improbare, simulque definire, eadem nullo modo esse servanda : quemadmodùm videre est in diœcesanâ synodo Herbipolensi, habitâ anno 1453, et in duabus provinclalibus synodis, alterâ Coloniensi, Moguntinâ alterâ, habitis sub Paulo III pontifice maximo, relatisque in præcitato libro : Factum et Jus, Herbipoli impresso, pag. 367. Id ipsum præstiterunt Romani pontifices, quemadmodùm evincunt monumenta in præindicato libro fideliter exscripta.

XV. Et primò quidem Martinus V, uti ex eodem libro habetur, cardinali Juliano, suo, et Apostolicæ Sedis legato, in mandatis dederat, ut Sigismundi imperatoris precibus studiisque obsecundans, irrita ac nulla pronuntiaret pacta, quæ Bambergensis episcopus cum suo capitulo inierat, licèt is jurâsset se promissa præstiturum, nec emissi juramenti absolutionem petiturum, quin imò nec eâ quidem spontè oblatâ se unquàm usurum. Accesserunt postmodùm duæ Romanorum pontificum constitutiones, in Bullarium Romanum relatæ : S. Pii V altera, cui initium : *Durum nimis et incommodum*, altera Gregorii XIII, incipiens : *Inter apostolicas*, quæ sæpè memoratis pactis, seu capitulationibus vim omnem et efficaciam ademerunt. Cùm Clemens VIII cardinalem Madrutium legatum de latere misisset ad Rodulphum imperatorem, inter cæteros abusus, quibus ipsi pro viribus consulendum demandavit, recensitæ fuerunt capitulationes et pacta de quibus nunc occurrit sermo; uti nôsse licet in citato libro, Herbipoli impresso, pag. 374. *Episcoporum jurisdictio per contrarias sacris canonibus capitulationes et pacta constringitur.* Capitulationes verò, quas canonici Colonienses, Brixinenses et Uratislavienses, cum suis episcopis ante electionem inierant, decretis suis oblitterârunt, proscripseruntque Urbanus VIII, Innocentius X et Alexander VII, summi pontifices : quemadmodùm in sæpè memorato libro, pag. 375 et seq., pag. 27, et pag. 280 et seq., videri potest.

XVI. Verùm solemnior actus, quo abrogatæ fuerunt hujusmodi capitulationes, quamvis juratæ, procul dubio est constitutio fel. record. Innocentii papæ XII,

Etenim Herbipolensis episcopus anno 1678, antequàm eligeretur in episcopum, cum suis electoribus in certa quædam pacta convenerat, quorum observantiam juramento pollicitus fuerat : sed, cùm subinde datam juratamque fidem servare detrectaret, eâque de causâ, acerrima lis, et controversia excitata fuisset, composita illa fuit mediante concordiâ, seu transactione, quæ viguit ad vitam paciscentis episcopi. Eo autem è vivis erepto, cùm in successorem episcopum electus fuisset Joannes Godefridus de Guttemberg, isque similiter, anno 1684, cum electoribus quasdam jurâsset capitulationes, subindeque ad Sanctam Sedem recursum habuisset, ut à præstiti juramenti vinculo solveretur; hujus rei examen magno magistro Teutonici ordinis delegatum primò fuit. Renuente autem capitulo jura sua coram eo deducere, causa peculiaris congregationis in Romanâ curiâ deputatæ judicio discutienda dirimendaque commissa fuit : pluribusque ab anno 1692 et deinceps editis resolutionibus, tandem Innocentius pontifex anno 1695 suam evulgavit constitutionem incipientem : *Ecclesiæ catholicæ*, quæ in illius Bullario legitur, num. 51, quæque summo omnium plausu per Germaniam excepta fuit, ac etiam à Lunigio per extensum relata legitur in Select. scriptor. illustr., pag. 450.

XVII. Per eam itaque Innocentius pontifex non solùm præcedentes Pii et Gregorii suorum prædecessorum sanctiones confirmat et innovat ; sed, ut abusum capitulationum, pactionum, conventionum, concordatorum ac statutorum radicitùs evellat, pactiones et capitulationes ante electionem inter eligendum et electores iniri solitas distinguit ab aliis quæ fiunt electione jam absolutâ : et quidem illas quæ electioni præcedant omnes omninò interdicit, nullasque ac irritas fore declarat, edicens ne ipsæ, quantùmvis juramento firmatæ, servari debeant : *Districtè prohibemus et interdicimus ne capitulationes, pactiones, conventiones, concordata seu statuta hujusmodi ante ipsam quidem electionem seu etiam postulationem de cætero inire, condere, aut facere audeant quovis modo seu præsumant ; illaque proinde, quatenùs de facto contra præsentis nostræ prohibitionis formam inita, condita seu facta fuerint, nulla, inania, invalida, irrita viribusque et effectu penitùs et omninò vacua, ac nullius roboris et momenti esse et perpetuò fore, neminemque ad illorum seu cujuslibet eorum, etiamsi juramento vallata sint, observantiam teneri aut obligatum existere vel fore decernimus et declaramus.* Reliquarum autem quæ electionem subsequantur executionem suspendit, quousque supremo S. Sedis judicio subjectæ, cognitæ probatæque fuerint : *Quæ verò, electione seu postulatione hujusmodi secutâ, quomodòlibet iniri, condi seu fieri contigerit, ad nos seu eumdem Romanum Pontificem pro tempore existentem quamprimùm deferri, atque ita nostro et Sedis Apostolicæ judicio subjici præcipimus ; suspensâ interim eorum omnium et singulorum executione, donec et quousque ab eâdem Sede, sine cujus auctoritate nihil omninò in similibus pacisci fas est, apostolicæ confirmationis robur in totum vel in partem receperint.*

XVIII. Invehitur Schwarzius, præcitatæ dissertationis § 20, in pervicacem quorumdam reluctantiam, quæ satis superque contra enuntiatas pontificias constitutiones in Germaniâ invaluit : *Hinc illæ lacrymæ, hinc illæ lites atque querimoniæ, quæ dudùm in Germaniâ agitatæ, multis pontificiis constitutionibus atque legibus compositæ, nihilo secius etiamnum valent eò magis quò minùs in hisce rebus Germani RR. PP. leges ferre possunt.* Atque utinam memorati auctoris objurgationes destituerentur fundamento ! Vitâ functo Joanne Philippo cardinali de Lamberg, Passaviæ episcopo, capitulum de more ad electionem processit successoris. Electores nonnulla pacta et conventiones eum eligendo contra præscriptum bullæ Innocentianæ inierunt ; utque, apparenti aliquâ specie suaderent se nihil adversùs eam attentâsse, apostolicum beneplacitum reservaverunt, non distinguentes quod ibi statuitur de pactis post electionem initis à præcedenti omnimodà reprobatione et prohibitione pactorum quæ ante electionem fieri contingat. Verùm summus pontifex Clemens XI hujusmodi pacta ne quidem in examen adduci permisit, prout conveniens et necessarium fuisset, si pòst electionem absolutam electus cum suis electoribus in ea convenissent ; sed eadem continuò rejecit ac irrita et nulla declaravit, utpote contra præscriptum constitutionis Innocentii papæ XII celebrata. En verba Pontificis in suâ consistoriali allocutione 52 : *Confirmamus et approbamus electionem, sicut præmittitur, factam à præfatis capitulo et canonicis Ecclesiæ Passaviensis*, etc., *prævià tamen cassatione, rejectione et abolitione capitulationum seu pactionum ab eisdem capitulo et canonicis ante ipsam electionem cum reservatione apostolicæ confirmationis initarum, et per eorum quemlibet juramento vallatarum, quas propterea, juxta formam novissimæ constitutionis Innocentii XII, prædecessoris nostri, quæ incipit ;* Ecclesiæ catholicæ, *ne ex quovis temporis lapsu aut ex quâcumque aliâ causâ tacitè vel expressè per nos et Sedem Apostolicam approbatæ seu confirmatæ censeri vel præsumi unquàm possint, disertè et expressè nullas, irritas et invalidas, viribusque et effectu omninò vacuas, ac nullius roboris et momenti esse et perpetuò fore, neminemque ad illarum seu cujuslibet earum observantiam teneri aut obligatum existere vel fore, perinde ac si illæ nunquàm factæ, initæ ac juratæ fuissent, declaramus ; ac tam ipsi electo quàm omnibus aliis quodcumque juramentum de observandis capitulationibus seu pactionibus hujusmodi ab eis, ut præfertur, præstitum, quatenùs opus sit, relaxamus.*

XIX. Scimus quidem non deesse theologos ac canonistas docentes pacta et capitulationes iniri posse à canonicis etiam ante episcopi electionem, dummodò pacta seu conventiones et capitulationes honestæ sint, et non in privatorum commodum, sed in publicam tantummodò vergant utilitatem. De hâc re latè disserit Wiestner, in suis Institutionibus canonicis, lib. 1, tit. 6, num 142, editionis Monachii. Nec desunt qui exemplum adjiciant pactorum à cardinalibus in conclavi ante pontificis electionem initorum, quæ, cùm ad optimum Ecclesiæ regimen, et ad catholicæ religionis utilitatem et amplificationem unicè tendant, à pontifice noviter electo custodiri omninò debere atque servari affirmant. Hisque præmissis, contendunt vetuisse quidem Innocentium XII pacta et capitulationes quæ ante electionem fierent ; sed illius prohibitionem respicere tantummodò illicita pacta, et potissimùm ea quæ ad labefactandam imminuendamque episcopalem auctoritatem directa sint, nullatenùs verò illa quæ publicam utilitatem et providum Ecclesiæ ac diœcesis regimen apertè respiciant.

XX. Haud inficiamur magnam esse in abstracto hujusce ratiocinii speciem. At simul etiam affirmare non dubitamus illud in casu de quo agimus omni planè fundamento destitui. Utque propositum capitulorum conclavis exemplum è medio tollamus, dicimus primò sæpè quidem ea fuisse inita, sed exinde etiam sæpè sæpiùs dissidia animorumque offensiones ortum habuisse, veluti nôsse licet ex epist. 181 cardinalis Papiensis ad Paulum II conscriptâ. Secundò non deesse magnæ auctoritatis doctores qui omni ratione propugnent Pontificem nequaquàm obstringi ad servanda memorata pacta seu capitula, quamvis justa et ad commune bonum directa, ac etiam jurisjurandi religione firmata ; propterea quòd deceat quidem Pontificem maximum optima quæque sectari et agere, sed minimè congruat supremæ quâ pollet auctoritati pactionibus et conventionibus ad hoc aut illud obstringi. Adeatur Azorius, Instit. moral. part. 2, lib. 4, cap. 5, quæst. 10. Præ cæteris verò fusiori calamo rem persequitur cardinalis Jacobatius, in suo tractatu de Conciliis, lib. 7, tit. de Capitulis conclavis, qui impressus legitur in secundo Apparatu ad collectionem conciliorum Labbei editionis Venetæ, et signanter pag. 339, § *Unde videretur*. Tertiò, inter dissertatio-

nes cardinalis Brancatii, Romæ anno 1672 typis editas, alteram adesse inscriptam : *De capitulis conclavis*, quâ pluribus in unum collectis ostendit hujusmodi capitula seu pacta conclavis, utplurimùm electioni fuisse præposita, eaque quoties communi omnium placito fuerint comprobata ac per se justa sint, et publicam utilitatem proficuumque Ecclesiæ regimen respiciant, potiorique jure, si juramento firmata fuerint, servari quidem in conscientiâ, et custodiri oportere ab electo in pontificem, *secundùm vim directivam;* quin tamen ipse in foro externo, et *secundùm vim coactivam*, cogi valeat ad aliquid præstandum ex iis quæ antequàm pontifex inauguratus fuisset sponderat atque juraverat. Quo pacto satis consultum putat tum reverentiæ quæ promissioni ac juramento debetur, tum etiam pontificiæ dignitati et auctoritati. Quartò denique, pacta seu capitula conclavis nunquàm post constitutionem Innocentii XIII inita fuisse; et quidem nostris hisce temporibus hanc inviolabiliter servari consuetudinem ut unusquisque, cùm primùm cardinalis fuerit renuntiatus, pontificias quasdam constitutiones omnibus notas et typis vulgatas servare spondeat et juret; idemque juramentum instauret quandò conclave ingreditur, absque eo quòd aliæ conventiones, aut pactiones, quantùmvis justæ et laudabiles, superaddantur. Quinimò is qui in pontificem electus est, postquàm supremam sedem conscenderit, jurare debet constitutionem Innocentii XII incipientem : *Romanum decet*, per quam modus imponitur largitionibus ac donationibus aliquando à Romanis pontificibus in consanguineos effusis, quamvis idem et in suâ ad cardinalatum promotione, et in ingressu conclavis, ejusdem executionem et implementum jurejurando promiserit.

XXI. Eo igitur argumento quod ab exemplo capitulorum conclavis petebatur vel hâc vel illâ ratione è medio sublato, objectioni nunc directè respondentes, asserimus nihil magis Innocentiæ constitutioni adversari quàm propositam illius interpretationem atque limitationem. Cùm enim experientiâ compertum fuisset pacta et conventiones quæ inter capitulares ante electionem fiebant privatum plerùmque commodum utilitatemque respicere, atque insuper in episcopalis jurisdictionis imminutionem, et aliquando etiam in detrimentum redituum Ecclesiæ vergere, Innocentius XII, de adhibendo remedio sollicitus, districtè vetuit ne pactiones ullæ aut conventiones ante electionem conficerentur, et, si quæ initæ ac etiam juratæ fuissent, eas declaravit nullatenùs servari debere. Simul tamen integrum servare volens capitulis jus ineundi cum suis episcopis honestas conventiones et capitulationes, permisit ut, absolutâ jam electione, de iis agi posset, quoniam tunc temporis electus in episcopum liberè valet obsistere, suumque assensum denegare iis quæ contra suam auctoritatem vel contra rectum diœcesis regimen proponi contingeret. Ne autem episcopus falli aut fallere posset, addidit insuper laudatus pontifex, ut hujusmodi conventiones seu pacta post electionem stipulata Apostolicæ Sedi fideliter repræsentari deberent, ab eâ discutienda et approbanda, quatenùs approbatione digna judicarentur. Rebus autem sic stantibus, quis unquàm affirmare audebit ea tantummodò pacta ante electionem conventa ab Innocentio XII proscripta fuisse quæ iniqua et irrationabilia dignoscerentur, non autem ea quæ per se licita et honesta essent? cùm maximè eorum quæ ante electionem inita forent examen atque judicium Apostolicæ Sedi minimè reservaverit, sed ea absolutè et indiscriminatim nulla et irrita pronuntiaverit : illa verò duntaxat S. Sedis examini et disquisitioni edixerit subjicienda quæ electionem subsequantur. Quare, juxta memoratam erroneam interpretationem, melioris conditionis effecisset pacta ante electionem inita quàm cætera quæ electionem consecuta sint, quod sanè percipi nullo modo potest.

XXII. Nec reponere juvat justas et honestas pactiones interdici non posse; nam quædam idcò vetita sunt quia per se mala; alia verò ideò mala sunt quia vetita; in horum autem classem referenda sunt pacta quæ, per se quidem spectata, fortè possent æqua videri, sed æqua tamen reipsà non sunt, cùm eo tempore fuerint stipulata quo eadem inire non licebat, juxta receptum illud effatum : *Aliqua prohibita quia mala, aliqua mala quia prohibita.*

XXIII. Actum hâc ipsâ de re fuit anno 1727, in congregatione rebus consistorialibus præpositâ, in quâ cùm proposita fuissent dubia an constitutio Innocentii XII ea etiam capitula, seu collegia afficeret quæ ex viris mulieribusque composita, et unius abbatissæ seu præpositæ regimini subjecta sunt; et an memoratæ constitutioni, quatenùs pacta electionem præcedentia interdicit et irritat, obnoxiæ essent quæcumque pactiones sive conventiones, honestæ licèt et justæ; congruis responsionibus dubia dirempta fuerunt, decretumque impressum legitur penes Rigantium, in regul. 9 cancell., part. 1, § 2, num. 420 et seq. Cùm autem responsa illa probaverit Benedictus papa XIII, jusseritque insuper ut editæ resolutiones apostolicis litteris in formâ brevis confirmarentur, id verò sub eodem pontifice præstitum non fuerit; idcircò muneris nostri esse censuimus quod prætermissum tunc fuit implere : quare apostolicas litteras ipsum decretum continentes et confirmantes expediri jussimus, quæ cùm nondùm ullibi impressæ legantur, eas hìc inserere opportunum duximus.

BENEDICTUS PP. XIV.

Ad perpetuam rei memoriam.

« Pastoralis regiminis sollicitudo ex alto nobis immerentibus commissa exigit ut non solùm curemus novas leges, si quando rerum conditio aut necessitas postulat, condere; sed etiam ea quæ à Romanis Pontificibus prædecessoribus nostris providè ac salubriter constituta sunt apostolicæ confirmationis robore communire. Aliàs siquidem à congregatione rebus consistorialibus præpositâ emanavit decretum tenoris sequentis, videlicet : Cùm san. mem. Innocentius PP. XII, per constitutionem editam die 22 septembris 1695, quæ incipit : *Ecclesiæ catholicæ*, innovatis etiam pluribus aliorum prædecessorum Pontificum sanctionibus, districtè interdixerit ne, occurrente ecclesiarum sive monasteriorum quorumvis vacatione, pactiones ullæ, sive capitulationes, aut concordata, aut statuta, adversùs sacrorum canonum et apostolicarum Constitutionum dispositionem, ab iis ad quos personarum præficiendarum electio pertinet, ante electionem vel postulationem fiant; et, ubi nihilominùs inita fuerint, ea prorsùs irrita et invalida nec observanda esse, etiamsi juramento munita fuissent, declaraverit et decreverit; quæ verò post electionem seu postulationem fieri contingeret, ea ad Romanum Pontificem deferri ejusque judicio subjici, suspensâ interim eorum executione, donec à Sede Apostolicâ impetrata fuerit confirmatio, præceperit, prout in memoratâ constitutione uberiùs continetur; dubitatum verò fuerit primò, an sub eâ comprehendantur etiam monasteria feminarum, vel capitula seu collegia quæ juxta nonnullarum provinciarum consuetudinem sunt mixta ex maribus et feminis sub unius abbatissæ seu præpositæ sive priorissæ regimine; secundò, an prædicta constitutio eas etiam afficiat pactiones quæ in ecclesiarum vel monasteriorum ipsorum utilitatem cedunt, vel quæ alioquin, si per se spectentur, non judicantur illicitæ : hinc, ad tollendas hujusmodi dubitationes et animarum pericula tutiùs submovenda, congregatio particularis consistorialis à sanctissimo domino nostro deputata censuit, si sanctitati suæ videbitur, declarandum et decernendum, sub præmissâ constitutione Innocentii XII, ejusque omnibus præscriptionibus, etiam quoad inflictas pœnas, omninò comprehendi etiam monasteria vel capitula seu collegia mixta ex utriusque sexûs personis regimini vel jurisdictioni unius abbatissæ seu præpositæ sive priorissæ subjectis, ac de ejusmodi etiam monasteriis, capitulis, sive

collegiis, præfatam constitutionem esse intelligendam, perinde ac si de iis quoque expressa et specialis mentio habita fuisset, adeòque pactiones, capitulationes, concordata seu statuta quæcumque hujusmodi, occasione electionis personæ prædictis monasteriis, sive capitulis et collegiis præponendæ, tum facta, tum quæ deinceps fieri contingeret, tametsi interpositâ jurisjurandi religione roborata, omninò obnoxia esse et fore prohibitioni, nullitati, pœnæ, cæterisque omnibus et singulis ordinationibus, decretis et declarationibus respectivè in eâ, ut præfertur, constitutione contentis, et, quatenùs opus sit, ad hujusmodi etiam monasteria, vel capitula sive collegia mixta ex utriusque sexûs personis præfatam constitutionem esse extendendam. Præterea, cùm valdè ecclesiasticæ disciplinæ intersit omnem ambitiosæ cupiditati aditum præcludere, ac providere ne ullo modo, etiam indirectè, læsa remaneat libertas eligendi personas magis dignas magisque idoneas, quæ assentiri forsan recusarent iis pactionibus quibus aliæ minùs idoneæ ad obtinendum electionis commodum annuerent; similiter declarandum et decernendum censuit memoratâ constitutione affici eas etiam pactiones ante electionem vel postulationem initas, quæ cæteroquin ecclesiis ipsis vel monasteriis utiles sint, vel quæ intrinsecùs et per se consideratæ nullam mali suspicionem redoleant, sed quæ ideò malæ sunt quia jure humano et per sacros canones sive apostolicas Constitutiones, ac præsertim illam Innocentii XII interdicuntur, quo verò ad eas quas post electionem vel postulationem fieri contingeret, servandam itidem esse memoratam Innocentii XII constitutionem, ut scilicet illæ statim ad summum Pontificem deferantur et Sedis Apostolicæ judicio subjiciantur, suspensâ interim earum executione, donec ab eâdem Sanctâ Sede, sine cujus auctoritate nihil omninò in similibus pacisci fas est, confirmationis robur in totum vel in partem obtinuerint. Factâ autem per me infra scriptum præfatæ congregationis secretarium de præmissis relatione sanctissimo domino nostro, ejusdem congregationis sententiam sanctitas sua omninò approbavit, atque ita ab omnibus ad quos pertinet perpetuò et inviolabiliter servari et judicari mandavit, cum omnibus etiam derogationibus præfatæ constitutioni Innocentii XII insertis, necnon litteras apostolicas in formâ brevis super præsentis decreti confirmatione et approbatione expediri jussit. Datum Romæ hâc die 16 augusti 1727. P. cardinalis Corradinus, Dominicus Rivera dictæ congregationis secretarius. Loco ✝ sigilli. Hujusmodi autem tam providum ac salubre decretum, quò firmiùs subsistat, et servetur exactiùs, tenore præsentium apostolicâ auctoritate approbamus et confirmamus, ac de novo, quatenùs opus sit, statuimus et innovamus, atque illud ab omnibus cujuscumque ordinis, statûs ac dignitatis in perpetuum servari et custodiri præcipimus et mandamus : decernentes easdem præsentes litteras semper firmas, validas et efficaces existere et fore, suosque plenarios et integros effectus sortiri et obtinere, ac illis ad quos spectat, et pro tempore quandocumque spectabit, in omnibus et per omnia plenissimè suffragari, sicque in præmissis per quoscumque judices ordinarios et delegatos, etiam causarum palatii apostolici auditores, judicari et definiri debere, ac irritum et inane si secùs super his à quoquam quâvis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attentari : quibuscumque in contrarium facientibus non obstantibus. Datum Romæ apud Sanctam Mariam Majorem sub annulo Piscatoris, die 15 julii 1754, pontificatûs nostri anno 14. »

XXIV. Quæ hucusque deducta sunt viam veluti sternunt responsionibus quæ dari possunt episcopis in relatione statûs ecclesiæ suæ referentibus se, ante suam electionem, cujuslibet generis pacta seu conventiones iniisse. Illorum namque oculis subjicienda sunt tum quæ ab Innocentio XII statuta fuerunt, tum culpæ reatus ab iis contractus qui adversùs pontificiæ legis sanctionem talia gesserunt, tum denique obligatio nihil planè præstandi in vim emissæ promissionis, etiam jurejurando firmatæ; ac tandem veniam petentibus, salutari aliquâ pœnitentiâ impositâ, relaxari poterunt pœnæ quibus obnoxii propterea evaserunt. Si verò conventiones post electionem initæ fuerint, non aliud est rescribendum quàm ut easdem examinandas discutiendasque exhibeant. Et quidem satis providum et salutare iniretur consilium, si generale decretum ederetur pro omnibus ecclesiis in quibus jus viget eligendi episcopum, ut novus antistes in primâ relatione statûs ecclesiæ ad Sedem Apostolicam transmittendâ, singulatim recensere deberet conventiones quæ post peractam sibi electionem stipulatæ seu etiam ab ipso juratæ fuerunt, ad hoc ut, canonicâ discussione præmissâ, approbentur; nisi tamen id antea præstiterit, nimirùm eas, cùm electionis confirmationem petiit, jam transmiserit, ejusdemque Apostolicæ Sedis judicio subjecerit.

CAPUT XIV.

De postulatis quæ spectant ad episcopos in ecclesiarum suarum administratione versantes, et ad rectum eorum muneris implementum : ubi de petitione coadjutoris aut episcopi suffraganei.

I. Animadvertimus nonnullis in relationibus ab episcopis quandoque repræsentari deteriorem propriæ valetudinis statum, indeque necessitatem adjungendi sibi coadjutorem cum futurâ successione, vel episcopum suffraganeum, vel aliam aliquam adjutricem operam implorandi, propterea quòd eò adacti sint ut ipsi per se nequeant præstare omnia quæ muneris sui esse intelligunt. Aliquem etiam quandoque fuisse animadvertimus qui animum pandiderit dimittendi ecclesiam, vel votum transeundi ad aliam; asserens procul dubio fore ut si aliò translatus fuerit, divinis obsequiis et animarum saluti promovendæ studiosiùs et utiliùs valeat allaborare, quàm si ei quam actu obtinet adhæreat ecclesiæ.

II. Nullum itaque ex hujusmodi postulatis reverà pertinet ad congregationem concilii : at duriùs fortassè videbitur ad postulantem severiori quâdam brevitate rescribere ut instet apud eum penes quem est hujusmodi rerum notio atque auctoritas, ut adeat nimirùm summum Pontificem, qui hasce causas consuevit ad congregationem consistorialem pro voto et consilio delegare. Lenior et gratior evadet responsio, si in eâ res ita explanetur, ut episcopus intelligat congregationis concilii non esse quod petitur vel proponitur; ad illud autem obtinendum illas et illas conditiones desiderari; hisque reapsè concurrentibus, non defuturos seu cardinalem congregationis præfectum, seu secretarium, omnia ad summum Pontificem deferre, ut ipse directè ac per se petitionibus annuat, vel eas examinandas remittat ad congregationem consistorialem, vel ad alios quos maluerit, ut ipsorum perspectâ sententiâ, quod optimum erit constituat.

III. Deputationi coadjutoris cum futurâ successione in episcopatum, quoties episcopus ad sibi incumbentia munera obeunda impotens evaserit, locum reliquit sacra Tridentina synodus, dùm illius dationem Romano Pontifici reservavit, quemadmodùm fusiùs ostendimus cap. 10 hujus libri, num. 21 et seq. Vulgaris quædam ferebatur opinio, quæ apud omnes propemodùm forenses invaluerat, coadjutorem eum jure futuræ successionis Transalpinis tantummodò, nunquàm autem Italis episcopis adjungi. Verùm cùm nostris hisce temporibus Januensis archiepiscopus, inhabilis factus, coadjutorem sibi dari expetierit; eâ arreptâ opportunitate, seriò investigavimus an evulgata illa opinio subsisteret, eamque omni planè fundamento destitui comperimus. Quòd si rariora per Italiam occurrunt exempla concessionum coadjutoris cum futurâ successione in episcopali sede, id ex eo processisse oportet, vel quòd nulla id postulaverit necessitas; vel quòd episcopus qui hâc auxiliari operâ indigebat instantiam non proposuerit; aut quia repertus

fuerit nemo qui tantum onus sibi vellet imponere, unico futuræ successionis præmio sibi proposito; aut denique quia ecclesiæ aut diœcesis necessitatibus faciliùs potuerit satisfieri per vicarii apostolici deputationem. Itaque nihil dubitavimus quin Januensi archiepiscopo, jam ad Ecclesiæ regimen ob senectutem minùs idoneo, coadjutorem adjungeremus cum futurâ successione, quod et ipse expetebat, et illius urbis atque diœcesis spirituali procurationi expediens fore videbatur : isque coadjutor datus est qui etiam nunc temporis uti archiepiscopus laudabiliter Januensi præest Ecclesiæ, quam antea per aliquot annos administraverat uti coadjutor, episcopali charactere insignitus cum titulo ecclesiæ in partibus infidelium sitæ, juxta praxim quam etiam alibi indicavimus.

IV. Suffraganeus, juxta strictiorem nominis significationem, est ille episcopus qui archiepiscopo sive metropolitano subjectus est : eamque vocem nonnulli derivatam putant à suffragio sive voto quod episcopus archiepiscopo sive metropolitano subjectus in hujus electione ferebat. Ita Magri, in suo Vocabulario ecclesiastico, verb. *Suffraganeus*. At suffraganeus et ille dicitur episcopus qui alterius diœcesim administrat, in eâque præstat quæ ordinis sunt et jurisdictionis. Deque hujusmodi suffraganeo loquitur Lateranense concilium, sub Leone X celebratum, cùm agens de cathedralibus ecclesiis quæ S. R. E. cardinalibus commendatæ reperiebantur, ita statuit, ut ejusmodi cardinales *omni conatu suo provideant inserviri cathedralibus, dignos et idoneos vicarios seu suffraganeos, prout consuetudo fuerit, cum dignâ competenti mercede apponentes* ; uti videre est apud Thomassinum, de Benefic., part. 1, lib. 1, cap. 27, num. 6. Suffraganeus denique, juxta vigentem hisce temporibus loquendi morem, dicitur etiam ille episcopus titularis qui ea duntaxat quæ sunt ordinis exercet in aliquâ diœcesi in quâ episcopus non residet, vel, si resideat nequit ob ingravescentem ætatem aut malè affectam valetudinem, vel ob diœcesis amplitudinem, ordinationes habere, Confirmationis Sacramentum administrare, aliaque episcopalis ordinis munera peragere.

V. Fagnanus, in cap. *Episcopalia*, num. 48 et seq., tit. de Privileg., decretum consistoriale commemorat editum à S. Pio V circa hujusmodi episcopos suffraganeos in hæc verba : *Pius V, post concilii Tridentini publicationem, decreto suo consistoriali sancivit non esse hujusmodi episcopos creandos, neque in suffraganeos dandos, nisi ecclesiis cardinalium, et illis tantùm qui solent habere, et cum certo stipendio perpetuo ad minus ducentorum aureorum de camerâ super fructibus illius ecclesiæ qui propriâ auctoritate ab ipsis percipi possint, et quòd nullibi possint pontificalia exercere sine expressâ licentiâ Sedis Apostolicæ, nisi in illâ diœcesi cui datus est suffraganeus ; sed postea paulatim id ampliatum fuit etiam ad episcopos non cardinales, et dos aucta est ad ducatos tercentum ex decreto sacræ congregationis rerum consistorialium.*

VI. In Regestis congregationis consistorialis disceptationem offendimus ab ejusdem congregationis secretario exaratam, in quâ ipse testatur inter consistorialia acta decretum hoc haud reperiri. Nos tamen addemus extare certè quidem aliud decretum an. 1565, editum à Pio IV pontifice, et relatum à Raynaldo ad annum Christi 1565, sub num. 23, in quo postquàm Pontifex retulit nonnullos extare episcopos suffraganeos ad pontificalia exercenda olim constitutos in aliquibus episcopatibus quos cardinales quidam aliique prælati retinebant, et quorum Ecclesiæ episcopum suffraganeum habere consueverant; qui quidem suffraganei, postquàm sibi ducentorum ducatorum seu alterius summæ pensionem super fructibus mensæ episcopalis decerni obtinuerant, præstito consensu in omnimodam vel partialem hujusmodi pensionis cessationem sive extinctionem, exinde per orbem cursitantes in alienis diœcesibus pontificalia exercebant; severo evulgato decreto hujusmodi cassationes fieri interdixit, factasque nullum vigorem habere declaravit, et canonicas pœnas in eos statuit qui illas attentâssent : ad extremum concludens suffraganeis minimè licere ullius generis pacta vel promissiones circa pensiones ipsas vel penitùs vel ex parte extinguendas inire, sed illis integris, donec vixerint ac suffraganei munera obierint, gaudere ipsos et frui debere, easdemque nullo modo cessare seu extingui, nisi cùm suffraganei ipsi translati fuerint ad aliquam ecclesiam apud quam residere teneantur, et cui propria sit mensa et reditus pro episcopi sustentatione. Nec sine opportunâ providentiâ reliquit alteram facti speciem juxta quam suffraganei, reservatos sibi fructus percipientes, abessent ab eâ ecclesiâ cui in suffraganeos addicti fuerant. Voluit enim ut si ultra congruum temporis spatium à Tridentino concilio præfinitum à residentiæ loco absentiam produxissent, pensionem exigere nequirent; si verò residentiam ipsam penitùs derelinquerent, nec ipsa quidem pontificalia in alienis diœcesibus, quamvis in id ordinarii loci licentia et facultas accederet, exercere possent.

VII. Putârunt nonnulli vel errâsse Fagnanum, dùm S. Pio V decretum ascripsit quod editum fuit à Pio IV, vel saltem typographi errorem irrepisse in editionem operum ipsius Fagnani, et pro Pio IV scriptum fuisse Pium V. Nos autem hujusmodi conjecturis assentiri non possumus. Etenim agit quidem utrumque decretum de suffraganeis; utrumque meminit annuæ pensionis ducentorum ducatorum super mensæ fructibus imponendæ : sed, cùm tot alia intercedant inter utrumque decretum discrimina, veluti cuique percurrenti Raynaldum et Fagnanum facilè apparet, percipi nullo modo potest unum idemque decretum esse quod, licèt re ipsâ auctorem habuerit Pium IV, subinde tamen per errorem aut ascitantiam fuerit S. Pio V tributum. Probabiliùs itaque credi potest Pium IV decretum suum edidisse, exscriptum per extensum à Raynaldo; suum itidem evulgâsse S. Pium V. Hujus autem veritati non obstat quòd inter acta consistorialia non reperiatur; tum quia inauditum non est monumentum aliquod temporis injuriâ deperire; tum quia celebris Fagnanus cui et singularis doctrina, et peculiaris diligentia, et publicorum munerum exercitium, auctoritatem conciliant, decreti sententiam non adeò distinctè retulisset, nisi de eo ipsi plenè constitisset; tum denique quia vel hodiè, quoad episcopos suffraganeos, datur opera ut quidquid decreto S. Pii V cautum fuerat impleatur.

VIII. Ut alibi quoque monuimus, cardinales obtinentes episcopatus suburbicarios quibus eorum dignitatis titulus adhæret, à perpetuæ residentiæ onere eximuntur, cùm in Urbe maneant ut opere et consilio præstò sint Romano Pontifici. Cardinalis autem sacri collegii decanus, qui plerùmque est Ostiensis et Velitrensis episcopus, suum habet ex ipsius S. Pii V concessione suffraganeum; uti videre est in Historiâ Ecclesiæ et civitatis Velitrnæ, editâ ab antistite Borgiâ, archiepiscopo Firmano, lib. 4, pag. 441. Cardinalis item episcopus Sabinensis, ex concessione Urbani VIII eâdem prærogativâ gaudet; quemadmodùm deprehendi potest ex Hierarchiâ cardinalium ab abbate Piazzâ elucubratâ, et ex opusculo P. Andreucci societatis Jesu, de Episcopis cardinalibus suburbicariis, pag. 81. Hisce suffraganeis episcopis suæ constitutæ sunt et quidem tutissimæ præstationes; iidemque omnia quæ sunt ordinis exercent in diœcesi sibi respectivè assignatâ : nequeunt tamen quæ jurisdictionis sunt ullatenùs attingere, nisi cardinales quibus uti suffraganei operam suam præstant eosdem vicarios quoque generales constituant, uti sæpè fieri consuevit, quò expeditior sit utriusque potestatis administratio. Cæteri cardinales episcopi suburbicarii ut plurimùm hujusmodi suffraganeum episcopum habere non solent. Verùm si, cardinalitiâ fide interpositâ affirmaverint indigere se hujusmodi auxilio in

præindicato secretarii discursu dicitur decrevisse Urbanum VIII, ut et ipsis episcopus suffraganeus concedatur : neque desunt quoad binos suburbicarios episcopatus, Albanensem videlicet et Tusculanum, hujusmodi concessionum exempla.

IX. Quod verò spectat ad reliquos cardinales qui episcopatum quidem, sed non ex suburbicariis, aliquem obtinent, nullo ipsi peculiari privilegio gaudent habendi episcopum suffraganeum, sed eodem jure ac cæteri episcopi utuntur : iisque suffraganeus adjungitur episcopus quoties legitimæ in id conditiones concurrunt; quæ quidem, uti supra innuimus, hujusmodi sunt. Primò, ut vera, nec affectata, urgeat necessitas sive propter habitualem morbum quo episcopus afflictetur, sive ob illius provectiorem ætatem, sive ob nimiam diœcesis amplitudinem ; ita ut ipse non valeat omnia ordinis munia per se sedulò obire. Secundò, ut episcopus ipse, dùm hasce causas Pontifici exponit, simul etiam supplicet ut designatus certus sacerdos in suffraganeum sibi adjungatur, oretque Pontificem ut sic designato sacerdoti titulum conferat episcopalis ecclesiæ in partibus constitutæ ; quo valeat ea præstare quæ ab episcopali charactere et ordinis potestate dependent. Diximus autem *ut supplicet Pontifici*, propterea quòd nemini jus est et auctoritas nominandi vel præsentandi aliquem ut suffraganeus fiat, utque titulum obtineat alicujus episcopatûs titularis, quantùmvis eidem jus et facultas competeret nominandi et præsentandi ad eum episcopatum in quo suffraganeus constituitur. Hujus enim generis negotia unius Sanctæ Sedis auctoritati reservata sunt ; eaque ad suffraganeum concedendum justis episcopi indigentis precibus adducitur. Tertiò, ut doceat de consuetudine jampridem inductâ ut episcopatui inserviat et operam suam præstet episcopus suffraganeus : etenim congregationis consistorialis regesta plena sunt investigationibus in ipsâ habitis ut evinceretur episcopatum illum aut illum habere consuevisse suffraganeum episcopum. Quartò, ut tercentorum ducatorum certa præstatio suffraganeo constituatur ; quemadmodùm cautum est superiùs indicato decreto. Porrò de necessitate, de consuetudine, deque annuâ præstatione disquirere, ad congregationem pertinet consistorialem : quòd verò spectat ad qualitates personæ designatæ ab episcopo in suum suffraganeum, constare de illis debet ex processu qui vel in Urbe vel extra Urbem efformari solet super iisdem capitibus de quibus quoad promovendos ad ecclesias episcopales disquiri consuevit. Quoniam verò nonnullæ diœceses tam latè patent ut unus non sufficiat episcopus suffraganeus, et quia etiam aliquando contingit ut constitutus olim suffraganeus inhabilis evaserit ; his positis casibus, minimè recusavit Apostolica Sedes alterum quoque episcopum suffraganeum concedere, cui quidem novum tercentorum ducatorum subsidium in congruam constituendum est, nihil planè imminutâ sive læsâ aliâ congruâ priori suffraganeo assignatâ : veluti statutum animadvertimus in decreto concessionis secundi suffraganei quem consistorialis congregatio Pragensi archiepiscopo indulserat ; cui nempe decreto, edito die 19 augusti 1699, hæc apposita leguntur verba : *Salvâ tamen remanente pari assignatione* (tercentorum scilicet ducatorum) *olim factâ episcopo Samadien. donec in vivis agat.* Huic decreto consonum est aliud quo Moguntino archiepiscopo alter suffraganeus adjunctus fuit, datum die 30 januarii 1703 : *Cum assignatione congruæ tercentorum scutorum de camerâ* (sermo est de suffraganeo), *salvâ tamen remanente aliâ hujusmodi congruâ pro episcopo Coronensi super mensæ archiepiscopalis prædictæ fructibus assignatâ.* Ut autem suffraganei episcopi honestum sibi victum et cultum parare valeant, cùm plerùmque annua tercentorum ducatorum præstatio nequaquàm sufficiat ; si canonicatum aliquem obtineant aut alia beneficia, quamvis naturâ suâ cum munere suffraganei incompatibilia, facilem se in eos præbere consuevit Apostolica Sedes, illorum retentionem iis concedendo, adjectis tamen opportunis legibus et conditionibus ut divinus cultus exinde minimum, quoad fieri poterit, detrimentum patiatur.

X. Ad harum itaque regularum normam proceditur in episcopi suffraganei concessione : unde si quis episcopus in relatione statûs ecclesiæ ad congregationem concilii detulerit necessitatem quâ urgetur habendi suffraganeum, ex iisdem efformari poterit responsio ad antistitem inquirentem, et opportunâ quoque notitiâ desumi eique suppeditari, ut is de suscepto consilio promovendo vel abjiciendo secum statuere possit. Ut autem res hæc in postulantium æquè et respondentium utilitatem magis illustretur, optimum factu arbitramur singulares quasdam concessiones hìc indicare quas aliquando, ex concurrentium circumstantiarum varietate, congregatio consistorialis indulgendas esse censuit, quæque re ipsâ subinde à Romanis Pontificibus, ejusdem congregationis consilium sequentibus, indultæ fuerunt.

XI. Suffraganei non consueverunt insigniri titulo archiepiscopi, sed episcopi titularis. Quoties autem in aliquo episcopatu constitui soleat suffraganeus, si huic collatus est titulus certi alicujus episcopatûs in partibus infidelium siti, eumque mori contingat, non idem successori episcopo suffraganeo conceditur titulus quem prædecessor obtinuit ; sed semper immutatur, ne ea sensim invalescat opinio titulum illum annexum esse officio ac muneri suffraganei in eo nominatim episcopatu obeundo. Rogavit Ulyssiponensis patriarcha ut suffraganeus quem sibi dari poscebat titulo archiepiscopi decoraretur. Momentum et pondus exhibitis precibus superaddidit majestas fidelissimi Lusitanorum regis. Itaque propositâ instantiâ in congregatione consistoriali, hæc summo Pontifice approbante, petitis annuit, eâ tamen adjectâ clausulâ : *Pro hâc vice tantùm, et dummodò hujusmodi concessio non transeat in exemplum*, veluti legere est in decreto emanato die 3 octobris 1718. Et quidem penes acta congregationis asservatur declaratio à fidelissimi regis oratore exposita, quâ agnoscere se professus fuit ex recensitâ gratiâ minimè arguendum esse futuris temporibus oportere memorati patriarchæ suffraganeos archiepiscopi titulo condecorari.

XII. In Hispaniis, Germaniâ et Lusitaniâ frequentiores occurrunt episcoporum suffraganeorum concessiones, propterea quòd utplurimùm paratæ habeantur probationes consuetudinis jamdudùm receptæ ; quâ nimirùm non probatâ, ut supra monuimus, hujusmodi gratia indulgeri non consuevit. Apud Gallos non obtinet hic usus. At nihilominùs illustris ecclesia Lugdunensis, quoties vera sic tulit necessitas, ex peculiari gratiâ, hujusmodi concessione sive indulto donata fuit, confecto, coram nuntio apostolico processu super qualitatibus episcopi suffraganei, constitutâque congruâ super fructibus mensæ : quemadmodùm habetur ex decreto edito 19 maii 1711, et ex altero diei 16 martii 1734, itidemque ex alio emanato die 28 januarii 1735, quo quidem, spectatâ ingravescente Lugdunensis archiepiscopi ætate ejusdemque malè affectâ valetudine, ad concessionem suffraganei processum fuit, hisce tamen verbis circumscriptam : *Non esse locum deputationi, cùm ecclesiæ Lugdunensis non sit perpetua consuetudo habendi suffraganeum ; consulendum tamen sanctissimo ut, attentâ gravi archiepiscopi ætate infirmâque ejusdem valetudine, eidem Nicolao Navarre* (hic autem erat quem sibi deposcebat archiepiscopus in suffraganeum deputari) *titulum episcopalem in partibus infidelium concedere dignetur, ut in eâdem diœcesi Lugdunensi pontificalia exercere possit : addito quòd canonicatum et præbendam quam obtinet in ecclesiâ seculari collegiatâ parochiali S. Nazarii Lugdunensis diœcesis retineat.*

XIII. Quoad Italiam, haud ita facilè occurrunt exempla suffraganeorum cum assignatione congruæ ad veram

et rigorosam formam præcitati decreti S. Pii V, non quidem ex eo quòd nulli adsint episcopi hâc auxiliari operâ indigentes ; sed quia vel propter redituum ecclesiarum tenuitatem, vel propter aliarum pensionum reservationes, fieri fortassè non posset ut ex mensæ fructibus annua portio detrahi valeret suffraganeo persolvenda : eòque magis quòd, cùm suffraganeus non detur ecclesiæ, sed episcopo, ejusque officium et munus cesset statim ac moritur episcopus cui suffraganeus adjunctus fuerat ; uti colligitur ex Glossâ in cap. *Quoniam*, verb. *Vicarium*, de Offic. ordin., et fusiùs rem persequitur Fagnanus, in cap. *Episcopalia*, num. 58 et seq., de Privileg. ; facilè evenire posset ut, si successor episcopus recusaret uti auxiliari operâ suffraganei prædecessori suo concessi, vel ecclesia sine suffraganeo remanere deberet, vel, si episcopus alterum sibi deposceret, nil haberet quod ipsi super reditibus ecclesiæ in causam congruæ attribueret ; vel si denique in hujus favorem transferenda esset annua pensio alteri primitùs assignata, alter hìc ad angustias redigeretur, in dedecus episcopalis characteris et dignitatis. Hæc omnia nos olim in minoribus adhuc agentes perpendenda deduximus in congregatione consistoriali particulari, ad quam delata fuerat instantia bon. mem. cardinalis Badoarii tunc Brixiensis episcopi, qui tum propter affectam ætatem, tum propter diœcesis suæ amplitudinem, in quâ 70 hominum millia numerabantur, et quidem magnâ ex parte in asperis et montuosis regionibus constituta, summoperè necessarium sibi esse aiebat episcopum auxiliarem cujus operâ in sacrorum munerum exercitio levaretur. Itaque instetimus et obtinuimus à prædictâ congregatione rescriptum fieri quo consuleretur Pontifici ut titulum ecclesiæ in partibus infidelium sitæ conferret nobili cuidam sacerdoti Brixiensi, præposito ecclesiæ collegiatæ sanctorum Nazarii et Celsi, jam mitræ et baculi usu gaudenti, simulque ecclesiasticis reditibus et patrimonialibus bonis ad honestissimum vitæ cultum sufficientibus satis instructo, cui onus imponeretur opportunam opem ferendi prædicto cardinali episcopo in iis quæ ad ordinis ministeria in suâ diœcesi adimplenda spectarent ; atque hæc omnia nihil imminutis episcopalis mensæ reditibus. Duo sunt ejusdem congregationis decreta super his edita die 18 septembris 1711, et quidem ambo à Romano Pontifice comprobata ac debitæ executioni demandata. Hâc eâdem servatâ methodo, successivis temporibus in Italiâ opportuna auxilia tum memorato Brixiensi episcopatui, tum archiepiscopatui Mediolanensi comparari consueverunt. Idemque exemplum, gravissimis urgentibus circumstantiis, ad aliquem transalpinum episcopatum fuit subinde traductum ; quemadmodùm, ultra superiùs citatum exemplum Lugdunensis ecclesiæ, altera sese offert res similiter gesta in ecclesiâ Vacciensi per id tempus quo cardinalis de Althan eidem præerat episcopus ; quemadmodùm noscere licet ex decreto congregationis consistorialis die 12 decembris 1720 evulgato.

XIV. Abbates jurisdictionem quasi episcopalem, verumque territorium separatum habentes, olim ad sacra limina visitanda et ad exhibendam relationem statûs suarum ecclesiarum non adigebantur ; propterea quòd Sixtus V pontifex in suâ constitutione de solis episcopis mentionem fecerat. Verùm, cùm nos perpenderimus hujusmodi prælatos quibus separata proprii territorii procuratio ac ordinaria jurisdictio competit, nec aliud quidquam præter episcopalem ordinem desse videtur, haud decere esse exemptos ab onere visitationis sacrorum liminum, et æquo jure à relatione statûs suarum abbatissarum et jurisdictionalium districtuum, Sixtinam legem ad ipsos etiam extendimus ; veluti videre est in nostrâ constitutione cui initium : *Quod sancta*, tom. 1 nostri Bullarii, num. 7. Cùm itaque nonnulli ex his abbatibus peramplas diœceses et longè latèque protensa territoria obtineant, fieri facilè potest ut aliqui ex illis identidem episcopum suffraganeum sibi dari exposcant, quo suos subditos gravi levent incommodo aliò se transferendi ut sacris ordinibus initientur aut chrismate confirmentur. Hujusmodi instantia ad congregationem consistorialem olim delata fuit ex parte militaris ordinis S. Jacobi de Spathâ, petentis ut sibi concederetur episcopus suffraganeus qui in personas suæ spirituali jurisdictioni subjectas ordinis potestate ac muneribus fungeretur. At parùm felicem exitum tunc habuit hujusmodi petitio, uti videre est penes Fagnanum, in cap. *Episcopalia*, à num. 38 ad finem, de Privilegiis. Verùm cùm, succedente tempore, demonstratum fuerit enuntiatam militiam quibusdam in locis plenâ potiri spirituali ordinariâ jurisdictione, ibique omninò opus esse episcopo qui ordinis munera obiret, sepositio titulo episcopi suffraganei, concessus ipsi fuit episcopus insignitus titulo ecclesiæ *in partibus*, cui data fuit facultas exercendi pontificalia in locis tantummodò ordinariæ jurisdictioni dicti militaris ordinis plenè subjectis ; eidemque in causam congruæ designata fuit certa annua præstatio : quemadmodùm noscere licet ex posterioribus quibusdam memoratæ congregationis consistorialis decretis, quorum alterum editum fuit 10 martii 1660, alterum 20 januarii 1684, et alterum 25 septembris 1732. Antequàm Fuldensis abbatia in episcopatum à nobis erigeretur, ingens exarserat inter illius abbatem et Herbipolensem episcopum controversia : cùm hìc jurisdictionem ordinariam sibi assereret in loca curæ et regimini abbatis Fuldensis subjecta ; contendente vicissim abbate omnimodam in prædicta loca spiritualem jurisdictionem sibi competere, et territorium sibi esse penitùs separatum exemptumque à jure Herbipolensis episcopi. Hâc vigente controversiâ, cùm Fuldensis abbas Pontifici supplicâsset ut unum ex suis monachis capitularibus crearet episcopum *in partibus*, ad hoc ut in iis locis quæ omnimodæ suæ jurisdictioni subjecta contendebat ordinis munia exerceret, annuit ejusdem precibus Pontifex, monachoque in episcopum assumpto concessit ut quam obtinebat præpositurâ regularem retineret ; veluti pandit decretum congregationis consistorialis editum die 25 januarii 1728, additâ tamen clausulâ : ut hujusmodi concessio sine præjudicio jurium non minùs Herbipolensis episcopi quàm abbatis Fuldensis facta haberetur. Contigit etiam quandoque ut summi Pontifices per se, nemine instante, cogitaverint de emerito aliquo ecclesiastico ad episcopatum *in partibus* promovendo, ut is potestate ordinis uteretur in quædam loca ab ordinariâ episcoporum jurisdictione exempta, et Sanctæ Sedi immediatè subjecta ; vel de quibus saltem lis erat an ordinariæ alicujus episcopi jurisdictioni, an potiùs supremæ Sedis auctoritati immediatè subjicerentur. Cùm celebris P. Augustinus Calmet electus fuisset abbas monasterii S. Petri Senonensis, ordinis S. Benedicti, congregationis SS. Vitonis et Adulphi, *Nullius* seu Tullen. diœcesis, illius electio in abbatem fuit ab Apostolicâ Sede confirmata, atque insuper, non minùs ob regionis necessitates quàm ob eximia ejusdem novi abbatis merita, oblatus illi fuit episcopalis titulus *in partibus*, unà cum facultate exercendi pontificalia in exemptis Lotharingiæ locis. Verùm (id quod honoris causâ eximii illius viri dixerimus) humillimas ipse quidem gratias egit pro electionis suæ confirmatione, at, honestissimâ propositâ excusatione, ab oblato episcopatu acceptando abstinuit ; uti colligitur ex ejusdem epistolâ ad Benedictum XIII pontificem, datâ kalendis novembris 1728, tum quia nimirùm ad episcopalem dignitatem curasque assumptus, studia sua persequi, tum quia abbatiam ipsam eâ quâ decebat curâ et sollicitudine administrare nequivisset : *Nec enim poterit servus tuus deinceps otiosè studiis incumbere litterarum sacrarum, nec fratrum suorum curæ, nec propriæ abbatiæ regimini, nec congregationis suæ utilitati.* Pontifex autem epistolari suo brevi dato die 12 septembris 1729, commendare non destitit animi moderationem emeriti illius religiosi viri ; quem proinde ab onere ipsi jam destinato immunem esse

jussit, aliâ initâ ratione ut spiritualibus animarum indigentiis occurreretur : *Animi tamen tui moderatio quæ supplicibus litteris fusisque precibus proposito honori sese subducere conata est, nos de conferendæ dignitatis sententiâ deduxit ; ita tamen ut præclaram quam gerebamus de tuis meritis opinionem ampliùs confirmaverit, eòque te bonorum laudibus digniorem probaverit, quò studiosiùs et enixiùs religiosam modestiam oblatis præmiis antetulisti.*

CAPUT XV.

De postulatis, quibus alia extraordinaria subsidia in episcoporum levamen, seu aliqua honoris insignia, ad ecclesiarum decus augendum, petuntur.

I. Anno 1733, episcopus Conceptionis de Chiloe in Americâ retulit, intra diœcesis suæ fines comprehendi provinciam nuncupatam *Chiloe*, ex aliquot insulis conflatam, quas incolunt Catholici ; hanc autem regionem tercentarum leucarum spatio ab episcopali sede dissitam esse ; ideòque unum tantum modò episcopum, Didacum Montenerum nomine, ausum fuisse eò se conferre ; propterea quòd terrâ iter habere, ob insidias barbarorum periculosum ; mari verò longè sit periculosius. Addebat in suâ relatione episcopus, jam à pluribus annis per eam provinciam nemini Confirmationis Sacramentum fuisse collatum : quapropter instabat vehementer, ut aliquot sacerdotibus, eò profecturis, à summo Pontifice potestas fieret ministrandi Confirmationis Sacramentum, adhibito tamen oleo per episcopum benedicto. Ejusmodi instantiæ ab aliis quoque episcopis suarum ecclesiarum statum referentibus ad congregationem concilii frequentes delatæ fuerunt. Et, quamvis eadem congregatio tantâ non polleat auctoritate, ut simplici sacerdoti expetitam facultatem possit tribuere ; hinc tamen non fit, quin ipsa, perpensis, probatisque propositæ instantiæ momentis, consilium suum et preces penes summum Pontificem interponere debeat, ut deprecanti episcopo, quod justè postulat, indulgeatur. Superiùs fusè jam demonstravimus, episcopum esse ordinarium Confirmationis ministrum ; posse tamen hoc munus ex pontificio indulto simplici quoque sacerdoti delegari, neque deesse hujusmodi concessionum, sive indultorum exempla : uti videre est lib. 7, cap. 7 et cap. 8. Quare omnis difficultas eò redigitur, ut justa ratio et causa proponatur, ob quam dispensatio sive indultum concedi meritò possit. Neque enim extraordinarii ministri expetenda est opera, ubi minister ordinarius per se ipsum agere valet ; quemadmodùm in rem nostram rectè perpendit Suarez in 3 part. D. Thomæ, tom. 3, quæst. 72, art. 11, disp. 36, sect. 2, § *Tertia pars*. Quoties autem gens aliqua, sive diœcesis pars, deficiente ordinario Confirmationis ministro, sacramentum hoc suscipere nequit, satis id esse dicendum est, ut extraordinario ministro, simplici nempe presbytero, delegetur facultas illud administrandi per eum regionis tractum, adhibito tamen oleo ab episcopo benedicto ; ut etiam rectè advertit cardinalis de Lugo in suis Responsis moralibus, lib. 1, dub. 6, num. 4. En ejus verba : *Causa requisita ad hanc concessionem, non debet afferre secum necessitatem simpliciter et absolutè, cùm hujus sacramenti usus et susceptio non sit de necessitate salutis ; sed sufficit, quòd talis concessio necessaria existimetur, ut incolæ alicujus provinciæ, vel certè magna pars carere non debeat hoc sacramento ex defectu ministri : quæ causa sufficiens judicari solet à Sede Apostolicâ ad hunc effectum.* Huic autem fundamento et rationi nos ipsi adhæsimus, cùm per nostras Apostolicas litteras in formâ brevis hujusmodi indulta tribuimus archiepiscopo Limano, et episcopo Quitensi ; illi nimirùm sub die 12 februarii ; huic verò 8 junii 1751. Priori nempe facultatem fecimus designandi, deputandique sacerdotem aliquem sive secularem, sive regularem, qui oleo ab ipsomet archiepiscopo benedicto Confirmationis Sacramentum administraret incolis loci *de la Cerra del Sal* nuncupati, in Indiis Occidentalibus, propterea quòd ipsi archiepiscopo non liceret ad eum locum, quamvis intra fines suæ diœcesis situm, appellare ; alteri autem auctoritatem concessimus deputandi religiosos ex ordine Minorum S. Francisci strictioris observantiæ, ut oleo ab ipso itidem benedicto Christi fideles incolentes loca ab ipsius residentiæ loco valdè dissita confirmarent. Utramque tamen facultatem seu indultum decennii spatio conclusimus.

II. Ecclesias consecrare, ut cuique compertum est, ad diœcesanum episcopum pertinet : qui, si fortè, consecrationem aggredi per se nequeat, potest ad eam peragendam alium episcopum advocare ; sed minimè ipsi licet id muneris simplici presbytero, etiam cum sacris oleis per ipsum episcopum benedictis, exequendum delegare : hujus quippe rei facultas uni Romano pontifici reservata est, quemadmodùm fusiùs evincunt Gonzalez, in cap. *Aqua*, num. 3 et seq., de Consecrat. eccles. ; Van-Espen, Jur. eccles. part. 2, tit. 16, num. 10 ; Pirhing, ad lib. 3 Decretal., tit. 40, cap. 3, § 1 ; Schmalzgrueber, ad eumd. tit., § 1 ; Tamburin., de Jur. abbat., tom. 1, disput. 23, quæst. 7. Quâ in re adnotatione planè dignum est quod legitur in concilio Hispalensi II, habito anno 619, cui præfuit S. Isidorus, ubi nimirùm Agapii Cordubensis episcopi factum, qui ad consecrandas ecclesias quandoque simplices presbyteros delegerat, tanquàm adversùs canonicas sanctiones attentatum, à Patribus improbatur atque damnatur : *Septimo examine relatum est nobis venerandissimum quondam Agapium, Cordubensis urbis episcopum, frequenter presbyteros destinâsse qui, absente pontifice, altaria erigerent, basilicas consecrarent. Quod quidem non est mirum id præcepisse virum ecclesiasticis disciplinis ignarum, et statim à seculari militiâ in sacerdotale ministerium delegatum. Ergo ne ultra talis à nobis licentia usurpetur, communi sententiâ statuendum oportuit ; scientes quia sicut presbytero illicita consecratio est altaris, ita et constitutio.* Insuper si ecclesia jam consecrata polluatur, à nemine potest, præterquàm ab episcopo diœcesano, reconciliari : nec licet episcopo hujusmodi ecclesiæ reconciliandæ facultatem simplici presbytero delegare, quantùmvis aquam ab episcopo benedictam adhibiturus esset ; cum hoc etiam summo Pontifici reservatum sit, ut simplici presbytero facultatem reconciliandæ ecclesiæ pollutæ, quæ priùs fuerat consecrata, indulgere valeat : quemadmodùm legere est in decretali Gregorii IX incipiente *Aqua*, de Consecratione ecclesiæ. Porrò illa verba, *quæ priùs fuerat consecrata*, haud inconsultò adjecimus ; nam si simpliciter benedicta fuerit, tunc idem Gregorius IX, in cap. *Si ecclesia*, de Consecrat. ecclesiæ, statuit, nullâ præobtentâ delegatione, per simplicem sacerdotem, adhibitâ aquâ benedictâ, quam sanctam sive lustralem vocant, posse ecclesiam pollutam reconciliari.

III. Ex relationibus statûs ecclesiarum quas plurimas percurrimus, nunquàm reverà deprehendimus aliquem episcopum postulâsse ut sibi permitteretur alicujus ecclesiæ consecrationem simplici sacerdoti delegare. Haud tamen inficiabimur extare exempla concessionum sive indultorum quibus summi Pontifices ex urgentissimis causis hujusmodi facultatem dederunt alicui simplici sacerdoti, aliquo tamen gradu vel dignitate decorato. Paulus III, pontifex maximus abbati Ludovico, ejusque in Einsidlensis monasterii regimine successoribus, donec certæ rerum circumstantiæ manerent, consecrandarum ecclesiarum tribuit facultatem. Litteræ apostolicæ datæ fuerunt die 18 decembris 1542, et deinde confirmatæ à summo pontifice Pio IV die 9 februarii 1562, quarum hæc sunt verba : *Quòd ipse Ludovicus, et pro tempore existens abbas monasterii hujusmodi, durantibus dictis hæresibus, præfatum monasterium, et quæcumque ad illud pertinentia, ecclesias, oratoria, cœmeteria et loca hactenus consecrata et benedicta, quovis modo pro tempore polluta, reconciliare, et nondum consecrata et benedicta, necnon calices, patenas, libros, vestimenta et alia mobilia, ac etiam tabernacula custodiæ Eucharistiæ consecrare et benedicere.*

IV. At si in episcoporum relationibus exempla non

occurrunt eorum qui auctoritatem petierint delegandi simplici presbytero consecrationem ecclesiæ, quam ipsi justo aliquo impedimento detenti peragere nequirent, non tamen desiderantur similia illustrium abbatum exempla qui in relatione statûs suarum abbatiarum rogârunt ut sibi liceret subjectas sibimet ecclesias solemni ritu dedicare; tum scilicet ut episcopum quem advocare potuissent itineris molestiâ levarent, ac nimiis sumptibus in id necessariis parcerent; tum etiam ut hoc spiritualis solatii genus præberent fidelibus suæ jurisdictioni subjectis, atque cupientibus prælatum suum intueri solemnem hunc actum augusto ritu peragentem. Celebris planè est Campidonensis monasterii abbatia, quemadmodùm noscere licet ex Analectis Patris Mabillon., in itineris Germanici Descriptione. De illius antiquitate, privilegiis atque prærogativis insignibus, fusiori calamo agit Bruschius, in Serie monasteriorum Germaniæ illustrium. Abbatialis ecclesia fuerat ab Adriano I pontifice consecrata : at, cùm seculo XVII, Suecico bello sæviente, fuerit solo æquata, indeque à fundamentis præclaro planè ædificio restituta, ideòque oporteret ut novum templum solemni ritu inauguraretur; Campidonensis abbas facultatem sibi fieri petiit eamdem consecrandi, pluribus et satis validis allatis momentis rationum, atque inter alia exponendo novam ecclesiam fuisse gravibus monasterii sumptibus restitutam, populosque incredibili quodam gaudio perfusum iri si viderent consecrationis ritum ab ipsomet eorum præsule peragi. Nos autem, his omnibus perpensis, atque præsertim hoc minimè futurum primum ejusmodi concessionis exemplum, dùm, præter superiùs commemoratum, novimus abbatem Corbeiensem plures ex apostolico indulto ecclesias consecrâsse, apostolicas litteras ad Campidonensem abbatem expediri jussimus, datas die 12 martii 1748, in quibus hæc verba leguntur : *Hujusmodi supplicationibus inclinati, tibi eamdem ecclesiam monasterii Campidonensis, juxta præscriptum in rituali Romano, servatis aliàs de more servandis, recepto priùs oleo sacro ab episcopo benedicto, pro hâc vice tantùm, consecrandi facultatem auctoritate apostolicâ tenore præsentium tribuimus et impertimur.* Itaque sequenti mense maio, solemni ac planè splendidâ ecclesiasticâ pompâ, novi templi consecratio per abbatem celebrata fuit.

V. Ex hactenùs narratis facilè intelligent abbates aliique prælati inferiores, jurisdictionem quasi episcopalem exercentes, si qui fortè in suis relationibus hujusmodi facultatem consecrandi ecclesias postulare deliberaverint, quid sibi responsi expectare valeant à congregatione concilii. Siquidem ipsis demonstrandum erit hujus generis indulta difficilè admodùm ab Apostolicâ Sede concedi, nec nisi justis de causis, ac certis urgentibus circumstantiis, atque legitimis adjectis conditionibus aliàs impertita fuisse. Non eamdem profectò difficultatem fore dicemus ubi agatur de facultatibus quas sibi quandoque indulgeri petunt episcopi, ut scilicet aliquem simplicem sacerdotem delegare possint ad reconciliandas ecclesias consecratas, quæ casu aliquo pollutæ fuerint : siquidem Innocentius IV, in suis Commentariis ad cap. *Aqua*, de Consecrat. eccles., pro hujusmodi concessionum usu amplissimum testimonium tulit : *Audivimus ante quòd Papa pluribus episcopis indulsit quòd per simplices sacerdotes possent reconciliare ecclesias, aquâ tamen primùm per episcopum benedictâ.*

VI. Præstantiora honoris insignia quæ aliquando ad ecclesiarum suarum decus augendum concedi sibi postulârunt episcopi, hæc sanè dicenda sunt, nimirùm erectæ crucis prælatio, et usus pallii certis anni diebus, et in sacris quibusdam actionibus in Pontificali Romano descriptis, quamvis ecclesiæ non metropolitanæ, sed simplici cathedrali præessent. De his quidem hoc ipso in opere jam actum fuit, nimirùm superiori lib. 2, cap. 6, nec nobis unquàm in mentem venisset eorum tractationem resumere, nisi episcopus Quinqueecclesiensis in Hungariâ pallium sibi concedi impensiùs rogâsset in relatione statûs ecclesiæ suæ, ad quam, nobis jubentibus, rescriptum fuerat nos minimè prætermissuros exhibitas preces sedulò expendere.

VII. Itaque ex his quæ superiùs diximus nonnulla hìc repetenda necessariò ducimus. Primò videlicet, quamvis pallium sacrum sit insigne Romano Pontifici præcipuum, cœpisse tamen Romanos Pontifices illud ipsum indulgere, non omnibus quidem archiepiscopis, sed paucis quibusdam, et eâ fortassè de causâ, quòd hi ab ipsis constituerentur vicarii apostolici : quapropter vetustioribus temporibus uni per universam Galliam Arelatensi archiepiscopo pallium concessum legitur, in Hispaniis Hispalensi, Salonitano in Dalmatiâ, Ravennati in Italiâ, Siracusano in Siciliâ, Calaritano in Sardiniâ; uti eruditè demonstrat cardinalis Bona, Rerum liturgicarum lib. 1, cap. 24, pergitque Thomassinus, de Beneficiis, part. 1, lib. 2, cap. 54, num. 7, et exeunte duntaxat seculo VIII eam obtinuisse consuetudinem ut omnibus indiscriminatim archiepiscopis pallium indulgeretur; quemadmodùm videre est tom. 2 operum posthum. Mabillonii, ubi inserta legitur erudita dissertatio Theoderici Ruinart, de Pallio archiepiscopali, pag. 457, cap. 11.

VIII. Secundò iterùm dicimus per ea quoque tempora quibus haud omnes indiscriminatim archiepiscopi pallio decorabantur, sed perpauci et insigniores, quique insuper in provinciis munere vicarii apostolici fungebantur, à Romanis Pontificibus etiam simplices quosdam episcopos fuisse pallio insignitos. Hujusce rei exempla afferuntur à cardinali Bonâ, loc. cit., idque ipsum animadversum quoque fuit à Garnerio, in appendice ad librum Diurnum, dissert. 3, num. 26, in notis ad cap. 4. Porrò, quidquid sit de pallii concessionibus quæ à nonnullis traduntur per S. Linum aut per S. Silvestrum indultæ, uti videre est apud Sandinum, in Vitâ S. Marci papæ, non libenti animo assentimur cardinali Baronio, ad ann. 336, et Pagio, Breviar. gestor. Rom. Pont. tom. 1, in Vitâ S. Marci, qui auctoritate libri Pontificalis primum exemplum concessionis pallii simplici episcopo factæ acceptum referunt S. Marco papæ, qui hoc insigni donavit episcopum Ostiensem, ob eam quâ jam tum fruebatur prærogativam consecrandi Romanum Pontificem, qui non antea episcopus inunctus fuerat. Et sanè in hæc usque tempora Ostiensis episcopus utroque potitur honore, consecrandi nimirùm Pontificem, uti alibi diximus, simulque gestandi pallium eâ tantummodò in functione. Quapropter cùm Pontifex Ostiensi episcopo pallium elargitur, inter cætera hæc ad eum verba dicit : *Ut eo utaris in consecratione summi Pontificis;* uti advertunt bon. mem. cardinalis Petra, tom. 5, ad constit. 3 Pii II, sect. unic.; et recentior Catalanus, in suis Comment. ad Pontifical. Roman., part. 1, tit. 14, § 3, num. 5. Nec spernendum est quod legitur apud Robertum in supplemento ad Sigebertum, ubi disserens de pallio quo utitur Ostiensis episcopus, inquit : *Habet pallium solummodò ad ea quæ pertinent in ordinatione et consecratione Romani Pontificis :* quod ipsum refertur ab Alteserrâ in Commentariis ad cap. *Cùm in juventute*, de Præsumptionibus.

IX. Tertiò recognoscimus vehementissimas in Ecclesiâ olim exarsisse contentiones inter episcopos suffraganeos pallium consecutos et archiepiscopos quibus illi subdebantur, utrâque tamen parte minùs rectè contendente. Autumârunt siquidem nonnulli simplices episcopi qui pallio fuerant decorati se propterea subtractos fuisse à jurisdictione metropolitani cui subdebantur, seque posse archiepiscopos appellare et inscribere : quemadmodùm noscere licet apud de Marcâ, de Concordiâ, lib. 7, cap. 23, num. 7; ex Garnerio, præcitato loco, num. 32 et 33; Thomassino, de Beneficiis, part. 1, lib. 2, cap. 56, num. 11; Ducangio, in suo Glossario, recentioris editionis, tom. 5, verb. *Pallium*, § *Episcopis*, ubi etiam subdit hanc veluti regulam nonnullos inducere voluisse, ut inter æquales, nimirùm inter duos pallio utentes, is

præcedere deberet qui primus pallium fuisset consecutus. Hæc et alia injustè præsumpta sunt contra mentem summorum Pontificum, qui, dùm pallio honestârunt aliquem episcopum, nunquàm in animo habuerunt hujus tantummodò indulti vi episcopum pallio insignitum subducere à metropolitani sui jurisdictione, vel quidquam de hujus juribus aut præeminentiis detrahere, sed in eo duntaxat episcopi decus augere, ut in quibusdam solemnibus actionibus certi-que designatis diebus, licèt archiepiscopali titulo et jure destitutus, posset pallium induere. Injustam itidem causam tuebantur metropolitani, qui, ut sartam tectamque suam jurisdictionem servarent, ausi sunt aliquando contendere ne à Pontifice pallium ulli suffraganeorum concederetur, nisi suus et comprovincialium episcoporum consensus accederet : integrum enim semper esse debet Romano Pontifici hujusmodi sacris honoris insignibus condecorare quemlibet episcopum, absque eo quòd alienum arbitrium investigare ac sequi teneatur.

X. Quartò tandem hìc denuò subdimus Romanos Pontifices, dùm suffraganeos episcopos pallio honestârunt, omni studio et sollicitudine cavisse ne ullum metropolitis afferrent præjudicium quoad ipsorum auctoritatem, jurisdictionem et præeminentiam, in suffraganeos pallio decoratos obtinendam. Perspectissima hujusce rei argumenta habentur superiori lib. 2, cap. 6, et in præcitatâ quoque dissertatione P. Ruinart, de Pallio archiepiscopali, pag. 487, tom. 2 oper. posthum. P. Mabillonii. Eystetensi episcopo, nos justis et gravibus de causis indultum concessimus crucem sublimem præ se ferendi, his tamen additis conditionibus : *Non tamen in præsentiâ archiepiscopi, nisi de ipsius consensu, et salvo in omnibus jure metropolitico :* uti videre est in nostrâ constitutione : *Ad pastoralis*, num. 133, Bullarii nostri tom. 1. Simile privilegium, unà cum altero utendi pallio, præfinitis functionibus et diebus, nos ipsi concessimus episcopo Warmiensi et Sambiensi, ob eas causas quas in nostris litteris recensuimus. Quia verò episcopus hic Apostolicæ Sedi immediatè subjectus est, non oportuit pro metropolitani juribus quidquam cavere : verùmtamen ipsi interdictum fuit ne extra diœcesis suæ fines obtentis honoris insignibus uteretur, quamvis ordinarii loci consensus accederet, neve in regni aut in sacri Romani imperii comitiis, ac ne in ipsâ quidem suâ diœcesi, quoties aliquis sacræ Romanæ Ecclesiæ cardinalis, aut Apostolicæ Sedis nuntius adesset; quemadmodùm legere est in nostrâ constitutione : *Romana Ecclesia*, quæ prima est in supplemento ad tom. 3 nostri Bullarii. Denique, si Herbipolensi episcopo, Moguntini archiepiscopi suffraganeo, pallii honorem detulimus, id præstitimus hisce additis cautionibus : *Salvo in omnibus jure metropolitico ecclesiæ Moguntinæ, illiusque archiepiscopi pro tempore existentis, et nihil immutato præcedentiæ ordine inter ipsos Herbipolenses aliosque episcopos, sive ejusdem, sive alterius provinciæ, hactenùs de jure, usu aut consuetudine in quibusvis functionibus, consessibus aut comitiis servari solito :* uti perhibent nostræ litteræ quæ tom. 4 Bullarii nostri inserentur.

XI. Quâ quidem in re illustria secuti sumus duorum prædecessorum nostrorum exempla, nimirùm S. Leonis IX et Alexandri II, Romanorum Pontificum. Quod enim ad S. Leonem attinet, cùm anno 1006, Francofurti habitum fuisset concilium ad erectionem novi episcopatûs Bambergensis stabiliendam, uti videre est apud cardinalem Baronium ad præindicatum annum, ubi ejusdem concilii acta refert, cùmque territorium quod novo episcopatui fuerat in diœcesim designatum subjectum antea fuisset Herbipolensi episcopo, hic sanè vehementer erectioni obstiterat : at eam impedire nequivit, cùm et S. Henricus I imperator opportunos fundos et annuos reditus ad novum episcopatum erigendum contulisset, et Joannes papa XVIII seu XVI suam in id interposuisset auctoritatem ; quemadmodùm noscere licet apud Barre, in Historiâ generali Germaniæ, tom. 3, pag. 563. Licèt autem nunc temporis episcopatus Bambergensis Apostolicæ Sedi immediatè subjectus sit, nullique proinde subdatur archiepiscopo, uti videri potest tum apud Jacobum Wilhelmum Imhofium, in notitiâ sacri Romani Germanici imperii, lib. 3, cap. 3, pag. 117, num. 5, tum apud Miræum in Notitiâ episcopatuum orbis christiani, verb. *Bamberga ;* at superioribus temporibus Bambergensis episcopus suffraganeus erat Moguntinæ archiepiscopalis ecclesiæ. Itaque Henricus II petiit à summo pontifice Leone IX ut Bambergensi episcopo pallium quibusdam solemnioribus diebus adhibendum indulgeret. Annuit autem Pontifex, tum ut votis obsecundaret imperatoris id vehementer optantis : *rogatu filii dilectissimi nostri imperatoris Henrici ;* tum quia in ecclesiâ Bambergensi humatus fuerat Clemens II pontifex, ejusdem ecclesiæ antea episcopus : *pro veneratione antecessoris nostri piæ memoriæ domini papæ Clementis, primùm ejusdem urbis episcopi ;* tum denique in piam recordationem S. Henrici I imperatoris, qui uti adnotatum est, episcopatum fundaverat : *præfatæ ecclesiæ constructoris beniginissimi.* Verùm quia, uti præmonuimus, Bambergensis ecclesia tunc erat Moguntinæ subjecta, idcircò Pontifex clausulam hanc superaddidit : *Salvâ auctoritate dominæ metropolitanæ Moguntinæ ecclesiæ :* quemadmodùm videre est apud Papebrochium, in Conatu historico de Romanis Pontificibus, ubi de Clemente papâ II agit. Quod autem spectat ad Alexandrum II, hic privilegium gestandi pallium indulsit Burcardo Albertsadiensi, cujus ecclesia et tunc erat et nunc quoque est ejusdem Moguntinæ metropolis suffraganea. In hujus autem concessionis diplomate relato à Leibnizio tom. 1 Scriptor. Brunswicen., pag. 126, hæc leguntur : *Salvâ auctoritate et magisterio sanctæ metropolis Moguntinæ ecclesiæ, salvo quoque fratrum tuorum coepiscoporum et ordine et loco.*

XII. His positis notionibus, propiùs accedentes ad expendendam pallii postulationem, quam Quinquecclesiensis episcopus in relatione statûs suæ diœcesis proposuit, quamque congregatio concilii ad nos detulit; hoc primùm profitebimur, si quando nos eamdem duxerimus admittendam, cùm minimè ignoremus episcopum Quinquecclesiensem inter suffraganeos archiepiscopi Strigoniensis recenseri, non aliter à nobis optatum illi privilegium concessum iri quàm salvo, ut par est, jure et auctoritate memorati archiepiscopi, aliisque additis cautionibus omninò necessariis ne in episcoporum ordinem turbæ contentionesque immittantur.

XIII. Redactâ autem quæstione ad ipsius petitionis merita et ad æquitatem concessionis enuntiato semper modo temperandæ, illud in discussionem venire potest, ubi pallium quod expetit Quinquecclesiensis episcopus eidem indulgeatur, an id reputari debeat privilegium quo nunquàm illius prædecessores gavisi fuerint; an potiùs redintegratio ad prærogativam aliàs eisdem prædecessoribus concessam, uti plures autumant : quibus etiam curæ est animadvertere haud mirandum esse si desiderentur monumenta expostulati obtentique pallii ab episcopis Quinquecclesiensibus, propterea quòd Quinquecclesiensis civitas fuerit anno 1543 à Turcis occupata, et nonnisi anno 1686 Catholicorum armis ex illorum manibus vindicata; illius notitiis monumentisque omnibus ita turbatis atque in omnem partem dispersis, ut, licèt Quinquecclesienses episcopi pallio usi fuissent, nil mirum foret nullum superesse hujusce rei vestigium. Adeatur Peterffy, Synodor. Hungar. part. 2, pag. 412, in præfatione ad synodum diœcesanam à Quinquecclesiensi episcopo habitam anno 1714.

XIV. Illud certum est, Calanum episcopum Quinquecclesiensem seculo XII tantâ probitatis famâ excelluisse, ut ipsi Apostolica Sedes pallii honorem detulerit; cujus rei amplissimus testis est Innocentius III, in suâ epistolâ, quæ in editione Bosqueti habetur, lib. 1, num. 12, ac etiam in librum Decretalium relata est in c. *Cùm in juventute*, de Præsumptionibus, cujus hæc sunt

verba : *Cùm in juventute suâ Quinquecclesiensis episcopus adeò se maturum, honestum et providum exhibuerit, ut ab Ecclesiâ Romanâ meruerit pallio decorari.* Cùm autem subinde idem Calanus, jam ætate confectus, aulicis machinationibus impetitus, à Balâ III et Emerico Hungariæ regibus accusatus fuisset de incestuoso stupro nepti illato, hujusce criminationis notione episcopo Auriensi ab Innocentio III pontifice delegatâ, triumphavit accusati antistitis innocentia, cui, juxta vigentem tunc temporis disciplinam, canonica purgatio delata fuit; uti deprehenditur ex præfato cap. *Cùm in juventute*, de Præsumptionibus, et ex cap. *Cùm in juventute*, de Purgatione canonicâ.

XV. Satis id fuit auctori Topographiæ magni regni Hungariæ, ut assereret pallium esse prærogativam specialem Quinquecclesiensis episcopi : *Præcipua loci hujus antistitum prærogativa est quòd pallio, solis archiepiscopis, patriarchis et Papæ proprio, donari soleant. Ornamentum hoc sanè peregrinum, quia paucissimis in orbe episcopis concessum;* quemadmodùm videre est, lib. 3, cap. 14, § 5. Satis et id habuerunt canonistæ Germanici ut idem affirmarent; uti videre est apud Pirhing., in l. 1 Decret., tit. 8, n. 3; Anaclet., ad eumdem tit., n. 4; Pichler, eod. tit., n. 3; Schmalzgrueber, n. 4, § *Ex speciali Sedis.* Imò id unum in eamdem sententiam impulit quoque alios ex aliis nationibus canonistas, veluti Alteserram, præcitato loco; Vallens., ad tit. Decretal., de Auctoritate et Usu pallii, § 1, num. 6; Azorium, Institut. moral. part. 2, lib. 3, cap. 34, quæst. 3. At qui attentiùs expenderit memoratam pallii concessionem quâ Quinquecclesiensis episcopus honestatus fuit, in eam facilè sententiam deveniet, nil aliud illam fuisse quàm personale indultum, quod simul cum indultarii episcopi vitâ evanuerit : quemadmodùm scitè animadvertit cardinalis Ostiensis in Summâ, ad tit. de Auctoritate et Usu pallii, num. 3, ubi sic ait : *Aliquibus etiam conceditur* (pallium videlicet) *ex privilegio personali sicut Quinquecclesiensi, ut infra de Præsumptionibus, c.* Cùm in juventute. *Sed hoc extinguitur cum personâ.*

XVI. Quapropter si pallii honorem Quinquecclesiensi episcopo deferemus, concessionis nostræ fundamentum statuemus partim in debitâ veneratione erga sanctum fundatorem illius ecclesiæ, nimirùm S. Stephanum Hungariæ regem, cujus diploma in eam rem editum impressum est apud Inchoffer, Annal. eccles. regn. Hung. pag. 290; et in Topographiâ ejusdem regni, pag. 270; partim etiam in recensitâ quasi communi opinione quâ vulgò creditum est realem fuisse, non autem personalem, quæ olim episcopo Quinquecclesiensi concessa fuerat pallii prærogativam; præterea in iteratis precibus ex parte Quinquecclesiensium episcoporum hâc de re ad Sanctam Sedem delatis; denique in studiosis officiis quibus hoc idem à nobis postulavit charissima in Christo filia nostra Maria Theresia nunc Hungariæ regina in Romanorum imperatricem electa. Similia enim rationum momenta aliàs expenderunt probâruntque prædecessores nostri dùm petitionibus pallii per episcopos propositis annuerunt, ut patet ex ipso superiùs memorato exemplo concessionis pallii Bambergensi episcopo factæ. Si quis autem collecta inspicere cupiat exempla concessionum pallii quas Romani Pontifices contulerunt in archiepiscopos per ea tempora quibus pallii honor, non omnibus, sed paucis tantummodò archiepiscopis tribuebatur, vel in simplices episcopos, non minùs ob præclara eorum merita qui hujusmodi insignibus decorabantur quàm ob interpositas pro iis preces ab imperatoribus vel regibus; legat opus de Potestate et Politiâ Ecclesiæ, eruditè compositum à P. Bianchi, tom. 5, part. 1, lib. 3, cap. 2, § 2, num. 5, et eodem cap. 2, § 4, num. 11.

XVII. Latini titulares patriarchæ Constantinopolitanus, Alexandrinus, Antiochenus et Hierosolymitanus, quemadmodùm et archiepiscopi *in partibus* pallii honore non fruuntur : usus enim pallii propriæ cujusque provinciæ finibus circumscribitur, ut constat ex titulo Decretalium de Auctoritate et Usu pallii : hi autem omnes extra provinciam suam commorantur. Sanè, pervolutis diariis rerum consistorialium, unum tantummodò offendimus exemplum concessionis pallii, quâ præfatos quatuor patriarchas decoravit Clemens X pontifex in consistorio secreto, habito die 20 aprilis 1671, uti narratur in Diariis manuscriptis Fulvii Servantii in pontificio Sacello cæremoniarum magistri, tom. 4. Verùm ea censenda est peculiaris gratia præfatorum tunc existentium patriarcharum personis tributa. Et quidem exemplum illud minimè secuti sunt successores Pontifices, quibus satis fuit patriarchis et archiepiscopis *in partibus* designatis et consecratis indulgere ut, absque honore pallii, patriarchæ et archiepiscopi appellari, eoque titulo uti possent, non obstante contrariâ sanctione Innocentii III pontificis in c. *Nisi specialis*, de Auctoritate et Usu pallii. Clemens XI pontifex patriarcham Antiochenum constituit celebrem cardinalem de Tournon, cùm ipsum ad Sinas apostolicum legatum misit, et eidem non detulit pallii honorem. Nos verò Papiensi episcopatui titulum archiepiscopi Amasiensis perpetuò univimus; uti videre est in nostrâ constitutione *Ad supremam*, 74, tom. 1 nostri Bullarii. Cùm autem anno 1753 Carolum Franciscum Durinum, tunc S. R. E. cardinalem, ad Papiensem episcopatum promovissemus, et oblata nobis in consistorio fuisset instantia ut ipsi honorem pallii concederemus, petitioni quidem annuimus; sed factâ tamen declaratione nos ei pallium deferre, non quidem ob titulum archiepiscopi Amasiensis, sed ob privilegium Papiensis ecclesiæ, cujus episcopus ex iis est perpaucis qui ab antiquis temporibus in quasi possessione hujusmodi concessionis esse dignoscuntur.

XVIII. De Orientalibus patriarchis catholicis aliàs disceptatum fuit an, si pallium Latinum exposcerent, id eis indulgendum foret; in relationibus enim statûs suarum ecclesiarum ad congregationem de propagandâ Fide de more transmissis, adinventæ quandoque fuerunt ejusmodi pallii petitiones. Advocatorum consistorialium collegio ascripti, à Clemente XI pontifice jussi fuimus rem expendere; eâque demùm in particulari congregatione habitâ, coram ipso Pontifice ad examen revocatâ, affirmativum prodiit responsum, et consequenter Pontifex Latinum pallium patriarchæ Alexandrino concessit. Quæ à magno hoc Pontifice indulta fuit pallii concessio viam velut nobis stravit ad similes concessiones pontificatûs nostri tempore expediendas : inter quas et illa recensenda est quâ hoc ipso anno vertente patriarchæ Armenorum in Cilicià pallium detulimus in consistorio habito die 22 julii 1754. Quia verò, dùm hujus prædecessorem pallio decoravimus in consistorio dici 23 septembris 1750, allocutionem habuimus quâ universa rei materies continetur, optimum censuimus hic eam per extensum apponere :

VENERABILES FRATRES,

« Septimus supra trigesimum jam præteriit annus, ex quo, cùm Samuel Capasulis pariarcha Alexandrinus, post ejuratum schisma, pallii honorem à prædecessore nostro fel. recor. Clemente papâ XI per legitimum procuratorem humillimè petiisset, placuit eidem summo Pontifici plurium S. R. E. cardinalium ac prælatorum, quos inter nos ipsi fuimus cooptati; congregationem coram se habere.

« Congregatorum autem, uti evenire solet, non una fuit opinio atque sententia. Putabant quippe nonnulli honorem Latini pallii patriarchis atque archiepiscopis Græcis minimè convenire : alii contra, numero licèt longè minores, inter quos fuimus et nos, factu optimum judicabant pallium patriarchæ Græco, si de ejus fidei integritate constaret, idemque humillimas huic Sanctæ Sedi preces porrigeret pro consequendo pallio, quod proprium dignitatis suæ est ornamentum, pallium, inquam, concedere. Inter plurimas quæ ad hanc sententiam confirmandam tunc allatæ sunt rationes, potissima ex S. Gregorii Magni gestis petita fuit. Cùm enim Orientales Illyrici ecclesiæ

Græco ritu procul dubio uterentur, nihilominùs tamen magnus ille Pontifex pallium mittere ad Joannem primæ Justinianæ archiepiscopum non dubitavit : ratam nos ejus consecrationem habere, dirigentes pallium, indicamus : quemadmodùm in ejus epistolis legitur, tom. 2 operum, edit. Parisiens. ann. 1705, lib. 2, indict. 10, epist. 22, col. 585. Hoc ipso honore decoratum etiam fuisse ab eodem summo Pontifice Joannem Corinthiorum episcopum, metropolitam Helladiæ, liquet ex aliâ ejus epistolâ, ibid., lib. 5, indict. 13, epist. 57, col. 788, in quâ hæc habentur : *Pallium, sicut per epistolam postulatis, direximus.* Andream etiam antiqui Epiri metropolitam honore pallii donatum, testatur ejusdem summi Pontificis epistola data ad episcopos ejus provinciæ, ibid., lib. 6, indict. 14, epist. 8, col. 797, in quâ inter alia hæc leguntur : *Andreæ fratri et coepiscopo nostro pallium nos direxisse cognoscite.* Et, ut ad tempora minùs remota descendamus, tradidit Innocentius III summus pontifex cardinali à se in Armeniam legato pallium, ut eo Joannem patriarcham Armeniæ catholicum ornaret ; uti ex epistolâ deprehenditur ejusdem patriarchæ relatâ inter Gesta illius summi Pontificis, num. 117, ubi hæc habentur : *Pallium à vestrâ beatitudine delegatum solemnitate celebri ac cum omni humilitate suscipientes, promisimus,* etc. Cui exemplo conforme aliud est Gregorii IX, qui et ad patriarcham Armenorum pallium transmisit, et id ut faceret sese ideò permotum dixit, quia à summis pontificibus decessoribus suis sic factum fuisse constabat, epist. 398, apud Raynald., ad annum 1239, num. 83 : *Petitum à te pallium, quod olim antecessoribus tuis fuit ab Apostolicâ Sede concessum, jam quasi præ nimiâ vetustate consumptum,* etc., *fraternitati tuæ per nuntios mittimus ante dictos.*

« Itaque cùm his exemplis adductus prædictus decessor noster Clemens XI præfato Samueli Capasulis patriarchæ Alexandrino pallium concedere statuisset ; nos, qui eo tempore advocati consistorialis munere fungebamur, delecti fuimus ut illud in semipublico consistorio pro eodem patriarchâ postularemus. Cui petitioni annuens summus idem Pontifex, post habitam piam eloquentemque more suo orationem, pallium concessit. Integra eorum actorum series refertur tum inter consistoriales laudati pontificis orationes, publicâ luce donatas, à pag. 139 ad pag. 156, tum inter ejusdem Brevia et Epistolas typis impressas, tom. 2, pag. 316 et seq. Hisce ergo vestigiis nos pariter inhærentes, cùm tempore nostri pontificatûs Romam venisset Petrus Abrahamus Vartabiet, qui, cùm esset archiepiscopus Alepinus, ab Armenis catholicis postulatus fuerat in patriarcham Armeniæ Minoris atque Ciliciæ, post confirmatam ejusdem electionem, admissamque in semipublico consistorio, majori quâ potuit solemnitate, pallii petitionem, manibus ipsi nostris in pontificiâ, quam in festo Conceptionis B. Mariæ Virginis immaculatæ celebravimus, capellâ, pallium illius humeris imposuimus. Neque ipsum solum, sed in aliis postea semipublicis consistoriis Cyrillum patriarcham Antiochenum Græcorum Melchitarum, et Simonem Petrum Evodium, qui à Damascenâ ecclesiâ ad patriarchatum Antiochenum Maronitarum evectus fuerat quorum uterque pallium à nobis per legitimos procuratores suos instanter atque humiliter postulaverat, post confirmatam ipsorum electionem, pari honore decoravimus.

« Porrò, cùm ex hâc ad meliorem vitam concesserit prædictus Petrus Abrahamus Vartabiet, archiepiscopi Armeni, clerus et populus, juxta Orientalem disciplinam, ad supplendas defuncti patriarchæ vices postulaverunt Jacobum Vartabiet, qui Alepiam ecclesiam aliquot annos egregiè administravit, sibique Petri nomen assumpsit. Illorum verò postulationem cùm nos, audito priùs congregationis de propagandâ Fide suffragio, admiserimus, ejus nunc nomine per legitimum procuratorem pallium à nobis enixis precibus petitur. Novus hic patriarcha vir profectò est magni meriti ; archiepiscopalem Alepinam ecclesiam rexit multâ cum laude ; pro amplificandâ fide catholicâ Galatæ, Angoræ et Alepi plurimùm laboravit, multasque persecutiones ab hæreticis excitatas pertulit, cùm ter carceribus inclusus et bis in exilium fuerit amandatus. Quibus meritis illud etiam accedit quòd cùm patriarcham habuit sibi proximè superiorem qui à nobis honore pallii donatus est, neque quidquam inter utrumque discriminis intercedit, nisi quod ille pallium impetraturus Romam venit ipse per se, hic verò per procuratorem à se ad id muneris legitimè destinatum eamdem à nobis gratiam humiliter deposcit. Quâ in re quidquid antiquioribus temporibus factum sit, quibus, ut notat eruditus scriptor Petit in suis Adnotationibus ad Pœnitentiale Theodori, honor pallii minimè concedebatur, nisi iis qui Romam venissent eumque per se à summo Pontifice petiissent ; pluribus tamen abhinc seculis consuevit Apostolica hæc Sedes pallii honorem etiam per procuratorem petentibus concedere, sublatâ quoque consuetudine sequentibus temporibus introductâ legatum mittendi quoties absenti petentique pallium elargiebatur.

« Itaque pallium quod electus patriarcha Minoris Armeniæ atque Ciliciæ à nobis postulavit, concedimus ; sermonemque hunc nostrum concludimus, ejus procuratori injungentes ut id ipsum nostro nomine eidem pallium tradens dicat, quod nos ipsi decessori suo præsenti olim diximus ; scilicet, pallium non esse duntaxat dignitatis ornamentum, sicuti scripsit S. Isidorus ad Erminium, juxta interpretationem Haberti : Notis ad Pontificale Græcorum, sed textum esse lanâ, non lino, et circa collum deferri, ad eam ovem significandam quam, cùm esset amissa, bonus Pastor quæsivit, invenit, suisque humeris impositam ad ovile reportavit. »

XIX. Exhibitum nobis non ita pridem fuit exemplum litterarum apostolicarum Leonis papæ X, anno 1515 typis cameralibus impressum, quibus Maronitarum patriarchæ tunc existenti, nomine Petro, pallium conceditur, idemque de corpore B. Petri sumptum cum ipsis litteris eidem transmitti dicitur. Datæ sunt litteræ apud S. Petrum anno Incarnationis dominicæ 1515, kalendis augusti, pontificatûs Leonis anno tertio. Leoniana concessio tum nobis, tum fortè cæteris vocatis ad examen de pallio Latino concedendo aut non concedendo, patriarchis Orientalibus, ignota erat : at, quatenùs ejus notitiam habuissemus, nullum in eâ à nobis præsidium constitutum fuisset. Maronitæ quippe in sacris indumentis Latinos ritus et mores sequuntur, veluti desumitur ex epistolâ Innocentii III ad Jeremiam patriarcham Maronitarum, quæ scripta fuit anno 1215, et cujus initium est : *Quia divinæ Sapientiæ bonitas.* En verba epistolæ : *Statuentes ut pontifices in Maronitarum terminis constituti vestibus et insigniis pontificalibus sibi congruentibus, juxta morem Latinorum, utantur, Ecclesiæ Romanæ consuetudinibus se in omnibus studiosius conformantes.* Quâ de causâ tum ipse Innocentius, tum cæteri ejusdem successores, et ipse quoque Leo X, sacra paramenta, calices et patenas, Romano more elaboratas, tum ad patriarchas Maronitarum, tum ad ipsum Petrum liberaliter et muneris titulo transmiserunt, ut eis in re sacrâ uterentur ; veluti colligitur ex memorati patriarchæ epistolis ad eumdem pontificem Leonem X relatis, tom. 14 Collectionis conciliorum Labbei, col. 346 et seq. Quibus sedulò perpensis, nemo est qui non videat Leonis factum erga Petrum patriarcham Maronitarum ineptum potuisse existimari ad comprobandum quòd aliis patriarchis Orientalibus, diversum omninò ritum sequentibus, Latinum pallium concedi deberet. Aptiùs pro eâ re comprobandâ profectò fuisset monumentum quod præteritis mensibus invenimus inter regesta congregationis de propagandâ Fide : invenimus enim, die 9 junii 1642, inter theologos et canonistas ad examen accitos sermonem habitum fuisse de concedendo aut denegando patriarchis Orientalibus Latino pallio, quoties, emissâ fidei professione, pro eo obtinendo preces et instantiæ fuissent exhibitæ, et com-

muni calculo resolutum fuisse pro pallii concessione, ad tramites textûs in cap. *Antiqua*, de Privilegiis: licèt enim tempore quo prodiit prædicta decretalis duo patriarchæ essent Latini, Constantinopolitanus videlicet et Antiochenus, reliqui tamen duo, Alexandrinus et Hierosolymitanus, erant Græci ritûs, et tam his quàm illis facta legitur pallii concessio. At quod tunc à nobis ignoratum prætermissum est, nunc à nobis, post habitam resolutionis notitiam, libentissimè exponitur, cùm ex eo mirificè confirmentur quæ olim à nobis dicta sunt, et quæ tum à Clemente XI, nostro prædecessore, tùm à nobis postmodùm facta sunt.

XX. Post hæc, ad petitionem episcopi Quinquecclesiensis redeuntes, adjicimus optatam ab eo concessionem pallii et juris erectæ crucis præferendæ, post dictatum à nobis hoc caput, indultam illi per nos fuisse, servatis omnibus cautelis et conditionibus superiùs indicatis; ut patet ex nostris litteris apostolicis super hoc editis hoc ipso anno 1754, kalendis septembris, quæ in tom. 4 nostri Bullarii inserentur.

CAPUT XVI.

De postulatis episcoporum qui aliquando in relatione statûs ecclesiæ facultatem petunt abdicandi episcopatum, aut se ad aliam ecclesiam transferri rogant: deque nonnullis controversiis occasione translationum hujusmodi excitatis et à sacrâ congregatione definitis.

I. Venerabilis cardinalis Bellarminus exiguum, sed satis notum, tractatum edidit de Officio primario summi Pontificis, quem Clementi VIII pontifici maximo inscripsit: nonnullas eidem repræsentans ecclesiasticæ disciplinæ corruptelas quibus occurrendum omninò esset. Pontifex autem haud passus est opportunas responsiones abs se desiderari.

II. Quod sexto loco absurdum cardinalis ad Pontificem detulit, inconsultæ fuerunt episcopatuum resignationes: « Sexta res est episcopatuum resignatio sine legitimâ causâ: nam, si tam arctum ac penè insolubile vinculum inter episcopum et ecclesiam, ut canones docent, unde fit ut tam facilè vinculum istud quotidiè resolvi videamus? Alii, retentis fructibus, ecclesiam resignant; ac si quis uxorem repudiet, et dotem retineat. Alii, divites ex reditibus ecclesiæ effecti, renuntiant episcopatui, ut ad majora sibi viam aperiant. Alii nepotibus sedem renuntiant, ut specie renuntiationis possideant sanctuarium Dei. Alii malunt in Romanâ curiâ referendarii esse, vel clerici, quàm extra curiam sacerdotes magni. Denique alii causantur aeris insalubritatem, alii proventus exiguos, alii populi proterviam. Sed Deus novit an istæ justæ sint causæ resignationis, et utrùm hujusmodi episcopi quærant quæ sua sunt, an quæ Jesu Christi. » Clemens verò VIII sextæ huic expostulationi hoc reddidit responsum: *Nos resignationes difficillimè admittimus, nonnisi examinatis causis in congregatione rerum consistorialium; et aliquando admittimus ob ineptitudinem resignantium.*

III. Proposito itaque postulato de ecclesiâ abdicandâ, congregatio concilii rescribere facilè posset ut episcopus orator congregationem consistorialem adeat; huic quippe rescripto ipse Clemens VIII viam veluti stravisse videtur. At, retentâ quam superiùs insinuavimus methodo, aptiùs fortè videri posset responsum, si episcopo demonstraretur nullam planè episcopatûs resignationem à Pontifice probari aut admitti, nisi canonicâ allatâ causâ; eamdemque judicandi agendique rationem servari à congregatione consistoriali, quoties illi hujusmodi precum examen à Pontifice delegatur: canonicas autem causas recenseri in decretali *Nisi cùm pridem*, de Renuntiatione: has verò, quamvis numero plures recenseantur, ad unum tamen veluti fontem universas referri; ut scilicet tunc demùm, et non aliàs, liceat episcopo ecclesiam dimittere, cùm clarè pateat ipsum concreditæ sibi plebis saluti prodesse ampliùs non posse: uti perspicuis verbis statutum legitur in decretali *Licet*, de Regularib., ubi hæc habentur: *Unde, quando potest episcopus præesse pariter et prodesse, non debet cedendi licentiam postulare, aut etiam obtinere;* et rectè docet S. Thomas, 2-2, quæst. 185, art. 4, ad primum. Unde episcopus de abdicandâ ecclesiâ nullatenùs cogitare potest, nisi cùm noverit se à pastorali munere implendo prohiberi: sive porrò impedimentum ab ipso profluat, ut si fortè is reus esset alicujus criminis ex eorum genere quæ illius officii et ministerii executionem impediunt; aut si malè affectæ valetudinis habitu laboret; si illitteratus sit aut irregularis: sive ex causis extrinsecis impedimentum oriatur, veluti ex improbitate populi, aut scandalo: quemadmodùm scitè animadvertit Fagnanus, in Commentar. ad enuntiatum cap. *Nisi cùm pridem*, § 13 et seq., de Renuntiatione. Neque etiam abs re erit monere inspiciendum esse utrùm ecclesia quam dimittere intendit sit exsolvendæ annuæ pensioni idonea, et tali quidem pensioni quæ ad honestam ipsius sustentationem sufficiat, vel potiùs ipse aliunde habeat quo scipsum possit honestè alere atque tractare, absque eo quòd ecclesiæ fructus annuâ pensione onerentur. De his omnibus congregationi consistoriali exhibentur articuli, in quorum demonstrationem testes inducere aliasque probationes afferre intendit episcopus; si tamen ipsa congregatio eos, tanquàm relevantes, admittere consentiat, neque verò eosdem, utpote nullius momenti, rejiciendos decernat.

IV. Ex veteri nec intermissâ Ecclesiæ disciplinâ, consueverunt identidem ex regularibus ordinibus assumi emeriti religiosi qui alicui ecclesiæ administrandæ præficiantur episcopi: cùmque aliquando contingat ut ex his aliqui veniam petant abdicandi se episcopatu, multùm quidem proderit in ipsâ responsione constitutionem commemorare Benedicti XIII pontificis maximi, incipientem: *Custodes*, impressamque tom. 6 Bullarii ordinis Prædicatorum, quod editum et illustratum fuit à P. Antonino Bremond, nunc ejusdem ordinis generali magistro, ubi pag. 582, hæc verba leguntur: *Decernimus, volumus et præcipimus ut monachi, mendicantes et cujuscumque alterius instituti regulares, specialissimâ etiam mentione digni, qui episcopatu sibi pridem collato, quâcumque de causâ, se in posterum abdicare permissi fuerint, claustra suæ religionis repetere omninò teneantur et debeant, iis tantùm exceptis qui à nobis, sive à Romanis Pontificibus antecessoribus aut successoribus nostris, obtinuissent vel obtinebunt facultatem expressam vivendi extra claustra, sacro alicui muneri quod cum vitâ claustrali exerceri non posset, ex peculiari voluntate nostrâ, vel eorumdem antecessorum aut successorum nostrorum, speciatim addicti, quod quidem munus respiciat servitium et obsequium nostrum vel successorum nostrorum, sive hujus sanctæ Apostolicæ Sedis.* Quod est planè consonum duobus decretis summorum pontificum Alexandri VII et Clementis XI, de quibus meminit ipsa Benedictina constitutio. Hæc autem commemoratur etiam à præsule Alexandro Borgiâ, archiepiscopo Firmano, in Vitâ ejusdem Benedicti XIII, num. 48: *Decrevit quoque ut qui ex monasticis aliisque regularibus ordinibus ad episcopatum assumuntur, si apud ecclesias sibi commissas non commorentur, aut si illas dimittant, ad claustra ordinis sui revertantur.*

V. Subsequitur postulatum de translatione ab unâ ad aliam ecclesiam. Idem cardinalis Bellarminus, in præcitato tractatu de Officio primario summi Pontificis, ad Clementem VIII, hæc habet de translationibus, paucis complectens quæcumque hâc de re in sacris canonibus habentur: *Quinta res est facilis translatio episcoporum, de unâ ecclesiâ ad aliam. Translatio enim episcoporum, secundùm canones atque usum veteris ecclesiæ, non debet fieri, nisi ob ecclesiæ necessitatem vel majorem utilitatem: neque enim institutæ sunt ecclesiæ propter episcopos, sed episcopi propter ecclesias. Nunc autem quotidiè translationes fieri videmus eâ solùm de causâ, ut episcopi vel honore vel opibus au-*

gantur. Aliam quoque adversùs translationes cardinalis superaddidit rationem, desumptam ex magno animarum detrimento : *Præsertim cùm id sine animarum detrimento fieri nequeat, ut experimentum ipsum docet. Neque enim episcopi ecclesias diligunt quas brevi se deserturos sperant ut ad alias commodiores transeant.* Cùm autem Clemens pontifex ad hoc caput rescripserit per hæc verba : *Nos cum difficultate transferimus : et non defuimus monere principes per nos et nuntios nostros :* potest exinde erui quod appositè ad hujusmodi postulatum respondeatur. Qui enim desiderium suum prodit ad aliam ecclesiam commigrandi, monendus est oportere omninò ut ecclesiæ necessitas aut utilitas id suadeat ; neque verò à Pontifice aut à congregatione consistoriali admitti probarique translationem ad aliam ecclesiam, nisi præter demonstratam causam, episcopus transferendus plures annos priori ecclesiæ præfuerit, et nisi simul constet quàm benè de ipsâ meritus fuerit : in quem finem etiam, cùm res est de translationibus, congregationi consistoriali exhibentur articuli super quibus examinandi sunt testes. Celebre est regium decretum in Hispaniarum regnis anno 1656 evulgatum, quo rex omnibus consiliariis suis interdixit ne sibi essent auctores rogandi Pontificem ut transferret episcopum à minori ad majorem ecclesiam, ad quam ipse nominandi jure potiretur, nisi postquàm episcopus octo vel decem annos priori ecclesiæ laudabiliter præfuisset. Adeantur Fermosinus ad rubricam et titulum de Translatione episcopi, quæst. 3, cap. *Licèt in tantum,* num. 15 et 16 ; de Sanctis, in Examine consistoriali, cap. 13, num. 165. Illud itidem animadversione dignum est in hâc translationum materiâ, quòd, licèt cardinales qui aliquem episcopatum obtinent eodem se abdicare permittantur absque rigorosâ causæ probatione, quotiescumque ad residendum in Romanâ curiâ sese conferre velint, proprio sibi munere perfunctum, ut scilicet operâ consilioque præstò sint Romano Pontifici, veluti expendit Fagnanus, in cap. *Nisi cùm pridem*, num. 57, de Renuntiatione ; si tamen ad alium episcopatum non suburbicarium transferri postulent, de ipsorum translatione agendum est in congregatione consistoriali, et in eâ probandæ sunt translationis causæ, et quidquid præterea opportunum est, ad hoc ut ipsa congregatio valeat consulere Pontifici ut petitam translationem auctoritate suâ indulgeat. Inter acta ipsius congregationis consistorialis duo extant decreta eâdem die, nimirùm 30 junii 1655, edita, quorum alterum est de cardinali Joanne Stephano Donghio, qui, cùm Adjacensis ecclesiæ in Corsicâ esset episcopus, ejusque cœli gravitatem atque intemperiem ferre non posset, ad alium episcopatum transferri se expetebat. Congregatio autem censuit : *Si sanctissimo domino nostro visum fuerit eumdem à vinculo prædictæ ecclesiæ Adjacensis absolutum transferri posse, præsertim quod insigni rerum agendarum domi forisque dexteritate et prudentiâ collectâ, et, quod caput est, magno domùs Dei zelo, alteri ecclesiæ perutilis futurus esse videatur.* Alterum est de cardinali Cæsare Facchinetto, qui cùm et ipse affectâ valetudine laboraret, et habituales morbos Senogalliæ, ubi sedebat episcopus, contraxisset, pro translatione ad aliam ecclesiam rogaverat. Itidemque congregatio censuit : *Si sanctissimo domino nostro ita videbitur adesse causas absolvendi prædictum eminentissimum dominum cardinalem Facchinettum à vinculo quo prædictæ ecclesiæ Senogalliens. tenetur, et ad aliam transferendi, præsertim quòd in regimine prioris Ecclesiæ, quantùm per valetudinem licuit, ita laudabiliter se gesserit, ut omninò dignus videatur qui ad aliam ecclesiam transferatur, apud quam, Deo dante, meliori valetudine utens, novos et uberiores fructus in vineâ Domini faciat.* Plurima alia hujusmodi decreta, quæ nullo negotio congeri possent, prætermittuntur. Adeò verum est, quod innuit Van-Espen, Jur. eccles. univers. tom. 1, part. 1, tit. 15, cap. 4, num. 22, nihil planè immutatum esse circa translationum disciplinam, in eo quod pertinet ad potissimam illarum causam ; quod perinde est ac dicere, quoad necessitatem et utilitatem ecclesiæ : *Porrò licèt mutata nonnihil sit disciplina quoad ipsam translationis formam, semper tamen mansit et manebit inconcussa Patrum regula, quòd nonnisi necessitate aut utilitate cogente translationes episcoporum fieri possent ; nec minùs hodiè quàm ætate sanctorum Patrum, culpabiles sunt episcopi qui avaritiâ aut ambitione ducti de unâ ecclesiâ migrant ad aliam.*

VI. Percurrentibus nobis veteres relationes quædam occurrerunt postulata, occasione translationum hujusmodi ab episcopis proposita, quibus congregatio concilii opportuna responsa, à summis deinde pontificibus comprobata, exhibere non destitit : quorum aliqua hìc à nobis indigitabuntur eo consilio ut vel prædicta postulata non ampliùs proponantur, vel si ea proponi contingat, in promptu sit tutam eisdem responsionem aptare.

VII. In nonnullis relationibus episcoporum qui ab unâ ad aliam ecclesiam translati fuerant, proposita legitur quæstio quoad fructus prioris ecclesiæ ; nimirùm ad quam usque diem liceat episcopo translato percipere fructus ac reditus ecclesiæ à quâ discedit. Quæstionis nodus in eo situs est ut definiatur tempus quo prior ecclesia reipsà vacare dici possit. At cùm jam decretum fuerit eamdem eo temporis articulo vacare quo Pontifex in consistorio episcopum à vinculo prioris ecclesiæ solutum pronuntiat, quamvis necdùm litteræ apostolicæ super provisione alterius ecclesiæ ad quam transfertur expeditæ fuerint, ideòque hujus possessionem apprehendere nequeat ; hinc necessariò sequitur licere episcopo reditus prioris ecclesiæ percipere usque ad illud tantummodò temporis momentum quo à summo Pontifice in consistorio ab illius vinculo absolvitur : si quos verò fructus post illud tempus decursos perceperit, ad eosdem restituendos omninò teneri. Sanè temporis punctum quo inducitur prioris ecclesiæ vacatio definitum fuit à congregatione concilii, post maturum examen, in quâdam resolutione quæ confirmata fuit ab Urbano papâ VIII, per apostolicas litteras datas die 20 martii 1625, et impressas post tractatum Barbosæ de Officio et Potestate episcopi, editionis Lugdunensis pag. 111 : *Ecclesiam à quâ episcopus de suo consensu transferetur, ab eo tempore vacare quo idem episcopus ab illius vinculo in nostro, et pro tempore existentis Romani Pontificis, consistorio absolvitur ; etiam ante explicationem litterarum apostolicarum vel adeptam secundæ ecclesiæ possessionem.* Quòd verò dictum est episcopum posse prioris ecclesiæ fructus usque ad præindicatum tempus percipere, ad eorum autem restitutionem teneri, si quos exinde decursos perceperit, id ex ipsâ profluit naturali ratione : nec enim justum est ut is fructus habeat qui legitimo ad id titulo destituitur ; uti rectè animadvertit Garcias, de Beneficiis, part. 2, cap. 6, num. 41, et cum cæteris doctoribus prosequitur Rigantius, ad regular. 2 cancellariæ, § 3, num. 38 et 39, tom. 1.

VIII. Quamvis Urbani VIII litteræ per se satis claræ sint ac perspicuæ, nihilominùs plures quoad earum intelligentiam excitatæ sunt controversiæ, de quibus hìc brevissimè, quantùm fieri poterit, dicturi sumus : sermonem redigentes ad ea quæ pertinent ad rem præsentem, nimirùm ad postulata per episcopos in relatione statûs ecclesiarum propositâ, quibus, dùm rescriberetur, opportunum exhibitum fuit responsum.

IX. Declarat Urbanus in supra relatis apostolicis litteris ecclesiam vacare ab eo tempore quo episcopus ab ejusdem vinculo fuit in consistorio solutus. Hinc ortum est dubium an, si quod beneficium in ejus ecclesiæ diœcesi vacaverit post præfatum tempus, nondùm expeditis litteris super provisione alterius ecclesiæ ad quam transfertur, minùsque captâ istius possessione, possit episcopus illud conferre. Super quo tribunalia constanter responderunt quòd, sicuti non licet episcopo suos facere fructus qui post solutum in consistorio vinculum spiritualis conjugii excur-

runt, ita nec ipsi integrum est beneficia conferre ex eo tempore vacantia ; quæ nimirùm debent perinde censeri ac si vacàssent ipsâ sede episcopali vacante. Ejusmodi judicata, non quidem reverà à congregatione concilii ad episcoporum consultationes respondente, sed ab aliis Romanæ curiæ tribunalibus prolata, indicantur à Rigantio, cit. loc., et à de Sanctis in suo Examine consistoriali, cap. 5, num. 25 et seq.

X. Ad relationes verò statûs ecclesiarum, responsaque iisdem exhiberi solita, propriè spectat inquisitio illa, cujusnam sit ecclesiam universamque diœcesim administrare per id temporis spatium quod inter solutionem vinculi in consistorio peractam allatumque de secutâ jam hujusmodi solutione nuntium intercedit : neque enim defuerunt qui suspicarentur ecclesiam atque diœcesim sub nullius regimine tunc esse ; propterea quòd nequeat illud residere apud episcopum, cujus spirituale vinculum jam in consistorio à summo Pontifice solutum fuit ; nec etiam illud sibi vindicare valeat capitulum, quòd, donec præfati vinculi solutionem ignorat, incognitam quoque habet ecclesiæ vacationem. At, si percurrantur tum congregationis resolutiones, tum breve Urbani eas confirmantis, cogetur quisque fateri opportunè provisumfuisse ne enuntiatum incommodum oriatur ; quòd scilicet nullus sit qui medio tempore inter solutionem vinculi et allatum de eâ nuntium regimen et administrationem ecclesiæ gerat : in iis quippe cautum statutumque legitur jurisdictionem penes episcopum esse debere, quousque nuntiatum ipsi fuerit rescissum jam in consistorio fuisse vinculum quo is ecclesiæ obstringebatur : eo autem nuntio ad ipsum perlato, addicare illicò se debere exercitio cujuscumque jurisdictionis, hancque universam in capitulum transferri : *Posteaquàm verò ex testimonio seu documento secretarii sacri collegii, vel alio modo, hujusmodi absolutionis notitiam episcopus translatus habuerit, illicò eum exercitio ordinariæ jurisdictionis abstinere debere, eamque in capitulum transire ; ita ut statim capitulum eâdem jurisdictione uti, sedem vacantem publicare atque officialem seu vicarium, ad dicti concilii præscriptum, constituere possit et debeat.* Neque ex eo quòd episcopo prorogetur jurisdictionis exercitium ad illud usque tempus quo noverit suum cum ecclesiâ spirituale conjugium diremptum fuisse, contendi ullo modo potest prædictam quoque apud ipsum manere facultatem conferendi beneficia quæ eodem intermedio tempore vacare contingat ; jurisdictio enim ad diœcesis regimen necessaria in suspenso manere nequit ; at contra nil prohibet quominùs beneficiorum collatio differatur, donec de illis disponat is ad quem pertinet beneficia rectore viduata, episcopali sede vacante, conferre.

XI. In decretali *Si episcopus*, de supplendâ Negligent. prælator., in 6, cautum est ut, si episcopus paganorum aut schismaticorum captivus fiat, in capitulum transeat ecclesiæ administratio eò usque tamen retinenda quoad capitulum ipsum opportunam eâ de re notitiam perferri curaverit ad Sedem Apostolicam, cui reservatum est ea præscribere quæ deinceps agenda erunt ; quemadmodùm colligitur ex illis verbis : *Donec per Sedem Apostolicam, cujus interest ecclesiarum providere necessitatibus, super hoc per ipsum capitulum quàm citò commodè poterit consulendum, aliud contigerit ordinari ;* ut scitè expendunt doctores in præcitat. textum. At id minimè locum habet ubi episcopus, quamvis ab hostibus captus fuerit, in eâ tamen conditione versatur ut et à diœcesanis litteras accipere, et suis ipse recurrentibus epistolis opportuna ad rectum diœcesis regimen mandata indicere valeat : uti sapienter decrevit congregatio concilii in causâ Hiberniæ administrationis ecclesiarum, propositâ et definitâ die 7 augusti 1683. Quod tunc propositum fuit dubium, sequens est : *An casu quo episcopus ab hæreticis captus detineatur, non ita tamen arctè custoditus uti ipsi ejusque diœcesanis facile non sit, saltem per litteras, inter se agere, ejusdem episcopi jurisdictio intelligatur suspensa et ad capitulum ecclesiæ cathedralis devoluta.* Responsum autem fuit : *Jurisdictionem non esse suspensam.* Ex quo sanè exemplo evincitur, omnem ab Apostolicâ Sede adhiberi curam ne diœceses recto opportunoque regimine destituantur, sive sedes per episcopi obitum vacet, sive quolibet alio ex capite populus suo pastore careat ; simulque eamdem huic methodo firmiter adhærere, ut penes superstitem episcopum sit administratio, rerumque omnium cura, quòusque valeat is ecclesiæ præesse, et donec hujus regimen alteri committi valeat.

XII. Et hùc usque deducta confirmari posse videntur his quæ à nobis statuta sunt in nostris litteris apostolicis expeditis die 26 januarii 1753, et transmissis ad venerabiles fratres episcopos, apostolicos vicarios Indiarum Orientalium, quasque hìc referre, uti dicitur, per transennam non inopportunum esse existimamus, etsi animus sit eas inserendi in quartum tomum nostri Bullarii. Hi apostolici vicarii ordine et charactere episcopali sunt decorati. Nonnulli habent coadjutorem cum futurâ successione ; nonnulli dicto coadjutore carent : et quando aliquis ex his vitam cum morte commutabat, non erat qui regeret populum defuncto commissum, et longum tempus erat expectandum antequàm novus apostolicus vicarius in Urbe eligeretur ; in loco enim qui à defuncto vicario regebatur, nec canonici nec utplurimùm clerus reperiebatur qui ad electionem vicarii capitularis procedere posset. Ad avertenda itaque imminentia mala, statuimus quemcumque vicarium apostolicum Indiarum Orientalium, carentem coadjutore cum futurâ successione, debere ex clero seculari vel regulari eligere vicarium generalem habilem atque idoneum, qui tanquàm apostolicus delegatus, eveniente obitu vicarii apostolici, regimen et gubernium assumat apostolici vicariatûs usque ad captam vicariatûs apostolici possessionem à novo vicario apostolico per Sedem Apostolicam constituendo : prædictoque vicario generali concessimus omnes et singulas facultates quæ vicariis capitularibus cujuscumque cathedralis ecclesiæ, Sede vacante, de jure competunt, necnon usum et exercitium earum facultatum quibus apostolicus vicarius episcopus, dùm vivebat, utebatur, iis tantùm exceptis quæ requirunt ordinem et characterem episcopalem, vel non sine sacrorum oleorum usu exercentur ; et, urgente necessitate, prædicto vicario generali potestatem dedimus consecrandi calices et patenas, atque altaria portatilia, cum sacris tamen oleis ab episcopo benedictis : ut ex benignâ lecturâ litterarum apostolicarum supra memoratarum apertè colligi potest.

XIII. At, ad institutum redeundo, ex sæpè memoratis Urbani VIII litteris rectè deducitur prioris ecclesiæ fructus ab episcopo percipi non posse postquàm ab illius vinculo fuerit in consistorio absolutus, tribunalium autem judicata superaddunt nec ipsi licere disponere de beneficiis quæ vacare contigerit postquàm in consistorio spirituale illud conjugium fuerit dissolutum. At fatendum est easdem apostolicas litteras de episcopo loqui qui in translationem suam consenserit : *à quâ episcopus de suo consensu transfertur ;* neque præterea dubitandum quin valdè rationi consonum sit ut quæ de beneficiis prodierunt tribunalium judicata, in eâ pariter hypothesi rectè procedant, quâ episcopus sciens et vel expressè vel tacitè consentiens ad aliam ecclesiam transfertur ; tunc enim, cùm hinc confluat scientia et consensus episcopi qui est transferendus, illinc enodatio vinculi quo is priori ecclesiæ obstringebatur, nihil planè desideratur eorum quæ ad prioris ecclesiæ vacationem sunt necessaria ; quamvis certa notitia de jam secutâ spiritualis conjugii solutione ad episcopum non pervenerit, nec is novas bullas expediverit, multòque minùs alterius ecclesiæ possessionem nactus fuerit. Si verò hujusmodi vinculi solutio fiat inscio planè episcopo, isque ad aliam ecclesiam transferatur sine prævià suâ scientiâ aut consensu, non videtur locus ampliùs esse posse disposi-

tioni brevis Urbani, aut præindicatis tribunalium judicatis : sed, non obstante sæpè memorati vinculi dissolutione in consistorio peractâ, videtur potiùs episcopus tum rectè fructus percipere, tùm etiam validè beneficia conferre posse, quòusque, sibi nuntiatâ vinculi enodatione, suum ipse consensum eidem accommodaverit, vel, eo denegato, summus Pontifex, justis urgentibus causis, illius consensûs defectum supp'everit, volueritque ut peracta ad alteram ecclesiam translatio suum sortiatur effectum. Quæstiones hasce expendunt Barbosa, de Officio et Potestate episcopi, part. 3, alleg. 119, num. 7 et seq., et de Sanctis, in Examine consistoriali, cap. 5, num. 41 et seq. ; ubi collecta legi possunt quæcumque in hanc rem ab aliis tradita sunt. Verùm nos ab hisce controversiis abstinebimus : quamvis enim aliis temporibus exempla non defuerint translationum episcoporum absque eorum consensu peractarum, hæ tamen subinde interdictæ fuerunt ; ut patet ex monumentis eruditè collectis à Christiano Lupo, in can. 13 *Dictatus* S. Gregorii VII. Quamobrem, cùm juxta vigentem disciplinam translationes nunc minimè fiant, nisi prævià scientiâ et consensu episcopi qui ab unâ ad aliam ecclesiam est transferendus, supervacaneum est præindicatæ quæstionis examen instituere.

XIV. At, si inutile est de præmemoratâ controversiâ disputare, abs re tamen videri non debet sequentem expendere, aliàs in Poloniæ regno excitatam, ubi, ex ejusdem regni systemate, frequentiores contingunt episcoporum translationes. Illic siquidem antiquitùs ea obtinuerat consuetudo ut, dùm à rege tenuioris et inferioris ecclesiæ episcopus ad pinguiorem dignioremque sedem nominabatur, futuro sibi in prioris episcopatûs regimine successori relinqueret fructus omnes qui maturaverant ex eo die quo fuerat ad digniorem episcopatum nominatus : sed cùm quidam subinde sibi licere putaverint utriusque episcopalis mensæ fructus colligere, nonnulli episcopi in relatione statûs suarum ecclesiarum, et ipse quoque rex, per apostolicum nuntium vehementer postulârunt ut à Sanctâ Sede statueretur translatum episcopum, adeptis sibi fructibus secundæ ecclesiæ, debere omninò successori dimittere fructus primæ Ecclesiæ à die suæ nominationis maturatos.

XV. Assumpto per congregationem concilii, ex Pontificis jussu, hujusce quæstionis examine, mandavit eadem Prospero Fagnano insigni canonici juris perito, et tunc eidem congregationi à secretis, ut sententiam suam eâ de re exponeret. Ipse autem ad trutinam revocato articulo an episcopus ad alteram ecclesiam nominatus percipere, ac sibi rectè acquirere posset prioris ecclesiæ fructus ex eo tempore maturatos, quo ipse ad alteram Ecclesiam nominatus fuerat, duas posuit distinxitque facti species : quarum altera hæc est : *Aut episcopus nominatus, ante admissam nominationem per Papam, non solùm percepit, sed etiam consumpsit fructus* (prioris videlicet Ecclesiæ), *ita ut non extent ; et non videtur arctandus ad solvendam illorum æstimationem ; quia injustum esset ut teneretur restituere fructus quos percepit et consumpsit non solùm ut bonæ fidei possessor, sed etiam ut dominus et verus episcopus illius ecclesiæ ; et alioquin videretur liberatus à vinculo ecclesiæ suæ per solam regis nominationem :* altera verò sequentibus verbis concepta est : *Aut verò episcopus nominatus à rege fructus nondum consumpsit* (loquitur itidem de fructibus primæ ecclesiæ), *sed illi adhuc extant ; et tunc fortè absonum non esset ut illos dimitteret successori.*

XVI. At Fagnani sententiam minimè receptam fuisse oportet. Siquidem datis eâ de re litteris ad nuntium apostolicum ut opportunas notitias exquireret ab episcopis quorum major prudentiæ opinio in eo regno esset, hisque demùm ad Urbem allatis, cùm animadversum fuerit malum omne promanare ex cupiditate eorum qui ad alteram ecclesiam nominati, minimè curabant prioris administrationem relinquere, et apostolicas litteras suæ translationis expedire, ut diutiùs frui possent proventibus utriusque episcopatûs ; prioris videlicet, quia nondùm fuerant à vinculo quo ei alligabantur per Sedem Apostolicam absoluti ; alterius autem, propterea quòd, juxta regni consuetudinem, ex die secutæ vacationis fructus omnes in futuri præsulis commodum asservabantur ; cùmque insuper deprehensum fuerit ex hoc ipso aliud profluere absurdum, ut nimirùm episcopus ad priorem illum episcopatum nominatus protraheret Apostolicæ Sedi suam exhibere nominationem, ac provisionis litteras expedire, eò quòd prædecessor episcopus omnes prioris ecclesiæ fructus jam perceperat, et aut consumpserat, aut secum ad alteram ecclesiam transtulerat : summus pontifex Urbanus VIII, edito decreto constituit ut, si in posterum cathedralis aliqua ecclesia in regno Poloniæ quatuor tantùm mensibus vel breviori temporis spatio vacâsset, liceret quidem novo episcopo fructus hujusmodi vacationis tempore maturatos sibi habere, juxta veterem regni consuetudinem ; at, si ecclesia ulteriùs vacâsset, nec integro quadrimestri datus ipsi fuisset sponsus et pastor, tunc qui à quarto mense fructus maturarent, nullâ aliâ factâ declaratione, statim intelligerentur, non quidem novo episcopo, sed certis quibusdam piis operibus in decreto designatis addicti. Quo sanè decreto præindicatis duobus incommodis fuit efficaciter consultum. Etenim, animadversâ illius lege, episcopus minori ecclesiæ præfectus, si à rege ad majorem nominetur, sollicitam dabit operam ut suam nominationem quamprimùm exhibeat, ad hoc ut novæ ecclesiæ sibi designatæ provisionem à Sede Apostolicâ impetrare, ac bullas expedire possit ; sciens nimirùm novæ hujus ecclesiæ fructus sibi duntaxat relinqui ad quartum usque mensem à die illius vacationis : qui verò fuerit ad eam ecclesiam nominatus, ex quâ episcopus ad aliam transfertur, haud negliget quantocitiùs bullas obtinere ; sciens et ipse obnoxium se esse sanctioni præindicati decreti, quoties expeditionem suam protulerit ultra quadrimestre à die vacationis, hoc est à quo die antecessoris sui translatio in consistorio admissa fuerit.

XVII. Urbani VIII decretum est hujusmodi, exscriptum ex lib. 12 Decret., pag. 234 et seq. : « Cùm in regno Poloniæ, ubi excrebræ sunt episcoporum translationes, jamdiù inoleverit abusus, ut episcopus ad aliam ecclesiam transferendus, de industriâ differat se à primâ ecclesiâ liberare, ac litteras apostolicas suæ translationis expedire, ut eò diutiùs utriusque episcopatûs fructus assequatur ; prioris nempe, cujus vinculo nondùm à Sede Apostolicâ exsolutus est ; et posterioris ad quem transfertur, cujus fructus universi à die vacationis ecclesiæ sibi integrè reservantur ; cùmque inde etiam fiat ut successor in episcopatu unde ille translatus est negligat et ipse suæ provisionis bullas expedire, quippe cùm intelligat se diù subiturum ecclesiæ onera universa absque illis fructibus quos omnes prædecessor episcopus aut ante translationem consumpsit, aut ad aliam ecclesiam secum asportavit ; sanctissimus dominus noster hujusmodi corruptelam, quæ cedit in grave ecclesiarum in spiritualibus ac temporalibus detrimentum, pro pastorali ejus sollicitudine ac zelo magnoperè cupiens de medio sublatum iri, ex sacræ congregationis cardinalium concilii Tridentini interpretum sententiâ, statuit atque decrevit ut, si qua cathedralis ecclesia intra fines regni Poloniæ deinceps vocaverit spatio quatuor mensium duntaxat, vel infra, liceat quidem episcopo successori sibi fructus vindicare pro ratâ temporis vacationis hujusmodi, juxta antiquam illius regni consuetudinem ; verùm, si infra prædictum terminum ecclesia de pastore non fuerit provisa, fructus pro ratâ illius temporis quo sedes post quartum mensem vacabit, nullatenùs successori, sed integrè fabricæ illius ecclesiæ, quatenùs indigeat, alioquin sacristiæ illius, absque aliâ declaratione, applicati censeantur : et ejusdem ecclesiæ capitulum, cui sanctitas sua hâc in parte necessariam facultatem impe-

titur, omninò curare debeat ut applicatio hujusmodi quamprimùm sortiatur effectum. Quod si et sacristia sufficienter instructa reperiatur, liceat eidem capitulo, consulto tamen priùs episcopo successore, ac prævià illius approbatione, hujusmodi fructus in alios pios usus pro loco et tempore utiliores insumere, non obstantibus constitutionibus apostolicis, statutis, consuetudinibus cæterisque contrariis quibuscumque. Datum Romæ die 25 decembris 1621. » His autem Urbani VIII monumentis, quæ superiùs, num. 7 et 10, et in præsenti attulimus, aut adimitur episcopis occasio postulata proponendi ut super hujus generis quæstionibus edoceantur; vel certè quidem iisdem propositis planus congregationi et tutus subministratur rescribendi modus.

CAPUT XVII.

De postulatis respicientibus absurda quædam, seu scandala è diœcesi eliminanda.

I. A postulatis ad ipsasmet episcoporum personas pertinentibus gradum nunc facimus ad alia quæ diœcesis regimen administrationemque attingunt. Hæc inter illud primo loco recensendum est, quo petitur ut aliqua scandala diœsesim inficientia auferantur. Nos autem eâ mente haud sumus ut hìc tractatum veluti elucubrare velimus ad indicandas regulas quas sequi debeat præsul ut singulares personas emendet atque coerceat quæ in varia delicta erratasque prolabi consueverunt. Ludovicus Abelly, episcopus Ruthenensis, librum edidit inscriptum : *Episcopalis sollicitudinis Enchiridion ;* in cujus postremâ parte, quæ inscribitur : *De virtutibus quæ episcopum maximè decent*, summo studio collegit et divinarum Scripturarum textus, et dicta Patrum quibus dirigitur episcopus atque edocetur, quâ ratione se gerere debeat dùm eos corripit punitve qui reprehensione vel animadversione digni reperiuntur. Celebris est S. Gregorii liber *Regulæ pastoralis*, quo tum omnia complectitur explanatque, tum dimisso planè animo hæc de se loquitur, in fin. : *Dùm monstrare qualis esse debeat pastor invigilo, pulchrum depinxi hominem pictor fœdus; aliosque ad perfectionis littus dirigo, qui adhuc in delictorum fluctibus versor.* Quæ verba expendens cardinalis Baronius ad annum Christi 590, hæc habet : *Eo se vinculo arctiùs obstringere voluisse videtur, ut quæ alios scribendo docuisset, primus ipse opere implere satageret, exemplar sibi optimi pastoris velut in tabulâ pictum ob oculos ponens, ut seipsum in eamdem imaginem transformaret.*

II. Nostrum hoc institutum atque propositum publicos quosdam spectat gravesque abusus quibus humanæ leges opportunum adhibere remedium possunt ac debent, juxta doctrinam S. Thomæ, 1-2, quæst. 91, art. 4, in corpore : *Lex humana non potest omnia quæ malè fiunt punire vel prohibere; quia, dùm auferre vellet omnia mala, sequeretur quòd etiam multa bona tollerentur, et impediretur utilitas boni communis, quod est necessarium ad conversationem humanam. Ut ergo nullum malum improhibitum et impunitum remaneat, necessarium fuit supervenire legem divinam, per quam omnia peccata prohibentur :* quod ipsum disertiùs declarat, art. 2, quæst. 96 : *Lege humanâ non prohibentur omnia vitia à quibus virtuosi abstinent, sed solùm graviora à quibus possibile est majorem partem multitudinis abstinere, et præcipuè quæ sunt in nocumentum aliorum, sine quorum prohibitione societas humana conservari non posset.* Hæc autem sunt quibus episcopi in suis postulatis remedium exoscere consueverunt; quibusque nihil accommodatius afferri potest quàm modos indigitare quos alii probi sapientesque ecclesiarum pastores ad eadem eradicanda secuti sunt.

III. Quotiescumque res fuit de religione ac fide catholicâ, quæ in periculum et discrimen adduci visa est, seu cùm actum est de publico propulsando scandalo, quo populi mores palàm inficiebantur; postquàm sancti præsules, quantùm in ipsis positum erat, hujusmodi periculis et corruptelis propulsandis allaborârunt, non neglexerunt secularem principem appellare, ejusdem zelum ardentioribus studiis excitantes adversùs errorem qui diœcesim vel jam invaserat vel propè erat ut invaderet, seu adversùs publicum scandalum ipsâ in diœcesi invalescens. In Bibliothecâ Patrum, tom. 4, edit. Lugdun., insertum est præclarissimum Julii Firmici Materni Commentarium de Errore profanarum religionum, ad Constantium et Constantem augustos, tantoperè commendatum à cardinali Baronio ad annum Christi 337, in quo summâ adhibitâ eloquentiæ vi auctoritatem potestatemque obtestatur Constantii et Constantis imperatorum, ut nihil intentatum relinquant, quo idololatria à Constantino Magno eorum parente profligata, post ejus obitum, Romanâ in urbe vel alio quolibet in loco nequaquàm vires reciperet. Exscriptum legitur in Gratiani decreto pulcherrimum illud S. Isidori effatum : *Potestates necessariæ non essent, nisi ut quod non prævalet sacerdos efficere per doctrinæ sermonem, potestas hoc impleat per disciplinæ terrorem. Sæpè per regnum terrenum cœleste regnum proficit ; ut qui intra Ecclesiam positi contra fidem et disciplinam Ecclesiæ agunt, rigore principum conterantur; ipsamque disciplinam quam Ecclesiæ humilitas exercere non prævalet, cervicibus superborum potestas principalis imponat :* quemadmodùm videre est canone *Principes*, 23, q. 5. Ipsique Tridentini concilii Patres, saluberrimo illo opere jamjam ad finem properante, non dubitârunt monere principes *ad operam suam ita præstandam, ut quæ decreta sunt ab hæreticis depravari aut violari non permittant, sed ab his et omnibus devotè recipiantur, et fideliter observentur.*

IV. Publicis offensionibus et scandalis consultissimum aliquando remedium adhibuit Ecclesia, studens criminosis quibusdam actionibus alias substituere rectas cœlestique præmio dignas; atque ita religionem impietati subrogavit, sanctàque inductâ metamorphosi, quod improbum erat in bonum immutavit. Nemo non scit quid essent Lupercalia quæ ab Evandro, ut ferebatur, instituta, mense februario celebrabantur. Ut autem probabilis fert opinio à S. Gelasio I pontifice seculo V proscripta fuerunt, subrogatâ in ipsorum locum piâ supplicatione quæ festo die Purificationis B. Mariæ Virginis ab Ecclesiâ habetur : quâ de re sermonem nos ipsi habuimus in Historiâ memoratæ festivitatis. Assumptum hoc ipsum comprobant tum id quod ab aliis quoque animadversum est do quibusdam gentilium, Hebræorumque ritibus, quos Ecclesia sanctificatos adoptavit quò faciliorem illis viam sterneret ad veri Numinis cultum amplectendum; tum etiam innumeræ res profanæ quæ olim ethnicæ superstitioni inservierunt, deinde verò in sacros ecclesiarum usus et ornamenta translatæ fuerunt : ut novissimè multâ eruditione demonstravit Joannes Maragonius in suo opere Romæ impresso sub annum 1744. Eademque pia mater Ecclesia, humanæ infirmitati indulgens, minimè recusavit certas quasdam consuetudines quæ antea apud paganos idololatras in usu erant, dùm ethnicam superstitionem sequebantur, quoad fieri poterat, retinere, iisdemque jam Christi fidem amplexis permittere; dummodò eadem exinde facientes quæ antea præstiterant, longè aliud hujusmodi actionibus objectum finemque statuerent. Hanc agendi rationem secutus est S. Gregorius, epist. 76, lib. 11, oper. tom. 2, col. 1176 et seq., dùm per Augustinum reliquosque sanctos viros, in Britanniam ablegatos, Christi fidem in Anglorum gentem invexit : *Et quia boves solent in sacrificio dæmonum multos occidere, debet his etiam hâc de re aliqua solemnitas immutari ; ut die dedicationis vel natalitiis sanctorum martyrum quorum illic reliquiæ ponuntur, tabernacula sibi circa easdem ecclesias quæ ex fanis commutatæ sunt, de ramis arborum faciant, et religiosis conviviis solemnitatem celebrent. Nec diabolo jam animalia immolent, sed ad laudem Dei in esum suum animalia occidant, et Donatori omnium de saturitate suâ gratias referant : ut, dùm eis aliqua exterius gaudia re-*

servantur, ad interiora gaudia consentire facilius valeant. Loquitur quidem certè S. Gregorius de nuper ad fidem conversis; sed quæ ab ipso affertur ratio, vel iis commodè aptari potest qui quamvis in Christi fide nati educatique fuerint, adduci tamen non possunt ut instituta quædam perversa et scandali plena, eorumque animabus exitiosa, derelinquant : unde optimum erit si, exteriori actione retentâ, detur opera ut factum ipsum intentionis rectitudine alioque fine eidem præstituto, veluti emundetur sanctumque efficiatur : *Nam duris mentibus simul omnia abscidere impossibile esse non dubium est; quia is qui locum summum ascendere nititur, necesse est ut gradibus vel passibus, non autem saltibus, elevetur.*

V. Multâ denique patientiâ utentes Ecclesiæ præsules, nec unquàm omittentes, opportunis oblatis occasionibus, in publica crimina invehi, atque etiam, quantùm fas erat, canonicis pœnis animadvertere, temporis beneficio id à Deo consecuti sunt, ut eradicata conspicerent vitia, quæ hominum providentia nunquàm existimâsset fore ut debellari evellique possent. Satis superque perspectum est quid essent Faidæ, de quibus superiori lib. 11, cap. 11, num. 9, privatorum nempe inimicitiæ, instar habentes privati belli quo vastabantur omnia. Alexander III pontifex, in concilio Lateranensi, vehementiori quo potuit studio hâc de re cum episcopis egit, ut hi populos ad pacem allicientes, hujusmodi scandalum radicitùs evellerent : *Præcipimus ut episcopi, ad solum Deum et ad salutem populi habentes respectum, omni trepidatione sepositâ, ad pacem firmiter tenendam mutuum sibi consilium et auxilium præbeant.* Verùm, cùm satis superque prospexisset malum hoc adeò invaluisse, ut nullo modo sperari posset illud uno veluti ictu eradicatum iri, ad id conversus est ut tempora statueret induciarum, quæ essent religiosissimè inter inimicos servandæ ab adventu Domini in octavam usque diem post Epiphaniam, et à Septuagesimâ ad integram octavam Paschæ; quemadmodùm videre est in cap. *Treugas*, de Treugâ et Pace, quod scilicet caput ad hujusmodi Faidas seu privata bella pertinet : *Nec enim intelligi possunt de bellis; quæ, si justa sint, quocumque tempore tentanda sunt; si injusta, nullo :* uti animadvertit Cironius ad titulum Decretalium de Treugâ et Pace. Quamvis autem, eo adhibìto remedio, haud statim datum fuerit ad optatum finem pertingere; tamen, cùm ignis, veluti super inducto cinere, tantisper coopertus fuerit, subinde progressu temporis per Dei gratiam penitùs extinctus est.

VI. Celebre est exemplum purgationum vulgarium, nimirùm candentis ferri, transitus per prunas ardentes, aliorumque ejusmodi experimentorum, quæ olim in morem inducta fuerant ad alicujus innocentiam ostendendam. Exempla hæc pereruditè collegit Juretus super epistolam 74 Ivonis Carnotensis. Haud omiserunt Patres illa oppugnare, veluti experimenta et pericula quibus Deus ad miracula tentabatur; uti rectè expendit S. Thomas, 2-2, quæst. 95, art. 8; quin imò Ecclesia, compluribus editis sanctionibus, eadem interdixit; quemadmodùm videre est in toto titulo Decretalium de Purgatione vulgari. Permansit nihilominùs in Italiâ nostrâ, et præsertim Florentiæ ejusmodi abusus; veluti deprehenditur ex eo quod tentatum fuit, exeunte seculo XV, in celebri causâ Hieronymi Savonarolæ. De his purgationibus vulgaribus nos etiam ipsi verba fecimus in nostro lib. 3, de Canonizat. sanctor., cap. 33, num. 3. Nostris autem temporibus, quæ Dei miseratio est, nullum superest harum rerum vestigium. In Westphaliæ regionibus ea supererat corruptela, ut in sagas atque veneficos inquireretur, eos dejiciendo in aquam frigidam, ita manibus pedibusque ligatis, ut, cùm natare non valerent, si submergerentur, innocentes censerentur, si verò supernatarent, pro reis haberentur. At id ipsum quoque nunc de medio sublatum, et à judicibus hujusmodi experimenta proscripta fuerunt : veluti, post del Rio et Zypæum, testatur Van Espen, Jur. Eccl. univ. part. 3, tit. 8, cap. 4, num. 39.

VII. Torneamenta, ludi quidam erant gladiatoriis haud absimiles; plerùmque enim in iis homines interfici contingebat. Vetuit eadem Constantinus in lege unicâ cod. de Gladiatoribus. At nihilominùs hoc malum ad novissimos usque imperatores viguisse oportet; cùm proscripta legantur torneamenta in concilio Romano sub Innocentio II, can. 14, atque iterùm damnata noscantur in Remensi synodo sub Eugenio III, can. 12; ac denique in concilio Lateranensi sub Alexandro III, cap. 20; et in Decretalibus sub titulo : de Torneamentis. Ob eamdem ipsam causam, nimirùm ob vitæ discrimen dimicantibus impendens, gravioribus indictis pœnis vetita fuit taurorum agitatio in constitutione S. Pii V, quæ est num. 48, et cui initium est : *De salute.* Ut enim evincatur in hujusmodi ludis pergrave subesse vitæ periculum, satis superque sunt quæ leguntur in fragmentis cujusdam Ludovici Monaldeschi apud Muratorium, Rer. Italicar. script. tom. 12, pag. 535; et apud Marangonium, in Memoriis sacris profanisque amphitheatri Flavii Urbis, pag. 54. Siquidem in quâdam taurorum venatione Romæ intra amphitheatrum Flavium, vulgò dictum Colosseum, institutâ anno 1332, duodeviginti equites ex nobilissimis Urbis familiis enecati, novemque vulnerati fuerunt. Tam providæ atque animabus corporibusque salubres sanctiones suo nimis diù caruerunt effectu, cùm nihil ab instituto deflexum fuerit : at cùm id fuerit patienter latum, simulque nihil unquàm prætermissum quo earumdem sanctionum custodia urgeretur, res perducta est ad tolerabiliorem agendi rationem, juxta quam, si torneamenta fiunt, nonnisi præmissis opportunioribus cautionibus labentur, remoto, quoad fieri potest, humanæ vitæ periculo; uti etiam expendunt Abbas et Barbosa, in cap. 1, de Torneamentis, et post Navarrum, Azorium aliosque perplures, Schmalzgrueber, ad præfatum titulum Decretalium de Torneamentis. In Hispaniarum quoque regnis, ubi adhuc viget usus agitationis taurorum, ita temperata res est, ut, dùm venationes habentur, nihil planè prætermittatur ad præcavenda pericula hominum venationi sese exhibentium; neque verò permittatur festis diebus easdem instituere : quemadmodùm neque ludi Circenses dicti, juxta legem Theodosii quintam in codice Theodosiano, de Spectaculis, celebrari poterant festis diebus : *Omni theatrorum atque circensium voluptate per universas urbes earumdem populis denegatâ.* Præterea eidem taurorum agitationi interesse prohibentur regulares. Itaque Gregorius XIII et Clemens VIII Pianæ constitutionis rigorem plurimùm temperârunt; uti videre est apud Thesaurum, de Pœnis ecclesiast., part. 2, verb. *Ludos*, cap. 2.

VIII. Viget adhuc, quod sanè molestè patimur, abusus bacchanalium : sic enim passim appellantur, nec forsan immeritò, utpote quæ ab ethnicorum festis in Bacchi honorem institutis originem ducere existimantur. Ut autem ea è christianâ republicâ eliminentur et penitùs aboleantur, optare quidem possumus, assequi verò aut sperare vix possumus, adeò altas hujusmodi abusus diuturni temporis decursu radices egit. Nos prædecessorum nostrorum vestigiis inhærentes, pro viribus allaboravimus ut illius temporis scandala, si non penitùs tollerentur, at saltem aliquâ ex parte corrigerentur : quemadmodùm videre est in nostrâ constitutione incipiente : *Inter cætera*, 45, tom. 2 nostri Bullarii. Cùmque, inter cætera, Christi fideles excitaverimus ad preces Deo optimo maximo offerendas ut ipse Ecclesiæ suæ adsit, quò tandem aliquando liceat pacatè, semotâque deterioris mali formidine, bacchanalia penitùs abolere, sperandum est fore ut aliquando de bacchanalibus id accidat quod factum supra memoravimus de Faidis, de purgationibus vulgaribus, aliisque pravis consuetudinibus quæ olim publicè inter Christianos viguerunt, Ecclesiæ prælatis in eas vehementer quidem, sed diù frustra inclamantibus.

IX. Hisce potissimùm viis atque rationibus sapien-

tiores ecclesiarum præsules in emendandis populorum moribus institisse noscuntur. Neque tamen negari potest quin, publico aliquo prodeunte scandalo, episcopi semper ad summum Pontificem recursum habuerint, ut de certiori adhibendo remedio edocerentur, simulque ab ipso opportunis auxiliis juvarentur. *Quoniam Apostolica Sedes omnium ecclesiarum mater esse ex ipso Veritatis ore cognoscitur, dignum est ut, si quid uspiam dubitationis emerserit, quod ad animarum videatur pertinere negotium, ad ipsam, velut ad magistram et quodammodò fontem cœlestis sapientiæ, recurratur; quatenùs ex illo uno capite ecclesiasticæ disciplinæ lumen prodeat, quo, discussis ambiguitatum tenebris, totum corpus Ecclesiæ perspicuo veritatis nitore clarescat.* Hæc sunt ipsa verba B. Petri Damiani, in opusculo septimo ad S. Leonem IX pontificem, ante cap. 1, tom. 3 impressionis anni 1743. Sicuti etiam inficiari nemo poterit quin Romani Pontifices, utpote qui omnium ecclesiarum necessitatibus occurrere consueverunt, opportunis perquisitis, demonstratis exhibitisque remediis, cumulatissimè, quantùm in ipsis fuit, juvârint episcopos qui ad Apostolicam Sedem, tanquàm unitatis centrum et aliarum per orbem ecclesiarum magistram confugerunt. Quod ut sibi quisque persuadeat, licèt alioquin meridianâ luce clarius sit, inspiciantur uno veluti oculorum conjectu tot summorum Pontificum epistolæ decretales, constitutiones apostolicæ, bullæ, brevia, quæ maximam bibliothecarum partem efformant implentque Vaticanum archivum. Insuper ipse qui datur aditus cuicumque episcopo deferendi in relatione statûs suæ ecclesiæ quidquid ipsi negotium facessit, quæque paratur redditurque ad quoslibet opportuna responsio; magnum atque indubium suppeditant argumentum ingentis sollicitudinis quâ Apostolica Sedes omnia providere non cessat, ut animas Christi sanguine redemptas ad salutis semitam revocet dirigatque. Silentio præterire possemus ea quæ pontificatûs nostri tempore præstita fuerunt, cùm jam pleraque eorum evulgata fuerint in tomis nostri Bullarii. At, postquàm tot tantasque adhibuimus curas ut irrepentibus malis remedium aliquod afferremus, tria hìc à nobis edicenda et profitenda existimamus : primum quidem nos nihilominùs ingentis culpæ reos nos ipsos agnoscere quòd non omnia præstiterimus quæ præstanda fuissent; quapropter in animo contrito et humiliato Deum optimum maximum rogamus ut innumerabilibus negligentiis nostris dignetur ignoscere : alterum verò, quæcumque statuimus atque decrevimus, ea omnia decrevisse nos ac statuisse, haud quidem ex ingenio et arbitratu nostro, sed præ oculis semper habentes ea quæ fuerant à prædecessoribus nostris sapientissimè constituta; tertium denique ut ea caveremus quæ hucusque cauta fuerunt, utque præscriptas à nobis regulas indiceremus occasionem nobis exhibuisse aut fratrum nostrorum episcoporum recursus rectà ad nos habitos, aut eorumdem relationes de ecclesiarum suarum statu ad congregationem concilii de more transmissas.

X. Porrò, inter alias plures, videatur constitutio nostra quæ incipit : *Nihil profectò*, 60, nostri Bullarii tom. 1, ubi distinctè interdicuntur nonnulla publica spectacula quæ certis in diœcesibus celebrabantur. Adeatur quoque constitutio cui initium : *Providas Romanorum Pontificum*, num. 47, tom. 3 nostri Bullarii, quâ confirmatur prædecessoris nostri constitutio contra sectam *de' liberi Muratori*, seu *des Francs-Maçons* vocitatam, imploraturque adversùs eos secularium principum et potestatum auctoritas. Proderit et percurrere alteram constitutionem cujus exordium est : *Detestabilem*, editam evulgatamque anno 1752, et in tom. 4 nostri Bullarii inserendam, per quam innovantur veteres omnes prædecessorum nostrorum constitutiones in detestabilem nimiùmque propagatum duellorum abusum, atque insuper damnantur quorumdam assertiones, qui, dùm rem per se et, ut inquiunt, in abstracto discutiebant, amplam nimiùm viam sternebant et ipsi monomachiæ perpetrandæ, et illius reis ad effugiendas pœnas in ipsos statutas. Inter cætera verò in eâdem decretum est recensitas inibi pœnas, ipso jure, et ante omnem judicis sententiam, à transgressoribus incurrendas eosque ecclesiasticâ sepulturâ carere debere, si decedant ex vulnere in duello accepto, quamvis extra locum conflictûs occubuerint, obtinuerintque à peccatis simul et censuris absolutionem : eo planè modo quo in Lateranensi concilio cautum fuit ne in loco sacro tumularentur ii qui in torneamentis decedebant, licèt, antequàm extremum vitæ spiritum ederent, non incerta pœnitentiæ signa exhibentes, absolutionem retulissent : *Quod si quis eorum ibi mortuus fuerit, quamvis ei poscenti pœnitentia non negetur, ecclesiasticâ tamen careat sepulturâ :* uti legitur in cap. *Felicis*, de Torneamentis. Decedentibus quippe in torneamentis ecclesiastica sepultura universim denegatur; iique tantummodò ab hâc sanctione eximuntur qui, cùm ad statutum torneamentis locum, haud quidem dimicaturi, sed alio consilio accesserint, subito inopinatoque casu ibidem occumbunt : *Nos verò attendentes quòd his tantùm, sicut credimus, ecclesiastica sepultura debet interdici qui ad torneamentum animo id faciendi tantùm accedentes decedunt ibidem, fraternitati tuæ mandamus, quatenùs, si tibi constiterit quòd præfatus J. ad prædictum torneamentum, non animo ludendi, sed percipiendi credita pervenisset, licèt ibi fortuito casu obierit, corpus ejus dispensativè ecclesiasticæ tradi facias sepulturæ, maximè si dominicum corpus susceperit, et sacri olei fuerit unctione perunctus.* Sunt hæc ipsa verba Alexandri III, in cap. *Ad audientiam*, eodem tit. de Torneamentis. Demùm in sæpè memoratâ constitutione nostrâ, catholicorum principum zelus, religio pietasque excitantur ne sese reos ante tremendum Dei tribunal constituant, si, supremâ suâ auctoritate interpositâ, justisque indictis pœnis, ad eradicanda è suis ditionibus duella summo quo debent studio et conatu non allaborârint.

CAPUT XVIII.

De postulatis ad indulgentias festorumque dierum cultum pertinentibus.

I. Sacrum Tridentinum concilium, sess. 25, in decreto de Indulgentiis, postquàm definiverat Ecclesiam à primis usque temporibus usam fuisse potestate à Christo Jesu sibi traditâ largiendi indulgentias, eosque anathemate percusserat qui aut illas veluti inutiles traducebant, aut perfrictâ fronte negabant inesse in Ecclesiâ earumdem conferendarum auctoritatem, subdidit : *In his tamen concedendis moderationem, juxta veterem et probatam in Ecclesiâ consuetudinem, adhiberi cupit, ne nimiâ facilitate ecclesiastica disciplina enervetur.* Quod ipsum vel antea providè caverat Innocentius papa III, in concilio Lateranensi, ex quo desumptum est cap. *Cùm ex eo*, de Pœnitentiis et Remissionibus. Prædicta autem Tridentina synodus, sess. 21, de Reformat., cap. 9, ulteriùs constituit ne indulgentiæ per alios indicerentur quàm per episcopos aut ordinarios locorum, quos etiam ad exquirendum eâ in re consilium duorum de capitulo obstrinxit : *Indulgentias verò aut alias spirituales gratias, quibus non ideò Christi fideles decet privari, deinceps per ordinarios locorum, adhibitis duobus de capitulo, debitis temporibus populo publicandas esse decernit.* Demùm, sequenti sess. 25, in citato decreto de Indulgentiis, advertens, haud ità facilè fore omnes recensere ac tollere abusus qui ex superstitione, ignorantiâ et irreverentiâ, veluti fontibus, promanaverant, quibusque prospiciendum fuisset, mandavit eosdem ab episcopis diligenter exquiri, ac in unum collectos proximæ provincialis synodi judicio subjici, subindeque omninò ad summum Pontificem deferri : « Cæteros verò (de abusibus loquitur in indulgentiarum materiam invectis) qui ex superstitione, ignorantiâ, irreverentiâ, aut aliunde quomodòcumque provenerunt, cùm ob multiplices locorum et provinciarum, apud quas hi committuntur, corrù-

ptelas commodè nequeant specialiter prohiberi, mandat omnibus episcopis ut diligenter quisque hujusmodi abusus Ecclesiæ suæ colligat, eosque in primâ synodo provinciali referat, ut aliorum quoque episcoporum sententiâ cogniti, statim ad summum Romanum Pontificem deferantur. » En itaque peculiare quoddam monitum episcopis datum, ut, si qui abusus ad indulgentiarum rem pertinentes per eorum diœceses inoleverint, eos (quoniam provincialium conciliorum convocatio per hæc tempora neque frequens neque satis expedita esse dignoscitur) in relationibus statûs suarum ecclesiarum fideliter referant, simulque opportunum ipsis ab Apostolicâ Sede remedium implorent.

II. Periculosum nonnullis videtur hoc rerum genus nimis diligenter scrutari et excutere; propterea quòd, si hinc urget necessitas exposcendi opportuna remedia ne Christi fidelibus imponatur, inde obstat timor ne, detectâ per ipsos indulgentiarum insubsistentiâ, quæ antea eos latuerat nec eis denuntiata fuerat ab iis qui rerum veritatem ipsis sine fuco demonstrare debebant, turbentur illi, offendantur, indeque occasionem arripiant obloquendi in eos qui ecclesiastici regiminis veluti habenas moderantur. Verùm haud ita difficile et arduum est viam adinvenire per quam ex hoc impedito, ut isti putant, labyrintho evadatur. Si enim in indulgentiarum discussione quam in suâ diœcesi instituit episcopus, aliquas repererit quæ dubiæ fidei sibi videantur, non negligat easdem recensere in relatione statûs suæ ecclesiæ, unà cum rationibus et argumentis quibus in eam sententiam circa illas adducitur : quod cùm ipse præstiterit, onus erit congregationis concilii hujusce rei notionem remittere ad alteram congregationem indulgentiarum, cui Clemens IX pontifex auctoritatem tribuit *falsas, apocryphas indiscretasque indulgentias typis imprimi vetandi, impressas recognoscendi et examinandi, ac, ubi nobis seu Romano Pontifici pro tempore existenti retulerit, nostrâ seu illius auctoritate rejiciendi* : quemadmodùm legere est in ejus constitutione 36, cui initium : *In ipsis pontificatus*, editâ an. 1669, § 2. Quoties autem, examine facto, hujusmodi delatas indulgentias apocryphas declarari contigerit, si rogetur Pontifex ut indulgentiis apocryphis veras canonicasque indulgentias subrogare velit, et (uti sperandum est) consonum votis rescriptum obtineatur; non solùm hâc ratione incommodis omnibus cumulatè consultum erit, sed insuper fideli populo spiritualis veræque lætitiæ occasio exhibebitur. Urbanus II pontifex, antequàm ad Claromontanum concilium se conferret, solemni ritu consecravit ecclesiam monasterii Bantini, eamque decoravit nonnullis privilegiis, quæ recensentur à cardinali Baronio ad annum Christi 1088, et à P. Mabillonio, tom. 5 suorum Annalium ordinis S. Benedicti. Obscurioribus temporibus prælatus aliquis fortè minùs cautus in ecclesiâ lapidem apposuit, cui inscripta legebatur concessio nonnullarum indulgentiarum de quibus nullum extabat legitimum monumentum. Cùm præfati monasterii abbatia commendata fuisset Henrico nunc S. R. E. cardinali Henriquez, tunc apud catholicum regem Apostolicæ Sedis nuntio, isque gravem hunc errorem deprehendisset, non distulit rem universam ad nos deferre : nos autem minimè prætermisimus apocryphis indulgentiis indulgentias substituere veras, et ad justam disciplinæ moderationem compositas, quas arbitramur jam inscriptas fuisse novo lapidi in eâdem ecclesiâ apponendo. Episcoporum reclamationes adversùs immodicas indulgentias quibus ecclesiæ filiales basilicæ nostræ Lateranensis, seu eidem subjectæ aut aggregatæ, ditatas se esse contendebant, aditum reserârunt compluribus litibus et controversiis inter certos quosdam episcopos et dictæ Lateranensis basilicæ canonicos, sibi asserentes facultatem communicandi controversas indulgentias filialibus aggregatisque ecclesiis : at, cùm hi nunquàm legitimas probationes reperire potuerint ut quod sibi ex antiquâ opinione et majorum exemplo assumebant satis firmarent, nos indulta omnia, privilegia et indulgentias sic ab iisdem communicatas eòusque suspendimus, donec controversa facultas certis et authenticis monumentis prolatis perspicuè demonstraretur : aliasque interim concessimus indulgentias ad vigentem praxim Apostolicæ Sedis magis accommodatas, quarum participes fierent fideles qui designatis diebus ecclesias prædictæ basilicæ filiales eique subjectas seu aggregatas visitâssent : uti videre est in nostrâ constitutione cui initium : *Assiduæ sollicitudinis*, num. 45, tom 3 nostri Bullarii.

III. A Romanis Pontificibus prædecessoribus nostris, seu rectà per se, seu de congregationum consilio, tam multæ apocryphæ indulgentiæ proscriptæ fuerunt, ut inde quilibet episcopus facilè deprehendere possit quænam sint indulgentiæ quarum publicatio in diœcesi permittenda non est : ipsæ autem Pontificum bullæ, brevia et decreta sparsim relata inveniuntur toto opere de Indulgentiis, quod accuratè composuit P. Theodorus à Spiritu sancto, congregationis indulgentiarum sacrarumque reliquiarum consultor. Quoties autem aliqua occurrat indulgentia de quâ nulla mentio fiat in memorato opere, perfacile est deprehendere utrùm ea apocrypha sit an non; dùm qui illam evulgat et subsistentem propugnat, debet autographum proferre concessionis monumentum, vel saltem indigitare locum ubi illud asservetur. Proindeque, si conferatur indulgentia quæ populo nuntiatur cum autographo concessionis aut cum authentico ejusdem exemplo, fit illicò patens an illa apocrypha sit necne; cautum quippe est : « Ne edantur summaria, nisi collationata et subscripta ab ordinario loci seu ejus vicario. Bullarum transumptis fides ne adhibeatur, nisi sint collationata, et subscripta, et sigillo munita alicujus metropolitani seu ejus vicarii. Omnes indulgentiæ episcopis inspiciendæ et examinandæ tradantur; qui legitimas probabunt, reliquas nullâ auctoritate roboratas rejicient : » uti legitur in Formulâ habendi conc. provinc., part. 8 Actor. eccles. Mediolan., pag. 1203.

IV. Est tamen hìc opportunè monendum nonnullas reperiri indulgentias quæ sine temeritatis notâ in dubium revocari nequeunt, quamvis authenticum earum indultum non proferatur, cùm antiquissimâ constantique traditione innitantur, ac tacitâ vel expressâ Romanorum Pontificum confirmatione roborentur. Talis est, ut aliquo utamur exemplo, indulgentia Portiunculæ, quæ nomen desumit à parvâ illâ capellâ prope Assisium sitâ, quam S. Franciscus, ordinis Minorum fundator, ab abbate montis Subasii ordinis S. Benedicti obtinuit, ut ibi, unà cum fratribus, posset novi instituti sui functiones peragere, quæque nunc temporis sita conspicitur intra augustum templum S. Mariæ angelorum reginæ dicatum. Fertur itaque S. Franciscus plenariam indulgentiam à Deo implorâsse pro iis omnibus qui perpetratorum criminum pœnitentes, eaque sacramentaliter confessi, memoratam capellam visitâssent; idque ipsi à Deo in eâdem capellâ concessum fuisse : hoc tamen addito, ut ipse eamdem indulgentiam impetraret ab Honorio III, tunc Romano pontifice. Qui quidem certior factus consonum id esse divinæ voluntati, anno 1223, indulgentiam plenariam perpetuò concessisse dicitur omnibus qui ex corde pœnitentes ac confessi, sæpè dictam capellam seu parvam ecclesiam visitâssent à vesperis calendarum augusti ad vesperas sequentis diei.

V. Sanè nullum extat authenticum monumentum sive de petitione S. Francisci, sive de concessione ab Honorio III illius precibus factâ. Cæterùm affertur testimonium Petri Calfanni affirmantis se propriis auribus audivisse S. Francisum præfatam indulgentiam in concione annuntiantem, habentemque præ manibus quamdam chartam cujus summam referebat omninò consonam iis quæ supra memoravimus. Extant insuper testificationes jam inde ab anno 1277 exaratæ à duobus religiosis fide dignis, referentibus se integram

ejusdem facti historiam audivisse à P. Matthæo de Marignano, qui unus fuit ex sociis S. Francisci, quique cum ipso Perusiam se contulit ad pedes Honorii III, cùm is, Dei voluntatem suspiciens, indulgentiam de quâ sermo habetur est elargitus. Hæc omnia annotata reperiuntur in authentico monumento bibliothecæ Colbertinæ, quod publici juris fecit Stephanus Baluzius, in suis Miscellaneis, lib. 4, pag. 490, et confirmantur publico quodam instrumento rogato jussu antistitis Conradi episcopi Assisiensis anno 1335. Denique, præmissâ etiam communi consensione historicorum omnium et scriptorum subsequentium temporum, quos olim nos ipsi collegimus in opusculo ad hanc ipsam rem pertinente, et anno 1721 Fulginei typis impresso; cùm Romani Pontifices sæpè meminerint de indulgentiâ hâc uti ab Honorio III concessâ, quemadmodùm videre licet apud Waddingum, in Annalibus ad ann. 1223, num. 1 et 2, iidemque postea illam extenderint ad universas ecclesias ordinis S. Francisci, ut in memorato nostro opusculo demonstravimus : esset perfectò magnæ temeritatis eamdem in dubium revocare ex eo quòd nullum afferatur primitivæ concessionis authenticum monumentum. Pari ratione judicandum de indulgentiâ plenariâ quotidianâ, quæ dicitur rogatu Constantini imperatoris à S. Silvestro concessa cuilibet in statu gratiæ Lateranensem ecclesiam visitandi, quæque descripta legitur in veteri marmoreâ tabulâ intra eamdem ecclesiam extante, et in antiquo codice in archivo capituli asservato. De hâc enim non solùm desideratur authenticum monumentum, sed graves insuper in ipsâ facti enarratione offenduntur difficultates, habito præsertim respectu ad disciplinam seculi IV, quo concessa dicitur; uti etiam inferiùs annotabimus, et latiùs animadvertit Papebrochius, in Propylæo, dissert. 8, et in Responsionibus ad P. Sebastianum à S. Paulo. At nihilominùs temeritatem saperet hujusmodi indulgentiam nunc uti dubiam traducere : ejus quippe legitimum fundamentum statuendum est in comprobatione Romanorum Pontificum, qui cùm sæpiùs, et non quidem perfunctoriè, sed in ipsis etiam pastoralibus ecclesiæ visitationibus, viderint quæ in memorato lapide enuntiantur, amoveri tamen eum vel emendari non jusserunt : veluti scitè animadvertit idem Papebrochius, cit. dissertat. 8, num. 4 : *Quamvis enim nequeat efficere Pontifex, ut à Silvestro datæ sint indulgentiæ quæ datæ non fuerunt, facere tamen potest ut eæ revera istlùc nunc obtineantur, æquè ac si ab ipso Silvestro promanàssent.* Cui quidem firmissimæ rationi adhærentes nos in memoratâ nostrâ constitutione quæ incipit : *Assiduæ sollicitudinis*, § 7, ubi res est de indulgentiis ipsius ecclesiæ Lateranensis, ita statuimus : *Omnes et singulas indulgentias*, etc., *quæ jamdudùm, ipsis Romanis Pontificibus scientibus et consentientibus, publicè in eâdem ecclesiâ proponi consueverunt, etiamsi de illarum primævâ concessione certa monumenta nunc non appareant*, etc., *approbamus et confirmamus, eidemque basilicæ, perinde ac si per præsentes ex integro ipsi concederentur, sine ullâ contradictione competere declaramus atque decernimus.*

VI. Verùm, cùm, extra præfatas gravioris monumenti circumstantias, ipsum concessionis documentum est necessariò explorandum, nonnunquàm accidit ut offendantur difficultates quæ eas falsas seu apocryphas suadeant, vel quæ saltem cautiores reddere debeant episcopos ne cæcâ fide illas approbent, sed judicium suum eòusque cohibeant, donec de iisdem offeratur Sanctæ Sedis oraculum. Porrò semper affuit in Ecclesiâ facultas concedendi indulgentias, semperque aliquis in eâ viguit hujusmodi concessionum usus; uti colligitur ex Epistolâ secundâ B. Pauli apostoli ad Corinthios, cap. 2, et ex Tertulliano ac S. Cypriano, quorum testimonia accuratè collecta fuerunt à catholicis controversiarum scriptoribus : non semper tamen idem fuit hujusmodi facultatis usus; quemadmodùm sæpè monet Papebrochius, in citatâ Responsione ad art. 14, num. 22 : *Omnes probi Catholici agnoscunt amplissimam à Christo vicariis suis circa peccatorum et pœnarum etiam temporalium remissionem concessam esse potestatem. Usus verò potestatis illius varius esse potest pro temporum, personarum aliarumque circumstantiarum diversitate, et ex Ecclesiæ judicio mutari etiam potest.* Hanc verò affirmare possumus nonnullorum esse eruditorum sententiam, ni mirùm omnium primam indulgentiæ plenariæ concessionem, de quâ certò constet, eam esse quam Urbanus papa II anno 1095 impertitus est iis qui religionis causâ ad recuperandam Terram Sanctam militaturi sese conferrent. Hujus concessionis documentum impressum est t. 10 Conciliorum Labbei, col. 507. Hanc indulgentiæ plenariæ concessionem cæteris omnibus quæ cognitæ sint antiquitatis prærogativâ antevertere demonstrat vener. servus Dei cardinalis Thomasius, in suo Commentario circa concessionem indulgentiarum, relato in tom. 7, pag. 126 ejusdem operum quæ hoc ipso anno 1754 Romæ adeò accuratè et eruditè typis imprimenda curavit P. Vezzosi clericus regularis, in Romano archigymnasio Historiæ ecclesiasticæ professor. Suspectam ergo aliquis habere posset aliquam plenariam indulgentiam quæ ante prædictum tempus concessa asseratur. At id sufficienti fundamento destitutum esse alii dicere possent, afferendo quæ extant in Actis Ecclesiæ Orientalis collectis operâ et studio Emmanuelis à Schelstrate, t. 2, dissert. 1, c. 5, p. 761 et seq., ubi latè agit de concessionibus indulgentiarum etiam plenariarum ante tempora summi pontificis Urbani II, et etiam cætera de quibus eruditus Amort in recenti Historiâ indulgentiarum, part. 1, sect. 2, pag. 46, editionis Venetæ, sect. 4, pag. 105, et sect. 7, pag. 155.

VII. Nonnullæ aliquando occurrunt indulgentiæ quibus absolutio *à pœnâ et à culpâ* concedi dicitur. Hujusmodi dicendi formula tribuitur præteritorum seculorum quæstoribus, quos licet affirmare veros fuisse auctores tempestatum quas Ecclesia propter indulgentiarum causam perpessa est. Clemens V pontifex, in Clementinâ 2, de Pœnit. et Remiss., loquens de hujusmodi quæstoribus, deque publicationibus indulgentiarum quæ per ipsos fiebant, eos dicit solitos fuisse hâc formulâ uti *à pœnâ et à culpâ; ut eorum verbis utamur :* quo satis ostendit Pontifex incongruum omninò fuisse hujusmodi dicendi modum; quemadmodùm animadvertit Navarrus in Commentario de Anno jubilæi, decimo notabili, num. 16. Et reverà cardinalis Cusanus, Apostolicæ Sedis per Germaniam legatus, fidenter asseruit Apostolicam Sedem nunquàm consuevisse indulgentias impertiri hâc adhibitâ phrasi : *Ipse in synodo provinciali, nobis audientibus, Magdeburgi per ipsum celebratâ, dicebat : Sedes Apostolica suis verbis à pœnâ et culpâ indulgentias nunquàm dare consuevit.* Leguntur hæc in magno Chronico Belgii. Non ignoramus aliquos extare theologos contendentes per indulgentias tolli posse peccata venialia, etiam quoad culpam; ac simul novimus valdè dubiam esse ejusmodi sententiam eamque minimè cohærere sanioribus theologiæ principiis, uti evincunt Suarez, in 3 part. S. Thomæ, tom. 4, disput. 50, sect. 1, num. 11; Passerinus, de Indulgentiis, quæst. 7, num. 82; P. Theodorus à Spiritu sancto, in supra citato tractatu de Indulgentiis, tom. 1, cap. 5, § 1. Si quæ autem reperiantur indulgentiæ in quibus remissio quartæ, exempli gratiâ, vel septimæ partis peccatorum venialium concedi dicatur, accipiendum id est de remissione temporalis pœnæ, quam quis propter eum criminum numerum promeritus fuerit, non ante tamen obtinenda quàm post obtentam remissionem culpæ iis modis atque rationibus quibus juxta Christi Domini præscriptum à peccatorum reatibus expiamur. In Glossario mediæ et infimæ Latinitatis Ducangii, ampliato per monachos congregationis S. Mauri, tom. 3, lit. I, verb. *Indulgentia*, exstat exemplum ejusmodi indulgentiæ datæ ab Urbano III pontificatûs sui anno primo. At in monumento Pontii, archiepiscopi Arelatensis, quod relatum legitur

tom. 3 Spicilegii Lucæ Dacherii, recentioris impressionis, pag. 383, leguntur mox referenda verba, quibus prælallegata interpretatio maximè juvatur et comprobatur : *Denique illos qui de minoribus peccatis sunt confessi et habent acceptam pœnitentiam, si venerint ad dedicationem prædictæ ecclesiæ*, etc. (consimilis quippe dedicationis occasione Urbanus III supradictam indulgentiam concessit), *absolvimus de unâ medietate acceptæ pœnitentiæ*. His itaque positis, si quæ reperiatur indulgentia superiùs allatis verbis seu formulis expressa, prudens episcopus satis justam sibi esse arbitrabitur causam habendi suspectam illius concessionem. Si verò exhibitum concessionis monumentum agnoverit authenticum esse, quod non ita facilè contigerit, poterit illud congruâ interpretatione declarare.

VIII. Alias itidem reperire est indulgentias millenorum annorum quæ à Romanis Pontificibus concessæ feruntur. Sunt qui asserant Alexandrum III concessisse Anconitanis dominicâ primâ uniuscujusque mensis indulgentiam tot annorum quot arenæ grana simul junctæ hominis manus continere possunt. Verùm cardinalis Baronius, ad annum Christi 1177, num. 59, narrationem hanc refert inter fabellas risu excipiendas. Porrò Sotus, in 4 Sentent., dist. 21, quæst. 2, art. 1, § *Quòd si arguas*, asserere non dubitavit fuisse hæc omnia commenta quæstorum. Estius autem in eumdem lib. 4 Sent., dist. 26, § 10, in fin., apertè ait confictas commentitiasque esse hujusmodi concessiones, ac nullatenùs Sanctæ Sedi tribuendas. Denique venerabilis cardinalis Thomasius, in præcitato Commentario, postquàm innuit omnium primam indulgentiam plenariam, uti superiùs relatum est, eam esse quam Urbanus II euntibus ad recuperationem Terræ Sanctæ largitus est, quamque illius exemplo confirmârunt et innovârunt Callixtus II, Eugenius III, Clemens III et Innocentius III, dùm eadem urgebat ratio Terræ Sanctæ ex hostium manibus redimendæ; addit se nullum aliud exinde reperisse exemplum indulgentiæ plenariæ ante eam quam primo anno sancto indixit Bonifacius VIII, silentio transmittens indulgentiam portiunculæ, ex eo fortassè quòd ipsa quasi immediatè à Christo Domino concessa fuerit : et, postquàm multâ eruditione toto illo opere demonstravit quantâ moderatione usi sint Romani Pontifices in indulgentiis concedendis, quas scilicet paucorum plerùmque annorum largiri solebant, sapienter concludit incredibiles ac planè improbabiles esse concessiones indulgentiarum millenorum annorum; eòque magis quòd assertæ concessiones plerùmque ad ea tempora referuntur quibus maximè viguit præmemorata moderatio.

IX. Demùm quandoque magnificè prædicantur nonnullæ indulgentiæ, hoc addito, concessas eas fuisse *in formâ jubilæi* : quâ quidem in re cautos admodùm oportet esse episcopos, uti rectè monet Suarez, in 3 part., tom. 4, disput. 50, sect. 4, num. 8. En illius verba : *Adnotare debent qui denuntiant vel prædicant indulgentias ne simplicem indulgentiam plenariam nomine jubilæi pronuntient, ne fortassè aliqui decipiantur, putantes, non tantum propriam indulgentiam, sed etiam alios favores seu privilegia eis concedi; quia nomen jubilæi, juxta usitatam et adæquatam significationem, hæc omnia in rigore complectitur.* Clemens VI, qui pontifex creatus est anno 1342, primus fuit qui annum sanctum à centenario ad quinquagenarium annorum curriculum contrahens, in ipsâ indulgentiæ concessione usurpavit hoc verbum *jubilæum*. Itaque, si aliqua proferatur indulgentiæ concessio inscriptam habens hanc *jubilæi* denominationem, eaque enuntiatum tempus antevertat, poterit utique prudens episcopus dubiam illam suspectamque meritò habere. Illud insuper accedit à Clemente VIII aliisque aliorum pontificum decretis abrogatas fuisse indulgentias *in formâ jubilæi* concessas. Quare quicumque sibi facultatem asserit indulgentiam aliquam publicandi *in formâ jubilæi* debet omninò exhibere concessionis litteras, enuntiatam formulam præ se ferentes, ac insuper ostendere datas eas fuisse post pontificatum Clementis VIII, et post alia decreta ejusmodi gratias abrogantia. Videatur hâc de re P. Theodorus in suo citato tractatu de Indulgentiis, part. 2, cap. 4, § 2.

X. Jam verò gradum facientes ad festorum dierum observantiam, sive potiùs ad postulata hanc ipsam rem attingentia; illud hìc non inopportunè præmonendum existimamus inter opera servilia piscationem quoque recensendam esse, quotiescumque ad lucrum exerceatur, ideòque diebus festis piscari non licere : quemadmodùm latè demonstrat Suarez, de Religione, tom. 1, lib. 2, cap. 28, num. 1. Nihilo tamen minùs Alexander III pontifex, suis litteris datis ad archiepiscopum, non Triburiensem, ut in editis, sed Trevirensem ejusque suffraganeos, juxta opinionem Gonzalez, relatisque in cap. *Licet*, de Feriis, indulsit ut, cùm pauperes illius regionis ad se suasque familias sustentandas piscari cogerentur, liceret ipsis dominicis reliquisque diebus festis, exceptis tantummodò solemnioribus qui per annum coluntur, aleces piscari, si per eos dies ad littus illas adnatare contingeret; dummodò, absolutâ piscatione, congruam inde conquisitæ pecuniæ partem ecclesiæ, pauperibusque distribuerent. Ex eo textu id colligunt doctores, quotiescumque reipsà urgeat piscandi necessitas, ex eo fortè quòd certis potissimùm anni temporibus pisces ad littora ferantur ideòque non nisi præfatis temporibus capi possint, licere pauperibus piscatoribus, etiam diebus festis piscationi operam dare, dummodò id non fiat in Nativitatis Domini, Epiphaniæ, Paschatis, Ascensionis, Pentecostes, et Corporis Christi solemnitatibus, ac dummodò lucrum ex aliquâ parte ecclesiæ et pauperibus communicetur; idque, non ex consilio, sed ex præcepto, uti notat Gonzalez, in præindicatum textum, num. 5. Ad hujus forsan indulti exemplum, Sixtus V pontifex, oblatis sibi precibus ab abbate et monachis monasterii castri S. Felicis de Guixols, ordinis S. Benedicti, diœcesis Gerundensis, concessit pauperibus illius castri incolis, ut dominicis cæterisque diebus festis piscari possent à præcedenti mediâ nocte usque ad auroram, deindeque post meridiem, petitâ tamen obtentâque veniâ ab abbate monasterii, et insuper deposito penès ipsum totius lucri triente, in restaurationem et fabricam ecclesiæ (quæ non minùs est ecclesia conventualis ipsius monasterii quàm parochialis universi oppidi) erogando. Verùm, cùm ex hujusmodi subsidiis parùm aut nihil ecclesiæ fabrica profecisset, propterea quòd miseri piscatores eligebant potiùs à piscatione cessare, quantùmvis ad victum eâ ratione sibi quærendum necessitate urgerentur, quàm uti privilegio eâ conditione concesso ut tertiam lucri partem ecclesiæ pensitarent; quâ nimirùm lege per eos impletâ, ac supputatis cimbæ retiumque expensis, nihil propemodùm ipsis reliquum erat; cùmque ordinarius id ipsum in relatione statûs ecclesiæ suæ repræsentâsset, simulque pro opportuniore providentiâ supplicâsset : congregatio concilii habita die 24 augusti 1720, dùm nos in minoribus illius secretarii munere fungebamur, consilium dedit Pontifici ut antiquas illas apostolicas litteras confirmaret, à tertiâ tamen ad septimam partem contractâ pensione in posterum ecclesiæ persolvendâ per eos qui festis diebus piscationi operam dare vellent : quemadmodùm videre est tom. 1 Thesauri resolutionum, et in nostrâ constitutione cui initium est *Ab eo tempore*, num. 144, § 27, nostri Bullarii tom. 1.

XI. Opportunè hìc commemoranda occurrunt quæ postremis hisce temporibus fuerunt, instantibus episcopis, statuta quoad cultum et observationem dierum festorum, in levamen pauperum qui ex suis laboribus victitant, utque, imminuto festorum numero, quæ festa observanda supersunt religiosiùs custodiantur, adeòque tollantur tot scandala quæ ob festorum dierum frequentiam sacris ipsis diebus per-

petrari contingit. Typis editæ sunt Augustæ Taurinorum Epistolæ selectæ Joannis cardinalis Bona. Duæ ex his scriptæ sunt Joanni Baptistæ Thiersio, auctori tractatûs de festorum dierum Imminutione; et hæ sunt 258 et 259 et in hâc postremâ auctorem redarguit autumantem posse episcopum in propriâ diœcesi festa in universâ Ecclesiâ recepta tollere, officii divini recitationem et jejunia transferre; subditque ea tantùm fieri posse à Romano Pontifice : *Hæc sanè nimia potestas non solùm censoribus à sacrâ congregatione deputatis, sed omnibus passim viris doctis displicuit, et meritò; nam communes Ecclesiæ leges, ritus et consuetudines ubique receptæ, ejus duntaxat auctoritate tolli vel mutari possunt cujus est in universam Ecclesiam auctoritas et potestas; alioquin ingens fieret disciplinæ et hierarchiæ ecclesiasticæ perturbatio.* Anno 1727, coacta fuit Tarracone provincialis synodus, in quâ, postquàm Patres defleverunt animarum interitum ex violatione festorum dierum certò obvenientem, preces offerendas esse decreverunt Benedicto XIII, pontifici, ut hujusmodi incommodo prospiceret; eamque in rem eidem pontifici proposuerunt, ut singulis quidem dominicis certisque aliis solemnioribus diebus festis deberent Christi fideles et missæ sacrificio interesse, et ab operibus servilibus abstinere; certis verò diebus festis minùs solemnibus, quos itidem expresserunt, integrum esset fidelibus, auditâ missâ, rebus quisque suis vacare, pauperibusque victum sibi ex suis laboribus comparare. Pontifex autem oblatum consilium probavit ac ratum habuit, adeòque juxta preces indulsit; prout nos ipsi aliàs exposuimus in quodam nostro scripto, quod primum est in Collectione Scripturarum spectantium ad imminutionem dierum festorum Lucæ impressâ anno 1748, ac etiam insertum legitur in nostro opere de Canonizatione sanctorum, lib. 4, part. 2, cap. 16.

XII. Quid autem pontificatûs nostri tempore acciderit, quas ipsi adhibuerimus diligentias, quot et qualia in eam rem à nobis expetita fuerint consilia, quæque nobis reddita fuerint, quam denique inierimus rationem, latè expressum est in nostro decreto incipiente : *Non multi menses*, quod impressum est tom. 2 nostri Bullarii, num. 63, ex cujus lectione noverit quisque numquàm nos in ullâ diœcesi statuisse aut indulsisse festorum dierum imminutionem seu reductionem, nimirùm ut, integro manente præcepto quoad dominicos reliquosque solemniores dies, audiendi missam et abstinendi ab operibus servilibus, cesset, quoad reliquos minùs solemnes, obligatio vacandi à servilibus operibus, perstante tamen onere audiendi missam, nisi petentibus et instantibus episcopis, de quibus ea semper nobis fuit, eritque firmissima opinio, non solùm eos divini cultûs studiosissimos, sed etiam optimè conscios tum indigentiæ suorum diœcesanorum, tum inobservantiæ dierum festorum per suas respectivè diœceses invectæ. Itaque hæc agendi ratio à nobis inita atque servata jure traduci non potest quasi per ipsam læsa et in contemptum adducta fuerit constitutio Urbani VIII, qui festorum dierum numerum definivit, neque facultatem fecit ut in aliquo ex iis posset populus, auditâ missâ, ad servilia opera se convertere; aut quasi per eamdem imminutus fuerit divinus cultus. Etenim si festi dies ad Dei cultum pertinent, ad Dei quoque honorem et reverentiam pertinet ecclesiarum immunitas. Si autem Urbanus VIII pontifex festorum dierum numerum definivit; alter quoque pontifex, nimirùm Gregorius XIV, certos casus recensuit quibus delinquentes nequaquàm juvari deberent ecclesiasticæ immunitatis beneficio, quod tamen reliquis omnibus inviolabiliter præstandum esse decrevit. Quòd si, non obstante Gregorianæ constitutionis lege, procedentibus temporibus, cùm ex novis contingentibus factis animadversum fuerit necessarium omninò esse casuum exceptorum numerum adaugere et ecclesiasticæ immunitatis limites arctiùs coercere, quò frenum aliquod injiceretur audaciæ improborum hominum qui ad ecclesias confugiebant; idque præstitum fuit absque eo quòd facta dicatur injuria Gregorianæ bullæ, aut detractum honori et reverentiæ Dei domibus debitæ : potuit similiter ex novis, iisque urgentibus causis consilium capi ut nonnihil immutaretur ex eo quod suâ constitutione circa festorum dierum observantiam statuerat Urbanus, sine illius constitutionis injuriâ, et absque eo quòd labefactatus propterea dici possit divinus cultus.

XIII. Nicolaus I pontifex in responsione ad quæsitum 93, inter ea quæ ipsi à Bulgaris proposita fuerunt, ecclesiæ Romanæ disciplinam, tunc temporis vigentem populis illis recens ad fidem conversis exponens (quemadmodùm videre est tom. 8 Collectionis conciliorum Labbei impressionis Parisiens., col. 546) ita rescripsit : *Quid de his agendum decernimus qui pro quibuscumque culpis ad ecclesiam fugiunt requiritis : sed, quamvis ea sacri canones quæ leges mundanæ sanciunt custodienda flagitent, et leges circa quosdam immisericordes appareant; nos tamen, qui non spiritum hujus mundi suscepimus, si quispiam ad ecclesiam fugerit, non illum, nisi suâ voluerit sponte, ab eâ dicimus educendum. Denique, si quondam latrones diversorum criminum rei ad asylum templum Romuli fugientes indemnitatem consequebantur; quantò potiùs hi qui ad templum Christi confugium faciunt delictorum remissionem suorum adipisci debent, et jam sibi à suscepto juramento præstito omni pristinæ securitati restitui!* At cùm procedentibus temporibus deprehensum fuerit ex eo systemate sapienter pièque constituto, ut scilicet per indefinitum asyli jus debitus Dei domibus honor et reverentia conciliaretur, non tam optatum intentumque effectum obtineri quàm reis improbisque hominibus ansam præberi ut faciliùs in deteriora quæque prolaberentur; satius visum est graviora aliqua crimina excipere, quorum rei, si ad ecclesiam confugissent, asyli jure nequaquàm gauderent : quemadmodùm videre est in can. *Sicut antiquitùs*, 17, quæst. 4; cap. *Immunitatem*, de Immunit. ecclesiar.; cap. *Pro humani*, de Homicidio, in 6. Et quia nec id satis erat ad compescendos improborum excessus, aliam inivêre rationem Romani pontifices, concedendi nimirùm nonnulla indulta quibus tribuebatur facultas extrahendi ab ecclesiâ reos graviorum criminum, quamvis hæc inter excepta à jure non recenserentur. Sed, cùm ex hujusmodi litterarum concessionibus innumeræ perturbationes et querelæ sæpè orirentur, prælaudatus pontifex Gregorius XIV suam evulgavit constitutionem quæ est septima tom. 2 Bullarii Romani, in quâ plures casus recensuit ac definivit in quibus delinquentes ecclesiasticâ immunitate nullatenùs juvari deberent; hoc tamen districtè cavendo, ne ipsius constitutionis lex ad alios casus, licèt æqua vel etiam potior ratio urgere videretur, extendi aut ampliari posset. Et sanè quilibet persuadere sibi jure poterat per Gregorianam constitutionem sublatas penitùs fore controversias omnes; verùm longè aliter sese res habuit. Cùm enim hominum improbitas in dies creverit, adauctusque fuerit numerus reorum quorumdam criminum, quæ quamvis non expressa in Gregorianis litteris, per se tamen gravissima et reipublicæ exitiosa dignoscebantur, seculares autem principes opportunas instantias ad Sanctam Sedem, uti par erat, detulerint; hinc fel. record. prædecessor noster Benedictus papa XIII, sedulo præhabito examine, suam evulgavit constitutionem cui initium : *Ex quo divina*, quâ non solùm è medio sustulit plures controversias ab auctoribus excitatas ut frustraneam redderent casuum exceptionem à Gregorio factam, sed alios etiam superadiddit casus quibus in posterum ecclesiasticæ immunitatis beneficium delinquentibus minimè suffragari deberet. Nolatè omnia exposuimus in nostrâ institut. 41 inter impressas latino idiomate, ubi insuper recensere non prætermisimus ampliores providentias à recol. mem. decessore nostro Clemente XII captas, cujus vestigiis nos ipsi insistere non negleximus ex quo nullis nostris meritis eidem in B. Petri cathedrâ subrogati fuimus.

XIV. Quibus omnibus ita peractis, cùm nemo contenderit detractum quidquam honori Gregorianæ bullæ, aut imminutum fuisse obsequium sacrosanctis ecclesiis præstandum et cultum omnipotenti Deo debitum; multò minùs affirmari poterit contemptam fuisse bullam Urbani VIII, aut imminutum fuisse divinum cultum propterea quòd nos ipsi commoti publicis et manifestis criminibus quibus festi dies profanabantur, nec ignorantes his ipsis diebus pro ecclesiis caupones frequentari, adhærendum nobis esse duximus prudentibus consiliis atque iteratis precibus episcoporum, nec negligendos ploratus pauperum qui ex opificio aliquo sibi victum quæritant; ideòque propositum systema amplexi sumus, atque diversis in locis stabilivimus ut scilicet omnibus dominicis aliisque solemnioribus diebus festis, non solùm missa audiatur, sed etiam abstineatur ab operibus servilibus, reliquis verò diebus festis non adeò solemnibus, audito sacro, liceat pauperibus ad sua quemque opificia divertere.

XV. Quæsierunt Bulgari à Nicolao I pontifice quibusdam festis diebus à servilibus operibus abstinere deberent. Pontifex autem, in responsione ad quæsitum 11, hujusmodi dies recensuit, qui sanè pauci numerantur, uti legentibus enuntiatam responsionem patebit. Deinde ulteriùs progressus, eosdem edocuit quid fieri oporteret ut festi dies debito cultu celebrarentur. En ipsa S. Pontificis verba, cit. tom. 8 Collectionis Labbei, col. 522 : *Sanè sciendum est quoniam idcircò in diebus festis ab opere mundano cessandum est, ut liberiùs ad ecclesiam ire, psalmis, et hymnis, et canticis spiritualibus insistere, orationi vacare, oblationes offerre, memoriis sanctorum communicare, ad imitationem eorum assurgere, eloquiis divinis intendere, eleemosynas indigentibus ministrare valeat Christianus.* Denique concludit quòd, si quis die festo nil aliud præstare velit quàm statuto tempore orationi vacare, quod tamen haud ita parùm videri posset, reliquum verò diei consuetis aliorum dierum occupationibus mundanis tribuere; satius fuisset aliquo laborioso opere se exercere quo posset indigentibus proximis, et consequenter propriæ familiæ inopiâ forsan laboranti opem ferre : *Quæ omnia si quis negligens orationi tantùm vacare voluerit, et ad cæteras mundi vanitates licitos labores converterit, melius illi fuerat ipso die, B. apostoli Pauli præceptis obaudiens, laborare manibus suis ut haberet unde tribueret necessitatem patientibus; quemadmodùm ipse, qui, licèt Dominum ordinâsse dicat uti qui Evangelium annuntiaret de Evangelio viveret, non tamen usus est hâc potestate, sed manibus suis laborabat ne quem eorum quibus Evangelium prædicabat gravaret.*

CAPUT XIX.

De postulato proposito quoad onus ministrandi Sacramenta fidelibus peste infectis, dum ea grassatur, ac de modo ministrationis tunc temporis peragendæ.

I. Inter gravioris momenti postulata illud sanè recensendum est quod vicarius apostolicus Juliæ Cæsareæ (nunc vulgò *Algeri*) proposuit circa onus episcopis aliisque animarum curam exercentibus incumbens residendi, et gregem sibi concreditum non deserendi, cùm ipsum Deus immisso pestis flagello affligi permittit, necnon administrandi Sacramenta peste contactis : satis enim superque frequens hujusmodi casus occurrit tam in dictâ civitate Juliæ Cæsareæ, tum in aliis regionibus Turcarum imperio subjectis.

II. Illud ab omnibus indubitanter admittitur, quod quicumque curam gerit animarum ac residendi obligatione tenetur, non potest à designato sibi residentiæ loco recedere ut pestis periculum effugiat : ideòque, sæviente licèt peste, et residere debet, et residentiæ non materialis tantùm, sed etiam formalis, ut inquiunt, opera adimplere; operando nimirùm et laborando pro spiritualibus et corporalibus concreditæ sibi plebis necessitatibus. Gravissima pestis quæ Mediolanum invasit dùm S. Carolus Borromæus illius civitatis archiepiscopus sedebat, die augusti 1576 sævire cœpit; uti firmatur in Notis ad ejusdem sancti archiepiscopi Vitam à Giussano descriptam, pag. 275, num. 8, Mediolanensis editionis anni 1751. Cùm autem sanctus præsul animo fortè prospiceret nonnneminem fore qui, parùm æstimans incumbentem sibi animarum curam, facilè consilium cepisset ut alium in suas vices substitueret seque à residentiæ loco subtraheret, dubium hoc ad congregationem concilii deliniendum detulit; num scilicet residere teneretur qui curæ præerat animarum, quamvis urgeret periculum contrahendi pestem et ex illâ occumbendi. Responsum autem fuit residendi obligationem vel tum vigere, eâque obstringi non modò parochos, sed et episcopos, quemadmodùm videre est in rescriptis mensis octobris et decembris ejusdem anni 1576, relatis apud Fagnanum in cap. *Clericos*, num. 37 et seq. de Clericis non residentibus, quibus pontificia quoque Gregorii XIII accessit approbatio : unde, post hujusmodi rescripta sive resolutiones, aditus locusque ampliùs relinqui non potest eorum doctorum opinioni qui affirmârunt et docuerunt licere ei qui animarum curam exercet, à residentiæ loco abscedere, modò sacerdotem idoneum adinveniat qui, accedente episcopi licentiâ, vices ejus adimpleat; veluti rectè perpendit Muraterius in suo tractatu de Peste, lib. 2, cap. 4, pag. 359, primæ editionis Mutinensis. Quia verò tunc aliquis fortassè excipiendo allegaverat permissum esse ei qui animarum curam administrandam suscepit, propter inimicitias et persecutionum timorem, à residentiâ recedere, per textum in cap. *Ad supplicationem*, de Renuntiatione, ideòque posse eum a quo jure aufugere ex loco quem pestis invasit, cùm in utrâque facti specie æquale subeat vitæ discrimen; animadversum sapienter fuit quòd, cùm inimicitiæ et persecutiones sint peculiare quidpiam prælati vel parochi tantummodò personam respicientes, mirum videri non debet si ob eas causas liceat his à residentiæ loco aufugere, cùm alii ibidem remaneant qui sine propriæ vitæ periculo ea erga populum præstare possunt quæ parochus prælatusque præstare tenentur : uti rectè demonstrat S. Thomas, 2-2, quæst. 185, art. 5. At longè secùs sese res habet in altero pestilentiæ casu, cùm scilicet contagiosæ luis periculum æquè omnibus imminet, ideòque neminem reperire est qui absque vitæ discrimine possit ea peragere quæ ab episcopo aut à parocho ex eorum officii debito requiruntur; quapropter episcopo parochoque id onus relinquitur ut proprii muneris officia per se ipsos obeant, suamque vitam pro concreditarum sibi animarum bono in discrimen adducant : veluti planè concluditur ex can. *Adversitas*, § *Hoc tunc servandum*, 7, quæst. 1; et ex can. *Tres personas*, 23, quæst. 4, quibus ea accedunt quæ latiori calamo deducta videri possunt apud Fagnanum, cit. loc., num. 47 et seq.; et in nostro opere de Canonizatione sanctorum, lib. 3, cap. 16, à num. 14 ad 17, ubi egimus de justâ vel injustâ fugâ quam animarum pastores, subortis persecutionibus, arripiant. Celebris est in rem hanc S. Augustini epistola, num. 225, ad Honoratum episcopum Thiavensem, quam S. Possidius necessariò legendam censet sacerdotibus, ut, excitatis in se turbis et persecutionibus, rectè se gerere valeant; quamque paucis verbis conclusam refert sacerdos Petrus Ballerini in suis eruditis doctisque Notis ad Summam theologicam S. Antonini, part. 1, tit. 5, cap. 1, col. 558, edit. Veronen. anni 1740 : *Sanctus doctor universim statuit pastoribus illicitum eo in periculo à suis gregibus recedere, idoneis licèt vicariis relictis; tum verò eum solum casum fugæ approbat, ac supplendi per alios, cùm periculum proprium solius pastoris est, uti cùm pastor ipse per se ad necem quæritur, non autem cùm periculum commune est pastoris et ovium.*

III. Asseruimus episcopum parochumque, sæviente peste, formalis residentiæ officiis obstrictos esse : neque enim difficile captu est inutilem planè fore eorum residentiam si materialiter tantùm resideren, neque pro viribus in concrediti sibi gregis spirituale

ac temporale bonum allaborarent. Itaque, quoties divino consilio et hominum peccatis sic exposcentibus, civitas vel gens aliqua pestis infortunio afflictata fuisse legitur, ejusdem quoque Dei providentiâ factum novimus ut identidem celebre fieret sacrorum pastorum regimen : episcopis aliisque animarum rectoribus ejusmodi virium accessione roboratis, ut apostolicum ministerium, vel dùm maximè grassabatur pestis, cumulatè implevisse dignoscantur, tum populos exemplo et prædicatione ad pœnitentiam adhortantes, tum pauperes effusâ liberalitate sublevantes, Ecclesiæ verè Sacramenta suis ipsis manibus administrantes pestilenti morbo infectis, parvipenso, quod maximum suberat, propriæ vitæ discrimine.

IV. Quomodò S. Cyprianus se gesserit erga suum gregem peste afflictum, licet deprehendere ex ejus libro de Mortalitate, cujus etiam agendi rationem accuratè admodùm descripsit Pontius diaconus in ejusdem Vitâ, cap. 2, num. 17 et seq., apud Bollandistas, ad diem 14 septembris, et apud Ruinart, in Acta martyrum. Celebres planè sunt S. Gregorii Magni epistolæ, altera ad Dominicum episcopum Carthaginensem, altera verò ad Præjectum Narniensem episcopum, quas videre est lib. 10, epist. 63, et lib. 2, epist. 2, quibusque indicatur ratio quâ episcopi illi gerere se debebant dùm lues grassabatur, afflictos scilicet erigendo populos, eosque hortando ut precibus et criminum expiationi insistentes Omnipotentis Dei iram placare studerent. In Historiâ Francorum à S. Gregorio episcopo Turonensi conscriptâ, lib. 9, num. 22, recensetur illustre factum Theodori episcopi Massiliensis, qui cùm à suo episcopatu abesset propterea quòd Childebertum regem allocuturus ad illius aulam conferre se debuerat, quamvis ipsi nuntiatum fuerit contagiosâ luc Massiliam infectam esse, nihilominùs ad suam sedem reverti non dubitavit, ibidem omnia quæ sui muneris erant executurus. Sanctorum acta percurrentibus complura occurrunt ejusmodi pastoralis zeli exempla. Adeantur Bollandiani ad diem 20 martii, in Vitâ S. Cuthberti episcopi Lindisfarnensis, cap. 9, num. 51 ; ad diem 2 maii, in additionibus ad Vitam S. Antonini Florentiæ archiepiscopi, cap. 4, lit. G; ad diem 24 julii, in supplemento ad vitam B. Joannis Taussiniani Ferrariensis episcopi, § 3, num. 28. Videatur etiam altera ejusdem beati Vita, quæ postremò Mantuæ typis edita est, ad cap. 19. Alia quoque ejusmodi monumenta collegit Thomassinus, in suo tractatu de Benefic., part. 2, lib. 3, cap. 67 et seq. In hujusmet argumenti tractatione minimè silentio prætermittemus quæ præstitit S. Carolus Borromæus dùm præmemorata dira pestis Mediolanum afflixit; justâque laude fraudari quodammodò videretur magnus adhuc in humanis degens Massiliensium episcopus, nisi hìc exscriberentur verba excerpta ex brevi Clementis XI pontificis, quod ad eum dedit sub die 15 septembris 1720, in Collectione brevium ejusdem pontificis, tom. 2, pag. 775, ut debitâ commendatione prosequeretur egregios labores ab eo exantlatos dùm Massiliensis civitas ad ultimum penè exitium, sæviente peste, adducta fuit. Ibi enim, post alia, sic ait Pontifex : *Ex quibus omnibus te animam tuam, boni Pastoris exemplo, pro ovibus fidei tuæ creditis dare paratum esse, adeòque peste afflatos frequenter invisere, paterno affectu consolari, opportunisque monitis ad implorandam à divinâ bonitate peccatorum veniam excitare, illis insuper Ecclesiæ Sacramenta propriis etiam manibus administrare, iis autem qui non tam morbo quàm fame premuntur necessaria ad vitæ sustentationem alimenta conquirere, omnia demùm optimi diligentissimique præsulis officia cumulatè obire percepimus.*

V. Est in suâ quisque diœcesi episcopus Sacramentorum Confirmationis et Ordinis minister ; nec alius quisquam, licèt episcopali charactere insignitus, potest, non præobtentâ ab eo licentiâ, sacram Confirmationem Ordinesve conferre. Non sanè eventu factis, sed tantùm mente conceptus proponeretur casus cujuspiam qui peste laborans ordinibus initiari exposceret; percommodè enim is posset in pestis exitum hujusmodi religiosæ voluntatis implementum conferre. Reipsà verò frequens esse potest casus eorum qui, sæviente peste eâque correpti, sacro chrismate inungi se flagitent. Dùm superiùs memorata pestis majore vi in Mediolanenses grassabatur, hâc ipsâ in re S. Carolus Borromæus insigniora exhibuit charitatis exempla : quemadmodùm legere est in illius Vitâ à Giussano descriptâ, lib. 4, cap. 8 : *Noverat plures in populo esse nondùm sacro chrismate inunctos, quo fidelium animos ad sustinenda præceptorum onera post Baptismum confirmari catholica religio docet. Et, quanquàm probè sciret ejus Sacramenti vim inter necessaria ad salutem remedia minimè numerari, omnia tamen ex amore potius quàm necessitate metienti, durum videbatur tot hominum millia cœlesti hoc auxilio immunita relinqui.* Pergit Giussanus ingenuèque refert dùm id à S. archiepiscopo intra urbem peragebatur, vix ullum adfuisse periculum ne ipse peste inficeretur, ob eximiam magistratuum vigilantiam qui neminem peste correptum intra urbis mœnia detineri patiebantur; verùm eumdem voluisse his etiam Sacramentum Confirmationis impertiri qui extra urbem detinebantur, nec eos prætermisisse qui manifesto morbo laborabant : adeò ut ex ipsis nonnulli, recepto Sacramento, statim occubuerint. In annotationibus autem ad eamdem Vitam à Giussano elucubratam legitur S. antistitem, cùm vidisset complures ad hospitalis cancellos confluere, sacro chrismate inungi deprecantes, ad familiarem suum, *Monetam* nomine, conversum, eumdem consuluisse quid sibi eâ in re præstandum esset : cùmque is respondisset se haud tantùm sibi sumere ut proprio archiepiscopo consilium daret, verùm se illi semper adhæsurum, nec unquàm ab eò recessurum, quidquid tandem is aggredi constituisset; tunc S. archiepiscopum militum custodiæ præcepisse ne ad cancellos accedentes, Confirmationis Sacramentum recepturos, repellerent : militibus autem jussa facientibus, non solùm sacro chrismate inunxisse quotquot ad Sacramentum suscipiendum à cancellis caput extulerunt; sed cùm sciscitatus fuisset numquid alii superessent qui cuperent sese eodem Sacramento roborari, eidemque renuntiatum fuisset adesse quidem et alios, sed non posse eos ad cancellos progredi propterea quòd extremam animam agentes in grabatis jacerent, constanti animo hospitalia ingressum, iis quoque Confirmationis Sacramentum administrâsse.

VI. Heroicum hoc S. Caroli factum flagrantis ejusdem charitatis illustre est argumentum. At, cùm Confirmatio non sit Sacramentum omninò et absolutè ad æternam salutem necessarium, difficile erit tueri episcopum obstringi ad illud peste laborantibus administrandum, etiam cum proximo vitæ suæ periculo; eumque ab administratione cessantem, dùm ægrotantes hoc spirituali præsidio foveri exposcunt, peccare. Sed longè aliter se res habet in eo quod pertinet ad sequentia duo Sacramenta, Baptismum scilicet et Pœnitentiam. Nequit enim homo primi Adæ filius ad statum gratiæ et adoptionis filiorum Deo transire per secundum Adam Jesum Christum Salvatorem nostrum, nisi sacro Baptismate ablutus, vel saltem flagranti ejusdem desiderio fuerit expiatus : *Nisi quis renatus fuerit ex aquâ et Spiritu sancto, non potest introire in regnum Dei;* legitur Joann., cap. 3. Pœnitentiæ verò Sacramentum lapsis post Baptismum æque necessarium est ac Baptisma iis qui nondùm regenerati fuerunt, ad hoc ut æternam salutem consequi valeant : *Est autem hoc Sacramentum Pœnitentiæ lapsis post Baptismum ad salutem necessarium, ut nondùm regeneratis ipse Baptismus :* sunt verba sacri concilii Tridentini, sess. 14, cap. 2, in fine. Cùm itaque gemina hæc Sacramenta ex absolutâ necessitate ministrari debeant etiam pestifero morbo correptis, dùm is vel maximè grassatur; hoc primum asserimus pa-

rochorum onus id esse proprium, episcopos verò ad hujusmodi Sacramenta peste afflatis administranda minimè obstrictos esse, nisi cùm nemo alius adesset qui id præstare posset. Episcopi namque se habent veluti universales causæ, quæ proximè et per se non operantur effectus illos qui à causis particularibus induci debent, nisi cùm rariores aliqui urgentioresque casus usitatum rerum ordinem immutârunt; parochi verò tanquàm particulares causæ sunt constituti, ideòque proximi administri Sacramentorum quæ populo ministrari oportet: quemadmodùm rectè docet S. Thomas, quodlibet. 1, art. 14, in corpore, et quodlibet. 3, art. 17 ad 5; ac in rem nostram pergit Sylvius, in supplemento, sive additionibus ad 3, part. 3, S Thomæ, quæst. 32, art. 3, § *Priusquàm respondeatur*. Quapropter, cùm S. Carolus Borromæus, ut supra dictum est, præindicatam quæstionem sive dubium ad congregationem concilii detulisset, haud quidem dubitans ipse ne fortè parochi non tenerentur enuntiata duo Sacramenta Baptismi et Pœnitentiæ, grassante peste câque laborantibus, etiam cum propriæ vitæ discrimine administrare; sed ut conquisitas quasque excusationes adimeret iis qui laxioribus opinionibus innixi jamjam contendebant se ab ejusmodi onere subtrahere (uti optimè animadvertit Thomassinus, de Beneficiis, part. 2, lib. 3, cap. 70), cœperantque in dubium revocare an sacerdotes animarum curæ præpositi pestis tempore adstringerentur, cum vitæ periculo, peste contactis per parœcias suas Ecclesiæ Sacramenta administrare : interpellata congregatio rescripsit, ejusque rescriptum ab ipso quoque Gregorio XIII pontifice fuit comprobatum, debere omninò parochos residere, et per se vel per sacerdotem à se delegatum, ab episcopo verò approbatum, Sacramenta Baptismi et Pœnitentiæ parochianis suis peste laborantibus ministrare : *Die 10 septembris* 1576, *factâ sanctissimo relatione in consistorio, sanctitas sua decrevit scribendas simpliciter litteras ad cardinalem Sanctæ Praxed's* (nimirùm S. Carolum Borromæum), *quibus significetur, dubio in congregatione proposito et ad sanctissimum relato, sanctitatem suam decrevisse parochos tempore pestis teneri omninò residere in suis ecclesiis parochialibus; posse tamen per alium idoneum ministrare parochianis suis peste infectis Sacramenta Baptismi et Pœnitentiæ*. Hæc autem ea est resolutio quam nos superiùs innuimus, quamque affert Fagnanus in cap. *Clericos*, num. 45, de Cleric. non resident. : ubi etiam satis ad rem annotat ideò definitum fuisse teneri eos quibus cura imminet animarum Sacramenta Baptismi et Pœnitentiæ ministrare suis parochianis aut directè per se, aut adhibitâ operâ alicujus sacerdotis, ut supra diximus, ab ordinario approbati; quod, cùm non omnes passim, sed aliqui tantummodò ex parochianis pestilenti morbo inficiantur, nollent profectò ii, qui benè valent, Sacramenta recipere à parocho quem scirent eadem administrâsse peste infectis.

VII. Equidem tutò affirmari nequit decretas illas litteras subinde conscriptas fuisse, et ad S. Carolum transmissas; cùm nihil planè de iis occurrat in Urbis hujus aut in Mediolanensis Ecclesiæ regestis : *Num hoc congregationis et Pontificis responsum ad S. Carolum missum fuerit ignoro : nulli enim Vitæ ejus scriptores hanc declarationem eidem traditam memorant, solasque litteras incidant quæ, antequàm negotium decideretur, jussu Pontificis scriptæ ad eumdem fuerunt per Carniliam, ubi idem pontifex zelum ejus quo mortis periculum contemnendum duxerat maximè commendans, auctoritatibus sanctorum Patrum obligationem cujuscumque Christiani, nedùm episcoporum et parochorum, in ejusmodi necessitatibus inculcabat*. Hæc scripsit qui eruditas elucubravit adnotationes ad Summam S. Antonini, loc. cit., col. 359. Nosque illius sententiam facilè amplectimur, putamusque litteras nequaquàm transmissas fuisse : harum enim tenor de duobus tantummodò Sacramentis, Baptismi et Pœnitentiæ, loqui debuisset, neque verò ad duo reliqua Sacramenta, ad Eucharistiam nempe moribundis in viaticum deferendam et ad extremam Unctionem ipsis impertiendam, se extendere, nisi præhabito novo examine novâque editâ definitione. Hanc autem minimè necesse fuit ab Apostolicâ Sede exposcere, quoniam magnus Carolus Borromæus, heroicâ incensus charitate, Baptisma, Confirmationem, Pœnitentiam, sacrum viaticum extremamque Unctionem peste contactis per se administrare non dubitavit : quemadmodùm legitur apud scriptores illius Vitæ, quos collegit Theophilus Raynaudus, tom. 18 suorum operum, in eo quod inscripsit de Martyrio per pestem, part. 3, cap. 2, num. 13 et seq., suoque præcedens exemplo, parochos reliquosque Mediolanensis urbis sacerdotes ad idem peragendum, contempto vitæ periculo, adduxit. Præterea in quinto suo concilio provinciali, quod post aliquot annos ab extinctâ pestilentiâ habuit, opportunas descripsit regulas in Sacramentorum administratione servandas, quotiescumque, hominum criminibus sic exigentibus, Deus populum immisso pestis flagello castigat.

VIII. Percurratur memorata Mediolanensis quinta synodus provincialis, quæ, pluribus licèt objectionibus acriter oppugnata, tamen ab Apostolicâ Sede meruit comprobari; et ex titulo inscripto : *Cautio in sacerdote ministrante*, alteroque : *Cautio in sacerdote qui ministravit*, ac altero itidem : *De Baptismo infanti peste laboranti suspectove ministrando*, poterit quisque facilè deprehendere S. Carolum haud redactum voluisse onus parochorum, reliquorum curam animarum habentium, ad Baptismi et Pœnitentiæ ministrationem, sed etiam ad reliqua duo Sacramenta ministranda protendisse. Verùm id fortassè satis non esset ad evincendum quòd ea quæ in quintâ Mediolanensi provinciali synodo de duobus Eucharistiæ et extremæ Unctionis Sacramentis statuta fuerunt, vim legis auctoritatemque ubique terrarum obtinere debeant : provincialis quippe synodi auctoritas illius provinciæ in quâ celebrata est finibus circumscribitur; neque verò quæ ipsi quandoque accedit Apostolica confirmatio ejusdem auctoritatis fines ampliare censetur : quemadmodùm hoc ipso lib. 13, cap. 3, num. 5, ostensum est. Investigandum est ergo an, sepositâ quintâ provinciali synodo Mediolanensi, possit aliunde probari debere parochos, etiam cum propriæ vitæ discrimine, suis parochianis peste infectis sacrum viaticum extremamque Unctionem ministrare. Quæstionem hanc instituit Suarez in 3 part. D. Thomæ, tom. 4, disput. 44, sect. 3, ubi, sub num. 17, in hæc concludit : *Dico tertiò absolutè teneri parochum viaticum ministrare infirmis tempore pestis cum ordinario periculo contagii quod in tali occasione esse solet; etiamsi in particularibus casibus excusari possit, si periculum multùm augeatur et proximi necessitas nimiùm diminuatur. Hæc conclusio est magis pia, et judicio meo valdè necessaria ad bonum regimen animarum, ne facilè tanto bono in illâ necessitate priventur. Eamque confirmat usus Ecclesiæ; nam omnes parochi timorati hoc observant, etiamsi intelligant ægros esse dispositos per Sacramentum Confessionis. Episcopi etiam illos compellunt ad Eucharistiam ministrandam : quod non esset justum si ipsi ex vi officii non tenerentur. Populo item magnum esset scandalum si parochus subditos suos sine viatico mori sineret. Signum ergo est ejusdem obligationis*. Igitur, juxta Suaresii doctrinam, hæc veluti generalis regula est, parochum, quàmvis imbibendæ pestis periculum adsit, obstringi sacratissimum viaticum ad ægros deferre. Excepto autem ab eodem proposita, juxta quam parochus ab onere hujus Sacramenti ministrandi excusatur, ad eam facti speciem in praxi refertur quâ parochus debet Pœnitentiæ Sacramentum compluribus eo indigentibus et in proximo vitæ periculo constitutis ministrare, cùmque interim aliquis jam confessus sacro viatico refici exoptet, verendum esset ne tempus deficeret excipiendi confessiones aliorum pœnitentiali expiatione indigentium et in exitu vitæ versantium; vel etiam ad cum casum quo paro-

chus solus reperiatur, nec alius adsit sacerdos cujus operâ juvetur, imò nec alius quisquam presbyter qui, parocho decedente, ad ejus vices supplendas subrogari valeat, ideòque parochus ipse meritò pertimescat ne, si ambo Sacramenta tam Pœnitentiæ quàm sacri Viatici omnibus ministraret, mortem vitare non posset, populumque, ut aiunt, sine hostiâ et sacerdote relinqueret. Ita disserit Suarez in propositæ exceptionis declarationem, num. 19 : *Exceptio autem in conclusione posita per se clara est, potestque facilè ex dictis circa præcedentem intelligi et ad particularia applicari. Nam, quia viaticum minùs necessarium est quàm confessio, faciliùs potest in particulari occurrere excusatio : præcipua tamen erit, si ad audiendas aliorum confessiones necessarium sit alios sine viatico dimittere : vel si parochus sit solus, et nimium periclitetur ejus vita si utrumque Sacramentum omnibus velit ministrare, et maximè si in illius defectum non possit facilè alius sacerdos substitui. Et similes circumstantiæ in particulari expendendæ sunt : obligatio autem generalis negari nullo modo debet.* Disserensque subinde idem Suarez de Sacramento extremæ Unctionis, num. 20, ait parochos reliquosque animarum pastores obstringi ad hoc etiam Sacramentum ministrandum dùm pestis grassatur, quatenùs tamen id præstare valeant absque morali vitæ periculo : neque enim hujusmodi Sacramentum omninò necessarium est ad æternam salutem, cùm prævia ut plurimùm habeat gemina alia Sacramenta, Pœnitentiæ scilicet sacrique Viatici, quibus fidelium saluti, quantùm necesse est, cumulatè consulitur. Addit verò idem auctor omni ratione allaborandum esse parocho, ut sibi expeditior suppetat facultas extremæ Unctionis peste infectis administrandæ ; ideòque debere ipsum iis omnibus sese remediis et cautelis instruere quæ, peritorum judicio, ad arcendum morale periculum imbibendæ pestis idonea existimantur : quibus quidem adhibitis, si aliquâ adhuc de periculi dubitatione teneatur, non ideò ipsum levari onere extremæ Unctionis peste laborantibus administrandæ, cùm hæc potiùs dicenda sit nimiùm meticulosi animi affectio.

IX. Sylvius, in supplemento, seu in additionibus ad 3 part. S. Thomæ, quæst. 32, art. 3, conclus. 3, pag. 586, edit. Antuerpiens., profitetur se nolle damnare sententiam auctorum affirmantium licere parocho abstinere ab administrandis duobus Sacramentis, Eucharistiæ et extremæ Unctionis, peste laborantibus, qui paulò ante peccata sua sacerdoti sacramentaliter confessi sunt, modò absit periculum scandali : *Etsi nolimus damnare parochos illos qui doctorum istorum sententiam secuti hæc duo Sacramenta Eucharistiæ et extremæ Unctionis non ministrant peste infectis recenter confessis, modò absit scandalum ;* at statim intrepidè subdit : *Securior tamen et verisimilior est aliorum sententia, parochum sub mortali peccato teneri administrare Sacramentum Eucharistiæ suis parochianis peste vel alio morbo contagioso infectis, etiam cum propriæ suæ vitæ periculo, nisi per aliquem alium id fiat, et nisi quædam circumstantiæ occurrant propter quas meritò possit excusari ;* repetitique omnia quæ superiùs recensuimus Suaresii sententiam referentes ; ejusque sententiæ in omnibus subscribit quoad propositas generalis definitionis exceptiones. Progreditur inde, conclus. 4, ad extremæ Unctionis Sacramentum, ibique etiam Suaresii doctrinæ sese conformat ; subdens tamen tum demùm parochum teneri, etiam cum evidenti vitæ periculo, extremam Unctionem parochiano suo peste laboranti ministrare, cùm hic alia duo Sacramenta Pœnitentiæ, et sacri Viatici non suscepe it.

X. Quæ hactenùs attulimus, cùm allegatorum gravium doctorum auctoritati, quodque magis est, sanioris theologiæ principiis quæ apud eosdem perlegi possunt innitantur, satis solidum fundamentum suppeditârunt ut postulato per vicarium apostolicum Juliæ Cæsareæ proposito rescriberetur sacerdotes animarum curæ præpositos obligatione teneri ministrandi per se vel per alios idoneos sacerdotes Christi fidelibus peste correptis, non obstante contrahendæ pestis periculo. non solùm duo illa Baptismi et Pœnitentiæ Sacramenta, juxta veteres superiùs recensitas definitiones, sed et duo reliqua sacri Viatici et extremæ Unctionis ; nec omissum est ipsam quoque afferre quintæ synodi provincialis Mediolanensis auctoritatem, non quidem per modum legis *vim coactivam* obtinentis, sed veluti regulam *vi directivâ* pollentem, ut aiunt jurisperiti.

XI. Quod vicarius apostolicus Juliæ Cæsareæ exhibuit postulatum in causâ quidem fuit ut de duobus Sacramentis Eucharistiæ et extremæ Unctionis præter Baptismum et Pœnitentiam administrandis rescriberetur ; sed eo potissimùm animo ipse fuit, ut edoceretur quonam se modo gerere deberet quoad certas quasdam cautelas quibus utebantur sacerdotes in Sacramentis ministrandis, ne peste inficerentur. Quæ à vicario apostolico delatæ fuerunt cautelæ haud erant ex physicis remediis petitæ ; certum quippe est Sacramenta ministrantem peste infectis, non modò posse, sed et plerùmque debere iis uti, quò valeat suspes diutiùs munus suum persequi, neque cogatur concreditum sibi populum, tunc maximè ipsius operâ indigentem, deserere. Alterius generis sunt delatæ cautiones, deque iis nunc disserendum est.

XII. Diximus supra nequaquàm obstringi episcopum, saltem ex justitiâ, Confirmationis Sacramentum peste afflatis ministrare ; id tamen præstitisse S. Carolum Borromæum dùm dira lues Mediolanum populabatur, eoque admirandum præbuisse diœcesanis suis universoque orbi heroicæ virtutis exemplum. Joannes Chapeaville, archidiaconus, canonicus et vicarius Leodiensis, integrum edidit tractatum de Necessitate et Modo ministrandi Sacramenta tempore pestis, qui Moguntiæ typis impressus prodiit in lucem anno 1612, in eoque nihil planè attigit de Confirmationis Sacramento per episcopum ministrando. Verùm, si quem unquàm episcopum laudabile studium incenderet sectandi exemplum S. Caroli Borromæi, sacroque Chrismate confirmandi suos diœcesanos peste laborantes, vix ulli cautelæ præscribendæ adhibendæque locus fore videtur : perbrevis namque est actio, quoties ad certum aliquot personarum numerum confirmandum redigatur ; nec quidquam est quod resecari valeat vel ad ipsam actionem breviorem efficiendam, vel ad avertendum à ministro, quantùm fieri potest, imbibendæ pestis periculum.

XIII. Ritus descriptus in Pontificali Romano, à Clemente VIII et Urbano VIII Romanis pontificibus approbato, is est : Episcopus Spiritum sanctum invocat super eos qui Chrismate sunt liniendi ; seque dexterâ manu à fronte ad pectus signat ; inde manus protendit ad eos quibus Sacramentum est administraturus, iterùm super eos invocans Spiritum sanctum. Sacræ recitandæ preces in eodem Pontificali leguntur : ubi deinde subjungitur quòd episcopus intingit pollicem in sacrum Chrisma, quod est oleum ex olivis expressum immixtumque balsamo jam benedicto, et, dùm cruce signat frontem illius qui Sacramentum suscipit, formam pronuntiat ; quâ absolutâ, confirmati genam leviter percutit, eidem pacem annuntians, recitatisque nonnullis aliis precibus ibidem expressis, benedicit iis quos confirmavit.

XIV. In toto sacræ hujus actionis decursu nil aliud reperire est quod ad eam contrahendam arcendumque ab antistite contagionis periculum omitti possit, præter ritum illum percutiendi cujuslibet confirmati genam ; qui ritus ideò fuit invectus ut confirmatus meminerit paratum se esse oportere ad adversa omnia pro Christi fide viriliter perferenda, uti legitur in Catechismo Romano. De hoc ipso ritu nos aliàs egimus in nostrâ Instit. 6, § ult., et plura eruditè disseruit Martene, de antiquis Ecclesiæ Ritibus, lib. 1, cap. 2, art. 3, num. 13. Latet adhuc quo tempore primùm inoleverit hujusmodi cæremonia, quæ, cùm ad essentiam et validitatem Sacramenti non pertineat, præterniitti sanè posset : sicuti etiam, ad sese celeriùs

expediendum, episcopus missas facere posset postremas illas preces quæ collato jam Sacramento recitantur. At, quæ unquàm cautio esset hæc? Quamque sibi majorem securitatem, si illâ uteretur, episcopus polliceri posset? Fortassè, eâ adhibitâ, nil aliud consequeretur quàm ut ab iis qui adessent improbaretur et parùm religiosus præsul existimaretur.

XV. Si quis autem fortè id proponeret, quod (uti inferiùs animadvertemus) ab aliquibus suggestum fuerat quoad extremam Unctionem peste contactis administrandam, ut scilicet ad consignandam confirmandi frontem salutiferæ crucis signo adhiberetur penicillus intinctus in oleum balsamo immixtum, absque eo quod minister proprio pollice infectum peste signando contingeret; ambigendum valdè esset an id fieri jure posset, et an validum foret Sacramentum hâc ratione collatum. Legatur Suarez, tom. 3, in 3 part. D. Thomæ, disput. 33, sect. 3, in fin., ubi proponit quæstionem à nullo alio præcedenter propositam, an sit de essentiâ ut unctio fiat proximè manu et pollice episcopi, vel eadem peragi possit medio aliquo instrumento, putà penicillo aut alio simili; respondetque unctionem fieri debere pollice dextræ ipsius episcopi chrismate tincto, de necessitate præcepti, cùm sit res gravis et ab Ecclesiâ servata, et præscripta in ritu tradendi dictum Sacramentum : et deinde subdit probabile sibi videri esse etiam essentiale et necessarium necessitate Sacramenti ut unctio fiat immediatè manu seu digito episcopi. Et Suaresium sequuntur de Marinis, ad 3 part., quæst. 72, art. 12, cap. 5, in fin.; Reginaldus, tom. 2, lib. 23, cap. 2, num. 10; Layman, lib. 5, tract. 2, cap. 2, num. 5; Clericatus, de Confirmatione, decis. 56, num. 12; Lacroix, lib. 6, part. 1, num. 380; Diana, in Edit. coordin., tom. 1, tract. 2, resolut. 6, num. 4.

XVI. Plures quæstiones de hoc Sacramento instituunt theologi. Prior est an apostoli ipsâ manuum impositione Confirmationis Sacramentum ministrârint : id quod affirmant aliqui quibus perspicuus in hanc rem videtur textus Actuum apostolorum, cap. 8, vers. 17, et cap. 19, vers. 6; alii verò contendunt, apostolos usos etiam fuisse sacro chrismate, licèt nulla de eo in Actibus occurrat mentio : cùm prioribus ipsis Ecclesiæ seculis adhibitum memoretur chrisma in Confirmationis ministratione Altera quæstio est an sola manuum impositio sit hujusce Sacramenti materies. Affirmant itidem nonnulli, ex his nimirùm qui pro certo habent apostolos eorumque successores per plura secula hoc Sacramentum solâ manuum impositione contulisse. Alii contra tuentur materiam remotam hujusce Sacramenti esse sacrum chrisma; illius autem applicationem confirmandi fronti cum signo crucis peractam esse materiam proximam : in id proferentes Eugenii IV pontificis decretum pro Armenorum instructione editum. Alii verò manuum impositionem et chrisma simul jungentes contendunt utrumque esse Sacramenti materiam : ita ut sola impositio manuum sit materia inadæquata, itidem materia sit solum chrisma, utrumque autem simul junctum adæquatam completamque Sacramenti materiam constituat. Reliqui tandem, cùm satis assequi non possint quo alio pacto dici valeat, juxtà ritum nunc temporis in Ecclesiâ Occidentali vigentem, imponi manus super confirmandos ab episcopo Sacramentum ministrante; siquidem ea manuum protensio versùs confirmandos, quam episcopus habet dùm primas recitat preces, nequaquàm manuum impositio super eos jure ac propriè dici posse videtur; addito etiam quòd aliquando non parùm temporis intercedit inter memoratam manuum protensionem et admotionem sive applicationem sacri chrismatis eorum frontibus qui confirmantur : ideò rem ita temperant, ut etiam hodiè in Occidentali Ecclesiâ vigere dicant disciplinam imponendi manus in ministrando Confirmationis Sacramento, cùm sine admotione atque impositione manûs inungi nequeat illius frons qui confirmatur; atque ita manuum impositionem cum applicatione sacri chrismatis propriùs jungunt et nectunt.

XVII. Porrò ex his quæ hactenùs allata sunt satis colligitur hoc planè communiter theologos sibi sumere ut uno alterove modo tueantur inesse in administratione Confirmationis manuum impositionem. Difficile autem foret certum illi locum statuere si daretur confirmandi frontem penicillo inungi posse. Si quis autem reponeret eidem locum non deesse quotiescumque recipiatur illorum sententia qui manuum impositionem agnoscunt in earumdem extensione quæ fit per episcopum dùm priores recitat preces; præter ea quæ paulò ante dicta sunt, hæc superaddi posset satis firma replicatio : quòd, cùm episcopus sub functionis exordium primam orationem recitet, simulque manus protendat super eos qui præsentes adsunt Sacramentum suscepturi, nec ampliùs eamdem orationem repetat manusque protendat ad eos qui præsentes non aderant cùm primùm hæc præstitit, sed paulatim subingressi sunt in locum eorum qui chrismate inuncti recesserunt; cùmque hujusmodi agendi ratio communiter recepta sit et passim servetur, nemine penitùs contendente propterea nullum irritumque esse Confirmationis Sacramentum sic administratum iis qui in locum priorum successerunt : satis id est ad evincendum manuum extensionem quæ præindicato tempore fit ab episcopo super confirmandos, neque reipsà esse neque censeri eam manuum impositionem quæ ad validitatem Sacramenti requiritur. Verum quidem est à quibusdam non improbari penicilli usum in ministrando extremæ Unctionis Sacramento; at simul satis constat in hoc Sacramento impositionem manuum non requiri, sed unctione tantummodò opus esse, quæ pollice æquè ac penicillo perfici potest. Si verò alius quispiam, ejusdem assumpti tenax, hoc allegaret et in medium proferret manuum impositionem locum indubiè habere in collatione trium ordinum quos hierarchicos vocant, episcopatûs nimirùm, presbyteratûs et diaconatûs, et tamen eam expleri atque agnosci in instrumentorum porrectione quam collator ordinum præstat suscipientibus; sat erit animum ad ea referre quæ superiùs, lib. 8, cap. 10, adnotata fuerunt, ut perspecta fiat infirmitas hujusce assumpti : cui propterea, veluti nimis labili fundamento, inniti non potest ritus hactenùs in Ecclesiâ inusitatus, ministrandi nimirùm adhibito penicillo Confirmationis Sacramentum.

XVIII. Quod spectat ad Baptismatis administrationem, nihil planè est quod non præviderit cuique cumulatè non prospexerit præfata quinta Mediolanensis synodus provincialis : cujus sanctionibus consentanea tradunt tam qui antea quàm qui subsequentibus temporibus scripserunt. Illud pro regulâ receptum est, ut recens nati infantes de quibus periculum esse videtur, ne statim intereant, illicò baptismalibus undis abluantur, prætermissis usitatis cæremoniis et solitis ritibus; qui, si iidem baptizati superstites vivant, ab Ecclesiâ supplentur, omissâ formâ et ablutione, uti annotatum est in Rituali Romano. Id ipsum planè servandum venit cùm baptizatur infans qui ex matris utero prodiit peste infectus, seu qui morbi suspicionem secum affert, propterea quòd ex matre jam peste infectâ genitus fuerit : *Infans nuper natus peste laborans, aut eo nomine suspectus quia à matre pestifero morbo affectâ ortus est, quamprimùm, ob instans mortis periculum, à sacerdote peste laborantium curam gerente, infusionis ritu baptizabitur, aliis statis cæremoniis tunc non adhibitis*, etc. *Postea, si infans superstes erit, quamprimùm ab omni suspicione liber erit, in ecclesiam parochialem suam sacerdoti parocho offeretur, qui ex Ecclesiæ instituto reliquas statas cæremonias ei adhibebit.* Sunt hæc concepta verba sæpè dictæ quintæ synodi provincialis Mediolanensis, tit. de Baptismo infanti peste laboranti suspectove ministrando. Præstat quoque in hanc rem illud commemorare quod ipsemet S. Carolus scripsit ad cardinalem Gabrielem Palæotum in quâdam epi-

stolâ relatâ in notis ad illius Vitam, per Giussanum conscriptâ, lib. 4, cap. 8, lit. B, pag. 322, nimirùm, ob sævientis pestis calamitatem, adductum se fuisse ut nonnihil deflecteret à veteri Ambrosianæ Ecclesiæ disciplinâ, juxta quam baptizandus infans sacro fonti immergebatur, permittendo ut administraretur Baptisma adhibito infusionis ritu : *Licèt enim nunquàm mori Borromæus timuit, tamen vivere etiam nunquàm recusavit ; imò in epistolâ quâdam ad Palæotum episcopum Bononiensem affirmat immutatum pro eâ temporum calamitate aliquantulùm Baptismi administrandi Ambrosianum ritum, et, mersione infantis omissâ, aquâ infusâ ablui recenter natos tum primùm consuevisse, ut aliquo modo pestis contrahendæ periculum præcaveretur.*

XIX. Sequitur nunc, juxta ordinem hoc in capite statutum, ut de Pœnitentiæ Sacramento pauca dicamus. Porrò circa rationem seu modum illud administrandi, grassante peste, vel in ecclesiis, cùm viri ,ac feminæ peccata sacerdoti aperire cupiunt, vel in privatis domibus, cùm necesse est eas ingredi ad excipiendam peste laborantium confessionem, non est cur hìc pluribus disseramus; sufficit enim lectorem remittere ad eamdem quintam synodum provincialem Mediolanensem, cujus sanctiones, unà cum concordantium scriptorum auctoritatibus, retulit Pontas in suo Dictionario casuum conscientiæ, tom. 1, verb. *Curatus*, cas. 4; et Muratorius, in suo tractatu de Peste, lib. 3, cap. 4, pag. 355 et seq. Hic autem, pag. 364, æquum censet et praxi usuque servandum quod docent Zambranus, Granadus, Layman, Coninchius, Hurtado, Turrianus, Suarez et Diana; licere nimirùm absolutionem impertiri peste infecto, quamvis nondùm integram peccatorum confessionem expleverit, quoties confessarius probabiliter vereatur, ne et ipse pestilentem morbum contrahat vel ex nimio fœtore, vel ex diuturniore morâ cum ægrotante habendâ. Huic sententiæ adhæret quoque Pasqualigus, in Theoriâ et Praxi jurium, obligationum et privilegiorum eorum qui in periculo aut articulo mortis constituuntur. Percurratur ejusdem quæstio 142, num. 3 et seq. At sententiam hanc acriter oppugnat Marchinus, in suo tractatu de Peste, part. 3, cap. 4, num. 3 et seq., potissimùm câ ratione nixus, quòd confessarius qui integram pœnitentis confessionem non audit exploratum non habet ejusdem conscientiæ statum, neque dici potest proprio muneri satisfacere; est enim ipse animæ medicus : quapropter sicuti corporeæ vitæ medicus suo certè deesset muneri si ægrotanti pharmacum aliquod præscriberet non exploratâ priùs ac probè cognitâ illius morbi naturâ et statu : ita, inquit ille, affirmandum est suo muneri planè deesse spiritualem animæ medicum, cùm pœnitentem absolvit non auditâ priùs integrâ illius peccatorum confessione, et satis habens aliqua tantùm ex iis intellexisse. Addit insuper agi hìc de validitate Sacramenti ad æternam salutem necessarii, ideòque, ex rei naturâ et pontificum decretis, oriri obligationem amplectendi eam sententiam quæ tutum proponit et requirit remedium. Ita disserit præcitatus auctor cum aliis non paucis : qui quamvis pœnitentem ab integritate confessionis aliquando excusari posse admittant, tunc scilicet cùm, si quod peculiare factum confessario aperiat, grave aliquod damnum aut sibi aut alteri obventurum haud temerè pertimescat; ipsum tamen confessarium negant posse, absque lethalis peccati noxâ, sese subtrahere ab onere audiendi integram confessionem, etiam peste contracti qui integrè confiteri cupit, quantùmvis illi contrahendæ pestis periculum se objiciat; cùm propriam ipse vitam in concreditarum sibi animarum salutem cuilibet periculo exponere teneatur.

XX. Disserendum tandem superest de administratione duorum Sacramentorum Eucharistiæ et extremæ Unctionis. Quâ in re si sustineri tutò potuisset quæcumque à S. Carolo Borromæo gesta fuerunt non tam ab illius heroicæ perfectionis studio quàm à communi lege et obligatione profluxisse, facile omninò fuisset ad propositum à vicario apostolico Juliæ Cæsareæ postulatum respondere : nimirùm duo illa Sacramenta fidelibus peste correptis câdem planè ratione ministranda esse, quâ benè valentibus administrantur : ita enim se præstitit S. Carolus, atque ita quoque cavit in suo quinto provinciali concilio. Quod etiam perspicuè deprehenditur ex duabus ejusdem epistolis ad Ariminensem episcopum datis, alterâ quidem die 18 julii, alterâ verò die 5 augusti anni 1577, quæ referuntur ab eo qui elucubratis annotationibus locupletiorem facit sancti præsulis Vitam à Giussano conscriptam, præcitato loco. Et quidem in priore epistolâ ita legitur : *Scribis isthic dictitatum à me fuisse adhibitum cochlear quo ægris sacra altaris mysteria porrigerem. Hoc certum habe, id officii manibus semper meis præstitum fuisse, quibus etiam sacro oleo morientes inunxi. Cur enim ab humanâ ope subsidium mutuarer, cùm mihi Deum adfore certò sperarem? Fatendum tamen est quædam mihi indicata remedia nunquàm fuisse neglecta.* Secundæ verò epistolæ hæc alia sunt verba : *Aliquorum metu inductus erat hìc mos, pestilentiæ initio, ut argenteo cochleari infirmorum labiis Christi corpus offerrent ; sed in quodam congregato theologorum cœtu sancitum est ne id deinceps auderent : imò prohibitus est patenæ etiam porrigendæ usus, qui tamen primùm retentus cùm sacerdotibus fuerat, mox deinde intermissus.* Denique in præcitatâ suâ quintâ provinciali synodo, tit. : *Cautio in sacerdote ministrante*, ita decretum fuit : *In omni Sacramento, multòque magis in sanctissimâ Eucharistiâ ministrandâ, cavebit ut evitandi periculi vel suspicionis causâ, ne quid vel minimum, quod novum sit, administrationis ritum introducat, neve instrumentum aliudve quid simile ad ministrationem pro digitis vel adeò in iis ipsis adhibeat.* At, retentâ superiùs indicatâ animadversione, quòd scilicet S. Caroli gesta heroïcis factis accensentur, nec provinciali synodo Mediolanensi legis auctoritas tribui potest extra Mediolanensis provinciæ fines, necesse fuit aliunde examen ac definitionem propositæ quæstionis repetere.

XXI. Docent nonnulli vel ipso pestis tempore, ac etiam urgente contrahendi morbi periculo, nihil planè deflectendum esse ab usitato ministrandæ Eucharistiæ ritu ; ideòque sacerdotem teneri eamdem suismet manibus ægro ministrare : idque non minùs ut vigens disciplina sarta tecta servetur, quàm ut omne arceatur inconveniens quod posset facilè contingere quoties aliis ac aliis modis Eucharistia ministraretur : Bonacina, de Sacramento Eucharistiæ, disput. 4, quæst. 5, punct. 2, sub num. 9; Capisucch., in Quæst. moral., quæst. 2, pag. 81; Escobar, tom. 3, quæst. 1, lib. 20, problemat. 98; Tamburin., in Methodo SS. communionis, cap. 5, § 10, num. 21; Quart., ad Rubricas Missalis, part. 2, tit. 10, sect. 3, dub. 3, difficult. 3; Lacroix, tom. 2, lib. 6, part. 1, num. 486.

XXII. Mitiores alii sunt qui perpendentes ex unâ parte obligationem, quâ in mortis articulo constituti tenentur sanctissimum viaticum suscipere, ex aliâ verò onus quod sacerdoti incumbit ut illud iis administret; optimum factu esse putant omnem operam dare, ut facilior, quoad fieri potest, et expeditior evadat ministratio, atque ita omnis causandi seque excusandi facultas adimatur iis qui nimiâ contrahendi morbi formidine omnem rationem comminiscuntur quâ onus ministrandæ Eucharistiæ peste laborantibus à se removeant. Itaque hi tuentur quoties iniri possit ratio seu methodus haud indecens ministrandi peste contactis sacrum viaticum, absque eo quòd sacerdos manibus ipse suis Sacramentum in os ægroti immittere cogatur, illius usum minimè esse interdicendum ; Bissus, in suâ Hierurgiâ, verb. *Eucharistia*, pag. 408; Pasqualig., in Theoriâ et Praxi jurium, obligationum et privilegiorum eorum qui in periculo aut articulo mortis constituuntur, quæst. 265; Gobat., tract. 4, cas. 21, num. 433 et seq.; Mancin., in tractatu visi-

tandi infirmos, part. 8, dub. 18; Vener., in Examine episcoporum, lib. 4, cap. 46, num. 47; Bartholomæus Gavantus, in Enchirid. episcopor., verb. *Pestis*, num. 7.

XXIII. Alii tandem huic ipsi sententiæ adhærentes, ac eorumdem doctorum quos nuper citavimus vestigia sequentes, varios proponunt modos ministrandi Eucharistiam peste correptis, absque eo quòd minister id propriis manibus præstet : ex quibus sanè modis aliqui improbantur, veluti minùs tuti atque decentes; nonnulli verò satis apti existimantur, congruentesque functioni peragendæ tempore pestis ab eo qui sacrum viaticum ministraturus timet ne nudis manibus illud ministrans pestilenti morbo corripiatur.

XXIV. Primæ classi accensentur sequentes modi : inserendi nimirùm Eucharistiam in panem domesticum vel inter duas non consecratas particulas extremâ earum parte madefactâ ut sibi invicem adhæreant, commonefacto inde ægrotante delitescere intra panem domesticum, vel inter particulas non consecratas, sanctissimum Eucharistiæ Sacramentum. Hanc alii methodum exhibent, aureo scilicet vel argenteo forcipe Eucharistiam apprehendendi, aut eam collocandi super extremitate oblongæ laminæ quæ in semicirculi formam desinat, atque ita eamdem exporrigendi ægroto qui peste laborat. Est etiam qui suggerat ministrari posse sacrum viaticum manibus chirothecis indutis. Neque desunt qui consentiant ut, dùm periculum pestis imminet, plures sacratæ particulæ tradantur rectè se habentibus, qui eas religiosè servent, ac, ubi peste corripiantur, cum debitâ veneratione suscipiant. Improbantur itaque omnes recensiti modi, vel ob periculum gravis alicujus inconvenientis perfacilè eventuri quoties aliquo ex his modis Eucharistia ministraretur, vel ob indecentiam quæ, alio aliquo ex illis in praxim deducto, nullatenùs evitari posset.

XXV. Ex secundâ classe sunt alii mox recensendi modi : apponendi scilicet Sacramentum in mensulâ decenter paratâ, sacerdote commonefaciente infirmum ut eo vescatur, nec inde abscedente quòusque ægrotans sacram particulam sumpserit ac deglutierit : quâ in re exequendâ nonnulli addunt posse sacram particulam immitti vasculo in quo vini non consecrati vel aquæ haustus contineatur, eâque ratione facilem æquè ac decentem modum haberi dicunt ut sacerdos non cogatur manibus ipse suis Sacramentum infirmi labiis admovere : atque hi sunt probati modi. De duabus hisce classibus, tam scilicet de rejectis improbatisque quàm de receptis atque probatis modis administrandi Eucharistiam infectis peste, congruenter ad ea quæ hucusque adnotavimus disserunt Chapeaville, in tractatu de Necessitate et Modo ministrandi Sacramenta tempore pestis, à quæst. 30 ad quæst. 35; et Sylvius, in additionibus ad 3 part. D. Thomæ, quæst. 32, art. 3, conclus. 4, pag. 589 et seq. In Galliâ, sive in aliquibus illius regni diœcesibus, sacrum viaticum peste infectis ministratur involutum chartâ, vel brevi lineo panno, qui ibi constituitur unde possit ab ægrotante apprehendi; veluti testatur Pontas, præcitato loco. Fertur præsul de Marchis archiepiscopus Smyrnæ, ejusmodi nempe civitatis quæ frequenti peste obsidetur, indulgere consuevisse ut Eucharistia poneretur super mensulam cui imposita fuisset albæ mundæque chartæ plagula, quæ, susceptâ ab ægro sacrâ particulâ, statim igne combureretur. Et quidem auctores proclives sese exhibent in eam opinionem quæ admittit ut Eucharistia in mundo decentique loco deponatur, ex quo eam suscipiat absumatque is qui peste laborat. Videantur Leander, part. 2, tract. 7, de Eucharistiâ, disput. 4, quæst. 20, Passerinus, in 3 part. S. Thomæ, quæst. 62, num. 33 et 34, qui valdè mirantur Dianam, tom. 2, tract. 2, resolut. 100, Editionis coordinatæ, hunc quoque modum improbare, cùm cæteroquin ipse alibi docuerit si æger deglutire nequeat sacram particulam, condendam eam esse in vasculo unâ cum aquæ vel vini non consecrati haustu, ut ita eam æger faciliùs absorbere valeat. Siquidem in hâc quoque facti specie contingit quòd is qui sacro pabulo reficitur illud è sacerdotis manibus immediatè non sumit : quod planè illud est quo præfatus auctor impellitur ad rejiciendos modos quos cæteri in Eucharistiâ peste laborantibus ministrandâ adhibendos proposuerunt, atque probârunt.

XXVI. Muratorius in tractatu superiùs citato, de Peste, lib. 3, cap. 4, pag. 366 et seq., valdè proclivem se ostendit in aliquam idoneam honestamque rationem quâ et ministretur pestilenti morbo laborantibus Eucharistia, et simul ministrantium indemnitati consulatur; scitè animadvertens haud oportere ex ritibus qui secundis rebus atque temporibus religiosè servantur metiri ac definire eos qui luctuosissimorum temporum duræ necessitati possint congruere. Vult tamen id omne moderandum ac definiendum esse judicio episcopi cujusque loci, nec integrum esse singulis sacerdotibus eam quam quisque maluerit rationem seligere. Porrò, congruenter ad hoc idem systema, post accuratum rei examen, rescriptum fuit postulato vicarii apostolici Juliæ Cæsareæ; videlicet, advigilandum ipsi esse quàm maximè ut peste correptis Sacramenta ministrarentur : quo verò ad modum administrandæ Eucharistiæ, si sacerdotes deprehendisset alienos atque abhorrentes à ministratione suis manibus peragendâ, modum ipse statueret, audito prudentum consilio, atque præ oculis habito decore in tanti Sacramenti administratione servando, ut quidquid eidem repugnans deprehenderet omninò usurpari prohiberet. Neque enim facile visum est à longè interroganti responsum reddere quo certus modus certaque ratio ineunda præscriberetur; ad hoc enim omninò fuisset opus ob oculos habere omnes circumstantias, easque præsertim quæ possent regioni congruere, ac perspectos habere modos qui, dùm aliàs pestis, eâ in regione satis superque frequens, grassaretur, in usum et praxim fuerunt deducti.

XXVII. Suarez, tom. 3, in 3 part. S. Thomæ, disput. 82, sect. 2, quæstionem instituit an omninò necesse sit ut is cui Eucharistia ministratur, alius sit ab eo qui eam administrat; et consequenter an liceat laico sibimet ipsi Sacramentum hoc ministrare : respondetque licere id laico quoties in extremam mortis necessitatem conjectum se sentiat, nullusque reperiri possit sacerdos qui ipsi Eucharistiam ministret. Quam in rem utitur exemplo Mariæ Scotorum reginæ, quæ, antequàm martyrium subiret, *Sacramentum, quod apud se habebat, propriis manibus sumpsit, cum summâ omnium laude; et quamvis fortassè habuerit amplam circa hoc Pontificis concessionem, tamen etiam sine illâ piè et sanctè fecisset.* Cardinalis Bona, Martene et Morinus, monumenta afferunt omni exceptione majora ad evincendum laicos, juxta veterem disciplinam, dominici corporis participes fieri consuevisse, accipiendo à sacerdote eucharisticum panem eumque suis manibus in proprium os inferendo : quod quamvis nunc temporis obsoleverit, haud tamen damnari mereretur sacerdos qui sacro viatico reficiendus, annuente sacerdote ministrante, illud manibus susciperet, atque ad os suum ipse admoveret. Egimus ipsi hâc de re in nostro opere de Canonizat. sanctor., lib. 3, cap. 38, num. 17, et in alio oper. nostro de Sacrificio missæ, sect. 1, n. 345, et sect. 2, num. 153, latinæ editionis. Verùm, redeundo ad veterem usitatum morem, exploratum est consuevisse viros in nudas manus Eucharistiam excipere, mulieres verò in album pannulum. Georgius, tom. 3 Liturgiæ Romani Pontificis, cap. 19, num. 4, quærit an albus ille pannulus in quem mulieres sacram Eucharistiam excipiebant, ut eam indè suis manibus susciperent, appellaretur dominicale, uti contendunt Baronius, Binius, Sirmondus et Mabillonius; an potiùs dominicale esset ac diceretur velum illud quo caput obtegebant cùm ad sacram mensam accedebant. At, quidquid sit de eruditâ hâc controversiâ, illud certum est, per plura secula laicos qui sacrâ communione reficiebantur in proprias manus,

excepisse Eucharistiam suisque itidem manibus illam in os intulisse ; feminas verò Eucharistiam suscepisse in album pannulum eamdemque subinde suis et ipsas manibus ad os transtulisse. Ideòque si nullo expresso præcepto cavetur ut, dùm laici sacræ communionis participes fiunt, alia sit ministrantis, alia verò suscipientis persona ; si pluribus labentibus seculis Eucharistiam acceperunt laici, viri quidem in nudas manus, mulieres autem in album pannulum ; si huic rei nil aliud objicitur quàm subsecutus contrarius usus ; neque modò contenditur ut, hoc sublato, mos ille vetustior universim redintegretur, sed tantummodò ut certo nec ita frequenti casu, sævientis scilicet pestis, ad faciliorem et expeditiorem reddendam ministrationem sacri viatici miseris moribundis exhibendi, remoto simul à ministris, quantùm fas est, oppetendæ mortis timore ac periculo, possit episcopus, adhibitis in consilium sapientibus viris, modum aliquem aptamque ejusmodi ministrationis rationem permittere, quamvis ei juncta esset implicita veluti facultas ut is qui sacro Christi corpore reficitur suis ipse manibus sacram particulam apprehendat atque in os suum inferat : magnis profectò animis opus est ut tam æqua, tam proficua moderatio improbetur ac rejiciatur, miseros ægrotos eò calamitatis adigendo ut proximum incurrant periculum ex hàc vità decedendi sine viatico : quemadmodùm animadvertit Pontas, verb. *Communio*, cas. 18, subditque etiam Muratorius, loco supra citato.

XXVIII. Thomas cardinalis Cajet., in Com. ad c. 26 S. Matth., v. 26, ad illa verba : *Accipite et comedite :* scribit quæ sequuntur : « Adverte hìc quòd, sicut Ecclesia laudabiliter pro reverentiâ Eucharistiæ non utitur Eucharistiæ cibo, nisi jejuna (excepto extremæ ægritudinis articulo), licèt Dominus inter cœnandum communicaverit discipulos, ita laudabiliter pro reverentiâ Eucharistiæ abstinet ab isto modo manducandi : *Accipite, comedite ;* ut nonnisi sacris manibus tangatur Eucharistia. Verùm, ad imitationem Christi, communicare tali modo in articulo necessitatis, non esset inconveniens : sicuti etiam non jejunos, ut dictum est, in articulo necessitatis communicamus. Esset autem necessitatis articulus, si tempore epidemiæ non haberetur sacerdos qui propè offerret Eucharistiam, et locando super præparato loco diceret communicaturis propè expectantibus et adorantibus : *Accipite, comedite ;* possent enim reverenter accipere et comedere sicut fecerunt Christi discipuli, qui acceperunt à Jesu, non manu ad manum, sed ex mensâ, cùm sederent multi in tantâ distantiâ, ut manus Jesu manibus eorum non possent jungi. Crediderim ego quòd sicut unum calicem communem omnibus tradidit, ita in unâ patinâ panem in duodecim buccellas fractum manibus propriis tradiderit : et quòd hinc Ecclesia usum patinarum apostolicâ traditione acceperit : ita quòd sicut calicem unus discipulus dedit alii, ita patinam cum pane sancto propinquiores Jesu remotioribus successivè porrexerint. » Hactenùs Cajetanus. Doctrina hæc displicuit Ambrosio Polito Catharino, archiepiscopo Compsæ, scriptori suppari ipsi Cajetano ; ambo enim floruerunt sub initium seculi XVI : nec dubitat Catharinus tanquàm reum *contemptùs* et irreverentiæ erga Eucharistiam Cajetanum traducere sequentibus verbis, pag. 421, lib. 5 annotationum contra Commentaria Cajetani, edit. Lugdunens. anno 1543 : « Quòd novum quoque modum ministrandi hoc Sacramentum Cajetanus tradiderit, videlicet per manus laicorum, et instrumenta inanimata, ob metum contagionis, et ut etiam ipsi peste laborantes propriis manibus sibi ministrent, spectare ad contemptum tanti Sacramenti non dubito. Præterquàm enim quòd est hæc nova et singularis ejus traditio, adversatur etiam aliorum doctrinæ. Nam Petrus de Palude, in 4, longè prudentiùs docet in quâcumque causâ non licere laicis nec sibi nec aliis hujusmodi Sacramentum ministrare. Quantò minùs hoc permitti debet peste laborantibus, qui plerùmque manià corripiuntur ; et quantò etiam minùs per instrumenta inanimata ! » Sed Catharinum excessisse in censurâ, tum quia non fideliter Cajetani sententiam retulerit, tum quia non admodùm solidè eam impugnaverit, facillimè ostenditur. Cajetanus non concedit laicis, tempore pestis, tangere manibus Eucharistiam ; sed illam à sacerdote depositam in loco apto, admoto ore assumere. Nec sumentes hoc modo dicerentur propriè ministri Eucharistiæ, sed cooperarentur ministrationi ; ut sanè omnes laici cooperantur dùm ore à sacerdote suscipiunt Eucharistiam : uti scitè notavit Gabriel Henaus, tract. de Eucharistiâ, disput. 15, sect. 5, num. 45, qui, licèt pluribus confirmet solùm sacerdotem esse ministrum hujus Sacramenti, tempore tamen pestis, juxta Cajetani placitum, admittit infirmis posse porrigi in patenâ vel alio mundo vase ex quo, ore admoto, sumant : nec proinde concedit in tali eventu infirmum fore ministrum Sacramenti. Paludanus verò, in 4 Sentent., dist. 23, quæst. 1, nil habet contra sententiam Cajetani : solùm enim docet in genere ministrum Eucharistiæ esse sacerdotem, de quo nemo dubitat ; de eventu verò pestis tacet omninò. Quod addit Catharinus de manià non est ad rem : si qui enim sint laborantes peste qui etiam manià correpti deprehendantur, cùm dignè et reverenter ob maniam sumere non possint, neque à manibus sacerdotis sumere debent. Cæterùm pro sententiâ Cajetani tempore pestis, præter supra cumulatos, stant quoque Hieronymus Venerius archiepiscopus montis Regalis, in Examine episcoporum, lib. 4, cap. 46, num. 47 ; Marchantius, in Horto pastorum, tract. 6, lect. 3 ; Novatus et alii.

XXIX. Administrationem eucharistici Sacramenti subsequitur demùm extremæ Unctionis ministratio, de quâ quidem parùm nobis disserendum est, quod pertinet ad partes corporis sacro oleo liniendas, cùm jam constitutum sit ut, dùm contagiosi morbi grassantur, ad evitandum contagionis periculum sufficiat inungere organum illius sensûs qui patentior sive inunctioni magis expositus se offert, proferendo interim Sacramenti formam sequenti ratione : « Per istam sanctam unctionem et suam piissimam misericordiam indulgeat tibi Dominus quidquid deliquisti per visum, auditum, odoratum, gustum, tactum, » etc., uti supra, lib. 8, cap. 3, num. 4, ostendimus. Videri quoque possunt Natal. Alex., in suâ Theologiâ dogmaticâ et morali, t. 1, l. 2, de extremâ Unctione, c. 5, reg. 6 ; Herminier, in tr. de Sacram., t. 3, de extremâ Unctione, c. 2, § *Quæres utrùm plures ;* Tournely in suis prælectionibus theologicis, de Pœnitentiâ et extremâ Unctione, § *Quæres tertiò*, pag. 35, impressionis Parisiensis anni 1728 ; modernus Benedictus Gaetani, episcopus Collensis, in suâ Disceptatione historicâ de extremâ Unctione, cap. 8, pag. 98 ; et omnium latissimè Diana, in Editione coordinatâ, tom. 1, tract. 3, resol. 60. Quapropter illud tantummodò discutiendum superest an tempore grassantis pestis liceat Sacramentum extremæ Unctionis ministrare seu unctionem sensûs peragere, adhibitâ oblongâ virgâ cujus extremæ parti alligatus sit firmiterque adhæreat gossipii pugillus sacro imbutus oleo, quo scilicet contingatur et liniatur pars illa corporis quæ sola inungitur cùm Sacramentum peste laboranti administratur.

XXX. Ratio hæc sive methodus ministrandi extremam Unctionem probatur à Saintebeuve, tom. 3, cas. 88, ac fertur etiam in praxim deducta per plures Galliæ diœceses quas pestis incesserat ; uti testatur Pontas, præcitato loco, verb. *Communio*, cas. 18, et verb. *Curatus*, cas. 4. Consentiunt plures alii auctores : Sylvius, in additionibus ad 3 part. S. Thomæ, quæst. 32, art. 3, ubi disserens de sacerdote extremam Unctionem ministrante ei qui peste laborat, hæc habet : « Uti potest virgâ oblongâ, verè tamen oleo tinctâ, sic ut perficiatur unctio, etc. Peractâ autem unctione, virgam ejusmodi aut purgabit, ac in similem usum servabit, si aurea sit vel argentea, propter reverentiam Sacramenti ; vel igne comburet, si sit lignea : » et ante Sylvium id ipsum docuerat Chapeaville, in cit.

tract de Necessitate et modo ministrandi Sacramenta tempore pestis, quæst. 39, ubi rectè concludit, dùm, sæviente peste, Sacramentum extremæ Unctionis hoc modo ministratur, nihil desiderari quod ad substantiam pertineat, sive ex parte formæ, sive etiam ex iis quæ præstanda sunt à ministro, qui verè dicitur ungere, licèt memoratâ virgâ utatur; quomodò eum scribere affirmamus qui ad litterarum characteres efformandos calamo utitur. In Rituali Romano, in ordine ministrandi hoc Sacramentum hæc verba leguntur: *Deinde, intincto pollice in oleo sancto, in modum crucis ungit infirmum*: ex quibus oritur obligatio, semotâ necessitatis causâ, sectandi præscriptam ibi methodum, ita ut qui secùs agit peccati reatum incurrat. At quoties adsit gravis urgensque necessitas expeditos facilesque inveniendi modos quibus pestifero morbo infecti hujus Sacramenti participes fieri possint, nulla subest justa ratio quæ possit episcopum remorari ne facultatem faciat sacerdotibus extremæ Unctionis Sacramentum superiùs indicato modo administrandi. Videatur hâc ipsâ de re Pasqualigus, memorato opere, quæst. 356, ubi, postquàm sedulâ curâ collegit doctores qui in eamdem sententiam consentiunt, hæc addit, num. 3: « Dicendum est extremam Unctionem ministrari posse mediante aliquo instrumento ex causâ rationabili, qualis esset ad evitandum periculum infectionis tempore pestilentiæ. Ratio autem est quia, etiamsi minister utatur instrumento aliquo, adhuc tamen verè et in communi existimatione dicitur ungere; siquidem frequenter unctio solet fieri mediante aliquo instrumento: et ideò salvatur quòd minister sit causa effectiva unctionis, ex generali ratione quòd actio quæ fit mediante aliquo instrumento dicitur esse immediatè ab agente principali, cùm instrumentum non agat nisi ut motum ab illo. » Præter auctores autem inibi ab eo congestos, huic quoque sententiæ subscribunt Suarez, in 3 part. S. Thomæ, tom. 4, disput. 44, sect. 3, sub num. 10, pag. 549, Venetæ impressionis anni 1603; Giribald., de Sacramentis in genere, tract. 1, cap. 1, dub. 4, num. 26; Rosignol., tom. 16, part. 2, de extremâ Unctione, quæst. 5, art. 5, num. 5 et 6; Lacroix, lib. 6, part. 2, de extremâ Unctione, num. 2115; Wigandt, in Tribunali confessariorum, tract. 14, examin. 4, sub num. 107 et 117; Duhamel, tom. 7 Theologiæ, tract. de extremâ Unctione, dissert. 2, cap. 1, sub num. 2; Diana, in Edit. coord., tom. 2, tract. 4, resol. 34 et 35; Zuccherius verò, in Decisionibus cleri Patavini anni 1708, casu 1, discusso mense octobris, dub. 2, in hanc ipsam sententiam eò propensiorem se esse fatetur, quòd eam admissam et traditam videat ab iis quoque qui in Eucharistiâ ministrandâ non consentiunt posse sacerdotem aliam inire rationem quàm ut sacram particulam in os ægroti peste laborantis propriis manibus inferat.

CAPUT XX.

De postulatis spectantibus ad Christi fideles Turcarum imperio subjectos.

I. Retulerunt Albaniæ episcopi pauperes Catholicos illius regionis hanc plerùmque artem exercere, ut naves suas onerent tormentis bellicis tum majoribus, tum minoribus, ensibus, plumbeis globulis, nitrato pulvere, ære, ferro, chalybe, funibus, rudentibus, aliisque rebus ad onerarias æquè ac bellicas naves instruendas necessariis, eaque omnia ad Turcas transvehant: neque verò hanc artem intermittere eos posse, tum quia Turcico imperio subduntur, ejusque gravissimo premuntur jugo, nec aliâ ratione ærumnosam vitam tolerare suasque inopes familias sustentare valent; tum etiam ut habeant unde tributum iisdem Turcis persolvant, quo non soluto, omninò perderentur. Quoniam verò hæc omnia ecclesiasticis sanctionibus prohibentur, subdiderunt iidem præsules facere se non potuisse quominùs à Sanctâ Sede implorarent pro Catholicis sibi subditis privilegium quod et eorum conscientiam solaretur, et facultatem iis afferret id ipsum persequendi, sublato periculo incurrendi pœnas et censuras indictas in eos qui id agunt quod à memoratis populis hucusque factitatum esse fatebantur.

II. Sanè præmissa omnia canonicis sanctionibus esse vetita, perspicuum fit ex cap. *Ita quorumdam*; ex cap. *Significavit*; cap. *Quod olim*; cap. *Ad liberandum*, de Judæis et Saracenis; cap. *Multa*, lib. 5 Extravagantium communium; cap. unic. de Judæis, inter extravagantes Joannis XXII, præter id quod legitur in bullâ *Cœnæ Domini*, quæ singulis annis iterùm solemniter publicatur. Præterea similis prohibitio deferendi arma et bellica instrumenta ad hostes reipublicæ ex civilibus etiam legibus oritur, nimirùm ex l. *Nemo*, cod. *Quæ res exportari non debeant*; l. final. cod. de Pœnis.

III. Putârunt nonnulli interdictum illud, ne arma ac bellica instrumenta deferantur ad Turcas, originem simul et causam duxisse à crucesignatorum expeditionibus toties indictis atque susceptis ad Terram Sanctam ex hostium manibus redimendam, propterea quòd hujusmodi bellicorum instrumentorum ad Turcas transvectio eo tempore facta magnum detrimentum christianæ rei inferre potuisset: ideò quoties crucesignatorum expeditio non habeatur, et quoties bellum in Turcas actu non ferveat, locum hujusmodi sanctionibus esse non debere. Nos autem haud quidem inficiabimur nonnullas ex præindicatis prohibitionibus tunc prodiisse cùm sacrum bellum à crucesignatis gerebatur, et memoratæ rationi proximè innixas fuisse. Hujusmodi planè est illa quam B. Gregorius X edixit in suâ constitutione 2, cui initium: *Adaperiat*, n. 2, part. 2, tom. 3 Bullarii Romani novissimæ editionis: *Nonnulli maledictionis alumni, solo nomine Christiani, terrena duntaxat, non cœlestia sapientes, et inniten tes perniciosis lucrorum studiis ut in voluptuosæ vitæ fœcibus latiùs debacchentur, victualibus, armis, vasis, navilibus et aliis necessariis, causâ damnati quæstûs, Christi muniunt inimicos, ut ad impugnationem fidei et Christianorum, ac Terræ Sanctæ depressionem, robore fortiori sic muniti consurgant.* At negabimus, et jure quidem negabimus, omnia interdicta hujusmodi fuisse tunc evulgata dùm cruciatæ haberentur, nec alium iis finem statutum fuisse quàm Terræ Sanctæ ex Turcarum manibus vindicationem; tum quia similis prohibitio, uti monuimus, inserta legitur bullæ quæ adhuc quotannis in die Cœnæ Domini publicatur; tum quia eadem præcipuè innititur improbitati ipsius actionis, ex quâ naturaliter sequitur ut potentiores et animosiores fiant christiani nominis hostes, atque ita Catholicorum respublica faciliùs opprimatur ac subvertatur.

IV. Docent alii, justis urgentibus causis, semotoque semper animo juvandi Turcas, posse Romanum Pontificem pauperes Christi fideles donare privilegio asportandi arma atque militaria instrumenta ad Turcas, dummodò cum iis actu bellum non ardeat. Ita disserit Alterius, de Censuris, lib. 5, cap. 11, disput. 8. Imò contenditur hujusmodi privilegio Januenses à Sixto IV et Julio II pontificibus, Venetos autem à Martino V pontifice fuisse donatos; uti videre est penes Sayrum, de Censuris, lib. 3, cap. 11, num. 36; Sebastianum verò Lusitaniæ regem à Gregorio XIII id ipsum obtinuisse, quemadmodùm evincitur ex hujus pontificis brevi incipiente: *Exponi nobis*, relato num. 72, part. 3, tom. 4 citati Bullarii. At nullum fortassè ex hujusmodi exemplis eidem casui de quo nunc agimus congruere meritò dici potest. Licèt enim in præindicatis Januensium Venetorumque privilegiis expressa legatur facultas exercendi, etiam dùm bellum geritur, cum Turcis mercaturam; iisdem tamen in privilegiis semper excipiuntur arma: idque tantummodò indulgetur ut vendantur funes pro navibus ad eorum portum appellentibus, ac insuper quædam stanni, plumbi, æris et aurichalci species, ut rectè observat cardinalis Toletus, in suâ Instructione sacerdotali, lib. 1, cap. 23, num. 10. Nec quidquam ab iis discrepat privilegium Lusitano regi concessum, cùm in ipso facultas fiat Catholicis qui ex Lusitaniæ aliisque regnis navigant

ad caput de Guea, aliasque Africæ regiones, ut transvehere possint ad infideles, ipso quoque belli tempore, merces aliasque res universas, exceptis tamen iis quæ bullâ *Cœnæ Domini* asportari prohibentur : *Ad caput de Guea et cæteras Africæ partes, etiam belli tempore, commercii causâ, se transferendi, ac ibidem commeatus, merces, victualia et quascumque alias res, non tamen in litteris die Cœnæ Domini legi solitis prohibitas, deducendi, transvehendi et transportandi.*

V. Reginaldus rem supra modum acuens, tuetur interdicta hujusmodi neque locum neque vim obtinere, quoties ea quæ Christi fidelibus obvenit ex negotiatione utilitas, major sit damno quod ex armorum bellicorumque instrumentorum transvectione ad Turcas obventurum timetur. Verùm hanc sententiam oppugnant Mendoza, et latiùs Diana, coordinatæ Editionis tom. 5, tract. 1, resolut. 46. Ideòque alii, rem ad theologiæ principia exigentes, advertunt ignea tormenta diversi moduli, seu enses, modico numero ad Turcas transvehere, cùm in ipsos bellum non geritur, esse quid per se ac naturâ suâ indifferens, modò id non fiat iniquo animo et consilio nocendi Christi fidelibus ; ideò autem pravum evadere ac etiam excommunicationis pœnâ vindicari, propterea quòd Ecclesia, justis urgentibus causis, hoc fieri interdixit. Ex quo inferunt, cùm pauperes Christi fideles, quidquid in hoc genere agunt, haud certè eo consilio præstent ut detrimentum inferant iis qui unam eamdemque cum ipsis religionem profitentur, sed tantummodò ut inopes familias suas alant, et habeant unde tributum possint persolvere, atque ita impendentem suo capiti ruinam evadant; conticescere omninò in hâc facti specie ecclesiasticam legem, eamque, tanto urgente incommodo, non obstringere. Ita disserunt Ugolinus, de Censuris, part. 2, cap. 7, § 1, num. 4; Sayrus, eodem. tract. de Censuris, lib. 3, cap. 1, sub num. 34; Castropalaus, Oper. moral. part. 6, disput. 3, de Censuris, punct. 8, num. 17; Duard., in bullam *Cœnæ*, lib. 2, can. 7, quæst. 12, num. 2 et 3, et quæst. 38, conclus. 1, num. 13; Bonacina, Oper. moral. tom. 3, de Censuris, in bullâ *Cœnæ*, disput. 1, quæst. 8, punct. 4, proposit. 4, num. 13; Filliucius, Oper. moral. tom. 1, tract. 16, cap. 6, de Censuris in particulari, quæst. 7, num. 147 ; Schmalzgrueber, in lib. 5 Decretal., tit. 6, de Judæis, sub num. 47.

VI. Alii insuper opportunè animadvertere non prætermittunt Christi fideles Turcarum imperio subjectos, si iisdem sibi imperantibus arma suppeditent, vel ad designatum ab ipsis locum eadem transvehant, dummodò id peragant remoto semper iniquo animo nocendi Christi fidelibus, haudquaquàm fieri obnoxios canonicis sanctionibus, quibus indefinitè ac universim id fieri prohibetur : Navarrus, consil. 3 et tribus sequentibus, lib. 5, tit. de Judæis, Leander, in Quæst. theol., part. 4, tract. 3, de bullâ *Cœnæ*, disput. 3, quæst. 3 ; Salmanticenses, in Cursu theologico morali, tom. 2, tract. 10, de Censuris, cap. 4, punct. 6, excommunicat. 7; Schiara, in Theologiâ bellicâ, tom. 3, lib. 5, difficult. 24, num. 22; Franciscus à Breno, in suo Manuali missionariorum, tom. 2, lib. 1, cap. 2, quæst. 2, et præcipuè num. 6 et num. 9, eodem planè modo quo ab omni culpâ immunes censentur miseri illi Christi fideles qui in Turcarum triremibus captivi, unà cum illis remum agunt, cùm Turcicæ in Christianorum naves impelluntur, si id quod faciunt verberibus et durâ servitutis lege coacti faciunt, nihil cæteroquin ipsi in Christi fideles animo infensi : Alterius, de Censuris, lib. 5, cap. 10, § *Hæc opinio;* Azorius, Institut. moral. part. 1, lib. 8, cap. 23, quæst. 17; Molina, de Justitiâ et Jure, disput. 215, tom. 1 ; Thesaurus, de Pœnis ecclesiasticis, part. 2, verb. *Arma*, cap. 8, § *Quæres primò;* Tolet., Instruct. sacerdotal. lib. 1, cap. 24, num. 6; ibique Adden. à Breno, tom. 2 Manual. missionarior., lib. 1, cap. 2, quæst. 2, ubi demonstrat quantùm intersit discriminis inter hanc facti speciem et alteram de quâ sermo est in propositione 51, inter proscriptas ab Innocentio XI, ubi proponitur famulus qui metuens duntaxat ne ab hero torvis oculis aspiciatur, malè tractetur aut domo expellatur, scalam admovet, ostium reserat, vel quid aliud præstat ejusmodi, ut herum ipsum alienas ædes ini quo consilio pervadere nitentem adjuvet.

VII. Albanensibus itaque episcopis qui in relatione statûs suarum ecclesiarum petitionem de quâ hucusque disseruimus pro miserrimis Christi fidelibus sibi subditis ad congregationem de propagandâ Fide detulerunt, post accuratum rei examen, conscriptæ fuerunt ac datæ encyclicæ litteræ die 14 martii 1747, quibus auctoritate nostrâ mandatum ipsis fuit ne molestiam afferrent miseris illis Catholicis, si suis navibus ad Turcas, nullo inter hos et Christi fideles indicto bello, transveherent sclopos majores atque minores, sarissas, gladios, plumbeas glandes, nitratum pulverem, chalybem, ferrum, aurichalcum, æs, funes aliaque ad onerarias aut bellicas naves struendas idonea ; adhibito tamen modo quoad numerum et quantitatem, quemadmodùm plerùmque fieri dignoscitur; ac firmâ cæteroquin et illæsâ remanente prohibitione transvehendi, sive pax vigeat, sive bellum ardeat, mortaria, incendiarias pilas, tormenta bellica majora, plumbeos, aut ferreos majoris moduli globos, ipsosque sclopos ingenti numero, quod tamen, ut supra diximus, rariùs contingit : quâ initâ ratione, satis provisum putamus ut et prohibitio, quantùm necesse est, sarta tecta servetur, et miseris illis Christi fidelibus, nihil iniquo animo molientibus in religionis sodales, facultas reliquatur comparandi sibi victum, ac evadendi violentias atrocesque persecutiones sibi ab iniquis dominis imminentes.

VIII. Gravioris momenti fuit aliud postulatum ab archiepiscopis, episcopis, parochis ac missionariis ejusdem provinciæ Albaniæ propositum : an scilicet permittendum sit Catholicis ibidem sub Turcarum imperio degentibus ut Mahumetanum aliquod nomen sibi imponant, eoque se compellari faciant, ut ita possint liberi commercii commodis cum Turcis gaudere, simulque evadere pensitationem certi cujusdam exigui censûs sive tributi quod solvere debent omnes qui, cùm Turcæ non sint, in Turcarum regionibus commorantur, ac demùm ut à persecutionibus gravissimisque pœnis se eximant quibus obnoxius fieret quisquis, à Mahumetanæ impietatis erroribus ad Christi fidem translatus, Turcico se nomine compellari non faceret : nam si deinde christiano aliquo nomine se nuncupari pateretur, perfacile Turcis esset conjicere, ac etiam planè deprehendere, illum ad christiana sacra transiisse ; quâ re detectâ, haud sanè prætermitterent ea parare atque exequi quæ ipsorum legibus sanciuntur in eos qui ab eorum sectâ ad nostram religionem convertuntur.

IX. In concilio provinciali sive nationali Albano, habito sub Clemente XI pontifice anno Domini 1703, sancitum fuit, cap. 5, ut à Sacramentorum communione repellerentur Christiani illi qui Christi fidem in corde ac mente servantes, ab exteriori tamen ejusdem professione deficiunt, sectantes extrinsecùs Turcicam vivendi rationem, et Turcicis nominibus sese vocitari permittentes : *In Turcarum consortio Turcico more vitam degunt, dies jejunio sacros esu carnium profanant, et Mahumetanis nominibus vocitantur ; in congregatione tamen fidelium christianos mores induunt, et officia peragunt Christianorum.* Id ipsum quoque decretum fuit in nostrâ constitutione cui initium : *Inter omnigenas*, quæque est num. 89 tom. 1 nostri Bullarii, super disciplinâ incolarum regni Serviæ finitimarumque regionum, ubi, § 3, inter cætera quæ Christianis interdicuntur illud recensetur, ne Mahumetana nomina assumant : *Nomina Turcica, quorum nec memores esse deberent, per labia sua assumere* : idque, licèt omni asseveratione testentur se Christi fidem in corde fovere. Itaque non absimile fuit responsum quod, re priùs in congregatione universalis inquisitionis sedulò examinatâ, redditum fuit archiepiscopis, episcopis, parochis et missionariis Albanensibus : quibus etiam seriò

injunctum fuit ne patiantur Christi fideles Turcica nomina assumere iisque se compellari facere, sive ut à tributi pensitatione se subtrahant, sive quàcumque aliâ de causâ : eos verò qui, ejuratis Mahumetanis impietatibus, Christi fidem amplexi sunt hortentur opportunè ut, quatenùs de suâ firmitate et constantiâ pertimescant, ex illis regionibus abscedant, seque transferant ad alias Turcico imperio non subjectas ; cùm nec his licere debeat pristinum Turcicum nomen retinere postquàm in Christo renovati sunt, nihilque prosit utrisque inviolatam in corde fidem servare, dùm nimis apertè, uti prænotatum est, in exteriori ejusdem confessione deficiunt. Hæc omnia latiùs persecuti sumus nuperrimâ nostrâ encyclicâ epistolâ incipiente : *Quod provinciale concilium*, editâ die primâ augusti anni 1754, quæ inseretur tomo 4 nostri Bullarii : *Districtè prohibemus ne quilibet ex Christi fidelibus, quocumque casu vel prætextu, aut in quibusvis excogitabilibus circumstantiis, eadem Turcica seu Mahumetana nomina, ut Mahumetani credantur, assumere audeant ;* et mox infra : *Illos denique qui ex Mahumetanis Christiani sunt facti, vel qui istorum sunt filii, si de suâ in fide constantiâ diffidant, vereanturque ne si Turcica deponant nomina, dominantium pœnas incurrant, easdemque subire formident, seriò admoneatis ut omninò regiones illas occultè deserant, et ad terras Christianorum accedant atque confugiant, in quibus et Deus qui dat escam omni carni, et fidelium charitas minimè ipsis deerit, maximè si episcoporum commendatitiis epistolis muniantur.*

X. Nemo christianus potest ullam omninò extrinsecùs actionem edere eo consilio ut Turca vel alterius cujusvis sectæ professor existimetur, quamvis intimo corde sanctam Christi fidem firmiter teneat. In veteri Testamento, Eleazarus, amicis hortantibus ut ad declinandam necem ex immolatis edere simularet, respondit statutum sibi deliberatumque esse non solùm ab esu, sed etiam ab edendi specie abstinere, ne cæteris offensioni et scandalo esset, atque ita animam suam in æternum perderet : *Non enim ætati nostræ dignum est fingere, ut multi adolescentium arbitrantes Eleazarum nonaginta annorum transisse ad vitam alienigenarum, et ipsi propter meam simulationem*, etc., *decipiantur, et per hoc maculam atque execrationem meæ senectuti conquiram. Nam etsi in præsenti tempore supplicîis hominum eripiar, sed manum Omnipotentis nec vivus nec defunctus effugiam :* uti legere est lib. 2 Machabæorum, cap. 6. Redemptor verò noster Dominus Jesus Christus apertè enuntiat se extremâ universalis judicii die illos nequaquàm in suos agniturum quos in hâc vitâ degentes quodammodò puduit ipsius sectatores se profiteri : *Qui me erubuerit et meos sermones, hunc Filius hominis erubescet cùm venerit in majestate suâ.* Ita Lucæ cap. 9. Inter eos autem qui coram hominibus erubuerunt se Christi sequaces ostendere, ii procul dubiò recensebuntur qui temporalis compendii causâ alterius religionis se esse simulaverint. Et, quamvis Apostolus, 1 ad Cor., cap. 9, affirmet se cum Judæis tanquàm Judæum, cum gentilibus tanquàm gentilem conversatum fuisse, opportunè tamen annotat S. Augustinus, epist. 40, aliàs 9, et epist. 82, olim. 19, id peregisse Apostolum ex charitatis impulsu, quo omnibus familiariter utebatur, ut omnes lucrifaceret : abstinens cum ethnicis à legalibus, quæ, antiquato jam præcepto non ampliùs necessariò servanda erant ; eorumque usum resumens quoties inter Judæos versabatur, quoniam adhuc vetita non fuerant : iisque ita redactis ad naturam actûs per se indifferentis, prout magis ad fidei incrementum conducere noverat, iisdem abstinebat vel utebatur.

XI. Ecclesiæ Annales percurrentibus tria occurrunt genera libellaticorum, quorum alii, sævientibus persecutionibus, fidem negabant, eâque de re obtinebant à magistratibus libellum seu litteris consignatum testimonium se idolis sacrificâsse fidemque Christi negâsse ; alii verò numeratâ pecuniâ emebant securitatis libellum quem fidem publicam, sive recentiori vocabulo *salvum conductum*, appellare licet, eoque pacto obligationem declinabant sese sistendi et Christi fidem publicè ac palàm profitendi ; alii denique nec fidem negabant, nec quidquam illi contrarium actu exercebant, sed, ut securitate gauderent, à magistratibus impetrabant libellos quosdam, seu scripta testimonia, quibus dicebantur idolis sacrificâsse, quamvis id esset à veritate alienum. Petrus Annatus, in suo Apparatu ad theologiam positivam, lib. 3, art. 7, tit. de Lapsis à fide, hæc habet : *Duo fuerunt libellaticorum genera : alii qui fidem negabant ; alii verò qui non negabant, sed palàm profiteri non audebant, et, ne ad id cogerentur, id pecuniâ redimebant, securitatis accipiendo libellos ut supplicia evaderent ;* ubi, cùm Annatus de primo tantùm et secundo libellaticorum genere mentionem faciat, nos de duobus hisce nunc disserendo, primum quidem improbatum, alterum verò toleratum fuisse affirmabimus ; quemadmodùm etiam pluribus demonstravimus in nostro Opere de Canonizatione sanctorum, lib. 1, cap. 2 ; hos quippe novissimos assimilare licet iis qui de propriâ constantiâ dubitantes, sævientibus persecutionibus, fugam arripiebant vel latitabant. At non minùs quàm primum illud improbatum quoque fuit tertium genus libellaticorum, eorum scilicet qui neque verbo neque scripto declaraverant se quidquam impiè aut fecisse aut facturos esse contra fidem, sed solummodò ad securitatem sibi asserendam, passi fuerant ut in attestationis libello à magistratibus dato, assereretur ipsos sacrificâsse ac negâsse Christum ; veluti ad rem nostram scribit auctor Vitæ S. Cypriani, quæ editioni Baluzianæ præmissa legitur, sub num. 6 : « Existimo itaque libellaticos nec voce nec scripto impiè quidquam aut facturos promisisse, aut à se factum declarâsse, sed idcircò vituperatos et justæ pœnitentiæ addictos fuisse, quòd securitatis libellos à magistratibus impetrâssent eâ lege et conditione ut in actis publicis scriberetur eos sacrificâsse et Christum negâsse, quamvis neutrum commisissent ; » quod etiam animadvertit Sylvius, in 2-2, quæst. 3, art. 2, conclus. 3 : « Sequitur secundò excusari non posse libellaticos de quibus Cyprianus, epist. 55, 51, 52, et in tractatu de Lapsis, qui, cùm scirent sibi non licere idolis sacrificare, pecuniâ libellum obtinebant testantem saltem in effectu quòd sacrificâssent, ut sic evaderent tormenta quæ cæteri cogebantur sufferre. Quamvis enim liceat vectigal pendere ne quis urgeatur aut idolis sacrificare, aut aliter fidem catholicam deserere, non tamen licet accipere testimonium sacrificii quasi per te facti, etsi non feceris. » Ex quibus satis colligi potest Ecclesiæ spiritum eos aversari qui, quamvis fidem intrinsecùs veluti occlusam servent, faciunt tamen ipsi, vel suo nomine aliquid fieri patiuntur, quod legitimam inducat suspicionem eosdem à fide defecisse.

XII. Consentiunt alii quoque theologi, ex quibus cardinalis Cajetanus, in Commentar. ad 2-2, quæst. 3, art. 2, § 1, hæc tradit : « Aliud est occultare propriam fidem, et aliud profiteri alienam fidem, sive accidat utrumque verbo sive alio signo. Et profiteri alienam fidem nullo pacto licet. Et propterea, sicut mortaliter peccaret si quis diceret se esse Judæum aut Mahumetanum, ita mortaliter peccaret si uteretur veste aut bireto, aut quocumque alio signo proprio Judæis aut Mahumetanis. » Cardinalis Toletus, in Instruct. sacerdot., lib. 4, cap. 2, de Modo et Necessitate fidei, num. 3, id ipsum affirmat : « Quamvis autem semper non sit necessaria fidei exterior confessio, tamen semper est necessarium non manifestare aliquam sectam ; non enim idem est non ostendere se esse Christianum, et ostendere se esse infidelem. Illud enim non semper est illicitum, sed tantùm in duobus casibus positis, etc. ; hoc autem semper illicitum. Unde qui transiens per infidelium terras vestiret se vestibus quibus soli infideles utuntur, ut ab aliis distingueretur, peccaret mortaliter, secundùm communem sententiam : ut qui in terris Turcarum ligaret caput tobaleâ albâ ne à Turcis oc-

cideretur vel comprehenderetur : similiter qui Romæ vel in aliis similibus locis, Judæorum pileo uteretur ut occultari posset : qui etiam aliis similibus uteretur usu communi vel lege solis infidelibus deputatis. » Ipseque præcitatus Sylvius, post firmatum sequens cæteroquin tutissimum effatum theologicum : « Eodem præcepto quo jubetur assensus veræ fidei, etiam jubetur ejusdem fidei professio exterior. Ergo similiter quo præcepto prohibetur assensus falsæ fidei, etiam prohibetur istius fidei exterior professio. Qui autem simularet falsam fidem exteriùs, profiteretur illam; ergo peccaret contra præceptum fidei; » illud in rem nostram deducit consequens : « Ex his sequitur, non licere Christiano uti illis rebus, vestibus et signis ex quorum usu meritò colligi posset esse desertor veræ fidei, vel alienæ professor. Quare, cùm pro diversitate gentium, locorum et temporum, diversa inveniantur signa sive per legem sive per consuetudinem significantia, videndum est an significent distinctionem nationis à natione, an religionis à religione. Si prius duntaxat, licet eis uti absque periculo fidei, sicut licitum est linguâ seu idiomate nationis illius uti : si posterius, non licet. Ratio prioris est quia usus talium signorum neque ex suâ naturâ, neque ex institutione, neque ex consuetudine significat professionem alicujus sectæ. Considerandum tamen est ne ex tali usu sequatur scandalum, neve tunc signa illa assumantur quando fides est profitenda. Ratio posterioris est quia uti talibus signis est proliteri se esse illius sectæ ad quam significandam sunt per legem aut consuetudinem instituta. Sic olim signum erat infidelitatis jurare per fortunam Cæsaris, apud Eusebium, lib. 4, cap. 14; thus ad imperium ethnici imperatoris adolere, etiamsi coram idolo non fieret, apud Nazianzenum, orat. 3; sacros codices tradere, apud Augustin., lib. 7, de Baptismo, cap. 2. »

XIII. Et, quamvis nomina ad designandas secernendasque personas, non autem religiones, inventa sint, ideòque affirmari posse videatur Christi fidelem nomina Turcica assumentem vel retinentem, nullam ingerere suspicionem defectionis à Christi fide, quemadmodùm Christianus viator vel incola in regionibus Turcico imperio subjectis Turcicas induit vestes, ne irrideatur atque vexetur, absque eò quòd possit eum quisquam redarguere; neque enim vulgares communesque vestes in usum inductæ fuerunt ut à religione religio secernatur, sed ad contegendum corporis nuditatem, uti tuetur Valens, in Concordiâ juris pontificii cum Cæsareo, sect. 4, pag. 382 : *Quando actiones vel signa habent alium usum, et in alium finem præcipuè de se vel ex usu seu institutione referuntur; verbi gratiâ, vestes gestare quibus ad tegendum corpus Turcæ uti solent*, etc., *adhuc intelligi potest quòd illis utatur bonâ intentione ac fine; et tunc qui decipitur, existimans talem personam esse infidelem, non habet sufficiens fundamentum ad id prudenter judicandum*; haud tamen magnoperè allaborandum est ut hujusmodi animadversionis infirmitas detegatur.

XIV. Quidquid enim sit de primitivâ nominum institutione, illud in nostri casûs hypothesi certum est, Turcicum nomen esse signum et notam quâ non modò homo ab homine, sed à religione religio distinguatur ac discernatur. Turcæ sodales suos Turcas noscere volunt, ut possint ab iis qui Turcæ non sunt tributum exigere, certòque scire qui secum in religione consentiant; utque has sibi notiones comparent, hoc statuerunt systema habendi pro Turcis eos qui Turcico nomine compellantur. Et sanè si Christi fideles, dùm tributi pensitationem volunt evadere, vel minimè videri à Mahumetanâ sectâ ad Christi fidem transisse, nomen Turcicum aut assumunt aut retinent; nihil præterea desiderari posse videtur ut tutò concludere liceat nominum institutioni, ad secernendas hominum personas primitùs excogitatæ, ex communi tacitâque consensione aliam accessisse vim, secernendi nimirùm religionem à religione, Christianam videlicet à Mahumetanâ; atque in praxi idem omninò esse Turcicum sibi nomen imponere, vel præhabitum retinere ac se Mahumetanæ sectæ addictum, si minùs verbo, at facto quidem certè profiteri.

XV. Hùc autem re perductâ, incongruum illicò detegitur præallegatum Turciæ vestis exemplum. Quandoquidem, semotâ quâlibet aliâ quæstione, si quod adsit indumenti genus quod ex formâ, usu aliisve adhærentibus circumstantiis, habeatur veluti tessera sive nota quæ religionem à religione secernat, nunquàm eo uti licebit, quantùmvis allegari posset superiori similis exceptio, nimirùm vestes primitùs compositas contextasque fuisse ad obtegendam nuditatem frigusque depellendum : uti scitè observat cardinalis de Lugo, in suo tractatu de Fide, quæst. 14, sect. 5, § 1, num. 82 : *Si ergo esset vestis quæ propter circumstantias vel institutionem ita esset determinata ad significandam negationem fidei, sicut sunt verba vel voces ex naturâ suâ ad significandam mentem, idem omninò dicendum esset de veste illâ quod de vocibus dicitur : atque ideò, sicut nullo casu fideli licet proferre voces quibus significetur ipsum esse alterius sectæ, ita nunquàm licebit ei usus talis vestis habentis æquè determinatam significationem ac habent voces. Non repugnat autem quòd circumstantiæ tales sint, in quibus vestis possit habere significationem æquè determinatam ac habent voces, et à quâ non possit abstrahi.*

XVI. Hæc aliaque plurà expensa fuerunt antequàm publicaretur et ad interrogantes episcopos transmitteretur præmemorata epistola cui initium : *Quod provinciale concilium*. Quin etiam sapienter animadversum fuit quòd si simulatio istiusmodi diutiùs protraheretur, eaque subindè à Turcis, quod satis superque facile esset, detegeretur, præter obventurum sanctæ religioni nostræ dedecus apud ipsosmet Turcas, hi rectè ex hoc ipso occasionem arriperent eamdem acriùs iniquiusque insectandi ac persequendi : *Unde opportuna præbetur Turcis ipsis occasio Christi fideles omnes tanquàm hypocritas et deceptores existimandi, atque adeò jure ac meritò persequendi*; sunt ipsa encyclicæ verba. Illud insuper annotatum fuit, permisso Christi fidelibus Turcici nominis usu, latiorem exinde iis qui se hoc pacto pro Turcis exhibent, aditum patefieri, ut seu ex pravâ voluntate, seu ex durâ rerum conditione, ad alios progrediantur actus Mahumetanæ sectæ protestationem includentes, servatâ abditiore animo Christi fide, atque ita se pro Christianis inter Christi fideles, pro Turcis verò cum Mahumetanis gerere non reformident : quemadmodùm aliàs nonnemo asseruit fieri à Christianis Chium insulam incolentibus, prolatis quibusdam monumentis quæ anno 1710, typis impressa circumferebantur.

XVII. Ad fidei nostræ professionem similiter pertinet alterum exhibitum postulatum circa Christianos illos qui cùm antea ad Mahumetanam impietatem deflexerint, inde reduces ad sanctam Christi fidem iterùm revertuntur; an scilicet hi, non solùm errores detestari debeant in congregationes Christi fidelium, cum inviolabili promissione in posterum abstinendi à quibuscumque actibus falsæ sectæ professionem præ se ferentibus, sed insuper debeant Turcis, etiam cum vitæ periculo, reditum suum ad Christi fidem significare. Extat hâc de re decretum congregationis sacræ inquisitionis editum die 18 julii 1630, quod penes cardinalem Albitium, de Inconstantiâ in fide, cap. 8, num. 29, impressum et sequentibus verbis conceptum legitur : *Utrum apostatæ à fide ad pœnitentiam redeuntes cogendi sint ad retractandum explicitè et publicè coram infidelibus, cum periculo vitæ, sicut negârunt fidem an verò sufficiat coram fidelibus publicè abjurare apostasiam in propriis balneis, quæ sunt captivorum carceres, et implicitè apud infideles, abstinendo ab actibus infidelitatis, et deponendo habitum : sacra congregatio censu apostatas à fide redeuntes ad pœnitentiam omninò debere abjurare apostasiam coram fidelibus captivis quibus dederunt scandalum, in propriis carceribus, publicè et explicitè. At coram infidelibus non videtur hoc necessarium, sed sufficit ut coram ipsis abstineant ab actibus*

infidelitatis, deponantque habitum protestativum falsæ religionis : et curent ut successu temporis cognoscant etiam infideles vel ab ipsis vel ab aliis eorum abjurationem, licèt id etiam cum periculo vitæ.

XVIII. In concilio tamen provinciali Albano, superiùs memorato, cap. 2, dùm agitur de hujusmodi apostatis ad fidem redeuntibus, sancitur quidem ne Sacramentorum fiant participes, *nisi, factâ priùs abjuratione, publicè se more Christianorum gerant,* iisdemque interdicitur ne in posterum quidquam agant quod Mahumetanæ sectæ professionem includat; at nihil additur quo iidem obstringantur efficere ut eorum resipiscentia et abjuratio progressu temporis infidelibus perspecta fiat, etiam cum propriæ vitæ discrimine. Insuper cùm in veteri tùm in recentiori Ecclesiæ disciplinâ nihil planè occurrit de hujusmodi onere sive obligatione; annotantque opportunè theologi præceptum extrinsecæ fidei professionis, qualis esset manifestatio illa emissæ abjurationis infidelibus facienda, recenseri inter præcepta affirmativa, quæ utique non semper neque ad semper obstringunt. Accedit denique quòd verba illa decreti à cardinali Albitio allati : *Et curent ut successu temporis cognoscant etiam infideles vel ab ipsis vel ab aliis eorum abjurationem, licèt id etiam cum periculo vitæ;* nil aliud sunt quàm verba theologorum, qui tunc sententiam suam rogati fuerunt; quæ tamen minimè exscripta leguntur in decreto quod in archivo sacræ inquisitionis asservatur et hâc formulâ conceptum est : *In generali congregatione habitâ die* 18 *julii* 1630, *relato casu transmisso à congregatione de propagandâ Fide, proposito à fratre Francisco Longobardo ordinis Minimorum missionario Tuneti in Africâ, videlicet an apostatæ à fide christianâ ad pœnitentiam redeuntes cogendi sint ad retractandum explicitè et publicè coram infidelibus cum periculo vitæ, sicut negârunt fidem, an verò sufficiat coram fidelibus publicè et explicitè abjurare apostasiam in propriis balneis, quæ sunt captivorum carceres, et implicitè apud infideles, abstinendo ab actibus infidelitatis, et deponendo habitum; sanctissimus dominus noster censuit apostatas à fide redeuntes ad pœnitentiam non teneri ad abjurandam apostasiam publicè coram infidelibus, sed sufficere ut eam abjurent in balneo coram fidelibus, abstinendo ab actibus infidelitatis, ac deponendo habitum infidelium, quatenùs sit protestativus falsæ religionis; si verò sit œquivocus, posse illum deferre. Quòd si ex illâ delatione, ratione personæ, aliqua oriatur suspicio, teneri aufugere cum primum poterit.* Itaque allato genuino decreti contextu, proposito postulato fit satis.

CAPUT XXI.

De postulato proposito circa matrimonia in infidelitate contracta ab iis qui postea ad christianam religionem convertuntur.

I. Matrimonii inter infideles contracti vinculum solvitur ubi alter ex conjugibus ad Christi fidem convertitur, alter verò requisitus ut vel eamdem fidem amplectatur, vel thori societatem sine contumeliâ Creatoris servare consentiat, utramque conditionem obfirmatè recusat. De hâc materiâ actum à nobis est superiore lib. 6, cap. 4, num. 3. Nec omittendum hìc esse ducimus id quod die 23 januarii 1603 responsum fuit episcopo hâc ipsâ de re sciscitanti, sicuti videri potest lib. 10 Decret., pag. 55 : *Sacra congregatio censuit ita respondendum, minimè posse prædictos ad veram fidem conversos accipere alias fideles uxores, nisi priùs constiterit utrùm primæ voluerint cum eis permanere, vel non. Quod si noluerint cohabitare, vel si voluerint, non tamen absque contumeliâ Creatoris, vel ut conversos ad mortale peccatum pertrahant, tunc posse eos alias fideles accipere uxores. Si cohabitare absque Creatoris contumeliâ velint, et absque eo quòd conversos ad mortale peccatum pertrahant, quamvis veram agnoscere fidem noluerint, non posse conversos alias fideles accipere uxores. Non sufficere ea quæ proponuntur, nempe loci distantiam, difficultatem ac præsumptionem, cùm constare debeat de voluntate ipsarum uxorum infidelium.* Neque aliud hâc in re addendum remanet, nisi quod superiori ecclesiastico onus incumbit adhibendi vigilem curam ne, infideli conjuge in societatem thori consentiente, id mali sequatur, ut neophytus ad vomitum redeat, et in pristinas infidelitatis tenebras prolabatur. Cohabitatio cum infideli conjuge, etiam remotâ Creatoris contumeliâ, videtur vetita à concilio Toletano IV, in can. *Judæi qui Christianas*, 28, quæst. 1. Eadem tamen expressè permittitur cap. *Quanto*, et cap. *Gaudemus*, de Divortiis, quæ multo tempore post Toletanum canonem edita fuisse constat. Non desunt tamen theologi clari nominis qui, gravi spectato periculo cui ex societate cum infideli conjux fidelis exponitur, etiamsi ille sine Creatoris contumeliâ se cohabitaturum polliceatur, adhuc tamen societatem hujusmodi illicitam esse contendant. Videri hâc de re possunt Pontius, de Matrim. lib. 7, cap. 48, num. 8 et seq.; à Breno, in Manual. missionarior. Oriental., tom. 2, lib. 3, cap. 5, quæst. 1, num. 16. At satis rectè sentire videtur Cabassutius, qui in Theor. et Prax. jur. canon., l. 3, c. 23, n. 10 et 11, hujus dubii resolutionem pendere affirmat à casuum circumstantiis et moribus regionum.

II. In relationibus episcoporum atque missionariorum, sequentes duo casus sæpè reperti sunt occasionem præbuisse ut postulata proponerentur congregationi de propagandâ Fide, et ab hâc deinde, ut moris est, ad congregationem concilii vel ad alteram universalis Inquisitionis transmitterentur. Primus videlicet de infideli aliquo ad Christi fidem converso, qui, propriæ sectæ errorem sequendo, plures duxit et habet adhuc uxores : cùmque ignoretur an prima ex istis christianam religionem amplecti velit, secunda verò aut tertia ad id promptam se exhibeat, dubitatur an permitti possit marito ut, priore illâ relictâ, posteriori de cujus animo ad conversionem parato satis constat deinceps adhæreat, etiamsi prima duntaxat justa uxor ex omnibus censeri debeat, uti docet S. Thomas, in 4 Sent., dist. 39, quæst. unic., art. 3 ad 4, quem passim sequuntur alii theologi, sicuti videre est apud Sanchez, de Matrim., lib. 2, disput. 73, num. 4 et 5. Alter casus est cùm aliqui, qui in statu infidelitatis matrimonio juncti erant, christianam religionem amplexi, christianum conjugem accipere cupiunt, sed penitùs ignorant ubinam gentium sit primus conjux, et utrùm adhuc sit inter vivos, cùm in captivitatem inciderit à multo tempore et in longinquas remotasque regiones abductus fuerit. His itaque evenientibus casibus, incerti quid consilii caperent, quamque agendi rationem et regulam sequerentur, tum ordinarii præsules, tum missionarii, prædictæ congregationis et Sedis Apostolicæ sententiam exquisierunt.

III. Duo summi pontifices S. Pius V et Gregorius XIII opportunas hoc in genere agendi regulas statuere non omiserunt, juxta quas efformatæ semper exinde sunt responsiones ad ejusmodi postulata, quoties ab iis regionibus transmissa fuerunt, de quibus in apostolicis dictorum pontificum litteris actum fuit. Cùm enim hæ certas quasdam regiones unicè respiciant, minimè possunt ad alias extendi, quantùmvis id suadere videretur identitas, aut paritas rationis; quemadmodùm paulò post observabimus. Et quidem S. Pius V, in apostolicis suis litteris quarum initium est : *Romani Pontificis*, impressis in 5 part. Constitutionum apostolicarum pro missionibus Sinarum et Tunkini, etc., edit. Paris. 1676, exponit, quòd Indis qui plures in infidelitate uxores habuerant, si quando ad fidem convertebantur, in more positum erat ut eam quisque uxorem retineret quæ secum unà Christum Deum agnoscere ejusque fidem amplecti consentiebat. Id verò magnas secum ferebat difficultates : cùm et sæpissimè contingeret ut illæ quæ cum maritis christianam religionem amplectebantur uxores primæ non essent; et aliunde arduum nimis esset eosdem Indos ab iis mulieribus divellere quæ unà cum ipsis ad Baptismum sese offerebant. Itaque, ut his difficultatibus malisque occurreret, sanctus pontifex sequen-

tem edidit declarationem : *Ideò nos statui dictorum Indorum patrono affectu benignè consulere, atque ipsos episcopos et ministros hujusmodi scrupulis eximere volentes, motu proprio et ex certâ scientiâ, ac de apostolicæ potestatis plenitudine, ut Indi, sicut præfertur, baptizati et in futurum baptizandi cum uxore quæ cum ipsis fuerit baptizata et baptizabitur remanere valeant, tanquàm cum uxore legitimâ, aliis dimissis, apostolicâ auctoritate, tenore præsentium declaramus matrimonium hujusmodi inter eos consistere.* Gregorius verò XIII, in suis litteris incipientibus : *Quoniam sæpè contingit*, quæ impressæ habentur apud Pontium, de Matrim., lib. 7, cap. 48, num. 22, cùm exposuisset persæpè contingere ut ab Angolâ et Æthiopiâ ac Brasiliâ in captivitatem abducerentur, et in remotas longè regiones deferrentur homines uxorem habentes, feminæque conjugali nexu conjunctæ ; qui autem vel quæ in propriis regionibus remanebant sese dispositos vel dispositas exhiberent ut christianæ religioni nomen darent, et Christi fidelem conjugem accipere se velle ostenderent ; magnas illicò excitari solere difficultates utrùm matrimonium, sine quo Baptismum fortasse non sumerent, inire possent : propterea quòd ignoraretur num primus conjux cum quo in infidelitatis statu matrimonium contraxerant, adhuc in vivis esset : his omnibus expositis, opportunum comparare volens remedium episcopis, parochis et societatis Jesu presbyteris ad excipiendas sacramentales confessiones approbatis, qui in iis regionibus degerent, facultatem et auctoritatem concessit *dispensandi cum quibuscumque utriusque sexûs Christi fidelibus incolis dictarum regionum, et servis ad fidem conversis, qui ante Baptismum matrimonia contraxerant, ut eorum quilibet, etiam superstite conjuge infideli, et ejus consensu minimè requisito, responso non expectato, matrimonia cum quovis fideli, aliàs tamen ritè, contrahere, et in eis postea carnali copulâ consummatis, quoad vixerint, remanere licitè valeant.* Cùmque idem pontifex animadvertisset fieri posse ut post secundum initum matrimonium primus conjux repentè prodiret, affirmans se præpeditum fuisse quominùs voluntatem suam de amplectendâ religione christianâ manifestaret, vel etiam se jampridem christianos ritus amplexum fuisse antequàm secundum illud matrimonium celebraretur ; idcircò in iisdem litteris hoc additum expressumque voluit, ut, his non obstantibus, secundum matrimonium validum et firmum haberetur : *Quæ quidem matrimonia, etiamsi postea innotuerit conjuges priores infidelcs suam voluntatem justè impeditos declarare non potuisse, et ad fidem etiam tempore transacti secundi matrimonii conversos fuisse, nihilominùs rescindi nunquàm debere, sed valida et firma esse.*

IV. Apostolicarum hujusmodi Constitutionum tenorem perpendentes nonnulli, arbitrati sunt prædictos Romanos pontifices in favorem fidei extraordinariâ suâ auctoritate uti voluisse quâ matrimonium in infidelitate consummatum dissolvere valebant. Sunt enim theologi, et quidem magni nominis, qui in Romano Pontifice hujusmodi potestatem agnoscunt, eâ potissimùm adducti ratione quòd vinculum matrimonii rati inter fideles multò fortius sit matrimonio inter infideles consummato : unde, cùm Pontifex illud auctoritate suâ dirimere possit, multò magis hoc alterum dissolvere valebit. Ita ratiocinatur Navarrus, consil. 3, lib. 3, à num. 12, tit. de Conversione infidelium, quem sequuntur Sanchez, de Matrimonio, lib 2, disput. 17, per tot. ; et Layman. Theol. moral. tom. 2, lib. 5, tract. 10, part. 2, cap. 3, sub num. 2. Verùm negari nequit complures alios esse huic opinioni contrarios ; qui scilicet negant matrimonii rati vinculum inter fideles fortius esse vinculo matrimonii quod inter infideles fuerit consummatum : matrimonium enim ratum eam Christi Domini unionem significat quâ se per gratiam animabus justorum communicat ; matrimonium verò consummatum eam repræsentat unionem quâ idem Dominus noster per incarnationem cum Ecclesiâ sese conjunxit, juxta Innocentii III responsum, in cap. *Debitum*, de Bigamis : ex quo sequitur minimè certum esse principium illud, quòd scilicet matrimonium inter fideles ratum fortius sit vinculo matrimonii inter infideles consummati. Legi potest ven. cardinalis Bellarminus, Controv. tom. 2, lib. 2, de Monachis, cap. 38, § *Ad primam rationem*, et tom. 3, lib. 1, de Sacramento Matrimonii, cap 4, § 1 et seq. Et quidem matrimonium etiam inter infideles consummatum unionem illam significat Christi cum Ecclesiâ per incarnationem ; sicuti egregiè advertit cardinalis de Lauræa, de Matrimon., disput. 16, art. 11, § 6, num. 231. Quod adeò veritati conforme censuit Vasquez, in 3 part. D. Thomæ, tom. 4, disput. 2, sub num. 57, ut absque erroris notâ id negari non posse docuerit : *Habet ergo hujusmodi infidelium matrimonium quidquid necessarium est ut sit signum conjunctionis Christi et Ecclesiæ : idque usque adeò verum est, ut sine notâ aliquâ negari non posse censeam.* De hâc materiâ fusè nos ipsi egimus, cùm in minoribus officio secretarii congregationis concilii fungeremur, in Discursu quem exaravimus in elucidationem cujusdam causæ Florentinæ, propositæ die 29 martii 1727, quique editus legitur tom. 4 Thesauri resolutionum. Itaque ad ea quæ ibi diximus hìc nihil addemus : sententiam verò nostram de præmissis constitutionibus declarantes, dicimus duos illos summos pontifices expositis sibi difficultatibus consulturos, nihil aliud egisse quàm canonicarum legum rigorem temperare in eo quod pertinet ad judicialem interpellationem quæ infideli conjugi facienda esset, utrùm velit ad fidem converti, illius mentis declarationem expectando per congruum tempus ab ipsâ lege aut à superiore ecclesiastico constitutum. Id satis apertè colligitur ex ipso brevi S. Pii papæ V, ubi legitur hæc verba : *Maximè quia difficillimum foret primum conjugem reperire.* Idemque clarè etiam infertur ex aliis Gregorii XIII litteris, in quibus inter cætera hæc habentur : *Dummodò constet, etiam summariè et extrajudicialiter, conjugem absentem moneri legitimè non posse, aut monitum, intra tempus eidem monitioni præfixum, suam voluntatem non significâsse.* Matrimonium ab infidelibus in statu infidelitatis initum et consummatum divina lex solvit, cùm, altero conjugum ad fidem converso, alter neque converti vult, neque sine contumeliâ Creatoris cohabitare consentit ; juxta præceptum Apostoli in epistolâ 1 ad Corinthios, cap. 7. Ex hoc principio alterum veluti consequens deductum fuit, ut conjux conversus conjugem infidelem requirere ac interpellare debeat ut mentem suam super eâ re apertè declaret. Verùm si aut ignoretur ubinam infidelis degat, ac moraliter impossibile judicetur in hujusmodi cognitionem venire, aut si, ejusdem habitâ notitiâ, legitima interpellatio eidem fieri non posse dignoscatur ; cùm in hisce circumstantiis aliqui magnæ æstimationis auctores interpellationem omitti posse censeant, plenamque fideli conjugi libertatem esse dicant ut novas nuptias, dummodò cum personâ catholicâ, contrahat : nemo non videt quantò majori jure, iisdem urgentibus circumstantiis, summus Pontifex ab eâ interpellatione faciendâ eximere possit fidelem recens conversum, eique liberas nuptias cum alio fideli permittere. Id autem est quod in apostolicis suis litteris duo illi Romani pontifices præstiterunt, admittendo scilicet in favorem fidei loco formalis et rigorosæ interpellationis extrajudicialem illam notitiam, quòd vel omninò ignoretur ubinam gentium degat infidelis conjux, vel saltem ratio non suppetat eumdem judicialiter interpellandi, atque huic interpellationi præfatam notitiam subrogando. In quo profectò nullus extraordinariæ illius potestatis usus apparet quâ vinculum matrimonii in infidelitatis statu consummati dissolvere in animo habuerint : sicuti egregiè animadvertit Pontius, de Matrim., lib. 7, cap. 48, num. 22 : « Dispensavit certè, ac supplevit (loquitur de S. Pio V) monitionem jure præscriptam. Similem etiam dispensationem concessit Gregorius XIII, etc. Nec vero ex eâ dispensatione colligitur dis-

solvisse Pontificem matrimonium consummatum infidelium; sed cùm Pontifex possit jus divinum interpretari, et ex divino privilegio dissolvatur matrimonium in favorem fidei cùm infidelis non vult cohabitare cum fideli, declarat Pontifex eum casum verificari quando tanto tempore fidelis non requiritur ab infideli, et tanta terrarum spatia impediunt, atque adeò jam tunc posse uti divinâ concessione, et ad secundas transire nuptias.»

V. Verricellus in suo tractatu de apostolicis Missionibus, tit. 4, de Privilegiis regularium, quæst. 98, dub. 16, diversæ videtur esse sententiæ, et in eam propendere, ut prædictæ apostolicæ constitutiones solutionem vinculi matrimonii in infidelitate consummati reverà importent: etenim animadvertit Gregorium XIII in suis litteris usum esse sequentibus verbis: *Nos attendentes hujusmodi connubia inter infideles contracta vera quidem, non tamen adeò rata censeri ut, necessitate suadente, dissolvi non possint*: præterea eamdem concessisse episcopis, parochis et missionariis facultatem dispensandi cum neophytis ut cum fideli possint matrimonio conjungi, *etiam superstite conjuge infideli, et ejus consensu minimè requisito, responso non expectato*. Verùm ex his inferri rectè non potest voluisse Pontificem matrimonia in infidelitate contracta et consummata apostolicæ autoritatis plenitudine dirimere. Siquidem in iisdem Gregorii litteris expressa mentio fit juris divini, quo matrimonii vinculum tollitur si conjux infidelis ad viam veritatis venire renuat: nec alia episcopis, parochis et missionariis dispensandi facultas conceditur quàm super judicialis interpellationis rigore, ut supra observavimus. Quod majorem videtur involvere difficultatem, illud est, quòd ex Gregorii pontificis definitione conjux ille qui post fidem susceptam novo se connubio cum fideli sociavit, jubetur in eo perseverare, etiamsi primus ille infidelis repentè compareat, ostendatque se justis ex causis præpeditum fuisse quominùs voluntatem suam de eâdem fide amplectendâ manifestaret, et, quod magis est, etiamsi affirmet et probet se jam fuisse christianis sacris initiatum quo tempore alter conjux, se absente et ignorante, secundum matrimonium contraxit; quod quidem non videtur fieri aliter posse, nisi vinculum matrimonii in infidelitate initi et consummati dissolvatur et auferatur. Sed eadem semper recurrit superiùs allata responsio: primum scilicet matrimonium nequaquàm dici posse solutum à summo Pontifice, benè verò à jure divino; nihilque in hâc re à Pontifice fieri quàm, peculiaribus ita suadentibus circumstantiis, rigorem judicialis interpellationis auferre. Non inficiamur, soluto matrimonio ex capite impotentiæ quæ judicetur esse perpetua, si fortè contingat ut, post novas nuptias à non impedito conjuge celebratas, conjux ille qui perpetuò impotens credebatur subeundis matrimonii oneribus reddatur idoneus, debere alterum illum conjugem, secundo thoro relicto, ad primi jura redire, juxta sanctiones canonicas in cap. *Laudabilem*, et cap. *Fraternitatis*, de Frigidis et Maleficiatis, et can. *Requisivisti*, 33, quæst. 1, præter alia plura quæ legi possunt apud S. Thomam, in 4 Sent., dist. 34, quæst. 1, art. 2. Sed hoc ad rem nostram non facit. Matrimonium enim ab impotente impeditoque contractum non aliâ de causâ dirimitur nisi ratione impotentiæ impedimentique perpetui; nam si hæc perpetua non essent, sed temporaria, nullus profectò fuisset locus matrimonii vinculo dissolvendo: itaque, impotentiâ impedimentoque cessantibus, secundi matrimonii nullitas detegitur, et primi stabilitas reviviscit. Contra verò, cùm dirimitur matrimonium, vel quia judicialiter interpellatus primus conjux actu recusavit christianam fidem amplecti, aut saltem sine contumeliâ Creatoris cohabitare, vel quia hujusmodi judiciali interpellationi, apostolicâ auctoritate et ratione circumstantiarum, subrogatæ fuerunt ad eumdem effectum extrajudiciales notitiæ, de quibus supra; in hisce casibus, si conversus alteri nubat, secundum hoc matrimonium ita validum et firmum est, ut et ipse ad priorem conjugem ampliùs reverti nequeat, et primus conjux jus illud omne perdiderit quod in contrahendo priore matrimonio acquisierat. Primum enim matrimonium eo ipso momento, et quidem irrevocabiliter, solutum remanet, quo conjux conversus ad alias nuptias cum fideli transivit; sive quia in hanc libertatem vindicatus fuerit jure divino, propterea quòd infidelis conjux, judicialiter interpellatus, evangelicæ veritati aut innocuæ cohabitationi se denegaverit; sive quia peculiares rerum circumstantiæ viam aperuerint indulto apostolico, quo sublata fuit interpellandi necessitas: quod quidem indultum, cùm nulli conditioni sit alligatum, secundi matrimonii validitatem et firmitatem perpetuò asserit, et reditum intercludit ad prima connubia, etiamsi quis probare contenderet primo conjugi interpellato non fuisse liberum respondere, vel eum jam tunc christianæ religioni amplectendæ paratum fuisse, imò ante illam diem quâ secundum matrimonium à conjuge converso celebratum fuit ipsum quoque Christo nomen dedisse et Baptismum suscepisse.

I. Quemadmodùm supra diximus, duæ illæ S. Pii V et Gregorii XIII constitutiones certas quasdam regiones tantummodò complectuntur: neque verò, ut superiùs pariter asseruimus, extendi possunt ad alias, quantùmvis rationis et circumstantiarum paritas aut identitas id suadere videatur; quod etiam animadvertit Verricellus, de apostolicis Missionibus, tit. 4, de Privileg. regular., quæst. 98, num. 181. Porrò inter facultates quæ episcopis et vicariis apostolicis Asiæ, Africæ et Americæ, necnon præfectis missionum in iisdem partibus tribuuntur, hanc etiam quæ sequitur legere est, his verbis expressam: *Dispensandi cum gentilibus et infidelibus plures uxores habentibus, ut post conversionem et Baptismum quam ex illis maluerint, si etiam ipsa fidelis fiat, retinere possint, nisi primò voluerit converti.* In quâ quidem formulâ nulla fit mentio de facultate dispensandi super juridicâ illâ et formali interpellatione quæ primo conjugi fieri debet ut mentem suam de Christi fide amplectendâ declaret, et subrogandi in illius locum aut extrajudiciales notitias, aut alias circumstantias et argumenta, quæ suadent improbabile omninò esse primum conjugem ad christianam religionem converti velle: id quod expressè concessum legitur in duabus illis apostolicis constitutionibus S. Pii V et Gregorii XIII. Itaque locus est inquirendi quâ ratione se gerere debeant illi quibus permissus est ejus formulæ usus, si ignorari contingat quas regiones incolat primus conjux, et maxima appareat probabilitas eumdem, si juridicè interpellaretur, religioni christianæ minimè consensurum. Facile est huic malo remedium, cùm casus in iis regionibus accidit quæ non magno à nobis intervallo distant; uti colligitur ex decreto congregationis concilii edito die 8 junii 1611, lib. 11 Decret., pag. 100. Decreti verba sunt hæc: « Hoc supplici libello in sacrâ congregatione concilii Tridentini proposito, ac deinde ad sanctissimum D. N. Paulum V relato, sua sanctitas die 21 junii 1611, ex sententiâ congregationis facultatem fecit illustrissimo ordinario Neapolitano ut possit dispensare cum hâc juvene quæ ante susceptum Baptismum in partibus Turcarum matrimonium contraxerat, ut, superstite etiam conjuge Turcâ, et consensu ipsius minimè requisito, et responso non expectato, matrimonium cum quovis fideli contrahere possit, ita ut etiam postea, si ipse infidelis vel ad christianam religionem converteretur, vel cum eâ cohabitare paratus esset sine injuriâ Creatoris, tamen hoc matrimonium posterius ratum et indissolubile maneat, dummodò tamen ipsi illustrissimo ordinario summariè et extrajudicialiter constet conjugem absentem moneri legitimè non posse.» Cùm verò casus in aliquâ à nobis remotissimâ regione contingit, tunc ea necessitas, quâ facultatem illam à Romano Pontifice petere, eamque ab Urbe expectare coguntur episcopi et missionarii, ut Christianos recens conversos ab hujusmodi juris solemnitatibus eximere

valeant, res est profectò ob immensas locorum distantias gravissimis subjecta molestiis atque difficultatibus. Opportunum igitur foret præmissæ formulæ illud ipsum adjungere quod de omittendâ interpellatione primi infidelis conjugis in laudatis duorum pontificum litteris continetur; ne missionarii in eas adducantur angustias ut, periculo proprio, opinionem illam non satis tutam in praxi sequantur, quæ scilicet ponit judicialem interpellationem licitè omitti posse quoties aut fieri reipsà nequit, aut, si fieret, nullius utilitatis fore reputatur; de quâ opinione actum à nobis est superiore lib. 6, cap. 1, num. 3. Illud autem procul dubio necessarium existimamus, ut, cùm responsa dantur interrogationibus et postulatis quæ circa hanc materiam ex variis orbis partibus ad congregationes Urbis deferuntur, percontantibus apertè significetur ut, cùm à neophyto matrimonium contrahitur cum secundo vel tertio conjuge eamdem Christi fidem amplexo, propterea quòd primus in infidelitatis tenebris remansit, omninò curent ut consensus inter eos sub debitâ formâ renovetur: nullius enim roboris, divinâ æquè ac naturali lege, fuit consensus ille quem ipsi antea in infidelitate sibi mutuò præstiterunt, prioribus nuptiis constantibus. Quòd si in apostolicis litteris, aut in prædictâ formulâ, de eo consensu iterando nulla fit mentio, satis tamen id ex sacrarum legum sanctionibus apertè deducitur: nec ullus esse potest locus dispensationi quæ à consensûs renovatione in hujusmodi casibus eximat. De hâc re videndi sunt Sanchez, de Matrim., lib. 2, disp. 35, et Sylvius, in supplemento seu additionibus ad 3 part., quæst. 45, art. 2, quæst. 2, ubi pluribus probant etiam tunc à conjugibus renovandum esse consensum, cùm summus Pontifex talem dispensationem concedit cujus vi revalidatur aliquod matrimonium quod initio, propter impedimentum dirimens, fuit nullum et irritum; cùm enim invalidus fuerit consensus ille quem in primo contractu conjuges præstiterunt, nullam omninò vim habere potest pro eodem postea revalidando.

VII. In supradicto autem casu nullum asseruimus esse locum dispensationi per quam ab iterando renovandoque consensu conjuges eximantur. Quamvis enim in aliquibus circumstantiis concedantur quædam dispensationes quæ dicuntur *in radice matrimonii*, per quas renovandi consensûs necessitas tollitur, sicuti auctores docent, et sicuti factum observamus in apostolicis Clementis XI litteris incipientibus: *Apostolicæ dignitatis*, datis die 2 aprilis 1701, aliisque Clementis XII quarum initium est: *Cùm dudùm*, et quæ impressæ leguntur num. 142, § 3, tom. 14 novi Bullarii; certum tamen est hujusmodi dispensationes, quibus matrimonium redditur validum, et proles ex eo genita legitima nuntiatur, absque ullâ renovandi consensûs necessitate concedi quidem aliquando, gravissimis urgentibus causis, et quatenùs conjunctio conjugum extrinsecam speciem habuerit justi matrimonii, neque copula fuerit manifestè fornicaria; sed tunc solùm cùm impedimentum propter quod matrimonium irritum fuit nequaquàm ortum habuit à jure divino vel naturali, sed à lege duntaxat ecclesiasticâ quam positivam vocant, et cui summus Pontifex derogare potest; non sanè agendo ut matrimonium nulliter contractum non ita contractum fuerit; sed effectus illos de medio tollendo qui ob hujusmodi matrimonii nullitatem ante indultam dispensationem ac etiam in ipso contrahendi matrimonii actu producti fuerunt: juxta Clementinam *Quoniam*, de Immunitate ecclesiarum. De his copiosè actum à nobis est in Foliis quæ olim, in minoribus à secretis congregationi concilii operam nostram navantes, edidimus in causâ Pragen. matrimonii, propositâ die 13 julii 1720, 16 januarii 1723, 28 augusti ejusdem anni, et tandem resolutâ die 18 sequentis septembris, sicuti videri potest tom. 1 et 2 Thesauri resolutionum. Satis hìc sit quæ tunc ibi retulimus atque firmavimus innuisse: quibus inhærentes, concludimus omninò renovandum esse consensum, cùm alter conjugum conversus ad fidem in matrimonii societate remanere vult cum secundo vel tertio conjuge qui eamdem fidem susceperit: etenim matrimonium cum his in infidelitate contractum propter impedimentum juris divini et naturalis omninò irritum fuit, et in hoc casu locus non est concedendæ dispensationi quæ à renovando consensu eximere conjuges possit: eò vel magis quòd, cùm ambo in thori societatem consentiant, nullum esse potest illius generis periculum quale animarum directoribus sæpè objicitur ubi impedimentum aliquod dirimens quod uni solùm ex conjugibus notum est, alteri verò prorsùs ignotum, debet huic etiam aliquâ ratione manifestari ut novus ab utroque assensus opportunè obtineatur; sicuti præscribitur in illis dispensationum litteris quæ à pœnitentiariâ apostolicâ in hujusmodi casibus expediri solent, eo conjuge postulante quem non latet impedimentum. Tunc enim illi cui cura commissa est manifestandi impedimentum et matrimonii contracti nullitatem, jure ac meritò timendum est ne conjux alter qui impedimentum dirimens ignorabat renovare consensum negat, atque ita matrimonium solutum remaneat. De hoc casu nos fusiore calamo egimus in nostrâ institutione 87 Latinæ editionis.

VIII. Ad ea itaque quæ hucusque diximus extra omnem dubitationis aleam collocanda, nil aliud remanet nisi ut ostendamus matrimonium infidelitatis tempore à viro cum feminâ celebratum, vivente aliâ cum quâ anteriori se conjugio obstrinxerat, nullum et irritum extitisse tum lege divinâ tum naturali. Non ita institutum fuit à Deo matrimonium ut unus vir cum pluribus feminis, sed ut unus cum unâ duntaxat conjungeretur. *Vir adhærebit uxori suæ.* Ita legitur Genes. cap. 2. Quemadmodùm etiam: *Erunt duo in carne unâ.* Quòd si ejusdem Genesis cap. 4 legimus Lamech duas eodem tempore uxores habuisse, Adam et Sellam; ejusque postea exemplum plurimos secutos fuisse, adeò ut Deut. cap. 21 de mulierum pluralitate sermo habeatur tanquàm de re quæ jam in morem transierat, ideòque habebatur tanquàm legitima consuetudo quam unusquisque sequebatur: *Si habuerit homo uxores duas, unam dilectam et alteram odiosam*, etc.; factum id fuerat ex indulto divino, post diluvium, præsertim patriarchæ Noe concesso, ut majori quâ fieri poterat celeritate multiplicaretur humanum genus. Sed cùm Christus Dominus, in Evangelio Matthæi, cap. 19, matrimonium ad pristinum monogamiæ statum conditionemque restitutum esse voluerit, præmissa Geneseos verba resumens: *Erunt duo in carne unâ*, atque ita concludens: *Itaque jam non sunt duo, sed una caro. Quod ergo Deus conjunxit, homo non separet:* ex hoc satis superque probatum remanet non posse quemlibet virum nisi cum unâ feminâ matrimonium habere; adeòque ex lege divinâ matrimonium illud irritum et nullum esse quod, primâ uxore non adhuc morte sublatâ, cum aliâ aliquâ muliere celebretur: quemadmodùm rectè animadvertit Innocentius III, in cap. *Gaudemus*, de Divortiis, et confirmavit concilium Tridentinum, sess. 24, de Matrimonio, can. 2, ubi ita definiendo decrevit: *Si quis dixerit licere Christianis plures simul habere uxores, et hoc nullâ lege divinâ esse prohibitum; anathema sit.*

IX. Juri divino jus naturale succedit in iis matrimoniis irritis faciendis quæ, primâ uxore vivente, cum aliâ vel aliis pluribus ineuntur. Et quamvis huic veritati objiciatur quòd olim à Deo, sicuti dictum est, permissa fuit polygamia, ideòque hæc dici non posse videatur naturæ lege prohibita; facilis tamen est et clara responsio: bifariam scilicet ac in duo veluti genera naturæ præcepta distingui; et eorum quidem aliqua esse tanquàm primigenia aliorum principia; alia verò veluti consequentia quæ à primis illis oriuntur. Prima illa invariabilem quamdam rectitudinis regulam in se continent quæ nullius mutationis aut dispensationis est capax: ut est præceptum amandi Deum, abstinendi à mendacio, aliaque divinæ legis capita quæ in Decalogo exponuntur. Posteriora vero

regulam pariter continent rectitudinis; ita tamen ut, circumstantiis rerum et personarum mutatis, et ipsa mutari possint, mediante dispensatione, quæ tamen à solâ potest auctoritate divinâ procedere. Tale est præceptum de innocente non occidendo, à quo Deum legimus dispensâsse, cùm imperavit Abrahamo ut filium unigenitùm Isaac sibi in sacrificium offerret. Itaque ad hanc secundam naturalium præceptorum classem referenda est lex monogamiæ, circa quam aliquando Deus ad tempus indulsit ut, eâ non obstante, plures, ut supra diximus, duci possent uxores. Ita docent graviores inter theologos S. Thomas, in Supplement. ad 3 part., quæst. 65, art. 1; ven. cardinalis Bellarminus, de Sacr. Matrimonii, lib. 1, cap. 10 et seq.; Estius, in lib. 4 Sent., dist. 33, § 1 et seq.; Sylvius, in Supplem. ad 3 part. S. Thomæ, quæst. 65, art. 1 et seq. Docent quidem Durandus et Abulensis juri naturæ polygamiam non repugnare. Quamvis autem singularis hæc eorum opinio dici non possit à Tridentino concilio fuisse proscripta, cùm in eo damnata unicè fuerit eorum sententia qui polygamiam jure divino vetitam non esse contenderent, sicuti in allato concilii canone apertè conspicitur, censuram tamen non fugit doctrinæ improbabilis et alienæ à communi sententiâ aliorum theologorum docentium polygamiam divino æquè ac naturali juri, eo modo quem supra innuimus, esse contrariam. Imò non deest qui solidis fundamentis innixus, post recensitam monogamiam ex parte viri inter præcepta naturalia secundæ classis, eamdem contendat ex parte feminæ inter præcepta primæ classis annumerandam; tum quia una mulier pluribus nupta maritis difficilè admodùm fecundatur, et proles obnoxia est multis in educatione periculis; tum quia in veteri Testamento multi quidem leguntur homines sancti pluribus uxoribus eodem tempore copulati, sed nullam omninò reperire est inter sanctas feminas quæ plures maritos unc eodemque tempore habuerit.

CAPUT XXII.

De postulato proposito circa matrimonium inter duos Calvinistas in Transylvaniâ contractum, cùm alter ex iis, ejuratâ hæresi, ad fidem catholicam conversus esset.

Formula quâ hæretici Calvinistæ in celebrandis matrimoniis utuntur, ex eorum rituali libro seu formulario desumpta, hæc est: *Dicat minister ad contrahentes:* Jungite manus; *et dicat:* Vir, interrogo te primò, præter hanc personam quam manu tenes, alteri causâ matrimonii dedistine manum, fidem ac donum, vel non? *Resp.:* Non dedi. *Secundò:* Amasne illam? *Resp.:* Amo. *Tertiò:* Accipisne illam in uxorem? *Resp.:* Accipio. Ad feminam inde conversus, eodem modo de iisdem etiam interrogat. Habitisque ab utroque conjuge responsionibus, minister ita prosequitur: *Dic, vir: Verus Deus, qui est Pater, et Filius, et Spiritus sanctus, perfecta sancta Trinitas, unus verè æternus Deus, ita te adjuvet in tuâ verâ fide, quòd personam quam manu tenes amas, ex amore illam accipis in perpetuam uxorem, illâ contentus eris, cum illâ patieris, nec illam, tuâ et illius vitâ durante, nec in sanitate, nec in infirmitate, nec in felici, nec in infelici statu, nec in ullâ illius ærumnâ deseres, quoadusque in suâ honestate et puritate permanserit. Ita te Deus adjuvet.* Eadem postea, conversus ad feminam, repetit.

II. Cùm autem inter virum et feminam calvinistas in Transylvaniâ initum fuisset modo prædicto matrimonium, factum postea fuit ut femina, ejuratis illius sectæ erroribus, religioni catholicæ nomen daret, et, primo marito calvinistâ in vivis adhuc agente, alteri viro catholico nuberet. Hoc matrimonium occasionem dedit Transylvaniæ episcopis interrogandi num matrimonium quod mulier recens conversa cum viro catholico celebraverat validum habendum esset, an nullum. Quod quidem dubium solvi non posse dignoscitur, nisi priùs certò constiterit an primum matrimonium, ab eâdem muliere cum viro calvinistâ contractum quo tempore et ipsa in eâdem hæresi versabatur verum firmumque fuerit, an potiùs nullum et irritum.

III. Scholasticis disputationibus prætermissis, illius videlicet quæstionis omisso examine, utrùm insolubilitas matrimonii consummati, donec uterque conjux vixerit, procedat à jure naturali necne, id certum est, perpetuam illius firmitatem à jure divino scripto profluere: sicuti evidenter infertur ex cap. 2 Genesis, et ex cap. 19 S. Matthæi, quemadmodùm advertit summus pontifex Bonifacius VIII, in cap. unic. de Voto et voti Redemptione, in 6, et post eum egregiè observârunt Patres concilii Tridentini in doctrinâ de Sacramento Matrimonii. Nec minùs certum haberi debet matrimonii vinculum nequaquàm dissolvi si ab alterutro conjugum fides conjugalis adulterio frangatur. Quod enim à Christo Domino dicitur apud S. Matthæum, cit. cap. 19: *Dico autem vobis quia quicumque dimiserit uxorem suam, nisi ob fornicationem, et aliam duxerit, mœchatur: et qui dimissam duxerit, mœchatur:* non ita debet intelligi, ut, interveniente fornicatione, locus esse possit ejusmodi dimissioni quâ matrimonii vinculum dissolvatur, sed divortio duntaxat seu dimissioni quæ cohabitationem tollat, intacto conjugali vinculo remanente: sicuti explicat Tridentinum concilium, can. 7, sess. 24, de Sacramento Matrimonii. Ex his planè consequitur matrimonium inter virum et feminam contractum quo tempore ambo calvinianæ sectæ adhærebant validum firmumque censendum esse, tametsi cum cæteris ejusdem hæresis sectatoribus falsò opinati fuerint matrimonium etiam quoad vinculum, adulterio interveniente, dissolvi: siquidem credendum est eos generali voluntate contrahere voluisse matrimonium validum, juxta Christi legem, ideòque etiam adulterii causâ non dissolvendum. Privatus enim error nec anteponi debet, nec præjudicium afferre potest generali quam diximus voluntati, ex quâ contracti matrimonii validitas et perpetuitas pendet, et consequenter inducitur nullitas secundi matrimonii, quo femina, post susceptam catholicam fidem, primo adhuc vivente marito, alteri se conjunxit.

IV. Evidens hâc de re videtur esse Innocentii III textus in decretali *Gaudemus*, de Divortiis, ubi ita legitur: *Qui autem secundùm ritum suum legitimam repudiavit uxorem, cùm tale repudium Veritas in Evangelio reprobaverit, nunquàm, eâ vivente, licitè poterit aliam etiam ad fidem Christi conversus habere.* Sanè Moyses, Deut. cap. 24, propter Hebræorum cordis duritiem, eisdem permisit ut possent uxores suas repudiare. Quidquid autem sit de eâ controversiâ quæ inter theologos agitatur, utrùm, concesso per Moysem, ut majus malum evitaretur, libello repudii, quicumque illum darent, quique reciperent, à pœnâ quidem liberarentur, sed non à culpâ; an verò hujusmodi indulti vigore ab utrâque immunes evaderent; de quâ quæstione nos egimus in nostrâ constitutione 38, quæ incipit: *Apostolici ministerii*, tom. 2 nostri Bullarii: quidquid, inquam, sit de eâ quæstione, hoc certum est, sublato per Christum Dominum Mosaicæ legis indulto, sicuti legimus apud S. Matthæum, cap. 19, et apud S. Marcum, cap. 10, matrimonioque ad pristinum indissolubilitatis statum redacto, sublatum quoque fuisse prohibitumque libellum repudii. Quo tempore nos à secretis eramus congregationi concilii, ex parte cujusdam Græci catholici propositum fuit dubium an ipsi permittendum esset ut secundam uxorem duceret, adhuc primâ vivente, quam repudiaverat ex causâ adulterii in judicio manifestè probati, impetratâ præterea à judicibus facultate ut novum cum alterâ matrimonium iniret; Græcorum enim opinio est, quam vel maximè in praxi tuentur, adulterii causâ matrimonii vinculum solvi, quantùmvis contra definitum fuerit tum in decreto de Unione Armenorum, edito à summo pontifice Eugenio IV, in publicâ concilii Florentini sessione, habitâ anno 1439, tum in cit. can. 7 concilii Tridentini de Sacramento Matrimonii, tum etiam in fidei professione pro Græcis Orientalibus stabilitâ, tum denique in instructione Clementis VII

pro Italo-Græcis, quam nos confirmavimus in nostrâ constitutione *Etsi pastoralis*, quæ est 57, § 8, Bullarii nostri tom. 1, in quibus omnibus locis solemniter assertum fuit catholicum dogma adversùs errorem Græcorum, qui ob adulterium contendunt matrimonii vinculum dirimi, nec satis habent thori divortium aut habitationis dissidium fieri. Prædicto autem proposito dubio, et re maturè discussâ, responsum fuit Græcum illum, vivente primâ uxore, quantùmvis adulterâ, ad alias nuptias transire non posse : sicuti legi potest tom. 3 Thesaur resol., in congregatione habitâ die 15 januarii 1724, in causâ cui titulus : *Dubium matrimonii*, cujus elucidandi gratiâ nos tunc discursum edidimus, distribuendumque curavimus, qui indicato loco reperitur impressus. Præterea eodem anno sub die 13 aprilis admissum pro valido reperimus matrimonium quod inter virum et mulierem in Helvetiâ coram ministro hæretico celebratum fuerat; etiamsi pro certo haberi posset utrumque conjugem in eodem errore versari, quòd scilicet, perpetrato adulterio, matrimonii vinculum solvi posset. Videatur etiam hâc de re Schmalzgrueber, ad tit. decretal. de Conditionibus appositis, § 5, num. 129.

V. Sed casus hic non omninò coincidit cum casu nostro. Non enim nunc sermo est de matrimonio inito inter duos Calvinistas, quibus hoc per errorem tantummodò persuasum fuerit, matrimonii vinculum adulterii causâ dissolvi; sed agitur de ejusmodi matrimonio quod à duobus Calvinistis ita fuerit celebratum, ut, præter errorem supradictum, id etiam in pactum conditionemque deduxerit, et expressè in ipsâ matrimonii stipulatione convenirent, quòd, si ab alterutro conjugalis fides fracta fuerit per adulterium, conjugii societas etiam quoad vinculum soluta remaneat. In quo rerum statu locum habet celebris decretalis Gregorii IX, in cap. *Si conditiones*, de Conditionibus appositis, cujus hæc sunt verba : « Si conditiones contra substantiam conjugii inserantur, puta si alter dicat alteri : Contraho tecum, si generationem prolis evites, vel donec inveniam aliam honore vel facultatibus ditiorem, aut si pro quæstu adulterandam te tradas : matrimonialis contractus, quantumcumque sit favorabilis, caret effectu, licèt aliæ conditiones appositæ in matrimonio, si turpes aut impossibiles fuerint, debeant, propter ejus favorem, pro non adjectis haberi. » Cui conformis est alia ejusdem Gregorii IX decretalis quæ legitur in novo Bullario ordinis Prædicatorum, tom. 1, num. 130, ubi hæc habentur : « Cùm in Sclavoniæ partibus consuetudinem pessimam, quæ dicenda est veriùs corruptela, esse proponas, juxta quam sub eâ conditione mulier conjungitur viro, si sibi placuerit in matrimonio retinenda, alioquin reddenda parentibus sine mutilatione vel fractione membrorum; nos tibi super hoc propter animarum periculum consilium postulanti taliter respondemus, quòd, cùm contra substantiam matrimonii talis conditio inseratur, pro eo quòd ad tempus nec debet nec potest matrimonium celebrari, sic contrahentes monendi sunt propensè et hortandi ut de novo inter se matrimonialiter contrahant secundùm formam Ecclesiæ consuetam. Quod si fortè non fecerint, denuntiari debet eisdem quòd, non matrimonia, sed contubernia sunt potiùs inter eos, nec legitimè, sed fornicariè commiscentur. »

VI. In laudatâ decretali *Si conditiones*, animadvertendum est duo à Pontifice distingui genera conditionum : primum videlicet earum quæ sunt contra substantiam matrimonii; alterum verò illarum quæ aut turpes sunt, aut executioni mandari non possunt et impossibiles nominantur. Et quidem quod spectat ad conditiones primi generis, si illæ in matrimonii contractu apponantur, declarat summus Pontifex matrimonium per eas nullum et irritum reddi; si verò in matrimonio contrahendo appositæ solùm fuerint conditiones secundi generis, illicitum quidem, fieri matrimonium, at minimè nullum; conditiones autem pro non appositis haberi. Porrò, licèt inter primi generis conditiones eam non recensuerit summus Pontifex quâ conjuges de matrimonio solvendo conveniunt si alter eorum adulterii crimen patraverit; attamen, cùm hæc conditio reverà contraria sit substantiæ matrimonii, cujus, ubi consummatum fuerit, perpetuum esse debet vinculum, et, ambobus conjugibus viventibus, indissolubile; hoc satis profectò est ut, si hujusmodi conditio seu pactum in matrimonii contractu apponatur, matrimonium illud nullum et irritum censeri debeat. Celebriores enim canonistæ, super laudatum textum scribentes, docent omnes quidem conditiones quæ in eâ decretali à summo Pontifice recensitæ sunt matrimonii substantiæ repugnare, sed eas minimè solas esse : cùm præter illas aliæ non desint quæ si in matrimonii fœdere contrahendo inserantur, nullitatis vitium in illud inducunt. Ita docet Abbas in dictum cap. *Si conditiones*, num. 2 : *Et licèt textus hic ponat tria exempla istarum conditionum contra substantiam, tamen multa alia possunt reperiri.* Et super eumdem textum ita prosequitur Ancharanus, num. 2 : *Adverte quòd ista tria ponuntur in textu gratiâ exempli; nam idem esset ubicumque esset eadem ratio.* Consentiunt Joannes Andreas, Henricus Boich, numer. 5; Alexander de Nevo, numer. 3; Fagnanus num. 2, in dictum cap. *Si conditiones*, de Conditionibus appositis.

VII. Præterea theologi et canonistæ non solùm rationem inquirunt cur nullum remaneat matrimonium in cujus contractu insertæ fuerint conditiones ipsius substantiæ ac naturæ contrariæ, sed etiam quæ sit ratio illius discriminis unde fit ut validum firmumque haberi debeat matrimonium eorum qui, nullâ appositâ conditione hujusmodi, alteri nubunt, etiamsi falsam illam opinionem foveant, quâ putent matrimonium ipsum, fractâ per adulterium fide, solutum iri; contra verò nullum et irritum censendum sit matrimonium eorum qui, præter eum errorem quo imbuti sunt, conventionem etiam adjiciunt de matrimonii dissolutione quoad vinculum, interveniente adulterio. Super quo ita ratiocinantur : Quicumque contractum vult, necesse est ut ejusdem substantiam velit; ideòque, si contrahentes in matrimonii fœdere ineundo conditionem apponunt illius substantiæ contrariam, certissimum hoc est argumentum, nequaquàm eos in veri matrimonii contractum consentire : sine contrahentium autem consensu matrimonium esse non potest. Quòd si expressa illa conditio de matrimonio ob adulterium dissolvendo apposita minimè fuerit, quantùmvis contrahentes in eo fuerint errore, ut matrimonii vinculum per adulterium dissolvi posset, nihilominùs locus est præsumptioni ut, dùm matrimonium prout à Christo institutum fuit inire voluerunt, illud omninò perpetuum ac, interveniente etiam adulterio, indissolubile contrahere voluerint; prævalente nimirùm generali quam diximus voluntate de matrimonio juxta Christi institutionem ineundo, eâque privatum illum errorem quodammodò absorbente : quo fit ut matrimonium ita contractum validum firmumque maneat. At ubi contrahentes in ipso matrimonii contractu expressam apposuerunt conditionem de dissolvendo quoad vinculum matrimonio in casu adulterii, jam fieri nequit ut error particularis absorptus maneat à generali voluntate contrahendi matrimonium prout à Christo Domino institutum fuit, sed potiùs voluntas generalis ejusmodi extinguitur et suffocatur ab errore particulari, qui manifestè prævalet ac dominatur : atque hinc oritur nullitas matrimonii in quo contrahendo apposita fuit conditio ipsius substantiæ contraria. Ita casum à casu distinguentes docent cardinalis de Lugo, de Sacramentis, disput. 8, sect. 8, num. 125 et seq.; Sanchez, de Matrimonio, lib 2, disput. 29, num. 11; Marin., in Theol. specul. et moral., tom. 4, tract. 23, disput. 5, sect. 4, num. 37; Gobat, tract. 10, cas. 19, num. 707; cardinalis de Lauræa, de Matrimonio, disput. 17, art. 10, num. 185; Salmanticenses, in Cursu morali, tom. 2, tract. 9, de Matrim., cap. 4, dub. 2, num. 26; et fusiùs Schmalzgrueber, in lib. 4 Decre-

tal., tit. 19, de Divortiis, à num. 64 ad 76; et ante cæteros egregiè advertit auctor Glossæ in cap. *De infidelibus*, verb. *Esse matrimonium*, de Consanguinitate et Affinitate. En ejus verba : *Ipsi* (videlicet ii qui eâ voluntate ineunt matrimonium ut, concurrentibus repudii causis, se illud solvere posse arbitrantur) *contrahunt eo proposito ut, cùm voluerint, separentur, dato libello repudii; sed hoc est contra substantiam matrimonii. Respondeo : Si hoc pactum exprimatur in ipso contractu, nec inter eos, nec inter Christianos esset matrimonium, sed non copulantur ex pacto, licèt postea abjiciant uxores de facto.* Videri etiam potest et relegi quod à nobis deductum est superiori libro 7, cap. 6, num. 9.

VIII. Doctrinam hanc secuta est semper atque constanter congregatio S. Officii, quoties eidem examinanda se obtulit validitas matrimonii vel inter duos Calvinistas, vel inter catholicum et calvinistam contracti, cùm scilicet vel ambo conjuges, vel alter eorum in eâ opinione versaretur ut matrimonii vinculum adulterii causâ dissolvendum foret. Ita colligitur ex responsione datâ ad dubium olim ab episcopo Bosnensi propositum, quod ita conceptum fuit : *An sit validum matrimonium contractum inter catholicam et schismaticum hæreticum, cum intentione fœdandi vel solvendi matrimonium :* ac die 2 octobris 1680 ita resolutum : *Si ista sint deducta in pactum, seu cum istâ conditione sint contracta matrimonia, sunt nulla : sin aliter, sunt valida.* Hoc idem confirmatur ex quâdam decisione solemni quam eadem congregatio nobis præsentibus edidit die primâ augusti 1748, cujus hoc erat subjectum : « Sempronius calvinista diœcesis Albensis Transylvaniæ, ante quinque annos, coram curione suo calvinistâ (nam ipsimet admittunt clandestina matrimonia valida) sub conditione : Contraho tecum, si, vel quamdiù manseris in honestate conjugali, vel si fidem thori servaveris, contraxit matrimonium cum Semproniâ calvinistâ. Hæc Sempronium aliquoties infideliter deseruit : redire noluit. Sempronius tædio affectus, et ut animæ saluti consuleret, fidem catholicam suscepit. Angitur nunc et dubitat num recipere teneatur in hæresi calvinianâ remanentem veram, an putativam uxorem; item quis forus ejusdem in causâ divortii quoad vinculum, Calvinistarum an Catholicorum. » Primo huic casui secundus subjectus erat his verbis expressus : « Titius calvinista coram ministro ejusdem sectæ et testibus, in diœcesi Albensi Transylvaniæ, contraxit matrimonium cum Titiâ calvinianâ ante annos viginti sub prædictis conditionibus. Iidem nunc recenter conversi ad fidem catholicam dubitant an, ad hoc ut simul manere possint, consensum, et quidem coram parocho et testibus, renovare teneantur. » His autem dicta congregatio ita satisfecit : « Matrimonia in utroque dubio relata nulla prorsùs esse. Et ad primum dubium specialiter, Sempronium non teneri ad recipiendam uxorem in hæresi calvinianâ manentem; imò nec teneri ad recipiendam eam si ad catholicam fidem converteretur : posse tamen ad catholicam fidem conversam recipere, si velit, in uxorem, renovato coram parocho et testibus utriusque consensu, si nullum aliàs inter eos intercedat impedimentum; indignum prorsùs esse recurrere ad Calvinistas pro declaratione divortii quoad vinculum; stante veritate expositorum, matrimonium illud nullum suâ naturâ corruere : nec simpliciter et absolutè indigere Sempronium declaratione fori ecclesiastici ut possit ab assertâ uxore separari. Et ad secundum dubium, debere recenter conversos renovare consensum coram parocho et testibus, ut tanquàm legitimi conjuges in conjugio remanere possint. »

IX. His igitur principiis positis, videlicet nullum atque irritum esse matrimonium in quo contrahendo apposita fuerit conditio aliqua ejusdem substantiæ contraria; conditionem autem de matrimonio ob adulterii causam dissolvendo ejusdem matrimonii substantiæ quàm maximè repugnare; valida verò censenda esse matrimonia ab iis contracta qui, licèt falsò sibi persuadeant, adulterio interveniente, matrimonii vinculum solvendum esse, id ipsum tamen nullo modo in pactum conditionemque deducunt; at irrita et nulla esse connubia in quibus id expressum consultò fuerit tanquàm pactum atque conditio; hisce, inquam, principiis positis, dubium illud quod à Transylvanis episcopis propositum fuerat de matrimonio à viro et femina calvinistis cum expressâ illâ conditione contracto, facilè solutum fuit editâ responsione die 20 maii præsentis anni 1754, nimirùm fuisse nullum omnique effectu carere debuisse. Quia tamen ex aliquibus documentis quæ transmissa tunc sunt et examini subjecta, non nemo argui posse putabat eam conditionem non ita in Calvinistarum matrimoniis apponi ut, conjugali fide violatâ, dirimendum foret conjugii vinculum, sed ut divortium tantummodò faciendum esset quoad thorum; alii verò, supradicto Calvinistarum Rituali considerato, et admisso etiam hunc esse verum illius conditionis sensum, ut solutionem matrimonii quoad vinculum importet, tamen dici posse contendebant eamdem in contrahendi matrimonii actu non ita apponi ut contractum ipsum et contrahentium consensum conditionalem efficiat; sed potiùs eidem contractui superaddi postquàm perfectum jam et completum fuit per mutuam illam responsionem : *Accipio;* hinc, antequàm super proposito postulato responsum ederetur, opportunæ adhibitæ fuerunt diligentiæ ut eorum omnium haberetur clara et certa cognitio ex quibus negotii resolutio pendebat. Acceptis autem indubiis documentis, perspectum fuit et exploratum eam desertionem de quâ paciscuntur in celebrandis matrimoniis Calvinistæ, si datam fidem fregerint adulterio, nequaquàm dici posse simplicem thori separationem seu divortium, sed veram matrimonialis vinculi solutionem. Si enim eorum quis fuerit de adulterio convictus, alter innocens conjux ad novas nuptias liberè transire solet : ipsique hæretici judices, ubi de unius crimine legitimas probationes adesse cognoverint, potestatem innocenti conjugi faciunt ut novo matrimonio cum alio conjuge jungatur. Quod verò spectat ad formam contrahendi in calviniano Rituali descriptam, licèt conditio de conjugetamdiù non deserendo donec ipse in honestate permanserit non immediatè legatur apposita post verbum illud : *Accipio*, sed in subsequenti duntaxat juramento inseratur; nihilominùs, cùm hoc jusjurandum non aliâ de causâ proferatur nisi ut præmissum illud verbum : *Accipio*, debitam ex eo firmitatem accipiat, facilè intelligitur unum eumdemque esse actum, qui ex superioribus responsionibus et ex subsequenti jurejurando efformatur, quique paucis verbis sic exprimi potest : *Accipio te, et juro quòd non deseram donec in honestate permanseris.* Contra verò non satis percipi valet quomodò conditio illa matrimonii solutionem importans, ab ipso contractu ita divelli possit ut non illius pars constitutiva dicenda sit, sed quædam potiùs appendix quæ eidem jam completo perfectoque adjiciatur.

X. Ut autem ea magis magisque confirmentur quæ paulò ante diximus de nullitate illius matrimonii cui apposita fuerit conditio aliqua illius substantiæ contraria, ad textum in cap. *Si conditiones*, de Conditionibus appositis, haud inopportunum erit aliqua hìc verba facere de casu quodam olim in quæstionem adducto, cùm nos, in minoribus constituti, secretarii congregationis concilii munere fungeremur, quemque tunc expendentes, satis longum discursum de more edidimus, qui typis impressus legitur tom. 3 Thesauri resolutionum, in causâ Ulyssiponen. Occidental. propositâ, et resolutâ die 8 julii anni 1724. Vir et femina sequenti modo matrimonio se junxerant. In hoc ambo convenerant, ut matrimonium quidem coram Ecclesiâ celebrarent, at illud nequaquàm consummare deberent, sed post quindecim dies mulier monasterium ingressa monialis habitum susciperet, deindeque evoluto probationis anno, regularem professionem solemniter nuncuparet, omni juri renuntians quod in mariti personam ex

matrimonio sibi acquirere potuisset. Et quidem mulier declaraverat se id plenâ libertate fecisse ac promisisse; consenseratque ut, si ab his pactis et conditionibus defecisset, matrimonium nullum irritumque declararetur. Concors per omnia fuit reciproca stipulatio viri, omniaque scriptis consignata fuerunt et significata testibus qui matrimonii celebrationi præsentes esse debebant, ipsique parocho coram quo ineundæ erant nuptiæ. Quamvis verò in ipso celebrandi matrimonii actu nequaquàm iteratæ aut expressæ fuissent ejusmodi conditiones, attamen, omnibus præcedentibus et subsequentibus simul junctis, simulque perpensis, nullus erat locus suspicandi conjuges ab iis promissis et conditionibus de quibus invicem convenerant recessisse : sicuti multis ostendit celebris tunc advocatus Pitonius, qui matrimonium illud totis viribus impugnabat; ut videre est in ejus disceptatione typis impressâ tom. 3 Disceptationum ejusdem, discept. 58. Celebrato juxta modum hucusque expositum matrimonio, validum illud firmumque fuisse contendebat femina, ac vehementer instabat ut sibi à viro matrimonialia obsequia præstarentur. Contra vir pro matrimonii nullitate pugnabat, affirmans se ab omni matrimoniali onere prorsùs immunem, sibique liberum esse novo connubio cum alterâ se copulare. Variæ fuerunt Ulyssiponensium tribunalium sententiæ; sed, causâ ad congregationem concilii delatâ, matrimonium illud declaratum fuit nullum per eumdem sæpè laudatum textum in cap. *Si conditiones*, de Conditionibus appositis. Ea enim conventio in pactum expressè deducta, quâ mulier à se abdicavit potestatem in corpus viri, et vir similiter potestatem in corpus mulieris, apertè contraria est substantiæ matrimonii, sicuti docet S. Thomas, in 4 Sent., dist. 28, quæst. unic., art. 4, ad 3, cui consentiunt S. Bonaventura, Adrianus pontifex, Richardus, aliique inter antiquos, quos memorat sequiturque Sotus, in 4 Sent., dist. 29, quæst. 2, art. 3; neque dissentiunt recentiores, Sanchez, de Matrimonio, lib. 5, disput. 10, per tot.; Layman., lib. 5, tract. 10, part. 2, cap. 7, num. 9; Gonzalez, in cap. *Si conditiones*, sub num. 8, de Conditionibus appositis; Salmanticenses, Operum moral. tom. 2, tract. 9, de Matrimonio, cap. 7, dub. 3, per tot., et præcipuè § 95.

XI. Quia verò ii à quibus illius matrimonii validitas propugnabatur, ad ostendendum eam conditionem non esse contra substantiam matrimonii, nonnulla exempla ab ecclesiasticâ Historiâ petita proferebant, eorum scilicet qui matrimonio se junxerant, simulque inter se convenerant de castitate in conjugali statu servandâ et matrimonio non consummando; præter id quod ex evangelico textu didicimus de matrimonio S. Virginis cum sponso suo castissimo S. Joseph, animadversum fuit virginitatem in matrimonio à multis quidem piè et religiosè fuisse servatam, qui tamen usui abrenuntiârunt, non potestati; ideòque dici non poterant apposuisse in nuptiarum contractu conditionem matrimonii substantiæ contrariam. Non enim matrimonii substantiæ repugnat matrimonio non uti, sed uti non posse, sicuti ostendit Mastrius, in 4, dispust. 7, num. 162, ubi sic scribit : *Essentia matrimonii consistit in mutuo dominio et subjectione corporum per ordinem ad usum matrimonii; sed potest subsistere dominium et subjectio corporum cum prædictâ obligatione. Cùm enim dominium distinguatur ab usu, potest verum dominium subsistere cum obligatione seu conditione non utendi re ipsâ.* Mastrio adhæret Clericatus, de Sacramento Matrimonii, decis. 20, num. 21.

XII. Negari non potest huic responsioni multùm probabilitatis inesse, præsertim cùm plures alii præter laudatos auctores recenseantur qui eam sententiam propugnant. Sed et illud etiam negari non potest, complures alios esse tum theologos, tum canonistas, qui oppositum docent, contendentes utramque conditionem esse contra substantiam matrimonii, tam eam scilicet quâ contrahentes mûtuæ corporum potestati in antecessum renuntiant, quàm illam quâ hujusmodi potestatis actum et usum sibimetipsi interdicunt. Videndus est hâc de re Schmalzgrueber, ad tit. de Conditionibus appositis, § 5, num. 119 et seq. Porrò, ut dubium de Ulyssiponensi matrimonio propositum solveretur, minimè necesse fuit inquirere quænam ex duabus relatis opinionibus prævalere deberet; in utràque enim rectè pronuntiari poterat pro nullitate matrimonii de quo tunc agebatur, quemadmodùm congregatio reipsà pronuntiavit. At iis qui valida agnoscunt superiùs enuntiata matrimonia de quibus ecclesiasticæ Historiæ loquuntur, celebrata nimirùm inter virum et feminam quibus ex christianæ perfectionis studio propositum erat, quique etiam mutuâ promissione convenerant ut à matrimonii consummatione abstinerent, uti factum narrant à S. Pulcheriâ imperatrice, dùm Marcianum Augustum in conjugem simul et imperii consortem accepit, et inter alios plures; iis, inquam, necesse omninò est de viribus et subsistentiâ secundæ ex præfatis opinionibus studiosè disquirere. Ne sermonem hunc nostrum extraneis quæstionibus abrumpamus, ab hâc abstinendum nobis esse censemus. Sed, cùm in nostro tractatu de Festis B. Virginis Mariæ satis multa dixerimus de matrimonio ab eâ inito cum S. Josepho, cujus commemorationem facit Ecclesia die 23 januarii, paucis hìc complectemur ea quæ in prædicto opere nostro fusiùs exposuimus; quo intelligere quisque possit ex hoc sancto B. Virginis matrimonio nihil inferri posse contra supra expositam firmatamque veritatem, matrimonium nempe illud irritum esse in quo aliqua conditio apposita fuerit quæ ejusdem substantiæ repugnet.

XIII. Qui affirmant B. Virginis matrimonium cum S. Josepho in solis sponsalibus constitisse, ii temerè falsòque opinantur. Itaque pro certo tenendum est primò matrimonium inter eos contractum fuisse verum et ratum; secundò, B. Virginem, antequàm cum S. Josepho matrimonio conjungeretur, votum quidem emisisse castitatis perpetuò servandæ, eâ tamen additâ conditione, si ita Domino placuisset; nam sub Mosaicâ lege oportebat generationi insistere tam mulieres quàm viros; tertiò, cùm eadem B. Virgo ante celebrationem matrimonii ex peculiari revelatione intellexisset suum conservandæ castitatis propositum divinæ voluntatis assensu comprobari, hujusmodi voto jam se absolutè obstrinxisse; quartò, ante ipsum quoque matrimonium, Deo pariter revelante, manifestatum B. Virgini fuisse simile S. Josephi propositum de servandâ in matrimonio virginitate; denique cùm B. Virgo et S. Joseph matrimonio sese conjunxerunt, nullam omninò apposuisse conditionem : idque satis est ut affirmemus nihil ex eo matrimonio colligi posse quod veritatem illam evertat, scilicet nullum et irritum esse matrimonium in quo contrahendo adjicitur conditio aliqua illius substantiæ contraria. Hæc est S. Thomæ doctrina, in 4. Sent., dist. 30, quæst. 2, art. 1, quæst. 2, ad 2. En ejus verba : *B. Virgo, antequàm contraheret cum Joseph, fuit certificata divinitùs quòd Joseph in simili proposito erat; et ideò non se commisit periculo nubens : nec tamen propter hoc aliquid veritati deperit, quia illud propositum non fuit conditionaliter in consensu appositum : talis enim conditio, cùm sit contra matrimonii bonum, scilicet prolem procreandam, matrimonium tolleret.*

CAPUT XXIII.

De postulatis aliquando propositis circa præsentiam parochi in matrimonii celebratione : et de matrimoniis conscientiæ nuncupatis.

I. Tridentini concilii decretum, cap. 1, sess. 24, de reformatione matrimonii, quo statutum fuit ut matrimonium coram proprio parocho, aut alio sacerdote de ejùsdem parochi aut episcopi licentiâ, et duobus testibus celebretur, ita ut matrimonium aliter celebratum irritum sit, occasionem aliquando dedit

episcopis postulandi quinam verus nubentium parochus esse intelligatur. Porrò nos olim decreta congregationis concilii, ejusdemque responsa hâc de re edita, collegimus in nostrâ Institutione 33 et 46, Latinæ editionis. Quare, ne hìc eadem quæ dicta jam sunt repetamus, quædam tantummodò responsa hoc loco adjiciemus quæ data fuerunt episcopo Giennensi anno 1581, et relata habentur lib. 3 Decretorum, pag. 59 et seq. Episcopus siquidem, Ecclesiæ suæ statum referens, nonnulla dubia discutienda proposuit, quorum hoc primum fuit: « Utrùm prohibitione factâ ab ordinario ne parochus aliquos desponsaret, ita tollatur jurisdictio ipsius parochi ut ad contrahendum matrimonium contra talem prohibitionem non sit legitimus parochus. » Huic autem talis fuit data responsio: « Valere matrimonium contractum coram parocho cui interdictum est ab episcopo ne interveniat. » Secundum: « Utrùm matrimonium in quo intervenerit vicarius parochi, non invitus, sed volens, contra prohibitionem tantùm ordinarii, sit validum vel potiùs invalidum, quia non intervenit sacerdos habens jurisdictionem, cùm sit sublata ab ordinario. » Secundò: « Esse validum. » Tertium: « Si invitus et compulsus per vim adsit sacerdos cùm contrahitur matrimonium, præcedente vel non præcedente dictâ prohibitione, utrùm tale matrimonium subsistat. » Tertiò: « Subsistere. » Quartum: « Si sacerdos affuerit, nihil tamen eorum quæ agebantur vidit neque audivit, utrùm tale matrimonium validè contrahatur, vel potiùs tanquàm sine sacerdote nullius sit ponderis et momenti. » Quartò: « Non valere, si sacerdos non intellexit: nisi tamen affectâsset non intelligere. » Quintum: « Si adsit sacerdos, dùm contrahitur matrimonium, casu non cogitans se esse ad id vocatum, sed aliud agens, audit duos inter se contrahentes matrimonium, utrùm sit validum tale matrimonium, in quo fuit præsens, non tamen certioratus, nec ad id expressè vocatus, neque interponens suam auctoritatem dicto vel facto; vel potiùs sit nullum, quasi assistentia auctoritativa per concilium requiratur, et non nuda vel causalis præsentia. » Quintò: « Valere, etiamsi parochus aliam ob causam adhibitus sit ad illum actum. » Hujus responsionis summa à Fagnano refertur in cap. *Quoniam*, num. 29 et seq., de Constitutionibus, et in cap. *Litteræ*, num. 5 et seq., de Matrim. contracto contra interdictum Ecclesiæ. Quæ verò ad quartum dubium fuit data responsio, cum alio convenit ejusdem congregationis judicio edito die 29 aprilis 1593, ut ex lib. 7 Decret., pag. 106, à tergo in quâdam causâ Ulyssiponensi: *S. congregatio censuit, si vera sint quæ narrantur et parochus affectaverit non intelligere, matrimonium valere.*

II. Multiplex hoc relegentes congregationis decretum quo dubiis Giennensis episcopi satisfecit, opportunum maximè duximus alia quædam hìc observanda proponere, quæ et aliquando subministrârunt et subministrare in posterum materiam possunt ad respondendum postulatis episcoporum, in ecclesiarum relationibus interrogantium circa parochorum præsentiam in matrimoniorum celebratione à Tridentino præscriptam.

III. In eo decreto inter alia statuitur validum esse matrimonium quod fuerit initum vel coram parocho, vel coram parochi vicario, etiamsi illis ab episcopo interdictum fuerit ne matrimonii celebrationi assistentiam præstarent. Super quo sanè nulla videtur excitari posse gravioris momenti difficultas. Cùm enim ea non sit episcopo auctoritas ut possit inducere impedimentum dirimens quod non est, aut aliquod matrimonium quod ex canonum præcripto nullum irritumque non sit, nullum irritumque statuere, ut firmat Barbosa de Offic. et Potest. episcopi, part. 2, allegat. 52, num. 93; et Natalis Alexander, in Theologiâ dogmat. et moral., tom. 2, lib. 2, de Sacram. Matrim., in consectariis articuli, seu in regulis praxim spectantibus, reg. 9: illicitum quidem erit matrimonium, si celebretur coram eo cui episcopus hujusmodi celebrationi adesse vetuerit; graviter etiam peccabit is qui, spretâ superioris prohibitione, eidem assistentiam præbebit: at nullâ ratione dici potest matrimonium ipsum nullitatis vitio subjacere.

IV. Statuitur etiam in eo decreto validum et firmum esse matrimonium cui legitimus sacerdos, non spontè, sed invitus et coactus affuerit. In quam opinionem conveniunt scriptores, uno excepto Segurâ cui contraria sententia magis arridet. Videndi Barbosa, de Offic. et Potest. parochi, part. 1, cap. 21, num. 46; cardinalis de Lauræa, in 4 lib. Sentent., tom. 3, de Matrim., disput. 22, art. 10, num. 244, et fusè Schmalzgrueber, ad tit. decretal. de clandestinâ Desponsatione, § 5, num. 237 et seq., ubi auctores qui sunt ejusdem opinionis enumerat. Et reverà, cùm parochi præsentia verificetur, etiamsi per vim inducta sit, idemque parochus fidem facere possit Ecclesiæ celebratum verè fuisse coram se matrimonium, etiamsi illius celebrationi spontè non interfuerit, sed coactus; nihil videtur in hoc casu deesse quod necessarium ad matrimonii validitatem judicatur. Unde in l. *Coram Titio*, 209, ff. de verbor. Significat., ita legitur: *Scire autem, non etiam velle, is debet; cùm, eo invito, rectè fit.*

V. Definitum etiam legimus in eodem decreto validum fore matrimonium cui interfuerit parochus, licèt non accersitus ad eum finem, sed falso aliquo nomine ad id fraudulenter inductus. Neque id generaliter inficiari quis poterit. Aliqui tamen sunt qui ad matrimonii validitatem satis esse putant ejusmodi præsentiam parochi, quâ contrahentium verba ita audiat intelligatque ut testimonium certum de matrimonio coram se inito ferre possit: cujus sententiæ patroni videri possunt relati à Giribaldo, de Sacramento Matrimonii, tract. 10, cap. 7, dub. 12, à num. 98 usque ad num. 101. Alii verò, probabiliùs opinantes, admittunt quidem validum fore matrimonium celebratum coram parocho qui alio quàm matrimonii obtentu vocatus fuerit, sed nihilominùs necessarium putant eumdem parochum antea moneri accersitum eum quidem fuisse diverso nomine, reverà autem ut matrimonii celebrationi interesset. Videantur Pontius, de Matrim., lib. 5, cap. 21, num. 4; Cabassutius, in Theor. et Prax. jur. can., lib. 3, cap. 26, num. 12; Schmalzgrueber, loco citato, num. 234 et seq., præcipuè num. 236, ubi affert resolutionem congregationis concilii sequentibus verbis conceptam: *An sit matrimonium, si duo contrahant per verba de præsenti, proprio parocho præsente, et aliis requisitis non omissis, cui contractui parochus formaliter adhibitus non fuit, sed dùm fortè convivii vel confabulationis, vel aliud tractandi causâ adesset, audit hujusmodi contractum geri, et postea alter contrahentium velit ab hujusmodi contractu ratione defectûs resilire. Sacra congregatio respondit posse, nisi alia intervenerint quæ parochum à contrahentibus adhibitum fuisse arguant.* Eadem resolutio refertur à Pontio, loco citato, qui deinde ita subdit: *Quare de hoc ampliùs dubitare non licet.* Concordat Natalis Alexander loco supradicto, reg. 10. Videri etiam potest eadem resolutio in opere Joannis Gallemart ad concilium Tridentinum, edito Tridenti anno 1737, nimirùm ad sess. 24, cap. 1 reformat. matrimonii, pag. 256, § *An sit matrimonium.*

VI. In supra relato decreto matrimonium illud directu carere statuitur cui parochus ita sit præsens ut neque videat contrahentes, neque auribus eorum verba percipiat; eo enim casu præsentia parochi tanquàm merè physica considerari debet, quæ ad matrimonii validitatem non sufficit, juxta id quod in eâdem congregatione definitum fuit in causâ Romanâ super dubiis matrimoniorum, die 7 martii 1700, in quâ, cùm ea res Innocentii XII pontificis jussu diligenti examine discussa fuisset, eorum improbata fuit opinio qui contendebant ad validitatem matrimonii præsentiam parochi merè physicam satis esse. Parochus enim interest matrimonio tanquàm testis auctorizabilis pro Ecclesiâ; quæ, cùm in aliis duobus aut tribus testibus ad matrimonium ritè contrahendum necessariis non eas qualitates requirat quæ illos omni exceptione ma-

jores constituant, uti fusè demonstrat Sylvius, operum tom. 5, edit. Antuerp., in var. resolut., verb. *Matrimonium*, X, § *Ad secundum*, idcircò parochi præsentiam voluit ut in illius probitate maximum veritatis fundamentum statueret : uti colligitur ex Historiâ dicti concilii scriptâ à cardinali Pallavicino, lib. 22, cap. 4, num. 3, et num. 12. Parochus autem non potest testem agere tantæ in Ecclesiâ auctoritatis, nisi et videat contrahentes, et vel eorum audiat verba, vel, ea non percipiens, signa saltem videat et intelligat quæ mutuum significent utriusque partis consensum, juxta textum in cit. lib. *Coram*, ff. de verb. Sign., cujus verba sunt hæc : *Coram Titio aliquid facere jussus, non videtur præsente eo fecisse, nisi is intelligat. Itaque si furiosus, aut infans sit, aut dormiat, non videtur coram fecisse.* Cui conformis est can. *Testes*, 3, quæst. 9, ubi Glossa, in verb. *Præsentia*, inquit : *Dùm tamen intelligant; nam aliter non dicuntur præsentes :* et can. *In primis*, 2, quæst. 1, ubi eadem Glossa, verb. *Præsente*, subdit : *Et intelligente : aliàs non diceretur præsens :* præter multò plura quæ videri possunt apud Fermosinum, in tract. 2, tom. 2, de Offic. et Sac. Eccl.; in cap. 2 et 3, de Officio archipresbyteri, quæst. 1, num. 63 et seq.; et apud cardinalem de Lauræa, loc. cit., art. 10, num. 240 et seq

VII. Quamvis verò in dubium aliqui revocaverint utrùm parochus in matrimonio partes agat testis auctorizabilis pro Ecclesiâ, cùm non desint theologi clari nominis qui parochum volunt esse Sacramenti ministrum, eidemque tanquàm ministrantem assistere, juxta ea quæ vidimus in superiori lib. 8, cap. 13, alii verò contenderint non eam fuisse concilii mentem ut ad validitatem matrimonii parochus propriis oculis conjuges intueri, et propriis auribus mutui eorum consensûs verba percipere deberet; alioquin ea matrimonia penitùs sustulisset quæ fiunt aut per interpretem, cùm parochus contrahentium idioma non intelligit, aut per procuratorem, utroque vel altero conjugum longè absente; siquidem in primo casu parochus verborum quæ à contrahentibus proferuntur significationem minimè percipit, sed ad ea se refert quæ ait interpres; in secundo verò neque contrahentium excipit verba, neque personas aspicit, sed solum intuetur procuratorem, ejusque intelligit verba : attamen istorum ratiocinationes satis profectò non sunt ad evertendam rectè constitutam firmatamque sententiam de necessariâ ejusmodi præsentiâ parochi in matrimonii celebratione, quâ et contrahentes oculis suis aspiciat, et mutuum eorum consensum auribus suis excipiat.

VIII. Quæstio enim fieri solita, quam nos innuimus superiore lib. 8, cap. 13, quamque insolutam, uti par erat, relinquimus, in eo sita est, utrùm matrimonii minister sit parochus, an potiùs ipsimet contrahentes, sicuti magis communiter auctores docent, sint matrimonii ministri. Sed esto sit parochus, numquid ex hoc inferri poterit eumdem non etiam agere partes testis auctorizabilis ejusdem Sacramenti? Sicuti fieri videmus in Sacramentis Ordinis, Pœnitentiæ, Eucharistiæ, extremæ Unctionis, quorum sacerdotes ita ministri sunt ut etiam testium munere apud Ecclesiam fungantur, si fortè opus sit ut eorumdem administratio comprobetur. Ubi autem sacerdos non solùm matrimonii minister, sed simul etiam illius testis auctorizabilis censeatur, necessariò fatendum est quod superiùs diximus, nimirùm eumdem et contrahentes videre, et eorum verba intelligere omninò debere.

IX. Quod autem pertinet ad ea matrimonia quæ per procuratorem aut per interpretem fiunt, cùm nullum nobis onus incumbat expendendi utrùm quæ per interpretem contrahuntur valida et firma sint; et solùm innuere sufficiat nequaquàm deesse qui eorum validitatem impugnent, sicuti videri potest apud Clericatum, decis. 35, de Sacramento Matrimonii, num. 6, et apud Pontium, in tractatu de Matrimonio, lib. 5, cap. 21, num. 9 et seq.; idcircò sermonem redigentes ad ea matrimonia quæ per procuratorem fiunt, hoc primum asserimus, reperiri in veteri Testamento matrimonium Isaac cum Rebeccâ per procuratorem Eliezer initum, sicuti legitur Genesis cap. 24; insuper statutas esse in jure canonico conditiones ad validitatem matrimonii per procuratorem celebrandi necessariò servandas, quæ leguntur in cap. *Procurator*, de Procuratoribus, in 6. Præterea communem hanc esse opinionem, matrimonia quæ per procuratorem fiunt, etiam post Tridentinum concilium, valida esse; eademque nostris etiam temporibus celebrari, et antehàc celebrata fuisse, præsertim inter principes : quomodò Henricus IV Galliarum rex Mariam Mediceam duxit; et Hispaniarum regis filia cum Austriæ archiduce per procuratorem Ferrariæ coram Clemente papâ VIII matrimonium inivit. Theologos quidem prudenter consulere ut qui matrimonio per procuratorem conjuncti sunt vel iterùm ipsimet coram parocho et testibus matrimonio jungantur, vel saltem quod ipsis absentibus actum est præsentes ipsi coram ecclesiâ ratum habere declarent : sicuti videre est apud Salmanticenses, in Cursu morali, tract. 9 de Matrimonio, cap. 3, dub. 4, num. 84. At hoc minimè necessarium reputari, sed majoris duntaxat cautelæ gratiâ faciendum suaderi; sicuti post Sotum, Sanchez, Gutierrez, Rebellium, Bonacinam aliosque, fatetur Rosignolius, de Matrimonio, part. 1, tom. 6, contract. 15, disquisit. 1, § 21, num. 3. Verùm id satis non est ut asseramus ad validitatem matrimonii, quod ab ipsis conjugibus præsentibus coram parocho et testibus celebratur, nullam esse necessitatem ut parochus ipsos contrahentes oculis videat, suisque auribus eorum verba percipiat. Cùm enim concilium ea matrimonia quæ per procuratorem fiunt de medio tollere noluerit, necesse fuit ut liberum antiquo systemati cursum relinqueret; ideòque permitteret ut *qui per alium facit, per se ipsum facere videatur;* et *ut possit quis per alium, quod potest facere per seipsum :* sicuti videtur in cap. *Potest quis*, et in cap. *Qui facit*, de Regulis juris, in 6. Sed tamen ex eo quòd concilium ratum esse voluerit matrimonium per procuratorem celebratum, in quo parochus neque conjuges ipsos oculis suis conspicit, neque ex eorum ore mutuum percipit auribus suis assensum, inferri non potest definitum aut permissum ab eo fuisse ut, ubi vir et femina coram parocho per seipsos matrimonio conjungi volunt, quælibet ejusdem parochi præsentia sufficiat ad matrimonii validitatem, etiam non visis ab eo contrahentibus, et eorum non percepto consensu.

X. Hoc igitur posito, videndos esse omninò à parocho contrahentes, eorumque percipiendum esse consensum, aliqua tantummodò difficultas oriri potest ex iis verbis, quæ in laudato decreto leguntur : *Nisi tamen affectâsset non intelligere* : cùm enim antea veluti pro regulâ statuatur irritum esse matrimonium si parochus conjuges non intellexerit, ea deinde subditur limitatio : *Nisi tamen affectâssetnon intelligere.* Cujus limitationis ut verus sensus intelligatur, opus non est intimam propriamque hujus verbi *affectâsset* significationem studiosiùs inquirere et penetrare, quemadmodùm juris civilis interpretes faciunt in l. *Quod ait lex*, § 2, ff. *Ad legem Juliam*, de Adulteriis; sed, quoniam totum decretum iis verbis expressum est quibus passim utitur curia, opportunius esse videtur prædicti verbi sensum juxta communem et usitatum in curiâ loquendi modum interpretari. Affirmârunt nonnulli decretum illud de eo parocho intelligendum esse qui et videt, et audit, sed se nec videre nec audire simulat. Ita sentit Neesen, in suis tractatibus de Justitiâ et Jure, tract. 8, quæst. 6, de Sacram. Matrim., dub. 4 : *Petes quid, si pastor occludat aures et oculos, et nolit intelligere quid agatur, an matrimonium sic contractum erit validum. Respondeo, si non intellexerit nec adverterit quid actum sit, tunc matrimonium non valere, quia tunc reverà non est moraliter præsens, ita ut possit testificari de matrimonio contrahendo : secùs dic, si advertat quid agatur, sed affectat non intelligere, aut datâ operâ fingit se non intelligere.* Hæc tamen verbi intelligentia minimè probatur à Pontio, in tractatu de Matrimonio,

lib. 5, cap. 21, num. 12, et quidem meritò; neque enim necesse fuerat decretum condere ad id stabiliendum de quo nullum est dubium, verum scilicet et validum matrimonium iniri ubi parochus et videt, et intelligit, etiamsi se nec vidisse nec audisse mentiatur. Alii verò matrimonium irritum esse dicunt quoties parochus reverà non videt neque intelligit contrahentes; etiamsi ideò non videat neque intelligat quia ipsemet consultò videre et intelligere noluit, ipsemet sibi videndi et intelligendi modum ademit: ex eâ nimirùm ratione, quòd minimè poterit earum rerum quas reverà non vidit nec intellexit auctorizabile testimonium Ecclesiæ ferre, quantùmvis ipse sibi impedimentum creaverit ut non videret nec intelligeret. Ita ratiocinantur inter nostros cardinalis de Lauræa, in 4 lib. Sentent., tom. 3, disput. 22, art. 10, num. 266; Monacellus, in Formul. legal. pract., 3 part., tit. 2, formul. 5, num. 10 et 11; Giribaldus, tract. 10, de Sacramento Matrimonii, cap. 7, dub. 12, num. 102. Hæc igitur est horum auctorum opinio, irritum semper et nullum esse matrimonium si conjuges nec videantur nec audiantur à parocho; idque non solùm si ab extrinsecâ aliquâ causâ, externoque impedimento adempta fuerit parocho videndi audiendique potestas, verùm etiam si ipse sibi impedimentum ultrò creaverit ne videret neque intelligeret. Itaque, re benè consideratâ, istorum opinio cum eâ quam superiùs exposuimus sententiâ convenit; ut scilicet exceptio illa: *Nisi affectâsset non intelligere*, de eo duntaxat casu accipienda sit quo parochus reipsà viderit et audiverit, sed simulet falsòque asserat se nec vidisse nec audivisse. Alii denique affirmant matrimonium validum fore quod celebratum fuerit coram parocho qui, si nec vidit nec intellexit, ipse sibi in causâ fuit ut non videret nec intelligeret; propterea quòd vel aures sibi obstruxerit vel faciem velaverit ne audire et aspicere cogeretur. Et hic verus videtur esse illius decreti sensus, sicuti colligitur ex Fagnano, in cap. *Quoniam*, num. 25, de Constitutionibus; et in cap. *Quæsitam*, num. 7 et 8, de Pœnit. et Remissionibus. Neque enim ulla haberi debet ratio affectatæ ignorantiæ illius qui, cùm videre et audire commodè posset, ipse sibi voluntarium posuit impedimentum ne videret audiretque, juxta regulam textûs in cap. *Inhibitio*, § *Si quis verò*, de clandestinâ Desponsatione; et § final; et can. seq., dist. 57. Neque porrò æquum est ab arbitrio factoque parochi pendeat libertatem matrimonii impedire. Illud autem objicere minimè prodest, adhibendam esse à parocho industriam omnem et diligentiam ad impedienda hujusmodi matrimonia; eumque canonicas pœnas incurrere, et signanter in suspensionem ab officio ad triennium incidere, si præsentiam præstet alicui matrimonio quod fieri præsumatur vel sine præscriptis denuntiationibus, vel sine prævià dispensatione illius qui super observantiâ earumdem denuntiationum dispensare potest: juxta decretalem in cap. *Cùm inhibitio*, de clandestinâ Desponsatione. Quamvis enim verum sit admittendum esse parocho pro viribus ut hujusmodi matrimonia fieri prohibeat; multòque magis eidem cavendum esse ne eorum celebrationi voluntariam præsentiam exhibeat, ex his tamen hoc tantummodò sequitur, ut ipse datâ operâ non debeat iis interesse; ut occasionem præstandæ iisdem assistentiæ, quantùm fas est, evitare teneatur; ut, etiamsi fortè circumventus aliove obtentu accersitus fuerit, contrahentes seriò monere debeat matrimonia hujusmodi sine gravi culpâ celebrari non posse; sibi autem dictam esse legem ut eosdem contrahentes, si id quod deliberârunt reipsà perfecerint, ad superiorem deferat à quo gravi pœnâ plectendi erunt; præterea se et animo et voluntate à præstandâ eorum nuptiis præsentiâ longè abhorrere, cùm hujusmodi contrahendi ratio à sacris canonibus improbetur: at nihil necesse est aures obturare, velare faciem aliaque hujus generis facere, quæ ad id solùm valent, ut animos contrahentium aliquando scrupulis torqueant: qui scilicet, quamvis ut plurimùm nesciant illicita ab invalidis distinguere, adhuc tamen non solùm matrimonium, uti destinaverant, contrahere, sed etiam consummare non prætermittunt; utrumque enim perficere in animo habent, quoties circumvento aut deprehenso parocho, coram eo proferunt verba ad mutuum consensum significandum idonea. Neque timendum profectò est ne occultum remaneat matrimonium eâ ratione perfectum, indeque aditus aperiatur ad celebrandum alterum matrimonium, primo illo adhuc constante atque vigente. Quamvis enim hujusmodi matrimonium sit clandestinum *de jure*, utpote astutè atque dolosè sine præviis denuntiationibus celebratum, sicuti docet Sanchez, de Matrimonio, lib. 5, disput. 1, quæst. 1, probaturque ex sequentibus verbis textûs in cap. final. de clandestin. Desponsat: *Si quis verò hujusmodi clandestina conjugia inire præsumpserit;* attamen fieri nequit ut reipsà et, ut aiunt, *de facto* occultum remaneat: cùm et parochus illud ad episcopum deferre, et episcopus adversùs contrahentes judicialiter procedere debeat. Et sanè quicumque humanarum rerum ignarus non est, poterit ex propriâ experientiâ testari pleraque matrimonia quæ in parochiali ecclesiâ prævis denuntiationibus publicè et ritè celebrantur, nisi conjuges fuerint alicujus spectatæ familiæ vel dignitatis, utplurimùm ignorari; at nullum fuisse clandestinum hujusmodi matrimonium coram parocho dolosè accito aut malitiosè deprehenso sine prævis denuntiationibus initum, cujus rumor et fama per universam parœciam et civitatem pervagata non fuerint, tum propter conatus à parocho ad illud impediendum adhibitos, tum propter ipsius matrimonii delationem episcopali curiæ ab eodem parocho factam, tum denique propter judiciales processus ab episcopo adversùs contrahentes institutos.

XI. Ex hactenùs dictis recte colligitur prædicta verba: *Nisi affectâsset non intelligere*, de eo casu accipienda esse quo parochus invitus ad matrimonii contractum adhibitus ideò nec videt nec percipit quia datâ operâ neque videre voluit neque percipere, cùm tamen et videre et percipere naturaliter potuisset eâdem ratione quâ testes ad eum ipsum actum adhibiti et vidisse se et percepisse fatentur. Celebris fuit anno præterito 1755 causa Carthaginen. matrimonii, in concilii congregatione agitata et judicata, in quâ agebatur de quodam matrimonio contracto coram parocho domi suæ inopinatè deprehenso, qui virum quidem aspexerat ejusque verba perceperat, feminam verò nec viderat nec audiverat. Porrò, cùm ex iis qui controversiæ judices sedebant totidem ex unâ parte pro matrimonii validitate, totidem verò ex aliâ pro illius nullitate opinati fuerint, opportunum nobis visum est congregationem ipsam coram nobis indicere; jussis priùs theologis aliquot aliisque juris canonici professoribus sententias suas hâc de re scriptis exponere: qui sanè, maximâ diligentiâ ac labore collatis inter se tum theologorum et canonistarum placitis, tum decretis ejusdem congregationis, et actis similium causarum quæ aliàs coram ipsâ agitatæ fuerunt et ab eâ definitæ, in hoc facilè convenerunt, ut ad matrimonii validitatem necessarium omninò esset contrahentes à parocho videri, eorumque verba mutuum consensum exprimentia ab eodem audiri: eo scilicet principio præ oculis habito, quòd si parochus matrimonio interest tanquàm testis Ecclesiæ auctorizabilis, nullo modo poterit de matrimonio contracto fidem facere ubi nec utrumque viderit conjugem, nec utriusque consensum audierit. Sed cùm factum ipsum de quo agebatur accuratè perpensum fuerit, ejusque circumstantiæ omnes diligenter excussæ, manifestò compertum est quòd si parochus mulierem non vidit ejusque verba non intellexit, hoc ideò evenit quia ipse obfirmato animo eamdem videre et audire noluit, cùm eam facilè videre et audire potuisset, quemadmodùm benè viderant rectèque audierant testes ad eum actum adhibiti. Itaque pronuntiatum fuit, nobisque annuentibus sententia prodiit pro matrimonii validitate.

XII. Magnam aliquando præbuere materiam episcoporum interrogationibus et postulatis ea matrimonia quæ *conscientiæ* appellantur; quærentibus scilicet iis in quorum diœcesibus frequentior ejusmodi matrimoniorum consuetudo inoleverat quâ ratione circa illa se gerere deberent. Matrimonia *conscientiæ* ea olim esse intelligebantur quæ inter virum et feminam absque ullâ solemnitate celebrabantur : quæque hoc modo ducebatur femina *concubinæ* nomine appellabatur : sicuti videre est in can. *Christiano*, dist. 34; et can. *Is qui*, eâd. dist.; et in hoc ipso opere nostro, superiore l. 9, c. 12, n. 2 et seq., ubi hanc materiam prolixè tractavimus. Matrimonium etiam *conscientiæ* illud fuit de quo sermo est in cap. *Quod nobis*, de clandest. Despons., matrimonium videlicet occultè initum, quod evulgari et manifestari non debeat quamdiù conjugibus ipsis illud publicare non placuisset. Hujusmodi matrimonii probatio, sicuti et legitimorum natalium prolis ex eo susceptæ, à solo testimonio pendebat viri et mulieris affirmantium sese vero matrimonio conjunctos esse. Hoc tamen testimonium nullius erat roboris et momenti, si fortè compertum fuisset aliud matrimonium ab altero ex conjugibus publicè celebratum, multòque magis si reperti fuissent filii ex hoc publico matrimonio suscepti; nam tunc ex solo duorum conjugum testimonio neque occultum illud matrimonium satis probatum, neque legitima conditio prolis ex eo matrimonio susceptæ satis asserta dici potuisset : sicuti in laudatum textum scribendo affirmant Innocentius, Ostiensis, Joannes Andreas, Abbas et Fagnanus. In pluribus Germaniæ locis, etiamnum sæpè contingit quædam fieri matrimonia quæ dicuntur *ad Moryanaticam;* eaque sunt quibus vir nobilis, post susceptos ex primâ uxore itidem nobili liberos, eâ defunctâ, cùm continentiæ leges sine uxore observare non possit, coram paracho et testibus, obtentâ priùs à proclamationibus opportunâ dispensatione, alteram ex humiliori ordine ducit, additâ conditione ut tam mulier quàm filii ex eo matrimonio nascituri nihil sibi juris ex eo acquirere possint, præterquàm ad ea quæ ad victum sunt necessaria. Hujus conditionis vi et mulier à participandâ mariti dignitate excluditur, et filii ab omnibus titulis, muneribus et paternorum avitorumque bonorum successione extranei censentur. De his matrimoniis Germani scriptores tam justitiæ quàm theologi passim loquuntur; eaque legitimè contrahi tuentur, tum *quoad substantiam*, ut dicunt, tum *quoad modum :* primum, quod ad substantiam pertinet, quia ineuntur ut incontinentiæ peccatis aditus intercludatur : secundum, quod spectat ad adjectas conditiones et pacta, quia hæc eò tendunt ut filii ex primâ nobili uxore suscepti, aliique qui ad hæreditatem et bona, deficientibus iisdem filiis, jus habent, ab omni præjudicio reddantur immunes. De his ipsis matrimoniis *ad Morganaticam* à nobis actum est alibi, in loco scilicet mox à nobis significando. In tomo 3 Institutionum juris publici, aliquibus notis illustratarum per Joannem Fridericum Pfeffingerum, pag. 1310, sermo est de his matrimoniis *ad Morganaticam*. At nostris hisce temporibus ea dicuntur matrimonia *conscientiæ* quibus vir et femina coram parocho, aut altero sacerdote ab eo cui hæc sit auctoritas deputato, et duobus testibus familiaribus, sed omissis ex indulto denuntiationibus, connubio junguntur. Omnis cura adhibetur ut hæc matrimonia occulta remaneant, ad evitanda hominum improbantium dicteria, aliasque molestias quas facilè subirent conjuges propterea quòd alter ex iis nobilis sit, ignobilis alter obscuræque familiæ; et quia non palàm innotescunt, matrimonia *conscientiæ* dicuntur. Cùm nos munere secretarii congregationis concilii fungeremur, die 9 septembris anni 1724, episcopis quibusdam instantibus, propositum fuit dubium utrùm matrimonia hujusmodi, *conscientiæ* nuncupata, licita censenda essent; eâque arreptâ occasione, exarare non prætermisimus et in publicam lucem edere quasdam annotationes quibus materiam hanc totam illustrare curavimus; quæ typis impressæ leguntur in Thesauro resolutionum, tom. 3, in causâ cui titulus : *Dubium matrimoniorum*, quæ proposita quidem fuerat anno et die qui supra, sed non judicata; sicuti neque definita fuit in eâ congegatione quæ habita est die 2 decembris ejusdem anni, propterea quòd sacra congregatio differendum censuit judicium donec maturè perpensa et constituta fuissent quæ necessariò requirerentur ad hæc matrimonia licitè perficienda : si enim ad recti normam exacta non fuerint, culpâ non vacant, quantùmvis, celebrata cùm fuerint coram parocho et testibus, valida et rata procul dubio debeant reputari.

XIII. Inficiari nemo poterit hunc esse Ecclesiæ spiritum ut publica inter fideles matrimonia celebrentur; ideòque eam occultis hujusmodi nuptiis nequaquàm favere : sicuti eruitur ex sex primis canonibus à Gratiano collectis in causâ 30, quæst. 5, præter tot alia conciliorum decreta relata in Collationibus ecclesiasticis Parisiensibus de Matrimonio, t. 1, l. 1, col. 4, § 2. Hic autem Ecclesiæ spiritus et præteritis semper temporibus viguit, et nostris quoque etiamnum durat, cùm à Tridentinâ synodo renovatum fuerit Lateranensis concilii decretum de publicis denuntiationibus pluries ante matrimonii celebrationem in ecclesiâ faciendis. Omnibus etiam clarè patent certa quædam mala et absurda quæ ab occultis matrimoniis et *conscientiæ* nuncupatis nascuntur, de quibus fusè agitur in dictis Collationibus, loco cit.; et à Giberto, Consultat. canonic. de Sacramento Matrimonii tom. 2, consultat. 63, quæst. 1 : et in nostrâ constitutione, quam paulò post indicabimus. Equidem Sainte-Beuve, tom. 1, resolut. 161, adduci non potest ut matrimonia conscientiæ licita fateatur, nisi cùm conjuges inter se vivere consentiant, non uti conjuges, sed ut frater et soror. Hæc tamen opinio nimis est à communi sensu remota, cùm casus alii certè non desint in quibus superior dispensare necessariò debet à publicis denuntiationibus, et matrimonia *conscientiæ* permittere, quæ scilicet coram parocho et duobus testibus familiarissimis ineantur, eo quidem fine ut occulta maneant, sed simul etiam ut conjuges, non uti frater et soror, sed uti vir et uxor inter se conversentur. Nonnulli ex hujusmodi casibus recensentur in prædictâ collatione Parisiensi, et in citatâ consultatione Giberti; aliosque nos ipsi innuimus in nostrâ constitutione quæ incipit : *Satis vobis*, in tom. 1 nostri Bullarii, num. 35. Et quidem in eâ constitutione, quæ in formâ brevis epistolaris directa est et transmissa ad omnes episcopos, nos ea resumpsimus quæ in concilii congregatione tunc minimè definita adhuc pendebant. Cùmque maturo et diligenti examine ea omnia perpendissemus quæ visa sunt necessariò requirenda ut matrimonia *conscientiæ* possint aliquando permitti, quæque sint adhibendæ cautiones ut proles ex his matrimoniis nascitura et ritè educetur, et nullum accipiat detrimentum sive in his quæ pertinent ad vitæ sustentationem, sive in probatione legitimorum natalium quos ex hujusmodi matrimoniis reverà sortietur; ea omnia in dictâ epistolâ distinctè exponere non omisimus, opportunas regulas indicando quibus in hujusmodi casibus rectè procedi valeat. Quare si in posterum dubia et postulata circa hæc matrimonia *conscientiæ* ab episcopis proponantur, nihil aliud videre esse præstandum quàm eos monere de observandâ et executioni mandandâ prædictâ constitutione nostrâ, quâ etiam apostolicæ pœnitentiariæ officium pro normâ utitur quoties de matrimoniis hujusmodi agitur : ut videre est in aliâ constitutione nostrâ cujus initium est : *Pastor bonus*, § 39, Bullarii nostri t. 1, num. 95.

CAPUT XXIV.

De nonnullis postulatis ad rem beneficiariam spectantibus.

I. Non hìc sanè propositum nobis est ut omnia recen-

scamus postulata ab episcopis Apostolicæ Sedi proposita, et singulas iisdem redditas responsiones; hoc enim opus esset, non unà alteràve capituli paginà, sed vix pluribus voluminibus concludendum. Superioribus capitibus nonnulla gravioris momenti retulimus et expendimus postulata ex iis quæ nobis præ manibus habere contingit; unde liceret episcopis apertè deprehendere Sedem Apostolicam nunquàm cessare quin et perspicua dubiis in rebus exhibeat responsa, et opportunam, quoad fieri potest, opem auxiliumque afferat ad eos levandos assiduis gravibusque sollicitudinibus quibus satis superque obsidentur ac veluti opprimuntur qui curæ præsunt animarum. Hoc itaque capitulo agemus, ut ipsa pandit illius inscriptio, de aliquibus postulatis ad rem beneficiariam spectantibus; deinde operam opusque hoc nostrum concludemus proximo novissimoque capitulo, expendentes regulas quas sequi debent episcopi dùm suis in diœcesibus missarum reductiones faciunt : animadvertimus enim quamvis ab episcopis etiam extra relationem statûs suarum ecclesiarum hujusmodi facultas postuletur imminuendi per diœcesim missarum onera, tamen sæpè sæpiùs id ipsum in memoratâ relatione præstari.

II. Cùm sanctæ memoriæ pontifici Pio V innotuisset complura identidem in beneficiorum resignationes ac permutationes irrepere absurda, secundo pontificatûs sui anno constitutionem evulgavit incipientem : *Officium*, quæ est n. 42 inter ejusdem pontificis constitutiones in antiquo Bullario, edit. an. 1586, p. 992, quâ ordinariis suspendit ad tempus auctoritatem admittendi beneficiorum resignationes et permutationes, usquedùm ipse de eâdem re opportuniùs statuisset. Proximo autem anno alteram edidit constitutionem incipientem : *Quanta*, quæ est 58 Bullar. veter., tom. 2, in quâ, postquàm nonnullas statuerat moderationes ac declarationes circa tempus et modum quibus in posterum admittendæ essent ab ordinariis beneficiorum renuntiationes quæ à beneficiatis in ipsorum manibus fiunt, prohibuit episcopis aliisque collatoribus in quorum manibus cujuslibet beneficii resignatio fieret ne idem beneficium cujus resignationem admisissent, aut suis aut resignantis consanguineis, affinibus vel familiaribus conferrent. In editionibus memoratæ constitutionis S. Pii V, incipientis, uti dictum est : *Quanta*, hæc leguntur verba : *Cæterùm præcipimus atque interdicimus ne ipsi episcopi aut alii collatores de beneficiis et officiis resignandis prædictis, aut suis, aut admittentium consanguineis, affinibus vel familiaribus, etiam per fallacem circuitum multiplicatarum in extraneos collationum, audeant providere :* ubi deprehenditur sanè manifestus typographi error; neque enim legendum est *admittentium consanguineis*, sed utique *dimittentium consanguineis;* uti optimè notavit Fagnanus in cap. *Non sine*, num. 45, de Arbitris, et latiùs persequitur doctus præsul Marcellus Severolus, quem, tum honoris causâ, tum amoris quo illum, dùm viveret, prosecuti fuimus, libenter hìc nominamus. Videatur ipsius Allegatio typis edita, quæ est ordine 30 inter Allegationes Hieronymi Palma junioris, ante num. 1. Juvat et illud animadvertere in libro 7 Decretalium, qui sub pontifice Clemente VIII in publicam lucem emittendus erat, sed, ut alibi diximus, ideò evulgatus non fuit quia, cùm in ipsum identidem inserta fuerint Tridentini concilii decreta, sicuti prohiberi non poterant canonistæ quin ea interpretarentur, ita aditus patefactus fuisset violandæ summi pontificis Pii IV constitutioni, quâ vetantur privati homines sacrum Tridentinum concilium commentari atque interpretari, cùm id sacræ cardinalium congregationi, ejusdem concilii interpreti, privativè sit reservatum; in hoc, inquam, Decretalium libro 7, cap. 1, de renuntiatione, animadvertere juvat insertam S. Pii V bullam, in quâ verbo *admittentium* substitutum legitur *dimittentium*. Videri etiam potest nostra Institutio 91, Latinæ editionis, § *Attamen licet*

III. Præstitutis itaque in laudatâ S. Pii V constitutione finibus quibus vel nunc licet episcopis beneficiorum renuntiationes admittere, firmâ tamen semper prohibitione ne eadem beneficia suis aut resignantium consanguineis, affinibus vel familiaribus conferant, Cremonensis episcopus in relatione statûs ecclesiæ suæ sequens congregationi concilii quæsitum proposuit, an videlicet, si parochus parœciam in episcopi manibus renuntiaret, episcopus verò concurrentibus omnibus quæ in Pianâ constitutione requiruntur, renuntiationem admitteret, cùm ad eam ritè conferendam concursum debeat indicere, licitum ei esset suos aut resignantis parochi consanguineos, affines et familiares ad concursum admittere, et alicui ex ipsis parœciam conferre, quatenùs dignior præ cæteris deprehensus fuisset. Congregatio autem rescripsit id episcopo minimè licere, nec debere ad concursum admittere prænemoratos suos vel resignantis consanguineos, affines vel familiares : quod rescriptum Gregorius XIII pontifex suâ auctoritate comprobavit.

IV. Ejusmodi congregationis responsum innuitur à Fagnano, in cap. *Non sine*, num. 53, de Arbitris, nosque hìc illud per extensum referimus exscriptum ex libro primo Decretorum, pag. 145 et seq., ad annum 1573; quod ipsum præstitimus in memoratâ nostrâ Institutione 91, præcitato loco : « Quærit à sacrâ congregatione sacri concilii Tridentini episcopus Cremonensis, an constitutio sanctissimi domini nostri Pii papæ V felicis recordationis, data Romæ sub die primâ aprilis 1568, super relaxatione prohibitionis de non admittendi resignationibus per ordinarios, dùm prohibet ne beneficia per resignationem per episcopum vel alium collatorem, etiam ex justâ causâ admissam, vacantia conferantur consanguineis vel familiaribus episcopi vel resignantis, habeat locum in ecclesiis parochialibus, et beneficiis curam animarum habentibus, quæ per concursum magis idoneis conferri debent ex decreto concilii Tridentini, cap. 18, sess. 24, ita ut si familiaris aliquis episcopi vel consanguineus resignantis comparuerit, et in concursu ad hujusmodi beneficium curatum, ut supra vacans, cum aliis se examinari petierit, admitti non possit, et si admissus ad examen, et uti idoneus ab examinatoribus relatus fuerit, ei beneficium conferri non possit. Sanctissimus dominus noster, etiam ex sententiâ S. congregationis concilii, declaravit locum habere, et ideò monendum episcopum ne hujusmodi familiares vel consanguineos admittat ad concursum. »

V. Haud ita multò post contigit Patavii vacâsse parœciam, non quidem ex parochi resignatione, qualis erat facti species à Cremonensi episcopo proposita, sed ob ipsiusmet parochi obitum; cùmque episcopus concursum indixisset, et ad illum admisisset familiarem suum, eique etiam, quoniam dignior judicatus fuerat, parœciam contulisset, excitata est quæstio an hujusmodi episcopi factum Pianæ constitutioni adversaretur. Congregatio verò, innixa potissimùm præindicatæ resolutioni à Gregorio XIII confirmatæ, affirmativè respondere non dubitavit. At cùm providus secretarius animadvertisset casum vacationis per obitum longè differre à casu vacationis per resignationem, durumque nimis et asperum fore unum casum alteri exæquare, id namque esset S. Pii V constitutionem et Gregorii XIII responsum non tam declarare quàm ampliare, communicatâ re cum rotæ auditoribus quos in suam sententiam proclives deprehendit, rem totam detulit ad Sixtum V pontificem, qui, omnibus accuratissimè perpensis, iisque confirmatis quæ statuta fuerant à Gregorio XIII, declaravit bullam Pianam locum sibi vindicare in parochialibus per resignationem vacantibus, et episcopum quidem in hoc casu ad concursum recipere non posse suos, aut resignantis consanguineos, affines vel familiares : at quoties parœcia vacaret per obitum, bullam Pianam nihil obsistere quin ad concursum prælati consanguinei, affines et familiares admitte-

rentur, et alicui etiam ex ipsis, si quidem dignior fuisset deprehensus, parochialis ecclesia conferretur. Hæc quæ à summo Pontifice sapienter constituta fuerant, congregationi referre secretarius non destitit : congregatio verò omnia commendavit, jussitque ut deinceps Pontificum mandatum religiosè executioni mandaretur.

VI. Habentur hæc omnia in libro Memorialium 107, pag. 248. En verba : « Consideratis suprascriptis resolutionibus congregationis ad constitutiones in casu Cremonensi et Patavino, manu bon. mem. cardinalis Alciati annotatis, animadversum fuit primam declarationem congregationis emanâsse circa constitutionem felicis recordationis Pii V, sub dat. 1 aprilis 1568, quæ prohibet ne beneficia per resignationem ab episcopo, vel ab alio inferiori admissam vacantia conferantur consanguineis vel familiaribus episcopi vel resignantis ; et in his terminis fuisse à felicis recordationis Gregorio XIII approbatam : sed eamdem postea in casu Patavino fuisse applicatam, et extensam ad parochiales vacantes etiam per obitum, ut ad eas non possint concurrere familiares episcoporum. Quæ extensio cùm visa esset durior, nec appareret super eâ solitas discussiones congregationem fecisse, minùsque ad judicium sanctissimi fuisse relatum ; volui, antequàm in generalem observantiam deduceretur ex quâ periclitari potuissent plurimæ provisiones aliàs factæ, et quæ in posterum fieri contingeret, cùm ex hoc capite aliquot provisiones in rotæ auditorio impugnarentur, ab ipsâ rotâ quid sentiret exquirere : cui pariter visa fuit extensio potiùs quàm declaratio satis dura ; præsertim quia in vacationibus per obitum cessat illa ratio suspectarum pactionum et fraudum quæ in resignationibus faciliùs intervenire possunt. Quamobrem dictarum resolutionum cum præmissis motivis factâ relatione sanctissimo domino nostro ut dictaret quid vellet observari ; sanctitas sua decrevit declarationem congregationis, approbatam à felicis recordationis Gregorio XIII, retinendam esse juxta terminos constitutionis piæ memoriæ Pii V in parochialibus vacantibus per resignationem admissam per episcopum et inferiores collatores ; occurrente autem vacatione parochialium per obitum, non esse arcendos à concursu familiares aut consanguineos ipsorum ordinariorum, sed iisdem conditionibus et legibus censendos esse cum aliis concurrentibus, ex formâ concilii Tridentini, et constitutionis ejusdem Pii V de Provisionibus parochialium, etc. Quod decretum in congregatione habitâ die 15 junii 1589, cùm retulissem, fuit ab illustrissimis dominis commendatum ; et juxta illud in posterum respondendum erit in casibus occurrentibus, etc. » Quoties igitur parœcia per resignationem vacaverit, si eamdem suo vel resignantis consanguineo aut familiari conferat episcopus, apertè peccat in litteram Pianæ constitutionis, prohibentis ne beneficia in episcoporum manibus resignata personis supradictis conferantur : at si iisdem conferat parœciam, quæ per obitum vacaverit, nullatenùs Pianam bullam lædit, quippe quæ non nisi de vacationibus per resignationem loquitur. Etenim in vacationibus per resignationem facilè irrepere possunt eæ fraudes dolosique circuitus, qui aut nullo modo, aut saltem difficiliùs, in vacationibus per obitum possunt occurrere. Itaque patet primò quàm prudenter constitutum fuerit discrimen inter unum et alterum vacationis modum ; deinde quomodò gerere se debeant episcopi cùm hujusmodi casus contigerint, absque eo quòd congregationem de illis consulant ; denique cui regulæ tutò adhærere debeat eadem congregatio in responsionibus dandis ad ejusmodi postulata, si quæ fortè proponi contingat. Legatur Corradus in praxi beneficiariâ, lib. 3, cap. 4, sub num. 10, § *Nec tamen*, ubi etiam testatur ita respondisse cardinalem Lancellotum, congregationis concilii præfectum, episcopo Castrensi, die 3 Junii 1617, atque ita pariter firmàsse rotam in decisione coram Cordubâ, quam ibi integram affert. Videri etiam potest Ventriglia, in Praxi, annot. 2, § 2, num. 11 et num. 13.

VII. Concursus quem Tridentinum concilium præscripsit, nunc temporis non solùm obtinet quoad beneficia quibus animarum cura annexa est, quæque digniori inter concurrentes ab episcopo conferri debent, sed etiam quoad reliqua beneficia curata quæ conferuntur à Romano Pontifice, eo quòd, aut ob secutam in mense apostolico eorumdem vacationem, aut ex alio reservationis vel affectionis titulo, ejusdem dispositioni sunt reservata. Id nos ipsi statuimus in nostrâ constitutione incipiente : *Cùm illud*, quæ est 68, § 19 et 20, nostri Bullarii tom. 1, ubi episcopis mandavimus ut quoties vacaverit aliquod beneficium Sanctæ Sedi reservatum, cui annexa sit animarum cura, opportunâ facultate sibi per nos directè collatâ concursum indicere non prætermittant ; et siquidem agatur de beneficiis reservatis ratione mensis in quem incidit vacatio, hujusmodi concursûs acta ad datariam apostolicam minimè transmittant, sed tamen significare non negligant quem ipsi magis idoneum in Domino censeant : quo verò ad cætera omnia beneficia curata ex alio quocumque titulo præterquàm ratione mensis Sanctæ Sedi reservata, acta concursûs ad datariam mittant, sese abstinentes à judicio ferendo quisnam sit cæteris dignior et aptior ; facultate tamen ipsis factâ significandi per familiares litteras, ad Pontificis datarium conscriptas, quem ipsi censeant digniorem, et an quispiam ex iis qui ad concursum admissi sunt occultâ aliquâ notâ laboret. Quod autem nuper asseruimus bullam S. Pii V nequaquàm obstare consanguineis et familiaribus episcopi quin ad beneficia curata per obitum vacantia, et ab ipsomet episcopo conferenda, possint concurrere ; id multò potiori jure affirmandum erit de beneficiis curam animarum annexam habentibus, et Apostolicæ Sedis dispositioni inservatis. Diximus potiori jure, cùm pro iis stet regula quæ docet Pianam constitutionem locum non habere in iis beneficiis quæ, licèt in manibus episcopi resignentur, eorum tamen collatio, non ad ipsum episcopum, sed ad alium spectat ; quæ regula à Gregorio XIII fertur etiam comprobata fuisse. Videatur additio ad decis. 35, num. 25, præsulis Ansaldi, qui obiit rotæ decanus, quemque libenter nominamus non tam mutui amoris gratiâ qui inter nos et ipsum, dùm viveret, intercessit, quàm ejusdem meritorum titulo.

VIII. Eadem constitutio 58 S. Pii V, de quâ hactenùs disseruimus, occasionem præbuit gravi controversiæ ab archiepiscopo Mechliniensi anno 1683 ad congregationem concilii delatæ ; an videlicet quæ in illâ continetur prohibitio conferendi beneficia in manibus episcopi resignata ejusdem episcopi aut resignantis consanguineis, affinibus vel familiaribus, vim quoque habeat in beneficiorum permutationibus. Reperta tunc fuit quædam resolutio edita in causâ Feretranâ, die 25 februarii 1673, in quâ congregatio affirmativè responderat. At cùm novo instaurato examine deprehensum fuisset memoratam resolutionem propositæ quæstioni minimè congruere, cùmque insigniores in Romanâ curiâ canonistæ plures in causâ disceptationes elucubrâssent, ipseque Altovitus secretarius in suis votis multa collegisset : ea videtur fuisse congregationis sententia, ut beneficiorum permutationes quæ coram ordinariis fiunt, dummodò bona fides intercedat et fraus omnis absit, sub Pianæ constitutionis dispositione minimè comprehendi debeant.

IX. Permutationes beneficiorum non complectitur bulla S. Pii V, quia, licèt ipse in suâ constitutione 42 suspensam voluerit, quousque aliter statuisset, facultatem quâ ordinarii gaudebant admittendi beneficiorum resignationes et permutationes, cùm tamen subinde in suâ constitutione 58 eamdem suspensam facultatem ordinariis restituerit, de resignationibus

ita locutus est, ut opportuniores quasdam novasque restrictiones et cautelas circa illas induxerit ac statuerit; at de permutationibus ita indefinitè decrevit : « Ad hæc beneficiorum et officiorum permutationes admittere quæ canonicis sanctionibus et apostolicis constitutionibus permittuntur. »

X. Complectitur tamen Piana constitutio permutationes quæ malâ fide ac fraudulenter coram ordinariis fiunt, quia S. Pontifex in eâdem constitutione, uti supra dictum est, eas tantùm permutationes admittit concedit quæ sint sanctionibus canonicis consonæ; quod perinde est ac dicere, quæ respiciant utilitatem vel necessitatem Ecclesiæ, aut in quibus permutantium utilitas quodammodò in utilitatem vergat Ecclesiæ. Quapropter si quæ permutantur beneficia, valdè disparis sint reditûs, si is qui pinguius beneficium obtinet provectâ jam est ætate ac infirmâ valetudine, illudque permutare velit cum beneficio tenuioris reditûs quod suus vel episcopi consanguineus obtinet, hujusmodi permutatio non est ad canonum normam exacta : quinimò dolosa est, ideòque Pianæ constitutioni adversatur. Atque hisce in terminis edita fuerat memorata resolutio anni 1673. Ad confirmanda verò quæ hactenùs dicta sunt, facilè nobis esset alia plura hìc congerere : sed, ne quid detractum videatur iis qui tantâ cum laude in id ipsum operam studiumque suum impenderunt, ablegamus lectorem ad citat. allegationem 30 præsulis Severoli, editam, tom. 3 Allegationum Palmæ; ad additionem præsulis Ansaldi, decis. 35; ad disceptationem denique 29 celebris Pitonii, ubi omnia optimè comprobata atque firmata leguntur.

XI. Qui illegitimos natales sortitus est, ex sacrorum canonum lege irregularitati subjacet; ita ut nec Ecclesiæ ordinibus initiari, nec ullum ecclesiasticum beneficium consequi possit. Quapropter dispensatione ipsi opus est ad ordines æquè ac ad beneficia obtinenda. Sed si de minoribus ordinibus agatur, ac de beneficiis animarum curam annexam non habentibus, episcopus potest propriâ auctoritate cum illegitimo dispensare. Ut autem illegitimus ordines majores et beneficia quibus cura immineat animarum obtineat, solius Romani Pontificis dispensatione fieri potest. Perspicua est decretalis Bonifacii VIII, in cap. *Is qui*, de Filiis presbyterorum, et aliis illegitimè natis, in 6. Irregularitas autem quæ illegitimos obstringit, haud provenit ex eorum culpâ, sed, ut jurisperiti aiunt, ex defectu; quemadmodùm latè disserit Gonzales, in cap. *Ut filii*, num. 8, de Filiis presbyterorum. Porrò qualis sit hujusmodi defectus egregiè declaratur à S. Thomâ, in 4 Sentent., dist. 25, quæst. 2, art. 2, quæst. 3 : *Ordinati in quâdam dignitate præ aliis constituuntur. Ideò ex quâdam honestate requiritur in eis claritas quædam, non de necessitate Sacramenti, sed de necessitate præcepti; ut scilicet sint bonæ famæ, bonis moribus ornati, non publicè pœnitentes. Et quia obscuratur hominis claritas ex vitiosâ origine, ideò etiam de illegitimo thoro nati, à susceptione ordinum repelluntur, nisi cum eis dispensetur : et tantò est difficilior dispensatio, quantò eorum origo est turpior.*

XII. Hæc planè est disciplina quæ nunc temporis obtinet; sed alia aliis temporibus obtinuisse dignoscitur : quippe can. 15 Nicephori confessoris, tom. 7 Conciliorum Labbeanæ Collectionis, col. 1299, sequentia verba leguntur : *Qui ex concubinâ, et scorto, et ex bigamis, et trigamis nati sunt, si virtutibus præditi appareant, et sint sacerdotio digni, ordinentur.* In ipso decreto Gratiani, dist. 56, plures collectæ inveniuntur auctoritates veterum Ecclesiæ Patrum, qui parùm solliciti de ordinandorum origine et natalibus, eos tantummodò ab ordinibus repellunt qui propriis improbis moribus constituuntur indigni. Et quamvis can. 1 cit. dist. 56, qui desumptus est ex concilio Claromontano habito sub Urbano II pontifice, hæc legantur verba : *Presbyterorum filios à sacris altaris ministeriis removemus;* subdit tamen Gratianus : *Sed hoc intelligendum est de illis qui paternæ incontinentiæ imitatores fuerint. Verùm si morum honestas eos commendabiles fecerit exemplis et auctoritatibus, non solùm sacerdotes, sed etiam summi sacerdotes fieri possunt.* Haud ita facilè est statuere tempus quo primùm inducta et recepta fuerit disciplina repellendi ab ordinibus æquè ac à beneficiis illegitimos ob solam natalium maculam. Quod probabili conjecturâ affirmari potest, illud est, hujusmodi disciplinam initium duxisse ab exclusione illegitimæ sacerdotum prolis; idque in eum finem ut quodam quasi freno cohiberetur parentum incontinentia : inde verò ad filios quoque illegitimos laicorum ampliatam fuisse; ac demùm ex unâ in aliam provinciam gentemque propagatam processu temporis, et præsertim post publicationem decretalium Gregorii IX, vim auctoritatemque disciplinæ ac juris communis in universâ Ecclesiâ obtinuisse. Videndus est Christianus Lupus, tom. 3, in synodos generales et provinciales, cap. 12 dissertationis 1 procœminalis, ubi fusiori calamo expressa reperiuntur omnia quæ paucis collegit Van-Espen Jur. Eccles. univers., part. 2, tit. 10, cap. 3.

XIII. Tridentinii concilii Patres, totos ad reformationem morum, et maximè clericorum, curandam intentos, minimè fugit caput hoc de illegitimis filiis clericorum : ideòque, sess. 25, cap. 15, de Reformatione, ut opportuniori quo poterat modo cohiberetur clericorum incontinentia, ecclesiarumque decori consuleretur, sanxerunt ne filii clericorum illegitimi possent beneficia consequi in iis ecclesiis in quibus eorum parentes obtinuissent obtinerentve beneficium aliquod, licèt dissimile, neque in iisdem ecclesiis ministrare possent, nec etiam pensionem ullam habere super fructibus beneficiorum quæ possidentur fueruntve ab eorum parentibus possessa : *Ut paternæ incontinentiæ memoria à locis Deo consecratis, quos maximè puritas sanctitasque decet, longissimè arceatur, non liceat filiis clericorum qui non ex legitimo nati sunt matrimonio, in ecclesiis ubi eorum patres beneficium aliquod ecclesiasticum habent aut habuerunt quodcumque etiam dissimile beneficium obtinere, nec in dictis ecclesiis quoquo modo ministrare, nec pensiones super fructibus beneficiorum quæ parentes eorum obtinent vel aliàs obtinuerunt habere.* Et quia optimè prospexerunt saluberrimam hanc legem perfacilè fraudari posse, factâ inter patrem et filium beneficiorum resignatione, declarârunt hujusmodi resignationes nullas censeri debere, nullasque pariter et omni effectu vacuas collationes quæ fraudulentas hujusmodi resignationes fuissent consecutæ : *Ad hæc, reciprocæ resignationes, si quæ posthàc à parentibus clericis in favorem filiorum fient, ut alter alterius beneficium consequatur, in fraudem hujus decreti et canonicarum sanctionum factæ omninò censeantur : nec collationes secutæ vigore hujusmodi resignationum, seu aliarum quarumcumque quæ in fraudem factæ fuerint, ipsis clericorum filiis suffrayentur.*

XIV. Ex hujusmodi conciliari sanctione effectum est ut nonnulla postulata fuerint ab episcopis in relatione statûs ecclesiarum proposita : quorum aliqua spectant ad beneficia atque officia quorum consecutio interdicta dicenda sit à concilio filiis illegitimis clericorum; alia verò respiciunt personas ipsas clericorum eorumque filiorum extra legitimas nuptias procreatorum. Et primò quæsitum fuit an filius illegitimus parochi jam defuncti munus confessarii obire posset in eâ ecclesiâ quam pater, uti parochus, obtinuit : et quidem inspectis verbis illis concilii : *Quoquo modo ministrare*, negativum responsum redditum fuit episcopo Oritano, uti colligitur ex rescripto dato 4 julii 1648, lib. 18 Decret., pag. 492, à tergo : *Quæritur an filius illegitimus parochi jam defuncti possit audire confessiones in ecclesiâ, in quâ pater fuit parochus, vel saltem sit locus dispensationi. Sacra*, etc., *respondit non posse.* Quæsierunt itidem Calaguritanus et Pampilonensis episcopi an cùm pater fuisset in quâdam ecclesiâ capellanus ad nutum amovibilis, posset illius filius illegitimus in eâdem ecclesiâ capellaniam ad nutum pariter amovibilem obtinere. Rescriptum verò fuit hoc

minimè interdictum esse; fortassè ex eo quòd concilium loquatur de beneficiis et pensionibus, hujusmodi autem capellaniæ ad nutum amovibiles beneficia proprii nominis et in titulum collativa non sint, multòque minùs pensiones : *Sacra*, etc., *censuit oratorem non prohiberi per decretum concilii, sess.* 25, *cap.* 15, *quominùs tanquàm capellanus ad nutum amovibilis possit inservire eidem ecclesiæ cui itidem ut capellanus pater olim suus inservierit.* Ita rescriptum fuit Calaguritano episcopo sub annum 1585, lib. 4 Decretor., pag. 40. Nec absimilis fuit responsio data ad episcopum Pampilonensem anno 1587, uti videre est lib. 4 Decretor., pag. 226, à tergo. Est autem planè singulare responsum datum Ostunensi episcopo. Quidam dignitatem obtinens in Ostunensi ecclesiâ susceperat filium illegitimum, qui, cum apostolico indulto ad sacros, etiam presbyteratûs, ordines suscipiendos, et ad sacrificium celebrandum, tam superstite patre quàm eo defuncto, habilitatus fuisset, semper in cathedrali ecclesiâ sacrum fecerat, ideòque, ex quàdam inibi vigente consuetudine, contendebat se fieri debere participem nonnullorum proventuum et emolumentorum quæ sacerdotibus eidem ecclesiæ inservientibus post certum servitii tempus præstare consueverant. Proposito itaque ac discusso dubio, responsum fuit prætensum jus nequaquàm competere filio illegitimo, nec posse hunc ad ejusmodi participationem admitti. Hoc enim intercedit discriminis inter superiorem facti speciem à Calaguritano et Pampilonensi episcopis propositam et hanc de quâ loquimur, quòd juxta illam, pater beneficium propriè dictum in eâ ecclesiâ non obtinuerat, concilium autem de casu loquitur quo pater filii illegitimi ecclesiasticum beneficium in eâdem ecclesiâ possederit : *ubi eorum patres beneficium aliquod ecclesiasticum habent, vel habuerunt;* in casu verò Ostunensis presbyteri, pater verum in ecclesiâ obtinuerat beneficium; quo posito, vetat sancta synodus filium quoquo modo ministrare in ecclesiâ ubi pater beneficium ecclesiasticum habet, habuitve. Rescriptum quod redditum fuit Ostunensi episcopo legitur in regestis congregationis ad diem 15 aprilis 1684, idemque confirmatum fuit die 22 junii 1686. Videri quoque possunt hâc ipsâ de re Piringh, in lib. 1 Decretal., tit. 17, § 4, num. 55; Fermosin., ad cap. 1 et seq., quæst. 1, num. 19 et seq., de Filiis presbyterorum; Garcias, de Beneficiis, part. 1, cap. 3, num. 18 et seq.; Fagnanus autem in cap. *Ad extirpandas*, num. 19, de Filiis presbyterorum, rectè ad rem nostram animadvertit quòd quamvis filius illegitimus possit esse capellanus amovibilis in eâ ipsâ ecclesiâ ubi pater quoque capellaniam amovibilem obtinuit, hoc tamen ipsi filio non licebit si pater beneficium ecclesiasticum in eâdem ecclesiâ obtinuerit : *Concilium Tridentinum disertis verbis prohibet ne illegitimi in ecclesiis ubi eorum patres beneficium aliquod ecclesiasticum habent vel habuerunt, possint quoquo modo ministrare. Unde ex concilio illegitimus prohibetur esse capellanus amovibilis in ecclesiâ in quâ pater fuit intitulatus.*

XV. Gradum nunc facimus ad postulata quæ ipsas parentum filiorumque personas attingunt; et primò de iis disseremus quæ ad parentes spectant. Quæsitum itaque olim fuit an possit pater consequi beneficium à filio dimissum : quoniam cautum est quidem ne filio liceat obtinere beneficium quod pater possedit, at nullibi statutum reperitur patrem repelli debere à consecutione beneficii quod habuit filius. Si sermo sit de filio legitimo, non potest is consequi beneficium à patre præhabitum, ne in beneficiis deferendis species hæreditariæ successionis inducatur : at non prohibetur pater obtinere beneficium quod filius antea habuerat, cùm hic cesset memorata species hæreditariæ successionis : quandoquidem, juxta usitatum naturæ ordinem, filius solet esse hæres patri, non pater filio. Annotata reperitur hujusce quæstionis resolutio lib. 9 Decret., pag. 87 : *Sacra*, etc., *re diligenter examinatâ, censuit, quamvis filius legitimus prohibeatur immediatè obtinere ecclesiam patris, non tamen patrem prohiberi etiam immediatè obtinere ecclesiam filii.* Quod autem definitum est de patre legitimo, ipsum videlicet consequi posse beneficium quod ejusdem filius legitimus proximè possedit, locum quoque habet quoad patrem filii illegitimi : potest quippe ipsi deferri beneficium quod prædictus ejusdem filius illegitimus proximè obtinuit, tum quia et ab hoc casu procul abest species hæreditariæ successionis, tum quia paternæ incontinentiæ memoria revocatur si filius patri, non ita si pater filio succedat. Videatur Sanctarellus, variar. Resolut. quæst. 79, num. 11 et seq. Consona quoque est congregationis resolutio relata lib. 13 Decretorum, pag. 567 : *Dubitatur an pater possit immediatè obtinere beneficium filii illegitimi defuncti, quod est de jure patronatûs laicorum. Die* 2 *decembris* 1628, *Sacra*, etc., *censuit patrem legitimum posse utique absque dispensatione obtinere immediatè beneficium filii illegitimi.*

XVI. Sequuntur postulata quæ filiorum personas respiciunt. In quodam olim proposito postulato quæsitum fuit an conciliare interdictum loquens de filiis illegitimis afficiat etiam filios illegitimè quidem natos, sed legitimatos : sed facilis fuit responsio, conciliarem sanctionem protendi quoque ad filios legitimatos, exceptis iis qui, illegitimè nati, per subsequens matrimonium legitimati fuerint; juxta decretalem in cap. *Conquestus*, et in cap. *Tanta, qui filii sint legitimi :* quibus addenda sunt ea quæ nos ipsi collegimus ac digessimus in epistolâ nostrâ incipiente : *Redditæ nobis*, Bullarii nostri tom. 1, num. 113. Quapropter rectè Fagnanus, in præcit. cap. *Ad extirpandas*, num. 33, hæc scripsit : *Quæro an prohibitio concilii, cap.* 15, *sess*, 25, *extendatur etiam ad filium legitimatum. Cardinalis Alciatus hæc annotavit : Concilium dicit :* Filiis clericorum qui non ex legitimo matrimonio nati sunt, *et sic excluduntur legitimati, qui non sunt nati ex legitimo matrimonio. Hoc credo verum in legitimato per rescriptum principis, secùs si filius esset legitimatus per subsequens matrimonium, quia talis venit appellatione nati ex legitimo matrimonio, etiam in materiâ strictâ.*

XVII. Dubitatum quoque fuit num filius illegitimus obtinere valeat beneficium quod ejus pater antea possedit, ubi hujusmodi beneficium, non rectà ac proximè à patre transferatur in filium, sed à patre dimissum collatum fuit tertio alicui qui illud reipsa possederit, subinde verò iterùm vacaverit. In jure communi sive in decretalibus statutum est clerici filium, quamvis legitimum, consequi non posse beneficium patris, nisi in vim apostolicæ dispensationis; eo tamen excepto casu quo beneficium à Patre in aliam personam translatum priùs fuerit : si enim exinde persona hæc obierit, vel quocumque alio modo vacaverit beneficium, utique licet filio legitimo beneficium patris habere; in hâc enim casûs hypothesi oculos non perstringit invisa illa species hæreditariæ successionis ab ecclesiasticis beneficiis meritò arcenda. Perspicuus est textus in cap. *Ad extirpandas*, de Filiis presbyterorum, ubi hæc leguntur : *Fraternitati tuæ mandamus quatenùs si qui filii presbyterorum provinciæ tuæ teneant ecclesias in quibus patres eorum, tanquàm personæ vel vicarii, nullâ personâ mediâ, ministrârunt, eos* (*sive geniti sint in sacerdotio, sive non*) *ab eisdem ecclesiis non differas amovere :* ibique Glossa, verb. *Amovere*, inquit vetitum id fuisse ne videantur beneficia per quamdam veluti hæreditariam successionem deferri; proindeque dùm intermedia aliqua persona beneficium obtinuit, cùm tunc evanescat species illa hæreditariæ successionis, nihil ampliùs obstare filio quin, si legitimus sit et idoneus, beneficium assequatur. Consona quoque est definitio alterius cap. *Dilectus filius*, eodem titulo, ubi decernitur solum pontificem dispensare posse cum filio legitimo ut beneficium proximè à patre possessum valeat obtinere. Rem hanc videre est latè discussam à Sanctarello, variar. Resolut. quæst. 79, num. 1 et 2.

XVIII. Habent hæc quidem locum quoad filios

legitimos tantùm. Nihilominùs summus pontifex Clemens VII existimans fieri posse ut quæ à sacris canonibus statuta fuerant in favorem filiorum legitimorum (quos diximus patris beneficium consequi posse, quoties intermedia aliqua persona idem beneficium jure obtinuerit) traduci possent ad filios quoque illegitimos, constitutionem primus evulgavit, quæ est num. 30 veter. Bullar., tom. 1, quâ ad hujusmodi latiorem interpretationem eliminandam, præmemoratis canonicis sanctionibus in hâc parte latè derogavit. Inspectâ autem hujusmodi constitutione, multòque magis expensis concilii Tridentini verbis, indicato superiùs postulato rescriptum fuit non licere filio illegitimo habere beneficium quod ejus pater præhabuit, licèt intermedia aliqua persona beneficium ipsum possederit: uti deprehenditur ex veteri resolutione anni 1589, lib. 6 Decret., pag. 27: *Sacra*, etc., *censuit prohibitionem cap.* 5, *sess.* 25, *habere locum, etiamsi medio tempore beneficium ab extraneo obtentum fuerit*; et ex alterâ anni 1606, lib. 11 Decret., pag. 157: *Sacra*, etc., *censuit Fabium prædictum, utpote illegitimum, nullo pacto obtinere aut possidere posse beneficium S. Martini olim ab ejus patre, ut proponitur, obtentum, quamvis alius medio tempore illud obtinuerit*: ac denique ex iis quæ scripsit Fagnanus in cit. cap. *Ad extirpandas*, num. 7 et seq., de Filiis presbyterorum, ubi sedulò animadvertit post concilium locum ampliùs non esse distinctioni an filius proximè an potiùs mediâ aliquâ intercedente personâ in beneficium patris succedat, nisi ubi de filio legitimo agatur.

XIX. Magis ambiguum proindeque accuratiori investigatione dignum fuit aliud postulatum, videlicet an nepos legitimus, ex patre tamen illegitimo progenitus, capax sit beneficii quod avus antea possedit; et an, positâ nepotis legitimi capacitate, illud ipsum obtinere valeat, etiam superstite avo. Actum fuit hâc de re non solùm in congregatione concilii, sed etiam in rotæ auditorio; et quamvis in congregatione concilii semel et iterùm scissa fuerint suffragia, nihilominùs tandem sententia frequentiori congregatorum calculo comprobata, atque etiam rotali judicio consona, prodiit favore nepotis legitimi ex patre illegitimo progeniti, quamvis avus qui beneficium antea obtinuerat adhuc viveret: ipseque pontifex Gregorius XIII, qui rem per se iterato examini subjicere voluit, congregationis resolutionem approbavit. Hæc omnia accuratè referuntur à Fagnano, in cit. cap. *Ad extirpandas*, à num. 35 ad finem, de Filiis presbyterorum. Congruunt quoque sequentium temporum resolutiones, uti videre est in causâ *Nullius*, diei 17 martii 1593, lib. 7 Decretor., pag. 99: *Sacra*, etc., *censuit nepotem legitimum ex filio illegitimo non comprehendi decreto cap.* 15, *sess.* 25; et in aliâ causâ Tricaricen., 23 januarii 1610, lib. 11 Decretor, pag. 73, à tergo: *Sacra*, etc., *respondendum censuit prohibitionem concilii quæ habetur cap.* 15, *sess.* 25, *non comprehendere nepotes legitimos ex filio illegitimo*; iisdemque conceptis verbis rescripsit congregatio in aliâ causâ sub die 11 decembris 1621, lib. 12 Decretor., pag. 83. Quod quidem potiori jure obtinere debet cùm pater illegitimus legitimatus fuit, uti eadem congregatio rescripsit postulato quod exhibitum fuerat à cardinali Facchinetto, Senogalliensi episcopo, die 9 novembris 1647, lib. 18 Decretor., pag. 413 à terg.: *Eminentissimus cardinalis Facchinettus, episcopus Senogallien., supplicat hanc sacram congregationem pro declaratione infrascripti casûs: An contra filium legitimè natum ex patre naturali legitimato adsit repugnantia sacri concilii Tridentini, cap.* 15, *sess.* 25, *de Reformat., ita ut non potuerit præsentari ad ecclesiam parochialem de jure patronatûs suæ familiæ. Sacra*, etc., *respondit non adesse repugnantiam sacri concilii quominùs filius legitimè natus ex patre naturali legitimato potuerit ad ecclesiam parochialem de jure patronatûs præsentari.*

XX. Perpensum etenim primò fuit loqui concilium de paternâ incontinentiâ: *Ut paternæ incontinentiæ memoria*, etc., *longissimè arceatur*; in propositâ verò facti specie nullam offendi paternam, sed avitam tantummodò incontinentiam, de quâ non loquitur concilium. Secundò quamvis jure civili prohibeatur pater filium spurium sibi hæredem scribere, nihilominùs non interdici avo hæredem instituere nepotem legitimum ex suo filio spurio, modò id non fiat in fraudem legis, et ut filius spurius hoc pacto indirectè consequatur id quod directè assequi non valeret. Videatur cardinalis Palæotus, de Nothis Spuriisque, cap. 53. Tertiò tandem quoties lex durior esse videtur, ut in proposito casu, quamlibet æquiorem interpretationem esse recipiendam, ut, quoad fieri potest, ejusdem legis asperitas temperetur.

XXI. In concilio Lateranensi habito sub Innocentio III conditum fuit decretum, relatum in cap. *In quibusdam*, de Pœnis, quo indefinitè sancitum est si fortè is qui jus patronatûs obtinet alicujus ecclesiæ, ejusdem rectorem interficiat, non modò ipsum reliquosque omnes ad patronatûs jura vocatos ab hujusmodi juribus cadere, sed insuper ejusdem interfectoris descendentes ad quartum usque gradum, utpote irregulares à clericorum ordine repellendos: *Sed etiam usque ad quartam generationem posteritates talium in clericorum collegium nullatenùs admittantur*; quod rectè notârunt Pirhing, in lib. 5 Decretal., tit. 37, § 6, num. 26; Gibalinus, in Synopsi censurarum, verb. *Homicidium*, num. 3; Thesaurus, de Pœnis eccles., part. 2, verb. *Homicidium*, cap. 4, num. 4; Gutierr., canonic. Quæst. lib. 2, cap. 50, num. 7. At celebris Joannes Andreas, ad præcit. text. in cap. *In quibusdam*, num. 8, de Pœnis, dubium proposuit an memorata conciliaris sanctio afficeret quoque filios natos antequàm interficeretur rector; cupiensque legis rigorem æquiore interpretatione temperare, amplexus est defenditque negativam sententiam. Quamvis verò eidem contradictorem sese præstiterit Zabarella, in citat. cap., num. 5, afferens tanquàm sibi consentientem cardinalem Ostiensem (qui tamen nihil planè habet eâ de re), nihilominùs affirmari potest sententiam Joannis Andreæ, qui asperitatem legis æquiore interpretatione moderatur, eique minimè subjicit filios ante patratum homicidium progenitos, nunc temporis esse receptam, omniumque propemodùm calculo comprobatam: quemadmodùm latè demonstrant Chartarius, de Pœnis innocentium, art, 1, num. 188, vers. *Hæc tamen*, cum plurib. seqq.; et Sanchez, super præcepta Decalogi, tom. 1, lib. 2, cap. 27, à num. 6 ad finem. Hanc ipsam sententiam amplexa est quoque congregatio concilii in quodam dubio super petitâ dispensatione proposito ac definito die 2 augusti 1628. Irregulares præterea sunt filii ex hæretico patre geniti, uti deprehenditur ex cap. *Quicumque*, § *Hæretici*, et ex cap. *Statutum*, 15, de Hæreticis, in 6. Et quidem pater etiam post ejuratam hæresim irregularitate tenetur, ideòque dispensatione indiget ad ordines suscipiendos, uti patet ex plenè deductis per Sanctarellum, de Hæresi, cap. 25, dub. 1. At, relictâ à patre hæresi, eoque ad Ecclesiæ sinum reverso, filii, juxta æquiorem et magis receptam interpretationem scribentium in præindicatos textus, irregularitate solvuntur. Ita etiam docet Suarez de Censuris, disput. 43, sect. 3; latèque pergit cardinalis Albitius, de Inconstantiâ in fide, cap. 24, num. 75 et seq. Idemque præterea admissum fuit à sæpè dictâ congregatione concilii, uti videre est in quâdam epistolâ illius auctoritate et nomine conscriptâ anno 1591, lib. 7 Epistolarum, pag. 277, atque insuper ex responso reddito in quâdam causâ Romanâ, 21 maii 1718, dùm nos, in minoribus constituti, ejusdem secretarii munere fungeremur. Sed ad confirmandam propositam sententiam, nepoti legitimo ex filio spurio faventem, magis etiam conferre videtur exemplum bullæ S. Pii V incipientis: *Quæ ordini*, num. 117, tom. 2 veteris Bullarii, quâ Pontifex vetat clericis hæredes scribere suos filios illegitimos, aut quidquam testamento relinquere iisdem, eorumque filiis ac de-

scendentibus, consanguineis et affinibus, sive ipsi filii illegitimi superstites sint, sive antea obierint, sive relinquenda bona ex ecclesiæ reditibus, sive ex patrimonialibus bonis fuerint comparata. Dici planè nequit quos quantosque excitârit motus hujusmodi constitutio. Et quidem, omisso examine illius quæstionis quam plures tunc agitârunt, an scilicet constitutio obstet legato alimentorum quæ pater etiam ecclesiasticus suis filiis illegitimis præstare tenetur, plerisque tuentibus et acriter propugnantibus hanc mentem Pontifici nequaquàm fuisse : quod ad rem nostram propiùs facit, non defuerunt qui eamdem constitutionem interpretantes, fusiori calamo docuerint ac defenderint indefinitam illam prohibitionem in eâ ascriptam, ne ulla dispositio in commodum filiorum, descendentium, consanguineorum, ac etiam affinium filii illegitimi, ab ecclesiastico patre fieri possit, ita accipi et temperari debere, ut tunc solùm obtineat cùm dispositio expressè quidem in favorem hujusmodi personarum fuerit exarata, sed tamen eâ mente eoque proposito fine, ut per eam juvetur filius ipse illegitimus, atque ita indirectè et per circuitum eò perveniatur quò directè pertingi non potuisset. Videatur Lucidorus, in suo tractatu de Illegitimis, cap. 15, ubi pluribus demonstrat filiis illegitimis clericorum deberi alimenta non minùs ex bonis patrimonialibus patris quàm ex reditibus ecclesiasticis ; deinde, sequenti cap. 29, num. 20, ostendit officii hujus implemento nullatenùs obstare bullam Pianam ; ac denique, cap. 30, num. 2, pluribus evincit bullam Pianam, adimentem patri clerico facultatem legandi consanguineis sui filii illegitimi, intelligendam esse de legato sive dispositione quæ in memoratos quidem consanguineos confertur, sed eo consilio ut in ejusdem filii illegitimi commodum cedat. Porrò decretum illud concilii Tridentini, sess. 25, cap. 15, de Reform. editum, de quo hucusque disseruimus, fusè illustrat Passerinus in suo tractatu de Electione, cap. 25, num. 231 et seq., ubi, collectis concordantium doctorum auctoritatibus, in eamdem sententiam concludit quam nos, uti conciliaris sanctionis intelligentiæ magis consentaneam, attulimus. Mentionem quoque facit resolutionum congregationis ejusdem concilii interpretis ; sed cùm nec earum verba transcripserit, nec loca indicaverit unde desumi possent, occasionem nobis præbuit easdem opportunè afferendi, ut inquiunt, *per extensum*, indicatis regestis ex quibus eas excerpsimus.

XXII. Cùm aliquando Romanus Pontifex justis de causis dispensationem indulgeat illegitimè natis ut ad sacros ordines valeant promoveri, in ipsis dispensationum litteris inseritur clausula : *Dummodò paternæ incontinentiæ imitator non sit.* Avenionensis archiepiscopus, anno 1633, quæsivit quonam modo se gerere deberet designatus executor, ut, expressam clausulam verificando, ejusdem legi se conformaret. Congregatio autem rescripsit postulatum planè simile propositum olim fuisse ab episcopo Sarzanensi, ipsique redditum fuisse responsum die 23 decembris 1596, hisce verbis conceptum : *Sacra*, etc., *respondit clausulæ illi :* Dummodò paternæ incontinentiæ imitator non sit, etc., *litteris dispensationis appositæ non aliter per episcopum satisfieri quàm in quærendo quod nihil bonis moribus indignum compererit : quòd si integro decennio dispensandus probè vixit, debere exequi litteras dispensationis, quamvis prius incontinentiæ nomine suspectus esset; sed hoc casu debere episcopum accuratiùs inquirere ad diluendam priori vitæ suspicionem.* Ita legitur lib. 19 Decret., pag. 296, à tergo.

XXIII. Aliquando etiam, ob justas tamen et graves causas, à summo Pontifice dispensatur cum filio illegitimo ut beneficium olim à patre possessum, sive pensionem aliquam super illius fructibus consequi possit : cùmque in litteris dispensationis quæ super hoc dari solent apposita non legatur expressa derogatio Tridentino concilio, antiquioribus temporibus non nemo ex episcopis interrogando quæsivit an dispensationem deberet executioni demandare. Neque porrò negari potest quin in ipsis Urbis tribunalibus hâc ipsâ de re in utramque partem disputatum fuerit. Verùm, cùm idem Tridentinum concilium, sess. 25, cap. final., perspicuè declaraverit *omnia et singula sub quibuscumque clausulis et verbis quæ de morum reformatione atque ecclesiasticâ disciplinâ* in eo statuta fuerunt, ita statuta et decreta intelligi debere, *ut in his salva semper auctoritas Sedis Apostolicæ et sit, et esse intelligatur ;* hoc satis est ut removeatur necessitas expressæ derogationis, proindeque sufficiat ad hoc ut derogatum censeatur oppositæ conciliari sanctioni, si Pontifex aliquid ipsi contrarium indulserit aut decreverit, supplicemque libellum, seu aliàs archetypum litterarum apostolicarum exemplar, suâ ipse manu signaverit : juxta definitionem editam à S. Pio V per schedulam sui motûs proprii relatam à Garciâ, de Beneficiis, part. 4, cap. 3, num. 32 et 33. Atque hæc est sententia in quam, post longas disputationes, communi consensu convenerunt tum abbreviatores cancellariæ apostolicæ et rotæ Romanæ auditores, tum etiam congregatio cardinalium concilii Tridentini interpretum. Videatur Fagnanus, in cap. *Nulla*, num. 86, de Concessione præbendæ.

CAPUT ULTIMUM.

De facultate imminuendi seu reducendi legata missarum, quam episcopi sæpè in relatione statûs suarum ecclesiarum sibi concedi postulant.

I. Inter episcopalis sollicitudinis onera haud sanè novissimum locum tenere censendum est illud quo sacri pastores obstringuntur majori quâ possunt curâ advigilare ut suis in diœcesibus pia legata debitæ executioni mandentur, præscriptæ celebrentur missæ, eædemque juxta piorum fundatorum voluntatem applicentur. In decretali epistolâ S. Gregorii papæ relatâ in cap. *Nos quidem*, de Testamentis, sanctissimus Pontifex Calaritano episcopo studiosè injungit ut det operam quò religiosæ cujusdam mulieris, cui nomen Theodosia, impleatur voluntas, quæ ab illius hærede nondùm fuerat executioni demandata : *Volumus ut fraternitatis tuæ ædificetur studio* (de monasterio loquitur quod pia testatrix jusserat ædificari), *ordinatisque omnibus, res atque reditus qui relicti sunt per te loco ipsi venerabili sine imminutione aliquâ socientur. Sic enim et ante tremendum Judicem tuum sententiam remissionis effugies, et, secundùm piissimas leges, dilatas defunctorum pias voluntates episcopali supplebis studio.* Similia planè præcepta habentur in Moguntinâ synodo, relata in cap. *Si hæredes*, de Testamentis. Celebre est rescriptum Gregorii papæ IX, in cap. *Tua nobis*, eodem tit., ubi asserit id oneris esse episcopo ut legata pia curet impleri, etiamsi cavisset testator ne episcopus se ei rei quomodòcumque immisceret : *Licèt etiam à testatoribus id contingeret interdici ;* propterea quòd nequeat privata testatoris dispositio generalem canonis vel legis sanctionem immutare ejusque effectum impedire ; ut constat ex l. *Nemo potest*, ff. de Legatis primo : nec aliud datum est pii operis fundatori quàm ut certum aliquem designare ac constituere valeat executorem, seu etiam huic concreditum munus segniter obeunti alium subrogare ; tunc enim episcopus interponere se nequit, nisi cùm substitutus quoque segnis ac negligens deprehendatur : sed hoc demùm casu ad episcopum devolvitur onus ac cura exequendi quod alii neglexerunt : *Verùm omnibus exequi detrectantibus, tandem fiet devolutio ad episcopum, neque hoc prohiberi poterit à testatore.* Ita in commentariis ad præcitatum textum in cap. *Tua nobis* annotat Fagnanus, num. 3, de Testamentis. His consonat concilium Tridentinum, in cap. 8, sess. 22, de Refor., ubi agens de executione piarum voluntatum et dispositionum quæ sive inter vivos, sive per ultimam voluntatem prodierint, ita cavet : *Episcopi etiam tanquàm Sedis Apostolicæ delegati, in casibus à jure concessis*, quibus verbis innuitur ea facti species quâ alter in alterius supplementum datus fuerit executor : *Omnium piarum dispositionum tam in ultimâ*

voluntate quàm inter vivos sint executores. Quod autem spectat ad missarum celebrationem, in decretis Urbani papæ VIII confirmatis ab Innocentio XII per suam constitutionem cui initium : *Nuper à congregatione*, hæc verba leguntur : *Meminerint igitur et satagant ordinarii ut à personis et in ecclesiis quoquo modo, etiam in vim decretorum concilii Tridentini, sibi subjectis, missæ eâ quâ par est fide et diligentiâ celebrentur, et cuncta et singula decreta hujusmodi omnimodæ executioni demandentur; nedùm justitiam recurrentibus seu instantibus reddentes, sed ex officio tum in visitationibus, tum in aliis actibus et modis quos expedire et convenire toties judicaverint inquirentes, ne aliquid committatur, pervertatur, differatur vel omittatur quod his omnibus et singulis decretis adversetur.*

II. Hæc autem omnia comprehendunt quoque prælatos inferiores habentes territorium separatum et jurisdictionem quasi episcopalem in diœcesi sibi assignatâ, in quâ videlicet possunt quidquid potest in suâ diœcesi episcopus, iis tantummodò exceptis quæ pendent ab ordinis potestate. Ad cujus rei probationem, in materiâ de quâ agimus, illud retulisse sufficiat. Cùm vacâsset Milevitana ecclesia, voluissetque vicarius capitularis ad instantiam procuratoris fiscalis aggredi examen implementi oneris missarum, excitatâ controversiâ an id ab eo præstari jure potuisset, congregatio concilii rescripsit vicarium capitularem non potuisse modò, sed et debuisse etiam ex officio hujusmodi investigationem assumere; quemadmodùm videre est ex resolutione editâ 15 aprilis 1684, cùm vicarius capitularis, vacante sede, succedat in omnem jurisdictionem quæ *jure ordinario* episcopo competit, uti etiam firmatum fuit in superiore lib. 2, cap. 9.

III. Neque ad hujusmodi onus à se amovendum licet episcopis ad ea confugere quæ aliquis eorum allegâsse deprehenditur, suam nimirùm auctoritatem coerceri ac præpediri à tribunali fabricæ S. Petri in Vaticano. Neque enim illius tribunalis auctoritas ad omnes æquè regiones protenditur, ita ut possit quoscumque negligentes vel contumaces ad legata pia missarumque onera implenda cogere. Quare in locis tribunali fabricæ non subjectis integra profectò et absolutissima manet episcopis hujusmodi rerum potestas. Neque verò memoratum tribunal in ipsismet sibi subjectis locis jurisdictionem suam exercere potest, nisi ad supplendam episcoporum negligentiam; ab obitu namque piorum testatorum datum est episcopis integrum anni spatium, quo labente, nihil planè aggredi potest fabricæ tribunal, juxta constitutiones 3 et 9 Clementis VII, uti rectè advertit quoque Ursaya in compendio privilegiorum reverendæ fabricæ, annexo suis Disceptationibus ecclesiasticis, tom. 1, n. 65 : *Quæres an intra annum remaneat illæsa jurisdictio episcoporum*, etc., *circa executionem piarum dispositionum. Respondeo affirmativè*, etc. *Post annum verò statim cessat episcoporum jurisdictio, et subintrat fabrica, etiamsi judicium terminatum non fuerit.* Itaque fabrica nonnisi post evolutum ab obitu testatoris annum illius piarum voluntatum executioni se immiscet; veluti etiam animadvertunt Maranta, resp. 20, num. 75 et 76, part. 1; et resp. 68, num. 1 et seq., part. 3; Rubeus, de Testam., cap. 8, num. 284 et seq.; Ursaya, præcit. loc.; Raynaldus, in suo voto 178; et rota, decis. 122, num. 2 et seq., part. 6 Recent., eo planè modo quo in aliquibus synodis seculorum XIV et XV cautum legitur, ut si intra annum executores à testatore designati illius voluntatem non impleverint, hujus executionis cura ad episcopum devolvatur; quemadmodùm videre est apud Thomassinum, de Beneficiis, part. 3, lib. 1, cap. 24, num. 10 et 11. Si autem nec episcopus intra anni spatium legatorum piorum onerumque missarum executionem aggressus fuerit, neque post annum tribunal fabricæ quidquam eâ in re præstiterit, et rebus sic utrinque quiescentibus longiùs effluxerit temporis spatium, locus adhuc est cumulativæ seu concursui inter episcopum et fabricam, reique notio penes eum relinquitur qui ipsam præoccupaverit.

IV. Onera missarum, uti cuique perspectum est, diverso jure censentur, prout variis ex principiis sive causis profluunt. Primum sanè meritò habetur earum missarum onus quæ celebrandæ sunt et applicandæ, quia ita lege cautum est. Alterum est earum quæ ideò celebrari et applicari debent, quia ita mandârunt pii fundatores per suam dispositionem vel inter vivos stipulatam, vel supremis tabulis consignatam. Ad primam classem referenda est missa quam quisque pârochorum singulis diebus festis pro populo celebrare et applicare jubetur; item missæ conventuales quas capitula ecclesiarum metropolitanarum, cathedralium et collegiatarum, omninò debent singulis diebus pro suis universim benefactoribus celebrare et applicare. Videatur nostra constitutio cui initium : *Cùm semper oblatis*, 103, tom. 1 nostri Bullarii, ubi pluribus agitur de obligatione enuntiatas missas celebrandi et applicandi. Secundæ verò classis, uti dictum est, sunt missæ quæ vel perpetuò vel ad longum remotumque temporis spatium celebrandæ sunt et applicandæ, propterea quòd ita jusserunt pii fundatores, quarum proinde onera *perpetua* dicuntur; item illæ quæ semel celebratæ et applicatæ nequaquàm iterantur, aut ad summum certis quibusdam vicibus iterantur ad implendum numerum à pio testatore designatum; proindeque *adventitiæ* seu *manuales* vocitantur. De hujusmodi missarum implemento fusiùs disseruimus in nostrâ Institutione 56, Latinæ editionis, ad quam, ne actum agere videamur, nos omninò referimus. Hic verò satis erit innuere in præmemoratâ constitutione Innocentii XII incipiente : *Nuper à congregatione*, sanciri ut in singulis ecclesiis secularibus ac regularibus adsit catalogus sive tabella onerum, quæ ad perpetuum vel ad certum definitumque tempus imposita ipsis ac respectivè acceptata fuerunt; utque itidem in sacrario duo asserventur libri in quorum altero perpetua hujusmodi sive temporaria onera, in altero verò missæ manuales et adventitiæ inscribantur, unà cum fideli ac distinctâ annotatione subsecuti utrorumque implementi. Auctor operis cui titulus : *Ichnographia*, sive *: Delineatio exemplumque vitæ et officii episcopalis*, à pio et docto sacerdote sub annum 1719 Romæ editi, postquàm monuerat episcopum jure suo atque, ut aiunt, *ex officio* esse piorum legatorum cognitorem, judicem, executorem, eumque propterea debere omnem curam et sollicitudinem adhibere ne eadem occultentur, neve ipsorum obliteretur memoria, § 29, pag. 164, magnoperè commendat cautiones hâc de re adhibitas in concilio provinciali Mediolanensi V, reliquasque Romæ initas et institutas à felicis recordationis Clemente papâ XI, ad perpetua missarum onera vindicanda et exequenda, uti videre est in ejus Bullario, quas quidem ait omninò dignas quæ in singulis diœcesibus sedulâ episcoporum imitatione observentur; quod sanè à nobis libenti animo confirmatur. Itaque hæc est hujusmodi cautionum summa, ut conficiatur index sive tabella distinctim annotata, præferens perpetua et temporaria missarum onera, unà cum indicatione testamenti aut alterius legalis actûs à pio testatore exarati, et designatione loci, ecclesiæ nimirùm in quâ peragenda sint sacra, sicuti etiam numeri missarum, ac temporis quo eas celebrari oporteat. Hujus enim tantummodò indicis sive tabellæ præsidio, si recto ordine et cum exactâ monumentorum indicatione confecta fuerit, facilè ac tutò deprehendere licebit an onera fuerint ex fide adimpleta; id quod ex solis libris constare certò non potest, utpote quibus demonstrari quidem poterit subsecuta celebratio, juxta decisionem 372 Riccii, part. 3, vel etiam oblati sacrificii applicatio, si qui illud obtulit sacerdos annotavit se etiam illud applicâsse, juxta instructionem quintam impressam penes Monacellum, tom. 3, pag. 217, num. 14, sed ex his non evincitur celebrata fuisse et

applicata ea omnia sacrificia quæ celébranda sunt et applicanda ut piis fundatorum dispositionibus integrè satisfiat. Præter libros ergo opus est etiam tabellâ quæ cum illis conferatur : tabella autem nullam fidem obtinere potest, nisi concordet cum publico documento in quo pius fundator suam voluntatem expresserit.

V. Cùm regularium ecclesiæ plerùmque sint ab episcopi jurisdictione exemptæ, eas ipse visitationi non subdit : dùmque in eas visitandi jus non exercet, levatur onere disquirendi an missarum onera fuerint sedulò et accuratè adimpleta ; idque superiorum regularium curæ et sollicitudini relinquitur. At satis id non fuit ad præcavendas tollendasque omnes controversias quibus cæteroquin congregatio concilii non destitit opportuna afferre remedia. Potest episcopus, ex conciliari sanctione et ex satis notâ constitutione Gregorii XV pontificis, uti jurisdictione delegatâ in ecclesiis parochialibus regularium quoad ea quæ curam animarum concernunt. Hâc ipsâ de re nos quoque constitutionem edidimus incipientem : *Firmandis*, num. 109, Bullarii nostri tom. 1, in quâ annotatum est quidquid præstari potest ab episcopo sacram visitationem obeunte in ecclesiis regularium quibus annexa sit animarum cura. Porrò regesta congregationis concilii percurrentes, invenimus in quâdam causâ Lucanâ, propositâ 31 januarii 1682, disputatum fuisse dubium an in hujusmodi regularium ecclesiis, annexam habentibus animarum curam, liceret episcopo recognoscere rationes onerum missarum, propterea quod hujusmodi rationum dispunctio ad curam pertineat animarum ; et quamvis ii qui jura episcopi tuebantur antiquam quamdam afferrent resolutionem editam in causâ Vulturarien. 17 maii 1653, confirmatam in aliâ causâ Narnien. die 13 julii 1669, lib. 26 Decretor., fol. 257, ubi inter cætera ab episcopo peragenda dùm parochiales ecclesias regularium visitat ; recensetur etiam vigilantia *circa implementum onerum missarum et anniversariorum ex piis dispositionibus ;* censuit nihilominus congregatio non esse sibi cœcis oculis inhærendum ejusmodi verbis, quæ quasi per transennam in decretum irrepsisse potuerant, sed rescripsit ut audirentur regulares. Causa autem, hoc edito rescripto, conticuit ; fortassè quia defensores episcopi Lucani augurati sunt fore ut auctoritas explorandi ac recognoscendi tabulas onerum missarum in ecclesiis parochialibus regularium, huic tantummodò rationi innixa quòd possit episcopus ejusmodi ecclesias visitare *in concernentibus curam animarum*, coerceretur ad missam parochialem, quam parochus, uti prænonuimus, singulis diebus festis pro populo sibi concredito celebrare et applicare debet.

VI. In regularium domibus et ecclesiis erectæ quandoque reperiuntur laicorum confraternitates, quibus proprium est altare sive capella in ipsis regularium ecclesiis. Innumeræ superioribus temporibus de his excitatæ fuerunt quæstiones an scilicet episcopis liceret memoratas capellas seu altaria visitare, et, quatenùs id possent, quid subjiciendum esset aut non esset visitationi. Decreta his de rebus edita à congregatione cardinalium negotiis episcoporum et regularium propositâ impressa reperiuntur penes Matthæuccium, in Officiali curiæ, cap. 14, num. 16 ; Lantuscam, in Theatr. regular., verb. *Confraternitas*, num. 13 ; Bassium, in suo tractatu de Sodalitiis, quæst. 13. Verùm perspicua satis et juri consentanea est resolutio congregationis concilii, in quâdam causâ Nucerina paganorum, propositâ et decisâ 23 junii 1629, uti videre est lib. 14 Decretor., fol. 115, à tergo, quam hìc afferemus, propterea quòd in ipsâ peculiariter statuitur de rationibus missarum revidendis recognoscendisque, de quo nunc nobis est sermo : *Sacra*, etc., *inhærendo declarationibus aliàs factis, censuit confraternitates laicorum in ecclesiis regularium exemptorum institutas subesse jurisdictioni et visitationi episcopi, illasque ab eo visitari posse, necnon illarum capellas in iisdem ecclesiis regularium existentes, in his tamen quæ confraternitatum administrationem respiciunt, et, si confraternitatibus incumbit onus manutenendi altare et illius cultum, episcopum posse visitare circa ea quæ respiciunt ipsam manutentionem, cultum et ornamenta altaris seu capellæ, onera missarum atque divinorum officiorum ibidem celebrandorum, et circa ea omnia quæ ad obligationem eorumdem confratrum relationem habent.* Huic consona sunt reliqua decreta relata eodem lib. 14, pag. 13 ; lib. 19, pag. 205 ; lib. 21, pag. 308 ; lib. 40, pag. 658.

VII. Et quoniam de missis in ecclesiis regularium celebrandis disseruimus, non erit abs re alterius quæstionis resolutionem hìc superaddere. Cùm pius fundator jussisset ut aliquot missæ quotannis pro expiatione animæ suæ celebrarentur in quâdam regularium ecclesiâ ab eo sacerdote quem suus hæres sive legatarius designâsset ; cùmque hic vellet presbyterum secularem eligere, exhibens tamen regularium sacrario quidquid opus est et conferri solet pro consumptione sacrorum utensilium aliisque expensis ad missarum celebrationem necessariis : orta hinc fuit occasio ut in causâ S. Miniati, propositâ die 13 novembris 1683, sequentia dubia efformarentur et dirimenda proponerentur. *Primò, an legatarii possint deputare sacerdotes seculares qui missas à testatore præscriptas celebrent in ecclesiâ regulari, præstitâ conventui congruâ contributione pro usu sacrorum indumentorum et aliis ad celebrationem missæ necessariis. Secundò, an dicti regulares, præstitâ eis contributione præfatâ tenentur præstare patientiam, ut prædictæ missæ in eorum ecclesiâ celebrentur. Tertiò, an casu quo regulares ex rationabili causâ id negent, liceat legatariis onus missarum in aliâ ecclesiâ arbitrio ordinarii impleri facere.* Et ad omnia affirmativum redditum fuit responsum ; quod quidem consentaneum est iis quæ annotavit cardinalis de Luca, de Legatis, discurs. 25, per tot.

VIII. Episcopale onus advigilandi ut piæ dispositiones missarum celebrationem et applicationem, de quâ hoc capite agitur, religiosæ executioni committantur, subsequitur earumdem missarum reductio sive earum numeri imminutio. Verùm, ne quid ambiguum in hujus materiæ intelligentiam irrepat, prænotandum est nonnullos actus aliquando minùs rectè appellari reductiones missarum ; alios verò et dici et reverà esse missarum reductiones : aliquos etiam ordinariâ episcopi auctoritate perfici posse, alios autem peragi non posse, nisi præobtentâ in id Apostolicæ Sedis facultate, quæ, ex recepto in curiâ usu, dicitur facultas reducendi missas ; de quâ, postquàm nonnulla annotaverimus quæ prænovisse oportet ad ambiguitatis errorisque periculum removendum, hoc capitulo fusiùs disseremus.

IX. Atque, ut exemplis res clarior fiat, si quis fortè contenderet testamentum in quo scriptum est legatum missarum imperfectum esse, non quidem in iis quæ solemnitates respiciunt, cùm factum fuerit ad formam cap. *Relatum*, de Testamentis, sed in eo quod pertinet ad completam absolutamque testatoris voluntatem, quam abfuisse affirmet, et super eo conformem votis suis referat sententiam : tollitur quidem ab hujusmodi sententiâ onus celebrandi missas legato demandatas ; at nihilominùs judicium hoc nonnisi impropriè reductionem missarum appellaveris. Si tueatur hæres non potuisse testatorem onera missarum imponere, propterea quòd nihil proprium haberet quod scripti oneris implemento posset addicere, aut si testator, cùm satis in bonis haberet, pro dote missarum celebrandarum designavit quidem constituitque fundum aliquem, aut debitoris nomen legitimum tutumque, sed medio tempore inter testamentum et subsecutum obitum, voluntariâ alienatione prædium nomenve debitoris in dotem constitutum distraxit ; ita ut fiat locus controversiæ an juris regula quæ docet legatum perimi quando res legata, non necessariò et coactè, sed voluntariâ alienations

distrahitur, uti cautum legitur l. *Rem legatam*, et l. *Legatum*, § *Pater*, ff. de adimend. vel transfer. Legat., obtineat quoque in legatis piis; quâ quidem in re nonnulli adhærent sententiæ neganti, Jason l. *Qui post testamentum*, cod de Legatis; Tiraquell., de Privilegiis causæ piæ, privil. 41; Genuen., Pract. eccl. quæst. 267; Amastaz, de Causis piis, lib. 1, cap. 13, n. 14; Pasqualig., de Sacrificio novæ legis, quæst. 110, per tot.; alii verò opinionem affirmantem tuentur, Mantica, de Conjectur. ultim. volunt., lib. 12, tit. 6, num. 5; Menoch., de Præsumptionibus, lib. 4, præsumpt. 167, num. 15 et seq.; Ciarlin., Controv. forens. lib. 1, cap. 69, num. 25 et seq.; in his rerum circumstantiis, si hæres ex alterutro capite absolvatur ab implemento oneris missarum, actus hujusmodi dicitur quidem, sed minùs rectè, reductio missarum. Non absimilis est altera facti species quâ quis contenderet extinctam peremptamque esse obligationem celebrationis missarum, non ideò quòd annuum legatum in animæ expiationem scriptum ultra decennium non protendatur; hæc quippe propositio est 43 inter proscriptas ab Alexandro VII pontifice, 18 martii 1666.: *Annuum legatum pro animâ relictum non durat plus quàm per decem annos*: eademque doctè admodùm refellitur à Vivâ et à Milante, in Notis ad ipsam propositionem; sed quia elapsum sit tempus quod implemento seu celebrationi missarum statuerat pius fundator, vel definiverant alicujus ordinis regularis constitutiones; veluti definitum est in constitutionibus fratrum Minimorum S. Francisci de Paula, quibus sancitur ut missarum onera non assumantur ultra quinquagesimum annum implenda, sed ita duntaxat, ut, quinquagesimo elapso anno, hujusmodi onerum fundatores adjuventur communibus suffragiis missarum quæ à religiosis indefinitè ac universim pro benefactoribus celebrantur, quod à nobis etiam approbatum fuit in nostris apostolicis litteris incipientibus: *Paternæ sollicitudinis*, editis anno 1749, in quibus recensetur universa rei series, unà cum rationibus opportunisque cautelis adhibitis: si itaque ostendatur reipsà præterlapsum esse tempus à testatore vel à constitutionibus ordinis præfinitum, atque ideò decernatur cessâsse obligationem celebrationis missarum, actus hic etiam impropriè dicitur missarum reductio. Neque enim aut hic, aut cæteri superiùs allati actus, si rectè loqui velimus, eo nomine designari possunt; sed potiùs dicendi sunt declarationes ac judicata quibus definitur onus missarum vel nulliter impositum, vel resolutum irritumque factum, vel denique satis impletum fuisse. Ut autem præfatos actus omnes præstare possit episcopus haud opus est ut sibi apostolicam auctoritatem imploret; quandoquidem ea omnia limites ordinariæ jurisdictionis nequaquàm excedunt.

X. Utque hanc prosequamur tractationem de missarum imminutionibus quæ minùs rectè ac propriè reductiones appellantur, observare juvat incredibili planè zelo semper advigilâsse Apostolicam Sedem ne pia benefactorum vota fundentur, neve acceptentur reditus aut recipiantur manuales eleemosynæ pro celebratione et applicatione missarum, absque eo quòd missæ reipsà celebrentur et applicentur, ne ita immensus veluti acervus fiat missarum quæ celebratæ non fuerint nec applicatæ, quæque nec possint in posterum celebrari et applicari. Ut veritas hæc manifestè cognoscatur, satis est ut legantur Urbani VIII decreta, confirmata ab Innocentio XII in præcitatâ suâ constitutione, ubi ad præcavendum ejusmodi absurdum statuitur ne cui liceat acceptare onera perpetua missarum antequàm ab episcopo, quoad ecclesias sibi subjectas, quo verò ad exemptas ab earum superioribus, præhabitum fuerit diligens opportunarum rerum examen, ad hoc ut novorum onerum implementum in tuto collocetur; item ne aliæ recipiantur adventitiæ eleemosynæ missarum, quoties jam celebratæ non fuerint missæ pro quibus antea oblata fuerat ac recepta eleemosyna; vel saltem ne nova acceptentur stipendia, nisi missæ celebrari possint *infra modicum tempus*, quod, juxta interpretationem subsequentium decretorum congregationis concilii, unius mensis spatio continetur, uti videre est in nostrâ Institut. 56, § *Non minorem*. Sancitur insuper ut sedulâ investigatione supputentur annui monasteriorum reditus, et quoad monasteria quæ res soli non possident, accurato calculo expendantur eleemosynæ quæ annuatim utplurimùm colligi solent; idque, ut justa ratione definiri possit numerus religiosorum qui in monasterio sive conventu ali possunt, ne cæteroquin, statuto in ipsis religiosorum numero super excedente conventûs aut monasterii vires, aditus patefiat oneribus assumendis recipiendisque eleemosynis missarum quæ subinde nullâ ratione impleri valeant.

XI. Cùm aliquando relatum fuerit eòsque excrevisse piorum offerentium liberalitatem, ut nullâ omninò ratione celebrari possent sacrificia pro quibus eleemosynas offerebant, quæ tamen si recusarentur, exinde, ut minimum, consecuturas hominum offensiones et animorum discordias, fidelium verò pietati ac religioni multùm detractum iri: his nihilominùs parvipensis, illud semper inculcatum fuit ut omni studio ac sollicitudine assumptorum onerum implementum curaretur; adaugeretur capellanorum numerus; et, si id fieri non posset, monerentur saltem pii offerentes tot missas celebratum iri quot reipsà celebrari posse contingeret; eos verò pro quibus celebrari nequivissent missæ quas sibi eleemosynam offerentes deposcebant, futuros participes fructûs missarum quæ in ecclesiâ pro benefactoribus in genere offeruntur; vel saltem id actum iri ut missæ per eos optatæ in aliâ ecclesiâ juxta eorum intentionem celebrentur; idque, publico patentique loco appensâ tabellâ, omnibus nuntietur

XII. Patet id ex subsequenti decreto quod in causâ Senogallien. edidit congregatio concilii. « Sacra congregatio, etc., censuit, secundùm ea quæ proponuntur, confratres societatis Confalonis S. Virginis Mariæ nuncupatæ dell' Incancellata, terræ Corinaldi, Senogallien. diœcesis, onus missarum præteritarum supplere debere per alios capellanos. De cætero verò non suscipienda esse nova onera missarum, nisi sacrista, vel alius minister missarum numero describendo atque eleemosynis accipiendis pro tempore præficiendus, admonuerit singulos qui eleemosynas offerunt, tam magno missarum numero celebrandarum illorumque intentioni satisfieri non posse ipsâ missarum celebratione ac sacrificii applicatione, sed tamen eos participes fore missarum quæ singulis diebus in dictâ ecclesiâ pro benefactoribus celebrantur. Id verò ut commodiùs præstare valeant, loco quo ponuntur eleemosynæ palàm assignatur tabella in quâ eademmet declaratio distinctè et clarè descripta sit, adeò ut sacrista vel minister, ut supra, accipiens oblationes præmittat declarationem, vel tabellam indicet offerentibus; quibus cautionibus adhibitis, accipi tutò posse quascumque eleemosynas. » Die 13 junii 1626, lib. 13 Decretor., pag. 22 et 23; cui consonum est illud decretum editum in causâ Lancianen. 14 novembris ejusdem anni 1626, lib. 13 Decret., pag. 142, à tergo et seq. Quod verò spectat ad alterum modum qui subinde frequentiùs in praxim deductus fuit, monendi nimirùm pios offerentes, per tabellam publicè propositam, missas quæ celebrari nequivissent in ecclesiâ vel ad altare ubi eas offerri oportuisset ut eorum menti ac peculiari devotioni satisfieret, vel tractu temporis celebratum iri cùm primùm id fieri licebit, vel ad aliam ecclesiam delegatum iri inibi celebrandas; extat hâc de re ejusdem congregationis decretum, quod hìc attexere peropportunum est: « Sacra, etc., censuit missas pro quibus usque in hanc diem receptæ fuerunt eleemosynæ esse quantocitiùs in eâdem ecclesiâ, juxta oblatorum intentionem celebrandas; in posterum verò novas eleemosynas nullatenùs recipi debere, nisi prævià expressâ et clarâ monitione per

sacristam, seu per alium ipsis eleemosynis recipiendis præpositum, faciendâ offerentibus, non posse tam magnum numerum missarum in eâdem ecclesiâ seu altari confestim celebrari, sed quòd vel tractu temporis ibidem, cùm commodè fieri poterit, vel in aliâ ecclesiâ celebrabuntur. Id verò ut faciliùs innotescat, loco ubi eleemosynæ pro missis offeruntur affigendam esse tabellam in quâ prænarrata, admonitio dilucidè descripta sit, adeò ut sacrista vel præfatus præpositus eleemosynis colligendis, aut offerentes, ut supra, expressè admoneat, vel tabellam indicet. Quod si nihilominùs Christi fideles eleemosynas elargiri voluerint, posse eas recipi, et missarum celebrationi ad formam antedictæ monitionis et diligenter, et quamprimùm fieri possit, satisfaciendum. » Die 8 martii 1659, lib. 21 Decr., pag. 570, à terg. et seq.

XIII. Innituntur hujusmodi resolutiones seu decreta præfati Urbani VIII decretis, in quibus hæc leguntur : « Quamvis onera suscepta infra modicum tempus adimpleri nequeant, si tamen tribuens eleemosynam pro aliarum missarum celebratione id sciat, et consentiat ut illæ tunc demùm celebrentur cùm susceptis oneribus satisfactum fuerit; decretum non prohibere quominùs eo casu eleemosyna accipiatur pro iisdem missis juxta benefactoris consensum celebrandis. » Hæc autem vestigia nos ipsi sectantes, postquàm, inhærendo iis quæ præscripta jam fuerant in constitutionibus ordinis fratrum Minimorum S. Francisci de Paula, iisdem concessimus ut perpetua missarum onera in eorum ecclesiis ultra quinquagesimum annum non durarent, quo tempore elapso, pii benefactores participes fierent sacrificiorum quæ in universo ordine pro benefactoribus in genere offeruntur, non prætermisimus hoc superaddere, ut de his certiores fierent quicumque constituissent onera perpetua missarum religiosis ipsius ordinis demandare : quemadmodùm noscere licet ex præcitatâ nostrâ apostolicâ constitutione cui initium : *Paternæ sollicitudinis.*

XIV. Satis notum est singulare privilegium, quo in Hispaniarum et Lusitaniæ regnis fruuntur sacerdotes omnes, sive seculares, sive regulares, ut die commemorationis omnium fidelium defunctorum possint singuli tres missas celebrare. De hoc privilegio egimus in nostrâ constitutione incipiente : *Quod expensis*, Bullar. nostri tom. 2, num. 61, in eâque definitum est sacerdoti tres missas celebranti non licere quocumque titulo, præter unius missæ eleemosynam, aliud quidquam recipere. Ne autem per hoc saltem aditus patefieret eleemosynis recipiendis quarum missæ subinde offerri negligerentur, eâ mente videlicet ut possent aliquando in assumpti oneris implementum addici reliquæ duæ missæ, quæ præter primam celebrantur die commemorationis omnium fidelium defunctorum, ideò et hoc expressâ sanctione vetitum fuit : *Neque porrò missarum onera non adimpleta, pro quibus eleemosynæ jam receptæ aut attributi reditus jam percepti fuerint; nos enim nolumus hujusmodi onera impleri per celebrationem missarum quæ indulto nostro permittuntur.* Neque silentio prætereundum est quòd, cùm singuli sacerdotes societatis Jesu singulis hebdomadis unam missam celebrare teneantur juxta intentionem præpositi generalis, cui peculiaris reservata est facultas applicandi hujusmodi missas, in ejusdem societatis congregatione generali XII habitâ anno 1682 editum fuit sequens decretum, num. 8 : « Postulatum ab ipso (scilicet præposito generali) item fuit ut congregatio definiret sitne societatis menti consentaneum missas quas singuli singulis hebdomadis jubentur ad intentionem generalis celebrare posse ita ab eo applicari, ut per illas satisfiat obligationi quam alii quicumque susceperint aut suscepturi sint recipiendo eleemosynas pro missis celebrandis. Unanimi consensu responsum est id non censendum deinceps societati nostræ consentaneum, nec debere ullâ ratione præpositum generalem sacra quæ à nobis celebrantur ita applicare, ut, quicumque tandem illi sint, quidquam inde sibi aut aliis lucrentur, seque aut alios ab onere quod, accepto stipendio aut eleemosynâ, nunc aut aliàs vel ipsi vel alii contraxerint liberos præstent. » Congruit hoc decretum communi regulæ quæ jubet ut qui eleemosynam recepit celebret applicetque missam pro offerente; ac semper, quoad fieri potest, interclusum sit inter eos qui omnia meditantur, ut et justissimæ hùic legi et piorum offerentium voluntati fraudem faciant. Cùm autem collegium quoddam memoratæ societatis, quod scriptum fuerat hæres, adjecto onere habendi aliquot capellanos amovibiles qui pro testatoris animâ singulis hebdomadis certum missarum numerum offerrent per anni spatium, ex merâ oblivione ab impositi oneris implemento cessâsset, quæsitum fuit an id quod intermissum fuerat suppleri posset per applicationem à præposito generali faciendam earum missarum quas supra diximus ab eo applicari posse. Sed cardinalis de Lugo, dub. 30, lib. 4 suorum Respons. moral., respondit ac firmissimis rationibus defendit id minimè licere.

XV. Et tamen, quis credat? adhibitis licèt omnibus hucusque expressis curis et diligentiis, aliisque quamplurimis quæ recensere longum est, vix credi potest quot afferantur instantiæ ad obtinendam remissionem seu condonationem missarum non celebratarum, pro quibus tamen recepta est eleemosyna, vel percepti fructus in charitativum stipendium pro earum celebratione et applicatione semel addicti. Et quidem hujusmodi quoque condonationes sive remissiones ab aliquibus dicuntur reductiones missarum; sed minùs rectè et omninò impropriè, cùm hæ præteritum tempus solummodò respiciant, veræ autem et propriè dictæ reductiones futuro tempori provideant. Condonationibus faciendis immiscere se nequit episcopus, utpote quæ privativè reservatæ sunt auctoritati Romani Pontificis, qui vel immediatè per se ipsum, vel per organum pœnitentiariæ apostolicæ, et nonnunquàm congregationis concilii, sed frequentiùs per organum congregationis fabricæ S. Petri, examinatis priùs omissionum causis, opportunè providet, prout in Domino magis expedire judicat, ex spirituali thesauro Ecclesiæ supplendo quidquid in oneribus implendis peccatum est; in suffragium autem et expiationem animarum pro quibus omissa sacrificia offerri debuerant, congruum missarum numerum celebrari quotidiè mandat ab aliquibus capellanis huic muneri addictis Vaticanâ basilicâ, cujus fabricæ, veluti ecclesiæ catholicorum omnium studiis ac devotione meritò semper celebratæ, modica illa eleemosyna, *compositio* dicta, præter reliqua pia opera, pro facti circumstantiis ac pro prætermisso sacrificiorum numero, persolvenda imponitur iis qui condonationes exposcunt : quarum insuper rescripta et decreta, ut omnibus fraudibus occurratur, sequenti clausulâ debent esse munita, juxta constitutionem Innocentii XII : *Monitos esse voluit condonationes et reductiones ab eâdem Sede, nonnisi ex rationabili causâ, seu æquâ commiseratione, compositiones verò à dictâ fabricâ utente suis facultatibus et privilegiis, nonnisi ex causâ pariter rationabili, et cum clausulis opportunis, et præsertim cum illâ : Dummodò malitiosè non omiserint, animo habendi compositionem, aliàs gratia nullo modo suffragaretur, admitti consuevisse et solere.*

XVI. Missarum itaque reductio, propriè loquendo, ea est quæ futurum tempus respicit; de quâ nunc plura disserenda et investiganda sunt. Primum est an ejus statuendæ facultas episcopis proprio jure competat; alterum, an S. Sedes, quatenùs episcopi eâ facultate carere deprehendantur, consueverit illis eamdem indulgere; tertium quonam modo hujusmodi concessionis indultum expediatur; quartum denique quam methodum sequi debeant episcopi dùm delegatis facultatibus uti debent.

XVII. In decretali cui initium est : *Ex parte*, 12, sub tit. de Constitutionibus, cùm Eduensis ecclesiæ canonici præbendarum numerum imminuissent, quamvis ejusdem ecclesiæ proventus nullum penitùs detrimentum subiissent, Honorius III mandavit Cabilonensi

episcopo ut auctoritate Apostolicæ Sedis, ac de consilio Eduensis episcopi, suppressas præbendas restitueret, abrogatis omnibus quæ fuerant à capitulo attentata. Ex hoc textu Abbas, num. 2, et Imola post Glossam, verb. *Diminuti*, eam eliciunt consequentiam, videlicet canonicos, etiam sine Apostolicæ Sedis indulto, et ex propriâ tantummodò auctoritate id ipsum quod fecerant jure præstituros fuisse, si ecclesiæ reditus fuissent imminuti. Huic autem sententiæ inhærentes complures doctores quos colligit sequiturque Pasqualigus, de Sacrificio novæ legis, quæst. 1163, absolutè docent posse episcopum ordinariâ suâ auctoritate missarum reductionem seu imminutionem decernere atque perficere, quotiescumque fundorum reditus pro missarum celebrandarum eleemosynis assignati decrementum subierint. Alii verò ad hoc ipsum statuendum hâc animadversione utuntur, nimirùm, quamvis pias fundatorum voluntates immutare iisque derogare nequeat episcopus, cùm id supremæ Sedis Sanctæ auctoritati reservatum sit, ex textu in Clementin. *Quia contingit*, tit. de religiosis Domibus, ubi Glossa, verb. *Sedis Apostolicæ*, hæc habet : *Nota per hanc litteram solum Papam alterare posse usum illorum quæ per fideles donata sunt vel relicta :* nihilominùs dici non posse pias fundatorum voluntates immutari iisque derogari, si, dùm proventus imminuti sunt, fiat quoque ab episcopo onerum impositorum, hoc est missarum, consentanea reductio : uti disserit Fagnanus, in cap. *Ex parte*, num. 41 et seq., de Constitutionibus. Sed Adversa, quæst. 11, de Eucharistiâ, sect. 19, vers. *Item aliqui*, oppositam sententiam tuetur, eâ potissimùm ratione nixus quòd sacrum Tridentinum concilium, loco mox infra indicando, episcopis facultatem concesserit reducendi seu imminuendi missarum numerum ; id quod nullatenùs præstitisset si episcopis hujusmodi facultatem quasi nativam et ex jure ordinario competere existimâsset. Voluit insuper Tridentinum ut ab episcopo reductiones fierent in synodo diœcesanâ ; quod item multò minùs episcopis præscripsisset si putâsset eorum ordinariæ jurisdictioni inesse potestatem reducendi missas : constat enim concilium haudquaquàm de coarctandâ, sed de amplificandâ adaugendâque jurisdictione episcoporum cogitâsse.

XVIII. Postquàm memorati concilii Patres, sess. 25, de Reform., cap. 4, retulerunt eòusque excrevisse numerum missarum quas pii fundatores celebrandas reliquerunt, ut eorum voluntati nullo modo satisfieri posset, constitutam verò eleemosynam adeò esse tenuem ut nemo reperiretur qui tam exiguo proposito stipendio injunctum onus subire vellet ; ita demùm decreverunt : *Sancta synodus, cupiens hæc ad pios usus relicta quo plenius et utiliùs potest impleri, facultatem dat episcopis, ut in synodo diœcesanâ, itemque abbatibus et generalibus ordinum, ut in suis capitulis generalibus, re diligenter perspectâ, possint pro suâ conscientiâ in prædictis ecclesiis quas hâc provisione indigere cognoverint, statuere circa hæc quidquid magis ad Dei honorem et cultum atque ecclesiarum utilitatem viderint expedire ; ita tamen ut eorum semper defunctorum commemoratio fiat, qui pro suarum animarum salute legata ea ad pios usus reliquerunt.* Nos hìc missas faciemus quæstiones excitatas circa præmissi textûs conciliaris interpretationem ; ac tantummodò paucis monebimus, constantem atque perpetuam fuisse sententiam congregationis ejusdem concilii interpretis facultatem hujusmodi episcopis à concilio tributam nullum sibi locum vindicare quoad missas quas pii testatores in beneficiorum fundationibus statuerunt ; uti colligitur ex rescripto episcopo Ferrariensi reddito die 3 martii 1597, lib. 9 Decretorum, pag. 7, à tergo : *Sacra*, etc., *censuit, ex decreto concilii, cap. 4, sess. 25, de Reform., non licere episcopo reducere onera misarum beneficio in fundatione imposita :* itidemque ex altero ad archiepiscopum Mediolanensem dato mense octobris ejusdem anni, quod legitur lib. 5 Decretor., pag. 38, quemadmodùm etiam inferiùs annotabimus : sed vim habere duntaxat quoad reliquas missas vel testamento vel factâ inter vivos bonorum assignatione præscriptas, dummodò tamen injunctum onus ante concilium acceptatum fuisset, ipsaque reductio fieret in proximâ diœcesanâ synodo post expletum concilium Tridentinum habendâ : *Sacra*, etc., *dubio per manus delato ac maturè perpenso, censuit facultatem reducendi onera missarum tributam episcopis ex decreto cap. 4, sess. 25, de Reformatione, intelligi tantùm de primâ synodo post idem concilium celebratâ, ac de oneribus missarum celebrandarum ante idem concilium impositis.* Quia autem archiepiscopus Florentinus, prætermissis quidem hisce regulis, sed bonâ fide, ad nonnullarum missarum reductionem processerat ; eadem sacra congregatio, attentâ bonâ fide archiepiscopi, reductionem jam factam convalidavit : addidit tamen ne de prædicti conciliaris textûs interpretatione redintegraretur quæstio ; sed si quod unquàm de eo dubium proponeretur, exscriptum superiùs decretum sciscitantibus traderetur : *Et illustrissimi Patres mandârunt D. Secretarium dare hoc decretum omnibus petentibus absque eo quòd ampliùs fiat verbum in congregatione.* Ita constitutum fuit die 15 decembris 1629, quemadmodùm legere est lib. 14 Decret, pag. 206, à tergo.

XIX. Hæc sunt quæ ex jure communi desumi possunt, et in concilio Tridentino statuta reperiuntur. Verùm cùm deinde superaccesserint decreta Urbani VIII confirmata, uti sæpè monuimus, in constitutione Innocentii XII, omnis jam controversia quæstio, et missarum reductiones procul dubio Apostolicæ Sedis auctoritati privativè reservatæ sunt ; quemadmodùm expressè cautum legitur in præcitatis decretis : *Districtè prohibet atque interdicit ne episcopi in diœcesanâ synodo, aut generales in capitulis generalibus, vel aliàs quoquo modo, reducant onera ullâ missarum celebrandarum, aut post idem concilium imposita, aut in limine fundationis ; sed pro his omnibus reducendis aut moderandis, vel commutandis, ad Apostolicam Sedem recurratur, quæ, re diligenter perspectâ, id statuet quod magis in Domino expedire arbitrabitur : alioquin reductiones, moderationes et commutationes hujusmodi, si quas contra hujus prohibitionis formam fieri contigerit, omninò nullas atque inanes decernit.* Quia autem nonnemo, subtiliùs commentando, in quæstionem revocaverat an Urbani pontificis decretum agens de oneribus acceptatis afficeret quoque onera nondùm acceptata, adeò ut non quidem liceret episcopo reducere seu imminuere onera quæ per acceptationem ratihabita fuissent, sed tamen posset eadem reducere antequàm agnoscantur et acceptentur, si reditus in eorum implementum assignatos impares deprehenderit : ideò definitum rescriptumque fuit ne id quidem licere episcopo, ipsique nullam hodiè relictam esse facultatem reducendi missas, exceptâ duntaxat eâ facti specie quâ testator ipse hanc facultatem episcopo tribuisse dignoscatur, cùm illius voluntas sit religiosè custodienda ; quemadmodùm licet agnoscere ex superiore lib. 5, cap. 10, num. 2, ubi decreta ex quibus hæc omnia comprobantur attulimus. Adeatur quoque Pasqualigus, de Sacrificio novæ legis, quæst. 1168.

XX. Missarum itaque reductione Apostolicæ Sedis auctoritati reservatâ, vix dici potest quantâ rerum farragine ex hoc uno capite obrueretur congregatio concilii, cui hujusmodi reductionum cognitio committebatur ; quæque proinde, ut aliquâ hujus oneris parte sese levaret, id demùm concilii cepit, ut episcopis sæpè delegaret facultatem reducendi missas in eorum diœcesibus, traditâ tamen simul instructione cui se in peragendâ reductione conformare deberent. De hâc instructione postea redibit sermo : interea verò annotabimus id hodiè frequenter usuvenire, ut episcopis communicatâ hujusmodi instructione committatur missarum reductio, reservato tamen congregationi jure admittendi recursus, ac de iis cognoscendi, quotiescumque aliquis contendat vel nullatenùs imminuendum fuisse onus, vel saltem reduci non debuisse eâ ratione ac formâ quæ in illius reductione adhibita fuit.

XXI. At si magnum negotium facessebant reduc-

tiones missarum quas per diœceses et in ecclesiis ordinariæ episcoporum jurisdictioni subjectis peragi oportebat; maximum profectò illud erat quod obiebatur ex reductione missarum quam regulares in suis ecclesiis ac monasteriis fieri postulabant : ex quo videlicet Urbanus pontifex in suis decretis facultatem reducendi missas non solùm episcopis, sed etiam regularium ordinum generalibus ademerat; itaque illius successores Alexander VII, Clemens X et Clemens XI, nonnullis regularibus ordinibus indulserunt ut à suis generalibus in ecclesiis et monasteriis ordinis missarum reductiones peragi possent. Cùm verò nos ipsi, dùm in minoribus constituti munere secretarii congregationis concilii fungeremur, Innocentio XIII prædecessori nostro exposuerimus valdè opportunum fore si quæ aliquibus tantummodò generalibus ordinum data fuerat facultas ad omnes protenderetur, simulque statueretur quosnam in consilium adhibere deberent generales in ipsâ reductione conficiendâ; utque etiam definiretur non modò temporis spatium intra quod reductio absolvenda esset, sed etiam quantitas ad quam exigenda ac constituenda foret missæ perpetuæ eleemosyna; ac denique prohiberentur regulares nova missarum onera acceptare, nisi præhabitâ facultate à superioribus majoribus proprii cujusque ordinis : Pontifex omnia probavit, atque decreto super his edito cautum fuit ut generales ordinum in quâlibet sibi subjectâ provinciâ duos pluresve idoneos religiosos designarent qui singula ad accuratum examen revocarent, suamque de totâ re sententiam transmitterent ad ipsum generalem, qui, adhibitis in consilium suis assistentibus, seu aliis sibi benè visis, reductionem perficeret, statutâ pro singulis missis perpetuis eleemosynâ annuorum scutorum sexaginta monetæ Romanæ : hoc autem indultum ad triennium tantummodò perduraret. Innocentii XIII decretum insertum legitur in alio decreto Benedicti papæ XIII impresso in conc. Romano quod anno 1725 celebratum fuit, tit. 15, cap. 8; ubi Benedictus pontifex Innocentianum decretum, pro regularium ordinum generalibus confectum, ampliavit ad omnes episcopos qui eidem concilio Romano interfuerunt, ac etiam ad eos qui justo impedimento detenti certum procuratorem suum ad illud ablegaverant. Neque hìc aliud addendum superest nisi quòd deinceps frequentes fuerunt, ac etiam adhuc esse non desinunt, tam prorogationes statuti temporis concessæ regularibus qui intra triennium missarum reductiones facere aut omni ex parte absolvere non potuerunt, quàm extensiones præfati indulti quo donati fuerunt episcopi qui concilio Romano interfuerunt, favore aliorum episcoporum qui eam facultatem sibi communicari petierunt quamvis concilio Romano non interfuerunt, quique illam identidem postulare pergunt; quemadmodùm agnoscere licet ex præcitato hujusmet oper. lib. 5, cap. 10, num. 3.

XXII. Cùm itaque facultates episcoporum quoad missarum reductiones non aliunde nunc deriventur quàm vel ex ampliatione indulti quo donati fuerunt episcopi qui concilio Romano interfuerunt, vel ex instructione quam congregatio concilii dat ad eos episcopos quibus, summo Pontifice annuente, hujusmodi reductionis peragendæ delegat facultatem; hoc primùm statuendum est, quocumque ex his duobus capitibus profluat memorata facultas, circumscriptam eam esse ad missas tantummodò, neque protendi ad reliqua pia legata piasve dispositiones inter vivos quibus, exempli causâ, eleemosynas pauperibus distribui aut inopes virgines dotari præcipiatur. Et quamvis in ipsâ instructione legantur hæc verba : Pia legata et missarum onera, si tamen integra instructio percurratur, satis apertè deprehendetur cohiberi eamdem ad onera missarum, de quibus subinde semper deque earum eleemosynâ ibidem agitur atque disponitur. Cùm autem concilium Romanum æquè ac instructio missarum oneribus duntaxat provideant, non debet episcopus se extendere vel ad dotalia subsidia, vel ad eleemosynas, vel ad quamlibet aliam dispositionem, ex eâ juris regulâ quæ docet facultatem ad certas res datam ad alias diversi generis produci non oportere : uti rectè animadvertit Navarrus, in Manual., cap. 12, num. 79; et in rem nostram pergit Fagnanus, in cap. *Ex parte*, num. 32, de Constitutionibus.

XXIII. Quòd si aliqua proponeretur dispositio quæ simul et missarum onera et eleemosynarum distributionem aliave pia opera comprehenderet, et quidem ob redituum tenuitatem necessarium dignosceretur ad aliquam impositorum onerum reductionem devenire; reducenda potiùs sunt reliqua opera, non autem missarum numerus; juxta praxim apud congregationem concilii receptam, de quâ Fagnanus, in cit. cap. *Ex parte*, num. 34, de Constitutionibus, pluribusque resolutionibus comprobatam, et præsertim in quâdam resolutione sive rescripto quod redditum fuit litteris episcopi Cremonensis mense junio anni 1586, et legitur lib. 4 Decretor., pag. 161, à terg., et 162 : *Quatenùs ab habente potestatem reductio facienda sit, reducendas potiùs eleemosynas quàm missas.* Tunc autem tantummodò locus fieri posset reductioni missarum, integris manentibus reliquis piis operibus, cùm eorum communis fundator in suâ dispositione certum fundum pro celebratione missarum, ac certum itidem fundum ad reliquorum piorum operum implementum designâsset, fundus autem missarum celebrationi addictus imminutionem aut detrimentum aliquod subiisset; ut rectè annotat Pasqualigus, de Sacrificio novæ legis, quæst. 1191, vel cùm ex ipsis dispositionis verbis totoque contextu colligi posset eam fuisse testatoris mentem ac desiderium, ut, si quando ob imminutos bonorum reditus onera quoque deberent imminui, reduceretur potiùs missarum numerus quàm eleemosynæ et reliqua pia opera; veluti pergit Passerinus, de Statu hominum, tom. 2, quæst. 187, num. 1101. Nam cùm superiùs memorata regula, ut scilicet quoties reductionis peragendæ urgeat necessitas integro relicto missarum numero, reducantur potiùs reliqua pia onera, innitatur præsumptæ menti ac voluntati fundatoris, qui proclivior fuisse censendus est in illud pium opus ex quo majora animæ suæ suffragia obventura prospiceret, quale est incruentum altaris sacrificium, idcircò, si conjiciatur et ex ipsis illius verbis totâque perlustratâ dispositione eruatur ipsum propensiori affectu ac voluntate exoptâsse reliquorum piorum operum implementum quàm celebrationem missarum, quandoquidem et reliqua pia opera sunt Deo accepta et animæ valdè proficua, mirum videri non debet si in hâc facti specie cùm factus fuerit locus reductioni seu piorum onerum imminutioni, huic potiùs missæ quàm reliqua pia opera subjiciantur : eò vel magis quòd, juxta graves receptasque sententias, sancta et salubris consuetudo multiplicandi suffragia et sacrificia pro defunctis minimè efficere debet ut obsolescat æquè sanctus et salutaris usus eleemosynas pro pauperibus erogandi; sed exoptandum summoperè est ut et illa servetur et alter non negligatur : quemadmodùm licet quoque addiscere ex auctoritatibus Patrum quas collegit Muratorius ad fin. cap. 12 sui operis de christianâ Charitate.

XXIV. Et hæc quidem dicta sint ut propositi argumenti tractatio planior evadat. Cæterùm, si pro reductionibus faciendis omnis episcoporum auctoritas vel ex ampliatione indulti in concilio Romano concessi, vel ex memoratâ instructione profluens, ad missarum onera cohibetur; perfacile captu est quoties ita res ferant ut vel missarum numerus vel reliqua onera sint imminuenda, ab horum onerum reductione debere episcopos abstinere, et congregationem concilii adire, ipsi rem universam deferentes, ejusdemque definitionem exspectantes.

XXV. Eadem verò facultas episcopis alterutro ex indicatis modis collata, quamvis ad missarum tantummodò reductionem contracta, complectitur tamen et anniversaria, juxta congregationis judicium hâc ipsâ de re pansum in pluribus resolutionibus, quas collegit

Fagnanus in sæpiùs cit. c. *Ex parte*, num. 30, de Constitutionibus, ac etiam protenditur ad missas solemnes et cum cantu celebrandas, quemadmodùm mox infra annotabimus : non autem ad eas porrigitur missas quarum celebrationi ecclesia, vel sodalitium sive collegium, ex inito contractu sese obstrinxerunt. Et quamvis de hâc exceptione nullum fiat verbum in concilio Romano, perspicua tamen sunt instructionis verba : *Exceptis instrumentis seu contractibus super quibus manus apponere non debeat, nisi in casu judicialis instantiæ pro illorum rescissione, titulo læsionis.* Et hæc planè affirmari potest, non modò antiquioribus, sed etiam proximis temporibus post idem concilium Romanum, fuisse congregationis concilii sententia, semper retenta et manifestata quotiescumque casus tulit ut hujusmodi quæstio discutienda ac definienda proponeretur.

XXVI. Annotatum fuit etiam superiùs, si res exigenda foret ad normam sanctionis concilii Tridentini, à quo tributa fuit episcopis facultas reducendi missas in proximâ synodo diœcesanâ post ipsum concilium habendâ, non licuisse episcopo imminuere seu reducere missarum numerum in beneficiorum fundatione constitutum : cujus rei hæc afferri potest ratio, quòd scilicet non immeritò dici potest acceptatum fuisse missarum onus per quemdam quasi contractum utrinque obstringentem : *Fundatio et donatio illa habet se per modum quasi contractûs ultrò citròque obligatorii, seu donationis sub modo; quam cùm episcopus admiserit, et provisus, dùm institueretur, non recusaverit, non potest modò onus detractare.* Sunt hæc ipsa Fagnani verba, quibus in rem nostram utitur in sæpè cit. Commentar. ad cap. *Ex parte*, num. 24, de Constitutionibus. Consonum his est congregationis rescriptum redditum relationi quam olim occasione visitationis sacrorum liminum exhibuit episcopus Burgi S. Domnini. Rescriptum die 11 maii 1630 signatum apparet et legitur lib. 14 Decret., pag. 288, à terg. : *Sacra*, etc., *libellum remisit ad ordinarium Burgi S. Domnini, qui, regionis more perspecto, supradicta missarum celebrandarum onera, non tamen vigore contractûs vel conventionis suscepta, aut in fundatione apposita, ad proportionatam redituum quantitatem pro suo arbitrio et conscientiâ moderetur.* Nec differmes sunt reliquæ in similibus quæstionibus editæ resolutiones; uti videre est in Maceraten. oneris missarum 15 novembris 1687, lib. 73 Decretor., pag. 636; et in Montis Politiani 3 septembris 1716, lib. 66 Decretor., pag. 429. Cùmque nos ipsi, aliquâ etiam adhibitâ diligentiâ, perlustraverimus decreta post concilium Romanum à congregatione emanata, ut agnosceremus an ipsa, exceptas non videns missas per contractum acceptatas à reducendi facultate per sæpè dictum concilium tributâ, novum sibi systema novamque judicandi regulam statuisset, certò deprehendimus, quoties suborta fuit controversia super missarum reductionibus per generales ordinum factis in vim prædictæ facultatis à concilio Romano ipsis tributæ, ex eo quòd ad minorem numerum reduxerint missas per contractum acceptatas, congregationem nullas irritasque hujusmodi reductiones declarâsse : quemadmodùm videre est in Romanâ reductionis onerum missarum 18 aprilis 1733, lib. 38 Decretor., pag. 165, à terg.; in Faventinâ oneris missarum 27 februarii 1734, lib. 84 Decretor., pag. 94, à terg.; in Nolanâ reductionis missarum 14 martii 1739, lib. 89 Decretor., pag. 53 et 73, à terg. Quapropter tutò concludi posse censemus episcopos quibus facultas est reducendi missarum onera vel ex concilii Romani ampliatione, vel ex sæpiùs memoratâ instructione, non posse missarum numerum in contractu præscriptum ac vicissim acceptatum minuere seu reducere, quamvis imminuti fuissent reditus ob eum finem assignati; sed, hâc fortè propositâ facti specie, oportere uti judicis partes assumant, investigantes an talis sit quæ obvenit redituum imminutio ut, juxta receptî juris regulas, sufficiat ad rescindendum contractum, vel saltem ad eumdem ad justi et æqui normam redigendum : quod etiam satis rectè tuetur Monacell., tom. 4, Formul. legal., pag. 83 editionis Romanæ, num. 466.

XXVII. Postquàm demonstratum est quænam missarum onera reduci possint, disserendum superest de causis ob quas reductionem peragere liceat, necnon de circumstantiis in quibus locum sibi vindicare potest reductio, ac de quodam quasi limite ultra quem protendi nequit ipsa reductio; uno verbo, de reliquis omnibus quæ necessaria sunt ad hujusmodi opus ritè rectèque absolvendum, et ne peractæ ab episcopis reductiones censuris molestisque investigationibus obnoxiæ fiant.

XXVIII. Causas itaque ob quas fas est reductionem aggredi plerùmque, imò fortassè semper, suppeditat decrementum redituum qui fuerant pro onerum implemento assignati; aliquando verò adducta per episcopos in suis synodis missarum eleemosyna : quo nimirùm fit ut, quamvis initio id quod constituit fundator in præscripti oneris supportationem ad illius implementum satis haberetur, nihilominùs, auctis subinde missarum eleemosynis, impar deprehendatur, nec ullus reperiri valeat sacerdos qui, oblatâ juxta veterem taxam eleemosynâ, missam celebrare velit, proindeque is cui onus est curandi hujuscemodi missarum celebrationem, si velit imposito sibi oneri satisfacere, cogatur sacerdotibus celebraturis pinguiorem eleemosynam largiri : et has quidem causas indigitavit quoque Tridentinum concilium, præcitat. cap. 4, sess. 25, de Reformatione.

XXIX. Sed quamvis præmonstratæ causæ non modò reipsà adsint, sed etiam fuerint planè comprobatæ, non tamen illicò fas est missarum perpetuarum reductioni manus admovere. Diximus autem missarum perpetuarum : cùm enim res est de missis manualibus pro quibus nimirùm celebrandis receptæ sunt eleemosynæ, si earum celebratio neglecta sit, locum obtinere non potest reductio, sed condonatione aut compositione opus est quæ, uti supra monuimus, supremo Sanctæ Sedis judicio et auctoritati reservatæ sunt. Disserendo itaque de missis perpetuis ut hæ jure reducantur, aliquid ampliùs inspicere opus est; nimirùm an adsit quispiam qui contingentem redituum imminutionem supplere teneatur : si enim inveniatur aliquis hâc obligatione obstrictus, non debet episcopus de missarum reductione peragendâ cogitare, sed potiùs hunc cogere ut quod contigit decrementum suppleat et emendet, quo injuncta à pio fundatore missarum onera cumulatè impleantur.

XXX. Si quis levissimam hanc simulque saluberrimam curam assumeret percunctandi ex iis qui testamento vel codicillis, seu etiam quocumque actu inter vivos, perpetua missarum onera imponunt, et fundum pro eorum implemento constituunt, an, eveniente casu quo minuantur hujusmodi fundi reditus, seu ex aliâ causâ impares evadant eleemosynæ præstandæ pro singulis missis testamento vel alio actu præscriptis, an, inquam, velint ut id quod deerit ex reliquo suo patrimonio suppleatur; an potiùs consentiant ut missarum numerus reducatur ad mensuram reliquorum ejusdem constituti fundi redituum; acceptumque super hoc à pio benefactore responsum referretur in actum illum quem ipse exarari jubet, præcideretur sanè perniciosissima seges tot litium quæ et olim agitatæ fuerunt, et nunc quoque apud judicum tribunalia effervescere conspiciuntur. Verùm cùm id hactenùs præstitum non fuerit, jure pertimescendum est ne in posterum etiam negligi peragat; atque hinc est illa necessitas ut superiori ecclesiastico perspectæ sint receptæ judicandi regulæ quas sequi debet ut justâ interpretatione piorum benefactorum voluntati sese conformet, rectoque judicio definiat an ubi reditus per eos relicti ad perpetui missarum oneris implementum impares reperiantur, debeant ipsorum hæredes ad supplementum ex reliquo patrimonio conferendum urgeri, vel potiùs factus sit locus demandati oneris reductioni.

XXXI. Jam illud inficiari non posse videtur si pius fundator numerum expressit missarum in animæ suæ expiationem celebrandarum, exempli causâ, unam pluresve in dies singulos, vel tot missas in annum, licèt in eum finem nominatim hunc aut illum fundum addixerit, nihilominùs in favorem animæ amplectendam esse præsumptionem sive conjecturam per quam præscriptus missarum numerus integer nihilque imminutus relinqui debet; quidquid verò ad earum implementum desideratur, supplendum præstandumque est ab hærede: quemadmodùm satis rectè annotant Genuensis in Praxi, quæst. 187, per tot., et nominatim num. 5; Pasqualig., de Sacrificio novæ legis, quæst. 1023, num. 4, et per tot.; Basserinus, de Stat hominum, tom. 2, quæst. 187, art. 4, num. 984; Pax Jordan., Elucubrat. eccles., tom. 2, lib. 4, tit. 1, num. 574; rota, decis. 117, à num. 7 usque ad fin., part. 17 Recent. Sed cùm præsumptio seu conjectura cedere debeat non solùm veritati, sed etiam aliis oppositis fortioribus præsumptionibus, mirum nemini videri debet si, ad accuratè investigandam pii benefactoris voluntatem, monentur episcopi ut diligenter expendant tum singula tum universa dispositionis verba; hæc enim est tutissima regula per quam voluntates disponentium faciliùs assequi et certiùs interpretari poterunt.

XXXII. Opinati sunt nonnulli quoties testator uno eodemque verborum contextu præscripserit sacrificiorum offerendorum numerum, simulque fundum pro necessariis ad id eleemosynis designaverit, hujusmodi fundum non quidem *demonstrativè*, ut aiunt, sed *taxativè* designatum censeri debere; adeò ut, eo imminuto, locus non sit coactivo supplemento, sed potiùs missarum reducendarum facultate uti oporteat. Ita docent Roman., in Singular., 430; Mantica, de Conjecturis, lib. 12, tit. 6, num. 24 et 25; Menoch., de Præsumptionibus, lib. 4, præsumpt. 147, num. 48 et seq.; Castil., Controvers. juris lib. 4, cap. 54, num. 20 et seq.; rota, decis. 456, num. 34 et seq., coram Merlino. Alii verò, non plenè huic conjecturæ fidentes, suadent ut pii fundatoris dispositio sub alio veluti aspectu consideretur; observando nimirùm an exordiatur ab oneris impositione, vel potiùs à fundi designatione: et siquidem dispositio exordiatur à designatione fundi seu dotis cujus reditus in præscripti oneris implementum sint erogandi, indeque progrediatur ad exprimendum definiendumque missarum onus, tunc aiunt dotalis fundi constitutionem videri *taxativè* factam; ita ut, eo evicto, seu aliàs reditibus imminutis, vel auctâ stipendii taxâ, non ad supplementum, sed ad reductionem missarum superioris curâ converti debeat: si autem ab onere incipiat dispositio, indeque pergat ad fundum constituendum, tunc obstringi debere hæredes ad supplendum quod deest; juxta theoricam Felini, in cap. *Super litteris*, de Rescriptis, quam optimè illustratam videre est ab olim congregationis secretario de Vecchis in suo voto impresso apud Crispin. in Visitatione pastorali, part. 2, § 18, num. 6, et à quâ nihil deflectere debet episcopus, quoniam in ipsâ etiam instructione, per congregationem transmitti solitâ, cùm alicui facultas conceditur reducendi missarum onera, eadem pro regulâ præscribitur, ut ex sequentibus verbis apparet: « Quomodò autem se gerere debeat in executione quoad legata taxativè vel demonstrativè concepta, sanctitas sua amplitudini tuæ notificandum jussit quòd, maturè pensatis ac perlectis dispositionibus et fundationibus quibuscumque quibus præfata missarum onera annexa reperiuntur (exceptis instrumentis seu contractibus super quibus manus apponere non debeat, nisi in casu judicialis instantiæ pro illorum rescissione, titulo læsionis), illa legata seu fundationes erunt taxativè conceptæ si fundatores legando aut aliquo modo disponendo orationem seu dispositionem priùs inchoaverint ab assignatione fundi, et subinde missarum onus adjecerint, et hoc casu hujusmodi onera ad rationem eleemosynæ manualis, ut supra, moderari possit; secùs verò si fundatores orationem seu dispositionem incœperint ab impositione oneris, et subindo fundum assignaverint; tunc enim onus dicitur demonstrativè conceptum, ac fundatorum hæredes per amplitudinem tuam cogendi sunt ad perpetuam dicti oneris manutentionem, et ad supplendam summam deficientem tam pro præterito quàm pro futuro tempore. » Nec etiam ab hujusmodi regulâ recedere liceiis qui ad reductiones faciendas facultatem obtinuerunt ex ampliatione indulti in concilio Romano concessi, quantùmvis de eâ in ipso concilio nullum verbum fiat; est enim hæc instar juris regulæ, atque ideò semper interposita censeri debet, quamvis litteris expressa non legatur.

XXXIII. Si autem pius testator jubeat suum hæredem dare legatario, non fundi reditus, sed fundum ipsum, ut ex fructibus inde obvenientibus missarum celebrandarum stipendia desumat, ad nihil ultra cogitur hæres quàm ad id ipsum fundum seu bona legata extradenda; nec potest ullâ ratione urgeri ut suppleat quod succedentibus temporibus ad integrum absolutumque missarum oneris implementum deesse contingat: veluti fusiùs demonstrat Pasqualig., de Sacrificio novæ legis, quæst. 1026, num. 3, confirmatque rota, decis. 433, per tot., coram Cerro. Hæres quippe id tantummodò præstare debet quod ei demandatum est à testatore. Quòd si, progrediente tempore, traditi fundi reditus imminuatur, ad legatarium pertinet, omisso hærede, apud legitimum superiorem instare pro oneris reductione; ad eamque obtinendam docere tum de obveniente sibi damno, tum de redituum imminutione cui ipse propriâ culpâ causam non dederit, tum denique ostendere integrum sibi non esse urgere hæredem ut præstet id quod deesse compertum est, ad hoc ut piæ testatoris voluntati cumulatè satisfiat. Legimus, et sedulò quidem, vota præsulis Altoviti, qui per plures annos magnâ cum sui nominis laude munus secretarii congregationis concilii sustinuit, et cujus sententiæ ac judicio ipsa quoque congregatio in variis causis discutiendis ac definiendis plurimùm detulit; ubique agnovimus superiùs allatam distinctionem pro normâ propositam et solidè assertam. Ita in quodam illius voto elucubrato in causâ Firmanâ reductionis missarum, propositâ die 24 augusti 1686, hæc habentur: *Ubi legatur species per hæredem consignanda legatario, si ista pereat vel diminuatur postquàm fuit consignata, peremptio et diminutio hujusmodi cedit damno legatarii, neque hæres ad aliud quidpiam tenetur: si verò pereat vel diminuatur penes hæredem, antequàm legatario tradatur, peremptio et diminutio cedit damno hæredis, qui proinde tenetur, supplere.* Atque alio in voto exarato in causâ Brixien. propositâ primâ decembris 1685, postquàm pro regulâ posuerat in dubio existimandum esse fundum demonstrativè, non autem taxativè, designatum fuisse, ita pergit: « Attamen hæc regula procedit vel quando fuit legata quantitas, vel quando fuit legata res in genere, vel quando fuit legata res in specie, quæ remanet penes hæredem habentem onus curandi celebrationem; vel quando res legata fuit ab hærede consignata legatario, non quidem ex præcepto testatoris, sed ex propriâ voluntate, et ad effectum tantummodò se eximendi à præfato onere curandi celebrationem. At secùs est quando testator gravavit hæredem ad tradendam legatario rem legatam, et eidem legatario injunxit onus curandi celebrationem: hoc enim casu hæres, consignatâ legatario re legatâ, liberatur, et eveniente casu quo illius annuus reditus evadat impar oneri missarum, non tenetur supplere. » Consultò autem superiùs diximus immunem hæredem fieri ab onere præstandi supplementi si morem gesserit testatori, qui jusserit designatum fundum tradi legatario: nam si testator mandâsset ut legatario tot præstarentur fructus quot satis esset ad injunctam missarum celebrationem, quantùmvis hæres bona stabilia reditûs satis idonei semel tradidisset, attamen supplementi onus declinare non posset, si fortè subinde contingeret ut, ob subsecutam fructuum imminutionem, vel ob

augmentum taxæ, traditi fundi reditûs imposito oneri sustinendo impares evaderent : uti subdit idem præsul Altovitus in voto quod ipse conscripsit, et congregatio probavit in quâdam causâ Lucanâ reductionis missarum, propositâ die 15 decembris 1685 : « Quando enim testator mandat ab hærede suo consignari tot bona quorum reditus sufficiant pro celebrando certo numero missarum, tunc dicitur legata species, quæ stat in obligatione taxativè cui satisfit per consignationem. Quando verò mandat consignari tot fructus qui sufficiant pro dictâ celebratione, tunc dicitur legatum genus ; et fructus sufficientes sunt in obligatione demonstrativè : unde, licèt hæres assignet tot bona quorum reditus de tempore assignationis sufficiant, attamen, illis pereuntibus vel ad minorem quantitatem redactis, tenetur hæres supplere ex reditu aliorum bonorum. » Novimus quidem has esse subtiliores forensium disquisitionum commentationes : nihilo tamen minùs ab iis afferendis abstinendum nobis esse non duximus, cùm usui esse possint episcopis, ad hoc ut in reductionibus missarum peragendis, hujusmodi regulis ac veluti recepti juris principiis insistentes, tutas et à quâcumque cavillatione immunes præstare valeant missarum reductiones quas ipsi suis decretis statuerint.

XXXIV. In quâlibet rectè constitutâ ordinariâque diœcesi, certâ taxatione definitæ sunt missarum eleemosynæ, quemadmodùm monuimus quoque superiori lib. 5, cap. 8, num. 11 ; et alia quidem perpetuis missarum oneribus constituta est taxatio, alia verò missis manualibus : si autem pro eleemosynâ missæ cantatæ nulla extat synodalis taxatio, aderit tamen, vel certè adesse debebit, in unâquaque diœcesi, recepta quædam consuetudo ad cujus normam eleemosynæ quantitas determinetur. Qui perpetuas missas reducunt vigore facultatum sibi indultarum per vim ampliationis concilii Romani, missarum reductionem ita componunt, ut pro quotidianâ missâ perpetuâ annuam statuant eleemosynam sexaginta scutorum monetæ Romanæ : *Unamquamque missam perpetuam moderari valeat et reducere ad rationem scutorum sexaginta monetæ Romanæ pro quâlibet.* Cùm autem inter missas reducendas repertæ sunt missæ cum cantu celebrandæ, congregatio concilii in causâ Romanâ 3 februarii 1725, ita providè rescripsit, uti videre est lib. 75 Decretorum, pag. 75, à terg., et seq. : « Sacra congregatio, etc., censuit, quoad missas cantatas quæ habent reditus sufficientes ad rationem eleemosynæ currentis pro missâ cantatâ, juxta morem regionis et cujuscumque diœcesis in quâ siti sunt conventus, esse omninò celebrandas et applicandas juxta præscripta in legatis seu fundationibus : quo verò ad alias missas cantatas quæ non habent reditus sufficientes, ut supra, juxta morem cujuscumque diœcesis, faciendam esse illarum reductionem in unoquoque conventu ad eum numerum qui celebrari poterit, habitâ ratione redituum cuilibet legato seu fundationi assignatorum, et supradictæ eleemosynæ de præsenti vigentis in unâquâque diœcesi pro missis cantatis : factâque modo præmisso reductione, quidquid ex reditibus cuicumque legato seu fundationi assignatis supererit erogandum esse in celebrationem tot missarum lectarum ; et tam missas cantatas reductas quàm lectas esse collectivè applicandas pro animabus et juxta intentionem eorum qui missas cantatas reliquerunt. » Verùm, quia nonnulla reperiuntur onera missarum cum cantu celebrandarum quibus aliud annexum est onus ut aliquot præterea celebrentur missæ privatæ seu lectæ ; ideò, propositâ quæstione quænam adhibenda esset methodus in reductione peragendâ ubi eleemosyna pro missis cantatis addicta magnam relictorum fructuum partem absorberet, eadem congregatio die 4 augusti memorati anni rescripsit : *Sacra congregatio censuit quando aliquod legatum est complexivum missæ cantatæ et missarum lectarum, tunc omnes legati reditus, si non sufficiant pro utroque onere adimplendo, erogandos esse in celebrationem tot missarum lectarum, deleto onere missæ cantatæ :* uti videre est lib. 75 Decretorum, pag. 431, à terg. Insuper, cùm reductio fit in vim præmemoratæ concilii Romani ampliationis, magnâ quoque animadversione dignum occurrit aliud quod in concessis facultatibus continetur, nimirùm ut remitti seu condonari possint missæ retroacto tempore nec celebratæ nec applicatæ, hâc tamen adjectâ lege, ut infra octavam commemorationis omnium fidelium defunctorum singulis annis anniversarium celebretur in expiationem animæ illorum pro quibus, ex lege perpetuarum fundationum, offerri et applicari debuissent memorata sacrificia præcedenti tempore omissa : *Ab hactenùs omissâ missarum perpetuarum celebratione misericorditer absolvit, etc. Uno die infra octavam commemorationis omnium fidelium defunctorum unum anniversarium, in tabellâ onerum monasteriorum describendum, celebretur, et applicetur pro animabus illorum pro quibus præfatæ missæ perpetuæ erant celebrandæ et applicandæ, et hactenùs non fuerunt celebratæ et applicatæ.*

XXXV. Cùm verò missarum perpetuarum reductio, ob insufficientiam redituum, ab episcopo fit vigore facultatum in sæpè dictâ instructione contentarum, tunc sanè reductio componi debet *ad manualem*, ut inquiunt : nimirùm statuendum est ut tot in posterum celebrentur missæ quot celebrari possunt, non quidem constitutâ pro iis eleemosynâ ad eam mensuram quâ missarum perpetuarum eleemosyna in concilii Romani indulto taxatur, sed juxta eam quantitatem quæ vel ex synodali taxatione, vel ex receptâ regionis consuetudine, præstatur pro singulis missis quas fideles dietim, ad manus traditâ sacerdotibus eleemosynâ, celebrari curant : *Juxta proportionatam cujuscumque legati redituum quantitatem, ad rationem eleemosynæ manualis, inspecto regionis more, pro suo arbitrio et conscientiâ reducere ac moderari possit et valeat :* idque etiam faciendum decernitur quamvis ea esset piæ dispositionis forma, ut vel expressè vel tacitè impositum præ se ferret onus supplendi reditus casu aliquo imminutos, si, opportunis adhibitis diligentiis, vel hæredes ad id obstricti, vel bona ab ipso fundatore provenientia, reperiri non possint : *In casu verò quo, factis judicialibus et possibilibus diligentiis, etiam per edictum sub pœnâ censurarum, vel hæredes cogendi, vel fundatorum bona, non reperiantur, aut fundationes ipsæ haberi nequeant, tunc onera ipsa ad eamdem rationem eleemosynæ manualis reducere possit.* Hujusmodi autem reductioni peractæ et absolutæ nulla alia adjungitur clausula, præter hanc unam : *Quod si reditus augeantur, augeri quoque debeat missarum numerus.* Denique has omnes reductiones aggredi et perficere potest episcopus non solùm dùm, sacrâ institutâ visitatione, diœcesim perlustrat, sed etiam cùm ab eâ cessaverit : *Tam in actu visitationis quàm extra*, ut habent ipsa instructionis verba. Quærit tandem Pasqualigus, de Sacrificio novæ legis, quæst. 1182, an episcopus qui ab Apostolicâ Sede obtinuit facultatem reducendi missas suæ diœcesis possit etiam reducere perpetua missarum onera regularibus in eâdem diœcesi commorantibus imposita ; idque eidem licere non dubitat, quotiescumque regulares ipsi hâc in re illius delegatam auctoritatem implorent : neque id putat aut ipsorum regularium exemptionem aut Sanctæ Sedis jura ullo modo lædere : *Possunt in hoc se subjicere, neque præjudicant Romanæ Sedi, quia possunt se subjicere cum consensu ejusdem Romanæ Sedis. Dùm autem Pontifex concedit episcopo ut possit reducere onera missarum suæ diœcesis, concedit etiam implicitè quòd regulares diœcesis possint se subjicere episcopo in ordine ad obtinendam reductionem.*

Instructio

SACRÆ CONGREGATIONIS CONCILII

PRO EPISCOPIS, ARCHIEPISCOPIS, PRIMATIBUS ET PATRIARCHIS,

Super modo conficiendi relationes statuum suarum ecclesiarum, quas occasione visitationis sacrorum liminum eidem sacræ congregationi exhibere tenentur.

Summus pontifex Sixtus papa V, qui tempora statuit quibus singuli episcopi, archiepiscopi, primates et patriarchæ per seipsos, vel per eorum certum nuntium, visitare tenentur limina beatissimorum apostolorum Petri et Pauli, antiquissimæ observantiæ inhærendo, nedùm voluit ut, ultra sacrorum liminum visitationem, Romano pro tempore Pontifici de toto eorum pastorali officio, et de rebus omnibus ad ipsarum quibus præsunt ecclesiarum statum, ad cleri et populi disciplinam, animarum denique quæ illorum fidei creditæ sunt salutem, quovis modo pertinentibus rationem redderent, uti fusiùs habetur in prædicti Pontificis constitutione quæ incipit : *Romanus Pontifex;* sed in aliâ etiam constitutione quæ incipit : *Immensa æterni Dei*, sacræ congregationi præpositæ interpretationi sacrosancti concilii Tridentini curam demandavit prædictam rationem, quæ dicitur : *Relatio statûs ecclesiæ*, perpendendi et examinandi, ac postulatis in eâdem proponendis respondendi.

Sixtinæ hæ constitutiones suo non caruerunt effectu tum quoad sacrorum liminum visitationem, tum quoad relationem statuum ecclesiarum : sed cùm nulla unquàm edita fuerit instructio pro dictis relationibus exarandis, factum hinc est ut aliquæ ex eis aliquando fuerint exhibitæ abundantes in superfluis, et aliquæ aliquando deficientes in necessariis : cùmque, ad hæc avertenda, in synodo Romanâ hoc anno 1725 à sanctissimo domino nostro Benedicto papâ XIII habitâ in basilicâ Lateranensi, præscriptum sit ut instructio hactenùs omissa à sacrâ concilii congregatione ederetur, hæc idcircò instructio publici juris fit, ut in relationibus statuum suarum ecclesiarum ad eamdem sacram congregationem in posterum transmittendis curent episcopi, archiepiscopi, primates et patriarchæ, ipsi se conformare, et suas relationes ad quædam distincta capita reducere : quorum primum ad statum ecclesiæ materialem, secundum ad personam ipsius inferentis, tertium ad clerum secularem, quartum ad clerum regularem, quintum ad moniales, sextum ad seminarium, septimum ad ecclesias, confraternitates et loca pia, octavum ad populum, et ultimum denique referatur ad postulata quæ ab ipso referente sacræ congregationi proponuntur.

§ 1. *De primo relationis capite, pertinente ad statum ecclesiæ materialem.*

In hoc primo relationis capite sequentia erunt exponenda :

I. Institutio.

II. Confinia.

III. Privilegia et prærogativæ episcopatûs, archiepiscopatûs aut patriarchatûs.

IV. Numerus civitatum, oppidorum aut locorum qui episcopatui, archiepiscopatui aut patriarchatui subjecti sunt.

V. Status cathedralis, metropolitanæ aut patriarchalis ecclesiæ, unà cum numero canonicorum et aliorum servitio chori addictorum ; et an erectæ fuerint præbendæ pœnitentiaria et theologalis.

VI. Status ecclesiarum collegiatarum, unà cum numero pariter canonicorum et cæterorum qui choris earum intersunt, et an in collegiatis erecta sit præbenda theologalis

VII. Status et numerus ecclesiarum parochialium, necnon aliarum ecclesiarum et oratoriorum in episcopatu, archiepiscopatu aut patriarchatu, existentium ; referendo signanter an cathedralis, metropolitana aut patriarchalis et collegiatæ, oratoria, necnon parochiales cæteræque ecclesiæ, sint sacris supellectilibus instructæ, et quænam ex eis habeant reditus pro fabricâ assignatos.

VIII. Numerus monasteriorum tam virorum quàm mulierum ; exprimendo an aliqua ex monasteriis virorum sint subjecta suæ jurisdictioni ; et an et quæ mulierum monasteria sibi subjecta sint, vel prælatis regularibus.

IX. An adsit in diœcesi seminarium clericorum, quot clerici in eodem alantur, an fuerit statuta taxa, et in quâ quantitate, et an aliqua beneficia fuerint eidem unita, et in universum quinam et quot sint reditus prædicti seminarii.

X. Numerus hospitalium, collegiorum, confraternitatum et aliorum locorum piorum quæ sunt in episcopatu, archiepiscopatu aut patriarchatu, et quinam sint eorum reditus.

XI. An adsint montes pietatis, et quot sint, unà cum aliis consimilibus ad statum materialem ecclesiæ spectantibus ; cum advertentiâ tamen ut plena statûs materialis relatio in primâ relatione tantùm quæ fit ab episcopo, archiepiscopo aut patriarchâ, exhibeatur : in subsequentibus etenim relationibus satis erit quòd ipsi se referant ad primam, nisi aliquid novi pertinens ad dictum statum materialem contigisset, quod referens notificandum sacræ congregationi existimaret.

§ 2. *De secundo relationis capite, pertinente ad ipsum episcopum, archiepiscopum, primatem et patriarcham.*

In hoc capite exponi debebit :

I. An residentiæ præceptum, à sacris canonibus, concilio Tridentino et constitutione Urbanâ præscriptum, adimpleverit ; et an aliquo et quo tempore abfuerit, et an ultra menses conciliares, et an cum vel sine Sedis Apostolicæ licentiâ.

II. An et quoties diœcesis sibi commissæ visitationem expleverit.

III. An per se vel per alium episcopum sacras ordinationes expleverit, et Sacramentum Confirmationis administraverit.

IV. An et quoties synodum diœcesanam coegerit ; et, si episcopus nulli archiepiscopo subjectus sit, an ad synodum provincialem ejus archiepiscopi, quem ad tramites Tridentini eligere tenetur ut ejus synodo provinciali intersit, accesserit ; et, si sit archiepiscopus, an synodum provincialem habuerit, et quinam suffraganei eidem interfuerint.

V. An verbum Dei per seipsum prædicaverit, et an, legitimo concurrente impedimento, viros idoneos assumpserit ad hujusmodi prædicationis officium salubriter exequendum.

VI. An habeat depositarium pœnarum, et multarum pecuniarum, et an eædem fuerint piis usibus applicatæ.

VII. Quænam taxa, et an Innocentiana, in suâ cancellariâ observetur.

VIII. An aliquod habeat quod sibi obstet circa exercitium episcopalis officii, jurisdictionis ecclesia-

sticæ, necnon tuendæ libertatis et immunitatis ecclesiarum.

IX. An aliquod pium opus peregerit pro ecclesiâ pro populo, aut pro clero.

§ 3. *De tertio capite, ad clerum secularem pertinente.*

In hoc capite exponendum erit :

I. An canonici cæterique choro addicti cathedralis, metropolitanæ aut patriarchalis ecclesiæ, necnon collegiatarum, choro jugiter intersint.

II. An, ultra matutinum, laudes cæterasque alias horas canonicas, quolibet die celebrent missam conventualem.

III. An quolibet die eam applicent pro benefactoribus.

IV. An suas habeant constitutiones, et eas punctualiter observent.

V. An qui obtinent præbendam pœnitentiariam aut theologalem adimpleant quæ adimplenda sunt, et quomodò.

VI. An parochi in suis parochiis resideant.

VII. An librum matrimonii et baptizatorum, aliosque libros quos ad normam Ritualis Romani retinere debent, retineant.

VIII. An aliqui ipsorum indigeant aliorum sacerdotum operâ ut Sacramenta populo administrent.

IX. An iidem per se vel per alios idoneos, si legitimè impediti fuerint, diebus saltem dominicis et festis solemnibus, plebes sibi commissas pro suâ et earum capacitate pascant salutaribus verbis, docendo quæ scire omnibus necessarium est ad salutem, juxta monitum Tridentini et præcitati concilii Romani.

X. An, saltem dominicis et aliis festis diebus, in suis parochiis fidei rudimenta et obedientiam erga Deum, et parentes, pueros cæterosque hoc adjutorio indigentes doceant ; et an et qui eis operam præstent in hoc opere adimplendo, et an fructuosè hoc opus adeò necessarium in singulis parochiis proficiat.

XI. An singuli parochi cæterique curam animarum exercentes singulis dominicis festisque de præcepto missam applicent pro populo eorum curæ commisso.

XII. An et quæ præmittantur antequàm quis ad primam tonsuram et minores ordines admittatur, et an sacris ordinibus initiandi, ante cujuscumque ordinis sacri receptionem, piis meditationibus, vulgò spiritualibus exercitiis, vacent per aliquot dies in aliquâ domo religiosâ.

XIII. An omnes prædicti vestes jugiter deferant clericales, et an, quoad fori privilegium, serventur disposita à sacrosanctâ synodo Tridentinâ, sess. 23, cap. 6, de Reformat., et à constitutione sanctissimi domini nostri Benedicti papæ XIII in eodem concilio Romano emanatâ.

XIV. An habeantur conferentiæ theologiæ moralis seu casuum conscientiæ, et etiam sacrorum rituum, et quot vicibus habeantur, et qui illis intersint, et quinam profectus ex illis habeatur.

XV. Quinam sint mores cleri secularis, et an aliquod in eo adsit scandalum quod remedio indigeat potentiori.

§ 4. *De quarto capite, ad clerum regularem pertinente.*

In hoc capite exponendum erit :

I. An regulares curam animarum exercentes, qui episcopali jurisdictioni, visitationi et correctioni, subsunt in iis quæ ad curam pertinent et administrationem Sacramentorum, munus sibi commissum fideliter adimpleant, juxta ea, quæ in præcedenti capite dicta sunt de parochis secularibus.

II. An aliquis regularis extra monasterium degat : an aliqui adsint in diœcesi à suis superioribus, servatis servandis, ejecti, vel aliquis fuerit regularis intra claustra monasterii degens, sed qui extra ea ita notoriè deliquerit, ut populo scandalo fuerit : et quomodo in hisce casibus in sic delinquentes animadvertit.

III. An suâ jurisdictione delegatâ usus sit in explendâ visitatione conventuum et granciarum monasteriorum in quibus religiosi non aluntur in numero à sacris constitutionibus præfixo ; et quinam sint religiosorum mores in dictis conventibus et granciis degentium.

IV. Denique an aliquod habeat cum regularibus offendiculum in exercitio jurisdictionis delegatæ in illis casibus in quibus eadem ipsi tributa est à sacro concilio Tridentino, vel à Summorum Pontificum constitutionibus, signanter à bullâ Clementis papæ X quæ incipit *Superna*.

§ 5. *De quinto relationis capite, ad moniales pertinente.*

In hoc capite exponendum erit :

I. An moniales episcopo subjectæ suas servent constitutiones.

II. An clausura in earum monasteriis inviolatè custodiatur.

III. An aliqui abusus in iisdem monasteriis irrepserint, qui consilio aut auxilio sacræ congregationis indigeant.

IV. An præter ordinarium confessorem, alius extraordinarius ab ipso bis aut ter in anno fuerit oblatus.

V. An dictorum monasteriorum reditus fideliter administrentur, et monialium dotes fuerint persolutæ, et quomodò erogatæ.

VI. An in monasteriis monialium quæ sunt prælatis regularibus subjecta curaverit ut clausura dictarum sanctimonialium fuerit exactè observata ; et an contra inobedientes et contradictores per censuras ecclesiasticas et alia juris remedia processerit.

VII. An harum monialium confessarii regulares, sive ordinarii, sive extraordinarii, fuerint ab ipso approbati antequàm earum confessiones exceperint.

VIII. An, adhibitis superioribus regularibus, singulis annis exegerit rationem administrationis ab his qui administrârunt bona pertinentia ad hæc monialium monasteria regularibus subjecta : et an fideliter eorum reditus administrentur, et alia fuerint adimpleta quæ præscribuntur in bullâ Gregorii XV quæ incipit : *Inscrutabili*.

§ 6. *De sexto relationis capite, pertinente ad seminarium.*

In hoc capite exponendum erit :

I. Quot sint in seminario alumni.

II. An in ecclesiasticâ disciplinâ rectè instituantur.

III. Quibusnam studiis vacent, et quo profectu.

IV. An cathedrali, et aliis locis ecclesiæ, diebus festis inserviant.

V. An cum consilio duorum canonicorum seniorum, à se electorum, necessaria pro recto regimine statuerit.

VI. An illud aliquando visitet, et operam det ut constitutiones adimpleantur.

VII. An statuta sit taxa ad tramites concilii Tridentini, eademque exigatur ; et an aliqui sint morosi in ejus solutione.

§ 7. *De septimo capite, ad ecclesias, confraternitates et loca pia pertinente.*

In hoc capite exponendum erit :

I. An in sacristiis omnium et singularum ecclesiarum exposita sit tabella onerum missarum et anniversariorum, ad tramites decretorum san. mem. Urbani VIII, et an eis punctualiter satisfactum sit.

II. An in confraternitatibus, scholis aliisque locis piis, punctualiter executioni mandentur pia opera à testatoribus injuncta.

III. An quolibet anno sibi fecerit reddi rationes ab horum locorum administratoribus.

IV. An montem pietatis sive charitatis visitaverit, et an idem habeat reditus qui superabundent sustentationi ministrorum aliisque necessariis expensis ; et in quas causas reditus illi erogentur ; et si quid exi-

gatur ab illis qui pecuniam, aut frumentum, si agatur de monte frumentario, et ab eo recipiunt.

V. An infirmorum hospitalia visitaverit, redituum rationes ab administratoribus exegerit, et an infirmis necessaria, quoad salutem animæ et corporis, in eis subministrentur.

§ 8 *De octavo relationis capite, ad populum pertinente.*

In hoc capite exponendum erit :

I. Quinam sint populi mores, et an in pietate proficiat.

II. An aliquis irrepserit abusus aut prava quædam in eodem inoluerit consuetudo quæ consilio indigeant et Sedis Apostolicæ adjutorio.

§ 9. *De ultimo capite, ad postulata pertinente.*

Ultimo loco episcopi, archiepiscopi, primates et patriarchæ, qui suarum ecclesiarum relationes ad sacram transmittunt congregationem, si quæ habent postulata proponenda pro suarum regimine ecclesiarum, proponere poterunt, cum clarâ facti et omnium circumstantiarum expressione; et quatenùs postulata spectent ad negotia forensia, exponant an ea sint in aliis tribunalibus introducta, an adsint super iisdem aliorum tribunalium sententiæ, ut, omnibus maturè pensatis, possit sacra congregatio congruum suppeditare prædictis postulatis responsum.

Et hæc sunt quæ opportuna visa fuerunt ut in hâc instructione inserantur. Quòd si aliqua fuerint quæ episcopi, archiepiscopi, primates et patriarchæ, pro suarum indigentiâ ecclesiarum atque diœcesium addenda existimaverint, sciant sibi liberum esse addere quæ ipsis addenda videbuntur, et ad notitiam sacræ congregationis deferre; quæ ex charitatis et justitiæ normâ per se expediet quæ poterit, et majora ad summum Pontificem deferet, qui fratribus suis episcopis, quantùm cum Domino licet, gratificari semper exoptabit.

C. card. Origus præfectus.

Loco † sigilli.

P. Archiepisc. Theodosiæ secret.

Appendix,

VARIAS CONTINENS QUÆSTIONES QUIBUS OMNIMODÈ PERFICITUR TRACTATUS NOSTER DE MATRIMONIO, SIVE QUASDAM RERUM OMISSARUM RIMAS EXPLENDO, SIVE POSTERIOREM OPINIONEM EXHIBENDO QUOAD RES LIBERAS, CIRCA QUAS UNA TANTUM OPINIO PROLATA EST, AC SPECIATIM CIRCA POTESTATEM CIVILEM QUANTUM AD IMPEDIMENTA, etc.

Quæstio prima.—*De infidelium cum fideli matrimoniis.*

In quibusdam circumstantiis infideli fidelis nubere potest, infrà exponetur. Admittendo autem illud matrimonium licitè contrahi posse, quæritur utrùm ad dignitatem Sacramenti evehatur. Indubiè sacramentum non suscipit infidelis, cujus manifesta est ad Sacramentum incapacitas. An verò pariter gratiæ sacramentalis incapax est pars fidelis? Adversæ accedunt opiniones. Volunt alii utrumque contrahentem per modum unius ad materiam Sacramenti concurrere; si ex unius parte materia non inveniatur idonea, neque ex alterius parte; atqui ubi deficit materia, deficit Sacramentum; ergo, etc. Undè naturam contractûs sequitur Sacramentum. — Quam alii sententiam impugnant.

Quæstio II. — *De matrimoniis quæ per procuratorem ab absentibus contrahuntur.*

Nobis occurrunt duæ quæstiones, 1° an quoad contractûs rationem sit validum per procuratorem matrimonium? 2° an Sacramenti ratione induatur tale matrimonium?—1° Omne removendum est dubium ergà primam quæstionem, etiam post concilium Tridentinum. Etenim cur non valeret contractus per procuratorem? Dummodò consensus contrahentium fuerit plenus inter absentes, per procuratorem contrahi potest. 2° Quia nec Christus qui voluit ad dignitatem Sacramenti evehere matrimonium, nec ipsa Ecclesia connubialem in suâ naturâ alteraverunt contractum. 3° Denique nonne apud nostros principes mos invaluit sponsas per procuratorem ducere? Hæc connubia nunquàm improbavit Ecclesia, et proindè valent saltem quoad contractus. Ex istis concilii Tridentini : *Parochus, viro et muliere interrogatis, et eorum mutuo consensu intellecto, dicat : Ego vos in matrimonium conjungo*, putant immeritò quidam theologi, requiri sponsorum præsentiam ut interrogentur. Quemadmodùm enim diversi contractus à partibus per procuratores licite contrahuntur, ita partes eædem per procuratores respondere queunt, siquidem per deputatos sint realiter præsentes. Cæterùm procurationi de quâ hìc agitur plurimi characteres accedere debent. 1° Consulenda est lex generalis quâ in pari casu usus est Bonifacius VIII, et quæ vult specialem esse procurationem, 34, § *de Ritu nuptiarum*, cap. *de Procur.* 2° Rem per semetipsum exsequi debet procurator, nisi consentiendi per alium facultas fuerit ei specialiter commissa. 3° Procurationem nec expressè nec etiam tacitè revocari necessarium est. Infirmaretur enim illa procuratio, si intereà duceretur uxor altera, vel etiam si mutaretur mandatum. In primo casu, id est, si revocata fuerit procuratio, jam non necessarius matrimonio existit consensus; nullum est ergò matrimonium. Nobis objicietur : Vel procuratori revocatio fuerit denuntiata et benè nota, vel non. Attamen putant communiter scriptis constitui procuratorem haud esse necessarium, nisi pronuntiaverit aliter loci lex specialis. Nihilominùs rem aliter agendam rationaliter judicatur. Quoad verò privatæ conditionis viros, nunquàm eis tale matrimonium erit permissum nisi eorum mandatum indubiè probetur.

Disputant theologi quoad secundam quæstionem. Dant alii matrimonio per procuratorem rationem Sacramenti, alii verò negant. Priores veritati propiùs accedere judicamus.

Nùm Ecclesia toleravisset matrimonium per procuratorem si illud ratione Sacramenti careret? Ea saltem matrimonia à partibus per procuratorem contrahentibus esse iteranda per ipsas imperavisset. Porrò nunquàm ea matrimonia improbavit Ecclesia, nunquàm à partibus esse iteranda imperavit. Habent insuper ea matrimonia omnia quæ valent ad verum Sacramentum, nempè materiam quæ est consensus, et formam, sive ponas eam in verbis parochi, sive in verbis contrahentium, sive in testium et legitimi sacerdotis præsentiâ. Hìc nil aliud est forma quàm quod agit Ecclesia agendi intentio. Tandem si ad ea matrimonia non accederet ratio Sacramenti, numquid cum ritibus cunctis matrimonii Sacramento in Ecclesiâ

celebrarentur? Numquid sacros ritus profanis permitteret Ecclesia? Cùm verò hanc opinionem nonnulli impugnent, et ea sit tantùm probabilis, partes quæ per procuratorem contraxêre, per se ipsas et coram testibus et parocho, et cum consuetis solemnitatibus contrahere debent. Consensum renovando, omnes removebunt scrupulos, et à secundo sacerdote, conditionatè tamen, matrimonium confirmabitur.

Obj. 1° Absentes alia Sacramenta per procuratores accipere nequeunt. Damnavit enim Bonifacius VIII opinionem eorum qui per litteras absolutionem dari posse concedebant. Ergo nec matrim., etc.

—*Resp. neg. cons. et par.* Paritas admitti non potest, si verè in matrimonio contractus agatur. Porrò quis affirmaret non iniri contractum in matrimonio quod per procuratorem inter absentes perficitur? Quem verò contractum amplectuntur alia sacramenta? — Longè abest matrimonium à pœnitentiæ Sacramento. Pœnitentiæ enim Sacramentum, nil aliud est quàm merum judicium. Ut judicet confessarius agnoscendæ sunt pœnitentis quædam requisitæ dispositiones. Porrò nisi præsens sit pœnitens et confessario coraperiat, quomodò agnosci potest an requisitas ad absolutionem habeat dispositiones? Sufficit verò consensus ad matrimonium et consensus per procuratorem semper dari potest.

Inst. Repugnat ab aliquo dormiente gratiam recipi posse. Atqui illud eveniret, si quidem per somnum mandantis procurator contraliat; quod fieri potest.— *Resp. neg. maj.* Cur enim per somnum gratiam non possemus accipere, si eam recipiant per baptismum infantes et insani? Porrò illud indubium est, et tamen nil adhuc de gratiâ possunt excogitare. Cæterùm non ignorare debent contrahentes in quo tempore eorum celebratur matrimonium. Expedit enim ut ad gratiam accipiendam sint parati. — *Inst. iterùm.* Hoc modo peccat contrahens dormiendo, si dùm non habet ipse gratiam, contrahat procurator. — *Resp.* Ille qui ita contrahit, non præcisè peccat in somno, sed in eo tempore quo non ignorat perfici matrimonium, si ad gratiam requisitas dispositiones non acquisiverit. Illud verò peccatum, vel potiùs sacrilegium non arcet è matrimonio rationem Sacramenti. Non aliter de conjugibus qui per se ipsos contrahunt connubium reis peccati lethalis. Gratiam non accipiunt, sed non minùs est Sacramentum quod inierunt matrimonium.

Obj. Cùm Galliam gubernaret Carolus octavus, sibi dedit uxorem Annam de Armoricâ, à Maximiliano Austriaco per procuratorem desponsatam. Hoc est benè notum. Atqui si validum esset per procuratorem matrimonium, huic si præsertim non deesset ratio Sacramenti, præfatum matrimonium non fuisset contractum, siquidem ut Sacramentum, sit perpetuum et indissolubile matrimonium.

Resp. Affirmat temporis historia illud per dispensationem S. pontificis admissum esse. Non desunt similium dispensationum exempla, forte quia non tam pro conjugiis perpetuis quàm pro sponsalibus tunc existimarentur ut pacta. Quo tamen remoto Maximiliani cum Annâ matrimonium per procuratorem fuisse invalidum probabimus. Etenim, ex more gentium, Anna utpotè sanguine regio nata, non poterat inire connubium, rege non consentiente, et insuper quàmvis ætate minor et cognatorum orbata consensu nupserat Maximiliano.

Obj. 1° Quod iniit connubium disrumpere potest conversus infidelis et ad novas convolare nuptias; ergo, si placeat, primam servare conjugem et consensum cum eâ renovare potest.

Resp. Non hìc revocanda est exceptio de qua jam locuti sumus, siquidem de duobus ad fidem conversis infidelibus hìc et nunc agatur. Ergò penitùs evanescit argumentum.

Obj. 2° Haud tangebat Sacramentum consensus in infidelitate datus; ergo conversus quoad Sacramentum consensum renovare potest.

Resp. Illud supponi nequit. In consensu ad matrimonium requisito non potest disjungi respectus. Insuper *nego conseq.*, à consensu enim qui idem est ac materia Sacramenti, evenit copula carnalis ac proinde contractus.

QUÆST. IIII. —§ 1. *Utrùm à principibus secularibus matrimonium dirimentia statui possint impedimenta.*

Principes leges instituant quoad effectus civiles matrimonii, bona dotemque conjugum determinent sicut et filiorum successionem, nemo eis jus illud denegabit. Quorum potestas in hâc materiâ solius æquitatis ac justitiæ limites agnoscit. Imò statuant pro fidelibus qui sub eorum ditione inciderunt dirimentia impedimenta; an eos deceat illa potestas infrà videbimus. Qui principibus jus tale non agnoscunt eâ ratione innituntur; nempè contrahentium voluntatem à principibus attingi non posse, et non esse lædendum hujus potestatis absentiâ bonum publicum affirmant. Non quæremus pariter utrùm *de facto* dirimentia principes statuerint impedimenta, utrùm ad hoc potestate induantur, hoc veniet in tempore opportuno. In eo ergo tota est controversia : Utrùm christianorum matrimonia princeps infirmare possit? Utrùm ei liceat quasi vinculum seu naturalem contractum disrumpere ita ut Sacramento jam non sit materia, ac proinde Sacramentum? Omnes ferè extranei principibus de quâ nunc agitur negant potestatem. Eam contra tuentur permulti. Principes, aiunt alii, ex nativâ potestate omnes contractus ad bonum publicum tendentes, et consequenter vinculum matrimoniale dirimere possunt. Ex quo verò matrimonium ad Sacramenti dignitatem evexit Christus suam perdidêre potestatem quæ nunc, ut res sacra, fori penitùs est ecclesiastici. — Contendunt alii, et Sanchez præsertim, principes ex jure innato christianorum matrimoniis posse opponere impedimenta quibus dirimantur. Juxta eorum opinionem, non principes eo jure spoliavit Christus, Ecclesia verò sibi soli tam sacri juris usum reservavit. — Qui huic sententiæ adversantur prædicant principes frui nativo jure completo et independenti ex quo oriri possunt impedimenta quæ christianorum sibi subditorum dirimant matrimonia. Unde propositio : Fruuntur principes eâ potestate quæ eos ex naturâ rei decet et quâ nec per Sacramenti institutionem, nec per Ecclesiæ reservationem privati sunt; fruuntur eâ potestate quam adhibuerunt sæpissimè non improbante Ecclesiâ. Atqui ea est quoad impedimenta dirimentia principum potestas.

1° Illa potestas ex naturâ rei principes decet. Ad illud duo requiruntur et sufficiunt : 1° Ut ipsorum auctoritas matrimonia naturaliter attingat; 2° ut principibus facultas quoad vinculum dirimendi matrimonia detur. Porrò hæc duo sunt certa. Quodcumque enim ad societatis commoda tendit naturaliter principis auctoritati competit. Atqui matrimonium ad societatis commoda naturaliter tendit, siquidem ex matrimonio effluat societatis origo. Cæterùm si fateantur omnes principem de aliis contractibus judicare posse, quantò magis de matrimoniali ! Non minùs quàm alii bonum societatis amplectitur ille contractus. Ergo, etc. Insuper : Bonum publicum indesinenter tueri debet suprema potestas. Porrò aliquando magni refert ut dirimatur contractus matrimonialis. Insufficienter enim caverentur abusus, si prædictus tantùm prohiberetur contractus. Indè enim qui legis violationem meditarentur, omnem metum possent exuere, cùm valeret contractus, imò cùm indissolubilis remaneret; ergo 1° fruuntur principes eâ potestate quæ ex naturâ rei eos decet; 2° per Sacramenti institutionem eâ non privati sunt principes. Matrimonium enim, quamvis ad Sacramenti dignitatem evectum, contractus naturalis et civilis semper remansit; naturalis, ut hoc constat; civilis utpotè influens naturaliter in bonum societatis; ergo principum auctoritas matrimonia naturaliter attingit. Et si res ita non esset, eos qui nostram fidem amplectuntur aut quorum regna invadit religio, ali-

quid de suâ potestate perdentes existimare deberemus. Porrò illud est absurdum. In eo solùm adversarii religionem principibus odiosam facere desiderarent; ergo 2°, etc.

3° Nec per Ecclesiæ reservationem. Nec est talis reservatio, nec esse potest. 1° Non est; dicant enim adversarii in quo tempore peracta est? Ex quâ causâ ad hoc possent argumentari? Nùm ex principum ad hoc incuriâ? At ex eo quòd principes matrimoniorum curam Ecclesiæ omninò concesserint, non ideò jure suo sese spoliaverunt. Numquid ex lege Ecclesiæ? At nobis ostendatur decretum per quod hanc reservationem sibi fecerit Ecclesia? Ergo, 1° non facta est reservatio; 2° nec esse potest. Etenim ut illud fieri posset, Ecclesia quæ nullo jure in temporalia regum gaudet, principibus quod ex ipsâ rerum naturâ tenent jus arripere debuisset. Atqui illud nec potuit nec voluit, ut est manifestissimum. Ergo 2° nec esse potest. Ergo nec per Ecclesiæ reservationem eâ potestate principes privati sunt. Ergo ea reservatio nec est, nec esse potest.

4° Quam adhibuerunt potestatem, non improbante Ecclesiâ. Plurimi auctores multis exemplis probant illius potestatis viguisse exercitium. Affirmant Ecclesiam, nedum leges principum de quibus agitur improbaret, sæpissimè confirmâsse suasque fecisse. Hoc patet ex illis verbis canon. 5, concil. Lateran. depromptis : *Conjunctiones consanguineorum fieri prohibemus, quia eas divinæ et seculi leges prohibent;* ergo.

Obj. 1° Matrimonium est Sacramentum; atqui nihil possunt principes quoad Sacramentum; ergo nihil possunt quoad matrimonium; ergo nihil possunt in statuendis matrimonium dirimentibus impedimentis.

Resp. dist. maj. Matrimonium est Sacramentum simul et contractus, *concedo;* Sacramentum tantùm, *nego;* similiter *dist. minor.* Nihil possunt quoad Sacramentum, id est, sub ratione Sacramenti, *conced.;* quoad verò matrimonium ratione contractûs, *neg.* Ex dictis satis solutum est præsens argumentum.

Inst. 1° Nihil aliud est contractus quàm materia Sacramenti. Porrò si principibus subjaceret contractus ita et Sacramentum; ergo, etc.

Resp. neg. antec. Nobis permittatur exemplum. Numquid dicendus est posse aliquid in Eucharistiæ Sacramentum qui ex vino hausit acetum? Ita de principe quoad matrimonium. Ex eo quòd effecerit ut qui erat antea legitimus, talis esse desinat contractus, nùm aliquid potest in Sacramenti matrimonii substantiam? ergo, etc.

Inst. 2° In eo casu, qui pravus est princeps impedire poterit ne suorum matrimonia dignitatem Sacramenti assequantur. Atqui illud repugnat; ergo.

Resp. neg. maj. Ut enim princeps præfatus posset impedire ne suorum matrimonia Sacramenti dignitatem assequantur, eorum matrimoniales rumpere contractus deberet. Porrò absurdum esset supponere principem etiam pravissimum omnes contractus matrimoniales irritaturum. Et si, quod non est admittendum, talis princeps inveniri posset, ipsius leges ut tyrannicæ et injustæ non obligarent; ergo.

Obj. 2° Ex concilii Tridentini dispositionibus, causæ matrimoniales ad judices ecclesiasticos pertinent, anathematis pœnâ in eos injunctâ, qui adversam tenerent sententiam : atqui principes non sunt Ecclesiæ judices; ergo matrimonialibus causis sese immiscere nequeunt.

Ad quæ : Causæ matrimoniales Ecclesiæ judicibus competunt, *conc.;* solis Ecclesiæ judicibus, *neg.* Quâ de causâ Tridentina synodus hæc statuerit enuntiando omnem vim argumenti contundimus. Animadvertendum est enim eâ ætate Reformatores penes solos principes seculares causas dici matrimoniales et judicia exquiri voluisse : quibus refragatura, sancta synodus præfatam sententiam edixit. Nos autem, quibus placet ut utrumque tribunal adeatur, anathemati nos non subjacere censemus. Scimus contra sententiam nostram nonnulla consurgere, dicique posse malè quadrare ut utraque potestas dirimentium impedimentorum arbitrium assumat, ne conflictari invicem possint, si quando, ex. gratiâ, princeps et Ecclesia simul diversa decernerent, sicque in suspenso maneret validitas matrimonii.

Gravius quàm reipsâ est malum ominantur adversarii; non enim utramque plenâ potestate gaudere asseruimus; sunt et erunt cuique sui limites. Spirituale curat Ecclesia, temporali invigilat princeps, ambo ab bonum tendunt; hâc enim de causâ Deus duplici societati hominem assignavit, finesque certos in utriusque jurisdictione consecravit, quos non excedendo, omnia prosperè cedunt. In vanum etiam concluderetur ingruente principem inter et Ecclesiam dissidio, validitatem in suspenso manere : quod fieri duplici tantùm modo potest : Vel enim princeps consecratum ab Ecclesiâ impedimentum irritat, vel directè adversatus, nullitate adhibitâ jubet quod nullitate allatâ vetat Ecclesia : nihil in utroque casu incerti remanet de matrimonii validitate; siquidem in primo casu, canonico impedimento in vanum princeps absolvere vel eximere vellet sibi subjectos, jam tum excederet suæ potestatis terminos, et sibi negato jure abuteretur; quod etiam nuper à Pio sexto pontifice damnatum est, ut hæreticali fonte derivaret sententia posse potestatem civilem abolere vel restringere aliquod impedimentum Ecclesiæ judicio sanctum. Sciet ergo in hoc casu, qui canonibus sacris se minùs docilem, principe permittente, præstat, irritum esse coram Deo matrimonium; sed civiles effectus pariturum esse. Longè adhuc minùs validitas in secundo casu dubio subjicietur. Hìc dicendum est, ut semper, melius esse parere Deo quàm hominibus; si ergo, quod incredibile et inauditum est, ita Ecclesiæ foret inimicus princeps, ut matrimonium vetitum juberet, inter hujus præceptum et Ecclesiæ vetitum nulla datur electio; resistendum est principi; hìc enim nonnisi noxia et impia lex potuit ab illo constitui; patet enim in omnibus Ecclesiam, in disciplinâ suâ erroris non capacem, præterea et in terrenorum regimine nihil statuisse quod politicæ societatis fundamenta quassaret; imò sanxisse quod ea stabiliret.

Concludamus ergo ex prædictis : 1° In matrimonio de duplici versari debere potestate sententiam, ecclesiasticâ scilicet et civili. 2° Si dirimens impedimentum contractum naturalem irritet, qui ante Sacramentum existere debet, qui priorem locum obtinet, Sacramento locus non supererit. 3° Si ex Ecclesiæ decretis nullitas profecta sit, contractus etiam civilis abrumpi debebit, ex eo quod princeps qui contractûs naturalis est rector, non possit absque contractu naturali civiles concedere effectus; utque Ecclesia naturali contractui obsistit, nec ejus legibus derogari fas est; sequitur et civilem contractum esse caducum. 4° Inde discant confessarii quanto studio non modò ecclesiastica, sed et civilia indagari debeant impedimenta. 5° Ut verò leges quemque in imperio commorantem obligant, sic fideles et infideles principi impedimenta constituenti æquè esse subditos; dùm contra Ecclesiæ præcepta et vetita nonnisi ad Christi filios attinent et extenduntur. Hæreticos et schismaticos, apostatasque etiam, jus illud prohibitionis cohibet, ut rectè ex Benedicti XIV decisionibus infertur, quanquàm quibusdam res incerta visa sit. 6° Non sine peccato mortali posse contrahi matrimonium impedimento dirimente subsistente; siquidem, Sacramento ipsi gravis contumelia ingeritur, quod contrahens scit nullum effici per id impedimentum; ideòque sacris abutitur, profanationisque crimine polluitur. Aliunde nullus est qui non gravissimam materiam fateatur in quæstione esse; qui autem in gravi materiâ præcepti se contemptorem præstat, lethaliter peccat; ergo, etc. 7° Necessitati et ignorantiæ quæ depelli nequeant, tantùm concedi ut sine peccato mortali impedimentis dirimentibus derogetur; necessitati quidem, si cum affini propinquus, vel cum raptâ aut hæreticâ in insu-

lam tempestate aliquis projiciatur: ignorantiæ, dum modò non sit incuriæ contrahentis tribuenda. 8° Non verò sufficit ut gravissimum tantùm sequatur incommodum ex non contracto matrimonio; nam et gravissima etiam est auctoritas præcepti, interque commodum et præceptum nullam fas est statuere paritatem, cùm æquè gravia sunt. Præcepti autem auctoritas hìc eò ponderosior est, quòd de eorum numero est quæ ad publicum bonum pertinent, incommodum autem nonnisi privatum lædit; ergo, ut privatum publico postferri bono debet, etc.

Supra jam diximus multùm interesse conscientiarum rectori ut apprimè noscat quid juris tum ecclesiastici, tum civilis gentis quam colit dispositionibus statuatur; ut in praxi faciliùs hoc corollarium absolvi queat, patrias de matrimonii vinculo leges lectorum Gallicorum oculis subjicimus, non forsan et alienigenis inutiles.

§ 2. *Quæ sit vis impedimentorum ad forum internum.*

Priusquàm ad impedimentorum enumerationem eorumque enucleationem transeamus, in ipso limine hærendum est, multis asserentibus à constituentibus leges Gallicas vim non aliam fuisse eorum decretis addictam, quàm quæ competit dispositionibus unicè statum civilem incolarum et subjectorum tractantibus, nullo proinde modo ad naturam ipsam contractûs attendisse; unde sequeretur, quoad naturale fœdus, impedimentis legalibus nihil virtutis concedi contra ipsum, et deduceretur his in foro conscientiæ adhærendum non esse. Contra quas consequentias et dubia è quibus eliciuntur, sic argumentamur.

Impedimenta civilia verè matrimonii fœdus etiam naturale dirimunt, si illum constituentes effectum ipsis et dare potuerunt et dare voluerunt. An potuerint ex prædictis patet; superest ut probetur an voluerint; atqui voluisse patet. Ergo, etc.

Probatur affirmatio de voluntate legislatorum. 1° Ex legis vocabulis et expressionibus, animadvertendum est leges seu prohibitivas, seu diremptorias matrimonii his verbis scopum suum significare : *Non extant nuptiæ*, art. 146; *non datur inire nuptias*, art. 147 et 228; *non possunt inire nuptias*, art. 148; *nuptiæ prohibentur*, art. 161, 162, 163; *nuptiarum nullitas expetenda est*, art. 184, 187, 190 et seq. Quid ergo hæc sibi volunt? ipsum naturale fœdus abrumpi; nemo enim est qui non fateatur in primo et secundo gradu civili nuptias incestuosas in ipso contractu naturali rescindi et annihilari; atqui de his agens Codex non aliis verbis quàm supra citatis utitur in art. 161, 162, 163, quibus exploditur matrimonium in his gradibus contractum; ut actio legis significetur, dantur verba *nuptiæ prohibentur*. Si autem attendas quid valeat talis declaratio, patebit ex Gaii textu: *Si*, inquit., *coierint, nec vir, nec uxor, nec nuptiæ, nec matrimonium, nec dos intelligitur*. Hæc confirmat art. 190 sic redactus : « Le procureur du roi..... *peut et doit* demander la nullité du mariage du vivant des deux époux, et les faire condamner *à se séparer*. » Si ergo adhuc subsisteret naturalis contractus, quâ ratione posset et deberet procurator regius separationem provocare?

2° Ex legis discussione : Conquerentibus enim primis Codicis ordinatoribus quòd à theologis nonnisi ad Sacramentum pertinentia, et à jurisperitis nonnisi ad pactum idonea responsa obtinuissent, satis demonstratur in mente eos habuisse duplici sub respectu rem totam intueri; directioribus autem verbis Portalis hæc expressit, asserendo nullitatibus antiquis novas substitui nullitates easque ejusdem esse generis,..... parochumque officiario publico locum et munus suum concessisse. Alio in loco addunt de matrimonio tractatum fuisse intrinsecùs et in se spectato, consideratis ejus naturalibus effectibus.

Concordant etiam jurisperitorum eâ de sententiâ opiniones.

Cùm ergo nunc pateat duplici probatione, scilicet verbis et charactere, legem suam voluntatem protulisse, imò et executione sanxisse, evidens est eam ad naturale fœdus prohibitionum suarum vim extendisse, quod in quæstione erat.

Solvuntur objecta.

1° Nemo est qui inficias eat legem in Galliâ matrimonium non spectare nisi sub respectu civilium ejus effectuum : in hanc sententiam enim concurrunt et verba ipsa Constitutionis 1791 Codicis inserta priori redactioni, et quasi evidentiora omissa in ejus confectione; ergo intactum servat contractum naturalem; ergo non nisi hujus contractûs effectus annihilat.

R. : *Disting. maj.* Lex matrimonium non spectat nisi sub respectu civilium effectuum, excluso Sacramento, *conc.*; excluso contractu naturali; *neg.* Qui illud evenerit non ignoratur; omnia olim matrimonia, etiam hæreticorum, coram parocho contrahenda erant; libertate autem conscientiæ et religionis datâ, per consequentiam contractûs validitas non jam è præsentiâ parochi, sed è consensu publicè dato certisque formulis pendere cœpit : sacerdoti Sacramenti datio, magistratui contractûs cura commissæ sunt, huic per exclusionem Sacramenti, illi per exclusionem contractûs. Unde Toullier de hâc quæstione consultus, ait: « Codex civilis matrimonium spectat ut contractum juris naturalis, à creatione originem ducentem cujusque formæ civili jure reguntur. »

La loi doit être athée; tale certissimè principium adoptari multis factis probavêre legislatores, quod rectè significat legem de rebus quæ pertinent ad conscientiam statuere nil debere; atqui si lex taceat de his quæ ad conscientiam spectant, intactus ab eâ remanebit contractus naturalis, qui ex conscientiâ certissimè pendet.

R. *neg. min.* Ex discussione enim Codicis et supra memoratis satis patet legem, per verba hæc *lex matrimonium non spectat*, etc., et per allatum dicterium, nil significari nisi 1° nullam à legislatoribus excludi religionem, sed et per consequentiam indifferentiæ suæ, nullam ipsis incumbere curam de præceptorum cujusque religionis executione; aliunde nullam nec admitti nec depelli religionem; sed eò minùs contractum naturalem omittebant, ut contra plerique eum in legislatoris arbitrium totum vindicarent; nec sequitur legislatorem jus suum abdicâsse, eò quòd in religionis dominium incurrere noluerit, cùm voluntas ejus aliundè manifestè appareat.

3° Matrimonialia impedimenta non nullitatem *pleni juris* secum trahunt, siquidem judice ad eam pronuntiandam opus est; ergo per se ipsa non vinculum naturale abrumpunt.

R. : *dist. maj. Si per nullitatem pleni juris*, intelligatur jus ipsum dissoluti matrimonii, *concedo;* si per hoc verbum, intelligatur jus convolandi subitò ad alias nuptias, *nego :* nulla enim est lex quæ, quamvis jus tribuat civibus, sed pertinet ad publicum commodum, arbitrio unius personæ sine auctoritatis vigilantiâ permittatur, ideòque non caret jure suo civis, sed ejus applicatione indiget. Judicis autem sententia propriè matrimonium non dissolvit; quod enim in lege nullo modo asseritur, sed dissolutum jam priùs pronuntiat. Periculosissimum enim fuisset quemque statuere in re tam momentosâ sui juris judicem et compotem.

4° Ex prædictis responsis patet duplicem contractum ad minùs absolvi, ideòque duplice opus esse ministro; atqui unitas matrimonii sic læditur; ergo

R.: *Neg. min.* Non enim unum esse desinit quod à pluribus conflatur; sic contractus à duplice tabellione : notandus, non ideò duplex est quod vicissim unusquisque subscripserit. Duplicitas enim non in instrumentorum multiplicitate consistit, sed in effectuum varietate; atqui hìc unus superest effectus matrimonium scilicet, ad quod duo concurrunt veluti instrumenta, contractus civilis et contractus canonicus, ita ut sit perfectum et absolutum.

5° In Codice reperies duplicis generis impedimenta quæ sunt nullitatum causæ; absoluta scilicet, in omni

casu proponenda, et à publico vindice proponenda ; relativa, quæ tantùm per aliquod præscriptum tempus valent ; atqui quod ab initio invalidum fuit non potest tractu temporis convalescere : ergò hæ nullitates ad naturalem contractum non ab initio dissolutionem impegerant.

R. : *Dist. min.* Non possunt tractu temporis invalida convalescere aut vi solius legis, *conc.* ; conditione autem impletâ, *neg.* Licitum est enim de futuro contingenti conditiones ponere, quibus adimpletis vis datur vel adimitur contractui, quibus non adimpletis, nunquàm reverà contractus extitit ; ita in hoc casu, vel nullitas jure, vel injustè invocata est : si jure, nullum unquàm extitit matrimonium ; si impiè, nunquàm existere cessavit. Aliis alia placet explicatio : Matrimonium scilicet ex initio per ipsa impedimenta nullum esse, sed posse à legislatore præfiniri tempus quo destituatur jure inclamandi, et detur exceptio legalis.

6° In discutiendâ lege de Matrimonio, plurimi, etiam numero præstantes, expressè dixerunt se de contractu naturali non curare, sed solummodò respectus civiles ordinare. Ergo peccat probatio ex eorum intentione sumpta.

R. : *Neg. cons.* Namque constat tantummodò plures non ecclesiastica tetigisse, quæ sui non erant muneris ; quod ex ipsâ discussionis historiâ haud dubium remanet. Ut autem valeret objectio supra dicta, necesse foret ut legislatores nullo discrimine unquàm contractum naturalem à contractu civili ipso sejunxissent, quod evidenter non est ; siquidem articulo 201 expressis verbis dicitur : « Le mariage qui a été *déclaré nul* produit néanmoins *les effets civils* tant à l'égard des époux, etc. » — Ergo per hanc vocem *declaratum ut nullum*, solummodò intelligi potest quoad naturale fœdus. Summi momenti hanc responsionem autumamus ; quæ enim in matrimonio alia perspici queunt ac contractus triplex, naturalis, civilis, religiosus ? atqui evidenter à mente legislatorum aberat ultimus ex his ; secundi effectus numerantur ; in quo ergo nullitas vim habet, nisi in tertio seu naturali ?

Recapitulatione ergo concludetur : Legislatores et potuisse, et voluisse fœdus naturale abrumpere dirimentibus impedimentis.

Exceptio

Inter dirimentia impedimenta præeminet illud quod non invenit, sed ex antiquis renovavit et ampliavit Codex : Hoc autem an pacti naturalis virtuti detrahatur, videndum est. Ad imitationem minutorum capite et servorum pœnæ in jure Romano constitutorum, Codex morte civili quosdam reos perstringit. Magna hinc oritur inter jurisperitos controversia ; qui pro dissolutione cujusque vinculi et naturalis stant, animadvertunt art. 25, C. C. contineri hæc verba : « Par la mort civile... le condamné est incapable de contracter aucun mariage qui produise un effet civil : « Le mariage qu'il avait précédemment contracté est dissous.... son épouse et ses héritiers peuvent exercer les droits et les actions auxquelles sa mort naturelle donnerait ouverture ; » addunt expressis verbis art. 227 scriptum : « le mariage se dissout.... 3° par la mort ou par la condamnation devenue définitive de l'un des époux, à une peine emportant mort civile. » Quibus certè expressiùs et directiùs eloqui arduum esset, statque multarum curiarum assensus. Per hoc verbum *dissolvitur*, Merlin Duacensis completam omnis contractûs rupturam intelligit. Aliter sentit Toullier, qui prætendit nonnisi de civilibus sermonem haberi ; atqui de uno locutus exclusionem facit alterius : adde quòd in pœnalibus semper favorabilis sit causa patientis, sicque in dubio hìc pro condemnato standum esse : abolitione divortii anno 1817 statutam et assecuratam indissolubilitatem matrimonii, ideòque comprehendi in hâc abolitione, si olim infuisse creder[illegible]r, etiam naturalis contractûs exclusionem. — Inter hæc in damnatum etiam nos inclinamus, quanquà[illegible] legis ferrea sint et minacia verba ; quidquid auter[illegible], nobis rectè et benè manet infixum, eâ ductis ratione quòd alia impedimenta certissimè ordini publico tutando invigilent ; hìc autem tantummodò de fictione legali rem versari, quâ homo vivus in mortuis annumeratur, dicimus in foro externo, non autem in interno hanc legem esse obligatoriam ; ita ut adultera conjux nobis videretur, qui vivente conjuge et damnato, alias nuptias contraheret.

§ 3. *Enumeratio impedimentorum ex Codice civili.*

Multa Codex civilis impedimenta communia habet cum canonibus sacris ; de his nulla extat controversia, æquè utroque jure damnatur qui istis subjacet impedimentis. Multa codex prætermisit in sacris inscripta canonibus ; ab his nullo modo dispensare aut voluit, aut posset. Tandem duo addidit in canonibus non enumerata ; cùm legislatori licitum sit nostro judicio et leges diremptorias statuere, eorum virtutem agnoscimus.

His præmissis, transimus ad enumerationem impedimentorum, ex ordine hìc indicato, scilicet, 1° communium ; prætermissorum ; additorum.

Punctum 1. *Communia utrique juri impedimenta.*

Sunt error, conditio, cognatio naturalis et affinitas, cognatio legalis, vis et metus, ligamen, amentia, ætas.

1° *Error.*

Error nuptias solvit ex consequentiâ quam deducere jubemur ab art. 146 : « Il n'y a pas de mariage lorsqu'il n'y a point de consentement. » Atqui consensus erroneus non est propriè consensus ; non ergo existit matrimonium ; quod confirmatur art. 1109 : « Il n'y a point de consentement valable, si le consentement n'a été donné que par *erreur*. » His addatur art. 180 : « Le mariage qui a été contracté sans le *consentement libre* des deux époux ou de l'un d'eux, ne peut être attaqué que par les époux, ou par celui des deux dont le consentement n'a pas été libre. Lorsqu'il y a eu *erreur* dans la personne, le mariage ne peut être attaqué que par celui des époux qui a été induit en erreur. » Quid autem sibi velit lex per *errorem in personâ*, discutiendum est. Exemplum hujus erroris in substitutione Liæ invenitur, quæ suadente patre Labano, Jacobi thorum usurpaverat loco Rachelis. Nullum porrò erat tale connubium. Nostris autem moribus si illud exemplum de novo, quod difficile est, præstaretur, evidentissimè error circa personam naturalem contractum annihilaret, reclamante eo qui deceptum se fuisse cognovit. Quid juris autem si personæ status civilis erroris causa fuerit ? v. g., sacerdoti nupsit mulier laicum se profitenti : illo casu per conditionis impedimentum annihilaretur matrimonium, ut supremâ curia decretum fuit 14 januarii 1832. — Si verò mulier quondam damnato ad triremes nupserit ambigitur ; Bituricensis curia annulationem consecravit, judicio suo 6 augusti 1827 ; sed stare contra supremæ curiæ et legis intentionem non potuisset judicium istud, si ad appellationem usque deductum fuisset, namque vel liber à pœnâ erat, vel non qui triremes subierat : si absolvisset pœnam, nullo modo incapax erat etiam civilium ; imò longè minùs naturalium contractuum. Si autem subsisteret pœna, nullum prorsùs esset matrimonium, non erroris contemplatione, sed vi mortis civilis quæ infamanti pœnæ affigitur. Hinc sequitur nonnisi ad substitutionem personæ extendi casum erroris, quæ adhuc fine non recipiendi protegitur ex art. 181. « Dans le cas de l'article précédent, la demande en nullité *n'est plus recevable*, toutes les fois qu'il y a eu cohabitation continuée pendant six mois depuis que..... l'erreur a été reconnue par l'époux. » De errore circa impotentiam accidentalem et immedicabilem dubitatur, si ante matrimonium extiterit, evirato conjuge, (Ricomagensis curia, 30 junii 1828) quod severius ducimus.

2° *Conditio.*

De servorum connubiis coloniarum regulis statuitur ; in Gallià autem nullus servus reputari potest, terrâ libertatis declaratâ. Superest ergo ut mortuorum civiliter matrimonium discutiatur. Quid juris de

matrimonio mortui civiliter contracto vel contrahendo art. 25 dispositiones ferunt ad numeros 6, 7 et 8.... « Il est incapable de contracter un mariage qui produise *aucun effet civil*. — Le mariage qu'il avait contracté est dissous, *quant à tous ses effets civils*. — Son époux et ses héritiers peuvent exercer respectivement les droits et actions auxquels sa mort naturelle donnerait ouverture. » Confirmantur illæ dispositiones art. 227, n. 3. « Le mariage se dissout..... 3° par la condamnation devenue définitive de l'un des époux à une peine emportant la mort civile. » Ex ipsis istis dispositionibus, ex accuratâ legis in his verbis *quant à tous ses effets civils* insistentiâ, concludendum est nullo modo ad vinculum naturale et fori interni rumpendum vergere legislatoris intentionem, et per art. 25, temperatam fuisse absolutam articuli 227 immoderantiam. Quod expressè confirmat Rogron in annotationibus ad art. 25. De eo autem qui cum mortuo civiliter bonâ fide ignorans contraxerit, deque ejus liberorum sorte, quid juris in suspenso remansit quæstio. Qui acerbam sententiam tuentur, dicunt mortui civilis condemnationem satis patere, ut omnibus nota videatur, nemine legem ignorare reputando; qui contra stant, et ad clementiora proclives sunt, art. 201 invocant : « Le mariage *qui a été déclaré nul* produit néanmoins *les effets civils* tant à l'égard des époux qu'à l'égard des enfants, lorsqu'il a été contracté de bonne foi; » et art. 202 : « Si la bonne foi n'existe que de la part de l'un des époux, le mariage *ne produit des effets civils* qu'en faveur de cet époux *et des enfants* issus du mariage. » Quo articulo non excluditur mortui civiliter conjux, cùm de matrimoniorum casu annihilandorum fit sermo; ergo et inter eos qui bonæ fidei beneficio in civilium effectuum incolumitate perstant, annumerandi sunt conjux et liberi ejus qui, mortuus est civiliter, inscio conjuge altero. Cui accedit supremæ curiæ sententia 15 januarii 1816.

3° *Cognatio naturalis et affinitas.*

Illius exempla tribus articulis continentur 161, 162, 163, quorum hæc verba sunt : Art. 161 : « En ligne directe, le mariage est prohibé entre tous les ascendants et descendants légitimes ou naturels et les alliés dans la même ligne. » Art. 162 : « En ligne collatérale, le mariage est prohibé entre le frère et la sœur légitimes ou naturels, et les alliés au même degré. » Art. 163 : « Le mariage est prohibé entre l'oncle et la nièce, la tante et le neveu. » Ex his sequitur verbum *affines* legitimos et naturales parentes complecti, ita ut inter viduam filii naturalis et patrem hujus filii incestuosæ essent nuptiæ. Ut verò subsistat impedimentum illud, necesse est ut paternitatis adsint indicia legaliter probata, id est, recognitio parentum, nam interdicitur paternitatis inquisitio, necnon et maternitatis, nisi perquirenti adsint inchoatæ per scriptum probationes.

Ex art. 162 sequitur me cum fratris mei defuncti viduâ etiam naturalis non posse contrahere matrimonium, quod tamen lege 1832 16 aprilis permissum, dummodò à rege poscatur et hic assentiat; istæ nuptiæ, reipublicæ temporibus admissæ, hodiè revivi-scere possunt, quamvis eo in casu, fratris mei uxor in locum sororis consideranda sit.

Ex art. 163 sequitur non posse in uxorem duci sororis proneptem, quia parentis ei loco sum. Sic se habet legis extensio, quæ familiæ relationes constituit. Ex quo verò omittitur in eo articulo consueta cæterorum præcedentium formula, de affinibus et naturalibus parentibus, sequitur inter nepotes et neptes naturales et affines, patruosque, amitas, avunculos, materteras non prohiberi matrimonium. Quibus articulus 164 et lex 16 aprilis 1832 novam virtutem sententiis inculcat.

4° *Cognatio legalis.*

Per adoptionem fingitur hæc cognatio, cujus dispositiones, quoad matrimonium, continentur in his art. 348 verbis : « Le mariage est prohibé entre l'adoptant, l'adopté et ses descendants; entre les enfants adoptifs du même individu; entre l'adopté et les enfants qui pourraient survenir à l'adoptant; entre l'adopté et le conjoint de l'adoptant, et réciproquement, entre l'adoptant et le conjoint de l'adopté. » In quibus notandum est fictionem hanc legis quoad cognationem spectat, non aliâ ratione se habere in lineâ rectâ collateralique, quàm ex articulis 161, 162 statuitur; adoptantemque patri naturali assimilari, adoptativosque liberos sororum et fratrum loco adoptato proponere. Latiùs ergo extenditur jus civile in his prohibitionibus, quàm jus canonicum, quo inter adoptatos matrimonium permittitur. Cæteris verò nubere personis, art. 163 enuntiatis, quùm lex nihil statuerit, non vetatur, quamvis difficiliùs defenderetur, causa matrimonii cum ascendentibus adoptantis contracti, eò quòd de his lex sileat; honestas verò publica et assimilatio supra indicata adversùs has nuptias insurgere videntur.

5° *Crimen.*

Per hoc intelligebatur dispositio art. 298 de adulteriis : « Dans le cas de divorce pour cause d'adultère, inquiebat, l'époux coupable ne pourra jamais se marier avec son complice. » Lege autem 8 maii 1816, abolito divortio, successit separatio quoad torum et mensam : Quæritur autem an vigeat adhuc impedimentum adulterii? Respondere fas est negativè, eà præsertim ratione, quòd in lege omittatur, nulloque modo sit separatio, quæ vinculum matrimonii strictè conservat, cum divortio, quod illud expressè rumpebat, conferenda.

6° *Vis et metus.*

Ex articulo 1109 jam citato derivat hoc impedimentum dirimens, et ex art. 1111, quod sic : « La violence exercée contre celui qui a contracté l'obligation est une cause de nullité, encore qu'elle ait été exercée par un tiers autre que celui au profit duquel la convention a été faite. » Quamvis enim singulari verborum derivatione dicatur quòd *voluntas coacta tamen voluntas est*, quasi-consensûs absentia in jure et apud quemque cum vocabulis non nugantem talis voluntas et sit et reputetur. Mera enim voluntas ejus qui periclitatur et metuit, non est argentum vel consensum suum tribuendi, sed periculum effugiendi quoquomodo libet. Talis debet esse metus, ut in homine constantissimo cadat præsentique et magno periculo arcessiri. Consulendum est quid eo casu statuendum relatè ad ætatem, sexum conditionemque vim perpessi, art. 1112. Nec solummodò cùm exercetur in contrahentem vis, consensum vitiat, sed etiam cùm illata fuit in ejus vel ascendentes vel descendentes art. 113. Non materni paternive timor odii pro consensu irritando valeret : 1114.

7° *Ligamen prioris matrimonii.*

Ex his verbis educitur Codicis art. 147 : « On ne peut contracter un second mariage avant la dissolution du premier. » Art. 188 additur : « L'époux au préjudice duquel a été contracté un second mariage, peut en demander la nullité, du vivant même de l'époux qui était engagé avec lui. » Si quis hujus articuli vim spreverit, bigamiæ crimine se inficit, et ad triremes ab quinque ad viginti annos damnationem incurrit (340 Cod. pœn.). Eâdem pœnâ mulctaretur officiarius publicus qui se socium hujus violationis præstitisset; nec possent talibus pœnis se subducere, nisi bonam fidem suam et probarent et invocarent, v. g., si se falsâ mortis declaratione deceptos fuisse ostenderent.

Hic annotanda est quæstio quæ obviam se præbet omnibus, cùm de ligamine matrimonii agitur, scilicet an validum sit matrimonium contractum cum viduâ ante decimum mensem ab obitu prioris mariti; cuique enim patet art. 228 sic inscriptus : « La femme ne peut contracter un nouveau mariage qu'après dix mois révolus depuis la dissolution du mariage précédent; » *Quæritur*, inquimus, an hic articulus sit prohibens tantum vel sit dirimens. *Resp.*: Prohibens tan-

tummodò est si plurimorum sententiæ sit adhærendum. Qui aliam tenent dicunt : 1° Confusioni partûs esse obviandum ; 2° publicæ honestati consulendum ; 3° verbo *ne peut* absolutum aliquid et strictum sonare quod æquivoca non toleret ; 4° nullam adesse sanctionem nisi articuli 192, qui longo post tempore additus est. Contra quæ dicimus : Nullitates non esse lege silente constituendas : atqui ex eo quòd lex puniat officiarium qui sua proposita neglexit, certissimè non vult alias et majores cuivis infligere ; præcavere debuit lex, et præcavit ; sed providentiâ tantùm malo futuro obsistere volens, adeò severâ mulctatione uti rigidius judicaret. Sic etiam curia suprema, 29 octobris 1811, sententiam tulit de muliere quæ uno post maritum defunctum mense nupserat. De pueri qui tunc mense octavo aut nono potuisset edi, magistratura sorte conjecisset et judicàsset.

8° *Amentia.*

Paululùm detorqueri lex debuit ut ad amentem perveniremus, utpote matrimonio orbandum ; intacta autem restat quæstio : an amentia conjuges dividere debeat ac possit, et an matrimonii vinculum per morbum istum rumpatur. Distinguendum est certissimè. Ex eo enim principio quòd consensus ante omnia sit essentia matrimonii, sequitur amentem, id est qui consuevit sese imbecillitatis, dementiæ vel furoris signis prodere, non certè posse contractui voluntatem, quâ orbus censetur, apponere ; ergo de contrahendo matrimonio quæstio facilis est, et certè inire nequit. Potest etiam ad mensem qui matrimonium præcessit extendi impedimentum dirimens ex art. 503 : « Les actes antérieurs à l'interdiction pourront être annullés, si la cause de l'interdiction existait antérieurement à l'époque où ces actes ont été faits. » Superveniens autem morbus non matrimonium contractum rumpit, siquidem conjugum in officiis est sese invicem in infirmitatibus allevare, non deserere ; cavendum tamen est ne periculum in urgentius veniat uxor, vel conjux, ideòque procuratori regio, deficiente conjugis querelâ, munus persequendi et obtinendi interdictionem committitur.

9° *Ætatis defectus.*

Ex art. 144 sic constituto : « L'homme avant 18 ans révolus, la femme avant 15 ans révolus, ne peuvent contracter mariage. » Hic præcipuè indicatur finis matrimonii, scilicet procreandorum liberorum. Olim ad 14 annos nubere poterant viri, ad 12 feminæ ; unde miserrimam sobolem conjuges debiliores edebant cum imperiorum discrimine et gentis perditione : addi potest etiam in hoc casu impotentiæ naturali infirmitatem quoque animi adesse, nec verè consensum fuisse ab utroque datum. Regi licet, graves si causæ adsint, tollere ætatis impedimentum.

Punct. 2. *Prætermissa impedimenta in Codice civili, quæ sacris ascribebantur canonibus.*

Sunt vota, cognatio spiritualis, disparitas cultûs, ordo, honestas publica, raptus.

1° *Vota.*

Olim votis solemnibus absoluti, nubere vetabatur, nuptiisque si interfuerint hæc vota jam contractis, rumpebatur matrimonium. Nunc autem de votorum validitate in Galliâ non est quæstio agitanda, siquidem abolita sunt perennia itemque simplicia quoad potuêre vota, per constitutionem 13 februarii 1790 et 3 septembris 1791. Postea autem lex promulgata est, quâ sacerdotes et monachi, qui nubere vellent, à juramento eximerentur erga constitutionem præstando, aliundeve apostasia una alteri suffecta est. Evidentissimè autem si gubernio placeret aliquam religiosam domum approbare, quæ vota solemnia exigeret, reviviscerent omninò impedimenta quæ votis illis pronuntiantur.

2° *Cognatio spiritualis.*

Haud difficilè noscitur cur novi legislatores, spiritualibus ante omnia aut infensi, aut indifferentes, cognationem spiritualem abjecerint. Addendum est in id impedimentorum genus jam quasi oblivium injici, et apud curias regales et tribunalia jam desiisse actionem dari ad persequendum hujus impedimenti consequentias.

3° *Disparitas cultûs.*

Lex non ea quæ sunt religionis curans et prospiciens, necessariò cultûs disparitatis vim abolere debuit ; proclamavitque conscientiæ libertatem in ipsâ constitutione 1789.

4° *Ordines sacri.*

In ordinibus sacris constituti nequaquàm matrimonia inire vel inita servare jure civili antiquo poterant, cùm omnia eruens et subvertens Conventus nationalis, quod apud omnes sacrilegii nomen et odium secum traxerat, in consuetudinem et honorem vertere aggressus est. Ast post Concordatum anni 1801, cœpere matrimonia publica presbyterorum apud gubernantes nullo favore excipi, et magis ac magis obsolevit mos populorum contemptu jam damnatus. Sed silet Codex de illo impedimento, et in jure constat non deberi nec posse adjici quæ non lege continentur, præsertim cùm sint prohibitiva. Quamvis autem in nostris legibus non speciali articulo inscribatur, vetitum esse sacerdotibus ne nubant, et eorum posteà liberos nil nisi spurios esse, illud patet ex famosâ sacerdotis Dumonteil, totiesque dictâ causâ apud omnes gradûs curias, tandemque 14 januarii die 1832 absolutâ in curiâ supremâ seu Cassationis. Sufficit ut historicè hæc causa exponatur ; inde patebit jam imperii legibus annumerari impedimentum Ordinis. Jam Parisiensis curia anno 1828 sententiam dederat presbyterorum nuptiis malè consentaneam. Sed in eo tempore, religio catholica religio statûs vocabatur ; quod ex anno 1830 à constitutione abesse sciunt. Quamvis ergo non adeò faustis prodiret causa auguriis, sententia tulit : Eo quòd veteri jure ordines sacri matrimonio contrahendo obsisterent ; eo quòd illud impedimentum nitatur canonibus in Galliâ admissis et ab ecclesiasticâ potestate, et à civili ; primis nostris Conventibus legislativis suspensum jus interdùm, virtualiter fuisse per concordatum 1801 restitutum, et articulis 6 et 26 legum organicarum : sic priscis canonibus quod ad disciplinam pertinet vim esse redditam. Quòd si Codex civilis ordinum susceptorum non directis verbis impedimentum pronuntiaverit, non aliâ ratione siluit, quàm quòd concordatui posterior, illum tanquàm legem consideraverit de quâ ambigi non poterat, et quæ inter civilia de quibus agebat, locum habere necessum non erat ; non eo silente, abrogari decreta et statuta concordatûs qui ut lex imperii semper habitus est ; constitutione 1814 sancitum fuisse concordatum, imò et constitutione 1830, quæ ipsius verba ad punctum expressit. His de causis matrimonium ab ecclesiastico contractum annibilat. Quibus suffragata est suprema curia hâc recapitulatione motivorum, 21 februarii 1833 : ex eo quòd infertur ex articulis 6 et 26 legis organicæ concordatûs germinalis anni X presbyteros catholicos tunc temporis canonibus submitti in Galliâ receptis, et consequenter canonibus ecclesiasticos à matrimonio contrahendo prohibentibus, nec his derogari per Codicem et constitutionem, appellantem detrudi à postulatis jubet. Fixum ergo et immotum remanet impedimentum ex ordinibus sacris susceptis.

5° *Honestas publica.*

Honestas publica, quæ de sponsalibus exoritur, non ut impedimentum admittitur. In hoc verò casu vim habent articuli 1142 : « Toute obligation de faire ou de ne pas faire se résout en dommages et intérêts, en cas d'inexécution de la part du débiteur, et 1141-1149, de hujus indemnitatis proportione et pretio.

6° *Raptus.*

Impedimentum non ex se ipso, sed ex derivatione sensûs admittit, siquidem aut est violentus, aut tantùm seductionis. Si violentus sit, in præcitatis articulis de vi ac extorto consensu pœnam et annullationem

contractûs reperias; si seductione absolvatur, rursùs occurret impedimentum ex defectu consensûs parentum. Nedùm verò ex seipso sit impedimentum, ex eo concluditur quòd in fine articuli 340 dicatur : « *Dans le cas d'enlèvement, lorsque l'époque de cet enlèvement se rapportera à celle de la conception, le ravisseur pourra être déclaré père de l'enfant* »

Punct. 3. *De additis per Codicem civilem impedimentis.*

Duo sunt impedimenta Codicibus superaddita, de quibus non concordant canones sacri; defectus scilicet consensûs paterni, et defectus formalitatum. Agemus itaque

1° *De defectu consensûs parentum.*

Articulis 148 et sequentibus constituitur hoc impedimentum; art. 148 sic se habet : « *Le fils qui n'a pas atteint l'âge de 25 ans accomplis, la fille qui n'a pas atteint l'âge de 21 ans accomplis, ne peuvent contracter mariage sans le consentement de leurs père et mère; en cas de dissentiment, le consentement du père suffit.* » Inde sequitur patrem, utpote caput familiæ, auctoritate gaudere, judexque dicatur in casu *dissensûs;* sequitur reipsà et matrem esse consulendam, officiariumque publicum non nuptias celebrare debere, nisi consensus maternus afferatur, aut ejus dissensus legaliter explodatur, dummodò se formaliter oppositam nuptiis significaverit. Si demens, absens, mortuus civiliter sit unus è conjugibus, quod indicat art. 149 his verbis : « *Dans l'impossibilité de manifester sa volonté,* » alterius consensus sufficit, etiamsi mater ad secundas nuptias superstes convolaverit, nihil à pietate filium avertere debente. Ex artic. 150, deficientes patrem et matrem supplent avi et aviæ. Si dissensus sit inter avum et aviam ejusdem lineæ, avi consensus sufficit; si inter lineam paternam lineamque maternam repræsentantes, scissio sententiarum consensui æquivalet. Hìc enim per lineas non per capita suffragia dantur, ita ut si in lineâ paternâ avia tantùm supersit, obstentque in lineâ maternâ et avus et avia, aviæ quæ lineam repræsentat voluntas dissensum constituit validum inter utramque lineam, et matrimonio contrahendo locus detur. Ipsi filii naturales huic præscripto subjacent ex art. 158 : inter quos distinguendum est an sint recogniti vel non. Si prius, articulus 158 valet sic redactus : « *Les dispositions contenues aux articles 148 et 149..... sont applicables aux enfants naturels légalement reconnus;* » si posterius, adhibetur art. 159 sic ferens : « *L'enfant naturel qui n'a pas été reconnu, ou celui qui, après l'avoir été a perdu ses père et mère, ou dont les père et mère ne peuvent manifester leur volonté, ne pourra, avant l'âge de 21 ans révolus, se marier qu'après avoir obtenu le consentement d'un tuteur nommé ad hoc.* »

Animadvertendum est, artic. 160 præscribi quid juris deficientibus omnibus parentibus in lineâ ascendenti : « *S'il n'y a ni père ni mère, ni aïeuls ni aïeules, ou s'ils se trouvent dans l'impossibilité de manifester leur volonté, les fils ou filles mineurs de 21 ans ne peuvent contracter mariage sans le consentement du conseil de famille.* »

Non verò ad hæc limitatur paterna maternave in filios auctoritas, quâ non ante triginta annos liber esse nemini masculo licet, nec feminæ ante annos viginti et quinque completos; siquidem statuitur articulis 151, 152, 153, 154, 155, ut actus obsequiosi reverenter propositum exprimentes, patri et matri superstitibus, eorumque defectu, avo et aviæ aut eorum superstiti significentur, tribus iteratis vicibus, triginta dierum ad minus interposito spatio inter unumquemque ex his actibus. Renitentibus autem parentibus post has solemnitates matrimonium celebratur; adduntur eadem de liberis naturalibus.

Adduntur articulis 156 et 157 pœnæ adversùs officiarium publicum qui non instructos tribus actibus obsequiosis, vel oppositionis deletrice sententiâ filios filiasve ad contrahendas nuptias admisisset; unde sequitur non esse aliâ sanctione consecrata illa impedimenta quàm illâ præfecti mulctatione, nam *qui dicit de uno negat de altero,* nec amplianda est lex restringens libertatem matrimonii.

Idem esset dicendum de impedimentis quels obstringuntur matrimonia militarium virorum, statuto scilicet quòd milites gregarii concilii administrationis consensu ad nuptias contrahendas indigeant, ipsique officiarii consensu ministri belli. Quibus omissis, non alia pœna est quàm muneris solvendæque pensionis amissio.

2° *Omissio et defectus formarum seu solemnitatum à lege requisitarum.*

Solemnitates in hoc præsertim consistunt, ut bannorum fiat publicatio ut coram officiario publico, et non clandestino more fiat matrimonium. Hæc in sequentibus articulis comprehenduntur : Art. 63 : « *Avant la célébration du mariage, l'officier de l'état civil fera deux publications à huit jours d'intervalle, un jour de dimanche, devant la porte de la maison commune. Ces publications, et l'acte qui en sera dressé énonceront les prénoms, noms, professions et domiciles des futurs époux, les noms, prénoms, professions et domiciles de leurs pères et mères. Cet acte énoncera en outre les jours, lieux et heures, où les publications auront été faites; il sera inscrit sur un seul registre qui sera coté et paraphé... et déposé, à la fin de chaque année, au greffe du tribunal de l'arrondissement.* » Art. 64 : « *Un extrait de l'acte de publication sera et restera affiché à la porte de la maison commune, pendant les huit jours d'intervalle de l'une à l'autre publication. Le mariage ne pourra être célébré avant le troisième jour, depuis et non compris celui de la seconde publication.* » Art. 65 : « *Si le mariage n'a pas été célébré dans l'année, à compter du délai des publications, il ne pourra plus être célébré qu'après que de nouvelles publications auront été faites dans la forme ci-dessus prescrite.* » Art. 166 : « *Les deux publications ordonnées par l'article 63..... seront faites à la municipalité du lieu ou chacune des parties contractantes aura son domicile.* » Art. 167 : « *Néanmoins, si le domicile actuel n'est établi que par six mois de résidence, les publications seront faites en outre à la municipalité du dernier domicile.* » Art. 168 : « *Si les parties contractantes ou l'une d'elles, sont, relativement au mariage, sous la puissance d'autrui, les publications seront encore faites à la municipalité du domicile de ceux sous la puissance desquels elles se trouvent.* » Quod significat hìc satis accuratè notandum ut non in his error possit obrepere, filios usque ad 25 annos completos, filias usque ad 21 annos sub manu vel potestate esse ascendentium; ergo ad eorumdem ascendentium domicilia promulgandæ sunt publicationes. Post hanc ætatem, non jam sub manu sunt ascendentium liberi, ideòque non consensus, sed eorum sententia benevola requiritur, ideòque publicatione opus non est in eorum domicilio. Quòd si agatur de liberis quibus non supersunt ascendentes, publicationes ad municipii domum sunt mittendæ, in quo consedit concilium familiæ *convocatum;* siquidem sine convocatione et congregatione membrorum, non extat concilium.

Pergimus : Regi licet et ejus officiariis gravi de causâ secundâ publicatione eximere contracturos matrimonium. Art. 170 : « *Le mariage contracté entre Français et entre Français et étrangers, sera valable, s'il a été célébré dans les formes usitées dans le pays, pourvu qu'il ait été précédé des publications prescrites par l'article 63 au titre de l'état civil.....* » Hìc sistimus; magnam enim controversiam suscitavit art. 170 multotiesque discutiendam. Quidam asserunt in casu articuli 170 absolutè dirimi matrimonium, omissis publicationibus, et supremæ curiæ ipsius non benè fixa nobis apparet sententia. Anno enim 1831, 9 martii, hæc statuit : Ut certissimè omne matrimonium publicè celebrandum est; ut publicitas nuptiarum in Gallìâ initarum ex publicationibus artic. 63 assecuratur; et celebratione coram officiario civili competente; ut verò matrimonia in extraneis regionibus inita coràm

officiario publico extranco cum localibus formulis, nullam in Gallià vim habent, nisi his publicationibus quæ commendantur articulis 63 et 170 præcedentibus instruantur, unde concludendum est his deficientibus solemnitatibus invalidum esse matrimonium..... annihilat, etc. Anno autem 1833 et 1836 13 junii eadem curia hæc pronuntiavit : Ex eo quòd ab absoluto matrimonio plures anni effluxerint, nullo reclamante nec patre mariti, nec ipso marito, qui annos obtinuit necessarios ut consensui paterno non recurrere cogeretur, ex eo quòd constanter legitimæ uxoris vices, nomen, tractatum et famam obtinuerit filii uxor, matrimonium confirmatur. Anno 1837, eadem curia in sensum severiorem rursùs matrimonia his publicationibus destituta accipit, et iterùm scindit. Unde dicendum est incertissimas inter Codicis quæstiones ista versari.

Diximus 2° coram officiario civili competenti celebrandum esse matrimonium. Superest ergò ut rectè domicilium stet notum et fixum, quod articulis pluribus est discutiendum ; namque, ut cognoscatur cui officiario sit delegandum munus has publicationes promulgandi, sciendum quo sit domicilium loco ascriptum.

Art. 102 fert : « Le domicile de tout Français, quant à l'exercice de ses droits civils, est au lieu où il a son principal établissement. » Art. 103 : « Le changement de domicile s'opérera par le fait d'une habitation réelle dans un autre lieu, joint à l'intention d'y fixer son principal établissement. » Art. 104 : « La preuve de l'intention résultera d'une déclaration expresse faite tant à la municipalité du lieu qu'on quittera, qu'à celle du lieu où on aura transféré son domicile. » Art. 105 : « A défaut de déclaration expresse, la preuve de l'intention résultera des circonstances. » Ut hìc videre est, incertissima fieri potest lex, siquidem in aliquibus casibus, jam arbitrio judicis ex art. 105 permittitur domicilii suscepti confirmatio. Multa supersunt quæ omittimus de domicilio præfectorum publicis muneribus. Sufficit ut rectè notetur ex intentione et facto simul concurrentibus, electionem domicilii judicandam esse : atqui in istâ circumstantiâ, quantùm necesse sit de domicilio constare patet ex articulo 191 sic præfato : « Tout mariage qui n'a point été contracté publiquement, et qui n'a point été célébré devant *l'officier de l'état civil compétent* (id est, officiario assistente publico domicilii unius è conjugibus), peut être attaqué par les époux eux-mêmes, par les père et mère, et par tous ceux qui y ont un intérêt né ou actuel, ainsi que par le ministère public. » Quæritur nunc quid juris sit, si quis domicilium suum conservaverit, et in alio loco sex mensibus degerit, ad domicilium acquirendum matrimonio contrahendo requisitum ex articulo 167? Utrum est domicilium cujus officiario publico sit recurrendum? Respondent plerique jurisconsulti reale domicilium : alii verò ex articulo 157 censent ultimum domicilium unicè valere ; nam expressè in favorem matrimonii hic articulus est conflatus, et legislatoris intentioni standum potiùs quàm mutationibus privatorum. Ut verò fatentur omnes realis domicilii coram officiario contractum matrimonium valere, dicendum est eligendam esse tutiorem partem, et hujus domicilii officiarium publicum celebrandis nuptiis esse præferendum. Quid autem juris, si abdicato priori domicilio, nondùm sex menses absolverit in novo qui nubere vult? Censemus his verbis *du dernier domicile* rem explorari, quamvis placuerit quibusdam nullum tunc affore domicilium, ideòque nullum contrahendo matrimonio locum. Nam abdicatum domicilium non minùs domicilium est, et domicilium ultimum, seu præcedens ; novum nondùm acquiritur ; ideòque nondùm existit. Usquedùm verò novum detur, quamvis abdicatum, prius valere debet ad actus civiles. Attamen ut de eâ re controversiis exortis, hanc conciliationem sententiarum non sine metu afferre possemus, nisi ex experientiâ constaret nullam occasionem hujus litis movendæ præstari, semper vel uno, vel alio è conjugibus, domicilium habente. Quæritur tandem an valeant per procuratorem matrimonia quibus obstare videretur præsentia nuptias contracturorum coram officiario publico. Valent quod enim valet pro principibus, pro civibus valere debet.

3° De celebratione publicâ nunc dicendum est. Præscribitur articulo 191 supra citato : supersunt art. 192 et 193 qui eum complent. Art. 192 sic se habet : « Si le mariage n'a point été précédé des deux publications requises, ou s'il n'a pas été obtenu des dispenses permises par la loi, ou si les intervalles prescrits dans les publications et les célébrations n'ont point été observés, le procureur du roi fera prononcer contre l'officier public une amende qui ne pourra excéder 300 francs, et contre les parties contractantes, ou ceux sous la puissance desquels elles ont agi, une amende proportionnée à leur fortune. » Art. 193 : « Les peines prononcées par l'article précédent seront encourues par les personnes qui y sont désignées pour toute contravention aux règles prescrites par l'art. 165, lors même que ces contraventions ne seraient pas jugées suffisantes pour faire prononcer la nullité du mariage. » Atqui fert citatus art. 165 : « Le mariage sera célébré publiquement devant l'officier civil du domicile de l'un des époux. » Quid autem per hanc vocem PUBLIQUEMENT sit intelligendum, exprimit art. 75 : « Le jour désigné par les parties, après les délais des publications, l'officier de l'état civil, dans la maison commune, en présence de quatre témoins, parents ou non parents, fera lecture aux parties des pièces relatives à leur état....., » etc. Ergo publicitas consistit in adjunctis his circumstantiis, municipii domo, coram publico et officiario, cum quatuor testibus ; quæritur verò quid juris, si minore numero constarent testes, ut duo vel tres? Respondit curia suprema 22 juillet 1807 et 21 junii 1814 non nullitati matrimonii locum dari ; etiam duo suffecerunt, judicante curiâ Gratianopolitanâ, anno 1827. Nunc redeamus ad articulos 191 et sequentes.

Quæritur an valeant matrimonia absque præscriptis statutis horum articulorum contracta? Multis invalida visa sunt, lexque directis verbis eloqui apparet : clandestina enim ex hoc sequerentur matrimonia. Animadvertendum est in articulo 191 dari procuratori regio non munus, sed facultatem matrimonio sine his solemnitatibus contracto obstandi : imò dicendum est nuptias *in extremis*, ut aiunt, valere, quamvis in domo municipii non celebrentur, ut patet ex sententiâ curiæ supremæ 21 junii 1814. Etiam judicatum est ab eâdem curiâ 31 augusti 1824, et coram non competenti magistratu celebratum valere matrimonium, cùm hoc solummodò ipsi inficias eat. Hæc fert illa sententia, quâ probatur non adeò ferream esse legis interpretationem. « Ut citatum matrimonium explodìtur eò quòd articulis 165 et 191 C. C. derogatum fuerit, quòd si ipsis liceat conjugibus nullitatem expetere matrimonii ex eo quòd derogatum sit articulo 165, perinde ac si articulo 184 nullitatem expeterent matrimonii contracti adversùs dispositiones art. 144, 147, 161, 162 et 163 C. C., hìc tamen extat inter utramque legis omissionem maxima disparitas, quia istæ directè legi adversantur, dum contra, his etiam probatis, ex articulo 193 licet judicibus circumstantias respicere quæ ad bonum familiarum moralemque publicam attinent, videndumque an directè has omissiones reputare debeant quasi publicitatis absolutè delectrices, et clandestinitatis charactere indutas ; his de causis, matrimonium approbatur. »

De vi harum omnium nullitatum sub respectu legali.

Inter nullitates aliæ sunt absolutè dirimentes, aliæ sunt in quibusdam solummodò istâ vi instructæ. In principio manet omni ope succurrendum esse matrimoniis. Quas ergò exceptiones nullitatibus opponere liceat, jam indicavimus, sed hìc recapitulatione meliùs patefaciemus. Nullitas ex defectu consensûs, propter vim et errorem nonnisi à conjugibus et à conjuge

non libero aut decepto invocari potest, et tantummodò cùm non sex menses cohabitationis effluxêre. Absoluta ergo est in genere, relativa autem in effectu, siquidem pendet à conjugum voluntate et lapsu certi temporis. Nullitas ex consensu parentum non allato nonnisi ab omissis parentibus et à conjuge qui illo indigebat consensu expeti potest; sique integro anno sileant, nullitas exceptione repelleretur.

Nullitas ex defectu ætatis invocari nequit, ex quo conjuges sex mensibus cohabitaverint post indictam à Codice ætatem, vel cùm uxor inter sex menses conceperit, quippe fecunditate virilitatem mariti probavit, et nullitas ex defectu ætatis præcipuè eâ de causâ constituta est, quòd mente et corpore vir aut uxor debiliores viderentur, si ante præscriptam ætatem nuberent.

Nullitati ex cognatione obviari nequit, daturque publici ministerii curis tutanda et objicienda. Eadem dicimus de nullitate ex adoptione, quæ cognationem etiam parit. Idem de affinitate, etiam obtentis dispensationibus.

Nullitati ex defectu præsentiæ officiarii, ut vidimus nuper, medetur per curiæ supremæ memoratum judicium, quod Rogron ad articulum 191 citat ut extractum ex Collectione jurisprudentiæ Sirey, t. 24, 1,360, 31 augusti 1824, quamvis dicatur officiarium non competentem quasi privatum civem nullo jure et nullâ auctoritate instrui. Absoluta verò erit nullitas ex ordine sacro, si reviviscere putentur antiqui canones, cui etiam adjungendi opera est nullitatem ex morte civili defluentem.

Multa adhuc de matrimonio dicenda superessent, nisi appendicis et tabellæ limitibus coerceri cogeremur; hæc satis pro communibus casibus; animadtent certè studiosi lectores in codice nostro plurima adhuc seu emendanda, seu amplianda, seu delenda, seu explananda esse; nec mirum, cùm legislatoribus adeò exiguum temporis spatium fuerit concessum, ut immensum antiqui juris chaos illustrarent, nihilque in orbe perfecti sit, nisi ipse orbis conditor, Deus.

§ 4. *De quibusdam consectariis practicis.*

Quæritur utrùm contrahendo fideles præsentiam civilis magistratûs requirere in conscientiâ teneantur?— *Resp.* : Illud prorsùs est indubium. Non omittenda est quæcumque Codicis sententia de impedimentorum naturâ. Et primò ad illud tenentur contrahentes in sententiâ quam sustinuimus. Matrimonium enim quoad fœdus naturale dirimit formalitatum quas præscripsit lex defectus. Imò, ex adversariis, huic obligationi subjiciuntur. Nam adversarii aliquod in suâ opinione non possunt non servare. Atqui non intelligitur dubium in rei tam gravis praxi. Insuper, Codicis impedimenta, ex omnium communi sententiâ saltem sunt prohibentia. Porrò ut præfata magistratûs præsentia in matrimonio requiratur, illud sufficit. Certum est esse obtemperandum legi civili quæ in justis limitibus inclusa religionem minimè lædit, et ex cujus contemptu mala oriri possunt. Atqui..., etc. : 1° Lex de quâ hìc agitur in justis limitibus includitur. Ex eo quòd enim ad societatis bonum tendat matrimonium, jus habet exigendi princeps illud palàm fieri, et regulas quæ de ejus probent publicitate instituendi; 2° ut manifestissimum est, lex ea non lædit religionem. Ad hoc consulantur Bened. XIV et Pii VI decisiones; 3° ex contemptu hujus legis mala oriri possunt, sive erga privatos, sive erga religionem : erga privatos, quia ut concubinarios tum conjuges lex haberet, juribus conjugii civilibus uti non possent, et non aliter ac spurii eorum filii existimarentur : erga religionem; namque ut lege civili non agnoscantur Ecclesiæ matrimonia, conjuges qui coram parocho tantùm hodie contrahunt, aliud inire matrimonium ad municipalitatem cras poterunt; unde innumera pro religione infausta, scilicet benè nota adulteria, scandala, morum et Ecclesiæ contemptus.

Quæritur 2° utrùm coram Ecclesiâ primùm vel coram municipalitate connubium fieri debeat? — *Resp.* 1° : Observatis ritè utriusque legis præceptis, ad validitatem contractûs parvi refert primordium. 2° Si verò futuri de Sacramenti dignitate meditentur, municipalitatem priùs adeant, et ibi de omnibus, circa naturam impedimentorum, Codicis dispositionibus benè cognoscant. Ut enim contractûs naturale fœdus Codicis impedimentis subjicitur, omninò necessaria est contractûs validitati præsentia magistratûs; ergo contractus tantùm inchoatus nuptiali benedictione induetur, si conjuges priùs adeant ecclesiam; ergò ex eis qui contendunt sacerdotem esse ministrum, non existeret Sacramentum, quia jam debitæ materiæ forma deficeret. Ergo ex his qui contrahentes habent ut ministros, recipietur Sacramentum ad municipalitatem, si verum est nisi perfecto contractu recipi non posse. Ergo ex eo quòd Codicis impedimenta contractum naturalem infirment, non sat Sacramenti dignitati et valori providebitur. Neque huic sat erit provisum si matrimonium quoad civiles effectus solummodò Codicis attingatur impedimentis. Illa enim opinio omne dubium excludere non potest, et quando agitur de Sacramento certum incerto longè est anteponendum. 3° Denique quidquid sit, illud certissimum est; scilicet parochum non esse conjuncturum eos qui nondùm contraxerint ad municipalitatem. Eà de re lex est severissima : pecuniarias multas, carceres et etiam deportationis pœnam parocho qui præscriptum non observaret, meritò pollicetur. Etenim, ut infrà demonstrabimus, quænam difficultates ex hujus legis contemptu non sæpissimè orirentur? Cæterùm parochus invigilet, 1° ut civilem ecclesiastica celebratio quamprimùm sequatur, et interea non cohabitent conjuges; 2° ut, si canonicum interveniret impedimentum, municipalitatem, nisi sublato per dispensationem impedimento, adire caveant.

Quæritur 3° utrùm liceat sacerdoti conjungere eos qui jam contraxerunt civiliter, quorum verò contractus civiles quasdam nullitates patitur? — *Resp.* : *Distinguendum est.* Vel ita secreta est illa nullitas civilis ut eam denuntiare nemo possit, vel non; in primo casu, cùm validus est civilis contractus, cur nuptialem denegaret benedictionem sacerdos? Si coram lege civili sit validus contractus, per nuptialem benedictionem fiet etiam validus coram Ecclesiâ. Res autem si ita non se habent, deneganda est benedictio nuptialis, ut jam supra diximus. Hinc intelligant sacerdotes quanti suâ refert impedimentorum legis civilis cognitio, ne fortè inscientiâ aut incuriâ magistratûs civilis infirmentur Sacramentum necnon et contractus.

Quæritur 4° quid de illis qui non coram magistratu civili, solâ verò coram Ecclesiâ inière matrimonium?— *Resp.* 1° : Ex opinione quæ nobis probabilior videtur et quæ certissimè tutior est quoad præfatorum naturam impedimentorum, qui haud coram magistratu contraxêre, maritaliter vivere abstineant. 2° Quòd si prole non indigeant, illius legitimitatem, contrahendo coram magistratu, instituant, nisi tamen ad aliam agendi rationem gravissimas ob causas adducantur. 3° Novum contrahere matrimonium caveant, nisi consultus fuerit episcopus; inde enim forsan orirentur scandala, indè adversariorum opinio circa Codicis impedimentorum naturam evaderet obfirmata. 4° Nec jam ambigua res videtur si in utroque foro matrimonium fuerit initum, sequendum est enim quod in praxi probabilius est : atqui ut multò probabilius validum esse secundum matrimonium putamus. 5° Si tandem coram magistratu civili solummodò fuerit actum secundum matrimonium, an erit à parocho benedicendum? Nonne potiùs priori matrimonio servanda erit benedictio? In eo casu consulatur episcopus.

Quæritur 5° : Quid de his qui in utroque foro inierunt matrimonium, qui verò civili subjacent impedimento? — *Resp.* 1° : Ipso facto validum est matrimonium, si temporariæ et quæ non amplius possit invocari nullitati subjaceat. Hæc est opinio eorum qui

conditionales existimant hujusmodi nullitates. Plurimi autem sunt casus in quibus ea sententia non admittitur ut certa, et multò tutius est, matrimonium, modo quo infra dicemus, inter partes privatim rehabilitari. — 2°. Contra verò si adhuc revocari possit nullitas temporaria, eo ipso matrimonium manet nullum vel saltem suspensum. Conjuges interea copulâ abstineant. Eos qui nullitatem ipsimet invocare vellent, sacerdos deterreat, quia longè tutior est hujusmodi matrimonii confirmatio. — 3°. Quòd si nullitati nequeat mederi, non jam licitus est conjugibus usus matrimonii quod probabiliter non existit. Tum sui matrimonii nullitatem invocent, vel, ut non adsit occasio peccandi, ad separationem sese determinent. — 4°. Si denuntiata fuerit nullitas, eadem ac de matrimonio religiosè sed non civiliter inito sunt dicenda.

QUÆST. IV. — *De bannis civilibus.*

Quid à lege civili de bannis statutum est? — *Resp.*: Duo requiruntur. 1° Futurum matrimonium per duas dies dominicas sese immediatè sequentes et *domûs communis* coram januâ pronuntiari debebit; 2° et illa denuntiatio ad hoc scripta, per omne tempus inter duas publicationes effluxurum, ad valvas ejusdem domûs manebit affixa. Cod. civ. art. 63 et 64. — Insuper illud est annotandum. A die publicationis ultimæ usque ad matrimonium duæ intersint dies integræ. Quòd si verò ab ultimâ publicatione in annum non perficiatur matrimonium, iterabuntur proclamationes.

Obj. Quo in loco sint pronuntiandæ proclamationes? — *Resp.*: Ut omnes quasi suum domicilium habent ad municipalitatem loci quem inhabitant, ibi proclamationes fieri debent; ità ut si contrahentes diversas civiles parochias incolant, in utràque sunt denuntiandi. Si unus ex contrahentibus sex menses habitationis in suo præsenti domicilio solùm enumerat, ad ultimi domicilii municipalitatem erit proclamandus. (ANONYMUS.)

Discours

DE L'ÉVÊQUE DE MONTPELLIER

SUR LES MARIAGES DES PRINCES DU SANG ET SUR LA PUISSANCE CIVILE EN FAIT D'EMPÊCHEMENTS.

Le roi Louis XIII ayant soumis à l'assemblée du clergé de 1635 la proposition ci-dessous: Si les mariages des princes du sang, qui peuvent prétendre à la succession de la couronne, et particulièrement de ceux qui en sont les plus proches et présomptifs héritiers, peuvent être valables et légitimes, s'ils sont faits, non seulement sans le consentement de celui qui possède la couronne, mais en outre contre sa volonté et sa défense; l'assemblée nomme cinq commissaires, lesquels, après avoir consulté tous les docteurs de ce temps-là, firent la réponse suivante par l'organe de Monseigneur l'évêque de Montpellier:

Toute la difficulté est tombée dans l'examen de cette proposition sur la doctrine du Sacrement de mariage; si bien qu'il importe, pour bien résoudre cette proposition, d'établir certaines maximes en guise de principes sur le fait des mariages.

Le premier principe est que le mariage, selon l'école, a trois usages, ou, pour mieux dire, trois fins: l'une appelée pour cela *in officium naturæ;* l'autre fait considérer le mariage comme le maintien de la société civile, et ainsi le mariage est *contractus civilis communitatis.* La troisième fin est de regarder le mariage, qui, d'une société naturelle et d'un contrat civil, est élevé à la dignité surnaturelle de sacrement par le bénéfice de la loi évangélique.

Le second principe qu'il faut supposer en la doctrine des mariages, c'est que les mêmes conditions qui forment la perfection du contrat civil, les mêmes forment les perfections du même contrat en qualité de sacrement; comme aussi les mêmes défauts qui rompent le contrat civil, les mêmes contribuent à la dissolution de ce même contrat comme sacrement.

Le troisième principe, c'est qu'au mariage il faut considérer sa cause, sa nature et son effet. La cause du contrat, soit civil, soit sacramentaire, c'est le consentement des deux volontés qui opère le vouloir du mariage. Selon S. Thomas, ce n'est autre chose que le rapport et la relation des deux parties à une même fin, la conjonction maritale: *relatio duorum ad unum finem maritalis conjunctio.* L'effet du mariage est l'union extrême, la réciproque et mutuelle acceptation que les deux parties font l'une de l'autre à la présence de l'église.

Le quatrième principe est que l'union extrême qui se fait des deux parties au mariage produit une autre union plus noble et plus élevée, mais intérieure et spirituelle, des deux parties avec Jésus-Christ leur époux. La raison est que le mariage, en qualité de sacrement, est de droit divin, qui élève les prétentions des mariés à une fin surnaturelle et éternelle; et le mariage pris de cette sorte a pour son auteur Jésus-Christ, Dieu incarné: voilà pourquoi nulle puissance du monde, ni même celle de l'Eglise, ne peut rien changer au sacrement de mariage, ce privilége n'étant réservé qu'à son instituteur, Jésus-Christ.

Il est du mariage comme des autres merveilles des sacrements de l'Eglise, où l'incarnation du Verbe a fait un heureux mélange et une association fortunée des choses supérieures avec les inférieures, des spirituelles avec les sensibles, des grâces invisibles aux signes extérieurs et visibles; si bien que les sacrements sont comme informés de l'Esprit de la grâce, à la manière des corps animés des âmes qui les vivifient.

De là vient que comme l'expérience des choses nous apprend que ce qui empêche que l'homme ne soit homme, n'est pas le défaut de sa forme, sujette au changement; car l'âme de l'homme est inaltérable et immortelle; mais c'est par le défaut du corps, si sujet au changement, que, manquant des organes pour recevoir son âme et sa forme, la nature est trompée dans son dessein, et, pensant former un homme, elle produit quelquefois un monstre: la raison est que le corps mal disposé n'a pas été susceptible de l'âme raisonnable, la forme qu'il attendait.

Il en faut ainsi dire des sacrements, composés de

signes qui sont visible : et d'une grâce invisible, comme de matière et de forme. La grâce est hors de prise à toute altération, car elle est céleste et divine; mais seulement le signe qui lui sert de matière est susceptible de changement, dont la détérioration et le dépérissement est la cause que cet élément et ce signe est une matière incapable de la noblesse et de la dignité de la forme sacramentaire.

Par exemple, dans le baptême, on considère l'eau élémentaire pour sa matière, la grâce baptismale en vertu des paroles pour sa forme. Cette forme céleste et sacrée est hors d'atteinte à la mutation : mais si l'eau se croupit, se pourrit et se change, l'intinction qui se fait par l'eau sur l'enfant, avec les paroles, n'est pas le sacrement de baptême, et l'enfant n'est pas baptisé. La raison est à cause que la matière a été changée, et n'a pas été capable de recevoir la forme du sacrement.

Au Saint-Sacrement de l'autel, le vin est la matière, et la transsubstantiation au sang de Jésus-Christ est la forme introduite, en vertu des paroles saintes et sacrées du Sauveur : mais si ce vin s'aigrit et devient vinaigre, quelque prononciation que le prêtre fasse des saintes paroles, il n'y a pas de sacrement; ce n'est pas que la forme puisse recevoir changement, mais c'est la matière. Ce vin qui est aigri n'est plus vin, qui est la matière instituée par Notre-Seigneur au Saint-Sacrement de l'autel.

Il en est ainsi au saint sacrement de mariage : sa matière c'est le consentement des deux parties, marqué dans le contrat civil; sa forme est l'acceptation mutuelle des deux parties en Jésus-Christ et son Église, où se remarque que cette forme adorable ne peut jamais recevoir aucune mutation, et que la matière est un être qui n'est pas physique seulement, mais un être politique, et plus sujet à l'altération que le physique, par un nombre innombrable de circonstances, dont les suites et les conséquences attirent à changer tellement la matière disposée pour le sacrement de mariage, qui est le consentement mutuel des deux parties en Jésus-Christ, qu'elle est incapable et inhabile de recevoir la forme du sacrement de mariage.

Ces maximes bien entendues, qui servent comme de plan à tout le discours que j'ai à dire, et comme de fondement des preuves que je dois rapporter, j'entre dans les opinions des docteurs que nous avons consultés.

Tous conviennent unanimement que les mariages des princes du sang, et principalement les plus proches et présomptifs héritiers de la couronne, contractés au préjudice du prince qui possède la couronne, et contre ses défenses, tels mariages sont invalides et nuls; ils ne diffèrent les uns des autres qu'aux moyens divers, allégués par les uns et par les autres; et tous ces moyens se réduisent à deux.

Les premiers docteurs prennent leur opinion de la résolution de tels mariages, par le droit des rois et des princes souverains, et disent que leur droit est de pouvoir établir des empêchements dirimants, dissolvants, et rompants le mariage.

Et pour ôter toute ambiguïté de ces termes, qui sont équivoques, on peut penser que rompre quelques choses c'est les dissoudre, présupposé qu'elles ont été unies, et cela ne se peut pas entendre au mariage; car depuis que Dieu a conjoint les parties, les hommes ne les peuvent pas séparer, à raison que tels mariages ont leur matière et leur forme assorties de tous points.

Mais quand on dit que les princes souverains peuvent établir des empêchements dissolvants des mariages, c'est-à-dire, que les princes souverains peuvent établir des lois et des ordonnances aux mariages, dont l'observation n'étant pas gardée par les contractants, la matière de tels mariages n'est pas bonne, elle est altérée, et tels empêchements sont cause que semblables mariages sont invalides et nuls.

Ces docteurs soutiennent leur opinion par les appuis de quantité de preuves. La première, que les princes souverains, qui sont ethniques et païens, ont pouvoir d'établir sur leurs sujets, soit païens, soit chrétiens, des empêchements dissolvant leurs mariages. La raison est que ces princes ne peuvent pas être liés aux conditions de la loi chrétienne, à laquelle ils ne croient pas. Ils concluent donc de là, que les princes souverains et chrétiens ont le droit d'établir des empêchements dissolvant les mariages, parce que tant s'en faut que la loi de la grâce ait diminué les pouvoirs et l'autorité des souverains, qu'au contraire elle les a élevés à un plus haut point de puissance et de dignité.

Tant s'en faut que la loi de grâce ait déchargé les sujets de l'obéissance qu'ils doivent à leurs princes souverains, qu'au contraire, elle a resserré cette obéissance par des liens et des étreintes plus fortes : d'où s'ensuit que les princes chrétiens souverains ont plus de puissance et d'autorité d'établir des empêchements dissolvants aux mariages, que les princes souverains et païens; et les sujets chrétiens plus obligés aux lois de leurs souverains, qui regardent les mariages autrement que les païens.

La deuxième preuve est, que toute puissance souveraine établie de Dieu, doit être assortie de tous pouvoirs et conditions nécessaires à la fin pour laquelle elle est instituée, c'est-à-dire, pour le gouvernement des peuples; car autrement toutes les puissances souveraines auraient été en vain et inutilement instituées de Dieu. La puissance des princes chrétiens souverains est une puissance établie de Dieu : *Dei minister est in bonum*, dit S. Paul, aux Rom. 13; *vindex in iram ei qui malum agit, non enim sine causâ gladium portat.*

Il est donc nécessaire que la puissance souveraine et chrétienne ait l'assortement de toutes les conditions nécessaires pour le gouvernement de leurs peuples; et, entre ces conditions, le pouvoir d'établir des empêchements dissolvant les mariages est une des principales et nécessaires; car si un prince prévoit que par lesdits mariages, les princes de son sang, contre sa volonté, peuvent faire des alliances avec les ennemis de son état, dont les suites funestes lui peuvent faire appréhender le bouleversement de ses provinces, sa captivité et l'égorgement de ses peuples, la destruction des autels et de la religion, il serait privé de l'autorité nécessaire au gouvernement de son état et de ses peuples, s'il n'avait le pouvoir d'établir des empêchements à tels mariages. Les prohibitifs ne sont pas suffisants, parce que les mauvais mariages demeureraient toujours en leur entier, et la suite du mépris du prince souverain prendrait accroissement par la durée des mariages que le prince n'aurait pu empêcher; les empêchements dissolvants sont donc nécessaires.

La troisième preuve est qu'il ne peut y avoir d'obstacle ni d'empêchement à un prince, qui bride sa puissance à ne pouvoir mettre des empêchements dissolvants aux mariages; et pour examiner ces obstacles, ils ne peuvent procéder que de deux chefs, ou du chef du contrat de mariage comme contrat civil, ou du chef du mariage comme sacrement.

Ce ne peut être du premier chef, car le contrat civil n'est contrat que par l'autorité que lui donne le prince séculier, comme la racine et le fondement de la vie domestique, économique et politique, et le soutien des familles, et pour la vie de la société humaine.

A cause que le mariage entretient l'un par l'amour naturel attaché au sang, et lié et conjoint; l'autre, par les intérêts des marchandises, des héritages et des biens de fortune.

Pour confirmer davantage, c'est qu'il est constant, qu'avant les conciles et les saints canons, il y avait sur la terre des princes souverains; qu'alors les mariages étaient contractés sous les lois et les ordonnances établies par les princes, ordonnances dont ils

étaient les maîtres; et le mariage même des païens, quand ils se convertissaient à la foi catholique depuis ce mariage qui n'était que civil avant leur conversion, devenait ensuite sacrement en Jésus-Christ et en son Église.

Tellement que du chef du contrat civil, les princes souverains ne peuvent pas être privés de la faculté d'établir des empêchements dissolvant les mariages, parce qu'ils sont les maîtres des lois, des ordonnances et des coutumes, sur lesquelles sont fondés les mariages.

Ces obstacles ne peuvent pas venir non plus du chef du mariage en qualité de sacrement; car depuis qu'une fois un mariage a toutes les conditions qu'il faut pour un sacrement complet, les rois et les princes n'y peuvent plus toucher, puisque l'Eglise même n'y peut rien changer.

Ce fut le sujet pour lequel les Pères du concile de Trente, en la sess. 24, ch. 1, furent bien empêchés alors qu'il fut question de déclarer nuls et invalides les mariages clandestins, lesquels avaient été valides; et connaissant très-bien qu'on ne pouvait pas rien changer, ni en la forme ni en la matière totale du mariage, ils furent contraints de descendre au contrat civil, dont les conditions peuvent être changées, non-seulement par l'Église, mais encore plus par les princes souverains, établis de Dieu aux lois et aux ordonnances de leurs états.

La quatrième preuve, c'est qu'un roi, quand il lui plaît, peut enjoindre ou défendre à un particulier de se marier ou de ne se pas marier, quand la considération du bien public l'y oblige. Tous les auteurs en demeurent d'accord, et entre eux *Becanus*. Donc par même raison un prince souverain peut établir des lois générales de prohibition ou de permission des mariages pour le bien public de son état; l'exemple en est rapporté par l'*Histoire du concile de Trente*, que le pape Paul IV défendit à Jeanne d'Aragon, femme d'Ascagne Colonne, qu'elle n'eût à marier aucune de ses filles sans son congé; qu'autrement le mariage, quoique consommé, serait nul, d'autant qu'Ascagne Colonne était rebelle, et qu'il ne lui voulait pas permettre d'acquérir par le mariage de ses filles, de nouveaux partisans, à la faveur desquels il se fortifiât en sa désobéissance. En quoi Paul IV n'agissait pas comme pape, qui, en cette qualité, embrasse tout le monde, comme un père fait son enfant, dans les bras de sa dilection; mais il agissait comme prince souverain, qui veillait au repos et à la tranquillité de ses états.

C'est peu que des exemples mondains; cette preuve a aussi des exemples dans l'Écriture sainte, bien riches et bien remarquables: en la Genèse, chap. 28, Isaac appelle Jacob, le bénit et lui commande: *Noli accipere conjugem de genere Chanaan*, et en la Genèse, chap. 24, Abraham appelle son serviteur Eliézer, et lui dit qu'il le conjurait, en cherchant une femme pour son fils, de n'en pas prendre une entre les filles des Chananéens: *Ut non accipias uxorem filio meo de filiabus Chananæorum inter quos habito.*

Exemples riches et admirables, qui meritent bien d'être examinés; car dans la loi de Dieu, il n'y avait point de loi qui défendît les mariages du peuple d'Israël avec les Chananéens; pourquoi donc Abraham ne veut-il point donner à Isaac une jeune chananéenne? pourquoi Isaac ne veut-il pas non plus que Jacob son fils épouse une chananéenne? Est-ce comme pères qu'ils firent ces défenses à leurs enfants, ou comme princes? Ce fut comme princes, et non pas comme pères. La raison en est belle: Abraham avait reçu de Dieu la bénédiction et le don de prophétie; il prévoyait qu'un jour la terre de Chanaan était promise à la postérité de ses enfants dans les siècles à venir; que sa progéniture, après longues années, devait un jour conquérir la terre de Chanaan, perdre et ruiner ses peuples, et dissiper la semence des Chananéens: tellement que quand Abraham fait ces défenses à son fils, de ne pas prendre une femme des filles de Chanaan, c'est en qualité de prince, qui ne veut pas associer et faire goûter la malice des Chananéens à ses sujets, et qu'il prévoyait par prudence à l'assurance de ses états futurs, en le lui défendant; et dès lors il voulait que la terre de Chanaan et ses habitants fussent suspects à ses enfants.

Ces docteurs donc prouvent qu'un prince souverain et chrétien peut établir des empêchements dissolvants au mariage, puisqu'un prince païen le peut, et que son autorité est en plus forte considération, puisqu'il (1) est établi de Dieu pour le gouvernement de ses sujets; qu'il a le glaive en la main pour punir les rebelles à ses ordonnances, et prévoir par ses lois aux maux et aux malheurs qui peuvent arriver à ses états par les mauvais mariages, puisqu'il est le maître des lois dont il est législateur; et que ceux qui contractent au préjudice de ses ordonnances, font des contrats imparfaits, puisqu'il a devant lui des exemples des papes, qui comme princes temporels ont employé leur autorité pour l'empêchement dissolvant des mariages; que l'Écriture sainte autorise les rois et les souverains à prescrire aux princes de leur sang de ne prendre point de femme qu'aux familles où il leur plaît.

Après tant de raisons qui pressent et qui convainquent les esprits les plus rebelles à la pensée de ces docteurs, ils se sont eux-mêmes formé des objections.

La première objection est qu'il semble que les empêchements dissolvants blessent la liberté des hommes, leur plus riche parure; car comme les mariages se font par les inclinations libres et raisonnables, c'est faire injure à la raison, et priver l'homme de la liberté qui le rend homme, que de vouloir lier par des empêchements dissolvants, les mariages par l'autorité d'un prince séculier.

Ils répondent à cette objection, qu'entre les choses supérieures et inférieures, il y a une certaine ordination inviolable, ce me semble, qui roule incessamment sans jamais interrompre son cours, et il en faut excepter certaines rares rencontres, où cette ordination doit être rompue par nécessité, quand la conservation de l'être total, soit physique ou moral, dépend de cette interruption.

Ainsi Aristote a dit qu'il y avait bien de la différence entre un bon homme et un bon citoyen: *Aliud esse bonum virum, aliud esse bonum civem;* car pour être homme de bien, il faut suivre l'observation ordinaire des lois de Dieu et de l'état; mais pour être bon citoyen, il faut quelquefois quitter les autels, pour aller au rempart combattre les ennemis de l'état et les tuer.

Il en est de la sorte au monde politique. L'ordination naturelle laisse le choix à nos inclinations, quand il est question des mariages ordinaires; mais il faut quelquefois forcer ses volontés, et obéir au prince souverain, qui défend et prohibe les mariages qu'il lui plaît: et en cela, l'autorité des princes souverains, à l'égard des mariages de leurs sujets, principalement des princes de leur sang, leurs présomptifs héritiers, est plus grande que l'autorité des pères sur leurs enfants, à cause que l'autorité souveraine du prince embrasse et contient en soi le bien public, et non l'autorité paternelle.

La deuxième objection pose en fait que les princes souverains, lorsqu'ils étaient païens, avaient puissance d'établir des empêchements dissolvant les mariages; mais que ces mêmes princes, devenus chrétiens, avaient mis ce pouvoir au pied de la croix, et cédé cette autorité à l'Église de Dieu.

La réponse des docteurs est triple: 1° Ils demandent où cette cession des rois en faveur de l'Église est écrite? en quel concile, en quel canon, dans quelle

(1) Il ne faut pas prendre cette proposition dans un sens exclusif, comme si le prince païen n'était pas établi de Dieu, *non est potestas nisi à Deo.*

coutume, dans quelle ordonnance et quelles lois ?

2° Ces docteurs estiment que les souverains ne doivent pas céder cette puissance à l'Église, sans laquelle ils ne peuvent pas régir leurs peuples, ni satisfaire à l'obligation qu'ils ont à Dieu de gouverner leurs états.

3° Ils soutiennent que les princes ne peuvent pas céder cette puissance à l'Église. La raison est qu'il en est des lois de l'état comme des provinces de l'état : les rois ne peuvent céder à un étranger les provinces de leur état, à cause que les provinces n'appartiennent pas au prince seulement, mais aussi aux sujets par indivis : les rois y ont part et les sujets aussi. Ainsi en est-il des lois; elles sont comme le lien et le ciment des rois; elles lient ensemble le prince et ses sujets : si bien que l'établissement des lois, dissolvant le mariage, regarde l'autorité royale par le commandement, et l'entretien des sujets par l'obéissance, tellement que le roi ne peut pas se départir de son droit à l'établissement des empêchements dirimant les mariages, puisqu'il n'appartient pas à lui seul, et qu'il appartient aussi bien à ses sujets par indivis comme à lui.

A quoi il faut ajouter que les lois regardent un état comme les ordonnances du médecin regardent le corps humain; elles ne sont prises dans le détail que comme les remèdes contre les maladies pour un temps, contre les humeurs peccantes du corps humain; et les lois sont des règlements provisionnels contre les humeurs peccantes des membres particuliers des corps politiques; mais, en général, le médecin n'a point d'autorité d'établir des remèdes s'il n'y a des maladies; et les remèdes regardent plus le malade que le médecin.

De même en vain les souverains établissent-ils des lois et des empêchements dirimants des mariages, s'il n'y a des sujets pour les observer; et les ordonnances portant empêchement dissolvant les mariages regardent plus les sujets que le prince : voilà pourquoi les rois n'ont pu céder ce pouvoir à l'Église.

La troisième objection dit que les rois, possible, n'ont pas cédé ce pouvoir à l'Église; mais elle dit que l'Église étant la mère et la supérieure des rois chrétiens, elle leur a ôté ce pouvoir qu'ils avaient d'établir des empêchements dissolvants des mariages.

La réponse des docteurs est qu'ils demandent où il est écrit que l'Église ait ôté ce pouvoir aux rois; en quel concile, en quel canon? D'autant qu'en matière de fait, l'histoire et l'Écriture sont nécessaires; et il ne se trouvera pas que l'Église ait jamais ôté aux rois le droit d'établir des empêchements dissolvant les mariages; mais il se trouvera que les rois ont toujours usé de ce droit en tous temps; que s'il y a quelques canonistes qui disent que l'Église ait ôté ce droit, c'est depuis cinq cents ans ou environ qu'ils parlent ainsi; et les canons n'en disant rien du tout, leurs discours doivent être pris comme de particuliers interprètes, et non pas comme les canons qui portent autorité.

Il est néanmoins important de répondre, disent ces docteurs, à une autorité du concile de Trente, qui semble fortifier cette troisième objection. C'est en la *sess.* 24, *au chap.* 9, où le concile de Trente, sous peine d'anathème, défend à toutes personnes de quelque grade, dignité et condition qu'elles soient, d'empêcher directement ou indirectement, ou de forcer ceux qui leur sont sujets ou autres, en la liberté de se marier..

Sur quoi ces docteurs, pour interpréter l'intention du concile, et qu'il n'a pas entendu renfermer dans cette défense les rois, les empereurs et les princes souverains, ni leur ôter le droit d'établir des empêchements dissolvant les mariages, disent deux réponses : la première, que par l'histoire du concile de Trente, il paraît que Guillaume, évêque de Barcelonne, fit une opposition à cette défense, en faveur des princes souverains. Il en alléguа même les raisons, et l'exemple du pape Paul IV; et fut la cause que l'on ôta du décret les noms d'empereurs, rois et princes. La deuxième réponse des deux docteurs, pour la justification de l'intention du concile, c'est la maxime des canonistes, qu'en tout le cours des conciles qui obligent les rois, empereurs et princes souverains, même aux articles de la bulle *In cœnâ Domini*, ces mots d'empereurs, rois et princes y sont employés; et où ils ne sont pas employés, les canons ne les obligent pas : ce que Barbosa a assuré puissamment.

De toutes ces réponses, ces docteurs concluent que pour le bien de l'état, les sujets sont forcés d'assujettir leurs inclinations et leur liberté au choix de leur mariage, aux ordonnances et aux lois du prince souverain; que c'est un droit que les rois n'ont jamais cédé à l'Église par effet; bien plus, que jamais ils ne l'ont pu ni dû céder, à cause que c'est un droit duquel leur conscience les oblige d'user pour le bien de leurs peuples, et que ce droit qui regarde leur dignité souveraine, est un droit qui concerne et qui touche aussi les sujets.

Si bien qu'il ne faut pas s'étonner si l'Église même n'a pu ôter aux rois et aux souverains le droit d'établir des lois et des empêchements dissolvant les mariages.

La deuxième opinion des docteurs porte plus loin l'étendue de l'autorité royale; car ils ne doutent pas que les rois et princes souverains n'aient droit d'établir des empêchements dissolvant les mariages; mais ils ajoutent qu'encore qu'il n'y ait point de loi écrite dans un état qui résolve les mariages, deux maximes cependant sont certaines.

La première, que l'usage et la coutume tiennent lieu de loi dans un état.

La deuxième, qu'en France l'usage et la coutume établissent comme une loi fondamentale de l'état, des empêchements dirimant et dissolvant les mariages des princes du sang, et présomptifs héritiers de la couronne, faits au préjudice de la volonté, et contre la défense du roi.

Ils prouvent la première maxime, disant que la coutume et l'usage ont vigueur de loi dans un état : en premier lieu, par la définition de la coutume : *Consuetudo est jus quoddam moribus institutum, quod pro lege scriptâ suscipitur, cùm deficit lex scripta.* Isidor., lib. 5 Origin., cap. 3, ou bien : *Tacitus populi assensus multorum annorum observatione inveteratus.*

En second lieu, qu'il faut considérer la coutume en trois manières, selon lesquelles elle s'établit. La première, quand le peuple fait la coutume, et que le roi l'approuve par une approbation authentique. La seconde, quand le peuple fait la coutume, et que le prince la tolère. La troisième, quand une coutume s'introduit d'elle-même, et s'acquiert par le laps de temps et par la suite des années, comme par une prescription, par le tacite consentement du prince et des peuples.

En toutes ces trois manières, la coutume s'autorise sur la puissance royale, comme sur un fondement auquel elle se rapporte, comme à l'unité de son principe, par la relation de la dépendance du bien de l'état, et de la conservation de ses peuples à la personne du prince souverain, ainsi qu'à leur chef, qui donne vigueur comme aux membres du corps de son état.

La raison est que le peuple faisant la coutume, elle n'a néanmoins aucune force qu'en tant que le roi l'approuve, selon la première manière, ou qu'il la tolère selon la seconde; ou bien, selon la troisième, quand par la considération du grand temps pendant lequel la coutume s'établit, l'équité morale fait juger que le roi veut bien cette coutume; car il a le pouvoir de la défendre, et tant qu'il laisse la coutume en sa force et vigueur, il s'en fait une loi.

En troisième lieu, la coutume est une loi si forte, par cette dernière considération, qu'elle prévaut bien souvent sur le droit positif : si son usage regarde l'Église, c'est une loi ecclésiastique : s'il regarde la

police d'un état monarchique, ou autre, c'est une loi politique, monarchique, démocratique ou aristocratique.

Que si la coutume en son usage regarde l'Église et la police civile de la république, c'est une loi ecclésiastique et civile. Les autorités en font foi : *Gregorius IX, cap.* Cum tanto, *de Consuetudine :* « *Non est levis auctoritas, non tamen est usque adeò valitura, ut vel juri positivo debeat præjudicium generale, nisi fuerit rationabilis et legitimè præscripta.* »

Innocent. III, de Clericis conjugatis, cap. *Cùm olim*, où répondant à une question : si le fils d'un prêtre peut être pourvu aux ordres sacrés ; il répond que oui : *Nisi regionis consuetudo repugnet.* (*Glossa super hoc.*) Et Sanchez, de Matrimon. lib. 7, disp. 4 : *Sic ergo consuetudo facit aliquem ineligibilem, qui aliàs eligibilis est ; sic et qui legitimus est ad matrimonium contrahendum, per consuetudinem fit illegitimus.* Cap. *Super*, de Cognatione spirituali ; eadem glossa in cap. *Dilectio*, de Consanguinitate et Affinitate : *Consuetudo præjudicat juri in matrimoniis, ut personas legitimas ad contrahendum faciat illegitimas*

De même, Alexandre III, ensuite du troisième concile de Latran, qui est le onzième concile général de l'Église, enquis par l'évêque d'Amiens, si le mariage avec un châtré est valable ? il répond : *Licet Ecclesia Romana non consueverit, propter naturalem frigiditatem, aut propter alia maleficia, legitimè conjunctos dividere ; si tamen consuetudo Ecclesiæ Gallicanæ habet, ut ejusmodi matrimonia dissolvantur, nos patienter tolerabimus, si secundùm illam consuetudinem mulieri, cui voluerit, in Domino concesserit nubendi facultatem.* In append. conc. Lateran., pag. 50, cap. 28.

Par où il paraît que deux coutumes contraires en deux églises, selon ce saint Père, ne se détruisent pas par la force du droit, lequel ne pouvait pas être dans l'une, qu'il ne combattît l'autre, parce qu'elles étaient contraires et opposées en leurs usages.

Contre ces autorités, deux objections sont alléguées, et aussitôt résolues par ces docteurs. La première objection, c'est une autorité d'Innocent III, *in capite* Tuus dudùm, *de Sponsalibus*. Ils répondent que l'ordonnance d'un pape est abrogée, quand un de ses successeurs en fait une autre qui y déroge : qu'ainsi l'ordonnance d'Innocent III a été abrogée par le canon de Grégoire IX, énoncé ci-dessus.

La deuxième objection, c'est que : *Matrimonia fiunt iure poli, non fori*, dit la maxime ; que les mariages sont du droit divin et non de l'humain ; et ils répondent que oui, en qualité de sacrement, et à l'égard des empêchements constants et assurés, *error, votum*, etc., mais qu'aux empêchements dirimants qui procèdent de la coutume et de l'usage, c'est une permission du ciel sur la terre, qui n'offense point la dignité inviolable du sacrement, tant que la coutume en rend le contrat imparfait.

Reste la deuxième maxime à prouver, qu'en France il y a des coutumes qui tiennent lieu de loi, qui sont des empêchements dirimant le mariage, quand les princes du sang plus prochains, présomptifs héritiers de la couronne, contractent mariage au préjudice de la volonté et contre la défense du roi.

La preuve de cette maxime est une question de fait, qui demande des exemples. Quiconque se contentera des exemples positifs des mariages des princes du sang, contractés selon le bon vouloir et les ordonnances du roi, il trouvera que les histoires de nos rois en fournissent. Mais qui recherchera des exemples de la transgression des commandements et volontés des rois, par les princes du sang qui se sont mariés contre les défenses de leurs majestés ; ce sont rares exemples, que l'histoire évite à marquer, parce que ce sont des actes de désobéissance signalée, qui blessent le dessein de la loi salique, et la succession de nos rois par les enfants au trône de leurs pères.

Entre plusieurs néanmoins, il est nécessaire d'en rapporter, pour faire voir que cette coutume est établie en France, que les princes du sang ne se peuvent marier au préjudice des volontés du roi et contre sa défense.

Le premier exemple, c'est le mariage de Judith, veuve du roi d'Angleterre, fille de Charles-le-Chauve, avec Baudoin, grand forestier de Flandre, et depuis compte de Flandre. Cette histoire est rapportée par Flodoard, liv. 4, chap. 12 de son Histoire. Baudoin enlève Judith, de son consentement, de la ville de Senlis. Au rapport de Hincmarus, Charles, père de Judith et son roi, fit déclarer par ses parlements le mariage non valablement contracté, et assembla les prélats de son royaume à Senlis, qui excommunièrent Baudoin et Judith. Le pape Nicolas I intervient, prie et intercède auprès de Charles-le-Chauve en faveur de Baudoin et de Judith, et il obtient leur pardon ; et l'histoire marque que Baudoin et Judith furent remariés de nouveau, en l'absence, à la vérité, du roi Charles-le-Chauve, mais en présence de toute la cour.

De cette histoire voici les remarques qu'il en faut tirer : la première, que Baudouin, pendant la colère de Charles-le-Chauve, demeura avec Judith comme avec sa femme : *et pro uxore usus est ;* la deuxième, c'est l'humeur vigoureuse du pape Nicolas I, et principalement au fait des mariages, car quand Lothaire, roi d'Italie et d'une partie de la France, frère unique de l'empereur Louis, et neveu de Charles-le Chauve, eut épousé deux femmes, toutes deux vivantes, encore que son clergé le favorisât à Metz et à Cologne, Nicolas I excommunia Lothaire et le contraignit de quitter sa dernière femme, et de reprendre la première ; il fit plus : il dépossèda les deux archevêques de Trèves et de Cologne, qui avaient autorisé le désordre de Lothaire ; tellement, qu'il est facile à juger que, si le mariage de Baudouin et de Judith eût été valable, et que Charles-le-Chauve eût entrepris d'user d'un droit qui ne lui eût pas appartenu pour rompre le mariage de sa fille avec Baudouin, fait contre son gré, le pape Nicolas eût usé de censures ecclésiastiques, et non pas de prières à l'endroit de Charles-le-Chauve : *Non jussa misimus, sed preces obtulimus*, epist 21. La troisième remarque, c'est que Charles-le-Chauve n'entreprit pas la résolution du mariage de Judith comme père de Judith, mais comme son roi. Hincmarus le témoigne : *Quia in hominem regem et leges seculi peccatum est*, tant la loi du siècle, c'est-à-dire la coutume, a de force.

Le deuxième exemple, c'est de Louis-le-Bègue, fils de Charles-le-Chauve, qui se maria contre son gré ; il en eut deux enfants, Louis et Carloman. Charles-le-Chauve use de son droit ; il résout le mariage, il force Louis-le-Bègue à épouser Adelphède ; et depuis, le pape Jean VIII, venu en France, ne voulut jamais approuver le mariage premier, ni déclarer Louis et Carloman légitimes ; et Eudes, fils de Robert, comte d'Avignon, déclara que la succession appartenait à Charles, posthume du second mariage de Louis-le-Bègue, et non aux premiers enfants du premier mariage, tenus pour bâtards.

Le troisième exemple est le mariage contracté entre Maximilien et Anne, duchesse de Bretagne, dont parle Nayon (1), en la Vie de Henri VII, et Polydore Virgile, liv. 26 de son Histoire d'Angleterre ; Belle-Forest, en la Vie de Charles VIII, chap. 156 ; Bertrand d'Argentré, en son Histoire de Bretagne, liv. 13, ann. 455.

Ce mariage avait été contracté entre absents, et n'avait point été consommé ; mais si les autres conditions nécessaires au contrat eussent été bonnes, le mariage aurait demeuré valide. Mais parce qu'il avait été fait sans le consentement de Charles VIII, roi de France ; Charles VIII use de son droit, il envoie ses ambassadeurs en Angleterre, déclare le

(1) Dans le *Mémoire de M. Talon : Basson*, vraisemblablement *Bacon*.

mariage nul, par le manque de son consentement; et de fait le mariage fut nul, et Maximilien épousa depuis Marguerite de Milan; Charles VIII épousa Anne de Bretagne, et de ces mariages il y eut des enfants, et ces seconds mariages demeurèrent valides.

Tant il est vrai de dire que les princes et les souverains ont le droit d'établir dans leurs états des empêchements dirimant et dissolvant les mariages, non-seulement par la loi écrite, selon la première opinion des docteurs; mais bien plus, car selon la seconde, l'usage et la coutume une fois approuvés ou tolérés, ou par le laps de temps agréés par le roi, ont dedans les états la force et la vigueur au-dessus même de la loi écrite et du droit positif: coutume qui règne en France, où les rois sont en possession de rompre et de résoudre les mariages contractés par les princes de leur sang plus prochains, présomptifs héritiers de leur couronne, au préjudice de leur volonté et de leur défense. Auguste loi écrite dans le cœur des peuples français, comme la loi salique. C'est la conclusion des docteurs, qui non contents de nous dire leur avis ou leur opinion en leur conscience, ils l'ont encore signé de leur seing manuel. Nous vous les avons rapportés.

Mais souffrez que j'ajoute aux pensées de ces docteurs une dernière qui me reste : qu'il semble que cet usage et cette coutume qui fait loi en France, est fille de la loi salique en faveur des souverains. La raison est, que qui dit Français, dit courtois; et le même courage des peuples qui a établi la loi salique en faveur des souverains, afin que leur obéissance eût pour objet des princes et des rois d'une même famille, par la ligne de la succession masculine; le même courage et la même générosité des Français, a voulu que les rois établissent des empêchements dissolvant les mariages des princes du sang faits contre leur gré; et imprimassent un genre de déférence aux princes naturels, afin que dans le mélange du sang de leurs rois il n'y en eût point d'étranger, qui ne fût rendu familier et domestique, par le consentement que les rois apporteraient aux mariages des princes de leur sang et leurs successeurs, pour éviter aux malheurs qui n'avaient que trop brouillé dans les états, quand l'esprit des femmes étrangères, aliéné par les inimitiés particulières de la famille royale, s'empare par leurs attraits des esprits des princes du sang leurs maris, et font prévaloir leurs intérêts et souvent les fortunes de leurs maisons étrangères sur les ruines de la famille royale et de l'état.

INDEX RERUM.

TRACTATUS DE ORDINE. (Auctore PERRONE.) 9-10
PROŒMIUM.
Caput primum. De Sacramenti Ordinis veritate. *Ibid.*
Propositio. Ordo sive sacra ordinatio est verè et propriè Sacramentum à Christo Domino institutum. *Ibid.*
Difficultates. 12
Cap. II. De multiplici ordinum numero et dignitate. 14
Propositio prima. Est in N. T. sacerdotium visibile et externum à Christo Domino institutum, quod non est omnibus commune, sed apostolorum proprium, externo ritu in Ecclesiâ propagandum cui competit vera Sacramenti ratio. 16
Difficultates. 19
Propositio II. Præter sacerdotium sunt in Ecclesiâ catholicâ alii ordines et majores et minores, per quos velut per gradus quosdam in sacerdotium tenditur. 24
Difficultates. 27
In doctrinam capitis superioris scholia. 35
Caput III. De episcoporum præstantiâ supra presbyteros. 39
Propositio. Episcopi sunt presbyteris superiores jure divino. *Ibid.*
Difficultates. 42
Caput IV. De sacræ ordinationis materiâ, formâ, subjecto et ministro. 49
Propositio. Episcopi habent potestatem ordinandi quæ non est illis cum presbyteris communis. 56
Difficultates. 57
TRACTATUS DE ORDINATIONIBUS ANGLICANIS. (Auctore KENRICK.) 59-60
DE CÆLIBATU ECCLESIASTICO, seu DE CONTINENTIA LEGE SACRIS MINISTRIS IMPOSITA. (Perrone.) 63-64
Propositio prima. Continentiæ lex sacris ministris imposita certissimum habet in antiquissimâ Ecclesiæ traditione fundamentum. *Ibid.*
Difficultates. 66
Propositio II. Continentiæ lex sacris ministris imposita est clericali statui convenientissima. 70
Difficultates. 73
Propositio III. Continentiæ lex neque juri divino neque juri naturali adversatur. 78
Difficultates. 80
Propositio IV. Continentiæ lex sacris ministris imposita, quin societatis bono adversetur, illud potiùs mirificè promovet. 85
Difficultates. 90
SŒTTLER VITA. 101-102
DE OFFICIIS SACERDOTALIBUS ET PASTORALIBUS. *Ibid.*
MONITA PRÆVIA AD EOS QUI AD STATUM ECCLESIASTICUM, ET MUNUS PASTORALE ALIQUANDO SUSCIPIENDUM ANHELANT. *Ibid.*
MONITA GENERALIA DE ECCLESIÆ MINISTRORUM ET INPRIMIS PASTORUM DIGNITATE EORUMQUE MINISTERII PRÆSTANTIA AC DIFFICULTATE. 107-108
CAPUT PRIMUM. De iis quæ parochus observare debet erga seipsum. 110
CAP. II. De iis quæ pastor observare debeat circa domum suam et administrationem rerum temporalium. 129
CAP. III. De iis quæ pastor observare debeat erga parochianos suos. 135
Articulus primus. De quibusdam generatim observandis. *Ibid.*
Art. II. Pastor debet parochianos suos cognoscere. 139
Art. III. Pastor debet parochianis suis bonum præbere exemplum. 140
Art. IV. Pastor debet pro parochianis suis orare. 142
Art. V. De instructionibus suis ovibus tradendis à pastore. 143
§ 1. De necessitate prædicationis, et dotibus in prædicatore requisitis. *Ibid.*
§ 2. De iis quæ prædicator præstare debet, et modo illa præstandi. 148
§ 3. De orationis sacræ partibus et dispositione. 163
§ 4. De actione externâ oratoris sacri. 167
§ 5. De variis prædicationis et instructionum generibus. 171
§ 6. De materiis instructionum. 177
§ 7. De instructionibus catecheticis. 186
§ 8. De sermonibus à pastore habendis certis anni tempestatibus et circumstantiis, 199
Art. VI. De sollicitudine pastorali. 201
§ 1. De vigilantiâ pastorali. *Ibid.*
§ 2. De visitatione parœciæ. *Ibid.*
§ 3. De tollendis abusibus et introducendis usibus

piis. 202
§ 4. De privatis parochorum monitionibus, et correctionibus. 204
§ 5. De peculiari curâ parvulorum. 205
§ 6. De curâ patrumfamiliâs. 207
§ 7. De pace et tranquillitate inter spirituales subditos fovendâ. 208
§ 8. De curâ pauperum et infirmorum. 210
Art. VII. De celebratione officiorum divinorum. 212
Art. VIII. De Sacramentorum administratione. 214
CAP. IV. De iis quæ pastor agere tenetur erga parochos conterminos, sacerdotem suas vices gerentem, aliosque. 221
CAP. V. De iis quæ parœciæ vacantis administrator servare tenetur. 224
CAP. VI. De iis quæ nuperus pastor servare debeat. 225
TRACTATUS DE MATRIMONIO. 229-230
PROŒMIUM. *Ibid.*
CAPUT PRIMUM. De matrimonio in se spectato. *Ibid.*
Propositio prima. Matrimonium est verè et propriè unum ex septem legis evangelicæ Sacramentis à Christo Domino institutum. 232
Difficultates. 235
De materiâ, formâ atque ministro Sacramenti Matrimonii. 241
CAP. II. De matrimonii proprietatibus. 249
Propositio prima. Non licet Christianis plures simul habere uxores, cùm hoc sit lege divinâ prohibitum. 251
Difficultates. 253
Prop. II. Matrimonium ab infidelibus legitimè contractum dissolvi potest quoad vinculum, si alterutro conjuge ad fidem converso, nolit alter cum eo pacificè vivere, vel non consentiat habitare sine contumeliâ Creatoris. 256
Difficultates. 260
Prop. III. Matrimonium ratum, non consummatum, per solemnem religionis professionem alterius conjugum dirimitur. 271
Difficultates. 272
Prop. IV. Propter hæresim aut molestam cohabitationem, aut affectatam absentiam à conjuge dissolvi non potest matrimonii vinculum. 275
Prop. V. Non errat Ecclesia cùm docuit et docet, juxta evangelicam et apostolicam doctrinam, propter adulterium alterius conjugum matrimonii vinculum non posse dissolvi. 276
Difficultates. 280
Prop. VI. Non errat Ecclesia cùm ob multas causas separationem inter conjuges quoad torum, seu quoad cohabitationem, ad certum incertumve tempus fieri posse decernit. 288
CAP. III. De impedimentis matrimonii eorumque statuendorum facultate. 289
Propositio prima. Potest Ecclesia constituere impedimenta matrimonium dirimentia, neque in iis constituendis erravit. 295
Prop. II. Ecclesiæ nomine à Tridentinis canonibus 3 et 4 non reges et seculi principes, sed ecclesiasticus ordo et hierarchia designatur. 296
Difficultates. 297
Prop. III. Recensiti Tridentini canones dogmatici sunt et fidei regulam constituunt. 300
Difficultates. 302
Prop. IV. Præfati Tridentini canones non de adventitiâ ex tacito vel expresso principum consensu, sed de intimâ, originariâ ac propriâ Ecclesiæ potestate loquuntur. 307
Difficultates. 311
Prop. V. Ecclesia sola jure proprio et originario potest constituere impedimenta matrimonium dirimentia, quæ scilicet matrimonii vinculum afficiant. 320
Difficultates. 326
Prop. VI. Causæ matrimoniales spectant ad judices ecclesiasticos et quidem causæ *omnes* ad *solos* ecclesiasticos judices spectant. 335
CAP. IV. De matrimoniis mixtis. 339
Propositio prima. Conjugia inter catholicos et acatholicos regulariter illicita sunt, utpote graviter improbatâ jure naturali et divino, atque à jure ecclesiastico penitùs interdicta. 343
Difficultates. 347
Prop. II. Nonnisi Romani Pontificis dispensatione licitè possunt iniri conjugia mixta; graviter proinde peccarent sacerdotes catholici, qui absque pontificiâ dispensatione, nec servatis conditionibus ab eo præscriptis, ejusmodi conjugia præsentiâ suâ, benedictione, aliove ritu sacro cohonestarent. 352
Difficultates. 356
Prop. III. Non possunt acatholici, quin omnia lædant æquitatis jura, cogere sacerdotes catholicos ad honestandas benedictione aliove ritu sacro nuptias mixtas, quæ, neglectis canonicis sanctionibus, contrahuntur. 360
Difficultates. 368
MONITUM. 385-386
SANCHEZ VITA. *Ibid.*
SOAREZII MONITUM AD LECTOREM. 387-388
COMPENDIUM TOTIUS TRACTATUS DE S. MATRIMONII SACRAMENTO R. P. THOMÆ SANCHEZ, ORDINE ALPHABETICO DISPOSITUM. *Ibid.*
MOSER VITA. 601-602
DE IMPEDIMENTIS MATRIMONII. *Ibid.*
Caput primum. De impedimentis matrimonii in genere, ac de prohibentibus in specie. *Ibid.*
De impedimentis impedientibus. *Ibid.*
De impedimentis dirimentibus. *Ibid.*
Cap. II. De impedimento erroris. 603
Cap. III. De impedimento conditionis. 604
Cap. IV. De matrimoniis servorum sine consensu dominorum, et filiorumfamiliâs sine consensu parentum. *Ibid.*
Cap. V. De voto et ordine. 606
De ordine speciatim. 608
Cap. VI. De cognatione. 610
De jure naturæ. 611
De jure ecclesiastico. (Varia disciplina.) 613
De jure divino positivo. 615
Pœna. *Ibid.*
Cap. VII. De cognatione spirituali. *Ibid.*
Cap. VIII. De cognatione legali. 617
Cap. IX. De affinitate. 618
Varia disciplina. 619
Quo jure dirimat. 620
Cap. X. De publicâ honestate. 621
Varia disciplina. 622
Cap. XI. De impedimento criminis. 624
De solo adulterio. *Ibid.*
De solo homicidio. *Ibid.*
De homicidio cum adulterio. 625
Monitum practicum. *Ibid.*
Cap. XII. De cultûs disparitate. *Ibid.*
Cap. XIII. De matrimoniis Catholicorum cum hæreticis. 626
Quo jure illicita. 627
Quis in iis dispenset. *Ibid.*
Consuetudo non sufficit, licèt diù tolerata. 628
Regulæ practicæ. 630
Summarium illius decreti. *Ibid.*
An parochus illis licitè assistat. 631
Responsum Summi Pontificis. 632
An Sacramenta talibus administrari possint. 633
Cap. XIV. De impedimento vis. 634
Cap. XV. De impedimento ligaminis. 635
Cap. XVI. De clandestinitate. 637
Cap. XVII. Variæ quæstiones circa hoc decretum resolvuntur. 639
Quæstio prima. Quis censendus sit parochus prius. *Ibid.*
Quæst. II. Qualis præsentia parochi requiratur et sufficiat. 642
Quæst. III. Quid si parochi proprii præsentia haberi

non possit. 643
Quæst. IV. Quid si parochus sit intrusus. 645
Quæst. V. De ministro acatholico. *Ibid.*
Quæst. VI. De formalitatibus coram magistratu laico, juxta leges civiles præstandis. 646
Cap. XVIII. De impotentiâ. 648
Cap. XIX. De raptu. 649
Cap. XX. De potestate constituendi impedimenta matrimonium dirimentia; ac primò de statu quæstionis, atque de erroribus circa hanc materiam. 650
Cap. XXI. De potestate Ecclesiæ. 655
Cap. XXII. De vero sensu canonis 4 judicium episcoporum Belgii; item summi pontificis Pii VI. 659
Declaratio ac definitio summi pontificis Pii VI circa verum sensum ejusdem canonis 4. 662
Cap. XXIII. De potestate civili circa matrimonium. 665
Cap. XXIV. Impedimenta à solâ potestate civili constituta matrimonium Christianorum quoad vinculum dirimere non possunt. 668
De vero sensu canonis 12, sess. 24. 669
Sententia Facultatis theologicæ Universitatis Lovaniensis, circa potestatem principum. 674
COLLECTIO DECLARATIONUM AC DECRETORUM ROMANORUM PONTIFICUM CIRCA VARIA DUBIA MATRIMONIUM CONCERNENTIA. 679-680
INSTRUCTIO cardinalis CAPRARA, legati à latere in Galliis, circa revalidationem matrimoniorum nulliter initorum. 704
DECRETUM quo apostolicæ facultates demandantur. 707
DE BONITATE ET LICITATE MATRIMONII. (Auctore DROUIN.) 711-742
Caput primum. Nuptiarum bonitas ac sanctitas contra Manichæos asseritur. *Ibid.*
Cap. II. Contra Pelagianos ostenditur sic nuptias esse bonas, ut tamen concupiscentia mala sit. 723
Descriptio brevis statûs innocentiæ et statûs peccati. 726
Cap. III. Contra Jovinianum demonstratur meliorem nuptiis esse virginitatem aut continentiam pro Deo susceptam. 734
DE SOLEMNITATIBUS AD CONTRACTUM MATRIMONII REQUISITIS, (Auctore eodem.) 741-742
Caput primum. De sponsalibus. *Ibid.*
Cap. II. De Bannis, sive proclamationibus matrimonii. 750
DE RITIBUS MATRIMONII CONFERENDI. 755-756
§ 1. Describuntur cæremoniæ inter Latinos solemnes. *Ibid.*
§ 2. De Græcorum cæremoniis. *Ibid.*
§ 3. Immeritò matrimonii cæremonias hæretici reprehendunt. *Ibid.*
Canones Tridentini de contractu et Sacramento Matrimonii. 757
DE MONOGAMIA. (Ex Theol. Nanceiensi.) 757-758
Conclusio. A creatione ad diluvium viguit monogamiæ lex; post diluvium in illâ lege Deus dispensavit; ipsam verò Christus Dominus, omni revocatâ dispensatione, primitivæ integritati restituit. *Ibid.*
Solvuntur objectiones. 760
DE CONSENSU AD MATRIMONIUM REQUISITO. (Auctore Biluart.)
Articulus primus. Utrùm possit esse matrimonium sine consensu conjugum? *Ibid.*
Art. II. Qualis debeat esse consensus. 766
Petes 1° ad quid teneatur qui fictè consensit. *Ibid,*
Petes 2° utrùm pars decepta teneatur alteri simpliciter asserenti se non consensisse credere, et ab usu conjugii abstinere. *Ibid.*
Art. III. Utrùm matrimonium ex metu initum sit irritum, et quo jure. 768
Petes 1° quæ mala debent timeri ut censeatur gravis metus. *Ibid.*
Petes 2° an si minora mala timeantur, sed timens sit pusillanimis et timidus, censeatur etiam metus gravis irritans matrimonium. *Ibid.*
Petes 3° an metus reverentialis censeatur gravis. 769
Solvuntur objectiones. *Ibid.*
Petes 1° utrùm matrimonium ex metu gravi initum et jure positivo nullum, firmetur juramento. 771
Petes 2° utrùm si coactus ad contrahendum matrimonium, similiter cogatur ad consummandum, possit licitè. *Ibid.*
Petes 3° quæ sint pœnæ cogentium ad matrimonium. *Ibid.*
Petes 4° utrùm proles natæ ex matrimonio defectu consensûs aut ratione alicujus impedimenti nullo, sint legitimæ. *ibid.*
Art. IV. De matrimonio conditionato. *ibid.*
Art. V. De objecto consensûs matrimonii. 772
Solvuntur objectiones. 773
Art. VI. Utrùm ad matrimonium requiratur necessariò consensus parentum. 775
Solvuntur objectiones. 778
Art. VII. Quomodò matrimonium invalidè contractum ratum effici possit et debeat. 780
Petes utrùm saltem ille novus consensus unius partis non debeat aliquo signo exteriori exprimi. 782
Petes an si in rescripto dispensationis ponantur hæc vel similia verba : *Dispenso ut inter se publicè servatâ formâ Tridentini contrahant*, possint nihilominùs renovare consensum inter se sine parocho et testibus, si jam priùs contraxerant coram illis. 783
DIGRESSIO HISTORICA utrùm inter B. Virginem et S. Josephum fuerit verum matrimonium. 784
THOMÆ *EX CHARMES* VITA. 785-786
DE CASTITATE IN USU MATRIMONII SERVANDA. *Ibid.*
§ 1. De obligatione petendi et reddendi debiti. *Ibid.*
§ 2. De iis quæ à petendo vel reddendo debito impediunt. 787
§ 3. De fine quo exercendus est actus conjugii. 788
§ 4. De modo quo exercendus est actus matrimonii. 789
§ 5. De tactibus, aspectibus obscenis, etc., inter conjuges. 790
MONITUM. 789-790
DE MINISTRO, MATERIA, FORMA ET EFFECTIBUS SACRAMENTI MATRIMONII. (Ex Theol. Nanceiensi.) *Ibid.*
§ 1. De ministro Sacramenti Matrimonii. *Ibid.*
Conclusio. Probabilius videtur Matrimonii Sacramenti ministrum solum esse sacerdotem. 791
Solvuntur objectiones. 792
§ 2. De materiâ et formâ Sacramenti Matrimonii. 797
Conclusio. Materia Sacramenti Matrimonii est ipse matrimonialis contractus, quatenùs externus et sensibilis; forma verò verba sunt quibus sacerdos eidem contractui benedicit. *Ibid.*
§ 3. De effectibus Sacramenti Matrimonii. 798
MONITUM. 797-798
SS. D. N. BENEDICTI PAPÆ XIV DE SYNODO DIŒCESANA LIBRI TREDECIM. 799-800
PRÆFATIO. *Ibid.*
LIBER PRIMUS. Notiones, quæstionesque præliminares. 803-804
CAPUT PRIMUM. De synodi nomine, et synodorum divisione. *Ibid.*
CAP. II. De synodi diœcesanæ utilitate. 809
CAP III. Quo titulo sit cohonestanda synodus diœcesana, et quomodò inscribenda ejusdem decreta. 812
CAP. IV. An synodus diœcesana pertineat ad potestatem ordinis, vel jurisdictionis; et an ad legem diœcesanam, vel ad legem jurisdictionis. 815
CAP. V. De loco in quo synodus diœcesana habenda est. 818
CAP. VI. De tempore quo cogenda est synodus diœcesana. 821
LIBER SECUNDUS. De his qui synodum diœcesanam cogere possunt. 813-814
CAPUT PRIMUM. An Romanus Pontifex cogere possit synodum diœcesanam. *Ibid.*
CAP. II. Jus Romani Pontificis congregandi synodum tam provincialem quàm diœcesanam, explicatur et confirmatur. 826
CAP. III. De cardinali Urbis vicario. 830

Cap. IV. De archiepiscopo. 832
Cap. V. Generalia de simplici episcopo. 835
Cap. VI. De episcopo privilegium habente gestandi pallium, et crucem ante se deferendi. 857
Cap. VII. De episcopo titulari. 840
Cap. VIII. De vicario generali episcopi. 842
Cap. IX. De vicario capitulari. 844
Cap. X. De vicario apostolico. 848
Cap. XI. De prælato inferiori. 852
Cap. XII. De episcopo Latino, in cujus diœcesi Græci sacerdotes et clerici degunt. 859
Liber tertius. De vocandis ad synodum, ordine sedendi, et sacris vestibus, juxta proprium cujusque gradum adhibendis. 863-864
Caput primum. De prælatis regularibus et secularibus. *Ibid.*
Cap. II. De abbatibus, prioribus, guardianis conventuum subjectorum jurisdictioni episcopi, tanquàm Sedis Apostolicæ delegati. 868
Cap. III. De obtinentibus dignitates, personatus, officia, et de vicariis tum generali tum foraneis. 871
Cap. IV. De canonicis ecclesiæ cathedralis, et collegiatarum. 875
Cap. V. De parochis. 877
Cap. VI. De obtinentibus beneficia simplicia, cæterisque presbyteris et clericis diœceseos. 878
Cap. VII. De fratribus capellanis sacræ religionis Hierosolymitanæ, curam animarum habentibus, aliisque eidem religioni inservientibus. 880
Cap. VIII. De beneficiariis, capellanis, aliisque aggregatis ecclesiæ in solo Lateranensi fundatæ; de protonotariis et subcollectoribus spoliorum; ac de ecclesiasticis privilegiatis almæ domûs Lauretanæ. 882
Cap. IX. De laicis. 886
Cap. X. De ordine sedendi in synodo. 890
Cap. XI. De indumentis episcopi, aliorumque, qui synodo diœcesanæ intersunt. 895
Cap. XII. De pœnis quibus fiunt obnoxii non accedentes ad synodum, nisi legitimo detineantur impedimento. 899
Liber quartus. De officialibus, seu ministris synodi, suam nimirùm operam synodo præstantibus, aliisque qui pro futuris eventibus in synodo eliguntur. 903-904
Caput primum. De officialibus primi generis. *Ibid.*
Cap. II. De judicibus querelarum, et excusationum. 905
Cap. III. De testibus synodalibus. 906
Cap. IV. De punctatoribus. 909
Cap. V. De judicibus synodalibus. 910
Cap. VI. De judicibus conservatoribus. 914
Cap. VII. De synodalibus examinatoribus 917
Cap. VIII. Expenduntur alia ad synodalium examinatorum officium spectantia. 923
Liber quintus. De gerendis in synodo. 927-928
Caput primum. De publicis supplicationibus, missis, allocutionibus, sermonibus et acclamationibus. *Ibid.*
Cap. II. De legendis in synodo, et fidei professione in eâ emittendâ. 933
Cap. III. De scrutinio. 936
Cap. IV. De auctoritate reservandi casus, eorumque reservatione in synodo faciendâ. 940
Cap. V. Quænam sint atrociora et graviora crimina reservanda, unà cum aliis ad materiam pertinentibus, et signanter quoad regulares. 943
Cap. VI. De jure exigendi cathedraticum, in synodo ut plurimùm solvendum. 949
Cap. VII. De nonnullis quæstionibus cathedraticum respicientibus. 952
Cap. VIII. De eleemosynâ missarum, et ejus taxatione in synodo ut plurimùm faciendâ. 956
Cap. IX. De advertendis ab episcopo in statuendis missæ eleemosynis, evellendisque abusibus circa eas gliscentibus; et ne confessarii easdem à pœnitentibus exigant 961
Cap. X. De missarum oneribus minuendis. 964
Cap. XI. De ratione reditum seminarii à deputatis in synodo reddendâ, et de nonnullis ad eosdem deputatos pertinentibus. 966
Cap. XII. De nonnullis monitionibus in synodo faciendis. 970
Liber sextus. De constitutionibus in diœcesanâ synodo edendis, earumque conscribendarum methodo. 971-972
Caput primum. Summa statuendorum in diœcesanis synodis. *Ibid.*
Cap. II. Quâ methodo, quoque sermonis stylo conscribendæ sint synodales constitutiones. 974
Cap. III. Quæ utiliter in unâ, inutiliter in aliâ synodo decernuntur; ubi nonnulla de oblatis, eremitis, et Græcis degentibus in diœcesibus episcoporum Latinorum. 975
Cap IV. Aliis exemplis demonstratur, non omnes constitutiones omni synodo æquè congruere; ubi multa de Judæis degentibus in terris Christianorum. 979
Cap. V. Quæ in præcedenti capite dicta sunt, novo confirmantur exemplo, communicationis videlicet Catholicorum cum hæreticis in divinis, atque adeò etiam matrimonii Catholicorum cum hæreticis. 983
Cap. VI. De iis quæ provisa sunt super matrimoniis initis atque ineundis in Hollandiâ et in regionibus Fœderatorum Ordinum dominio in Belgio subjectis; quæ scilicet in synodis earum regionum, non autem in aliis, inseri et manifestari convenit. 986
Cap. VII. De aliis quibusdam respicientibus matrimonia quæ à Catholicis contrahuntur in regionibus infidelium, aut hæreticorum principum dominio subjectis, vel quæ in regionibus catholicis ineuntur inter Catholicum ex unâ parte, et hæreticum occultum ex alterâ; de quibus similiter nequaquàm in omnibus synodis agendum est. 991
Cap. VIII. De constitutionibus synodalibus ad missæ sacrificium spectantibus, quæ peculiaribus quibusdam diœcesibus, non verò aliis, congruere possunt. 996
Cap. IX. De communione sub utrâque specie quoad laicos, clericos et sacerdotes non celebrantes; de quâ etsi quibusdam in synodis actum fuerit, in aliis tamen non expediret sermonem instituere. 1004
Cap. X. De vernaculâ divinarum Scripturarum lectione alicubi prohibendâ synodali decreto, si abusus irrepserit; si tamen nullus abusui locus sit, hâc de re silere præstabit. 1007
Cap. XI. Recens subortus in diœcesi abusus, modò reverà talis sit, et remediis canonicis submoveri valeat, necessariam interdùm reddit constitutionem, quæ in aliâ fortè synodo redundaret; ubi de confessariis qui pœnitentes astringerent ad sibi aperiendum nomen complicis in peccato; item de denuntiatione confessariorum sollicitantium ad turpia, et de sollicitantibus ad alia illicita. 1010
Liber septimus. De his quæ cavenda sunt in constitutionibus synodalibus, ac de pertinentibus ad sacramenta Bapt., Confirm., Pœnit. et Euchar. 1015-1016
Caput primum. De cavendis quoad quæstiones nondùm definitas; ubi de quæstione an sit de jure divino residentia quoad habentes curam animarum. *Ibid.*
Cap. II. Iterùm de cavendis quoad quæstiones nondùm definitas; ubi de eâ an clerici beneficiarii sint domini vel administratores fructuum suorum beneficiorum. 1018
Cap. III. Regula in præcedentibus capitibus tradita limitatur. 1024
Cap. IV. Præcipuè abstinendum à definiendis quæstionibus respicientibus Sacramenta; ubi de intentione ministri requisitâ ad validitatem Sacramenti. 1026
Cap. V. Nonnullæ recensentur quæstiones, spectantes Sacramentum Baptismi, à quibus in synodo definiendis est abstinendum; ubi de Baptismo collato

infanti in matris utero latitanti, necnon infanti qui aliquam sui partem ex utero matris emisit. 1028

Cap. VI. De formâ conditionatâ Baptismatis, alteriusve Sacramenti characterem imprimentis; ubi de Baptismo collato infanti qui jam indubitanter mortuus, per miraculum ad vitam creditur revocari. 1032

Cap. VII. De Sacramento Confirmationis relativè ad presbyteros Græcos, qui illud pueris post Baptismum administrant et primò de ministro hujus Sacramenti. 1039

Cap. VIII. De adhibendo chrismate ab episcopo benedicto, si presbyter uti minister extraordinarius Confirmationis Sacramentum administret; et an ad solum summum Pontificem, excluso episcopo, pertineat jus delegandi simplici sacerdoti dicti Sacramenti administrationem. 1042

Cap. IX. Finis imponitur quæstioni de pueris qui post Baptismum à presbytero confirmantur. 1045

Cap. X. An Confirmatio pueris mox decessuris sit administranda. 1050

Cap. XI. De evitandis in synodo quæstionibus theologicis circa Eucharistiæ Sacramentum; ubi de viatico exhibendo necne, his qui eadem die Eucharistiam susceperunt; item de communione dandâ reis capite damnatis, et denegandâ peccatoribus publicis et manifestis. 1053

Cap. XII. De viatico pueris exhibendo; de iis qui, perseverante eodem morbi periculo, instant viaticum sibi exhiberi : de frequenti aut quotidianâ communione. 1058

Cap. XIII. De Sacramento Pœnitentiæ, et signanter de quæstione, ejusque usu in synodalibus constitutionibus, quoad necessitatem aliqualis delectionis Dei in attritione ex metu gehennæ conceptâ. 1062

Cap. XIV. De confessione prohibitâ confessario qui est in opere carnali complex criminis cum pœnitente peracti. 1067

Cap. XV. De formâ conditionatâ in Sacramento Pœnitentiæ. 1069

Cap. XVI. De confessione facta in mortis articulo laico, aut etiam mulieri, deficiente sacerdote. 1076

Liber octavus. De Sacramentis extremæ Unctionis, Ordinis et Matrimonii. 1083-1086

Caput primum. De extrema Unctione : de materiâ hujus Sacramenti, de olei benedictione ab episcopo peragendâ, nullâ tamen in synodo factâ prohibitione presbyteris Græcis illud benedicendi, et catholicos Græci ritûs inungendi, si in Latinorum diœcesibus Græci inhabitent. *Ibid.*

Cap. II. De formâ Sacramenti extremæ Unctionis. 1089

Cap. III. De corporis partibus inungendis. 1091

Cap. IV. De Sacramenti extremæ Unctionis ministro; quidve episcopi Latini, in quorum diœcesibus Græci inhabitant, statuere valeant de eorum ritu hâc in re. 1093

Cap. V. De subjecto hujus sacramenti, et præsertim de more Græcorum sanos oleo inungendi; et quid de eo episcopi Latini, in quorum diœcesibus Græci inhabitant, in synodo disserere possint. 1097

Cap. VI. De eodem subjecto extremæ Unctionis, et signanter de ætate, in quâ eadem pueris exhiberi potest; ubi etiam de amentibus et furiosis. 1100

Cap. VII. De tempore quo infirmis extrema Unctio est exhibenda. 1103

Cap. VIII. De ordine quo extrema Unctio infirmis administranda est; et de reiteratione ejusd. Sacramenti. 1106

Cap. IX. De cautelâ in constitutionibus synodalibus adhibenda, cùm in eis agitur de Sacramento Ordinis. Plura de quæstione utrùm in cujuslibet ordinis minoris collatione verum conficiatur sacramentum. 1109

Cap. X. Nihil in Synodo est decernendum de trium hierarchicorum ordinum materiâ et formâ. 1116

Cap. XI. De protestatione in aliquas synodos insertâ, et per archidiaconum, episcopi nomine, ante ordinationem repetitâ, per quam episcopus ordines collaturus protestatur se intentionem non habere ordinandi irregulares aut canonico impedimento irretitos; et de ordinatis ad majores ordines ab episcopo in missâ non ab ipso celebratâ, sed à sacerdote. 1121

Cap. XII. Quàm circumspectè sit in synodo loquendum de ministro Sacramenti Matrimonii. 1123

Cap. XIII. Ex eo quòd præsentia parochi necessaria nunc sit ad vires tribuendas Christianorum connubiis, recruduit quæstio, jam antea à nonnullis excitata, an scilicet ille sit Sacramenti Matrimonii minister. 1129

Cap. XIV. Corrigatur falsa doctrina quæ in quasdam synodos irrepsit, quoad idem Matrimonii Sacramentum. 1134

Liber nonus. De cavendis in synodo, quæ auctoritati et juribus Apostolicæ Sedis refragari possunt; item de non assumendâ definitione controversiarum jurisdictionalium inter potestatem ecclesiasticam et sæcularem; de sobrio in synodo usu legum civilium; et de non lædendis privilegiis regularium. 1137-1138

Caput primum. Nihil in synodo decernendum, quod præjudicium inferat auctoritati et juribus Apostolicæ Sedis; ubi de falsitate assertionis tribuentis episcopo potestatem statuendi in suâ diœcesi, iis duntaxat exceptis, quæ totius Ecclesiæ statum respiciunt, quidquid Papa sibi specialiter non reservavit, et incidenter de erectionibus monasteriorum et domuum regularium. 1137-1138

Cap. II. Ex iis dictis decernitur quibus in casibus fas sit aut non sit episcopo relaxare impedimenta dirimentia matrimonium. 1141

Cap. III. De pontificiæ auctoritatis læsione in eo quod pertinet ad dispensationes matrimoniales inter unam partem catholicam et alteram hæreticam. 1146

Cap. IV. Examen instituitur synodalis constitutionis, ascribentis episcopo facultatem absolvendi ab hæresi. 1149

Cap. V. Alia evertuntur argumenta Gallicanorum auctorum de eadem quæstione. 1155

Cap. VI. Eadem jura Romani Pontificis læduntur etiam per synodalem constitutionem, infligentem degradationis pœnam clericis quorumdam atrociorum criminum reis. 1157

Cap. VII. De læsione jurium Apostolicæ Sedis in unione beneficiorum, quæ seminario fit ab episcopis in vim decreti concilii Tridentini cap. 18, sess. 23, de Reformatione. 1163

Cap. VIII. Quomodò se gerere debeant episcopi erga Apostolicam Sedem, si quam fortè pontificiam constitutionem de aliquo disciplinæ capite pro suis diœcesibus minùs opportunam esse censeant. 1167

Cap. IX. Nulla in synodo decidatur controversia quæ in materiâ jurisdictionis vertatur inter potestatem ecclesiasticam et sæcularem. 1171

Cap. X. Leges civiles cum moderatione et delectu in synodo allegandæ. 1179

Cap. XI. Exempla legum secundi generis, quæ scilicet sunt a jure canonico correctæ et improbatæ. 1182

Cap. XII. Exempla alia legum civilium a jure canonico correctarum. 1185

Cap. XIII. Gravis dubitatio, an quædam lex civilis esset à jure canonico recepta, an potiùs abrogata. 1189

Cap. XIV. De legibus civilibus à jure canonico neque correctis neque expressè approbatis. 1191

Cap. XV. Nihil in synodo constituendum, quod regularium privilegia lædat. 1195

Cap. XVI. Modus adhibendus in constitutionibus respicientibus regulares. 1200

Cap. XVII. Aliæ exponuntur earumdem querelarum causæ. 1205

Liber decimus. De censuris, de usuris et contractibus, necnon de mulctis pecuniariis. 1209-1210

Caput primum. Censuræ, præsertim latæ sententiæ, synodalium constitutionum transgressoribus, nonnisi sobriè et circumspectè infligantur. *Ibid.*

Cap. II. Auctoritate et exemplis improbatur immoderatus usus censurarum latæ sententiæ. 1214

Cap. III. Interdùm decerni potest censura latæ sententiæ ad cohibendam culpam quæ in se spectata est levis, si ob adjunctas circumstantias fiat gravis. 1216

Cap. IV. Quid de usuris in synodo decerni possit. 1219

Cap. V. An et quando usuræ suspicione vacent quidam speciales contractus, de quibus interdùm est in synodo agendum. 1224

Cap. VI. A cambiis localibus activis, omnique aliâ quæstuosâ negotiatione, quantumvis in se licitâ et laicis permissâ, per synodalem sanctionem cohibeantur clerici. 1228

Cap. VII. Quid sentiendum de contractu quem vocant trium contractuum; an à synodo permitti, an potiùs proscribi debeat. 1232

Cap. VIII. Contractus cujuslibet diœcesis proprii et peculiares in synodo examinentur. 1234

Cap. IX. De mulctis, seu pœnis pecuniariis. 1236

Cap. X. De mulctarum seu pœnarum applicatione seu destinatione. 1240

Liber undecimus. De novitate et severitate quæ in Constitutionibus synodalibus evitandæ sunt; ubi multa de hujusmodi notis aliquando synodalibus constitutionibus immeritò inustis. 1243-1244

Caput primum. De falsâ novitatis notâ, quæ synodalibus constitutionibus quandoque inuritur; ubi de constitutionibus sancti Caroli Borromæi pro suâ eccles.à. *Ibid.*

Cap. II. De falsâ notâ novitatis, quæ opponitur constitutionibus synodalibus, quibus ordinandorum multitudini modus imponitur, ac regulæ et remedia canonica præscribuntur, ut clericorum ordinationes debito modo fiant. 1249

Cap. III. Ab eâdem novitatis notâ nonnullæ vindicantur synodales constitutiones, Alatrinæ videlicet, Ulyssiponen-

...rchinonenses, Herbipolenses et aliæ. 1259
Cap. V. Quænam sit novitas in diœcesim non inducenda; ...ò, ne veteris disciplinæ restituendæ studio contra ...res leges aut consuetudines generaliter receptas ... fiant. 1265
Cap. V. Novitatis notam non evadit constitutio synodalis ...tiquam diœcesis et regionis consuetudinem, justis ...is toleratam abrogare nititur; ubi de jejunio sabbati, ...more alicubi vigente vescendi die sabbati carnibus, ...rioribus et extremis animalium partibus; item de ...cticiniis, de carnibus avium et amphibiorum diebus ...nii vetandis aut permittendis. 1270
Cap. VI. Invisæ novitatis censuram merentur synodales constitutiones quibus damnari aut prohiberi velint consuetudines quædam generaliter approbatæ; ubi de solutione ...anctimonialibus facienda; deque aliis præstationibus canonici quidam suorum canonicatuum profectus fructus adepturi persolvere solent. 1277
Cap. VII. De aliis quibusdam consiliis à probis viris optimo ...dio propositis, quæ tamen in synodalibus constitutionibus adoptata odiosam novitatis speciem induissent; ...ntoribus eunuchis, ac de musicâ in ecclesiâ tolerandâ; prohibenda; item de lacte infantibus præbendo, ...ione cæsareâ. 1282
Cap. VIII. De censoriâ notâ nimiæ severitatis, synodalibus constitutionibus falsò interdùm inustâ; ubi de præscribenda veste oblongâ et nigri coloris clericis in sacris constitutis, aut beneficium ecclesiasticum possidentibus. 1289
Cap. IX. A severitatis notâ vindicatur synodalis constitutio quâ clericis interdicitur usus comæ suppositiliæ. 1291
Cap. X. Alia ejusdem censuræ synodalibus constitutionibus immeritò inustæ exempla, ubi de ludis et venationibus, choreis spectaculisque, quæ clericis interdicuntur. 1293
Cap. XI. Immeritò nimiæ severitatis insimulatur constitutio præscribens sacerdotibus assiduam lectionem antiquorum canonum pœnitentialium. 1301
Cap. XII. A nimiæ severitatis notâ vindicatur synodalis ...quæ mulieribus vetat vanos ornatus, cum ad ...tiam et Eucharistiam accedunt. 1305
Cap. XIII. De constitutione prohibente usum tabaci ante ...aristiam communionem; atque expenditur alia consuetudo qua interdicitur clericis ne sæcularium patrocinio ...beneficia assequi studeant. 1307
Cap. XIV. Non potest a nimia severitate excusari synodalis constitutio adigens sæculares ad missam Deique verbum audiendum in ecclesia parochiali omnibus dominicis ...tis diebus. 1309.
Liber duodecimus. De constitutionum synodalium quæ juri communi et apostolicis sanctionibus adversantur, insubsistentiâ. Item an et quatenùs liceat aliquid præter jus commune in synodo statuere. 1315-1316
Caput primum. Firmitate carent synodales constitutiones juri communi et apostolicis sanctionibus adversantes. *Ibid.*
Cap. II. Ad tuendam synodalem constitutionem, contrariam juri communi, frustra adducitur studium servandæ ecclesiasticæ disciplinæ; sigillatim vero examinantur constitutiones clericos omnium clericalium jurium possessione deturbantes, ob non impletas ab illis conditiones à concilio Tridentino præscriptas. 1318
Cap. III. Statuitur an et quando liceat clerico iterum induere clericales vestes quas antea dimiserat: an liceat episcopo ordines minores unà cum subdiaconatu uni eidemque personæ eadem die conferre; et an irregularitate afficiatur qui, nullâ impetratâ absolutione a censurâ quâ est irretitus, ascendere præsumit ad altioris ordinis gradum. 1320
Cap. IV. Expenditur casus clericorum qui, postquàm primâ tonsurâ insigniti ac etiam ad minores ordines promoti fuerunt, ad majores ascendere recusant; vel majoribus ordinibus initiati, ad sacerdotium promoveri non curant; an scilicet, et quâ ratione ab episcopo cogi possint ad superiores ordines suscipiendos. 1324
Cap. V. Ne obtentu quidem removendi abusus à rebus sacris, potest in synodo quidquam constitui contra jus commune. 1329
Cap. VI. Firmitate non carent synodales constitutiones, aliquid decernentes præter jus commune. 1335
Cap. VII. Aliæ proferuntur synodales constitutiones quæ non ideo nutarunt, quod aliquid statuerint præter jus commune. 1341
Cap. VIII. Nonnullæ recensentur rerum circumstantiæ, in quibus dubitari potest an liceat episcopo aliquid edicere contra jus commune aut apostolicas sanctiones; ubi de facultate episcopi clericum suspendendi ab ordinis exercitio ob occultum crimen, in foro externo non probatum; item examinandi alienos subditos cum proprii episcopi dimissoriis ad ordinationem accedentes; et de non permittendâ alienatione rerum ecclesiæ absque Apostolicæ Sedis assensu. 1344
Cap. IX. An et quando liceat episcopo in suâ præsertim synodo præfinire quantitatem redituum patrimonii aut beneficii, ad cujus titulum quis possit ad sacros ordines promoveri. 1346
Liber decimus tertius. De cæteris ad diœcesanam synodum pertinentibus. 1351-1352
Caput primum. De verbo *Placet*, quo synodales constitutiones solent ab astantibus approbari. *ibid.*
Cap. II. De synodi subscriptione. 1357
Cap. III. De synodalium decretorum revisione et approbatione. 1360
Cap. IV. De synodalium decretorum promulgatione, et quam in diœcesim inducunt obligatione. 1361
Cap. V. Quibus modis cessare possit obligatio inducta à synodali statuto. 1368
Cap. VI. De visitatione sacrorum liminum et relatione statûs ecclesiæ quæ à quolibet episcopo et prælato inferiore, territorium separatum habente, Apostolicæ Sedi facienda est. 1374
Cap. VII. De relatione statûs ecclesiæ; pars prima. 1381
Cap. VIII. De eadem relatione; pars secunda. 1388
Cap. IX. De eadem relatione; pars tertia. 1399
Cap. X. Sequitur tertia pars ejusdem relationis. 1413
Cap. XI. De eadem relatione; pars quarta. 1429
Cap. XII. De eadem relatione; pars quinta. 1449
Cap. XIII. De postulatis, quæ in relatione statûs ecclesiæ ab episcopis proponi solent; et primò de iis quæ ad ipsos episcopos spectant, quatenùs in ordinem episcopalem ingressi sunt, ecclesiæque regimen susceperunt. 1468
Cap. XIV. De postulatis quæ spectant ad episcopos in ecclesiarum suarum administratione versantes, et ad rectum eorum muneris implementum; ubi de petitione coadjutoris aut episcopis suffraganei. 1478
Cap. XV. De postulatis, quibus alia extraordinaria subsidia in episcoporum levamen, seu aliqua honoris insignia, ad ecclesiarum decus augendum petuntur. 1485
Cap. XVI. De postulatis episcoporum, qui aliquando in relatione statûs ecclesiæ facultatem petunt abdicandi episcopatum, aut se ad aliam ecclesiam transferri rogant; deque nonnullis controversiis occasione translationum hujusmodi excitatis, et à sacrâ congregatione definitis. 1495
Cap. XVII. De postulatis respicientibus absurda quædam seu scandala è diœcesi eliminanda. 1503
Cap. XVIII. De postulatis ad indulgentias, festorumque dierum cultum pertinentibus. 1508
Cap. XIX. De postulato proposito quoad onus ministrandi Sacramenta fidelibus peste infectis, dùm ea grassatur; ac de modo ministrationis tunc temporis peragendæ. 1517
Cap. XX. De postulatis spectantibus ad Christi fideles Turcarum imperio subjectos. 1533
Cap. XXI. De postulato proposito circa matrimonia in infidelitate contracta ab iis qui postea ad Christianam religionem converuntur. 1541
Cap. XXII. De postulato proposito circa matrimonium inter duos Calvinistas in Transylvaniâ contractum, cùm alter ex iis, ejuratâ hæresi, ad fidem catholicam conversus esset. 1549
Cap. XXIII. De postulatis aliquando propositis circa præsentiam parochi in matrimonii celebratione; et de matrimoniis conscientiæ nuncupatis. 1556
Cap. XXIV. De nonnullis postulatis ad rem beneficiariam spectantibus. 1564
Cap. ult. De facultate imminuendi, seu reducendi legata missarum quam episcopi sæpè in relatione statûs suarum ecclesiarum sibi concedi postulant. 1576
Instructio sacræ congregat. concilii, etc. 1593-1594
Appendix, varias continens quæstiones quibus omnimodè perficitur tractatus noster de Matrimonio, sive quasdam rerum omissarum rimas explendo, sive posteriorem opinionem exhibendo quoad res liberas, circa quas una tantùm opinio prolata est, ac speciatim circa potestatem civilem quantùm ad impedimenta, etc. 1599-1600
Discours de l'évêque de Montpellier sur les mariages des princes du sang et sur les puissances civiles en fait d'empêchement. 1619-1620
Index rerum. 1629-1630

FINIS TOMI VIGESIMI-QUINTI THEOLOGIÆ.

Parisiis. — Ex typis L. MIGNE.

BR60 .T44 1837

Theologiae cursus completus,
extractatibus omnium
perfectissimis ubique hatitis,
et a magna parte episcoporum

240
184
M63
1863
v.25

This is the property of
Southern Evangelical Seminary
3000 Tilley Morris Rd., Matthews, NC 28105

SOUTHERN EVANGELICAL SEMINARY
37387000488591